



HAL
open science

La question d'Orient sous Louis-Philippe

Jérôme Louis

► **To cite this version:**

Jérôme Louis. La question d'Orient sous Louis-Philippe. Histoire. Ecole pratique des hautes études - EPHE PARIS, 2004. Français. NNT: . tel-00550827v1

HAL Id: tel-00550827

<https://theses.hal.science/tel-00550827v1>

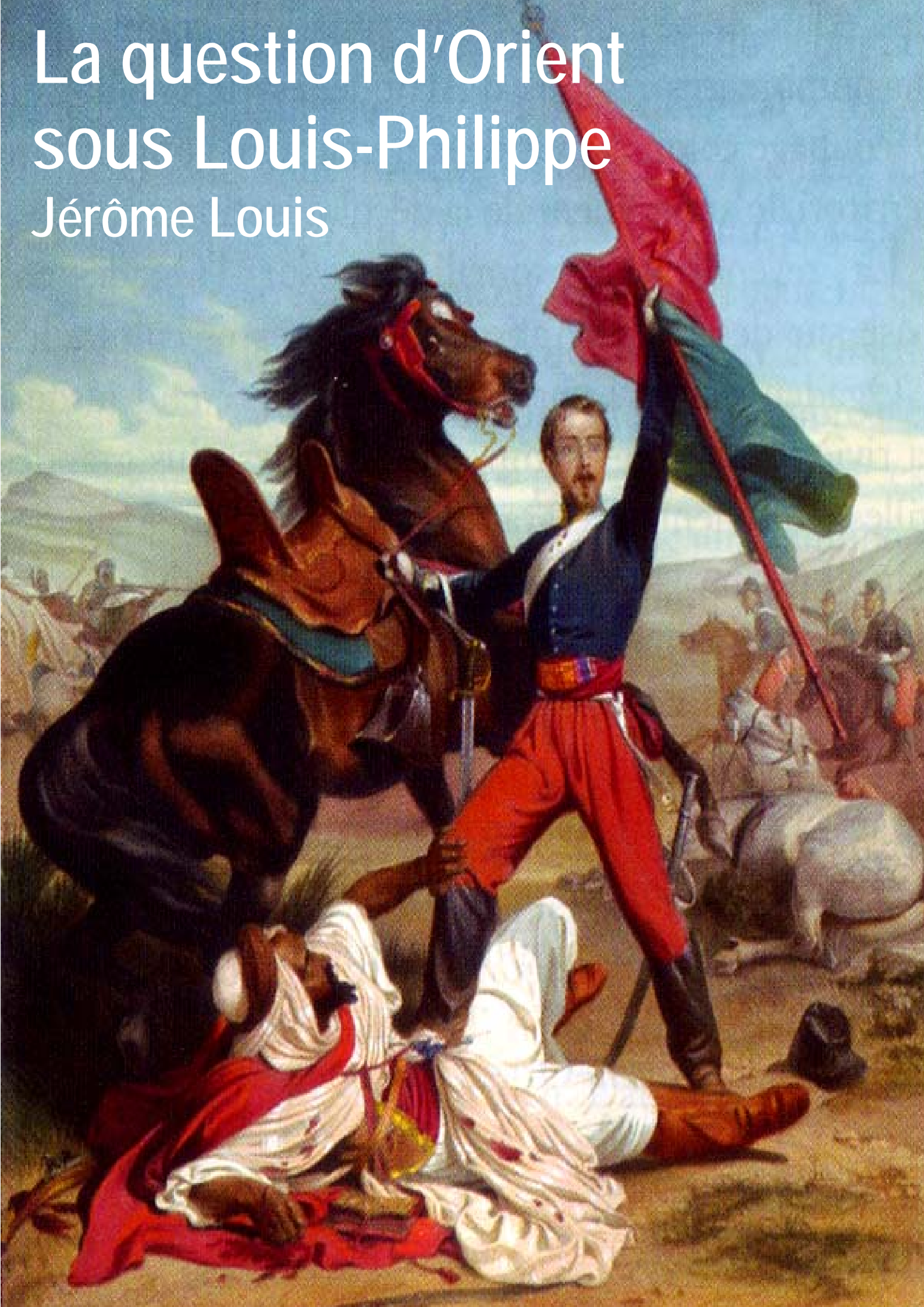
Submitted on 4 Jan 2011 (v1), last revised 5 Jan 2017 (v2)

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La question d'Orient sous Louis-Philippe

Jérôme Louis



LA QUESTION D'ORIENT SOUS LOUIS-PHILIPPE

JÉRÔME LOUIS

LA QUESTION D'ORIENT
SOUS LOUIS-PHILIPPE

« J'ai pu partager l'empire turc avec la Russie; il en a été plus d'une fois question entre nous. Constantinople l'a toujours sauvé. Cette capitale était le grand embarras, la vraie pierre d'achoppement. La Russie la voulait; je ne devais pas l'accorder : c'est une clef trop précieuse; elle vaut à elle seule un empire : celui qui la possédera peut gouverner le monde. »

NAPOLÉON I^{er},
Mémorial de Sainte-Hélène, chapitre cinquième,
dimanche 28 avril 1816.



Source : François GUIZOT, *Mémoires pour servir à l'Histoire de mon Temps*, Paris, Robert Laffont, 1971.

REMERCIEMENTS

Une thèse est un exercice académique de longue haleine. Le colonel Jacques Vernet est à l'origine de mon projet. Rédacteur en chef de la *Revue historique des armées*, il a su nous donner une chance tant attendue : une publication. Que dis-je ? En fait, il a donné son aval à deux études dont la seconde consacrée à « L'expédition d'Anvers » ne pouvait que nous mettre sur le chemin de la monarchie de Juillet et du doctorat.

J'adresse ici mes sincères remerciements à Monsieur le Premier ministre, Pierre Messmer, chancelier de l'Institut de France, pour ses encouragements appuyés. Grâce aux volontés de Monsieur Jean Édouard Goby et sur la recommandation de Monsieur Jean Leclant, secrétaire perpétuel de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, et de Monsieur Jean Tulard, nos travaux ont été récompensés par le prix Jean Édouard Goby. Sans la confiance de Monsieur Jean Tulard, professeur émérite à la Sorbonne, membre de l'Institut, directeur d'études à l'École Pratique des Hautes Études, cette recherche n'aurait pu aboutir. Cet historien positiviste, éminent spécialiste de l'Empire est un savant. Je suis fier d'avoir travaillé sous sa direction. Universitaire sérieux, rigoureux et médiateur, ses conférences sont des modèles de rhétorique, d'érudition et de conseils livrés pour les étudiants. Sa Garde rapprochée m'a également beaucoup aidé. Monsieur Jacques-Olivier Boudon, professeur à la Sorbonne, président de l'Institut Napoléon, a encouragé nos travaux. Monsieur Philippe Régnier, spécialiste des saint-simoniens nous a documenté et demandé de faire une notice concernant Auguste Chauvin-Beillard. Monsieur Thierry Lentz, directeur de la Fondation Napoléon, lors d'un brillant exposé consacré à Savary, a magistralement brossé un aspect méconnu ou occulté des premiers temps de la conquête algérienne. Monsieur Alain Pillepich (Paris IV-Sorbonne) nous rappelle que l'Italie fait partie du jeu politique de la question d'Orient. Monsieur Alain Montarras, pour qui le secret n'avait aucun secret, était un personnage haut en couleurs. Discuter avec lui ne pouvait que nous inciter à éprouver un vif intérêt à propos des espions. Madame Nicole Gottéri, conservateur en chef du Patrimoine aux Archives nationales, a merveilleusement dépeint la vie du maréchal Soult dont l'action politique sous la monarchie de Juillet fut primordiale. Monsieur Hervé Robert (E.P.H.E.) a su de façon ponctuelle nous indiquer l'existence de sources inédites ou méconnues. Le docteur Pierre Thillaud (E.P.H.E.) nous a documenté à propos du choléra. Monsieur Emmanuel de Waresquiel (E.P.H.E.), auteur, entre autres, d'une biographie très remarquée de Talleyrand, m'a rassuré avant de devoir affronter le jury de thèse. Le rencontrer est un pur bonheur car il est un moteur pour la recherche portant sur la première moitié du XIX^e siècle en général, et sur la Restauration en particulier. Monsieur Michel Kerautret, historien, au cours d'une conversation, a évoqué Ali pacha de Tebelen. Nous avons évidemment discuté de la question d'Orient et de Méhémet-Ali. La disponibilité de Monsieur Éric Ledru, éditeur, rédacteur en chef, prote de la *Revue de l'Institut Napoléon* fut pour nous importante car outre son aval pour lancer une recherche biographique concernant Soliman pacha, ses avis et sa connaissance sur le plan organisationnel d'un écrit sont précieux. Les interventions de Monsieur Philippe-Jean Vidal sont appréciées surtout dans le domaine artistique et ésotérique. Je rends hommage à mon ancien professeur de lycée, Monsieur Michel Roty, agrégé, dont la valeur professionnelle et les grands talents pédagogiques m'ont tant appris.

Je me souviens du Lycée français du Koweït où j'ai enseigné l'histoire-géographie et les sciences économiques et sociales. Mon voyage dans le golfe arabo-persique fut déterminant dans le choix et le financement du sujet. De nombreux services de l'État ont montré leur intérêt quant à nos travaux. Mademoiselle Agnès Pouillon, conservateur, dont la rencontre fut, de prime abord un casus belli, a orienté au Quai d'Orsay notre recherche. Elle a su contre vents et marées défendre les qualités d'accueil de l'ancienne petite salle des archives du ministère. Les musées de l'Armée et de la Marine à Paris doivent être ici complimentés pour leur diligence. Ces organismes sont toujours prêts à aider le chercheur, le curieux, le passionné. Je n'oublie pas, non plus, la Bibliothèque Nationale François

Mitterrand et l'I.N.A., dont les équipements modernes permettent au chercheur de travailler rapidement. Je complimente Monsieur Hervé Just Favier, bibliothécaire à l'École Pratique des Hautes Études. Au Service historique de la Gendarmerie nationale, le major Duplan est une mine de renseignements.

Monsieur Thierry Kouamé, compagnon d'études depuis le D.E.U.G., agrégé, docteur en histoire médiévale, professeur à l'université Paris I, par ses réflexions pertinentes a su nous guider vers des pistes intéressantes de recherches, notamment le fonctionnement de l'administration du ministère des Affaires étrangères. Monsieur Maxime Linke, étudiant, nous a invité à venir consulter les ouvrages de la bibliothèque universitaire de Paris XII. Monsieur Sébastien Le Goff, étudiant, nous a indiqué l'intérêt de la *Revue des études napoléoniennes* et des travaux d'Édouard Driault. Je témoigne ma sympathie à l'égard de Monsieur Lardit, auditeur à l'E.P.H.E., « spécialiste des sous-marins. »

Merci surtout à la patience de mes parents, à mon frère Benoît Louis qui a fait que soit possible l'actualisation de cartes. J'ai une pensée toute particulière pour papa, aujourd'hui décédé, qui, malgré sa maladie d'Alzheimer, était venu assister à ma soutenance.

LISTE DES ABRÉVIATIONS UTILISÉES

A.M.A.E. : archives du ministère des Affaires étrangères
A.N. : archives nationales
B.N.F.M. : Bibliothèque nationale François Mitterrand
C.N.R.S. : Centre national de la recherche scientifique
C.O. : *colonial office*
C.P.C. : correspondance politique des consuls
C.P. : correspondance politique
éd. : éditions
E.P.H.E. : Ecole Pratique des Hautes Etudes
f° : folio
F.O. : *Foreign Office*
ibid. : *ibidem*, même référence
impr. : impression
mar. : marine
M&D : mémoires et documents
op. cit. : ouvrage déjà cité
p. : page
P.R.O. : *Public Record Office*
P.U.F. : Presses universitaires de France
s.d. : sans date
S.H.A.T. : service historique de l'armée de terre
t. : tome
vol. : volume (s)

INTRODUCTION

Au XIX^e siècle, les voyageurs qui partent pour l'Orient éprouvent le besoin de raconter ce qu'ils voient. Certains sont des proscrits, d'autres sont mandés par le gouvernement. Diplomates, hydrographes, ingénieurs, techniciens, archéologues, naturalistes, journalistes, poètes, peintres et espions s'embarquent vers un Levant mythique. En 1831, Hector Berlioz, en vue des côtes de Sardaigne, rencontre des combattants de la guerre d'Indépendance grecque. « Tous ces messieurs étaient Italiens, écrit-il, et avaient la mémoire garnie d'anecdotes plus ou moins vraisemblables, mais très intéressantes. L'un avait servi la cause de la liberté en Grèce, où il s'était lié avec Canaris ; et nous ne nous lassions pas de lui demander des détails sur l'héroïque incendiaire dont la gloire semblait prête à s'éteindre, après avoir brillé d'un éclat subit et terrible comme l'explosion de ses brûlots.¹ » Le botaniste français Aucher-Eloy, après avoir échoué dans son commerce de librairie, est engagé par Halil pacha, ambassadeur turc à Saint-Pétersbourg, pour fonder à Constantinople un journal, puis il reprend sa collection de botanique qui le mène en Égypte et en Perse. Il remarque pendant ses longues excursions les chaleurs accablantes, le froid des nuits, celui des montagnes, le défaut d'abri, la torture des insectes, la nourriture chétive, le manque d'eau et l'eau imprégnée de sels médicinaux. Seuls les plus intrépides osent braver l'altérité d'un Orient insalubre touché par le choléra et la peste. Toutefois, la Viennoise Ida Pfeiffer commençant à voyager en 1842, à l'âge de 47 ans, sans guide, traverse l'Empire ottoman, la Palestine et l'Égypte. « Et voyez, dit-elle : j'en suis revenue. » Elle confie que « les voyages en Islande sont beaucoup plus pénibles qu'en Orient. Je supportais plus aisément la chaleur excessive de la Syrie que ces affreux ouragans accompagnés de vent et de pluie, que l'âpreté de l'air et la rigueur du froid qui glaçait cette île. » Comme Chateaubriand, Pariset, Victor Jacquemont, Champollion ou Lamartine, le maréchal Marmont a entrepris un périple qui l'a conduit de Vienne à Alexandrie, via Constantinople et la Russie. En 1830, il a été écarté de l'expédition d'Alger au profit de Bourmont. Chargé du commandement des troupes de Paris, il a défendu Charles X contre l'insurrection. Le vaincu des Arapiles a perdu la bataille des Trois Glorieuses. Sexagénaire, il s'exile. Dans le récit qui retrace son itinéraire, Marmont écrit que quelques années avant la monarchie de Juillet, l'ambassadeur français, introduit auprès du sultan, devait s'arrêter dans la seconde cour du palais impérial. Il était rendu compte de l'événement à l'orgueilleux souverain turc : « un pauvre chrétien, nu et mourant de faim, demande à être admis à l'audience de votre Hautesse. » Le Grand Seigneur répondait : « Qu'on l'habille, et qu'on le fasse manger. » Une pelisse était donnée au misérable plénipotentiaire, et on l'introduisait dans la salle du banquet. Le 12 octobre 1834, Marmont débarque à Alexandrie. L'Égypte lui rappelle sa jeunesse. Il y est venu avec l'expédition de Bonaparte. « Que d'événements, confie-t-il, se sont passés depuis ces trente-six ans écoulés entre ce départ de la terre des Pharaons pour aller chercher la guerre et la fortune, et ce retour comme un simple voyageur qui, devenu étranger aux événements de ce monde, en étudie la marche et tâche d'en prévoir les résultats. »

En huit siècles s'était édifié un puissant empire turc. Au début du XIX^e siècle, l'Empire ottoman englobait, à l'exception du Maroc, le Maghreb, la Turquie, le Proche-Orient, l'Égypte, le littoral de la péninsule arabique, la majeure partie du Caucase, la Crète, les Balkans avec la Grèce, l'Albanie, la Bulgarie, la Moldavie, la Valachie, puis s'ajoutèrent entre 1816 et 1821, l'actuelle Arabie Saoudite et le Soudan par les conquêtes « égyptiennes » d'Ibrahim pacha. Mais l'Empire ottoman qui regroupait sous sa tutelle 40 millions d'âmes sur un huitième du monde au début du XIX^e siècle, ne comptait plus que 25 millions d'habitants en 1829, nombre qui tombe à 15 millions en 1834. Les sécessions s'y multiplient. L'insécurité y règne. Le Proche-Orient offre une marqueterie de peuples tous aussi rustres les uns que les autres. C'est une contrée inabordable où pullulent les brigands. Les Européens qui s'y rendent « ne pouvaient dessiner que la carabine d'une main et le crayon de l'autre », note Charles Texier. Cet État gigantesque subit, de surcroît, une très forte érosion monétaire. La piastre y perd constamment de sa valeur. Elle s'échangeait en 1815 contre 90 centimes. En 1830, elle ne vaut plus que 35 centimes. C'est un pays en dissolution ! Comment est-il arrivé à une telle déliquescence ? Dans les *Elements of Geography* de Cobbin Ingram, petit manuel de géographie universelle dont la quatrième édition paraît à Londres en 1833, l'information sur les Turcs est la suivante : « Les Turcs sont généralement grands, forts et bien faits. Ils sont un peuple oisif, sale, cruel et ignorant. Ils aiment bien fumer. » Singeant Montesquieu, le saint-simonien Prosper Enfantin donne une explication météorologique au déclin ottoman. Il observe que l'Asie stagne et que

¹ *Mémoires*, Paris, 1870, cités par Yves Hersant, *Italies*, Paris, 1988, p. 903.

l'Europe domine le monde. Pour lui, « les peuples les plus favorisés par le climat » se développent plus rapidement, au détriment des autres. D'Aubignosc, l'ancien directeur général de la police napoléonienne à Hambourg, explique en 1839 que la dépopulation provient des nombreux avortements pratiqués dans l'Empire ottoman où sévit une médecine archaïque. Reprenant les observations que Volney a faites sur la Syrie, l'économiste Jean-Baptiste Say, dans son *Cours à l'Athénée* et dans ses notes sur les travaux de Ricardo consacrés aux *principes de l'économie politique*, développe une théorie selon laquelle la médiocrité du terrain, la pesanteur des impôts, empêchant le profit, conduisent à une fuite des capitaux. Résultats, les terres restent en friches, la population décroît, la civilisation s'altère, et la barbarie revient. La féodalité demeure. La domination des pachas turcs et des janissaires inflige aux marchands et aux villageois des spoliations injustes. L'affermage des impôts entraîne la corruption. Le général Nicolas Loverdo, dans une lettre adressée à Berthezène le 11 juillet 1834, soutient ce point de vue et constate qu'en Algérie la plaine de la Mitidja était autrefois fertile. Le despotisme des Turcs l'a fait tomber dans un état misérable.

Le vétérinaire Pierre-Nicolas Hamont dans la *Revue de l'Orient* en 1843 pense que les Turcs sont incapables de gouverner. Le Turc dévaste, détruit, ruine, sème des maladies affreuses avec une facilité qui épouvante. C'est un ennemi que l'homme doit redouter, fuir ou maîtriser. La *Géographie universelle* du danois Konrad Malte-Brun, rééditée et mise à jour régulièrement, indique que les vices fondamentaux de la société ottomane proviennent de sa religion. Selon le député Alphonse Denis, président de la *Société orientale de Paris*, ce qui nuit au développement de la société mahométane est le fatalisme. Le musulman laisse aller les temps et les choses. Le voyageur Jean-Baptiste Morot écrit : « Les nations comme les hommes ont une carrière limitée, qui peut être plus ou moins longue, mais dont le terme peut être retardé par de sages précautions, ou des institutions progressives en rapport avec les besoins des peuples. Ici, tout est immobile. » Talleyrand pense que les Turcs ont perdu de leur puissance relative parce que tout a fait progrès sans qu'ils en aient fait aucun. Le Prussien Moltke juge en 1836 : « C'est le pays de la paresse indolente, et toute la Turquie n'est qu'une nation en pantoufles » et il pense qu'« avant toute chose, la monarchie osmanienne a besoin d'une administration réglée. » Le légitimiste Auguste Chauvin-Beillard conteste ces thèses et estime que la Turquie est surtout affaissée sous le poids des réformes civiles et militaires. L'historien Hippolyte Desprez écrit dans la *Revue des Deux Mondes* que « le Divan face à l'adversité s'est trop facilement laissé mettre en tutelle par la diplomatie européenne. » Edmond de Cadalvène remarque que l'homosexualité du sultan lui joue des tours. Il subit trop l'influence d'un favori, un chanteur, un ancien garçon de café, nommé Mustapha. Ce jeune esclave efféminé gouverne. Garçon âgé d'une vingtaine d'années, Riza pacha était dans une boutique lorsqu'il fut remarqué par le sultan en 1825 dans le bazar égyptien de Constantinople. Féroce, Chateaubriand dépeint le pouvoir despotique du sultan : « Au milieu des prisons et des bagnes s'élève un Sérail, capitole de la servitude : c'est là qu'un gardien sacré conserve soigneusement les germes de la peste et les lois primitives de la tyrannie. De pâles adorateurs rôdent sans cesse autour du temple, et viennent apporter leurs têtes à l'idole. Rien ne peut les soustraire au sacrifice; ils sont entraînés par un pouvoir fatal; les yeux du despote attirent les esclaves, comme les regards du serpent fascinent les oiseaux dont il fait sa proie. » Alexis de Tocqueville a une analyse similaire dans son premier volume de *la Démocratie en Amérique* : « Les populations turques n'ont jamais pris aucune part à la direction des affaires de la société; elles ont cependant accompli d'immenses entreprises, tant qu'elles ont vu le triomphe de la religion de Mahomet dans les conquêtes des sultans. Aujourd'hui la religion s'en va; le despotisme seul leur reste : elles tombent. » L'ambassadeur anglais Stratford Canning estime que le gouvernement turc est mauvais, « ses membres n'ont ni la sagesse ni le courage de le réformer. L'Empire ottoman est entré en décomposition et il ne doit sa survie qu'à l'impossibilité où se trouvent les puissances européennes de s'entendre sur le problème de Constantinople et aussi celui de la Grèce où les massacres de chrétiens par les Turcs se poursuivent. »

Le sultan Mahmud II compte de nombreux ennemis à l'intérieur de ses provinces qui remettent en cause son pouvoir. Les sectaires Wahhabites, surveillent ses moindres faiblesses afin de pouvoir se rendre maîtres des villes saintes, La Mecque et Médine. L'Albanie où la Porte recrute ses meilleures troupes est rebelle. Après Ali pacha de Jannina, c'est au tour de Moustapha, le pacha de Shkodra de défier le sultan. En Asie Mineure, les *zeibecks*, troupes irrégulières formées par les réfractaires et les soudards des armées ottomanes, menacent la ville d'Aïdin. Les Serbes et les Bosniaques revendiquent leur indépendance. Un vaste mouvement kurde se développe. Au Liban, les factions rivales se déchirent. L'Empire ottoman a perdu la Grèce. La France occupe la Morée. L'Égypte s'émancipe et projette de s'emparer de la Syrie et de la Crète. L'Arabie est en perpétuelle agitation. Le fanatisme musulman dénonce un sultan trop proche des idées européennes. La Russie presse du côté de l'Arménie et exerce sur la Moldavie et la Valachie une véritable souveraineté. La Bosnie est presque autrichienne. La situation financière du divan devient déplorable et le mécontentement général éclate en révoltes ouvertes. Selon Černyšëv, ministre de la Guerre du tsar, les forces armées turques sont incapables de concevoir une stratégie ou une tactique. Après « une chamaille de tripot », la régence d'Alger est conquise par la France dont l'influence, sous l'impulsion de Mathieu de Lesseps, est également grandissante en Tunisie. Les Anglais jalourent autant qu'ils redoutent cette mainmise croissante en Barbarie.

En 1830, la France ne doit pas gâcher ses chances. Depuis la révolution de juillet, suivant les conseils de Talleyrand, la diplomatie du Roi-Citoyen s'allie avec la Grande-Bretagne. L'Entente cordiale est recherchée. Aux yeux des Anglais et des Français, la survie de la Porte apparaît indispensable car sa disparition menace l'équilibre européen. Tout problème risquant de déstabiliser son pouvoir se transforme désormais en crise où le padicha mise sur les désaccords

entre les grandes puissances. Le démembrement total s'avère difficile. Aucune nation ne peut se résoudre à abandonner Constantinople et ses détroits stratégiques à une autre. Ce constat assure la survie de la Sublime Porte. Le vice-roi d'Égypte Méhémet-Ali, qui a été longtemps le bras armé du sultan, pense pouvoir s'en emparer. Il défie son suzerain. Il veut faire un grand empire indépendant qui serait le centre du monde musulman. Cette ambition le pousse à hisser son pachalik au quatrième rang des puissances navales, devant l'Autriche et la Turquie. L'historien anglais Arnold Toynbee (1889-1975) écrit : « Méhémet-Ali, ayant compris l'échec de la campagne d'Égypte de Napoléon, décida d'avoir une marine de guerre copiée sur celles de l'Europe occidentale moderne. »

Méhémet-Ali et Mahmud travaillent tous les deux à la rénovation de leur pays. Ils forment une armée à l'européenne. L'un détruit les mamelouks en 1811, l'autre les janissaires en 1826. Ils sont braves et ont une volonté de fer mais sous le sultan Mahmud, la Turquie presque toujours vaincue, tombe en lambeaux. L'Égypte au contraire conquiert l'Arabie, la Nubie, le Kordofan, la Syrie et l'Asie Mineure. Le docteur Clot bey écrit que « l'Égypte a acquis tout à coup une importance extraordinaire. » À l'époque du romantisme où l'opinion est avide de héros légendaires, de personnages incompris au destin exceptionnel, Méhémet-Ali est un nouveau Napoléon. Victor Hugo écrit : « Il est à Napoléon ce que le tigre est au lion.¹ » Les Français soutiennent ce despote éclairé dans ses projets mais la France redoute la fin de l'Empire ottoman car la Russie ne doit surtout pas contrôler le Bosphore, ni les Dardanelles. Protectrice des sujets catholiques au Levant, la tâche de la monarchie de Juillet s'apparente à celle d'un funambule. La politique étrangère de la France, dans la question d'Orient, est alternative. Elle est tour à tour attentiste et interventionniste. Ses tergiversations conduisent à la crise de 1840 où l'Angleterre pousse l'Europe à une action militaire contre Méhémet-Ali. Après ce camouflet, Soult et Guizot ont à cœur de redonner à la France son prestige. Louis-Philippe poursuit la conquête de l'Algérie, ancienne dépendance de la Sublime Porte. Dans cette lutte, des nationalités émergent. Abd el-Kader, guerrier protégé, ennemi de la France, est l'arabisme. Le Maroc joue de plus en plus un rôle sur la scène internationale et cherche à asseoir son autorité morale, spirituelle et militaire. Le choc a lieu sur l'Isly en 1844. Pour Lamartine, « la question d'Orient est la question du siècle. »

¹ Institut du monde arabe, exposition « Bonaparte et l'Égypte » du 14 octobre 2008 au 29 mars 2009, catalogue, p. 13.

I

DE LA PRISE D'ALGER À LA BATAILLE DE NEZIB

PREMIÈRE PARTIE

L'ATTENTISME

1830-1833

Le Vieil homme malade

La nationalité arabe menace le pouvoir chancelant du sultan. Napoléon I^{er} dans ses Mémoires concernant l'expédition d'Égypte perçoit le messianisme qui sévit en Orient : « Les provinces de l'Empire ottoman qui parlent arabe appelaient de leurs vœux un grand changement et attendaient un homme. » Say observe dès 1819 : « La Turquie, l'Égypte et la Syrie ne se maintiennent dans l'état actuel où elles sont, que par une jalousie mal entendue des autres puissances ; mais cet état est contre la nature des choses et cédera au premier moment favorable. » Le comte de Marcellus remarque en 1820, dans ses *Souvenirs d'Orient* : « Il était aisé de pressentir que, dès lors, entre la Turquie et l'Égypte, surviendrait une lutte prochaine dont l'issue pouvait être douteuse. Un empire naissant et plein de force ne saurait se soumettre longtemps à un empire faiblissant et décrépité. » Dans *Choses vues*, Victor Hugo écrit que la Turquie traîne son ulcère, son boulet : la Grèce. Fidèles à l'esprit du congrès de Troppau de 1820 qui prévoyait de délivrer l'Europe du fléau des révolutions, Castlereagh refusa d'intervenir en faveur des Grecs, et Metternich fit emprisonner, en juin 1821, le Grec Ypsilanti qui, battu, s'était réfugié en Autriche. Dans leur déclaration d'indépendance du 15-27 janvier 1822, les Grecs affirmaient : « La nation grecque prend le ciel et la terre à témoin que, malgré le joug affreux des Ottomans qui la menaçaient de son anéantissement, elle existe toujours. » À l'époque de la Restauration, les massacres de Chio, en avril 1822, émurent l'opinion publique européenne. L'arrivée de la flotte ottomane sur cette île, refuge des sophistes et des étudiants, entraîna la mort de 80 000 personnes. Le peintre Eugène Delacroix contribua à diffuser l'image du Turc, brute sanguinaire armée jusqu'aux dents, tuant indistinctement hommes, femmes, enfants et nouveau-nés. Il exposa au Louvre ses *Scènes des massacres de Scio* ainsi qu'une allégorie *la Grèce expirant sur les ruines de Missolonghi*, Ingres peignait *l'Apothéose d'Homère*. Le souvenir de l'Antiquité classique, le goût romantique de l'exotisme, le besoin d'aventures chez les soldats désœuvrés depuis la chute de Napoléon, le développement des idées libérales, le rappel de la croisade chrétienne contre l'islam étaient des facteurs qui attirèrent à la cause grecque des sympathies universelles. L'économiste Jean-Baptiste Say, dans une lettre adressée à Malthus, remarque l'absence chez les peuples arabes de cours de justice. La Sublime Porte, par droit de suzeraineté, exigea le concours des Égyptiens dans sa lutte contre l'insurrection grecque. Méhémet-Ali, surnommé « l'exterminateur des Infidèles » dans un firman impérial du 16 janvier 1824, engagea ses forces aux côtés du sultan. Dans toute l'Europe, on parlait des massacres et des déportations massives perpétrés par les musulmans. Hamont écrivait : « La presque-île du Péloponnèse, connue de nos jours sous le nom de Morée, devint le théâtre de sanglants combats entre le despotisme et la liberté. »

La Russie était souvent intervenue seule dans les affaires de l'Empire ottoman. L'Europe s'engagea aussi dans cette voie. Le 4 avril 1826, les cabinets de Saint-Pétersbourg et de Londres signèrent un acte dont le but était d'arrêter les bases de la pacification de la Grèce et le 6 juillet 1827, la France se réunit à ces deux puissances pour stipuler en commun un système définitif de protectorat en faveur des Grecs. Paris où siégeait le Comité philhellénique présidé par Chateaubriand, Munich où le roi Louis I^{er} se montrait favorable au mouvement, Genève où se trouvait Capodistria, étaient autant que Boston aux États-Unis des foyers soutenant l'indépendance des Grecs. Les départs des volontaires étaient encouragés par la mort de Byron à Missolonghi, le 19 avril 1824, la publication du *dernier chant du pèlerinage de Childe Harold* de Lamartine, de *la Note sur la Grèce* de Chateaubriand. Le colonel français Fabvier défendit Athènes. Son compatriote Voutiers, l'Italien Santarosa, l'Écossais Gordon, l'Anglais Cochrane qui commandait la flotte des insurgés, mirent leur épée au service de la civilisation contre l'oppression turque. Le corsaire Trelawney résistait dans la place forte du Mont Parnasse. Chateaubriand déclarait à la Chambre des pairs le 13 mars 1826 : « Au moment où je parle, Messieurs, une nouvelle moisson de victimes humaines tombe peut-être sous le fer des Turcs : une poignée de chrétiens héroïques se défend encore au milieu des ruines de Missolonghi, à la vue de l'Europe chrétienne, insensible à tant de courage et à tant de malheurs. » Le *Journal des Débats* mit en valeur le rôle de la France : « Un grand peuple, qui a pris fait

et cause pour la Grèce, qui a dénoncé à l'humanité ses bourreaux, qui a intercédé pour les martyrs et tout ce qu'il y eut jamais de grandes et saintes causes sur la terre, la Patrie, la Religion et la Liberté ; et ce peuple, c'est la France. » De multiples souscriptions administrées par le banquier de Genève Eynard furent lancées. Le poème intitulé « l'Enfant », partie du recueil *les Orientales* de Victor Hugo rappela que le jeune Hellène aux yeux bleus ne veut, ni fleur, ni fruit, ni l'oiseau merveilleux, mais « de la poudre et des balles. » La défaite de Navarin face aux flottes anglaise, française et russe, le 20 octobre 1827, fit perdre au sultan ses principales forces maritimes. Alphonse de Lamartine écrivit de cette bataille navale qu'un « cri d'horreur l'apprit à l'Asie, un cri de délivrance la salua en Grèce, un cri d'enthousiasme l'applaudit en Europe. Quand le sang-froid fut revenu, l'Europe hésita, sur le nom à donner à cette conflagration des deux flottes; héroïque pour les uns, elle restait incendiaire pour les autres. » Victor Hugo exultait : « Le vieux colosse turc sur l'Orient retombe, la Grèce est libre, et dans la tombe Byron applaudit Navarin. » La renaissance du prestige naval de la France lui fait encore écrire : « L'Angleterre, aujourd'hui, reconnaît sa rivale. » L'Europe intervient en Orient. La Turquie est livrée aux influences diplomatiques de l'Occident. Conscient de ses difficultés, le divan réagit dans un manifeste : « Toutes les puissances chrétiennes sont naturellement ennemies de la Porte ottomane, et malgré leurs protestations, elles s'entendent toutes pour la détruire; il faut donc sortir de cet état le plus vite possible. »

Le sultan Mahmud II voulut créer une armée organisée suivant les principes occidentaux. Les premières unités habillées, équipées et armées, commençaient à s'exercer. Naturellement, tous ceux que lésaient les réformes s'agitèrent. Dans la nuit du 15 au 16 juin 1826, les mécontents se réunirent sur la grande place de l'Hippodrome sur laquelle avaient lieu les exercices des nouveaux régiments. D'après le récit de Théophile Gautier, *Constantinople*, le prétexte de la révolte proviendrait d'un instructeur égyptien, frappant un soldat turc récalcitrant et volontairement maladroit. Les janissaires indignés prirent fait et cause pour leur camarade, renversèrent les marmites en signe de révolte et menacèrent d'incendier la ville. La maison du grand vizir fut pillée. Le sultan déploya l'étendard sacré et fit marcher les troupes régulières auxquelles se joignirent des foules armées. Un gradé turc appelé *l'Enfer noir* fit partir le premier coup de canon qui marquait le début du massacre. Le corps des janissaires, redoutable infanterie mais si turbulente et mutine en garnison, était annihilé. L'ordre des derviches *Bektachi* fut dispersé et ses couvents supprimés. Prosper Mérimée prenait la défense des haïdouks, patriotes chrétiens, serbes ou bulgares, héros de la résistance contre la domination turque, dans un recueil de chants populaires, qu'il publia en 1827 : *La Guzla*.

« Les armées russes, lit-on dans un mémoire qui fut lu et approuvé au conseil du roi Charles X, avancent sur Constantinople et sont étonnées elles-mêmes de leurs triomphes ; elles traversent sans obstacle une population qui n'a eu le temps de faire aucun préparatif de défense. L'Europe regarde les Russes avec inquiétude, mais ne peut arrêter leur marche. Cependant, chaque jour on pourrait apprendre que Constantinople est pris ou qu'une de ces révolutions si fréquentes en Asie, a précipité Mahmoud : cela amènerait la dissolution de l'Empire ottoman en Europe. » L'émergence de la Russie changeait les données de la question d'Orient. Sa domination définitive sur le Bosphore, devait donner tôt ou tard la suprématie à l'église grecque en Orient, et avec cette suprématie, l'influence absolue, politique et commerciale. Il entra dans les prérogatives de la couronne de France de se poser protectrice des catholiques du Levant. De là résultait l'autorité morale des consulats, la puissance des rapports commerciaux français dans la Syrie, Jérusalem, le Liban et une fraction de l'Égypte. Le comte Guilleminot, ambassadeur de France auprès de la Sublime Porte, reçut l'ordre de son gouvernement de faire reconnaître ces droits. Il fut même question un moment de faire de Jérusalem un État indépendant, et de créer sur le grand sépulcre du Christ, une république militaire avec de nouveaux chevaliers pour défenseurs comme autrefois à Malte. Cette idée, empruntée aux croisades, n'avait rien d'absurde, tout ne se rattachait-il pas à l'époque, à la croix, à la question visible de l'indépendance de la Grèce. Le soulèvement des Grecs avait excité de vives sympathies sur tous les points de la chrétienté. La campagne de 1829 tournait à l'avantage des Hellènes. Le général Church prenait Vonitza. Lépante se rendait à Augustin Capodistria, après un blocus de quarante jours (mars). Missolonghi appartenait de nouveau aux Grecs le 8 mai. Arslan bey était battu à Castello di Pietra par Ypsilanti. Les Turcs évacuaient Livadia et Fontana le 26 septembre et sollicitaient Nathan Rothschild pour le règlement de leur contribution de guerre. Nathan refusa : « Wellington et Peel, écrit-il – en hébreu – à son frère Salomon, le 12 octobre 1829, désireraient un conflit avec la Russie... Je ne suis pas partisan des démonstrations, et il faut faire en sorte de maintenir la paix. À quoi bon se quereller ? Les Russes sont trop loin... Si nous nous laissons entraîner, nous serons engagés dans une mauvaise affaire. » Les Rothschild, qui avaient tant gagné aux guerres à l'époque de leur ascension, en arrivaient à craindre l'ébranlement du crédit et du grand commerce que causerait tout conflit armé dans une Europe où les travaux et les affaires de la paix promettaient d'être si fructueux.

À Rome, Chateaubriand écrivit un *mémoire sur l'Orient* qu'il adressa au ministre des Affaires étrangères, le comte de La Ferronnays. Chateaubriand restait fidèle à l'alliance franco-russe. Il parlait de l'hypothèse que : « L'Angleterre et l'Autriche ont toujours été et seront toujours les adversaires naturels de la France; nous les verrions demain s'allier de grand cœur à la Russie, s'il s'agissait de nous combattre et de nous dépouiller. » Chateaubriand estimait que l'Angleterre, en s'alliant à l'Autriche, n'avait pas les moyens d'arrêter l'expansion

russe vers les Balkans. Le roi de Prusse Frédéric-Guillaume III soutiendrait son gendre, le tsar. Dans ces conditions, Chateaubriand proposa aux Russes un marché : neutralité de la France en cas de guerre russo-turque. Paris laisserait, dans l'hypothèse d'une victoire, la Russie établir des « puissances chrétiennes », en Roumanie notamment, sur les débris du grand Empire ottoman. En échange, la France demanderait des dédommagements à l'ouest par un agrandissement sur la rive du Rhin, de Strasbourg à Cologne. Chateaubriand envisagea la fin de l'Empire ottoman : « [...] mieux vaut mille fois, écrivait-il, [...] la domination de la Croix à Constantinople que celle du Croissant. Tous les éléments de la morale et de la société politique sont au fond du christianisme, tous les germes de la destruction sociale sont dans la religion de Mahomet. » Par ce vaste remaniement, la France retrouverait sa sûreté et son honneur. La barbarie turque serait abattue. « Vous ne voulez pas planter la Croix sur Sainte-Sophie, s'exclama-t-il : [...] avant vingt ans peut-être le Croissant brillera sur le dôme de Saint-Pierre. » La Ferronnays n'approuvait pas en 1828 ces plans de partage : « Il ne faut pas, dit-il, que d'antiques nations soient la proie des nations avides. » Le ministère Polignac, au contraire, voulait ce partage de l'Empire ottoman. Alors que les Russes menaçaient Constantinople au cours de l'automne 1829, la France proposa une transaction de grande envergure. Les puissances européennes se partageraient les dépouilles de l'Empire ottoman, moyennant pour la France la contrepartie de l'annexion de la Belgique et la création d'un État tampon sur la rive gauche du Rhin qui serait sous l'autorité du roi de Saxe. Établi par Boisilecomte, ce projet anglophobe prévoyait que le souverain des Pays-Bas irait régner à Constantinople avec le titre de roi de Grèce. La France récupérerait l'Albanie, la Morée et Candie. La Russie n'était pas décidée à une telle refonte de la carte de l'Europe. Le tsar voulait bien conquérir la Turquie, non prendre le risque de provoquer une guerre généralisée. Nicolas I^{er} souhaitait conserver en l'état ce voisin faible, car il était appelé à être le principal bénéficiaire de sa désagrégation.

Que pouvaient faire les autres puissances ? Devaient-elles se rallier à un partage de l'Empire ottoman ? Fallait-il s'opposer à la prépondérance russe ?

En France, l'opposition vitupérait contre la politique étrangère de la Restauration : « En Orient, clame Sébastiani, l'Angleterre et la Russie dirigent, dans des intérêts qui leur sont propres, les négociations ouvertes à Constantinople. Pour nous, contents de nous traîner à la suite du cabinet de Vienne, ce n'est que par une intervention timide que nous appuyons les armes et l'héroïsme des défenseurs de la croix; des intrigues subalternes en Égypte, une attitude pusillanime et secondaire à Constantinople; voilà à quoi se réduisent les efforts de notre politique. » Le soutien du gouvernement français au mouvement philhellène ne serait qu'une façade. « La Congrégation, se souvient la comtesse de Boigne, aimait mille fois mieux les Turcs que ces hérétiques de Grecs car, du moins, les premiers prêchaient l'absolutisme. » Le ministre ultra Villèle s'interrogeait, un peu désabusé : « La Grèce, mais quel intérêt peut-on bien prendre à cette localité ? » Sous Charles X, la France faisait souvent équipe avec la Russie en Orient. On vit en 1828 quelques aristocrates français participer aux côtés du tsar Nicolas I^{er}, avec l'accord du roi de France, aux opérations militaires lancées par la Russie contre les Turcs. En Bulgarie, le duc de Mortemart, ambassadeur de France à Saint-Petersbourg, mit à l'occasion l'épée à la main, un Henry de La Rochejacquelein, neveu du grand Vendéen, se distingua avec l'avant-garde russe au passage du Danube, un comte de Béarn et un comte de Crussol chargèrent, sabre au clair, avec les cosaques de la Garde. Lors du siège de Silistrie, c'est le Français Paul de Bourgoing qui dirigea en partie les travaux d'investissement, avec la même ardeur qu'il mit à commander, un jour de combat, un carré d'infanterie du régiment de Sélinginsk aux prises avec un tourbillon de cavaliers turcs.

Lors de la guerre russo-turque de 1828, le sultan et ses ministres n'envoyèrent pas assez d'argent à l'armée. Les pachas habitués à l'oisiveté ne pensaient qu'à s'approprier une partie des fonds qui leur étaient envoyés. Ils n'obéissaient qu'à contrecœur à l'ordre de rassembler les troupes. Les beys ne s'empressaient pas d'exécuter les instructions qu'ils recevaient. Leurs forces, mal payées, mal entretenues, se débandaient facilement. Le 16 juin, Braïla capitulait devant le grand duc Michel. La Dobroudja était perdue. Le 6 juillet, les cosaques entraient à Bazardjik. Istanbul s'alarma. Au cours d'un grand Divan le 18, les avis étaient partagés. Fallait-il stopper la guerre ? Le sultan Mahmud déclara : « Qu'on laisse le cheval en liberté, il arrivera bientôt au but. » Le parti de la guerre l'emportait. Le tsar prit la tête de ses troupes. Le siège de Varna était entrepris. La famine et les maladies décimaient les Russes. Varna tomba. Le pacha livra la ville le 10 octobre. Les Turcs subissaient de lourds revers. Poti et Anapa tombaient entre les mains du prince Mentschikoff. Son successeur Paskievitch s'empara de Kars, Ardaban, Toprakkalé et battit une armée de 30 000 hommes. Le corps russe du général Diebitch fut victorieux lors de la sanglante bataille de Kolewtcha le 11 juin 1829. Silistrie ouvrait ses portes. Les Balkans s'offraient à la Russie. Les Ottomans étaient encore battus à Slivno. Marchant sur Andrinople, la garnison turque forte de 10 000 hommes se rendit sans tirer un coup de fusil. Les opérations de 1829 occasionnèrent cependant de lourdes pertes. Les cadavres russes, par milliers, jonchaient les plaines de Valachie et de Bulgarie. Les maladies ravageaient les arrières. Après une trêve, le général Burzow surpris par quatorze mille Turcs fut chargé vigoureusement. Il périt avec la moitié de ses forces. Nicolas I^{er} voulut tirer son armée d'Europe de la position qu'une simple démonstration de la Porte pouvait changer en une déroute complète. La diplomatie, sous l'impulsion de la Prusse qui envoya le général Muffling convaincre les Turcs du bien fondé de la paix, arrêta le carnage.

Le traité d'Andrinople du 2 septembre 1829 permettait à la Russie d'annexer le delta formé par les bouches du Danube, d'obtenir la souveraineté sur la Moldavie, la Valachie et la Bulgarie. Ce texte très dur prévoyait le versement d'une forte indemnité de guerre de 137 millions de francs. Garantie du paiement, les Russes occupaient la forteresse de Silistrie et, dans un article supplémentaire, il était demandé l'expulsion de tous les habitants de race ottomane. Pour Metternich, cet événement marquait « une époque importante de l'histoire contemporaine¹. » Les appétits de la Russie étaient sans limites. Lorsqu'un diplomate ottoman tenta de négocier en février 1830 la diminution de la contribution de guerre, la Russie était loin de vouloir y consentir et déclara face à une possible insolvabilité qu'elle était prête à accepter un système de compensation au moyen de quelques places fortes en Asie, en Europe au lieu d'un paiement en argent, d'après évaluations.² » Le 22 février 1828, la Russie avait déjà obtenu le monopole de la navigation sur la mer Caspienne et récupéré sur la Perse du shah Feth-Ali, au traité de Turkmanchai, les territoires situés au nord de l'Araxe : l'Arménie persane, Erevan et Nakhitchevan. La Grande-Bretagne craint les avancées russes, véritables menaces pour la liberté de navigation et le trafic commercial en mer Noire. La route des Indes et la Méditerranée sont menacées. « Le temps semblait venu, écrit le *Times* du 26 juillet 1828, où la Russie serait maîtresse de Constantinople, la France d'Athènes, et où l'Angleterre revêtant sa nouvelle livrée de nation satellite, n'aurait qu'à se tenir debout derrière la chaise des deux Puissances, objet de risée pour l'une et pour l'autre. » La publication en 1824 du roman de James Morier intitulé *Les Aventures de Hadji Baba d'Ispahan* où les Perses sont vilipendés met dans l'embarras les fonctionnaires du *Foreign Office* et ajoute des difficultés au roi George qui se donne un mal de chien pour aplanir ses relations avec Téhéran afin de sécuriser la chasse gardée que constitue la route des Indes.

Le dey d'Alger Hussein fit assassiner son ministre Jahia. Ce dernier, avant d'être étranglé, prédit la chute prochaine de son maître. Au Caire, des événements terribles auraient également été annoncés. Ahmed, un sorcier algérien, demeurant près de la grande mosquée Al-Azhar, pratiquait la divination. Trois ans avant la révolution de Juillet, Ahmed traça un carré entremêlé de lettres et de chiffres dans la main d'un enfant. Il versa au milieu une encre épaisse et lui dit de chercher le reflet de sa figure. Le garçon, européen de 11 ans, répondit qu'il la voyait puis le magicien demanda un réchaud qui fut apporté sur-le-champ. Il déroula trois morceaux de papier qui contenaient différents ingrédients qu'il jeta sur le feu. La fumée s'éleva et enveloppa la tête du gamin. Il l'engagea à chercher le reflet de ses yeux, à regarder bien attentivement et à l'avertir dès qu'il verrait un soldat turc balayant une place. Des odeurs aromatiques se diffusaient. Pendant ses incantations, le devin parla de son pays, de la guerre dont la France le menaçait, feignant d'en être préoccupé. L'enfant terrifié suffoqua et s'écarta. Un second petit, un Arabe, fut utilisé. Lui, il hallucinait. Un soldat écrasait une ville devant une grande tente. C'était le Sultan avec sa suite. Que suggéra le devin appuyant sur les pieds du bambin et lui susurrant les mots qu'il devait prononcer ? Prédisait-il la prise d'Alger et sa conséquence, la révolution parisienne ? Accusé d'être un charlatan, Ahmed fut finalement décapité après avoir donné un aphrodisiaque fatal à un vieux Turc marié à une très jeune femme³. Les marabouts préoyaient la conquête de l'Algérie par les Français. La prophétie de Sidi el Akredar indiquait : « Les troupes des chrétiens viendront de toutes parts ; les montagnes et les villes se rétréciront pour nous. Ils viendront avec des armées de toutes parts ; fantassins et cavaliers, ils traverseront la mer. Ils descendront sur la plage avec des troupes semblables à un incendie violent, à une étincelle volante. Les troupes des chrétiens viendront du côté de leur pays, certes ce sera un royaume puissant qui les enverra. En vérité, tout le pays de France viendra. » La prédiction annonçait que des églises s'élèveront et qu'après cette domination viendra le règne du puissant de la montagne d'Or appelé Moulé Saâ, le sultan exterminateur des Infidèles. Des prophéties anti-turques circulaient également. El-Mazari, auteur d'une chronique, annonçait la vengeance des saints, avec la fin de la domination turque en Algérie. Il écrivait : « Le dernier des Turcs sera celui qu'on nomme Hassan.⁴ » Mais comme son récit fut écrit peu après la chute d'Alger, il est permis de rester sceptique sur l'authenticité du renseignement, que l'on retrouve sous d'autres formes dans d'autres écrits. Ces prétendues prédictions avaient un but. Annonçaient-elles une autre occupation étrangère ou au contraire excitaient-elles l'espoir d'une sorte d'indépendance nationale ?

En 1830, la monarchie de Juillet trouve dans l'héritage laissé par la Restauration, la prise d'Alger. Une crise de légitimité survient au sein du corps expéditionnaire conduit par le maréchal Bourmont, apprenant la nouvelle des Trois Glorieuses. Un coup d'éventail malencontreusement donné, de confuses tractations financières, quelques pots-de-vin et d'évidentes ambitions politiques, ainsi avait commencé, au milieu de quiproquos et de querelles dérisoires, dans une Restauration troublée et un climat social très orageux, la longue aventure des Français en Algérie. Le contentieux franco-algérien, lié entre autres trafics à celui du blé était particulièrement explosif. Le mécontentement s'accrut envers les Algérois et les premiers projets de débarquement, tel celui de Jean Bon Saint André à Sidi-Ferruch étaient ébauchés dès le Directoire, mais le 31 décembre 1801, Bonaparte ratifiait un traité de

¹ *Mémoires de Metternich*, Paris, Plon, 1881, t. IV, p. 600.

² Voir Jean-Baptiste Honoré Raymond Capefigue, *L'Europe depuis l'avènement du roi Louis-Philippe*, Paris, 1845-1846, t. I, p. 14.

³ *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} août 1833.

⁴ Pierre Boyer, « Contribution à l'étude de la politique religieuse des Turcs dans la Régence d'Alger (XVI^e – XIX^e siècles) », *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, 1966, n°1, p. 45.

paix avec le dey d'Alger Mustapha mettant fin officiellement aux ressentiments provoqués par la campagne d'Égypte. Le dey Hussein renouvela en 1819 de bonnes intentions mais il entra en conflit avec la France au sujet de la créance Bacri et Busnach. Le dey se sentait spolié des millions qu'il avait prêtés à la France, sans intérêts, trente et un ans auparavant ! La discorde perdurait. Elle entraîna une entrevue orageuse à la Casbah où le consul Deval reçut un coup de chasse-mouches en 1827. La France exigea une réparation éclatante. Le comte de Clermont-Tonnerre, ministre de la Guerre, proposait une expédition punitive. Un blocus était décidé. Hussein répliqua en faisant détruire les comptoirs de Bône et de La Calle. Le vaisseau amiral français *Provence* était insulté le 3 août 1829 et reçut le feu des batteries barbaresques. La France songeait à faire intervenir son allié le pacha d'Égypte Méhémet-Ali en Afrique du Nord puis finalement, elle décida d'agir personnellement. Metternich avait décelé clairement le motif principal de cette opération française, et de l'acceptation britannique, écrivant le 5 juin 1830 : « C'est l'esprit de conquête, poussé naguère vers le Rhin par la faction libérale, qui vient d'être détourné vers la plage d'Alger. » Le 14 juin 1830, l'armée française commandée par le général de Bourmont débarque dans la baie de Sidi-Ferruch. Elle inaugure cent trente-deux ans de présence française sur l'autre rive de la Méditerranée.

1.

Le legs de la régence d'Alger

La conquête de l'Algérie, vassale éloignée de l'Empire ottoman, était une vieille chimère relevant de la question d'Orient. Sous la Restauration, les événements de Grèce, l'affaiblissement de la Turquie et la hantise du renforcement de la présence anglaise en Méditerranée réactualisaient un projet que le romancier Eusèbe de Salle qualifie de croisade¹. L'armée française de 1830, accompagnée d'aumôniers, et célébrant la messe, est ostensiblement catholique. Le gouvernement de Charles X n'avait pas craint, dans nombre de proclamations, de donner à son entreprise un aspect de croisade, en la présentant comme destinée à libérer la chrétienté de la course barbaresque. La première raison de l'expédition lancée contre Alger fut l'éradication de la séculaire piraterie. Bourmont s'adressa à ses hommes : « Soldats, les nations civilisées des deux mondes ont les yeux fixés sur vous ; leurs vœux vous accompagnent. » En effet, les propos des vainqueurs - parlant de ce « repaire de pirates... forbans... écumeurs des mers... » - exprimaient une réalité encore quotidienne pour les Européens du premier tiers du XIX^e siècle. En 1828, on parlait dans la Confédération germanique des « États pillards africains » et aussi de « Croisade » contre Alger. Les Français se présentaient en 1830 comme les libérateurs des Arabes venus mettre fin à l'oppression des Turcs. Dans ses Mémoires, François Guizot écrit : « Quand le roi Charles X, en 1830, déclara la guerre au dey d'Alger, ce n'était point là, de notre part, une guerre défensive, et pourtant celle-là était légitime ; outre l'affront que nous avions à venger, nous donnions enfin satisfaction à un grand et légitime intérêt, français et européen, en délivrant la Méditerranée des pirates qui l'infestaient depuis des siècles. ² »

Le contentieux franco-algérien

Les régences barbaresques étaient les plus fertiles provinces de l'Empire ottoman et elles étaient en état d'hostilités avec toutes les puissances chrétiennes. Les différends qui opposaient la France à la régence d'Alger étaient nombreux. À l'origine, une affaire de gros sous, vieille de plus de trente ans envenimait les relations. Une créance courait, en effet, depuis le Directoire, époque où le dey Hassan avait consenti un prêt de 14 millions de francs. Bacri et Busnach, deux négociants juifs de la régence d'Alger avaient ravitaillé entre 1793 et 1798 les provinces méditerranéennes puis les armées françaises d'Italie et d'Égypte. Des paiements avaient été faits par le gouvernement au fur et à mesure des consignations, mais plusieurs chargements de blé ayant été trouvés avariés, et d'autres fraudes reconnues, les paiements furent suspendus. Les demandes des fournisseurs furent contestées. Le dey réclama, en faisant savoir qu'il était propriétaire d'une partie de ces approvisionnements, qui provenaient des magasins de la régence et des impôts qu'on lui payait ainsi en nature dans son pays. La communauté juive d'Alger vivait au début du XIX^e siècle dans un état inimaginable d'humiliation et de misère. Seuls les « juifs francs », originaires de Livourne, bénéficiaient du statut d'étranger et vivaient dans l'opulence. Ils avaient des relations dans le monde entier et jouaient le rôle de courtiers entre le marché intérieur, le marché méditerranéen et l'Europe. Ils étaient devenus les maîtres du commerce extérieur et les diplomates officiels de la régence auprès des chancelleries européennes. Les Busnach et leurs associés tenaient le haut du pavé à Alger en raison de leur puissance financière et de la faiblesse du dey, tombé sous leur dépendance, les ressources de l'État se confondant avec les leurs. Malgré plusieurs disgrâces accompagnées de violences populaires, en 1805, 1811 et 1816, ils ne perdirent jamais leur crédit. Ils avaient fourni des quantités considérables de blé et de foin, trois ou quatre fois plus chères que leur prix d'achat, à la Convention.

¹ Eusèbe de Salle, *Ali le Renard ou la Conquête d'Alger, 1830*, Paris, Slatkine, 1973, première édition en 1832, t. I, p. 1.

² Guizot, « La question d'Orient » : 1832-1837, *Mémoires pour servir à l'Histoire de mon Temps*, t. VII, Paleo, 2004, p. 13.

La maison Bacri-Busnach avait salé la note concernant d'énormes livraisons de blé destinées à éviter la famine en Provence. Elle n'hésitait pas à consentir d'importants délais de règlement mais en profitait pour majorer ses créances d'intérêts fabuleux. Le gouvernement français contesta ces exigences. Bien qu'ayant perçu d'importants acomptes, Bacri et Busnach persuadèrent le dey, à qui ils devaient 300 000 francs, de réclamer lui-même le paiement de la dette française, créance qui s'élevait à 24 millions de francs¹. L'affaire prenait une dimension internationale. En 1800, Talleyrand, ministre des Relations extérieures du Consulat, « intéressé à la chose » par Jacob Bacri, le représentant de la maison à Paris, intervint auprès du ministre des Finances pour que les créances algériennes soient honorées. Le 17 décembre 1801, le dey étudiait un ultime protocole redéfinissant les relations entre la République française et la régence turque. Par l'article 16 de ce traité discuté sous l'égide de Talleyrand, le dey reconnaissait que le représentant de la France à Alger retrouverait la prééminence sur tous les autres diplomates. Enfin, dans le 19^e et dernier alinéa de ce nouveau protocole d'amitié, le dey s'engageait à dépêcher à Paris une ambassade permanente. Ces accords à peine signés, Mustapha pacha encourageait ses raïs à poursuivre la piraterie².

La France devait de l'argent car la liquidation avait ignoré, au profit d'hommes de paille, le principal créancier des Bacri : le dey. Ce dernier accusa le gouvernement français de mal conseiller son ancien débiteur. Les relations entre les deux pays s'altèrent encore au point que « le débarquement d'une armée de terre contre Alger » fut envisagée, mais Bonaparte s'intéressait plus à la Libye, voisine de l'Égypte, ou à Saint-Domingue – dont il attendait, grâce au négoce et à l'esclavage, de grands profits – qu'à la régence. Napoléon avait néanmoins envoyé en 1802 un officier d'artillerie, le capitaine Berge, porter une lettre diplomatique au dey avec la mission secrète de reconnaître les installations d'Alger en vue d'une attaque³. Le capitaine Berge adressa un rapport très complet sur les fortifications et fournit des renseignements hydrographiques précis sur le port et la rade. En 1808, le capitaine du génie Vincent-Yves Boutin y fit une reconnaissance méticuleuse. L'officier embarqua le 9 mai. Son brick fut attaqué par un vaisseau anglais. Boutin relâcha à Tunis, puis mouilla à Alger du 24 mai au 17 juillet où il évalua les fortifications et l'état des forces barbaresques. De retour vers la France, il fut assailli, une nouvelle fois, le 28 juillet par une frégate anglaise, au large de Monaco. Conduit à Malte, il s'échappa le 1^{er} septembre et s'embarqua comme matelot sur un bateau ragusais. Il rentra en France à la fin du mois d'octobre. Dans cette aventure, il fut obligé de détruire ses croquis, mais il avait conservé ses notes. Son rapport concluait que pour un débarquement, l'opération devait avoir lieu entre le 10 mai et le 10 juin. Le site idéal était la baie de Sidi-Ferruch et il était nécessaire de disposer d'une armée de 35 000 à 40 000 hommes. En 1814, le gouvernement royal français avait une dette contractée envers des créanciers algériens. Le dey d'Alger intime à notre consul en poste l'ordre de régler cette créance. Celui-ci répondant qu'il ne pouvait le faire sans l'autorisation de son gouvernement, fut aussitôt expulsé. Durant les Cent-Jours, on ne répondit pas à cet affront. En 1816, Louis XVIII envoya un nouveau consul qui ne pouvait entrer en fonction qu'en réglant au dey 100 000 francs à titre de don. Cette somme ne couvrait pas la dette aux yeux du dey, maintenant propriétaire principal de la vieille créance du Directoire. En 1819, Paris devait encore 7 millions de francs⁴. Malgré les engagements, la première tranche ne fut pas versée à la date prévue. Sommé de s'en expliquer à la Chambre des députés, le baron Pasquier, ministre des Affaires étrangères, argua, le 20 juin 1820, qu'à son retour au pouvoir, Louis XVIII avait retrouvé en triste état les relations de la France avec la régence et vides les caisses de l'État. Après explications, le Parlement vota le 24 juillet 1820 une loi fixant les modalités du remboursement des sept millions. Pour Louis XVIII, l'affaire d'Alger était réglée. Les paiements promis se firent pourtant encore attendre.

Autre point de désaccord, depuis le début du XVI^e siècle, la France possédait des établissements sur la côte septentrionale de l'Afrique. Son droit de possession, acheté primitivement aux Arabes, avait été reconnu en 1515, 1692, 1694 et 1801, par les sultans turcs suzerains du dey d'Alger. La situation avantageuse des Concessions d'Afrique, leur richesse en grains, en bestiaux, en laines, en cire, en miel, la facilité de répandre les marchandises de fabrique française dans l'intérieur de l'Afrique, enfin les produits de la pêche du corail, procuraient de grands avantages aux compagnies. Ce commerce fut presque nul durant les longues guerres de la Révolution et de l'Empire. La force navale de l'Angleterre paralysa les relations d'outre-mer. En 1798, lors de la campagne d'Égypte, les Algériens, contraints par la Porte, déclarèrent la guerre à la République française et attaquèrent La Calle, établissement où se trouvaient alors environ deux cents hommes et vingt canons. Ils s'en emparèrent et en détruisirent les fortifications. Cette hostilité forcée n'eut pas de suite. En 1801, après la paix d'Amiens, les marchands français reparurent sans obstacle sur la côte africaine. Pendant le Consulat et les premières années de

¹ Georges Fleury, *Comment l'Algérie devint française 1830-1848*, Paris, Perrin, 2004, p. 13. Dans une lettre remise le 12 août 1802 au général Hulin, Mustapha pacha rappelait à Bonaparte qu'il lui devait également 200 000 piastres en dédommagement d'une amende que lui avait imposée le Grand Turc Sélim III afin de le punir d'avoir livré des vivres à l'armée d'Égypte.

² Capitaines.

³ Commandant Lefebvre, « L'expédition de 1830 », *Revue historique des Armées*, n°1, 1992, p. 6.

⁴ Déduction faite de versements déjà servis au fil des ans, les négociants d'Alger réclamaient encore 13 893 844 francs à la France, leur fondé de pouvoir finit par en accepter 7 000 000 qui seraient servis à Paris par le Trésor royal en douze versements de 583 333 fr. et 33 c., de cinq en cinq jours à partir du 1^{er} mars 1820. Un article de la transaction rappelait que les négociants avaient été dédommés par le dey Mustapha après la signature du traité de 1801 à l'aide des marchandises saisies sur les concessions de La Calle, Nicolas Pléville avait accepté que le Trésor royal refint 111 079 francs sur le dernier versement.

l'Empire, la crainte de la colère de Napoléon suffit pour contenir les pirates, malgré les provocations de l'Angleterre. L'empereur força même la régence algérienne à mettre en liberté les esclaves appartenant aux différentes portions de l'Italie successivement réunies à l'Empire. En 1806, les Algériens occupèrent de nouveau La Calle. Lassé de ne rien voir venir de Paris, concernant la créance Bacri, Mustapha pacha écouta les sirènes de Londres. Il dénonça, en 1807, unilatéralement le traité de 1801 et moyennant une redevance annuelle de 267 000 francs, il accorda aux sujets du roi George III la jouissance exclusive des pêcheries de La Calle. Les pêcheurs français étaient chassés, et les Anglais s'emparaient de la pêche du corail. Ils en jouirent exclusivement jusqu'en 1814. La France fit des réclamations. La côte qui lui avait été concédée s'étendait depuis la rivière de Seybouse jusqu'à la frontière de Tunis. Ses points principaux étaient le bastion de France, le fort de La Calle, le cap Roux, le cap Rose et le cap Nègre. Elle les réoccupa par le traité du 26 août 1817 contre une redevance. Ce droit de pêche que Paris payait au dey d'Alger fut porté de 17 000 à 60 000 francs puis atteignit 214 000 francs en 1819¹. Le paiement annuel d'une telle somme empêcha de développer économiquement la côte. On enlevait les moyens de pourvoir à l'entretien des comptoirs par leurs propres ressources. Les Français retrouvèrent les établissements dans une situation déplorable. Les forts étaient ruinés, les magasins et les édifices dégradés. Les habitants du pays avaient cessé de cultiver des terres, dont ils n'avaient plus à vendre les produits. Ils s'appauvrirent. Les Français espéraient redonner de la vigueur à ces terres. La pêche du corail, les cuirs, la cire offraient des perspectives commerciales avantageuses. Il était possible d'y cultiver l'olivier et le mûrier, d'introduire les cultures tropicales. La réalisation de tels projets ne pouvait se faire que dans la paix, or le dey n'était pas disposé à abandonner sa souveraineté. En 1824, des perquisitions eurent lieu dans la maison consulaire de France à Bône, sous prétexte de contrebande. Des autorisations illicites de séjourner et de trafiquer dans cette ville et sur les côtes de la province de Constantine, furent accordées à des négociants anglais et mahométans. Un droit arbitraire de 10% fut établi sur les marchandises introduites dans ces contrées pour le compte de l'agent des concessions françaises. En 1825, la pêche du corail employait 183 bâtiments et 1 986 hommes d'équipage. Le produit représentait 25 985 kg, évalués à 1 812 450 francs. La presque totalité des navires étaient italiens, mais tous payaient une redevance à la France. La vente des marchandises françaises à Bône ne monta cette année qu'à 38 000 francs et les achats français en produits du pays à 142 444 francs. On sentait dans le même temps un besoin de sécurité pour ceux qui venaient pêcher et commercer sur ces côtes. Les Algériens pénétraient librement dans les possessions françaises, y semaient des désordres et assassinaient. Le gouvernement de Charles X ordonna au vice-consul à Bône d'armer quelques corailleurs et de mettre quelques canons au poste du moulin et à l'entrée de La Calle. Le dey ne resta pas sans réaction. Il ne refusa pas l'armement des établissements français mais il envoya des inspecteurs examiner les réparations de fortune entreprises et insinua par ces émissaires qu'il ne verrait pas avec plaisir poursuivre ces travaux. En 1826, des navires appartenant à des sujets du Saint-Siège, mais couverts du pavillon français furent capturés. La restitution fut refusée. Des propriétés françaises, saisies à bord d'un navire espagnol, furent confisquées. Des visites arbitraires et des déprédations furent commises à bord des navires français.

Pour Paris, soutenu par les autres puissances maritimes, la piraterie devint un prétexte pour intervenir. La course devait être éradiquée, mais justement, elle n'existait pratiquement plus. Au cours de l'année 1827, avant le blocus français, seulement cinq captures furent enregistrées². Les corsaires algériens étaient de plus en plus rares depuis les représailles de l'escadre américaine du commodore Decatur le 16 juin 1815. Toutefois, en 1830, croupissaient encore quarante-quatre prisonniers français dans les geôles du dey³. La plupart provenaient du reste des équipages des bricks *Aventure* et *Silène* qui avaient échoué sur les côtes algériennes. Les coques furent retrouvées. Elles étaient abandonnées. Certains rescapés avaient été achevés par les Arabes⁴. Une colonne de prisonniers avait été entièrement décimée, à l'exception de deux hommes qui parvinrent à gagner Alger. Sur deux cents marins, 86 avaient échappé au massacre⁵. D'autres furent maintenus en captivité jusqu'à ce que les forces françaises pussent s'emparer de la ville d'Alger et libérer ainsi les lieutenants de vaisseau d'Assigny, Bruat, l'aspirant Bonard et le reste des équipages, qui, délivrés du bagne, furent conduits au vaisseau amiral puis embarqués sur des bombardes. L'Allemand Simon Pfeiffer, ancien étudiant en médecine, pris par un corsaire dans la Méditerranée, devenu esclave du ministre des Finances du dey, fut également libéré par l'expédition punitive des Français en 1830. Selon la note du gouvernement, la cause du conflit tenait à un régime dont les adeptes étaient recrutés dans tout ce que l'Orient offrait de plus dépravé. L'intervention française apparut comme une opération de politique intérieure destinée à redorer le blason des Bourbons. Après la célèbre gifle reçue par le consul français Deval, Charles X exigea des excuses. Le dey affirma qu'il n'avait point frappé Deval. En le priant vertement de prendre la porte, en faisant du bras le geste qui montrait la sortie, il l'aurait touché involontairement

¹ G. de Bertier de Sauvigny, *La Restauration*, Paris, Flammarion, 1974, p. 438. G. Hardy, *Histoire de la colonisation française*, Paris, Larose, 1947, p. 162.

² Pierre Boyer, *La vie quotidienne à Alger à la veille de l'intervention française*, Paris, Hachette, 1963, p. 239.

³ César Vidal, *Le royaume de Naples et l'expédition d'Alger*, p. 3.

⁴ S.H.M., CC⁷ α 347, dossier des personnels, Bruat, rapport du 16 décembre 1830.

⁵ René Bittard Des Portes, *Les campagnes de la Restauration (Espagne, Morée, Madagascar, Alger), d'après les archives historiques des dépôts de la Guerre et de la Marine, les mémoires et les souvenirs contemporains*, Tours, A. Cattier, 1900, p. 602.

avec son éventail¹. Le consul de Sardaigne était témoin. Pierre Serval dans la *Ténébreuse histoire de la prise d'Alger* rapporte les deux versions. Le drame éclata le 30 avril 1827. Ce jour-là, le dey reçoit Pierre Deval, consul de France. Il lui demanda : « Pourquoi votre ministre n'a-t-il pas répondu à la lettre que je lui ai écrite ? - J'ai eu l'honneur de porter la réponse aussitôt que je l'ai reçue. - Pourquoi ne m'a-t-il pas répondu directement ? Suis-je un manant, un homme de boue, un va-nu-pieds ? Mais c'est vous qui êtes la cause que je n'ai pas reçu de réponse de votre ministre ; c'est vous qui lui avez insinué de ne pas m'écrire ! Vous êtes un méchant, un infidèle, un idolâtre ! » Sur cet échange d'aménités, se dressant sur son siège, le dey frappa le consul, lui portant trois coups violents de chasse-mouches. Pour le dey, l'incident s'est déroulé tout autrement : « Vers la fin de ramadan, Deval vint me faire une visite officielle, suivant l'usage. Je me plaignis à lui de n'avoir pas réponse à quatre lettres écrites par moi au roi de France ; il me répondit, le croirez-vous ? - Le roi de France a bien autre chose à faire que d'écrire à un homme comme toi ! Cette réponse grossière me surprit [...] Je fis observer à Deval qu'il s'oubliait étrangement. Il continua à me tenir des propos durs et messéants [...] hors de moi, je lui donnai, en signe de mépris, de mon chasse-mouches au visage... il existe beaucoup de témoins de cette scène [...]. » Deval reçut l'ordre de quitter Alger le 11 juin 1827. Il était décédé quand la France partit pour le venger.

Le bey de Constantine détruisit les comptoirs commerciaux et le fort de La Calle que la France possédait. Le dey Hussein publia une déclaration de guerre contre la France qui depuis le mois de mai bloquait les côtes algériennes. Hyde de Neuville, ministre français de la Marine, décida de resserrer son dispositif autour d'Alger. Ce blocus dirigé successivement par les commandants Collet, de La Bretonnière et Massieu de Clerval immobilisait des navires qui pouvaient être utiles dans la campagne de Morée ou au large des côtes de Madagascar. Le gouvernement français envoyait plénipotentiaires sur plénipotentiaires, réduisant à chaque fois ses prétentions. Cette tactique, incompréhensible pour des Orientaux, leur fit croire que la France avait peur. Le dey se crut tout permis. Il chercha à forcer le blocus. Il obligea ses onze principaux capitaines de navires à former une petite escadre, sur laquelle s'embarquèrent 1 200 janissaires. Le combat s'engagea le 4 octobre 1827 au point du jour. Le capitaine de vaisseau Collet opposa aux Turcs deux frégates, deux bricks et une canonnière. Malgré leur infériorité numérique, les Français attaquèrent vigoureusement. Après deux heures de combat, les Algériens reculèrent. Collet était élevé au rang de contre-amiral. Ce succès ne satisfait pas l'opinion publique qui réclamait un débarquement et que l'on s'emparât de la capitale de la régence. Lorsque le ministère Villèle fut remplacé le 4 janvier 1828 par le cabinet Martignac, le dey semblait désireux d'apaiser les relations diplomatiques avec la France. « On ne peut, disait M. de la Ferronnays devant la Chambre des pairs, le 15 février 1828, on ne peut confondre dans les mêmes règles de diplomatie les relations des États européens entre eux et celles qu'ils sont contraints d'entretenir avec les États barbaresques. Il faut sortir des règles ordinaires pour apprécier les rapports de ce genre, et le gouvernement du roi a besoin de pardonner à ces barbares un premier tort, celui de ne pas comprendre la gloire de la France. La satisfaction que le roi exige et qu'il n'exigera pas en vain, le roi la proportionne au pays qui la donne plutôt qu'à la puissance qui l'exige. L'Archipel, ajoutait l'orateur en faisant allusion à la récente bataille de Navarin, l'Archipel vous est témoin que le pavillon de la France a désormais besoin d'être indulgent.² » Le lieutenant de vaisseau Bézard fut envoyé négocier par l'amiral Collet au cours du mois d'avril 1828, mais l'aveuglement du dey subsistait. Hussein se plaignait encore du consul Deval, affirmant qu'il supprimait ses lettres et les réponses qu'il attendait de France. L'officier parlementaire rendit compte de ses impressions : « Vous parlant comme j'ai senti, je ne pense pas qu'il se soumette jamais à la moindre réparation. Il m'a paru pénétré de ses raisons, et ne peut pas s'imaginer un instant qu'on puisse lui demander des réparations pour des torts qu'il n'avoue pas. » Bézard regagna son navire. Il n'avait rien obtenu. Le capitaine de vaisseau La Bretonnière remplaça au mois de juillet le contre-amiral Collet, épuisé et mourant.

Le 25 octobre 1828, les frégates *Provence*, *Constance*, *Flore*, les bricks *l'Alerte* et la *Champenoise* donnèrent la chasse aux corsaires. La division navale canonna violemment les bateaux algériens montés chacun par un équipage de soixante hommes et armés de six canons. Les corsaires naviguant dans la baie de Sidi-Ferruch, cherchaient à se mettre à l'abri sous les batteries du port Caxine. Les Français en firent sauter deux, obligèrent les deux autres à s'échouer sur la côte, les incendièrent, firent taire le feu des forts et balayèrent à coups de canon la plage couverte de Bédouins. Il fut question de donner l'assaut aux batteries, mais l'heure tardive obligea le commandant à y renoncer. La Bretonnière mentionna ce fait : « La nuit commençait à se faire et la brise à mollir. Je fis signal de ralliement, en témoignant à ma division ma satisfaction du résultat de notre engagement. Sans ces deux circonstances qui m'ont forcé de m'éloigner, je me proposais d'effectuer un débarquement pour enclouer les pièces et achever de démolir les batteries.³ » Cela n'était que partie remise, chef de station en l'absence de La Bretonnière, le capitaine de vaisseau Latreyte à bord de l'*Iphigénie*, de concert avec la frégate *Duchesse de Berry* pourchassa une felouque algérienne le 18 juin 1829. Le navire des pirates s'échoua sur la côte. Six embarcations furent armées par les frégates françaises, avec mission d'y mettre le feu. Le rivage était couvert d'Arabes qui

¹ Camille Rousset, *La conquête d'Alger*, Paris, Plon, 1879, p. 49.

² *Ibid.*, p. 48.

³ René Bittard Des Portes, *op. cit.*, p. 566.

tiraient sur les chaloupes. Celles-ci répondaient avec adresse mais l'une d'elles soulevée par une vague énorme fut projetée sur le sable. L'enseigne de Lalande-Calan groupa ses matelots. À coups de baïonnette et de sabre d'abordage, ils mirent en fuite les Arabes. Ces derniers réapparurent plus nombreux. Trois embarcations de la *Duchesse de Berry* furent envoyées pour secourir leurs camarades en péril. Le lieutenant de vaisseau Chieusse s'était rendu à la nage de l'*Iphigénie* à la côte pour hâter la retraite. Il fut admirablement secondé par l'enseigne de Sercey, malgré une grave blessure à la jambe. Les Bédouins étaient cinq cents. On les repoussa. La felouque était brûlée. Pour regagner le large, les Français ne purent renflouer qu'une seule embarcation. Les élèves de la marine Bargnag et Cassius payèrent de leur vie un tel courage. M. de Trédern fut légèrement blessé. Les Français abandonnaient trois canots. Deux officiers et vingt-deux matelots périrent. Un seul Français tombé entre leurs mains fut épargné et emmené. Le dey le fit racheter pour deux cents piastres.

Le ministère Martignac tenta une négociation à l'amiable. Le 31 juillet 1829, La Bretonnière débarquait sur les quais d'Alger. Il était accompagné du capitaine de frégate de Nerciat et de l'interprète Bianchi. Le consul général de Sardaigne vint les accueillir pour les conduire auprès du dey, qui avait eu l'idée provocatrice de faire placer sur le passage des officiers les trois chaloupes de l'*Iphigénie* et de la *Duchesse de Berry*. De jeunes algériens frappaient sur ces tristes débris, s'efforçant par leurs gestes d'attirer l'attention de l'amiral et de ses compagnons. La Bretonnière et sa suite arrivaient à la Casbah. On leur enjoignit de retirer leur épée. Ils refusèrent. L'accueil en fut d'autant plus glacial. L'amiral rappela à Hussein, avec une grande modération de langage, qu'il était dû à la France une réparation. Le dey déclara que c'était lui l'offensé et ajourna sa réponse au surlendemain. L'amiral était autorisé, en attendant, de visiter Alger. Le 1^{er} août, accompagné de M. d'Attili, consul général de Sardaigne, La Bretonnière eut la douleur d'apercevoir de nombreux prisonniers français. Parmi eux se trouvaient des capitaines de navires de commerce et le seul survivant du désastre du 18 juin. Tous ces prisonniers souhaitaient la paix, redoutant qu'une reprise des hostilités contre le dey ne fût le signal de leur supplice. L'amiral dormit à bord de son bateau. Le 2 août 1829, le vaisseau parlementaire *Provence* échouait dans les discussions. La Bretonnière avait proposé au dey un armistice et l'envoi d'un plénipotentiaire algérien à Paris¹. L'arrangement était assorti de menaces en cas de refus. Encouragé par le représentant de l'Angleterre, le dey avait répondu : « J'ai aussi de la poudre et des canons ; nous ne pouvons nous entendre : tu peux te retirer. Le sauf-conduit qui a protégé ton arrivée protégera ta sortie. ² » L'amiral quitta le palais et regagna son bord. Précédée du brick *l'Alerte*³, la *Provence* fit demi-tour le 3 août à 13 heures. Le vent était faible, ce qui empêchait le navire de se mouvoir aisément. Il passa devant les batteries qui protégeaient le port d'Alger lorsque depuis le palais l'ordre fut donné d'ouvrir le feu sur les Français. Un premier coup fut tiré à blanc, tel un signal qui déclencha le tir à boulets des autres batteries du front de mer. S'éloignant majestueusement, le vaisseau essuya 80 coups de canon⁴ et plusieurs bombes tombèrent à peu de distance à l'arrière⁵. Onze boulets frappèrent la *Provence* : trois dans la coque, un dans la grande vergue, les autres dans la voilure et le gréement.

Kerviler, aux côtés de la Bretonnière, témoigne : « Pendant cette action, nous avons reçu en plein bord deux boulets qui heureusement n'ont atteint personne. Un d'eux a traversé le gaillard d'arrière et l'autre est resté dans la batterie du 18, après avoir démoli la chambre de Rodelle, qui touche à la mienne. Un troisième a traversé la grand'vergue, et plusieurs autres ont frappé dans la voile et le gréement.⁶ » L'équipage voulut riposter mais le commandant refusa, car un tir, en raison de la faiblesse du vent, immobiliserait le vaisseau. Après une demi-heure, le navire parvint à se mettre hors de portée. La corvette de guerre anglaise le *Pilorus* et la goélette espagnole la *Guadaleta*, mouillées à peu de distance, furent témoins de la scène. Les marins ne cachèrent pas leur indignation contre les Turcs et leur admiration pour l'admirable attitude de l'équipage français. Un médecin anglais, le docteur Borven qui se trouvait au consulat d'Angleterre avec quelques autres de ses compatriotes terminait ainsi une lettre particulière relatant l'événement : « L'infamie de cette violation était, en effet, si flagrante que, dans ce moment, nous étions tous Français. La brise d'ailleurs était faible, et il était à craindre, si le vaisseau français eût tiré, qu'il eût fait tomber le vent, et il se serait mis par ce seul fait dans une position désespérée. » La nouvelle du tir essuyé par le vaisseau *Provence* parvint à Paris en pleine crise ministérielle. Le cabinet Martignac venait d'être renversé.

L'expédition d'Alger : une opération savamment orchestrée

Le 9 août 1829, le prince de Polignac⁷ formait un cabinet. Conseiller d'État, membre de la Chambre des députés et préfet de la Gironde, le baron d'Haussez était nommé ministre de la Marine et des Colonies. Le 25 août,

¹ C.A.O.M. 8 Fi 10.

² Vaulabelle, *Histoire des deux Restaurations jusqu'à l'avènement de Louis-Philippe, de janvier 1813 à octobre 1830*, Paris, 1874, t. X, p. 57.

³ E. Bertrand, « La marine et l'expédition d'Alger », *Revue maritime*, 1930, vol. I, p. 434.

⁴ Guillaume de Bertier de Sauvigny, *op. cit.*, p. 439.

⁵ René Bittard Des Portes, *op. cit.*, p. 569.

⁶ *Ibid.*, p. 570.

⁷ Jules Auguste Armand Marie de POLIGNAC (1780-1847) est un partisan de la restauration intégrale de la monarchie d'Ancien Régime. Exilé, il rentre en France avec le futur Charles X en 1814. Cumulant les postes de ministre des Affaires étrangères et de président du Conseil à partir de septembre 1829, il est à l'origine de l'expédition d'Alger dont le but est de sauver la monarchie vacillante.

le *Journal des Débats* publia l'ordonnance du roi Charles X nommant d'Haussez au ministère avec la réflexion suivante : « Le pays n'a pas été peu étonné d'apprendre qu'il avait pour ministre de la Marine Monsieur le baron d'Haussez. Qu'est-ce que Monsieur d'Haussez ? Un homme de la plus complète nullité. Préfet sous Monsieur Decazes, préfet sous Monsieur de Villèle, préfet sous Monsieur de Martignac, préfet sous Monsieur de la Bourdonnaye, Monsieur d'Haussez est un membre immobile du Centre, parlant peu, ne votant jamais tout haut, homme tenant à sa place et n'y faisant jamais de bruit. » En fait, d'Haussez fut un excellent ministre puisque c'est lui qui organisa l'expédition d'Alger et qui parvint à convaincre les amiraux, pratiquement tous hostiles à l'intervention militaire en Afrique du Nord. D'Haussez ne connaissait rien de la marine mais il écoutait les techniciens compétents. Il fit face aux inquiétudes de l'Angleterre. Lord Stuart, avec l'air rogue qui n'appartient qu'aux diplomates anglais¹, lui déclara que l'Angleterre s'opposait à une expédition militaire contre Alger. « Si vous désirez une réponse diplomatique, lui répondit d'Haussez, M. le président du conseil vous la fera ; si vous désirez ma réponse, à moi, ministre de la marine, elle sera courte et précise : la France se moque de l'Angleterre. Elle fera dans cette circonstance ce qu'elle voudra, sans souffrir de contrôle ni d'opposition. Nous ne sommes plus au temps où vous dictiez des lois à l'Europe. » Lord Stuart en référa à son gouvernement qui préféra laisser faire.

L'expédition d'Alger fut une question militaire étudiée à fond par une commission présidée par le général Loverdo². Le nouveau ministre de la Marine voulut consulter deux officiers ayant été longtemps présents sur les côtes d'Alger. Justement se trouvaient en congé à Paris, Gay de Taradel et le capitaine de frégate Abel Aubert Dupetit-Thouars. Ce dernier avait déjà adressé un rapport deux ans auparavant au ministre sur la question d'Alger. Son chef de division d'alors, Collet, l'avait envoyé pour exposer au comte de Chabrol l'inefficacité du blocus. Le baron d'Haussez fit appeler ces deux officiers et les reçut en présence des principaux chefs de la marine. Dupetit-Thouars répondit aux questions puis lut un mémoire qu'il avait préparé. Le ministre lui communiqua les projets maritimes de l'expédition. Le jeune officier ne craignit pas de les combattre avec énergie et proposa le débarquement de 12 000 hommes. Une objection lui fut présentée. Il était impossible de mettre à terre 12 000 hommes en une journée. Dupetit-Thouars cita le cas de lord Thomas Cochrane qui, à la tête d'une escadre brésilienne, avait réussi à faire débarquer 18 000 hommes en cinq heures. Les membres du conseil approuvèrent le projet. Le baron d'Haussez demanda à Dupetit-Thouars d'aller le soumettre au dauphin. Durant l'audience, le dauphin interrogea : « À quel amiral donneriez-vous le commandement ? » Embarrassé, Dupetit-Thouars voulut éviter de répondre. Le prince insista. L'officier proposa le nom de Duperré, qui par ses brillantes campagnes napoléoniennes dans l'océan Indien était le plus populaire dans la marine. Quelques jours plus tard, Dupetit-Thouars et Gay de Taradel étaient de nouveau appelés à déposer devant les commissions des trois ministères concernés : la Guerre, la Marine, les Relations extérieures. Après l'exposé, Le contre-amiral Roussin prit la parole. Au nom de ses collègues, il jugea l'entreprise impossible et ajouta qu'aucun général ne voudrait en accepter la responsabilité. Ce fut alors que le baron d'Haussez, d'un ton glacial, répliqua : « Monsieur, j'avais compté sur vous pour commander l'expédition. Voici un projet d'ordonnance qui vous conférerait le grade de vice-amiral, et en voici un autre qui vous donnait le commandement. Comme je ne veux présenter au Roi qu'un amiral qui ait confiance dans le succès, j'en chercherai un autre. » Disant cela, le ministre déchira les ordonnances. Roussin répondit : « Je doute que vous en trouviez, - S'il ne s'en présente pas parmi les amiraux, rétorqua d'Haussez, j'en trouverai parmi les officiers d'un grade inférieur ; l'expédition ne manquera pas faute d'un officier qui veuille la commander. » Le lendemain, Polignac rendit compte au roi.

En guise de représailles, on pensa à une opération menée par le pacha d'Égypte, Méhémet-Ali. Ravi, ce dernier se montrait entièrement disposé à entreprendre l'opération, non sans arrière-pensées. Il voulait notamment reconstituer sa force maritime détruite à Navarin. Le pacha était désireux de redorer son blason après la campagne de Morée qui lui avait coûté vingt millions de francs et 30 000 hommes³. Vassal du sultan, Méhémet-Ali installerait à Alger un pouvoir indépendant du Caire, sous la vague suzeraineté de Constantinople. Petit négociant albanais en tabac, né à Cavalla, Méhémet-Ali avait été incorporé dans l'armée ottomane et envoyé sur les bords du Nil pour combattre Bonaparte. En 1805, cet aventurier était devenu le pacha de l'Égypte. À la tête du pays, il avait fondé un empire qui s'étendait du Golfe Persique au désert de Libye, du Soudan à la Méditerranée. Le sultan lui avait vendu le droit de battre monnaie d'or en 1824⁴. Méhémet-Ali s'alliait à la France car il comptait bien, en contrepartie, avoir son soutien dans sa course à l'indépendance et dans sa conquête de la Syrie. Il proposa son aide à Charles X et se déclara prêt à opérer la destruction des repaires barbaresques, d'abolir l'esclavage des chrétiens, de prendre en charge leur administration sous la souveraineté de la Porte et de rendre à ces contrées la prospérité. Le roi de France était enclin à accepter l'intervention égyptienne car le bey de Tripoli venait à son tour de calomnier et d'insulter la France. Rousseau, consul général de France à Tripoli n'était pas en bons termes avec le

¹ Alexandre Dumas, *Histoire de la vie politique et privée de Louis-Philippe, depuis son avènement jusqu'à la révolution de 1848*, Paris, 1853, t. I, p. 223.

² Les archives relatives à la conquête de l'Algérie conservées à Vincennes montrent que, dès la fin de l'année 1827, des rapports concernant des projets d'expédition militaire ont été rédigés. Voir S.H.A.T [Service historique de l'armée de terre], sous-série 1H, carton 1H1, Algérie XVII^e siècle-1829, dossier 4.

³ Mouriez, *Histoire de Méhémet-Ali, vice-roi d'Égypte*, Paris, 1855, t. III, p. 2.

⁴ Cadalvène et Émile Barrault, *Histoire de la guerre de Méhémet-Ali contre la Porte ottomane, en Syrie, et en Asie Mineure (1831-1833)*, Paris, 1837, p. 234.

bey Yousef. Ce dernier avait vu ses exigences réduites à une indemnité de 20 000 francs par l'entremise de Rousseau dans une négociation avec le royaume des Deux-Siciles. Après l'assassinat du major anglais Laing et la perte des papiers qu'il portait, Yousef tenta d'incriminer Rousseau. Il affirma que le consul français avait acheté les précieux documents. Un ministre maure, en disgrâce, fut également inquiété, et il s'enfuit à bord d'une corvette américaine. Un autre maure Sidi Mohamed fut impliqué. Il se réfugia chez Rousseau le 8 août 1829. Le 12, Mohamed se risqua à sortir de son refuge. Il fut capturé et on lui fit faire une fausse déclaration contre Rousseau. La population s'agita et manifestait de plus en plus d'hostilités à l'égard du représentant de la France. Rousseau fut contraint de quitter Tripoli le 3 septembre 1829¹. Les négociants français étaient désormais sous la protection du vice-consul d'Espagne.

Polignac songeait de plus en plus à faire intervenir l'Égypte en Afrique du Nord. La France souhaite encourager Méhémet-Ali à conquérir les États barbaresques mais aussi à long terme la Syrie : « Les motifs politiques qui peuvent déterminer à laisser incorporer la Syrie à l'Égypte, dès que les circonstances favoriseront ce projet, sont faciles à apprécier. Cette province sera plus aisée à soumettre et à conserver que les États barbaresques ; elle serait un accroissement plus réel de croissance. Les avantages que nous assurerait cette réunion sous le rapport commercial, paraissent inappréciables. »² Des tractations secrètes eurent lieu à Alexandrie sous l'impulsion de Drovetti, consul de France et du marquis de Livron, général au service de Méhémet-Ali. Le plan de Drovetti affirmait qu'il était « possible de faire détruire ces repaires de musulmans féroces et barbares par leurs coreligionnaires déjà soumis à quelque discipline et plus voisins de la civilisation. » La France offrit un secours pécuniaire de 10 millions de francs, remboursable en dix ans, au vice-roi. Le pacha exigeait que l'expédition soit placée sous le commandement d'Ibrahim pacha. Dès 1814, Polignac avait songé à lier la question des régences à celle de l'Égypte. Ambassadeur à Londres, il sentit, en 1828, la jalousie des puissances, de l'Angleterre surtout³. Craignant qu'elle ne s'opposât à une expédition française contre Alger, Polignac, devenu ministre des Affaires étrangères, décidait en 1829 d'aller plus loin. Il envoya le capitaine Huder qui parlait turc à Alexandrie pour établir un plan d'action. Le pacha enverrait en Afrique du Nord une armée de 60 000 hommes : 40 000 réguliers et 20 000 Bédouins. L'infanterie de ligne serait transportée par mer tandis que les cavaliers nomades traverseraient les déserts de Libye. Les soldats égyptiens étaient aguerris et supporteraient bien ce climat rigoureux dont ils avaient l'habitude. La rapidité de la manœuvre devait empêcher l'intervention de l'empereur du Maroc qui avait promis des secours à son voisin d'Alger⁴. Les populations se rallieraient facilement aux forces égyptiennes. Pour les obliger à se soumettre, Drovetti menaça de les empêcher de faire le pèlerinage aux Lieux saints de l'islam qui se faisaient via l'Égypte⁵. Le 14 octobre 1829, Polignac envoyait des instructions à Guillemot qui devait obtenir l'assentiment du sultan à l'action du vice-roi d'Égypte contre les régences barbaresques. Dans un premier temps, la Porte appuya la France et accepta l'action contre Alger puis elle revint sur son accord sous la pression de l'Angleterre qui la détermina à refuser à Méhémet-Ali les firmans dont le pacha avait besoin pour l'expédition⁶. Mahmud II affirmait que l'expédition projetée par le pacha d'Égypte « était une de ces entreprises que la Porte ne pouvait avouer. »⁷ Une solution de rechange était à l'étude : « Il était clair que la Porte ne voulait adopter le projet français, parce qu'il n'était exécutable qu'avec le pacha d'Égypte dont il faisait observer qu'elle est bien plus disposée à restreindre qu'à augmenter la puissance. Craignant d'autre part que la France, poussée à bout, ne prit la résolution formelle d'attaquer la Régence d'Alger, de la détruire pour y substituer un nouvel ordre de choses, et que Méhémet-Ali ne fit alliance avec elle dans l'espoir d'y trouver son profit, elle s'empressait de proposer Taher pacha comme moyen terme. »⁸ Les exigences de Méhémet-Ali furent exorbitantes. Refusant le concours de la France, voulant donner un caractère exclusivement musulman à l'expédition, il réclama plus de 20 millions de francs et la cession de quatre vaisseaux de 80 canons. Au Conseil des ministres, Bourmont, ministre de la Guerre et le baron d'Haussez, ministre de la Marine s'opposèrent au projet. Des navires de la marine royale ne pouvaient pas être cédés à l'Égypte. La France n'avait pas à faire venger ses injures par un tiers. La Russie approuvait et exprimait des doutes sur une action de Méhémet-Ali. « C'est un projet de visionnaire, disait à Saint-Petersbourg le premier ministre Nesselrode à l'ambassadeur Mortemart. Croyez-vous, par hasard, que les Égyptiens soient capables d'aller à Alger ? Comment n'osez-vous pas détruire vous-mêmes ce nid de pirates et vous y établir pour nous en délivrer à jamais ? » Mortemart⁹ rendit compte à Polignac : « Tout ceci nous déconsidère sérieusement. »

¹ A.M.A.E., papiers d'agents, Desages, Afrique 35.

² Caroline Gaultier-Kurhan, *Méhémet-Ali et la France 1805-1849*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2005, p. 151. A.M.A.E., C.P. Égypte vol. 2, f^{os} 20-29. Aperçu sur la situation politique de l'Égypte en 1818 et 1829 par M. de Cohorn.

³ Gabriel Hanotaux, *Histoire de la nation égyptienne*, Paris, 1936, t. VI, p. 123.

⁴ Georges Douin, *Méhémet-Ali et l'expédition d'Alger*, Le Caire, 1930, p. 19.

⁵ *Ibid.*, p. 93. A.M.A.E., C.P., Égypte 1, f^{os} 41-45.

⁶ A.M.A.E., M&D, France, vol. 725.

⁷ Camille Rousset, *op. cit.*, p. 64.

⁸ Georges Douin, *op. cit.*, p. 25. Caroline Gaultier-Kurhan, *op. cit.*, p. 152.

⁹ Né le 20 mars 1787, il est emmené en émigration en 1791 en Angleterre par sa famille et ne rentre en France qu'en 1801. Il est officier d'ordonnance de Napoléon en 1810. Il remplace La Ferronnays à l'ambassade de France en Russie en mars 1828 et il est promu lieutenant-général à la fin de la même année. De retour en France en 1830, il participe aux événements de la révolution de Juillet. Il est de nouveau nommé ambassadeur extraordinaire en Russie le 5 janvier 1831, poste qu'il conserve jusqu'en 1833. Il meurt le 1^{er} janvier 1875.

Les négociations traînèrent car la France et l'Égypte voulaient se concilier les autres puissances par crainte des conséquences diplomatiques. Faute d'un réel consensus sur les modalités de la conquête, Méhémet-Ali se rapprocha de l'Angleterre tandis que la France faisait de même avec la Porte afin « qu'elle ne vit pas dans le projet d'Alger l'effet d'une entente secrète avec Mohammed Ali et qu'elle n'en conçut pas de jalousie. » De toute façon, Metternich était hostile au projet et la Prusse appuyait l'Autriche. L'Angleterre prévint la Porte du danger qui la menaçait. Le sultan usa de son droit de suzeraineté et somma le vice-roi d'abandonner les plans français. Polignac louvoya et chercha le compromis. Les vaisseaux seraient prêtés et non cédés à l'Égypte. La France participerait à l'expédition avec une escadre, un parc de siège et des officiers du génie. Charles X acquiesça le 12 octobre 1829 mais Méhémet-Ali n'osait pas encore rompre avec le sultan. Il jugeait intempestive et périlleuse la volonté française de prévenir Constantinople. Méhémet-Ali préférait s'en charger. Donnant de l'argent au sultan pour faire face aux exigences contractées à Andrinople avec la Russie, le vice-roi pensait obtenir le soutien de son suzerain. Les agents égyptiens à Constantinople avaient prévenu : l'Angleterre et la Porte s'alliaient. Méhémet-Ali craignait que des armements anglais ne s'opposassent à son entreprise en Afrique du Nord. En France, au mois de décembre, les discussions furent de plus en plus houleuses au Conseil des ministres et le principe d'une intervention militaire directement effectuée contre Alger par la France était retenu. Le 6 février 1830, un nouvel émissaire, M. de Langsdorf, partait pour Alexandrie avec mission d'offrir au vice-roi un subside de huit millions de francs, s'il soumettait Tripoli et Tunis. La France se réservait le droit de régler elle-même sa querelle avec le dey. Ces propositions parvinrent à Méhémet-Ali le lendemain du jour où il avait ratifié avec enthousiasme celles que lui avait apportées le capitaine Huder. Exaspéré, le vice-roi rompit les négociations, prédisant que « les Français n'arriveraient jamais à Alger, ou qu'ils n'oseraient pas y rester à cause de l'Angleterre.¹ »

Le 31 janvier 1830, le Conseil des ministres approuva le projet de mener une expédition punitive française contre la régence d'Alger². Le roi n'hésitait plus et signa l'ordre de mobilisation de l'armée et de la flotte. L'ère des discussions était close. Il restait à choisir l'amiral³. Onze vice-amiraux figuraient au cadre d'activité. Après avoir éliminé les anciens, trop âgés ou dont l'état de santé ne permettait pas d'exercer un commandement aussi actif, il restait les vice-amiraux Jacob, de Rigny, Halgan, Duperré et Roussin. Jacob et Roussin hostiles au projet s'éliminaient eux-mêmes. Le roi désirait Rigny, le vainqueur de Navarin et qui commandait encore l'escadre du Levant mais ayant refusé le portefeuille de la Marine, ne voulant pas siéger à côté du comte de Bourmont⁴, il était impensable de les voir collaborer à la réussite du débarquement en Afrique du Nord. Quant à l'amiral Halgan, il devait son avancement à ses qualités d'administrateurs plutôt qu'à ses titres militaires. Duperré avait de brillants états de service. Il avait combattu, à l'époque impériale, les Anglais dans l'océan Indien. Cependant, on hésitait à le nommer. On le savait d'opinions libérales et un peu trop favorables aux louanges de la presse d'opposition. Le choix se fixa malgré tout sur lui. Duperré était préfet maritime à Brest. Le 5 février 1830, un ordre l'appela à Paris. Il y arriva dix jours plus tard. D'abord enthousiaste, il finit par adresser des objections au ministre dans un rapport daté du 2 mars 1830. Sans aller jusqu'à conseiller l'abandon de l'expédition, il prétendit qu'il ne pouvait être prêt dans les délais fixés car le mauvais temps le retardait. Il critiqua vivement les points de débarquement insuffisamment explorés et sondés. Il proposait un nouveau plan scindant la flotte en six échelons. Les navires arriveraient, les uns après les autres, mettant à terre personnel et matériel en ordre et sans précipitation. Il estimait à 27 jours la durée nécessaire à cette opération. Le baron d'Haussez hésita à faire confirmer Duperré mais faute de candidats, le ministre, pensant que l'air de Paris ne valait rien à l'amiral, lui donna l'ordre de partir immédiatement pour Toulon. Le 1^{er} avril 1830, Duperré était à Toulon. Les armements avaient avancé grâce à l'amiral de Martineng qu'une vieille amitié liait à Duperré. Dans le port régnait une grande activité sous l'égide des directeurs des constructions navales, Bonard, Le Coat de Kerveguen, le colonel de Gerdy et du commissaire général Bérard.

Se ralliant à une solution de force, le gouvernement français faisait preuve d'une réelle audace, tant était établie la réputation militaire de la régence. Venu assiéger lui-même Alger avec plus de 500 navires et 24 000 hommes,

¹ Gabriel Esquer, *La prise d'Alger (1830)*, Paris, 1929, p. 138.

² P. Montagnon, *Histoire de l'Algérie des origines à nos jours*, Paris, Pygmalion, 1998, p. 124.

³ E. Bertrand, *op. cit.*, p. 438.

⁴ Louis-Auguste-Victor de BOURMONT, comte de Ghaisnes est né au château de Bourmont, en Anjou, le 2 septembre 1773. Au moment du licenciement du régiment des gardes françaises où il sert comme enseigne, il se rend à Turin avec son père pour se mettre sous les ordres du prince de Condé. À la fin de 1791, il rejoint le comte d'Artois à Coblenz. Il est nommé sous-lieutenant dans le régiment, reconstitué, des gardes françaises. En 1795, il passe en Vendée où il obtient le commandement en second des troupes du vicomte de Scépeaux et le titre de major général. En janvier 1796, il se rend auprès du comte d'Artois, qui résiste courageusement à Edimbourg, et reçoit de ses mains la croix de Saint-Louis. La paix conclue avec les chefs royalistes, Bourmont vient à Paris et se lance dans les intrigues dont l'âme est le général Pichegru, l'ancien répétiteur de mathématiques de Bonaparte à l'école militaire de Brienne. Démasqué, il se sauve à Londres. Il y reste jusqu'en 1799, au moment de la reprise de la guerre civile. Le 15 octobre 1799, il s'empare du Mans. Compromis dans la conspiration de Cadoudal, il est arrêté par Fouché en 1801. Enfermé au Temple, puis dans la citadelle de Besançon comme réfractaire au nouveau régime de la France, il s'évade en 1804 et gagne le Portugal. Il y reste malgré l'invasion des troupes de Junot, qui l'utilise même comme chef d'état-major. Après la convention de Sintra, il rentre en France. Arrêté et conduit à Nantes, il est remis en liberté sur la demande de Junot. Celui-ci le fait admettre dans l'état-major de l'armée. Bourmont prête alors serment à l'Empereur et se conduit très honorablement dans le 4^e corps. Au retour des Bourbons, ses vieux démons le reprennent et il se rallie à « la » cause. Commandant de la 6^e division militaire, il assiste à la défection des soldats du maréchal Ney. Pendant les Cent-Jours, Bourmont s'insinue dans les bonnes grâces de Napoléon qui a la faiblesse de lui confier une division du corps d'armée commandé par le général Gérard. Il trahit pendant la bataille de Waterloo. Il vote la mort du maréchal Ney. En 1830, il commande l'expédition d'Alger. Il y gagne le bâton de maréchal. Il meurt dans son château natal le 27 octobre 1846.

Charles Quint avait échoué en 1541. Les impériaux avaient débarqué sur la rive gauche de l'Harrach mais le mauvais temps les gêna dans l'assaut de la ville et une tempête détruisit une partie de la flotte. Charles Quint retraits vers le reste de la flotte réfugié sous le cap Matifou. Louis XIV ne fit pas mieux. En 1682 et en 1683, Duquesne bombarda Alger. Le 2 avril 1684, Tourville était devant Alger. En 1688, l'amiral d'Estrées bombarda Alger avec notamment des galiotes à bombes. Les Hollandais, les Espagnols tentèrent vainement des débarquements sur les côtes algériennes à la fin du XVIII^e siècle. En 1775, des troupes espagnoles (22 000 hommes avec 400 navires de guerre) conduites par un Irlandais, O'Reilly, débarquaient au même endroit qu'en 1541. Ces hommes furent attaqués par des combattants venus de toute la régence qui les forcèrent à rembarquer. Pour le compte de l'Espagne, Barcelo tira sur le port en 1783. Au XIX^e siècle, la plupart des grands États, dont l'Angleterre, payaient encore d'un tribut substantiel la liberté de navigation en Méditerranée. La flotte anglaise de lord Exmouth bombarda Alger en 1816, non sans éprouver de lourdes pertes : 883 morts et 1 538 blessés¹. En 1824, une escadre fut envoyée par le gouvernement anglais. Cette guerre que les Anglais firent à la régence d'Alger donna momentanément de l'importance au poste de La Calle. Les bâtiments corailleurs qui se rendaient habituellement à Bône, repoussés de ce port par deux frégates anglaises, qui croisaient dans ces parages, se réfugièrent sur les côtes françaises, que les frégates respectaient comme un territoire neutre. Commandée par sir Harry Neal, l'escadre britannique fut finalement repoussée par les pirates. Toutes ces actions avaient échoué et les Algériens étaient confiants dans leur capacité à repousser toute attaque.

En 1830, Yousef, le bey de Tripoli, se déclarait l'allié du dey d'Alger. Il se tenait prêt à résister à une agression égyptienne et il prédisait la défaite des Français en cas de débarquement². Le bey de Tunis subissait des pressions. Le dey Hussein, pour le décider à joindre ses armes aux siennes, le menaçait, en cas de refus, d'une invasion prochaine et d'une complète extermination. Le 12 mai 1830, Polignac adressa à tous les cabinets européens une circulaire faisant l'état des reproches faits à la régence d'Alger. L'ambassadeur anglais demandait à la France de ne pas annexer le territoire. Dans cette lutte, la France devait se concerter avec ses alliés pour remplacer le dey dans l'intérêt de la chrétienté. Le duc de Mortemart rendit compte à Polignac qu'il avait communiqué au tsar Nicolas I^{er} le plan adopté par la France contre la régence d'Alger dans une lettre du 16 mars 1830. Pour la première fois, l'empereur de Russie apportait plus qu'un soutien diplomatique au projet d'expédition contre Alger : « [...] L'Empereur a donné l'ordre à son Ministre de la Guerre de mettre à ma disposition tout ce que les archives pouvaient renfermer de documents, plans, reconnaissances et qui auraient rapport aux Puissances Barbaresques. Je m'occupe d'examiner ces matériaux. Jusqu'ici ils n'offrent rien d'utile à notre expédition ; mais si je trouve quelques détails topographiques ou statistiques d'un intérêt réel, je m'empresse de vous les transmettre au moyen du chiffre que V.E. m'a envoyé pour correspondre avec Vienne. [...] »³ L'ambassadeur de France à Saint-Petersbourg fut donc directement mis en relation avec A. I. Černyšev, le ministre de la Guerre de Nicolas I^{er}. Une seconde lettre, adressée par Mortemart à Polignac le 16 avril 1830, souligne l'importance de l'aide russe dans la préparation de l'expédition d'Alger. Nicolas I^{er} autorisait ainsi Mortemart à accéder aux archives de l'état-major et de la marine russe. Il proposa également l'envoi de deux officiers russes auprès du corps expéditionnaire français, soulignant que « [...] depuis 20 ans les armées russes ont, seules, puisé à des sources récentes de la connaissance pratique de la manière de combattre des peuples Mahométans [...] »⁴ On retrouve cette idée de l'expérience particulière de l'armée russe de la guerre contre les Orientaux dans la lettre et le mémoire envoyés par A. I. Černyšev au duc de Mortemart⁵.

Pour préparer un accueil aussi favorable que possible à l'expédition, une proclamation de Bourmont fut adressée aux peuples de la régence d'Alger : « Aux Coulouglis, fils de Turcs et Arabes habitant le territoire d'Alger. Nous, vos amis, les Français, nous partons pour Alger, nous allons en chasser les Turcs vos ennemis et vos tyrans qui vous tourmentent et vous persécutent, qui ravissent vos biens et les produits de votre sol et menacent sans cesse votre vie. Nous ne voulons pas prendre la ville et en rester maîtres, nous le jurons par notre sang. Si vous vous joignez à nous, si vous vous montrez dignes de notre protection, c'est vous qui régnerez comme autrefois, libres et maîtres dans votre pays natal. » Cette proclamation au but de guerre psychologique fut imprimée en 400 exemplaires. M. de Lesseps, consul de France à Tunis, se chargea de les faire répandre dans la régence d'Alger, afin d'engager les populations à rester paisibles spectatrices de la lutte, ou à aider les Français « contre les Turcs, qui vous vexent et prennent vos biens, vos récoltes, vos troupeaux, et dont le sabre est toujours suspendu sur vos têtes. » De Lesseps sondait les dispositions du bey de Constantine et cherchait à lui faire entendre, que loin de soutenir le dey d'Alger dans sa guerre contre les Français, il devait profiter de la circonstance pour se rendre

¹ René Bittard Des Portes, *op. cit.*, p. 558.

² Juchereau de Saint-Denys, *Considérations statistiques, historiques, militaires et politiques sur la Régence d'Alger*, Paris, 1831, p. 323. Lettre écrite par le bey de Tripoli au dey d'Alger, 17 mai 1830.

³ A.M.A.E., C.P. Russie, vol. 180, f°55 recto verso.

⁴ *Ibid.*, f° 65 verso.

⁵ Voir Sébastien Haule, « Us et coutumes adoptées dans nos guerres d'Orient. L'expérience coloniale russe et l'expédition d'Alger », *Cahiers du monde russe*, 45/1-2, janvier-juin 2004, p. 293-320.

indépendant. Quant à Méhémet-Ali, il maintenait des déclarations favorables envers la France : « Puisse votre roi vivre longtemps pour le bonheur de son peuple, pour ses amis et ses alliés, et aussi pour son serviteur Méhémet-Ali.¹ »

L'expédition contre Alger prévoyait le retour de l'usage des lances par l'infanterie, l'utilisation de fusées perfectionnées à la *Congreve* et des aérostats². L'aérostatier nommé Margat s'était engagé à fournir, pour aider aux observations militaires, un ballon de vingt pieds de diamètre³. Eusèbe de Salle précise que le directeur chargé des montgolfières fut malheureusement assassiné et le matériel de ce service détruit en rade d'Hyères par l'incendie d'un vaisseau⁴. Le génie avait fait embarquer dix blockhaus mobiles en bois, à deux étages pouvant contenir 50 à 60 hommes chacun. Les obusiers eurent un effet considérable sur le moral des Arabes. Le biscaïen ou fusil de rempart, par sa grande portée, les impressionna. L'usage de fanaux à courant d'air et à réflecteur, du télégraphe le jour comme la nuit, maintenait les communications entre la flotte et le corps débarqué. La maison Sellières se chargea des approvisionnements prévus pour deux mois de campagne : 711 tonnes de farine, 528 tonnes de biscuits, 36 tonnes de riz, 72 tonnes de légumes secs, 40 tonnes de sel, 150 tonnes de bœuf salé, 120 tonnes de lard salé, 1 000 bœufs de 500 kilogrammes chacun, 9 000 hectolitres de vins, 188 hectolitres d'eau de vie, 1 440 tonnes d'avoine ou d'orge, 1 440 tonnes de foin, 2 880 tonnes de paille, 1 000 tonnes de bois et 800 tonnes de charbon. Il fut prévu de transporter dans des tonneaux, des barils ou des sacs 78 645 colis emballés dans une double enveloppe imperméable afin de pouvoir les jeter à la mer si la flotte était obligée par le mauvais temps de s'éloigner du rivage avant d'avoir débarqué les vivres. On avait calculé sur une moyenne de 40 000 rations de vivres et 4 000 rations de fourrage par jour. Une deuxième et une troisième commande furent faites le 4 mars et le 21 août. En résumé, les fournitures faites pendant cinq mois par la maison Sellières s'élevèrent à la somme de 8 175 412 francs et 66 centimes⁵. Pour le campement, on embarqua 4 840 tentes, 35 000 ceintures de laine en prévision des froides nuits, 4 100 appareils à caléfaction destinés à la cuisson des aliments et pouvant recevoir la marmite de huit hommes. Il y avait une couverture pour trois soldats. Chaque fantassin disposait d'un bidon en bois pour le vin et une gourde en fer blanc pour l'eau. Le shako était revêtu d'une toile de coton pour préserver la tête des effets du soleil. Vingt et un fours en fer et quatre-vingts fours en tôle furent fabriqués. Le service de santé était fort bien loti. La pharmacie centrale de Paris avait reçu l'ordre de préparer une grande quantité de médicaments qu'elle expédiait à mesure sur Marseille. Des hôpitaux mobiles furent embarqués. Ils étaient prévus pour accueillir 1 500 malades dans des hangars dont les salles pouvaient contenir 150 lits et même le double au besoin. L'expédition se dota au total de 3 000 lits d'hôpitaux avec matelas, couverture et draps. De plus, à la suite de négociations ouvertes par le ministre des Affaires étrangères avec le gouvernement espagnol, l'administration française fut autorisée à établir dans le lazaret de Mahon un hôpital pour 2 000 malades et blessés. En définitive, 70 000 tonnes de matériels furent transportées⁶. Trente interprètes étaient attachés aux différents quartiers généraux. Ils provenaient pour la plupart du corps des Mamelouks de la Garde impériale.

Bien qu'âgé de soixante-dix ans, l'ancien corsaire niçois Bavastro sollicita quant à lui l'honneur de participer à l'expédition. « Souffrez, écrivit-il à d'Haussez, qu'un ancien marin qui pendant plus de trente ans s'est constamment battu contre un ennemi supérieur en force, se permette aujourd'hui de soumettre à Votre Excellence quelques observations relatives à la guerre d'Alger.⁷ » Après avoir plaidé que sa parfaite connaissance d'Alger lui conférait des titres de crédibilité exemplaires, il affirma à d'Haussez sa capacité à renseigner Bourmont sur les défenses d'Alger qu'il avait lui-même contribué à renforcer. Bourmont et ses successeurs immédiats durent se contenter de connaissances incomplètes, même en termes topographiques, à peu près limitées aux principales villes du littoral. Quand se profila l'expédition d'Alger, on réimprima à l'usage de l'état-major du corps expéditionnaire l'*Histoire du royaume d'Alger* de Laugier de Tassy, dont la première édition datait de 1725⁸. Dans le mémoire qu'à demi illettré il avait dicté à un ami, Bavastro proposait de prendre la tête de l'avant-garde de l'expédition. D'Haussez n'ignorait pas qu'il avait, à la chute de l'Empire, trouvé quelque temps refuge à Alger. Et pas davantage qu'il avait été accusé d'avoir aidé les barbaresques à résister à l'attaque anglaise de 1816. Ni que plus tard, il avait aidé Simon Bolivar à établir la république de Colombie. Il agréa toutefois sa demande et l'affecta à l'état-major de Duperré. Sitôt en place, sachant que la France manquait de capitaines pour manœuvrer les transports destinés aux troupes de Bourmont, Bavastro conseilla de faire appel à trois marins génois qui, ayant débuté leur carrière aventureuse en faisant la chasse aux pirates barbaresques à bord des galères de l'ordre de Malte, connaissaient bien les côtes de la régence. Le gouvernement français ayant obtenu la permission des

¹ Caroline Gaultier-Kurhan, *op. cit.*, p. 152. A.M.A.E., C.P. Égypte vol. 2, f°s 46-51. Lettre de Mimaut au prince de Polignac, 26 juin 1830.

² Leynadier, *Histoire de l'Algérie française depuis les temps les plus reculés jusqu'après la défaite d'Abd el-Kader*, Paris, 1846, p. 185.

³ Camille Rousset, *op. cit.*, p. 77.

⁴ Eusèbe de Salle, *op. cit.*, t. II, p. 351.

⁵ Camille Rousset, *op. cit.*, p. 75.

⁶ Jean-Paul Bertaud et William Serman, *Nouvelle histoire militaire de la France*, Paris, Fayard, 1998, p. 223.

⁷ Georges Fleury, *op. cit.*, p. 63.

⁸ Franck Laurent, *Le voyage en Algérie. Anthologie de voyageurs français dans l'Algérie coloniale 1830 – 1930*, Paris, Robert Laffont, 2008, p. X.

autorités sardes pour les enrôler, les capitaines Bosio, Siri et Rossi prirent donc à Toulon le commandement de trois bateaux.

La presse s'empara de la guerre qui allait commencer. Les journaux libéraux la condamnaient. Ils annonçaient les pires malheurs soulignant l'aspect composite des unités, l'armement désuet, notamment le bon vieux fusil modèle 1777. La presse d'opposition raillait les préparatifs : « Le ministère a prévu beaucoup de choses auxquelles, en France, personne n'eût songé. Il y a huit mille piquets armés de lances pour repousser une cavalerie que les aigrettes de nos voltigeurs suffiraient à intimider d'une demi-lieue. Il y a quatre cents chiens qui goûteront l'eau des citernes et des sources pour que nos soldats ne courent point le danger d'être empoisonnés; il y a des redoutes en charpente qui se monteront et se démonteront à volonté et dans lesquelles on logera toutes les grand-gardes afin qu'elles puissent dormir tranquillement; il y a encore des soldats de bois ou de carton peint qui serviront à dresser des embuscades aux Arabes. C'est un stratagème qu'on a vu pratiquer par quelques chouans pour arrêter les diligences sur les grandes routes, mais qu'on n'avait pas osé jusqu'ici proposer aux militaires d'une nation qui a reçu des leçons de guerre de Turenne ou de Bonaparte...¹ » Toujours est-il que les piques arrêtaient les charges de la cavalerie arabe. Le *Constitutionnel* restait modéré. Auguste Jal fut désigné comme reporter à Toulon. Jal écrit : « J'y mis une seule condition : c'est que je serais parfaitement libre dans mon allure, et qu'aucune coupure ne serait exercée sur ma correspondance. J'étais sûr d'être complètement impartial, et je savais qu'on ne le serait pas autant au bureau de la rédaction. » Le journaliste souhaitait aller très loin dans sa mission. Il espérait embarquer et se rendre en Afrique. Les officiers l'assurèrent qu'il fallait très peu de temps pour traverser la Méditerranée. Les généraux lui affirmaient qu'Alger tomberait au bout de quelques jours de siège. Les rédacteurs des journaux proches du pouvoir devaient passer la mer mais Jal était jugé compromettant. Il passait pour être un homme favorable à l'opposition. Duperré lui accorda néanmoins un sauf-conduit. Jal embarqua donc sur le *Federico*, transport n° 135, en qualité de secrétaire du lieutenant de vaisseau Aubry-Bailleul. Jal couvrit les événements en Algérie jusqu'à la bataille du plateau de Staouéli. Il devait rentrer en France. Sa femme s'inquiétait. Il avoua dans ses Mémoires qu'il avait quitté Toulon sans lui dire qu'il allait en Afrique. L'événement attira également le peintre Ambroise Louis Garneray qui se trouvant à Alger du 1^{er} au 3 juillet 1830, prétendit dans une lettre adressée au maire de Rouen, avoir été missionné par le gouvernement. Or, il n'avait apparemment reçu aucune mission officielle.

Le débarquement de Sidi-Ferruch (14 juin 1830)

Après trois mois de préparatifs, fort de 37 607 hommes, de 3 988² chevaux et de 183 pièces d'artillerie de campagne ou de siège³, le corps expéditionnaire français entama une guerre qui dura vingt jours⁴. Le débarquement des 30 000 hommes et du matériel considérable qui les accompagnait se fit seulement en trois jours⁵. La proportion de l'effectif de l'infanterie, cadres et soldats, représentait 88,1% du total contre 6,7 % pour l'artillerie ; 3,7 % pour le génie et seulement 1,5% pour la cavalerie. Les opérations navales mobilisèrent 103 bâtiments de guerre montés par 27 000 marins. Les transports furent nolisés à Marseille : 120 furent fournis par le commerce français et 237 par le commerce étranger. La flottille de débarquement comportait 60 caboteurs appelés « bateaux-bœufs », 80 chaloupes avec des ponts de débarquements et 35 autres petites chaloupes. Sept steamers servaient de patrouilleurs, de remorqueurs et d'agents de liaison entre les escadres. L'un d'entre eux était le *Sphinx*, vapeur de 780 tonnes et de 160 chevaux. La flotte se décomposait en trois corps principaux. L'escadre de bataille était placée sous le commandement du vice-amiral Duperré, secondé par les vice-amiraux de Rosamel et Mallet. Elle disposait du navire amiral *Provence*, du vaisseau *Breslau*, de quatorze frégates et de deux bricks. Elle transportait la 2^e division d'infanterie et le quartier-général. L'escadre de débarquement avait la plupart de ses navires armés en flûte, c'est-à-dire qu'ils ne disposaient à leur bord que d'une faible partie de leur artillerie. Le capitaine de vaisseau Dubreuil la dirigeait à bord du *Trident*. Elle regroupait huit vaisseaux, six frégates, deux bricks et deux corvettes de charge. Elle transportait la 1^{ère} division d'infanterie et toute l'artillerie de campagne, approvisionnée à 100 coups par pièce. L'escadre de réserve conduite par le capitaine de vaisseau Lemoine à bord de la *Créole* comptabilisait deux corvettes, sept bricks, six corvettes de charge, six gabarres et huit bombardes. Cette escadre transportait les deux premières brigades de la troisième division d'infanterie, une partie du génie et une partie du matériel d'artillerie. À cela s'ajoute le convoi placé sous l'autorité du capitaine de vaisseau Hugon. Constitué de 347 bâtiments de commerce, le convoi transportait la troisième brigade de la troisième division d'infanterie, le matériel du génie, le personnel d'administration, les chevaux, les vivres et le fourrage.

Les troupes terrestres étaient partagées en trois divisions de 10 000 hommes chacune. Les trois généraux chargés de les commander étaient le général Berthezène, homme simple, froid, dur, qui avait commandé une

¹ Georges Bordonove, *Charles X*, Paris, Pygmalion, 1990, p. 231.

² Gabriel Esquer, *op. cit.*, p. 505.

³ Vaulabelle, *op. cit.*, p. 65.

⁴ Berthezène, *Dix-huit mois à Alger, ou récit des événements qui s'y sont passés depuis le 14 juin 1830 jusqu'à la fin de décembre 1831*, s.d., p. 8.

⁵ De La Roncière, *Histoire de la marine française illustrée*, Paris, Larousse, 1934, p. 242.

division de la Garde impériale pendant la retraite de Russie, le général Loverdo d'origine grecque homme impulsif et emporté, enfin le duc des Cars dévoué au bien-être des soldats, et qui avait émigré pendant la Révolution et avait servi dans l'armée anglaise de Wellington en Espagne. L'état-major avait pour chef le général Desprez, pour sous-chef, le maréchal de camp Tholozé. Le génie et l'artillerie étaient sous les ordres des maréchaux de camp Valazé et Lahitte. La gendarmerie se composait de 127 hommes et 35 chevaux sous le commandement du lieutenant-colonel Maubert de Neuilly. Le 3 avril 1830, le roi approuvait le projet de constituer une réserve qui se tiendrait prête à embarquer. Elle serait composée d'une division d'infanterie, de quatre batteries de campagne et de deux compagnies du génie, soit 8 500 hommes environ, officiers compris. Ce fut le lieutenant général vicomte de Fezensac qui eut le commandement de cette division de réserve.

Arrivé à Toulon le 3 mai 1830, le dauphin assista à l'exercice du débarquement qui laissait augurer de la réussite devant une foule enthousiaste. Le 11, l'embarquement commençait mais les navires ne prirent la mer que le 25 à cause de vents contraires. Le 28, la flotte atteignit les Baléares mais le mauvais temps contraria la traversée. L'armada se réfugia à Palma de Majorque puis repartit le 10 juin¹. Desprez critiqua cette perte de temps et l'attribua à Duperré : « Il n'a pas plus de caractère que de génie. Grâce à lui nous avons perdu plus d'un mois.² » En vue d'Alger, le général Loverdo consigna dans son journal : « La brise soufflait faiblement de l'est ; la mer était parfaitement calme et l'ennemi ne se montrait en force nulle part. On apercevait bien, sur la pente septentrionale des hauteurs, au-delà de l'isthme, quelques centaines de Turcs et d'Arabes qui traînaient, derrière des retranchements informes récemment élevés, quelques bouches à feu en fer, qu'ils avaient probablement retirées de la batterie construite en maçonnerie de la tour.³ » L'état sanitaire du corps expéditionnaire était bon. On n'enregistrait qu'un indisponible sur cinq cents⁴. À l'aube du 14 juin 1830, les forces françaises entamaient leur débarquement au golfe de Sidi-Ferruch, situé à une vingtaine de kilomètres à l'ouest d'Alger. « Un léger bruit, ou plutôt un faible bruissement régnait dans la rade de Sidi-Ferruch, conte J.-T. Merle dans ses *Anecdotes historiques et politiques pour servir à l'histoire de la conquête d'Alger*, dans la nuit du 13 au 14 juin ; la mer était calme et belle ; au mouvement de la lame qui allait expirer sur la plage, se mêlaient les voix sourdes des soldats qui s'embarquaient dans les chalands, et à qui les officiers recommandaient à chaque instant le silence [...] Le ciel était d'une pureté admirable, l'air était frais, l'Orient seul était enveloppé dans des nuages lourds et épais. » Voici du reste comment s'exprimait le contre-amiral Duperré dans son rapport daté du jour même du débarquement : « La baie de Sidi Ferruch offre à la flotte plus d'abri que je n'osais l'espérer ; bien qu'elle soit ouverte aux vents de l'Est à l'Ouest par le Nord, la tenue doit y être bonne et les bâtiments doivent y tenir leurs chaînes.⁵ » Les opérations avaient commencé à 7 heures du matin sous la conduite du ministre de la Guerre, le général de Bourmont. L'embarquement dans les chalands, effectué dans un bruit croissant, s'était opéré en grand ordre. Le départ de la flottille, 48 chalands remorqués chacun par un canot à douze marins fut impressionnant. Ainsi le lieutenant de vaisseau Zylof de Créqui commande le remorqueur de Changarnier⁶. « Mais, écrit Camille Rousset⁷ (*Histoire de la conquête d'Alger*) aux approches du rivage l'alignement jusque-là maintenu se dérange ; c'est entre les équipages une lutte de vitesse aux applaudissements des soldats qu'ils entraînent. » Le signal fut donné. Et, ajoute Léon Galibert (*L'Algérie*) : « Les soldats impatients de gagner le rivage se jettent à l'eau aussitôt qu'ils peuvent aborder sans mouiller leurs gibernes. » Chacun se précipita, ayant l'eau jusqu'au milieu du corps. Les hommes devaient préserver les munitions des atteintes de l'eau. Le chef de bataillon Cousin du 4^e léger fut le premier de l'expédition à fouler le sol, mais pour Eugène Hatus dans son *Histoire pittoresque de l'Algérie*, « les marins sautèrent à terre les premiers, les soldats les suivirent sur toute la ligne. » Parmi ceux qui se précipitèrent les premiers sur la plage se trouvait le jeune Cerf-Berr, officier d'ordonnance du général Bourmont. Aux environs de 11 heures, le même jour, les forces françaises avaient pris position le long du rivage, et les Algériens eurent bien du mal à faire front à cette invasion si soudaine et à la puissance de feu déployée. Les Arabes étaient embusqués dans les broussailles. Ils tirèrent quelques coups puis ils disparurent. Les Turcs se tenaient derrière les batteries. Leur artillerie fit feu à 1 200 mètres. Trois soldats du 48^e et du 15^e furent fauchés par un boulet au sortir du canot sur le bord de la plage. Un quatrième fut blessé très grièvement. Un marin de la *Surveillante* eut la cuisse emportée. Le lieutenant de vaisseau Dupont reçut une forte contusion par un boulet perdu. La flotte française pilonnait la côte. Les caronades chargées à mitraille firent taire les batteries côtières. Le général Bourmont accosta sur la plage. Il était couvert de sable par un boulet lancé par une pièce du col de Sidi-Ferruch que son fils

¹ Jean-Paul Bertaud et William Serman, *op. cit.*, p. 223.

² Françoise Durand-Evrard et Lucienne Martini, *Archives d'Algérie 1830-1960*, Paris, Hazan, 2003, p. 85. C.A.O.M. 139 APOM CT. Lettre du général Desprez au marquis de Clermont-Tonnerre, Sidi-Ferruch, 22 juin 1830.

³ Nicolas Loverdo, *Extrait du journal d'un officier supérieur attaché à la deuxième division de l'armée d'Afrique*, Paris, Anselin, 1831, p. 2.

⁴ René Bittard Des Portes, *op. cit.*, p. 606.

⁵ *La Revue maritime*, 1923, p. 609.

⁶ Nicolas CHANGARNIER est né à Autun le 26 avril 1793. Sous la Restauration, il est sous-lieutenant à la légion départementale de l'Yonne. En 1823, il participe à la campagne d'Espagne où il est décoré pour fait de guerre. En 1825, il sert dans la Garde royale.

⁷ Camille ROUSSET (1821-1892) fut professeur. Historiographe du ministère de la Guerre et conservateur de la bibliothèque du ministère de la Guerre, il fut élu à l'Académie française en 1871.

contourna et prit quelques instants après, à la tête d'une compagnie de grenadiers. Bourmont établit son quartier général à Torre Chica.

Lors du débarquement, les troupes du dey n'étaient pas entièrement mobilisées. Derrière la plage se trouvaient 7 à 8 000 Arabes. Selon le baron Pichon, les Turcs avaient à peine 3 000 hommes lorsque les Français débarquèrent. Le reste de l'armée du dey se composait d'indigènes et même de noirs. Pour Boudierba, président de la municipalité d'Alger, les troupes régulières et soldées par la régence se bornaient à 6 000 hommes. Les spahis qui s'y ajoutaient n'avaient pas de solde régulière : ils étaient exempts du tribut. Ils n'étaient payés que quand ils faisaient une expédition. Dans ce cas, ils avaient aussi leur part au butin fait sur l'ennemi. Ils ne faisaient aucun service dans l'intérieur de la ville d'Alger. La tactique employée par l'aga s'avéra inopérante. Il laissait les Français débarquer, les tenait à distance par l'artillerie, puis passait à la contre-offensive. Suivant Boudierba, il y avait 16 000 hommes armés à Staouéli et 4 000 Kabyles à pied. Le Kabyle ne combat jamais à cheval. Hamdan Ben Othman Khoja qui était alors à Alger estime qu'en 1830 le dey comptait 30 000 combattants. Il aurait pu s'en procurer 60 000, mais trop confiant en sa puissance, il ne le fit pas. D'après le général Boyer : « Les forces turques n'étaient pas considérables ; d'ailleurs la défiance du dey d'Alger ne laissait pas longtemps les mêmes troupes dans les mêmes commandements. Il y avait tous les ans renouvellement de troupes dans chaque place, tant pour les soldats que pour les commandants. ¹ » Le dey n'osait plus quitter son château et ses jardins. Il venait de réchapper à un complot ourdi le 12 juin qui voulait faire proclamer Mustapha Fetcha. Les murailles de la ville d'Alger possédaient plus de deux cents embrasures mais la Casbah semblait plus destinée à foudroyer la ville qu'à repousser une attaque extérieure. Le port fut mis en état de défense. Son entrée était fermée par trois fortes chaînes. Au fond se trouvaient les navires algériens, protégés par trente chaloupes canonnières armées de mortiers et de pièces de gros calibre. Les événements furent couverts par des peintres français : Langlois, Gudin et Isabey². Intrépides, insoucians, courageux, ils saisissaient le moindre paysage et dessinaient les scènes militaires sous le sifflement des balles. Le journaliste Auguste Jal les accompagnait en première ligne, ainsi qu'un capitaine de vaisseau anglais nommé Mazel. Le prince de Schwarzenberg écrit : « L'ardeur de ces jeunes artistes les emportait jusque sous le feu des tirailleurs, et plus tard leurs tableaux témoignèrent, par la vérité de la couleur et l'exactitude de la reproduction, de l'expérience militaire qu'ils avaient acquise. Ces messieurs se distinguaient par le charme de leurs manières autant que par leur talent, dont le mérite était encore rehaussé par leur modestie. ³ » Le 18 juin 1830, 1830, le débarquement continuait.

Le camp retranché ressemblait déjà à une ville militaire pleine de mouvement et de vie. C'étaient des baraques de feuillage, des cabarets, des guinguettes alignées au cordeau parmi lesquels on distinguait l'enseigne du *Pourvoyeur de Nantes*⁴. Le reporter Augustin Jal était toujours bien accueilli par les soldats. Le général Hurel, vieux soldat de l'Empire lavant ses gants de daim, offrit au journaliste un verre de vin dans une timbale d'étain⁵. D'innombrables tirailleurs arabes s'étaient glissés pendant la nuit à proximité des bivouacs. Une batterie turque avait été installée devant le 20^e régiment de ligne. Les Français adoptèrent un dispositif défensif fait d'artillerie et de fusées à la Congreve. À Staouéli, localité voisine de Sidi-Ferruch, le gros des forces algériennes réussit à se regrouper sous le commandement d'Ibrahim aga. Assemblés en forme de croissant, les 50 000 Turcs commandés par le gendre du dey, les beys de Titteri et de Constantine, voulaient contourner la gauche de l'armée française forte de 20 000 hommes. « Plan vaste et bien conçu mais trop fort pour des Turcs », dit le général Berthezène. Le 19 juin 1830, les Turcs prirent l'inaction des Français pour de la faiblesse et résolurent de les forcer à combattre. Il s'agissait de stopper la progression ennemie, et pour ce faire, Ibrahim aga estima que la meilleure défense consistait à attaquer. La bataille du plateau de Staouéli s'engageait. Les ailes de l'armée algérienne avaient été constituées par les contingents des beylicats d'Oran et de Constantine. Les soldats de métier (entre quatre et six mille hommes) furent placés aux avant-postes et leur combativité permit de mettre en déroute un bon nombre d'unités françaises. Mais le rapport de force était par trop disproportionné. Et, tandis que les agresseurs disposaient d'une armée de métier extrêmement bien préparée et équipée, les Algériens comptaient parmi leurs rangs une majorité de volontaires et souffraient d'un armement insuffisant, notamment sur le plan de l'artillerie.

Les récits épiques empreints de lyrisme vantent l'héroïsme des armées françaises. Le général français Clouet attendait l'ennemi, le reçut à cinquante pas par un feu de mitraille et le poursuivit avec le 20^e. Les janissaires attaquèrent le 28^e. Submergés, les Français résistèrent. Le gendarme à cheval Charbonnier fut tué en défendant un de ses camarades blessés, entouré d'Arabes s'apprêtant à l'achever. Le colonel Mounier exhortait à défendre le drapeau. Un détachement endiguait l'armée turque. Ce bataillon sacré se composait de 40 hommes qui, tous blessés, combattaient genoux à terre. Atteint de trois balles, Mounier restait sur son cheval. Le général d'Arcines fit alors charger à la baïonnette ses réserves. Les bricks, *Badine* et *Griffon*, étaient en appui. L'infanterie française

¹ Xavier Yacono, « La Régence d'Alger en 1830 d'après l'enquête des commissions de 1833-1834, *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, Aix-en-Provence, 1966, p. 239.

² Marc Baroli, *La vie quotidienne des Français en Algérie 1830-1914*, Paris, Hachette, 1967, p. 12.

³ Alfred Nettement, *Histoire de la conquête d'Alger*, Paris, J. Lecoffre, 1867, p. 373.

⁴ René Bittard Des Portes, *op. cit.*, p. 747.

⁵ Auguste Jal, *Souvenirs d'un homme de lettres (1795-1873)*, Paris, 1877, p. 64.

ne tirait plus, elle attaqua au corps à corps, délogea l'ennemi des buissons, des ravins et des rochers. Les Français avaient bousculé les janissaires au prix de 57 tués et 473 blessés¹. En face, près de trois mille Turcs et Arabes gisaient sur le terrain. Un troupeau considérable, plus de deux cents chameaux, des munitions, l'artillerie et le trésor d'Ibrahim passèrent aux mains des Français. Les prisonniers algériens avouaient : « Comment aurions-nous pu vous arrêter ? plus on vous envoie de balles et de boulets, plus vite vous avancez. » Les troupes du dey étaient incapables de soutenir le feu d'une ligne d'infanterie. Le 24 juin, une attaque générale des Turcs et des Arabes se brisa contre les carrés français. Les troupes du dey excellaient en revanche dans la guerre d'embuscade. Un soldat français qui s'écartait ne reparaisait plus. Ses camarades retrouvaient son corps ensanglanté et terriblement mutilé. Le tronc seul restait. La tête était portée au dey, qui les premiers jours du débarquement, payait de 200 à 250 francs ce trophée, puis seulement 50 francs. Les Turcs se battaient à Sidi-Kalef avec 20 000 hommes. Amédée de Bourmont, un des quatre fils du général en chef, fut tué lors de l'engagement. Il avait 27 ans.

La division Loverdo assiégea le fort l'Empereur, position clé qui dominait de ses 214 mètres d'altitude la ville et la Casbah. Cette forteresse défendue par le *kasnedji*² comptait 120 canons de gros calibre et des mortiers à bombes. Les plus habiles artilleurs du dey y étaient rassemblés ainsi que 1 500 janissaires, ayant juré de combattre jusqu'à la mort³. Lorsque le général Bourmont lança son offensive sur Alger le 26 juin 1830, les soldats du génie avaient aménagé depuis Sidi-Ferruch une route militaire de huit mètres de large dotée de redoutes pour sa défense tous les kilomètres, assurant ainsi la sécurité du ravitaillement des troupes. Le 28, sur la demande de Bourmont qui avait besoin de tout son monde, le camp retranché de la presqu'île de Torre Chica fut occupé par 2 200 marins placés sous les ordres du capitaine Hugon. Le 29 juin, au soir, la tranchée fut ouverte. Lors de ce siège, les pertes françaises s'élevaient à 200 hommes par jour⁴ contre une moyenne de 50 à 80 hommes par jour pour la totalité de la campagne. Les assiégeants consommaient quotidiennement 30 000 rations de pain, 30 000 de riz, 15 000 litres de vin, 1 000 litres d'eau de vie et 3 000 rations de fourrages. La soif se fit sentir. Les fantassins perçaient les tuyaux des fontaines pour remplir les bidons. Les cavaliers brisaient les conduites d'aqueduc pour faire boire les chevaux. Sous une température de 28°C, le problème de l'eau se posa cruellement. Le génie creusa des puits. Le général Valazé fit faire des sondages artésiens. Pour achever les défenses d'Alger, on songea à créer une diversion par une attaque maritime. Duperré fit remarquer que ses vaisseaux et ses frégates n'étaient pas pleinement opérationnels car la plupart des équipages étaient à terre depuis le débarquement. Le 1^{er} juillet 1830, l'amiral de Rosamel à la tête de deux vaisseaux et neuf frégates fit une démonstration devant Alger, qui s'avéra peu efficace selon des témoins oculaires. Les navires étaient restés trop éloignés des côtes. Peu de projectiles atteignirent leur cible. Bourmont voulait une grande attaque. L'opération ne devait avoir lieu que sur un signal lancé du haut de la Bouzarea où se tenait le général en chef. Le 3 juillet, au matin, au grand étonnement du quartier général, toute la flotte se rangeait en bataille, puis défila devant la ville et bombardait. Une fois de plus, trop éloignés des terres, les navires firent un tir peu efficace. Dans son rapport, Duperré mentionne que la flotte défila à demi-portée de canon. Les témoins se trouvant à terre affirmèrent que les vaisseaux étaient restés à l'extrême portée. Ce qui est sûr, c'est qu'aucun bâtiment de l'escadre ne fut endommagé par le feu de l'ennemi et peu de projectiles français tombèrent dans les batteries turques. Le général Valazé, commandant le génie, déclarait à qui voulait l'entendre qu'il se faisait fort de réparer pour la somme de 7,50 francs les dommages causés par la marine aux fortifications d'Alger⁵. d'Alger⁵. Il y eut cependant des victimes. Une pièce de 36 avait éclaté à bord de la *Provence* : 10 hommes tués et 14 blessés dont le lieutenant de vaisseau Bérard. Cette démonstration navale n'avait eu qu'un seul but : faire réussir l'attaque terrestre. Le prince de Schwarzenberg, attaché militaire autrichien, qui depuis la terre, assista à la manœuvre, écrivit : « Le feu de la flotte ne pouvait avoir pour but qu'une diversion : empêcher les Turcs de porter toute leur attention contre les batteries de terre. C'eût été une faute de vouer la flotte à la destruction sans effet possible en faveur du siège. » L'artillerie lourde, mise en place, commença son travail de destruction le 4 juillet, au matin. Quelques heures plus tard, les défenseurs du fort abandonnaient les murs écrasés, faisant sauter le magasin à poudre. Le dey parlait de résister encore, mais la population ne lui permit pas. À 14 heures, un des secrétaires du dey se présenta au quartier général pour négocier. Puis vinrent deux Maures Hassan ben Othman et Ahmed Boudierba qui offrirent à Bourmont la tête du dey. Le général répondit que cela ne lui ferait aucun plaisir et que le roi de France avait coutume de prendre les villes, non les têtes de ses ennemis. À 16 heures, le secrétaire du dey revint avec le consul d'Angleterre Saint-John. Ce dernier proposa sa médiation. Bourmont refusa catégoriquement. Un canot parlementaire sortant du port amena à bord de la *Provence* Sidi-Algi, amiral de la flotte algérienne, venant demander la cessation immédiate des hostilités. Duperré le renvoya au général en chef, qui, ayant reçu de son côté les émissaires du dey, dicta les dures conditions de l'armistice. Un envoyé du dey, accompagné de l'interprète Louis de Bracevitz, qui trente-deux ans auparavant avait participé à la campagne d'Égypte,

¹ René Bittard Des Portes, *op. cit.*, p. 639.

² Ministre des Finances du dey.

³ Achille Tenaille de Vaulabelle, *op. cit.*, p. 95.

⁴ Alfred Nettement, *op. cit.*, p. 450.

⁵ E. Bertrand, *op. cit.*, p. 455.

communica au dey la convention que Bourmont lui demandait de signer. Il s'engageait à laisser au dey « sa liberté et la possession de toutes ses richesses personnelles », de choisir le lieu où il souhaitait se fixer, et il l'assurait de le protéger ainsi que tous les soldats de la milice. « L'exercice de la religion mahométane restera libre. La liberté des habitants de toutes les classes, leur religion, leurs propriétés, leur commerce et leur industrie ne recevront aucune atteinte ; leurs femmes seront respectées. Le général en chef en prend l'engagement sur l'honneur. »

Au terme des pourparlers, le dey Hussein, capitulait. C'était la fin de son rêve, lui qui voulait fonder une dynastie royale comme celle du bey de Tunis. La légende accréditait l'idée que Hussein était le fils d'un officier d'une école à Istanbul fondée par le baron de Tott. La date et son lieu de naissance sont incertains : 1764 à Andrinople¹, vers 1771², ou 1773 à Smyrne. Il n'est en fait que le fils d'un simple soldat. À Alger, il a commencé sa carrière en tenant une boutique de fripier puis il a eu la responsabilité d'un entrepôt de blé. Il a amassé une fortune qui lui a permis d'accéder au gouvernement de la régence. Il succédait à Ali, dont il était le ministre, le 1^{er} mars 1818. Un de ses premiers actes fut de faire mettre en liberté des filles juives et chrétiennes que son prédécesseur avait fait enfermer dans son harem. Redoutant les conspirations, il sortait rarement de son palais fortifié. Vassal de la Porte ottomane, il prit part à la guerre contre les Grecs. Sa faible escadre se borna à croiser dans l'Adriatique pendant la campagne de 1822. En 1830, pendant le court siège que le château a soutenu, le dey a voulu plusieurs fois se précipiter avec une mèche allumée dans la poudrière, afin de se faire sauter en l'air avec tous ses trésors, avant l'arrivée des Français³. Apposant son sceau à la convention de reddition, le dey demanda que le délai pour l'entrée des troupes françaises fût prolongé. La prise de possession était retardée de deux heures. L'entrée des troupes eut lieu à midi.

La ville d'Alger devenait une conquête française le 5 juillet 1830. Par un temps splendide mettant en valeur les vives couleurs des uniformes des soldats et des costumes indigènes, l'armée française, tambours battants et musique en tête, faisait son entrée dans la capitale jusque-là inviolée des États barbaresques. Gabriel Esquer remarque cependant dans son livre *La Prise d'Alger* (1923) qu'elle manqua de solennité. En Oranie, les tribus en profitèrent pour se ruer contre les garnisons de janissaires et les fonctionnaires de l'administration ottomane. À Tamentfous, les marabouts déclaraient la guerre à l'envahisseur français. La France prend possession de la régence d'Alger parce qu'elle dépendait de moins en moins du pouvoir ottoman. Selon De la Pinsonnière, « la Régence a une étendue de 200 lieues de long sur 50 de large, et il paraît que, sans exagération, on ne peut évaluer sa population à plus de 3 à 4 millions d'âmes. » Laurence dans son rapport sur l'organisation de la justice parle « d'un empire vaste et peuplé de trois millions d'hommes ». Pour le général Valazé, « on estime la population de la Régence d'Alger à 2 millions d'individus. » L'ouvrage de Sidi Hamdan ben Othman Khodja avance quant à lui 10 millions d'habitants. Le pouvoir du dey théoriquement absolu était limité par la turbulence des janissaires et par la liberté d'action qu'il reconnaissait aux beys d'Oran, de Constantine et du Titteri. William Sheller écrit : « un dey d'Alger est de son vivant, le monarque le plus absolu et le mieux obéi du monde ; mais son règne est toujours précaire, et pour lui une mort naturelle est un accident. ⁴ » Le Divan élisait le dey, terme qui signifie oncle en turc. Confirmé par le sultan, il recevait le titre de pacha à trois queues, le caftan⁵, le firman et le sabre d'officier apportés par un messenger. Faute d'une armée suffisamment nombreuse, la pression de l'administration turque s'exerçait inégalement. Les villes jouissaient d'une réelle autonomie. Des régions entières n'étaient surveillées que par quelques garnisons ou des tribus dévouées au makhzen⁶. Cette décentralisation ne suffisait pas à assurer à la régence une popularité. Le régime du dey exploitait la population. Les révoltes des tribus, appuyées par les marabouts, étaient fréquentes. Bourmont écrivait à Polignac : « Les Maures et les Arabes paraissent contents d'être délivrés de l'autorité des Turcs ; mais il ne s'ensuit pas que, dans les montagnes surtout, les Kabyles montrent le désir de se soumettre à l'autorité française. ⁷ » L'opposition flairait dans la conquête d'Alger une manœuvre politique du roi Charles X. Elle ne pouvait supporter l'idée que le ministère Polignac remportât un succès. Elle redoutait qu'une victoire retournât l'opinion en faveur du roi en flattant l'orgueil des Français.

La victoire sur le dey : sa perception dans l'opinion

Moins d'un mois de combats assez peu meurtriers avaient suffi à faire tomber la régence ottomane. L'opération sur Alger se terminait donc par un grand succès de l'armée française. Ses pertes restaient modérées : entre 419 et 485 soldats avaient été tués ou morts des suites de leurs blessures. Le nombre de blessés s'élevait à 2 000 hommes.

¹ Société de militaires et de gens de lettres, *Histoire des armées françaises de terre et de mer de 1792 à 1837*, Paris, Delloye, 1838, t. V, p. 333.

² Charles Weiss, *Biographie universelle, ou dictionnaire historique contenant la nécrologie des hommes célèbres de tous les pays*, Paris, 1841, t. III, p. 257.

³ Pückler-Muskau, *Chroniques, lettres et journal de voyage, extraits des papiers d'un défunt, deuxième partie, Afrique*, Paris, 1837, t. I, p. 29.

⁴ Chaulanges, Manry, Sève, *Textes historiques, 1815-1848, la première moitié du XIX^e siècle*, Delagrave, 1980, p. 153. William Sheller, « Le gouvernement d'Alger avant la conquête française, Esquisse de l'État d'Alger », Paris, 1830, pp. 26-33. Extraits publiés dans *Documents algériens*, série culturelle, n°81, 2 septembre 1957, pp. 12 et 17.

⁵ Longue pelisse fourrée que le sultan offre à ceux qu'il veut honorer.

⁶ Administration turque.

⁷ Alfred Nettement, *op. cit.*, p. 537.

Ces chiffres n'indiquent que les pertes de l'armée de terre. Celles de la marine étaient minimes. Il est impossible de savoir le chiffre des tués et des blessés pour l'armée de Hussein. Il doit sûrement être très supérieur à celui des Français. En Algérie, certains indigènes restèrent impassibles à la capitulation du dey. D'autres qui redoutaient les horreurs d'un assaut témoignaient de leur étonnement et de leur joie en dansant au son des musiques militaires. Les Juifs étaient heureux : « un grand nombre couraient comme des fous dans la rue. » Les Turcs étaient résignés et dignes. Aux yeux des soldats victorieux, Alger se dévoilait sous un autre jour : « La Casbah dont l'imagination française avait fait un palais féerique, apparut en réalité comme une habitation à peine tolérable pour les habitudes européennes. Des colonnes, des vasques, un escalier de marbre blanc, le bariolage des boiseries, des faïences de couleur étaient le seul luxe de ces bâtiments irréguliers aux pièces blanchies à la chaux, longues, étroites et infectées d'insectes de tous les genres. ¹ »

La prise d'Alger fut saluée à Paris par le tir de cent coups de canon. Le baron d'Haussez accourut chez le roi. Charles X, en entendant annoncer son ministre de la Marine, s'avança vers lui les bras ouverts. D'Haussez lui baisa les mains mais Charles X l'attira sur sa poitrine : « Non, Monsieur, non, lui dit-il avec sa grâce si particulière, non, aujourd'hui tout le monde s'embrasse. » Et les deux hommes s'embrassèrent. Le 11 juillet 1830, le roi Charles X et ses ministres se rendaient au *Te Deum* de Notre Dame. Des acclamations étaient attendues car la France était victorieuse. Il n'en fut rien. Tout était morne et silencieux autour du cortège. Quelques cris étaient perceptibles mais ils avaient été achetés et ils partaient de groupes isolés au milieu d'une population impassible. Le 24 juillet, à Alger, Bourmont qui commandait le corps expéditionnaire, écrivait : « Je me suis empressé de faire connaître à l'Armée la satisfaction du Roi et celle de Monseigneur, je sais combien elle est heureuse de ces témoignages de haute approbation donnés à sa conduite [...] » Il fit le récit détaillé des opérations militaires qu'il avait menées avec succès : « [...] Depuis le 14 juin (date du débarquement des troupes) jusqu'au 5 juillet (prise d'Alger), les combats ont été journaliers. Chaque matin, l'ennemi nous attaquait dans nos positions et continuait son feu jusqu'à la nuit lorsque nous ne marchions pas en avant [...] Jamais la guerre n'a été plus pénible que celle que nous venons de faire [...] je ne parlerai pas seulement de l'horreur des têtes coupées [...] j'ai fait une reconnaissance dans la plaine de la Mitidja [...] j'y ai été attaqué par cinq ou six mille kabyles [...], je les ai repoussés de tous côtés mais j'ai eu la douleur de perdre mon premier aide de camp [...] » La conduite des sous-officiers et des soldats avait été admirable. Bourmont demandait qu'on leur accordât des décorations de l'ordre de Saint-Louis et de la Légion d'honneur. Alexandre Dumas se réjouit de la victoire : « D'un autre côté, Charles X préparait l'expédition d'Alger. Le même homme abolissait la puissance barbaresque, effroi éternel de la Méditerranée, et rendait à la France ses provinces rhénanes, c'est-à-dire accomplissant un exploit où avait échoué Charles Quint, et reconquérant par la négociation ce que Napoléon avait perdu par les armes, c'était à la fois un grand homme de guerre et un grand homme politique. ² » Cependant, le lundi 26 juillet, à 8 heures du matin, Alexandre Dumas est réveillé par son ami Achille Comte qui vient lui mettre sous le nez le *Journal officiel* : « Lisez ! – Ah diable ! je ne pars plus cher ami. – Et pourquoi cela ? – Parce que ce qui va se passer à Paris sera plus curieux que ce qui se passe à Alger. ³ » Dumas devait, dans l'après-midi, prendre la malle-poste de Marseille, pour ensuite sauter dans un bateau en partance pour Alger. Il renonce à ce voyage afin de participer aux événements parisiens. Dans *Splendeurs et misères des courtisanes*, Balzac confirme que les « journées de juillet 1830 et leur formidable tempête ont tellement couvert de leur bruit les événements antérieurs. »

Le parti libéral a été hostile à l'expédition menée contre Alger. De retour en France, après avoir couvert le débarquement d'Alger, le journaliste Auguste Jal est à Toulouse lorsqu'il apprend l'insurrection. Il écrit : « Triomphante à Alger, la royauté de 1815 avait été vaincue à Paris. » Une semaine après avoir été mis à la retraite, le 28 juillet 1830, le comte d'Hauterive est mourant. Deux fois ministre des Relations extérieures par intérim de Napoléon I^{er}, il est à la Restauration nommé garde du dépôt des archives. Logé à son aise dans l'ancien hôtel des lieutenants généraux de police, rue Neuve-des-Capucines, il jouit d'une belle vieillesse due à la gymnastique quotidienne qu'il pratique le matin en robe de chambre. Dans son agonie, il entend les coups de feu de la révolution de Juillet. Il en demande la cause. Sa nièce assiste ses derniers moments. Elle lui dit que ce sont des salves tirées en l'honneur de la prise d'Alger. « Cette conquête sera la gloire de la maison de Bourbon ⁴ », balbutie le comte d'Hauterive juste avant de rendre l'âme. Aux Dardanelles, l'historien Joseph-François Michaud (1767-1839) et son secrétaire Jean-Joseph-François Poujoulat (1808-1880) consignent le 5 août 1830 qu'une frégate venant d'Istanbul leur apprend que Bourmont a pris Alger le 5 juillet ⁵. L'événement est fêté chez le consul de France. Plusieurs toasts sont portés à la gloire de l'armée et de ses chefs. Chez les Turcs, l'information fait sensation. Les plus fanatiques n'y croient pas. Les autres pensent que si les Français ont pris Alger, ce ne peut être qu'avec la permission expresse du sultan. Favorable à la liberté de la presse, le médiéviste Michaud, spécialiste des

¹ Gabriel Esquer, cité par Jeannine Verdès-Leroux, *Les Français d'Algérie de 1830 à aujourd'hui*, Paris, Fayard, 2001, p. 123.

² Alexandre Dumas, *op. cit.*, p. 223.

³ *Ibid.*, p. 228.

⁴ Jean Baillou, *Les Affaires étrangères et le corps diplomatique français*, Paris, C.N.R.S., 1984, t. I, p. 571.

⁵ Michaud et Poujoulat, *Correspondance d'Orient, 1830-1831*, Paris, 1833-1835, t. II, p. 34. Lettre 26, Dardanelles, 5/8/1830.

croisades, a dû s'exiler en mai 1830. Attiré par le souvenir de Saint Louis et de la septième croisade, il s'achemine vers l'Égypte. « Peut-être, ajoute Sainte-Beuve, prévoyait-il quelque catastrophe et n'était-il pas fâché d'être éloigné. » Ce voyage génère une volumineuse *Correspondance d'Orient* en sept volumes où le récit est chargé de considérations politiques et de discussions bibliques. Fortuné, l'évêque de Marseille ne cache pas sa joie : « L'heureuse nouvelle de la prise d'Alger a porté dans le cœur de tous les missionnaires le désir le plus vif d'aller arroser de leur sueur cette terre inculte ; ils me demandent avec beaucoup d'insistance de solliciter auprès de votre Éminence la grâce d'être compris parmi les ouvriers qui vont prêcher la foi dans les pays conquis. »

La victoire eut une conséquence imprévisible : elle hâta la chute de Charles X. Balzac raconte : « En ce moment la politique de Charles X avait achevé sa dernière évolution. Après avoir confié le timon des affaires à des ministres de son choix, le roi préparait la conquête d'Alger pour faire servir cette gloire de passeport à ce qu'on a nommé son coup d'État. Au-dedans, personne ne conspirait plus, Charles X croyait n'avoir aucun adversaire. En politique comme en mer, il y a des calmes trompeurs.¹ » Après la bataille d'*Hernani*, soir de la première représentation de la pièce de Victor Hugo à la Comédie Française, le 25 février 1830, qui opposa les classiques, les « perruques » aux romantiques, étudiants et rapins, le parlement se divisait sur la question africaine. Les libéraux se manifestaient. L'un de leurs orateurs s'exclama à la tribune : « L'expédition d'Alger n'a pas été faite avec l'assentiment de la France, elle a été conçue par un ministère qui spéculait sans doute sur sa réussite pour l'accomplissement de desseins coupables.² » Défait pour la seconde fois aux élections, le 29 juin 1830, le roi croyait pouvoir rester maître de la situation puisqu'il était victorieux en Afrique du Nord. La dépêche de Bourmont annonçant la prise d'Alger parvenait à Paris le 9 juillet. L'avis à roue *le Sphinx* l'avait portée, à la vitesse de six nœuds, soit à un peu plus de 11 kilomètres à l'heure. L'opinion célébrait la victoire. Le 18 juillet 1830, Bourmont était promu maréchal. Duperré obtenait la pairie. Assuré de son succès à l'extérieur, véritable coup d'éclat, Charles X garda Polignac au pouvoir et pensa avoir recours à l'article 14 de la Charte pour gouverner éventuellement seul. Le roi, chef suprême, devait veiller à la sûreté de l'État. Peu favorable à la monarchie constitutionnelle, Charles X déclara préférer scier du bois que de gouverner à l'anglaise. Il promulgua quatre ordonnances. La première muselait la presse, la seconde dissolvait la Chambre, la troisième réformait le mode de scrutin. La quatrième fixait les élections au 6 septembre dans les collèges d'arrondissement et au 13 dans les collèges départementaux. On redoutait un putsch de Charles X. Chateaubriand écrivait dans *le Conservateur* qu'il sortirait une révolution de la loi électorale³. Les observateurs russes à Paris confirmaient ce climat délétère, y compris sur le plan social : « L'économie politique enseigne la division du travail ; à Paris on réunit en une seule main les profits des travaux que partagent plusieurs individus.⁴ » Le comte Pozzo⁵ s'écria à la lecture du *Moniteur* : « A-t-on au moins soixante mille hommes pour soutenir une pareille hardiesse.⁶ » La comtesse Nesselrode recommandait de ne pas violer la Charte. Ce retour à l'absolutisme et aux injustices déchaîne le peuple. Paris se hérissa de barricades. Le lundi 26 juillet 1830, la rente chute. Le trois pour cent tombe de 78 à 72. Les fonds publics abandonnent 4 à 5%. Le lendemain, ils baissent encore de cinq francs.

Le lundi 9 août 1830, le maréchal Bourmont fait partir son fils aîné, Louis, pour porter au roi les drapeaux pris sur l'ennemi et les derniers millions de la Casbah. On ne savait rien à Alger des événements révolutionnaires mais l'absence d'informations répand l'inquiétude. Tous les soirs, les officiers montés sur les terrasses des maisons scrutent l'horizon à la longue-vue. Ils attendent une voile. Dans la matinée du 11 août 1830, la nouvelle annonçant les Trois Glorieuses – journées révolutionnaires des 27, 28 et 29 juillet – parvient en Afrique du Nord par un bateau marchand qui apporte au négociant juif Jacob Bacri, une lettre d'un de ses clients de Marseille. Cette correspondance datée du 2 août rapporte : « Par suite de l'ordonnance contre la presse et contre les électeurs, il y a eu beaucoup de troubles. Nous ne sommes pas très tranquilles ici non plus. Dans ce moment l'on organise à Marseille la garde nationale. Ils sont restés à Paris sur le pavé près de 20 000 hommes, et le duc d'Orléans est proclamé régent. Le roi a quitté Saint-Cloud avec toute sa famille. Un événement aussi extraordinaire nous laisse, mon cher ami, dans un grand embarras. Les fonds ont essuyé une baisse de quatre francs.⁷ »

Les insurgés se moquent bien d'une victoire sur les Barbaresques. À Paris, un cabinet est en train de se former autour du duc d'Orléans, devenu Louis-Philippe I^{er}, roi des Français. La révolution absorbe l'opinion. Arrivé à Paris, le 7 août 1830, Auguste Jal rapporte dans ses Mémoires que les lampions brûlent encore en l'honneur d'une nouvelle royauté. Toutefois, il précise que sa correspondance, datée de Sidi-Ferruch, a été lue avec intérêt. Revenu

¹ Honoré de Balzac, *Splendeurs et misères des courtisanes*, Le Livre de Poche, 1988, p. 213.

² Jean Tulard, *Les révolutions*, Paris, Fayard, 1985, p. 449.

³ Chauvin-Beillard, *Société pour publication de brochures*, « Ordre du jour pour 1834, à la grande armée royaliste », Paris, 1834, pp. 25-26.

⁴ Lettre de Faber à la comtesse Nesselrode, Paris, 24 juin 1829.

⁵ Charles-André POZZO DI BORGIO, comte, né le 8 mars 1764, il émigre en Angleterre en 1796, après le renversement de la domination anglaise en Corse. Il passe au service de la Russie en 1803 et se voue alors à la diplomatie. Après la période napoléonienne, il contribue en 1818 à la fin de l'occupation militaire de la France (congrès d'Aix-la-Chapelle) et en 1820 à un allègement des conditions péuniaires qu'avait values le retour des Alliés. Il était un ami intime du duc de Richelieu, le fondateur d'Odessa. Apprécié d'Alexandre, il l'est moins de Nicolas I^{er}. Pozzo est regardé à Saint-Pétersbourg comme trop français. Il termine sa carrière comme ambassadeur de Russie à Londres jusqu'en 1839. Il meurt le 15 février 1842.

⁶ Jean-Baptiste Honoré Raymond Capefigue, *L'Europe depuis l'avènement du roi Louis-Philippe*, Paris, 1845-1846, t. II, p. 130.

⁷ Alfred Nettement, *op. cit.*, p. 540.

d'Alger le premier, il peut raconter bien des faits. Il écrit : « je fus une sorte de lion pendant une semaine dans nos cercles d'amis, artistes et gens de lettres et au foyer de l'Opéra.¹ » La régence d'Alger est une suzeraineté importante enlevée à l'Empire ottoman mais la majorité des Français préfèrent se moquer de Charles X. Dans les journaux humoristiques², on le dessine en compagnie du dey d'Alger avec cette légende : « Vous aussi, votre tour est venu. » Un autre met en scène le pacha invitant Charles X à jouer une partie pour une somme d'argent et lui dit : « Si vous n'avez rien, on fera une quête. » Une chanson, datée de 1830, fait allusion à Marmont qui, après avoir livré Paris aux alliés pour précipiter la chute de l'Empire, vient de faire tirer sur la jeunesse en révolte³ :

Refrain

- Charles X et le Dey : Ça va mal,
Sort fatal,
Adieu le trône royal,
Ça va mal,
C'est égal,
Nous vivons, c'est l'principal.
- Le Dey : S'il faut parler franchement,
Je prévoyais l'événement :
Depuis longtemps, Charles Dix,
On dit ton De Profundis. (Refrain)
- Charles X : Si comme toi, mon cher Dey,
Je me vois dépossédé,
J'dis : « Mea culpa, déjà
Mea maxima culpa. » (Refrain)
- Le Dey : Tu me fais la guerr' bêt'ment
Parce que tu me dois d'l'argent,
Si tu veux, sois bon chasseur,
Mais n'sois pas mauvais payeur. (Refrain)
- Charles X : Si j't'ai fait la guerr', morbleu,
C'est qu'tu n'aim's pas le bon Dieu
Tu n'entends jamais, dit-on,
Ni la messe ni le sermon. (Refrain)
- Le Dey : Je n'suis pas bigot comm'toi,
Et je conviens de bonn'foi,
Jamais chez nous, mon ami,
On n'a vu d'Saint-Barthélémy. (Refrain)
- Charles X : Je t'ai vaincu, cher Pacha,
Et dans cette affaire-là,
Si je t'envoyais Bourmont,
C'est qu'j'avais besoin d'Marmont. (Refrain)
- Le Dey : Je conviens que Charles X
Des guerriers est le phénix,
Il combat les Algériens,
En mêm'temps qu'les Parisiens. (Refrain)
- Charles X : Pour rentrer dans mon Paris,
Si nous n'étions pas enn'mis,
J'aurais réclamé d'tes soins
Une patrouill' de Bédouins. (Refrain)
- Le Dey : Pendant qu'tes blancs pavillons
Voltigeaient sur nos maisons,
Tes Français, qui sont farceurs,
Te faisaient voir d'autr's couleurs. (Refrain)
- Charles X : En écoutant c't'effronté,
Qui me dit la vérité,
Il m'semble lire un journal,

¹ Auguste Jal, *op. cit.*, p. 65.

² Rifat al-Tahtawi, *L'Or de Paris : relation de voyage 1826-1831*, Sindbad, 1988, p. 261.

³ Pierre Barbier, France Vernillat, *Histoire de France par les chansons*, Paris, éditions Max Fourny, 1982, p. 206.

Mais un journal... libéral. (Refrain)

Le Dey :

Te voilà bien en chasseur !...
Aux oiseaux, tu vas fair'peur,
Mais les guêtres n'te vont pas,
Surtout quand on est en bas. (Refrain)

Dumont d'Urville explique au roi Charles X et au dauphin pourquoi la prise d'Alger n'a pas sauvé le régime : « L'affaire d'Alger ne signifie pas grand-chose, leur dit-il ; ce n'est pas un fait d'armes ; on ne s'est pas battu ; tout le danger, pour la marine, consistait dans le débarquement ; du moment où les Turcs et les Arabes ne s'y sont point opposés, que reste-t-il comme action militaire? ¹ » Dans une opinion contraire, le commandant Persat affirme dans ses Mémoires « que depuis nos mémorables campagnes de la République et de l'Empire, l'expédition d'Alger est la seule digne de nos braves soldats de la France. » L'aventurière cosmopolite Ida Saint-Elme qui s'était embarquée pour l'Orient en 1829 (Égypte, Asie Mineure) accoste sur le chemin du retour, en novembre 1830, à Alger. Elle en repart début décembre. Ce voyage donne lieu à un récit publié dès 1831 et dont le titre, *La Contemporaine en Égypte*, est en partie trompeur, puisque les deux derniers volumes (V et VI) sont consacrés à son séjour à Alger. Ida Saint-Elme se pose moins en orientaliste qu'en patriote fervente. Elle affirme haut et fort ses opinions bonapartistes (d'autant que le culte exalté de l'Empereur est alors, en cet immédiat après Juillet en plein essor), mais n'en prodigue pas moins ses éloges au monarchiste Bourmont, qui a conduit victorieusement l'expédition d'Alger. Soulevée d'enthousiasme au spectacle du drapeau tricolore flottant sur les rivages de « Barbarie », mais un peu triste que l'expédition ait été menée sous le drapeau blanc de Charles X, elle vilipende les libéraux, républicains, voire les bonapartistes qui, en France, dans les journaux et à la Chambre, restent indifférents à ce grand événement national, quand ils ne militent pas pour l'abandon pur et simple de cette conquête du régime tombé, « ce legs onéreux de la Restauration ». Elle défend ainsi une position qui, d'abord minoritaire, va bientôt se révéler déterminante dans la poursuite de l'occupation française. Qu'importe que l'Algérie soit utile ou non, rentable ou non, qu'importe même le « droit » de la France en Algérie ! L'essentiel, c'est que sa conquête prouve la vigueur nationale. L'essentiel, c'est qu'elle constitue un camouflet pour l'Angleterre honnie, dont Saint-Elme vient de subir l'arrogance en Égypte, où la perfide Albion s'acharne à concurrencer l'influence française². Le chauvinisme et l'anglophobie sont les meilleurs ferments de l'impérialisme français en Méditerranée.

L'exil du dey

Dans une lettre, le bey de Constantine décrit la situation de la régence : « À présent voici ce qui incite la population à la sédition et lui cause maintes souffrances et grand souci : c'est l'arrivée des Français en Algérie et la dispersion des cavaliers musulmans pour tenter de sauver leur religion et leur honneur. Ils sont frappés de stupeur et ne savent où se diriger ; bien qu'ils paraissent affolés en réalité ils ne le sont pas. Quant à celui qui les gouvernait, il a demandé à l'ennemi de se retirer à la condition de sauver sa personne, sa famille, ses biens et son honneur ; il a négligé le destin des musulmans pareils aux chauve-souris qui s'agitent et s'élancent de droite et de gauche au lever du soleil ; ils sont cernés et dépouillés par les brigands.³ »

Battu, le dey Hussein quitte Alger le 10 juillet 1830, avec son harem composé de trois femmes, sa famille et une suite nombreuse comprenant 118 personnes dont 58 femmes. Un passager de la *Jeanne d'Arc*, frégate accueillant Hussein, observe : « Celles-ci étaient si bien enveloppées qu'on fut obligés de les conduire par la main.⁴ » Portant un dernier regard sur sa ville, le dey a les yeux qui s'humectent, les levant vers le ciel, il murmure tout bas : « C'était écrit !⁵ » Au moment de monter à bord, il dit à Bourmont : « Général, dans trois mois, nous pourrions nous rencontrer à nouveau à Paris. Montrez-vous avec votre armée à mes vassaux de Constantine et d'Oran, et vous ferez d'eux de très obéissants sujets. » Mille trois cents janissaires étaient également expulsés. Les frégates *Pallas* et *Amphitrite* furent chargées de les conduire à Smyrne. Après avoir fait escale à Naples le 3 août, Hussein séjourne à Livourne puis à Gênes⁶ : il ne veut surtout pas être livré à la Porte car il risque d'être décapité à cause de son mépris affiché à l'égard du cordon ottoman. Si l'expédition d'Alger n'avait pas stoppé la frégate de Tahir pacha, envoyée par le sultan pour éclaircir le différend avec la France et pour faire exécuter le dey qui ne payait pas le tribut, Hussein aurait dû la repousser à coups de canon pour sauver sa vie. Dans ses papiers politiques, le baron d'Haussez écrit : « On présume que Tahir Pacha avait ordre de faire couper la tête au dey et de prendre possession de la place au nom de son maître. » Le 26 mai 1830, la flotte française de débarquement avait

¹ Vaulabelle, *op. cit.*, p. 492.

² Franck Laurent, *op. cit.*, p. 5.

³ A. Temimi, « Trois lettres de Hadj Ahmed bey de Constantine à la Sublime Porte », *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, Aix-en-Provence, 1966-1967, pp. 138-139. Lettre établie au nom des notables et cheiks arabes de la province de Constantine, elle contient 25 cachets, 15 septembre 1833.

⁴ *Le Moniteur universel*, 3 août 1830. Lettre écrite par un passager à bord de la frégate *Jeanne d'Arc* commandée par le capitaine de vaisseau Lettré.

⁵ Camille Leynadier, *op. cit.*, p. 235.

⁶ A.M.A.E., M&D, Algérie, vol. 8.

aperçu deux frégates. L'une était française la *Duchesse de Berry*, l'autre était turque : la *Nessind Jaffeth*. Le vaisseau *Provence* avait mis en panne pour discuter. Tahir pacha voulait faire consentir au dey un arrangement avec la France. Sur instructions de Paris, de Clerval, commandant la division de blocus avait demandé à arrêter la frégate turque par la *Duchesse de Berry* et la faire escorter à Toulon. L'amiral turc vint à bord de la *Provence* et eut une entrevue avec l'amiral Duperré et le général Bourmont qui ne purent que confirmer les ordres ministériels. Après un échange de coups de canons en guise de saluts, le pacha retourna à son bord et les deux frégates mirent le cap au Nord. Le vaisseau *Provence* reprenait sa place en tête de l'escadre chargée de transporter l'armée. Arrivé à Toulon le 27 mai, Tahir pacha refusa la quarantaine. Il ne reçut pas à son bord les gardes de santé et ne procéda ni à la sereine, ni aux parfums. La sereine consistait à mettre à l'avant du navire les toiles, les pavillons et les hardes des matelots. Le 6 juin 1830, la frégate turque perdait un homme. Par manque de soin, l'épidémie risquait de se propager. Tahir pacha accepta finalement de se plier aux exigences sanitaires. Tahir pacha venait négocier et il pensait que la prolongation des hostilités en Algérie entraînerait pour les deux camps les combats les plus sanglants. Khalil efendi, un autre émissaire de la Sublime Porte, avait quitté Alger le 9 avril et avait laissé le dey dans une obstination qu'il n'avait pu vaincre. La mission de Taher pacha devenait inutile¹. Après sa défaite face à Bourmont, le dey renonce à s'installer en France, malgré les offres alléchantes qui lui sont faites. Le capitaine Lettré, par l'intermédiaire d'un interprète, lui indique que la France est un pays de libertés où il jouirait d'une vie douce, qu'il pourrait placer son argent dans les fonds publics qui lui rapporteraient 5%². Le dey décline l'invitation et il débarque à Naples le 5 août 1830. Sa vie s'achèvera en 1838 à Alexandrie.

Les derniers janissaires sont expulsés le 30 juillet 1830. On redoute à juste titre un soulèvement. Un complot est déjoué aux portes d'Alger le 2 août. Des mules conduites par des Algériens passent régulièrement devant les postes de garde lorsque l'on a l'idée de les stopper et des les fouiller. Des munitions sont découvertes. Se sentant découverts, les comploteurs massacrent cinquante Français dans Alger. La garnison placée en alerte démasque et arrête les conspirateurs. Après enquête, on se rend compte que deux mille Turcs sont encore présents dans la ville³. On les expédie à Smyrne. Embarqués au milieu d'une grande émotion, les Turcs gémissent et les femmes crient. L'amiral Duperré fait embarquer deux mille personnes, y compris des femmes et des enfants. Cette mesure énergique terrifie la population et tout symptôme d'agitation disparaît. Huit cents autres Turcs sont conduits à Vourla par le vaisseau la *Ville de Marseille*. Le gouverneur chargé de les accueillir prend pour les recevoir des dispositions très insuffisantes. Le drogman de l'ambassade de France le signale. Le gouverneur rétorque que la France a amené là des gens que personne ne veut et que si des blessés ou des femmes meurent, c'est leur destinée.

L'attitude des nations

Le consul anglais à Alger, Saint-John, prodigua sa sympathie au condamné à l'exil. Il répète inlassablement que les Anglais sont populaires à Alger, qu'il aimerait que son pays l'occupe à la place des Français. Sa politique active, ses bonnes relations avec les notables conduisent le bey Ahmed à lui offrir Bône et Constantine⁴. Après l'embarquement du dey, Saint-John surveille et dénature les actes de l'autorité française. Les ports de Malte et de Gibraltar regorgent de tuniques rouges. Saint-John implore son chef lord Aberdeen : « Dites-moi, je vous en prie, si vous voulez que j'empêche les Français de venir s'établir ici. En ce cas, je saurai provoquer une telle agitation chez les indigènes qu'ils ne pourront rien faire dans ce pays⁵. » Londres lui donne l'instruction d'observer la plus stricte neutralité. Il ne doit s'associer à aucun projet hostile fomenté contre les troupes françaises. Sur le ton de la plaisanterie, Eusèbe de Salle pense que les Anglais, sûrs d'eux, espèrent secrètement l'enlèvement des troupes françaises en Algérie. Dans son roman *Ali le renard*, il résume la position de Londres à propos de l'occupation d'Alger : « Bon ! se disait à part l'Angleterre, ce nouveau gouvernement maure capitulera devant six de mes habits bleus et quatre de mes habits rouges, et un beau matin, en ayant l'air de l'abandonner à une compagnie commerciale comme l'Inde, je me ferai souverain du pays et de la Méditerranée à la barbe de la France. »

Les puissances européennes ne sont pas prêtes de renverser Louis-Philippe qui est un rempart, une ancre de salut, contre la propagande révolutionnaire. Faire renoncer les Français à la conquête d'Alger, c'est continuer la révolution et desservir les Orléans. Si la monarchie de Juillet tombe, la république qui suivrait entraînerait en Europe des malheurs incalculables. Ce constat fait dire à Castellane dans ses Mémoires qu'il « faudrait donc une grande maladresse et une insigne faiblesse du ministère pour que notre occupation d'Alger ne fût pas consentie définitivement par les puissances. » Dès 1830, le gouvernement français prend la résolution de garder Alger. L'opinion de Louis-Philippe est arrêtée. Son intention est de conserver cette conquête dans le but d'y installer une

¹ A.M.A.E., Papiers d'agents, Desages, Afrique 35.

² A.N. mar. BB⁴ n°535. Rapport établi en rade de Toulon le 13 septembre 1830.

³ *Times* du 24 août 1830.

⁴ Jean Serres, *La politique turque en Afrique du Nord sous la monarchie de Juillet*, Paris, P. Geuthner, 1925, p. 68. P.R.O., lettre privée et confidentielle de Saint-John à Murray du 23 juillet 1830, Alger.

⁵ Augustin Bernard, *Histoire des colonies françaises et de l'expansion de la France dans le monde*, Paris, 1930, p. 113.

partie de la population française, d'écouler les produits des manufactures et de produire des denrées coloniales¹. Cette décision n'est pas facile à faire admettre au reste de l'Europe. L'annexion est d'abord bien perçue par la Russie qui ne voit aucune atteinte portée à ses intérêts fondamentaux. Elle donne à la France son approbation sans réserve. Le tsar Nicolas I^{er} déclare que la Russie « verrait avec plaisir la France conserver en Algérie un établissement assez formidable pour assurer à jamais la sécurité de la navigation dans la Méditerranée.² » Le roi de Suède, Bernadotte, exprime sa sympathie pour la politique d'expansion de Charles X en Algérie. Il dit à ses familiers que la France ne peut exister sans gloire, et que s'il avait assez d'hommes et de ressources, il prendrait volontiers part à cette campagne. Bernadotte s'exprime en vrai gascon : « Je répandrais volontiers les dix-neuf vingtièmes de mon sang pour la Suède, mais le surplus sera toujours à la disposition de la France.³ » Son neveu, Jean Bernadotte, s'était engagé en 1819. Il était sous-lieutenant depuis 1826 et fut affecté à un corps d'infanterie faisant la campagne d'Alger. Il avait permuté avec le sous-lieutenant Blaise, inapte au combat.

L'arrivée au pouvoir de Louis-Philippe en 1830 change tout. Le tsar, très inquiet et hostile aux idées libérales ou nationalistes françaises renonce à soutenir la France dans sa politique algérienne. La prise d'Alger a été accueillie favorablement par la Prusse, par certaines cours italiennes, et allemandes. Elle a eu l'adhésion de la Hollande. Le Danemark est ravi d'être affranchi des tributs qu'il payait à Alger, à Tunis et à Tripoli mais la France rencontre l'opposition formelle de l'Angleterre, de l'Autriche, la jalousie de l'Espagne et de la Sardaigne⁴. Les États-Unis d'Amérique demandent à être admis aux délibérations qui concernent la Méditerranée⁵ et accueillent favorablement la prise d'Alger mais le président américain, comme le roi d'Angleterre, écrivait régulièrement au dey, l'appelant « cher ami. » Le 1^{er} août 1830, une frégate américaine arrivait au large des côtes d'Alger et se plaçait entre le *Provence* et le *Breslau*. Elle ne salua pas le drapeau français. Le capitaine américain mit un canot à la mer et s'appretait à gagner la plage. Duperré s'empressa d'intercepter ce visiteur impromptu. L'Américain pensait qu'il arrivait dans une cité libre. « Lieutenant, lui répondit-on, le drapeau français flotte sur Alger, il faut vous soumettre aux lois et aux règles du conquérant. » Duperré se chargeait de les lui expliquer. L'officier américain regagna son navire et attendit la visite de l'amiral français. Les choses s'arrangèrent après explications⁶.

Le roi Charles-Félix de Sardaigne nourrit des ambitions sur les côtes d'Afrique du Nord. Dès l'époque de la Restauration, le royaume des Deux-Siciles occupait une position stratégique dans la diplomatie méditerranéenne. La Sicile était une base d'opérations pouvant contrebalancer l'influence anglaise qui s'exerçait depuis Malte. Blacas, ambassadeur du roi de France obtint cependant l'accord de Naples pour l'expédition d'Alger. Alliés de Charles X, les Bourbons de Naples étaient reconnaissants envers le comte Portalis, ministre des Affaires étrangères dans le ministère Martignac, d'être intervenu pour le rétablissement de la paix entre François I^{er} et le bey de Tripoli. Mais à Alger, la France avait à se plaindre de l'attitude du consul général des Deux-Siciles, Magliuolo, chargé de distribuer des secours aux prisonniers internés dans cette ville. Contrairement à son collègue piémontais, Dattili de la Tour, qui s'attachait avec zèle et loyauté à soulager les misères des sujets français sous la domination algérienne, Magliuolo s'ingérait d'une façon suspecte dans le conflit opposant le roi de France au dey Hussein. D'après des informations parvenues au cardinal Albani, secrétaire d'État de Pie VIII, Magliuolo était de connivence avec les pirates qui lui remettaient une part de leur butin. Le 1^{er} avril 1829, Portalis, le ministre des Affaires étrangères de Charles X, se plaignit officiellement du consul général des Deux-Siciles. Il écrivit au duc de Blacas : « Cet agent nous est signalé comme employant contre nous toutes les ressources de l'intrigue et de la malveillance. Il a entravé le plus qu'il a pu les négociations qui ont eu lieu pour le rétablissement de la paix et c'est lui principalement dont les suggestions ont contribué à entretenir le dey dans ses sentiments d'orgueil et d'opiniâtreté à l'égard de la France.⁷ » Le 13 avril 1829, Medici, ministre des Affaires étrangères de François I^{er} de Naples, mis au courant de la conduite de Magliuolo, offrit sur le champ au duc de Blacas le rappel de ce consul. On n'en demandait pas tant à Paris. On se borna donc à signaler à l'intéressé qu'une nouvelle plainte entraînerait son rappel. Magliuolo était averti. Le 29 avril, le duc de Blacas fut remplacé à l'ambassade de Naples par le vicomte de Lapasse, chargé d'affaires. Il était porteur d'une note qui précisait les griefs de Charles X contre le dey d'Alger. La conquête débarrasse les petits États méditerranéens de la piraterie. On se souvient que François Arago⁸ fut pris et capturé sous l'Empire⁹. Après avoir été prisonnier sur les pontons espagnols de Palamos, il fut inscrit sur la liste des esclaves du dey d'Alger. Il servit d'interprète sur les navires corsaires¹⁰. La mère du sultan

¹ Jean Serres, *op. cit.*, p. 61. A.M.A.E., M&D, Alger, vol. 6, f°285. Lettre de Gérard au ministre des Affaires étrangères, 12 novembre 1830.

² Bayram Kodaman, *Les ambassades de Moustapha Réchid Pacha à Paris*, Ankara, 1991, p. 45.

³ Dunbar Plunket Barton, *Bernadotte (1763-1844)*, Payot, 1931, p. 346.

⁴ Jean Serres, *op. cit.*, p. 62. *Note de Boislecorme sur Alger*, septembre 1830. A.M.A.E., M&D, Algérie, vol. 6, f°196.

⁵ A.M.A.E., M&D, France, vol. 725, f°60.

⁶ *Times* du 24 août 1830.

⁷ César Vidal, *Le royaume de Naples et la monarchie de Juillet, 1830-1835*, Paris, 1934, p. 3.

⁸ François ARAGO (1786-1853) est un célèbre astronome, membre de l'Académie des sciences à 23 ans. Il est député des Pyrénées orientales après la révolution de Juillet. Il siège à l'extrême gauche. Il ne faut pas le confondre avec son frère Victor (1788-1862), homme de lettres, qui voyage autour du monde à bord de l'*Uranie*.

⁹ Louis Blanc, *Histoire de dix ans*, Paris, Pagnerre, 1867, t. V, p. 135.

¹⁰ Louis de Loménie, *Galerie des contemporains illustres par un homme de rien*, « Arago », Paris, A. René, 1840-1847, t. II, p. 24.

Mahmud II était une Créole enlevée par des Barbaresques. La comtesse de la Ferté-Meun accompagnant sa fille, épouse du marquis de Rivière, l'ambassadeur du roi de France auprès de la Porte, connu pour avoir fait don à Louis XVIII de la Vénus de Milo, rapporta les funérailles de la sultane validé. La comtesse écrivit depuis Constantinople le 15 août 1817 : « On dit que la sultane défunte était française, d'origine américaine, et qu'elle était née à Nantes : on ajoute qu'à peine âgée de deux ans, ses parents s'embarquèrent avec elle pour l'Amérique, et qu'ils furent pris par un corsaire, qui les conduisit à Alger, où ils périrent. La petite fille fut achetée par un marchand d'esclaves, qui jugea, par sa beauté dans un âge si tendre, qu'elle pourrait un jour le dédommager amplement des soins qu'il lui prodiguerait. Il ne fut point trompé dans son attente ; à quatorze ans elle était d'une beauté éblouissante : vendue au dey d'Alger pour la comprendre dans le tribut qu'il doit au Grand-Seigneur, elle fut envoyée à Abdul Hamid, qui la trouva belle et l'éleva au rang de cadine, c'est-à-dire qu'il l'épousa. Elle lui donna Mahmoud, le sultan régnant. ¹ »

La régence de Tunis est bouleversée par la prise d'Alger mais son intérêt fait taire le fanatisme. C'est presque avec joie qu'elle apprend la chute d'une rivale. Le bey s'empresse d'offrir sa soumission à la France. Il conclut un traité le 8 août 1830. La course, l'esclavage des chrétiens et l'usage des présents sont abolis. En Libye, le bey de Tripoli, allié sans complexe du dey d'Alger, a été effrayé par les vaisseaux du roi de France conduits par l'amiral Rosamel au mois d'août 1830. Face à cette force navale qui s'est embossée devant ses chétives fortifications, informé des victoires françaises à Alger et de l'occupation de Bône, le bey s'est humilié. Il a promis de s'amender. Il s'est engagé par traité le 14 août à renoncer à la course, à ne plus réduire en esclavage les chrétiens et à payer une indemnité de 800 000 francs aux commerçants français que ses exactions ont lésés. Il remet immédiatement à l'amiral Rosamel 400 000 francs et garantit le reste du paiement dans l'espace d'un mois². Cette indemnité s'avère s'avère être bien supérieure aux possibilités beylicales. Quant au Maroc, c'est une autre affaire car ce pays risquerait d'être soutenu par la Grande-Bretagne. En août 1830, c'est la fin des déprédations, de l'esclavage des chrétiens, de la guerre de course et des lourdes contributions à payer aux Barbaresques mais, ne sachant pas où s'arrêterait l'occupation, la monarchie de Juillet évite de faire connaître publiquement ses vues pour ne pas soulever un conflit avec l'Angleterre. Le général Guilleminot, ambassadeur de France à Constantinople, estime qu'il y a un fond de vérité dans le bruit qui court selon lequel sir Robert Gordon conseillerait à la Porte d'envoyer une escadre sur les côtes d'Afrique pour soutenir les droits du sultan. Elle devait y trouver l'appui d'une flotte anglaise. Les ministres turcs rejettent cette offre en demandant comment on peut conseiller à l'Empire ottoman, faible comme il l'est, de se mettre en lutte contre la France. Mais au moment où la révolution de 1830 éclate, la Porte se montre disposée à tenir tête au sujet de la question d'Alger. Elle laisse au gouvernement de Juillet le temps de la réflexion puis elle réclame officiellement, le 25 décembre 1830, la restitution d'Alger. La politique française est devenue différente de celle de la Restauration. La France déclare son intention de ne pas abandonner l'Algérie à l'Empire ottoman. En face de l'attitude catégorique du gouvernement de Juillet, la Sublime Porte cherche le soutien de la Grande-Bretagne mais le cabinet de Saint James³ ne souhaite pas entrer directement en conflit avec le gouvernement libéral de Louis-Philippe. L'Angleterre continue cependant à inciter Constantinople à agir contre la France. Le premier ministre anglais Wellington et lord Aberdeen, son ministre des Affaires étrangères, gardent rancune à la France de Charles X de l'assistance morale qu'elle a prêtée au tsar Nicolas dans sa guerre contre la Turquie et à Polignac, sa persistance à mener l'expédition d'Alger. Dès le 13 août 1830, l'ambassade de France à Londres signale un changement d'attitude de l'opinion britannique qui, finalement reste divisée et incertaine face à la question d'Alger⁴.

L'incertitude causée par la révolution de juillet

Eusèbe de Salle (1796-1873) raconte une scène où un petit nombre d'officiers du corps expéditionnaire apprend la révolution de Juillet, probablement par un ou deux exemplaires des journaux marseillais ou toulonnais arrivés avec des bâtiments de commerce⁵. Le dimanche 8 août 1830, l'état-major général est réuni autour d'un autel où se célèbre la messe. Un officier lit discrètement un message annonçant les événements parisiens puis passe l'écrit à son voisin et se retire. Le geste se répète plusieurs fois. La nouvelle circule de main en main jusqu'à ce que l'office religieux se vide complètement. Dans l'immédiat, Bourmont ne réagit pas. Il déclare : « Quoique je fisse, je ferais mal ; il vaut donc mieux ne rien faire. ⁶ » L'ordre du jour stipule seulement que des bruits étranges circulent dans l'armée mais que le commandant en chef n'a reçu aucun avis officiel. Malgré la loyauté des soldats, les sentiments qui agitent le pays les animent. L'ennui et le découragement gagnent du terrain. Les troupiers veulent retourner en France. Dans l'après-midi, un navire de guerre mené par le capitaine Abel Aubert Dupetit-Thouars confirme la

¹ Barbara Chase-Riboud, *La Grande Sultane*, Albin Michel, 1987, pp. 9-11. Comtesse de la Ferté-Meun, lettre LXXXVII, *Lettres du Bosphore* publiées anonymement à Paris en 1820.

² A.M.A.E., M&D, France, vol. 725.

³ Le palais de Saint James est la résidence du roi d'Angleterre.

⁴ A.M.A.E., M&D, France, vol. 725.

⁵ Eusèbe de Salle, *op. cit.*, t. II, p. 348.

⁶ Berthezène, *op. cit.*, p. 138.

révolution de Juillet. Le 10 août, c'est un navire de commerce et une dépêche télégraphique qui annoncent à Bourmont les « trois journées ». Le 13, un télégramme du général Gérard, désormais ministre de la Guerre à la place du maréchal Bourmont, confirme le succès de la révolution. Démis de ses responsabilités ministérielles mais restant commandant du corps expéditionnaire en Algérie, Bourmont rappelle les détachements d'Oran, de Bône et de Bougie. Les régiments sont regroupés autour d'Alger. La situation extérieure, devenue trouble en Europe à la suite des événements de Juillet en fait un devoir. Les Français évacuent les ports de la côte dont les positions ne peuvent être ravitaillées que par mer. On ne sait pas, à ce moment, si l'on resterait en paix avec l'Europe. Une attaque de l'Angleterre est à prévoir. Le colonel de Goutefrey reçoit l'ordre de faire sauter les forts d'Oran dirigés vers la mer afin de pouvoir réoccuper la ville dès que possible. Damrémont¹ évacue Bône le 18 août. Le maréchal Bourmont est inquiet. Connaitra-t-il le sort funeste d'une nouvelle Terreur ? Une lettre de Gérard le rassure : « D'heureuses circonstances vous ont séparé de vos collègues; la France vous sait gré de vos succès et le gouvernement saura vous récompenser de vos services. » Bourmont convoque ses officiers et écoute leurs avis. Toutes les mesures prises pour l'occupation du pays sont remises en question. L'organisation des premières unités de zouaves est suspendue. Loin d'atteindre les deux mille recrues prévues initialement, le lieutenant général de police à Alger, d'Aubignosc, ne peut aligner que cinq cents zouaves fournis par la tribu des Zouaoua. Le 16 octobre 1830, le premier bataillon compte 404 zouaves. Ce sont des Turcs, des noirs, des Kabyles, des habitants originaires de Blida, des Marocains et quatre ou cinq Espagnols². Hadj Abrachman Kenni, ancien fournisseur de soldats aux Turcs, est nommé aga des troupes indigènes. Le capitaine Maumet attaché à l'ambassade de France à Constantinople au début de 1830, avant d'être affecté à l'armée d'Afrique, est chargé d'habiller les premiers zouaves³. La tenue est l'habillement maure pour les officiers, sous-officiers et soldats. Le paquetage se compose d'une calotte rouge ; d'un turban vert ; de deux chemises ; d'un gilet ; d'une veste avec manches et une culotte, en toile de coton ; d'une ceinture en toile de coton bleu ; d'un gilet sans manches fermé par devant ; d'une veste avec manches et un pantalon court, en drap bleu ; une paire de souliers. L'armement est celui de l'infanterie française, c'est-à-dire un fusil avec baïonnette. Une giberne turque complète l'équipement.

Les ultras veulent ramener l'armée en France et marcher sur Paris pour écraser les têtes de l'hydre révolutionnaire. Les libéraux s'y opposent mais les officiers de l'état-major dévoués à Charles X font savoir que tout autre parti provoquerait leur démission. Le roi et la famille royale auraient quitté Paris avec les débris des troupes restées fidèles. Il faut courir à son aide, rembarquer, former une unité d'élite et utiliser les bateaux de la maison Sellières si Duperré refuse son concours⁴. Bourmont émet l'avis de repartir en France, de laisser en Afrique Afrique du Nord 12 000 hommes, d'aller retrouver à Toulon la division de réserve, de marcher sur Lyon avec toutes ces troupes et les mettre au service du roi. La Bretagne et la Provence, régions légitimistes, seraient d'excellents points d'appui. L'apparition inopinée de l'armée d'Afrique sur le territoire français rallierait tous les royalistes et Bourmont sauverait la monarchie française. Le projet est approuvé par les officiers dévoués mais d'autres, peu favorables à la politique du ministère Polignac, sont loin d'être enthousiastes. L'armée, suivant eux, devait suivre le mouvement et la fortune du pays. Malgré la loyauté des soldats, les sentiments qui agitent le pays se retrouvent en leur sein. Un conflit risque d'éclater parmi les troupes françaises, devant l'ennemi. Les marins, représentés à la réunion par le contre-amiral Mallet, refusent une tentative de réaction. À l'issue de débats orageux, trois généraux sont délégués pour demander à Duperré s'il a les moyens de transporter l'armée. Peine perdue, Duperré n'a pas l'intention de prêter ses vaisseaux à un débarquement en France pour restaurer l'ancienne dynastie. De plus, des désaccords avaient déjà éclaté entre lui et Bourmont à propos du sort réservé au dey. Duperré avait souhaité conduire Hussein en France comme prisonnier de guerre⁵. Et Duperré a surtout envoyé son adhésion au gouvernement provisoire. Louis-Philippe l'élève à la dignité d'amiral et de Pair de France par une ordonnance du 13 août 1830⁶. Le 31 août, c'est sa ville natale de La Rochelle qui lui décerne une épée d'honneur. Les journaux et les dépêches confirment les événements de Juillet. Charles X s'est retiré. Louis-Philippe est légalement installé. Les illusions s'effondrent. Le doute n'étant plus permis, un conseil est tenu. Les débats houleux permettent de dégager une majorité qui se rallie au nouveau pouvoir. Les caisses ne contiennent plus qu'un mois

¹ Charles-Marie comte Denys de DAMRÉMONT est né le 8 février 1783 à Chaumont. Il fut admis à l'École militaire de Fontainebleau le 16 mai 1803. En 1804, il intègre le 12^e régiment de chasseurs à cheval comme sous-lieutenant. En 1807, il est aide de camp du général DeFrance. Il sert ensuite sous les ordres du général Marmont. Il participa à la plupart des campagnes de l'Empire, celle de 1806 et de 1809, notamment en Dalmatie. Il prit part aux campagnes d'Espagne et du Portugal en 1811-1812. Aux côtés de Marmont, il signa le traité de Chevilly en 1814. Pendant les Cent-Jours, il passa colonel. Resté sous les ordres du duc de Raguse pendant la Restauration, on lui confia le commandement de la légion de la Côte d'Or. Promu le 25 avril 1821 maréchal de camp, il eut un commandement dans le 5^e corps de l'armée des Pyrénées en 1823. Entre 1823 et 1823, il fut successivement inspecteur de l'infanterie, membre d'une commission de révision de manœuvres de cette arme, et attaché à une ambassade extraordinaire en Russie. En 1830, il faisait partie de l'expédition d'Afrique où il commandait une brigade dans la division Loverdo. Le 13 décembre de la même année, il fut élevé au grade de lieutenant général. De retour en France, on lui confia la 8^e division militaire en 1832. Le 12 février 1837, le roi le nomma gouverneur général des possessions françaises dans le nord de l'Afrique. Il fut tué par un boulet lors du second siège de Constantine.

² Lieutenant-colonel Dutailly, « Les premiers Zouaves, 1830-1841 », *Revue Historique des Armées*, n° 4, 1978.

³ Paul Azan, *L'armée d'Afrique de 1830 à 1852*, Paris, Plon, 1936, p. 34.

⁴ Alfred Nettement, *op. cit.*, p. 541.

⁵ *La Revue maritime*, 1923, p. 612.

⁶ S.H.M., dossier des personnels, CC⁷ n° 777, Duperré. Lettre de Duperré, vaisseau l'Alger, baie d'Alger, 19 août 1830.

de solde et les magasins ne renferment plus que deux mois de vivres. Les demandes de retour en France deviennent extrêmement fréquentes. Bourmont écrit : « Je suis convaincu qu'il est dans l'intérêt du Gouvernement de ne refuser que rarement l'autorisation de partir, et de faire remplacer ceux qui ont fait la campagne par d'autres qui arriveraient pleins de force et d'ardeur. Pour ceux-ci même, il serait nécessaire de créer quelques moyens de distraction comme des cabinets de lecture, des concerts, et même, s'il était possible, des représentations théâtrales.¹ » Le 16 août 1830, à huit heures du matin, le drapeau fleurdelisé est abaissé cependant que le tricolore est salué, par vingt et un coups de canon. Les couleurs abandonnées en 1815 flottent sur Alger. Furieux, une trentaine d'officiers, partisans des Bourbons, démissionnent. Les officiers les plus exaltés parlent de trahison. L'accusation est exagérée mais les détracteurs de Bourmont aiment rappeler que cet ancien chouan, n'a pour son principal fait d'armes que sa désertion à la veille de Waterloo. Le maréchal a également la réputation d'être un beau parleur, un intrigant et un paresseux. En se rendant à Toulon, avant le départ de l'expédition, les soldats chantaient² : « Alger est loin de Waterloo, / On ne déserte pas sur l'eau, / De notre général Bourmont, / Ne craignons pas la trahison. »

L'épuration de 1830 a été la plus grande épuration du XIX^e siècle³. Dans l'urgence, le personnel diplomatique est changé, comme le rappelle, le duc de Broglie : « Ce qui pressait le plus, c'était d'entrer en rapport avec les puissances étrangères. » Le général Belliard est envoyé à Vienne. Le comte de Lobau à Berlin. Le général Athalin, aide de camp du roi, ainsi qu'un chargé d'affaires, de Bourgoing, se rendent à Saint-Petersbourg. Seul Saint-Priest, ambassadeur de Charles X à Madrid, est momentanément autorisé par Louis-Philippe à rester en Espagne. Saint-Priest profite d'une telle clémence et continue de paraître la cocarde blanche, à son chapeau. Le maréchal Bourmont, en Algérie, est remplacé par le général Bertrand Clauzel. Cette annonce incite Bourmont à remplir ses devoirs sans passion. Un officier de marine décrit la situation dans son journal : « Le général Clauzel est attendu ici avec la plus grande impatience par l'armée de terre, et surtout par nous, pour qui son arrivée sera, à peu de jours près, celui du départ... L'armée a le plus grand besoin d'un chef. Il ne part pas un bâtiment qui ne soit encombré de malades, et surtout d'officiers qui abandonnent leur régiment ; le désarmement des forts va très lentement ; les travaux languissent ; les munitions, les approvisionnements se gaspillent plus qu'à l'ordinaire ; les soldats souffrent ; enfin tout se ressent de la mollesse des chefs et de la fausse position dans laquelle ils se trouvent.⁴ » On peut comprendre les hésitations de Bourmont. La sanction est sévère à l'égard du vainqueur. Duperré, son rival, est promu amiral de France. Lui, Bourmont, est accusé de vol. En Grèce, le corps expéditionnaire de Morée ne subit aucune épuration. Le chef de bataillon Marnier se rend en France pour y porter l'adhésion des troupes au régime de Juillet⁵. Les serviteurs de l'État ont de bonnes raisons de se rallier à Louis-Philippe car le 27 septembre 1830, la Chambre vote la mise en accusation des ministres de Charles X. « Il ne faut pas oublier ici que cette expédition entreprise par le gouvernement déchu, dans son propre intérêt, et contre le vœu et l'intérêt du pays, n'était pas alors aussi populaire qu'elle l'est devenue depuis, à mon regret, écrit le duc de Broglie, et que peu s'en fallut qu'elle ne figurât à titre de grief dans le procès des ministres.⁶ » Montalembert affirme dans une opinion contraire : contraire : « Je considère cette possession comme tellement importante aux intérêts de la France que le ministre qui signerait l'ordre de son évacuation mériterait à mes yeux d'être traduit à cette barre, coupable de haute trahison envers l'État. »

Dans la régence, les combats se poursuivent. Pendant le mois d'août 1830, ce sont 60 000 bédouins qui attaquent Alger. Berthezène les repousse avec 15 000 hommes. Agitant les populations arabes, le bey de Constantine engage la bataille. Le général Damrémont subit l'attaque des Zerdèses, tribu belliqueuse et nombreuse. La puissance de feu de l'artillerie française les contraint à attaquer la nuit. Quelques coups de fusil, partis de la plaine, annoncent l'approche des assaillants. Une redoute où se trouve le général Damrémont couvre la position. À la faveur de l'obscurité, les Arabes évitent le feu de cet ouvrage et s'approchent d'un autre retranchement qui n'est pas dans un complet état de défense. Une faible distance les en sépare lorsqu'ils s'élancent vers les parapets avec de grands cris. Un feu très vif les oblige à battre en retraite. Cet échec n'abat pas leur courage. Les attaques sont renouvelées avec plus de vigueur. Quelques guerriers franchissent le fossé et se font tuer à coups de baïonnette sur les parapets et à travers les meurtrières. Parmi les morts gît le beau-frère du bey de Constantine⁷. Découragés, battus, les Arabes s'enfuient en désordre. Le bey de Constantine Hâdji Ahmed resté fidèle au dey d'Alger a livré un combat inégal et non préparé. Ahmed est contraint de se replier à Constantine où les Turcs qu'il a laissés se sont révoltés contre son autorité et ont élu pour bey son lieutenant Hamoud ben Chaker. Une révolution s'opère, rétablit Ahmed et met à mort le comploteur. Les Arabes semblent subitement moins hostiles. Plusieurs cheiks se réunissent et demandent l'alliance de la France. Ce fait est remarquable car depuis

¹ Paul Azan, *op. cit.*, p. 38. Lettre de Bourmont au ministre de la Guerre, Alger, 21 août 1830.

² *Ibid.*, p. 20. Castellane, *Journal du maréchal de Castellane, 1804-1862*, Paris, Plon, 1895-1897, t. II, p. 340.

³ Jean Tulard, *Les épurations administratives, XIX^e et XX^e siècles*, Paris, Droz, 1977, p. 57.

⁴ Paul Azan, *op. cit.*, p. 38. Joseph Kerviler, *Souvenirs d'un vieux capitaine de frégate*, t. II, pp. 123-124.

⁵ S.H.A.T. D² n°4.

⁶ Duc de Broglie, *Souvenirs 1785-1870*, Paris, Calmann Lévy, 1886, t. IV, p. 68.

⁷ *Le Moniteur universel*, 17 octobre 1830.

l'expulsion des Turcs d'Alger, ceux de l'intérieur font tous leurs efforts pour déterminer les tribus à continuer la guerre¹. Le colonel de Frescheville est d'ailleurs égorgé, après s'être aventuré dans la campagne, à deux kilomètres du fort Bab-Azzoun.

L'arrivée du général Clauzel, le départ du maréchal Bourmont

Le 2 septembre 1830, le nouveau commandant en chef, le général Bertrand Clauzel, arrive à bord de *l'Algésiras*. Ses états de service sont brillants². Né à Mirepoix dans l'Ariège le 12 décembre 1772, il fut à l'époque du Directoire nommé général. Il n'avait que 27 ans. Il prit part à l'expédition de Saint-Domingue où il épousa une créole. Siégeant à la Chambre des députés depuis 1827 sur les bancs des libéraux, le premier soin de la monarchie de Juillet est de le rappeler au service. Lorsqu'il vient prendre le commandement du corps expéditionnaire d'Alger, il est fringant. En 1830, Clauzel a 58 ans. Il reste capable de sabrer à la tête de ses troupes. Il conçoit sa mission en actes qui ont pour but de rendre l'occupation « formelle, invincible, inattaquable et paisible ». Son arrivée redonne le moral aux soldats. Il est tenu pour instruit, d'esprit ouvert et d'un caractère droit. Il publie en arrivant une proclamation dans laquelle il annonce à l'armée les événements qui ont eu lieu à Paris et en France à la fin du mois de juillet, la déchéance de Charles X, et l'avènement de Louis-Philippe « qui réunissait, dit-il, à la légitimité du droit, la légitimité du choix et de la nécessité [...], et sous qui tous les droits de l'armée seraient religieusement respectés. »³ Pour apprivoiser les bonapartistes, Louis-Philippe se résout à en réintégrer un grand nombre dans l'armée. Louis Pélissier, capitaine au 35^e régiment d'infanterie de ligne écrit, depuis le campement près d'Alger, le 30 août 1830 : « Nous allons être inondés de voltigeurs de Bonaparte. »⁴ Auguste Jal, en France, publie un article où il engage le ministre de la Marine à rester sourd aux sollicitations des demi-solde⁵ : « Il ne faut pas, disais-je, que ceux qui se sont moqués en 1815, des *Voltigeurs de Louis XIV*, puissent être appelés : les Voltigeurs de Bonaparte. »⁶ Le corps expéditionnaire envoyé à Alger est étonné de voir arriver de vieux et rancuniers officiers supérieurs revêtus des uniformes de la vieille armée de l'Empire. Arrivent ainsi accoutrés avec Clauzel : le général Delort, le général Boyer dit le Cruel, le général de division Gazan et le colonel Marion. Changarnier se plaint du versement des héros de Juillet dans le 2^e léger. Réputé légitimiste, Changarnier répond violemment aux provocations. Il donne un coup d'épée et tire le pistolet. Il blesse un capitaine à l'épaule et à la poitrine son chef de bataillon. Ces rixes retardent son avancement.

Les collaborateurs de Bourmont n'attendent pas pour rentrer en France. Les uns, comme Denniée et Poret de Morvan, le font pour raisons privées. D'autres, comme des Cars et le général Clouet, partent, car ils refusent de reconnaître le régime de Juillet. Berthezène affirme que les premières proclamations de Clauzel ne rassurent pas l'armée. Celle qui annonce la création d'une commission d'enquête est très mal accueillie. Clauzel a reçu l'autorisation de Louis-Philippe pour nommer aux places vacantes par suite de morts ou de démissions. Pour relever le moral, il pense donner satisfaction au corps des officiers par des promotions. « Presque tous les capitaines d'état-major furent nommés chefs de bataillon, écrit Claude-Antoine Rozet (1798-1858), et les lieutenants, capitaines. Plusieurs officiers venus avec le général reçurent aussi un grade, quoiqu'ils n'eussent encore rien fait que la traversée de Toulon à Alger ; on voulut peut-être récompenser leurs exploits futurs. Ces faveurs firent beaucoup murmurer l'armée, et particulièrement les officiers qui avaient fait la campagne sans rien obtenir. »⁷ Clauzel propose au capitaine Clouet d'être nommé chef de bataillon. Clouet demande s'il est affecté au 14^e de ligne. Il lui est répondu négativement. Clouet argue que son grand-père et son père ayant servi au 14^e de ligne, il ne peut accepter la promotion. Une place se libère au 14^e de ligne. Clouet y est nommé. Le jeune Mac Mahon est proposé pour recevoir la Légion d'honneur. Il la refuse.

¹ S.H.A.T. IH4.

² Neveu du conventionnel Jean-Baptiste Clauzel, Bertrand CLAUZEL (1772-1842) entre dans la garde nationale de Mirepoix en juillet 1789. Il est sous-lieutenant au 43^e de ligne en 1791. Il est capitaine de chasseurs à cheval l'année suivante, servant sur les Pyrénées de 1792 à 1795. Il participe à la campagne d'Italie et commande à Bologne lors de la retraite de Schérer. Il prend part à l'expédition de Saint-Domingue. Général de division en 1802, il a diverses affectations en Hollande, Italie et Dalmatie. Il est gouverneur de Raguse en 1807. À Wagram, il commande la 2^e division d'infanterie du XI^e corps d'armée (armée de Dalmatie-Marmont) et n'intervient pas directement dans les combats. Baron de l'Empire en 1810, il est envoyé en Espagne sous le commandement de Junot et de Masséna. Il assiège Ciudad Rodrigo. Il est blessé à la bataille de Salamanque. Il dirige la retraite de l'armée de Portugal et la ramène en Espagne. En janvier 1813, il commande l'armée du Nord de l'Espagne qui bat en retraite vers la France où il combat jusqu'au mois d'avril 1814. Louis XVIII le fait comte et inspecteur général de l'infanterie. Il est un des premiers à se rallier à Napoléon I^{er} lors des Cent-Jours. Il force la duchesse d'Angoulême à quitter Bordeaux et il reçoit le commandement du corps d'observation des Pyrénées Orientales. Il est contraint de s'exiler aux États-Unis lors de la seconde Restauration. Amnistié en 1820, il est élu député de Rethel en 1827. Il commande l'armée d'Afrique après la chute de Charles X. Il est fait maréchal de France en 1831. Gouverneur général de l'Algérie en 1835, il échoue l'année suivante devant Constantine. Contraint à une retraite désastreuse, il est relevé de ses fonctions. Il meurt au château de Secourrieu à Cintegabelle le 21 avril 1842.

³ Société de militaires et de gens de lettres, *op. cit.*, p. 335.

⁴ Pierre Guiral, Raoul Brunon, *Aspects de la vie politique et militaire en France à travers la correspondance reçue par le Maréchal Pélissier (1828-1864)*, Paris, Bibliothèque nationale, 1968, p. 28.

⁵ Le bonapartiste Maurice PERSAT sert en Algérie comme adjudant de place à Bône en juillet 1830. Il mentionne le cas de la réhabilitation dans l'armée française du chouan Curel qui commande à Bougie en 1833. Curel a été fait capitaine de gendarmerie au Mans par les Bourbons en 1815. Gouvion-Saint-Cyr l'a mis à la retraite avec une pension de 1 800 francs. Le gouvernement de Louis-Philippe le réintègre.

⁶ Auguste Jal, *op. cit.*, p. 66.

⁷ Paul Azan, *op. cit.*, pp. 45-46. Rozet, *Relation de la guerre d'Afrique pendant les années 1830 et 1831*, Paris, F. Didot, 1832, t. II, pp. 30-31.

Le général Clauzel est un familier des tâches de l'administration territoriale. Sous l'Empire, il a été gouverneur des provinces illyriennes. Fidèle disciple de Bonaparte, il n'est pas hostile à l'idée d'une délégation de pouvoir à des notables inféodés. C'est pour lui le seul moyen de se maintenir en l'absence de troupes suffisantes. Rallié à Napoléon sous les Cent-Jours, Clauzel a dû s'exiler et il est devenu planteur en Louisiane. Il a été séduit par les plantations de canne à sucre et de coton. L'une de ses premières initiatives en Algérie est donc d'ouvrir une ferme modèle à El-Harrach pour y prouver le bien-fondé de ses conceptions. Clauzel autorise la formation d'une société, sous le nom de *Ferme expérimentale d'Afrique*. Il lui donne un long bail avec faculté d'acquérir la ferme dite du Dey et mille hectares de terres adjacentes sur les bords de l'Aratsch. Le fonds social représente 200 000 francs divisés en 400 actions de 500 francs chacune payable par quarts. Le conseil d'administration est présidé par Cadet Devaux. Le but de cette entreprise est la préparation de la colonisation par des essais de cultures d'indigo, coton, garance, mûriers et autres produits réclamés par la France. Le général Berthezène participe à cet effort et apporte avec lui des jeunes plants de mûriers nains de l'Ardèche¹. Le maréchal Bourmont est rappelé en France. Avant de quitter Alger, il remet à Clauzel son serment à Louis-Philippe, mais les esprits sont trop surexcités contre les anciens ministres de Charles X, pour que son retour dans l'hexagone soit possible. Clauzel le lui déconseille formellement. D'après Berthezène, qui relate les bruits du quartier général, Bourmont redoute un débarquement dans le Midi de la France, il ne veut pas subir le même sort que celui du maréchal Brune qui avait été lynché à Avignon en 1815. Sa peur n'est pas sans raison. Toutes les haines accumulées depuis quinze ans sur sa tête, toutes les fureurs longtemps comprimées contre le transfuge de Ligny, contre l'accusateur de Ney, explosent avec une violence inouïe. Chateaubriand l'avait surnommé le « traître aux beaux yeux de couleuvre. » À Marseille, les douaniers ouvrent le cercueil de son fils, Amédée de Bourmont, tué sous Alger, sous le prétexte effroyable que le maréchal y aurait dissimulé les bijoux du dey. L'acte est une monstrueuse profanation. Les entrailles sont fouillées afin d'y chercher l'or supposé caché². Bourmont ne mérite pas tant de malheurs et de vexations. Victor Hugo évoquant l'homme n'oublie pas que le conquérant d'Alger était du nombre des généraux qui assistaient, le 30 janvier 1828, aux funérailles³ de son père.

Après avoir fait ses offres de service à Louis-Philippe, Bourmont se ravise et sollicite l'autorisation de voyager en Italie ou en Belgique. Il veut s'exiler. Finalement, il décide de rejoindre les rangs carlistes en Espagne. Demandant à Duperré de le faire conduire à Mahon, dans les Baléares, il songe à utiliser le bateau à vapeur *Sphinx*, normalement tenu en réserve au service du commandant en chef. L'amiral refuse, sous le prétexte qu'il ne peut sans autorisation du ministre effectuer un transport à l'étranger. Duperré s'est montré moins tatillon, quelques semaines avant, en faisant conduire Hussein en Italie sur l'une de ses plus belles frégates. « L'armée, assure Berthezène, jugea sévèrement la décision du commandant de la flotte. » Le conquérant d'Alger nolisé à ses propres frais un petit brick de commerce autrichien, *l'Amatissimo*, commandé par le capitaine Gagrizza. Il s'embarque, le 3 septembre, avec deux des quatre fils emmenés avec lui en Afrique. Des deux autres, le cadavre de l'un, Amédée, est déjà rentré en France dans une bière profanée et son frère, Louis, était allé porter à Charles X les trophées conquis par son père. Le départ du maréchal se fait dans la clandestinité. Le seul officier qui l'accompagne jusqu'à la mer est Lamoricière. Personne ne le suit à bord. Il est traité comme un pestiféré, ce qui semble particulièrement injustifié car « il faut rendre cette justice au maréchal de Bourmont, dit Raynal, qu'il était impossible de se conduire avec plus de prudence et de modération qu'il ne l'a fait lorsque la nouvelle des événements de Juillet est venue frappée l'armée d'étonnement. Il a évité la guerre civile et donné l'exemple de la soumission en prenant lui-même la cocarde tricolore et en faisant arborer le drapeau tricolore sur la Casbah. » L'enseigne de vaisseau Kerviler exprime le sentiment général de l'armée : « Ce départ précipité et obscur d'un homme qui venait d'occuper les plus hauts grades de l'État, qui la veille commandait encore à 30 000 baïonnettes, qui avait perdu deux de ses fils dans la campagne, car M. de Trélan était au moins son fils adoptif, présentait un caractère d'infortune qui me fit d'autant plus d'impression et de peine que M. de Bourmont était regardé par tous ceux, même d'une opinion conforme à la sienne, qui ont pu le voir de près, comme un homme faible et sans énergie, coupable de la désorganisation de l'armée, mais incapable d'avoir fait le moindre tort à personne.⁴ »

Au moment où le brick qui porte Bourmont double la pointe Pescade, une batterie du littoral, salue par une salve. En haute mer, un incident se produit. Quand l'illustre passager est monté à bord, le capitaine Gagrizza a remarqué qu'il serrait précieusement contre sa poitrine un coffret soigneusement fermé. Bagage très précieux, le maréchal n'a voulu le confier à personne. Nul doute aux yeux du capitaine autrichien qui connaît les bruits courant à Alger, la boîte contiendrait les diamants du dey frauduleusement enlevés par Bourmont. Remarquant avec stupéfaction qu'elle reste bien en évidence sur la table de sa cabine, le capitaine conseille au maréchal de laisser son trésor un peu moins à la portée de ses matelots. « Ce coffret ne saurait tenter personne. Il renferme le cœur de

¹ Antoine de Juchereau de Saint-Denys, *op. cit.*, p. 294.

² Alfred Nettement, *op. cit.*, p. 554.

³ Victor Hugo, *Choses vues 1830-1848*, Gallimard, 1997, p. 366.

⁴ Paul Azan, *op. cit.*, p. 39. Joseph Kerviler, *Souvenirs d'un vieux capitaine de frégate*, t. II, p. 126.

mon fils !¹» Le brick *l'Amatissimo* met neuf jours pour accomplir la traversée d'Alger à Palma. Au lazaret de Palma, Bourmont fait sa quarantaine. Il y retrouve les Turcs, débris de la milice du dey, qu'il a fait expulser d'Alger. Ironie de l'histoire où vaincus et vainqueur se rencontrent. Arrivé en Angleterre, Bourmont disposerait toujours d'une partie de l'armée d'Afrique². Des conciliabules se tiennent fréquemment à Londres mais Clauzel reconnaît n'avoir aucune inquiétude. Quelques jours plus tard, le vice-amiral Duperré ramène sa flotte à Toulon, sans éprouver d'autre contrariété que la révolte d'un équipage : celui de *la Bellone*³.

Le général Clauzel trouve Alger dans un état lamentable. Les Turcs ont été expulsés à la suite du dey et de ses janissaires. Les familles ont été entassées dans des bateaux où beaucoup ont trouvé la mort. On a fait main basse sur les biens laissés vacants par leurs propriétaires expulsés ou enfuis. Les mosquées et les fondations pieuses sont occupées puis transformées en casernes. Dans toute l'étendue de la régence, il ne reste plus que 5 000 Turcs. Le nouveau commandant en chef lance une proclamation solennelle jurant de respecter la propriété des terres et les mosquées. L'armée française se sent abandonnée et incomprise. Les hommes sont mal nourris, sans hygiène et habillés de façon aberrante pour le climat : col boutonné en crin, shako de vingt centimètres de haut. Ils sont éprouvés par les conditions d'une guerre dont ils découvrent la cruauté. Entre le 14 juin et le 31 août 1830, les Français ont eu 409 tués au combat ou morts des suites de leur(s) blessure(s), 718 décèdent de maladie. Le nombre des blessés s'élève à 2 061⁴. Les Français sont la proie de la vermine, des fièvres et de la dysenterie. Les hôpitaux sont submergés. Clauzel essaie d'améliorer le sort du soldat. Chacun reçoit un pantalon de drap et une paire de souliers. Tous trouvent dans les maisons réquisitionnées un abri. La saison des pluies commencent. Un séjour prolongé des hommes sous la tente aurait infailliblement occasionné de nombreuses maladies à un moment où dans les hôpitaux militaires se trouvent déjà 2 300 malades.

La poursuite de la conquête

En septembre 1830, il faut continuellement guerroyer. Le bey de Titteri menace de marcher à la tête de 200 000 hommes et de jeter les Français à la mer. Fanfaronnant, il annonce aux consuls étrangers une attaque qu'il doit conduire bientôt. Le général Boyer pousse une reconnaissance dans la Mitidja où il ne rencontre que deux cents hommes qu'un coup de canon disperse aisément. Le fils du bey menace maintenant les avant-postes. Il déclare hautement qu'il va être maître d'Alger. Avec le reste des troupes de son père, il s'approche. Il est chassé par une simple patrouille de l'armée française. Les garnisons turques de Mascara, Tlemcen et Mostaganem sont contrôlées. « Les attaques du bey de Titteri sont peu redoutables, et l'armée les attend avec une confiance qui ne s'est jamais démentie », a confié le maréchal Bourmont. Rapidement, il est mis en évidence la nécessité d'avoir des troupes d'infanterie légère adaptées au pays. Des bataillons formés d'insurgés de Juillet, dont le gouvernement veut se débarrasser en hâte, sont envoyés en renfort. On les appelle les « Bédouins français ». Le prince de Joinville les décrit : « Le rang se composait en majorité d'Arabes jambes nues et pieds chaussés de savates, entremêlés de voyous parisiens tirés des régiments de la Charte, la plupart en blouse et casquette. Bien des sous-officiers sortaient de la garde royale et en portaient encore la capote bleue. ⁵ » Ces volontaires ne viennent pas uniquement de Paris mais de tous les départements français, de toutes les nations européennes. D'abord destinés à l'Espagne, ils sont envoyés en Algérie. Pour Berthezène, ils ne sont que la réunion de toutes les infirmités morales et physiques. Sur les 4 500 hommes qui abordent en Afrique, un tiers est impropre à tout service ou à tout travail. On songe très vite à créer des corps indigènes. Les spahis, les zouaves, puis les chasseurs d'Afrique et les étrangers de la Légion répondent aux besoins de la guerre coloniale. Il faut observer que, dès les premières opérations de pacification, les autorités militaires comme les autorités civiles considèrent la cavalerie comme la seule arme capable, en raison de sa mobilité, de maintenir l'ordre à l'intérieur des terres : « Dans les plaines, la cavalerie est l'arme principale ; la plupart du temps, elle tient seule la campagne. ⁶ » C'est pour faire face à cette situation, qu'un corps de cavalerie indigène est progressivement mis en place.

L'idée d'avoir une force publique spécifique composée d'indigènes, séparée des corps de spahis, voit le jour dès 1830. Un rapport rédigé par le duc de Dalmatie, adressé au roi Louis-Philippe, témoigne des premières difficultés, notamment la localisation géographique du recrutement : « Le recrutement parmi les indigènes n'offrit d'abord à l'armée d'occupation que des ressources fort limitées... Il était conscrit dans la province d'Alger dont nous ne possédions qu'une faible partie ⁷ ». L'escadron des chasseurs algériens est habillé à la turque et porte le turban. Leur chef, un capitaine d'artillerie, porte le burnous et des pistolets à l'arabe. C'est le fameux Marey-

¹ Bourmont confia par la suite la cassette à sa sœur Émilie de Vezins. La fille de celle-ci épousa le marquis de Beudelièvre. La précieuse cassette fut déposée dans la chapelle du château de Brossay où elle se trouve toujours.

² S.H.A.T. 1H5. Lettre de Clauzel du 20 décembre 1830.

³ Société de militaires et de gens de lettres, *op. cit.*, p. 336.

⁴ Gabriel Esquer, *op. cit.*, p. 507.

⁵ Prince de Joinville, *Vieux souvenirs (1818-1848)*, Paris, Calmann Lévy, 1894, p. 53.

⁶ Luc Thomassin, RIHM n° 81, Commission Française d'Histoire Militaire, *Régiments et officiers de cavalerie en Algérie (1830-1850)*, SHAT 1H226, Mémoire sur la domination française au nord de l'Afrique par Monsieur Tanski (capitaine à la Légion Étrangère), s.d.

⁷ *Ibid.*, SHAT, 1H392, *Moniteur Algérien* n°265, 28 décembre 1841. Rapport au roi du 7 décembre 1841.

Monge¹. Le 1^{er} octobre 1830, Clauzel prend un arrêté organisant le corps des zouaves. La solde est fixée pour tous les grades. Le chef de bataillon touche par an 3 600 francs. Le capitaine reçoit 2 000 francs, un lieutenant 1 300 francs. Un sous-lieutenant arabe gagne 1 200 francs. Les autres ont par jour : un adjudant sous-officier 1 franc 95 centimes, un sergent-major, 1 franc 20 centimes ; un sergent ou un fourrier, 80 centimes ; un caporal, 60 centimes ; un soldat ou tambour, 50 centimes. Sur le plan alimentaire, les sous-officiers et soldats ne reçoivent que le pain et le sel. Ils ont droit à une indemnité de vivres fixée à 25 centimes par jour pour les sous-officiers et caporaux français, et à 10 centimes pour les sous-officiers et soldats arabes. Clauzel envisage l'action politique qu'une troupe indigène pourrait exercer sur le pays. « La formation de ces deux corps, écrit le général en chef, contribue à rendre les relations avec les habitants du pays plus fréquentes, plus sûres et même familières. Elle permettra aussi de faire exécuter les ordres du général en chef dans les villes soumises à l'action directe des beys et souvent des Kabyles qui ne reconnaissent aucune autorité.² »

La monarchie de Juillet n'est pas entièrement convaincue du bien-fondé de la colonisation. En Algérie, la guerre s'avère plus difficile que prévu. C'est un désastre sanitaire. En septembre 1830, 4 000 malades doivent être évacués³, soit 12% du corps expéditionnaire. Le prince de Joinville, monté sur la mule blanche du dey déchu pour redonner du moral aux troupes, constate la fatigue des hommes qui combattent aux portes de la ville d'Alger : « Les soldats s'étaient battus toute la matinée; le teint hâlé, les yeux rougis par la fumée, le trait noir au coin droit de la bouche, là où ils déchiraient la cartouche.⁴ » Les troupes françaises se heurtent à des cavaliers arabes insaisissables, dont les montures, bien plus résistantes et plus rapides que les lourds chevaux de l'armée française, peuvent parcourir des distances surprenantes. Un parti anticolonialiste se forme très tôt à la Chambre. Mené par l'économiste Hippolyte Philibert Passy, à l'instar de Jean-Baptiste Say, il dénonce inlassablement le coût excessif d'une telle entreprise et les entraves qu'elle poserait au libre commerce. Après la révolution de juillet, le gouvernement français n'a pas une idée très nette de la politique à suivre en Orient. Le chef de la première division politique, Sérurier, regrette l'intervention de la France en Grèce. Il aurait fallu, selon lui, y laisser l'Angleterre et la Russie « se débrouiller ». Il n'approuve pas, non plus, l'expédition d'Alger, la France n'ayant pas l'esprit colonial, qu'il faut laisser aux Anglais et aux Espagnols⁵. Louis-Philippe voudrait bien que l'on rembarque. L'affaire algérienne lui semble un « boulet » qu'il ne veut pas traîner. Que peut-il faire de la conquête ? Polignac avait-il seulement prévu de rester ? Si le président du Conseil de Charles X avait quelque chose en tête, c'était plutôt de négocier⁶ une paix durable, acceptable à la fois pour l'Empire ottoman, l'Angleterre et la Sainte-Alliance. Le but de l'expédition était de détourner l'opinion des problèmes intérieurs. Le roi recherchait un succès politique, philanthropique et religieux. Il aurait restitué Alger en échange de bases et de zones franches sur la côte africaine. Convoquée par le gouvernement précédent, cette conférence internationale aurait été acceptée comme une politique raisonnable et jugée sur ses résultats. Très vite, des voix s'élèvent contre l'abandon d'Alger. Le 13 juillet 1830, Bourmont a écrit à Polignac que cette restitution servirait de port militaire à l'ennemi anglais. L'ambassadeur français auprès de la Porte, Guillemot, est également favorable à la conservation de la conquête mais l'Angleterre, en accord avec l'Europe, défend les droits commerciaux des neutres et tempête dangereusement. Au début du mois d'août 1830, la France promet à lord Stuart de Rothesai, ambassadeur britannique à Paris, d'abandonner Alger en échange de la reconnaissance immédiate par l'Angleterre, de la royauté sortie des barricades. C'est peut-être là, ce qui, paradoxalement, décide de la suite : on murmure trop que le nouveau roi est la créature des Anglais. Avec Louis-Philippe, un accord devient une reculade et l'opinion ne peut tolérer cela. La France vient de remporter à Alger une victoire dont on clame qu'elle lave la honte de Waterloo. Les attaques sont fréquentes à la Chambre des lords. Aberdeen interpelle Peel. Aberdeen renouvelle ses interventions appuyées par le duc de Wellington. Lord Grey répond : « Quand le moment sera venu, le peuple anglais pourra juger si nous avons trahi ses intérêts, en n'insistant pas sur l'évacuation d'Alger par la France.⁷ »

La mission de Talleyrand à Londres

Le roi Louis-Philippe envoie le général Baudrand en Angleterre. Cet aide de camp du duc de Chartres traverse la Manche. Il est chargé de faire reconnaître le régime de Juillet à Londres, ville qui est dans les affaires d'Orient, le centre de la politique européenne. Baudrand est accueilli à bras ouverts par la population. Toute l'Angleterre est

¹ MAREY-MONGE (1796-1863) est le fils du conventionnel Marey et petit-fils de Monge. Élève de l'École polytechnique en 1814, il défend Paris aux côtés de Duvivier, participe à la conquête d'Alger comme capitaine d'artillerie, se passionne pour le pays dont avec Lamoricière, il apprend l'un des premiers la langue. Il passe dans la cavalerie pour rester en Algérie. Chef d'escadron, il est nommé aga des indigènes par d'Erlon. Il est lieutenant-colonel en 1834. Il organise les spahis avec Yousouf. Il est colonel du 2^e chasseurs d'Afrique en 1841, maréchal de camp en 1843. Général de division en 1848, il est gouverneur de l'Algérie par intérim. Il rentre en France et revient en Afrique en 1857 pour participer à la conquête de la Grande Kabylie. Il est fait comte de Péluze par Napoléon III. Il est appelé au sénat, l'année de sa mort.

² Paul Azan, *op. cit.*, p. 45. Le général comte Clauzel, général en chef de l'armée d'Afrique, au Ministre de la Guerre, Alger, 8 octobre 1830.

³ A.N. mar. BB⁴ n°528.

⁴ Prince de Joinville, *op. cit.*, p. 52.

⁵ Édouard Driault et Michel Lhéritier, *Histoire diplomatique de la Grèce de 1821 à nos jours. Le règne d'Othon, la Grande Idée*, P.U.F., 1925, t. II, p. 44.

⁶ A.M.A.E., M&D, Algérie, vol. 16.

⁷ D'Aubignosc, *La Turquie nouvelle jugée au point où l'ont amenée les réformes du sultan Mahmoud*, Paris, Delloye, 1839, t. II, p. 368.

dans l'ivresse. De ville en ville, de bourg en bourg, fourmillent spontanément des meetings joyeux. Des estrades sont dressées sur toutes les places publiques. On y célèbre les prouesses des ouvriers français. On chante *la Parisienne*. On la joue sur tous les instruments. On détellerait presque le tilbury emprunté par le diplomate français pour se rendre à son hôtel¹. Baudrand est porteur d'une lettre rassurante et longuement travaillée du roi Louis-Philippe, datée du 19 août 1830. Ce n'est pas le roi des barricades, mais le roi des Français, de l'ordre public et de la garde nationale qui s'exprime à l'égard du roi d'Angleterre Guillaume IV : « Dans des circonstances aussi graves, mon premier besoin est d'assurer Votre Majesté de la ferme résolution où je suis de ne rien négliger pour affermir et resserrer les liens d'amitié et la bonne harmonie qui existent entre les deux pays. J'ai lieu d'espérer qu'elle partagera mes dispositions et qu'elle m'aidera à atteindre un but si important pour le repos du monde. » Les Anglais sont satisfaits. L'ancienne alliance entre la France et la Russie se lézarde, mais le seul homme capable de faire admettre l'occupation définitive d'Alger aux Anglais, c'est Talleyrand, négociateur hors pair, le vice et l'impopularité en personne, avec cocarde tricolore. Décoré de l'ordre du Croissant par Selim III², Talleyrand sait démêler les situations les plus inextricables. Chargé d'une mission par un gouvernement, rien ne peut l'en détourner et il excelle dans l'art de plaire. La perspective de lui confier un poste diplomatique ne suscite pas au départ son approbation : « J'objectai mon grand âge, écrit-il, l'activité qu'exigeait une pareille mission et les difficultés sans nombre qui y étaient attachées. » Cependant, le 25 septembre 1830, il est bel et bien envoyé comme ambassadeur extraordinaire à Londres.

Talleyrand a 76 ans. Il reprend du service. Il retrouve le poste d'ambassadeur qu'il a déjà occupé en 1792. Dans ses Mémoires, il écrit : « Ce n'est pas à Paris, c'est à Londres qu'on a besoin de moi. » Horriblement vieux, à la figure ressemblant à celle d'un vieux lion mort au dire de Guizot, Talleyrand aime toujours autant la diplomatie. Prêtant serment à Louis-Philippe, il sourit gracieusement : « Hé ! hé ! sire, c'est le treizième.³ » L'historien Vulabellé compte : il s'agirait plutôt du quatorzième. Mauguin qui appartient à l'opposition avancée, grand ami du général Lamarque, qualifie l'habile diplomate de patriarche du droit divin⁴. Louis Blanc voit dans Talleyrand un esprit médiocre qui n'est qu'un jouet et un instrument pour l'Angleterre. Auguste Barthélemy dans sa série de pamphlets en vers *La Némésis* dirigée contre le gouvernement de Louis-Philippe s'en prend à Talleyrand. Ce dernier est qualifié de mensonge incarné, de parjure vivant, de Protée au pied boiteux, de Satan des Tuileries. Il a trahi Dieu : « Comme il traite l'église, il a traité l'État.⁵ » C'est l'homme qui par calcul, est toujours au bon vent. Jacques Laffitte n'est pas non plus un admirateur de ce personnage dangereux, impopulaire, image vivante de la perfidie et de la ruse⁶. Balzac ne partage pas ce sentiment et fait dire à Vautrin dans *le père Goriot* : « le prince auquel chacun lance sa pierre, et qui méprise assez l'humanité pour lui cracher au visage autant de serments qu'elle en demande, a empêché le partage de la France au congrès de Vienne : on lui doit des couronnes, on lui jette de la boue. » Talleyrand blâmait le ministère Polignac de préparer l'expédition d'Alger. La ville étant prise, allait-on la garder ? Le meilleur moyen de s'assurer les bonnes grâces de l'Angleterre, dit l'ambassadeur serait de l'évacuer. « Je pense, monsieur Molé, dit Talleyrand au ministre des Affaires étrangères, que vous partagez mes convictions sur la colonie d'Alger : c'est de la gloriole et non point une affaire, elle nous coûte cher, et nous pourrions en faire un bon parti pour assurer l'alliance indéfinie de la Grande-Bretagne. » Le comte Molé, dont Napoléon disait à Sainte-Hélène qu'avec son caractère il était appelé à jouer un rôle dans les ministères futurs, s'oppose à cette idée et menace de démissionner. Il refuse la nomination de Talleyrand à un tel poste. Il préférerait Barante. Talleyrand se montre blessé et profite de la circonstance pour établir ses relations directement avec le roi Louis-Philippe. À partir de cet instant, le ministre ne reçoit que des dépêches insignifiantes. Les véritables affaires se traitent par une correspondance dont madame Adélaïde, sœur du roi, et la princesse de Vaudémont deviennent les intermédiaires privilégiées. Talleyrand quitte Paris le 22 septembre 1830. Il est accueilli triomphalement à Londres. Sa nièce, la duchesse de Dino, l'accompagne. Enthousiastes, les Anglais détellent ses chevaux. Ils tirent son carrosse. Sa mission est capitale pour le nouveau régime. De la confiance des Britanniques dépend toute la politique extérieure de la monarchie de Juillet. Wellington qui avait de mauvaises relations avec Charles X apprécie Talleyrand. Talleyrand rassure. Il va bâtir l'Entente cordiale. Le vieux diplomate sait la tâche difficile. S'il porte la cocarde tricolore à son arrivée, il s'empresse de l'échanger le soir contre un habit de soie. Ses instructions sont nettes et très fermes à propos de l'Algérie : « La France, dit le roi, a un intérêt pressant à diminuer la prépondérance de l'Angleterre dans une mer qui est la sienne et dont l'Angleterre n'est même pas riveraine. Elle doit chercher toutes les occasions de rendre l'occupation de Malte et des îles Ioniennes inoffensive. L'entreprise d'Alger peut avoir les conséquences les plus avantageuses pour notre avenir maritime. Sur cette question, la France est en opposition d'intérêt et de politique avec l'Angleterre et aura besoin de toute l'habileté de son

¹ Duc de Broglie, *op. cit.*, p. 22.

² D'Aubignosc, *op. cit.*, p. 221.

³ Talleyrand, *La confession de Talleyrand*, Paris, 1891, p. 6.

⁴ Louis-Joseph-Marie de Carné, *Des intérêts nouveaux en Europe depuis la révolution de 1830*, Paris, 1838, p. 246.

⁵ Auguste Barthélemy, *Némésis*, Paris, 1835, p. 346.

⁶ Charles Marchal, *Souvenirs de J. Laffitte, racontés par lui-même et puisés aux sources les plus inédites*, Paris, 1844, t. III, p. 7.

ambassadeur. L'affaire d'Alger forme la partie la plus délicate de votre mission. L'évacuation serait contraire à notre dignité et à nos intérêts. ¹»

Talleyrand doit rompre l'alliance entre la Turquie et l'Angleterre. L'ambassadeur de Louis-Philippe a son audience de présentation le 6 octobre 1830. Il remet à Guillaume IV ses lettres de créance et il prononce un discours apprécié. « Messieurs, je viens m'entretenir avec vous des moyens de conserver la paix de l'Europe », confesse Talleyrand qui cherche à nouer le dialogue entre deux grandes nations de forces équivalentes. Il confie qu'il joue « la partie en opposant la Baleine et l'Éléphant. ² » Le vétéran de la diplomatie française déclare au roi d'Angleterre : « Sire, de toutes les vicissitudes que mon grand âge a traversées, de toutes les diverses fortunes auxquelles quarante années si fécondes en événements ont mêlé ma vie, rien peut-être n'avait aussi pleinement satisfait mes vœux que le choix qui me ramène dans cette heureuse contrée... Des principes communs resserrent encore plus étroitement les liens des deux pays ; l'Angleterre, au dehors, répudiée, comme la France, le principe de l'intervention dans les affaires intérieures de ses voisins ; et l'ambassadeur d'une royauté votée unanimement par un grand peuple se sent à l'aise sur une terre de liberté, près d'un descendant de l'illustre maison de Brunswick. ³ » Cette habituelle méchante langue qu'est la comtesse de Boigne rapporte que : « L'attitude prise par monsieur de Talleyrand à Londres avait tout de suite placé le nouveau trône très haut dans l'échelle diplomatique. » L'envoyé spécial réussit sa mission avant de l'avoir entamée, sa méthode est le non-dit. « Quant à Alger, j'ai évité d'en parler ; j'aimerais bien que nos journaux en fissent autant, écrit Talleyrand, il est bon qu'on s'accoutume à notre occupation et le silence est le meilleur moyen. Je crois que l'opinion a changé sur cette question en Angleterre et que nous n'éprouverons pas d'insurmontables difficultés, lorsqu'il s'agira de la traiter. ⁴ » Talleyrand joue là sa plus belle partie, faisant consentir l'Angleterre à l'établissement du pavillon français en Algérie.

Le trésor de la Casbah

Le désordre fut tel lors de prise d'Alger que beaucoup de chapardeurs se servirent impunément. L'ingénieur géographe Rozet relate l'anarchie qui régnait dans le corps expéditionnaire : « La seule vue de ce camp, écrit-il à propos du camp de Staouéli, annonçait le peu d'ordre qui existait dans l'armée : les soldats couraient partout ; les débris des bestiaux tués pour les troupes étaient amoncelés entre des murs ruinés, dans de vieilles citernes, ou traînaient au milieu du camp, sans qu'on eût la précaution de les couvrir de terre ; les morts, mal enterrés répandaient une odeur infecte ; plusieurs, déterrés par des chacals, étaient à moitié découverts ; on aurait dit que personne n'était chargé de la police de l'armée. ⁵ »

Dans la Casbah, les serviteurs et les esclaves du dey s'agitaient pour recueillir les meubles précieux, les riches vêtements, les belles armes, les objets de prix qui appartenaient à leur maître. Hussein présidait ce tumulte. Il attendait, avant de descendre avec ses femmes dans une des maisons de la ville qui était sa propriété particulière. Aux esclaves du dey qui s'étaient attardés pour rapporter à leur maître tout ce qui leur était possible de sauver, se mêlèrent des Maures et des Juifs qui furetaient et recueillaient pour leur propre compte. Voyant l'entrée des troupes françaises dans la Casbah, Rozet rapporte que les Arabes, dans leur fuite, ont emporté avec eux une grande partie des richesses. Les Français ont pillé les appartements du dey. Le premier uniforme français qui parut fit sur la cohue affairée l'effet d'un épouvantail. En quelques instants, tous eurent fui. Chacun dans sa terreur, s'était débarrassé de son fardeau. Çà et là gisaient des bijoux, des coffrets, des tapis, des coussins, des vêtements de femmes. Une cafetière en or a été volée. Elle est maintenant à Paris entre les mains d'un employé de l'armée. Les clés en or de la ville d'Alger revenaient à Bourmont ⁶. Lors de son voyage à Alger, Ida Saint-Elme rencontra les femmes des harems qui lui dirent beaucoup de bien des vainqueurs français : « Elles avaient craint des massacres, des incendies, et on n'était même pas approché de leurs maisons. Elles avouèrent pourtant que, pendant la canonnade, elles avaient eu une grande frayeur, mais qu'elle s'était tout à coup changée en joie et en sécurité. »

Le 7 juillet 1830, Hussein rendit visite à Bourmont. Il fut très affecté en voyant le saccage de sa résidence. Soupçonné d'avoir touché au trésor, il se défendit : « La parole des Souverains doit être sacrée ; et moi aussi hier je l'étais, et, comme tel, je déclare n'en avoir rien emporté. ⁷ » La fortune particulière du dey s'élèverait à 3 ou 4 millions de francs. Le dey ne prit avec lui que 30 000 sequins, soit 270 000 francs ⁸, ses diamants et la plupart de ses bijoux. Le *Times* du 31 juillet 1830 fait état que le dey était parti avec seulement 84 000 francs mais que ses pierres précieuses s'évaluaient à plus de 6 millions de francs. Le dey n'avait pas pu transporter entièrement ses biens. Une cafetière en argent et un gilet d'enfants lui avaient déjà été subtilisés par le comte de Biencourt sous sa

¹ Augustin Bernard, *op. cit.*, p. 120.

² Talleyrand, *La confession de Talleyrand*, p. 220.

³ Louis de Loménie, *op. cit.*, « M. de Talleyrand », t. VII, p. 69.

⁴ Talleyrand, *Mémoires du prince de Talleyrand*, Paris, ISI, 1998, t. III, p. 417.

⁵ Paul Azan, *op. cit.*, pp. 34-35. Rozet, *op. cit.*, t. I, p. 194.

⁶ On peut les voir photographiées dans Gérard de Bourmont, *Le livre de famille. Histoire de la maison de Ghaisne et généalogie des branches Bourmont et Classé*, 1996, p. 254.

⁷ Berthezène, *op. cit.*, p. 111.

⁸ A.M.A.E., M&D, Algérie, vol. 8.

tente lors des combats précédents la prise d'Alger¹. On ne lui restitua pas ses montres, ni ses selles, ni son mobilier, ni ses affaires personnelles qu'on lui avait enlevés à la Casbah. Les armes précieuses furent distribuées par Bourmont. Chaque général de division reçut un fusil, un sabre et un yatagan. Les généraux de brigade eurent un sabre et un yatagan. Tous les autres officiers supérieurs obtinrent un yatagan. Les bois des fusils étaient incrustés d'argent, les sabres et les yatagans avaient des fourreaux en argent doré. Quelques narguils furent oubliés. Le commandant Aimable Pélissier s'empara de deux paires de babouches. Auguste Jal confie : « Dans cette affaire de butin et de pillerie, bien des hommes considérables jouèrent un vilain rôle. Hussein pacha savait les noms de tous ces honnêtes gens-là, et me les citait souvent en me désignant les objets que chacun d'eux avait ravis dans sa maison. Il avait été très bien instruit. Je ne sus comment, ni par qui. » La Casbah a été pillée durant huit jours consécutifs. Les journaux révolutionnaires en France dénoncèrent cet acte de barbarie. Mac Mahon relativise : « J'ai la conviction que les officiers logés dans les palais ne s'approprièrent que quelques étoffes plus ou moins riches ayant appartenu aux femmes d'anciens fonctionnaires. C'était pour eux un souvenir précieux, mais sans aucune valeur réelle. » Le petit saccage où l'on s'en prend aux guenilles et aux bagages, s'ajoute au grand, celui du trésor. Les grands pillards raisonnent : « Laissons enlever le butin de la Casbah, afin de tromper et mettre en défaut nos accusateurs...² »

Avec l'arrivée des premiers chargements du butin en France, les rumeurs se propagent. La masse énorme de monnaies réparties dans deux caveaux, est acheminée depuis l'Algérie. Il est difficile d'apprécier la totalité du trésor. L'opinion publique est trompée par les rapports exagérés des Maures et des Juifs. On ignore que depuis longtemps la régence d'Alger éprouve un déficit annuel de plus de deux millions de francs. L'opinion a l'idée qu'il existe dans la Casbah 40 millions de piastres fortes³, c'est-à-dire plus de 200 millions de francs. Sheller, consul des États-Unis, confirme l'importance de la somme. Il dit que le trésor contient 160 millions de francs⁴. Le consul d'Angleterre assure à Bourmont qu'il trouverait au moins 150 millions. Louis Geoffroy, dans son *Napoléon apocryphe*, reprend ce thème. Ayant vaincu la Russie, puis l'Angleterre, l'Empereur fait la conquête d'Alger en juin 1818 et s'empare du trésor du dey, soit 300 millions de francs. Après avoir lu le voyage de Sir G. Temple à Alger et à Tunis, le Prussien Pückler-Muskau remarque que jamais l'armée anglaise n'avait fait en Inde de butin aussi riche que celui que l'armée française trouva à Alger. Il ajoute que le butin anglais se partage avec les militaires, tandis que les soldats français n'ont presque rien touché de celui d'Alger⁵.

Le ministre des Finances du dey attendait, les clés du trésor à la main, que les chefs de l'armée victorieuse vinsent le relever. Il conduisit les commissaires français dans les salles du trésor. Les unes contenaient, soit dans des coffres, soit dans des compartiments ouverts, des monnaies et des lingots d'argent. Dans la pièce consacrée aux monnaies d'or, elles étaient derrière une simple cloison de bois, entassées pêle-mêle sur le sol, sans distinction de valeur, de titre ni d'origine. Le général en chef Bourmont écrit : « [...] le kasnedji conduisit la commission à l'extrémité de la galerie, où il ouvrit la porte d'une salle basse, située diagonalement à l'entrée principale. Cette salle était coupée vers le milieu par une cloison de trois pieds de haut, divisée en deux compartiments, contenant des boudjoux (monnaie algérienne de 3 fr. 60 c.). Cette porte ayant été refermée, et les scellés y ayant été apposés, le kasnedji ouvrit une seconde porte formant équerre avec la première, et située également sous la galerie. Après avoir traversé trois salles de plain-pied, il ouvrit une troisième porte donnant entrée dans une salle transversale éclairée par une fenêtre à barreaux en fer ouverte sur la galerie. Cette salle transversale, de la longueur de 20 à 24 pieds sur 8 de largeur, renfermait trois coffres formant banquettes. Ces coffres contenaient des boudjoux, de la monnaie de billon, et l'un d'eux des lingots d'argent. Trois portes également espacées, s'ouvrant au moyen d'une même clef, fermaient trois pièces obscures, coupées comme la première salle par des compartiments en bois. La pièce du milieu renfermait les monnaies d'or jetées pêle-mêle, depuis le *roboa soltani* (3 fr. 80 c.) jusqu'à la double quadruple du Mexique (168 fr.). Il y avait 24 millions en or. Les deux caveaux latéraux renfermaient, l'un des mokos ou piastres du Portugal, le second des piastres fortes. Il y avait en argent 24 millions et plus.⁶ » Mac Mahon reconnaît que la tentation était forte : « Je dois avouer qu'entrant dans la salle du Trésor et apercevant sous ma main une caisse énorme remplie de doublons d'Espagne en or tout neufs, d'une valeur d'environ cent francs chacun, j'avais par un mouvement irréfléchi, pris une de ces pièces comme souvenir de la prise d'Alger, mais je le rejetai aussitôt, sous l'impression que j'allais commettre un acte d'indélicatesse. »

Après s'être assurés qu'il n'y avait pas d'autre issue que celle par laquelle ils avaient pénétré, les commissaires apposèrent les scellés. Le trésor du dey était sous la protection des gendarmes. L'atelier de monnayage qu'ils visitèrent ensuite, et qui ne contenait en lingots qu'une valeur de 25 000 à 30 000 francs fut l'objet de précautions analogues mais pendant la nuit suivante, un trou fut pratiqué dans la muraille du fond, et les lingots disparurent.

¹ Musée de l'Armée. Cd 170¹-170².

² Maurice Persat, *Mémoires du commandant 1806-1844*, Paris, Plon et Nourrit, 1910, p. 217.

³ S.H.A.T. 1H4.

⁴ Émerit, « Une cause de l'expédition d'Alger, le trésor de la Casbah », *Bulletin de la section d'histoire moderne et contemporaine*, 1955, p. 176.

⁵ Pückler-Muskau, *op. cit.*, p.348.

⁶ Société de militaires et de gens de lettres, *op. cit.*, p. 333.

On ne connut jamais l'auteur ou les auteurs de ce vol¹. Bourmont eut la charge délicate de dresser l'inventaire. Une commission d'évaluation fut constituée. Elle était composée du général Tholozé, du payeur général Firino et de l'intendant en chef Denniée. Ce dernier fut frappé par la quantité d'or et d'argent offerte à sa vue. Il avait estimé à 80 millions la valeur de l'ensemble. Berthezène garda la tête froide à propos de la Casbah : « Les richesses qu'elle renfermait ont été singulièrement exagérées. Nos imaginations vives y ont réalisé le pays d'Eldorado avec ses rubis, ses perles et ses diamants. » Ce ne sont que des contes dignes des *Mille et Une Nuits*. Le maréchal Bourmont, dans l'intention de vanter son exploit, a accrédité l'existence d'un trésor prodigieux tombé entre ses mains. Le sous-lieutenant Flandin déclare qu'un ordre fut donné de réserver 100 millions pour la cassette du roi. Dans une note, il confie : « Le général Donadieu, m'a dit en 1848 avoir lu la copie ou la minute d'une lettre écrite par le ministre Polignac à Bourmont pour lui donner cet ordre. Un médecin venu avec le général Clauzel a eu de lui communication de cette lettre. » L'autorité turque n'avait-elle pas d'inventaire ? Denniée affirme que suivant la déclaration du ministre des Finances du dey, « il n'a jamais existé de registres constatant ni les recettes ni les dépenses faites par le trésor, que les monnaies d'or étaient entassées pêle-mêle sans acceptation de valeur, de titre ni d'origine. » Cette assertion est peu vraisemblable. L'administration turque consignait scrupuleusement à Alger le moindre versement aux janissaires dans des registres de solde. Il est pratiquement impossible que les Turcs aient mis tant de soin à noter quelques piécettes payées aux soldats et qu'ils aient négligé de faire l'inventaire des caisses d'or du Trésor public. Interrogé, l'aga² du dey répond aux Français qu'ils trouveraient des renseignements dans de grands registres déposés aux archives. Les documents semblent avoir disparu. Le pesage fait sur l'ordre de Bourmont, révèle que le total se chiffre seulement à 48 684 407, 94 francs. Des détournements de fonds ont assurément eu lieu. Une bonne moitié de la somme a été subtilisée mystérieusement. Elle se trouve sans doute dans les coffres privés de quelques hauts personnages.

Avec l'avènement de la monarchie de Juillet, Bourmont reste un coupable idéal. Toutefois Changarnier indique dans ses Mémoires : « Le déserteur de 1815 n'avait pas ma sympathie, mais ce m'est un devoir de rappeler ici que le général qui nous a commandés, sinon avec éclat, du moins avec sagesse, n'est pas sorti d'Alger plus riche qu'il n'y était entré. » Si ce n'est pas le maréchal, qui peut bien avoir eu intérêt à s'emparer d'une partie du trésor du dey ? Marcel Émerit écrit que « Charles X était assez généreux et il avait trop de dignité personnelle pour s'être laissé entraîner par de bas calculs. » Au moment des élections, le roi et Polignac ont eu besoin de s'assurer du dévouement de l'armée. « Nous connaissions, a rapporté dans ses souvenirs le baron d'Haussez, l'organisation de l'expédition d'Alger, le tarif des consciences ; il n'était pas trop élevé. En dépensant trois ou quatre millions et en distribuant habilement quelques emplois nous pouvions acheter quarante voix.³ » Il est apparu possible au pouvoir de rallier les membres de la Légion d'honneur qui étaient mécontents de n'avoir pas reçu leur gratification depuis la Restauration. L'arriéré étant de 42 millions, cet argent, on pouvait le trouver dans les caisses du dey. Bourmont a insisté sur ce point : « Il serait politique de payer un arriéré de traitement qui semblait avoir été garanti par le roi lors de la promulgation de la Charte et de satisfaire ainsi un grand nombre de familles sans qu'il en coûtât un denier aux contribuables.⁴ » Après la victoire, Bourmont a proposé de donner aux troupes une gratification de trois mois de solde, des sommes importantes aux généraux et aux officiers supérieurs, et de payer l'arriéré de la Légion d'honneur sur les fonds de la liste civile. Pour que la propagande fonctionne, il faut que la rémunération paraisse un acte de gracieuse générosité de la part du roi. À cet effet, une grande partie du trésor du dey serait versée dans la cassette royale. « Je n'ai voulu disposer de rien moi-même, écrit Bourmont à Polignac, parce que, le bienfait venant du roi directement, le but que l'on doit se proposer sera plus complètement atteint. » Le fonctionnaire des finances Frossard, qui a accompagné le maréchal, semble avoir eu tout pouvoir pour utiliser les trésors au mieux des intérêts du roi. Bourmont a été choisi comme chef de l'expédition parce qu'on était sûr qu'il savait opportunément fermer les yeux. La jalousie des officiers fait qu'ils s'accusent mutuellement d'avoir volé une partie du trésor. Le général Loverdo doit demander la convocation d'un jury d'honneur pour se disculper. Berthezène le poursuivra longtemps d'une haine farouche : « Enfin le trésor de l'aga lui fut conservé par un homme contre lequel beaucoup de clameurs s'élevèrent alors. »

La France a beaucoup investi dans l'expédition d'Alger. Les dépenses occasionnées s'élèvent à 55,5 millions de francs. Le ministère du 11 août 1830 ne veut rien laisser passer. Son ministre de la Marine, le général Sébastiani, informe le consul de France à Alexandrie que les deux navires algériens sous le commandement de l'amiral turc mouillant au large des côtes égyptiennes et qui ont fait l'objet de vives négociations deviennent possessions françaises⁵. Les réquisitions et le trésor du dey doivent permettre le remboursement des frais de la campagne militaire. Le baron Louis, ministre des Finances, se penche sur l'expédition d'Alger. Dès son premier contact avec les députés, le lendemain de sa nomination, il déclare : « Nous avons songé à nous assurer les

¹ Camille Rousset, *op. cit.*, p. 229.

² Chef de l'armée et en partie de l'administration.

³ Duc de Castries, *La Fayette*, Paris, Tallandier, 1981, p. 416.

⁴ Marcel Émerit, *op. cit.*, p. 175.

⁵ Durand-Viel, *Les campagnes navales de Méhémet-Ali et d'Ibrahim*, Paris, 1937, t. II, p. 38.

résultats de la conquête d'Alger. » Après avoir rendu hommage aux soldats français, il condamne – changement de politique oblige – les conditions dans lesquelles la campagne a été engagée, au mépris des règles de l'orthodoxie financière, pour lui péché suprême. C'est lui qui a prononcé la célèbre apostrophe : « Faites-moi de bonne politique, je vous ferai de bonne finance. » Il dit encore aux députés : « Quand vous êtes assemblés aucune somme ne doit sortir du Trésor sans votre autorisation.¹ » La note est salée. Au budget de 1830, les dépenses de la Marine s'élèvent à 65 millions de francs. Les dépenses extraordinaires sont de 28 millions dont 24 pour l'expédition d'Alger. Au chapitre de la Guerre, 30 millions sont alloués à la campagne. Le budget au titre de l'année 1830 reste cependant bon. La balance est excédentaire puisque les recettes se chiffrent à peu près à 980 millions de francs contre 973 millions de francs en dépenses². Le baron Louis veut que le trésor du dey couvre les frais de l'expédition. Audiffret dans ses Mémoires écrit que Louis « convertit en monnaie française, avec une promptitude sans exemple, les 50 millions du Trésor d'Alger. » Les caisses d'or avaient été chargées sur les frégates *Marengo* (13 millions³), *Duquesne* (11,5 millions) et *Scipion*. L'argent fut transporté à bord du *Nestor* et de la *Vénus*. Mac Mahon avait vu : « J'avais remarqué la manière dont ces fonds avaient été transportés de la pièce où ils se trouvaient, à la frégate en partance pour la France. Pour effectuer cette opération, on avait établi un double rang de troupes de la Casbah au bateau. Les hommes de l'un des rangs se passaient de main en main les caisses sur lesquelles était inscrite la somme contenue. Ceux de l'autre rang transmettaient à la Casbah le reçu de chacun de ces colis. » Les cinq millions restant, en espèces monnayables dans la régence, sont affectés aux dépenses publiques à Alger. Le baron Louis avoue qu'une partie du trésor ne serait cependant jamais arrivée dans les caisses de l'État⁴. Attaqué à la Chambre, il répond à la tribune, le 18 septembre 1830 : « On doit à l'improbité des agents, de quelques agents, que le Trésor n'ait pas produit fort au-delà de 55 millions.⁵ » La suspicion gangrène tout. On dénonce Bacri, le conseiller juif de Bourmont, l'homme des créances douteuses, le pelé, le galeux aux poches pleines dont vient tout le mal. Cette histoire donne lieu à un grand poème satirique, *la Bacriade*, dont le clou est naturellement le coup d'éventail : « À ce coup le chrétien frémissant de colère / Était prêt à saisir son glaive consulaire / Mais, diplomate habile, / Il calme son transport, / Fait un présent au dey, le remercie et sort. »

Des spéculateurs suivaient l'armée : il y a autant à gagner sur les fournitures militaires que sur le rachat à bas prix des biens dans un pays dont la législation s'écroule. En 1830, la banque Sellières obtient le contrat d'équipement du corps expéditionnaire français à Alger. Adolphe Schneider est envoyé sur place comme agent de la banque avec une commission de 2% sur la valeur totale des marchandises. S'étant ainsi enrichi, il s'installe à Paris comme marchand d'étoffes puis rachète Le Creusot quand l'entreprise fait faillite en 1835. Aussitôt la révolution de Juillet accomplie, l'image lucrative de la conquête en Algérie est combattue. Les nouveaux ministres sont tentés de montrer au public la corruption des agents de Charles X. « À l'entrée des Français à Alger, il n'y avait que des marchands à la suite de l'armée, accourus pour servir aux besoins de la consommation des troupes. La Révolution de Juillet changea subitement tous les rapports; le nouveau gouvernement favorisa l'idée de la colonisation qui fermentait déjà dans quelques têtes; il était politique pour lui d'ouvrir une porte à toutes les espérances⁶ », rapporte une note.

Le général Clauzel réunit une commission pour faire la lumière sur la spoliation des trésors du dey. Clauzel fait preuve de zèle. À Marseille, il engage un demi-solde, Flandin, qui attend avec impatience l'occasion de montrer ce qu'on peut espérer de sa compétence. Clauzel s'empresse d'écrire au ministère, le 27 août : « Les renseignements que j'ai pris à Marseille et à Toulon me portent à croire que les sommes venues en France et qu'on doit supposer avoir été à la Casbah, se portent à 10 millions de francs. Quant aux bijoux, on n'en connaît pas la valeur. » Arrivé à Alger, Clauzel fait paraître l'ordre du jour suivant : « La France a été fière du succès de ses troupes d'Afrique ; mais il faut le dire avec la même vérité, elle a été indignée des bruits de pillage qui ont couru avec persistance. Justice sera rendue à tous : les accusés seront condamnés, en cas de faute reconnue, et réhabilités, si l'enquête prouve l'inanité de ces imputations.⁷ » Le 8 septembre, la commission d'enquête forte de sept membres se transporte sur les lieux, en compagnie du payeur général Firino, détenteur des clés, de l'ancien trésorier du dey, d'un interprète et d'un aide de camp, le chef de bataillon du génie Guy. Les caves sont vides. On voit encore la trace des caisses le long des murs et sur le sol. Leur cubage est calculé. D'après la valeur moyenne des monnaies contenues dans chacune d'entre elles, Guy affirme que le trésor devait s'élever à 150 millions. On recueille ensuite des renseignements. On entend les témoins. Quelqu'un indique que les caisses soustraites ont été confiées aux bons soins de consuls étrangers. D'après un haut fonctionnaire d'Alger, Gentil de Bussy, la commission doit pousser plus loin ses investigations. Elle doit déterminer « quelques consuls timorés à déclarer les dépôts qu'ils ont reçus et conservent encore. Car c'est là où doit se trouver une grande partie des trésors enlevés à la Casbah. Les

¹ Yves Guéna, *Le baron Louis : 1755-1837*, Perrin, 1999, p. 236.

² Michel Chevalier, *Comparaison des budgets de 1830 et 1843*, Paris, 1843, p. 2.

³ René Bittard Des Portes, *op. cit.*, p. 719.

⁴ François Maspero, *L'honneur de Saint-Arnaud*, Paris, Plon, 1993, p. 77.

⁵ Marcel Émerit, *op. cit.*, p. 180.

⁶ A.M.A.E., M&D, Algérie, vol. 9, *note remise à messieurs les membres de la haute commission d'enquête*, 14 septembre 1833.

⁷ Mac Mahon, *Mémoires du maréchal de Mac Mahon. Souvenirs d'Algérie*, Paris, Plon, 1932, p. 30.

consuls d'Angleterre, de Danemark et de Sardaigne me paraissent ici les plus forts dépositaires.¹ » Soudain arrive un ordre de suspendre les investigations. Flandin rédige un rapport de clôture concluant « aux plus graves présomptions de soustraction ». Quatre membres sur sept refusent d'accepter ses conclusions et demandent un délai pour en rédiger d'autres. Cinq commissaires signent une déclaration qui blanchit les suspects. Clauzel envoie une proclamation aux troupes où il clame qu'on a calomnié le corps expéditionnaire et que tout a été parfaitement correct dans la prise de possession des trésors de la régence. La commission d'enquête conclut qu'aucune dilapidation n'a eu lieu, ce n'est qu'une fable². Toutefois, entre 48 millions de francs et 150 millions, il manquerait plus de 100 millions de francs et pourquoi Clauzel fait-il une telle volte-face en voulant étouffer l'affaire ?

DEVENIR OFFICIEL DU TRÉSOR DU DEY D'ALGER (MILLIONS DE FRANCS)

Caisse du payeur de l'armée à Alger (différentes monnaies)	5,2
Lingots fondus à Paris en espèces à l'effigie du roi Louis-Philippe • Or : 20,3 • Argent : 19,3	~ 39,6 à 41
Total du trésor du dey d'Alger	~ 44,8 à 46,2
Autres produits de la conquête (en millions de francs)	
Laines, cuirs, cire, plombs, cuivre et objets vendus	5
1 542 canons, dont 785 en bronze, 399 en fer, projectiles, transportés en France, évalués à	~ 2,5 à 4,5
Matériel de marine dont 2 corvettes, 5 goélettes, un chebec	0,8
Total du butin (trésor + produits de la conquête)	~ 53,1 à 56,5

Les cages du Jardin des Plantes accueillent quatorze lions tristes et rabougris de l'expédition d'Alger³. Une pendule d'origine britannique provenant des appartements du dey est aujourd'hui conservée au Musée de l'Armée⁴. Les pièces d'artillerie turques sont rapatriées en France. À bord du vaisseau, l'*Alger*, en baie d'Alger, Duperré écrit au ministre de la marine et des colonies le 6 août 1830 : « Monseigneur, J'ai fait charger et j'expédie sur Toulon, par le transport la *Marie-Louise*, capitaine Caspench, n°221, la pièce en bronze dite 'la Consulaire', provenant des batteries de la marine d'Alger, contre lesquelles l'armée sous mon commandement a combattu. C'est celle dans laquelle ou à la volée de laquelle fut placé le consul de France, le père le Vacher, lors du bombardement exécuté par Duquesne en 1683. Comme amiral commandant l'armée navale, j'ose réclamer en son nom, et pour la marine, ce trophée de la marine française. Comme préfet maritime de Brest, j'oserai demander de plus que le don en soit fait à ce port, dont les armements ont eu une si grande part à la campagne d'Alger. Toulon devra à Votre Excellence l'érection d'un monument qui perpétuera le souvenir de cette glorieuse expédition. Daignez, Monseigneur, ajouter encore au sentiment de reconnaissance que vous conservera la marine en soumettant au roi cette nouvelle demande, dont le succès sera pour elle un honorable témoignage de la satisfaction de Sa Majesté : c'est la part de prise à laquelle l'armée attache le plus grand prix. Je vous prie Votre Excellence d'agréer, ...⁵ » Une énorme couleuvrine transportée vers Vincennes, manque même de tuer Victor Hugo, en 1844, tombant de son affût : « Aujourd'hui 20 mars 1844, j'ai failli être tué d'un coup de canon, à quatre heures après midi sur le quai de la Grève. Voici comment. Je marchais tête baissée, rêvant à je ne sais quels vers. Un convoi d'artillerie passait en ce moment sur le quai. Je n'y prenais pas garde. À un certain moment j'ai traversé le quai pour gagner le bord de l'eau. Tout à coup un bruit formidable m'a réveillé comme d'un songe. Une pièce de canon venait de tomber à mes pieds sur le pavé. C'était une énorme couleuvrine d'Alger qu'on transportait de Vincennes. La chaîne qui la suspendait à l'affût mobile venait de se casser et la pièce, longue d'environ douze pieds, était tombée. Un pas de plus, elle m'écrasait. C'était un canon fondu au siècle dernier à Alger par un Français, et sur lequel j'ai lu ce chiffre qui indiquait sans doute le poids : 6 185. ⁶ »

Les selles, les harnachements, les costumes, les armes de prix et les armures ont été partagés entre les vainqueurs. Des Français se servent du trésor du dey d'Alger pour régler leurs soucis financiers⁷. Firino est ruiné

¹ Marcel Emerit, *op. cit.*, p. 183.

² *Le Moniteur Universel*, 11 novembre 1830.

³ Auguste Barthélemy, *op. cit.*, p. 198.

⁴ Musée de l'Armée. Cd 170.

⁵ Bibliothèque du Musée national de la Marine.

⁶ Victor Hugo, *op. cit.*, p. 227.

⁷ Marcel Emerit, *op. cit.*, p. 180.

avant l'expédition. Il acquitte au retour une dette de 300 000 francs envers la maison Hardouin. Nommé receveur général des Bouches-du-Rhône, il fournit un cautionnement de 750 000 francs, achète un hôtel et une maison de campagne à Marseille et devient le principal fondateur d'une banque de cette ville. Le baron Denniée, qui a dévoré par son luxe le patrimoine familial et la dot de sa première femme, est sous le coup de nombreux jugements pour le paiement de 500 000 francs de dettes, lorsque Bourmont le fait nommer intendant en chef du corps expéditionnaire. À son retour, il paie ses créanciers, lève une hypothèque de 150 000 francs sur son hôtel, le fait réparer et le meuble princièrement, emplit ses écuries de beaux chevaux et d'équipages, entretient somptueusement une jeune cantatrice et joue gros jeu dans ses salons. Le 9 août 1830, Rey, intendant de la 8^e division, à Marseille, a pourtant averti Denniée des bruits graves qui circulent sur les enlèvements de fonds et l'envoi d'une commission d'enquête. Il lui conseille de se méfier et termine par cette note : « Déchirez ce papier. » Un jour, Rossini le complimente de l'heureux changement de sa fortune. Denniée répond : « Oui, je suis heureux et riche maintenant, ma femme ayant hérité de 5 à 6 millions d'un oncle mort en Belgique. » Le maestro répond : « Je ne savais pas que le dey d'Alger fût l'oncle de votre femme ! » Les laines et les blés de la régence ont fait l'objet de scandaleux trafics. L'inspecteur général des Finances Fougeroux a signalé que les grains destinés à nourrir la population d'Alger ont été remis, non à la commission municipale, mais au directeur des douanes Frossard. Fougeroux écrit au baron Valland depuis Alger le 7 octobre 1830 : « J'ai la certitude que M. Frossard a fait ce qu'on appelle des affaires.¹ »

DEVENIR « OFFICIEUX » DU TRÉSOR DU DEY D'ALGER (MILLIONS DE FRANCS)

Caisses du budget de l'État français	42,5
Or confié à la maison Hagermann	30
Or confié à la maison Sellières	~ 35
Cassette personnelle de Louis-Philippe	~ 12 à 80
Total du trésor du dey arrivé en France	~ 94 à 100

Louis-Philippe ne pourrait-il pas, lui aussi, avoir mis une grande part du trésor du dey d'Alger dans ses poches, à la faveur de la confusion qui a entouré son accession au trône ? Sa réputation de voleur et d'avare est alimentée par le scandale lié à la mort de Condé. Le vieux duc de Bourbon est découvert au matin du 27 août 1830, à Saint-Leu, pendu par des mouchoirs à l'espagnolette de la fenêtre de sa chambre. Le suicide est avéré car le verrou de la chambre est tiré. Des invraisemblances apparaissent pourtant. Comment Condé aurait-il pu se pendre handicapé de la main droite comme il l'était ? D'autre part, il méprisait le suicide. Il disait douze jours avant sa mort à son dentiste, Hostein : « Il n'y a qu'un lâche qui puisse se donner la mort.² » Qui plus est, il avait l'intention de rejoindre les Bourbons en exil. L'immense fortune de Condé est depuis longtemps visée tant par sa maîtresse Sophie Dawes, baronne de Feuchères, que par le duc d'Orléans, aujourd'hui roi des Français. Sur les conseils du second, la première serait parvenue à convaincre Condé de signer un testament en faveur du jeune duc d'Aumale, fils du roi. La résolution de quitter la France compromettrait ces beaux plans. Le roi aurait-il donc commandité un assassinat par cupidité ? Mme de Feuchères a-t-elle maladroitement et involontairement étranglé, au cours d'une rencontre nocturne, son vieil amant ?

Flandin comprend ce qui s'est passé. Les caisses d'or réservées à Charles X sont en route vers l'étranger, pour aboutir à Paris par des voies détournées. Louis-Philippe l'a appris et n'a vu aucun inconvénient à les faire entrer dans la cassette royale, la sienne maintenant. Flandin est rappelé en France. C'est en vain qu'il écrit au ministre de la Guerre pour protester contre le rapport de la commission. On le nomme intendant en chef de l'armée de Morée, et on le fait partir de force. De Modon, il envoie au gouvernement de nouvelles lettres et rédige un mémoire sur la question. On l'informe qu'il serait révoqué s'il publie cela. Durant toute la monarchie de Juillet, il ne peut faire valoir sa théorie. Le *Charivari* du 10 décembre 1832 colporte : « On a reçu au ministère de la guerre une caisse contenant des drapeaux pris par nos troupes en Afrique. M. Cassette les a demandées pour faire des rideaux dans ses nouveaux appartements.³ » Il faut attendre le second Empire pour que le préfet de police Piétri conduise une enquête sérieuse. Il est malheureusement impossible de vérifier les livres de la comptabilité. Monsieur de Cussy a envoyé les registres au pilon et le directeur de la Monnaie, Persil, a dû épurer les archives. L'historien Marcel Emerit a constaté la disparition des livres des années 1830-1831. Il est inutile de chercher dans les papiers de la Cour des Comptes. Celle-ci déclare, en 1832, à propos du trésor du dey : « Aucune des formes de la comptabilité publique n'est suivie pour l'assiette, le recouvrement et le versement de ces produits extraordinaires. Les agents...

¹ *Ibid.*, p. 181.

² *Le Journal de la France*, n° 40, 1970.

³ *Charivari*, 10 décembre 1832.

ne sont ni préposés du Ministère des Finances ni justiciables de la Cour ; ils sont sous les ordres de l'intendant de l'armée et c'est à lui seul qu'ils justifient de leur mandat et rendent leurs comptes... La Cour n'a donc pu reconnaître en cette circonstance ni la qualité des droits acquis à l'État, ni le montant des recouvrements effectués, ni la légalité des actes qui engagent ou qui libèrent les agents de la perception...¹» Force est donc de se contenter de témoignages oraux. Un nommé Angot, employé pendant quarante-cinq ans à la Monnaie, a vu tous les procès verbaux de fonte et déclare qu'il est entré pour 100 millions de francs provenant d'Alger². L'or a été converti en lingots, puis vérifié, soit par le laboratoire des essais de la Monnaie, soit par les essayeurs du commerce : Chauvière, Bonneville, Gêneau et Saint-André. Chauvière a vu arriver les trésors d'Alger, pièces d'or et d'argent, bijoux, vaisselle précieuse, pendules. Il aurait examiné 35 millions de francs environ. Les autres maisons ont reçu proportionnellement à leur importance. L'une d'elles, déclare son employé Besadé, a vérifié pour 80 millions d'or. Nous sommes loin des 48 millions déclarés. Comment cet or est-il parvenu à Paris ? Les 48 millions déclarés par la commission ont été transportés par les navires de guerre. Les autres ont été confiés à des financiers qui leur ont fait suivre des voies détournées. L'or confié à la maison Sellières passe par Nice, territoire du royaume de Sardaigne. Flandin le signale et au procès de 1834, la maison Sellières reconnaît avoir envoyé à Nice un bateau chargé d'or, mais elle prétend que cet or lui appartenait et qu'à Nice elle pouvait s'en défaire plus avantageusement qu'en France. Caze déclare que les envois de fonds ont été faits pour le roi par Schneider, agent de la compagnie Sellières³. Le reste, près de 30 millions, est confié à la maison Hagermann qui l'a transporté en Angleterre. Cette maison est liée pour le commerce de l'or avec la banque *Heach et Compagnie* de Londres qui s'en sert pour le commerce de la soie en Italie. Venu de Londres, l'or d'Alger est affiné à Paris par Saint-André. Les 30 millions procurent à ce dernier un bénéfice considérable, parce que le titre de l'or est supérieur à la valeur pour laquelle il a été compté. La maison Hagermann aurait reçu également de l'or provenant d'un navire chargé par le maréchal Bourmont pour son compte personnel. Hagermann a probablement livré les 30 millions à Louis-Philippe, après avoir retenu une importante commission, 300 000 francs pour avoir gardé trois jours dans ses salons de Paris 865 caisses⁴. Quelle est donc la somme entrée dans le Trésor ? Vérification faite, il a reçu 82 millions auxquels il faut ajouter 12 millions dont son chef Kesner n'a pas pu indiquer l'emploi. D'après un témoin, Kesner est un honnête homme. Il a remis à Louis-Philippe les 12 millions et il a gardé le silence par dévouement pour le roi dont il est l'homme de confiance. D'après Piétri, Louis-Philippe aurait encaissé pour son compte personnel plus de 80 millions de francs. Le poète Barthélemy maudit la guerre orientale : « Alger nous promettait tous les trésors d'Attale / Et nous n'avons reçu, pour tant de millions / Qu'un ex-dey théâtral et quatorze lions. »

Avant de quitter la France, l'étudiant égyptien Rifat al-Tahtawi subit un ultime examen le 19 octobre 1830 chez Jomard. Il soumet en février 1831 le manuscrit de sa relation de voyage en France à deux orientalistes de renom : Silvestre de Sacy et Caussin de Perceval. Il y analyse les causes de l'expédition d'Alger et répond à l'archevêque de Paris qui proclame que la prise d'Alger est une victoire de la chrétienté sur l'islam. Le jeune cheik Tahtawi écrit : « La guerre entre les Français et les Algériens n'était qu'une affaire purement politique, des querelles de commerce et de transactions, des disputes et des polémiques nées de l'orgueil et de la morgue. » La cause économique est confirmée par l'historien Marcel Émerit : « Tout le monde sait que la conquête de ces trésors fut un des principaux motifs de l'expédition d'Alger, où il s'agissait beaucoup plus de s'emparer d'une aussi riche proie que de venger un coup d'éventail. » La longue aventure des Français d'Algérie commençait donc par de confuses tractations financières, quelques pots-de-vin et d'évidentes ambitions politiques. Le 20 mai 1978, lors d'une communication à propos de l'expédition d'Alger, le professeur Jean Vidalenc, estime que « pour la première fois dans l'histoire des conquêtes coloniales de la France, une telle opération se solde par un bénéfice financier indiscutable ! », et de conclure : « il ne restera plus aux ministres de Louis-Philippe qu'à se tirer au mieux de ce « legs onéreux de la Restauration. »

¹ Marcel Émerit, *op. cit.*, p. 182.

² *Ibid.*, p. 186.

³ A.N. BB 18 1354.

⁴ Marcel Émerit, *op. cit.*, p. 187.

2.

La paix à tout prix

Le roi de France Charles X a abdicé à Rambouillet, le 2 août 1830, à la suite d'une insurrection menée par une foule d'étudiants, d'ouvriers, de gardes nationaux et d'anciens militaires. Considérant la vacuité du trône, les députés élus en juillet écartent Henri V et, le 7 août, proclament Louis-Philippe I^{er} roi des Français par la grâce de Dieu et par la volonté nationale. Le 15 août, dans le port de Cherbourg, le souverain déchu quitte la France avec sa famille. Il s'exile en Angleterre. Le 27 septembre 1830, la Chambre vote la mise en accusation des ministres de Charles X. Le peuple arrête en province les ministres en fuite. L'impopulaire Polignac est arrêté et détenu à Vincennes.

Une politique étrangère louis-philipparde

Lorsque la révolution de Juillet éclate, Polignac était en train de conclure avec le tsar un traité d'alliance offensive et défensive. La Russie s'emparerait de Constantinople. La France prendrait la Belgique, la Hollande et le Rhin. On achetait la neutralité bienveillante de l'Autriche par le don de la Bosnie, de la Serbie et de la Valachie. L'Autriche immobilisait la Confédération germanique tandis que la France entraînait à sa suite les Bourbons d'Espagne et d'Italie. La Prusse restée seule avec l'Angleterre était incapable de s'opposer à ce bouleversement de l'Europe. La guerre russo-turque de 1829 avait démontré la faiblesse de l'Empire ottoman. Inquiète des succès de la Russie, l'Autriche essaya d'entraîner la France et l'Angleterre dans une intervention en faveur de la Turquie, mais Charles X s'opposait à cela. Les Bourbons voulaient exclure les Anglais de la Méditerranée et reprendre la rive gauche du Rhin. Pour arriver à ce but, le gouvernement français laissait la Russie libre de marcher sur Constantinople, en échange de son aide contre l'Allemagne. Le protocole du traité de Londres du 3 février 1830 accordait l'indépendance à la Grèce. Les archipels des Cyclades et des Sporades étaient perdus mais les trois quarts de la communauté hellénique restent sous la domination turque. Par le rescrit impérial ottoman du 3 août 1830, la Serbie devient une principauté autonome. La rive droite du Danube est démilitarisée, un « gouvernement national », vassal de la Porte, est formé dans les provinces roumaines de Moldavie et de Valachie. En réalité, ce sont des protectorats russes. Une telle perspective inquiète l'Autriche qui ne peut abandonner la péninsule balkanique.

La révolution de 1830 a des répercussions en Belgique, en Italie et en Pologne. La France de Louis-Philippe et la Russie se tournent désormais le dos. D'Occident en Orient, l'Europe est bouleversée. La Sublime Porte sort d'une énième guerre contre la Russie. Son destin est en jeu. La question d'Orient est une aubaine pour la monarchie de Juillet qui subit encore la chape de plomb du Congrès de Vienne. Ce dernier n'avait qu'un seul but : surveiller la France et la contenir partout. Éliminée des mers, à la fin du premier Empire, la force maritime française est en voie de reprendre son rang dans la compétition commerciale mondiale. L'affaiblissement de l'Empire ottoman ouvre la voie à des remaniements territoriaux. Un système de compensation entre les grandes puissances permettrait aux vaincus de 1815 de rencontrer des occasions favorables pour obtenir une révision partielle des traités. Guidé par son esprit pacifique et mercantile, le roi Louis-Philippe veut se concilier les bonnes grâces de l'Europe. Il évite la guerre car la page des tourmentes révolutionnaires et impériales doit être tournée. Sa sagesse risque de passer pour des hésitations, voire de la faiblesse. Le pouvoir issu des barricades de Juillet 1830 cherche la voie du juste-milieu. Au temps du concert européen, la diplomatie triomphe. La conciliation l'emporte. La paix doit être sauvegardée pour maintenir l'équilibre entre les puissances. Talleyrand est envoyé à Londres. Il est ministre des relations extérieures *in partibus*. La politique étrangère de Louis-Philippe veut apaiser les soupçons des cours. Face à la question d'Orient, la monarchie de Juillet oppose la mer libre « russe » à la route des Indes anglaises. Cette vision passive s'entiche de vagues sympathies pour les révolutionnaires et les chrétiens.

« Jamais la France, écrit Heine en 1832, n'a été aussi bas aux yeux de l'étranger, pas même dans le temps de la Pompadour et de la Du Barry. On s'aperçoit maintenant qu'il y a quelque chose de plus déplorable encore que le régime des maîtresses ; on peut trouver plus d'honneur dans le boudoir d'une élégante que dans le comptoir d'un banquier. »

La politique attentiste de la monarchie de Juillet hésite entre un besoin de repos et le désir de gloire. Elle choisit la médiation. Les entreprises de la politique russe en Orient, favorisées par l'indépendance de la Grèce dont le sort se négocie très difficilement à la conférence de Londres, par l'embarras de trouver un roi et de régler la question crétoise, inquiètent l'Angleterre. Si le tsar Nicolas souhaite un bouleversement européen, c'est pour s'ouvrir encore les Balkans, pour partager la Turquie et par des motifs opposés à l'Angleterre ne devant négliger aucune occasion de prévenir ou d'éteindre toutes les querelles. C'est en somme une situation de l'Europe analogue à celle qui a, de 1789 à 1791, procuré deux années de paix à la Révolution, avec cette différence qu'en 1789, la Prusse souhaitait la guerre, et qu'en 1830, par crainte de servir Metternich et l'Autriche, elle désire ardemment la paix. Louis-Philippe et Talleyrand, instruits par l'expérience, se rangent dans le parti des pacifistes en Europe, contre les violents, avec l'Angleterre, contre la Russie.

L'Europe a peur. Elle craint le retour des tourmentes révolutionnaires et des guerres napoléoniennes. Les grandes puissances redoutent la révolution de 1830 car la France propage à nouveau des opinions qui risquent de créer des désagrèments à ses voisins. La monarchie de Juillet est nationaliste, expansionniste et libérale. Apparent compromis entre la monarchie et la république, le régime écarte les légitimistes. Le drapeau blanc est définitivement remplacé par le tricolore dont le rétablissement est le premier geste des insurgés. La monarchie de Juillet s'efforce de remettre en cause les frontières de 1815 et, sur ce point, elle est contrée par la Sainte-Alliance. Selon l'Europe, au moment où la question d'Orient est une source permanente de conflits, de rivalités, d'enjeux commerciaux, la France est la Révolution vivante¹. En Autriche, Metternich fait appel à la solidarité des souverains contre l'esprit révolutionnaire. Il y voit l'occasion de remettre en vigueur l'Alliance telle qu'elle s'est manifestée au congrès de Troppau en 1820. Pessimiste, Metternich écrit le 1^{er} septembre 1830 à Nesselrode, son homologue russe : « Ma pensée la plus secrète, au reste, est celle que la vieille Europe est au commencement de la fin. Décidé à périr avec elle, je saurai faire mon devoir et ce mot n'est pas seulement le mien, c'est également celui de l'Empereur. La nouvelle Europe n'est, d'un autre côté, pas encore à son commencement ; entre la fin et le commencement se trouvera un chaos.² » Metternich est hostile à la France révolutionnaire et s'en tient à l'accord de Karlsbad : « Les puissances n'interviendront pas dans les affaires de la France, mais elles ne souffriront pas que la France porte atteinte ni aux intérêts matériels de l'Europe, ni à la paix intérieure des divers États de l'Europe.³ »

Le roi Louis-Philippe est taxé d'usurpation. Le 20 septembre 1792, il était à Valmy, sous Dumouriez, dans les rangs républicains, et il a combattu à la bataille de Jemmapes le 6 novembre 1792. Son père Philippe Égalité est régicide. Les idées de 1789 ont marqué sa jeunesse. Il ne les a pas reniées. La révolution de 1830 porte au pouvoir une bourgeoisie imbue d'idées voltairiennes. Le gouvernement pontifical est atterré. « On vit ici dans l'alarme, écrit de Rome l'ambassadeur autrichien Lützow le 14 août 1830, on craint tout, on ne sait quel parti prendre. » Les plus apeurés du Sacré-Collège, songent à 1793, voyant déjà la religion détruite, les autels renversés, le clergé exilé. Le pape Pie VIII, âgé de 70 ans, est malade. Son secrétaire, le cardinal Albani, est octogénaire et il est entièrement dévoué à l'Autriche. La rumeur accrédite l'idée que les troupes du corps expéditionnaire d'Alger vont se jeter sur le royaume de Naples et les États pontificaux pour y donner le signal de la révolution italienne. Le comte de Modène refuse de reconnaître Louis-Philippe. L'Espagne publie contre le gouvernement de Juillet un manifeste injurieux car la France accueille les opposants à Ferdinand VII. Le contrecoup des événements de Paris ne tarde pas à se faire sentir au-dehors et encourage les révolutionnaires. La révolution renforce les libéraux espagnols. La paix est menacée. Louis-Philippe risque de soutenir les mouvements d'émancipation des peuples. De Bray, un agent bavarois, ministre à Vienne, écrit en 1831 : « C'est de la France que partent tous les ébranlements de l'Europe.⁴ » Les puissances veulent maintenir la paix. Pour cela, il faut légitimer Louis-Philippe, roi des Français, afin que tout enchaînement républicain soit stoppé. En septembre 1830, le pape s'adresse au souverain français en employant l'expression « Roi Très Chrétien. » Louis-Philippe rassure l'empereur d'Autriche et lui rappelle que « le premier besoin de la France et son premier vœu, c'est la paix.⁵ » Plusieurs ministres étrangers se disputent l'honneur de l'initiative d'avoir de bonnes relations avec la France : « On vécut l'œil attaché sur l'extérieur, plus soucieux des dépêches des ambassadeurs que de la correspondance des préfets », écrit le comte Louis de Carné.

Le premier ministre anglais Wellington est chagriné par la chute des Bourbons mais il accepte la monarchie de Juillet. Attaché aux décisions du congrès de Vienne, Wellington et son ministre des Affaires étrangères, lord Aberdeen, espèrent que Louis-Philippe est prêt à respecter tous les traités existants, et qu'il ne cherche pas à jeter

¹ *Revue des Deux Mondes*, « De la politique de la France dans une crise d'Orient », par Armand Lefebvre, 1^{er} août 1838, p. 285.

² Nesselrode, *Lettres et papiers du chancelier comte de Nesselrode, 1760-1850*, Paris, 1908-1912, t. VII, p. 149.

³ Jacques de Launay, *Histoire de la diplomatie secrète, 1789-1914*, Paris, s.d., p. 188.

⁴ Eugène de Guichen, *La crise de 1839 à 1841 et l'Europe*, Paris, Emile-Paul frères, 1921, p. 16.

⁵ A.M.A.E., M&D, France, vol. 724.

l'Europe dans de nouveaux désordres. Avec sa dette de 800 millions de livres sterling, l'Angleterre ne pourrait pas supporter le fardeau d'une nouvelle guerre. L'Angleterre veut la paix. Le *Morning Chronicle* des 23-24 juillet 1830 a même célébré les aptitudes colonisatrices de la France et l'encouragement à s'établir en Afrique. Le contexte social est également mauvais pour les Britanniques. Des pierres sont jetées dans les fenêtres du duc de Wellington. La nouvelle des événements de Juillet provoque des troubles graves à Bristol. Dans le sud et l'ouest de l'Angleterre, le luddisme se déchaîne. Des ouvriers détruisent de nombreuses machines à battre. Les Anglais doivent faire face à des contestations dans leur protectorat des Îles Ioniennes. Denys Solomos, grande figure du lyrisme grec, auteur de *L'Hymne à la Liberté* stigmatise l'occupation britannique. Des étudiants originaires de l'Heptanèse ont participé à Paris à la révolution de Juillet, ou dans les plaines d'Italie aux batailles livrées contre les Autrichiens. Wellington est rassuré lorsqu'il apprend la nomination de Talleyrand à l'ambassade de Londres. Avec joie, le premier ministre anglais relit le message de son vieil ami : « Nous deux, nous maintiendrons la paix contre les anarchistes de France et contre les perturbateurs de l'étranger. » La reine Marie-Amélie apaise les relations franco-britanniques et écrit le 20 septembre 1830 à la reine d'Angleterre en employant la formule « Ma Sœur.¹ » Louis-Philippe espère que le choix de Talleyrand convient au roi Guillaume IV². Le 15 novembre 1830, le ministère tory du duc de Wellington est renversé par un vote de la Chambre des communes. Talleyrand, le diable boiteux, très influent dans la haute société anglaise, n'est pas étranger à cette chute. Le ministère whig, dans lequel lord Grey devient premier ministre et lord Palmerston ministre des Affaires étrangères, est moins malveillant à l'égard de la monarchie de Juillet. Palmerston n'aime pas le « vieux Talley », qu'il appelle « le plus coquin du monde. » Dans la force de l'âge et sans scrupule, Palmerston laisse attendre Talleyrand, « ce vieillard presque fabuleux » une heure ou deux dans l'antichambre. Un rapprochement sincère paraît cependant possible entre la France et la Grande-Bretagne. Les opinions publiques de ces deux nations sont d'ailleurs favorables à cette alliance.

À Constantinople, l'ambassadeur de Russie, Ribeaupierre s'est rapproché de son homologue français. Il l'informe habituellement de tout ce qui se trame chez leur collègue anglais. Aux premières annonces de la révolution parisienne, l'attitude ne change pas. Ribeaupierre demande à la Porte de ne rien faire qui pourrait blesser la France. Le gouvernement turc comprend. Mais lorsque l'ambassadeur de Russie vient demander à Guilleminot communication d'un mémorandum remis au Divan, il essuie un refus. On lui répond qu'il est plus informé que l'est l'ambassadeur de Russie à Paris. Vexé, Ribeaupierre fait savoir qu'il n'informerait plus l'ambassade de France de ce qui se passe au sérail. Il ne veut plus influencer les Turcs en faveur de Paris³. Les événements de Juillet atterrent les négociants de toutes les nations. Elle provoque une grande défiance dans les transactions. À la fin du mois d'août 1830, les rumeurs les plus sinistres sur ce qui se passe en France circulent dans Constantinople. Vienne est la source de ces bruits. Des négociants en lien avec le commerce d'Odessa en sont aussi responsables et cherchent à spéculer⁴. Les opprimés, quant à eux, attendent beaucoup de l'esprit révolutionnaire. Selon diverses sources consulaires, les chrétiens de Jérusalem subissent les exigences immodérées des fonctionnaires musulmans. Ils sont insultés, molestés dans les rues, poussés dans les caniveaux, et les femmes sont déshonorées en toute impunité. Les Juifs endurent les mêmes humiliations. À Smyrne, il est habituel de les battre et il convient de posséder un bâton pour chasser ces sempiternels quémandeurs.

Comment réagit le sultan Mahmud II face à la révolution de Juillet ? Mis au courant de la situation, il déclare ne rien vouloir faire⁵. La diplomatie turque est avant tout marquée par sa lenteur dans le traitement des affaires. À propos de la reconnaissance du roi Louis-Philippe par la Porte ottomane, un protocole est apostillé : « Je n'ai point vu l'acte, ni en original, ni en copie, et j'en ignore la date précise.⁶ » Les Turcs disent fréquemment que « le chien aboie et la caravane passe » ou « nous verrons. » Le Divan surveille en fait les réactions des souverains européens. Si ceux-ci l'admettent, il suivrait. En attendant, soumis à l'ascendant de la Russie, il s'oppose au remplacement du drapeau blanc par le tricolore⁷. Le sultan ne cautionne pas pour autant les légitimistes. Il déplore le sort de la France et la solution qu'il préconise à la révolution de Juillet est de placer sur le trône le fils de Napoléon Bonaparte⁸. Les consuls de Ténédos pensent d'ailleurs que la dynastie qui vient de monter sur le trône est celle de la famille Bonaparte. On leur explique que non puis ils s'écrient : « Vive la liberté ! » Le directeur de l'imprimerie impériale turque compare les Trois Glorieuses et les apparente à la sédition des janissaires de 1826. Eux, les Turcs lorsqu'ils veulent exprimer un mécontentement, ils s'en tiennent aux incendies. La révolution de 1830 est

¹ A.M.A.E., M&D, France, vol. 724.

² *Ibid.*, f° 231, lettre de Louis-Philippe au roi d'Angleterre, 20 septembre 1830.

³ Jean Serres, *La politique turque en Afrique du Nord sous la monarchie de Juillet*, Paris, 1925, p. 61. Dépêche du général Guilleminot, ambassadeur de France à Constantinople, au maréchal Jourdan, ministre des Affaires étrangères, 9 septembre 1830.

⁴ A.M.A.E., Papiers d'agents, Desages, Afrique 35.

⁵ Rifat al-Tahtawi, *op. cit.*, p. 264.

⁶ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 112.

⁷ Charles Marchal, *Souvenirs de J. Laffitte, racontés par lui-même et puisés aux sources les plus inédites*, Paris, 1844, t. III, p. 121.

⁸ Michaud et Poujoulat, *Correspondance d'Orient, 1830-1831*, Paris, 1833-1835, t. II, p. 369. Lettre 47, Péra, septembre 1830.

cependant accueillie avec joie par le peuple de Constantinople, persuadé que le roi déchu a justement été puni par le ciel pour avoir outragé l'islamisme en dépouillant le dey d'Alger et en s'emparant d'une terre musulmane¹.

Le roi de Suède, Charles XIV, le fameux Bernadotte, devrait accueillir favorablement la révolution de 1830 car elle est en accord avec ses idées mais sa politique étrangère est calquée sur celle de la Russie. Il préfère attendre. Il ne peut pas reconnaître le régime de Louis-Philippe tant qu'il n'est pas renseigné sur l'attitude du tsar. La monarchie de Juillet envoie à Stockholm le fils du maréchal Ney. Bernadotte est embarrassé. L'envoyé déploie le tricolore au balcon de la légation de France avant que la dynastie des Orléans ait été reconnue par la Suède. Cette infraction à l'étiquette diplomatique conduit le roi à ne pas recevoir le fils de Ney. Les rapports entre la Russie et la France sont tendus depuis la fin du règne de Charles X. La nomination de Jules de Polignac à la présidence du Conseil était apparue aux yeux du tsar Nicolas une erreur lourde de conséquences. « Les mesures gouvernementales me font trembler pour leur suite, écrit Nicolas à Diebitch. Il est cruel de devoir le dire : c'est la folie du roi qui est cause de tout cela. » Nicolas I^{er} a prévu la chute du roi Charles X. La comtesse de Boigne se rappelle l'attitude ambiguë de l'ambassadeur russe lors de la journée révolutionnaire du 27 juillet 1830. Il semblait vouloir légitimer l'insurrection et il blâmait le maréchal Marmont de chercher à la combattre. Après la révolution de Juillet, le tsar, poursuit le Roi-Citoyen d'une haine aveugle entretenue par la question polonaise et par la question d'Orient. Nicolas I^{er} boude les chefs des missions diplomatiques françaises. Louis-Philippe est devenu la bête noire du tsar. Alors que la partie éclairée de la société russe se réjouit de la révolution de Juillet, de cette victoire de l'esprit libéral sur l'obscurantisme, Nicolas I^{er} fulmine. Le principe monarchique a été bafoué. Dans un accès de colère, il refuse de reconnaître officiellement le régime français. Il rappelle les Russes résidant en France. Il interdit l'entrée de son empire aux sujets français. Il défend d'arborer la cocarde tricolore. Il refuse à Louis-Philippe le « Monsieur mon frère » habituel entre souverains. Nicolas I^{er} préfère l'appeler « Sire », avec une répugnance manifeste. Puis, il se raisonne. Entre deux sautes d'humeur, il accepte que certaines mesures d'exception qu'il a préconisées contre la France ne soient pas totalement appliquées.

Le tsar était prêt à signer avec Charles X un traité qui accordait à la France les frontières du Rhin à la condition de laisser les Russes prendre Constantinople. La révolution de Juillet met fin à ce projet. Le tsar perd son rêve byzantin² et il considère la nomination de Talleyrand comme une sorte de déclaration de guerre. Nicolas I^{er} ne doute plus du changement de la diplomatie française relativement à la question d'Orient puis il se ravise : « Puisque M. de Talleyrand s'attache au nouveau gouvernement français, ce nouveau gouvernement doit avoir des chances de durée. » L'ironie mise à part, il est remarquable que le prince de Bénévent serve de caution à la monarchie de Juillet auprès de la Russie. N'étant pas prêt pour une guerre, Nicolas adresse cette lettre à Louis-Philippe : « De concert avec mes alliés, je me plais à accueillir le désir que Votre Majesté a exprimé d'entretenir des relations de paix et d'amitié avec tous les États de l'Europe. » Le duc de Mortemart confie au roi que le tsar n'a pas spécialement d'animosité contre lui, mais qu'il hait la démocratie³. Finalement, il reconnaît, à contrecœur, l'avènement de Louis-Philippe et Bernadotte pardonne au jeune Ney à la condition qu'il amène son drapeau. La diplomatie française redoute une alliance entre la Russie et l'Autriche qui se ferait sur la base d'un partage de la Turquie européenne. L'Autriche n'est pas une alliée sûre. Elle ne serait plus qu'une puissance de second rang. Le tsar pourrait s'appuyer sur la France en Orient. Paris pourrait soutenir les ambitions du tsar contre la Porte. L'existence de l'Empire ottoman ne touche plus vraiment et par ricochet on ménagerait la Prusse⁴.

La guerre peut sortir des conditions mises au maintien de la paix. « Les Français en avaient conscience et en parlaient ouvertement, comme s'ils n'avaient pas confiance en cette paix qu'ils tenaient pour un armistice et un ajournement », écrit le voyageur égyptien Tahtawi, étudiant à Paris. Tahtawi précise : « Lorsque je suis parti de France, tout le monde y attendait une déclaration de guerre de la part des Autrichiens, des Moscovites, des Espagnols ou des Prussiens. » Méhémet-Ali, face aux événements de Juillet, reste circonspect. En 1830, le pacha d'Égypte, contrarié dans ses desseins, n'espère plus rien de la France. Il n'a plus confiance en elle. L'historien Mustapha Sabry écrit : « Tout d'abord, la conquête et la conservation d'Alger par les Français provoquèrent la crainte que le projet de fonder un empire arabe, qu'ils lui avaient si longtemps et sérieusement recommandé, ne fût en train de se réaliser pour eux-mêmes, et qu'il n'y eût péril dans une union étroite avec un peuple si ambitieux. Alors qu'il était assailli de pareilles craintes, la révolution de Juillet eut lieu à Paris et il sauta donc aux yeux qu'un pays constamment menacé par des convulsions intestines et par les dispositions hostiles des puissances étrangères n'aurait ni le loisir, ni les moyens de seconder ses plans d'agrandissement.⁵ » La nouvelle officielle du changement de gouvernement en France parvient en Égypte le 15 septembre 1830. Mimaut, le consul de France à Alexandrie écrit : « J'ai reçu [...] le récit officiel des événements qui se sont passés en France à la fin de Juillet, du changement de gouvernement, et de l'élévation au trône constitutionnel, par les vœux de la nation et par la

¹ De Saurigny, *Histoire de la Chine, du Japon, de la Perse, de l'Inde, de l'Arabie, de la Turquie, de l'Égypte, de l'Algérie, depuis les temps les plus reculés jusqu'en 1840*, Paris, 1858, p. 400.

² Alexandre Dumas, *Histoire de la vie politique et privée de Louis-Philippe, depuis son avènement jusqu'à la révolution de 1848*, Paris, 1853, t. I, p. 290.

³ Castellane, *Journal du maréchal de Castellane, 1804-1862*, Paris, Plon, 1895-1897, t. II, p. 402.

⁴ A.M.A.E., M&D, France, vol. 724, f° 322. « Nécessité pour l'Europe d'adopter un nouveau droit public », rapport d'Armand Lefebvre, 25 septembre 1830.

⁵ Mustapha Sabry, *L'empire égyptien sous Méhémet-Ali et la question d'Orient (1811-1849)*, Paris, 1930, pp. 576-577.

proclamation des Chambres, Mgr le duc d'Orléans sous le nom de Louis-Philippe I^{er}. » La sympathie du pacha pour le roi Louis-Philippe est immédiate comme a plaisir à le noter Mimaut.

Sur le plan international, les objectifs de la France et de l'Égypte coïncident partiellement. Bien sûr, la France conduit dans cette région une politique avant tout intéressée, et Méhémet-Ali se méfie d'une puissance qui l'a combattu à Navarin et qui occupe l'Algérie. Il n'en reste pas moins qu'il trouve en France des appuis dans sa révolte contre le sultan, qu'il ne pourrait réunir chez aucune autre grande puissance. Sur les bords du Nil retentissent avec éclat les refrains de *la Marseillaise*¹. À Alexandrie, on imite la révolution parisienne². On donne des banquets, des fêtes dans lesquelles on célèbre les journées de Juillet. Les partisans des consuls affrontent ceux de la liberté. L'administration d'un hôpital focalise les passions politiques. Les consuls veulent restreindre les pouvoirs de l'assemblée générale. Cette mesure est dénoncée. Elle est arbitraire et s'apparente aux ordonnances de Charles X. Les orateurs les plus véhéments mettent en avant la souveraineté du peuple, les droits sacrés de l'homme, les charges trop lourdes du contribuable. On songe, au détriment des malades, à refuser de payer l'impôt et de rejeter le budget de l'hôpital. Des chaises et des bancs volent dans l'assemblée. Quelques-uns se barricadent. Un président est finalement proclamé, c'est le consul de Toscane. Il est jugé plus conciliant que son prédécesseur autrichien.

L'arrivée au pouvoir de Louis-Philippe n'implique pas forcément la guerre. Les officiers supérieurs de l'état-major prussien pensent que la paix peut être sauvegardée « pourvu que le gouvernement français ait une stabilité assez grande pour résister à la poussée des deux partis, des républicains comme des royalistes, qui tous deux veulent la guerre pour arriver au pouvoir. Ne vont-ils pas faire disparaître le Roi-Citoyen de leur répertoire, mettre de côté le vieux Lafayette, premier radoteur de France, et mettre Laffitte en bouteille ?³ » En définitive, seuls les États-Unis d'Amérique⁴, l'empereur du Brésil Pierre I^{er}, et les 40 000 Juifs d'Algérie libérés du despotisme turc, se réjouissent de la révolution de Juillet. Le Congrès américain apprend la nouvelle « avec une sorte de délire.⁵ » Le président Jackson admire Louis-Philippe et le qualifie de *great and good friend*. La révolution de Juillet ne modifie pas non plus les excellents rapports qu'entretient la France avec le royaume de Naples. Louis-Philippe est l'époux de Marie-Amélie, sœur du roi de Naples, François I^{er}. Quant au président provisoire de la Grèce indépendante, le comte Jean Capodistria, il accueille les journées révolutionnaires de Juillet comme étant des événements qui « sont de nature à remplir un siècle⁶ ». Son enthousiasme apparent, il rappelle son amitié avec Molé, n'a qu'un seul but : obtenir de l'argent pour aider à la reconstruction de son pays. En septembre 1830, il réclame 1,5 million de francs au banquier Eynard. Arthur de Gobineau écrit à juste titre dans *La Revue des Deux Mondes* en 1841 que Capodistria, « c'est, à côté de M. de Talleyrand, le nom le plus essentiellement diplomatique des temps modernes. »

Les hommes que les Trois Glorieuses viennent de mettre à la tête des affaires ont tous professé l'indépendance des États et l'affranchissement graduel des peuples. Les ambassadeurs de France sont changés. Le maréchal Mortier est nommé à Saint-Petersbourg, le maréchal Maison à Vienne, Rumigny à Berlin, le duc d'Harcourt à Madrid, Barante à Turin, Latour-Maubourg à Rome, Bertin de Vaux à La Haye, Sérurier à Washington, Talleyrand à Londres, le comte de Saint-Simon à Stockholm. Guilleminot est maintenu à Constantinople. Il occupe ce poste depuis le 30 novembre 1823. Le retentissement de juillet 1830 est considérable. Le prince de Serbie Miloch Obrénovitch exprime sa confiance dans la France parce qu'elle est favorable au développement des nationalités. Il déplore son éloignement. Un de ses vœux est de la rejoindre par l'Italie⁷. Les peuples balkaniques aspiraient à l'unité. Leur principal souci portait sur la délimitation des frontières avec la Bosnie. Cette région, englobant l'Herzégovine et la Croatie turque, comportait des provinces slaves qui reconnaissaient encore la domination directe du sultan. Ils redoutent de nouveaux conflits car la Bosnie est riche et peut susciter bien des convoitises. D'après les Tsiganes, le lit des torrents véhiculerait des paillettes d'or en abondance. Les Bosniaques se méfient des Russes, méprisent ce qui est allemand et se fient peu aux chrétiens car les raïas⁸ servent le Divan. En revanche, ils nourrissent d'assez bons sentiments pour les Français car les armées napoléoniennes avaient laissé de bons souvenirs en Illyrie et en Dalmatie. Ils se remémorent que Karageorges avait demandé à Napoléon de prendre sous sa protection les Slaves de la Turquie. La Serbie ressemble désormais à un paysage de Far West. Les Serbes désirent ardemment la paix. La pyramide de crânes humains, élevée par les Turcs, leur rappelle trop la cruauté des guerres antérieures. Ces ossements, au nombre de plusieurs milliers, dont Lamartine voit encore en 1833 « les cheveux flotter comme des lichens » n'appartiennent pas uniquement à des chrétiens. Ces 15 000, ces 30 000

¹ Ferdinand Durand, *Des tendances pacifiques de la société européenne et du rôle des armées dans l'avenir*, Paris, J. Dumaine, 1844, p. 57.

² Michaud et Poujoulat, *op. cit.*, t. V, p. 19.

³ Moltke, *Mémoires du maréchal H. de Moltke. Lettres à sa mère et à ses frères Adolphe et Louis (1823-1888)*, Paris, s.d., p. 61. Lettre depuis Berlin, veille de Noël 1830.

⁴ A.M.A.E., M&D, France, vol. 724, f° 246, lettre du président Jackson avec sa traduction.

⁵ *Ibid.*, États-Unis, vol. 23, f° 381. *Compte-rendu de la mission de Sérurier, ministre du roi aux États-Unis (1830-1835)*.

⁶ Jean Capodistria, *Correspondance du comte Jean Capodistria, président de la Grèce, comprenant les lettres diplomatiques et particulières, publiées par E.A. Bétant*, Genève, 1839, t. IV, p. 134. Lettre de Capodistria à Eynard, 8/20 septembre 1830.

⁷ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 59.

⁸ Sujets non musulmans de l'Empire turc. Raïa veut dire troupeau.

crânes dont le premier aurait été déposé en 1806, sont à la fois les dépouilles de musulmans, d'Albanais, de Bulgares et de Serbes ayant indistinctement servi dans le camp des vainqueurs ou des vaincus. La vue de ce monument lugubre à Niš, au lieu d'exciter la vengeance incite à se rassembler et à oublier. Pour Lamartine, ce monument doit subsister pour qu'il apprenne aux jeunes Serbes « ce que vaut l'indépendance d'un peuple en leur montrant à quel prix leurs pères l'ont payée¹ ». Il raconte le combat pour l'indépendance de ce peuple qu'il compare aux « Suisses des petits cantons, où les mœurs pures et patriarcales sont en harmonie parfaite sur la figure du pasteur, avec la liberté qui fait l'homme et le courage calme qui fait le héros. »

Le prince Miloch cherche à consolider son autonomie. Cet ancien éleveur de porcs, participa à la révolte contre les Turcs (1804-1813), puis il fut reconnu par les Turcs prince de Serbie après avoir fait assassiner Karageorges en 1817. Sa neutralité dans la guerre russo-turque de 1828 lui a valu le titre de prince héréditaire dans un firman d'octobre 1830. Il tient donc à garder de bonnes relations avec la Porte ottomane. Miloch refuse de coopérer avec les hététaïries qui s'efforcent de créer une vaste coalition dans les Balkans contre le sultan. Miloch gouverne avec une assemblée et paie le tribut. Toutefois, les musulmans doivent vendre leur propriété et quitter le pays. Aucun d'entre eux ne peut résider en Serbie à l'exception des soldats attachés aux six forteresses restant sous contrôle ottoman. Belgrade conserve une garnison turque placée sous les ordres d'un pacha. Le Monténégro, quant à lui, est placé sous l'autorité du prince-évêque Pierre II. Se soustrayant à l'autorité des Turcs, les Monténégrins refusent de payer le tribut et font des razzias sur le territoire ottoman. Touché par la beauté des paysages serbes, l'hospitalité et les marques d'amitié des habitants, Lamartine estime avec raison que l'indépendance de cette province autonome de l'Empire turc est proche, et il déclare : « J'aimerais à combattre avec ce peuple naissant, pour la liberté féconde ! »

La non-intervention

La France reste la deuxième puissance économique en Europe, derrière l'Angleterre². Le commerce mondial reste dominé par les Britanniques. Première puissance marchande, atelier du monde, premier empire colonial, la Grande-Bretagne domine les échanges internationaux. Elle représente le quart du commerce mondial contre 10% à la France. Après la révolution de Juillet, l'aristocratie française ne cherche guère à développer des richesses. Elle se retire sur ses terres et se renferme dans ses salons³. La France entre tardivement dans la révolution industrielle. Vers 1830, les importations entre la Turquie et les nations européennes totalisent 88 millions de francs et les exportations 102 millions⁴. En Orient, la France a une balance commerciale excédentaire. Ses quatorze comptoirs à Constantinople totalisent une valeur égale à tous les autres établissements étrangers. Les échanges français, comparés à ceux de l'Angleterre, y apparaissent florissants. Les données statistiques, en millions de francs, parlent d'elles-mêmes :

	France		Angleterre	
	Importations	Exportations	Importations	Exportations
Empire ottoman	18	22	37	22

Pour sauvegarder cette prospérité, la France veut la paix. Les échanges français avec la Porte ottomane et l'Égypte de Méhémet-Ali⁵ représentent une part infime de son commerce extérieur dont la majeure partie se fait avec l'Europe⁶. On comprend donc sa volonté de sauvegarder la paix avec ses partenaires européens.

¹ Gérard Unger, *Lamartine*, Paris, Flammarion, 1998, p. 201.

² Fernand Braudel, Ernest Labrousse, *Histoire économique et sociale de la France*, P.U.F., 1976, t. III, vol. 1, p. 307.

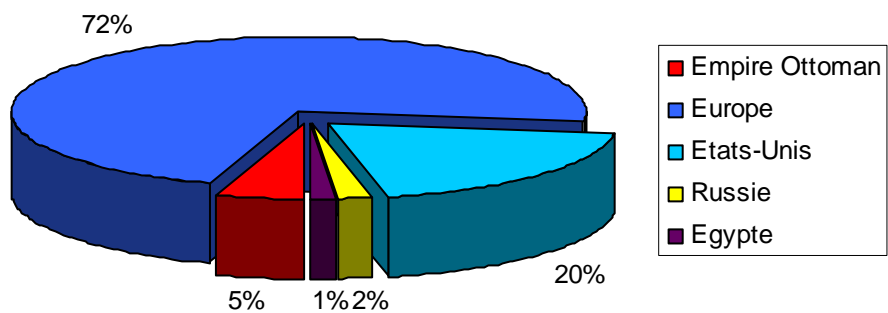
³ Michel Beaud, *Histoire du capitalisme de 1500 à nos jours*, Points Economie, Paris, Seuil, 1990, 383 p.

⁴ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 56.

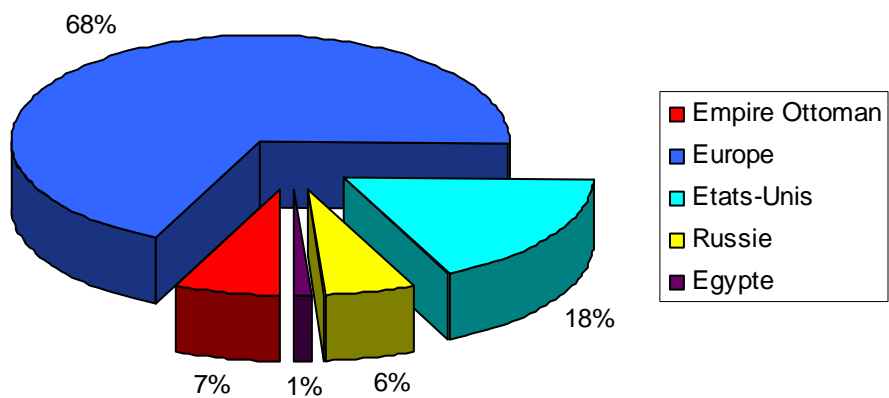
⁵ Georges Douin, *La première guerre de Syrie*, Le Caire, société royale de géographie d'Égypte, 1931, t. I, p. 493.

⁶ Fernand Braudel, Ernest Labrousse, *op. cit.*, pp. 321, 343, 344, 345 et 346.

**Provenance des importations françaises
sur un total de 346,3 millions de francs**



**Destination des exportations françaises
sur un total de 319,3 millions de francs**



Le comte Molé, ministre des Affaires étrangères se veut rassurant. Il instaure son credo : la non-intervention. Ce principe vient d'Angleterre. Il dénonce les principes interventionnistes édictés lors du congrès de Troppau. De 1822 à 1827, George Canning, devenu ministre des Affaires étrangères après le suicide de Castlereagh dans le cabinet de lord Liverpool, puis premier ministre d'avril à août 1827, prônait la neutralité dans les mouvements nationaux. Canning fit de la non-intervention l'axe majeur de sa politique étrangère et il refusait l'ingérence dans les affaires intérieures des autres pays. « La non-intervention, écrit l'*Edinburgh Review* en décembre 1831, est la clef de l'indépendance des États ; elle est la meilleure barrière contre ce fléau, le pire de tous qu'on appelle la guerre. » Le légitimiste Auguste Chauvin-Beillard avec ses amis critiquèrent ce système d'inaction : « Tout au plus peut-on le jeter dans des articles de journaux et dans des discours de tribune pour ceux qui se paient de mots, et qui ne vont pas au fond des choses. » Reconnaissant que la guerre européenne n'était plus une solution¹, les partisans de Henri V affirmaient : « le Cabinet du Palais-Royal a oublié que la non-intervention est un coup de mort pour un Etat comme la France, car elle ne doit certes point rester indifférente à tout ce qui se passe autour d'elle.² » Molé n'a guère d'emprise sur l'impulsion à donner à la politique étrangère de la France. Il s'en plaint vivement à Louis-Philippe : « C'est à Londres que la paix ou la guerre se décidera, sans moi, si M. de Talleyrand y négocie.³ » La monarchie de Juillet est tenue de donner satisfaction, à l'extérieur et à l'intérieur, au mouvement populaire dont elle est issue. L'anglophobie reste très forte dans les campagnes. Balzac s'en fait l'écho dans *le Curé de village* où Clousier, le juge de paix du canton de Montégnac, affirme : « Certes, Cromwell fut un grand législateur. Lui seul a fait l'Angleterre actuelle, en inventant l'*acte de navigation*, qui a rendu les Anglais les ennemis de toutes les autres nations, qui leur a inoculé un féroce orgueil, leur point d'appui. Mais malgré leur citadelle de Malte, si la France et la Russie comprennent le rôle de la mer Noire et de la Méditerranée, un jour, la route d'Asie par l'Égypte ou par l'Euphrate, régularisée au moyen des nouvelles découvertes, tuera l'Angleterre, comme jadis la découverte du cap de Bonne-Espérance a tué Venise. »

Le 2 novembre 1830, un ministère patriote est formé. Laffitte est appelé à la présidence du Conseil et au ministère des Finances. Le « parti du Mouvement » accède au pouvoir. Laffitte, plus imbu des idées de 1789, accepte les démissions des doctrinaires Casimir Perier, Guizot, Molé et Broglie. Les puissances souhaitent prévenir tout conflit mais la France semble agiter le spectre de la guerre révolutionnaire émancipatrice des peuples et des nationalités. Laffitte, et surtout son ami Odilon Barrot, qui ne fait pas partie du ministère, pensent qu'il faut continuer la révolution de Juillet, en tirer toutes les conséquences sociales et politiques tant sur le plan intérieur qu'extérieur. Ils se distinguent en cela du précédent gouvernement et s'opposent au parti de la Résistance qui proscrit l'aventure. Le parti de la Résistance est pour la grandeur de la France. Le parti du Mouvement affirme condamner le patronage de l'étranger. Devenu banquier et manufacturier, commandité par Casimir Perier, Gisquet reçoit le 1^{er} octobre 1830 mission de négocier à Londres l'achat de 300 000 fusils pour la Guerre. Le 17, il en rapporte un traité portant sur un armement de 566 000 fusils périmés qui encombre la Tour de Londres et stipulant un prix de 34,95 francs par fusil qui coûte 26,50 francs au marché courant. Gérard, ministre de la Guerre, refuse de le ratifier, mais Rothschild, associé aux espérances de Gisquet, l'aide à conclure avec Soult, successeur de Gérard le 17 novembre. Dans *La Tribune* du 9 juillet 1831, Marrast écrit que le maréchal ministre aurait reçu « un pot de vin qui serait de plus d'un million ? »

Le 17 novembre 1830, Sébastiani quitte le ministère de la Marine pour celui des Affaires étrangères. Il affirme son amour de la paix mais déclare ne redouter aucune coalition. Tout ce qui touche à la question d'Orient peut devenir la cause d'un conflit européen. L'état des forces maritimes⁴ en 1830 révèle quelles puissances peuvent intervenir efficacement dans la question d'Orient :

FORCES NAVALES EN 1830

Superpuissance maritime :	Angleterre, 22 920 canons
Grandes puissances maritimes :	France, 7 240 canons Russie, 6 000 canons Empire ottoman, avec l'Égypte : 4 369 canons ⁵
Puissances maritimes moyennes :	États-Unis, 2 500 canons Royaume de Suède et Norvège, 2 247 canons Pays-Bas, 1 440 canons Danemark, 910 canons Autriche, 900 canons

¹ Auguste Chauvin-Beillard, *Ordre du jour pour 1834, à la grande armée royaliste*, Paris, 1834, p. 49.

² *Ibid.*, *Société pour publication de brochures*, « Situation du gouvernement », Paris, 31 décembre 1830, p. 9.

³ Louis Madelin, *Talleyrand*, Paris, Tallandier, 1979, p. 451.

⁴ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 21.

⁵ La flotte du vice-roi est dans un excellent état et quoiqu'elle appartienne de nom au sultan, elle ne doit pas être confondue avec celle de Constantinople.

	Espagne, 876 canons ¹
Petites puissances maritimes :	Portugal, 550 canons Sardaigne, 523 canons Naples, 468 canons Grèce, 200 canons Maroc, 68 canons ²
Puissances ne pouvant pas intervenir avec une flotte de guerre en Orient :	Belgique, 40 canons Prusse, 10 canons

La politique extérieure de Laffitte s'appuie sur une armée régulière alignant plus de 400 000 combattants et déclare pouvoir négocier avec deux millions d'hommes mobilisables pour la garde nationale. Outre ces forces terrestres, la France dispose de trois cents navires de guerre. La France s'apprêterait-elle à se lancer dans une conflagration généralisée ? Laffitte mène une action qui s'efforce d'empêcher le pire mais il affirme être prêt à faire la guerre si la France doit abandonner ses principes. Dans ce cas extrême, il s'engage à prouver au monde que la France n'aurait pas suscité le conflit. Il résume sa pensée : « La France ne permettra pas que le principe de non-intervention soit violé. Mais elle s'efforcera aussi d'empêcher que l'on compromette une paix qui aurait pu être conservée. »³ C'est dans ce contexte que Jean-Jacques de Sellon s'efforce de réunir un Congrès qui proclamerait solennellement le respect pour la vie de l'homme. Il souhaite convertir en gardes nationales ou en milices toutes les armées permanentes. Il réclame la création d'un tribunal, composé des députés de tous les pays souverains, chargé de régler les litiges entre les États. Il demande que des forces suffisantes soient mises à la disposition de cet organisme pour prévenir les conflits.

La situation internationale se dégrade justement. La Pologne se soulève le 29 novembre 1830. La Fayette prend fait et cause pour les Polonais : « Vous venez de dire, messieurs, que les Polonais vivaient de souvenirs ; mais il leur appartient de vivre encore d'espérances. »⁴ Inquiète, la Russie fait armer et approvisionner pour neuf mois la flotte de la mer Noire. La troisième batterie des vaisseaux de ligne est ôtée pour y placer des troupes de débarquement⁵. Les tribus du Caucase déclenchent à leur tour une insurrection. En 1825, Xavier de Maistre dans *Les Prisonniers du Caucase*, fustigeait déjà cette montagne peuplée de pillards enclavée dans l'empire russe et dans son *Voyage à Erzeroum*, Pouchkine raconte le danger que présentent les routes du Caucase en 1829. Au mois de septembre 1830, le cheik Muhammad al-Yaraghi déclare le djihad contre les Russes⁶. Le mollah Khasi parcourt le Daghestan et fanatise les habitants. Rien n'est tenté pendant l'hiver 1830 mais au printemps 1831, des soldats russes sont surpris et égorgés dans les bois. Le mollah Khasi, à la tête d'une troupe de montagnards de 3 à 4 000 hommes⁷, la plupart des Tchétchènes, envahit les possessions russes. Sa tentative avorte malgré la foi aveugle des musulmans. Il n'a pas pu obtenir le soutien de tous les khanats. Le mollah se retire chez ses amis tchétchènes. Il veut attaquer la forteresse de Vladi mais il n'a pas l'assentiment des Ingouches. En mai 1831, les bandes de Khasi parviennent à mettre en déroute un corps russe. Cette victoire est sans lendemain. Les rebelles sont inlassablement pourchassés et finalement battus. Les prisonniers déclarent que Khasi est un prophète. « Après la consécration divine qu'il avait reçue, disent-ils, il était allé à La Mecque, porté dans les airs sur son manteau. »⁸ Retranché dans la forteresse de Guimry, il est vaincu le 18 octobre 1831. Couvert de blessures, Khasi tombe sur les rochers, murmure sa dernière prière, tenant sa barbe. Le premier ministre français Laffitte veut s'allier avec la Turquie et cette révolte le conforte dans ses objectifs puisqu'il estime que des « négociations habilement conduites pouvaient créer, soit dans le Caucase, soit en Perse, des moyens efficaces de diversion, et sauver la Pologne. »⁹

Talleyrand propose à Palmerston que la France et la Grande-Bretagne mènent une action conjointe de médiation entre la Russie et la Pologne. Palmerston rejette l'offre du cabinet des Tuileries qui souhaite la réapparition d'un royaume de Pologne. La Suède, voulant reprendre des provinces perdues sur la Baltique, est alors prête à conduire une diversion en faveur des Polonais et elle arme sa flotte. Palmerston, par l'intermédiaire de son ambassadeur à Stockholm, décourage une telle aventure. La Perse a fait envoyer une armée à trois jours de marche de la frontière russe. Le secrétaire de la légation britannique à Téhéran, Sir John M'Neill, rattrape le prince persan et le conjure de regagner ses bases. L'Angleterre menace de faire la guerre à la Perse s'il n'obéit pas. De semblables injonctions sont faites à l'Empire ottoman, dans le cas où il souhaiterait également reprendre des

¹ *Ibid.*, Espagne, 310. Marine espagnole au 31 décembre 1830.

² Il s'agit de l'état de la marine militaire marocaine en 1836 : une corvette (20 canons), deux bricks (18 et 16 canons), deux goélettes (8 et 6 canons).

³ Charles Marchal, *op. cit.*, pp. 28-29.

⁴ Alfred de Chlapowski, Félix Ponteil, Czeolaw Chowaniec, *La Fayette et la Pologne*, Paris, 1934.

⁵ A.N. mar. BB⁴ n° 535. Lettre du consul de France à Odessa, 19 novembre 1830.

⁶ Moshe Gammer, *Muslim resistance to the tsar, Shamil and the conquest of Chechnia and Daghestan*, Londres, Frank Cass, 1993.

⁷ *Revue de l'Orient*, 1844, p. 262.

⁸ *Revue des Deux Mondes*, 1838.

⁹ Charles Marchal, *op. cit.*, p. 123.

hostilités contre la Russie. Après leur écrasement, les Polonais émigrent à Paris et à Londres. Exilés, ils exercent une intense activité diplomatique sous la conduite du prince Adam Czartoryski. Ils sont relativement favorables à l'Empire ottoman qui n'a jamais reconnu les partages de la Pologne. Lafayette les soutient et s'attend à un conflit européen : « La guerre était préparée contre nous, lance-t-il à la Chambre des députés le 15 janvier 1831, la Pologne devait former l'avant-garde. » Namik pacha, ambassadeur du sultan, songe à établir toute l'émigration polonaise militaire en Turquie. Il veut engager les milliers d'officiers polonais disponibles comme instructeurs de l'armée turque.

Afin de maintenir la paix et l'équilibre entre les puissances, la Chambre des députés française avance le projet de faire occuper le voisinage des Dardanelles afin de contenir la Russie. Cette politique pacifique privilégierait et garantirait les relations commerciales dans les détroits. L'alliance avec l'Angleterre est le pivot de tout maintien de la paix. « Leur traité de paix, écrit Barrault, est le premier chapitre de l'Évangile de la sainte alliance des nations : il y aurait sacrilège à en provoquer la rupture.¹ » L'Angleterre évoque la possibilité d'établir un poste d'observation à Smyrne. Ce rôle médiateur et de sentinelle en Orient a besoin d'un puissant auxiliaire : l'Autriche, pays intéressé par la question d'Orient à cause du Danube et des provinces adriatiques. L'Autriche se prépare et s'attend à la guerre. Ses convois se rendent des Échelles du Levant vers l'Adriatique escortés par de nombreux bâtiments de ligne. Au début de l'année 1831, l'Autriche arme et porte ses forces terrestres à 360 000 hommes. Elle mobilise 10 000 hommes sur ses frontières turques². La Porte établit le blocus des côtes adriatiques avec une flotte composée de 3 vaisseaux et 12 frégates. La cavalerie albanaise vient d'écraser l'infanterie régulière de Kutabi pacha. Les Turcs tentent de conserver Samos. L'île a pris une part active à l'insurrection. Elle obtient une autonomie administrative complète sous l'autorité d'un préfet chrétien nommé par la Sublime Porte et assisté d'un conseil de notables indigènes. Les Grecs des îles laissées à la Porte s'agitent et demandent leur rattachement à la Grèce indépendante. Le sultan octroie aux Samiens une amnistie, la liberté de leur administration et de leur religion, le retrait des troupes turques, en échange d'un tribut de 400 000 piastres. La Crète reste occupée par l'armée égyptienne. La question de l'émigration réciproque entraîne d'interminables négociations avec la Porte. Les textes donnent au préfet le titre de prince de Samos. Ces dispositions ne garantissent pas la paix civile sur l'île puisqu'en 1836 le prince Voghorides fait arrêter et embarquer vers la prison de l'Arsenal à Constantinople dix-sept agitateurs qui incitent à ne pas payer le tribut³.

Les Français sont chargés de surveiller les Turcs afin de sauvegarder une paix fragile en Grèce. Ministre de la Marine, l'amiral de Rigny établit le principe de l'armement permanent d'un certain nombre de vaisseaux de guerre. Rigny a la réputation d'avoir un caractère prompt à l'emportement. Mousse pendant la campagne d'Égypte puis enseigne, il commanda une corvette dans la flotte de Boulogne. Appelé à la division des marins de la Garde, Rigny combattit à Iéna, à Pultusk, à Somosierra, à Wagram. Promu lieutenant de vaisseau, il retourna à la mer. Après avoir combattu pour Napoléon, il servit fidèlement la Restauration et commanda la flotte française à Navarin. L'amiral anglais Malcolm suppléa l'escadre française du Levant et charge *le Rainbow* d'observer l'escadre ottomane en station le long des côtes albanaises⁴. Malcolm se méfie de la Russie. La flotte russe de la Méditerranée qui se tient habituellement réunie à Paros, où elle a un port d'attache, se préparerait à regagner la Baltique. L'armée britannique est occupée au maintien de l'ordre en Irlande. L'opinion publique anglaise a sympathisé au début avec la monarchie de Juillet. Elle est maintenant terrifiée. Des propos bellicistes dressent le roi d'Angleterre Guillaume IV contre la France. La Fayette devient « un épouvantail tout aussi agissant sur l'opinion que les Jésuites, le pouvoir absolu et le droit divin.⁵ » La Fayette a l'habitude de clore toutes les discussions diplomatiques par cette formule : « Il faut nécessairement que le droit divin disparaisse devant la souveraineté des peuples, ou que cette souveraineté recule devant lui.⁶ » Les républicains se sentent investis d'une mission, celle de combattre partout l'absolutisme. Des rumeurs courent sur l'éventualité d'une guerre entre la France et l'Angleterre à propos de la Belgique. Le duc de Nemours vient d'être élu. La division navale française reçoit l'ordre de se préparer au conflit imminent. Les commandants des navires de guerre anglais ont reçu des instructions bellicistes. À Nauplie, le capitaine et les officiers de la frégate anglaise *Madagascar* invitent à un grand dîner les états-majors des bâtiments de guerre français se trouvant sur la rade. Au milieu du dîner, le commandant Lions reçoit la nouvelle d'une rupture prochaine entre les deux pays. Il en fait part aux officiers français et leur dit avec effusion : « Messieurs, quand la guerre sera déclarée, nous ferons tous notre devoir comme des militaires qui obéissent à leurs gouvernements, comme des citoyens qui doivent défendre les intérêts politiques de leurs pays. Jusque là nous sommes de sincères amis, et dans tous les cas les sentiments d'estime qui nous unissent résisteront à toutes les choses de la guerre.⁷ » Carné décrit la situation générale en France : « Depuis

¹ Émile Barrault, *Guerre ou paix en Orient*, Paris, 1836, p. 22.

² S.H.A.T. 1M 1634.

³ *Times* du 16 février 1836.

⁴ A.N. mar., BB⁴ n° 539.

⁵ Barante, *Souvenirs*, t. IV, p. 169.

⁶ Louis-Joseph-Marie de Carné, *Des intérêts nouveaux en Europe depuis la révolution de 1830*, Paris, 1838, p. 248.

⁷ S.H.A.T. D² n°4.

quelques mois les mères tressaillaient au bruit du tambour ; elles regardaient avec anxiété leurs fils dont les yeux cherchaient le sabre paternel, déposé depuis le licenciement de l'armée de la Loire au foyer de la chaumière.» Le pamphlétaire Barthélemy exulte. S'adressant « aux soldats de la France » le 14 août 1831, il écrit : « Tous ces hommes de cour, incertains dans leurs vœux / Qui fabriquent la paix dans leur laboratoire / En pleurant de dépit subiront votre gloire.¹ »

Le capitaine de vaisseau Pierre-Anne-Julien Lalande est prêt à faire la guerre. Cet officier, né au Mans le 13 janvier 1787, entré dans la marine en 1803 comme novice à bord de la corvette *Levrette*, fit les campagnes navales de l'Empire². En 1806, il était aspirant de 1^{ère} classe. En 1809, sous les ordres du lieutenant de vaisseau Jurien, il participa à la petite bataille des Sables-d'Olonne à bord de la frégate *l'Italienne*, et où deux autres frégates françaises *la Calypso* et *la Cybèle* avaient dû affronter trois vaisseaux anglais. En 1812, Lalande était lieutenant de vaisseau. Après la chute de Napoléon, Lalande suivit Jurien sur la frégate *l'Africaine* dans l'océan Indien. En 1819, Jurien était promu au rang de contre-amiral. Lalande remplit à ses côtés les fonctions de chef d'état-major à bord du vaisseau *le Colosse*. En 1827, Lalande était promu capitaine de vaisseau. Il commandait son propre navire : *la Fleur de Lys*. Convaincu que la révolution de 1830 va déclencher la guerre, Lalande met sa frégate rebaptisée *la Résolue* en état de combattre. Fou de guerre, il fait placer avec les seuls moyens du bord et aux industrieuses méthodes de son chef armurier des hausses sur tous ses canons. Lalande tient absolument à présenter son bâtiment en état de supériorité. Jusqu'alors on tirait de façon empirique. Lalande place des hausses sur ses pièces parce que dit-il, « je ne saurais comprendre quel avantage on peut avoir à ne pas viser le point qu'on veut atteindre. » Son initiative hardie lui vaut un résultat imprévu. L'administration de la marine lui inflige un blâme et veut lui faire payer de ses deniers l'artillerie de *la Résolue* qu'il a détériorée. L'affaire s'arrange malgré tout. Les officiers et les matelots suivent leur chef dans sa volonté de faire de *la Résolue* la meilleure frégate au monde. En 1831, Lalande passe sur *la Calypso* et continue son apostolat. On le voit avec son charpentier tailler les sabords de la batterie pour donner plus de champ de tir à ses pièces. Mais cette fois, l'administration ferme les yeux. Il est promu contre-amiral le 22 janvier 1836.

Louis-Philippe pense que la France n'a pas les moyens de soutenir une guerre contre l'Europe coalisée et la bourgeoisie veut la paix : « Des intérêts nouveaux de propriété et d'industrie avaient depuis quinze ans, lesté pour la paix cette génération arrachée par les événements de Juillet à ses chances d'honorable et légitime fortune. Le temps et le travail avaient fécondé la lave refroidie du cratère de 92, et ce qui avait été une ardente foi n'était plus qu'un intérêt prudemment égoïste³ », écrit le comte de Carné. Résolument hostile à la guerre, Carné met en garde contre l'apparition d'une insurrection vendéenne, de la résistance des bourgeois à la conscription et aux impôts qui, organisés en fédérations se terreraient derrière les remparts des villes. Un conflit en 1830 aboutirait à une guerre purement révolutionnaire où la France sans argent, sans organisation, sans alliance, mènerait une croisade de Pierre l'Ermite dominée par le principe intellectuel des Droits de l'Homme. Faisant sans cesse référence à la révolution de 1789, Carné défend la paix : « La guerre amenait 93 dans sa force, ses crimes sans la sombre gloire qui les couvre ; c'était l'anarchie incapable d'enfanter le despotisme et se dévorait elle-même sans avenir et sans issue. » La misère ravagerait la France car le processus de développement économique serait interrompu. Les classes moyennes seraient paupérisées. La situation financière de la France n'est déjà pas bonne. Le budget de l'État est affecté par la crise économique. Les corps expéditionnaires de Morée et d'Algérie retiennent les meilleures troupes. La révolution a semé l'indiscipline dans les unités stationnées en France. Au dire de Bugeaud, on n'aurait pas pu mettre en ligne 40 000 hommes⁴. Louis-Philippe confirme : « Nous avons alors soixante-dix huit mille hommes, en comptant l'armée d'Alger, pas davantage. »

Le jeu des chaises musicales

Le Premier ministre Jacques Laffitte pense qu'il faut amener la Turquie à se déclarer contre les Russes au premier coup de canon. Dans ce but, des ouvertures sont faites au Divan très secrètement. Le général Guilleminot, ambassadeur de France à Constantinople, prépare la guerre. Il a reçu une lettre du maréchal Maison, son homologue à Vienne qui lui indique que la guerre générale allait éclater⁵. Maison écrit à Guilleminot « que c'en était fait de la paix du monde et qu'il fallait chercher partout des ennemis à la Russie. »⁶ Cette annonce est liée à la situation en Italie où le bruit court d'une prochaine intervention de l'Autriche dans le duché de Modène. Face à l'état menaçant que présente l'Europe, le général Guilleminot n'hésite pas un instant. Depuis la révolution de Juillet, la situation de son ambassade à Constantinople est difficile. Il décide de chercher l'éventuel concours du Divan impérial. Il fait une communication confidentielle et privée au sultan où il invite la Sublime Porte à s'allier

¹ Auguste Barthélemy, *Némesis*, Paris, 1835, p. 156.

² De La Roncière, *Histoire de la marine française illustrée*, Paris, Larousse, 1934, p. 247.

³ Louis-Joseph-Marie de Carné, *op. cit.*, p. 248.

⁴ Guy Antonetti, *Louis-Philippe*, Paris, Fayard, 1994, p. 616.

⁵ Duc de Broglie, *Souvenirs 1785-1870*, Paris, Calmann Lévy, 1886, t. IV, p. 258.

⁶ Charles Marchal, *op. cit.*, p. 120.

avec la France : « Qu'elle fasse l'armement de son escadre, qu'elle fasse trêve à son ressentiment contre le pacha de Bagdad, que le grand vizir en finisse à tout prix avec les Albanais, qu'il recrute son armée et l'approvisionne du matériel de guerre¹ ». Guilleminot va trop loin. Il passe une note au Divan lui signifiant de déclarer la guerre à la Russie car la France s'appête à commencer les hostilités contre les Russes, les Autrichiens et les Prussiens. Le sultan répond qu'il n'a pas l'intention de se plier à une telle demande, qu'il s'en tient aux récents traités passés avec le tsar. L'Empire ottoman n'a pas les moyens de soutenir un conflit. Épuisée par la guerre de 1829 contre la Russie, la Turquie ne peut aligner guère plus de 45 000 hommes de troupes régulières et 100 000 irréguliers. Quant à sa marine, elle n'est impressionnante que sur le papier. Elle compte 34 bâtiments :

COMPOSITION DE LA MARINE TURQUE EN 1830 :

Le Mahmoud (120 canons)
Le Selim (80 canons)
 6 autres vaisseaux de 74 canons
 10 frégates de 36 à 60 canons
 13 corvettes de 18 à 30 canons
 1 brick de 12 canons
 2 bateaux à vapeur

Tous les canons de la marine ottomane sont en bronze car l'art de couler le fer n'est pas encore au point en Turquie pour que l'on puisse employer sans danger des canons de fer. Quelques-uns de ces bâtiments sont si vieux qu'ils ne peuvent tenir la mer. Mais *le Mahmoud* qui vient d'être achevé est remarquable. C'est un navire gigantesque et élégant. C'est le plus beau vaisseau de guerre qui existe². Il est armé de 120 canons et de plusieurs caronades de gros calibre. Le premier pont porte du 32, le second du 42 et le troisième du 68. Cependant, les équipages ne sont pas prêts. Le sultan est en train de réorganiser le corps de marins. Il a supprimé l'ancien corps des *gallioudgis*, a fait construire une belle caserne et a institué un collège naval. Cette restructuration commence à peine en 1830.

À la suite de difficultés nées des émeutes des 14 et 15 février 1831, du sac de l'archevêché de Paris et d'un désaccord avec le roi, Jacques Laffitte a été contraint de démissionner. Le 13 mars 1831, il n'est plus que le chef de l'opposition de gauche. Son successeur Casimir Perier tient un langage ferme à la Chambre : « Au-dedans, l'ordre sans sacrifice pour la liberté ; au-dehors, la paix, sans qu'il en coûte rien à l'honneur.³ » C'est la fin de la non-intervention. Les intérêts de sécurité et d'honneur deviennent la règle du droit international. Les ambassadeurs des puissances à Constantinople informent leurs homologues parisiens de la position va-t-en-guerre de Guilleminot. À Londres, Talleyrand se retrouve dans une situation embarrassante. Le gouvernement anglais se plaint. En l'absence de Palmerston, occupé par son élection à Cambridge, le premier ministre lord Grey témoigne à Talleyrand son irritation quant à la conduite de l'ambassadeur Guilleminot. Talleyrand joue l'incrédule. Il ignore les faits. Il écrit dans une lettre datée du 26 avril 1831 : « J'ai dû répondre, quand on m'a parlé de cette note, que je n'avais aucune connaissance de ce que l'on me disait avoir été fait à Constantinople, et que la loyauté de mon souverain et de son gouvernement ne permettait pas d'y croire.⁴ » Au Conseil des ministres, Casimir Perier décide de congédier Guilleminot sur le champ. Gage donné aux Autrichiens, aux Russes et aux Anglais, le comte Sébastiani, ministre des Affaires étrangères, désavoue, après sept années de services rendus, l'ambassadeur de France à Constantinople. C'est le prix à payer pour sauvegarder la paix. En contrepartie, l'Autriche adoucit ses positions. Friedrich von Gentz, secrétaire et ami fidèle de Metternich, est chargé du rapprochement avec la France. Le chancelier ne décide rien sans le consulter. Gentz avait rédigé l'acte final du Congrès de Vienne. Intelligent, modéré, courtois, ce diplomate connaît cependant depuis longtemps de gros problèmes d'argent. Le train de vie de sa fonction, les goûts dispendieux de son amie la danseuse Fanny Elssler ont fait de lui l'obligé des Rothschild. Il se tourne vers eux pour amadouer la monarchie de Juillet. Les Rothschild possèdent 18 millions de rentes françaises qui ont perdu le quart de leur valeur avec la révolution de 1830. Ils en perdraient plus de la moitié si la guerre contre la France était déclenchée. Gentz sert d'agent de liaison entre Metternich et les Rothschild auxquels il remet un mémoire le 10 décembre 1830. Puis James de Rothschild rend visite à Casimir Perier, successeur de Laffitte. Il lui offre une série d'emprunts : 30 millions pour 1830, 120 millions pour 1831 et 150 millions pour 1832. Ces montants progressifs doivent, selon les banquiers, assagir et maîtriser le flux révolutionnaire. L'offre est acceptée. La menace française s'éloigne.

Une fois le sort de la Pologne scellé et que Méhémet-Ali s'appête à détruire l'Empire ottoman par sa rébellion, Palmerston rassure la Chambre des communes. L'Anglais déclare que les affaires vont dans le bon sens⁵. En

¹ Archives parlementaires, Chambre des Pairs, mercredi 2 novembre 1831.

² Annales maritimes et coloniales, 1832, p. 268.

³ Yves Guéna, *Le baron Louis : 1755-1837*, Paris, Perrin, 1999, p. 250. Jean-Claude Caron, *La France de 1815 à 1848*, Armand Colin, 1996, p. 103.

⁴ Talleyrand, *Mémoires du prince de Talleyrand*, ISI, 1998, t. IV, p. 153.

⁵ *Chambre des communes*, 26 janvier 1832.

France, l'opposition parlementaire souligne que l'influence française dans l'Empire ottoman diminue. Elle tend à passer en Égypte à l'Angleterre, à Constantinople à la Russie, en Grèce à l'Allemagne¹. La monarchie de Juillet réduit le nombre de ses consuls au Levant. Il ne reste que quinze consulats français en Orient. La France n'est plus en état d'entretenir des liens journaliers avec l'Empire ottoman. Dans la mer Noire, elle n'a plus qu'un seul agent consulaire à Trébizonde. Dans cette place se traitent d'importantes affaires commerciales et les naufrages menacent. Les bâtiments touchés par les tempêtes, quand ils viennent à échouer sur les rivages de la mer Noire, tombent entre les mains des Lazes qui tuent les équipages et enlèvent les cargaisons. Lorsque le sultan est informé des exactions, toutes les traces de brigandage disparaissent et il n'est plus possible de se mettre à la recherche des coupables. Cette suppression des agents politiques et consulaires dans la mer Noire serait faite à la sollicitation de la Russie, pour lui être agréable². De même, pour ne pas heurter l'Angleterre, Louis-Philippe tarde à envoyer son consul au Maroc. Nommé depuis plusieurs mois, il est toujours à Paris. La répartition consulaire française sur le globe terrestre est modifiée. Quarante-cinq agents ont été changés. L'opposition dénonce l'envoi d'un consul en Californie, dans une province qui compte à peine 70 000 habitants, où les intérêts politiques et commerciaux sont presque nuls. En revanche, à Bagdad, il n'y a plus personne. Le consulat d'Alep est supprimé parce que les caravanes ne passent plus par là et prennent la route de Damas qui est plus sûre. Celui de cette dernière ville a été conservé. Des consuls généraux ont été nommés en Amérique du Sud consécutivement à l'apparition des nouveaux États. La monarchie de Juillet en quête de respectabilité et voulant faire oublier qu'elle est née sur les barricades parisiennes, rappelle que ses représentants ne sont pas des désorganiseurs mais des esprits sages et réglés. L'ambassadeur ne doit avoir aucune influence sur les déterminations de la Cour auprès de laquelle il réside. Un consul français en Orient touche 12 000 francs alors que son homologue d'Amérique gagne entre 30 000 et 60 000 francs. De nombreuses carences existent dans le personnel diplomatique. Par exemple, les interprètes ne sont pas assez nombreux. Il n'y a que huit drogmans pour les quinze consulats du Levant. Pour y pallier, on prend des interprètes parmi les Grecs et les Italiens. Il est prévu de donner à des négociants les fonctions de consul. Cette mesure aurait de graves inconvénients dans le Levant où il faut une grande indépendance pour inspirer la considération. Cela ne semble pas gêner les consuls d'Alexandrie qui bénéficient des monopoles du gouvernement égyptien. À l'exception des consuls généraux de France, d'Angleterre, d'Autriche, de Russie et d'Espagne, tous les autres sont des marchands qui font trafic des denrées du pays. Ils corrompent les fonctionnaires de Méhémet-Ali.

Dans la marine égyptienne, il ne reste plus que deux officiers français, le capitaine de frégate Besson et le lieutenant de vaisseau Houssart. Ces deux hommes prêtent serment, réservant naturellement leur attachement à Méhémet-Ali en cas de guerre avec la France. « Cette exception, dit Mimaut, n'a pas fait une ombre de difficulté tant on est loin d'ailleurs de supposer la possibilité du cas prévu.³ » La mort du général de Livron, représentant du vice-roi à Paris, au mois de mai 1831, entrave le recrutement des marins. Cette circonstance porte Méhémet-Ali à attirer des officiers de la marine britannique. Un Anglais nommé Light se trouve justement à Alexandrie pendant l'été 1831. Il retourne en Grande-Bretagne avec la mission de demander à son gouvernement 18 officiers, dont deux capitaines de vaisseau, et 54 sous-officiers. « Si la fourniture d'officiers commence à présent, observe justement le consul français Mimaut, il y a longtemps que la fourniture de matériel, de projectiles, d'objets d'armement est en pleine activité. Toutes les grandes commandes de ce genre se font par la maison Briggs, qui, plus avantageusement placée que nos maisons françaises pour ce genre d'opérations, prend ses paiements en coton et autres produits du pays. »

À Alger, le général Clauzel se montre infatué, autoritaire et enclin au machiavélisme. Il conduit sa propre politique. Comme Bourmont avant lui, il estime que la soumission totale de la régence d'Alger est une chose facile. Le bey du Titteri, Bou Mezray continue la lutte. Ses hommes sillonnent la plaine de la Mitidja. Clauzel décide de mener campagne contre ce trublion. Le 17 novembre 1830, la colonne du général Boyer traverse la Mitidja. Elle est accueillie à Blida par une fusillade. Le 18, la ville de Blida est réinvestie. Les défenseurs fuient dans la montagne et y poursuivent une résistance farouche. Clauzel s'y trouve avec la quasi-totalité de ses troupes valides, soit 10 000 hommes. Pour riposter aux contre-attaques, il fait fusiller les Arabes pris les armes à la main et incendie la campagne. Puis, le 20, il marche sur Médéa, capitale du Titteri. Cette ville domine au sud la Mitidja. Rien ne peut être fait de durable dans la plaine si l'on ne contrôle pas cette position. Le corps expéditionnaire veut franchir l'Atlas. Pour cela, il doit laisser ses voitures et sa grosse artillerie sous la garde d'un bataillon. Clauzel essaie d'enflammer ses troupes : « Soldats, dit-il dans son ordre du 21 novembre, nous allons franchir la première chaîne de l'Atlas, planter le drapeau tricolore dans l'intérieur de l'Afrique et frayer un passage à la civilisation, au commerce et à l'industrie. Vous êtes dignes, soldats, d'une si belle et si noble entreprise ; le monde civilisé vous accompagnera de ses vœux. » Ayant atteint un plateau, il fait rassembler ses troupes et saluer la France de vingt-cinq coups de canon. Le même jour, au col de la Mouzaïa, la colonne française rencontre les forces du bey de Titteri soit 8 000 hommes dont 2 500 Turcs appuyés par deux canons. Mille cinq cents tirailleurs arabes sont

¹ *Le Moniteur universel* du 10 mars 1832.

² *Ibid.*, 9 mars 1832.

³ Durand-Viel, *Les campagnes navales de Méhémet-Ali et d'Ibrahim*, Paris, 1937, t. II, p. 59.

embusqués avec deux pièces d'artillerie sur les hauteurs à droite et à gauche de la route. Le reste des forces du bey est échelonné dans la gorge en avant de la position principale, occupant les points les plus favorables à la défense. La première attaque a lieu à la fois sur la droite et sur la gauche. Deux bataillons (du 14^e et du 37^e) de la brigade Achard gravissent intrépidement les ravins des deux côtés, sous les décharges de mousqueterie des Arabes embusqués. La position est critique mais quelques compagnies envoyées sur les flancs des Arabes pour le tourner ne tardent pas à dégager la situation. La brigade Monck-d'Uzer appuie vivement le mouvement du centre sur le col. Le rétrécissement, l'escarpement de la route et les feux de deux pièces d'artillerie qui foudroient la colonne, rendent le passage périlleux. La position est finalement enlevée à la baïonnette¹. Le soir même de cette victoire, Clauzel fait établir un nouvel ordre où il proclame : « Soldats, les feux de vos bivouacs qui, des cimes de l'Atlas, semblent en ce moment se confondre avec la lumière des étoiles, annoncent à l'Afrique la victoire que vous achevez de remporter sur ces fanatiques et barbares défenseurs et le sort qui les attend. Vous avez combattu comme des géants et la victoire est restée. Vous êtes, soldats, de la race des braves et les véritables émules des armées de la Révolution et de l'Empire. Recevez les témoignages de la satisfaction, de l'estime et de l'affection de votre général en chef.² »

La ville de Médéa (10 000 habitants) est capturée le 22 novembre 1830. Bou Mezray s'échappe mais il préfère se rendre afin d'éviter la vindicte populaire. Il est exilé en France. Son fils Oulid lui succède. Il organise la résistance dans le Titteri. Clauzel installe à Médéa un caïd fantoche et une garnison. Succès sans lendemain, en revenant à Blida, il trouve la ville dévastée par des combats dus à une attaque des Kabyles. Les rues sont encombrées de cadavres de vieillards, de femmes, d'enfants et de Juifs, tout à fait inoffensifs, massacrés par des soldats français pris de panique. Quelques jours plus tard, à Boufarik, on retrouve les corps de cinquante canonniers envoyés imprudemment chercher des munitions à Alger. Ils ont été, selon le rapport du capitaine Rozet, « découpés en morceaux et jetés à la voirie ». Une cantinière qui se trouvait avec eux a été martyrisée. Ils la voient pendue par les pieds au tronc d'un palmier. Elle a le ventre ouvert et les entrailles arrachées. Les seins, le nez, les oreilles ont été coupés et jetés dans l'abdomen³. Les Français ne pensent plus qu'aux représailles. Clauzel doit renoncer à tenir le pays, abandonne les villes conquises et fait difficilement retraite. Le risque majeur est un pourrissement de la situation. Au mois de décembre 1830, un brick français s'échoue sur les côtes de Bougie. L'équipage et les passagers sont massacrés par les Kabyles⁴. Deux seulement sont gardés comme otages. Clauzel les rachète. La rançon est fixée à 2 000 francs.

Influencé par le consul de Tunis, Mathieu de Lesseps, Clauzel veut perpétuer l'organisation politique turque. Par exemple, il remplace le bey du Titteri, adversaire des Français, par un commerçant algérois nommé Ben Omar. Mathieu de Lesseps le soutient. Il pense lui-même confier la province de Constantine au frère du bey de Tunis, le prince Mustapha. Le 18 décembre 1830, Mustapha s'engage, comme bey de Constantine à payer à la France un tribut de 800 000 francs pour l'année 1831 puis un million les années suivantes⁵. Des avantages commerciaux et fiscaux doivent également être accordés aux Français. Clauzel nourrit un projet grandiose. Actif et entreprenant, il envisage une sorte de protectorat français en remplaçant les trois anciens beys par des princes tunisiens. Dans cette perspective, Clauzel s'entoure d'une pompe et d'un appareil opposés à la simplicité de ses manières. Il veut impressionner les envoyés de Tunis. On leur fait assister à des manœuvres de l'armée française et on leur montre la puissance de son artillerie. Le général Clauzel envoie à Tunis des officiers chargés d'instruire des unités tunisiennes destinées à la conquête de Constantine. *Le Constitutionnel*, journal de l'opposition libérale, tire des plans sur la comète : « Une partie de l'Afrique se couvrira en quelques années de populations laborieuses comme l'Amérique, et la Méditerranée ne sera plus qu'un grand lac que traverseront en tout sens les navires de toutes les nations. » Quant au pacifiste Jean-Jacques de Sellon, il pense qu'une partie des trois millions d'hommes libérés des armées permanentes ira en Algérie. La colonisation de l'Afrique sera facilitée par Alger, un port franc pour toutes les nations.

Le général Clauzel songe à céder au prince de la famille régnante de Tunis le beylik de Constantine mais le projet n'est pas agréé par le gouvernement français et cela aggrave l'hostilité d'Ahmed contre Hussein, bey de Tunis⁶. Ahmed réagit. Il multiplie les contacts avec la Sublime Porte demandant du secours et le titre de pacha de l'Algérie. Hadj Ahmed entretient d'excellentes relations avec le consul d'Angleterre à Tunis, sir Thomas Reade. Il adresse une pétition des habitants de Constantine au parlement britannique, demandant la protection de ce dernier contre la France. Cette pétition porte près de 2 000 signatures et sceaux. Le 30 novembre 1830, Clauzel a été avisé que quatre régiments d'infanterie lui seraient seulement laissés. On le juge trop dangereux pour la paix. Sa conception de la colonisation s'inspire directement de l'exemple américain pour la mise en valeur et l'appropriation des terres. Les Français, selon lui, doivent traiter les Algériens comme les Américains le font avec

¹ Colonel Burat, *Gendarmerie d'Afrique, Historique 1830-1925*, 1926, p. 12.

² Société de militaires et de gens de lettres, *Histoire des armées françaises de terre et de mer de 1792 à 1837*, Paris, Delloye, 1838, t. V, p. 337.

³ François Maspéro, *L'honneur de Saint-Arnaud*, Paris, Plon, 1993, p. 83.

⁴ Berthezène, *Dix-huit mois à Alger, ou récit des événements qui s'y sont passés depuis le 14 juin 1830 jusqu'à la fin de décembre 1831*, Montpellier, p. 187.

⁵ *L'Illustration*, samedi 12 août 1843.

⁶ Temimi, « Trois lettres de Hadj Ahmed bey de Constantine à la Sublime Porte », *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, 1966-1967, p. 135.

les Indiens. La colonisation de la Mitidja est programmée. Pour cela, il faut purger le pays des Arabes qui l'infestent¹. Le roi Louis-Philippe ne lui donne pas les moyens d'accomplir ce projet. La division d'Alger dont l'effectif est abaissé à 10 000 hommes a été encore réduite. Le commandement de Clauzel est provisoire. L'investiture des beylicats au profit des princes tunisiens amène des heurts entre Mathieu de Lesseps et le bey de Tunis. Talleyrand a pourtant recommandé la prudence en Algérie et d'y avancer à pas feutrés². Les initiatives personnelles de Clauzel, ses réactions brutales pourraient conduire à un conflit méditerranéen. Les libéraux qui constituent le plus ferme soutien de la nouvelle monarchie ne cachent pas leur hostilité à une reprise de l'expansion coloniale. Beaucoup désirent y renoncer, faire face à l'éventualité d'une guerre européenne. Il faut éviter des dépenses inutiles d'hommes et d'argent³, chercher à se concilier l'alliance anglaise que l'opinion publique française réclame⁴. Clauzel est finalement rappelé en France au mois de février 1831. Il est appelé à la Chambre des députés par le collège électoral des Ardennes, et promu à la dignité de maréchal de France. Il est remplacé dans le gouvernement d'Alger par le lieutenant général Berthezène.

L'empereur du Maroc occupe depuis le 31 décembre 1830 la ville de Tlemcen. Il y a envoyé un gouverneur nommé Bilamri et il menace sérieusement de faire la guerre aux Français. Les soldats turcs qui s'y trouvent en garnison sont soit passés au service des Maures, soit au service de la France. Clauzel a chargé un de ses aides de camp, le lieutenant-colonel Auvray d'aller au Maroc sommer l'empereur de renoncer à toute intervention⁵. La France est prête à faire la guerre⁶ puis elle recule. Louis-Philippe désapprouve la mission du colonel Auvray⁷. Ce dernier reçoit l'ordre à Tanger de stopper. Le consul de France, à Tanger, Jacques Denis Delaporte se trouve dans une situation inconfortable. S'efforçant de tenir, avec la plus grande dignité, son rôle, il est chargé du consulat depuis la mort d'Édouard Sourdeau en 1829. Ce poste est supprimé par la monarchie de Juillet, par mesure d'économie. Le gouvernement envoie, à la place, un envoyé extraordinaire. Le comte de Mornay, accompagné du peintre Eugène Delacroix, est chargé de négocier la paix en 1832. Delaporte à l'arrivée de Mornay écrit à Horace Sébastiani : « Je ne dois pas cacher à Votre Excellence que l'Empereur se détermine difficilement à la cession de Tlemcen qu'il regarde comme le domaine de ses ancêtres.⁸ » La monarchie de Juillet veut que l'empereur du Maroc Moulay Abd al-Rahman ne se mêle pas des affaires algériennes, qu'il renonce à ses prétentions sur Tlemcen et que son caïd Belamri soit rappelé. La France veut récupérer *le Neptune*, navire pris et pillé en 1820 ou que les armateurs soient indemnisés. Mornay doit s'assurer l'obtention de tarifs douaniers stables dans les ports marocains, dans l'intérêt du commerce français. Le comte de Mornay obtient la neutralité marocaine dans les affaires algériennes. Cette mission est un véritable succès. Le 16 septembre 1832, la France parvient à apaiser les relations entre Naples et le Maroc après l'insuccès d'un arbitrage espagnol⁹.

Face au bey de Constantine, la paix est même envisagée par le terrible général Savary. Dans une lettre du 12 septembre 1832 adressée au ministre de la Guerre, Savary déclare à propos du bey de Constantine : « Ce bey n'est pas un vagabond ainsi que l'on m'en avait donné l'opinion quand je suis arrivé, c'est le propriétaire foncier le plus puissant de la province.¹⁰ » Ce fait détermine le duc de Rovigo à envisager de conclure la paix avec Hadj Ahmed. Il charge Sidi Hamdan Ben Othman Khodja de négocier. Cette négociation reste sans résultat parce que Ahmed bey se considère comme un fidèle sujet ottoman, et tout projet de paix doit être examiné avec la Sublime Porte, ce que le duc de Rovigo veut éviter. De bonnes relations sont assurément recherchées avec les anciens dignitaires de la régence d'Alger. Ibrahim ben Mustapha pacha, fils d'un ancien dey d'Alger, est accueilli avec bienveillance à Paris en décembre 1832. Lui et son fils veulent parfaire leur éducation en France. Louis-Philippe donne des instructions pour que la Sorbonne et ses collections soient ouvertes pour eux¹¹.

Les ambitions de Méhémet-Ali : une menace pour la paix

Une alliance tacite entre la France et Méhémet-Ali existe depuis la Restauration. Des relations diplomatiques importantes furent nouées entre le pacha d'Égypte et les Bourbons revenus au pouvoir. Louis XVIII encouragea Méhémet-Ali et lui fournit 4 000 fusils pour les besoins de son école militaire. Des experts, des savants et des militaires nostalgiques de l'Empire venaient à titre personnel se mettre au service du vice-roi, perçu comme l'héritier de Napoléon en Orient. Méhémet-Ali déclarait : « Je dois tout à la France, tout à son Roi, ce sont des Français qui m'ont aidé à sortir de la barbarie dans laquelle nous étions plongés. Ma marine, l'organisation de mes

¹ Société de militaires et de gens de lettres, *op. cit.*, p. 336.

² Jean Lucas-Dubreton, *Le Journal de la France*, n°46.

³ Georges Weill, *L'éveil des nationalités et le mouvement libéral (1815-1848)*, Paris, Félix Alcan, 1930, p. 490.

⁴ Sainte-Aulaire, *Souvenirs*, publiés par Marcel Thiébaud, Paris, Calmann-Lévy, 1926, p. 12.

⁵ Christian Schefer, *La politique coloniale de la monarchie de Juillet. L'Algérie et l'évolution de la colonisation française*, 1928, p. 63.

⁶ S.H.A.T. 1H5, dossier n°7.

⁷ A.M.A.E., M&D, Algérie, vol. 8.

⁸ Eugène Delacroix, *Le voyage au Maroc*, Paris, Sagittaire, 1992, t. VI, p. 31.

⁹ César Vidal, *Le royaume de Naples et la monarchie de Juillet, 1830-1835*, Paris, 1934, p. 12.

¹⁰ Temimi, « Trois lettres de Hadj Ahmed bey de Constantine à la Sublime Porte », *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, Aix-en-Provence, 1966-1967, p. 135. Gabriel Esquer, *Correspondance du Duc de Rovigo*, t. II, Alger, 1914, pp. 65-66.

¹¹ A.N. AJ¹⁶17. Lettre du 21 décembre 1832.

troupes, mes établissements, mon commerce sont les fruits de cette bienveillance, et comment n'aimerais-je pas les Français. » L'obélisque de Louxor, cadeau choisi par Champollion et offert par Méhémet-Ali à la France en 1829 symbolisait ce lien. Un second monolithe fut donné à l'Angleterre.

En Méditerranée orientale, la situation est très préoccupante en 1830. L'Égypte de Méhémet-Ali qui compte seulement 2 500 000 habitants menace l'équilibre des forces en Orient. Le saint-simonien Émile Barrault s'émeut des projets guerriers du pacha : « Si quelque coup d'éclat est l'indispensable prélude d'un nouveau pacte oriental, que les nations intéressées se hâtent ; l'Orient et l'Europe ont besoin de la paix.¹ » Sur le point de devenir, grâce à l'aide des Français Cerisy et Besson, la deuxième puissance maritime de la Méditerranée, l'Égypte se dote de 11 vaisseaux, 3 bateaux à vapeur et 18 autres navires divers servis par 41 000 marins et ouvriers des arsenaux. Les forces terrestres égyptiennes sont évaluées à 130 000 hommes de troupe régulière que l'on peut au besoin doubler au moyen des Bédouins irréguliers, des ouvriers des ports, des milices urbaines et des élèves des écoles militaires. Un ancien officier de hussards des armées napoléoniennes, le Lyonnais Joseph Seves, dit Soliman pacha, a formé l'armée égyptienne à l'euro-péenne. Demi-solde à la Restauration, il était obligé pour vivre de copier de la musique et de se faire maquignon. Pourchassé, endetté, il s'embarqua pour l'Égypte et débarqua à Alexandrie avec seulement 15 francs dans sa poche. Une école militaire d'infanterie avait été créée en 1820 près d'Assouan. Seves y commanda. Grâce à la courbache, cravache en peau d'éléphant ou d'hippopotame, les Turcs, les Arabes et les fellahs apprirent la charge rapide du fusil en douze temps. Le maréchal Marmont juge que Soliman pacha est le créateur et la cheville ouvrière de cette force. Colonel, voltairien, déiste et converti à l'islam, Soliman pacha est un des chefs les plus en vue. Il a échappé à une vingtaine de tentative d'assassinats et il est devenu le chef d'état-major du fils de Méhémet-Ali : Ibrahim pacha. Un autre Français, Varin, dirige l'École de cavalerie égyptienne à Giseh depuis 1831. Paulin de Tarlier supervise la formation des brigades de cavalerie, le choix de leurs éléments parmi les Arabes du désert, le choix de leurs montures et l'achat de leurs équipements en France. À Torrah, des artilleurs sont formés par le colonel Rey. Le capitaine Mari traduit certains opuscules militaires. Planat, Daumergue, Cadot, Caisson, Gouthard-Duverneur, les généraux Livron et Boyer, le colonel Gaudin participent à cette tâche. Méhémet-Ali a également recours à des experts autrichiens, italiens et prussiens. Une école d'officiers et de sous-officiers d'infanterie fut ouverte à Damiette en 1822. Une école militaire supérieure à Khanka fondée en 1823 calquait son programme sur Saint-Cyr. Une école d'état-major (1825), une école de musique militaire (1826), une école d'artillerie (1829) et une école du génie (1834) complètent cette volonté de hisser l'Égypte au meilleur niveau. Dans une circulaire datée de novembre 1827, Méhémet-Ali souhaite voir ses officiers exceller en trigonométrie sphérique et dans le tracé géométrique des plans. Le pacha suit scrupuleusement les progrès. Il blâme les mauvais instructeurs, en dégrade certains et punit les élèves paresseux. Il récompense les officiers appliqués et donne des ordres pour leur avancement. Son armée est nombreuse car l'Égypte a recours à la conscription. Aucher-Eloy constate au cours de son voyage les désastres de ces levées sur les bords du Nil : « tout fuit devant nous. On nous prend pour des Turcs chargés de faire la conscription. » Les recrues sont saisies de force, sont attachées les unes aux autres, au moyen de deux bâtons plats cloués de distance en distance, entre lesquels sont placés les mains des hommes. Femmes et enfants pleurent de perdre un proche.

Assuré d'une armée solide, l'égotique Méhémet-Ali défie la Porte. Ce Turc de Roumélie, dont le père était commissaire de police, serait né entre le 27 avril 1770 et le 15 avril 1771 mais il aime faire croire qu'il est né la même année que Napoléon. Négociant en tabac à Cavalla, il fut le chef d'un contingent ottoman composé de bandes albanaises envoyées contre l'expédition de Bonaparte. Méhémet-Ali se distingua à la bataille d'Aboukir (25 juillet 1799). En 1830, Méhémet-Ali est un véritable chef d'État. L'historien Louis Blanc pense que Méhémet-Ali est « un homme nouveau, un fils de ses œuvres, un élu des révolutions modernes. » Chateaubriand ne partage pas dans ses *Mémoires d'Outre-Tombe* cet engouement : « Je ne me laisse pas éblouir par des bateaux à vapeur et des chemins de fer, par la vente des produits des manufactures et par la fortune de quelques soldats français, anglais, allemands, italiens, enrôlés au service d'un pacha : tout cela n'est pas la civilisation. » Champollion condamne le régime de Méhémet-Ali dans une lettre adressée à Dacier au lendemain de son retour en France : « Méhémet-Ali, cet excellent homme, n'a d'autre vue que de tirer le plus d'argent possible de la pauvre Égypte ; sachant que les Anciens représentaient cette par une vache, il la traite et l'épuise du matin au soir, en attendant qu'il l'éventre, ce qui ne tardera pas. Voilà au juste ce qu'ont produit de bon et de beau les nobles conseils de Drovetti, du grand Jomard et autres pasteurs des peuples. L'Égypte fait horreur et pitié.² »

Méhémet-Ali se proclame enfant de la France et sait merveilleusement jouer la comédie sous son masque de rudesse sauvage. Il est issu d'une famille de 13 enfants. Gâté par ses parents, il resta oisif près d'eux jusqu'à 19 ans. Capitaine, il servit dans les troupes de deux de ses oncles puis il combattit les Français pendant la campagne d'Égypte. Il vit Kléber mais ne rencontra jamais Bonaparte. Autodidacte, il a appris à lire tardivement, une fois quadragénaire. De petite taille, on lui reconnaît de la finesse³ et il est empreint d'un pragmatisme profond¹. C'est

¹ Émile Barrault, *op. cit.*, p. 11.

² Jean Lacouture, *Champollion, une vie de lumières*, Grasset, 1989, p. 441.

³ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 56, *La France a-t-elle été insultée ?*, par un colonel de la Grande Armée, s.d.

un homme résolu. Agissant théoriquement pour le compte de la Sublime Porte, il a soumis les Wahhabites en Arabie (1816-1818), fondé Khartoum au Soudan, et soutenu le sultan Mahmud II, son suzerain, dans sa guerre contre les insurgés grecs. Depuis le désastre de Navarin en 1827, Méhémet-Ali souhaite obtenir quelque compensation, voire une récompense. Il réclame la Crète, formidable base navale, pour prix de son intervention. Afin de reconstituer sa flotte en exploitant les bois du Liban², il demande le pachalik d'Acre. En 1828, Méhémet-Ali ne prend aucune part à la guerre contre les Russes. Pourvu d'une aura, Méhémet-Ali est adulé par les musulmans. Il est devenu l'émule du calife. Il gouverne grâce à une poignée d'hommes sûrs et totalement dévoués. Ce sont des membres de sa famille, ses fils, des Turcs, des Circassiens, des Arméniens et des Égyptiens, généralement des notables locaux indispensables au contrôle des provinces. Souverain incontesté, Méhémet-Ali doit rester prudent afin de ne pas s'aliéner ses fonctionnaires et officiers turcs. La propagande du sultan ottoman est active. Certains oulémas provoquent des troubles. Le vice-roi réprime avec brutalité et fait exécuter les opposants. Il se méfie des membres de sa maison, susceptibles de passer dans le camp adverse. Il n'abandonne jamais son sabre. Lorsqu'il demande à boire de l'eau, il refuse systématiquement arguant qu'elle est sale. Le mamelouk attaché à son service lui répond alors à chaque fois : « Que je sois privé de l'usage de mes bras ou de mes jambes ; que je me traîne toute ma vie en mendiant à travers les rues, si cette eau n'est pas propre. ³ » Ce n'est qu'après ce serment que Méhémet-Ali boit. Les emplois élevés ne sont donnés qu'à des Turcs ou à des mamelouks. Le pacha ne veut pas se mettre entre les mains de la population arabe. Avec l'affermissement de son autorité, il admet finalement les Arabes à occuper les fonctions d'officiers subalternes. Montrant intelligence et activité, ces cadres deviennent rapidement les meilleurs, et préférables aux Turcs.

Méhémet-Ali a reçu du sultan la Crète, en remerciement de ses services. Maître d'une grande partie de l'Arabie et du Soudan, à 61 ans, Méhémet-Ali revendique les provinces syriennes. Motivé par la nécessité de renforcer l'islam et voulant obtenir l'hérédité de son pouvoir, le pacha égyptien pense supplanter le divan. Il songe à devenir le rénovateur de l'Empire ottoman et faire de la Méditerranée orientale un lac égyptien⁴. Il veut faire de l'Égypte un grand État indépendant qui serait le centre du monde musulman. Les réformes qu'il a entreprises sont un retour aux conceptions classiques des fondateurs d'empire musulman : monopolisation des terres, du commerce et de l'artisanat. La conscription militaire a été adoptée. Les bâtiments de plusieurs filatures sont transformés en casernes. L'Égypte dispose de remarquables fabriques d'armes portatives. Elle importe des armes belges. Le bey, directeur des armements et des munitions, compare avec celles fabriquées localement. Il s'efforce d'atteindre la qualité des fusils belges. Méhémet-Ali prend soin de combler son manque de canons. Il fait fabriquer de nombreuses pièces en bronze. L'évolution de l'artillerie égyptienne n'est pas seulement quantitative, elle est aussi technique. En 1828, il insistait pour acheter les équipements modernes de visée en service dans les armées européennes. Il demandait à l'un de ses agents en Europe l'envoi de « plusieurs milliers de l'appareil Cunner » inventé récemment et qui « non seulement faisait que le canon envoie son projectile au but, mais encore l'aidait à l'envoyer plus loin » puis il répétait son « désir de recevoir la quantité demandée de ces appareils. ⁵ »

La France entretient d'excellentes relations diplomatiques avec l'Égypte de Méhémet-Ali. En juin 1831, le brick *D'Assas*, commandé par le capitaine de frégate Pujol, arrive le 7 à Alexandrie et les Français sont reçus par le pacha le 9. Les relations des voyages de la *Coquille* et de l'*Astrolabe* lui sont livrées. La curiosité de Méhémet-Ali est piquée au vif et il demande que les caisses soient ouvertes. Ces simples brochures ne l'intéressent pas vraiment de prime abord. En revanche, les gravures si parfaites et si soignées excitent à tel point son attention qu'il ne se lasse pas de les parcourir pendant plus d'une heure⁶. La mission de ce bâtiment de guerre français est de poursuivre la politique d'alliance avec Méhémet-Ali initiée par Charles X. Mathieu de Lesseps, consul à Tunis, franc-maçon, fervent admirateur de Napoléon, est un grand ami du pacha Méhémet-Ali qui est lui-même protecteur d'un ordre maçonnique dénommé *Société Secrète Égyptienne*.

La coopération avec la France se fait dans le domaine de l'éducation. Des étudiants envoyés pour se former en Italie puis en France incarnent la « *Nahda* », la renaissance arabe. Dans le cadre d'une mission scolaire en Europe⁷, se trouve le jeune Tahtawi issu de la prestigieuse université Al-Azhar au Caire. Envoyé en tant qu'imam, guide spirituel des jeunes étudiants, Tahtawi est enthousiaste et ravi de son voyage. De retour en Égypte, Tahtawi traduit *la Marseillaise* en 1831. Il y porte et véhicule le message des valeurs révolutionnaires de la France. Témoin de la

¹ Henry Laurens, *L'Orient arabe, Arabisme et islamisme de 1789 à 1945*, Paris, Colin, 1993, p. 54.

² Édouard Driaault, « Une éclatante victoire de l'armée égyptienne », *Revue des études napoléoniennes*, Genève, Slatkine, 1976.

³ Nubar pacha, *Mémoires de Nubar Pacha*, Beyrouth, 1983, p. 60.

⁴ Pierre Renouvin, *Histoire des relations internationales de 1815 à 1871*, Paris, Hachette, 1954, t. V, p. 115.

⁵ Yassine Soueid, *Histoire militaire des Mûqata'as libanais à l'époque des Chéhab 1698-1842*, Beyrouth, 1985, t. II, p. 737.

⁶ A.N. mar. BB⁴ n° 539.

⁷ Au mois de mars 1826, quarante-quatre jeunes boursiers viennent étudier en France sous la conduite du lieutenant de vaisseau Robillard. Le wali favorisait l'aristocratie ottomane car la plupart des membres de la mission scolaire étaient des Turcs, des Arméniens et seulement quelques Égyptiens. Après Navarin, une seconde mission part. Six étudiants débarquent à Toulon. Ils doivent se former aux techniques navales. Vingt-neuf, trente puis trente-deux élèves arrivent en France, soit un total de 115 élèves. Ils sont accueillis et regroupés dans l'*École Égyptienne de Paris*, rue de Clichy, dirigée par Jomard, mais faute de moyens suffisants, cet établissement ferme en 1835. Voir Jean-Jacques Luthi, *Égypte et Égyptiens au temps des vice-rois, 1801-1863*, Paris, l'Harmattan, 2003, p. 132.

révolution de 1830, il explique que Charles X a été renversé pour avoir violé la constitution et tenté de restreindre les libertés qu'elle garantissait. Méhémet-Ali, souverain éclairé, souscrit. Soliman pacha écrit au chargé d'affaires de France, Varenne, que le vice-roi tient fort peu aux vieilles et orgueilleuses formes du despotisme : « le Prince aime la liberté, et sacrifierait sa vie, sa fortune pour que sa patrie pût être gouvernée par les lois qui régissent notre belle France.¹ » Les réformes spectaculaires entreprises par l'Égypte face à l'apathie générale de l'Empire ottoman et le prestige qui auréole la personnalité de Méhémet-Ali le représentent à l'opinion de la lointaine Europe dans le halo d'un mirage oriental. L'égyptomanie ne cesse de grandir depuis l'expédition d'Égypte de Bonaparte. La girafe nommée *Zarafa* offerte à Charles X a comblé de joie les Parisiens. En 1827, ils sont 600 000 à venir la voir au Jardin des Plantes. Elle y meurt en 1845². Atir en prend soin. Tous les jours, il la peigne à l'aide d'une étrille emmanchée d'une longue perche. La girafe donne lieu à une mode déclinée de multiples manières. Les élégantes portent des robes couleur girafe avec des variantes couleur girafe amoureuse ou couleur girafe en exil avec des ombrelles à la girafe et se coiffent avec des peignes à la girafe. Des services d'assiette de Gien sont fabriqués avec comme décor, Atir promenant *Zarafa*. Des pendules, des lits à la girafe sont créés³. Elle est le premier spécimen de son genre que l'on voyait en Europe depuis 350 ans. Sous la monarchie de Juillet, un an avant que Darwin ne s'embarque sur le *Beagle*, la girafe *Zarafa* permet à Étienne Geoffroy Saint-Hilaire de défendre la mutabilité des espèces, chère à Lamarck, contre les théories de Cuvier, un autre illustre confrère du muséum, pour qui toute modification génétique est l'œuvre de Dieu et de lui seul⁴.

Une paix fragile en Grèce

La France veille sur les Grecs fraîchement émancipés et elle tente d'assurer le maintien de la paix dans le Péloponnèse. La France y est engagée depuis le mois d'août 1828. Makryghiannis, héros de l'indépendance grecque, vante les mérites de la France : « Notre pays doit remercier ses bienfaiteurs et plus particulièrement les commandants français, bons et braves hommes. Ce qu'ils nous ont donné est vraiment d'une grande valeur et ils nous ont remis sur pied au milieu des dangers et n'ont jamais eu recours à la supercherie ou à la ruse pour encourager l'oppression. Ils n'ont pas le désir de s'emparer des terres ou des côtes, ni de chasser de pauvres malheureux qui furent asservis et méprisés durant de longs siècles.⁵ » Makryghiannis, héros de l'indépendance grecque, était un illettré. Il apprit sur le tard des rudiments d'écriture, laissant un manuscrit difficilement lisible qui ne fut publié qu'en 1907. Ces Mémoires exceptionnels traduits en 1987 sont un témoignage sur les injustices dont furent victimes nombre de combattants grecs (Makryghiannis le premier). Pour lui, en définitive, le despotisme des grandes puissances européennes du Congrès de Vienne est devenu aussi pesant que le despotisme turc. Les Turcs ont rembarqué. Le corps expéditionnaire français de la Morée était initialement fort de 12 000 hommes et comptait plus de 1 300 chevaux. L'expédition scientifique comprenait l'architecte Vitty⁶. Commandés par le général Maison, les Français avaient négocié avec Méhémet-Ali le départ des troupes égyptiennes de la Grèce. Cette expédition française de Morée avait été bien accueillie par le pacha d'Égypte qui cherchait un moyen de se retirer de Grèce. Le Péloponnèse était devenu un pays qui lui coûtait cher et ne lui rapportait rien. Maison avait été un de ces volontaires de 1792. Dix jours après son enrôlement, il était capitaine à Jemmapes. Aide de camp de Bernadotte en 1799, il était général de brigade à Iéna en 1806. Divisionnaire au cours de la campagne de Russie, il commandait en 1813 le V^e corps à la tête duquel il battit les Prussiens à Mockern. En 1814, il défendit les approches d'Anvers. Quand Napoléon abdiqua, Maison se rallia franchement aux Bourbons. Gouverneur de Paris, le 20 mars 1815, il accompagna Louis XVIII en Belgique. La seconde Restauration récompensa une telle fidélité. Après la pairie, il fut donc chargé du commandement du corps expéditionnaire envoyé en Morée. Le baron d'Armagnac livre son sentiment sur cette promenade militaire : « J'avais assisté à un voyage plutôt qu'à une campagne.⁷ » Efficace sur le plan politique, militaire et diplomatique, l'expédition est en revanche un désastre sanitaire. Un vingtième du corps meurt par maladies. Fièvres et épidémies y font des ravages contraignant le tiers des effectifs à rejoindre les ambulances. Les équipages des navires ne sont pas épargnés non plus par le choléra et la fièvre jaune.

La monarchie de Juillet continue d'octroyer à la Grèce des secours pécuniaires et militaires. La Grèce n'a pas d'armée en dépit des aides octroyées par la France. Elle peut seulement aligner entre 1 500 et 1 800 réguliers qui se composent des débris du corps de Fabvier, des recrues incorporées sous le général Trézel et d'une centaine de pallikares du bataillon modèle du général Gérard. La brigade française en Morée désormais commandée par le général Schneider ne compte guère plus de deux mille hommes. Néanmoins, elle doit continuer sa mission de

¹ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 67.

² Zarafa est aujourd'hui conservée au Muséum de La Rochelle.

³ Caroline Gaultier-Kurhan, *Méhémet-Ali et la France 1805-1849*, Maisonneuve et Larose, 2005, p. 134.

⁴ Michael Allin, *La girafe de Charles X*, Paris, JC Lattès, 2000, p. 192.

⁵ Jean Makryghiannis, *The Memoirs of general Makriyannis, 1797-1864*, Oxford university press, 1966, p. 145.

⁶ A.N. mar. BB¹ n°539.

⁷ D'Armagnac, *op.cit.*, p. 5.

pacification. Pour pallier à l'insuffisance des effectifs, le général Schneider organise à Modon quelques compagnies de réfugiés italiens et polonais. Les autres puissances se détournent de la question grecque. La Russie n'a pas obtenu les avantages escomptés. L'Angleterre est récalcitrante à fournir une aide supplémentaire car le gouvernement provisoire grec ne paye pas les intérêts des emprunts contractés à Londres pendant la Guerre d'Indépendance. La dette se monte en 1830 à 60 millions de francs. Le tiers de la somme est garanti par la France. Sur cet argent, 12 millions de francs doivent servir à payer aux Turcs une extension des frontières de la Grèce¹. La Grèce indépendante gêne le protectorat britannique des Îles Ioniennes. La marine marchande des Grecs fait une concurrence nuisible à la marine anglaise. La présence de l'armée française en Morée heurte la susceptibilité ombrageuse de l'Angleterre qui demande plusieurs fois le rappel du corps de Schneider. La cause de la Grèce n'est plus populaire, sauf aux yeux de quelques Français et de Palmerston qui n'a eu de cesse d'attaquer la politique temporisatrice d'Aberdeen. À la *Chambre des Communes*, le 11 juin 1829, Palmerston critiquait une position qui conduisait l'Angleterre à être « la clé de voûte de l'arche formée par Miguel et l'Espagne, l'Autriche et Mahmud. » Il poursuivait : « Le peuple ne voit pas dans le long délai de l'exécution du traité de Juillet une résistance turque mais une indicible répugnance à accorder la liberté à la Grèce. »

Le président de la jeune république grecque, le comte Jean Capodistria tente de reconstruire un pays déchiré par la guerre. Né à Corfou en 1776, il a été élu pour sept ans par l'assemblée nationale de Trézène le 31 mars 1827. Le peuple de Nauplie, la capitale du jeune État grec, l'a reçu au début de janvier 1828 dans une explosion de joie. Il est le rempart contre le monde musulman, les excès des politiciens et des chefs militaires. En 1830, Capodistria tient en respect les Turcs avec 10 000 pallikares² placés aux frontières³. Il tente de préserver la paix mais il sait que son pouvoir est suspendu au bon vouloir des grandes puissances qui veulent doter le pays d'un souverain, et les candidatures abondent. Les noms du duc de Nemours, du prince de Hesse, du prince Jean de Saxe, du duc Bernard de Saxe, du prince Léopold de Saxe-Cobourg, de Gustave Vasa, du prince Charles de Bavière et de son frère le prince Otton sont mis en avant. Capodistria choisit Léopold mais les pourparlers échouent par la duplicité de Capodistria, comme l'accusent ses ennemis. Capodistria a été choisi parmi la caste patricienne de l'Empire ottoman. Il a étudié la médecine. Il est fin, adroit et a beaucoup d'esprit. Habile diplomate, insatiable travailleur, n'aimant pas le faste, le président Capodistria ne cache cependant pas assez qu'il est russophile. Sa réputation d'agent de la Russie et son allure aristocratique heurtent une partie de l'opinion publique. Toutefois, sous sa présidence, les agriculteurs descendent des montagnes qui ont été jusque-là leur refuge contre les invasions ennemies. Ils retournent dans les villages et dans les villes à la recherche de leurs maisons détruites. Ils essaient avec des moyens de fortune de reprendre les travaux des champs. Cette période de reconstruction est dure et émouvante. Capodistria adopte pour symbole personnel le phénix, l'oiseau fabuleux sorti des flammes.

Les ressources traditionnelles de la Grèce, le raisin, les olives et le tabac ont subi une baisse très importante. Les dégâts causés aux vignes sont importants. Des milliers d'oliviers avaient été abattus dans le Péloponnèse par l'armée égyptienne pendant l'invasion et le séjour d'Ibrahim pacha. La production des olives a diminué de 75%. Toutes les ressources agricoles ont été terriblement touchées : des étables détruites, des arbres fruitiers abattus et des forêts entières brûlées. La sous-alimentation sévit. Afin d'y pallier, Capodistria importe des pommes de terre depuis l'Italie. Il fait célébrer l'événement par les journaux mais les tubercules produits sur le sol hellène ne seraient qu'une fable⁴. En revanche, il fait ouvrir de nombreuses écoles. À la fin de l'année 1830, on en compte 128 et 8 000 élèves⁵. Pour reconstruire la Grèce, le président a besoin d'argent. À son arrivée au pouvoir, il a trouvé un Trésor public vide et obéré par une dette de 2 400 000 livres anglaises, dette consécutive aux emprunts de 1824 et de 1825. Pour faire face aux énormes dépenses qui pèsent sur le budget de ce petit État, Capodistria augmente les impôts, d'où l'idée que son administration dilapide et que ses agents sont corrompus⁶. Avec tout l'argent envoyé par les puissances en y joignant les dons gratuits offerts par les comités de Philhellènes européens, les résultats semblent chétifs. Les investissements faiblissent pour les services publics et pour l'amélioration intérieure du pays. Une banque hollandaise échoue dans sa tentative de s'établir en Grèce. Une société américaine qui a établi dans l'isthme de Corinthe une petite colonie agricole est obligée d'y renoncer par manque d'encouragement, et par les entraves causées par le gouvernement grec. Capodistria semble hostile aux investisseurs étrangers. Résultats : les à-valoir s'accumulent. La Porte finit même par se trouver créancière des Grecs pour près de 5 millions de francs⁷.

La Grèce apparaît comme une république de corsaires. L'anarchie qui y règne sert les desseins ambitieux de la Russie. La guerre civile couve dans plusieurs îles dépendantes du gouvernement grec. Les plaintes se multiplient.

¹ Guilleminot, *Chambre des pairs, séance du 6 juin 1833. Rapport de l'examen du projet de loi relatif à la garantie de l'emprunt contracté par la Grèce*, session de 1833, t. I, n°17, p. 11.

² Soldats grecs pendant la révolution de 1821-1829.

³ Minoïde Mynas, *La Grèce constituée et les affaires d'Orient*, Paris, 1836, p. 175.

⁴ S.H.A.T. D² n°4, « Etat de la Grèce en 1831 », *Courrier de Smyrne*.

⁵ *Le Spectateur militaire*, t. 28, octobre 1839, "De la Grèce", p. 247.

⁶ S.H.A.T. D² n°4. Opinion sur l'état de la Grèce et sur le président Capodistria.

⁷ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 21. Correspondance du baron de Boislecote.

Les premières mesures du président se portent sur la piraterie. Il charge les amiraux Miaoulis¹, Crieais et Canaris de faire la chasse aux forbans. Durant les premiers mois, la lutte permet d'éradiquer bon nombre de brigands mais dans le Magne a lieu une insurrection. Jean Capodistria indique que cette révolte tient à une affaire d'argent. Les spéculateurs ont l'habitude d'acheter la dîme de la province de Sparte. Ils ont incité les contribuables au soulèvement pour écarter les concurrents et obtenir du gouvernement la perception de l'impôt au meilleur marché possible. Le président Capodistria exerce le pouvoir en vrai dictateur. Il a suspendu l'application de la constitution libérale de Trézène. Il a dissous la chambre des Députés et l'a remplacée par un conseil d'État de vingt-sept membres, investi d'un pouvoir uniquement consultatif. Il révisé les jugements et annule les sentences. La liberté de la presse n'existe pas. Le président Capodistria croit que seul un gouvernement où le pouvoir est très concentré peut assurer un progrès rapide au pays. « Plus je désire, écrit-il à son secrétaire Bétant le 2 décembre 1830, que la Grèce s'élève à la hauteur d'une nation libre et indépendante, plus il est de mon devoir de chercher à lui faire atteindre ce grand but dans le plus court espace de temps possible, et moins je puis me faire illusion sur la situation où l'ont laissée l'esclavage de quatre siècles et l'anarchie des sept dernières années. Dès qu'elle en sera sortie par ses propres efforts, c'est-à-dire par le travail, elle se donnera des lois constitutionnelles et les éléments de ces lois se trouvent tout préparés.² » Cependant les idées démocratiques des écrivains, des politiciens et des commerçants proclament les principes des révolutions américaine et française. Sous l'influence de ces événements ont été écrites les premières constitutions qui définissent les devoirs et les droits des citoyens. Ce sont ces idées qui ont animé les précédents gouvernements provisoires de la nation grecque. Les adversaires de Capodistria s'appuient sur cette soif de liberté. Les Phanariotes³ prétendent au pouvoir. La famille Ypsilanti, par exemple, prétend descendre des Comnènes de Trébizonde. Ils ont un grand nombre d'insulaires à leur service, et pour les gagner à leur cause, ils leur promettent des places. Plusieurs étudiants et rédacteurs de journaux, dans l'espoir d'être nommés préfets, éparches, ou ministres, se rangent sous leur drapeau. Nicolas Ypsilanti, qui commandait un « bataillon sacré » durant la guerre d'indépendance, entouré de ses partisans, forme une société secrète *Pour le bonheur de la Grèce*. Quelques membres de ceux qui la composent se déclarent ouvertement contre le président.

Les puissances souhaitent prévenir toute collision entre les Turcs et les Grecs. Le problème des frontières se pose. En 1829, il était question de réduire le nouvel État grec à la possession de la Morée et des Cyclades. Animé d'un esprit byronien, lord Palmerston, ancien secrétaire britannique à la Guerre, avait protesté, que c'était une absurdité de faire une Grèce où il n'y aurait ni Athènes, ni Thèbes, ni Marathon, ni Salamine, ni Platées, ni les Thermopyles, ni Missolonghi. Le protocole de Londres du 22 mars 1829 impose à la Sublime Porte les résultats des conférences de Poros. La ligne Volo-Arta est proposée comme frontière entre la Grèce et la Turquie puis, les négociations engagées à Londres en 1830 reviennent sur cette délimitation. Le corps expéditionnaire français de Morée est chargé de faire appliquer les décisions sur le terrain. La mission confiée à la France est semée d'embûches. La ville d'Athènes reste occupée par les Turcs. La Crète confiée aux Égyptiens par le sultan en septembre 1830 s'agite. Cette île dévastée par la guerre et la maladie a vu sa population chrétienne décroître considérablement. En 1821, ils étaient 160 000⁴. En 1830, on compte 50 000 chrétiens et 30 000 musulmans⁵. Les Grecs qui se trouvent sur l'île ne veulent pas d'une occupation arabe. Pour eux, c'est le maintien du despotisme et du joug musulman. Ils s'apprentent à résister. Plusieurs tentatives sont faites pour enlever la forteresse de Gramboussa. Le 22 octobre, d'anciens pirates veulent s'en emparer⁶. Ils échouent grâce à la fermeté d'un officier français : le capitaine d'Aubigny. Ce dernier déjoue leur plan qui consistait à débarquer une centaine d'hommes, qui, sans être vus de la forteresse, devaient donner le signal aux quatre cents autres cachés dans les rochers. La garnison est confiée au capitaine anglais Yorke. Il doit remettre la forteresse au gouvernement ottoman. Disposant seulement de 38 hommes, sans canon, il attend de recevoir le renfort des contingents de chaque puissance. Les Candiotes pensent que l'Alliance va les aider.

Méhémet-Ali envoie ses troupes en Crète⁷. Deux divisions égyptiennes accostent à La Canée. Les Turcs voient arriver avec peine les Arabes. Des coups de feu sont échangés. Les insurgés crétois résistent dans les forts vénitiens. Ils arborent les pavillons des grandes puissances. Le pacha d'Égypte décide de faire bloquer l'île par sa flotte et ses troupes terrestres serreront de près chaque village. L'escadre égyptienne rencontre les navires alliés placés en observation. Le blocus semble impossible mais à Calivès douze navires égyptiens et 3 600 hommes mettent en déroute les insurgés. La presqu'île de Gramboussa est le refuge des Crétois. Quatre à cinq mille Grecs se trouvent devant la ville. Ils ne veulent pas se livrer aux 9 000 soldats chargés de les désarmer et de prendre possession de la Crète au nom de Méhémet-Ali. Le 7 novembre, les Égyptiens occupent vingt et un villages. Il ne

¹ André VOKOS, dit MIAOULIS est né en 1768. Propriétaire d'une felouque (en turc *miaoul*), il se joignit aux insurgés grecs, devint commandant des forces navales (1822-1827) et incendia la flotte turque à Modon (mai 1825). Vice-amiral, héros national grec, il meurt en 1835 et est inhumé au Pirée, près de Thémistocle.

² Apostolos Vacalopoulos, *Histoire de la Grèce moderne*, Paris, Horvath, 1975, p. 127.

³ Habitants du quartier grec de Constantinople.

⁴ Jean Capodistria, *op. cit.*, p. 465.

⁵ Édouard Driault et Michel Lhéritier, *Histoire diplomatique de la Grèce de 1821 à nos jours*, Paris, P.U.F., 1925, t. II, p. 38.

⁶ S.H.A.T. D² n°4.

⁷ Durand-Viel, *op. cit.*, pp. 51-52.

reste plus qu'à réduire le brigandage des montagnards de Sphakia. Le docteur français Caporal fait partie des équipages du vice-roi. Il fait admettre cette occupation. Animé par le bien, son influence sur l'esprit des lieutenants de Méhémet-Ali est habilement employée en faveur des Crétois. Les épidémies se propagent¹. La petite vérole est un fléau. La vaccination met un terme à ses ravages. En février 1831, la tranquillité règne en Crète. Le 11, la garnison franco-russe de Gramboussa est évacuée. Les nouvelles résolutions adoptées à la conférence de Londres ne satisfont pas la France dont les troupes occupent Lépante et Missolonghi. Les Turcs n'abandonneraient Athènes qu'à la fin du mois de janvier 1831 en échange de Vonitza. Côté anglais, Aberdeen, avant de quitter le pouvoir, a fait donner à Capodistria le conseil de ne pas se précipiter en ce qui concerne l'Étolie et l'Acarnanie. Sébastiani, ministre des Affaires étrangères français regrette la délimitation adoptée à Poros. Il écrit au baron Rouen : « ce qu'il y avait d'incohérent et de bizarre à vouloir une Grèce qui pût se défendre elle-même et à lui refuser une frontière qui fût susceptible de défense ; à chercher la garantie du maintien de la paix dans la séparation des Grecs et des Musulmans et à replacer précisément sous l'autorité de la Porte des pays où l'on comptait à peine quelques familles turques avant 1821 et qui étaient connus pour avoir toujours été la pépinière des plus intrépides soutiens de la cause hellénique.² » En Grèce continentale, les Turcs ne veulent pas quitter l'Attique avant la récolte des olives. Ceux de l'île Eubée veulent avoir le temps de vendre leurs propriétés. Ils gardent provisoirement les forteresses comme garantie³. Les commissaires chargés de la démarcation des frontières ne veulent pas tenir compte de tels desiderata. Les Turcs évacuent donc très lentement à partir du 10 octobre 1830.

L'Empire ottoman reste menaçant et souhaite reconquérir le terrain perdu. Loin d'être une puissance négligeable, la Porte dispose de 400 000 hommes de troupe en temps de paix⁴. Expérimentée, aguerrie, l'armée turque sort de plusieurs années de guerre contre la Russie. Les Turcs savent se battre. En Albanie, Moustapha, pacha de Shkodra dirige une insurrection qui cherche à renverser le gouvernement de Constantinople. Il aurait même proposé au pape d'embrasser le christianisme avec tous ses partisans si la chrétienté lui accorde des secours. Le général turc Rechid pacha arrive à Monastir en 1830. Il convoque les chefs de l'Albanie du Sud et par surprise, il les fait tous massacrer. Près de cinq cents personnes sont tuées⁵. Ce succès encourage le sultan à entreprendre des actions militaires de grande envergure. Le 11 octobre, une flottille de sept petits bâtiments turcs passe devant Navarin pour aller bloquer les ports et les côtes depuis Parga jusqu'à Antivari. Le gouvernement anglais, garant de l'indépendance grecque, défend à ses sujets ioniens d'approvisionner par mer cette province. Les Iles Ioniennes, protectorat britannique depuis 1814, n'ont pas à soutenir la Porte dans ses initiatives guerrières. Cela n'empêche pas Rechid pacha de se tourner vers Shkodra où le pacha ayant été battu, s'y réfugie. Après six mois de résistance, il capitule en 1831 contre la promesse du sultan de lui laisser la vie sauve. C'est la fin du pachalik de Shkodra. L'expédition de Morée retient toute l'attention de Louis-Philippe. Les Français ont besoin de renforts pour maintenir la paix en Grèce. Dans l'urgence, des vivres sont expédiés depuis Marseille et le 21^e régiment d'infanterie légère, anciennement dénommé Hohenlohe est envoyé. Le choix en matière de politique étrangère est clair. La France, membre de l'Alliance, pentarchie depuis le traité d'Aix-la-Chapelle en octobre 1818, doit continuer à participer, avec le concours des marines anglaise, russe, autrichienne et américaine, aux opérations qui doivent garantir l'indépendance de la Grèce. L'Alliance défend le principe abstrait de sagesse politique, d'une valeur universelle⁶. Empêtrés dans des problèmes internes, Londres et Saint-Petersbourg demandent que le séjour des troupes françaises se prolonge dans le Péloponnèse. La principale mission du corps expéditionnaire est d'assurer l'ordre dans un pays en proie à l'anarchie. Le 18 décembre 1830, des convois partent pour la Morée. Des navires-écuries sont utilisés. Le régiment de Hohenlohe, transformé peu après en Légion étrangère par ordonnance royale du 9 mars 1831, est acheminé en Grèce. À Zante, les officiers sont parfaitement reçus par la garnison anglaise et par les habitants qui leur offrent un banquet et un bal. Plusieurs d'entre eux embrassent à diverses reprises la cocarde tricolore. Une fois les renforts arrivés, l'effectif de la brigade s'élève à 3 341 hommes. Le 21^e léger qui la compose est un régiment comptant peu d'étrangers parmi la troupe et peu de Français parmi les officiers et sous-officiers. Il s'agit d'un régiment de soldats français dans un cadre d'étrangers. Entre eux, les troupiers se qualifient d'Anglais, d'Espagnols et surtout d'Allemands pour s'injurier. L'esprit de corps ne s'y développe guère. En revanche, le patriotisme est indéniable. Les légionnaires embrassent la cause de la monarchie de Juillet. La gendarmerie s'acquitte fort bien de son service pourtant difficile à cause de la population grecque et des nombreux étrangers attirés à Navarin. Tout en remplissant ses devoirs, elle fait rarement parler d'elle. À l'usage, le régiment de Hohenlohe se révèle indiscipliné. Les hommes boivent et troublent l'ordre public⁷. Le général Schneider propose leur renvoi. Le service de santé, en revanche, est parfaitement organisé mais les grandes chaleurs causent de nombreuses maladies. Les températures élevées du climat, la rosée froide de la nuit et la

¹ S.H.A.T. D² n°4.

² Édouard Driaault et Michel Lhéritier, *op. cit.*, p. 44. Lettre du 4 janvier 1831.

³ S.H.A.T. D² n°4.

⁴ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 45.

⁵ G. Castellan, *Histoire de l'Albanie et des Albanais*, Paris, Armeline, 2002, p. 40.

⁶ Bertier de Sauvigny, « Sainte-Alliance et Alliance dans les conceptions de Metternich », *Revue historique*, janvier-juin 1960, n° 453-454, t. 223, p. 274.

⁷ S.H.A.T. D² n°4.

faiblesse du logement, où les soldats sont exposés aux pluies, favorisent l'apparition d'épidémies. Un jeune et robuste sous intendant nommé Siccard ainsi que le capitaine d'état-major Genies sont tués en moins de six jours par une fièvre cérébrale.

Le général Schneider chargé secrètement d'entraver la remise de Vonitza et de l'Acarnanie aux Turcs est remplacé le 13 juillet 1831 par le maréchal de camp Guehéneuc, général d'une grande sagesse, plein de douceur, digne, vigoureux, ne laissant rien au hasard, sachant ménager et contenir ses hommes. On argue que la santé de Schneider ne lui permet plus de prolonger son service. En fait, il a proposé un projet de colonisation française en Grèce¹. Il y voyait un débouché pour le commerce. Le ministre de la Guerre se charge à cette occasion de rappeler les instructions dévolues aux militaires : que les seuls droits de la France, outre sa mission d'interposition, sur la Grèce sont ceux de protection et de conseil. Le président Capodistria réagit. Il écrit à Schneider que la colonisation française en Grèce susciterait la jalousie du peuple grec et du ressentiment. Des agitateurs malveillants diraient aux habitants : « Vous avez prodigué les sacrifices pour vous affranchir des Turcs, qui seuls étaient les propriétaires de votre sol. Vous êtes demeurés prolétaires ; ce sont encore des étrangers qui vont devenir vos maîtres, et c'est à eux que votre gouvernement donne la préférence ; c'est à eux qu'il commence à donner des terrains et le droit de propriété.² » Capodistria ajoute ne pas pouvoir garantir la sécurité d'éventuels colons français et il s'offusque de la déformation de sa pensée³. Flandin lui prête ces propos : « Le gouvernement actuel de la Grèce repousse cette idée d'idée de colonisation et ne veut ni de l'industrie, ni des capitaux des étrangers, s'il doit les payer avec des terres nationales. »

La France lutte contre la piraterie qui infeste les côtes du Péloponnèse. La goélette française *la Dauphinoise* que commande le capitaine de corvette Brait nettoie les plages. Les soldats français ont un bon moral et sont fiers de leur mission, ils veulent lutter contre le crime et pourchasser les brigands jusque dans leurs repaires. Le sous intendant militaire Jacques-Louis Lacour diffuse cet enthousiasme et il se dit prêt à accompagner les militaires chargés d'une telle mission : « Je partagerai le sort de ces braves gens; j'éprouverai avec eux des privations et des fatigues; mais j'aurai veillé à tous leurs besoins; et jeune, pour un instant, s'il le faut, je porterai avec fierté le mousquet, et je marcherai dans leurs rangs.⁴ » Sébastiani rappelle que « c'est à l'intervention de la France, à ses armes, à ses sacrifices, que les Grecs doivent leur indépendance et leur liberté.⁵ » Les États-Unis d'Amérique surveillent aussi le changement géopolitique et dépêchent en Méditerranée la corvette *John Adams*⁶.

Talleyrand et la paix

La naissance d'un volcan dans la mer, entre la Sicile et l'Afrique du Nord ébranle les milieux politiques en 1831. On craint l'apparition d'une chaîne de montagnes qui relierait la Sicile à la Tunisie, ce qui bouleverserait la géopolitique du bassin méditerranéen. Le gouvernement sicilien envoie la corvette *Etna* et baptise le nouvel îlot *Ferdinanda* en l'honneur de son roi. La flotte anglaise s'y précipite à son tour et le nomme *Graham*. Enfin, Constant Prévost, fondateur avec Ami Boué de la Société géologique de France, y est dépêché par l'Académie des Sciences. Arrivé à bord de la *Flèche*, il l'appelle *Julia* car le volcan est né en juillet. Lorsque Prévost arrive devant l'île, le volcan, avec 70 mètres de haut et 700 mètres de diamètre, est encore en pleine éruption. Il débarque sur l'île, étudie les roches et constate que les couches de cendres ont une structure entrecroisée, due à des souffles horizontaux, les déferlantes basales. Il y plante le drapeau tricolore. Les Anglais ayant aussi fiché leur propre drapeau, un incident diplomatique éclate. Cinq nations différentes revendiquent son annexion. Une bataille navale faillit avoir lieu. Juste avant que le canon tonne, on s'aperçoit que l'île a soudainement disparu. Englouti dans les flots, victime d'un cataclysme tectonique, le volcan a mis tout le monde d'accord en disparaissant de lui-même le 28 décembre 1831. Le lieutenant de frégate Amable Gachot écrit le 3 janvier 1832, à bord de *la Cornélie*, en rade de Navarin : « L'île volcanique qui a surgi dans la Méditerranée en juillet 1831, a disparu et ne forme plus qu'un banc à fleur d'eau, très dangereux pour les navigateurs qui fréquentent ces parages.⁷ » Le litige international a donc tourné court. La paix est sauvegardée. L'affrontement s'est limité à une rixe entre marins dans une taverne de Palerme et à deux coups de pistolets tirés en l'air.

Le maréchal de Castellane écrit dans ses Mémoires : « La révolution de Juillet aurait dû amener la guerre générale et la guerre civile : la paix existe. » La duchesse de Maillé constate : « Louis-Philippe a reçu comme à son ordinaire le 1^{er} janvier 1832. Les félicitations et les discours ont été à peu près semblables à ce qu'ils sont toujours.

¹ *Ibid.*, D² n°5, 3 mai 1831.

² Jean Capodistria, *op. cit.*, p. 273. Lettre de Capodistria à Schneider, 8/20 juin 1831.

³ Jean-Baptiste Flandin, *Isabelle et don Carlos, ou de l'intervention de la France en Espagne... suivi de considérations sur l'état actuel des affaires du Levant, sur la nécessité et la nature de l'intervention de la France, accompagné de documents officiels sur l'Orient et sur la Grèce, notamment la correspondance de l'auteur avec feu M. le comte Capodistria*, Paris, 1839. Lettre de Capodistria à Flandin, Nauplie, 28 juin 1831.

⁴ Jacques-Louis Lacour, *Excursions en Grèce pendant l'occupation de la Morée par l'armée française, dans les années 1832 et 1833*, Paris, A. Bertrand, 1834, p. 108.

⁵ Chambre des Députés, 29 janvier 1831.

⁶ A.N. mar., BB⁴ n°554.

⁷ *Annales maritimes et coloniales*, 1832, p. 287.

Ceux du corps diplomatique étaient très pacifiques. » L'action de Talleyrand à Londres a sauvé la paix en Europe. Il a bâti l'entente cordiale. Ce n'est pas une mince affaire car malgré ses préoccupations européennes, malgré l'entente cordiale, le gouvernement britannique se garde de rien dire ou faire qui comporte de sa part une reconnaissance tacite de notre occupation de la régence d'Alger. Le langage des ministres français est soigneusement surveillé.

Au début de 1832, Casimir-Perier ayant déclaré que l'occupation militaire serait maintenue à Alger, lord Londonderry en profite pour interpeller le ministère. L'année suivante, le maréchal Soult ayant dit « qu'il n'y avait aucun engagement pris avec les puissances à l'égard d'Alger, que nous pourrions faire à Alger ce que nous voudrions, que les mesures prises par le gouvernement et les crédits militaires qu'il demandait rendaient peu vraisemblable une évacuation du pays », lord Grey se plaint directement à Talleyrand, qui recommande la prudence. Talleyrand fait admettre à l'Angleterre l'occupation d'Alger, il réussit à rapprocher Paris et Londres sur les affaires de Belgique. Quant à la Grèce, il a su négocier la nomination du souverain Otton. Lamartine lui rend visite : « Je me souviens qu'étant à Londres en 1831, je trouvai le vieux diplomate la physionomie fatiguée par les veilles d'une nuit sans sommeil, et travaillant encore sur une petite table, au pied de son lit où il ne s'était pas couché. Quoique creusés par l'âge, par la pensée et par l'insomnie, ses traits respiraient le calme, cette sérénité, ce rayonnement intérieur d'un esprit satisfait qui triomphe ou pressent le triomphe sur de grandes difficultés vaincues.¹ » Les deux hommes engagent la conversation. « Savez-vous ce que je fais là ? » demande Talleyrand en montrant du doigt les dépêches dépliées sur la table. « Non, mon prince, rétorque Lamartine, je ne le sais pas et je ne dois pas le savoir; mais ce que je sais sans que vous me le disiez c'est que vous tentez le chef-d'œuvre de la diplomatie moderne. » Talleyrand acquiesce : « Oui, j'essaie d'établir la paix du monde en équilibre sur une révolution ! » Fier, satisfait de lui, Talleyrand écrit² : « Je crus que le nouveau gouvernement ne pourrait gagner de stabilité que par le maintien de la paix. Je suis heureux, avant de finir ma carrière, de penser que j'y ai réussi. »

¹ Alphonse de Lamartine, « La question d'Orient, la guerre, le ministère », *Journal de Saône-et-Loire*, s.d.

² Talleyrand, *op. cit.*, t. III, p. 329.

3.

Les limites du *modus vivendi*

On espère la paix en Orient depuis la bataille de Navarin et l'on compte désormais sur le roi Louis-Philippe pour stopper tout engrenage. La politique de la France a changé. Elle cesse d'être révolutionnaire, mais le roi peut-il s'aligner indéfiniment sur les décisions de la Sainte-Alliance ? Le comte Louis de Carné écrit : « L'homme de parti, s'abuse souvent sur les motifs, mais ne se trompe jamais sur le but ; or, le but véritable d'une opinion était la guerre, et le but de l'autre était la paix : ces deux idées furent après 1830 comme les deux pôles du monde politique. Tel orateur préparait sa haute politique la mappemonde sous les yeux, tel autre faisait manœuvrer les armées de l'univers depuis celles du shah de Perse jusqu'à la garde nationale mobilisée. ¹ »

L'échec politique

Dans les rues de Paris, l'émeute gronde. Tous les grands carrefours des quais et des boulevards sont le théâtre de rassemblements populaires. Le procès des ministres de Charles X, un anniversaire, une rumeur, un arbre de la liberté à planter, une prétention de marchands populaires, une querelle devant la porte d'un café suffisent pour amasser et passionner les foules. Les Parisiens crient aux abords de l'ambassade de Russie : « Vivent les Polonais ! Mort aux tyrans ! À bas les Russes ! » Pajol confie dans ses Mémoires que cette situation est liée au ministère Laffitte qui s'est, dès l'origine, compromis par son attitude indécise. Il critique ce gouvernement qui oublie partout « de faire sentir le poids de l'épée de la France. » À propos de l'Algérie, *Le Sémaphore*, journal marseillais dresse un constat analogue : « Il faut à Alger un gouverneur énergique et entreprenant qui sache verser quelques gouttes de sang africain pour éviter de grands combats. » Des chansons satiriques circulent. Elles dénoncent la passivité de la monarchie de Juillet : « Nous avons eu quasi la guerre, Nous avons eu quasi la paix. » Les républicains se déchaînent. M. Audry, cousin et ami du juge de paix Mainguet, dépeint les diplomates de la monarchie de Juillet comme des gens à consciences larges, à vues courtes, à causes étroites. Il dénonce : « tout est chez eux et chez leur maître hypocrisie, bassesse, déshonneur, infamie et perfidie. » On reproche aux hommes en place d'avoir trahi le message des barricades. « Enfants de la liberté, ils renient leur mère », vitupère Audry. Appelant de ses vœux une révolution, il se réjouit des erreurs du gouvernement : « Tout ce qu'ils font est bien pour nous, ils nous ont mis dans une position telle que toutes leurs fautes doivent nous servir. Ils ont fait dans huit mois plus que la restauration n'a fait dans quinze années. Espérons qu'avant peu il en sera d'eux et de leur système comme de la restauration : nous n'oublierons le bel exemple que nous donne la Convention en nous rappelant que la place de la Révolution existe encore. »

L'échec politique est attribué au ministre des Affaires étrangères. Horace Sébastiani est qualifié de nullité diplomatique². Le célèbre navigateur Dumont d'Urville juge Sébastiani comme étant un personnage fat, suffisant, un parleur infatigable, au-dessous du médiocre et qui commet de grosses erreurs géographiques³. On déplore que Sébastiani se soit rallié au système de la paix à tout prix. Sébastiani est peut-être blasé. Dans la séance du 3 mars 1823, à l'occasion du débat parlementaire excluant le député Manuel, Sébastiani déclara : « Charles I^{er} a péri par les guerres politiques ; l'ambition et la vengeance des grands a fait succomber Henri III sous le poignard de la ligue ; Henri IV a été frappé par l'exaltation religieuse ; j'ai vu périr à Constantinople deux souverains par des révolutions de palais. Je pourrais citer d'autres exemples non moins terribles ; mais vous approuverez ma discrétion.⁴ » Après la terrible répression russe en Pologne, il a prononcé ces paroles malheureuses : « L'ordre règne à Varsovie. » Dans un dessin du 20 septembre 1831, Grandville stigmatise ce discours et présente un

¹ Louis-Joseph-Marie de Carné, *Des intérêts nouveaux en Europe depuis la révolution de 1830*, Paris, 1838, p. 247.

² Dominique-Germain Sarrut, *Biographie des hommes du jour*, Paris, 1835-1836, t. I, p. 243.

³ Vulaballe, *Histoire des deux Restaurations jusqu'à l'avènement de Louis-Philippe*, Paris, 1874, t. X, p. 514.

⁴ Horace Sébastiani, *Discours politiques*, « séance parlementaire du 3 mars 1823 », p. 47.

cosaque les pieds dans le sang entouré de corps mutilés. Pour Sébastiani, la Turquie est un cadavre qui ne peut pas résister à la Russie¹. Il déçoit terriblement. Dans le passé, ambassadeur de Napoléon auprès du sultan Selim III, il avait fait reculer la flotte anglaise de l'amiral Duckworth apparue devant Constantinople en 1807. En 1827, lorsqu'il était député, il dénonçait le manque d'audace en matière de politique étrangère. La révolution de 1830 engloutit sa réputation. Devenu ministre sous la monarchie de Juillet, il reprend le principe de non-intervention qu'il n'a cessé de combattre. Sébastiani s'explique : « Je puis dire aujourd'hui ce qu'il eût été criminel de faire entendre il y a quelques mois. Répudier, après la révolution de Juillet, les traités de 1814, au risque d'une guerre universelle ! Mais le pouvions-nous, quand même nous l'aurions voulu ? Avez-vous donc oublié dans quel état d'affaiblissement numérique était tombée l'armée française ? Avez-vous oublié que 36 000 de nos guerriers avaient été envoyés sur la Côte d'Afrique ; que nous entretenions encore une brigade en Morée pour consolider l'indépendance de la Grèce ? Rappelez-vous aussi, messieurs quelles furent les conséquences de notre révolution sur le reste de l'armée. La nécessité de licencier cette nombreuse Garde royale pour la réorganiser sous le drapeau national, la nécessité de renvoyer dans leur pays 12 000 Suisses... Vous parlerai-je, messieurs du désordre introduit dans presque tous nos régiments, les liens de la discipline partout rompus, la mésintelligence des chefs et des soldats ? Disons le aujourd'hui que ces temps sont déjà loin de nous, pendant un mois et plus, la France fut sans armée.² »

Dans *Némésis*, Auguste Barthélemy raille Sébastiani et le met en scène dans « Le dîner diplomatique » où il reçoit les ambassadeurs « dans son *triclinium*³ de forme orientale.» Le repas est préparé par le cuisinier du ministère : Bontoux. Sont servis des plats très épicés. Ainsi « l'Autriche, la Russie et le saint Vatican digèrent un volcan. » Ce pamphlet du 22 mai 1831 dénonce le conformisme dans lequel s'est enfermé la politique étrangère de la monarchie de Juillet :

« Il est doux d'habiter l'hôtel des Capucines !
Allongé comme un cap sur les places voisines,
Avec ses frais jardins, son sublime portail,
C'est pour notre vizir la pointe du sérail.
Là, dans un doux repos, le guerrier diplomate
A l'air brumeux du nord sans peine s'acclimate,
Lui qui, sur le Bosphore, étudia longtemps
La liberté française au palais des Sultans. [...]
Mais le vizir se lève à ce bruit mensonger :
On eût dit que déjà le Baskir messenger
Des Hellènes du nord avait porté les têtes
Tant le sérail français resplendissait de fêtes ! »

Pendant la session parlementaire de 1832 à 1833, Sébastiani ne paraît plus que pour déposer sa boucle. Une crise d'apoplexie l'avait frappé le 28 décembre 1831. Il n'avait retrouvé son ministère que le 16 mars 1832. N'étant plus ministre des Affaires étrangères à partir du 18 octobre 1832, la société *Aide-toi* s'exprime ainsi à son égard : « M. Sébastiani, aujourd'hui muet, paraît se survivre à lui-même. Frappé d'une incapacité complète, par suite de maladie, il a à peine prononcé une parole pendant les deux dernières sessions.⁴ » Sébastiani avait toujours convenu au roi Louis-Philippe « qui ne voyait que lui à qui se fier pour la politique extérieure.⁵ »

Selon le légitimiste Auguste Chauvin-Beillard, la France est devenue moins forte et a perdu ses frontières naturelles. Ses alliés potentiels sont affaiblis ou sont devenus ses ennemis, c'est le cas de la Suède, du Danemark, de Naples, de l'Espagne et du Portugal. La monarchie de Juillet n'est pas pour autant faible. Laffitte augmente les crédits militaires de 186 millions à 373 millions de francs. L'armée voit ses effectifs doubler et passer de 231 000 à 434 000 hommes. L'année 1831 n'a pas bénéficié d'un budget cohérent à cause de l'augmentation des dépenses guerrières. Tocqueville, de son côté, qui admire la démocratie américaine dénonce le trop grand nombre de fonctionnaires en France dont le nombre a dépassé toutes les bornes connues : il s'élève à 138 000 et coûte chaque année à l'État 200 millions de francs. Jules Mauviel écrit à Louis-Philippe : « Vous avez la paix, vous nous donnez la paix ; que dis-je ? un grand pied de paix, soutenu par un million de baïonnettes inactives !⁶ » Sur le plan diplomatique, la monarchie de Juillet perd une occasion favorable, celle d'obtenir un rapprochement avec la Suède. En 1831, Bernadotte pour se soustraire au joug du tsar cherche l'appui de la France et de l'Angleterre⁷, mais l'aide ne vient pas. La Suède maintient son alliance avec la Russie. En 1833, Charles XIV est vexé. Une

¹ David Urquhart, *L'Angleterre, la France, la Russie et la Turquie*, ouvrage traduit de l'anglais, Paris, 1835, p. 193.

² Auguste Chauvin-Beillard, *Société pour publication de brochures*, « Situation du gouvernement », Paris, 31 décembre 1830, p. 7.

³ Pièce de la maison romaine de l'Antiquité servant de salle à manger, et comportant trois lits disposés autour d'une table.

⁴ Dominique-Germain Sarrut, *op. cit.*, p. 243.

⁵ *Mémoires* de Rémusat, cités par Hervé Robert, *Dictionnaire des Ministres des Affaires étrangères*, Paris, Fayard, 2005, p. 292.

⁶ Jules Mauviel, *Lettres parisiennes à Louis-Philippe I^{er}*, Paris, juin 1831, p. 8.

⁷ Urquhart, *Le Portfolio*, t. I, vol. 2, « Mémoire sur la Suède », Paris, 1836, p. 341.

comédie *Le Camarade de lit* se joue au théâtre du Palais-Royal. Le roi de Suède figure comme personnage principal. Un ancien grenadier vient voir son ancien camarade le sergent Bernadotte. Egarés par leurs retrouvailles, ils se laissent aller aux souvenirs. Le grenadier rappelle au roi qu'il lui a autrefois tatoué le bras avec de la poudre. Charles XIV retrousse sa manche. Il découvre l'empreinte indélébile d'un bonnet phrygien et une devise républicaine : « *Mort aux Rois.* » Cette pièce ridiculise Bernadotte. Ce dernier garde alors rancune à Louis-Philippe d'avoir laissé diffuser cette comédie et de l'avoir encouragée. La monarchie de Juillet déçoit ceux qui s'en réclament. Chateaubriand écrit : « Les embarras de cette monarchie se décèlent à tous moments [...]. Ses sympathies sont pour les peuples; si on lui fait renier ces peuples, il ne lui restera plus d'alliés.¹ » Mauviel dénonce « une diplomatie naïve et financière tout à la fois, prodiguant les promesses d'être toujours bien sage. »

La crise économique

Les desseins de Polignac ont provoqué dans le monde du commerce et de l'industrie un malaise général. Les Trois Glorieuses le transforment en panique. La rente entre le 24 juillet 1830 et le 12 août 1830 n'a perdu que 75 centimes, en passant de 105,15 à 104,4 mais les faillites s'accumulent. La Chambre de commerce de Bordeaux réclame l'assistance des pouvoirs publics. La crise économique entraîne la crise budgétaire. Installé au ministère des finances, le baron Louis a la sensation d'une banqueroute imminente². L'augmentation des dépenses provoque une dérive prévisionnelle de 500 millions de francs. La dette se monte à 350 millions de francs. Les Français paient 1,5 milliard de francs³ d'impôts au cours de l'année 1831. Ils subissent la concurrence étrangère. Les poussées des Russes sur la mer Noire ouvrent de nouveaux marchés. Les marines de Gênes, Venise et Livourne, englobées dans le système français, voient leur pavillon disparaître⁴. Le commerce syrien périclité. La Grèce est pauvre et ravagée. Les taux d'intérêt y atteignent 30% en 1830. La plupart de ses bateaux ont été détruits par la guerre mais il lui reste 449 navires marchands. Le cabotage du Levant, dont la France avait le monopole, lui est enlevé par la Grèce indépendante. Les boulingueurs grecs font de grands bénéfices. Sous des pavillons de complaisance, ils s'emparent de toutes les relations qu'a la ville de Marseille avec le Levant. Ils viennent recueillir des hommes et des capitaines qui fuient la crise sociale. Les aventuriers prêts à s'expatrier pour s'enrichir sont nombreux. Le correspondant à Paris du *Messenger de Gand* indique l'état d'esprit dominant : « Depuis qu'un lieutenant d'artillerie est devenu empereur, tout le monde aspire à être un grand personnage.⁵ » L'indépendance de la Grèce, aux yeux des Britanniques, présente bien des inconvénients et des dangers. Le duc de Broglie, ministre français des Affaires étrangères dit à Paris en 1833 : « La Grèce est le premier démembrement de l'Empire ottoman. La Grèce n'est point une province de l'Empire de Russie. La Grèce n'est point une province de la monarchie autrichienne. La Grèce n'est point une annexe, une province des Îles ioniennes (à l'Angleterre). La Grèce est un État indépendant de droit... C'est une puissance maritime destinée à grandir rapidement.⁶ »

La Russie jubile car elle introduit son influence en Méditerranée⁷. Les blés russes arrivent sur le marché français à des prix bas. Les pays avancés ne peuvent pas produire les grains au même prix que d'autres peuples où la main d'œuvre est bon marché. Un hectolitre de blé à Marseille vaut en moyenne 27 francs 39 centimes cependant que les grains venant d'Odessa coûtent seulement 15 francs 56 centimes⁸. L'industrie russe connaît un développement prodigieux. À l'exposition des produits issus de ses manufactures, à Moscou en 1830, on voit des cristaux, des porcelaines, des cachemires, des draps qui égalent ceux de France et d'Angleterre. De 1822 à 1831, la fabrication de la cotonnade a augmenté de 230%, celle des soieries de 25%, celle des lainages de 30%, celle du lin et du chanvre de 45%, et celle des produits chimiques de 110%. La sériciculture est introduite dans les provinces caucasiennes et un fabricant français a livré rapidement 30 000 pieds de soie pour la consommation. Pendant ce temps, la misère qui frappe la France pousse des hommes à voler pour nourrir leur famille. Victor Hugo livre l'histoire de Claude Gueux, ouvrier parisien qui, au chômage, est entraîné dans la spirale de la paupérisation. Les classes supérieures de la société française connaissent également une phase difficile. La rente à 5% qui plafonnait à 105,25 francs avant la révolution de Juillet glisse à 88 francs en novembre 1830. Elle tombe jusqu'à 75 francs puis se ressaisit à 82,25 francs.

La langueur des affaires amène à Lyon grand centre industriel français une insurrection. Cette révolte se ferait au nom de Napoléon II, ou dans le but de proclamer la République⁹. D'autres l'attribuent aux carlistes. L'industrie de la soie et le textile y occupent quelque 40 000 ouvriers et 10 000 chefs d'ateliers possédant quatre ou cinq métiers. Ils dépendent eux-mêmes des fabricants et des commissionnaires. Cette industrie est prospère mais la

¹ Cité par Jean-Paul Clément, *Chateaubriand*, Paris, Flammarion, 1998, p. 343.

² Yves Guéna, *Le baron Louis : 1755-1837*, Perrin, 1999, p. 252.

³ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 39.

⁴ Sault, « La Grèce après la campagne de Morée », *Revue des Deux Mondes*, 1831.

⁵ Eugène de Guichen, *La crise de 1839 à 1841 et l'Europe*, Paris, 1921, p. 27. *Le Messenger de Gand*, 3 janvier 1831.

⁶ Jacques Ancel, *L'Europe orientale de 1830 à 1852*, Paris, Cours de Sorbonne, 1940, p. 138.

⁷ A.M.A.E., M&D, France, vol. 725.

⁸ *Le Moniteur universel*, supplément au mardi 6 mars 1832.

⁹ Chaulanges, Manry, Sève, *op. cit.*, p. 43. A.D. Var 4 M 10. Rapport d'un préfet lors des troubles de Lyon.

compétitivité anglaise entraîne une baisse constante des salaires. Un « canut » qui gagnait 4 à 6 francs par jour sous l'Empire reçoit 0,90 franc en 1831 pour quinze à dix-huit heures de travail. Le salaire de l'ouvrier lyonnais est environ trente mille fois inférieur à celui du roi¹. Louis-Philippe demande à cette époque 18 millions de francs de liste civile que la Chambre ramène à 14 millions. La population ouvrière demande des salaires plus élevés et plus fixes. Elle réclame de meilleurs rapports avec les fabricants. Indignés, les tisseurs se rassemblent sur la colline de la Croix-Rousse le 21 novembre 1831, descendent dans la ville et se heurtent à la garde nationale. Huit ouvriers sont tués et le tumulte grandit. Des bandes parcourent les rues, portant des drapeaux noirs, des pancartes sur lesquelles on lit : « Vivre en travaillant ou mourir en combattant. » La garde nationale finit par faire cause commune avec l'émeute, la troupe débordée recule. Le lendemain 22, le peuple de la Croix-Rousse poursuit le combat. Dans la soirée, il est maître de la ville. À Paris, la stupéfaction est grande. En quelques heures la seconde ville de France est tombée au pouvoir des révolutionnaires. Avec Perier au pouvoir, la répression est prompt et énergique. Convaincu que l'État n'a pas à intervenir dans le domaine économique et social, Perier désavoue le préfet coupable d'avoir violé la liberté des contrats. Le président du Conseil envoie l'armée contre les canuts. Le 5 décembre 1831, le maréchal Soult et le duc d'Orléans entrent dans Lyon avec la troupe. La garde nationale est licenciée, le préfet révoqué et le tarif annulé. Il est en outre décidé la construction d'un fort à la Croix-Rousse tenant la ville sous son feu. Les ouvriers ne réagissent pas. Ils se terrent dans les traboules. Sans organisation, ils sont plus intimidés que surexcités par leur victoire éphémère mais l'alerte a été chaude. Le mouvement ouvrier à Lyon persiste cependant comme le souligne Fernand Rude dans sa thèse. Un journaliste écrit : « Il est inadmissible que ces messieurs du gouvernement aient admiré le désordre mis par les ouvriers à Lyon. Au train où nous allons, bientôt les fermiers demanderont à leur propriétaire pourquoi il se promène, tandis qu'eux labourent. Pourquoi ils n'ont qu'une blouse de toile, tandis qu'ils portent une redingote de laine. Bientôt les ouvriers demanderont le samedi de libre et à leur maître de partager les profits de la semaine.² » Le rédacteur du *Journal des débats* s'exclame : « La sédition de Lyon a révélé un grand secret, celui de la lutte entre la classe qui possède et celle qui ne possède pas. Les barbares qui menacent la société ne sont point au Caucase ou dans les steppes de la Tartarie ; ils sont dans les faubourgs de nos villes manufacturières. Il ne s'agit ni de République ni de monarchie, mais du salut de la société ! » La crise lyonnaise provient néanmoins quelque peu d'Orient. L'Égypte connaît un processus d'industrialisation, comparable avec celui de certaines régions d'Europe occidentale à la même époque et menace l'économie française. Les échanges sont en effet favorables à Méhémet-Ali :

ÉCHANGES ÉGYPTTE - FRANCE (1831)³

Exportations : 4 654 787 francs

Importations : 2 285 544 francs

PRIX DU QUINTAL (COTON JUMEL)⁴

1830 : 12 dollars

1831 : 10½ dollars

1832 : 15 dollars

1833 : 28 dollars

IMPORTATION DE COTON D'ÉGYPTE À MARSEILLE

1830 : 9 633 balles

1831 : 36 163 balles

1832 : 25 721 balles

1833 : 34 687 balles

EXPORTATION DE MACHINES VERS L'ÉGYPTE DEPUIS MARSEILLE

1826 : 55 854 francs

1827 : 90 494 francs

1829 : 116 240 francs

1830 : 58 530 francs

1832 : 5 690 francs**1833 : 2 290 francs**

Attiré en Égypte par les perspectives financières et ayant pris la décision de partir à la suite d'une déception sentimentale, l'industriel et agronome français, Louis-Alexis Jumel, a acclimaté un cotonnier qu'il a importé de l'île Bourbon en 1822. Jumel produit le coton auquel il donne son nom. Cette espèce a une fibre très longue, fine et résistante. Elle est filable par peignage et adaptée à la confection d'étoffes de qualité. Méhémet-Ali fait cultiver ce coton sur ses propres domaines. En 1824, les exportations s'élèvent à plus de 11 000 tonnes. Sous la monarchie de

¹ Jean Thibaudeau, *Alexandre Dumas, le prince des mousquetaires*, Paris, Hachette, 1983, p. 72.

² A. de Chateaubriand, 15 décembre 1831.

³ Gabriel Guémard, *Une œuvre française. Les réformes en Égypte d'Ali-Bey El Kébir à Méhémet-Ali (1760-1848)*, Le Caire, 1936, p. 371.

⁴ François Charles-Roux, *La production du coton en Égypte*, Paris, 1908, p. 57.

Juillet, les manufactures modernes de l'Égypte emploient entre 50 000 et 70 000 travailleurs soit 1/5^e de sa main-d'œuvre industrielle totale. La production de calicots atteint un million de pièces par an. La manufacture la plus réputée est la fabrique de draps conçue par des Français, à Boulaq. La plus importante est celle de Khonronfich qui possède 300 métiers à tisser, 370 cardes et 100 mule-jennys¹. Le fil égyptien est grossier et fragile mais des observateurs étrangers font remarquer que ce secteur d'activité est prospère. Des rapports mentionnent que ces textiles sont expédiés vers l'Inde, foyer ancestral de l'industrie cotonnière.

Les projets de Méhémet-Ali menacent la suprématie industrielle européenne. L'Égypte occupe la cinquième place derrière l'Angleterre, la Suisse, les États-Unis et la France. Les fellahs travaillent, sous le fouet, plus durement que les nègres des Antilles, ce qui assure en définitive des coûts de production nettement moins élevés qu'en Europe. Sérurier, ambassadeur de France aux États-Unis, écrit : « On sait le bas prix de la main d'œuvre en Asie, et l'impossibilité pour Lyon d'en soutenir la concurrence à moins de droits protecteurs.² » Une journée de travail ne coûte que 52 centimes en Égypte contre 1 franc 50 centimes en France. Méhémet-Ali veille scrupuleusement sur son économie. Il met violemment un terme à l'industrie textile privée de son pays. « Surpris portant une robe de tissus de fabrication privée, un certain Ibrahim rejeta l'accusation sur sa femme, qui, de frayeur, s'est évadé du village. Après avoir été blâmé, le bonhomme fut mis en liberté », rapporte le *Journal officiel égyptien* en février 1831. Le temple de Denderah est vandalisé. Le beau portique extérieur est presque entièrement démoli pour fournir des pierres à une fabrique de coton que le pacha fait construire. Le dirigisme agricole favorise la plantation de palmiers (5 à 6 millions), l'introduction de l'olivier (310 000 pieds), de l'opium. Cette quantité d'arbres plantés depuis 1830, l'ouverture de canaux et les prairies artificielles provoquent un changement climatique. Des observateurs remarquent, en 1839, que l'été commence à peine au mois de juin et que l'on ne ressent plus que rarement la chaleur étouffante³. Dans le delta du Nil ont été plantés 16 millions de mûriers⁴. L'élevage du ver à soie se pratique depuis 1817 à Tumlat. Le riz est cultivé aux environs de Damiette et de Rosette. L'indigo, le carthame⁵, la canne à sucre, les pois, les fèves connaissent un nouvel essor. La récolte des céréales passe de 8 millions d'hectolitres en 1821 à 11 millions en 1832. Dépassant le niveau de la consommation locale, l'agriculture s'oriente vers une économie de marché. En développant le secteur des cultures exportables, elle favorise sous Méhémet-Ali la création d'industries de transformation. Le chanvre, le lin et les cotons égyptiens inondent les marchés car les bonnes récoltes permettent une diminution des prix. Méhémet-Ali fixe le tarif avantageusement et commercialise par l'intermédiaire de monopoles d'État. Le prix du coton est inférieur à la valeur qu'il atteint sur les marchés d'Angleterre, de France et d'Autriche. L'Égypte pratique le dumping. Les négociants d'Alexandrie font fortune. Les marchands européens ragent. La Chambre de commerce de Marseille se plaint de cette concurrence déloyale et nuisible. Les soieries françaises perdent des clients. Elles sont également expulsées du marché américain car la Chine développe ses échanges.

Le commerce français en Égypte souffre. L'importation diminue tous les jours. Au port d'Alexandrie, les exportations françaises passent de 1 047 965 francs pendant le premier trimestre 1830 à 586 559 francs pour celui de l'année 1831⁶. La consommation se réduit. La France perd la fourniture des bonnets en laine. La cochenille et les épices laissent une place vide. Les bois de constructions sont fournis par l'Autriche et la Turquie. Les tissus en soie viennent de Toscane. Les seuls produits où la France garde la prééminence sont les vins mais ils sont frappés par des droits de douanes assez élevés. Au Caire, un facteur français, qui avait la confiance de ses compatriotes d'Alexandrie et qui était chargé du placement de leurs marchandises déclare sa faillite⁷. Il disparaît pendant quelques jours. Son échec est attribué à une vie dissipée et à sa passion pour le jeu. L'incompétence des fonctionnaires chargés d'administrer les diverses industries contribuerait, avant les pressions politiques exercées par les grandes puissances, à faire échouer le système des monopoles en Égypte. Le gâchis se généralise. Les machines importées d'Europe sont jetées dans les magasins où elles rouillent, la consommation de matériaux tels que bois, fer, cuivre, charbon, teintures, dépasse largement les besoins de la production. Les catastrophes s'enchaînent. Le 2 août 1831, le quartier de Péra brûle à Constantinople. Ce quartier construit de maisons en bois élevées de deux étages et habitées chacune par une seule famille abrite les légations européennes. Les négociants, les banquiers grecs ou arméniens s'y rencontrent et traitent de nombreuses affaires. Les plus beaux cafés d'Orient et des établissements industriels français s'y trouvent. L'incendie de 1831 est un désastre. Les palais sont détruits ainsi que 20 000 maisons⁸. La facture est si élevée que ce n'est qu'en 1840 que les drogmans et auxiliaires touchent des indemnités équivalentes au tiers des dégâts.

¹ Moustafa Fahmy, *La Révolution de l'industrie en Égypte et ses conséquences sociales au XIX^e siècle (1800-1850)*, Leyde, 1954, p. 24.

² A.M.A.E., M&D, États-Unis d'Amérique, vol. 23, f^o 385. *Compte-rendu de la mission de Sérurier, ministre du roi aux États-Unis (1830-1835)*.

³ *Moniteur universel* du 9 septembre 1839. Lettre particulière, *Sud*.

⁴ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 39.

⁵ Plante composée utilisée comme colorant, orangé ou bleu selon les espèces.

⁶ Georges Douin, *La première guerre de Syrie*, Le Caire, 1931, t. I, p. 526.

⁷ *Le Moniteur universel* du 8 février 1832.

⁸ Adolphe Joanne, *Voyage illustré dans les cinq parties du monde*, Paris, s.d., p. 130.

En France, le baron Louis, ministre des finances, parvient cependant à rétablir la situation financière. Il prélève 2% pour 1 000 francs et 25% à partir de 20 000 francs sur le traitement des fonctionnaires¹. En huit mois, il rétablit le budget. Les dépenses s'élèvent à 1,2 milliard de francs contre 1,3 milliard de recettes. L'excédent est de 100 millions de francs. Satisfait, il déclare : « Voilà, Messieurs, les résultats que présente l'exercice 1831. Cette année a été l'une des plus difficiles que puisse, pendant la paix, traverser un peuple. Nous avons eu à lutter contre les ravages d'une crise commerciale qui n'est pas encore apaisée. Tout en désirant la paix, il a fallu nous tenir tout prêts à la guerre ; nous avons entretenu une armée de plus de 400 000 hommes, fourni des armes à un million de gardes nationales, augmenté le matériel de notre artillerie, réparé nos fortifications. » Cet équilibre reste fragile. Thiers réclame au titre du budget de 1832 une réduction des dépenses de 10 millions de francs.

L'affaire de Poros

La révolution grecque a eu un grand retentissement au Proche-Orient et dans les Balkans imprégnés de la langue et de la civilisation grecque. L'indépendance réveille les consciences des nations et renforce les désirs de se libérer du joug turc. Sur Chypre, l'éveil national n'a pas lieu. Les fortes contributions levées par les Turcs provoquent la fuite de la population et une désertification de l'île. Le rôle de la Grèce dans les territoires occupés par l'Empire ottoman entre 1821 et 1829 peut cependant être comparé à celui de la France en Europe après 1789². La France soutient et protège le président Capodistria. Néanmoins, elle accueille dans le même temps sur son propre sol les plus farouches opposants au régime grec. Des brochures publiées à Paris réclament l'aide de la France contre le despotisme de Capodistria. On peut y lire : « le roi de France, de cette France qui a promis de fixer notre sort politique, nous laisse gémir sous les principes dont le renversement l'a porté au trône. ³ »

Les notables d'Hydra, ceux de Mani et la famille Mavromikhalis s'opposent au gouvernement grec. Des bateaux armés s'emparent des revenus de l'unique douane lucrative de l'État, à Syra. Les héros de la liberté conspirent. Capodistria demande l'aide financière des grandes puissances : « Si je suis secouru à temps par les Puissances, dit son appel, je répons de l'ordre en Grèce. Mais si je ne reçois pas de fonds tout de suite, je vois avec douleur que tout tombera dans l'anarchie et la confusion. » Les banquiers philhellènes le soutiennent et agitent l'épouvantail de la révolution. « On serait donc forcé, commente le Français Eynard dans une *Note sur la Grèce* adressée de Rome le 8 février 1831 au roi et aux chambres, de faire une nouvelle croisade pour détruire ces Grecs, [...] qu'on pousse au brigandage faute de les aider. » Les révoltés s'adressent également aux puissances : « L'Île de Hydra, écrit une adresse des insulaires, qui n'a même pas sous la domination ottomane supporté les maux du despotisme... ne peut pas accepter la servitude comme la récompense de ses services et de ses exploits. » À partir du 1^{er} mai 1831 survient l'insurrection de l'officier Tsamis Karatassos en Grèce continentale. L'insurgé pourchassé se réfugie à Hydra où il collabore avec les mécontents. Le journaliste Polosoidès refuse de se soumettre aux mesures de censure de la presse prises par Capodistria⁴.

L'amiral André Miaoulis essaie d'occuper la base navale de Poros. La marine russe est obligée d'intervenir et de la bloquer. Les partisans de Miaoulis, au nombre de deux cents hommes, s'emparent de plusieurs bâtiments de guerre à l'arsenal de Poros. La frégate *Hellas* est également capturée. Ces navires, sous le commandement de Canaris, devaient réprimer le soulèvement de Syra. Le président Capodistria parle d'un acte de piraterie⁵ et traite les rebelles d'illettrés : « Si vous comprenez ce que vous dites, vous n'êtes pas de bonne foi ; si vous le comprenez, vous devenez les instruments aveugles entre les mains d'intrigants. ⁶ » Il envoie à Palmerston le 21 juillet 1831 un appel pressant : « Ne permettez pas que ce pays continue à courir les chances de la démoralisation, de la guerre civile, du désordre et de l'anarchie. » L'Alliance demande à ce que les navires volés soient remis immédiatement au gouvernement grec. « Hydra, dit Miaoulis, agit au nom de tout l'Archipel ; elle gardera tout ce dont nous nous sommes emparés, jusqu'à ce que le président ait réuni l'assemblée nationale. » Les désertions continuent dans le camp capodistrien. « Vous voilà arrivé au fond de l'abîme, s'écrie un dernier chef grec en quittant le président, ... vous êtes seul ! »

L'amiral russe Ricord conseille l'emploi de la force. Le capitaine anglais Lyons refuse son concours, et le capitaine français Lalande répond au colonel Callergis, envoyé par le président grec, qu'enfant de 93, il se ferait plutôt hacher que de tirer sur des constitutionnels. Las de jouer le rôle difficile de médiateurs dans cette malheureuse affaire, ne voulant pas servir l'ambition d'un homme mais garantir la liberté d'un peuple, Lyons et Lalande quittent soudainement Poros. Ils se retirent à Nauplie, mais l'amiral russe Ricord reste. Les événements se précipitent. Capodistria décide d'avoir recours à l'intervention armée. Ricord se porte de Nauplie à Poros et fait tirer, le 25 juillet 1831, ses navires sur des femmes et des enfants qui viennent chercher de l'eau à un puits sur la

¹ Yves Guéna, *op. cit.*, p. 253.

² A. Vacalopoulos, *Histoire de la Grèce moderne*, Horvath, 1975, p. 128.

³ S.H.A.T. D² n°4.

⁴ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 67.

⁵ Driault et Lhéritier, *Histoire diplomatique de la Grèce de 1821 à nos jours, Le règne d'Otton, la Grande Idée*, P.U.F., 1925, t. II, p. 63.

⁶ Jacques Ancel, *op. cit.*, p. 141.

plage¹. Les Grecs sont surpris. Des canots armés sont envoyés contre les ravitailleurs qui arrivent du large avec des approvisionnements pour les mutins. L'intervention de la Russie est rapide et se fait sans la France, ni l'Angleterre. Ricord fait fermer les passes pour bloquer le port. Pour y parer, Miaoulis s'assure du petit fort retiré sur l'île Constantin. Il répond aux sommations russes affirmant restituer les navires s'il obtient l'escorte des pavillons français et anglais. Il y a justement à Poros un bâtiment français, *l'Actéon*, sous le commandement du capitaine Vaillant. En l'absence du commandant de la station navale du Levant, Vaillant intervient pour empêcher une catastrophe. Il voit Miaoulis. Il le trouve furieux, grinçant des dents contre les Russes, contre le président, criant que c'est un Russe, un tyran, qu'il préférerait le joug des Turcs. Vaillant s'efforce de le calmer. Impossible : « Nous sommes résolu, lui déclare Miaoulis, à faire sauter le bâtiment que nous occupons plutôt que de le remettre à Capodistria ou aux Russes. Qu'ils viennent, et nous les combattons. S'ils sont les plus forts, ils ne nous auront pas pour cela; car nous nous ferons sauter.² » Le capitaine Vaillant rencontre l'amiral russe. Il le met au courant et le prie d'attendre. Ricord accepte puis se ravise arguant qu'il a des instructions à suivre. Vaillant ne peut pas le retenir. Quelques instants sont à peine écoulés qu'une grande goélette grecque, chargées de vivres, arrive d'Hydra. Les Russes envoient une chaloupe armée pour lui notifier de ne pas approcher sinon, il lui tirerait dessus. Le brick russe *le Télémaque* et le lougre *le Chirokin* s'avancent pour barrer le passage³. *La Spetzia*, navire grec mouillé à l'entrée de la passe de Poros, est sommée de se retirer⁴. Soudain, le fort tire sur *le Télémaque*. Lorsque le navire russe s'aperçoit que l'on fait feu sur lui, il rappelle sa chaloupe et il riposte en tirant sur *la Spetzia*. Cette dernière se défend mais elle est trop éloignée pour que ses boulets atteignent la cible. Les Russes sont cependant accablés par le fort. Leur brick a quatre hommes tués et vingt blessés dont deux mortellement atteints. Le lougre *le Chirokin* a eu son second grièvement touché. L'amiral Ricord fait appareiller quatre autres navires et les envoie contre tout arrivage par la passe de Poros. Des coups de fusil sont tirés depuis les navires russes sur une embarcation dans laquelle il n'y a que des femmes. À 18 heures, les Russes mettent à terre quelques troupes. Ils sont repoussés. Le fort tire sur l'assaillant et tente de lever le blocus. Il fait feu sans arrêt. Il oblige les bâtiments russes à la voile. L'un d'entre eux tire à mitraille sur la ville. L'engagement devient général sur l'île. Un cutter et plusieurs autres embarcations russes ont transporté depuis le matin des troupes sur l'île. Deux canons établis sur une hauteur, servis par des artilleurs russes, tirent pendant des heures sur les navires de guerre grecs et sur les bateaux chargés de civils en fuite. Les bâtiments russes s'approchent de *l'Hellas*. Miaoulis est vaincu. La corvette *Spetzia* est coulée. Rempli du désir de vengeance, Miaoulis saborde la frégate *Hellas* et la fait exploser. Tout à coup, une grande flamme, la corvette *Hydra* saute à son tour. Miaoulis et ses compagnons ont mis leurs canots à la mer. Ils se sauvent après avoir incendié la flotte grecque le 13 août 1831. Les Russes et les troupes du président Capodistria, sous le commandement de Kallerghis, débarquent. Ils se jettent sur la ville de Poros, la pillent, la brûlent et chassent sa population. Rouen écrit : « Il n'y a plus un seul habitant dans cette ville, hier une des plus peuplées et des plus riches de la Grèce continentale.⁵ » Ricord veut écraser Hydra, de la même manière, pour éteindre définitivement le foyer de l'insurrection. L'amiral russe est déterminé. Il est prêt à agir en dehors de l'Alliance. Cette affaire étant personnelle, il ajoutait n'avoir à répondre de ses actes que devant le tsar. Dawkins et Rouen allèrent trouver le baron Rückmann. Ils lui expliquèrent qu'il ne fallait pas continuer une aussi terrible répression. À quoi bon faire payer à une population de 30 000 habitants la faute de quelques individus ? Le baron Rückmann réussit à retenir l'amiral Ricord.

La Russie intervient de plus en plus violemment. Le président Capodistria, constatant l'absence de la France et de l'Angleterre dans l'affaire de Poros, fait l'éloge de l'amiral russe : « La fermeté de l'amiral Ricord a sauvé l'État. »

L'assassinat du président Capodistria, 9 octobre 1831

Sûr d'avoir maté l'opposition, Capodistria fait traduire les plus illustres personnages devant le sénat pour crime de haute trahison. Sur les réclamations d'un négociant de Marseille nommé Godbout, la famille Mavromikhalis est accusée d'avoir fait piller en 1827, dans le golfe de Calamata, un brick richement chargé appartenant à ce négociant. Les Mavromikhalis sont condamnés à restituer les biens et à payer des dommages et intérêts. Cette famille influente et toute puissante dans le Magne conspire. Le président fait arrêter le vieux Petro bey. Capodistria souhaite néanmoins éviter la guerre civile. Il consent à libérer son prisonnier mais Petro bey déclare qu'il n'accepte la liberté que si Capodistria souscrit aux changements qu'il propose dans le régime administratif⁶. Capodistria refuse et Petro bey reste emprisonné. Le fils de Petro bey et son neveu projettent d'assassiner le président Capodistria. D'autres veulent tuer le premier ministre Spiliathi ; le ministre de la Guerre, Constantin

¹ A.N. mar., BB⁴ n°539. Rapport de Vaillant, capitaine de *l'Actéon*, navire français en observation, 11 août 1831.

² Driault et Lhéritier, *op. cit.*, p. 66. A.M.A.E., C.P., Grèce, vol. 12, f°201. Rapport de Vaillant au commandant Lalande, 11 août 1831.

³ Arthur de Gobineau, « Capodistrias », *Revue des Deux Mondes*, 1841.

⁴ A.N. mar., BB⁴ n°539. Rapport de Vaillant, capitaine de *l'Actéon*, navire français en observation, 11 août 1831.

⁵ Édouard Driault et Michel Lhéritier, *op. cit.*, p. 66.

⁶ A. de La Jonquière, *Histoire de l'Empire ottoman depuis les origines jusqu'au traité de Berlin*, Paris, Hachette, 1897, p. 469.

Axiotti ; le gouverneur de Nauplie et Augustin Capodistria, le frère du président. Les terroristes prévoient de frapper lors de la revue des troupes grecques. Ayant été avertis du danger, la plupart des personnalités ciblées restent à la maison. Le président l'est aussi mais il répond : « Je ne crains rien ; les Grecs ne voudraient pas me faire du mal.¹ » Capodistria a en effet réprimé le brigandage et la piraterie, seuls revenus fructueux pour les Grecs. Le 9 octobre 1831, le frère et le fils du vieux Pierre Mavromikhalis, toujours en prison, se rendent à Nauplie, à l'église du Saint Esprit. Ils sont enveloppés de vastes capes, l'une blanche, l'autre noire, cachant des pistolets. Les deux comploteurs vont baiser l'image de la Vierge, se comparant déjà à Harmodios et à Aristogiton. Au moment où Jean Capodistria passe le seuil de l'église métropolitaine de Nauplie, les assassins apostés, le saluent puis, lui tirent dessus. La tête fracassée d'un coup de pistolet, poignardé, le président s'écroule et meurt. Son domestique riposte à l'attentat et tue le neveu de Petro bey, Constantin Mavromikhalis. Georges Mavromikhalis, le fils de Petro bey, quant à lui, se réfugie chez le baron Rouen, résident de France en Grèce. Une foule nombreuse conduite par le comte Augustin Capodistria, frère cadet du président assassiné se porte devant l'hôtel du ministre de France. Rouen rappelle le caractère inviolable de la maison d'un ambassadeur et refuse de livrer le terroriste. Puis, en vertu du caractère crapuleux du geste du tueur, on le remet. Son procès est rondement mené. Georges Mavromikhalis est fusillé le 23 octobre au pied d'un platane². Ses derniers mots sont un appel à ses compatriotes à l'union. Augustin Capodistria accuse la France et l'Angleterre d'avoir assassiné son frère. Des soupçons se portent sur le colonel Gérard car il a tenu des propos hostiles à l'encontre de la victime et a protesté contre le pillage de Poros. Il était présent sur le lieu de l'événement. Il est destitué et démis de ses fonctions de directeur général des troupes régulières grecques³. De nombreux officiers français démissionnent avec lui. Le prince Michel Soutzo à Paris laisse entendre que Gérard a assassiné le président Capodistria. Le maréchal Soult envoie immédiatement un démenti et réplique vertement : « Il fallait, non pas insinuer, mais prouver une pareille accusation. » Cette mort violente plonge la Grèce dans le chaos. Nicolas Dragoumis, secrétaire de Capodistria analyse la situation de l'année 1832 : « Si par curiosité on remonte l'histoire de la révolution grecque à la recherche d'une époque comparable à cette année-là, on sera vite persuadé que la confusion des passions, des discordes, des émeutes, des vengeances, des déchirements intérieurs, des pouvoirs illégaux, des assemblées encore plus illégales, des interventions étrangères, des atteintes à la dignité nationale, de la dégradation aussi bien publique que privée de la confiscation des droits du peuple, du pillage des biens publics... que cette confusion dis-je, était telle après la mort du Président, que jamais la même n'avait régné en Grèce, même lors de ses plus terribles vicissitudes.⁴ »

Augustin Capodistria devient le chef du gouvernement provisoire. Auparavant, il fut commissaire extraordinaire des Sporades du Nord. Sa réputation est celle d'un homme cupide et antisémite. Pensant se venger des musulmans, il aurait persécuté et volé les riches Juifs de Salonique⁵. Il est l'instrument des Russes et de Colocotroni. Son premier acte de gouvernement est de convoquer les députés. Les troubles sont plus terribles qu'avant. Les représentants des îles ne veulent se rallier que sous certaines conditions. Néanmoins, ils sont prêts à se rendre à l'assemblée convoquée à Argos, où la majorité leur est assurée par leur nombre, mais la marine russe bloque Hydra et les empêche de se rendre à la réunion voulue par le nouveau président⁶. Le 10 décembre 1831, l'assemblée se réunit à Argos. Elle se divise en deux factions. L'une veut l'admission des députés des îles, l'autre les repousse. Cette dernière faction s'empresse de confirmer l'élection du comte Augustin Capodistria, contre laquelle la première proteste. Les deux camps se séparent et ils appellent aux armes. Ypsilanti, Metaxas, Condouriotis, Botzaris, appuyés par l'Angleterre et la France réussissent à constituer une commission, mais qui se révèle rapidement impuissante.

Le borbier grec

En Grèce, la mission de son corps expéditionnaire sombre dans l'anarchie et le sang. L'expédition de Morée échoue. Le 1^{er} juin 1829, l'Anglais Palmerston s'opposant à Aberdeen à la Chambre des communes, qu'il jugeait insuffisamment proche des Russes, dénonçait une politique molle des Alliés : « Y a-t-il eu de l'énergie et une volonté affirmée pour tenir nos engagements en Grèce ? Le mois de juillet 1829 arrive rapidement et le Traité de juillet 1827 n'est toujours pas appliqué. La Morée a été, en effet, débarrassée des Turcs... mais pourquoi l'armée française restait-elle cantonnée dans l'Isthme de Corinthe ? Une politique étroite de l'Angleterre marquait le pas et n'enregistrait aucun progrès... Pourquoi les alliés n'agissent-ils pas au nord de l'Isthme comme ils l'ont fait au sud et occupé tout le pays qui doit être assigné à la Grèce. Je serais heureux de croire que les alliés avaient assez négocié avec les Turcs à propos de la Grèce. »

¹ Antoine de Juchereau de Saint-Denis, *Histoire de l'Empire ottoman, depuis 1792 jusqu'en 1844*, Paris, 1844, t. III, p. 379.

² Alphonse de Lamartine, *Histoire de la Turquie*, Paris, 1855, t. VIII, p. 353.

³ S.H.A.T. D² n°5.

⁴ Apostolos Vacalopoulos, *op. cit.*, pp. 130-131.

⁵ B.N., lettre de Dutrône, Nauplie, samedi 14 juin 1830.

⁶ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 67.

Le 23 décembre 1830, Talleyrand rapporte que le roi déchu Charles X, voit d'un œil nouveau l'indépendance grecque : « La France seule était restée, sans arrière-pensée, fidèle à cette cause ; c'est une justice qui doit être rendue au gouvernement de Charles X, et il y avait d'autant plus de mérite qu'après la catastrophe qui le renversa du trône, le pauvre roi ne faisait qu'un seul reproche à son gouvernement, celui d'avoir encouragé l'insurrection en reconnaissant l'indépendance de la Grèce.¹ »

La France doit éviter l'extension de la guerre civile en Grèce. Elle n'y parvient pas, malgré les crédits extraordinaires, 1 070 000 francs, accordés en 1831². Au milieu des luttes sanglantes entre factions, la France s'enlise en Grèce. Son corps expéditionnaire de Morée s'embourbe. Sa situation sanitaire s'améliore mais la brigade est réduite à un rôle passif. Les pertes totales depuis 1828 s'élèvent à un peu plus de 1 000 hommes. Entre le 16 novembre 1831 et le 1^{er} décembre 1832, elle perd une centaine de soldats supplémentaires³. Ce ne sont plus les maladies et les insolations qui déciment les Français mais les pertes au combat. Pris entre deux partis, l'armée française devient une cible facile. Les passions s'exaspèrent de jour en jour. Les nerfs sont à fleur de peau⁴. D'un naturel pourtant prudent, le général Guehéneuc se rend à Calamata. Là, ils se heurtent aux partisans de Colocotroni. Une centaine de coups de fusil accueillent des Français attaqués le 5 janvier 1832. Deux hommes du 57^e de ligne sont tués, avant qu'ils aient pu charger leurs armes. On tire sur les Français, et apparemment sur l'ordre du gouvernement grec. Après ce guet-apens, le général Guehéneuc tente d'assurer la sécurité de ses cantonnements. Les pallikares, auteurs de l'attaque, sont poursuivis. Le gouvernement grec s'offusque. « Il ne saurait voir, dit-il, sans une profonde douleur que les troupes de l'Alliance, au lieu d'offrir l'assistance qu'il avait droit d'espérer, se dirigent au milieu des circonstances les plus menaçantes, contre les troupes nationales qui sont restées fidèles à leurs serments et à leurs devoirs. » Les soldats de Colocotroni cherchent à soulever les villages contre les Français. À Aslamaya, Guehéneuc est accueilli par des vociférations et des murmures d'un très fort détachement de miliciens grecs qui le couchent en joue à quinze pas de distance. Le général s'arrête, descend de cheval, allume son cigare et fait dire à l'un des officiers de cette troupe assassine, qu'il vient voir leur chef Hadgi Christo. Il lui est répondu qu'il n'est pas ici. Il demande où il peut aller le trouver. Le général remonte à cheval, semble se diriger du côté indiqué. Il parcourt le front des fusils braqués contre lui, et se retire. Le baron Rouen est chargé de clarifier la situation. Il pense que l'orage est sur le président Capodistria. Guehéneuc demande des explications sur les propos menaçants du colonel Hadgi Christo, « afin que nous sachions en quels termes nous en sommes avec le gouvernement, et si son intention est réellement de se constituer en état d'hostilité avec les troupes d'occupation ... Quant à moi, je suis prêt à venger le sang français qui coulerait par suite d'une injuste agression.⁵ » L'assemblée d'Argos proteste. L'armée française jadis libératrice, envahit maintenant en ennemie les provinces du Péloponnèse, abolit les autorités civiles, chasse les troupes nationales chargées de réprimer le brigandage. Le baron Rouen proteste contre cette vision calomnieuse de la mission du corps expéditionnaire français de la Morée. Cette communication est retirée. Au fond, Rouen désapprouve les actions de Guehéneuc mais il n'a pas d'autorité sur lui. Il donne son avis à Paris et le général est invité à ne plus prendre des initiatives avant de s'être mis d'accord avec le résident. Les incidents se multiplient. Des prisonniers politiques évadés sont reçus par l'amiral Lalande. Ils se prétendent libérés. Le vice-consul de France à Syra, Codrika, est malmené par les marins du port. Le pavillon tricolore est insulté. L'amiral grec Canaris arrange les choses, il entre dans le port de Nauplie avec le drapeau français à son grand mât et le fait saluer de vingt et un coups de canon. Tout le Péloponnèse est menacé par une invasion des insurgés réunis dans la Grèce continentale. Patras, ville très commerçante, sollicite la protection des Français. A Nauplie, les partisans d'Augustin Capodistria s'emparent de la poudrière et sont prêts à la faire exploser. La frégate *Iphigénie* s'y porte. L'amiral Hugon, commandant la station du Levant, fait débarquer quatre cents hommes qui se rendent rapidement maîtres de la ville⁶. L'acharnement des différents partis est extrême. Le village d'Anaziri, situé à deux lieues de Nisi, est le théâtre de plusieurs combats. Attaqué le 12 mars 1832 par quelques centaines de Rouméliotes et de Péloponnésiens, il est défendu par ses propres habitants aidés de Maïnotes. Plusieurs maisons sont incendiées. Dans l'une d'entre elles, huit défenseurs ont préféré mourir plutôt que de se rendre. Augustin Capodistria est forcé de se démettre de ses fonctions présidentielles. Tzavellas, un chef indiscipliné s'est enfermé avec quatre cents hommes dans le château de Morée. Le général Guehéneuc à bord de la *Lamproie* donne des ordres pour préparer un équipage de siège. Les Français se battent contre les Grecs qu'ils étaient venus défendre. La position est devenue onéreuse et absurde.

Le gouvernement de Mégare, dirigé par Colettis, s'empare de Nauplie. « C'est chez nous, écrit Colettis au nom des miliciens, où réside tout ce qu'elle possède de vertu et de patriotisme que le roi trouvera un attachement profond et véritable, qu'il verra se dérouler en paix les destins de la Grèce et qu'il pourra dormir en paix dans les

¹ Talleyrand, *Mémoires du prince de Talleyrand*, Paris, ISI, 1998, t. III, p. 434.

² S.H.A.T. D² n°7.

³ *Ibid.*, D² n°6.

⁴ Édouard Driault et Michel Lhéritier, *op. cit.*, p. 74.

⁵ *Ibid.*, p. 62.

⁶ S.H.A.T. D² n°5.

bras du dernier des pallikares.¹» Le comte Augustin Capodistria abandonne le jeu et s'embarque sur un bâtiment russe. Une commission de sept membres présidée par Conduriotis est nommée pour gouverner la Grèce jusqu'à l'arrivée du souverain que prévoit de choisir la conférence de Londres. Les grandes puissances s'empresstent de désigner un roi et règlent définitivement la position internationale de la Grèce par le traité de Londres du 7 mai 1832. L'État est confié à une monarchie indépendante et héréditaire. Des frontières viables lui sont octroyées, du golfe d'Arta au golfe de Volo. La France souhaitait lui donner comme limites le mont Olympe et le golfe de Salonique. La couronne revient à Otton von Wittelsbach. Second fils de Louis I^{er}, le philhellène roi de Bavière, ce jeune garçon de 17 ans est inexpérimenté et membre d'une famille catholique dévote. La France n'a pas réussi à faire reconnaître la candidature du duc de Nemours. La monarchie de Juillet échoue en Grèce. Dans un pamphlet, Auguste Barthélemy écrit : « Par les Grecs aux abois notre France implorée / Envoya ses vaisseaux conquérir la Morée / Avec nos régiments notre or s'expatria / pour donner un royaume à Capo-d'Istria. ²» L'opinion publique parisienne se déchaîne les 5 et 6 juin 1832 dans une insurrection lors des funérailles du général Lamarque, symbole de l'opposition. Connu pour ses idées républicaines, il a critiqué les opérations menées par la France en Grèce, déplorant la mollesse de la monarchie de Juillet. Le général Lamarque tempêtait à la Chambre des Députés le 29 janvier 1831 : « cet élan du cœur nous coûte déjà plus de 80 millions. » Lamarque vociférait contre un gouvernement incapable de régler rapidement le problème des frontières de la Grèce. Il ne comprenait pas que la Crète fût laissée entre les mains des Égyptiens³. La France aurait dû répondre à l'appel d'une population chrétienne abandonnée. Il n'avait pas tort. La lutte contre la piraterie était le fer de lance des Français et elle était loin d'avoir disparu. Le bonapartiste Persat partage ce sentiment : « Viendra-t-il un jour où les électeurs ouvriront enfin les yeux sur notre machine gouvernementale ? Se laisseront-ils d'envoyer des spéculateurs à la Chambre des députés, de ces hommes qui nous ont fait engloutir soixante et quelques millions en Grèce pour rendre ce triste peuple plus malheureux et plus esclave que sous le régime des Turcs, de ces hommes qui ont eu la lâcheté de voter vingt cinq millions pour des fripons français et américains. »

Lors de son voyage en Orient, Alphonse de Lamartine croise un pirate grec entre le cap Matapan et l'île de Cérigo. À la date du 6 août 1832, il écrit : « Le brick grec n'est qu'à une encablure de nous; nous montons tous sur le pont. Nous nous préparons au combat. Nos canons sont chargés. Le pont est jonché de fusils et de pistolets. » Une telle détermination à résister intimide les brigands qui, toutefois, reviennent rôder autour du bâtiment qui porte Lamartine. Les pirates disent qu'ils sont des marchands. Lamartine les décrit : « Jamais je n'ai vu des figures où le crime, le meurtre et le pillage fussent écrits en plus hideux caractères. On aperçoit quinze ou vingt bandits, les uns en costume albanais, les autres avec des lambeaux d'habits européens, assis, couchés ou manoeuvrant sur son bord. Tous sont armés de pistolets et de poignards dont les manches étincellent de ciselure d'argent. » Lamartine semble devoir son salut à une rixe qui éclate entre les pirates, après qu'une adolescente ait été violente par les vieilles femmes qu'ils ont à leur bord. Le capitaine des brigands, fumant nonchalamment sa pipe calme le jeu et décide de se retirer dans une anse inaccessible. La guerre civile que le corps expéditionnaire français doit éviter et contenir se propage. Lamartine écrit : « L'anarchie la plus complète règne en ce moment dans la Morée. Chaque jour une faction triomphe de l'autre, et nous entendons les coups de fusil des Klephtes⁴, des Colocotroni contre les troupes du gouvernement. On apprend à chaque courrier qui descend des montagnes l'incendie d'une ville, le pillage d'une plaine, le massacre d'une population, par un des partis qui ravage leur propre patrie.»

Otton : un roi pour la Grèce

Le prince de Talleyrand pose le problème de la désignation d'un roi pour la Grèce. Il écrit à la princesse de Vaudémont le 10 janvier 1832 : « On dit qu'il faut pour la Grèce, dans la situation où elle est, un roi qui ait des qualités et des défauts. Cela a fait, à ce que j'entends dire, penser un peu au prince de Paul de Wurtemberg. Il a de tout cela ; quelque peu de qualités, instruction, esprit, tout cela pas mal, et des défauts en abondance. » La Grèce est ravagée par la guerre civile. Deux grands partis s'y affrontent. Le premier réunit les Rouméliotes et les constitutionnels du Péloponnèse. Il est le plus fort. Il soutient le gouvernement mené par Augustin Capodistria. Sous la conduite de Colettis, il est dévoué aux Français mais Colettis finalement se rallie aux dissidents et s'installe à Mégare. Les partisans du comte Capodistria se retirent à Nauplie. Colocotroni contrôle d'immenses richesses. Ses nombreuses propriétés lui mettent dans sa dépendance un grand nombre de paysans. La Russie le soutient. La Grèce a désormais deux gouvernements. Les députés d'Hydra se rallient à celui de Mégare qui proclame la déchéance d'Augustin Capodistria par un décret du 18 janvier 1832 et ils parviennent à déjouer le blocus russe.

¹ Jacques Ancel, *op. cit.*, p. 142.

² Auguste Barthélemy, *Némesis*, Paris, 1835, p. 346.

³ *Le Moniteur universel* du 22 mars 1832.

⁴ Jeunes grecs des régions montagnardes qui résistaient contre les Turcs.

Le parti français perd de l'influence en Grèce. La régence est confiée au comte d'Armanberg. Un congrès national s'ouvre à Nauplie le 25 juillet 1832. Cette assemblée pose les bases d'une constitution, prononce la déchéance du sénat et confirme l'élection du prince Otton. À la fin du mois d'août 1832, des soldats qui réclament leur solde se ruent sur elle et enlèvent les députés les plus riches en guise de caution. Violée, l'assemblée cesse de se réunir et disparaît. Les désordres continuent. Pour La Fayette, il faut combattre l'emprise de la Russie. Plusieurs sénateurs veulent appeler à la présidence de la Grèce l'amiral russe Ricord¹. Les pallikares, toujours les armes à la main, soutiennent cette option. Divisés entre eux par des rivalités et des intérêts divergents, ils voient tous d'un mauvais œil l'arrivée prochaine d'un roi soutenu par l'Europe. Pour le faire renoncer au trône, ils se réunissent tous dans la plaine d'Argos. Leur projet découvert, le gouvernement grec demande l'intervention des troupes françaises. Le général Guehéneuc envoie 1 500 hommes. Un bataillon du 21^e léger entre à Argos, le 15 janvier 1833, musique en tête et drapeau déployé. Des pallikares couchent en joue la troupe française. Après des pourparlers sans résultat, le colonel fait entourer la maison et le jardin par deux compagnies. Il ordonne d'y pénétrer de vive force. Les portes sont enfoncées. Les rebelles sont désarmés. Face à la violence, la population s'indigne. Les pallikares attaquent de toutes parts. Des canons russes leur sont même fournis. Après un combat de plus de trois heures, les Français repoussent l'ennemi sur tous les points. Parmi les trois cents victimes figurent quelques innocents. Deux femmes ont été atteintes par des balles qui ne leur étaient pas destinées. Côté français, le commandant Naud a reçu un violent coup de pierre dans les reins et essuyé le feu de plusieurs pistolets². Il est proposé au grade d'officier de la Légion d'honneur. Les Français déplorent la mort de quatre soldats, une vingtaine de blessés dont un doit être amputé. Le général Guehéneuc visite l'hôpital militaire et s'arrête longtemps dans la salle des blessés. Chaud, chasseur enrôlé volontaire, âgé de 19 ans, a subi l'amputation de la jambe droite avec la fermeté et la force d'un vieux soldat³. Le général Guehéneuc écoute ce jeune soldat puis il fait distribuer aux blessés et aux infirmiers des pièces de 20 francs. Un officier grec nommé Ratisgouros est reconnu être le principal chef de l'attaque. Il est fusillé⁴.

Le roi Otton débarque d'un navire de guerre anglais avec un corps bavarois de 3 500 hommes, le mercredi 30 janvier 1833. Âgé de 17 ans, il est accompagné par son précepteur l'Allemand Thiersch, traducteur de Pindare. Une proclamation a annoncé cette arrivée : « Hellènes, vos nouvelles destinées s'accomplissent. Sous le sceptre du prince Otton de Bavière, la Grèce s'élève à la dignité de royaume. Sujets fidèles, ralliez-vous autour de son trône ; aidez-le avec un juste dévouement. C'est la seule récompense que les trois cours vous demandent pour les services qu'elles ont eu l'occasion de vous rendre. ⁵ » Otton a un pays à reconstruire où les villes se relèvent difficilement. En 1830, Tripolitsa n'a rebâti que 500 maisons sur 3 000. Psara qui avait 30 000 habitants n'en a vu que 5 000 à peine réintégrer le bourg. Les gens de Syra continuent à émigrer à Alexandrie et à Marseille. La population grecque est passée de 938 765 habitants en 1821 à 753 000 en 1833. Un recensement donne même le chiffre de 509 000 habitants en 1833 dont 247 800 en Morée, 162 500 dans les îles, 98 700 en Roumélie. Lamartine voit : « Cette terre de la Grèce n'est plus que le linceul d'un peuple. » Le comte Gobineau, secrétaire de la légation de France, partage ce sentiment : « Qu'on jette les yeux sur la Grèce en ce moment, à quel état l'a réduite la diplomatie européenne ! Son commerce extérieur cerné par les douanes anglaises, autrichiennes, turques, est annulé par mer ; les marins d'Hydra, de Spetzia, de Psara sont ruinés. Par terre, les montagnes et les fleuves, derrière lesquels on l'a cachée sous prétexte de la défendre, l'emprisonnent, et... les regards d'envie que jettent les Grecs sur l'Empire ottoman disent assez haut leurs désirs et leurs craintes. » Les Bavarois arrivent en Grèce, chargés « par l'Europe d'accommoder ce pays oriental à la façon européenne », écrit Gobineau. Le jeune roi Otton s'ennuie rapidement. Il tombe malade à Nauplie, passe par des crises d'exaltation religieuse et de mysticisme, tandis que l'envoyé russe le pousse à se convertir à l'orthodoxie, que l'Anglais le met en garde contre le tsar et le presse d'être un roi constitutionnel, que le Français, soutien de Méhémet-Ali, l'encourage dans ses visées sur l'Empire ottoman. Il ne sait plus à quel saint se vouer et voyage. À Smyrne, ville grecque en territoire turc, il se fait acclamer comme le souverain de tous les Grecs. L'historien de la Grèce Bikélas écrit : « Depuis sa création, le petit État hellénique se débat dans le dilemme de son organisation intérieure et de sa politique extérieure. Les embarras inévitables venues du dehors rendaient plus difficiles l'organisation intérieure, et les difficultés de l'organisation intérieure paralysaient les forces dont on avait besoin au dehors. ⁶ » Au mois d'août 1833, les dernières troupes françaises séjournant en Grèce reviennent en France. « Le séjour des Français en Morée, dit un historien contemporain des événements, a été pour la Grèce d'un avantage qu'aucun homme de bonne foi ne peut méconnaître. Ils y ont dépensé beaucoup d'argent. Ils ont embelli les villes, animé l'industrie, bâti des casernes et des ponts, percé ou réparé des routes, rétabli des forteresses, planté des jardins et enfin laissé un peu de civilisation

¹ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 67.

² S.H.A.T. D² n°5, rapport du colonel Stoffel du 20 janvier 1833.

³ Jacques-Louis Lacour, *Excursions en Grèce, pendant l'occupation de la Morée par l'armée française, dans les années 1832 et 1833*, Paris, 1834, p. 269.

⁴ S.H.A.T. D² n°5, rapport du général Guehéneuc du 21 janvier 1833.

⁵ Jacques Ancel, *op. cit.*, p. 143.

⁶ Émile Bourgeois, *Manuel historique de politique étrangère, t.III. L'ère des nations, l'éveil du monde, de Metternich à Bismarck, 1830-1878*, Paris, E. Belin, 1948, p. 51.

partout où ils ont habité. Une belle caserne à Modon, un pont sur le Pamissus, entre Modon et Calamata, la route de Modon à Navarin, la citadelle de Navarin elle-même qu'ils ont reconstruite, seront des monuments durables de leur présence bienfaisante dans un pays à la délivrance duquel la France a eu une part si grande et si glorieuse. »

La guérilla en Algérie

Depuis son exil, le dey d'Alger ne s'avoue pas vaincu. Il conserve l'espoir de reprendre ses États et encourage la guérilla qui use les Français. Il fait fréter un navire sarde sur lequel sont embarqués des munitions de guerre, quantité d'armes, deux petits obusiers et quatre pièces d'artillerie de montagne, que ses amis les Juifs Bacri lui ont expédiés de Livourne¹. Le capitaine du navire a l'ordre de les débarquer à Arzew, petit port entre Alger et Oran, où la domination française n'est pas établie. *Le National* confie que le dey est d'intelligence avec l'empereur du Maroc pour l'invasion de la province d'Oran. La fourberie du dey Hussein semble sans limite. Réfugié en Italie, il écrit à Louis-Philippe, et lui demande un soutien pécuniaire. Il se rend à Paris réclamer une pension alimentaire. En août 1831, le dey obtient une audience. Un mois après, il attend la réponse de Louis-Philippe qui devrait prendre en considération « l'état actuel d'un ancien ami.² » À cette époque, après avoir été présenté par le banquier André, Auguste Jal rencontre le dey quotidiennement. Jal ne parle pas le turc. Le dey ne parle pas le français. Jouannin, premier interprète du roi pour les langues orientales, favorise leurs échanges. Jal écrit : « je fus bientôt en assez grande intimité avec le prétendu barbare que je trouvai spirituel, raisonnable, pieux, résigné et tout à fait bonhomme. » Selon Auguste Jal, les réclamations du dey sont justifiées mais il n'obtient rien. Hussein quitte donc la France, fâché non pas contre le roi Louis-Philippe, mais contre Sébastiani qui « lui avait tourné le dos avec une impolitesse qui n'étonna que le pauvre pacha ruiné.³ » Ce voyage lui achève l'espoir de remonter sur le trône. *Le Figaro* du 24 février 1832 ironise : « On n'entend plus parler du dey d'Alger. Sa hauteesse réside à Paris incognito. » En fait, Hussein finit par décider de se rendre en Égypte et fixe sa résidence à Alexandrie. Il y passe les dernières années de sa vie dans les pratiques de la dévotion musulmane. Il y meurt le 30 décembre 1834.

En Algérie, l'administration du général Berthezène⁴ est jugée stationnaire et rétrograde⁵. Berthezène est un « pur divisionnaire de l'Empire », dit Camille Rousset. Ce n'est pas un partisan de la colonisation. Selon lui, la Mitidja n'est qu'un marécage et aucun établissement n'est possible au-delà du Sahel. L'historien Charles-Robert Ageron a consacré sa thèse au *gouvernement général de Berthezène* à Alger. Le corps expéditionnaire est réduit. Il ne compte plus que 7 000 hommes. Au début du mois de mai 1831, le général Berthezène estime nécessaire de parcourir les montagnes situées à l'est de la Mitidja, pour disperser les tribus qui attaquent les convois d'approvisionnement et égorgent les voyageurs. Il punit sévèrement les Arabes rebelles. Le général Berthezène parle du dégoût violent des soldats qui ont à affronter une forme de guerre qu'ils n'ont pas prévue et que connaissent bien les anciens d'Espagne. Aux premiers soldats décapités et mutilés, on répond par d'autres décapitations et d'autres mutilations. On ne devait plus s'arrêter de sitôt. Le marabout Ben Youssef, installé gouverneur de Blida, le 16 novembre 1830, est chassé par les habitants. Le caïd de Krachna, Ben-Elam-Ri, nommé par Clauzel, est assassiné. Ben Omar, installé dans Médéa, nommé bey de Titteri par Clauzel, soutenu par une garnison française, se trouve subitement abandonné. Les soldats sont rappelés. Ne pouvant plus exercer son autorité sur les tribus de la province, il est assiégé dans Médéa et il demande des secours aux Français.

Le 25 juin 1831, le général Berthezène part avec un corps de 5 000 hommes et une batterie d'artillerie de montagne. Ce corps franchit sans obstacle la première chaîne de l'Atlas, mais en arrivant devant Médéa, il est reçu à coups de fusil par quelques centaines de cavaliers arabes, qui sont rapidement mis en déroute. Les tribus hostiles sont sommées d'envoyer des députés à Médéa, sous peine de voir ravager leurs habitations. Plusieurs se soumettent, mais il faut incendier les récoltes et les campements de celles qui bravent cette menace. Dans cette expédition, les Français ont à combattre une dizaine de tribus auxquelles ils causent des pertes considérables.

¹ A.M.A.E., M&D, Algérie, vol. 8.

² *Ibid.*

³ Auguste Jal, *Souvenirs d'un homme de lettres (1795-1873)*, Paris, 1877, p. 76.

⁴ Pierre BERTHEZÈNE est né le 24 mars 1775 à Vendargues (Hérault). Pendant la Révolution française, il est soldat au 5^e bataillon de l'Hérault pour défendre le territoire menacé par les Espagnols. Il passe sous-lieutenant et sert dans la division Garnier de l'armée d'Italie. Il est nommé capitaine lors de la bataille de Saint-Julien. Après les combats de Sette-Pani et de Pouzzole, sur le Mincio, il est chef de bataillon au 72^e régiment de ligne. Il est compris en 1804 dans la grande promotion à la Légion d'honneur au camp de Boulogne. En 1807, il est colonel au 10^e régiment d'infanterie légère. Il est nommé général de brigade en raison de sa belle conduite pendant la bataille de Wagram en 1809. Il participe aux victoires de Lutzen et Bautzen en 1813. Il devient général de division le 4 août 1813. Par manque de vivres et de munitions, il est forcé de capituler à Dresde. Violant la capitulation, les coalisés envoient les Français prisonniers en Bohême et en Hongrie. Berthezène rentre en France en 1814. Il est mis en disponibilité mais le maréchal Soult l'appelle au comité de la guerre. Louis XVIII le décore de la croix de Saint-Louis. Il rejoint toutefois Napoléon pendant les Cent-Jours. Il combat à Fleurus, à Wavre, à Bierges, à Namur et sous les murs de Paris. Au retour des Bourbons, il se réfugie en Belgique. Le maréchal Gouvion-Saint-Cyr le fait rentrer en grâce. Il est rappelé. On le voit successivement membre du comité d'infanterie et inspecteur général. Lors de l'expédition d'Alger, il commande la 5^e division d'infanterie. Il contribue beaucoup aux victoires de Staouéli et de Bouzareah. Sa belle conduite incite Bourmont, puis Clauzel à demander pour lui la pairie qu'il obtient deux ans après. Il succède à Clauzel comme gouverneur général de l'Algérie en février 1831. Son corps expéditionnaire est réduit mais il entreprend la campagne de Médéa. Incitées par l'intrigue et l'affaiblissement des forces françaises, les tribus se soulèvent et attaquent au gué de l'Harrach ainsi que la ferme modèle. Il meurt le 9 octobre 1847 à Vendargues. Il a laissé des *Souvenirs militaires* publiés par son fils en 1855.

⁵ A.M.A.E., M&D, Algérie, vol. 9.

Après un combat de quelques heures, l'armée française regagne Médéa. Cette campagne militaire a débloqué Ben Omar à Médéa, mais échaudé, il déclare qu'il lui est impossible de se maintenir au milieu des Arabes et retourne à Alger¹. Berthezène ordonne de reprendre la route d'Alger. Quarante tribus réunies, présentant environ 12 000 hommes, postées sur les sommets des montagnes cherchent à arrêter la marche de la colonne française. Cette colonne doit franchir un long défilé où on ne peut passer qu'un à un. Le capitaine d'une des compagnies de l'arrière-garde est tué. La troupe, privée de son chef, et attaquée avec acharnement par les Arabes, commence à flancher. Cette faiblesse ne dure pas et les assaillants sont repoussés. En débouchant dans la plaine, l'armée française fait une halte de neuf heures que les Arabes n'osent pas troubler. Les tribus occupent néanmoins le point où la route franchit la Chiffa. Le général Berthezène traverse cette rivière sur la route d'Oran et rentre dans Alger. Berthezène cherche à redorer le blason de son administration. Il se plaint notamment des médias. Il explique qu'au mois de novembre 1830, les journalistes se sont tus pendant l'expédition de Médéa menée par Clauzel au cours de laquelle une escorte d'une cinquantaine d'artilleurs a été massacrée. En revanche, sept mois plus tard, les critiques fusent sur la mort de cinquante-cinq hommes sur un total de cinq mille combattants. Berthezène indique que la presse se fait l'auxiliaire du mensonge et le coryphée de la calomnie. En effet, dans la première expédition, les Français ont eu cent soixante-deux hommes tués et trois cent un blessés. Dans la seconde, les pertes sont moindres : soixante-trois hommes tués ou égarés et cent quatre-vingt-douze blessés. L'expédition de l'Hamize et du Mazafran n'a pas coûté un seul homme. Les Français commencent à s'adapter aux conditions difficiles du combat en Algérie. Ils supportent mieux la chaleur du climat et la fatigue des marches sous un soleil ardent. Ils s'exposent moins aux embuscades.

L'évacuation de Médéa enhardit les Kabyles. Un des principaux chefs des montagnes à l'est, le cheik Benzamoun, fait attaquer le 17 juillet 1831, la ferme modèle, située à 18 kilomètres d'Alger. Les assaillants sont trois mille. La ferme n'est défendue que par cent cinquante hommes et quelques pièces d'artillerie. Avertie par le bruit du canon, la brigade Feuchères s'y porte. Elle culbute l'ennemi, qui se retire, abandonnant une partie de ses morts. Le 18, à cinq heures du matin, les Arabes attaquent à nouveau. Le général Berthezène les disperse. Un autre parti de cinq cents hommes, qui se présente le soir, sur la route de la ferme à Alger, pour surprendre quelques voitures d'artillerie, est aussi promptement mis en fuite. Dans ces engagements, les Arabes ont cent vingt tués et trois cents blessés. Du côté des Français, la perte est de huit morts et environ trente blessés. Après la retraite des Kabyles, le fils de l'ancien bey de Titteri rôde. Le 20 juillet, il attaque un des blockhaus français sur l'oued Kermès. Repoussé, il cherche à intercepter les communications d'Alger avec la ferme modèle. Le lieutenant-colonel Lavoyerie marche contre lui à la tête d'un bataillon du 20^e régiment, lui tue une cinquantaine d'hommes et le rejette dans les ravins de l'oued Kermès. Le colonel d'Arlanges, du 30^e régiment, sort alors de la ferme, fait mitrailler et fusiller cette troupe d'Arabes, pendant qu'elle cherche à gagner un pont. Le lendemain, les attaques se poursuivent. Le général Berthezène cherche à couper la retraite de son adversaire s'il ose s'avancer comme la veille. Le général Feuchères couche le soir à la ferme avec sa brigade, et le 22, Berthezène s'y rend avec quatre bataillons et cinq canons. En arrivant, il se porte directement vers le pont. Les Arabes, craignant d'être pris au piège, rétrogradent. Les obus que leur lance l'artillerie accélèrent leur recul. Les tirailleurs du général Feuchères les prennent en enfilade. Les Arabes éprouvent de lourdes pertes. Berthezène les pousse pendant plus de deux heures sur la route de Blida et les fait suivre par sa cavalerie, qui en sabre un grand nombre. Les Arabes ont au moins huit cents tués ou blessés. Ce combat assure pour le reste de l'année la tranquillité et la sûreté des environs d'Alger.

Après un an d'occupation, la déception grandit. On espérait la prospérité. Le prix des denrées flambe. Les capitalistes hésitent à investir en Algérie². Alger compte plus de cinquante cafés européens et tous les jours, la population flottante s'accroît de Maltais et d'Espagnols, accourant en nombre tel que le grand prévôt obtient de ne laisser débarquer que ceux justifiant de moyens d'existence. La spéculation atteint son apogée. Dans la Mitidja où quelques colons se sont mis à défricher, des courtiers parcourent la région et vendent des propriétés inexistantes ou déjà vendues. Alger est la proie des aventuriers. Les premiers colons séduits par les récits faits sur les richesses éprouvent de cruels désappointements. Des milliers de cultivateurs, sans asile, sans travail, sont nourris par les vivres que leur fait distribuer le général en chef. L'incertitude paralyse le commerce. Alger, ville étroite, véritable labyrinthe avec ses rues où deux personnes peuvent à peine s'engouffrer de front, où les maisons entassées se rejoignent souvent par des routes sombres, est encombrée par une foule bigarrée de Turcs, d'Arabes, de Coulouglis, de Maures, de Juifs et de Kabyles. La population civile européenne d'Alger a été multipliée par six en huit mois. Elle passe de 529 personnes en mars 1831 à 2 912 en novembre 1831. La tâche de la gendarmerie y est malaisée. Pour surveiller la banlieue, deux postes sont créés : El-Biar et Mustapha. Le grand prévôt décide de limiter le pouvoir du *mezouar* et régleme son activité. Ce fonctionnaire trouvé à l'arrivée des Français était le chef suprême de la police de la ville, agent direct du dey. Il trafiquait sans mesure sur la débauche qui, avec la

¹ Alexandre-Florian-Joseph Colonna, comte Walewski, *Un mot sur la question d'Afrique*, Paris, Barba, 1837, p. 10.

² Chaulanges, Manry, Sève, *op. cit.*, pp. 154-155. 1^{er} novembre 1831, Alger après un an d'occupation française. Bousquet (H.), *Le docteur A. Rozier et l'expédition d'Alger*, dans Mémoires de la Société des Lettres, Sciences et Arts de l'Aveyron, t. XXIII, 1935, pp. 193-194.

venue des troupes et des colons étrangers avait trouvé un surcroît d'activités. Après leur arrivée en Afrique, les régiments de l'armée française doivent faire face aux actions menées par des cavaliers arabes organisés qui bénéficiaient d'une connaissance de la géographie leur conférant une mobilité accrue. Face à cette situation, la création d'une cavalerie légère s'imposait. C'est pour remédier aux attaques surprises facilitées par la vitesse des chevaux utilisés par les bédouins et pour leur manière de combattre que deux escadrons de chasseurs algériens, jumelés à la formation d'un bataillon de zouaves, sont créés par l'ordonnance du 21 mars 1831. Ces unités sont passées en revue au mois d'août 1831 par le prince de Joinville et par le général de Jonchères.

La prise de Bône, 27 mars 1832

Les Français ont du mal à s'emparer de Bône, aujourd'hui Annaba, et vont devoir user de stratagèmes. Au mois d'août 1830, Bône est occupée pendant trois semaines par la brigade du général Damrémont. Après le départ de ces troupes que l'on regroupe autour d'Alger en raison du changement de régime en France, Ibrahim bey¹ à la tête de cinq à six cents réguliers, soutenus par un millier de Kabyles, décide de bloquer Bône. Sur les instantes prières des notables de la ville de Bône, le général Berthézène qui a succédé au maréchal Clauzel, fait occuper à nouveau la place par une compagnie forte de deux cents zouaves placée sous le commandement du commandant Huder et du capitaine Bigot. Le commandant Huder, aide de camp de l'ambassadeur de France à Constantinople, et qui ne connaît pas la langue arabe, a débarqué avec une compagnie de zouaves, cent fusils et des costumes pour les habitants². Lorsque la corvette française s'éloigne, les Turcs s'emparent de la Casbah. Le capitaine des zouaves et le commandant Huder sont tués à quelques jours d'intervalle. Le 11 octobre 1831, le reste de l'expédition abandonne la ville et repart pour Alger. Après le massacre de la mission de Huder, Ibrahim, maître de Bône y est assiégé par les troupes du bey de Constantine, commandées par Benzagouta. Les habitants s'opposent farouchement au dessein du bey Ahmed. Celui-ci, exaspéré par cette résistance, met à mort Benzagouta et le remplace par Ali Ben-Aïssa. Il décide de réduire les habitants à la famine et effectue le blocus de la ville. L'ancien gouverneur Ibrahim est acculé par les troupes du bey de Constantine. Il se maintient dans la citadelle. Cela fait six mois qu'il subit un blocus rigoureux. Il n'hésite donc pas à implorer le secours de la France. Les 130 défenseurs turcs de la Casbah sont face à 2 500 Arabes et ils ont besoin de vivres. La Casbah contient 30 000 kilogrammes de nourriture, biscuits, farine de froment et riz, soit 30 000 rations³. En donnant 150 rations à la citadelle, 600 à la ville, cela fait 750 rations par jour, c'est-à-dire des vivres pour quarante jours, mais la ville contient environ 5 000 habitants⁴. Cela signifie que 4 000 personnes risquent de souffrir de la faim. Savary propose de ravitailler la ville mais la rade de Bône n'est pas tenable durant l'hiver et il faudrait expédier 150 à 200 000 rations.

Le capitaine Fréart avec la goélette *la Béarnaise* va s'emparer de Bône par un valeureux coup de main et empêcher la ville de tomber entièrement aux mains de l'ennemi. Remorquant une felouque chargée de vivres, le 23 janvier 1832, *la Béarnaise* quitte Alger pour se rendre à Bône ayant à son bord 67 matelots, le capitaine d'Armandy et le capitaine Yousouf. Le convoi est commandé par Fréart. Cinq jours après, la goélette mouille dans la baie des Caroubiers où elle doit demeurer tout un long mois sur ses ancres. Ben-Aïssa ayant appris la présence des deux officiers français décide de brusquer les choses. Par une nuit sans lune du début de mars, grâce à la complicité de soldats de la garnison, il parvient à forcer la Porte du Marché, et à faire pénétrer ses troupes dans la ville dont il devient le maître pendant une quinzaine de jours. Ibrahim demeure figé dans sa Casbah, refusant toujours obstinément de la livrer. Le 5 mars, des tractations ont lieu entre d'Armandy et Ben-Aïssa. Ben-Aïssa fait savoir : « que venez-vous faire sur ces rivages ? N'avez-vous pas assez de votre belle France ? Vous avez pris Alger pour venger une injure, restez-y ; vous avez assez de gloire, laissez-nous Bône, vous y trouverez votre avantage. Ahmed bey vous favorisera avant toutes les autres nations. D'ailleurs si vous conservez Bône, il vous faudra ensuite prendre Constantine, et vous n'y parviendrez qu'après avoir dépensé des millions, écrasé des nuées d'Arabes, et encore des montagnes inaccessibles arrêteront vos pas. » D'Armandy rétorque : « Nous avons planté le drapeau français sur les murs d'Alger et la Régence doit nous appartenir. Je ne sais quelles sont les intentions du duc de Rovigo, mais quand nous le voudrons, nous prendrons Constantine et rien ne saura nous en empêcher. Tes Arabes, nous ne les craignons pas, et tes montagne, iraient-elles jusqu'au soleil, que nous saurons encore les franchir !⁵ » Le 25 mars, Ben-Aïssa déclare que si, dans les quarante-huit heures, la citadelle ne se rend pas à lui, il l'enlèverait de vive force. C'est ainsi que le 27 mars est choisi pour tenter l'aventure. Car c'est bien une aventure que les deux officiers français veulent courir. Il leur faut s'introduire dans la forteresse et en prendre le

¹ IBRAHIM ou BRAHAM EL GREITELI, caïd des Haracta, fut bey de Constantine de juillet 1822 à décembre 1824. Après sa déposition, il se retira à Médéa. Les tribus des environs de Sétif, en lutte contre Hadj Ahmed, le choisirent comme chef. Battu près de Méchira en décembre 1830, il gagna le Sahara, rassembla quelques contingents et marcha de nouveau sur Constantine.

² Victor Piquet, *Campagnes d'Afrique, 1830-1910*, Paris, 1912, p. 39.

³ Raoul de Cornulier-Lucinière, *La prise de Bône et Bougie : d'après des documents inédits : 1832-1833*, Paris, Lethielleux, 1895, rééd. 2005, p. 133.

⁴ Alexandre Dumas dans *le Véloce* évalue la population de Bône à 1 500 habitants pour l'année 1830.

⁵ Extrait du manuscrit de M. du Couëdic de Kergoualer, cité par Raoul de Cornulier-Lucinière, *op. cit.*, p. 146.

commandement avant que les troupes de Ben-Aïssa ne l'investissent pour sommer Ibrahim de se rendre, ce que celui-ci se serait empressé de faire.

Le 27 mars, avant l'aube, d'Armandy débarque avec des marins de *la Béarnaise* sur la plage. Yousouf a quitté le bord à deux heures du matin pour aller mettre en place le dispositif qui doit permettre à cette petite troupe de pénétrer furtivement dans la citadelle. Le groupe se compose d'une trentaine d'hommes : deux capitaines de l'armée de terre, trois officiers de marine (dont le lieutenant de vaisseau du Couëdic de Kergoualer, second de *la Béarnaise*, et l'aspirant de 1^{ère} classe Cornulier-Lucinière), vingt-quatre matelots, trois canonniers et un mousse de 15 ans qui sert de tambour. Le détachement a pour tenue la capote, le casque, le pantalon de drap avec la couverture roulée sur le sac. Il dispose de trois jours de vivres et de soixante cartouches par homme. L'aspirant Cornulier-Lucinière a pris son fusil de chasse chargé à balles. Avec l'aide d'un soldat de la garnison qu'il a su gagner à sa cause, une corde à nœuds a été fixée à une extrémité attachée à l'affût d'un canon¹. Le commando est repéré par des coureurs arabes mais aucun coup de feu n'est échangé. D'Armandy et ses marins entreprennent leur glorieuse montée. Après une courte pause à la fontaine du Prisonnier, la petite troupe parvient sous les murs de la citadelle où Yousouf attend. Durant la nuit, le capitaine d'artillerie d'Armandy, accompagné par le capitaine des chasseurs d'Afrique Yousouf, et trente marins se hissent dans la citadelle. Les Français tiennent le château avec une centaine de Turcs passés à leur service². Une petite cérémonie de prise de possession a lieu. Le pavillon rouge du bey est amené. Le drapeau turc est remplacé par le tricolore français. Un boulet de canon est envoyé par-dessus la ville. Les Turcs déchargent leur fusil marquant leur assentiment. Cette troupe turque est commandée par Caïb-Omar, Ibrahim aga, Hussein *bachaouch*³ et Kalib *bachaouchtopgi*⁴. D'origine maure, Kalib commande les artilleurs et les vingt-cinq zouaves arabes. Yousouf les harangue : « Musulmans ! dans le grand danger où vous êtes, vous venez d'appeler les Français à votre aide ; ils sauront vous tirer d'embarras. À partir de ce moment vous êtes à la solde de la France⁵ et si quelqu'un n'est pas content nous lui couperons la tête. » Les assiégeants voient le drapeau français flotter. Ils n'en croient pas leurs yeux. Ils le couvrent d'imprécations. Une grande agitation anime l'armée arabe. Dans la plaine, de nombreux indigènes à pied et à cheval refluent les troupeaux vers le camp de Ben-Aïssa. Des cris venant de la ville montent jusqu'à la citadelle. Ces hurlements fendent le cœur. Ils prouvent que les Arabes sacrifient à leur fureur de malheureux habitants. Dans la Casbah, les Français établissent un mat de signaux usant du vocabulaire télégraphique pour communiquer avec *la Béarnaise*. La goélette aperçoit notamment distinctement le bas des pentes qui échappent aux vues des défenseurs. Ces derniers vont se maintenir dans la Casbah jusqu'à l'arrivée des renforts. Ils étaient même disposés à faire sauter la position si elle devenait impossible à défendre. « Comme il avait su de Ben Aïssa lui-même que son plan d'attaque consistait à enfoncer à coups de canon la porte de la Casbah et à y lancer ses colonnes à l'assaut, on s'empessa d'ébrançonner fortement cette porte et de former en arrière d'elle une très forte barricade en y amoncelant toutes les pierres que l'on put trouver⁶ », écrit d'Armandy.

Un cavalier arabe se présente avec un mouchoir blanc. Il souhaite parlementer. Les Français lui révèlent que puisque Ibrahim n'a pas voulu se rendre, ils ont pris la ville par la force. D'Armandy finit sa réponse par une menace : « Tout ce qui passerait à portée du fort serait canonné. » Les échanges se font à l'aide d'un panier descendu le long du mur. Ben Aïssa fait savoir au commandant français : « Consul, tu m'as trompé lorsque j'avais mis ma confiance en toi. Mais, avec l'aide de Dieu, j'espère bientôt t'en faire repentir. » On voit de la Casbah pointer les pièces de la ville sur le fort. Celles de la Casbah sont prêtes à démonter cette artillerie, et en particulier la pièce de la batterie masquée dont le commandant connaît exactement la position. Toutefois, le feu ne commence ni d'un côté, ni de l'autre. La garnison souffre d'un manque de ravitaillement. De nombreux Arabes se trouvent entre la citadelle et le rivage. Trois cavaliers surveillent justement les dépressions du terrain et le mouillage de *la Béarnaise*. Le commandant donne l'ordre au maréchal des logis Colomb, dont l'adresse est proverbiale, de pointer sur ce trio un vieux canon de 16. La pièce est pointée avec soin. Le coup part et atteint le cavalier du milieu qui est coupé en deux. Son cheval, sans maître, part au galop, suivi par tous les autres cavaliers. Les Arabes fuient. Les autres canons du fort ouvrent le feu, ainsi que *la Béarnaise* armée de six caronades de 18 et de deux pierriers. La grève est libre. Des Turcs descendent à l'aide d'une corde à nœuds et vont chercher la nourriture fournie par *la Béarnaise*. Approvisionnée, la garnison a désormais vingt jours de vivres : du riz, des biscuits, de la farine et du bœuf salé. Les nuits sont cependant effroyables. Une quantité de puces ne permet guère aux Français de fermer l'œil, sans oublier les cris du chacal. De plus, on surveille les Turcs dont la loyauté pourrait défaillir. Durant la nuit du 28 au 29 mars, une sentinelle donne l'alerte. Les hommes se réveillent. Le matelot de garde affirme que l'on a marché au bas du rempart. Les chacals se sont tus. La garnison attend silencieusement l'arme au pied. À 4 heures du matin, le bruit d'une troupe nombreuse se fait entendre mais elle reste invisible. Le commandant attend de

¹ Raoul de Cornulier-Lucinière, *op. cit.*, p. 178.

² A.N. BB⁴ mar. 547.

³ Sergent-chef des Turcs.

⁴ Sergent-chef de l'artillerie.

⁵ A raison d'un boudjou par jour, soit 1 franc 80 centimes par jour.

⁶ Extrait du manuscrit du général baron d'Armandy, cité par Raoul de Cornulier-Lucinière, *op. cit.*, p. 185.

pouvoir l'estimer être à cinquante pas, puis il ordonne un feu de deux rangs. Le tumulte de la déroute se perçoit. Le jour levé, on découvre quelques flaques de sang et trois échelles à cinquante mètres du fort. Après cet échec, les Arabes pillent la ville. Les habitants sont massacrés : « Leurs cris parvenaient jusqu'à nous et plusieurs des Turcs de la garnison avaient là leurs familles. Ils ne pleuraient pas, leurs yeux étaient secs ; mais du haut des remparts, ils vomissaient mille imprécations contre le barbare qui leur perçait le cœur. Caïd-Omar faisait peine à voir ; sa douleur était affreuse, il levait les mains vers le ciel avec un profond désespoir et suppliait le commandant de lui permettre d'aller secourir sa femme et ses filles !¹ » Des vieillards, des enfants et des femmes menés à la file sont poussés et rudoyés au milieu des bœufs et des moutons. Ils sont poussés par la courbache des cavaliers arabes. Ils sont conduits en esclavage vers le camp de Ben-Aïssa. Les Turcs demandent que l'on fasse feu. Le commandant refuse car les boulets auraient atteints les prisonniers autant que leurs tortionnaires. L'armée de Ben-Aïssa finit par disparaître à l'horizon avec tous ses impedimenta. Ce départ en plein jour est surprenant. S'agit-il d'une ruse ? Couëdic de Kergoualer indique : « Nous n'avons jamais pu nous rendre compte de ce qui avait pu motiver la retraite de l'armée de Constantine. Si Ben Aïssa nous avait attaqués dans la nuit du 28 au 29, ou dans celle du 29 au 30, nous aurions succombé, car plus de la moitié des musulmans auraient passé à l'ennemi. » Dès lors, le petit groupe de la citadelle doit surtout veiller à ce qu'il n'y ait pas de trahison en son sein. Des cavaliers arabes richement vêtus et équipés se présentent sous les murs. Ils semblent faire du troc. Ils pourraient bien plutôt tenter de communiquer avec les zouaves arabes de la garnison. On leur fait savoir que les Français sont trois cents dans la Casbah. Un Turc rend compte de ces discussions qui se font depuis les remparts. Inquiet, Yousouf ne tergiverse pas. Il s'approche d'un Arabe désigné comme ayant échangé des informations avec l'extérieur. S'approchant de l'Arabe, Yousouf s'exclame : « Tiens ! voilà du juif !² » Puis, il lui passe le sabre à travers le corps, l'Arabe tente de s'envelopper dans son burnous mais Yousouf descend sa lame et lui ouvre le ventre. Le malheureux s'enfuit, tenant ses entrailles entre les mains. Yousouf le poursuit. Les sentinelles ouvrent le feu sur le fuyard qui reçoit sept balles. Le sang ruisselle mais il a encore la force de jeter une pierre sur Yousouf qui esquive. Yousouf achève alors le traître, lui ouvrant le crâne d'un dernier coup de sabre. Un des jeunes Turcs qui sert la table des officiers porte le coup de grâce, tirant un coup de fusil à bout portant dans l'oreille³.

Au début du mois d'avril 1832, le capitaine d'Armandy est toujours installé dans Bône avec ses canonniers. D'Armandy envoie au duc de Rovigo, à Alger, un billet lui expliquant que grâce aux marins de *la Béarnaise*, ils ont pris la citadelle de Bône mais ils attendent des secours. En effet, ils sont face à l'armée du bey de Constantine et les premiers jours ont été difficiles car les vivres manquent. Le 8 mai 1832, partent de Toulon les frégates *Calypso* et *Didon*, ainsi que le vaisseau *Suffren*. Ils transportent pour secourir Bône un peu plus de 1 500 hommes du 55^e de ligne. Un mois plus tard, les renforts arrivent. Le maréchal Soult, ministre de la Guerre affirme à la tribune de la Chambre : « La prise de Bône est le plus beau fait d'armes du siècle. » Une forte garnison conduite par le général d'Uzer se charge d'assurer la possession de la ville à la France. Les Turcs sont incorporés dans l'armée française avec solde et charge de se vêtir et s'équiper. Au mois de septembre, Ibrahim, l'ancien bey de Bône tente d'y rentrer avec un bon millier d'Arabes. Le général d'Uzer envoie contre lui deux bataillons du 55^e, ainsi que l'infanterie et la cavalerie indigènes, commandées par Yousouf⁴. Battus, poursuivis, les Arabes ont cinquante hommes tués. Ils abandonnent leurs bagages aux voltigeurs français et aux hommes de Yousouf. Une autre attaque plus significative a lieu contre Oran. Plusieurs milliers d'Arabes à pied et à cheval viennent la cerner. Entre le 3 et le 8 mai 1832, le général Boyer leur résiste avec brio. Découragés par l'impuissance de ses efforts, les assiégeants se décident à battre en retraite. Le 9 mai, au matin, près de quinze mille hommes des tribus reprennent le chemin des montagnes. Les Arabes reviennent à la charge, au nombre de quatre mille, les 23 octobre et 10 novembre, mais toujours sans succès. *Le Figaro* du 6 juin 1832 remarque surtout que dans ces affrontements, les Arabes misent sur des miracles religieux. Face à la défaite, les marabouts qui les guident perdent de la crédibilité.

Brutalité de Savary, djihad d'Abd el-Kader

Le général Savary, duc de Rovigo, qui détient le haut commandement en Algérie depuis décembre 1831, doit sa désignation aux intrigues de Sébastiani, amant de son épouse, et qui, à ce titre souhaite le voir s'éloigner de Paris. Savary, l'ancien ministre de la police impériale, se révèle particulièrement brutal en Algérie. Savary sème la terreur. Il encourage la délation. Il fait abattre froidement quatre-vingts hommes de la tribu des Ouffias, tribu coupable de trahison⁵. Au mépris des engagements de Bourmont, la mosquée *Ketchawa*, la plus belle d'Alger, est transformée de vive force en église. Le coup le plus cruel porté aux musulmans est la destruction de leurs cimetières auxquels ils attachent un respect superstitieux⁶. Un cheik kabyle écrit à Savary que ses aïeux ont bâti la

¹ Extrait du manuscrit de M. du Couëdic de Kergoualer, cité par Raoul de Cornulier-Lucinière, *op. cit.*, p. 203.

² Raoul de Cornulier-Lucinière, *op. cit.*, p. 210.

³ *Ibid.*, p. 211.

⁴ Société de militaires et de gens de lettres, *Histoire des armées françaises de terre et de mer de 1792 à 1837*, Paris, 1838, t. V, p. 340.

⁵ Louis Blanc, *Histoire de dix ans 1830-1840*, Paris, 1867, t. V, p. 145.

⁶ A.M.A.E., M&D, Algérie, vol. 16.

Grande Mosquée d'Alger, que l'un d'entre eux a gouverné l'Algérie, se vante d'avoir lu la vie de Napoléon et résume l'évolution de la France contemporaine : « Vous savez que les aïeux du roi des Français étaient issus de sang royal. Ils furent exilés pendant quatre siècles de leur royaume et se réfugièrent en Amérique chez l'aga. Et par honte ils ne lui firent pas connaître leur origine (c'était au temps de la République). Ils retournèrent ensuite à Paris et l'usurpateur fut chassé. En cela on remarqua la volonté de Dieu.¹ » Yousouf serait entré à Bône à la tête d'une troupe qui porte surmontant le drapeau de la France une tête de Maure. À Bab-Azoun, parmi les objets et le butin pris sur les Ouffias, les Français auraient vendu des boucles d'oreilles tachées de sang et des bracelets encore attachés au poignet coupé. Pire, des industriels auraient exploité des ossements humains² et on aurait bâti avec des débris de tombeau. Les Arabes apprennent que leurs nouveaux maîtres prennent modèle sur les Turcs en matière de mauvais traitements. Le territoire n'est pas déclaré colonie française. Il est soumis à la loi de l'occupation militaire. Savary est pris d'une frénésie répressive. Convaincu de l'existence d'un « comité maure » qui complot dans l'ombre - comme l'a fait le « comité anglais » pendant le Consulat -, il décide de rendre coup pour coup. En mai 1832, une reconnaissance française est attaquée alors qu'elle fauche un champ. Une colonne de 1 500 hommes embarque sur des navires, prenant la direction des tribus Amraona et Isser pour leur faire subir le même sort qu'aux Ouffias. Heureusement, une tempête se lève et le débarquement est annulé. Plus tard, un bateau tunisien transportant un agent de l'ancien dey d'Alger est intercepté. L'homme est arrêté, jugé et fusillé. En novembre, croyant un soulèvement général imminent, Savary lève une garde nationale à Alger. Les conséquences d'une telle politique ne se font pas attendre. L'Algérie résonne bientôt de rumeurs de révolte. Les Arabes ne fréquentent plus les marchés, retirent les troupeaux de la plaine, des armes circulent et des mécontents tentent de constituer une armée à l'embouchure de l'Isser. Le marabout Sidi-Saadi prêche la guerre sainte. Les Français évacuent leurs postes les plus avancés, tandis que les escouades isolées sont massacrées. Une contre-offensive de Faudoas pousse les chefs arabes à envoyer des négociateurs à Alger. En échange d'une trêve, Savary exige que les villes ayant pris part à la rébellion soient lourdement taxées. Lorsque Blida refuse de payer, Faudoas y pénètre, confisque tout ce qu'il trouve de précieux. Comme il ne peut se saisir des notables, il les poursuit et étend les réquisitions à tous les villages qu'il traverse. Des exécutions sont offertes à l'édification des masses algériennes. Savary place des hommes de confiance à la tête des tribus qui se soumettent, déporte en France les principaux meneurs, envoie un *brick* menacer Constantine dont le bey, El Hadj Ahmed, s'est aventuré à protester contre les méthodes des Français. Cette brutalité nous aliène les populations indigènes de l'Algérie pour longtemps. Les Arabes résistent et parviennent à mettre en déroute une armée de métier puissamment équipée lors de la bataille de Kheng en-Natah. Vers la fin du mois de septembre 1832, le général en chef apprend que les Arabes projettent d'attaquer ses avant-postes. Dans la nuit du 26 au 27, ils se fauillent à travers les lignes françaises et incendient la porte de la ferme modèle. En attendant les troupes de réserves qu'amène Savary, le général Faudoas, qui commande la ligne avancée, réunit les corps sous ses ordres, et marche sur l'ennemi, qui préfère s'enfuir plutôt que d'affronter les tirailleurs français. Les Arabes de l'ouest, excités par les marabouts, reprennent les hostilités. Ils établissent deux camps vers Boufarik et Coléah. Le duc de Rovigo décide de les disperser. Il envoie une colonne sur chacun de ces points. Sur Coléah, elle parvient à son but sans rencontrer de difficultés. Le 2 octobre, le détachement dirigé sur Boufarik, commandé par le général Faudoas, rencontre une résistance qu'il écrase sans faire de quartier. Les Arabes périssent sous le sabre et la lance. Le reste est achevé par l'artillerie et se disperse en désordre. Les Français capturent deux drapeaux et tuent quatre cents ennemis sur trois mille.

Savary fait encore exécuter deux cheiks venus négocier. Cette fois à Paris, la réprimande de Soult est vive : « Il n'y a pas ici d'exécution sans jugement, mais ce qui a précédé la traduction devant le conseil de guerre peut certainement être considéré comme la violation d'un sauf-conduit [...] [*De tels moyens*] tendraient à détruire dans le pays toute la confiance dans nos promesses et le gouvernement ne pourrait approuver un tel usage de votre pouvoir discrétionnaire.³ » La politique brutale de Savary commence à inquiéter, tant en France qu'en Algérie. La *Gazette du Midi* craint que les capitaires fuient la colonie française. Le *Sémaphore*, pourtant très dur à l'égard des autochtones, s'étonne de la brutalité de la répression. Quant au gouvernement, il s'interroge sur la capacité de son représentant à pacifier le territoire. Dans l'entourage même du duc de Rovigo, quelques-uns doutent (à juste titre, semble-t-il) de son état mental. Le général Brossard écrit : « Le caractère définitif du commandement et de l'administration du duc de Rovigo est une impétuosité brusque, violente, irréfléchie dans les paroles, et incohérente dans son action, ayant pour objet de faire prévaloir ses capricieuses volontés indépendamment de la nature des choses et, souvent en dépit de la raison, sans considération du juste et de l'injuste. »

L'armée française a néanmoins besoin de renforts. Le prince Czartoryski veut former un bataillon exclusivement polonais pour la Légion étrangère combattant en Algérie⁴. Ce projet suscite une vive indignation parmi les Polonais. La perspective d'un combat contre les Arabes défendant leur indépendance n'enthousiasme

¹ Marcel Émerit, « L'Etat intellectuel et moral de l'Algérie en 1830 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, Paris, P.U.F., 1954, p. 206.

² Louis Blanc, *op. cit.*, p. 157.

³ Thierry Lentz, *La guerre d'Algérie magazine n° 3 / 05-06-2002*.

⁴ Adam Georges Benis, *Une mission militaire polonaise en Egypte*, Le Caire, 1938, t. I, p. 56.

pas. Au début de l'année 1832, les dépôts protestent contre les desseins présumés du gouvernement français d'incorporer de force les émigrés polonais dans la Légion étrangère. En Algérie, les bataillons de zouaves voient l'échec du recrutement indigène. Le général d'Uzer songe à licencier les Turcs car ils coûtent chers. Yousof plaide leur cause. On les conserve. Leurs rangs sont grossis d'aventuriers. Lorsqu'ils se mutinent, ils sont placés aux fers. Yousof leur accorde le pardon mais le meneur passe au conseil de guerre. En quinze mois, il y a eu 46% de déserteurs parmi les premiers zouaves. On doit les remplacer par des Français. La situation au 6 décembre 1832 donne pour les sous-officiers :

	Sergents français	Sergents indigènes	Caporaux français	Caporaux indigènes
1 ^{er} bataillon	24	1	44	11
2 ^e bataillon	20	5	25	9

La grande réussite de la France est sa conquête en Algérie. Ce succès engendre des tracas au gouvernement de Louis-Philippe. L'empereur du Maroc Abd al-Rahman cherche à mettre la main sur la région d'Oran. Il menace de faire la guerre. Les tribus arabes mènent une guérilla qui use les troupes françaises. Mahi-ed-Din el-Hassani, « celui qui vivifie la religion », descendant du prophète Mahomet, chef de la tribu des Hachem, cheik de la Qadiriya, une puissante confrérie religieuse de l'Oranie, soulève l'Est algérien. Sa femme Lella Zohra a enfanté Abd el-Kader, le futur sultan des Arabes, le 6 septembre 1808 à La Guetna. Mahi-ed-Din en pèlerinage à La Mecque, avec son fils aîné, avait rencontré un vieux fakir qui lui avait donné trois pommes. Il lui avait dit : « Celle-ci est pour toi ; celle-là est pour ton fils que voilà ; quant à la troisième, elle est pour le Sultan. – Et quel est ce Sultan ? demande Mahi-ed-Din. – C'est celui, reprit le fakir que tu as laissé à la maison, lorsque tu es venu te promener ici. » Abd el-Kader, ce fils messianique, un jeune homme de 24 ans, qui fut pèlerin à La Mecque en 1826 avec son père, placé sous la protection du marabout de Bagdad, établit sa base à Tlemcen. Les Marocains se sentent solidaires des musulmans d'Algérie qui luttent contre les mécréants. Les oulémas de Fès décrètent que la résistance d'Abd el-Kader s'apparente à la guerre sainte. Aux massacres répondent les massacres. Les tribus, ayant besoin d'un chef pour combattre les Français, ont élu Abd el-Kader émir le 21 novembre 1832. Au début de 1833, alors que la situation n'est ni plus tranquille, ni plus grave que d'habitude, le gouverneur Savary est pris d'une sorte de fébrilité : « Nous sommes menacés d'une attaque qui ne nous inquiète guère, écrit son chef d'état-major, mais le duc de Rovigo en perd la tête, et devient fou par l'approche du danger qu'il exagère. Hier, dans une espèce de conseil où nous étions une vingtaine, il a sérieusement parlé de mettre dans les vasques d'une fontaine de l'eau de vie et du sucre, de façon de faire une espèce de grog que les soldats boiraient en passant. Il nous a conté dix autres absurdités de la même force... Où diable Bonaparte a-t-il pêché ce ministre là ? » Compte tenu des plaintes qui lui arrivent et des dissensions palpables dans l'état-major de l'armée d'Afrique, nul doute que le gouvernement ne tolérerait plus longtemps cette dérive des affaires algériennes. Depuis quelques semaines, un violent mal de gorge empêche Savary de vaquer normalement à ses occupations. Les Arabes voient une punition divine dans la maladie du commandant en chef. La science démontre qu'il est atteint d'un cancer du larynx. Le 3 mars 1833, l'armée d'Algérie apprend que son général doit rentrer en France pour se faire soigner. Le 4, il s'embarque à destination de Toulon. Le 30 mars, les médecins rendent leur diagnostic : Savary est condamné. Il meurt dans son hôtel de la rue Matignon, le 2 juin 1833, à l'âge de 59 ans. À sa façon, l'ancien ministre de la Police de Napoléon a marqué l'histoire de la colonisation de l'Algérie¹. Son bilan est contrasté, voire controversé. Dans la colonie, en juin 1833, les vivres manquent² aux soldats français qui tombent comme des mouches n'ayant pour toute nourriture que des biscuits et de la viande salée, mais le 29 septembre 1833, les Français sous la conduite du général Trezel s'emparent de Bougie. Territorialement, Savary a développé la colonie vers le centre du pays. Militairement, il l'a placée sous des auspices de fermeté, voire de cruauté à l'égard des indigènes. Politiquement, il a brisé toutes les tentatives du pouvoir civil de prendre le dessus sur le pouvoir militaire. En juillet 1833, une commission d'enquête allait rendre un rapport accablant sur sa politique, sans qu'au fond rien ne change. Quant aux historiens, ils dressent un bilan peu favorable du gouvernement algérien de Savary: « L'ancien ministre de la police impériale incarnait le despotisme napoléonien dans ses procédés les plus discutables, note l'un d'eux, en 1930. Peu soucieux des formes légales, médiocrement scrupuleux dans le choix des moyens, il gouverna l'Algérie comme un pacha turc ».

Les tensions sur les côtes tunisienne et libyenne

Sur les côtes tunisiennes, la guerre se profile également en 1833. Suivant l'exemple de la France et de la conquête d'Alger, les rois d'Italie exigent des réparations au bey de Tunis. Les escadres combinées de Sardaigne et des Deux-Siciles, soit une douzaine de bâtiments de guerre, mouillent en ordre de bataille. Des troupes pourraient

¹ Voir Thierry Lentz, *Savary*, Paris, Fayard, 2001.

² A.M.A.E., M&D, Algérie, vol. 16.

débarquer. Une corvette française observe¹. Le vieux fort de la Goulette, hérissé de canons, s'apprête à repousser l'assaut mais les murailles sont délabrées. Les affûts pourrissent. Les canons sont fêlés. Les artilleurs ne sont que des marchands de tabac. Le deuxième bataillon de réguliers conduit par un Français, sous-officier d'artillerie, est pauvrement vêtu, mal équipé et armé de vieux fusils². N'attendant qu'un prétexte pour faire main basse sur les Européens, les bédouins sont aux portes de la ville pour défendre la foi musulmane. Rappelons que les premières écoles italiennes ont été instituées en Tunisie en 1831³. La sécurité n'est plus vraiment garantie pour les chrétiens, ni pour les enfants. Un corps de nomades, récemment arrivés de l'intérieur, défile sous les remparts. Les Arabes tirent sur le pavillon français qui flotte sur le consulat général. C'est le drapeau qu'ils connaissent le mieux et que leurs frères algériens leur ont appris à détester. Le consul de France Alexandre Deval proteste. Le bey, défendu par ses quatre cents mamelouks et deux bataillons de soldats réguliers, reste tremblant dans son palais fortifié du Bardo. Il a autant à craindre d'une invasion sarde et napolitaine que de ses fidèles bédouins. La réparation est impossible à accorder aux Français. Hussein bey ne contrôle pas les 100 000 bédouins agglomérés aux environs de sa ville. Il affirme toutefois sa fermeté. Il envoie un corps de mamelouks avec l'ordre de faire mourir sous le bâton quiconque oserait insulter ou frapper un Européen. C'est une mesure contre le populaire de Tunis. Il fait déclarer aux chefs des bédouins que le premier Arabe qui franchirait une des portes de la ville aurait la tête tranchée, que tout rassemblement qui s'approcherait des remparts de Tunis serait accueilli à coups de canon. Il freine ainsi les sanguinaires appétits des vautours du désert. Se rendant compte qu'au premier coup de canon, les Européens seraient égorgés, sans distinction de nationalité, qu'il serait chassé de son palais et de Tunis, soit par les chrétiens, soit par les bédouins, ou peut-être même décapité par ses officiers auxiliaires, le bey Hussein préfère faire avancer les négociations. Le chevalier de Montiglio, plénipotentiaire piémontais, ne discute plus que sur la quotité de l'indemnité et sur le nombre de coups de canon dont on honorerait les pavillons italiens. Le bey est disposé à tout régler à l'amiable. Il n'en continue pas moins à s'envelopper d'un air belliqueux, afin de payer et de s'humilier le moins possible. Des ordres sont donnés. Les bataillons réguliers et les artilleurs de la Goulette s'entraînent journalièrement et ostensiblement. Les bédouins caracolent sur la plage. On va jusqu'à promettre aide et protection aux Français et aux Anglais cependant que l'on semble vouloir abandonner aux yatagans altérés du désert les têtes des Génois et des Napolitains établis dans la régence. La tension reste vive. Les Arabes s'offusquent que les troupes tunisiennes soient instruites par des chrétiens. Le chien du baron d'Armagnac est tué et mangé dans le couscous des bédouins. Un Sicilien est assassiné par un Tunisien. Le consul sarde demande une vengeance éclatante. Les négociations traînent. Souhaitant ardemment la paix, Hussein fait saluer les pavillons sardes et napolitains arborés sur la Goulette par vingt et un coups de canon. Le bey s'engage à payer deux millions de francs aux deux gouvernements italiens. Les difficultés sont aplanies. La paix est cimentée. Pour calmer les bédouins, on leur compose un bulletin officiel annonçant que les chrétiens se sont humiliés, demandent l'aman et qu'ils l'achètent au prix de dix millions.

Le cynisme de « la diplomatie des petits pas » n'échappe pas au pamphlétaire Auguste Barthélemy qui compose *le pilau*⁴ français :

« Le bon Hussein qui régna sur Carthage,
 Jusqu'en nos murs poussé par le destin,
 Chez Casimir, qui le tient en otage,
 Un jour venant pour s'asseoir au festin,
 Sous le riz jaune, en forme de potage,
 Vit pointiller un gibier clandestin.
 Oh ! Qu'est ceci ? dit le fils du Prophète.
 De quel oiseau ta soupe est-elle faite ?
 Moi, quand je dîne aux tables des Chrétiens,
 Je crains les plats que leur ruse m'étale ;
 Je suis toujours la mode orientale
 Pour mes ragoûts ; tu peux garder les tiens.
 Va ! dit Perier, crois-en à l'apparence,
 Mon pilau jaune est pur devant tes lois,
 Je puis ici l'offrir en assurance
 À tout convive ennemi de la France
 Car je l'ai fait avec le coq gaulois. »

¹ D'Armagnac, *Nezib et Beyrouth, souvenirs d'Orient, de 1833 à 1841*, Paris, 1844, p. 9.

² *Ibid.*, pp. 21-22.

³ Voir Effy Tselikas, Lina Hayoun, *Les lycées français du soleil*, Paris, Autrement, 2004.

⁴ Mets oriental formé de riz à moitié cuit avec du beurre ou de la graisse, assaisonné de poivre rouge, et quelquefois mêlé avec de la viande rôtie, surtout de mouton.

Une situation analogue a lieu, en même temps, vers la fin de l'année 1832 et le début de l'année 1833, sur les côtes de Tripolitaine¹. Les Britanniques font intervenir une frégate et deux sloops de guerre. Ils réclament au pacha de Tripoli plus de 200 000 dollars pour le paiement de créances. La Régence de Tripoli ne peut résister car ses troupes sont occupées à combattre les tribus arabes de Benoleid. Le pacha accepte donc de payer la moitié de la somme et s'engage à payer le reste ultérieurement. La rumeur court alors que la Casbah abriterait un trésor de plusieurs millions. Yousef, le gouverneur de Tripoli n'a aucune troupe de disponible. Ses soldats meurent de soif et de faim au cours de la campagne de Benoleid. Le consul anglais agite la population locale et la révolution éclate dans la ville. Dépassé par les événements qu'il a provoqués, le consul est contraint de fuir, ainsi que les marchands et quelques Maltais désœuvrés. Après la déchéance de Yousef, le consul anglais demande à la Porte le remboursement des munitions qu'il a fournies aux insurgés. Son culot est sans limite puisque cela revient à demander au sultan de payer des fournitures dirigées contre sa propre autorité.

Une diplomatie dépassée par les événements du Proche-Orient

À la fin de l'année 1830, des troubles éclatent dans l'Empire ottoman. Le pacha d'Acre, Abdallah, se querelle avec le bey de Naplouse pour des problèmes territoriaux. Abdallah, pacha depuis 12 ans, brave la Porte par des révoltes réitérées. Ce pacha fait lui-même la guerre aux autres pachas, ses voisins, ou la soutient contre les tribus des montagnes, qu'il rançonne impitoyablement. Il veut imposer à la ville de Sanour une garnison turque. Les habitants soutenus par les grandes familles Jarrâr et Tûqân refusent. Ils préfèrent payer davantage d'impôts. Le 6 décembre 1830, 12 000 soldats campent devant Sanour. Des canons et des bombardes sont dirigés contre le fort. Bâti sur une haute montagne, le château de Sanour a des murs épais. Il renferme 2 000 fellahs révoltés. Abdallah demande l'aide de l'émir. Henry Guys, consul de France à Beyrouth, rapporte dans une lettre à Sébastiani que l'émir Bachir a formé à Deir-el-Kamar « une petite armée d'environ quatre mille cinq cents hommes, cavalerie et infanterie, qui n'attend que l'ordre de marcher » et qu'il a reçu en contrepartie « la somme de cinquante mille francs » avec une garantie du gouverneur qu'il supporterait tous les frais de l'armée. Ce sont près de 40 000 hommes qui assiègent une cité récalcitrante à l'autorité du sultan. Rapidement, le camp des assaillants est dans un triste état. Les pluies hivernales pourrissent les tentes. Les soldats n'ont plus que des lambeaux de vêtements pour se couvrir et les maladies déciment autant que les balles des assiégés. Les catholiques de Jérusalem jubilent. L'un d'entre eux déclare à Joseph Michaud : « Vous avez pris en cinq jours Alger, le plus ferme boulevard de l'islamisme ; quarante mille soldats musulmans attaquent depuis quatre mois un misérable château et le siège n'est pas plus avancé qu'au premier jour. Ô soldats turcs ! soldats turcs ! il est donc vrai que vous ne savez rien !² » Deux officiers turcs sont tués sur la route de Naplouse.

Le siège devient de plus en plus dur à supporter pour les assiégés. La nuit du 10 février 1831, ils font une sortie contre l'artillerie du pacha, défendue et servie par les Arnauts³. Ils sont sur le point de s'en emparer lorsque l'émir envoie des renforts aux artilleurs. Un violent combat autour des canons s'engage entre assaillants et défenseurs. Il dure près de huit heures au bout desquels les assaillants sont repoussés et doivent rentrer dans le fort. Les hommes de l'émir s'approchent des murs d'enceinte et se mettent à les escalader. Les femmes des insurgés jettent du haut des murs des écredons imbibés d'huile en flamme. À la lumière de ces torches improvisées, les insurgés tirent sans arrêt sur les soldats de l'émir qui reculent après avoir perdu onze hommes et eu quarante blessés⁴. Les habitants de Naplouse envoient des secours aux assiégés : près de trois cents cavaliers. Cette cavalerie est rejointe par d'autres combattants. Ensemble, ils forment une petite armée qui se regroupe autour d'un point d'eau utilisé par les forces de l'émir. Les Naplousains le lui interdisent et tuent deux des serviteurs de l'émir le premier jour, puis un de ses soldats le lendemain. Un détachement est envoyé et un violent combat s'engage dans la plaine d'Ajjah. Les Naplousains sont battus et se réfugient dans Ajjah. Ils sont poursuivis par les hommes de l'émir qui les y assiègent. Les rebelles se fauillent et fuient. Le village est incendié et la poursuite est engagée. Les fuyards sont égorgés comme des moutons : soixante-neuf sont tués et quatorze sont faits prisonniers dont des cheiks de la famille Jarrâr. L'émir a perdu quatorze hommes et pousse son avancée jusqu'à Naplouse. Les habitants de la région se rendent peu à peu, désespérés de ne pouvoir vaincre.

Les défenseurs de Sanour sont affectés par la défaite de leurs alliés et ils commencent à manquer de vivres et d'eau. Le nombre de morts, de blessés et de malades s'accroît. Nombre de barricades et de demeures sont détruites par les canons et les bombes qui perforent partout où elles tombent, y compris le toit des caves. Perdant l'espoir d'obtenir du secours, Sanour finit par tomber après cinq mois de siège. Le 6 avril 1831, les combattants sortent du fort accompagnés de leurs familles et de leurs biens. La position recevait plus de 250 projectiles par jour. Le haut de la plupart des tours était détruit. Sur les 1 200 combattants du fort au début du siège, il n'en sort

¹ *Times* du 11 janvier 1837. Extrait d'une lettre depuis Malte, 4 décembre 1836.

² Michaud et Poujoulat, *op. cit.*, pp. 124-125.

³ Milice grecque au service des Turcs.

⁴ Yassine Soueid, *Histoire militaire des Mâqata'as libanais à l'époque des Chéhab 1698-1842*, Beyrouth, 1985, t. II, p. 727.

que 367 hommes, le reste est mort ou a pris la fuite. Les assiégeants ont eux perdu 6 000 hommes¹. Le victorieux et prétentieux pacha Abdallah ordonne la destruction des dernières pierres de cette position et fait envelopper son artillerie de toile rouge en guise de décoration, afin de bien montrer que c'est elle qui a ouvert la route du fort. L'émir Bachir rentre dans le Chouf, plein d'amertume, en dépit des récompenses qu'il a reçues, car le pacha a minimisé son rôle dans l'affaire et a refusé de le recevoir à Acre arguant pour excuse l'épidémie de peste qui y sévit. Henry Guys, consul de France à Beyrouth, dans une lettre au comte Sébastiani, ministre des Affaires étrangères, en date du 9 mai 1831, parle du siège et de la chute de Sanour : « Le château de Sanour s'est enfin rendu au pacha d'Acre par l'entremise de l'Émir Béchir qui sollicitait vivement les assiégés de profiter des avantages qu'il leur promettait. Ils ont effectivement obtenu une amnistie pleine et entière... Les seules conditions que le pacha ait mises au pardon sont : l'évacuation du château qu'il a fait démolir de fond en comble, et le paiement des sept mille bourses qui lui avaient été offertes dans le principe (120 000 francs). L'Émir Béchir est de retour à la Montagne. Le pacha lui a fait remettre un don de deux mille bourses. »

Après avoir fait mourir l'envoyé du sultan, le pacha de Bagdad se déclare en état d'insurrection ouverte². Le gouvernement d'Istanbul réagit et ordonne au calife d'Alep, généralissime des troupes turques pour la circonstance de se mettre en marche pour l'Irak. Des pouvoirs étendus lui sont conférés par l'envoi de firmans en blanc lui donnant le droit de nommer sous ses ordres cinq pachas à trois queues. Des troupes, de l'argent et le droit de recruter chez les pachas voisins des contingents doivent permettre une victoire rapide contre Bagdad qui ne dispose d'aucune force et où la peste prolifère. De plus, un conflit oppose le nouveau gouverneur de Bassora, Ali Rida au pacha de Bagdad, Daoud. Dans ce contexte, les Muntafeq, les Ka'b et les Sabah font cause commune avec Daoud et assiègent Bassora en 1831³. L'épreuve de force dure plusieurs semaines. Les tribus arabes chassent Ali Rida, le représentant de la Sublime Porte, et réinstallent son prédécesseur, l'aga Aziz. Un vaste mouvement kurde se manifeste également en plusieurs endroits. Il est conduit par Bedr khan de Derguili dans la région tribale de Bohtan qui se trouve dans l'actuelle Turquie du sud avec pour centre Djezireh ibn Omar sur le haut-Tigre. Said beg, Ismail beg et Muhammad Kor pacha de Rawanduz lui emboîtent le pas. Muhammad Kor pacha déclare son indépendance dans le Kurdistan irakien et attaque les tribus de Khoshnaw en 1831. Il s'empare d'Erbil, d'Altun Kupri, du Koyсанджак et de Raniya. En 1832, il étend son pouvoir au nord de Mossoul, à Aski Mawsil. À Alkosh, les Kurdes fusillent 172 chrétiens⁴.

On craint à Paris pour la sécurité des ressortissants français. Afin d'assurer leur sûreté dans les voyages, il leur est recommandé de s'habiller suivant l'usage du pays traversé⁵. Il ne faut surtout pas provoquer les yeux d'habitants fanatiques. L'habit de rayia⁶ pourrait exposer le Français à des insultes. La Palestine est peu ouverte aux Français. Si Saint-Jean-d'Acre est une Échelle possédant depuis longtemps des représentations consulaires et des commerçants, l'intérieur des terres est peu accessible. Certes, il existe à Jérusalem une présence catholique animée par des franciscains dans le cadre de l'administration des Lieux Saints, mais les puissances ne sont pas autorisées à entretenir des consulats. Les voyageurs européens, pour des questions de sécurité, ont l'habitude de prendre le costume indigène. On est à l'époque romantique des voyages où le souci archéologique se double d'une quête de l'aventure.

Méhémet-Ali est à la fois sollicité par la Porte et par ses adversaires, ce qui le place en position d'arbitre. Son concours financier, son appui militaire sont recherchés. Il reçoit des nouvelles de l'insurrection du pacha de Shkodra avec qui la Bosnie et une partie de la Roumélie ont fait cause commune. La ville de Constantinople est directement menacée. L'ordre est donné au pacha d'Égypte et à son escadre de se tenir prêts. Le Divan souhaite envoyer la flotte égyptienne en observation dans le golfe de Salonique mais le vice-roi semble peu disposé à disperser ses forces. Finalement, Méhémet-Ali joue sa propre carte. L'exemple de la Grèce autonome et l'insurrection polonaise encouragent en Orient les indépendances. Des consuls influents, les représentants de la France, de la Suède et de la Toscane propagent les nouvelles sur la Pologne et entretiennent les ambitions de ceux qui veulent se démembrer de l'Empire ottoman⁷. L'historien allemand Ranke écrit que « l'ébranlement général de la Turquie favorisa nécessairement, par contrecoup, les tendances à l'indépendance qui existaient au sein des nations asservies. Des conflits d'un genre tout nouveau devaient naître et naquirent effectivement. »

La Sublime Porte cherche néanmoins à rétablir son autorité. En 1830, un commissaire extraordinaire est envoyé en Égypte pour vérifier les finances du pacha. Il supprime l'autorité de Méhémet-Ali car les arriérés de paiement de ce vassal retardent d'un an. Au mois d'août 1830, un navire chargé d'une forte somme pour le trésor du sultan arrive à Constantinople depuis Alexandrie. La semaine précédente, cinquante-deux officiers égyptiens ont été réquisitionnés pour former les troupes régulières. Des officiers français licenciés par le sultan estiment que « la

¹ Joseph-François Michaud et Jean-Joseph-François Poujoulat, *op. cit.*, p. 424.

² *Le Courrier de Smyrne*, Alep, 28 janvier 1831.

³ Dr. Ahmad Mustafa Abu-Hakima, *Histoire moderne du Koweït (1750-1965)*, université McGill, Montréal, 1992, p. 101.

⁴ Emeri Johannes van Donzel, B. Lewis, Ch. Pellat, J. Schacht, *Encyclopédie de l'islam*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1993, article « Kurdes », t. V, p. 464.

⁵ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 34 et 35.

⁶ Sujet non musulman de l'Empire turc.

⁷ Joseph Hajar, *L'Europe et les destinées du Proche-Orient: 1815-1848*, Paris, Bloud et Gay, 1970, p. 99.

mort de la fille du pacha d'Égypte, épouse du gouverneur d'Alexandrie, a été à l'origine du report de la mort du vice-roi. » Des lettres de Venise font état de sa mort cependant qu'il est bel et bien en vie à Alexandrie¹. Ces sollicitations financières, ces menaces d'assassinat qui pèsent sur le vice-roi vont entraîner la rupture avec l'Empire ottoman. Dans ces revendications d'indépendance, Méhémet-Ali est soutenu par la France qui lui fait don, le 19 mars 1831, des deux navires algériens qui se trouvaient dans le port d'Alexandrie et que la Porte réclamait à la monarchie de Juillet, au nom de ses droits sur le dey dépossédé. Méhémet-Ali, conforté dans ses projets, se considère, dit le consul de France, comme « l'espoir de l'Islamisme² » et il compte secrètement ravir le califat. Dans les provinces syriennes, les premières réformes de Mahmud II sont très mal acceptées. La Sublime Porte vit des heures difficiles. Le sultan n'a plus les pleins pouvoirs dans son propre empire. C'est le moment d'attaquer pour Méhémet-Ali et de conduire une guerre préventive. Le prétexte lui est fourni par les mauvaises relations de voisinage qu'il entretient avec Abdallah, le pacha d'Acre. Le sultan lui a promis cette province pour payer le concours des Égyptiens contre les Grecs et a prétendu ensuite la remplacer par la Crète. Il confiera, en mai 1833, à Boislecomte, un agent français : « Que vouliez-vous que je fisse ? J'avais en main des preuves irrécusables que la Porte décidée à me détruire, allait fondre sur moi dans un an. J'ai dû la prévenir. Je me suis trouvé entre deux abîmes ; j'ai mieux aimé descendre dans l'un qu'être précipité dans l'autre.³ » Méhémet-Ali axe sa propagande religieuse sur le thème de la trahison envers l'islam amorcée par les premières réformes ottomanes. Il reproche à ces mesures d'être trop occidentales tandis que celles qu'il a prises en Égypte conservent un aspect proprement musulman. Il affirme que les Ottomans ont arboré l'habit « franc » et agissent avec des têtes ottomanes tandis que lui a conservé l'habit traditionnel et agit avec une tête franque.

En Méditerranée orientale, la guerre menace. Le vice-roi d'Égypte écoute les voyageurs et les consuls européens. Il voit bien que l'opinion française vit en pleine atmosphère de légende napoléonienne. Se plaçant dans la suite du projet civilisateur de Bonaparte en Égypte, il s'attire les sympathies des Français. La France ne serait pourtant pas à la hauteur sur le plan diplomatique. Elle tergiverse. La paix est souhaitée mais elle ne parvient pas à la faire respecter en Orient. Au contraire, les nostalgiques veulent en découdre. Les militaires français sont exaspérés contre la Chambre. Le maréchal Soult est tellement malmené qu'il pleure. Plusieurs officiers généraux parlent de la nécessité d'un 18 brumaire⁴. Loin de prévenir le conflit, Paris l'aurait secrètement préparé et encouragé. Une guerre en Syrie serait une excellente diversion à sa politique africaine. L'historien Paul Thureau-Dangin écrit : « Cette guerre avait éclaté en 1831, sans que la France, distraite et absorbée par d'autres affaires s'en fût presque aperçue.⁵ » En Égypte, des fellahs, subissant le joug tyrannique de Méhémet-Ali et la conscription, appellent de leurs vœux une révolution. Ils souhaitent l'intervention de la France : « Pourquoi les Français ne viennent-ils pas ? nous avons encore de la poudre et des fusils, pour nous battre dans leurs rangs.⁶ » Au moment de la première guerre syrienne, la monarchie de Juillet est engagée sur bien des fronts. Elle est intervenue au Portugal, en Belgique, à Ancône. La situation de son corps expéditionnaire en Grèce la préoccupe et le Maghreb reste l'objet de ses projets coloniaux.

Le 29 mars 1832, le conseil supérieur de santé du royaume se réunit. Il est sous la vice-présidence du conseiller d'État, Hely d'Oysel. Le choléra sème la mort dans Paris. Convoqués au ministère du commerce, les membres croient à la contagion. Le rapport d'un officier d'état-major, Moreau de Jonnés conclut en faveur des cordons sanitaires et des quarantaines. Un jour, la panique gagne une séance. Sur la table arrive une lettre provenant d'un pays contaminé, laquelle n'a pas été passée au vinaigre. Nul n'ose l'ouvrir. Tout courrier, en provenance du Levant, doit être désinfecté. Des traces violacées restent encore aujourd'hui sur les lettres conservées aux archives. C'est l'époque où Casimir Perier a une politique interventionniste. Il s'éloigne en cela de Louis-Philippe. Perier dit à Rémusat : « Le roi... le roi, c'est un bête.⁷ » Frappé par le choléra, Casimir Perier trouve encore la force de tenir tête aux Russes. Quelques jours avant sa mort, l'ambassadeur de Russie Pozzo di Borgo disant devant lui : « L'empereur mon maître ne veut pas... », il se redresse pour répliquer avec une colère contenue : « Dites à votre maître que la France n'a pas d'ordre à recevoir, et que, Casimir Perier vivant, elle ne prendra conseil pour agir, que d'elle-même et de son honneur.⁸ » Perier expire le 16 mai 1832 des suites du choléra. Cette maladie venue d'Orient et des Indes a été transportée en Pologne par l'armée russe puis elle a atteint Londres et Paris. En six mois, elle terrasse près de 20 000 victimes en France. Celui qui est touché éprouve des frémissements, une sorte de froid intense le saisit, puis des crampes, ses intestins se vident de manière effrayante, le sang s'épaissit, et le cadavre est bleu, ou noir, comme carbonisé. Les yeux sont exorbités. Perier avait à peine 55 ans.

¹ *Times* du 15 septembre 1830.

² Pierre Renouvin, *Histoire des relations internationales de 1815 à 1871*, Paris, Hachette, 1954, t. V, p. 115.

³ François Guizot, « La question d'Orient » : 1832-1837, *Mémoires pour servir à l'Histoire de mon Temps*, t. VII, Clermont-Ferrand, Paleo, 2004, p. 39.

⁴ Castellane, *Journal du maréchal de Castellane, 1804-1862*, Paris, 1895-1897, t. II, p. 496.

⁵ Paul Thureau-Dangin, *Histoire de la monarchie de Juillet*, Paris, Plon, 1888-1892, t. II, p. 362.

⁶ Joseph-François Michaud et Jean-Joseph-François Poujoulat, *op. cit.*, t. V, p. 82.

⁷ Charles de Rémusat, *Mémoires de ma vie*, Plon, 1959, t. II, p. 562.

⁸ Gonzague Truc, *Scènes et Tableaux du règne de Louis-Philippe et de la I^{re} République*, Paris, 1935, p. 56.

L'offensive égyptienne

Le 1^{er} novembre 1831, Ibrahim pacha envahit la Syrie à la tête de 50 000 hommes. Jamais les tribus belliqueuses des montagnes syriennes et les hordes pillardes des déserts n'ont pu être soumises à un gouvernement régulier. Cette province qui comptait six millions d'habitants quand elle tomba aux mains des Turcs, n'en compte plus en 1832, quand le vice-roi en fait la conquête, que un million et demi. À cette époque, la Turquie n'y recrute plus qu'un seul régiment et elle n'y perçoit annuellement qu'un million et demi de francs. La Syrie est habitée par quatre ethnies. Les maronites sont chrétiens. Ils occupent les montagnes du Liban. On les trouve depuis Tortose jusqu'à Saïda. Les Ansariés habitent les environs de Lattaquié et de Tripoli. Les Druses sont présents depuis le revers occidental du Liban menant à Saint-Jean-d'Acre. Les Métoualis, occupent des villages dans la plaine située entre le Liban et l'Anti-Liban. Peu nombreux, ils reconnaissent l'autorité maronite. Les populations turque et arabe se situent à Damas et ont peu de contact avec la montagne. L'action de l'Égypte aggrave l'atmosphère d'anarchie de cette province. Au début de leur campagne, les Égyptiens utilisent la traditionnelle légitimation islamique de révolte contre le pouvoir inique¹. La ville de Damas se révolte car son gouverneur veut imposer de nouveaux impôts et établir la conscription. Le sérail est investi. Le pacha est massacré. Les Damascènes n'attendent de Constantinople que des châtiments. Ils souhaitent donc une intervention égyptienne.

L'Égypte manque de combustibles. Méhémet-Ali a besoin des bois du Liban pour la construction de ses vaisseaux. Six mille fellahs, partis d'Égypte pour échapper à la tyrannie de Méhémet-Ali sont réfugiés en Syrie. Méhémet-Ali les réclame. Abdallah s'oppose, refuse de payer une vieille dette et ne renvoie pas ces paysans, sujets du sultan qui ne peuvent pas être considérés comme des transfuges à Acre, dépendance de la Sublime Porte². La région possède et produit les choses qui manquent à l'Égypte : bois, mines de fer et houille. Ce sont là les réelles motivations pour l'intervention militaire. Le vice-roi d'Égypte envoie son fils Ibrahim pacha régler cette affaire. Abdallah appelle le sultan à son secours. N'ayant que peu de forces à opposer, il n'essaie pas de défendre la Syrie en rase campagne et préfère plutôt s'enfermer dans l'imprenable Saint-Jean-d'Acre. Au début du mois d'octobre, les forces égyptiennes sont prêtes à partir pour la Syrie, mais elles sont immobilisées par une épidémie de choléra qui dévaste le pays. Cerisy nous fait entrevoir la gravité de cette maladie apportée par des pèlerins de la Mecque dans une lettre datée du 20 octobre 1831 : « C'est une singulière existence que de se tenir enfermé pendant un mois entier et de ne voir autour de soi que des morts et des mourants. L'Égypte a perdu pendant le mois d'août plus de 120 000 personnes. Au Caire, il est mort quelques fois deux mille personnes par jour.³ » Les chiffres sont édifiants. En quelques semaines, Le Caire compte 35 000 victimes⁴. Sur 8 000 marins, l'escadre stationnée à Alexandrie perd 678 hommes. Une frégate comptant 400 hommes d'équipage perd en une semaine 285 hommes⁵. Cerisy écrit : « Il m'a fallu payer mon tribut au pays par une ophtalmie bien douloureuse qui m'a retenu dans une chambre obscure, car la moindre lumière me faisait jeter les hauts cris... J'ai besoin de repos. Mes travaux et le climat brûlant m'ont beaucoup vieilli. » Aussitôt le mal enrayé, une armée de terre, comprenant 15 000 fantassins et 5 000 cavaliers, quitte Le Caire, le 15 octobre 1831. Elle se dirige vers Saint-Jean-d'Acre. Après deux semaines de marche, le gros de cette armée s'engage dans le Sinaï. Elle est commandée par Ibrahim Yéghen, surnommé « le petit » pour que l'on ne le confonde pas avec le fils de Méhémet-Ali. Ibrahim pacha, le grand, commandant en chef de l'expédition, s'embarque, quant à lui, à Alexandrie. Il envisage d'abord de monter sur le vaisseau *Mehallet-el-Koubra* qui doit être accompagné de vingt autres navires portant six mille hommes de troupes de débarquement. Mais ce gros bateau de ligne dont l'armement a été retardé par suite du choléra, et parce que ses canons qu'on attend d'Angleterre n'arrivent qu'avec beaucoup de retard, ne peut être prêt à la date fixée. Il reste donc dans l'arsenal, sous le commandement du lieutenant de vaisseau Houssart. Le 4 novembre 1831, Ibrahim pacha embarque sur la frégate *Cafir el Cheik* (60 canons). Ibrahim pacha est un meneur d'hommes. Dans son armée, il mise sur les arabophones qui lui apparaissent plus loyaux. Son caractère est néanmoins empreint de traits barbares. Il n'a rien de noble. Lorsqu'il se promène à Alexandrie, à bord de son cabriolet, il ne se préoccupe pas de la foule aux alentours : « son char va comme le vent, et je crains toujours que quelqu'un ne soit écrasé sous les roues⁶ », écrit le voyageur Joseph-François Michaud. Le consul Mimaut confirme dans ses lettres l'impopularité du général. Le 5 avril 1831, il écrit au ministre des Affaires étrangères : « La différence qu'on fait entre Ibrahim Pacha et son père est immense. En effet, malgré de justes plaintes contre l'administration de Méhémet-Ali, il est impossible de ne pas reconnaître ses belles et brillantes qualités et de ne pas s'intéresser à sa personne. Si les gens de ce pays regardent comme un malheur le moment où l'Égypte le perdra, c'est surtout parce qu'ils redoutent le joug de son fils.⁷ » Les négociants souffrent de son avidité et de sa dureté. Son absence ne serait pas regrettée en Égypte.

¹ Henry Laurens, *L'Orient arabe, Arabisme et islamisme de 1789 à 1945*, Paris, Armand Colin, 1993, p. 58.

² A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 39.

³ Gilbert Sinoué, *Le dernier pharaon*, Paris, J'ai lu, 1999, pp. 369-370.

⁴ A. Barthélémy Clot bey, *Mémoires*, Le Caire, Institut français d'archéologie orientale, 1949, p. 164.

⁵ Durand-Viel, *Les campagnes navales de Méhémet-Ali et d'Ibrahim*, Paris, 1937, t. II, p. 60.

⁶ Joseph-François Michaud et Jean-Joseph-François Poujoulat, *op. cit.*, t. VII, p. 428. Lettre 186, Alexandrie, mai 1831.

⁷ S.H.A.T. 1K308 n°10.

La division navale égyptienne arrive et s'empare de Jaffa le 8 novembre. L'expédition terrestre s'empare de Gaza. La province se soumet aux envahisseurs accueillis en libérateurs. L'avance de l'armée égyptienne en Palestine provoque des répercussions immédiates au Liban, où les excellentes relations, entre Bachir II et Méhémet-Ali, sont bien connues. Bachir Chihab est un chrétien par naissance, musulman par son mariage, druse par convenance plus que par conviction. L'émir du Liban mène une politique religieuse conciliatrice. Dans son palais se trouvent à la fois une modeste église et une petite mosquée¹. Avant l'arrivée des Egyptiens, des troubles ont eu lieu dans le pays entre maronites et Druses. Il y a des combats à Deir-el-Kamar, dans le Matn et dans la Bekaa. Les Druses essayent d'organiser une rébellion contre Bachir II pour embarrasser d'avance Ibrahim pacha. S'attendant à ce que l'émir, tôt ou tard, s'allie avec Ibrahim, les opposants druses choisissent le camp du futur vainqueur : la Porte ottomane.

Les effectifs de l'armée de Méhémet-Ali diffèrent selon les historiens. Xavier Raymond estime à cent trente mille hommes le total des troupes égyptiennes au moment de la campagne de 1831. En Syrie, Ibrahim pacha disposerait de quatre-vingts à quatre-vingt dix mille hommes, dont dix mille cavaliers. L'artillerie compte cent soixante pièces bien attelées. Renforcée par des irréguliers, cette armée d'invasion se porte à cent dix mille hommes au moins. En Égypte, il reste quarante mille hommes environ. Le pacha déclare au consul général d'Angleterre, le 7 mars 1830, qu'il a « une armée de cent vingt-cinq mille hommes, qui pourrait arrêter les Russes devant Istanbul et sur les frontières de la Perse² ». Au contraire, selon Lamartine, l'armée de Méhémet-Ali n'est qu'une armée de gosses qui sait seulement charger une arme et marcher au pas. D'après le général Weygand, l'expédition militaire égyptienne s'appuie sur cinq régiments d'infanterie, quatre de cavalerie, mille deux cents bédouins, quarante pièces de campagne, vingt pièces de siège et dix mortiers, quatre cents hommes du train pour tirer les canons, cent chameaux avec chaque régiment pour le transport des équipements et de l'eau³. Cette armée totalise quarante mille soldats auxquels s'ajoutent plusieurs unités de marine. Cinq vaisseaux de ligne et plusieurs frégates égyptiennes se dirigent vers Saint-Jean-d'Acre. Une discipline de fer règne dans l'escadre. À la fin du mois de septembre 1831, le commandant d'une corvette brise son navire sur les écueils de la petite passe du port d'Alexandrie. Traduit en conseil de guerre, il est fusillé⁴.

Les Européens perçoivent la crise comme un phénomène à interpréter selon la logique des nationalités dominantes. Selon eux, le vice-roi d'Égypte, et surtout son fils Ibrahim, sont les chefs d'un mouvement d'émancipation des Arabes de l'Empire ottoman destiné à la constitution d'un empire arabe. La Russie s'oppose et rappelle le consul qu'elle a en Égypte à la fin de l'année 1831. En réalité, le tsar a tout intérêt à voir ses deux rivaux musulmans aux prises⁵. La Porte fait saisir les immeubles des Français⁶. Elle ne veut les leur restituer qu'à la paix. Le vice-roi et son fils se rendent compte de l'importance du point de vue européen et formulent des déclarations en ce sens destinées aux opinions publiques. Méhémet-Ali dit à Mimaut, le consul de France : « Si l'on me fait menacer par Nedjib-Effendi, que je sais qu'on doit m'envoyer, je répondrai sur le même ton. À Constantinople est le cadavre, comme l'a dit un ministre français; ici est le corps vivant; ici est la vie. Au printemps, tout sera en mouvement dans la Turquie d'Europe et dans l'Asie Mineure. Croit-on que celui qui possède l'Égypte, la Syrie, la Mecque, l'Arabie, qui est l'ami de l'empereur de Perse, qui est aimé de toute sa nation et de tous ceux de sa religion, ne soit pas plus puissant que celui qui commande aujourd'hui à Constantinople ? J'aurai au printemps 100 000 hommes de troupe et 30 bâtiments de guerre. Si on ne repousse pas mon hommage, mon argent et ma fidélité, je ne vais pas plus loin que Damas; le Sultan n'aura pas de meilleur serviteur. Si l'on m'inquiète, et si l'on veut me trahir, je vais à Alep, je vais partout où je voudrai en terre ottomane, et la querelle se décidera entre deux hommes, Mahmoud et Méhémet-Ali. ⁷ »

Méhémet-Ali pense pouvoir bénéficier du courant de sympathie envers les nationalités. Son entreprise doit trouver la même légitimité que la révolte grecque. L'écho ne peut être que favorable en France où le président du Conseil Casimir Perier dirige une « politique de résistance. » Déterminé à mener des actions audacieuses en Europe afin que le pavillon français soit respecté, il défendrait les indépendances. La France proclame sa neutralité dans le conflit qui oppose Méhémet-Ali au sultan⁸. L'Angleterre agit à l'identique et refuse de faire intervenir sa marine. Lorsque la guerre de Syrie éclate, Metternich étudie avec le président de la diète, le comte de Munch (mars-juin 1832), les mesures nécessaires à prendre contre les troubles révolutionnaires en Allemagne et leurs auteurs : les petits États, les journalistes et les libéraux. Pour le chancelier autrichien, Méhémet-Ali n'est donc qu'un dangereux révolutionnaire.

¹ Philip Hitti, *Lebanon in History*, Londres, MacMillan and Co, New York, éd. Saint Martin's Press, 1962.

² Yassine Soueid, *op. cit.*, p. 744.

³ Maxime Weygand, *Histoire militaire de Méhémet-Ali et de ses fils*, Paris, 1936, t. II, pp. 13-14.

⁴ Durand-Viel, *op. cit.*, p. 59.

⁵ D'Aubignosc, *La Turquie nouvelle jugée au point où l'ont amenée les réformes du sultan Mahmoud*, Paris, Delloye, 1839, t. II, p. 32.

⁶ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 34 et 35.

⁷ Étienne Combe, Jacques Bainville et Édouard Driault, *Précis de l'histoire de l'Égypte*, Le Caire, 1933, t. III, p. 290.

⁸ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 67.

Le siège de Saint-Jean-d'Acre, 23 novembre 1831-27 mai 1832

Ibrahim pacha commence à assiéger Saint-Jean-d'Acre le 23 novembre 1831. La ville compte cinq mille habitants. Elle dispose d'une garnison de trois mille hommes composée de bachi-bouzouks, de canonniers, de fantassins albanais et asiatiques. Des Arabes forment la garde personnelle du gouverneur. Abdallah pacha ne dispose d'aucun navire de guerre. Il avait déclaré que « si une force européenne l'attaquait il se ferait sauter, mais que si c'était une force turque, il attendrait jusqu'à ce les murs tombent sur sa garnison. ¹ » Pentagone irrégulier dont trois côtés baignent dans la mer, les deux autres constituant le front de terre, la ville est défendue par une double muraille et par de solides bastions couvrant ses voies maritimes et terrestres. Des fossés interdisent l'avance de l'infanterie. Surnommée la *Pucelle*², Saint-Jean-d'Acre a la réputation d'être imprenable. Une citadelle couronne l'ensemble de cet ouvrage qui possède quatre cents canons dans son arsenal. Dans son angle mort, le port est protégé par une forteresse placée sur un îlot devant une digue en ruines et une ligne de bas-fonds. Abdallah dispose de vivres pour cinq ans. Bonaparte a fait l'expérience du caractère inexpugnable de la place. Également assiégé deux fois par les Turcs, Abdallah a montré qu'il était tout puissant dans cette ville. Ibrahim pacha pense toutefois pouvoir l'enlever de vive force. Mal dirigé, le siège va traîner en longueur. Ibrahim, forcé de s'absenter pour soumettre le reste de la province, ne peut le suivre personnellement.

Les Égyptiens attaquent Saint-Jean-d'Acre par surprise. Une escadre de cinq vaisseaux de ligne et de plusieurs frégates est sortie du port d'Alexandrie et se porte sur les côtes de Syrie pour concourir aux opérations de l'armée de terre. Toutes les tentatives échouent et chaque assaut coûte très cher en vies humaines. Les assaillants doivent attendre, écarter les menaces qui s'esquissent aux environs et faire venir d'Égypte l'artillerie de siège. L'hiver est pluvieux, fait de tempêtes interminables. La maladie décime les assiégeants. Le siège est conduit sans habileté. Les opérations chirurgicales, ne bénéficiant pas encore des progrès inculqués en Orient par le docteur Clot bey, se déroulent dans des conditions horribles³. Pour arrêter une hémorragie, on trempe le membre dans la poix bouillante. Clot bey enseigne aux Égyptiens la ligature.

L'Empire ottoman utilise son arme spirituelle et dénonce devant les musulmans cette rébellion contre l'autorité califale. Les principaux cheiks druses (les Janbalat, les Imad, les Abou-Nakad) quittent le Liban et rejoignent l'armée ottomane qui marche contre les Égyptiens. Aux yeux des maronites et des chrétiens en Syrie, le conquérant égyptien est un libérateur. Dans chaque ville qu'il occupe, Ibrahim pacha supprime les restrictions traditionnelles imposées aux chrétiens et aux Juifs. Il place ces communautés sur un pied d'égalité avec les musulmans. Arrivant à Saint-Jean-d'Acre, Ibrahim pacha demande à Bachir II son assistance. L'émir essaie de se dérober. Il a peur de prendre parti contre la Porte. Il prétend que la menace d'une guerre civile au Liban retient toute son attention. Ibrahim lui laisse le temps de se décider. Son père Méhémet-Ali est moins patient. Dans un message abrupt, il rappelle à Bachir II ses promesses. Il le menace vertement d'envahir le Liban s'il hésite trop à les tenir. L'effet de ce message est décisif. À peine Bachir II le reçoit-il qu'il se hâte de répondre aux appels d'Ibrahim pacha, plaçant ses hommes et ses ressources à son entière disposition. L'émir ne jouera aucun rôle dans les opérations militaires du siège d'Acre. Il participe seulement aux tractations diplomatiques. Méhémet-Ali presse son fils de s'emparer de la ville et d'utiliser la ruse. Il lui conseille d'organiser une rencontre entre l'émir Bachir et Mustafa aga Barbar, le bras droit d'Abdallah. Il arriverait peut-être à l'amadouer. Les négociations se déroulent de la façon suivante⁴ : Ibrahim pacha envoie un émissaire afin d'inviter le représentant d'Abdallah pacha à négocier. L'émissaire attend près de trois heures sous les murailles la sortie de son interlocuteur accompagné de quelques hommes. Il est d'abord reçu dans la tente de l'émir Bachir qui le conduit par la suite dans la tente du commandant en chef. Ibrahim pacha annonce que la province de Saïda a été rattachée à l'Égypte. Il lui demande d'en informer son frère le pacha et de lui proposer de sortir d'Acre pour aller en Égypte ou bien se joindre à lui pour travailler avec lui comme un frère. Le pacha d'Acre doit choisir l'une des deux solutions pour éviter de répandre le sang musulman. L'émissaire répond qu'il rapporterait ce qui lui a été dit mais qu'il n'est pas habilité à décider.

Les négociations entre les deux parties sont laborieuses et pénibles. Elles portent sur les affaires politiques et militaires. Les deux protagonistes en viennent à comparer leurs forces respectives. Ibrahim pacha déclare : « ne vous leurrez pas en disant que les Français n'ont pas pu s'emparer de notre citadelle, car la réponse est qu'ils ne disposaient que d'un seul canon et ne pouvaient atteindre la citadelle par la mer par crainte des Anglais. » Les discussions terminées, Abdallah pacha fait connaître sa réponse : « Saluez de ma part mon frère le Pacha et dites-lui que nous ne croyons pas à ses paroles. Car si l'État avait rattaché la province de Saïda à l'Égypte il n'a qu'à nous envoyer les ordres afin d'en prendre connaissance. Vu ces ordres, nous vous enverrons notre réponse. Deuxièmement, nous ne nous sommes pas encore combattus ; l'affaire ne se terminera pas par le siège d'Acre pendant quarante ou cinquante jours, et la chute de quelques pierres. Attaquons-nous les uns les autres à l'épée et

¹ David Roberts, *La Terre sainte : Jérusalem, Galilée et Liban, Judée et Jourdain, Samarie et Idumée, le désert*, Paris, CELIV, 1990, p. 30.

² Paul Mouriez, *Histoire de Méhémet-Ali, vice-roi d'Égypte*, Paris, L. Chappe, 1855-1858, t. III, p. 163.

³ Frédéric-Auguste-Antoine Goupil, *Voyage en Orient fait avec Horace Vernet en 1839 et 1840*, Paris, Challamel, p. 105.

⁴ Yassine Soueid, *op. cit.*, p. 781.

au poignard, nous pourrions alors nous entendre à l'issue d'une guerre loyale. J'ai entendu dire qu'ils vont tirer au canon ! Quoi qu'ils tirent, nous leur répondrons au triple. ¹»

Autour de Saint-Jean-d'Acre, les combats font rage. Mikhâel Machâqa, témoin oculaire des événements, raconte que, lorsqu'il arrive à Acre, cette ville est « encerclée par vingt-deux navires, huit au nord, huit à l'ouest et six au sud devant la tour d'el-Debân, et du côté de la terre par des canons placés sur la colline d'el-Fakhâr. Tous tiraient sur Acre ». Pour encourager ses soldats, Ibrahim fait distribuer de l'or à tout soldat qui abatrait une pièce nouvellement établie sur les remparts². Le 8 décembre 1831 a lieu le premier bombardement naval. La flotte égyptienne dessine un arc de cercle autour de la presqu'île où se trouve la place. La première frégate à prendre position, à 1 200 mètres de la côte, est la *Djafarieh*. De 8 h 45 à 16 h 15, l'escadre tire 60 000 coups de canon sur la forteresse qui riposte. Vingt-cinq marins sont tués et cent trente sont blessés parmi la flotte. Malgré une grande consommation de munitions, la ville résiste. « Notre frégate seule, écrit l'officier commandant l'artillerie de la *Djafarieh* qui a ouvert le feu en premier, a envoyé 3 500 boulets dont au moins 2 000 entraient dans les murailles où ils faisaient un trou, sans rien de plus. On assure que les assiégés ont construit un mur double, séparé du mur extérieur par un espace de vingt pieds qu'on a rempli de sable fin que les boulets ne peuvent pénétrer. Le major général Osman-Bey est resté pendant huit heures et demie sur la dunette où les boulets lui soufflaient aux oreilles, sans vouloir descendre une seule minute. Les marins arabes se sont parfaitement battus et ont soutenu le feu avec la plus grande résolution.³ » Le soir, la flotte reprend son mouillage à Caïffa. Plusieurs navires ont été touchés dans leurs gréements mais une seule frégate semble avoir été atteinte dans ses parties vives. Les bombardements se renouvellent à plusieurs reprises courant décembre. L'escadre réussit à ruiner la première ligne de remparts et une grande partie de la ville mais Osman bey reconnaît à la fin du mois de décembre que la distance à laquelle les navires sont obligés de se tenir pour ne pas compromettre leur sécurité rend le tir inefficace. Lors du premier pilonnage, l'escadre a eu cent cinquante tués. Un officier de marine anglais au service du vice-roi et un autre chargé de la direction des fusées à la *Congreve* ont été brûlés avec vingt hommes d'équipage, par suite d'une imprudence dans la manœuvre de ces projectiles incendiaires. De plus, une batterie masquée depuis la terre ferme fait des ravages sur les bateaux trop téméraires. « De tous les navires, écrit Mimaut, il n'y en a peut-être pas un qui n'eût reçu des boulets dans sa coque, dans son gréement et dans sa mâture. »

Ibrahim pacha continue le siège de la ville, du côté terrestre. Pour cela, il a besoin de canonnières. Il en prélève cinq cents sur l'escadre, dont seize chefs de pièces. L'attaque du 8 décembre a causé dans l'enceinte de nombreuses brèches mais l'armée n'a pas eu les moyens de les franchir. N'ayant ni fascines, ni gabions, ni sacs, elle reste immobilisée. Les assiégés mettent à profit ce répit pour organiser des retranchements. La situation empire pour les Égyptiens. Les maladies, les souffrances, la rigueur de l'hiver, les pluies font baisser le moral. Certes, plusieurs murs de la place sont écroulés, mais ces amas de ruines forment une défense naturelle supplémentaire. C'est une véritable guerre de tranchées que mène l'armée égyptienne devant Saint-Jean-d'Acre. Un soldat tué par un obus tiré depuis la forteresse sème la panique parmi ses camarades qui voient un corps atrocement mutilé. Le capitaine déserte la position. Quatre jours plus tard, une cour martiale est constituée. Les excuses ne sont pas valables. On n'abandonne pas son poste pour un simple mort⁴.

En janvier 1832, l'escadre est renvoyée à Alexandrie. Le 17, les frégates rentrent dans l'arsenal. Cerisy a sous la main tous les bois nécessaires pour réparer les mâtures, mais le chanvre pour les cordages fait défaut. Il en faudrait 24 000 quintaux, il n'en a que 13 000. Les commandes sont faites dans l'urgence car la flotte doit être remise en état en six semaines. Les Égyptiens font venir des ingénieurs. Méhémet-Ali se préoccupe d'en faire venir d'Italie et de France. Un officier napolitain, qui a servi le royaume d'Italie et le prince Murat⁵, le colonel Romei quitte Alexandrie le 23 janvier avec deux compagnons : le Corse Caretto et le Piémontais Albertini. Arrivés au camp le 2 février, ils trouvent que les dispositions prises pour le siège par l'ingénieur en chef, Chianti de la Romagne sont mauvaises. Les travaux sont mal dirigés. Le siège traîne en longueur. Tout est changé. De nouvelles mines, de nouvelles redoutes sont établies. Une énorme batterie de 40 pièces de gros calibre, qui tonne avec une brutalité aveugle et inutile contre des murailles impénétrables, est déplacée et divisée.

Les pluies abondantes contrarient les travaux et éprouvent les assiégeants. Février 1832, une brèche est enfin ouverte. Les fortifications s'écroulent sous le feu de la flotte. Un assaut est tenté. Il est repoussé. D'autres trouées sont faites mais chaque attaque est stoppée. Le moral de la garnison est au plus haut. Les Turcs s'apprentent à envoyer des secours. Le 11, des navires croisant au large des côtes albanaises rentrent. Ils se réunissent à la flotte ottomane et doivent agir contre l'Égypte. Ibrahim pacha allait-il faire comme Bonaparte et battre en retraite ? La fortune du vice-roi ne pourrait y résister. Dans l'embarras, Méhémet-Ali demande à la France un emprunt mais Paris ne peut pas soutenir ouvertement la rébellion d'un sujet de la Porte. La monarchie de Juillet est déjà engagée

¹ *Ibid.*, p. 782. Lettre d'Ibrahim pacha à son père, datée de mi-janvier 1832.

² Cadalvène, *Histoire de la guerre de Méhémet-Ali contre la Porte ottomane, en Syrie, et en Asie Mineure (1831-1833)*, Paris, A. Bertrand, 1837, p. 78.

³ Durand-Viel, *op. cit.*, p. 64.

⁴ Khaled Fahmy, *All the Pasha's men : Mehmed Ali, his army and the making of modern Egypt*, Cambridge, Cambridge university press, 1997, p. 204.

⁵ Daniel Panzac et André Raymond, *La France et l'Égypte à l'époque des vice-rois : 1805-1882*, Le Caire, Institut français d'archéologie orientale, 2002, p. 190.

dans un conflit contre la Hollande pour l'indépendance belge. Les événements de Belgique gèlent d'ailleurs le trafic commercial hollandais en Méditerranée. Dans la rade de Smyrne, deux bâtiments hollandais sont amarrés à quai, dégréés, sans gouvernail. Les cargaisons sont mises en magasins par ordre du consul Vanlenep¹. Méhémet-Ali se tourne vers ses frères musulmans et utilise l'argument religieux. Il joue la carte du chérif de la Mecque pour remettre en cause le califat ottoman. Il clame la rébellion contre le Divan. Il l'explique au consul de France en février 1832 : « La Mecque est à moi, à la Mecque est le chérif Yahia; il est le descendant de notre Prophète. Sa famille est de cent personnes. Le pouvoir des Khalifes a été détruit par l'usurpation et par les malheurs des temps.² » Selon Méhémet-Ali, il faut emprunter à l'Occident les moyens de combattre l'Occident afin d'assurer la survie de la communauté musulmane. Le vice-roi durcit le ton, y compris à l'égard des Français. « Les ordres sont tellement sévères, écrit le 14 février le consul de France à Larnaca, que j'ai eu beaucoup de peine à obtenir l'embarquement de 100 ocques de pain qu'un capitaine de Beyrouth avait demandés ici.³ »

Saint-Jean-d'Acre résiste depuis plus de cinq mois. Un assaut est tenté par les troupes terrestres le 9 mars 1832. La tour qui domine la porte principale s'écroule avec une portion de la muraille. Le fossé se trouve comblé et ouvre une large voie aux attaquants. Les assiégés placent deux canons au niveau de la brèche. Ils sont enlevés à la baïonnette. Les forces égyptiennes se précipitent dans la ville mais l'explosion de quelques tonneaux de poudre et la vive fusillade qui part des maisons fait craindre à l'existence de mines. Les Égyptiens se retirent⁴. Ibrahim pacha ne réussit pas immédiatement le siège de Saint-Jean-d'Acre. Tandis que la ville résiste, il fournit à Bachir II et à ses fils des troupes égyptiennes et leur demande d'occuper les ports syriens. Les villes de Tyr, Sidon et Beyrouth sont facilement prises et occupées. La place de Tripoli oppose quelque résistance. Elle est finalement investie car Ibrahim pacha vient personnellement avec ses alliés libanais. Les troupes égyptiennes occupent Beiteddine et Deir-el-Kamar. Elles maintiennent l'ordre dans la montagne druse.

La Porte répond finalement à l'appel d'Abdallah et ordonne à Méhémet-Ali de rapatrier ses troupes en Égypte. Au commencement de Bairam, grande fête religieuse des Turcs, la Porte publie le *tewdjèhal*, ou liste de promotion et de confirmation des pachas de l'empire. C'est le moment des destitutions, des avancements et des nominations. Cette pièce, publiée en mars, laisse l'Égypte sans indication de pacha. Méhémet-Ali ne se fait donc ni confirmer, ni destituer. C'est une menace. Sans plus attendre, le sultan lance contre Méhémet-Ali un firman qui le condamne et lui ordonne d'évacuer la Syrie. À la fin du mois d'avril 1832, la Porte fait précéder sa déclaration officielle de guerre d'un anathème religieux contre le vice-roi d'Égypte. Une sentence d'excommunication est prononcée. Le Divan déclare Méhémet-Ali hors-la-loi et traître. Une armée est envoyée. Elle doit chasser son fils Ibrahim hors de Syrie. Le chérif de la Mecque répond à cet anathème par un autre anathème. Il lance une fatwa en faveur du vice-roi contre le sultan Mahmud et place ce dernier ennemi des doctrines de pur islamisme.

Les armées ottomanes se mettent en marche pour secourir la place de Saint-Jean-d'Acre. Rassemblées au pied nord des Monts Taurus et à Adana au sud de ces montagnes, elles ne dépassent pas 45 000 hommes au début du mois de mai 1832. Un corps de 20 000 Turcs arrive sur les bords de l'Oronte, à Homs. Une autre force venant d'Anatolie s'avance sous les ordres du célèbre Hussein pacha, le destructeur des janissaires⁵. Le 14 mars 1832, Hussein pacha est nommé commandant de toute l'armée devant agir contre les Égyptiens. Généralissime de l'armée turque, Hussein est nommé pacha d'Égypte. Une avant-garde commandée par Osman pacha se porte sur Tripoli, ville tenue par les Égyptiens. Le 28 mars 1832, une escarmouche oppose deux cents cavaliers turcs à la garnison de Tripoli. Les éclaireurs se rapprochent du château de la ville. Ils sont reçus par une salve d'artillerie. Un bataillon d'infanterie égyptien sort et se déploie dans les oliviers aux pieds du château. Il tire à feu nourri sur les assaillants qui sont contraints de se replier, laissant sur le terrain trois tués et de nombreux blessés. Ces combats durent près de trois heures. Les Turcs abandonnent la partie. Le bataillon égyptien revient à ses positions. Il n'a que deux blessés⁶. Le 31 mars, Osman pacha s'avance avec son armée. Cinq pièces d'artillerie ouvrent le feu sur Tripoli. Les projectiles détruisent des maisons. Mille cinq cents fantassins égyptiens commandés par un colonel se mettent en mouvement. Ils sont renforcés par quatre cents cavaliers à la tête desquels se trouve l'émir Khalil Chihab, fils de Bachir. Les assaillants sont mis en déroute. Malgré les efforts déployés par Mahmud II pour entraîner et moderniser son armée, il n'y réussit pas. Les troupes turques manquent toujours d'ordre et de discipline. Les soldats persistent dans le vol et la spoliation sans frein moral ou répressif. L'État ottoman se trouvera incapable de défendre la Syrie contre le nouveau conquérant car, son ancienne armée est à moitié détruite, et sa nouvelle armée n'est pas encore constituée⁷. En face d'elle, il y a une armée supérieure en nombre, équipement, entraînement, organisation, armement, discipline et commandement. Des forces égyptiennes conduites par Abbas pacha lèvent le siège d'Acre et se dirigent vers Baalbek. Ibrahim fonce directement sur

¹ A.N. mar. BB⁴ n°554.

² Henry Laurens, *Le Royaume impossible*, p. 88.

³ Durand-Viel, *op. cit.*, p. 70.

⁴ Mustapha Sabry, *op. cit.*, p. 194.

⁵ Marmont, *Voyage du duc de Raguse 1834-1835*, Paris, Ladvocat, 1837, t. II, p. 332.

⁶ Yassine Soueid, *op. cit.*, pp. 785-786.

⁷ *Ibid.*, Thoumin, *Histoire de Syrie*, p. 280.

Tripoli avec 10 000 hommes. Il arrive à Batroun et y passe la nuit. Les Turcs reculent et regroupent leurs forces à Homs. Osman pacha est complètement battu dans la plaine de Zéran, le 8 avril 1832. Ibrahim les poursuit jusqu'à Kossir et revient sur Baalbek en observation. Cette position défensive lui permet de continuer le siège de Saint-Jean-d'Acre à longue distance. Tripoli, Lattaquié, Hama font leur soumission aux escadrons de cavalerie qu'Ibrahim y envoie. La révolte des Druses dans le Chouf est étouffée. Le sultan envoie deux muets avec une indulgence et un lacet. Ils garantissent le pardon à Ibrahim si il meurt, le paradis de Mahomet avec les houris. Ibrahim pacha fait étrangler les étrangleurs¹.

Disposant de la maîtrise des mers, les Égyptiens acheminent de l'artillerie de siège. La chute de Saint-Jean-d'Acre n'allait plus tarder². Les maladies y emportent chaque jour 80 à 90 personnes. La viande et les légumes sont de plus en plus rares. Un sourd mécontentement apparaît parmi la population. La garnison est réduite à 900 hommes. Méhémet-Ali presse Ibrahim pacha d'en finir avant que des États étrangers n'interviennent. Quand les Égyptiens reprennent l'attaque, Acre ne peut plus tenir contre les bombardements qui l'écrasent. La place tombe le 27 mai 1832.

Devant l'avancée fulgurante des troupes égyptiennes qui met en péril l'équilibre des forces au Proche-Orient, les puissances décident d'intervenir diplomatiquement dans le conflit. Les chancelleries européennes se posent une double question : Méhémet-Ali a-t-il réellement une volonté d'indépendance et souhaite-t-il s'émanciper de la tutelle ottomane ou aller plus loin en abattant le trône ottoman ? Le consul de France Mimaut résume l'équation en n'oubliant pas les intérêts français dans une lettre datée du 29 mai 1832 : « Il ne m'appartient pas de dire à quelles conditions pourraient maintenant se conclure un arrangement qu'aurait le double projet de renfermer dans les limites de la Syrie un établissement politique qui, effectivement séparé de l'Empire de Constantinople, en resterait le tributaire, à peu près comme le dey d'Alger dans ses relations avec le souverain. Mais ce qui est évident et qu'il serait facile de démontrer, c'est qu'une séparation conçue dans ce système ou dans tout autre, ne pourrait offrir que des avantages pour notre commerce. »

¹ *Charivari* du 13 avril 1833.

² Mustapha Sabry, *op. cit.*, p. 194.

DEUXIÈME PARTIE

L'INGÉRENCE

1833-1839

L'imbroglia levantin

Le 27 mai 1832, Saint-Jean-d'Acre tombe entre les mains des forces égyptiennes. La chute de cette imprenable place marque un tournant dans la guerre qui oppose Méhémet-Ali au divan. « Pour défendre la ville, déclare le pacha d'Acre, j'avais des murailles, des hommes, de l'argent. Quand Ibrahim s'en est emparé, les murailles étaient tombées, des six mille combattants, cinq mille étaient morts, et il ne me restait que quelques bijoux. » Ibrahim pacha réussit là où Bonaparte a échoué en 1799. Les Égyptiens occupent Damas (juin 1832). Les victoires s'enchaînent. Les Turcs commandés par Hussein pacha sont défaits à Homs le 8 juillet 1832 puis à Beylan le 29. Lorsque Lamartine débarque à Beyrouth, en septembre 1832, les premiers signes de l'occupation égyptienne, sont déjà perceptibles : « On longe quelques arches antiques et une immense tour carrée, bâtie par l'émir des Druses, Fakardin, tour qui sert aujourd'hui d'observation à quelques sentinelles de l'armée d'Ibrahim Pacha, qui observent de là toute la campagne. ¹ » Le 21 décembre, conduits par Rechid pacha, les Turcs sont encore écrasés à Konya, véritable Austerlitz pour les Égyptiens. Encouragé par les succès, Ibrahim pacha s'avance à travers l'Anatolie et dépasse la « ligne rouge ». Il atteint Brousse et il est à portée de la mer de Marmara en février 1833. Avec la montée en puissance de l'Égypte, la question d'Orient prend un caractère explosif. Les puissances sont inquiètes. Le roi Otton vient à peine de débarquer d'un navire de guerre anglais avec un corps bavarois de 3 500 hommes, le mercredi 30 janvier 1833, réglant le problème de l'indépendance grecque, que de nouveaux casus belli se posent. La mésintelligence règne entre la Sardaigne et Tunis. Les Turcs ne renoncent pas à reprendre pied en Afrique du Nord et surtout, la fulgurante avancée des armées égyptiennes menace Constantinople. Par une singulière illusion, les victoires de l'Égypte paraissent aux Français comme un réveil soudain et glorieux de la France conquérante. La presse, le théâtre, les chansons de Béranger, les images de Raffet et la restauration de la statue impériale sur la colonne Vendôme entretiennent sans relâche la légende napoléonienne. Le public s'échauffe pour les héros grecs comme pour Méhémet-Ali : Canaris, vengeur d'une nation qui secoue ses fers, Méhémet-Ali, un conquérant aussi dur aux Égyptiens qu'à ses ennemis. Le pacha ne mène pas une croisade pour la liberté mais il renouvelle les exploits de Napoléon. Il est un homme nouveau, un fils de ses œuvres, un élu des révolutions modernes. Méhémet-Ali est le champion de la revanche mais la brutale intervention de la Russie interrompt l'épopée de la première guerre de Syrie.

Le tsar porte secours à l'Empire ottoman. Les Russes envoient une flotte et débarquent une armée dans les Dardanelles. Pris de vitesse, les Français et les Anglais proposent leur médiation. Dès son arrivée, l'ambassadeur de France, l'amiral Roussin, mène sa politique de résistance. Roussin fait miroiter au divan les avantages qu'il aurait à écouter la voie de la sagesse et sermonne dangereusement Méhémet-Ali. Finalement, sous la peur du cosaque, sous les pressions de la France et de l'Angleterre, la paix est signée à Kütahya le 5 mai 1833. La possession héréditaire de l'Égypte, la concession viagère de la Syrie, de la Cilicie et de la Crète sont accordées à Méhémet-Ali. Les Russes rembarquent mais non sans avoir préalablement obtenu par le traité d'Unkiar-Skelessi, le 8 juillet 1833, une alliance défensive avec l'Empire ottoman et le libre passage, uniquement pour leurs navires, dans les détroits de la Corne d'Or.

Les saint-simoniens arrivent en Égypte. Ils prônent l'union de l'Occident et de l'Orient. Les grands projets abondent : chemin de fer, percement d'un canal reliant les deux mers, égalité entre l'homme et la femme. Au début de l'année 1834, Broglie pense qu'une guerre menée par la France et la Grande-Bretagne avec l'assentiment de l'Autriche serait le seul moyen d'arrêter la Russie. Il se distingue de l'opinion générale favorable à Méhémet-Ali. Talleyrand relaye cette idée et nourrit l'espoir de réaliser une triple alliance entre la France, l'Angleterre et l'Autriche. Les étranges affaires des Affaires étrangères atteignent la perfection. Talleyrand écrit de sa main : « J'ai donné Londres au trône de Juillet; je veux lui donner Vienne et j'y réussirai, si on me laisse faire. » Justement, on ne le laisse pas faire. Le vieux Talleyrand quitte son poste d'ambassadeur à Londres au mois de novembre 1834. En Angleterre, le ministère Grey est entre les mains de l'oligarchie marchande. Le monopole de la Compagnie des Indes est supprimé au mois de juillet 1834. L'esclavage est aboli le mois suivant. La main d'œuvre coloniale est de plus en plus chère. Les marchands anglais ressuscitent les vieilles routes des Indes, celle de l'Oronte et de l'Euphrate, et font étudier l'aménagement de Suez. Ils installent un comptoir à Trebizonde en 1836.

¹ Alphonse de Lamartine, *Voyage en Orient* (1835), éd. Sarga Moussa, Paris, Champion, 2000, pp. 144-145.

L'Entente cordiale tient encore. Touchée par la capture du *Vixen* en mer Noire, l'opinion publique britannique dénonce un acte de piraterie russe. Les Échelles du Levant et le commerce qu'elles nourrissent sont néanmoins perturbés par l'occupation égyptienne.

Méhémet-Ali reste l'allié de la France. L'érection de l'obélisque, le 25 octobre 1836, place de la Concorde à Paris, le rappelle à un pays qui vit dans le souvenir glorieux de l'époque napoléonienne. L'Arc de Triomphe inauguré la même année encourage ce sentiment. Les salons bonapartistes chez la duchesse de Massa, où négocient Thiers et Guizot, forment les jeunes doctrinaires comme Duvergier de Hauranne, Jaubert ou Piscatory¹. L'instauration de la conscription et le désarmement des populations en Syrie suscitent des mécontentements. La guérilla menée dans la montagne libanaise contre Ibrahim pacha coûte pour la seule année 1837 aux Égyptiens 10 000 hommes. Atteints par le fer et le feu, les blessés sont soignés par le chirurgien Clot bey. À ces malheurs s'ajoute un tremblement de terre à Baalbek le 1^{er} janvier 1837. « Enfants ! enfants ! hors les chambrées, que personne ne reste dedans ! » Plus de peur que de mal. Le baron d'Armagnac, servant dans un régiment de cuirassiers de l'armée égyptienne, consigne que le général égyptien Achmet bey s'est accroché stupidement à une muraille afin de ne pas tomber.

Damrémont, Valée, Lamoricière et Bugeaud poursuivent la conquête africaine. Le 13 octobre 1837, la ville de Constantine est prise, à l'issue d'un combat acharné. Ce nid d'aigle abritait le dernier des beys turcs en Algérie. La colonisation est en marche. Les spahis d'Oran font des essais de culture et cherchent à acclimater la pomme de terre². Les coups de butoir portés à la Porte ottomane continuent. Les Anglais s'emparent d'Aden et cherchent à établir des comptoirs. L'Angleterre est à la tête d'un immense État en Orient qui regroupe 100 millions de sujets, des villes de plus d'un million d'habitants. La Compagnie des Indes, puissante société marchande et capitaliste continue de régner sans partage. Elle dispose de capitaux importants et d'une forte armée. La Russie et l'Angleterre se heurtent en Asie centrale. Le paroxysme de cette tension a lieu au siège d'Hérat entre novembre 1837 et août 1838. L'Angleterre exige la levée du siège et menace la Perse de guerre si le shah n'obtempère pas. Celui-ci se soumet et est obligé de signer un traité de commerce assurant la pénétration des marchandises britanniques en Perse. Marx écrit un article : « La guerre contre la Perse ».

Les Anglais renforcent leurs positions commerciales dans le Levant à partir de 1836. Installés aux Îles Ioniennes et en Grèce, ils font de Constantinople le centre de leurs affaires qui les portent à Galati, à Trébizonde et à l'embouchure du Danube. « La puissance des intérêts commerciaux, dit en mars 1837 l'envoyé de la France en Russie, M. de Barante, est un des éléments principaux de la politique anglaise. Dès qu'ils composent une masse compacte, ils deviennent exigeants, impérieux, forts de l'opinion populaire. Quand le commerce anglais sera installé en Orient, ses intérêts et même ses opinions pourront décider des procédés du cabinet de Londres, et il y aura tel moment où la paix et la guerre en dépendront. Ce n'est pas un danger actuel, mais il ne faut pas l'oublier. » Les économies occidentales ressentent les soubresauts des troubles de la question d'Orient. La France et l'Angleterre risquent de se heurter, elles rivalisent dans la constitution d'un empire colonial, y compris en Amérique. En mars 1838, lors de « la guerre des gâteaux », la France intervient au Mexique et bombarde Veracruz puis Saint-Jean-d'Ulloa le 27 novembre. L'ambassadeur du shah mal accueilli en Angleterre est reçu par Louis-Philippe. La construction d'un puissant empire par Méhémet-Ali sur la route de l'Inde déplaît à la Grande-Bretagne. Elle y retrouve, agrandi, permanent, le péril que lui a fait courir l'expédition de Bonaparte. Elle y voit, et à juste titre, l'influence de la France. Elle a toujours la hantise du nom de Napoléon. Au lendemain de la conquête d'Alger, avec les révolutions d'Italie et la présence d'une garnison française à Ancône, elle craint que la Méditerranée ne devienne un lac français. Un tel système maritime lui serait fatal. Le traité commercial de Baltaliman, conclu entre la Porte ottomane et l'Angleterre, le 16 août 1838, est une première mesure destinée à ruiner les entreprises de l'Égypte. Moïse Montefiore réclame, la même année, un État pour les Juifs. Les Druses du Hauran se révoltent et Ibrahim pacha avec quarante mille hommes a bien du mal à soumettre les trois mille révoltés du cheik Arian.

Méhémet-Ali souhaite gagner son indépendance. Le 5 septembre 1838, il remet un mémorandum aux consuls d'Alexandrie. Il dit « que la paix armée nécessaire au maintien du statu quo en Syrie, épuisait la Turquie et l'Égypte ; que cet état était intolérable pour les deux parties ; qu'il était vieux, et que, voulant assurer le sort de sa famille, il recourrait aux armes si l'on ne lui amenait pas l'héritage de ce qu'il possédait. » Menaçant, Méhémet-Ali devient l'homme à abattre. Au représentant de la Russie, le comte Medem, il déclare encore : « Dites-moi pourquoi les cours européennes qui ont bien consenti à la séparation de l'Amérique, de la Grèce, et, en tout dernier lieu de la Belgique, ne reconnaîtraient pas aussi la séparation de l'Égypte ? Montrez-moi dans l'histoire un vassal aussi puissant que je le suis qui se soit contenté du rôle de sujet et n'ait secoué le joug de l'obéissance. Il est donc injuste de vouloir m'y maintenir plus longtemps. » Dès lors l'Entente cordiale décline.

¹ Émile Bourgeois, *Manuel historique de politique étrangère, t.III. L'ère des nations, l'éveil du monde, de Metternich à Bismarck, 1830-1878*, Paris, E. Belin, 1948, p. 155.

² Ferdinand Durand, *Des tendances pacifiques de la société européenne et du rôle des armées dans l'avenir*, Paris, J. Dumaine, 1844, p. 343.

4.

La guerre au Proche-Orient, 1832-1833

Le 27 mai 1832, au matin, Ibrahim pacha, le sabre à la main, lance l'attaque sur Saint-Jean-d'Acre et menace de frapper les hommes qui feraient mine de reculer. Ibrahim pacha fait miroiter à ses troupes les précieux trésors accumulés depuis un demi-siècle par Djézzar et Abdallah. Il exalte le fanatisme religieux dans des discours enflammés. Les échelles sont dressées sous une grêle de boulets et de mitraille. L'attaque est manquée. « On perdit du monde sans réussir », confie le rapport du général en chef. Le pacha Abdallah tente une sortie et mène la contre-attaque. Il repousse les assaillants au-delà de la brèche *Zavié* et du fossé. Le combat est acharné. On tue l'adversaire à coups de pierre de taille. Ibrahim pacha, sur son cheval, harangue ses huit mille soldats¹ et les ramène au combat. Un porte-étendard égyptien se porte en avant. Il galvanise ses camarades. Les colonnes d'assaut s'élancent sous le son de bruyantes fanfares. Le clairon retentit. Les fascines et les gabions sont amenés par les sapeurs. Des retranchements sont construits sur les trouées, de façon à pouvoir garder la position. À 16 heures, les Égyptiens sortent de leur cachette et chargent à la baïonnette si vigoureusement les remparts que la garnison, affamée², demande grâce³. La ville est pillée pendant deux heures.

La prise de Saint-Jean-d'Acre

La prise de Saint-Jean-d'Acre par Ibrahim pacha a un grand retentissement. Elle suscite la joie dans la montagne libanaise et chez les chrétiens des villes. Les musulmans sont plus dubitatifs. La nouvelle met quatre jours pour parvenir à Alexandrie. Impatient, se promenant les mains derrière le dos à la Napoléon, tenant son sabre dont il fait parfois tourner la dragonne pour se distraire⁴, Méhémet-Ali a fait établir tous les 20 kilomètres des postes de dromadaires. La ligne télégraphique du Caire à Alexandrie transmet l'information en douze heures. Un courrier aurait mis 24 heures à franchir cette distance⁵. Content, le pacha dit à un consul européen qu'il espère maintenant que le Grand Seigneur daignera lui pardonner. À Louqsor, apprenant que les relations entre l'Égypte et la Turquie se sont tendues dangereusement à l'occasion du siège de Saint-Jean-d'Acre, le capitaine Verninac qui est chargé de rapatrier l'obélisque, croit utile d'écrire au contre-amiral Hugon, commandant des forces navales du Levant pour lui demander de veiller sur le *Luxor* « et d'assurer sa libre descente, quelle que soit la lutte qui s'engage entre Paris et Constantinople. » Mais il semble sûr de lui : « Nous avons des armes, nous sommes cent vingt, et cent vingt hommes armés sont bien forts dans un pays comme celui-ci. »

Jusque-là les puissances regardaient en spectatrices l'expédition d'Ibrahim pacha en Syrie. Pour Metternich, il ne s'agissait que d'une révolte d'un gouverneur contre son souverain, une querelle de famille en somme. Cette victoire égyptienne provoque une joie sincère en France⁶. Sébastiani, ministre des Affaires étrangères, écrit : « La prise d'Acre, a produit ici une sensation qu'explique assez l'importance d'un tel événement. Ainsi voilà Méhémet-Ali, maître de la Syrie, assuré de la fidélité de la Montagne, rehaussé dans l'opinion des siens de tout ce qu'avait pu lui faire perdre la prolongation du siège, et peut-être moins éloigné que jamais d'un accommodement avec la Porte.⁷ » On se souvient que Bonaparte n'était pas parvenu à s'emparer de cette forteresse entre le 28 mars et le 10 mai 1799. Il tenta huit assauts contre la ville tenue par le terrible Djézzar surnommé « le Boucher ». Son ancien rival d'école, Phéliepeaux, un émigré passé au service de l'Angleterre, organisa la défense. Une flottille anglaise commandée par le commodore Sydney Smith assurait la protection et le ravitaillement par mer. À chaque attaque, les Français échouaient, ce qui vaut au philosophe américain Ralph Waldo Emerson en 1850 dans *Les Hommes*

¹ Georges Douin, *La première guerre de Syrie*, Le Caire, 1931, t. I, p. 248. A.M.A.E., C.P., Turquie 264, f^{os} 85-86.

² David Roberts, *La Terre sainte : Jérusalem, Galilée et Liban, Judée et Jourdain, Samarie et Idumée, le désert*, CELIV, 1990, p. 30.

³ Edouard Gouin, *L'Égypte au XIX^e siècle, histoire militaire et politique, anecdotique et pittoresque de Méhémet-Ali, Ibrahim Pacha, Soliman Pacha*, Paris, P. Boizard, 1847, p. 434.

⁴ Frédéric-Auguste-Antoine Goupil, *Voyage en Orient fait avec Horace Vernet en 1839 et 1840*, Paris, 1843, p. 33.

⁵ Paul Mouriez, *Histoire de Méhémet-Ali, vice-roi d'Égypte*, Paris, 1855-1858, t. III, pp. 176-177.

⁶ Mustapha Sabry, *L'empire égyptien sous Méhémet-Ali et la question d'Orient (1811-1849)*, Paris, Geuthner, 1930, p. 204.

⁷ Gabriel Enkiri, *Ibrahim Pacha*, Le Caire, impr. française, 1948, p. 198. Lettre de Sébastiani à Mimaut, 23 juin 1832.

représentatifs de l'humanité (Les Surhumains), de prêter ces paroles à Napoléon : « Si Acre était tombé, j'aurais pu changer la face du monde. » Balzac évoque dans *Le médecin de campagne* le souvenir de ce siège difficile où Bonaparte a dû affronter le Mody, un démon au service des musulmans qui s'est arrangé avec la peste. L'échec restait cuisant, par la retraite dans le désert où le général laissa son cheval aux blessés, marchant à pied.

La victoire de 1832 est due à Joseph Seves alias Soliman pacha. Jean-Jacques Ampère, le fils du célèbre physicien, pense que ce Français, au service de Méhémet-Ali, a vengé le désastre de Bonaparte. Le vice-roi d'Égypte sait bien qu'il est redevable à la France, il déclare en mai 1832 : « C'est à la France que je dois ce que je suis et c'est à elle que je veux devoir ce que je serai. ¹ » Le pacha Abdallah, un mouchoir noué autour du cou en signe de soumission, s'est rendu. Vers minuit, le vaincu s'agenouille, mais Ibrahim le relève aussitôt : « Je ne te reproche pas d'avoir lutté contre moi parce que nous sommes égaux. Ton seul tort fut de croire que tu pouvais t'attaquer à Méhémet-Ali ! » Les deux hommes passent une partie de la nuit à deviser dans un kiosque d'été hors de la ville. Ibrahim prend congé d'Abdallah en déclarant : « Tu vas pouvoir dormir tranquille cette nuit. – Comme j'ai toujours dormi, réplique le pacha, s'empressant d'ajouter : Ne me traite pas comme une femme. La manière dont je me suis défendu prouve le contraire. J'ai commis l'erreur de croire en la parole de la Porte. Or, je sais maintenant que le sultan n'a pas plus d'honneur qu'une fille publique. Si je l'avais su plus tôt, j'aurais adopté d'autres mesures et je te garantis que je ne serais pas aujourd'hui entre tes mains. » Le 30 mai, le pacha d'Acre est conduit captif en Égypte. Il a peur d'être condamné au poison. Méhémet-Ali accueille chaleureusement le vaincu. Il lui octroie une résidence au Caire puis il le renvoie en 1833 à Constantinople. Abdallah s'établit par la suite au Hedjaz et meurt à Médine en 1842.

Le bilan du siège est impressionnant. Après sept mois, la garnison qui comptait 3 000 hommes est réduite au tiers. La plus forte place de l'Orient n'est plus qu'une ville ruinée, foudroyée et encore fumante : « Du côté de la terre, les remparts et les tours étaient démantelés, écrit Edmond de Cadalvène, et tout le sol voisin avait été labouré et rompu par le jeu des mines. Des membres de morts, mal enfouis sous le sable, ajoutaient au spectacle hideux du sol des exhalaisons pestilentielles. Du côté de la mer même, des lambeaux de murailles s'étaient écroulés dans le port. Son palais avait été écrasé par les bombes ; les minarets étaient abattus, le dôme de la belle mosquée de Djezzar avait été percé à jour. ² » Les assiégeants ont tiré 250 000 boulets, bombes et obus, dont 10 % proviennent des feux de la flotte. Ils ont perdu 4 000 hommes ³. La plupart de ces pertes ont été enregistrées lors de l'assaut final du 27 mai 1832 où 1 400 Égyptiens sont morts ou blessés sur la brèche ⁴, parmi eux le nombre des tués au cours de cette journée s'élève à 512. À ce bilan, il faut ajouter 2 000 morts enlevés par des fièvres provoquées par des milliers de chameaux tués et jetés dans un fossé sans aucune précaution sanitaire. Les réfugiés affluent. Les cadavres empoisonnent l'eau des puits. Les chefs ottomans ⁵ et quelques malheureux se réfugient chez Hester Stanhope. Elle leur offre des vêtements et elle confie : « Quand il n'y eut plus de place dans les trente-cinq pièces de la demeure que j'avais prévue à leur intention, on les logea dans les hameaux avoisinants. ⁶ » Ibrahim pacha trouve dans la ville munitions, artillerie et approvisionnements qui lui permettent de continuer sa campagne. Il ordonne la réparation des fortifications d'Acre. Son père Méhémet-Ali commande des canons de gros calibre aux Anglais. Les maîtres et ouvriers occupés aux réparations du Mont Carmel sont réquisitionnés. Le consul français Mimaut proteste. Il obtient gain de cause et les moines exemptés de corvée font flotter le pavillon tricolore sur le couvent.

Tel César, Ibrahim pacha franchit le Rubicon ⁷. Il rêve de libérer les pays arabes de la domination ottomane pour fonder un État indépendant. Faisant route vers Damas, il déclare à un attaché militaire étranger, le 8 juin 1832 : « J'irai aussi loin que je pourrai me faire comprendre en parlant l'arabe. » Ibrahim pacha continue sa conquête. L'émir du Liban Bachir II, dont les conseils avisés sont recherchés, marche désormais avec lui sur Damas. Les Damascènes ne sont pas chauds pour combattre Ibrahim pacha. Les efforts du gouverneur de Damas, Allouch pacha, pour les pousser à se battre sont vains. Ceux qui osent s'opposer à la progression égyptienne ne dépassent pas huit cents cavaliers et quelques milliers de fantassins. Ces forces, dès qu'elles voient les troupes régulières d'Ibrahim et un escadron de ses bédouins montés, se débandent. La ville se rend le soir du 13 juin. Ibrahim pacha à la tête de sa Garde et l'émir Bachir y font une entrée solennelle le 14 juin 1832. Le canon de la citadelle salue. Accueillis en sauveurs, ils délivrent les Syriens de la tutelle ottomane. Ibrahim pacha ordonne que quelques chefs damascènes soient exilés et il va s'incliner devant le tombeau de Saladin. Le gouverneur turc s'est

¹ Caroline Gaultier-Kurhan, *Méhémet-Ali et la France 1805-1849*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2005, p. 5.

² Edmond de Cadalvène et Émile Barrault, *Histoire de la guerre de Méhémet-Ali contre la Porte ottomane, en Syrie, et en Asie Mineure (1831-1833)*, Paris, A. Bertrand, 1837, p. 138.

³ Maxime Weygand, *Histoire militaire de Méhémet-Ali et de ses fils*, Paris, 1936, t. II, p. 28.

⁴ Paul Merruau, *L'Égypte contemporaine, 1840-1857, de Méhémet-Ali à Saïd pacha*, Paris, Didier, 1858, introduction, p. 36.

⁵ Alexander William Kinglake, *Eothen*, Paris, Galignani, 1847, p. 122.

⁶ Marie Seurat, *Mon royaume de vent : souvenirs de Hester Stanhope*, Paris, B. Grasset, 1994, p. 215.

⁷ Charles John Napier, *The war in Syria*, Londres, J.W. Parker, 1842, t. I, introduction, p. 20.

enfui. Le consul Mimaut écrit à Sébastiani le 24 juin que « les idées et les vues de Méhémet-Ali s'agrandissent et se développent à proportion de l'importance et de la rapidité des événements.¹ »

Les défaites des pachas à Homs et Beylan

La bataille rangée a lieu près de Homs le 8 juillet 1832, dans la plaine de Baba Amro. Les Turcs accélèrent fébrilement les préparatifs guerriers grâce aux conseils d'experts étrangers, notamment de Thévenin², un instructeur français qui les accompagne. L'armée turque campe et se disperse dans les bazars de la ville. Aussi est-elle surprise lorsqu'elle apprend que les forces égyptiennes s'approchent. Affolés, abandonnant subitement le narguilé et le kief, les soldats courent hors des murailles pour combattre les Arabes. Les hommes se regroupent tumultueusement. Les généraux font reconnaître les positions ennemies. Méhémet pacha qui commande les forces ottomanes pense qu'il faut éviter le combat. Une discussion entre les officiers s'engage. Sa proposition est rejetée car il semble que les Égyptiens peuvent être facilement dispersés par une vive attaque. Ne voulant pas une charge désordonnée, le général ottoman fait ranger son armée. Les *tougs*³ sont déployés. L'ordre de se porter en avant est donné à l'artillerie mais, fatiguée par un trajet dans lequel les hommes et les chevaux ont souffert, mal approvisionnée parce que les caissons sont restés en arrière, la plupart des servants refusent de passer en première ligne. Békir pacha sabre le commandant d'une batterie. Malgré cet exemple, les canonniers persistent dans la désobéissance. La moitié de l'artillerie reste en réserve. Il n'y a le long des lignes turques que quelques pièces éparpillées, une par bataillon et deux par régiment de cavalerie.

Les Égyptiens disposent de 16 000 à 30 000 hommes et de 44 pièces d'artillerie dont deux obusiers. Ibrahim pacha établit son poste au milieu de son armée, sur la colline de Qafîna⁴. Selon Cadalvène, les Ottomans alignent 10 000 réguliers, 10 000 irréguliers et 40 canons⁵. Machâqa estime que les forces ottomanes sont beaucoup plus nombreuses. La seule cavalerie turque aurait compté 15 000 cavaliers et l'infanterie dépasse en nombre toutes les troupes régulières égyptiennes. Gouin donne une autre évaluation. Les Ottomans aligneraient 25 000 soldats dont 10 471 réguliers. D'après le comte d'Angeville⁶, les Turcs sont 20 000 et les Égyptiens 16 000. Si les chiffres sont incertains, ils traduisent bien l'importance de l'enjeu. Dans les deux camps, les armées sont composites. Il faut nuancer l'image d'un affrontement limité aux seuls Égyptiens et aux seuls Turcs. Des Arabes sont présents dans les deux armées. Des Français et des Polonais servent Ibrahim pacha.

Le sort va se montrer favorable aux Égyptiens. Déployés sur trois lignes, ils emportent la bataille par un débordement sur l'aile gauche de l'armée turque. Ce mouvement de flanc est amorcé par quatre bataillons de la Garde et trois régiments de cavalerie. Les colonnes serrées des chasseurs et des lanciers égyptiens chargent et dispersent les bachi-bouzouks. Contre les lances, cette arme que l'officier Fortuné de Brack décrit comme celle dont l'effet moral est le plus puissant et dont les coups sont les plus meurtriers et presque toujours mortels, les lames courtes des bachi-bouzouks ne tiennent pas. Certains, atteints par un coup de lance, dont le fer reste coincé entre les côtes, entraînent les cavaliers qui les ont piqués. Crispés par la douleur, ils fouaillent convulsivement leurs chevaux qui partent dans un galop fou. Malgré le tumulte, on les entend distinctement hurler sous la torture que les lanciers, arc-boutés sur leurs étriers, leur infligent en tentant d'arracher l'arme prisonnière. Il n'est alors pas d'autre issue pour le lancier que d'abandonner son arme à sa victime. Dans ce cas, il n'y a pas de honte : on dit que la lance est « payée ». Mais malheur à celui qui, par un sentiment d'honneur excessif, ne veut pas abandonner la hampe : désarmé, assailli de toutes parts, il est haché sans pitié par les camarades de sa victime. Pendant de telles chevauchées, un soldat du 7^e de cavalerie servant dans les rangs égyptiens, nommé Mansour, a le bras coupé. Ne voulant pas se retirer de la bataille, il charge encore à la tête de son escadron et se fait tuer⁷. Après la bataille,

¹ Athanase G. Politis, *Le conflit turco-égyptien de 1838-1841 et les dernières années du règne de Méhémet-Ali d'après les documents diplomatiques grecs*, Le Caire, Institut français d'archéologie orientale, 1931, p. 14.

² Joseph Hajjar, *L'Europe et les destinées du Proche-Orient : 1815-1848*, Paris, Bloud et Gay, 1970, p. 108.

³ Attribut du chef de guerre ottoman où sont attachées les queues des chevaux ennemis tués lors des batailles.

⁴ Yassine Soueid, *Histoire militaire des Mûqata'as libanais à l'époque des Chéhab 1698-1842*, Beyrouth, 1985, t. II, p. 798.

⁵ Edmond de Cadalvène et Émile Barrault, *op. cit.*, p. 180.

⁶ Adolphe d'ANGEVILLE, né à Lompnes le 20 mai 1796. Adolescent, il s'engage en 1811 dans la marine. Il participe à deux expéditions en Extrême-Orient. La première a pour mission de reprendre Pondichéry. La seconde le mène aux Philippines et en Cochinchine afin d'enrôler des indigènes volontaires pour implanter et développer la culture du thé dans la colonie de Guyane. À son retour en 1821, l'enseigne de vaisseau rompt son engagement avec la Royale et se retire dans le domaine familial de Lompnes. En 1827, la gestion de celui-ci lui est confié par son père. Agronome, il cherche à faire valoir la centaine d'hectares de terre ainsi que les quelques bestiaux du cheptel familial. Il fertilise et irrigue ses terres. Il introduit avec succès la machine à battre portative ce qui accroît la productivité de ses moissonneurs. Observateur attentif de son époque, d'Angeville travaille à un *Essai sur la statistique de la population française*. En 1832, il publie un *Aperçu sur nos colonies*. Il est élu la même année député de l'arrondissement de Belley. Il s'illustre en 1844 lorsqu'il apporte son soutien à la Chambre à François Guizot et à son gouvernement en désapprouvant la prise de possession de l'île de Tahiti par l'amiral Dupetit-Thouars. Le député de l'Ain, adversaire résolu des colonies, craint en effet pour le devenir de l'Entente cordiale avec l'Angleterre. La Révolution de 1848 l'écarte de la vie politique parisienne. De retour à Belley, il est chahuté par les populations qui lui reprochent d'avoir favorisé la montée du chômage en introduisant le machinisme dans les campagnes de Franche-Comté. D'Angeville demeure conseiller général et vit désormais sur son domaine de Lompnes. Il y décède le 16 mai 1856.

⁷ Edmond de Cadalvène et Émile Barrault, *op. cit.*, p. 189.

les chirurgiens constateront d'effroyables blessures, presque toutes résultant de coups de sabres ou de coups de lance portés très violemment¹.

Les 12^e et 13^e régiments d'infanterie disposés au centre se décalent légèrement sur la droite. Le 5^e de ligne avance, ce qui permet de prendre en enfilade l'armée ottomane sur son aile gauche. Ces trois régiments reçoivent l'ordre de foncer dès que le flanquement serait bien entamé. Leurs irréguliers débordés, les Turcs contre-attaquent avec la réserve de cavalerie. Elle est vigoureusement contrée par les chasseurs et les lanciers. Il ne reste plus qu'à porter l'estocade. Des canons et deux compagnies de tirailleurs prennent position dans un hameau ruiné. Ibrahim pacha préside en personne ce mouvement décisif. La Garde, rangée en lignes, fait le feu de deux rangs. L'artillerie appuie. Elle tire à volonté. Les Turcs essaient de renverser le front mais leur droite est occupée par le prolongement de l'aile gauche égyptienne dans la boucle que forment l'Oronte et son canal. Les Égyptiens ont installé des forces devant contenir la droite turque et en surveiller tous les mouvements. Inquiet de cette démonstration sur les rives de l'Oronte, Méhémet pacha s'occupe de la contenir. Rudement canonné, il riposte mal à l'artillerie ennemie. Voyant le ravage que le feu des Égyptiens occasionne dans ses rangs, Méhémet veut faire marcher son infanterie à la baïonnette et il veut conduire personnellement la charge. Vainement, un instructeur lui rappelle ses devoirs de général et le presse de se retirer au centre de la seconde ligne pour diriger l'ensemble des opérations. Méhémet décide de faire charger de front la Garde ennemie et il demande à Kritli-Oglou-Méhémet de la tourner avec sa cavalerie. Du succès de cette seconde contre-attaque dépend l'issue de la bataille.

Les forces turques s'avancent mais l'infanterie égyptienne épaulée, ajuste son tir à bonne portée. La fusillade stoppe la première ligne turque. Elle ne riposte pas et se débande. Menée par Kritli-Oglou-Méhémet, la cavalerie arrive au galop mais en désordre. Elle est stoppée puis recule face au feu de la batterie de la Garde égyptienne, quelque peu effrayée par cette charge inopinée. C'est terminé pour l'armée ottomane. La panique la gagne. Elle fuit. Méhémet pousse son cheval, fend ce pêle-mêle et déserte le champ de bataille. Sa malheureuse infanterie reste livrée aux charges de la cavalerie arabe. Le baron d'Armagnac écrit : « Les troupes du sultan fuient comme les feuilles d'automne devant la tempête. » Vainqueur, Ibrahim pacha bivouaque sur l'emplacement des anciennes positions ennemies. Au bruit de quelques coups de canon tirés par le fort et aux cris provenant d'une fausse alarme donnée par deux régiments de la cavalerie arabe, on reprend les armes. L'armée égyptienne croit un instant que les Turcs se rallient sous la protection de la citadelle. Ce dernier soubresaut des Turcs n'a aucune conséquence. Tout, dans l'armée impériale turque, en l'absence d'une autorité ferme, n'est plus qu'incertitude et lenteur. Les soldats turcs ont été braves, mais ils sont épuisés et mal commandés. Méhémet pacha, général des forces ottomanes a été incapable de prendre des décisions par lui-même. « Il discutait, laissait discuter les plans des instructeurs et les opinions de ses colonels qui, au lieu d'attendre ses ordres, lui apportaient à l'envi leurs conseils² » écrit Cadalvène. Dans l'ivresse de la victoire, Ibrahim pacha indique à son père qu'il ne serait pas effrayé s'il devait affronter trois cent mille hommes de pareilles troupes. Selon les bulletins égyptiens, les Turcs perdent deux mille morts, trois mille prisonniers, et leurs bagages³. Le nombre de canons pris par Ibrahim pacha s'élève à vingt-et-une pièces⁴. Le comte d'Angeville n'en comptabilise que douze. Les vainqueurs n'auraient eu que cent deux tués et cent soixante et un blessés⁵. Le lendemain, Ibrahim entre à Homs. L'émir Bachir est chargé de prendre en main la ville. L'émir s'installe dans le sérail de la ville, fait ensevelir les morts et conduire les blessés et les prisonniers à Acre, sous une garde de ses hommes aux ordres du cheik Hussain Talhuq. Dix jours plus tard, les drogman des consuls français, précédés de leurs gardes du corps se portent au devant du généralissime égyptien. Les populations se tournent vers le nouvel homme fort : Ibrahim pacha. La nouvelle de la victoire égyptienne se propage vite. Deux messagers arrivent à Alep. Ils sont immédiatement emprisonnés et les lettres dont ils sont porteurs sont brûlées. Ces documents annonçaient les déboires du sultan. Non seulement les troupes turques ont été battues mais pour ajouter aux malheurs du Grand Seigneur, les Wahhabites se sont emparés de Mascate et en ont chassé l'imam. Ils ont pillé et ravagé de nombreuses villes dans le Golfe Persique. La maison d'un résident britannique a été entièrement dévalisée. Les Wahhabites occupent le Chatt al-Arab et menacent de marcher sur Bassora. Au nord de Bagdad, près de Mossoul, l'anarchie règne. Les Arabes n'obéissent plus au pacha ottoman qui est obligé d'acheter la tranquillité. Ibrahim pacha est imploré comme un libérateur. Diarbékir, ville arménienne, propose d'ouvrir ses portes aux Égyptiens.

La seconde bataille a lieu au col de Beylan, dans les monts Taurus, le 29 juillet 1832. Le feld-maréchal Hussein, l'ancien gouverneur d'Alep et plusieurs autres personnages campent au-delà du défilé avec leurs troupes. L'artillerie est placée sur les hauteurs. Trois redoutes constituées à la hâte sont pourvues chacune de six à huit canons qu'on amène à bras d'hommes⁶. Vingt-quatre bataillons, quatorze au centre et cinq sur chaque aile, se préparent à recevoir l'armée égyptienne. Selon tous les experts, les troupes turques bénéficient là d'une situation

¹ D'Armagnac, *Nezib et Beyrouth, souvenirs d'Orient, de 1833 à 1841*, Paris, J. Laisné, 1844, p. 94.

² Edmond de Cadalvène et Émile Barrault, *op.cit.*, p. 180.

³ S.H.A.T. 1K308 n°10.

⁴ Yassine Soueid, *op.cit.*, p. 800.

⁵ Antoine de Juchereau de Saint-Denys, *Histoire de l'Empire ottoman, depuis 1792 jusqu'en 1844*, Paris, 1844, t. IV, p. 132.

⁶ Edmond de Cadalvène et Émile Barrault, *op. cit.*, p. 207.

quasi inexpugnable mais les généraux ont peu confiance dans leurs dix-sept mille hommes qu'ils voient vaincus d'avance par la terreur du seul nom d'Ibrahim¹. Après avoir vérifié les positions ennemies, difficiles à attaquer, Ibrahim pacha donne l'ordre au général de brigade Hassan bey d'avancer. C'est une manœuvre de diversion et les unités de cavalerie sont postées en réserve sur différents points, près du défilé. Les forces turques voient marcher sur elles les colonnes ennemies. Les artilleurs surplombant les passes ouvrent le feu. Le bruit assourdissant que l'écho amplifie éclate en longs retentissements dans les défilés. Ibrahim pacha, avec le 18^e d'infanterie, mène fermement l'attaque au centre. Les canons des batteries mobiles égyptiennes ripostent. Les pièces turques sont démontées au bout d'une heure. Les Ottomans sont foudroyés par le pilonnage. L'infanterie de ligne et la Garde égyptiennes atteignent rapidement les hauteurs. Deux compagnies de tirailleurs armés de carabines se logent dans un taillis et harcèlent les cinq bataillons de l'aile gauche turque. Étirant l'attaque, le 8^e régiment de ligne et trois bataillons d'élite s'élancent pour tourner l'ennemi. Un 4^e bataillon soutient le mouvement avec deux obusiers. L'aile gauche turque est débordée. Elle se replie dans la confusion la plus totale en abandonnant bagages et munitions. Les fuyards sont fusillés par les Arabes qui prennent en enfilade la route de Beylan. Sur l'autre flanc, Hassan bey Monasterli conduit le 13^e régiment d'infanterie, le 5^e de cavalerie et quatre canons vers la route du village Karamout, pour prendre à revers l'aile droite turque.

Le corps de bataille ottoman se disperse dans la montagne. Les vainqueurs ne perdent que vingt hommes. La victoire est prodigieuse. Après trois heures de combat, les Turcs ont deux mille cinq cents morts ou blessés et perdent vingt-cinq canons². Les vainqueurs passent la nuit sur le champ de bataille. Le 30 juillet, à la pointe du jour, tous les régiments de cavalerie sont envoyés à la poursuite. Le reste campe à Beylan. Face à sa déroute, le feld-maréchal turc ne s'est pas préoccupé pas de rallier les troupes. Il se fait servir du champagne chez le consul Martinelli. Il ne songe qu'à sauver ses objets les plus précieux et son trésor. Il les confie, sous bonne garde, à un bâtiment grec portant le pavillon français. La destination du navire est Tarsous. Le feld-maréchal s'y rend par la voie terrestre. Cette fortune se perd en cours de route. La Porte réclame à l'ambassade française. Une partie du trésor est retrouvée par des agents anglais sur la petite île de Caxo, près de la Crète.

En deux batailles, une armée turque de 70 000 hommes a été détruite. Elle est réduite à 10 000 hommes. Le colonel Arif bey passe dans les rangs égyptiens. Après sa trahison, il est nommé à la tête du 20^e régiment d'infanterie égyptienne. D'après son témoignage, le 10^e régiment turc qu'il commandait était composé de 3 268 hommes, nombre qui, par la désertion, les maladies et la mort, se trouvait réduit à 1 888 soldats au col de Beylan³. Jusqu'à présent, l'armée d'Ibrahim pacha a pris quatre-vingts canons, un mortier et une quantité considérable de munitions. Le nombre de tués et de prisonniers infligés à la Sublime Porte s'élève à 13 000 personnes, sans compter les fuyards. L'armée régulière turque initialement forte de 36 000 hommes n'en a plus que 5 000 après Beylan. La défaite des pachas à trois queues vaut au *Charivari* du 13 avril 1833 d'écrire : « Le jeune présomptueux prit les queues de pacha et en fit des chasse-mouches, quelques-uns disent des lignes à pêcher les goujons du grand sultan. »

Les passages du Taurus sont ouverts à l'armée égyptienne. Le 1^{er} août 1832, les notables d'Antioche se soumettent à Ibrahim. Son pacha fait embarquer le harem pour Chypre et compte embarquer à Alexandrette. L'armée égyptienne a pris Alep, seconde capitale de la Syrie, jadis célèbre pour sa magnificence. Cette ville de deux cent mille habitants n'en a plus que soixante quinze mille. Sans posséder des monuments comparables à ceux qui ont fait la gloire du Caire ou d'Istanbul, nulle autre ville d'Orient ne la dépasse pour la beauté des édifices, des dômes et des minarets. Bâtie avec le calcaire crayeux qui l'environne et assise aux bords même du désert, on l'appelle « la blanche », en opposition à Damas la brune. La Syrie est au pouvoir des Égyptiens. Méhémet-Ali s'appuie sur une active propagande. Les bulletins de l'armée de Syrie retentissent tels ceux de la Grande Armée. Soliman pacha en rédige certains personnellement⁴. À l'imitation de Napoléon, Ibrahim pacha organise à son quartier général un service de presse qui répand dans toute la Syrie des feuilles rédigées en français et des proclamations imprimées en arabe et en turc⁵. Les Turcs se comportent mal, sans ordre, sans discipline, ils pillent et brûlent. Au contraire, l'armée égyptienne, sous la rigueur française, paie tout comptant et respecte les propriétés⁶. Lady Stanhope rapporte cependant qu'un soir Ibrahim pacha, dînant avec son état-major, laisse échapper dans son ivresse sa conjugaison favorite : « Je vole, tu voles, il vole, nous voulons, vous voulez, ils volent. » Soliman pacha répond au général qu'il doit compléter sa grammaire française et il récite : « Je trompe, tu trompes, il trompe, nous trompons, vous trompez, ils trompent. » Ils provoquent une tempête de vivats. L'importance de son commandement fait de Soliman pacha un négociateur incontournable, le baron de Varennes, devant stopper la progression des forces égyptiennes, badine : « Avouez d'abord que nous avons changé de métier,

¹ Alphonse de Lamartine, *Histoire de la Turquie*, Paris, Librairie du Constitutionnel, 1855, 18 cm, t. VIII, p. 384.

² Adolphe d'Angeville, *La vérité sur la question d'Orient et sur M. Thiers*, Paris, Delloye, 1841, p. 13.

³ A.N. mar. BB⁴ n°544. Huitième bulletin de l'armée de Syrie, 3 avril 1832.

⁴ Édouard Driault, *Précis de l'histoire de l'Égypte*, Le Caire, impr. de l'Institut français d'archéologie orientale, 1933, t. III, p. 291.

⁵ Maxime Weygand, *op. cit.*, p. 21.

⁶ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 67.

et que c'est Ibrahim Pacha et vous qui faites de la diplomatie.¹ » Quoi qu'il en soit, toutes les chancelleries de l'époque prennent très au sérieux les bouleversements politiques auxquels on assiste depuis la guerre de libération de la Grèce. Le consul autrichien d'Alexandrie écrit ainsi à Metternich le 3 août 1832 : « Nous recevons des nouvelles effrayantes de Smyrne au sujet de l'Asie Mineure. Tout y est mécontentement et désordre. On s'attend à une révolution générale contre le Grand-Seigneur. »

Sur le plan maritime, Méhémet-Ali est également victorieux. Au bruit de la défaite de Beylan, la flotte ottomane se replie vers Rhodes. Le jeune amiral turc Halil pacha tient à éviter l'affrontement. Il craint un autre Navarin. Côté égyptien, au contraire, Osman Nouredin a l'ordre d'attaquer. Le 17 août 1832, les deux escadres se rencontrent. Elles s'observent puis se séparent. La flotte ottomane se réfugie dans la baie de Marmaris. Méhémet-Ali veut la détruire. Il fait armer le vaisseau *Ville du Caire* (136 canons) qu'il confie à Besson bey et sur lequel le vice-roi prévoit de s'embarquer². La marine ottomane n'est pas permanente. Les Turcs congédient les équipages pendant l'hiver pour les rassembler de nouveau au printemps³. L'escadre turque quitte son havre le 13 octobre. Osman laisse filer les trente-quatre voiles ottomanes. Méhémet-Ali dissimule sa colère. Ibrahim pacha la laisse éclater : « Si ce n'était par respect pour mon père, dit-il à l'amiral, je vous ferais pendre sur la place d'Alexandrie. » Se bornant à suivre l'ennemi sans attaquer, la stratégie d'Osman consiste à maîtriser les mers par sa seule présence et sans courir le risque d'un combat. Le pavillon égyptien vert avec un croissant d'argent s'incurvant sur trois étoiles argentées règne en Méditerranée orientale. Deux bricks de guerre turcs sont toutefois pris dans les eaux de Chypre. Le premier vient se jeter étourdiment au milieu de l'escadre égyptienne sans savoir où il est. Il se rend sous une simple injonction. Le second, qui vient d'Alexandrette, ne pense pas une minute à faire la moindre résistance. Presque dans le même temps, la marine égyptienne capture un très beau cutter du Grand Seigneur escortant un navire de transport autrichien, que la défaite de l'armée ottomane avait empêché de débarquer son chargement. Osman pacha fait conduire ces prises à Tripoli. Le consul d'Autriche négocie. Les marchandises sont confisquées mais le gouvernement égyptien paie le fret et indemnise les capitaines⁴. L'amiral Ricord est chargé des tractations concernant deux prises russes. Une corvette turque rencontrée par une des frégates égyptiennes se rend après avoir riposté par une seule volée et avoir eu deux hommes tués. La flotte ottomane a perdu presque tous ses transports. Les immenses chargements de vingt de ces bâtiments débarqués à Alexandrette sont tombés entre les mains de l'armée égyptienne⁵. Les navires de transport turcs, pressés de fuir abandonnent les cargaisons débarquées. Les bâtiments européens qui traitent avec la Porte rembarquent une partie de la leur. Tous les capitaines ont la hantise de l'escadre égyptienne.

L'Austerlitz de l'Égypte : la bataille de Konya, 21 décembre 1832

Le 16 octobre 1832, le général de brigade Selim bey fait son rapport à Ibrahim pacha. Il vient de quitter Bootzani et s'apprête à franchir un défilé tenu par les Turcs. Ces derniers se sont fortifiés à Chiftah. Les Égyptiens décident de prendre cette position. Dans la vallée, ils sont en face d'eux près de mille cavaliers. Cinq cents autres et de l'infanterie sont en ordre de bataille près du village fortifié. Un autre corps se trouve sur les hauteurs, sur le flanc opposé. À la tombée du jour, les éclaireurs font une reconnaissance puis c'est l'attaque. Les Turcs sont bien retranchés, sous le commandement de Sadik pacha. Melmenji Oglou Habib bey traverse les rangs de son infanterie et sabre à la main, tente de maintenir l'alignement. Les Égyptiens et les bédouins chargent de front. Les Turcs abandonnent le terrain. Sadik pacha et Habib bey sont les premiers à fuir. Les Turcs ont eu deux cents tués et trois cents prisonniers⁶. Une force de mille hommes s'apprête à contre-attaquer. Les Égyptiens chargent encore. Les Turcs sont mis en déroute. Rien ne semble pouvoir stopper la progression des forces d'Ibrahim pacha.

Le 18 novembre 1832, l'armée égyptienne s'installe à Konya où elle trouve un matériel d'artillerie considérable et des vivres en grande quantité. Un mois plus tard, les Arnauts viennent attaquer Silé, petite ville située à l'ouest de Konya. La position est défendue par deux mille Égyptiens. Ibrahim pacha renforce ce point avec quatre bataillons d'infanterie et un régiment de cavalerie. Il bat les Arnauts, leur prend cinq canons, cinq cents hommes et huit drapeaux. Le 19 décembre, au matin, l'armée turque quitte Akeher. Son avant-garde occupe la route de Ladick. Ibrahim pacha pousse une reconnaissance. Il trouve l'ennemi. Après une fusillade, une garnison de mille cinq cents hommes retranchés dans un hameau se rend. Le soir, plusieurs centaines d'Arnauts demandent à prendre du service dans l'armée égyptienne. Lasse des échauffourées, l'armée du grand vizir arrive à Konya, le 20 décembre 1832, dans le but d'y déloger les forces égyptiennes. À la tête de l'armée ottomane se trouve le général Mohamed Rechid pacha, un héros turc de la guerre d'Indépendance grecque. Né à Kütahya, en 1801, esclave dans

¹ Daniel Panzac et André Raymond, *La France et l'Égypte à l'époque des vice-rois : 1805-1882*, Le Caire, 2002, p. 201.

² R. Garreau, *Un Angoumois homme de mer : Besson-Bey, fidèle et vaillant marin de l'Empereur, vice-amiral et major général d'Égypte*, Paris, Société d'éditions géographiques, maritimes et coloniales, 1949, p. 104.

³ *Revue des Deux Mondes*, 1845, p. 453.

⁴ Georges Douin, *op. cit.*, p. 246. A.M.A.E., C.P., Égypte 2, f^{os} 301-304. Lettre de Mimaut à Sébastiani, Alexandrie, 5 juillet 1832.

⁵ A.N. mar. BB¹ n°544.

⁶ *Times* du 3 janvier 1833. 9^e bulletin de l'armée de Syrie, 16 octobre 1832.

son enfance, c'est à lui que le sultan écrit : « Missolonghi ou ta tête » et Rechid répondit « Missolonghi ». Le génial Rechid pacha fut victorieux devant Athènes le 6 mai 1827 avec une poignée d'hommes, et il bloqua Fabvier dans l'Acropole. Autre succès, Rechid pacha vient de mettre un terme aux troubles de l'Albanie. Moustapha, le pacha rebelle de Shkodra, a déposé les armes devant lui¹. Le pacha de Shkodra a de la déveine en 1832. Envahissant le Monténégro indépendant, il est battu dans les gorges et y perd 464 hommes.

Apprenant la marche des Égyptiens en Syrie, Rechid pacha déclare : « Le vieux renard a saisi le moment favorable : mais dut-il me susciter une nouvelle guerre, je ponds de forcer l'Égypte au repos. » Au moment où le généralissime turc quitte les rives du Bosphore, de vieux cheiks le saluent : « Nous te plaignons, ô Rechid ! Nous pleurons sur ton sort. Ne va pas en Anatolie. Nous n'avons plus rien à espérer. » Rechid pacha fait disperser manu militari ces religieux. Arrivé près de Konya, il est encore apostrophé par un vieux mollah, courbé par l'âge : « Sache, ô Rechid, lui dit-il, que nul n'a jusqu'ici ressuscité les morts. Tu ne ressusciteras pas l'Empire, mais tu te perdras toi-même.² » À cinquante ans, Rechid pacha est un général réputé et expérimenté. « Son œil bleu, grand et un peu à fleur de tête, écrit Cadalvène, était habituellement d'une sérénité ferme : sur un champ de bataille, il sortait étincelant de son orbite. Sa barbe blanchissante racontait une longue carrière glorieusement remplie. » Rechid pacha réclame au sultan le corps de réserve qui, disséminé autour de la capitale, la protège. Attaché comme médecin en chef à une brigade de cavalerie de la Garde impériale turque, le docteur Teule rapporte que les troupes d'élite du sultan, ménagées par le grand vizir s'arrêtent à chaque pas ou rétrogradent³. Ces soldats cherchent davantage des pâturages pour les chevaux que des ennemis à combattre. Au contraire, dans l'armée égyptienne règne une discipline de fer. Les châtiments y sont nombreux. En juin 1832, un soldat a reçu cent cinquante coups de fouet pour avoir volé des abricots⁴. En septembre, deux soldats ont reçu vingt coups de fouet pour s'être querellés pendant la marche du bataillon.

L'armée turque est imposante. Elle comprend quatorze régiments d'infanterie, vingt-huit escadrons de cavalerie et 180 pièces d'artillerie. Elle dispose de 60 000 hommes. Le comte d'Angeville estime cette armée turque à 53 000 hommes et 93 canons. Les Égyptiens sont trois fois moins nombreux : 25 000 hommes environ⁵. Le baron d'Armagnac estime que le rapport est encore plus inégal. Les forces d'Ibrahim pacha totaliseraient seulement 13 000 hommes et 25 canons. Le comte d'Angeville donne une évaluation à peu près similaire : 15 000 soldats égyptiens et 36 canons. Le 21 décembre, juste avant l'attaque, Ibrahim pacha fait jouer *La Marseillaise* aux musiques de tous ses régiments⁶ placés sur deux ou trois lignes. L'infanterie porte sa tenue d'hiver composée d'un pantalon de serge rouge plissé à la ceinture et serré au genou. La veste est taillée dans la même étoffe liée par une ceinture de cuir.

Ibrahim fait protéger ses ailes. Des bataillons forment le carré. La terre est couverte de neige⁷. Un brouillard épais enveloppe le champ de bataille. Les positions ne sont révélées que par le feu incertain de l'artillerie. Un rayon de soleil laisse entrevoir l'armée ottomane située à 3,5 kilomètres des positions égyptiennes. La droite de l'armée turque est appuyée aux montagnes du Silé, la gauche aux marais de Konya. Les premières lignes se déploient, les autres restent en masses compactes. En arrière et sur les ailes, la cavalerie attend le signal d'une charge éventuelle. Le plan de Rechid pacha consiste à attaquer au centre pendant que ses deux divisions de cavalerie forte chacune de 6 000 hommes chargeront sur les deux ailes. Le défaut majeur de ce plan est que les cavaliers ne disposent d'aucun moyen de communication pour coordonner les attaques avec l'infanterie. L'armée turque s'avance mais le brouillard l'empêche de régler sa position. Elle laisse un trop grand espace entre la gauche de son infanterie et sa cavalerie. Les Turcs sont alors peut-être victimes des mirages que cette région engendre quelquefois. Le 3 mars 1835, le botaniste Aucher-Eloy visite cette plaine. Il écrit : « sa monotonie est cependant corrigée par de beaux effets de mirage dus à des vapeurs qui s'élèvent de la terre et réfléchissent la lumière du soleil. ⁸ »

Les Ottomans, enveloppés par une brume épaisse, arrivent jusqu'à 600 mètres des batteries égyptiennes. Là, ils ouvrent un feu nourri révélant leur position. Une éclaircie permet à Ibrahim pacha de remarquer la faille : un espace vide. Il se décide à contre-attaquer et d'y pénétrer avec sa réserve renforcée de sa cavalerie. Ibrahim pousse son cri de guerre : « *Yoh, volete ! Aferim !* Allons enfants, courage ! » Les Turcs sont flanqués. L'infanterie, prise en étau, attaquée à la fois par la Garde et la cavalerie égyptiennes, met bas les armes. L'aile droite des Turcs s'avance et enveloppe la gauche de l'armée ennemie. Soliman pacha voit une batterie faire des ravages parmi ses troupes. Il est convaincu qu'un Européen l'a placée si judicieusement. Thévenin, conseiller militaire français au service de l'armée turque, a justement positionné cette batterie. Un général ottoman passe et dit que ces canons

¹ Edmond de Cadalvène et Émile Barrault, *op. cit.* p. 251.

² Gabriel Enkiri, *op. cit.*, p. 225.

³ Jules-Charles Teule, *Pensées et notes critiques extraites du journal de mes voyages dans l'empire du sultan de Constantinople, dans les provinces russes, géorgiennes et tartares du Caucase, et dans le royaume de Perse*, Paris, 1842, t. I, p. 251.

⁴ Khaled Fahmy, *All the Pasha's men : Mehmed Ali, his army and the making of modern Egypt*, Cambridge, Cambridge university press, 1997, p. 127.

⁵ Marmont, *Voyage du duc de Raguse*, Paris, 1837, t. II, p. 347.

⁶ Castellane, *Journal du maréchal de Castellane, 1804-1862*, Paris, 1895-1897, t. III, p. 343.

⁷ D'Armagnac, *op. cit.*, p. 95.

⁸ Rémi Aucher-Eloy, *Relations de voyage en Orient de 1830 à 1838*, Paris, 1843, p. 155.

peuvent bien faire de près ce qu'ils font si loin. Il la fait se rapprocher de la ligne de combat. Les Égyptiens tiennent bon et s'en emparent facilement¹. Épaulée par une partie du parc d'artillerie, l'armée égyptienne résiste à plusieurs attaques. Un carré d'où scintillent les baïonnettes fait feu avec trois de ses côtés et repousse constamment l'ennemi. Formée sur quatre rangs d'épaisseur – le premier, genou en terre, enfonce la crosse du fusil dans le sol pour résister au premier choc, les deuxième et troisième font feu, le quatrième recharge et passe les armes, cette haie d'acier semble infranchissable. Une contre-attaque sème néanmoins la confusion. Un major témoigne : « Quand le régiment de la Garde engagea l'ennemi, notre colonel et notre lieutenant-colonel nous donnèrent l'ordre de nous mettre en ligne. Je n'ai pas entendu le général donner cet ordre. Avant que nous adoptions une nouvelle formation, le général et le colonel avaient donné des ordres pour attaquer, ce que nous faisons mais notre aile gauche commençait à battre en retraite. Toute la brigade perdait pied. L'estafette était blessée et les officiers, le sabre à la main, obligeaient les soldats à retourner au combat. Nos bataillons désarticulés se remirent en ordre. Les trompettes donnèrent le signal de nous déployer en colonne et nous nous formèrent rapidement.² »

La cavalerie égyptienne culbute la cavalerie turque. Un corps de réserve ottoman, fort de 2 500 cavaliers, disposé au centre, tente une dernière chance. Il s'approche, parlemente et se précipite subitement. Il traverse l'armée égyptienne en passant dans les intervalles. Les tirs obliques fusent pour enrayer cette charge de cavalerie qui pénètre finalement dans Konya qu'elle pille. La défaite de l'aile gauche se répand. Le grand vizir Rechid pacha cherche à rallier ses troupes. Il combat désormais pour sauver sa propre vie. Il s'écrie : « Ne tirez pas, je suis le grand vizir ! » Tombant de cheval, il est relevé couvert de blessures par les Bédouins de l'escorte d'Ibrahim pacha qui le capturent et le dépouillent de ses riches vêtements³. Le baron d'Armagnac écrit : « Privés de commandement, les impériaux ne sont plus que des moutons qui fuient à l'aspect d'un loup. » La bataille a duré entre cinq et six heures. Après Konya, Rechid est renvoyé à Constantinople où il regagne la faveur impériale, se fait investir du commandement de l'armée d'Anatolie, accomplit son dernier exploit en soumettant le Kurdistan et sa dernière faute, un acte de précipitation contre les Persans qui manque de compromettre la paix entre la Turquie et la Perse. « L'art de la guerre, dit Thévenin, repose aujourd'hui sur la science mathématique. Le feld-maréchal ne connaissait que son sabre et le chemin des caravanes pour s'établir au Caire.⁴ » La capture du grand vizir disperse l'armée ottomane. Les Turcs fuient, 3 000 des leurs sont tués, entre 5 000 et 10 000 sont faits prisonniers, de 46 à 92 canons sont pris selon les sources. Cette défaite a un effet moral immense : « Il ne resta pas dix soldats turcs ensemble, écrit Marmont, tout se débanda et se dispersa.⁵ » Un fait singulier se produit. Ibrahim pacha pour conserver les formes de fidélité au sultan, se met sous les ordres du grand vizir qu'il a pris, et ce dernier est contraint d'ordonner le lendemain qu'on poursuive les débris de sa propre armée battue la veille⁶. À Constantinople, on est consterné. Le *Charivari* du 13 avril 1833 indique qu'après la bataille de Konya, le sultan a fait ouvrir toutes les mosquées, a fait déployer l'étendard de Mahomet, a fait placer le Coran sous les regards de tous et ordonné un jeûne général de huit jours, puis il est allé dîner, sûr que ces mesures allaient arrêter les Égyptiens. Ibrahim pacha continue sa marche. Le sultan ordonne que toutes les femmes de l'empire, à l'exception des siennes, se coupent les cheveux.

Soliman pacha, major général de l'armée égyptienne, a contribué directement à la victoire. Ibrahim pacha est le grand vainqueur. Les Égyptiens sont perçus comme des libérateurs. Les musulmans reconnaissent en eux les vengeurs du ciel pour les infractions faites à la loi du Coran. L'armée arabe a conquis matériellement la Syrie et moralement la Turquie d'Asie. Méhémet-Ali est le protecteur de l'islamisme opprimé. Encouragé par la faiblesse de la résistance de la Porte, son fils Ibrahim pacha s'avance à travers l'Anatolie, vers la capitale impériale. Il vient de dépasser la « ligne rouge⁷ ». Le colonel Duhamel, envoyé par l'empereur de Russie, arrive au camp égyptien pour faire des observations sur la marche d'Ibrahim pacha. « Mon maître n'aime pas les révoltés », dit le colonel Duhamel. Ibrahim lui répond : « Quand on est à la tête de 40 000 hommes, on n'est pas un révolté, on fait la guerre.⁸ » Puis regardant malignement Duhamel, il donne l'ordre à Soliman pacha de faire jouer *la Marseillaise* et *la Parisienne*. Istanbul est à sa merci. Il pourrait y arriver facilement vers le 3 ou le 4 janvier 1833. Un nouvel empire serait créé dont la base placée en Égypte reposerait sur la nation arabe. Les Polonais voient là une occasion en or de faire renaître leur nation⁹. Depuis l'automne 1832, l'idée s'ébauche que la Pologne pourrait renaître du démembrement de l'Empire ottoman. La Russie renoncerait au royaume de Pologne contre la conquête de la Turquie. Les projets polonais sont contradictoires car ils nourrissent jusqu'à présent l'idée d'organiser des troupes polonaises au service du sultan. Face à la première guerre de Syrie, les Polonais conseillent aux Turcs de se réconcilier avec Ibrahim pacha : « Envoyez quelqu'un de sûr chez Ibrahim. Demandez-lui ce qu'il veut. Que le

¹ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 21, f° 112.

² Khaled Fahmy, *op. cit.*, p. 206.

³ Bibliothèque historique, Paris, J. Laisné, 1840, p. 26.

⁴ Mustapha Sabry, *op. cit.*, p. 202.

⁵ Marmont, *op. cit.*, p. 352.

⁶ Adolphe d'Angeville, *op. cit.*, p. 14.

⁷ Denise Ammoun, *Histoire du Liban*, Paris, Fayard, 1997, p. 53.

⁸ Castellane, *op. cit.*, t. III, p. 344.

⁹ Adam Georges Benis, *op. cit.*, p. 16. Lettre de J.U. Niemcewicz au prince Czartoryski, Londres, 1^{er} janvier 1833.

Sultan le fasse Grand Vizir ; au besoin, renversez le Sultan. Faites Méhémet-Ali Calife des Croyants, mais unissez-vous. Ne vous déchirez pas, présentez un front commun à l'ennemi commun, qui est la Russie. » À Londres, Niemcewicz veut rencontrer Palmerston et lui faire part de ses desseins. Talleyrand le croise. Le Polonais s'entretient avec le vieux diplomate français : « L'Empire ottoman est prêt à succomber, la Pologne ne pourra-t-elle pas renaître de sa dissolution ? » Talleyrand lui rétorque : « Quand cela pourra-t-il être ? dans un siècle ? Ce sont des rêves » et ajoute : « Il ne faut plus vous bercer d'illusions, mais voir le véritable état des choses. »

Le maréchal Maison, ambassadeur de France à Vienne, apprend la victoire égyptienne de Konya le 15 janvier 1833. L'Autriche redoute l'intervention de la Russie. L'Autriche ne semble pas disposée à faire usage de la force pour stopper Ibrahim pacha¹. Le général égyptien va-t-il se porter sur la capitale de l'Empire ottoman ? La route est ouverte, l'opinion le porte, nulle armée ne saurait l'arrêter. Dans cette campagne éclair, les Turcs ont eu 10 000 tués au combat. Sir Charles Napier va même jusqu'à dire que les troupes turques n'ont pas eu un seul engagement réel avec Ibrahim. Le *Charivari* du 30 janvier 1833 nuance l'avantage acquis par les Égyptiens et précise que Konya est une victoire à la Pyrrhus. Épuisées par leur succès, les forces d'Ibrahim pacha n'auraient pas pu résister à une énergique contre-attaque du Grand Seigneur et auraient même été contraintes à une pénible retraite.

L'Empire ottoman est ébranlé en son centre². La peur gagne le sérail. En Égypte, la bataille de Konya est célébrée. La Porte envoie Halil pacha traiter directement avec Méhémet-Ali. Halil pacha quitte les Dardanelles le 12 janvier. Il arrive le 21 à Alexandrie à bord de la frégate turque le *Trône*. L'envoyé du divan impérial porte un *hatti-chérif* qui cède le pachalik d'Acre. Le vice-roi se porte à sa rencontre jusqu'au milieu de l'escalier du pavillon où il donne ses audiences, et ce malgré les démonstrations d'Halil pacha visant à l'arrêter et à l'empêcher d'aller plus loin. « Ce dernier, écrit Mimaut, n'ayant pu réussir à lui baiser la main, ils se sont affectueusement embrassés. Depuis ce moment, ils vivent dans les rapports les plus intimes, comme ceux de père et de fils, titres qu'ils se donnent réciproquement, passant ensemble les longues soirées du ramadan.³ » Simple moment de répit, l'armée égyptienne, restée à Konya jusqu'au 20 janvier 1833, se remet en marche vers le Bosphore.

Ibrahim pacha s'avance en Anatolie. C'est un nouveau Napoléon. Il serait même meilleur que l'Empereur d'après Lamartine : « Ibrahim Pacha, c'est la destinée, c'est Allah pour ses officiers; Napoléon, ce n'était que la gloire et l'ambition pour les siens.⁴ » L'aspect biblique du personnage est renforcé par l'évocation de son entrée à Beyrouth où un serpent faisant cabrer son cheval oblige Ibrahim pacha à tirer le sabre. Il coupe la tête du reptile et le foule sous les pieds de sa monture. Alexandre Dumas, s'appuyant sur les souvenirs de Dauzats et Taylor, confie qu'Ibrahim pacha, personnage petit, trapu, robuste, aux yeux vifs et brillants, le visage rouge dont les moustaches et la barbe sont de couleur fauve, apprécie le champagne et regarde la France comme une seconde patrie. Le commandant Kerviler dans ses *souvenirs d'un vieux capitaine de frégate* le décrit : « C'est un homme d'une taille moyenne et d'un extrême embonpoint ; sa barbe droite de la dureté à sa physionomie, sur laquelle se peignent avec mobilité ses vives passions. » Le baron de Boislecomte écrit au ministre des Affaires étrangères, le 31 août 1833, à propos d'Ibrahim pacha : « Le ton général de son discours était d'un homme exalté par ses derniers succès, ne respirant que la guerre, peu soucieux d'une vie qu'il a souvent exposée avec un courage poussé jusqu'à la témérité. » Un poète français le décrit élogieusement : « L'Occident n'a pas vu de soldat plus intrépide, plus généreux, plus né pour la victoire... Ouvrez-lui le monde, il ira jusqu'au bout. Il est de la race de ces hommes qui ne s'arrêtent que lorsqu'ils tombent, comme Alexandre ou Gengis Khan. » Le maréchal Marmont confirme : « Ibrahim Pacha est né avec l'instinct et le génie de la guerre. » Champollion remarque un personnage de plus grande envergure que son père le pacha Méhémet-Ali : « C'est un singulier grand homme, tout à fait digne de la civilisation de l'Égypte.⁵ » Le général polonais Dembinski admire Ibrahim pacha : « C'est un vrai soldat », écrit-il. Il. Le fils de Méhémet-Ali est « vif comme un faucon surprenant ses hommes par la vitesse à laquelle il se déplaçait parmi eux, dormant comme eux, mangeant leur menu, s'asseyant parmi eux écoutant leurs dires de façon à insuffler dans leur cœur le courage. » Il a aussi « une forte structure, une tête bien faite, plein de ruse et de fermeté, juste, passionné et généreux.⁶ » On le dit « robuste, énergique et dur⁷ » ayant les qualités nécessaires au succès. Eusèbe de Salle remarque une barbe raréfiée par les cicatrices de la variole⁸. Son contemporain l'historien Mikhâel Machâqa ne tarit pas d'éloges sur son compte et le traite de chef militaire génial, surtout après sa victoire de Konya et la capture du grand vizir. Il dit de lui qu'il est « le plus grand général arabe après Khâled ibn el-Walîd⁹ » et « le Napoléon des Arabes au XIX^e siècle.¹⁰ » Mauvais musulman, Ibrahim pacha boit du vin et de

¹ A.M.A.E., M&D, Autriche, vol. 51.

² Julia Pardoe, *The beauties of the Bosphorus*, Londres, 1839, introduction, p. 2.

³ Durand-Viel, *Les campagnes navales de Méhémet-Ali et d'Ibrahim*, Paris, impr. nationale, 1937, t. II, p. 107.

⁴ Alphonse de Lamartine, *Voyage en Orient, 1832-1833*, Paris, I.T.E., 1959, p. 183.

⁵ Jean Lacouture, *Champollion, une vie de lumières*, Paris, Grasset, 1989, p. 442.

⁶ Yassine Soueid, *op.cit.*, p. 765. Rustom, *Bachir entre le sultan et le 'Azzîz*, t. I, p. 61.

⁷ *Ibid.*, Lammens, *La Syrie*, t. II, p. 152.

⁸ *Pérégrinations en Orient, ou voyage pittoresque, historique et politique en Égypte, Nubie, Syrie, Turquie, Grèce en 1837-1839*, Paris, 1840, t. I, p. 220.

⁹ Ce général avait battu Mahomet à Uhud en 625, puis se rallia à l'islam et conquiert l'Iraq (633) et la Syrie (635-636).

¹⁰ Yassine Soueid, *op. cit.*, p. 765. Machâqa, *Machhad al-'ayân* (Témoignages oculaires), p. 109.

l'eau-de-vie. Il lui arrive même de s'enivrer quelquefois. Il mène à la guerre la vie dure du soldat et n'a pas de femmes avec lui.

L'intervention des puissances. Le débarquement des Russes dans le Bosphore.

Les puissances sont atones. Elles viennent juste de régler, sous leur haute protection, le problème de la Grèce en la dotant d'un souverain, qu'un autre *casus belli* survient. La conquête fulgurante de l'armée égyptienne amène des changements importants dans la situation internationale. La question d'Orient prend une nouvelle tournure et se pose à l'Europe dans toute son ampleur. Les grandes puissances se montrent empressées d'y jouer un rôle. La situation de la France est la plus complexe. L'Angleterre et l'Autriche ont une idée simple. Elles ne s'inquiètent que de maintenir l'Empire ottoman et de le défendre contre ses ennemis. La Russie aussi n'a qu'une idée, moins simple, mais exclusive et constante. Elle veut maintenir l'Empire ottoman sans l'affermir et le dominer en le protégeant. La Prusse, presque étrangère à la question, incline habituellement vers l'Autriche et l'Angleterre en ménageant la Russie. La politique de la France est compliquée et alternative. Elle veut servir à la fois le sultan et le pacha, maintenir l'Empire ottoman et grandir l'Égypte. La Porte se trouve en présence de deux alliés véritables, d'un protecteur hypocrite et d'un ami dont le cœur est partagé. La raison principale de cette double politique de la France tient au fait que l'Égypte revêt une importance stratégique dans la Méditerranée. La France pourrait y trouver un appui en cas de guerre contre l'Angleterre, ou contre la Russie. Il faut surtout empêcher qu'elle ne passe sous l'influence d'une puissance ennemie. Méhémet-Ali est à la tête d'un vaste empire qui s'étend des portes de la Turquie au Soudan. Il a fondé une nouvelle capitale à Khartoum. Les Égyptiens surveillent les côtes jusqu'aux confins de l'Érythrée. Cette ambition menace sérieusement l'équilibre entre les grandes puissances en Méditerranée orientale. Elle inquiète le trafic commercial européen vers l'Inde et le sud-est asiatique. La Grande-Bretagne surveille jalousement la route de Suez. Elle ne craint pas Méhémet-Ali mais redoute une domination égyptienne en Syrie car ce pourrait être le point de départ d'une extension vers le Golfe Persique, ce qui menacerait la sécurité de l'Inde. Elle veut maintenir l'Empire ottoman car il établit une barrière contre la pénétration russe en Méditerranée et dans le Proche-Orient. La Porte est un marché important pour les exportations anglaises et tout dessein d'indépendance économique est en contradiction directe avec les intérêts britanniques.

La Porte soupçonne la France de soutenir l'Égypte. Elle sait que le vapeur français le *Sphinx* transporte la correspondance de Méhémet-Ali entre Alexandrie et la Syrie¹. Elle s'en plaint auprès de l'ambassadeur de France à Constantinople mais le duc de Broglie, ministre des Affaires étrangères pressent le danger d'une intervention russe. Il interpelle à son tour le divan et il se tourne vers l'Angleterre. « Je crois, demande-t-il confidentiellement à Talleyrand, que les intérêts du gouvernement anglais, sur ce point, sont identiques aux nôtres et que le temps presse. J'ai tout lieu de croire que, si nos deux gouvernements s'entendent bien, l'Autriche finira par se réunir à nous contre l'agrandissement éventuel de la Russie. C'est là l'œuvre que vous avez tentée au congrès de Vienne et que les Cent-Jours sont venu déranger. C'est à vous qu'il appartient de l'achever.² » Hélas, les propositions françaises sont fraîchement accueillies à Londres. Le duc de Broglie se plaint de l'extrême froideur avec laquelle le gouvernement anglais reçoit depuis trois mois ses diverses ouvertures relativement à l'Orient.

Le sultan demande l'aide des Britanniques. Il envoie à Londres M. Maurageni, puis Namik pacha qui réclame le départ d'une escadre britannique. En retour, le sultan s'engagerait à garantir des avantages commerciaux à l'Angleterre et reconnaîtrait de nouveaux droits aux ressortissants britanniques présents dans l'Empire ottoman. La réponse du ministre anglais à la demande de secours de la Turquie est un refus formel. Lorsque Palmerston sera interrogé sur cette requête, il feindra d'en ignorer la date exacte. La Porte demanda une assistance au mois d'août 1832³, à moins que cela ne soit au cours du mois d'octobre, ou plutôt au mois de novembre. Le gouvernement anglais est dans une situation embarrassante. Il aimerait agir contre la Russie mais il ne peut pas soutenir Méhémet-Ali, un sujet rebelle à son suzerain, le sultan. Le premier ministre Grey reconnaît qu'il est impossible d'agir dans le Levant car les intérêts commerciaux de l'Angleterre avec l'Égypte risquent d'être perturbés⁴.

En France, l'insurrection en Vendée et l'émeute de juin 1832 sont apaisées. Le siège d'Anvers termine la question belge. On peut enfin s'occuper de Constantinople⁵. Nettement impressionné par la réussite du vice-roi, Paris soutient l'Égypte. Beaucoup de Français considèrent Méhémet-Ali comme le successeur spirituel de Napoléon et la prospérité du commerce français n'exige pas impérieusement la conservation de l'Empire ottoman. Le pays des pyramides est à la mode et la publication régulière des tomes monumentaux de la *Description de l'Égypte* entretient l'engouement⁶. L'égyptologie entre au Collège de France. La reconnaissance politique du baron de Boislecote a permis au gouvernement français d'arrêter ses propres idées relativement à l'Orient.

¹ Edmond de Cadalvène et Émile Barrault, *op. cit.*, p. 235.

² Paul Thureau-Dangin, *op. cit.*, p. 366.

³ *Chambre des Communes*, 24 août 1833.

⁴ *Ibid.*, 4 février 1834.

⁵ Adolphe d'Angeville, *op. cit.*, p. 19.

⁶ Ghislain de Diesbach, *Ferdinand de Lesseps*, Perrin, 1998, p. 42.

Méhémet-Ali est réputé et aimé jusque dans les Balkans. Boislecomte voit à Belgrade des soldats turcs faire des feux de joie en l'honneur de la victoire égyptienne. On dit de Méhémet-Ali : « Il est grand, il est glorieux, il est invincible ». L'occupation de la Syrie est bien perçue. Ibrahim pacha introduit dans le pays des réformes spectaculaires : le système arbitraire des impôts est remplacé par des mesures fiscales équitables. Les tribunaux sont réorganisés, la police est réformée et des cadastres précis sont établis. Un esprit de tolérance et de modernité souffle. Des chrétiens siègent dans les nouveaux conseils municipaux. Ils peuvent monter à cheval et porter un turban blanc, privilèges réservés jusqu'ici aux seuls musulmans. Au contraire des seigneurs de la Sublime Porte, Méhémet-Ali conserve au faite de sa gloire des goûts et des habitudes simples. Nomade, il préfère camper plutôt que loger à demeure fixe. Sa table est frugale. Il sort dans une calèche très simple, attelée de deux chevaux ordinaires.

Seule, la Russie intervient brusquement contre l'Égypte qu'elle considère comme un pays rebelle et un allié des révolutionnaires européens. Avant la bataille de Konya, le tsar a offert le concours des troupes du Caucase à l'armée de Rechid pacha. « Il faut défendre Constantinople contre l'attaque de Méhémet-Ali, déclare le tsar Nicolas I^{er}. Toute cette guerre n'est que le produit de l'esprit de révolte qui s'est emparé actuellement de l'Europe et notamment de la France... Si Constantinople venait à succomber, nous aurions pour voisins des hommes sans abri, sans patrie, bannis par toutes les sociétés bien ordonnées; ces hommes ne peuvent vivre tranquilles. Ils entourent en ce moment Méhémet-Ali, emplissent les cadres de sa marine et de son armée. Je dois détruire ce nouvel embryon du mal et du désordre, et exercer mon influence dans les affaires d'Orient. ¹ » Le 28 janvier 1833, l'agent du tsar M. de Medem avertit Talleyrand à Londres que son maître n'accepterait pas à Constantinople l'établissement d'un « voisin peu disposé à respecter le traité d'Andrinople. ² » La Porte accepte l'aide de la Russie. Le sultan écrit au tsar Nicolas I^{er} pour lui annoncer qu'il accepte le secours de cinq vaisseaux et de sept frégates. La Russie est prête à jeter tout le poids de son épée dans la balance. Retournement de situation, peu de jours après, Mahmud II change d'avis. Malgré sa défaite, il demeure intransigeant. Fier, il rechigne à demander l'aide d'une puissance étrangère. Il se donne même le luxe de mépriser les avis des légations d'Espagne, de Hollande, du Danemark et des États-Unis³. Les ministres ottomans et l'opinion semblent rétifs à une intervention russe. Des symptômes de mécontentement se manifestent parmi les musulmans.

Le chargé d'affaires de France à Constantinople, Varennes, s'emploie activement à contrecarrer les desseins du tsar, détournant la Porte d'accepter ses offres, excitant le sentiment turc contre la Russie, tentant une médiation⁴ entre le sultan et le pacha que le ministère ottoman finit par accepter. Le baron de Varennes conseille à Mahmud de ne pas refuser des concessions nécessaires à l'établissement de la paix et à Méhémet-Ali de modérer ses exigences. Varennes se met directement en rapport avec Méhémet-Ali et Ibrahim pacha. Il cherche à hâter le raccommodement de la Turquie et de l'Égypte. Acceptant ses propositions parvenues par le chargé d'affaires de France, la Porte se décide à dépêcher en Égypte Halil pacha, avec la mission de conclure la paix. Le baron de Varennes écrit à Ibrahim pacha le 9 janvier 1833 « que la Porte venait d'envoyer Halil-Pacha à Alexandrie pour traiter directement et définitivement avec le Vice-Roi, et qu'en cet état il fallait ne pas compliquer la négociation par un mouvement en avant. ⁵ » Le sultan a demandé l'aide de la Russie puis, apaisé par Varennes, il déclare à Boutenieff qu'il n'a plus besoin d'être secouru. La participation des puissances à un accord donne une position fixe à Méhémet-Ali. Elle lui fait prendre place dans le droit public de l'Europe où il est reconnu grand feudataire de l'Empire ottoman. À présent, il est en possession d'un pouvoir permanent que le sultan ne peut lui ôter. Quant à l'Autriche, ce n'est pas sans plaisir que Metternich dit à son envoyé à Paris, le comte Apponyi que « la guerre sera le résultat forcé. » Pour Vienne, il faut fermer l'Europe à un conquérant qui serait un héros du parti de la révolution. Le comte de Prokesch-Osten est envoyé en Égypte. Varennes demande à Méhémet-Ali de maintenir des dispositions pacifiques mais Ibrahim pacha n'obtempère pas aux demandes françaises. Au contraire, il répand en Asie Mineure des proclamations annonçant sa prochaine arrivée, cherchant à obtenir le soutien des oulémas. Ibrahim pacha répond au chargé d'affaires de France qu'il ne peut arrêter la marche de ses troupes avant d'avoir reçu les ordres de son père, qu'il a l'intention de prendre ses quartiers d'hiver à Brousse, puis il fait mouvement. Il quitte Konya le 10 janvier 1833 puis il s'arrête à Kütahya le 1^{er} février 1833. Il est à cinq jours de marche de Constantinople. Là, il annonce au divan et à Varennes qu'il doit procurer à ses troupes le bois et les subsistances nécessaires qu'il ne trouvait pas dans le district de Konya. L'armée égyptienne stoppe sa progression. Elle commence à souffrir du choléra, de la faim et du froid. Varennes ne rencontre pas le soutien qu'il espérait des représentants de l'Autriche et de l'Angleterre. L'agent russe Mouravieff envoyé auprès de Méhémet-Ali est de retour à Constantinople, le 7 février. Il renseigne le divan. Le vice-roi ne veut pas se soumettre. Ces nouvelles relancent les craintes du sultan qui réclame l'appui de la flotte russe basée à Sébastopol. « Que m'importe

¹ Henri Troyat, *Nicolas I^{er}*, Paris, Perrin, 2002, p. 173.

² Émile Bourgeois, *Manuel historique de politique étrangère, t.III. L'ère des nations, l'éveil du monde, de Metternich à Bismarck, 1830-1878*, Paris, E. Belin, 1948, p. 92.

³ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 21, f°32.

⁴ Paul Thureau-Dangin, *op. cit.*, p. 365.

⁵ Adolphe d'Angeville, *op. cit.*, p. 15.

l'empire ? dit Mahmud à un conseiller qui cherche à l'effrayer sur les desseins des Russes, que m'importe Constantinople ? Je donnerais Constantinople et l'empire à celui qui m'apporterait la tête de Méhémet-Ali.¹ »

L'amiral Roussin est nommé ambassadeur de France à Constantinople depuis le 14 septembre 1832. Émile Desages, le directeur des affaires politiques du ministère des Affaires étrangères lui donne comme instructions de retarder autant que possible des événements qui amèneraient un démembrement de l'Empire ottoman ou une révolution de palais qui placerait sur le trône d'Osman un enfant facile à manipuler². On sait qu'Ibrahim pacha a tiré d'un couvent de derviches un membre de la famille impériale qu'il mène avec lui pour en faire un sultan fantoche³. La flotte française a reçu l'ordre de se porter vers le Levant. Rigny a calculé que cette escadre partie de Toulon peut arriver dans les Dardanelles quinze jours avant la flotte russe qui, d'après certains journaux n'est pas prête de prendre la mer. Les ordres adressés à l'ambassadeur Roussin l'invitent simplement à observer la Russie, à se présenter comme conseiller, un ami de la Porte et non pas comme un arbitre : « tout doit être officieux, rien d'officiel. » Sa nomination marque une volonté plus affirmée de la France face à la question d'Orient. Albin-Reine, baron Roussin, vice-amiral, pair de France, membre de l'Académie des sciences, grand'croix de l'ordre grec du Sauveur, commandeur de l'ordre de la croix du Sud du Brésil est le nouveau représentant de la France auprès de la Porte. Né en 1781 à Dijon, il s'est engagé dans la flotte à 12 ans. Il a participé comme lieutenant de vaisseau à la lutte contre l'Angleterre, sous le premier Empire. Capitaine de vaisseau en 1815, contre-amiral en 1822, Roussin a commandé en 1828 l'expédition dirigée contre Rio. Il est celui qui a forcé les passes du Tage en 1831 parce que le roi du Portugal, dom Miguel, avait malmené des Français établis à Lisbonne. L'amiral Roussin est un homme énergique. Il est favorable à l'action. Son caractère est hardi, entier et impérieux⁴. Il n'a pas l'intention de rester passif. Dès son arrivée à Constantinople, le 17 février 1833, recevant une note qui laisse prévoir l'imminente apparition de la flotte russe, à moins que l'armée égyptienne ne batte en retraite, Roussin fait suspendre le débarquement de ses valises⁵. Il parle haut et fort au divan. Il menace même. La France supprime à cette occasion l'usage des présents pour une ambassade auprès du sultan⁶. Varennes a obtenu une troisième fois de suspendre l'aide russe mais le contrordre est porté par un navire russe qui s'est arrangé pour ne pas rencontrer l'escadre de Sébastopol.

Le 20 février 1833, à 11 heures du matin, une puissante escadre russe arrive à Constantinople. Elle est composée de cinq vaisseaux et sept frégates, placés sous les ordres de l'amiral Lazarev. Les navires mouillent dans la rade de Buyukdéré. Ils débarquent 10 000 soldats qui dressent leurs tentes sur la rive asiatique du Bosphore. La Porte tombe sous la dépendance de la Russie, son ancienne ennemie. La Russie accomplit son désir d'occuper l'ancienne Byzance. Le sang de l'amiral Roussin ne fait qu'un tour. La vue d'un pavillon russe sous les murs du palais du sultan lui produit l'effet d'un mouchoir rouge agité devant un taureau. « Jamais, écrit l'amiral Roussin, sensation plus pénible n'accueillit mon cœur et mon esprit. Ainsi s'est réalisé le rêve d'un siècle, ainsi s'est effectué l'événement le plus fécond peut-être en conséquences funestes de tous ceux qui menaçaient la paix de l'Europe.⁷ » Le *Charivari* du 1^{er} mai 1833 se déchaîne contre l'amiral Roussin : « Notre ambassadeur à Constantinople a regardé tranquillement défiler les troupes russes. Ce n'est pas tout ; Son Excellence n'a nullement cherché à dissimuler un léger mouvement de contrariété ; cela n'empêchera peut-être pas demain l'opposition de nous parler de la docilité servile de notre diplomatie. »

L'Angleterre agite le spectre du cosaque et soutient la France. Londres se sent menacé. Son commerce et l'existence de ses possessions dans l'Inde sont en danger. Depuis 1832, les Britanniques consolident certes leurs positions vers le Pendjab et Ranjit Singh, le souverain sikh de Lahore, est regardé comme un des alliés les plus sûrs de l'Angleterre, mais tout ce qui fait la splendeur de l'empire britannique est remis en question par le débordement de la Russie sur le Bosphore. Si Nicolas I^{er} parvient à disposer des ressources de la Perse, il ne lui serait pas impossible de discipliner les hordes guerrières qui vivent dans ces contrées, de les pousser au-delà de l'Indus, et de porter à la domination anglaise dans l'Inde des coups dont elle ne se relèverait jamais. Cette entreprise a déjà préoccupé Napoléon et le tsar Alexandre sur les rives du Niémen. La Grande-Bretagne n'a pas le choix. Elle doit soutenir l'Égypte, avec la France, contre la Russie. L'amiral anglais Campbell offre à Méhémet-Ali deux mille fusils de modèle récent. Mimaut estime que cela est « plus que de la diplomatie de tabatières. » Les cours de Londres et de Paris se disputent les bonnes grâces du pacha d'Égypte. Le duc de Broglie qui occupe depuis octobre 1832 le ministère des Affaires étrangères désire par affinités personnelles – il est le gendre de Mme de Staël et a de nombreuses relations dans le monde libéral anglais – ainsi que par méfiance envers l'Autriche, faire de l'Entente avec l'Angleterre un instrument solide qui équilibrerait les puissances de l'Est. Les héritiers de la

¹ Paul Thureau-Dangin, *op. cit.*, p. 365. François Guizot, « La question d'Orient » : 1832-1837, *Mémoires pour servir à l'Histoire de mon Temps*, t. VII, Clermont-Ferrand, Paleo, 2004, p. 45.

² A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 111.

³ Émile Barrault, *Guerre ou paix en Orient*, Paris, L. Desessart, 1836, p. 28.

⁴ Paul Thureau-Dangin, *op. cit.*, p. 367.

⁵ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 67.

⁶ *Ibid.*, vol. 68.

⁷ Durand-Viel, *op. cit.*, p. 108.

diplomatie napoléonienne ont toujours le frisson de Moscou. Émile Barrault écrit : « De Constantinople, l'ombre de la Russie ne se projette point sur Calcutta, mais sur Paris, il est bien évident que les troupes moscovites, échelonnées des bords de la Caspienne sur Kandahar, menacent la France d'une troisième invasion. »

Talleyrand semble convaincu que le conflit proche-oriental peut s'étendre en Europe : « De toute entreprise dans la mer Noire, dit-il, la France devrait répondre sur le Rhin. » La France se prépare à la guerre. Elle songe à envoyer un corps de 20 000 hommes en Grèce, afin de protéger ce jeune État jusqu'à la fin de la crise qui sévit en Orient. Paris estime que l'Espagne, « depuis sa soudaine régénération doit être considérée plutôt comme une auxiliaire que comme une ennemie.¹ » Quant à l'Italie, en cas de guerre, elle serait engagée dans « une coalition à la tête de laquelle flotterait le drapeau français. » Le roi de Naples Ferdinand II déclare : « J'ai l'intention de conserver la neutralité en cas de guerre ; mais si je suis obligé à me déclarer, ce ne sera point pour la cocarde jaune et noire, mais pour la vôtre !² » Flandin préconise l'envoi de 50 000 soldats français dans le Levant³. Il écrit au général La Fayette qu'il faut armer une flotte pour observer la Russie. Les Russes, dont la totalité de leurs forces disponibles s'élève à 700 000 hommes, déclarent être prêts à défendre Erzeroum et Trébizonde. Ibrahim pacha arrête sa marche victorieuse. Son père Méhémet-Ali semblerait vouloir négocier. La Grande-Bretagne et la France, alarmées par l'apparition des vaisseaux de guerre russes à Istanbul, insistent auprès du sultan afin qu'il se joigne à elles pour demander leur retrait. Faisant pression, les Anglais bloquent Alexandrie. Ils veulent contraindre le pacha d'Égypte à négocier. Le contre-amiral Hugon est pressenti pour prendre la tête d'une escadre française dans le Levant. L'Autriche reste neutre.

L'amiral Roussin, protestant contre l'immixtion des Russes, fait savoir à la Porte qu'il considère sa mission terminée puisque la Turquie n'est plus un État indépendant⁴. Le sultan, fort troublé par la déclaration française, envoie deux agents, dont l'un est Français, pour demander si Méhémet-Ali serait susceptible d'accepter une paix honorable. Dans ce cas, le sultan s'engagerait à renvoyer les Russes. Les Turcs déclarent : « Les Russes se retireront si la paix se conclut ; mais la France garantit-elle la paix ?⁵ » Roussin s'y engage. Le traité de Rustaich met fin à la guerre⁶. Un arrangement est conclu entre l'ambassadeur de France et la Porte le 21 février 1833. Le baron Roussin permet la paix entre la Porte et Méhémet-Ali aux conditions suivantes : cession d'Acre, Tripoli, Naplouse et Jérusalem contre l'arrêt des assistances étrangères. Le 22 février 1833, Roussin écrit vivement au vice-roi et lui demande d'accepter ces propositions : « Persister dans les prétentions que vous avez soulevées, ce serait appeler sur votre tête des conséquences désastreuses qui, je n'en doute pas, éveilleront vos craintes. La France tiendra l'engagement qu'elle a contracté ; elle en a le pouvoir et je garantis sa volonté. Il ne me reste plus qu'à espérer que vous ne nous forcerez pas à la cruelle nécessité d'attaquer une puissance en partie notre ouvrage, et de ternir une gloire dont je suis l'admirateur sincère. » L'ambassadeur menace. Dans l'intérêt de sa sûreté, le pacha doit accepter ces offres de paix, car la France en poursuivrait au besoin l'exécution par les armes. L'aide de camp de Roussin, porteur de cette lettre, est en outre chargé de donner aux Français établis en Égypte, l'ordre de quitter le pays si Méhémet-Ali n'obtempère pas aux demandes de la France.

L'amiral russe se retire sur Sizéboli, toujours prêt à intervenir. Le même jour, Ibrahim pacha en profite. Sans quitter son camp de Kütahya, sans faire avancer un seul soldat, il prend possession de Smyrne par l'intermédiaire de son neveu Abbas pacha⁷. Ce dernier se trouvant à Magnésie, envoie cinq officiers pour recevoir la soumission de Smyrne. Sur une simple injonction de leur part, le gouverneur ottoman remet la place entre les mains égyptiennes le 28 février 1833. Les autorités turques sont remplacées par des partisans de Méhémet-Ali. L'amiral Roussin fait amener le pavillon français à Smyrne et signifie à Ibrahim pacha qu'il n'y serait abaissé que lorsque l'autorité de la Porte aurait été rendue. Les pressions rétablissent le pouvoir du sultan sur cette ville. La Turquie se jette sans condition dans les bras de la France. La convention de février est signée. L'amiral Roussin s'engage à arrêter la progression des Égyptiens. Il parvient à faire d'une pierre deux coups. Gagnant la confiance du divan, sûr de l'appui de la France, Roussin fait reculer les Russes dans leurs prétentions et il force Méhémet-Ali à se rallier franchement aux intérêts turcs. Tous les musulmans pourraient être réunis contre le tsar. Ce plan assure à la France le premier rang en Orient. Des améliorations matérielles dans la situation du peuple, des réformes administratives indispensables pour imprimer au gouvernement turc une nouvelle force d'action sont imposées par l'amiral Roussin comme condition de la convention de février. La Porte acquiesce. Ces initiatives sont mal appréciées à Paris car elles renforcent l'Empire ottoman. La convention est désavouée par le ministère. Metternich déclare pourtant, en présence de tous les ambassadeurs, que le traité conclu par l'amiral Roussin est « le plus beau succès

¹ S.H.A.T. D² n°8. Note manuscrite anonyme émanant de la Présidence du Conseil, division politique, Paris, 23 janvier 1833.

² César Vidal, *Le royaume de Naples et la monarchie de Juillet, 1830-1835*, Paris, R. Pellerin, 1934, p. 7.

³ Jean-Baptiste Flandin, *Isabelle et don Carlos, ou de l'intervention de la France en Espagne... suivi de considérations sur l'état actuel des affaires du Levant, sur la nécessité et la nature de l'intervention de la France, accompagné de documents officiels sur l'Orient et sur la Grèce, notamment la correspondance de l'auteur avec feu M. le comte Capodistria*, Paris, les marchands de nouveautés, 1839. Lettre de Flandin, 5 avril 1833.

⁴ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 67.

⁵ D'Angeville, *op. cit.*, p. 16.

⁶ Marmont, *op. cit.*, p. 355.

⁷ S.H.A.T. D² n°5.

diplomatique obtenu de nos jours¹», et il ajoute très justement que « l'Orient a de nouveau offert à la politique d'action de la France une arme qu'elle s'est empressée d'exploiter, à sa manière habituelle. » À Paris, ce triomphe de la diplomatie française est traité de coup de tête. Il n'est qu'une intrigue ourdie pour briser l'alliance de la France avec l'Égypte. Méhémet-Ali refuse de céder. Les négociations se poursuivent. Le pacha, dans ses conversations avec les consuls étrangers, se dit « étonné que le gouvernement français, qui, depuis deux ans, n'avait cessé de faire des démarches auprès de lui pour l'engager à déclarer la guerre à la Porte, osât maintenant lui proposer la paix à des conditions si peu avantageuses. » Le 8 mars 1833, il répond « qu'il ne pouvait accepter des propositions qui étaient une sentence de mort politique, et qu'il s'en rapporterait plutôt à la volonté de Dieu, préférant une mort glorieuse à l'ignominie. ² » Le docteur Clot bey, au service du vice-roi, tente auprès de Louis-Philippe de défendre les intérêts égyptiens lors d'une audience accordée le 25 mars 1833. Déçu, il note : « je pars peu content de voir le gouvernement français si tiède pour la cause de l'Égypte, qui est celle de la France. ³ » Louis-Philippe défend sa position diplomatique : « Que voulez-vous ? Les Russes sont là, il est important de les renvoyer. D'ailleurs ce traité n'est pas aussi humiliant que vous le prétendez. Méhémet-Ali garderait l'Égypte, le pachalik de Saint-Jean-d'Acre, et je ne doute pas qu'avec cela il n'obtînt aussi son indépendance. » Cerisy écrit le 28 mars : « L'ambassadeur de France, Monsieur Roussin, est arrivé à Constantinople pour tout brouiller. Il a cru faire ici comme au Portugal, et je crois pour ma part qu'il a fait des sottises. Il n'a jamais voyagé dans le Levant et, sans une grande connaissance des mœurs des Orientaux, on est exposé à se tromper. »

Roussin, propose de réduire les ambitions égyptiennes à l'annexion des districts de Syrie du Sud : Acre, Jérusalem, Tripoli et Naplouse. Méhémet-Ali est déçu. Ce sont de maigres concessions territoriales en regard de ses prodigieuses conquêtes. Le vice-roi souhaite ajouter Adana, Diarbékir, Orfa et Marach⁴. « Si je suis abandonné, abandonné, s'écrie-t-il ulcéré, par les puissances qui se sont le plus intéressées à l'Égypte, c'est mon arrêt de mort. » L'Empire ottoman est prêt à céder des territoires et à renoncer à toute forme d'assistance étrangère. La Porte demande que les vaisseaux russes quittent le Bosphore pour stationner à Sizéboli mais le plan de Roussin offense Méhémet-Ali⁵. Dans un moment de fierté, le vice-roi exprime sa ferme résolution de s'abandonner à sa destinée et de poursuivre la guerre à outrance. Il déclare au consul d'Espagne « qu'au péril de sa vie il ne saurait rien rabattre, pas même la pointe d'une aiguille, des propositions qu'il a déjà faites et qu'invoquant les dieux de l'Égypte il remet tout au sort des armes. ⁶ » Méhémet-Ali, se trouvant en position pour marchander, demande la cession de toute la Syrie et de certains territoires contigus. Un ultimatum est adressé au sultan. Il a cinq jours pour se plier aux volontés égyptiennes. Dans le cas contraire, Ibrahim pacha recevra l'ordre de marcher sur Constantinople. Méhémet-Ali ne tient aucun compte des observations de la France. L'amiral Roussin est si irrité de la conduite du vice-roi dans cette circonstance qu'il dit dans ses dépêches « que lorsqu'on réglerait définitivement le sort du pacha et du sultan, à Londres ou à Paris, ce serait évidemment le moment, pour la France, de faire sentir au pacha le prix de son insolence envers elle et de lui faire expier. ⁷ » Le 29 mars 1833, Varennes part de Constantinople pour le camp d'Ibrahim. Il a les pleins pouvoirs pour obtenir la paix. La Porte, prise à la gorge, rappelle les Russes qui, par mer et par terre, reprennent le chemin de Constantinople. Le 5 avril 1833, la flotte du tsar jette l'ancre dans le Bosphore, et 5 000 hommes de troupes supplémentaires campent sur le rivage asiatique. D'après le baron d'Armagnac, ce sont 25 000 Russes qui se trouvent aux portes de Constantinople. Le comte d'Angeville les évalue à 15 000. Daniel Panzac estime qu'en avril 1833, Constantinople héberge 17 000 marins, accueille 10 vaisseaux, 5 frégates et 5 000 fantassins russes.

Le cabinet de Londres se réveille. Il ne peut voir sans alarme l'escadre russe dans le Bosphore, ni le représentant de la France jouer le rôle principal à Constantinople. Talleyrand écrit de Londres, le 25 avril 1833, au duc de Broglie : « Ici, d'une longue léthargie, on passe à une sorte d'épouvante; cette alarme n'a cependant produit aucun expédient. Chacun alors est venu me parler et me demander mon avis. » Le ministre répond à l'ambassadeur : « J'espère que nous allons reprendre l'affaire d'Orient sur de nouveaux frais, et je vous conjure de ne pas laisser le gouvernement anglais s'endormir encore une fois. ⁸ » L'Autriche demande une action des grandes puissances à Constantinople. Metternich déclare aux ambassadeurs de France et d'Angleterre que les « affaires d'Orient ne peuvent être arrangées qu'en commun. » Quand lord Palmerston apprend à l'ambassadeur de la Porte à Londres comment l'amiral Roussin vient d'obtenir l'éloignement de la flotte russe, le Turc l'écoute en silence puis lui demande : « Et où est l'Angleterre dans tout ceci ? » Ce mot fait réfléchir le ministre britannique. Lord Ponsonby, en poste à Naples, est envoyé comme ambassadeur auprès de la Porte avec mission d'agir contre la Russie. Il doit remplacer sir Stratford qui a quitté Constantinople en septembre 1832. Ponsonby, nommé en

¹ Paul Thureau-Dangin, *op. cit.*, p. 367.

² Adolphe d'Angeville, *op. cit.*, p. 17.

³ A. Barthélémy Clot bey, *Mémoires*, Le Caire, Institut français d'archéologie orientale, 1949, p. 242.

⁴ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 67.

⁵ Claude Mutafian, *La Cilicie au carrefour des empires*, Paris, Les Belles Lettres, 1988, t. I, p. 273.

⁶ Gilbert Sinoué, *Le dernier pharaon*, Paris, J'ai lu, 1999, p. 412.

⁷ Adolphe d'Angeville, *op. cit.*, p. 18.

⁸ Paul Thureau-Dangin, *op. cit.*, p. 368.

novembre, met sept mois pour atteindre Constantinople, en raison du mauvais temps. Palmerston hésite à intervenir. Il pense certes à agir de concert avec la Russie et l'Autriche mais il reste inactif car le roi Guillaume IV l'exhorte à maintenir des distances avec le tsar. En août 1833, il explique à la Chambre des communes que la flotte trop occupée aux larges des côtes belge et portugaise ne pouvait envoyer de nouvelles unités pour renforcer l'escadre méditerranéenne¹. En privé, il confie à lord Melbourne que le cabinet l'a freiné. La Grande-Bretagne et la France, soucieuses d'obtenir le retrait russe le plus rapidement possible, font pression sur le sultan pour qu'il accepte les propositions de son vassal. Le 8 avril, l'ultimatum égyptien est accepté. Ibrahim pacha ne marchera pas sur Constantinople. Une convention est signée le 8 avril 1833 à Kütahya par laquelle il est décidé qu'Ibrahim pacha évacuerait l'Anatolie contre la cession de la Syrie à l'Égypte. Apprenant cet accord, Méhémet-Ali se tourne vers le consul de France et s'écrie : « C'est fini, tout est fini, la paix est faite, nous avons le mont Taurus, réjouissons-nous, mes amis, nous avons la paix !² »

Le baron Roussin presse Ibrahim pacha de passer le Taurus, persuadé que sitôt l'Asie Mineure évacuée, les Russes quitteraient Constantinople. Le 2 mai, Ibrahim stoppe sa retraite. La question d'Adana, véritable porte de l'Asie Mineure, n'est pas réglée. Le vice-roi multiplie alors les protestations de bonne foi. Il répète en vain à Boislecomte, envoyé en mission par le duc de Broglie au printemps 1833 : « Je suis prêt à toute heure à promettre en face du monde que je ne chercherai jamais querelle avec le sultan, pourvu qu'il ne m'en cherche pas non plus, et que je vivrai en paix et en soumission ; mais que les grandes puissances européennes nous garantissent, à la Porte et à moi, que nous ne troublerons mutuellement, par aucune agression, la paix qu'elles rétabliront entre nous. » M. de Boislecomte fait observer au pacha que le sultan est son souverain, et qu'il serait difficile aux puissances de donner une garantie qui les établirait, le sultan et lui, sur le pied d'égalité : « Savez-vous pourquoi je ne suis pas indépendant ? répond vivement Méhémet-Ali ; c'est par déférence pour les puissances ; croyez-vous que, sans le respect que j'ai eu pour leurs intentions, je serais dans la condition d'un sujet ? Eh bien ! ce respect que j'ai eu pour vos conseils, les Grecs ne l'ont pas eu, les Belges non plus ; et vous les avez récompensés en garantissant leur indépendance ; et vous me punissez en refusant de garantir ma sécurité ! »

Méhémet-Ali reste très irrité des positions et des sommations prises par l'ambassadeur de France. Il ne peut se décider à répondre lui-même à une lettre que l'amiral Roussin lui a écrite : « Que voulez-vous que j'écrive à l'ambassadeur ? dit le pacha à Boislecomte ; je ne puis lui témoigner mon ressentiment, car je blesserais votre gouvernement. La France a accrédité auprès de moi un agent ; votre consul est, pour elle, l'organe de ses relations avec moi ; il est, pour moi, l'intermédiaire de mes communications avec elle ; c'est elle-même qui m'a indiqué cette règle ; je m'y suis toujours fidèlement conformé. Quand on change l'ambassadeur à Constantinople, on ne m'en informe pas, et je n'ai aucune relation avec lui. Pour mes relations avec le sultan, toutes les convenances veulent que je les suive seul et sans intermédiaire.³ » Laissant alors de côté son propre intérêt : « Avant un an, dit-il avec une expression pleine de mystère et de gravité, avant un an, la guerre éclatera en Europe ; j'en ai des avis certains ; unis à l'Angleterre, vous aurez à combattre la Russie, l'Autriche et les États du continent. La Russie domine à Constantinople ; ne trouvez-vous pas d'avantage à employer Méhémet-Ali et à le charger d'aller combattre et détruire une influence ennemie ? Pensez bien à cela ; il peut vous être utile de me laisser prendre le district d'Adana ; ce sera une force pour vous comme pour moi. » M. de Boislecomte soutient qu'il n'y aurait pas de guerre et que l'Europe est décidée à rester en paix. Méhémet-Ali paraît comprendre et n'insiste pas. Quelques jours après, causant familièrement avec l'envoyé français, il lui dit : « M. Campbell, agent politique anglais, vient demain me présenter M. Turnbull, consul de Sa Majesté Britannique ; quand donnerez-vous aussi, à votre consul, M. Mimaut, un caractère politique ? Voulez-vous que je vous dise ce qui arrivera ? C'est que non seulement vous vous êtes laissé devancer par l'Angleterre, mais que vous le serez par l'Autriche et par la Russie. Oui, par la Russie elle-même. Ne croyez pas que je sois si mal avec elle ; au contraire, je suis fort bien. L'agent autrichien M. Prokesch, qui paraît si uni avec les Anglais et avec vous, se charge de maintenir de bons rapports entre la Russie et moi. » Quelquefois, ayant l'air d'oublier la politique, le pacha raconte avec abandon à Boislecomte les vicissitudes de sa vie et les difficultés qu'il a eues à vaincre pour arriver où il est parvenu : « Une des plus grandes, lui dit-il, a été le vice de mon éducation ; j'avais cinquante ans, et je gouvernais l'Égypte depuis dix ans quand j'ai appris à lire. – Quel motif a décidé Votre Altesse à se livrer à un travail si pénible ? Mahomet a bien pu fonder une religion et poser les bases de l'un des plus grands empires du monde sans savoir lire. – Il est vrai ; mais la nécessité de savoir lire se faisait de plus en plus sentir à moi. Jusque-là, je mettais en magasin dans ma tête tout ce que je voyais et entendais ; quelquefois l'impression des objets s'affaiblissait ; mais dans les moments de danger, ou quand je me mettais en colère, tout me revenait clair et lucide à l'esprit. Je m'aperçus cependant que ma mémoire baissait ; alors je résolus d'y suppléer par la lecture ; tout homme que je voyais, je lui disais de prendre un livre et de lire avec moi. À force de faire cela, j'ai appris à lire, et assez promptement. Depuis ce temps, j'ai lu beaucoup de livres, dernièrement encore un gros livre de géographie qu'on m'a envoyé de Constantinople. J'ai lu surtout des

¹ CJ Bartlett, *Great Britain & Sea Power (1815-1853)*, Oxford, 1963, p. 89. *Chambre des communes*, 11 juillet 1833 et 17 mars 1834.

² Durand-Viel, *op.cit.*, p. 112.

³ François Guizot, *op. cit.*, p. 42.

livres de science militaire et des livres politiques. Je lis aussi vos journaux. J'ai lu encore des livres d'histoire, et je me suis convaincu que personne, avec d'aussi faibles moyens, n'a fait d'aussi grandes choses que moi. Il me reste encore bien à faire. J'ai déjà avancé mon pays beaucoup plus que ne l'est la Turquie, ni la Grèce, ni surtout la Perse. Mais j'ai commencé bien tard. Je ne sais si j'aurai le temps d'achever. Je veux du moins laisser les choses à mon fils en aussi bon état que je pourrai. » Et il finit en revenant à son idée fixe, la nécessité que la Porte lui concède le district d'Adana ou que les puissances lui garantissent la sécurité de ses possessions : « Je me considère, dit-il, comme un homme placé en présence d'un ennemi qui tient le fer levé sur lui ; j'ai devant moi un bouclier ; vous me demandez de renoncer à ce bouclier ; vous êtes mes amis ; je vous le livre, mais parce que j'ai la confiance que vous avez une autre défense à me donner ; sans cela, ce serait vouloir me tuer. » Quand Méhémet-Ali cherche à se faire bien voir des puissances qu'il sait amies sincères de la Porte, il parle de son désir d'aller, après la paix, finir ses jours à Constantinople et s'y consacrer tout entier à relever et à ranimer cet empire tombant en ruines. Dans cette hypothèse, les politiques européens rendent eux-mêmes hommage à la supériorité de ses vues et de son caractère : « Certainement, dit M. Prokesch à M. de Boislecomte, si on pouvait, comme par un coup de théâtre, mettre Méhémet-Ali sur le trône de Constantinople, l'Autriche et toutes les puissances qui souffrent de l'affaiblissement de cet empire ne pourraient le voir qu'avec plaisir ; Méhémet-Ali est un réformateur ; il remplace par des institutions meilleures les vieilles institutions qui périclitent ; Mahmoud est un révolutionnaire ; il détruit et ne met rien à la place. ¹ »

Après des pourparlers secrets et bien des hésitations, sur les instances des ambassadeurs de France et d'Angleterre, le 16 mai 1833, cent coups de canons annoncent à Alexandrie qu'un firman du 5 mai 1833, accorde le district d'Adana au pacha d'Égypte. Les difficultés sont aplanies. La Porte publie un firman d'amnistie pour les personnes compromises pendant la guerre². Cette nouvelle permet au *Charivari* du 29 mai 1833 d'attaquer la monarchie de Juillet : « Le grand Turc vient d'accorder amnistie pleine et entière à tous les prévenus de délits politiques, preuve que l'influence du gouvernement français actuel est nulle à Constantinople. » Ibrahim ordonne la retraite de ses troupes, au-delà du Taurus, le 10 mai. Ce mouvement s'avère lent et difficile à cause du manque de transports. L'armée égyptienne a perdu dans sa campagne près de mille cinq cents chameaux. Elle ne passe le Taurus qu'au début du mois de juin. Le prince de Liéven s'assure du départ des Égyptiens. Cette paix est conclue avec la médiation et sous les auspices de la France. « Il ne reste plus qu'à faire déguerpir les Russes », dit Broglie, heureux comme Louis-Philippe d'échapper à la guerre³. Un incident survient néanmoins le 14 mai 1833. La goélette la *Mésange* employée au service de la correspondance de l'ambassadeur du roi avec le commandant de l'escadre française, se présente à l'entrée des Dardanelles. Elle essuie plusieurs coups de canon tirés depuis les batteries du château d'Europe. Des rumeurs circulent. Les forts seraient occupés par les Russes. En fait, il s'agit d'une méprise du commandant turc.

La Russie doit retirer son escadre navale de Constantinople mais elle n'est franchement pas décidée à le faire avant d'imposer des conditions particulières. Le *Charivari* du 25 mai 1833 ironise : « [...] la question russo-égypto-franco-turque est passablement embrouillée. Ce diable de vent ne veut toujours pas venir pour emmener la flotte de Nicolas ; au contraire, il n'est pas de jour qu'il ne pousse dans le pays quelque nouveau bataillon de cosaques. » La France proteste et l'Angleterre a l'air de protester contre les protestations de la France. La situation internationale est devenue si dangereuse que le pape dit chaque jour la messe pour l'équilibre européen. Le prince de Monaco s'inquiète, lui aussi, de la tournure prise par la question d'Orient. On craint l'engrenage. Le *Charivari* relativise cependant les événements : « Le grand Turc n'a pas roulé tout à fait jusqu'en bas. Les Russes d'une part, et M. Roussin de l'autre, l'ont empêché d'en dégringoler tous les degrés. Il s'est arrêté à mi-marches, sans pouvoir se remettre debout, l'omoplate dans la poussière, se redressant tant bien que mal sur le coude », et le journal satirique poursuit sa métaphore en indiquant que le Turc, tombé de son trône avec charme, prend maintenant des airs de conquérant. Sainte-Aulaire, ambassadeur de France à Vienne, s'inquiète du prolongement probable du séjour des Russes à Constantinople : « Fiez-vous à nous à cet égard, lui répond Metternich avec vivacité, personne ne désire plus que nous leur départ. Il aura certainement lieu, nous en avons la promesse de l'empereur Nicolas et nous ne craignons pas de nous en rendre garants vis-à-vis de toute de l'Europe. Notre honneur est engagé à ce qu'il ne reste pas une barque russe dans le Bosphore, vingt-quatre heures après qu'Ibrahim aura repassé le Taurus. Oui, ajouta-t-il en s'animant de plus en plus, l'Autriche se prononcera contre la Russie si elle vient à manquer de foi ; mais aussi elle se prononcerait contre la France et l'Angleterre si, par des démarches provocantes ou inconsidérées, elles compromettaient la paix de l'Orient. ⁴ »

Le traité d'Unkiar-Skelessi (8 juillet 1833)

¹ *Ibid.*, p. 39.

² Adolphe d'Angeville, *op. cit.*, p. 17.

³ Émile Bourgeois, *op. cit.*, p. 105.

⁴ Voir la *Revue de Paris* qui publie entre 1924 et 1925 de larges extraits des souvenirs de l'ambassade à Vienne du comte de Sainte-Aulaire.

À la veille de signer le traité d'Unkiar-Skelessi, Mahmud II dit à de fidèles serviteurs, effrayés de le voir se jeter dans les bras de la Russie, ces paroles : « Que voulez-vous, mes amis ? Au risque d'être étouffé plus tard, un homme qui se noie s'accroche à un serpent. » Depuis le traité d'Andrinople, la Turquie doit près de quarante-huit millions de francs à la Russie. Le tsar évalue sa récente intervention dans le Bosphore à onze millions de francs¹ et il s'estime généreux en ne réclamant pas le remboursement intégral de ces sommes. Nicolas I^{er} envoie son premier aide de camp, le comte Alexis Orlov, en Turquie, avec ordre d'exiger du sultan un juste prix pour les services rendus sur le terrain. « Il faut, avec les Turcs, caresser d'une main et tenir le poing fermé de l'autre », écrit Orlov le 24 mai 1833. Cette mission diplomatique va régler la question d'Orient. Les journaux gouvernementaux français l'annoncent publiquement. Le *Charivari* du 25 mai 1833 l'affirme avec amusement : « Tout cela va se débrouiller comme par enchantement. Les rentes monteront demain de cinq centimes. » Commandant général des forces russes dans l'Empire ottoman, Orlov fait son entrée à Constantinople avec une suite fastueuse, ébahit les Turcs par ses réceptions, distribue de copieux bakchichs². Arrivé à Constantinople, comme plénipotentiaire et commandant du corps d'armée d'expédition, le comte Orlov déclare joyeusement qu'il arrive « comme la moutarde après dîné ». Ce sont ses propres termes. « Tout était fini à Constantinople, disait-il, il n'y avait plus qu'à attendre les ordres de Saint-Pétersbourg, pour repartir bien vite comme on était venu. » L'inutilité apparente et l'éclat inusité de cette ambassade inspirent aux autres cours une juste méfiance. On demande des explications. La Porte se plaint de la demande et la ressent comme une injure. Elle affirme que la venue du comte Orlov n'est qu'un signe explicite de la bonne harmonie qui règne entre le sultan et le tsar. Le comte Orlov passe plus de deux mois à Constantinople, attendant, le retrait complet de l'armée égyptienne des États du sultan. À la fin du mois de juin, cette évacuation est accomplie.

Le 8 juillet 1833, Orlov signe le traité d'Unkiar-Skelessi. Une alliance défensive de huit ans est établie entre deux nations souveraines. C'est un traité « de conservation et de défense mutuelles » (article 3). Il s'agit en fait d'un acte de vasselage mal déguisé. La Russie s'engage à secourir la Porte en cas d'attaque. Dans un article secret, la Turquie promet, en retour, de fermer les Dardanelles aux vaisseaux de guerre des puissances. La Russie occupe maintenant une position prépondérante à Constantinople. Elle a le pouvoir de dicter sa conduite au sérail. C'est la fin de l'*istiklal*³ de la Turquie. Pour Alphonse de Lamartine, l'Empire turc touche à sa fin. Les défaites du sultan Mahmud face à Ibrahim pacha, la présence à Istanbul de la flotte russe, censée venir protéger la Sublime Porte, marquent pour lui la fin prochaine des Ottomans : « Les Grecs reviennent sous le nom et sous le costume des Russes, et la Providence sait le jour où un dernier assaut, donné par eux aux murs de Constantinople, qui est aujourd'hui tout l'Empire, couvrira de feu, de fumée et de ruines cette ville resplendissante, qui dort sous mes yeux de son dernier sommeil.⁴ » Pendant le cours des négociations, et pressentant le résultat, l'amiral Roussin est tenté de s'interposer, et de signifier à la Porte, si elle se livre à la Russie, l'hostilité de la France. Il en est empêché par son collègue l'ambassadeur d'Angleterre à Constantinople, lord Ponsonby : « J'ai dissuadé l'amiral Roussin de s'opposer à la signature du traité russe, dit-il un jour à Boislecomte ; c'eût été provoquer une lutte que nous n'étions pas alors en mesure de soutenir. » La Russie a donc le dernier mot : « Voilà rompu, dit tristement Talleyrand, tout équilibre, si évidemment ; que cela m'a paru le vrai danger contre lequel l'Europe civilisée réclamait l'union intime et l'action simultanée de la France et de l'Angleterre.⁵ »

Le 11 juillet 1833, l'escadre russe fait voile et rapatrie ses troupes. Les Russes ont élevé des redoutes et creusé des fossés. En 1834, le détroit des Dardanelles est défendu par plus de 1 000 pièces d'artillerie contre 182 en 1807 et 805 en 1831⁶. Cependant, les batteries sont si peu gardées que l'on enclouerait ou emporterait facilement les pièces pendant la nuit que personne ne s'en apercevrait. Le but des ingénieurs turcs est de gagner de l'argent. Aussitôt que l'ordre a été reçu de Constantinople d'exécuter les travaux tracés par les Russes, l'ouvrage a été entrepris avec rapidité, confusion et surtout grand fracas. Les paysans ont été appelés en corvée de tous côtés. À force de bras, le travail est promptement terminé et le détroit est en complet état de défense. Quant à solder les travailleurs, il n'en est pas question. En revanche, les ingénieurs présentent un énorme mémoire de dépenses. Un grand de l'Empire arrive sur place. Son rang n'a que l'effet de coûter plus cher au pays. Il s'occupe plus à se divertir qu'à inspecter les travaux malgré son titre de grand maître de l'artillerie. Annoncé chez un riche habitant, il y va pour fumer, prendre du café ou du sorbet, se reposer, boire. Il fait son kief. Il rapporte de très riches cadeaux. Quant à l'inspection, elle se borne à faire tirer les gros canons des Dardanelles qui sont la curiosité du pays et à approuver tout ce que lui disent les gens qui le reçoivent. Son voyage n'est qu'une diversion récréative. Palmerston songe à intervenir, à forcer les Dardanelles et à contrecarrer les plans des ingénieurs russes. Talleyrand y incline. Pour lui, la marche graduée de la politique moscovite en Pologne, se renouvelle en Turquie, mais Broglie

¹ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 21.

² Henri Troyat, *op. cit.*, p. 174.

³ Indépendance en turc.

⁴ Gérard Unger, *Lamartine*, Paris, Flammarion, 1998, p. 200.

⁵ Émile Bourgeois, *op. cit.*, p. 108.

⁶ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 22, correspondance du baron de Boislecomte.

recule par rancune et avoue-t-il, le 7 août 1833, « devant le danger de commencer une nouvelle question d'Orient. Le remède serait pire que le mal.¹ »

Quelque temps après, un Irlandais, membre du parlement, M. Shiel, prononce un discours sur les affaires d'Orient, et parle d'un traité qui vient d'être signé, dit-il, par le sultan et la Russie, en vertu duquel la mer Noire se trouve interdite aux vaisseaux anglais, à quoi lord Palmerston ayant répondu par une dénégation vraiment sincère, M. Shiel lui envoie un journal, le *Morning-Herald* où se trouve, l'indication de ce traité². Les termes de la convention du traité d'Unkiar-Skelessi ont été publiés dans le *Morning Herald* du 21 août 1833. Trois jours plus tard, Robert Inglis interpelle Palmerston à la Chambre des communes. Le député anglais espère que son gouvernement saura répondre à cette connivence entre Turcs et Russes. Palmerston répond que lorsqu'il fut sûr de l'existence de cette alliance défensive et offensive, il était désormais en mesure de fixer un cap à sa politique étrangère en Orient. Il reconnaît, dans le même temps, que les journaux ont quelquefois de l'avance sur le gouvernement³ qui a été surpris par ce traité⁴. L'Entente cordiale règne entre la France et la Grande-Bretagne depuis la naissance de la question belge. Les faibles moyens accordés à la représentation diplomatique française à Constantinople nécessitent de s'appuyer sur l'allié anglais. Ce rapprochement entre Londres et Paris face à la question d'Orient atteint son apogée lors de la conclusion du traité d'Unkiar-Skelessi. Avec Talleyrand à Londres, le gouvernement de Louis-Philippe ne prend aucune détermination sans l'avis des Anglais. Il est clair que, d'après les termes de ce texte, n'importe quel nouveau heurt entre la Porte et Méhémet-Ali ramènerait probablement les Russes à Istanbul. Bien que divergentes sur les moyens à utiliser, la Grande-Bretagne et la France cherchent à prévenir la possibilité d'un tel choc. La France est déterminée à soutenir les revendications du pacha, et refuse d'accepter un accord aux dépens de celui-ci. Face à l'hégémonie de la Russie, l'Entente cordiale tient. Le *Journal des Débats* entonne le 1^{er} août 1833 un chant de triomphe en l'honneur de la diplomatie française qui a su maintenir la paix : « L'influence française a été si efficace dans le cours de cette négociation, elle a été si activement mêlée aux événements d'Asie Mineure et à leur heureux dévouement que nous pouvons nous féliciter hautement du rôle que la France a joué dans cette mémorable circonstance. »

Méhémet-Ali ne partage pas cet enthousiasme. Défenseur de l'islam contre le tsar, il propose une croisade contre la Russie pour sauver l'Empire ottoman⁵. Le 3 septembre 1833, il fait passer une note à la France, à la Grande-Bretagne et à l'Autriche dans laquelle il leur offre une armée de cent cinquante mille hommes, avec une flotte de sept vaisseaux et de six frégates pour attaquer la Russie, demandant comme prix de son concours la permission de se proclamer indépendant. La France, la Grande-Bretagne et l'Autriche repoussent ce plan. L'Europe pense que les caisses de l'Égypte sont vides. Des groupes financiers offrent leurs services. Cadalvène propose au nom des Rothschild un emprunt de cent millions de francs⁶. Le pacha se méfie. Cadalvène reconnaît la valeur de Méhémet-Ali mais il reproche à l'Europe de laisser démembrement l'Empire ottoman et de faire une seconde Pologne. Les négociations et les pourparlers traînent en longueur. Finalement, Méhémet-Ali démobilise ses forces. Le dernier congé de réforme de l'armée égyptienne pour l'année 1833 porte le numéro 18 963.

Le 6 septembre 1833, les souverains restés fidèles à l'esprit de la Sainte-Alliance, le tsar, l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse concrétisent par un acte solennel leur volonté de voir le statu quo préservé partout où il se trouve menacé. La convention de Münchengratz proclame le droit de secourir un souverain légitime qui ferait appel à leur concours. L'Autriche assure, contrepartie d'une promesse de collaboration dans les affaires d'Europe centrale, de ne pas s'opposer à la politique ottomane de la Russie. Cette alliance est scellée en raison de l'Entente franco-anglaise dans les affaires de Belgique⁷. Les puissances orientales comprennent la nécessité de resserrer leurs liens. Elles protestent contre le principe de non-intervention et avertissent qu'elles considèrent comme dirigés contre chacune d'elles, les actes d'hostilité entrepris dans le but de contrarier leur droit d'intervention. Les articles secrets de cet accord précisent que l'Autriche est disposée avec la Russie à s'opposer à une initiative nouvelle de Méhémet-Ali au cas où il tenterait de s'emparer d'une province européenne de l'Empire ottoman. À la fin de l'année 1833, le dispositif naval des nations est renforcé en mer Égée. Se trouvent à Smyrne, un vaisseau et deux frégates américains, quatre bâtiments autrichiens, trois vaisseaux et une frégate français, cinq, puis six vaisseaux et deux frégates anglais. Les Britanniques manœuvrent dans la zone continuellement. De Stürmer affirme aux Français : « Si vous pensiez pouvoir chasser de Constantinople 100 000 Russes soutenus des Autrichiens, je vous le dirai alors tout franchement la chose est impossible.⁸ » M. de Lagrené, en l'absence de Maison, reçoit l'ordre d'exprimer au cabinet de Saint-Pétersbourg la profonde affliction de la monarchie de Juillet. Le 24 octobre 1833, le chargé d'affaires de France à Saint-Pétersbourg remet une note par laquelle le gouvernement français, après

¹ Émile Bourgeois, *op. cit.*, p. 107.

² « Lettres politiques. L'Orient. » *Revue des Deux Mondes*, t. 19, 1839.

³ *Chambre des communes*, 24 août 1833.

⁴ *Ibid.*, déclaration de Palmerston le 1^{er} mars 1848.

⁵ Louis Blanc, *Histoire de dix ans*, Paris, Pagnerre, 1867, t. V, p. 392.

⁶ Jean-Marie Carré, *Voyageurs et écrivains français en Égypte*, Le Caire, 1932, p. 280.

⁷ Fleury de Lannoy, *Histoire diplomatique de l'indépendance belge*, Bruxelles, 1930, p. 366.

⁸ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 21, f°175. Correspondance du baron de Boislecote.

avoir établi « que le traité d'Unkiar-Skelessi assignait, aux relations mutuelles de l'empire ottoman et de la Russie, un caractère nouveau contre lequel les puissances de l'Europe avaient le droit de se prononcer, » déclare que « si les stipulations de cet acte devaient subséquemment amener une intervention armée de la Russie dans les affaires intérieures de la Turquie, le gouvernement français se tiendrait pour entièrement libre d'adopter telle ligne de conduite qui lui serait suggérée par les circonstances, agissant dès lors comme si le traité en question n'existait pas. » Le gouvernement anglais tient à Constantinople et à Saint-Pétersbourg le même langage. La Russie répond « qu'elle-même comptait agir à Constantinople, comme si la note de la France n'eût pas existé. » Le duc de Broglie explique cependant au maréchal Maison, ambassadeur de France en Russie, dans une lettre du 28 octobre, que la question d'Orient n'est pas la plus délicate affaire qui se soit élevée entre la France et la Russie, « la question de Pologne a bien autrement contribué à les diviser. » Les Russes espèrent développer leur influence en Asie centrale. La *Gazette de Moscou* va jusqu'à publier que le premier traité entre l'Angleterre et la Russie serait signé à Calcutta. Inquiètes de leur progrès respectif, l'Angleterre et la Russie s'engagent à respecter l'indépendance de la Perse.

La diplomatie de la force

Lamartine, député du Nord, propose un congrès des grandes puissances de l'Europe pour former un protectorat général et collectif de l'Orient comme base d'un nouveau système européen¹. Ce point de vue ne crée aucune passion sur les bancs de la Chambre. Lamartine est écouté poliment le 8 janvier 1834. Le gouvernement français fait savoir à la Porte par son ambassadeur qu'une conséquence inévitable d'un nouveau recours à l'intervention russe, serait d'obliger la France et l'Angleterre à ne plus consulter, dans la question d'Orient, que leurs intérêts et leur dignité. Broglie ajoute : « Il faut que les deux puissances qui ont eu le tort et la honte de souffrir au dix-huitième siècle l'occupation armée, puis le partage de la Pologne, soient bien déterminées à ne pas souffrir l'occupation, puis le partage de la Turquie. » En avril 1834, le ministère de Broglie est renversé par un vote de la Chambre qui refuse de ratifier un traité d'indemnité accordé par lui aux États-Unis par les vaisseaux saisis au temps du blocus continental. L'amiral de Rigny lui succède aux Affaires étrangères. Il défend la politique de son prédécesseur qui a su conserver l'intégrité de la Sublime Porte et s'applique à étouffer les germes de guerres intestines au sein de l'Empire ottoman. La France a su s'interposer entre Méhémet-Ali et le sultan². Les flottes anglaise et française montrent leur pavillon dans les Dardanelles. Elles voguent de concert jusqu'à Smyrne puis retournent sur Malte. L'amiral de Rigny explique à la Chambre des députés que la France œuvre depuis quatre ans à protéger l'Orient contre des fatalités dont on s'exagère l'ascendant³.

Le tsar occupe la Valachie et la Moldavie, et attend l'entier acquittement de l'indemnité de guerre que doit payer l'Empire ottoman. Dans les premiers temps, la présence russe en Roumanie est particulièrement pénible pour les Roumains. Les paysans sont soumis à toutes sortes de contributions et de corvées arbitraires, qui les épuisent. Les bêtes de trait ne suffisant plus pour les chariots de vivres et de munitions, les officiers russes les font traîner, au besoin, par des hommes ou même des femmes. « Il nous importe peu que ce soient des hommes ou des animaux qui fassent le service, dit le général Joltouhin, pourvu que les ordres soient exécutés. »⁴ Cette occupation dure jusqu'en 1834, sous l'administration du comte Kissélev, qui a le titre de président plénipotentiaire. Ce prince est élu à vie par une assemblée générale extraordinaire. La Valachie est représentée par 190 députés. La Moldavie en a 130. Kissélev chargé de préparer une nouvelle constitution qui reconnaissait la Sublime Porte, adoucit les conditions de l'occupation. Il réorganise l'administration, la justice, la police, les services sanitaires, crée dans chaque district une petite armée, supprime beaucoup d'abus. L'idée de l'unité roumaine se précise. « Il n'y a que trop longtemps, écrit en 1836 Eliade Radoulescou, que la carte de l'Europe nous considère comme une peuplade et non comme une nation. » La Russie maîtrise les rives de la mer Noire et menace de s'étendre en Méditerranée. Le 29 janvier 1834, un nouveau traité est conclu entre la Porte ottomane et la Russie : le traité de Saint-Pétersbourg. Cet acte est une réponse aux démonstrations navales franco-britanniques. Il y est prévu l'évacuation des principautés et la réduction de la dette turque au tiers de sa valeur. Le tribut est porté à trois millions de piastres, soit 700 000 francs⁵. C'est un adoucissement des clauses du traité d'Andrinople. Palmerston se félicite de la modération des Russes. Toutefois, les frontières des confins asiatiques sont reculées à l'avantage de la Russie de 64 kilomètres, en deçà de la ligne tracée par le général Paskievitch. Cette demande se justifierait par la présence des établissements de quarantaine. Le divan se sent spolié par ses nouveaux amis⁶. Dans une lettre adressée à Naudin le 18 février 1834, Aucher-Eloy se montre favorable à un partage de l'Empire ottoman et il s'interroge : «

¹ Dominique-Germain Sarrut, *Biographie des hommes du jour*, Paris, 1835-1836, t. I, p. 306.

² A.M.A.E., M&D, France, vol. 724, f° 362. Explications qui devaient être présentées à la Chambre des Députés dans sa séance de décembre 1834 par le ministre des Affaires étrangères, l'amiral de Rigny.

³ *Ibid.*, f° 366.

⁴ Colonel Lamouche, *Histoire de la Turquie*, Payot, 1953, p. 260.

⁵ Adolphe Joanne, *Voyage illustré dans les cinq parties du monde*, Paris, s.d., p. 104.

⁶ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 115. Lettre du baron Roussin, 28 janvier 1834.

Faut-il laisser une des plus belles parties de la terre entre des mains incapables d'en tirer parti ? » Il fait part de son pessimisme quant à l'avenir : « L'Empire ottoman est tombé dans un tel état de marasme qu'il ne pourra jamais s'en relever. Plus d'argent, plus de soldats, et même bientôt plus de Turcs. On peut les comparer à un troupeau de moutons qui, ayant tout mangé autour de lui, est obligé de chercher de nouveaux pâturages. Les Turcs ont tout détruit dans l'admirable pays qu'ils habitent, et je ne crois pas que l'Europe soit disposée à les laisser venir parquer chez elle. Il faut donc qu'ils meurent de faim.¹ »

Coincé par l'intervention de la Russie, l'empire égyptien trouve son champ d'expansion en Arabie. Les Wahhabites et les tribus s'agitent. Méhémet-Ali y envoie son ministre de la Guerre Achmet pacha avec l'ordre de se porter jusqu'au Yémen et de le conquérir². Pendant ce temps, la Syrie se révolte contre l'occupation d'Ibrahim pacha. Le 22 mai 1834, des troubles éclatent dans les montagnes de Naplouse. La Porte pense pouvoir reprendre l'initiative et mobilise ses troupes à proximité de Rakka, dans le nord de la Syrie³. Ponsonby et Roussin interviennent. Ils mettent en garde le sultan. Cette fois, il risque son trône. Mahmud passe sa flotte en revue et il laisse tomber son sabre impérial dans la mer. Ce sinistre présage l'épouvante. Il consulte son astrologue. Celui-ci répond que la guerre serait désastreuse pour l'empire. Le sultan ordonne le désarmement. Méhémet-Ali ne cache plus ses intentions. Il veut l'indépendance : « Nous espérons, en faisant comprendre à l'Europe la mauvaise foi et l'attitude provocante de la Porte, réussir à nous débarrasser de cette chaîne de servitude que nous portons au cou.⁴ » Les Juifs veulent également un État. Dès 1834, après l'insurrection des Naplousains où les Juifs sont dévalisés et leurs filles violées par les paysans révoltés, les chancelleries d'Europe réclament pour faire indemniser les Juifs. L'année suivante, un étudiant nommé Moritz fonde à Prague une société qui prône le retour en Palestine. Les Turcs ne renoncent pas pour autant à rétablir l'ordre dans leurs provinces. Ali, le pacha de Bagdad, ne recevant plus régulièrement les contributions de ses administrés, envoie le général Méhémet pacha rétablir l'ordre. À la tête d'une colonne composée de deux mille cavaliers, de quatre cents fantassins, de cent cinquante artilleurs, huit canons, deux obusiers et trois mille cinq cents domestiques, Méhémet pacha part semer la terreur. À Kerkout, il est ivre et il fait tirer sur la ville. Une bombe tombe sur la maison du gouverneur. Deux obus éclatent dans le marché. Plusieurs habitants sont tués et blessés. Les rebelles sont pendus. L'argent est pris. Le 16 juillet 1834, un habitant de Kerkout est accusé de faux témoignage. Le général ordonne « de lui jeter de l'huile bouillante sur la tête, de le faire monter sur un âne, la figure tournée vers la queue, et de le promener par toute la ville, après s'être emparé de tout ce qu'il possédait et avoir livré sa maison au pillage.⁵ »

En Europe, la Sainte-Alliance se délite. Metternich fausse compagnie à la Russie dès que les difficultés allemandes s'apaisent. En septembre 1835, à l'entrevue de Teplitz, il refuse nettement de s'associer à toute nouvelle démarche que Nicolas I^{er} voudrait entreprendre en Orient. On risque une reprise du conflit entre la Porte et l'Égypte. Déjà, les Kurdes, sous la conduite du khan Mahmud se révoltent près de Van. Les Persans, inquiets de cette agitation, envoient plusieurs milliers d'hommes sur le territoire turc pour rétablir l'ordre mais ils sont repoussés par les Kurdes⁶. On déplore l'absence d'un représentant permanent de la Sublime Porte à Paris, cela empêcherait la monarchie de Juillet de suivre une politique favorable envers le sultan dans la question d'Orient. Thiers cherche l'impartialité. Il donne comme instructions à Ferdinand de Lesseps, qui devait remplacer Mimaut : « Dites à Méhémet-Ali que nous ferons un nouveau Navarin du premier qui bougera. » Le lieutenant Félix-Mathieu de Faviers a jugé secrètement le 30 mai 1833 que la situation de l'Égypte va s'aggraver. Sa modernisation ou *Nahda*⁷ conduit à trop de contradictions. Il pense qu'une faible armée européenne s'en emparerait sans rencontrer de notables obstacles. Le duc de Wellington regrette la passivité de son gouvernement dans la première guerre de Syrie. La campagne diplomatique des escadres française et anglaise venues à l'embouchure des Dardanelles a dû s'éloigner sans avoir rien fait ni obtenu. Wellington clame à la Chambre des lords le 4 février 1834 que si Londres avait tenu en respect Méhémet-Ali entre 1832 et 1833, on aurait pu éviter l'intervention du tsar, ainsi que l'envoi d'une flotte et d'une armée russes à Constantinople. Palmerston souhaite s'expliquer franchement avec les Russes. Ces derniers répondent très amicalement que « l'Angleterre est l'alliée naturelle de la Russie.⁸ » La conciliation semble de mise. Nesselrode donne des précisions sur les dispositions militaires qu'il a prises. Les Anglais sont mal informés. La Russie n'est pas engagée dans un système offensif. La flotte de la mer Noire n'a pas été renforcée. Palmerston se demande pourquoi, l'expédition à Constantinople terminée, les Russes conservent des forces aussi considérables. Les bruits se répandent d'un renforcement des unités maritimes dans la Baltique. Le nombre des vaisseaux russes y est porté à vingt-sept. Les Anglais veulent bloquer l'accès russe à la Méditerranée. Cela n'est pas leur seul souci. L'ambassadeur d'Angleterre demande au gouvernement français de ne pas statuer

¹ Aucher-Aloy, *op. cit.*, p. 60.

² Paul Mouriez, *op. cit.*, p. 246.

³ Bayram Kodaman, *Les ambassades de Moustapha Réchid Pacha à Paris*, Ankara, Société turque d'histoire, 1991, p. 120.

⁴ Athanase G. Politis, *op. cit.*, p. 29. Lettre écrite à Ibrahim pacha le 24 août 1834.

⁵ Aucher-Aloy, *op. cit.*, p. 112.

⁶ A.M.A.E., C.P.C., Turquie, vol. 5 et 6.

⁷ Renaissance arabe.

⁸ Talleyrand, *Mémoires du prince de Talleyrand*, Paris, Calmann Lévy, 1892, t. V, p. 318.

définitivement sur le sort de l'Algérie, toujours officiellement possession turque. Broglie répond le 24 juin 1834 : « Le roi se regarde comme solidaire de la promesse faite par Charles X de ne rien faire de décisif sans consulter ses alliés. Mais la nation s'est prononcée sans doute possible. Je crois de mon devoir de vous donner mon sentiment personnel : même une guerre serait populaire en ce moment s'il fallait choisir entre elle et le rappel des troupes d'Alger. » Le cabinet anglais se le tient pour dit. Palmerston se convainc du bien-fondé de l'Entente cordiale. Il écrit à son frère le 29 juin : « Paris est le pivot de ma politique étrangère. » Il se laisse aller à dire qu'il préférerait voir le trône du sultan occupé par Méhémet-Ali à le voir occupé par l'empereur de Russie. Nesselrode réagit au sujet de ces paroles prêtées à lord Palmerston et dit « que le système qu'elles renferment aurait pour but de remplacer une puissance alliée de la Russie par un pouvoir hostile et dangereux au maintien de la paix en Orient. » Il admet cependant « que l'Angleterre n'a point agi dans le sens qu'on lui a gratuitement attribué, mais que l'aveu d'une semblable pensée ait pu subsister montre plus d'hostilité aux intérêts de la Russie que ne le sont les forts de la Vistule contre les intérêts de l'Angleterre. » Nesselrode veut faire admettre que le traité du 8 juillet est bien moins une arme offensive placée entre les mains de la Russie, qu'une garantie morale contre les projets d'envahissement et de conquête qu'une puissance arabe chercherait à étendre sur la Turquie d'Europe. L'Angleterre parvient à connaître l'article secret. Des explications sont demandées. Nesselrode donne les raisons du secret : « il appartenait uniquement à la Porte ottomane. »

Le 11 novembre 1834, l'ambassadeur d'Angleterre à Constantinople remet au divan une note : « Dans le cas où une puissance serait en guerre avec la Russie, et où cette puissance ne serait pas en guerre avec la Porte, le Divan ouvrirait-il les détroits aux vaisseaux de guerre russes sans les ouvrir à cette puissance, ou les fermerait-elle à toutes deux ? » À cette question nettement posée, la Porte répond évasivement. David Urquhart (1805-1877), secrétaire de l'ambassade britannique en Russie, tient des propos violents en 1834 : « Est-ce que la substance de la Turquie doit être ajoutée aux extensions de la Russie ? Est-ce que le Mammouth des plaines du Sarmate doit devenir le Léviathan des mers d'Hespérie ? Et cela parce que le même léger secours est encore refusé. Est-ce que les restes de la Turquie devraient être sacrifiés sur la tombe de la Pologne, pour rendre impossible tout rayon d'espérance et sa condamnation irrévocable. » À la Chambre des communes, un député de la cité industrielle de Birmingham s'écrie contre la Russie : « Nous, le peuple d'Angleterre, qui ne savons pas ce qu'est la peur ; nous qui avons porté le lion britannique triomphant à travers chaque quartier du globe, nous sommes obligés de supporter les insultes de cet État bas et brutal, faible en réalité, de cet État qui, en vertu de sa seule force physique, prétend, comme un grand Matamore, intimider la force morale de l'Europe. ¹ »

Au cours d'une conversation privée, un débat s'engage sur l'ouverture ou la fermeture des détroits du Bosphore et des Dardanelles. « Ne vaudrait-il pas mieux substituer le principe de l'ouverture des détroits au principe de la clôture ? Dans les affaires qui s'engagent en Orient, ne pourrions-nous pas prendre cette marche ? – Non, répondit le duc de Wellington ; dans ces parages nous sommes trop loin de nos ressources, et la Russie est toujours à portée des siennes. » Le 20 janvier 1835, lord Ponsonby dit au duc de Wellington qu'il a acquis la certitude que le traité d'Unkiar-Skelessi est un traité offensif et défensif entre la Russie et la Porte. Ponsonby très remonté contre la Russie après Unkiar-Skelessi, change d'attitude après la mission de lord Durham à Saint-Pétersbourg. À la fin de l'année 1835, la Sublime Porte adresse une note, sur le statu quo de 1833, à Ponsonby : « La Sublime Porte étant amenée par les nécessités les plus impérieuses à entretenir des forces en Asie, à faire camper une armée turque en présence d'une armée égyptienne, il est impossible de ne pas prévoir une explosion. Sa Hautesse, instruite des préparatifs incessants qui ont pour objet d'employer contre elle-même les habitants de ses propres domaines, ne saurait se résigner à une patience sans fin, et faire taire toutes les exigences de la dignité de sa couronne. Une telle situation ne peut-être supportée par aucun monarque. ² »

Le 1^{er} décembre 1835, une lettre de Boghos stipule que les étudiants égyptiens résidant en France doivent rentrer en Égypte. Le motif invoqué est que la peste oblige à pourvoir aux remplacements des enseignants. En fait, Méhémet-Ali est mécontent du rôle ambigu joué par Louis-Philippe. Il est déçu dans son rêve d'indépendance³. Le vice-roi refuse le passage de l'isthme de Suez aux troupes britanniques. Les forces égyptiennes menacent Bassora et l'île de Bahreïn. L'Angleterre tient désormais un langage ferme à l'égard du pacha égyptien et choisit le camp turc. Ponsonby rédige un mémorandum daté du 3 mars 1836. Ce texte sévère et sans complaisance est remis à Louis-Philippe : « Méhémet-Ali a provoqué lui-même la nécessité dans laquelle est le sultan de lui faire la guerre. Ses usurpations, ses préparatifs militaires dirigés seulement contre le sultan, ses actes multipliés de trahison contre son souverain, ce péril mortel dont il environne le trône du sultan, telles sont les causes pour lesquelles le sultan doit lui faire la guerre. Méhémet-Ali est donc le seul auteur, le seul responsable de la guerre ; il doit être débusqué du terrain menaçant sur lequel il s'est placé lui-même ; ou le sultan doit périr. » Plus loin, il indique ce que l'Angleterre dit à Méhémet-Ali : « Si le succès est pour vous dans la guerre contre le sultan, l'Angleterre ne vous permettra de recueillir aucun fruit de ce succès ; l'Angleterre ne vous permettra pas de détruire la balance des

¹ Jacques Ancel, *L'Europe orientale de 1830 à 1852*, Paris, Cours de Sorbonne, 1940, p. 192.

² Adolphe d'Angeville, *op. cit.*, p. 24.

³ Yves Laissus, *Jomard, le dernier Égyptien*, Paris, Fayard, 2004, p. 330.

pouvoirs en Europe ; l'Angleterre ne vous permettra pas de forcer le sultan à se jeter aux pieds de la Russie, et à devenir en fait son vassal. Afin de s'assurer sa protection contre vous, l'Angleterre vous forcera à vous arrêter court dans votre carrière. L'Angleterre vous obligera à abandonner cette position qui vous met à même de renverser le sultan, et conséquemment de produire des méprises et des dangers infinis pour la communauté européenne. L'Angleterre peut à sa volonté briser et détruire jusqu'au dernier vestige de votre pouvoir, et vous renvoyer nu dans le désert.¹ »

Sur le quai de Conti, le 22 avril 1836, l'Académie des inscriptions et belles lettres tient séance comme chaque vendredi. Sur le bureau, une brochure de Jomard défend l'œuvre de Méhémet-Ali : *Coup d'œil impartial sur l'état présent de l'Égypte, comparé à la situation antérieure, 1798, 1821, 1833*. Jomard est un ami zélé de la cause égyptienne. Outre Manche, les Anglais se convainquent que l'Égypte n'est pas une véritable menace. La puissance britannique ne pourrait en faire qu'une bouchée. L'amiral Codrington déclare à la Chambre des communes, le 20 avril 1836, que Méhémet-Ali reçut après la bataille de Navarin l'ordre du sultan de résister coûte que coûte. À l'époque, le pacha avait sagement décidé d'évacuer la Morée.

Face à la question d'Orient, les grandes puissances ont décidé d'utiliser la diplomatie de la force.

¹ Paul Merruau, *op. cit.*, p. 45. Adolphe d'Angeville, *op. cit.*, p. 54. Mémoire adressé à la Sublime Porte par Ponsonby le 3 mars 1836.

5.

Les saint-simoniens

Le vice-consul Ferdinand de Lesseps reçoit à Alexandrie un olibrius, « métaphysicien mystique aux allures insolites ¹ », nommé Prosper Enfantin. Arrivé le 24 octobre 1833, Enfantin surprend. Il porte un gilet de marin sur lequel figure une inscription « Le Père », une tunique décollée, un pantalon très étroit et long, une écharpe de soie pendant jusqu'aux genoux. Le consul général a prévenu. Le visiteur est un fou qui vient de sortir de la prison Sainte-Pélagie car il lui arrive de prendre de grandes libertés avec la morale conventionnelle. Il a purgé une peine pour outrage aux mœurs parce que les disciples de sa religion prônent l'amour libre. Dans un article, il a exposé qu'un frère amoureux de la femme d'un autre peut lui demander de s'unir à cette sœur si elle y consent. Pire, son départ pour l'Égypte ² aurait été motivé par une voix entendue en songe : « Tu trouveras dans ce pays une épouse qui sera la Mère de ta religion, et avec qui tu procréeras un Messie ». Il explique son rêve et l'interprète : « Ma mission est en réalité de faire de la Méditerranée la couche nuptiale du mariage entre l'Occident et l'Orient. Ce mariage sera consommé par le percement d'un canal traversant l'isthme de Suez. » Le saint-simonien Prosper Enfantin déclare qu'avec une Mère, il formerait le *Couple suprême* qui, un jour, gouvernerait le monde. Cette Mère, il doit la trouver en Orient.

Les idées saint-simoniennes

Disciples du comte de Saint-Simon, né en 1760 et mort en 1825, les saint-simoniens reprennent à leur compte les écrits du philosophe dont la doctrine porte son nom. Petit-neveu du mémorialiste contemporain de Louis XIV, Claude Henri de Saint-Simon fut l'élève de d'Alembert. Homme des Lumières, il combattit comme officier dans la guerre d'Indépendance américaine au côté de La Fayette. Il reçut l'ordre américain de Cincinnatus. À son retour en France, il fut déçu par les violences révolutionnaires. Penseur des temps modernes, il créa le mot « d'industriel » utilisé comme substantif. Personnage charismatique, économiste, sa doctrine est à la fois technocratique et collectiviste. De son vivant, il a eu pour disciples l'historien libéral Augustin Thierry et le philosophe Auguste Comte, le fondateur du positivisme. Dans un ouvrage intitulé *Lettre d'un habitant de Genève à ses contemporains*, Saint-Simon avait exposé ses vues dans le domaine de la politique étrangère. S'adressant aux savants, son projet est une souscription ouverte devant le tombeau de Newton. Riches, pauvres, hommes, femmes, tous sont appelés pour nommer trois mathématiciens, trois physiciens, trois chimistes, trois physiologistes, trois littérateurs, trois peintres et trois musiciens. Les vingt et un élus de l'humanité, réunis sous le nom de *Conseil de Newton* présidé par un scientifique, formeraient le gouvernement spirituel chargé de diriger vers un but commun les diverses nations du globe ³. Sur l'organisation sociale, Saint-Simon exprima ses vues : « On doit exciter, par l'appât d'avantages particuliers, toutes les entreprises ayant pour objet la construction des canaux, des chemins et des ponts, ainsi que les dessèchements, les défrichements et les irrigations. ⁴ » Partisans d'un socialisme hiérarchisé, se nourrissant de la geste napoléonienne, les saint-simoniens croient au progrès scientifique. Ce sont les héritiers des philosophes du XVIII^e siècle. Prosper Enfantin, leur chef dit qu'ils sont « les romantiques de la politique. » Ils prônent une société égalitaire basée sur le système industriel et dénoncent les classes dominantes : rentiers et capitalistes. En 1831, pendant que le baron Louis cherche à rétablir l'équilibre financier, ils proposent un impôt sur les rentes. Les saint-simoniens se regroupent finalement et forment un parti socialiste du XIX^e siècle. Les saint-simoniens prônent le mariage du spiritualisme de l'Orient et du matérialisme de l'Occident. Une exposition appelée *les saint-simoniens en Égypte* leur a été consacrée par le Centre Culturel Français du Caire entre le 23

¹ Jean-Marie Carré, *Voyageurs et écrivains français en Égypte*, Le Caire, Institut français d'archéologie orientale, 1932, p. 258.

² Georges Blond, *La Méditerranée où se joue notre destin*, Paris, 1974, p. 223.

³ Louis Blanc, *Histoire de dix ans*, Paris, Pagnerre, 1867, t. III, p. 90.

⁴ Chaulanges, Manry, Sève, *Textes historiques, 1815-1848, la première moitié du XIX^e siècle*, Delagrave, 1980, p. 173. Vues de Saint-Simon sur l'organisation sociales. Extraits de : *Des Bourbons et des Stuarts* (1822).

novembre et le 7 décembre 1839. M. Philippe Régner a été le commissaire de cette manifestation. Être saint-simoniens en 1830, c'est vouloir à la fois l'industrialisation, le crédit, les chemins de fer, l'égalité pour les femmes, le bien-être et l'instruction pour le peuple. Flora Tristan dénonce l'oppression des femmes. Les saint-simoniens sont aussi des explorateurs hardis et veulent la constitution d'un vaste empire colonial français. Leur doctrine se résume en ces mots : « À chacun selon ses capacités ; à chaque capacité selon ses œuvres¹. » Elle aboutit à une hiérarchisation très stricte des sociétés humaines et des nations.

Né à Paris le 8 février 1796, reçu à l'École polytechnique en 1813, Prosper Enfantin a transformé l'école de pensée saint-simonienne en Église et en mouvement politique. Le dernier ouvrage de Saint-Simon publié l'année de sa disparition, en 1825, propose un nouveau christianisme. Sous la Restauration, les anciens élèves de la prestigieuse École polytechnique ne voulurent pas rester à l'écart du mouvement philhellène. Prosper Enfantin fut choisi pour lancer une souscription à Paris et une proclamation était lancée : « Fils de la science ! la Grèce doit nous être chère, elle nous a légué le flambeau du Génie, il brille dans vos mains d'une plus vive lumière, répandez-la sur les descendants des maîtres de votre enfance; aidez-les à briser les chaînes qui attachent encore à l'ignorance asiatique la civilisation européenne.² » Prosper Enfantin, personnage incroyable, s'est fait nommer *Père suprême*. Il est l'autorité morale et spirituelle du mouvement qui détient des journaux comme *le Producteur* ou *le Globe*. Ce dernier prend, à partir de janvier 1831, le titre de *Journal de la doctrine de Saint-Simon*. Cette feuille a été rachetée par les saint-simoniens. Auparavant, elle ne leur était pas du tout favorable et reprochait au saint-simonisme son jésuitisme, c'est-à-dire sa haine de l'individualisme et la manie de la réorganisation. Enfantin avait répondu : « Lorsqu'on nous accuse de professer la doctrine des Égyptiens, nous pourrions répondre que *le Globe* prêche celle des sauvages de la Nouvelle-Hollande.³ » *Le Figaro* n'est pas non plus tendre : « Enfantin a de l'amour et des chemins de fer, mais il n'a ni argent, ni intelligence.⁴ »

À la fin de l'année 1831, Enfantin et Bazard se querellent à propos du rôle de la femme et du couple dans la société. Tous les problèmes d'autorité sociale pourraient être résolus, d'après Enfantin, si l'on accorde au couple l'autorité généralement dévolue aux hommes. Le divorce reste possible. Un prêtre saint-simonien veillerait à l'harmonie. Le départ de Bazard, suivi par une partie des membres du groupe, la disparition du *Globe* en avril 1832, plusieurs procès et l'emprisonnement de Prosper Enfantin disloquent l'école saint-simonienne. Relâché six mois plus tôt que prévu, Enfantin se retire à Ménilmontant où la secte a transformé un domaine en phalanstère, et il informe ses disciples de son départ pour l'Orient, où de grandes choses les attendent :

« C'est à nous à faire
Entre l'antique Égypte et la vieille Judée
Une des deux nouvelles routes de l'Europe
Vers l'Inde et la Chine
Plus tard nous percerons aussi l'autre
À Panama
...
Suez est le centre de notre vie de travail.
Là, nous ferons l'acte
Que le monde attend
Pour confesser que nous sommes
Mâles. »

Avec Émile Barrault, Prosper Enfantin est résolu à conduire en Égypte une commission d'études composée majoritairement d'ingénieurs sortis de l'École polytechnique. « À sa naissance, dit Enfantin, l'École a visité et décrit l'antique Égypte, avec Napoléon; aujourd'hui il faut féconder l'Égypte de Mahomet; nous ne déchiffrerons pas les vieux hiéroglyphes de sa grandeur passée; mais nous graverons sur son sol les signes de sa prospérité future.⁵ » L'achèvement de l'expédition d'Égypte a été ce magnifique monument de la *Description de l'Égypte* que Napoléon a ordonné et dont le premier volume est paru en 1809. Le Père Enfantin veut continuer le projet. Quittant sa prison de Sainte-Pélagie, il cherche un pays où il pourrait expérimenter sa doctrine. Charles Duveyrier lui conseille de se rendre en Chine pour rallier à lui les fidèles de Confucius. Guillain lui propose d'aller fonder une colonie dans une île de l'Océan Indien ou du Pacifique. Plusieurs saint-simoniens étudient avec lui des cartes pour choisir l'emplacement de cette Terre Promise. Le Père préfère aller tenter sa chance auprès de Méhémet-Ali⁶ et compte s'installer en Égypte pour y construire le canal de Suez. Fournel recherche dans les bibliothèques

¹ Marcel Emerit, « Les explorations saint-simoniennes en Afrique orientale et sur la route des Indes », société historique algérienne, extrait de *la Revue africaine*, 1943, n° 394-395, p. 94.

² Henry René d'Allemagne, *Les saint-simoniens 1827-1837*, Paris, Gründ, 1930, p. 29.

³ *Ibid.*, p. 55.

⁴ *Le Figaro* du 25 février 1832.

⁵ Étienne Combe, Jacques Bainville et Édouard Driault, *Précis de l'histoire de l'Égypte*, Le Caire, Institut français d'archéologie orientale, 1933, t. III, p. 326.

⁶ Gonzague Truc, *Scènes et Tableaux du règne de Louis-Philippe et de la I^{re} République*, Paris, éditions Gautier-Languereau, 1935, p. 84.

publiques les documents relatifs aux précédentes études d'un percement éventuel de l'isthme. À la bibliothèque du Jardin des Plantes, les travaux de Lepère, exécutés pendant la campagne d'Égypte, fixent son attention. Il présente le fruit de ses recherches à Enfantin. Fournel demande au docteur Bailly, à Constantinople, de recueillir des renseignements sur la nature des intérêts occasionnés par l'ouverture de l'isthme. La réponse est peu encourageante : « Les Anglais n'ont jamais voulu et ne veulent pas et ne voudront jamais le canal de Suez dans la crainte de voir grandir encore la puissance matérielle de Méhémet-Ali sur les pachas de la côte orientale de l'Arabie, du golfe Persique et de la Perse jusqu'à Bombay.¹ » Guillain se préoccupe des moyens de capter le commerce de l'Océan Indien quand les saint-simoniens auraient percé l'isthme de Suez et étendu leurs entreprises jusqu'aux pays des moussons².

C'est pour construire le futur que les saint-simoniens, sur les traces de Bonaparte et des savants de l'Institut d'Égypte entreprennent sous la conduite de leur chef Prosper Enfantin une expédition culturelle et industrielle en Égypte. Les saint-simoniens se fixent comme objectif de percer l'isthme de Suez. Relier la Méditerranée à la mer Rouge est une idée que les ingénieurs de Napoléon Bonaparte avaient envisagée. Le projet est exposé dans les journaux saint-simoniens : *le Producteur* en 1825, *l'Organisateur* en 1828. Linant de Bellefonds, vers 1830, recommande ce trajet plus direct vers l'Orient. Prosper Enfantin, dans sa prison de Sainte-Pélagie, a eu le temps d'y réfléchir pendant six mois. Il veut le réaliser. A un disciple qui accourt lui demandant : « Qu'allons-nous faire ? », Enfantin, récemment libéré, répond : « Nous allons trancher l'isthme de Suez.³ » Il veut conduire son expédition d'Égypte⁴, « une autre Marseillaise », une Marseillaise de la Paix, croisade d'un Occident « décroisé » résolu à réaliser un embrassement fraternel avec l'Orient. Ce sont quatre-vingts adeptes du saint-simonisme qui partent pour l'Égypte. Ils n'arrivent pas tous en même temps mais par groupes successifs. Plusieurs ne font que passer, d'autres y restent pendant plusieurs années. Le canal ne peut être construit que si Méhémet-Ali y consent, et le pacha, seul juge de l'intérêt de son pays, a d'autres travaux à exécuter avant celui-ci. Il a notamment commencé la construction du barrage du Nil, pour discipliner et garantir, en aval du Caire, l'irrigation du delta. L'historien Édouard Driault, dans un article intitulé « La Renaissance de l'Égypte », publié dans la *Revue des études napoléoniennes*, en janvier 1925, analyse les motifs de cette expédition : « Au moment où la découverte de la vapeur ouvrait à l'industrie européenne un champ d'expansion extraordinaire, où le machinisme annonçait une révolution économique, la plus formidable que les hommes eussent jamais connue, au moment où la philosophie française cherchait les lois de l'explication harmonieuse du globe, il n'est pas surprenant que les saint-simoniens aient songé à l'Égypte; elle les séduisait par les merveilleux récits de son passé et les promesses de son avenir. Ils voulaient la collaboration fraternelle de toutes les nations comme de toutes les classes sociales, la fusion de toutes les races. Ils eurent, après Napoléon, dont ils avaient compris mieux que personne le génie, une politique musulmane, même une philosophie musulmane ; ils rêvaient, en leur langage audacieux, de féconder la race noire, femelle et sentimentale, avec les vertus mâles et scientifiques de la race blanche. Ils auraient volontiers repris le mot de Bonaparte : 'C'est par l'Égypte que les peuples du Centre de l'Afrique doivent recevoir la lumière et le bonheur.'⁵ »

Sous la monarchie de Juillet, les idées saint-simoniennes se diffusent dans la société. La police surveille ces trouble-fête qui veulent laisser à l'Angleterre le soin de coloniser l'Algérie⁶, qui proclament que la guerre est inévitable pour déjouer la crise européenne et qui encouragent l'insurrection des canuts à Lyon⁷. L'abbé Félicité de Lamennais les critique. Voyant en eux des hérétiques, il écrit du saint-simonisme dans *l'Avenir* du 31 août 1831 : « Son dogme est un panthéisme, sa morale l'intérêt personnel, l'intérêt de la sainte personnalité ; pour les disciples, Saint-Simon est Dieu. » L'écrivain allemand Goethe, auteur du *Divan occidental et oriental* (1819), veut avoir le cœur net sur l'essence du saint-simonisme. Il le note dans son journal en 1831. Il adhère aux idées économiques et sociales mais rejette les attentes religieuses et eschatologiques des saint-simoniens⁸. Le premier ministre Casimir Perier les considère comme des anarchistes. Le mouvement saint-simonien recrute parmi les opposants au régime de Juillet. L'avocat Auguste Chauvin-Beillard se fait saint-simonien après avoir été acquitté par la cour d'assise de la Seine. Chauvin-Beillard, légitimiste, élève de Benjamin Constant, a vivement attaqué, en 1831, Louis-Philippe et ses ministres dans une brochure intitulée *Situation du gouvernement*⁹. Prosper Enfantin est est résolument hostile à la politique étrangère de la monarchie de Juillet. Il veut livrer la Turquie à la Russie. D'après lui, le rôle de la France et de l'Angleterre n'est pas de se borner à dénier au tsar la possession du passage

¹ Henry René d'Allemagne, *op. cit.*, p. 358.

² Marcel Emerit, *op. cit.*, p. 112.

³ Jean-Marie Carré, *op. cit.*, p. 258.

⁴ Philippe Régnier et Amin F. Abdelnour, *Les saint-simoniens en Égypte 1833-1851*, Banque de l'Union européenne, 1989, p. 2.

⁵ *Ibid.*

⁶ Henry René d'Allemagne, *op. cit.*, p. 198.

⁷ François Guizot, *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, Paris, Robert Laffont, 1971, p. 169.

⁸ *L'orientalisme des saint-simoniens*, colloque organisé les 26 et 27 novembre 2004, par Michel Levallois et Sarga Moussa, Institut du monde arabe. Communication du professeur Léo Kreutzer, université du Hanovre.

⁹ Emerit, « Les saint-simoniens en Grèce et en Turquie », *Revue des Etudes sud-est européennes*, t. XIII, 1975, n°2, p. 249.

des Dardanelles. Émile Barrault partage ce point de vue. La France doit s'allier au tsar parce qu'il domine Constantinople¹. Néanmoins, il soutient dans le même temps l'Égypte de Méhémet-Ali. Émile Barrault propose une métempsycose de l'Empire ottoman. D'après lui, reconnaître l'empire arabe signifierait l'établissement d'une paix durable en Orient. Favorable aux échanges internationaux, Enfantin veut que la science et l'industrie européenne se propagent en Orient « pour renouveler sa vie alourdie par plusieurs siècles d'opium musulman. » Il imagine la mondialisation des échanges dans laquelle il veut intégrer la Chine « dans la communion universelle des peuples. » L'Amérique et le Mexique se développant, il conclut que l'Inde ne peut plus se contenter de la route du Cap.

Le mouvement saint-simonien n'est pas républicain, ni populaire. Il n'a pas participé officiellement à la révolution de Juillet, un événement qui les a pris de court. Dans le Midi, deux d'entre eux reçoivent une volée de pierres². Libéraux, les saint-simoniens refusent l'extrémisme et s'affirment pacifistes. Dans un article du 31 janvier 1832, le saint-simonien Michel Chevalier s'en prend aux républicains qui voudraient imposer la République, par les armes, aux autres nations : « Ce serait folie, dit-il, de vouloir lancer les armées françaises sur l'Europe pour y instaurer la République, après l'avoir établie chez nous, comme le voudraient beaucoup de libéraux. La plupart des pays européens ne sont pas prêts pour adopter la République. » La paix pourrait être instaurée, selon les saint-simoniens, grâce à l'intervention de toutes les bonnes volontés. Cette paix serait fondée sur l'association de l'Orient et de l'Occident car les luttes séculaires les plus dévastatrices ont toujours opposé l'Europe à l'Asie, le christianisme à l'islam : « La lutte la plus colossale, la plus générale et la plus enracinée qui ait fait jamais retentir la terre du fracas des batailles, est celle de l'Orient et de l'Occident. Cette lutte est le caractère distinctif de la phase de civilisation qui s'est écoulée depuis l'origine des temps historiques jusqu'à nous. » Les puissances européennes, selon Chevalier, entretiennent des armées qui totalisent 3 millions d'hommes. Il estime leur coût, celui des places fortes et du matériel de guerre, à 1,5 milliard de francs. Chevalier écrit : « Si, pendant douze ans, cette somme était appliquée à la mise en pratique du plan proposé, le monde aurait changé de face sans que les peuples eussent augmenté d'un centime leurs budgets », mais cette politique pacifiste vantée par *le Globe* ne plaît pas à tous les disciples d'Enfantin. Transon est partisan d'une attitude plus ferme vis-à-vis des régimes oppressifs et des nations dominantes, allant jusqu'à soutenir les républicains dans leurs projets de guerres révolutionnaires. Il demande qu'on ôte la direction du *Globe* à Michel Chevalier. Devant le refus d'Enfantin, il se retire. Chevalier milite inlassablement dans la ligne de conduite pacifiste lancée par le Père. Dans *le Système de la Méditerranée* publié le 12 février 1832, il réclame une association pacifique de tous les peuples qui vivent sur le pourtour de la Méditerranée³. Ce projet est un vaste plan d'équipement conçu à l'échelle des continents et dans lequel s'exprime la foi de la secte dans l'avenir industriel de l'humanité. La Méditerranée, dit Michel Chevalier, a été dans le passé le principal chemin par lequel les peuples de l'Orient et de l'Occident se sont rapprochés, le fer toujours à la main pour se combattre. Il place l'Orient et l'Occident dans une perspective polarisante entre la féminité et la masculinité. Michel Chevalier écrit : « Désormais, la Méditerranée doit être comme un vaste forum sur tous les points duquel communieront les peuples jusqu'ici divisés. La Méditerranée va devenir le lit nuptial de l'Orient et de l'Occident. » Cette union n'est que le premier jalon vers une association universelle. Journal avancé, *le Globe* reprend ce thème et préconise l'établissement d'une société des nations se partageant l'Europe et l'Asie. D'un côté, la France, l'Angleterre et l'Allemagne formeraient un consortium, auquel pourrait se joindre l'Égypte. La Russie s'occuperait du reste de l'Orient. Bugeaud a d'autres projets : « Je ne suis, dit Bugeaud le 21 avril 1832, qu'un soldat laboureur... Faites fleurir l'agriculture ; dirigez vers elle une grande partie des forces financières et intellectuelles de la nation ; encouragez les entreprises agricoles ; excitez les grands, les fonctionnaires publics à s'en occuper. Faire de l'agriculture deviendra une profession, un débouché pour les capacités qui, à défaut de carrière, s'usent au détriment du pays, à faire de mauvais écrits, du saint-simonisme et mille autres folies. »⁴ La méfiance à l'égard des idées saint-simoniennes va être grandissante après l'intervention russe à Constantinople en février 1833. Émile Barrault a justifié notamment l'influence des Russes dans l'Empire ottoman qualifiée de « salaire de deux cents années de travaux. »⁵

En Grèce, Gustave d'Eichtal, un des fondateurs du mouvement, un ancien membre de la communauté réunie par le Père Enfantin dans sa maison de Ménilmontant, exerce de hautes responsabilités. Lorsque le Père a été enfermé à Sainte-Pélagie, il a tenté dans un pays neuf, la Grèce, l'application des principes saint-simoniens⁶. La famille d'Eichtal de Bavière apprécie la doctrine saint-simonienne qui veut faire des banquiers les soutiens de l'industrie au lieu de les confiner dans des opérations d'arbitrage et de prêt aux États. Gustave d'Eichtal est convaincu que la Grèce est bien préparée à accueillir les idées de Prosper Enfantin. Il écrit : « La communauté

¹ Barrault, *Occident et Orient : études politiques, morales, religieuses pendant 1833-1834 de l'ère chrétienne, 1249-1250 de l'hégire*, Paris, 1835, p. 231.

² Marcel Emerit, « Les explorations saint-simoniennes en Afrique orientale et sur la route des Indes », p. 95.

³ *Ibid.*, p. 99.

⁴ Henry d'Ideville, *Le maréchal Bugeaud, d'après sa correspondance intime et des documents inédits*, Paris, Firmin Didot, 1885, p. 187.

⁵ Émile Barrault, *Guerre ou paix en Orient*, Paris, L. Desessart, 1836, p. 9.

⁶ Marcel Emerit, « Les saint-simoniens en Grèce et en Turquie », p. 242.

d'Ambelakia, en Thessalie, ... à l'époque de la Révolution française offrit le premier exemple d'une association industrielle accordant des droits égaux aux capitalistes et aux travailleurs, tous participant aux bénéfices.¹ Il remarque aussi le système de navigation des îles de la mer Égée qui ressuscite l'esprit d'entreprise commerciale, la richesse et le courage militaire des républiques du Moyen Âge. La Grèce a une organisation municipale, de petits ports autonomes qui peuvent former une fédération. Là peut naître une société industrielle car la Grèce, pays maritime, se trouve au carrefour de l'Europe, de l'Afrique et de l'Asie. D'Eichtal est convaincu que la Grèce peut s'agrandir. La Thessalie et le Pinde sont prêts à s'insurger. La Turquie pourrait accorder prochainement à ces provinces chrétiennes l'autonomie. Dès son arrivée en Grèce, d'Eichtal devient l'ami de Jean Colettis qui protège les saint-simoniens. En 1834, d'Eichtal est installé conseiller au ministère de l'Intérieur à Nauplie, capitale provisoire du royaume hellénique. Il fait nommer son cousin, le baron Guillaume d'Eichtal, attaché à la légation grecque de Constantinople. La tâche la plus urgente qui se présente consiste à favoriser une colonisation intérieure pour cultiver les terres ravagées par la guerre et désertées par l'émigration de ses habitants. Gustave d'Eichtal pense accorder des concessions de terres aux nombreux anciens combattants dispersés dans les îles. Il projette de vendre à tempérament² les biens nationaux à des colons³. Il craint cependant que les demandes ne soient pas suffisantes. Il décide donc de faire appel à des cultivateurs venus de l'étranger. Pour se renseigner, il écrit à John Stuart Mill. Ce dernier, fameux économiste, lui suggère de publier un texte dans la revue radicale fondée par sir William Molesworth. L'article exposerait l'état présent de la Grèce⁴. Les saint-simoniens Jourdan, Toussaint-Dulaury et Bertrand réunis à Toulon décident de partir pour Naples et de gagner Nauplie. D'Eichtal les héberge avec leurs épouses et leur procure du travail. Le jeune Bertrand, ancien chef de l'église saint-simonienne de Metz, cultive les pommes de terre. Dulaury donne des leçons de français. Jourdan est attaché à la rédaction du journal *le Sauveur*, organe de presse du patriote grec Colettis. Toché les rejoint en septembre 1834 mais n'ayant pas trouvé d'emploi à sa convenance, il préfère tenter sa chance à Constantinople. Les apôtres, comme d'habitude, inquiètent rapidement les autorités. Ils réunissent chez eux des Grecs et leur prêchent la doctrine. Le gouvernement grec en prend ombrage.

Les saint-simoniens récuseraient la colonisation militaire⁵. Rémunérés par l'administration égyptienne, et non par le gouvernement français, les saint-simoniens prônent un partenariat favorisant le développement culturel et technologique. Ils envisagent leur mission comme une association avec le peuple égyptien. À bien des égards, cette entreprise apparaîtrait donc rétrospectivement, dans les années 1840, comme un palliatif à la conquête violente de l'Algérie. Sous le second Empire, Urbain défendra une politique favorable aux indigènes. Cependant, sous la monarchie de Juillet, Prosper Enfantin reconnaît la nécessité de la colonisation : « C'est uniquement par la colonisation que l'on pourra convaincre les opposants, français ou étrangers, de l'utilité et de la légitimité de notre prétention à remplacer les Turcs sur la côte africaine.⁶ » Il affirme : « Ce n'est pas parce que nous n'avons plus Napoléon que nous ne pouvons pas conquérir l'Algérie en douze années.⁷ »

Les premiers pas des saint-simoniens en Orient

Les saint-simoniens rêvent d'unir l'Orient et l'Occident par une route reliant la Méditerranée à la mer Rouge. Le vicomte Ferdinand de Lesseps, consul au Caire en 1833, humaniste, prend rapidement conscience, sous leur influence, qu'il faut réaliser un canal de Suez. Printemps 1833, les premiers saint-simoniens se rendent en Orient. Ils veulent y trouver un messie féminin. Barrault a écrit à Enfantin : « Père, vous ne m'envoyez pas en Orient ; la femme m'y attire. ⁸ » Le 22 mars 1833, un groupe part de Marseille. Le jeune Giuseppe Garibaldi, premier officier de la *Clorinda*, un bateau de 250 tonneaux, embarque Émile Barrault et une douzaine de compagnons saint-simoniens en partance pour Constantinople. Après les divers schismes du mouvement, Barrault a fondé à Lyon, au mois de janvier, une association saint-simonienne nommée « Les Compagnons de la Femme » et composée de 24 membres pour préparer le départ vers l'Orient et réaliser la communion Orient-Occident proposée dès sa prédication du 15 janvier 1832. Cette association se divise alors en trois groupes : l'un reste à Lyon, un deuxième part pour Le Caire et un troisième s'en va avec Barrault. *Le Figaro* du 27 mars 1833 ironise sur leur quête, estimant que Constantinople n'est pas le meilleur choix pour trouver la femme libre. Le 15 avril, les apôtres arrivent à Constantinople. Après avoir passé trois semaines en leur compagnie et avoir discuté avec Barrault, Garibaldi avoue que ce voyage marque un tournant dans sa vie. Il écrit que les conversations avec Barrault « ne

¹ Gustave d'Eichtal, *Les deux mondes*, ouvrage qui devait servir d'introduction au livre de David Urquhart, *La Turquie et ses ressources*, Paris, 1836, p. 113, cité par Marcel Emerit, « Les saint-simoniens en Grèce et en Turquie », p. 243.

² Vente dans laquelle le client dispose immédiatement de l'objet acheté contre paiement ultérieur et échelonné du prix, et moyennant un intérêt.

³ A.M.A.E., M&D, Grèce, vol. 18, f°292.

⁴ John Stuart Mill, *Correspondance inédite avec Gustave d'Eichtal*, traduite par Eugène d'Eichtal, Paris, 1898, p. 164, cité par Marcel Emerit, « Les saint-simoniens en Grèce et en Turquie », p. 243.

⁵ Daniel Panzac et André Raymond, *La France et l'Égypte à l'époque des vice-rois : 1805-1882*, Le Caire, 2002, p. 233.

⁶ Prosper Enfantin, *Colonisation de l'Algérie*, Paris, 1843, p. 8.

⁷ *Ibid.*, p. 79.

⁸ Henry René d'Allemagne, *op. cit.*, p. 370. Arsenal 7674 f°114, lettre de Barrault à Enfantin, 30 janvier 1833.

furent pas sans influence sur mes idées. Les théories cosmopolites du saint-simonisme modifièrent l'unilatéralité de mon patriotisme et déplacèrent mon regard du nationalisme vers l'humanité. » Alexandre Dumas évoque également cette aventure dans *Mémoires de Garibaldi*. Barrault offre au jeune Garibaldi un exemplaire dédié du dernier ouvrage de Saint-Simon, *le Nouveau Christianisme*. Cet opuscule, Garibaldi le conserve toute sa vie et en fait son livre de chevet. Il se trouve aujourd'hui encore dans sa chambre à coucher sur l'île de Caprera où il est mort en 1882, avec la signature de Barrault sur la couverture¹.

Barrault voit Sainte-Sophie. Il qualifie le nom de cette église devenue mosquée : « heureux présage pour ceux qui cherchent la Mère.² » Logés dans un petit logement à Basistachi, un des faubourgs de la ville, les saint-simoniens rassemblés en groupes, se portent dans les rues les plus peuplées, sur les places les plus fréquentées, chantent des cantiques, prêchent la doctrine, saluent toutes les femmes et se prosternent devant elles. Ils proclament jusque devant le sérail du Grand Seigneur qu'ils viennent chercher la femme messianique qu'ils savent être en Orient. Le gouvernement turc demande leur renvoi, déclarant leur doctrine, leur discours, leur présence même, incompatibles avec les lois et les mœurs du pays. Le 19 avril, c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Barrault et ses compagnons vont se ranger en ligne sur le passage du sultan qui se rend à la mosquée. Celui-ci est fort surpris de leur costume insolite. L'accoutrement des saint-simoniens est assez folklorique. Dessiné par Raymond Bonheur, il est constitué d'une tunique en drap bleu, sans collet, ni revers, ouverte en cœur sur la poitrine. Le gilet est blanc, uni et fermé par devant, il s'agrafe dans le dos et il est bordé autour du cou d'une large bande rouge. Ils portent le béret basque généralement rouge. Autour de leur cou flotte une écharpe. Le pantalon est blanc l'été et bleu l'hiver. Une ceinture en cuir noir verni, dont la boucle de cuivre bombée et polie complète cet uniforme. Au milieu de la poitrine, brodé en grosses lettres rouges sur le gilet, on lit le nom de l'apôtre. Le résultat d'une telle provocation vestimentaire ne se fait pas attendre. L'amiral Roussin, ambassadeur de France, rapporte au duc de Broglie l'incident diplomatique : « La plus violente effervescence se manifesta dans la population sur leur passage, sur lequel la singularité de leur costume attirait sans cesse la foule des curieux. Bientôt le danger d'une émeute publique et pour leur personne fut à craindre. Alors le séraskier, sur l'ordre itératif du Grand Seigneur insulté personnellement, n'eut plus autre chose à faire que de cerner les auteurs et de les enfermer dans la chancellerie turque où ils furent garantis de tout accident.³ »

Les menaces proférées contre les saint-simoniens affluent. Il faut les faire embarquer et les envoyer aux Dardanelles. L'amiral Roussin proteste mais la présence des ces « fous » aurait occasionné une rixe à Constantinople. Les trois personnes ayant été en contact avec les saint-simoniens sont punies. Un officier est arrêté, une autre est envoyée aux galères et la troisième reçoit cinq cents coups de bâtons. L'amiral Roussin conjure les saint-simoniens de retourner en France puis il refuse de les recevoir arguant qu'il est malade. Tirés de dures paillasses où les punaises les empêchent de dormir, les saint-simoniens sont finalement renvoyés vers le gouverneur de Constantinople. Le magistrat fait mettre aux fers celui qui les logeait. Le favori du sultan les invite à venir dans son sérail. Les saint-simoniens sont promenés le long des rives du Bosphore, amenés le soir à la chancellerie turque, traités avec égards, mais au fond, ils sont prisonniers. Brusquement, ils sont conduits aux Dardanelles. Là, le consul français leur remet une lettre de l'ambassadeur de France qui est courroucé contre la Porte et demande réparation des violences exercées contre les saint-simoniens. Il ne peut malheureusement pas empêcher les ballades forcées à Ténédos, à Molissa, à Mételin, à Phocée et à Smyrne dans de mauvais bateaux n'ayant comme provisions que des biscuits pourris et de l'eau croupie. Cette couronne d'épines que le sultan fait porter aux saint-simoniens assure un formidable coup de publicité. Cognat écrit à Enfantin le 9 mai 1833 : « Nous avons, en un jour, fait plus de propagation que nous n'en pouvions raisonnablement espérer en deux mois ; il est impossible que la Mère n'ait pas entendu.⁴ » Barrault confirme : « L'égalité de l'homme et de la femme est plantée plantée en Orient. Les pachas ont pu employer contre nous la violence pour se débarrasser des inquiétudes que nous leur inspirions, mais nous les avons forcés au respect de notre caractère. »

Les apôtres ne rencontrent pas de difficultés à Smyrne. La population croyante est impressionnée par leurs prophéties car dans la ville circule une légende grecque selon laquelle une femme viendrait à Byzance. Les déclarations de lady Stanhope, chef d'une tribu arabe, qui annoncent l'arrivée d'un messie qui devait émanciper le sexe faible, sont connues. Cognat écrit à Lamartine qui se trouve justement à Smyrne. Lamartine n'adhère pas à toutes les idées saint-simoniennes qu'ils trouvent être de « jeunes illusions sur la réalisation d'un âge d'or ici-bas », mais il partage leurs « nobles désirs d'amélioration sociale. » À Smyrne, quelques dissensions apparaissent, malgré tout, entre les saint-simoniens. Barrault accompagné de quatre missionnaires embarque et s'achemine vers Alexandrie le 16 mai 1833. La situation de ceux qui restent à Smyrne devient intenable⁵. La communauté juive s'agite et demande l'expulsion des saint-simoniens accusés par la rumeur publique de vouloir enlever des enfants.

¹ Pierre Musso, « Garibaldi et les saint-simoniens », *La lettre des études saint-simoniennes*, n°23, décembre 2009, p. 12.

² Henry René d'Allemagne, *op. cit.*, p. 374.

³ *Ibid.*, p. 375.

⁴ *Ibid.*, p. 376.

⁵ *Ibid.*, p. 377.

Les saint-simoniens voient en Méhémet-Ali un nouveau Napoléon. Le vice-roi d'Égypte se vante d'être venu au monde la même année que l'Empereur¹. Les 30 avril et 14 mai 1833 débarquent Cayol, Barrault, Alric, Félicien David, Descharmes, Granal, Rigaud et Urbain. Ils tentent de rencontrer Méhémet-Ali grâce à l'appui de Cerisy, mais en vain. La première fois, au palais de Ras-el-Tine, on leur répond que le pacha dort, le lendemain, nouvelle déconvenue, ses drogmans sont absents. Ils doivent se contenter de l'apercevoir le 4 mai, sur son cheval, du côté de l'arsenal. À leur salut, il répond « très gracieusement » et passe son chemin². Repoussés de l'Europe, les saint-simoniens accourent en Égypte et veulent apporter au grand prince leur énergie, leur enthousiasme et leur savoir. Edmond Combes et Maurice Tamisier les rejoignent et arrivent à Alexandrie le 22 juillet 1833³, trois mois avant le Père Enfantin. Le baron d'Armagnac rencontre en Tunisie Tochet, Cécilia Fournel et Clorinde Rogé. Ces derniers, apôtres du saint-simonisme, sont sur les traces du Père Enfantin mais ils ont dû relâcher à la Goulette, poussés par des vents contraires. Ils sont à la recherche d'une femme libre, mère de la nouvelle croyance, de l'anneau, demi-sphère qui manque à l'autre moitié, qui doit joindre l'Orient à l'Occident⁴. Indépendamment de leurs lubies religieuses, le baron d'Armagnac les trouve charmants. Il les voit partir avec peine. Il juge cependant l'entreprise de Prosper Enfantin vouée à l'échec. Il écrit : « Il chercha longtemps et il ne trouva pas, il aurait pu chercher plus longtemps encore et il n'aurait pas trouvé ; tant aurait valu chercher à résoudre la quadrature du cercle, à inventer un moyen d'aller dans la lune, ou d'arriver en ligne droite aux antipodes, que d'espérer rencontrer des idées de liberté développées à un point si exorbitamment incroyable dans la tête d'une femme d'Orient.⁵ »

L'intermédiaire chargé de favoriser l'entreprise missionnaire des saint-simoniens est Ferdinand de Lesseps. En 1831, Lesseps a pris ses fonctions de vice-consul de France à Alexandrie. Un décès suspect le contraint à une quarantaine. Le bouillant jeune homme dévore alors le rapport d'un certain Lepère, ingénieur de l'expédition de Bonaparte qui jugeait parfaitement réalisable une liaison maritime entre Méditerranée et Mer Rouge. Ferdinand de Lesseps rédige un mémoire sur le futur canal de Suez mais ne sait pas à qui le soumettre. Il redoute l'avis arbitraire de Méhémet-Ali.

Les saint-simoniens sont des admirateurs de l'Institut d'Égypte fondé par Napoléon. Ce sont des hommes d'action, de grands banquiers comme Péreire. Charles Lambert organise l'École polytechnique de Boulaq. Bruneau crée une école d'artillerie à Torrah. Le docteur Perron fonde des hôpitaux. Yvon Villarceau ouvre des cours de mathématiques et d'astronomie, tandis que le jeune musicien Félicien David charme par des mélodies ses compagnons d'exil et compose cette symphonie du *Désert* qui lui apporte la gloire⁶. D'après les saint-simoniens, le régime instauré par Ibrahim pacha en Syrie est un progrès compte tenu de celui qui existait auparavant. Une administration bien organisée s'établit, un système de police et une justice efficace sont mis en place. Un semblant démocratique voit le jour. Des conseils représentatifs spéciaux sont instaurés dans les villes et les bourgs pour aider à l'administration des affaires municipales. Ibrahim pacha combat les pots-de-vin et la corruption auxquels les peuples arabes sont très enclins.⁷ Il essaie finalement d'améliorer la condition du peuple. Il persiste à promouvoir une égalité politique et sociale, entre chrétiens et musulmans, au grand dam de ces derniers. La conquête de la Syrie par Ibrahim pacha porte virtuellement l'émancipation des chrétiens. Non seulement, les chrétiens s'habillent, se déplacent comme il leur plaît, mais ils commencent à entrer en compétition avec les musulmans dans des domaines du négoce qui ont été jusqu'à présent leur chasse gardée, tels ceux des céréales et du bétail. Alors que la politique d'Ibrahim lui gagne rapidement la popularité parmi les chrétiens, elle lui vaut l'hostilité des musulmans de la Syrie qui ne sont pas décidés à partager leurs privilèges traditionnels avec les infidèles. Cette hostilité s'accroît lorsque des actions provocatrices de chrétiens contre des musulmans demeurent impunies.

Les saint-simoniens rencontrent lady Stanhope. Elle attend, elle aussi, un messie, mais de sexe masculin. Ce dernier doit instaurer l'égalité entre les hommes et les femmes. Elle s'imagine que la place de cet envoyé est à ses côtés. Lady Stanhope croit que ce personnage extraordinaire viendrait d'Orient, annoncé par un ange. Dans son écurie, elle tient sellée un jument que personne n'a jamais montée et qui est réservée à l'envoyé de Dieu⁸. Elle examine un médaillon représentant le Père Enfantin, elle dit : « Il a deux planètes, un peu de Mars et beaucoup de Jupiter.⁹ » Elle ne se rallie pas pour autant à la doctrine saint-simonienne. Elle écrit des saint-simoniens : « Ces gens-là sont venus me voir, certains que je partagerais leurs idées en tant que fille d'un aristocrate républicain adonné aux sciences et aux Lumières. C'était bien mal me connaître et je ne me suis pas ralliée à leurs fumeuses

¹ Georges Weill, *L'éveil des nationalités et le mouvement libéral (1815-1848)*, Paris, Félix Alcan, 1930, p. 148.

² Robert Solé, *L'Égypte, passion française*, Paris, Seuil, 1997, p. 93.

³ Marcel Emerit, « Les explorations saint-simoniennes en Afrique orientale et sur la route des Indes », p. 95.

⁴ D'Armagnac, *Nezib et Beyrouth, souvenirs d'Orient, de 1833 à 1841*, Paris, J. Laisné, 1844, p. 46.

⁵ *Ibid.*

⁶ Aimé Vingtrinier, *Soliman pacha généralissime des armées égyptiennes*, Paris, Firmin Didot, 1886, p. 530.

⁷ Asad J. Rustum, *Calendar of State Papers from the Royal Archives of Egypt relating to the Affairs of Syria*, Beyrouth, 1940-1943, II, pp. 69-70.

⁸ Henry René d'Allemagne, *op. cit.*, p. 377.

⁹ Émile Barrault, *Occident et Orient*, p. 369.

théories.¹ » Le Père Enfantin arrive en Égypte le 24 octobre 1833. Il envoie à lady Stanhope un service d'argenterie². Moins épris de voyages lointains, il conseille aux jeunes saint-simoniens d'apprendre l'arabe, d'ouvrir les yeux et de prendre des notes³.

Obsédé par l'idée du canal, Enfantin s'embarque pour Le Caire le 1^{er} novembre avec Ollivier, Holstein, Duguet, Urbain et Alexis Petit, le futur fondateur de l'Institut agricole d'Égypte. Installés dans une cange, embarcation légère, dont l'entretien est confié à Petit, ils voguent sur le Nil vers Boulaq pendant douze jours. Le 16 janvier 1834, ils arrivent à Minieh et rencontrent le chef de province tandis que Petit garde le camp, regroupe les provisions et les prépare pour le voyage dans le désert arabique. Les trajets sont courts, la chaleur accablante. La nuit, une natte et un tapis forment un excellent lit avec une valise pour oreiller. Une petite tente sert de magasin. Elle est sous la garde d'Alexis Petit qui veille sur les outres de cuir rouge et sur la batterie de cuisine. Holstein et Petit gardent le camp, du coucher du soleil à 23 heures. Pendant les bivouacs, le grand sujet de controverse, source d'amusement pour le Père, est la position de Petit vis-à-vis des femmes. Alexis écrit à sa mère qu'Enfantin pense que leurs problèmes de lenteur, de santé, s'expliquent par le célibat : « sans les femmes, leurs sens s'alourdisaient. » Petit affirme que jusqu'à l'avènement de la Mère, à laquelle il croit encore, il compte rester pur. Le Père confirme : « t'attendais-tu à ce que je sois aveugle pour reconnaître que tu t'es engagé dans une voie bonne pour le principe, mais qui, suivie indéfiniment, te conduirait à une annihilation complète ? » Partis à 7 heures du matin, le jour de la dernière étape, Enfantin et ses cinq compagnons aperçoivent avec enthousiasme Suez au coucher du soleil. Les tentes sont dressées à dix pas de la mer Rouge. Alexis Petit fait une omelette au vin, faute d'avoir du lait. Les saint-simoniens veulent ce canal déjà projeté par Jean-Marie Lepère et Bonaparte mais Enfantin apprend la trahison de Fournel, qui a omis de parler du canal à Méhémet-Ali. Enfantin décide de rentrer au Caire avec Holstein. Les quatre explorateurs restent seuls à Suez. L'agronome Ollivier conçoit les plans d'une vaste exploitation agricole. Duguet étudie le turc pour devenir l'interprète du Père. Urbain pratique un travail de synthèse sur la mission et Petit fait de l'aquarelle. Le Père Enfantin ne revenant pas, ils regagnent le Vieux-Caire, devenu une véritable colonie saint-simonienne où l'on passe des soirées follement gaies avec force chants et boissons. Petit n'apprécie pas ce genre de distractions et, désœuvré, fait du tourisme dans l'immense cité.

Le Père et ses disciples ont de moins en moins d'argent. Petit offre la moitié de son pécule qui est fort important. Lambert et Ollivier se fâchent et demandent l'isolement du coupable qui a tout gardé pour lui depuis si longtemps alors qu'eux ont tout donné tout de suite. Petit est désespéré. Lambert présente l'argent à Enfantin, qui le refuse solennellement, mais demande qu'il soit mis de côté en cas de nécessité absolue. Petit se sent douloureusement fautif et, mis à l'écart, il cherche un logement pour vivre seul. Il jalouse Lambert et les autres, qui ont marqué un dévouement plus complet auprès du Père. Mais il s'empresse d'installer le Père au barrage. Enfantin lui propose de concevoir un projet de décorations des principaux édifices du Caire.

Barrault poursuit des visées cosmogoniques et rêve d'établir ses compagnons en Inde ou en Australie⁴. Il envoie Tamisier et Lamy explorer les éventuels ports de départ sur la mer Rouge. Edmond Combes reçoit comme champ d'action la Haute-Égypte. De 1833 à 1835, il parcourt la Nubie, ses déserts et la côte occidentale de la mer Rouge. Il remonte le Nil jusqu'à Khartoum, fondé dix ans plus tôt par Méhémet-Ali. Il se rend en Arabie puis rentre en France⁵. Les ingénieurs Lambert et Lefèvre explorent méthodiquement le Soudan égyptien, mais Lefèvre meurt au Sennar. Les projets de colonisation de Lambert au Kordofan restent sans suite. Tamisier va du côté de l'Arabie. Méhémet-Ali veut s'emparer totalement de la péninsule arabique. Le Yémen regorge notamment de terres fertiles et le pacha cherche à faire de la mer Rouge un lac égyptien afin de capter le commerce de l'Inde par Suez et le Moyen-Orient. Malheureusement, les Wahhabites que son fils Ibrahim pacha a vaincus en 1818, reconstituent leurs forces dans le district d'Asir sous la conduite d'un chef fanatique, Aït. En 1834, de nouvelles troupes égyptiennes sont envoyées en Arabie et Méhémet-Ali charge son neveu, Achmet pacha, de diriger une armée qui attaquerait Asir par le désert tandis que des troupes débarquées à Ghardoufa effectueraient une diversion.

Le service médical de l'armée égyptienne est composé de médecins et de fonctionnaires de toutes nationalités : français, anglais, italiens, maltais, grecs, turcs, arabes. À sa tête se trouve un Français, le docteur Ghédufau. Il prend Tamisier comme secrétaire. C'est l'occasion rêvée pour ce saint-simonien de parcourir plusieurs provinces d'Arabie que les Européens n'ont pas encore explorées. Tamisier fait la connaissance d'Achmet pacha. Ce général a longtemps mené une vie très dissipée⁶. À La Mecque, il convoque ses amis à des festins où les vins et les liqueurs sont servies abondamment. Après les repas, ses soldats, joyeux soudards, s'introduisent dans les harems dont les propriétaires ont dû s'absenter. Achmet pacha serait devenu très dévot uniquement par calcul politique.

¹ Hester Stanhope, *Mon royaume de vent : souvenirs de Hester Stanhope* par Marie Seurat, d'après la correspondance de Lady Stanhope et les notes du docteur Meryon, Paris, B. Grasset, 1994, p. 242.

² Alexander William Kinglake, *Eothen*, Paris, Galignani, 1847, p. 121.

³ Marcel Emerit, « Les explorations saint-simoniennes en Afrique orientale et sur la route des Indes », p. 95.

⁴ *Ibid.*

⁵ Roger Joint Daguene, *Histoire de la Mer Rouge, de Lesseps à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 36.

⁶ *Ibid.*, p. 98.

Quand il est à Djedda pour se faire soigner par des médecins européens, sa maison se transforme en casino. Il y a un piano et une mandoline. Un pharmacien italien exerce ses talents de prestidigitateur. Tamisier y fait la connaissance de Chebi efendi, gardien de la clé de la Kaaba. Avant tout saint-simonien, Tamisier cherche à profiter de cette rencontre opportune pour visiter la cité sainte, endroit rigoureusement interdit aux Européens. Chebi l'emmènerait bien mais il s'excuse de ne pouvoir le faire. On risquerait le massacre.

Poussé par son esprit attentif au progrès, Tamisier observe les procédés d'irrigation. À Taïf, ville fortifiée, entourée de jardins, il remarque que l'eau est simplement puisée avec des outres. Un seul homme dispose d'un puits à roue mais il néglige de graisser les rouages de sa machine. Tamisier veut savoir pourquoi. Le propriétaire lui révèle que le grincement de la poulie lui permet de s'assurer que ses employés travaillent et ne se reposent pas à l'ombre des arbres. Tamisier écrit : « Ici, comme ailleurs, les oisifs croient que Dieu les a mis sur la terre pour jouir à eux seuls du travail des producteurs. » Le 26 juin 1834, l'armée part de Taïf et s'enfonce dans le désert pour aborder le plateau d'Asir. En route, Tamisier note tout ce qu'il voit et s'initie à la diplomatie orientale. Il participe à la bataille où les Égyptiens, mieux armés, triomphent des guerriers arabes. Pourtant l'expédition est un échec, à cause de l'imprévoyance d'Achmet pacha qui s'est engagé à travers le Hedjaz avec des provisions insuffisantes. Il faut préciser que chaque officier égyptien a droit à un ou plusieurs domestiques et qu'on compte au moins un esclave ou serviteur libre pour trois soldats. L'expédition comporte un quart de bouches inutiles. La famine oblige Achmet à négocier. La retraite de ces braves fellahs du Nil, torturés par la faim et la soif, est désastreuse. Tamisier conclut que l'Arabie n'est pas propice au développement économique, si cher aux producteurs saint-simoniens. Seule l'escale de Djedda présente, à ses yeux, un intérêt.

Petit est chargé en 1834 de l'organisation d'une ferme modèle. Au mois de juin, Urbain est nommé professeur de français à l'École d'infanterie de Damiette. Il se met à la portée de ses élèves pour se faire comprendre, ne voulant rien imposer¹. Les saint-simoniens sont respectueux de la religion d'autrui. Ils ne cherchent nullement à convertir des Arabes, comme le fait, dans *L'Alméh*, récit d'Alfred de Vigny, un jésuite établi à Louxor. Prosper Enfantin rappelle, malgré tout, que l'Arabe adore la force « qui produit autant que celle qui détruit » car « il sait y voir la main de Dieu. ²»

La Cène napoléonienne (14-15 août 1834)

Les victoires d'Ibrahim pacha exaltent le romantisme de l'école saint-simonienne. Général de division, Soliman pacha est en contact permanent avec les saint-simoniens présents en Égypte. Il leur fournit tout ce dont ils ont besoin : vivres, outils, emploi et hébergement³. Marmont écrit : « Je trouvai établi dans la maison de Soliman Pacha quelques uns des plus célèbres apôtres de cette secte.⁴ » Inspecteur des écoles, tant civiles que militaires, Soliman pacha reçoit les conseils avisés de Prosper Enfantin qui lui préconise d'allier esprit scientifique et rapport industriel⁵. Il indique la nécessité d'organiser un corps d'officiers du génie L'organisation du conseil de santé subit l'influence des saint-simoniens qui recommandent l'emploi simultané d'un médecin, d'un chirurgien et d'un pharmacien. Les deux hommes entretiennent une relation amicale. Enfantin n'oublie jamais de saluer Soliman pacha très chaleureusement et il confie ne pouvoir fumer le tabac qu'avec lui⁶. Dans une lettre, il termine par ces mots : « Je vous embrasse encore une fois sur votre bonne moustache.⁷ »

Dans la nuit du 14 au 15 août 1834, Soliman pacha participe à la Cène napoléonienne. Ce repas saint-simonien, copieusement arrosé, où sont invités, entre autres, Prosper Enfantin et le consul Ferdinand de Lesseps, commémore l'anniversaire de Napoléon. Il a lieu près du barrage édifié sur le Nil. S'approchant en barque, Soliman pacha interroge : « Quelle heure est-il ? – Minuit, lui répond-on. – Je vous l'avais bien dit, reprit Soliman que nous arriverions juste pour le 15. » Reconnaisant la voix, Prosper Enfantin salue le général qui s'écrie : « Ah ! c'est vous, Père ! bonjour Père. » Puis, Soliman pacha saute à terre, lui et le Père Enfantin s'embrassent. Les deux ingénieurs du barrage de l'ouest sont absents, l'un est malade. Le consul amène un officier d'état-major français : Beaufort d'Hautpoul. Au milieu du dîner, Soliman lève son verre en l'honneur de l'Empereur : « À Napoléon, non à l'empereur ou au roi, mais au grand homme ! » Au dessert, il porte un toast à Méhémet-Ali, exécuteur testamentaire de Napoléon en Égypte. N'oubliant pas de fêter l'assomption de la Vierge Marie, les convives boivent aux femmes et aux blessés de la dernière guerre. On boit à Soliman pacha, le fondateur du *Nisam*⁸. Après le dîner, on fume la pipe. La première pierre de l'École du Génie civil est posée lors de cette nuit mémorable. Cette

¹ Daniel Panzac et André Raymond, *op. cit.*, p. 231.

² Prosper Enfantin, *Colonisation de l'Algérie*, p. 35.

³ Bibliothèque de l'Arsenal, fonds Enfantin, 7626.

⁴ Henry René d'Allemagne, *op. cit.*, p. 413. Marmont, *Voyages du maréchal duc de Raguse en Hongrie, en Transylvanie, dans la Russie méridionale, en Crimée et sur les bords de la mer d'Azov, à Constantinople, dans quelques parties de l'Asie mineure, en Syrie, en Palestine et en Égypte*, 1834-1835, Paris, Ladvocat, 1837, t. III, p. 361.

⁵ Prosper Enfantin, lettre du 13 juin 1834 adressée à Soliman bey depuis le barrage du Nil, Bibliothèque de l'Arsenal, fonds Enfantin, 7618.

⁶ *Ibid.*, lettre du 17 mai 1834 adressée à Soliman bey. Bibliothèque de l'Arsenal, fonds Enfantin, 7618.

⁷ *Ibid.*, lettre du 16 janvier 1834 adressée à Soliman bey depuis Zagarik. Bibliothèque de l'Arsenal, fonds Enfantin, 7618.

⁸ Organisation de l'armée.

étrange réunion procède au sacrifice traditionnel du mouton. Sa viande est distribuée aux maçons. De son doigt trempé dans le sang de la victime, Ibrahim pacha trace un « M » et un « N » sur la pierre de fondation. Soliman pacha y imprime avec la pointe de sa truelle « N-MA » unissant pour l'éternité Napoléon et Méhémet-Ali¹. Cette cérémonie religieuse en vérité, vouée à la paix entre tous les hommes, au travail fraternel, préfigure le canal de Suez que Prosper Enfantin demande déjà à Méhémet-Ali.

Émile Barrault écrit : « Comme jadis à l'ombre des drapeaux de la croisade accouraient les bandes des pèlerins, les fils de l'Europe moderne iraient chercher fortune en Orient, et les bras de ses légions, oisifs pour la bataille, gagneraient, dans ces campagnes de gigantesque industrie qu'aurait conçues le génie des gouvernements, d'éclatantes victoires. Sous les efforts réunis de tant de populations diverses, tout le littoral de la Méditerranée, de la mer Noire et de la mer Rouge, rajeunirait et s'embellirait encore. La Révolution fut pour les nations de l'Europe, une communion par la guerre ; après le sacrifice sanglant qui déjà les a toutes rapprochées entre elles, l'heure approche de la communion par le travail de la paix. Ce que l'Occident a commencé, l'Orient l'achèvera. Au banquet de la chrétienté, prendront place les populations de l'islamisme. L'Orient est la Cène des Nations.² »

Parmi les saint-simoniens dont certains vont finir par porter un regard critique sur l'œuvre du pacha accusé de s'accaparer les richesses de l'Égypte, Ismaïl Urbain est un des rares à considérer jusqu'au bout Méhémet-Ali comme le légitime héritier et continuateur de Napoléon : « Notre Napoléon qui alla commencer sa gloire en Égypte n'est pas mort ; il vit encore, il est retourné en Égypte, il s'est assis à l'ombre des pyramides pour accomplir des choses dont la renommée durera plus que ces vieux monuments ! C'est lui ! C'est Mohammed Aly.³ » Dans le *Journal des Débats*, l'historiographe Xavier Raymond confirme que Méhémet-Ali est bel et bien un génie, « très fortement empreint du caractère de la race qui l'avait produit. » En avance sur son temps, Méhémet-Ali est « venu trop tard dans un monde trop vieux. » L'Égypte du XIX^e siècle apparaît comme une terre où de grandes choses peuvent se réaliser et où l'on peut continuer à croire au génie des hommes. Tous les orphelins de l'Empire s'y retrouvent. Bélorgey écrit : « l'Égypte de Méhémet-Ali, cherchant sa voie entre la fidélité à ses traditions et le modernisme, offrira à un certain nombre d'Occidentaux des possibilités de réalisation d'un genre plus ambigu, mais impliquant incontestablement une égyptianisation prononcée [...] Cela va des débris glorieux des corps expéditionnaires européens et des représentants de cette génération qui voua son existence à Napoléon et qui, plutôt que de se reconnaître sujets de la Restauration allèrent offrir leurs services aux souverains d'Orient, aux différentes vagues de saint-simoniens [...] en passant par de nombreux inclassables. »

La Passion des saint-simoniens

L'œuvre saint-simonienne se heurte à trois obstacles : les conditions matérielles, les épidémies de peste, et les scandales divers. Au niveau des conditions matérielles, Rogé écrit dans une lettre : « Ici, dans un autre genre, nous sommes presque aussi misérables que vous pouvez l'être là-bas et nos efforts se renouvellent sans cesse sans que rien vienne alimenter nos misérables bourses. » Les saint-simoniens vivent en Égypte au seuil de la pauvreté. Le Père Enfantin est pris en charge par Lambert. L'infirmière Suzanne Voilquin qui a été pendant quelque temps, accoucheuse à l'hôpital d'Abouzabel, dans le service du docteur Clot bey⁴, pour subsister devient blanchisseuse : « Voulant vivre indépendante, je me fis momentanément la blanchisseuse de tous mes amis [...]. Je me mis à l'œuvre le 29 décembre 1834. » La plupart travaillent pour des salaires dérisoires ou n'ont pas de travail. Hoart et Prax sont employés dans les bureaux de Linant de Bellefonds. Le Père Enfantin est obligé de licencier ses collaborateurs. Ces derniers sont réduits à accepter de petits emplois dans l'administration égyptienne. Les saint-simoniens se dispersent. N'éprouvant aucun scrupule, Prosper Enfantin les congédie, déclarant : « De toutes manières le saint-simonien est en hausse... Les appointements sont faibles, mais enfin avec 800 à 1000 piastres par mois on peut bien vivre quand on se borne à une vie sans harem.⁵ » Le quotidien de la communauté se limite à la survie. Machereau, professeur à l'école des filles de Gizeh est à peine payé : « Machereau a enfin touché son premier mois d'appointements, et en a de suite profiter pour quitter ses guenilles, et prendre le costume du pays ; il était fait comme un voleur et ressemblait à Frédéric dans l'auberge des Adrets. On parlait de mettre en gage le piano de Félicien David. Lami, Cognat, Toché étaient dans la misère. » Machereau vit dans la bohème. Professeur de dessin, son salaire n'est que de 700 piastres par mois, puis il se convertit à l'islam, tout comme le fait Urbain. L'ingénieur Prax leur emboîte le pas. Prax séjourne à La Mecque de septembre à novembre 1835, en qualité de pharmacien du 15^e régiment du Hedjaz. Dans la ville du prophète, il a la désagréable obligation de se faire circoncirer⁶. « C'est assez drôle, dit Méhémet-Ali, les saint-simoniens sont venus ici pour convertir les musulmans,

¹ Prosper Enfantin, lettre des 18 et 19 août 1834 adressée à Aglaé. Bibliothèque de l'Arsenal, fonds Enfantin, 7618.

² Édouard Driault, « Une éclatante victoire de l'armée égyptienne », *Revue des études napoléoniennes*, Genève, Slatkine, (réédition de juillet-décembre 1939), 1939), 1976, p. 17 et suivantes.

³ Cité par Caroline Gaultier-Kurhan, *Méhémet-Ali et la France 1805-1849*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2005, p. 172.

⁴ Jean-Marie Carré, *op. cit.*, p. 267.

⁵ Arsenal 7618 f°30, 7 mai 1834.

⁶ Marcel Emerit, « Les explorations saint-simoniennes en Afrique orientale et sur la route des Indes », p. 98.

musulmans, et en voilà deux qui se font musulmans.¹ » Machereau devient Mohammed efendi et épouse une arabe dont il a quatre filles. Parfois, ne mangeant pas toujours à sa faim, il accepte les invitations du Père Enfantin et de Lambert, mais dès qu'on apporte devant lui, ou du porc, ou du vin, sa conscience est profondément troublée. Un jour, raconte Suzanne Voilquin, il se trouve à la table du Père Enfantin avec un pacha turc dont il ne connaît pas la tolérance. Deux petits cochons de lait sont servis, à point. Devant un musulman, Machereau alias Mohammed efendi croit devoir s'abstenir de porc et de vin. Sa surprise est grande : « Tout en leur jetant des regards doux et caressants, il se tenait coi, dans une prudente réserve, mais le pacha, joyeux convive, le mit à l'aise en lui disant : 'Sidi Mohamed, il se trouve dans la langue française une règle qui prétend que deux négations valent une affirmation. Jugeant en conséquence le fait présent par analogie, je dis : manger de la viande de porc, oh ! ceci est fort mal assurément ; ou bien encore : boire en cachette le jus fermenté de la vigne, c'est également un grand tort ; mais réunir et sceller ces deux fautes dans son for intérieur, c'est appliquer la règle française en les détruisant l'une par l'autre. Chez le Père Enfantin, nous sommes en France, et je suis dans mon droit', ajouta-t-il en portant au maître de la maison une santé avec un verre de pétillant champagne ; 'imitiez-moi donc, mon jeune ami, en disant comme moi : 'Au Père Enfantin !''² »

La peste ravage l'Égypte en 1835. L'épidémie fait d'effrayants ravages. Au Caire, en six mois, meurent 35 000 personnes dont 300 Européens. Alexandrie perd 14 000 habitants. Ferdinand de Lesseps, chargé de la gestion du consulat général d'Alexandrie pendant cette terrible épreuve est récompensé de ces inlassables efforts par la Légion d'honneur en 1836. La peste décime les saint-simoniens. « Ce terrible fléau, écrit Cerisy, va reculer l'Égypte de cinquante ans en arrière. » Fourcade décède à son poste, à l'hôpital de l'Esbékieh. Il est le premier à mourir : « Le 20 février, par un ciel pur, par un soleil brillant et chaud, la famille saint-simonienne commence à payer son premier tribut au fléau », écrit Suzanne Voilquin. Les médecins saint-simoniens se rassemblent dans la maison du docteur Dussap pour lutter contre la maladie. Suzanne Voilquin trouve également refuge chez le docteur Dussap où elle reste durant toute l'épidémie, soignant ses amis. Elle assiste Dussap et apprend des rudiments de médecine notamment dans *l'art de la parturition*. Dussap, un vieux médecin, est terrassé près du corps de sa fille. Henri Rigaud est courageux devant le fléau. La liste est longue : Alric le grand sculpteur, notamment des bustes si vivants de Méhémet-Ali ; Lami, architecte ; Dumolard, ouvrier ; l'agronome Bosco de Dombasle ; les médecins Gondret et Delong ; le littérateur Maréchal et l'ingénieur Hoart succombent. Ils ont donné leur vie à l'Égypte. « Leur mort, dit Barrault, lui sera féconde, et à la paix entre tous les hommes. » Pour éviter la contagion, Enfantin s'embarque, le 25 février 1835, à destination de la Haute-Égypte, avec l'ingénieur Charles Lambert. Son absence dure plus de six mois. Oubliant sa mission, il arrête sa cange dans toutes les villes riveraines du Nil. Attiré par le grouillement et le bariolage des souks, il mène une vie agréable et ne reste pas insensible à la beauté noire. Chasseur, il tire des crocodiles et des ibis. Il fait des escales archéologiques. À Louxor, il retrouve la haute société du Caire qui a fui devant la peste, reprend des relations plus amicales avec le consul Mimaut, se met à travailler l'arabe et attend sa suprême révélation qui ne vient pas. De temps à autre, une lettre du Caire, lui apprenant la triste fin d'un disciple, ou la mort de son père, resté en France, assombrit ses pensées. Les Arabes appellent Enfantin le « Père du monde » ce qui suscite la jalousie de Méhémet-Ali³. En 1836, Méhémet-Ali songe à détruire une pyramide pour employer les matériaux à la construction du barrage⁴.

Comme en Europe, on accuse les saint-simoniens en Égypte d'escroquerie et d'immoralité. Les saint-simoniennes Suzanne Voilquin et Clorinde Rogé veulent développer des projets d'éducation pour les femmes : « Régénérer ce pays par l'éducation [...] toutes deux nous proposons d'attaquer par des moyens divers l'ignorance abrutissante des femmes de ce pays. »⁵ Clorinde Rogé espère créer avec le soutien de Soliman pacha des écoles de jeunes filles où « elle apprendront à lire, écrire et à compter en français. » Le projet est arrêté quand Soliman pacha retire son soutien, inquiet de la tournure concernant l'héritage du docteur Dussap dans lequel Suzanne Voilquin est impliquée. Mme Brod répand notamment l'information selon laquelle la saint-simonienne aurait abusé la confiance du docteur Dussap pour priver de son héritage Arif, le fils de Dussap. L'affaire portée au consulat de France contribue largement à ruiner le crédit des saint-simoniens. Peu à peu les disciples constatent un certain refroidissement chez leurs protecteurs officiels, le pacha d'Égypte aussi bien que le consul de France. La vie qu'ils mènent au barrage n'est pas sans provoquer du scandale. Les membres les plus respectables de la colonie française s'offusquent de la liberté de leurs mœurs et de l'étrangeté de leur costume. Les aventures extra-conjugales de Soliman pacha semblent avérées. Le saint-simonien Charles Lambert indique qu'en dépit des tendresses que Soliman pacha porte à sa famille, il se livre à des ébats extérieurs⁶. On reproche aussi à la belle Clorinde Rogé de prolonger les visites dans sa demeure⁷. Cette liaison défraie la chronique. Les saint-simoniens

¹ Henry René d'Allemagne, *op. cit.*, p. 428.

² Jean-Marie Carré, *op. cit.*, p. 267.

³ Henry René d'Allemagne, *op. cit.*, p. 414, journal de Lambert, 25 décembre 1834, Arsenal 7739.

⁴ *Ibid.*, p. 415.

⁵ Suzanne Voilquin, *Souvenirs d'une fille du peuple*, Paris, 1865, p. 329. Citée par Caroline Gaultier-Kurhan, *op. cit.*, p. 167.

⁶ Charles Lambert, lettre adressée à Soliman pacha en 1836. Bibliothèque de l'Arsenal, fonds Enfantin, 7741.

⁷ Robert Solé, *L'Égypte, passion française*, Paris, Seuil, 1997, p. 96.

sont loin de mener une vie austère au barrage. Les femmes venues de France leur servent de jouets. Agarithe Caussidière, prostituée à Lyon, cherche avec insistance les faveurs des apôtres. Tour à tour, elle est la maîtresse de Cognat, Prax, Petit et Enfantin. Enfantin est un homme fait dieu, contrairement au Christ, dieu fait homme¹.

Le 8 février 1836, vingt-deux convives fidèles se trouvent encore réunis pour des agapes saint-simoniennes, c'est l'anniversaire du Père. On passe la nuit à danser, à causer, à porter des toasts aux amis et aux parents restés en France. Cela semble suranné. Le projet du canal de Suez est ajourné, sans espoir. La construction du barrage est interrompue, et le Père n'a pas trouvé la « Mère », la femme idéale qui devait l'inspirer et lui apporter le secours de ses révélations. Les difficultés ajoutées aux désillusions provoquent le départ des derniers disciples. Félicien David, Alexis Petit, le docteur Charpin, Suzanne Voilquin et Clorinde Rogé rentrent en France en 1836. Urbain et Sonnerat quittent l'Égypte. Ollivier meurt à Alexandrie le 8 mai. Comprenant qu'il est inutile de lutter davantage, abandonné par ses amis, le Père cède aux instances d'une amie qui l'invite à venir se reposer en France. Le 30 octobre 1836, il s'embarque avec Duguet pour Marseille. Enfantin a quitté l'Égypte avec aigreur : « Ce roi négociant, qui a fait de tout un grand pays, un seul comptoir, et qui emmagasine comme un épiciers tous les produits depuis la fève jusqu'au café, cet homme là selon toute probabilité, dans ses vieux jours, féroce bigot, avare, ou bien dans un an, il faut qu'il soit sultan et qu'il meure. » Enfantin a compris qu'il est difficile de réaliser son programme saint-simonien car ses plus fidèles appuis sont en 1836 en disgrâce ou écartés comme Soliman pacha, Varin ou Cerisy. Le pacha mécontent de la France, au sujet de son projet d'indépendance, écarte les Français à cette époque. Suzanne Voilquin rend compte dans ses mémoires : « Par les journaux, qui nous parvinrent, nous vîmes le sentiment général devenir très hostile à l'Égypte, et par contre très favorable à la Sublime Porte ; alors il y eut dans les conseils du vice-roi une réaction politique et religieuse contre les Français en général et contre les saint-simoniens en particulier. » Le vice-roi souhaite dans cette période de tension internationale : « Que l'Égypte se suffise ou au moins qu'elle le paraisse. ² »

Ismâïl Urbain jette également le trouble par sa conversion à l'islam et son aventure avec la compagne du docteur Dussap, Halimeh qui est une esclave originaire d'Abyssinie. À la mort de celle-ci en 1834, Ismaïl Urbain reporte son amour sur la fille d'Halimeh et du docteur Dussap, Hanem qui meurt en 1835. Sa conversion est une conséquence de cet amour puisque devenir musulman est une manière pour lui de retrouver les femmes aimées qui sont disparues. Néanmoins, il craint que sa conversion ne lui fasse perdre sa qualité de citoyen français et s'en ouvre au consul de France Mimaut qui lui fait une réponse mitigée³. Désormais, il se nomme lui-même le « Noir musulman. » Urbain débarque à Alger le 22 avril 1837, d'abord interprète militaire puis attaché aux bureaux arabes, il épouse en 1840 une jeune musulmane de Constantine. Seuls restent en Égypte Lambert et Machereau. Après son échec en Égypte, s'étant fait savant, jouant au billard, Enfantin croit au croisement des races dans le but de les améliorer. En Algérie, il focalise ses observations sur les crapauds. Bory de Saint-Vincent, chef de l'expédition scientifique, écrit dans une lettre : « Nous avons recueilli deux crapauds, dont un assez gros, marqué de taches variant du brunâtre au verdâtre, trouvé pour la première fois par M. Enfantin. »

¹ Alphonse Karr, *Les Guêpes*, juin 1840, p. 12.

² *Ibid.*, p. 171.

³ Caroline Gaultier-Kurhan, *op. cit.*, p. 170.

6.

Les moyens de communication

Bonaparte voulait prendre la voie la plus directe vers l'Orient en organisant l'expédition d'Égypte. Ce projet grandiose, il l'avait expliqué à Junot lorsqu'ils arpentaient tous deux les boulevards de Paris. Maître de la Syrie, il soulèverait les chrétiens du Liban, il rallierait les Druses et, grossie de ces auxiliaires, son armée s'ouvrirait un chemin jusqu'à Constantinople, marcherait sur Vienne ou vers l'Inde pour donner la main à Tipou-Sahib et chasser les Anglais¹. Las Cases, dans le *Mémorial de Sainte-Hélène*, faisant certes œuvre de propagande, accrédite l'idée que le « pouvoir de Napoléon était tellement populaire dans toute l'Asie, et y exerçait une telle influence, qu'après sa chute, des agents chargés de remplacer les siens, s'étaient vus souvent réduits à emprunter l'autorité de son nom pour obtenir de la bienveillance sur leur route, et se ménager les facilités de parvenir à leur destination. » Sous la monarchie de Juillet, quatre routes différentes existent entre l'Inde et l'Europe. La première passe par l'Indus, l'Amou-Daria, la mer Caspienne et la mer Noire. Suivie par la Russie pour aller en Inde, elle est celle du commerce de Constantinople. La seconde voie : Golfe Persique, les fleuves Tigre, Euphrate et Oronte ne sert qu'à la Perse, à la Syrie et à l'Asie Mineure. La troisième, abandonnée, est un transit par la mer Rouge et l'isthme de Suez. Elle conviendrait à une ligne de vapeurs mais elle est peu sûre. Méhémet-Ali la contrôle. La quatrième est un détour qui longe les côtes africaines et double l'Afrique du Sud. Ce long chemin est emprunté par toutes les nations. Depuis trois siècles, le commerce européen suit la route du Cap de Bonne-Espérance². Les saint-simoniens sont persuadés que rien ne contribue davantage à la prospérité d'un pays que la multiplicité et la facilité des communications. Émile Barrault écrit en 1836 : « Aujourd'hui les chemins sont la préoccupation de toutes les ambitions commerciales, petites ou grandes; résultat nécessaire du prodigieux développement de toutes les relations d'échange.³ »

La route des Indes

Le lieutenant anglais Waghorn est le pionnier d'une liaison entre Londres et Bombay via Alexandrie. En 1829, de sa propre initiative et sans aucun appui officiel, il démontre qu'en faisant passer les dépêches importantes par l'isthme de Suez, on peut gagner un temps précieux sur le trajet maritime du Cap. Plusieurs fois, il a personnellement porté des duplicata de dépêches de Londres pour Bombay en passant par la France, et en s'embarquant soit à Marseille, soit dans un port italien, pour gagner Alexandrie. De là, il traverse l'isthme à cheval ou à dromadaire et reprend à Suez ou dans un port de la côte arabique, un navire à destination de Bombay. Ferdinand de Lesseps qui rencontre le lieutenant Waghorn souligne l'intérêt de l'*Overland Route*, route qui n'est ouverte qu'entre 1837 et 1842. Grâce aux paquebots à vapeur, Waghorn propose une ligne qui relierait Paris à Bombay en 38 jours. Méhémet-Ali soutient le projet. Comme corollaire à cet encouragement, une compagnie anglaise *la Péninsulaire* établit un service de bateaux entre Southampton et Alexandrie, en correspondance avec des navires faisant le trajet de Suez à Bombay. Les valises postales et les passagers sont d'abord transportés par barques halées par des chevaux d'Alexandrie au Caire puis les barques sont remorquées par des bateaux à vapeur. Arrivée au Caire, la poste est chargée à dos de dromadaires et les passagers montent dans les voitures à deux roues qui les transportent à Suez en seize ou dix-huit heures. Le transport de la malle à travers l'Égypte n'exige pas moins de soixante-douze heures. Le service est étendu au numéraire expédié d'Angleterre aux Indes, les marchandises de prix, la soie et l'indigo qui en reviennent. Les Anglais nourrissent des ambitions sur la route des Indes. Deux bateaux à vapeur, naviguant sur l'Indus jusqu'à Multan, cherchent à pousser jusqu'à Lahore et Kaboul. Alexander Burnes, capitaine de l'armée britannique, accompagné de James Gérard, un jeune chirurgien de l'armée du Bengale, d'un ingénieur indien et de Mohan Lāl, un Cachemirien faisant office de guide, remonte

¹ Jacques Bainville, *Napoléon*, Paris, Robert Laffont, 1981, p. 107.

² Auguste Colin, « Lettres sur l'Égypte », *Revue des Deux Mondes*, 1838.

³ Émile Barrault, *Guerre ou paix en Orient*, Paris, L. Desessart, 1836, pp. 24-25.

l'Indus depuis l'océan jusqu'à Lahore en 1831. Burnes écrit : « L'heureux succès de mon voyage de l'embouchure de l'Indus à Lahore, et la vue de peuples jusqu'alors bien imparfaitement connus, réveillèrent avec une force plus vive un désir que j'avais toujours éprouvé de parcourir des régions nouvelles et de visiter les contrées qu'avait autrefois traversées le Conquérant Macédonien. J'étais le premier Européen qui, dans les temps modernes, eût remonté l'Indus ; je ne rêvais plus qu'à une pérégrination au-delà de ce fleuve, dans des parages qui furent le théâtre d'événements extraordinaires dont la lecture avait le charme de nos jeunes années. ¹ »

L'invention des bateaux à vapeur et des chemins de fer transforme prodigieusement le système des transports donnant une grande importance à la navigation fluviale. Les Anglais fournissent à Méhémet-Ali un paquebot à vapeur en fer, pour la navigation sur le Nil. Le maréchal Marmont, lors de son périple en Orient, a le plaisir de faire une paisible croisière sur ce magnifique fleuve égyptien. Soliman pacha goûte les joies de sa cange très bien meublée dont une belle tente couvre le pont et forme une habitation². Dans le Levant, la coopération franco-britannique s'avère indispensable. L'insuffisance des communications postales avec la Turquie par l'intermédiaire de l'Autriche, dont le Cabinet noir intercepte le courrier, pousse le ministère des Affaires étrangères à projeter l'établissement d'une ligne de paquebots à vapeur entre la France et le Levant³. Le développement de cette marine pousse la monarchie de Juillet à se garantir des voies maritimes sécurisées en Méditerranée. L'Angleterre a fait réaliser la carte de la mer Rouge, fruit des travaux de cinq années d'une équipe envoyée par la compagnie des Indes. L'établissement des paquebots à vapeur de Bombay à Suez est un premier jalon mais des caprices administratifs les interrompent souvent et il est impossible de suivre cette route pendant la mousson. En 1831, le capitaine anglais Chesney propose de mettre des steamers sur l'Euphrate. Il prétend que cette route est la meilleure sous le triple rapport de la promptitude, de la sécurité et de l'économie⁴. Son expédition composée de deux steamers en Mésopotamie commence mal. Le convoi subit une tempête. Le vapeur *Tigre* est emporté dans un ouragan. La trombe est si violente qu'elle fait pencher le navire. En un clin d'œil, il est submergé et on le perd totalement de vue. Le parlement anglais est saisi en 1834 et ses résolutions sont de suivre simultanément la voie de la mer Rouge et celle de l'Euphrate. Il décide qu'une expérience serait faite sur le fleuve et alloue 20 000 livres pour les dépenses. La navigation sur l'Euphrate est perçue comme une question européenne et asiatique. En avril 1833, le docteur Martin Honigberger, attaché à la personne du raja de Lahore désire revenir en Europe. Son projet de passer par mer et par l'Égypte est contrarié, il voyage donc via l'Afghanistan. La navigation prévue par Chesney sur l'Euphrate et le Tigre ne rencontre pas tout le succès escompté. Au début de 1836, en plein hiver, il consigne : « D'Anazarba, l'équipe traversa la plaine, le village et le district de Kars, puis entra dans la zone montagneuse qui mène à Marache par Anabad. Traverser la chaîne ne fut pas chose facile ; le chemin étroit suivait des précipices escarpés, au point que souvent il s'avéra nécessaire de décharger les chevaux et transporter les bagages aux endroits les plus dangereux ; une fois un cheval tomba et ne fut arrêté que par un arbre. ⁵ » Méhémet-Ali, voulant contrôler l'Euphrate et Bagdad, marque peu d'empressement à seconder les entreprises britanniques dans cette région. La Porte elle-même crée des difficultés à Chesney, ce qui conduit Ponsonby à demander des explications au divan⁶. Les steamers anglais parviennent néanmoins à atteindre Bassora.

La France, comme la Russie, cherche à entraver cette progression. Le vice-consul français Fontanier déclare au gouverneur de Bassora que les Anglais ont l'intention de s'emparer du pays. Il préconise de prendre des mesures pour empêcher les steamers et les cipayes de passer⁷. Les communications entre Bassora et Bagdad sont irrégulières et peu sûres. Les détrousseurs de caravanes pullulent. Le bey de la forteresse du Rawanduz a accumulé des trésors pendant de longues années de vol sur les grands chemins. Le colonel anglais Shee conduit une armée persane contre un rebelle qui pille et massacre une caravane à la porte d'Ispahan. Un coup d'État a lieu et Ali est proclamé roi de Perse⁸. Le shah Muhammad fait arrêter son premier ministre à Téhéran. Le prince de Kerman a les yeux crevés et le prince de Chiraz est exilé. L'établissement des bateaux à vapeur entre Constantinople et Trébizonde décide la légation anglaise en Perse à faire passer ses tartanes par ce chemin plutôt que de se rendre directement d'Erzeroum à Constantinople.

Les projets abondent. Le nationaliste italien Mazzini considère que la Hongrie est importante sur le plan politique. En récupérant sur l'Adriatique son littoral, elle établirait, par les affluents du Danube, une communication jusqu'à la mer Noire. Sa vision est large car il considère qu'une fois l'unité allemande réalisée, cette importante navigation s'étendrait au Zuiderzee et à la mer Baltique. Le comte Étienne Szechenyi défend âprement l'idée qui développerait la Hongrie. L'empereur François I^{er} d'Autriche donne toute son attention aux travaux du Danube. Les vaisseaux à vapeur facilitent considérablement la navigation sur le Danube. La demande

¹ *Nouvelles Annales des voyages, de la géographie et de l'histoire ou Recueil des relations originales*, 1848.

² Marmont, *Voyage du duc de Raguse, 1834-1835*, Paris, Ladvocat, 1837, t. IV, p. 4.

³ A.N. mar. BB⁴ n° 535.

⁴ A.M.A.E., C.P.C., Turquie, vol. 5 et 6.

⁵ Claude Mutaftian, *La Cilicie au carrefour des empires*, Paris, Les Belles Lettres, 1988, t. I, p. 309. F.R. Chesney, *On the expedition to the Euphrates*, Journal of the Royal Geographic Society, 1837, p. 412.

⁶ *Times* du 10 mars 1836.

⁷ A.M.A.E., C.P.C., Turquie, vol. 5 et 6.

⁸ *Ibid.*, Trébizonde, 2 juillet 1835.

faite par un groupe d'hommes d'affaires en 1829 concernant la création d'une société de navigation sur le Danube a été encouragée et fortement soutenue par le chancelier Metternich¹. L'homme politique autrichien subordonne son soutien accordé à cette société à l'obligation pour celle-ci de disposer dès le début de deux lignes. L'une doit desservir tout le cours du Danube, y compris les ports se trouvant sur les principautés roumaines. L'autre souhaite mener le pavillon autrichien dans les eaux du Levant. Il s'emploie à établir la liaison du trafic entre les embouchures du Danube et Constantinople, voire les ports de l'Asie Mineure. Le soutien du gouvernement autrichien est total pour la ligne reliant le Danube au port de Trébizonde. De ce fait les bateaux deviennent de plus en plus rapides et on peut citer en exemple le steamer *Franz I* descendant le fleuve de Vienne à Budapest en 14 heures et 15 minutes en 1830. Pour le retour à contre-courant, il nécessita 48 heures et 20 minutes. En septembre 1837, la *Maria Anna*, relie Vienne à Linz². Le commerce autrichien est facilité avec les pays centraux du continent asiatique et avec les Indes. En 1835, l'agence de navigation crée des bureaux spéciaux, employant une foule de fonctionnaires dans les ports danubiens des principautés. Ce sont les vrais centres de manifestations de la politique orientale des Habsbourg. À Orsova sont entreposées les marchandises venant par mer. Il s'agit du premier lazaret sur le Danube dans les États autrichiens, du côté de la mer Noire. Les marchandises y subissent un contrôle sanitaire et les voyageurs font leur quarantaine. Un steamer franchit sans accident les cataractes et les basses eaux ne sont à redouter qu'en août et septembre. Un banc de rocher gêne la navigation. Un canal est nécessaire pour contourner l'obstacle mais le terrain sur lequel il doit être exécuté est en territoire turc. Les Autrichiens pourraient se passer d'un firman mais en droit, il est nécessaire. Le Divan de Constantinople ne paraît pas disposé à l'accorder. Sur Ada Kaleh, une forteresse turque surveille les alentours. Cet édifice n'est plus qu'un monceau de ruines dégradées par le temps et les guerres. Il faudrait de grandes dépenses, supérieures aux facultés des Turcs pour le mettre en état de défense. « Un pacha, sans troupes, y commande » rapporte Marmont. Toutefois ce poste rend maître de la navigation du fleuve. Sur la rive droite, un fort également en ruine, nommé *Elisabeth*, défend le Danube. Il est destiné à croiser son feu avec celui de l'île de Ada Kaleh. La flottille turque de Roustchouk se compose de vingt-cinq bâtiments manœuvrant à la voile. Chacun d'eux porte deux canons et une trentaine d'individus. Des barques ou felouques les suivent à la rame remplies d'hommes armés de fusils. Cette flottille est dans un état complet de désarmement. Depuis huit ans, on n'a pas construit à Roustchouk de nouveaux bâtiments mais on a entretenu les anciens qui sont en assez bon état. 800 à 1 000 matelots et soldats de marine assurent le service³. Une liaison régulière ne peut être assurée qu'une fois les relations normalisées avec le sultan. L'empereur François I^{er} estime que l'exécution de ses travaux aurait de grandes conséquences commerciales. Richesse et prospérité seraient garanties pour la Turquie. Les exportations peuvent avoir lieu par Fiume. Cependant, les transports par terre en prenant la route Louise, et en traversant toute la chaîne des Alpes Juliennes sont chers. Il en va de même pour Trieste. L'importance stratégique des provinces illyriennes n'est plus à démontrer. En 1835, un sentiment national s'y développe par le biais du journal *L'Étoile du matin*. Son épigraphe est : « Une nation sans nationalité est un corps sans squelette. » Favoriser la navigation danubienne permettrait d'envoyer à peu de frais les produits de la Hongrie en Italie et en France. Cette route fluviale peut servir utilement à une partie de l'Allemagne et faciliter les relations vers l'Inde par l'Égypte avec l'établissement d'une communication entre la Méditerranée et la mer Rouge. Sur le Danube, les navires circulent sans encombre. Le port de Braila joue un rôle essentiel dans le transbordement des marchandises. Des piquets de cosaques surveillent la bonne marche des opérations. Le sultan veut établir sa propre ligne. Il possède deux vapeurs. Il en achète un troisième établi à Marseille : *Le Phocéén*. Malheureusement, ces bateaux ne sont pas utilisés. Ils n'assurent que quelques courses insignifiantes ou des promenades sans but déterminé⁴. À la fin de la décennie, les Messageries françaises et le Lloyd autrichien ont des lignes périodiques, en particulier pour le service postal.

La France lance sa navigation à vapeur sur la Méditerranée. Printemps 1833, le paquebot à vapeur *François I^{er}* embarque, pour une croisière expérimentale cinquante passagers triés sur le volet, qui sont les hôtes, en Grèce, du roi Otton⁵. La France dispose de 21 steamers. La liaison avec l'Afrique est assurée par 10 paquebots. Chacun de ces navires, ayant une force de 160 chevaux, se déplace à raison de trois lieues à l'heure, peut contenir 380 tonneaux et recevoir 70 passagers. Le service embrasse deux lignes, l'une créée officiellement en 1837, va de Marseille à Constantinople. Entre les deux destinations, on touche à Livourne, Civitavecchia, Naples, Messine, Malte, Syra et Smyrne. L'autre croise la première d'Athènes à Alexandrie en quatre jours et deux heures. Pour les bâtiments à voile dont la navigation est fort difficile en Méditerranée, la traversée Marseille-Constantinople prend 45 jours. Pour les paquebots à vapeur, le voyage dure 13 jours et demi seulement⁶, y compris le temps de station. Le prix d'une place pour cette traversée à bord d'un paquebot à vapeur est de 430 francs en première classe, 250 francs en deuxième classe et de 130 francs en troisième classe. Rappelons que le salaire moyen de l'ouvrier n'est

¹ N. Fotino, « Le problème du Danube et des relations commerciales avec le Proche-Orient », cité par Michel Mollat, *op. cit.*, p. 644.

² On peut voir aujourd'hui l'un des derniers exemplaires de ce type de bateau à Ratisbonne.

³ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 22.

⁴ D'Aubignosc, *La Turquie nouvelle jugée au point où l'ont amenée les réformes du sultan Mahmoud*, Paris, Delloye, 1839, t. II, pp. 245-246.

⁵ Jean-Claude Berchet, *Le Voyage en Orient : anthologie des voyageurs français dans le Levant au XIX^e siècle*, Paris, R. Laffont, 1985, p. 5.

⁶ Ph. Chemin-Dupontès, « De la navigation à la vapeur en Angleterre, en France et aux États-Unis », *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} septembre 1838.

alors que de 2 francs par jour ! Voyager en troisième classe pour lui reviendrait à dépenser trois mois de salaire. Ce voyage est réservé aux élites fortunées. La gabare *L'Expéditive* partie de Toulon avec des passagers pour la Grèce et Constantinople, débarque au Pirée trois personnes dont le marquis de Maillé. Il lui reste à son bord la famille Lauxerrois et un lieutenant affecté sur la frégate *Argus*. La peste exerçant des ravages dans la capitale ottomane, les voyageurs sont débarqués à Smyrne. De là, ils prennent la voie du paquebot à vapeur pour se rendre à leur destination¹. Xavier Hommaire de Hell (1812-1848), type même du personnage, sinon du héros, de Jules Verne, part en 1835 pour Constantinople. Il y arrive le 21 novembre, après le naufrage de son navire, *Le Génie Navigateur*². Pour compléter la ligne des vapeurs, il faudrait doter l'isthme de Suez d'un système de communication viable.

Canal de Suez ou chemin de fer ?

L'idée de réaliser une tranchée dans l'isthme de Suez reliant la Méditerranée à la mer Rouge fut évoquée dans un ordre adressé au gouverneur d'Égypte du 17 janvier 1568. Les relations entre l'Empire ottoman et les Portugais étaient apaisées mais des attaques portugaises contre des bateaux indiens transportant des marchands et des pèlerins musulmans avaient ravivé la tension. De plus, la révolte des chiites zaydites du Yémen en 1567 poussa le sultan à prévoir l'organisation d'une grande campagne navale. Une enquête fut demandée sur la faisabilité du canal³. Au XIX^e siècle, le problème se pose en matière de financement. Quels sont les investisseurs qui peuvent se lancer dans une telle aventure pour en retirer ensuite les profits, les actes de propriété, les nominations au poste d'administrateur ? Pour construire un chemin de fer, il faut des ingénieurs, des matériaux et des fonds. Selon *le Courrier de Smyrne*, le Trésor anglais sur trois millions d'achat de matériaux en aurait payé deux. Les scientifiques français de l'expédition d'Égypte avaient réfléchi sur la jonction entre la mer Rouge et la Méditerranée. Indépendamment des canaux qui existent dans l'isthme et le delta du Nil jusqu'à Alexandrie, il fallait une dérivation entre les lacs amers et l'ancienne Péluse. Cet appendice est la partie la plus importante du projet. Il doit être assez profond pour donner passage à des navires. L'affluence des eaux des lacs amers engendrerait une cataracte imprimant un courant dont la vitesse serait capable d'empêcher les dépôts de sable apportés par le chamsin. La réalisation des travaux du canal se chiffre à 9 287 000 francs. L'ingénieur exprime sa perspective : « J'ajouterai que, si je ne voyais quelques difficultés à recréer et à entretenir à la profondeur convenable le chenal entre Suez et sa rade, je proposerais d'établir, à l'usage des corvettes et même des frégates, la communication directe des deux mers par l'isthme ; ce qui deviendrait le complément de cette grande et importante opération. » On pourrait transporter par cette voie les produits précieux, l'or, l'argent, les perles, les châles, les cafés, le thé et les denrées de l'Inde et de la Chine. Certains estiment que la communication par le canal de Suez ne doit servir qu'aux voyageurs, aux dépêches, aux objets que l'on porte avec soi, et que les grosses marchandises doivent continuer à suivre la route du Cap de Bonne-Espérance. Ces personnes se fondent sur les difficultés de la navigation de la mer Rouge, sur l'obstacle des moussons et sur la cherté du transport par les vapeurs. Elles poussent à l'établissement du chemin de fer, persuadées qu'aucune autre voie ne saurait être tentée. Ces arguments sont exagérés. La mer Rouge passe pour difficile et dangereuse mais cette réputation tient à l'inhabileté des navigateurs arabes. Lorsque Tamisier s'embarque pour l'Arabie, il monte sur un lourd boutre non ponté, encombré de pèlerins et mené par un capitaine presque aveugle. L'objection tirée des moussons n'est pas moins dépourvue de fondement. La régularité des vents qui soufflent sur la mer Rouge, ne saurait être un obstacle à la navigation. La direction de ces vents pousse tantôt de Suez à Moka, tantôt de Moka à Suez. Depuis que la vapeur permet de naviguer contre le vent, cette objection des moussons n'a plus aucune valeur. Toutefois, les steamers qui circulent entre Bombay et Suez ne peuvent pas suivre leur route pendant la mousson du Sud-Ouest. Les contraintes administratives les interrompent également souvent.

Les ingénieurs français projettent un canal, les Anglais s'occupent du chemin de fer. En 1833, le pacha d'Égypte, animé par ses triomphes récents contre le sultan, conçoit la mise en chantier des deux entreprises car dans l'esprit des musulmans, les triomphes guerriers doivent être le prélude de victoires contre la nature. Méhémet-Ali veut dompter le Nil et le désert. Il a réussi à relier Alexandrie au Nil par un canal baptisé Mahmoudieh en l'honneur du sultan Mahmud qui fut très sensible à cette marque d'attention de la part de son redoutable vassal. À Alfi, on transborde les marchandises sur des bateaux de plus faible tonnage qui pénètrent dans le Nil au moyen d'une écluse. Cette construction d'une longueur de 56 km, large de 30 mètres, profond de 5 à 6 mètres, a été menée de 1816 à 1819 sous la direction de l'ingénieur français Coste⁴. Cette entreprise a employé 300 000 ouvriers et a coûté la vie à des milliers d'hommes obligés de creuser le lit « avec leurs ongles. » Joseph-François Michaud et Jean-Joseph-François Poujoulat avancent le chiffre de 10 000 morts. Frédéric-Auguste-

¹ A.N. mar. BB⁴ n° 570.

² Jean-Claude Berchet, *op. cit.*, p. 1 087.

³ Gilles Veinstein, *Les Ottomans en Europe frontières et diplomatie XVI^e-XVIII^e siècles*, résumé de son cours au Collège de France 2002-2003.

⁴ Guy Fargette, *Méhémet-Ali : le fondateur de l'Égypte moderne*, Paris, l'Harmattan, 1996, p. 118.

Antoine Goupil évoque près de 30 000 tués. Les travaux ont été exécutés sans aucune mécanisation, à la main et au petit panier. Sans vêtement, sans pain, les jambes dans la boue et dans l'eau, les paysans chargés de la construction du canal Mahmoudieh ont été décimés par la faim, la fatigue, le désespoir et la maladie¹. Pascal Coste répare cet ouvrage qui fait transiter des navires de bon gabarit. Deux cents forçats effectuent les travaux, faisant fonctionner des norias qui véhiculent l'eau du Nil dans le canal. Les Européens sont insultés par le peuple car ils auraient donné l'idée au pacha de réaliser ces projets pharaoniques².

Méhémet-Ali veut construire le barrage et le chemin de fer à Suez. Informé des avancées techniques des Anglais, le pacha confie l'exécution du chemin de fer de Suez à l'ingénieur Galloway. Ce Britannique dont le frère est négociant à Alexandrie obtient la fourniture des rails à meilleur marché. Les travaux de déblai et de remblai à exécuter sont indiqués. Le nombre de rails nécessaires est évalué pour couvrir la distance entre Le Caire et Suez. Le devis est finalement présenté à Méhémet-Ali qui l'agrée. Les Français sont enthousiastes. Ils affirment que la topographie est propre à recevoir l'établissement d'une ligne de chemin de fer. Le saint-simonien Michel Chevalier, soucieux de relier les peuples pour instaurer la paix, préconise l'établissement de lignes ferroviaires reliant la Turquie d'Europe au Golfe Persique, jusqu'à Bagdad et Bassora. Un embranchement serait de là dirigé vers Le Caire³. Son coreligionnaire Maurice Tamisier parti du Caire, le 9 décembre 1833, à dos de chameau, mettant quatre jours pour arriver à Suez, remarque que le désert est propice à l'établissement d'un chemin de fer qui rendrait à l'Égypte l'importance commerciale que la découverte du Cap de Bonne-Espérance lui a fait perdre⁴. Le parcours du réseau ferré est reconnu. Après avoir quitté Le Caire, des jardins sont traversés. Sur leur gauche, il est prévu de laisser l'emplacement où campent les caravanes de pèlerins. Par un détour au nord, il est possible de s'approvisionner en eau dans un petit village situé sur la lisière du désert. Ensuite, une plaine est traversée jusqu'à ce que l'on y rencontre des petites collines. Après deux heures de marche, la déclivité mène à une série de barkhanes. À cet endroit, les sables sont mobiles. Ils sont poussés et amoncelés par les vents du sud. « La nuit nous ayant surpris en cet endroit, indiquent les explorateurs, nous nous détournâmes de la route, et nous allâmes nous coucher contre les dunes, dont le sable nous offrait un lit assez mou. Nous dormîmes enveloppés de nos couvertures, ayant le ciel étoilé pour pavillon, et nos quatre dromadaires pour remparts. ⁵ » Pour se rendre jusqu'à Suez, il faut vaincre le désert. Un reg se trouve sur la route. La végétation rencontrée se limite à l'acacia. Les seuls travaux à effectuer pour la réalisation du chemin de fer se cantonnent à quelques remblais, quelques travaux de terrassement très peu coûteux. Ce parcours ne rencontre aucune montagne, aucun fleuve, aucune forêt. Il n'y a pas de percée à faire, aucune voûte à construire. La distance entre Suez et Le Caire est de 125 kilomètres pour le développement du chemin de fer. Le coût total pour sa réalisation s'élèverait à 11,8 millions de francs. Deux problèmes se posent : les attaques des bédouins et la mobilité des sables. Le premier semble résolu car Méhémet-Ali a établi une police sévère au désert et a purgé ces vastes mers de sable des pirates qui les infestaient. C'est un des bienfaits de son administration. Auparavant, on ne pouvait parcourir la route du Caire à Suez, qu'en nombreuse caravane. Désormais, les voyageurs n'ont plus rien à craindre. Les rails sont à l'abri et si la cupidité tente quelque Arabe, Méhémet-Ali peut se charger de confier la garde du chemin de fer à une tribu dont le chef en répond sur sa tête. Cette mesure suffirait pour prévenir les brigandages. La tribu gardienne ne peut qu'être fidèle. La religion musulmane l'affirme. Le désert n'est surtout plus une retraite impénétrable aux soldats égyptiens. Quant à la mobilité des sables, elle ne constitue plus une réelle menace. Il est argué que les dromadaires empruntent des sentiers qui ne sont jamais recouverts par les sables. Le terrain à emprunter pour le chemin de fer est solidifié. Marmont hostile au projet pense que l'envahissement des sables peut être combattu en plantant des joncs faisant office de barrières. Cependant, il met en garde contre le peu de rentabilité du chemin de fer. Les voyageurs ne seraient pas assez nombreux. Il finit par conclure que le « chemin de fer est ici une chose tout à fait inopportune. ⁶ » Marmont estime que tous les appareils en fer commandés en Angleterre depuis longtemps sont arrivés en Égypte mais il doute « qu'ils soient mis en place. » Ce dont il est sûr, « c'est que jamais ils ne serviront à transporter des voyageurs ou des marchandises. »

Méhémet-Ali annonce qu'il est bien décidé à faire exécuter le chemin de fer du Caire à Suez et le prolonger du Caire à Alexandrie. Le docteur Clot bey, conseiller écouté du vice-roi, se prononce pour le train : « La question de l'ouverture d'un canal de communication entre les deux mers avait été éveillée par l'arrivée des saint-simoniens. Sans me piquer d'érudition industrielle, je juge la chose d'une exécution infiniment difficile. Par contre, le chemin de fer de Suez au Caire est tout fait pour le roulage à vapeur. On pourrait même se passer des ornières de fer, le terrain étant plat et solide. ⁷ » Le 13 janvier 1834, à 21 heures, le consul Mimaut et l'ingénieur Fournel sont

¹ Frédéric-Auguste-Antoine Goupil, *Voyage en Orient fait avec Horace Vernet en 1839 et 1840*, Paris, Challamel, p. 22.

² Joseph-François Michaud et Jean-Joseph-François Poujoulat, *Correspondance d'Orient, 1830-1831*, Paris, Ducollet, 1833-1835, t. V, p. 48.

³ Jean Walch, *Michel Chevalier, économiste saint-simonien : 1806-1879*, Paris, J. Vrin, 1975, p. 100.

⁴ Marcel Emerit, « Les explorations saint-simoniennes en Afrique orientale et sur la route des Indes », *Alger, société historique algérienne, extrait de la Revue africaine*, 1943, n° 394-395, p. 97.

⁵ Auguste Colin, *op. cit.*, p. 241.

⁶ Marmont, *op. cit.*, t. IV, p. 212.

⁷ A. Barthélémy Clot bey, *Mémoires*, Le Caire, Institut français d'archéologie orientale, 1949, p. 300.

convoqués au palais. Méhémet-Ali demande à Fournel s'il faudrait longtemps pour construire un modèle de chemin de fer. Le vice-roi veut avoir une idée de ce que pourrait être une telle construction. Fournel lui promet une maquette en 24 heures. La journée du 14 et une partie de celle du 15 sont passées par Fournel à construire avec Alric un petit réseau ferré. Le 15 au soir, Fournel se rend chez le pacha et lui présente la maquette. Émerveillé, Méhémet-Ali témoigne sa satisfaction mais fait dire que ce serait manqué à sa parole donnée aux Anglais que de le charger de l'exécution de ce travail. Le rapport optimiste des ingénieurs français ne résiste pas à la comparaison. Le chemin de fer coûte plus de 7 millions de francs¹. Le canal permet une économie de 2 513 000 francs. Le chemin de fer permettrait de parcourir en 3 heures la distance entre Suez et Le Caire alors qu'il en faudrait 24 pour traverser le canal, à cause des écluses, mais au final le trajet de Bombay à Marseille donne 8 heures 30 minutes en faveur du canal. Le chemin de fer n'est pas la meilleure option.

LIGNE DE VAPEUR PAR LE CANAL

De Bombay à Suez	390 heures
Trajet du canal par les vapeurs	24 heures
De l'embouchure du canal à Malte.....	78 heures
De Malte à Marseille.....	79 heures
Total :	571 heures

LIGNE DE VAPEUR PAR LE CHEMIN DE FER

De Bombay à Suez.....	390 heures
De la rade de Suez au chemin de fer.....	1 heure
De Suez au Caire.....	3 heures
De Bab-el-Touloun à Boulaq	1 heure 30'
Du Caire à l'Atfé, par bateau à vapeur....	24 heures
De l'Atfé à Alexandrie.....	8 heures
D'Alexandrie à Malte.....	73 heures
De Malte à Marseille.....	79 heures
Total :	579 heures 30'

La voie ferrée ne conviendrait qu'aux passagers, aux lettres et aux marchandises qui doivent rester en Égypte pour y être consommées ou pour y subir des transformations. Marmont se prononce en faveur du canal qui favoriserait le commerce de l'Inde. En 1838, le projet du chemin de fer sera abandonné². L'argument décisif qui fait pencher la balance du côté du canal est qu'il donnera à certains bâtiments de guerre du pacha le moyen d'entrer dans la mer Rouge pour y assurer sa domination.

Des communications perturbées par la question d'Orient. L'affaire du Vixen.

En décembre 1835, Charles Havas crée son agence de presse. Le petit bureau a grandi. Ce changement traduit l'importance que prend l'entreprise de ce Rouennais. Las d'une existence précaire, il est à son compte depuis le mois d'août 1832. À 52 ans, dans son réduit de la rue Jean-Jacques Rousseau, Havas traduit les dépêches étrangères et les assemble en revues de presse qu'il met ensuite en vente. Désormais, avec ses collaborateurs qui sillonnent le monde l'oreille aux aguets et, grâce au télégraphe optique, il offre l'information aux journaux de plus en plus preneurs de nouvelles. Malgré un départ tardif, sa clairvoyance et sa devise «Vite et bien» le mettent sur la voie de la réussite, à une époque où les nouvelles annonçant les insurrections en Bosnie parviennent à Constantinople par estafettes. L'absence de voitures à roues force les voyageurs à employer plusieurs bêtes de somme pour porter les bagages³. Les femmes des riches personnages sont quelquefois véhiculées dans des chariots chariots traînés par des bœufs. En Égypte, Méhémet-Ali a établi une ligne télégraphique sur la route d'Alexandrie au Caire⁴. Les fanatiques musulmans réprouvent la modernité. Pour eux, le télégraphe est l'œuvre du démon. Dans l'Empire ottoman, les moyens d'information manquent. Dans l'Empire ottoman, Blacque fait paraître à Izmir un quotidien francophone en 1825 : *Le Courrier d'Orient* puis en 1831, il s'occupe de traduire en français *Le Moniteur ottoman* à Istanbul⁵. Les informations circulent de plus en plus vite en Europe. Pour parvenir jusqu'à

¹ Henry-René d'Allemagne, *Les saint-simoniens, 1827-1837*, Paris, Gründ, 1930, p. 401.

² Eusèbe de Salle, *Pérégrinations en Orient, ou voyage pittoresque, historique et politique en Égypte, Nubie, Syrie, Turquie, Grèce en 1837-1839*, Paris, 1840, t. II, p. 2.

³ Alexander William Kinglake, *Eothen*, Paris, Galignani, 1847.

⁴ Joseph-François Michaud et Jean-Joseph-François Poujoulat, *op. cit.*, p. 32.

⁵ Mehmet Basutcu, sous la direction de, *Le cinéma turc*, Centre Georges Pompidou, 1996, p. 34.

Paris, les paquets, en provenance d'Orient, circulent par aviso jusqu'au préfet maritime de Toulon. De là, une dépêche télégraphique est envoyée à la capitale. La correspondance de l'ambassadeur de France à Constantinople est transportée par le brick *Dupetit-Thouars*. Les avis se forment rapidement. D'après d'Aubignosc, les sornettes de la *Gazette d'Augsbourg* amusent les lecteurs. Faute de meilleures sources, la presse française reproduit aveuglément ce journal¹ de désinformation².

Dans les territoires occupés par l'armée égyptienne, les révoltes sont fréquentes. Bachir II conduit régulièrement ses troupes pour aider à écraser les rébellions en Palestine. Les Kurdes des frontières empêchent les liaisons avec la Perse qui est elle-même en proie à l'incertitude politique. Face à ces menaces constantes, les communications anglaises risquent d'être coupées. L'influence grandissante de la Russie représente également un danger. La russophobie du *Foreign Office* conduit à considérer l'Afghanistan comme indispensable à la sécurité de l'empire des Indes. Dost Mohamed y a d'ailleurs fait de la campagne autour de Kaboul un jardin florissant. Les douanes de ce prince afghan ont surtout vu leurs revenus accrus de 50 000 roupies (125 000 francs) par an³. L'activité politique britannique est préoccupée par la défense des moyens mercantiles de communication. L'Angleterre étant la plus influente puissance européenne dans le domaine du commerce maritime, veille à la stabilité et à la sécurité des échanges commerciaux.

Le déclenchement de nouveaux troubles internes en Syrie annonce un regain de la question d'Orient. La convention de Kütahya a mis fin à la première manche de la lutte entre le sultan ottoman et son vassal égyptien. Aucun des deux camps ne considère ce règlement comme définitif. Méhémet-Ali est à présent pressé de se rendre complètement indépendant de la Porte tandis que le sultan Mahmud II désire se venger. Conscient de la supériorité militaire de son vassal, le sultan commence bientôt à préparer la deuxième manche en réorganisant complètement son armée. Son gouvernement encourage l'installation de Turcs sur les points à défendre. La ville de Bagdad a plus de 25 000 Turcs parmi ses habitants. Erzeroum destinée à répondre à la fois aux attaques des Russes et à celle des Persans compte 60 000 Turcs sur 80 000 habitants. Ces places sont devenues les boulevards de l'Empire, des foyers de résistance, des points de concentration de ses forces et de rassemblement de ses armées. La Corne d'Or pourrait accueillir mille vaisseaux de ligne. Constantinople n'a pas vraiment de quais. Les gros navires de guerre de 120 canons apparaissent devant vous, en pleine rue⁴. Les bateaux hors de service sont amarrés près du rivage. Au milieu de l'année 1838, on en compte une vingtaine dont trois vaisseaux à trois-ponts. Parmi eux trône le *Selim III*, un 120 canons percé à 128. Ceux qui sont en bon état mouillent au large des premiers. Une trentaine de voiles peuvent être recensées⁵. Marmont semble lui-même impressionné par le port de Constantinople : « Le nombre de vaisseaux qu'il peut recevoir est sans limite », écrit-il⁶. Dans le port d'Alexandrie, Méhémet-Ali se prépare à l'affrontement. Il introduit et fait sortir ses trois-ponts, ses vaisseaux de 74 canons mais en les allégeant de leur artillerie. Dans les embarras de ces passes, l'ennemi pourrait facilement brûler sa flotte.

Les ports russes en Crimée se développent. L'activité militaire est forte. Le port de Sébastopol offre la plus grande facilité aux flottes pour faire de l'eau. Une petite rivière, la Tschomnaïa-Teschak, coule dans son voisinage. L'ingénieur français de Raucour a conçu l'idée de s'en servir pour alimenter des bassins de radoub qui pourraient être construits⁷. L'arsenal de Nicolajev est aménagé. La sortie du port a été creusée, de manière à se dispenser de l'emploi de chameaux pour conduire les vaisseaux à Sébastopol afin de les armer. Les gros navires de 120 canons, comme le *Varsovie*, peuvent sortir sans difficulté et gagner la mer sans rencontrer d'obstacle. D'après les ordres du tsar, l'escadre de Sébastopol est en mesure de recevoir à son bord une division forte de 16 000 hommes. L'embarquement peut être fait en deux jours. L'escadre appareillant le surlendemain, grâce au vent du nord dominant en mer Noire, elle pourrait atteindre l'entrée du Bosphore en moins de 48 heures. Si des circonstances politiques exigeaient que cette force soit envoyée, elle y serait rendue cinq jours après les ordres donnés, soit bien avant que les ambassadeurs de France et d'Angleterre fussent informés qu'on se prépare à l'y diriger. Le port de Kertch qui compte 3 000 habitants est appelé à se développer grâce à la pêche maritime des harengs et des esturgeons en mer d'Azov. Les Ragusains s'y expatrient.

Ibrahim pacha craint les Russes. Dans le Taurus, un ingénieur polonais aux ordres de Méhémet-Ali, a pour tâche de barrer ou de fortifier toutes les routes qui traversent la montagne. Les passages doivent être rendus difficilement praticables. L'emploi de 150 pièces d'artillerie pour la défense est envisagé⁸. Des rumeurs circulent selon lesquelles Ibrahim pacha a l'intention d'enrôler mille cinq cents chrétiens libanais et ces rumeurs provoquent une réaction violente. Le patriarche maronite déclare immédiatement sa ferme détermination à résister à la conscription de son peuple, et menace de demander à la France d'intervenir si cela devenait nécessaire. Les

¹ D'Aubignosc, *La Turquie nouvelle jugée au point où l'ont amenée les réformes du sultan Mahmoud*, Paris, 1839, t. II, p. 22 (introduction).

² *Ibid.*, p. 80.

³ *Revue de l'Orient*, 1843, p. 60.

⁴ Alexander William Kinglake, *Eothen*, Paris, Galignani, 1847, p. 36.

⁵ D'Aubignosc, *op. cit.*, t. II, p. 75.

⁶ Marmont, *op. cit.*, t. II, p. 9.

⁷ *Ibid.*, t. I, p. 280.

⁸ A.M.A.E., C.P.C., Turquie, vol 5 et 6, voir à la date du 26 juillet 1835.

consuls européens en Syrie font pression sur Ibrahim pacha pour qu'il n'inquiète pas les chrétiens. Aucun d'entre eux, toutefois, ne prend parti pour la cause des Druses, dont le cas était de toute façon différent. Mise à part leur valeur particulière comme soldats, on savait les Druses très opposés à l'autorité égyptienne et toujours enclins à se révolter. Dans une zone neutre qui s'étend de l'Oronte au sud d'Alep et de Tyr au nord de Damas, les populations sont prêtes à arborer le drapeau français afin de faire face, à la fin de 1835, au désarmement projeté par Ibrahim¹. L'occupation égyptienne a éliminé le bédouin Abou-Ghoz qui était un bandit embusqué dans la région de Gaza². Abou-Ghoz percevait des droits de péage sur les pèlerins et les voyageurs qui se rendaient à Jérusalem. Les moines arrivant d'Europe étaient conduits au village. Le four était chauffé à point. Le pauvre frère était forcé d'y entrer. La chaleur n'était pas mortelle. La victime cuisait juste un peu dans son jus. Le révérendissime payait ensuite 4 000 piastres pour obtenir la libération du père franciscain. Abou-Ghoz est capturé à côté de son four. Lié et conduit à Saint-Jean-d'Acre, les autorités égyptiennes le condamnent aux galères à perpétuité³.

La sécurisation du territoire égyptien a son revers. Les pilliers d'antiquités se livrent allègrement à leur besogne. En 1835, une ordonnance est publiée dans *le Moniteur égyptien* visant à condamner les déprédations. L'exportation des produits des fouilles est interdite. Le docteur Clot bey rapporte : « Depuis qu'il a été permis de visiter toute l'Égypte en pleine sécurité, les voyageurs qui l'ont parcourue ont montré une telle avidité à emporter ses antiques dépouilles que le vice-roi a dû empêcher les exportations désordonnées d'antiquités et se montrer réservé pour accorder l'autorisation de faire des fouilles. » Malheureusement, les mesures prises sont insuffisantes pour stopper les exactions. Les temples, les hypogées et les stèles sont saccagés. Nestor L'Hôte écrit : « La barbarie des voyageurs, non moins désastreuse que la cupidité des Arabes, s'attaque à tous les monuments et, pour en enlever le plus mince fragment de sculpture, elle mutile des parois entières. »

Dans l'Empire ottoman, la protection du voyageur peut s'établir au nom de l'ambassadeur de France. Un firman est rédigé où l'on demande que sur sa route, le chrétien soit logé convenablement, qu'il n'éprouve aucune difficulté ni pour lui-même, ni pour ses effets et ses montures⁴. Les vivres doivent lui être fournis. En aucun cas, il ne doit être molesté. Il est exempté de la capitation. Les règles de l'hospitalité sont à observer à son égard. Les douaniers restent cependant extrêmement tatillons et corrompus à Constantinople. Aucher-Eloy raconte leur travail qui consiste à fouiller les effets des voyageurs et à extorquer des bakchichs. Les juifs « versent un torrent de larmes à chaque para. ⁵ » Les Arméniens se laissent voler sans trop se plaindre, on les ménage. Les Grecs crient, frappent sur l'épaule du douanier, ils payent moins que les autres. Pour le Français qu'est Aucher-Eloy, on est poli mais on demande un pot-de-vin. Il répond : « *Vernem* », ce qui signifie : « je ne donne pas. » Les douaniers veulent visiter son bagage. Le ton monte. Aucher-Eloy lâche un « *pezeving* », ce qui correspond à la plus grosse injure chez les Turcs, il les a traités de « chien ». Cette violence verbale les décourage finalement. La visite des douaniers sur le navire a duré plus de deux heures. Les passeports sont examinés. Plusieurs passagers ne sont pas en règle. On les expulse. Il manque à Aucher-Eloy un visa. Il est conduit au bureau. Un fonctionnaire y joue avec son calame. Après discussion, on appose le cachet. Le navire n'est pas parti. Un problème est survenu avec un marchand d'esclaves. Il a déclaré trois individus mais un petit noir se trouve sous le pont, dans les bagages. La garde du port est appelée. Le capitaine et le négrier reçoivent chacun cent coups de bâton sur la plante des pieds. Le capitaine revient clopin-clopant. Le marchand d'esclaves quitte le bord sous les quolibets.

Le général Joseph Bem (1794-1850) écrit à Thiers qui occupe les fonctions de chef du gouvernement et de ministre des Affaires étrangères à partir du 22 février 1836. Bem fait part de ses inquiétudes. Il estime qu'il est temps d'ôter à la Russie cette prépondérance qu'elle exerce sur l'Orient. Alliées, la France et l'Angleterre peuvent stopper cette hégémonie. Réalisant une véritable profession de foi politique, le général Bem indique « que pour réussir, il ne faudrait pas aller combattre l'armée russe au fond de la Russie comme l'a fait Napoléon ⁶ » mais aider les pays conquis à secouer son joug. Il faut aider la Suède, la Pologne, la Turquie, la Perse, le Caucase, la Géorgie, les Kirghiz, les Cosaques et les Tartares. Les provinces méridionales polonaises doivent pouvoir s'étendre jusqu'à la Crimée. L'insurrection du Caucase s'étend. Ses peuples indépendants sont constamment en hostilités avec la Russie. Occupant les sommets, ils possèdent de puissantes forteresses, notamment celle de Poti, qui, situées sur le bord de la mer, favorisent les échanges et leur commerce. Depuis les montagnes, la domination des Circassiens gagne des régions plus basses et riches, jusqu'au fleuve Kouban. Ces « barbares à demi-sauvages ⁷ » sont secrètement entretenus par les Turcs qui nourrissent les rébellions. Les Turcs donnent des munitions contre des esclaves. Le général Rozen, gouverneur général russe de Géorgie, est disposé à faire une campagne contre ces montagnards. Il attend de Sébastopol 15 000 hommes. Quinze navires de guerre russes luttent contre la

¹ *Ibid.*, M&D, Turquie, vol. 56.

² Étienne Combe, Jacques Bainville et Édouard Driault, *Précis de l'histoire de l'Égypte*, Le Caire, 1933, t. III, p. 323.

³ D'Armagnac, *Nezib et Beyrouth, souvenirs d'Orient, de 1833 à 1841*, Paris, 1844, p. 109.

⁴ Charles Texier, *Asie Mineure. Description géographique, historique et archéologique*, Paris, 1862, p. 3. Traduction d'un firman adressé à toutes les autorités civiles et militaires des pays situés entre Constantinople et Tarsous, 20 juin 1835.

⁵ Rémi Aucher-Eloy, *Relations de voyage en Orient de 1830 à 1838*, Paris, 1843, p. 135.

⁶ A.M.A.E., M&D, Russie, vol. 38.

⁷ Marmont, *op. cit.*, t. I, p. 341.

contrebande de la mer Noire en 1835. Les voiles musulmanes sont systématiquement capturées, brûlées ou coulées. Certaines parviennent néanmoins à s'échapper. En mer Noire, la sécurité est loin d'être garantie. Des Circassiens et des Abazios capturent un brick de guerre russe. Une centaine de barques montées par une nuée de gens déterminés s'avancent. Malgré les feux de bâbord et de tribord du brick, aucune de ces embarcations ne recule. Montés à l'abordage, les pirates massacrent une grande partie de l'équipage. Ils font échouer le navire. Le matériel et les provisions sont volés. Le feu est mis à l'épave. Les hommes épargnés sont traînés en esclavage dans des régions inaccessibles¹. Lorsque des échanges de prisonniers ont lieu, dix Russes sont remis contre un rebelle du Caucase². En Asie centrale, le shah de Perse se prépare à attaquer Hérat. Il veut forcer Kamran khan à remplir ses engagements et on suppose que les Persans veulent aller jusqu'à Kandahar pour reconquérir d'anciennes possessions. La guerre se propage. Le mollah Chamil fanatise les populations musulmanes du Daghestan. Les Lesghiens mènent la vie dure à l'armée russe. La dépendance de l'Empire ottoman vis-à-vis de la Russie entrave la libre navigation en mer Noire. Lorsque l'amiral Roussin veut faire passer un bateau portant l'explorateur Texier, qui souhaite visiter quelques ruines du littoral, le firman est d'abord accordé puis il est prié de ne pas en faire usage afin de ne pas nuire aux négociations entamées avec la Russie. Les Anglais subissent de semblables vexations. Lord Durham, ambassadeur d'Angleterre à Saint-Petersbourg, se rend à son poste par Odessa. Il est contraint pour entrer dans la mer Noire de faire désarmer la corvette qu'il monte³. Les navires anglais ne peuvent plus circuler librement au-delà des détroits du Bosphore et des Dardanelles. Les Russes y ont établi un blocus. La Russie a déclaré le blocus des côtes de Circassie invoquant le mauvais état sanitaire de la Turquie mais c'est un prétexte pour empêcher l'arrivée d'armes et de munitions de guerre destinées à la guérilla du Caucase. Le gouvernement russe commande aux États-Unis d'Amérique plusieurs bateaux à vapeur qui doivent naviguer dans la mer Noire. Cette nouvelle inquiète à Constantinople.

Le 25 novembre 1836, le *Vixen*, bâtiment de commerce frété par une maison anglaise de Bucarest, parti de Londres le 29 octobre 1836, est capturé dans la baie de Soudjouk-Kalé par le brick russe *l'Ajax*. Le capitaine du schooner anglais, Thomas Childs déclare être arrivé à destination. Il vend du sel. Son contact s'appelle George Bell. Les Russes suspectent une manœuvre frauduleuse. Trente six heures après son arrivée⁴, le *Vixen* est arraisonné par *l'Ajax*. Dans son rapport, Vulf, commandant de *l'Ajax*, consigne que le navire britannique « avait établi des relations commerciales avec les montagnards et comme le brick ne parvenait pas à les atteindre, il avait déchargé une partie de sa marchandise. » Les Anglais sont accusés de faire de la contrebande. Le navire est confisqué⁵. L'amiral Lazarev aimerait accabler davantage les marins du *Vixen*. Dans un rapport secret, il stipule que huit canons, deux cents tonneaux de poudre, une grande quantité de fusils et de sabres ont été débarqués. Il propose de faire du *Vixen* une prise de guerre. Il recommande Vulf pour qu'il soit décoré 2^e classe de l'ordre de Sainte Anne et récompensé par 5 000 roubles. Nesselrode intervient personnellement. Il calme le jeu. De trop graves accusations condamneraient les Anglais à la peine de mort. Bell et Childs sont relâchés. Ils regagnent Constantinople où l'ambassadeur Ponsonby les accueille chaleureusement. L'Angleterre a été insultée par la Russie dans cette affaire⁶. Quelques années après, un voyageur allemand visitant Sébastopol observe et fait part dans une lettre adressée à la *Gazette d'Augsbourg* qu'il a vu un navire baptisé *Soudjouk-Kalé* qui est en fait le *Vixen* battant désormais pavillon russe et constituant l'un des meilleurs voiliers de la marine du tsar. Il est employé au transport reliant Sébastopol aux côtes de Circassie⁷.

Le voyage de l'obélisque

Le pacha d'Égypte a fait don à la France et à l'Angleterre des deux obélisques placés à l'entrée du principal temple de Thèbes. L'obélisque de Louxor est érigé à Paris place de la Concorde le 25 octobre 1836. Il a fallu cinq ans pour qu'il arrive à bon port. L'aventure a été longue. Champollion a choisi ce monument fait de granit rose, mieux conservé que les aiguilles de Cléopâtre⁸. Le transport est effectué au moyen d'un bateau à fond plat, le *Louxor*. Une crue du Nil permit de le porter à Rosette. Après avoir brillamment participé à l'expédition d'Alger, le *Sphinx* s'illustra dans le remorquage de l'allège *Louxor* qui portait l'obélisque qui devait être érigé place de la Concorde. À la fin du mois de décembre 1832, le vapeur attendait à la sortie d'un des bras du Nil, ce navire un peu particulier. Après une escale à Alexandrie, la mission fut difficile jusqu'à Toulon. La navigation qui s'effectuait à une vitesse moyenne de 4 nœuds - soit 7,4 kilomètres à l'heure⁹ - fut contrariée par le mauvais temps. Des relâches relâches étaient faites à Rhodes, à Marmara, Milo, Navarin, Zante et Corfou. Le convoi traverse la Méditerranée. Il

¹ A.M.A.E., C.P.C., Turquie, vol. 5 et 6.

² Urquhart, *Le Portfolio ou collection de documents politiques relatifs à l'histoire contemporaine*, Paris, Urquhart, 1836-1837, t. I, p. 19.

³ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 67.

⁴ M. Anstey, *Chambre des communes*, 23 février 1848.

⁵ Harold N. Ingle, *Nesselrode and the Russian rapprochement with Britain*, Londres, University of California press, 1976, p. 64.

⁶ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 39.

⁷ Karl Marx, "The Story of the Life of Lord Palmerston", *New York Tribune*, et *People's Paper*, 1853.

⁸ Eusèbe de Salle, *op. cit.*, t. I, p. 4.

⁹ *L'Illustration* du 21 septembre 1929.

séjourne à Toulon du 10 mai au 22 juin 1833. Il y fait vingt jours de quarantaine. Il passe par Gibraltar et brave les tempêtes de l'Océan Atlantique. Il reste de longs mois retenu à La Corogne. Il arrive à Cherbourg le 1^{er} septembre 1833. Le roi est présent. Les deux capitaines reçoivent une promotion. Le 4 septembre, le *Sphinx* confie son précieux chargement devant Le Havre à l'*Héva*, un remorqueur civil de la Seine¹. L'obélisque est enfin arrivé à l'embouchure de la Seine. Il a parcouru 12 000 kilomètres en deux ans et demi. On songe à dresser l'obélisque de Louxor dans la cour du Louvre, non loin des momies et des sphinx du musée égyptien. En attendant l'original et pour permettre aux Parisiens de se faire une idée, sinon de voter, des simulacres sont plantés à l'occasion des fêtes de juillet 1833. L'un se trouve sur l'esplanade des Invalides et un autre se trouve sur la place de la Concorde. L'opinion préfère ce dernier emplacement symbolisant l'union sacrée. Le faux obélisque de la Concorde n'a rien d'une œuvre d'art. Fabriqué en carton-pâte, posé sur des marches cachant les restes du piédestal qui était destiné à la statue de Louis XVI, il a un air trapu et porte de grossiers hiéroglyphes. L'architecte Hittorff, chargé de l'aménagement de la place, a cru devoir le surmonter « d'une étoile transparente à quatre faces susceptible d'ajouter l'effet d'une illumination. » Cet objet grotesque reste en place jusqu'à l'Exposition des produits de l'industrie nationale, l'année suivante.

Geoffroy Saint-Hilaire monte à bord du navire amarré au quai des Tuileries afin d'admirer l'original mais son enthousiasme a failli le faire se noyer dans la Seine. Un admirateur lui envoie quelques vers dans une lettre du 26 décembre 1833² :

« Quoi le savant Geoffroy qui jadis comme un sage,
Traversa le désert, des mers la vaste plage
Et revint sain et sauf de visiter Luxor,
Se croyant en Égypte, en l'admirant encor,
Vient de faire en la Seine un glorieux naufrage !
C'est faire naufrage au port ! »

Le 24 octobre 1836, on se prépare à hisser le monolithe sur la place de la Concorde. On procède à des essais. À midi, 350 artilleurs sont répartis sur les barres des cabestans. Les commandements s'effectuent au son de la trompette. Quelques minutes plus tard, Lebas donne le signal de la marche lente. Les clairons sonnent, les cabestans tournent sur leur axe, les câbles se raidissent, et le chevalet commence à se redresser de manière imperceptible, entraînant le sommet de l'obélisque. Le maître-charpentier, placé en vigie, s'écrie : « L'obélisque est parti ! » Voyant que tout se passe comme prévu, Lebas est tenté de continuer la manœuvre : il fait soleil, c'est une belle journée d'automne, mais à son regret, on lui ordonne de renvoyer au lendemain la suite de l'opération, pour permettre sans doute à la famille royale d'y assister. Ayant cessé le travail, les artilleurs se livrent à des exercices de gymnastique autour des cabestans. Plusieurs d'entre eux jouent avec l'un des appareils de levage muni d'un treuil. Soudain, le câble d'amarrage se déroule, entraînant l'appareil lui-même qui va heurter avec fracas une barrière d'enceinte derrière laquelle se trouvent des spectateurs. Un marchand d'habits de 46 ans, nommé Châtelain est tué. Sa veuve recevra 1 000 francs, tandis que plusieurs blessés auront droit aussi à une petite indemnité. Une cavité a été creusée en haut du piédestal pour y glisser un coffret en bois de cèdre contenant des monnaies d'or et d'argent – françaises, ptolémaïques et romaines – , ainsi que deux médailles à l'effigie du souverain, portant cette inscription : « Sous le règne de Louis-Philippe I^{er}, roi des Français, M. de Gasparin étant ministre de l'Intérieur, l'obélisque de Louqsor a été élevé sur son piédestal, le 25 octobre 1836, par les soins de M. Apollinaire Lebas, ingénieur de la Marine. »³

Au matin du 25 octobre 1836, deux cent mille personnes envahissent la place et ses environs : les Champs-Élysées, la rue Royale, les terrasses du jardin des Tuileries. Toute la circulation est interrompue dans ces parages. Quatre cent quatre-vingts artilleurs sont là pour tirer sur les cordages qui, au moyen de chèvres, relèvent doucement le sommet, la base étant solidement fixée au bord du socle. L'opération se fait en trois temps. À 10 heures, les artilleurs gagnent un tiers de l'arc à parcourir. Repos. Acrobaties qui faillirent gêner la suite. Une chèvre tombe et blesse des spectateurs trop curieux. Le roi, accompagné d'un amiral et de ses aides de camp, se montre à 11 h 30, sur le balcon du ministère de la Marine. Cent musiciens, groupés à l'angle de la rue Saint-Florentin, exécutent des fanfares empruntées à un opéra de Mozart : *Les Mystères d'Isis*. Les artilleurs, leurs chefs en tête, sont placés par trois à chacun des seize bras des dix cabestans. L'ingénieur Lebas commande la manœuvre : « Artilleurs, marchez doucement pour commencer ! » Aussitôt, les sonnettes tintent et les chefs qui dirigent chaque cabestan donnent l'ordre : « Marchez ! » Alors on voit monter et descendre les soixante haubans sur les palans. Au bout de quelques secondes de traction, pendant lesquelles le plus grand silence règne, on entend les charpentiers qui sont là, dans la foule, s'écrier : « L'Obélisque est parti ! » À 13 h 00, on arrive aux deux tiers de l'arc. C'est le

¹ Dominique Brisou, *Accueil, introduction et développement de l'énergie vapeur dans la marine militaire française au XIX^e siècle*, thèse de doctorat soutenue sous la direction du professeur François Caron, Paris, S.H.M., 2001, t. II, p. 447.

² Yves Laissus, *Jomard, le dernier Égyptien*, Paris, Fayard, 2004, p. 332.

³ A.N., F¹³ 1231, p. 343, document cité par Robert Solé, *Le grand voyage de l'obélisque*, Paris, Seuil, 2006, p. 185.

moment de faire revenir les autorités. Le roi, la famille royale et quelques hauts dignitaires viennent au balcon du ministère de la Marine. L'érection, si délicate et si périlleuse, du monument sur la place de la Concorde est un grand spectacle auquel assistent deux cent mille spectateurs. Le roi Louis-Philippe et sa famille occupant le balcon de l'hôtel de la Marine, on redoute un accident, qui aurait pris les proportions d'une catastrophe. L'ingénieur Apollinaire Lebas surveille toutes les manœuvres. Il se trouve placé juste au-dessous du monolithe, tandis que les câbles qui soulèvent l'énorme masse se tordent jusqu'à se rompre, de sorte que, si l'ingénieur s'est trompé dans l'un de ses calculs, il serait tué net par la chute. Il ne veut pas survivre, dit-il, à un accident qu'il considérerait comme un déshonneur personnel. On dit pourtant que les câbles se seraient infailliblement rompus sans la présence d'esprit d'un simple ouvrier qui, entendant leurs grincements sinistres à l'idée de les mouiller, ce qui augmente la résistance et les empêche de s'enflammer par le frottement. En quelques minutes, l'obélisque prend sa place sur son socle. Le drapeau tricolore paraît un moment au sommet pour marquer qu'il était dès lors à la France en si belle place, entre la Madeleine et la Chambre des Députés, mieux encore entre l'Arc du Carrousel et l'Arc de l'Étoile. Le monolithe à quatre faces correspondant aux quatre points cardinaux, trône. Il a été taillé et gravé à Syène au treizième siècle avant Jésus-Christ. Il rappelle une expédition de Syrie, la campagne de Ramsès II contre les Khétas, montagnards du Liban. Ramsès remercie Amon-Rê. Agenouillé tout en haut de ces litanies, il offre au dieu des vases de vins et de parfums. La pointe ou pyramidion est dorée pour symboliser un morceau de soleil.

Les dépenses de transport et d'érection s'élèvent à 1 350 000 francs¹. Des journaux critiquent le prix de revient. Pétrus Borel s'offusque dans un pamphlet de cette manie de prendre et de transporter. L'obélisque n'est qu'un hochet. « J'ai le cœur navré, écrit-il, en songeant aux sommes considérables dépensées pour le déménagement et l'emménagement d'une pierre... Tandis que vous épuisez le trésor, nos cathédrales tombent en ruines, nos châteaux se démantèlent, l'abbaye de Royaumont est à demi détruite et dévastée.² » L'opération réussie est cependant saluée car elle semblait irréalisable. La guérite à sentinelle placée au pied du monument suscite la causticité du boulevard. La plaisanterie la plus courante consiste à penser qu'un homme serait capable de voler l'obélisque. On retient aussi que le monolithe a transporté avec lui ... des scorpions. Les ouvriers ont trouvé, entre la charpente et la pierre, quelques-unes de ces bêtes redoutées, qui ont été remises à la mairie du deuxième arrondissement. « Il nous semble qu'on aurait mieux fait de les déposer au Jardin des Plantes », écrit *Le Journal de Paris*.

Les communications en Algérie

Conscient des difficultés dans le domaine des communications, le ministère Molé reste partisan de l'occupation restreinte en Algérie. Les mouvements de l'armée française sont signalés aux tribus au moyen de feux qui s'étendent de collines en collines. « C'est le télégraphe de ces peuples », écrit le général Berthezène³. Il semble impossible de conquérir ou de coloniser le pays des Kabyles. Par le port d'Arzew, les Kabyles reçoivent de l'étranger des armes et des munitions, et ils y vendent les produits qu'ils ne veulent pas apporter aux marchés français. L'occupation de ce port doit faciliter l'attaque de la ville de Mostaganem. Le général Desmichels investit Arzew le 5 juin 1833. Mostaganem est alors occupée au nom des Français par une garnison turque mais des rapports indiquent que la place risque de se livrer à Abd el-Kader. Desmichels agit. Il s'embarque avec 1 400 hommes sur une flottille escortée par la frégate *la Victoire*. Son projet est de débarquer sur la plage même de Mostaganem, mais les vents n'étant pas favorables, il se déploie plus loin, le 27 juillet, à cinq heures de marche de la ville. Le lendemain, Mostaganem tombe entre les mains des Français. La prise de Bougie répond identiquement à des considérations tactiques liées aux communications. Situé à l'est d'Alger, entre Alger et Bône, ce port offre bien des avantages au bey de Constantine. Le 22 septembre 1833, une flottille, sous les ordres du capitaine Parseval-Deschênes, composée d'une frégate, de quelques corvettes, de plusieurs bricks, d'une quinzaine de bâtiments de transport, et portant 1 800 hommes commandés par le général Trézel, sort du port de Toulon. Arrivé le 29 devant la plage de Bougie, elle est reçue à coups de canon. Le tir des navires parvient à éteindre celui des batteries côtières. Le débarquement s'effectue. Le terrain est difficile. Embusqués dans les bois, dans les jardins et dans les ravins, les Arabes résistent. Il faut sept jours pour les chasser de la ville. Le 6 octobre 1833, le port de Bougie est entre les mains des Français. Quant aux montagnes, elles sont difficilement pénétrables. Pour faciliter les communications, l'armée française construit des routes macadamisées⁴.

Marseille est à ce moment en plein essor grâce à l'implantation de la France en Algérie. En 1835, malgré le choléra, il y entre 3 360 navires⁵. Par comparaison, à cette époque, naviguent annuellement deux mille bâtiments sur la mer Noire. La cité phocéenne ne cesse de s'étendre, au point qu'il faut prévoir de profonds aménagements.

¹ Bernadette Menu, *L'obélisque de la Concorde*, Paris, Ed. Lunx, 1987, p. 78.

² Pétrus Borel, *L'obélisque de Louqsor : pamphlet*, Paris, chez les marchands de nouveautés, 1836, p. 11.

³ Berthezène, *Dix-huit mois à Alger, ou récit des événements qui s'y sont passés depuis le 14 juin 1830 jusqu'à la fin de décembre 1831*, Montpellier, p. 228.

⁴ Chaulanges, Manry, Sève, *Textes historiques, 1815-1848, la première moitié du XIX^e siècle*, Evreux, Delagrave, 1980, p. 157. Article du *Moniteur algérien* reproduit par le *Moniteur universel* du 27 octobre 1844, p. 2 797.

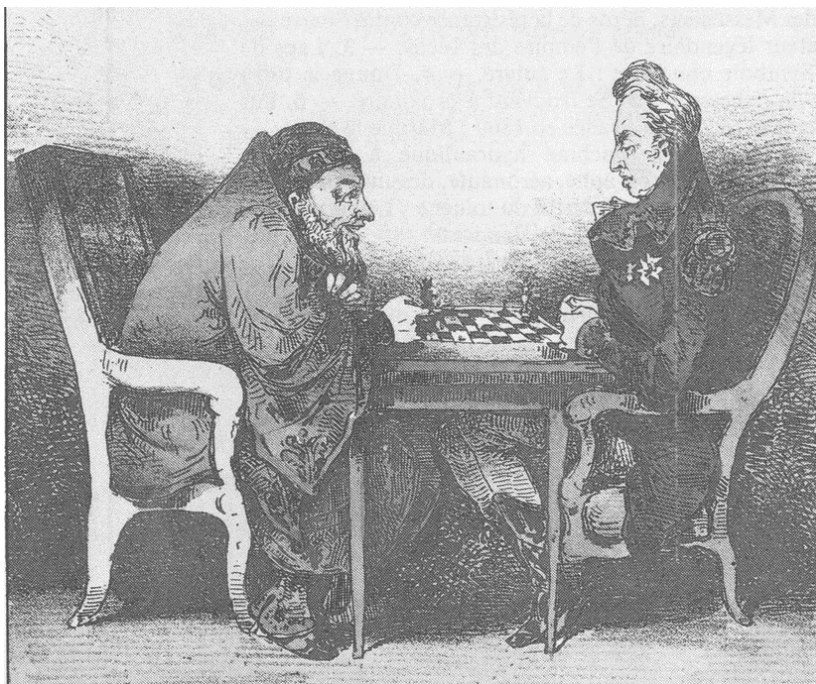
⁵ Jean Tulard, *Les révolutions*, Paris, Fayard, 1985, p. 408.

Les quais marseillais sont irréguliers, incomplets et surtout trop étroits du côté de la vieille ville. Il est presque impossible d'y recevoir les dépôts de marchandises et d'en opérer le transport. Le gouvernement de Louis-Philippe, décidé à garder l'Algérie et à organiser les échanges en accordant l'entrée en franchise aux produits venant de la métropole, impose une surtaxe de navigation aux importations sous pavillon étranger. Les premiers développements du commerce sont lents. L'Algérie n'exporte presque rien. Les milieux protectionnistes sont satisfaits. Le gouvernement de la monarchie de Juillet fixe par une ordonnance le 11 novembre 1835 le régime douanier : « L'Algérie ne fait pas partie du territoire douanier français. En conséquence, les importations en provenance d'Algérie sont considérées comme étrangères et traitées comme telles sur le plan tarifaire. » Cent vingt agents sont chargés des douanes en Algérie. Les cadres viennent tous de France. Les subalternes sont recrutés sur place parmi les militaires. En 1836, on commence une série de travaux considérables prolongés durant de longues années. Après une dépense de l'ordre de quarante millions de francs, le port d'Alger est enfin doté d'un mouillage en rapport avec son importance politique et commerciale.

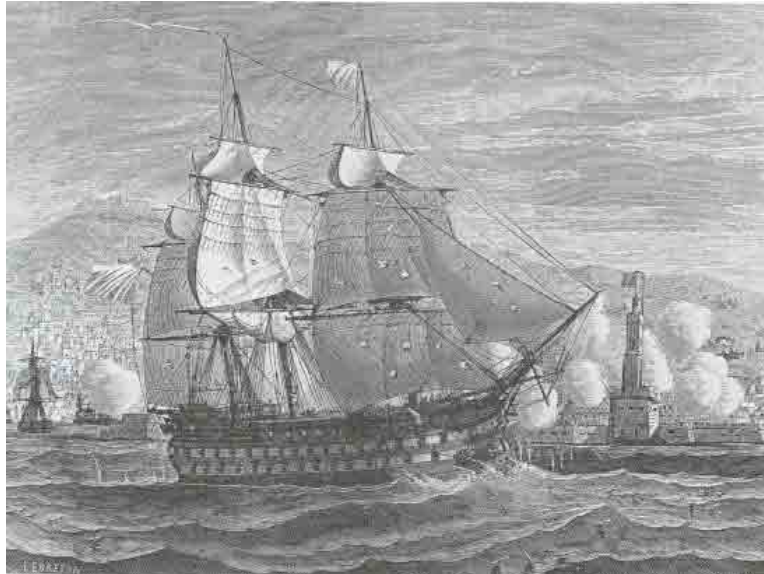
Les instructions données au général Damrémont, appelé le 12 février 1837 à la succession du maréchal Clauzel, sont claires : « Le but que le gouvernement se propose, y est-il dit, n'est pas la domination absolue ni l'occupation effective de la Régence. Ce que la France a surtout en vue, c'est son établissement maritime, c'est la sécurité et l'extension de son commerce, c'est l'accroissement de son influence dans la Méditerranée. La guerre est un obstacle à tous ces résultats. Le gouvernement ne l'accepte que comme une nécessité dont il désire, dont il croit pouvoir hâter le terme. La France a surtout intérêt à être maîtresse du littoral. Les principaux points à occuper sont Alger, Oran et Bône avec leurs territoires. Le reste doit être abandonné à des chefs indigènes. La pacification est désormais l'objet principal à atteindre. La guerre n'est que le moyen de l'obtenir aux conditions les plus avantageuses, moyen auquel il ne faut avoir recours qu'à la dernière extrémité. »



Le dey d'Alger, Hussein pacha, tenant à la main le chasse-mouches en plumes qu'il utilisa un peu trop vivement au printemps 1827. Il avait succédé au dey Ali en 1818 et s'efforçait d'entretenir de bonnes relations avec les grandes puissances maritimes tout en n'hésitant pas à couvrir de son autorité les agissements des corsaires barbaresques en Méditerranée.



Caricature représentant Charles X jouant aux échecs avec le dey d'Alger
© Sélection Images



Le vaisseau *Provence*.
Envoyé pour négocier avec le dey d'Alger, le navire essuya plusieurs coups de feu.



Canonnier turc, Gabriel-Alexandre Decamps, 1830.

La technique du débarquement

La technique employée par les Français pour pouvoir débarquer rapidement leurs troupes exige de l'ingéniosité à une époque où le moteur n'existe pas. L'armée française s'entraîne avant l'expédition à Toulon afin de maîtriser les manœuvres de débarquement.

La division qui doit débarquer en premier le fait en quatre vagues. Sur les côtés, des chalands transportent dix pièces de campagne et la batterie de montagne. Tous les navires prévus pour l'opération sont remorqués ou poussés vers la plage par des embarcations à la rame.

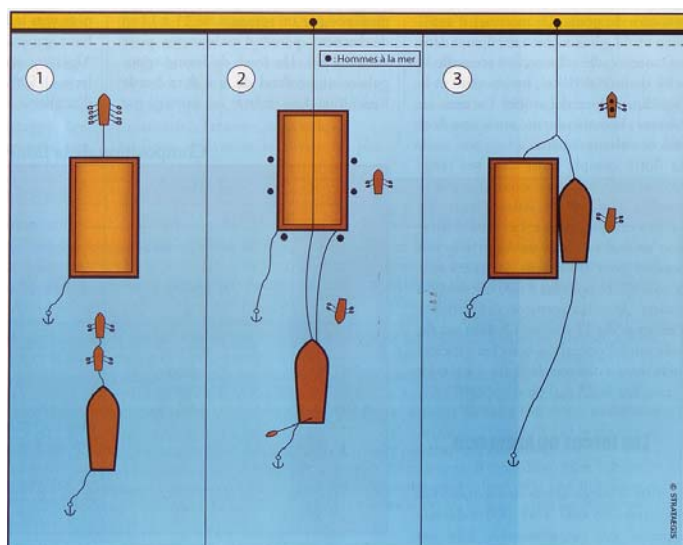
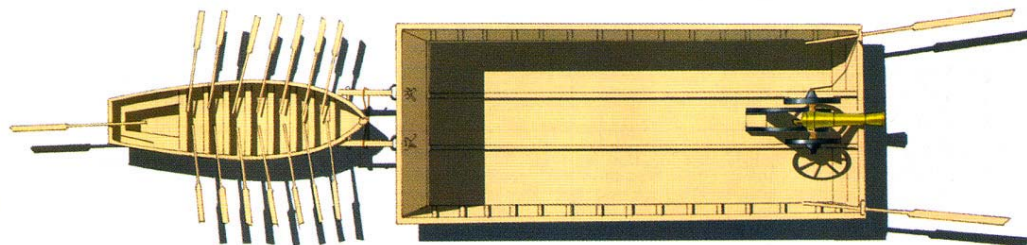
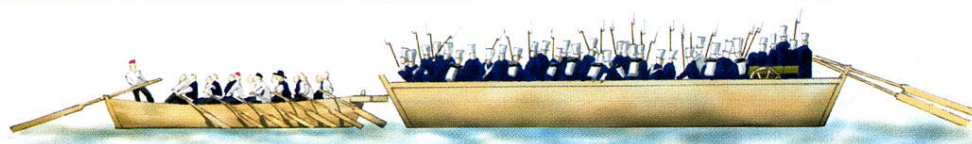
Voilà comment se passe le débarquement à partir de chalands et de bateaux bœufs (schéma page précédente) :

1. Les navires s'approchent de la plage jusqu'à l'endroit où un homme sur le chaland touche le fond avec une gaffe ou une rame. Deux hommes sautent ensuite à terre pour tenir le chaland avec un grappin.

2. Le bateau bœuf récupère le câble qui relie le chaland avec le rivage et ne bouge plus. L'équipage d'un canot quitte son embarcation pour tirer le chaland. Une fois que ce dernier touche terre, le chargement (canons, fantassins) du navire débarque. Les chalands qui transportent de l'artillerie peuvent faire tirer une pièce d'artillerie en enlevant un panneau de bois à l'avant, puis faire descendre la pièce à l'aide d'un plan incliné.

3. Une fois le débarquement effectué, le chaland est rapproché du bateau bœuf. Ensuite, les deux navires s'adossent, permettant aux soldats du bateau bœuf de passer dans le chaland. Ce dernier part après débarquer les hommes.

L'utilisation de la rame comme force motrice et du câble pour haler ou stabiliser les embarcations représente donc la base des techniques de débarquement. Malgré cette technique qui peut sembler fastidieuse, les Français réussissent à débarquer leurs trois divisions d'infanterie, soit plus de 30 000 hommes, en moins de 12 h, un véritable exploit.





Le 19 juin 1830, les Français affrontent les 40 000 hommes du gendre de Hussein, dey d'Alger. Après avoir repoussé leur assaut, l'infanterie, appuyée par l'artillerie, s'empare à la baïonnette des positions « algériennes ». Estampe de 1840, Agustini Editeurs, © Musée de l'Armée.



Artillerie, canonnier servant, 1830
Lucien Rousselot, gouache de 1929, Paris.
Musée de l'Armée



Infanterie de ligne, fusiliers, tenue de débarquement, 1830.
Le shako est recouvert d'un étui en toile écru, c'est la seule modification apportée à l'uniforme pour l'expédition.
Lucien Rousselot, gouache de 1929, Paris, Musée de l'Armée.

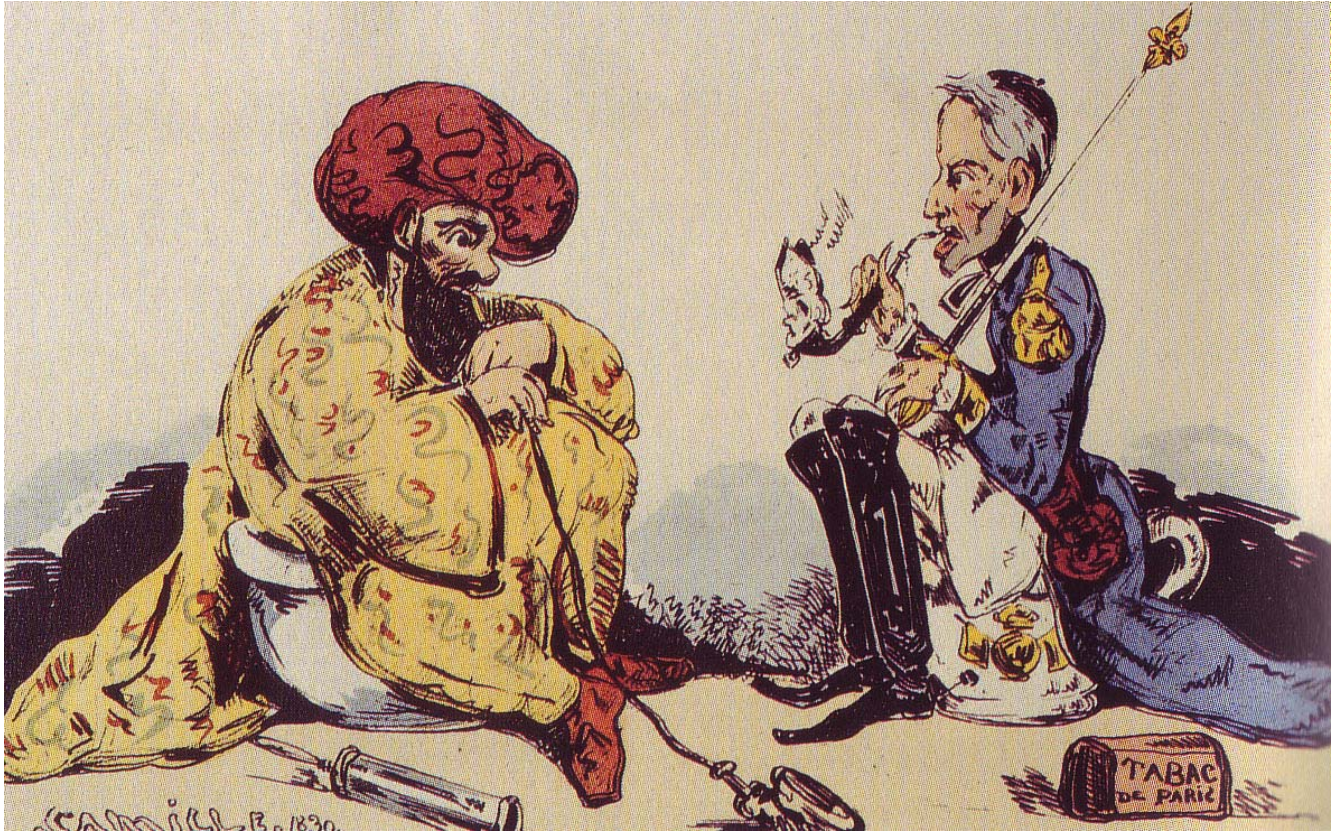


Théodore Gudin, *Attaque d'Alger par mer le 29 juin 1830, 1831.*
 © Musée national du château de Versailles.



LE DEY HUSSEIN QUITTE ALGER.

Après avoir été vaincu, le dey fut exilé. Il quitta Alger le 10 juillet 1830 et arriva à Naples le 3 août, accompagné de ses trois femmes, de sa famille et d'une centaine de fidèles. Il emportait avec lui un trésor personnel considérable. Les habitants ne lui témoignèrent aucune sympathie et son départ passa presque inaperçu. Il vécut à Naples, à Livourne puis à Alexandrie où il mourut en 1838. © Paris, Musée de la Marine.



Souvent unis dans le ridicule par les caricaturistes, le dey Hussein exilé à Livourne depuis le 13 juillet 1830 et son vainqueur Charles X parti se réfugier en Angleterre le 29 juillet n'ont plus ici de trônes que leurs pots de chambre ! © Sélection Images



Portrait du maréchal Bertrand Clauzel (1772-1842)
Lithographie de A.-L. Lemercier
d'après un portrait de A. Maurin
Bibliothèque nationale de France



Hussein, bey de Tunis de 1824 à 1835
Collection particulière



Siméon Fort, *Combat de Teniah le 25 novembre 1830 dans la soirée.*
Le général Clauzel marchant sur Médéa occupe le col de Teniah défendu par le bey de Titteri.
© Musée national du château de Versailles.



Grandville : *Imitation libre d'un tableau de M. Horace Vernet, représentant le massacre des Janissaires*
Les opposants au régime de Juillet dénoncent une révolution détournée de son sens. Ici, la comparaison avec le régime turc vise à faire de Louis-Philippe un mystificateur.



Jean Capodistria (1776-1831) par D. Tsokos.
Collection particulière



Decamps d'après E. Rouargue, *Pirates grecs*, 1837.



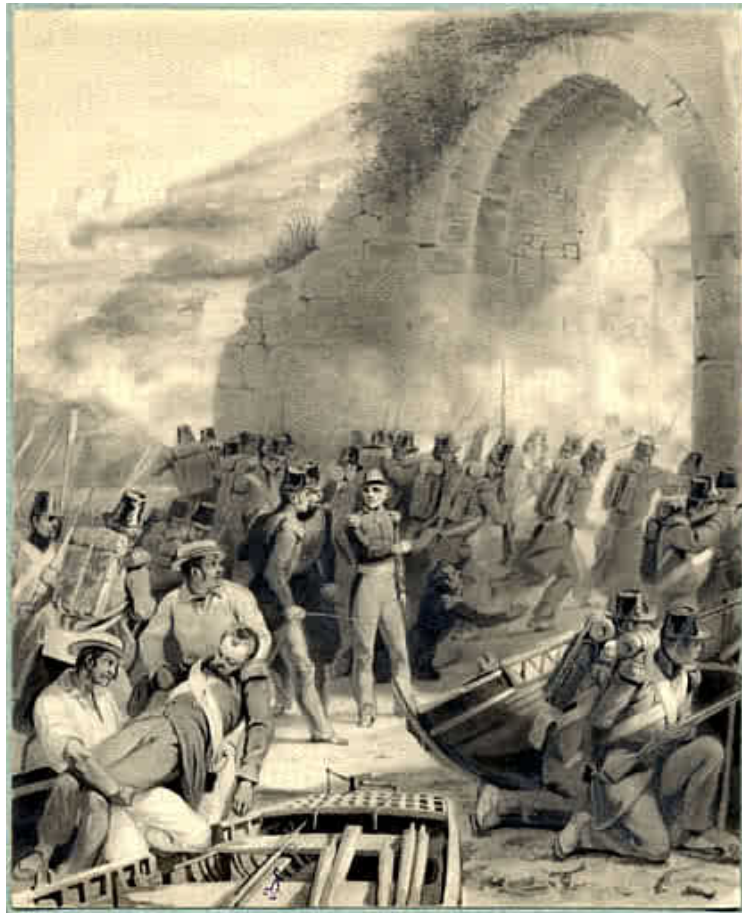
Siméon Fort, *Combat de Médéa en janvier 1831*.
La garnison française de la ville aidée par les habitants repousse l'attaque arabe.
© Musée national du château de Versailles.



Horace Vernet, *La prise de Bône le 27 mars 1832*.
© Musée national du château de Versailles



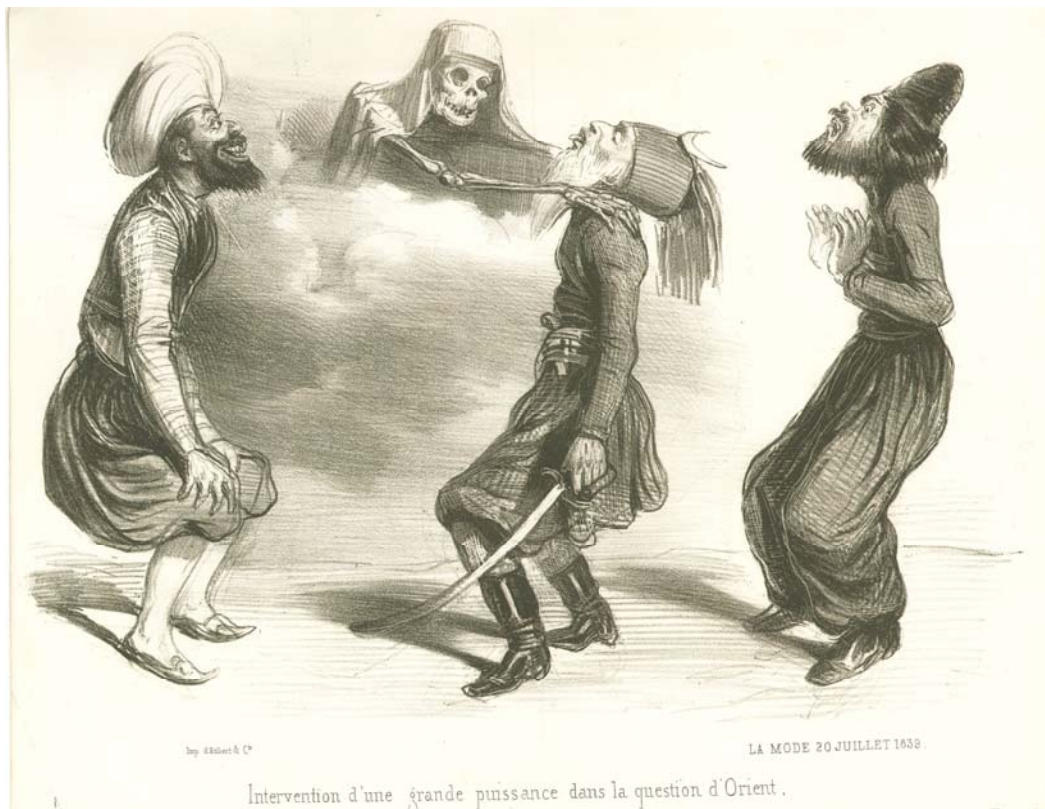
Hocine Ziani, *Bataille de Kheng en-Natah en 1832*, 1984. Musée Central de l'armée à Alger



Belloli, dessin d'après Horace Vernet, *La prise de Bougie avec le colonel Combes et le général Trézel*, 1833.
© Musée Condé, Chantilly.



Attitude des Puissances sur la Question d'Orient, La Mode, 1^{er} juin 1839
Collection particulière



Intervention d'une grande puissance dans la question d'Orient, La Mode, 20 juillet 1839
Collection particulière



Philippe Larivière, *Le vice-amiral Roussin devant Lisbonne en 1831*. 1841

Albin-Reine, baron Roussin (1781-1854) est ambassadeur de France à Constantinople de 1833 à 1839.

© Musée national du château de Versailles.



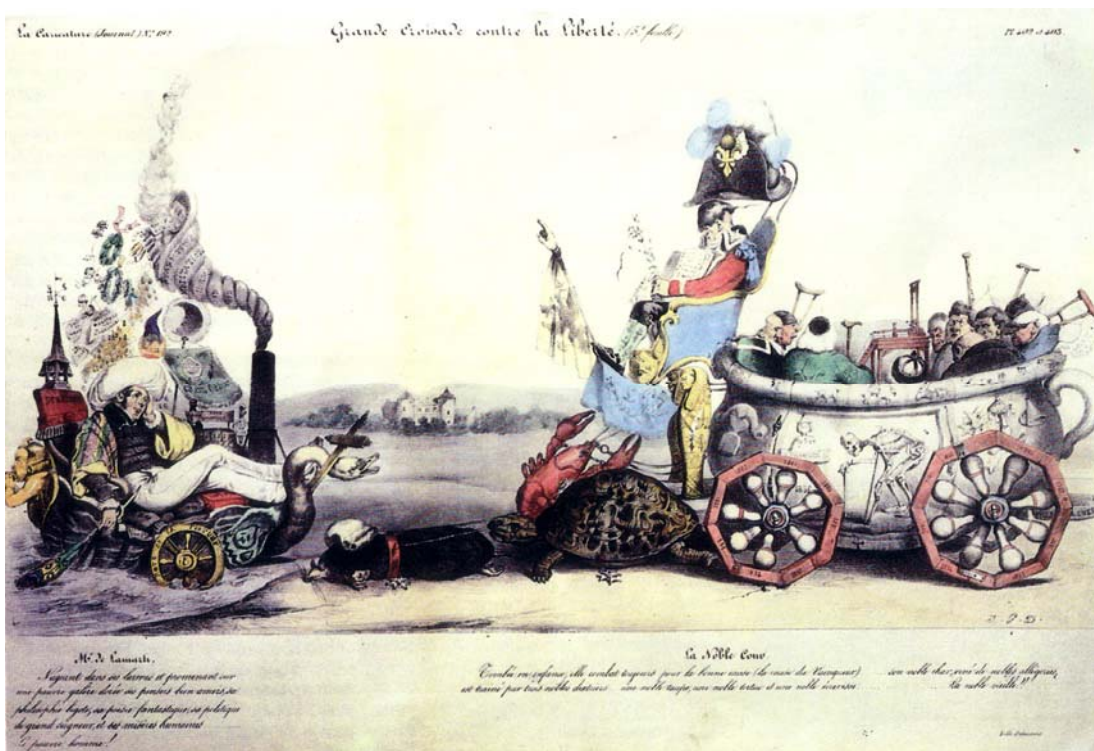
Unkiar-Skelessi, où fut signé le traité d'alliance entre la Turquie et la Russie le 8 juillet 1833.

Thomas Allom, *Constantinople and the scenery of the seven Churches of Asia Minor illustrated in a series of drawings from nature*, Londres, Fisher, 1839. © Bibliothèque nationale



Nicolas Gargantuakoff, lithographie de Grandville, 20 décembre 1834.

Grandville s'inspire de Rabelais pour établir une critique acerbe de la politique étrangère de Louis-Philippe. Ce dernier est présenté comme un réactionnaire qui nourrit un tsar oppresseur des libertés. Le sultan Mahmud II figure à la droite de Nicolas I^{er}. Les deux souverains orientaux sont alliés depuis l'intervention russe dans les Dardanelles. Le roi d'Angleterre se tient à l'écart et se sert une tasse de thé.

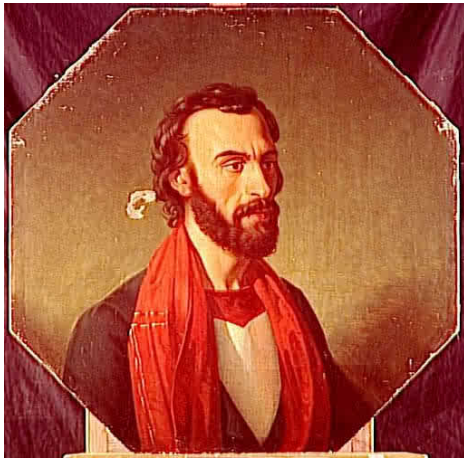


Grande Croisade contre la Liberté par Grandville et Desperet, cinquième feuille de la suite lithographiée, parue dans *La Caricature* du 15 mai au 30 octobre 1834, collection particulière, Paris.

À droite : le char de la « Noble cour » tiré par les incarnations de la politique réactionnaire du gouvernement : la taupe aveugle, la lente tortue et l'écrevisse qui avance à reculons. À gauche : « Monsieur de Lamartine nageant dans ses larmes et promenant sur une pauvre galère dorée ses pensées bien amères, sa philosophie bigote, sa poésie fantastique, sa politique de grand seigneur et ses misères humaines. Le pauvre homme ! » Aristocrate et grand propriétaire terrien, Lamartine voyage en Orient entre 1832 et 1833. Ce périple lui coûte 100 000 francs et sa fille meurt à Beyrouth. Dans le « Résumé politique du *Voyage en Orient* », Lamartine plaide pour une politique interventionniste en Méditerranée : il s'agit d'associer par avance la France à un système de protectorats européens, dans le cadre duquel il n'hésite pas à envisager des transferts de populations (encourager l'émigration européenne en Asie, et, symétriquement, regrouper les Turcs à Constantinople et dans certaines parties de l'Asie Mineure). Député orléaniste, il passe peu à peu à l'opposition jusqu'à devenir le ministre des Affaires étrangères de la II^e République.



Paturot, le saint-simonien, astique ses bottes
Caricature de Grandville



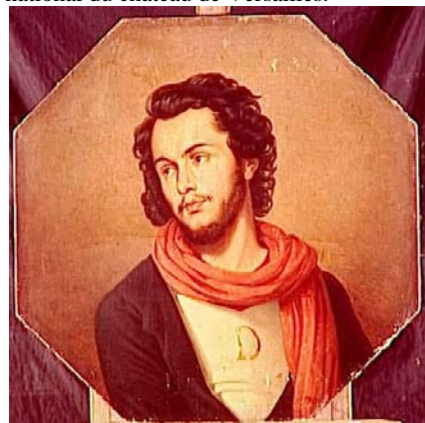
Léon Cogniet, *le Père Enfantin* (1796-1864)
© Musée national du château de Versailles.



Léon Cogniet, *Michel Chevalier* (1808-1879)
© Musée national du château de Versailles.



Léon Cogniet, *Henri Fournel* (1799-1876)



Léon Cogniet, *Félicien David* (1810-1876)



Eugène Delacroix, *Femmes d'Alger dans leur appartement*, 1834.

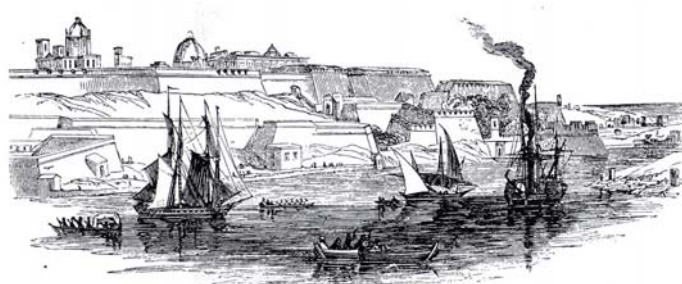


Prosper Marilhat (1811-1847), *Caravane au repos*. © Musée Condé, Chantilly.

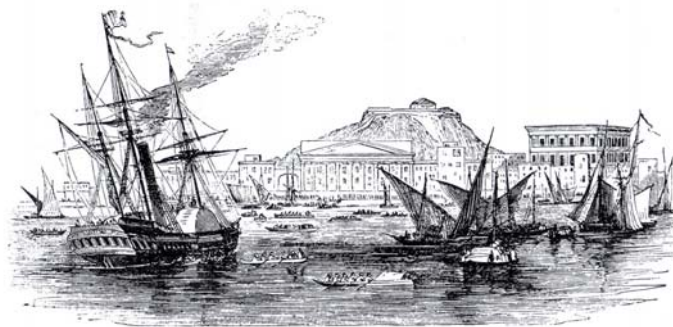


Alexandre Decamps, *Un corps de garde turc sur la route de Smyrne à Magnésie*, 1833. © Musée Condé, Chantilly.

La Malle de l'Inde



Malte.



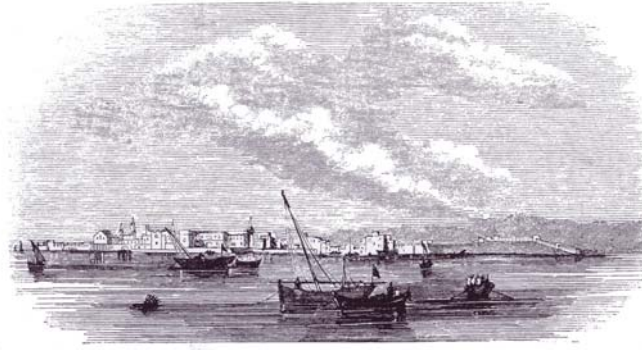
Alexandrie)

Malte (en dessus) et Alexandrie (en dessous)
Source : *L'Illustration* 1843-1848.

La Malle de l'Inde



(Grand Hôtel dans le Désert.)



(Suez.)

Grand hôtel dans le désert (en dessus) et Suez (en dessous)



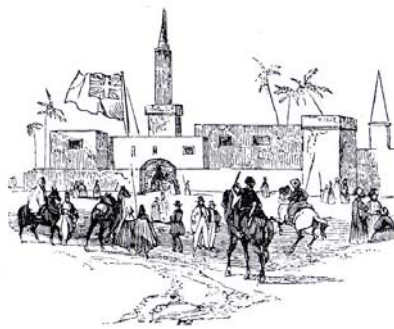
(Afteh. — Egypte)

Afteh (Égypte)



(Boulak, port du Caire.)

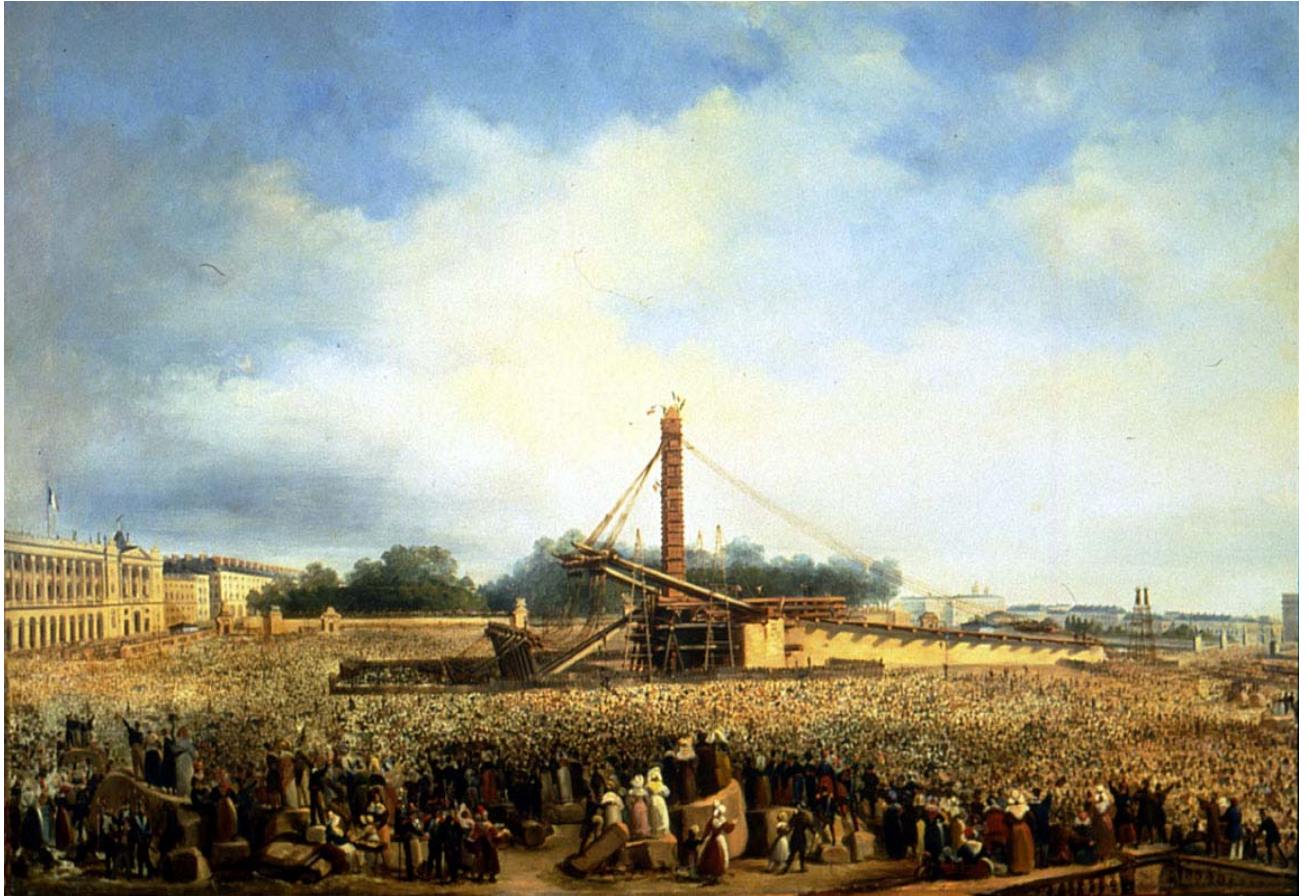
Boulak, port du Caire



(Hôtel de M. Waghorn, à Suez.)

Hôtel de M. Waghorn à Suez

Source : *L'Illustration* 1843-1848



François Dubois, *L'érection de l'obélisque sur la place de la Concorde le 25 octobre 1836*.
© Musée Carnavalet.



Horace Vernet, *Chefs arabes en conseil* (1834), © Musée Condé, Chantilly.



Hocine Ziani, *La Macta*, 1835. 1987. © Musée Central de l'armée à Alger.



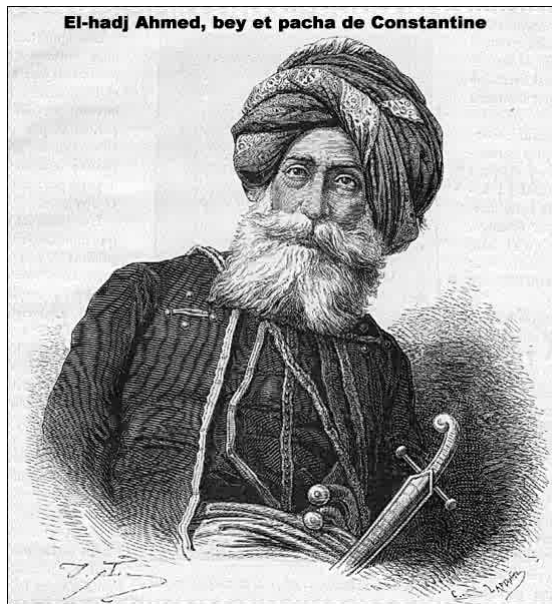
Hocine Ziani, *Episode de La Macta*, 1988, collection de la ville de Mascara, Algérie.



Siméon Fort, *Combat au passage du Sig remporté par le maréchal Clauzel le 1^{er} décembre 1835 pendant la marche de l'expédition française sur Mascara.* © Musée national du château de Versailles.



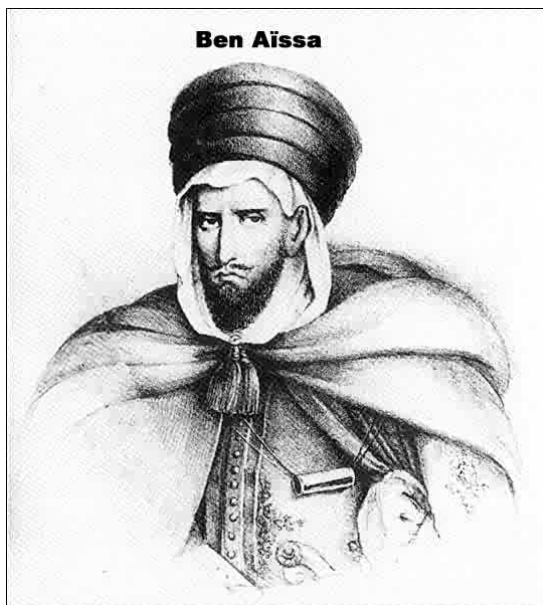
Horace Vernet, *Combat de l'Habra.* 1840. Ce combat eut lieu le 3 décembre 1835 pendant la campagne de Mascara. Musée national du château de Versailles. © RMN-Blot



El Hadj Ahmed avait été nommé par le dey d'Alger Hussein, bey de Constantine, en août 1826. C'était un homme énergique, âgé alors d'une trentaine d'années. Il y avait rempli, sous de précédents beys, les fonctions importantes de Khalifa, sorte de premier ministre, et s'était créé d'implacables inimitiés. Quelques actes véritablement irréfléchis avaient motivé son internement à Blida, d'où le dey venait de le tirer.

La rupture d'Alger avec la France, en 1827, et les difficultés auxquelles Hussein eut dès lors à faire face, laissèrent le champ libre au nouveau bey de Constantine. Il en profita largement, en ayant soin d'assurer le service des redevances au suzerain et de se montrer, en toute occasion, un vassal fidèle et dévoué. Il sévit surtout contre deux puissances le parti turc et la caste des marabouts trop indépendants. En 1830, il conduisit une véritable armée à Alger, et prit une part glorieuse au combat de Staouéli. Lorsqu'il jugea la partie perdue, il s'empressa de regagner Constantine.

À son arrivée, il trouva les portes de sa bonne ville fermées, et, pour recouvrer le pouvoir, se vit forcé d'organiser des contingents kabyles, au moyen desquels il triompha assez facilement de compétiteurs, en réalité sans mérite et indignes de lui. Maître de Constantine et de sa vaste province, il prit le titre de pacha, arraché à Hussein par la capitulation d'Alger et obtint du sultan la confirmation de son investiture. Dès lors, El Hadj Ahmed régna à Constantine en véritable tyran.



Ali ben Aïssa était le bras droit d'Ahmed. Kabyle, originaire des Beni-Fergane, Ben Aïssa, chef de la corporation des forgerons, avait, en 1830, contribué pour une large part à la reprise de Constantine par le bey. Comme récompense, celui-ci le nomma général et l'employa, en cette qualité, à combattre et à réduire ses adversaires. Par son énergie et son goût de la guerre, Ben Aïssa justifia cette élévation et vit successivement les plus hautes fonctions lui être décernées. En 1836, il avait le titre de Khalifa et disposait d'une autorité sans bornes. On pense même qu'il avait été élevé au rang de bey, puisque son maître s'était érigé pacha.



Le 19 novembre 1836, l'armée française campe à Raz-Oued-Zeanti. Elle est à deux jours de marche de Constantine. L'armée était parvenue dans des régions très élevées. Pendant la nuit, la pluie, la neige et la grêle tombèrent avec tant d'abondance et de continuité, que les soldats au bivouac furent exposés à toutes les rigueurs d'un hiver de Russie. Les terres entièrement défoncées rappelaient les boues de Pologne.



Siméon Fort, *première attaque de Constantine par le pont d'el-Cantara, nuit du 23 novembre 1836.*
© Musée national du château de Versailles.



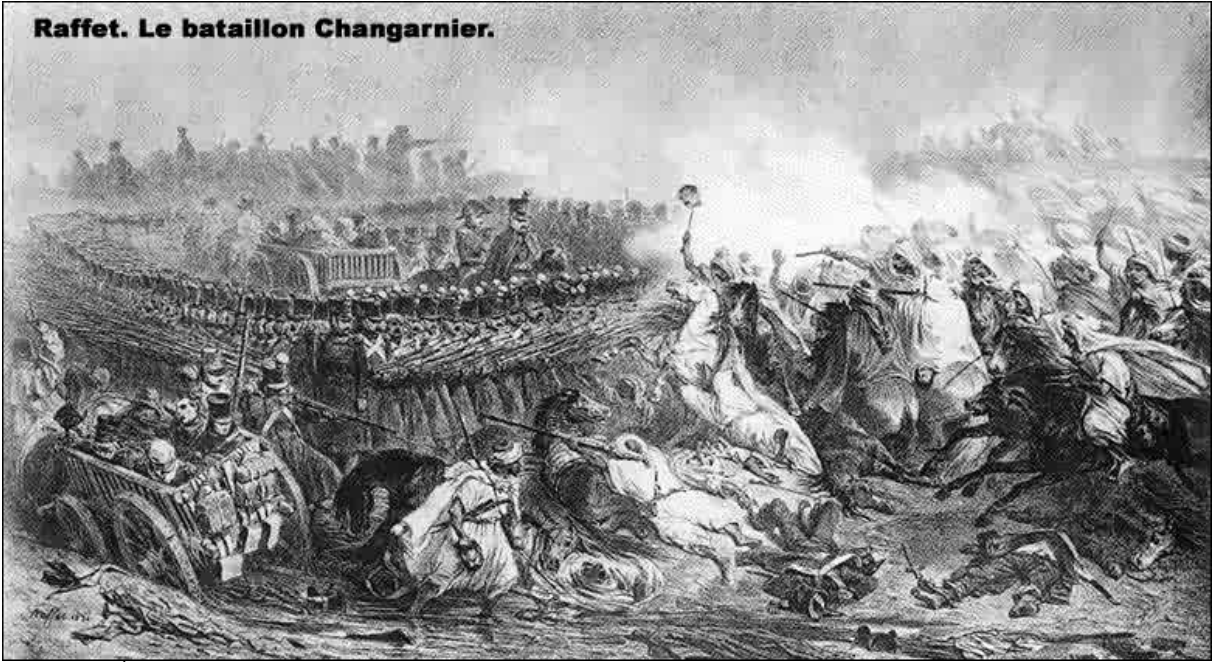
Hocine Ziani, *Bataille de Constantine*. 1999 © Musée Central de l'armée à Alger.

Le 24 novembre 1836, le maréchal Clauzel ordonna la retraite. Il indiqua l'ordre dans lequel devait se placer les différents corps. La première journée fut très difficile. La garnison entière de Constantine et un grand nombre de cavaliers arabes attaquèrent avec acharnement l'arrière-garde, mais le 63^e régiment et un bataillon du 2^e léger, soutenus par les chasseurs à cheval d'Afrique, repoussèrent brillamment toutes les attaques et continrent l'ennemi.



Raffet, *Épisode de la retraite de Constantine. Attaque d'un convoi de blessés par les Arabes le 24 novembre 1836.*
© Musée national du château de Versailles.

Raffet. Le bataillon Changarnier.



Raffet, *Épisode de la retraite de Constantine. Le carré de Changarnier, novembre 1836.*
© Musée national du château de Versailles.

Le bataillon Changarnier.



Combat de Somah, 1836. Tableau d'Horace Vernet. Musée Rolin, Autun.

« Dans un moment si grave et si difficile, dit le rapport officiel, M. le commandant Changarnier (du 2^e léger) s'est couvert de gloire, et s'est attiré les regards et l'estime de toute l'armée; presque entouré par les Arabes, chargé vigoureusement et perdant beaucoup de monde, il sut inspirer une telle confiance à son bataillon formé en carré, qu'au moment où il était vivement assailli, il fit pousser à sa troupe deux cris de *vive le roi!* et les Arabes intimidés ayant fait demi-tour à vingt pas du bataillon, un feu de deux rangs, à bout portant, couvrit d'hommes et deux chevaux trois faces du carré. »

Raffet. Charge des chasseurs d'Afrique.



Le 25 novembre 1836, l'armée campa à Oued-Talaga, et le 26, à Sidi-Tamtam. Déjà, on s'apercevait que le nombre des ennemis avait considérablement diminué. Au moment où l'armée quitta le bivouac, les Arabes et les Kabyles s'étant, comme d'ordinaire, précipités sur l'arrière-garde, dans l'espoir de lui faire abandonner quelques bagages ou quelques blessés, trois escadrons des chasseurs d'Afrique exécutèrent une charge brillante et repoussèrent les Arabes.

ADAM. Marche sur Constantine.



Il s'agit de la seconde expédition menée contre Constantine en 1837.

RAFFET. Marche sur Constantine.

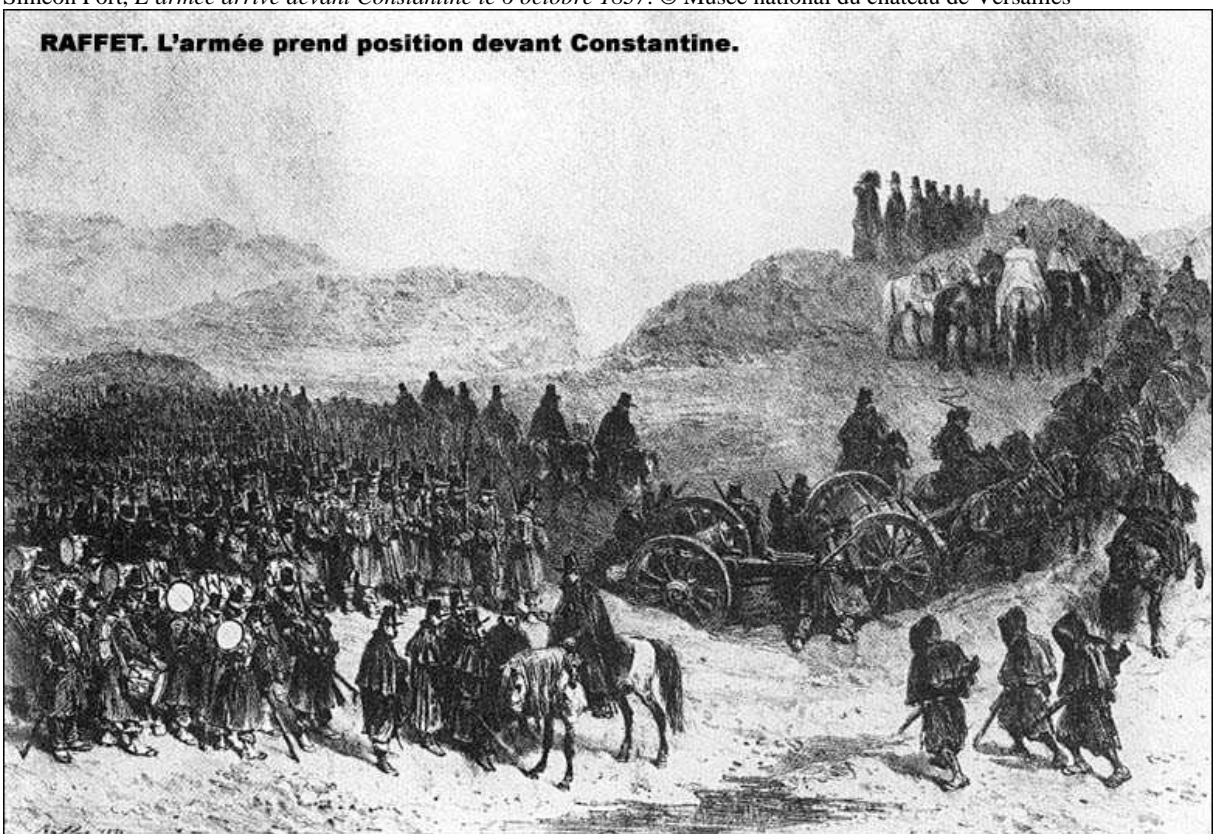


RAFFET. Les Arabes signalent l'approche de l'armée française.





Siméon Fort, *L'armée arrive devant Constantine le 6 octobre 1837*. © Musée national du château de Versailles





Horace Vernet, *L'ennemi repoussé des hauteurs du Coudiat Ati*, 10 octobre 1837.

© Musée national du château de Versailles.

Le siège de Constantine de 1837 s'avère difficile. La garnison mène des sorties qui visent à rompre l'encerclement.



Horace Vernet, *Les colonnes d'assaut se mettent en mouvement*, 13 octobre 1837. 1839. © Musée national de Versailles.

Après une bonne préparation d'artillerie, l'infanterie s'élance pour prendre Constantine.

RAFFET. Mort du général Damrémont.



Lamoricère sur la brèche de Constantine, par Eugène Lelièvre

RAFFET. Explosion de la mine préparée par les Arabes.



RAFFET. Arrivée de la deuxième colonne sur la brèche.



La seconde colonne était guidée par le commandant Bedeau. Forte d'environ trois cents hommes, elle se composait de cent hommes de la Légion étrangère, en deux pelotons de cinquante hommes chaque, cent hommes de la compagnie franche, cent hommes du second bataillon d'Afrique et les grenadiers du 47^e. « Les troupes se formèrent par sections et s'arrêtèrent. Le silence le plus profond régnait. Nous distinguâmes d'abord les pièces de l'épaulement et leurs servants, puis, tout au fond, le général Valée avec son état-major et les officiers étrangers qui l'entouraient. Devant nous, un peu sur la gauche, nous aperçûmes vaguement dans l'ombre et le brouillard, les zouaves de Lamoricière couchés à terre. Leurs compagnies alignées apparaissaient sur le sol comme des files de cadavres. » (*Souvenirs du maréchal Canrobert*, capitaine au 47^e de ligne)

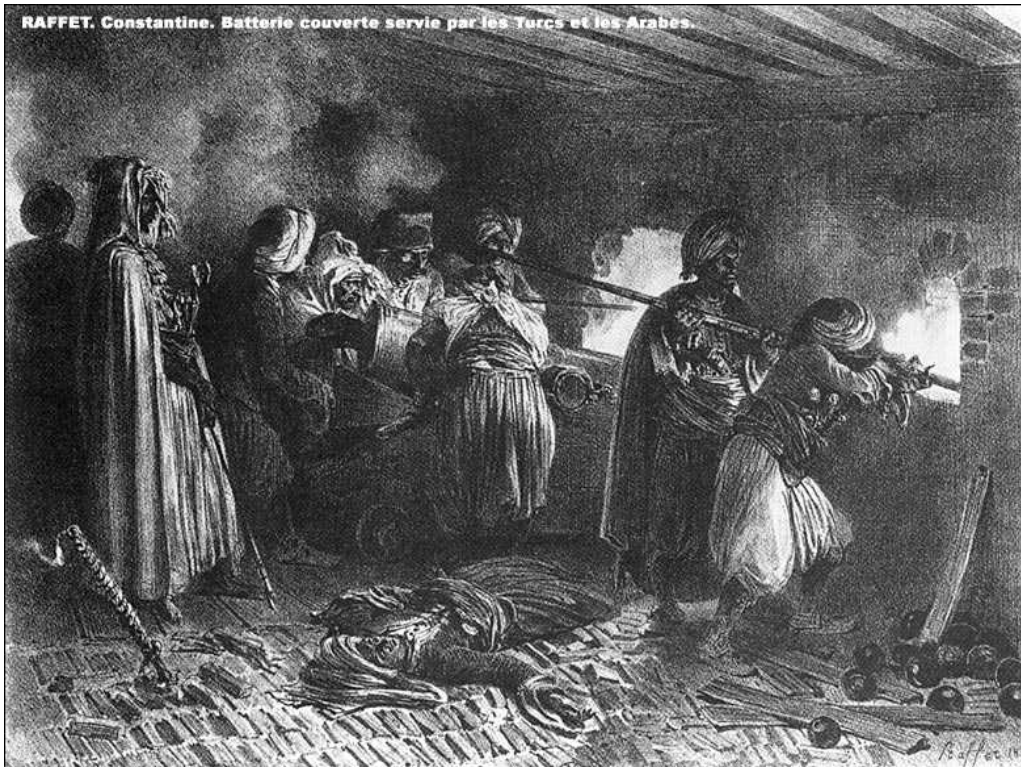


Horace Vernet, *Prise de la ville, 13 octobre 1837*. 1838.

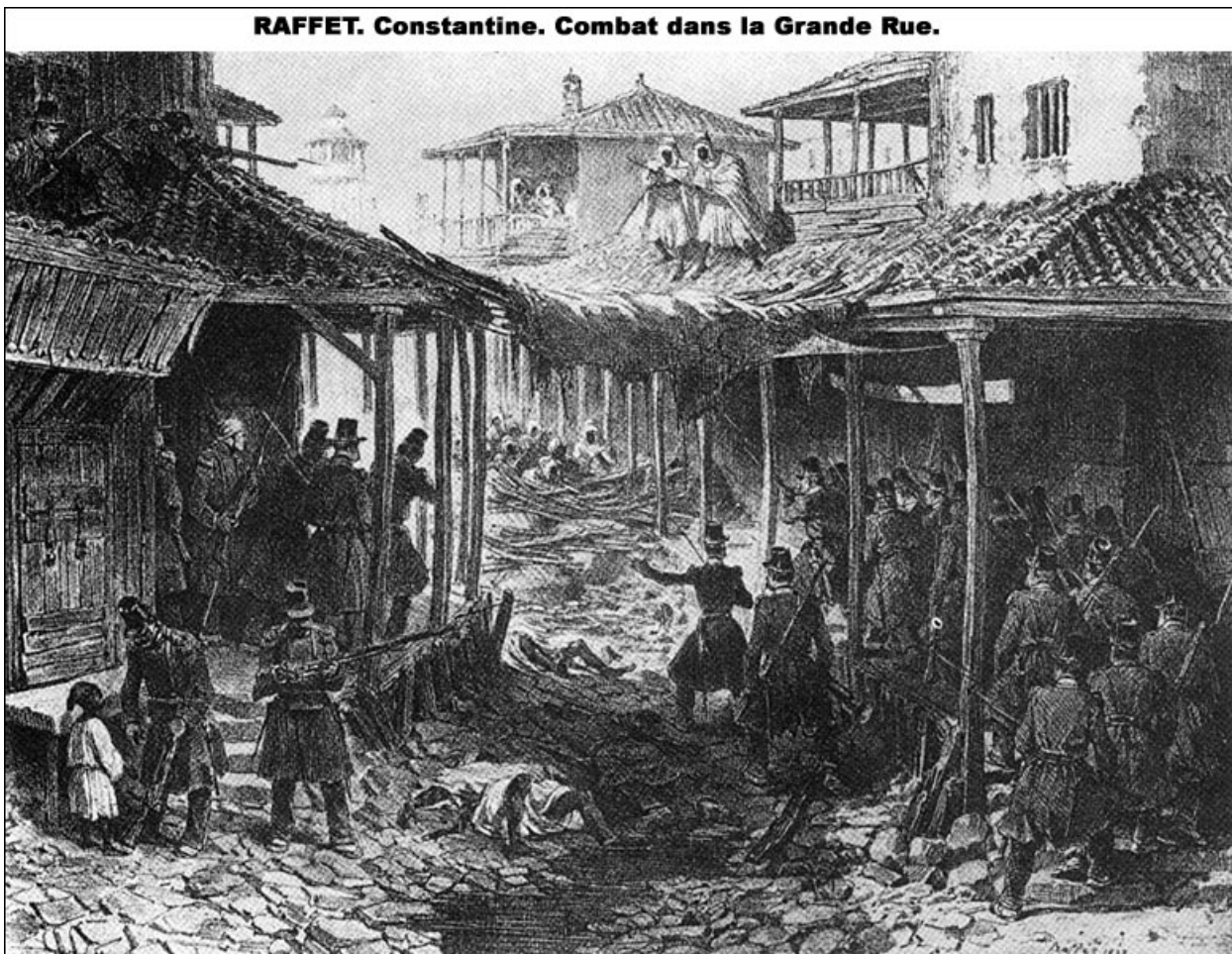
© Musée national du château de Versailles.

L'ouverture d'une brèche permet aux Français de pénétrer dans Constantine. Les combats, à l'intérieur de la place, sont violents et meurtriers.

RAFFET. Constantine. Batterie couverte servie par les Turcs et les Arabes.



RAFFET. Constantine. Combat dans la Grande Rue.





Combats de rue dans Constantine le 13 octobre 1837



RAFFET. Constantine. Le capitaine Leblanc est blessé mortellement.



RAFFET. Les Arabes fuient de Constantine.

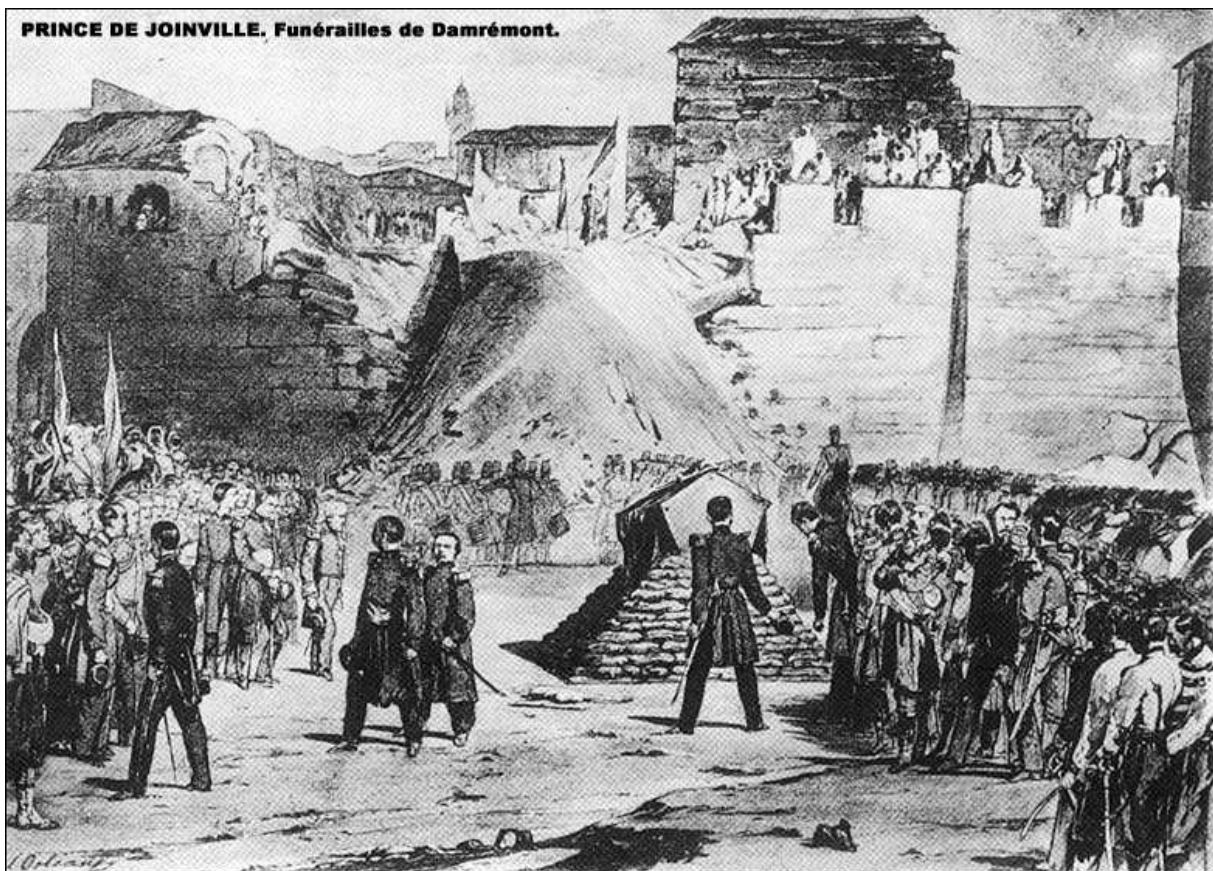


FRÈRE. Constantine. Les Arabes en fuite.

Femme du harem du bey



PRINCE DE JOINVILLE. Funérailles de Damrémont.

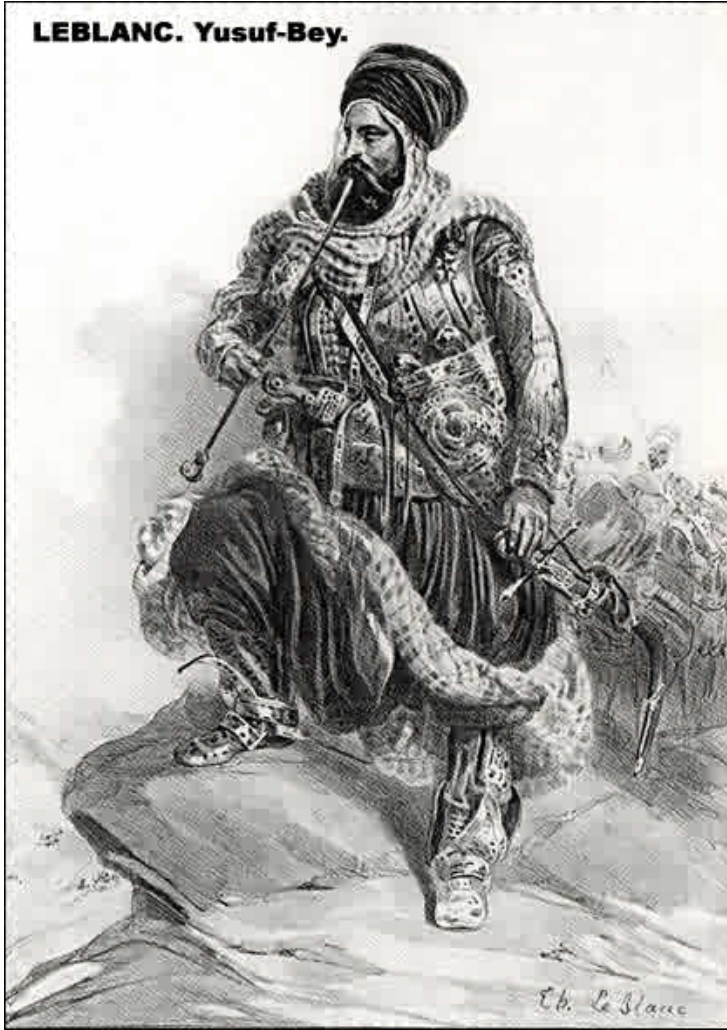


Napoléon accueillant Damrémont dans l'Empyrée.



Prince de Joinville
Collection particulière

LEBLANC. Yusuf-Bey.



Le duc de Nemours

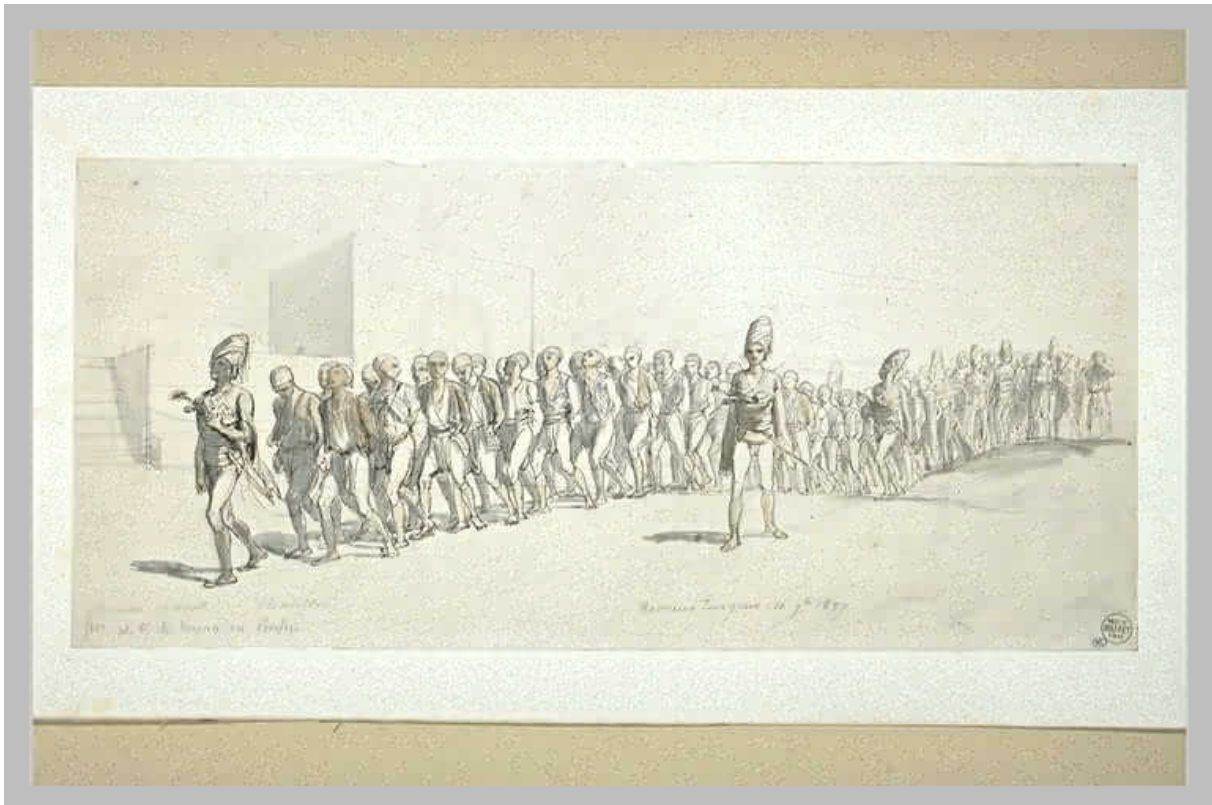




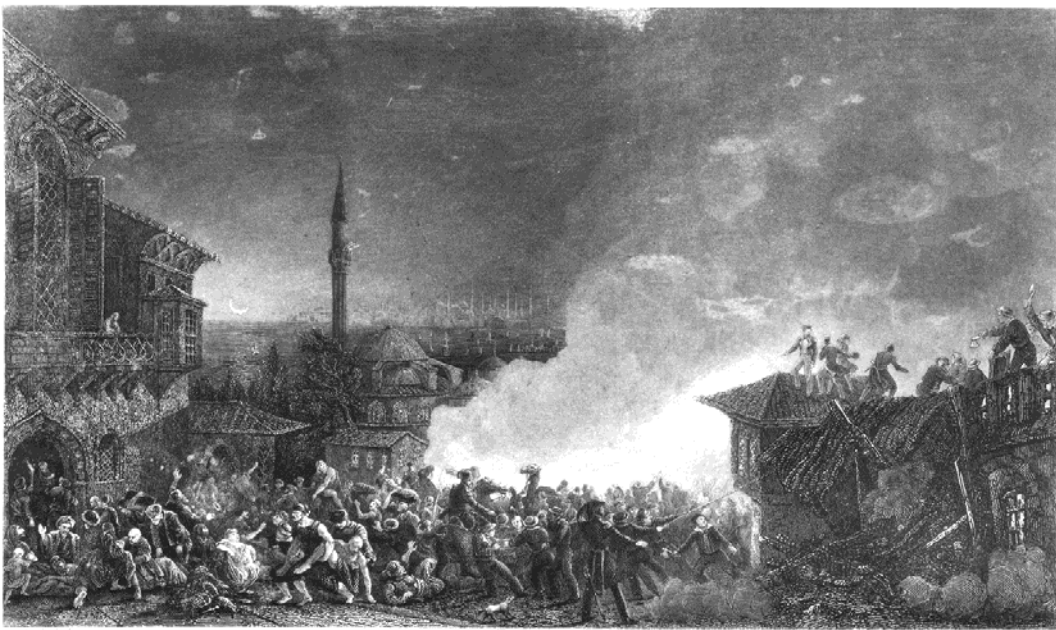
Ferdinand de Lesseps, vice-consul de France à Alexandrie en 1835.
École française du XIX^e siècle.
Association du Souvenir de Ferdinand de Lesseps et du canal de Suez.



Le bazar des marchands de soieries,
lithographie de David Roberts, 31 décembre 1838, Le Caire.



Recrues turques par Raffet, 1837.
© Musée du Louvre



Incendie du quartier de Pera à Constantinople.
9 août 1839.
© Musée national de la Marine/ Photothèque



La discorde faisant de l'alchimie politique, 1848, lithographie, Paris, Musée Carnavalet.



Ranjit Singh se fait expliquer les fables de La Fontaine par le général Ventura



Alexander Burnes (1805-1841), dessin de D. McClise



Mohamed shah, shah de Perse de 1834 à 1848



Joseph-Désiré Court,
Jean-François Allard, général en chef des troupes du roi de Lahore (1785-1839)
Musée de la marine. Saint-Tropez.

7.

La prise de Constantine, 13 octobre 1837

Le comte Adolphe d'Angeville remarque que le climat, la proximité de Toulon, l'étendue de son territoire, la fertilité de son sol et ses fortifications donnent une grande importance à Alger. Il écrit : « ce pays, je l'espère est destiné un jour à faire partie du territoire français, sous forme de département tout aussi bien que la Corse.¹ » La conquête du territoire algérien doit se poursuivre. D'après *Le Figaro* du 3 mars 1832, la prise de Constantine hante les esprits des sapeurs français qui embarquent de Toulon pour Alger. Dans l'histoire de la région, Constantine est toujours apparue comme une ville rebelle : elle est bâtie sur les fondations de Cirta, capitale du roi numide Jugurtha, grand ennemi de Rome à la fin du II^e siècle avant J.-C., puis de Juba I^{er}, qui a tenu tête aux armées de César aux côtés de Scipion et Caton entre 49 et 46 avant J.-C. Tous les assiégeants se sont ensuite cassés les dents sur la cité devenue Constantine en 313 après sa reconstruction par l'empereur byzantin Constantin. Le manque d'eau en été et le manque de bois en hiver ont fait avorter toutes les tentatives. Outre cette réputation d'être imprenable, l'Empire ottoman ne renonce pas à reprendre pied de ce côté de l'Algérie. Le contexte général est difficile. La population locale algérienne n'est pas paisible. Elle est hostile, belliqueuse et inassimilable par ses croyances, ses mœurs, ses idées et ses passions. Nombreux sont les parlementaires qui insistent sur les dépenses engagées et le peu de profit retiré des ressources que l'Algérie n'a pas : cultures tropicales impossibles, faible rendement des céréales, plaines marécageuses. À ceux qui parlent chiffres, Lamartine oppose à la Chambre, le 29 avril 1834, la question de l'honneur et l'humanité : « Eh quoi ! Messieurs, les nations n'ont-elles qu'une balance de chiffres à établir ? Et serons-nous descendus à ce degré de matérialisme social que l'arithmétique dût s'asseoir seule dans les conseils de la Chambre et du Gouvernement et peser seule les résolutions de ce noble pays ? Si l'or a son poids, la politique, l'honneur national, la protection désintéressée du faible, l'humanité n'ont-ils pas le leur ?² »

L'Empire ottoman et le Maghreb

Mustapha Reschid pacha est nommé ambassadeur de la Sublime Porte à Paris le 3 juillet 1834. Sa tâche consiste à reprendre l'Algérie par la négociation³. L'attitude intransigeante du gouvernement français, durant l'année 1834, provoque un changement en 1835 dans la politique étrangère turque restée jusqu'alors favorable à une solution pacifique. La France fait comprendre au sultan qu'il n'obtiendrait pas la restitution de l'Algérie par la diplomatie. La France montre en toutes occasions son désir de ne pas quitter l'Algérie, de ne pas s'engager sincèrement dans les conversations et de renvoyer *sine die* les négociations demandées par Reschid pacha, l'ambassadeur de la Porte ottomane à Paris. Le 19 juin 1835, Ruhiddin efendi qui assure l'intérim de Reschid parti en congé à Istanbul déboule comme un projectile dans le cabinet du duc de Broglie, ministre français des Affaires étrangères et dépose sur son bureau une protestation contre l'occupation française d'Alger. La note rédigée par Noury efendi, ambassadeur ottoman à Londres, traduite en français par Ruhiddin, explique les droits de l'Empire ottoman et donne le point de vue du divan sur l'Algérie. La Porte ne veut pas abandonner son droit de suzeraineté. L'Algérie continue de figurer sur l'état des gouvernements généraux de l'Empire ottoman et la Russie n'hésite pas à parler d'Alger lorsqu'elle sent que Constantinople cherche à se rapprocher de la France. Les Français font observer au plénipotentiaire turc que sa diplomatie est inexpérimentée⁴. Ils le réprimandent et lui demandent de faire preuve de plus de tenue et de circonspection. Quelques jours plus tard, le gouvernement français annonce

¹ Adolphe d'Angeville, *Aperçu sur nos colonies et notre marine militaire, pour appuyer une pétition faite à la Chambre le 24 janvier 1832*, Lyon, L. Babeuf, janvier 1832, p. 5.

² Cité par Jeannine Verdès-Leroux, *Les Français d'Algérie de 1830 à aujourd'hui*, Paris, Fayard, 2001, p. 129.

³ A. Temimi, « Trois lettres de Hadj Ahmed bey de Constantine à la Sublime Porte », *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, Aix-en-Provence, 1966-1967, p. 136.

⁴ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 67.

qu'il ne saurait prendre cette note en considération et la retourne à l'ambassade ottomane¹. Il s'agit là de l'échec de la dernière tentative de la Porte pour arriver à une conciliation par des moyens diplomatiques. Entre-temps, un certain Hamdan efendi envoya une lettre au sultan. Il demandait à ce dernier une intervention en faveur de la population algérienne : « Nous vous demandons de trouver remède à nos malheurs, nous n'osons pas exposer à votre ambassadeur notre situation. Dieu nous garde. Notre sultan ne nous négligera sans doute pas, il va s'occuper de ses sujets et leur venir en aide. Nous formulons les vœux d'obéissance à Sa Majesté. J'informe Votre Majesté de ce qui se passe : un grand nombre d'Algériens sont tombés comme moi dans le malheur et ils sont restés esclaves en Algérie. » À la suite du refus de la note par le gouvernement français, de la lettre de Hamdan efendi et des troubles qui se déroulaient en Tripolitaine, la Porte décida de recourir à des mesures militaires en Afrique du Nord. Avant d'intervenir en faveur du bey de Constantine pour mieux contrôler la situation en Algérie, la Porte devait affermir son autorité à Tripoli et à Tunis.

En Libye, l'aggravation de la dette extérieure, la fin de la course, le déclin du monopole commercial ne laissent qu'une issue : la pression fiscale. En imposant les Coulouglis, Yousef bey sape son pouvoir. Les prétoriens s'insurgent et opposent à son fils Ali, en faveur de qui il a abdiqué en 1832, son neveu Mehmet. Assurés de l'impunité qu'engendre la crise dynastique, les chefs de l'intérieur se soulèvent, rétablissant l'ordre bédouin². Les désaccords continuels entre le bey de Tripoli, Ali Karamanli et Mehmet donnent au sultan un prétexte pour mettre fin à l'ancien statut de ces provinces et les placer directement sous son autorité. L'amiral Taher pacha envoie son secrétaire pour analyser la situation (1833), pour accorder l'investiture à Ali (1834) et annoncer l'arrivée de la flotte ottomane. Ainsi s'élabore dans le cadre de la question d'Orient, un projet apparemment local et défensif. Ses véritables objectifs vont au-delà : à Tunis, à Constantine, au Sahara, au Soudan. Tripoli n'est pas un bastion, c'est une base opérationnelle, une marche³. Avant le départ d'une flotte ottomane vers les côtes libyennes, Reschid pacha communique à Paris, au mois de mars 1835, au gouvernement français le désir de la Porte de prendre certaines mesures de pacification dans sa province de Tripoli. Il adresse un mémorandum au ministre des Affaires étrangères à ce sujet. Il y explique les intentions de l'Empire ottoman et les motifs de troubles dans cette province. Le sultan a donné l'investiture du gouvernement de Tripoli à Ali pacha mais son pouvoir est contesté par Mehmet bey et la Sublime Porte se voit obligée de prendre elle-même certaines mesures indispensables de répression⁴.

Le 26 mai 1835, l'escadre ottomane paraît devant Tripoli conduite par Nedjib pacha, le ministre de la Guerre en personne. Elle aligne 4 frégates, 3 corvettes, 5 autres navires, 10 transports d'où le lendemain débarquent 3 500 soldats, 14 canons et 2 obusiers⁵. L'expédition turque expulse le pacha Ali Karamanli, met fin à sa dynastie et rétablit l'autorité directe de la Porte sur Tripoli, interdisant toute jonction entre l'Égypte et le Maghreb⁶. Taher pacha restaure l'autorité du divan. Il a trouvé une résistance inattendue lors de son débarquement à Mézurat mais les partisans de l'aga rebelle partis en foule sur le rivage ont été repoussés à coups de canon. Une centaine d'hommes ont été tués ou blessés. Les Turcs ont éprouvé quelques pertes. Les mouvements de l'escadre ottomane conduite par Nedjib pacha inquiètent les Français. Le vaisseau *Iéna* est envoyé sur les côtes libyennes pour savoir quelle est la mission exacte des navires turcs. Apprenant l'arrivée des vaisseaux de guerre et des transports de troupes du sultan à Tripoli, une escadre française est envoyée dans le golfe des Syrtes, pour les dissuader de pousser plus loin⁷. L'apparition des navires français devant Tripoli cause une vive émotion dans la ville. Les Arabes sont persuadés qu'ils viennent rétablir l'ancien ordre des choses. Le gouverneur turc prend des précautions extraordinaires et des mesures de police rigoureuses pour comprimer un éventuel mouvement. Il tient à maintenir la tranquillité. Il est rassuré dès qu'il apprend que la présence de l'amiral Hugon n'a aucun motif hostile. Taher pacha rend spontanément la liberté à plusieurs prisonniers arabes capturés par ses soldats au moment du débarquement. Observateurs, les Français remarquent cela comme un progrès de plus fait vers la civilisation européenne. Considérant sa mission terminée, l'amiral Hugon fait voile. La ville de Tunis ne semble pas menacée. Les Turcs ont débarqué en Libye. Dès cette époque, le gouvernement français s'érige en protecteur de la dynastie tunisienne. Le rétablissement de l'autorité directe de l'administration ottomane en Cyrénaïque et l'élimination de la dynastie des Karamanli font peser une menace à la fois sur Tunis et sur l'avenir de la conquête française en Algérie où la situation militaire reste chancelante. Depuis la Libye, replacée sous le contrôle direct de la Porte en 1835, Taher pacha communique avec le bey de Constantine, lui fournit les approvisionnements qui lui manquent et, peut-être, quelques officiers européens. « Les communications furent établies par mer jusqu'au fond du golfe de Gabès et de là par terre. C'est même la certitude de ces communications qui a donné la crainte que la perte de Tripoli ne vint à Constantine et aussi à Tunis », écrit le député de la Loire-Inférieure Robineau de Bougon.

¹ Bayram Kodaman, *Les ambassades de Moustapha Réchid Pacha à Paris*, Ankara, Société turque d'histoire, 1991, p. 74.

² André Martel, *La Libye, 1835-1990, Essai de géopolitique historique*, Paris, PUF, 1991, p. 39.

³ *Ibid.*, p. 40.

⁴ Bayram Kodaman, *op. cit.*, p. 75.

⁵ André Martel, *op. cit.*, p. 42.

⁶ Jacques Frémeaux, *La France et l'Islam depuis 1789*, Paris, P.U.F., 1991, p. 63.

⁷ *Ibid.*, p. 64.

La guerre d'Algérie

Le 18 novembre 1833, Soult, ministre de la Guerre et chef du gouvernement sollicite l'Académie des inscriptions de lui fournir un rapport sur la géographie de l'Algérie¹ et les principes suivis, jadis, dans ce territoire par la colonisation romaine². Le 26 février 1834, le général Desmichels signe avec Abd el-Kader un traité. La négociation porte sur la libération de quatre prisonniers français. Cet accord permet à la France de souffler un peu. Il est dû à l'action du fils de Napoléon, le capitaine Walewski, qui a fait de nombreuses représentations auprès des tribus arabes et a rencontré Abd el-Kader, vraisemblablement au cours d'une *diffa*. Malheureusement, Walewski contracte des fièvres cholériques. Le climat de l'Algérie délabre sa santé et il passe sa convalescence à Paris³. Les officiers d'ordonnance de Thorigny et de Forges portent au sultan des Arabes, en guise de présents, cent fusils et cinq cents kilogrammes de poudre⁴. Dès que l'entente de l'émir avec la France est connue, la révolte contre « le traître » se développe. Les ennemis d'Abd el-Kader, nombreux parmi les familles ou tribus qui fournissent traditionnellement les chefs et les chefs militaires tels el Ghomari, cheik des Angad, Mustafa ben Smaïl, cheik des Douairs et Sméla Kaddour, cheik des tribus du Chélif, se mobilisent. Les Douairs et Sméla attaquent son camp près de Tlemcen. Tlemcen, ville immense, amas de ruines romaines et mauresques, est le théâtre de combats de rue. Les tribus se disputent les quartiers. La milice turque aux ordres de Mustafa ben Smaïl et Arabes partisans d'Abd el-Kader s'y affrontent durant deux ans⁵. Abd el-Kader s'échappe de justesse. Il se réfugie à Mascara qui devient son fief. Le général Desmichels lui apporte son aide et le conseille sur la stratégie à adopter pour lutter contre ses adversaires. Il lui fournit armes et poudre. Cette aide permet à la petite armée, environ trois mille cavaliers, d'Abd el-Kader d'affronter avec succès les forces ottomanes de Mustafa ben Smaïl le 13 juillet 1834 au Méharaz. Abd el-Kader devient le maître reconnu du pays situé entre la longue frontière du Maroc et la rive gauche du long oued Chélif coulant sur plus de 700 kilomètres, dominé d'Est en Ouest par les massifs de l'Ouarsenis, les monts de Saïda, de Daïa et de Tlemcen. Les cheiks Sidi Larbi et Ghomari refusent l'aman. Abd el-Kader les fait exécuter, sans autre procédure à la fin de l'année 1834. Les victoires représentent Abd el-Kader comme un souverain indépendant traitant d'égal à égal avec les Français. Il organise son vaste domaine tout en cachant son but réel qui est de chasser les Français qui l'ont aidé. Guettant une marque de faiblesse de la monarchie de Juillet, il décide, dès lors, de lui disputer la domination de l'Algérie.

Trois forces se partagent le sol algérien. À Alger et sur divers points de la côte se trouvent les Français. À l'ouest et au sud une population arabe se réveille et marche sous un chef national. À l'est, il restait un semblant de gouvernement turc avec la ville de Constantine. Depuis l'occupation française, le Turc « s'est effacé dans la Régence », ne laissant à Alger que des biens d'une valeur médiocre : 157 immeubles dont le revenu total, en 1833, atteint à peine 40 000 francs⁶. Les Maures détenaient la richesse à Alger sous forme du produit des loyers des maisons et des boutiques et c'est en épousant leurs filles que les soldats de la milice s'enrichissaient souvent. Ils seraient également propriétaires de la plus grande partie de la Mitidja qu'ils afferment à des Arabes. Les Kabyles repoussent toute autorité venant des villes. Selon le rapport de La Pinsonnière on ne peut amener ces Numides à comprendre notre état social car « dans leur amour de l'indépendance ils ont trouvé assez de sagesse pour n'avoir qu'un très petit nombre de besoins, et assez d'industrie pour les satisfaire sans avoir recours à personne.⁷ » Les Français pensent que ces peuples différents ne sont pas unis. C'est aussi l'opinion du Maure Boudier qui affirme : « Les coalitions de tribus ne sont pas à craindre, si on les gouverne convenablement : car il existe entre elles des haines tellement profondes qu'on ne parviendra jamais à réunir ensemble plus de 8 à 10 000 hommes. » Les premiers gouverneurs français de l'Algérie qui se sont succédé, sept en dix ans, se bornent à l'occupation des régions côtières. En 1837, l'organisation territoriale de 1830 est toujours en vigueur : seules les villes de la côte sont directement administrées par un gouverneur général, assisté de plusieurs intendants spécialisés. Pour le reste du pays, l'autorité est déléguée à des beys investis officiellement. C'est donc le principe d'un protectorat qui est retenu en Algérie, supposant l'adhésion des chefs locaux. Une idée sans mise en œuvre concrète, sans applications fructueuses, tant les moyens financiers et matériels manquent, tant les contradictions politiques françaises foisonnent, tant l'amateurisme des militaires et des administrateurs civils est criant, au risque avéré de provoquer au mieux le vide administratif, au pire la crispation des populations. Très vite, on s'aperçoit que l'adversaire le plus dynamique des Français est l'émir Abd el-Kader. Une commission parlementaire se rend sur place. Elle est sévère et condamne la barbarie de l'armée française mais elle conclut de façon péremptoire que la Régence d'Alger doit être définitivement occupée. Elle préconise d'occuper le Sahel, Blida et de favoriser les petits

¹ Le terme d'Algérie n'apparaît officiellement qu'en 1838 dans l'ordonnance du 31 octobre, déterminant le gouvernement et la haute administration des « possessions françaises en Afrique du Nord ».

² Yves Laissus, *Jomard, le dernier Égyptien*, Paris, Fayard, 2004, p. 389.

³ A.M.A.E., M&D, Algérie, vol. 16.

⁴ Louis Blanc, *Histoire de dix ans 1830-1840*, Paris, impr. Lambert, 1867, t. V, p. 147.

⁵ Charles Nodier, *Journal de l'expédition des Portes de Fer*, 1844, p. 36.

⁶ Xavier Yacono, « La Régence d'Alger en 1830 d'après l'enquête des commissions de 1833-1834 », *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, Aix-en-Provence, 1966, p. 233.

⁷ *Ibid.*, p. 234.

cultivateurs. La Société coloniale de l'État d'Alger demande de rejeter les Arabes dans le Sahara comme les bêtes féroces¹. Le 21 juillet 1834 est rendue une importante ordonnance qui confie à un gouverneur général la haute administration des possessions françaises du Nord de l'Afrique. Jean-Baptiste Drouet d'Erlon en est le premier gouverneur et occupe ce poste au début du mois de septembre 1834. Cette décision est un engagement implicite d'y rester et de pousser plus loin la conquête. Figure d'Empire, le général Drouet d'Erlon « qui a beaucoup vécu en Allemagne », est selon Pückler-Muskau, qui le rencontre en Algérie, « un vieillard aimable et enjoué, de l'ancienne roche.² » La politique du général Clauzel est appliquée derechef. Elle consiste en l'occupation de quelques points sur la côte avec, alentour, un espace vital qui permettait, tant aux garnisons qu'aux citadins de se ravitailler tout en assurant leur sécurité. Mais la paix, cet état de concorde entre de mêmes membres d'un groupe humain nécessaire à l'éclosion d'une nation, n'existe pas. À l'intérieur, les tribus subissent les lois imposées par les chefs de guerre et s'entre-déchirent. L'armée française tente d'entretenir des relations, les plus acceptables possibles, avec leurs chefs respectifs dans l'espoir de les amener à reconnaître la souveraineté de la France. Partout où son drapeau flottait l'entente règne entre les habitants, ce qui dérange les chefs, avides du pouvoir et les incite à guerroyer. La francisation et la christianisation se heurtent à l'islam de l'Afrique du Nord dont les deux principaux chefs de l'intérieur sont le bey Ahmed à Constantine et l'émir Abd el-Kader en Oranie.

Les colons capitalistes appelés les colons en gants jaunes s'installent sur de vastes domaines. Des légitimistes déracinés font de l'Algérie leur véritable patrie. L'un d'entre eux, le baron Vialar fonde, en 1834, une bourgade européenne : Boufarik. Ces Français d'Algérie sont de chauds partisans d'un régime civil. Ils soutiennent Clauzel, qui à Paris, nommé maréchal et pair de France, continue ardemment à la tribune de l'assemblée le combat pour la colonisation. Le maréchal Soult s'occupe d'organiser les troupes françaises mais il doit compter avec la Chambre des députés, hostile aux grandes opérations militaires. Le rapport de La Pinsonnière est très sévère quant au comportement de l'armée et à la politique suivie, il paraît pessimiste en ce qui concerne les possibilités de progrès des populations algériennes : « Nous demandons des colons à l'Europe, cependant nous avons de nombreuses populations autour de nous en Afrique ; pourquoi ne trouverait-on pas chez les indigènes tous les éléments de colonisation ? Pour les coloniser, il faut d'abord les civiliser ; sans civilisation, point de colonie utile à l'Europe. Malheureusement la tâche est difficile et probablement impossible.³ » Quelques pages plus loin, la pensée du rapport, sur ce point, semble se résumer en quelques mots : « Le pays est inculte ; il est dans la barbarie. » Dans ce même rapport, on trouve des éléments contradictoires car on lit au sujet des indigènes : « ils ont leur civilisation à eux, et on aurait le plus grand tort de les comparer aux peuples sauvages de l'Amérique ». Censeur impitoyable, De La Pinsonnière va plus loin : « Vous vous êtes présentés à eux en leur annonçant avec emphase que vous leur apportiez les lumières de l'état social et de la liberté ; ils auraient pu vous répondre qu'ils ont des écoles d'enseignement mutuel depuis des siècles, que tous les Arabes savent lire et que vos paysans croupissent dans l'ignorance. » Lamoricière juge tout aussi sévèrement l'incohérence de la colonisation en Algérie dont le plus clair résultat est, par exemple, de livrer aux représailles adverses ceux des Arabes qui ont pris le parti de la France. « La réalité, écrit-il le 4 mars 1834, est désolante. Voir abandonner des malheureux que nous avons compromis vis-à-vis de leurs coreligionnaires, qui se sont déclarés pour nous pendant l'été, qui nous ont servi de tous leurs moyens, et qu'aujourd'hui nous laissons piller chaque jour par les tribus éloignées qui les châtient sous nos yeux de ce qu'ils ont fait pour nous ; entendre leurs plaintes, voir leur misère... tout cela fait mal. Si tu savais ce qu'ils disent de la France, le peu de foi qu'ils ont dans nos promesses ou nos menaces, le peu d'action que nous avons au dehors et cela avec dix mille hommes autour d'Alger, c'est vraiment honteux.⁴ »

Les augmentations de crédits sont passionnément discutées. Dans la séance de la Chambre du 7 mars 1834, le député Dupin dit : « La colonisation est une chose absurde, point de colons ; point de terres à leur concéder, point de garanties surtout à leur promettre. Il faut réduire les dépenses à leur plus simple expression, et hâter le moment de libérer la France d'un fardeau qu'elle ne pourra et qu'elle ne voudra pas porter plus longtemps. » L'occupation de l'Algérie garde des adversaires acharnés : Desjobert, Hippolyte Passy, de Sade. Presque 23 millions de francs sont demandés pour la conquête au titre de l'année 1835. D'Aubignosc propose une diminution de moitié de ces dépenses⁵. La commission propose 18,5 millions. La Chambre vota finalement un crédit de 20,5 millions de francs, francs, plus que ne voulait celle-ci, mais moins que ne demandait le gouvernement⁶. Ce débat sérieux mené devant devant l'assemblée prouvait que l'évacuation ne comptait plus guère de partisans. La majorité était acquise à l'occupation restreinte. La France entrerait en possession du littoral et s'entendrait avec les chefs indigènes de l'intérieur. Le général Trezel remplace le général Desmichels. Il se rend très vite compte des ambitions d'Abd el-Kader et s'attache à les limiter. Il lui fait savoir que les notes échangées le 4 février 1834, ne font pas partie de la

¹ François Maspéro, *L'honneur de Saint-Arnaud*, Paris, Plon, 1993, p. 89.

² Pückler-Muskau, *Chroniques, lettres et journal de voyage, extraits des papiers d'un défunt, deuxième partie, Afrique*, Paris, 1837, t. I, p.34.

³ Xavier Yacono, *op. cit.*, p. 235.

⁴ Georges Spillmann, « Lamoricière et Changarnier face au problème algérien », *Revue historique des Armées*, n° 2, 1970, p. 84.

⁵ D'Aubignosc, *Nouveau système d'occupation et d'exploitation par le sieur d'Aubignosc, à Messieurs les membres de la Chambre des Députés (27 janvier 1835)*, Paris, impr. de Ducassois, s.d., p. 8.

⁶ Marcel Marion, *Histoire financière de la France*, Paris, 1928, t. V, pp. 156-157.

convention signée le 24 février. Cela est la première source de difficultés et constitue un frein aux surnois ambitions d'expansion de l'émir qui réagit, ouvertement, ne laissant plus aucun doute sur ses intentions. Face au général qui commande la garnison à Oran, et qui le menace d'une guerre d'extermination dans le cas où il ne se soumettrait pas, Abd el-Kader répond : « À quoi penses-tu quand tu nous représentes la guerre comme un mal ? Sais-tu chrétien, que la guerre est le métier du Bédouin et son plus grand bonheur ? Au seul mot de guerre, nos chevaux hennissent de joie ; nos femmes et nos enfants n'y songent qu'avec enthousiasme. Viens donc avec tes mercenaires, et le cri du combat des hommes libres te répondra. Mais si tu veux la paix, ne menace pas. Je suis prêt à m'entendre avec toi et à garder fidèlement les conditions que j'aurai jurées, si la paix peut se concilier avec mes intérêts réciproques. ¹ »

Comme Abd el-Kader a le monopole du commerce des grains, il empêche le ravitaillement d'Oran, ce qui conduit le général Trezel à agir. Le 26 juin 1835, le colonel Oudinot, petit-fils du maréchal de Napoléon, est tué près d'Oran dans la forêt de Moulay Ismaïl, lors d'une charge héroïque à la tête du 2^e chasseurs d'Afrique. Les combats sont acharnés. Le 28 juin 1835, l'émir Abd el-Kader reprend les armes et met en déroute dans le défilé de La Macta six mille soldats français commandés par Trezel. Surprise par cette embuscade, la colonne se disloque et s'embourbe dans un marécage². L'échec est cuisant. La troupe d'Abd el-Kader encore mal équipée, mais connaissant parfaitement le terrain a aisément chassé les Français. Le convoi est pillé et les blessés massacrés. Les pertes humaines et matérielles sont lourdes. Trezel ramène 150 blessés à Arzew. Il a perdu huit cents hommes, son matériel, des armes dont un obusier de campagne. Trezel revendique sa responsabilité dans ce qu'en France l'on appelle un désastre. Il est rappelé. La défaite de la Macta a dû être impressionnante. Cinquante ans plus tard, Émile Masqueray en donne une description : « C'est donc là-bas que l'armée de Trezel, enveloppée de cavaliers sauvages, haletante et rompue, s'est fait harceler sans merci. Le convoi abandonné, les blessés massacrés, leurs têtes coupées avec des cris épouvantables, la colonne assaillie à son tour, aveuglée par la fumée, terrassée par la chaleur, délirant d'épouvante, des hommes nus et sans armes courant avec des éclats de rire au-devant des Arabes, d'autres chantant à genoux un hymne au soleil, les derniers survivants du 66^e de ligne, entonnant *la Marseillaise* comme un chant de mort, le général ne pouvant ni se faire tuer ni se faire obéir. ³ »

Drouet d'Erlon qui a désavoué l'entrée en campagne de Trezel est remplacé par le maréchal Clauzel. Le choléra sévit à Alger en juin 1835, ce qui retarde l'arrivée des renforts. À la fin de l'épidémie, les opérations commencent par des travaux au camp du Figuier et, en septembre l'occupation de Rachgoun, à l'embouchure de la Tafna. Abd el-Kader s'inquiète. Il cherche une alliance avec l'Angleterre à qui il demande de l'aide. Rappelons qu'en 1834, Stanley, ministre des Colonies, répondant à une interpellation de sir Robert Peel, maintenait que l'Angleterre n'acceptait pas la possession d'Alger par la France. Abd el-Kader envoie sa famille dans le Sud et retire de Mascara toutes ses richesses entassées. Le corps expéditionnaire, rassemblé par le maréchal Clauzel, comprend quatre brigades commandées respectivement par Oudinot (le fils du maréchal), Perrégaux, d'Arlanges et Combes. Elles sont renforcées des cavaliers des tribus Douairs et Sméla, des zouaves de Lamoricière⁴ et de fantassins turcs. L'émir lance des attaques mais sans succès. Le dessinateur Gaspard Gobaut réalise un véritable reportage de la campagne de Mascara. Il peint le combat de la forêt de l'Habra du 3 décembre 1835 où le duc d'Orléans sort vainqueur. Horace Vernet reprendra ce thème pour vanter la gloire des armes françaises. Dans le *Combat de l'Habra*, le duc d'Orléans monte un cheval blanc. Quant à Philippoteaux, il retrace dans un dessin l'action héroïque de Lamoricière, à la ferme de Mouzaïa (1836), qui sauve la vie à Olivier Bro, un lieutenant de chasseurs⁵. Clauzel prend pied dans la montagne et débouche sur le plateau d'Aïn Kébira, le 5 décembre 1835. C'est la débandade dans les contingents d'Abd el-Kader qui pillent Mascara avant l'entrée des troupes de Clauzel, le 8 décembre 1835. Clauzel n'occupe pas Mascara et rentre à Oran en passant par Mostaganem. Abd el-Kader, abandonné par les siens, rassemble quelques fanatiques, et veut reprendre Tlemcen. Il est battu par Clauzel le 13 janvier 1836 après quelques combats d'avant-garde.

L'occupation complète est une idée qui fait son chemin. Au début de l'année 1836, l'opposition obtient la démission du cabinet Broglie. Louis-Philippe veut bien faire un geste envers le tiers parti, mais il ne tient pas à désobliger les conservateurs. Talleyrand lui désigne l'homme providentiel : Adolphe Thiers. Bien que flatté par la proposition du monarque, l'orgueilleux provençal hésite, tergiverse. Finalement, le 22 février, Thiers constitue son cabinet. Il a 38 ans. En politique étrangère, Thiers est favorable à l'impérialisme⁶. Les nouvelles parvenant d'Algérie sont mauvaises, ce que le journal *Le Figaro* ne manque pas de souligner en s'interrogeant : « Les navires de nos ports de la Méditerranée sont prêts-à-porter en Afrique les renforts qu'attendent les braves de la Tafna. Est-

¹ Pückler-Muskau, *op. cit.*, t. I, p. 321.

² Bruno Étienne, François Pouillon, *Abd el-Kader*, Paris, Gallimard, 2003, p. 33.

³ Cité par Jeannine Verdès-Leroux, *op.cit.*, p. 131.

⁴ Christophe Louis Léon JUCHAULT DE LAMORICIÈRE est né à Nantes en 1806. Il meurt au château de Prouzel, près d'Amiens en 1865. Polytechnicien, il est capitaine en 1830. Colonel des zouaves, il se distingue à Constantine en 1837. Il est général de division en 1843. Il combat à l'Isly et reçoit en 1847 la soumission d'Abd el-Kader. Député en 1848, ministre de la Guerre après les journées de juin 1848, il est banni (1852-1857) pour son opposition à l'Empire. En 1860, il se met au service du pape. Battu par les Italiens à Cestefidaro, il capitule à Ancône.

⁵ Adolphe Joanne, *Voyage illustré dans les cinq parties du monde en 1846, 1847, 1848, 1849*, Paris, s.d., p. 309.

⁶ Louis Blanc, *op. cit.*, p. 159.

ce que cette terre deviendrait pour nous ce que fut l'Espagne pour Napoléon ? un gouffre toujours dévorant.¹ » Le 25 avril 1836, le général d'Arlanges qui a installé un dépôt de vivres, de munitions et de matériel sur l'île de Rachgoun, ne parvient pas à rompre l'encerclement de son camp retranché. Attiré loin de ses positions, cerné par les troupes de l'émir Abd el-Kader, d'Arlanges tombe dans un piège et il est tué avec trois cents de ses soldats à Sidi-Yacoub. La ville de Tlemcen n'est plus ravitaillée. Les tribus reprennent les armes². Après la bataille de la Sikkak, le 6 juillet 1836, Bugeaud rétablit la situation en Algérie. Adoptant la formation tactique de « la tête de porc³ », ou losange tactique, Bugeaud peut progresser, protéger son matériel et repousser les attaques de l'ennemi. Paraissant sur la plage de la Tafna, 4 500 Français s'avancent vers les 7 000 hommes conduits par Abd el-Kader. Acculés à un ravin, les Arabes sont vaincus. Pour échapper à la mort, des rebelles se précipitent pêle-mêle du haut d'un rocher taillé à pic. Des chasseurs et des voltigeurs les attendent en bas, tirent et déciment les fuyards. Le gouvernement renvoie en Algérie le maréchal Clauzel qui bat plusieurs fois Abd el-Kader et qui, croyant l'Ouest soumis, veut prendre Constantine, ultime bastion turc en Algérie. Clauzel demande 30 000 combattants, un corps d'infanterie indigène de 5 000 hommes, 4 000 cavaliers auxiliaires. Pour qu'Alger ne soit pas « qu'une loge à l'Opéra », selon l'expression de Broglie, Clauzel soutenu par le président du Conseil Thiers accélère ses préparatifs contre Constantine et le dernier des beys turcs. Penché sur la carte, Thiers trace des plans de campagne, fait espérer à Clauzel des renforts et paraît disposé à prendre sur lui la responsabilité des opérations. L'attitude des puissances européennes se borne à quelques bons conseils et quelques vagues promesses. L'Angleterre tient à éviter une rupture avec la France dont la collaboration lui est nécessaire dans les affaires européennes. Londres conseille à la Porte l'attentisme. Palmerston annonce : « Je ne veux pas de conflit sérieux entre nous (France et Angleterre). Ne donnons pas à nos démêlés plus d'importance qu'ils n'en ont. » Il finit par se déclarer, en 1837, prêt à accepter « toutes les mesures que voudrait prendre la France en Algérie à cette seule condition que les territoires de Tunisie et du Maroc demeurent intacts. »

La première expédition contre Constantine, 1836

L'importante et riche province de Constantine est bornée au nord par la Méditerranée, à l'ouest par le Jurjura et la région des Chotts (vastes étendues salines), à l'est par la régence de Tunis et au sud par le « grand désert ». Cette région est traversée par quatre chaînes montagneuses qui en font une « Suisse africaine⁴ » : le Jurjura, qui longe le littoral, dont les contreforts sont abrupts et extrêmement boisés ; le petit Atlas ; plus au sud, le mont Aurès et les versants de l'Oued-Djedi. Ces massifs presque parallèles constituent des refuges naturels pour les résistants algériens poussés à la fuite lors de l'invasion française. Les cours d'eau de la province sont nombreux : la Medjerda, l'Oued-el-Kebir, la Seybouse, le Safsaf et le Rummel. Le beylicat de Constantine est divisé en un très grand nombre de circonscriptions, qui n'ont pas conservé, à l'instar des autres, leur ancien nom d'*arch* (tribu) mais qui ont pris celui d'*enjone* (grandes tribus). Les villes majeures sont des nœuds de communication et des centres d'échanges commerciaux importants. Sur le littoral, on trouve Bougie, Djigelli, Collo, Stora, Bone et La Calle ; à l'intérieur : Sétif, Zamora et Biskra ; dans le désert : Tuggurt et Ouargla. La prédominance de Constantine est cependant incontestable. Le duc d'Orléans l'évoque en ces termes : « C'est un de ces lieux privilégiés de la nature, voués comme certains hommes ou certaines nations à une destinée constante et immuable à travers les siècles, malgré les transformations du sol et les révolutions des peuples. » Gaffarel la décrit comme « la digne capitale du pays environnant », dont elle a « la rudesse sauvage, mais aussi la beauté pittoresque. »

Le bey Hadj Ahmed est le dernier représentant du pouvoir ottoman en Algérie. Il est gouverneur de la province de Constantine depuis 1826. Il cherche depuis les premières années de la conquête française à se faire reconnaître par la Porte comme pacha agissant au nom du sultan turc. Plusieurs fois, il a envoyé au divan des présents, tantôt par Tunis, tantôt par Tripoli. Le gouvernement français a été prévenu de ses démarches. Durant l'année 1836, le bey Ahmed a envoyé à la Porte deux millions pour son investiture. Les musulmans de Constantinople ne manifestent toutefois aucun sentiment patriotique à l'égard de l'Algérie. Apprenant qu'une expédition militaire française se prépare contre Constantine, l'opinion publique turque reste insensible⁵. Le divan prend la chose plus à cœur mais un dignitaire turc affirme qu'aucun secours n'est fourni au bey Ahmed et dément les fausses rumeurs diffusées par la *Gazette d'Augsbourg*. La Sublime Porte ne donne que des encouragements verbaux. Elle ne livre aucun para, aucun grain de poudre et aucune moustache de ses soldats n'ira se battre en Algérie. Après vérification, cette assertion semble exacte. Aucune arme, ni munition n'est sortie des arsenaux de terre et de mer du sultan en direction de l'Algérie. Cette ancienne dépendance ne rapportait que peu d'argent. Il serait futile de vouloir la reprendre. « On est convaincu ici que ce serait inutilement, et non sans de gros dommages, qu'on s'aviserait de vouloir soutenir Alger et en chasser les Français », écrit d'Aubignosc. Les Turcs pensent qu'Alger

¹ *Le Figaro* du mardi 31 mai 1836.

² Paul Thureau-Dangin, *Histoire de la monarchie de Juillet*, Paris, Plon, 1888-1892, t. III, p. 503.

³ Douglas Porch, *Wars of Empire*, Londres, John Keegan, 2000, p. 75.

⁴ Stéphane Faudais, « Le siège de Constantine de 1837, vu par le capitaine du génie Adolphe Niel », *Champs de bataille*, n°32, février-mars 2010, p. 30.

⁵ D'Aubignosc, *La Turquie nouvelle jugée au point où l'ont amenée les réformes du sultan Mahmoud*, Paris, Delloye, 1839, t. II, p. 354.

reviendra sous la suzeraineté du sultan, par lassitude des Français. La conquête de l'Algérie est appréciée par les voyageurs et les observateurs européens. Pückler-Muskau écrit au baron de Voght : « Ce qui est d'abord fort agréable, c'est que l'on peut pénétrer dans toutes les directions à plusieurs lieues dans l'intérieur du pays sans courir le risque d'avoir la tête coupée, bonheur dont on est loin de jouir dans les autres villes de l'empire franco-africain. »¹ Pückler-Muskau vante les mérites du général d'Uzer, « général belliqueux, qui est prêt à s'emparer de Constantine le jour où le gouvernement lui en donnera l'autorisation. » Pour Pückler-Muskau, la conquête de Constantine est indispensable pour supprimer le feu de la résistance². La ville de Constantine se situe au-delà de massifs hostiles dont le plus redoutable est celui des Bibans, avec ses célèbres Portes de fer. La seule manière de s'y rendre est de gagner par mer le port de Bône. Le général d'Uzer, qui commande à Bône, depuis plusieurs années et a su étendre l'influence et la colonisation française, est remplacé, en mars 1836, par le commandant Yousof, nommé bey de l'Est. Aussitôt un grand nombre d'adversaires du pacha et surtout des intrigants de toute sorte, accourent à Bône pour saluer le nouveau bey et le pousser à entamer les hostilités contre Hadj Ahmed. Yousof établit un grand camp à Dréan, s'y installe magnifiquement et y tient une sorte de cour. Yousof, fort de sa réputation, se targue de prendre facilement Constantine. Pendant un dîner, il plaisante : « Mais, mon général, donnez-moi douze cents hommes, et vous n'avez qu'à me laisser partir ; je m'installerais bien moi-même. La route de Bône à Constantine est aussi facile que celle de votre hôtel à mon logement en ville. »³ Les colons d'Algérie ne partagent pas ces sentiments optimistes et écrivent le 27 mai 1836 à Guizot, député de Paris : « Monsieur, les colons d'Alger se souviennent avec reconnaissance que dans les dangers qui, l'année dernière, menacèrent si vivement leur existence, votre crédit et la puissance de votre parole décidèrent du succès de leur cause que vous aviez identifiée à celle de la France elle-même. Lorsque ensuite, dans l'intervalle des deux sessions, les adversaires de la colonie annoncèrent de nouvelles hostilités, notre confiance dans l'intérêt que vous nous aviez témoigné nous empêcha d'abord de concevoir de sérieuses alarmes ; comment d'ailleurs nous persuader qu'après la solennelle reconnaissance de nos possessions d'Afrique, on viendrait dès l'année suivante, renouveler des attaques auxquelles résisterait à peine une colonie mieux affermie que la nôtre ? Malgré toutes nos espérances, nous sommes encore aujourd'hui forcés de combattre, et nous avons recours à nos anciens défenseurs. »

Le 14 avril 1836, Clauzel quitte Alger. Il affirme pouvoir conduire le siège de Constantine en automne. Le gouvernement de Thiers est renversé. Les ministres du cabinet du 6 septembre, notamment Molé et Guizot, se prononcent pour une conquête pacifique. Ils n'approuvent pas Clauzel. L'expédition contre Constantine est poursuivie parce qu'elle est déjà engagée mais à Paris, elle n'est pas approuvée⁴. On refuse à Clauzel les 10 000 hommes de renforts qu'il réclame. Le 29 octobre 1836, le prince royal débarque. Clauzel établit la proclamation suivante : « Je vais marcher sur votre ville, m'en emparer et planter sur ses murailles le drapeau français : tels sont les ordres du Roi, mon souverain, ils seront exécutés. »⁵ L'armée, forte d'environ huit mille hommes, part de Bône le 13 novembre. Dans ses rangs se trouvent des Algériens ennemis du bey de Constantine comme Benzekri.

Colonne chargée de mener le siège de Constantine en 1836

Commandant en chef : maréchal Clauzel, assisté du duc de Nemours, des généraux de Rigny et Trezel. L'armée était divisée en quatre brigades.

Le colonel Lemercier, du génie, était directeur du siège. Le colonel de Tournemine commandait l'artillerie. Berbrugger, secrétaire du maréchal, suivait l'expédition comme historiographe.

État-major :	30 officiers
Infanterie (59 ^e , 62 ^e , 63 ^e de ligne, 2 ^e , 17 ^e léger, 1 ^{er} bataillon d'Afrique, compagnie franche) :	5 300 hommes
Génie, 17 compagnies :	650 hommes
Artillerie :	545 hommes
Ouvriers d'administration et train :	250 hommes
Cavalerie :	895 hommes
3 ^e chasseurs d'Afrique, spahis réguliers et gendarmerie	
Troupes indigènes :	500 hommes
Bataillon turc : 300 hommes	
Spahis irréguliers : 200 hommes	
2 000 chevaux et mulets accompagnent la colonne	
Total :	8 170 hommes

¹ Pückler-Muskau, *op. cit.*, t. II, p. 2. Lettre adressée au baron de Voght, à Hambourg, Bône, 4 avril 1835.

² *Ibid.*, p. 3.

³ *Ibid.*, t. I, p. 84.

⁴ Paul Thureau-Dangin, *op. cit.*, pp. 507-508.

⁵ A.M.A.E., M&D, Algérie, vol. 9. Bône, 4 novembre 1836.

La campagne commence sous de mauvais auspices. Pendant dix-huit heures, des pluies diluviennes rendent les chemins impraticables. Les intempéries gênent les Français dans toutes leurs manœuvres. Le 16 novembre 1836, une soixantaine de mulets chargés de munitions destinées à l'artillerie et convoyés par des autochtones prend le large, réduisant la puissance de feu des forces françaises. Une voiture est à l'époque poussée par les soldats eux-mêmes. Les soldats sont trop lourdement chargés. Ils portent 7 à 8 jours de vivres ainsi que 60 cartouches¹. Ils sont lents, il leur est impossible de faire des mouvements rapides et beaucoup succombent sous le poids. Les intempéries clouent le convoi. Les paisibles ruisseaux deviennent des torrents aux eaux impétueuses et glaciales. Le 62^e de ligne laisse sur son bivouac cinquante cadavres gelés². L'Afrique réveille les souvenirs de la campagne de Russie : « Nous fumés exposés là, dit le maréchal Clauzel dans son rapport, à toutes les rigueurs d'un hiver de Saint-Pétersbourg, en même temps que les terres entièrement défoncées représentaient aux vieux officiers les boues de Varsovie.³ »

Le 21 novembre 1836, les Français arrivent devant Constantine. Le maréchal se porte en avant. Il a hâte de savoir si les portes de la ville vont s'ouvrir. La place est là, suspendue sur son rocher, entourée des trois côtés par un ravin à pic. Sur tous les points, à l'exception d'un seul, cette ville est défendue par la nature. Un ravin de 60 mètres de largeur, d'une immense profondeur, et au fond duquel coule l'oued Rummel, présente pour escarpe et contrescarpe un roc taillé à pic, inattaquable par la mine comme par le boulet. Le plateau de Mansourah communique avec la ville par un pont très étroit et aboutissant à une double porte très forte et bien défendue par les feux de mousqueterie des maisons et des jardins qui l'entourent. Tout semble silencieux et immobile. Soudain, deux coups de canon retentissent⁴. C'est le tir d'une pièce de 24 dirigée contre les positions françaises. Le drapeau rouge est arboré. Les remparts s'animent. Les combattants s'y précipitent, tandis que le peuple répond aux prières du muezzin. La ville compte 25 000 habitants fanatisés. Elle est défendue par une garnison de 3 000 hommes. Audehors, le bey tient la campagne avec sa cavalerie. L'armée française est épuisée. Elle ne dispose pas d'artillerie de siège. Les rôles sont échangés, d'assiégeants, les Français finissent par être les assiégés. Sur le plateau de Mansourah, ils essuient des tirs nourris. Dans la matinée du 22, dans le camp français, plusieurs hommes sont retrouvés morts de fatigue et de froid. Les cas de congélation sont nombreux. Le convoi est perdu. Le colonel de Tournemine essaie de faire hisser un canon de 8. On franchit le gué du Bardo, mais lorsqu'il s'agit de gravir la pente, sous les balles des postes avancés, on s'épuise en efforts surhumains. Les chevaux s'enfoncent dans la terre détrempe. Les roues enlisées jusqu'au moyeu, demeurent immobilisées. Durant la nuit du 23 au 24 novembre, Clauzel ordonne des attaques simultanées contre les deux portes de la ville : celles d'El-Kantara et du Coudiat-Ati. Le général Trezel tombe grièvement blessé. Avec quatre cents hommes, Duvivier mène l'assaut contre celle du Coudiat-Ati. Il pourrait se rendre maître de la ville mais son élan n'est pas soutenu. Il perd cent quatre-vingts hommes, tués ou blessés, tous presque à bout portant⁵. Les combats se terminent tardivement. Un lourd silence règne puis le signal de la dernière prière part du minaret de la principale mosquée. Des versets du Coran sont lancés dans les airs et sont répétés sur les remparts par des milliers de voix fermes. L'espoir de prendre Constantine est perdu. Les troupes d'Ahmed contraignent les forces françaises à se replier et à fuir le champ de bataille, le 24 novembre 1836, après avoir subi d'énormes pertes humaines et matérielles. Le clairon sonne la retraite. Il neige et des nuées de cavaliers fondent sur les flancs et les arrières des troupes. Il faut abandonner plusieurs caissons d'artillerie et quatorze voitures de blessés. L'héroïque commandant Nicolas Changarnier hurle pour galvaniser les soldats : « Mes amis, regardez ces gens-là, ils sont six mille, et vous êtes trois cents ; vous voyez bien que la partie est égale. Vive le Roi ! et attention à mon commandement !⁶ » Les hommes, formés en carré, attendent calmement l'ennemi à portée de tir. Ils dirigent sur lui un feu meurtrier, sur trois faces, qui jonche le sol de cadavres. L'adversaire est foudroyé alors que les pertes se limitent à un officier et seize hommes. Le commandant Changarnier est blessé ainsi que 40 de ses soldats. La retraite est protégée à Somah, ce qui donne à ce triste épisode militaire un caractère glorieux, mais les traînards sont sauvagement massacrés : « Plus d'un soldat épuisé s'affaisse sur le sol, écrit l'historien Paul Thureau-Dangin, et, s'enveloppant la tête, attend avec une sombre résignation la mort qu'il va bientôt recevoir des rôdeurs ennemis. » Le 1^{er} décembre 1836 arrive à Bône ce qui reste de l'armée. Les rapports officiels font état de 453 morts ou égarés et 304 blessés, mais on peut estimer que Clauzel a eu près de 3 000 hommes hors de combat. Clauzel est rappelé à Paris pour rendre compte du fiasco. Conforté par son succès militaire, Ahmed refuse toute négociation. Il espère l'aide de Tunis, voire celle de Constantinople. Triomphant, il exhibe sept cents têtes de chrétiens et reçoit du sultan le titre de pacha. Mahmud lui expédie le caftan⁷, le sabre et un firman⁸. C'est suffisant pour lier religieusement les tribus avec le bey de

¹ Jean-Pierre Bois, *Bugeaud*, Paris, Fayard, 1997, p. 381.

² *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} mars 1838.

³ Paul Thureau-Dangin, *op. cit.*, p. 511.

⁴ Société de militaires et de gens de lettres, *Histoire des armées françaises de terre et de mer de 1792 à 1837*, Paris, Delloye, 1838, t. V, p. 364.

⁵ *L'Illustration* du 15 juillet 1848.

⁶ Société de militaires et de gens de lettres, *op. cit.*, p. 514.

⁷ Robe d'apparat.

⁸ Chambre des Députés, session de 1837. Discours, qui n'a pas pu être prononcé, à l'occasion du crédit extraordinaire demandé pour Alger par Robineau de Bougon, député de la Loire-Inférieure.

Constantine, ce qui augmente considérablement son influence. Damrémont tempête et écrit à Guizot depuis Marseille le 10 décembre. Il s'interroge sur l'opportunité de prendre Constantine. Pour mener ce siège, il a fallu dégarnir Alger et les Arabes ont paru aussitôt sous les murs de la ville. Cette imprudence aurait pu provoquer un terrible résultat. Après l'échec de l'expédition française contre Ahmed, la Porte espère pouvoir reprendre l'Algérie. L'opinion publique turque jusque-là insensible au sort du bey change d'avis¹. Elle apprend les massacres et les tortures. Les sentiments d'estime qu'avaient les Turcs depuis trois siècles pour la France et l'admiration qu'ils portaient aux récits des grands triomphes de la République et à Napoléon se transforment en sentiments de répugnance. La défaite de Clauzel devant Constantine en 1836 leur laisse penser qu'il est possible de résister aux Français. Les Kabyles et les Arabes le prouvent. Constantinople s'efforce d'obtenir l'intervention politique du gouvernement anglais et entreprend des démarches diplomatiques à Paris. La France décide de réagir avec vigueur. Il faut prendre Constantine. Quant à Palmerston, au nom du gouvernement britannique, il annonce à Reschid bey qu'il ne peut pas se brouiller avec Paris à cause de la question algérienne.

Le traité de la Tafna

Le 30 mai 1837, Bugeaud outrepassa les directives gouvernementales et conclut le traité de la Tafna avec Abd el-Kader. Une entrevue se déroule le 31 mai 1837, soit le lendemain de la signature du traité entre Bugeaud et l'émir Abd el-Kader. Elle est rapportée par Charles-Henry Churchill, contemporain, devenu ami de l'émir qu'il rencontre à plusieurs reprises tant en France qu'au Liban et enfin en Syrie :

« BUGEAUD : Savez-vous qu'il y a fort peu de généraux qui auraient osé faire le traité que j'ai conclu avec vous ? Mais je n'ai pas craint de vous agrandir et d'ajouter à votre puissance, parce que je me sentais assuré que vous n'usiez de grands moyens que nous vous donnons, que pour améliorer la condition des Arabes, et pour maintenir paix et bonne intelligence avec la France.

ABD EL-KADER : Je vous remercie des bons sentiments que vous nourrissez à mon égard. S'il plaît à Dieu, je ferai le bonheur des Arabes ; et si jamais la paix est brisée, ce ne sera pas de mon fait.

BUGEAUD: Sur ce point, je suis votre caution auprès du roi des Français.

ABD EL-KADER: Ce faisant, vous ne risquez rien. Nous avons une religion qui nous oblige à tenir notre parole. Je n'ai jamais trahi la mienne.

BUGEAUD: Je compte sur elle, et c'est dans cette conviction que je vous offre mon amitié personnelle.

ABD EL-KADER: J'accepte votre amitié, mais que les Français prennent garde de ne pas écouter les intrigants.

BUGEAUD: Les Français ne sont pas menés par des considérations personnelles, ce ne sont pas les actions isolées de quelques individus qui peuvent rompre la paix. Ce ne pourrait être que la violation du traité, ou quelque manifestation notoire d'hostilité. Quant aux attentats individuels, nous y veillerons, et nous les punirons chacun de notre côté.

ABD EL-KADER : Très bien. Il vous suffira de m'en avertir, et les coupables seront punis.

BUGEAUD: Je recommande à vos bons soins les Koulouglis qui peuvent rester à Tlemcen.

ABD EL-KADER : Soyez rassuré sur ce point, ils seront traités comme des citoyens (...)

BUGEAUD: Avez-vous ordonné de rétablir les relations commerciales avec Alger et autour des villes ?

ABD EL-KADER: Pas encore ; mais j'ai l'intention de le faire lorsque vous m'aurez mis en possession de Tlemcen.

BUGEAUD: Vous devez savoir que je ne puis le faire avant que le traité n'ait été approuvé par le Roi.

ABD EL-KADER: Comment, vous n'avez donc pas le pouvoir de traiter ?

BUGEAUD: Si, mais il faut que le traité soit approuvé. C'est une nécessité pour vous, comme garantie, car il n'était pas fait que par moi, tout autre général envoyé pour me remplacer serait capable de l'annuler ; alors qu'une fois le traité approuvé par le Roi, mon successeur sera dans l'obligation de s'y tenir.

ABD EL-KADER: Si vous ne me rendez pas Tlemcen, conformément aux stipulations du traité, je ne vois pas la nécessité de faire la paix. Ce ne sera guère qu'une trêve.

BUGEAUD: C'est vrai. Mais avec cette trêve, c'est vous qui y gagnerez ; car aussi longtemps qu'elle durera je ne détruirai pas les moissons.

ABD EL-KADER: Détruisez-les si vous voulez, cela m'est égal. Je vous donnerai par écrit, autorisation de détruire tout ce que vous pouvez, ce ne sera que peu de choses, et il restera encore abondance de grain aux Arabes.

BUGEAUD: Je ne crois pas que les Arabes soient de cet avis.

ABD EL-KADER demanda ensuite quel délai serait nécessaire pour recevoir de France la confirmation du traité.

BUGEAUD : Environ trois semaines.

¹ D'Aubignosc, *La Turquie nouvelle*, p. 358.

ABD EL-KADER : C'est plutôt long. Quoi qu'il en soit, nous ne pouvons rétablir nos relations commerciales qu'après la nouvelle de l'approbation du Roi. Alors la paix sera définitive. ¹»

Ces discussions entraînent d'interminables moqueries de la part du *Charivari* : « Le gouvernement vient, dit-on, d'expédier plusieurs paires de gants en Afrique, à l'adresse de M. Bugeaud, afin que ce farouche guerrier puisse continuer à en prendre pour parler au vagabond Abd el-Kader. ²» Bugeaud est surnommé par ce journal « le pacificateur d'Oran Outang. » Bugeaud déçoit. On croit qu'il va tout incendier, tout bousculer, tout massacrer, mais ces préparatifs de guerre ne sont que des préparatifs de paix. Vingt mille hommes partent en Afrique : « On les avait envoyés à grand frais en Algérie avec armes et bagages, non pour tirer des coups de fusil aux bédouins, mais pour leur tirer des coups de chapeau, non pour leur offrir la bataille, mais pour leur offrir des poignées de main. » Parmi les mécontents, on retrouve Lamartine qui refuse de voter un crédit supplémentaire, le 21 janvier 1837, pour couvrir les frais de la première expédition de Constantine.

Le général Valée³ veut établir une continuité territoriale entre Alger et Constantine. Il songe à refaire l'occupation romaine. Il prévoit à partir d'Alger de diviser le pays en trois zones : une zone littorale de colonisation intégrale où seraient appliquées le régime civil et les lois françaises, une zone mixte dont les cercles seraient administrés par l'armée et enfin une zone où l'administration serait déléguée à des chefs arabes, sous le contrôle des commandants de province, sur le modèle du Constantinois. Le maréchal Valée exerce une autorité exclusivement militaire. En conservant toutes les formes de l'administration musulmane, moins les violences et les cruautés, son pouvoir est absolu. Les chefs indigènes se permettent encore quelques exactions. Elles sont rares et sévèrement punies. Toutefois, cela n'est rien en comparaison de ce que les Arabes avaient à souffrir sous le régime des Turcs et sous l'autorité d'Ahmed, dernier bey de Constantine et allié d'Abd el-Kader. Il est difficile d'annexer l'Est de l'Algérie sans rompre la paix avec Abd el-Kader. Sur la frontière floue fixée au Hamza par le traité de la Tafna, l'émir a verrouillé l'accès des Bibans par une ligne de forts. Les limites du royaume reconnu de l'émir sont imprécises, tout particulièrement pour le Constantinois, mais en l'espace d'à peine cinq ans, Abd el-Kader va parvenir à imposer sa souveraineté sur les deux tiers de l'Algérie en contrôlant la province d'Oran, celle du Titteri, occupant les villes de Miliana et de Médéa où il installe son frère Mustafa. L'émir jette les fondements islamiques d'un État nouveau dans une société tribale et dominée. Il supprime les distinctions traditionnelles entre les tribus et perçoit l'impôt sous la forme de la dîme coranique, mais la verse dans un trésor public qui sert à rémunérer les magistrats nommés et contrôlés par lui. Il crée une véritable armée régulière avec un drapeau, des spécialités, des grades et des uniformes. Pour essayer de contraindre les tribus et lutter contre le clientélisme familial, Abd el-Kader crée une monnaie et un corps de fonctionnaires. Il fait frapper deux espèces de monnaies, l'une et l'autre de cuivre. La *moh'ammadia* du poids de 0,75 gramme, et la *nosfia* du poids de 0,53 gramme. Il établit une capitale, Tagdempt, au lieu même de l'ancienne capitale, Tahert, d'une dynastie prestigieuse, les Rostémides. Dans sa nouvelle capitale dont la première pierre est posée en mai 1836, l'émir installe des fabriques pour l'armement et des réserves pour la nourriture. Bugeaud s'appuie sur la liberté du commerce stipulée par l'article X du traité de la Tafna pour se procurer chez les Arabes d'Abd el-Kader les chevaux nécessaires à la remonte de sa cavalerie mais l'émir défend à ses sujets de vendre des chevaux aux Français. Pour venir à bout de la résistance d'Abd el-Kader, Bugeaud doit interdire la sortie du soufre, du fer et de l'acier destinés aux approvisionnements de l'émir qui finit par céder. Le commandant Guérbe est envoyé à Mascara pour procéder à l'achat de cinquante chevaux⁴. La métropole croit à la soumission d'Abd el-Kader. Or celui-ci, à qui Bugeaud fournit des armes – jusqu'à 1 000

¹ Charles Henry Churchill, *La vie d'Abd-El-Kader*, Alger, 1981, pp. 134 à 136.

² *Le Charivari* du mardi 4 juillet 1837.

³ Sylvain-Charles, comte VALÉE est né à Brienne-le-Château le 17 décembre 1773. Orphelin, il est nommé élève du roi à l'École militaire de Brienne à l'âge de huit ans, puis il entre à l'École d'artillerie de Châlons. En 1793, il est lieutenant d'artillerie. Il participe aux sièges du Quesnoy, de Landrecies, de Charleroi, de Valenciennes, de Condé et de Maastricht. Capitaine, il sert dans l'armée du Rhin commandée par Moreau. En 1802, il passe chef d'escadron. Il participe à la campagne d'Austerlitz comme inspecteur général du train d'artillerie. Il se distingue aux batailles d'Eylau et de Friedland. Napoléon l'envoie en Espagne. Après la reddition de Saragosse, il a le commandement de l'artillerie du 3^e corps, devenu l'armée d'Aragon. Général de brigade en 1809, il sert sous les ordres du général Suchet aux sièges de Lérida, de Tortose, de Mequinenza, de Sagonte et de Tarragone. Après la prise de Tarragone, en 1811, qui a résisté à cinq assauts, l'Empereur le nomme général de division. Il suit le maréchal Suchet devant Valence qu'il oblige, par le feu de ses canons, à ouvrir ses portes. Il met en état de défense toutes les places sous le commandement du duc d'Albufera. Face aux forces anglo-espagnoles, il sauve pendant la déroute l'immense matériel des troupes françaises en Espagne. Pour le remercier, Napoléon le crée comte de l'Empire. Après le retour de l'île d'Elbe, Valée est chargé de l'armement de Paris que le général Haxo doit mettre en état de défense mais l'Empereur succombe une seconde fois sous les coups de l'Europe coalisée. Valée est appelé par Gouvion-Saint-Cyr en 1818 à faire partie d'une commission de défense du royaume. En 1822, le gouvernement crée pour lui la fonction d'inspecteur du service central de l'artillerie. En 1827, il dote la France d'un nouveau système de matériel de campagne, de siège et de place. Par une ordonnance du 27 janvier 1830, Charles X le fait Pair héréditaire du royaume. Après la révolution de Juillet, Valée se retire dans le Loiret et se consacre à l'agriculture. Il est rapidement rappelé de sa retraite. En 1834, il est conseiller d'État chargé des questions relatives à la fabrication de poudre et du commerce du salpêtre. En 1837, lors de la seconde expédition contre Constantine, le cabinet obtient du roi que l'artillerie et le génie soient dirigés par le général Valée. Un boulet des assiégés frappe le général en chef Damrémont. Valée le remplace. À l'annonce de la prise de Constantine, Louis-Philippe le nomme gouverneur général de l'Algérie et lui envoie le bâton de maréchal de France. Il mène désormais la lutte contre Abd el-Kader. Il quitte définitivement l'Algérie le 18 janvier 1841 et préside la commission pour l'armement de Paris. Il meurt à Paris le 16 août 1846. Ses restes sont déposés aux Invalides et le roi ordonne que sa statue serait placée à Versailles.

⁴ Voir la lettre de Daumas à Auvray le 10 décembre 1837 depuis Mascara et se reporter aux dépêches de Bugeaud au ministre de la Guerre en date du 30 octobre, des 12 et 14 novembre 1837.

fusils – pense, lui, que les Français le laissent dominer l'essentiel du pays – quitte à l'aider à se débarrasser de ceux qui contestent les accords conclus¹. Mais voilà que le général Damrémont, à l'Est, cherche à occuper Constantine.

La seconde expédition contre Constantine, 1837

Malgré le désir de la France de commencer les négociations avec le bey de Constantine, celui-ci se déclare peu enclin à signer un traité et à entamer les conversations tant que les troupes françaises n'évacueraient pas ses territoires. Ce refus provient de l'appui que l'Angleterre, la Russie et la Sublime Porte, lui accordent. Suivant les conseils de lord Ponsonby, une escadre turque part de Constantinople le 20 juillet 1837. Sa mission consiste à rétablir la domination turque à Tunis, détrôner Mustapha et envoyer des secours à Constantine. L'amiral turc dépasse Malte et se dirige vers l'ouest avec un vent favorable. Ferdinand-Philippe d'Orléans, fils aîné du roi Louis-Philippe, s'inquiète du mouvement de cette flotte : « Cet armement turc n'a pour but que de s'emparer de Tunis comme on a fait de Tripoli l'année passée, d'encourager la résistance d'Ahmed et de nous ébranler dans toute la Régence.² » Les relations diplomatiques entre la France et la Sublime Porte sont à cette époque tellement mauvaises que *le Charivari* prête ces mots à Balzac dans une lettre humoristique intitulée « D'un nouvel obscurcissement de l'horizon du côté de l'Orient, ou préparatifs d'hostilité de la part de M. Honoré de Balzac, qui menace de traiter les Turcs comme ses défunts lecteurs », écrite à bord de *l'Ennuyeux*, en rade de Constantinople, le 20 août 1837 : « Grand Sultan, Je commence par te déclarer que tu me sembles bien petit. Depuis l'instant où tu as été informé de ma prochaine arrivée dans ton empire, avec une pacotille de mes romans, tu n'as cessé de prendre des mesures ayant évidemment pour but de me vexer préventivement, et d'empêcher le débit de ma cargaison. Il est clair, Sultan, que tu es jaloux de ma gloire et que tu redoutes la concurrence. Tu me permettras de te dire que c'est absurde ; il n'y a aucun rapport entre nos gloires, puisque la tienne va en Croissant. Tu sais, Sultan, que je possède la science physiognomonique, ou l'art de connaître le caractère de l'homme, ses aptitudes et ses penchants d'après les signes extérieurs de sa conformation. D'après ta conduite à mon égard, je parie que tu as le nez aquilin, ce qui indique que tu n'aimes pas le style amphigourique ; que le croc de tes moustaches incline sur la lèvre supérieure, preuve que tu es envieux de la renommée de celui qu'on appelle le plus fécond des romanciers ; et enfin que tu as l'habitude de commencer ta promenade du pied gauche, signe certain que tu ne saurais goûter *Séraphia*, *le Lys dans la Vallée*, *la Vieille Fille*, etc. Venons aux faits, qui non moins sûrement que la divination physiognomonique démontrent chez ta Hautesse, ou plutôt chez ta Petitesse, le dessein bien arrêté de me turlupiner. Tu as commencé par défendre temporairement aux dames turques de se montrer dans les lieux publics, et cela, bien certainement dans le but de m'empêcher d'exercer sur elles l'influence de mon regard fascinateur et l'irrésistible séduction de ma canne. Comme cet ordre était général, tu savais bien que cela me vexerait considérablement en m'empêchant de remplir un des principaux objets de mon voyage, l'étude et l'analyse de la femme turque de 30 à 50 ans. Tu as fait pendre aux plus hauts créneaux de ton sésail quelques malheureuses dont tout le tort était d'avoir le cœur romanesque et sensible, comme pour me narguer et me dire : 'Tiens ! voilà comme je comprends la femme supérieure.' Atroce calembourg ! Non content de tous ces méchants tours, tu viens m'enlever tout espoir de faire acheter et lire mes romans par tes sujets et tes sujettes, en leur défendant de s'étendre sur des ottomanes et de s'endormir pendant le jour. Tu n'ignorais pas que cet amour pour le sommeil était l'unique espoir qui m'avait déterminé à me rendre dans ton empire, avec une pacotille de mes dernières productions. Il ne te manque plus, pour m'enlever toute chance de débit, que de défendre à ton peuple de bâiller. Crois-tu aussi que je n'aie pas très bien compris que ta sollicitude, pour répandre dans tes états la connaissance de la langue française, était encore un nouveau moyen d'empêcher ton peuple de goûter les romans d'Honoré de Balzac. Par mon comtat de Rhoon, et mon marquisat de Vieillerglé ! je ne serais pas étonné que tu en vinsses à rendre une ordonnance à l'effet de faire cesser la vénération que la nation turque a professée jusqu'à ce jour pour les hamakos, autrement dit les gens dépourvus de bon sens. Tu me priverais ainsi de l'accueil distingué qui m'attendait dans tes États. Mais je ne pense pas, Sultan, que je me laisserai ainsi ruiner et vilipender sans user de représailles. Ah ! tu veux me causer de l'ennui ; mais saches donc que je puis te le rendre au centuple. Demande à mes lecteurs ce dont je suis capable sous ce rapport. Si, dès la présente reçue, tu ne révoques pas tes ordonnances anti-Balzachiennes, je te déclare immédiatement la guerre ; et nous verrons à qui des deux elle sera le plus funeste. Je sais que tu peux m'envoyer sur mon navire des boulets, des balles et des biscailiens ; mais, moi, je riposterai avec des projectiles bien autrement fâcheux. Je ferai pleuvoir sur ta ville, sur ton palais, sur toi, sur ton peuple une grêle de mes romans, sans parler de ma canne, et gare dessous ! Je veux être un marquis de rencontre s'il n'y a pas de quoi vous assommer en masse. Peut-être objecteras-tu que ces projectiles lancés de mon navire ne parviendront pas tous à leur but, et qu'un grand nombre retomberont dans la mer. Qu'est-ce que cela me fait ? je suis habitué depuis longtemps à voir mes ouvrages tomber dans l'eau. C'est à toi de décider si tu veux t'exposer à ces terribles représailles. Choisis de la paix ou d'une guerre à mort. J'attends ta réponse à bord de *l'Ennuyeux*. Balzac. P.S.

¹ Marc Ferro, *Le livre noir du colonialisme*, Paris, Robert Laffont, 2003, p. 491.

² Ferdinand-Philippe d'Orléans, *Correspondance*, Paris, C. Lévy, 1889, p. 192. Lettre à Chabaud-Latour, 22 août 1837.

J'oubliais de te déclarer que tu ne dois pas te flatter de pouvoir couler à fond mon navire, car il est arrivé sans encombre dans cette rade chargé de ma personne, de mes romans et de ma canne. C'est te dire que rien n'est capable de le faire enfoncer. »

Le roi perçoit, lui aussi, le danger. Le télégraphe porte l'ordre à tous les bâtiments de guerre disponibles de faire voile vers Tunis¹. Le *Charivari* émet des doutes sur le succès de l'envoi de la flotte française. Le journal satirique affirme que l'escadre turque a probablement déjà accompli sa mission et que le triomphalisme du gouvernement est exagéré. Sa détermination ne serait que de la poudre jetée aux yeux : « Si l'escadre turque ne veut pas s'en aller, la notre a pour mission de lui tirer des coups de canon pour la forcer ? Y pensez-vous ? tirer des coups de canon contre des vaisseaux turcs, surtout quand les éclats pourraient tuer des sujets russes. Oh non ! notre escadre a pour mission comme dit le *Temps* de se tenir en observation avec force et fermeté. Fichtre ! Il y a bien là de quoi porter la terreur ... parmi les harengs et les soles. » Tout débarquement turc doit être empêché, de gré ou de force. Cependant, le comte de Pahlen, ambassadeur de Russie en France, menace le ministre français des Affaires étrangères : « le premier tir d'un vaisseau français sur un vaisseau turc serait considéré par le gouvernement russe comme une déclaration de guerre par la France. ² » Parties de Toulon, deux divisions navales françaises, sept vaisseaux au total, sous les ordres des contre-amiraux Gallois et Lalande³, obligent l'escadre turque à faire demi-tour. Des navires français l'escortent même jusqu'aux Dardanelles⁴, toutefois mille deux cents soldats turcs auraient débarqué à Tripoli dans le but, quasiment impossible, de marcher sur Constantine. Hadj Ahmed bey, pacha de Constantine, perd l'appui qu'il attend illusoirement de Tunis. Des vaisseaux de ligne français s'embossent devant la Goulette. L'amiral Gallois tombe très gravement malade mais un sérieux avertissement est donné à tout complot ourdi par les Turcs ou les Anglais.

L'émir Abd el-Kader et les tribus de l'Ouest s'engagent à rester neutres dans le conflit qui oppose la France au bey de Constantine. Ahmed résiste à l'occupation française. Ce bey, contrairement à tous les usages est coulougli, c'est-à-dire fils d'un Turc et d'une Arabe⁵. Il cherche en vain à négocier sa victoire tant auprès des Français que du sultan. Le *Charivari* peste contre ces préliminaires : « Pendant deux mois, on arme les vaisseaux, on embarque des troupes, on bat le tambour, on part de France sur le pied de guerre pour arriver devant Constantine sur le pied de paix. Il va sans dire que toutes ces charges bellico-pacifiques retombent sur le dos des pauvres contribuables. Vous verrez qu'à la prochaine session on demandera au budget de la guerre un supplément de quelques centaines de millions pour frais de paix. ⁶ » Quant à la reprise des hostilités, elle est accueillie avec satisfaction et une pointe d'ironie habituelle dans ce journal satirique d'opposition : « On annonce ce soir que les diplomates de l'école Bugeaud indignés des façons hautaines du bey Ahmed de Constantine se sont décidés à rompre les négociations et à faire la guerre. Il faut que le Bédouin ait été bien insolent. ⁷ » Des armes sont envoyées aux troupes françaises mais au fond d'une caisse se trouvent deux paquets garnis d'or et de brillants. Ce présent d'une valeur de 200 000 francs est destiné à acheter la paix après le conflit. Le *Charivari* remarque l'absurdité d'un tribut versé par le vainqueur au vaincu. Ces pratiques motiveraient l'acharnement du bey de Constantine à résister pour jouir des bienfaits de la France après sa défaite. Cette guerre de circonstance ne serait qu'une mascarade en raison des prochaines élections :

« Lettre belliquo-amicale de M. Damrémont au Bey de Constantine. – Sublime Bey, À Dieu ne plaise que je m'écarte jamais du respect qui vous est dû ; mais vous me permettez de vous dire que vous êtes parfaitement cocasse. Comment ! lorsque je me prosternais devant vos sublimes babouches pour vous demander la paix (à tout prix), vous m'avez dédaigneusement repoussé. Et maintenant que vous m'avez forcé, bien malgré moi, à me mettre sur le pied de guerre, voilà que l'humeur pacifique vous revient. C'est fantasque, mais pourtant ça ne m'étonne pas, moi qui, depuis vingt-cinq ans, appartiens à ce qu'on appelle en France la nation officielle, je ne m'étonne pas que l'on change d'opinion du jour au lendemain. Je veux seulement vous faire observer que vous avez mal choisi votre temps. Certes, en toute autre saison, peu nous importerait de contremander nos préparatifs d'expédition, et de renouer avec vous des négociations de paix, même après avoir essuyé vos dédains humiliants et déclaré que nous étions résolus à vous exterminer. Mais pour le quart d'heure c'est impossible, attendu que l'on va faire en France des élections générales, et vous devriez savoir, ô Bey imprudent, que c'est l'instant où, par extraordinaire, le système français a soif de gloire, de victoires, et se montre chatouilleux en diable, à l'endroit de l'honneur national. Il faut absolument que nous gagnions une bataille pour gagner des voix, et c'est sur vous que le système a jeté son dévolu pour orner de lauriers la cruche électorale. Pour ce motif, et malgré tout notre désir de vous être agréable, nous ne pouvons donc pas nous dispenser de vous administrer une petite frottée. Peut-être avez-vous cru pouvoir vous autoriser de l'exemple d'Abd el-Kader, qui nous a impunément turlupinés et fait aller.

¹ *Ibid.*, p. 193.

² *Times* du 19 septembre 1837.

³ Après un commandement sur le vaisseau *Ville de Marseille* à la station du Levant, Lalande fut promu contre-amiral le 22 janvier 1836.

⁴ D'Armagnac, *op.cit.*, p. 29.

⁵ Alexis de Tocqueville, *De la colonie en Algérie*, Paris, Complexe, 1988, p. 44.

⁶ *Charivari*, 22 août 1837.

⁷ *Ibid.*, 28 août 1837.

D'accord ; mais il n'était pas alors question d'élections, et je vous l'ai déjà dit, c'est seulement lorsqu'il s'agit de renouveler une Chambre que nous devenons féroces. J'en suis vraiment désolé ; vous nous avez pris dans notre mauvais moment. Il existe encore un autre motif plus grave, peut-être, qui ne nous permet pas de renouer avec vous des négociations. Sur le bruit de la déclaration de guerre, un de nos princes aînés s'est mis en route pour l'Afrique, et il a été convenu qu'il remporterait dans ces parages une victoire éclatante, au plus tard fin courant. Les arcs de triomphe sont prêts, les vers en l'honneur du triomphateur sont prêts, et, ce qui est encore plus important, la demande d'apanage en récompense de ce triomphe est prête. C'est vous dire que le prince y attache un grand prix. Je suis persuadé, mon cher Bey, que vous êtes trop délicat pour vouloir ainsi priver le système de bonnes élections et le prince de gloire et d'apanage. Laissez-nous donc, pour le quart d'heure, vous combattre à mort. Nous n'en serons pas moins bons amis ensuite ; au contraire. Permettez donc que nous vous enlevions votre ville et vos provinces, vous n'y perdrez rien ; soyez tranquille. Au lieu d'un traité que vous demandez avant les élections, vous en aurez, après les élections, deux, trois, quatre, si ça vous fait plaisir. Enfin, vous aurez tout ce que vous voudrez, je ne peux pas mieux vous dire. Vous pouvez vous en rapporter à moi, car j'ai été l'un des signataires de la capitulation de Paris en 1814, et je sais comment il faut traiter les ennemis de la France. Agréez, etc. Votre ennemi passager. Denys Damrémont. »

Au mois d'août 1837, une nouvelle expédition est prévue contre Constantine. « Plus je réfléchis, plus je sens que cette expédition de Constantine est une de ces circonstances qui ont une influence décisive sur une existence : de ce qu'il adviendra à cet égard dépendra une grande partie de mon avenir¹ », écrit le dauphin des Orléans. Cette seconde entreprise s'avère périlleuse. Depuis Bône, le capitaine Saint-Arnaud écrit le 19 septembre 1837 : « Dix lignes, frère, écrites au bivouac sur mes genoux, mais qui te diront ce que je vais devenir et t'empêcheront d'être inquiet. Si j'avais le temps d'écrire, je te dirais de belles choses, car j'ai un magnifique tableau sous les yeux, dix mille hommes sous la tente, autour de Bône,... un état-major innombrable,... un matériel immense. Toute cette armée magnifique va se mettre en mouvement vers le 25 et marcher sur Constantine, où l'on veut être établi vers le 15 octobre. Personne ne se dissimule les difficultés. Vingt mille cavaliers arabes et à peu près dix mille fantassins nous barrent la route. Ils ont fortifié des positions qu'il faudra enlever. Enfin, nous aurons fort à faire et l'on se battra comme il faut. Moi je vis, je respire, je suis dans mon centre. Bivouac, marche, combat, tout cela est un bonheur pour moi. J'anime mes soldats, je les prépare, je les instruis et je crois que je leur devrai quelque chose à ma boutonnière. »

Comme l'année précédente, la campagne commence mal. Le peintre Édouard Pingret qui doit faire partie de l'expédition, afin de réaliser des toiles à la gloire du duc de Nemours, tombe malade à Toulon et ne peut pas s'embarquer. Le bey Ahmed, entouré de sa musique et de ses drapeaux, prend les devants et attaque le camp français le 23 septembre. Il est certes repoussé et 120 de ses hommes sont tués mais les maladies ravagent une armée française affaiblie et épuisée². L'envoi des nouveaux régiments permet la relève. Le 12^e de ligne arrive à Bône. Trois jours après son débarquement, le choléra se déclare dans ses rangs. Les ondées rendent la route glissante. *Le Journal de Paris* et *Le Messager* prétendent faussement que tout le matériel d'une colonne dirigée par Valée sur la route de Constantine est perdu. Le journal *Le Temps* conseille de faire retirer les troupes sans combattre devant le chef bédouin. Depuis le camp de Medjez-Amar, Saint-Arnaud reste optimiste et confiant. Il écrit le 29 septembre 1837 : « Frère, tout ce que j'ai sous les yeux et autour de moi est si grand, si beau, que je voudrais pouvoir te faire partager ma jouissance en te donnant une description exacte de tout. Figure-toi un vallon immense, entouré de toutes parts d'une double ceinture de collines à plateau sur le premier plan, et de montagnes plus élevées au second. Dans ce vallon, où coule la Seybouse, toute l'armée est campée. Une ville militaire de baraques en feuillage, avec ses rues alignées, ses dessins, ses emblèmes, s'est élevée, et renferme en son centre une ville civile et commerciale non moins curieuse. L'industrie, le commerce, la soif du gain ont amené ici, au centre de l'Afrique, une peuplade d'individus qui ont monté des boutiques en feuillage où l'on vend de tout au poids de l'or, et des cafés et des cabarets sans nombre. Il en faut pour la consommation et les caprices de quinze mille bouches. Les Arabes ont leur camp à trois lieues et viennent, toutes les nuits, attaquer nos avant-postes, et souvent le jour. Le 23, ils ont déployé une douzaine de mille hommes commandés par Ahmed Bey en personne. Les Kabyles sont venus se faire tuer à vingt pas des ouvrages, avec une grande intrépidité. Cela promet de la résistance, du danger, et partant de la gloire. Toute l'armée se met en marche après-demain 1^{er} octobre. Ici est le rendez-vous général, et, sans discontinuer, les convois et les régiments arrivent. C'est un panorama vivant, continu, admirable ! L'armée est belle et bien disposée, mais on charge trop les hommes pour obtenir quelque succès bien prononcé. Chaque soldat porte pour douze jours de vivres en pain, biscuit, riz, sel, café et sucre pour remplacer le vin ; de plus un petit fagot de bois sur son sac et un bâton de quatre pieds à la main. Il le faut pour gravir la montagne le premier jour de marche, et ce bâton servira à faire la soupe ce soir au bivouac. Les Arabes ont tout brûlé d'ici à Constantine. Ils ont détruit tout ce qu'ils ont pu ; nous ne devons compter que sur nous. Au camp d'Hamman-Berda je me suis baigné dans des bains romains d'eau minérale chaude. C'est fort curieux. Là

¹ Ferdinand-Philippe d'Orléans, *op. cit.*, p. 187. Lettre écrite à Chabaud-Latour, Tuileries, 31 juillet 1837.

² *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} mars 1838.

aussi la légion a versé son premier sang de la campagne. Un homme qui allait chercher de l'eau la nuit a eu la tête coupée par les Arabes à cent pas de mon bivouac. J'ai entendu ses cris, je me suis précipité le sabre à la main. Il n'était plus temps, le cadavre n'avait plus de tête. Je t'écris étendu par terre sur mon manteau et avec la musique de la fusillade de nos tirailleurs, car depuis ce matin la première brigade est engagée dans la montagne. Ce sera notre tour après-demain, et nous savons qu'il fera chaud, car nous devons surprendre le camp arabe à la pointe du jour nous marcherons toute la nuit. Les Kabyles sont de braves soldats mais ils ne sont que six à huit mille hommes, et s'ils tenaient devant nous, la baïonnette ferait son jeu. Dans cinq jours nous serons sous Constantine, deux jours de tranchée, cela fait sept, un jour de brèche et le neuvième l'assaut. Le 10 octobre, tu peux compter que nous serons maîtres de Constantine. Quel pays ! Frère, admirable jusqu'ici. À présent tout sera horreur et privation, nous serons un jour sans eau ; c'est la plus affreuse chose du monde. Enfin si le bon Dieu reste neutre, ils sont perdus. Je suis bien portant et disposé à me battre dur, car il faut que Constantine me rapporte quelque chose. Il est bien malheureux que la fièvre nous décime avant le boulet. Depuis Bône, trente hommes de ma compagnie sont entrés dans les hôpitaux et ambulances. Il en est de même dans toute l'armée. Il ne faut plus tarder un jour ; je vais écrire à ma mère quelques lignes seulement pour l'empêcher d'être inquiète. Tu lui écriras aussi et lui donneras les détails que le temps m'empêche de lui donner moi-même. Comme la fusillade redouble par là-bas et que le brutal commence à tousser, il est probable que nous allons faire un petit mouvement. Toutes les montagnes autour de nous sont blanches d'Arabes. C'est un coup d'œil magique. Ils n'y resteront pas longtemps. Ils vont retourner au col d'Aser où ils ont fortifié le passage pour nous arrêter. Nous verrons cela dans deux jours. Adieu, frère ; je ne t'écrirai plus que de Constantine et avec un laurier au front. Moi je ne puis avoir de tes nouvelles que vers la fin d'octobre, aussi tu m'écriras de longues lettres. Embrasse pour moi notre mère, mes chers enfants et notre jeune lycéen libéré. Il aurait de beaux discours français à faire sur le camp de Medjz-el-Ammar. »

Le 1^{er} octobre, l'armée quitte Medjez. Le *Moniteur algérien*, journal officiel de la colonie, diffuse l'ordre du jour : « Soldats ! L'expédition contre Constantine va commencer. Vous êtes appelés à l'honneur de venger vos frères d'armes qui, trahis par les éléments, ont vu leur courage et leurs efforts échouer l'année dernière sous les murs de cette ville. ¹ » Le temps s'améliore. Il est heureusement plus clément que l'année précédente. À mesure que l'armée progresse vers Constantine, le chemin se jalonne d'incendies. Les Arabes brûlent les meules de paille entassées sur les emplacements où campe habituellement la population. C'est la tactique de la terre brûlée. Les douars flambent. Les silos de grains sont dérobés. La cavalerie française chasse les incendiaires et sauve des flammes d'abondantes ressources. Des villages nichés sur des pitons rocheux sont les refuges de montagnards embusqués qui tiraillent les Français. Les chasseurs d'Afrique les dispersent au corps à corps. Le 5 octobre 1837, l'armée française aperçoit Constantine, masse blanchâtre à l'horizon. La ville fortifiée trône sur son piton rocheux. Les nuages menacent et la pluie tombe. Canrobert contemple la ville : « Perchée comme un nid d'aigle sur des rochers noirs, elle nous semblait toute grise ; ses maisons resserrées, aux toits bas et aux meurtrières, étaient seulement interrompues par des bouquets de cyprès qui lui donnaient un aspect plus sombre encore. Seuls les minarets blancs et quelques vastes bâtiments de pierre faisaient des taches claires. »

L'ennemi n'essaie pas de livrer bataille en rase campagne. La cité tremble et s'excite fébrilement. De grands drapeaux rouges flottent sur différents points. Les citadins sont montés sur les toits, sur les terrasses ou réunis sur les remparts. Ils entonnent des cris stridents. Des groupes massés en avant du pont d'El Kantara défendent d'approcher. Ils sont délogés par les zouaves du 2^e léger commandés par Lamoricière. Arrivé sur le plateau avec la première brigade, le gouverneur général Damrémont observe la ville sous différents angles. Le pacha Ahmed y a concentré tous ses moyens de défense. La garnison consiste en infanterie composée de Turcs et de Kabyles, des zouaves, une milice urbaine bien armée sous l'autorité du chef du palais Bel-Bedjaoui, des volontaires accourus des environs : soit 6 000 hommes dévoués, avec des munitions et des vivres pour deux mois. Les 500 canonnières sont tous des Turcs du Levant, recrutés un à un pour leur adresse et leur bravoure. Selon le *Charivari*, l'infanterie a été triplée par l'arrivée d'unités turques. La population de Constantine compte 40 000 habitants dont un millier de juifs. Elle peut fournir 8 000 combattants supplémentaires en état de porter les armes². Les troupes sont fanatisées par les prédications quotidiennes des muftis. La ville abrite aussi, en 1837, 86 écoles primaires fréquentées par 1 350 enfants³. Constantine est bien fortifiée. Le bastion de l'est, qui formait un pont de la ville au ravin, a été coupé. La ville est devenue inexpugnable de ce côté. Une colonne qui s'aventurerait dans ce défilé subirait une terrible boucherie. Toutes les maisons qui donnent sur la porte de la ville sont crénelées et fortifiées. Sous cette porte a été creusé un large fossé qui oblige à jeter un pont pour entrer dans la ville. Le bey Ahmed a fait miner plusieurs positions, et notamment le mamelon où doit s'établir au mieux une batterie d'attaque. Ces pièges risquent de coûter de nombreuses pertes à l'armée française.

¹ S.H.A.T. 1H52.

² A.M.A.E., M&D, Algérie, vol. 9.

³ Marcel Emerit, « L'état intellectuel et moral de l'Algérie en 1830 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, P.U.F., 1954, p. 202.

Armée chargée de mener le siège de Constantine en 1837

Commandant en chef : général Damrémont

Chef d'état-major : général Perré

Le génie et la direction du siège sont confiés au général baron Rohault de Fleury.

Le général comte Valée, avec le général de Caraman, commande l'artillerie.

Le service médical est dirigé par le docteur Baudens.

L'armée est divisée en quatre brigades. La première est confiée au duc de Nemours, la seconde au général Trezel, la troisième au général Rulhières, la quatrième au colonel Combes.

Infanterie :	9 500 hommes
Zouaves, 11 ^e , 12 ^e , 3 ^e , 26 ^e , 47 ^e de ligne, 2 ^e , 7 ^e léger, 3 ^{ème} bataillon d'Afrique, Légion étrangère, tirailleurs et bataillon turc	
Artillerie :	1 000 hommes
Génie, sapeurs :	700 hommes
Cavalerie :	1 100 hommes
2 ^e et 3 ^e chasseurs d'Afrique, spahis réguliers	
+ Train, infirmiers, parc de siège.	
À chaque brigade sont joints 12 obusiers de montagne et 6 pièces de campagne.	
Attelage et chariots : 580 bêtes de trait, 483 mulets de charge	
Total :	13 000 hommes

Côté français, plus de 13 000 hommes attaquent la ville. Le duc de Nemours, deuxième fils de Louis-Philippe participe à l'opération à la tête de la première brigade. Le quartier général français s'installe à Sidi-Mabrouk, comme l'année précédente. Son installation est saluée par quelques bombes bien dirigées depuis la casbah. On arme le Mansourah avec de l'artillerie abondamment pourvue en projectiles pour prendre à revers la défense de la place. La première batterie reçoit le nom de *batterie du roi*, placée à mi-côte, elle est armée d'une pièce de 24, de deux pièces de 16, de deux obusiers de 6. La deuxième appelée *batterie d'Orléans*, est armée de deux pièces de 16 et deux obusiers de 8. Une troisième est armée de trois mortiers de 8. Le Coudiat-Ati doit accueillir la batterie de brèche que l'on nomme *batterie de Nemours*. Des difficultés insurmontables empêchent la batterie du roi d'être armée dans la nuit, des ordres sont donnés pour établir sur le Mansourah une quatrième batterie, destinée à remplacer celle du roi. Cette batterie appelée *batterie Damrémont*, est armée de trois pièces de 24 et deux obusiers de 6. Si tôt que quelque indice fait soupçonner la présence sur un point d'un groupe de Français, la garnison lance dans la direction, avec une précision remarquable, une bombe ou un boulet. Un aide de camp du général Fleury est tué par l'un de ces tirs. Ils essaient même de troubler l'établissement des forces françaises par une sortie. La peur gagne. En face du pont débouche un ravin dont les pentes sont recouvertes d'aloès. Trois cents tirailleurs turcs et kabyles se glissent par cette voie et surprennent les pelotons du 2^e léger. Étonnés, ces derniers ripostent et se jettent en avant, entraînés par les zouaves qui accourent au bruit de la fusillade. Les assaillants ne soutiennent pas le choc et se replient dans la ville précipitamment et en désordre. La pluie retarde les travaux. Des trombes d'eau s'abattent. Les flots s'accumulent et se déversent. L'air s'obscurcit et le vent fouette les visages. Les assiégés tentent à plusieurs reprises de troubler les aménagements de leurs agresseurs, mais les sorties et les diversions qu'opère la cavalerie d'Ahmed sont repoussées. Le 7 octobre, autour du Coudiat-Ati, ils attaquent avec huit cents hommes. En tête des colonnes marchent Turcs et coulougis. Des cavaliers les appuient. Ils se jettent sur l'ouvrage le mieux armé et s'y cramponnent. Pour leur faire lâcher prise, la Légion étrangère et le 3^e bataillon d'Afrique s'élançant depuis leur retranchement et chargent à la baïonnette. Ils nettoient le terrain. Les Arabes refluent mais, enhardis par le tir de couverture de la place, ne reculent qu'après avoir tiré un coup de fusil bien ajusté. Le 9, le dispositif de bataille est en place. Les batteries de brèche sont armées. Le 10, au matin, des Turcs, des Arabes et des Kabyles sortent de la ville par des poternes. D'autres accourent depuis les hauteurs où ils étaient en observation. Les Turcs s'acharnent contre les retranchements du Coudiat-Ati. Le duc de Nemours et le général Damrémont désigné aux coups de l'ennemi par son chapeau à plumes blanches s'élançant au-delà du parapet. Six des officiers qui les suivent tombent frappés autour d'eux mais les Turcs, chargés à la baïonnette par les soldats de la Légion étrangère que le duc de Nemours excite en allemand, sont délogés des ravins où ils étaient blottis et rejetés en désordre jusque dans la place¹. Apprenant que son frère Nemours participe au siège de Constantine, le prince de Joinville, manifeste le souhait d'aller l'embrasser. Chargé d'une mission diplomatique dans le Levant où il doit représenter la France au cours d'une entrevue entre le tsar et le sultan à Constantinople², il profite d'une halte à Bône pour rejoindre l'expédition. Sa colonne subit à son tour les intempéries inhérentes au chemin qui conduit vers Constantine : pluies torrentielles, rivières débordées et neiges. Les hommes meurent de froid. Les traînards crient « au secours ». Ils sont retrouvés décapités. Le choléra couronne le tout. Un jour d'arrêt de la

¹ *Revue des Deux Mondes*, 15 avril 1870.

² *Charivari*, 11 juillet 1837.

marche, le médecin major salue les troupes pendant qu'elles déjeunent et leur livre la mauvaise nouvelle que « depuis vingt-quatre heures, les fosses de l'hôpital des cholériques (un misérable gourbis) ont crevé dans la source dont nous buvons l'eau. » Le moral est bas surtout au moment du blocage au pied d'une montagne, le Ray el Akbah, si détremée que, même en triplant les attelages, ni canon, ni voiture, ne peut le franchir. On entend les canons sans pouvoir y courir. Le plan d'attaque envisagé avant le début du siège est sapé par les conditions climatiques exceptionnelles pour la saison. Le siège piétine et le moral décline progressivement dans les rangs français. Tous les ouvrages traînent en longueur, à tel point qu'à Paris on commence à parler d'échec. Un de plus... Mais le général Rohault de Fleury est un officier expérimenté qui connaît parfaitement les aléas de la poliorcétique. Depuis le début de sa carrière militaire dans les armées de Napoléon I^{er} il a participé à de nombreux sièges, dont ceux de Stralsund et de Colberg lors des campagnes de Prusse et de Pologne de 1806-1807, en Espagne pour la défense de Barcelone en 1808 ou encore à Gérone lors du siège de 1809. Ses ordres sont clairs et précis et peu à peu les problèmes sont surmontés.

Le 11 au matin, la batterie de Nemours, au Coudiat, est enfin armée. La seconde est bientôt prête. À onze heures, on ouvre le feu. À quatorze heures, les mortiers sont en place. Avant d'entamer l'action décisive, le général Damrémont veut, une dernière fois, traiter avec les assiégés. Il fait rédiger une proclamation adressée aux habitants, pour les engager à réfléchir aux conséquences de la prolongation de la lutte, aux sacrifices qu'elle coûterait et aux horreurs inévitables pour une ville prise d'assaut. Il les invite à lui envoyer des gens sages pour traiter avec lui de la reddition, promettant de faire preuve de la plus grande modération et de garantir le respect absolu des personnes, des propriétés et de la religion. Il reste à faire parvenir le message. Un jeune indigène du bataillon turc accepte la périlleuse mission de le porter aux assiégés. Ayant fait comprendre qu'il vient en parlementaire, ceux-ci le laissent approcher, puis le hissent sur la muraille et ne lui infligent aucune avanie. Mais on ne reçoit la réponse que le lendemain. La lettre adressée au général en chef, et qu'on dit avoir été dictée par Ben Aïssa, contient en substance ce qui suit : « Si vous manquez de poudre, nous vous en enverrons ; si vous n'avez pas de biscuit, nous partagerons le nôtre avec vous ; mais vous n'entrerez pas dans la ville, tant que nous serons vivants, et vous n'en serez maîtres qu'après nous avoir tués. » Ayant pris connaissance de cette fière réponse, le général dit simplement : « C'est bien ! Ils ont du cœur ; l'affaire n'en sera que plus glorieuse pour nous ! »

La canonnade de la journée du 11 a démontré le peu d'efficacité de l'artillerie française à longue distance¹. Les dégâts sont médiocres dans cette muraille de blocs de calcaire bleu et comme la quantité de munitions est limitée, il faut, sans retard, achever et armer la batterie de brèche. On y travaille la nuit suivante. Désignés pour ce service, les zouaves s'y emploient avec leur ardeur habituelle, sous le feu ininterrompu de la place. À six heures du matin, tout est achevé. La batterie est armée. Il faut maintenant y transporter les gargousses, en traversant un espace de près de 300 mètres, découvert et battu par les projectiles ennemis. Deux cents soldats d'infanterie en furent chargés. Ils cheminent d'abord à l'abri, portant leur gargousse, puis arrivés à la zone dangereuse, prennent le pas gymnastique et atteignent enfin la batterie, lorsque les balles ou les boulets ne les ont pas arrêtés. Cette opération s'effectue rapidement et sans grandes pertes. Un tir de barrage ininterrompu pendant deux jours provoque une brèche dans le mur d'enceinte. Le 12, celle-ci suffisamment large permet l'assaut. Damrémont scrute la ville avec sa longue-vue, discute avec le duc de Nemours, faisant remarquer que les assiégés ont habilement réparé les dégâts de la veille. Il se rend à la tranchée avec Nemours pour examiner les travaux de la nuit. Au moment où il arrive au dépôt de tranchée², il est mortellement blessé par un boulet en plein corps. Damrémont était mort sur le coup. On s'empresse autour de lui. En se penchant pour voir si son chef respire encore, le général Perrégaux est atteint d'une balle qui lui traverse le nez et se loge dans le palais, affreuse blessure, à laquelle il succombe quelques jours plus tard. En même temps, le général Rulhières est atteint à la joue et le duc de Nemours a sa capote traversée de plusieurs balles. Accouru de la batterie de la brèche, où il vient de prendre les dernières dispositions, le général Valée fait éloigner l'état-major de ce lieu funeste et emporter le cadavre de Damrémont. Un conseil de guerre, aussitôt réuni, décide que le commandement en chef revient au général Valée, comme plus ancien en grade. C'est un homme de 64 ans, déjà général de division à la chute de Napoléon. On le sait plein de vigueur et d'énergie, et la stupeur causée dans l'armée par la mort de son chef, fait place à la confiance. Chacun n'a plus qu'une pensée : le venger dignement. Valée ordonne l'assaut pour le lendemain.

Assurés dans le dispositif défensif mis en place l'année précédente, le bey Ahmed et ses principaux adjoints n'ont pas cru devoir y apporter des modifications. Ils sont surpris par la puissance de feu des Français. Ils demandent une trêve mais Valée veut investir la place. Trois colonnes d'attaque sont formées sous la conduite des colonels Lamoricière, Combes et Corbin. Lamoricière commande le régiment de zouaves. Il conserve son uniforme métropolitain, mais se coiffe du fameux tarbouche rouge à gland bleu d'où lui vient le surnom de Bou Chechia. Il se gausse de son uniforme rutilant : « Je ressemble, écrit-il, aux mameluks du premier Empire... Je laisse pousser ma barbe, c'est l'uniforme. Nous aurons le turban tricolore avec une aigrette, la veste à la turque, bleue, le pantalon à la mameluk rouge, une ceinture avec les pistolets et le sabre courbe, vrai costume de mardi-

¹ Cf. le récit d'Ernest Mercier.

² Société de militaires et de gens de lettres, *op. cit.*, p. 366.

gras. » Pour porter cet uniforme sans ridicule, il fallait être grand et svelte. Or Lamoricère, courtaud, avait l'air, ainsi affublé, d'un marchand de pastilles du sérail¹ ! C'est à la tête de sa troupe d'élite que Lamoricère mène l'assaut de Constantine vers la fameuse brèche faite par l'artillerie, après avoir échangé un fameux dialogue avec le général Valée : « Colonel, êtes-vous sûr que la colonne que vous commandez sera énergique jusqu'à la position ? - Oui, mon général, j'en réponds et vous le promets. - Combien pensez-vous que vous perdrez de monde dans ce trajet. - La colonne sera forte de 450 hommes. J'ai calculé cette nuit qu'il ne se tirerait pas, en avant de la brèche, plus de 400 coups à la minute. Un quinzième au plus de ces coups portera. L'assiégé n'aura pas le temps de recharger. Je ne perdrai pas plus de 25 à 30 hommes dans le trajet. - Mais, enfin sur la brèche, quel monde avez-vous songé que vous perdrez ? Cela dépendra du plus ou moins grand nombre d'obstacles que nous aurons à vaincre au delà de la brèche dont le terrain est loin d'être déblayé. L'assiégé aura, dans ce moment, un grand avantage sur nous et nos pertes devront être cruelles: la moitié de la colonne sera vraisemblablement détruite. - Et pensez-vous que cette moitié étant détruite, l'autre moitié ne fléchisse pas ? - Mon général, les trois quart seraient-ils morts, serais-je mort moi-même, s'il reste un seul officier debout, la poignée d'hommes qui ne sera pas tombée pénétrera et saura se maintenir. »

Lamoricère confie, un moment plus tard, au capitaine Le Flô : « Si l'on me disait que, dans un quart d'heure, j'aurai la tête cassée et qu'il fut possible de s'abstenir honorablement, je répondrais : va pour la tête cassée et j'irais tout de même. » Le 13, à sept heures du matin, le signal est donné. Une hache à la main, Lamoricère monte sur la tranchée en criant : « Zouaves, en avant ! Vive le Roi ! » Tous se jettent sur la brèche, le colonel en tête. À ses côtés marche le commandant Vieux, du génie. C'est lui qui, à Waterloo, avait fait sauter la porte de la ferme de la Haye-Sainte. Très grand, cet officier cherche à devancer Lamoricère, mais celui-ci lui crie : « Si vous ne restez pas à ma hauteur, je vous casse la tête avec ma hache ! » Lamoricère, le commandant Vieux, le capitaine Garderens et un officier portant l'uniforme blanc de l'armée autrichienne, M. Russel, arrivent les premiers au sommet de la brèche. Garderens y plante le drapeau de la France². Au milieu de tous ces débris de muraille, Lamoricère ne peut trouver d'issue. Enfin, sur sa droite, le capitaine Sauzet finit par découvrir un passage. Il s'y précipite avec ses hommes et arrive dans une batterie couverte où les Turcs se défendent avec l'énergie du désespoir. Alexandre Dumas rapporte dans *le Véloce* : « [...] les zouaves se précipitent à la baïonnette sur la batterie ; à l'instant tout s'enflamme en face et autour de cette poignée d'hommes qui devient le centre d'un cercle de feu. Le lieutenant de la compagnie a le bras fracassé de trois balles ; une douzaine de zouaves tombent dans l'intervalle, mais ce qui reste debout se précipite sur la batterie et tue sur leurs pièces les canonniers turcs qui ne tentent pas même de fuir. »³ Maître de cette batterie, Sauzet veut continuer sa marche. Il est bientôt arrêté par le feu d'une grande maison crénelée à plusieurs étages. C'est la caserne des janissaires où les défenseurs luttent également avec fureur.

Des rues barricadées, des fenêtres étroites, des maisons crénelées s'échappe une fusillade terrible. Les balles pleuvent de partout et tombent sur les dalles comme la grêle qui frappe sur les toits et les carreaux. Sur la gauche de la brèche, le commandant de Sérigny du 2^e léger a aussi fini par trouver une issue. Il se lance dans cette direction, mais un mur ébranlé par le canon l'ensevelit jusqu'aux épaules en s'écroulant. Alexandre Dumas écrit : « Le capitaine Sérigny, enveloppé sous les décombres jusqu'à la poitrine, se tord dans une agonie désespérée, s'épuise en efforts impuissants, et sent se briser peu à peu les os de sa poitrine. Un dernier cri de douleur indique que le cœur vient de se briser comme le reste. » Le colonel Combes, toujours souriant, répète à plusieurs reprises : « Décidément, nous ne sommes pas superstitieux : un vendredi, un treize et une année impaire... C'est trop tenter le sort ! » Sérigny crie à ses hommes qui veulent s'arrêter pour le dégager « En avant ! en avant ! » Ils lui obéissent, les premiers évitent de l'atteindre, puis les autres, ne le voyant plus, écrasent sa tête sous leurs pieds. Le colonel Lamoricère, qui est resté en haut de la brèche, finit par reconnaître la rue du marché qui débouche là. Lamoricère, suivi de ses zouaves, se précipite dans la ville, mais le passage est fermé par une porte ferrée d'une grande épaisseur. Les soldats ne remarquent pas que les battants s'ouvrent sur eux, de sorte que tous leurs efforts pour pousser la porte demeurent vains. Lamoricère appelle les sapeurs porteurs de sacs à poudre. Tout à coup, une violente détonation éclate : une mine fortement chargée vient de sauter. Les murs s'écroulent de tous côtés et, peu après, des pierres d'un gros volume, des poutres et des débris de bois de toute espèce retombent sur les soldats français dont beaucoup sont écrasés ou blessés. D'autres perdent la vue ou subissent de cruelles brûlures. Les aveugles descendent la brèche, conduits par leurs camarades. Quelques-uns ont leurs vêtements en feu. Le commandant Vieux et le capitaine des zouaves ont été tués. De nombreux soldats français sont touchés. Effroyablement brûlés, spectres méconnaissables⁴, ils redescendent la brèche, poussant des hurlements de douleur. Niel gît inanimé : il a été projeté par le souffle et assommé par des pierres. Lamoricère n'a pas la tête cassée, mais peu s'en faut : on le retrouve sous les décombres, la figure, les mains et les genoux brûlés. Il a les paupières

¹ Georges Spillmann, *op. cit.*, p. 83.

² *Mémoires de Mac Mahon*.

³ Alexandre Dumas, *le Véloce*, cité par Franck Laurent, *op. cit.*, p. 253.

⁴ Maurice Girod de l'Ain, *Grands artilleurs, le maréchal Valée 1773-1846*, Paris, 1911, p. 136.

tuméfiées à tel point qu'on le croit aveugle. Il est conduit à l'ambulance. Combes prend sa place, fait battre la charge et lance en avant les troupes un instant ébranlées. Le capitaine Niel reprend ses esprits, se relève et appelle à lui les sapeurs de son unité alors dispersés autour de lui. Il décide de s'emparer des maisons qui bordent la muraille. Pénétrant à gauche dans la caserne des Janissaires, il perce un mur et débouche sur la rue du Marché, favorisant ainsi l'attaque de Combes. Pendant ce temps, celui-ci continue d'aller de l'avant, lorsqu'il est atteint de deux balles tirées à bout portant dont l'une lui a troué la poitrine. Grièvement blessé, Combes regagne avec peine la batterie de brèche où se trouvent Valée et le duc de Nemours. Il rend compte au duc de Nemours du succès : « Ce sera une journée glorieuse de plus pour la France, et pour ceux qui en verront la fin.¹ » Le prince qui l'écoute avec intérêt lui dit tout à coup : « Mais vous, colonel, vous êtes blessé ? - Non, Monseigneur, lui répond-il, je suis mort. ² » Il regagne seul son bivouac, se couche et meurt.

La rue du Marché couverte par un toit de roseaux selon un usage répandu en Afrique du Nord, s'ouvre devant le capitaine Niel, obscure et dangereuse. Il tente alors de trouver une autre voie. Percant à nouveau un mur de la caserne des Janissaires, il débouche dans la rue du Rempart, en arrière d'une forte barricade dont les défenseurs surpris s'enfuient. Avec l'aide de renforts, il investit sans résistance un quartier entier. Le général Rulhières est chargé par Valée de prendre le commandement des troupes, ébranlées par la mort de Combes. Le combat de rues se poursuit avec acharnement. L'occupation de la rue principale fut l'épisode le plus meurtrier. « C'était cette rue, écrit Saint-Arnaud, qu'il fallait prendre maison par maison et sous un feu d'autant plus terrible qu'on ne voyait pas d'où il venait. C'est dans cette rue que l'on marchait jusqu'aux genoux dans des cadavres et dans le sang, que vous avons perdu le plus de monde... Les Turcs cherchaient peu à se sauver et ceux qui se retiraient profitaient de tous les accidents des murs pour faire feu sur nous. » Le capitaine Leblanc, ami de Raffet, est tué par un coup de feu tiré depuis une maison. Les Français tentent de conquérir la partie haute de Constantine. Des ordres sont donnés pour reprendre la progression lorsque l'impensable arrive : un Maure se présente à l'état-major et lui présente une lettre par laquelle les notables de la ville demandent la cessation des hostilités et rejettent la responsabilité de la rébellion sur les Kabyles et les soldats étrangers soldés par le bey. Le message est transmis à Valée, qui accepte la proposition. Rulhières prend possession de la place en faisant immédiatement occuper la Casbah. Il découvre avec stupéfaction qu'un drame vient de s'y dérouler. Pendant l'assaut, un bon nombre d'habitants, pour échapper aux Français, ont attaché des cordes au-dessus de l'abîme où coule le Rummel et cherchent à s'enfuir par ce moyen. Quelques-uns y parviennent, mais bientôt les cordes se rompent sous le poids. Les malheureux se tuent dans une horrible chute au fond du gouffre³. Sur les rochers et les terrasses de la gorge, des monceaux de cadavres d'hommes, d'enfants, de femmes restent accrochés. Cet épisode est représenté par le peintre Court. Il expose au salon de 1839 un tableau la *Fuite de Ben Aïssa*. La scène est une longue chaîne de personnages qui s'enlacent les uns les autres, s'accrochant réciproquement, soit par les cheveux, soit par les jambes. Ils tombent comme des pièces, pile ou face. Tête en bas ou tête en l'air, ils plongent comme à la piscine. Tous montrent les dents et le blanc des yeux. Au milieu de cette guirlande humaine composée d'hommes, de femmes et d'enfants, Ben Aïssa, le lieutenant du bey de Constantine, tenant un poignard entre les dents, se laisse glisser le long d'une corde à nœuds, tel un couvreur qui descend d'un toit⁴. Au terme de durs combats où chaque quartier, chaque immeuble, chaque maison sont farouchement défendus, la dernière poche de résistance, l'ancienne caserne des janissaires tombe. Les notables, ayant fait leur soumission, on fait cesser le feu et on prend possession de la casbah. La ville est livrée au pillage. Un individu surpris les armes à la main est passé au fil de l'épée. Un riche butin est pris. L'organisateur de la défense Ben Aïssa prend la fuite. Le bey Ahmed surveille de loin la bataille avec ses cavaliers. Il tourne bride et s'enfonce vers le sud de la province. Près du Rummel, un vieil Arabe à la barbe blanche retourne un à un les morts tombés au fond du précipice, cherchant sans doute quelque être chéri.

Les hommes de Joinville continuent leur progression. Le détachement d'arrière-garde est arrêté par un torrent impétueux qu'une pluie diluvienne fait grossir à vue d'œil. Les premiers soldats qui essaient de passer sont entraînés, roulés et repêchés avec peine. Sans hésiter, tous les officiers se jettent à l'eau. Ils en ont jusqu'aux épaules. Se tenant par les bras, ils font un barrage vivant au-dessus duquel ils font passer le détachement. La colonne aperçoit enfin Constantine. La ville est prise depuis trois jours⁵. Le prince de Joinville constate le chaos. Il s'empresse d'aller embrasser son frère au Coudiat-Ati. Nemours remarque la tenue négligée, et peu embellie par des bivouacs boueux, de son cadet. Un képi est confectionné et l'enseigne de vaisseau Fabre Lamaurelle prête son habit. Uniforme réajusté, le prince de Joinville se rend au niveau de la brèche. Le sol est parsemé de képis, d'épaulettes, de débris humains. Un factionnaire du 2^e léger lui demande : « Pourquoi êtes-vous là ? Vous voyez ce bout de capote bleue dans ce trou ; le commandant est écrasé là-dessous, et ces baïonnettes qui sortent des plâtras, c'est le peloton qui le suivait ; l'explosion les a enterrés.⁶ » Écoutant le récit des combats acharnés, des attaques

¹ Prince de Joinville, *op. cit.*, Mercure de France, 2008, p. 108.

² Stéphane Faudais, *op. cit.*, p. 45.

³ Augustin Bernard, *Histoire des colonies françaises et de l'expansion de la France dans le monde*, p. 183.

⁴ Rosemond de Beauvallon, *Coup d'œil général sur le salon de 1839*, p. 7.

⁵ Prince de Joinville, *op. cit.*, Calmann Lévy, 1894, p. 95.

⁶ *Ibid.*, p. 96.

incessantes et coûteuses en vies humaines, le prince de Joinville demande au général Valée : « Mais, mon général, si l'assaut avait été repoussé, qu'auriez-vous fait ? – Nous l'aurions recommencé. » Disant cela, Valée, surnommé le « Petit Louis XI » en raison de sa petite taille, pinçait ses lèvres avec une expression effroyablement dure. Un officier ajoute tout bas : « Et il avait pris ses précautions. – Comment ? – Quand la veille de l'assaut on lui a rendu compte que les munitions d'artillerie étaient épuisées, il a ordonné de réserver une salve pour les canons de la batterie de brèche. – Eh bien ? – Vous ne comprenez pas ! C'était pour tirer sur les colonnes d'assaut si elles étaient tentées de reculer. Il l'avait déjà fait une fois, en Espagne, au siège de Tarragone. »

Constantine a de nombreux magasins encore remplis de vivres. L'intendance en prend possession pour éviter tout gaspillage. L'armée, largement pourvue, oublie dans l'abondance, ses longues privations. Les munitions s'y trouvent également en quantité : poudre, balles, grenades, boulets, bombes, sont recueillis par les soins de l'artillerie et l'on dépose à l'arsenal une soixantaine de canons, 12 000 kilogrammes de poudre et 5 000 projectiles. Les habitants sont tenus de livrer leurs armes. Le Trésor renferme des sommes importantes. Une commission fait l'inventaire et verse les fonds dans la Caisse de l'armée. Saint-Arnaud écrit cependant : « Le pillage exercé d'abord par les soldats, s'étendit ensuite aux officiers, et quand on évacua Constantine, il s'est trouvé comme toujours, que la part la plus riche et la plus abondante était échouée à la tête de l'armée et aux officiers de l'état-major. » Les juifs se joignent au pillage¹. Berbrugger, attaché à l'expédition, s'applique néanmoins à préserver les monuments de dégradations inutiles. Il recueille, en outre, de nombreux ouvrages arabes et turcs. Pensant sa ville imprenable, le bey de Constantine a laissé son harem. Il contient plus de deux cents femmes. Le prince de Joinville écrit : « Les négresses, qui étaient en grande majorité, occupaient deux cours, et de ces cours sortaient une odeur fétide qui empoisonnait tout le palais du bey, quand le vent soufflait de ce côté. Les blanches et les jaunes habitaient ensemble ; toutes portaient le costume arabe, avec plus ou moins d'ornements et parmi elles se trouvaient quelques jolies femmes dont deux Grecques, et une Mauresque réellement belle [...]. » L'eunuque en chef veille, c'est un « nègre grisonnant à l'œil hypocrite emmitoufflé dans des haïks très fins. » L'existence de ce lupanar crée des désagréments. Une nuit, deux officiers de garde ont l'idée d'aller frapper à sa porte. Ils y sont accueillis par une voix douce. Ils pénètrent. Deux minutes après, les deux cents femmes réveillées crient. Les deux officiers s'enfuient à toutes jambes et font prendre les armes. Cette alerte inutile et les conditions sanitaires de ce lieu de débauches font prendre conscience au commandement qu'il faut s'en débarrasser. Il est décidé son évacuation. Les femmes peuvent être placées chez les musulmans les plus fortunés de la ville. Certaines sont des « citrouilles humaines monstrueuses ». Elles peuvent à peine marcher. Leur faire passer la porte du harem est une véritable gageure. « Quelques unes tirées par devant, poussées par derrière, furent projetées comme le bouchon d'une bouteille de champagne. » L'une d'elles, Aïcha, d'origine grecque, amenée naguère comme esclave, ayant joui pendant un certain temps des faveurs du maître, a conservé sur ses compagnes un grand ascendant. Sa beauté et une attitude fort digne, la font entourer d'égards. Plus tard, elle reçoit le baptême et épouse un Français. Une matrone veillait sur ces femmes. Les chambres sont remplies d'étoffes destinées à leur habillement. Le général a d'abord ordonné de laisser ces femmes dans leurs logements, mais il ne tarde pas à en être fort embarrassé. On finit par les envoyer chez le mufti chargé de les rendre à leurs parents. Elles auraient alors été dépouillées, plus d'une même vendue, par ce dignitaire religieux.

Lors du siège de Constantine, les Français ont, d'après un état officiel dressé le 19 octobre, eu cent hommes tués (dont quatorze officiers), quarante-huit morts de maladies ou de fatigues (dont cinq officiers) et cinq cent six blessés (dont trente-huit officiers). Le nombre de morts augmente par la suite en raison du choléra. On estime que les Français ont perdu plusieurs centaines d'hommes et les musulmans 5 à 6 000 hommes. L'ordre rétabli, on peut mieux s'occuper des blessés. Charles Sédillot, qui a quitté sa chaire de professeur au Val-de-Grâce pour remplir les fonctions de chirurgien en chef des 3^e et 4^e brigades commandées par le général Rulhières écrit : « Nous recevions plusieurs centaines d'hommes blessés, la plupart par la mine qui leur avait brûlé la figure et les mains, et à quelques-uns toute la surface du corps ; ils arrivaient tout noirs, l'épiderme enlevé et pendant, et souffrant d'horribles douleurs... Quel spectacle dans la ville ! Les rues aboutissant à la brèche étaient encombrées de cadavres ; nos braves zouaves en formaient la plus grande partie, puis venaient ceux du 47^e. Ils étaient plongés dans la boue : aux uns il manquait une portion de la tête ; d'autres avaient la poitrine ouverte ; quelques-uns étaient criblés de coups de sabre, et parmi eux, un malheureux, la tête ouverte par le yatagan marchait dans son délire sur les mains, en s'appuyant sur un de ses bras fracassés, et dont l'os traversant les chairs ne lui donnait qu'un appui incertain. » Les indigènes profitent des soins des médecins français. Défense est faite aux soldats de pénétrer dans les maisons particulières et dans les mosquées. Le général fait savoir aux gens de la ville que la protection de la France leur est acquise et que leur religion serait respectée, à la condition qu'ils s'abstiennent de tout acte d'hostilité. Les indigènes se mêlent à leurs vainqueurs et les aident à déblayer la ville. L'enterrement des morts dure plusieurs jours. On en découvre sans cesse de nouveaux, qui ont échappé aux précédentes recherches et que leur décomposition révèle. Les juifs, préposés à ce service, les entassent en dehors de la porte Bab-el-Oued, en

¹ Société de militaires et de gens de lettres, *op. cit.*, p. 367.

deux catégories, selon leur nationalité. On les jette ensuite dans deux énormes fosses creusées sur l'esplanade, mais leur nombre est si grand, et les fosses sont tellement remplies qu'on ne peut les couvrir que d'une mince couche de terre. Le 18 octobre 1837 a lieu la cérémonie émouvante des funérailles du général Damrémont. Au pied de la brèche, on construit avec des sacs remplis de terre un cénotaphe supportant le cercueil sur lequel sont placés le manteau du général, son épée et son chapeau à plumes blanches. Le ciel s'assombrit. La population arabe assiste à la cérémonie. Elle s'accroupit sur les murailles. Le drapeau du 47^e flotte en haut de la brèche. Les tambours des zouaves effectuent un roulement funèbre. Les détachements d'infanterie tirent plusieurs feux de peloton. Le corps des officiers s'incline devant les restes de leur ancien commandant en chef qui laisse une veuve et deux enfants dont un fils âgé de quinze ans. « Enfin, s'il faut en croire des rapports qui ne sont pas encore officiels, annonce le *Charivari*, le courage de nos soldats a triomphé du mauvais vouloir des ministres, des intempéries de la saison, du choléra, des protestations de l'Angleterre et de la mitraille des Arabes. Constantine est en notre pouvoir. Nos troupes s'en sont emparées d'assaut après deux jours de tranchée et de bombardement. Bien du sang a été répandu de part et d'autre. On ne dit pas encore le nombre des victimes. C'est juste. Aujourd'hui la joie et les chants de victoire ; à demain les affaires sérieuses et l'hymne des morts ! » Saint-Arnaud se sent miraculé : « Constantine, le 14 octobre 1837. Frère, je suis sain et sauf, pas une égratignure ; une santé aussi bonne que possible après huit jours de fatigues incroyables, de bivouac dans la boue, de pluie sur le dos, de combats journaliers et continuels, couronnés par l'assaut le plus terrible et le plus meurtrier. Hier 13, à neuf heures du matin, nous sommes montés à la brèche en trois colonnes successives, formées d'officiers et de soldats de choix pris dans tous les régiments de l'armée, formant une masse d'environ mille hommes. J'ai eu l'honneur d'en faire partie. Je ne te donnerai pas de détails aujourd'hui, frère, le temps me manque, mais figure-toi tout ce qu'il y a de plus épouvantable au monde, de l'avis même des vieux guerriers de l'Empire. Une résistance admirable. Des hommes qu'il fallait tuer deux fois. Une ville prise à la baïonnette sous un feu écrasant, maison par maison, rue par rue, et ce massacre de part et d'autre durant trois heures, et tu te feras une idée du sang répandu. Que te dire de moi ? J'ai enlevé mes soldats à la baïonnette dix fois sous le feu, monté dans les maisons, couru avec cette rage, cet élan que tu me connais, à travers les balles et la mitraille. Je t'avais dit que je voulais me faire tuer ou me faire remarquer. Je t'avais dit que je voulais la croix. Je ne sais pas si je l'aurai, mais je suis déjà récompensé, car mes chefs et mes camarades m'ont embrassé en me disant que je la méritais. Et mes soldats m'ont proclamé brave à grands cris, et cependant je ne les avais pas ménagés, car de cinquante que j'avais avec moi, dix sont morts et onze blessés. Enfin, Frère, je suis heureux... Échappé comme par miracle, je jouis du triomphe sans comprendre comment je ne l'ai pas payé de mon sang, car dix fois j'ai été entouré de cadavres qui faisaient place vide autour de moi. Nos pertes en officiers sont immenses, hors de proportion avec celles des soldats et prouvent quel élan, quelle intrépidité les animait. Nous sommes partis, dans la légion seule, seize officiers: deux sont tués, un capitaine et un sous-lieutenant ; un capitaine amputé ; l'adjudant major et un sous-lieutenant blessés moins gravement ; cinq sur seize. Il est vrai que notre légion s'est immortalisée : elle s'est toujours battue, et, le 10, a eu une affaire superbe. Notre réputation est telle que tous les régiments nous complimentent, et que nous avons pris rang à la tête de l'armée. » Dans une autre lettre datée du 19 octobre 1837, il écrit encore : « Frère, je t'ai déjà écrit le lendemain de l'assaut de Constantine, mais dans la crainte que ma lettre ne te parvienne pas (car plusieurs courriers expédiés ont été égorgés), je profite encore d'une occasion pour te délivrer de l'inquiétude où tu dois être à mon sujet. Dans ma première lettre je te donnais quelques courts détails ; je ne t'en donnerai pas dans celle-ci ; je te réserve l'historique du siège jour par jour, lorsque je serai tranquille à Bône ou à Alger. Je suis monté à l'assaut, j'ai été distingué, je suis porté pour la Croix. Tout le monde me dit que je ne puis manquer de l'avoir. Je sais l'avoir méritée, mais tu connais les affaires de ce monde ! ... Frère, j'ai bien cru ne jamais t'embrasser. Quand j'ai vu autour de moi les cadavres tomber sans cesse et les balles m'étourdir de leur sifflement, je regardais la boue des rues et je me disais : voilà mon dernier lit ! Cela ne m'a fait ni pâlir, ni reculer ; au contraire, je me suis jeté au plus fort du feu où j'ai entraîné mes braves soldats. Nous sommes dans la ville depuis trois jours. Nous avons quitté notre affreux cimetière de Koudiat-Aty. »

En 1837, Constantine tombe et ajoute une page glorieuse à la conquête française, mais Hadj Ahmed continue à lutter, réclamant sans cesse et sans succès des secours du sultan ottoman. Celui-ci, trop pris par les affaires des Balkans et surtout par le conflit avec l'Égypte, ne peut rien offrir à Ahmed, et la diplomatie ottomane, à Paris comme à Istanbul, ne peut pas intervenir efficacement auprès de la monarchie de Juillet¹. La prise de Constantine galvanise les partisans de la colonisation. À Bougie, on utilise une meute de quarante chiens pour éventer les attaques nocturnes des Arabes. On propose de généraliser le système. La situation sanitaire reste préoccupante. Le docteur Payen, médecin de l'armée d'Afrique, préconise l'installation d'hôpitaux flottants pour les convalescents et l'établissement d'un service régulier d'évacuation sur la France par bateaux à vapeur. Valée, nommé gouverneur général de l'Algérie et recevant le bâton de maréchal, laisse à Constantine une garnison de 2 900 hommes, sous le commandement du colonel Bernelle. Le *Charivari* se félicite de la victoire mais s'inquiète des lendemains : « Quoiqu'il en soit, voilà un beau et glorieux résultat : glorieux pour la presse indépendante qui a forcé le ministère

¹ Robert Mantran, *Histoire de l'Empire ottoman*, Paris, Fayard, 1989, p. 450.

à combattre, et pour l'armée qui s'est chargée de vaincre. Mais à quoi aboutira cette gloire trop chèrement achetée ? Que deviendra dans nos mains Constantine, cette riche proie du vainqueur ? Nous l'avons dit, hélas ! et nous le répétons parce que cela est infaillible : Constantine sera détruite comme Mascara, ou rendue aux Arabes comme Tlemcen ; car telle est la volonté de l'Angleterre. » En France, le canon des Invalides annonce la prise de Constantine. Deux heures après, Berlioz est prié en toute hâte de se rendre au ministère de l'Intérieur. Le général Damrémont ayant péri sous les murs de Constantine, un service solennel pour lui et les soldats français morts pendant le siège allait avoir lieu dans l'église des Invalides¹. Le général Bernard, qui occupe alors le ministère de la Guerre, prévoit d'y faire exécuter le *Requiem* que l'on avait commandé puis déprogrammé à Berlioz pour le jour du service funèbre célébré tous les ans à la mémoire des victimes de la révolution de 1830². La prise de Constantine est saluée par une pièce de théâtre. Le 13 novembre 1837, Théophile Gautier rend compte du spectacle et évoque le superbe refrain « C'est les Bé Bé Bé/C'est les douins douins douins/C'est les Bé, c'est les douins/C'est les Bédouins », accompagné de coups de fusil, de pétards et de piétinements de chevaux. Sous le pseudonyme du vicomte de Launay, Mme de Girardin relate dans *la Presse*, un quotidien dirigé par son mari Émile de Girardin, ce divertissement : « *La Prise de Constantine* au Cirque-Olympique fait, comme toujours, beaucoup de bruit. La belle scène du conseil présidé par Achmet-Bey nous a paru d'une ingénieuse nouveauté. Un des conseillers élève la voix ; il ose combattre l'opinion d'Achmet. 'Ah ! dit le bey d'un air à peu près convaincu, c'est là votre avis ? – Oui ; je pense que..., etc.', et l'orateur enhardi développe sa pensée. ' Et vous persistez dans votre opinion ? – Sans doute, ma conscience... - Bien, bien, dit Achmet, continuez.' Ce disant, il prend dans sa ceinture un pistolet et brûle la cervelle au préopinant. Cette *interruption* pleine d'originalité produit une immense impression sur l'assemblée. »

¹ Le corps du général Damrémont est transporté le 5 décembre 1837 à l'hôtel royal des Invalides à la suite d'une cérémonie funèbre, en l'honneur de ce général et des braves morts devant Constantine.

² Hector Berlioz, *Mémoires*, Paris, 1878, t. I, chapitre 46, p. 309.

8.

Les Échelles

On distingue traditionnellement les Échelles du Levant en Méditerranée orientale et les Échelles de Barbarie, en Afrique du Nord. Elles désignent plus généralement des comptoirs commerciaux établis par les nations chrétiennes en pays d'islam. En 1535, les Capitulations signées par François I^{er} et Soliman le Magnifique avaient créé une nation française qui constituait désormais les Échelles du Levant et de Barbarie, comptoir commercial et circonscription juridique. En 1833, le républicain Raspail reconnaît la nécessité des échanges internationaux, il estime que « l'économie publique doit viser plus haut : son but essentiel est d'obtenir autant de produits au moins que le réclament les besoins et les goûts des administrés. Avec l'excédent, qu'on exporte on accroît son numéraire ; avec ce numéraire, on importe l'excédent des autres pays, et l'on facilite chez soi les opérations commerciales.¹ » Toutefois, les conceptions économiques diffèrent entre l'Europe et le monde oriental. Le commerce en Orient serait un lien, un moyen de rapprochement entre les peuples². En Occident, il prendrait le caractère d'une lutte, d'une rivalité, d'une guerre.

Les « mille et une merveilles » des Échelles du Levant

Sous la monarchie de Juillet, les Échelles du Levant sont un chapelet de cités marchandes par lesquelles les voyageurs d'Europe accèdent à l'Orient. De Constantinople (800 000 habitants) au Caire (entre 200 000 et 400 000 habitants), en passant par Smyrne (130 000 habitants), Adana, Damas (120 000 habitants), Beyrouth, Tripoli, Naplouse (20 000 habitants), Jérusalem (18 000 habitants), Alexandrie (entre 30 000 et 60 000 habitants dont 10 à 12 000 Européens), ou Astrakhan, ces villes sont des lieux de transits où se côtoient langues, coutumes et croyances. Elles sont à la fois entrepôt, forteresse et métropole. Une Échelle est une véritable tour de Babel. La population est bigarrée. Des Arabes, des Turcs, des juifs et des Européens s'y côtoient³. Dans ce patchwork, il faut être habile en arithmétique. Le cours des monnaies diffère parfois d'un pachalik à un autre. La piastre turque ne cesse pas de s'altérer. En 1815, elle valait 90 centimes. En 1830, elle s'échange contre 35 centimes. Au cours de l'année 1834, elle descend à 27 centimes⁴. La contrebande se fait en plein jour. La fausse monnaie abonde. Elle est fabriquée tant à l'étranger qu'à l'intérieur de l'Empire ottoman. Les Échelles du Levant ne présentent plus au voyageur un spectacle d'opulence contrairement à ce qu'il imagine⁵. Les nuages et les odeurs de lattaquié⁶ s'échappent des pipes. Une douce somnolence semble s'installer. Gérard de Nerval maintient cependant l'image romantique de ces villes orientales dans lesquelles se déroulent des romans ou des comédies.

Sur les Dardanelles, Gallipoli est comme toutes les villes de Turquie. Elle est bâtie en bois et n'a que des rues étroites, mal pavées et couvertes de chiens galeux qui assaillent les passants. Le long des rives du Bosphore, les riches demeures ou conacs trônent sur la mer. Les caïques⁷ voguent majestueusement d'une berge à une autre. Une somptueuse barque transporte une sœur du feu sultan Mahmud. Cette femme est célèbre à Constantinople pour ses passions amoureuses. Plusieurs ont payé de leur tête ses faveurs passagères. Le prince de Joinville la voit : « Trois rameurs, trois magnifiques gens aux longues moustaches blondes, à la peau blanche, aux formes athlétiques, à peine recouverts d'un caleçon blanc et d'une chemise de gaze de soie rayée, faisaient voler sur l'eau le caïque de leur maîtresse, une grande femme à œil perçant et à tournure aristocratique, toujours assise entre deux ravissantes demoiselles d'honneur.⁸ »

¹ Rossel, *Histoire de France à travers les journaux du temps passé. D'un coup d'Etat à l'autre 1799-1851*, L'arbre verdoyant, 1990, p. 203. *L'Echo de la Fabrique* du 20 novembre 1833.

² A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 21, f°255.

³ Frédéric-Auguste-Antoine Goupil, *Voyage en Orient fait avec Horace Vernet en 1839 et 1840*, Paris, 1843, p. 17.

⁴ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 21.

⁵ Teule, *Pensées et notes critiques extraites du journal de mes voyages dans l'empire du sultan de Constantinople, dans les provinces russes, géorgiennes et tartares du Caucase, et dans le royaume de Perse*, Paris, 1842, t. I, p. 31.

⁶ Variété de tabac d'Orient (Syrie), de couleur noirâtre.

⁷ Petite embarcation non pontée, marchant à l'aviron.

⁸ Prince de Joinville, *op. cit.*, p. 150.

Lamartine décrit le panorama qu'il découvre à Constantinople depuis les terrasses de Péra : « Les collines de Galata, de Péra et trois ou quatre autres collines glissant de mes pieds à la mer, couvertes de villes de différentes couleurs ; les unes ont leurs maisons peintes en rouge de sang, les autres en noir avec une foule de coupoles bleues qui entrecourent ces sombres teintes ; entre chaque coupole s'élancent des groupes de verdure formés par les platanes, les figuiers, les cyprès des petits jardins attenants à chaque maison. De grands espaces vides, entre les maisons, sont des champs cultivés et des jardins où l'on aperçoit des femmes turques, couvertes de leurs voiles noirs, et jouant avec leurs enfants et leurs esclaves à l'ombre des arbres ; des nuées de tourterelles et de pigeons blancs nagent dans l'air bleu au-dessus de ces jardins et de ces toits, et se détachent comme des fleurs blanches balancées par le vent, du bleu de la mer qui fait le fond de l'horizon. » Lamartine remarque : « Quelques grands vaisseaux de guerre passent à pleines voiles, débouchent du Bosphore, saluent le sérail de leurs bordées, dont la fumée les enveloppe un instant comme des ailes grises, puis en sortent resplendissants de la blancheur de leur voile. » La flotte du sultan garde l'entrée du Bosphore. On compte une quarantaine de navires de guerre. Lamartine consigne que « leurs masses immenses jettent une ombre sur les eaux du côté de terre. » Si l'aspect du Bosphore dépasse l'imagination, si l'on croit arriver dans la capitale du monde, l'illusion disparaît bien vite devant la réalité. La population de Constantinople est misérable. Les rues sont étroites, immondes, puantes et à moitié dépaillées : « Le pavé composé de petites pierres posées dans la poussière, se dérange sous vos pieds et vous expose à des chutes continuelles fort désagréables dans ces rues où, faute d'écoulement, chaque trou est une flaque d'eau et de boue noire. ¹ » Les cafés sont nombreux où une multitude de fainéants passent leur vie à fumer et à dormir². Les tombeaux s'accumulent dans les intervalles qui séparent les quartiers. Des chiens, n'appartenant à personne, errent dans les rues. La ferveur religieuse musulmane les protège. On ne peut donc pas s'en débarrasser trop énergiquement. Un simple « houst ! » doit suffire. Les chiens de Constantinople sont divisés par clans et chaque clan campe nuit et jour dans son quartier. Ces chiens sont évalués à une centaine de milliers. Le sultan Mahmud en a fait déporter 25 000 sur les îles de la mer de Marmara. Les Européens pensent que seule la rage pourrait les détruire.

Le marché est ouvert tous les jours, excepté le vendredi. Le samedi a lieu la vente principale : celle des esclaves. Edmund Spencer remarque à Constantinople les femmes noires venues d'Abyssinie. Elles ont une plastique irréprochable. Les discussions portent sur le prix. Les querelles sont nombreuses. Au milieu d'un bruit confus de coups, de lamentations et de chaînes, ont lieu les débats entre les vendeurs et les acheteurs. Les marchands d'esclaves sont particulièrement irascibles. Leur métier est difficile. L'un d'entre eux confie : « Puissé-je, dit Hadgi Mahmoud, être bientôt en état de renoncer à cet infâme métier ! Vingt bourses (3 000 francs) me suffiraient pour vivre ; et si je possédais cette somme, j'atteste Dieu que je ne remettrais plus le pied dans le désert. » Il assure que sur 70 esclaves qu'il a ramenés du Fezzan, il en a perdu plus de cinquante. Le reste aurait été bradé. La tuberculose, la fièvre, les coliques et autres maladies sont des calamités pour le marchand d'esclaves³. La misère qui sévit dans l'Empire ottoman fait baisser les prix⁴. Un petit garçon noir, 10 à 12 ans, coûte 300 à 400 francs. De 12 à 18 ans, le prix s'élève parfois à 600 francs. Une jeune femme noire, de 12 à 18 ans, se négocie entre 300 et 500 francs.⁵ Le bazar est l'endroit le plus prisé. La première chose que veut faire tout arrivant à Constantinople, c'est de s'y rendre. Les bazars ne sont soumis à aucun règlement. Les débiteurs y arrivent quand ils veulent, et s'en vont quand il leur plaît. Il est cependant d'usage qu'ils ne devancent jamais le lever ou le coucher du soleil. La seule action de la police consiste à vérifier les poids et mesures. On trouve sur les étals du poisson, des fruits, des friperies, des livres. Les beaux vêtements sont suspendus. Les droguistes vendent de l'arsenic, de la rhubarbe, de l'opium, du riz, des fèves et du moka.

Le soir, on ferme les portes de la ville. Le couvre-feu est ordonné par crainte des incendies. Des tours surveillent. Lorsque celle de Galata fut détruite, on en reconstruisit une autre. « Chaque maison de Stamboul, dit un proverbe turc, aurait pu être bâtie avec des clous d'or, si on avait eu tout ce qu'il en a coûté pour la reconstruire après chaque incendie. » Durant l'hiver 1836-1837, trois feux ont pris au cours d'une seule nuit à Constantinople. Le prince de Joinville est témoin de l'un de ces terribles sinistres en 1839. Dans la ville retentissent des cris : « *Yangshivar !* » « Au feu ! » Le fils de Louis-Philippe et ses cent cinquante marins rejoints par une partie de la population, abattent des maisons pour éviter la propagation des flammes. Le général de la garnison Selim pacha entre dans une folle colère à la vue des destructions. Le prince de Joinville lui prend la main et suivi du drogman de l'ambassade, monsieur Lauxerrois, il l'entraîne en haut d'un minaret. Là, il dit à l'interprète : « Montrez donc à cet imbécile de pacha que la coupée que nous faisons est la seule chance de sauver Péra ! » Lauxerrois n'a pas besoin de traduire. Le Turc déclare en très bon français : « C'est inutile, je comprends. » Le prince de Joinville s'excuse. Selim pacha, convaincu du bien-fondé de l'ouvrage des Français, descend quatre à quatre les marches. Il

¹ Adolphe Joanne, *Voyage illustré dans les cinq parties du monde en 1846, 1847, 1848, 1849*, Paris, s.d., p. 143.

² Marmont, *op. cit.*, p. 7.

³ Michaud et Poujoulat, *Correspondance d'Orient, 1830-1831*, Paris, 1833-1835, t. II, p. 394. Lettre 49, Péra, septembre 1830.

⁴ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 34 et 35. *Constantinople en 1830*.

⁵ Michaud et Poujoulat, *op. cit.*, t. III, p. 119. Lettre 58, Péra, octobre 1830.

ôte sa redingote. En bretelles, il ordonne à ses soldats de prendre part à la démolition¹. Les demeures s'écroulent les unes après les autres. La situation est analogue à Smyrne. Le docteur Teule lors de son séjour dans cette Échelle enregistre deux incendies en douze jours. Les petites boutiques sont construites en bois. Les maisons sont entassées. Le gouverneur recommande à ceux qui doivent sortir après le coucher du soleil de se munir d'une lanterne. Les pauvres se munissent de papier inflammable. Les plus fortunés font porter par leurs valets des fanaux. Déambulant la nuit, les veilleurs armés de pistolets et de poignards à la ceinture patrouillent. Quelques marchés sont couverts. Ils regroupent de vastes magasins, solides et vastes n'ayant qu'un rez-de-chaussée avec parfois un grenier pour l'entrepôt des gros ballots. Le jour, dès neuf heures du matin, la foule commence à circuler dans toutes les directions. Sans un interprète, un bon guide, le voyageur risque de se perdre dans ce véritable dédale. Les femmes voilées d'une gaze blanche ou noire se répandent dans les échoppes. Les marchandises sont empilées en vrac : les châles, les fourrures, les pipes, les bijoux, les armures, les babouches. Des désœuvrés se mêlent aux clients. Les habitants sont séparés, selon la religion qu'ils pratiquent et résident dans des quartiers qui leur sont propres. Les habitations musulmanes sont peintes avec des couleurs vives : rouge, jaune ou bleu. Celles des chrétiens sont en gris ou en brun foncé². Les moucharabieh permettent de voir sans être vu. Le vendredi est consacré à la prière et à la visite des cimetières. Les fontaines, au robinet de cuivre auquel sont enchaînées des tasses, offrent de l'eau potable³. Le spectacle le plus en vogue est *Caragucus* où le personnage principal est une sorte de polichinelle dont les paupières, les prunelles, les sourcils et les cils sont noirs.

Smyrne, ville de 80 000 Turcs, 25 000 Grecs, 12 000 Arméniens et 12 000 Français⁴, comptant des bazars tortueux, des ruelles mal pavées, sinueuses, enchevêtrées les unes dans les autres, offre le spectacle d'une circulation laborieuse devenant impossible quelquefois pendant des heures. Les autorités souffrent la présence et la circulation des porcs dans les quartiers habités par les chrétiens. Le cochon doit avoir pendu au cou, dans un petit sac de cuir, la preuve que son maître a satisfait aux exigences du fisc. À Constantinople, cet animal est accueilli par les collecteurs d'impôts dans le champ voisin du faubourg européen de Péra. Les toits en vis-à-vis se chevauchent et bouchent en partie le ciel. Parfois, de longues files de chameaux reliés les uns aux autres par des cordes s'y engagent et bloquent les rues. Cette obstruction semble fomentée par les autochtones qui, d'après le prince de Joinville, prennent « plaisir à prolonger. » Les aspirants français, en grand nombre, car à Smyrne la division navale est importante, décident de leur donner une bonne leçon. Ils louent des ânes, les attachent les uns aux autres avec de longues cordes. Enfourchant leur monture, imitant les musulmans en fumant une longue pipe, ils se mettent en marche. Cette longue farandole, d'environ un kilomètre, circule toute la journée dans les bazars, va et vient, s'entortille, interrompt le trafic. Les musulmans sont d'abord surpris mais comprenant qu'on se moque d'eux, ils deviennent furieux et vont chercher un policier, un certain Hadgi bey que les Français surnomment « *Quat'Gibets* ». Ce dernier, ami des Européens, rit à se tordre son gros ventre entre les mains.

Les restaurants et les rôtisseurs appâtent les passants. Le docteur Teule consigne dans son journal : « J'ai goûté des pieds de mouton cuits à l'eau et servis avec une sauce composée de lait aigre, d'œufs et de tomates battus ensemble et délayés dans un bouillon d'estomac des mêmes animaux. » Il déguste également un hachis de viande fraîche cuit sous forme de brochette et imbibé d'un suc de viande rôtie. Alexandre Dumas reconnaissant que les bains sont, après les mosquées, les plus beaux monuments des villes orientales⁵, imagine les rues du Caire. Il évoque les fellahs chargés d'arroser la ville : ils « se promènent, une outre sous chaque bras, et les pressent l'une après l'autre pour en faire jaillir l'eau, accompagnant cette éjaculation alternative d'une double phrase arabe qu'ils prononcent d'un ton monotone, et qui veut dire : 'prends garde à droite, prends garde à gauche.' » Le Caire se développe. Sous la monarchie de Juillet, il compte 412 mosquées, 500 minarets, 300 citernes, 60 bains, 34 fontaines, 140 écoles publiques, une douzaine de bazars, 1 265 caravansérails, 1 170 cafés, 71 portes principales⁶. Les prostituées sont légion. Elles ont toutes un souteneur et payent patente. Les maisons sont plus élevées qu'à Alexandrie et possèdent deux ou trois étages.

La sûreté en pays musulman n'est pas vraiment garantie pour les voyageurs. Les Français pour entrer dans une Échelle du Levant doivent être munis d'un passeport turc. Sans ce précieux document, ils pourraient ne pas être reçus. Si des documents français sont présentés, rien ne peut en réalité prouver leur authenticité et le Français pourrait être arrêté, maltraité comme suspect. Les Européens payent des loyers énormes et quelquefois supérieurs du double aux loyers de Paris et toujours au moins une année à l'avance. Certains ont payé jusqu'à cinq ans à l'avance⁷. Le voyage passe par un séjour à l'hôtel. Au Caire, l'hôtel français *Domergue* est un bon refuge, où l'on paie 40 piastres par jour, soit à peu près 10 francs. Les *harvis*⁸ égyptiens y travaillent devant les Européens en

¹ Prince de Joinville, *op. cit.*, p. 155.

² Joseph-François Michaud et Jean-Joseph-François Poujoulat, *op. cit.*, p. 167.

³ Teule, *op. cit.*, p. 29.

⁴ Rémi Aucher-Eloy, *Relations de voyage en Orient de 1830 à 1838*, Paris, 1843, p. 55.

⁵ Alexandre Dumas, *Quinze jours au Sinaï*, Paris, C. Gosselin, 1841, p. 17.

⁶ Adolphe Joanne, *op. cit.*, p. 231.

⁷ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 34 et 35.

⁸ Magiciens, devins.

quête de sensations fortes. Dans plusieurs villes du Levant, on peut remarquer le dénuement des gargotes européennes¹.

Le port d'Alexandrie est animé par l'agitation des marins qui montent sur les vergues. Trois cents navires de toutes les nations s'y affairant. Après avoir été contrôlé par les douaniers, le voyageur est harcelé par les âniers. Le baron d'Armagnac, à son arrivée, est bloqué par cinquante gamins et autant d'ânes. Les enfants répètent en français : « bon bourrique, Monsieur ! fameux baudet, Monsieur ! » Tirillé, étourdi, le Français est jeté sur un animal, poursuivi par son propriétaire qui lui enfonce une épingle sous la queue pour stimuler son ardeur. Le peintre écossais David Roberts ne tombe pas sous le charme de cette Échelle. L'ancienne ville est réduite à une masse de détrit. Les esclaves sont en haillons. « Vision parfaitement répugnante, et je quittai l'endroit fier d'appartenir à une nation ayant aboli l'esclavage² », écrit-il. De longs convois de dromadaires et d'ânes chargés de ballots circulent. Les bateliers se disputent les passagers. Roberts observe : « De nombreux bateaux, dont beaucoup de vaisseaux de guerre, étaient à l'encre dans la baie. » Le soleil y est foudroyant.

Les Échelles de Barbarie

Le débarquement dans les Échelles de Barbarie est également pittoresque. Pückler-Muskau, arrivant à Alger le 16 janvier 1835, écrit : « À peine eûmes-nous mis pied à terre qu'une centaine de figures brunes et noires, vêtues de burnous blancs (c'est une espèce de manteau de laine à capuchon), mais déguenillés, se jetèrent comme autant de brigands sur nos malles et commençaient à se battre pour savoir qui d'entre eux les porterait à l'auberge. » La porte de la ville d'Alger regorge de mendiants. Ils sont plusieurs douzaines, de toutes les couleurs, couchés par terre et enveloppés tant bien que mal dans les lambeaux de leurs burnous jadis blancs. Ils jouaient du violon, battaient du tambour et chantaient pour réveiller la charité des passants. La rue Babazun regroupe la plupart des commerçants, des marchands distingués. Les Échelles de Barbarie peuvent constituer des prisons ou des refuges. La conquête de l'Algérie par la France favorise la fuite des condamnés aux présides. Ainsi 151 Espagnols, dont un Français nommé Jean Mas, parviennent à gagner Oran. Accusés d'être des constitutionnels, des assassins, des querelleurs, des ivrognes, des blasphémateurs, des contrebandiers, des déserteurs ou des prévenus de concubinage, ils ont été auparavant conduits à Ceuta, Malaga et Melilla mais la prison de cette dernière place manquant de place, il ont dû revenir vers Malaga. Au cours du trajet, les forçats brisent les fers, désarment les gardes puis finalement se réfugient en Algérie³. En 1838, après avoir tué son commandant, la garnison d'Uldecena, ralliée aux carlistes, embarque sur deux navires pour Valence. Ne pouvant accoster, les rebelles se réfugient à Oran. Les autorités françaises leur font déposer leurs armes et leurs munitions. Leurs canons sont séquestrés⁴. Le gouvernement français doit statuer : faut-il renvoyer ces hommes en Espagne renforcer le féroce Cabrera ou bien les reléguer en France ?

Depuis la prise d'Alger, les courses des Marocains ont cessé. Des navires sous pavillons russe et belge font du commerce au Maroc. Les nations chrétiennes seraient loin d'en tirer parti cependant. En 1834, le renouvellement du traité entre le gouvernement napolitain avec le Maroc est pour le sultan un prétexte de lui imposer des conditions nouvelles et onéreuses. Les pourparlers durent et le consul se prétend hors d'état de conclure, faute de communications ministérielles. Pour mettre un terme à son hésitation, le sultan lui rend ses passeports. Le consul se retire à Gibraltar. Quelques mois après le nouveau traité est conclu par l'intermédiaire de Bénoliel, et Naples consent à offrir au sultan un présent convenable, auquel serait ajoutée une quantité donnée de soufre. Le soufre fut reçu d'abord à l'état brut. Une fois emmagasiné, l'on prétend qu'il n'est d'aucun usage, et qu'il s'agit de soufre purifié. On obéit. Un navire de guerre napolitain se présente, couleurs déployées, sur la rade de Tanger, apportant le soufre en canon qu'on exigeait de lui. Ce dernier est accepté mais on ne voulut jamais rendre le soufre brut qu'on avait refusé d'abord. En effet, le quintal de soufre purifié, acheté à 12 francs, ou reçu en cadeau, se revend 90 francs. Les prix au Maroc s'évaluent de la façon suivante : le chameau à 85 francs, le bœuf à 70, le cheval à 125, l'âne à 3 francs 50 centimes, la mule à 150 et l'esclave à 250 francs. Rappelons ici que le salaire moyen de l'ouvrier parisien n'est alors que de 2 francs par jour. Le Maroc tire sa richesse de l'exportation de ses laines : au moins 40 000 quintaux par an. La qualité de son blé, celle de Tamesna par exemple, ne diffère de celle des blés de la Mer Noire que par le mélange d'une petite quantité de corps étrangers. Le Maroc exporte jusqu'à 600 000 fanègues⁵ de blé en une année. La fanègue est payée moins d'une piastre forte d'Espagne pour être embarquée. Le Maroc peut fournir en abondance d'excellente farine, celle de Fez mais également de l'orge, du maïs, des fèves, des pois chiches, du sésame, tous objets d'un commerce très actif avec les îles Canaries et avec l'Espagne, des

¹ D'Armagnac, *Nezib et Beyrouth, souvenirs d'Orient, de 1833 à 1841*, Paris, J. Laisné, 1844, p. 13.

² David Roberts, *Carnets de voyages : Égypte-Terre sainte*, Anthèse, 1994, p. 14. Lettre adressée à Christine, fille de Roberts, 24 septembre 1838.

³ Berthezène, *Dix-huit mois à Alger, ou récit des événements qui s'y sont passés depuis le 14 juin 1830 jusqu'à la fin de décembre 1831*, p. 272.

⁴ *Moniteur universel* du 5 janvier 1839. *Toulonnais* du 22 décembre 1838.

⁵ La fanègue est une mesure espagnole équivalente à 55, 5 litres. Elle varie suivant les produits de 75 à 120 kg. Ainsi, la fanègue correspond à 78 kg de blé et à 60, 64 kg d'orge. Sous la monarchie de Juillet, le Maroc exporte donc au cours des meilleures années près de 50 000 tonnes de blé. En 2007, le Maroc a au contraire importé 1,5 million de tonnes de blé.

peaux de mouton, de chèvre, des cuirs de bœuf, de la cire, du suif, du lin, du chanvre, des gommés de plusieurs qualités, de la galène, de l'ivoire, des plumes d'autruche, de la poudre d'or, du corail, du coton, du cumin, de la terre savonneuse (*qassoul*), des bonnets de laine (*tarbouches*), des babouches, des feuilles de rose.

À Tunis (140 000 habitants), l'*Hôtel Impérial*, référence à l'empereur d'Autriche, son souverain, est tenu par un Italien. Cet hôtel dispose de chambres qui sont loin d'être impériales et sa table est plutôt frugale. Félix Flachenaker dans son *Voyage de Bône à Tunis* explique que l'enceinte de Tunis est immense. Sa vaste surface est entremêlée de maisons, de places et de cimetières. Il écrit que « chaque famille occupe à elle seule une maison isolée souvent de ses voisins par un jardin, par une grande cour ou par un terrain vide. En outre, ces maisons n'ayant qu'un étage, on comprend le développement que peut avoir cette grande cité qui se divise en ville (*medina*) et deux faubourgs (*rbot*).¹ » L'alliance de Tunis avec la France prend une nouvelle tournure avec l'avènement du bey Ahmed le 18 octobre 1837². Ahmed succède, à 31 ans, à son père Mustapha, décédé après un court règne de trois mois et quelques jours. Cet avènement au trône est une usurpation, au détriment de son cousin Sidi Hambda, car à Tunis le beylicat est héréditaire dans deux familles. Il passe alternativement de l'une à l'autre. À la mort de Mustapha, le trône revient de droit au fils aîné de Hussein, son prédécesseur. Ahmed préparait depuis longtemps sa prise de pouvoir. Six mois avant son élévation au titre de bey, il fomenta l'assassinat de Chekir, le premier ministre, un homme attaché au fils d'Hussein. Chekir devait son poste à Hussein. Recommandé à Mustapha, il conserva sa place mais Ahmed parvint à le faire disgracié par son père en le présentant comme un comploteur. Son arrêt de mort était signé mais Chekir étant le créateur de l'armée régulière tunisienne, bénéficiait de nombreux soutiens. Chekir ne s'approchait plus du Bardo car il se savait en danger. Le bey et son fils lui tendirent un piège. Prétextant que l'amiral Lalande et le consul de France souhaitaient le voir, Ahmed attira Chekir au palais. Mustapha se rendit le matin chez Chekir. La conversation était intime et familière lorsqu'un mamelouk vint apporter un pli au bey : c'était l'annonce de l'arrivée au Bardo du consul et de l'amiral. Le bey parut surpris : « Il faut, dit-il, qu'il y ait quelque chose d'extraordinaire pour que ces messieurs viennent ainsi sans se faire annoncer. » Puis s'adressant à Chekir, avec douceur : « Mon fils, toi qui connais si bien les affaires, va voir ce que ces messieurs veulent, je vais te suivre. » Une autre thèse rappelle que la Porte veut se débarrasser du bey de Tunis et le remplacer par un homme plus sûr. Une conspiration était donc fomentée par les agents du sultan pour renverser Mustapha. Ce dernier déjoua le complot ourdi contre lui et mené par son premier ministre Chekir Sabtab. Le baron d'Armagnac connaissait Chekir : « Chekir était le nom de ce favori tout puissant : esclave géorgien, acheté au marché de Constantinople, arrivé enfant à Tunis, élevé au Bardo parmi les marchands du Bey, il grandit, et bientôt cette nature ambitieuse ne tarda point à se développer. Souple et bas avec ses supérieurs, affable et officieux avec ses égaux, arrogant et fier avec ses subordonnés ; il avait toutes les qualités voulues pour réussir dans un gouvernement despotique. Doué d'un caractère ferme, marchant à son but nuit et jour et sans dévier de sa route, il devait arriver au faîte ou être foudroyé.³ » Chekir souhaitait voir replacer le royaume de Tunis sous l'influence immédiate de la Porte⁴. Mustapha le fit appeler au Bardo, sous le faux prétexte de lui livrer d'importantes nouvelles venant de la Porte. Rassuré par la présence du consul et de l'amiral, et pensant que, devant eux, on n'oserait pas se livrer à un attentat, Chakir se rendit au Bardo. Le sicaire fut conduit dans une salle basse où il fut aussitôt étranglé par des chaouchs⁵. Le consul et l'amiral attendaient l'heure de l'audience lorsqu'un officier du palais vint les prévenir qu'il se passait une affaire de famille, et que le bey ne pouvait les recevoir. Peu après, des crieurs diffusaient la mort du traître⁶.

Le bey de Tunis Ahmed a 36 ans lorsqu'il monte sur le trône. Il est soutenu par les Français qui projettent de lui attribuer le Constantinois. Le bey de Tunis est un souverain héréditaire qui demeure symboliquement sous la suzeraineté turque. Il est le maître dans son domaine et ne doit aucun tribut à la Porte. L'investiture du bey par le sultan n'est que la survivance d'un lointain passé, une cérémonie de pure forme qui n'exprime pas des rapports de suzerain à vassal. La France entend maintenir ce « statu quo », au besoin par la force, et interdit à la Porte toute tentative de mainmise sur la Tunisie. Le bey Ahmed est doté d'un esprit indépendant. Il est orgueilleux, ambitieux et rempli d'illusions sur ses aptitudes et l'importance de son rôle. Il est un grand admirateur de Napoléon I^{er} et il aime jouer l'homme de guerre⁷. Dès son accession au pouvoir, il s'occupe d'organiser son armée qui ne se compose alors que de deux régiments d'infanterie, soit à peine 5 000 hommes. Il en porte l'effectif à 10 000 hommes et crée un régiment de cavalerie. Plus tard, il forme un régiment d'artillerie et un second régiment de cavalerie. Sa francophilie est un atout pour asseoir l'influence de la France en Afrique du Nord. Il comprend que la présence de la France en Algérie le protège. D'un autre côté, l'Angleterre, tout en faisant planer la menace d'un débarquement ottoman, assure que si un jour la France attaque la Tunisie, elle interviendrait. Le bey finit donc par

¹ Cité par *l'Illustration* du 19 juillet 1845.

² *L'Illustration*, samedi 12 août 1843.

³ D'Armagnac, *op.cit.*, p. 27.

⁴ *Ibid.*, p. 28.

⁵ Sergents.

⁶ *L'Illustration*, samedi 12 août 1843.

⁷ Augustin Bernard, *Histoire des colonies françaises et de l'expansion de la France dans le monde*, Paris, 1930, « La Tunisie » par Georges Hardy.

se prêter docilement aux conseils anglais et laisse passer sur son territoire les armes et les poudres qui, expédiées de Malte arrivent en Tunisie, puis parviennent à Abd el-Kader. Castellane envoie une lettre au maréchal Valée le 13 janvier 1838 et lui fait part des difficultés que pose la conquête : « Il me semble impossible de continuer à approvisionner longtemps Constantine de Bône qui en est à 40 lieues. Cela deviendra très onéreux outre que les Arabes tenteront probablement en mai d'interrompre nos convois. Bougie ne défend qu'une mauvaise rade, il coûte 2 millions par an. Je pense qu'il vaudrait mieux l'évacuer, porter son matériel à Stora dont la rade est meilleure et qui n'est qu'à 14 heures de Constantine. »

Le commerce généré par les Échelles

La population des Échelles du Levant est constamment occupée d'affaires, à ses intérêts et à l'idée de profit. Un bruit inaccoutumé dans la rue est une transaction occasionnant une dispute. Un Turc qui médite, il prépare quelque spéculation. S'il tient une plume entre les mains, il s'occupe de l'affermage d'un impôt, il fait ou règle un compte¹. Dans un roman burlesque intitulé *Robert Macaire en Orient*, Alphonse Royer raconte une escroquerie. Dindrinos achète des vieux canons à l'arsenal ottoman et cherche à les revendre pour acheter la propriété de son neveu. Malheureusement, au moment de charger les pièces d'artillerie pour les faire fondre, un officier turc lui brise sur l'épaule une longue pipe de cerisier². La bonne affaire que Dindrinos a flairée ne se fait pas. On ne plaisante pas avec l'artillerie du sultan. Les marchandises sont stockées dans le fondouk ou la *wakala*. Étape urbaine des caravanes commerciales, le caravansérail est à la fois un entrepôt et une hôtellerie de marchands. Au départ, il est une fondation pieuse. Édifice destiné au commerce, ses revenus servent à l'entretien des mosquées et des mausolées. Dans les Échelles, le caravansérail est un enclos, une série de magasins voûtés organisés autour d'une cour régulière accessible par une porte de vaste dimension. Il accueille les caravanes qui déposent leur chargement, négocié ensuite dans la ville, sorte de commerce de gros ou de demi-gros. Généralement, les magasins se dressent sur deux niveaux, l'un au rez-de-chaussée, l'autre en entresol desservi par une galerie directement accessible par des escaliers à partir de la cour. Les richesses sont protégées, gardées en attendant leur partage et leur vente. De nombreux convois de chameaux, sont employés au transport du cuivre et lorsque ces animaux sont utilisés à d'autres tâches, pendant le voyage, le cuivre est déposé dans le caravansérail. Les chameaux reprennent ensuite leur précieux chargement et continuent leur route. Le cuivre est quelquefois déposé pendant plusieurs mois³.

CARAVANES ARRIVANT À ALEP⁴

- 1° De Bassora et Bagdad : perles, cotonnades, châles, épices de l'Inde, parfums, porcelaines, articles de la Chine, chameaux d'Arabie.
- 2° De Mossoul et Mardine : fil de coton, étoffes de coton, noix de galle.
- 3° De Diarbekir : *arrow-root*⁵, coton filé et teint, articles de coton, fil de coton rouge, cuirs de Maroc, poil de chèvre, noix de galle.
- 4° De Maratch : Bois, fourrures, poil de chèvre.
- 5° D'Orfa : coton blanc et étoffes de coton, cuirs de Maroc, poil de chèvre.
- 6° D'Antab : étoffes de coton blanc, maroquins.
- 7° De Killis : étoffes de coton, coton brut et filé, soie, noix de galle, huiles.
- 8° D'Idlib et Riha : 5 000 quintaux de savon, huile.
- 9° De Van, Tiflis et Kars : surtout des fourrures.
- 10° D'Erzeroum et Livas : fourrures, poil de chèvre, cire, gomme, ammoniac.
- 11° De Gazan : toiles, feutres.
- 12° De Tocat : soie, fourrures, anis, cuivre.
- 13° De Trébizonde : étoffes de coton, lin.
- 14° De Malatya : étoffes de coton, fruits secs.
- 15° De Lattaquié : soie, café, moka, riz et produits de l'Égypte.
- 16° De Constantinople : coton et étoffes de laine d'Allemagne, mousselines imprimées, ambre ouvragé, fourrures.
- 17° De Brousse : soie, satins et velours pour sofas.
- 18° De Smyrne : cotonnades européennes et étoffes de laine, quincaillerie, horlogerie.
- 19° De Tripoli de Syrie : soie.
- 20° De Damas : café, moka, savon, soie, étoffes, fil de coton de l'Inde, fruits secs.
- 21° De La Mecque : café, bois de senteur, perles, ambre gris, épices.

¹ David Urquhart, *La Turquie, ses ressources, son organisation municipale, son commerce suivis de considérations sur l'état du commerce anglais dans le Levant*, traduit de l'anglais par Xavier Raymond, Paris, Arthus Bertrand, 1836, IV^e partie, p. 31.

² Alphonse Royer, *Robert Macaire en Orient*, Paris, Dumont, 1840, p. 68.

³ David Urquhart, *op. cit.*, p. 55.

⁴ *Ibid.*, IV^e partie, p. 54.

⁵ Féculé facile à digérer, extraite du rhizome du maranta, permettant la préparation de bouillies très légères pour nourrissons. On s'en sert aussi pour faire des colles et des apprêts.

Le négociant est un personnage respecté et considéré en Orient. La religion musulmane lui octroie un statut particulier. « Le commerçant droit et juste est au rang des âmes les plus élevées par la piété¹ », avait dit Mahomet. On le trouve partout : sur la place publique, derrière une porte, dans un café, au sérail, au bazar. Il est quelquefois apathique et endormi. Les marchands sont de toutes les conditions sociales. Ils appartiennent à de multiples nations, pratiquent des langues différentes. Le lucre les met en mouvement. Doublon, para, livre, dinar, piastre, thaler circulent et s'échangent au gré des marchés. Officiellement, la Turquie n'a pas de monnaie d'argent, ni de cuivre. Les trois espèces en or qui circulent valent 5 francs, 2 francs cinquante et 1 franc 25². Marmont remarque que chaque jour le titre de l'or et de l'argent s'altère, si bien qu'il écrit à propos de la pièce d'un para : « On conçoit que les pièces soient assez légères pour que le vent les emporte. »³

En marge de l'Empire ottoman et de l'Égypte de Méhémet-Ali, l'imam indépendant de Mascate développe son pouvoir. Il a transféré depuis 1832 sa capitale à Zanzibar. Il contrôle la côte d'Afrique orientale et enrichit l'île par la culture du clou de girofle. Son commerce, situé sur la route des Indes via le cap de Bonne-Espérance, est de plus en plus florissant. La France cherche à établir de nouveaux comptoirs dans cette zone. Le sultan s'enrichit lui-même avec le trafic des esclaves. Les échanges entre l'Inde et l'Arabie prennent de l'expansion. Le *kaskasi*, vent de l'aller pousse les boutres vers la côte africaine. Le *kusi*, vent du retour souffle d'Afrique vers les Indes. Ces contacts donnent naissance à la culture swahilie. À Zanzibar, les Américains font un important commerce. Ils y portent des armes, de la poudre, exportent de l'ivoire et des esclaves en contrebande⁴. L'imam indépendant de Mascate, Saïd, depuis qu'il s'est emparé de l'île, a détruit ces échanges. Cela employait une douzaine de bâtiments. Ce commerce est passé entre les mains d'une maison anglaise. Les Américains envoient deux navires de guerre. L'un entre à Bombay. Le second est envoyé à Mascate pour négocier avec l'imam. Par esprit de forfanterie, le capitaine américain arrivé à Bombay déclare qu'il vient prendre des renseignements sur la marine marchande française. Cette dernière cherche en effet de nouveaux débouchés. Zanzibar semble être propice pour l'établissement d'une ligne marchande. C'est le sens du traité projeté en 1834, où le capitaine Vailhen doit amener l'imam à concéder une partie de l'île pour y établir des planteurs français. Zanzibar, en rapport avec de nombreux pays, permettrait aux autorités de l'île Bourbon d'y installer un entrepôt d'où partirait le commerce pour le Golfe Persique et la côte orientale de l'Afrique⁵. L'imam est favorable à l'installation de l'industrie européenne dans ses États. La seule condition est qu'elle doit s'assurer la protection d'un agent consulaire. En 1835, 24 navires français passent le Cap. Le navire arabe de Mascate *le Fellah-Ramier* se présente, à l'île Bourbon, à Saint-Denis, pour vendre 60 000 livres de poisson salé. L'agent consulaire français logé à Bassora, Fontanier, se rend fréquemment à Bombay pour affaires. Puisque les colonies françaises sont délaissées par les bâtiments du sultanat d'Oman au profit des possessions anglaises, Cuvillier, le gouverneur de l'île Bourbon, donne pour mission au navire *l'Aube* de se rendre à Mascate et d'y montrer le pavillon tricolore. Écarté de plus en plus des Échelles du Levant, le commerce français cherche à prendre de l'extension sur la côte orientale de l'Afrique et dans le Golfe Persique. L'île Bourbon est un formidable relais et peut assurer le maintien du transit par la vieille route des Indes, celle qui passe par le cap de Bonne Espérance. Ces projets français sont contrariés par l'Angleterre et les États-Unis qui signent un traité de commerce avec l'imam.

La France prise les produits orientaux comme cette fécule dite de Kaïffa, qu'une ordonnance de Louis-Philippe du 29 mai 1836 autorise l'importation pour résoudre les problèmes de nutrition. Analeptique, cette fécule orientale est recommandée par les médecins. La Turquie, l'Inde et la Perse apparaissent comme des eldorados. La France fait toutefois peu d'affaires avec l'Orient et son commerce levantin régresse. La balance reste très favorable à l'Angleterre⁶. Les Anglais subissent malgré tout une forte concurrence des Russes qui excluent des marchés sous leur contrôle les produits britanniques⁷. L'expansion de la Russie représente une menace, donnant raison à une prophétie de Napoléon : « Dans cinquante ans, l'Europe sera républicaine ou cosaque. »⁸ La Bessarabie, réunie au domaine russe depuis le traité de Bucarest en 1812, échappe totalement au commerce anglais. La France n'est guère mieux lotie. Sur sept cents navires qui chaque année séjournent dans les ports de Braïla et de Galati, un seul bâtiment français est enregistré en 1833. Ils sont six en 1838⁹. Le traité d'Andrinople de 1829, faisant de la Serbie une province autonome, stipule que les marchandises russes sont exemptées de droits de douane par la voie terrestre. Le transport des marchandises d'origine turque est taxé. Pour éviter ce paiement, les négociants russes

¹ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 21, f°253.

² D'Aubignosc, *La Turquie nouvelle jugée au point où l'ont amenée les réformes du sultan Mahmoud*, Paris, 1839, t. I, p. 118.

³ Marmont, *Voyage du duc de Raguse, 1834-1835*, Paris, Ladvocat, 1837, t. I, p. 14.

⁴ A.M.A.E., C.P.C., Turquie, vol. 5 et 6.

⁵ *Ibid.*, M&D, Afrique 147, f°4 à 18. Instructions remises par le gouverneur de l'île Bourbon, monsieur Cuvillier au lieutenant de vaisseau Vailhen, capitaine de la gabare le *Madagascar*, Saint-Denis, le 10 janvier 1834.

⁶ Carné, « Des partis et des Ecoles politiques en France depuis 1830 », *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} décembre 1835, p. 525.

⁷ David Urquhart, *Le Portfolio ou collection de documents politiques relatifs à l'histoire contemporaine*, traduit de l'anglais, 5 tomes en 3 vol., Paris, Urquhart, 1836-1837, t. II, p. 43.

⁸ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 56. Breuvery, « De la question turque et des empiètements de la Russie », *supplément au Sémaphore de Marseille*, n° 1970, 11 juin 1834.

⁹ *Ibid.*, vol. 13.

prêtent leur nom, moyennant un léger intérêt. La Moldavie et la Valachie verrouillent le système et sont entourées de cordons sanitaires. Dans son *cours à l'Athénée*, Jean-Baptiste Say a noté que la Russie a européanisé une partie de la Tartarie et les revers du Caucase, côté perse. Astrakhan devient chaque jour plus européen : « sa principale rue ressemble aux plus belles rues de nos capitales. ¹ » La Perse reste en revanche hermétique. Aucher-Eloy, y séjournant, rapporte ses péripéties avec les douaniers. L'un d'entre eux saisit la bride de sa monture et Aucher-Eloy est obligé de tirer le pistolet pour s'en défaire. Maîtresse des Dardanelles depuis le traité d'Unkiar-Skelessi, la Russie détient la clé du commerce levantin et elle est libre d'établir les règlements qu'elle croit nécessaire. Le Caucase et la mer Caspienne deviennent les liens des échanges qui s'effectuent depuis la Géorgie, la Perse, l'Empire ottoman, et ce jusqu'en Allemagne. L'exportation anglaise est pénalisée. La Pologne, les villes hanséatiques ne permettent plus un bon écoulement des marchandises britanniques. En 1827, la Russie achetait pour plus de 300 000 livres sterling de tissus, de laines et de cotons, elle n'en commande plus en 1834 que pour 175 000 livres sterling. L'Angleterre importe de plus en plus de suif russe dont le prix a augmenté de 23% entre 1822 et 1835 malgré la diminution de sa consommation depuis l'introduction de l'éclairage par le gaz. Les échanges avec l'Empire ottoman deviennent avantageux pour la Russie, au détriment de l'Angleterre qui est obligée d'importer davantage de produits orientaux :

EXPORTATIONS DE LA TURQUIE (MILLIONS DE FRANCS)²

Année	Vers l'Angleterre	Vers la Russie
1827	14	37,5
1834	32	36,7

La Russie connaît un développement économique phénoménal. Le but des mesures de restriction prises par le gouvernement russe, en 1831, était d'ouvrir une voie aux produits des manufactures russes, en Perse, en Turquie et dans le midi de l'empire, mais les fabriques russes produisaient encore peu et produisaient mal. Jadis les Arméniens venaient acheter des produits russes à Makarief ou à Novgorod-la-Neuve, en remontant la Volga depuis Astrakhan, et, la redescendant, ils gagnaient quelque port méridional de la mer Caspienne, d'où ils se rendaient, en peu de jours, par terre, à Tillis ou à Tauris. Ces temps sont révolus. Depuis que les ports transcaucasiens ont été ouverts aux marchandises étrangères, les Arméniens se sont accoutumés à acheter de bonnes marchandises à bon marché, et ces infatigables marchands aiment mieux se rendre à Leipzig, et faire venir leurs marchandises par Trieste et Trébizonde jusqu'à Tauris. Les marchands russes font ce commerce. Le relevé des douanes de Tauris pour 1833 prouve qu'ils sont venus y vendre pour 433 000 roubles de marchandises de Leipzig, et 261 110 roubles de marchandises anglaises et autres achetées à Constantinople³. Le port de Trébizonde est devenu ainsi très florissant par l'effet des mesures prises par le gouvernement russe, et a été surtout fréquenté par les Anglais, qui y ont fait des établissements considérables. On n'y paye que 2% au profit des gardiens des magasins, et jusqu'à la frontière de Perse les marchandises ne sont soumises à aucun droit. C'est l'Angleterre qui approvisionne la Perse, l'Anatolie, et une partie de l'Asie centrale, de draps, d'indiennes, de papier, de sucre, de café, de verreries, de porcelaines et d'objets d'acier. Une seule caravane, partie de Tauris en 1834, se compose de six cent cinquante chameaux, mais elle est pillée. Le port de Trébizonde est dangereux durant six mois de l'année. Du mois de septembre au mois d'avril les navires sont forcés de jeter l'ancre dans une anse mal abritée des vents. Le commerce a ses périls. L'Angleterre fait l'impossible pour conserver l'usage libre de ce port, à peine abrité, ainsi que de cette dangereuse route, infestée par les pillards. L'Angleterre conserve de grands avantages sur la Russie par l'excellence et le bon marché de ses produits, mais la Russie a déjà reconnu que ses mesures restrictives ont augmenté l'importance du commerce anglais, en même temps qu'elles ont privé le commerce russe du bénéfice du transit, et elle a modifié ses dispositions. De plus, elle améliore chaque jour ses produits, en faisant venir d'Angleterre ses meilleures machines, qu'elle s'applique à imiter, et enfin elle cherche à s'attirer la prépondérance en Perse, dans un but tout commercial. La Perse et la Russie ont un intérêt commun à pénétrer dans le Turkestan et le Khiva, pour y mettre fin au commerce d'esclaves. Une expédition a même été proposée par la Russie à la Perse dans ce dessein. L'industrie russe ne fait que naître, mais elle marche d'un pas rapide. Le nombre des marchands de toutes les guildes russes est passé de 72 590 à 131 347 entre 1830 et 1838. Entre 1835 et 1840, 269 foires et 1 704 bazars ont été établis. Il s'est formé de 1831 à 1838, 23 associations commerciales, mettant en circulation un capital de 32 millions de roubles. Malgré son immense consommation à l'intérieur, la production de la laine est augmentée au point de permettre à la Russie méridionale d'en exporter en Angleterre 50 400 quintaux⁴. Les marchands de Londres, de Glasgow et de bien d'autres villes encore établissent de nombreuses pétitions pour protester contre le régime fiscal imposé par la Russie dans la mer Noire⁵.

¹ Jean-Baptiste Say, *Cours d'économie politique et autres essais*, Flammarion, 1996, p. 215.

² David Urquhart, *Le Portfolio*, t. II, pp. 380-381. Nous avons converti en retenant qu'une livre sterling vaut environ 26,6 francs.

³ « Lettres politiques. L'Orient. » *Revue des Deux Mondes*, t. 19, 1839.

⁴ Emmanuel de Las Cases, *Journal écrit à bord de la frégate La Belle Poule*, Paris, 1841, p. 108.

⁵ Karl Marx, "The Story of the Life of Lord Palmerston", *New York Tribune*, et *People's Paper*, 1853.

Le 7 février 1836, un oukase décrète la quarantaine sur l'une des îles se trouvant à l'estuaire du Danube. À propos des mesures sanitaires adoptées par les Russes, nous disposons du témoignage de Félix-Jacques-François Despréaux de Saint-Sauveur (1792-1876), consul de France à Odessa de 1834 à 1835. Il effectue un voyage sur la côte nord-est de la mer Noire en juillet 1836 : « [...] Nous nous étions munis en outre de grandes caisses en fer blanc pour y recevoir tous les objets que nous voudrions acheter et qui ne pouvait nous être remis qu'après avoir été purifiés et parfumés dans la corvette par les gardes de santé [...].¹ » Les autorités russes fouillent les navires assurant la liaison avec Odessa. « Ce sont près de 5 000 tonnes de marchandises britanniques qui sont ainsi saisies en violation de tous les traités », clame Patrick Stewart le 20 avril 1836 à la Chambre des communes. En 1838, sur les 1 441 navires entrés dans le port d'Odessa, 573 sont turcs, 357 sont grecs contre seulement 21 navires anglais². L'embouchure du Danube est surveillée par une quantité de fortifications dotées de canons puissants. Ce durcissement de la Russie proviendrait de la concurrence qu'elle subit de la part des principautés de Moldavie et de Valachie dont l'essor est considérable depuis 1834. Galati est devenu l'entrepôt de tous les grains circulant par le Danube au détriment du port d'Odessa qui décline. De plus, l'occupation de Cracovie par les troupes russes, autrichiennes et prussiennes en 1836 porte un rude coup au commerce britannique. Cracovie a toujours été un dépôt de quantités considérables de marchandises anglaises dispatchées vers la mer Noire, la Moldavie, la Galicie et Trieste. Cracovie est un nœud de communications entre la Baltique et l'Adriatique. La Pologne occupe une situation privilégiée sur les chemins qui mènent vers le Levant, l'Inde et la Chine. En 1838, la principauté indépendante du Monténégro cherche un débouché sur la mer pour n'être plus tributaire de Kotor qui appartient à l'Autriche. Pierre II achète le littoral qui mène jusqu'à Bar, mais en 1840, l'Autriche rachète les terres et ferme l'accès à la mer aux Monténégrins. La situation aux Indes est quelquefois catastrophique. Entre 1837 et 1838, la famine y a décimé 500 000 personnes. La progression britannique au nord de l'Inde se heurte là encore à la concurrence russe. Le lieutenant anglais Wood, voyageant vers la source de l'Oxus, rend visite à Koundouz à Mourad bey. Ce dernier l'invite à dîner. Le lieutenant est alors étonné de se voir servir du sucre en pain raffiné à Saint-Petersbourg³ ! Les échanges sont pénalisés par les impôts. Un ambassadeur de Tunis, envoyé en France, est très surpris par les taxes imposées au commerce en Europe : « J'admire l'instruction individuelle et l'intelligence répandues dans toutes les classes de votre population ; la perfection de votre industrie ; les produits utiles de vos manufactures, vos découvertes scientifiques, la discipline de vos troupes, la subordination de vos officiers civils, et la stricte obéissance du peuple à vos lois ; mais ne pourriez-vous point lever vos impôts sans entraver votre commerce ?⁴ »

À Athènes, les ruines émeuvent le roi Otton et il décide sur les conseils de son père d'en faire sa capitale. La ville compte seulement 2 000 âmes. On décide de bâtir en hâte des maisonnettes. Le marbre est fourni par le Pentélique. Les tuiles sont apportées par les torrents. De larges fosses sont creusées. Des cloaques sont à ciel ouvert. Néapolis, la Ville neuve, est confiée à l'architecte Kleinze. Les travaux se chiffrent à 10 millions de francs. Un palais royal est construit à Athènes. Ses murailles sont prévues pour accueillir de l'artillerie, certainement pour mitrailler les Athéniens en cas de révolution⁵. Au mois de décembre 1834, le gouvernement s'y installe. Au cours de son voyage, Jean-Baptiste Morot se rend à Athènes en 1839. Il écrit : « À l'exception de cinq ou six palmiers encore debout, qui dominent les toits, on ne remarque aucune végétation dans la ville. » Il voit le magnifique palais du roi Otton : « Le souverain de la Grèce ne pouvait en effet continuer de résider dans la maison de bois qu'il occupe ; mais dans l'état actuel, et pour un royaume naissant, une habitation plus modeste et moins coûteuse aurait peut-être été suffisante.⁶ » La moderne Athènes est construite sur les ruines de l'ancienne. L'esprit de spéculation règne. Chacun cherche à y faire ses affaires. Deux rues bien alignées et larges se croisent en son centre. Les maisons n'ont pas plus de deux étages. La plupart ont de belles façades mais leur intérieur est peu commode. Certaines parties de la ville ne présentent que des ruines, surtout autour de l'Acropole. Dans la poussière gisent des tronçons de colonnes, des chapiteaux et des statues brisées. Le sommet de l'Acropole est jonché de boulets. Les Turcs y avaient établi une citadelle dans laquelle ils avaient soutenu un long siège pendant la guerre d'indépendance grecque. La flotte marchande grecque se reconstitue et compte 2 745 navires en 1834⁷. Toutefois, la Grèce indépendante s'empêtre dans des problèmes financiers. Les domaines nationaux, c'est-à-dire les terres abandonnées par les Turcs – pratiquement la moitié du territoire – ne produisent qu'un revenu très faible, et la taxe de 25% achève de les tuer. L'État ne vit que de ses exportations de vins et d'huiles. Les douanes, portées de 6 à 8% à l'exportation, de 10 à 12% à l'importation, procurent 9 millions de piastres par an. Du premier ministre au dernier vigneron, tout le monde vit d'emprunts. Les emprunts émis par les trois puissances en 1832 ruinent la

¹ Excursion en Crimée et sur les côtes du Caucase au mois de juillet 1836, par M. de Saint-Sauveur, consul de France, 10 janvier 1837, p. 67. S.H.A.T. 1M1495, pièce 68.

² *Times* du 3 octobre 1839.

³ *Revue de l'Orient*, 1843, p. 54.

⁴ David Urquhart, *La Turquie, ses ressources*, II^e partie, pp. 145-146.

⁵ Maurice Persat, *Mémoires du commandant 1806-1844*, Paris, Plon et Nourrit, 1910, p. 318.

⁶ Jean-Baptiste Morot, *Journal de voyage Paris à Jérusalem. 1839-1840*, Paris, J. Claye, 1873, p. 56.

⁷ Jacques Ancel, *op. cit.*, p. 145.

Grèce qui s'endette. On vit avec la banqueroute. Les contribuables ne paient pas l'impôt, bien qu'ils puissent s'acquitter en nature, et l'État ne paie pas ses créanciers. Les Grecs sont accusés de gaspiller l'argent de l'Europe. Un ministre de Grèce en Bavière réplique en 1835 : « Si on avait espéré que l'organisation d'une administration régulière dans un pays qui, après quatre siècles d'esclavage et après une guerre de dévastation pendant plus de dix ans, et à peine placé sous la tutelle d'un gouvernement civilisateur, fût une chose facile et qui pouvait s'accomplir dans quelques jours ou tout au plus dans quelques mois seulement, on s'est laissé entraîner par un optimisme que l'histoire d'aucun pays, d'aucune nation ne saurait justifier. » La Grèce mutilée ne peut que survivre. Le brigandage sévit aux confins de la Roumélie restée ottomane. Edgar Quinet qui la visite à cette époque fait un sombre tableau du Péloponnèse : « Dans la Messénie et une partie de l'Arcadie, on ne trace pas un sillon, ni on ne dresse le bât d'un mulet sans s'être à l'avance préparé au combat. » En revanche, les Cyclades connaissent une grande prospérité. Syra est promu centre de toutes les correspondances. Elle est, selon un voyageur de 1836, « un rocher dont le commerce est très considérable et la ville la plus grande et la plus peuplée de toute la Grèce. ¹ » Les industriels anglais s'établissent dans l'Eubée et à Égine².

L'Égypte s'intègre à l'économie mondiale. Son commerce général s'élève, en 1836, de 90 à 100 millions de francs. La France n'y figure qu'à la quatrième place, derrière l'Autriche, la Turquie et l'Angleterre. Le mouvement du port d'Alexandrie s'élève à 300 000 tonnes. Il se développe au détriment de Damiette. On trouvait, en 1822, 23 maisons de commerce européennes à Alexandrie, elles sont 69 à la fin de l'année 1837. Entre 1824 et 1830, la plus importante des maisons françaises devient celle des frères Pastré. En 1835, elle a des succursales au Havre, à Londres et à Trieste³. Autre riche négociant, Henri Glavany, archétype de l'entrepreneur, spécialisé dans la houille, houille, est obsédé par la banque⁴ et il entretient un agent à Téhéran. Les trois quarts du commerce français d'Alexandrie sont entre les mains de négociants grecs ou d'origine grecque. On trouve notamment les Marseillais Zizinia et Sakakini. À Smyrne, une vieille famille, sans doute provençale, établie depuis le XVIII^e siècle donnera à la France, en 1993, un premier ministre nommé Édouard Balladur dont les origines remontent à l'aristocratie marchande des Levantins. Sous la monarchie de Juillet, la France n'occupe pas la tête au point de vue commercial – les Anglais comptent plus de millionnaires que les Français – mais ses comptoirs sont les plus nombreux. On en trouve alors treize contre sept anglais, neuf autrichiens, huit toscans et neuf sardes. La Prusse n'en compte qu'un seul. Elle chercherait plutôt à faire sa puissance en Allemagne. Le docteur Teule raille la vanité française. Il décrit les commerçants français à Constantinople comme étant des gens se donnant de grands airs, une aristocratie parfumée à l'odeur de caque. Au Caire, l'Autriche domine par ses établissements. Les efforts de cette puissance, proche géographiquement du Levant sont importants et visent à y prendre une position prépondérante, tant sur le plan du développement économique que du prosélytisme catholique. Le service de Presbourg à Smyrne par vapeurs a commencé le 18 mars 1836. Cependant, le commerce autrichien se heurte à de nombreuses entraves. Chaque courrier de Vienne, un tous les quinze jours, exporte un million de piastres pour payer des marchés ou satisfaire des lettres de change et importe des sequins dont on fait des piastres dont le titre perd sans cesse de la valeur.

La plus grosse difficulté du commerce allemand est le système de la quarantaine. Se faisant le rempart de l'Europe contre la peste turque, l'Autriche perd des sommes considérables. Les personnes entrées en contact avec l'Empire ottoman doivent rester quatorze jours au lazaret. Les allées et venues sont interdites par l'effroi qu'inspire le drapeau jaune⁵. Face à ces prétentions philanthropiques, la frontière méridionale de l'Autriche devient une passoire pour la contrebande. Au confluent de la Save, à Belgrade, les navires monoxyles⁶ pullulent et charrient sur le Danube, loin de toute préoccupation sanitaire, les produits provenant des Échelles du Levant. Il est vrai que la quinine, découverte depuis 1820, permet de lutter contre les fièvres. Le poète Barthélemy fait dire à la Mort le 28 août 1831 : « On fait des lazarets contre la fièvre jaune / Et la peste classique, esclave du savant / À peine m'obéit dans un coin du Levant. » La quarantaine est une obligation pour celui qui revient en Europe. Les vêtements sont désinfectés au soufre et au chlore. À Alexandrie, dès 1831, suite à une violente épidémie de choléra, a été créée l'Intendance de Santé Publique. Elle est à l'origine, en 1835, de la Direction Générale des Services Sanitaires qui fixe les premières règles. Le préfet de police est chargé d'imposer aux populations récalcitrantes des mesures draconiennes. Elles concernent plus spécialement les laitages, mais les autorités se heurtent à l'incapacité à faire appliquer une quelconque discipline : les commerçants étrangers se réfugient derrière les Capitulations, d'autant que tous les Algériens peuvent se réclamer de la France. On doit faire appeler un délégué consulaire, ce qui laisse assez de temps au contrevenant pour s'éclipser. Lorsque la peste sévit à Constantinople, elle entrave toutes les actions. L'ange de la mort pénètre partout. Les hommes chancellent comme

¹ Jean-Claude Berchet, *Le Voyage en Orient : anthologie des voyageurs français dans le Levant au XIX^e siècle*, Paris, R. Laffont, 1985, p. 5.

² *Moniteur universel* du 18 mars 1836.

³ Daniel Panzac et André Raymond, *La France et l'Égypte à l'époque des vice-rois : 1805-1882*, Le Caire, 2002, p. 16.

⁴ Auguste Chauvin-Beillard, *De l'Empire ottoman, de ses nations et de sa dynastie, 1841-1845*, Paris, Dentu, 1845, p. 13.

⁵ Alexander William Kinglake, *op. cit.*, p. 2.

⁶ Bateaux, ressemblant à des pirogues, constitués par un seul morceau d'arbre creux.

s'ils étaient ivres. On ne reçoit les lettres qu'au bout d'une pince de fer, et on les soumet à de puissantes fumigations. L'argent qu'on est si avide de palper habituellement est déposé au fond d'un vase rempli d'eau vinaigrée. La nourriture et la viande sont immergées dans des grands baquets d'eau. On comptabilise près de mille morts par jour. En une semaine au mois d'octobre 1836, 9 000 personnes meurent de la peste à Constantinople. La même année, cette maladie emporte 25 000 personnes sur les 60 000 habitants que compte Magnésie¹. Pour les oulémas et les musulmans, cela est une juste punition du culte des images introduit par le sultan. Les Européens évitent les populations à risques et les repoussent, si besoin est, à l'aide d'une épée ou d'un bâton². 1,5 % des bateaux venant de Smyrne et de Constantinople sont contaminés en 1837. Cela représente la même proportion que les navires marseillais qui fréquentaient le Levant au XVIII^e siècle³. En 1839, Jean-Baptiste Morot se trouve dans les eaux du Pirée. Il observe le lazaret : « Les gardiens de cet établissement ne se laissent jamais approcher ; ils assommeraient sans pitié quiconque voudrait les toucher, tant ils ont peur de la peste. Ils saisissent nos lettres avec des pincettes de fer, les perforent de part en part, et ne les lisent qu'après les avoir passés à la fumigation. »

L'économie de guerre de l'Égypte

Aucher-Eloy au cours de son voyage constate les méfaits de l'économie de guerre imposée par Méhémet-Ali. Il est frappé par la misère extrême du peuple en Égypte. Il estime que l'on abuse de la crédulité des opinions en vantant le gouvernement du pacha : « Jamais despotisme plus indigne n'a pesé sur une nation, écrit-il le 30 novembre 1830, le vice-roi oblige les cultivateurs à lui livrer toutes leurs productions, sans exception, blé, riz, coton, indigo ... ; il les paye au prix qu'il a lui-même fixé, et les force ensuite à racheter, à un prix élevé, ce qui leur en est le plus nécessaire pour leur consommation. La moindre infidélité serait punie de la manière la plus rigoureuse. Méhémet-Ali est ainsi le seul négociant de l'Égypte, et c'est à lui seul que les marchands étrangers ont affaire. J'ai vu plusieurs fois à Alexandrie des femmes et des enfants disputer à des pourceaux les immondices des cuisines des Européens. ⁴ »

Méhémet-Ali doit nourrir son armée et payer ses ouvriers. L'usine d'Hod el Marsoud produit 800 fusils par mois. Entre 1831-1833, la manufacture de poudre d'El Rodah où travaillent 90 ouvriers, sous la direction de l'ingénieur français de Saint-Chamond, produit 36 quintaux de poudre par jour⁵. L'industrie du cuivre travaille, sans relâche, pour fabriquer des feuilles servant à la doublure de la coque des bateaux. Après la campagne de Syrie, les revenus de l'Égypte ne dépassent pas 78 millions de francs. Le solde créditeur du budget égyptien atteint 1,5 million de francs⁶ et Méhémet-Ali doit toujours payer au sultan un tribut qui avoisine 2,5 millions de francs. En 1833, le budget du vice-roi atteint 62 millions de francs⁷. Sur 305,6 millions de piastres de dépenses ; 225,87 millions de piastres vont à la guerre, soit 74%. Les hauts fonctionnaires de l'armée sont très bien payés. Un pacha gagne 432 bourses par an. Un bey gagne 196 bourses par an. Proportionnellement, un pacha coûte 350 fois plus qu'un soldat. En France, un maréchal coûte cinquante fois plus qu'un simple soldat. Entre 1834 et 1835, l'Égypte entretient en temps de paix une armée de 75 000 hommes. Chaque fantassin de la ligne reçoit 15 piastres par mois, chaque fantassin de la garde reçoit 25 piastres. Les artilleurs reçoivent 30 piastres par mois. La flotte emploie 12 000 marins payés chacun entre 15 et 20 piastres. Les fabriques coûtent énormément car il a fallu tout faire venir d'Europe, y compris les ouvriers instructeurs. Les recettes ont du mal à surpasser les dépenses. Le pacha a importé de France et d'Angleterre les machines à vapeur, les métiers à tisser, le matériel des manufactures. Les négociants installés à Alexandrie font fortune mais en 1834, Méhémet-Ali se lasse d'être volé. Les prétentions des marchands privilégiés deviennent, aux yeux du pacha, exagérées. Le monopole d'État sur les tissus est aboli. Les tisserands peuvent à nouveau travailler chez eux et les fabriques acquièrent une autonomie de gestion moyennant un droit relativement élevé de 9 francs par mois et par métier à tisser. Résultat : à l'époque du monopole absolu, on comptait 80 000 métiers en Égypte, on n'en dénombre plus que 23 000 en 1837. Le fellah n'a plus les moyens de payer un impôt aussi élevé sur son instrument de travail. Méhémet-Ali s'inquiète du sort de ses ouvriers. En 1832, il a créé le contrôle des fabriques et en 1837, il instaure un ministère de l'Industrie. « Ai-je cessé, écrit Méhémet-Ali en octobre 1836, de répéter que deux choses sont l'objet de ma fortune : le sultan Mahmoud et le Fellah ? Celui-ci ne doit plus être traité en ennemi. Si nous devons notre bien-être à quelqu'un ; c'est bien au fellah. Veillez à son confort, majorez son salaire afin qu'il se mette au travail avec toute satisfaction. ⁸ » L'industrie du verre n'est pas très développée en Égypte. Elle doit importer de France et d'Angleterre les cristaux qui ornent les narguilés. Dans les vastes plaines d'Adana, Ibrahim pacha réquisitionne les soldats égyptiens et les emploie trois

¹ *Moniteur universel* du 27 novembre 1836.

² Jules-Charles Teule, *op. cit.*, p. 127.

³ Daniel Panzac, *La peste dans l'Empire ottoman, 1700-1850*, Leuven, éd. Peters, 1985, p. 463.

⁴ Rémi Aucher-Eloy, *op. cit.*, p. 12.

⁵ Moustafa Fahmy, *La révolution de l'industrie en Égypte et ses conséquences sociales au XIX^e siècle (1800-1850)*, Leyde, E.J. Brill, 1954, p. 39.

⁶ Auguste Colin, « Lettres sur l'Égypte. Budget et administration », *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} janvier 1838, t. XIII. Nous avons converti les données en prenant pour valeur une bourse équivalent à 625 piastres.

⁷ Adolphe d'Angeville, *La vérité sur la question d'Orient et sur M. Thiers*, Paris, Delloye, 1841, p. 359.

⁸ Moustafa Fahmy, *op. cit.*, p. 18.

heures par jour à la récolte du coton¹. Entre 1836 et 1837, la surproduction provoque une crise cotonnière. Les ateliers et entreprises de l'État égyptien sont affermés à différents gérants, souvent choisis dans la famille du vice-roi ou parmi les minorités libanaise, arménienne et européenne. On ne parvient pas à un accord sur le prix. Le coton s'accumule dans les fondouks, faute d'acheteurs. L'irrégularité du marché provoque une hausse des prix et plusieurs maisons d'Alexandrie font faillite. Le coton encombre les magasins du pacha. Méhémet-Ali qui décide de vendre directement son coton sur les marchés européens. Le prix minimum du quintal de Jumel est fixé à 16 dollars. Les enchères publiques cessent. La récolte est embarquée sur les navires du vice-roi. Un chargement de 60 000 balles est prévu pour Trieste. Un autre est envoyé à Constantinople. Les commerçants protestent. Le gouvernement égyptien s'en moque et avise les négociants qu'ils peuvent quitter le pays. Les projets du pacha sont connus sur les marchés européens. Le monopole bouleverse toutes les règles de l'échange international mais le prix du coton Jumel s'effondre par le jeu des rendements d'échelle. Le président des États-Unis évoque la production cotonnière des États émergents : Bengale, Syrie, Égypte et souligne l'ouverture du marché chinois avec plusieurs centaines de millions de consommateurs². Méhémet-Ali échoue. Son économie dirigiste se heurte au libéralisme. En 1838, il revient au système des ventes de gré à gré par des ententes privées avec quelques commerçants favorisés.

Avec l'occupation égyptienne, les Échelles de Syrie connaissent une fiscalité affermée à l'enchère et accordée au premier venu qui offre des garanties de paiement³. Les principales productions du pays syrien sont le coton, le tabac, la soie, l'alizari⁴ et les éponges. Chaque ville a son produit fétiche. L'Échelle de Tripoli est renommée pour les ceintures et les châles aux couleurs vives. Alep est célèbre par ses étoffes de drap d'or et d'argent. Homs confectionne des mouchoirs. Hamah vend les tuyaux flexibles de narguilé qui s'expédient dans tout le Levant. Dans les montagnes, on trouve des tapis moins chers que ceux de Perse ou de Smyrne. Les soieries françaises, qui imitent bien les produits orientaux, parviennent à concurrencer les artisans syriens. Grâce à la *Perrotine*, machine à imprimer, une, deux, ou trois couleurs, dont l'indigo, simultanément sur la toile, les Français augmentent la productivité. À durée de travail égale, cette machine conçue en 1832 par Perrot peut remplacer dans la pratique une douzaine d'imprimeurs à la main⁵. Livrées à un prix très bas sur le marché oriental, les soieries de Lyon commencent à écraser quelques métiers à Damas⁶. Les saint-simoniens vivent des subsides du grand négociant lyonnais Arlès-Dufour. La présence de ces idéalistes en Orient intéresse les industriels de la vallée du Rhône qui peuvent ainsi disposer d'agents sur le terrain. L'approvisionnement en soie grège devient de plus en plus difficile et le Moyen-Orient peut devenir un fournisseur intéressant. Ces projets commerciaux sont nourris par le saint-simonien Jules Sonnerat. Voyageant en Turquie et en Égypte, Sonnerat a étudié la question et envoyé des rapports à Arlès-Dufour. Les cocons achetés à Beyrouth coûtent 21 à 22 sous contre 26 à 27 sous à Lyon, prix qui en 1836 flambe dans le sillon rhodanien pour atteindre 3 francs. Le profit semble assuré. Le négoce s'organise avec l'aide de Reboul, coreligionnaire qui vendait des girafes au Soudan égyptien et n'avait pas vraiment rencontré le succès. Pendant l'été 1837, ils font d'importants achats et les cocons sont filés l'année suivante à Saint-Vallier. Malheureusement, la conjoncture économique n'est pas bonne. Le succès reste médiocre⁷. Le goulot d'étranglement réside dans un régime douanier trop protectionniste. Les soyeux de Lyon appuyés par des économistes comme Chevalier ou Bastiat montrent que le protectionnisme est la cause du retard de l'industrie française mais c'est en vain que Frédéric Bastiat lance sa *Pétition des marchands de chandelles contre la concurrence du soleil*⁸. La consommation des produits du Levant reste forte. La rapidité de circulation dans tous les pays est surprenante. Ce sont 6 000 navires qui passent chaque année les Dardanelles⁹. Il arrive chaque année à Beyrouth 1 340 bâtiments¹⁰ de toutes les nations jaugeant un total de 7 848 tonneaux. Il ressort du port 805 navires exportant 5 005 tonneaux. La Syrie perd dans ses échanges internationaux 4,4 millions de francs par an :

¹ A.M.A.E., C.P.C., Turquie, vol. 5 et 6. Beyrouth, lettre du 25 juillet 1835.

² *Times* du 7 janvier 1837.

³ Ferdinand Perrier, *La Syrie sous le gouvernement de Méhémet-Ali jusqu'en 1840*, Paris, A. Bertrand, 1842, p. 101.

⁴ Racine non encore broyée de la garance.

⁵ Maurice Daumas, *Histoire générale des techniques*, Paris, P.U.F., 1968, t. III, p. 716.

⁶ Ferdinand Perrier, *op. cit.*, p. 88.

⁷ Marcel Émerit, « Les saint-simoniens en Grèce et en Turquie », *Revue des Etudes sud-est européennes*, t. XIII, 1975, n°2, p. 248.

⁸ Jean Tulard, *Les révolutions*, Paris, Fayard, 1985, p. 408.

⁹ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 22, correspondance du baron de Boislecotte.

¹⁰ Ferdinand Perrier, *op. cit.*, p. 93.

L'ÉCHELLE DE SYRIE SOUS OCCUPATION ÉGYPTIENNE
(MOYENNE DES ANNÉES 1836 À 1839 EN MILLIONS DE FRANCS)¹

Pays	Importations	Exportations
Autriche	0,4	0,24
Angleterre	1,8	0,13
Égypte	3,67	3
France	1,67	1,63
Grèce	0,03	0,06
Sardaigne	0,003	
Toscane	1,4	0,4
Turquie	2,1	1,2
Total	11,073	6,66

Ce manque à gagner pour l'Égypte de Méhémet-Ali est infime. Il compense la perte par l'impôt mais pour le lever, il faut des escortes qu'il faut payer et des garnisons à entretenir dans les villes. Ibrahim pacha emploie ses 70 000 hommes à faire la police. Les tribus turbulentes sont surveillées, pourchassées et désarmées. Aux impôts fonciers (*miri*) et personnels (*karadj*) s'ajoute depuis 1822 le *ferdé*, payé par tous, hommes et femmes à partir de l'âge de quinze ans, sans distinction de religion, retenant le douzième du revenu ou du gain annuel. Les mendiants, eux-mêmes sont contraints d'acquitter le *ferdé* et courent de portes en portes pour trouver de quoi payer leur taxe. Les marchands chrétiens se sentent rançonnés et font passer le mot. La grogne se fait entendre. Ibrahim se rend à Mansourah, y réunit tous les cheiks en assemblée générale, écoute leurs doléances et leur donne raison : « La faute n'en est pas à mon père, leur dit-il, on lui cache la vérité. Le promoteur de cet impôt, celui qui le fait prélever avec tant de rigueur est le traître que vous voyez là, siégeant à mes côtés dans cette assemblée.² » Il désigne à l'indignation des cheiks le ministre des Finances Ghali, un Copte, dont il s'est fait accompagner, puis tirant un pistolet de sa ceinture, il fait feu sur lui à bout portant et l'étend raide mort au milieu de l'assemblée. Les cheiks se retirent terrifiés, justice est faite, satisfaction est donnée mais l'impôt est maintenu. Lorsque la période de conquête se termine, l'Égypte passe à la phase d'organisation administrative. Les intérêts du fisc sont confiés à un homme du pays conquis. Les vainqueurs disposent d'un agent qui connaît bien la province et d'un bouc émissaire, une victime à sacrifier éventuellement à la vindicte populaire. Les gouverneurs accaparent la vente des viandes, des fruits, des raves. Ils spéculent sur le tabac, la soie, le coton, les esclaves et le blé. Les corvées s'abattent sur les infortunés habitants. Au nord, ce sont les rizières à cultiver et les bois du Taurus à exploiter dans ce district d'Adana qui n'a été cédé au pacha d'Égypte que pour deux ans. Sur la côte, ce sont les lazarets de Beyrouth à construire, les fortifications d'Acre à relever. Au Liban, c'est le lignite du Quornail à extraire³.

Le système des monopoles favorise la corruption et la spéculation. Anna Bahry bey qui est à la tête de l'administration financière en Syrie dirige la haute comptabilité civile et militaire⁴. Ce poste lui permet d'exploiter au détriment du gouvernement égyptien toutes les branches du commerce. En 1838, il établit un monopole sur les comestibles. Voulant prouver que sa gestion est bonne, que les caisses se remplissent, il afferme l'impôt au plus offrant et donne aux enchérisseurs la faculté de doubler le prix des denrées. Le prix de la viande se trouve multiplié par quatre. Les « Verrès égyptiens » pullulent mais la presse leur cause des soucis lorsqu'elle relate leurs méfaits. Ayant appris qu'une feuille a parlé des cruautés dont il s'est rendu coupable, soucieux de son image auprès des Européens, Abdragman bey, gouverneur de Charkièh, charge un drogman à Alexandrie de lui traduire les journaux⁵. Ibrahim pacha, quant à lui, spéculé sur le blé dont le prix varie du simple au double entre Le Caire et la Syrie. Le gouvernement égyptien achète le blé de Haute-Égypte et le revend 60% plus cher à Alexandrie. Le sésame est expédié à des commerçants qui ont payé d'avance⁶. Une multitude de barques sont utilisées pour transporter du froment à Damiette⁷. Méhémet-Ali parvient à rendre à la Syrie sa prospérité et son importance commerciale en 1839⁸. Cette région devient un entrepôt où transitent par caravanes tous les produits de l'Asie et de l'Afrique. Le commerce arabe se fait sous le nom européen. L'Angleterre avait un moment inondé le pays de

¹ Données fournies par Ferdinand Perrier.

² Nubar pacha, *Mémoires de Nubar Pacha*, Beyrouth, 1983, p. 89.

³ P. Henry Bordeaux, "L'insurrection druse de 1837-1839", *Revue de Paris*, 1^{er} juin 1926.

⁴ Ferdinand Perrier, *op. cit.*, p. 54.

⁵ *Moniteur universel* du 9 septembre 1839.

⁶ *Revue de l'Orient*, 1843, p. 40.

⁷ Ferdinand Perrier, *op. cit.*, p. 90.

⁸ Juchereau de Saint-Denys, *Histoire de l'Empire ottoman, depuis 1792 jusqu'en 1844*, Paris, 1844, t. IV, p. 151.

ses produits manufacturés, qu'elle a livrés pendant un temps au prix le plus bas pour écraser toute concurrence. Résultat, les magasins en sont encombrés.

PRINCIPAUX PORTS DE SYRIE EN 1839 (MILLIONS DE FRANCS)

	Importations	Exportations
Alep, Alexandrette, Lattaquié	3	2,5
Damas	5	10

Eusèbe de Salle constate la vigueur des échanges. Il décrit un gros bateau arabe de commerce qui voyage de Damiette à Beyrouth ou Lattaquié, trois à quatre fois par an. Le navire, en dépit de ses grandes dimensions, n'a coûté à construire que 30 000 francs. Il est en sapin de Caramanie, comme la plupart des vaisseaux de guerre de Méhémet-Ali. Il n'a pas de girouettes et pour orienter les voiles, on utilise un mouchoir. Sa cargaison se compose de ballots de riz, de sel, de poisson salé et de toiles de lin. Il véhicule également quelques passagers. La moyenne du revenu des trois ou quatre voyages s'élève à 17 500 francs. Le capitaine français Beaufort d'Hautpoul confirme cette reprise économique en Syrie qu'il impute à la paix et à la sécurité. D'immenses plaines restées incultes sont rendues à l'agriculture. Des villages entiers sont reconstruits.

Le traité de Balta-Liman, 16 août 1838

La Grande-Bretagne offre son alliance à l'Empire ottoman et cherche à obtenir des avantages économiques en Orient dont l'expert David Urquhart vante tant les richesses inépuisables. Ancien philhellène, Urquhart a participé à la guerre de l'indépendance grecque. Chargé d'une mission commerciale en Orient, il est rappelé en 1834 de son poste de secrétaire d'ambassade en Russie. Le 3 octobre 1835, il est nommé secrétaire de la légation britannique à Constantinople. Sa mission consiste à établir un traité viable de commerce entre Londres et la Porte ottomane. Il retarde son départ jusqu'en juin 1836. Urquhart est le secrétaire d'ambassade de Ponsonby. Les deux hommes se brouillent rapidement. Urquhart ne rédige pas les dépêches dans le sens souhaité par Ponsonby¹. Assumant son insubordination, Urquhart se retire de mauvaise humeur. Russophobe, ardent publiciste, Urquhart publie un recueil *le Portfolio* qui révèle au public européen nombre de documents secrets saisis chez le grand-duc Constantin en 1830 par les révolutionnaires polonais. Ces papiers apportés en France sont remis à Palmerston par le comte Zamoycki, neveu du prince Czartoryski. Le roi Guillaume IV, ennemi des Russes, contraint Palmerston à donner ces archives à Urquhart et à les faire publier. Urquhart soutient ouvertement la résistance des montagnards du Caucase. Il se heurte fréquemment à Palmerston. Le patron du *Foreign Office* refuse de le payer et le discrédite publiquement. Directeur d'un journal diplomatique, Urquhart est finalement élu en 1847 et continue de combattre la politique étrangère de Palmerston. Selon le député anglais Anstey, le traité concocté par Urquhart diffère de celui que présente Palmerston. D'après lui, Urquhart place les sujets britanniques dans une situation privilégiée dans l'Empire ottoman alors que Palmerston place les sujets de sa gracieuse Majesté sous les contraintes de la taxation arbitraire du sultan. Les droits d'exportation prévus à trois shillings chez Urquhart sont de cinq shillings chez Palmerston². Palmerston ne ménagea pas ses efforts pour reprendre l'initiative et faire de l'Angleterre la protectrice de la Turquie. Il tente de démontrer au sultan les dangers de l'alliance russe qui place la Porte sous le contrôle d'une puissance dont le dessein reste hostile à son existence. Tandis que les diplomates vivent dans l'angoisse du vide créé par la disparition de l'Empire ottoman, les économistes font d'autres calculs. Pour relancer la consommation, ils sont favorables aux indépendances qui peuvent naître de la question d'Orient. Moltke fait part de la situation désastreuse de l'économie ottomane³. Depuis le massacre des janissaires, le prix des objets de consommation a quadruplé. L'administration fixe les prix. Le gouvernement est réduit à acheter son blé à Odessa tandis que des étendues illimitées de terre fertile restent sans culture. En effet, personne ne veut s'occuper de la culture en grand du blé parce que le pouvoir fait ses achats à des prix qu'il fixe lui-même. L'appauvrissement du pays provient de la diminution des recettes de l'État. Le sultan puise avec le tonneau des Danaïdes. Les impôts sont perçus sur la boucherie, la boulangerie à tous les coins de rue de la capitale, les pêcheurs paient 20% du produit de leurs filets. Le timbre du sultan s'applique sur les produits de l'industrie, depuis l'argenterie et les châles jusqu'aux chemises et souliers, mais ces impositions n'enrichissent que les percepteurs. Les ressources de l'État turc proviennent donc essentiellement de la vente des emplois publics, de la confiscation des héritages et des dons volontaires. Dans les provinces, on sait d'avance que le pacha arrive pour les dépouiller. Elles s'arment alors. Des négociations sont ouvertes. Si aucun accord n'est trouvé, une guerre éclate. Si elles se rompent, un soulèvement populaire se produit. La persécution des riches Arméniens entrave l'économie ottomane car finalement les investisseurs ont peur.

¹ *Moniteur universel* du samedi 26 novembre 1836.

² Karl Marx, "The Story of the Life of Lord Palmerston", *New York Tribune*, et *People's Paper* en Angleterre, publiée pour la première fois en 1853. M. Anstey, *Chambre des communes*, 23 février 1848.

³ Chaulanges, Manry, Sève, *Textes historiques, 1815-1848, la première moitié du XIX^e siècle*, Evreux, Delagrave, 1980, pp. 124-125. Maréchal de Moltke, « 7 avril 1836 : situation économique de l'Empire turc », *Lettres sur l'Orient*, traduction française, Paris, 1872, pp. 51-54.

Le traité de commerce ou accord de Balta-Liman, conclu à l'instigation de lord Ponsonby, le 16 août 1838, établit la liberté absolue dans les échanges entre l'Europe et l'Empire ottoman. Il limite les droits de douane. Les marchandises importées en Turquie sont taxées à 5% : le droit d'entrée coûte 3% auquel s'ajoute 2% pour les droits de circulation intérieure payés aux portes des villes et au passage des ponts. Les denrées destinées à l'exportation doivent être frappées d'un droit de sortie de 12%¹ : 9% à l'Échelle, lieu de départ et 3% lors de l'embarquement. Ce traité permet à la Grande-Bretagne de développer ses achats de matières premières : huile et chanvre². Le chanvre est primordial pour l'Angleterre car il permet la fabrication des cordages de la marine. Londres importe également de Turquie du sumac³, la noix de galle, la garance turque et la graine jaune. La graine jaune de Perse vaut 200% plus cher que celle de Turquie qui est tout aussi brillante. La faiblesse commerciale de l'Angleterre est son incapacité à teindre certaines étoffes. Des tissus qu'elle expédie vers l'Orient doivent être envoyés à travers la France pour Zurich afin de recevoir les couleurs jaune et rouge. Ce traité de commerce a également un but politique car il s'applique à l'Égypte, partie intégrante de l'Empire ottoman. L'émancipation des chrétiens, la plus grande ouverture aux Européens, l'orientation des productions syriennes par le biais des monopoles vers l'Égypte, plutôt que vers l'Europe gêne l'Angleterre. L'accord de Balta-Liman supprime les monopoles économiques et abaisse les droits de douanes. Le libéralisme devient une arme contre le vice-roi d'Égypte⁴. L'objectif principal est de ruiner Méhémet-Ali par la suppression des monopoles, source à peu près unique de ses revenus. Dans le même temps, le gouvernement anglais envoie son agent Bowring étudier en Égypte les possibilités de développer des échanges. Bowring conseille à Méhémet-Ali la liberté du commerce. Le ministre du pacha, Boghos bey Youssoufian, contrôlant l'économie, s'ingénie à éluder le traité établi entre l'Angleterre et la Turquie, qui tend à ruiner le système égyptien fondé sur les monopoles. À cette occasion, une grande partie des terres égyptiennes sont redistribuées, selon de complexes modalités juridiques, aux membres de la famille et de la maison du vice-roi. Il s'agit ainsi de maintenir le contrôle de l'économie par le pouvoir tout en assurant la mise en valeur d'un pays qui est encore sous-peuplé et qui manque de capitaux. Les cessions de terre sont accompagnées par l'obligation d'y investir.

L'abolition de tous les monopoles dans l'Empire ottoman n'amène pas entre l'Angleterre et Méhémet-Ali le conflit qu'espère la Porte. Le vice-roi formule d'abord quelques objections, puis il passe outre, en disant que le traité ferait plus de mal à la Porte qu'à lui⁵. Sous prétexte de régler des problèmes avec ses fellahs, Méhémet-Ali demande trois ans pour appliquer le firman impérial. Le consul général d'Angleterre clame son mécontentement et ne veut pas entendre parler de délai. Méhémet-Ali, pour se soustraire aux demandes des négociants part à Assouan puis il prend un arrêté abolissant le monopole des barques. Un cri de joie accueille cette mesure. Les Européens espèrent pouvoir constituer une flotte marchande mais les mariniers sont entre les mains des dignitaires égyptiens. Ibrahim pacha, Abbas pacha et Chérif pacha possèdent leurs propres bateaux de commerce et réquisitionnent l'ensemble des marins. Lorsqu'un Européen parvient à engager quelques fellahs, le gendarme vient les récupérer : « Les barques sont à vous, mais les hommes sont les sujets du pacha, et notre maître en dispose comme il l'entend.⁶ » La fin du monopole sur les embarcations entraîne en définitive la réquisition de toutes les barques par les dignitaires égyptiens. Avant Balta-Liman, l'Égypte prélevait une taxe de 3% sur les marchandises provenant d'Europe. Après le traité, ce droit de douane passe à 5%. Les négociants se plaignent aux consuls. Méhémet-Ali leur répond : « Je travaille pour vous satisfaire ; très incessamment le monopole n'existera plus. » Le *ferdé* ou impôt personnel devait être réduit, il est augmenté. Les fermes (*apalthes*) que le firman de la Porte annule sont maintenues. Celle des peaux rapporte 3 000 bourses au gouvernement. Méhémet-Ali pense également mettre à son compte, par une diminution du tribut, les pertes qui pourraient résulter pour lui. Lorsque le divan lui envoie une demande d'exemption de taxe pour un sujet d'Alep, Méhémet-Ali répond avec insolence qu'il défalquerait du tribut, désormais de 4,3 millions de francs⁷, le très mince chiffre de cet impôt. Méhémet-Ali ne paie donc plus le tribut et propose à la Sublime Porte d'acheter son indépendance. Pour l'indépendance, Méhémet-Ali est prêt à payer 80 millions de francs⁸. Le vice-roi souhaite mener à son terme ce projet et il cherche à négocier directement avec le sultan depuis la mission Sarim (1836-1837). Si le divan refuse, il se considérerait dégager de tout vasselage.

La Porte regrette l'accord commercial passé avec l'Angleterre. « Le dommage que celui-ci cause momentanément du moins, au Trésor impérial, par suite de l'abolition des monopoles, est certain », écrit la *Gazette d'Augsbourg* en avril 1839. Le traité n'a aucun effet sur l'économie de l'Égypte. Méhémet-Ali, « s'il faisait le monopole, ce n'était pas comme marchand, mais comme propriétaire des onze douzièmes du sol.⁹ » Entre 1838 et

¹ Gabriel Guémard, *Une œuvre française. Les réformes en Égypte d'Ali-Bey El Kébir à Méhémet-Ali (1760-1848)*, Le Caire, 1936, p. 371.

² *Ibid.*

³ Arbres ou arbrisseaux cultivés pour leur richesse en tanin.

⁴ Henry Laurens, *L'Orient arabe, Arabisme et islamisme de 1789 à 1945*, Paris, Colin, 1993, p. 59.

⁵ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 67.

⁶ *Revue de l'Orient*, 1843, p. 39.

⁷ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 21.

⁸ Mustapha Sabry, *L'empire égyptien sous Méhémet-Ali et la question d'Orient (1811-1849)*, Paris, Geuthner, 1930, p. 410.

⁹ Adolphe d'Angeville, *La vérité sur la question d'Orient et sur M. Thiers*, Paris, Delloye, 1841, p. 25.

1839, les revenus de l'Égypte atteignent 99 805 420 piastres. Les dettes s'élèvent à 63 544 354 piastres. L'excédent est certes de 36 261 066 piastres¹, mais si l'on compare avec les données des années antérieures, on se rend compte que l'économie égyptienne est très rapidement et très fortement handicapée par le traité de Balta-Liman. Le 25 novembre 1838, une convention est conclue à Constantinople entre la France et la Porte ottomane. Ce traité répond aux avantages obtenus par la Grande-Bretagne. Le texte est similaire. Il déclare que tous les droits, privilèges et immunités conférés aux sujets ou aux bâtiments des puissances intéressées sont confirmés. La Sublime Porte s'engage formellement à abolir tous les monopoles des produits agricoles et de tout article quelconque, ainsi que l'usage des licences délivrées par les autorités locales pour l'achat ou le transport de ces marchandises, en voici les clauses : « Les sujets de Sa Majesté l'empereur des Français, ou leurs ayants cause, pourront acheter, dans toutes les parties de l'empire ottoman, soit qu'ils veuillent en faire le commerce à l'intérieur, soit qu'ils se proposent de les exporter, tous les articles, sans exception, provenant du sol ou de l'industrie de ce pays. – La Sublime Porte s'engage formellement à abolir les monopoles qui frappent les produits de l'agriculture, et les autres productions quelconques de son territoire, comme aussi elle renonce à l'usage des *teskérès* demandés aux autorités locales pour l'achat de ces marchandises, ou pour les transporter d'un lieu à un autre quand elles étaient achetées. – Toute tentative qui serait faite par une autorité quelconque pour forcer des sujets français à se pourvoir de semblables permis ou *teskérès*, sera considérée comme une infraction aux traités et la Sublime Porte punira immédiatement, avec sévérité, les vizirs ou autres fonctionnaires auxquels on aurait une semblable infraction à reprocher, et elle indemniserà les sujets français des pertes ou vexations, dont ils pourront prouver qu'ils ont eu à souffrir.² »

Les produits français apportés sur les terres turques sont taxés à 5%. Les négociants Durand, ou Crespin, importaient les marchandises et payaient un droit de 3% à l'arrivée auquel s'ajoutait 2% pour les expédier à l'intérieur des terres. Ce traité de commerce passé avec Méhémet Noury efendi stipulait que les produits turcs achetés pour l'exportation étaient taxés à 12%. Les bureaux de douane les plus importants se trouvaient à Constantinople, Salonique, Jannina, Scutari, Smyrne, Alep, Bagdad, Trébizonde, Erzeroum et Varna. Les Français attirés par la gastronomie importaient pastourma, raisin, figues, raki, vin de Chypre et café. Ils exportaient la poutargue³. L'industrie française a besoin de la sandaraque, résine extraite d'une espèce de thuya employée pour la préparation des vernis et le glaçage du papier. L'Empire ottoman fournit à la France de nombreuses denrées : le blé, le maïs, l'avoine, le riz, le tabac, l'opium, le cuir, les éponges, les tapis, la soie et les sangsues médicinales⁴. La récolte des éponges ne se fait pas sans mal. Des plongeurs les récoltent. Les plus réputés d'entre eux sont ceux des îles Kalimnos et de Psara, dans la mer Égée. Les éponges de qualité inférieure se trouvent dans les eaux basses et sont harponnées à l'aide de harpons à trois dents qui les détériorent plus ou moins. Les éponges de belle qualité et plus fines se trouvent à des profondeurs allant au-delà de 25 et 30 mètres, et sont détachées par les plongeurs à l'aide d'un couteau. Ces plongeurs à nu vivent peu longtemps. Les inégalités de pression qu'ils subissent, les efforts qu'ils sont obligés de faire pour retenir leur respiration entraînent une rupture des vaisseaux sanguins. Ils crachent le sang. La vue et l'ouïe s'affaiblissent au contact de l'eau de mer. En outre, ils redoutent les attaques de requins. Dans le Golfe Persique, des cloches sous-marines sont utilisées pour la pêche des perles⁵. Quant aux parfums, ils semblent moins prisés sous la monarchie de Juillet. Madame de Bradi remarque en 1838 que « les parfums sont passés de mode, ils étaient malsains et peu séants aux femmes, car ils attiraient l'attention.⁶ » Les odeurs de tabac se font néanmoins envahissantes ainsi que celle du camphre. Le baron d'Armagnac dit de la ville de Tunis qu'elle est un « laboratoire des essences de rose et de jasmin. » Les différents accords commerciaux contractés à partir de 1838 marquent la fin des privilèges accordés par les capitulations à la France. L'entrée de la mer Noire est permise aux navires marchands français en temps de paix comme en temps de guerre mais la Porte ne réalise plus ses échanges de façon exclusive. Elle signe des traités d'amitié, de commerce et de navigation avec la Belgique le 3 août 1839, avec le royaume de Suède et de Norvège le 31 janvier 1840 et avec le Portugal le 20 mars 1843. Des accords sont également passés avec le royaume de Sardaigne, la Toscane et les États-Unis d'Amérique. Des ports méditerranéens partent des tissus, des armes, de la quincaillerie, du papier, de la miroiterie. En retour, les caravanes apportent de l'or, de l'ivoire, des plumes d'autruche, des peaux teintées et des esclaves noirs dont le trafic vers l'Orient rentabilise le commerce transsaharien depuis des siècles. En moyenne, 80 000 noirs sont extraits chaque année de l'intérieur de l'Afrique noire. L'anti-esclavagisme y puise des motivations d'intervention.

¹ A.M.A.E., papiers privés d'agents, Desages, Égypte, 35.

² *Revue de l'Orient*, 1843, pp. 38-39.

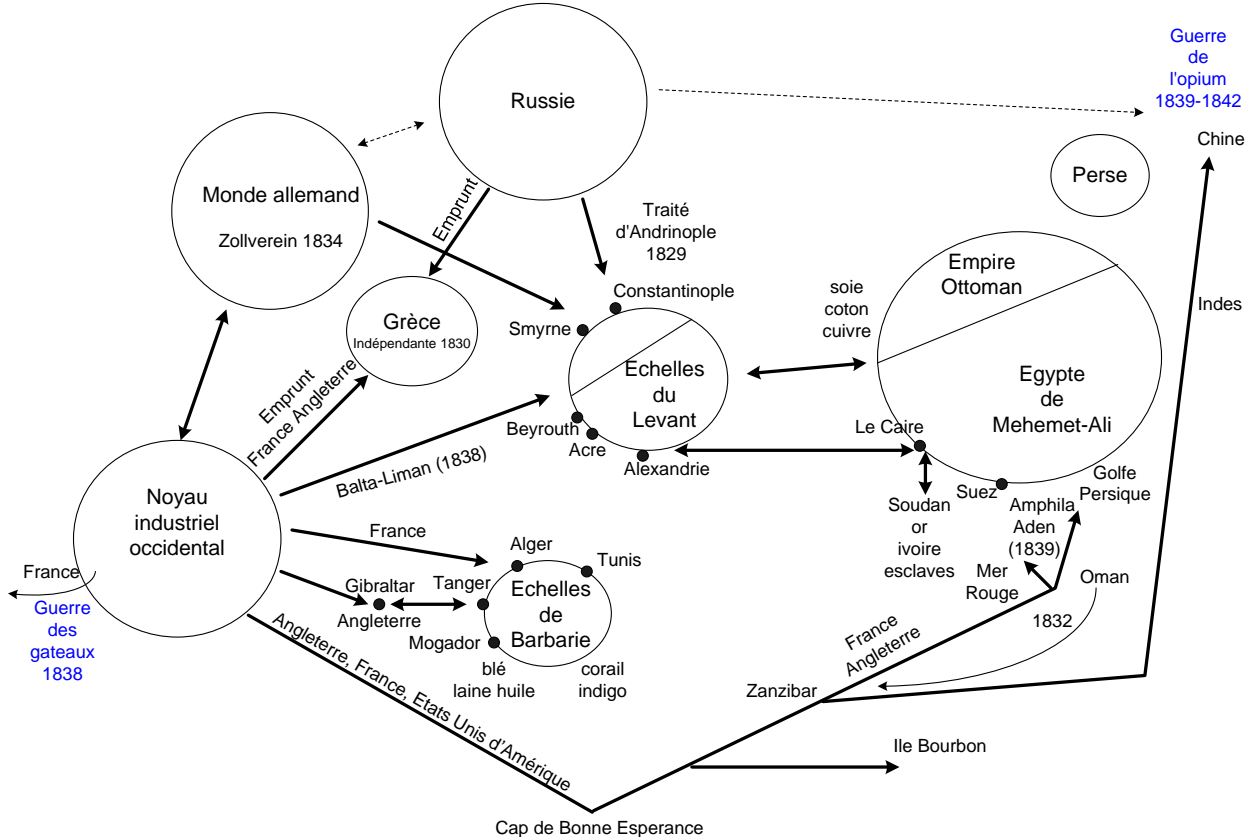
³ (Eufs de poisson salés pressés sous forme de saucisse, spécialité provençale.

⁴ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 11.

⁵ Voir G.-L. Pesce, *La navigation sous-marine*, Paris, Vuibert & Nony, 1906, p. 19 et p. 37.

⁶ Alain Corbin, *Le miasme et la jonquille*, Flammarion, 1986, p. 230.

Extension des relations commerciales en Orient sous la monarchie de Juillet



La défense des intérêts mercantiles des puissances

Le 7 septembre 1836, une division navale américaine, composée de deux frégates et d'une corvette, commandée par le commodore Elliott cherche à prendre contact avec Ibrahim pacha¹ sur la côte syrienne. Poussé par des vents contraires sur Tripoli, Elliott rencontre Ibrahim pacha, par hasard, le 23 septembre 1836. Les Américains sont préoccupés par la conquête de Méhémet-Ali. Ils cherchent assurément à sauvegarder leur progression commerciale en Orient qui, depuis 1816, conduit les navires de l'Union dans les Échelles du Levant. Ces relations prennent de l'importance. La République des États-Unis a une diplomatie habile et active. Pourtant, sa position géographique isolée et transatlantique semble l'en dispenser². Entre 1824 et 1828, années statistiquement favorables à la France, le rapport était de trois navires de commerce états-uniens contre deux français³.

Les intérêts de la France, seconde puissance industrielle au monde⁴, dans la question d'Orient sont politiques et commerciaux. La protection des intérêts français dans les Échelles du Levant et de Barbarie est confiée à l'amiral Lalande. À la fin de l'année 1838, sa flotte mouille depuis six mois sur la rade de Tunis. Il est chargé de raffermir le pouvoir du bey ébranlé par les intrigues de la Porte, qui cherche à reprendre son influence sur l'Afrique du Nord. Les Échelles de Barbarie deviennent essentielles aux yeux de la France. Présente en Algérie, elle cherche à rentabiliser une conquête qui n'est pas un simple comptoir mais une colonie. En 1833, cette possession a fait gagner à la France 1,1 million de francs⁵. Le volume des importations représente 23 millions de francs dont les marchandises sont apportées par 950 navires de toutes les nations. À ce chiffre, il faut ajouter 600 caboteurs. Le port de Toulon prend de l'expansion. La ville est choyée par l'action de la loge maçonnique *les vrais amis réunis d'Égypte*⁶. Depuis 1833, Toulon est doté d'une Chambre de commerce. On y creuse un port « marchand », achevé en 1837. Avec l'invention de l'hélice en 1832 et le développement de la marine à vapeur, des liaisons hebdomadaires sont établies entre Toulon et Alger. Les approvisionnements de l'armée présente en Algérie ne sont assujettis à aucun droit de douane. La mise en valeur des terres algériennes s'effectue au moyen de compagnies à actions. La fertilité du sol permet de cultiver le coton, l'olivier et des plantes intertropicales telles la

¹ A.M.A.E., C.P.C., Turquie, vol. 5 et 6.

² Deffaudis, *Questions diplomatiques et particulièrement des travaux et de l'organisation du ministère des Affaires étrangères*, 1849, p. 28.

³ D'Angeville, *Aperçu sur nos colonies et notre marine militaire, pour appuyer une pétition faite à la Chambre le 24 janvier 1832*.

⁴ Antoine-Louis Deffaudis, *op. cit.*, p. 146.

⁵ A.M.A.E., M&D, Algérie, vol. 9.

⁶ Maurice Agulhon, *Histoire de Toulon*, Privat, 1980, p. 227.

canne à sucre et l'indigo. Le pays produit de la cire, des huiles et des peaux. La laine d'Alger est vendue à Marseille jusqu'à 90 francs les 40 kilogrammes. Sur les côtes algériennes, la France exploite et pêche le corail. Il faut cependant remettre de l'ordre dans le corps d'occupation. Le général de Castellane débarque le 2 janvier 1838 de Toulon pour prendre son commandement à Bône. Il critique la création des corps spéciaux d'Afrique. Pour lui, ils ne sont qu'un facteur supplémentaire de pagaille et ressemblent à une troupe d'arlequins. Il vient rétablir l'ordre dans une armée où règne l'indiscipline. Par exemple, le maréchal Valée ne ferait aucun cas du ministre de la Guerre¹. Il en parlerait légèrement devant ses subordonnés. Le laisser-aller serait manifeste et les règlements seraient foulés aux pieds. Les ordonnances du roi seraient regardées comme non avenues.

Pour asseoir son influence auprès de la Sublime Porte, la Russie envoie Gaspare Fossati ériger une nouvelle ambassade russe à Constantinople en 1837. Né en 1809 à Morcote près de Lugano en Suisse, Gaspare Fossati était issu d'une riche famille qui entretenait des rapports avec le milieu cultivé de Venise, où il suivit sa formation. En 1822, il fréquenta l'Académie de Brera et gagna en 1827 le premier prix du « Grand Concours d'Architecture » lancé par l'Académie de Milan. Il passa ensuite cinq ans à Rome à étudier les monuments antiques tout en s'intéressant aux fouilles archéologiques. En 1833, il se rendit à Saint-Petersbourg où il fut nommé trois ans plus tard architecte officiel de la Cour Impériale. Pendant plus de vingt ans, il resta dans la capitale ottomane où il restaure et construit un grand nombre de bâtiments, généralement dans le secteur privé. Plusieurs réalisations remarquables, lui vaudront à lui et à son frère Giuseppe, son fidèle collaborateur, célébrité et reconnaissance internationales. Le quartier des légations de Constantinople se singularise : « À Péra, la vie sociale, écrit d'Aubignosc, se rapproche en mille points des habitudes de la chrétienté ; les nuances ne se manifestent que dans les usages particuliers à chaque peuple. Du reste, quoique formant une dépendance d'une grande capitale, le faubourg de Péra offre cependant le tableau des allures et des inconvénients des petites villes. Les habitants vivent entre eux, et, pour ainsi dire, les uns sur les autres, tant les limites de leur quartier sont restreintes. On s'y épie, on s'occupe beaucoup de ses voisins, on se critique ; les caquetages engendrent des discordes et souvent des haines de familles. Les Européens, venus en Turquie pour y faire une fortune, soupirent après l'instant où le succès ayant couronné leurs efforts, leur permettra de regagner le sol natal. Tous se plaignent et font porter leurs griefs sur les hommes avec lesquels ils sont contraints de vivre. »

L'Angleterre se targue d'être la protectrice de l'Empire ottoman depuis le traité de Balta-Liman de 1838. Elle en profite pour établir des points d'appui. Le navire *Urania* est expédié depuis Londres, avec deux bateaux à vapeur démontés, du charbon et des ouvriers. Le capitaine, porteur de dépêches ne doit les décacheter qu'après avoir relâché à Rio de Janeiro. Il les ouvre en quittant la côte du Brésil. Il apprend qu'il a ordre de porter les deux steamers à Bassora. Sans prévenir la Porte, les Anglais établissent sur l'Euphrate un comptoir². Face aux menées russes en Asie centrale, Auckland fait occuper l'île de Kharak³. Le siège d'Hérat par les Perses contraint le gouvernement anglo-indien d'envoyer au printemps 1838 une flotte de cinq vaisseaux de guerre dans le Golfe Persique. Des troupes britanniques sont prêtes à remonter l'Euphrate ou à débarquer sur les côtes sud-ouest de la Perse. Le consul général anglais Campbell intime l'ordre à Méhémet-Ali d'évacuer le Yémen, l'Arabie et de retirer son armée près de Bassora. Cette situation géopolitique conduit les Britanniques à occuper Aden. En 1836, le superintendant de la navigation des Indes a fait un rapport sur les dangers que courent les navires marchands le long des côtes d'Arabie et d'Abyssinie. Le plus à craindre dans la zone est Mhoussin, le sultan de Lahedj. Le 17 février 1837, le *Deriah Dowlut*, navire indien de Madras, frété par un marchand arabe, est victime d'un acte de piraterie. Le subrécargue a trouvé le moyen de s'emparer du commandement et fait s'échouer le bâtiment sur une plage de sable, près d'Aden. Le subrécargue partage le butin avec le sultan local, à raison d'un tiers de la cargaison pour le subrécargue et les deux tiers pour le sultan. En outre, les passagers subissent de mauvais traitements. Le *Deriah Dowlut* est vidé et on y met le feu. Les propriétaires ne perdent rien car le navire est assuré au-delà de sa valeur réelle. Les équipages et les passagers sont libérés. Avant de quitter Aden, le pilote signe un document qui constate que les équipages n'ont pas été violentés et que les propriétaires du navire n'ont rien à réclamer. Le gouvernement de Bombay réagit. L'agent consulaire anglais Haines est chargé d'enquête. Mhoussin, le sultan d'Aden, déclare ignorer les faits, puis offre un câble, et quelques objets provenant du navire. Haines les refuse. Le gouvernement britannique n'a pas l'intention de laisser cette affaire. Il va y donner suite, d'autant plus qu'il tient à s'emparer de cette ville admirablement placée pour être un dépôt de charbon. Les Anglais se voient déjà redonner à Aden son rôle commercial, en faire un port d'exportation du café, de la gomme et des épices arabes, c'est pourquoi l'insulte faite au *Deriah Dowlut* doit être réparée. Haines se présente devant Aden à bord du sloop de guerre *Coote*. Le sultan lui offre un bon de 4 191 couronnes d'Allemagne (25 000 francs) et s'engage à rendre les effets pour une valeur de 7 809 couronnes (environ 46 582 francs). Haines propose d'acheter Aden pour compenser l'acte de piraterie. Le sultan accepte et promet de livrer la place dans deux mois et demande à l'Anglais de retourner à Bombay annoncer la bonne nouvelle, mais il met en garde : « Si vous ne venez pas dans peu de

¹ Castellane, *Journal du maréchal de Castellane, 1804-1862*, Paris, 1896-1897, t. III, p. 138.

² Pavie, « La marine actuelle des Arabes et des Hindous », *Revue des Deux Mondes*, 1843.

³ Pio Carlo-Terenzio, *La rivalité anglo-russe en Perse et en Afghanistan*, Paris, 1947, p. 44.

mois, et si les Turcs ou tout autre peuple viennent et me prennent tout le pays, vous n'aurez aucun reproche à me faire. »

En janvier 1838, les Anglais possèdent la ville yéménite qu'ils ont achetée moyennant une somme de 150 000 francs¹. Toutefois, les conseillers du sultan et le jeune prince Hamed projettent de se rendre maîtres du capitaine Haines et de s'emparer de tous les papiers relatifs à la transaction. Haines, averti à temps, évite le piège tendu en ne se rendant pas en ville le jour où il devait être arrêté. Haines se réfugie à Bombay puis revient à Aden à la fin du mois d'octobre 1838. Hamed lui annonce que son père est malade et qu'il le représente : « L'Angleterre n'aurait jamais Aden, à moins que nous n'ayons le sabre dans la gorge. » Il finit par inviter le capitaine Haines à venir en ville et lui dit en arabe : « Si vous voulez vous rendre à la passe, je vous y rencontrerai, et je serai sur votre tête », c'est-à-dire qu'il se rend garant de sa sécurité. Le bon de 4 191 couronnes est échu. Haines en réclame le paiement, ainsi que la restitution des effets pris à bord du *Deriah Dowlut*. On refuse tout. Dès lors les communications entre les Arabes et le bâtiment anglais cessent. Pendant quatre mois, le *Coot* doit s'approvisionner d'eau, de bois et de vivres sur la côte opposée. Des émissaires du sultan arrivent. Ils apportent une lettre mêlant compliments et protestations. Une seule entrevue a lieu. Haines tente de négocier mais les Arabes ne veulent pas entendre parler de la cession d'Aden. Vers la fin du mois d'octobre, les dattes de Mascate et du Golfe Persique commencent à arriver sur les côtes du Yémen. Si elles manquent, il y aurait disette. Le capitaine Haines décide d'établir le blocus le plus strict. En privant le peuple de nourriture, en ôtant au sultan le revenu de ses douanes, il compte faire pression et obtenir satisfaction. Les pourparlers n'aboutissent pas. Le sultan ne peut se dessaisir de ses territoires sans combat, s'il le fait, sa réputation serait complètement perdue auprès des tribus voisines. Au milieu du mois de novembre, les Arabes font feu sur un des canots du blocus. Haines envoie le vapeur *Suez* à Bombay et réclame des troupes². L'intervention militaire est à l'ordre du jour.

Le 29 décembre 1838, le gouvernement de Bombay fait partir deux transports avec sous les ordres du major Baillie 300 hommes du 1^{er} régiment européen, 350 du 24^e régiment, 40 artilleurs et une soixantaine de coolies avec des pionniers. Cette petite armée est accompagnée par le *Volage* (28 canons) et le *Cruizer*, un brick de 16 canons. Le 16 janvier 1839, l'escadrille mouille dans la baie ouest d'Aden. Aussitôt on fait savoir au sultan qu'il doit se rendre sans condition et envoyer des otages. L'Arabe étonné allègue qu'il ne peut rien faire sans avoir réuni ses chefs, que c'est la tradition, il demande six jours. Les Britanniques ne répondent plus. Le major Baillie et le capitaine Smith du *Volage* étudient les alentours. La tribu Abdella, contrairement au sultan local, s'oppose à toute concession territoriale et entre en guerre³. La place d'Aden est tenue par près de mille hommes. Le 19 janvier au matin, les navires de guerre anglais ouvrent le feu. Les faibles fortifications qui protègent Aden sont détruites. Les Arabes tirent quelques coups de canon mal pointé dont les boulets s'égarèrent sans rien atteindre. Ces simulacres de batteries sont rapidement mis hors de combat. Les forces britanniques débarquent. Les tirs nourris de la garnison tuent deux assaillants. Les Britanniques s'emparent des collines surplombant la ville, prennent possession des gorges et des hauteurs. C'en est fait d'Aden. Plus de cinquante défenseurs ont été tués. L'attaque proprement dite de l'île de Seerah permet la capture de cent trente-neuf Arabes, mais ayant tenté de se révolter, une vingtaine périssent. Le reste parvient à s'enfuir. Les Anglais perdent seize tués et blessés dont un sergent mortellement touché. À bord du *Mahé*, l'aspirant Nesbitt a été atteint.

Le sultan de Lahidge regrette ce qui est arrivé et rejette la faute sur les bédouins et sur son fils Hamed. On traite. Le bon de 4 191 couronnes est annulé et l'on garantit au sultan une somme annuelle de 8 700 couronnes (52 000 francs)⁴. Les Anglais s'emparent d'Aden. La prise de cette ville fait quelque bruit en Europe. Les Britanniques projettent maintenant de s'emparer de l'île de Périm⁵ qui contrôle le détroit de Bab el-Mandeb. Les Anglais sont décidés à ne lâcher à personne la clé de la mer Rouge. Le 11 novembre 1839, les tribus arabes tentent un coup de main sur Aden. Elles sont chaudement reçues. Les forces anglaises à Aden s'élèvent à près de 2 000 hommes dont 160 artilleurs. Le capitaine Foster fortifie la ville. Aden devient un second Gibraltar. Les Anglais visent désormais l'Arabie et l'Abyssinie car la main mise de Méhémet-Ali sur le Nadj les inquiète⁶. Les Britanniques convoitent Mascate. « Un Anglais qui revient d'Aden m'a assuré, écrit l'enseigne de vaisseau Lefebvre, que son gouvernement réclame une indemnité pour frais de l'expédition qui a été chargée de prendre cette ville. Une nouvelle expédition se prépare pour appuyer ces prétentions. Il paraît aussi que la possession de la principale position commerciale de l'Arabie ne suffit pas aux Anglais et qu'ils convoitent encore la ville de Mascate, à l'entrée du Golfe Persique. ⁷ » Dès la fin de l'année 1838, les intrigues anglaises n'échappaient plus à la la perspicacité de Méhémet-Ali qui entreprenait un voyage sur le Nil Bleu. Il portait des cadeaux aux princes africains, comptant s'en faire des alliés. Au début du mois de janvier 1839, deux régiments en garnison au Caire

¹ Paul Mouriez, *Histoire de Méhémet-Ali*, Paris, 1855, t. III, p. 253.

² Emmanuel de Las Cases, *op. cit.*, p. 55.

³ William Laird Clowes, *The Royal navy a history from the earliest times to the present*, Londres, 1901, vol. VI, p. 277.

⁴ Emmanuel de Las Cases, *op. cit.*, p. 56.

⁵ J. - Édouard Driault, *Histoire de l'Empire ottoman jusqu'à la révolution de 1909*, Paris, 1910, p. 121.

⁶ *Revue de l'Orient*, 1843, t. I, p. 32.

⁷ Eugène de Guichen, *op. cit.*, p. 33.

sont partis pour le Yémen. La *Gazette d'Augsbourg* commente : « S'il survenait une lutte entre les troupes anglaises et égyptiennes, celles-ci combattraient nécessairement avec avantage ; bien qu'elles soient mal commandées, on ne saurait leur contester une grande bravoure.»

Le roi Oubié a promis aux Français de faire affluer à Amphila toutes les marchandises de l'Abyssinie¹. Les produits arrivent déjà à Alexandrie puis sont acheminés au Caire puis au Tigre. La France envoie des soieries, des draps rouges, du sucre blanc. L'Angleterre expédie des tissus de coton, du coton teint en rouge et des aiguilles. L'Autriche exporte des toiles rouges et bleues, des indiennes, des miroirs, des tabatières, des perles en verre, des sabres, des pistolets et du plomb. L'Inde y achemine ses soieries. Chaque mercanti fait dans cette zone un bénéfice de 200%, en dépit des frais élevés de transport et des droits acquittés dans les villes. Le prix de revient des marchandises est en moyenne de 25% au-dessus du prix européen. À Djedda, les marchandises sont 30 à 35% plus chères qu'en Europe. Les Anglais voyant les riches marchands arabes, forment des entrepôts à Djedda et à Moka. Un agent britannique se trouve à Massaoua et un autre à Djedda. Les missionnaires anglais apparaissent.

Les richesses de l'Orient fascinent et sont l'objet de bien des convoitises. Les puissances s'y affrontent et s'y confrontent. Alexandre Dumas écrit : « Quand j'aperçois un costume arabe, les ailes que Dieu a attachées à mon imagination, au lieu de les attacher à mes épaules, s'ouvrent d'elles-mêmes, et je suis prêt à m'envoler vers les pays des rêves d'or. ²» En 1839, le jeune Jules Verne achète l'engagement d'un mousse et s'embarque sur un long-courrier en partance pour les Indes³. Rattrapé à Paimbœuf par son père, il avoue être parti pour rapporter à sa cousine Caroline Tronson un collier de corail. Rudement réprimandé, il promet : « Je ne voyagerai plus qu'en rêve.»

¹ A.M.A.E., M&D, Afrique, vol. 13.

² Louis Du Couret, *Journal d'un voyage en Arabie*, Bruxelles, 1856, t. I, p. VI.

³ L'anecdote a été enjolivée par l'imagination familiale. Dans ses *Souvenirs d'enfance et de jeunesse*, on apprend qu'il s'est échappé, est monté à bord d'un voilier, qu'il l'a exploré, tourné le gouvernail, et ce, en l'absence d'un gardien. Ce qui lui a valu la réprobation du capitaine.

9.

Espions et conseillers militaires

Dans le feuilleton *La nouvelle malle des Indes*, l'inspecteur principal Fontanier et son adjoint supposent que les deux touristes Thomas Waghorn et son ami Martial Sassenage sont des espions. À Paris, en 1829, la police de Charles X craint une révolution. Les deux agents de la sûreté, chargés de surveiller les suspects, reçoivent l'instruction de poursuivre ces deux hommes, jusqu'en Orient et de les neutraliser, si besoin est. Arrivés en Égypte, les policiers incarnés à l'écran par Roger Carel et Patrick Préjean sont convaincus de l'existence d'un complot, dans lequel tremperait le consul de France. Son but serait de saboter l'alliance franco-égyptienne dans la question algérienne. Paranoïaque, Fontanier croise Champollion au consulat et le prend immédiatement pour un agent secret. Voulant en avoir le cœur net, il se rend avec son acolyte à Abou-Simbel afin de le confondre. Là, ils rencontrent des embaumeurs qui n'ont qu'une seule pensée : renvoyer les deux policiers français à Paris, momifiés. Ils sont sauvés in extremis par deux vieilles filles anglaises. Elles travaillent pour *l'Intelligence Service*. Ensuite, leurs aventures les conduisent à rencontrer un rebelle arabe qui défie l'Égypte de Méhémet-Ali. Cet Ali bey se révèle être un espion anglais qui prépare le terrain de façon à assurer à sa nation des voies commerciales sécurisées. Sa mission consiste à établir des lignes de vapeurs pour les Indes via la péninsule arabique. Les espions seraient donc partout.

L'espionnage : un mal nécessaire

Vienne entretient de nombreux agents secrets. La littérature en garde la mémoire, notamment le fameux baron Schwartz, chez Jean Giono : « Les nerfs de la monarchie autrichienne ne supportaient pas la perte du plus petit de ses espions.¹ » Mais où est la réalité historique ? Qui peut-on qualifier et identifier comme espion jouant un rôle dans la question d'Orient ?

Durant la guerre d'indépendance grecque, en 1825, le Mont Parnasse résistait. Incapables de le réduire, les Turcs parvinrent à l'abattre, depuis l'intérieur, par un espion écossais, Fenton².

Parti de Saint-Louis au Sénégal, le Français René Caillié (1799-1838) traversa la Mauritanie, pénétra dans la mystérieuse Tombouctou et regagna le Maroc en franchissant le Sahara en 1828. Déguisé en Arabe, il se mêlait aux caravanes. Les dangers qu'il courut furent terribles. Les indigènes massacraient régulièrement les blancs et les chrétiens. Un soir, il se trouve sous la tente d'un marabout. Profitant de ce moment de repos, Caillié met à jour son journal. Le chérif Kount, un Maure, le surprend, prend le papier des mains et s'étonne de ne voir aucun caractère arabe. Il demande ce qui est écrit. Caillié répond qu'il ne s'agit que de prières et se met à chanter pour le persuader. Le targui ne le croit pas et l'accuse d'espionner pour le compte des chrétiens. Pour détruire une telle idée, Caillié affecte de l'indifférence à l'égard du papier, le remet à son détracteur et lui dit, en riant : « Va à l'escale, tu feras lire cet écrit, et tu verras si je mérite l'outrage que tu me fais. » La ruse produit l'effet attendu. Il chante encore un couplet. Persuadé, le chérif part. Caillié rapporta : « Je remerciai Dieu d'en être quitte à si bon compte et je me promis d'être plus prudent à l'avenir. Depuis ce moment, quand je voulais écrire, je me mettais soigneusement à l'écart derrière un buisson, et, au moindre bruit, je cachais mes notes et m'emparais de mon chapelet (à gros grains des musulmans) faisant semblant d'être en prière. Cette dévotion affectée me valait des applaudissements de ceux qui me surprenaient, mais combien il m'était pénible de jouer un tel rôle !³ » Son périple fut pénible. Se nourrir n'était pas chose aisée. Il pourrait déguster le traditionnel couscous mais manger avec les mains à pleine poignée, sans table et entendre roter le dégoûte. René Caillié raconte : « J'ai vu des femmes, faisant des boulettes de beurre avec leurs mains, s'essuyer les doigts à leurs cheveux, puis reporter la main dans la

¹ Jean Giono, *Angelo*, Paris, Gallimard, 1958, p. 12.

² Edward John Trelawney, *Mémoires d'un gentilhomme corsaire*, Paris, Phébus, 1988, p. 11.

³ Roger Mathé, *L'aventure*, « Au cœur du Sahara, en 1828 par René Caillié, Journal d'un voyage à Tombouctou, chapitre II », Bordas, 1985, pp. 122-123.

calebasse où étaient ensemble le beurre et le lait. Cette malpropreté me révoltait au point que souvent j'aimais mieux endurer la faim que de prendre une boisson aussi salement préparée. »

Charles X avait préparé l'expédition d'Alger en envoyant des espions. Raimbert, d'Aubignosc et Gérardin devaient sonder les dispositions du bey de Tunis, ménager des voies pour les approvisionnements de l'armée, agir sur le moral des populations, détacher du dey d'Alger Tunis, le Maroc, les villes d'Oran et de Constantine. Pendant sa mission, d'Aubignosc rencontra un Maure qui lui demanda si les préparatifs des Français contre Alger étaient sérieux. Après en avoir été convaincu, le musulman s'exclama : « À présent, quand le Christ veut fumer, c'est Mahomet qui va lui chercher du feu !¹ » Le bey de Tunis autorisait les achats dans sa régence et devenait fournisseur, à la condition que sa coopération restât secrète. Le Maroc s'engageait à rester neutre. Le bey de Constantine semblait plus réservé. Celui d'Oran était le mieux disposé mais il redoutait les tribus arabes. D'Aubignosc rassura ceux qui redoutaient le manque d'eau dans la banlieue d'Alger pour ravitailler l'armée. Il affirma que la capitale de la régence était entourée de jardins et rappelait qu'il n'y avait pas de jardins sans eau. À la croisière d'Afrique en 1830, le lieutenant de vaisseau Bruat, après avoir échoué avec son brick le *Silène* sur les côtes algériennes, fut fait prisonnier de guerre et incarcéré dans le bagne d'Alger. Depuis sa geôle, et au péril de sa vie, Bruat trouva les moyens de faire parvenir à l'amiral Duperré des renseignements, par l'intermédiaire du consul de Sardaigne, qui furent très utiles au débarquement de Sidi-Ferruch². Les gouvernements étrangers envoyèrent des observateurs militaires pour assister à la prise d'Alger. La Russie envoya le colonel du génie Filosofov³ et le lieutenant Doubensky. L'Autriche avait un major des cheveau-légers Hohenzollern. Le chevalier Mazzi était un officier de l'armée du grand-duc de Toscane. L'Espagne dépêcha plusieurs officiers : les colonels don Guerrero de Torres, don Antonio Lasanca, don Manuel Soria, le chef de bataillon don Joachim Villalonga et le capitaine comte de Mirasol attaché à la Garde royale espagnole, sans oublier le comte de la Porterie, un ancien émigré passé au service de l'Espagne. Le capitaine anglais Mansell voulut participer à l'expédition contre Alger mais le baron d'Haussez refusa prétextant qu'il n'avait pas besoin d'Anglais. Le Britannique déclara qu'il fréterait un canot plutôt que de ne pas coopérer à l'entreprise. D'Haussez accepta finalement son aide.

Sous la monarchie de Juillet, la France n'utiliserait plus d'agent secret. L'établissement d'un régime démocratique ne doit pas employer une basse police. La sixième édition du *Dictionnaire de l'Académie* indique que c'est un vilain métier d'espionner et que l'espionnage est un métier infâme. Si l'on concède qu'il faut avoir des espions dans l'armée ennemie pour être instruit de ses mouvements, on en stigmatise le caractère odieux. Envoyer des espions permet de retourner des gouvernements, de connaître l'état des relations entre un pays allié et d'autres pays ennemis. Aboutir à faire signer des accords de paix, de neutralité, manipuler est leur lot quotidien. Au XIX^e siècle, l'espion subissait une condamnation morale imprégnée de peur et de mépris. Son action était sans nul doute maligne car elle impliquait la dissimulation, le mensonge et le vol. Louis-Philippe écrit à Guizot le 13 septembre 1830 que les cabinets noirs n'existent plus, que le secret des lettres est scrupuleusement et consciencieusement respecté⁴. Il ne faut pas être dupe. L'espion est un mal nécessaire. Le poète Barthélemy le reconnaît. S'adressant à Louis-Philippe le 10 juin 1831, il rappelle que le calife de Bagdad se déguisait en marchand pour épier les conversations nocturnes dans les rues. Si la voix publique dénonçait l'iniquité du vizir, on retrouvait sa tête coupée, le lendemain aux portes du Conseil. Cette parabole conseille au roi bourgeois d'écouter son peuple car jamais la vérité n'arrive jusqu'aux Tuileries⁵. Le parti républicain français, depuis 1830, fait circuler des émissaires d'État en État⁶. M. Ayme dirige dans le Vieux Caire une manufacture de produits chimiques. Ils forment de jeunes arabes aux sciences et à la politique. Républicain farouche, Ayme exalte Robespierre et porte Marat aux nues. Il donne à ses élèves des noms du calendrier républicain : Brutus, Caton, Cimber⁷.

En septembre 1832, Charles X quitte l'Angleterre. L'alliance entre Guillaume IV et Louis-Philippe rend son séjour insupportable et surtout, il se sait entouré d'espions stipendiés par Talleyrand. Montrond, habitué des meilleures maisons de Londres, assure les relations discrètes que l'ambassadeur de France entretient avec les ministres anglais et reçoit d'eux d'excellentes informations boursières. Talleyrand ne peut pas se passer du plaisir de l'agiotage. Un mauvais renseignement lui fait perdre, en 1832, 800 000 francs en une journée. Les sociétés secrètes de cette époque sont parfois imprudentes. Les comploteurs parlent trop et se dévoilent. Deffaudis écrit : « Dans plusieurs occasions et près de certaines gens, le prince de Talleyrand a passé pour n'être pas assez maître de ses paroles. » Chateaubriand se moque, en 1832, de ces conspirateurs chargés de pistolets, de poignards et de

¹ D'Aubignosc, *La Turquie nouvelle jugée au point où l'ont amenée les réformes du sultan Mahmoud*, Paris, Delloye, 1839, t. II, p. 212.

² S.H.M., CC⁷ a 347, dossier des personnels, Bruat, rapport du 16 décembre 1830.

³ Alexis FILOSOFOV (1799-1874) est général d'artillerie. Il participe en 1828 à la prise de Kars et d'Ahalkalaki. En 1829, il participe à la prise de Silistrie en tant qu'officier en second du corps de l'artillerie de siège. En 1830, il est envoyé auprès du corps expéditionnaire français en Algérie en tant que conseiller militaire. En 1831, Filosofov se retrouve sur le théâtre d'opérations polonaises où il prend part à l'assaut contre Varsovie. En 1854, après avoir réorganisé l'artillerie de la forteresse de Kronstadt, il participe aux opérations militaires en Crimée.

⁴ Paul Thureau-Dangin, *Histoire de la monarchie de Juillet*, Paris, 1888-1892, t. I, p. 120.

⁵ Auguste Barthélemy, *Némésis*, Paris, 1835, pp. 85-89.

⁶ David Urquhart, *Le Portfolio ou collection de documents politiques relatifs à l'histoire contemporaine*, Paris, 1836-1837, t. I, p. 10.

⁷ D'Armagnac, *Nezib et Beyrouth, souvenirs d'Orient, de 1833 à 1841*, Paris, J. Laisné, 1844, p. 79.

clés, singeant le temps des Borgia et des Médicis : « Rien de plus ordinaire que d'entendre un Français se vanter publiquement d'être d'un complot ; et il en raconte tout le détail, sans oublier le jour, le lieu et l'heure, à quelque espion qu'il prend pour un confrère ; il dit tout haut, ou plutôt il crie aux passants : 'Nous avons quarante mille hommes bien comptés, nous avons soixante mille cartouches, telle rue, numéro tant, dans la maison qui fait le coin.' Et puis ce Catilina va danser et rire. » Pendant la crise de 1833 en Orient, Talleyrand ne reste pas inactif. Il espionne. Le *Charivari* du 1^{er} février 1833 mentionne que le bruit court que le prince de Talleyrand a surpris et envoyé à Louis-Philippe un traité secret signé entre l'Autriche, la Prusse et la Russie relativement aux affaires de la Turquie. Talleyrand reçoit ses instructions de la sœur du roi Louis-Philippe, Mme Adélaïde. Cette dernière lui écrit depuis les Tuileries le 27 février 1834 : « Le roi pense, comme vous, que le nouveau traité russo-turc est une grande amélioration, mais que cela ne peut pas changer matériellement la position relative de la Russie et de la Turquie, qui est celle de la force et de la nullité. Ainsi, ce que le roi croit le plus essentiel, c'est le désarmement de la flotte de la mer Noire, parce que, tant qu'elle est armée, elle peut transporter les Russes à Constantinople en trois jours. Une fois cette flotte désarmée, le mouvement rapide n'est plus possible. Mais le point principal, le nœud gordien de cette affaire, c'est la politique de l'Autriche; la Russie ne bougera pas si elle n'a pas l'assentiment de l'Autriche, et j'appelle assentiment la certitude de son inaction. La question est de savoir ce qui est fait à cet égard ; l'Angleterre est, de toutes manières, mieux placée que nous pour le découvrir, et c'est à elle à nous le dire; tâchez donc qu'elle le fasse.¹ »

Un profond mystère doit présider à la conduite des affaires diplomatiques. Des négociations, des dispositions militaires, des mesures de police exigent un certain secret, au moins provisoire. Faire de la diplomatie, c'est prévoir, être toujours prêt. Tout militaire à l'étranger est source de renseignements pour les autorités dont il dépend, mais la manière dont ils sont commandés et transmis peut revêtir différentes formes, plus ou moins formelles. Les Anglais envoient un général polonais de 1835 à 1841, qui fait office d'attaché militaire, à l'ambassade britannique de Constantinople. Cette fonction à demeure dans une ambassade est rare sous la monarchie de Juillet². L'emploi s'exerce généralement d'une façon temporaire sous la forme de chargés de mission, surtout auprès des grandes ambassades, comme c'est le cas à Constantinople. Ils transmettent à leurs ministres respectifs, des dépêches et des rapports plus ou moins volumineux. Le secret est érigé en principe absolu. C'est un moyen pour les négociateurs de se donner de l'importance. Les ministres utilisent cette ruse pour éviter la discussion ou dissimuler des fautes. Le français est la langue de la diplomatie européenne. Les progrès de la presse et la multiplication des publications au XIX^e siècle font que tout se sait ou se devine immédiatement. Les ministres lisent dans les journaux des faits qu'ils pensent être les seuls à connaître. Ils y apprennent des nouvelles qu'ils ignorent encore et que leur correspondance confirme l'exactitude. Ibrahim pacha n'y accorde cependant guère de foi : « Quand nous fûmes assis sur le sofa, rapporte Eusèbe de Salle, Ibrahim se mit à décacheter la correspondance qu'on lui apporta dans une grande corbeille ; un secrétaire, debout à sa gauche, écrivait en marge les observations brèves et rares du maître. Plus d'un article de journal français ou anglais, traduit en turc, fut jeté en riant de notre côté : Ibrahim caractérisait d'un mot le fond qu'il paraissait connaître surabondamment, car il se dispensait de les lire : chemins de fer, question d'Orient, bateaux à vapeur, agriculture, nécessité de faire des grandes routes aussitôt qu'on aurait la paix et l'indépendance.³ » Prêchant quelquefois le vrai et le faux, les journaux maintiennent cependant un secret : la vérité. Le député Alphonse Denis en vient à écrire : « Tout le monde commence à lire assez couramment dans l'œuvre de la diplomatie moderne ; ce n'est plus ce livre mystérieux qui ne renfermait que des choses sous-entendues : il n'y a plus rien à deviner, on sait ce que veut son voisin aussi bien que ce que l'on désire pour soi-même. Nous n'avons pas besoin d'être bien habiles et bien fins, par exemple, pour voir ce que souhaitent nos discrets concurrents sur les marchés de Constantinople, de Smyrne et d'Alexandrie.⁴ »

L'administration du renseignement

Le patron des espions est le ministre des Affaires étrangères. Ce dernier les envoie pour l'informer sur les autres pays. Le ministre peut traiter seul des questions sensibles. Par exemple, Sébastiani tient les dépêches secrètes, y compris pour Laffitte, le président du Conseil⁵. Le roi et son premier ministre tiennent évidemment à être instruits des problèmes politiques extérieurs. Attaché à ses prérogatives de souverain, Louis-Philippe tolère difficilement qu'on empiète sur son domaine : celui de la diplomatie. Il veut être le vrai ministre des Affaires étrangères depuis la mort de Perier. Louis-Philippe a vécu à l'étranger. Il parle l'anglais, l'italien, l'espagnol,

¹ *Lettres du roi Louis-Philippe, de Madame Adélaïde et du prince de Talleyrand publiées par la comtesse de Mirabeau*, Paris, 1890, pp. 54-55.

² Daniel Panzac et André Raymond, *La France et l'Égypte à l'époque des vice-rois : 1805-1882*, Le Caire, 2002, p. 194. Le premier attaché militaire a été envoyé à Florence en 1866, mais l'institution ne s'est généralisée qu'après 1871.

³ Eusèbe de Salle, *Pérégrinations en Orient, ou Voyage pittoresque, historique et politique en Égypte, Nubie, Syrie, Turquie, Grèce pendant les années 1837-38-39*, Paris, 1840, t. I, pp. 220-221.

⁴ *Revue de l'Orient*, 1843, t. I, p. 4.

⁵ Dominique-Germain Sarrut, *Biographie des hommes du jour*, Paris, H. Krabe, 1835-1836, t. I, p. 242.

passablement l'allemand. Il a été comme les Bourbons aînés, subventionnés par le *Foreign Office*, et il préfère ne pas se souvenir de cette période difficile. À l'occasion, il cherche à briser ce lien de subordination. Ministre, le duc de Broglie tente d'écarter Louis-Philippe. Il refuse qu'on communique directement au roi les dépêches des ambassadeurs. Il règle les affaires en dehors de sa présence. Aussi le roi intrigue-t-il auprès des ambassadeurs étrangers, des députés, des autres membres du gouvernement, eux-mêmes indisposés par la hauteur et la réserve systématique du duc de Broglie¹. Lors de ses entretiens, Louis-Philippe revêt un postiche, un faux toupet – son moyen de séduction ! Louis-Philippe entame en 1835 une correspondance personnelle avec Metternich. « La politique extérieure, écrit Molé, est purement et simplement celle du roi.² » L'héritier de la couronne apprend également son métier de futur souverain diplomate. La comtesse de Boigne écrit que le prince royal, le duc de Chartres, « voulait être au courant de toutes choses.³ »

Émile Desages joue le rôle essentiel au ministère des Affaires étrangères. Cet homme a un physique élancé et fluët. Ses traits sont réguliers, ses cheveux sont fins et blonds. Sa mine spirituelle et douce est fort bien représentée par le portrait dû au pinceau de Théodore Chassériau. Avec son immense faux col entouré de taffetas noir qui soulève d'un mouvement élégant et altier sa tête d'oiseau au regard vif et inquisiteur, Desages assure la direction des affaires politiques durant toute la monarchie de Juillet. Il est entré, très jeune, en 1811, au ministère des Affaires étrangères après une courte mission à Varsovie. Il travaillait aux archives puis il fut envoyé à Constantinople. Il connaît donc bien l'Empire ottoman. Il était arrivé dans ce pays en novembre 1821 et avait servi sous les ordres du général Guilleminot jusqu'à la fin de la Restauration. À partir de mai 1826, il était le premier secrétaire de l'ambassade de France en Turquie. La Grèce est sa grande passion. Lorsqu'il apprend les Trois Glorieuses, il s'empresse de demander un congé afin d'être tiré du « cloaque » de Stamboul comme il le confie dans une lettre adressée à un ami depuis Paris le 23 septembre. Avec l'aide de son père, sous-directeur de la deuxième division et celle aussi probablement de ses amis, les Victor de Tracy, il fait le siège du nouveau ministère des Affaires étrangères. Le comte Molé, le 1^{er} novembre 1830, nomme Émile Desages à la tête de la première direction du ministère, poste qui devient en mars 1832 une direction politique unique. Desages, également conseiller d'État, règne sur les locaux du boulevard des Capucines et se trouve très attaché à Sarah Newton, la marquise Victor de Tracy (« Rosine »), à laquelle il accorde toutes les demandes⁴. Desages, à sa mort, légua sa fortune à cette femme.

La jeune monarchie de Juillet trouve les bureaux organisés suivant le système géographique établi par Polignac depuis le 23 août 1829. La première division contrôle toute la correspondance avec les grandes puissances européennes. La seconde traite des affaires où se manifestent les rivalités des grandes puissances, plus les États d'Amérique. En novembre 1830, Sébastiani fait passer de la première à la deuxième division la Grande-Bretagne, la Russie, le Danemark et la Suède tandis que la Suisse, l'Italie, la Grèce, la Turquie, les régences barbaresques, la Perse et le Maroc passent de la seconde à la première⁵. Les inconvénients du système géographique apparaissent rapidement. Le 23 mars 1832, Casimir Perier assure l'intérim de Sébastiani. Il revient à l'organisation de 1825. Il rétablit une direction politique et une direction commerciale, distinctes l'une de l'autre. La section commerciale s'occupe des consulats dont elle règle la comptabilité et gère le personnel. La section des travaux géographiques possède 26 000 cartes en 1831. Les topographes chargés des lignes de démarcation de la Grèce indépendante y sont rattachés. Le bureau des statistiques supprimé par Polignac est rétabli par une circulaire du 14 octobre 1833. Il rassemble des informations sur les forces militaires et navales des pays étrangers. Les trois classes du ministère des Affaires étrangères – affaires politiques, commerciales et contentieuses – sont chargées de recueillir des données⁶. On cherche à savoir ce qui se passe à l'étranger, les événements qui servent ou desservent les intérêts de la France. Il faut percer les intentions des cabinets. Il est impératif de connaître l'état des forteresses, des arsenaux, des finances, le moral des populations, la géographie du pays considéré.

À l'étranger, l'ambassadeur est en quelque sorte un espion titré, mais il ne peut pas soutenir ouvertement soutenir ses agents secrets. S'il sort de sa réserve que lui impose sa fonction, se fait le complice d'attentats contre la sûreté du pays où il est envoyé, le gouvernement de ce pays a le droit, au nom du salut de l'État, de s'assurer de sa personne. Dans ce cas, le rappel des ambassadeurs ou la remise de leurs passeports est un moyen pour une puissance de témoigner son mécontentement. Broglie précise les qualités dont doit faire preuve l'ambassadeur. Ce dernier doit avoir beaucoup d'esprit, d'instruction, de fermeté et de prudence. Il lui faut être en état de lutter avec les membres du gouvernement près duquel il réside. Pour cela, il a à contracter leurs habitudes : « il faut que sa maison soit un centre où il réunisse les hommes les plus influents, il faut que toujours et partout il puisse saisir les

¹ Jean Baillou, *op. cit.*, p. 576.

² Bourgeois, *Manuel historique de politique étrangère, t.III. L'ère des nations, l'éveil du monde, de Metternich à Bismarck, 1830-1878*, Paris, 1948, p. 152.

³ Comtesse de Boigne, *Mémoires de la comtesse de Boigne*, Paris, Mercure de France, 1999, t. II, p. 610.

⁴ Michel Crouzet, *Stendhal ou Monsieur Moi-même*, Paris, Flammarion, 1990, p. 500.

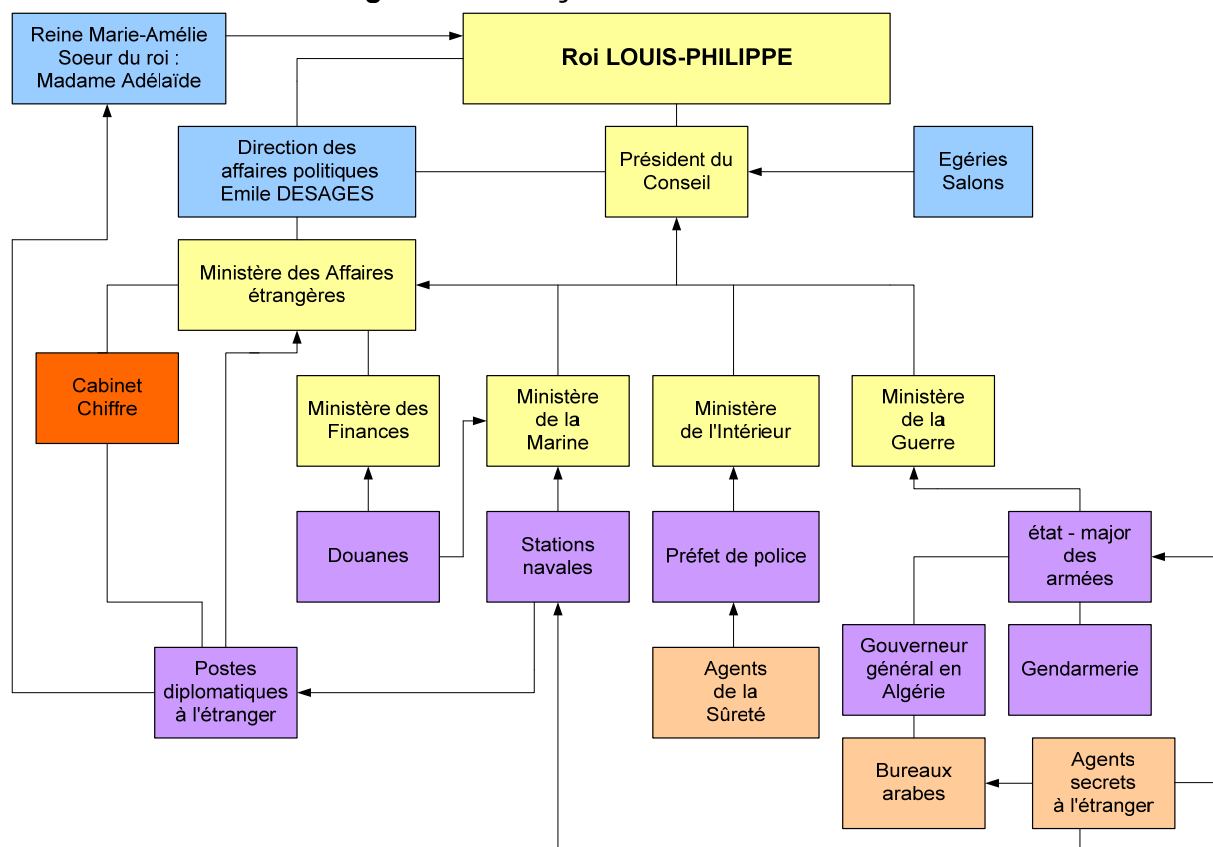
⁵ Maurice Block, *Dictionnaire de l'administration française*, 1862.

⁶ Deffaudis, *Questions diplomatiques et particulièrement des travaux et de l'organisation du ministère des Affaires étrangères*, Paris, 1849, p. 35.

secrets, étudier les intentions. S'il n'en est pas ainsi, il est trop souvent condamné à rester à l'écart et il perd son influence. ¹»

L'épineux problème des fonds secrets est fréquemment évoqué à la Chambre française. Sur cette somme allouée, il ne reste que quelques centaines de francs pour l'espionnage. Un état des dépenses signé de Thiers, ministre de l'Intérieur en 1834, laisse apparaître : « Divers agents secrets : 694. ² » Généralement, une grande partie des sommes allouées va en faveurs, en rémunérations de travaux passés, en récompenses pour les hommes ayant rendu des services. Des pensions sont accordées à des réfugiés. Après la révolution de 1848, l'ambassadeur Sainte-Aulaire se défendra d'avoir touché une quelconque obole au titre des dépenses secrètes du ministère des Affaires étrangères³. En 1832, le député Coulmann rappelle au ministre des Affaires étrangères, le général Sébastiani, d'anciennes prises de position. Se servant d'un ancien discours du ministre, il cherche à le mettre en contradiction avec les grands principes qu'il prône : « Encore 700 000 francs de dépenses secrètes ! Rien, je l'avoue, ne me paraît moins nécessaire, rien ne me paraît moins conforme à la dignité d'une grande nation, aux lumières de notre époque, que cette espèce de rappel à des temps où une politique mystérieuse exigeait des dépenses mystérieuses comme elle. ⁴ » Lamartine, député du Nord, reconnaît ironiquement en 1835 la nécessité d'allouer des fonds secrets : « J'en voudrais pour prévenir à la fois les intrigues de l'étranger chez nous et nos propres intrigues chez les autres. ⁵ »

Le renseignement français sous la monarchie de Juillet



Le métier d'espion

Hussein pacha, le commandant des forces turques à la bataille de Beylan, a autrefois exercé la profession d'espion⁶. Le lieutenant-colonel polonais Schultz, au service de Méhémet-Ali, serait un agent de la Russie d'après le consul d'Autriche Acerbi⁷. La Palestine occupée par les Égyptiens est parcourue en tous sens par des agents de la Porte qui se sont placés sous le patronage d'une puissance européenne⁸. Pendant la révolte de 1834, les Naplousains et les habitants d'Hebron cernent Ibrahim pacha à Jérusalem. Méhémet-Ali vient sauver son fils et

¹ Charivari du 25 février 1833.

² A.N., 300 AP III 33, d.2.

³ Sainte-Aulaire, *Souvenirs*, publiés par Marcel Thiébaud, Paris, Calmann-Lévy, 1926, p. 3.

⁴ *Le Moniteur universel* du 10 mars 1832.

⁵ B.N.F.M. : *Discours de monsieur Alphonse de Lamartine, sur les 1 200 000 francs de fonds secrets*, séance du 28 avril 1835.

⁶ Paul Mouriez, *Histoire de Méhémet-Ali, vice-roi d'Égypte*, Paris, L. Chappe, 1855-1858, t. III, p. 186.

⁷ Adam Georges Benis, *Une mission militaire polonaise en Égypte*, Le Caire, 1938, t. II, p. 193.

⁸ *Revue de l'Orient*, 1844, p. 56.

débarque à Jaffa. Cette opération n'aurait pas eu lieu sans l'action d'un Européen qui est parvenu à faire savoir au vice-roi la situation désespérée d'Ibrahim par une lettre cousue dans une semelle de soulier¹. Le bandit Abou-Ghoz dans la chiourme entend même parler de la situation désespérée d'Ibrahim pacha à Jérusalem et il propose son aide².

Les tâches principales de l'espion sont l'information, le renseignement et l'observation. L'espion est celui qui découvre des secrets : il est en cela l'agent de la révélation, apte à nous permettre de comprendre tant ce qui, dans la sphère politique contemporaine, doit être mis au secret et les moyens utilisés afin d'organiser cette mise en réserve, que ce qui peut être dévoilé et les conditions dans lesquelles s'opère cette subversion³. L'agent secret doit être discret en terre étrangère. Par exemple, un espion anglais, dont la mère est indienne, parcourt la Turquie asiatique, déguisé en derviche⁴. Une excellente couverture demeure fréquemment une fonction ecclésiastique. En Albanie, l'évêque catholique résidant à Scutari est un agent secret autrichien. Il cherche à l'aide de ses missionnaires, des prêtres catholiques et des efforts du consul autrichien Ballarini, de former sous le prétexte religieux, quelque parti dans les montagnes, à l'avantage des Autrichiens, mais il n'a guère réussi auprès de ces peuples qui manifestent une antipathie naturelle contre Vienne. Ces peuples accepteraient plutôt la protection des Français, des Russes ou des Anglais. À la veille d'une bataille, les déserteurs sont fréquemment utilisés comme espions. Un simple marchand peut remplir cet office. En Algérie, un Maltais nommé Bartholo ayant établi une petite boutique à Mascara et sachant parler plusieurs langues sert d'espion aux Arabes⁵. Les ministres, les généraux, des particuliers utilisent des indicateurs pour leur propre compte. Le vice-consul d'Espagne au Maroc, José Rico, dispose d'un réseau discret d'informateurs. Il a ainsi pu échapper à une tentative d'assassinat⁶. Ibrahim, le rival du bey de Constantine, a moins de chance. Il est tué à Médéa en 1834 par les agents d'Hadj Ahmed⁷.

Pendant le siège de Saint-Jean-d'Acre au cours de l'automne 1832, Hester Stanhope est tenue au courant de l'évolution des événements par ses propres espions⁸. L'un nommé Hanna est barbier dans la place. Un autre, Ali, travaille également pour elle. Son aspect n'éveillant pas les soupçons, il surveille le camp des assaillants. Ces hommes lui permettent d'être la première informée d'une émeute de femmes qui demandent la reddition et les exigences des canonnières qui trouvent le moment opportun pour faire doubler leur solde. Les notables se pressent pour la rencontrer. Étendue dans la pénombre, elle leur fait exposer la situation. Cette femme que Lamartine rencontre à la fin du mois de septembre 1832 est mystérieuse⁹. Il avoue que l'on n'a jamais su le motif de son expatriation. Nièce de William Pitt « le Second » et petite-fille de lord Chatham, elle aurait quitté l'Angleterre après sa mort. Elle passa quelques années dans les principales capitales européennes. Elle décida de partir en Orient après la mort d'un jeune général anglais tué en Espagne. Un premier voyage lui fait perdre toutes ses affaires dont une immense fortune lors d'un naufrage. Revenue sur sa terre natale, elle vend tout, rassemble ses trésors et part. Elle apprend l'arabe. En 1832, elle vit près de Sidon, dans la montagne du Liban. On ne peut pas la voir avant 15 heures ou 16 heures. Paraissant avoir entre 50 et 60 ans, elle reste belle et porte un costume oriental. Elle pratique l'astrologie et la magie noire¹⁰. Elle attend un Messie et elle fait soigner religieusement dans ses écuries une superbe jument arabe sur laquelle elle se propose de l'accompagner à sa prochaine entrée dans Jérusalem. Lamartine nous rassure : « elle n'est pas folle » mais elle est « mystérieuse comme les Druses. » Il écrit : « La puissante admiration que son génie a exercé et exerce encore sur les populations arabes qui entourent les montagnes prouve assez que cette prétendue folie n'est qu'un moyen. » L'argent dont elle dispose est une façon d'entretenir les rebelles opposés à Méhémet-Ali. Elle sait se défendre. Elle confie à Lamartine : « dernièrement encore, je n'ai dû mon salut qu'à ce poignard, dont j'ai été forcée de me servir pour défendre ma poitrine contre celui d'un esclave noir que j'ai élevé. » Assurément, elle pourrait être une magnifique espionne. Elle est hostile au gouvernement britannique. Est-ce une autre façon de garder le secret ? Laissons-la parler d'elle-même. Elle écrit dans ses Mémoires : « Je blâme davantage la plupart de mes amis d'Angleterre, que j'ai régulièrement informés de la situation, mais que les malheurs de l'Orient, sans même parler des miens propres, semblent laisser de marbre. » Cette proche de Wellington n'intéresse ni Palmerston, ni la reine Victoria. Elle indique : « Victoria se soucie fort peu de ma personne et de mon rôle en Orient. » Espionne, Lady Stanhope l'est sûrement mais à son propre service. Ses actions contre le vice-roi d'Égypte servent les intérêts britanniques, à ses yeux, mais elle peut déranger également les actions de rapprochement du *Foreign Office* avec Méhémet-Ali. Lady Stanhope constitue elle-même une puissance indépendante. Elle est la reine de Tadmor, sorcière, prophétesse, patriarcale, chef arabe. Celle que Lamartine surnomme « La Châtelaine du Liban » est venue s'installer au cœur de la région druse et s'oppose à

¹ Ferdinand Perrier, *La Syrie sous le gouvernement de Méhémet-Ali jusqu'en 1840*, Paris, A. Bertrand, 1842, p. 362.

² D'Armagnac, *op. cit.*, p. 110.

³ Alain Dewerpe, *Espion*, Gallimard, 1994, p. 11.

⁴ A.M.A.E., C.P.C., Turquie, vol. 5 et 6.

⁵ Eugène Daumas, *Correspondance du capitaine Daumas, consul à Mascara, 1837-1839*, Alger, 1912, p. 86. Lettre de Daumas à Auvray, 28 janvier 1838.

⁶ Eugène Delacroix, *Le voyage au Maroc*, Paris, Sagittaire, 1992, t. VI, p. 64.

⁷ *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, Aix-en-Provence, 1966-1967, p. 136.

⁸ Marie Seurat, *Mon royaume de vent : souvenirs de Hester Stanhope*, Paris, Grasset, 1994, p. 214.

⁹ Alphonse de Lamartine, *Un voyage en Orient, 1832-1833*, Paris, C. Gosselin-Furne-Pagnerre, 1847, t. I, p. 219.

¹⁰ Barrault, *Occident et Orient : études politiques, morales, religieuses pendant 1833-1834 de l'ère chrétienne, 1249-1250 de l'hégire*, Paris, 1835, p. 368.

Ibrahim pacha. Elle établit une véritable souveraineté sur les tribus nomades. Femme supérieure, audacieuse, douée d'une formidable énergie, elle a été séduite par la nature sauvage du pays et a très vite voulu y jouer un rôle politique. Elle a choisi pour demeure un véritable nid d'aigle qui domine le sud du Liban. Rapidement, tous les chefs druses deviennent ses hôtes et ses protégés. Elle ne leur refuse rien. Elle leur accorde armes, munitions et tout ce qui peut leur être utile pour lutter contre les troupes égyptiennes. Lady Stanhope avoue : « Étant au désert, je voulais savoir les secrets des tribus arabes, et j'ai dormi avec les chefs de ces tribus.¹ » Son palais de Djihoun ressemble plus à un labyrinthe qu'à une maison. Là tout est disposé pour le mystère, et elle a parsemé son domicile de trappes et de cachettes. Le convive qu'elle invite ne se doute pas que derrière lui une boiserie renferme un homme chargé de tout voir, de tout entendre, et de surveiller le service des domestiques². Son espion en titre s'appelle Logmagi.

Les saint-simoniens ont aussi recours à l'espionnage. Duguet est envoyé en avant-coureur à Alexandrie. Il a pour tâche de préparer les logements mais surtout de percer les projets du pacha et des Anglais³. Son coreligionnaire Warnier qui émet la possibilité d'occuper le Maroc est le chef de renseignement du prince de Joinville⁴. La première mission de l'espion consiste à renseigner son gouvernement. Boislecomte a été chargé par les Affaires étrangères d'une enquête sur le Proche-Orient, probablement à l'initiative de Desages, dont les papiers conservés aux archives du Quai d'Orsay montrent qu'il a réuni sur le sujet, de nombreuses notes et descriptions de routes. Arrivé à Alexandrie au début de mai 1833, Boislecomte se rend en Syrie et au Liban en juillet 1833, séjourne à Constantinople jusqu'en février 1834, puis parcourt la Moldavie, la Valachie, la Serbie, la Roumélie, l'Albanie. Après octobre 1834, il se rend en Grèce et aux Iles Ioniennes, alors sous protectorat britannique. Il laisse un rapport assez considérable, d'une lecture agréable, particulièrement détaillé sur les relations commerciales avec les différents pays qu'il a visités. Sa mission commence par une négociation. Chargé de hâter le rétablissement de la paix entre Méhémet-Ali et le sultan, il doit obtenir du premier le retrait inconditionnel de ses troupes au sud du Taurus. Il s'en acquitte avec succès et reçoit, à cette occasion, une lettre très élogieuse du ministre. Il signale les difficultés provoquées par l'attitude des Égyptiens en Syrie, le caractère vraiment dirigiste de l'organisation économique de l'Égypte, les faiblesses de son armée et de sa marine. Séduit par Méhémet-Ali, Boislecomte le décrit de manière vivante. Il expose avec complaisance la politique du vice-roi. Les rapports de Boislecomte influencent la politique étrangère de la monarchie de Juillet, résolument favorable à une alliance avec l'Égypte, pays qui restaure l'ordre en Syrie, et qui chasse l'intégrisme musulman. D'autres avis sont donnés. Le capitaine Callier met en évidence, dès septembre 1833, que la situation politique de la Syrie est marquée par le mécontentement. Certains habitants conservent l'espoir de revenir sous la domination de la Porte. Callier reconnaît qu'au début de la conquête égyptienne, les Syriens ont cru qu'une ère de liberté et de bonheur allait s'ouvrir mais rapidement ils sont accablés par une occupation despotique qui lève des impôts insupportables. Sous la menace du bâton, les plus malheureux sont obligés de vendre leurs haillons. Les corvées, les pillages et les monopoles ruinent le pays. La révolte gronde. Les exactions des soudards d'Ibrahim pacha sont nombreuses. Callier écrit : « À Beyrouth, un missionnaire américain dont le domestique avait voulu repousser des soldats qui avaient escaladé son jardin a été lié et battu, et porté au milieu d'un campement où il a été l'objet des injures les plus grossières.⁵ » Les Bédouins ne sont pas non plus épargnés. Les Égyptiens mènent des expéditions dans les montagnes afin de les soumettre. La situation semble donc être fort éloignée du tableau idyllique fait par Boislecomte.

Le général français Cubières qui commande l'expédition d'Ancône, souhaitant connaître les événements en Grèce, en Turquie et en Égypte, envoie le lieutenant Charles Pajol, fils du célèbre hussard de Napoléon devenu gouverneur de Paris sous Louis-Philippe, espionner. On comprend la détermination de Cubières à vouloir être informé car c'est un envoyé extraordinaire, le capitaine Bertin de Vaux, qui a déclenché le débarquement des troupes françaises à Ancône, les 22 et 23 février 1832, sans que l'ambassadeur de France à Rome, ni lui-même le général commandant les troupes n'aient été prévenus! Les instructions données à Pajol, le 10 septembre 1835, sont précises⁶. Il dépend bel et bien du gouvernement. Ses rapports sont à adresser au ministre de la Guerre via Malte. Il doit visiter les Iles Ioniennes, la Grèce, la Turquie et l'Égypte. À Corfou, il doit se présenter à un contact : Gautier, agent consulaire français. Il a l'ordre à cette occasion d'observer les troupes anglaises, leur tenue, le casernement, les rations, le matériel d'artillerie, les navires, le commerce et les productions du pays. Sous couvert de jouer un simple voyageur, on demande à Pajol de recueillir des données relatives aux armées étrangères, particulièrement sur les forces de Méhémet-Ali et les positions qu'elles tiennent. Une fois arrivé dans l'Empire ottoman, il doit connaître les salaires, les prix des subsistances, se renseigner sur les capacités des troupes régulières instituées sur le modèle européen, l'état de leurs forces en cas de guerre contre des armées européennes.

¹ *Ibid.*, p. 361.

² Philarète Chasles, « Lady Esther Stanhope », *Revue des Deux Mondes*, 1845.

³ Henry René d'Allemagne, *Les saint-simoniens 1827-1837*, Paris, Gründ, 1930, p. 361.

⁴ Marcel Émerit, « Les saint-simoniens au Maroc », *Bulletin de l'enseignement public du Maroc*, n° 176, 1943, 3 p.

⁵ S.H.A.T. D² n°5. Rapport du capitaine d'état-major Callier, chargé d'une mission scientifique, Beyrouth, 26 septembre 1833.

⁶ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 111. Instructions données par le général Cubières à Charles Pajol, lieutenant du corps royal d'Etat, détaché du 66^e régiment d'infanterie de ligne, Ancône, 10 septembre 1835.

Tout le long de son périple, il doit noter les renseignements glanés dans son journal, porter une attention particulière aux communications, aux populations urbaines, aux villages, la façon dont se lève l'impôt et à l'opinion publique. Sa liberté d'appréciation doit synthétiser l'information. Pour estimer les distances, au pas du cheval ou du mulet, il est muni d'une montre bien réglée et d'une petite boussole portative. On lui demande également de réaliser des croquis, notamment de la ville de Corinthe, afin de se faire une idée des principes adoptés par les ingénieurs bavarois. Ses ordres lui donnent également la possibilité de faire du tourisme. On lui recommande la visite du Parthénon. La prudence est conseillée s'il doit s'aventurer dans l'intérieur des terres. Il est impératif de savoir à l'avance si les forêts de l'Arcadie sont infestées de brigands. Des compagnons de voyage peuvent le suppléer. Sinon, deux ou trois soldats seraient les bienvenus dans la traversée. À Constantinople, à Smyrne, la peste est un fléau dont Pajol a à tenir compte. Charles Pajol semble bien s'acquitter de sa tâche. En 1836, il a parcouru les Îles Ioniennes, la Grèce, la Turquie et l'Égypte. Remontant le Nil, il compte revenir par la Palestine et la Syrie où il peut observer l'armée de Méhémet-Ali et la position qu'elle occupe. La carrière d'espion rémunère fort mal. Claude Pierre Pajol, son père, écrit à Thiers, chef du gouvernement et titulaire des Affaires étrangères : « Un aussi long voyage, M. le Ministre, a occasionné à mon fils des dépenses considérables pour lesquelles il n'a reçu aucune indemnité et que ma fortune personnelle ne me permet pas de couvrir. ¹ » Le 9 mars 1836, Thiers n'accorde pas de suite à cette demande. Il répond qu'il ne peut pas accorder une gratification car l'agent Pajol ne dépend pas du ministère des Affaires étrangères².

Une étude de l'historien Michel Lesure montre de manière détaillée à quel point est malaisé et difficile le travail du représentant officiel d'une nation dans les pays où les communications sont hasardeuses. L'amélioration des liaisons par courrier s'avère nécessaire pour les Français dont les chefs de poste sont conscients des indiscretions du cabinet noir autrichien³. Ce dernier est quelquefois informé par le meilleur allié de la France : le pacha d'Égypte en personne. Après la paix de 1833, lorsque l'amiral Roussin fanfaronne et écrit à Méhémet-Ali : « Voilà le fruit de trois mois d'efforts employés par la France plus que par personne à fortifier, à agrandir l'Égypte », celui-ci, sûrement très déçu par l'attitude de Paris pendant les négociations, se contente pour toute réponse d'expédier la lettre à Metternich⁴. Le comte de Sainte-Aulaire, ambassadeur de France à Vienne, y fait allusion à plusieurs reprises dans ses lettres à son fils ou à son collègue de Saint-Pétersbourg, le baron de Barante. L'emploi des steamers de la Méditerranée pour faire parvenir les lettres confidentielles en France doit permettre d'éviter que Vienne ne soit informée avant Paris, mais désormais, ce sont les Anglais qui interceptent le courrier. La princesse Clémentine de Saxe-Cobourg-Gotha, dernière fille de Louis-Philippe écrit depuis Neuilly à son frère le prince de Joinville, le 18 juillet 1839 : « J'ai vu avec indignation que les paquets étaient ouverts à Malte; ils ne s'en cachent pas : l'enveloppe est coupée; il y a sur le cachet qui la referme : *Open at the lazareth of Malta*; une fois la lettre ouverte, je pense qu'ils ne se gênent pas pour la lire. ⁵ » Les courriers du sultan sont aussi l'objet d'un curieux trafic. Il n'existe pas de service de poste en Turquie. Les dépêches du gouvernement ottoman sont portées par les Tartares à Halil pacha, gouverneur de Constantinople. Ce prince apprend un jour que les Tartares apportent des lettres pour des particuliers. Étonné, il en fait ouvrir une. Elle est écrite en langue allemande. Il fait appeler un instructeur, M. de Stuttgart, et lui demande une traduction. Halil pacha apprend alors que d'autres que lui et ses collègues reçoivent un rapport détaillé, jour par jour, des faits, actes et paroles du sultan, son maître.

Quelquefois, le régime politique supprime les moyens d'information et les possibilités de contact avec les milieux non officiels. Les rumeurs de bazar sont les seules sources des agents accrédités. Les voyageurs privés sont souvent en mesure de fournir des données plus précises que les consuls. Le récit de voyage constitue une source indéniable de renseignements. Le Prussien Moltke, envoyé comme conseiller militaire auprès de la Porte ottomane, avoue à sa mère en 1836 qu'il possède le *Voyage en Orient* de Lamartine⁶. Le prince de Joinville admire le 42^e Ecossais à Malte. Le fameux *Black Watch* est un « régiment magnifique, écrit-il, composé de vieux soldats aux formes herculéennes. ⁷ » Il voit cette belle troupe en grande tenue, bonnets à plumes, drapeaux abaissés jusqu'à terre. La musique joue *God save the Queen*. Les cornemuses résonnent sous les voûtes du palais. Le spectacle est saisissant. Charles Didier, voyageur et journaliste est quant à lui perçu tel un espion au Maroc par le caïd de Tanger. Charles Didier écrit : « Peut-être voyait-il en moi, comme son collègue de Tétouan quelque éclaireur suspect envoyé par les futurs conquérants pour reconnaître le pays, car depuis la prise d'Alger les Marocains tremblent au seul nom de Français. ⁸ » Son périple semble parsemé d'embûches. Au Maroc, les Barbaresques sont nombreux et agissent en naufrageurs. Il rapporte que « ces sauvages y vivent de rapines et massacraient infailliblement les équipages que la tempête jette sur cette côte impitoyable. » Pénétrer dans

¹ *Ibid.*, lettre du général Pajol, 6 mars 1836.

² *Ibid.*, réponse du ministère des Affaires étrangères, lettre du 9 mars 1836.

³ Jean Baillou, *op. cit.*, p. 599.

⁴ Émile Bourgeois, *op. cit.*, p. 105.

⁵ Bibliothèque universitaire de Paris XII Créteil : *Revue politique et littéraire*, 1907, p. 505.

⁶ Moltke, *Mémoires du maréchal H. de Moltke. Lettres à sa mère et à ses frères Adolphe et Louis (1823-1888)*, Paris, 1892, p. 128. Lettre depuis Péra à sa mère, le 6 avril 1836.

⁷ Prince de Joinville, *Vieux souvenirs (1818-1848)*, Paris, Calmann Lévy, 1894, p. 86.

⁸ *Revue des Deux Mondes*, 1838.

l'intérieur des terres est pratiquement impossible. Il faut une autorisation spéciale de l'empereur. Espionner semble difficile car une véritable armée surveille le chemin. Les tribus épient l'itinéraire suivi, se relaient les unes aux autres, « comme des gendarmes de brigade en brigade. » Le voyageur ne peut pas dévier de sa route. Il risquerait d'être tué ou rançonné. L'Européen est encore plus étroitement surveillé à Fez. « Il ne peut passer que par certaines rues qui lui sont assignées et toujours entre deux rangs de soldats, » indique Charles Didier. Le retour s'effectue identiquement. À Tanger, il observe la passe de Gibraltar. La plupart des nations maritimes de l'Europe payaient autrefois au gouvernement marocain un tribut. Sous la monarchie de Juillet, deux cours restent tributaires : le Danemark et la Suède. La première paie 25 000 piastres par an, et l'autre 20 000¹. Ses pensées ne semblent pas animées par un quelconque esprit d'espionnage. Il guette un navire qui pourrait le reconduire en Europe. « Je passais de longues heures sur les terrasses des consulats, la lunette braquée sur le détroit. » Cependant, Charles Didier nous confie que les consuls épient, observent, et que c'est là leur occupation la plus importante. Charles Didier trouve un transport, une corvette anglaise, la *Scout* dont le capitaine accepte de le prendre à bord. Avant de monter dans la chaloupe, des soldats maures viennent le contrôler. Ils découvrent des armes cachées dans son manteau. Celles que Charles Didier ne peut prendre, à cause du volume, il pense pouvoir les faire expédier plus tard, en contrebande. Il n'y a là aucune malice, il collectionne les escopettes. Charles Didier est un aventurier qui nous renseigne sur le Maroc, État très surveillé où il est difficile d'espionner.

Le Koweït, en revanche, est un nœud dans les voies de communication. Occupant Médine, Khorchid pacha, lieutenant de Méhémet-Ali projette de s'emparer de Bassora et de Bagdad. Le Koweït, vu sa position stratégique, au cœur du Golfe, au carrefour des voies de communication, joue un rôle très important dans l'échange des renseignements dans la région². Ses habitants peuvent recueillir des informations provenant de tous les côtés. Ils participent souvent au transport maritime des troupes et fournissent les chevaux et les chameaux pour les transports terrestres. Les Anglais profitent de la situation privilégiée du Koweït pour épier les mouvements de l'armée égyptienne. Le capitaine Hennell, résident britannique dans le Golfe, rend compte dans une lettre que les troupes de Khorchid pacha ont débarqué dans les principaux ports de l'est de la péninsule arabique et que ses intendants se sont rendus au Koweït, à Bahrain et auprès des cheiks près de Bassora pour acheter des provisions pour l'armée³. Le 5 mai 1839 Hennell envoie son médecin, le docteur Mackenzie, à Koweït, Bassora et Muhammara pour vérifier l'authenticité des rumeurs qui circulent au sujet d'une possible campagne d'expansion de l'Égypte dans cette région. Hennell établit des échanges épistolaires assez fournis avec Khorchid afin de percer ses intentions. Le 7 mai, Hennell envoie au Koweït à bord du *Clive* une lettre adressée à Khorchid mais que le capitaine du navire doit d'abord remettre au cheik Jaber pour être ensuite transmise à Khorchid. Celui-ci est sommé de ne pas dépasser les limites de la province de Hasa. Dans la seconde semaine de mai 1839, le cheik Jaber informe Hennell que Khorchid se trouve à Ryad et que ce dernier a envoyé ses intendants au Koweït acheter des provisions pour l'armée. Le cheik n'a pas fait part dans sa lettre de l'intention de Khorchid d'envahir Bassora ou de dépasser les frontières du Hasa⁴.

Les Égyptiens ne sont pas en reste et disposent d'un véritable renseignement militaire. Les hommes d'Ibrahim pacha sont partout. Ils rapportent à leur général toutes les informations avec un luxe de détails sur les concentrations de l'ennemi, ses mouvements, ses préparatifs de combat et son moral⁵. Beaucoup de lettres lui rapportent des informations sur les forces turques. Il les exploite et les transmet à son tour au quartier général du Caire à fin d'analyse et d'exploitation. Il sait par exemple qu'en mars 1839, il se trouve à Diyâr Bakr quatre régiments de la réserve, à Souhrek deux régiments, à Bireh Jak un seul régiment et mille autres soldats sous le commandement du général Ismayl pacha et enfin à Ourfa près de vingt mille soldats. Les agents d'Ibrahim pacha dans les territoires ottomans ne sont pas uniquement des militaires, il utilise aussi des commerçants pour avoir des informations sur l'armée ottomane et ses mouvements. Il apprend par des commerçants venant de Césarée que le gouverneur d'Ankara et de Kangara est arrivé en avril 1839 avec les soldats de la réserve de cette région à Dollo qui est l'extrême limite du Mont-Qusân et que les soldats levés par la mobilisation générale en Anatolie, sont arrivés au lieu dit Bûld Wrij près de Birketly Ma'den et qu'ils y ont campé. Ces espions se camouflent sous le couvert de différents métiers et professions pour pouvoir recueillir des données sur l'adversaire. On peut lire dans l'une de leurs lettres : « Depuis quelques jours, un dénommé Hassan Agha (des tribus de Marach) est arrivé pour affaires... En date de cette lettre, pendant que j'étais occupé à réunir le bétail nécessaire au transport du pain de guerre, dans la tribu Bahaderlû, Hassan Agha reçut un homme de sa tribu qui l'informa de ceci : Hafiz Pacha et Suleiman Pacha sont arrivés à Bosna et ont battu le rappel de tous les militaires de Malatia. De même ils ont battu

¹ Alexandre Decamps, *Le Maroc en face de l'Europe, à propos de la dernière rupture survenue entre la république française et le gouvernement marocain*, Paris, 1849, p. 9.

² Ahmad Mustafa Abu-Hakima, *Histoire moderne du Koweït (1750-1965)*, 1992, p. 85.

³ *Ibid.*, p. 87. Correspondance confidentielle de Bombay, vol. 14, documents de la Compagnie anglaise des Indes Orientales, Londres, annexe n°41, du 13 avril 1839, ainsi que la lettre envoyée par Hennell à Willoughby du 2 mars 1839, jointe à la lettre envoyée par Khorchid à Hennell du 9 février 1839.

⁴ *Ibid.*, documents de la Compagnie anglaise des Indes Orientales. Lettres confidentielles vol. 14 n°87 du 16 juillet 1839 envoyée par Hennell à Willoughby, et une autre lettre datée du 18 mai 1839 n° 53, jointe à la lettre envoyée par le cheikh Jaber à Hennell du 10 mai 1839.

⁵ Yassine Soueid, *Histoire militaire des Mûqata'as libanais à l'époque des Chéhab 1698-1842*, Beyrouth, 1985, t. II, p. 759.

le rappel des tribus de Marach. » Cette lettre est accompagnée d'une autre qui rapporte qu' « il n'est resté à Malatia que les militaires malades ; ils font courir des rumeurs que le nombre de leurs hommes atteint soixante mille... Le degré de véracité de ces rumeurs n'est pas connu. » Ibrahim pacha reçoit un grand nombre de ces lettres. Il en tire des renseignements précis sur les mouvements ennemis. Il les étudie, les analyse et déduit : « Nous voyons à partir des informations en notre possession que les Ottomans pourraient, en cas d'offensive contre nous, adopter le plan suivant : une troupe des leurs marcherait sur Alep, une autre prendrait le chemin d'Antep, une troisième ferait mouvement vers Marach tandis qu'une quatrième se dirigerait vers Kulk Bugaz.¹ » Il continue ses déductions en posant des hypothèses probables des mouvements ennemis et en face de chaque hypothèse la parade. Très souvent, ces agents sont experts en matière militaire. Ils peuvent, à travers les informations qu'ils recueillent, estimer la force de l'ennemi, ses effectifs et le genre de ses mouvements. Dans une lettre du général Ferhad bey à Ibrahim pacha, il est fait état « d'autres renseignements amenés par notre agent envoyé du côté de Marach ». Il est dit dans cet état que les effectifs des régiments ottomans qui ont fait mouvement d'Ankara à Césarée sous le commandement de Izzet Mohammad pacha en avril 1839 pourraient atteindre le chiffre de trente mille hommes. Le général Ferhad bey poursuit, dans une seconde lettre à Ibrahim pacha, rapportant ce qui lui a été transmis, par l'un des espions qu'il a envoyé pour se renseigner sur les troupes stationnées sur la rive de l'Euphrate. Il mentionne dans ce rapport : « l'espion que nous avons envoyé là-bas nous a raconté que le nombre de soldats qui ont traversé le fleuve varie de huit à douze mille et que leurs canons sont au nombre de dix. Ces soldats travaillent actuellement à creuser des tranchées et à élever des barricades.² » Le général Ferhad bey compte beaucoup sur ses espions. Dans une lettre adressée à son commandant en chef, il dit que « Hafiz pacha a traversé avec les troupes ottomanes le fleuve. L'espion que nous avons envoyé là-bas a pu s'infiltrer parmi les troupes et a pu voir Hafiz pacha de ses propres yeux en train de s'entretenir avec des notables de Bireh Jak. Cet espion dit que le nombre de soldats qui a traversé le fleuve est de douze mille, équipés de douze canons. La première tâche dont ils se sont acquittés fut d'élever des barricades.³ »

Le métier d'espion consiste également à remplir des missions de déstabilisation. Pendant la révolution de Juillet, la comtesse de Boigne observe, à Paris, que l'ambassadeur de Russie se tient prêt à agiter la foule : « L'ambassadeur de Russie arriva. Un des secrétaires avait vu, sur la place de la Bourse, un homme mort autour duquel on haranguait. L'ambassadeur lui-même aurait pu servir d'orateur. Il s'anima et nous fit un morceau sur le droit imprescriptible des nations de s'opposer au renversement de leurs institutions et de châtier les rois parjures. » Pendant la guerre turco-égyptienne de 1831-1833 qui a finalement abouti au traité d'Unkiar-Skelessi, si favorable au tsar, on suppose que la Russie a pu désirer secrètement les succès du rebelle Méhémet-Ali, voire susciter et préparer par des intrigues secrètes⁴ sa révolte pour ensuite intervenir contre lui afin d'établir sa chape protectrice sur Constantinople. Jacques-Louis Lacour juge les résultats de l'expédition française en Morée où les soldats français ont dû faire face à de nombreuses embuscades : il s'agit d'un « coup à peu près décisif que nous croyons avoir porté aux agents secrets de la plus coupable des intrigues.⁵ » Les pallikares reçoivent de l'or pour chercher querelle à la France. Le général Guehéneuc qui commande le corps de Morée confirme et rend compte que des agents russes parcourent la Grèce dans le but d'en soulever la population contre les Français⁶.

L'amiral égyptien Osman pacha, après avoir déserté et trahi Méhémet-Ali, noue des intrigues à propos de l'École égyptienne de Paris⁷. La monarchie de Juillet récuse les méthodes de déstabilisation. Certes, la France ne se prive pas de s'ingérer dans les affaires de la Crète mais l'amiral Hugon écrit : « Que Méhémet-Ali ait accueilli des bruits qui accusent les capitaines de nos bâtiments de se livrer en Candie à de basses intrigues pour entretenir les divisions qu'ont produites ses fausses mesures et qu'il y ait ajouté foi au point de la reproduire lui-même et d'en faire le thème de ses plaintes, c'est une malice qui a quelque chose de si noir que je suis encore à me rendre compte comment elle a pu entrer dans l'esprit du Vice-Roi. Eh ! qu'il sache bien que les représentants de la France agissent à découvert, et que si les ordres du Roi étaient d'arrêter le cours de ses prospérités, ce ne serait pas par d'obscures intrigues ourdies dans un coin de l'île de Candie que nous attaquerions sa puissance, mais bien en nous présentant devant Alexandrie même.⁸ »

La montagne du Liban s'agite, contraignant Ibrahim pacha à une occupation difficile de la Syrie. Méhémet-Ali se plaint des intrigues qui soufflent la révolte des Druses. Apparemment soumis, ces derniers s'entendent avec des agents secrets de la Porte et reçoivent des armes depuis le désert⁹. Ibrahim pacha découvre ces manœuvres. Il fait emprisonner et exécuter plusieurs individus. Les communications avec la Turquie sont coupées. Les Égyptiens

¹ *Ibid.*, p. 761, lettre d'Ibrahim pacha à Hussein pacha, datée d'avril 1839.

² *Ibid.*, p. 762. Doc. n° 5773. Lettre du général Ferhad bey à Ibrahim pacha, 1^{er} mai 1839.

³ *Ibid.*, doc. n° 5776. Lettre de Ferhad bey à Ibrahim pacha, mai 1839.

⁴ S.H.A.T. D² n°8. Note manuscrite anonyme émanant de la Présidence du Conseil, division politique, Paris, 23 janvier 1833.

⁵ Jacques-Louis Lacour, *Excursions en Grèce, pendant l'occupation de la Morée par l'armée française, dans les années 1832 et 1833*, Paris, 1834, p. 264.

⁶ S.H.A.T. D² n°8. Lettre du ministre de la Guerre au général Guehéneuc, Paris, 19/3/1832.

⁷ Durand-Viel, *Les campagnes navales de Méhémet-Ali et d'Ibrahim*, Paris, 1937, t. II, p. 128.

⁸ *Ibid.*, p. 124.

⁹ Athanase G. Politis, *Le conflit turco-égyptien de 1838-1841 et les dernières années du règne de Méhémet-Ali d'après les documents diplomatiques grecs*, Le Caire, Institut français d'archéologie orientale, 1931, p. 42.

interdisent sous prétexte de quarantaine tous les ports de Syrie aux bâtiments turcs. Après avoir réussi à désarmer les Druses du Liban, Ibrahim pacha s'enorgueillit : « Quoi ? Ces chiens de Druses n'ont pas eu une balle à nous envoyer ! » Les espions de Lady Hester Stanhope saisissent le propos et le rapportent à Djoun. Du propos d'Ibrahim, Lady Stanhope comprend immédiatement la valeur. Un cheik druse lui rend visite peu de temps après. Elle ricane : « Quoi ! chien de Druse vous n'avez pas eu une seule balle pour Ibrahim ? » Elle peint à larges traits, qui s'enfoncent comme des dards dans le cœur vaniteux du vaincu, l'étonnement du général égyptien. Elle imite sa dédaigneuse pitié, son ton méprisant. En vérité, elle a entendu Ibrahim. Et le prince se retire, livide, et le front bas. Désormais les domestiques reçoivent le mot d'ordre et dès qu'un Druse paraît, ils lui lancent la phrase au visage, comme un soufflet. Un officier d'Ibrahim se présente-t-il devant Lady Stanhope, elle la lui répète encore, mais en riant cette fois et en se donnant des airs admiratifs. Partout le défi court, passe de bouche en bouche, grandit et se déforme. Le Druse en a l'obsession, la hantise. Il l'entend dans le rire narquois du chrétien qui déjà oublie, dans les chansons des femmes autour de la fontaine, dans les cris des enfants, et dans le silence même des campagnes et dans le vent du soir tout chargé de parfums. C'est une étincelle qui, partie de Djoun, vole à travers la montagne jusqu'au jour prochain où le Liban tout entier s'enflamme. Lady Stanhope, se doute-t-elle qu'en protégeant les réfugiés de Saint-Jean-d'Acre, en luttant contre les troupes égyptiennes, en préparant les révoltes du Liban, elle favorise la politique de cette Angleterre qu'elle méprise ? Jusque-là, les agents britanniques se bornent à contrôler les actes de l'administration égyptienne tendant à affermir le pouvoir de Méhémet-Ali en Syrie¹. En 1835, Richard Wood, un interprète de l'ambassade britannique à Constantinople, arrive à Beyrouth pour une mission spéciale. Son premier objectif est de détourner l'émir libanais Bachir II de Méhémet-Ali. L'émir est un personnage influent dans la politique intérieure syrienne. C'est son ralliement à la cause de Méhémet-Ali qui a facilement amené la totalité de la Syrie sous le contrôle égyptien. Un coin enfoncé dans les relations entre l'émir et le pacha constituerait à coup sûr une gêne pour l'Égypte. Quand il approche Bachir II et présente ses propositions, la réponse de l'émir est évasive. Wood se tourne ensuite vers un autre Chihab, cousin germain de l'émir régnant. Ce Bachir montre un grand enthousiasme pour coopérer avec les Britanniques, en contrepartie d'un soutien adéquat. Ayant trouvé son homme, Wood reste au Liban pour encourager les Druses dans leur opposition. En tant que catholique britannique, il entreprend la tâche difficile de détourner les maronites de la France. L'agent anglais gagne au camp ottoman un certain nombre de chefs chrétiens dont le patriarche maronite Hubaysh. Il maintient au Liban, au nom de la Porte, un émirat maronite bénéficiant d'une grande autonomie et d'une réduction des impôts. Toutefois, Wood, l'homme chargé d'inciter à la révolte contre Ibrahim pacha, a des états d'âme. Il reconnaît dans une lettre adressée au consul anglais Campbell en 1836 qu'il lui paraît impossible de ne pas convenir que le gouvernement égyptien, tout imparfait qu'il soit, est cependant infiniment préférable au gouvernement de la Porte ottomane.

Yousouf, soupçonné d'espionnage

À l'arrivée du général Clauzel qui succède à Bourmont en Algérie, Yousouf, guerrier tunisien devenu soldat français fut soupçonné d'être un espion du bey de Tunis et il fut mis en prison². Joseph Vantini ou Vanini dit Yousouf est né en 1808 sur l'île d'Elbe dont il aurait conservé un vague souvenir de l'empereur Napoléon³. Sa famille serait sous la protection de la princesse Pauline Bonaparte. Lors d'un voyage qui le conduit sur le continent pour suivre des études, il est capturé par les pirates du bey de Tunis. Enfant au Bardo, il est élevé avec les autres petits mamelouks. Adulte, il vit une idylle avec la princesse Kabourah, fille du bey Mahmoud. Cet amour l'oblige à utiliser de nombreuses ruses : « Tantôt je me cachais dans une caisse de marchandises, tantôt je passais, enveloppé dans un tapis, sous les yeux même du pacha. Un jour, surpris par lui, je fus obligé de demeurer pendant plus de deux heures renfermé dans la boîte d'une horloge à contrepoids, où je fus sur le point d'étouffer. » Surpris dans les bras de sa maîtresse par un esclave grec, porteur de pipe du pacha, Yousouf achète son silence en lui donnant diamants. Ces bijoux qui appartiennent à sa bien aimée, Yousouf compte les racheter. Le Grec compte le sac de sequins lorsque Yousouf lui enfonce son poignard dans le cœur et le traverse de part en part. Pour se débarrasser du corps, Yousouf se procure un tonneau de vin, du sel et de la chaux vive. Il coupe le corps par petits morceaux et le place dans le tonneau avec les matières destructives. Il le mure ensuite dans une niche recouverte avec la tenture de velours dont sa chambre est tapissée, près de son lit. Yousouf ne conserve que la main droite, les yeux et la langue du Grec. La main est placée dans une cassette, les yeux dans une petite boîte ornée de diamants et remplie d'essence de rose. La langue est déposée dans une tabatière d'or. Yousouf se rend dans la chambre du Grec, brise la pipe, récupère son argent, prend tous les effets de sa victime et les cache dans ses malles. Mis au courant du crime et afin de l'éloigner de sa fille, le pacha envoie Yousouf sur la frontière de Tripolitaine où son escorte doit l'assassiner. La princesse, très amoureuse, le prévient à temps du danger et

¹ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 122.

² S.H.A.T. 1 H 51. Note confidentielle sur Yousouf.

³ Général Blanc, « Yousouf : guerrier tunisien, soldat français », *Revue Historique des Armées*, juin 1951, p. 7.

organise son départ vers l'Algérie. Yousouf arrive à Alger peu après la prise de cette ville par les Français. Le 5 juillet 1830, il est interprète attaché à la lieutenance générale de la police¹.

Sous la monarchie de Juillet, Yousouf participe à la campagne du Titteri. Il obtient les faveurs du général Clauzel. Ferdinand de Lesseps le rencontre et le félicite. C'est à ce moment que Yousouf, le mamelouk, lui remet des lettres en langue arabe pour le premier ministre tunisien auprès duquel il a été employé. La puce à l'oreille, Mathieu de Lesseps, qui a une grande expérience de l'Orient², fait traduire les lettres par le premier interprète du consulat général. Elles contiennent un récit favorable à la politique française et relatent l'expédition du Titteri. Cette traduction est envoyée au général Clauzel qui décide de donner une leçon de discrétion. Il met Yousouf aux arrêts pendant quinze jours sur un bâtiment de l'escadre puis il le reprend dans l'armée française. Le 2 décembre 1830, Yousouf est capitaine aux chasseurs algériens. Après ce premier soupçon, Yousouf continuerait à mener un double jeu. Lorsque Savary négocie avec le bey de Constantine, il a la malencontreuse surprise de constater qu'après avoir obtenu un accord, le bey change subitement d'avis à la fin de l'année 1832³. Cette nouvelle attitude proviendrait de lettres transmises par Yousouf au bey de Constantine qui préviendraient que les Français ne cherchent à négocier avec lui que pour mieux le tromper. Ce rapport qui accable est suspect mais le duc de Rovigo y attache de l'importance. Le général d'Uzer maintient néanmoins sa confiance et Yousouf garde son commandement. Clauzel le défend. Capitaine au 1^{er} chasseurs d'Afrique le 1^{er} mars 1832, Yousouf est amené à son tour à lutter contre les mouchards. Le 27 mai 1832, il trouve dans la ville de Bône deux espions de la tribu hostile des Beni-Yacoub. On les met aux fers immédiatement et sur la demande de Yousouf, le général se décide à marcher contre cette tribu turbulente. Yousouf est affecté au 3^e chasseurs d'Afrique le 14 février 1833. Le discrédit qui avait été jeté sur lui proviendrait des intrigues de l'interprète Moustafa ben Kérim mais un doute subsiste. D'où Yousouf tire-t-il son costume de bey garni de diamants ? Il y a six ans, il n'était qu'un misérable fugitif. Yousouf gravit rapidement les échelons. Il passe chef d'escadron le 7 avril 1833. Il est aux spahis réguliers de Bône le 20 juin 1835. Désormais officier d'active plus qu'espion, le 13 février 1838, Yousouf est lieutenant-colonel aux spahis réguliers d'Oran.

Le contre-espionnage

Identifier un espion est très difficile. Le contre-espionnage est chargé de la délicate mission qui consiste à prévenir le pouvoir de toute déstabilisation ou désinformation. La présidence de Capodistria en Grèce s'appuya sur un formidable réseau d'espions qui semaient la terreur. Alexandros Soutsos dans son roman historique intitulé *L'Exilé de 1831* rapporte que la police secrète du gouvernement grec comptait près de deux mille agents⁴, soit 20% du total des forces de police. Lorsque Soutsos relate la rencontre entre le savant et l'exilé, il fait part au lecteur de la crainte que répand en 1831 le gouvernement de Capodistria par le moyen de ses espions : « Exilé ! répétait notre savant : exilé !... si le gouverneur apprenait que je l'ai approché ! » Louis-Philippe, connaissant les manœuvres de l'étranger dans tout mouvement révolutionnaire, faisait étroitement surveiller la place de la Bourse à Paris par sa police et ses mouchards. D'après *La Tribune* du 14 octobre 1833, les agents de la sûreté y étaient très nombreux et ils se regroupaient chez un marchand de vin, non loin de la rue des Colonnes. Ils prenaient leurs ordres d'un homme d'environ 50 ans, d'assez haute stature, remarquable et remarqué qui tenait constamment son foulard sur sa figure. Cet homme, c'était le ministre de l'Intérieur en personne, le comte d'Argout. Reconnu, visiblement, il empêchait les crieurs de faire circuler des rumeurs qui pourraient influencer sur les cotations. Sarrut écrivit que le ministre, voyant les journalistes se rapprocher de lui, « a dû comprendre qu'il y avait encore de l'enthousiasme populaire pour exterminer les traîtres qui voudraient vendre la France à l'étranger ou aux partisans de Henri V. »⁵

Pendant leur voyage au Soudan, les saint-simoniens Edmond Combes et Maurice Tamisier sont pris pour des espions au service de l'Égypte par les Abyssins⁶. Lorsque Pückler-Muskau, ex-colonel prussien des hussards de la mort, vient au camp d'Ibrahim pacha recueillir des notes et donner des conseils, Soliman pacha s'empresse de lui demander de retourner à Damas⁷. Pückler-Muskau renseigne la Prusse. Dans une lettre du 22 février 1835, il donne des indications précises sur l'armée française présente en Algérie. Il observe les régiments d'infanterie française : le 67^e de ligne, le 10^e et le 13^e léger qui se composent en grande partie de conscrits. Il fait état dans son rapport que ces troupes laissent à désirer : « C'est principalement en chargeant leurs fusils que leur manière diffère de la nôtre. » Le soldat français a des mouvements fort lents par rapport au soldat prussien. En revanche, Pückler-Muskau reconnaît les superbes manœuvres des spahis du colonel Marey⁸. Eusèbe de Salle le rencontre à

¹ A. Temimi, *op. cit.*, p. 137.

² Colonel C. Trumelet, *Le général Yustuf*, Paris, Paul Ollendorff, 1890, t. I, p. 40.

³ S.H.A.T. 1H51.

⁴ Alexandros Soutsos, *L'Exilé de 1831, roman historique*, Paris, Pougin, 1840, p. 54.

⁵ Dominique-Germain Sarrut, *Biographie des hommes du jour*, Paris, H. Krabe, 1835-1836, t. I, p. 317.

⁶ Emerit, « Les explorations saint-simoniennes en Afrique orientale et sur la route des Indes », Alger, extrait de *la Revue africaine*, 1943, n° 394-395, p. 100.

⁷ D'Armagnac, *op. cit.*, p. 155.

⁸ Pückler-Muskau, *Chroniques, lettres et journal de voyage, extraits des papiers d'un défunt, deuxième partie, Afrique*, Paris, 1837, t. I, p. 203. Lettre III à M. le comte P..., colonel au service du roi de Prusse. Alger 22 février 1835.

Alexandrie et s'aperçoit que le Prussien connaît parfaitement la statistique des États de Méhémet-Ali. Dans le Caucase, les rebelles tcherkesses pourchassent inlassablement les espions à la solde des Russes et les traîtres¹. Le comte de Suzannet explique que l'espionnisme y règne : « Tout voyageur en Circassie est d'ailleurs considéré comme envoyé de son gouvernement. Il doit prendre part à des conférences, émettre son opinion sur les affaires du pays, entrer enfin dans toutes les questions qui se rattachent au rôle qu'il est forcé d'accepter. Son départ est retardé par mille formalités. Pour passer d'une tribu à une autre, il faut presque une autorisation générale des membres de cette tribu. Un long séjour peut seul mettre à même de connaître des populations que leur état de lutte rend méfiantes, car tout étranger est pour elles un espion qu'il faut surveiller. »

Dans l'ancienne régence d'Alger, les Français pourchassent, sans relâche, les agitateurs. L'ancien dey Hussein cherche à y reprendre pied. Un de ses agents, Busnach surnommé *le Taureau*, a concocté un plan d'insurrection de façon à pouvoir le rétablir². Les espions marocains coopèrent à cette tentative. À bord d'un bâtiment frété par le dey d'Alger Hussein, sont conduits plusieurs riches négociants de Fez, émissaires secrets de l'empereur du Maroc³. Cela pousse la France à développer son contre-espionnage en Algérie. Deux négociants d'Oran convaincus d'espionnage en faveur du chérif sont exécutés, sur l'ordre du général Boyer. L'un d'entre eux se nomme Mahomet Valenciano. Les lettres que lui adressaient les Arabes le compromettant sont interceptées. Cet espion marocain a la tête coupée sans jugement. Son esclave subit un sort identique. Sa femme malade est expulsée de chez elle. Son argent et ses marchandises sont confisqués par les autorités françaises⁴. La contrebande, sous pavillon britannique est un fléau. Les hommes du général Berthezène ont trouvé sur des Arabes qu'ils ont tués des armes et des cartouches de fabrication anglaise⁵. Le 15 mai 1832, un chebec tunisien est arrêté dans la baie des Caroubiers par Bonnefoy, le capitaine du *Bédouin*. L'arraisonnement a eu lieu sur la déclaration qu'il y a à bord des armes et de la poudre. La visite permet de saisir tous les objets de contrebande. Les Français découvrent aussi un paquet de lettres qu'un bédouin passager jette à la mer. On y trouve des proclamations de Hussein, l'ancien dey d'Alger tendant à soulever toute la population contre les Français⁶. Un navire où se trouve un agent de Hussein fait relâche à Bizerte. Le brick *le Zèbre* en se rendant à Bône rencontre le chebec *Mabrouk* muni d'un certificat du consul général de France à Tunis. Ce bateau appartenant au bey de cette régence déclare ne transporter que fer, sel et soufre. Il omet de faire mention des cinq cents pierres à fusil que l'on y a trouvées. La cargaison devait être débarquée à Bougie pour être, de là, transportée à Constantine. Visiblement, le bey de Tunis fournit de l'aide à ceux qui restent fidèles à la Porte. En septembre 1832, le dey d'Alger continue ses tentatives et expédie encore un navire avec des agents à sa solde munis d'instructions et d'armes⁷. Systématiquement, les individus capturés, coupables de soutenir la sédition en Algérie, sont jugés par un conseil de guerre, puis sont exécutés. Le général Clauzel lutte contre le trafic d'armes avec les Arabes. Il écrit le 12 septembre 1836 au lieutenant-colonel Marey-Monge : « M. l'intendant civil m'informe... que les sieurs Joly et Troton, demeurant à Alger, lui ont été signalés par la police comme se livrant au commerce de la poudre et des cartouches avec les Arabes. Les fréquents voyages de ces deux individus dans la plaine ont attiré l'attention de l'autorité et il paraît peu probable que le but de ces excursions soient des spéculations agricoles. Les sieurs Joly et Troton sont sans moyens d'existence avoués : le premier a fait faillite il y a peu de temps, et le second a cessé tout à coup un commerce de quincaillerie auquel il se livrait. Je vous invite à donner des ordres pour que ces deux individus soient surveillés de près. » Lamoricière raconte l'arrestation de deux espions présumés dans une lettre du 28 novembre 1836 : « J'ai l'honneur de vous rendre compte que hier soir à nuit close deux hommes venant par le chemin de Coléa se sont présentés au camp. Ils avaient un âne et un mulet chargés d'amandes et disaient venir de Cherchel. Craignant les Hadjoutes, ils s'étaient décidés à voyager de nuit. Je leur ai fait observer que les gens de Coléa étant venus dans la matinée, ils auraient dû se réunir à eux pour voyager en sûreté. De plus, comme le commerce de Cherchel avec Alger se fait par mer plutôt que sur terre et que les amandes viennent habituellement de Milliana plutôt que de Cherchel, je soupçonne les susdits d'être des espions de Sidi-Embarak... C'est ce qui me décide à vous les adresser sous l'escorte de 2 spahis, afin que vous les fassiez interroger et confronter avec les gens de Cherchel qui se trouvent à Alger. » Dès les premières années de la conquête de l'Algérie, l'armée française du corps d'occupation a son propre service de renseignements, mais souffre de ne pouvoir communiquer avec les indigènes que par l'intermédiaire de drogmans incompetents et corrompus. L'agent consulaire Delaporte se hâte de former quelques interprètes militaires. Rapidement, des officiers comme Lamoricière, Pélissier et Vergé acquièrent la maîtrise de la langue arabe. Lamoricière s'attribue d'ailleurs la note de 18/20 pour le langage mais se donne zéro en lecture et en

¹ James Stanislaus Bell, *Journal of a residence in Circassia during the years 1837-1839*, Londres, 1840. Traduit par Louis Vivien : *Journal d'une résidence en Circassie pendant les années 1837-1839*, Paris, Arthus Bertrand, 1841, t. I, p. 249.

² A.M.A.E., M&D, Algérie, vol. 9.

³ *Ibid.*, vol. 8.

⁴ Berthezène, *Dix-huit mois à Alger, ou récit des événements qui s'y sont passés depuis le 14 juin 1830 jusqu'à la fin de décembre 1831*, Montpellier, A. Ricard, p. 276.

⁵ A.M.A.E., M&D, Algérie, vol. 9.

⁶ A.N. mar. BB¹ n° 544, lettre écrite par le capitaine de la goélette la *Béarnaise* au commandant de la station navale d'Alger, 20 mai 1832.

⁷ A.M.A.E., M&D, Algérie, vol. 9.

écriture¹. En 1833, le général Avizard crée un service chargé à la fois de renseigner et d'agir : le Bureau particulier des affaires arabes, confié à Lamoricière. Drouet d'Erlon supprime le bureau et tente de gouverner directement. Il nomme le lieutenant-colonel Marey-Monge, aga des Arabes. Ce changement intervient à une époque où la population, très agitée, montre qu'elle n'entend pas se plier à une direction exclusivement française. Sous le maréchal Valée, on marche dans la même voie. Pélissier est nommé, en 1837, directeur des affaires arabes et envoie un lieutenant administrer chacune des tribus de la banlieue d'Alger². L'argent sert à se gagner de précieux alliés parmi les indigènes mais il arrive que certains trahissent. Une dépêche du 27 septembre 1837 mentionne qu'un cheik a été arrêté pour avoir proféré en plein marché l'opinion que le pays appartient à Abd el-Kader : « Cet homme étant payé par nous, étant à notre service, sa conduite est une trahison.³ » L'agent double est démasqué.

En Égypte, la police de Méhémet-Ali est répressive et soupçonneuse. Champollion fut surveillé. Dans le cours de sa vie quotidienne en Haute-Égypte, le déchiffreur ne se gênait pas pour critiquer le pacha, donnant aux fellahs des conseils de nature à leur faire éviter telle ou telle vexation ou prélèvement fiscal. Cela ne pouvait échapper aux espions égyptiens. Ces derniers surveillent d'ailleurs ceux qui s'intéressent de trop près à la conquête syrienne. Des Turcs, des Levantins, et même des Européens sont arrêtés. Certains sont envoyés au bagne. Les correspondances avec les négociants sont interceptées⁴. Au Caire, un climat de méfiance et de répression policière s'étend sur toutes les couches de la population. Cette politique est appréciée par les chrétiens en Syrie. La vigoureuse police d'Omar bey assure la tranquillité de la rue. Damas n'est plus ce terrible foyer de fanatisme musulman où le dernier gouverneur turc Selim bey y avait été assassiné⁵. Après le débarquement de Méhémet-Ali à Jaffa pour débloquer Ibrahim pacha enfermé à Jérusalem par une révolte, les galères fourmillent et les têtes sont abattues. Le cheik Kassim est décapité. Il aurait enfoui des sommes considérables. Seul son fils aîné en a connaissance. Les quatre frères sont conduits sur la place publique. Le cadet a la tête tranchée. Les deux enfants sont embarqués comme mousses sur les navires de guerre. L'aîné a assisté à la mort de son frère. On l'épargnera s'il révèle où se trouve l'argent. Il refuse de parler. Bâtonné à mort, au bout de huit jours, il avoue. On lui a promis la vie. Sa tête est coupée⁶. Loin d'être une garantie, le titre de protégé de la France devient souvent l'occasion d'une vexation supplémentaire, les agents égyptiens affectant de ne tenir aucun compte des engagements contractés par la Porte. Les pères latins du Mont Liban qui avaient jusqu'alors vécu tranquilles à l'abri d'un protectorat séculaire, sont soumis comme les autres aux corvées. Les pères du couvent près de Marhanna se plaignent. Ils ne gagnent qu'une chose. Les autorités prolongent la tâche des moines dont les bêtes de somme doivent aller jusqu'à Saïda, précisément parce qu'ils ont invoqué la protection de la France. Les espions de Khorchid, lieutenant de Méhémet-Ali, sont très actifs. Ils surveillent les moindres agissements du pacha de Bagdad⁷. Ils apprennent que les troupes ottomanes font mouvement vers la ville de Muhammara et que par l'intermédiaire de son gouverneur à Bagdad, Ali pacha, la Porte tente de reprendre l'initiative face aux incursions égyptiennes. Le gouverneur de Bagdad cherche visiblement à imposer comme cheik, son homme lige : un certain Thamer. Il envoie un messenger chargé de cadeaux à Fayçal, l'émir des Wahhabites. Il construit une alliance contre Méhémet-Ali, mais le cheik Ahmed Sudayri, favorable aux Égyptiens, intercepte le commerçant koweïtien Abdallah ibn-al Faddak, portant un courrier à Fayçal. Le contre-espionnage égyptien est efficace. La réussite de la conquête provient de l'emploi d'agents rodés au métier du renseignement. Méhémet-Ali envoie même des agents secrets en Albanie pour recruter des soldats. Il fait surveiller le grand vizir Khosrew pacha. Le vice-roi apprend ainsi que ce dernier veut le piéger pendant son voyage à Candie en 1837⁸. La Porte veut saisir l'occasion pour le capturer sur le chemin du retour à l'aide de l'escadre du capitán pacha. Le projet avorte car la marine turque, quoique supérieure en nombre n'a pas des équipages qui semblent en mesure de battre les Égyptiens.

À Constantinople, la police politique est très active. En cas de crise, on envoie des hommes déguisés, ou des femmes, dans tous les lieux publics, les cafés et les bains⁹. Lors de la signature du traité d'Andrinople, le 2 septembre 1829, la révolte couvait. Le ministre de la Guerre du sultan (*seraskier*) apparut en ville, accompagné de soldats, et tous ceux qui paraissaient suspects furent étranglés sur le champ. Il déclara : « C'est ainsi qu'on traitera désormais tous ces cerveaux épais, tous ces esprits à courte vue, qui veulent parler de ce qu'ils ne savent pas.¹⁰ » Deux cents à trois cents têtes furent coupées. En 1837, un putsch se trame pendant un voyage du sultan dans le Nord. Les comploteurs sont noyés de nuit et sans bruit¹¹. Le pouvoir prend la décision de faire circuler des

¹ Voir Georges Spillmann, « Lamoricière et Changarnier face au problème algérien », *Revue historique des Armées*, n° 2, 1970.

² Marcel Emerit, « Les bureaux arabes », *Documents algériens*, Série politique n° 10, Alger, Service d'information du Cabinet du gouverneur général de l'Algérie, 1949, p. 1.

³ S.H.A.T. 1H51.épêche du gouvernement général des possessions françaises d'Afrique du Nord au ministre de la Guerre, Paris, 27 septembre 1837.

⁴ Joseph Hajjar, *L'Europe et les destinées du Proche-Orient*, Paris, Tlass, 1988, p. 106.

⁵ Étienne Combe, Jacques Bainville et Édouard Driault, *Précis de l'histoire de l'Égypte*, Le Caire, Institut français d'archéologie orientale, 1933, t. III, p. 323. 323.

⁶ D'Armagnac, *op. cit.*, p. 124.

⁷ Ahmad Mustafa Abu-Hakima, *op. cit.*, 1992, p. 87.

⁸ D'Aubignosc, *op. cit.*, t. I, p. 185.

⁹ Joseph-François Michaud et Jean-Joseph-François Poujoulat, *op. cit.*, t. II, p. 184.

¹⁰ *Ibid.*, p. 185.

¹¹ D'Aubignosc, *op. cit.*, t. I, p. 70.

patrouilles. De petits pelotons de cavaliers, armes chargées, carabine au poing, veillent dans les rues de la capitale. Au cours de l'automne 1837, Khosrew pacha revenu au pouvoir veut créer une haute police dont il prendrait personnellement la direction. Il demande à un Français d'établir un règlement général. Le projet n'est connu que de Khosrew et du sultan mais le texte doit être traduit en turc. Le grand vizir s'adresse à un Grec qui a été longtemps au service de la Russie. Avant le retour de la traduction entre les mains de Khosrew, trois légations étrangères en ont eu des copies. Constantinople est peuplé de gens de tous rangs vendus à l'étranger. De nombreux aventuriers sont prêts à se vendre grassement et ne se contentent pas de servir un seul intérêt. On les désigne comme tels, on les montre du doigt. On cite les traitements et les pensions qu'ils touchent pour prix de leurs services. Ils ne s'en cachent pas, c'est un titre à la considération.

Espions et pouvoir

Dans son *Voyage en Orient*, Lamartine rapporte en 1835 : « Le génie politique se développe largement quelquefois chez les Sultanes favorites, admises à toutes les confidences du gouvernement et exercées à toutes les intrigues d'une cour. De longs et grands règnes ont été fondés et gouvernés par quelques-unes de ces belles esclaves... Elles sont souvent le ressort caché des plus grands événements. Favorites, elles asservissent ; femmes, elles inspirent ; mères, elles couvent et préparent le règne de leur fils. » Lorsque Méhémet-Ali veut se raccommoier avec le sultan, il envoie la belle Zehra Cadoun, veuve de son fils Ismaël, tué en Nubie¹. Pour négocier, l'odalisque doit séduire et corrompre. La beauté, les trésors, l'éloquence de cette espionne parviennent à réchauffer les relations entre l'Égypte et la Porte au début de l'année 1836. La France s'investit dans ce rapprochement et sert de médiatrice. Méhémet-Ali règle même ses vieux comptes et envoie le négociant Étienne Zizinia porter des lettres de change d'une valeur de 12,5 millions de piastres au Divan². Tranquille du côté turc, Méhémet-Ali s'occupe du Hedjaz. Zehra Cadoun obtient que la Porte expédie Sarim, vice-chancelier des affaires étrangères, auprès de Méhémet-Ali. Le 7 janvier 1837, Sarim propose l'hérédité de l'Égypte et de l'Arabie et une partie de la Syrie. Le vice-roi réclame l'hérédité de tout ce qu'il possède. Sarim pense que le sultan sera d'accord et il repart. Le vice-roi, content, fait part de la nouvelle aux consuls. Par ce truchement, le sultan propose en fait l'hérédité de l'Égypte, de l'Arabie, en Syrie, et seulement les gouvernements de Saïda et de Tripoli. Méhémet-Ali est irrité. On revient au statu quo et on se prépare à la guerre. Zehra Cadoun a visiblement échoué dans le harem. Les ressentiments de Mahmud sont trop forts³.

Les salons jouent un rôle dans l'espionnage et la diplomatie. Celui de madame de Boigne est orléaniste. On y rencontre Pasquier, Broglie, Guizot, Thiers, Duchâtel, Rémusat, l'amiral de Rigny. On trouve Molé et Guizot chez Mme de Castellane. Barante, Mignet et Salvandy se réunissent chez Mme de Chastenay. Les égéries sont fréquemment des personnes qui influencent les gouvernants et quelquefois elles sont au service d'une puissance étrangère. En Grèce, la reine Marie-Frédérique-Amélie, princesse d'Oldenburg, épouse du roi Otton depuis le 22 novembre 1836, a une favorite, Mme Willy qui lui est très attachée. Gracieuse et piquante, elle a été désignée par le duc d'Oldenburg, sous l'influence de l'Angleterre. Rapidement, elle devient l'intermédiaire d'une correspondance secrète⁴ entre Lyons, représentant de la Grande-Bretagne, et le roi Otton. Rudhart veut la perte de celle qui lui semble être un agent de liaison. Un jour, madame Willy obtient la permission de se servir du yacht royal. Elle s'y attarde trop longtemps en compagnie d'un jeune officier de marine. Le scandale éclate et elle ne peut pas être défendue ni par la reine, ni par Lyons. Rudhart obtient facilement son renvoi.

Les aventures les plus remarquables sont celles de Léon Roches. Il parvient à s'infiltrer dans l'entourage d'Abd el-Kader. Outre la motivation de retrouver Khadidja, la femme qu'il aime, il cherche à consolider la paix entre l'émir et la France. Agissant de sa propre initiative, espion pour son propre compte, sans dépendre du gouvernement : il veut être un ambassadeur secret, ne tenant que de lui seul ses pouvoirs. Il semble cependant qu'il ait été encouragé dans cette mission : « Tout le monde le pousse dans cette mission d'audace. » Pour parvenir à ce résultat, Roches a de nombreux atouts. Il parle arabe. Il dispose des facultés spécifiques au métier d'espion : « Rien ne l'effraie. Il exerce sur tous ceux qui l'approchent une sorte de fascination. Il était très beau. Sa force était celle d'un athlète. Il laissait loin derrière lui les cavaliers des grandes tentes dans l'art de dompter un cheval. Il n'aurait pu accomplir tant d'exploits prodigieux s'il n'avait été aussi merveilleusement doué au point de vue physique qu'au point de vue intellectuel. »⁵ Roches se déguise en musulman. Il change de nom et se fait appeler Sidi Omar. Son déguisement est tellement bon qu'il parvient à faire partie des conseillers d'Abd el-Kader, malgré la surveillance ombrageuse des Arabes qui cherchent à empêcher toute influence de cet inconnu dont ils se défient. Roches n'a de cesse alors de parler avec l'émir et de lui chanter les louanges de la France. Il cherche à le

¹ Adolphe d'Angeville, *La vérité sur la question d'Orient et sur M. Thiers*, Paris, Delloye, 1841, p. 24.

² Athanase G. Politis, *op. cit.*, p. 35. Rapport de Tossizza, 22 mai / 3 juin 1836.

³ Alphonse de Lamartine, *Histoire de la Turquie*, Paris, 1855, t. VIII, p. 388.

⁴ J. Édouard Driault, Michel Lhéritier, *Histoire diplomatique de la Grèce de 1821 à nos jours*, Paris, PUF, 1925, t. II, p. 169. A.M.A.E., C.P., Grèce, vol. 24, f° 230, septembre 1837.

⁵ Voir la préface de Carraby dans Léon Roches, *Dix ans à travers l'Islam (1834-1844)*, Paris, Perrin, 1904, p. III.

convaincre des bienfaits de la paix et d'une alliance avec les Français. Abd el-Kader l'écoute et cherche à comprendre la culture française. Lorsque la guerre reprend en 1839 entre les Français et l'émir, Roches avoue sa véritable identité. L'émir lui laisse la vie sauve. Revenu à Paris, Roches suscite un vif intérêt. Il rencontre le premier ministre Thiers qui lui demande un rapport circonstancié sur la situation qu'il a observée en Algérie, ce qui n'est pas jugé forcément utile car le consul Daumas s'était déjà chargé de renseigner le gouvernement. Roches écrit : « En somme, l'émir ne m'ayant confié aucun secret d'État, je n'avais rien de secret à dévoiler. » Roches dispose cependant de renseignements sur les personnes les plus disposés dans l'entourage de l'émir à se rapprocher de la France. Thiers s'intéresse à ses notes manuscrites. Il lui en demande un exemplaire. « J'eus la naïveté de lui répondre que j'avais le manuscrit dans ma poche », confie Roches. « Donnez-le moi, ajoute Thiers, j'en ferai faire moi-même une copie. »

L'agent secret peut exercer ses talents à l'étranger ou à l'intérieur de son pays. Il influence l'opinion. Parfois, des journaux français sont financés par Méhémet-Ali pour discréditer la politique ottomane¹. Des « porteurs de valise » seraient-ils donc utilisés ? À ce sujet, Ahmet Lufti, chroniqueur turc écrit que les Européens et leurs hommes d'État sont influencés par les publications et par la propagande des agents de Méhémet-Ali. Ce procédé existe depuis le début du contentieux turco-égyptien. Son but est de discréditer la politique suivie par le sultan envers son vassal, de créer en Europe et en France une opinion publique favorable à la politique égyptienne, en lui donnant l'impression que Méhémet-Ali veut implanter la civilisation occidentale dans les territoires qu'il a sous sa domination. Après la généralisation de la crise égyptienne à l'échelle européenne, Méhémet-Ali, conscient du rôle joué par la presse dans l'opinion publique européenne, qui exerce une influence considérable sur les gouvernements dans l'orientation de la politique extérieure, intensifie au prix d'énormes dépenses ses actions de propagande, aidé par ses agents et ses partisans qui ont acheté certains journalistes pour faire publier des articles contre l'Empire ottoman². Sainte-Aulaire écrit que « l'opinion égyptienne à Paris avait acquis une force très supérieure à tout ce que j'aurais pu imaginer, et un ministère qui se fût montré hostile ou seulement indifférent aux intérêts de Méhémet-Ali eût été accusé de forfaiture. » Les Turcs agissent à l'identique. Reschid bey, ambassadeur de la Sublime Porte, décide d'acheter les rédacteurs en chef de certains journaux. Le *Moniteur ottoman* est un organe de presse qui diffuse les nominations et les mutations des emplois publics. Ce journal est traduit en langue française par M. Blacque. Il souhaite y écrire des articles relatant l'actualité. Cette initiative se fait à ses risques et périls. Blacque meurt empoisonné à Malte en 1836, étape d'un voyage qui le menait suivant de secrètes instructions données par le sultan en France ou en Angleterre³. Les Russes accusent les Anglais. D'Aubignosc croit à l'innocence des cours de Londres et de Saint-Petersbourg. Pour lui, cet assassinat provient de la jalousie des Turcs. Blacque a fondé à Smyrne en 1825 le journal, le *Spectateur de l'Orient*. Il était à la tête du *Moniteur ottoman* depuis 1831. Sa mort reste mystérieuse, d'autant plus que ses deux successeurs périssent également en d'étranges circonstances et moins de deux ans et demi après avoir pris la direction du journal.

L'espion influence-t-il les gouvernements à cette époque ? Russes et agents prussiens poussent les Turcs à la guerre contre les Égyptiens. Le chef de la flotte turque serait un des agents secrets auxquels la Russie pourrait avoir recours⁴. Dans une lettre du 13 mars 1839, le capitain pacha assure que ses navires sont assez forts pour battre les vaisseaux égyptiens. Hafiz pacha est conseillé par des officiers prussiens qui le rassurent sur l'état de ses armées. Le sultan annonce au Divan que Hafiz pacha l'a assuré qu'il est capable de défaire l'armée égyptienne en Syrie et que le capitain pacha lui a affirmé être assez fort pour détruire la flotte égyptienne. L'ambassadeur Ponsonby communique cette information, obtenue d'un musulman gagné à la cause anglaise, à Palmerston. Les agents anglais, surtout hors d'Europe, disposent d'une indépendance d'action plus grande que celle de leurs homologues français. Cette différence provient du fait que l'opinion publique anglaise est prise à témoin, ce qui permet aux agents de tenir en bride leurs supérieurs⁵. En France, on considère que des coups osés peuvent rapporter quelques résultats inespérés mais, que bien souvent, ils conduisent à des fautes et des imprudences que le ministère doit finir par endosser. Les Français cherchent donc à calmer le jeu. Le comte Molé, revenu aux Affaires étrangères, ne veut pas soutenir l'Égypte. Agent de renseignements⁶, le capitaine Beaufort d'Hautpoul écrit au contraire : « Si c'est sous son patronage que Méhémet-Ali est déclaré indépendant, elle (la France) le trouvera reconnaissant, ses conseils seront écoutés, son influence sera grande, elle aura au fond de la Méditerranée un allié sûr et puissant et quoi qu'il arrive elle pourra s'appuyer sur lui dans le Levant.⁷ » Préconisant une alliance franco-russe contre les Anglais, il veut que la France protège Méhémet-Ali : « il sera pour nous un bras étendu vers l'Asie. » Il est persuadé des faiblesses du monde turc : « On aura beau faire, rien ne rendra la force à cet empire

¹ Bayram Kodaman, *Les ambassades de Moustapha Réchid Pacha à Paris*, Ankara, Société turque d'histoire, 1991, p. 111.

² *Ibid.*, p. 111. Archives turques de la présidence du Conseil, à Istanbul, n° 46 899 J.

³ Jean-Henri-Abdolonyme Ubcini, *Lettres sur la Turquie, ou Tableau statistique, religieux, politique, administratif, militaire, commercial, etc... de l'Empire ottoman, depuis le hattî-chérif de Gülhane (1839)*, Paris, J. Dumaine, 1853, p. 259.

⁴ Eugène de Guichen, *La crise de 1839 à 1841 et l'Europe*, Paris, Émile-Paul frères, 1921, p. 37.

⁵ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 40, f°73.

⁶ Daniel Panzac et André Raymond, *op. cit.*, p. 197. S.H.A.T. 1 M 1678.

⁷ Mustapha Sabry, *L'empire égyptien sous Méhémet-Ali et la question d'Orient (1811-1849)*, Paris, Geuthner, 1930, p. 410.

décépité. » Quant à d'Aubignosc, il critique ouvertement la politique étrangère de la monarchie de Juillet : « Le cabinet français est dans une ignorance honteuse de la situation de l'Orient ; il y est malheureusement et ridiculement servi et sa considération est tombée au-dessous de celle des puissances du dernier ordre. Se flatterait-il de cacher cet état de choses par des jactances ? C'est un moyen puéril, et qui n'en impose plus à personne.¹ »

Les intrigues de l'ambassadeur Ponsonby visent à une reprise des hostilités entre la Porte et l'Égypte. Palmerston a attaché à l'ambassade de Constantinople et fait naturaliser anglais M. Chrzanowski, un colonel du génie qui a servi comme général dans la dernière insurrection polonaise. Ponsonby envoie cet officier le 20 août 1838 au quartier général de l'armée turque à Malatia. Pendant ce temps, l'ambassadeur se démène auprès de la Porte pour le faire nommer général en chef de l'armée turque en Syrie. La Russie et la Prusse protestent si vivement que la Porte n'ose pas agréer à la demande britannique. Toutefois, Chrzanowski reste six semaines à Malatia avec des pouvoirs si étendus que le généralissime Hafiz pacha doit écouter ses conseils et s'y conformer. L'officier polonais voit l'état de désœuvrement de l'armée qui n'a pas d'approvisionnement, et dont les caissons d'artillerie sont encore à Constantinople où ils auraient été oubliés. Au mois d'octobre 1838, à l'entrée de l'hiver, aux pieds du Taurus, la plupart des hommes sont habillés de cotonnades. Chrzanowski réclame et des effets sont envoyés à la suite de son rapport. Cependant, ce secours n'empêche pas une perte de 15 000 soldats au cours de l'hiver précédent la bataille de Nezib.

Les conseillers militaires

Le conseiller militaire est une autre variante de l'espion. Envoyé par son gouvernement et chargé de lui rendre des comptes, il doit aider une puissance alliée dans l'art si compliqué de la guerre. Pendant la campagne d'Ibrahim pacha contre les Wahhabites en 1816, le capitaine Vaissière, officier français rescapé des guerres de l'Empire et arrivé en Égypte en 1814, était chargé d'aider les Égyptiens dans leur expédition. Vaissière informa régulièrement les représentants de la France de l'évolution des opérations et de l'itinéraire suivi². Sa carrière d'espion ne semble pas s'être prolongé avec succès sous la monarchie de Juillet car le 3 mars 1835, Mimaut écrit au ministre des Affaires étrangères : « J'ai terminé une affaire de la manière la plus heureuse, en sauvant un négociant français de la ruine qui le menaçait. Ce négociant, M. Vaissière, est un ancien officier qui, après avoir servi le pacha par sa bravoure et ses talents militaires dans la guerre contre les Wahhabites, s'est livré depuis quelques années à des spéculations de commerce. »

Méhémet-Ali fait appel aux Européens. Sur cinquante visiteurs s'offrant à lui, quarante-neuf ressemblent à des pierres fausses. « Mais, ajoute-t-il, comme je ne puis découvrir qu'à l'usage le diamant vrai qui est parmi eux, je les achète en bloc, et quand j'ai découvert le vrai, il me paie au centuple la perte subie.³ » C'est ainsi que l'ancien directeur de l'opéra sous Charles X vient chercher fortune en Égypte. Devenu Lubert bey, on a recours à ses services pour déchiffrer l'écriture de certaines lettres. Historiographe, il a quatre femmes noires à son service qui forment son harem. Sous la monarchie de Juillet, il arrive quotidiennement d'Europe des navires chargés de réfugiés. Le pacha n'en prend aucun à son service mais leur donne 500 francs pour les indemniser et faciliter le retour⁴. La France a armé Méhémet-Ali. En 1836, le vice-roi dit au Divan de Kenh : « De tous les Européens qui ont travaillé pour moi trois m'ont rendu de grands services : Soliman pacha (Sève), Cerisy bey et Clot bey.⁵ » Entre 1820 et 1849, ce sont 81 militaires français qui se rendent en Égypte. Sous la monarchie de Juillet, jusqu'en 1840, arrivent les instructeurs pour les fantassins : Arago, neveu du célèbre astronome qui devient aide de camp de Soliman pacha⁶, Achille Laurent et Selim efendi. Trois artilleurs se joignent à eux : les capitaines Bruneau et Hoart Hoart ainsi que le chef d'escadron Princeteau. Quatre officiers de cavalerie sont envoyés : le chef d'escadron Varin, les capitaines d'Armagnac, de Lorey et Vaissière. Trois officiers du génie complètent ces arrivages : le lieutenant-colonel Gallice, le commandant Moreau et le capitaine Thibaudier. D'Armagnac veut servir Méhémet-Ali. Il nous précise sa motivation : « Je voulus concourir au développement de ce germe qui avait été déposé sur la rive égyptienne par le grand Napoléon et l'armée française. » Des Polonais se mettent au service du pacha d'Égypte. C'est le cas de Nadir bey, conseiller d'Ibrahim pacha. Nadir bey a un parcours exceptionnel. Il a d'abord servi les Russes contre les Persans, puis a rejoint ses compatriotes polonais en 1831. Après la prise de Varsovie, il se met au service du sultan turc. Disgracié, il rejoint Ibrahim pacha⁷. Le général Dembinski se rend à Alexandrie en 1833. Emin efendi, directeur des étudiants égyptiens à Paris sert d'intermédiaire entre l'officier polonais et Méhémet-Ali. Il lui donne des conseils pratiques : « Vous allez à Alexandrie pour y réussir, il faut de la magnificence, de beaux uniformes, de beaux chevaux, de nombreux domestiques.⁸ » Le prince Czartorisky lui

¹ D'Aubignosc, *op. cit.*, t. II, p. 410. Lettre écrite depuis Malte à Molé en juin 1838.

² Gilbert Sinoué, *Le dernier pharaon*, Paris, J'ai lu, 1999, p. 157.

³ Georges Weill, *L'éveil des nationalités et le mouvement libéral (1815-1848)*, Paris, Félix Alcan, 1930, p. 148.

⁴ D'Armagnac, *op. cit.*, p. 63.

⁵ J.J. Marcel, *L'Égypte de Méhémet-Ali*, Paris, 1848, p. 155. C. Gaultier-Kurhan, *Méhémet-Ali et la France 1805-1849*, Maisonneuve et Larose, 2005, p. 56.

⁶ Ferdinand Perrier, *op. cit.*, p. 354.

⁷ S.H.A.T. 1M 2075.

⁸ Adam Georges Bénis, *op. cit.*, p. 30.

recommande la lecture du Coran et surtout de réfléchir avant d'agir. Dembinski s'embarque mais lorsqu'il arrive en Égypte, la paix avec la Porte ottomane vient d'être conclue. Reçu par le vice-roi, on lui confie l'instruction de soldats polonais mais les choses ne marchent pas à son idée. Il se retire.

La ville d'Alexandrie est devenue un port important sous la direction de Louis Charles Lefebure de Cerisy. Ce Français dont le père fut maire d'Abbeville de 1800 à 1816, qui a étudié à l'École Polytechnique, qui s'est formé à l'École du Génie maritime de Brest en 1809 est un pur produit de l'Empire. Le roi Charles X l'a envoyé en Égypte où il honore un contrat signé avec Méhémet-Ali le 28 novembre 1828¹. Ingénieur naval en chef, Cerisy a élaboré les plans d'un arsenal moderne à Alexandrie. Sitôt arrivé, il commence les premiers travaux. Le cap de Ras-el-Tine n'est alors qu'une plage aride, déserte et couverte de marais salants. De vieux quartiers en bordure de mer sont rasés. On creuse le rivage afin d'atteindre un fond assez ferme pour recevoir les cales de construction. En 1831, douze mille soldats campent aux portes d'Alexandrie, la flotte comprend vingt-cinq bâtiments dont cinq frégates de 60 et une de 44. Les navires sont prêts à prendre le large pour la Syrie. Deux vaisseaux de 100 canons sont à la mer où s'achève leur construction. Trois autres sont sur le chantier. Cerisy a congédié les employés turcs incompetents, remercié les fournisseurs véreux. Le 3 janvier 1831 est lancé le premier vaisseau de 100 canons, *le Mehallet-el-Koubra*. Mimaut relate l'événement : « Des cris de joie ont éclaté de toutes parts. Chez les Européens, c'était un sentiment vrai d'approbation ; chez les Arabes, à qui un tel spectacle était inconnu, c'était l'expression de l'étonnement et de l'admiration excitée par une opération surhumaine, par un grand acte de magie. ² » Méhémet-Méhémet-Ali veut dix navires de ligne. « Je ne sais, écrit le consul de France le 30 mars 1831, s'il répétera au capitain pacha ce qu'il me faisait l'honneur de me dire, à moi, il y a quelques jours, que tous ses calculs étaient faits, que son parti était pris, et que dans peu d'années, si la fortune le secondait, sa marine, à laquelle celle de la Porte en ce moment ne pourrait plus même se comparer, se composerait de 30 vaisseaux et frégates. » Cela ne suffit pas au pacha qui s'enquiert s'il n'existerait pas en Europe des navires plus puissants. Cerisy lui répond qu'on y voit des trois-ponts de 120, mais que le port d'Alexandrie n'est pas assez profond pour recevoir de telles carènes. « Que l'on commence à creuser dès demain, ordonne Méhémet-Ali, et construisez-moi un bateau semblable à ceux dont vous me parlez. » Le 30 juillet 1832, un vaisseau monstre de 136 canons, le *Misr* ou *Ville du Caire*, portant un équipage de près de 1 100 hommes, prend la mer. Ces gros navires de ligne sont équipés de caronades de calibre 30. Les coques sont amincies dans la partie supérieure afin de rendre les abordages plus difficiles.

ÉVOLUTION DE LA MARINE DE GUERRE ÉGYPTIENNE SOUS L'IMPULSION DE L'AIDE TECHNIQUE FRANÇAISE³

Années	1830	1831	1832	1833	1838	1840
Vaisseaux			2	5	11	11
Frégates	6	7	7	7	7	5
Corvettes	6	7	5	4	5	5
Bricks	7	10	10	7	5	6
Goélettes	5	1	2	4		
Vaisseaux en construction	2	5	3	4		

Cerisy réussit à faire franchir les passes dangereuses d'Alexandrie aux vaisseaux de 74 mais les unités de plus de 100 canons doivent être allégées d'une partie de leur artillerie pour sortir du port. En 1798, l'amiral Brueys avait jugé ce mouillage impossible pour sa flotte, et le désastre d'Aboukir résulta en partie de cette opinion. Les travaux d'aménagement du port coûtent cher. Au budget de 1835, ils figurent pour près de 3,4 millions de francs. Le prix de chaque vaisseau représente le revenu d'une province. La possession du district d'Adana depuis 1833 permet à l'Égypte, en exploitant les hautes futaies de cette région, d'avoir tout le bois nécessaire. Auparavant, il était acheté en Europe et en Asie Mineure. Méhémet-Ali déclare au consul Mimaut en 1832 : « Voyez ce que j'ai dû à la France et ce que je lui dois encore à ce moment. La France m'a donné un homme de génie qui m'a formé en trois ans un arsenal et une marine formidable. ⁴ » Toutefois construits avec du bois sec, les vaisseaux égyptiens ne devraient pas avoir une longue durée de vie et auraient à subir d'innombrables réparations⁵.

Les meilleurs navires de la marine égyptienne sont sous le commandement d'officiers français : Letellier, Besson, Verlac et de Geslin. Vieil officier expérimenté, rescapé de Trafalgar⁶, Jean-Marie Letellier ne faisait plus partie de la marine française. Une note du 31 janvier 1829 mentionnait : « M. Letellier est donc devenu

¹ Durand-Viel, *op. cit.*, p. 11.

² Douin, *La première guerre de Syrie*, Le Caire, 1931, t. I, p. 481. Lettre de Mimaut à Sébastiani, 4 janvier 1831, Alexandrie.

³ Daniel Panzac et André Raymond, *op. cit.*, p. 224.

⁴ *Ibid.*, p. 189. Lettre de Mimaut à Sébastiani, 29 mai 1832.

⁵ D'Armagnac, *op. cit.*, p. 63.

⁶ Gilbert Sinoué, *op. cit.*, p. 157.

entièrement étranger au département de la Marine depuis 1815.» Il avait été éliminé du corps des officiers en raison de ses opinions politiques¹. Il fut placé à la retraite en 1816. En janvier 1827, il quitta la France à bord de la *Guerrière*. Il était accompagné d'autres officiers de marine. Letellier s'engagea dans la marine égyptienne. Il allait combattre à Navarin contre ses compatriotes lorsque l'amiral de Rigny somma les officiers français au service de l'Égypte : « À Messieurs Letellier, Bompard et autres officiers servant dans la flotte turque : Messieurs, la situation dans laquelle, comme vous le voyez, se trouvent les forces navales ottomanes, bloquées dans le port de Navarin, le manque de parole de Son Altesse Ibrahim Pacha, qui s'était engagée à faire cesser provisoirement les hostilités, tout cela vous montre que vous êtes dans le cas d'avoir à combattre contre votre drapeau national. Vous savez ce que vous risquez. En vous invitant à abandonner le service turc au moment où la flotte ottomane a pris une attitude hostile, dont elle doit subir les conséquences, je vous donne un avertissement que vous ne devez pas dédaigner, si vous êtes restés Français. » Le 17 octobre 1827, Rigny convainquit le groupe de Letellier de quitter la flotte turque et d'embarquer sur un navire neutre autrichien. Le 19 octobre, à sept heures du matin, ils s'embarquèrent sur le navire de commerce autrichien le *Giacomo*. Letellier remplissait alors des fonctions analogues à celles d'un chef d'état-major. Il avait préparé la défense de la flotte turque. Letellier était à bord de la frégate égyptienne la *Guerrière* lorsque le premier coup de canon fut tiré, puis il se retira à terre². En 1829, Letellier chercha à regagner l'estime du roi. Il voulut offrir à Charles X un cheval arabe provenant des écuries de Méhémet-Ali³. La noyade accidentelle de Letellier provoquée par le chavirement de son canot le 17 avril 1830 devant Aboukir porte un coup dur à la marine égyptienne. Il laissait en France une veuve et deux jeunes enfants.

Le lieutenant de vaisseau Touzé Houssart arrive en 1830 et il est engagé comme professeur de mathématiques auprès du prince Saïd pacha. Il restera au service de l'Égypte jusqu'en 1854. Méhémet-Ali veille à l'éducation de son fils aîné qui a déjà un maître de dessin et de géométrie. Il demande à la France des professeurs de cartographie maritime et de navigation⁴. Le vice-roi prévoit de faire embarquer Saïd pacha, avec d'autres élèves, sur un navire école⁵. Jomard, directeur de l'école égyptienne à Paris est chargé de choisir l'officier de marine devant instruire le jeune Saïd. Le 12 septembre 1837, Besson bey meurt tragiquement d'une hydropisie de poitrine à bord de son vaisseau en rade d'Alexandrie⁶. Jean-Victor Besson né le 28 janvier 1781 à Angoulême avait été éliminé du corps de la marine en 1815. Il était lieutenant de vaisseau. Parti chercher fortune en Égypte, Besson bey est réintégré par Louis-Philippe comme capitaine de corvette à la retraite le 1^{er} mars 1831. Dans une lettre du 4 août 1834, Besson exprime sa satisfaction. Il est à nouveau pensionné par le gouvernement français. On lui doit 16 années et demie de solde arriérée. Toutefois, il écrit depuis Alexandrie : « La situation dans laquelle je me trouve ici est si délicate que j'ai dû tenir votre disposition secrète. » En effet, les autorités locales pourraient s'alarmer d'avoir employé un officier de marine en disgrâce. Il semble que Besson reconnaisse avoir toujours eu le soutien de la monarchie de Juillet, sauf peut-être de l'amiral de Rigny qui voulait éviter de nombreuses réclamations : « Si j'étais abandonné par le gouvernement français, je deviendrais bientôt victime de l'intrigue étrangère. » Besson réclame pour lui la Légion d'honneur car il pense que cela serait du meilleur effet auprès de Méhémet-Ali. Autorisé par le roi des Français à séjourner en Égypte, Besson est promu officier de l'ordre royal de la Légion d'honneur le 23 août 1836. Besson était-il un espion ? Dans une lettre du 24 mars 1834, il fait un rapport au gouvernement français où il annonce la fuite d'Osman pacha et la nomination de Moutouch bey au rang de capitain pacha. Chargé d'organiser la flotte égyptienne, Besson estime que sa « tâche est très difficile à remplir par rapport aux Turcs. » Il pense que la marine du vice-roi, maintenue sous une direction française, est appelée à faire partie d'une coalition contre l'ennemi naturel de l'Europe. Dans cet exposé, il fait taire la rumeur selon laquelle Soliman pacha alias Joseph Seves aurait fui vers Constantinople. Il l'a vu au Caire, il y a huit jours⁷ ! Besson a le souci de garantir l'avenir de son fils puisqu'il le recommande pour l'école navale de Brest.

Des critiques malveillantes prononcées contre des travaux au-dessus des forces humaines, des difficultés sans cesse renaissantes avec l'administration locale usent la patience de l'ingénieur Cerisy qui déclare à d'Estourmel avec un profond découragement : « Je suis un général sans officiers. Les ingénieurs arabes, placés sous mes ordres, sont capables de suivre un modèle donné, mais absolument inaptes à faire autre chose. Ils ont acquis des connaissances matérielles ; mais réfléchir, comparer est hors de leur portée. » Cerisy emballe ses insectes et roule ses plans. Ses caisses sont numérotées. Il quitte l'Égypte le 19 septembre 1835 pour des raisons de santé. Son successeur est un Français : Henry. Ce départ comble de joie les Anglais qui ne dissimulent pas leur satisfaction en apprenant la nouvelle. Ce retour en France de l'ingénieur semble avoir été provoqué par les intrigues du parti anglais. Les saisines de retenue des navires étaient fréquemment coupées dans l'espoir de les faire échouer. Les ouvriers maltais et livournais passaient leur temps à prêcher l'insurrection aux ouvriers français. Ces différents

¹ S.H.M., CC⁷ a 1568, dossier personnel, Letellier.

² *Ibid.*, note du mois de janvier 1829.

³ *Ibid.*, lettre de l'Intendant général de la Maison du Roi, 23 janvier 1829.

⁴ S.H.M., dossier des personnels, 197, Besson. Traduction d'une lettre de Méhémet-Ali à Boghos bey, 1834.

⁵ *Ibid.*, lettre de Mimaut, Le Caire, 12 mars 1834.

⁶ Garreau, *Un Angoumoisien homme de mer : Besson-Bey, fidèle et vaillant marin de l'Empereur, vice-amiral et major général d'Égypte*, Paris, 1949, p. 117.

⁷ S.H.M., dossier des personnels, 197, Jean-Victor Besson. Rapport au gouvernement français de Besson, Alexandrie, 24 mars 1834.

sabotages étaient certainement l'œuvre de la perfide Albion. Le constructeur des gros vaisseaux de la flotte égyptienne entravait les Britanniques car ils ne pouvaient plus vendre leurs vieux rafiots. Un jour, les Anglais serrent un navire de tellement près qu'ils entrent en collision avec lui. Le maréchal Bourmont visitant l'Égypte, en 1835, quitte Alexandrie à bord d'une frégate égyptienne. Dans le port de Malte, un steamer anglais, par suite de fausses manœuvres s'écrase entre un vaisseau et la frégate. Au bruit de l'abordage, le commandant égyptien se tourne vers Bourmont et lui dit ironiquement : « Je ne pense pas que ce soient des Anglais, je pense que ce sont des Arabes. ¹ » Cette remarque se justifie par le fait que la Grande-Bretagne dispose de la meilleure marine au monde. La curiosité anglaise, s'apparentant à de l'espionnage, aurait-elle conduit trop près du navire égyptien ?

Une mission d'officiers de marine anglais se charge de la réorganisation de la flotte turque². Un ingénieur américain participe à cet effort depuis 1834. Il passait un jour dans le port de Constantinople monté sur une corvette construite et manœuvrée par ses soins. Le sultan dont les appartements plongent sur la mer l'a vu et l'a pris à son service. Sa première tâche fut de construire un vaisseau de 80. Cet Américain, entrepreneur privé, touche un traitement considérable destiné à le retenir en Turquie³. L'arrivée d'ingénieurs européens améliore l'état de la flotte ottomane. Il y a moins de confusion dans le calibre dans les ponts des navires. Jusqu'alors, on voyait dans la même batterie un canon de 36 à côté d'une pièce de 12, et sur la même ligne du 8, du 18, du 24. Cet absurde amalgame provient du fait qu'on place les pièces non en raison de leur calibre mais selon l'ordre où elles arrivent dans l'arsenal⁴. De tels armements pourraient créer du désordre dans l'approvisionnement pendant un combat. Une gergousse de 18 ne convient pas à une pièce de 12. Des accidents ont ainsi eu lieu fréquemment. La marine turque pratique la presse systématiquement. Pendant les rafles, il arrive que l'on embarque des infirmes. Ce mode de recrutement est à éviter. On a l'idée pour améliorer l'armée de terre de confier à un officier français un bataillon modèle de 500 hommes que l'on réunirait à Rhodes ou dans tout autre endroit éloigné de Constantinople. Cette proposition est soumise à Halil pacha, général des troupes stationnées en Europe. Les frais de l'instructeur français doivent s'élever à 36 000 piastres soit 9 000 francs. Les ministres turcs trouvent le prix exorbitant. Le traité n'a pas lieu d'autant plus que la monarchie de Juillet n'appuie pas ce projet. D'autres officiers français de terre et de mer cependant sont mis au service du sultan. Ils y conservent les avantages de leur grade et leur ancienneté⁵. Dans le même temps, le sultan confie son armée à une mission d'officiers prussiens. Ces derniers coûtent 6 000 piastres par mois, soit 1 500 francs. Le comte mecklembourgeois Helmuth Moltke, capitaine dans l'état-major prussien, est envoyé en 1835 comme conseiller militaire auprès de la Sublime Porte. Il a déjà rempli une mission en tant qu'assistant au camp russe de Kalisz. Il reçoit ses instructions directement de Berlin. Le roi Frédéric-Guillaume III suit l'action politique de son agent et lui donne l'ordre de rester en Turquie⁶. Moltke réorganise l'armée ottomane. Il inspecte les Dardanelles et rétablit avec plusieurs officiers prussiens d'artillerie les fortifications des châteaux délabrés. Au cours de l'année 1836, Moltke voyage en Bulgarie avec le sultan. Ils visitent les forteresses du Danube. L'agent prussien y retourne en 1837 avec des officiers du génie. Ils projettent un système général de fortifications. Ils veulent rénover les places de Varna, Schumla et Silistrie. En 1838, Moltke accompagne le corps expéditionnaire d'Hafiz pacha chargé de réprimer l'insurrection kurde⁷. Grand sportif, baroudeur, Moltke se hasarde sur les cataractes⁸. Chargé d'étudier les moyens de transport pour les approvisionnements militaires, il descend les rapides sur un kelek⁹. La première fois, il accomplit le trajet sans accident mais dans son second voyage, tenté durant la saison des crues, il ne peut sauver sa vie qu'au prix d'efforts surhumains. Dans les remous, les outres sont brisées, se détachent du radeau par la force du courant et, à maintes reprises, les vagues l'entraînent sous l'eau. Un officier autrichien nommé Paoliny se place au service des Turcs pour une durée de deux ans. Le *Times* du 1^{er} avril 1836 indique qu'il va surtout surveiller les différentes mines qui existent dans la portion de l'Empire ottoman où il serait affecté.

Face à la menace d'une invasion fomentée par les rois d'Italie, Saheb Tabea connu aussi sous le nom de Chekir, garde des sceaux du bey de Tunis Husseïn, voulut engager en 1833 des officiers étrangers. Un Polonais nommé Pongousky fut présenté par Bourville, vice-consul de France. Il lui fut offert 250 francs par mois, ce qui constituait la paie la plus colossale du pays avec celle du frère du bey. Pongousky, officier d'infanterie, prit la direction du 1^{er} bataillon de réguliers. Il remplaça un certain M. A***, aventurier de bas étage, sous-officier instruit du reste mais bavard assommant, ivrogne insupportable et souvent dangereux. Après avoir bu, titubant, il agresse un autre ivrogne¹⁰. Roulant dans la boue, injuriant, A*** finit par tirer son sabre et tue son adversaire sur le coup en passant la lame au travers du corps. Le général des troupes régulières arrange l'affaire mais la famille

¹ Durand-Viel, *op. cit.*, p. 143.

² Pierre Renouvin, *Histoire des relations internationales de 1815 à 1871*, Paris, Hachette, 1954, t. V, p. 119.

³ D'Aubignosc, *op. cit.*, t. II, p. 76.

⁴ *Ibid.*, t. I, p. 104.

⁵ *Figaro* du 12 octobre 1836.

⁶ Moltke, *Mémoires*, p. 137. Lettre de Moltke à sa mère, depuis Péra, 6 février 1837.

⁷ *Ibid.*, *Campagnes des Russes*, avant-propos, p. 6.

⁸ Élisée Reclus, *Nouvelle géographie universelle*, Paris, Hachette, 1884, t. IX, p. 393.

⁹ Sorte de radeau fait d'outres surmontées de traverses formant le plancher.

¹⁰ D'Armagnac, *op. cit.*, p. 20.

du défunt veut se venger. A*** quitte le service, prend le large et va chercher fortune ailleurs. Le baron d'Armagnac organise la cavalerie tunisienne, avant de partir pour l'Égypte. Un attaché militaire français nommé Graefi venu de Constantinople est chargé avec un officier polonais et un exilé napolitain d'organiser et d'instruire le régiment de cavalerie légère du bey de Tunis. Un autre Français nommé Colé s'occupe de l'artillerie. La rivalité est forte avec les Anglais. Le colonel Considine envoyé par Palmerston, le 8 avril 1838, à la Goulette doit rendre les troupes tunisiennes capables de se défendre contre d'éventuelles attaques terrestres, y compris contre les troupes françaises venant d'Algérie¹. Il n'obtient pas le poste d'instructeur en chef. Le bey Ahmed refuse de se mettre entre les mains d'un agent secret.

La jeune monarchie grecque compte de nombreux officiers européens dans son armée mais en 1837, sept ou huit officiers français sont traînés devant des conseils de guerre par le gouvernement bavarois d'Athènes. Ces militaires sont acquittés grâce à l'intercession de l'ambassadeur de France². La Perse emploie également des militaires français comme instructeurs. Boissier, un ancien officier de cavalerie est chargé de recruter ces hommes. Ce sont les sous-officiers d'artillerie Bussière, Delacroix, Vergne, les sous-officiers de cavalerie Ferrier, Delamarre, Boucherat et les sous-officiers d'infanterie Boucherat, Chauvet, Vitard. Lors de sa mission en octobre 1839, le comte de Sercey négocie un meilleur contrat pour ces soldats qui sont dans une mauvaise situation par rapport à leurs homologues anglais et russes³.

Dès 1822, sitôt assuré qu'il ne s'agissait pas d'émissaires britanniques, le Maharaja Ranjit Singh (1780-1839) - fondateur du royaume sikh du Pendjab - confiait à Jean-François Allard (1785-1839) et Jean-Baptiste Ventura, son compagnon de route, le soin de former et de commander un corps de troupes d'élite sur le modèle français. Ces deux anciens officiers de l'armée napoléonienne, s'installent à la cour de Lahore. Né à Saint-Tropez, Allard servit comme capitaine de hussards dans la Vieille Garde. Allard avait combattu en Italie, en Espagne, et en France. Durant les Cent Jours, il rejoignit Napoléon au Golfe Juan, l'escorta jusqu'à Paris où il participa au grand défilé des Tuileries et devint aide de camp du maréchal Brune de 1815 à 1816. Après Waterloo, il partit pour la Perse dont il apprit la langue. Contraint à l'exil politique, l'officier poussa alors jusqu'à Kaboul puis franchit la Ravi à hauteur de Shahdara, en face de Lahore, ayant voyagé sans être inquiétés par la police secrète du Maharaja qui en contrôlait le royaume. Allard créa ainsi une première brigade, baptisée spéciale (*Fauj-i-Khas*) par le Maharaja et « française » par les populations du Pendjab comme par les services de renseignement britannique (*French Legion*). En 1827, Allard et Ventura faisaient venir à Lahore deux anciens frères d'armes, Claude-Auguste Court et Paolo Avitabile, qui formèrent chacun leur propre brigade au point que, vers 1830, environ 10 000 hommes, soit le tiers des forces régulières de Lahore, se trouvaient directement placés sous commandement français. L'efficacité de ces brigades est d'ailleurs telle qu'en 1835 le reste des troupes régulières du Pendjab est réorganisé sur le système français. Le quartier général de ces brigades est à Lahore, où le Maharaja les a réparties tout autour de la ville, mais les responsabilités de leurs commandements entraînent les officiers français dans toutes les provinces du Pendjab : de Peshawar et Multan à la frontière anglaise, jusqu'à Kangru et Mandi dans l'Himalaya. Ces fonctions militaires sont d'ailleurs doublées d'obligations administratives et fiscales. Ces officiers portent un vif intérêt non seulement aux arts du Pendjab, mais encore à son histoire et à ses antiquités : entreprenant les fouilles du site bouddhique de Manikyala ; collectionnant pièces de monnaie et recherchant les traces des campagnes qu'Alexandre le Grand avait menées dans ces régions. Le général Allard a épousé une princesse hindoue de la famille royale de Chamba, Bannou Pan Deï, et c'est pour donner à ses enfants une éducation française et chrétienne qu'il obtient de Ranjit Singh un long congé, en 1834. L'arrivée à Bordeaux, en 1835, du général Allard, de la princesse et de leurs cinq enfants prend l'allure d'un retour triomphal. Toute la presse en parle et, lors de son séjour à Paris, les salons s'arrachent le général. Le gouvernement français décide d'officialiser la présence française dans le Pendjab en nommant Jean-François Allard agent de France à Lahore et en facilitant son retour à Calcutta sur un bâtiment de la marine nationale en 1836. Lors de sa réception officielle à la cour de Lahore, Allard remet une lettre du roi Louis-Philippe adressée au maharaja Ranjit Singh. Maître de cérémonies au ministère des Affaires étrangères, le baron Félix-Sébastien Feuillet de Conches (1798-1887), parrainé par Talleyrand dans la diplomatie, voulant illustrer les fables de La Fontaine, leur a également confié la mission de réunir des dessins venant d'Inde. Ventura et Allard l'aident donc à compléter sa collection. En 1837-1838, Allard, surveille lui-même l'exécution des peintures que Feuillet de Conches définit comme « chefs-d'œuvre, où les ciels sont d'or et les eaux d'argent. »

En Asie centrale, les Anglais rivalisent avec les Russes. En 1835, Londres dépêche comme ambassadeur auprès du prince Dost Mohammed en Afghanistan le capitaine Alexander Burnes. Le jeune Burnes, venu comme ambassadeur à Lahore, repart sans caractère officiel. La prudence le lui commande. Il n'emporte avec lui que les instructions données par Court, un des officiers français au service de Ranjit Singh. Ces instructions

¹ Jean Serres, *op. cit.*, pp. 224-225. Augustin Bernard, *Histoire des colonies françaises et de l'expansion de la France dans le monde*, Paris, 1930, « La Tunisie » par Georges Hardy.

² Maurice Persat, *Mémoires du commandant 1806-1844*, Paris, Plon et Nourrit, 1910, p. 321.

³ A.M.A.E., M&D, Perse, vol. 11.

recommandent de se conformer aux mœurs des pays traversés. Le déguisement est requis : « Dépouillez-vous de tout ce qui pourrait vous faire reconnaître pour un Européen, car vous seriez assassiné. Ne faites aucune liaison sincère avec les Orientaux ; leurs paroles flatteuses cachent presque toujours de sinistres desseins. Évitez toute conversation sur la religion. N'écrivez qu'en secret. Soyez toujours armé jusqu'aux dents. Prenez l'apparence misérable d'un fakir, et que Dieu vous fasse arriver à bon port !¹ » L'officier anglais s'exécute. Il se couvre de la robe des Afghans, se fait raser la tête, et quitte ses bottes pour prendre des pantoufles. Puis, ayant donné sa tente, son lit, ses malles, et n'ayant gardé que les instruments nécessaires à ses observations, il part pour traverser la moitié de l'Asie, n'ayant pour tout bagage qu'une couverture destinée à couvrir sa selle et à lui servir de lit. Burnes traverse les régions d'Asie centrale sans trop de soucis, puis avant de s'avancer plus loin, il se rend auprès d'un saint personnage, et il obtient de lui des lettres de recommandations pour les principaux chefs du Turkestan. Outre ces lettres, il reçoit du saint homme cette dernière instruction : « Ta réussite dépendra de tes soins à mettre de côté le nom d'Européen, et surtout d'Anglais, car les habitants de ce pays regardent les Anglais comme des intrigants politiques, qui possèdent de grandes richesses. » Muni de ces avis et de ces recommandations, il entre dans Kaboul, et il propose une alliance que Dost n'est que trop content d'accepter, mais le gouvernement anglo-indien exige tout de lui et n'offre absolument rien en échange.

Par suite du refus continu de tout véritable engagement de la part des Anglais, Dost vraisemblablement influencé par un agent perse, est finalement contraint de recevoir les avances d'autres parties. Au cours de l'été 1837, il surprend les Sikhs de Ranjit, soutenus par les Britanniques, et les défait complètement à Jumroud. Burnes tente une médiation. Il rencontre Akbar khan, le fils préféré de Dost. Il propose de protéger l'Afghanistan contre les Sikhs et contre la colère des Perses. Burnes est malheureusement désavoué par le gouvernement de Calcutta. En décembre 1837, les Russes envoient à Téhéran puis à Kaboul le capitaine Vitkévitich². Ce dernier est reçu assez froidement par Dost Mohammed. Burnes prend copie des lettres envoyées par l'émissaire russe et les transmet à Londres. Palmerston se sert de ces documents pour adresser des réclamations au gouvernement russe. Auprès du shah, Palmerston expédie à Téhéran un certain Mac Neill avec des instructions précises³. Il doit stopper l'ingérence russe. Ayant échoué, John Mac Neill quitte la Perse pour l'Angleterre et écrit à son gouvernement : « La question d'Hérat est la question de l'Afghanistan ; car tout le monde sait que le gouvernement anglais a voulu empêcher sa chute, tandis que la Russie, de son côté, a fait tous ses efforts pour faire tomber cette forteresse au pouvoir de la Perse.⁴ » Le shah s'est mis d'accord avec Saint-Pétersbourg pour forcer Ranjit Singh à rendre les territoires pris sur l'Afghanistan. Pendant ce temps, les Perses, avec l'aide et les conseils de la Russie, se préparent à assiéger Hérat, clé de l'Afghanistan et de l'Inde. Cette ville n'est pas à l'époque rattachée à la couronne afghane. Elle est aux mains de la dynastie des Sadozaï. Le tsar, par l'intermédiaire du comte Simonich, encourage le shah à assiéger Hérat. Simonich est parvenu à conclure un traité avec la Perse et avec le frère de Dost Mohammed, gouverneur de Kandahar. La ville d'Hérat, une fois conquise, serait restituée à la province de Kandahar. L'armée persane arrive devant Hérat en décembre 1837. Les Hératis, dirigés par Yar Mohammad Khan Alikozaï, repoussent les trois assauts de l'armée russo-iranienne. La ville afghane résiste valeureusement grâce à un jeune officier anglais : Eldred Pottinger. La mythologie anglaise veut que la ville n'ait dû son salut qu'à lui, mais en réalité, la place a tenu par le sacrifice de nombreux résistants afghans. Au printemps 1838, le shah se décourage. Simonich prend le commandement de l'armée perse et il donne des conseils aux artilleurs inexpérimentés⁵. Le lieutenant Sémino, un Français, parent du général Allard⁶, mène les opérations du siège à la tête du bataillon de Karaguslou. Sa réputation le précédant, les Afghans dirigent la majeure partie de leur contre-offensive contre cette unité. Sémino finit d'ailleurs par être blessé d'une balle dans l'épaule⁷.

La part de l'espionnage dans le siège de Constantine de 1837

L'espion reste un personnage exceptionnel nourrissant les fantasmes les plus extravagants. Le journal *l'Illustration* du 17 mai 1845 retrace l'histoire de Boukandoura. La scène principale tourne autour du siège de Constantine en 1837. Les ingrédients du roman d'espionnage sont réunis : la guerre, la vengeance et la femme Leila. Boukandoura, l'espion arabe, est issu de la tribu des Hadjoutes. Il combat les Français depuis 1830. Il est « grand et fort », « beau mâle et sévère ». Héros, il sauve Leila des chasseurs français. En 1836, il sabre l'arrière-garde de l'armée française qui bat en retraite. En 1837, il surveille le corps expéditionnaire qui se dirige vers Constantine. Il ordonne la tactique de la terre brûlée et fait incendier les meules de paille autour des villages. Charles Poncy, l'auteur de la nouvelle, écrit : « Tour à tour caché, comme une bête fauve, dans les aloès et les

¹ « Lettres politiques. L'Orient. » *Revue des Deux Mondes*, t. 19, 1839.

² *Revue de l'Orient*, 1843, p. 62.

³ Pio Carlo-Terenzio, *La rivalité anglo-russe en Perse et en Afghanistan*, Paris, Rousseau, 1947, p. 43.

⁴ *Revue de l'Orient*, 1843, p. 63.

⁵ Félix-Edouard de Sercey, *Une ambassade extraordinaire. La Perse en 1839-1840*, Paris, l'Artisan du Livre, 1928, p. 27.

⁶ A.M.A.E., M&D, Perse, vol. 11.

⁷ S.H.A.T. 1M 1673.

figuiers de Barbarie, insensible aux piqûres ardentes des cactus, qui serpentent sur le sol comme des vipères, ou bien perché comme un oiseau de proie dans les branches ténébreuses des cèdres centenaires, il put, sans jamais être vu, compter les bataillons, les régiments, l'artillerie, les munitions, tout le matériel de l'armée. » Lors du siège, Boukandoura relève l'emplacement des batteries françaises. Le soir, il explique à Ben Aïssa le dispositif d'attaque des ennemis. Caché dans les précipices du Rummel, il sort la nuit. Il épie les mouvements des assiégeants durant la nuit du 12 au 13 octobre 1837, puis il regagne la ville par la porte d'El-Djedid, au moyen de l'anneau de Ben Aïssa. Après l'ouverture de la brèche, il allume une traînée de poudre pour faire sauter la mine puis il court aussi rapidement qu'une antilope. Dix minutes plus tard, le colonel Combes tombe, blessé à mort. Boukandoura tente de sauver Leila. Il la rejoint chez elle. Capturé, il est écroué à l'île Sainte-Marguerite. Il est rendu à sa patrie, à la fin de l'année 1844, où Leila l'attend. Boukandoura est un personnage de roman.

Le bey de Constantine utilise bel et bien des espions. Benyacoub, l'un des chefs militaires de l'armée d'Ahmed, affecté pour la plaine d'Annaba, se livre aux renseignements. Grâce à ses espions, notamment des vendeurs de produits agricoles, il surveille étroitement les mouvements des troupes françaises, et en informe régulièrement le bey¹. De plus, les Turcs envoient des agents pour maintenir le lien entre Constantine et Constantinople. Depuis le camp de Douera, Saint-Arnaud écrit le 30 août 1837 : « Il paraît qu'Ahmed, soutenu en dessous, se dispose à se défendre pied à pied. » Les combats de retardement contre le camp français de Medjez-Amar les 21, 22 et 23 septembre 1837 ont été conduits par le bey en personne et il aurait été accompagné par un agent du sultan nommé Osman chaouch². Le maréchal Valée rend compte que les derviches envoyés par la Porte naguère dans la province de Bône ont prêché partout la guerre sainte. C'est à leur intervention que l'on doit en grande partie la défense acharnée de la garnison de Constantine³. Valée est inquiet de ces actions. Il demande au gouvernement le rétablissement d'une souveraineté turque sur cette province afin que le sultan cesse d'agir sur les populations arabes. Il écrit que les musulmans de cette partie de l'Afrique ont constamment les regards tournés vers la Porte. Le Divan impérial excite constamment les musulmans contre les Français. Kamil bey, colonel du 2^e régiment de la Garde, a été envoyé à Tunis, puis à Constantine. Sa mission depuis avril 1836 consiste à étudier la situation. Il promet des secours en munitions pour aider à lutter contre les Français. La mission de Kamil bey à Constantine a été l'occasion du rapport le plus important sur les données intérieures de la province de Constantine⁴. La Porte correspond directement avec Hadj Ahmed, pacha de Constantine ainsi qu'avec Abd el-Kader. Elle le fait au moyen de derviches, gens qui peuvent passer partout inaperçus⁵. Un couvent spécial de ces moines est établi à Scutari. Le ministre de l'Intérieur, Pertev pacha, est chargé de ces émissaires secrets. Les préparatifs et l'organisation de la défense de la place de Constantine semblent inspirés, selon le *Charivari*, par des agents anglais. La situation en Algérie préoccupe le ministre des Affaires étrangères. Il est renseigné par des agents. Le *Charivari* s'en fait l'écho et relate un quiproquo :

« Diplomatie à propos de bottes. Cabinet de M. Molé.

– M. MOLÉ : Dieu ! comme je souffre de mes cors ! C'est une infirmité bien incommode que j'ai prise là. On dit que la douleur redouble lorsqu'un orage est imminent. Vont-ils m'en faire endurer à l'approche des orages parlementaires ! Aussi c'est la faute de Martin (du Nord) ; il m'avait promis de m'envoyer un bottier qui a un truc tout particulier pour faire des bottes qui ne gênent pas. Mais le vieil ahuri ne songe plus à la chaussure depuis qu'il est absorbé par les chemins de fer. Enfin, n'en parlons plus ; ma douleur particulière ne saurait me faire oublier les maux de l'État. Je dois recevoir ce matin le juif bédouin que Damrémont m'envoie comme étant parfaitement au courant des affaires d'Afrique, et pouvant servir de négociateur pour la paix que nous sentirons le besoin de faire avec Ahmed bey, lorsque nous aurons pris Constantine. Je suis impatient de voir cet émissaire.

UN HUISSIER. – Un étranger demande à parler à Votre Excellence.

M. MOLÉ, (à part) – C'est mon juif. (Haut) Faites entrer.

(L'huissier introduit l'étranger et se retire)

M. MOLÉ. – Vous êtes la personne que j'attends ?

L'ÉTRANGER. – Oui, Monsir, bour fous serfir.

M. MOLÉ, (à part) – Oh ! comme il a l'accent arabe ! (Haut) J'ai toute confiance dans l'ami qui vous envoie. Ainsi vous pouvez compter d'avance que vous aurez la mienne.

L'ÉTRANGER. – Monsir il edre pien pon. Che verai dout mon bossible bour le gondender.

M. MOLÉ. – Depuis combien de temps êtes-vous à Paris ?

L'ÉTRANGER. – Il n'y a bas long-demps. Mais c'est égal. Che suis au courant.

¹ Confession d'un archiviste algérien.

² S.H.A.T. 1H52. *Moniteur algérien* du 3 octobre 1837.

³ *Ibid.*, 1H53. Lettre du maréchal Valée au comte Molé, 8 novembre 1837, Bône.

⁴ Archives d'Istanbul n°499 65 B. Résumé en turc du rapport écrit en arabe.

⁵ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 67, écrit du marquis d'Eyragues, premier secrétaire d'ambassade qui supplée l'amiral Roussin (en congé de quelques mois), 11 janvier 1837.

M. MOLÉ. – Sans doute... on a dû vous donner toutes les instructions nécessaires. Que dit-on de la France chez vous ?

L'ÉTRANGER. – La France ? on l'aime beaucoup.

M. MOLÉ. – Vraiment ? Ce n'est pas ce que me mande Denys.

L'ÉTRANGER. – Che fous assure gue dout le bays ne temanderait bas mieux gue d'êdre français.

M. MOLÉ. – Vous m'étonnez ; mais il n'y faut pas songer ... relativement à l'Angleterre.

L'ÉTRANGER. – On n'a pas oublié les français depuis Napoléon.

M. MOLÉ. – Napoléon ?... Ah oui ! l'expédition d'Égypte. Ce diable d'homme nous valait presque. Vous croyez donc que ça ira bien dès que vous vous en mêlerez ?

L'ÉTRANGER. – Che fous le garantis. Fous y serez à fotre aise sans êdre augunement chêné.

M. MOLÉ. – C'est précisément ce qu'il faut. Jusqu'à présent nous avons été si fort tourmentés que la place n'était plus tenable.

L'ÉTRANGER. – À qui le dites-vous ! Che le sais bar ma brobre expérience.

M. MOLÉ. – Certainement vous devez le savoir. Et puis ça fait crier... dans la Chambre surtout.

L'ÉTRANGER. – Tans la Chambre et tans les rues aussi. Che sais ce que c'est.

M. MOLÉ. – À votre sens, d'où provient ce malaise ?

L'ÉTRANGER. – C'est dout simple... De vos gors.

M. MOLÉ. – Comment de nos corps ? Ah ! oui ! de nos corps constitués. Vous croyez donc qu'il y a eu inhabileté, maladresse ? Vous pouvez parler franchement.

L'ÉTRANGER. – Certainement, Monsir. Il n'y a pas besoin que te requarter bour s'en abercevoir. Ceux qui fous serfent sont tes maladroits. Il vaut tans ces sordes te cas guelgue chose de plus flexible.

M. MOLÉ. – Plus flexible ? Vous trouvez donc qu'il y a eu trop de raideur ?

L'ÉTRANGER. – C'êdre éfitent. Il faut s'y troufer libre et à l'aise, sans guoi on est chêné et on souffre.

(M. Molé se promène d'un air pensif dans son cabinet).

M. MOLÉ. – Que pensez-vous des Marocains ? Ne gêneront-ils pas ?

L'ÉTRANGER. – Les Marouguins ne chênent pas ti tout. T'ailleurs chen ai à ma tisation de bien pons, de bien sables.

M. MOLÉ, à part – Il pense à tout, ce diable d'homme. Il s'est déjà créé des intelligences à Maroc. (Il se repromène d'un air pensif) De telle sorte que vous espérez réussir sans coup férir ?

L'ÉTRANGER. – Che fous ai tēja dit que che m'en charge.

M. MOLÉ. – Comment vous y prendrez-vous ?

L'ÉTRANGER. – C'est l'affaire tu dalent, de l'habitude ; ça tébend aussi beaucoup tes formes.

M. MOLÉ. – Vous avez bien raison, les formes sont tout dans ces sortes d'affaires. Vous croyez donc qu'on n'a pas employé jusqu'à présent des formes convenables ?

L'ÉTRANGER. – Non, Monsir. C'était drop betit, drop édroit. Ch'emboierai tes formes plus larches, plus...

M. MOLÉ. – Je comprends à merveille. Sur quel pied pensez-vous qu'il faille se tenir pour vous rendre le succès plus facile ?

L'ÉTRANGER. – Beu imborde le bied, un bied ou l'autre, ça m'est bien égal. Che veri suifant le bied.

M. MOLÉ, à part – Damrémont ne s'est pas trompé. C'est un habile homme. (Haut) Il faut tout préparer pour vous mettre de suite à l'ouvrage, car vous ne sauriez vous figurer combien ces embarras gênent la marche du gouvernement.

L'ÉTRANGER. – Che le grois bien que ça chène la marche. Mais, laissez-moi faire, et fous marcherez à l'aise. Tout est brêt.

M. MOLÉ. – Vous avez déjà pris vos mesures...

L'ÉTRANGER. – Bour ça, non. Che ne buis pas brendre la mesure sans fous.

M. MOLÉ. – Vous me flattez...

L'ÉTRANGER. – C'est bour le mesure gue che suis fenu. Ça fa êdre fait tans une minute. Ch'ai ce qu'il vaut sur moi.

(Il tire une poignée de papiers.)

M. MOLÉ. – Ce sont sans doute des documents, des cartes géographiques ?

(L'étranger déploie le papier qui est en bandes.)

Tiens ! il paraît que les Arabes découpent, pour écrire, le papier en longues bandes.

(L'étranger tire un morceau de bois de sa poche, s'agenouille et saisit M. Molé par le pied.)

M. MOLÉ, étonné. – Que veut dire ? ... Ah ! je comprends, c'est une cérémonie de politesse usitée chez ces peuplades lointaines. (Haut.) Oh ! Monsieur... je ne souffrirai pas...

L'ÉTRANGER. – N'avez peur... c'est bien mon intention. Che fous bromets gue fous ne souffrirez plus.

L'HUISSIER, entrant. – Le juif Ben Salomon, envoyé par M. Denys Damrémont, demande à parler à Son Excellence.

M. MOLÉ. – Le juif ? Mais qui êtes-vous donc, vous Monsieur ?

L'ÉTRANGER. – Un potier des Brouvines Rhénanes, nouvellement établi à Paris, que M. Mardin a recommandé à votre excellence.

M. MOLÉ. – Ah ! maintenant je comprends tout à fait. Il paraît que, depuis une heure, j'ai fait de la diplomatie à propos de bottes. »

Les Français utilisent des espions pendant le siège de Constantine. Les officiers du génie font des reconnaissances pour évaluer les forces de la place. Les rapports sont apostillés. Ils mentionnent les effectifs de la garnison. Constantine disposerait de 400 Turcs, 18 000 Kabyles et 14 000 Arabes dont plus de la moitié sont des cavaliers¹. Le capitaine Rey découvre l'existence d'un point faible, une poterne, qu'il a trouvée d'après les indications d'un guide maure. La ville est infiltrée. Le journal des opérations de l'artillerie pendant le siège indique à la date du samedi 7 octobre 1837 que depuis la fenêtre d'une grande caserne doit partir le 13, à neuf heures du matin, le cri « Vive le Roi ! » Le signal est donné le 13 octobre 1837 depuis Constantine. Il marque le début de l'assaut. La prise de Constantine détruit les dernières illusions des Turcs à propos de l'Algérie.

¹ S.H.A.T. Algérie 1H51.

II

LA CRISE ORIENTALE

1839-1840

Casus belli : des ambitions à contrecarrer

Le 15 octobre 1838, Méhémet-Ali part pour le Soudan. Il annonce y chercher de l'or, laissant la diplomatie fort inquiète sur l'avenir de la paix en Orient. Se rendant sur le Nil Bleu, il porte des cadeaux aux princes africains, comptant s'en faire des clients. Il est de retour le 15 mars 1839 et trouve les consuls européens toujours opposés à ses projets d'indépendance¹. Le journal *Sun* estime que les rumeurs de guerre entre la Porte et l'Égypte sont exagérées². Ces rivaux ne peuvent pas braver les dispositions pacifiques des grandes puissances ! Au début de l'année 1839, Edem bey, ministre de l'Instruction publique et faisant office d'ambassadeur d'Égypte en Angleterre, est arrivé à Lackbeare. Reçu chez son ami Bowring, il s'est empressé pour enrichir la littérature de son pays de se procurer la traduction de tous les ouvrages anglais présentant un intérêt reconnu.

Pendant ce temps, la France est en proie à la crise politique, le comte Molé ne parvient pas à former un ministère. Il a offert sa démission en janvier 1839. Le roi Louis-Philippe la refuse, décide de dissoudre la Chambre et demande au maréchal Soult de prendre la tête du cabinet. Après quelques jours de réflexion, le duc de Dalmatie recule face à la totale confusion parlementaire. L'opposition gagne les élections du 2 mars. Le roi accepte finalement le départ de Molé et le 8, il charge le maréchal Soult de constituer un gouvernement. Soult consulte chacun des chefs de la coalition victorieuse : Guizot, Thiers et Odilon Barrot. Il essaie de les associer mais Thiers sape tous les accommodements possibles. Le maréchal, furieux, déclare bien haut qu'il ne peut pas traiter avec « un révolutionnaire », un « intrigant » et un « homme perdu » ! Une insurrection dans laquelle trempe Auguste Blanqui et la Société des Saisons échoue à Paris le 12 mai 1839. Les républicains sont de plus en plus menaçants et risquent d'accéder au pouvoir. La secte légitimiste des sauveurs de Louis XVII, attendant le changement, remplit les almanachs de prophéties pour l'an 1840.

En Asie centrale, les Russes poursuivent leur expansion et poussent les Perses à assiéger la ville d'Hérat. Face au statu quo dans la question d'Orient, le sultan Mahmud affirme : « Les souverains de France et d'Angleterre me parlent de leur amitié ; je ne puis y croire après Alger, Navarin et leur conduite à l'égard du Pacha d'Égypte. Et depuis ont-ils à mon égard accompli les devoirs de fidèles serviteurs ? » Les Turcs ont décidé d'agir. La guerre civile est rallumée dans la montagne libanaise. La révolte du Hauran affaiblit l'armée égyptienne qui perd 15 000 hommes. Le sultan profite de cette situation. Il rompt subitement la paix et Ibrahim pacha est obligé de battre les Turcs, une nouvelle fois, en remportant une grande victoire à Nezib, le 24 juin 1839. Cette bataille fait retrouver à Ibrahim pacha sa « force de vingt ans » et suscite des troubles au Kurdistan. Le sultan Mahmud II meurt, la flotte turque trahit et rejoint Alexandrie. L'empire égyptien est à son apogée et il est sur le point de mettre un terme au pouvoir des consuls européens au Levant. Épouvante en Europe, la France alliée de Méhémet-Ali risquerait d'entrer en possession de Constantinople ! Alexandre Dumas écrit : « L'empire turc n'était donc plus qu'une espèce de façade sans profondeur, à travers les brèches duquel, des Dardanelles on voyait les Russes, et d'Odessa on voyait les Égyptiens.³ » Le maréchal Marmont prend conscience de la gravité du moment : « La carte indique toujours une Turquie, et le sultan est encore compté au nombre des souverains ; mais le moment n'est peut-être pas éloigné où tout disparaîtra à la fois.⁴ »

La Grande-Bretagne se méfie de la Russie. Elle redoute une invasion des Indes par l'Afghanistan. Elle est tout autant inquiète de la force grandissante d'un Napoléon égyptien et Londres accorde au nouveau sultan ottoman son appui total, d'autant plus qu'en Algérie, 30 000 colons se fixent, et qu'entre Tripolitaine et Cyrénaïque, au débouché du Bornou, une implantation française se profile. La Méditerranée est en train de devenir un lac français. Victor Hugo se promenant à Avignon, ville d'Orient par le souffle de ses nuits, « ville turque » avec ces « têtes d'hommes, brunes et hâlées » qui « se montraient sur les hautes murailles », écrit le 26 septembre 1839 : « Il y a

¹ Adolphe d'Angeville, *La vérité sur la question d'Orient et sur M. Thiers*, Paris, 1841, p. 26.

² *Moniteur universel* du jeudi 30 mai 1839.

³ Alexandre Dumas, *Histoire de la vie politique et privée de Louis-Philippe, depuis son avènement jusqu'à la révolution de 1848*, Paris, 1853, t. II, p. 145.

⁴ Marmont, *Mémoires du maréchal Marmont, duc de Raguse, de 1792 à 1841*, Paris, Perrotin, 1857, t. 9, p. 139.

déjà dans les nuits d'Avignon un souffle du ciel de Grèce et d'Italie. On sent, à ce courant d'air charmant, que la porte de l'Orient est là, tout près, entre-bâillée. »

Promulguant l'édit de Gülhané, le jeune souverain Abdülmecit décide le 3 novembre 1839 de réformer l'État ottoman. Ce texte apparemment libéral n'a qu'un seul but : définir de nouvelles capitulations sous couvert de la modernisation. Cette révolution sur le papier, qui proclame que la vie et l'honneur sont les biens les plus précieux qui existent, mais malgré Nezib, la morgue du divan ne faiblit pas. Les intellectuels roumains nourrissent alors l'idée de reconstituer la Dacie de Trajan face à un Empire ottoman moribond. Après la chute de Napoléon, la vieille harmonie des monarchies avait été rétablie mais elle reste agitée par les mouvements des peuples.

Le maréchal Soult fait tout son possible pour maintenir l'Entente cordiale mais le 1^{er} mars 1840, Thiers le remplace. C'est l'avènement de la politique nationale. On annonce le retour des cendres de l'Empereur. L'escadre française du Levant, sous le commandement de l'énergique amiral Lalande, s'entraîne inlassablement à un conflit qui semble imminent. Les puissances ne sont pas dupes de la politique française qui appuie ouvertement l'Égypte. Les entretiens qu'ont l'ambassadeur Guizot et le ministre anglais des Affaires étrangères Palmerston ne peuvent plus rien changer. La Russie se rapproche de l'Angleterre et offre de renoncer au traité d'Unkiar-Skelessi. L'Angleterre a les coudées franches et elle a décidé d'intervenir. Le gouvernement français se trouve dans une impasse relativement à la question d'Orient. La Chambre émet une pensée unanime à ne pas vouloir sacrifier Méhémet-Ali.

Le 15 juillet 1840, la Russie, l'Autriche, l'Angleterre et la Prusse signent une convention à Londres, sans demander l'avis du cabinet des Tuileries. Ce texte prévoit de régler la question d'Orient, sans la France, informée du fait accompli par voie officielle le 17 juillet. Guizot est impuissant face à ce traité qualifié de *Waterloo de la diplomatie* par Lamartine très critique. L'opinion publique française clame son indignation. Les républicains et les bonapartistes sont prêts, il faut faire la guerre. La perfide Albion revient sur une alliance qui garantissait la paix et la prospérité de l'Europe. Le *journal des Débats* du 4 août 1840 titre : « Ce coup de théâtre ressemble presque à un guet-apens. » Le Liban s'agite, en dépit des efforts faits par Ibrahim pacha pour désarmer les rebelles. Les Turcs ne demandaient que soumission et tribut. Le pacha d'Égypte Méhémet-Ali, lui, emploie les Arabes dans ses armées, de gré ou de force.

Par son poids démographique, 34 millions d'habitants, la France n'est plus vraiment en mesure de soutenir seule une guerre contre l'Europe coalisée. Le Premier ministre Thiers bluffe. Les négociations qu'il mène suivent une approche par un modèle de risque : la cindynique. Il s'expose à compromettre des alliances chèrement acquises dans le passé. Il pousse les armements, décrète les fortifications de Paris, met le pays en état d'alerte et demande à Guizot d'user de moyens dilatoires à Londres¹. « L'Europe est faible contre nous, proclame *Le Temps*. Nous jouerons avec elle le formidable jeu des révolutions. » Lamartine entrevoit le danger de la situation internationale et craint un conflit mondial, une guerre extrême, une guerre révolutionnaire. Thiers est soutenu par Montalembert et Tocqueville. Ce dernier écrit dans une lettre le 7 août 1840 : « [...] Dans l'état d'irrésolution et de crainte où sont encore tous les Cabinets, il ne reste plus qu'un moyen d'empêcher la guerre, c'est d'avoir l'air très déterminé à la faire. Les démonstrations les plus fières et les plus coûteuses sur ce point me paraissent de la sagesse. » Le 22 septembre 1840, Palmerston écrit au chargé d'affaires de Paris : « Une idée de Thiers semble être qu'il pourrait s'attaquer à l'Autriche, et laisser de côté les autres puissances. Je vous prie de le détromper [...]. Si la France attaque l'Autriche à raison du traité, elle aura affaire à l'Angleterre aussi bien qu'à l'Autriche, et je n'ai pas le moindre doute qu'elle n'ait aussi sur les bras la Prusse et la Russie. » Comment interpréter l'obstination de Thiers ? Metternich s'écrie : « M. Thiers aime qu'on le compare à Napoléon. » Il semble bien que l'historien de Napoléon a fait siennes les idées de son héros et adopte une posture napoléonienne qui fait frémir toute l'Europe. Le ton énergique de Thiers ne suffit pas. Palmerston est décidé à appliquer son plan et dit : « Thiers commencera probablement à faire le bravache, mais nous ne sommes pas des gens à nous laisser épouvanter par des menaces. »

Le terroriste Darmès tire sur la voiture de Louis-Philippe le 15 octobre 1840. Son geste est motivé par la chute de Beyrouth. Conséquence inattendue, visiblement peu affecté, le roi, avouant préférer le port du parapluie à celui du sabre, exige la démission de Thiers cinq jours après. L'option de la guerre à outrance est rejetée. Ce sont treize gouvernements, quatorze même si l'on compte le ministère dit des « Trois Jours » du duc de Bassano (novembre 1834), qui se sont succédé depuis le 29 juillet 1830.

La « politique nationale » de Thiers a échoué parce qu'elle n'a pas appliqué les principes qu'elle prônait. La flotte anglaise bombarde, sans coup férir, les ports syriens. La France n'a pas joué jusqu'au bout son rôle de sanctuaire pour l'Égypte face à l'Empire ottoman et à ses alliés. Le bluff de Thiers, ses intimidations, n'ont pas réussi : un pas en avant, deux en arrière avec l'Empire britannique. Lui qui affirmait pourtant, un peu flambard, que : « Jeté à l'écart, je reviendrai, tandis que la guerre à tout le monde est une chose affreuse. » François Guizot prend les rênes de la politique étrangère en pleine crise orientale, sous l'œil expérimenté du vieux briscard, le maréchal Soult surnommé « l'Illustre fourreau » et rappelé à la présidence du Conseil. Ce gouvernement, salué par

¹ Villepin (présentation de Dominique de), *Histoire de la diplomatie française*, Paris, Perrin, 2005, p. 555.

les Allemands, assure enfin une stabilité politique à la monarchie de Juillet. Guizot pense que : « dans la crise que la question d'Égypte avait suscitée entre la politique de la guerre et celle de la paix, l'importance de ce grand nom militaire était plus que jamais incontestable; et j'avais lieu de penser que le maréchal sentait aussi mon importance, et qu'il compterait soigneusement avec moi. » Sult et Guizot tentent ensemble de réparer les erreurs qui ont sérieusement mis à mal l'Entente cordiale franco-britannique. C'est un cabinet de la paix qui est installée depuis le 29 octobre 1840. Guizot veut prouver aux Français que le cabinet anglais, malgré des apparences contraires, attache à leur amitié, à leur concours, beaucoup de prix. « Ce n'est pas l'étendue, c'est le fait du sacrifice qui importe. »

Les Britanniques jubilent. L'armée égyptienne est battue le 8 novembre, Saint-Jean d'Acre tombe le 27 novembre. Palmerston écrit à Granville le 8 décembre 1840 : « Ce jour nous apporte une masse de bonnes nouvelles : la soumission de Méhémet. La première met fin à la question égyptienne. Le grand point maintenant sera de régler les derniers détails, de telle sorte que Méhémet soit réellement et *bona fide* un sujet du Sultan, non un dépendant et un instrument de la France. » Guizot va renouer des liens avec Londres et chercher en Algérie les compensations territoriales auxquelles la France estime avoir droit. Le choix de l'occupation totale est fait au lendemain de la crise internationale de 1840, qui s'est soldée pour la France par un camouflet diplomatique et par un accès de fièvre nationaliste. On donnerait aux patriotes l'Algérie, pour les dédommager de la rive gauche du Rhin. Domination, soumission, acculturation se partagent un Orient en devenir. La Grèce émancipée cherche à rallumer la flamme de l'hellénisme conquérant. La Réaction turque est violente. Le 13 février 1841, le sultan accorde l'hérédité à Méhémet-Ali. Il ne faut pas s'y tromper, le vice-roi est assimilé à un simple pacha de l'empire. La vallée du Nil redevient une province ottomane. En Syrie, la situation est malheureusement terrible car la guerre civile éclate entre les chrétiens maronites et les Druses musulmans. En juillet, la France adhère à la convention internationale des Détroits par laquelle ceux-ci sont fermés en permanence aux flottes de guerre. La Russie se voit assurer du contrôle de la mer Noire. L'Empire ottoman obtient que la sécurité de Constantinople fasse l'objet d'une garantie. Londres, après avoir découragé les grandes ambitions françaises, interdit l'entrée des Russes en Méditerranée. Guizot crée les conditions d'un possible accommodement avec l'Angleterre, désormais résignée à l'occupation de l'Algérie, et qui ne donne pas suite aux ouvertures d'Abd el-Kader.

10.

Nezib

Méhémet-Ali séjourne en Crète où le docteur Clot bey lui lit à haute voix des épisodes de la vie de Napoléon, puis le pacha voyage au Soudan. Lors de ces séjours, il égrène ses souvenirs et songe à l'avenir. Ajournerait-il ses projets d'indépendance pendant que son fils Ibrahim pacha est confronté à une insurrection druse majeure dans le Hauran ? Des rebelles surprennent et égorgent les détachements égyptiens qui occupent les défilés. Les Druses laissent les colonnes pénétrer puis ils les massacrent. Dans les plaines, des garnisons sont massacrées. Pas de quartier. Les Druses ne font pas de prisonnier. Le feu de la révolte se propage comme une traînée de poudre à la fin de l'année 1837. L'historien Paul Mouriez écrit : « Ce fut une guerre d'extermination ; repoussés sur un point, les Druses en étaient quittes pour aller se reformer sur leurs monts inaccessibles, et revenaient à la charge pleins d'ardeur ; plus on en détruisait, plus il semblait en renaître, tandis que, lorsque les Égyptiens avaient le dessous, il était fait d'eux une horrible boucherie. » Cette révolte décide le sultan Mahmud à armer. Elle apprend à l'Angleterre les ressources qu'une insurrection peut lui offrir en Syrie. Une guerre commence.

L'insurrection druse de 1837-1839

Ibrahim pacha a ordonné la conscription obligatoire chez tous les musulmans de Syrie. Redoute-t-il une agression turque par le nord ? Il fait hâter les préparatifs militaires et embarquer l'artillerie pour Alexandrette. Partout règnent la haine et l'épouvante. Dans la soirée du 24 octobre 1837, tandis que les habitants de Saïda sortent des mosquées, les soldats égyptiens de la garnison paraissent aux portes et s'emparent des jeunes gens. Ils opèrent dans les rues une véritable razzia. « On n'entendait toute la nuit et de par toute la ville qui ressemblait à une ville prise d'assaut, que des cris et des hurlements », raconte l'agent français de Saïda. Dans le Taurus, les Kurdes luttent victorieusement contre les Égyptiens. Entre Antioche et Lattaquié, les montagnards, fatigués d'exploiter le bois, incendient les forêts. Tout le pays flambe. Le vent propage le sinistre. Par le fouet et par le glaive, il faut des hommes à Ibrahim. Trop longtemps, le Liban a été ménagé et les villages doivent fournir leurs contingents de soldats. Mais la montagne est grande et les sentiers impraticables.

Lorsqu'en décembre 1837, l'autorité égyptienne réclame trois cents soldats aux Druses du Hauran, elle doit faire face à un vaste mouvement réfractaire. Pour échapper à la conscription, les Druses abandonnent les villages et désertent les collines. Avec leurs vieillards, leurs enfants et leurs troupeaux, avec leurs livres saints et leurs étendards, ils s'en vont. Au passage, ils pillent quelques hameaux chrétiens et turcs, puis se réfugient dans le Ledja. Cette région marquée par le volcanisme offre quantité de refuges. Gorges et cavernes y sont nombreuses. Le Ledja est un désert sans oasis, une montagne avec ses abîmes, une mer perfide, un volcan dévastateur. Le nombre des fuyards augmente de jour en jour. On raconte dans les souks de Damas que 7 à 8 000 Druses ont quitté le Hauran.

Trois régiments d'infanterie et une compagnie d'artillerie, sous les ordres de Mohammed pacha, général de division, entrent dans le Ledja. Les Druses font le vide devant les troupes égyptiennes qui occupent sans coup férir des villages abandonnés sur la lisière du pays, et pénètrent facilement dans le désert volcanique. Ils ne rencontrent personne. L'attention se relâche. Difficilement, à travers les rocailles, cavaliers et soldats avancent sans hâte. Mohammed pacha et Yacoub bey, colonel du 1^{er} régiment de la garde, marchent en tête de la colonne avec trois cents hommes. Tout à coup, ils aperçoivent les premiers déserteurs. Ils se mettent à les poursuivre avec une telle ardeur que l'avant-garde se trouve séparée du reste de la troupe. Ils s'avancent imprudemment dans une gorge. Les Druses sont embusqués. Soudain, la fusillade éclate depuis des trous et des crêtes rocheuses. Aux deux premières détonations, Mohammed pacha et Yacoub bey s'abattent, foudroyés. La petite colonne, encerclée par un ennemi invisible, est presque entièrement massacrée. Quelques blessés que la terreur a rendu fous parviennent à s'échapper. Ils fuient la gorge maudite et regagnent le gros de l'armée qui s'avance sans méfiance et sans crainte.

Et la panique est avec eux. Vainement les officiers tentent de rallier leurs régiments. « La frayeur était tellement grande, raconte Baudin, agent consulaire de France à Damas, que beaucoup de soldats laissèrent leurs fusils et leurs gibernes pour courir plus vite. » Les guérilleros armés de longs mousquets dévalent les pentes basaltiques et visitent la vallée : 175 blessés, 560 tués ou prisonniers, 1 525 armes à feu et 2 000 sacs abandonnés par les Égyptiens. Voilà le premier coup de fusil des Druses !

Les rebelles encouragés par leur victoire s'installent dans le Ledja. Ils ont du blé et des munitions. Leurs troupes sont considérables. Seule l'eau manque et ils doivent aller la chercher assez loin. Cherif pacha, gouverneur de Damas, quitte précipitamment la ville avec des troupes fraîches pour rallier les troupes égyptiennes désorganisées. Les Druses livrent trois combats consécutifs, taillent en pièces cinq régiments et s'emparent d'une partie de l'artillerie égyptienne. Achmet-Menykli pacha, ministre de la Guerre, qui a été appelé du Caire en toute hâte, est grièvement blessé et repart pour l'Égypte. À la nouvelle de ce désastre, Ibrahim pacha, retenu à Alep par la maladie, éclate en fureur contre Cherif pacha, s'écriant qu'il n'y a pas un seul général capable dans toute l'armée et qu'il faut qu'il soit lui-même partout. Les Druses attendent. Ils sont maintenant armés et inexpugnables dans une forteresse naturelle :

« L'échec éprouvé par les troupes égyptiennes, note Deval, consul de France à Alep, le 9 mars 1838, doit avoir influé sensiblement sur leur moral et peut avoir des situations fâcheuses. L'armée de Méhémet-Ali en Syrie ne s'élève guère qu'à 20 000 hommes et ces troupes sont loin de pouvoir être comparées à celles qui ont obtenu de si brillants succès contre l'armée du Grand-Seigneur. Les Syriens qui en font partie en assez grand nombre n'ont pas la force physique des Égyptiens et ne sont pas propres à résister aux fatigues et aux privations ; ces derniers ayant d'ailleurs été arrachés à leurs foyers, on doit s'attendre qu'ils saisiront toutes les occasions qui pourront se présenter pour désertir. Je crois qu'il n'y a dans l'armée égyptienne que deux généraux capables d'exercer des commandements importants. Ce sont Ibrahim pacha et Soliman pacha. Mais chacun sait qu'Ibrahim pacha voit de mauvais œil l'ancien colonel Sèves et que son amour-propre et son fanatisme musulman auraient été blessés s'il avait dû avoir recours à un militaire européen pour rétablir la tranquillité chez lui. »

Ces sentiments ne sont pas uniquement éprouvés par le consul de France à Alep, mais par la Syrie tout entière. Devinant le malaise, Ibrahim charge, bon gré mal gré, Soliman pacha de commander l'expédition contre les Druses. Peut-être espère-t-il au fond de son cœur un échec retentissant ? Mais Soliman pacha juge rapidement la situation. Rompant avec la tactique de ses prédécesseurs, et peu soucieux de se jeter dans un pays difficile dont la meilleure carte est celle de Burckhardt, un amateur, et à peine connue de l'état-major égyptien, « il va tâcher de cerner la position de l'ennemi, de lui couper l'eau, de le harceler mais non d'entrer la tête baissée dans son repaire ¹ », rapporte Baudin. Couper l'eau, voilà le point vital, essentiel. C'est par la soif terrible qui rend lâche et fou, que Soliman pacha veut vaincre.

Vers le milieu du mois d'avril, Ibrahim arrive à Damas avec 1 800 Albanais amenés de Candie. Il annonce vouloir en finir avec les rebelles. Les Druses, bloqués dans le Ledja par les troupes de Soliman pacha, pressentant l'instant décisif, se battent courageusement. Quatre jours de suite, ils attaquent le camp de Sorgia. Ils sont repoussés car les troupes fraîches et l'artillerie de renfort ont pu opérer leur jonction avec l'armée de Soliman pacha. Se sentant perdus, les Druses envoient quatre de leurs chefs en parlementaires pour demander grâce et pardon. Ibrahim refuse, retient deux chefs en otage et en renvoie deux autres pour dire aux rebelles de se préparer à se défendre, car il va à son tour les attaquer et que, s'ils ont besoin de munitions, il est prêt à leur en céder. Les Druses renvoient leurs parlementaires le soir même en compagnie de dix notables pour implorer la paix. Ibrahim promet d'être clément si les rebelles rendent les armes. Mais la méfiance règne dans les deux camps. Baudin écrit le 30 avril : « Les Druses ont refusé de consigner les armes tant que l'armée serait en présence, ce qui a mis Ibrahim pacha en fureur et le lendemain mercredi il a fait entrer son armée dans le Ledja et depuis lors jusqu'à samedi soir, date des dernières nouvelles, il repoussait les Druses de village en village, toujours avec avantage, mais jusqu'à cette date il n'avait pas encore rencontré de forces imposantes de manière que l'on pense que le gros des Druses est parti pour le Désert, du côté de Bagdad. » Les Druses fuient et font le vide. Le 1^{er} juin, Soliman pacha écrit à Baudin : « Le 1^{er} de ce mois (mai), nous avons rencontré les rebelles près d'Aïn-Cardèle où nous allions détruire leur camp ; leur perte a été considérable. Un des leurs faits prisonniers hier l'évalue à 300 hommes. Les Druses manquent absolument d'eau et ils sont continuellement obligés de faire de longues marches dans les pierres pour s'en procurer une quantité bien insuffisante. Leur position n'est plus tenable, le seul endroit où il leur restait un peu d'eau va être occupé par Son Altesse qui est parti pour cela. Ce sera leur coup de grâce et ils seront dans l'impossibilité de tenir davantage. Pour moi je regarde déjà l'affaire comme terminée et je ne crois pas notre retour à Damas bien éloigné. » Les Druses qui paraissent exterminés reparissent brusquement en nombre. Ils sortent d'on ne sait où. À peine Ibrahim les a-t-il chassés d'un village qu'ils le reprennent dans la nuit. Les Égyptiens occupent-ils un réservoir d'eau où vont s'abreuver les troupes des rebelles que ceux-ci s'emparent d'un convoi de munitions. Ce jeu de cache-cache, dont l'indépendance d'un peuple est le but, menace de durer des

¹ Paule Henry-Bordeaux, « L'insurrection druse de 1837-1839 », *Revue de Paris*, 1^{er} juin 1926, p. 595.

années. La guerre se propage au Liban. Chibli El-Arian à la tête de sept cents Druses bousculent l'armée égyptienne et attaque la ville de Racheya. La forteresse tombe. Le gouverneur est assassiné. Hasbeya, la ville sainte, est à son tour assiégée. Le mouvement insurrectionnel s'étend. Tous les Druses qui exècrent la conscription égyptienne, tous les mécontents, tous les transfuges de la montagne, à quelque religion qu'ils appartiennent, viennent se joindre aux vainqueurs de Racheya. Près de 5 000 rebelles seraient aux côtés de Chibli El-Arian. À Constantinople, on attend et on espère. Le gouvernement ottoman commence à concentrer ses troupes sur la frontière syrienne.

Les Druses agissent avec habileté. Ils évitent d'attiser les haines. Ils ne font de mal qu'aux employés égyptiens. À Racheya et à Hasbeya, les maisons du gouverneur sont les seules qu'ils ont livrées à l'incendie et au pillage. « Les chrétiens qui s'attendent à tout, raconte le consul de France à Beyrouth, n'ont éprouvé aucun mauvais traitement ; ils sont entièrement libres de s'unir aux rebelles ou de rester neutres. » Cependant les troupes égyptiennes, à la poursuite des Druses, entrent dans Racheya, comme dans une souricière, et sont assiégés, à leur tour, par les insurgés venus de tous les points du Liban. À marche forcée, Ibrahim accourt du Hauran pour débloquer la ville et bat les troupes de Chibli El-Arian. Malgré cette défaite, les Druses continuent tranquillement leurs préparatifs de guerre. Ils fortifient et approvisionnent leurs villages du Djebel-ech-Cheik (la montagne du vieillard à cheveux blancs). Ces villages surplombent les vallées. Le mieux défendu est Chiba, véritable nid d'aigle taillé dans le roc. « Le mouvement des insurgés est beaucoup plus important qu'on ne le croyait dans le principe, écrit Alexandre Deval, le 30 juin 1838... On doit d'après cela s'attendre à de la résistance de la part de cette nation qui aura l'avantage de combattre dans des montagnes qui lui sont parfaitement connues... Ibrahim pacha paraît compter sur Béchir, mais ne peut-il y avoir des changements dans la politique de ce prince dont le gouvernement égyptien a paru se méfier et dont il ne réclame l'appui que dans un moment pour ainsi dire désespéré ? »

Au village de Garyfy, à quatre heures de marche de Djoun, le bétail a été enlevé. La route entre Acre et Saïda est devenue impraticable. En plein jour un homme a été assassiné aux portes de la ville ; et les gens n'osent plus dormir à la belle étoile dans les vergers, comme c'est la coutume en été. Et les moines de Deir-el-Mkhallass ont rassemblé en hâte leurs ornements et leurs objets précieux et les ont envoyés à Saïda. Les chemins sont semés d'infortunés paysans saisis de panique à l'approche d'Ibrahim. Les routes sont hantées de rôdeurs appartenant aux deux camps, prêts à dépouiller les fuyards et les fermes isolées. Les premiers soldats égyptiens, la main droite coupée par les Druses qui ne font pas de prisonnier, apparaissent à Djoun. Le docteur Meryon, le compagnon de voyage de Lady Hester Stanhope, qui se trouve à ce moment en Syrie et maudit tous les rebelles, lui apprend ces mauvaises nouvelles. Celle-ci renchérit : « Oh ! ce n'est pas tout, les habitants de Djoun sont dans une frayeur ! Ils parlent de désertir en masse le village et Fatoôm (une fille de service) m'a demandé de laisser la vache de sa mère dans mes étables. Mais je leur ai donné l'ordre de rester où ils étaient, affirmant qu'il ne leur arriverait aucun mal... »

Lady Stanhope a de l'argent dans ses coffres. Meryon l'engage à régler ses affaires : « Il vaudrait mieux payer aux domestiques les six mois de gages qui leur sont dus afin que, s'il arrive quelque chose, chacun puisse s'en aller de son côté. – Oh ! riposte Lady Stanhope, je n'ai pas peur. Si les Druses arrivaient, je laisserais toutes mes portes grandes ouvertes et je ne craindrais pas qu'ils fassent tomber un cheveu de ma tête... D'ailleurs j'ai prévu tout cela ; j'ai prévu qu'on ne pourrait plus aller de Djoun à Saïda, prévu que la campagne serait sillonnée d'hommes armés de pied en cap ; mais je resterai aussi calme que si j'assistais à un bal. Que tous les lâches s'en aillent... Je n'ai besoin que de ceux qui peuvent envoyer une balle là où je le leur commanderai. Pourquoi est-ce que j'entretiens de solides gaillards comme Seyd Ahmed et quelques autres ? Parce que je sais qu'il leur serait aussi égal de tuer une centaine de personnes que de manger leur dîner. Vous vouliez que je les chasse et vous me blâmiez de garder des individus dont les mines ne vous rassuraient guère ! Eh bien, oui ! Ils sont incommodes et turbulents parce qu'ils n'ont rien à faire, mais je savais que l'heure viendrait où ils seraient utiles, et maintenant vous verrez...¹ » L'émir Bachir, quant à lui, souhaite la paix : « Sachez tous que, en considération de l'assurance de votre attachement et de votre obéissance à cet heureux gouvernement, il a été émané un ordre général de Son Altesse mon auguste maître, le Vice-Roi, dont le sens élevé est qu'il vous fait présent de 16 000 fusils et des munitions pour vous garder vous-mêmes et pour mépriser vos voisins les Druses, nation rebelle, sans foi, qui renie l'existence de Dieu très haut en le jour de la résurrection. Dieu fasse que le droit de porter les armes appartienne toujours et éternellement à vous, à vos enfants et aux enfants de vos enfants. » Et il menace de destruction « tout village ou toute maison druse dont les habitants auraient été se joindre aux insurgés. » L'attitude de Bachir va décider du sort de la Syrie. Si les maronites marchent avec Chibli El-Arian, c'est la défaite des troupes égyptiennes prises dans un étau et c'est le soulèvement général de tout un pays indigné par six ans d'impôts vexatoires. L'hostilité déclarée des chrétiens, c'est l'écrasement de la révolution, la victoire d'Ibrahim.

L'étau se resserre autour de la petite armée druse. Le 18 juillet 1838, l'émir Bachir envoie une lettre triomphale au gouverneur de Beyrouth : « J'ai reçu, ce matin mercredi, une lettre de mon fils l'émir Halil, par laquelle il

¹ *Ibid.*, p. 599.

m'annonce un engagement qui a eu lieu dimanche passé, des troupes de la montagne avec les insurgés. Ces derniers ont perdu beaucoup des leurs dans cette rencontre. Le même jour les troupes victorieuses de Son Altesse ont également donné et ont aussi anéanti bon nombre des insurgés. Lundi l'émir Halil et les siens se sont avancés jusqu'au village de Chiba. Ils ont chargé les rebelles qui n'ont pu tenir et qui, en fuyant, sont tombés sous les coups des troupes égyptiennes. Les insurgés ont dû alors mettre bas les armes, demandant grâce et implorant la pitié de leurs erreurs. Comme dans ce gouvernement la clémence est le complément de la victoire, leurs prières n'ont pas été rejetées. Avant le soir beaucoup d'armes ont été consignées. Les bannières de la puissance victorieuse ont dissipé les nuages de l'égarement et de la désobéissance. »

Lady Stanhope soutient la guérilla dans la montagne du Liban. Elle aide le chef druse Chibli El-Arian. Elle suit passionnément la lutte. Elle la commente avec fièvre dans les lettres qu'elle envoie en Angleterre, augmentant d'ailleurs le nombre des combattants, amplifiant le succès des Druses, leur ajoutant même des victoires, multipliant à l'infini les pertes égyptiennes, jonglant avec le chiffre des effectifs. Voici le raccourci éblouissant qu'elle trace de l'insurrection : « Ibrahim Pacha a commencé la guerre dans le Hauran avec 45 000 hommes ; les Druses n'ont que 7 000 hommes aidés par quelques tribus des Arabes du désert. Ibrahim Pacha a perdu 30 000 hommes entre les troupes du Nizam, comme on les appelle, les Sugman et les Albanais, sans compter les blessés. L'armée druse, je crois, n'excède pas 2 300 hommes ; mais chaque soldat en vaut vingt à lui tout seul. Le dernier siège de la guerre était à 14 lieues de ma résidence, à vol d'oiseau. Les Druses, après avoir bien défait Ibrahim et tué quelques-uns de ses officiers, se sont retirés dans le Hauran, poursuivis par le Pacha. » 30 000 Égyptiens tués ou prisonniers ! Mais Ibrahim pacha n'aurait plus un seul soldat dans toute la Syrie ! Lady Stanhope se trompe dans ses évaluations. Ce qui est exact, c'est que quelques insurgés ont franchi la montagne sous le commandement de Chibli El-Arian. Courroucé, Ibrahim les poursuit. Il maudit une fois encore ces maudits Druses insaisissables qui rompent les mailles du filet.

Pour obtenir la victoire, les Égyptiens prennent les puits et assoiffent les Druses. Ibrahim pacha songe même à les empoisonner. Le pharmacien Figari part de Damas avec une importante quantité de sublimé corrosif¹. L'inhumanité de la mesure fait changer d'avis Ibrahim pacha au dernier moment. Méhémet-Ali reste, quant à lui, persuadé que la révolte est encouragée par quelques Européens, que les consuls y prennent part, que les négociants anglais fournissent des armes et des munitions aux insurgés. Le 31 juillet 1838, le généralissime égyptien transmet au consulat de Beyrouth un bulletin victorieux : « J'ai fait savoir auparavant que les Druses de Hasbeya et de Racheya, après avoir été battus, ont demandé grâce et ont mis bas les armes. Je me suis ensuite porté avec l'armée sur l'Edja ; et en un jour, les Druses et les Arabes qui y étaient attroupés, se sont rendus. Par pitié pour leurs enfants et pour leurs femmes, je leur ai fait grâce. Ils ont consigné leurs armes et retournent à leurs villages. Comme c'est une affaire tout à fait terminée, je vais avec les troupes partir pour Damas. » Les fusils rendus par les Druses sont pour la plupart inutilisables. Chibli El-Arian avec quelques gaillards déterminés poursuit le combat et terrorise les environs de Damas. Lady Stanhope le sait et en rit : « En ce moment Ibrahim Pacha les poursuit et a donné des ordres aux voleurs Bédouins qu'il a appelés d'Égypte (les Hanadès), pour capturer le plus grand des héros druses et le lui amener en vie. Il est tellement frappé par le courage de cet homme qu'il voudrait l'employer à son service. Pauvre Pacha ! Je pense qu'il a fait un mauvais calcul en pensant qu'un membre de la famille des Arian, de ces hommes accoutumés comme leurs ancêtres à régner avec une autorité souveraine dans leur château de Gendal, s'avilirait en devenant esclave pour sauver sa femme. Chibli El-Arian n'est pas seulement un héros dans la bataille, mais un Démosthène dans le conseil ; et les grands tremblent à sa voix.² » Lady Stanhope est vite déçue. Chibli El-Arian est contraint de se rendre³ face aux irréguliers albanais de Mustapha pacha renforçant une armée égyptienne qui n'a pas hésité à assoiffer les rebelles en tarissant les sources de la montagne⁴. Chibli El-Arian rend désormais visite chaque jour à Ibrahim pacha pour avoir de l'emploi dans l'armée égyptienne. Il est finalement envoyé vers ses anciens amis et alliés pour obtenir leur reddition. Ibrahim pacha, las de cette résistance, amnistie tous les Druses rebelles. Les insurrections perdurent. La clémence ne réussit pas mieux que la répression. La Porte, observant la situation, se décide à agir.

L'offensive de l'armée turque

Le mécontentement des Syriens face à l'autorité égyptienne, qui s'exprime dans l'insurrection druse de 1838, encourage le sultan Mahmud II à accélérer ses préparatifs guerriers. Tahir pacha, gouverneur de la province d'Aydin, contraint par la force les *zeibecks* habitant le versant méridional du Tmolos d'endosser l'uniforme des

¹ D'Armagnac, *Nezib et Beyrouth, souvenirs d'Orient, de 1833 à 1841*, Paris, 1844, p. 151.

² Citée par Paule Henry-Bordeaux, *op.cit.*, p. 602.

³ Thierry Boissel, *La vie extraordinaire de Lady Stanhope : la vraie châtelaine du Liban*, Paris, A. Michel, 1993, p. 240.

⁴ Athanase G. Politis, *Le conflit turco-égyptien de 1838-1841 et les dernières années du règne de Méhémet-Ali d'après les documents diplomatiques grecs*, Le Caire, Institut français d'archéologie orientale, 1931, pp. 43 et 5. Document n°6. Haggi Stephanis Dimitriou, vice-consul de Grèce à Tripoli en Syrie, à Tossizza, Tripoli, 30 mars / 11 avril 1838.

troupes régulières¹. Malgré les conseils de modération de l'Angleterre, le sultan entend briser Méhémet-Ali qui s'est émancipé de sa tutelle et qui règne sur un véritable empire d'Égypte. Mahmud doit absolument parvenir à restaurer son image de calife, chef de la religion musulmane, dont l'autorité est mise à rude épreuve depuis que Méhémet-Ali occupe les Lieux saints de l'islam. De plus, le pacha multiplie les provocations et déclare ne plus vouloir payer le tribut à Constantinople. Le maréchal Marmont modère les effets d'annonce côté égyptien et conseille : « [...] vous ne pouvez suivre sans péril la marche que vous indiquez. Vous perdriez aux yeux de l'Europe les droits que vous avez acquis et qu'on vous reconnaît. La puissance de fait, toute grande qu'elle soit, et particulièrement en Turquie, où souvent elle s'élève au détriment de la puissance de droit, ne fait pas disparaître celle-ci. Ne renoncez donc pas à un auxiliaire utile. Vos droits datent du traité de Kutaieh, où toute l'Europe est intervenue, et, grâce à ce traité, vous avez place dans le droit public de l'Europe. Mais, à quel titre, à quelle condition, avez-vous reçu l'investiture des provinces que vous gouvernez ? à titre de vassal, soumis à un tribut et à des conditions. Tant que vous les remplissez, vous avez l'opinion du monde pour vous. Si vous voulez vous en affranchir, vous déchirez de vos propres mains le titre de votre puissance, et l'Europe vous devient hostile, et d'autant plus qu'on ne voit pas l'affaiblissement de l'Empire ottoman. Quoiqu'il soit divisé en deux factions, dont l'une vous est subordonnée, les hommes impartiaux, en remarquant l'ordre qui règne dans la partie que vous gouvernez, loin de voir un affaiblissement de la monarchie dans cet état de choses, le considèrent, au contraire, comme une réorganisation, un élément de forces. Le traité de Kutaieh déchiré, qu'êtes-vous ? Un simple pacha révocable ! Je sais bien que cette révocation ne vous renversera pas ; mais aux yeux des peuples, elle ébranlera votre puissance et peut-être la compromettra si une nouvelle crise survient. Le droit est immense aux yeux des hommes ; ne le mettez pas contre vous. Vous pouvez, quant au tribut, en retarder le paiement sous divers prétextes ou le faire partiellement ; mais ne déclarez jamais que vous ne voulez plus le payer. Faites tous les actes d'un sujet fidèle, tant que vos intérêts ne seront pas compromis d'une manière directe et immédiate par des hostilités effectives. Cette politique n'a rien de nouveau, elle est suffisamment connue en Orient. Réfléchissez que le sang d'Othman, malgré tant de révolutions et d'événements qui auraient dû le flétrir, est encore le seul dans l'empire qui soit l'objet d'un culte religieux. Ne sacrifiez point, par une démarche imprudente, le certain pour l'incertain, et ne prenez pas l'ombre pour le corps. »² Méhémet-Ali s'offusque de ces paroles mais il accepte après réflexion de rester sage.

Au mois de janvier 1839, les événements s'accélérent. Le feu prend au bâtiment connu sous le nom de la Porte. Le portrait du sultan est détruit dans les flammes et les vieux Turcs s'empressent de signaler le courroux du ciel qui a détruit le siège des délibérations du divan. Le sultan est épuisé. Il est affligé par la perte d'un garçon et d'une fille, morts l'année précédente. Constamment surexcité, il travaille d'arrache-pied et le soir, il poursuit un lent suicide dans des orgies. Il se gorge de vin, d'eau-de-vie et de rhum. Les esclaves le ramassent fréquemment ivre mort. Las, malade, souffrant de delirium tremens, le sultan Mahmud II a une idée fixe : se venger de Méhémet-Ali. Il lance un manifeste de guerre où il reproche au vice-roi l'insolence, l'impiété de sa révolte, ses expéditions dans le Golfe Persique, les dévastations en Arabie, la fermeture du passage de Suez aux Anglais, l'invitation à la rébellion des provinces de Bassora, de Bagdad et le renvoi des gardiens établis au tombeau du Prophète. Le sultan correspond secrètement avec Hafiz pacha, le généralissime de ses armées. Il le pousse à la guerre. Il lui ordonne de chasser les Égyptiens de la Syrie et de les poursuivre jusque chez eux, mais avec son ministre des Affaires étrangères, il paraît ne vouloir que la paix. Les diplomates sont trompés. Le seul à savoir ce qui se trame vraiment est l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Constantinople : lord Ponsonby.

Les armées turques, présentes en Asie Mineure, entrent en campagne. Elles totalisent 80 000 hommes et 324 pièces d'artillerie³. Le 13 avril 1839, Hafiz pacha franchit le Taurus à la tête de ses troupes. Le corps de 50 000 hommes qu'il conduit traverse l'Euphrate à Birecik le 21 avril. L'opération, menée au moyen de grands bateaux, traîne car le fleuve est large et rapide en raison de la fonte des neiges à cette période de l'année. Les Turcs ont évité soigneusement les défilés du Taurus que 16 000 Égyptiens commandés par Ibrahim pacha tiennent fermement dans le district d'Adana. L'armée turque se concentre sur la rive droite de l'Euphrate, à quelques heures de la frontière syrienne, puis elle s'avance en direction d'Alep. Le général polonais Chrzanowski, revenant de Bagdad, passe par Bir où s'établit le quartier général de l'armée turque. Le 20 mai, il indique dans un rapport à lord Ponsonby que les hostilités sont commencées ou imminentes, que l'armée ottomane est dans le plus grand péril par la position qu'elle a prise, qu'elle a derrière elle l'Euphrate sans pont pour traverser ce fleuve, et qu'en cas de revers cette armée serait noyée, détruite ou prisonnière. Effrayé, Ponsonby envoie Pisani, premier interprète de l'ambassade anglaise auprès de Noury efendi, un des principaux ministres de la Porte. Il le prévient des périls que court son armée et lui conseille de remplacer Hafiz par le général Chrzanowski. Noury répond : « Ne me

¹ Rémi Aucher-Eloy, *Relations de voyage en Orient de 1830 à 1838*, Paris, 1843, p. 57.

² Marmont, *Mémoires du maréchal Marmont, duc de Raguse, de 1792 à 1841*, Paris, Perrotin, 1857, t. 9, pp. 110-112.

³ *Le Spectateur militaire*, tome 29, 15 mai 1840, p. 144. Relation de la bataille de Nezib par Thomas capitaine au corps royal d'état-major, renseignements recueillis à Constantinople, Constantinople, 27 février 1840. Voir également S.H.A.T. 1M 1619.

parlez plus de votre général, il ne m'a donné que trop d'embarras ; ce qui doit arriver arrivera !¹» Pour s'assurer du succès, les Turcs organisent des troubles en Syrie. Hafiz pacha cherche à soulever les populations, déclarant que les habitants des villages qui ne se soumettraient pas seraient passés au fil de l'épée². Des mécontentements sont fomentés et ils affirment que les Égyptiens ne résisteraient pas aux 150 000 hommes qui se disposent à les écraser³. La propagande gonfle les effectifs car selon d'Aubignosc, au milieu de l'année 1838, l'armée turque n'avait que 57 000 soldats et n'était que le reste du million d'hommes passés sous les drapeaux depuis la réforme des janissaires. Le sultan a abandonné l'idée de recruter des régiments de Juifs, pratique courante au moment des guerres contre la Russie. La milice pouvait fournir théoriquement 400 000 hommes mais l'armée principale du Taurus n'a pu en rassembler que 25 000. Les trois régiments de la garde ne totalisent pas plus de 5 000 hommes. Le jour de la bataille de Nezib, ils ne seront pas plus de 4 000. Les levées sont pourtant incessantes dans l'Empire ottoman mais elles couvrent à peine les déficits occasionnés par la désertion et la mortalité. Ce manque de chair à canon est toutefois compensé par la qualité de l'armée turque. Elle est bien équipée et des approvisionnements considérables se trouvent à Diarbékir. Un service d'hôpitaux et d'ambulances est établi sur ses arrières.

Les mouvements de l'armée turque sont connus à Alexandrie le 3 mai 1839. Méhémet-Ali informe les consuls. Ces derniers l'engagent à rester prudent et surtout à ne pas attaquer le premier. Ibrahim se porte à la rencontre des Turcs. Soliman pacha le suit avec treize régiments d'infanterie et quinze batteries d'artillerie à pied. Le feu de la guerre vient d'être rallumé. Ibrahim pacha a de son père l'ordre formel de ne pas attaquer les Turcs. Sur la défensive, il s'établit solidement à Alep. L'occasion n'est pas saisie pour couper l'armée turque de ses approvisionnements⁴. En revanche, les soldats sont inlassablement exercés par le tacticien Soliman pacha qui étudie des plans de bataille. Lors des briefings, sa table est couverte de petits morceaux de bois de diverses couleurs représentant l'infanterie, la cavalerie et l'artillerie⁵. Sur le terrain, les manœuvres sont réalisées avec un tel souci d'exactitude qu'un colonel arrivé trop tard est aussitôt condamné à offrir un grand dîner aux généraux et à boire avec eux aux prochains succès des drapeaux égyptiens. Le moral est bon. Soliman pacha veille à doter l'armée égyptienne d'un matériel approprié. Il fait remarquer que la lunette dont Napoléon se servait ressemblait à une lunette de théâtre plus qu'à une lunette de mer⁶. Elle était courte et maniable, plus que le modèle qu'on lui propose. Dans la péninsule arabique, le vice-roi, préoccupé de la situation au nord de son empire, est contraint de freiner son lieutenant Khorchid. Ce dernier, déçu écrit à Méhémet-Ali: « Déclarez-moi rebelle, mais, au nom de Dieu, laissez-moi faire. Je répons du succès. ⁷»

Le 22 mai 1839, les troupes turques se fortifient à Nezib, un petit village asiatique sur la frontière syrienne, situé sur le bord d'un ruisseau descendant de montagnes élevées d'environ 500 m. Les bachi-bouzouks prennent possession d'Ourout le 24 mai. Le chef du village est violenté. Les coureurs pillent et répandent partout des proclamations pour soulever les populations, au nom du sultan. Ils jettent la confusion dans le pays. Les Turcs occupent sur la frontière Mezar et quatorze villages autour d'Aintab. Les Turcs n'attaquent pas Aintab. Ils s'emparent de la ville facilement après le départ de la garnison égyptienne et de ses habitants. Les chevaux et les mulets sont réquisitionnés. La cavalerie égyptienne se replie. Madjoun bey ne dispose que de mille cinq cents bédouins à opposer au flot ottoman. À Tel-Bascher, cinq cents Hanadès⁸ sont surpris et attaqués par cinq escadrons d'escadrons de cavalerie turque, soutenus par des fantassins. Les Arabes sont vaincus par le nombre, battent en retraite, laissent leurs morts sur le champ de bataille et abandonnent soixante-dix prisonniers entre les mains de l'ennemi. Les troupes turques contrôlent désormais près de soixante villages syriens.

Déclenchant une invasion, le sultan prend incontestablement la responsabilité de l'agression. Le ministre anglais des Affaires étrangères, Palmerston, lui-même, en convient. On lit dans le *Morning advertiser* : « L'Angleterre ne peut-elle pas dire à la Porte : puisque vous nous avez manqué de parole, nous laisserons Méhémet-Ali conquérir l'indépendance à laquelle l'Égypte est naturellement appelée [...] » Méhémet-Ali s'est abstenu de tout acte d'agression. Le fait est trop flagrant pour qu'à Londres, on puisse l'ignorer. Méhémet-Ali compte précisément là-dessus pour obtenir l'appui des puissances. Il n'est pas loin de penser que l'heure de son indépendance sonne. Il s'exclame : « Gloire à Dieu ! à Dieu qui permet à son vieux serviteur de terminer ses travaux par le sort des armes ! ⁹ » Il oublie toutefois l'avis de ses pires ennemis. Le tsar sème la mésentente cordiale. Il déclare à Barante, l'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg que « les affaires du Levant resteront dans une situation précaire et toujours menaçante tant que la Turquie et l'Égypte seront en présence. L'ouverture

¹ Adolphe d'Angeville, *La vérité sur la question d'Orient et sur M. Thiers*, Paris, 1841, p. 59.

² Eugène de Guichen, *La crise d'Orient de 1839 à 1841 et l'Europe*, Paris, 1921, p. 47.

³ Vingtrinier, *Soliman pacha, généralissime des armées égyptiennes*, Paris, Firmin Didot, 1886, p. 304.

⁴ D'Armagnac, *Nezib et Beyrouth, souvenirs d'Orient, de 1833 à 1841*, Paris, 1844, p. 165.

⁵ Eusèbe de Salle, *Pérégrinations en Orient, ou Voyage pittoresque, historique et politique en Égypte, Nubie, Syrie, Turquie, Grèce pendant les années 1837-38-39*, Paris, 1840, t. I, p. 203.

⁶ *Ibid.*, p. 222.

⁷ Paul Mouriez, *Histoire de Méhémet-Ali*, Paris, 1855, t. III, p. 253.

⁸ Cavaliers irréguliers.

⁹ Alexandre Dumas, *Histoire de la vie politique et privée de Louis-Philippe, depuis son avènement jusqu'à la révolution de 1848*, Paris, 1853, t. II, p. 147.

de la succession d'un homme de 72 ans est un cas assez probable pour qu'on y pense. L'Égypte, les Anglais la veulent ; ils en ont besoin pour la nouvelle communication qu'ils veulent ouvrir avec les Indes. Ils s'établissent dans le golfe Persique et dans la mer Rouge. Vous vous brouillerez avec eux pour l'Égypte. » Barante récuse ces propos. L'Égypte fait partie de l'Entente cordiale. La France et l'Angleterre sont partenaires dans la question d'Orient. La rivalité commerciale entre Paris et Londres est moins vive. Nicolas I^{er} ne partage pas ce sentiment. Les Britanniques cherchent des débouchés. « C'est justement votre prospérité intérieure qui chagrine les Anglais », affirme le tsar au Français. Lord Ponsonby déclare le 20 mai 1839 que le pacha égyptien est l'agresseur et se range du côté de la Russie¹. Le maréchal Marmont pense le contraire : « On était en voie de négociations pour arriver à un résultat, quand tout à coup la guerre éclata en Orient par suite des intrigues de l'ambassadeur d'Angleterre, espèce de fou et d'énergumène qui servait d'une manière aveugle et même avec exagération les folles passions de lord Palmerston contre nous ; car il est bien prouvé que la haine de l'Angleterre contre Méhémet-Ali avait pour base l'amitié de ce dernier pour la France et l'ascendant que nous exerçons chez lui. Lord Ponsonby trouva un chemin facile pour ses intrigues et un auxiliaire utile à leurs succès dans l'aveuglement et les passions de Mahmoud, dans l'incapacité et l'ignorance confiante de ceux qui l'entouraient, et dans la haine ardente que Khosrew-Pacha, chef suprême de l'armée, portait à Méhémet-Ali. »

L'armée turque est en marche. Les hostilités ont commencé. Les grandes puissances s'alarment. L'Autriche et la Prusse tentent d'aplanir la situation et cherchent à faire reculer les armées². Metternich s'efforce d'obtenir de Palmerston le rappel de Ponsonby. Parallèlement, le fils du tsar Nicolas I^{er}, le grand-duc héritier Alexandre, se rend à Londres pour une visite d'amitié au mois de mai 1839. Metternich s'est indigné de ce projet et a écrit à son ambassadeur en Russie, Ficquelmont, que rien ne serait aussi compromettant que l'apparition du grand-duc dans un pays où tout devrait l'engager à ne pas se trouver³. Le tsar se considère désormais l'allié de l'Angleterre. Il assure Palmerston que si l'Angleterre est entraînée dans une guerre contre la France, il peut mettre à la disposition du gouvernement anglais des forces navales importantes. Il suggère que, dans l'éventualité d'un effondrement de la Turquie, la garde du Bosphore revienne à la Russie, celle des Dardanelles étant confiée à l'Angleterre et à l'Autriche. Il se déclare favorable à une occupation éventuelle de l'Égypte par des unités britanniques au cas où les circonstances l'exigeraient. La diplomatie turque s'active. Reschid pacha, ambassadeur à Londres, s'intéresse subitement aux affaires de Belgique. Pour lui, la question d'Orient se joue aussi à Bruxelles : « la question d'Orient est partout en Europe où il y a une chance de guerre, en Asie, partout où il y a une rivalité dans la possession des royaumes et des pachaliks d'Orient⁴. »

Les troupes égyptiennes concentrées à Alep se mettent en marche pour attaquer à leur tour. Ibrahim pacha dispose de 45 000 hommes en Syrie dont 1 500 cavaliers irréguliers. La troupe est mécontente car la solde n'a pas été payée régulièrement depuis dix-huit mois. Ibrahim pacha est obligé de tenir fermement son armée. Le 3 juin 1839, il reprend Tel-Bascher. Le 5 juin, Méhémet-Ali donne l'ordre à sa flotte de sortir. Le 9 juin, il demande à son fils Ibrahim pacha de repousser l'invasion. La lettre se termine ainsi : « Si par l'aide de Dieu, la fortune se déclare pour nous, sans passer le défilé de Kulek-Boghaz, vous marcherez droit sur Malatia, Karpont, Orfa et Diarbekir. » Le vice-roi envoie à l'armée son ministre de la Guerre, Achmet-Menykli pacha, réputé brave et énergique. À cette annonce, le consul français au Caire se rend en toute hâte auprès du pacha et le supplie de suspendre l'envoi d'un personnage si important, dont la présence à l'armée ne pourrait être interprétée par les puissances que comme la volonté de pousser les choses à l'extrême. Méhémet-Ali est surpris par la diplomatie française :

« Votre Altesse, lui dit Cochelet avec vivacité, sera responsable de la guerre si Achmet s'éloigne pour rejoindre Ibrahim. Je réponds du désir du sultan de conclure la paix, et c'est la volonté de la France.

– Non seulement, réplique le vice-roi, je retiendrai Achmet au Caire mais je rappellerai immédiatement Ibrahim et son armée, si vous pouvez me garantir que les Turcs ne feront pas un pas de plus vers ma frontière. ⁵ »

Sûr de lui, le consul exhibe une dépêche de l'amiral Roussin qui annonce qu'au nom de la France, il a obtenu une promesse de paix. La lettre de l'ambassadeur de France à Constantinople termine sur ces mots : « La France a parlé, elle a été écoutée. Veuillez donner la plus grande publicité à ma dépêche. » Cochelet ne doute pas de son succès. Méhémet-Ali se tourne alors vers le consul autrichien, également présent et lui demande si ses lettres lui donnent pareille assurance. Le consul autrichien répond négativement. Le vice-roi lève la séance et affirme savoir ce qui se trame à Constantinople. Il ordonne d'agir. Peu de temps après, son ministre de la guerre part pour Alep. La paix n'a plus aucune chance. La parole est aux armes.

La diplomatie française est restée jusque-là peu efficace face à l'orage qui grossit en Orient. Le discours de Louis-Philippe à l'ouverture de la session de 1839 ne contient pas un mot sur l'Orient. La réponse de la Chambre,

¹ Charles John Napier, *The war in Syria*, Londres, J.W. Parker, 1842, t. I, p. 34.

² D'Aubignosc, *La Turquie nouvelle jugée au point où l'ont amenée les réformes du sultan Mahmoud*, Paris, 1839, t. II, p. 427.

³ Henri Troyat, *Nicolas I^{er}*, Perrin, 2002, p. 179.

⁴ Eugène de Guichen, *op. cit.*, p. 31. Saint-Marc Girardin dans *les Débats* du 23 mai 1839.

⁵ Aimé Vingtrinier, *op. cit.*, p. 296.

votée le 19 janvier, est aussi discrète sur ce point. La Chambre a été dissoute le 2 février. Les élections ont eu lieu le 2 mars, ce qui a provoqué la chute du cabinet Molé. Un ministère provisoire a été nommé le 31 mars. Les Chambres se réunissent le 4 avril. À la suite d'une émeute sanglante, le cabinet du 12 mai est formé. L'offensive turque est connue à Paris le 23 mai¹. Le baron Roussin, a perçu les projets hostiles du sultan. L'ambassadeur demande des explications et les réponses restent évasives. Le 27 mai, Roussin, sûr qu'on le trompe, fait une scène violente au ministre des Affaires étrangères turc². Le ministère du 12 mai remplace celui du 15 avril. Il est présidé par le maréchal Soult. Les autres ministres sont Duchâtel, Teste, Passy, Schneider, Duperré, Villemain, Cunin-Gridaine. Dufaure occupe le ministère des Travaux publics, poste spécialement conçu pour lui. Le maréchal Soult, ministre des Affaires étrangères et président du Conseil, quoique ne partageant pas l'engouement du ministère précédent pour Méhémet-Ali, ne se voile pas la face. Il sait que la responsabilité du conflit, que la France cherche à prévenir, incombe principalement au sultan. Jomard lui écrit le 31 mai qu'Ibrahim n'est point l'agresseur, que « le sultan ne cède à son terrible ami [le tsar] que par la peur. »³ Soult partage les vues de Louis-Philippe et s'appuie sur les compétences des hauts fonctionnaires. L'opinion du roi sur la question d'Orient se calque sur celle d'Émile Desages, grande autorité dans le ministère des Affaires étrangères. Soult veut la paix. Pour cela, il met en place une diplomatie parallèle. Le 30 mai 1839, il envoie à Alexandrie et à Istanbul deux officiers d'ordonnance : Callier et Foltz. Arrivé à Constantinople, Foltz échoue. Le 17 juin, le sultan refuse de lui accorder les firmans nécessaires à son départ pour le camp de Hafiz. Roussin cherche à s'entendre avec Ponsonby mais l'ambassadeur anglais se prétend sans instructions : « Non, Monsieur l'amiral, je n'ai reçu aucun ordre de mon gouvernement, et quand j'en aurais reçu, je ne m'y conformerai pas. » Ce second ministère Soult (mai 1839 – février 1840) ne parviendra pas à résoudre la question d'Orient. Les fonds secrets reçoivent 2 700 000 francs. La police surveille encore plus assidûment le territoire national. Selon un journal de l'opposition, elle devient violente et provocatrice⁴. La gauche ne conteste pas les mesures d'urgence. Selon *le Radical*, tout le monde a vu dans cette question une nécessité qu'il était impossible de nier ou de méconnaître, et ceux-là même qui, dès l'origine, se sont posé les adversaires du nouveau cabinet, n'ont pas cru devoir lui refuser les moyens de sûreté qu'il demandait. Jean-Baptiste Flandin, l'intendant militaire disgracié depuis l'affaire du trésor de la Casbah d'Alger, émet l'avis d'échanger la Crète contre l'Algérie⁵. Il sait sa proposition vouée à l'échec car l'Angleterre n'accepterait pas un tel échange. La Crète offre l'avantage d'une base navale en Méditerranée orientale cependant que l'Algérie coûte chaque année à la France des milliers d'hommes et plusieurs millions de francs. Le gouvernement français nourrit l'idée d'établir à Vienne le siège des négociations et prend contact avec l'Angleterre. Les pourparlers s'établissent par lord Granville, ambassadeur d'Angleterre en France et par Bourqueney, ambassadeur de France à Londres. Par une dépêche du 25 mai 1839, Palmerston fait savoir à Soult, par l'intermédiaire de Bourqueney, ses impressions sur la question d'Orient : « La moins mauvaise garantie de l'équilibre européen, c'est la conservation de l'empire ottoman. Nous avons à défendre cet empire de ses amis et de ses ennemis. L'événement actuel nous surprend (mouvement des troupes turques du 21 avril), et notre premier devoir est d'arrêter le plus tôt possible la collision turco-égyptienne, de peur d'amener encore une intervention russe. Nous ne pouvons arriver à temps avec des troupes ; il nous faut donc agir avec des escadres et ordonner aux parties de suspendre les hostilités. Il nous faudrait ensuite agir diplomatiquement et nous présenter sans retard à Vienne unis d'intentions et d'efforts pour la conservation de l'empire ottoman. Une démarche de même nature aurait lieu en même temps à Berlin. Dans le cas d'une intervention russe commencée ou menaçante, on signifierait à la Russie que l'équilibre européen exige que les troupes auxiliaires russes rentrent immédiatement, après avoir rempli leur mission sans avantage quelconque (pour les Russes). »⁶

Londres et Paris engagent une action commune⁷. Au début du mois de janvier 1839, l'amiral Lalande recevait l'ordre de se rendre hâtivement vers le Levant. Immédiatement parti pour Smyrne, il était à la tête de huit vaisseaux de ligne. Sa mission était de surveiller les Russes. L'amiral français nourrissait un sourd espoir : les voir arriver à Constantinople et les en chasser⁸ mais pour le moment sa mission est purement diplomatique. Il doit se tenir à Athènes ou à Smyrne en relation avec l'ambassadeur Roussin et observer les escadres turques et anglaises⁹. Duperré, ministre de la Marine prescrit à Lalande de se concerter avec l'amiral britannique Stopford. Il lui ordonne de se rendre sur les côtes de Syrie pour prévenir une collision éventuelle entre les flottes égyptienne et ottomane. Les transports de troupes ou de munitions par mer sont interdits. Lalande doit se mettre en rapport avec les deux

¹ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 112.

² Adolphe d'Angeville *op. cit.*, p. 78.

³ Yves Laissus, *Jomard, le dernier Égyptien*, Fayard, 2004, p. 335.

⁴ S.H.A.T. E⁵ n°85. *Le Radical*, samedi 1^{er} juin 1839.

⁵ Jean-Baptiste Flandin, *Isabelle et don Carlos, ou de l'intervention de la France en Espagne... suivi de considérations sur l'état actuel des affaires du Levant, sur la nécessité et la nature de l'intervention de la France, accompagné de documents officiels sur l'Orient et sur la Grèce, notamment la correspondance de l'auteur avec feu M. le comte Capodistria*, Paris, les marchands de nouveautés, 1839, pp. 24 et 33.

⁶ Adolphe d'Angeville, *op. cit.*, p. 32.

⁷ Durand-Viel, *Les campagnes navales de Méhémet-Ali et d'Ibrahim*, Paris, 1937, t. II, p. 181.

⁸ E. Jurien de la Gravière, « La flotte française et l'escadre du Levant en 1840 », *Revue des Deux Mondes*, 15 septembre 1864.

⁹ De La Roncière, *Histoire de la marine française illustrée*, Paris, Larousse, 1934, p. 248.

généraux en chef et leur faire accepter une suspension d'armes pendant laquelle les puissances négocieraient. Stopford reçoit l'ordre de sommer Méhémet-Ali à Alexandrie, de cesser tout acte d'hostilité et de détourner les navires égyptiens vers Malte. Face aux Turcs, l'Anglais a la mission d'user de tous ses talents de persuasion. Lord Palmerston fait une proposition audacieuse au cabinet des Tuileries. Il pense réunir les pavillons français et britannique dans la Méditerranée avec ordre de forcer les Dardanelles dans le cas où les troupes russes paraîtraient sur le territoire turc. Obnubilé par la crainte de voir la Russie se servir des droits que lui confère le traité d'Unkiar-Skelessi, Soult fait le jeu de l'Angleterre. De son côté, Palmerston demeure méfiant. Il craint une politique personnelle de la France et il veut lier la question d'Orient au problème de l'expansion française en Afrique du Nord. Soult répond à Palmerston le 17 juin 1839. C'est un exposé de la politique française : « Il faut tâcher de régler les affaires d'Orient par des conférences tenues à Vienne entre les cinq puissances, et remplacer ainsi, par une convention européenne, les stipulations du traité d'Unkiar-Skelessi. La Russie y résistera ; car sa politique a été, autant que possible, de tenir ses relations avec la Turquie en dehors des droits européens. Il nous faut provisoirement dix vaisseaux anglais et autant de français sur les côtes de Syrie, qui d'autorité empêchent les flottes de se rencontrer, et donner à nos amiraux des instructions rédigées dans une pensée commune. Quelques bâtiments autrichiens devraient être réunis à nos bâtiments. Quant à l'arrangement à intervenir en Syrie, nous croyons que le moment n'est pas arrivé de traiter cette question ; ce point n'est pas l'œuvre d'un moment : il doit être renvoyé au concert qui, si nos idées viennent à prévaloir, s'établira entre les puissances. »

Bourqueney recommande à Soult la fermeté. En cas d'une nouvelle expédition russe, l'escadre française doit paraître devant Constantinople en amie, si le sultan accepte le secours, de force s'il le refuse. Une dépêche du 19 juin précise que si les forts turcs résistaient, il faudrait une force de débarquement pour les prendre à revers. Soult a eu l'idée d'adjoindre une force navale autrichienne¹ aux flottes française et anglaise. Metternich, préoccupé du danger russe confie que des ordres sont déjà donnés pour préparer une frégate que monterait l'archiduc Charles et qui montrerait au besoin le pavillon autrichien devant Constantinople². Ce concours maritime contente Soult mais cette aide paraît insuffisante pour l'ambassadeur anglais à Vienne qui demande à l'Autriche de préparer à Trieste un corps de 10 000 hommes prêts à être transportés. Paris se rallie à une solution internationale de la question d'Orient. « Soult est un bijou », écrit Palmerston le 19 juin 1839³. Le lendemain, Palmerston fait encore savoir qu'il adhère à la politique de Soult : « Nous nous entendons sur tout ; notre accord sera complet : principe, but, moyen d'exécution, tout est plein de raison, de simplicité, de clairvoyance. On dirait que cette communication a lieu non de gouvernement à gouvernement, mais entre membre d'un même cabinet !... Lord Palmerston a voulu que j'affirmasse à votre excellence que du point de départ au but de la négociation, du principe à l'exécution, l'accord, le concert le plus intime, ne cesserait de régner entre les deux cabinets. »⁴ La Russie ne partage pas cet engouement. Pour elle, Soult est un épouvantail qui n'est que l'instrument des sociétés secrètes.

Les Turcs veulent la guerre. Un document circule le 7 juin à Constantinople. Est-ce par volonté de la Porte ou par indiscretion de bureau ? Cette pièce est un manifeste contre Méhémet-Ali. On y lit au début que le sultan préfère à l'état de choses actuel une solution quelconque, favorable ou défavorable. En bas, on dénonce les méfaits du vice-roi qui a eu l'audace de refuser passage aux troupes anglaises à travers l'isthme de Suez et plus loin on rassure l'opinion turque en proclamant que l'Angleterre soutiendra la Porte de tout son pouvoir. La flotte ottomane forte de 26 bâtiments⁵ dont deux trois-ponts, huit vaisseaux à deux ponts, onze frégates, deux bricks, deux steamers et une corvette à barquette, appareille les 7, 8 et 10 juin 1839. Pour voir partir les navires, le sultan se traîne, épuisé, haletant, jusqu'au kiosque de Scutari. L'ambassadeur Roussin écrit à Lalande : « Il est évident que cette flotte a une mission extérieure, et que cette mission est hostile au pacha d'Égypte ; c'est là l'esprit politique contre lequel nous luttons dans l'esprit du Sultan ; j'ai presque perdu l'espoir de la vaincre malgré la ténacité et la persévérance de mes efforts. Quoi qu'il en soit, si la flotte ottomane prend la mer, il sera très bon que vous lui fassiez admirer les vaisseaux du Roi ; mais je crois complètement inutile pour le moment, et même il nous serait nuisible de pavaner à vide devant le capitain pacha. »⁶ La mission de la marine turque est de transporter 20 000 fusils aux populations révoltées du Liban et de débarquer une forte brigade à Tripoli. Le 8 juin, elle mouille aux Dardanelles et y prend les troupes destinées à débarquer en Syrie. L'amiral Achmet pacha qui la commande est un ancien batelier et il est résolument un partisan de la guerre contre l'Égypte.

La panique gagne Constantinople. La réputation d'Ibrahim pacha le précède et la victoire ottomane est loin d'être acquise. « C'est une véritable confusion, écrit le capitaine Foltz, les Francs s'en vont à demi ruinés, et les Turcs semblent vraiment frappés d'un esprit de vertige incroyable : croyez-moi mon cher ami nous sommes ici

¹ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 46. Analyse des affaires d'Orient par le baron de Viel-Castel depuis avril 1839 jusqu'à octobre 1840.

² Eugène de Guichen, *op. cit.*, p. 66.

³ Jacques Droz, *Histoire diplomatique de 1648 à 1919*, Paris, Dalloz, 1959, p. 336.

⁴ Adolphe d'Angeville, *op. cit.*, p. 33.

⁵ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 46.

⁶ Georges-Edmond-Just Durand-Viel, *op. cit.*, p. 180.

bien près du commencement de la fin.¹ L'évolution des événements émeut la Russie. Le 18 juin 1839, Nesselrode, ministre russe des Affaires étrangères, écrit à Medem, son agent à Paris que le but des puissances est d'empêcher un grave conflit entre la Porte et l'Égypte. Le tsar renonce à contrecœur à pouvoir agir seul dans la question d'Orient où il s'est pourtant réservé un arbitrage exclusif depuis le traité d'Unkiar-Skelessi. Barante, ambassadeur de France en Russie, pense que Saint-Pétersbourg cherche à détacher l'Angleterre de la France. Quant à la Prusse, elle semble souhaiter la paix. Le ministre de la Guerre écrit à Soult : « Dans toutes les circonstances, le gouvernement prussien agit avec beaucoup d'ordre et d'économie et, en même temps, avec beaucoup de circonspection et d'égard vis-à-vis de la France. Il est évident qu'il nous respecte, s'il ne nous aime pas, et qu'il redoute toujours nos agitations politiques.² »

Callier est reçu en audience par le vice-roi d'Égypte les 15 et 16 juin 1839. Il transmet les désirs de la France. Méhémet-Ali est prié de suspendre les hostilités, de faire rentrer son armée, de se placer dans une situation défensive. Le pacha d'Égypte obtempère. Il écrit à son fils de ne pas recourir à l'affrontement direct et prie Callier de se rendre en Syrie pour aviser Ibrahim pacha dans les délais les plus brefs. Callier s'embarque donc pour la Syrie à bord du vapeur *Generosa*. Arrivé à bon port, son voyage s'avère ensuite particulièrement difficile. Sur la route, les pillages et les assassinats sont légions. Les Turkmènes et les Kurdes se rebellent. Ces agitations sont fomentées par Hadji-Omar Oglou, un agent turc venu récemment de Constantinople³. Les agents anglais agissent également dans les montagnes libanaises et syriennes. Les Ansariés et les Métoualis, musulmans dont les croyances et les rites dévient quelque peu de l'orthodoxie, se soulèvent et massacrent quelques officiers qui gagnaient le quartier général d'Ibrahim pacha⁴. Ponsonby exhorte Hafiz pacha de passer à l'attaque. Méhémet-Ali fait traduire cette lettre, en prend connaissance et dit : « Je connais les Anglais maintenant. Ils me paieront mes cotons ce qu'ils valent et ils ne brûleront pas beaucoup de charbon dans l'isthme. » Le capitaine Callier arrive trop tard. La bataille de Nezib commence.

La bataille de Nezib, 24 juin 1839

Le baron d'Armagnac, chef d'escadron aux cuirassiers de la garde, est chargé avec cinquante bédouins de sonder la rivière Mezar. L'armée va devoir la franchir. Sans travaux préparatoires, le cours d'eau peut être aisément traversé à gué. Hafiz pacha et quatre officiers supérieurs prussiens marchent à la rencontre des forces égyptiennes avec un fort contingent de cavaliers et douze obusiers. Un officier posté sur un tell signale l'approche de l'ennemi. Les trompettes sonnent « à cheval ». Ibrahim pacha scrute avec sa lunette dans la direction de Mezar. Les Turcs occupent cette position avec deux régiments de la garde, des bachi-bouzouks en grand nombre et 3 pièces d'artillerie. Deux colonnes de cavalerie turque, précédées de nombreux irréguliers, avec quelques pièces s'avancent, sans infanterie. Ibrahim passe la lunette à d'Armagnac. « Que penses-tu de cela ? », demande le général en chef. D'Armagnac répond : « Monseigneur, c'est l'ennemi qui vient prendre le *la*, pour le grand concert de Nezib ! »

L'armée égyptienne se porte à la rencontre de son adversaire. Après une heure de marche, elle est aux prises avec les irréguliers turcs. L'artillerie égyptienne attend le rappel des tirailleurs avant d'ouvrir le feu⁵. Les tirs s'effectuent à grande portée. Pendant l'engagement entre les bédouins et les bachi-bouzouks, un instructeur italien, pâle, l'œil hagard, armé d'une longue-vue de grande dimension, interroge tous les points de l'horizon. Soudain, il s'élançait au galop vers le baron d'Armagnac. Il crie en français : « Les Turcs manœuvrent sur nos derrières, pendant qu'ils nous amusent ici, on voit bien qu'ils ont avec eux de fameux officiers ! Je viens d'apercevoir une tête de colonnes sur les hauteurs, en arrière de nous ; vous devez prévenir le général. » L'état-major ne le croit pas : « Allez-vous en au diable ; comment voulez-vous qu'un corps de cavalerie puisse se frayer un chemin sur ces rochers. » Le pauvre instructeur ne démord pas de ce qu'il a vu. Il passe sa lunette au général Achmet bey et lui dit de regarder les montagnes, l'assurant que tout était perdu, qu'ils allaient être chargés en tête et en queue. Le général scrute la cause et l'effroi du Napolitain : un troupeau de chèvres. Les Turcs se retirent. Il n'y a pas de poursuite. La nuit arrive. Le jeudi 20 juin, les Égyptiens entrent dans Mezar.

La seule vue des cavaliers qui dévalent les collines a suffi pour intimider et faire fuir les Turcs vers Nezib. Ils ont abandonné tentes et bagages. L'avant-garde égyptienne profite des marmites ennemies qui bouillaient joyeusement. La capture de Mezar est très appréciée car l'armée égyptienne a jusqu'à présent bivouaqué à la belle étoile et supporte l'ardeur du soleil, après avoir essuyé la saison pluvieuse. De nombreux déserteurs avaient d'ailleurs rejoint les forces ottomanes⁶. Dans sa fougue, Ibrahim veut poursuivre l'ennemi. Soliman pacha lui

¹ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 46. Lettre particulière du capitaine Foltz au marquis d'Eyragues, chef de cabinet du ministre des Affaires étrangères, Thérapia, 17 juin 1839.

² Eugène de Guichen, *op. cit.*, p. 54.

³ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 46, lettre de Callier à Soult, Alep, 27 juin 1839.

⁴ *Ibid.*, vol. 122, f°47.

⁵ D'Armagnac, *op. cit.*, p. 178.

⁶ *Le Spectateur militaire*, p. 152.

conseille la prudence. Une reconnaissance doit d'abord être faite pour juger de la position turque, avant de l'attaquer. Ibrahim écoute et s'avance prudemment dans la plaine de Nezib. Le chemin est jalonné de ravins. L'accès est difficile pour l'artillerie¹. Dans le camp turc, le général en chef Hafiz pacha se renseigne sur l'état de l'armée qu'il a devant lui. Il fait amener un cavalier arabe que ses éclaireurs ont capturé pendant l'attaque de Tel-Bascher. Il l'interroge sur Ibrahim, Soliman, les généraux et les soldats égyptiens. Le prisonnier Ferdjan répond² :

« Que me demandes-tu ? Tu as ma tête ; ma langue ne peut être son ennemie. Si ma langue parle, ma tête tombera.

– Je jure de ne pas toucher un poil de ta barbe, assure Hafiz ; parle et dit la vérité. »

Ferdjan ne peut pas se contenter d'une promesse : « Jure sur le Coran, réplique-t-il, jure de me laisser aller sain et sauf, et je te dirai ce que tu veux savoir. »

Hafiz jure.

Ferdjan sourit. « Tu veux que je te dise ce que je pense du camp d'Ibrahim et de ton camp ?, lui dit-il. Tu veux savoir l'avenir ? Qui le connaît ? Le camp d'Ibrahim est un camp de soldats, et le tien n'est qu'un camp de pèlerins.

– Que veux-tu dire ?

– Écoute : dans l'armée d'Ibrahim, ce que j'ai vu, ce sont des armes en faisceau, et près de ces fusils, des fantassins, des canons, et près de ces canons, des artilleurs, des chevaux attachés à leurs piquets, et près de ces piquets, des cavaliers. Chacun est à son poste, et il n'y a là que des soldats et des armes. Dans ton camp, je n'ai pas vu le même ordre mais j'ai aperçu des juifs, des marchands, des imams, des oulémas, les uns qui vendent et qui trafiquent, les autres qui prient et qui bénissent. Voilà pourquoi je dis que ton camp ressemble à un camp de pèlerins. Tu me demandes, maintenant, de quel côté sera la victoire ? Le puis-je savoir ? Allah seul le sait. Allah seul est le seigneur de la force, le maître de la victoire, le juge des armées. J'ai dit. » Les idées d'Hafiz s'assombrissent. Cependant, il tient sa promesse. Ferdjan conservera sa tête.

Les masses ottomane et égyptienne sont face à face. De force équivalente, les deux armées alignent chacune à peu près entre 30 000 et 40 000 hommes³. Des pourparlers sont engagés. Côté égyptien, on veut envoyer comme émissaire le colonel d'artillerie Mohamed bey mais celui-ci n'a pas sa grande tenue. Un officier lui offre son tarbouche neuf. L'exemple est suivi. Le parlementaire ressemble à un paon, mal chaussé. Les regards se portent vers les bottes du baron d'Armagnac. Ornées d'éperons en cuivre jaune, elles sont le chef d'œuvre d'un cordonnier bordelais. Le colonel les veut. D'Armagnac se déchausse, fait cirer les bottes et les prête pour ce rôle politique⁴. Mohamed bey accompagné d'un sous-officier des lanciers et un trompette se dirige vers le camp ottoman de Nezib. Quarante-huit heures après, on n'a aucune nouvelle de lui⁵. Ibrahim pacha se ronge les sangs. Il passe une nuit affreuse. Il ne peut fermer l'œil. À quatre reprises il appelle le docteur Cocchi. Le lendemain matin, Mohamed bey est de retour avec un colonel turc envoyé en ambassade. La scène est digne d'une tartufferie orientale. Hafiz pacha fait savoir que ses intentions sont pacifiques. Ibrahim apprend que la reddition d'Aintab est intervenue après qu'un lieutenant-colonel l'ait vendue au pacha de Marash pour 12 000 francs et avec en prime, une promesse d'avancement. Indigné par cette basse lâcheté, Ibrahim donne l'ordre d'avancer⁶.

Après avoir refoulé les pillards devant sa cavalerie, Ibrahim pacha se retrouve devant le front turc le 22 juin. Ibrahim voyant que l'armée ottomane s'est fortifiée à Nezib donne l'ordre à son armée de se diviser en colonnes et commande à son artillerie lourde de détruire de fond en comble les retranchements ennemis afin de les forcer à sortir pour combattre⁷. La milice turque n'est pas une troupe manœuvrière et elle attend derrière ses retranchements. L'artillerie riposte depuis les tranchées. Quelques bataillons d'infanterie régulière franchissent la rivière Karsin. Des bachi-bouzouks et de la cavalerie régulière suivent. Les canons couvrent le mouvement et lancent quelques boulets. Un d'eux, tiré sur les généraux, frappe mortellement le cheval de Mohamed bey, un aide de camp de Soliman pacha. Les bédouins blessés gagnent l'ambulance. Un chef soutenu par un de ses cavaliers, vomit du sang. Sa poitrine a reçu une balle.

La position turque est puissante. Elle est protégée en arrière par des hauteurs, fortement organisée en des retranchements et des redoutes bien garnis en artillerie. Les Prussiens, le baron de Moltke, M. de Mulbach, ont fait ériger ces fortifications par la brigade Heider pacha. Une charge pour les enlever serait risquée. Elles sont trop fortes pour être attaquées de front ou de flanc. Il faut les déborder par l'aile gauche et obliger Hafiz pacha à retourner son front d'ouest en est. Soliman pacha propose : « Tournons leur camp. La colline est fortifiée du côté

¹ D'Armagnac, *op. cit.*, p. 183.

² Aimé Vingtrinier, *op. cit.*, pp. 307-308.

³ Louis Blanc, *Histoire de dix ans*, Paris, Pagnerre, 1867, t. V, p. 409.

⁴ D'Armagnac, *op. cit.*, p. 169.

⁵ *Ibid.*, p. 170.

⁶ *Ibid.*, p. 174.

⁷ Politis, *op. cit.*, pp. 82-83. Traduction résumée d'un journal envoyé d'Alep au sujet de la bataille entre les armées ottomane et égyptienne.

où ils nous attendent. Passons de l'autre côté. » S'adressant à Ibrahim, il poursuit : « Le grand Frédéric à Kolin, Napoléon à Friedland, ont exécuté ce que je propose à Votre Altesse, c'est à elle d'ordonner.¹ »

Les Turcs veulent la victoire et ils misent sur la corruption. Espérant faire trahir Soliman pacha, ils projettent d'envoyer un officier français pour accomplir cette mission. Finalement, cela s'avère inutile. Les Égyptiens lèvent le camp. Une joie délirante et bruyante se répand dans le camp turc. Officiers et soldats n'en croient pas leurs yeux. Les bachi-bouzouks, lancés en reconnaissance, confirment le mouvement, mais où vont les Égyptiens ? Battent-ils en retraite ou s'agit-il d'une ruse ? Durant toute la journée, les Égyptiens sont observés par un escadron de cavalerie turque qui se tient à distance. La manœuvre est inouïe. Les corps d'armée vont contourner l'ennemi. Ce trait de génie est un coup de folie. Sûr de lui, Soliman pacha communique à ses hommes une confiance et un entrain inébranlables. Il les électrise. Ibrahim pacha prononce un discours : « C'est de la présente bataille, sur laquelle est fixée la curiosité de tout le monde civilisé, que dépend notre fortune, bataille à laquelle la renommée de vos nobles exploits augure une éclatante victoire.² »

Parmi les officiers prussiens, un seul a déjà fait la guerre et ils ne s'entendent pas vraiment entre eux. Leur autorité est limitée. Ils sont un faible secours à la cause du sultan mais l'habile stratège qu'est Moltke, disciple de Clausewitz, comprend la tactique des Égyptiens. Les officiers prussiens conseillent à Hafiz pacha d'attaquer cette armée en marche. « Plus tard ! » répond le généralissime turc³. Les Prussiens, consternés, veulent démissionner. Hafiz fait remarquer que l'on ne se retire pas la veille d'une bataille. L'état-major prussien reste mais il est effaré. Moltke propose alors au séraskier une habile retraite sur Bir, où appuyé sur l'Euphrate, il ne pourrait pas être contourné. « Que dira de moi l'histoire ? - répond Hafiz. Jamais les Ottomans n'ont fui. » Les Prussiens répliquent : « Une retraite n'est pas une fuite. À Bir, vous déjouez les projets des Égyptiens, et vous attendez le moment de reprendre l'avantage. » Hafiz pacha s'entête et place sa confiance en Allah, maître des armées et l'arbitre des combats. Les oulémas l'encouragent à conserver un camp si péniblement fortifié. Pourquoi faudrait-il partir vers une position moins capable de résister à l'ennemi ?

Après une longue marche, les Égyptiens arrivent au pont d'Horgun. Ils le croient détruit mais le pont en pierres est intact. Les Turcs n'ont pas songé à l'abattre. Hafiz pacha est informé que plusieurs régiments ennemis composés de Syriens se disposent à passer dans ses rangs. Resté si passif jusque-là, il décide d'attaquer. Dans la nuit du 22 au 23, vers minuit, les Turcs amènent deux batteries d'obusiers appuyées par la brigade d'infanterie d'Ismayl pacha. Placées à 1 000 mètres du camp adverse, les douze pièces d'artillerie jettent leurs obus. Un grand désordre et la panique sont semés. Le colonel Mohamed bey a encore un cheval blessé, d'un éclat.

L'armée égyptienne se réveille terrifiée. Croyant à une attaque générale, elle court aux armes. Les Turcs relèvent la position des tentes de Soliman pacha et d'Ibrahim pacha. Les obus et les projectiles incendiaires pleuvent. Soliman pacha se porte aux avant-postes et fait accabler le feu ennemi par un tir roulant d'artillerie. Les Turcs voient leurs pièces démontées. Ils se retirent en désordre. Les Égyptiens ont eu 8 hommes tués, une trentaine de blessés et des conscrits syriens ont déserté. Deux bataillons du 3^e régiment de la garde ont disparu. Sans perdre un instant, Soliman pacha lance les Hanadès à la poursuite des fuyards. Certains ont atteint les lignes turques. « Dans la nuit, plusieurs centaines de déserteurs arrivent, parmi lesquels je trouve des officiers et des soldats avec leurs armes⁴ », écrit Moltke. D'autres sont retrouvés dans des fossés, se dirigeant vers l'ennemi. Cernés, ils sont ramenés manu militari au campement. Les déserteurs affirment s'être égarés dans l'action. On charge leurs officiers de les désigner pour aller le jour de la bataille en première ligne. Une autre version révèle qu'Ibrahim pacha en aurait tué cinq de sa propre main et que sept autres auraient été exécutés par le lieutenant-colonel du régiment auquel ils appartenaient⁵.

L'armée égyptienne reprend sa progression. Elle ressemble à un immense rectangle⁶. La journée du 23 est consacrée aux préparatifs. À l'aube du 24 juin 1839, Soliman pacha, arbore son uniforme écarlate brodé d'or⁷, tire sa montre, salue ses officiers et, montrant le camp ennemi, dit : « Messieurs, rendez-vous à trois heures précises dans la tente du général en chef. » L'armée prend les armes sous les hourras. Soliman pacha regagne les lignes. La marche oblique est reprise, en bon ordre. La manœuvre porte ses fruits. L'armée turque a le dos tourné aux retranchements qui auraient dû la protéger, elle se présente découverte. Trois redoutes sont édifiées, à la hâte, de façon à reproduire l'autre face⁸ dont les fortifications sont devenues inutiles. La majestueuse tente de Hafiz, surmontée du drapeau impérial, trône au centre du camp turc⁹. Le généralissime turc porte une partie de son aile

¹ D'Armagnac, *op. cit.*, p. 186.

² Athanase G. Politis, *op. cit.*, p. 81.

³ Aimé Vingtrinier, *op. cit.*, p. 315.

⁴ Moltke, *op. cit.*, p. 392.

⁵ Paul Mouriez, *op. cit.*, p. 405.

⁶ D'Armagnac, *op. cit.*, p. 189.

⁷ Goupil (Frédéric Auguste Antoine), *Voyage d'Horace Vernet en Orient*, Bruxelles, 1844, t. II, p. 188.

⁸ Cadavène et Barrault, *Deux années de l'histoire d'Orient, 1839-1840, faisant suite à l'histoire de la guerre de Méhémet-Ali en Syrie et en Asie Mineure (1832-1833)*, Paris, 1840, t. I, p. 270.

⁹ Gabriel Enkiri, *Ibrahim Pacha*, Le Caire, 1948, p. 358.

droite, appuyée à de profonds ravins, vers sa gauche pour la renforcer. Le centre est défendu par une espèce de parapet élevé à la hâte pour l'établissement de quelques pièces d'artillerie¹. Le jour de la bataille, les Turcs sont 30 000 dont 2 000 officiers. Ils disposent de 111 canons dont une centaine sont en bon état.

L'armée égyptienne, soit 35 000 hommes, se met en formation. Elle connaît les exercices d'ordre serré. Les premières lignes (12 bataillons) font un à gauche en bataille, les deuxièmes (12 bataillons) et troisièmes lignes (8 bataillons) par des changements de direction par le flanc droit pour faire face au front. Les bataillons sur les flans se tiennent prêts à former le carré. L'infanterie de la Garde se trouve derrière les troisièmes rangées. Soixante canons sont en réserve. Le soleil fait scintiller de mille feux les baïonnettes. L'infanterie égyptienne est vêtue de blanc. Le tarbouche est rouge. « On eût dit, à une certaine distance, écrit d'Armagnac, un champ couvert de neige et parsemé de coquelicots. »

La cavalerie effectue ses mouvements à l'unisson. Douze escadrons de dragons et de lanciers protègent la gauche de l'armée. Vingt-quatre escadrons de chasseurs et de lanciers se placent sur l'aile droite. Douze escadrons de cuirassiers et de lanciers se tiennent en réserve. Deux mille bédouins sont éparpillés sur la ligne de front. Avec quatre bataillons, leur tâche est de protéger les bagages. Les exercices, maintes fois répétés, sont exécutés avec précision sur le champ de bataille. Les tambours, les clairons et les trompettes accompagnent le mouvement. Quelques officiers étrangers du camp impérial déclarent que l'armée égyptienne vient de manœuvrer avec l'aplomb d'une vieille armée d'Europe. L'affrontement commence. Les bédouins déchargent quelques coups de fusils. Un coup de canon sur la ligne ottomane se fait entendre. Deux ou trois lui succèdent. La cavalerie irrégulière égyptienne se retire. Ventre à terre, elle démasque une centaine de pièces. Une vive canonnade suit. Les pièces de 4, de 6 et de 8 tonnent. Il est 8 heures du matin. Le duel d'artillerie dure presque deux heures. L'échange se fait à une distance de 1 200 mètres. On tire à mitraille à partir de 500 mètres. Soliman pacha adopte une tactique efficace. Les batteries paires, protégées par le feu des batteries impaires, s'élancent au galop et à chaque fois, elles avancent d'une centaine de mètres. Les canons alternent, continuent leurs tirs, et gagnent du terrain. Dans cette confrontation, Soliman pacha utilise également douze obusiers de 36 qui tirent avec beaucoup de précision². Les coups des Turcs s'égarèrent pour la plupart dans le vide tandis que les canons égyptiens, bien dirigés, trouent de toutes parts l'armée ottomane et y portent un affreux désordre. La plupart des bataillons n'ont jamais entendu siffler un boulet. Quand un projectile tombe par hasard dans une colonne et y éclate, des compagnies entières commencent à se rompre. Le fragile moral des troupes turques est ébranlé. Le tiers des hommes est composé d'enfants de 15 à 16 ans qui plient sous le poids de leurs armes et de leurs sacs³. Une unité soumise à une telle préparation d'artillerie pouvait perdre 15% de son effectif. Dès le début de l'engagement, les canons égyptiens tuent plus de mille Turcs⁴. Au bout de trente minutes, la brigade de Haidar pacha recule avec l'artillerie qui la flanque. Les canons turcs réduisent leur tir, quelques caissons ont sauté sous l'action ravageuse des boulets égyptiens. Toutefois, les autres troupes d'Ibrahim pacha se battent mollement. L'aile gauche, composée de seize bataillons, se débande au commencement de la bataille. Les Turcs ont tiré des coups de canon dont la précision a jeté la confusion dans l'infanterie égyptienne. Soliman pacha aperçoit un mamelon. Il juge l'emplacement idéal. Les Turcs ne s'en sont pas emparés. Soliman pacha donne des ordres hâtifs et à la tête de la cavalerie, il progresse vers le monticule. L'artillerie légère galope derrière lui. Les Turcs voient l'intérêt d'une telle position. Sortant d'une apparente léthargie, ils avancent. Leur cavalerie se précipite à son tour mais elle arrive trop tard. Quand elle s'approche de la colline, les forces égyptiennes en couronnent déjà le plateau et l'artillerie gravit les pentes. Les Turcs ne parviendraient pas à l'enlever. La crête s'enflamme. Ils tournent bride. L'armée égyptienne occupe le mamelon qu'elle garnit avec de solides pièces de 8.

Ibrahim pacha passe à l'offensive. Il monte *Durzi*, un bel étalon arabe. Une magnifique paire de pistolets incrustés d'or pend à sa ceinture. Le sabre à la main, suivi de son état-major, il passe devant le front de son armée qui l'admire. Bondissant de toute la vitesse de sa monture, il lève le bras, pousse les cris du commandement et donne le signal de l'attaque. Mille tambours se font entendre. Les drapeaux et les étendards sont levés. Aux mille voix des commandants succède un silence solennel. « Colonnes, en avant, marche », Ibrahim pacha entraîne avec lui quatre régiments de cavalerie, deux d'infanterie légère et sous le canon de Soliman pacha, il se jette impétueusement sur l'aile gauche ottomane. C'est une commotion électrique qui s'avance aux sons de la *Marseillaise* et de la *Parisienne*. Hafiz pacha voit le danger. C'est au nord, vers Nezib, qu'est le plus grand péril. La bataille semble perdue pour les Turcs.

Hafiz dégarnit son centre, appelle son aile droite et dirige toutes ses forces sur sa gauche qui pourrait plier. Une brigade d'infanterie turque, couverte par un bois clair planté d'oliviers, attend et laisse s'approcher l'ennemi dont la cavalerie s'embarrasse dans un terrain rocailleux, escarpé et hérissé d'arbres. Coiffés du fez, les tirailleurs turcs épaulent leurs fusils, visent et ouvrent le feu. Face à ce tir de barrage, la cavalerie d'Ibrahim pacha recule, se replie

¹ *Le Spectateur militaire*, p. 156.

² *Moniteur universel* du mardi 6 août 1839. Rapport de Petit.

³ D'Aubignosc, *op. cit.*, t. I, p. 65.

⁴ Moltke, *op. cit.*, p. 395.

sur son infanterie qui la suit, la refoule et sème la débandade. Les jeunes conscrits se dispersent. Ibrahim pacha, l'œil étincelant, la bouche écumante, veut résister. Il rallie ses hommes, vociférant et faisant des moulinets avec son sabre. Au passage, il en décapite quelques-uns pour leur couardise¹. Trois hommes lui restent fidèles : le colonel Mohamed bey, son porte-drapeau et un conscrit druse, le jeune Youssef, qui crie avec désespoir à ses camarades : « Lâches ! lâches ! qui abandonnez votre général ! » À eux quatre, ils forment un faisceau, une digue et cherchent à retenir les fuyards. Ils redonnent courage et rallient quelques soldats qui flanchent. Pendant le combat, ce sont 1 800 Syriens d'un des régiments de la garde du vice-roi qui passent à l'ennemi. Ces soldats prendront la fuite avec le reste de l'armée ottomane et seront incorporés à Malatia dans la garde du sultan. Les défections sont nombreuses pendant la bataille et touchent les deux camps. Le général turc, voulant conduire une contre-attaque sur son aile gauche, agite l'étendard des régiments d'élite mais les soldats ne bougent pas.

Au centre, les deux armées se rapprochent. Il fait très chaud. Le thermomètre affiche pratiquement 35°C. Les fronts hâlés ruissellent. La cavalerie légère égyptienne, deux mille Hanadès, virevoltent sur les flancs de l'infanterie ottomane. Accomplissant des fantasias, les cavaliers voltigent de toute la vitesse de leurs chevaux, déchargeant leur fusil. Les canons des trois redoutes convergent leur tir sur les formations égyptiennes qui sont stoppées net. Les pièces turques tonnent et jettent leurs boulets fauchant les rangs ennemis. Commandés par Ahmed pacha et Othman pacha², les Égyptiens ripostent avec précision. La fusillade éclate sur toute la ligne. Cadalvène rapporte que le « vent du sud emportait par rafales la fumée du champ de bataille et de moment en moment obscurcissait l'atmosphère de nuages de poussière. Le soleil, en montant dans un ciel pur, brûlait les combattants des rayons d'une ardente matinée de juin. ³ Les Turcs chargent la ligne égyptienne amincie par son large mouvement. Les deux forces rivales, pointant leurs baïonnettes, s'abordent. Les hommes redoublent de rage meurtrière, s'embrochent, s'égorgent et se massacrent avec fureur⁴. L'armement dont dispose le fantassin égyptien se compose essentiellement du sabre briquet et du fusil à silex modèle 1801 garni d'une baïonnette, lequel n'est qu'un perfectionnement de son prédécesseur immédiat, le 1777. Quelques unités sont équipées d'une baïonnette à scie, d'autres de fusils de provenance belge ou anglaise⁵. Ces armes ont un canon court, n'ont pas de capucine⁶ et sont de médiocre qualité.

La cavalerie charge, sabre au clair. Au loin, sous les rayons du soleil, le croissant de cuivre doré des cuirassiers syriens resplendit au milieu des carrés turcs, qui, effrayés, s'ouvrent et s'écartent, impuissants à résister au choc de ces grands chevaux et aux coups de sabres mortels que prodiguent ces hommes couverts de fer. Ces cavaliers lourds de l'armée égyptienne portent une cuirasse modèle 1798 à matelassure galonnée de drap rouge au col et aux entourures, la grande latte⁷ à garde de laiton et fourreau de fer de la manufacture de Klingenthal et le lourd pistolet d'arçon de calibre 18 à monture de cuivre. Le préjugé musulman contre le chapeau contraint à modifier le casque. La calotte est en acier poli. La visière est rognée, un nasal mobile en forme de flèche est adapté à la bombe. Le cimier à l'antique est remplacé par une pointe en cuivre doré surmontée du croissant, et la crinière par un couvre-nuque de mailles. La veste de ces cuirassiers est bleue et le pantalon blanc.

Les habits rouges de l'artillerie turque attirent les regards. L'infanterie régulière porte un ample pantalon (*charvar*). Les soldats égyptiens, habillés de toile grise, s'élancent par masses immenses, les rangs serrés, la baïonnette en avant, sur les pentes escarpées, soutenus par les sons aigus du fifre qui dominent les batteries du tambour et le crépitement de la fusillade. Les canons tirent à mitraille. L'air en est sillonné. Les fantassins égyptiens suivent à ce stade de la bataille leur artillerie au pas de charge, l'arme au bras et sans brûler une amorce. Soudain, les feux d'artillerie de la droite égyptienne faiblissent. Écouvillons en main, les artilleurs, tenue bleu foncé, voient leur stock de boulets et d'obus fondre rapidement. Le commandant d'une batterie d'artillerie à cheval voit qu'il lui reste à peine dix coups à tirer. Il veut se replier pour remplir ses caissons. Un régiment d'infanterie, qui le suit, panique. Quelques bataillons syriens crient qu'ils n'ont plus de cartouches. Il faut attendre le ravitaillement par le parc de réserve. Le feu se tait. La peur gagne les rangs. Les Syriens harassés s'enfuient entraînant avec eux le reste de l'armée égyptienne. Le moment serait propice aux Turcs pour contre-attaquer, selon un officier français attaché à l'état-major d'Hafiz pacha, le capitaine Petit. Il presse le généralissime de marcher à la baïonnette sur les Égyptiens dont les bataillons se replient vers le monticule qu'ils tournent pour disparaître à jamais. Soliman pacha voit la confusion affreuse et il en devine la cause. Furieux, il fait pointer sur eux son artillerie de réserve. Une douzaine de boulets stoppent net les fuyards qui voient avec effroi qu'ils sont pris entre deux feux. Ils hésitent, puis Soliman pacha, taille médiocre, la cinquantaine, épaules rondes, large carrure, yeux bleus, front proéminent, nez aquilin, longues moustaches blondes, visage couturé par la petite vérole, personnage herculéen à la face de lion, renommé pour son coup d'œil rapide et sa bravoure électrisante, parvient à les rallier.

¹ Athanase G. Politis, *op. cit.*, p. 83.

² Maxime Weygand, *Histoire militaire de Méhémet-Ali et de ses fils*, Paris, 1936, t. II, p. 113.

³ Edmond de Cadalvène et Émile Barrault, *op. cit.*, p. 271.

⁴ Aimé Vingtrinier, *op. cit.*, p. 324.

⁵ Gilbert Sinoué, *Le dernier pharaon*, Paris, J'ai lu, 1999, p. 217.

⁶ Chacun des trois anneaux de métal qui relie le canon au bois d'une arme à feu.

⁷ Sabre long de cavalerie.

Les munitions arrivent. La droite égyptienne se ressaisit. Le commandant de la batterie d'artillerie qui a semé la panique, de peur d'un châtement, retourne au combat et brûle ses dernières gargousses à demi-portée de fusil de l'ennemi.

Une brigade turque de la cavalerie de la Garde, poussée par l'inquiétude, quitte sa position de réserve et charge sans avoir reçu d'ordre, bousculant les premières lignes d'infanterie de son propre camp. Son attaque s'ébranle, elle ne parvient pas à atteindre l'ennemi. Quelques obus l'atteignent. Elle tourne bride et sème la panique au grand dam des unités ottomanes. Six bataillons irréguliers de Kurdes et les bachi-bouzouks commandés par Mahmoud pacha jettent les armes. Les officiers tuent plusieurs déserteurs. Le généralissime Hafiz pacha accourt lui-même et sabre les fuyards mais il ne parvient pas à les faire remettre en ligne. La cavalerie turque charge encore mais les carrés égyptiens la stoppent par un feu sur de deux rangs. Soliman pacha porte son artillerie à moins de 500 mètres et fait prendre en enfilade le centre et la gauche de l'armée turque qui faiblit. La division du pacha de Marasch, à la gauche du dispositif turc, souffre beaucoup des projectiles égyptiens. Les bachi-bouzouks s'enfuient. Les Baraks, tribu turkmène errante sur la rive droite de l'Euphrate qui s'est ralliée aux troupes impériales turques, se disloquent rapidement. Les réguliers fléchissent. Ils tirent de trop loin, et restent en colonnes. L'emploi de l'artillerie sur des masses compactes désarçonne les cavaliers, brise les fantassins et sème la confusion, la panique. La première ligne d'infanterie ottomane met bas les armes. Le premier régiment de la brigade Heider pacha, dont les uniformes blancs sont entachés par le combat, a son commandant capturé parce qu'il s'est trop rapproché des lignes ennemies. Voyant des fluctuations, une dissolution prochaine des forces ottomanes, Ibrahim pacha lance à la charge le 2^e et le 8^e lanciers qui culbutent l'infanterie ennemie déjà ébranlée. Les fantassins sont sabrés mais une division de cavalerie turque accourt. Mohamed bey le Kurde fait sonner la retraite puis se reforme en arrière. Les chasseurs à cheval égyptiens (1^{er} et 13^e régiments) chargent à leur tour. Ils sont arrêtés par une vive fusillade et par la présence de quatre régiments de cavalerie turque. Le généralissime ordonne aux huit bataillons de la garde d'accoster l'ennemi à la baïonnette. Le jeune colonel Ibrahim bey qui commande la garde égyptienne a fait son éducation militaire en France. Il se tourne vers ses officiers : « Voyez si les musulmans élevés en Europe savent se battre et ont de l'honneur !¹ » Il s'élançait, au galop. Croyant que les Turcs veulent se rendre, il les apostrophe : « Frères, rendez-vous ! » Un morne silence suit. Se retirant, il est abattu par une décharge. Les cuirassiers et les cheveau-légers de la garde, suivis par les 1^{er} et 15^e chasseurs à cheval, chargent. L'infanterie de la garde suit et croise la baïonnette.

Sur l'aile droite, la brigade Khaled pacha énergiquement commandée résiste. Soudain, le général Khaled est tué par une balle en plein front alors qu'il observait le champ de bataille avec sa longue-vue ! La troupe est mise en désarroi. C'est le désordre. Les unités Ismayl et Mustapha se replient sous l'action d'une charge de cavalerie. La cavalerie égyptienne achève de contourner la ligne ennemie pour tomber sur les communications des Turcs et couper leur retraite. Le cri de « Sauve qui peut !² » retentit. Hafiz pacha, le sabre à la main, apostrophe vainement ses troupes. Le torrent de la déroute l'entraîne. Un officier prussien au service ottoman est tué d'un coup de pistolet par les Turcs qu'il engageait à mieux se défendre³. Le dispositif des lignes turques s'effondre. Ibrahim pacha, à la tête de la cavalerie, rabat sur la gauche, déborde l'armée turque et menace Nezib.

À la fin du combat, les troupes irrégulières qui formaient la moitié des forces ottomanes passent à l'ennemi. Elles s'infiltrèrent facilement et elles capturèrent les réguliers ainsi que leurs officiers. C'est la curée. Ce n'est plus qu'une débandade sabrée par la cavalerie égyptienne. Les vainqueurs pourchassent les fuyards pour les dépouiller. Les soldats égyptiens pillent pour s'indemniser. Ibrahim pacha est abandonné, presque seul, par les lanciers de la garde, à la tête desquels il se trouvait. Blasphémant, sabrant, faisant sonner le rappel, il faut plus de vingt minutes aux officiers supérieurs pour rallier leurs troupes. Le jour de la bataille, les montagnes et les collines fourmillaient de cavaliers kurdes, attendant avec impatience l'issue du combat afin de tomber sur le vaincu et le dépouiller⁴. Les Kurdes ne dérogent pas à leur réputation de brigands. Voyageant au Kurdistan, le docteur Teule écrit d'eux : « je vais coucher sur une colline qu'ils ont plus d'une fois arrosée du sang des voyageurs.⁵ » Les malheureux soldats trouvent toutefois l'hospitalité sous les tentes des détresseurs le soir de la bataille. Hafiz pacha, touché au bras, laisse sur le terrain ses correspondances et sa décoration en diamants qu'il a oubliée sous sa tente dans la précipitation de la fuite. Il sauve néanmoins la caisse de l'armée qui contient 45 000 bourses (soit 15, 6 millions de francs). Il essaie de traverser l'Euphrate pour se réfugier dans la montagne. Son cheval a été blessé dans la mêlée par une balle. L'épaule fracassée, la monture perd beaucoup de sang. Parvenu au milieu du fleuve, l'animal perd ses forces et se noie. Le général turc allait être englouti lorsqu'un jeune Albanais qui le suivait de près, le saisit et

¹ Edmond de Cadalvène, *op. cit.*, p. 271.

² Edouard Gouin, *L'Égypte au XIX^e siècle, histoire militaire et politique, anecdotique et pittoresque de Méhémet-Ali, Ibrahim Pacha, Soliman Pacha*, Paris, P. Boizard, 1847, p. 454.

³ Gabriel Enkiri, *op. cit.*, p. 353.

⁴ Ferdinand Perrier, *op. cit.*, p. 272.

⁵ Jules-Charles Teule, *Pensées et notes critiques extraites du journal de mes voyages dans l'empire du sultan de Constantinople, dans les provinces russes, géorgiennes et tartares du Caucase, et dans le royaume de Perse*, Paris, 1842, t. II, p. 495.

le met sur un petit cheval épirote qu'il montait. Ils atteignent l'autre berge. Ils sont sauvés¹. Hafiz pacha marche alors droit vers Malatia pour réorganiser son armée. Pour fuir, Moltke et ses deux amis prussiens troquent leurs uniformes pour des habits de villageois. La victoire égyptienne est totale. En deux heures, la déroute ottomane est consommée. Soliman pacha résume la bataille dans un récit : « L'armée turque ne put résister à des attaques successives et faites avec beaucoup d'ensemble ; elle se mit en retraite sur son ancien camp, et nous la fîmes poursuivre par notre artillerie de première ligne, et par la première et la deuxième ligne d'infanterie. La troisième ligne, infanterie et artillerie de réserve, prirent position sur les hauteurs qui couronnaient le camp turc. C'est à la suite de ces manœuvres que l'armée turque fut mise en complète déroute.² »

Lors de son voyage en France, Soliman pacha raconte en 1846 la bataille de Nezib à la reine Marie-Amélie qui est effarée³. Le combat a été particulièrement violent. La haine animait les soldats. D'après Petit, la bataille a été très sanglante car l'armée ottomane a perdu un septième de son effectif. Côté égyptien, le baron d'Armagnac est désigné pour faire relever les victimes de la journée et les conduire aux ambulances. Une centaine de cavaliers sont réquisitionnés dans chaque régiment pour cette tâche. D'Armagnac voit un champ de désolations. Les blessés se tordent de douleurs parmi les sacs et les fusils. Près d'un caisson, qui avait sauté, il trouve des débris charbonnés de corps humains et de chevaux. Les boulets et la mitraille ont fait d'horribles ravages. Des victimes respirent encore. Les unes prient. Les autres implorent de l'eau. « Nous donnions nos bidons », écrit d'Armagnac. Plusieurs expirent en buvant. Mis sur un cheval, ils poussent des cris effroyables. Un capitaine a eu la cuisse emportée par un boulet et un biscaïen lui avait frappé le bras gauche. Il peut encore se soulever. Il tente de communiquer mais d'Armagnac ne comprend pas le turc. Il suppose que l'homme a été volé. Un officier albanais traduit. Le capitaine avait trouvé la force de creuser la terre, avec la seule main qui lui restât. Il avait enfoui sa bourse de 4 000 piastres en or et s'était couché dessus. Il veut désormais la partager avec d'Armagnac. Conduit à l'ambulance, le capitaine turc expire. L'officier albanais hérite de son précieux bien. L'armée égyptienne a eu officiellement 400 tués et 850 blessés. Petit estime cependant les pertes égyptiennes à 3 000 hommes. Ibrahim bey, colonel du 2^e régiment de la Garde, a été tué. Kaled bey, colonel du 1^{er} est blessé mortellement. Kaled bey, colonel d'artillerie est blessé à la cuisse. Telki bey, colonel d'artillerie légère est blessé à la jambe⁴. Zéky bey, colonel du 2^e régiment d'infanterie égyptienne, après avoir eu une cuisse emportée, meurt à la suite de l'amputation. Les Turcs ont des pertes qui s'élèvent, selon les sources entre 1 000 et 4 000 morts et 2 000 à 3 500 blessés. Quatre généraux ont été tués. Un colonel a été assassiné par les Kurdes. Plusieurs officiers européens qui servaient dans l'armée ottomane ont été tués. C'est le cas d'un officier polonais et de cinq officiers français. Un baron prussien a été tué d'un coup de pistolet par les Turcs qu'il engageait à faire bonne contenance et à ne pas fuir. Plus de vingt médecins et chirurgiens européens arrivés la veille de Constantinople ont presque tous été tués. Seulement, quelques-uns ont été capturés. Les Turcs ont perdu 80% de leur effectif dans la débandade. Les Égyptiens capturent entre 8 500 et 12 000 prisonniers, la plupart des miliciens, qui ont été sur le champ renvoyés chez eux. 5 000 hommes ont probablement déserté.

L'armée égyptienne passe quelques jours sur le champ de bataille de Nezib, au milieu d'odeurs insupportables, qui heureusement n'engendrent pas le typhus. L'état-major fait évacuer les blessés sur les villes voisines. Beaucoup meurent après la bataille des suites de leurs blessures, de la fatigue et par manque de nourriture et d'eau. Les Égyptiens s'emparent de presque toute l'artillerie et du matériel ennemi : plus de cent pièces d'artillerie avec les caissons, 35 pièces de gros calibre dans les redoutes abandonnées de Birèdjik et plus de 20 000 fusils. Les Égyptiens réunissent les caissons. Le soleil brûlant met le feu à l'un d'entre eux. L'explosion se diffuse à cinquante autres caissons. Un fracas effroyable se fait entendre. Les chevaux épouvantés rompent leurs attaches et s'élancent pêle-mêle dans le camp, culbutant tout sur le passage. Il faut deux jours de recherches pour les retrouver dans les plaines voisines. Six cents d'entre eux sont à jamais perdus pour l'armée égyptienne. Le village de Kessel Hissar subit des représailles. Il a manifesté de l'hostilité avant la bataille de Nezib. Hafiz pacha y avait fait distribuer des armes. Des soldats égyptiens avaient subi des exactions. Le cheik du village paie pour tous. Il est pendu à la porte de sa maison.

Les causes de la défaite turque

L'histoire retient que la défaite impériale est due à l'incapacité présomptueuse d'Hafiz pacha, généralissime de l'armée turque et à la lâcheté de ses troupes qui se débandèrent à la première attaque. Les Ottomans avaient manqué de sang-froid, jetant les fusils pour fuir plus facilement. Au contraire, on remarqua l'habile tactique utilisée par l'armée égyptienne qui avait l'intelligence de son côté. Le goût amer de la défaite laisse chez le généralissime turc de profondes blessures morales. Quadragénaire, sa barbe blanchit. Plus tard, lorsqu'il parlera de

¹ Bibliothèque historique, Paris, J. Laisné, 1840, p. 34.

² Soliman pacha, *Relation de la bataille de Nezib*, Paris, 1840, p. 8.

³ S.H.A.T. 1K308 n°10.

⁴ *Moniteur universel* du mardi 6 août 1839. Rapport de Petit.

la bataille, il bafouillera, tremblera et attribuera sa mauvaise fortune à Allah¹. Faisant route vers la Perse, le comte de Sercey le rencontre à Erzeroum au mois de décembre 1839. Hafiz pacha fait au Français une magnifique réception et fait des cadeaux qui aurait coûté près de 200 000 piastres (50 000 francs)². Hafiz pacha confie qu'il ne pense qu'à se venger de Nezib. « Tout paraissait être en ma faveur, dit-il, le vœu des populations, la position de mon armée, l'enthousiasme de mes officiers. Mais les premiers coups de canon ont fait fuir les soldats kurdes : les officiers ont trahi leur serment et moi je suis à Erzeroum ! Au lieu de ces Prussiens, si j'avais eu un Français, un Soliman Bey, par exemple, j'aurais été vainqueur ! Les Russes ne l'ont pas voulu !³ »

La réforme militaire dans l'armée turque n'a rien amélioré. « La Turquie n'a qu'à montrer son armée pour signaler sa nullité comme puissance », écrit d'Aubignosc⁴. Le docteur Teule voit à Constantinople des casernes délabrées, des soldats sans discipline, en guenilles, dont les cheveux tombent jusque sur les épaules et ignorant ce qu'est un rasoir. En présence de l'ennemi, « mieux vaudrait encore peut-être le choc désordonné, mais terrible de leurs masses irrégulières, que les informes essais de tactique européenne qu'ils ont tentés », écrit Ferdinand Perrier, l'aide de camp de Soliman pacha. Les espions de Méhémet-Ali rapportent « que les artilleurs ottomans n'avaient pas une expérience suffisante de l'usage des canons et que certains d'entre eux les voyaient pour la première fois.⁵ » L'armée turque reste trop marquée par les enseignements du ministre de la Guerre Khosrew pacha, personnage hideux, sardonique et grotesque dont la vue inspire le dégoût et l'effroi⁶. Ne sortant jamais de Constantinople, il s'est fait enseigner quelques principes de stratégie, joue avec des soldats de bois qui manœuvrent sur la surface d'un échiquier. Il affirme toutefois pouvoir organiser des plans de bataille, défendre et attaquer des places. Juste après sa victoire, Ibrahim pacha rédige une dépêche : « Je veux poursuivre des adversaires; mais je n'en trouve plus. C'est après un combat de deux heures que l'armée turque s'est débandée et a pris la fuite avec une précipitation telle que nous n'avons pu la rejoindre. » La victoire est-elle due au génie militaire de Soliman pacha ? Le contournement du corps de bataille turc était son idée mais le mérite doit rejaillir sur Ibrahim. Soliman est un « bon officier, qui entend parfaitement la manœuvre, qui paie de sa personne, mais qui malheureusement n'est pas toujours écouté, qui n'a aucun pouvoir entre les mains et qui en tout est semblable à ces corps opaques qui ne reçoivent de lumière que celle qu'ils reflètent d'un astre lumineux.⁷ » L'ingratitude d'Ibrahim pacha, qui a d'ailleurs failli compromettre la victoire par une attaque inconsidérée, poussera Soliman pacha à ne plus vouloir servir directement sous les ordres du généralissime égyptien⁸.

Les raisons de la défaite du camp ottoman sont multiples. Selon Petit, les Turcs n'auraient pas dû négliger le mamelon qui se trouvait à 800 mètres du centre de leur ligne. Ils ont eu tort de ne pas charger à la baïonnette lorsque l'armée égyptienne avait quatre régiments en déroute. La cavalerie ottomane ne donna pas. D'après Moltke, la bataille était perdue d'avance. D'Aubignosc confirme que les régiments turcs étaient ébranlés avant d'être engagés. Depuis 1838, l'armée ottomane rassemblée dans les montagnes du Taurus était décimée par les maladies. Quoique campée sur les hauteurs, formée d'indigènes, la plupart kurdes, la mortalité la plus effrayante régnait. Les fièvres, la dysenterie, le typhus éprouvaient les troupes depuis un an. « Il y eut des régiments entiers qui, dans l'espace d'une année, furent réduits de moitié », confie Moltke. On trouvait même à l'hôpital turc de Malatia quatorze hommes qui avaient les pieds gelés dans leur lit. La dysenterie avait ravagé et éprouvé l'armée turque⁹ avant la bataille. Toutefois, la maladie et les longues marches ne peuvent être incriminées comme des causes essentielles à la dislocation de l'armée turque. Les maladies touchaient les deux armées de la même façon. En revanche, les vivres manquaient alors que les Turcs restaient proches de leurs dépôts pour pourvoir aux remplacements. L'étoffe des uniformes était tellement légère qu'elle ne garantissait pas contre le froid ou contre l'humidité. Les tuniques cédaient au moindre effort de ceux qu'elles couvraient. Les chaussures étaient dans un triste état. Les espions de Méhémet-Ali connaissaient la situation déplorable de leur adversaire. Ils rapportaient « les plaintes des soldats ottomans suite à la pénurie de vivres. » Cette dernière cause est suffisante, à elle seule, pour que les soldats turcs désertent les rangs de l'armée et rejoignent le camp des Égyptiens. Certains d'entre eux disaient à haute voix « si nous rencontrons les Égyptiens, nous ne tirerons jamais sur eux, au contraire nous nous lèverons tous pour nous joindre à eux.¹⁰ » Ajoutons qu'il y avait également pénurie de fourrage ce qui rendait les chevaux incapables de tirer convenablement les canons et, le 28 mai 1839, la poudrière placée en arrière de leurs lignes explosa avec une grande quantité de munitions, ce qui laisse supposer des difficultés en approvisionnement le jour de la bataille. De plus, l'armée turque ne dispose pas de troupes légères avec lesquelles on s'éclaire en

¹ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 39.

² *Ibid.*, C.P.C. Turquie consulats divers, vol. 11 et 12. Lettre du consul Aubry à Soult, Trebizonde, 21 janvier 1840.

³ Félix-Édouard de Sercey, *Une ambassade extraordinaire. La Perse en 1839-1840*, Paris, l'Artisan du Livre, 1928, p. 76.

⁴ D'Aubignosc, *op. cit.*, t. I, p. 62.

⁵ Yassine Soueid, *Histoire militaire des Mûqata'as libanais à l'époque des Chéhab 1698-1842*, Beyrouth, 1985, t. II, p. 763.

⁶ D'Aubignosc, *op. cit.*, p. 55.

⁷ A.M.A.E., C.P.C., Turquie, vol. 11 & 12. D'Armagnac, ancien officier aux cuirassiers de la garde d'Ibrahim pacha, 12 mars 1840.

⁸ Caroline Gaultier-Kurhan, *Méhémet-Ali et la France 1805-1849*, Maisonneuve et Larose, 2005, p. 61.

⁹ Moltke, *Campagnes des Russes dans la Turquie d'Europe en 1828 et 1829*, Paris, 1854, pp. 203, 204 et 217.

¹⁰ Yassine Soueid, *op. cit.*, p. 763.

campagne. Les compagnies d'élite sont inexistantes. Les Kurdes qui occupaient l'aile gauche étaient des unités peu fiables. Les officiers turcs sont incompetents. Indignes de leur rang, ils ne se distinguent ni par le langage, ni par leur conduite privée, ni par leur instruction. Peu assurés, ils sont animés par un despotisme mal éclairé. Nul patriotisme, nulle idée d'honneur ne les anime¹. Les janissaires, eux, avaient au moins la haine du Moscovite. L'instruction des officiers ne dépasse pas les éléments de l'école de peloton. L'armée turque n'a ni ingénieur, ni mineur, ni pontonnier, pas de registres, ni de contrôle réguliers. Elle ne possède que des états de situation fournis par les chefs de corps et les gouverneurs de province. Dans la cavalerie, les bottes sont rares. Les misérables chaussures qui laissent à nu les chevilles des pieds sur lesquels portent le ou les éperons (certains n'en avaient pas deux). Les officiers ont cependant fait réduire la longueur de la hampe de la lance. Cette arme empruntée aux Arabes est tellement longue qu'elle ne sert qu'à pointer. En Europe, la lance sert à l'agression et à la parade dans toutes les directions. Les chevaux étaient beaux mais manquaient de soins. Ces rosses sont épuisées et n'ont pas assez de rations. Depuis que tout a été européanisé, le cavalier a perdu de son ancienne assurance. Le mors n'a pas reçu une gourmette flexible à la place de celle fixe qu'on avait supprimée. Résultat : le cheval n'obéit plus et le cavalier est plus occupé à conserver son équilibre et gouverner sa monture qu'à exécuter les mouvements qu'on lui ordonne².

L'Anglais Spencer dresse à peu de choses près un réquisitoire tout aussi affligeant à l'égard de l'armée turque, mais il met surtout en cause le peuple : « Quoique les efforts du sultan, eu égard au peu de temps qui s'est écoulé depuis qu'il a commencé ses réformes, aient amené des résultats frappants dans l'armée, la masse du peuple ne s'est pas améliorée au même degré; ses progrès n'ont pas répondu à l'activité déployée par son entreprenant souverain pour le régénérer; car, excepté chez les jeunes gens des écoles militaires, il est rare de voir des témoignages d'un véritable enthousiasme patriotique. Parfois, il est vrai, on rencontre quelques esprits ardents qui brûlent de mesurer leurs armes avec celles de l'odieux Moscovite; mais en général les Turcs du temps actuel ont pour caractère l'apathie et l'indolence, et se distinguent fréquemment par leur attachement à des vices dégradants qui les rendent méprisables aux yeux d'un Européen à l'âme élevée. Si l'on visite leurs fortifications, leurs arsenaux ou leurs vaisseaux de guerre, on trouve partout la même torpeur négligente, le même manque d'énergie. On ne prend aucun soin pour que la tenue militaire et la contenance des troupes soient de nature à porter la terreur dans le cœur des ennemis. Outre l'apparence généralement malpropre des hommes et le peu de respect marqué par les soldats à leurs officiers, on ne fait aucune attention à ce que les rangs soient bien appareillés; car l'on voit souvent l'homme le plus maigre à côté du plus chargé d'embonpoint et un nain accolé à un géant, comme si l'on cherchait exprès ces rapprochements ridicules. Quelque insignifiants que puissent paraître ces détails, soyez sûr qu'il en résulte un effet fâcheux, et que leur impression sur le spectateur accoutumé à la belle apparence des troupes européennes ne peut être qu'un sentiment de mépris pour une armée composée de pareils éléments. Mais c'est quand ils marchent que ces soldats ont l'air le moins militaires, et je crois en vérité que le meilleur instructeur d'Europe ne viendrait pas à bout de corriger entièrement un Osmanli de la gaucherie et de l'insupportable dandinement particulier à ce peuple, quand il se met en mouvement. » Spencer misait cependant sur l'endurcissement du soldat turc habitué à peu de confort : « Quoique le Turc ainsi enrégimenté n'ait point une contenance martiale fort imposante, il a pourtant ses qualités essentielles comme soldat : il est plus patient dans les revers et plus endurant que l'Européen; son mépris pour toutes les commodités de la vie ne saurait être trop admiré. Son lit, qui ne se compose que d'un morceau de tapis ou d'une natte, avec une couverture en poil de chameau ou de chèvre, lui sert également au camp et à la caserne, et un énorme chaudron fait cuire tout ce qu'il faut de pilaus pour les besoins d'une compagnie. Quand ces objets lui sont procurés (et autrefois il n'y fallait pas toujours compter), il est aussi heureux et plus heureux peut-être que le soldat européen le mieux nourri et le mieux logé. » L'Anglais concluait cependant aux rémanences de graves lacunes dans l'armée turque : « Le manque d'un service de santé bien organisé est une des lacunes les plus importantes dans l'armée turque; car le disciple de Mahomet, nonobstant son fatalisme et sa détermination à opposer l'apathie aux revers et le stoïcisme à la douleur, s'apercevrait certainement bientôt des avantages d'un bon traitement médical. Il serait impossible de former un corps de médecins indigènes capable de suffire aux besoins du service, et il y aurait de grands inconvénients à recourir uniquement à des étrangers; toutefois il est fort désirable qu'on fasse quelques tentatives pour soulager les souffrances des malades et des blessés dans la première guerre que la Turquie aura à soutenir. Un service de santé n'est pas, du reste, la seule chose qui manque à l'armée ottomane : il lui manque encore un état-major bien conduit, ce qui l'expose à tous les maux résultant d'une mauvaise administration, maux qui s'accroîtraient au centuple en temps de guerre. Le sultan ne l'ignore pas; mais, grâce à l'ignorance et à l'incapacité de ses agents, rien de ce qu'il a tenté jusqu'ici pour y remédier n'a pu réussir. En outre, la majorité de ses instructeurs européens est composée d'hommes qui ne présentent pas de très grandes garanties comme caractère ni comme talent militaire. Le sultan, d'ailleurs, malgré sa fermeté, ayant cédé aux sollicitations de son peuple, qui ne veut être

¹ D'Aubignosc, *op. cit.*, t. II, p. 51.

² *Ibid.*, t. I, p. 67.

commandé que par des officiers professant l'islamisme, les Turcs ne sont pas en position de faire de grands progrès dans la tactique européenne. »

L'artillerie turque est très mal lotie. La moitié du corps du faubourg de Tophana est composée d'enfants incapables de prendre part à une manœuvre de force. Ils sont épuisés avant d'entreprendre de véritables services. À la fin de l'année 1837, un grand exercice avait eu lieu dans la plaine qui avoisinait la grande caserne de Ramich-Schifflicte hors de l'enceinte nord de la capitale. Les artilleurs les plus habiles furent choisis. Après le 110^e coup, le sultan vit que pas un boulet n'avait approché de la cible. Il se leva et s'éloigna avec dépit. La mort subite de Rechid pacha, en décembre 1836, qui tenait tant à venger Konieh, avait surtout laissé le sultan sans généraux expérimentés. Côté turc, on attribue la défaite à la présence d'infidèles dans les rangs de l'armée¹. Pour les musulmans, Ibrahim pacha est l'homme prédestiné à leur régénération. Il est l'envoyé de Dieu. Après avoir lu la relation de la bataille par Soliman pacha, Marmont, quant à lui, juge sévèrement la défaite turque dont le premier responsable est le généralissime Hafiz pacha : « La lecture de cette relation et la vue du plan qui l'accompagne donnera suffisamment la preuve de la stupidité sans exemple du général de l'armée turque. L'armée ottomane est placée sur une forte position, rendue meilleure encore par des batteries couvertes et des rehaussements ; elle a sur son front un ruisseau dont les bords sont escarpés, et qu'on ne peut passer que sur un pont situé à peu de distance de sa gauche, et qui est dominé par un plateau situé sur la même rive qu'elle, et elle laisse l'armée égyptienne maîtresse de ses mouvements, sans entreprendre de l'arrêter, et sans l'attaquer quand elle est divisée. Si, voyant le mouvement décidé de l'armée ennemie entière pour tourner sa gauche, le général turc eût envoyé une division pour défendre le passage du pont, il eût donné une nouvelle direction aux opérations ; ou si, après avoir laissé passer la moitié de l'armée, il l'eût attaquée avec toutes ses forces, il l'eût détruite. Au lieu de cela, il laisse, pendant deux jours, l'armée égyptienne le contourner et se mettre en bataille, non plus sur son flanc, mais parallèlement à son front et sur ses derrières, de manière que pour la combattre il faut qu'il fasse demi-tour. On ne conçoit pas qu'un être humain ait pu se livrer à de pareils calculs. Soliman pacha, de son côté, a manœuvré avec une immense imprudence : il devait périr dans cette opération. Sans doute il devait tourner l'ennemi, mais il avait deux précautions à observer : 1^o opérer son mouvement de conversion plus loin de l'armée turque, de manière à passer le ravin à une plus grande distance et arriver sur elle formé en colonnes parallèles et prêt à se déployer ; 2^o se déployer perpendiculairement à son front, afin de forcer les Turcs à prendre une nouvelle ligne de bataille, et à conserver, en supposant un échec, une libre retraite s'il eût été battu : car, dans ce cas, et après ce mouvement étrange, un échec l'eût perdu. » Le sérail turc partage cet avis. Hafiz pacha est condamné à trois ans d'exil à Kütahya et à la dégradation. La sanction initialement prévue était plus lourde : le cordon mais le divan hésita et adopta la méthode européenne du conseil de guerre. On voulut sanctionner également les officiers prussiens. L'ambassadeur prussien, M. de Konigsmark prit le parti du pacha. Il engagea la Porte à ne lui faire aucun mal. La clémence du Divan venait surtout du fait qu'Hafiz a beaucoup de partisans dans l'armée. Certains sont ouvertement mécontents car Sadoula pacha, le généralissime lui ayant succédé s'était permis de traiter durement Hafiz et l'avait fait conduire prisonnier à Sirvas, sans daigner lui accorder un mot d'explication².

Les effets immédiats de la victoire égyptienne

Dans la nuit du 23 au 24, lady Stanhope, frappée par la phtisie, s'est éteinte sous le toit délabré de son palais de Djihoun. Elle n'a pas eu vent de la victoire égyptienne, elle qui les détestait et qui aidait par son or leurs ennemis. Selon Aimé Vingtrinier, le biographe de Soliman pacha, si elle avait vécu quelques jours de plus, elle eût succombé à une crise foudroyante de colère et de désespoir. La réserve de l'armée du Taurus commandée par Izzet pacha, se trouvant à El Bostan, s'insurge à la nouvelle de la perte de la bataille. Les chefs ne sont plus reconnus. La caisse contenant 5 millions de piastres est pillée. Des officiers et des soldats manifestent l'intention de passer à Ibrahim pacha. Les autres n'ont qu'une seule idée : regagner les villages dont ils ont été arrachés³. Le général fait sauter ses poudres et retourne dans ses foyers. Les Turcs disposent toutefois encore de 25 000 hommes en Asie Mineure placés sous le commandement du général Sadoula pacha.

La victoire de Nezib semble être une bonne chose pour les populations chrétiennes. La capitaine Callier rapporte que dans les villes de Syrie où règne le fanatisme musulman, ont été trouvées des listes de victimes qui devaient être sacrifiées dans le cas d'une victoire turque⁴. Le 22 juillet 1839, on parle dans les rues de Tripoli, au Liban, d'une grande bataille entre Turcs et Égyptiens à Nezib. Toute la population est en émoi. Les Druses et les maronites menacent de s'emparer de la ville dont ils ont déjà été chassés. Un artiste français nommé Rogat grave une médaille commémorative de la bataille de Nezib : au revers, un sabre à la poignée décorée de têtes de lion ; sur la lame, Nezib 1839 avec cette épigraphe : *Il sait défendre avec noblesse l'honneur de son pays*. Sur la face, on

¹ Eusèbe de Salle, *op. cit.*, t. II, p. 240.

² *Moniteur universel* du jeudi 5 septembre 1839.

³ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 46. Lettre de Foltz à Soult, Malte, 6 août 1839.

⁴ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 46. Lettre de Callier à Soult.

trouve cet exergue, *Méhémet-Ali Régénérateur de l'Égypte*. Sur la tête du vice-roi sied un tarbouch. Sa barbe blanche entoure une bouche qui ordonne, le nez est fort, aquilin, les narines sont ouvertes, le front est plissé par la pensée, les sourcils relevés par la vigilance, l'œil est pénétrant et spirituel. Afin de vanter la gloire du pacha, Horace Vernet part pour l'Égypte, au mois d'octobre 1839, pour y réaliser un tableau de la bataille de Nezib.

Les Anglais veulent minimiser le mérite de la victoire égyptienne. Dans l'immédiat, la bataille de Nezib n'affecte pas la politique intérieure de l'Angleterre. Le romancier William Makepeace Thackeray (1811-1863) n'observe aucun changement dans le voisinage de Russel Square. La victoire égyptienne n'affecte pas les taxes, ni les foyers, ni les institutions, ni le prix de la viande chez le boucher. Lord Beauvale écrit à Palmerston que Nezib ne fut pas vraiment une bataille. L'armée turque a fui dès les premiers coups de canon. L'historien Paul Mouriez écrit au contraire que « la bataille de Nezib eut un long retentissement dans le monde ; elle absorba l'attention publique, elle surexcita au plus haut point les intérêts en jeu dans cette question d'Orient ; et sans servir de dénouement, elle précipita une solution que les attermolements de la diplomatie menaçaient de reculer indéfiniment. » Au mois de juin 1839, toutes les puissances s'accordent pour agir dans la question d'Orient en vue de limiter l'incendie ou, mieux encore, de l'éteindre. *Le Siècle* indique à la date du 14 juin : « En aucun cas, nous ne pouvons nous réduire (en cas de guerre en Orient au rôle de spectateur, au rôle du Danemark, du Portugal, de Naples. Et qu'arriverait-il, si la France demeurait inactive et isolée ? Il n'y a point à se le dissimuler ; la question d'Orient est pour nous une question vitale ; notre avenir de dignité nationale, de fortune commerciale et de position européenne y est engagé et dépend de la manière dont cette question sera résolue... Que serons-nous dans cette Méditerranée le jour où l'Angleterre, qui a déjà Gibraltar, Malte et Corfou, aurait pris possession d'Alexandrie ? Que serions-nous le jour où la Russie ajouterait la Turquie à un empire d'une grandeur déjà si inquiétante pour l'Europe, où elle arriverait à toucher la Grèce et les provinces illyriennes naguère françaises ? Que devient, dans l'un et l'autre cas, notre commerce du Levant ? Que deviennent nos ports du Midi et notre colonie d'Alger ? Que devient, en un mot, notre influence en Orient et dans le monde ? »

La route de Constantinople est ouverte. Ibrahim pacha brûle d'impatience de la prendre mais Méhémet-Ali s'est engagé auprès des consuls d'Autriche et de Russie à ne pas pénétrer dans l'Asie Mineure. Thiers affirme à la tribune le 11 janvier 1840 que jamais le pacha n'a eu la pensée qu'on lui a prêtée de passer le Taurus, après la bataille de Nezib. Le capitaine Callier, arrivé cinq jours après la bataille, avec les instructions de Méhémet-Ali, demande à Ibrahim de ne plus avancer. Le général s'offusque que la France n'ait rien trouvé de mieux que de lui envoyer un simple capitaine. Il s'en plaint mais il ne faut pas donner aux Russes un prétexte pour reparaître à Constantinople et dans ses détroits. Callier convainc. Ibrahim s'arrête au pied du Taurus. Dans son rapport daté du 4 juillet, Callier écrit de la bataille de Nezib : « Cette victoire ouvrait encore l'Asie Mineure à Ibrahim, et sans la prompt intervention de la France, le général égyptien allait encore menacer le sultan jusqu'au sein de ses États.¹ »

Mourant, Mahmud II est transporté le 14 juin au kiosque de Tchamildja. Les médecins italiens préconisent des saignées. Les grands officiers du sérail s'y opposent. La prière publique est ordonnée dans les mosquées de la capitale. Le laudanum le soulage mais ne le guérit pas². Usé par les excès, épuisé par de furieuses colères contre Méhémet-Ali, il meurt le 1^{er} juillet 1839 à 9 heures du matin. Des lettres de Vienne mentionnent qu'il n'est pas décédé d'une apoplexie mais d'une hémorragie³. Il laisse derrière lui huit veuves, six enfants dont deux princes et quatre princesses. À 54 ans, Mahmud a expiré sans connaître le résultat de la bataille de Nezib dont la nouvelle funeste ne parvient à Constantinople que le 7 juillet. Alphonse de Lamartine écrit, malgré cela, que Nezib a tué le sultan⁴. On craint une insurrection du vieux parti turc. Le séraskier Saïd pacha conduit des troupes dans la capitale afin d'éviter tout mouvement. Jean-Baptiste Morot voit un régiment d'artillerie passer sous ses fenêtres pour aller camper sur la place de l'Altméidan. Mahmud avait manifesté la volonté de se faire ensevelir près de l'hippodrome, aux pieds de la colonne brûlée de porphyre, lieu hautement symbolique, car il y avait fait massacrer les janissaires. Le trône échoit à Abdülmecit, un adolescent valétudinaire de 17 ans. Doux, « pâte molle⁵ », flexible et très craintif, le nouveau sultan est prêt à pardonner à Méhémet-Ali. La mort de Mahmud ne suscite guère de regrets parmi la population turque. Sur les visages se lit un consentement intérieur. Le sultan était devenu impopulaire. « Au lieu de rencontrer une révolution, je tombai au milieu d'une fête », écrit Édouard Herbet⁶.

Opportuniste, Khosrew pacha, à la tête du parti de la paix, prend les fonctions de grand vizir. Lors de l'évacuation des Français en 1801, Khosrew était pacha d'Égypte. Il avait envoyé Méhémet-Ali combattre les mamelouks mais ce dernier s'entendit avec eux, revint au Caire, renversa Khosrew et le renvoya en lui tirant des coups de fusil⁷. L'origine de la haine violente entre ces deux hommes est donc ancienne. Octogénaire, ancien esclave géorgien, Khosrew pense pouvoir se venger de l'affront qu'il reçut dans son gouvernement d'Égypte,

¹ Adolphe d'Angeville, *op. cit.*, p. 46.

² Antoine de Juchereau de Saint-Denys, *Histoire de l'Empire ottoman, depuis 1792 jusqu'en 1844*, Paris, 1844, t. IV, p. 228.

³ *Times* du 3 juillet 1839.

⁴ Alphonse de Lamartine, *Histoire de la Turquie*, Paris, Librairie du Constitutionnel, 1855, t. VIII, p. 400.

⁵ A.M.A.E., papiers privés d'agents, Desages, 38.

⁶ *Moniteur universel* du mardi 6 août 1839.

⁷ Marmont, *op. cit.*, p. 129.

chassé par Méhémet-Ali, mais pour le moment, des ordres sont expédiés pour suspendre les hostilités. L'amiral Achmet est rappelé. Il doit faire rentrer la flotte à l'arsenal. Un dénouement tragique est cependant redouté. Quelques janissaires ayant survécu au massacre de 1826 veulent profiter de la situation pour essayer de rétablir par la force le régime détruit. La police saisit chez l'un d'eux des armes et des cartouches. On redoute en outre une explosion populaire si le sultan refuse de faire prendre à sa garde les pantalons larges des anciennes milices. On a peur de voir reparaître le capitain pacha, passé à l'ennemi, avec toute sa flotte. Khosrew fait preuve de fermeté. Des exécutions dont les traces disparaissent dans le Bosphore sont ordonnées chaque nuit. Les distributions publiques d'argent ne tournent pas à l'émeute car l'usage de la courbache empêche les débordements dans les mouvements de foule. La population préfère finalement le despotisme du grand vizir aux chances d'un soulèvement populaire ou d'une réaction du fanatisme militaire et religieux. Le consul de France à Alexandrie, Cochelet, envoie à Paris des dépêches triomphales. Depuis Paris, on le calme. On est préoccupé de la défection de l'amiral turc, Achmet Ferzi pacha. La dernière fille du roi Louis-Philippe, la princesse Clémentine de Saxe-Cobourg-Gotha écrit depuis Neuilly, le 18 juillet 1839, à son frère, le prince de Joinville : « Je pense que la mort de Mahmud va amener de grands changements dans la question, et ce sera peut-être un acheminement vers la paix, qui, pour le moment, vaudrait peut-être mieux pour nous.¹ » Quant à Méhémet-Ali, il est plus que jamais déterminé. Il écrit à son gouverneur à Candie : « Je sais qu'il y va de ma tête et de mon autorité. Je n'hésite plus à accepter les provocations que l'on m'adresse. »

La défection de la flotte ottomane

Les difficultés se multiplient pour l'Empire ottoman. Sa principale flotte envoyée pour surveiller les mouvements des Égyptiens cherche à passer à l'ennemi pour renforcer les rebelles à Alexandrie. Au lieu d'aller combattre Méhémet-Ali, comme tout le monde le croit, Achmet Ferzi pacha décide de sauver son escadre. Achmet qui a, par le passé, demandé au sultan Mahmud de se défaire de Khosrew, redoute une vengeance. Les têtes des amiraux turcs ne tiennent qu'à un fil. L'ancien cordonnier² devenu amiral veut se rendre à Candie et faire cause commune avec le vice-roi d'Égypte. Recevant l'ordre de ramener la flotte, au lieu d'obéir, il s'éloigne. Il devient un mutin. Le 4 juillet 1839, il mouille dans la baie de Besika. Il est à la tête de 22 bâtiments dont 8 vaisseaux et 12 frégates. Les équipages sont de 16 124 marins auxquels s'ajoutent deux régiments de troupes de débarquement, soit 5 000 hommes. Ce sont donc plus de 20 000 hommes qui s'appêtent à passer à l'ennemi. Scipion Marin écrit : « la Turquie a eu à Nezib sa bataille de Pavie, son traître, son connétable de Bourbon, en Achmet Ferzi, capitain pacha. »

L'amiral Lalande, commandant l'escadre française du Levant, est chargé de s'interposer entre les flottes turque et égyptienne. Le 4 juillet, l'amiral français pense que la maladie du sultan retiendrait indéfiniment la flotte turque aux Dardanelles lorsqu'il apprend qu'elle a mouillé à Besika. Le 5 juillet, Achmet sort du canal de Ténédos. Un seul vaisseau de guerre anglais, le *Vanguard*, surveille cette évolution. Il laisse passer sans rien dire. À l'entrée des Dardanelles se trouvent deux vaisseaux français : le *Iéna* et le *Triton*. Sur la demande expresse de la Porte, ils ont été éloignés. L'amiral Lalande se porte à la rencontre du capitain pacha. Les instructions que lui a données l'ambassadeur Roussin le 15 juin 1839 stipulent qu'il doit être poli, spirituel, en un mot : Français³. Une embarcation le rejoint et lui remet de la part du consul de France aux Dardanelles une lettre l'informant de la mort du sultan Mahmud et de la composition du nouveau ministère ottoman. L'amiral Lalande cherche la flotte turque. Il la trouve enfin. Un vapeur portant le contre-amiral Osman bey est chargé de lui présenter les compliments du capitain pacha. L'entrevue a lieu à bord du vapeur turc. Osman bey, représentant Achmet, déclare aux Français que le sultan est mort empoisonné. Khosrew pacha l'a assassiné et veut livrer la flotte turque aux Russes. Des massacres horribles ont eu lieu à Constantinople. Le *Cheik-ul-Islam*⁴ n'a pas été épargné. On l'a étranglé à minuit, en grande pompe, au bruit des salves d'artillerie, parce qu'il a refusé de sacrer le nouveau sultan qui ne voulait pas se coiffer du turban vénéré d'Othman, au lieu du fez révolutionnaire. Osman transmet ces informations falsifiées à l'amiral Lalande par l'intermédiaire d'un interprète du nom d'Avedik Schiaoum⁵. Échange de bons procédés, Lalande conseille à la flotte turque de ne pas se rendre en Crète où des troubles risquent de l'y attendre⁶. Osman bey confie que la paix faite avec l'Égypte, Achmet Ferzi pacha s'entendrait avec le général turc Hafiz pacha et que tous deux marcheraient contre Constantinople pour chasser un gouvernement vendu à l'étranger. Le 16 août 1839, arrivé à Alexandrie, l'amiral Achmet s'explique sur sa défection. Il précise ne pas avoir trahi. Il a juste voulu sauver sa tête que Khosrew n'aurait pas manqué de réclamer. Pour ce faire, il n'a pas voulu se retourner comme César contre le maître insolent de la capitale. Il a évité une effusion de sang. Si sa flotte s'était postée devant le

¹ *Revue politique et littéraire*, 1907, p. 503.

² Louis de Loménie, *Galerie des contemporains illustres par un homme de rien*, « Reschid pacha », Paris, A. René, 1840-1847, t. VII, p. 18.

³ Durand-Viel, *op. cit.*, p. 180.

⁴ Chef de la religion.

⁵ Adolphe d'Angeville, *op. cit.*, p. 51.

⁶ Durand-Viel, *op. cit.*, p. 184.

palais du Bosphore pour demander le départ du vizir, une révolution militaire aurait éclaté. Un motif était donné à l'intervention étrangère. L'amiral assure ne pas avoir agi seul. Il a demandé l'adhésion de ses officiers. De plus, il a prévenu Méhémet-Ali de ses intentions et a écrit à Hafiz pacha pour l'enjoindre de faire pareil que lui, de joindre ses forces à celles de l'Égypte, de clore le drame oriental et de stopper les hostilités en Syrie¹.

L'amiral Lalande rend visite au capitain pacha. Le prince de Joinville l'accompagne à bord du vaisseau amiral turc, il décrit un spectacle très oriental et peu rassurant. Traversant les batteries du vaisseau, il voit les canonniers turcs fumer la pipe à côté de piles de gargousses déposées entre les pièces. L'amiral Lalande a-t-il eu vent des réelles intentions d'Achmet pacha ? Le prince de Joinville est affirmatif et parle d'un secret : « La visite, confie l'amiral Lalande, fut triste, et il n'y fut en aucune façon question de ce que venait de me dire Osman Bey qui lui en rendit compte en particulier. Je vis alors clairement que c'était parce qu'Achmet Pacha se défiait de son entourage qu'il m'avait envoyé Osman Bey avec un drogman de confiance. Le capitain pacha paraissait fort affecté de la mort de son souverain; cependant, il fut très gracieux et parut très flatté de voir Monseigneur le prince de Joinville qui m'avait accompagné dans cette visite. » L'amiral Lalande, sans ordres, laisse filer le capitain pacha mais il n'a pas cru à tout ce qu'Osman bey lui a dit. L'amiral Lalande rend compte à son ministre : « Il m'est impossible, de vous rapporter toutes les circonstances d'une aussi longue conversation où perçait continuellement l'embarras de justifier la démarche et les intentions du capitain pacha, et la crainte que je ne les approuvassé pas. » Le 6 juillet 1839, Lalande expédie son aide de camp, témoin de la conversation, auprès de l'ambassadeur Roussin. Le vapeur *Papin* transportant cet émissaire arrive le 7 juillet à Constantinople. Roussin agit immédiatement auprès du divan. Au cours de la nuit, le *Papin*, mis à la disposition du gouvernement turc, repart. Le 11, il rejoint la flotte turque près de Rhodes. Le capitaine français remet à bord du vaisseau amiral turc un certain Muschin efendi². Cet agent de Khosrew confirme à Achmet son grade d'amiral, ses décorations et le somme de rejoindre les Dardanelles. Cet envoyé du sultan est d'abord accueilli avec une sorte de déférence, mais après avoir été promené quelques jours sur la côte de Caramanie, le commissaire devient plus pressant. Il insiste et veut que la flotte rentre dans les Dardanelles. Le capitain pacha le fait entrer dans sa chambre. Il lui dit : « Je connais ta mission et tes projets. Tu es venu ici pour m'enlever à la fois le commandement de la flotte et la vie. C'est moi qui vais avoir la tienne, si tu ne me révèles à l'instant tes intrigues et celles dont tu n'es que le vil instrument. » L'émissaire turc prend ces menaces au sérieux et avoue tout. En effet, les paroles de conciliation qu'il a apportées, les promesses d'oubli et de tendresse dont il s'est fait l'interprète ne sont qu'un piège. Le capitain pacha est déjà condamné à Constantinople. Il n'en a jamais douté. Il enferme l'envoyé du divan et fait route sur-le-champ pour l'Égypte.

La *Comète* arrive à Rhodes le 15 juillet. Jurien de la Gravière qui la commande apprend que le *Papin* l'y a précédé. Le vapeur portait un envoyé du divan chargé de rendre à la raison le capitain pacha, en fuite. Cette mission assignée au *Papin* n'enchanté guère Jurien de la Gravière : « J'inclinai, comme on fait toujours à cet âge, vers le parti le plus aventureux, vers la politique qui voulait rajeunir l'Empire ottoman plutôt que vers celle qui ne songeait qu'à prévenir sa dissolution.³ » Jean-Pierre Edmond Jurien de la Gravière a 26 ans. C'est un officier de marine très bien noté⁴. Il commande le brick-avisos la *Comète*. Ce navire, qui date des années 1825, a une coque noire, porte huit caronades de 18 et deux canons de 12. Le capitaine est fier : « les bricks-avisos en 1839 étaient le rêve de tous les jeunes officiers. » Le second à bord est l'enseigne Miquel. Les autres principaux membres de l'équipage sont l'enseigne Frésals, le commis d'administration Hébert et le chirurgien-major Sinès⁵. Jurien reste conscient du rôle limité qu'on lui assigne et note que son bateau « devait servir de mouche à l'escadre.⁶ » Soudain, on signale la fameuse escadre ottomane. Il écrit : « Je comptai les vaisseaux, les frégates, les corvettes : la flotte turque était là tout entière. » Jurien de la Gravière cherche l'amiral Lalande pour rendre compte. La rencontre avec l'avisos *Bougainville* est une aubaine. Quelques nouvelles sont données. Le sultan Mahmud est mort. Khosrew pacha a pris les rênes du pouvoir et Achmet, le capitain pacha, a sauvé sa propre tête en fuyant. L'escadre française se trouve dans la baie d'Ourlac. Jurien de la Gravière s'y porte. À peine la *Comète* mouille-t-elle, qu'il se rend à bord du *Iéna* : « La plupart des capitaines, se souvient Jurien de la Gravière, avaient dîné avec l'amiral. Ils étaient rassemblés dans la galerie du vaisseau. Quand j'entrai, je fus frappé de l'animation de tous les visages. L'amiral Lalande me prit à part et me serrant le bras : 'Mon enfant, me dit-il, tu arrives à l'enclouure⁷ !' Il venait d'apprendre la bataille de Nezib et les Russes lui trottaient de plus belle dans la tête.⁸ » Jurien de la Gravière n'est pas mis dans le secret. Il déclare dans ses écrits que le capitain pacha n'a pas dit à l'amiral français qu'il allait conduire cette flotte à Méhémet-Ali. Il lui aurait affirmé seulement que Khosrew pacha est un traître à la solde des Russes et qu'il se rend à Rhodes mettre les navires à l'abri. Le gouvernement sait qu'il ne peut pas entièrement

¹ *Moniteur universel*, dimanche 8 septembre 1839. Explication d'Achmet pacha sur sa défection, Alexandrie, 16 août 1839, traduction.

² Adolphe d'Angeville, *op. cit.*, p. 52.

³ Jean Edmond Jurien de la Gravière, *op. cit.*, p. 352.

⁴ Hervé Coutau-Bégarie, *L'évolution de la pensée navale*, Paris, Economica, 1997, 24 cm, t. VI, p. 31.

⁵ S.H.M., *état général de la marine, 1840*, p. 64.

⁶ Durand-Viel, *op. cit.*, p. 348.

⁷ Blessure produite au pied d'un cheval ou d'un bœuf par un clou de ferrure qui a dévié.

⁸ *Revue des Deux Mondes*, 15 septembre 1864.

faire confiance à l'amiral Lalande. Des rumeurs circulent en France. On pense que des instructions sont envoyées pour placer la flotte sous l'autorité de l'ambassadeur Roussin. Le commissaire d'escadre Bellanger est envoyé dans le Levant. Le 12 juillet 1839, l'amiral Lalande demande à Jurien de la Gravière de rechercher l'amiral anglais Stopford sur les côtes de Syrie et d'Égypte. Il doit s'enquérir de ses intentions. Les Anglais se montrent frileux. Ils sont prêts à intervenir à Constantinople, mais seulement si les Turcs le demandent. Le gouvernement français est peu convaincu que l'Angleterre veut aller aussi loin que la France sur la question des détroits. Une dépêche du 10 juillet prévoit de faire intervenir seul, l'ambassadeur Roussin, en cas d'intervention russe. L'apparente connivence de l'amiral français avec Achmet pacha lui vaut d'être accusé par un drogman levantin d'avoir consenti à la défection de la flotte turque¹. Lalande l'aurait poussé à la trahison. Cet épisode est la cause d'un refroidissement des relations franco-britanniques. Au mois de novembre, l'interprète Avedik, contre une somme d'argent, et surtout pour sauver sa tête, fait une déclaration ambiguë que Ponsonby exploite auprès de son gouvernement².

Le vaisseau anglais *Vanguard* dépêché en observation devant Alexandrie par l'amiral anglais Stopford voit l'escadre turque arriver sur les côtes égyptiennes. Stopford, à bord du vaisseau *Princesse Charlotte*, est un vieux loup de mer. Septuagénaire, il a combattu à Trafalgar et il partage les sentiments de Lalande. La flotte turque est bien mieux en Égypte qu'à Constantinople où elle risquerait d'être capturée par les Russes. Le 14 juillet 1839, la flotte turque d'Achmet pacha arrive à Alexandrie. Le 15, le capitain pacha se rend des quais d'Alexandrie au palais de Méhémet-Ali. Il est accueilli entre deux haies d'officiers égyptiens en grande tenue. Arrivé dans le palais, il enlève son sabre et se prosterne devant le vice-roi qui le relève, lui donne l'accolade et lui souhaite la bienvenue. Le capitain pacha tente dès lors de convaincre Méhémet-Ali, protecteur de la foi musulmane, de se rendre à Constantinople, avec la flotte, pour mettre sous tutelle un trop jeune sultan. La victoire de Nezib a enivré Méhémet-Ali. Il envoie un brick de guerre à Salonique, pour se mettre en correspondance directe avec les pachas d'Europe et les exciter à la révolte. Il écrit au *Cheik-ul-Islam*, aux seize pachas de l'Empire ottoman et les engage à réaliser une sorte de front unique des musulmans, pendant que son fils Ibrahim pacha correspond directement avec les gouverneurs de l'Anatolie.

Le 5 juillet 1839, Akif, le secrétaire du conseil est parti. Il est arrivé à Constantinople le 11 avec une lettre du grand vizir Khosrew. Il propose au vice-roi l'hérédité de l'Égypte seulement. Méhémet-Ali reconnaît bien là son vieil ennemi et il refuse cette proposition. Les bateaux turcs arrivés à Alexandrie deviennent rapidement une monnaie d'échange. Le vice-roi marchandise sa restitution contre la destitution de Khosrew pacha. Le sultan Abdülmecit engage des négociations directes avec Méhémet-Ali qui ne demande à présent rien moins que le gouvernement héréditaire de l'Égypte, de la Syrie et de la Crète. Obtentions faites, il reconduirait la flotte turque à Constantinople et porterait son hommage aux pieds du trône d'Osman. Le gouvernement français intervient pour modérer ces prétentions. La destitution de Khosrew est une ingérence du vice-roi dans la vie politique de Constantinople. La possession d'Orfa et de Diarbékir coupe la partie méridionale de la Turquie. Ce serait donner Bagdad et le cours de l'Euphrate à Méhémet-Ali. Akif, de retour à Constantinople, rapporte la déclaration du 13 juillet du vice-roi adressée aux consuls européens : « Enfin je vous déclare que si l'on n'agrée pas mes propositions, je ne ferai point la guerre, mais je me maintiendrai dans ma position, et j'attendrai. » Méhémet-Ali, en tenant ces propos, a commis une erreur. Il semble faible. Un arrangement direct est impossible. Les négociations risquent d'être longues. Le 6 août, un brick de guerre français est encore à la recherche du chemin pris par la flotte turque. Horace Vernet écrit depuis Alexandrie à son épouse le 6 novembre 1839 : « Nous sommes depuis trois jours en Égypte. Tu juges de ma joie de fouler cette terre, à laquelle se rattachent de si grands souvenirs. [...] le 4 au petit jour, nous sommes arrivés devant Alexandrie, au milieu de cette flotte qui donne tant de tourments à la diplomatie, et dont l'aspect ravit les curieux qui, comme nous, ne vont s'occuper en Orient que d'une question d'art.³ »

¹ Juchereau de Saint-Denys, *op. cit.*, p. 251.

² Adolphe d'Angeville, *op. cit.*, p. 52.

³ *Le Moniteur universel*, 29 novembre 1839.

11.

L'effolement des chancelleries

Le *Plan d'une paix universelle et perpétuelle* écrite en 1789 par Jérémy Bentham est publié en 1839. Il y apporte l'idée nouvelle de la pression de l'opinion publique internationale. Il voit la création d'une Diète qui donnerait des avis, émettrait des opinions sur les problèmes d'intérêt commun. Dans son esprit, la pression de l'opinion publique internationale est censée suffire pour traduire ces avis en réalité¹.

La note du 27 juillet 1839

La crise en Orient entraîne la réunion de deux conférences d'ambassadeurs. À Vienne, en juillet 1839, Metternich reçoit les représentants de la France, de l'Angleterre et de la Russie. Ils sont avisés de la mort du sultan Mahmud mais pas encore du désastre turc à Nezib, ni de la défection de la flotte ottomane. Les nouvelles ne sont connues à Constantinople que respectivement les 4 et 7 juillet. En France, la terrible information est connue le 10 juillet. Les colporteurs font circuler les nouvelles mais la politique étrangère passionne surtout les élites. Le suffrage censitaire restreint le corps électoral aux personnages âgés d'au moins 25 ans et payant 200 francs-or d'impôts directs. En 1832, la France compte 172 000 électeurs. Ils seront 248 000 en 1845. Que signifie la question d'Orient pour un jeune peigneur de laine rémois, levé à trois heures du matin, qui travaille encore à 22 heures et dont le sommeil le domine tellement qu'il dort debout ? À Paris, la situation est différente. En 1839, la capitale se passionne pour la question d'Orient. « La question des sucres vient après la question d'Orient », écrit Mme de Girardin. En revanche, il semblerait que les Parisiens se perdent dans la complexité du monde oriental : « Les sultans plus ou moins empoisonnés, les pachas plus ou moins étranglés, voilà les héros du jour : On se perd dans cette nomenclature de généraux et d'amiraux musulmans. Quand on n'est pas fort en turc comme un Turc, on a peine à comprendre ces récits de guerre et à suivre ces grands capitaines dans leurs évolutions ; Abdul-Meschid, Ahmed-Fethi, Halil-Pacha, Hafiz-Pacha, Chosrew-Pacha sont des noms assez compliqués pour une mémoire parisienne. Qu'est devenu le temps où les nouvelles d'Orient se bornaient à ces simples mots que *le Constitutionnel* publiait tous les trois mois régulièrement : 'Ali-Pacha, fils d'Ali-Pacha, est mort ; il a pour successeur Ali-Pacha.' C'était simple, précis, il ne pouvait y avoir confusion. La politique de ce temps-là valait celle du nôtre.- Réflexion ironique. ² » Le jeune Ernest Renan, élève à Saint-Nicolas du Chardonnet, travaille sa rhétorique. On lui donne à faire des récits du Moyen Âge. Il échoue totalement dans Pierre l'Ermite et Urbain II. Son Godefroy de Bouillon est jugé aussi dénué que possible d'esprit militaire. En revanche, son refrain *Sternite Turcas*, solution brève et tranchante de la question d'Orient, est adopté dans la récitation publique !

La presse serait renseignée avant le gouvernement. Le *Courrier de Bordeaux* rapporte³ : « Quelques journaux du soir ont annoncé qu'une bataille aurait été livrée entre les troupes égyptiennes et les troupes turques, le gouvernement n'a reçu aucune nouvelle de ce genre. » En France, les caricatures vont bon train. L'une d'entre elles diffusée dans *La Mode* présente le jeune sultan Abdülmecit qui, terrassé après sa défaite de Nezib, implore la clémence de Méhémet-Ali : « Je te pardonne, embrassons nous et que cela finisse. ⁴ » La presse d'opposition dénonce la politique conciliante du maréchal Soult : « On dit qu'un arrangement a eu lieu entre le pacha d'Égypte et le gouvernement français. Selon les stipulations de ce traité secret, le pacha, après avoir remporté une victoire signalée sur les Turcs, devrait montrer une grande modération et ne pas chercher à profiter de ses avantages.

¹ Dominique Barjot, sous la direction de, *Penser et construire l'Europe (1919-1992)*, SEDES, introduction, p. 24.

² Delphine de Girardin, *Lettres parisiennes du vicomte de Launay*, Mercure de France, 2004, t. I, p. 481.

³ S.H.A.T. E⁵ n°85, le *Courrier de Bordeaux* du 10 juillet 1839.

⁴ *La Mode* du 17 août 1839.

Assurément, le maréchal Soult ne passe point pour avoir un grand talent diplomatique, mais un pareil traité, s'il avait été conclu réellement, dénoterait le nec plus ultra de l'incapacité.¹» Le 17 juillet 1839, le maréchal Soult, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères en France, adresse aux gouvernements de Londres, de Saint-Petersbourg, de Vienne et de Berlin une circulaire où il atteste de la solidarité de la France avec les autres puissances : « Dans la crise grave où la mort du sultan Mahmud vient de jeter l'Empire ottoman, l'union des grandes puissances de l'Europe pouvait seule offrir une garantie suffisante pour rassurer les amis de la paix. Les communications échangées depuis quelques semaines ont heureusement prouvé que cette union est aussi complète qu'il était possible de le désirer. Tous les cabinets veulent l'intégrité et l'indépendance de la monarchie ottomane sous la dynastie actuellement régnante; tous sont disposés à faire usage de leurs moyens d'action et d'influence pour assurer le maintien de l'équilibre européen. Il serait utile que chacun de ces cabinets fit une déclaration officielle dans ce sens aux quatre autres : ce serait un moyen de raffermir la paix du monde.²» Soult souhaite contenir la Russie et l'habituer à traiter en commun des affaires orientales.

Les ambassadeurs à Vienne conviennent, le 17, de conseiller à leurs collègues de Constantinople de faire comprendre au Divan que les puissances s'accordent pour intervenir entre le pacha d'Égypte et le nouveau sultan. « Ne laissez pas la Porte se sacrifier, ne lui laissez pas mettre le pied sur la gorge », écrit-on de toutes les chancelleries aux ambassadeurs à Constantinople³. La France choisit la médiation confirmant les craintes de la princesse Clémentine de Saxe-Cobourg-Gotha qui écrit, le même jour, à son frère le prince de Joinville : « Je crains toujours que la France, qui pouvait jouer un si beau rôle dans tout cela, ne soit pas assez ferme et ne se laisse marcher sur le pied.⁴ » Les recommandations de prudence arrivent à Constantinople le jour où le gouvernement turc allait céder à Méhémet-Ali.

Le 27 juillet 1839 a lieu un Divan extraordinaire. C'est le troisième depuis le retour d'Akif d'Égypte. La Sublime Porte consent à accorder l'Égypte et la Syrie héréditairement mais à la condition que le district d'Adana serait rétrocédé. Les villes saintes de Damas, Jérusalem, La Mecque et Médine seraient administrées par Constantinople, enfin le vice-roi paierait un tribut de sept millions et demi de francs. Le ministre de la Justice était prêt à partir le 28 et faire ces propositions à Alexandrie lorsque l'Europe intervient subitement. Les ambassadeurs des grandes puissances à Constantinople se réunissent. Pas plus que leurs homologues de Vienne, ils n'ont reçu d'instructions de leur gouvernement. Sous l'influence des lettres de Vienne, une démarche est entreprise en leur nom, le 27 juillet, par l'ambassadeur de France, l'amiral Roussin. Celui-ci remet une note collective parfaitement mensongère, puisque les signataires affirment tous avoir reçu, le matin même des instructions de leurs gouvernements. Cela n'est vrai que pour l'internonce d'Autriche, le baron de Stürmer, qui a d'ailleurs rédigé la note avec l'ambassadeur français. Voici cette note : « Les soussignés ont reçu ce matin de leurs gouvernements respectifs des instructions en vertu desquelles ils ont l'honneur d'informer la Sublime Porte que l'accord sur la question d'Orient est assuré entre les cinq grandes puissances, et de l'engager à suspendre toute détermination définitive, sans leur concours, en attendant l'effet de l'intérêt qu'elles lui portent. Constantinople, 27 juillet 1839. Signé : Ponsonby, ambassadeur d'Angleterre ; baron Roussin, ambassadeur de France ; baron de Stürmer, internonce d'Autriche, A. Boutenieff, ministre de Russie ; comte de Koenigsmarck, ministre de Prusse.⁵»

La position française

Après quelques hésitations, la France pense que l'hérédité octroyée au pachalik d'Égypte est une des meilleures solutions au règlement du conflit. Les spéculations sur les modalités de succession à la mort de Méhémet-Ali commencent mais la question primordiale pour la France est de savoir dans tous les cas de figure comment conserver l'Égypte dans sa mouvance. Ibrahim pacha est considéré comme favorable à la France mais la possibilité d'un conflit entre les fils du pacha n'est pas à exclure. Un observateur étranger diligenté par le ministère des Affaires étrangères, M. de Louey propose de s'appuyer sur Soliman pacha pour assurer la situation de la France en cas d'instabilité : « Son influence est immense aujourd'hui et deviendrait plus grande encore si investi de l'autorité suprême, et ayant à sa disposition une flotte considérable, et une armée de cent mille hommes, il se sentait appuyé par la France [...]. Rien ne serait plus facile à Solyman pacha entouré de sympathies de l'armée égyptienne que d'espérer à la mort de Méhémet Ali une révolution militaire, la seule qui soit possible dans un pays où la nation c'est l'armée et où l'armée est arabe. Elle déteste le pouvoir qui l'opprime parce que ce pouvoir qui est Turc ne la considère que composé d'esclaves.⁶ » Soliman pacha est perçu comme un « agent dormant ». La France par la plume d'un de ses envoyés ne renonce pas à l'idée d'une reconquête de l'Égypte en fabriquant un émule de Bonaparte (*sic*). Lors de différents conseils des ministres en France, des projets d'intervention sur les côtes de

¹ S.H.A.T. E⁵ n°85, le *Courrier de Bordeaux* du 10 juillet 1839.

² Louis Blanc, *op. cit.*, p. 425.

³ Adolphe d'Angeville, *op. cit.*, p. 63.

⁴ Bibliothèque universitaire de Créteil : *Revue politique et littéraire*, 1907, p. 505.

⁵ Adolphe d'Angeville, *op. cit.*, p. 64.

⁶ Lettre de M. de Louey au ministre des Affaires étrangères du 8 juillet 1839. Citée par Caroline Gaultier-Kurhan, *op. cit.*, p. 191.

Syrie et d'Égypte sont étudiés. Les noms des ports d'Alexandrette et de Smyrne sont prononcés. Il serait même question d'un débarquement et d'une occupation française à Saint-Jean-d'Acre¹. Ces réflexions sont vouées à l'échec car une telle intervention n'empêcherait pas Ibrahim pacha de poursuivre son mouvement vers Constantinople. De plus, l'opinion pro-égyptienne à Paris a acquis une force considérable. Un ministère hostile ou indifférent aux intérêts de Méhémet-Ali serait accusé de forfaiture. Louis-Philippe en est conscient cependant il ne pense pas à défendre Méhémet-Ali par les armes. Il croit que les puissances n'oseraient l'attaquer sans son concours et que sa neutralité maintiendrait la paix générale. Les Français, les Autrichiens et les Anglais veulent absolument contenir les initiatives russes dans le concert européen. Le maréchal Soult exprime sa satisfaction et se pose en garant de l'intégrité de la Turquie : « Cet empire, dit-il avec netteté, rentre dans le droit public européen, chaque puissance ayant le même droit à le protéger, et toutes étant appelées à garantir son indépendance. Ainsi se trouvent réglées les préoccupations que, depuis six ans, a éveillées la question d'Orient. La Russie est brisée. ² » C'est un défi lancé à Nicolas qui n'a pas été consulté et qui considère la France comme une puissance secondaire. « On a oublié que la Russie existe ! », s'écrie-t-il³. La position du ministre russe à Constantinople est violente. « Il est indispensable, déclare Boutenieff, que la flotte turque, livrée aux Égyptiens par la trahison infâme du capitaine pacha rebelle, soit restituée à son légitime souverain. » Medem, l'ambassadeur russe à Paris, communique officiellement une note émanant de Saint-Petersbourg du 6 août 1839 au cabinet français : « L'empereur ne désespère nullement du salut de la Porte, pourvu que les puissances de l'Europe sachent respecter son repos, et que par une agitation intempestive elles ne finissent pas par l'ébranler tout en voulant l'affermir. ⁴ » Soult se montre ferme. Le 7 août 1839, il écrit à Roussin : « Veuillez aussi ne pas perdre un moment de vue l'attitude militaire et navale de la Russie du côté de la mer Noire. Dans le cas où les mouvements que vous remarquerez paraîtraient indiquer un projet de se porter sur Constantinople, vous en donnerez sur-le-champ avis à M. l'amiral Lalande qui viendrait aussitôt prendre position à Ténédos avec son escadre, pour être prêt à franchir le détroit des Dardanelles si les Russes arrivaient dans le Bosphore. ⁵ » Le cabinet anglais souhaite reprendre la flotte turque par la force mais la France ne veut pas d'un second Navarin. La bourgeoisie française, sûre d'elle, pense que la diplomatie peut tout régler. Paris refuse les mesures coercitives. Ponsonby essaie de faire agir Stopford mais l'amiral anglais préfère attendre un ordre de Londres qui ne viendra d'ailleurs pas. Le 9 août 1839, les ambassadeurs français et anglais demandent avec insistance l'entrée des Dardanelles. Cette opération doit provoquer un effet moral contre Méhémet-Ali. L'ambassadeur russe clame sa désapprobation au Divan : « Les troupes égyptiennes ne sont plus menaçantes ; elles n'avancent plus : la France et l'Angleterre ne veulent donc que faire un acte patent qui détruise le traité d'Unkiar-Skelessi, sans qu'il y ait aucune urgence, aucune nécessité. En pareille circonstance, si vous acceptez, je demande mes passeports. »

Le 29 août 1839, Sébastiani arrive comme ambassadeur de France à Londres. Le gouvernement français estime que tout accord entre l'Angleterre et la Russie est impossible en Orient. L'Autriche et la Prusse sont du côté de la France. Méhémet-Ali est de taille à résister, de telle sorte que l'Empire ottoman risque d'exploser. « Malheureusement, écrit Soult à Prosper de Barante ce 29 août, le cabinet de Londres ne se rend pas compte de cet état de choses. » Palmerston écrit à Bulwer le 1^{er} septembre : « Les Français n'ont que trois voies à suivre : ou marcher droit avec nous et remplir honnêtement les engagements pris avec nous et l'Europe ; ou se tenir à l'écart et reculer devant l'exécution de leurs propres déclarations ; ou enfin aller et se liguier avec Méhémet-Ali et employer la force. » Lord Granville le met en garde contre les dangers d'une politique agressive : « Le roi (Louis-Philippe) ne désire pas de querelle avec nous ; mais il ne veut pas se quereller non plus avec la presse et les Chambres françaises. Il ne veut pas manger l'Égypte, mais il ne veut pas se quereller avec ceux qui la mangent. » Palmerston réplique : « Peu m'importent les sentiments, je ne regarde que les faits. » L'Angleterre propose donc de défendre Constantinople et de faire occuper les Dardanelles par les escadres des puissances européennes. Or, une telle intervention serait contraire aux stipulations du traité d'Unkiar-Skelessi. Cela, Nicolas I^{er} ne peut l'admettre mais sa voix n'est entendue par personne. Devant l'insuccès de ses protestations, il change brusquement de politique et se rapproche de Londres. Le 15 septembre, Brunow arrive de Russie en Angleterre. Le but de sa mission est de brouiller le cabinet de Londres avec celui de Paris, et de profiter pour cela des événements d'Orient. Selon les directives du tsar, le baron de Brunow entame des négociations délicates. La Porte demande l'éloignement des deux flottes. L'Autriche et la Prusse appuient la Russie mais Metternich tombe subitement malade. Le 21 septembre, le cabinet du 12 mai propose à l'Autriche d'accorder au vice-roi l'Égypte et la Syrie héréditairement, l'île de Candie viagèrement, et d'exiger immédiatement la rétrocession à la Porte des districts d'Adana, d'Orfa, de Diarbékir. Les propositions russes sont différentes. La France et l'Angleterre doivent agir sur

¹ *Revue de Paris*, tome VIII, juillet 1839, bulletin, p. 137.

² Émile Bourgeois, *Manuel historique de politique étrangère, t.III. L'ère des nations, l'éveil du monde, de Metternich à Bismarck, 1830-1878*, Paris, E. Belin, 1948, p. 151.

³ Henri Troyat, *op. cit.*, p. 177.

⁴ Adolphe d'Angeville, *op. cit.*, p. 69.

⁵ *Ibid.*, p. 42.

les côtes de Syrie pour contraindre le vice-roi à reculer. Pendant cette opération, les Russes enverraient leurs forces à Constantinople. Palmerston est d'accord mais la France refuse catégoriquement ce plan le 26 septembre. Les ministres français n'ont pas l'intention de se laisser intimider. « Jamais, écrivent-ils, jamais de notre aveu, une escadre de guerre étrangère ne paraîtra devant Constantinople sans que la nôtre s'y montre aussitôt.¹ » Si les Russes envoient une escadre à Constantinople, la France y paraîtra avec la sienne et Paris menace d'une éventuelle déclaration de guerre. La détermination de la France est irrévocable. Impressionné, Palmerston repousse la demande russe, d'autant plus que l'opinion de l'Angleterre aurait été également hostile à de tels projets.

Le baron Roussin, ambassadeur français est rappelé. Il est remplacé par le comte Édouard Pontois, ancien représentant de la France aux États-Unis. Cette décision fait une profonde impression dans tout l'Orient. Roussin quitte Constantinople dans la seconde quinzaine d'octobre 1839. Pontois arrive à Constantinople le 22 octobre. Roussin s'est toujours opposé aux dispositions prises par la Porte qui cherche à étendre la juridiction des autorités locales. Trop hostile aux Égyptiens, il finissait par être également impopulaire auprès des Turcs. À Paris, la légation musulmane a fait diffuser des propos orduriers à son encontre sur le pavé : « Un ambassadeur de France était un porc à l'engrais.² » L'ambassadeur Roussin n'a pas la réputation d'être vénal mais il réclama en 1836 contre les droits de douane sur les étoffes et les tapis qu'il voulait rapporter de Constantinople. Il fut affranchi des taxes sur le café (une balle de 110 kg) et sur les châles de son épouse³. Roussin est jugé sévèrement par ses compatriotes. Marin, il serait devenu un triste diplomate. D'Aubignosc pense que « ce n'est point en courant les mers que l'on apprend la science si difficile de la diplomatie.⁴ » Il ajoute : « Napoléon faisait quelquefois de ses généraux des ambassadeurs ; mais il était prêt à appuyer leurs paroles. Le gouvernement de Juillet peut-il imprimer le même poids à ses délégués. Monsieur Roussin se croit toujours sur son gaillard d'arrière ; où d'un coup de sifflet se fait obéir. » Roussin n'a pas la finesse pour lutter contre Boutenieff ou Ponsonby⁵. D'Aubignosc alla même jusqu'à se plaindre de ce mauvais ambassadeur à la Chambre des députés. Il écrit que Roussin a la « suffisance d'un parvenu étourdi du rôle qu'il est appelé à jouer momentanément. » Dupin, président de l'assemblée de 1832 à 1837, reçut cette pétition le 17 décembre 1838 et l'enregistra sous le numéro 38⁶. On apprend même qu'au mois de juillet, lord Ponsonby a trouvé le moyen de faire passer sous le couvert de l'ambassade de France les dépêches que Khosrew pacha envoie au capitaine de la flotte turque ayant fait défection.

La question d'Orient dans les débats parlementaires en France

Ferdinand Perrier, aide de camp de Soliman pacha, indique la vraie cause de la question d'Orient : « Les Turcs n'ont pas d'existence nationale. » Dans un discours du 8 janvier 1839 prononcé à la Chambre des députés, Lamartine décrit l'Empire ottoman : « quelques hordes superposées à la terre et n'y prenant jamais racine, Grecs, Arabes, Arméniens, Bulgares, juifs, maronites, Druses, Métoualis, Serbes, vivant çà et là où le vent de la fortune les a poussés, sans pensée, sans affection, sans mœurs, sans loi, sans religion, sans patrie commune. » À Paris, le ministère Soult, constitué dans des circonstances difficiles, a pris le parti de demander aux Chambres, dès le 25 mai 1839, un crédit de dix millions pour pourvoir aux mesures que la situation en Orient pouvait réclamer. La France, seule, arrête la marche du vainqueur sur Constantinople. Cette intervention efficace augmente la confiance de Metternich dans l'influence française en Orient. Le capitaine Callier obtient de Méhémet-Ali que les forces égyptiennes ne franchissent pas le Taurus, qu'elles ne provoqueraient pas l'Europe. Le vice-roi se laisse arracher par la France sa victoire mais en acceptant les conseils de modération, il espère secrètement entraîner la monarchie de Juillet dans son aventure guerrière. Le 24 juin 1839, le jour même de la bataille de Nezib, la Chambre des députés française a droit à un rapport de M. Jouffroy sur la nécessité d'accorder au gouvernement les dix millions de francs nécessaires pour augmenter les forces françaises dans le Levant⁷ : « L'insuffisance de nos forces dans le Levant est d'une évidence palpable. Les événements du Mexique et de Buenos Aires ont considérablement réduit cette année la part de la Méditerranée dans nos armements maritimes. Notre escadre dans l'Archipel a souffert de cette réduction, et l'on est tenté d'accuser la prudence du gouvernement quand on voit qu'au moment même où les mouvements de l'armée turque sur l'Euphrate menaçaient la paix du monde, la France n'avait dans le Levant que trois vaisseaux et quelques bâtiments légers. Depuis cette escadre a reçu des renforts, d'autres vont suivre et, sous peu, l'équilibre rompu à son détriment, sera rétabli [...] L'escadre anglaise compte aujourd'hui dans le Levant neuf vaisseaux, et des renseignements dignes de foi autorisent à croire qu'elle sera considérablement augmentée. La France, qui n'a pas la surface du globe à surveiller, comme l'Angleterre, doit se montrer son égale dans la Méditerranée [...] Le crédit demandé a pour objet d'y pourvoir [...] »

¹ Louis Blanc, *op. cit.*, p. 437. Dépêche de Soult au général Sébastiani, 26/9/1839.

² A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 45, f°16. D'Aubignosc, mai 1838.

³ *Ibid.*, dossier des personnels 1^{ère} série, 3569, Roussin.

⁴ *Ibid.*, M&D, Turquie, vol. 45, f°16. D'Aubignosc, mai 1838.

⁵ Adolphe d'Angeville, *op. cit.*, p. 77.

⁶ D'Aubignosc, *op. cit.*, t. I, p. 444.

⁷ Eugène de Guichen, *op. cit.*, p. 71.

Jouffroy se prononce pour le maintien de l'équilibre européen et aucune puissance ne doit s'agrandir en Orient. Il souhaite la création d'un concert européen pour régler en commun les affaires d'Orient et affermir la situation de cette partie du monde¹. Lamartine monte à la tribune : « La Turquie, comme empire devant servir à une grande politique, n'existe plus. À qui la faute de cette décadence si grande et si complète de ce grand Empire ? La faute, elle appartient à la constitution même de ce pays. L'histoire nous montre que, lorsqu'un pays a été puissant par l'unité de sa foi, par l'élan de ses principes religieux et que ces mobiles viennent à s'épuiser, sa puissance s'épuise avec eux. La nation ottomane était toute puissante lorsqu'elle était soutenue par le fanatisme; aujourd'hui, elle périt avec son fanatisme. ²»

Entre 1837 et 1839, les députés français se passionnent véritablement pour les affaires étrangères. Les historiens Louis Girard, William Serman, Édouard Cadet et Rémi Gossez ont savamment établi que les problèmes extérieurs enregistrent à la Chambre les plus forts indices d'animation (0,673) et de participation (0,619)³. Du 1^{er} au 3 juillet 1839, ce sont dix-huit orateurs qui s'expriment sur la question d'Orient⁴. Les partisans du système arabe prouvent que la Turquie dépérit et n'a plus assez de force pour tenir agrégés entre elles les nombreuses provinces qui composent l'empire. Les partisans du système turc montrent à leurs adversaires que la prétendue puissance arabe du vice-roi était fondée sur vingt nationalités diverses, se détestant et étant toujours prêtes à se combattre, aussitôt qu'une main forte ne serait plus là pour contenir un assemblage aussi hétérogène. Les députés s'accordent pour blâmer le statu quo. Le 1^{er} juillet 1839, le premier à prendre la parole contre le maréchal Soult, à la Chambre est le duc de Valmy. Ce légitimiste prononce un réquisitoire amer de la conduite du gouvernement. Il estime que la France s'est empêtrée dès l'origine en Orient dans une situation fautive et équivoque. Elle n'a pas tout fait pour éviter la guerre. Elle a créé par la convention de Kütahya un provisoire mortel. Elle a trop favorisé Méhémet-Ali. Elle s'est attiré l'inimitié d'Istanbul sans gagner pour autant l'amitié du Caire⁵. Cet orateur qui a en horreur toute forme de révolution, propose de livrer le pacha d'Égypte au sultan et de rompre avec la politique antérieure. Pour étayer son propos, il agit une lettre venant d'Alexandrie dont il tait le nom de l'auteur. Il indique simplement qu'il s'agit d'un homme d'un rang important. Le président de l'assemblée lui rétorque que ce document est sans valeur si l'auteur n'est pas dévoilé. Valmy clame que si la Turquie triomphe, l'Angleterre triomphera seule. Le pacha sera chassé de ses possessions. Les Anglais s'empareront de l'Égypte et assourdiront ainsi un vieux désir. Cette opinion est partagée par Denis, député du Var, qui ajoute que la Turquie n'est pas aussi épuisée qu'on le dit. D'autres députés, parmi lesquels Carné, voient en revanche dans le pacha Méhémet-Ali le régénérateur d'une race que l'on avait jugée éteinte. Selon Carné, la nationalité arabe prospère sous les auspices du vice-roi qui rajeunit le sceptre de l'Orient. Il ne faut pas interférer. L'Égypte doit progresser sans entraves. L'Empire ottoman ne joue plus son rôle de tampon entre l'Europe occidentale et les Russes. La meilleure façon de garantir l'intégrité de la Turquie serait de recourir aux Arabes : « Sur le trône d'Istanbul siège un fantôme; il faut y mettre un homme armé. ⁶» D'ailleurs, Méhémet-Ali est un ami de la France. L'Égypte soumise à l'influence française fait de la Méditerranée ce qu'avait imaginé Napoléon : un lac français. Lamartine, lui, se prononce contre le système turc et contre le système arabe. L'intégrité de l'Empire ottoman lui paraît aussi impossible avec le pacha d'Égypte qu'avec le sultan : « Si la Turquie vous importe, comme vous le dites, allez au secours non de la révolte établie en Syrie, mais de la légitimité impériale à Istanbul ! Prêtez vos conseils, vos ingénieurs, vos officiers, vos flottes aux énergiques efforts de l'héroïque Mahmoud II pour civiliser son peuple ; aidez-le à écraser Ibrahim, à ressaisir l'Égypte et toutes les parties de son empire qui s'en détachent. Au lieu de cela, que vous dit-on ? Armez pour le statu quo, unissez vos forces à celles des Anglais pour empêcher le Grand Seigneur de recouvrer ses meilleures provinces sur son pacha rebelle. Savez-vous ce que cela veut dire ? Cela veut dire : dépensez l'or, le sang et le temps de la France pour maintenir... quoi ? La Turquie d'Europe et Istanbul sous la main de la Russie; la Turquie d'Asie sous le sabre d'Ibrahim et l'usurpation de Méhémet ! »

Lamartine propose son propre système. Il veut le partage de l'Orient entre les principales puissances européennes, au nom de la civilisation. Le ministre de l'Instruction publique, Villemain s'élève contre une sentence de mort prononcée à l'égard de l'Empire ottoman : « Quelle est la solution de M. de Lamartine ? Pour solution, il vous offre la difficulté même. Oui, Messieurs, il est difficile de maintenir, de garder l'Empire ottoman; mais il est plus difficile encore de le partager entre les principales nations de l'Europe. Et, de plus, cette fois, la difficulté est une iniquité. » Villemain met en garde contre des évolutions dangereuses. Il défend le « statu quo » et rappelle que le peuple turc est vif : « Le jour où il s'agirait de balayer les Turcs du sol qu'ils occupent, déclare le ministre, le jour où l'on détruirait les tombeaux de leurs pères et leurs mosquées, une insurrection nationale viendrait peut-être enflammer les deux rives du Bosphore. » Tocqueville lui emboîte le pas dans la discussion. Il

¹ Adolphe d'Angeville, *op. cit.*, p. 30.

² Eugène de Guichen, *op. cit.*, p. 79.

³ Louis Girard, William Serman, Édouard Cadet, Rémi Gossez, *La chambre des Députés en 1837-1839*, Paris, Sorbonne, 1976, p. 152.

⁴ Adolphe d'Angeville, *op. cit.*, p. 30.

⁵ Louis Blanc, *op. cit.*, pp. 414-415.

⁶ Gilbert Sinoué, *op. cit.*, p. 465.

demande que la France monte sur la scène, avec une attitude digne et forte, de manière à montrer que la monarchie de Juillet n'a pas perdu le sens des grandes affaires. Berryer s'étonne que l'on ne prenne pas franchement parti pour l'un ou l'autre camp. Odilon Barrot adjure le gouvernement de prévenir le danger d'une intervention russe : « Posez-vous au milieu de l'Europe comme conservateurs de l'équilibre européen et de la nationalité musulmane, c'est là le but principal ; l'autre n'est qu'accessoire. ¹ » L'opinion de la commission est la seule à être rationnelle². Jouffroy résume : « Toute politique exclusivement turque ou égyptienne est dangereuse en Orient. Le traité d'Unkiar-Skelessi, c'est là pour le moment qu'est le péril, c'est là qu'il faut porter remède ; et le remède c'est le concert européen : la France doit le proposer. Ce concert européen n'est pas une entreprise timide, c'est tout autre chose que le statu quo. Ce que nous craignons plutôt, ce serait qu'une telle politique ne fût au-dessus de la résolution et du courage du cabinet. » François Guizot conclut au nom du gouvernement : « Il faut maintenir l'Empire ottoman pour le maintien de l'équilibre européen ; et quand, par la force des choses, par la marche naturelle des faits, quelque démembrement s'opère, quelque province se détache, favoriser la conversion de cette province en État indépendant, qui prenne place dans la coalition des États, et serve un jour, sous sa nouvelle situation, au nouvel équilibre européen : voilà la politique qui convient à la France, à laquelle elle a été naturellement conduite, et que nous avons suivie. ³ » Le 2 juillet, M. de Laborde fait un long exposé historique sur l'attitude de la France au Proche-Orient depuis Bonaparte. Il maugrée : « Messieurs, il est impossible de nier que la politique de la France en Orient n'ait pas été depuis très longtemps imprévoyante, indécise [...], j'ajouterai négligente. » Il vante les qualités de Méhémet-Ali qui, modernisant l'Égypte, lui a fait rapporter cent millions au lieu de quatre. Odilon Barrot invoque le droit et la justice. Son allocution provoque un mouvement sur les bancs lorsqu'il déclare : « Et si la Turquie périclète, c'est sous la responsabilité de l'Europe, c'est sous la responsabilité de mon pays. » Il fait rire lorsqu'il attaque Lamartine et évoque le fatalisme que le poète a probablement puisé dans ses communications avec l'Empire ottoman⁴. Guizot ne voit que les faits et il se fait moins philosophe qu'à son habitude. Il s'oppose aux propos prononcés la veille par Lamartine qui affirmait que la Sublime Porte avait encore de la force et de la vitalité. Guizot souligne le caractère spontané du démembrement de l'empire turc. Pour lui, « ce n'est pas la guerre, ce n'est pas la conquête, ce n'est pas une force extérieure qui a ravi à la Turquie les provinces qu'elle a perdues. Ces provinces se sont détachées toutes seules de l'empire ; ce sont des pierres qui sont tombées de l'édifice sans qu'une main étrangère ait eu besoin de les arracher. » Dupin utilise la métaphore. Il explique qu'un homme perdant son bras coupé par un sabre ne préfigure pas d'une altération future de sa santé mais qu'il en est tout autre s'il s'agit de la gangrène, mal profond et incurable.

La Chambre des députés approuve finalement le système conservatoire de l'Empire ottoman et accorde, par 287 voix contre 26, les dix millions de crédit que le gouvernement demande face à l'urgence de la crise. L'amiral Roussin est le premier à voir et à dire que l'alliance anglaise est néanmoins rompue⁵. Pour Paris, espérant élargir l'influence politique et économique française, la tentation est grande d'aider le pacha d'Égypte à obtenir, comme il le souhaite, l'hérédité de tous ses domaines. Le maréchal Soult a l'impression que le temps travaille pour lui en Orient. Aussi ne fait-il pas pression sur Méhémet-Ali pour l'inciter à se contenter, comme le proposent les Turcs, du gouvernement de l'Égypte et du pachalik d'Acre. Les débats sont houleux à la Chambre quant à l'engagement de la France au Moyen-Orient. Des députés d'opposition proposant rien moins que de « terrifier l'Europe », Bugeaud, toujours député de la Dordogne, explose en entendant l'un de ces boutefeux évoquer l'enthousiasme révolutionnaire de 1793⁶. « L'enthousiasme ? s'emporte-t-il, c'est une bonne chose avec de bons bataillons ! Mais seul, le moindre obstacle suffit à le détruire ; une batterie de quarante bouches à feu fait taire tous les cris d'enthousiasme. » Ignorant les huées, le vainqueur de la Sikkak revisite l'Histoire. « On a dit, claironne-t-il, que les volontaires avaient vaincu l'Europe. C'est faux ! Ils furent battus d'abord dans presque toutes les circonstances, parce qu'il s'y trouvait des hommes animés de l'esprit des clubs, incompatible avec la discipline et la force militaires. Ce n'est qu'à Fleurus, après deux ans de campagne et l'amalgame avec la ligne, qu'ils ont commencé à rendre des services. » Le charivari enflant sur les bancs de la gauche, Bugeaud hurle : « Oui, messieurs, ce n'est qu'à Fleurus ! » Et il poursuit : « À Jemmapes comme à Valmy, la principale force était composée de la vieille armée de ligne. C'est un soldat qui vous le dit. On a dit que la Terreur avait sauvé la France de l'invasion. C'est faux ! Ce qui a sauvé la France de l'invasion, c'est le système de guerre de l'ennemi inventé par le général autrichien Lasey, qui consistait à marcher à pas de tortue, à s'établir sur chaque ruisseau, à prendre une place à gauche, puis une à droite, avant de faire un pas en avant. La République a eu le temps de se retourner, de corriger son organisation, de préparer les grands coups. » Applaudi par la majorité, Bugeaud se rassied après avoir encore

¹ Adolphe d'Angeville, *op. cit.*, p. 31.

² *Ibid.*, p. 30.

³ Louis Blanc, *op. cit.*, p. 420.

⁴ *Moniteur universel* du 3 juillet 1839.

⁵ Adolphe d'Angeville, *op. cit.*, p. 78.

⁶ Georges Fleury, *op. cit.*, pp. 223-224.

lancé à ceux qui l'insultaient : « Les batailles de la Révolution n'ont été que des jeux d'enfants comparées à la guerre de 1805. Je ne les rabaisse pas ; mais, homme de métier, je les apprécie à leur juste valeur ! »

Devant l'intransigeance de Méhémet-Ali, Anglais et Russes s'allient. Lord Clanricade à Saint-Petersbourg a préparé ce rapprochement anglo-russe. Un plan d'attaque est prévu. La Russie se chargerait des opérations sur terre et sur mer en Asie Mineure ou dans le Bosphore, tandis que l'Angleterre pourrait agir en Méditerranée, sur les côtes de Syrie et d'Égypte. « Livrez-nous Constantinople, et nous vous livrerons Alexandrie », déclare Brunow au cabinet anglais. Nicolas I^{er} voit là l'occasion de stopper les ambitions « révolutionnaires » de la France. Ne soutient-elle pas la revendication d'indépendance d'un vassal de la Sublime Porte ? Contrairement aux Anglais, la France se refuse à des mesures de coercition vis-à-vis de Méhémet-Ali. Elle répète inlassablement sa morale de non-intervention. Palmerston compte limiter les appétits de la France dans cette zone stratégique située sur la route des Indes. Le roi Louis-Philippe est un fervent partisan de l'Entente cordiale. Lorsque le tsar accepte enfin une possible réunion des pavillons anglais et français dans la mer de Marmara, Louis-Philippe écrit à Soult le 8 décembre 1839 : « Voilà la Russie renonçant à son protectorat *exclusive* de la Turquie ! Et voilà de l'aveu et avec le concours de la Russie, la Turquie placée sous le protectorat des cinq puissances ! C'est ce que nous voulions. C'est ce que notre refus d'accéder à ce que les Russes vinssent seuls déployer leur pavillon dans la Bosphore a produit, et c'est pourtant ce refus de notre part qu'on s'est efforcé de présenter comme dérélition, ou même une rupture de notre alliance et de notre union avec l'Angleterre. ¹ » Louis-Philippe souhaite un retour à la prudence dans la question d'Orient. Il en fait part à Soult le 16 décembre : « Je crois qu'il faudra bien que cette grande affaire se termine amiablement et promptement. Dieu le veuille ! »

Le roi vante les mérites de l'alliance anglaise au cours du discours d'ouverture devant l'assemblée le 23 décembre 1839 : « Notre pavillon, de concert avec celui de la Grande-Bretagne, et fidèle à l'esprit de cette union toujours si avantageuse aux intérêts des deux pays, a veillé sur l'indépendance et la sûreté immédiate de l'Empire ottoman. Notre politique est toujours d'assurer la conservation et l'intégrité de cet empire, dont l'existence est si essentielle au maintien de la paix générale. Nos efforts ont au moins réussi à arrêter en Orient le cours des hostilités que nous avons voulu prévenir ; et quelles que soient les complications qui résultent de la diversité des intérêts, j'ai l'espérance que l'accord des grandes puissances amènera bientôt une solution équitable et pacifique. ² » La question d'Orient suscite bien des angoisses. Dans le cabinet de la commission de l'adresse, on interroge le premier ministre. Soult explique : « Ça me regarde, et je vas vous éclaircir l'objet. La question du ... chose, je ne sais plus comment-z-ils appellent ça ... la question en question ... Ah ! j'y suis ! la question du Levant ... Je ne sais vraiment pas pourquoi on intitule ceci la question du Levant ... Cette question, veux-je dire, nous a semblé digne de l'attention la plus sévère du gouvernement ; et pour prouver que le gouvernement voulait-z-y prendre part, nous vous avons demandé dix millions. ³ » On compte surtout sur la Perse. Quesnault demande si l'on a des nouvelles de l'ambassade du comte de Sercey, « dont on dit que le bateau à vapeur a sombré dans la mer Noire. » Il ajoute que « l'Opéra en est inquiet, et hier, dans la coulisse, on s'en entretenait avec anxiété. » Duperré répond qu'il n'a aucune nouvelle. À la Chambre des députés, dans les séances des 11 et 13 janvier 1840, ont lieu les discussions concernant l'adresse. Le 11, le président du Conseil se fait remarquer en déclarant : « Nous n'avons pas jugé l'intégrité et la sûreté de l'Empire ottoman incompatibles avec certains arrangements en faveur de la famille du pacha d'Égypte. » Ce discours a été soigneusement préparé dans les alcôves. Le *Charivari* explique que le vendredi 10, Linguet est venu dans le cabinet du maréchal pour lui donner son texte. Soult avouant lui-même donner « dans les coupe-choux et les boutons de guêtre » stressait à l'idée de devoir haranguer la Chambre. Il est en effet un orateur médiocre qui fait des cuirs et confond le « s » et le « t ». Linguet lui concocte une envolée lyrique qui doit séduire les députés :

« M. LINGUET. – Aussi vous ai-je confectionné un discours dans le meilleur goût. Je crois pouvoir assurer qu'il ira parfaitement à monseigneur. C'est de la question d'Orient toute neuve.

M. SOULT. – Ah ! la question d'Orient, la question d'Orient ! Vous dites donc que je dirai de magnifiques choses sur la question d'Orient... J'en suis pardieu, bien capable !

M. LINGUET. – Monseigneur va en juger. (Lisant)

‘ Messieurs, le moment n'est pas encore venu de faire connaître à la chambre la marche et le détail de toutes les négociations auxquelles ont donné lieu les affaires d'Orient depuis la fin de la dernière session. ’

M. SOULT. – Ah ! bien ! je vas lui dire que je n'ai rien à dire. Ça me va-t-assez.

M. LINGUET, *lisant*. – ‘ Dans l'état actuel des choses, et avant qu'aucun résultat soit encore définitivement consacré, vous apprécierez sans peine les motifs de la réserve qui m'est particulièrement imposée. Je m'abstiendrai donc de développer ici les diverses phases qu'a pu traverser une question aussi délicate, aussi importante par la nature des intérêts qu'elle met en jeu, aussi étendue par la grandeur *du théâtre* qu'elle embrasse. ’

¹ Lucien Bély, Georges-Henri Soutou, Laurent Theis, Maurice Vaisse, *Dictionnaire des Ministres des Affaires étrangères*, Paris, Fayard, 2005, p. 316.

² Adolphe d'Angeville, *op. cit.*, p. 82.

³ *Charivari* du 5 janvier 1840.

M. SOULT. – Le théâtre ! C'est-y par hasard une comédie la question d'Orient ?

M. LINGUET. – Non pas, monseigneur, il s'agit d'une métaphore.

M. SOULT, *ahuri*. – Une métaphore ?... Ah ! ah ! très bien, j'y suis une métaphore... Connais pas. Mais c'est égal... Pourquoi que je ferais pas des métaphores comme un autre, tiens !

M. LINGUET, *lisant*. – 'Messieurs, quand vous avez accordé au gouvernement du roi, par un vote presque unanime, les moyens de faire respecter en Orient l'honneur et les intérêts de la France, pénétrés des meilleures traditions et des grands principes de la politique française, et vous associant d'avance à la marche que nous voulions suivre, vous avez pressenti le double but vers lequel devait se diriger notre action.'

M. SOULT. – Oh ! pour cela, je comprends parfaitement. Il s'agit des dix millions ; c'est ce que j'ai le mieux saisi dans la question d'Orient.

M. LINGUET, *lisant*. – 'Je n'ai pris la parole que pour rappeler à la chambre en peu de mots quel a été le but constant de nos efforts et quelle a été notre ligne politique dans cette grave question : conserver l'indépendance et l'intégrité de l'empire ottoman...'

M. SOULT. – Ah ! ah ! je suis pour l'indépendance et l'intégrité de l'empire ottoman ! Je suis-t-enchanté de le savoir. Après tout, pourquoi pas !

M. LINGUET, *lisant*. – 'Ne croyez pas cependant, messieurs, que nous nous soyons exclusivement préoccupés de la nécessité de conserver l'empire turc. Loin de là, nous n'avons pas jugé qu'elle fût incompatible avec certains arrangements avec le pacha d'Égypte.'

M. SOULT. – Ah ! ah ! je suis-t-aussi pour le pacha d'Égypte ! Eh mais ! je n'y vois point d'inconvénients. Je ne méprise point le pacha d'Égypte.

Un instant, pourtant, ne nous embrouillons pas dans les feux de file. Mon opinion bien arrêtée dessus la question d'Orient c'est que je me prononcerai pour la Turquie, à moins que je ne me prononce pour l'Égypte, à moins que je ne me prononce pour ni l'une ni l'autre. Parbleu ! je ne me doutais pas qu'il fût aussi facile que ça d'avoir une opinion-z-arrêtée dessus la question d'Orient. C'est-y-tout ?

M. LINGUET. – Il n'y a plus que la phrase finale. (*Lisant*)

'Quoi qu'il arrive, nous maintiendrons nos principes et nous ne ferons à personne le sacrifice de notre honneur.'

M. SOULT. – Certainement que nous ne ferons-t-à personne le sacrifice de nos principes et de notre honneur, d'autant plus que personne ne s'en soucierait. Que diable pourrait-on faire de nos principes et de notre honneur ? Peutt !

M. LINGUET. – Je suis très flatté, monseigneur, que le discours vous aille. Ainsi il ne vous restera plus qu'à le débiter demain à la chambre avec ce charme qui ne saurait vous abandonner. Je prends toutefois la liberté de vous prévenir que votre discours doit venir à propos du 4^{ème} paragraphe de l'adresse. Pas avant.

M. SOULT. – C'est-z-entendu.

M. LINGUET. – Encore une fois, monseigneur, faites bien attention, c'est pour le 4^{ème} paragraphe.

M. SOULT. – C'est-z-entendu, vous dis-je. Me prenez-vous pour une huître ? Allons, passez-moi le discours et passez à ma caisse, je veux dire à leur caisse... »¹

Les railleries sont fréquentes au parlement. Mauguin est à la tribune, prononçant un long discours, il en vient à cette phrase : « et c'est une chose de quelque importance que le siège d'Hérat. » La Chambre entend le siège des rats, et il y eut un éclat de rire général. M. Fulchiron poursuivit : « Le siège des rats a excité les souris de la chambre. - M. Hébert – Qu'en pense le shah ? » M. de Belleyme renchérit : « Le shah les surveille ; il a l'œil perçant. » Mauguin continue de parler. Fulchiron quitte sa place et se dirige vers le fauteuil du président. Lui faisant signe, il lui indique qu'il veut dire des calembours dont Sauzet est un grand amateur mais ce dernier par un geste d'autorité lui fait comprendre qu'il faut laisser Mauguin parler. Une fois le discours de Mauguin terminé, le président fait signe à Fulchiron : « Ah ! il y a des calembours, eh ! bien, venez maintenant. » Fulchiron blessé, boude. Il fait mine de ne voir aucun des signes de Sauzet. Mauguin, Lamartine, puis Thiers participent aux joutes parlementaires concernant la question d'Orient. Pour le député d'Angeville, « on se battait dans les ténèbres, car on ne pouvait produire aucune pièce. » Denis, le député du Var met en garde contre la fausse idée que l'on se fait de la puissance égyptienne. La Chambre ne l'écoute pas. Lamartine qui a vu de près la puissance du vice-roi, en connaît les faiblesses. Sa prestation est accueillie par des murmures. Les députés fuient la vérité. « Il ne fallait pas, dit courageusement Lamartine, constituer gratuitement vous-même un droit égyptien, une nationalité soi-disant arabe dans une puissance d'un jour, sans base, sans titre, sans nationalité ; dans une de ces fantasmagories orientales, qui apparaissent et disparaissent avec le génie accidentel d'un seul homme ; il ne fallait pas prendre au sérieux le rêve ambitieux d'un vieillard. » Quant à Dubois, député de Loire Inférieure, il se contente de défendre

¹ *Ibid.*, 13 janvier 1840.

l'économie du port de Nantes. Il se déclare partisan des colonies et de l'ouverture de nouveaux débouchés en Orient¹.

Dans la séance du 13 janvier 1840, Thiers prononce un discours où il distingue le système pratiqué par le ministère et la conduite tenue par celui-ci. Thiers déclare vouloir sauver l'Empire ottoman et se montre chaud partisan de l'alliance anglaise cependant que les autres députés ouvrent les yeux sur les exigences de cette entente cordiale. Thiers prend la parole trois fois. Il blâme le ministère du 12 mai, tout en feignant de ne pas vouloir l'attaquer. Il dit : « L'Angleterre s'est plaint de ce que la France changeait de politique : je ne dis pas que cela fût vrai, mais il est certain qu'elle montrait sa politique un peu tard, et qu'elle se donnait ainsi un air de duplicité. ² » La discussion est âpre : « On a parlé de système turc, de système arabe, de système européen, de système de statu quo, clame Thiers, à mes yeux, il n'y a que deux politiques en Orient : la politique active, qui pousse au partage de l'empire turc, et la politique de précaution qui prend des mesures pour un partage éventuel plus ou moins éloigné. J'approuve tout à fait le gouvernement d'avoir préféré le second système. La Russie, comme tout le monde est pour le *statu quo*, c'est-à-dire pour la paix ; tout le monde est pour la paix en Europe, et heureusement tout le monde y est d'une manière très ferme et très décidée. » Pendant une heure, Thiers fait l'éloge de l'alliance anglaise. Il connaît les propositions de Brunow et en parle dans son discours. Thiers félicite le ministère de les avoir refusées. Le projet russe consistait à autoriser la France et l'Angleterre à faire entrer chacune trois vaisseaux dans une partie définie et limitée de la mer de Marmara, pendant que les Russes iraient à Constantinople. Cette variante du traité d'Unkiar-Skelessi devait être accompagnée d'une action sur les côtes de Syrie. Seule l'hérédité de l'Égypte serait accordée à Méhémet-Ali. La France souhaite l'annulation du protectorat exclusif de la Russie sur Constantinople. L'Angleterre se sépare malheureusement progressivement de la France et alors que Thiers défend la paix, Londres prépare ses canons.

Thiers déclare : « L'Angleterre veut identiquement ce que nous voulons, sauf des différences qui sont plus apparentes que réelles... Tout le monde sent que notre véritable grandeur est sur le continent, eh bien ! Savez-vous ce que cela décide ? Cela décide cette grande question, c'est que nous sommes à l'égard des Anglais, non seulement des alliés de principe, mais aussi des alliés d'intérêts !... Ces traités de 1815 que l'Angleterre a signés le jour où la lutte finissait, et où elle ressentait encore les dernières ardeurs de la haine, je suis convaincu qu'aujourd'hui elle les voudrait autrement, parce qu'elle a besoin de notre grandeur, que notre grandeur ne lui est pas hostile. » À propos des Russes, Thiers dit : « Je sais que des esprits généreux, patriotiques, prétendent que si la Russie ne cherche pas à s'entendre avec nous, c'est qu'il y a en nous, permettez-moi de le dire, quelque chose qui lui déplaît, c'est que nous avons fait une révolution. Je ne crois pas cela. Je ne crois pas que la Russie ait des préjugés : les grands cabinets n'ont pas de préjugés. Sans vouloir retracer les leçons de l'histoire, je me souviens qu'à une époque, la Russie, après avoir fait une guerre très vive, très acharnée, après avoir envoyé Souvorov avec 150 000 hommes sur nos frontières, a changé brusquement sa politique quand elle a pu croire qu'il était de son intérêt de s'entendre avec la France qui cependant n'avait pas cessé d'être révolutionnaire. » Thiers ajoute encore : « Mais, pour moi, je ne puis pas encore renoncer à cette belle et noble alliance qui est fondée non seulement sur la puissance matérielle, mais sur la force morale des principes. Car, quand nous sommes avec l'Angleterre, nous ne sommes pas obligés de cacher notre drapeau, tandis que telles autres alliances qu'on nous conseille forceraient à le cacher. »

Jouffroy s'exprime à son tour : « Je dis donc que j'adhère complètement, pour ma part, au vif assentiment que M. Thiers a donné à la doctrine de l'alliance anglaise. Et moi aussi, par toutes les grandes raisons qu'il a énumérées, je suis pour cette alliance ; sans aucun doute, elle est préférable à toute autre chose dans l'état actuel de l'Europe, en supposant même que des difficultés de personnes n'en rendissent pas d'autres impossibles. Mais, néanmoins, il appartient à un député qui parle à cette tribune, et qui a suivi avec attention les faits, de ne pas partager, aussi complètement que M. Thiers, les illusions (je suis fâché d'employer ce mot, car un esprit aussi distingué que M. Thiers s'en fait peu) dans lesquelles il est tombé, et sur l'entier avantage et sur l'absence de tout inconvénient de l'alliance anglaise. Eh bien ! je dois dire que, dans les négociations qui viennent d'avoir lieu, ce qui a fait manquer, sinon le concert européen total, au moins le concert européen limité à quatre puissances, c'est l'Angleterre, et, par des prétentions qu'il était difficile de supposer et de prévoir. »

Duchâtel, ministre du 12 mai, défend la politique du gouvernement et il affirme que « le pacha n'avait pas pour le passage du Taurus la crainte que lui attribue M. Thiers ; si la France n'était pas intervenue, Ibrahim pacha aurait passé le Taurus. » Thiers et ses amis ne veulent pas que l'on dise que la France a stoppé l'Égypte car cela supposerait une connivence entre ces deux puissances. Le cabinet du 12 mai affirme constamment que la politique de la France n'est nullement liée à celle du vice-roi. Il le déclare encore à l'Angleterre le 26 janvier 1840 et refuse les propositions russes. Pour le député d'Angeville, la politique en Orient devient de plus en plus sombre. Pour un autre, les débats sont tellement ennuyeux qu'il griffonne sur un papier quelques dessins relatifs à la question

¹ Henri Sée, « La vie politique et économique de Nantes pendant la monarchie de Juillet, d'après la correspondance inédite de P.-F. Dubois », *Revue historique de Paris*, janvier-avril 1930, p. 300.

² Adolphe d'Angeville, *op. cit.*, p. 84.

d'Orient¹. Regrettant sa maison à la campagne, le député se figure lui-même, pèlerin porteur d'un bâton qui retourne chez lui. Une figure à longue moustache qui occupe le centre du papier doit être le portrait d'Abd el-Kader. Un peu plus bas, il a dessiné l'émir à cheval. Les quatre soldats français qui chargent à la baïonnette sont peut-être l'expression d'une idée stratégique du député. Un grand rat semble avoir été également représenté, il renvoie au siège d'Hérat dans le sens burlesque adopté par l'assemblée.

Lors des débats, Thiers blâme le système du concert européen et critique l'intervention du 27 juillet 1839 des cinq ambassadeurs à Constantinople engageant la Porte à ne pas traiter directement avec Méhémet-Ali. Cette note, d'après lui, aurait empêché un arrangement direct sur le point de se conclure². Thiers redoute le conflit qui serait fait à l'Égypte : « On lui fera je ne sais quelle guerre ; elle est très difficile à faire ; on lui brûlera peut-être des vaisseaux devant Alexandrie ; enfin, on le placera dans une position périlleuse, difficile. On ne sait pas ce qu'un homme intrépide, poussé à bout, peut oser ; il peut mettre le feu à la question d'Orient.³ » Thiers abasourdit quelques-uns de ses adversaires les plus acharnés. Après un discours de plusieurs heures, le succès de Thiers semble total. Il a produit un grand effet, y compris chez certains de ses détracteurs. Le député d'Angeville dit à l'un de ses amis : « Quel dommage qu'un si beau talent ne soit plus avec nous !⁴ » Ce discours de Thiers sur la question d'Orient était très attendu, très annoncé, très médité⁵. En Égypte, Méhémet-Ali se réjouit du discours de Thiers sur la question d'Orient, qu'on lui a traduit⁶. En France, à la Chambre, on a trouvé le discours très sage, très convenable et chacun a été fort content de son lot, mais très mécontent du lot de son voisin⁷. Au point de vue diplomatique, le discours n'apprenait rien sur la question, et tout ce qui a rapport au pacha d'Égypte présentait de telles lacunes que tout le monde a été d'accord sur ce point, que ce n'est pas ainsi, en n'en montrant qu'un côté, qu'on peut avoir la prétention de traiter sérieusement les affaires. Selon Alphonse Karr, il n'avait donc pas produit l'effet qu'on en espérait. Le discours était modéré, inattendu et tiède. Il ne s'agissait que d'une triple pétition où l'on demandait au roi un ministère, où l'on cherchait une majorité, et où l'on se conciliait l'Angleterre. Aucune phrase ne dénonçait la politique personnelle. Le système de la paix était exalté. Les paroles furent mielleuses. Se voulant consensuel, Thiers cherchait à obtenir l'autorité morale d'un grand diplomate et la réputation d'un homme avec lequel on pouvait traiter. « Mais M. Thiers a pu s'assurer que lorsqu'on veut ainsi contenter tout le monde, on ne contente... que sa famille et ses sténographes », lit-on dans *les Guêpes*. En Angleterre, pas un journal ni whig, ni tory ne l'a commenté, ne l'a cité, n'en a parlé, ne l'a lu. Il a été considéré comme non avenu. Cela a été un fiasco complet.

La chute du cabinet Soult. Thiers nommé Premier ministre

La réponse au trône est votée le 13 janvier 1840. Le paragraphe 4 concerne les affaires d'Orient : « Ce repos (le repos du monde) n'a pas été longtemps interrompu par les événements dont l'Orient a été le théâtre ; notre pavillon, de concert avec celui de la Grande-Bretagne, en attestant notre fidélité à l'esprit de cette union si conforme aux véritables intérêts des deux pays, a veillé sur les dangers immédiats que pouvait courir l'empire ottoman. Les efforts de votre gouvernement ont arrêté le cours des hostilités ; la guerre active a cessé. Dans ces graves circonstances, la position de la France est grande et désintéressée ; sa politique reste invariable : elle ne souffre pas qu'aucune puissance européenne menace l'indépendance ou l'intégrité de cet empire, dont l'existence est si nécessaire au maintien de la paix générale. Mais en appuyant des droits consacrés par le temps, elle tient compte des événements et n'abandonne point les droits nouveaux. Le traité qui conciliera des intérêts si divers doit être équitable pour assurer à tous une durable sécurité. Votre Majesté espère qu'une solution satisfaisante sera bientôt pacifiquement amenée par l'accord des grandes puissances. Les vœux de la Chambre s'unissent à vos espérances.

[Thiers insiste sur le fait que, dans la question d'Orient, « pour la politique de précaution... et d'observation », l'Angleterre est « l'alliée nécessaire » et que la Russie, n'ayant pas de projet immédiat, est favorable au statu-quo. Il expose les raisons pour lesquelles le pacha d'Égypte n'a pas voulu marcher sur Constantinople].

...En fait, le pacha possède les provinces dont il demande l'hérédité : la Turquie a bien pu se faire quelques illusions, et croire qu'elle pourrait les recouvrer ; mais personne, connaissant un peu les affaires de ce monde, n'a pu avoir un doute à cet égard ; et si l'on avait conservé quelques doutes, la bataille de Nezib les aurait résolus [...].

Il est évident que la Porte n'a plus au-delà du Taurus, en Asie, comme elle n'a plus au-delà des Balkans en Europe, un pouvoir suffisant pour asservir les provinces qu'elle y a autrefois possédées ; elle ne peut plus en

¹ Alphonse Karr, *Les Guêpes*, novembre 1839-février 1840, p. 14.

² Adolphe d'Angeville, *op. cit.*, p. 86.

³ François Charles-Roux, *Thiers et Méhémet-Ali*, Paris, Plon, 1951, *in-16*, p. 32.

⁴ Adolphe d'Angeville, *op. cit.*, p. 83.

⁵ Alphonse Karr, *op. cit.*, p. 18.

⁶ *Times* du 28 février 1840.

⁷ Alphonse Karr, *op. cit.*, p. 20.

Europe sur la Serbie, la Valachie et la Moldavie ; elle ne peut plus en Asie, sur la Syrie, l'Égypte et l'Arabie, elle ne peut plus exercer que des droits de suzeraineté...

Mais puisqu'il y avait d'un côté une prétention qui n'était pas très extraordinaire, très déraisonnable, celle d'ajouter à la puissance de fait l'hérédité, et, d'un autre côté, l'entêtement d'un prince qui ne voulait pas renoncer à des provinces qu'il avait possédées, quel était le négociateur possible entre ces deux prétentions ?... C'était la victoire ! Substituer à la victoire la diplomatie, c'était substituer un négociateur lent, difficile, querelleur, à un négociateur prompt et décisif, qui aurait agi d'une manière souveraine après la bataille de Nezib.

L'événement avait merveilleusement servi, à mon avis la politique qu'on aurait dû suivre... Le Sultan s'est donné tous les torts ; il a été l'agresseur ; son armée a été non pas seulement battue à Nezib, mais détruite... La flotte a défectionné... Le sultan est mort... Il a emporté aussi cette haine contre le pacha, qui était la cause de l'agitation de l'Orient... Le pacha s'est arrêté. Qu'a-t-il demandé le lendemain de sa victoire ? Ce qu'il demandait la veille : l'hérédité des provinces... J'aurais compris que la diplomatie européenne se jetât sur les pas du pacha s'il avait passé le Taurus, s'il avait menacé Constantinople...

J'aurais compris enfin que le lendemain de la victoire de Nezib, sous l'émotion de cet événement, après la défection de la flotte, l'Europe intervînt ; mais c'est le 24 juin que la bataille de Nezib a été livrée, et c'est le 28 juillet, c'est-à-dire trente-quatre jours après, quand Constantinople était tranquille, quand toutes les têtes devaient être calmées, que l'Europe prend à tâche d'arranger le sultan et le pacha, et se charge d'une œuvre qui malheureusement, vous le voyez, n'est pas encore accomplie... Je dis que là était une grande faute... Quelles ont été les conséquences de cette faute ? Il y en a eu trois. La première, c'est qu'on a mis tout en suspens à Constantinople ; et qu'on a fait courir à l'empire turc le seul danger réel qu'il pût courir dans cette circonstance... La deuxième, c'est que la France et l'Angleterre, si elle ne se sont pas séparées, je l'espère encore, en ont du moins donné la crainte aux deux nations. Et enfin la troisième, c'est que la France et l'Angleterre paraissent se séparer, la Russie a essayé de se rapprocher de l'Angleterre... Nous voulions, disions-nous, faire cesser le protectorat exclusif de la Russie... On a ménagé à la Russie un triomphe, un triomphe facile, il est vrai, qu'elle a saisi avec habileté... Elle a dit : Qu'est-ce qui divise l'Angleterre et la France ? C'est le pacha. Eh bien ! le pacha m'intéresse peu, je vais le livrer à l'Angleterre ; j'obtiens quelques conditions qui, sous une autre forme, feront revivre le fameux traité d'Unkiar-Skelessi... Le principe est toujours que la Russie pourra arriver à Constantinople au premier danger ; la concession ajoutée, c'est que cette fois on permettra aux Français et aux Anglais d'introduire chacun quatre vaisseaux de ligne dans la mer de Marmara. Je n'insiste pas sur les détails. Heureusement rien n'est fini. On dit que cela se discute en ce moment...¹

Le 15 janvier 1840, relativement à la discussion sur l'adresse, Bugeaud, préoccupé par l'Algérie, intervient violemment et suscite l'approbation aux extrêmes de l'assemblée : « Vous ne conduisez pas les affaires d'Afrique ; vous vous laissez conduire aveuglément par vos agents !² » S'appuyant sur une lettre d'Adolphe Blanqui³, Alphonse Karr dans *Les Guêpes* partage ce point de vue. Pour lui, les conquérants en Algérie sont misérables, les malades manquent de lits, de médicaments et de soins. Les soldats français souffrent et meurent dans la boue. On critique la lésinerie des avocats de la Chambre. On fait de sottises économiques, si bien qu'en Algérie, on manque d'hommes et d'argent. La discussion sur les crédits supplémentaires et extraordinaires de l'exercice de 1840 traite de la question algérienne où Thiers, partisan inconditionnel de l'occupation totale, intervient longuement et emporte finalement l'adhésion des députés. Le budget de 1841, présenté le 16 janvier 1840 par Hippolyte Passy, fait l'objet de rapports tardifs au Palais Bourbon mais des crédits supplémentaires et extraordinaires ont déjà été votés et d'autres vont sans doute l'être même si on ne peut prévoir à ce moment-là les conséquences financières de la crise ouverte par l'annonce du traité de Londres du 15 juillet 1840 signé par l'Angleterre, l'Autriche, la Prusse et la Russie et dirigé contre la politique de la France au Proche-Orient. Avant même que n'éclate cette crise, il apparaît que le budget de 1841 serait en déficit. En sus du milliard 115 millions de dépenses ordinaires, les députés votent 72 millions pour le service des Travaux publics. Ils votent de même sans difficulté le budget des recettes. Pendant ce temps, le roi désire que son fils cadet, le duc de Nemours, qui vient d'épouser la princesse de Cobourg, obtienne une dotation de la Chambre. Pour mettre les nouveaux époux en état de soutenir leur rang, on demande pour eux une rente annuelle de cinq cent mille francs. Conformément au souhait du monarque et à la législation en vigueur, Soult soumet le projet au vote des députés. À la séance du 20 février 1840, la Chambre décide à la majorité de 226 voix contre 200 qu'on ne passerait pas à la discussion des articles de cette loi⁴. Thiers a gagné. Il

¹ *Le Moniteur universel*, 14 janvier 1840. Odette Voilliard, Guy Cabourdin, François-Georges Dreyfus et Roland Marx, *Documents d'histoire 1776-1850*, Paris, Armand Colin, Collection U, 1964, t. I, pp. 225-227.

² Henry d'Ideville, *Le maréchal Bugeaud, d'après sa correspondance intime et des documents inédits*, Paris, Firmin Didot, 1885, p. 179.

³ Frère aîné d'Auguste Blanqui, Adolphe BLANQUI est né à Nice le 21 novembre 1798. Il meurt à Paris le 28 janvier 1854. Il est rédacteur au *Journal du commerce*, au *Courrier français* et au *Siècle*. Il devient directeur de l'École Supérieure de Commerce de Paris en 1830 et le reste jusqu'à la fin de sa vie. Partisan du libre-échange, il se rattache à l'école libérale moderne : il ne lui suffit pas que la richesse soit créée, il est nécessaire qu'elle soit équitablement distribuée. Il succède à Jean-Baptiste Say à la chaire d'économie politique au Conservatoire national des arts et métiers en 1833. Il est membre de l'Académie des sciences morales et politiques en 1838 et député de la Gironde en 1848.

⁴ Adolphe d'Angeville, *op. cit.*, p. 93.

n'y a pas eu de débat et Soult démissionne. Le gouvernement a été renversé. « Ceci est une révolution de sérail, dit M. de Villemain en sortant de la séance, nous avons été étranglés par des muets entre deux portes. » Atteint dans son orgueil, Louis-Philippe doit se résoudre à désigner Thiers, ce petit effronté, surnommé le *Foutriquet* au poste de Premier ministre. Thiers, l'infatigable Marseillais, avocat, journaliste, historien, mesurant 1,55 mètre, surnommé « Mirabeau-Mouche », en raison de sa petite taille, est un intransigeant chef d'État et un bon orateur. Il peut parler durant plusieurs heures et convaincre même ceux qui se défient de lui, sauf Molé, déclarant : « Quand on s'appelle Thiers, je ne comprends pas qu'on veuille être ministre des Affaires étrangères. »

Depuis un an, après la chute de Molé, il a été impossible de constituer un ministère durable. Le 1^{er} mars 1840, Thiers, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères forme un cabinet avec Vivien, Rémusat, Jaubert, Cubières, Roussin, Cousin, Pelet de la Lozère et Gouin. Ce ministère de transaction¹ est aussi appelé le « ministère de Mars I^{er} ». Il semble en effet placé sous l'égide du dieu de la guerre. Le 4 mars, Thiers prononce son discours où il dit que « le cabinet souhaitait des explications complètes et prochaines, et qu'on allait en faire naître l'occasion en venant demander dans quelques jours les moyens de gouvernement que l'administration était obligé de réclamer tous les ans. » Il annonce la demande des fonds secrets. La discussion a lieu le 24 mars. Le député d'Angeville, motivant sa demande sur un manque de confiance dans le cabinet, amende la loi et propose de réduire à neuf cent mille francs le million demandé². Le 26 mars, 158 députés votent l'amendement et 261 appuient Thiers. La gauche, y compris Garnier-Pagès, soutient le gouvernement. Quant à l'Europe, elle considère Thiers comme un homme ayant pour objectif les frontières du Rhin. Les journaux conservateurs anglais se déchaînent. « Rien n'est plus déplorable, écrit à la fin de mars 1840, *le Standard*, que la situation actuelle des affaires en France. Il ne reste plus de la monarchie que le nom, et l'ex-journaliste républicain Thiers, est sous tous les rapports, le dictateur de la France. »³ Quant à Victor Hugo, il qualifiait Thiers de « portier écrivain qui a trouvé des portiers lecteurs. »⁴ Après six semaines d'exercice du pouvoir, Thiers prend la plume pour exposer sa vision de la question orientale. Il adresse une lettre particulière à Cochelet :

« Je porte assurément un grand intérêt à la cause du vice-roi. Je ne fais en cela que partager un sentiment très général en France ; mais il ne faut cependant pas que le vice-roi s'abuse sur sa situation et la croie meilleure qu'elle n'est en effet. L'intérêt de la France pourra lui être utile assurément ; cet intérêt lui épargnera de trop dures exigences de la part des puissances européennes, lui ménagera quelques mois de répit, au moyen de négociations plus ou moins bien conduites ; mais tôt ou tard, il se pourra que les quatre puissances finissent par se coaliser contre lui pour arracher les concessions qu'il ne veut pas faire aujourd'hui.

L'Angleterre est fort obstinée contre le vice-roi ; la Russie ne refuse rien à l'Angleterre pour arriver à faire accepter les propositions de M. de Brunow ; l'Autriche et la Prusse suivent la Russie et l'Angleterre. On hésitera longtemps à signer un accord sans la France, mais on finira peut-être par signer sans elle et, une fois engagé, on ne sait pas trop où l'on pourra être conduit.

Je sais bien que le vice-roi, très faible quand il passe le Taurus pour entrer en Asie Mineure, est très fort quand il se renferme en Égypte et en Syrie, et que les difficultés se tournent contre ceux qui voudraient passer le Taurus contre lui ; cependant je crains beaucoup pour lui certaines chances. Ainsi, par exemple, la déclaration des quatre puissances, venant à être connue et appuyée par une flotte anglaise, ne soulèvera-t-elle pas la Syrie contre les Égyptiens ? C'est là un résultat possible et peut-être probable. Le pacha ferait des efforts pour contenir la Syrie. Mais y réussirait-il ? En supposant qu'il y réussît d'abord, les quatre puissances, si elles étaient tenues longtemps en échec, ne finiraient-elles pas par s'irriter de leur impuissance et ne prendraient-elles pas quelque résolution énergique contre l'Égypte ? Je ne crains guère pour le vice-roi une armée d'Anglais, car l'Angleterre n'a pas un soldat disponible ; je crains un peu plus, mais, pas beaucoup plus, une armée autrichienne transportée sur des vaisseaux anglais ; mais dans certains cas, je craindrais davantage une armée russe qui, passant le Taurus, viendrait arracher au pouvoir des Égyptiens une province facile à soulever.

Ce n'est pas au début de la guerre faite au vice-roi que je crains un tel résultat : non, au début, on fera des déclarations et on se bornera à montrer le pavillon britannique ; mais, après un certain temps d'attente, je crains l'amour-propre irrité des grandes puissances, et l'épuisement des ressources du vice-roi, qui ne pourra pas longtemps supporter les dépenses qu'il fait aujourd'hui. On dit beaucoup à Vienne, à Berlin, à Londres, qu'il faut y regarder longtemps avant de signer un arrangement, mais qu'une fois signé, il faudra l'exécuter coûte que coûte et ne pas se laisser constituer en impuissance par le pacha d'Égypte. Il faut donc que Méhémet-Ali ne vive pas d'illusions et ne s'imagine pas que la résistance de la France peut lui épargner une coalition des quatre puissances. La France pourra retarder cette coalition, mais n'est pas assurée le moins du monde de réussir à l'empêcher. Quand cette coalition aura été formée, l'amour-propre engagé des quatre puissances peut amener des résolutions extrêmes. La France, prête à se lever tout entière pour un intérêt sur le Rhin ou sur les Alpes, ne montrerait pas le

¹ *Ibid.*, p. 94.

² *Ibid.*

³ Eugène de Guichen, *op. cit.*, p. 22.

⁴ Gilbert Sinoué, *op. cit.*, p. 484.

même élan pour des événements qui se passeraient sur le Nil ; et il ne faudrait pas que le pacha crût que, pour sa cause, une guerre générale serait entamée. Je ne conviens avec personne de ce que je vous dis ici ; bien loin de là, je dis que le pacha est invincible ; je parle bien haut, à la tribune, de l'appui que la France entend lui donner ; mais tout cela est dit pour l'Europe ; au fond je crains que le pacha ne soit faible en Syrie ; et je ne crois pas que la diplomatie française réussisse toujours à empêcher un accord de la Russie, de l'Angleterre, de l'Autriche et de la Prusse. Il faut donc que le pacha d'Égypte n'en croie pas les médiocres correspondances qu'il entretient à Paris, et qu'il voie les choses telles qu'elles sont. Il ne peut conjurer les dangers de sa situation, qu'en montrant beaucoup de sagesse et de modération. Je vois qu'il revient sur la concession d'Adana, autrefois à demi faite ; il a tort ; il rendrait tout arrangement amiable impossible. Je doute que l'on consente à lui donner l'hérédité de l'Égypte et de la Syrie. Ce serait un immense succès de l'obtenir ; mais nous ne l'obtiendrions ; dans tous les cas, qu'à la condition de céder Candie, Adana, les villes saintes. Il y a un autre arrangement peut-être possible ; ce serait de donner au vice-roi l'hérédité de l'Égypte seule, avec la possession viagère de tout le reste, la Syrie, Adana, Candie, l'Arabie. J'aimerais mieux ce dernier ; je ne l'espère que très peu. Le *statu quo*, c'est-à-dire la continuation de l'état antérieur à la bataille de Nezib, me semble la troisième chance possible. Elle ne pourrait résulter que de la fatigue des négociateurs européens ; cependant, on a pris une précaution à Pétersbourg contre la fatigue : on a voulu se donner du temps et, pour cela, on a nommé M. de Brunow ministre à Londres. De toute façon, la situation est grave. Ce que je conseille au vice-roi, c'est de se préparer à des sacrifices raisonnables et de se confier à nous.

Si on lui donnait l'Égypte et la Syrie héréditairement, moins Candie, Adana, les villes saintes, il devrait se rendre. Si on lui donnait l'Égypte seule héréditairement, et la Syrie, Adana, Candie à titre viager, il devrait se rendre encore. Quant à nous, nous croirions avoir fait pour lui dans l'un ou l'autre de ces cas tout ce que la situation comporte. Il faut lui faire bien entendre que, s'il voulait résister à des concessions raisonnables, nous ne pourrions plus l'appuyer ; et que nous ne risquerions pas notre alliance avec l'Angleterre pour soutenir des prétentions démesurées.

Je ne sais donc ce qui adviendra de toute cette affaire, si grande et si mal engagée ; mais il faut détruire les illusions que se ferait le pacha ; il faut surtout lui répéter que dans la situation présente, loin de devenir plus difficile, il doit au contraire se rendre plus facile. Que, du reste, il se confie en nous ; il peut nous regarder comme des amis fidèles, sûrs et désintéressés. Nous ne l'abandonnerons point, s'il comprend sa position et sait bien y adapter sa conduite.

[...] Du reste, ne faites aucune proposition au pacha : bornez-vous à préparer son esprit à la modération ; prenez soin de détruire les illusions trop grandes qu'il pourrait se faire, sans toutefois diminuer sa confiance en nous, sans le décourager surtout ; car il aura besoin peut-être de beaucoup de courage et de force.¹»

Thiers défend le *statu quo*. Le 14 avril 1840, à la Chambre des pairs, le duc Paul de Noailles s'y oppose. Partisan de l'alliance russe, il déclare : « il faut que l'Égypte soit indépendante, et qu'elle ne soit pas anglaise. »

¹ *Ibid.*, pp. 484-486.

12.

Les Tanzimat

L'ambassadeur de France, M. de Pontois arrive à Constantinople. Les changements de majorité font et défont les carrières. L'opposition dénonce ces pratiques. Elle en est venue à louer les ministres turcs de leur libéralisme et de leurs principes constitutionnels, et à les opposer aux ministres français, qui font peser sur la France un despotisme d'Orient¹! L'Empire ottoman devient réformateur. Au début du XIX^e siècle, les pressions de l'Occident poussent les politiques turcs à penser que les Européens sont, pratiquement dans tous les domaines, supérieurs aux Ottomans². La modernisation est, selon eux, une question vitale pour l'existence de l'empire. Boislecomte, dans sa correspondance, nous indique que les élections municipales en Turquie sont annuelles et se font au suffrage universel. Le sultan ne règne, en réalité, qu'à Constantinople. Au-delà, le régime municipal s'applique. Le maire d'Andrinople est un Bulgare qui a été élu par l'influence qu'il a acquise avec la confrérie des forgerons³. La Turquie est de plus en plus un pays d'Asie habillé d'un vêtement européen. Ce mouvement de réformes, les Ottomans le désignent sous le nom de Tanzimat (pluriel arabe de *tanzim*, organisation, réforme). Depuis le règne de Mahmud II (1808-1839), il touche des domaines aussi variés que l'enseignement, le droit, l'administration civile, l'armée, la vie économique, les arts, les lettres. Rien ne semble échapper à ces temps nouveaux.

L'occidentalisation de l'Empire ottoman

Le sultan Mahmud II a changé l'ancien cérémonial de réception des ministres étrangers, hérissé de détails puérils et ridicules, voire humiliants pour les représentants des puissances européennes. La cérémonie ressemble désormais à celle qui s'opère dans les autres cours. La France a, de son côté, supprimé depuis la dernière ambassade l'usage des présents. Les hommes d'État ottomans cherchent le secret de la puissance européenne. Si l'intervention européenne sauve au moins provisoirement l'Empire ottoman en 1839, elle démontre surtout la profonde faiblesse du sultan. La force de l'Europe, c'est le libéralisme. Le libéralisme a d'autant plus d'attrait auprès des dirigeants turcs qu'il offre la perspective de pouvoir enfin disposer sans problèmes de ses biens⁴. Le sultan, conscient de la gravité de la situation politique de son empire, met fin à la politique d'isolement. Il entretient des relations diplomatiques avec les États européens sur le principe de la réciprocité, en instituant des ambassades permanentes dans les grandes capitales européennes⁵. Selim III avait envoyé des ambassadeurs permanents auprès des cours étrangères mais le système fut négligé après la révolte des janissaires. La fonction d'ambassadeur rabaisait le musulman qui devait entrer en contact avec les chrétiens⁶.

Au début de 1832, à la suite de conclusion des divers traités et protocoles reconnaissant l'indépendance du royaume hellénique, le gouvernement ottoman amorça une nouvelle tentative d'ouverture vers l'Europe en rétablissant une première mission diplomatique à Vienne et en y nommant aux fonctions de chargé d'affaires, Jean Mavroyeni qui avait déjà été titulaire de ce poste entre 1811 et 1821. Une de ses premières missions fut d'aller plaider la cause de l'Empire ottoman à Londres auprès des représentants des grandes puissances réunis en congrès sur la question de la délimitation des frontières turco-grecques. Mavroyeni conserva ses fonctions jusqu'à sa mort en 1840 et servit avec le titre de conseiller d'ambassade sous les divers ambassadeurs qui se succédèrent dans la capitale autrichienne) à partir de 1834, date de la réouverture des missions diplomatiques permanentes à l'étranger. Cette réouverture qui fut suivie en 1836 par la réorganisation des bureaux du *Reisülküttab*, en ministère des Affaires étrangères, marque le début de la création d'un service diplomatique structuré. En 1834, l'accréditation d'ambassadeurs permanents de l'Empire ottoman reprenait. Reschid pacha (Mustapha-Mehemed) est envoyé en Europe représenter la Turquie à Paris, puis à Londres. Cet ambassadeur de talent - Guizot dit de lui que c'est le

¹ *Revue des Deux Mondes*, chronique de la quinzaine, 31 juillet 1838.

² Bayram Kodaman, *Les ambassades de Moustapha Réchid Pacha à Paris*, Ankara, Société turque d'histoire, 1991, p. 25.

³ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 21, f°202. Lettre de Boislecomte depuis Péra, 7 janvier 1834.

⁴ Henry Laurens, *L'Orient arabe, Arabisme et islamisme de 1789 à 1945*, A. Colin, 1993.

⁵ Bayram Kodaman, *op. cit.*, p. 26.

⁶ D'Aubignosc, *La Turquie nouvelle jugée au point où l'ont amenée les réformes du sultan Mahmoud*, Delloye, 1839, t. II, p. 144.

seul grand homme que l'Orient possède - est né à Constantinople en 1802. C'est un homme de taille moyenne, d'apparence robuste et un peu gros. Sa figure est brune, régulière, large et carrée au niveau du front. Il a une moustache noire, une barbe courte légèrement effilée en pointe. Son nez est aquilin. Les yeux sont noirs et assez beaux¹. Son père était administrateur des fondations pieuses du sultan. Reschid pacha, parent d'Ali pacha, est un homme réservé, calme, raffiné, cultivé, éloquent et très susceptible. Poète, il compose des vers. En 1829, il fut secrétaire des plénipotentiaires ottomans chargés de négocier la paix d'Andrinople². En 1833, envoyé en Égypte, il discuta des conditions de l'armistice conclu à Kütahya. Son arrivée à Paris fit sensation. Ubicini raconta : « C'était le premier ambassadeur turc que l'on eût vu en France depuis la mission de Mohammed-Saïd-Ghalib en 1802. L'air dégagé du jeune diplomate, sa vivacité, la finesse de ses réparties, le laisser-aller de ses manières, si éloignés de l'idée qu'on se faisait d'un envoyé du Grand-Turc produisirent une sorte d'engouement. Il fut pendant deux hivers le lion de la saison. Il était de toutes les réunions ; il donna des fêtes qui furent citées. En même temps qu'il se montrait assidu au château, chez les ministres, aux soirées des diplomates, il ne dédaignait pas les réunions plus familières. Il fréquentait les foyers des théâtres ; il se liait avec les littérateurs en renom, les journalistes, les critiques. Il demanda un maître français à Jules Janin qui le renvoya à Mlle N. de l'Opéra. ³»

En dehors des traditionnelles instructions diplomatiques et politiques, Reschid pacha reçoit l'ordre d'apprendre la langue et les sciences modernes des pays où il est envoyé en 1834. Il maîtrise le français. Il étudie les institutions, les systèmes de gouvernement et les usages de la diplomatie des puissances. Sa mission consiste à éclairer le gouvernement ottoman sur les progrès de l'Europe. Au cours de son séjour à Paris et à Londres, il noue des relations avec les ambassades étrangères, avec leurs drogmans et avec leurs fonctionnaires. Il approfondit ses connaissances sur la civilisation européenne. Reschid pacha, éclairé par l'expérience de la crise égyptienne, comprend que sans l'aide de l'Europe, l'Empire ottoman ne peut pas sauvegarder son existence. Ses qualités d'habile diplomate font de lui pratiquement un émule de Metternich, de Talleyrand ou de Palmerston. Il joue un rôle très important dans la modernisation de son pays. Reschid pacha attribue la puissance de Méhémet-Ali aux réformes réalisées avec l'aide de la France. Reschid pacha rapporte de son séjour en Occident la redingote européenne. Il décide de s'entourer de collaborateurs français notamment un instituteur qu'il amène de Paris en qualité de précepteur de ses enfants. Francophile, il investit dans des fonds français⁴.

Le sultan Mahmud II, qui règne jusqu'en 1839, gouverne de façon autoritaire. Il était le fils d'une prisonnière française. Nommée Naksh-i-dil signifiant « langue brodée », la tradition avait longtemps identifié cette mère à Aimée Dubuc de Rivery. Née à la Martinique le 19 décembre 1776, fille d'un négociant de Lyon, elle disparaissait en juillet 1788 lors de son retour de France vers son île d'origine. Des pirates tunisiens l'auraient enlevée. Envoyée à Constantinople comme présent, elle se serait retrouvée dans le harem impérial ce qui est en contradiction avec la date de naissance du sultan Mahmud II, 1785. Dès 1847, l'historien Adrien Dessalles dans un épitomé évoque le sort incertain d'Aimée. La fiction et le roman s'emparent de ce destin. La prétendue sultane aurait disparu avec un de ses frères et en aurait fait un pacha : Méhémet-Ali ! Barbara Chase-Riboud révèle un document convaincant, d'un témoin oculaire, sur la vie de la mère du sultan : la description des funérailles de la sultane validé rapportée dans les *Lettres du Bosphore* de la comtesse de la Ferté-Meun. En se fiant à ce texte, publié anonymement en 1820, on conclut que la mère de Mahmud II était une Créole née vers 1765-1767, arrivée à Topkapi, comme cadeau de pirates d'Alger offert à Abdülhamid, entre 1779 et 1781. En 1808, Mahmud II vit se faire égorger sous ses yeux son oncle Selim III et son frère Mustafa IV. Réformateur, le premier avait été renversé par les janissaires le 29 mai 1807. Le second avait été chassé par le pacha Bayrakdar en 1808. Mahmud II est très imbu de son pouvoir, au risque d'en être ridicule. Le gouvernement anglais lui a offert une élégante voiture, d'un travail admirable. Le siège du cocher est élevé au niveau de l'impériale. Le prince n'en fait aucun usage. Il préfère subir les inconvénients de la poussière, de la pluie, de la neige, des éclaboussures, et mène lui-même à grandes guides et à quatre chevaux une calèche. Le sultan ne permet pas qu'un homme soit assis devant lui⁵. Véritable autocrate, lieutenant du prophète, le sultan est chargé de faire exécuter la loi islamique. Mahmud, par le préjugé, a laissé périr en couche sa fille chérie plutôt que d'appeler un médecin français⁶. Le Coran ne consacre pas l'hérédité du pouvoir et n'autorise pas le despotisme, ce qui n'empêche pas au gouvernement ottoman de se signaler par son esprit d'intolérance extrême. Le pouvoir est contenu par celui des oulémas dont le chef est le muphti. Ce dernier peut décider si certaines mesures sont contraires ou conformes à la loi. Le Coran se complète avec la sunna, recueil des actes, sentences et paroles du prophète Mahomet. Le *code Multeka*, en vigueur depuis le règne de Soliman I^{er} (1403-1411), compilation de commentaires souvent contradictoires, s'ajoutait au dispositif légal de l'Empire ottoman. Ce code provient des travaux d'Ibrahim Haléby, un compilateur des anciens auteurs arabes de rite

¹ Louis de Loménie, *Galerie des contemporains illustres par un homme de rien*, « Reschid pacha », Paris, 1840-1847, t. VII, p. 35.

² Louis-Gabriel Michaud, *Biographie universelle ancienne et moderne*, Delagrave, 1998, t. 35, p. 306. Gustave Brunet, article « Rechid pacha (Mustapha-Mehemed) »

³ Du Velay, *Essai sur l'histoire financière de la Turquie, depuis le règne du sultan Mahmoud II jusqu'à nos jours*, Paris, 1903, p. 92.

⁴ A.M.A.E., papiers privés d'agents, Desages, 38.

⁵ D'Aubignosc, *op. cit.*, p. 50.

⁶ *Revue de l'Orient*, 1843, p. 78.

hanéfitte. Mahmud manifeste une certaine bienveillance pour ses sujets chrétiens. Il visite diverses parties de son empire et, au cours de son voyage en Bulgarie, il s'intéresse aux écoles bulgares récemment ouvertes, sous l'inspiration de Néofit Rilski. Le 5 janvier 1831, une lettre patente est délivrée à l'archevêque arménien catholique de Constantinople pour l'instituer chef de sa communauté, dans les mêmes conditions que les patriarches des autres églises chrétiennes. De plus, c'est sous son sultanat qu'apparaît en 1831 le premier journal turc *Takvimi Vakayi*¹.

Le pouvoir du sultan s'exerce par l'intermédiaire du grand vizir (*sadriazam*), sorte de Premier ministre dont le mot en arabe signifie portefaix. Ce personnage important court de grands risques car il supporte tout le poids des affaires publiques. Les malheurs de l'État lui sont attribués : disettes, incendies, défaites, révoltes, épidémies. Le glaive, toujours suspendu sur sa tête, peut le frapper s'il déplaît au peuple ou au sultan. Il signe la minute de toutes les ordonnances. Il garde le sceau impérial, commande les armées, disposait des finances, nommait à tous les emplois. Le vizir préside également le Divan. Ce conseil suprême se compose des grands dignitaires de l'empire : le muphti, le *seraskier* (Ministre de la Guerre), le capitain-pacha (Grand amiral de la flotte), le ministre des finances, le grand maître de l'artillerie, le ministre des Affaires étrangères, le *mustechar* (Conseiller du vizirat chargé du département de l'Intérieur), le ministre du commerce, le ministre de la police et l'administrateur des *vakoufs* (Biens de mainmorte employés à l'entretien des mosquées, des collèges et des hôpitaux). Le Divan se réunit deux fois par semaine. Autrefois, il avait lieu sous une porte monumentale, la Sublime Porte, à l'extérieur, devant le palais, où le sultan donnait ses audiences aux ambassadeurs étrangers et à ses sujets. Au mois d'août 1834, une milice régulière et permanente (*akaciri-redifei-mançouri*) est créée afin de remplacer les levées en masse qui ne produisent que des pillards. On prévoit d'établir dans le collège des Icohlans, une école polytechnique à l'instar de celle de la France mais on y renonce en 1835. Le collège qui devait être réparé par l'ingénieur français Châtillon est évacué et aucuns travaux n'ont été réalisés.

Dès 1834, Ibrahim pacha tourne en ridicule la stambouline² et les nouveaux vêtements à l'européenne du sultan et il ne cache pas son mépris pour ses fausses mesures de civilisation³. En France, le *Figaro* se moque des mesures qui émancipent les femmes. D'après le journal, le sultan a eu cette idée « entre la poire et le fromage ». Faire sortir ses femmes du harem serait « diablement français et civilisateur.⁴ » Le seul résultat probant est finalement une désillusion sur les prétendues beautés de ces odalisques.

L'autorité du sultan est contestée car il ose violer le Coran. Il fait notamment frapper des monnaies à son effigie et fait placarder son portrait dans toutes les casernes. Seul Mehmet II avait frappé jusque-là des monnaies à son effigie mais il était le conquérant de Constantinople (1453). En 1837, le directeur de la monnaie est poignardé dans une mosquée. Le meurtrier affirme détester les réformes du sultan, convaincu que la victime méritait son châtement pour avoir représenté sur des monnaies d'or l'effigie du souverain⁵. L'occidentalisation est mal perçue par les religieux les plus radicaux. Ainsi, la même année, passant à cheval sur le nouveau port de Galata, Mahmud II est interpellé par un derviche. Réputé saint parmi le peuple, appelé le cheik aux longs cheveux, ce religieux bondit. Il reproche des sacrilèges au souverain ottoman et crie : « Arrête, Sultan-Giaour. ⁶ » Le derviche est exécuté pour son audace. Dans l'atmosphère troublée de guerre civile, le sultan Mahmud n'hésite pas à plusieurs reprises à faire exécuter de très hauts dignitaires de l'empire et de confisquer leurs biens. L'Anglais Spencer écrit sans aucune complaisance : « À ses autres vices le Turc a ajouté celui de l'ivrognerie, non comme *theriaki* (mangeur d'opium), mais comme sectateur du dieu de la vigne. Même les dames du harem ont découvert que le rosoglio a plus de montant que le sorbet. Pendant mes promenades dans Constantinople, je rencontrais presque tous les jours autant d'ivrognes, dans les rues, qu'on en peut voir dans quelque ville chrétienne que ce soit; l'on n'a, d'ailleurs, qu'à consulter les marchands francs sur la quantité de rhum et d'arack consommée par les dévots habitants de la capitale de l'islamisme. Ils boivent publiquement, car Mahomet, si grand prophète qu'il fût, n'a pas su prévoir la découverte des Indes occidentales. En conséquence, il n'a pas pu interdire à ses sectateurs l'usage de ce nectar enivrant. Il est notoire que les personnes le plus haut placées de l'empire se sont fait ordonner le vin dans l'intérêt de leur santé. » Spencer ajoute : « Le sultan Mahmoud, par la hardiesse de ses réformes, directement opposées aux prescriptions de l'islamisme, et que l'intrépide énergie de son caractère pouvait seule lui faire entreprendre, a profondément ébranlé la foi du peuple dans l'infaillibilité du Coran, et a complètement détruit chez lui la croyance qu'un homme mortel ne pouvait violer impunément les lois du prophète, lois écrites de la main de Dieu même avant la création du monde, et apportées par l'ange Gabriel au grand Mahomet, l'élu du ciel. Il n'est donc pas étonnant que l'incrédulité à l'origine divine du Coran fasse des progrès rapides. On se dit même à l'oreille que le sultan, dans les dernières années, a accordé aux raïas humiliés, et aux giaours tant méprisés, beaucoup plus de

¹ Kemal Çiçek, *The great Ottoman-Turkish civilisation*, Ankara, 2000, volume III, p. 579.

² Redingote.

³ S.H.A.T. 1M 2075.

⁴ *Figaro* du mercredi 5 octobre 1836.

⁵ De Saurigny, *Histoire de la Chine, du Japon, de la Perse, de l'Inde, de l'Arabie, de la Turquie, de l'Égypte, de l'Algérie, depuis les temps les plus reculés jusqu'en 1840*, Paris, 1858, p. 403.

⁶ Louis Blanc, *Histoire de dix ans*, Paris, 1867, 10^e éd., t. V, p. 394.

faveurs qu'il n'eût convenu au vicaire du prophète de Dieu; et même quelques-uns des chrétiens de Stamboul osent conjecturer qu'il ne serait pas impossible qu'au bout de quelques années, leur foi épurée fût adoptée à la place des erreurs de l'islamisme. ¹»

Nous nous référons encore à Spencer à propos des réformes de Mahmud et sur ses tentatives pour discipliner son armée à l'euro péenne. Bien convaincu que l'intégrité de l'empire dépend de l'organisation de son armée, le sultan fait manœuvrer lui-même ses soldats, comme faisaient Pierre-le-Grand et Frédéric II. Ils font leurs évolutions avec plus de précision qu'on ne pourrait s'y attendre, vu l'extrême pénurie de bons officiers subalternes. Le sultan est lui-même un excellent cavalier, et il fait admirablement manœuvrer un escadron. Quoique déjà avancé en âge, il est encore plein de vigueur et de santé. Le voyageur anglais a souvent admiré son air martial et sa noble figure, digne du monarque dans les veines duquel coule le plus illustre sang de l'Asie. Ses deux fils, qui l'accompagnent souvent, reçoivent une éducation très soignée, et il y a tout lieu de croire que son successeur, nourri dans ses idées, marchera dans les mêmes voies. Il est alors question de faire voyager ces jeunes princes, quoique le Coran défende absolument aux membres de la famille du padichah de quitter l'empire, si ce n'est pour aller exterminer les infidèles : ils devaient aller visiter les îles grecques de l'Archipel. De proche en proche, Spencer voit déjà l'héritier du trône ottoman rendant visite à la reine Victoire, et il assure qu'il était fort question d'un voyage en Angleterre. Il est, du reste, fort porté en faveur de Mahmud : il énumère les bienfaits dont son peuple lui est redevable, l'ambition et la rapacité des pachas réprimées, les exactions sévèrement punies, la justice, autrefois si corrompue, soumise à un meilleur régime, l'hérédité de la propriété assurée par les lois, et le monarque renonçant au droit de la couronne sur les biens des ministres et pachas décédés, l'imposition de taxes régulières, l'établissement d'une imprimerie et d'un journal à Constantinople, l'organisation des écoles militaires, enfin les efforts tentés pour créer une armée. « Mais, ajoute-t-il, il y a encore beaucoup à faire, car quoique ce corps de bandits dont les atrocités seront longtemps un souvenir d'horreur, ait cessé d'exister, un autre corps plus puissant reste à soumettre : je veux parler des prêtres. Ceux-ci, armés du livre du prophète et de la loi, possesseurs du pouvoir spirituel et temporel, redoutables par l'intelligence et l'habileté, opposent de sérieux obstacles à l'œuvre du monarque réformateur; et tant que cette masse gigantesque de préjugés et de superstitions ne sera pas balayée, tant que leurs privilèges exclusifs ne seront pas abolis, la civilisation de la Turquie n'avancera guère [...] ²».

Lorsque Reschid pacha est rappelé par son protecteur Pertev pacha afin de devenir ministre des Affaires étrangères, il n'a pas encore atteint Constantinople qu'il apprend qu'une révolution ministérielle s'est produite. Après avoir consulté son astrologue, le sultan s'est absenté pour visiter son empire et ses établissements publics. Son voyage dans ses provinces d'Europe a pour but « de mettre sous la protection de son ombre éternelle les peuples et les raïas de ces contrées, en faisant luire à leurs yeux la lumière d'équité et de miséricorde. » Il porte sa sollicitude envers les établissements militaires, les hôpitaux et les mosquées. Il écoute les plaintes, rend la justice et affirme sa volonté de voir la plus parfaite harmonie régner entre ses sujets, sans distinction d'origine, ni de culte. De retour, il apprend l'existence d'une conspiration fomentée par d'anciens janissaires et des bateliers du Bosphore. La peine capitale et la déportation leur sont réservées. Près de quatre mille cadavres sont jetés à la mer. Le moindre propos hostile est puni de mort. Il est alors interdit de stationner dans les cafés, au-delà du temps nécessaire pour boire un café et fumer un chibouk. Pertev accusé auprès de Mahmud par d'habiles ennemis est disgracié, ainsi que son secrétaire, Vassuf efendi. Pertev pacha est exilé à Andrinople. Soutenu par les Russes qui lui ont versé 200 000 roubles, Akif efendi, une forte tête, le remplace au ministère. L'ordre de faire exécuter Pertev est envoyé peu après. Ce puissant ministre que l'on surnomme « le roi sans couronne » est étranglé en 1837. Cette mort ignorée du sultan est attribuée par ceux qui l'ont ordonnée à une mort naturelle et soudaine. Quand Reschid la raconte au sultan et lui révèle les dernières paroles funèbres du mourant, Mahmud fond en larmes. Pertev pacha a été son ami, il est désormais sa victime ³. En Europe court une version dramatique sur la mort du personnage qui aurait bu avec autant de calme que Socrate la coupe empoisonnée. Une lettre de Vemazza, agent consulaire de France à Andrinople, prouvait que Pertev avait été étranglé dans la cour du gouverneur qui l'avait mandé chez lui et lui avait promis qu'il n'attenterait pas à ses jours. On fait courir le bruit qu'il était mort d'apoplexie. L'ambassadeur de France en est persuadé, croyant au libéralisme du sultan. Lorsqu'il est détrompé, il écrit à Paris le 6 octobre 1837 et rétablit la vérité des faits : « On s'expose toujours à se tromper quand on attribue quelque élévation d'âme à ces gens-ci. ⁴ » Alphonse de Lamartine rapporte le récit laissé par un des bourreaux : « Au mois d'octobre 1837, un jour que Pertev sortait du bain, averti qu'Emin, pacha d'Andrinople, avait à lui communiquer des nouvelles de Stamboul, après une heure de repos, il fait sceller sa mule et se rend au palais avec un de ses serviteurs. C'était à trois heures après-midi. Le pacha se leva et le fit asseoir près de lui sur le divan. On servit la pipe et le café, et à ce cérémonial succéda le silence. Jeune encore, fils généreux de Reschid Méhémet, le pacha

¹ Voir E. de Cazalès, « Établissements russes dans l'Asie occidentale », *Revue des Deux Mondes*, tome 14, 1838.

² *Ibid.*

³ Alphonse de Lamartine, *Histoire de la Turquie*, Paris, 1855, t. VIII, p. 396.

⁴ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 67.

ignorait l'art du bourreau, parfumant longuement la victime de flatteuses paroles. Son respect pour le condamné, son étonnement de la rigueur inusitée du sultan, lui inspiraient une sorte de terreur de sa mission. Pertev le premier rompit le silence : 'Vous avez, m'a-t-on dit des nouvelles de Stamboul à me communiquer ?' À ces mots les traits d'Emin révélèrent sa douleur ; sa langue balbutia, et, le cœur oppressé, incapable de signifier lui-même la sentence funeste, il lui remit le firman. Après l'avoir porté à sa bouche et à son front, Pertev déploya lentement le rescrit impérial et le lut jusqu'au bout sans changer de visage. Ensuite il le replia, le plaça sous le coussin, et frappant dans ses mains pour appeler : 'Qu'on m'apporte une pipe', dit-il avec calme. Le pacha se taisait. 'Dieu m'est témoin', proféra Pertev en laissant gravement tomber ses paroles entre les aspirations régulières de la pipe, 'Dieu m'est témoin que j'ai toujours servi avec zèle et dévouement le sultan, mon maître. Que son règne soit glorieux ! Je n'ai jamais travaillé que pour le bien et la prospérité de l'empire. Mon cœur et mes mains sont purs ! Qu'Allah pardonne à mes ennemis ! Laissez-moi, seigneur, le temps de faire ma prière', acheva-t-il en s'adressant au pacha, qui se levait pour se soustraire au spectacle de l'exécution de l'ordre de mort qu'il avait donné. Pertev étendit un tapis, fit son *namaz*, et, détaché de tous les souvenirs de sa puissance et de tous les regrets de la vie, n'aspirant plus qu'à l'existence nouvelle qui allait s'ouvrir pour lui, ce fut en vers qu'il exprima sa pieuse exaltation. Le sentiment religieux et l'amour de la poésie, qui avaient fidèlement accompagné le ministre à travers les corruptions et les occupations du pouvoir, survivant à tout le reste, remplissaient son âme tout entière, dont l'inspiration s'exhala mystérieusement dans la langue allégorique des sophis. 'Mon cœur', écrivit-il, 'est altéré de l'objet de ses désirs éternels. La coupe déborde. Hélas ! hélas ! que ferai-je ? Puisse bientôt se lever l'aurore sans fin ! Veillerai-je ? Me coucherai-je en attendant la mort qui va me rejoindre à mes amis disparus de la terre ? La nuit d'angoisse est trop longue ici-bas ! Viens, ô viens soleil véritable ! et rends un jour plus pur à ces yeux qui vont se fermer !' La nuit était venue, en effet, pendant ces résignations pieuses du ministre poète et mystique. Inquiets de sa longue absence, ses serviteurs allèrent demander si on l'avait vu entrer au sérail. On leur livra son cadavre ; ils l'emportèrent silencieusement à sa demeure. Le lendemain, au lever du jour, des milliers de Turcs accompagnèrent le corps de Petrew pacha au champ des morts. La Turquie murmurait de perdre en lui le dernier des Turcs. ¹ »

Le sultan maintient sa confiance envers Reschid. Dès 1835, les réformateurs ont obtenu de lui une réorganisation de l'administration ottomane. Le terme de serviteur est remplacé par celui de fonctionnaire². À son retour d'Europe, devenu, le 28 janvier 1837, ministre des Affaires étrangères, Reschid pacha explique au sultan ses idées ainsi que les suggestions des hommes d'État français et anglais, surtout celles de Palmerston et de Thiers. Il réussit à le convaincre qu'il faut faire admettre la Turquie dans le concert des États européens et la faire entrer dans la civilisation occidentale. Le ministre a en effet pleine conscience des périls qui menacent l'empire. Il fait comprendre surtout à Mahmud II qu'il y a urgence à rassurer l'Europe et à gagner sa confiance. C'est ainsi que le sultan entreprend une série de réformes dans les domaines politiques, sociaux et juridiques, suivant les idées de Reschid pacha. Pour Aucher Eloy, ces réformes n'aboutissent qu'à légaliser l'ivrognerie pour des têtes sans turban : « Il faut avouer qu'un Turc coiffé, culotté et chaussé à la moderne excite plutôt le rire que la terreur : c'est l'âne qui a perdu la peau du lion. ³ » Il va même plus loin et affirme que cette européanisation entraîne « une extrême démoralisation » chez les Turcs, « présage infaillible de la chute des empires. » D'ailleurs, la plupart des fonctionnaires turcs ne savent ni lire, ni écrire. Ils se contentent d'apposer le sceau impérial. Le sultan s'occidentalise. Il donne des fêtes, des concerts, des bals à l'européenne. Il établit la formalité des transports, prohibe le port du turban. Il s'habille à la franque. Le système de gouvernement est modifié. Des ministères et des conseils sont créés pour préparer les projets de lois. Le sultan réorganise l'administration, la justice, la police et les services sanitaires. Il construit des routes et des usines. Il supprime la confiscation des biens. Pour rendre la confiance à ses sujets chrétiens, il déclare : « Nos intentions sont que les musulmans ne soient considérés comme tels que dans les mosquées, et que selon le même point de vue, les chrétiens ne soient chrétiens que dans les églises, que les Israélites ne soient israélites que dans les synagogues. Je veux que hors de ces lieux, où tous rendent également hommage à leur divinité, ils jouissent uniformément des mêmes droits politiques et de ma protection paternelle. ⁴ » Ces mesures suscitent la réprobation des musulmans les plus fanatiques. Plusieurs tentatives ont lieu pour brûler la ville de Constantinople. « Dieu est grand, s'écrient les islamistes, il a puni les gïaours de leur crime de Navarin. C'est ainsi que le prophète avertit le renégat padischah d'obéir à ses lois et de ne pas souiller le siège de son empire par ses liaisons avec les infidèles. »

De son côté, Reschid pacha, soutenu par le sultan, s'attaque résolument aux abus les plus invétérés de l'administration, notamment à la vénalité des fonctionnaires et au dépouillement de la population par ces derniers. Il fait admettre au gouvernement l'usage du traitement pour tous les fonctionnaires en vue d'empêcher le pot-de-vin. Il s'efforce de former des employés intègres. Donnant l'exemple, sa tenue vestimentaire est des plus simples. Bien qu'il soit très décoré, il ne porte habituellement aucune médaille. Son fez rouge, sa redingote bleue croisée et

¹ Alphonse de Lamartine, *op. cit.*, pp. 393-396.

² Henry Laurens, *L'Orient arabe, Arabisme et islamisme de 1789 à 1945*, Paris, A. Colin, 1993.

³ Rémi Aucher-Eloy, *Relations de voyage en Orient de 1830 à 1838*, Paris, 1843, p. 61.

⁴ Bayram Kodaman, *op. cit.*, p. 28.

boutonnée jusqu'au menton font sa parure¹. Ces réformes, selon d'Aubignosc, devraient être accompagnées par une radicale épuration². Cherchant à lutter contre la peste, Reschid introduit dans l'empire le règlement sanitaire des quarantaines, mesure hardie car c'est braver les opinions des musulmans sur la fatalité³. Il décrète dans le *Journal officiel* daté du 7 août 1838 le prélèvement des impôts selon les revenus de chacun. Le sultan ignore à quelles sommes s'élèvent et à quels titres se perçoivent les levées annuelles sur ses sujets. La levée de l'impôt dans l'Empire ottoman se fait habituellement par l'affermage ou *iltizam*. Chaque année, à une époque fixe, ordinairement celle du *Bairam*, l'impôt territorial est mis en adjudication. Mise aux enchères, la charge est adjugée au plus offrant. Ils paient par douzième et d'avance le prix de leurs fermes. Nulle excuse n'est acceptée dans le retard. L'exactitude se cautionne sur la famille, les biens et au besoin sa propre tête. L'impôt foncier ou dîme finance les gouverneurs et le corps des spahis. Les *nouzouli* et *avarisi* sont des impôts fonciers dans les villes dont la population n'est pas agricole. Ce principe fiscal appliqué aux terres empêche les Turcs d'avoir un droit de propriété inamovible. Ils ne sont que les usufruitiers de leurs possessions et quand ils meurent sans laisser d'enfant mâle, le sultan est leur héritier. Le seul moyen de mettre ses propriétés à l'abri d'une confiscation, c'est d'en faire un legs pieux (*vakf*) à une mosquée. Le propriétaire, en payant un léger droit à la mosquée, devient un fermier inamovible mais les gens de loi chargés de veiller sur ces legs sont presque les seuls qui profitent de cette institution. Enfin l'excise taxe la poudre, le tabac et le vin⁴. À ces fonctionnements absolutistes, il convient d'ajouter la vénalité des charges. Les places de pacha, de cadî, tous les emplois sont donnés au plus offrant⁵. Conséquence, pendant la durée, ordinairement courte, de leurs fonctions, ces fonctionnaires s'empressent de se faire rembourser aux frais de leurs administrés. Les provinces sont gouvernées par les pachas qui disposent du pouvoir militaire, du pouvoir administratif et sont chargés de la ferme générale des impôts. Le pacha à trois queues a, comme le sultan, le droit de punir de mort les agents qu'il emploie et les individus qui menacent la sûreté publique. Il entretient une force armée plus ou moins nombreuse, suivant la position et les revenus du pachalik. Il marche à la tête des troupes lorsqu'il est requis par le souverain ou lorsque la frontière est menacée. Les beys, ou sous-gouverneurs sont sous ses ordres. Cette accumulation de pouvoirs livre les provinces à sa tyrannie. Si les plaintes et les insurrections prouvent l'oppression insupportable sous laquelle croule une province, le gouvernement envoie un capitaine avec un ordre secret, ou un autre pacha avec une armée. On s'empare du mauvais gouverneur. Sa tête ensanglantée finit au-dessus de la porte du sérail et ses trésors confisqués vont grossir le fisc.

Reschid pacha abolit la corvée, les confiscations et développe les services postaux mais malgré les efforts et les bonnes intentions de Reschid pacha et de Mahmud II, la plupart des tentatives de réforme échouent devant l'opposition des milieux conservateurs, en particulier, les oulémas qui s'efforcent d'annuler les effets du progrès. Pourtant, ces mesures poussent à une évolution des mentalités et à une prise de conscience chez les Ottomans. Pendant son ambassade extraordinaire à Londres, en 1838, après la signature du traité de commerce avec l'Angleterre, Reschid pacha est convaincu, une fois de plus, que malgré les réformes précédentes, la Turquie n'a pas cessé d'être considérée en Europe comme un pays barbare, et que pour la faire admettre dans le concert des États civilisés, il faut gagner l'opinion publique européenne. Cherchant à convaincre les puissances qu'il faut maintenir l'Empire ottoman, il voyage en Allemagne, séjourne à Vienne, Berlin, Paris et Londres. Voulant l'avis de l'Anglais, il rencontre Palmerston à Londres en août 1839. Reschid pacha explique que pour sauver l'Empire ottoman, il faut un système immuablement établi qui doit restreindre le despotisme. Selon ses propres mots : « Plus le despotisme régresse, plus l'amour du peuple pour les gouvernants augmente et le peuple accomplira lui-même le grand œuvre des réformes de tout son cœur. Ainsi, il est possible par cette émulation provoquée par l'amour de la nation, de maintenir une évolution constante et donc d'assurer la renaissance d'un Empire ottoman puissant auquel personne ne pourrait résister. » Mehmet Sadik pacha, ambassadeur turc à Vienne, pense la même chose, qu'un État de droit garantissant les droits fondamentaux permettrait de gagner le cœur des peuples. Reschid pacha s'arrête même à Rome et demande une audience au pape, ce qui aurait transformé son âme⁶. Laissant à son remplaçant intérimaire aux Affaires étrangères une foule de petits mots, il est rappelé hâtivement à Constantinople après la bataille de Nezib. L'avènement d'Abdülmeçit I^{er}, lui fournit l'occasion de réformer profondément l'Empire ottoman. Reschid pacha est le principal responsable du *hatti-chérief*⁷ de Gülhane. Ce texte fait adopter à la Turquie les grands principes de 1789⁸.

L'édit de Gülhane, 3 novembre 1839

¹ Louis de Loménie, *op. cit.*, p. 35.

² D'Aubignosc, *op. cit.*, t. II, p. 101.

³ Gustave Brunet, *op. cit.*, p. 306.

⁴ David Urquhart, *op. cit.*, p. 158.

⁵ Malte-Brun, *Géographie universelle*, Paris, Plon, t. IV, p. 621.

⁶ Du Velay, *op. cit.*, p. 92.

⁷ Rescrit du sultan, ordonnance.

⁸ Anonyme (par un ancien diplomate), *L'Empire ottoman, 1839-1877. L'Angleterre et la Russie dans la question d'Orient*, Paris, 1877, p. 66.

Après avoir écarté les personnages les plus importants de la vieille cour, en les nommant gouverneurs de provinces reculés ou ambassadeurs auprès de cours étrangères, et profitant de l'avènement du jeune souverain turc Abdülmecit I^{er}, les réformateurs font proclamer, en pleine crise d'Orient, le dimanche 3 novembre 1839, le grand édit introduisant l'ère de la réorganisation ou Tanzimat. Cette charte faillit être proclamée en décembre 1838, sous le règne de Mahmud II, mais comme elle devait limiter les pouvoirs du sultan, elle apparaissait quelque peu nuisible.

Le prince de Joinville est invité à la cérémonie au palais impérial de Topkapi. Premier incident, son canot rencontre au débarcadère le caïque du ministre de Russie. Ni l'un, ni l'autre ne veut céder le pas à l'autre. Les invectives fusent. Une fois arrivé à bon port, le prince de Joinville continue sa route, à cheval. La course est éperdue car la monture est vive. La proclamation doit avoir lieu dans l'enceinte du palais, près du pavillon *Gul Hané* (le kiosque des roses) et en présence du souverain, de tous les fonctionnaires, des chefs spirituels des différentes religions, des présidents de toutes les corporations. La cérémonie est annoncée par cent un coups de canon. Elle est précédée d'une prière et de l'observation du ciel par un astrologue¹. Une salle du premier étage est réservée au corps diplomatique. Le prince de Joinville, en grand uniforme, est placé. Une fenêtre lui est réservée, dans une pièce au même niveau : « Les musiques se mettent à jouer, de grands cris se font entendre, c'est le sultan qui arrive, seul à cheval, précédé d'une foule d'officiers et de pachas en grande tenue. Entre lui et eux marche isolé et clopin-clopant, vêtu d'une espèce de blouse bleue à épaulettes, un petit boiteux à grosse tête rouge, barbe blanche et figure malicieuse. C'est le grand-vizir Kosrew-Pacha, le coupeur de têtes, l'étrangleur du Scheik-Islam. En passant devant moi il me fait plusieurs révérences.² »

Le spectacle est majestueux. Les pages, magnifiques avec leurs shakos dorés avec d'immenses plumets de plumes de paon, d'aigrettes et d'oiseaux de paradis, participent au défilé. Toutes les avenues du pavillon et les nombreuses terrasses qui avoisinent le plateau, sont remplies d'une foule immense. Le vaste plateau se prolongeant depuis le pavillon jusqu'à la mer de Marmara est entouré d'arbres séculaires, de jardins. Des conacs jalonnent le Bosphore. Au-delà, la rive asiatique porte le joli village de Kadi-Kéni. Le sultan, manteau noir garni de diamants et coiffé d'un fez à aigrette, diamanté également, met pied à terre. Le grand vizir et le *cheik ül-islam*³ soutiennent les coins de son manteau. Le chef des eunuques (*kislar aga*), décrit par Joinville comme « un nègre affreux, à lèvres pendantes, à hanches de femmes et couvert de broderies », s'avance pour le recevoir. La partie extrême opposée à Gul Hané est occupée par une triple haie de fantassins et de cavaliers, rangés en bataille. Douze bataillons de la garde impériale, des lanciers, de l'artillerie occupent la place. Ces troupes forment un grand cercle dont les ailes se replient vers le pavillon. Les soldats turcs ont des shakos dépourvus de visière afin de ne pas les empêcher de pouvoir toucher le sol avec leur front au moment de la prière⁴. Au centre sont rangés les différents ordres de l'État représentés par leurs chefs et forment plusieurs groupes parallèles. Le plus avancé est rempli par le corps des oulémas avec leur grand costume si simple et si noble à la fois. Les mollahs portent le vieil habit : caftans de couleur et de grands turbans blancs ou verts, traversés de larges bandes d'or. Les chefs des derviches sont également présents. Le patriarche et le grand rabbin sont là. Enfin, viennent les ministres d'État placés sur une même ligne, et ayant à leur tête le grand vizir. Une délégation de banquiers (*sarafs*) assiste à la cérémonie. Dans l'espace circulaire resté vide a été élevée une tribune couverte par une riche draperie, et située à peu de distance du pavillon de Gul Hané dont l'étage supérieur est occupé par le sultan. Le monde clérical musulman se tient immobile, impassible, les yeux baissés, peu satisfait. Une poussée de la foule se produit, ce qui indigné le grand vizir. Il marche contre elle en levant très haut sa petite jambe et agitant son mouchoir. Tout rentre rapidement dans l'ordre, « tout fuit à sa seule vue pour rentrer humblement dans l'alignement », observe Joinville. Un profond silence s'ensuit et vient s'ajouter à l'imposante gravité de la scène. Le sultan remet un sac en satin rouge qui renferme le *hatti-chérif*. Les spectateurs sont tous dans la plus vive attente, lorsque vers 11 heures, on entend la voix des hérauts annonçant l'arrivée de Riza pacha, conseiller du palais qui apporte le *hatti-chérif*. Dès qu'il paraît, le grand vizir Khosrew s'avance vers lui, reçoit de ses mains le décret, le porte respectueusement à ses lèvres et à son front. Il le remet ensuite à Reschid pacha, ministre des Affaires étrangères, qui monte à la tribune où il en fait la lecture : « Tout le monde sait que dans les premiers temps de la monarchie ottomane, les préceptes glorieux du Coran et les lois de l'empire étaient une règle toujours honorée. En conséquence, l'empire croissait en force et en grandeur, et tous les sujets, sans exception, avaient au plus haut degré acquis l'aisance et la prospérité. Depuis cent cinquante ans, une succession d'accidents et des causes diverses ont fait qu'on a cessé de se conformer au code sacré des lois et aux règlements qui en découlent, et la force et la prospérité antérieures se sont changées en faiblesse et en appauvrissement. C'est qu'en effet un empire perd toute stabilité quand il cesse d'observer ses lois. Ces considérations sont sans cesse présentes à notre esprit [...] Ainsi donc, plein de confiance dans le secours du Très-Haut, appuyé sur l'intercession de notre prophète, nous jugeons convenable de chercher par des institutions

¹ Édouard Driault, *La Grande Idée. La Renaissance de l'hellénisme*, Paris, 1920, p. 131.

² Prince de Joinville, *Vieux souvenirs (1818-1848)*, Paris, Calmann Lévy, 1894, p. 157.

³ Chef religieux ou grand mufti.

⁴ De Saurigny, *op. cit.*, p. 405.

nouvelles à procurer aux provinces qui composent l'empire ottoman le bienfait d'une bonne administration.¹» Immédiatement après, le cheik de Sainte-Sophie grimpe sur l'estrade et récite des paroles appropriées à la circonstance. L'imam étend les bras en avant. L'assistance en fait autant. Les troupes, à cause de leurs armes, n'étendent qu'un bras. La prière du sultan est répétée en chœur. Après quoi, chacun se passe la main sur les yeux et la barbe. Les soldats crient trois fois « Allah ! » avec ferveur et passion. Jusque-là, cette prodigieuse assemblée est restée plongée dans le plus profond recueillement, mais aussitôt les discours terminés, l'air retentit des cris de « vive le Sultan ! vive le bienfaiteur de l'empire ! » La musique de la Garde commence à jouer et de nombreuses salves d'artillerie annoncent la fin de la cérémonie, sous un soleil éclatant. Le jeune sultan jure de se conformer au *hatti-chérif* de Gülhane² et il prévoit d'abandonner le palais de Topkapi pour s'installer définitivement sur les rives du Bosphore³, au palais de Dolmabahçe. Les travaux sont confiés à Garabed Balian. Il est assisté par un de ses fils, Nikoghos. Ce dernier a étudié à Paris au collège Sainte-Barbe et a été l'élève de l'architecte Labrousse. Les travaux ne commencent qu'en 1844 par la démolition du palais en bois.

Le décret spécial appelé *hatti-chérif* de Gülhane constitue une première série de mesures désignées collectivement sous le nom de Tanzimat qui mettent l'accent sur l'importance de la centralisation⁴ et la lutte contre la corruption. Il est l'œuvre de Reschid pacha. Ce texte essentiel affirme le rétablissement des préceptes du Coran et des lois de l'Empire. Il comporte principalement des garanties assurant aux sujets une parfaite sécurité pour leur vie, leur honneur et leur fortune. Cette marche vers la modernité aboutit en 1848 à l'ouverture d'une Académie des sciences⁵. Le sultan renonce à son droit de vie et de mort sur ses fonctionnaires⁶. Évoquant les institutions, le rescrit impérial précise que « ces institutions doivent principalement porter sur trois points qui sont : 1° les garanties qui assurent à nos sujets une parfaite sécurité quant à leur vie, leur honneur et leur fortune ; 2° un mode régulier d'asseoir et de prélever les impôts ; 3° un mode également régulier pour la levée des soldats et la durée de leur service.⁷ » Une réforme militaire et une réforme financière sont annoncées. Ce texte fondateur pose les principes qui serviront de base aux futures lois. Cet article est un tableau des monstrueux abus qu'il tend à extirper : « C'est pourquoi, désormais, la cause de tout prévenu sera jugée publiquement, conformément à notre loi divine, après enquête et examen, et, tant qu'un jugement régulier ne sera point intervenu, personne ne pourra, secrètement ou publiquement, faire périr une autre personne par le poison ou par tout autre supplice. » Point capital du décret, la législation garantit le droit de propriété : « Il ne sera permis à personne de porter atteinte à l'honneur de qui que ce soit. Chacun possédera ses propriétés de toute nature et en disposera avec la plus entière liberté, sans que personne ne puisse y porter obstacle ; ainsi, par exemple, les héritiers innocents d'un criminel ne seront point privés de leurs droits légaux, et les biens du criminel ne seront pas confisqués. Ces concessions impériales s'étendant à tous nos sujets, de quelque religion ou secte qu'ils puissent être, ils en jouiront sans exception. Une sécurité parfaite est donc accordée par nous aux habitants de l'empire, dans leur vie, leur honneur et leur fortune, ainsi que l'exige le texte sacré de notre loi. » Toutefois, le texte comporte une grave lacune. Les étrangers ne peuvent pas acquérir de propriétés en Turquie, ni même en exploiter sous la garantie du droit commun. L'Empire ottoman se prive donc d'un moyen actif de s'euro-péaniser. Reschid pacha combat néanmoins le système d'exclusion sur lequel repose la société musulmane : « Quant aux autres points, comme ils doivent être réglés par le concours d'opinions éclairées, notre conseil de justice (augmenté de nouveaux membres autant qu'il sera nécessaire), auquel se réuniront, à certains jours que nous déterminerons, nos ministres et les notables de l'empire, s'assemblera à l'effet d'établir des lois réglementaires sur ces points, de la sécurité, de la vie et de la fortune, et sur celui de l'assiette des impôts. Chacun, dans ces assemblées, exposera librement ses idées et donnera son avis. Les lois concernant la régularisation du service militaire seront débattues au conseil militaire tenant séance au palais du *séraskier*. Dès qu'une loi sera finie, pour être à jamais valable, elle nous sera présentée ; nous l'ornerons de notre sanction, que nous écrirons en tête, de notre main impériale. Comme ces présentes institutions n'ont pour but que de faire reflourir la religion, le gouvernement, la nation et l'empire, nous nous engageons à ne rien faire qui y soit contraire. En gage de notre promesse, nous voulons, après les avoir déposées dans la salle qui renferme le manteau glorieux du prophète, en présence de tous les ulémas et des grands de l'empire, faire serment par le nom de Dieu, et faire jurer ensuite les ulémas et les grands de l'empire. Après cela, celui d'entre les ulémas ou les grands de l'empire, ou toute autre personne que ce soit, qui violerait ces institutions, subira, sans qu'on ait égard au rang, à la considération et au crédit de la personne, la peine correspondante à sa faute bien constatée. Un Code pénal sera rédigé à cet effet.⁸ »

¹ Louis de Loménie, *op. cit.*, p. 22.

² Adolphe d'Angeville, *La vérité sur la question d'Orient et sur M. Thiers*, Paris, Delloye, 1841, p. 91.

³ Yerasimos, *Constantinople de Byzance à Istanbul*, Paris, éd. Place des Victoires, 2000.

⁴ Kamal Salibi, *op. cit.*, p. 93.

⁵ Mehmet Basutcu, sous la direction de, *Le cinéma turc*, Paris, Centre Georges Pompidou, 1996, p. 35.

⁶ Anonyme (par un ancien diplomate), *op. cit.*, p. 67.

⁷ Louis de Loménie, *op. cit.*, p. 23.

⁸ *Ibid.*, pp. 25-26.

En 1840, un conseil d'État est institué : tout ce qui concerne la législation et l'administration est de son ressort. Il peut se constituer en haute cour de justice. Le *hatti-chérif* de Gülhane crée un système monétaire, organise les provinces, établit un code du commerce, prévoit d'abolir la capitation qui frappe les non musulmans¹. La capitation se divise selon trois classes. Cet impôt frappe les opulents (*ghany*), les aisés (*mutewassit*), les indigents (*fakir-ul-cadr*) et on est tenu de l'acquitter au commencement de chaque lune. La loi en excepte les femmes, les mineurs, les vieillards, les aveugles, certains affranchis, les individus frappés de paralysie ou d'une maladie chronique et tous ceux qui ne sont pas en état de gagner leur subsistance. On comprend dans cette exception les religieux retirés du monde qui mènent une vie monastique. Le souverain ottoman a le droit d'imposer une capitation sur la masse des habitants non musulmans d'une ville, d'une contrée, d'une île. Il peut exempter de ce tribut individuel les sujets employés au service de l'Empire, voué à l'état militaire, préposés à la garde d'un poste quelconque. La quotité de l'impôt est différente suivant qu'il s'agit de la répartir entre la race conquérante et dominatrice et la race vaincue et dominée. Les préposés (*koldjî*) remettent au contribuable une quittance dont ils ont ensuite le droit d'exiger à tout moment la présentation. Cette perception donne lieu à beaucoup d'abus, les *koldjî* exigeant parfois la taxe d'une classe supérieure ou un nouveau paiement, parce que l'intéressé ne peut pas, sur-le-champ, exhiber sa quittance. Ces vexations sont d'autant plus faciles qu'elles s'adressent exclusivement à des non musulmans. Du Velay écrit au début du XX^e siècle: « Quant au raïa, déchu du jour de la conquête de ses droits civils et politiques, frappé d'interdiction de par les préceptes mêmes de Mahomet, il est la proie tout indiquée à l'avidité du fisc ; d'avance, et à partir du jour où il a passé sous le sceptre des sultans, il est condamné à toutes les vexations, livré à la merci d'une oppression impitoyable.² » Un firman d'avril 1834 la fixait à 15, 30 et 60 piastres. Elle frappait les adultes non musulmans, soit près de 9 millions de personnes³. Les chrétiens, les juifs, les Arméniens étaient les esclaves du vainqueur. Ils devaient acheter la permission de vivre, c'était un rachat de la décapitation. Cet impôt sur la vie est le *karadj*. En échange, les gens du Livre, minoritaires chrétiens et juifs, bénéficient d'un statut de protégé ou *dhimmi*. Ils jouissent de la liberté religieuse, de la garantie de leur personne et de leurs biens, déclarés inviolables. Ils possèdent leurs chefs et leurs tribunaux et mènent leur vie familiale, personnelle et religieuse selon leurs propres lois. Les vêtements et les couvre-chefs des *dhimmis* les distinguent des musulmans et il leur est interdit de porter des armes, comme de monter à cheval. Un musulman ne peut hériter d'un *dhimmi* ni un *dhimmi* d'un musulman. Un musulman a le droit d'épouser une femme *dhimmi*. Un *dhimmi* ne peut pas épouser une femme musulmane.

Avec les réformes du Tanzimat, les impôts sont désormais levés indistinctement sur les terres possédées par les musulmans et les non musulmans⁴. Sur le plan religieux, le texte du *hatti-chérif* de Gülhane subit l'influence des nations européennes. Le terme de millets devient d'usage courant pour désigner les communautés non musulmanes au sein de l'Empire. Celles-ci sont de plus en plus nombreuses. Leur niveau culturel s'élève grâce à l'ampleur de la contribution missionnaire et la réaction qu'elle provoque dans les Églises qui développent leur propre réseau scolaire afin de limiter les empiètements occidentaux. Un firman a déjà été promulgué au début de l'année 1839 afin d'abolir les pressions qui s'exercent sur les chrétiens pour les convertir à l'islam. Le but de cette loi est d'empêcher les pratiques frauduleuses de chrétiens qui adoptent la religion musulmane pendant leur séjour dans les domaines du sultan dans l'unique dessein de s'enrichir, et qui abandonnent ensuite le pays pour apostasier. L'ancien système des privilèges accordés par l'islam avait fini par dégénérer en un trafic hypocrite. Le *Sun* commente : « Ce firman qui réjouira les sujets chrétiens de la Porte, provoquera la colère des fervents docteurs musulmans.⁵ » Par l'édit de Gülhane, le sultan promet de garantir à ses sujets de toutes confessions la sécurité de leur vie. Il abolit la ferme de l'impôt, les confiscations et les monopoles⁶. Un peu plus tard, à Métélin, le ministre du sultan Riza déclare : « Musulmans, chrétiens, israélites, vous êtes tous les sujets d'un même empereur, les enfants d'un même père. Le souverain tient la balance égale pour tous. »

Les Ottomans ne seraient plus des jouets obéissant au bon plaisir du sultan. Ils adoptent une charte les menant vers l'État de droit. Le terme de « sujet » est remplacé par celui de « soumis au pouvoir. » La liberté d'expression est garantie aux notables. La justice s'affirme égale pour tous. La rédaction d'un code pénal est prévue. La corruption des fonctionnaires est dénoncée. La vénalité de leurs charges est combattue et on compte la supprimer. L'assiette des impôts est modifiée. Boisilecomte a décrit le système fiscal ottoman antérieur. Les impôts directs étaient la capitation et la dîme. Boisilecomte rapporta depuis Péra, le 4 janvier 1834, que le gouvernement avait essayé d'introduire un nouvel impôt sur les maisons mais n'y avait réussi que partiellement. Les consuls européens à Smyrne avaient dénoncé une mesure qui frappait les Occidentaux, qui d'ailleurs possédaient des demeures sous des noms d'emprunt. Cette imposition revenait finalement à chasser de la ville ceux qui en avaient fait la splendeur

¹ Gustave Brunet, *op. cit.*, p. 307.

² Du Velay, *Essai sur l'histoire financière de la Turquie, depuis le règne du sultan Mahmoud II jusqu'à nos jours*, Paris, 1903, p. 31.

³ Jean-Henri-Abdolonyme Ubicini, *Lettres sur la Turquie, ou Tableau statistique, religieux, politique, administratif, militaire, commercial, etc... de l'Empire ottoman, depuis le hattî-chérif de Gülhane (1839)*, Paris, J. Dumaine, 1853, p. 278.

⁴ A. Du Velay, *op. cit.*, p. 20.

⁵ *Moniteur universel* du 3 janvier 1839.

⁶ Édouard Driault, *op. cit.*, p. 131.

et la richesse¹. Le sultan Mahmud a renforcé les impôts comme ceux qui frappent la circulation intérieure des denrées. Les magasins, les bateaux, les détaillants sont touchés. Une foule d'agents du fisc sont recrutés. L'opium est resté le seul monopole mais la baisse de sa production a réduit d'autant le bénéfice qu'en tire le gouvernement². Le *hatti-chérif* de Gülhane indique : « Quoique l'Empire soit délivré depuis quelque temps du fléau des monopoles, un usage funeste subsiste : celui des concessions vénales, connues sous le nom d'*iltizam*. Dans ce système, l'administration civile et financière d'une localité est livrée à l'arbitraire d'un seul homme. Il est nécessaire que désormais chaque membre de la société ottomane soit taxé pour une quotité d'impôt déterminée selon son revenu et que rien au delà ne puisse être exigé de lui. » L'organisation d'une armée moderne est prévue : « Il est devenu nécessaire d'établir des lois pour régler les contingents que devra fournir chaque localité et pour réduire à quatre ou cinq ans le temps du service. Car, c'est à la fois faire une chose injuste et porter un coup mortel à l'agriculture et à l'industrie que de prendre, sans égard à la population respective des lieux, dans l'un plus, dans l'autre moins d'hommes, qu'ils n'en peuvent fournir, de même que c'est réduire les soldats au désespoir et contribuer à la dépopulation du pays que les retenir toute la vie au service. » Le service militaire dure cinq ans. L'armée turque est portée à 300 000 hommes d'active. Engagés pour sept ans, 150 000 réservistes effectuant des périodes d'un mois renforcent les effectifs. L'uniforme européen et le fez se substituent définitivement aux vêtements traditionnels. Des instructeurs européens sont chargés de former le soldat. Le *tanzim* de 1839 annonce la protection du citoyen, c'est pourquoi, en 1845, une gendarmerie est organisée à Istanbul.

Le sultan, chef spirituel, termine par l'anathème contre ceux qui violeraient son décret : « Que ceux qui feront un acte contraire aux présentes institutions soient l'objet de la malédiction divine et privés pour toujours de toute espèce de bonheur. » Par la promulgation de principes modernes, Reschid pacha donne un caractère moderne à l'Empire ottoman gouverné autrefois suivant des principes religieux et moyenâgeux. Reschid pacha s'est inspiré des idées libérales de l'Occident et des principes des droits de l'homme pour la préparation de l'édit. Ce texte apparaît ouvert, révolutionnaire et laïque³. Les Turcs reprennent l'avantage dans les opinions publiques. Le pamphlétaire Bousquet-Deschamps, condamné en France sous la Restauration pour ses violentes attaques contre Louis XVIII, placé au service de Méhémet-Ali, mais dont la feuille hebdomadaire qu'il a fondée est interdite au bout d'un mois par le pacha, émigre finalement en Turquie. Il y devient le rédacteur en chef du *Journal de Smyrne* où l'Égypte de Méhémet-Ali est constamment raillée : elle n'est qu'une ferme exploitée par un étranger et sa civilisation ressemble à une tragédie derrière un décor d'opéra bouffe⁴.

Une lente réforme

L'Égypte ne reçoit aucune application pratique du texte⁵. En Syrie, territoire occupé par les Égyptiens, le *hatti-chérif* de Gülhane est lu publiquement à Tripoli le 15 janvier 1840. Peretié, consul de France, écrit que chacun l'a interprété à sa manière. L'impression est fâcheuse pour le gouvernement égyptien car l'édit fait regretter l'ancien pouvoir turc⁶. L'Égypte et la Syrie ne sont pas concernées par le *hatti-chérif* car elles sont soustraites à l'autorité turque. La misère y augmente chaque jour. Eusèbe de Salle écrit : « En Égypte l'épuisement d'hommes et d'argent, l'abjection, font couler des larmes silencieuses. En Syrie les mêmes calamités imminentes, mais non consommées, provoquent la guerre civile et les insurrections. » L'Empire ottoman semble désormais plus respectueux des Droits de l'Homme que l'Égypte. Horace Vernet, dans une lettre envoyée depuis Le Caire, datée du 16 novembre 1839, décrit l'asile des fous de la ville : « Les murs sont percés de petites niches garnies d'énormes grilles de fer ; et là-dedans, sans vêtements, assis sur la pierre, sans autre paille que leurs ordures et une épaisse couche de poussière, sont les malheureux privés de leur raison, une double et lourde chaîne au cou, dont les extrémités viennent s'attacher à de gros anneaux extérieurs et dont le frottement perpétuel sur la pierre l'a creusée à plus de deux pieds. » Horace Vernet est horrifié. L'Égypte est loin d'être le pays qui se targue tant d'aller à grands pas vers la civilisation. Vernet conclut sa lettre : « Les gens qui attendent ici des progrès comme civilisation se trompent lourdement. Ce qui s'organise n'est autre chose que l'ordre dans le despotisme, pour le rendre plus également pesant et de manière que rien ne puisse s'en affranchir. » Toutefois, sous l'impulsion de Clot bey, médecin français, au service de Méhémet-Ali, qui fit créer un conseil de santé en 1825, puis un service de santé militaire, cet asile, où s'entassaient pêle-mêle fous et malades, est remplacé par un hôpital à l'Esbékieh⁷. Des maternités et des services d'assistance sont ouverts. Des mesures sont prises pour lutter contre les épidémies. Pour établir une comparaison, ce n'est qu'en 1838 que l'Empire ottoman crée son Conseil supérieur de la Santé.

¹ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 21, f°230.

² *Ibid.*, f°232.

³ Bayram Kodaman, *op. cit.*, p. 30.

⁴ Jean-Marie Carré, *Voyageurs et écrivains français en Égypte*, Le Caire, Institut français d'archéologie orientale, 1932, pp. 286-287.

⁵ Gabriel Hanotaux, *Histoire de la Nation égyptienne*, Paris, 1936, t. VI, p. 233.

⁶ A.M.A.E., C.P.C., Turquie, consulats divers, vol. 11 et 12, f°11. Lettre de Peretié, consul de Tripoli, 20 janvier 1840.

⁷ Charles-H. Pouthas, *Histoire de l'Égypte*, Paris, Hachette, 1948, p. 78.

Quant au développement de l'instruction, Méhémet-Ali a fondé une centaine d'écoles primaires, deux écoles préparatoires, au Caire et à Alexandrie, de 1 500 élèves chacune, et, couronnant l'édifice, des écoles supérieures spéciales de toute nature, civiles ou militaires, dont une école du génie civil ou polytechnique fondée en 1833 et dirigée par l'ingénieur Lambert, une école de dessin et de mathématiques ouverte par l'Italien Costi, une école vétérinaire fondée par Hamont. Il y ajoute de multiples écoles coraniques. La colonie française en 1840, à côté d'une centaine de marchands, médecins et pharmaciens, d'une vingtaine d'instructeurs militaires, comprend 25 professeurs. De 1826 à 1840, Méhémet-Ali a envoyé 114 étudiants égyptiens à Paris. L'historien Albert Vandal note que : « Le *hatti-chérif* n'était pas un code de dispositions positives, c'était simplement un énoncé de principes. Dans cet ordre rien ou presque ne fut fait, et ce qui fut fait fut plus nuisible qu'utile. Au nom de la réforme l'autorité se centralisa et se renforça. Elle brisa les autonomies locales qui constituaient pour certains groupes de population des remparts contre l'arbitraire ottoman. Elle fit passer sur tout l'Empire le rouleau niveleur d'une administration vexatrice et tyrannique, si bien que le sort des peuples en fut moins amélioré qu'aggravé.¹ » Adolphe Joanne regrette que les Turcs copient l'Occident : « Comme Français, je ne puis que m'associer aux bonnes intentions du sultan, comme artiste, je déplore des innovations qui dépoétisent de jour en jour un empire qui avait échappé à cette fatale loi du trivial, dont le reste de l'Europe semble frappé.² » Le capitaine anglais Edmund Spencer estime que compte tenu de l'ignorance et du fanatisme des basses classes de la société turque, et de l'incorrigible indolence des plus riches, il est surprenant que l'Empire ottoman puisse faire des progrès dans les réformes dont elle a tant besoin. Il souligne particulièrement les intrigues incessantes de la Russie mais il reste optimiste car le sultan dispose d'un entourage de gens doués et capables. Le prince de Joinville, avant d'assister à la cérémonie, n'a pas lu l'édit de Gülhane. Il sait juste vaguement que c'est un texte libéral et qu'il est par conséquent propre à organiser le gouvernement et au besoin à le démolir, plus souvent, confie-t-il, « à le démolir », ce qui lui suffit. Après avoir pris connaissance de cette constitution, il ne pense pas qu'elle instaure de vrais progrès pour la nation turque. Il écrit rétrospectivement dans ses *Vieux souvenirs* que « ce n'est pas le misérable chiffon de papier lu aujourd'hui qui la sauvera. »

L'application des réformes ne se fait pas immédiatement. Les réformes s'avèrent difficiles à cause de l'opposition des oulémas, des vieux Turcs et des intrigues des puissances. Le tsar Nicolas I^{er} déclare qu'il « faut abattre l'arbre pendant qu'il est encore frêle.³ » En Albanie, les Tanzimat renforcent la grande propriété privée. Les chefs de tribus montagnards sont prêts à défendre par la force leurs privilèges⁴. Saïd pacha laisse à Jannina un lieutenant-colonel se conduire comme un véritable brigand dont le système arbitraire se traduit en spoliations et en coups de bâtons, en dépit du *hatti-chérif* de Gülhane⁵. À Prévéza, un fonctionnaire du pacha de Jannina est chargé de lire le texte aux habitants. Le consul français Édouard Grasset écrit : « J'ai assisté à la lecture de cette prière officielle en langue turque, ni les musulmans, ni les Grecs qui étaient moins nombreux que les premiers à cette réunion, ne l'ont comprise, sauf quelques exceptions, car les uns et les autres ne parlent que grec et albanais.⁶ » L'agent du pacha ne parle pas le grec. Il se borne à expliquer succinctement le contenu qu'il escamote. Il se contente d'annoncer que le gouvernement turc veut entrer dans une nouvelle voie, que la confiscation est abolie et que les ministres du sultan à Constantinople souhaitent l'exécution de ces mesures. Il oublie de dire que les rayas sont désormais égaux devant la loi et qu'ils jouissent des mêmes droits que les Turcs. Il est logique. La veille, il a roué de coups de bâton le primat grec chez lequel il loge. Les raïas sont obligés de payer 500 piastres la lecture officielle de l'édit. Grasset confie sa pensée : « Mon opinion est que le *hatti-chérif* du sultan sera mis difficilement en exécution en Albanie, parce que le pacha étant un homme avare et ne s'occupant que de ses intérêts particuliers, ne doit pas le désirer, et qu'en outre son autorité est souvent contestée par les anciens beys du pays. » Le consul français est bien accueilli. Sa présence délie les langues. Les raïas espèrent que la France ne les abandonnera pas en cette circonstance et qu'elle veillera à l'exécution du firman. De l'autre côté, les Turcs ne paraissent nullement satisfaits du nouvel ordre des choses et n'ont pas appris avec plaisir l'arrivée à Thessalonique de plusieurs envoyés du sultan chargés d'agir en conséquence. À Arta, l'évêque a reçu du patriarche de Constantinople la traduction de l'édit avec ordre de le faire connaître aux Grecs. Comme il se dispose à exécuter sa mission, les Turcs de la forteresse, sous le prétexte que les rayas veulent se révolter, tournent les canons vers la ville, et empêchent la lecture du firman. Dans le pachalik de Kars, région frontalière de la Géorgie, le comte de Suzannet observe l'exil de nombreuses familles arméniennes. Il témoigne : « Incapables de veiller au bien-être de leurs sujets, les pachas sont d'un despotisme sans bornes. Le gouvernement a fait adopter des changements de costumes par ses employés, mais il n'a pu modifier leurs habitudes, et les belles constitutions proclamées à grand bruit étendent à peine leur influence dans un rayon de quelques lieues autour de la capitale. »

¹ Hrand Pasdermadjian, *Histoire de l'Arménie, depuis les origines jusqu'au traité de Lausanne*, Paris, 1986, p. 298. Albert Vandal, *Les Arméniens et la Réforme de la Turquie*, Genève, 1903, p. 19.

² Adolphe Joanne, *Voyage illustré dans les cinq parties du monde en 1846, 1847, 1848, 1849*, Paris, s.d., p. 140.

³ Édouard Driault, *op. cit.*, p. 132.

⁴ G. Castellan, *Histoire de l'Albanie et des Albanais*, Paris, Armeline, 2002, p. 41.

⁵ A.M.A.E., C.P.C., Turquie, Jannina 1841 à 1844.

⁶ *Ibid.*, consulats divers, vol. 11 et 12, lettre du consul Édouard Grasset, 19 janvier 1840.

Progressivement, l'Empire ottoman se dote d'un système d'administration plus moderne, fondé en particulier sur la séparation des pouvoirs. Des ministères à l'européenne sont établis ainsi qu'un budget annuel et une réorganisation des taxes. Les ouvertures d'écoles sont encouragées. Le système scolaire est totalement réformé. L'administration provinciale est améliorée. Les journaux accueillent l'édit de Gülhane avec enthousiasme¹. Reschid pacha veille à l'entière exécution des réformes. Le député français d'Angeville félicite Reschid pacha pour ses mesures libérales. Il estime que tous les amis de l'humanité lui doivent de publics remerciements. Les promesses n'ont pas été vaines. Plusieurs pachas ont été destitués pour les avoir violées. La Turquie donne à l'Europe l'exemple d'un ministre dirigeant poursuivi et condamné pour avoir enfreint la loi. Le grand vizir Khosrew pacha est en effet destitué le 7 juin 1840². À 80 ans, l'homme est usé. Corpulent, il vient d'être victime d'une crise d'apoplexie et ses facultés mentales sont atteintes³. C'est le moment de se débarrasser de ce vieux conservateur. Il est jugé et condamné comme concussionnaire⁴. Traduit en 1841 devant le conseil suprême de justice, accusé de corruption et de détournement de fonds publics, il est déclaré coupable. Khosrew est banni et obligé de rembourser l'État. La peine eût été plus forte s'il n'avait lui-même signé le nouveau code pénal signé de sa propre main quelques mois auparavant lorsqu'il était encore vizir⁵.

Un système d'administration des provinces semblable à la France est créé. L'empire est divisé en départements et en *sandjaks*. Le *sandjak* est subdivisé en districts comprenant des communes composées de villages. À la tête de chaque département se trouve un gouverneur dont les pouvoirs sont limités par la nomination d'un commandement militaire et d'un responsable des finances de la province. Dans le domaine fiscal, on accepte le contrôle central. Tous les impôts sont désormais perçus au nom du Trésor impérial et toutes les dépenses de l'État sont payées par le Trésor. Conformément à ce système, on décide de confier les affaires financières d'une province à un receveur général. Les fonctionnaires et les percepteurs chargés de lever les impôts sont nommés. Les pouvoirs des conseils municipaux, chargés de calculer la somme que chaque citoyen doit payer, sont élargis. Des conseils départementaux sont créés. Reschid pacha imite le système financier du gouvernement français. Dans le domaine judiciaire, le code pénal et le code de commerce français sont adoptés avec des modifications. Des tribunaux civils et des tribunaux de commerce composés des musulmans et des chrétiens sont institués à Constantinople, puis dans les grandes villes. Avant les Tanzimat, il y avait des tribunaux religieux, des tribunaux pour les minorités non musulmanes et des tribunaux étrangers institués par les puissances ayant des privilèges dans l'Empire ottoman. En 1840, la poste a désormais un directeur général : Mustafa Sami efendi⁶. La poste relevait auparavant du ministère du Trésor. Désormais, il existe un ministère de la Poste. Entre 1841 et 1842, des bureaux de poste sont ouverts en Anatolie, à Ankara, Kayseri, Adana, Erzeroum, Trébizonde. En 1845, en dehors d'Istanbul, on recense 34 directeurs des postes dont 21 en Anatolie. En 1847 s'ouvre à Istanbul une école pour former des professeurs.

Les Tanzimat se fixent comme but de lutter contre la décadence de l'Empire ottoman. Un médecin français nommé Teule passa plusieurs années à parcourir l'Orient et à chercher les causes de la décadence de l'Empire ottoman. Il estima que les Turcs étaient supérieurs par les qualités du cœur mais très inférieurs par l'instruction. Il signala la difficulté de leur langue comme étant le principal obstacle à l'instruction populaire et comme la première chose à réformer. Il confirmait la thèse de Volney qui dénonçait les vices de cette langue altaïque et qui en cherchait un remède. Il eut l'idée de fonder un prix à l'académie pour celui qui saurait résoudre le problème. Dans l'Empire ottoman, jusqu'en 1839, il n'existait pas une seule langue officielle et codifiée⁷. Le turc ne joue pas le rôle déterminant que le grec a eu dans le monde byzantin, l'arabe dans les États arabes ou le persan dans l'Empire perse. Le turc est parlé par le paysan. Il n'a aucune lettre de noblesse. Dans le théâtre d'ombres, Karagöz, personnage du peuple parle turc, tandis que Hacivat, qui lui donne la réplique et qui représente le personnage officiel et cultivé, utilise des mots arabes incompris du public et de Karagöz, ce qui déclenche le rire et la moquerie. À côté du turc, parler paysan, il y a le grec, langue du commerce, utilisée par la bourgeoisie multinationale de l'Empire ottoman. Ainsi, le tiers état utilise, d'une part les parlars nationaux (turc, arabe, bulgare, grec), au niveau du paysan, d'autre part, le grec, au niveau de la bourgeoisie. Le mandarinat traditionnel de la classe dirigeante (les savants fonctionnaires à caractère religieux, qui forment le corps des oulémas) utilise pour langue professionnelle l'arabe classique. Dans les medersas, écoles d'éducation supérieure (correspondant aux niveaux d'enseignement secondaire et universitaire), on enseigne uniquement l'arabe et le persan et il est interdit de traduire le Coran arabe en turc. Néanmoins, le peuple dominant de l'Empire ottoman est le peuple turc. Au cours des siècles s'est constitué un mélange d'arabe, de persan et de turc qui, avec l'instauration, en 1839, de la période des réformes dite du Tanzimat, est promu langue officielle et prend le nom de langue ottomane⁸.

¹ Antoine de Juchereau de Saint-Denys, *op. cit.*, t. IV, p. 248.

² Maxime Weygand, *op. cit.*, p. 135.

³ *Times* du 28 février 1840.

⁴ Adolphe d'Angeville, *op. cit.*, p. 91.

⁵ Jean-Henri-Abdolonyme Ubicini, *Lettres sur la Turquie, ou Tableau statistique, religieux, politique, administratif, militaire, commercial, etc... de l'Empire ottoman, depuis le hatti-chérif de Gülhane (1839)*, Paris, 1853, pp. 180-181.

⁶ Kemal Çiçek, *op. cit.*, p. 579.

⁷ Dimitri Kitsikis, *L'Empire ottoman, Que sais-je ?*, P.U.F., 1985, p. 18.

⁸ *Ibid.*, p. 19.

Les hommes d'affaires levantins profitent de l'édit de Gülhane, garantissant les droits des chrétiens et des Juifs. Ils jouissent de leur situation d'intermédiaires entre l'Orient et l'Occident pour dominer localement les échanges entre les deux mondes. L'âge d'or des consuls est loin d'être révolu.

13.

Le jeu des consuls

Au début du mois de juin 1840, les insurgés libanais établissent le blocus de Beyrouth. Ils occupent les moulins qui fournissent des farines aux habitants et à la garnison, ce qui oblige les Égyptiens à se ravitailler aux îles de Chypre et de Candie. L'un des chefs des rebelles adresse aux consuls résidant à Beyrouth la circulaire suivante : « Très honorables consuls. Après avoir prié le Très-Haut pour la conservation de vos personnes, nous vous annonçons que nous avons fait main basse sur vingt-quatre sacs de farine, nous en avons laissé cinq qu'on nous a dit être votre propriété. Vous manquez de farines, et vous n'osez pas envoyer vos gens aux moulins pour en chercher, de crainte que nous ne les retenions en route. Si vous en avez besoin, pour vous ou vos nationaux, ayez soin de munir vos gens d'un *teskèrèh*¹, revêtu de votre cachet, et ils seront parfaitement respectés. Nous vous prions en même temps de nous demander tout ce dont vous aurez besoin. Que la mère de Dieu daigne vous prendre en sa sainte garde et vous accorde une longue vie. Salut. Le cachet d'Ackhmet Daghen, agha, et ses troupes victorieuses.² » Les tensions ne font pas oublier que les consuls sont des personnages indispensables en terre étrangère, même si depuis que le consul général Salt a refusé la pipe offerte par Méhémet-Ali, celui-ci ne l'offre plus aux Européens.

La formation des consuls

En France, l'ordonnance du 20 août 1833 porte le nombre des élèves consuls à 15 personnes, au lieu de 12 précédemment. Elle confirme qu'ils sont choisis de préférence parmi les fils et petits-fils des consuls ayant vingt ans de service, mais l'on ne peut recommander qu'un seul de ses descendants. Âgés de 20 à 25 ans, ils doivent être titulaires d'une licence en droit et satisfaire à un examen. Après cinq ans de service, ils peuvent être nommés consuls de 2^e classe dans la proportion des 3/5^e des postes vacants. Quant aux drogmans, ils sont recrutés parmi « les Jeunes des langues. » La plupart des consuls ont été formés sous la Restauration.

Le fameux Ratti-Menton, né à Porto Rico le 30 avril 1799, a étudié à la faculté de droit de Paris. Il y a pris quatre inscriptions trimestrielles entre 1822 et 1823. Il est élève vice-consul le 21 avril 1822. Ancien colon de Saint-Domingue, il perçoit un secours annuel de 300 francs. Il apprend le droit commercial. L'examen qu'il doit passer lui fait l'obligation de fournir un extrait de naissance, un certificat du proviseur du collège où il a terminé ses études et justifier ses connaissances dans l'une des langues allemande, anglaise ou espagnole³. Les épreuves portent également sur de l'arithmétique, de la géométrie et de la trigonométrie. Ratti-Menton passe devant un membre de l'Institut : le professeur Barbié du Bocage. Le 12 mars 1824, il est jugé très bon hispanisant. Connaissant l'anglais, on le trouve apte à traduire les journaux. Bachelier ès lettres, titulaire d'un certificat d'humanité, de rhétorique et de philosophie, Ratti-Menton réussit. Sous la monarchie de Juillet, le système de recrutement est identique. Prosper Bourée est interrogé sur le droit du commerce et sur de l'arithmétique. En outre, Barbié du Bocage, fidèle au poste, géographe attiré du ministère le questionne sur le jaugeage des navires, sur l'art de lever des plans et sur la topographie⁴. En juillet 1828, Ratti-Menton est en poste à Palerme. La révolution de Juillet freine sa carrière. Le vice-consulat de Arta risque de lui échapper. Le poste est confié à une personne étrangère au Département. Ratti-Menton obtient des témoignages de satisfaction des négociants français de Palerme mais pour ne pas rester sans mission, il réclame l'appui de la reine Marie-Amélie. Elle lui accorde son

¹ Laissez-passer.

² Achille Laurent, *Relation historique des affaires de Syrie, depuis 1840 jusqu'en 1842, avec la procédure complète dirigée en 1840 contre les juifs de Damas*, Paris, Gaume frères, 1846, vol. 1, pp. 30-31.

³ A.M.A.E., dossier des personnels 1^{ère} série, 3400, Ratti-Menton.

⁴ *Ibid.*, 574, Bourée.

soutien dans une lettre du 15 décembre 1831. Ratti-Menton rentre à Paris. Se rendant à Lyon au cours de l'été 1833, il contacte des amis manufacturiers spécialisés dans les soieries. Il leur promet de leur ouvrir des voies commerciales en Géorgie (Caucase). Ratti-Menton rencontre des difficultés dans l'obtention de son visa auprès des autorités russes. Il est nommé consul de France à Tiflis. Il veut se marier en 1836 avec une Géorgienne appartenant à une famille de négociants. Pour cela, il lui faut l'agrément du roi.

Le principe de la cooptation familiale reste fort dans le recrutement du personnel diplomatique de la monarchie de Juillet. Le colonel Juchereau de Saint-Denis veille sur la carrière de son neveu Eustache. En 1828, il convainc déjà le ministère de permettre à son jeune protégé de l'accompagner en Grèce afin qu'il se forme à la carrière consulaire. Eustache Juchereau de Saint-Denis, né à Bastia le 28 mars 1809, est élève vice-consul à 19 ans. À son retour, on reproche à l'aspirant diplomate de ne pas être suffisamment formé. La voie de l'excellence passe par l'université de droit de Paris. Eustache réussit l'examen d'admission à Polytechnique. Il parle le grec moderne et l'italien. Il étudie le droit commercial et fait partie de la société française de statistique universelle. Le 20 mars 1834, il est élève consul. Il est nommé à Smyrne où Challaye, consul général de cette ville, lui alloue 1 000 francs par an à titre d'indemnités de table et de logement¹. Malheureusement, Eustache tombe malade. Une gastro-entérite le contraint à rentrer en France au mois de juin 1836. Son oncle intervient encore une fois. Eustache pourrait être nommé à Candie où le consul titulaire est absent. En attendant un départ pour l'étranger, Eustache travaille au ministère des Affaires étrangères. Une ordonnance du 8 juillet 1839 le nomme consul à Tarsous. L'endroit n'est pas agréable. L'insalubrité causée par les eaux stagnantes, près du rivage maritime, est source de fièvres récurrentes. Il demande un détachement plus agréable, au Caire, en Espagne, en Italie ou en Turquie. En 1841, Juchereau de Saint-Denis écrit une lettre vantant les mérites de son neveu. Lors de l'évacuation des provinces asiatiques de Tarsous et d'Adana par les troupes égyptiennes, Eustache défend les Français établis dans cette Échelle. Agissant de concert avec les autorités ottomanes, il prend de sages dispositions. Il parvient à éloigner des tribus turcomanes qui voulaient piller la ville. Son oncle écrit dans le but de faire accorder à son protégé la décoration de la Légion d'honneur : « Menacé par les brigands, il leur a fait sentir, par ses discours, son attitude et ses actions, que la peur est étrangère à un représentant de la France et il a réussi à les empêcher de pénétrer dans les murs de Tarsous. ² » La meilleure formation reste celle de l'expérience acquise sur le terrain. Tipel, élève consul en Égypte s'assoupit lors d'un voyage sur une cange. Le navire chavire. Son sommeil est si profond qu'il se réveille dans le lit du fleuve. Au moindre manque de sang-froid, il est perdu. S'agitant, il parvient à regagner la surface où la main secourable d'un Anglais lui sauve la vie³. L'ordonnance du 20 août 1833 répartit les consuls en trois classes : les consuls généraux, les consuls de première classe et les consuls de deuxième classe. Il y a trente postes de première classe et trente de deuxième classe. Il faut au minimum deux ans de service pour passer de la deuxième à la première classe et de la première au consulat général, exigence minimum qui permet de favoriser des carrières très rapides. Selon cette même ordonnance, le consul général exerce une autorité hiérarchique sur les consuls établis dans l'arrondissement dont il est le chef, mais seulement dans la limite de ses instructions, soit générales, soit « spéciales », ce qui suppose qu'il y a beaucoup d'exceptions. Dans le cas des rapports de Cochelet, consul général à Alexandrie, et de Prosper Bourée, consul à Beyrouth, cette autorité s'est exercée pleinement allant jusqu'au rappel du second.

Les consuls sont des gens cultivés. William Lane, consul d'Angleterre, est l'auteur d'un ouvrage *sur les mœurs et coutumes des Égyptiens modernes* (1836) dont s'inspire Gérard de Nerval⁴. Falbe, capitaine de vaisseau et consul général du Danemark à Tunis est fait chevalier de la Légion d'Honneur en 1834 pour son ouvrage consacré à Carthage⁵. Le vice-consul américain George Robins Gliddon devient un grand égyptologue. Il publie, en 1849, un petit mémoire : *an appeal to the Antiquaries of Europe on the Destruction of the Monuments of Egypt*. Il dénonce, à l'aide d'une solide documentation, l'inévitable destruction à laquelle sont voués les monuments du Nil, par le fait des vandales et des collecteurs d'art, depuis les guerres napoléoniennes. Il en rend responsable Méhémet-Ali⁶. Le consul anglais Thomas Reade qui est en poste à Tunis est un « homme du monde, riche et aimable⁷ ». Sa bibliothèque contient beaucoup de livres et de manuscrits arabes, dont le roman *Delhamma* de Hadji Hadji Ibn Hishan. Lorsque Reade évoque Napoléon à Sainte-Hélène, il livre que l'autopsie démontrait que l'Empereur était mort gras. Les Anglais l'avaient délibérément engraisé pour prouver qu'ils ne l'avaient pas laissé jeûner. Le cœur de Napoléon était également plus gros que celui des autres hommes. Paul-Émile Botta, nommé le 30 août 1841 agent consulaire à Mossoul puis consul de France le 21 septembre 1842, entreprend des fouilles archéologiques grâce à sa fortune personnelle. Il cherche Ninive. Il a soutenu sa thèse de doctorat le 5 janvier 1830. Parvenu à Mossoul le 25 mai 1842, il explore les environs et fouille le tell de Koyoundjick. À peine a-t-il

¹ *Ibid.*, 2198, Juchereau de Saint Denis (Eustache). Lettre du baron Juchereau de Saint-Denis, Paris, 18 avril 1836.

² *Ibid.*, lettre du baron Juchereau de Saint-Denis, 5 février 1841.

³ D'Armagnac, *Nezib et Beyrouth, souvenirs d'Orient, de 1833 à 1841*, Paris, J. Laisné, 1844, p. 68.

⁴ Jean-Marie Carré, *Voyageurs et écrivains français en Égypte*, Le Caire, Institut français d'archéologie orientale, 1932, p. 283.

⁵ Colonel Reyniers, *Revue historique des Armées*, n°1, 1955, p. 60.

⁶ Brian M. Fagan, *L'aventure archéologique en Égypte*, Paris, Payot, 2005, p. 197.

⁷ Pückler-Muskau, *Chroniques, lettres et journal de voyage, extraits des papiers d'un défunt, Afrique*, Paris, 1837, t. I, p. 302.

commencé le travail qu'un indigène lui signale un autre site plus productif, le tell de Khorsabad, qu'il attaque en mars 1843. Botta n'a droit à aucun des attraits des Échelles du Levant, ni résidence de luxe, ni cérémonies fastueuses. Son rôle diplomatique consiste à protéger les communautés chrétiennes, à renseigner Paris sur la politique du pacha turc et des cheikhs locaux. Malgré les tracasseries causées par les autorités turques et le danger suscité par l'action des bédouins et des Kurdes, les archéologues trouvent le palais du roi Sargon II. C'est à cette découverte que l'on doit au musée du Louvre de posséder les taureaux ailés de Khorsabad. Le 1^{er} mai 1847, Botta assistera à l'inauguration du premier musée assyrien¹. Gustave Flaubert dans ses *Carnets de voyage* dira de ce consul en 1850 : « Homme en ruine, homme de ruines, dans la ville des ruines ; et m'a l'air de tout haïr si ce n'est les morts. »

Le consul : un agent diplomatique

Une fois agréé par un gouvernement étranger, l'agent diplomatique devient inviolable comme le chef de l'État qu'il représente. Chargé d'affaires de Méhémet-Ali à Smyrne, le père de Nubar pacha², fut lors de la première guerre entre l'Égypte et l'Empire ottoman, mené au palais du gouverneur et les scellés furent posés sur les portes de la maison. Enfant, Nubar pensait que son père serait transféré à Constantinople pour être tué. Ce ne fut pas le cas. Son courage le sauva car arrivé à Constantinople, il demanda à parler à Khosrew, ministre de la Guerre. Le père de Nubar parvint à obtenir la protection de ce puissant dignitaire ottoman et eut l'autorisation de partir en Égypte. Lorsqu'en 1836 le consul anglais Churchill voit son immunité violée par les autorités turques, l'ambassadeur d'Angleterre proteste au nom d'une insulte faite à toute la chrétienté et il obtient la destitution d'Akif pacha, ministre des Affaires étrangères³. En revanche, face à l'occupation égyptienne du Liban et de la Syrie, le consul anglais Nathaniel Werry semble bien désarmé. Des déserteurs ne voulant pas répondre à la conscription se sont réfugiés au consulat anglais. L'armée égyptienne vient les y reprendre de force⁴.

Il y a deux sortes d'agents diplomatiques : ceux qui ont une mission temporaire ou spécialement limitée à une seule affaire, à une négociation, la qualité d'envoyés extraordinaires leur est en général réservée ; et ceux qui résident constamment auprès d'une cour étrangère. Le ministre anglais à Téhéran, M. Ellis, découvrant les préparatifs guerriers du shah contre Hérat, écrit « que si Hérat tombait au pouvoir de la Perse, un consul agent de la Russie y serait établi, et qu'alors la Russie augmenterait son influence dans l'Asie centrale. »⁵ Les diplomates se divisent en plusieurs classes et prennent, suivant leur importance, le titre d'ambassadeurs, de ministres plénipotentiaires, de résidents, de chargés d'affaires. Pour être accrédités auprès des puissances étrangères, les agents employés dans les relations de peuple à peuple ont besoin de lettres écrites par leur souverain qui expliquent leur qualité, le but de leur mission et l'étendue de leurs pouvoirs. Ils protègent dans leur personne et dans leurs biens, leurs nationaux qui habitent à l'étranger. Ils légalisent les actes passés dans le pays de leur résidence et dont il faut faire usage dans le pays auquel ils appartiennent. Le *Code Napoléon* (article 48) attribue, en outre, aux agents à l'étranger la rédaction des actes civils, concernant des Français⁶. Les agents diplomatiques sont chargés de toutes les négociations à entamer ou à suivre avec le souverain à qui ils sont envoyés. Un consul est un fonctionnaire qu'une puissance accrédite auprès d'une puissance étrangère, intermédiaire officiel entre les deux gouvernements. La nomination du consul est officiellement agréée lorsqu'il reçoit son exequatur. En 1834, le sultan du Maroc refuse l'exequatur et l'admission de Béramendy, nouveau titulaire du consulat espagnol, jusqu'à ce que son prédécesseur, Briare, se soit acquitté des dettes qu'il avait contractées. Les consuls sont souvent en Orient en butte aux attaques et à la mauvaise humeur de l'ambassadeur parce qu'il leur arrive de donner des renseignements qui ne sont pas toujours en accord.

Toutes les puissances intéressées par la question d'Orient agissent par l'intermédiaire de leurs consuls qui forment dans les villes une sorte de gouvernement international, à côté du gouvernement turc proprement dit. Le corps diplomatique, c'est l'Occident qui bivouaque en Orient⁷. Dans le Bosphore, les maisons de campagne des villages de Buyuckdéré et de Thérapia sont le séjour d'été des diplomates. Le consul n'est pas investi du pouvoir de représentation réservé à l'ambassadeur. Cela n'empêcha pas toutefois le consul Pierre Deval en 1827, après avoir été souffleté par le dey, de répondre avec dignité à l'outrage : « Ce n'est pas à moi, c'est au roi de France que

¹ Pierre Fournie, *Mémoires du monde : cinq siècles d'histoires inédites et secrètes au Quai d'Orsay*, le Grand livre du mois, 2001, p. 180.

² NUBAR PACHA est né à Smyrne le 4 janvier 1825, d'une ancienne lignée de Haute-Arménie. Après des études primaires à Genève, il entre avec son frère Arakel au collège de Sorèze, près de Toulouse. Ils y restent quatre ans de 1836 à 1840. Nubar a 17 ans quand il est appelé au Caire par son oncle maternel Boghos bey Youssoufian qui occupe les fonctions de ministre du Commerce et des Affaires étrangères du vice-roi Méhémet-Ali. Il est secrétaire chez son oncle jusqu'en 1844, date de la mort de Boghos bey. Le jeune homme devient secrétaire traducteur auprès du pacha. Détaché auprès d'Ibrahim, il l'accompagne dans ses voyages jusqu'en 1848. En 1850, Nubar épouse Foulik. Nubar connaît le français, l'anglais et le turc. Il occupe la présidence du conseil des ministres sous le khédive Ismaël en 1878-1879, sous Tewfik de 1884 à 1888, enfin sous Abbas II entre 1894 et 1895. Il meurt en 1899. Il a rédigé ses Mémoires entre novembre 1890 et mai 1894.

³ D'Aubignosc, *La Turquie nouvelle jugée au point où l'ont amenée les réformes du sultan Mahmoud*, Paris, Delloye, 1839, t. I, p. 23.

⁴ *Times* du 10 mars 1836.

⁵ *Revue de l'Orient*, 1843, p. 62.

⁶ Maurice Block, *Dictionnaire de l'administration française*, 1862.

⁷ Auguste Chauvin-Beillard, *De l'Empire ottoman, de ses nations et de sa dynastie, 1841-1845*, Paris, Dentu, 1845, p. 14.

l'insulte a été faite.¹ » Peu de temps après la naissance de la Belgique, le consul Lecoq fut envoyé au Maroc. Il était envoyé pour y réclamer cinq ou six bâtiments de sa nation. Convaincu que l'empereur et ses ministres ignoraient où se trouvait la Belgique, il acheta à Gibraltar une carte d'Europe qu'il fit enluminer de telle façon que la Belgique se trouva comprendre une grande partie de la France, de la Hollande et de l'Allemagne et écrivit en ces limites, en lettres gigantesques : royaume de Belgique. Il expliqua la révolution de son pays, que les Hollandais avaient conquis la Belgique, comme les Français Alger et que depuis les Belges avaient chassé les Hollandais comme les Africains chasseraient tôt ou tard les Français. Le Belge, par ses habiles subterfuges, obtint la restitution de ses vaisseaux, des présents considérables et mille politesses². Les consuls influents parviennent à bouleverser le protocole dans les pays où ils résident. Lors des réceptions officielles chez le bey de Tunis, le consul Schwebel, le premier à avoir refusé le baisemain, « un acte d'humilité envers un prince barbaresque³ », est parvenu parvenu à supprimer une formalité, insérée dans les traités et autrefois obligatoire pour tous les consuls⁴. Suivant son exemple, ses homologues se contentent désormais de serrer la main que le bey leur présente. D'autres consuls, au contraire, jouent de malchance. En 1839, la Belgique, sous la protection de lord Palmerston, essaie de lier avec le Maroc des relations commerciales qui offriraient un écoulement facile et important aux produits des Provinces-Unies. Le consul anglais auquel l'agent belge est recommandé écrit force dépêches, prodigue les conseils, loue une maison, enrôle des domestiques et des employés pour l'agent belge. Ce dernier ne peut aller plus loin que Gibraltar. Après un long séjour sur ce rocher, il perd patience, et va promener son oisiveté dans l'Andalousie. « Les négociations n'ont pas encore avancé d'un pas », écrit Rey dans *La Revue des Deux Mondes* en 1840. C'était bien naïf d'imaginer que lord Palmerston ouvrirait au commerce belge la route d'une concurrence aussi dangereuse pour les Anglais. Les États-Unis aspirent à la possession d'une petite île située dans le détroit, à peu de distance du continent. En la réunissant à la terre ferme, on eût créé une rade sûre, et cette position fortifiée rivale de Tanger, de Ceuta et de Gibraltar, eût assuré aux États-Unis ce qu'ils cherchent depuis longtemps, un pied dans la Méditerranée. L'agent américain, envoyé à Tanger, passe deux ou trois mois à attendre vainement l'honneur d'une audience. Le sultan, qui se repose assez volontiers sur son agent à Gibraltar, M. Bénoliel, ami de l'Angleterre, du soin de négocier et de débattre ses traités, laisse l'ambassadeur des États-Unis conférer avec cet agent marocain, sujet anglais. Dominé par l'influence du gouverneur de Gibraltar, M. Bénoliel fait à la demande américaine tout l'accueil que l'on peut croire. La tentative échoue, et le gouvernement des États-Unis, renouvelant son traité, mais sans la clause désirée, adresse au sultan un cadeau d'une grande valeur, qui est reçu en 1839, à Mazagan. Ce présent consiste en un canon, des armes et des munitions de guerre : singulier présent de la part d'un allié de la France⁵ !

Pour David Urquhart, les consuls sont des « hommes respectables qui ont à remplir un office odieux⁶. » En 1827, le consul britannique à Tripoli avait accusé son collègue français d'être l'instigateur du meurtre d'un voyageur anglais revenu de Tombouctou nommé Laing. En décembre 1839, le consul de Russie à Sinop s'active pour faire jeter en prison James Stanislaus Bell qui a des contacts très étroits avec les rebelles du Caucase. Le consul est amené à être mêlé aux affaires d'espionnage. Afin de préparer le débarquement de 1830 en Algérie, Mathieu de Lesseps, consul de France à Tunis, aida d'Aubignosc dans sa mission de renseignements. Le capitaine Eugène Daumas, consul à Mascara auprès d'Abd el-Kader de 1837 à 1839, rédige des rapports détaillés sur l'armée de l'émir. Il ne manque pas de nous apprendre que les hommes de l'émir sont tous armés d'un fusil français et commencent à priser la baïonnette. Ces armes sont livrées par la France conformément à l'une des clauses du traité de la Tafna. Daumas indique aussi que le Maroc fournit à Abd el-Kader des effets d'habillement, d'équipement et beaucoup de sabres pour sa cavalerie. Abd el-Kader a d'ailleurs lui aussi son propre consul : l'Italien Garavini qui est en même temps consul des États-Unis d'Amérique ! Lors de la reprise de la guerre sainte contre les Français en novembre 1839, l'émir écrit au maréchal Valée : « Salut sur ceux qui suivent le chemin de la vérité ! Votre première et votre dernière lettre nous sont parvenues. Nous les avons lues et comprises. Je vous ai déjà écrit que tous les Arabes depuis les Oulhassa jusqu'au Kef, sont d'accord pour faire la guerre sainte. J'ai fait ce que j'ai pu pour combattre leur dessein mais ils ont persisté. Personne ne veut plus la paix, chacun se dispose à la guerre. Il faut donc que je me range à l'opinion générale pour obéir à notre sainte Loi. Je me conduis loyalement avec tous et vous avertis de ce qui se passe. Renvoyez mon consul qui est à Oran afin qu'il rentre dans sa famille.

¹ René Bittard Des Portes, *op. cit.*, p. 560.

² Pückler-Muskau, *op. cit.*, p. 175.

³ *L'Illustration* du 19 juillet 1845.

⁴ Lettres de Schwebel, consul général de France à Tunis, à Thiers, ministre des Affaires étrangères, à Paris, des 31 mai et 5 juin 1836. Malek Chebel *L'esclavage en Terre d'Islam*, Fayard, 2009, pp. 326-329. Pierre Grandchamp, « Suppression du baisemain des consuls à la cour du bey de Tunis », *Revue africaine*, 62, 1921, pp. 335-339.

⁵ A. Rey, « Le Maroc et la question d'Alger », *Revue des Deux Mondes*, t. 24, 1840.

⁶ David Urquhart, *La Turquie, ses ressources, son organisation municipale, son commerce suivis de considérations sur l'état du commerce anglais dans le Levant*, traduit de l'anglais par Xavier Raymond, Paris, 1836, II^e partie, pp. 155-156.

Tenez-vous prêt. Tous les musulmans déclarent la guerre sainte. Vous ne pourrez, quoi qu'il arrive, m'accuser de trahison. Mon cœur est pur et je ne ferai jamais rien de contraire à l'équité.¹»

Les compétences du consul sont diverses. Cochelet, le consul général français au Caire joue un rôle essentiel dans les rapports diplomatiques avec Méhémet-Ali. Il renseigne le Département. Le 22 avril 1839, il signale la situation déplorable de l'Égypte, la stagnation des affaires due au laisser-aller « des deux vieillards », Méhémet-Ali et Boghos bey, qui les dirigent. Le 5 janvier 1840, il annonce qu'en cas d'intervention européenne, la résistance de Méhémet-Ali serait inutile. Cochelet doit également agir en fonction des instructions qu'il reçoit du gouvernement. Le 17 avril 1840, Thiers l'encourage à modérer les appétits de l'Égypte : « Le pacha ne peut conjurer les dangers de sa situation qu'en montrant beaucoup de modération et de sagesse. Je vois qu'il revient sur la concession d'Adana, autrefois, à demi faite ; il a tort : il rendrait tout arrangement amiable impossible.²» D'après Alphonse Karr, Thiers resterait mal informé : « Cochelet était là et n'y voyait rien. » Drovetti serait mieux éclairé. Un jour à Auteuil, tandis que Thiers se livre à des théories à propos de l'Égypte, le sculpteur Marochetti dit à demi-voix à une autre personne : « mon Dieu ! comme on le trompe. »

Le consul assure la protection des marchands et du commerce. Lors d'une séance à la Chambre des Communes le 20 avril 1833, Stewart rappela ce rôle : « Erzeroum, dit-il, fait un grand commerce avec l'Angleterre ; cependant nous n'avons aucun consul dans cette ville, et la Russie en a un qui s'est tellement emparé de l'esprit du pacha, que les négociants anglais se sont trouvés en butte à tant de vexations qu'ils ont été forcé de renoncer à leur commerce. » Véritable providence pour les voyageurs, le consul met au courant des récents événements. « Aimable et bon camarade d'Afrique », Alexandre Deval, consul de France à Beyrouth, informe Eusèbe de Salle de la victoire d'Ibrahim pacha sur la révolte druze. Jean-Baptiste Morot a aussi l'occasion de rencontrer en 1839 Alexandre Deval à Beyrouth. Il le dépeint comme un homme aimable, plein de bonté et d'aménité pour ses nationaux. Le consul délivre des passeports valables dans le rayon de son gouvernement. En Géorgie, le consul de France, M. de La Chapelle, ouvre sa maison à tous les voyageurs, qui trouvent près de lui une hospitalité pleine de charmes. Sa conversation, vive et animée sur toutes les questions qui se rattachent à la politique de la France, rend le séjour du comte de Suzannet à Tiflis (Tbilissi) aussi agréable qu'instructif. Le développement de la ligne Marseille-Constantinople donne un surcroît de travail à Stendhal, consul de France à Civitavecchia³. Il réclame au directeur des affaires commerciales et consulaires, Désaugiers, des augmentations de son budget officiel et un reclassement de son poste. En 1831, il y avait trois paquebots réguliers dont deux français ; en 1839 le consul voit 288 entrées de paquebots dans son port dont 151 sous pavillon français. Du mois d'août 1840 au mois de mai 1841, il compte plus de 10 000 passagers. Stendhal n'en finit plus de dénombrer les vapeurs napolitains, toscans, sardes, français, ceux des Postes et ceux de compagnies marseillaises, de comparer les avantages de chacun, la politesse des capitaines, le confort et la régularité des navires. Il a tant de passeports, de correspondances avec toute la Méditerranée, de surveillances à établir, de choses à contrôler, d'étrennes à donner ! Jusque-là, sa politique se résumait à faire peur, à avoir un petit navire de guerre en permanence au large ou en rade, à acheter systématiquement les autorités et à les convaincre de se rallier au *Code Napoléon*. Sa correspondance consulaire devient économique et financière. Fini le temps où l'on se nourrissait de petits faits diplomatiques récoltés sur le pape Grégoire XVI.

Les consuls en Orient et en Europe sont placés dans des situations extrêmement différentes. En Occident, il est utile aux marchands, il ne peut leur nuire et il n'est pas suspect aux yeux des autorités locales. Il guide les commerçants face aux embarras administratifs. Il donne des conseils précieux aux capitaines de navire, aux subrécargues. Arbitre dans les problèmes pouvant surgir entre les commandants de bord, le consul veille à ce que les papiers soient en ordre. Il prévient les saisies, les arrestations et les emprisonnements. Il empêche la contrebande. Homme de pouvoir, intermédiaire entre les voyageurs et le gouvernement, le consul reçoit les demandes de ses ressortissants en mission. Le saint-simonien Combes cherche à contrebalancer l'influence anglaise dans la mer Rouge. Il demande, dans une lettre adressée au consul général du 17 décembre 1839, les conseils de la monarchie de Juillet, car un établissement français en Abyssinie pour faire face à Aden risquerait d'être mal perçu par Méhémet-Ali⁴. Combes souhaite un firman du pacha d'Égypte pour pouvoir transporter les cadeaux du roi Louis-Philippe sans encombre. Il réclame des frais de transport gratuits. Il veut une barque sur le Nil et des chameaux pour la traversée du désert. C'est au consul d'Angleterre qu'il demande le passage gratuit jusqu'à Moka, sur les paquebots à vapeur anglais. Chargé d'acquiescer Zeyla, Combes se tourne vers le consul général de France pour régler cette affaire embarrassante. Zeyla appartient à Méhémet-Ali. Combes l'ignorait. Antoine d'Abbadie pousse un cri d'alarme. Il réclame un consulat français sur la côte arabique : « Votre agent, dans le commencement du moins, ne sera pas seulement un fonctionnaire accrédité auprès d'une nation amie pour les besoins journaliers du commerce, mais qu'il devra surtout être un homme politique chargé de surveiller les

¹ Bruno Étienne, *Abdelkader*, Paris, Hachette, 1995, pp. 182-183.

² D'Angeville, *La vérité sur la question d'Orient et sur M. Thiers*, Paris, Delloye, 1841, p. 67.

³ Michel Crouzet, *Stendhal ou Monsieur Moi-même*, Paris, Flammarion, 1990, p. 705.

⁴ A.M.A.E., M&D, Afrique, vol. 13.

démarches ou empiétements des puissances étrangères.¹» Combes reste dans la carrière : agent consulaire à Échelle-Neuve près de Smyrne en 1843, vice-consul à Rabat en 1846, à Damas en 1848.

David Urquhart ironise sur le rôle des consuls en Orient. D'après lui, ces devoirs deviennent sans objet dans l'Empire ottoman. Il est impossible que l'on ait pu négliger une formalité administrative, il n'y a jamais de détention ou d'emprisonnement ! Les pertes, les confiscations, la contrebande n'existent pas puisque règne la liberté du commerce ! En 1830, Joseph-François Michaud, se heurtant à ses marinières grecs, a recours aux services des consuls de Gallipoli. Le consul de France est l'oncle du consul sarde. Israélite, personnage aux cheveux blancs et dont le front est couvert de nobles rides, le consul de France règle le conflit à l'amiable. Il remercie le voyageur pour lui avoir donné une occasion d'exercer son ministère. « Voilà près de quarante ans, dit-il, que je n'ai fait acte de consul. » Les devoirs des consuls consistent à rendre la justice à leurs nationaux ce qui fait d'eux des petits souverains². Le consulat est souvent un riche hôtel. Les ordres de police générale y sont affichés. La chancellerie du consulat d'Alexandrie fournit tous les ans 15 000 francs pour l'entretien du collège lazarisite³. Le consul dispose d'un ou plusieurs interprète(s) ou drogman(s). La vanité levantine leur fait porter une longue robe rouge et un haut bonnet de martre représentant la dignité consulaire. Ils sont protégés par des gendarmes armés de cannes à pommes d'argent. En 1830, on juge que les israélites représentent souvent les puissances chrétiennes. À Gallipoli, le consul de France, homme aux cheveux blancs, au front couvert de nobles rides, et à la sagesse de Melchisédech⁴, est l'oncle du consul sarde. Cette omniprésence comporte des désagréments. Le voyageur se sent redevable à leur égard. « Je dépendais d'eux », écrit Urquhart. Cette bienveillance poussée à l'excès entraverait les contacts avec les indigènes. Le docteur Teule dresse un constat plus sévère. « Il est pénible, écrit-il, de le dire, mais il faut l'avouer, peu de pays sont plus mal représentés à l'étranger que la France. » Cet avis provient de déboires personnels. À Smyrne, ce voyageur met de l'empressement à présenter ses hommages au consul de France mais : « à l'importance de quelques mots descendus avec effort de sa grandeur consulaire, je compris que j'avais été mal avisé dans le zèle de ma politesse. » En cas de naufrage, le consul dirige les sauvetages. En 1836, le brick français *Bonne Sophie*, après avoir essuyé un violent coup de vent sur la rade de Jaffa, perdit deux ancres et un câble. Le navire se rendit vers Beyrouth. Là, son commandant pria le consul de France, M. Guys, de se faire céder au moins une ancre par un des navires de guerre du vice-roi. La demande fut transmise à Soliman pacha et elle fut promptement acceptée.

Le consul est un observateur politique. Il communique à son gouvernement les données relatives au commerce. « Dans les villes, c'est par leurs yeux que j'ai pu voir, c'est par eux que j'ai pu obtenir toute sorte de renseignements », confie Urquhart. Ces talents valent à l'un d'entre eux nommé Franceschi, ancien consul du Danemark, de diriger le *Moniteur ottoman*. Mais cruelle fatalité, il meurt, lui aussi, après Blacque, assez curieusement, d'une inflammation chronique des intestins le 10 février 1841⁵. Les consuls ont des devoirs. Ils ne doivent pas se livrer au commerce, ils ne peuvent quitter leur poste sans motif légitime, ni prendre de congé sans l'autorisation du ministre. Ils ne peuvent se marier qu'avec l'agrément du ministre. Des entorses au règlement peuvent survenir puisque le *Journal du Commerce* demande que les consuls ne soient plus rattachés au ministère des Affaires étrangères car ils font du négoce⁶. Le règlement du 28 mai 1833 établit au bénéfice des agents diplomatiques et consulaires un traitement d'inactivité, étendue aux drogman(s) en 1836. Un vice-consul peut toucher 1 000 francs cependant qu'un ambassadeur reçoit 8 000 francs. Un consul en activité gagne entre 10 000 et 22 000 francs. Nommé consul de 2^e classe à Beyrouth, Nicolas Prosper Bourée perçoit un traitement de 12 000 francs⁷. Les consuls généraux à Tunis et Tanger, bien que chargés d'affaires, ne reçoivent que 20 000 francs. Celui qui est en poste à Alexandrie reçoit 30 000 francs. Le droit de 2% prélevé par la chambre de commerce de Marseille, qui couvre en partie certains frais des consuls du Levant cesse d'être perçu le 1^{er} janvier 1839 et il faut attendre 1842 pour que leur traitement soit augmenté de 20%. Lagrené, ministre de France en Grèce perçoit 58 000 francs. L'ambassadeur de France à Constantinople, quant à lui, touche 100 000 francs⁸ et il loge au palais de Thérapia. Les consuls du Levant lui sont soumis. Côté anglais, les disparités des revenus des diplomates sont également très importantes. À Constantinople, le consul général touche 1 600 livres. Le consul des Dardanelles perçoit 300 livres, le consul d'Alexandrie 450 livres. À l'autre bout de l'échelle, l'agent consulaire d'Enez ne reçoit que 40 livres !

¹ *Ibid.*, lettre d'Antoine d'Abbadie à Soult, Paris, 8 juillet 1839.

² Jules-Charles Teule, *Pensées et notes critiques extraites du journal de mes voyages dans l'empire du sultan de Constantinople, dans les provinces russes, géorgiennes et tartares du Caucase, et dans le royaume de Perse*, Paris, A. Bertrand, 1842, t. I, p. 26.

³ Eusèbe de Salle, *Pérégrinations en Orient, ou Voyage pittoresque, historique et politique en Égypte, Nubie, Syrie, Turquie, Grèce pendant les années 1837-38-39*, Paris, Pagnerre, 1840, t. I, p. 120.

⁴ Roi de Justice, roi de Jérusalem à l'époque d'Abraham, qu'il bénit après sa victoire sur les Elamites (Genèse, XIV, 18-21). Melchisédech est pris comme personnage central, supérieur au Christ par plusieurs sectes. La théologie en fait le grand prêtre par excellence.

⁵ Jean-Henri-Abdolonyme Ubicini, *Lettres sur la Turquie, ou Tableau statistique, religieux, politique, administratif, militaire, commercial, etc... de l'Empire ottoman, depuis le hattî-chérif de Gülhane (1839)*, Paris, J. Dumaine, 1853, p. 259.

⁶ Antoine-Louis Deffaudis, *op. cit.*, p. 146.

⁷ A.M.A.E., dossier des personnels 1^{ère} série, 574, Bourée.

⁸ *Ibid.*, M&D, Turquie, vol. 111.

Le contact avec l'Orient rend souvent les consuls mystiques. Le consul français Rousseau lorsqu'il est inquiet ou irrésolu, ouvre la Bible et tire un augure des premières paroles écrites à droite, en tête de la page. Il a ainsi pronostiqué la guérison de son propre fils gravement malade. Le modèle du consul reste pour ces hommes le physicien Benjamin Franklin, adepte du mesmérisme et artisan de l'intervention de Louis XVI dans la guerre d'Indépendance américaine.

Le consul de France est un personnage particulièrement important en Orient. Il est chargé depuis l'ordonnance du 28 novembre 1833 d'assurer la protection des Français établis à l'étranger qui se sont fait inscrire au consulat. En cas de délits mineurs, commis par des Français, punissables par une peine de prison ou par une contravention, le consul peut organiser un tribunal en terre étrangère. Si le prévenu est reconnu coupable d'un crime, l'affaire relève de la chambre d'accusation, celle de la cour d'Aix. À Constantinople, celui qui remplit les fonctions consulaires à l'ambassade est le chancelier. Avec l'indépendance de la Grèce, la France a au départ la charge des intérêts grecs puis en 1833, Michel Tossizza devient le premier consul de Grèce en Égypte. En 1835, il est élevé consul général. Tossizza n'est pas un diplomate de carrière. Il est négociant. Sa nomination, il la doit à ses talents et à l'amitié qu'il entretient avec Méhémet-Ali. Tossizza néglige au début d'envoyer régulièrement des rapports à son gouvernement. À partir de 1838, acquérant de l'expérience et sur les injonctions de son gouvernement, il fait parvenir à Athènes des rapports politiques. Le consul général de Grèce, invité par le vice-roi l'accompagne dans tous ses voyages : à l'intérieur de l'Égypte, au Soudan, à l'étranger. Les relations sont tellement bonnes entre les deux hommes que Tossizza deviendra membre fondateur de la compagnie de navigation sur le Nil fondée par Méhémet-Ali en 1846 et sera avec Pastré l'un des directeurs de la banque fondée en 1843 à Alexandrie. Ce rôle important joué par Tossizza lui vaut d'être accusé par les puissances de pousser Méhémet-Ali à résister à leurs injonctions lors de la crise de 1839-1840¹. Il ferait transporter des troupes albanaises pour le compte de l'Égypte². Le consul grec récuse ces accusations. Elles compromettent Athènes aux yeux de la Porte.

Les consuls sont institués pour maintenir une bonne et exacte police tant à terre que dans les ports. Dans leurs rapports avec la marine marchande, ils peuvent, en liaison avec l'autorité locale, visiter les navires. Cette mission les conduit à intervenir fréquemment pour régler des litiges, y compris dans le cas où les résidents ne sont pas forcément des Français. En 1834, le baron d'Armagnac aidé par le consul Henry Guys sauva la vie d'un commandant égyptien qui avait échoué dans sa mission visant à sauver Ibrahim pacha coincé à Jérusalem par une révolte. Le commandant, ayant failli, craignait d'être mis à mort pour incompétence. Caché dans un navire à Beyrouth, il cherchait à gagner Chypre. Arrivé à Beyrouth, les autorités égyptiennes pourraient fouiller le navire. D'Armagnac demanda au consul de France, en vertu des Capitulations, de procéder à l'inspection du navire. La vie de cet homme devait être sauvée. Assisté de Jorelle, chancelier du consulat, Guys affirma n'avoir trouvé personne. Une heure après, le bimbachi voguait vers Chypre³. En Tunisie, deux Napolitains et un Sarde partent à la chasse. Le Sarde entre dans un jardin gardé par des Marocains pour y récupérer une pièce de gibier. Immédiatement assailli par un des gardiens, il se défend, le blesse mortellement et s'enfuit. Les deux Napolitains continuent leur chasse. Les Marocains outrés de voir le coupable s'enfuir s'en prennent maintenant à l'un des deux compères qu'ils traînent sur le champ dans les prisons du Bardo, en l'accusant d'être l'auteur du meurtre. Ils le présentent au mourant qu'ils forcent à mentir. La dernière parole de la victime étant sacrée, le bey de Tunis prononce un jugement en faveur de ses coreligionnaires. Le détenu est condamné à la décapitation. Le consul général de Naples considère que son ressortissant est victime du fanatisme. Il s'empresse de réclamer sa libération mais comme le bey refuse d'accéder à sa demande, il se tourne vers les agents étrangers. Le consul général de France se déplace et obtient par un discours énergique tenu au bey la remise de cet innocent. L'élargissement n'a lieu que le surlendemain à cause des Marocains qui vocifèrent des paroles de vengeance aux portes du palais du bey. L'exaltation des Maures est si violente que la sûreté des Européens peut être compromise au moindre incident. Toute la hargne que portent les Arabes est alimentée par les prétendus succès d'Abd el-Kader et par la guerre sainte qu'il a soulevée. Impressionné par ces manifestations haineuses, un stratagème est mis au point pour faire sortir le prisonnier, à l'insu des Marocains. Le bey leur fait croire qu'il conserve toujours cet homme enfermé au Bardo et que justice doit être faite⁴. Le consul anglais Thomas Reade a lui aussi sauvé la vie à deux jeunes gens : un juif et une mauresque surpris dans une liaison prohibée⁵.

Le pouvoir des consuls européens est remis en question par Méhémet-Ali qui, en novembre 1839, leur a annoncé qu'il se passerait désormais de leurs services dans le domaine sanitaire. Le comité consulaire de santé est dissous, malgré les protestations du corps consulaire réuni en assemblée extraordinaire. Le *magistrat de santé publique* le remplace par la charte constitutive du 21 janvier 1840. Cette nouvelle institution comprend sous la

¹ Athanase G. Politis, *Le conflit turco-égyptien de 1838-1841 et les dernières années du règne de Méhémet-Ali d'après les documents diplomatiques grecs*, Le Caire, 1931, p. 122. Document 106. Légation de Grèce à Constantinople à Tossizza, Péra, 25 novembre / 7 décembre 1840.

² *Ibid.*, p. 106. Document 90. A. Païcos, ministre des affaires étrangères de la Grèce à Tossizza, Athènes, 12 / 24 juin 1840.

³ D'Armagnac, *op. cit.*, p. 68.

⁴ A.N. mar. BB⁴ n° 600, Tunis (22 décembre 1839).

⁵ Pückler-Muskau, *op. cit.*, t. III, p. 314.

présidence de Boghos bey, ministre des Affaires étrangères et du Commerce, sept intendants choisis par le gouvernement : trois consuls de petite puissance, deux négociants étrangers (un Français et un Anglais), un représentant des marchands égyptiens (Muhammad Badr ad Din) et le docteur Gaetani bey, médecin du vice-roi. Le ministre de la Marine en est membre honoraire. Le consul est censé veiller au maintien de la paix. Face aux révoltes qui agitent le Liban, une circulaire des consuls généraux précise vouloir déchoir de toute protection les Européens qui prendraient part aux agitations¹. Cela n'empêche pas les consuls de Sardaigne, d'Autriche et d'Angleterre d'aider ostensiblement les rebelles, de pousser à la révolte et de promettre des armes. Le futur émir Bachir III, dans une lettre du 1^{er} novembre 1840 adressée à Niven Moore, consul d'Angleterre, expose les liens anciens tissés qui existent entre lui et ce consul². Ces consuls, activant leurs réseaux, arrivent à faire remuer les chrétiens du Liban contre les forces égyptiennes et leur distribuent un millier de fusils³. De l'autre côté, Bourée, consul de France, intervient pour faire libérer d'Armagnac des griffes des montagnards libanais. Cet officier au service de l'Égypte a prévenu son ravisseur, le cheikh Francis : « Laisse-moi écrire au consul de France, il viendra me réclamer. »⁴ Chez le comte de La Ferté, le consul réprimande un maronite : « De quel droit arrête-t-on un Français ? Vous ne faites que des bêtises. » Le maronite s'excuse. Bourée persiste : « n'invoquez point la protection de la France quand vous en aurez besoin. »⁵

L'assassinat du père Thomas : le consul Ratti-Menton mène l'odieuse enquête

L'assassinat du père Thomas devenu la fameuse « affaire des Juifs de Damas » a jeté un grand discrédit sur le personnage qu'est le consul de France. Cet épisode a eu des résonances profondes et internationales. Le concert des puissances prend à cette occasion, y compris la Russie de Nicolas I^{er}, sous sa protection les Juifs persécutés par les agents du gouvernement français⁶. Les consuls Ratti-Menton et Cochelet auraient laissé leur antisémitisme s'exprimer annonçant en quelque sorte l'incompatibilité temporaire entre l'état juif et celui de français. Cette histoire sordide laisse pantois. Les Juifs ont-ils été accusés à tort ? Si tel est le cas, qui a commis le crime ? Pourquoi le consul français n'a-t-il pas recherché les vrais assassins ? Le protectorat de la France s'illusionne-t-il ? Pourquoi la procédure arabe n'a-t-elle pas été révisée ? Mahmoud Al-Said Al-Kurdi a écrit deux articles dans le quotidien égyptien *Al Akhbar* répétant les accusations de l'affaire. Le premier article est paru le 20 octobre 2000. Le second intitulé « La dernière scène de la vie du père Thomas » date du 25 mars 2001. En 2002, Mustafa Tlass, ministre syrien de la Défense, narre l'histoire sensationnelle et promet des révélations sur les pratiques religieuses juives. Son livre est devenu un best seller dans le monde arabe. Lors d'un entretien télévisé sur une chaîne libanaise, en 2007, le poète Marwan Chamoun évoque l'assassinat du père Thomas par la communauté juive de Damas dont les rabbins ont ensuite recueilli le sang.

Tentons de restituer l'événement.

À Damas vivent près de vingt mille Juifs en 1840. Entre eux et la population musulmane s'interpose la colonie chrétienne qui est sous la protection de la France, puissance favorable à Méhémet-Ali⁷. Le mercredi 5 février, le bruit se répand de la disparition soudaine et mystérieuse d'un capucin italien, le père Thomas, en compagnie de son domestique arabe⁸, Ibrahim Amara⁹. Le consul de France Ratti-Menton, chargé de l'enquête, parvient à rétablir rétablir les faits. Il écrit que dans l'après-midi du 5, Thomas est sorti de chez lui, s'est dirigé vers le quartier juif pour apposer à la porte d'une des synagogues l'avis d'une vente à l'enchère au profit d'une pauvre famille européenne. Le soir, le pharmacien Santi frappe à sa porte pour lui rendre un livre. Il n'obtient pas de réponse. Il part prévenir les autres moines. Le lendemain, plusieurs fidèles se présentent pour assister à la messe. La porte est fermée. On pense que le père dort encore ou que l'office est déjà achevé. Ce jour-là, le père Thomas doit justement déjeuner avec les autres religieux étrangers chez le docteur Massari. Il n'y paraît malheureusement pas¹⁰. L'inquiétude se répand.

Guérisseur et vaccinateur, Thomas fréquentait aussi bien les quartiers juifs que les quartiers chrétiens. Ce missionnaire résidait à Damas depuis plus de 32 ans, de l'aveu des musulmans, il avait vacciné douze à quinze mille enfants. « On pense d'abord qu'il s'est rendu dans quelque village voisin pour y vacciner des enfants », confie dans son rapport Ratti-Menton. Le consul se rend au couvent. La rue est engorgée de chrétiens qui crient que le père Thomas a été immolé par les Juifs. Une personne descend le long d'un mur mitoyen à l'aide d'une échelle, s'infiltrer et ouvre la porte d'entrée fermée intérieurement au loquet. Ratti-Menton se rend à la cuisine où il

¹ Ferdinand Perrier, *La Syrie sous le gouvernement de Méhémet-Ali jusqu'en 1840*, Paris, A. Bertrand, 1842, p. 381.

² Yassine Soueid, *Histoire militaire des Mûqata'as libanais à l'époque des Chéhab 1698-1842*, Beyrouth, 1985, t. II, p. 870.

³ *Ibid.*, p. 829.

⁴ D'Armagnac, *op. cit.*, p. 246.

⁵ *Ibid.*, p. 257.

⁶ Léon Poliakov, *Histoire de l'antisémitisme*, Seuil, 1991, t. II, p. 190.

⁷ S. Doubnov, *Histoire moderne du peuple juif, 1789-1938*, Cerf, 1994, p. 743.

⁸ Michel Abitbol, *Le passé d'une discorde. Juifs et Arabes depuis le VII^e siècle*, Perrin, 2003, p. 212.

⁹ A.M.A.E., A.D.P., Égypte, vol. 4, 1^{ère} partie, rapport du consul Ratti-Menton du 7 mai 1840.

¹⁰ *Ibid.*, rapport du consul Ratti-Menton du 29 février 1840.

trouve des mets préparés pour un repas. Thomas et son domestique étaient donc sortis la veille avec l'intention formelle de rentrer au logis. Dans le cas d'un double assassinat, menant sérieusement et scrupuleusement son enquête, Ratti-Menton conclut que le mobile n'est pas le vol car ce que les deux hommes possédaient se retrouve intégralement dans la maison. Dans la chambre à coucher sont trouvées 119 000 piastres. Chez celle du domestique, on recense 3 300 piastres. Après la levée des scellés, Ratti-Menton remet l'argenterie et le pécule du père Thomas à son remplaçant le père François. La monnaie du domestique est donnée au frère de la victime¹. On ne relève aucune trace d'effraction. Personne ne dépose avoir vu le père Thomas après le coucher du soleil. Il a disparu dans le quartier juif. Ratti-Menton mentionne : « Il devenait donc impossible qu'il eût traversé d'autres quartiers de la ville sans que quelqu'un, turc ou chrétien, ne l'eût aperçu. » Lisbona, une Juive, déclare avoir vu le père Thomas dans la rue où est située la maison de David Arari, marchant très vite, accompagné de huit à neuf israélites. Elle dit même avoir adressé la parole au moine. Deux Grecs déposent. Ils ont vu dans la rue principale sept à huit Juifs dont le visage était à moitié couvert d'un mouchoir. Ils marchaient d'un pas rapide. À peu de distance de là, un jeune homme a demandé au domestique du père Thomas : « Ibrahim, où vas-tu ? » Il a répondu : « Je vais prendre mon maître pour le ramener à la maison. »

Peu de temps avant sa disparition, le père Thomas aurait eu une rixe avec un Turc qui proféra contre lui des menaces de mort. D'après l'historiographie juive, point n'est besoin d'une longue enquête, pour conclure à son assassinat par ce musulman². Les superstitieux moines catholiques répandent le bruit que Thomas a été tué par des Juifs, en se basant sur le fait qu'il a été vu la veille dans leur quartier. Les moines expliquent aisément ce meurtre : c'est un acte rituel pour la préparation de la fête de Pâque. Le sang de la victime a été mélangé à la farine du pain azyme (*Koei*). Des pains triangulaires, faits de miel et arrosés du sang d'un chrétien tué, seraient confectionnés à l'occasion de la fête du Pourim³ ou fête des Sorts. Convaincu du bien-fondé de l'accusation, le consul de France Ratti-Menton informe le gouverneur de la ville : Cherif pacha. Ce dernier autorise le représentant de la France, puissance protectrice des catholiques vivant dans l'Empire ottoman, à diriger l'enquête. Ratti-Menton oriente immédiatement ses recherches vers la communauté juive. La police procède à de nombreuses excavations dans le quartier juif. Elles ne donnent rien. Dans la soirée du 7 février, Baudin reçoit l'avis d'un Turc incarcéré pour une dette de 1 500 piastres. Il demande sa libération contre la vérité dans l'affaire de la disparition du père Thomas. Les autorités le libèrent et le mettent sur les traces du meurtrier. Dans la nuit du 8 au 9, il fait capturer un barbier et trois autres Juifs. Ils nient immédiatement toute responsabilité dans la disparition du moine mais un Algérien, sujet français et beau-frère du barbier fait savoir que ce dernier sait tout.

La disparition est imputée aux Juifs, accusés d'assassinat. Après s'être entendu avec le cruel gouverneur de Damas, Ratti-Menton a dirigé l'affaire en véritable inquisiteur. Le consul n'a pas besoin d'être mû par une plainte. S'il a été averti par la rumeur publique, il a la faculté d'agir. Plusieurs Juifs sont arrêtés. Le premier suspect interrogé est le barbier Salomon Hallaq. Ratti-Menton le fait conduire à la prison du consulat où une promesse de pardon le ferait parler. Un seul fait est avéré pour le moment. L'avis de la vente aux enchères n'a pas été collé sur la porte de la synagogue où le consul l'avait cherché en vain mais tout près de là, contre le mur de la boutique du barbier et attaché avec deux pains à cacheter de couleurs différentes. Les autres exemplaires sont affichés aux portes des églises chrétiennes, retenus par quatre hosties blanches. Le barbier reste silencieux. Il se borne à dire que le père a posé l'avis et il est parti. À la question qui lui est adressée touchant la manière dont ce papier était attaché, il répond que c'était au moyen de pains à cacheter. On lui demande alors de quelles couleurs étaient ces pains. Il dit que l'un était rouge et l'autre lilas. On lui demanda comment il pouvait savoir cela car les attaches se trouvaient sous le papier et comment le père Thomas a-t-il atteint cet endroit très élevé. Le barbier répond qu'un grand nombre de personnes venant toucher cette affiche, il craignait qu'elle tombât. Il l'a donc enlevée et posée plus haut. Les soupçons demeurent sur lui car les religieux n'emploient pas de pain à cacheter. Entre les mains des autorités égyptiennes, il reçoit cinq cents coups de bâton sur les talons, supplice destiné à lui arracher des confidences et les noms des complices. Il dit avoir été torturé sous le fouet quatre fois. Il a eu la tête serrée avec une corde au moyen d'une baguette de pistolet. Ces sévices, en revanche, n'ont pas laissé de traces. Pour se soustraire aux souffrances, le barbier juif converti à l'islam⁴, livre au hasard ou sous la dictée de ses geôliers les noms de sept personnalités. Pressé de questions, le barbier avoue le 5 mars que le nommé Murad, Juif, domestique du négociant David Arari est venu le chercher dans sa boutique de la part de son maître, qu'il s'est rendu chez Arari, a trouvé une réunion composée des trois frères Arari, de leur oncle, de Joseph Laniado et de deux rabbins Moïse Aboulafia et Moïse Salonikli, qu'on l'a fait entrer dans un salon, qu'il y a vu le père Thomas étendu sur le divan, les bras attachés derrière le dos et bâillonné, qu'on lui a dit : « Il faut expédier cet homme.⁵ » Le barbier a refusé l'opération, par manque de courage et il est parti avec la promesse de toucher 2 000 piastres s'il conservait

¹ *Ibid.*, rapport de Ratti-Menton du 7 mars 1840.

² Salomon Grayzel, *Histoire des juifs*, Paris, S.T.E., 1969, t. II, p. 218.

³ A.M.A.E., A.D.P., Égypte, vol. 4, 1^{ère} partie.

⁴ Henry Laurens, *La question palestinienne, tome premier 1799-1922. L'invention de la Terre sainte*, Fayard, 1999, p. 54.

⁵ A.M.A.E., A.D.P., Égypte, vol. 4, 1^{ère} partie.

le silence. On lui avait remis un exemplaire de l'avis pour l'afficher. Le domestique d'Arari se confesse à son tour. Il est allé chez le barbier de la part de son maître mais il l'a quitté pour aller à d'autres commissions. Puis, il se rétracte devant Raphaël Farchi, un proche de l'ancien pouvoir ottoman. Ratti-Menton fait arrêter Raphaël Farchi afin d'empêcher de mauvaises influences sur la communauté juive. Les perquisitions se poursuivent, sans succès. Le quartier juif de Damas est sillonné par d'innombrables cloaques et des souterrains.

Les interrogatoires musclés de Cherif pacha portent leurs fruits. Le barbier avoue qu'il a assisté au meurtre du père Thomas. Il l'avait tenu par la barbe afin de relever sa tête et faciliter l'effusion de sang dans un bassin en cuivre. Le moine avait été dépouillé de ses vêtements. Ceux-ci avaient été brûlés. Le cadavre, entièrement nu, avait été transporté dans une salle voisine non encore aménagée, et posé sur la terre. Le domestique d'Arari était rentré à la maison sur ces entrefaites. On l'employa conjointement avec le barbier à dépecer le père Thomas dont le crâne fut ensuite écrasé. Les os furent concassés sur un des marbres de la cour. La nuit, ils jetèrent les débris de chairs et d'ossements dans un canal du quartier. Le domestique d'Arari voulut nier ce fait. Le barbier lui dit : « tu peux parler, j'ai tout confessé. » Le conseil est suivi. On trouve dans la maison d'Arari deux ou trois traces de sang contre le mur. Dans le canal, on découvre des fragments de crâne et des ossements¹. Sur une rive, sont trouvés, un os et un lambeau de vêtement, dans un autre endroit : des ossements de mouton². Les médecins affirment tantôt qu'il s'agit de restes humains, tantôt de restes d'animaux. Un fragment de la bure du père Thomas est retrouvé³. Un morceau de papier y est agrafé. On lit : « comment se nomme en arabe le coriandre. » Le consul d'Autriche Merlato venu au consulat de France voit ses pièces et déclare le 3 mars 1840 avoir vu en outre des morceaux de bonnet noir, vraisemblablement provenant de la calotte du moine disparu. La présence du consul anglais Werry aux funérailles du père Thomas atteste que les ossements sont indubitablement humains.

Le crime rituel est reconnu par le barbier : « Ainsi que je l'ai déclaré, je ne fréquente pas les riches, et je n'ai jamais pris part aux fêtes que donnait la maison Arari qui est une des plus riches de la ville. Les Juifs ont besoin de sang afin de le mettre dans le pain azyme qu'ils font à cette époque de l'année. Ils ont été maintes fois arrêtés et livrés à la justice pour meurtres. Ils ont un livre nommé *Sedr hédoron*, qui contient leur doctrine sur le sang.⁴ » Le 8 juillet 1840, le grand rabbin de Damas, Jacob Antébi, David Arari, son fils et ses frères, Moïse Aboulafia, Moïse Salonikli, Joseph Laniado sont arrêtés. Ils sont interrogés. Ils nient tout. Des tortionnaires choisis parmi les agents de Cherif pacha et du terrible Ratti-Menton les soumettent à la question. Pendant trente-six heures, les inculpés, dont quelques-uns sont des hommes âgés, doivent rester debout. Ils sont privés de nourriture, de boisson et de sommeil. Les aveux ne sont pas obtenus. Ils sont fustigés à grands coups de verges. Ils tombent sans connaissance, après on les fait revenir à eux pour recommencer le supplice⁵. Jacob raconte qu'il a été le premier à être maltraité par les soldats. On l'avait mené au séraïl sur un âne en lui faisant prendre la bride par la queue. On l'a plongé dans un bassin. On l'a renversé et frappé à coups de bâton sur les reins. Il eut de la peine à retenir son urine. Sa tête fut serrée au moyen d'une corde qui finit par casser. Il affirme que ses yeux sortirent alors de leur orbite. Il reçut en outre soixante coups de courbache sur la plante des pieds. Aboulafia conserve des blessures sur ses pieds. Isaac Arari déclare avoir été frappé, battu et privé de sommeil. On lui a donné des soufflets, tiré les oreilles, brûlé la barbe. Une chandelle a même été approchée de ses narines mais sans le brûler. Il a été plongé dans un bassin d'eau froide durant un quart d'heure. David Arari a eu les parties génitales pressées une fois avec la main. Son oreille droite est déformée. Le gras de ses jambes est marqué par la courbache et comme les autres, il a été privé de sommeil⁶. Ces pratiques, il faut bien l'admettre, sont comparables à celles des nazis durant la Seconde Guerre mondiale. N'ayant pas réussi à fléchir les vieillards, on s'en prend aux enfants. Les sbires de Cherif pacha s'emparent de soixante enfants, âgés de 3 à 10 ans. Ils les enferment dans un local et les laissent sans nourriture⁷. Les mères affolées s'arrachent les cheveux, entendant les cris de leurs enfants mourant de faim, mais aucune ne veut reconnaître la culpabilité des Juifs. Les inculpés sont torturés à mort. Laniado meurt à la suite des supplices. Interrogé, Isaac Arari dit avoir confié le sang du père Thomas au rabbin Aboulafia. Avant d'avouer, ce dernier se convertit à l'islam parce que dit-il : « restant juif et révélant un des plus grands arcanes de la religion israélite, je ne manquerai pas plus tard, si on me fait grâce de la vie, de périr victime de la haine des autres rabbins.⁸ » Quant aux autres, las de souffrir et désireux d'en finir, ils se chargent de tous les crimes imputés.

Le consul Ratti-Menton étend le champ de ses investigations. Il découvre que le serviteur du père Thomas aurait également été assassiné par les Juifs. Le domestique des Arari avait passé deux longues heures à aller

¹ *Ibid.*

² Simon Doubnov, *op. cit.*, p. 744.

³ A.M.A.E., A.D.P., Égypte, vol. 4, 1^{ère} partie, f°343.

⁴ Henry Laurens, *op. cit.*, p. 54.

⁵ Simon Doubnov, *op. cit.*, p. 744.

⁶ A.M.A.E., A.D.P., Égypte, vol. 4, 2^e partie.

⁷ L'adresse des Juifs d'Égypte à Méhémet-Ali indique que plus de cent enfants sont en train de mourir de faim dans les prisons. William Holt Yates, *The modern history and condition of Egypt, its climate, diseases and capabilities, exhibited in a personal narrative of travels in that country, with an account of the proceedings of Mohammed Ali Pascha from 1801 to 1843*, Londres, Smith, Elder and Co, 1843, t. II, p. 627.

⁸ A.M.A.E., A.D.P., Égypte, vol. 4, 1^{ère} partie, rapport du consul Ratti-Menton, Damas, 24 mars 1840.

chercher le barbier pour le conduire chez son maître. Il dit avoir passé ce temps à prévenir d'autres Juifs qui devaient se débarrasser du domestique de Thomas. Il confesse que le lendemain, il fut le témoin d'un conciliabule auquel assistaient les assassins du domestique. Leur propos laissait supposer que le cadavre avait à son tour subi l'opération du dépècement et avait été jeté dans les latrines qui donnent sur un conduit où passe un abondant courant d'eau. Le pacha veut des précisions. On promet de faire grâce de sa vie à l'inculpé, s'il poursuit son récit. On apprend qu'il a personnellement coopéré au second assassinat, que le domestique du père Thomas a été égorgé chez le rabbin Iakhiai Mehiri Farchi. Une immense fouille est faite. Ratti-Menton rapporte : « sous mes yeux, dans le canal qui passe sous les latrines de la maison de Iakhiai Mehiri Farchi, on trouve plusieurs débris d'ossements humains et un soulier que le frère du domestique mort a reconnu avoir appartenu à ce dernier. » Les médecins affirment reconnaître des os humains, morceaux de bassin et morceaux de crâne.

Trois rabbins de Damas, quelques membres de la famille influente des Farchi et le sujet autrichien Isaac Picciotto sont accusés. Ils prennent la fuite. La chasse à l'homme conduit les autorités à découvrir un refuge. Le jeune Aslan Farchi, caché dans une chambre, est découvert. On lui fait savoir que son âge, 23-24 ans, est facteur de clémence, mais il doit faire une déclaration. Ses aveux confirment ceux du domestique des Arari. Isaac Picciotto et lui avaient tenu chacun une jambe. Le rabbin Aaron Stambouli avait appuyé un genou sur la poitrine. Le domestique des Arari tenait la tête, un autre la bassin, deux autres saisissaient le corps par le milieu, le plus riche des banquiers de la ville, Marad Farchi, avait coupé la gorge à la victime. Ratti-Menton est choqué par la barbarie des deux assassinats. Les tueurs sont au nombre de sept, dans chaque cas. Le sang des victimes a été recueilli dans des bouteilles pour être conservé. Il écrit : « Il convient d'imprimer aux sectaires de la religion juive une terreur salutaire. » Ratti-Menton s'indigne de l'acte rituel : « C'est un préjugé de tigres qui a produit le crime, c'est dans leurs hideux préjugés qu'il importe aussi de les frapper. » Les consuls d'Autriche Merlato et Laurin condamnent les méthodes de Ratti-Menton. Ils ne sont pas disposés à admettre la juridiction du pacha et ils refusent de livrer leur ressortissant. De part et d'autre, les gouvernements prennent le parti de leurs agents. Ratti-Menton espère qu'il n'existe aucune connivence entre les Juifs d'Europe et ceux d'Asie. Il confie avoir de la sympathie pour l'émancipation du peuple d'Israël mais cette histoire l'a profondément déçu. Le consul d'Autriche accuse Ratti-Menton de n'avoir reculé, ni devant le mensonge, ni devant la tromperie. Le consul Ratti-Menton reconnaît avoir assisté à l'interrogatoire de Picciotto. De bonne foi, il se justifie : « j'ai dû prévenir le pacha que Picciotto faisait soit des signes, soit des menaces aux divers témoins. » Les rapports des consuls d'Autriche mentionnent les actes arbitraires du consul de France. Ratti-Menton clame que le barbier Soliman et Assan Farchi sont restés prisonniers chez lui dès les premiers jours de leurs arrestations, que le pacha lui a confié ces prisonniers, qu'il ne les a pas torturés, que le gouverneur général a accordé, sur sa demande, qu'ils aient la vie sauve. Ratti-Menton reconnaît que quarante enfants ont été conduits au sérail. Ils ont été traités avec soin, au regard de leur âge, et rendus à leur famille. Stambouli a été remis en liberté après son intervention. Stambouli prend la fuite. À la douane, un Juif se présente pour réclamer une boîte. On lui demande de l'ouvrir mais le Juif refuse et propose un pot-de-vin : 200, puis 300, 1 000 et enfin jusqu'à 10 000 piastres. Le douanier insiste. Il ouvre la boîte et découvre une bouteille de sang. Le Juif répond qu'il est habituel de conserver le sang des grands rabbins ou de personnages importants. On le laisse filer pour Jérusalem. Cette histoire entraîne la curiosité d'Achille Laurent. Le chef de la douane est recherché mais il est mort. Son collègue se rappelle vaguement. Il ne s'agissait pas d'une bouteille mais d'une dizaine de flacons contenant un liquide rouge. Quant à l'homme à qui appartenait la boîte, c'était Aaron Stambouli, lequel affirma que cette substance était une drogue efficace dans certaines maladies.

Le consul Ratti-Menton admet ne pas avoir pu empêcher les bastonnades et les tortures pour obtenir les aveux. Il condamne néanmoins ces pratiques pour lesquelles il a une vive répugnance et les reconnaît de la sorte implicitement : « j'ai protesté dans deux occasions par mon prompt départ du sérail au moment où l'on allait battre le barbier. » Ratti-Menton est persuadé que l'Autrichien Merlato n'a pas agi loyalement. En effet, dans une lettre adressée le 28 février 1840 à Laurella, consul d'Autriche à Beyrouth, Merlato reconnaissait la culpabilité des Juifs : « Le croirait-on ! dans la maison de Daoud Arari, a été commis l'horrible assassinat du père Thomas. Ces infâmes, au nombre des trois frères, d'un oncle, de Moïse Abou-el-Afièh, de Youcef Leynado, de Moïse Salonikli, d'un barbier et d'un domestique, ont égorgé l'infortuné vieillard, et en ont recueilli le sang ; ensuite, ayant mis le cadavre en tout petits morceaux et brisé le crâne et les ossements, ils jetèrent le tout dans un conduit du quartier juif. Le susdit barbier et le domestique déclarèrent le tout, et quatre autres, jusqu'à présent, ont également avoué. Ces derniers sont au nombre des complices. Les restes du défunt furent retrouvés à l'endroit indiqué par les déclarants, dont trois disent que le crime résulte des principes religieux. On cherche maintenant à découvrir où a été caché le sang. On ignore encore la trace du domestique assassiné. On suppose qu'il a eu la même fin dans quelque autre maison de ces brigands. En attendant, Mourad-Farkhi, Aaroun Stambouli et plusieurs autres, parmi les notables, se sont cachés et ont fui, ce qui fait supposer qu'ils approuvèrent cet attentat. Le principal mérite de cette découverte revient à Cherif-Pacha, qui dans cette circonstance, a montré de la persévérance et de la

perspicacité.¹ » On peut imputer la volte-face du consul autrichien au climat délétère d'antisémitisme qui a suivi. Son homologue Laurella raconte avoir eu de la peine à sauver des Juifs autrichiens de la vindicte populaire, qu'il a dû les faire escorter hors de la ville par des janissaires. Il écrit encore : « J'ai été obligé de prier le Gouverneur de faire publier que quiconque insulterait un Juif serait puni ; car ils ne pouvaient plus sortir de leurs maisons. » Le consul de France Ratti-Menton, quant à lui, s'inquiète surtout des manipulations : « Dès les premiers jours de la catastrophe du père Thomas, j'avais prévenu que les Juifs faisant maladroitement de cet événement une question de secte ne négligeraient aucun moyen de corruption pour empêcher la vérité de se faire jour. » Les Juifs de Damas ont offert de l'or à Ratti-Menton mais il a refusé².

L'affaire de Damas devient un prologue de l'épreuve de force qui met aux prises la France et les autres grandes puissances à propos de Méhémet-Ali. Elle passionne l'Europe. Depuis 1830-1831, la France, très occupée, accorde moins d'importance à la protection des catholiques d'Orient. Le cabinet de Vienne cherche à se substituer à la France. En 1840, l'Autriche par son protectorat établi sur les Juifs espère des facilités auprès des grandes maisons israélites d'Europe pour obtenir des emprunts³. Pour cela, les consuls d'Autriche n'hésitent pas à attaquer la réputation de leur collègue français. En Syrie, les représentants de l'Angleterre, de la Prusse et de la Russie se portent au secours de leurs collègues autrichiens. Le consul anglais à Damas reçoit des ordres pour s'occuper spécialement des Juifs et leur prêter assistance. Dans les capitales européennes, la question des sacrifices humains que le Talmud est censé prescrire est discutée au grand jour. Par les communications qu'il envoie aux journaux, Ratti-Menton cherche à indisposer l'opinion publique française contre les Juifs. Les richissimes banquiers Rothschild de Londres protestent. Crémieux, vice-président du consistoire central des Israélites de Paris intervient. Il écrit une lettre, le 7 avril 1840, qui est insérée, dans le *Journal des Débats* du 8. Le dernier paragraphe est un violent réquisitoire : « Depuis douze cent cinquante ans bientôt, l'islamisme a planté son drapeau dans l'Orient, dans la cité de Damas. Pendant cette longue suite de siècles, jamais les Juifs n'ont vu s'élever contre eux cette stupide accusation. Les Chrétiens commencent à faire ressentir leur influence dans ces contrées, et voilà que les préjugés de l'Occident s'éveillent dans l'Orient ! Quel triste sujet de douloureuses réflexions !⁴ » Crémieux fait part au premier ministre Thiers des agissements du consul Ratti-Menton. Le gouvernement lui répond qu'il n'est pas au courant de l'affaire de Damas. À Paris, le Conseil des ministres se soucie peu de savoir si le sang chrétien sert d'ingrédient à la cuisson des pains azymes mais il importe à Thiers de ne pas laisser découvrir qu'il bluffe en proclamant son intention de défendre Méhémet-Ali jusqu'au bout, et c'est pourquoi il se solidarise avec ses consuls. Crémieux s'adresse alors au roi Louis-Philippe qui lui indique qu'il est prêt à prendre la défense des malheureux dont on lui parle, si ce que Crémieux lui raconte est confirmé. En réalité, le gouvernement français ne tient pas à prendre la défense des Juifs de Damas, afin de ne pas compromettre son agent et de ne pas indisposer son allié Méhémet-Ali au nom duquel agit le gouverneur de Damas. Les gouvernements anglais, autrichien, russe et celui des États-Unis d'Amérique⁵ réclament des mesures pour faire cesser les atrocités des autorités locales. Ils envoient des messages à Méhémet-Ali qui contrôle la Syrie. Le consul général d'Autriche à Alexandrie fait en ce sens des représentations énergiques, cependant que son homologue français, Cochelet, conseille au pacha de ne pas se hâter de terminer le procès. Sur le conseil du consul d'Autriche, la communauté juive d'Alexandrie remet à Méhémet-Ali une pétition qui se termine par ces mots : « Ce n'est pas à votre pitié pour nos coreligionnaires que nous faisons appel : nous demandons justice ! » Les consuls d'Autriche et du Danemark reçoivent de nombreuses lettres qui clament que les Hébreux sont innocents. Méhémet-Ali promet de constituer un tribunal spécial, composé des consuls d'Angleterre, d'Autriche, de Prusse et de Russie. Il ordonne, en attendant, au gouverneur de Damas, Cherif pacha de suspendre arrestations et tortures. Froissé par l'élimination de la France de la commission judiciaire, instituée par Méhémet-Ali, le consul Cochelet met en garde le pacha contre les conséquences que pourrait entraîner la révélation des dessous de l'inquisition de Damas. Méhémet-Ali se laisse convaincre et ne donne pas suite à ses bonnes intentions.

En France, à la Chambre, le député juif Fould interpelle le gouvernement sur les agissements du consul Ratti-Menton. Le 2 juin 1840, Thiers couvre son agent⁶ : « Vous réclamez au nom des Juifs, et moi, je réclame au nom d'un Français. Et puis, qu'il me soit permis de le dire : il se passe une chose extrêmement honorable pour les Israélites. Lorsque les faits ont été connus, ils se sont émus dans toute l'Europe, et ils ont apporté dans cette affaire un zèle, une ardeur qui les honorent profondément à mes yeux. Et qu'ils me permettent de le dire, ils sont plus puissants dans le monde qu'ils ne prétendent l'être, et à l'heure qu'il est, ils sont en réclamation auprès de toutes les chancelleries étrangères. Ils y mettent un zèle extraordinaire, une ardeur dont on ne peut se faire une idée. Il faut du courage à un ministre pour protéger son agent ainsi attaqué. Je crois que j'ai montré quelque fermeté dans

¹ Achille Laurent, *op. cit.*, vol. 2, pp. 288-290.

² *Ibid.*, p. 339.

³ A.M.A.E., A.D.P., Égypte, vol. 4, lettre de Ratti-Menton à Thiers, 27 juillet 1840.

⁴ Achille Laurent, *op. cit.*, vol. 2, p. 4.

⁵ Salomon Grayzel, *op. cit.*, p. 219.

⁶ Henry Laurens, *op. cit.*, p. 54.

cette affaire et je l'ai dû [...]»¹ Peu après, Thiers parle à la Chambre des Pairs un langage encore plus perfide : « Ne dois-je pas plutôt ajouter foi à la parole de M. Cochelet qu'à celle d'une secte que je respecte dans ses efforts énergiques pour se justifier, mais qui, enfin, est elle-même partie au procès ? » Endossée par le président du Conseil, propagée par lui au cours de ses conférences de presse quotidiennes, la fable sanglante s'étale dans tous les journaux, sur le fond de l'humeur belliqueuse des Français. S'organisant à l'échelle internationale, les notables juifs se réunissent à Londres. L'opinion publique anglaise clame contre les bourreaux. Sans prendre parti, le *Times* du 17 août 1840 rappelle l'attachement des Anglais aux Droits de l'Homme depuis le *Bill of Rights*, évoque le discours de Thiers livrant que Ratti-Menton a fait son devoir, donne une libre évocation du déroulement de la Pâque juive et reproduit le rapport préliminaire de Cherif pacha adressé à Méhémet-Ali daté du 28 février 1840. De son côté, Robert Peel somme le parlement de se prononcer sur l'affaire de Damas et manifester de façon à contribuer au « triomphe de la grande cause de la justice et de l'humanité. » Le 22 juin 1840, Palmerston demande au consul général à Alexandrie de mettre Méhémet-Ali au courant de l'impression que les actes antisémites commis à Damas ne peuvent manquer de produire en Europe. Les chrétiens de Londres organisent un grand meeting de protestation contre les injustices commises à Damas, sous la présidence du lord-maire le 3 juillet. Les membres du parlement, le clergé et les autres corps organisés cautionnent un discours contre « les humiliations et les souffrances infligées à un peuple qui se rattache au reste de l'Univers par tout ce qu'il y a de plus précieux et de plus sacré dans la religion. » L'assemblée adopte à l'unanimité une résolution : « L'Assemblée constate avec le plus profond regret que des persécutions provoquées par l'ignorance et entretenues par l'hypocrisie ont pu s'abattre, dans notre siècle de lumière, sur nos frères juifs. » Un autre meeting a lieu aux États-Unis, à Philadelphie en août. À la suite de cette réunion, le gouvernement américain envoie une énergique protestation contre les horreurs de Damas. Son consul en Égypte proteste officiellement au nom du président Martin Van Buren. Crémieux, délégué de la France, s'écrie avec désespoir : « La France est contre nous ! » Heine se montre également profondément troublé par les atrocités de Damas. Au contraire, Marx prend grand soin de ne jamais montrer de toute sa vie le moindre signe d'inquiétude quant aux injustices dont les Juifs sont victimes². En Égypte, la fin tragique du père Thomas n'a pas occasionné d'étonnement. Les habitants y sont persuadés que les Juifs égorgent parfois leurs esclaves chrétiens dont ils prennent le sang pour le mêler au pain azyme. L'antisémitisme des musulmans et des chrétiens se déchaîne. Les plus radicaux déclarent : « Si les descendants des hommes qui ont crucifié Jésus-Christ ne peuvent acheter des enfants nés dans le Christianisme, ils choisissent un mouton bien gras et le poignent, l'un après l'autre, en faisant ainsi allusion à la mort du Sauveur du monde.³ » Des coptes assurent avoir vu des Juifs acheter des mamelouks grecs et les alimenter pour les faire mourir au temps des fêtes. L'opinion publique européenne réfute le motif du crime rituel mais en Orient, on pense différemment. Barker, ancien consul général d'Angleterre, est persuadé que les Juifs asiatiques commettent de tels assassinats chaque année en l'honneur de leurs dieux sanguinaires⁴. Le consul d'Autriche Laurella, apprenant l'événement, est atterré : « Quelle horreur ! Les Arari, négociants riches, faire les assassins, avoir le courage d'égorger un pauvre vieux capucin ! Il faut bien qu'il y ait quelque sentiment de fanatisme. Le bon Dieu déconcertera toutes les horreurs, car ce ne sont pas les premières qu'ils ont commises.⁵ »

La délégation juive composée de l'ambassadeur britannique Moïse Montefiore, de l'avocat Adolphe Crémieux et de l'orientaliste Salomon Munk, arrivée en Égypte, dénonce l'inquisition et les tortures. La présence de Munk est due à sa connaissance de l'arabe. C'est grâce à celle-ci (bien que le crédit soit, selon certains, à mettre au compte de Louis Loewe), qu'il découvre que le mot « justice » a été substitué au mot « grâce » dans le firman de Mehemet Ali, lequel avait disculpé les accusés du chef d'accusation de meurtre rituel. Les délégués demandent la relaxation des condamnés de Damas. Montefiore, fort de l'appui du consul général d'Angleterre, se présente immédiatement à Méhémet-Ali. Sur les instances de Crémieux, neuf consuls européens, à l'exception du seul français, décident d'adresser une note collective le mettant en demeure de donner satisfaction aux demandes de la délégation. Le 28 août 1840, Méhémet-Ali fléchit. Il prend les devants et promet d'envoyer à Damas l'ordre de délivrer immédiatement tous les prisonniers accusés de crime rituel. Les Juifs de Damas sont graciés. Les condamnés à mort sont libérés. Méhémet-Ali écrit le 5 septembre 1840 : « Et comme à cause d'une si nombreuse population il ne serait pas convenable de refuser leur demande et leur requête, nous ordonnons de mettre en liberté les prisonniers juifs, et de donner aux fugitifs la sécurité pour leur retour.⁶ » Crémieux insiste pour que l'on parle de libération. Ayant reçu un ordre de Méhémet-Ali, Cherif pacha est obligé de lâcher ses proies et le 6 septembre, les sept martyrs survivants de l'inquisition de Damas sont libérés. Cherif pacha est emmené au Caire et exécuté pour haute trahison⁷. Pleinement satisfaits de cette issue, Crémieux et Montefiore sont reçus par le sultan

¹ Léon Poliakov, *op. cit.*, p. 191.

² Paul Johnson, *Une histoire des juifs*, Paris, JC Lattès, 1989, p. 377.

³ Achille Laurent, *op. cit.*, p. 336.

⁴ *Ibid.*, lettre de M. de Kalte, 6 février 1841.

⁵ *Ibid.*, p. 290.

⁶ A.M.A.E., A.D.P., Égypte, vol. 4, 1^{ère} partie.

⁷ Simon Doubnov, *op. cit.*, p.748.

Abdülmeçit avant leur retour en Europe. À leur demande, le sultan publie un firman condamnant sans ambages l'accusation de meurtre rituel et réaffirmant la volonté de la Sublime Porte de protéger ses sujets juifs : « Il existe un vieux préjugé contre les Juifs, peut-on lire dans ce texte. Les ignorants croient que les israélites ont l'habitude de faire des sacrifices humains pour en utiliser le sang dans le pain azyme. Victimes de cette croyance, les Juifs de Damas et de Rhodes, sujets de notre Empire, ont été persécutés par les autres croyants. Les calomnies inventées contre les Juifs ainsi que la nouvelle des violences qu'ils ont subies sont parvenues jusqu'à notre Trône impérial. Cependant, il n'y a pas longtemps que quelques Juifs de Rhodes appelés en jugement de Constantinople ont été trouvés innocents des accusations dont ils étaient l'objet. Outre cela, tous les livres religieux des Juifs ont été soumis à l'examen d'hommes compétents et connaissant parfaitement la langue hébraïque. Il est résulté de cet examen que les israélites ne font point un usage, non seulement du sang humain, mais même du sang d'animaux. De cette défense nous concluons que les violences auxquelles sont en butte les Juifs sont dues à de pures calomnies. ¹ »

Le consul de France à Beyrouth Desméloizes résume ainsi les conséquences des événements dans une lettre à Guizot du 18 décembre 1840 : « La protection que les agents autrichiens d'Alexandrie et de Damas ont accordée aux Juifs, à l'occasion du procès des meurtriers du père Thomas, leur a fait beaucoup de tort dans l'esprit des populations. Malheureusement, la grâce prononcée par Méhémet-Ali qui passe dans le pays pour une sentence d'absolution accordée contre nous à l'influence autrichienne ne nous a pas été beaucoup moins défavorable. L'opinion qui réprovoque la conduite de ceux qui ont réussi à soustraire au châtement les meurtriers d'un prêtre, protégé français, ne nous reproche pas seulement de l'indulgence ; elle voit dans l'affaire de Damas un dessous essuyé par l'influence française. Aussi peut-on dire qu'autant la conduite du consulat de Damas dans cette circonstance nous avait fait honneur sur le rapport moral, autant et plus encore la grâce accordée par Méhémet-Ali nous a fait tort sous le rapport de notre influence politique. ² »

En Syrie, les autorités et les notabilités chrétiennes font savoir leur déception. Elles regrettent son départ³. En avril 1840, Seïd-Ali, chancelier du consulat britannique à Damas, dans une réponse adressée à Ratti-Menton, a loué l'action menée : « Le peu d'Européens avec lesquels j'ai quelquefois des relations, s'accordent à louer le zèle et l'activité que vous avez déployés pour découvrir les auteurs de ce crime sans exemple, et je me joins à eux pour vous féliciter de la conduite que vous avez tenue dans cette affaire, qui peut-être ne serait pas encore éclaircie si tout autre que vous se fût chargé de la poursuivre. » Quant aux tortures, Seïd-Ali blanchit le consul français : « Je n'ai jamais entendu dire à aucune personne du pays que, pendant les six semaines que vous avez fait les recherches les plus minutieuses, vous vous soyez jamais livré à des actes de violence, ni ayez décidé l'autorité locale à agir violemment envers les Juifs accusés du meurtre, ni contre aucun autre. » Dans un sens contraire, une adresse des Juifs d'Égypte à Méhémet-Ali le noircit. S'étant renseignés, les Juifs indiquent que Ratti-Menton est un des pires légitimistes de la vieille école. Il est membre du stupide et fanatique parti qui, par sa folie, amène la révolution.

Le comte de Ratti-Menton, après la crise de 1840, se retrouve à Hong-Kong. En 1843, sa mission principale consiste à chercher une base navale pour la France en Chine.

Figures consulaires

Baudin, consul de France en Syrie est « rempli de zèle, d'intelligence, et de l'obligeance la plus parfaite, il est la providence des Européens que leurs affaires ou leur curiosité amènent dans ce pays. ⁴ » Demeurant un chrétien, Baudin a adopté les mœurs et la langue arabes. Aux yeux des Damasquins, il s'est fait passer pour un négociant arménien. À l'aide de ce subterfuge, il a pu devenir citoyen de la Ville-Sainte qui ne pouvait admettre en son sein un Européen par crainte de souillure. Le gouvernement anglais avait créé en 1832 un consulat à Damas mais le titulaire Farren n'avait pas pu prendre son poste car l'annonce de sa nomination avait suffi pour faire éclater une insurrection⁵. Baudin, lui, est venu en Syrie en qualité de comptable de l'administration des haras, à l'époque à laquelle on envoyait faire une acquisition considérable d'étalons. Il est resté dans le pays et il s'est marié. Il est considéré. Ainsi placé, il peut servir les intérêts du commerce occidental sur le littoral de la Syrie⁶. Il a le titre d'agent consulaire de France et touche de chétifs appointements. Eusèbe de Salle écrit de Méchain, consul de France à Tripoli (Liban) : « Après trois jours de société presque continue, son absence laissait un vide en nos cœurs, les services qu'il nous avait rendus n'étaient pas seulement l'exercice de ses fonctions officielles, ils étaient de plus le développement d'un caractère heureux, d'un esprit liant et cultivé. M. Méchain ayant partagé sa seconde éducation entre Paris et les échelles du Levant, avait emprunté à la jeune France son besoin de savoir et de conviction, le respect de soi-même manifesté par le goût de la toilette, en attendant des manifestations plus intimes

¹ Michel Abitbol, *op. cit.*, pp. 215-216.

² Henry Laurens, *op. cit.*, p. 55.

³ A.M.A.E., dossier des personnels 1^{ère} série, 3400, Ratti-Menton.

⁴ Marmont, *Voyage du duc de Raguse 1834-1835*, Paris, Ladvocat, 1837, t. II, p. 322.

⁵ Gabriel Hanotaux, *Histoire de la Nation égyptienne*, Paris, 1936, t. VI, p. 165.

⁶ Taylor, *La Syrie, l'Égypte, la Palestine et la Judée*, 1839, p. 254.

et plus graves ; la bonhomie des échelles l'avait garanti de la fatuité, des airs dédaigneux, de la charlatanerie précoce, de la gentilhommerie déguisée en anglomanie. ¹»

Le consul de France à Alexandrie, Jean-François Mimaut, fréquente assidûment la cour, manifestant un comportement « courtisan à l'excès » dans le but inavoué de pénétrer les intentions du vice-roi. Il obtient de justesse en 1831 que Méhémet-Ali ne laisse pas détruire le temple de Dendérah pour construire une usine avec ses pierres. Sa mission s'achève malheureusement en 1836 car il succombe à Paris d'une crise cardiaque². Au cours de la période de crise des années 1839-1840, le poste consulaire de France revêt une importance politique de premier plan. Alexandrie et non Le Caire est alors la résidence des représentants étrangers. Ferdinand de Lesseps va assurer l'intérim. Promu le 12 novembre 1833 au grade de consul de 2^e classe, il est universellement aimé et estimé. « C'est un jeune homme aux manières pleines de franchise, d'urbanité, d'élégance, de tact et de probité qui, toujours prêt à obliger, va au-devant de ce qui pourrait être agréable³. » Nommé consul au Caire, il a secouru personnellement des malades atteints de choléra. Ferdinand de Lesseps a rendu d'incalculables services. Il s'est chargé de faire encadrer de riches arabesques toutes les pages du poème de la Captivité de Saint-Malo, pour Feuillet de Conches. Il a fait venir le premier artiste de l'Égypte, lui a remis toutes les feuilles sous la condition de les lui rapporter après y avoir fait un premier essai comme type et spécimen. Cela exécuté, on a convenu d'un prix pour d'aussi riches dessins sur le reste des feuilles. L'artiste a rapporté le tout avec des dessins trop brouillons et a demandé pour son œuvre quatre fois le prix convenu. « Je consentirais peut-être, bien qu'avec peine, à te payer tout le prix convenu, sans une obole de plus, lui dit de Lesseps, sinon le cadî se chargera du règlement. » L'artiste de mauvaise foi, s'est rendu imprudemment chez le cadî. Il est alors condamné à recevoir autant de coups de bâton sur la plante des pieds qu'il excédait en francs le prix fixé primitivement par lui. Il en a reçu une partie. Lesseps ayant sollicité sa grâce pour le reste⁴. Ferdinand de Lesseps est profondément humain. Il prend sous son aile Saïd, fils de Méhémet-Ali qui, obèse, a un père qui l'oblige à combattre cette infirmité par des exercices et un régime de fer. Saïd se réfugie souvent auprès de Ferdinand qui lui enseigne l'escrime et l'équitation. Apitoyé par le régime draconien imposé au jeune homme, Lesseps lui donne en cachette des macarons, plat interdit dont il raffole tant, après chaque course. À la mort de Mimaut, le consulat général d'Alexandrie est parfaitement tenu jusqu'au printemps 1837 par Ferdinand de Lesseps. En avril de cette année-là, le comte Molé, ministre des Affaires étrangères, le remplace néanmoins par Cochelet.

Entré au conseil d'État en 1809, Adrien-Louis Cochelet fut remarqué pour sa valeur par Napoléon et par Daru, qui lui avaient confié l'administration de territoires conquis ou occupés : la province de Gorice en Illyrie, celle de Biélistok en Pologne, les cercles de Liegnitz et Luben en Silésie. L'amitié de la reine Hortense pour sa sœur, élevée avec elle chez madame Campan lui avait procuré des accointances avec la famille impériale. Mis à l'écart par la première Restauration, il avait été préfet de la Meuse pendant les Cent-Jours. Tenu en suspicion pendant une partie de la seconde Restauration, la protection de La Ferronnays, ambassadeur à Saint-Pétersbourg, puis ministre des Affaires étrangères, lui valut de modestes emplois consulaires à Varsovie, au Brésil et au Mexique. L'avènement de la monarchie de Juillet, qui ne boude pas les serviteurs du premier Empire, accélère sa carrière. Le duc de Broglie l'envoie en mission à Lisbonne puis le nomme agent en Moldavie et Valachie, à Bucarest et Iassy, deux principautés roumaines appartenant théoriquement à l'Empire ottoman. Cette zone géographique est alors soumise de plus en plus à la Russie et les aspirations nationales s'y font jour. C'est dans cette situation que Molé décide d'envoyer Cochelet en Égypte. Le choix est judicieux. À cinquante ans, l'homme se montre à la hauteur. Dès son entrée en fonctions dans ce nouveau poste, il reçoit des instructions écrites du ministère. Elles lui retracent à grands traits la guerre de 1832-1833, la politique et le rôle de la France pendant cette crise, sa médiation entre les deux adversaires, le résultat de cette action diplomatique, ce qui est advenu depuis lors, les prétentions du vice-roi à l'indépendance, l'impossibilité de les accueillir, les efforts de la France à Constantinople pour ménager entre le sultan et Méhémet-Ali un arrangement, qui puisse lui procurer l'hérédité dans une partie de ses territoires contre la rétrocession des autres. Émile Desages tient Cochelet au courant de la politique de Soubert, prédécesseur de Thiers, des réactions du cabinet français, des initiatives prises à Londres et à Constantinople, enfin du langage à tenir en Égypte, de l'action à exercer auprès de Méhémet-Ali. Le cabinet du 12 mai expose la situation au consul Cochelet dans une lettre du 27 juillet 1839 : « Le gouvernement du roi voit avec peine que les avantages obtenus par Méhémet-Ali, loin de lui inspirer la modération qui conviendrait si bien à la position forte et glorieuse dans laquelle il se trouve placé, semblent avoir éveillé dans son esprit des espérances et des projets dont rien, dans ces derniers temps, n'avait indiqué l'existence. Si les grandes puissances ne peuvent laisser les affaires d'Orient se régler sans leur concours, c'est que leurs intérêts semblent essentiels et directs y sont trop fortement engagés ; c'est qu'elles ne pourraient tolérer aucune combinaison qui, dans une forme ou sous un prétexte quelconque, porterait atteinte à l'indépendance, à l'intégrité de l'empire ottoman, ou aux droits de la dynastie régnante. Cet empire, dans

¹ Eusèbe de Salle, *op. cit.*, p. 125.

² Clot bey, *Mémoires*, Le Caire, Institut français d'archéologie orientale, 1949.

³ D'Armagnac, *op. cit.*, p. 61.

⁴ Félix-Sébastien Feuillet de Conches, *Souvenirs de première jeunesse d'un curieux septuagénaire*, Paris, 1877, p. 378.

l'état de faiblesse auquel il se trouve réduit, n'a pourtant cessé d'être un des éléments essentiels de l'équilibre politique européen. Dites bien au vice-roi que, quelle que soit la sévérité de notre langage, elle est encore fort au-dessous du degré de mécontentement que sa persistance dans des prétentions incompatibles avec l'intérêt général inspirerait aux autres cabinets, déjà trop portés à se défier de ses instructions.¹»

Du 18 avril au 9 octobre 1840, Thiers, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères adresse onze lettres particulières à Cochelet, consul général de France à Alexandrie, ce qui révèle l'intense activité diplomatique pendant la crise orientale de 1840. Après six semaines d'exercice du pouvoir, Thiers prend la plume, le 18 avril, pour exposer sa vision de la question orientale. Il explique au consul Cochelet que la France prête à se lever tout entière pour un intérêt sur le Rhin ou sur les Alpes, ne montrerait pas le même élan pour des événements qui se passeraient sur le Nil. Il serait plutôt décidé à poursuivre la politique de son prédécesseur.

Henry Guys a émis quelques réserves quant aux valeurs éclairées défendues par l'Égypte. À un officier égyptien qui se vante devant lui d'avoir choisi la France comme maîtresse, il répond, ulcéré : « Merci de votre éloge. Mais sachez que si vous nous imitez, c'est à la manière du singe.² » Consul de France à Alep, Henry Guys entretient une correspondance sur la question d'Orient avec Soliman pacha, tout au long de l'année 1839³. Henry Guys connaît bien la situation. Méhémet-Ali fait instruire ses soldats à l'europpéenne. Guys écrit que le vice-roi « se préparait ainsi l'agréable spectacle des revues, des manœuvres, voire des petites guerres qui étaient tout à fait impossibles avec des troupes ordinaires qui ne permettaient point de combiner des mouvements d'ensemble, ni l'une des mille évolutions dues à notre tactique. Après cela vint le goût des bâtiments armés, et il monta jusqu'au vaisseau de ligne.⁴ »

Le 21 juin 1840, Méhémet-Ali accueille dans son palais les consuls généraux de France, d'Autriche, d'Angleterre et de Sardaigne. Il leur demande d'interdire à leurs nationaux d'avoir des contacts avec les insurgés de la montagne libanaise. Sur le terrain, les soldats égyptiens soupçonnent les Européens de soutenir les rebelles. Après un combat difficile, ils dévastent la campagne, puis rentrent à Beyrouth. Ils promènent dans la ville, en trophée, un chapeau de paille européen piqué sur une baïonnette en lui prodiguant toutes sortes d'insultes. Les consuls protestent en vain. Au cours des six premiers mois de l'année 1840, Bourée, consul à Beyrouth envoie une correspondance douloureuse où il évoque le massacre des chrétiens. Il remarque : « Il n'y a pratiquement aucune propriété à propos de laquelle un chrétien et un Druse n'aient matière à procès⁵ ». On répond rarement à ces écrits. Aucune attention n'y est prêtée. C'est un gêneur, il proteste avec trop de vigueur auprès d'Ibrahim pacha. De plus, il apporte son soutien moral aux insurgés de la montagne autour de Beyrouth⁶. Bourée finit même par s'attirer les foudres de son gouvernement lors d'une agression d'un ressortissant français. Un officier turc constantinopolitain passé au service égyptien et quatre autres soldats insultent et frappent un Français. Renaud, inoffensif commis employé dans une maison de commerce, a reçu deux ou trois coups de sabre sur le bras et sur la tête. Renaud esquive mais après une centaine de pas, on lui tire un coup de fusil. La balle ne l'atteint pas. Le consul de France se rend chez lui. Renaud est alité. Bourée va au sérail, accompagné des Français se trouvant dans la chambre du blessé. On demande vengeance et réparation. Le consul de France s'écrie avec énergie : « Monsieur ! Voici la cinquième fois que des Français sont insultés, assassinés par vos soldats, sans que justice ait été faite ; un tel état de choses ne peut continuer ainsi : si dans vingt-quatre heures justice n'est pas rendue, j'amènerai mon pavillon. » Le gouverneur annonce qu'il ferait défiler devant le Français outragé tous les officiers constantinopolitains. Le consul et ses nationaux, en sortant, sont obligés de traverser entre deux files de soldats égyptiens qui se moquent d'eux. Bourée se fâche avec les autorités égyptiennes. Il veut une réparation immédiate. Les choses traînent trop en longueur. Habituellement, le gouvernement égyptien sait être expéditif. Bourée sait que l'on ferait s'évader le coupable si on se contente de l'emprisonner. Il laisse un jour pour que le criminel soit exécuté. La seule réponse qu'il obtient est que l'agresseur reste inconnu. Le gouverneur envoie deux officiers supérieurs et un médecin chez Renaud. Il est constaté des blessures par balles. On laisse donc entendre au consul que les insurgés sont responsables. Bourée se rend chez le gouverneur avec Renaud et dit : « Votre médecin prétend que les blessures de Monsieur ont été faites par une arme à feu. Eh bien ! malgré son état de souffrance, j'ai voulu conduire le malade devant vous, pour vous prouver que le rapport qui vous a été fait est de toute fausseté. – Bah ! s'écrie Abbas pacha, qui se trouve au Divan de Mahmoud bey, ces blessures pourraient bien provenir d'une chute ou d'un coup de pied de cheval. » Un des membres du Divan propose d'examiner les vêtements du plaignant afin de déterminer si ce sont des projectiles ou des coups de sabre. « Qu'est-ce que cela prouve, reprend Abbas pacha, si ses habits ont des entailles, le plaignant n'a-t-il pas pu les faire avec un couteau ? » Fatigué par de telles balivernes, Bourée s'énerve. Il déclare ne plus vouloir avoir affaire avec des brigands. Le consul amène son pavillon. Bourée rédige son rapport

¹ Adolphe d'Angeville, *op. cit.*, p. 63.

² Marie Seurat, *Mon royaume de vent : souvenirs de Hester Stanhope*, Grasset, 1994, pp. 218-219.

³ Daniel Panzac et André Raymond, *La France et l'Égypte à l'époque des vice-rois : 1805-1882*, Le Caire, 2002, p. 243.

⁴ Yassine Soueid, *op. cit.*, p. 765. H. Guys, *Relation*, t. II, p. 211.

⁵ Kamal Salibi, *op. cit.*, p. 97.

⁶ *Revue de l'Orient*, 1844, p. 327. Lettre de Onfroy au député Denis, président de la Société orientale.

pour Cochelet, son chef immédiat. Une députation, dont le comte de La Ferté fait partie, s'embarque sur la *Diligente* pour raconter les faits. Le navire arrive le 3 juillet 1840 à Alexandrie. Méhémet-Ali, apprenant que le consul a amené son pavillon, est exaspéré. Ce fait risque d'encourager les révoltés au Liban et les affaires y sont déjà suffisamment compliquées. Les montagnards, en voyant ce pavillon amené, pourraient croire que la France se déclare en faveur de l'insurrection. Méhémet-Ali réagit et écrit à son gouverneur : « À toi, Mahmoud-Bey, Tu poursuivras tous ceux qui attaqueront ou insultent des Français ou des protégés de cette nation ; tu les jugeras régulièrement, et tu les garderas en prison, jusqu'à ce que je te fasse connaître la peine qu'ils devront subir. Le pavillon français devant être arboré solennellement, tu le feras saluer, à trois reprises différentes par toutes les batteries du fort de Beyrouth et celles de tous les bâtiments de guerre qui sont dans le port de cette ville, par une salve de vingt-et-un coups de canon. Telle est ma volonté.¹ » Cochelet enjoint Bourée de relever son pavillon et de renouer ses relations amicales. Il le prévient également que si le gouverneur ne se conduit pas à l'avenir d'une manière convenable, on saurait bien l'y contraindre. Toutefois, Cochelet écrit dans le même temps à Paris où il dénonce la légèreté et la précipitation de son consul plus enclin à demander vengeance que justice. Bourée prendrait également fait et cause pour les maronites. Desages, pourtant résolu à ne jamais renoncer au protectorat sur les maronites dit que ce consul est « plus préoccupé de la justice des plaintes des insurgés et du danger de nous voir perdre notre protectorat que de la nécessité d'arrêter ou de prévenir tout ce qui pouvait contrarier la solution si urgente de la grande question entre la Porte et l'Égypte.² » Bourée devrait dépenser son énergie à contrebalancer les intrigues anglaises³. Thiers fait rappeler Bourée et le disgracie. La chute de Thiers le réhabilite. Bourqueney, ambassadeur de France à Constantinople, se tient informé par Bourée, jugé comme étant un des agents consulaires les plus distingués que la France ait eu en Orient⁴.

Pendant que le pavillon français est amené, les Français se placent sous la protection du consul sarde, M. de Lémont. Ce dernier, marié à une anglaise, la demande au consul britannique Moore. En pleine crise de la question d'Orient, le consul anglais Moore cherche désespérément querelle à Méhémet-Ali. Un matelot constantinopolitain, ivre, assassine cette fois, d'un coup de couteau le domestique de M. de Lémont. Le meurtrier est arrêté immédiatement, jugé et condamné à mort. Vu les circonstances, vu l'exaspération des troupes contre les Européens, craignant qu'une révolte n'amène le massacre de tout le corps consulaire et des négociants de Beyrouth, Soliman pacha décide que la sentence doit s'appliquer à Alexandrie⁵. Moore, apprenant la décision du major général fait prendre les armes à ses quatre janissaires et se rend au sérail, suivi de M. de Lémont. L'intention du consul britannique est de demander le coupable, sous prétexte de l'interroger, et à un signal donné de le faire fusiller en plein divan par son escorte. Heureusement, il n'applique pas son plan. Le consul anglais aurait d'ailleurs été massacré avec sa suite par la garde du pacha. Moore se contente donc d'un esclandre. Il insulte Soliman pacha qui demeure patient et magnanime. Son sang-froid est remarquable. Un autre à sa place aurait pu jeter le consul et ses acolytes par la fenêtre. Soliman pacha ne cède pas : « non messieurs, non, jamais le coupable ne sera exécuté ici, je suis responsable de la vie de tous les Européens de Beyrouth, en agissant autrement que je le fais, je suis convaincu qu'ils seraient tous égorgés, je ne veux point avoir ce reproche à me faire et léguer cette honte à mes enfants. Je vous donne ma parole de vieux soldat, qu'à son arrivée à Alexandrie, la tête du coupable tombera. » Arrivé à Alexandrie, l'assassin est passé par les armes.

Un autre consul doit adopter un profil bas. C'est le consul de France qui est en poste dans le Caucase, à Tiflis. Le rebelle Chamil pacha, informé par les journaux qu'il intercepte, ne veut pas avoir affaire à la France, puissance infidèle qui pourchasse Abd el-Kader⁶. En revanche, le consul français présent en Tripolitaine intrigue contre la Sublime Porte et profite de la situation créée par la crise d'Orient pour appuyer une demande de restauration des Karamanli, formulée par le chef bédouin Ghouma⁷. Quant au consul des États-Unis d'Amérique, M. Macaulay, il jouit de l'estime et des confidences du bey de Tripoli en Libye, cependant que son collègue anglais inspire de l'indifférence aux autorités locales⁸.

Ces affaires révèlent au grand jour les rivalités entre les clientèles des puissances européennes. Elles savent en jouer pour faire avancer leurs propres intérêts. Les scandales résultent des luttes séculaires entre catholiques et orthodoxes d'une part, la communauté juive d'autre part. L'occupation égyptienne permet aux chrétiens de prendre le dessus. Ces derniers utilisent le soutien des consuls français souvent recrutés et mariés dans le cercle étroit des négociants des Échelles du Levant et de Barbarie. Poursuivant à leur manière les guerres napoléoniennes, ils tentent de prendre position sur les marchés orientaux et africains. Les consuls sont souvent à la pointe de la mode.

¹ Achille Laurent, *op. cit.*, vol. I, pp. 88-89.

² François Charles-Roux, *Thiers et Méhémet-Ali*, Paris, Plon, 1951, p. 83.

³ D'Armagnac, *op. cit.*, p. 264.

⁴ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 40, f°78.

⁵ D'Armagnac, *op. cit.*, p. 266.

⁶ Moshe Gammer, *Muslim resistance to the tsar, Shamil and the conquest of Chechnia and Daghestan*, Londres, Frank Cass, 1993, p. 263.

⁷ André Martel, *La Libye, 1835-1990, Essai de géopolitique historique*, Paris, PUF, 1991, p. 44.

⁸ *Times* du 11 janvier 1837.

Ainsi Ratti-Menton et le consul d'Angleterre sont très élégants, ce qui choque les populations locales¹. De même, lorsque Abbas pacha assure la continuité du pouvoir en Égypte à partir de 1848, il est frappé lors de son séjour à Constantinople des manières aristocratiques des ambassadeurs et de la déférence courtoise qu'ils lui témoignent. À quelques exceptions près, il ne trouve pas cette distinction dans le corps consulaire composé en grande partie de consuls négociants. Il se froisse que certains consuls prennent la liberté de se présenter au palais à leur heure et à leur convenance : « J'ai vu à Constantinople, dit-il à Nubar pacha, des Européens, des vrais, les ambassadeurs. Ils me demandaient l'heure à laquelle je pouvais les recevoir ou me faisaient annoncer leur visite et venaient vêtus comme des hommes bien élevés doivent l'être. Je ne puis admettre qu'il en soit autrement ici.² » Nubar pacha se rappelle, en effet, qu'un jour M. Benedetti, consul de France, s'est présenté en veston de chambre au palais de Coronfiche au Caire et s'est fait annoncer dans ce costume au vice-roi. Le consul est alors étonné, pour ne pas dire plus, de n'être pas reçu et de s'entendre dire par Nubar que, dorénavant, s'il désire voir le vice-roi, il doit demander une audience et se présenter vêtu comme il le serait en France s'il était reçu par son ministre.

¹ Goupil (Frédéric Auguste Antoine), *op. cit.*, p. 207.

² Nubar pacha, *Mémoires de Nubar Pacha*, Beyrouth, 1983, p. 67.

L'internationalisation du conflit

La *Gazette d'Augsbourg* du 6 juillet 1839 s'alarme du regain de tensions provoquées par la crise d'Orient¹ : « On est maintenant très curieux d'apprendre ce qu'en effet la France entreprendra. Plusieurs vaisseaux de guerre de cette puissance vont croiser, dit-on, sur les côtes de Syrie, et auront peut-être l'ordre, en certain cas, d'agir hostilement contre la Porte. Mais ne s'élèvera-t-il pas alors de graves différends entre les cabinets de Paris et de Londres, lord Ponsonby ayant donné à la Porte l'assurance positive qu'elle pouvait à tout événement compter sur l'amitié de la France aussi bien que sur celle de l'Angleterre ? On ajoute qu'il s'est avancé au point d'annoncer au sultan que quand même la fortune de la guerre favoriserait encore une fois Méhémet-Ali, la Grande-Bretagne saurait bien à elle seule tenir en bride le pacha d'Égypte. Si cela est vrai, ce que nous ne prendrons pas sur nous d'affirmer, quoique nous tenions le fait de bonne source, on ne doit plus s'étonner de l'opiniâtre persévérance de Mahmoud dans ses projets belliqueux. Mais alors il serait d'un autre côté bien inconcevable que dans toutes ses communications diplomatiques, lord Ponsonby ait, il n'y a que peu de semaines, tenu un langage entièrement conforme à celui de ses collègues en diplomatie. La politique de l'Angleterre paraîtrait en ce cas peu claire ; mais peut-être pour certaines personnes l'est-elle assez ou même trop. »

Le Grand Jeu : les rivalités anglo-russes en Asie centrale

La question d'Orient est un problème géopolitique entre l'Angleterre et la Russie. Cette lutte occupe un vaste théâtre. Elle a des retentissements jusqu'en Chine. En Europe, le Danemark et la Suède craignent l'éventualité d'un conflit entre l'Angleterre et la Russie, ce qui entraînerait des répercussions dans leur propre pays. L'Angleterre, voulant montrer à la Russie qu'elle est prête à entrer en campagne, demande à Frédéric VI et à Charles XIV quelle serait leur attitude en cas de guerre. Ils affirment vouloir conserver une certaine neutralité. Toutefois, la Russie depuis l'annexion de la Finlande est fort impopulaire en Suède et le mariage de la grande-duchesse Marie avec le duc de Leuchtenberg produit une pénible impression.

L'Angleterre est convaincue que le tsar lui reste hostile. Les journalistes, les voyageurs et les agents anglais qui reviennent d'Asie centrale ou de Perse, et notamment le colonel Cameron véhiculent l'information suivante : la Russie pousse les Persans vers Hérat et menace l'Inde². Le *Journal asiatique de Londres* reconnaît que le conflit doit être attribué aux éventuels envahissements de la Russie. Depuis un traité de 1814, les Britanniques devaient prêter assistance à la Perse si celle-ci était attaquée par une puissance européenne. Dans ce cas, Londres ferait intervenir une armée depuis l'Inde ou envoyer des subsides pour aider le shah³. En échange, la Perse tenait en échec les tribus remuantes de l'Afghanistan. C'était une époque où les partisans de la Russie étaient montrés du doigt à Téhéran mais les choses changèrent à partir de 1834 avec la mort d'Abbas Mirza, l'héritier présomptif du trône de Perse. « La Perse, écrivait M. Ellis, ne veut pas ou plutôt n'ose pas (*dare not*) se placer avec nous dans la condition d'une alliance trop étroite. » L'amitié de l'Angleterre ne lui servait à rien pour la protéger contre les exigences des Russes. Les Anglais redoutaient l'avancée russe en Asie centrale. La question était grave et portait loin. Mac Neill, représentant de la Grande-Bretagne en Perse et successeur de Ellis, écrit qu'« aussi longtemps que l'Angleterre gardera les Indes et la Russie ses armées, aussi longtemps l'indépendance et l'intégrité de la Perse resteront un point essentiel, un élément vital pour la conservation des Indes anglaises, un obstacle formidable à la marche des armées russes.⁴ » Pour stopper les Perses soutenus par la Russie au siège d'Hérat, le gouvernement anglo-indien envoyait au printemps 1838 une flotte de cinq vaisseaux de guerre dans le golfe Persique et faisait occuper l'île de Kharg. Des troupes anglaises se trouvaient prêtes à remonter l'Euphrate ou à aborder les côtes du sud-ouest de l'Iran⁵. Cette diversion permit à Palmerston de lancer avec succès un ultimatum qui obligea, outre les

¹ Adolphe d'Angeville, *op.cit.*, p. 57.

² Eugène de Guichen, *op. cit.*, p. 14.

³ Voir Archibald Forbes, *Britain in Afghanistan 1: The First Afghan war 1839-1842*, Leonaur Ltd, 2007, 164 p.

⁴ Mac Neill's *Progress of Russia in the East*, p. 6.

⁵ Georges Sumner, « L'Afghanistan et les Anglais », *Revue de l'Orient*, 1843, p. 64.

réalités du terrain, les Perses à lever le siège d'Hérat. Siège qui avait duré neuf mois et demi. La paix venue, les Anglais évacuent l'île de Kharg.

Un autre épisode du Grand Jeu est l'expédition russe menée contre le khanat de Khiva, sur la côte orientale de la mer Caspienne. L'objectif est de libérer environ deux cents sujets russes¹, désormais des esclaves capturés par les populations turkmènes et punir le pillage des caravanes russes. Il s'agit surtout d'une visée sur les frontières de l'empire britannique qui s'apprête à intervenir en Afghanistan. Les Russes cherchent à protéger une route commerciale qui les mène aux portes de la Chine. Pour parvenir aux Échelles de la mer Caspienne, les négociants de Tachkent gagneraient beaucoup à la réunion de Khiva à l'empire russe et celui-ci trouverait un nouveau débouché à son commerce de Chine, qui se fait entièrement par Kiakhta, sur les frontières de la Sibérie, car outre des draps, des soieries et du thé, des cargaisons d'opium transitent par la douane de Kiakhta. Quant à Bakou, c'est le naphte qui circule. La division russe envoyée pour s'emparer du khanat de Khiva comprend 5 200 fantassins et 10 000 chameaux. Quatre colonnes s'avancent le long du Yemba. Le général Perofsky, gouverneur d'Orenbourg, dirige les opérations. Une garnison est laissée au fort d'Atil Jakacho. La progression rencontre au départ tout le succès escompté. Les maladies ne se déclenchent pas, les chevaux sont en bonne santé et aucune résistance ne fait face² mais au mois de novembre 1839, l'armée russe se retrouve au milieu d'un hiver terrible. Les tempêtes de neige se succèdent dans le désert. Les Russes rebroussement chemin le 1^{er} février 1840 et sont de retour à Orenbourg au mois de mai. Ils ont perdu 1 000 hommes, sans avoir combattu. Les Anglais inquiets d'un tel mouvement des Russes décident eux aussi de libérer les esclaves. Le capitaine James Abbott, un officier de renseignement anglais déguisé en Afghan, qui se trouvait à Hérat, puis en Afghanistan, se rend à Khiva. Il y arrive au mois de janvier 1840 mais le khan doute de sa réelle identité. Abbott s'en sort en déclarant avoir une lettre du tsar réclamant la libération des sujets russes. Il quitte le khanat le 7 mars 1840 pour le fort Alexandrovsk. Trahi par son guide, volé, il est finalement relâché par les bandits lorsqu'ils découvrent la nature de sa mission. Ses supérieurs à Hérat, ne connaissant pas la tournure des événements, envoient un autre officier, le lieutenant Richmond Shakespear, à sa recherche. Shakespear est plus chanceux puisqu'il parvient à se faire remettre les prisonniers russes. Shakespear et les esclaves libérés arrivent au fort Alexandrovsk le 15 août 1840. Les Russes n'ont plus aucune raison pour l'instant de conquérir Khiva. Un oukase met fin aux hostilités³.

Dans le même temps, Londres tente de gagner de l'influence en Afghanistan pour sécuriser les frontières septentrionales de l'Inde mais ils ne parviennent pas à mettre dans leur camp le prince afghan Dost Mohammed. Ce dernier n'est pas sûr. On le soupçonne de faire le jeu de la Russie. La première communication dont il y ait preuve entre Kaboul et la Russie date du commencement de 1836. Encore a-t-elle été regardée plus tard comme une invention mensongère et, quand on l'a mise sous les yeux du parlement, on n'en avait pas au préalable bien vérifié l'authenticité. C'est une lettre adressée par Dost Mohammed au tsar, quoique Dost Mohammed ait toujours soutenu qu'il ne l'avait pas écrite. On était peut être bien aise d'avoir à l'avance un grief contre un prince qu'on voulait à toute force traiter en ennemi, vraie ou supposée, voici la lettre du khan de Kaboul : « Il y a beaucoup de sujets de querelles et de différends entre la maison royale des Douraniens et la mienne. Le gouvernement anglais incline à soutenir Soudjah-Oul-Moulik. Ce gouvernement a sous sa domination l'Hindoustan tout entier, et il est très lié avec Runjet-Singh, le seigneur du Pandchab, son voisin. Il ne montre point à mon égard de sentiments favorables, parce que j'ai toujours combattu les Sykhs tant que je l'ai pu. Votre gouvernement impérial a fait amitié avec les Persans; s'il plaisait à votre majesté d'arranger aussi les choses dans le pays des Afghans et d'assister cette nation, qui se monte à vingt lacs de familles, vous me rendriez votre serviteur. J'espère que votre majesté impériale m'accordera la faveur de me recevoir comme les Persans eux-mêmes sous sa protection particulière et sous celle de son gouvernement. Mes Afghans et moi nous pouvons devenir utiles de plus d'une façon, et c'est chose qu'on pourrait toujours essayer, quoi qu'il plût à votre majesté de décider à notre sujet. » Si Dost Mohammed était réellement l'auteur de cette dépêche, il avait bien changé de conduite au mois de mars suivant. Lord Auckland venait d'arriver, en qualité de gouverneur général, amenant avec lui l'espoir d'une nouvelle politique. Dost Mohammed s'empresse de retourner aux Anglais et d'en appeler à eux. « Votre seigneurie n'ignore pas les dernières transactions qui ont eu lieu dans ce pays, la conduite injuste et malavisée des Sykhs, les infractions qu'ils ont commises contre les traités. Dites-moi tout ce que votre sagesse pourra vous suggérer pour régler cette affaire; instruisez-moi, guidez-moi. J'espère que votre seigneurie me considérera, moi et mon peuple, comme étant tout à elle, et me favorisera souvent de ses lettres bienveillantes. Quoi qu'il vous plaise de décider par rapport à mon gouvernement, je m'y conformerai toujours. »

Les Anglais prétextent de ne pas vouloir d'un allié hypocrite. Ils essaient alors de le déstabiliser et de le remplacer par un rival : le prince Soojah, exilé depuis trente ans de son royaume, et depuis vingt-quatre ans pensionnaire de la Compagnie des Indes anglaises qui lui a accordé, ainsi qu'à son frère aveugle, Shah Zéman, un

¹ *Times* du mercredi 1^{er} janvier 1840.

² Propagande de *L'Invalide russe* du 12 janvier 1840. Information reprise par le *Times* du 28 février 1840.

³ Édouard Thouvenel, « Progression de la Russie dans l'Asie centrale », *Revue des Deux Mondes*, tome 28, 1841.

asile à Loudiana, sur les bords du Sutledje¹. C'est de ce point qu'il va partir, le 14 novembre 1838, pour reconquérir ses États, la troisième fois depuis vingt ans, mais cette fois l'Angleterre marche devant lui. Cette politique, qualifiée à l'époque de « *Forward Policy* », la politique de l'élan en avant, consiste à pousser les troupes anglo-indiennes le plus loin possible en Asie centrale afin de conjurer la menace russe sur l'Inde. Les tenants de cette politique considèrent l'Hindou Kouch comme la frontière naturelle de l'Inde. Un homme comprend l'erreur que représente ce plan. C'est Alexander Burnes qui fait tout son possible pour convaincre Auckland de l'intérêt de continuer à traiter avec Dost Mohammed. Il fait aussi noter au gouverneur que le souverain Sikh, sans qu'un seul de ses soldats prenne part à cette périlleuse aventure, se voit offrir Peshawar et le Cachemire sur un plateau argent. Mais ses efforts sont vains, et en octobre 1838, Auckland publie le manifeste de Simla. Dans ce document, il déclare qu'à la lumière de l'alliance de Dost Mohammed avec des puissances étrangères autre que l'Angleterre, le souverain afghan s'est montré sous le jour d'un monarque peu amical envers la couronne anglaise et qu'il serait donc pour cette raison démis du trône pour être remplacé par Shah Soojah. Les Anglais nient qu'ils envahissent l'Afghanistan mais ils se justifient en qualifiant cette intervention de « soutien au gouvernement légitime afghan contre l'interférence étrangère et l'opposition factice ».

Les débuts de la guerre anglo-afghane

Lord Auckland déclare la guerre à l'Afghanistan le 1^{er} octobre 1838. Plus de 20 000 cipayes s'appêtent à intervenir pour chasser Dost Mohammed et établir sur le trône le shah Soojah. L'armée britannique se met en marche au mois de décembre 1838. En janvier 1839, sir Willoughby Cotton et ses troupes s'emparent du fort et de l'île de Bukkur. Le 2 février, le vaisseau anglais *Wellesley* (74 canons) commandé par l'amiral Maitland se trouve sur les côtes du Sind². Une petite forteresse, près de Kouratchi, relevant d'un État en paix avec la Grande-Bretagne pourrait assurer la sécurité des convois. Après une injonction sans succès invitant le commandant de la place à se rendre, les Anglais débarquent sous le feu de leurs batteries et s'emparent du fort et de la ville. La garnison ne riposte pas. Elle s'enfuit, glissant le long de la falaise. Les défenseurs se cachent dans les grottes du bord de mer. Les Anglais les tirent de leur cachette par la barbe. Ils en trouvent ainsi dix-sept, tremblant de peur. Le corps d'armée, parti de Bombay et débarqué aux bouches de l'Indus, à la fin de décembre, remonte les rives de ce fleuve, prend possession d'Hyderabad, le 8 février, et marche de là, le 11 février, pour opérer sa jonction avec le corps d'armée du Bengale. Le 20 février 1839, une armée britannique forte de 12 000 hommes et de 40 000 coolies franchit l'Indus. Le col de Bolan est traversé en mars mais elle perd nombre de ses approvisionnements. Les chameaux tombent par centaines. Le 7 avril, l'armée arriva au col de Khojak, le franchit sans résistance. Le 20 avril, les Anglais entrent dans Kandahar, que les princes afghans, frères de Dost Mohamed, ont abandonnée. Après un repos de deux mois, sir John Keane, le commandant du corps expéditionnaire anglais continue sa progression vers le nord et laisse à Kandahar la brigade de Nott.

Le 21 juillet 1839, Keane est devant Ghuzni, une imprenable place forte entourée de murailles et de fossés. La place est assiégée du 21 au 23 juillet. Le général John Keane mène les opérations. Une reconnaissance apprend au colonel Thompson qui commande les troupes du génie que la ville est faible du côté de sa porte nord, nommée *Porte de Kaboul*. Le 22 juillet, des milliers d'Afghans venus des montagnes attaquent les troupes indigènes de Soojah et il faut les repousser. Les petites pièces de campagne sont insuffisantes mais un déserteur informe l'armée que la porte de Kaboul est la seule à ne pas avoir été murée. L'artillerie britannique est placée de façon à couvrir le futur assaut sur la ville des compagnies légères de trois régiments d'infanterie de ligne : le 3^e, le 13^e et le 17^e, ainsi que le régiment du Bengale commandé par le lieutenant-colonel Dennie. Le reste des unités se tient prêt à s'élancer avec le général de brigade Sale. À trois heures du matin, le 23 juillet, les sapeurs et les mineurs du capitaine Peat s'approchent de la porte. Le lieutenant Durand doit ordonner la mise à feu. Ils sont repérés et depuis les murailles, on tire sur eux. Les canons anglais font un tir de couverture. Les sapeurs et les mineurs parviennent au bas des murs. Ils placent les charges qu'ils font exploser. L'entrée de Ghuzni est donc forcée dès la seconde nuit du siège par un pétard : « les officiers, dit la dépêche, ayant eux-mêmes transporté les sacs et fait tout le travail. ³ » La porte cède. Peat donne le signal de l'attaque générale mais il est tué. Les compagnies légères de Dennie chargent. Un violent corps à corps s'ensuit. Les Afghans contre-attaquent. Les combats de rues sont acharnés. La garnison forte de 2 500 hommes offre une résistance inattendue. Le général Sale reçoit un coup de sabre. Toutefois, les Britanniques s'emparent de la ville et de la citadelle. Après ce désastre, l'armée et l'artillerie rassemblées par Dost Mohamed se dispersent immédiatement derrière les montagnes du nord vers Balkh. Les Anglais ont eu deux cents tués et blessés. Les Afghans ont eu cinq cents tués et mille six cents sont faits prisonniers font prisonnier, dont un des fils de Dost Mohammed. Keane laisse une garnison à Ghuzni puis marche vers Kaboul le 30 juillet 1839. Apprenant la chute de Ghuzni, Dost Mohammed fait demander aux Anglais quel sort ils lui réservent. La réponse

¹ A. de Jancigny, « État actuel des Indes anglaises », *Revue des Deux Mondes*, t. 21, 1840.

² A.M.A.E., papiers privés d'agents, Desages, 34.

³ *Revue de l'Orient*, 1843, p. 67.

est la suivante : « un asile honorable en Inde. » Celui lui semble inacceptable mais son armée ne combat pas. Dost Mohammed fuit sa capitale, laisse les Anglais s'en emparer et le prince Soojah la gouverner. Kaboul ouvre ses portes le 6 août¹. L'armée anglaise y pénètre le lendemain. Soojah est couronné depuis le 8 mai 1839. Il est installé sur le trône en bonne et due forme, mais la véritable direction du gouvernement reste aux mains de Mac Naghten, qui paie également toutes les dépenses de Soojah sur le trésor indien. Soojah est en réalité une marionnette (*puppet king*) entre les mains des Britanniques. Il écrit le 19 août à la reine Victoria : « Je dois porter à la connaissance de V.M., qu'ayant quitté Shikarpore en compagnie des victorieuses troupes anglaises, par la faveur du ciel et l'extrême affection de votre gouvernement, je suis remonté sur le trône de mes ancêtres. Kandahar, Ghuzni et Kaboul sont successivement tombés en mon pouvoir. Je suis incapable de vous exprimer toute ma gratitude pour ces bienfaits : j'ai considéré pendant quelque temps par quel moyen je pourrais récompenser les officiers et les troupes qui m'ont accompagné. J'ai donc résolu d'instituer l'*Ordre* de l'empire Doorauni, qui sera divisé en trois classes.² »

Le rebelle Chamil

L'imam Chamil (1796-1871) est celui qui s'oppose avec le plus d'héroïsme contre l'envahisseur russe dans le Caucase. Devenu le troisième imam du Daghestan, après Ghazi et Gamzat-bek, il maintient haut les étendards des cavaliers murides³ pendant trente-cinq années. Chamil n'est pas tchéchène, mais avar, du Daghestan. En 1834, Chamil prenait la succession de deux imams, tués lors des combats qu'ils menaient contre les Russes. Chamil est un homme imposant, le regard sévère, une large barbe soignée, vêtu de longue *tcherkesska*⁴ cintrée, avec des cartouchières d'argent sur la poitrine, un long *kindjal*⁵, au fourreau niellé d'argent à la ceinture. Doué d'une grande autorité naturelle, charismatique, organisateur de talent, il galvanise les peuples montagnards pour stopper l'avancée des Russes dans le Caucase. En 1835, il essaie vainement de reprendre l'Avarie. En 1837, le général Fésé à la tête de 12 000 hommes marche contre lui vers Dargo. Chamil dresse les Caucasiens contre les armées de Nicolas I^{er} en employant le langage qu'ils comprennent. Il parvient à réunir sous ses ordres plus de 15 000 hommes. Chamil s'appuie sur son formidable camp retranché d'Akhulgo, ce que les espions tartares, payés par les Russes, ne tardent pas à révéler à l'état-major russe.

En 1837, le tsar Nicolas visite le Caucase. Il veut voir par lui-même le théâtre d'une guerre si funeste pour ses armes. Il invite les chefs du pays à différentes conférences. La venue du tsar, à Tbilissi, pour recueillir la soumission de l'imam était prévue pour octobre, et le général Klüge von Klugenau est envoyé pour négocier, ce qui est un excellent choix, car les montagnards le connaissent et le respectent comme un combattant plein de courage et d'honneur. Klugenau est même suspecté d'entretenir des relations amicales et d'assistance à Chamil⁶. Le baron Rosen, gouverneur et commandant en chef au Caucase entre 1832 et 1837 le convoque à Tiflis et le réprimande à ce sujet. Entre 1834 et 1835, cette entente est avérée à propos des prisonniers. Le général Klugenau mènerait sa propre politique. Il est relevé de son commandement en 1837. En 1838, au moment de reprendre les armes contre les Tchéchènes⁷, il se déclare malade et souhaite aller se soigner en Allemagne. Sa requête est refusée mais on l'envoie gouverneur loin du Daghestan. En 1837, c'est Klugenau qui négocie une rencontre entre Chamil et le tsar. Chamil choisit pour lieu de l'entrevue une étroite bande rocheuse près d'une fontaine, entre deux hautes falaises, dans un couloir sombre où le soleil pénètre rarement et où le vent hurle sans cesse. Par un jour glacé d'automne, le 18 septembre 1837 - les neiges d'hiver menacent dès octobre - un ciel bas, chargé de pluie, fait ressembler la matinée à un crépuscule. Von Klugenau s'avance sur son cheval au long du couloir rocheux, escorté de son aide de camp et d'une trentaine de cavaliers dont quinze cosaques du Don. Chamil les attend. Il est monté sur son étalon noir, drapé dans une *bourka*⁸, entouré de trois cents de ses gardes du corps et *naïbs*⁹, dont les bannières noires assombrissent encore le défilé. Les Tchéchènes cessent leurs chants plaintifs, que répercutent les parois du défilé, et poussent leurs cris sauvages, mi-prières, mi-cris de guerre, des hurlements de loup sinistres pour les oreilles russes. Mais vingt ans de guerre dans le Caucase ont accoutumé Klugenau aux coutumes des montagnards et il continue à avancer avec flegme, seul avec un interprète. Chamil s'avance lui aussi seul. L'interprète étend une *bourka* sur le sol, et les deux hommes conversent plusieurs heures. Klugenau tente de convaincre Chamil, qui refuse de s'engager avant de consulter ses officiers. Ayant épuisé la provision de cigares, sans lesquels il ne peut ni se battre ni négocier, Klugenau se lève pour indiquer la fin de l'entrevue. Il tend la main

¹ Friedrich Engels, "Afghanistan", *The New American Cyclopaedia*, 1858, vol. I.

² *Revue de l'Orient*, 1843, p. 67.

³ Les Murides sont les adeptes d'une forme de l'islam fondée par Ismaël à Chirvan en Iran à la fin du XVIII^e siècle.

⁴ Redingote ouverte parée de deux bandes de cartouchières cousues sur le devant.

⁵ Poignard à double tranchant, droit de 60 centimètres.

⁶ Voir Moshe Gammer, « Le général Klüge-von-Klugenau a-t-il été le Desmichels de Chamil ? », *Cahiers du monde russe*, 1992, 33/2-3.

⁷ Les troupes commandées par Chamil se composaient de Tchéchènes, d'Avars et de Lesghiens. Nous avons adopté le générique Tchéchènes, par facilité d'écriture. Le terme de Murides indique l'appartenance religieuse de ces peuples.

⁸ Long manteau de poil de chèvre.

⁹ Officiers en turco-mongol.

à l'imam, qui se redresse comme un ressort d'acier qui se détend, avec cette grâce vigoureuse pour laquelle il est célèbre, tend lui aussi la main vers le Russe, quand brusquement toute l'atmosphère d'hostilité contenue se change en climat furieux. Un *naïb* bondit vers Chamil pour lui saisir le bras. C'est Sourkaï khan, un de ses partisans les plus fanatiques. Au comble de la rage, il déclare qu'il est impensable que leur imam puisse toucher la main d'un infidèle. « Giaour ! » lance-t-il à la face de Klugenau. Déjà exaspéré par son échec, ce dernier tente, avec la béquille dont il est obligé de se servir depuis qu'un de ses pieds a été brisé lors d'un combat, il essaie de faire tomber le turban de Sourkaï Khan. En Orient, ce geste est considéré comme une insulte très grave. Klugenau l'aurait payé de sa vie, si Chamil n'avait pas agi rapidement et d'une façon chevaleresque. Saisissant la béquille d'une main, et de l'autre le *kindjal* de Sourkaï khan qui se préparait à trancher la gorge du général, il ordonne à sa troupe de reculer et de rengainer leurs *chachkas*¹. Sa voix domine le tumulte et supplie Klugenau de se retirer. Mais celui-ci est hors de lui et hurle un flot de jurons russes, insensible aux menaces comme aux conseils. Son aide de camp finit par l'entraîner, le visage encore en proie à la tempête. Chamil et ses Tchétchènes s'en retournent vers Guimry. Le silence envahit à nouveau le défilé. Une brume descend des montagnes et à quatre heures, il fait déjà nuit. La journée a été sombre. Si les deux chefs étaient parvenus à un accord, des milliers de vies auraient pu être sauvées, des flots de sang et de larmes n'auraient pas été répandus. Et surtout, Akhulgo ne serait pas tombé une seconde fois et Djémal Eddin, le fils aîné de Chamil, n'aurait pas été exilé à Saint-Pétersbourg. Au lieu de concilier les Caucasiens, le tsar finit par les menacer sur un ton hautain : « Savez-vous, leur dit-il, que j'ai assez de poudre pour faire sauter toutes vos montagnes ? » Pendant les trois années qui suivent, les expéditions se succèdent. Golovin sur les frontières de la Géorgie, Grabbé au nord et Raiefsky, sur le littoral de la Circassie. Au cours de la seule campagne de 1839-1840, les Russes ont consommé pour la guerre du Caucase 11 300 gargousses et 1 200 000 cartouches² !

Le siège d'Akhulgo, 29 juin-18 août 1839

Les 30 et 31 mai 1839, Chamil subit une sanglante défaite à Arzuani le contraignant à se retirer dans Akhulgo, attendant la prévisible attaque des Russes. Le général Grabbé a réuni six mille hommes de troupes et de l'artillerie³. Il s'avance par des chemins regardés comme impraticables jusqu'aux portes d'Akhulgo. Il n'a eu, dans cette course, qu'à résister à quelques attaques de montagnards, qui, connaissant bien les défilés, lui ont fait éprouver des pertes d'hommes peu considérables. Un simple mur en terre défend Akhulgo, le général croit qu'il suffirait de tenter un assaut pour s'emparer de cette bicoque, qui, située sur les bords du Koisou, n'est forte que par sa seule position. Akhulgo, situé à une quinzaine de kilomètres de Guimry, entouré sur trois cotés par une boucle de la rivière Andi Koisou est construit au faite de falaises abruptes. Le fort d'Akhulgo s'élève sur un rocher à pic. Un ravin profond sépare et isole le village des montagnes environnantes. Le plateau est divisé en deux zones séparées par le gouffre effrayant d'un affluent du Koisou, l'Achilta, la seule voie de communication entre les deux étant un pont de bois dominant de ses vingt mètres les flots de la petite rivière. Si on vient à glisser ou à être atteint d'une balle, on tombe et on périt infailliblement sur les rochers qui, bordant le lit du torrent, forment en cet endroit des précipices aussi terribles que profonds. Un millier de civils s'est réfugié dans le fort et les officiers de Chamil sont inquiets de toutes ces bouches « inutiles ». Ils sont quatre mille hommes, femmes et enfants dans l'aoul⁴. Mais Chamil a confiance en Dieu. Il monte à chaque crépuscule sur le toit en terrasse de sa modeste maison, pour faire chanter par la garnison le « psaume de Chamil » qu'il a composé à cet effet. Pourtant ce chant est triste et il ne doit pas beaucoup remonter le moral des assiégés, même si ses hommes ont adopté les orgues de barbarie.

Malgré les difficultés et les dangers du passage, qui devait s'opérer pas à pas sous le feu de l'ennemi, le général Grabbé ordonne l'assaut. Le 29 juin 1839 à l'aube, les Russes attaquent et leurs officiers font appel à des volontaires pour escalader les falaises, chose pratiquement impossible sous la grêle de pierres et de bûches enflammées. Depuis les tours de guet, un feu nourri accable les Russes, ce qui est surprenant car à ce stade du combat, les Tchétchènes préfèrent économiser leurs cartouches⁵, se contentant de tirer à l'arc ou de lancer adroitement des javelots et des poignards. À la tombée de la nuit, trois cent cinquante Russes gisent au pied de la falaise, toute teintée de sang. Les Russes profitent de quatre jours d'accalmie pour amener des canons de campagne de Témir Khan Choura. Ceux-ci réduisent les murailles principales d'Akhulgo en monceaux de blocs de maçonnerie, sous lesquels de nombreux Tchétchènes sont ensevelis vivants. L'état-major russe semble confiant. Les officiers supérieurs fument de gros cigares, des pipes d'écume de mer, ou des *papirosses* (cigarettes locales) et engloutissent d'innombrables tasses de thé.

Chaque fois que les généraux russes, croyant l'adversaire réduit à néant, lancent un assaut, celui-ci échoue. La raison de ces échecs répétés est bien simple : seules les défenses extérieures ont souffert, et aux creux des rocs, les

¹ Énormes sabres à peine incurvés.

² S.H.A.T. 1M 2075. Notes sur la guerre des Russes dans le Caucase.

³ Comte de Suzannet, « Les provinces du Caucase sous la domination russe », *Revue des Deux Mondes*, tome 26, 1841.

⁴ Village fortifié du Daghestan.

⁵ Lesley Blanch, *Les sabres du paradis*, Paris, Le livre de poche, 1991, p. 235.

défenseurs tiennent bon. Il se révèle impossible de venir à bout de la garnison, qui, de plus, est abondamment pourvue de vivres. Alors les Russes décident d'installer des échelles d'escalade, des cordes pour hisser les canons avec un système de paniers et de palans. Les pertes des russes sont terribles, mais les espions renégats du général Grabbé commencent à rapporter que les pertes de Chamil commencent à devenir importantes. Les cadavres, impossibles à enterrer dans ces rochers, s'accumulent dans la place, et la puanteur rend la garnison malade et parvient en vagues affreuses jusqu'aux Russes. Le soleil du cœur de l'été tombe sur les morts et les mourants. Les mouches tourmentent les vivants, tandis que des bandes de vautours survolent les ruines pestilentielles. Le général Grabbé envoie alors trois colonnes. La première avance le long d'une étroite crête, en file indienne, portant échelles et équipements, couvertes par les batteries en position sur les collines en face. Mais venant de ce qui leur paraît une paroi vide, un feu mortel les assaille. Ils essaient d'atteindre une large saillie, en forme de plate-forme, qui semble être pour les officiers un excellent tremplin pour l'assaut. Mais en l'atteignant, les Russes sont soumis aux feux croisés des deux blockhaus tchéchénes cachés dans les rochers et invisibles des positions russes. Maintenant, six cent Russes, dont près de trois cents sont blessés ou mourants, se trouvent entassés sur une plate-forme avec un précipice de chaque côté, une paroi rocheuse devant eux et la seule ligne de retraite prise sous un feu puissant. Ils sont à l'abattoir où leurs officiers les ont conduits. Ils chancellent, glissent dans le sang, basculent dans les ravins. Bientôt chaque officier est pris en cible par les Tchétchénes qui ont le temps de viser. Les Russes savent que leur faiblesse et la rigueur de la nuit viendraient à bout de la plupart d'entre eux. La seconde colonne est réduite par un déluge d'énormes blocs. Quant à la troisième, elle réussit à atteindre quelques défenses extérieures, où elle est assaillie par une vague de femmes et d'enfants qui sautent sur eux du haut des ruines. Les femmes sont vêtues en hommes, pour tromper les Russes sur le nombre des défenseurs. Elles se jettent, dans la meilleure tradition de leurs ancêtres Amazones, sabre au point, tandis que leurs enfants, poignards à la main, rampent sous les baïonnettes russes pour ouvrir le ventre des soldats. Quand ces enfants tombent, leurs mères prennent leur corps et les leurs lancent, ou sautent comme des furies sur les fantassins en les entraînant dans le vide pour qu'il y ait un fusil russe de moins. Les officiers russes doivent ordonner la retraite. Le comte de Suzannet rapporte les faits : « [...] le colonel Wrangel marcha à la tête des hommes de son régiment, qui comptait quinze cents soldats d'élite. Ils s'avancèrent jusqu'à l'arête qui se prolonge sur une longueur de quarante mètres environ. L'ennemi laissa les Russes s'engager; bientôt il ouvrit son feu; officiers, soldats, tombèrent blessés mortellement; la chute des uns entraîna celle des autres, et les rochers se couvrirent de cadavres. Trois fois le colonel revint à la charge; il s'arrêta enfin, et, blessé lui-même, ne dut son salut qu'au dévouement de ses soldats. Des quinze cents hommes qu'il avait menés à l'attaque d'Akhulgo, il en restait cinquante; sur trente-quatre officiers, deux seulement avaient survécu; les autres, frappés à mort, étaient tombés en combattant, ou étaient venus se briser misérablement sur les pointes des rochers. Le siège traîna en longueur, et les Tchetchens, animés par la présence de Chamyl, firent preuve d'un fanatisme qui, les élevait au-dessus de toute crainte; ils s'exposaient au feu de bataillons entiers pour tuer des officiers russes. Aussi les assaillants comptèrent-ils bientôt plus de cent officiers morts ou blessés. De nouvelles troupes vinrent combler les vides faits par le feu de l'ennemi [...] ».

À l'intérieur de la citadelle, les choses ne sont pas si désespérées que cela. Chamil avait fait construire, au lieu de tours élevées, des retranchements en terre, fait creuser dans le sol des souterrains, des chemins couverts et des *saklis* (maisons souterraines) dont le toit ne fait souvent que saillie au-dessus du sol¹. La nuit, Chamil réussit à évacuer une partie des blessés et à recevoir des renforts des autres aouls. Du ravitaillement en munitions et en vivres parvenait à Akhulgo sous le nez des tireurs russes. Les hommes de Chamil descendent avec des cordes pour puiser l'eau de la rivière en remplacement de celle des puits contaminés. Dans ces conditions, le siège pouvait durer jusqu'à ce terrible hiver, qui fait tant de ravages dans les troupes russes. Durant l'interruption des combats, où les belligérants font le point, Chamil et ses bras droits retournent à leurs prières et à leurs méditations. Les femmes sortent des caves et des ruines, imposant à la tragédie leurs vertus domestiques. Elles fabriquent de petits fours d'argiles pour cuire le pain, faisant briller les lampes de cuivre de la petite mosquée, secouant les beaux tapis de prière que Chamil, malgré ses conceptions sévères de la vie, n'a pu interdire à ses ouailles. Les enfants, qui ont survécu, jouent dans les coins abrités, s'ébattant comme de petits animaux échappés à l'obscurité des grottes. Parmi ces enfants se trouvent un garçon de huit ans, l'aîné de Chamil, Djemal Ed Din, qui va jouer un rôle si important dans les guerres tchéchénes. C'est un petit être mince, à l'air songeur, très pâle, avec les énormes yeux noirs et obliques de sa mère et un sourire singulièrement doux. Il suit son père partout en portant un énorme *kindjal*, trop lourd pour lui. Les officiers généraux russes étudient, pendant ces accalmies, la manière de venir à bout de Chamil. Ils font venir par Guimry, le village natal de l'Avâr, ce qu'il ne peut pardonner, de lourds canons de campagne, qui nécessitent chacun une semaine pour être amené à pied d'œuvre. Les chevaux et mulets sont inutilisables, et c'est à la force des bras que les hommes les hissent, en empoignant les rayons des roues de bois des affûts.

¹ S.H.A.T. IM 2075. Notes sur la guerre des Russes dans le Caucase.

C'est le comte Nirod, officier célèbre au quartier général pour ses cinq houris persanes qu'il entretient à Tbilissi, qui imagine une longue galerie de bois couverte, suspendue par des cordes au-dessus du vide qui sépare les falaises d'Akhulgo du plateau, pour permettre d'un dernier bond de franchir le reste du vide. Il faut plusieurs semaines pour construire l'audacieuse machine et la mettre en place. Deux fois les Tchétchènes coupent les cordes, si bien que les Russes remplacent celles-ci par des chaînes. Toute l'opération se déroule sous le feu des Tchétchènes, et les soldats affectés à ce travail se considèrent comme condamnés. Pourtant, le comte Nirod se tient sur place pendant toute la durée des travaux, sans une égratignure. Vers le milieu d'août, Grabbé se félicite qu'Akhulgo est complètement investi. Chamil comprend qu'il est perdu. Le bois si nécessaire à la survie commence à manquer et les remparts, patiemment construits quelques mois auparavant, sont réduits à l'état de ruines par les canons russes. Des tractations débutent. Les Russes exigent que Chamil leur confie son fils aîné en otage. Bien sûr, Chamil ne peut se résoudre à laisser partir son aîné vers les étendues glacées du Nord. Il persiste encore quinze jours en raids inutiles, en engagements de tireurs d'élites, pendant que les deux partis s'épuisent encore. Le rocher brûlé par le soleil est couvert de cadavres et les vautours volent bas, tandis que les survivants émaciés, surtout des femmes, essayent de les éloigner des mourants.

Le 18 août 1839, Chamil fait hisser le drapeau blanc. Chamil explique alors à son fils aîné qu'il ne doit pas employer son *kindjal* contre les Russes et qu'il doit se conduire honorablement, avec courage et patience et sans pleurer. Fatimat le vêtit d'une *tcherkesska* blanche et d'un haut turban d'agneau. Djemal est emmené de force vers les brumes du Nord. Le tsar Nicolas I^{er} se charge lui-même de son éducation et le fait venir plusieurs fois par semaine au palais d'Hiver, mais lui interdit tout contact avec les princes circassiens et caucasiens, qui ayant juré obéissance au tsar, sont reçus en nombre de plus en plus grand à la cour. Ces « aigles furieux » font des ravages parmi les dames de tout rang, qui leur accordent des regards attendris lorsque, dans leurs costumes nationaux, ils se pavanent dans les rues avec « ce regard d'aigle, ce pas léger, presque glissant, qui leur était particulier ». Ces aigles mettent la patience du tsar à rude épreuve. Aux manœuvres, ils leur arrivent souvent d'ignorer les commandements, lançant leur cheval au galop, dressé sur les éperons, les rênes aux dents, brandissant un *kindjal* et une *chachka* dans chaque main, sautant à terre, puis remontant sur le cheval, tout cela au galop. En fait, Nicolas espère faire, de Djemal, un vice-roi du Caucase. L'enfant est émerveillé par les bals. Le marquis de Custine, notre ambassadeur, pourtant habitué à la cour de France de Louis-Philippe, parle de ces myriades de cierges, de tables garnies de vaisselle d'argent, décorées de guirlandes de fleurs de serre, des invités rutilants de dentelles d'or et de diamants, dont l'éclat se reflète dans d'énormes miroirs revêtant les murs entre les colonnes de marbre.

Il a fallu huit jours aux Russes pour s'emparer d'Akhulgo. Le bilan est très lourd : près de 3 000 soldats russes sont morts, les rebelles sont presque tous tués après des combats extrêmement violents, typiques de cette guerre, qu'en 1858, Alexandre Dumas, à l'occasion d'un voyage dans le Caucase, décrit comme « une guerre sans merci, sans prisonniers, où tout blessé est considéré comme un homme mort, où le plus féroce des adversaires coupe la tête, où le plus doux coupe la main ». En 1839, le général Grabbé achève une campagne victorieuse mais son armée qui présentait au départ un effectif de 6 000 hommes, en l'espace de trois mois, est réduite de moitié, et 120 officiers sont tombés sous les balles de l'ennemi. Les troupes impériales doivent se retirer et évacuer entièrement la contrée envahie. Grabbé est néanmoins un héros car il a réussi à pénétrer très loin en territoire adverse.

La résistance aux Russes dans le Caucase

Les Russes cherchent à intimider les populations, comme le montre la lettre du général Grabbé au peuple d'Itchkérie, diffusée en arabe et datée du 13 mai 1839 : « J'ai appris que l'indigne et vil muride Chamil, vieux compagnon de Kazy-Moulla, que les troupes russes ont tué près de Guimrami, a parmi les Itchkériens de nombreux amis. Le vil moulla d'Andreevski, le traître Tachaev-Khadji vous ment, essaye de vous soulever contre le gouvernement russe [...] et avec Chamil persuade tous les habitants d'accepter la charia [...]. Les aouls qui donnent refuge à Tachav-Khadji seront détruits jusqu'à la dernière pierre, et vos enfants se souviendront longtemps comment on châtie ceux qui se révoltent¹ ». Cependant, le cadre naturel concourt à une vision terrifiante du Caucase : « chaque village peut servir de forteresse² ». Il est difficile de dominer « les épaisses forêts tchétchènes et les montagnes pierreuses et inaccessibles du Daghestan ».

Du côté de l'Abkhazie, les Russes doivent affronter un ennemi tout aussi dangereux. Spencer, en admettant beaucoup d'embellissements à la Walter Scott, décrit le guerrier tcherkesse : « Pendant une campagne, il semble qu'il n'y ait pas entre eux de distinction de rang. Le chef n'est pas mieux traité que son vassal. Un sac de millet, et une bouteille de cuir pleine d'une espèce de lait aigri appelé *skhou*, composent toutes leurs provisions; le manteau (*tchaouka*) sert à la fois de tente et de lit. Un Circassien ne se plaint jamais de ne pouvoir marcher faute de souliers ou de ne pouvoir vivre faute de provisions; car, si le sac de millet et la bouteille de *skhou* font défaut, son fusil lui donne à dîner tant qu'il y a un oiseau dans l'air ou une bête sauvage dans les bois. Endurcis à tout dès l'enfance,

¹ D. A. Milioutine, *Opisanie voennykh deïstvii 1839 goda v Severnom Dagestane*, Saint-Pétersbourg, 1850, pp. 134-135.

² *Ibid.*, p. 15.

pratiquant sévèrement l'abstinence, qui est considérée ici comme une vertu, ils supportent toutes les fatigues de la guerre, non seulement sans répugnances, mais gaiement. Pour vous donner une idée de leur courage désespéré, un officier russe m'assurait qu'un guerrier circassien ne se rend jamais, résistant même à une troupe d'ennemis, tant qu'il lui reste une étincelle de vie; ce n'est que lorsqu'il est mis hors de combat par ses blessures qu'il peut être pris pour orner le triomphe du vainqueur; et, si le temps le permettait, je pourrais vous raconter des traits d'héroïsme qui n'ont peut-être pas leurs pareils dans l'histoire d'aucun autre peuple... À toute cette bravoure ils joignent non moins de finesse, en sorte qu'il est absolument impossible de les surprendre. L'ennemi ne peut jamais calculer leurs mouvements; car, paraissant tantôt dans un lieu, tantôt dans un autre, comme s'ils étaient doués d'ubiquité, ils rampent quelquefois dans le gazon comme des serpents, et surprennent la sentinelle à son poste, aux portes de la forteresse; enfin il n'y a pas d'arbre, de rocher ou de buisson, qui ne leur serve pour se mettre en embuscade. »

Une charge de cavalerie tcherkesse est également impressionnante. Elle serait effrayante pour les plus braves troupes de l'Europe, étant exécutée avec la rapidité de l'éclair, et accompagnée d'un terrible cri de guerre, semblable à celui du chacal. Telle est l'admirable éducation de l'homme et du cheval. Par exemple, un guerrier tcherkesse saute à terre, plonge son poignard dans le poitrail du cheval de son ennemi, et se remet aussitôt en selle, puis, se tenant debout, il frappe son adversaire ou met une balle, tout cela pendant que le cheval est au grand galop. Mais le plus beau spectacle que puisse présenter cette espèce de guerre est un combat singulier entre un de ces hardis compagnons et un cosaque. Ces combats ont lieu avec toutes les formalités d'un duel. Les combattants isolés sont suivis peu à peu de tous leurs compagnons, jusqu'à ce que tout le corps soit engagé. En général les Tcherkesses ne prolongent jamais une attaque. Leur usage est, après une charge impétueuse, de disparaître comme l'éclair et de rentrer dans les bois, où ils emportent leurs morts et leurs blessés. C'est pendant qu'ils sont occupés à ces devoirs que les Russes peuvent obtenir quelque avantage, excepté pourtant quand le canon, la terreur des montagnards, peut être transporté et dirigé contre eux. D'un autre côté, si le désordre se met dans les rangs des Russes, ils sont littéralement taillés en pièces en quelques minutes. La solitude et l'épidémie sont les compagnes des garnisons russes dans l'intérieur des murs, et si le soldat va chercher le divertissement de la chasse dans le beau pays dont il est environné, un ennemi aussi insidieux que le tigre guette sa marche.

La destruction des forteresses russes par les vigoureuses menées des indigènes du Caucase occidental permet à Chamil, battu à Akhulgo, de souffler à l'est. Presque tous les forts du littoral de la mer Noire sont en effet pris par les Tcherkesses. Ces courageux montagnards attaquent les postes les mieux fortifiés¹. Ils parviennent à s'emparer de Toapse, dans la région de Krasnodar². En 1840, la route militaire du Kouban à Guelendchik se trouve coupée. Le fort Saint Nicolas qui la commandait est pris d'assaut et la garnison massacrée. De plus, le scorbut et d'autres maladies, résultats nécessaires de la mauvaise nourriture et d'un service fatigant, emportent des garnisons russes presque entières qu'il faut renouveler chaque année. Les désastres sont tels que les journaux officiels, après plusieurs mois de silence, sont obligés d'en parler et essayer de donner le change sur les pertes réelles en publiant avec emphase l'héroïsme des malheureuses troupes russes du littoral de la mer Noire. Le bulletin publié par l'*Invalide russe*, en date du 7 août 1840 est édifiant. On y lit : « Les annales de l'armée russe offrent une multitude de glorieux faits d'armes et d'actions héroïques dont le souvenir sera à jamais conservé dans la postérité. Le corps détaché du Caucase, par sa destination spéciale, a plus souvent que les autres troupes l'occasion de cueillir de nouveaux lauriers ; mais on n'avait pas encore vu dans ses rangs d'exemples d'une aussi brillante valeur que celle dont ont récemment fait preuve les garnisons de plusieurs fortifications de campagne, élevées sur le territoire insoumis du Caucase, le long des côtes orientales de la mer Noire. »

La propagande russe met en avant la résistance des garnisons des redoutes Véliaminof et Michel, et la défense des forts Navaguinsky et Abinsky. À chaque fois, une poignée de soldats russes luttent contre un ennemi déterminé et entreprenant, dix fois et même plus de vingt fois supérieur en nombre. Le 29 février 1840, la redoute Véliaminof est attaquée par 7 000 montagnards masqués par le brouillard du matin. S'approchant des retranchements sans être vus, les bandes rebelles chargent avec fureur. Elles sont d'abord repoussées mais elles reviennent sans cesse. Ne voulant pas se rendre, la garnison russe continue le combat. Elle succombe tout entière, à l'exception de quelques soldats malades faits prisonniers par les montagnards. Ces derniers, en signe de respect pour les défenseurs de la redoute, emmènent dans leurs maisons quelques-uns d'entre ceux qui donnent quelque espoir de guérison. La garnison de la redoute Véliaminof se composait de 400 hommes de tous grades. La perte des assiégeants s'élève à 900 tués. Dans la matinée du 22 mars 1840, les montagnards, plus de 11 000 hommes, attaquent la redoute Michel dont la garnison ne compte que 480 hommes sous les armes. Son chef, le capitaine Lico, du bataillon n°5 des cosaques de la ligne frontière de la mer Noire, instruit des intentions de l'ennemi, a fait d'avance ses préparatifs pour lui opposer une vigoureuse résistance. Voyant l'impossibilité de recevoir des renforts à temps, il prépare des clous pour enclouer ses canons dans le cas où le rempart serait emporté. Il a construit à l'intérieur de la redoute un réduit au moyen de planches, tonneaux et autres matériaux propres à cet usage.

¹ Les Russes ont en fait érigé de nombreux forts à murs de terre que l'artillerie peut facilement balayer.

² James Stanislaus Bell, *op. cit.*, t. II, p. 287. Lettre de Hassan bey, 1^{er} mars 1840.

Réunissant sa garnison dans son intégralité, il leur propose de faire sauter le magasin à poudre s'ils ne parviennent pas à repousser l'ennemi. La proposition est accueillie avec enthousiasme. Les montagnards sont reçus par le feu meurtrier de l'artillerie du fort. Ils ne peuvent se rendre maîtres du rempart qu'après un combat d'une heure et demie, dans lequel ils éprouvent des pertes considérables. Les efforts héroïques de la garnison rejettent les attaquants dans le fossé. Ils fuient. Les cavaliers montagnards, restés en observation, accueillent les fuyards à coups de sabre. Ces derniers, voyant une mort inévitable des deux côtés, reviennent à l'assaut, chassent la garnison du rempart et la refoulent dans le réduit. On tire encore pendant une demi-heure puis le magasin à poudre explose. La garnison périt en accomplissant cet acte sacrificiel mais entraîne avec elle la mort des montagnards se trouvant dans la redoute.

Le fortin Navaguinsky a souvent été attaqué mais il a toujours repoussé l'adversaire. Au cours d'une attaque, les montagnards, profitant de l'obscurité de la nuit et du bruit de la tempête, s'approchent du fort sans être aperçus des sentinelles, le cernent de tous côtés, s'élancent tout à coup à l'assaut avec des échelles et des crochets, se rendent maîtres d'une partie du rempart et pénètrent dans le fortin. Son commandant, le capitaine Podgoursky, et le lieutenant Jacovlef, se portent à leur rencontre avec une partie de la garnison. Tous deux sont tués sur place, mais leur mort ne ralentit pas l'ardeur des soldats qui se précipitent à la baïonnette sur l'ennemi et le rejettent dans le fossé. La bataille est soutenue avec le même courage sur tous les points de l'enceinte. Les malades eux-mêmes, accourus spontanément, y prennent part. Au point du jour, après trois heures d'une lutte acharnée, le fortin est délivré des ennemis, qui y laissent de lourdes pertes. Le 26 mai 1840, le fortin Abinsky, défendu par 676 soldats et 15 officiers, situé entre le Kouban et le rivage de la mer Noire, est entouré à deux heures du matin, par des bandes de montagnards, au nombre de 12 000 hommes, qui s'élancent subitement à l'assaut avec de grands cris et en tirant des coups de fusil. La grêle de balles, de grenades main et de mitraille qui les accueille, n'arrête pas leur ardeur. « Pleins de témérité et de mépris de la mort, écrit l'*Invalide russe*, ils descendirent avec une promptitude et une agilité merveilleuse dans le fossé, et commencèrent à escalader le rempart, allant ainsi aveuglément à une perte certaine ; leurs guerriers, couverts de cottes de mailles, pénétrèrent à plusieurs reprises dans le retranchement, mais chaque fois ils furent tués ou repoussés.¹ » Malgré les efforts de la garnison, une nombreuse troupe, enseignes déployées, se fraie un passage à l'intérieur d'un bastion. Le commandant, colonel Vécélofky, face à ce moment critique, se porte à la baïonnette contre l'ennemi avec une réserve de 40 hommes qu'il a gardée, et le rejette hors des retranchements après lui avoir pris deux drapeaux. Cette action d'éclat galvanise les Russes. L'ennemi est battu sur tous les points. Il prend la fuite en emportant ses morts, suivant l'usage des peuples asiatiques. Dix blessés restent entre les mains de la garnison, qui trouve en outre, 685 morts, tant dans l'intérieur de la place que dans les fossés. Les Russes n'ont à déplorer que 9 tués et 18 blessés.

Sur les versants orientaux, la guerre est également rude pour les Russes. Au combat de Valrik, contre les Tchétchènes, l'armée impériale perd plus de 400 sous-officiers et soldats, et 29 officiers. Les colonies militaires du Terek sont attaquées et pillées. Le général Golovin, en reprenant ses quartiers d'hiver à la fin de la campagne, a perdu plus des trois quarts de l'effectif de son armée.

La tactique militaire employée par les Russes dans la guerre du Caucase reste classique. Dans le principe, on croit pouvoir accomplir la conquête en cernant les montagnards par des lignes armées, et en empiétant progressivement sur leur territoire. Ce système dispendieux est relativement irréalisable dans un pays où les forts, isolés entre eux, ne peuvent se protéger mutuellement ni croiser leurs moyens de défense. Les Russes restent partisans de la guerre totale. En 1837, on essaya d'incendier les forêts du Caucase au moyen de goudron. Les Russes détruisent une partie de la forêt de Zakataly, prétendant qu'elle sert de refuge aux Lesghiens. Les montagnards ont pour un chêne gigantesque de cette forêt une sorte de vénération superstitieuse. Le général Andrej, qui commande le district de Zakataly, raconte au comte de Suzannet la joie qu'il a éprouvée un jour que le tonnerre est venu frapper cet arbre, regardé par les habitants comme un symbole de force et de liberté. En 1840, on espère détruire la forêt en armant de haches les soldats de la quinzième division. Ces expédients n'aboutissent qu'à des dépenses inutiles. Un général a même recours à la guerre psychologique. Pour séduire et effrayer les montagnards, il utilise une machine électrique². Au moindre contact avec lui, les chefs dont la fidélité semble douteuse reçoivent de violentes commotions. Leur barbe et leurs cheveux se hérissent sous l'action d'une force mystérieuse. Ils laissent après parfois s'échapper un secret important, mais malgré de nombreux subterfuges, l'armée russe ne parvient pas à dompter les peuplades du Caucase.

Les stratégies périphériques

¹ Cité par la *Revue de l'Orient*, 1844, p. 266.

² *Revue de l'Orient*, 1844, p. 272.

Dans le Caucase, les musulmans ont vainement demandé de l'aide au sultan qui, allié aux Russes, ne peut pas soutenir la guérilla. Ils ont contribué, de la sorte, à créer autour de Chamil pacha, le révolté du Caucase, une sorte de mythe. Chamil voulant obtenir l'aide de Mahmud II et de Méhémet-Ali dans sa lutte contre la Russie, a déclaré : « Un seul Dieu dans le ciel, et un padichah sur terre, le sultan ottoman.¹ » Son premier appel au sultan a lieu en 1839 mais les messages sont interceptés par les Russes. La paix règne entre le tsar et le sultan. Chamil ne reçoit aucune aide du Divan. Les Polonais cherchent, en revanche, à contacter Chamil. La demeure de Czartoryski est devenue à Paris puis à Londres le centre de l'action anti-russe. Des liaisons secrètes sont établies par cette chancellerie diplomatique en exil. Méhémet-Ali lui adresse également une lettre de soutien. Se tournant vers Méhémet-Ali, Chamil obtient un appui, de l'argent et des ingénieurs². Une proclamation circule même dans le Daghestan : « Que Dieu vous apporte sa bénédiction et sa miséricorde ! J'ai agité le spectre de la guerre auprès de sept souverains – anglais, allemands, grec, français, le Sultan, et d'autres, qui par la grâce de Dieu, se sont soumis à ma volonté. Maintenant, je tourne mes armes contre la Russie, désigne Chamil, votre pacha, lui expédiant deux sceaux, je vous exhorte à lui obéir, et de m'aider dans mes entreprises. Dans le même temps, je vous promets de vous envoyer rapidement une partie de mes forces. Ceux qui iraient à l'encontre de mes ordres auront la tête coupée, comme des infidèles. Signatures de Méhémet-Ali et d'Ibrahim pacha.³ »

Les contrebandiers anglais Bell⁴ et Longworth auraient fourni des armes et des munitions aux rebelles du Caucase. Des rapports font état que : « le Caucase avait maintenant reçu 9 canons avec 30 000 obus, 150 revolvers et 3 400 fusils. » Toujours est-il que des navires sous pavillon de complaisance circulent dans la mer Noire. Leurs traces apparaissent sous la forme de récits teintés d'un imaginaire proche de celui du vaisseau fantôme. Parmi les rumeurs les plus étranges, on retient celle d'un grand vaisseau entièrement noir surmonté d'un pavillon rouge arrivé de haute mer, qui se serait présenté, le 4 juin 1838, un peu au-delà de la portée des canons de la flotte russe de Toapse⁵. Les Russes auraient envoyé des chaloupes que le mystérieux vaisseau aurait capturé avant de disparaître. Plus sérieusement, le voyage entrepris par Spencer nous éclaire. Il trouve un brigantin turc destiné pour la Circassie, où il porte du sel et des munitions de guerre. Spencer est particulièrement recommandé au capitaine qu'il nous peint comme une espèce de corsaire dans le genre de ceux de lord Byron. L'équipage se compose en majorité de renégats francs qui ont la mine d'anciens pirates. Ils mettent à la voile pendant la nuit, et le troisième jour, comme les pics du Caucase se montrent à l'horizon, un brick russe les aperçoit et leur donne la chasse. Le voyageur anglais ressent de grandes appréhensions, car, d'après la nature inflammable de la cargaison, il court grand risque de sauter en l'air. Et s'il est pris, que diraient ses amis russes ? Heureusement le capitaine aime mieux recourir à la prudence qu'au courage, et ils perdent bientôt le croiseur de vue, puis profitant de la nuit et d'une brise très fraîche, ils gagnent la baie de Pchad sans avoir aperçu une voile ennemie. Spencer explique : « Mon capitaine, en société avec un marchand turc de Constantinople, avait employé tout son bien à l'achat de son navire, et il faisait depuis quelque temps un commerce très lucratif avec les tribus indépendantes de la Circassie, leur fournissant du sel, de la poudre, des étoffes légères, des calicots, et recevant souvent en retour une cargaison de belles filles pour les harems de Constantinople, avec des productions du pays. »

Les Tcherkesses étaient prêts à se mettre sous la tutelle de l'Empire ottoman, pourvu d'être sauvés de l'emprise russe, ce qui vaut à Bell de faire cette remarque ironique : « Le penchant naturel vers l'ordre et un gouvernement régulier – qu'à cet égard humble disciple de Napoléon, je crois être fortement inhérent aux hommes en société, quelle que puisse être d'ailleurs leur conduite individuelle – se produit de manière frappante, ce me semble, dans le profond attachement que les Circassiens continuent de montrer pour les Turcs [...]. » Bell propose de toutes façons d'essayer de convaincre la Sublime Porte et la reine Victoria d'intervenir : « [...] Depuis plusieurs années que je séjourne dans votre pays, j'ai vu comment les Circassiens font la guerre ; j'ai connu leur vraie situation, et j'ai été témoin de leurs souffrances. Je me rendrai à la Sublime Cité, et si vous l'approuvez j'y porterai votre adresse scellée. Vous savez que je suis venu ici pour le soutien des fidèles musulmans, et je n'ignore pas comment les Russes infidèles viennent ici brûler et détruire les biens et possessions des pauvres Circassiens, et tuer leurs plus braves : je sais qu'après avoir simplement passé le Kuban et fait quelque mal aux habitants le long de ses rives, ils affirment faussement qu'ils se sont emparés de force de la Circassie, et qu'ils publient ces impostures, ainsi que nombre d'autres, pour se faire honneur parmi les autres puissances. J'aurais sans doute occasion de voir le très illustre, très bienveillant, très compatissant, très excellent et très noble dignitaire mentionné, Séfir Bey ; je l'informerai de ce que j'ai vu de mes propres yeux quant à la condition de ses humbles serviteurs, et j'en ferais aussi un fidèle rapport à ma très honorée souveraine la reine d'Angleterre. [...] »⁶

La préface de la seconde édition de l'ouvrage de Spencer est également curieuse sous ce rapport, parce que, encouragé par le succès, l'auteur se livre avec plus d'abandon à toute la chaleur de son indignation patriotique

¹ Moshe Gammer, *Muslim resistance to the tsar, Shamil and the conquest of Chechnia and Daghestan*, Londres, Frank Cass, 1993, p. 257.

² *Ibid.*, pp. 260-261.

³ J.F. Baddeley, *The Russian conquest of the Caucasus*, Londres, Longmans, Green and co, 1908, p. 348.

⁴ Bell avait déjà été impliqué dans l'affaire du *Vixen* par les autorités russes. Il affirma pourtant ne pas avoir transporté de canon.

⁵ James Stanislaus Bell, *op. cit.*, t. II, p. 22.

⁶ *Ibid.*, p. 322. Adresse des Circassiens aux gouvernements d'Angleterre et de Turquie, transmise par leur envoyé Az-Démir le 10 mars 1839.

contre la Russie : « Peu de mois se sont écoulés, dit-il, depuis la publication de ces volumes; mais tel a été l'intérêt excité par la guerre d'extermination que les hordes rapaces de la Russie livrent actuellement aux tribus indépendantes de l'isthme caucasien, que ce court espace de temps a suffi, grâce à la presse libre d'Angleterre et de France (et j'espère aussi à mes propres efforts), pour porter jusqu'aux extrémités les plus reculées du globe des notions précises sur l'état réel de ce malheureux pays. Cette lutte inégale, si honteuse pour l'agresseur et si glorieuse pour le noble peuple qui, sans secours étrangers, résiste avec succès, depuis plus de cinquante ans, à ses inexorables ennemis, a intéressé en sa faveur non-seulement les hommes politiques de toutes les opinions dans notre patrie, mais les hommes humains et éclairés de tous les pays. Les patriotiques efforts de ces braves montagnards sont appréciés comme ils méritent de l'être, et leur cause a conquis la sympathie des hommes libres dans toutes les parties du monde; car à Paris comme à Vienne, à Berlin et à Naples comme à Madrid, la Circassie est un sujet qui revient dans toutes les conversations; on forme les vœux les plus ardents pour le succès définitif de ses armes, pendant que l'opresseur qui voudrait l'anéantir est flétri de toutes les épithètes que mérite la cruauté tyrannique.¹ »

Chamil reçoit dans ses rangs de nombreux déserteurs polonais qui quittent les rangs russes où ils ont été incorporés de force. On cite à Constantinople une lettre d'un agent anglais au Caucase qui porte à 5 000 le nombre des déserteurs russes ralliés depuis cinq ou six mois aux rebelles en avril 1838². Ces combattants de la Liberté (anglais, français, hongrois et polonais) proviennent également pour certains des comités circassiens anglais. Une poignée d'officiers de l'armée des Indes infiltrée par la Perse serait également dans le Caucase pour former les troupes tchéchènes aux rudiments du combat moderne, ce qui constitue la réponse de la reine Victoria aux lettres de Chamil pacha réclamant de l'aide. La victoire russe d'Akhulgo dans le Caucase oriental en 1839 est d'ailleurs rapidement ternie par l'offensive menée par les Tcherkesses sur les côtes de la mer Noire. Le général Grabbé assure que dans cinq ans le Daghestan serait pacifié, mais il n'a pas le même espoir quant à la Circassie : « nous n'arriverons jamais, dit-il au comte de Suzannet, à soumettre ces peuples à cause de leurs communications avec la Turquie. » Le général Rayevski pense exactement le contraire. Il estime que la position des Russes en Circassie est dans les conditions les plus favorables, et que peu d'années suffiraient pour amener une pacification complète. Il ajoute : « La Circassie sera certainement pacifiée, mais la guerre religieuse du Daghestan doit nous causer de sérieux embarras. »

Les Ottomans avaient saisi l'occasion en 1838 du long siège d'Hérat qui occupait les troupes persanes, pour attaquer le port de Mohammara (Khorramshahr)³. Après la bataille de Nezib, les Persans profitent à leur tour de l'affaiblissement de leur ennemi et revendiquent, « les armes à la main⁴ », ce village situé sur la rive gauche de l'Euphrate, près de Bassora. Nezib a été une occasion pour les populations du Kurdistan et de l'Albanie de recommencer les brigandages et réclamer leur indépendance. La Sublime Porte subit des offensives sur toutes ses frontières. Makriyannis, héros grec, vétéran des luttes de 1821, organise avec des Macédoniens réfugiés en Grèce une expédition militaire via la Chalcidique⁵. La Porte est obligée de composer avec les principaux chefs bédouins de Tripolitaine : Ghouma et Mahmoudi qui dominent le djebel et les steppes de l'Ouest ; Abd el Gelil, chef des Oulad Sliman, maître des steppes de la Syrte au Fezzan ; Mrayed, possesseur de Tarhouna, à la jonction des deux regroupements précédents de forces. Contre le paiement d'un tribut symbolique, le gouverneur reconnaît leur autonomie.

La Russie se prépare à opérer en Turquie pour se porter au secours de Constantinople. Le comte de Liéven propose d'envoyer 60 000 hommes dans l'Asie Mineure contre Ibrahim pacha au cas où il se porterait vers la chaîne du Taurus⁶. Le gros des forces constituant l'aile gauche fait déjà mouvement et suit le cours de l'Euphrate. Un corps de réserve de 30 000 hommes se tient prêt à être embarqué dans les ports de la mer Noire. La marine russe en profite pour chasser inlassablement et couler les navires turcs, chargés d'esclaves, faisant route vers Sinop⁷. Devant Varna, de nombreuses forces russes stationnent et l'amiral Ricord avec une flotte bloque les Dardanelles⁸. 120 000 soldats russes sont massés à la frontière de la Valachie et attendent l'ordre d'y pénétrer. À Andrinople, le colonel Rzewiski proclame la séparation de la Bulgarie de l'Empire ottoman et son incorporation à la Russie. Face aux Tcherkesses, le général Rayevski promet 1 000 roubles d'argent à celui qui coupera la tête de Barzek Hadji, un chef de tribu, véritable « Washington circassien » qui suscite des troubles au Caucase. Ce Barzek Hadji a même répandu la fausse nouvelle que le sultan et la reine d'Angleterre viendraient à l'aide des Circassiens. En 1840, il n'est pas question de laisser les arrières de l'armée russes être menacées cependant qu'elle s'apprête à intervenir en Turquie depuis la Géorgie dans le cas où Ibrahim pacha marcherait sur Constantinople. Les Russes

¹ Edmund Spencer, *Travels in Circassia, Krim-Tartary, etc...*, Londres, 1838, 2 volumes.

² D'Aubignosc, *op. cit.*, t. I, p. 83.

³ Yann Richard, *L'Iran de 1800 à nos jours*, Paris, Flammarion, 2009, p. 35.

⁴ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 46.

⁵ Dalègre, *Grecs et Ottomans 1453-1923, de la chute de Constantinople à la disparition de l'Empire ottoman*, L'Harmattan, 2002, p. 187.

⁶ Antoine de Juchereau de Saint-Denis, *Histoire de l'Empire ottoman, depuis 1792 jusqu'en 1844*, Paris, 1844, t. IV, p. 286.

⁷ A.M.A.E., C.P.C., Turquie, consulats divers, vol. 11 et 12. Trebizonde, 13 janvier 1840, lettre adressée à Soult, président du Conseil.

⁸ Nesselrode, *op. cit.*, p. 59. Lettre de Nesselrode au baron Pierre de Meyendorff, ambassadeur de Russie à Berlin, Saint-Pétersbourg, 24 octobre 1840.

construisent le fort d'Alexandropol. Construit sur un immense développement, il est destiné à contenir douze mille hommes de troupes et de vastes magasins de dépôt. En cas de marche de l'armée russe contre la Turquie, Alexandropol servirait d'hôpital et d'arsenal. Si Ibrahim pacha avance sur Constantinople, Alexandropol deviendrait en Géorgie le centre de l'armée d'opération. De même, les Russes occupent l'île d'Achourad qui commande la lagune d'Asterabad, sous prétexte que la mer Caspienne est infestée de pirates¹. L'ambassadeur français Pontois proteste face aux préparatifs russes à Odessa. Il accepte l'aide de Saint-Pétersbourg dans le règlement de la crise orientale mais ne veut pas d'un débarquement russe sur le sol turc. Le maréchal Marmont est inquiet : « À coup sûr les Russes arriveront à l'instant même à Constantinople et aux Dardanelles, point où, depuis plusieurs années, ils considèrent leur frontière militaire comme placée de ce côté. Ils ne tiennent pas réunis à Sébastopol une escadre qui s'augmente sans cesse, une flotte de transport et deux divisions de quarante-huit bataillons prêts à être embarqués au premier ordre, sans avoir la résolution bien arrêtée de s'en servir. La prise de possession aura lieu. » L'escadre russe de la mer Noire est impressionnante. Spencer la voit : « L'escadre de la mer Noire, dit-il, se compose de quatorze vaisseaux de ligne, de huit frégates de 60 canons, cinq corvettes, dix bricks, quatre schooners, neuf cutters, trois yachts, sept bateaux à vapeur, outre quelques transports, le tout sous les ordres de l'amiral Lazarev. »

Dans une lettre adressée à son père, Ibrahim pacha relève que « la situation va s'empirant et la guerre est sur le point d'éclater sur plusieurs fronts ; il y avait donc intérêt à conserver de bonnes relations avec la France et à veiller à ne pas les affaiblir.² » Au-delà du Rhin, où les Français, éblouis par Austerlitz, Iéna et Wagram, se flattent de cueillir au pas de course des victoires faciles, l'Allemagne, tout entière, souverains, professeurs, bourgeois, étudiants unis par les mêmes sentiments de grandeur et d'unité que la science allemande a formés, est prête à accepter la guerre, et cela de peuple à peuple, une guerre qu'elle attend depuis trente ans, et qu'elle demande presque à la Prusse et à l'Autriche. La France, avide de reconquérir la rive gauche du Rhin, veut attaquer l'Allemagne parce que les quatre puissances signataires du traité de Londres soutiennent le sultan contre Méhémet-Ali. De nombreux rapports sont rédigés. On souhaite avoir une idée des forces que les Allemands déploieraient en cas de guerre. Cinquante-huit mémoires sur différents sujets regroupés en deux volumes sont constitués. Il n'y a guère que des divisions navales suédoises, selon un ministre turc, pour lesquelles il serait impossible de concourir à la défense de l'Empire ottoman³. La France court là un véritable danger mais les masses ne s'effraient pas d'une guerre à toute l'Europe, sur mer, en Orient, sur le Rhin. La presse démocratique les pousse à répondre au traité de Londres, sur le continent comme sur la Méditerranée, mais avec l'espoir qu'à leur tour les peuples répondraient à ce réveil de la France libératrice au-delà du Rhin et des Alpes. En vain Henri Heine demande aux Français de prendre garde : aveuglés par les traditions et les souvenirs la Révolution, ils ne voient pas comment par des doctrines nouvelles les peuples autour d'eux se sont transformés, les Allemands surtout, épris de leur grandeur, indifférents à la liberté et à la fraternité des peuples. C'eût été la coalition de 1793, moins les sympathies qui ont soutenu en partie l'effort des armées révolutionnaires, et par conséquent plutôt comme le dit Barante, la levée européenne de 1813, une ligue bien unie de souverains et de nations nombreuses, armés contre la France du prétexte de leurs libertés à défendre, entraînés par l'espoir d'achever comme les Anglais ou de fonder comme les Allemands leur grandeur, appuyés sur les ambitions et les ressources de la Russie. L'Autriche craint d'être entraînée trop loin dans une lutte contre la Russie, c'est pourquoi elle préfère favoriser ses projets sur la Serbie, la Bosnie et l'Adriatique. Dans la question orientale, la Prusse serait indubitablement l'alliée de la Russie. Ce serait pour elle une occasion de s'agrandir en Allemagne. Selon Beaufort d'Hautpoul « la France n'étant pas directement intéressée dans la question d'Orient, elle peut attendre les événements et amener ensuite le résultat qui lui conviendra. ⁴ » Il souhaite voir jouer à la France le rôle d'arbitre.

Des plans sont échafaudés par les Français pour faire une diversion en Orient dans le cas d'une coalition. Flandin déplore que la France ait évacué la Morée. Il estime qu'elle aurait dû y conserver une force de 25 000 hommes⁵. Quant au Levant, il faudrait y projeter deux cent mille soldats français. Le prince Stephanopoli Comnène recommande d'occuper Chypre et Candie « pour que ces îles ne deviennent pas les remparts des batteries flottantes de la Grande-Bretagne. » La Corse jouerait un rôle stratégique majeur car c'est l'avant-garde de la France en Méditerranée. Le débarquement de 30 000 hommes à Smyrne ou dans une Échelle importante appellerait à l'indépendance les populations chrétiennes de l'empire turc, surtout les Grecs. L'Épire et la Macédoine se révolteraient. La Dalmatie s'opposerait à l'intervention autrichienne. Afin de s'attirer les sympathies des chrétiens, il faudrait « publier que le temps est arrivé de délivrer Jérusalem pour en faire le centre de la

¹ Raymond Furon, *La Perse*, Paris, Payot, 1938, p. 154.

² Soueid, *op. cit.*, t. II, p. 763. Doc. n°6468, lettre d'Ibrahim pacha à son père, datée d'août 1840.

³ D'Aubignosc, *op. cit.*, t. I, p. 108.

⁴ S.H.A.T. 1 M 1678. Note sur l'Orient, 28 mai 1839.

⁵ Flandin, *Isabelle et don Carlos, ou de l'intervention de la France en Espagne... suivi de considérations sur l'état actuel des affaires du Levant, sur la nécessité et la nature de l'intervention de la France, accompagné de documents officiels sur l'Orient et sur la Grèce, notamment la correspondance de l'auteur avec feu M. le comte Capodistria*, Paris, 1839, p. 115.

civilisation en Orient.¹ » Cette croisade se propose de détruire le fanatisme des musulmans et de déjouer les plans de la Russie. Étendant son système d'opérations, la France, en concertation avec Méhémet-Ali, ouvrirait des fronts en Perse et aux Indes. Les généraux Ventura et Allard sont déjà sur place. Une armée de Sikhs aguerris, disciplinés à l'européenne, commandés par des officiers français pourrait prendre l'initiative d'une guerre générale depuis Lahore². L'Inde se soulèverait contre la domination anglaise mais Allard meurt à Peshawar en 1839. Paris pourrait aider les provinces du Canada à se rendre indépendantes. Depuis 1838, le mécontentement des Patriotes mène à des affrontements armés avec les troupes britanniques au Québec. Victorieux, les Anglais imposent, en 1840, l'Acte d'Union qui réunit les provinces canadiennes et place les francophones en minorité. L'armée française pourrait se porter en Italie pour faire une diversion. Cette crise internationale provoque un mouvement de panique en Italie³. À Ancône, la population descend dans les rues, pensant voir arriver un navire de guerre français. À Civitavecchia, on a peur d'un débarquement : que faire si des bateaux tricolores entrent dans le port ?

Dans le cas d'un conflit généralisé par la question d'Orient, les Français prévoient d'armer les Polonais et de transférer l'armée d'Afrique vers le golfe de Saros⁴. Ce corps de 30 000 hommes s'emparerait d'Andrinople. Le général Juchereau de Saint-Denis préconise l'occupation de la Chersonèse de Thrace et de Gallipoli pour délivrer la Porte de l'influence russe. Il estime que les ouvrages défensifs des Dardanelles ne disposent guère plus de 300 canons. Depuis la *Belle-Poule*, Emmanuel de Las Cases comptabilise 382 canons. Le nombre de 800 pièces d'artillerie, Boisilecomte en voit plus de 1 000⁵, est exagéré : « Les voyageurs prennent chaque créneau pour une embrasure⁶ », écrit Juchereau de Saint-Denis. Ces canons vraiment *monstres* peuvent lancer des boulets de granit de plus de 400 kilogrammes, mais n'ont ni culasse, ni tourillons. Ils ne sont pas montés sur des affûts. Ils sont couchés à terre, soutenus par l'extrémité de leur bouche sous un angle de 3 à 4 degrés au-dessus de l'horizon et maintenus dans un encastrement d'une solide pile de bois. Le recul est retenu par une épaisse muraille de pierres. Leur tir est vraiment incertain. Marmont remarque que Constantinople possède des batteries nombreuses élevées sur ses bords, dans des emplacements convenablement choisis, rendant sa défense aussi puissante que facile. Il conclut que ce passage ne saurait être forcé, y compris par une flotte russe. La France reste néanmoins persuadée que l'Empire ottoman ne dispose pas d'une armée solide. La Porte songe d'ailleurs à contracter un prêt pour financer la guerre. Samuel de Rothschild se trouve justement à Constantinople pour négocier les modalités du prêt et lord Ponsonby insinue que pour rassurer les capitalistes anglais, il faut donner l'île de Candie en garantie⁷. Une telle proposition risque cependant d'entraîner les protestations de la France et de faire avorter la transaction.

La mission de Sercey en Perse

Renouvelant la tentative de Gardanne et de Jaubert envoyés par Napoléon I^{er}, la France tente une alliance de revers et expédie le comte Félix de Sercey en Perse. Ancien premier secrétaire d'ambassade à Saint-Pétersbourg, Sercey prépare scrupuleusement ce voyage. Il s'inquiète notamment de l'argenterie de voyage destinée au shah⁸. Cette mission de courtoisie part de Toulon le 30 novembre 1839. James Stanislaus Bell la voit arriver à Sinop et il écrit : « Nous venons d'avoir un autre arrivage ici, - un steamer de guerre français avec le comte de Sercey et sa nombreuse suite. Le comte se rend en Perse où il est chargé d'une mission de courtoisie dont j'ai peine à comprendre l'objet précis, dans les conjonctures actuelles. » Embarqué à bord du vapeur *Véloce*, Sercey débarque à Trébizonde le 8 décembre. Accompagné de l'abbé Scaffi, Sercey espère atteindre Téhéran à la mi-février 1840. Lors de ce périple, il côtoie les Kurdes, parle de leurs tentes noires, leurs galettes où il rentre plus de paille que de blé, leur fromage de chèvre. C'est une population vivant en autarcie, fière de ses racines, rompue à l'existence rude et traditionnellement méfiante. Sercey goûte au kebab. Il est reçu par le shah. « Il était assis par terre, écrit Sercey, les jambes croisées à la mode du pays, écrivant sur ses genoux. À côté de lui, à portée de la main, étaient ses pistolets et son sabre, amis fidèles qui ne le quittent jamais.⁹ » Fort apprécié à la cour de Perse, l'émissaire français reçoit la dignité de khan mais le shah Muhammad de la dynastie des qajar ne souhaite ni traité d'amitié, ni consuls de France. Il veut un accord commercial et des instructeurs pour son armée. La Perse est une puissance médiocre. Elle demande fréquemment l'aide de la Turquie pour résoudre ses problèmes de révolte intérieure. La Perse a une population qui oscille entre 5 et 9 millions d'habitants. La plupart des Arméniens de ce pays ont fui vers la Russie. Aucher-Eloy a déjà parcouru la Perse en 1837 et sa correspondance fait état de difficultés importantes auprès des populations : « À Recht, j'ai été insulté à chaque pas, et on m'y refusait jusqu'à de l'eau, sous prétexte que je souillerais les sources du pays ; mais en revanche ce peuple est bien le plus lâche et le plus vil du monde. » Sur la

¹ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 112. Lettre du prince N. Stephanopoli Comnène à Thiers, Paris, 27 août 1840.

² *Ibid.*, papiers privés d'agents, Desages, 34.

³ Michel Crouzet, *Stendhal ou Monsieur Moi-même*, Paris, Flammarion, 1990, p. 702.

⁴ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 111.

⁵ *Ibid.*, vol. 22, correspondance du baron de Boisilecomte.

⁶ *Ibid.*, C.P.C., Turquie, vol. 5 et 6. Juchereau de Saint-Denis, 8 juillet 1839.

⁷ *Times* du vendredi 28 février 1840.

⁸ A.M.A.E., dossier des personnels 1^{ère} série, 3733, Sercey. Lettre de Sercey à Desages, Paris, 12 août 1839.

⁹ Félix-Édouard de Sercey, *Une ambassade extraordinaire. La Perse en 1839-1840*, Paris, l'Artisan du Livre, 1928, p. 243.

frontière perse, après avoir été dépouillé de sa cargaison, l'Anglais Stocqueler avait également manqué de se faire trancher la gorge par un cheik et sa bande en 1831.

À quoi bon s'allier avec le shah ? La marine perse est quasiment inexistante. La Perse dispose de 138 000 soldats réguliers et irréguliers sur le papier mais seulement 50 000 sont formés à l'européenne et seulement 25 000 sont dotés de fusils à baïonnette. Ces fusils de fabrication anglaise sont trop souvent sans batterie¹, sans platine, sans chien ou sans baïonnette. Il n'y a pas d'armuriers qui sachent réparer les armes européennes. Des structures archaïques subsistent. Certains fantassins utilisent le vieux mousquet à mèche avec sa fourquine et des cavaliers sont encore armés d'arquebuses. L'usage de l'arc, dont les Perses font preuve d'une adresse remarquable, est répandu. Les canons sont fondus sur des modèles anglais mais fabriqués à Téhéran, ils sont très mauvais et sont dangereux pour les artilleurs qui les servent. Les soldats de la ligne sont mal payés. Ils touchent 8 tomans par an soit 103 francs. Il n'y a pas de coordination. La structure féodale fait que les chefs de tribus agissent chacun à leur guise². La discipline reste cruelle. On pratique notamment la bastonnade sur la plante des pieds. L'armée perse en opération est une véritable Tour de Babel. Une armée de 20 000 hommes est suivie par autant de domestiques. Au siège de Hérat, l'armée persane se composait de 25 000 réguliers, de 5 000 irréguliers et de 60 canons. D'autres sources affirment que le shah était venu attaquer la ville le 10 février 1838 à la tête de 60 000 combattants³. Pour vivre, les soldats avaient dû manger les herbes qui poussaient dans les retranchements. En face d'eux, la ville disposait de 2 à 3 000 défenseurs sans artillerie. La place d'Hérat était un carré dont les remparts étaient très élevés et épais. Ils étaient surmontés d'un parapet en terre crénelé. Aux quatre angles se trouvaient de grosses tours. Plusieurs petites tours étaient disposées sur les faces. Une citadelle, des portes et un fossé complétaient le dispositif. La principale attaque eut lieu à l'angle sud-est. La contrescarpe fut renversée, le fossé fut comblé. Au cours d'un assaut, on avait délogé l'assiégé des deux chemins couverts mais le 23 juin 1838, l'assaut général contre Hérat fut repoussé. Les rapports français mentionnent que l'état d'ignorance de l'armée perse est maintenu volontairement par l'Angleterre et la Russie. Les oulémas n'interviennent plus dans la politique sauf à prendre le risque d'être l'objet de mesures d'éloignement : ils sont alors exilés à Najaf ou à Mashhad, loin de leurs fidèles. Pour négocier leur retour, ils doivent s'engager à ne plus critiquer le gouvernement. La confrontation prend parfois des allures de véritables campagnes militaires, car certains oulémas entretiennent des hommes en armes pour intervenir quand le pouvoir central est incapable de le faire. À Ispahan, un mojtahed immensément riche, qui a dominé la ville sous le précédent chah, Seyyed Mohammad-Bâqer Shafti (1766-1847), dispose d'une armée d'hommes de main (*luti*), et met en difficulté le gouverneur de la ville, Khosrow Khan. Pour obliger le religieux à renoncer à son pouvoir temporel, Mohammed Shah prend lui-même la tête de l'armée, qui doit ouvrir les fortifications d'Ispahan au canon (1839), puis le faire exiler à Karbala.

L'ambassade du comte de Sercey semble donc inutile. Elle compromet uniquement l'alliance de la France avec l'Angleterre dont les espions surveillent chaque mouvement qui s'effectue en Orient. Ainsi, un Tartare atteint Constantinople en quatorze jours depuis Téhéran. Il renseigne Ponsonby sur l'expédition russe de Khiva et n'oublie pas de mentionner qu'il a vu Sercey à deux jours de marche de Téhéran⁴. Ponsonby déclare au sultan que Paris abandonne sa cause. Les Britanniques ne restent pas inactifs face à cette initiative de la France en Perse. La compagnie des Indes noue des intrigues auprès de la cour du shah. Une femme d'origine géorgienne, épouse d'un officier d'état-major, M. Chey, se rend à Téhéran, après le départ de son mari pour Bombay. Elle part dans le but de former un parti favorable au gouvernement britannique dans le harem du shah. La mission de Mme Chey semble vouée à l'échec dès le départ. Le caractère du shah Mohammed et l'influence de l'ambassade de France devraient contrecarrer ses projets⁵. Le *Times* du mardi 7 janvier 1840 affirme néanmoins qu'un arrangement a été trouvé entre l'Angleterre et la Perse.

Le franchissement des Portes de Fer, 28 octobre 1839

Le 14 octobre 1839, par décision du ministre de la Guerre, le nom d'Algérie est donné à l'ancienne Régence d'Alger. L'importance de l'enjeu égyptien n'entraîne pas une mise en sommeil des questions algériennes. En attendant d'être assez fort pour braver les Français, Abd el-Kader tisse des liens avec des États qui acceptent mal la présence française en Afrique du Nord. Lorsque des symptômes de mésintelligence se manifestent entre la France et le sultan du Maroc, l'Angleterre joue son rôle. Le gouverneur de Gibraltar, qui vient de fournir des armes à Abd-el-Kader, en fournit à Mulai Abd al-Rahman, met des ingénieurs à la disposition du pacha de Tanger pour réparer les fortifications de cette place, promet d'arrêter à sa source toute tentative hostile de la France, et tient le pacha de Tanger au courant de toutes les nouvelles qui l'intéressent. Le brick de guerre en station à Gibraltar est

¹ Pièce de métal qui, dans la platine du fusil à pierre, recouvre le bassinet et, sous le choc du silex, produisait les étincelles enflammant la poudre.

² S.H.A.T. 1M 1673.

³ A.M.A.E., M&D, Perse, vol. 6 et 9.

⁴ *Times* du 28 février 1840.

⁵ A.M.A.E., C.P.C., Turquie, consulats divers, vol. 11 et 12, f°3. Dépêche du consul Honoré Vidal à l'ambassadeur de France à Constantinople, Bagdad, 2 janvier 1840.

fréquemment en mouvement pour le service de cette précieuse correspondance. C'est ainsi qu'à ses alliés naturels le sultan marocain Mulai Abd al-Rahman, le pacha d'Égypte Méhémet-Ali et le Turc Mahmud II, Abd el-Kader se targue de pouvoir ajouter à la liste de ses amis la reine Victoria d'Angleterre. La présence permanente auprès de lui du chef d'escadron Daumas, l'excellent cavalier de cinq ans seulement son aîné, qu'il considère comme l'ambassadeur officiel de Louis-Philippe, le conforte dans sa position de chef d'un État arabe naissant¹. Le 3 mars 1838 : Abd el-Kader a envoyé un émissaire, Miloud ben Arrach auprès de Louis-Philippe pour y défendre les positions algériennes. De retour de Paris, il signe une convention additive avec Valée relative à l'interprétation de traité de la Tafna. L'équilibre reste fragile et l'émir Abd el-Kader doit sans cesse lutter à la fois contre les tribus rebelles et contre certaines confréries qui lui sont hostiles, comme la Tidjania, installée à Aïn Mady et dont le siège, en 1838, lui coûte fort cher en matériel et en hommes². Curieusement il est aidé par les Français dans cette tâche difficile pour faire sauter le verrou qui contrôle tout le Sahara. Il est d'ailleurs entouré de conseillers techniques et militaires européens, souvent déserteurs, et parfois espions à la solde des puissances intéressées par cet insaisissable chef de guerre³. Durant les opérations, Abd el-Kader reçoit régulièrement les journaux de France et Léon Roches les lui traduit. Les déserteurs français qui participent à cette guerre entre deux seigneurs indigènes apprennent ainsi la naissance du comte de Paris et se réjouissent d'une probable amnistie. Aïn Mady est finalement prise par l'émir. La place est rasée le 12 janvier 1839 et les tribus indigènes se soumettent.

Au fil des mois, Abd el-Kader est d'autant plus enclin à reprendre le djihad que l'Angleterre reproche à Louis-Philippe d'avoir pris le parti de l'Égypte dans la brouille qui sépare Méhémet-Ali et le sultan de Constantinople Abdülmecit. Très au fait de la politique européenne, Abd el-Kader sait que Ferdinand I^{er} d'Autriche, Frédéric-Guillaume III de Prusse et Nicolas I^{er} de Russie n'accepteraient pas sans broncher que le roi de France les supplantât en prestige en Égypte. Dans le contexte international explosif de 1839, Soult compte cependant sur les faibles capacités de résistance de l'émir face aux 50 000 hommes de l'armée d'Afrique. Cette attitude est rapidement démentie par les faits.

Au cours de l'automne 1839, le duc d'Orléans rend visite à la nouvelle colonie. Il ne s'agit pas seulement de cueillir un peu de gloire, mais d'accomplir une sorte de visite d'État, au moins autant civile que militaire à la « France africaine ». On donne tout le lustre possible à cette visite d'un prince globalement plus populaire que ne l'est son père. Il est accompagné notamment de l'économiste libéral, correspondant du Courrier français, Adolphe Blanqui (le frère aîné d'Auguste, le révolutionnaire), et du peintre orientaliste alors célèbre, Adrien Dauzats. Accueilli en grandes pompes à Oran, puis à Alger, le duc d'Orléans reçoit toutes les autorités civiles et militaires, françaises et indigènes, organise bals et revues, et ne dédaigne pas les bains de foule. La seconde partie de son séjour est plus militaire : il participe à une expédition vers Constantine (conquise seulement deux ans plus tôt), dont le but principal semble de marquer le territoire, de se montrer en force aux tribus, et de reconnaître un itinéraire terrestre sûr entre Constantine et la capitale. Au retour, la colonne franchit les fameuses Portes de Fer, impressionnant défilé dans la chaîne des Bibans. Les Français sont enorgueillis par l'exploit. Le 28 octobre 1839, une colonne commandée par le maréchal Valée, successeur de Damrémont, relie Sétif à Alger par le défilé des Portes de Fer, à travers un territoire attribué à Abd el-Kader, violation manifeste du traité de la Tafna. Dans ses lettres, le duc d'Orléans se fait le chantre de cette expédition qu'il a personnellement menée. Arrivé devant cet imposant relief, le duc écrit : « Au bout de deux heures de marche on arrive dans une sorte de cuvette humide, au fond de laquelle s'aperçoivent des parois extraordinaires de rochers rouges dentelés et ressemblant à un gâteau feuilleté. C'est l'entrée des Portes de Fer. » Le prince se fait remarquer par son courage et sa très grande simplicité. Voulant partager la vie du soldat en campagne, il se rend très populaire. Entre la première et la deuxième porte, les sapeurs gravent sur la muraille *Armée française 1839* et le duc, avec une baïonnette, inscrit un grand F dans le roc. La presse rapporte l'événement. On confie à l'académicien Charles Nodier le soin de rédiger, principalement d'après les lettres et les notes du duc d'Orléans, un (pseudo-)journal de voyage. Le récit y est relaté par un « nous » fort abstrait, qui n'englobe ni le duc, ni Nodier (qui n'était pas du voyage et n'avait jamais vu ce qu'il décrivait). L'ensemble est très abondamment illustré (au moins une vignette toutes les deux pages et une planche hors texte toutes les dix pages) par des peintres orientalistes ou militaires (Dauzats, Decamps, Raffet), richement imprimé sur les presses de l'Imprimerie royale, et, selon les ordres du duc d'Orléans, un exemplaire devait en être remis gracieusement à chaque officier et soldat qui l'avait accompagné dans son périple. Le *Journal de l'expédition des Portes de fer* constitue un monument de propagande officielle en faveur de l'Algérie française. Propagande au demeurant assez sage, la tonalité générale du texte, malgré de régulières tentatives d'envolées, est somme toute plutôt froide : manifestement Nodier s'ennuie, et l'auteur de *Smarra* et de *La Fée aux miettes* n'est pas bien doué pour l'enthousiasme de commande. Quand, en 1844 seulement, le *Journal de l'expédition des Portes de fer* sort des presses, tout cela est devenu bien anachronique, et doublement posthume. Le duc d'Orléans est mort

¹ Georges Fleury, *op. cit.*, Tempus, 2008, p. 288.

² Voir le récit donné par Eugène Daumas, *Correspondance du capitaine Daumas, consul à Mascara, 1837-1839*, Alger, 1912. Renseignements sur le siège d'Aïn Mady fournis par Nicolas Blanc, déserteur du 8^e régiment d'artillerie.

³ Bruno Étienne, François Pouillon, *op. cit.*, p. 36.

accidentellement sur la route de Neuilly en 1842, la tête fracassée sur un tas de pavés, privant ainsi la monarchie des Barricades d'un successeur intelligent et populaire, et lui faisant craindre la perspective peu rassurante d'une régence. Quant à Charles Nodier, il s'éteint en 1844, quelques semaines avant la parution de ce *Journal*, dont Dauzats achève la publication¹.

La propagande flatte une opinion publique inquiète des problèmes du Levant mais Abd el-Kader choisit de répondre par une offensive générale à l'initiative française. L'émir dénonce une violation du traité de la Tafna et informe le maréchal Valée de la reprise de la guerre (18 novembre 1839). Espère-t-il tirer profit de l'attention portée aux questions d'Orient ? Juge-t-il que sa légitimité de défenseur des musulmans algériens l'oblige à réagir brutalement ? Ne peut-il compter sur l'appui des Turcs et des Anglais, auxquels il propose un rapprochement ? Toujours est-il que les Français se trouvent engagés dans une guerre difficile. Si l'Est algérien, où l'influence de l'émir est faible, est épargné, les villes et postes du Centre et de l'Ouest sont assiégés, les communications interrompues, les établissements agricoles enlevés ou évacués. On finit par regretter les méthodes de Savary et on propose de tenir le pays au moyen de cheiks arabes, feudataires de la France. Graves problèmes, dans un moment où la guerre turco-égyptienne semble sur le point de mener à un conflit européen. Contrairement à ses prédécesseurs, alliés à la France, le bey de Tunis Ahmed suit les conseils de l'Angleterre et laisse transiter sur son territoire les armes expédiées de Malte à Abd el-Kader. Vers la fin de l'année 1839, un terrible événement met en évidence cette contrebande. Un brick maltais, le *Vincenzio Callar*, chargé de 117 barils de poudre, explose². Deux autres bricks également chargés de poudre, font voile, craignant une perquisition. Sur les plaintes du consul français, le bey consent à établir quelques barques de surveillance, mais c'est seulement pour la forme et la contrebande continue activement. Au même moment, le bey reçoit une ambassade d'Abd el-Kader, chargée de lui offrir dix superbes chevaux, un sabre et un yatagan enrichis de diamants, des peaux de lion et de panthères. Cette ambassade est accueillie avec de grands honneurs. Le bey fait plusieurs fois manœuvrer ses troupes devant elle, et la congédie après un séjour de deux semaines. Elle reprend la route de l'Algérie, comblée de présents, et avec ses chameaux chargés de poudre. Le bey cherche à dissimuler cette entreprise en répandant le bruit par ses agents qu'elle est députée par l'empereur du Maroc. Abd el-Kader reprend les armes. La plaine de la Mitidja est en feu. De nombreux Français sont massacrés. 1839 est une année terrible également pour les Arabes : la misère due à l'effort de guerre, la sécheresse et bientôt le choléra. Certaines tribus abandonnent l'émir et se rallient aux Français.

Les troupes françaises réagissent et, après le combat d'Oued el-Alleug, réoccupent définitivement Blida. Mais de l'autre côté de l'Algérie, à l'ouest, l'émir, qui se déplace très rapidement, inflige quelques défaites à l'armée française. Dans les mosquées, on appelle à la guerre sainte. Aux portes de Tunis, un Français, M. Curiatte est attaqué en plein jour par des bédouins qui lui tirent à bout portant un coup de tromblon. Quatre balles lui traversent la cuisse et sept autres n'atteignent heureusement que ses vêtements. Tombé de cheval, ses assassins le cernent et lui portent sur la tête un coup de bâton ferré. Peu après, le bey Ahmed prépare une grande expédition militaire. À la tête d'une armée de 6 000 hommes d'infanterie régulière, deux batteries d'artillerie, un régiment de cavalerie, et environ 4 000 hommes de cavalerie irrégulière, il quitte Tunis. Il prétend punir une tribu rebelle qui s'est soulevée contre le monopole du tabac. Il se dirige vers le sud, à la frontière de Tripoli, fait pendre quelques malheureux rebelles, puis rebrousse chemin et se dirige vers l'ouest. La nouvelle de l'approche de l'armée tunisienne provoque de l'agitation parmi les tribus autour de Constantine. Le général Galbois est contraint de prendre des mesures énergiques. Une escadre française arrive à Tunis et le bey est invité à rentrer dans sa capitale. Le bey juge prudent de suivre cette injonction. Abd el-Kader ne cesse pas d'être « une épine dans l'œil des Français³ » et en présence de l'éventualité d'un conflit européen consécutif à la crise du Proche-Orient, le maréchal Valée doit renoncer à ses projets d'agrandissement en Afrique pour conserver les possessions acquises. Il fait rédiger le projet d'une nouvelle enceinte pour Alger et d'une série de forts détachés destinés à en défendre les approches. Il charge une commission d'examiner le système de digues présenté par les ingénieurs maritimes, et indique lui-même les travaux à exécuter pour la défense de la rade d'Alger et la formation d'une batterie formidable qui empêcherait les flottes ennemies d'approcher des bâtiments mouillés dans le port. Dans l'hypothèse d'un débarquement à Sidi-Ferruch et du blocus de la capitale, le maréchal veut faire de Médéa la capitale militaire de l'Algérie. C'est sur ce point qu'il prévoit de réunir ses forces pour prendre à revers une armée d'invasion et faire lever le siège d'Alger. Il fait étudier le système à adopter pour les fortifications de Médéa et la défense de l'Atlas, au-delà duquel il veut porter la capitale, en cas de guerre européenne.

La campagne d'Afrique : le siège de Mazagran, le col de la Mouzaïa

Les meilleures unités de l'armée française sont engagées en Algérie. En métropole, on considère que l'Afrique est une bonne école de guerre. Des renforts sont arrivés au mois de janvier 1840. Le corps présent en Algérie est

¹ Franck Laurent, *Le voyage en Algérie. Anthologie de voyageurs français dans l'Algérie coloniale 1830 – 1930*, Paris, Robert Laffont, 2008, p. 54.

² *Revue de l'Orient*, 1844, p. 94.

³ Expression que l'on retrouve chez Mgr Antoine-Adolphe Dupuch, *Abd el-Kader au château d'Amboise*, Paris, Ibis, 2002, p. 10.

passé de 50 000 hommes à près de 70 000 hommes. Abd el-Kader a repris les armes car le franchissement des Portes de fer (défilé des Bibans) entre Constantine et Alger est une violation du traité de la Tafna. Le commandant Raphel, chef du camp d'Oued-el-Alleg, est tué avec trois de ses hommes dans une embuscade, alors qu'il conduisait un troupeau. Sa tête a été coupée et enlevée¹. La crise se profile. Les deux compagnies du camp d'Oued-el-Alleg font une sortie et sont assaillies. Elles se retirent d'abord en bon ordre puis elles sont décimées par les balles, puis elles regagnent le camp dans la confusion. La poursuite est stoppée par un tir à mitraille d'une vieille pièce en fer servie par le brigadier Lassalle et trois artilleurs. La plaine reste envahie et incessamment parcourue par les Arabes. Le maréchal Valée renonce dans un premier temps à toute opération offensive. L'armée française se targue des succès rencontrés en Algérie. Valée collectionne les victoires. Une petite troupe stationnée à Mazagan réalise un exploit. 123 Français soutiennent un siège contre 2 000 guerriers² les 3, 4, 5 et 6 février 1840. Les chasseurs du capitaine Lelièvre et du capitaine Magnier assiégés ont résolu de faire sauter le fort plutôt que de capituler. Ces cent vingt-trois hommes affectés par mesure disciplinaire sont des têtes brûlées. Les autres soldats les surnomment les « Zéphirs » car ils savent voler comme le vent. Au soir du troisième jour de siège, le fort de Mazagan tient toujours. Le tricolore est criblé de balles. Averti à Mostaganem par ses observateurs, le chef d'escadron de Barral fait marcher vers lui une colonne de secours composée d'une batterie de six canons et de la compagnie qu'il a difficilement réunie tant il y a de malades au sein de sa garnison. Sitôt averti de cette sortie qu'il espérait provoquer en attaquant Mazagan, ben Thami abandonne le siège du fort de Lelièvre pour se ruer sur Mostaganem enfin à sa merci. Apercevant de loin l'ennemi en mouvement, le commandant de Barral se rend vite compte qu'il est en train de tomber dans un grossier piège tactique. Renonçant à poursuivre la route vers la garnison de Lelièvre, il met en batterie sur un piton ses six canons dételés et brise le mouvement des cavaliers en burnous qui se retirent après une seule salve qui en a fauché quelques dizaines. Puis espérant revenir à la côte avant la seconde colonne que ben Thami a lancée vers la ville, il ordonne la retraite.

Voyant les disciplinaires de Lelièvre à nouveau livrés à eux-mêmes, le beau-frère d'Abd el-Kader se résout à délaisser Mostaganem et relance sur le fort une charge plus épaisse que les précédentes. Des dizaines de fantassins chargés d'échelles se fauillent entre les jambes des chevaux. La charge va cette fois au corps à corps. Les Zéphirs reçoivent l'ordre d'économiser les munitions. Après avoir essayé des salves tirées à bout portant, les assaillants, fantassins et cavaliers mêlés, sans cesse plus nombreux, butent sur un rideau de baïonnettes. Tirant toujours à mitraille, le canon du fortin fauche leur masse compacte jusqu'à ce que ben Thami les rappelle. Les Arabes de Mustapha ben Thami, beau-frère et lieutenant d'Abd el-Kader, se retirent, abandonnant 5 à 600 tués. Dès qu'il est mis au courant de la résistance de Mazagan, Valée décide de l'utiliser à la propagande de l'Algérie française. Les chansonniers, les caricaturistes, les graveurs et les peintres jouant inconsciemment le jeu des militaires et du gouvernement, le capitaine Lelièvre, vite promu chef de bataillon, fait l'objet d'une renommée exemplaire. Dans *Le Miroir caricatural*, il devient un « fameux lapin », géant à longues oreilles assis sur la muraille de Mazagan et dévorant des Arabes sans se soucier des boulets. La statue du capitaine Lelièvre orne d'ailleurs une des places de Malesherbes, sa ville natale. L'inscription rappelant l'épisode de Mazagan, se termine par cette phrase humoristique : « Le capitaine Lelièvre était un fameux lapin.³ » On met sur le marché une « Liqueur de la défense de Mazagan » dont les flacons sont illustrés par une scène de combat précisant que, par la vertu de ce tord-boyaux, les hommes de Lelièvre se sont battus à « 123 contre 12 000 ». L'armée d'Afrique s'attirant grâce à ses Zéphirs un peu plus de sympathie populaire, Adolphe Thiers décide d'engager une guerre totale en Algérie⁴.

Au printemps 1840, le duc d'Orléans repart pour l'Algérie où il va commander une division sous les ordres du maréchal Valée. Il emmène avec lui, comme officier d'ordonnance, son frère Aumale. « La reine, assure-t-on, n'est jamais si heureuse que lorsque ses fils sont en Afrique, au milieu des maladies du pays, exposés au fer et au feu des Arabes, parce qu'alors ils sont à l'abri des dangers plus grands des rues de Paris », écrit ironiquement Alphonse Karr. Le 8 mars 1840, l'armée française marche sur Cherchell. Le 27 avril a lieu le combat dans les gorges de l'Affroun. Les forces du bey de Miliana menacent d'encercler l'infanterie qui manque de munitions. Le duc d'Orléans ordonne la charge. Les chasseurs d'Afrique, sabre au clair, débloquent la situation et apportent la victoire. Le duc d'Aumale qui a à peine dix-huit ans, se signale par son intrépidité. Avec une seule compagnie, devançant tout le monde, il se précipite, l'arme au poing, sur les Arabes embusqués dans le bois de Kazéras. Il essuie, en souriant, une terrible décharge de mousqueterie, à laquelle lui et ses hommes répliquent avec vigueur, tuant et dispersant les ennemis. Par la hardiesse et la vivacité de cette attaque, le jeune prince contribue grandement au succès de cette journée. Son frère le duc d'Orléans, le félicite sur le champ de bataille de s'être montré « un digne fils de France », puis il lui donne un ordre dont l'exécution ne souffre aucun délai, en le priant de le faire transmettre aux troupes qui combattent plus loin. Le duc d'Aumale s'éloigne, et comme au bout d'une heure il n'est pas revenu, le prince royal s'inquiète. Tout à coup son frère survient tout joyeux et ce dialogue

¹ Henry Fabre de Navacelle, *L'Algérie, souvenirs militaires*, Paris, Plon, 1876, p. 17.

² Jeannine Verdès-Leroux, *Les Français d'Algérie de 1830 à aujourd'hui*, Paris, Fayard, 2001, p. 135.

³ Musée de la gendarmerie à Melun. Colonel Burat, *Gendarmerie d'Afrique, Historique 1830-1925*, 1926, p. 42.

⁴ Georges Fleury, *op. cit.*, p. 236.

s'engage entre les deux fils de Louis-Philippe : « D'où viens-tu ? – de remplir mon devoir. – Tu as expédié mes ordres ? – Je les ai portés moi-même. – Mais le péril était immense ? – C'est pour cela. Si j'avais commandé, moi, et que tu eusses obéi, qu'aurais-tu fait ? – Ce que tu viens de faire. – Je le savais parbleu. – Frère tu viens de conquérir tes épauettes. ¹ » Et les deux princes s'étreignent affectueusement.

Le 10 mai 1840, les Français s'apprêtent à attaquer au col de la Mouzaïa les contingents arabes. Quel est le but de la manœuvre ? Assurément, il s'agit de redonner confiance aux troupiers. Le lieutenant Fabre de Navacelle et le capitaine Lebœuf² reconnaissent que la prise du col permettrait de diffuser un bulletin de victoire. La position n'est cependant pas facile à enlever. Les Arabes s'abritent derrière de solides retranchements. Le col de Mouzaïa se trouve à 940 mètres d'altitude, puis on descend dans la plaine par un vallon. Le contrefort de Mouzaïa s'élève alors de 1 100 à 1 400 mètres de hauteur. Les Kabyles, les quinze mille cavaliers de Mohammed ben Allal se tiennent prêts à accueillir les Français si les fantassins d'Abd el-Kader repoussent les attaques. L'artilleur Fabre de Navacelle écrit : « Abd el-Kader occupait, aussi solidement que le permettait la nature de ses troupes, la crête comprise entre ce cap et le col. L'escalade de l'Atlas avait toujours été une opération grave. Mais, cette fois, les chrétiens devaient y périr jusqu'au dernier. Des ouvrages grossiers, des redoutes en pierres entassées protégeaient et fixaient les défenseurs de la position. Au promontoire même, une de ces redoutes, suspendues sur d'infranchissables rochers, n'était abordable que par le sud. Le col était armé de pièces d'artillerie, et, d'autre part, il était impossible de suivre la route sans être maître de cette crête, qui la domine et écraserait, fût-ce avec des pierres, une armée engagée sur l'étroite corniche qui la termine du côté du col. » La brigade d'Houdetot (les zouaves avec les chasseurs, le 23^e régiment de ligne, la batterie Conrot) et la brigade Duvivier³ (2^e léger et 24^e de ligne) sont chargées de conduire l'attaque. Houdetot en recevant les ordres du duc d'Orléans s'exclame : « Monseigneur, dans un quart d'heure, je serai là-haut... ou à Versailles. » Il fait allusion aux tables de bronze que Louis-Philippe a fait placer au musée de Versailles pour y inscrire le nom des généraux tués à l'ennemi.

L'artillerie de montagne est mise de côté car elle n'est pas assez puissante pour balayer la crête. Seules les pièces de 8 du capitaine Sainte-Foix auraient une portée suffisante mais elles restent en réserve. Le tir des Arabes embusqués fauche et ralentit la progression des fantassins. L'assaut ne peut réussir que si il est rondement mené, sans piétinement. Les officiers s'époumonent à crier : « En avant ! Vive le roi ! » Les clairons sonnent la charge. Sous un feu meurtrier, les colonnes françaises s'avancent et tentent de s'emparer des redoutes. Quatre canons tirent sur les Français. Les officiers abandonnent les chevaux en raison de la déclivité. Le général Duvivier conserve le sien mais à 200 mètres, la raideur de la pente l'oblige à mettre pied à terre. Le brouillard favorise le 2^e léger qui parvient à hauteur d'une première redoute, sans être vu et sans être atteint gravement. Soudain, les nuages se dissipent. La fusillade éclate. Cent cinquante hommes tombent en un instant. Le colonel Changarnier, voyant tomber ses hommes, se jette sur la pente abrupte qui mène à la redoute et crie : « À droite ! à droite ! » Le capitaine Leflô rejoint le colonel et le conjure de continuer le mouvement qui doit faire tomber la position ennemie⁴. En effet, elle cède finalement, voyant sa retraite menacée. Changarnier a eu une épauette coupée et une autre balle a traversé sa capote.

Au cours de l'engagement, les généraux Marbot et Rumigny sont blessés. Le premier a eu le genou atteint par le ricochet d'une balle. Le second a été blessé à la cuisse. L'assaut laisse beaucoup de monde en route. L'ambulance de Mouzaïa a peu de moyens. Le chirurgien major Ceccaldi dispose pour toute ressource, de deux tentes à seize hommes et d'une marmite pour soixante portions. Le duc d'Aumale trouve effondré sur le sol, à demi mort de fatigue et de désespoir, le colonel Gueswiller, du 24^e d'infanterie : C'est un gros homme fort brave qui vient d'avoir son cheval tué sous lui, et qui, ayant voulu continuer de mener l'assaut à pied, est tombé là⁵. Il rage de devoir laisser sa troupe marcher sans lui. Il le dit au jeune prince, en termes à la fois respectueux et crus. Ça ne traîne pas. Cinq minutes après, le colonel repart sur le cheval du duc d'Aumale. Le prince promet : « J'ai de

¹ D'après le récit d'Arago et de Gouin. C'est à la fin du mois de mai que le duc d'Aumale est nommé colonel du 17^e léger.

² Edmond LEBŒUF est né à Paris le 5 décembre 1809. Il intégra l'École polytechnique en 1828, puis l'école de Metz en 1830. Il participa aux Trois Glorieuses. Il fut détaché à l'état-major de l'artillerie du corps expéditionnaire de Constantine en 1837. En 1838, il était officier d'ordonnance du maréchal Valée. Blessé devant Djidjelly le 14 mai 1839, il passa chef d'escadron en 1846. Il fut le commandant en second de polytechnique en 1848. Lieutenant-colonel en 1850, colonel en 1852, général de brigade en 1854, général de division en 1857. Il commanda l'artillerie de l'armée des Alpes et se distingua lors de la bataille de Magenta. Ministre de la Guerre en 1869, il obtint la distinction de maréchal en 1870. Il affirma au début de la guerre franco-prussienne « qu'il ne manquait pas un bouton de guêtre. » Capturé à Metz, il meurt à Moncel-en-Trun, dans l'Orne, en 1888.

³ Franciad Fleurus DUVIVIER est né à Rouen le 7 juillet 1794. Il entra à l'École polytechnique en 1812. Sergent-major, il défendit Paris en 1814 et commandait une section de huit pièces. Au sortir de l'École d'application de Metz, il passa lieutenant, puis capitaine. Il participa à l'expédition d'Alger comme capitaine du génie. Il commanda l'un des deux bataillons de zouaves où l'on incorpora les cinq mille volontaires parisiens qui arrivaient des barricades. Le commandant Duvivier fut chargé de les discipliner. Ce fut plus tard le 67^e de ligne. Avec eux, en 1831, il couvrit la retraite de Médéa. Lieutenant-colonel en 1834, il commanda les spahis à Bône. Il participa à l'expédition de Constantine de 1836. Il attaqua la porte du Coudiat-Ati, mais échoua, faute de soutien. En 1837, on l'envoya fonder une colonie à Guelma, au milieu d'une population exaltée. Il remplit sa mission. Nommé colonel, il assista à la prise de Constantine. Entre 1838 et 1839, il fit fortifier le camp de Blida. Général de brigade, il participa en 1840 aux opérations contre Abd el-Kader. En 1841, il retournait en France. Il fit paraître pendant sa retraite plusieurs ouvrages savants. Il fit des recherches sur les rapports de la langue des Kabyles avec le phénicien. Le 25 février 1848, le gouvernement provisoire le chargea de l'organisation de vingt-quatre bataillons de garde nationale mobile. Il défendit, en juin 1848, l'hôtel de ville de Paris contre les insurgés, mais fut blessé le 25 et succomba peu de jours après.

⁴ Henry Fabre de Navacelle, *op. cit.*, p. 71.

⁵ Robert Burnand, *Le duc d'Aumale et son temps*, Paris, Hachette, 1949, p. 47.

bonnes jambes, colonel, et je ne perdrai pas un pouce de terrain.¹» Avec sa fougue de vingt ans, Aumale court parmi les balles qui ricochent autour de lui sur les pierres. Il rattrape les grenadiers et les éléments de première ligne. Il a ainsi la joie et l'orgueil de saluer, l'un des premiers, le drapeau français planté au sommet de la crête. L'artillerie française parvient à se mettre en batterie. Ses projectiles finissent de mettre en déroute les Arabes. La fusillade cesse. Les clairons rallient les combattants. Ils se taisent, puis la musique régimentaire joue à l'entrée du col *La victoire est à nous*, le vieil air de gloire dont s'étaient grisés, pendant quinze ans, les soldats de la Révolution et de l'Empire.

Les Arabes, avec d'antiques pétoires, des bombardes archi-séculaires peuvent clouer net les attaques les plus fougueuses de l'armée française. Les vétérans, qui ont servi sous les aigles, ces grognards chevronnés, qui ont connu les charges, dans la neige sanglante d'Eylau, le pilonnage d'artillerie de Wagram, le massacre des derniers carrés à Waterloo, n'en reviennent pas. Cet ennemi sans cesse fuyant, écrasé, ressuscitant, sans armes ou presque, sans canons, sans états-majors, comment tient-il devant les soldats de la Grande Armée et ceux formés à leur école. Il existe encore dans l'armée française des briscards qui se rappellent l'aventure égyptienne ou qui en ont recueilli le récit des témoins. On avait cru, dans le désert de Syrie, toucher le fond de la misère. En Algérie, on trouve autant : un soleil implacable, pas d'eau, et le choléra à la place de la peste. Le plus difficile des terrains, il n'est pas plat comme en Égypte, mais hérissé et perfide : des rocs, des défilés, des crêtes inaccessibles. La mort se trouve embusquée à tous les plis du sable, à toutes les touffes d'herbe dure, au moindre tas de pierres sèches, aux meurtrières de la plus chétive mesure. La troupe part en colonne, l'écrasant barda aux épaules, vêtue de drap étouffant, guêtrée, ceinturée, sanglée, boutonnée. On place un couvre-nuque sous le shako. On s'adapte au climat en se déguisant en Arabe. Un zouave, un spahi n'est qu'un Français costumé. Après des marches épuisantes, la nuit n'offre guère de repos. Autour des bivouacs, les ombres menacent. Dès l'aube, il faut reprendre la marche, à la poursuite d'un ennemi invisible.

Le colonel Changarnier propose des attaques de nuit afin de s'emparer des positions élevées tenues par les Arabes. La conversation s'engage avec ses supérieurs : « Nos troupes, si justement confiantes en elles-mêmes, surmonteront, j'en ai le ferme espoir, tous les obstacles. Mais au prix de quels sacrifices ! Et sans faire de mal à l'ennemi, qui se retirera à son heure quand le jeu commencera à lui déplaire. – Mais, mon cher Colonel, dit le général Schramm, comment se tireront-on la nuit de ces montagnes si difficiles ? – Elles me semblent, en effet, tellement difficiles que, pour ne pas nous y compromettre, je propose une attaque de nuit par une seule colonne qui suivra la route, plus large, vous le savez, que celle du côté du nord. Arrivée au point où l'intendance avait établi son parc, la colonne se bifurquera pour aborder le col et par les pentes faciles situées en face du ravin servant de limite aux Soumatha et aux Mouzaïa, et par l'entrée ordinaire, où sera la principale résistance. Arrivée à petite distance, nous nous jetterons en avant tête baissée, sans tenir compte des coups de canon ni des coups de fusil et sans riposter avant d'avoir joint l'ennemi corps à corps. Si, comme vous le croyez, un gros d'infanterie régulière est établi sur le plateau compris entre les deux issues du col, nous en tuons ou prendrons la moitié, un quart se cassera bras et jambes dans les ravins, toutes les armes nous resteront et nous aurons beaucoup avancé la guerre, sans avoir éprouvé le quart des pertes que nous coûterait une attaque de jour. – Mon cher Colonel, dit le général de Lahitte, qu'arrivera-t-il si le chef de notre colonne est tué ? – La colonne s'en apercevra moins vite la nuit que le jour. Si elle a été bien lancée, si les instructions préalables ont été bien données, la mort de son chef ne l'arrêtera pas et il sera promptement remplacé.²» Changarnier défend sa tactique : « Dans une affaire de nuit, Monsieur le Maréchal le sait mieux que personne, toutes les chances sont en faveur des troupes qui ont le plus d'ordre et de discipline. Nous connaissons le terrain, nous savons où nous devons aller, où nous devons nous arrêter. Figurez-vous l'impression produite par notre attaque inopinée en pleine nuit, sur les Arabes, parfois intrépides, mais dont le calme, la cohésion, la docilité au commandement ne sont pas les qualités principales ? Ils nous croiront partout où nous ne serons pas. Ils feront une décharge qui ne pourra nous arrêter et je suis persuadé qu'ils n'en feront pas une seconde. » Le maréchal Valée, qui a écouté silencieusement, adopte l'avis de Changarnier.

Abd el-Kader livre un combat de retardement devant Médéa. Avec ses obusiers, Fabre de Navacelle pilonne les éventuelles cachettes des Arabes, puis les fantassins s'élancent pour nettoyer les plis du terrain. Deux colonnes sont nécessaires pour s'emparer de Médéa. La ville est finalement abandonnée par les Kabyles. Duvivier est nommé gouverneur et il est chargé de la garder avec le 23^e et un bataillon de la légion. Le 20 mai, le gros de l'armée française quitte la place pour revenir sur ses pas. Abd el-Kader saisit l'occasion pour harceler les arrières du maréchal Valée. L'arrière-garde française commandée par le général Dampierre est composée du 17^e léger, colonel Bedeau, qui marche le dernier, des 48^e et 15^e léger, des 5^e hussards et chasseurs, ainsi que la section de Bossu. Fabre de Navacelle est envoyé en renfort : « Je m'arrêterai à la petite butte ; mes hommes et l'un de mes obusiers furent placés derrière ; l'autre obusier fut mis à gauche de la butte, en batterie. Moi-même, prévoyant une longue attente, et craignant que le moral de mes hommes n'en fût atteint, j'allai m'asseoir sur la butte, tournant le dos à l'ennemi. Bien des balles labourèrent le sol et cassèrent des branches autour de moi ; mais on me tirait de

¹ René Valléry-Radot, *Le duc d'Aumale d'après sa correspondance avec Cuvillier-Fléry, 1840-1871*, Paris, Plon-Nourrit et Cie, 1922, p. 41.

² Changarnier, *Campagnes d'Afrique 1830-1848. Mémoires du général Changarnier*, Paris, 1931, pp. 110-111.

haut et d'assez loin ; je ne fus pas atteint, et, d'ailleurs, je trouvai que mes canonniers étaient, comme toujours, sans peur et sans tristesse, bien que l'exiguïté de nos approvisionnements nous obligeât à recevoir le feu sans y répondre. » Le colonel Bedeau doit tenir fermement. Il subit de lourdes pertes. Les pentes sont couvertes d'indigènes qui s'avancent comme des chiens fous. Un obusier tire trois ou quatre obus, ce qui les calme et permet aux fantassins de respirer. Les hussards ont des blessés. Les soldats du 48^e et du 15^e léger se fraient un chemin. D'Allonville et ses gendarmes maures regrettent de ne pas pouvoir aider mais ils ne sont pas faits pour le combat d'infanterie¹. Le général Dampierre a sa capote déchirée à l'épaule. Le colonel Bedeau est atteint au nez par une balle. Il a le visage ensanglanté. Couverts par les obusiers, les zouaves et les chasseurs luttent avec acharnement contre un ennemi qui attaque frontalement. « Nous tirions, par-dessus la tête des zouaves, des obus qui n'arrêtaient plus les Arabes », écrit Fabre de Navacelle. Un sergent nommé Stanislas se distingue, laissant l'ennemi le dépasser, il le surprend puis l'abat de sa balle et de sa baïonnette. Un chasseur abat coup sur coup trois adversaires avec son sabre-baïonnette et a la mâchoire brisée d'un coup de pistolet. La retraite est couverte mais les pertes sont lourdes. Les blessures sont impressionnantes. Fabre de Navacelle utilise ses mulets et ses affûts pour transporter les hommes : « Je fus rattrapé par un zouave dont le bras était tout sanglant. Je connaissais son visage sans savoir son nom : je lui demandai si l'os était atteint. 'Oh ! mon lieutenant, me dit-il, il n'y manque rien, tout est cassé. – Eh, bon Dieu ! vous ne pourrez jamais arriver à l'ambulance ; je vais courir et vous renvoyer un mulet. – Oh ! bah ! n'ayez pas peur ! j'arriverai bien là-haut.' Et il partit d'un bon pas comme s'il n'éprouvait ni douleur ni fatigue. »

Le 22 mai, les Français sont de retour à Blida. Le 24, le 2^e léger enregistre son 309^e mort depuis le début de l'expédition, ce qui correspond à un homme tué sur trois. Le 4 juillet, le 1^{er} bataillon de chasseurs n'a plus que 305 hommes sous les drapeaux, il en avait 609 présents le 27 avril. La volonté des Français reste inébranlable. « L'intention est bien arrêtée, dit le duc d'Orléans le 24 mai 1840, à Alger, de fonder sur cette terre un peuple et un grand empire, cette pensée sera poursuivie avec vigueur et persévérance, et, croyez-le bien, elle sera comprise à Paris comme en Afrique. ² » Le duc d'Aumale écrit à son précepteur Cuvillier-Fleury : « Je vous surprendrai bien quand je vous dirai que j'ai lu de l'Horace en allant à Médéah ! Figurez-vous que je suis tombé sur un colonel lettré qui a eu un second prix de vers au concours en rhétorique, et qui n'aime rien tant que ces souvenirs d'humanités, ce qui ne l'empêche pas d'être un bon militaire. » Plus loin, il critique son ancien professeur : « À propos de littérature, j'ai lu avec plaisir votre premier article sur l'ouvrage du général Létang ; il m'a paru vrai et bien écrit ; seulement je trouve que vous sortez de la question en vous étendant si longuement sur Alger. Ce n'est pas dans cette ville, ni par sa population, que se décidera le sort de l'Afrique. Mais je ne veux pas parler de la question d'Afrique, qui est, selon moi, une des plus difficiles à résoudre, et qui fait divaguer tant de gens sensés. »

Le 3 juin, les Français mènent une nouvelle campagne pour s'emparer de Miliana. Sur le chemin, un peloton tombe au milieu de ruches. Le 7 juin, on se rend compte qu'Abd el-Kader pratique la tactique de la terre brûlée. Des colonnes de fumée s'élèvent au-dessus de Miliana. Les Arabes postés sur le plateau commencent un tir nourri. Le maréchal Valée fait mettre l'artillerie de campagne en batterie. Deux colonnes d'attaque sont lancées. Le 2^e léger mène l'assaut sur la droite. Fabre de Navacelle participe à l'événement : « Je modérai l'ardeur de mes hommes, ignorant les ordres donnés et ne voulant ni désobéir, ni prendre la place d'un camarade. Mais, voyant qu'on lançait seulement sur les traces du 2^e la section d'Iratchez, guidée par le capitaine Fournier, je me jetai sur celles des zouaves. Bientôt, du reste, je les laissai à gauche et me trouvai tout à fait isolé entre les deux colonnes. Je pris les devants courant le pistolet à la main, à 200 ou 300 pas en avant de mon premier obusier, pour reconnaître la route et prévenir pour mes hommes des dangers dont je me sentais plus que jamais responsable. » Les tirailleurs du commandant Levaillant s'élancent. Ils sont appuyés par les obusiers qui nettoient le terrain et font sortir les Arabes de leurs dernières embuscades. La ville est prise. La position est stratégique. Près de Miliana, dans un ravin dans lequel coulent les eaux du Zaccar, Abd el-Kader avait profité des chutes qu'elles donnent pour établir une fonderie. Plusieurs forges catalanes y étaient construites pour l'exploitation d'une mine de fer³. La propagande française se saisit des événements pour susciter un élan de solidarité en faveur d'une intervention à outrance en Algérie. Le journal *Le Siècle* rapporte que le maréchal Valée s'est dirigé sur la plaine du Cheliff, « détruisant les tribus et incendiant les récoltes sur pied » et précise que « nos troupes ont fait beaucoup de mal à l'ennemi. » Page suivante, on lit : « Abd el-Kader a mis le feu à la plaine ; la guerre qu'il nous fait est celle d'un brigand et d'un vandale. » La proclamation du général Valée à Blida le 5 juillet 1840 est sans équivoque. Il termine sur ces mots adressés à ses soldats : « Vous aurez la gloire de terminer cette guerre, qui dure depuis dix ans, et vous donnerez à la France une vaste et belle colonie. »

La glorification des victoires françaises cache une triste réalité. Déjà le 9 mai 1840, Cuvillier-Fleury racontait dans une lettre à sa fiancée qu'il avait assisté la veille aux obsèques du colonel Miltgen, mort des suites de ses blessures : « Encore s'il eût pris part à une guerre sur le Rhin, si le sentiment d'un grand danger menaçant le pays

¹ Henry Fabre de Navacelle, *op. cit.*, p. 86.

² Ferdinand Durand, *Des tendances pacifiques de la société européenne et du rôle des armées dans l'avenir*, Paris, J. Dumaine, 1844, p. 326.

³ *La Presse* du 22 juillet 1840.

l'eût poussé à la frontière ; s'il eût été trouvé la mort en chargeant les Russes et les Prussiens ! Mais venir se jeter dans cette guerre d'embuscades et d'escarmouches meurtrières ! » De juin à l'automne 1840, 4 200 hommes sont morts dans les hôpitaux et à l'automne, 12 000 hommes sont absents en raison de maladies, 3 000 hommes ont été évacués. Le duc d'Aumale est lui-même victime de la dysenterie. Il est transporté sur un matelas jusqu'à Alger. Son état semble désespéré puis il se rétablit. La guérilla fait des ravages. Le soldat isolé est massacré et décapité. Quelques bulletins de victoire, publiés à Paris, n'effacent pas aux yeux des Français en Algérie le nombre des billets d'hôpital. Les villes de Médéa et Miliana sont bloquées. Dans la première de ces places, le général Duvivier en est réduit à faire de la gélatine avec ses bœufs qui meurent de faim. Quand en octobre Changarnier vient ravitailler Miliana huit cents hommes ont succombé à la fièvre et aux privations. « Dans la province d'Oran, dit Camille Rousset, il semblait qu'on eut rétrogradé de cinq ans, au lendemain de la Macta, au temps fâcheux où les garnisons, retenues en arrière des blockhaus, laissaient les Arabes parader triomphalement en plaine. » La Mitidja est qualifiée de marécage du désert par Cuvillier-Fleury qui préconise de quitter l'Afrique et regrette de voir le duc d'Aumale patauger dans cette guerre misérable¹.

Les ravitaillements sont une des grandes difficultés de l'armée française. Lamoricière, créé maréchal de camp, le 21 juin 1840, commande la division militaire d'Oran. Il assure les subsistances par des razzias. Les femmes des Beni-Yacoub sont capturées. Une rançon est offerte à condition qu'elles aient été respectées, sinon elles seraient abandonnées pour être « salées et mangées.² » Pour entrer en communication avec Duvivier dont il n'a plus de nouvelles, le maréchal Valée fait installer un télégraphe. Le temps est clair mais Duvivier depuis Médéa ne répond pas aux signaux. Le général Changarnier est chargé chaque jour d'envoyer le signal : « Attention ! » mais la garnison de Médéa s'obstine à ne pas répondre. Un matin il a l'idée malicieuse de transmettre : « Les généraux Lamoricière, Changarnier, et ... (suit un signal incompréhensible), lieutenants généraux », et les bras de Médéa s'agitent pour dire : « Signal mal compris, répétez. » Changarnier répond : « Le gouverneur très mécontent de ne pas avoir de vos nouvelles ! » Depuis lors, le silence est complet. Brusquement, le général Duvivier envoie au maréchal le télégramme suivant : « Sommes à bout de vivres ; si d'ici deux jours, vous n'envoyez pas de vivres, j'évacuerai la place. » Le maréchal, impatienté, répond : « Si vous quittez la ville, je vous ferai fusiller. Vous recevrez des approvisionnements d'ici peu.³ » Changarnier se trouve chargé de conduire le convoi. Le chemin est difficile. Le sentier se confond avec le lit d'un ruisseau dominé par des escarpements à pic. Coup de chance, les Kabyles ne l'y attaquent pas car ils pensent que personne ne peut s'aventurer dans ce coupe-gorge. Mac-Mahon⁴ est envoyé en éclaireur, il vient annoncer l'arrivée des approvisionnements mais il trouve les portes de Médéa fermées. Il ne parvient pas à les faire ouvrir. Duvivier, le commandant de la place, ne veut laisser pénétrer aucune troupe, même pas les conducteurs de mulet du convoi. Finalement, il cède. Le général Changarnier entre. Il visite les magasins et reconnaît que Médéa est loin de se trouver dans l'état de détresse signalée par Duvivier. Il y a encore des vivres et des munitions pour plus de quinze jours. Durant six mois, Duvivier va tenir avec une faible garnison. Il résiste à plus de vingt attaques, cerné par les forces considérables d'Abd el-Kader. Duvivier perd les deux tiers de ses hommes par les maladies et le feu, sans compter les dures épreuves de la faim et de la soif⁵.

Changarnier retourne à Alger. Les Arabes l'attaquent au Bois des Oliviers. Changarnier contre-attaque et il galope devant les fantassins avec l'escadron de chasseurs. Le général Changarnier est d'une propreté méticuleuse, même en campagne. Il se parfume discrètement, ce qui lui vaut d'être surnommé « Bergamotte⁶ ». Il n'omet jamais de mettre, surtout au combat, ses gants couleur « beurre frais ». Passant sous un olivier, une branche lui enlève son képi et sa perruque. Il veut la ramasser et modère l'allure de son cheval. Il interpelle un officier qui le dépasse au galop et ce capitaine lui rétorque : « Qui diable t'a appris mon nom ? » Pendant ce temps, Mac Mahon a ramassé le képi et la perruque. Continuant à charger, Mac Mahon voit devant lui le commandant des réguliers ennemis tout chamarré d'or. Un fossé les sépare mais le cheval de Mac Mahon refuse de le franchir. Mac Mahon se rappelle : « Je tirai alors de mes fontes un pistolet tromblon à deux canons, renfermant chacun quatorze chevrotines, et je le déchargeai sur mon bédouin. Je le croyais foudroyé, mais, à mon grand étonnement, pas une seule balle ne l'atteignit ! » Établissant son campement, la troupe française subit encore bien des émotions. La nuit, un cheval se détache et attiré par l'eau, se dirige vers la rivière. Il pose, dans sa virée, le pied sur un fantassin qui s'écrie : « Aux

¹ René Valléry-Radot, *op. cit.*, p. 32.

² Victor Piquet, *op. cit.*, p. 73.

³ Mac Mahon, *Mémoires du maréchal de Mac Mahon. Souvenirs d'Algérie*, Paris, Plon, 1932, p. 143.

⁴ Marie Edme Patrice Maurice, comte de MAC MAHON, duc de Magenta, est né le 13 juillet 1808 au château de Sully (Saône-et-Loire) près d'Autun. Il meurt le 8 octobre 1893 au château de la Forêt, à Montcresson dans le Loiret. Il fut maréchal de France et le troisième président de la République française, fonction qu'il occupa du 24 mai 1873 au 30 janvier 1879. Sorti de l'école militaire de Saint-Cyr, il entra dans l'armée en 1827 et servit lors de l'expédition d'Alger. Rappelé en France, il participa à l'expédition d'Anvers en 1832. Capitaine en 1833, il revint en Algérie. Il mena des raids de cavalerie audacieux contre les bédouins et se distingua pendant le siège de Constantine de 1837. Jusqu'en 1855, il fut constamment en Algérie et accéda au grade de général de division. Pendant la guerre de Crimée, il commandait une division. En septembre 1855, il attaqua avec succès les ouvrages fortifiés de Malakoff où il y prononça son célèbre : « J'y suis, j'y reste ! » Pendant la campagne d'Italie de 1859, il assura la victoire française lors de la bataille de Magenta. Napoléon III le fit maréchal et le titra duc de Magenta. En 1864, il fut nommé gouverneur général de l'Algérie. Durant la guerre franco-allemande de 1870, il fut blessé et capturé à Sedan. En 1871, il était à la tête de l'armée versaillaise qui réprima la Commune de Paris.

⁵ *L'Illustration* du 15 juillet 1848.

⁶ Georges Spillmann, « Lamoricière et Changarnier face au problème algérien », *Revue historique des Armées*, n° 2, 1970, p. 88.

armes ! aux armes ! les Bédouins sont dans le camp ! » Les hommes saisissent leurs fusils et tirent dans toutes les directions. Le général Changarnier faillit se faire tuer. Il sort de sa tente, portant sur ses épaules un petit burnous blanc dont le capuchon lui enveloppe la tête. Un sapeur le prend pour un Arabe, se jette sur lui et veut l'étrangler. Le général a beau dire : « Imbécile, tu ne me reconnais pas, moi, Changarnier ! » L'homme affolé ne lâche pas prise et s'écrie : « Qui me dit que tu n'es pas un Bédouin déguisé en Changarnier ? » Heureusement, il finit par se calmer.

Palmerston, Guizot, Nesselrode et Metternich

La France redoute la constitution d'une coalition diplomatique qui ressusciterait le pacte de Chaumont. L'Angleterre, l'Autriche et la Russie se rapprochent. Nesselrode, ministre russe des Affaires étrangères s'en satisfait. Il pense au début de l'année 1840 que « la France commence à filer doux.¹ » Nesselrode, sûr de lui, affirme que les « bavards, dans les Chambres françaises, ont beau dire, le combat aujourd'hui n'est pas entre la Russie et la France, mais entre la France et l'Angleterre.² » Les figures diplomatiques chargées de régler les litiges sont machiavéliques. En 1832, Barthélemy remarque :

« Toujours quand un congrès trouble la politique,
Toujours les mêmes noms passent dans un optique ;
Ces noms que Metternich tient dans ses arsenaux ;
Ces noms qu'on voit toujours en tête des journaux :
Talleyrand, Palmerston, Wessenberg, Nesselrode,
Ils sont là, méditant une affaire de fraude,
Cinq vieillards gangrenés de forfaits de salon,
Qui scandaliserait le bague de Toulon ;
Dans le noir cabinet d'une taverne immonde,
Ils coupent en morceau la liberté du monde,
Et chacun des forbans retarde son départ.
Pour avoir au butin une meilleure part. »³

Palmerston, le machiavélique ministre anglais des Affaires étrangères

Celui qui règne depuis huit ans sur le *Foreign Office* est l'un des plus grands hommes d'État britanniques du XIX^e siècle. Il s'agit de Henry John Temple, troisième vicomte Palmerston. On se rappelle que Talleyrand a quitté son poste d'ambassadeur à Londres en 1834 parce qu'il ne s'entendait plus avec Palmerston⁴. Élevé dans la haine de la France, Palmerston, l'homme de fer, est un personnage tenace, têtu, hautain, calculateur et perfide. C'est un cynique⁵. En 1828, il a écrit : « Tous les Français déraisonnent ; tous se déclarent prêts à se laisser couper les deux mains pour ravir le Rhin et les Alpes.⁶ » Talleyrand avoue dans ses Mémoires que Palmerston est de loin la personne la plus intelligente de celles avec laquelle il eût jamais à traiter. Ne l'aimant pas, Talleyrand reconnaît encore toutefois que Palmerston est le seul homme d'État de l'Angleterre. « Il approchait de la vraie grandeur, écrit lady Granville en 1834, par ses vues larges, son dédain pour les trivialités, sa résolution, sa décision, sa confiance, surtout son mépris pour les clameurs et les injures. » Palmerston apparaît, au contraire, aux yeux du député français Jouffroy comme un homme d'État à courte vue, à cervelle étroite et dure, sacrifiant par entêtement, à la satisfaction de sa vanité personnelle, les véritables intérêts de son pays. Palmerston est le digne représentant de l'Angleterre. Ses piquantes railleries, son imprévisibilité, cachant sous quelque formule en apparence frivole des profondeurs incommensurables de fine et judicieuse réflexion, lui assurent partout le premier rang. Il est

¹ Charles Nesselrode, *Lettres et papiers du chancelier comte de Nesselrode, 1760-1850*, Paris, 1908-1912, t. VIII, p. 3. Lettre de Nesselrode au baron Pierre de Meyendorff, ambassadeur de Russie à Berlin, 5 janvier 1840.

² *Ibid.*, p. 9. Lettre de Nesselrode à Meyendorff, Saint-Pétersbourg, 31 janvier 1840.

³ Auguste Barthélemy, *Némesis*, Paris, 1835, p. 346.

⁴ *Lettres du roi Louis-Philippe, de Madame Adélaïde et du prince de Talleyrand publiées avec une préface par la comtesse de Mirabeau*, Paris, 1890, p. 208. Lettre de Talleyrand à madame Adélaïde, 12 novembre 1834.

⁵ Karl Marx, "The Story of the Life of Lord Palmerston", *New York Tribune*, et *People's Paper* en Angleterre, 1853.

⁶ Jacques Binoche, *Histoire des relations franco-allemandes de 1789 à nos jours*, A. Colin, 1996, p. 17.

fonceïrement hostile à la politique de la monarchie de Juillet¹. Si le ministre anglais parle de libre-échange, c'est en pensant aux fers et aux fils de coton anglais qui ne peuvent s'introduire sur le marché français. Ses idées ne vont pas plus loin. Il souhaite trouver en face de lui une France affaiblie par le libéralisme et diplomatiquement isolée. Il veut canaliser la France. « Notre politique à nous, dit fort clairement Palmerston à Guizot à propos du développement de l'influence française en Tunisie, ce n'est pas de favoriser en Orient la fondation de ces États nouveaux et indépendants qui prendront dans la Méditerranée je ne sais quel rôle, mais de maintenir là un grand État connu qui serve de barrière contre toutes les ambitions et empêche que des combinaisons nouvelles ne viennent troubler l'équilibre européen.² » Dans une dépêche du 1^{er} juin 1840, Guizot écrit du ministre des Affaires étrangères anglais : « Telle est la nature de son esprit que lorsqu'une fois certaines idées s'y sont établies, elles le remplissent et le possèdent tellement que les idées différentes qui se présentent à lui peuvent bien se faire remarquer en passant, mais n'entrent point.³ » Les journaux tories le dépeignent comme une Seigneurie fardée, *his cosmetic Lordship*⁴. Ses ennemis l'accusent tour à tour d'être un agent à la solde de la Russie et de favoriser les carbonari⁵. L'ambassadeur de Turquie à Londres n'estime guère Palmerston dont il dit : « C'est une parfaite nullité, mais il sait tenir une plume et signer son nom.⁶ »

D'origine irlandaise, Henry John Temple Palmerston est né le 20 octobre 1784 à Broadlands, près de Romsey. Ancien étudiant d'Harrow⁷, Palmerston siègea à la Chambre des Communes. Jeune député tory en 1807, il avait 23 ans. Sans fortune, il gravit les échelons de la vie politique. Il fut nommé lord de l'Amirauté sous le ministère Portland. Il prononça son premier discours où il justifia l'expédition navale contre Copenhague. Napoléon menaçait la cour danoise. Palmerston, partisan de la guerre préventive, clamait que dans cette circonstance particulière, les ministres de Sa Majesté étaient tenus au secret. Il pense que l'opinion n'a pas à connaître les travaux des diplomates. Le ministère avait une fâcheuse tendance à faire des révélations, ce qui finalement conduisait à faire taire de futurs informateurs. Marx estime que Palmerston utilise les mêmes procédés que Vidocq mais son exposé antinapoléonien fut tellement brillant que Perceval, formant son gouvernement, proposa à ce jeune homme âgé de 25 ans de prendre la charge de chancelier de l'Échiquier. Palmerston refusa et préféra un poste moins important. De 1809 à mai 1828, il fut secrétaire à la Guerre. Il se distingua par son opposition à Wellington. Le libéral Palmerston attaquait une politique conservatrice : « J'espère que l'Angleterre ne se liguera jamais avec les représentants du principe d'intolérance militaire en matière de gouvernement. » Se rapprochant du parti whig, il attaqua les complaisantes sympathies du cabinet pour les gouvernements absolus. Déjà défenseur de l'intégrité de l'Empire ottoman, il condamna l'intervention britannique à Navarin : « Nous livrâmes une bataille contre une puissance avec laquelle nous n'étions pas en guerre. » Pour Palmerston, Navarin fut un fâcheux événement. Le 5 février 1830, il clamait que la sauvegarde de la Sublime Porte était nécessaire aux intérêts de la chrétienté et de l'Europe civilisée. Il donnait toutefois raison à la Russie dans la guerre de 1828-1829. La Turquie empiétait sur le commerce moscovite et violait les traités.

En 1830, Palmerston devint secrétaire permanent chargé de la politique étrangère. À l'exception de la période d'accession au pouvoir des Tories de novembre 1834 à avril 1835, et en dehors des années 1841 à 1846, il est le responsable de la diplomatie britannique. Karl Marx ne le trouve pas grand orateur mais l'estime excellent débattre. Palmerston annonce en fait péniblement ses textes. Plus homme du monde qu'homme d'affaires, plus homme de plein air que d'action, Palmerston est un turfiste, un amateur d'art et un excellent sportif. Pendant l'affaire du *Vixen*, Palmerston fut contraint de dévoiler sa correspondance avec l'armateur. Il le fit non pas sur un ton grave et officiel, mais la divulgua comme s'il s'agissait d'un vaudeville. L'écoutant, le député Daniel O'Connell s'exclama : « Il n'aurait pas pu se rappeler la maxime de Talleyrand, que le langage est fait pour cacher ses pensées. » Le principal intéressé dans l'affaire du *Vixen*, le russophobe James Stanislaus Bell, qui est accusé de contrebande, écrit : « [...] J'ai trouvé dans un exemplaire du *Times* du 22 juin dernier [1839] compris dans ce paquet un comte rendu des débats qui ont eu lieu dans la chambre des communes à l'occasion de la capture du *Vixen*. Il faut en vérité que la masse d'ignorance, d'indifférence et d'esprit de parti sur laquelle se sont appuyés lord Palmerston et ses acolytes ait été grande, pour qu'ils aient pu mettre en avant avec tant d'effronterie et de duplicité leur attention circonspecte aux *grands intérêts* que la question enveloppe !⁸ »

L'aristocrate Palmerston, ministre léonin, est un génie politique. C'est un remarquable acteur capable de faire le clown, de jouer la farce ou la tragédie. Doté d'une mémoire remarquable, il connaît parfaitement les hommes et les rouages du système parlementaire. En face de ces deux adversaires, que sont la France et la Russie, se forge sa

¹ Eugène de Guichen, *op. cit.*, p. 11.

² Augustin Bernard, *Histoire des colonies françaises et de l'expansion de la France dans le monde*, Paris, 1930, p. 391.

³ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 68.

⁴ Louis de Loménie, *Galerie des contemporains illustres par un homme de rien*, « Palmerston », Paris, A. René, 1840-1847, in-18, t. III, p. 6.

⁵ Karl Marx, "The Story of the Life of Lord Palmerston", *New York Tribune*, et *People's Paper* en Angleterre, 1853.

⁶ Guy Fargette, *Méhémet-Ali : le fondateur de l'Égypte moderne*, Paris, l'Harmattan, 1996, 22 cm, pp. 170-171.

⁷ Alfred Duff Cooper, *Talleyrand*, Paris, Payot, 1937, p. 275.

⁸ James Stanislaus Bell, *Journal of a residence in Circassia during the years 1837-1839*, Londres, 1840. Traduit par Louis Vivien : *Journal d'une résidence en Circassie pendant les années 1837-1839*, Paris, Arthus Bertrand, 1841, t. II, p. 183.

combativité. Meticuleux, planificateur, il hisse l'Angleterre au rang de superpuissance. Dandy exubérant, play-boy, Palmerston est connu pour la coupe impeccable de son habit et sa galanterie. Il épouse, en 1840, la veuve du comte Cowper. Cette femme lui apporte une brillante fortune et le titre de beau-frère de lord Melbourne, son premier ministre. La reine Victoria, fraîchement couronnée donne son agrément à cette union qui assoit la position sociale du chef du *Foreign Office*. Bon danseur, valseur, *fashionable*, Palmerston brille lors des bals. Son teint carminé respire la fraîcheur. Il est flamboyant avec ses moustaches teintes et son pantalon rayé. Le *Times* l'affuble du sobriquet Cupidon. Tour à tour fade et arrogant, sa tenue est à la fois raide et débraillée. Ses rendez-vous ont lieu au château de Broadlands. Il y rencontre les notabilités les plus diverses. Dans ce jeu noble et bien réglé, les grands seigneurs anglais férus de politique se fréquentent, dînent ensemble, chassent les uns chez les autres, se marient entre eux. Jaloux et exclusif, Palmerston sait feindre de connaître un homme qu'il connaît parfaitement. Cet art du *cut* lui fait refuser effrontément d'échanger un salut, de peur de s'abaisser. Il est impopulaire auprès de ses bureaux, qu'il toise. Il n'est guère ponctuel. L'historien Guy Fargette, imaginant une rencontre – qui n'a jamais eu lieu – entre Palmerston et Méhémet-Ali signale que le ministre anglais des Affaires étrangères, par le truchement d'un interprète ne se serait pas risqué à appeler le pacha « *Votre Altesse* » mais aurait dit « *Your Highness* », expression qui a un sens moins fort qu'Altesse, titre qui eût écorché la bouche de l'Anglais¹.

Pour Palmerston, le danger n'est pas un accord entre la France et la Russie. La révolution de Juillet l'a rendu impossible, mais les voies parallèles qui mettraient la Russie à Constantinople et la France à Alexandrie inquiètent le Britannique. Il précise ses vues à Granville, son ambassadeur à Paris, dans une lettre datée du 8 juin 1838 : « Il ne faut pas oublier que le grand danger pour l'Europe est la possibilité d'une combinaison entre la France et la Russie, combinaison empêchée en ce moment par les sentiments de l'Empereur Nicolas, mais qui ne sera pas toujours aussi impossible qu'aujourd'hui. »

À aucun moment, Palmerston n'envisage le démembrement de l'Empire turc. Il écrit à Henry Lytton Bulwer, premier secrétaire à Constantinople, le 22 septembre 1838 : « On parle sans cesse de la décadence inévitable et progressive de l'Empire ottoman, que l'on prétend voir tomber en morceaux. D'abord il n'est pas probable qu'un empire tombe en morceaux s'il est laissé à lui-même et qu'aucun voisin charitable ne soit là pour le ramasser. Ensuite, je doute beaucoup qu'il y ait un progrès de décadence de l'Empire turc ; et je suis porté à soupçonner que ceux qui disent que cet empire va de mal en pis devraient plutôt dire que les autres pays de l'Europe deviennent d'année en année mieux informés des nombreux et manifestes défauts de l'organisation de la Turquie.² » Il envoie à Constantinople un diplomate énergique en la personne de Stratford Canning. Palmerston fixe le programme dans sa lettre à Bulwer : « Il est de l'intérêt de l'Angleterre que le Sultan soit fort, et il est clair qu'il est plus fort avec la Syrie et l'Égypte que sans ces provinces. Je suis donc d'avis qu'on maintienne l'intégrité de l'Empire.³ » Palmerston déteste Méhémet-Ali qu'il considère comme un barbare ignorant et un tyran⁴. La défection de la flotte ottomane exaspère Palmerston. Elle menace la sécurité de la Grande-Bretagne. La flotte égyptienne dans la Méditerranée est désormais considérable⁵. Noël 1839, Palmerston invite à chasser dans sa propriété de Broadlands le chargé d'affaires autrichien, le baron Neumann et l'envoyé du tsar, le baron Brunow. L'ambassadeur de France, Sébastiani, n'est pas invité mais il a vent de cette rencontre. Les trois négociateurs concluent un accord à l'insu de la France pour l'évacuation de la Syrie par l'Égypte. Palmerston désire associer la Turquie à son projet et il informe Sébastiani. Le gouvernement français confirme qu'il ne veut pas se joindre à une action coercitive contre Méhémet-Ali. Palmerston remplace le consul Campbell, jugé trop favorable aux Égyptiens, par le colonel Hodges. Palmerston, engagé dans d'autres affaires internationales, où la France est impliquée comme en Belgique ou à Naples, hésite à la heurter dans la question d'Orient. Palmerston se débat surtout contre le roi de Naples dans une opération délicate de mines de soufre, où il a besoin de la neutralité de la France, voire de son arbitrage. La question d'Orient reste une pierre d'achoppement.

Les millénaristes protestants voyaient dans les événements en cours la possibilité de réaliser l'accomplissement des prophéties. Ils sont très présents dans l'entourage de Palmerston. Palmerston est sensible aux aspirations des millénaristes protestants, dont la personnalité la plus importante est Antony Ashley Cooper, plus tard septième comte de Shaftesbury⁶. Ce dernier se sent l'instrument de Dieu pour la réalisation du second avènement. La Société londonienne pour la promotion du christianisme parmi les Juifs, fondée en 1808 et dont il est l'un des animateurs les plus zélés, est l'un des plus importants groupes missionnaires en dépit de la faiblesse de ses résultats (6 ou 7 conversions par an). En 1839, Ashley s'est rendu auprès de Méhémet-Ali et lui a proposé la constitution d'une société chargée d'acheter de la terre en Palestine et d'y installer des Juifs. Le vice-roi lui a répondu, selon son habitude par de bonnes paroles. La crise d'Orient apparaît aux yeux des millénaristes comme un signe du temps et ils se lancent dans une campagne de presse en faveur du retour des Juifs. Ashley adresse à

¹ Guy Fargette, *op. cit.*, p. 166.

² Gilbert Sinoué, *op. cit.*, p. 467.

³ Jacques Ancel, *L'Europe orientale de 1830 à 1852*, Paris, Cours de Sorbonne, 1940, p. 193.

⁴ Kenneth Bourne, *Palmerston : the early years, 1784-1841*, Londres, Allen Lane, 1982, p. 576.

⁵ D'Armagnac, *Nezib et Beyrouth, souvenirs d'Orient, de 1833 à 1841*, Paris, J. Laisné, 1844, pp. 234-235.

⁶ Henry Laurens, *La question palestinienne, tome premier 1799-1922. L'invention de la Terre sainte*, Paris, Fayard, 1999, p. 52.

Palmerston un mémorandum en faveur de la colonisation juive de la Palestine : ces vastes régions sont pratiquement vides d'habitants en dépit de leurs richesses potentielles, en raison de la mauvaise administration ottomane ou égyptienne. Les Juifs, assurés par les puissances de disposer d'une législation civilisée, pourront les mettre en valeur. Cherchant à donner satisfaction à cette frange de l'opinion publique, Palmerston demande aux consuls anglais de protéger les Juifs opprimés de Palestine. Avant l'assassinat du père Thomas, le vice-consul britannique à Jérusalem reçoit la copie d'un paragraphe rédigé par Palmerston stipulant qu'il faut saisir toutes les occasions pour protéger les Juifs dans les rayons de sa résidence. Le consul anglais à Damas reçoit un avis identique¹. En août 1840, Palmerston assure à son ambassadeur à Constantinople qu'il existe actuellement chez les Juifs dispersés d'Europe le fort sentiment que le temps est proche où leur nation pourra retourner en Palestine, et il demande d'encourager le sultan à accepter l'installation des Juifs en Palestine, qui, avec les richesses qu'ils apporteraient avec eux, augmenteraient les ressources de l'Empire ottoman et serviraient de barrière contre les ambitions maléfiques du vice-roi d'Égypte.

L'ambassadeur Guizot à Londres

François Guizot est né à Nîmes en 1787. Il est protestant, il a reçu son éducation à Genève et il se passionne pour l'histoire. Traducteur de Gibbon, c'est un intellectuel, il a été professeur d'histoire moderne à la Sorbonne sous Napoléon, à partir de 1812. Il a écrit une *Histoire de la révolution d'Angleterre* (1826). Il admire la constitution anglaise². Son style d'écriture est solide et substantiel. Sa pensée est profonde et il fait preuve d'énergie dans l'expression³. Son mariage avec Pauline de Meulan, de quatorze ans son aînée, facilite son entrée dans le monde de la politique. Guizot est un centriste, un royaliste modéré. Il serait proche des Tories. Doctrinaire, homme d'ordre, personnage sévère⁴, il n'a pas participé à la révolution de 1830. Guizot s'affirme hautement conservateur. Il est antisocialiste⁵. Député, ministre de l'Intérieur (août à novembre 1830), ministre de l'Instruction l'Instruction publique (octobre 1832-février 1833, puis septembre 1836 à avril 1837), la loi qu'il a fait voter le 28 juin 1833 admet le principe de la liberté de l'enseignement primaire. Le chansonnier Béranger donne un portrait de Guizot : « Il a un œil bleu d'une profondeur et d'une limpidité merveilleuse. Il a la tête d'un poète, la parole d'un docteur, le style d'un géomètre. Il n'a pas su mettre dans son style la poésie de sa figure. Son style est décoloré, terne et triste. Il est bigarré comme une vitre rayée en tous sens par le silex. Mais à la tribune sa phrase brusque et hachée devient flexible et acquiert dans le débat l'élasticité et le nombre oratoire.⁶ » Mademoiselle Rachel, l'actrice, dit de Guizot qu'elle aimerait « jouer la tragédie » avec lui. Madame de Dino lui reconnaît « une hypocrisie dégagée » qui « paraît être un charlatanisme assez nouveau. »

Guizot est nommé ambassadeur de France à Londres le 9 février 1840, en remplacement du général Sébastiani. Guizot connaît bien l'anglais mais le parle mal. Ce poste très convoité intéresse Louis de Beaupoil, comte de Sainte-Aulaire né en 1778, qui, en 1838, a prévenu Molé, alors ministre des Affaires étrangères, de son projet de retraite, si à la prochaine vacance, l'ambassade de Londres est offerte à un autre que lui. Molé n'avait pas caché le nombre de concurrents : « Tout le monde convoite l'héritage de Sébastiani, confie-t-il à Sainte-Aulaire, et M. Guizot s'est mis des premiers sur les rangs. Du reste parlez-en au Roi, et comptez que je vous servirai de mon mieux dans l'occasion. »

Les instructions données à Guizot par le cabinet du 12 mai sont du 19 février 1840, la veille de la chute de ce cabinet, en voici quelques extraits : « Nous pensons que l'on ne saurait obtenir moins pour Méhémet-Ali que l'Égypte et la Syrie héréditairement, jusqu'au mont Amanus ; car il résisterait d'une manière désespérée s'il fallait qu'il cédât davantage. Le cabinet de Londres croit que la Turquie ne sera bien assise que lorsque Méhémet sera refoulé en Egypte, et il regarde comme indubitable la prompte soumission du pacha aux injonctions de l'Europe. Telle est la difficulté de la position. Nous sommes loin de prétendre qu'il ne peut pas se présenter quelque combinaison heureuse dans laquelle on trouverait un moyen de transaction ; si elle s'offrait à nous, sans nous laisser rebuter par le peu d'accueil fait à nos précédentes démarches, nous nous empresserions de le communiquer au cabinet de Londres : dans le cas contraire où elle viendrait de lui, nous l'examinerions avec loyauté, avec bienveillance et avec un désir sincère de la trouver acceptable ; vous pouvez en donner l'assurance à lord Palmerston. ⁷ » Guizot, retenu à Paris par la crise ministérielle ne peut partir que le 26 février et il arrive à Londres cependant que le cabinet du 1^{er} mars se constitue à Paris. Dans sa première dépêche adressée à Guizot le 12 mars 1840, Thiers écrit : « Rien ne nous presse d'entrer en explications formelles ; car il faut plusieurs mois pour qu'un plénipotentiaire turc soit à la conférence : en attendant, voici comment la question se présente à nous. Le

¹ A.M.A.E., A.D.P., Égypte, vol. 4, 1^{ère} partie, rapport du consul Ratti-Menton du 17 août 1840.

² Jean-Claude Caron, *La France de 1815 à 1848*, Paris, Armand Colin, 1996, p. 130.

³ Archives municipales de la ville de Melun, série 2F boîte 21. *L'Indicateur général de Seine-et-Marne*, Melun, samedi 20 janvier 1849.

⁴ Robert Burnand, *Le duc d'Aumale et son temps*, Paris, Hachette, 1949, p. 111.

⁵ Archives municipales de la ville de Melun, série 2F boîte 21. *L'Indicateur général de Seine-et-Marne*, Melun, samedi 20 janvier 1849.

⁶ Jean Lucas-Dubreton, *Louis-Philippe*, Paris, Fayard, 1938, p. 426.

⁷ Adolphe d'Angeville, *La vérité sur la question d'Orient et sur M. Thiers*, Paris, Delloye, 1841, p. 92.

gouvernement du roi n'a pas de parti pris absolu, de système irrévocable par rapport à l'Orient, la raison en est simple : il n'y est lié par aucun engagement. Nous pensons que la meilleure solution pour l'Orient est de donner au pacha la Syrie et l'Égypte héréditairement. Je le répète d'ailleurs, le gouvernement du roi est loin de s'attacher d'une manière absolue à un plan quelconque, et nous sommes tout prêts à examiner, à accepter, au besoin, les idées différentes qu'on voudra mettre en avant dans le but de la pacification de l'Orient. Vous n'apposez votre signature sur aucun acte, quel qu'il puisse être, sans en avoir reçu d'autorisation préalable du gouvernement du roi. P.S. : Méhémet concentre ses forces, il vient d'ordonner l'évacuation des villes saintes. ¹»

Thiers conseille également qu'« au lieu de faire une proposition formelle, n'apportez aucune proposition, discutez toutes celles qui vous seront présentées, mais n'en refusez aucune péremptoirement. » Il donne ensuite les raisons qui lui font refuser l'adoption du système anglais. Il estime que les moyens de coercition que l'on pourrait employer contre Méhémet-Ali seraient inefficaces. Qui fournirait les troupes qui doivent agir en Syrie ? Qui garantit que le pacha ne marchera pas sur Constantinople ? François Guizot entre en pourparlers à Londres sur ces bases. Palmerston est sûr de lui. Il écrit à Granville le 11 mars 1840 : « Qu'ils disent ce qu'ils voudront, les Français ne peuvent entreprendre une guerre contre les quatre puissances pour soutenir Méhémet-Ali. Voudraient-ils hasarder une guerre maritime pour un tel objet ? Où trouveront-ils des vaisseaux capables d'entrer en lutte contre la marine anglaise, sans parler de la marine russe, qui en pareil cas se joindrait à nous. ²» Comme Casimir Perier, Guizot est un partisan inébranlable de la paix à l'extérieur – « la paix à tout prix », disent ses détracteurs³. Sa mission est difficile. Elle est double. Outre la question d'Orient, il est chargé à partir de mai 1840 des démarches concernant le rapatriement des Cendres de Napoléon⁴. Le ministre anglais, lord Palmerston, quand il reçoit l'ambassadeur Guizot, s'attend à l'entendre sur un tout autre sujet. Les nécessités extérieures et les affaires de Syrie demeurent assez graves et préoccupantes. Et on lui parle d'une pompe funèbre ! Palmerston hausse les épaules et écrit à son frère : « Voilà une requête bien française. » Il y cède pour finalement se révéler plus difficile sur d'autres points⁵. Guizot est un érudit, un redoutable négociateur, un partenaire incommode. Palmerston incarne la perfidie. Le duel entre les deux hommes s'annonce mouvementé. Leurs entrevues sont courtoises. Pour Guizot, ni les affaires internationales ni les agitations libérales ne doivent entraîner la France dans des guerres dont l'historien qu'il est craint les retombées intérieures. Ce n'est pas caricaturer Guizot que d'affirmer que la citation qu'on lui attribue : « Enrichissez-vous par le travail et par l'épargne » résume sa pensée politique. Ce grand homme sait à l'occasion, sans se départir de sa dignité, donner des coups de patte et griffer dur⁶. Son orgueil se plaît aux tâches difficiles. « Je ne connais point de plus profond plaisir, écrit-il en 1840, que celui de lutter pour une grande vérité. »

L'ambassadeur français Guizot trouve la faveur des salons. Il est fortement appuyé par sa maîtresse, la princesse de Liéven, à laquelle il doit son amitié avec lord Aberdeen. Lui doit-il pour autant l'appui qu'il trouve à *Holland House* et chez lord Russell ? Bien qu'il n'ait jamais mis les pieds en Angleterre avant d'y arriver comme ambassadeur, le traducteur de Gibbon et l'historien des révolutions britanniques est précédé à Londres par une flatteuse réputation. Certains assurent que sa liaison avec la princesse de Liéven aurait pu lui nuire : celle-ci absolutiste et plus russe que nature, aurait exploité sa confiance, assurent les adversaires de Guizot. Pour Chateaubriand, « elle ne sait rien et elle est nulle. ⁷ » La duchesse de Talleyrand est plus explicite. Elle pense que l'appui de la princesse de Liéven, brouillée à mort avec Palmerston depuis 1832, pour des raisons qui ne seraient pas seulement politiques, pourrait compromettre Guizot : « Je crains que son amitié curieuse et indiscreète ne nuise à Guizot plus qu'elle ne lui sera utile. » Il se peut, en effet, qu'elle l'entraîne un peu trop loin dans ses liaisons avérées avec les adversaires de Palmerston, ce qui expliquerait la hargne manifeste de ce dernier contre Guizot.

Soutenu par les francophiles et par tous ceux qui croient à l'alliance contre le pouvoir autocratique des puissances conservatrices de l'Est, le gouvernement libéral de William Melbourne se trouve affaibli par la détérioration des relations avec la France⁸. Une intervention de la marine britannique pour libérer la marine turque des mains de Méhémet-Ali entraînerait la chute du cabinet. La mission de Sami bey à Constantinople fait craindre à l'Angleterre un arrangement direct sous la seule intervention diplomatique de la France⁹. La politique anglaise veut prévenir une extension du conflit, quitte à mettre le désert entre le sultan et le vice-roi. Lord Palmerston prévoit, en définitive, la victoire de l'Empire ottoman. Son intime conviction est que Méhémet-Ali devrait finir par céder : « Il ne faut pas s'attendre qu'il cède à la première sommation; mais donnez-lui quinze jours, et il finira par

¹ *Ibid.*, p. 95.

² Gilbert Sinoué, *op. cit.*, p. 499.

³ Jean-Claude Caron, *op. cit.*, p. 130.

⁴ Pierre Nora, *Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 1986, « La Nation », t. III, p. 93.

⁵ Gonzague Truc, *Scènes et Tableaux du règne de Louis-Philippe et de la I^{re} République*, Paris, éditions Gautier-Languereau, 1935, p. 133.

⁶ Robert Burnand, *op. cit.*, Paris, Hachette, 1949, p. 111.

⁷ Jean Baillou, *Les Affaires étrangères et le corps diplomatique français*, Paris, éd. C.N.R.S., 1984, t. I, p. 611. Pierre Guiral, « Du nouveau sur Guizot et la princesse de Liéven », *Revue d'histoire diplomatique*, 1964, pp. 44 à 55.

⁸ Harold N. Ingle, *Nesselrode and the Russian rapprochement with Britain*, Londres, *University of California press*, 1976, p. 126.

⁹ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 68, f° 143.

céder.¹» Palmerston veut bien accorder Saint-Jean-d'Acre à l'Égypte mais refuse l'hérédité du pouvoir à Méhémet-Ali. Il ne peut pas supporter la pensée de voir la route des Indes tenue par un ami de la France. Pour lui, la question d'Orient n'est en réalité que la question égyptienne. Palmerston veut absolument éviter un arrangement comme celui de Kütahya en 1833 qui a affaibli le sultan. Voulant rendre la Porte plus forte, la diplomatie anglaise propose de revenir sur les conventions précédentes.

Thiers veut temporiser. Il cherche à sauver l'alliance de la France et de l'Angleterre qui, depuis dix ans a maintenu la paix et l'indépendance des États, sans nuire à la liberté des nations. La politique de Thiers consiste à jouer double jeu. D'une part, il continue à négocier pour endormir les puissances, de l'autre, il pousse le sultan à faire des concessions à Méhémet-Ali. L'opinion française, très va-t-en-guerre, craint que Thiers ne le soit pas assez. La Chambre se rassure le jour où il proclame : « La guerre peut éclater un jour, mais la paix sans dignité, jamais. » Le 12 mars 1840, Thiers donnait à Guizot l'instruction de faire traîner les choses en longueur, aussi longtemps que possible². Le 7 avril, Thiers annonce que la France ne peut accepter l'emploi de la force contre le pacha d'Égypte³. Au mois de mars, Guizot appréciait les vues du cabinet anglais. Le mois suivant, il en est tout autrement. Le 3 avril, Guizot écrit : « Je suis sorti laissant lord Palmerston assez préoccupé, je crois, de notre entretien : il ne m'a rien dit qui m'autorise à penser que ses intentions soient réellement changées ou près de changer, mais, si je ne m'abuse, c'est la première fois que la possibilité d'un arrangement qui donnerait à Méhémet-Ali la Syrie, s'est présenté à lui, sans révolter son amour-propre et sans qu'il la repoussât péremptoirement. Je prie Votre excellence, de ne pas donner à mes paroles plus de portée qu'elles n'en ont dans mon propre esprit : je le tiens exactement au courant de toutes les oscillations bonnes ou mauvaises d'une situation difficile, complexe, où le péril est toujours imminent, et dans laquelle, jusqu'à présent, nous avons plutôt réussi à ébranler nos adversaires sur leur terrain, qu'à les attirer sur le nôtre. ⁴ »

Noury efendi, récemment arrivé à Londres, passe une note aux représentants des grandes cours européennes pour convenir des moyens de terminer la question d'Orient sur la base de l'investiture héréditaire de la seule Égypte en faveur de Méhémet-Ali. Le 14 avril, Guizot est tenu de ne pas répondre à cette proposition, de se refuser à toute conférence, à toute délibération commune jusqu'à ce qu'un accord soit trouvé avec l'Angleterre. Guizot donne une fin de non-recevoir à Noury efendi cependant que Palmerston y répond favorablement. Bülow conseille à Guizot de laisser à Méhémet-Ali la Syrie à titre viager. À Constantinople, Reschid pacha se montre francophobe. Il proclame partout que la France se déclare ouvertement contre l'alliance des grandes puissances.

Guizot défend Méhémet-Ali et indique qu'il ne peut être chargé du tort de l'agression. Palmerston rappelle que la bataille de Nezib a été livrée sur le territoire turc. Le Français rétorque : « Il est vrai, mylord; mais le territoire égyptien avait été préalablement envahi par les Turcs; ils avaient occupé plusieurs villages égyptiens; Aïn-Tab, où ils étaient d'abord entrés, est sur le territoire égyptien.⁵ » Piqué au vif, Palmerston part chercher une carte de Syrie. Les deux hommes constatent que la localité d'Aïn-Tab se trouve sur la rive droite du Sed-Jour, à la frontière des deux territoires. Doutant de l'authenticité de sa carte, Palmerston en consulte une autre. Elle corrobore la première. Le Britannique finit par admettre qu'il importe peu de savoir qui est l'agresseur. Pour lui, il faut impérativement renforcer le sultan et affaiblir le pacha. Il préconise la restitution de la Syrie dans un but dissuasif. Guizot reste sceptique. Cette solution est insuffisante pour sauver un Etat qui « tombe en lambeaux ». La corruption, l'anarchie, les intrigues sont inhérentes aux Turcs. Optimiste, Palmerston vante au contraire les récents progrès accomplis par l'administration ottomane. La protection de la Russie accordée à Constantinople est un moindre danger par rapport à l'influence grandissante de la France en Méditerranée.

Lord Palmerston n'hésite plus. Se rappelant la politique de son maître George Canning, qui avait empêché l'action isolée du tsar en s'accordant avec lui⁶, Palmerston resserre les liens avec la Russie. L'Égypte risque d'être frappée en plein cœur. Une intervention militaire n'est plus à exclure. Guizot, se référant à l'expédition d'Égypte de Bonaparte, estime une telle opération fort risquée. D'après lui, accorder l'hérédité à un vieillard de 71 ans est préférable d'autant plus qu'à la mort d'un pacha, les fils se divisent et la Porte finira tôt ou tard par reprendre ses territoires en profitant des querelles familiales. Selon Guizot, l'emploi de la force en Orient tournerait à l'avantage de la Russie : « Pour combattre son influence, il faut ne lui fournir aucune occasion de l'exercer, de la déployer. - Il y a du vrai dans ce que vous dites là, répond Palmerston. L'hérédité n'aurait peut-être pas grande valeur. Pourtant, Ibrahim Pacha est un chef habile, aimé de ses troupes, meilleur administrateur que son père, dit-on. Il a auprès de lui des officiers capables, des Français. Nous nous disons tout, n'est-ce pas ? Est-ce que la France ne serait pas bien aise de voir se fonder en Égypte et en Syrie une puissance nouvelle et indépendante, qui fût presque sa création et devînt nécessairement son alliée ? Vous avez la Régence d'Alger. Entre vous et votre allié d'Égypte, que resterait-il ? presque rien : ces pauvres États de Tunis et de Tripoli. Toute la côte d'Afrique et une partie de la

¹ Philip Guedalla, *Palmerston, letter from Palmerston*, Londres, 1926, p. 229.

² A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 46, f° 12.

³ Pierre Renouvin, *Histoire des relations internationales de 1815 à 1871*, Paris, Hachette, 1954, t. V, p. 122.

⁴ Adolphe d'Angeville, *op. cit.*, p. 100.

⁵ François Guizot, *Mémoires pour servir à l'Histoire de mon temps*, Paris, Robert Laffont, 1971, p. 332.

⁶ Georges Weill, *L'éveil des nationalités et le mouvement libéral (1815-1848)*, Paris, Félix Alcan, 1930, p. 153.

côte d'Asie sur la Méditerranée, depuis le Maroc jusqu'au golfe d'Alexandrette, seraient ainsi en votre pouvoir et sous votre influence. Cela ne peut nous convenir.¹»

La politique du gouvernement français se règle sur la prévision du triomphe du pacha égyptien. Elle refuse l'envoi de tout ultimatum contre Méhémet-Ali et Guizot proteste contre l'aide octroyée par Londres aux insurgés libanais : « Toute tentative de contraindre le pacha de rendre la Syrie est, à nos yeux, d'abord, inefficace, ensuite pleine de périls pour le repos et l'équilibre de l'Europe, car elle ne peut avoir que deux effets ; le premier d'allumer en Orient la guerre civile ; le second d'y accroître l'influence russe.²» Guizot dit que la France est en force dans le Levant, ce à quoi Palmerston réplique : « Soit : Nous ne serons effrayé par aucune force navale dont on fera parade. Nous irons tranquillement notre chemin, comme si cette force était encore à Toulon. La France sait bien que, si cette force supérieure s'avise de se mêler de la notre, c'est la guerre. Louis-Philippe n'est pas homme à jouer cette partie. »

Le perfide Nesselrode

Le comte Nesselrode déclarait en 1816 : « Les rapports de la Russie avec les États et les peuples d'Asie se trouvant, dans cette partie du monde, près de nos frontières, sont à ce point particuliers qu'on s'expose aux pires inconvénients si l'on applique les principes qui fondent les relations politiques en Europe. Ici, tout est basé sur la réciprocité et la bonne foi ; chez les peuples asiates, au contraire, seule la crainte peut vous garantir, et il n'est pas pour eux de traité sacré.³» En 1840, Nesselrode, ministre des Affaires étrangères du tsar, représentant du courant germanophile dans la diplomatie russe, craint la puissance égyptienne soutenue par la France. Ayant participé au congrès de Vienne de 1815, Nesselrode est hostile au redressement de la puissance française. Le soutien qu'offre Paris à Méhémet-Ali le rebute. Nesselrode compte néanmoins sur Palmerston pour parvenir à convaincre Paris. Il souhaite sincèrement que l'on finisse par s'entendre avec la France⁴, mais voulant la reconnaissance par la Porte de l'indépendance de l'Égypte et la concession héréditaire des provinces qu'elle possède, Paris effarouche l'Angleterre, toujours disposée à supposer d'ambitieux projets français en Orient. La perspective de voir Méhémet-Ali rénover l'Empire ottoman vermoulu menace directement les intérêts de la Russie qui voit, écrit Nesselrode, « succéder un voisin fort et victorieux à un voisin faible et vaincu.⁵» Les relations avec l'Angleterre sont assombries par des rivalités en Perse et en Afghanistan.

Palmerston reste soucieux lors de la proclamation de Simla qui unit sous une même réprobation les mouvements du shah de Perse et l'indocilité du khan de Kaboul. Elle leur prête les mêmes intentions, elle affirme que, d'un côté comme de l'autre, on subit l'influence des Russes au détriment des Anglais. Elle annonce la guerre, cependant la guerre n'éclate pas tout de suite. Vient alors en effet comme une dernière péripétie qui n'est pas la moins piquante dans ce drame diplomatique. La Russie, clairement signalée par l'Angleterre à la défiance de l'Orient, se fâche, se moque et menace. L'Angleterre en même temps proteste, se plaint et finit par reconnaître au cabinet de Saint-Pétersbourg le droit absolu de contrecarrer son allié de Saint-James, ce qui ne l'empêche pas elle-même de renouveler encore ses assurances de respect et d'amitié. Les deux notes se croisent dans la Baltique. La note russe est du 20 octobre, la note anglaise du 26. Chose étrange, lord Palmerston veut bien regarder la première comme une réponse dans le recueil des documents parlementaires. Il la publie à la suite de la sienne, à l'encontre des dates. Il se déclare satisfait et semble considérer le démêlé comme fini parce qu'on a daigné railler et réfuter six jours à l'avance ce qu'il allait dire six jours après : tant de bon vouloir mérite plus de reconnaissance⁶. Voici ces deux notes dans l'ordre même qu'on leur a supposé : « 26 octobre 1838. Lord Palmerston au comte Nesselrode. Les événements qui se sont passés récemment en Perse et en Afghanistan obligent le gouvernement britannique à demander au gouvernement russe quelques explications indispensables au sujet de certaines circonstances liées avec ces événements, et très importantes pour les relations des deux États. Le soussigné n'a pas besoin de rappeler au comte Nesselrode que leurs gouvernements ont pris depuis longtemps et par des motifs semblables le plus profond intérêt aux affaires de Perse. La Perse étant si proche de la Russie, c'est pour celle-ci sans doute l'objet d'une légitime sollicitude que de maintenir ses voisins dans des rapports de paix et d'amitié... La Russie doit naturellement désirer que la nation persane soit prospère et que le monarque persan s'abstienne de toute entreprise agressive au dehors pour diriger une attention exclusive sur les réformes intérieures. L'Angleterre, de son côté, regardant la Perse comme une barrière nécessaire à la sécurité de ses possessions dans l'Inde contre les attaques de toute autre puissance européenne, a fait alliance avec le shah, mais dans cette vue seulement et avec cet objet que la Perse fût bien réellement son amie, qu'elle restât indépendante de tout contrôle étranger et vécût en paix avec ses voisins. Les intérêts de la Russie et de l'Angleterre dans ce pays se trouvent donc être non point

¹ Eugène de Guichen, *op. cit.*, p. 213. Guizot à Soult, 5 mars 1840. Gilbert Sinoué, *op. cit.*, p. 482.

² A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 68, f° 143.

³ Michel Heller, *Histoire de la Russie et de son empire*, Paris, Flammarion, 1999 (Plon, 1997, 1^{ère} éd.), p. 737.

⁴ Nesselrode, *op. cit.*, p. 26. Lettre de Nesselrode au baron de Meyendorff, Saint-Pétersbourg, 23 mai 1840.

⁵ Pierre Renouvin, *Histoire des relations internationales de 1815 à 1871*, Paris, Hachette, 1954, t. V, p. 117.

⁶ Se reporter à Alexandre Thomas, « Simple à propos d'histoire diplomatique », *Revue des Deux Mondes*, 1845.

simplement compatibles, mais presque identiques, et c'est parce que les deux gouvernements ont reconnu cette identité qu'ils étaient convenus de traiter ensemble les affaires relatives à la Perse, et d'essayer d'y suivre d'accord une marche commune. »

Les diplomaties anglaise et russe tendent à se rapprocher en dépit de l'affrontement réel qui s'opère sur le terrain en Asie centrale. La politique européenne de Palmerston l'oblige à se concilier la Russie et l'Angleterre finalement renforce en Orient une Russie qui lui cause pourtant bien des désagréments. Lord Palmerston poursuit sur un ton pacifique, dont il se garde en revanche lorsqu'il s'agit de traiter avec la France : « L'opportunité d'un tel concert entre la Grande-Bretagne et la Russie a été souvent démontrée par le gouvernement russe, reconnue par le gouvernement anglais... Pendant quelque temps, ils ont suivi la même ligne (*the same similarity*) dans leur politique respective vis-à-vis de la Perse, et leur double influence a semblé dirigée vers un même but, employée constamment à raffermir la tranquillité intérieure et la paix extérieure de la Perse... Mais, tandis que la Russie professait un désir marqué d'agir en bon accord avec l'Angleterre au sujet de la Perse, ses envoyés se trouvaient engagés dans des mesures soigneusement dissimulées, conçues dans un esprit hostile au gouvernement britannique et tout-à-fait opposées à nos intérêts. » Suit la longue énumération de toutes les perfidies moscovites, la présence et l'activité militaire du comte Simonich au siège d'Hérat, le traité conclu sous sa garantie entre la Perse et le Kandahar, dans lequel la Russie promettait ses secours contre l'Angleterre elle-même. Ce sont des faits, des faits irrécusables, et cependant on tâche encore d'éluder la conséquence directe à laquelle ils aboutissent. On ne veut pas croire à cette hostilité du gouvernement de Saint-Pétersbourg, dont on a en main des preuves si décisives.

Il y a une grande conspiration conduite en Perse par la Russie, avec l'aide de l'Angleterre et contre l'Angleterre, un complot tramé sous le voile d'une alliance intime, un acharnement obstiné de manœuvres ennemies, une violente passion de conquêtes souterraines par où les Cosaques se seraient un jour trouvés tout portés sur les bords de l'Indus face à face avec les cipayes de l'Angleterre. L'Angleterre sait et surveille tout depuis quatre ans. Elle n'a osé rien arrêter. Elle éclate après coup. Voyez la belle audace de Palmerston : « Le gouvernement britannique admet aisément que la Russie est libre de poursuivre, par rapport aux matières en question, la conduite qui lui semblera le plus favorable à ses intérêts, et la Grande-Bretagne a trop la conscience de sa force, elle sait trop bien l'étendue et la suffisance de ses moyens de défense sur tous les points du globe, pour regarder avec une inquiétude sérieuse les transactions auxquelles cette note se réfère. »

Pourquoi Palmerston écrit-il cela avec une telle magnanimité à Nesselrode ? Est-ce pour demander la permission de se venger sur les Afghans ? Palmerston veut faire payer chèrement les faibles pour les forts et ensuite il se prétend si rassuré. Il ne veut pas perdre la face en Europe, et il se laisse une porte ouverte pour retrouver au besoin l'alliance russe entamée malgré tout par les événements de l'Orient. Lord Palmerston recueille en 1840 les fruits de la condescendance dont il a usé en 1838, et, quand se fait tout d'un coup cette grande amitié de l'Angleterre et du tsar, on s'en étonne si l'on se rappelle cette obséquieuse dépêche par laquelle on a voulu l'acheter à tout jamais deux ans auparavant. Voici comment elle finissait : « Le soussigné est autorisé à exprimer en terminant les vœux du gouvernement de Sa Majesté; le gouvernement de Sa Majesté souhaite que le cabinet de Saint-Pétersbourg voie dans ces communications une preuve nouvelle de l'anxiété avec laquelle on maintient sans altération (*un inapàired*) les relations amicales qui subsistent si heureusement entre les deux pays, et auxquelles nous attachons une si juste et si grande valeur; des explications demandées avec franchise et dans un esprit de paix écartent les mésintelligences et conservent la bonne harmonie entre les peuples. »

Que dit maintenant Nesselrode au moment même où il va recevoir cette dépêche, à laquelle il est ainsi censé répondre d'avance ? Si à toute force on veut voir une réponse dans cette lettre équivoque, c'est bien la plus ironique et la plus vaine que peut fournir le langage de la diplomatie : « 20 octobre 1838. Le comte Nesselrode au comte Pozzo di Borgo. L'empereur a lu avec une sérieuse attention les dépêches de votre Excellence, qui lui rendaient compte des deux entrevues dans lesquelles lord Palmerston, parlant de la situation présente des affaires de Perse, a manifesté les appréhensions données au gouvernement de la compagnie des Indes par l'expédition du shah contre Hérat. À cette occasion, le principal secrétaire d'État de Sa Majesté britannique pour les relations étrangères ne vous a pas caché qu'en Angleterre l'opinion publique attribuait à l'influence russe une part décisive dans les événements qui se passent maintenant en Perse, et imputait à notre cabinet des intentions dangereuses pour les établissements de l'Inde. Ces considérations sont trop sérieuses et pourraient avoir un effet trop fâcheux sur toutes nos relations avec la Grande-Bretagne pour que nous n'hésitions pas un seul instant à prévenir les craintes par des explications franches et spontanées. »

Qu'est-ce donc que cette explication si honnêtement annoncée? Elle semble en fait la chose la moins rassurante du monde : « La politique de l'empereur en Orient est guidée par les mêmes principes qui la dirigent en Europe. Éloignée de toute idée d'envahissement, cette politique n'a pour objet que le maintien des droits de la Russie et le respect des droits légitimement acquis par les autres puissances. La pensée de troubler seulement la tranquillité des possessions anglaises dans l'Inde ne s'est jamais présentée à l'esprit de notre auguste maître. Il ne désire que le juste et le possible. »

Quel est donc celui qui, avec toutes les réserves du style de la diplomatie, étale encore une vertu si pédantesque ? C'est le prince qui a anéanti la Pologne, démembré la Turquie, dépouillé la Suède, divisé l'Allemagne. Et il parle de justice ! et il ose dire encore : « Si le gouvernement britannique met dans ces principes, auxquels nous avons toujours été fidèles, la confiance qu'ils méritent, il sera bien facile à votre Excellence d'éclairer les doutes que l'on a conçus à Londres sur notre manière d'agir. » Viennent alors les éclaircissements. L'empereur ne peut pas en vouloir aux Anglais s'ils n'ont rien fait contre lui. Il ne peut pas les atteindre, puisqu'ils sont séparés par les mers, les fleuves et les montagnes de l'Asie : assurance moqueuse et perfide qui renferme une menace, puisqu'arrivent tout aussitôt les faits qui la démentent. Au dire du comte Nesselrode, c'est l'Angleterre qui a attaqué la première, et il finit par ne plus cacher que la Russie a bien su manœuvrer au besoin jusqu'à l'Indus. C'est donc à l'Angleterre de conclure et de prendre garde, de se tenir avertie par les derniers paragraphes de la dépêche, pour ne pas trop se fier aux premiers, pour ne pas trop compter ni sur cette innocence que le tsar accuse après l'avoir attestée, ni sur ces distances, dont le tsar se rie après les avoir exagérées. Quant aux Russes, ils n'ont évidemment rien à se reprocher. Ils démentent tous les griefs qu'on élève contre eux. Ils ont voulu empêcher la guerre d'Hérat. Vicovitch et Simonich ne sont que des agents pacificateurs. Si par hasard, ils ont un peu dévié, l'Angleterre ne peut s'en fâcher. Quel est le gouvernement qui se trouve toujours servi comme il le veut ? L'Angleterre elle-même a-t-elle moyen d'empêcher ces turbulents voyageurs qui viennent en son nom porter le trouble dans toute l'Asie ? Nesselrode écrit : « Si nous rappelons ces faits, si nous faisons remarquer l'infatigable activité de certains individus qui se jettent en avant sans être accrédités ni reconnus par leur gouvernement, ce n'est pas que nous voulions imputer au gouvernement lui-même le blâme qu'ils méritent. Au contraire, nous regardons le cabinet britannique comme étant tout-à-fait en dehors de ces tendances que nous signalons; mais, de même que nous plaçons une juste confiance dans la rectitude de ses intentions, nous nous croyons en droit d'attendre de lui qu'il n'élève pas de doute sur les nôtres. »

Imagine-t-on rien de plus piquant après quatre années de mutuelles tromperies, de tromperies connues des uns comme des autres, et dont la dépêche russe donne le compte, oubliant naturellement la part du cabinet de Saint-Pétersbourg et faisant fort au long celle du cabinet de Saint-James ? Aussi le tsar souhaite que tout soit réparé. Il veut que l'Angleterre se réconcilie avec la Perse, de peur que cette anxiété produite par sa faute ne gagne la Russie elle-même, et ne l'oblige à prendre les mesures indispensables pour sa propre sécurité. Nesselrode poursuit : « Ces remarques que l'empereur commande à votre Excellence de communiquer en entier au ministère britannique serviront, je l'espère, à le contenter, et mettront dans son vrai jour la politique conservatrice et désintéressée de notre Auguste Maître. Notre attitude sera nécessairement réglée par la détermination définitive que le gouvernement britannique jugera convenable d'adopter. »

Nesselrode souhaite que les provinces aux frontières de l'Inde soient respectées. Il écrit dans la dépêche du 20 octobre 1838 : « La Grande-Bretagne et la Russie ne peuvent avoir qu'un désir, celui de maintenir la paix dans l'Asie centrale, en ménageant l'indépendance des peuples qui en sont les légitimes possesseurs ou les anciens habitants.¹ » La Russie a envoyé un agent soutenir les Perses dans le siège d'Hérat. Nesselrode écrit sans aucun complexe que « l'homme arrivant de Kaboul était, non pas un envoyé politique, mais un simple agent commercial. » Nesselrode écrit encore au comte Pozzo di Borgo que « le siège d'Hérat est une mesure juste en elle-même, cependant le gouvernement russe a engagé le shah à ne pas l'entreprendre, vu les dissensions intérieures de son royaume. » Nesselrode ajoute cependant que si Hérat tombe et s'unit à la province de Kandahar, le pays deviendrait accessible à toutes les nations désireuses de commercer. L'intervention de la Russie en Asie centrale n'aurait que des buts économiques : assurer des débouchés à ses manufactures. Palmerston souhaite obtenir des explications. Il déclare à Clanricarde, ambassadeur anglais à Saint-Pétersbourg, « que la Russie était libre de suivre la voie qui lui convenait, mais que le gouvernement anglais voulait positivement savoir s'il devait juger les intentions de la Russie dans l'Asie centrale par les déclarations du comte Nesselrode et de Rodofinikin à Saint-Pétersbourg, ou par les actes du comte Simonich et de Vitkévich en Asie. »

Pour trouver dans la lettre de Nesselrode une réponse satisfaisante aux demandes qu'on va soi-même écrire, il faut une grande résignation. Cette humilité singulière, lord Palmerston sait encore l'obtenir de cet orgueil trop irritable que nous lui connaissons. Il écrit le 20 décembre au comte Pozzo di Borgo, pour répondre à la note du 20 octobre, communiquée seulement le 11 du mois suivant, et donnée cependant comme réplique conciliante à la note anglaise du 26 octobre 1838 : « C'est avec grand plaisir que je me trouve à même de vous assurer que la communication par vous adressée au gouvernement de Sa Majesté lui a paru dans ses résultats généraux tout-à-fait satisfaisante (*highly satisfactory*). Le gouvernement de Sa Majesté doit conjurer (*deprecate*) comme un grand malheur tout événement qui tendrait à interrompre la bonne entente si heureusement établie entre les deux cabinets. » Le comte Nesselrode répond très sèchement le 29 janvier 1839 : « Ces explications ont apporté aux deux cabinets l'occasion de recevoir et d'offrir d'un côté comme de l'autre des assurances qui portent le caractère

¹ *Revue de l'Orient*, 1843, p. 54.

d'une juste réciprocité, et ne sauraient avoir de valeur qu'autant qu'elles se correspondent. Notre cabinet, en prenant note de ces assurances, attend qu'on lui fournira la preuve de leur entière réalisation. »

Satisfaction avait été donnée aux Britanniques lors du siège d'Hérat, le comte Simonich avait été rappelé et remplacé par Duhamel. Les nuages s'éclaircissent. L'harmonie s'installe entre Londres et Saint-Pétersbourg. La Russie cherche désormais à briser l'alliance entre la France et l'Angleterre. C'est le sens de la mission décidée après les spectaculaires manœuvres militaires commémorant la bataille de Borodino de 1812¹. D'une certaine façon, le rapprochement avec la Russie est un paravent à la politique conduite par Palmerston. Lord Clanricarde rapporte à Palmerston que « l'Angleterre est redoutée par la Russie plus que ne l'est l'Autriche et c'est pourquoi elle est suspectée davantage et que la Russie est plus inclinée à la courtiser. »² Dès lors, les relations entre la Grande-Bretagne et la Russie s'améliorent. Le plan du voyage du jeune grand duc Alexandre est programmé dans la liesse.

Les manœuvres politiques de Palmerston face à ses collègues francophiles et russophobes du ministère et du parlement sont plus passionnées que les négociations. Le premier thème des marchandages porte sur la volonté de la Russie de pouvoir intervenir seule si les autres puissances y consentent. Palmerston tient à ce que si la flotte russe pénètre dans le Bosphore, la marine britannique devait être autorisée à stationner dans les Dardanelles. Ce point était une pierre d'achoppement mais le diplomate russe d'origine allemande Brunow se rallie rapidement à l'idée d'une opération combinée dans laquelle il voit « un pique-nique maritime sur la mer de Marmara. »³ La Russie se chargera des opérations sur terre et sur mer en Asie Mineure ou dans le Bosphore, tandis que l'Angleterre agira en Méditerranée et sur les côtes de Syrie et d'Égypte.

Le ministre des Affaires étrangères russe, Nesselrode est donc un diplomate habile et souple mais perfide. Anglophile, anglican, Nesselrode communique à la chapelle de l'ambassade britannique de Saint-Pétersbourg, envoie son fils Dimitri à Londres pour appuyer les négociations. Dimitri, orthodoxe, rencontre Wellington et semble prêt à tous les sacrifices, y compris celui de se rendre à un bal chez la marquise de Londonderry où malheureusement, il ne s'amuse absolument pas et où la musique lui semble détestable⁴. Nesselrode est conscient que la partie se joue principalement entre Paris et Londres. Il écrit à Brunow le 1^{er} février 1840 : « Nous ne jouons qu'un rôle purement secondaire. Le débat n'est point entre la France et nous, mais entre l'Angleterre et la France. » Avec Nesselrode aux affaires, les relations entre la France et la Russie s'améliorent quelque peu, en dépit des sentiments du tsar. Thiers est un ami intime de Maria Kalergis, la nièce de Nesselrode. Face à la crise orientale de 1839, Nesselrode cherche à circonscrire la lutte. Il se révèle être favorable à la paix. Il écrit à Medem, ambassadeur de Russie à Paris : « Là, il ne faut ni agitation diplomatique ni déploiement de force militaire, il ne faut que du repos. »⁵ En fait, il n'est pas persuadé du bien fondé de l'envoi d'une escadre française au large de Constantinople qui menacerait directement Odessa et le commerce de Sébastopol. Il compare avec 1833 et il estime que la flotte russe à cette époque ne menaçait pas la prospérité de Marseille. Il reste évidemment un défenseur acharné des Turcs face à la menace égyptienne. Pour lui, c'est sur Alexandrie que doit se diriger toute l'action des puissances et il faut éviter une démonstration navale devant Constantinople⁶. Nesselrode reste l'interprète de la pensée du tsar. Dans une dépêche datée du 6 août 1839 et communiquée officiellement au gouvernement français, il écrit que « l'empereur ne désespère nullement du salut de la Porte, pourvu que les puissances de l'Europe sachent respecter son repos, et que par une agitation intempestive elles ne finissent pas par l'ébranler tout en voulant le raffermir. » La cour de Russie juge peu convenable de s'interposer entre le sultan et le pacha. « Du reste, dit encore Nesselrode à l'ambassadeur de France, un peu plus, un peu moins de Syrie, donné ou ôté au Pacha, nous touche peu. Notre seule condition c'est que la Porte soit libre dans le consentement qu'elle donnera. »

Le chancelier Metternich et la question d'Orient

Metternich avait confié à Talleyrand, en 1808, que la conquête de la Turquie coûterait 300 000 hommes en peu d'années, par les maladies, les brigandages, et qu'au bout de vingt-cinq à trente ans aucune forme de régime ne pourrait y porter la civilisation⁷. Selon Marx, Metternich faisait de l'Autriche une ennemie de l'indépendance grecque et de la civilisation européenne. Metternich voit en la bataille de Navarin une « épouvantable catastrophe », mais sur le plan diplomatique, l'Autriche s'unissait à la France, contre la Russie. Au moment de la révolution de Juillet, Metternich reçoit Charles X exilé et déclare au général Belliard, envoyé spécial de Louis-Philippe à Vienne : « L'Autriche ne souffrira jamais d'empiètement de la part d'un gouvernement issu de la

¹ Harold N. Ingle, *op. cit.*, p. 115.

² Eugène de Guichen, *op. cit.*, p. 123.

³ Harold N. Ingle, *op. cit.*, p. 115. Brunow à Nesselrode, 8 octobre 1839, *F.O.* 65/256.

⁴ Charles Nesselrode, *op. cit.*, pp. 17-18. Lettre de Dimitri Nesselrode à sa mère, Londres, 12 mars 1840.

⁵ A.M.A.E., papiers d'agents, Desages, Grèce Pologne Russie, 25.

⁶ *Ibid.*, Angleterre 22, f° 179.

⁷ Metternich, *Mémoires de Metternich*, Paris, 1881, t. II, p. 147.

Révolution. Il nous trouvera, nous et l'Europe, partout où il exercerait un système de propagande. » Frappé par le choléra, hôte de l'Autriche, Charles X meurt à Görz, sur la frontière italo-yougoslave, le 6 novembre 1836.

L'équilibre de l'Europe est menacé par les armées russes qui peuvent passer le Danube et prendre à revers les provinces slaves de l'empire d'Autriche. Metternich prône le statu quo. Il semble indifférent aux empiétements de la Russie. Il loue même le tsar. Malgré ces ménagements, le chancelier d'Autriche comprend que la sûreté de son pays ne peut pas accepter que Nicolas ait la haute main sur Constantinople, ni autoriser un agrandissement de la Russie sur les rives du Danube. Ses positions s'apparentent quelquefois à du verbiage. Lors de la première crise orientale en 1833, Guizot écrit du chancelier autrichien : « M. de Metternich excellait à se servir des changements apportés par le temps dans l'état des faits et des esprits pour insinuer les vérités qu'il n'avait pas d'abord voulu dire, et pour atténuer les dangers qu'il n'avait pas osé combattre au moment de la crise. ¹ » Apprenant la cession d'Adana à Méhémet-Ali, Metternich blâma la diplomatie française : « Le sort de la Porte tenait selon lui à la possession de ce territoire, et peut-être l'Europe entière serait troublée pendant cinquante ans par suite de la triste influence que l'amiral Roussin venait d'exercer sur le divan. »

Juste avant la conclusion du traité d'Unkiar-Skelessi, Metternich pavoisait. L'affaire d'Orient était momentanément calmée. Il livrait à Sainte-Aulaire, l'ambassadeur de France à Vienne, ses impressions concernant la politique russe : « Il faut distinguer entre les droits et les prétentions de la Russie en Orient. Ses droits se fondent, j'en conviens, sur des traités qui depuis celui de Kaïnardji ont plusieurs fois autorisé son intervention dans les affaires de la Moldavie, de la Valachie et de la Serbie. Mais des traités sont comme des fermes que l'on peut exploiter bien ou mal et sur le produit desquelles il y a beaucoup à surfaire et beaucoup à rabattre. Au fait, malgré les mauvaises conditions de ces traités, notamment celui d'Andrinople, la souveraineté de la Porte sur les principautés reste entière. C'est en surveillant les détails de leur administration, qu'il faut éviter les occasions dont la Russie voudrait profiter pour rendre son action fréquente et décisive. Sur ce point l'Europe peut s'en fier au contrôle de l'Autriche. Il s'agit d'une question vitale pour elle, puisque les principautés sont traversées par le Danube, grande artère de la monarchie. En outre des droits écrits dans des traités, la Russie a encore des prétentions, et l'on a pu croire à certaines époques que le principe fixe de sa politique était la destruction de l'empire ottoman ou son asservissement à un protectorat exclusif. Catherine II, dit-on, a recommandé ce plan à ses successeurs par un mémoire laissé dans ses plus secrètes archives. Quoi qu'il en soit, on ne saurait nier que, depuis 1822, l'empereur Alexandre ait plusieurs fois explicitement déclaré qu'il ne souffrirait jamais qu'un autre cabinet se plaçât entre le sien et le Divan et essayât d'intervenir dans les rapports des deux Empires. Il est également certain que, dans les premières années de son règne, l'empereur Nicolas s'est montré, plus encore que son prédécesseur, jaloux de cette position exceptionnelle. Mais ce que l'on ne sait pas en Europe, c'est qu'un changement complet, inopiné, s'est opéré depuis peu dans la politique du cabinet russe. Autant il était jadis exclusif et jaloux, autant il est aujourd'hui confiant et abandonné. On a compris à Saint-Pétersbourg que, dans son état actuel de faiblesse, l'empire ottoman ne peut être sauvé par un seul allié, et l'on implore notre concours avec instance. » Le prince de Metternich fit une pause puis poursuivit avec un air de mystère : « Je veux vous confier, ajouta-t-il, que dernièrement l'empereur Nicolas a fait venir dans son cabinet M. de Ficquelmont. Il est convenu que des antécédents pouvaient vous inspirer de fâcheuses préventions ; mais il a formellement abjuré son ancienne politique. Il a voulu que notre ambassadeur écrivît sous sa dictée l'engagement d'honneur de ne plus rien faire qu'avec nous et par nous dans les affaires d'Orient. Jugez si après une déclaration si catégorique, envoyée directement par écrit à l'empereur François, nous sommes fondés à nous porter garants et des actes et des projets de l'empereur Nicolas. »

Metternich se targuait d'avoir dompté le lion moscovite. Il ne craignait ni surprise, ni résistance. Il triomphait de ce succès diplomatique, fruit de longues années de concessions et de patience. Pendant ce temps, Orlov contredisait à Constantinople ces dispositions si réjouissantes, par la préparation du traité d'Unkiar-Skelessi. Metternich est mis au courant des tractations russes. Sainte-Aulaire écrit : « Je doute que, dans sa longue carrière, le chancelier d'Autriche ait éprouvé plusieurs fois un tel désappointement. » Un courrier de l'amiral Roussin, parti de Constantinople le 20 juin 1833, remettait à l'ambassadeur de France à Vienne, des dépêches qui devaient être transmises à Paris sans aucun délai. Elles contenaient des nouvelles d'une grande importance. Curieux, Sainte-Aulaire s'adressa à son homologue britannique qui logeait près de lui à Baden et qui avait aussi reçu un courrier de Constantinople. Il l'informa par ce billet : « Baden, 4 juillet 1833. La nouvelle est qu'on devait signer le 19 juin un traité d'alliance offensive et défensive entre la Russie et la Porte. Il faut entendre ce qu'en dira notre Prince. Mille amitiés. Frédéric Lamb. » Alerté, Sainte-Aulaire fit atteler une voiture et se rendit à Meidlingen, un petit village près de Schönbrunn, où logeait le prince de Metternich. L'ambassadeur de France était affligé car il se demandait si l'Autriche était comprise dans le traité d'alliance de la Porte et de la Russie. Dans ce cas, Metternich s'était moqué de lui, ou ce traité avait conclu à son insu, et il avait été le jouet d'une fourberie. Comment a-t-il pu inventer cette conversion du tsar et la lettre dictée par lui à Ficquelmont ? Quelqu'un avait menti. Entrant dans le

¹ François Guizot, « La question d'Orient » : 1832-1837, *Mémoires pour servir à l'Histoire de mon Temps*, t. VII, Clermont-Ferrand, Paleo, 2004, p. 47.

cabinet, Sainte-Aulaire demanda au chancelier s'il connaissait la nouvelle de Constantinople. Metternich répondit négativement. Sainte-Aulaire lui apprit donc ce qui se tramait. Metternich resta impassible et avec sang-froid, il indiquait ne rien avoir appris de Saint-Pétersbourg ni de Constantinople. Il paria que l'amiral Roussin avait été mal informé et que la nouvelle d'un pareil traité serait rapidement démentie. « Je suis de moitié avec vous, répliqua Sainte-Aulaire, le traité n'existe pas puisque vous l'ignorez. Le contraire supposerait un procédé de l'empereur de Russie qu'il ne m'appartient pas de qualifier. Mais ne m'autoriserez-vous pas à écrire à Paris qu'un tel acte, s'il existait, vous causerait autant d'indignation que de surprise ? – Notre conversation est difficile et compromettante, répondit le prince. Vous savez mal ce qui s'est passé, et moi je ne le sais pas du tout. Sans nul doute un courrier déjà en route va nous tirer bientôt de notre incertitude. Qu'avons-nous de mieux à faire que de l'attendre et d'ajourner toute explication jusqu'à son arrivée ? » Décidé à ne pas en rester là, l'ambassadeur Sainte-Aulaire reprenait : « Vous ne voulez pas me dire que, si l'empereur Nicolas vous a trompé, vous en aurez une rancune extrême, et je conçois qu'une telle confiance à mon égard vous paraisse inutile et déplacée. Mais dans l'intérêt de ma responsabilité vis-à-vis de mon gouvernement, et permettez-moi de le dire, pour la dignité même de votre caractère, il est indispensable que nous établissions bien dès aujourd'hui nos positions réciproques. Vous m'avez affirmé, prince, vous m'avez chargé d'affirmer en votre nom au duc de Broglie, que la politique de la Russie à l'égard de la Porte était changée, qu'elle ne voulait plus procéder isolément dans les affaires d'Orient, qu'elle voulait agir de compte à demi avec vous, de même que vous vouliez agir de concert avec la France et l'Angleterre. J'ai adopté franchement votre politique et mes dépêches au duc de Broglie sont depuis deux mois pleines de vos raisonnements. Je ne dois pas vous cacher que je rencontre à Paris quelques obstacles. On n'y est pas bien convaincu de votre crédit sur la Russie et de votre ferme volonté de lui résister au besoin. Je lutte contre les méfiances et dernièrement encore j'ai insisté de toutes mes forces pour faire prévaloir votre système d'action commune. Les choses étant ainsi posées, on va apprendre à Paris que le comte Orlov a signé avec la Porte un acte dont l'effet, quelle qu'en soit la forme, assure le protectorat de la Russie sur l'empire ottoman. N'est-il pas évident que notre cabinet, en recevant cette nouvelle, se demandera d'abord : le prince de Metternich avait-il connaissance ou ignorait-il ce qui se négociait à Constantinople, pendant qu'il faisait de telles ouvertures à notre ambassadeur à Vienne ? S'il connaissait... - Je comprends toute votre pensée, interrompit le prince de Metternich, et je n'essaierai point de me soustraire à votre alternative, mais *sur mon honneur et ma conscience*, si le traité existe, il a été conçu et accompli sans ma participation, sans qu'aucune circonstance ait pu éveiller mes prévisions. Après cela, que puis-je encore vous dire ? » Metternich se leva. Il mettait un terme à l'entretien. La dénégation avait été formelle. Sainte-Aulaire trouva que Metternich envisageait trop à la légère la possibilité d'une alliance entre la Turquie et la Russie. Le lendemain, l'ambassadeur d'Angleterre reprit la conversation, là où le Français l'avait laissée. Cette fois, Metternich se montra plus explicite. Il fit lire à Frédéric Lamb un rapport de M. de Stürmer dans lequel l'internonce racontait que le comte Orlov se réjouissait de la crédulité des ambassadeurs de France et d'Angleterre qui s'étaient laissé persuader de l'existence d'un traité d'alliance entre la Porte et la Russie, et qui s'agitaient fort à ce sujet auprès du reis efendi¹. « Si, après cela, ajouta le chancelier, la nouvelle se confirme, la duplicité de la Russie ne sera plus douteuse et je croirai de mon devoir de demander des explications catégoriques. » Le traité d'Unkiar-Skelessi devait être signé le 19, il ne l'était pas le 29 juin, et le 18 juillet 1833, en partant pour la Bohême, Metternich, habituellement si bien informé, n'avait encore reçu aucune indication de son existence. Dans la semaine qui précéda ce départ, il rendit plusieurs fois visite à Sainte-Aulaire et il n'accréditait toujours pas le traité. Sainte-Aulaire finissait par croire que l'amiral Roussin se laissait mystifier par les ministres turcs, dont les habituels mensonges au corps diplomatique avaient pour but de mêler les cartes et de brouiller entre eux les chiens de chrétiens². Frédéric Lamb partageait cette impression, mais à Londres, on croyait à l'existence du traité et l'on ne doutait pas que Metternich se moquait bien des Anglais et des Français. À Paris, le duc de Broglie jugeait Metternich capable de toutes les fourberies. Il écrivit à Sainte-Aulaire « que le cabinet de Vienne manquait également d'habileté, de bonne foi et de courage ; qu'il ne cherchait à nous engager dans une négociation commune, que pour nous livrer ensuite à la Russie et lui faire sa cour à nos dépens. » Le chancelier autrichien contesta longtemps l'exactitude des rapports parvenus de Constantinople aux ambassadeurs français et anglais. Son ignorance persistait encore lors de son départ pour la Bohême. Le baron de Stürmer lui écrivit enfin le 9 juillet : « Que le comte Orlov venait de lui confier, sous le secret et avec de grandes démonstrations de confiance et d'amitié, le traité qu'il avait signé la veille. »

Cette absence de l'Autriche au moment de la signature du traité d'Unkiar-Skelessi atteste d'une certaine dualité dans la vision que se fait Metternich de la question d'Orient. Ses froides tergiversations peuvent être perçues comme du génie diplomatique. Elles révèlent plutôt que Vienne redoute la puissance russe. Bresson confirmait depuis Berlin, le 4 février 1834, à Émile Desages : « Lorsque Metternich nous déclare que si l'empereur de Russie

¹ C'étaient le reis efendi (ministre des affaires étrangères) et le séraskier (ministre de la Guerre) Khosrew qui, après avoir lutté contre leur maître pour empêcher la signature du traité, en avaient révélé l'existence aux ambassadeurs de France et d'Angleterre. Ce fait avéré dans les dépêches de l'amiral Roussin laisse Sainte-Aulaire perplexe car il ne comprend pas la trahison des ministres du sultan, au regard du châtimeut terrible auquel ils s'exposaient.

² Sainte-Aulaire, « Souvenirs de mon ambassade à Vienne », *La Revue de Paris*, septembre 1924, p. 32.

prétend s'emparer d'un seul village ottoman, l'empereur d'Autriche tirera son grand sabre, lorsqu'il nous déclare que l'empereur d'Autriche repousserait avec horreur la simple idée de recevoir en partage un seul village de l'Empire ottoman, il fait un étalage de rhétorique fort inutile.¹» Lors des conversations qu'il a avec Sainte-Aulaire, le chancelier déploie son énergie à convaincre du bien-fondé d'une politique concertée : « Les affaires d'Orient ne peuvent être arrangées qu'en commun. Précisément parce que les quatre puissances se jaloussent et se soupçonnent, elles doivent se surveiller et, pour se surveiller, elles doivent marcher ensemble. Chacune d'elles étant préoccupée d'un intérêt distinct si ce n'est opposé, elles ne se rencontreront dans leur conduite que si un plan a été préalablement discuté et réglé de concert. Je ne veux ni conférence, ni protocole, ni formes solennelles ; je propose seulement qu'on trouve quelque part des hommes au courant de la question, informés des intentions de leurs gouvernements et accrédités sinon pour conclure un arrangement, au moins pour s'entendre sur les moyens qui peuvent le préparer. »

Metternich regrette, en 1839, de n'avoir pas insisté en 1815 auprès du tsar pour faire entrer la Turquie dans le droit européen². Le chancelier autrichien s'oppose au démembrement de l'Empire ottoman : « l'existence du trône ottoman et sa conservation sont un bien commun pour l'Europe et en particulier un besoin politique pour l'Autriche ; les vastes contrées sur lesquelles le nom du sultan domine encore comme un pouvoir effectif deviendraient nécessairement, par la chute de son trône, le théâtre d'une épouvantable anarchie ou la proie de la conquête de l'étranger... Il ne peut donc s'agir pour aucune Puissance de se créer à cet égard des utopies. » Metternich est cependant persuadé que la Porte est une puissance sur le déclin. C'est déjà le vieil homme malade de l'Europe. Pour décrire la situation, il utilise une métaphore dans ses Mémoires : « L'Empire ottoman a subi le sort commun de tous les États dont l'histoire est séculaire. Les Empires comme les individus, passent par les différents âges de la jeunesse, de la virilité et de la vieillesse. Les corps restent les mêmes mais, parvenus à leur complète formation, ils tendent tous successivement à se décomposer ; ils se replient, pour ainsi dire sur eux-mêmes. » Ce point de vue diffère de celui de Palmerston qui trois mois plus tôt a affirmé à Bulwer le 1^{er} septembre 1839 : « La moitié des fausses conclusions auxquelles les hommes arrivent vient de l'abus de ce qu'ils prennent une ressemblance vague ou imaginaire pour la réalité même. Ainsi, l'on compare une ancienne monarchie avec un vieil édifice, un vieil arbre ou un vieillard et parce que, par la nature des choses, il faut que l'édifice, l'arbre ou l'homme s'écroule, dépérisse, meure, on s'imagine qu'il en est de même d'un État, et que les mêmes lois qui régissent la matière inanimée ou la vie animale et végétale sont applicables également aux nations et aux États. Il ne saurait exister d'erreur plus grande et plus illogique ; car, sans compter tous les autres points de différence, il faut se rappeler que les parties intégrantes de l'édifice, de l'arbre ou de l'homme, demeurent les mêmes, et sont décomposées par des causes externes ou modifiées dans leur organisation interne par le progrès de la vie, de manière à devenir avec le temps incapables de leurs fonctions originelles ; tandis qu'au contraire les parties intégrantes d'une communauté subissent journellement un travail de rénovation physique et d'amélioration morale. Ainsi, tout ce que nous entendons dire chaque jour au sujet de la dégénérescence de l'empire turc : que ce n'est plus qu'un corps inanimé et un tronc sans sève, [...], est une pure et simple absurdité. » Le 20 novembre 1839, Metternich fait savoir à la Porte et à l'Égypte « qu'aucune puissance ne s'opposait aux arrangements directs entre le sultan et le vice-roi ; qu'en cas où Ibrahim marcherait sur Constantinople des mesures collectives seraient prises entre les cinq puissances pour arrêter cette marche.³ » Le rapprochement austro-russe s'amorce. Le comte Orlov, l'habile négociateur du traité d'Unkiar-Skelessi se serait rendu à Vienne et aurait abordé avec Metternich les affaires de Turquie. Envoyé à Londres, Brunow a rencontré Metternich. Convalescent, le chancelier autrichien est contrarié car sa suggestion d'organiser une conférence à Vienne n'a pas été retenue.

Figure cosmopolite, Metternich, ainsi que sa femme, parlent toujours plus volontiers français qu'allemand. « Voici longtemps, écrivait-il à Wellington en 1824, que l'Europe est pour moi une patrie.⁴ » Le français est la seule langue admise dans son hôtel. Minuit est l'heure de son apparition, car à moins que des raisons majeures n'appellent des ambassadeurs étrangers chez lui pendant la journée, il les reçoit et traite les affaires d'État dans le courant de la soirée. Pendant ces audiences, Metternich marche de long en large, se promène dans un salon contigu au salon de réception dont les portes restent fermées, et ne s'ouvrent que pour laisser entrer et sortir les ministres ou ambassadeurs étrangers. Ceux qui se présentent chez le prince de Metternich le voient rarement, s'ils se retirent avant minuit. Le chancelier se montre quelquefois dans ses salons, vers 23 heures, mais il ne fait que les traverser. Jamais, il ne s'arrête auprès d'un de ses hôtes, il ne prend part à aucune conversation. De temps à autre, on le voit entrouvrir la porte ministérielle, saluer le diplomate qu'il congédie, et, après avoir parcouru de son œil fixe et impassible le cercle ordinairement placé autour de sa femme, faire signe à celui dont il requiert la présence, puis il disparaît avec le nouvel élu. Ce cérémonial dure jusqu'à 23 heures 30 et a lieu tous les soirs, à l'exception du dimanche, jour des grandes réceptions, où la foule encombre sept ou huit vastes salons. Metternich parle à tout

¹ A.M.A.E., papiers d'agents, Desages, Allemagne, 20.

² Adolphe d'Angeville, *op. cit.*, p. 71.

³ *Ibid.*, p. 77.

⁴ Henry Kissinger, *Diplomatie*, Paris, Fayard, 1996, p. 74.

le monde, sans rien dire à personne. Durant la semaine, après les audiences, il s'assied à la table de thé, rit et plaisante avec ceux qui s'y trouvent puis narre les anecdotes des premières années de sa carrière politique, principalement quand il était ambassadeur à la cour de Napoléon¹. En dépit de ses galimatias alambiqués, Metternich, avec son regard beau et bienveillant, sait charmer. Certes, il n'a rien d'un héros mais excellent diplomate, il n'abandonne jamais la partie, il ne renonce jamais, il a toujours un plan, il compte sur le temps et il précipite au besoin les choses. Il se tient toujours prêt à faire face aux événements et les difficultés le stimulent². Guizot souligne dans ses Mémoires le défaut majeur du chancelier autrichien : « La qualité qui manquait le plus à son habileté politique, c'était le courage ; j'entends, le courage d'impulsion et d'entreprise.³ » Marmont le trouve trop sûr de lui : « Il croit à sa prévoyance et à son infaillibilité. »

Face à la crise qui éclate en 1839, après la bataille de Nezib, Metternich ne demande à la monarchie de Juillet que de rester l'alliée de l'Angleterre mais quand le dissentiment avec cette puissance éclate, il n'hésite pas à déclarer qu'il se range du côté de Londres. Marmont rend compte de la situation : « La bataille de Nezib avait produit une révolution complète dans l'esprit du prince de Metternich, et lui qui connaissait les aberrations du souverain de Constantinople, qui savait parfaitement que les hostilités n'étaient pas venues de Méhémet-Ali, mais des illusions de Mahmoud ; lui qui avait la preuve de la modération du vice-roi, par l'ordre que celui-ci avait donné à son fils de s'arrêter, vit, on ne sait pourquoi, son arrivée comme immédiate à Constantinople. Or il y a quarante marches de Nezib aux bords du Bosphore. Il oublia tout ce qu'il avait eu l'intention de faire pour empêcher les affaires d'Orient de devenir le commencement d'un incendie qui pouvait embraser l'Europe ; et au lieu de hâter la conclusion des débats intérieurs de l'empire ottoman, il intervint et fit naître de nouvelles incertitudes, prépara des complications sans fin et sema les germes d'une confusion dont les conséquences ne pouvaient pas être calculées. » Metternich donne l'ordre à l'internonce de présenter rapidement une note à la Porte pour engager le gouvernement ottoman à ne pas se soumettre aux exigences de Méhémet-Ali et à réclamer l'assistance des grandes puissances pour concourir à sa sûreté. Il exerce, dans le même temps, des pressions sur les représentants russes car il craint une défection de leur part. L'amiral Roussin, hostile à l'Égypte, s'y associe, ainsi que l'Angleterre et la Prusse. Metternich songe à faire intervenir dans les Dardanelles les flottes anglaise et française aux côtés des Russes. Cette proposition maladroite déclencha chez le tsar Nicolas un accès de colère. Les Russes ne sauraient accepter d'interventions militaires autre que la leur dans ce qui est leur pré carré. Le maréchal Marmont écrit : « Jupiter ne faisait pas trembler l'Olympe plus violemment, Neptune n'agissait pas sur les flots avec plus de pouvoir que ne le fit l'empereur de Russie sur l'ambassadeur d'Autriche. Il déclara qu'il voyait dans cette conduite du prince de Metternich une véritable trahison, et que peu s'en fallait qu'il ne fit entrer immédiatement une armée en Galicie ! » La nouvelle de cette réaction affecte profondément Metternich. La vexation le rend malade. Il reste cloué au lit pendant vingt jours, entre la vie et la mort. Marmont relate le fait : « J'étais à Carlsbad lorsqu'arriva la nouvelle de la bataille de Nezib. Je trouvai, en arrivant à Vienne, le prince de Metternich presque mourant. Des soins assidus et son bon tempérament parvinrent à le remettre. Je le vis dans sa convalescence, et il soutenait avec obstination l'utilité de l'intervention qu'il avait provoquée, et dont, au fond du cœur, il regrettait bien, je crois, d'avoir eu l'idée.⁴ » Dès lors, le chancelier autrichien calque sa politique étrangère sur celle de l'Angleterre car il est compromis avec la Russie, et la France ne lui offre aucune sécurité. L'Angleterre et l'Autriche n'ont pas d'intérêts qui s'opposent et Metternich devient le « très humble serviteur de Palmerston.⁵ »

Le chancelier part pour le Johannisberg et laisse le comte de Ficquelmont à la tête du ministère des Affaires étrangères, chargé des rapports avec les ambassadeurs, mais avec l'instruction de faire passer par le Johannisberg les courriers chargés des réponses qu'il croirait devoir faire aux notes. L'approbation de l'omnipotent Metternich reste requise. Lorsque la note de la France proposant de reconnaître l'hérédité de l'Égypte dans la famille de Méhémet-Ali et la possession viagère des provinces d'Asie arrive sur la table des négociations, Ficquelmont accepte un système susceptible de sauvegarder la paix. Metternich stoppe depuis Johannisberg les intentions de son successeur car il sait que cette initiative ne convient pas à Palmerston. Il y fait substituer un projet de conférences qui doivent avoir lieu à Londres. Metternich veut reconstituer la Sainte-Alliance. Dans cet esprit, il cherche à briser l'alliance franco-anglaise. Il affecte sans cesse de faire croire qu'à Paris et à Londres les points de vue divergent et qu'il en sait là-dessus plus qu'il n'en veut en dire. Il relève avec un soin minutieux les moindres circonstances qui peuvent appuyer cette assertion. Il signale notamment avec exagération les différences de rédaction des instructions envoyées aux amiraux⁶. Menant double jeu, Metternich a fait tout son possible pour brouiller la France avec les Anglais. Il dispose d'un vaste réseau d'espions qui agissent partout. On suppose qu'il lit la correspondance des agents français. S'il éprouve du mécontentement en y découvrant des propos hostiles à

¹ *L'Illustration*, samedi 20 mai 1843.

² A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 40, f°79.

³ Albert Sorel, *Essais d'histoire et de critique*, Paris, Plon, 1883, p. 25.

⁴ Marmont, *Mémoires du maréchal Marmont, duc de Raguse, de 1792 à 1841*, Paris, Perrotin, 1857, t. 9, p. 134.

⁵ *Ibid.*, p. 135.

⁶ A.M.A.E., papiers d'agents, Desages, Angleterre, 22.

son encontre, il reste froid et philosophe¹. Metternich a cependant compris le sens des transformations de l'Empire ottoman. Face au Tanzimat, Reschid pacha, épaulé par Aali pacha, veut une vraie réforme, et non pas une importation étrangère. Metternich leur conseille en 1841 « d'établir le gouvernement sur le respect des institutions religieuses qui forment l'assise fondamentale de l'existence de l'empire... qu'il ne fallait pas emprunter à la civilisation européenne des institutions qui ne cadraient pas avec celles de la Turquie.» Conservateur, il les exhorte à rester Turcs, de consulter la loi musulmane, car la décadence de l'Empire ottoman provient, selon le chancelier autrichien, de « l'esprit de réformes à l'européenne.»

¹ *Ibid.*, Allemagne, 20. Lettre de Edmond Mussin à Desages, 1840.

Le traité de Londres du 15 juillet 1840

La monarchie de Juillet a gagné sa cause en Europe. Le pouvoir cesse d'être révolutionnaire. Il est libéral. Il est entré dans de bonnes et naturelles relations avec deux des plus grandes puissances européennes, non pas comme un parvenu qui accepte la place qu'on veut bien lui offrir mais comme le digne représentant d'une noble nation qui prend le rang qui lui appartient. Il respecte les autres et sait se faire respecter. En 1840, les puissances oublient volontairement que la France a freiné le vice-roi en 1833 dans sa marche victorieuse sur Constantinople. Elles feignent de croire que Paris lui souffle l'esprit de conquête, tandis qu'en réalité, et sous une forme plus amicale, les Français lui adressent les mêmes remontrances. Bref, il est convenu que les seuls dangers qui menacent le sultan viennent du maître de l'Égypte, le possesseur de la Syrie entière, de la Crète et de La Mecque. Il n'est plus question que d'avoir raison du pacha rebelle avec ou sans l'agrément de la France. Le traité du 15 juillet 1840 est donc la conséquence logique des desseins de la Russie, d'une volonté de désunir la France et l'Angleterre. Le motif apparent du traité est la pacification du Proche-Orient, c'est-à-dire la soumission sous condition de Méhémet-Ali, le vassal révolté, au sultan son maître. Des motifs plus secrets seraient la compression ou l'anéantissement des doctrines libérales en Europe, en France surtout, et le partage de l'Orient entre la Russie et l'Angleterre.

L'isolement diplomatique de la France

Sur le point de s'implanter le long des côtes de l'Érythrée¹, grâce à l'occupation égyptienne au Soudan, les Français veulent faire prévaloir deux sortes d'intérêts. En premier lieu, ils comptent sur la durée de l'Empire ottoman et sur son indépendance absolue. En second lieu, ils espèrent la consolidation, aux meilleures conditions, de l'établissement égyptien. Cela s'appelle dans le langage parlementaire du temps, la question de Constantinople et la question d'Alexandrie². La politique étrangère menée par la monarchie de Juillet déplaît à la Russie car la France réclame le maintien de l'Empire ottoman, et comme moyen de le préserver, l'intervention préalablement concertée des grandes puissances européennes. La France est la seule puissance à soutenir le vice-roi.

La France a demandé, en 1839, par la voix de Sébastiani, ambassadeur à Londres, la présence d'un plénipotentiaire turc, Noury efendi, à la conférence de Londres. Guizot déclare à cet ambassadeur ottoman les 23 avril et 21 juin 1840 que, conformément à l'esprit de la note du 27 juillet 1839, la France est prête à prendre part aux conférences qu'on tient à Londres pour régler les affaires d'Orient³. Les grandes puissances pensent que les droits du sultan sont menacés par les empiétements répétés de Méhémet-Ali. Le vice-roi d'Égypte a clairement annoncé ses intentions : « J'ai la Syrie, je la garde. »⁴ L'Europe reproche le soutien que la France apporte au dépècement de l'Empire ottoman. Le premier ministre Thiers joue la provocation et déclare au Divan : « Qui ne peut conquérir ne saurait conserver. » Thiers cherche à entraver les négociations. Il ne tient aucun compte des propositions conciliantes faites par la Prusse et l'Autriche. Il envoie à Alexandrie Eugène Périer pour terminer, par un arrangement direct, la crise d'Orient, qu'il a déclaré par deux fois vouloir traiter à Londres par une conférence européenne. Thiers veut un succès exclusif en Orient. Il ne parvient qu'à isoler la France et empêche une temporisation qui aurait paralysé une action sur les côtes de Syrie. Le 11 mars 1840, Palmerston déclare à lord Granville : « Qu'ils disent ce qu'ils voudront, les Français ne peuvent entreprendre une guerre contre les quatre puissances pour soutenir Méhémet-Ali. Voudraient-ils hasarder une guerre maritime pour un tel objet ? Où trouveront-ils des vaisseaux capables d'entrer en lutte contre la marine anglaise, sans parler de la marine russe, qui en pareil cas se joindrait à nous ? »⁵

¹ Roger Joint Daguene, *Histoire de la Mer Rouge, de Lesseps à nos jours*, L'Harmattan, 1997, p. 39.

² *Revue des Deux Mondes*, 15 décembre 1848, p. 866.

³ Adolphe d'Angeville, *La vérité sur la question d'Orient et sur M. Thiers*, Paris, Delloye, 1841, p. 121.

⁴ Scipion Marin, *Solution de la question orientale*, Paris, Desessart, 1840, p. 3.

⁵ Gilbert Sinoué, *op. cit.*, p. 499.

En dépit de ses victoires, le pacha d'Égypte est finalement aux abois. Son trésor est épuisé. Il ne peut payer ni ses troupes, ni les marins de la flotte ottomane. Ibrahim pacha réclame sans cesse de l'argent. Le 27 mai, les Druses, les maronites et les Grecs catholiques se rencontrent et font solennellement le serment de s'opposer par la force au désarmement des montagnards libanais. Survient alors un véritable coup de théâtre, le grand vizir Khosrew pacha, ennemi mortel de Méhémet-Ali, est écarté du pouvoir le 7 juin 1840. Le consul général Cochelet à Alexandrie se rend à la maison de campagne qu'habite Méhémet-Ali. Il l'informe. Le renvoi de Khosrew pacha suscite une immense joie. La diplomatie française clame la conciliation et la modération. Voulant lui conseiller la restitution de la flotte ottomane, Cochelet est pris de court par Méhémet-Ali qui annonce ses bonnes intentions. La paix est recherchée. Il est prévu l'appareillement des navires turcs. L'amiral égyptien Moustouch pacha devait les conduire à Constantinople. Faisant parti du voyage, Saïd, fils de Méhémet-Ali, une fois arrivé à bon port, se jetterait aux pieds du sultan. La crise est donc sur le point d'être résolue grâce à la destitution de Khosrew. Cette excellente nouvelle parvient au cabinet français qui affirme que l'Orient est pacifié. Le gouvernement prend, face à cette mauvaise plaisanterie, selon la presse d'opposition, un « petit air content de lui-même », à se rengorger, à quêter des applaudissements par la modestie de sa vanité¹. L'ambassadeur de France à Constantinople, le comte de Pontois, que l'on s'apprête à féliciter, pense que l'événement n'est pas forcément annonciateur d'un éventuel accommodement avec l'Égypte. Une dépêche partie d'Alexandrie informe Thiers, qui lui-même donne des instructions secrètes à Guizot à Londres pour empêcher les Britanniques d'envoyer un émissaire à Constantinople. Sur une indiscretion de Louis-Philippe, des agents anglais vont révéler l'intrigue à Londres dès le printemps 1840. Ce secret éventé provient de la trop grande confiance de Louis-Philippe en Apponyi, le représentant de l'Autriche. Le *Foreign Office* en prend de l'ombrage. Palmerston voit dans cette solution à la crise une idée française pour contraindre les puissances européennes à négocier. La question est de savoir désormais si les puissances veulent poursuivre leur chemin non seulement sans la France, mais contre la France. Ce virage diplomatique rencontre des hésitations et des réticences au sein du cabinet. Le 5 juillet 1840, Palmerston va jusqu'à déclarer dans une lettre adressée au premier ministre lord Melbourne, qu'il pourrait bien démissionner si sa politique n'est pas adoptée : « Je crois que le but proposé est de la plus haute importance pour les intérêts de l'Angleterre, pour la conservation de l'équilibre général et pour le maintien de la paix en Europe... Je crois que les intérêts commerciaux et politiques de la Grande-Bretagne, l'honneur et la dignité du pays, la bonne foi envers le Sultan, une juste appréciation de la politique européenne, tout exige que nous adoptions cette conduite. » Sinon, ce sera « la division effective de l'Empire ottoman en deux États séparés, dont l'un sera dans la dépendance de la France, l'autre un satellite de la Russie, dans chacun desquels notre influence politique sera annulée, nos intérêts commerciaux seront sacrifiés, et ce démembrement soulèvera inévitablement des luttes, des conflits locaux, qui entraîneront les Puissances de l'Europe dans les dissensions les plus périlleuses. » À cette évocation, le conseil cède.

Le moment de frapper est venu pour la Sublime Porte et ses alliés. Guizot dit dans ses Mémoires qu'il a prévenu Thiers de la préparation d'un acte diplomatique hostile dès le 17 mars 1840². Justement, l'Angleterre est prête à faire des concessions à propos de la question polonaise. L'occupation de Cracovie est acceptée. Le 13 juillet 1840, Palmerston tempore et déclare que l'évacuation de Cracovie par les forces autrichiennes n'est qu'une question de temps et reconnaît surtout que Londres est dans l'impossibilité d'agir en Pologne. En gage de ses bonnes intentions, Palmerston signe deux jours plus tard un traité avec l'Autriche, la Russie et la Prusse dans lequel il s'engage à ne pas envoyer de flotte britannique dans la mer Noire³. Le 15 juillet 1840, l'Angleterre, la Russie, l'Autriche, la Prusse et la Porte ottomane signent, à l'insu et à l'exclusion de la France, un traité qui doit régler la question d'Orient. Ce texte semble être une diversion continentale⁴. Il n'en est rien. L'article IV du traité place les détroits du Bosphore et des Dardanelles sous la protection des puissances. Les anciens coalisés de 1815 n'ont donc pas eu de mal à se mettre d'accord sur des positions que la France ne peut accepter car elles vassalisent Méhémet-Ali et le cantonnent à posséder l'Égypte et Saint-Jean-d'Acre. Deffaudis remarque que « la Hollande a été un des pays dont nous avons eu le plus à nous louer depuis assez longtemps et surtout en 1840, pendant la crise amenée par la question d'Orient⁵ », mais dans cet imbroglio levantin, les Britanniques obtiennent l'appui moral de la Suède. Lors d'une conversation avec sir Thomas Cartwright, Bernadotte promet son concours contre la France dans certaines éventualités. Quant à l'Espagne, puissance méditerranéenne, elle ne joue qu'un rôle mineur dans la question d'Orient car le pays est déchiré par les guerres carlistes. La guerre civile oblige la reine Marie-Christine à abdiquer le 15 octobre 1840, ce qui porte au pouvoir la régence du général Baldomero Espartero, personnage vivement appuyé par l'Angleterre⁶. De plus, l'Espagne a de graves difficultés financières. Mendizabal appelé aux finances en 1835, en remplacement de Toreno, trouva des caisses vides malgré un emprunt récent. En 1836, le très inégal contrat Mercure avec les Rothschild de Londres ne parvint pas à redresser la situation d'une Espagne qui

¹ *La Presse* du 22 juillet 1840.

² Jean Lucas-Dubreton, *Aspects de Monsieur Thiers*, Fayard, 1948, p. 134.

³ Karl Marx, "The Story of the Life of Lord Palmerston", *New York Tribune*, et *People's Paper* en Angleterre, 1853.

⁴ De La Roncière, *Histoire de la marine française illustrée*, Larousse, 1934, p. 254.

⁵ Deffaudis, *Questions diplomatiques et particulièrement des travaux et de l'organisation du ministère des Affaires étrangères*, Paris, 1849, p. 65.

⁶ A.M.A.E., M&D, Espagne, 316.

s'achemine vers la banqueroute. Les impayés s'accumulent. Les dépenses des fournitures militaires s'effectuent par des avances gagées. L'armée est désorganisée. On licencie les soldats mais on garde les officiers ce qui crée la disproportion la plus importante d'Europe : un officier pour cinq ou six soldats. Madrid éprouve des difficultés à conserver ses présides à Ceuta et Melilla constamment assiégés par les Kabyles¹. Ce sont les derniers pied-à-terre qu'elle conserve en Afrique pour y déporter ses malfaiteurs.

Lord Palmerston est déchaîné. Il veut donner une bonne leçon à la France, lui faire comprendre que sa parole et ses vœux ne sont pas la loi de l'Europe. Palmerston signe le traité de Londres du 15 juillet 1840 et met son plan à exécution parce qu'il a la conviction que la France parlerait beaucoup, n'agirait pas et finirait par se résigner. Quoique Guizot soit bien informé par ses relations anglaises, il ne réussit pas à percer le secret du traité quadripartite du 15 juillet 1840. Il ne se doute de rien². La teneur générale ne lui est communiquée que le surlendemain seulement. Un simple mémorandum l'informe de ce qui vient d'être fait. Cette communication à l'ambassadeur de France à Londres indique qu'il faut parvenir à une entente pour la pacification du Levant. Ce n'est qu'à la mi-septembre, après les ratifications, que le texte exact est porté à la connaissance du gouvernement français. Le traité de Londres fait l'effet d'une bombe à Paris. Le procédé est particulièrement humiliant. « Humilier la France?, écrit Louis Blanc. Il s'agit pour l'Angleterre de bien autre chose vraiment : il s'agit pour elle de vivre. » Les Anglais envisagent une rupture avec la France car Thiers risque de s'irriter violemment. Le premier ministre français est parfaitement conscient du danger du traité de Londres. Au départ, il n'y croit pas, puis finalement, il l'accepte. Sûr de lui, il clame que « la France a pour elle l'approbation et la sympathie des peuples.³ » Palmerston, dix jours après la signature de la convention du 15 juillet, réunit au *Foreign Office* les représentants de l'Autriche, de la France, de la Prusse et de la Russie⁴. Il les invite à signer un traité pour la répression de la traite. L'Angleterre porte le flambeau de la lutte contre les nations esclavagistes. Il veut gagner la bataille de l'opinion.

Guizot tente de percer le plan anglais. Il interroge Palmerston sur ses intentions. Palmerston veut empêcher les communications entre l'Égypte et la Syrie, stopper la flotte du pacha, favoriser l'action du sultan⁵. Guizot demande ce qui se passera si le pacha passe le Bosphore et menace de nouveau Constantinople. « Cela n'arrivera pas ; Ibrahim aura trop à faire en Syrie », répond Palmerston. Guizot insiste sur l'éventualité d'une offensive égyptienne sur la Corne d'Or. Palmerston a tout prévu : « Le sultan va s'établir à l'ancienne Nicomédie avec un corps de troupes turques qui, réuni à la présence d'un certain nombre de chaloupes canonnières sur la côte d'Asie, suffira, je pense pour mettre Constantinople à l'abri. » Il est aussi prévu de faire partir 6 000 hommes de troupes turques pour Chypre⁶. Guizot évoque toutefois la possibilité d'une victoire des forces égyptiennes. Palmerston se résout à lui rétorquer que les Russes et les Anglais agiraient de concert. Il se permet également d'ajouter que la France, au départ, n'avait pas été hostile à recourir à la force en pareilles circonstances et était même disposée à faire entrer ses propres vaisseaux dans la mer de Marmara. Le 17 juillet, Palmerston informe sommairement Guizot de ce qui se trame, sans lui communiquer le texte signé l'avant-veille : « Si la France voulait s'y associer, ce serait un grand sujet de satisfaction pour les parties contractantes ; si elle préférerait rester étrangère à l'action commune, on n'en compterait pas moins sur son bienveillant concours pour faire comprendre à Méhémet-Ali la nécessité de se soumettre à la première injonction qu'il allait recevoir. » Guizot se borne à répondre qu'il va rendre compte à son gouvernement de cette communication.

Méhémet-Ali est mis au courant de la convention de Londres par les consuls des puissances venus lui rendre visite à Alexandrie. Jasper Ridley écrit : « Le Pacha était aussi imperturbable et courtois qu'à l'ordinaire, mais les consuls le connaissaient assez pour déceler sa colère et son émotion à la façon dont il tirait sur les poils de sa barbe blanche.⁷ » Le ton monte. Méhémet-Ali menace de déclarer la guerre aux puissances. Il ordonne aux consuls de quitter Alexandrie. Ceux-ci refusent, arguant qu'ils sont accrédités en Égypte avec l'assentiment du sultan et que le vice-roi n'a aucun pouvoir pour les contraindre à partir. La Porte dépêche en Égypte Rifaat bey pour notifier officiellement les termes de la convention de Londres au pacha. Avant l'arrivée de Rifaat bey, Thiers fait porter par Cochelet une lettre à Méhémet-Ali pour l'informer et lui donner des conseils de modération, lettre datée du 18 juillet et remise le 6 août. Thiers ne veut pas envenimer les relations diplomatiques.

Le 18 juillet, M. de Ségur, au retour d'une mission en Prusse, déjeune avec Thiers. Le président du Conseil est nerveux et plein d'animosité alors qu'il se trouve dans sa villégiature d'été à Auteuil. Après le déjeuner, tout s'éclaircit pour Ségur. Thiers lui confie : « Nous voici l'épée hors du fourreau contre l'Angleterre et peut-être même contre une nouvelle coalition. » Aux Tuileries, Louis-Philippe, apprenant le traité du 15 juillet, pique une

¹ Alexandre Decamps, *Le Maroc en face de l'Europe, à propos de la dernière rupture survenue entre la république française et le gouvernement marocain*, Paris, 1849, pp. 9-10.

² Gabriel Hanotaux, *Histoire de la Nation égyptienne*, Paris, 1936, t. VI, p. 211.

³ Scipion Marin, *Le premier coup de canon dans l'Orient*, Paris, Grimbert et Dorez, 1841, p. 1.

⁴ François Guizot, « Sir Robert Peel », *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} juillet 1856, p. 36.

⁵ D'Haussonville, « De la politique extérieure de la France depuis 1830, III^e partie », *Revue des Deux Mondes*, 15 décembre 1848, p. 877. Lettre de Guizot, ambassadeur de France à Londres, au ministre des Affaires étrangères, 25 juillet 1840.

⁶ A.M.A.E., papiers privés d'agents, Desages, 37.

⁷ Guy Fargette, *Méhémet-Ali : le fondateur de l'Égypte moderne*, l'Harmattan, 1996, p. 174.

colère. Il apostrophe si violemment les ambassadeurs étrangers qu'on doit fermer les portes : « Vous êtes des ingrats ! » Il rappelle tout ce que la France a fait et risqué pour préserver la paix : « Voilà dix ans que je forme une digue contre la Révolution aux dépens de ma popularité, de mon repos, de ma vie souvent. Ils me doivent la paix de l'Europe, la sûreté de leur trône, et voilà leur gratitude. Veulent-ils donc, enfin, que je coiffe le bonnet rouge. » Il clame encore : « Mais cette fois ne croyez pas que je me sépare de mon ministère et de mon pays ! Vous voulez la guerre, vous l'aurez, et, s'il le faut, je démusellerai le tigre. Il me connaît, et je sais jouer avec lui. Nous verrons s'il vous respectera comme moi !¹ » Thiers calme le roi². On décide de gagner du temps pour mettre l'armée française en état de soutenir une guerre. Pour le moment, elle n'est pas prête. Le roi la met non pas sur un pied de guerre mais sur un pied de paix armée, pour donner un avertissement aux puissances contractantes. En Turquie, les journaux traitent ouvertement de comédie la colère manifestée par Louis-Philippe. Tenant compte de son opinion publique et du parlement, la France est décidée à aider Méhémet-Ali. Renoncer à le soutenir, c'est risquer de perdre un appui, abandonner les perspectives que la production du coton offre à l'industrie textile, et surtout s'incliner devant la perfide Albion qui a délibérément exclu la France du règlement de la question d'Orient. Louis-Philippe partage l'émotion populaire. Quelques jours avant que la nouvelle soit officielle à Paris, un ami anglais écrit à Odilon Barrot : « *The English Cabinet has decided between France and Russia. It has decided for Russia against France. Lord Palmerston has declared that he preferred three allies to one.*³ » Thiers comprend que Palmerston cherche à jouer au plus fin. Il déclare vouloir l'enfoncer et c'est à une cadence révolutionnaire que Thiers commence des préparatifs guerriers. Sans convoquer le parlement, il accorde des crédits importants à la Guerre et à la Marine. Thiers allait remuer des millions par centaines et former des armées de cinq à six cent mille hommes. Sainte-Aulaire se rappelle que Thiers lui a dit un jour : « Il faut donner à la France le goût de la guerre et de la dépense. »⁴ Palmerston écrit le 21 juillet 1840 à Bulwer, chargé d'affaires à Paris : « C'est un grand coup pour la France, mais elle se l'est attiré par son obstination à se refuser à tout arrangement amiable. Vous dites que Thiers est un ami chaud, mais un dangereux ennemi : c'est possible. Je doute pourtant qu'on puisse avoir confiance en lui comme ami, et, me sachant dans mon droit, je ne le crains pas comme ennemi. »⁵ En évitant de convoquer l'assemblée, en ne laissant publier la nouvelle du traité de Londres, qui isole la France dans la question d'Orient, que le 26 juillet, Thiers est accusé de vouloir permettre à son beau-père Dosne, receveur général et régent de la Banque de France, de spéculer en Bourse. La réputation d'affairiste de Thiers est établie. Le journal de Girardin *la Presse*, s'en fait insidieusement l'écho, en même temps qu'il orchestre une campagne en faveur de la paix⁶. Cette feuille inspirée par Molé et Lamartine, cherche à éviter l'entraînement belliqueux du public : « La semaine a été fertile en événements de tous genres, en inquiétudes et en espérances, en désespoirs et en plaisirs. C'est une semaine de juillet. La guerre ! la guerre ! voilà le mot que l'on entend résonner de tous les côtés ; une *bonne* guerre, comme nous répétions l'autre jour avec Fourier. Et pourquoi, s'il vous plaît, la guerre ? Parce que M. Thiers est un aimable étourdi ; il sait bien faire les coalitions, mais il ne sait pas les prévoir ; la justice politique n'est donc pas un vain nom : qui règne par le fer périra par le fer ; qui triompha par une coalition périra par une coalition. Jadis toutes les puissances de l'Europe se coalisèrent pour se venger de Napoléon ; aujourd'hui les mêmes puissances se coalisent pour se moquer de M. Thiers. C'est le seul rapport que jusqu'à présent nous ayons encore trouvé entre le grand homme et le petit homme. Ainsi donc voilà la France jetée dans tous les hasards d'une lutte inégale dont elle se retirera avec gloire, nous n'en doutons pas, mais qui lui coûtera beaucoup de soldats et beaucoup d'argent... Voilà toutes nos relations de commerce menacées, voilà toutes nos industries étranglées, toutes nos manufactures paralysées, tous nos intérêts compromis... Voilà toutes les factions réveillées, tous les droits remis en question ; voilà l'Europe en feu... Pourquoi ?... En vérité nous ne pouvons trouver à tous ces événements une autre cause : tout cela parce que M. Thiers a voulu être ministre à tout prix. »⁷

L'ambassadeur Sainte-Aulaire s'entretenant avec Thiers se trouve placé devant un cruel dilemme. Il pense que ses opinions risquent de ne pas s'accorder avec les instructions que l'on va lui donner. Il dit sans ménagement à Thiers : « Vous connaissez ma politique, ma correspondance avec votre prédécesseur vous a appris que l'année dernière je n'étais pas *Égyptien*. Je n'ai changé depuis ni d'opinion ni de sentiment, et peut-être un autre collaborateur vous conviendrait-il mieux que moi pour la mission que vous me proposez. » Thiers répond : « J'approuve votre scrupule, il ne faut marcher que dans la ligne de ses opinions. Aussi ne vous demanderai-je pas de retourner à Vienne s'il existe entre nous un dissentiment sérieux sur la conduite à tenir dans la situation qui nous est faite. Pour nous édifier tous les deux, de longues explications ne seront pas nécessaires. Je vais vous adresser deux questions auxquelles je vous prie de répondre par *oui* ou par *non*. Ces deux monosyllabes vaudront comme acceptation ou comme refus de la mission que je vous offre, et dans un cas comme dans l'autre, nous

¹ Gilbert Sinoué, *op. cit.*, p. 498.

² A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 68.

³ A.N., 271 AP 4. Lettre adressée par un ami anglais à Odilon Barrot, Londres, 23 juillet 1840.

⁴ Sainte-Aulaire, « Souvenirs de mon ambassade à Vienne », *Revue de Paris*, 15 octobre 1924, p. 789.

⁵ Jacques Ancel, *L'Europe orientale de 1830 à 1852*, Paris, Cours de Sorbonne, 1940, p. 195.

⁶ André Jardin, André-Jean Tudesq, *La France des notables, 1. L'évolution générale 1815-1848*, Paris, Seuil, 1973, p. 155.

⁷ Delphine de Girardin, *Lettres parisiennes du vicomte de Launay*, Mercure de France, 2004, t. I, pp. 695-696.

resterons également bons amis. » Sainte-Aulaire accepte les conditions du marché. Thiers lui dit : « Pensez-vous que nous puissions avec honneur et sûreté laisser les flottes et les armées russes occuper le Bosphore et Constantinople ? » Sainte-Aulaire répond négativement, sans hésiter. Thiers ajoute : « L'Angleterre et la Russie sont d'accord pour tenter une entreprise dont le résultat à peu près inévitable doit être la chute et le démembrement de l'empire ottoman ; sans doute elles ont prévu le cas et se sont aussi mises d'accord pour le partage des débris ; pensez-vous que la France doive rester spectatrice bénévole de cette curée ou qu'elle doive intervenir au hasard d'une guerre générale ? » Sainte-Aulaire répond que la guerre pour un tel motif lui paraît légitime et conforme aux principes d'une sage politique. « Eh bien ! reprend Thiers, partez pour Vienne sans scrupule, je ne vous demanderai rien qui puisse vous troubler, je ne veux faire ni plus ni moins que ce que vous-même jugez nécessaire. »

Côté anglais, le traité du 15 juillet n'est pas communiqué au parlement qui est en vacances. La guerre n'est pas populaire. Palmerston n'est soutenu que par quelques journaux. Dans les régions industrielles du Yorkshire et du Lancashire, c'est un déchaînement contre la politique belliqueuse. Le jeune Richard Cobden base son pacifisme sur le libre-échange. Le pamphlétaire David Urquhart mène une violente campagne contre la Russie. Il écrit dans *la Crise* : « Il n'y a de salut qu'en prouvant que la main qui a signé cette œuvre (le traité du 15 juillet) est une main criminelle. C'est le seul moyen de permettre à la lumière du jour d'éclairer cette infâme trahison. Si lord Palmerston se retirait du cabinet, le système n'en serait pas moins debout s'il n'est détruit de sa personne même. » Pour servir les projets de la Russie, des troubles auraient été fomentés dans les provinces turques. Ces crises favoriseraient une séparation entre les intérêts français et anglais. Selon James Stanislaus Bell, proche de Urquhart, les Anglais ont été manipulés dans cette Convention de Londres. L'opinion britannique souhaite la paix avec la France. Les conservateurs modérés conduits par Robert Peel veulent maintenir l'alliance avec la France libérale. Dans le cabinet, l'aristocratie fait une levée de boucliers. Palmerston s'explique : « Le traité de Londres est un accord accidentel, sur un point de la politique générale, qui n'entraîne aucune séparation définitive de l'Angleterre et de la France, aucune alliance durable de l'Angleterre avec les cours du Nord. Ce traité prouve que sur un point, un seul, il y a divergence.¹ »

Thiers continue à vouloir négocier. Le 27 juillet au soir, il fait prier le comte Walewski de passer d'urgence au ministère. Polonais d'origine, naturalisé français la veille, enfant naturel des amours de Napoléon et de la comtesse Marie Walewska, le comte est la dernière carte du gouvernement français. Walewski deviendra sous le second Empire ministre des Affaires étrangères et président du sénat. La mission dont le charge Thiers consiste à obtenir de Méhémet-Ali qu'il s'en remette à la France pour le tirer d'embarras et lui laisse le soin de traiter pour lui avec le sultan. Il faut avant tout dissuader le pacha de faire franchir le Taurus à ses troupes, de mettre Alexandrie en état de défense, de n'en pas faire sortir la flotte égyptienne, d'éteindre l'insurrection qui couve en Syrie et d'empêcher qu'elle ne se rallume en octroyant quelques privilèges aux populations sous la garantie de la France. Choisisant Walewski pour cette mission, Thiers mise sur l'adulation que Méhémet-Ali éprouve pour Napoléon I^{er}. Il présume que le pacha se plairait à entendre les conseils du fils naturel du vainqueur des Pyramides. Dans une lettre, Thiers explique à Cochelet qu'il envoie Walewski « parce que les dépêches sont une lettre morte. Un individu intelligent, connaissant bien la situation, peut ajouter mille explications de détail toujours utiles, toujours impossibles à écrire ; parce qu'enfin un visage nouveau redisant les mêmes choses a toujours un peu plus d'action.² » Le 28 juillet 1840, Walewski se met en route. Le système imaginé par Thiers est incohérent et contraire aux réalités qu'on lui signale de toutes parts. Dans sa lettre du 29 juillet, Thiers demande au consul Cochelet de mettre en garde Méhémet-Ali contre les risques d'une guerre généralisée dont il sortirait inévitablement perdant et où il ne pourrait compter que sur un soutien très limité de la France. Il interdit au pacha l'offensive en Asie Mineure qui, vu la situation, serait la seule stratégie efficace, et il lui prescrit au contraire une défensive, vouée d'avance à l'échec, face à une attaque turco-européenne en Syrie ou en Égypte.

Gardant son calme, le vice-roi se retire à Mansourah sur le Nil. Il tarde à répondre à l'ultimatum du sultan. Il feint de comprendre que les délais qui lui ont été fixés ne courent qu'à partir du moment où la notification du texte lui aura été faite officiellement. Pour gagner du temps, il fait enfermer au lazaret d'Alexandrie l'envoyé de la Porte, Rifaat bey, dès son arrivée, afin d'y subir la quarantaine obligatoire. Méhémet-Ali ne consentira à recevoir Rifaat bey qu'après l'arrivée de Walewski à Alexandrie et sous la pression de la flotte anglaise croisant au large des côtes de la Syrie et du Liban.

La réaction de la montagne libanaise

La montagne libanaise se révolte périodiquement contre l'administration haïe d'Ibrahim pacha. Au départ, le mouvement est une simple réaction à une crise sociale interne. Le mécontentement se développe depuis quelques années unissant les paysans druses, les chiïtes de Jabal Amil et les chrétiens maronites contre l'occupation

¹ *Revue des Deux Mondes*, année 1840, 4^e série, t. XXXIII.

² Jean Baillou, *op. cit.*, p. 618.

égyptienne. Les cheiks se dressent pour récupérer des privilèges et des droits perdus, ainsi qu'un prestige qui s'est gravement effrité avec l'occupation. Le feu de la révolte se propage en Syrie. La nouvelle de l'insurrection dans la montagne libanaise parvenue à Londres enfanta le traité du 15 juillet 1840¹. Le consul anglais Moore, chargé de brouiller les cartes au Proche-Orient, est confiant. Il expédie courriers sur courriers. La convention de Londres appuie les revendications de la Porte ottomane. L'article II de l'acte annexé au traité de Londres offre, à vie, à Méhémet-Ali, l'Égypte et le pachalik d'Acre incluant toute la Syrie du Sud. La condition est qu'il accepte ces termes, dans les dix jours. Faute de quoi, l'offre du pachalik d'Acre serait retirée. Si le vice-roi d'Égypte ne donne aucune réponse dans les vingt jours, c'est l'offre entière qui serait caduque et le sultan serait libre d'entreprendre l'action qu'il souhaiterait. La convention encourage les rebelles qui peuvent à présent espérer une intervention directe des puissances. C'est une drôle de coïncidence, mais le jour même de la signature du traité du 15 juillet est proclamé dans les villes de Syrie le retour à l'ordre et la fin des charges pour l'armée d'occupation². Soliman pacha est parvenu à atteindre les défilés les plus reculés et à abattre les meneurs. Incendiant et pillant, les Égyptiens sèment la terreur. À Akkas, les cheiks ayant pris part à la révolte sont déportés en Abyssinie et privés de leurs biens.

Un firman annonçant la Convention du 15 juillet demande à l'émir Bachir son acte de soumission à la Porte³. L'émir aurait accepté et serait gagné à la cause anglaise. Les maronites considèrent que c'est leur privilège en tant que chrétiens de ne pas servir dans les armées de l'État musulman, que cet État soit ottoman ou égyptien⁴. Bachir paie 5 000 bourses au gouvernement égyptien en guise de tribut. Il en prélève 22 000 sur ses sujets en disant que c'est pour Méhémet-Ali. Son manque de discrétion ajoute de l'huile sur le feu. Avec les rumeurs circulant autour du traité de Londres, les forces politiques étrangères se mêlent à l'insurrection de 1840. On pense à Paris et les journaux diffusent l'information que ce mouvement est l'œuvre de l'Angleterre, que des agents britanniques sous le couvert d'affaires commerciales parcourent la Syrie, y sèment l'or et y soufflent la révolte. La cavalerie de Saint-Georges remplit son office. En Orient, les bakchichs sont appréciés. On affirme que lord Ponsonby s'en fait gloire à Constantinople. Les Alliés utilisent l'opposition marquée à l'autorité égyptienne qui s'est développée dans différentes régions de Syrie, souvent à l'instigation d'agents britanniques et ottomans. Wood parcourt alors la Montagne déguisé en cheik druse⁵. Une lettre du pape Grégoire XVI adressée au patriarche enjoint d'accorder des indulgences à quiconque marcherait contre le pacha Méhémet-Ali. Des Français agissent également dans les montagnes contre l'occupation égyptienne. Le vicomte Onfroy, se déclarant fils de la sœur du roi⁶, et L'héritier de Chézelles agitent la montagne : « Depuis le départ des troupes et à la demande de notre consul, écrit Briet le capitaine de la *Diligente*, je tiens constamment une embarcation le long de la côte pour offrir asile aux Français qui pourraient se trouver compromis avec les montagnards insurgés.⁷ » À Beyrouth, le bruit court que ces deux Français sont des émissaires envoyés de Constantinople pour soulever la Syrie. Cette supposition est alimentée par l'arrivée depuis Chypre d'un petit bâtiment chargé d'armes et de munitions, qui pendant la nuit, débarque ses marchandises dans la rade de Djouni. Les Anglais agissent après tout de la même façon et récupèrent leurs espions qui parcourent la montagne pour encourager l'insurrection contre Méhémet-Ali. Sous couvert d'affaires industrielles, deux autres Français établis à Beyrouth, le comte de Lémon, fils de l'ancien intendant des domaines de la cour sous Charles X et le comte de La Ferté, gendre de Molé, encourageraient la révolte. Ils ont des relations avec la montagne libanaise car ils y achètent de la soie.

La monarchie de Juillet soutient officiellement l'Égypte. Des légitimistes agiraient-ils en Orient pour leur propre compte ? Onfroy, compromis en France dans les troubles de l'Ouest, était parti de Paris en 1839 pour se rendre en Perse, dans l'intention de prendre du service dans l'armée du shah. À cet effet, il était muni de lettres de recommandation pour diverses personnes de Constantinople et de Téhéran. Il en possédait entre autres pour le comte de Pontois, ambassadeur de France auprès de la Porte, et pour M. de Sercey, qui devait se rendre en Perse en mission extraordinaire. En arrivant à Constantinople, on lui conseilla de renoncer à se rendre en Perse car ce pays était peu sûr et décevant. Il fallait attendre les résultats de la mission diplomatique de Sercey. Onfroy fit ensuite la connaissance du beau-frère du sultan, alors ministre du commerce. Onfroy fut chargé d'un projet de routes à établir dans l'Empire ottoman. Après plusieurs mois, Onfroy soumit un dossier. Son travail était approuvé par le Divan mais le trésor était épuisé par la guerre contre Ibrahim pacha. L'exécution du projet fut ajournée indéfiniment. Onfroy voulut retourner en France, avant cela, il voulait voir Jérusalem et la Palestine. Il partit avec L'héritier de Chézelles. Arrivés au Liban en février 1840, ils se retirèrent dans la montagne pour étudier la langue arabe. Onfroy s'établit du côté de Zouq, un grand village près de Beyrouth. Les 26 et 27 mai 1840, une dizaine de cheiks vinrent le voir pour se plaindre des mauvais traitements et des impôts arbitraires de l'administration égyptienne. Le 31

¹ D'Armagnac, *Nezib et Beyrouth, souvenirs d'Orient, de 1833 à 1841*, Paris, 1844, p. 261.

² *Revue de l'Orient*, 1844, p. 64.

³ A.M.A.E., papiers privés d'agents, Desages, 37.

⁴ Kamal Salibi, *Histoire du Liban du XVII^e à nos jours*, Naufal, 1992, p. 74.

⁵ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 62.

⁶ *Ibid.*, C.P.C., Turquie, vol. 11.

⁷ A.N. mar. BB⁴ n° 600, rapport du commandant de la *Diligente*, rade de Beyrouth, 20 juillet 1840.

mai, ils annonçaient que l'émir Bachir, cédant aux menaces d'Ibrahim, avait commencé le désarmement de Deir-el-Kamar et qu'une partie de la population refuser de livrer les armes. Les cheiks lui demandèrent conseil. Onfroy les engagea à résister et à se révolter. Ibrahim devint furieux et résolut de pénétrer dans le Liban pour en punir les habitants. Les maronites et les Druses demandèrent à Onfroy de se joindre à eux. Il écrit : « Ainsi s'engagea la lutte où, comme Français et chrétien, et par humanité, je crus devoir accepter ma part de danger. ¹ » Soulevant les villages, Onfroy, commandant en chef, surnommé « émir français » se trouve rapidement à la tête de 1 500 hommes qui font le blocus de Beyrouth. Le bruit se répand qu'un prince français est à la tête de l'insurrection. Convaincus, de l'appui de la France, des rassemblements considérables s'observent. Près de 6 000 montagnards se regroupent autour de Beyrouth. Les principaux chefs de cette révolte sont les cheiks Francis Gazin, Chentiri, Dahdah et Youcef. Les autres sont Chamsinn, Zaïter-Dahdah, Hanna, Boutros Hanna, Boutros Chamsinn, Hamed, Saïdi, Abou-Samra, Behara Francis, Pchara-Gazin, Serkiss, Affif, Latouff. Tous les débouchés de la montagne sont occupés. Des caravanes dirigées par les moines sont expédiées pour ravitailler les troupes rebelles. Le père Rillo, jésuite polonais, est très actif. Il se rend partout. Il prêche la croisade, s'expose aux coups de fusils et seconde Onfroy.

La garnison de Beyrouth, composée d'Albanais et d'Égyptiens, tentent quelques sorties sous la protection de ses canons, de ses forts et de ses navires mais elles sont repoussées, ainsi que plusieurs tentatives de débarquement opérées par la marine égyptienne. Les insurgés contre-attaquent. Ils essaient de s'emparer d'un lazaret, fortifié, armé de canons, qui fait office d'avant-poste au nord de la ville. Ils échouent mais libèrent un officier piémontais, un ancien saltimbanque, qui jouait l'Hercule à Beyrouth, nommé Fasolis, dont Onfroy fait son aide de camp. L'héritier est désormais chef d'état-major. Les insurgés ont différents drapeaux. Celui des Druses est rayé de plusieurs couleurs. Celui des maronites est celui de Jérusalem. Ils ont également un drapeau français. Onfroy s'affuble d'insignes semblables aux Vendéens. Il porte un chapeau à plumes et à larges bords, une redingote à revers avec une croix blanche sur le côté gauche de la poitrine, des bottes à l'écuyère, un grand sabre, une ceinture de pistolets. Ces agents d'origine française se croient « transportés au temps des Vendéens ou au temps de l'émancipation des Grecs. ² » Au camp des révoltés, une centaine d'hommes sont choisis pour former une garde personnelle. Une faible somme leur est distribuée et on annonce fréquemment l'arrivée des escadres russe et anglaise.

Des doutes planent sur la véritable attitude de la France, car Khalil el-Médawar, l'interprète du consul de France, est en contact permanent avec les rebelles et leur promet des amorces. En outre, il y a parmi les rebelles, des sujets français qui incitent à la révolte. Ils rassemblent des gens armés, mettent sur leur tête l'insigne de la croix, leur distribuent soldes, armes et munitions, marchent à leur tête avec les drapeaux français³. Le jésuite polonais endoctrine le clergé. Il met en garde contre les effets de la conscription qui frappe indistinctement les chrétiens et les musulmans. L'avidité des Égyptiens est dénoncée. Les corvées sont d'insupportables vexations. La liberté est bafouée. La montagne libanaise se voit retirer ses seize mille fusils. La France allait intervenir. Un royaume chrétien en Syrie serait créé. Le duc de Bordeaux sera bientôt leur roi. Les grandes puissances souhaitent, en effet, lui donner la couronne de Jérusalem⁴. Cela crée des situations confuses. Ainsi, d'Armagnac, officier supérieur dans la Garde égyptienne tombe dans une embuscade près du fleuve Chien. Les insurgés lui mettent une corde au cou, l'attachent à un arbre et menacent de lui ouvrir le ventre. Capturé, on lui propose de prendre la tête des forces insurgées mais d'Armagnac refuse de servir les montagnards. Un chef druse prévoit de le tuer. Le cheik Francis lui sauve la vie : « Il est à moi ! le premier qui touche un de ses cheveux, je l'étends par terre ! ⁵ » Il faut l'intervention du comte de La Ferté de Champlatreux et du comte de Lémont pour affirmer que d'Armagnac n'est plus au service d'Ibrahim pacha et qu'il se rend en France⁶. La création d'un État indépendant dans la portion chrétienne de la Syrie est souhaitée. Ce nouveau pays devait s'étendre de Lattaquié à Jérusalem. Sa frontière orientale serait bornée par le Jourdain et l'Anti-Liban. Sur la côte, il eût possédé les ports de Saïda, Acre et Jaffa. Une confédération y serait établie entre les différentes populations. La principauté aurait un chef unique sous la suzeraineté directe du sultan, à qui elle paierait tribut, sous la garantie des puissances européennes. Elle offrirait un abri et un refuge, point civilisateur pour les chrétiens. Le sultan pouvait récupérer les pachaliks d'Adana, d'Orfa, d'Alep, le Hauran et Damas dont les populations musulmanes ne se soumettraient pas à un gouvernement chrétien. Méhémet-Ali garderait l'Égypte, le Yémen et Candie. Malheureusement, la France n'a pas de politique en Orient. Elle y vit au jour le jour, flottant au gré d'événements dont souvent elle n'apprécie exactement ni les véritables causes ni la portée probable. La France devrait prendre parti pour Bachir II au niveau international à cause du soutien qu'elle donne à l'Égypte. Au Liban, les Français sont traditionnellement les amis et les protecteurs des maronites et des Druses.

¹ *Revue de l'Orient*, 1844, p. 325. Lettre de Onfroy au député Denis, président de la Société orientale.

² A.M.A.E., C.P.C., Turquie, vol. 11.

³ Yassine Soueid, *op. cit.*, p. 831. Lettre de l'émir Melhem Chihab à l'émir Amin Chihab, juin 1840.

⁴ D'Armagnac, *op. cit.*, p. 237.

⁵ *Ibid.*, p. 251.

⁶ Ferdinand Perrier, *La Syrie sous le gouvernement de Méhémet-Ali jusqu'en 1840*, Paris, 1842, p. 382.

La grande majorité de ces agents seraient au service de la Porte. Le vicomte Onfroy est un ancien officier français qui a rejoint l'Empire ottoman après avoir quitté l'armée française. De Constantinople, il est allé à Antoura suivre des cours de langue arabe. L'administrateur de Beyrouth n'a aucun doute sur la partie qui l'a envoyé : ce sont les Turcs¹. D'après le baron d'Armagnac, Onfroy, le jésuite polonais et le sous-officier piémontais sont des aventuriers payés² par le consul britannique Moore afin de susciter une insurrection au Liban. Ils ont été recrutés par les Britanniques car ceux-ci ne peuvent pas paraître dans ces régions montagneuses. Les maronites n'aiment pas les hérétiques protestants et détestent l'orgueil des Anglais. Onfroy annonce que le roi Louis-Philippe va envoyer à Beyrouth quatre grands vaisseaux de guerre chargés d'armes, de poudre, de soldats et d'argent³. Sa mission est un soutien au peuple maronite. Le nom de la France est le cri de ralliement des chefs de l'insurrection. Des secours de Paris sont attendus. Dans l'immédiat, Onfroy partage ses forces pour faire diversion et obliger les Égyptiens à diviser leurs forces concentrées dans Beyrouth. Il prépare donc des expéditions vers Baalbek et Tripoli. La colonne dirigée vers Baalbek est commandée par l'émir Youcef. Forte de deux mille hommes, elle s'empare d'un convoi de deux cents chameaux chargés de farine pour l'armée égyptienne. Des villes se joignent au mouvement dont Zahlé et Naplouse. Othman pacha attaque Zahlé mais il est battu et forcé de s'éloigner. Plusieurs sorties faites de Saïda contre les rebelles sont également repoussées. Les efforts des Égyptiens sont vains. Onfroy s'apprête à mener l'attaque contre Tripoli. Abbas pacha, apprenant la dispersion des révoltés, fait sortir la garnison et attaque leur campement. Des dispositions ont été prises pour le recevoir. Les Égyptiens sont culbutés et subissent de lourdes pertes. Onfroy part pour Tripoli avec une petite compagnie de soldats, sûrs de rallier de nombreux hommes en chemin. La flotte égyptienne observant cette progression de Djebail à Batroun bombarde de temps en temps, sans effet. Des débarquements sont tentés. Ils échouent. La colonne menée par Onfroy pénètre dans les défilés qui conduisent à Amioun, un grand village situé vers le centre de la montagne. Elle arrive à Sgorta, à une heure de Tripoli. Elle compte maintenant 5 000 hommes, suite aux levées effectuées sur la route. De ce point, des raids sont menés. Onfroy tombe malade à Sgorta. Les hommes du camp près de Beyrouth commettent des imprudences, en l'absence du vicomte Onfroy. Poursuivant des unités de l'infanterie égyptienne, les maronites s'aventurent trop loin dans la plaine. Ils se font charger par deux escadrons de lanciers qui les mettent en désordre et les refoulent. De plus, la cavalerie égyptienne et l'artillerie légère égyptienne se portent vers Sgorta et y incendient plusieurs maisons. Les Druses trahissent les maronites. Le blocus de Beyrouth est levé. Onfroy et Lhéritier accourent à Beyrouth. Ils découvrent leur camp tenu seulement par 400 maronites. Youcef arrive de Baalbek avec une centaine d'hommes. Les Égyptiens attaquent. Ils sont 12 000 contre 500⁴. Le 20 juillet 1840, après une résistance honorable, les maronites abandonnent le terrain. Plusieurs villages, hameaux, couvents et églises sont incendiés par les Albanais, les Druses et les Égyptiens. Le cheik qui a voulu la tête du baron d'Armagnac est jeté au cachot et bâtonné. Il en meurt. Pour échapper à la justice d'Ibrahim pacha, le cheik Francis, Onfroy et Lhéritier sont accueillis à bord de la corvette française *Diligente* qui les transporte à Chypre. Onfroy se rend à Constantinople. Il fait au Divan un rapport de la situation du Liban. Il demande des secours et la suppression des impôts pour les populations insurgées contre le joug d'Ibrahim. La Porte juge ces réclamations envisageables. Depuis la signature du protocole du 15 juillet, les Turcs ont décidé d'intervenir au Liban.

Les Français ne sont pas en situation de soutenir ouvertement l'émir Bachir. Tout ce qu'ils peuvent faire dans ces conditions est d'agir en médiateurs entre les deux camps, essayant d'un côté d'empêcher l'insurrection de se développer et de l'autre d'obtenir des concessions d'Ibrahim pacha pour mettre fin au conflit. La Porte et la Grande-Bretagne donnent aux insurgés libanais des encouragements appuyés. Les Ottomans, activement soutenus par les Britanniques, sont déterminés à expulser Ibrahim pacha de Syrie et espèrent aussi profiter de l'occasion pour affaiblir l'émirat libanais. Depuis le début de la période ottomane, le statut privilégié du Liban a été garanti par la popularité de ses émirs et le soutien armé qu'ils peuvent obtenir des paysans et des magnats féodaux en période de danger. Mais en 1840, l'émir libanais se retrouve seul, avec tous ses sujets mobilisés contre lui. Ces conditions sont particulièrement favorables pour que les Ottomans mettent fin au statut spécial du Liban, car la Porte peut à présent utiliser contre l'émir les forces qui ont, par le passé, soutenu ses prédécesseurs. À peine les soulèvements commencent-ils au Liban que la Turquie et les Britanniques interviennent pour appuyer les insurgés. Des armes sont fournies. Le consul d'Angleterre à Beyrouth n'hésite pas à prendre position et à se faire l'auxiliaire de l'insurrection. Il annonce qu'il a demandé des bâtiments et qu'il prend les ordres de son gouvernement pour secourir les montagnards. Il substitue l'influence britannique à celle de la France. La Russie et l'Autriche encouragent les rebelles, surtout les chrétiens. La Russie cherche à renforcer sa position de protectrice des Grecs orthodoxes de Syrie. L'Autriche profite de l'embarras de la France pour essayer lui ravir sa place de protectrice des catholiques libanais. Désespérant de la capacité de Bachir II à faire face à la rébellion, Ibrahim pacha décide le blocus du Mont-Liban et prend des mesures pour empêcher qu'armes et provisions n'arrivent aux insurgés. Ces

¹ Yassine Soueid, *Histoire militaire des Mûqata'as libanais à l'époque des Chéhab 1698-1842*, Beyrouth, 1985, t. II, p. 832.

² D'Armagnac, *op. cit.*, p. 236.

³ A.M.A.E., C.P.C., Turquie, vol. 11.

⁴ Onfroy précise que la garnison de Beyrouth est à ce moment composée de 27 000 soldats. *Revue de l'Orient*, 1844, p. 330.

mesures sont si fermement appliquées que les bandes de rebelles, menacées de famine et de défaite, perdent bientôt espoir et commencent à se disperser. Peu de temps après, Bachir II peut écraser ce qui reste du mouvement dont les principaux chefs sont arrêtés et envoyés en exil en Haute-Égypte. Tandis que le silence des agents français et l'attitude passive du gouvernement jettent le découragement dans l'insurrection, la révolte s'apaise d'elle-même. Les populations syriennes et les catholiques du Liban auprès desquels le nom de la France est si respecté, expient cruellement les sentiments qu'ils ont témoignés. La monarchie de Juillet les a ignorés au nom de l'alliance égyptienne.

La fièvre nationaliste

Se faisant l'écho du tambour, bluffant, et menaçant de faire la guerre, Thiers tient tête. Il accepte l'éventualité du conflit. L'alliance anglaise contractée depuis dix ans est rompue. La France est sur le qui-vive. Louis-Philippe veut éviter une guerre européenne. Le système de la paix armée est maintenu après le traité de Londres¹. Le roi sait que les menaces de son ministre dépassent les bornes. Louis-Philippe souhaite la paix : « Notre politique est toujours d'assurer la conservation de l'intégrité de l'empire ottoman dont l'existence est si nécessaire au maintien de la paix générale. ² » Le roi dit de son premier ministre à Sainte-Aulaire : « Au fond, il veut la guerre, et moi je ne la veux pas; et quand il ne me laissera plus d'autres ressources, je le briserai plutôt que de rompre avec toute l'Europe. » Il déclare la même chose à l'ambassadeur d'Autriche Apponyi, pour que celui-ci le répète à Metternich. Pourtant, Thiers pense pouvoir entraîner le roi. Bien renseigné, Palmerston est sûr de deux choses : d'abord que le pacha ne serait pas de force à résister au sultan, puis que la France ne ferait pas la guerre. Aussi garde-t-il son calme, et méprise les menaces. Il fait échec à l'intervention du roi des Belges. L'Autriche et la Prusse se montrent embarrassées. Méhémet-Ali reste déterminé : « J'ai déjà agi et je continuerai d'agir sans l'assistance de la France ; et je me dispenserai encore de prendre ses conseils dans les circonstances actuelles. »

La France n'a pas été exclue de la conférence de Londres. Elle s'en est simplement retirée³. Interpellé au parlement le 6 août 1840 par M. Hume, lord Palmerston clame que « la France n'a pas été surprise, elle savait tout ; rien n'a été caché à la France. C'est la France qui s'est retirée de la conférence ; il n'y a eu ni manque de courtoisie ni dissimulation envers elle. » Thiers dans un mémorandum nous livre son sentiment : « Le gouvernement doit se féliciter de s'être constamment refusé à siéger dans une conférence. S'il s'y était laissé entraîner, il aurait en quelque sorte accepté d'avance la résolution de la majorité, et il se savait seul contre quatre. En s'abstenant, il n'a pas changé sa situation, sans doute la France est restée seule, comme le traité le prouve, mais elle n'est nullement engagée ; elle demeure parfaitement libre en ce qui touche cette résolution au débat de laquelle elle n'a pas voulu prendre part. Voilà donc la France isolée. Cela est grave, mais cela l'est pour tout le monde : ce n'est pas elle que cet isolement doit le plus inquiéter. ⁴ » La France connaît une explosion de nationalisme. Les journaux s'enflamment. Le directeur des *Débats*, Bertin de Vaux, fait lui-même à l'adresse des doctrinaires, qui recommencent contre le roi de leur choix les attaques du parti légitimiste contre Louis XVIII, la comparaison : « J'ai pour vous, dit-il à Guizot, autant d'amitié que j'en ai eu pour Chateaubriand. Mais je ne recommencerai pas avec vous à saper le gouvernement que je veux fonder : c'est assez d'une fois. » Le vieux Royer-Collard, étonné de l'attitude de ses élèves et de son parti, les met en garde contre cette fièvre nationale, pleine d'orgueil et de propagande dangereuse pour la dynastie.

La mise à l'écart de la France est un brandon de discorde. L'opinion réclame la guerre. L'Angleterre faisant cause commune avec les Russes, cela est ressenti comme une trahison insupportable. Le traité de Londres est exploité par la presse parisienne. L'acte y est dénaturé. Le comte d'Angeville reconnaît avoir été abusé par les journaux : « J'ai cru que nous avions été exclus de la conférence de Londres et que, si nous n'avions pas été insultés, il y avait eu du moins un traité européen de conclu en haine de la France. » Les éditoriaux du *Journal des Débats* sont édifiants : « Ce coup de théâtre ressemble presque à un guet-apens. ⁵ » Il n'est question que de folle complaisance de l'Angleterre au bénéfice de l'ambition russe, d'insolence intolérable, de trahison d'une alliance sur laquelle repose la prospérité de l'Europe. La guerre est envisagée au côté de Méhémet-Ali contre le sultan d'Istanbul soutenu par les Russes et les Anglais. « La France doit se souvenir que, même étant seule, elle a tenu tête à l'Europe ⁶ », écrit *la Revue des Deux Mondes*. Ne peut-elle pas, ajoute *Le Temps*, « déchaîner le formidable jeu des révolutions ? » La France ne peut pas accepter d'être exclue des affaires d'Orient ni que la carte du monde soit réformée par ce « présomptueux dandy de Palmerston. ⁷ » *La Presse*, le journal de Girardin, en profite pour rappeler qu'il est le seul journal qui ait constamment, ouvertement, systématiquement combattu l'alliance de la

¹ Adolphe d'Angeville, *op. cit.*, p. III.

² Scipion Marin, *Le premier coup de canon dans l'Orient*, p. 15.

³ Adolphe d'Angeville, *op. cit.*, introduction, p. III.

⁴ *Ibid.*, p. 120.

⁵ Michel Levallois, *Ismaïl Urbain. Une autre conquête de l'Algérie*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2001, p. 241. *Le Journal des Débats* du 4 août 1840.

⁶ Pierre Renouvin, *Histoire des relations internationales de 1815 à 1871*, Hachette, 1954, t. V, p. 122.

⁷ Michel Levallois, *op. cit.*, p. 241. *Le Journal des Débats* du 27 juillet 1840 et jours suivants.

France avec l'Angleterre¹. Les vieux sentiments de méfiance et d'hostilité contre l'Angleterre se réveillent. Les journaux changent de ton. *Le Siècle* affirme que la politique de lord Palmerston est sur presque toutes les parties du globe en désaccord avec celle de la France. Face aux moyens coercitifs prévus contre l'Égypte, *Le Constitutionnel* écrit que « ce fait, qui paraît certain, est si grave, que nous nous abstenons aujourd'hui de toute réflexion. » *Le Courrier français* annonce la guerre et la fin d'une paix qui a duré vingt-cinq ans. L'éditorial des *Débats* du 29 juillet énonce : « Soyons prêts à tout, même à la guerre. » *Le Temps*, organe de Thiers, rejette la responsabilité de cette crise sur le ministère du 12 mai. Rémusat, le ministre de l'Intérieur, déclare : « Le roi, sans s'en douter, va se brouiller avec toute l'Europe ; il proteste de très bonne foi qu'il ne veut pas la guerre et il joue un jeu à la rendre inévitable.² » Le Père Enfantin, qui est à Alger lorsqu'il apprend ces graves nouvelles par les journaux de France, les commente à Urbain sur un ton d'enthousiasme belliqueux. Il voit l'Europe jetée dans une « crise d'où elle doit sortir une, comme la France est sortie une de la Révolution française. » Prosper Enfantin est reconnaissant à Thiers d'avoir triomphé de la prudence du roi Louis-Philippe, par « son outrecuidance, son insolence, la haine et le mépris que lui avaient voués tous les rois et grands diplomates d'Europe.³ » Le saint-simonien Gustave d'Eichtal, quant à lui, ne partage pas l'enthousiasme guerrier qui envahit Paris, mais plutôt l'inquiétude des milieux de la finance et du commerce, catastrophés par les perspectives d'une nouvelle guerre européenne. Il ne croit pas à la guerre contre les Anglais et il escompte la signature d'un traité avec le pacha d'Égypte. Il préfère « que Constantinople soit aux Turcs, ou bien aux Grecs, à défaut aux Russes. Ils seront nos alliés contre les Anglais [...] quand ils y seront. » Lui qui milite pour l'amélioration de la situation des Juifs en Europe n'oublie pas que l'Angleterre est arrivée à se faire la protectrice des Juifs et que les responsables britanniques ont proposé, au nom de la Bible, de leur rendre la Palestine afin d'en faire un terrain d'expansion pour l'économie anglaise et pour le prosélytisme protestant. Son approche est politique. Il estime que c'est aux musulmans de Palestine et non aux « biblistes anglais » qu'il revient d'accueillir les chrétiens et les Juifs sur leur sol. D'Eichtal écrit à Urbain le 5 août 1840 : « Mais la France va plus loin, c'est l'islamisme qu'elle se trouve amenée à défendre. Les biblistes anglais excluront encore les musulmans de la Palestine. La France veut les y maintenir et [c'est] eux qui en ouvriront les portes aux juifs et aux chrétiens. » D'Eichtal continue à prêcher pour la paix et il en veut à Thiers de ne pas voir que la guerre entre l'Angleterre et la France est impossible parce que le peuple, les travailleurs, ne la veulent ni d'un côté ni de l'autre⁴. Aussi attend-il son départ avec impatience et l'arrivée de Broglie aux affaires. Urbain est partagé entre la raison qui lui fait craindre une guerre européenne et l'instinct qui le pousse vers une initiative violente : « [...] L'alliance des quatre grandes puissances contre Méhémet-Ali à l'insu de la France et pour la tromper m'a vivement ému, écrit-il à d'Eichtal, [...] Si ma raison me fait craindre une guerre européenne, mon instinct me la fait désirer comme une crise salutaire [...] il faudra bien qu'à travers toutes les catastrophes qui vont peut-être bouleverser l'Europe, les Nations se rapprochent de nous et que ce soit encore par une initiative violente que la paix nouvelle soit manifestée.⁵ » Ce retour de l'Orient sur le devant de la scène européenne réveille les nostalgies égyptiennes d'Urbain et il se prend à penser qu'il aurait à revenir sur ses pas et à aller prendre une part active à cette importante querelle. Mais il y a l'Algérie, qu'allait être sa place dans ces événements ? Comme chaque fois qu'il est ému et troublé, Urbain écrit au Père pour lui confier ses interrogations et solliciter la parole ou le signe qui lui dira de marcher. Il le fait avec beaucoup de prudence, car il craint que la crise proche orientale ne fasse désespérer de la question d'Afrique et que le Père n'ait choisi l'Égypte plutôt que l'Algérie. Il conclut par la formule : « À Dieu, au Dieu oriental.⁶ » Enfantin lui répond aussitôt en lui rappelant sans ménagement le dictionnaire chaouïa et la note sur les officiers, ajoutant qu'il attend également de lui qu'il le tienne au courant des événements politiques de la province et qu'il s'attache aux hommes qui doivent jouer des rôles importants dans les événements orientaux. « Marche, lui écrit-il avec impatience, sans plus attendre ni signe, ni ordre !⁷ » Cette algarade est un prélude à l'hymne à la mission de la France en Afrique du Nord. Enfantin entonne : « [...] Est-ce que tu n'es pas Français et dessinateur d'événements ? Est-ce que tu ne vois pas, est-ce que tu ne sais pas le parti que la France doit prendre ? Est-ce que tu n'es pas certain que c'est elle qui prêchera la première entre tous les peuples et qui pratiquera ce que toi-même es prêché et pratiqué, l'union religieuse de l'Orient et de l'Occident ? Pourquoi Dieu nous avait-il donc choisis, nous, français ? Voici l'apostolat par peuple, et non par individu, apostolat des mille langues, des mille races de l'Univers. [...] pour que toutes les nations envoient un représentant du concile universel, il faut qu'une nation soit à toutes les nations ce que j'ai été pour vous, ce que moi, parisien, j'ai été pour toi, mulâtre français de Cayenne ? »

Les termes de la convention de Londres suscitent une indignation profonde en France. L'opinion s'exalte et condamne la résurrection du pacte de Chaumont. Ce mépris affiché pour elle cause autre chose que du dépit à la

¹ *La Presse* du 27 juillet 1840.

² Sainte-Aulaire, *Souvenirs*, publiés par Marcel Thiébaud, Paris, Calmann-Lévy, 1926, p. 288.

³ Michel Levallois, *op. cit.*, p. 242.

⁴ *Ibid.*, d'Eichtal à Urbain, lettre du 20 août 1840. Arsenal ms 13741/89.

⁵ *Ibid.*, p. 243. Urbain à d'Eichtal, lettre du 10 août 1840. Arsenal ms 13745/58.

⁶ *Ibid.*, Urbain à Enfantin, lettre de Constantine du 10 août 1840. Arsenal ms 7789/67.

⁷ *Ibid.*, Enfantin à Urbain, lettre d'Alger du 18 août 1840. Arsenal ms 13740/83.

France. Elle a conscience que par dix années de modération et de repli sur elle-même, elle mérite un autre traitement. Elle se plaint d'un traité injuste. Elle le considère comme un défi et le ressent comme une injure. « Le traité de Londres produisit en France un effet électrique », témoigne Sainte-Aulaire. Les journaux, même les plus modérés, relèvent, l'insultent et menacent l'Angleterre d'une révolution en Irlande. Face à l'attitude de l'Angleterre, Thiers fait savoir par une dépêche que « la prévision du refus de la France, quelque fondée qu'elle fût, ne dispensait pas de s'expliquer franchement et positivement une dernière fois avec une ancienne alliée. » Guizot et Thiers, trop sûrs d'eux, pensaient pouvoir gagner du temps et infléchir la position des puissances, par une bouderie. Dans une lettre du 30 juin 1840, Thiers écrit à Guizot : « Différez de vous expliquer, il faut encore voir venir » et Guizot répond quatre jours avant la signature du traité : « Je suivais le progrès de la négociation, sans m'y associer, conformément aux instructions de V.E. .¹ »

Pour ne rien arranger, la conduite des plus délicates transactions passe aux mains des membres des assemblées délibérantes. Les vétérans de la diplomatie française, ceux qui connaissent les secrets penchants des cours, ne donnent plus l'impulsion. Talleyrand, le prince des diplomates, était mort depuis le 17 mai 1838. Son embaumement avait été pratiqué par le pharmacien Micard². Victor Hugo narre que le corps avait été préparé « à la manière des Égyptiens, ils ont retiré les entrailles du ventre et le cerveau du crâne. La chose faite, après avoir transformé le prince de Talleyrand en momie et cloué cette momie dans une bière tapissée de satin blanc, ils se sont retirés, laissant sur une table la cervelle, cette cervelle qui avait pensé tant de choses, inspiré tant d'hommes, construit tant d'édifices, conduit deux révolutions, trompé vingt rois, contenu le monde. Les médecins, partis, un valet est entré, il a vu ce qu'ils avaient laissé : Tiens ! ils ont oublié cela. Qu'en faire ? Il s'est souvenu qu'il y avait un égout dans la rue, il y est allé et a jeté ce cerveau dans cet égout.³ » Une cérémonie religieuse eut lieu à l'église de l'Assomption à Paris. La dépouille mortelle avait été déposée à la chapelle Saint Maurice, à Valençay, dans le Berry. La mort de Talleyrand laisse la place à l'improvisation. Deux ans plus tard, en pleine crise internationale, les rôles sont interverties, les ministres responsables aux termes de la constitution, et seuls en état de connaître la véritable situation, cèdent, en si grave occasion, l'initiative à une commission de la Chambre des députés. Ancien officier de marine, député de l'Ain, le comte d'Angeville indique que la presse joue un grand rôle dans la formation des opinions. Il sait qu'il doit se prononcer et donner sa voix pour la paix ou pour la guerre. Il nous fait partager son dilemme : « Je crois que, dans l'état actuel de la France, une guerre étrangère serait un grand malheur et un grand danger, mais je suis encore plus convaincu que la paix, conservée aux dépens de l'honneur, serait un plus grand malheur et même un plus grand danger. » Le rapporteur Juffroy déclare à la clôture des travaux : « Cette grande question et ce grand débat imposent au cabinet une immense responsabilité. En recevant de la Chambre les 10 millions qu'il est venu lui demander, il contracte un solennel engagement. Cet engagement, c'est de faire remplir à la France, dans les événements d'Orient un rôle digne d'elle, un rôle qui ne la laisse pas tomber du rang élevé qu'elle occupe en Europe. » À la Chambre des pairs, le marquis d'Audiffret critiquait sévèrement la tendance très prononcée du gouvernement à rejeter dans des lois spéciales les charges supplémentaires, qui, de cette manière, ne se trouvaient plus en face d'aucune recette, et se plaçaient à la suite du budget, où l'on semblait craindre de les faire entrer pour n'en pas troubler l'équilibre. Au Palais du Luxembourg, le ministre des Finances Pelet de La Lozère⁴ répondit à ces critiques en laissant espérer que, sauf événement imprévu (quelques jours plus tard éclatait la bombe diplomatique du 15 juillet 1840 !), les recettes et les dépenses se balanceraient dans les budgets ordinaires de 1840 et 1841, et que la réserve de 1842 suffirait à couvrir les travaux extraordinaires restant à exécuter à la fin de 1841. Vaines espérances, car le traité du 15 juillet 1840 avec les dépenses militaires qu'il occasionne, et la loi du 11 juin 1842 qui porte l'État au secours des compagnies ferroviaires concessionnaires en difficulté, doivent irrémédiablement déséquilibrer les budgets annuels de la monarchie de Juillet. Cependant, au début du mois de juillet 1840, sous la contrainte de la clôture imminente de la session, les pairs ont voté l'ensemble du budget.

Les Français sont prêts à se battre pour le pacha d'Égypte. Ils aiment le vieux Méhémet qui a introduit une administration calquée sur la France, qui accueille des officiers et des ingénieurs. *La Marseillaise* résonne dans les théâtres. L'anglophobie revient. Le thème de Jeanne d'Arc victime des Anglais est exploité⁵. L'historien Jules Michelet prépare le cinquième volume de son *Histoire de France*. Publiée en 1841, cette étude accorde à la sainte une place de choix dans les chapitres III et IV du livre X. Un vent de chauvinisme souffle. « Les sentiments et les intérêts nationaux blessés, écrit Heine, opèrent ici une suspension d'armes entre les partis belligérants. Tous les Français se rassemblent autour du drapeau tricolore. C'est un joyeux enthousiasme guerrier plutôt que de la consternation. Le mot d'ordre commun est *guerre à la perfide Albion*. » Des actionnaires construisent un

¹ Adolphe d'Angeville, *op. cit.*, p. 119.

² Georges Lacour-Gayet, *Talleyrand*, Paris, Payot, 1991, p. 1 259.

³ Victor Hugo, *Choses vues 1830-1848*, Paris, Gallimard, 1997, p. 134.

⁴ Privat-Joseph-Claramond PELET de La Lozère est Né à Saint-Jean-du-Gard le 12 juillet 1785. Il meurt à Villers-Cotterêts le 9 février 1871. Il fut ministre de l'Instruction publique du 22 février au 6 septembre 1836, puis ministre des Finances du 1^{er} mars au 21 octobre 1840.

⁵ Jean-Paul Bertaud, Roger Bourderon, Jean Bruhat, Jean Elleinstein, *Histoire de la France contemporaine*, Paris, éditions sociales, 1979, t. III, p. 68.

pyroscaphe sur la Seine et le baptise *Ibrahim Pacha*¹. Si l'on édifie un pont métallique, c'est le pont *Nezib*. À Marseille, la maison du consul anglais est saccagée². La *Revue des Deux Mondes*, le *Temps* agitent le spectre révolutionnaire pouvant balayer l'Europe. « Le traité de Londres est une insolence que la France n'acceptera pas » écrivent les *Débats*. Le duc d'Orléans pousse à la guerre. Il affirme qu'il préférerait mourir sur le Rhin que dans un ruisseau de la rue Saint-Denis. Pajol est satisfait : « Sous le ministère Thiers, la question d'Orient ne tarde pas à se laisser envisager sous un jour tout nouveau. Bien qu'isolée encore, la France prit une attitude plus digne; elle commença des armements, décréta les fortifications de Paris et se mit, de tous points, en mesure d'opposer, en cas de guerre, une vigoureuse résistance.³ »

Admirateur de l'épopée révolutionnaire et impériale, Thiers tient des propos belliqueux à une opinion réveillée par le prochain retour des Cendres de Napoléon. Face au traité de Londres, il est placé devant un fait accompli, sans avoir eu la possibilité d'en discuter au préalable et de faire des contre-propositions. Thiers ne veut pas faire un *casus belli* du traité, mais il se prépare au conflit depuis longtemps, au cas où le pacha marcherait sur Constantinople. Il écrit à Guizot : « Nous sommes neuf, vous dix, le roi onze. À nous tous nous saurons suffire. N'ayons pas peur et marchons d'accord. L'animation en France est extraordinaire. » L'écrivain Henri Heine, payé pour être moins combatif, regrette que l'historien de l'Empire ne soit pas encore arrivé dans son livre à Waterloo : « Son courage martial se serait peut-être un peu attiédi. » Un journaliste assure que Thiers se ferait porter sur le Rhin dans une botte à l'écuillère. En six mois, le gouvernement conduit par Thiers a troublé les esprits, créé la stupeur dans les affaires et réveillé les spasmes de la Bourse. Lamartine voit dans le président du Conseil « un tribun au pouvoir » au service du « parti agitateur et soldatesque » au détriment du parti « réformateur et libéral.⁴ » Il ajoute à propos de la question d'Orient que « rêver une Égypte exclusivement française, c'est rêver à l'impossible. » La Chambre des députés s'enflamme. Elle craint le retour de la dictature. Lamartine s'écrie : « Napoléon oui, mais Napoléon seul ! » Qu'à cela ne tienne, le 6 août 1840, à Boulogne, Louis-Napoléon, le neveu de l'Empereur croit le moment venu de tenter un coup de force. Il compte sur les passions entretenues par la légende impériale, réveillées par les derniers événements, mais il échoue dans sa tentative.

Les intérêts de la France sont-ils de défendre Méhémet-Ali ? Scipion Marin affirme que les monopoles de l'Égypte mettent les fabriques de Lyon et de Mulhouse à la merci du satrape⁵. Denis, député du Var démontre à la tribune que les relations commerciales de la France avec la Turquie par rapport à l'Égypte sont de vingt à trois. Le commandant Durand a une opinion opposée : « Les routes de l'Euphrate et de la mer Rouge, écrit-il, appartiennent à la jeune nation que crée Méhémet-Ali, elles doivent rester entre ses mains pour servir au commerce de toutes les nations. » Guizot revient de Londres. Il arrive le 7 août au château d'Eu pour s'entretenir des affaires d'Orient avec le roi. On s'y exclame : « Quel bizarre spectacle ! Louis-Napoléon se jetant à la nage pour regagner un misérable canot au milieu des coups de fusil de la garde nationale de Boulogne, pendant que le fils du roi et deux frégates françaises voguent à travers l'océan pour aller chercher à Sainte-Hélène ce qui reste de l'Empereur Napoléon !⁶ » Louis-Philippe et Thiers partent d'Eu, le 8 août au soir, pour aller tenir un conseil à Paris et convoquer la Chambre des pairs appelée à juger le prince Bonaparte et ses compagnons. Louis-Napoléon est condamné à la détention perpétuelle au fort de Ham. Le 11 août 1840, Guizot, Thiers et le roi se retrouvent au château d'Eu pour discuter de la question d'Orient. « Nous passâmes deux jours en conversation intime et continue sur les affaires d'Orient, les nouvelles de Syrie et d'Égypte, les complications européennes, les intentions, les idées, les forces des acteurs, et sur la conduite qu'avait à tenir la France dans les diverses chances de l'avenir », se souvient Guizot. Un parfait accord règne au sommet de l'État. La paix doit être préservée. Les rôles sont distribués : au roi de défendre le pacifisme européen, à Thiers de préparer la guerre pour donner des gages à l'opinion publique. Les deux hommes restent cependant convaincus que la forte résistance de Méhémet-Ali ferait reculer les grandes puissances. On répète inlassablement à Guizot : « On s'est trompé à Londres dans ce qu'on a fait, et on le verra bientôt. Le pacha ne cédera point et ne fera point de folie. La coercition maritime ne signifiera rien. On n'entreprendra pas la coercition par terre. » Thiers mise sur l'Égypte mais il écrit à Barante le 22 août 1840 qu'il ne faut pas négliger « l'imprévu, toujours si fécond dans les situations extraordinaires.⁷ »

L'incompréhension est totale entre Londres et Paris. Thiers attire sur lui toutes les haines aristocratiques. Guizot retourne en Angleterre avec des instructions proposant la médiation de la France dans la question égyptienne⁸. Arrivant à Londres, il trouve une invitation de la reine Victoria au château de Windsor. Elle tient à montrer que malgré les divergences de vue sur l'Orient, l'Entente cordiale ne doit pas en souffrir. La perspective d'une guerre inquiète les Rothschild qui ont déjà perdu beaucoup d'argent depuis la révolution de 1830. Ils

¹ Scipion Marin, *La vérité sur les affaires d'Orient*, Paris, Grimbert et Dorez, 1841, p. 9.

² A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 68.

³ Charles-Pierre-Victor Pajol, *Pajol, général en chef, par le général de division comte Pajol, son fils aîné*, Paris, Firmin-Didot frères, 1874, t. III, p. 341.

⁴ Alphonse de Lamartine, « La question d'Orient, la guerre, le ministère », *Journal de Saône-et-Loire*, s.d.

⁵ Scipion Marin, *Le premier coup de canon dans l'Orient*, Paris, Grimbert et Dorez, 1841, p. 5.

⁶ François Guizot, *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, Paris, Robert Laffont, 1971, pp. 383-384.

⁷ Villepin (présentation de Dominique de), *Histoire de la diplomatie française*, Paris, Perrin, 2005, p. 556.

⁸ François Guizot, *op. cit.*, p. 385.

déplorent la rupture de l'Angleterre avec la France et reprochent à Thiers de vouloir « se faire valoir », en défendant l'honneur du pays. Comment cet homme « le plus arrogant de tous les parvenus, nous tirera-t-il de cette impasse où sa légèreté et son stupide orgueil nationaliste nous ont entraînés ? » James est contraint de transmettre au journal *Le Constitutionnel*, qui soutient Thiers, une mise au point à propos d'un article où il a été pris à partie : « De quel droit, et sous quel prétexte ce roi de la finance se mêle-t-il de nos affaires ?... Est-il juge de notre honneur, et ses intérêts d'argent doivent-ils l'emporter sur nos intérêts nationaux ? » Le banquier se défend d'avoir jamais voulu jouer un rôle politique. Puis : « Je suis, comme vous le dites, un financier ; si je désire la paix, c'est loyalement, aussi bien pour la France que pour l'Europe entière... Si la France n'est pas ma patrie, c'est du moins celle de mes enfants. Il y a trente ans que j'y vis. J'y ai ma famille et tous mes intérêts.¹ » Les classes industrielles et commerçantes font preuve de grandes oscillations dans leurs avis mais elles pensent généralement : « Nous n'avons pas fait la guerre pour la Pologne et l'Italie ! Est-il raisonnable de la faire contre une coalition européenne pour le pacha d'Égypte ? » En 1840, la Bourse de Paris cote 119 en juillet. Elle descend en octobre à 104.

L'Angleterre n'a pas insulté la France. Elle a juste usé d'un mauvais procédé. Les Français sont malhabiles et mal renseignés. Lors des négociations, l'Autriche et la Prusse sont conciliantes. La France se donne de véritables torts envers ces deux puissances². La haine de l'Angleterre est réveillée cependant par la légende napoléonienne. En Allemagne, le sentiment national se déchaîne. La France est l'ennemi héréditaire. Comment Thiers est-il arrivé à unir les grandes puissances européennes contre les Français ? Le poète Henri Heine écrit : « Thiers, par son bruyant tambourinage, réveille de son sommeil léthargique la bonne Allemagne... On entend déjà retentir les boucliers d'airain des Walkyries, les déesses sorcières qui décident du sort des batailles. » À Berlin, le roi Frédéric-Guillaume IV (1795-1861), très francophobe, favorise la montée des colères contre des Français belliqueux. La jeunesse universitaire allemande est galvanisée. En Prusse, les sentiments de 1813 se réveillent. La crise d'Orient renforce l'unité allemande. Les vers du poète Nicolas Becker extraits de son *Hymne au Rhin* courent de bouche en bouche dans les cabarets officiels de la Prusse rhénane :

« Ils ne l'auront pas, le libre Rhin allemand;
 Quoi qu'ils le demandent dans leurs cris,
 Semblables à des corbeaux avides,
 Ils s'enrouent à le réclamer.
 Aussi longtemps qu'il roulera paisible, portant sa robe verte,
 Aussi longtemps qu'une rame frappera ses flots.
 Ils ne l'auront pas, le libre Rhin allemand,
 Aussi longtemps que les cœurs s'abreuveront de son vin de feu.
 Aussi longtemps que les rocs s'élèveront au milieu de son courant,
 Aussi longtemps que les hautes cathédrales se refléteront dans son miroir.
 Ils ne l'auront pas, le libre Rhin allemand,
 Aussi longtemps que de hardis jeunes gens feront la cour aux jeunes filles élancées.
 Ils ne l'auront pas, le libre Rhin allemand;
 Jusqu'à ce que les flots aient enseveli
 Les ossements du dernier homme. »

La Garde au Rhin écrite par le Wurtembergeois Schneckeburger donne un ton similaire. L'Autriche, au fond du cœur, souhaite la paix mais pour défendre l'Italie, il faut qu'avec la Prusse elle serve, à regret peut-être, le patriotisme germanique. Moins poétique, Metternich précise : « M. Thiers aime à être comparé à Napoléon. Eh bien ! en ce qui concerne l'Allemagne, la ressemblance est parfaite et la palme appartient même à M. Thiers. Il lui a suffi d'un court espace de temps pour conduire ce pays-là où dix années d'oppression l'avaient conduit sous l'Empereur.³ » Aux gesticulations diplomatiques et aux cris de guerre, Metternich et Palmerston répondent par de froids calculs : « Déployez le plus grand calme vis-à-vis de Thiers », écrit le chancelier autrichien à Apponyi le 4 août. Thiers écrit à Bourgoing, son représentant à Munich, le 23 août : « Le pays moins emporté qu'en 1830, est plus réfléchi et plus résolu. Il ne veut pas la guerre ; il est fort attaché à la paix ; mais il admet la nécessité de faire les derniers efforts pour empêcher que la France ne perde son influence et son rang dans le monde.⁴ » Le 9 octobre, Metternich fait référence à Frédéric-Guillaume IV de Prusse : « Un jour viendra où il faudra demander à ce grand maître [Thiers] avec qui donc il compte faire la guerre. Si c'est à l'Allemagne, il faudra qu'il dise pourquoi il veut se battre ; car il ne suffit pas du bonheur d'être voisin de la France pour lui tendre son dos et recevoir les coups qu'elle voudra bien donner, pas plus que pour ouvrir sa bourse et lui verser les contributions qu'elle daignera demander. S'il ne veut pas l'avouer, il faudra interpréter son silence dans le mauvais sens ; car un

¹ Jean Bouvier, *Les Rothschild*, Paris, Complexe, 1992, p. 114.

² Adolphe d'Angeville, *op. cit.*, p. III.

³ Jean Lucas-Dubreton, *op. cit.*, p. 141.

⁴ A.M.A.E., papiers privés d'agents, Desages, Allemagne, 20.

grand corps politique ne peut pas se payer de silence. » Une proposition serait faite à la diète d'envoyer un contingent fédéral au Luxembourg pour garantir les frontières¹. En 1840, une nouvelle fêlure se produit dans la chaîne qui lie intellectuellement depuis Mme de Staël la France à l'Allemagne. « Que demain notre étendard se déploie au bord du Rhin et demain la Prusse ne sera plus que le vieil électorat de Brandebourg ...L'Allemagne presque toute entière nous attend pour se proclamer la Germanie et se débarrasser des petits despotes qui la déshonorent²», titre *Le Capitole*. On relit les pages du défunt Goethe qui considérait les Français comme « le peuple des extrêmes, toujours en mouvement porté aux excès, dangereux par son voisinage et ses ambitions. » La question d'Orient devient critique. On parle de venger les malheurs de 1814 et de 1815 oubliés par les germanophiles³. De cette crise, les Prussiens conservent longuement l'idée qu'il faut envisager un éventuel conflit avec la France. Ainsi ont lieu en 1841 des manœuvres spectaculaires à Katzbach depuis le camp de Liegnitz⁴. La littérature s'en mêle. Les intellectuels⁵ prennent position. Pacifiste, Victor Hugo a ce mot : « Si je n'étais pas Français, je voudrais être Allemand. » Traitant la crise de 1840 sur le ton de l'humour, Hugo retravaille les paroles d'un vieillard, M. de Nucingen, qui sort de chez le barbier à Cologne. Au départ, le texte est écrit en bon français. Hugo le déforme délibérément : « Monsieur ! monsieur ! fous Français ! oh ! les Français ! ran ! plan ! plan ! ran ! tan ! plan ! la guerre à toute le monde ! Prafes ! Prafes ! Napoléon, n'est-ce pas ? La guerre à toute l'Europe ! oh ! les Français ! pein prafes ! monsieur ! la païonnette au qui à tous ces Priciens ! eine ponne quilpité gomme à Iénâ ! Prafo les Français ! ran ! plan ! plan !⁶ » Richard Wagner déclare en 1840 à propos de la France et de l'Allemagne : « Ces deux nations n'en font qu'une. De leur intime union et de l'échange habituel de leurs talents les plus distingués, il est résulté pour l'art en général, une double inspiration et une fécondité magnifiques. ⁷ »

La Marseillaise de la Paix

Connu à Paris, traduit en septembre 1840, le poème de Becker est inséré dans un recueil et envoyé par ses soins à Lamartine en mai 1841. Celui-ci réplique dès le lendemain, et il aurait écrit dans son bain : « Vivent les nobles fils de la grave Allemagne ! Le sang-froid de leurs fronts couvre un foyer ardent. » Lamartine entonne sa *Marseillaise de la Paix* qu'il publie dans *La Revue des Deux Mondes* le 1^{er} juin 1841, en réponse à M. Becker :

« Roule libre et superbe entre tes larges rives,
Rhin ! Nil de l'Occident ! Coupe des nations !
Et des peuples assis qui boivent tes eaux vives
Emporte les défis et les ambitions !

Il ne tachera plus le cristal de ton onde
Le sang rouge du Franc, le sang bleu du Germain ;
Ils ne couleront plus sous le caisson qui gronde
Ces ponts qu'un peuple à l'autre étend comme une main !
Les bombes et l'obus, arc-en-ciel des batailles,
Ne viendront plus s'éteindre en sifflant sur tes bords.
L'enfant ne verra plus, du haut de tes murailles,
Flotter ces poitrails blonds qui perdent leurs entrailles,
Ni sortir des flots ces bras morts !

Roule libre et limpide, en répétant l'image
De tes vieux forts verdiss sous leurs lierres épais,
Qui froncent tes rochers, comme un dernier nuage
Fronce encor les sourcils sur un visage en paix !

Ces navires vivants dont la vapeur est l'âme
Déploieront sur ton cours la crinière du feu ;
L'écume à coups pressés jaillira sous la rame ;
La fumée en courant lèchera ton ciel bleu.
Le chant des passagers, que ton doux roulis berce,
Des sept langues d'Europe étourdira tes flots,
Les uns tendant leurs mains avides de commerce,

¹ *Ibid.*, lettre de Edmond Mussin à Desages, 1840.

² Jacques Binoche, *Histoire des relations franco-allemandes de 1789 à nos jours*, Paris, A. Colin, 1996, p. 22.

³ Frédéric Weinmann, *Communication au groupe Hugo*, 21 mars 1998.

⁴ Voir S.H.A.T. 1M 2075 et 1M 1634. Le choix de ce site n'est pas anodin puisque le 26 août 1813, l'armée du maréchal MacDonald avait été culbutée à Katzbach par une armée de Silésie commandée par Blücher.

⁵ Pierre Nora, *Actes du colloque, Chateaubriand, éclaircur du monde actuel*, Paris, Les Éditions de la Bouteille à la Mer, 10 juin 1998, p. 120.

⁶ Jean Gaudon, « Introduction », in Victor Hugo, *Le Rhin, Lettres à un ami*, Paris, 1985, t. I, pp. 9-43.

⁷ Jacques Binoche, *op. cit.*, p. 21.

Les autres allant voir, aux monts où Dieu te verse,
Dans quel nid le fleuve est éclos.

Roule libre et béni ! Ce Dieu qui fond la voûte
Où la main d'un enfant pourrait te contenir,
Ne grossit pas ainsi ta merveilleuse goutte
Pour diviser ses fils, mais pour les réunir !

Pourquoi nous disputer la montagne ou la plaine?
Notre tente est légère, un vent va l'enlever;
La table où nous rompons le pain est encor pleine,
Que la mort, par nos noms, nous dit de nous lever!
Quand le sillon finit, le soc le multiplie;
Aucun œil du soleil ne tarit les rayons;
Sous le flot des épis la terre inculte plie:
Le linceul, pour couvrir la race ensevelie,
Manque-t-il donc aux nations?

Roule libre et splendide à travers nos ruines,
Fleuve d'Arminius, du Gaulois, du Germain !
Charlemagne et César, campés sur tes collines,
T'ont bu sans t'épuiser dans le creux de leur main.

Et pourquoi nous haïr et mettre entre les races
Ces bornes ou ces eaux qu'abhorre l'œil de Dieu ?
Des frontières au ciel voyons-nous quelques traces ?
Sa voûte a-t-elle un mur, une borne, un milieu ?
Nations ! mot pompeux pour dire barbarie !
L'amour s'arrête-t-il où s'arrêtent vos pas ?
Déchirez ces drapeaux ; une autre voix vous crie :
L'égoïsme et la haine ont seuls une patrie,
La fraternité n'en a pas.

Roule, libre et royal entre nous tous, ô fleuve !
Et ne t'informe pas, dans ton cours fécondant,
Si ceux que ton flot porte ou que ton urne abreuve,
Regardent sur tes bords l'aurore ou l'occident !

Ce ne sont plus des mers, des degrés, des rivières,
Qui bornent l'héritage entre l'humanité ;
Les bornes des esprits sont leurs seules frontières ;
Le monde, en s'éclairant, s'élève à l'unité.
Ma patrie est partout où rayonne la France,
Où sa langue répand ses décrets obéis !
Chacun est du climat de son intelligence.
Je suis concitoyen de toute âme qui pense ;
La vérité, c'est mon pays.

Roule libre et paisible entre ces fortes races
Dont ton flot frémissant trempa l'âme et l'acier,
Et que leur vieux courroux, dans le lit que tu traces,
Fonde au soleil du siècle avec l'eau du glacier !

Vivent les noble fils de la grave Allemagne!
Le sang-froid de leurs fronts couvre un foyer ardent;
Chevaliers tombés rois des mains de Charlemagne,
Leurs chefs sont les Nestors des conseils d'Occident.
Leur langue a les grands plis du manteau d'une reine,
La pensée y descend dans un vague profond;
Leur cœur sûr est semblable au puits de la sirène,
Où tout ce que l'on jette, amour, bienfait ou haine,

Ne remonte jamais du fond.

Roule libre et fidèle entre tes nobles arches,
 Ô fleuve féodal, calme mais indompté!
 Verdis le sceptre aimé de tes rois patriarches:
 Le joug que l'on choisit est encor liberté.

Et vivent les essaims de la ruche de France,
 Avant-garde de Dieu, qui devancent ses pas!
 Comme des voyageurs qui vivent d'espérance,
 Ils vont semant la terre, et ne moissonnent pas
 Le sol qu'ils ont touché germe fécond et libre;
 Ils sauvent sans salaire, ils blessent sans remord:
 Fiers enfants, de leur cœur l'impatient fibre
 Est la corde de l'arc où toujours leur main vibre
 Pour lancer l'idée ou la mort!

Roule libre, et bénis ces deux sangs dans ta course;
 Souviens-toi pour eux tous de la main d'où tu sors:
 L'aigle et le fier taureau boivent l'onde à ta source;
 Que l'homme approche l'homme, et qu'il boive aux deux bords!

Amis, voyez là-bas! — La terre est grande et plane!
 L'Orient délaissé s'y déroule au soleil;
 L'espace y lasse en vain la lente caravane,
 La solitude y dort son immense sommeil !
 Là, des peuples taris ont laissé leurs lits vides;
 Là, d'empires poudreux les sillons sont couverts:
 Là, comme un stylet d'or, l'ombre des Pyramides
 Mesure l'heure morte à des sables livides
 Sur le cadran nu des déserts!

Roule libre à ces mers où va mourir l'Euphrate,
 Des artères du globe enlace le réseau;
 Rends l'herbe et la toison à cette glèbe ingrate:
 Que l'homme soit un peuple et les fleuves une eau!

Débordement armé des nations trop pleines,
 Au souffle de l'aurore envolés les premiers,
 Jettons les blonds essaims des familles humaines
 Autour des nœuds du cèdre et du tronc des palmiers!
 Allons, comme Joseph, comme ses onze frères,
 Vers les limons du Nil que labourait Apis,
 Trouvant de leurs sillons les moissons trop légères,
 S'en allèrent jadis aux terres étrangères
 Et revinrent courbés d'épis !

Roule libre, et descends des Alpes étoilées
 L'arbre pyramidal pour nous tailler nos mâts,
 Et le chanvre et le lin de tes grasses vallées;
 Tes sapins sont les ponts qui joignent les climats.

Allons-y, mais sans perdre un frère dans la marche,
 Sans vendre à l'opresseur un peuple gémissant,
 Sans montrer au retour aux yeux du patriarche,
 Au lieu d'un fils qu'il aime, une robe de sang !
 Rapportons-en le blé, l'or, la laine et la soie,
 Avec la liberté, fruit qui germe en tout lieu;
 Et tissons de repos, d'alliance et de joie
 L'étendard sympathique où le monde déploie
 L'unité, ce blason de Dieu !

Roule libre, et grossis tes ondes printanières,

Pour écumer d'ivresse autour de tes roseaux:
Et que les sept couleurs qui teignent nos bannières,
Arc-en-ciel de la paix, serpentent dans tes eaux !

Alphonse de Lamartine.
Saint-Point, 28 mai 1841. ¹»

Réunis chez Mme de Girardin, Théophile Gautier, Balzac, Mennechet lisent les strophes qu'ils préfèrent. Lamartine a terminé son poème par son souhait de voir l'Orient colonisé, où le trop-plein d'énergie de l'Occident pourrait s'épandre à loisir. Assis dans un coin du salon, Alfred de Musset récite les vers qu'il préfère de cette *Marseillaise de la Paix*. Le poète appelle à la suppression des frontières et à une coopération entre tous les peuples européens. Mme de Girardin aime surtout la fin du poème. Elle prend la *Revue des Deux Mondes* et elle lit. Après avoir lu, Mme de Girardin trouve le texte « très beau » mais « trop généreux. » Elle s'explique : « J'aurais voulu qu'on dît des choses désagréables à ce monsieur. Nous autres femmes, nous n'entendons rien à vos beaux sentiments humanitaires ; nous sommes en toutes choses orgueilleuses, vindicatives, passionnées, jalouses ; c'est là notre seul mérite, nous ne saurions y renoncer. Pour ma part, je professe un égoïsme national féroce, j'en conviens, j'ai le préjugé de la patrie, et j'aurais aimé répondre à cet Allemand des vers cruels.² » Alfred de Musset s'écrie : « Moi aussi ! » Les convives l'invitent à le faire rapidement, le font aller sur la terrasse et ferment la porte derrière lui. Alfred de Musset se promène dans le jardin. Il a tout ce qu'il faut pour travailler : du papier, des plumes, de l'encre et deux cigares. Au bout d'un quart d'heure, il a composé ses vers. Alfred de Musset laisse donc la muse s'exprimer et publie le 15 juin 1841 dans *La Revue de Paris* ³:

« Nous l'avons eu, votre Rhin allemand.
Il a tenu dans notre verre.
Un couplet qu'on s'en va chantant
Efface-t-il la trace altière
Du pied de nos chevaux marqué de votre sang ?
Combien aux jours de la curée
Étiez vous de corbeaux contre l'aigle expirant ?
Nous l'avons eu, votre Rhin allemand,
Son sein porte une plaie ouverte
Du jour où Condé triomphant
A déchiré sa robe verte,
Où le père a passé passera bien l'enfant,

Nous l'avons eu, votre Rhin allemand.
Que faisaient vos vertus germaines
Quand notre César tout-puissant
De son ombre couvrait vos plaines ?
Où tomba-t-il alors ce dernier ossement ?

Nous l'avons eu, votre Rhin allemand.
Si vous oubliez votre histoire,
Vos jeunes filles sûrement
Ont mieux gardé notre mémoire :
Elles nous ont versé votre petit vin blanc.
S'il est à vous, votre Rhin allemand,
Lavez-y donc votre livrée ;
Mais parlez-en moins fièrement.
Combien, au jour de la curée,
Étiez-vous de corbeaux contre l'aigle expirant ?

Qu'il coule en paix votre Rhin allemand,
Que vos cathédrales gothiques
S'y reflètent modestement ;
Mais craignez que vos airs bachiques
Ne réveillent les morts de leur repos sanglant. »

¹ *Revue des Deux Mondes*, t. 26, 1841. *La Marseillaise de la Paix*.

² Delphine de Girardin, *op. cit.*, t. II, p. 109.

³ Gérard Unger, *Lamartine*, Paris, Flammarion, 1998, p. 273.

Le journal *la Presse* semble avoir changé de ligne. Mme de Girardin écrit : « Ah ! messieurs les buveurs de bière, vous nous décochez de mauvaises ballades ! nous vous répondons par de véritables chants. Est-ce une déclaration de guerre ? – Non, c'est une lutte poétique où la victoire nous reste en attendant. »

L'ultimatum et son application contre Méhémet-Ali

Analysant la question d'Orient dans l'Antiquité, l'historien Pierre Waltz essaie de montrer que : « Le fait le plus caractéristique de chacune de ces grandes étapes de la question d'Orient est presque toujours le choc d'une puissance continentale qui s'efforce de percer jusqu'à la mer, contre une thalassocratie qui essaie d'en occuper tous les postes importants et d'en monopoliser la navigation.¹ » En 1840, l'Angleterre, la Russie, la Prusse et l'Autriche demandent à Méhémet-Ali d'évacuer l'Arabie, la Syrie, la Crète et les autres possessions de la Porte qu'il occupe. Pour contrepartie, il serait déclaré vice-roi d'Égypte. L'hérédité de sa couronne serait reconnue. Il pourrait conserver Saint-Jean-d'Acre. S'il refuse, les quatre puissances se chargent de le déposséder par la force. Par anticipation, il est ordonné à l'escadre britannique en Méditerranée de surveiller toutes les communications maritimes entre l'Égypte et la Syrie.

La situation de la flotte française en Méditerranée

En Méditerranée, les flottes anglaise et française se font face. Vont-elles coopérer ou s'affronter ? Un engagement avec l'escadre de l'amiral Stopford aurait de fortes chances de se terminer par une victoire de la division navale française supérieure par le nombre et l'entraînement. En Méditerranée, les Anglais disposent de neuf vaisseaux au mois de janvier 1839, les Français en ont quinze. La totalité des forces navales françaises se composent de vingt-et-un vaisseaux de ligne, trente-quatre frégates et deux cents bâtiments inférieurs : corvettes, avisos, bricks, canonnières, goélettes, cutters, lougres et gabares. En juin 1839, le capitaine de vaisseau prince de Joinville, le troisième fils de Louis-Philippe, se trouve à l'entrée des Dardanelles. Il dirige l'état-major de l'amiral Lalande, commandant l'escadre française du Levant. La composition de cette flotte varie entre 1838 et 1840. En moyenne, elle regroupe neuf vaisseaux, une ou deux frégate(s), quelques corvettes ou bricks et trois vapeurs de 160 à 200 chevaux. L'escadre est formée en trois divisions de trois vaisseaux. La première est personnellement dirigée par l'amiral Lalande qui se trouve à bord du *Iéna*, 90 canons. La seconde est placée sous les ordres du contre-amiral de La Susse sur *Le Montebello*, un 120 canons. La troisième est dirigée par le capitaine de vaisseau Danycan à bord du *Jupiter*, 80 canons. Eugène Danycan a de brillants états de service. Il a servi et combattu sous l'Empire mais son supérieur, le baron de La Susse, le note assez mal en 1840. Il juge Danycan très bon officier mais peu apte à exercer les fonctions de capitaine en escadre et méconnaissant l'organisation militaire d'un vaisseau².

Après la bataille de Nezib et après avoir vainement cherché à intercepter la flotte turque passée du côté égyptien, les navires de guerre français sont mis en état de soutenir une guerre éventuelle. Ils ont besoin de parfaire leur entraînement. Plusieurs vaisseaux se seraient rudement abordés au milieu de leurs évolutions. Jean-Baptiste Morot voit la flotte française à Vourla le 5 août 1839 : « Pendant la nuit, nous rencontrons plusieurs vaisseaux de guerre dont les voiles sont pliées : immobiles et silencieux, ils semblent dormir sous leur haute et puissante voilure, de loin, on les prendrait pour des masses inertes flottant à la surface des eaux. » Le moral des équipages est au plus bas³. Le contre-amiral Le Ray débarque des troupes en Algérie, en octobre, puis rejoint l'escadre du Levant au printemps 1840⁴. L'objectif n'est pas de combattre la perfide Albion dans l'immédiat mais plutôt de se porter éventuellement vers Alexandrie pour agir conjointement avec les Anglais.

¹ Pierre Waltz, *La question d'Orient dans l'Antiquité*, Paris, 1942, pp. 360-361.

² S.H.M., CC⁷a n° 602, dossier personnel du capitaine de vaisseau Eugène Danycan. Avis du baron de La Susse, 25 décembre 1840.

³ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 39. *Journal de Smyrne*, 29 novembre 1839.

⁴ *L'Illustration*, samedi 2 juin 1849.

FLOTTE FRANÇAISE PRÉSENTE EN MÉDITERRANÉE (1840)¹

☞ Commandant l'escadre du Levant : amiral Lalande

Nom de l'unité	Nbre de canons	Commandant
Vaisseaux		
<i>Montebello</i>	120	CA ² de La Susse CV Gay de Taradel
<i>Océan</i>	120	CA de Rosamel CV Parceval-Deschène
<i>Hercule</i>	100	CV Fauré
☞ <i>Iéna</i>	90	CV Bruat
<i>Suffren</i>	90	CV Le Normant de Kergrist
<i>Diadème</i>	86	CV Robert-Lefebvre
<i>Santi-Petri</i>	86	CV de Suin
<i>Jupiter</i>	86	CV Danycan
<i>Neptune</i>	86	CV Le Ray
<i>Trident</i>	80	CV de Ricaudy
<i>Généreux</i>	80	CV Graëb
<i>Alger</i>	80	CV Rigodit
<i>Triton</i>	80	CV Le Prédour
Frégates		
<i>Belle-Poule</i>	60	CV Prince de Joinville
<i>Amazone</i>	52	CV Troude
<i>Junon</i>	armée en flûte	CC Lucas de Penhoat
Corvettes		
<i>Brillante</i>	24	CC Aurèle-Varèze
Corvettes avisos		
<i>Diligente</i>	18	CF Briet
Bricks		
<i>Palinure</i>	20	CC Cuneo d'Ornano
<i>Dragon</i>	18	CC d'Assigny
<i>Euryale</i>	16	CC de Sandfort
Bricks avisos		
<i>Comète</i>	10	LV Jurien de la Gravière
<i>Bougainville</i>	10	LV Delaage
<i>Argus</i>	10	LV Lejeune
Goélette		
<i>La Mésange</i>		LV Carpentin
Corvette de charge		
<i>Marne</i> (800 tonneaux)		CC Gatier

La militarisation de l'escadre n'est pas obtenue sans peine. Il a fallu lutter contre les affections scorbutiques qui se sont déclarés parmi les équipages. Les soins des chirurgiens parviennent à réduire l'intensité du mal et des vivres frais sont acheminés depuis Smyrne et les Dardanelles³. Pour Lalande, le seul but de la marine de guerre est le combat. La manœuvre n'est qu'un simple moyen d'exécution. L'arme prépondérante sur mer étant le canon, il convient donc d'abord d'être un canonnier avant d'être un marin : pas de figlologie dans la navigation, pas de « sport nautique », l'indispensable et voilà tout⁴. Sa doctrine, c'est de tout subordonner à la préparation au combat. Le prince de Joinville se remémore : « Toujours sous voiles, surmenés d'exercices violents et inaccoutumés, les

¹ S.H.M., *état général de la marine, 1840*.

² Abréviation des grades : CA : contre-amiral ; CV : capitaine de vaisseau ; CF : capitaine de frégate ; CC : capitaine de corvette ; LV : lieutenant de vaisseau

³ *Moniteur universel* du 9 septembre 1839.

⁴ De La Roncière, *Histoire de la marine française illustrée*, Paris, Larousse, 1934, p. 248.

équipages, démoralisés chaque jour par des accidents : morts d'hommes, bras et jambes cassés, n'arrivaient au résultat exigé par le chef qu'en étant menés avec une extrême rudesse.¹ »

Sur le vaisseau amiral *Iéna*, les châtiments corporels sont quotidiens. L'amiral Lalande, exigeant dans les exercices mais peu sévère relativement à la discipline, les ignore et ne veut pas en entendre parler. Il laisse cette basse besogne à son capitaine de pavillon : Bruat. « Quand on avait exécuté ce qu'il voulait, rapporte le prince de Joinville dans ses études sur la marine, les détails du service lui importaient peu. » Pour ce qui regarde les officiers, Lalande cherche à entretenir parmi eux la camaraderie, la bonne humeur, le goût du service. Il juge ses capitaines d'après la façon dont ils savent se faire aimer. Personnellement, il accorde toutes les demandes de permission, de mutation, de retour en France². Il donne un soin particulier à l'état sanitaire et à la nourriture des hommes. « Jamais je n'ai entendu une parole de réprimande sortir des lèvres de l'amiral Lalande », écrit le prince de Joinville. Il s'est heurté cependant au capitaine Danycan qui avait fait appel à son autorité disciplinaire. Danycan, « armé en guerre, tricorne à la main et ceinturon de sabre haut bouclé sur son petit ventre, » attendait la visite de l'amiral. Lalande arrivait souriant : « Bonjour, Danycan ! Bonjour messieurs. » Danycan l'interpella : « Amiral ! j'ai l'honneur de vous présenter l'état-major du vaisseau le Jupiter et je profite de l'occasion, amiral ! pour vous dire qu'il est impossible d'être plus mécontent que je ne le suis de tous ces messieurs ! » Danycan jeta alors son tricorne par terre. Décontenancé, Lalande, riait d'un rire forcé et balbutia : « J'aime à croire... mon cher Danycan... le sentiment du devoir... ces messieurs ! » Le prince de Joinville perçoit une certaine faiblesse chez Lalande. Pourtant en Méditerranée, l'amiral Lalande, enthousiaste, énergique et capable³, ne laisse pas souvent son monde au repos. Il conduit ses vaisseaux partout, recherchant les passages difficiles aux abords des Dardanelles : « excellents pour les exercices à la voile, écrit-il au ministre, à cause des courants qui obligent à manœuvrer continuellement. » Témoin oculaire, Jurien de la Gravière rapporte : « L'amiral voulut se donner le spectacle d'un combat de nuit. Celle-ci était sombre et venteuse, l'exercice n'en fut que plus instructif... Il avait commencé l'éducation de ses vaisseaux par les exercices faciles : il visa ensuite hardiment les difficultés... À l'heure la plus imprévue, le signal d'appareiller tous à la fois, au plus vite, montait aux mats de l'*Iéna*, qu'il ventât ou qu'il fit presque calme. Le lendemain, c'était le tour des manœuvres de force... ; l'exercice favori restait d'ailleurs celui du canon. Les règlements avaient alloué une certaine quantité de boulets et de poudre pour cet usage. L'amiral Lalande consumma en un mois ce que les règlements lui accordaient pour une campagne de deux ans. »

Frédéric Goupil visite le *Iéna* le 14 janvier 1840. Il assiste aux exercices. Un simulacre d'abordage est réalisé. Les coups de sifflet font monter les hommes dans les haubans et les bastingages. Les vergues se couvraient de matelots. On lançait des grenades. Des coups de fusils et de pistolets retentissent. Les échelles de cordes sont chargées de combattants. Le navire compte près de 100 canons. Six artilleurs et un pointeur sont assignés à chaque pièce. Lalande porte toute son attention à l'entraînement au tir de son escadre. Sur les îles désertes qui ferment la rade d'Ourlac, il fit élever des simulacres de vaisseaux en pierres sèches. Peints à la chaux, ces ouvrages figuraient des navires adverses. Pour la rapidité du feu, Lalande fait adopter la méthode des Américains employée au cours de la guerre de 1812 : la charge précipitée. Celle-ci consiste à enfoncer à la fois la gargousse et le boulet dans la pièce par un coup de refouloir. Trois gargousses différentes sont utilisées. Elles contiennent en poudre un tiers, un quart ou un sixième du poids du projectile afin d'obtenir la même vitesse suivant la distance du but. Le canon de 30 emploie ainsi les charges de 5 kilogrammes ; 3, 750 kilogrammes ; et 2,5 kilogrammes. La caronade de 30, réservée au combat rapproché, utilise une gargousse de 1,6 kilogramme⁴. Il faut charger vite mais pointer avec calme⁵. La justesse est améliorée par l'utilisation de hausses. Elle se perfectionne avec l'adoption de la platine à capsule, puis de l'étoupille fulminante produisant la mise à feu instantanée par la percussion d'un marteau. Le coup part désormais au moment voulu, sans intervalle de temps comme cela se produisait avec l'ancienne mèche. L'entraînement intensif permet également d'annihiler l'effet du roulis.

Des navires sont disponibles et en cours d'armement. Les vaisseaux *Souverain* (120 canons), *Marengo* (80 canons), *Ville de Marseille* (80 canons) et *Scipion* (80 canons) se préparent. Ils sont à Toulon⁶. Sur 64 vapeurs en Méditerranée⁷, 21 sont français et dépendent de la marine de guerre. Dans sa thèse intitulée *Accueil, introduction et développement de l'énergie vapeur dans la marine militaire française au XIX^e siècle*, Dominique Brisou analyse le développement des paquebots transatlantiques français et souligne que ce succès était en partie dû aux efforts conjoints de Thiers et de Tupinier, en partie à la crise du Proche-Orient qui couvait depuis 1839. À peine la loi sur les paquebots était-elle votée que le risque de guerre maritime devint très grand et des crédits supplémentaires furent votés en urgence pour la Marine. Début août 1840, des ordres d'armement atteignent tous les ports et on

¹ Prince de Joinville, *op. cit.*, Paris, 1894, p. 145.

² De La Roncière, *op. cit.*, p. 251.

³ E.H. Jenkins, *Histoire de la marine française*, Albin Michel, 1977, p. 344.

⁴ De La Roncière, *op. cit.*, p. 251.

⁵ Jurien de la Gravière, « De la marine militaire de la France en 1845 », *Revue des Deux Mondes*, 1845, p. 455.

⁶ S.H.M., *état général de la marine, 1840*, p. 75.

⁷ Jurien de La Gravière, *op. cit.*, p. 454.

prend conscience que la navigation à vapeur serait appelée à jouer un rôle important. Cette crise conjuguée avec le programme des paquebots est le catalyseur du décollage de la marine à vapeur¹.

STEAMERS MILITAIRES FRANÇAIS PRÉSENTS EN MÉDITERRANÉE EN 1840²

Nom de l'unité	Puissance (chevaux)	Commandant
<i>Lavoisier</i>	220	CC Foucher d'Aubigny
<i>Véloce</i>	220	CC Bechameil
<i>Sphinx</i>	160	LV Scias
<i>Crocodile</i>	160	LV Simon
<i>Fulton</i>	160	LV Poudra
<i>Chimère</i>	160	LV Fouque
<i>Styx</i>	160	LV de Champeaux-Laboulaye
<i>Vautour</i>	160	LV Marceau
<i>Phare</i>	160	LV de Gasquet
<i>Achéron</i>	160	LV Brunet
<i>Papin</i>	160	LV Delestangs
<i>Cerbère</i>	160	LV Roux
<i>Tartare</i>	160	LV Guichon de Grandpont
<i>Etna</i>	160	LV Legallic-Kerisouet
<i>Cocyte</i>	160	LV de Cheffontaines
<i>Tonnerre</i>	160	LV Dutertre
<i>Euphrate</i>	160	LV Bournisien de Valmont
<i>Grondeur</i>	160	LV Dangé d'Orsay
<i>Ramier</i>	150	LV Fournier
<i>Castor</i>	120	LV Serval
<i>Brasier</i>	100	LV Cazy

Les Français commencent à maîtriser l'utilisation militaire du sous-marin à vapeur. Villeroi a conçu un prototype. Les premiers essais réalisés à Noirmoutier, en 1833, montraient que son bateau, après avoir trompé la surveillance des canots qui l'entouraient depuis le début de l'expérience, était capable de maintenir trois hommes sous l'eau pendant un peu plus d'une heure. La presse confirmait : « On peut alors se rendre, par un degré de profondeur d'eau, calculé d'après sa densité, au milieu d'un port ou d'une flotte, à l'insu de l'ennemi, incendier ses navires, en s'établissant sous leurs flancs ; les exposer à toute espèce d'avaries, en coupant leurs amarres.³ » Les Français réfléchissent également à la construction d'un steamer plus gros qu'un trois-ponts et capable de transporter 1 200 hommes⁴.

Au mois d'octobre 1839, le rapport de forces change. Les Anglais disposent de 12 vaisseaux dans le Levant contre 9 vaisseaux français⁵. La marine anglaise conserve sur le papier ses vieux gréements, des vieux vaisseaux invalides qui datent des premières années du XIX^e siècle. Certains navires sont des prises faites sur les escadres vaincues à Aboukir et à Trafalgar. Les Britanniques disposent de 61 vaisseaux, 82 frégates et 259 corvettes ou bricks. Sur ce nombre, seulement 22 vaisseaux de ligne et 25 frégates sont armés et immédiatement opérationnels. La Grande-Bretagne peut rajeunir et restaurer sa flotte rapidement. Son incontestable supériorité maritime reste exacte en 1840, malgré le vieillissement de ses bâtiments de guerre. Ce qui fait sa force, ce sont ses équipages. La France a trente-trois amiraux, vice-amiraux et contre-amiraux. L'Angleterre en a cent soixante. En outre, la Grande-Bretagne peut puiser dans une réserve de cent soixante mille matelots formés par la marine marchande. Si les difficultés persistent, les Anglais ont recours aux bateliers du Shannon et aux caboteurs de la côte irlandaise. Louis-Philippe refuse l'affrontement, manquant une occasion de venger Trafalgar. Il laisse les coalisés s'organiser. La reculade du « Napoléon de la paix » apparaît cependant justifiée. Le prince de Joinville explique que l'imprudence de Thiers et les forfanteries de la presse risquent d'aboutir à un désastre⁶. La France éprouve notamment des difficultés à armer ses vaisseaux en Méditerranée. Durant l'été précédent, un gros vaisseau, le *Montebello* (120 canons) demeura enchaîné cinq semaines dans la rade de Toulon, faute d'un équipage suffisant. Pour le compléter, il fallut opérer des enrôlements forcés dans tous les ports du littoral. Son commandant, Duval

¹ Dominique Brisou, *Accueil, introduction et développement de l'énergie vapeur dans la marine militaire française au XIX^e siècle*, thèse de doctorat soutenue sous la direction du professeur François Caron, Paris, S.H.M., 2001, t. II, p. 491.

² S.H.M., *état général de la marine, 1840*, pp. 72-74.

³ Rossel, *Histoire de France à travers les journaux du temps passé. D'un coup d'Etat à l'autre 1799-1851*, L'arbre verdoyant, 1990, p. 199. *Echo de la Fabrique* du 10 août 1833.

⁴ *Times* du jeudi 5 mars 1840.

⁵ Charles John Napier, *The war in Syria*, Londres, J.W. Parker, 1842, t. I, p. 10.

⁶ Prince de Joinville, *op. cit.*, Paris, 2008, p. 174.

d'Ailli, « que son grand âge et ses infirmités appellent au repos¹ » est remplacé par le capitaine de vaisseau Deloffre. Avec ses 118 canons, l'*Océan*, anciennement baptisé les *États de Bourgogne*, conçu par Sané en 1786, est considéré comme le meilleur voilier de l'escadre française de Méditerranée mais il est loin d'être un navire récent. Au sein de l'escadre de l'amiral Lalande, il manque cent cinquante hommes au complet de l'équipage du vaisseau le *Diadème*². L'énorme disproportion du matériel entre les deux puissances est plus fictive que réelle. Celle du personnel embarqué a une autre signification :

MARINS À LA DISPOSITION DES FLOTTES ANGLAISE ET FRANÇAISE

	FRANCE	ANGLETERRE
Officiers	1 500	6 226
Équipages	25 000	38 000

La marine française manque d'hommes. Les officiers sont au complet mais cet effectif ne permet pas d'armer plus de dix vaisseaux de ligne et quelques unités secondaires. La France aurait beaucoup de mal à équiper et à armer les 40 vaisseaux qui figurent sur la liste de la flotte. En cas de guerre, la monarchie de Juillet risque de se heurter à la suprématie navale britannique. Les chefs arabes et algériens pourraient être secourus, aidés et stipendiés par Londres. La croisade du poignard est déjà relancée par Abd el-Kader à la fin de l'année 1839. Le bey de Tunis est l'objet de toutes les sollicitations britanniques. En 1840, celui que la Sublime Porte regardait comme un rebelle en 1837, est nommé pacha à trois queues. Revenu de sa déception, le prince de Joinville, chef d'état-major de l'amiral Lalande commandant l'escadre du Levant, reconnaît qu'après « un succès éphémère, la France aurait ainsi retrouvé la situation désastreuse, le cauchemar des guerres précédentes, avec la paralysie de son commerce, la perte de ses colonies, les descentes, les insultes contre son littoral. » On sait bien que dans une course à l'armement, la France serait perdante³.

La politique de Thiers repose entièrement sur la résistance et le succès de Méhémet-Ali. Publiquement, il affirme sa pleine confiance et veut la faire partager. L'amiral Roussin lui a écrit : « J'ai vu de trop près ces troupes et ces marins pour les traiter autrement que comme de vaines fantasmagories.⁴ » Louis-Philippe partage ce sentiment. Il prend Méhémet-Ali et son fils Ibrahim pacha pour des foudres de guerre. Il croit qu'une intervention militaire des puissances en Égypte, au milieu d'une population fanatisée, serait une entreprise périlleuse, impossible à mener sans la participation de la France⁵. Méhémet-Ali est sûr de son invincibilité. Il déclare : « J'ai assez vécu pour ne pas mourir. ⁶ » Le 16 janvier 1840, le consul britannique Hodges qui entreprend une démarche auprès du pacha est accueilli de façon cinglante : « On veut me pousser à bout, déclare Méhémet-Ali, eh bien, j'accepte le défi. On veut la guerre ? Je la ferai à outrance, et peut-être aura-t-on lieu de se repentir de m'avoir jeté dans cette terrible extrémité ! ⁷ » Et lorsque le lendemain Cochelet revient à la charge, la détermination du vice-roi n'a pas varié d'un iota : « On m'oblige à tirer le canon ? Que le canon décide. Je ne céderai pas un palmier de la Syrie ! »

L'utopique puissance égyptienne

Khorchid pacha, lieutenant de Méhémet-Ali, éprouve des difficultés d'approvisionnement pour ses armées. Il pense se ravitailler au Koweït, un pays réputé riche et prospère. Il est possible d'y obtenir des transports maritimes de troupes, des chevaux et des chameaux pour les transports terrestres. Son marché est le rendez-vous des Bédouins. Les flottes de baggalas⁸ partent à l'aller, chargées de chevaux arabes qu'ils vendent en Inde. Elles rapportent, au retour du teck, du blé, de l'orge, du riz. De Bassora, les boutres transportent des agrumes, des grenades, des pastèques. Le Koweït joue son rôle habituel de terre d'accueil pour ceux qui fuient devant les armées de Khorchid pacha. Dans le Golfe persique, les gouvernements de Bassora et de Koweït refusent de fournir des munitions aux lieutenants de Méhémet-Ali. Les Perses ne favorisent pas non plus la vente de provisions aux Égyptiens. Khorchid pacha délègue alors le 20 janvier 1839, aussitôt après la chute de Dilam, le médecin-chef de son armée auprès du consul de France. Lié avec lui par une vieille amitié, il espère conclure un emprunt s'élevant à 2 000 sacs-or lui permettant d'acheter des munitions⁹. Il semble que la pénurie de provisions, de riz pour les

¹ S.H.A.T. E⁵ n°85. *Le Courrier de Bordeaux*, 10 juillet 1839.

² A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 46. Dépêche de l'amiral Lalande au ministre de la Marine.

³ Jean Meyer, Martine Acerra, *Histoire de la marine française*, éditions Ouest-France, 1994, p. 223.

⁴ Jean Lucas-Dubreton, *Aspects de Monsieur Thiers*, Paris, Fayard, 1948, p. 140.

⁵ Jean Baillou, *op. cit.*, p. 578.

⁶ François Charles-Roux, *Thiers et Méhémet-Ali*, Paris, Plon, 1951, p. 17.

⁷ Gilbert Sinoué, *op. cit.*, p. 477.

⁸ Un baggala est un grand navire arabe.

⁹ Michèle Barrault, *Regards Koweït*, Paris, 1998, p. 88.

hommes, d'orge pour les chevaux, se fasse sentir jusqu'au début de l'année suivante. Khorchid entreprend de nombreuses démarches à Qatif, al-Hasa et Bahrain pour emprunter en vue d'acheter les précieuses denrées. Il ne peut pas assurer le transport, faute de bateaux à al-Hasa et à Qatif, mais il envisage d'acheter un navire à cet effet. Les provisions à Najd sont insuffisantes. Khorchid décide d'en acheter à Koweït et à Bouchire. Le gouverneur de cette dernière ne facilite pas le transport. Il suggère à Méhémet-Ali d'envoyer un message au résident anglais à Bouchire pour obtenir l'acheminement des marchandises à partir de la Perse ou de Bombay. Khorchid réunit une flottille pour s'emparer de Bahrain¹. L'archipel séduit car on y pêche les perles. Khorchid manifeste son intention de se porter sur le Chatt al-Arab. Dans cette conquête, l'importance du Koweït n'est plus à démontrer. Il est le marché pour l'achat des provisions et du fourrage, mais également il permet d'assurer le ravitaillement des casernes de l'armée de Méhémet-Ali à al-Hasa et à Najd. Le Golfe Persique est une zone stratégique importante. Le développement commercial de ses villes suscite des jalousies et bien des convoitises. En 1837, le gouverneur du Koweït a pris part au siège de Muhammara, ville fondée en 1812 par Al-Abdel-Mohsen. Située près de Bassora, elle s'est fait remarquer par son expansion économique. Au Koweït, les pêcheurs de perles sont nombreux, près de 350 bateaux. Ses marchandises fabuleuses ainsi que celles d'Oman sont envoyées en Méditerranée. Une note d'un assistant du résident britannique à Bouchire en Iran nous éclaire, de façon intéressante, sur le caractère conciliant du Koweïtien : « La rigueur et le courage des Koweïtis, qui sont étroitement unis entre eux et ennemis de toute discorde et de toutes factions internes, les ont fait respecter et craindre par toutes les autres tribus de la région. En fait, s'ils sont prompts à réagir à toute insulte ou agression à leur égard, ils sont très prudents et s'interdisent eux-mêmes toute injure ou arrogance vis-à-vis de leurs voisins pacifiques.² »

Les gouverneurs de Bassora et de Bagdad ne décolèrent pas face à cette aide koweïtienne apportée à la crise d'approvisionnement de l'armée égyptienne. Cette connivence va assez loin. Un jour, arrive au Koweït, désertant les armées du gouverneur de Bagdad, un groupe de 70 soldats turcs commandés par le capitaine Mahmud agha al-Moradi. Le Koweït rend possible la jonction de ces rebelles avec les forces égyptiennes. L'officier renégat a quitté Bassora avec 500 soldats mais les laissez-passer, comme les bateaux leur sont refusés. Ne pouvant se déplacer aisément avec un nombre si important d'hommes, il en avait réuni en hâte soixante-dix et s'était embarqué pour le Koweït. Moradi rencontre Muhammad efendi, l'intendant de Khorchid qui a l'intention d'y rester encore quelques jours. Un messenger arrive. Il demande au cheik Sabah d'ordonner l'arrestation des déserteurs turcs et de les renvoyer à Bassora. Le fils du cheik déclare qu'il lui est impossible de les arrêter. L'émir les fait transporter à al-Hasa et ils suivent la caravane chargée de provisions destinées à l'armée de Khorchid. Méhémet-Ali écarte le nom du Koweït de la liste des contrées soumises à la domination wahhabite. Le pacha d'Égypte ne réclame pas que ce pays soit occupé et dominé comme il l'a fait pour Bahrain. En mai 1839, les pourparlers entre Muhammad efendi et le cheik Abdallah aboutissent à un accord stipulant que le cheik de Bahrain, sans entrer en guerre avec son cousin de Koweït, pourrait y séjourner avant de poursuivre son avance vers Bassora. Dans le Golfe Persique, le capitaine anglais Hennell négocie avec les cheiks, en vue de parer à l'infiltration égyptienne³. Occupant Médine, le général égyptien Khorchid pacha s'abat sur les villes du Qasim et sur Anayza. Khorchid veut rétablir l'autorité de son maître, Méhémet-Ali, sur le Nadjd et Hasa. Il projette un plan de conquête de Bassora et de Bagdad. Les Anglais obtiennent des gages des émirs qui ne veulent ni de Méhémet-Ali, ni du sultan ottoman. En échange, le lieutenant Edmunds, envoyé en émissaire, promet de fournir les munitions et les armes nécessaires pour leur permettre de faire face à tout danger éventuel. Edmunds échoue au Koweït. L'accueil du cheik Jaber le 30 octobre 1839 est glacial. Les Anglais veulent l'île de Faltché près de Bassora mais le Koweït dont dépend l'île ne veut pas s'en déposséder⁴.

Cherchant à négocier, Méhémet-Ali envoie à nouveau, le 19 novembre 1839, Zehra Cadoun à Constantinople⁵. Durant ces discussions, un aventurier se présente comme ayant des droits légitimes au trône ottoman, prétendant être le fils du sultan Mustafa IV. Méhémet-Ali pourrait se servir de cet homme pour aggraver la situation politique du gouvernement turc mais il traite avec mépris cet imposteur et s'en débarrasse, lui offrant un secours de cinq cents piastres, soit cent vingt-cinq francs. L'armée du sultan a été vaincue. Sa flotte a abandonné sa cause et mouille à Alexandrie. Méhémet-Ali triomphe. Mégalomane, il souhaite être photographié. Le daguerréotype est pris le 7 novembre 1839. La chambre obscure est préparée. Le vice-roi est inquiet. Il bondit sur place. Fronçant ses gros sourcils blancs, il s'écrie : « C'est l'ouvrage du diable !⁶ » Il tient sa barbe, redoutant quelque conspiration. D'autres daguerréotypes sont pris du port et du sérail⁷. Méhémet-Ali est tellement émerveillé qu'il souhaite prendre des clichés lui-même. Horace Vernet le lui apprend. Souhaitant avoir des vues de son harem, mais trop jaloux pour laisser un Européen y entrer, le pacha réclame à Vernet les plaques. Méhémet-Ali échoue

¹ Paul Mouriez, *op. cit.*, p. 253.

² Michèle Barrault, *op. cit.*, p. 26.

³ Ahmad Mustafa Abu-Hakima, *Histoire moderne du Koweït*, 1992, p. 104.

⁴ A.M.A.E., C.P.C., Turquie, consulats divers, vol. 11 et 12.

⁵ Antoine de Juchereau de Saint-Denys, *op. cit.*, p. 250.

⁶ Goupil (Frédéric Auguste Antoine), *Voyage en Orient fait avec Horace Vernet en 1839 et 1840*, Paris, 1843, p. 33-34.

⁷ *Le Moniteur*, 8 décembre 1839.

successivement. Il va faire voler d'un coup de cimeterre l'instrument, puis il appelle l'artiste. Méhémet-Ali avait oublié de soumettre les plaques aux vapeurs d'iode. Vernet est finalement autorisé à pénétrer dans le harem.

En 1840, la situation de l'armée égyptienne n'est guère brillante. L'avant-garde d'Ibrahim pacha sombre dans les délices de Capoue. Depuis la fin du mois de septembre 1839, les cuirassiers de la Garde s'entraînent à toutes les charges imaginables : en colonne, en ligne, en échelons. Les ordres se font attendre. Les truites et le bœuf fumé étaient les compensations aux ennuis du cantonnement¹. Les filles turques méprisent les soldats égyptiens. Ces derniers ne connaissent plus les douceurs du bazar et renoncent à la tasse de café savourée en écoutant les récits merveilleux des contes arabes. La neige arrive. Un froid sibérien s'installe dans les champs glacés et sur les flancs des montagnes de la frontière turque. La ville d'El-Bostan, au voisinage des sources du Gehoun, est constamment plongée dans un épais brouillard qui se condense en givre. L'humidité glaciale pénètre jusqu'aux os. L'armée souffre. Les habits avaient été prévus pour une campagne estivale. Chaque cavalier s'accroupit près de son cheval, dans la chaude température des écuries. Il ne sort que pour soigner son cheval. « On eût dit la cavalerie de la Belle au bois dormant », écrit le baron d'Armagnac. La désertion faisait des ravages. D'Armagnac finit par demander un congé au mois de février. Accompagné d'un guide et de deux domestiques, il redoute les bandits. Il garde son fusil à la main et le sabre est prêt à être dégainé. Sur le papier, l'armée égyptienne compterait plus de 250 000 hommes mais elle est très hétérogène. Les races et les cultes y sont multiples. Les hommes se détestent entre eux. Le service militaire est un bagne. Les hommes ne reçoivent qu'une alimentation malsaine et en quantité insuffisante. Ibrahim pacha et les colonels trafiquent avec les vêtements et la nourriture de leur armée. De honteux agiotages sur la paye sont faits. Dans une lettre du 6 août, Cochelet indique à Thiers le peu de confiance qu'il a dans les capacités de résistance du vice-roi. Alexandre Walewski, arrivé le 12 août à Alexandrie, à bord du *Tartare*, confirme. Le fils de Napoléon perçoit avec discernement la faiblesse de l'Égypte et il n'est nullement dupe des airs que se donne Méhémet-Ali. Il s'empresse de signaler au gouvernement la situation intenable du pacha, exprime ses doutes sur la possibilité d'une défensive efficace et insiste sur l'urgence d'envoyer des secours militaires ou pécuniaires.

Méhémet-Ali se prépare à la guerre et déclare non sans emphase : « On versera des torrents de sang. Chaque palmier deviendra un ennemi [...] La France reviendra à moi si je suis vainqueur. » Revenu de Basse-Égypte, convaincu d'un appui efficace de la France, Méhémet-Ali veut résister aux injonctions des grandes puissances, accroissant ses troupes et organisant de nouveaux régiments. Le nouveau régiment qui vient d'être organisé reçoit le drapeau. Les hommes forment le carré. Au centre se trouvent les officiers en tenue claquante et des imams à barbe vénérable. Les soldats chantent la force des armes musulmanes et prononcent le serment au drapeau : « Dans la guerre du *Dejhad* (la guerre sacrée), un seul vrai croyant peut détruire cent mille chrétiens ou juifs ; tant qu'il se confie à la force d'Allah, rien ne lui est impossible.² » Les strophes religieuses et guerrières émeuvent. Le silence succède aux paroles. Le drapeau est remis à l'officier désigné pour le porter. Un agneau est égorgé. Le porteur-drapeau trempe sa main droite dans le sang et l'imprime sur un des coins de l'étendard. Lors de la fête de Baïram célébrée en grande pompe, Méhémet-Ali visite durant trois heures le vaisseau-amiral turc à Alexandrie. C'est l'occasion d'une formidable démonstration de force qui réunit près de 60 000 Turcs et Arabes en armes³.

Le vice-roi organise une garde nationale (*rèhthiff*) et il demande à son fils d'envoyer des espions en Anatolie⁴. Il n'ignore pas la guerre psychologique. Aux tracts distribués par les Anglais incitant à la révolte contre les Égyptiens, Méhémet-Ali conseille à Ibrahim pacha de lancer un appel dévoilant les complots des puissances européennes contre l'Empire ottoman où il mentionnerait que la Russie et l'Angleterre sont d'accord pour se partager l'État ottoman. Le vice-roi dénonce la corruption des dignitaires turcs qui se rendent en Europe. Il exhorte tout homme en état de porter les armes de se battre. Il incite l'Albanie à se soulever et à commencer la guerre sainte⁵. En janvier 1840, après avoir débarqué sa cargaison destinée à la ville d'Arta, une goélette partie de Candie fait voile. Elle cherche à mouiller dans les différents ports albanais où suivant un contrat établi entre le capitaine et le subrécargue, elle doit recevoir à son bord des soldats albanais pour l'Égypte. La mission de ce navire est rendue difficile par la surveillance active du gouvernement anglo-ionien qui guettait les relations entre Méhémet-Ali et l'Albanie⁶. Au mois d'août 1840, des spahis albanais défont le vizir turc en Bosnie. L'armée ottomane réagit et bat cette cavalerie rebelle à Vitez et à Sarajevo⁷. La Croatie turque se révolte. Le Monténégro, luttant contre les razzias, se trouve mêlé au conflit. Des troupes s'affrontent sur la rivière Zeta. Les Monténégrins ripostent et raflent des bœufs. Pierre II fait paraître son poème *au sabre immortel de Karageorges*, et au cours de l'automne 1840, les Monténégrins tendent un piège aux Turcs. Ils parviennent à assassiner Ismaïl-aga-Tchenguitch venu percevoir l'impôt. Cet homme avait tué en 1836 un grand nombre de patriotes qui refusaient de payer le

¹ D'Armagnac, *Nezib et Beyrouth, souvenirs d'Orient, de 1833 à 1841*, Paris, J. Laisné, 1844, p. 224.

² *L'Illustration* du 30 janvier 1847.

³ *Times* du mardi 7 janvier 1840.

⁴ Yassine Soueid, *op. cit.*, p. 762.

⁵ A.M.A.E., C.P.C., Turquie, vol. 11 & 12. Jannina, 10 août 1840.

⁶ *Ibid.*, consulats divers, f°9.

⁷ Cyprien Robert, « Le monde gréco-slave IV. Les Bosniaques », *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} mai 1843.

tribut¹. Toutefois, l'armée turque reprend le dessus. En Serbie, les comploteurs échouent et songent à fuir en raison des victoires de Méhémet-Ali et de la menace qui plane sur le sort de l'Empire ottoman. Les conseillers Petronievitch et Woutchitch, soutenus par le gouvernement turc et par le consul général russe, ne cherchent plus à renverser le prince Michel mais à sauver leur peau. En Arabie, Méhémet-Ali fait disposer ses forces le long du littoral de façon à prévenir une attaque maritime. Les forts de la mer Rouge sont trop faibles. Ils ne résisteraient pas à une canonnnière, ni à plus de 500 hommes. Seule une levée en masse de la population arabe pourrait défendre les villes du Hedjaz et du Yémen contre une entreprise de l'Angleterre. Méhémet-Ali fait libérer le chérif de La Mecque qu'il détient dans ses geôles depuis quatre ans². L'influence personnelle de Mohammed ibn Aoun serait un grand secours car il peut amener, d'un seul mot, sous les murs de Djedda cent mille bédouins armés de fusils et de lances³. Il ne les rassemblerait pas au nom de Méhémet-Ali mais au nom de l'indépendance arabe, au nom de l'islamisme et du sultan.

Le maréchal Marmont qui a vu manœuvrer l'armée égyptienne déclare vingt fois à l'ambassadeur Sainte-Aulaire à Vienne qu'elle ne craindrait pas une armée russe, que ce serait une pure folie l'idée anglaise de faire transporter un corps autrichien en Syrie. On croit que pour chasser Ibrahim de la Syrie, il faudrait l'attaquer régulièrement et le battre plusieurs fois dans des batailles qui seraient chaudement disputées. La France s'illusionne sur les capacités réelles de Méhémet-Ali à pouvoir résister à la puissance britannique. Le pacha dispose de près de 270 000 hommes et de 40 vaisseaux⁴ mais d'après un relevé exact fait en mai 1840, il ne reste en Syrie, des troupes égyptiennes régulières et irrégulières que l'effectif de 71 940 hommes dont 5 700 irréguliers. Achille Laurent livre l'état suivant :

ÉTAT DES FORCES ÉGYPTIENNES EN AVRIL 1840

Troupes régulières	130 302 hommes
Troupes irrégulières	41 678 hommes
Flotte et arsenal	40 663 hommes
Garde nationale	47 800 hommes
Ouvriers disponibles	15 000 hommes
Élèves disponibles	1 200 hommes
Total	276 643 hommes

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES TROUPES ÉGYPTIENNES

Égypte :	110 563 hommes
Syrie :	85 000 hommes
Hedjaz :	44 630 hommes
Médine :	12 320 hommes
Soudan :	10 630 hommes
Yémen :	8 950 hommes
Candie :	4 550 hommes

L'armée égyptienne a quatre défauts majeurs. Les chefs n'ont aucun moyen de répression envers leurs subordonnés. Le mode de conscription est mauvais. L'amalgame de plusieurs nations et de plusieurs races qui se détestent la handicape. Les cadres restent turcs, les Arabes ne peuvent guère franchir le grade de capitaine⁵. Pour compléter les effectifs, des étudiants libanais inscrits à l'École de médecine du Caire sont enrôlés. Les levées d'étudiants inquiètent beaucoup au Liban où l'on commence à murmurer que Méhémet-Ali a cette fois l'intention d'engager à la fois musulmans et chrétiens. Dans cette optique, un chargement d'uniformes est débarqué dans le port de Beyrouth⁶. La tension monte lorsque de nouveaux contingents de troupes égyptiennes arrivent à Baalbek et à Tripoli. Afin de parer au plus pressé, Méhémet-Ali envoie des navires en Syrie pour débarquer six mille réguliers et quatre mille Arnauts à Beyrouth. Le général Abbas pacha, à la tête de cette armée, arrive le 27 juin 1840 à bord du vapeur *Nil*. Des éléments de la flotte turque passée au service du vice-roi font majoritairement partie de cette force. Les Turcs ont d'ailleurs exprimé de la répugnance à quitter Alexandrie pour se battre en Syrie. Pour les convaincre, Méhémet-Ali leur a fait croire que les maronites et autres insurgés chrétiens de la montagne libanaise veulent détruire l'islam⁷. Parmi les troupes de débarquement, il y a autant de Turcs que

¹ Auguste Dozon, *L'Épopée serbe*, Paris, E. Leroux, 1888, pp. 315-320.

² Antoine de Juchereau de Saint-Denis, *op. cit.*, p. 254.

³ A.M.A.E., C.P.C., Turquie, vol. 11 & 12. Arabie, 6 mars 1840.

⁴ Scipion Marin, *La vérité sur les affaires d'Orient*, Paris, Grimbert et Dorez, 1841, p. 5.

⁵ A.M.A.E., C.P.C., Turquie, vol. 11 & 12. Opinion de M. d'Armagnac, ancien officier de la Garde d'Ibrahim pacha, 12 mars 1840.

⁶ Kamal Salibi, *Histoire du Liban du XVII^e à nos jours*, Paris, Naufal, 1992, p. 84.

⁷ Achille Laurent, *Relation historique des affaires de Syrie, depuis 1840 jusqu'en 1842, avec la procédure complète dirigée en 1840 contre les juifs de Damas*, Paris, Gaume frères, 1846, vol. 1, pp. 66-67.

d'Égyptiens, mais tous les officiers supérieurs sont égyptiens. Deux navires anglais font mine de s'opposer à ce transbordement. L'armée de Méhémet-Ali est une cohue d'infirmes et d'enfants. Cochelet a écrit le 26 février 1838 que les soldats égyptiens sont « d'ailleurs assez payés s'ils comparent le bien-être qu'ils ont sous les drapeaux à la misère de leurs villages. » Les soldes sont surtout très inégales¹.

GRADES ET SOLDES DANS L'ARMÉE ÉGYPTIENNE

Grades	Galons	Solde annuelle	Ration (s)
<i>Mirmiran</i> (général de division)	Trois étoiles et un croissant de diamants		ce qu'ils veulent
<i>Mirliwa</i> (général de brigade)	deux étoiles dans un croissant, le tout en diamants	45 000 francs	24
<i>Mirallai</i> (colonel)	Etoile et un croissant de diamants	30 000 francs	15
<i>Kaïmakan</i> (lieutenant-colonel)	Etoile en diamants dans croissant d'or	10 000 francs	8
<i>Bymbachi</i> (commandant)	Une étoile et un croissant d'or	9 000 francs	6
<i>Yusbachi</i> (capitaine)	Etoile et croissant d'argent		
<i>Melaselevel</i> (lieutenant)	Etoile et demi-croissant d'argent		2
<i>Melasemsane</i> (sous-lieutenant)	Etoile d'argent	900 francs	
<i>Sakolagassi</i> (adjudant-major)	Etoile d'argent dans un croissant d'or		
<i>Sokolagassi</i> (adjudant)	Sur la poitrine, à droite, un demi-croissant d'argent		
<i>Bachaouch</i> (sergent major)	Trois brandebourgs		
<i>chaouch</i> (sergent)	Deux brandebourgs	90 francs	1
<i>Onbachi</i> (Caporal)	Un brandebourg		1
<i>Nefer</i> (soldat)		54 francs	1

L'arriéré devient une plaie. Pour payer les cadres de son armée, Ibrahim pacha a recours à un négrier nommé Abd-el-Rasach². Lorsque son navire arrive à Saint-Jean-d'Acre, on permet aux officiers de prendre autant d'esclaves qu'ils veulent, le prix étant retenu sur leurs arriérés de soldes. Il y a des corps où depuis quinze mois, ni officiers, ni soldats n'ont touché un para cependant que l'opinion publique française s'illusionne. Dans les provinces, les lambeaux qui couvrent la nudité des soldats égyptiens témoignent des vices d'une administration détestable. L'insubordination, même parmi les officiers, est à son comble, non seulement parce qu'elle est endémique, à cause du manque d'entraînement régulier, mais encore par les règlements qu'Ibrahim a été forcé d'introduire. Un officier ne peut plus punir un soldat qu'après l'avoir traduit devant un conseil qui le juge. Ils sont obligés d'en venir là parce que des officiers, abusant de leur autorité, pour satisfaire leurs pulsions homosexuelles condamnaient à la bastonnade ceux qui résistaient³. Le recrutement en Égypte est particulièrement inhumain. La conscription est une battue générale de tous les hommes âgés de 12 à 45 ans. Lorsque l'officier a terminé sa chasse aux hommes et a complété le nombre voulu, on passe à chacun un collier de fer au cou, et on emprisonne leurs mains entre deux morceaux de bois, pesant au moins 20 ou 25 livres. Ils sont ainsi conduits enchaînés au Caire ou à Alexandrie. Plusieurs meurent sur la route⁴. Les fellahs de l'Égypte remplissent les cadres de l'armée. Le

¹ Voir *L'Illustration* du 30 janvier 1847.

² Ferdinand Perrier, *op. cit.*, p. 90.

³ A.M.A.E., C.P.C., Turquie, vol. 11 & 12. Opinion de M. d'Armagnac, ancien officier de la Garde d'Ibrahim pacha, 12 mars 1840.

⁴ *Ibid.*, M&D, Turquie, vol. 56.

réservoir démographique de l'Égypte varie selon les sources. Pour E. Lane, le pays compte 2 millions d'habitants en 1835. En 1838, le médecin Clot bey a établi un recensement par extrapolation¹ :

Population	Nombre
Fellahs et autres Arabes d'Égypte	2 600 000
Turcs	12 000
Coptes	150 000
Barâbra (habitants du sud du Saïd)	5 000
Levantins (Syriens, Grecs, Arméniens)	10 000
Européens	7 000
Esclaves abyssiniens	5 000
Esclaves tcherkesses	5 000
Bédouins (nomades)	70 000
Total	2 891 000

La population de la seule Égypte n'est pas suffisante pour remplir les régiments. Les campagnes, les villages et les villes sont dépeuplés. Il faut avoir recours aux noirs du Sennar et du Dongola. Les populations font tout pour se soustraire aux obligations militaires. Une fois les recruteurs du pacha signalés, les villageois se dispersent et se cachent. Pour recruter, on pratique la cueillette². Par une marche rapide et dérobée, on surprend un village, on intercepte toutes les issues et on emmène ceux qui paraissent propres au service. Si quelques hommes parviennent à forcer le cercle où ils sont enfermés, on leur tire dessus. Par un subtil raffinement, les armes sont chargées de manière à ne pas tuer mais seulement à démonter pour se servir d'un terme de chasse. En Syrie, le système de la presse est employé. Ces rafles touchent 11% de la population mâle³. Les mobilisés se mutilent pour s'affranchir du service. Des pères coupent les doigts à leurs enfants, leur arrachent les dents de devant, leur crèvent un œil. Le gouvernement égyptien ne tarde pas à rendre ces douloureux sacrifices sans objet, en incorporant les mutilés. Des régiments d'édentés et de doigts coupés sont formés. Il existe une compagnie de borgnes à Antioche. Le pacha envoie seize mille fusils aux maronites, preuve de sa confiance. Il leur promet une gratification de cent piastres par homme qui font la campagne mais il ne leur donne en fait jamais rien. Ses finances obérées ne lui permettent pas des libéralités et l'obligent au contraire à augmenter le fardeau déjà intolérable des impôts. La menace de la conscription détermine les montagnards à se soulever et à ne pas livrer leurs armes. Les arbres fruitiers sont imposés. Les noyers sont taxés à cinquante piastres de redevance annuelle par pied d'arbre. Après, le pacha les fait couper pour l'usage de son artillerie. Les villages n'en continuent pas moins à payer l'impôt pour soutenir l'effort de guerre de Méhémet-Ali. Les riches négociants musulmans qui payaient mille deux cent cinquante francs sont taxés à trois mille six cent cinquante⁴. La contribution du simple domestique est passée de quinze à quatre-vingt-dix francs. Les insolubles sont torturés et ils expirent sous le bâton. Après leur mort, les femmes et les enfants s'exposent aux mêmes traitements. Pour faire de l'argent, des paysans vendent leurs propres rejetons. L'agent consulaire de France à Lattaquié, Geoffroy paie pour un malheureux qui a mis sa fille en vente. À Beyrouth, un vieillard chrétien qui depuis plus de vingt ans remplissait les fonctions de payeur est mis à la question avec un raffinement de cruauté parce que ses écritures ont révélé une friponnerie du gouverneur Mahmoud bey, un des étudiants égyptiens envoyés à Paris.

Les défenses côtières égyptiennes sont renforcées. Huit mille miliciens s'exercent tous les jours. Six cents canons et quatre-vingts mortiers bordent la côte jusqu'à Aboukir⁵. À Alexandrie, la marine est placée en état d'alerte. Les officiers ont prêté le serment de ne jamais amener leur pavillon et de le défendre contre l'ennemi jusqu'à la mort⁶. La ville défendue par trente mille hommes peut recevoir en renfort quarante mille Bédouins prêts à fondre rapidement sur un point menacé⁷. La rade a toutefois un défaut majeur. La sortie des passes est dangereuse. Les gros vaisseaux, à fort tirant d'eau, ne peuvent gagner le large sans s'alléger de leur artillerie. En cas de blocus, la flotte égyptienne ne pourrait pas se porter à la rencontre des navires adverses⁸.

¹ Nicolas Le Guern, *L'Égypte et ses premiers photographes. Etude des différentes techniques et du matériel utilisés de 1839 à 1869*, mémoire de DEA, sous la direction de Mme Marie-Sophie Corcy et M. André Guillaume, septembre 2001.

² Daniel Panzac et André Raymond, *La France et l'Égypte à l'époque des vice-rois : 1805-1882*, Le Caire, 2002, p. 180.

³ Charles John Napier, *op. cit.*, introduction, p. 28.

⁴ Mouriez, *op. cit.*, p. 373.

⁵ A.N. mar. BB⁴ n° 600.

⁶ Durand-Viel, *Les campagnes navales de Méhémet-Ali et d'Ibrahim*, Paris, impr. nationale, t. II, p. 59.

⁷ A.N. mar. BB⁴ n° 600, rapport émanant de la station navale française du Levant, rade d'Alexandrie, 23 mars 1840.

⁸ Eusèbe de Salle, *Pérégrinations en Orient, ou voyage pittoresque, historique et politique en Égypte, Nubie, Syrie, Turquie, Grèce en 1837-1839*, Paris, 1840, 1840, t. I, p. 2.

FLOTTE ÉGYPTIENNE

Nom de l'unité	Nbre de canons	Date de lancement	Équipage
Vaisseaux			
<i>Mehallet-el-Koubra</i>	104	3.1.1831	1 034
<i>Mansourah</i>	104	21.5.1831	1 034
<i>Iskander</i>	104	3.1.1832	1 034
<i>Damiette</i>	100	11.7.1832	-
<i>Aboukir</i>	84	11.7.1832	950
<i>Ville du Caire</i> (3 ponts)	136	30.7.1832	1 097
<i>Saint-Jean-d'Acre</i> (3 ponts)	146, 130 puis 110	25.3.1833	1 148
<i>Homs</i>	104	18.7.1833	1 034
<i>Beylan</i>	86	-	900
Frégates			
<i>Avadallo</i>	64		600
<i>Rashid</i>	60		580
<i>Behera</i>	60		580
<i>Mufta-Jebad</i>	60		580
<i>Jir-Jebad</i>	60		580
<i>Kaffer-Shaik</i>	60		580
<i>Damiette</i>	54		500
Corvettes			
<i>Teutah</i>	24		200
<i>Jen-al-Bakhani</i>	24		190
<i>Belenghi Jebad</i>	22		190
<i>Jebad Beker</i>	22		190
Bricks			
<i>Chaïka</i>	18		120
<i>Washington</i>	18		100
<i>Semendi Jebad</i>	18		100
<i>Bedi Jebad</i>	16		100
<i>Temsakh</i>	16		90
<i>Sabai Jebad</i>	14		90
<i>Cutter</i>	10		50
<i>Jainderi</i>	16		90
Steamers			
<i>Le Nil</i>	4 caronades		150
<i>Crocodile</i>	2 canons à la Paixhans		150

La plus grande activité règne dans l'arsenal. La salle d'armes reçoit chaque jour des caisses. Elle renferme huit mille fusils, deux mille sabres, autant de pistolets, presque tous de fabrication française. Six mille ouvriers patients et adroits s'affairent. Formés par des chefs d'atelier français, ils fournissent les vaisseaux en instruments nautiques : boussoles et longues-vues qu'ils fabriquent. Dans sa position actuelle, une attaque surprise anéantirait l'escadre. Méhémet-Ali veut la déplacer et l'envoyer vers Aboukir. Chaque canon des vaisseaux égyptiens est armé de cinq fusils, cinq pistolets, cinq sabres, deux haches et deux piques d'abordage¹. Les projectiles sont à raison de soixante-quinze boulets ronds et vingt-cinq mitrilles par pièce. Les magasins du bord renferment une grande quantité de toile, d'un tissu peu serré pour confectionner des gargousses. Les navires reçoivent trois mois d'eau. Les équipages sont organisés en bataillons de débarquement forts de sept à huit cents hommes, chaque homme a son fusil. Ils quittent les vaisseaux tous les jours à 6 heures du matin pour aller s'exercer à terre au maniement des armes jusqu'à 16 heures. Ils ont acquis une incontestable supériorité sur les Turcs. Les Égyptiens exécutent avec aplomb les feux de peloton, de file, les changements de front, le carré. Cette infanterie de marine constitue une force de quinze mille hommes. Un régiment d'artillerie défend Alexandrie. Il se compose de douze

¹ A N. mar. BB⁴ n° 600.

batteries de six pièces de canon chacune. Deux mille hommes d'élite les servent. Leurs résultats à l'exercice sont bons. Sur trente-trois coups, treize boulets ont atteint la cible placée à 400 mètres. Les autres projectiles ont eu une bonne direction. Seul défaut, le pointage est un peu lent. L'opinion générale à Alexandrie est que les troupes égyptiennes pourraient faire une vigoureuse résistance, si elles devaient être attaquées par des forces européennes. Le comte Walewski ne partage pas ce point de vue optimiste. Après avoir inspecté les fortifications, il écrit au gouvernement français : « Les boulets, la poudre, les fours pour les boulets rouges, les bombes, rien ne manque ; malgré cela, ce serait se faire illusion d'espérer que, si toute la flotte anglaise vient faire une attaque sérieuse contre Alexandrie, la ville puisse se défendre plus de quelques jours. Pour être sûr qu'Alexandrie ne soit pas pris, il faudrait y envoyer huit cents artilleurs français avec leurs officiers, un bon général de brigade pour prendre le commandement de la place, un contre-amiral pour faire concourir la flotte à la défense. Avec ces auxiliaires, l'on pourrait être certain que les efforts des Anglais seraient impuissants. ¹ » Tocqueville se rallie à ce pessimisme. Il confie dans une lettre : « Je suis porté à croire que dans le principe on s'est exagéré l'importance du nouvel empire égyptien. Ce qui me fait juger ainsi, c'est l'âge du pacha. On ne fonde point d'institutions en Orient ; tout tient aux hommes, et un système politique qui n'est appuyé que sur la vie d'un homme de soixante-douze ans n'a pas en lui-même une grande valeur. ² » Il y a pire encore. La peste reprend brutalement. Le grand rassemblement de troupes à Alexandrie qui entraîne celle de leurs familles, lors de cette épreuve de force avec le sultan, accentue fortement les conditions favorables à l'épidémie. Plus de mille décès sont provoqués par une maladie dont la virulence ne se dément pas entre 1840 et 1841.

L'escalade

Le comte Anton von Prokesch-Osten (1795-1876), nommé ambassadeur d'Autriche à Athènes, fait part le 24 avril 1840, de ses inquiétudes relativement à la question d'Orient. Il juge la situation explosive : « En 15 jours je serai en Grèce. Ce n'est pas Athènes qui m'attire, c'est Vienne qui me chasse. Je vais en Grèce avec peu de confiance. La question du Levant traînera tant que les Puissances se mettent entre Méhémet-Ali et le Sultan empêchant l'arrangement direct ; elle traînera donc longtemps encore ce qui menace la Grèce de désordre et de révolte. » Au mois de juin 1840, les vieux loups de mer habitués à la navigation de la Méditerranée préviennent Palmerston que si l'on retarde de prendre un parti définitif, une flotte ne pourrait plus agir sans danger sur les côtes de Syrie et que les équipages seraient ravagés par les maladies³.

En France, l'agitation sociale menace, des grèves éclatent, la presse hausse le ton. Thiers appuyé par le duc d'Orléans croit à la guerre et s'y prépare en prônant de fortifier la capitale. Thiers flatte l'opinion. Il prépare le retour des Cendres de Napoléon qui reposent dans la vallée du Géranium à Sainte-Hélène. Il veut apaiser les rodomontades bonapartistes tandis que les Anglais font un geste pour garder leur influence en Orient. Le prince de Joinville à bord de *la Belle-Poule* se dirige vers le sud de l'Atlantique. Le dimanche 26 juillet 1840, Emmanuel de Las Cases note dans son journal écrit à bord de la frégate : « À dîner on causa des Dardanelles et de la question d'Orient. *La Belle-Poule* arrivait d'Orient lorsque nous nous sommes embarqués à son bord. Elle avait passé les Dardanelles et mouillé devant Constantinople. Pour traverser le détroit, elle avait dû être remorquée par un bateau à vapeur. » Au cours de la traversée, les discussions se focalisent fréquemment sur la question d'Orient. À la date du samedi 8 août 1840, Las Cases consigne : « Le soir la conversation politique nous ramena sur la question d'Orient. M. le commandant Hernoux, qui a été longtemps en Orient, la possède bien. Peut-être ne trouvera-t-on pas déplacé de rencontrer ici quelques aperçus sur cette question aujourd'hui plus importante que jamais. Depuis environ un siècle, les affaires d'Orient ont le privilège d'exciter pour ainsi dire périodiquement l'intérêt et l'attente inquiète de l'Europe. À chaque nouvelle crise, le monde politique croit à un dénouement fatal aux vieilles sociétés. 'L'Orient est gros de la guerre ; le nuage qui s'amoncelle à Constantinople va crever sur l'Europe !' disait, il y a déjà vingt ans, le spirituel abbé de Pradt. La crise passe, tout semble rentrer dans l'ordre naturel, et l'Europe s'occupe d'autre chose. C'est que le destin veut que les empires, comme les individus, emploient un certain temps à naître et à mourir. Constantinople et l'empire grec ont mis bien plus d'un siècle à succomber sous le cimeterre ottoman ; le croissant, à son tour, ne périra pas instantanément sous le canon russe. ⁴ » Réfléchissant aux implications de la question d'Orient, Emmanuel de Las Cases écrit : « On voit que tout est en travail dans le sein de l'empire russe et le moment n'est pas loin où un actif commerce extérieur deviendra pour lui une impérieuse nécessité. C'est alors, à moins que d'ici là de nouvelles combinaisons ne s'établissent, c'est alors qu'il faudra prendre les Dardanelles, car alors, l'opinion et les besoins publics y forceraient au besoin le gouvernement. Telle est la position de la Russie. Voyons maintenant quelle est à son égard la position de la Grande-Bretagne. La Grande-Bretagne n'a aucun intérêt à prendre les Dardanelles ; elle a seulement intérêt à ce que la Russie ne les ait

¹ Durand-Viel, *op. cit.*, p. 243.

² Tocqueville, *Œuvres complètes*, publiées par Mme de Tocqueville, Paris, 1864-1866, t. 6, p. 99. Lettre adressée à M. de Corcelle, 26 septembre 1840.

³ Adolphe d'Angeville, *La vérité sur la question d'Orient et sur M. Thiers*, Paris, Delloye, 1841, p. 103.

⁴ Emmanuel de Las Cases, *Journal écrit à bord de la frégate La Belle Poule*, Paris, 1841, p. 92.

pas. Mais elle a, tout à côté, un intérêt très grand qui chaque jour davantage devient l'objet de ses préoccupations : c'est un passage pour aller aux Indes par la Méditerranée. » La France cherche à éviter un conflit généralisé en Europe. Si cela devait arriver, l'Algérie serait reléguée au second plan¹. Le saint-simonien Prosper Enfantin réagit. Dans sa vision des rapports entre l'Europe et l'Orient, la position de la France en Afrique n'est pas et ne saurait être secondaire. « C'est le premier pas effectif fait par l'Europe avec le pied de la France sur la terre d'Islam, ou si tu veux, précise-t-il à Urbain, c'est le second à cause de l'enjambée de Napoléon en Égypte, qui ne fut pas, remarque le bien, une œuvre européenne, ni même presque une œuvre nationale, mais à vrai dire une œuvre individuelle, un pas de géant d'avant-garde. » Enfantin reste fidèle au mythe napoléonien et à son rêve oriental. Son projet se réaliserait en Algérie, peut-être à Tunis, et non plus en Égypte, et à condition que tous les pays européens y aient une part, mais c'est trop tard. Il n'y a plus de place pour l'utopie. Les vaisseaux de guerre britanniques, autrichiens et turcs commencent à arriver au large de Beyrouth, début août, faisant peser la menace d'un conflit généralisé.

FLOTTE ALLIÉE EMPLOYÉE SUR LES CÔTES DE SYRIE EN 1840²

1) Flotte anglaise

⌘ Commandant l'escadre : Commodore Sir Charles Napier³

Nom de l'unité	Nbre de canons	Commandant
Vaisseaux		
<i>Princesse Charlotte</i>	104	Adm. Hon sir Robt Stopford Cpt Arthur Fanshawe
<i>Asie</i>	84	Cpt ⁴ Wm Fisher
<i>Bellerophon</i>	74	Cpt Chas. Jno Austen
<i>Benbow</i>	72	Cpt Houston Stewart
<i>Cambridge</i>	74	Cpt Edw Barnard
⌘ <i>Powerful</i>	84	Com. Napier
<i>Vanguard</i>	80	Cpt Sir David Dunn
<i>Thunderer</i>	84	Cpt Maur Fredk Fitzhardinge Berkeley
<i>Rodney</i>	92	Cpt Sir Thos Mansell
<i>Revenge</i>	76	Cpt Hon Wm Waldegrave
<i>Implacable</i>	74	Cpt Edward Harvey
<i>Hastings</i>	72	Cpt Jno Lawrence
<i>Ganges</i>	84	Cpt Barrington Reynolds
<i>Edinburgh</i>	72	Cpt Wm Wilmott Henderson
Corvettes		
<i>Castor</i>	36	Cpt Edw Collier
<i>Carysfort</i>	26	Cpt Hy. Byarn Martin
<i>Pique</i>	36	Cpt Edw Boxer
<i>Talbot</i>	26	Cpt Hy. Jno. Codrington
Bricks		
<i>Daphne</i>	18	Cpt Jno Windham Dalling
<i>Dido</i>	18	Cpt Lewis Davies
<i>Hazard</i>	18	Cder Hon. Chas. Gilbert Jno Brydone Elliot
<i>Wasp</i>	16	Cder Geo. Mansel
<i>Zebra</i>	16	Com. Jas Jno Stopford
Vapeurs à aube		
<i>Magicienne</i>	24	Cpt Fredk Thos Michell
<i>Gorgon</i>	6	Cpt Wm Hougman Henderson
<i>Vesuvius</i>	4	Com. Thos Henderson
<i>Stromboli</i>	4	Com. Woodford Jns Williams
<i>Phoenix</i>	4	Com. Robert Fanshawe Stopford
<i>Medea</i>	4	Com. Fredk Warden
<i>Hecate</i>	6	Com. Js Hamilton Ward

¹ Michel Levallois, *Ismaïl Urbain. Une autre conquête de l'Algérie*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2001, p. 244.

² William Laird Clowes, *The Royal navy, a history from the earliest times to the present*, Londres, 1899-1903, t. VI, p. 312.

³ Charles NAPIER est né le 6 mars 1786 et meurt le 6 novembre 1860. Il habita Le Havre où il surveilla le service des bateaux à vapeur qu'il avait établi sur la Seine. Cette société qu'il avait fondée fut dissoute. Il s'engagea en Grèce au côté des Hellènes. Capitaine de vaisseau, il fut envoyé en 1829 devant Lisbonne. Au service de don Pedro, il prend le commandement de sa flotte et remporta en 1833 la bataille du cap Saint-Vincent sur la flotte de Michel Ier de Portugal. Il fut fait contre-amiral en 1846 et vice-amiral en 1853. Il obtint en 1854 le commandement de la flotte destinée à agir contre la Russie dans la Baltique.

⁴ Abréviation des grades : Com : *commodore* ; Adm : *admiral* ; Cpt : *captain* ; Cder : *commander*

<i>Cyclops</i>	6	Cpt Horatio Thomas Austin
<i>Hydra</i>	6	Com. Robt Spencer Robinson

2) Flotte autrichienne
 ⚓ Commandant l'escadre : Vice-amiral Franz Bandiera

Nom de l'unité	Nbre de canons	Commandant
Frégates		
<i>Guerriera</i>	49	Cpt ¹ archiduc Frédéric
<i>Medea</i> ⚓	48	Com ¹ . Johann von Buratovitch
Corvettes		
<i>Lipsia</i>	20	Lieut ¹ . Peter Madalena
<i>Clemenza</i>	21	Lieut. Peter Logotetti
Bricks		
<i>Veneto</i>	17	Lieut. Augustin Milonoputo
<i>Montecuccoli</i>	17	Sec Lieut ¹ Ludwig von Kudriafsky
Goélette		
<i>Arethusia</i>	12	Sec. Lieut. Anton Barilisco
Steamer		
<i>Maria Anna</i>	6	Sec. Lieut. Peter Marreni

¹ Abréviation des grades : Cpt : capitaine de vaisseau ; Com. : capitaine de frégate ; Lieut : capitaine de corvette ; Sec Lieut : lieutenant de vaisseau

3) Bâtiments turcs

Un vaisseau de 74 canons, le *Mookuddimay-y hive*¹, portant le pavillon du vice-amiral Baldwin Wake Walker et un cutter de 8 canons pris aux Égyptiens.

Dès son arrivée à Beyrouth, le commodore Charles Napier fait capturer douze vaisseaux à l'ancre². Il appelle les Libanais à la révolte et les troupes égyptiennes à la désertion : « Habitants du Liban, vous qui êtes plus directement sous mes yeux, levez-vous et brisez enfin le joug sous lequel vous gémissiez. Des troupes, des armes, des munitions vont arriver au premier jour de Constantinople, et désormais les vaisseaux égyptiens n'insulteront plus vos côtes. ³» Plusieurs vaisseaux dont le *Benbow* transportent des armes pour favoriser le soulèvement du peuple libanais. Napier s'adresse également aux soldats : « Soldats du Sultan, vous qui avez été arrachés à vos villages par la trahison, pour être traînés sur les sables brûlants de l'Égypte, et qui, depuis, avez été transportés en Syrie, je vous adjure également, au nom du Grand Seigneur, de rentrer sous ma domination. J'ai placé deux vaisseaux de ligne près du lazaret dans lequel vous êtes campés, pour recevoir ceux d'entre vous qui se mettront sous ma protection. Un oubli entier de tout le passé, le paiement de votre paie arriérée sont assurés par le Sultan, ainsi que tout ce qui est dû aux soldats qui rejoindront les drapeaux. » La proclamation suivante est diffusée : « Les grandes puissances, l'Angleterre, l'Autriche, la Russie et la Prusse, alliées à la Porte ottomane ont décidé d'ôter le gouvernement de la Syrie à Méhémet-Ali Pacha. J'ai devancé ici la grande flotte destinée à vous soustraire au joug du gouvernement égyptien. ⁴» Les Druses s'agitent et coupent les communications des Égyptiens⁵. Les insurgés

¹ William Holt Yates, *The modern history and condition of Egypt, its climate, diseases and capabilities, exhibited in a personal narrative of travels in that country, with an account of the proceedings of Mohammed Ali Pascha from 1801 to 1843*, Londres, Smith, Elder and Co, 1843, t. I, pp. 472-473.

² Édouard Driault, *Histoire de l'Empire ottoman jusqu'à la révolution de 1909*, Paris, F. Alcan, 1910, p. 125.

³ Alexandre Dumas, *Histoire de la vie politique et privée de Louis-Philippe, depuis son avènement jusqu'à la révolution de 1848*, Paris, 1853, t. II, p. 165.

⁴ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 56, traduction de l'italien d'une proclamation du commodore Napier aux habitants de la Syrie.

⁵ Donzel, Lewis, Pellat, Schacht, *Encyclopédie de l'islam*, Maisonneuve et Larose, 1993, 7 vol., édition de 1965, article « Druzes ».

établissent des postes sur la route de Sidon-Beyrouth. Chaque poste est armé par des secrétaires et des soldats, des drapeaux rouges sont érigés. Des actes de brigandage sont exercés¹. Cachés dans la forêt, les insoumis reçoivent de la part des agents des puissances européennes vivres, poudre et plombs². L'émir Bachir apporte son soutien dans la lutte contre les rebelles libanais. Ibrahim pacha donne des ordres à l'un de ses lieutenants, Othman pacha, de marcher sur la montagne libanaise et de mener la répression. Les canons d'Othman pacha déciment les rebelles à Zahlé. Ces derniers laissent sur le terrain quatre cents morts. Les autres fuient sous le couvert de la nuit dans la région rocheuse dite el-Mreijât. Richard Wood et d'autres agents accroissent à ce moment leurs activités politiques au Liban où ils essaient de rétablir le contact avec les chefs rebelles libanais pour les inciter à ne pas céder. Il entreprend des démarches auprès de Bachir et lui fait part que l'Europe entière est disposée à chasser le vice-roi de Syrie. Si l'émir du Liban rejoint les Alliés, on oubliera le passé et il sera récompensé. Bachir déclare vouloir rester fidèle à son suzerain, Méhémet-Ali³. Ce dernier oppose une fermeté inébranlable. Il pense envoyer sa flotte combattre les Alliés ou s'abriter à Toulon sous la protection de la France.

Pontois, ambassadeur de France auprès de la Porte, proteste contre les mesures coercitives prises contre Méhémet-Ali. Les grandes puissances proposent à Méhémet-Ali l'Égypte à titre héréditaire et la Syrie à titre viager, mais après son refus, elles décident de ne lui laisser que l'Égypte. Un ultimatum est délivré à Alexandrie le 9 août 1840 au vice-roi. Sur le steamer *Cyclops*, le capitaine Horatio Thomas Austin attend la réponse. Le 12, Napier, jette l'ancre devant Beyrouth. Se trouvent en retrait, la corvette française *Brillante* et le brick *Bougainville*. Une corvette américaine est également présente ainsi que plusieurs navires de commerce nolisés par des négociants européens de Beyrouth⁴. Le commandant Reynard en charge de la *Brillante* vient immédiatement trouver le commodore Napier à son bord. Il le questionne sur ses intentions : « Je regrette beaucoup, mon cher capitaine, répond Napier, que vous ne soyez pas de la partie. – Commodore, demande Reynard, agirez-vous contre les intentions de la France ? - Je n'agis ni pour, ni contre. La France s'est retirée de la question d'Orient. Un traité a été signé par les Quatre Puissances⁵ », et l'Anglais détourne aussitôt la conversation. Le correspondant du *Morning Chronicle*, dans un communiqué daté du 12 août 1840, écrit : « Je n'ai que peu de choses à ajouter à ma dernière lettre quant aux plans des quatre grandes puissances ; et je crois que les détails que je vous ai donnés alors, composent tout ce qui a été décidé ici. La portion du pacha, comme je l'ai déclaré alors, ne doit pas aller au-delà de la ligne d'Acre, et elle n'inclut pas l'Arabie ni la Candie. L'Égypte seule doit être héritée par sa famille, et la province d'Acre doit être considérée comme un pachalik qui sera gouverné par son fils tant qu'il vivra, mais il dépendra après de la volonté de la Porte ; et même ce dernier ne lui sera concédé que s'il accepte ces conditions et rend la flotte ottomane dans un laps de temps de dix jours. En cas de refus, ce pachalik sera supprimé. On lui offrira alors seulement l'Égypte, avec dix autres jours pour délibérer avant d'employer la force contre lui. Cependant, la façon dont la force serait employée, s'il refusait d'accomplir les conditions – on bloquerait simplement la côte, ou on bombarderait sa capitale et on attaquerait ses armées dans les provinces syriennes, – reste à étudier ; une note remise hier par les quatre ambassadeurs, en réponse à une question que leur fit la Porte au sujet du plan qui serait adopté dans un tel cas, n'éclaire pas non plus ce point. Elle dit simplement que les mesures nécessaires ont été prises, et que le Divan ne devait pas s'alarmer au sujet de n'importe quelle éventualité qui pourrait se présenter par la suite. »

Rifaat bey sorti du lazaret où il faisait une quarantaine forcée est reçu par Méhémet-Ali le 16 août 1840. L'envoyé spécial du sultan est escorté par les consuls des quatre puissances. L'entrevue est orageuse. Le pacha s'entend notifier les conditions du traité de Londres et il les repousse avec hauteur. Méhémet-Ali se drape dans sa dignité, se proclame le défenseur du sultan, le sauveur de l'islam et se déclare indigné des propositions qu'on ose lui transmettre⁶. Il proclame fermement que ce qu'il a acquis par l'épée, il le maintiendrait par l'épée et qu'il ne retirerait pas ses troupes. Le premier délai de dix jours au-delà duquel serait caduque l'offre du pachalik de Saint-Jean-d'Acre à titre viager commence à courir. Le même jour, à Alexandrie, Méhémet-Ali donne ensuite audience à Walewski, accompagné de Cochelet. Boghos bey, ministre des Affaires étrangères, est présent. L'entrevue a lieu au conseil du vice-roi, une grande salle percée de fenêtres à coulisses, décorée de mauvaise peinture et garnie de sofas. Méhémet-Ali, « vieille araignée dans son antré⁷ », attend debout. Walewski voit un petit vieillard, robuste, portant sans fléchir le poids des années, le visage encadré par une magnifique barbe blanche qui s'étale jusque sur sa poitrine. La figure s'éclaire par des yeux dont l'âge n'a pas émoussé le regard qui s'allume telle l'étincelle du diamant⁸. Walewski est séduit. De longues palabres s'ensuivent. Walewski trace à Thiers le portrait de l'Égyptien : l'Égyptien : « Méhémet-Ali est un joueur, mais un joueur habile et froid. » La protection et la médiation de la

¹ Yassine Soueid, *op. cit.*, p. 824. Lettre de Mahmoud Nami bey à Hussain bey, datée de la fin mai 1840.

² *Ibid.*, p. 828. Lettre du cheik Khalil Hobeiche à l'émir Bachir, datée du mois de juin 1840.

³ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 122.

⁴ Achille Laurent, *op. cit.*, p. 155.

⁵ Durand-Viel, *op. cit.*, p. 229.

⁶ Guy Fargette, *Méhémet-Ali : le fondateur de l'Égypte moderne*, l'Harmattan, 1996, p. 175.

⁷ Khaled Fahmy, *All the Pasha's men : Mehmed Ali, his army and the making of modern Egypt*, Cambridge, 1997, p. 3.

⁸ Guy Fargette, *op. cit.*, p. 175. Fr. Chalamond de Bernardy, *Un fils de Napoléon : le comte Walewski*, Paris, 1951, p. 49.

France sont demandées. Du 16 au 30 août, Walewski s'active auprès du vice-roi. Il prône avec vigueur le système imaginé par Thiers et obtient de nouvelles concessions, à savoir : l'Égypte héréditaire, la Syrie, Adana et Candie en viager, étant entendu que la France pourra en cours de négociation céder Adana et Candie. Pour ce qui est d'encourager Méhémet-Ali à la résistance, Walewski s'est rendu vite compte que c'était utopique. Il signale à son gouvernement la situation intenable du vice-roi, exprime ses doutes sur la possibilité d'une défensive efficace et insiste sur l'urgence d'envoyer des secours directs, militaires ou au moins pécuniaires, au pacha d'Égypte. Peine perdue, Thiers laisse Méhémet-Ali se débrouiller seul et se contente de l'encourager par des paroles et de vaines promesses. Le 30 août 1840, dans l'intention de hâter les choses, Walewski part pour Istanbul. Entre-temps est échu (le 26 août) le premier délai de dix jours imparti à Méhémet-Ali. L'envoyé de la Porte, Rifaat bey, est revenu, toujours escorté des quatre consuls généraux, prendre sa réponse. Le vice-roi a répondu, non sans habileté, qu'il accepte, s'en remettant à la générosité du sultan. « Dieu donne la terre et la reprend, je me confie à la Providence », déclare-t-il. Nul doute que cette réponse, concertée entre lui et Walewski, n'aurait été interprétée par la Porte comme une acceptation et n'aurait permis de terminer l'affaire si les diplomates n'avaient exigé que Rifaat bey l'interprète comme un refus. Prenant donc acte des paroles de Méhémet-Ali, Rifaat se retire. Le vice-roi harangue alors les consuls, leur indique que le Turc aimerait bien qu'ils lui emboîtent le pas et leur déclare ne plus avoir confiance en eux. Les consuls l'informent : « Nous n'avons pas d'instructions pour abandonner nos postes » et l'invitent surtout à ne pas trop compter sur la France. Méhémet-Ali hausse les épaules : « Je sais, dit-il, que la France ne tirera pas un coup de canon pour moi ; mais je compte sur ses sympathies et ses bonnes intentions. Je dois à ceux qui servent ma cause d'accepter l'appui bienveillant qu'elle m'offre et je l'ai fait. ¹ » Ainsi se met à courir le second délai de dix jours. Alors que l'été approche de sa fin, les puissances ne laissent plus à Méhémet-Ali que ces quelques jours pour conserver l'Égypte héréditaire. Après quoi il risque une dépossession complète, de gré ou de force. La seule échappatoire pourrait être une entente directe avec la Turquie. Malheureusement la démarche de Walewski n'aboutit à rien. Les Turcs, sous la coupe des ambassadeurs des quatre puissances, s'en tiennent à la stricte application du traité de Londres.

Le blocus général de l'Égypte et de la Syrie est décidé. Une frégate égyptienne armée en flûte est capturée par la corvette britannique *Castor*. Le vice-roi ne semble pas redouter la *Royal navy*. Un ami bienveillant lui a chuchoté à l'oreille quelque chose à propos des désordres qui agitent certaines colonies britanniques, et de la possibilité d'une rupture entre l'Amérique et la métropole². Cochelet transmet à Paris la copie d'une lettre soutenant que l'offensive reste la meilleure carte des Égyptiens : « Méhémet-Ali, y lit-on, peut encore profiter des circonstances pour réussir dans ses projets. Il ne dépend que de lui de renverser le ministère et de faire changer la politique du cabinet ottoman. Mais, je vous le dis franchement, ce n'est pas en laissant son armée l'arme au bras et en expédiant, de temps à autre, des envoyés ou des dépêches aux ministres turcs qu'il atteindra son but. La marche d'Ibrahim Pacha sur la capitale est de toute nécessité. Vous ne trouverez pas un seul Turc à Istanbul qui ne soit partisan du vice-roi, ainsi que dans tout l'Empire ottoman. »

Méhémet-Ali attend l'aide française qui ne vient pas. Il tente dès lors une négociation directe avec le sultan. Le 5 septembre, il écrit au nouveau grand vizir, Ahmed Fethi, sur un ton soumis, déclarant accepter toutes les conditions de Londres, se bornant à exprimer l'espoir d'une plus large part à la bienveillance de Sa Hautesse et suppliant les puissances de mettre le comble à la justice et à l'équité qui les caractérisent en ne méconnaissant pas les droits acquis par ses services. « Une telle pondération permettrait un terrain d'entente. Le 18 septembre, Thiers en fait part à Bulwer, le chargé d'affaires d'Angleterre à Paris, mais il assortit son propos de sourdes menaces. Rappelant que la France est tenue de soutenir Méhémet-Ali, Thiers ajoute, les yeux dans les yeux : « Vous comprenez, mon cher, la portée de ce que je viens de vous dire. » Le fils aîné du roi Louis-Philippe rend hommage à la politique conduite par le gouvernement : « Thiers, selon moi, se conduit fort bien, et la rigueur avec laquelle il fait appel aux forces du pays l'absout, à mes yeux, de tous ses péchés et même futurs. ³ » Palmerston est assuré qu'au premier signal, le tsar saisirait l'occasion si longtemps attendue de bouleverser l'Europe, de combattre la France révolutionnaire, et d'en profiter. Palmerston répond et écrit à Bulwer : « Si Thiers reprend jamais avec vous la langue de la menace, si indistincte et vaguement ombrée qu'elle soit, ripostez et allez jusqu'aux dernières limites de ce que je vais vous dire... Dites-lui que si la France jette le gant, nous ne refuserons pas de le ramasser ; que si elle commence la guerre, elle perdra certainement ses vaisseaux, ses colonies, son commerce avant d'en voir la fin ; que son armée d'Algérie cessera d'être pour elle une cause d'inquiétude et que Méhémet-Ali sera jeté dans le Nil. ⁴ » Le 14 septembre 1840, le sultan prononce la déchéance de Méhémet-Ali. Il nomme à sa place Izzet pacha, élevé à la dignité de vice-roi d'Égypte et de Syrie. Le vicomte Onfroy, réfugié à Constantinople, est son chef d'état-major. La tête de Méhémet-Ali est mise à prix. Vingt assassins stipendiés par le divan se mettent en route.

¹ Alexandre Dumas, *op.cit.*, p. 166.

² William Holt Yates, *op. cit.*, p. 425.

³ Ferdinand-Philippe d'Orléans, *Correspondance*, publiée par ses fils le comte de Paris et le duc de Chartres, Paris, 1889, p. 285. Lettre adressée à la reine de Belgique, Saint-Cloud, samedi soir, 19 septembre 1840.

⁴ Jacques Ancel, *Manuel historique de la question d'Orient (1792-1923)*, Paris, Delagrave, 1923, p. 195.

« Voilà, dit le vice-roi, la quatrième fois que je suis déchu !¹ » En Turquie, la politique de la Porte complètement inféodée à la politique européenne provoque des réactions. On prête au grand vizir Reschid pacha l'idée qui lui est soufflée par les puissances de lancer une fatwa contre le pacha d'Égypte : « La Nation sait bien que les fatwas ne partent pas de la volonté sultanique mais bien d'une bouche souillée de l'eupéanisme d'un ministre qui joue l'empire sur la table, comme au jeu de cartes, non pour tirer l'avantage de l'empire mais pour satisfaire son égoïsme.² » Discrètement soutenue par le *cheik ül-islam* et les principaux oulémas, une manifestation a même lieu à Constantinople pour soutenir Méhémet-Ali : « Plus de 500 personnes ont été arrêtées et emprisonnées pour avoir parlé en sa faveur, après sa destitution ; plusieurs familles sont désolées parce que des pères et des frères leur ont été enlevés et on les a fait disparaître pour toujours.³ »

Le bombardement des côtes libanaises

La guerre est déclenchée. Le Proche-Orient est en feu. La ville de Beyrouth est bombardée le 9 septembre 1840. Elle résistera un mois entier⁴. La position est tenue par 11 000 soldats de l'armée égyptienne et 4 000 soldats turcs provenant de la flotte ayant déserté. En outre, la ville compte 10 000 habitants. Soliman pacha, un mercenaire français, très bon soldat, qui avait servi Napoléon I^{er}, commande la garnison. Le Nord de la position est défendu par trois vieux forts.

L'amiral anglais Stopford avec une majeure partie de la flotte de la Méditerranée reste dans le voisinage des Dardanelles pour empêcher un éventuel coup de force de Méhémet-Ali sur Constantinople. Il doit également empêcher les interférences de la France et garantir la protection des convois turcs chargés de troupes. Ces transports sont sous la responsabilité du capitaine Baldwin Wake Walker, engagé comme amiral dans la flotte turque. L'amiral Napier, à bord du *Gorgon*, reconnaît le littoral. Il cherche différents points où il serait possible de débarquer des fantassins. Le 11 septembre 1840, Napier somme le commandant des forces égyptiennes au Liban de livrer Beyrouth. Il refuse. La ville est dès lors soumise à un bombardement plus intensif. Le soir, l'amiral autrichien Franz Bandiera fait lancer sur la place des fusées à la *Congreve*. « On regrette, écrit le commandant de *La Brillante*, de voir employer d'aussi terribles moyens contre une ville sans défense qui ne renferme que les fortunes des sujets européens.⁵ » Le reste de la flotte française se trouve heureusement à Salamine car témoin de l'injure faite à la France et face à un tel spectacle, elle serait intervenue. Les Russes, eux-mêmes, seront peu satisfaits du bombardement de Beyrouth qu'ils qualifieront de « luxe de barbarie de la part des Anglais.⁶ » Stopford ordonne de ne tirer que contre des objectifs militaires. Il veut épargner la ville. Pourtant, des femmes, des enfants, des vieillards gisent sous les ruines. Beyrouth en flammes, l'armée égyptienne n'a presque pas été atteinte. Cet horrible résultat était prévu par Stopford et Bandiera. Ils écrivent à Soliman pacha : « Votre excellence aura pu voir, par le feu de nos escadres dans la journée d'hier seulement un petit spécimen de la marche que nous sommes forcés de suivre. » Ils l'invitent à livrer la ville pour épargner aux innocents habitants les inévitables horreurs qui, dans quelques heures leur sont réservées⁷. Dans la seule journée du 12, cinq mille obus tombent sur Beyrouth⁸. Soliman pacha reste confiant. Il écrit : « nous tenons bon ici ; à moins que la ville ne prenne feu, nous tiendrons probablement longtemps. »

La lutte est acharnée. Soliman pacha ne peut pas défendre la place très longtemps car elle ne dispose d'aucune batterie solide. Elle a juste douze petits canons en fer, qui servent au salut, et qu'il défend d'utiliser. Ces canons séculaires pourraient tuer les artilleurs chargés de les servir. Les tours de la ville ont des aspects antiques et médiévaux. Elles servent à abriter les ménages de quelques vétérans sédentaires. L'ennemi, prévenu que dans une tour au dehors de la ville appelée *tour de Venise*, il existe un grand dépôt de poudre, concentre son feu sur ce point. Si un obus y pénètre. La ville serait détruite. La muraille résiste. Au cours de la nuit, les hommes enlèvent les poudres et les transportent au camp. Jugeant la place indéfendable, Soliman pacha conserve dans la ville seulement 3 000 hommes. Le reste de la garnison est établi dans un camp dont les tentes sont à 30 minutes de Beyrouth. Soliman pacha est convaincu que la flotte franco-égyptienne va arriver, ce qui forcerait les Anglais à se retirer. Une vigie est envoyée au cap Beyrouth pour guetter la flotte de secours. D'Armagnac reçoit l'ordre de résister. Les ouvrages fortifiés sont abandonnés. La défense est organisée au cœur de la ville : « Je fis creuser dans chaque rue des fossés de 4 m de profondeur et de largeur, et au moyen de sacs à terre je fis élever quatre autres mètres de barricades. Chaque barricade fut confiée à une compagnie d'infanterie, les fenêtres voisines durent être garnies de

¹ Etienne Combe, Jacques Bainville et Édouard Driault, *Précis de l'histoire de l'Égypte*, Le Caire, 1933, t. III, p. 346.

² Lettre dont le signataire reste inconnu à Walewski du 16 septembre 1840. Correspondance politique. Égypte XII, f°47-49. Citée par Caroline Gaultier-Kurhan, *op. cit.*, p. 204.

³ *Ibid.*, p. 205. Correspondance de Constantinople du 18 septembre 1840. Correspondance politique. Égypte XI, f° 72-74.

⁴ D'Armagnac, *op. cit.*, p. 274.

⁵ Durand-Viel, *op. cit.*, p. 230.

⁶ Eugène de Guichen, *La crise d'Orient de 1839 à 1841 et l'Europe*, Paris, Emile-Paul frères, 1921, p. 402.

⁷ *Revue des Deux Mondes*, chronique du 14 octobre 1840.

⁸ Durand-Viel, *op. cit.*, p. 230.

tirailleurs en cas d'attaque.¹ » Les issues sont fermées. « Nous devenions difficiles à enlever », écrit d'Armagnac. Il ajoute : « Nous attendions l'attaque avec calme, et nos frères avec confiance. » Côté mer, les barricades sont abritées par les gravats. Côté terrestre, après avoir emporté la chemise, l'ennemi aurait à combattre les obstacles érigés dans chaque rue. Soudain, la vigie signale des voiles : « Les nôtres, les nôtres et les Français ! » Soliman pacha doute de cette information. D'Armagnac va vérifier. La flotte attendue devait comptabiliser au moins trente vaisseaux et une vingtaine de frégates. Il n'observe au large que quelques vaisseaux de haut bord accompagnés de petits bâtiments. Les mâtures sont chétives. Il s'agit d'un convoi de troupes turques que conduit un amiral ottoman, avec son seul vaisseau, ses deux frégates et la protection de deux navires anglais. Soliman pacha s'exclame : « Oh ! Tant mieux ! La fête sera plus belle : ceux-ci pour l'amiral Lalande (dit-il en montrant l'escadre anglaise du doigt), ceux qui arrivent, pour nous. »

Sur les navires britanniques, la musique et les fêtes se succèdent sous la lumière des lampions. Les steamers chauffent et embarquent des troupes. D'Armagnac réagit : « Ils vont nous attaquer, débarquer à Rass-Beyrouth, ou bien nous canonner et nous jeter leurs soldats au fond de la baie Je reste ici pour défendre la ville, Sélim-bey et les troupes du camp vont couvrir l'embouchure de la rivière ; prenez cinq bataillons du 18^e et du 31^e, portez-vous rapidement sur le Rass-Beyrouth, là, vous prendrez les dispositions que vous jugerez convenables : j'ai confiance en vous. Allez ! » Cinq bataillons sont prêts. Ils se cachent dans les plis du terrain. Le premier bataillon se déploie en tirailleurs. Les autres adoptent la colonne double. Ils restent assis pour éviter d'offrir une cible facile à l'artillerie ennemie. En cas de débarquement, les fantassins égyptiens s'élanceraient et se rueraient à la baïonnette. Dans ce cas, l'artillerie des vaisseaux serait muette car les projectiles atteindraient « les leurs comme les nôtres », estime d'Armagnac. Les vapeurs surchargés par des milliers de soldats turcs virent de bord. C'est une diversion. Seuls deux vaisseaux maintiennent leur cap. *L'Edimbourg* et apparemment, *Le Benbow* pointent leurs canons à la Paixhans. Des boulets creux de 84 livres sont envoyés. Les troupes embusquées, protégées par les plis du terrain, voient les coups passés par dessus. Sept hommes sont tués « parmi lesquels le colonel du 18^e qui s'étant levé pour venir me parler, écrit le baron d'Armagnac, reçut en retournant à son poste un éclat de ces énormes boulets creux, qui frappant sur sa ceinture avec violence, le tua raide, sans cependant lui avoir fait la moindre blessure. » L'infanterie bat en retraite, en bon ordre. Les vaisseaux tirent. Quelques paysans de la campagne de Beyrouth sont tués.

Face au déferlement des troupes alliées, les Égyptiens se retirent des villes côtières, gagnent les collines et établissent leur quartier général à al-Hadath, au sud-est de Beyrouth. Soliman pacha aurait été blessé dans cette affaire, toujours est-il qu'il est atteint d'une fièvre². Toute la côte libanaise est attaquée. Un accrochage sérieux a lieu à Djebel où se trouve un petit fort tenu par trois cents Albanais sous commandement égyptien. Les navires *Carysfort*, *Dido* et *Cyclops* canonnent. Les Anglais possèdent une force de débarquement de 370 hommes. Le château est bombardé pendant une heure. Cent *marines* débarquent avec de nombreux supplétifs. Reçus par une mousqueterie meurtrière, les assaillants ont 5 tués et 18 blessés. Le capitaine Charles Robinson cherche à se frayer un chemin vers le fort, mais il n'a pas d'autre solution que de battre en retraite. Lors du repli couvert par le capitaine Austin, les Britanniques s'aperçoivent qu'un drapeau anglais laissé dans la confusion flotte depuis le mur d'un jardin. Le lieutenant Sidney Grenfell et un marin nommé Macdonald retournent le chercher. Ils sont recueillis à bord des navires après avoir réussi dans leur entreprise. Les Albanais abandonnent la place pendant la nuit du 12 septembre. La position est ensuite rapidement occupée par les troupes indigènes britanniques qui récupèrent de nombreuses armes³. Des troupes turques, britanniques et autrichiennes, près de 9 000 hommes au total, débarquent à peu de distance au nord, dans la baie de Junieh, où elles sont rapidement renforcées par des Libanais révoltés qui sortent de la clandestinité. La place de Saint-Jean-d'Acre a été considérablement renforcée par les Égyptiens. Sur les autres sites, il n'y a pratiquement aucune batterie côtière. Toute défense devient impossible. Les Anglais réussissent leurs débarquements. Ils établissent un camp retranché. Napier donne l'exemple. Il encourage ses soldats. Il retire son uniforme et manie la pioche⁴. L'armée égyptienne, ne pouvant être ni concentrée, ni divisée sur le littoral, se trouve resserrée entre les révoltés des montagnes sur ses arrières et les Anglais devant elle. Le camp retranché des Alliés est impossible à attaquer car il est protégé par les formidables batteries des vaisseaux⁵.

Beyrouth tient. Ibrahim pacha arrive dans la ville assiégée. Soliman pacha lui présente le baron d'Armagnac et le propose au grade de colonel. Ibrahim salue d'Armagnac : « Bonjour, Monsieur, comment vous portez-vous ? » Il ajoute en arabe : « On t'a fait cadeau de bien des boulets hier ?⁶ » À cet instant, le consul de France, Maxime Desméloizes, entre. Ibrahim et Soliman pacha lui indiquent qu'avant six jours, la flotte franco-égyptienne

¹ D'Armagnac, *op.cit.*, p. 277.

² A.M.A.E., C.P.C., Turquie, Alexandrie, Le Caire, vol. 11 et 12.

³ William Laird Clowes, *op. cit.*, p. 314.

⁴ Antoine de Juchereau de Saint-Denis, *op.cit.*, p. 281.

⁵ D'Armagnac, *op.cit.*, p. VI.

⁶ *Ibid.*, p. 287.

attaquerait les Anglais. Desméloizes est moins sûr. Il désire voir se réaliser un tel dessein mais Méhémet-Ali compte trop promptement sur les secours de la France. Ibrahim pacha change de figure puis il se met à rire. Il dit avec sa grosse voix : « Impossible, impossible, elle viendra, ou bien *Républicana Americana*. » Ces deux derniers mots prononcés en italien ne sont pas compris par le consul. Les deux hommes se séparent, les meilleurs amis du monde, en échangeant des *Ischallah !* Dieu le veuille. Le choc des boulets éclate les murailles. Les pierres tombent de toutes parts. C'est probablement *La Princesse Charlotte*, vaisseau de 100 canons, qui s'est rapproché à 250 mètres des quais de Beyrouth. D'Armagnac constate les dégâts. Il s'assure que les hommes gardent la position. Il encourage les moins téméraires. Cette pluie de pierres est une aubaine. Elle renforce les défenses. Les barricades tiennent. La ville est peu atteinte ; Les boulets la traversent mais ne la renversent pas. Le consul Desméloizes veut rester à son poste. Il doit quitter finalement sa résidence. L'hôtel du consulat est entièrement détruit¹. Les coups de canon sont tirés tous les quarts d'heure. Ibrahim pacha, de son camp, pense que Beyrouth et sa garnison sont ensevelies sous les décombres. Une estafette est envoyée. Mahmoud bey, gouverneur de la ville se rend auprès du prince égyptien. « Eh bien ! Bey, combien reste-t-il de maisons debout ? – Toutes, Altesse ! mais toutes plus ou moins criblées ! – Combien de morts ? – Cinq – Voilà bien du vacarme pour peu d'effet ! Je vous croyais tous anéantis ! Retournez à votre poste et dites à Soliman pacha de tenir tant qu'il pourra et de remercier l'amiral Stopford des boulets qu'il m'envoie, dans peu de jours je les lui renverrai. ²»

Le feu anglais s'intensifie, surtout le soir après que les états-majors britanniques aient dîné, et qu'ils aient digéré la fumée aromatique de leurs cigares et le plaisir de tirer à la cible. Le baron d'Armagnac a érigé une batterie devant protéger les retranchements. Chaque jour dans la matinée, un canot parlementaire entre dans le petit port. D'Armagnac est chargé de le recevoir quotidiennement. L'aide de camp de Soliman pacha écrit : « Tantôt c'étaient des caisses de cigares, de Champagne, et de Bordeaux que les officiers supérieurs anglais envoyaient au pacha, tantôt une lettre du vizir ottoman, qui engageait le major-général à rendre Beyrouth, lui promettant monts et merveilles. Le plus souvent c'était M. Chassaud, consul de Prusse, chargé par les amiraux d'offrir des sommes d'argent jusqu'à concurrence de 100 000 écus à Soliman, pour tester sa fidélité, et porteur de l'invitation de se rendre à bord de l'escadre anglaise, où il serait reconnu vice-roi de Syrie. »

Soliman pacha est incorruptible. Les Alliés s'adressent dès lors en sous-main à quelques officiers supérieurs. Soliman pacha quitte Beyrouth et rejoint Ibrahim sur la crête des montagnes. L'entrevue ne se fait pas sous les meilleurs auspices : la France ne bougera pas. La flotte française qui se trouve en Méditerranée reçoit en renfort les vaisseaux *Souverain* (120 canons), mené par le capitaine de vaisseau Jouglas, et *Inflexible* (90 canons), commandé par Guérin des Essards. Le capitaine de vaisseau Turpin prend en charge l'*Océan*³. Toutefois, l'escadre française du Levant n'intervient pas pour secourir Beyrouth assiégée⁴. Le moral fléchit. Une lettre de Boghos bey adressée à Soliman pacha laissant espérer que la France va intervenir et fournir 100 000 hommes, 600 000 bourses, 24 vaisseaux de ligne et 80 steamers, est interceptée⁵. Dans Beyrouth, les malades entravent les opérations des défenseurs. La mortalité devient effrayante. Le tiers des hommes est perdu. Les fièvres pernicieuses et la dysenterie frappent⁶. Les montagnards descendent et prennent les armes. D'Armagnac est désigné pour établir à Zahlé un hôpital de fortune. Il réquisitionne les officiers de santé disponibles. Les malades affluent. Les corps de l'armée égyptienne subissent de lourdes pertes. Les décès sont nombreux. Plusieurs soldats d'Othman pacha sèment le trouble et la panique. Parcourant les cafés, ils clament que la défaite est proche. D'Armagnac réunit une vingtaine d'infirmiers qu'il arme, puis il rassemble les soudards et il les conduit au séraïl sous le prétexte de leur délivrer des vivres. Il les fait taire. La position de Zahlé est dangereuse. Les révoltés menacent mais la peur des vengeances d'Ibrahim pacha dissuade toute sédition. Un général égyptien appuie et parcourt l'intérieur des terres avec quelques drapeaux albanais. Il encourage les partisans et étouffe les éventuelles rébellions. Dans une lettre du 25 septembre 1840 qu'il adresse à Soliman pacha, le consul de France à Damas, Ratti-Menton, vient à demander de l'humanité à l'égard des montagnards et la suppression des impôts⁷.

Soutenues par le feu continu des vaisseaux anglais, des troupes turques débarquent sur le quai du port de Beyrouth le matin du vendredi 2 octobre 1840⁸. Elles se dirigent vers les barricades d'où part une vive fusillade. Ces forces sont repoussées. Elles doivent rembarquer. Une nouvelle tentative a lieu en fin d'après-midi. C'est un second échec. Les Alliés ont eu des pertes considérables⁹. La difficile situation dans laquelle se trouve néanmoins Ibrahim pacha contraint Soliman pacha à ordonner l'évacuation de Beyrouth. Au cours de la nuit du 10 octobre 1840, la ville tombe entre les mains des Alliés. Le colonel du 6^e régiment de ligne reste au camp retranché avec

¹ Antoine de Juchereau de Saint-Denis, *op.cit.*, p. 284.

² D'Armagnac, *op.cit.*, p. 292.

³ *Annuaire de la marine, 1841*.

⁴ D'Armagnac, *op.cit.*, p. 293.

⁵ Charles John Napier, *op. cit.*, p. 44.

⁶ D'Armagnac, *op.cit.*, p. 293.

⁷ A.M.A.E., C.P.C., Turquie, consulats divers, vol. 11 et 12, f°162.

⁸ *Ibid.*, f°127. Lettre de Ratti-Menton adressée à Thiers depuis Damas le 7 octobre 1840.

⁹ A.M.A.E., C.P.C., Turquie, Alexandrie, Le Caire, vol. 11 et 12.

ordre d'enclouer les canons, de faire sauter les poudres, de brûler les biscuits et de rejoindre Soliman pacha. Mais ce traître fait croire à ses officiers qu'il a l'ordre d'entrer dans Beyrouth. Il prend les armes, fait ranger son régiment en bataille, sous les murs de la ville déjà occupée, ce qu'il sait pertinemment. Abouché avec le vizir, il est élevé au grade de général et il livre le 6^e qui est embarqué et conduit à Constantinople. Les désertions et les défections sont encouragées par les coalisés. L'armée égyptienne démoralisée par sa retraite, affaiblie par la malaria et la dysenterie commence à se désagréger. L'écroulement de l'autorité d'Ibrahim pacha en Syrie signifie la fin de Bachir II comme émir du Liban. Dans les semaines qui suivent les débarquements alliés à Junieh, l'émir est convaincu que la cause égyptienne en Syrie est perdue. Il continue cependant à soutenir Ibrahim pacha et refuse d'envisager les propositions britanniques et ottomanes de changer de camp. Il proclame vainement à son peuple : « L'arrivée des Anglais dans la rade de Beyrouth n'a d'autre but que de vous séduire en vous induisant dans une fatale erreur. En conséquence, quiconque recevra des écrits révolutionnaires de leur part devra les remettre à mes fils, les émirs ; en cas contraire, il sera puni de mort. Quiconque recevra des armes, des munitions, ou des provisions sans l'autorisation de mon gouvernement, sera puni de mort. Quiconque fera bon accueil aux espions qui viendraient exciter à la révolte sera également puni de mort. » Les maronites persistent dans leur aveuglement. Plusieurs batailles ont lieu. Le général égyptien Othman pacha arrive à Zahlé. Les trois-quarts de ses fantassins sont malades. Les fièvres automnales et la dysenterie font des ravages. Les variations climatiques, l'abus de fruits, des tenues trop légères, surtout pour la nuit, sont les causes des lourdes pertes de l'armée égyptienne qui opère sur le versant occidental du Liban. De plus, beaucoup de régiments manqueraient de médecins¹. Si l'on comptabilise les malades, les tués, les blessés, les prisonniers et les déserteurs, l'armée égyptienne a perdu près de 6 000 hommes. Othman pacha attend l'infanterie de la Garde qui arrive à marche forcée du Nord. Battant en retraite, Othman pacha a l'intention de reprendre la route. Un de ses chefs de bataillon déserte, va au camp des Alliés et rend compte de la mauvaise situation des Égyptiens. Vers minuit, Othman pacha quitte Zahlé et y laisse 500 malades. À la tête d'une armée de 6 000 hommes, il est attaqué et battu à plate couture le 4 octobre 1840 à Wata el-Jawz par une bande de montagnards qu'ont soutenu deux bataillons de troupes turques et quelques compagnies d'Anglais². Débordée par le nombre, attaquée en tête et en queue, l'armée égyptienne recule et retourne à Zahlé pêle-mêle. Othman pacha abandonne dans sa retraite pour huit jours de vivres et six caisses de munitions. Il laisse entre les mains de l'ennemi 500 malades et 200 déserteurs conduits par un chef de bataillon syrien³.

Les Alliés sont victorieux mais ils n'osent s'aventurer plus avant car la Garde égyptienne approche. Le premier régiment de la Garde arrive à Zahlé le 8 octobre. Ibrahim pacha se met en ligne avec 1 500 hommes. Les forces égyptiennes au Liban sont néanmoins écrasées à la bataille de Bharsaf le 10 octobre 1840, dans le Matn. Bachir III, un prince Chihab que Richard Wood a découvert en 1835 et que la Porte a fait nommer émir du Liban par un firman spécial, se bat au côté des Alliés. Mais, en cours de route, il est pris de fièvre et il arrive en retard sur le champ de bataille. Il est dans le village de Choueir, lorsque la bataille de Bharsaf commence. Néanmoins, il parvient à empêcher l'arrivée d'une troupe égyptienne de 2 000 hommes venant de Zahlé en secours à l'armée d'Ibrahim pacha. Le 19 octobre, Tripoli est prise. Le 20 octobre Lattaquié tombe. « La puissance militaire égyptienne, écrit l'amiral Roussin, se détraqua comme par enchantement, les villes tombèrent comme les grains d'un chapelet. » De son côté, Napier attaque avec quelques milliers de supplétifs turcs et des montagnards à Calas-Meidat⁴. L'attaque est vive. Elle dure quatre heures sous la direction d'officiers anglais. Seulement la perspective de voir débouler la Garde égyptienne fait stopper les Alliés qui se retirent par la suite dans leur camp retranché. Le baron de Stürmer, internonce d'Autriche, écrit le 21 octobre : « On fut si proche des Égyptiens que tout le monde put distinguer la figure d'Ibrahim pacha, si remarquable par l'ampleur de sa taille et devant qui l'on voyait les soldats se ranger toutes les fois qu'il se montrait. Son drapeau, dont on s'empara au terme de la bataille, se trouve chez lord Ponsonby. Il est en taffetas blanc et l'on voit en son milieu des lettres d'or formant deux lignes dont la première signifie : 'Ali, le lion de Dieu' et la seconde l'article de foi musulman : 'Il n'est qu'un Dieu et Mahomet est son prophète.' » Ainsi s'achève le seul engagement que le vainqueur de Nezib ait soutenu contre les Alliés. Deux jours plus tard, le vieil émir Bachir II part en exil. Il est dépossédé de sa principauté. On lui donne Malte pour prison. Les Anglais le vendent aux Turcs. Il part mourir à Kadikeuy. Les Alliés mettent à la tête de l'émirat Bachir III el Kassem. Le 26 octobre 1840, une attaque est conduite sur Sidon, dépôt de munitions de l'armée égyptienne tenue par son plus mauvais régiment : le 26^e. L'amiral anglais prévient Soliman pacha. Il met à sa disposition une frégate pour conduire sa famille à l'abri. Ce bon procédé provient du fait que Soliman pacha n'a pas retenu la malle des Indes. Soliman pacha refuse l'aide britannique. Il préfère confier sa famille à un vapeur français. La corvette française la *Brillante* y est arrivée. Un bateau à vapeur anglais la suit, et après avoir salué le tricolore, elle canonne immédiatement la ville, dans l'intention de tromper les populations et leur faire croire que la

¹ A.M.A.E., C.P.C., Turquie, consulats divers, vol. 11 et 12. Damas, 11 octobre 1840.

² Yassine Soueid, *op. cit.*, p. 872. Cette bataille est relatée dans une lettre du consul de France à Damas, le comte de Ratti-Menton, adressée à Thiers, en date du 10 octobre 1840.

³ A.M.A.E., C.P.C., Turquie, consulats divers, vol. 11 et 12, f°144. Lettre à Thiers de Ratti-Menton, Damas, 10 octobre 1840.

⁴ Paul Mouriez, *op. cit.*, t. IV, p. 367.

France n'est pas l'alliée du pacha¹, puis plus de sept cents *marines* britanniques conduits par les capitaines Arthur Morrison et James Whylock débarquent. Ils sont épaulés par une centaine d'Autrichiens et cinq cents Turcs². La ville de Sidon est protégée par une forteresse tenue par 2 700 hommes. La flotte alliée composée des navires *Thunderer*, *Gorgon*, *Cyclops*, *Wasp*, *Stromboli*, *Hydra*, *Guerriera* et *Gulfideh* bombarde pendant une demi-heure. Le capitaine Horatio Thomas Austin débarque ensuite avec des Turcs mais il est chaudement reçu. La garnison n'a pas été suffisamment atteinte par la canonnade. Un autre pilonnage a lieu. Napier tente de foudroyer l'ennemi et se porte personnellement à la tête des *marines*. Il échoue. Les succès interviennent cependant sur tous les autres points fortifiés. Le lieutenant-colonel égyptien du régiment met bas les armes avec huit cents hommes. Le colonel Hassan-Tartour bey continue cependant de se battre avec une poignée de braves. Il est tué. À Bekfaya, l'armée égyptienne perd un homme et les Alliés ont deux soldats blessés³. Sidon tombe. Les défenseurs sont capturés.

Les Égyptiens, battus, refluent dans les défilés de Baalbek. Leurs pertes sont considérables. Elles s'élèvent à 7 000 tués, blessés et prisonniers. L'arrière-garde égyptienne est harcelée par près de 3 500 montagnards libanais conduits par Bachir III. Les traînards sont poursuivis. La déroute égyptienne devient abracadabrante. Le généralissime bat en retraite vers les montagnes avec seulement deux cents cavaliers et deux officiers. Monté sur une mule et suivi à peine de quelques serviteurs fidèles, Ibrahim pacha se retire sur Beiteddin où il a la malheureuse surprise de ne pas y trouver Bachir II⁴. Les femmes, les familles des soldats, les harems fuient éperdument⁵. Le chef de guerre Majîd, le petit-fils de l'émir Bachir II, est capturé. Il est conduit à Bachir III qui le traite avec tous les égards dus à son rang puis l'envoie à Beyrouth où il est livré à Izzet pacha. De là, il rejoint son grand-père à Malte. Le camp de réfugiés établi autour de Damas regroupant hommes, femmes et enfants, comptabiliserait 200 000 individus. Une colonne de quatre mille malades s'achemine vers ce camp. Transportés à cheval, sur des mulets, sur des ânes ou à dos de chameaux, les mourants gémissent⁶. Les blessures sont ravivées par les mouvements incessants. Les blessés ne tiennent plus sur les montures, tombent à terre. La plupart meurent sur le chemin. D'Armagnac, aide de camp de Soliman pacha, contracte une fièvre violente. Soliman pacha, avec à peine cinq cents hommes, rejoint Ibrahim à Zahlé. L'armée qu'ils y concentrent comptabilise 12 000 hommes. Ils peuvent en réunir 50 000. L'armée du Nord reçoit l'ordre de se concentrer à Damas et d'attendre l'hiver. Les côtes syriennes sont périlleuses durant cette période de l'année. La flotte alliée pourrait avoir à s'éloigner. L'attaque du camp retranché serait possible. Avec les renforts, les Égyptiens totalisent 25 000 hommes, 30 000 irréguliers, 3 000 cavaliers, 15 000 chevaux et 200 canons, mais Ibrahim pacha « qui la veille avait été placé sur un piédestal gigantesque fut considéré comme nul. »⁷ Depuis la chute de Beyrouth son armée a perdu 20 000 hommes et 1 500 Druses sont passés aux Alliés.

Cette défaite précipitée a suscité maintes réflexions, et nombre de stratèges et d'historiens ont expliqué de l'expliquer. Manque de cohésion et absence d'initiative ? Trop grande dispersion des troupes ? Incapacité à lutter face aux armées européennes ? « Comment se fait-il, interroge Mouriez, que l'artillerie qui décida du sort de Nezib eût tout à coup perdu la voix ? Dans aucune rencontre avec l'ennemi, les Égyptiens ne tirèrent un seul coup de canon. »⁸ On pourrait épiloguer sur le sujet, mais une chose paraît évidente : le rythme accéléré des désertions, une vague de démoralisation, plus d'un an d'inaction ont contribué à cet écroulement brutal. Il faut aussi préciser que les soldats égyptiens n'étaient plus payés depuis bien longtemps. On devait aux régiments venus d'Hedjaz plus de quarante-huit mois de solde, dix-huit mois aux régiments de cavalerie et d'artillerie qui se trouvaient en Syrie. Beaucoup d'historiens parlent de défaite pour le pacha qui perd en partie son empire. Pour Walewski, au contraire, Méhémet-Ali en joueur, a misé et limité ses pertes pour atteindre un seul but : « Méhémet-Ali, [...] né au milieu de notre civilisation, eût été plus près de devenir un Metternich ou un Talleyrand qu'un Napoléon. Sa conduite politique depuis dix ans vient à l'appui de tout ce que j'avance sur son caractère. Téméraire ; en 1833 il ne fût pas arrêté à Konya. Homme de génie ; en 1839 il ne se fût arrêté à Nezib. Il n'a jamais osé porter franchement ses vues sur le trône des Sultans ; il a pu parfois songer à atteindre ce but mais les chances de cette entreprise étaient trop douteuses pour son esprit prudent... Son ambition s'est toujours bornée à obtenir l'héritité d'Égypte, et celle de la Syrie s'il était possible ; et encore a-t-il sans cesse marché dans cette voie avec circonspection, de telle façon à ne jamais risquer le tout pour le tout. Son entêtement, la résolution apparente qu'il montrait de ne pas vouloir rabattre de ses prétentions, reposaient entièrement sur la connaissance qu'il avait de la situation réciproque des cabinets européens. »

La France sur le pied de guerre

¹ Ferdinand Perrier, *op. cit.*, p. 390.

² William Laird Clowes, *op. cit.*, p. 316.

³ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 122.

⁴ D'Armagnac, *op. cit.*, p. 305.

⁵ A.M.A.E., C.P.C., Turquie, Alexandrie, Le Caire, vol. 11 et 12.

⁶ D'Armagnac, *op. cit.*, p. 309.

⁷ *Ibid.*, p. IV.

⁸ Cité par Gilbert Sinoué, *op. cit.*, p. 503.

L'habile Palmerston a fait savoir que la déchéance prononcée contre Méhémet-Ali n'est qu'un « acte comminatoire sans conséquence ni portée effective. ¹ » L'irréductible Palmerston n'a pas cédé aux injonctions diplomatiques : « Le traité s'exécute, déclare-t-il, et s'exécutera facilement ; comment le rétracter sans humilier l'Angleterre et l'Europe ? » Thiers apprend donc le vendredi 2 octobre 1840, que la ville de Beyrouth va tomber, d'abord par une dépêche télégraphique douteuse, puis par une seconde, arrivée dans la soirée, qui ne laisse aucun doute². C'est l'échec. Après en avoir discuté avec ses collaborateurs, Thiers pense que le gouvernement français ne peut pas demeurer placide face aux événements. À 22 heures, il quitte Auteuil pour se rendre chez le roi. Il espère le trouver fort ému de la prise de Beyrouth, mais au contraire, Louis-Philippe reste insensible et garde son sang-froid. Face à cette apparente apathie, Thiers pense que la France ne doit pas être en mesure de faire la guerre. Il reste néanmoins convaincu qu'il faut adresser un manifeste à l'Europe et à l'Angleterre. Les pacifistes les plus résolus viennent à penser que la guerre est inéluctable. Le Père Enfantin confie à Urbain que les journaux de France sont à la guerre, que Thiers y est encore plus qu'eux, que les légitimistes et les républicains ne demandent pas mieux : « Cela va faire un beau gâchis !³ », prévoit-il. À d'Eichthal dont il sait les préférences pacifistes, Urbain Urbain confie son inquiétude de voir « la France entraînée dans une lutte qui doit changer la face du monde ». Il maintient qu'en dépit de son peu de « sympathie pour la guerre comme moyen de régénération », il lui semble « impossible qu'on n'en vienne pas aux mains », dès lors que l'Orient est « appelé à être le premier et le principal acteur dans cette grande crise ».

Le bombardement des côtes et la déchéance du pacha d'Égypte en réponse aux négociations amicales dictées par la France sont des *casus belli*. Convoquer immédiatement les Chambres pour leur présenter les résolutions du gouvernement, demander des crédits, mobiliser l'armée de terre progressivement et envoyer une flotte sous le commandement de l'amiral Duperré en Méditerranée sont les points à examiner au conseil. Le 3 octobre, Thiers réunit ses collègues à Auteuil. La discussion dure plusieurs heures. Les uns craignent la guerre parce que la France n'est pas prête. D'autres parce que le danger est grand de se trouver seuls contre toute l'Europe et ils redoutent l'attitude du peuple. Certains veulent réunir la Chambre immédiatement mais des voix s'élèvent et estiment qu'une convocation du parlement pousserait aux intrigues et aux interminables discussions. Les ministres de la Guerre et de la Marine sont hostiles au conflit car les forces françaises ne sont pas à leur zénith. Il faut cinq ou six mois pour les mettre en état. Il n'est pas question de se lancer dans une aventure guerrière prématurément. Les plus belliqueux réfutent cette position. Pour eux, l'ennemi n'est pas davantage préparé. Par un ordre ministériel, il est possible de réunir 170 000 hommes en deux mois et porter l'armée française à 500 000 hommes. Les ministres attendent la réunion des Chambres pour obtenir une nouvelle levée de 80 000 soldats. La réunion de 300 bataillons de garde nationale mobile devait porter l'armée à 900 000 hommes. Pour l'instant, les jeunes gens s' enrôlent au Palais-Royal, la *Marseillaise* résonne dans tous les théâtres, l'appel aux armes est largement diffusé par la presse. Sur le plan naval, la France dispose de 50 vaisseaux et frégates. Guizot s'aperçoit un peu tard que la coalition parlementaire, en posant la question redoutable du choix de la guerre ou de la paix, a ramené la France aux jours dangereux pour la monarchie et pour leur parti où l'esprit révolutionnaire exploite l'entraînement national. Broglie veille en coulisse aux suites : « Dieu veuille, écrit-il le 3 octobre, qu'on ne se lance pas dans les résolutions précipitées. Je ferai de mon mieux. » Une fille de Louis-Philippe écrit dans son journal le 5 octobre : « La crise la plus grave que nous ayons eu à traverser depuis dix ans ; l'opinion est en émoi : chez les uns excitation révolutionnaire, alarme chez les autres, et à nos portes la guerre étrangère, la guerre contre toute l'Europe. » On assure même que le roi a dit : « Ah ! on prétend que je veux la paix à tout prix ; - eh bien ! qu'on touche seulement à Strasbourg.⁴ » On remarque que dans le conseil des ministres, c'est le ministre du Commerce qui demande la guerre qui tue le commerce, c'est le ministre des Travaux publics qui demande la guerre qui interrompt les travaux et c'est le ministre des Relations extérieures qui demande la guerre qui détruit toutes relations.

Face aux rumeurs de guerre, les affaires s'arrêtent, la Bourse baisse. La méfiance vis-à-vis du pouvoir et l'émeute peuvent à tout moment déstabiliser la dynastie et lui faire perdre toute crédibilité à l'étranger. Le conseil se sépare après quatre heures de délibérations. La décision retenue est de se réunir à nouveau le lendemain pour prendre les résolutions définitives qui seraient ensuite portées chez le roi. Sur le refus formel du roi de rompre avec les puissances, les ministres démissionnent. Louis-Philippe s'exclame : « Mais Thiers va être le ministre national, tandis que je serai le roi de l'étranger ! » La reine et le duc de Broglie supplient Thiers d'attendre avant de se retirer. La vibrionienne personnalité du président du Conseil, Adolphe Thiers, avec sa faconde encyclopédique prétendant exercer ses talents dans tous les domaines, réduit son entourage à un rôle effacé. Thiers est, en effet, le contraire d'Achille boudant sous sa tente, c'est un escarmoucheur acharné. Louis-Philippe a recours à la reine Marie-Amélie, « rigide stature de l'honneur, de la religion et de l'aristocratie. ⁵ » Elle consent à abaisser sa fierté

¹ Henri Martin, *Histoire de France populaire*, 1875, tome VI, p. 104.

² Dosne, *Mémoires de Madame Dosne, L'Égypte de M. Thiers*, Paris, Plon, 1928, p. 197.

³ Michel Levallois, *op.cit.*, p. 245.

⁴ Alphonse Karr, *Les Guêpes*, novembre 1840, p. 43.

⁵ Alexandre Dumas, *op. cit.*, p. 169.

devant le ministre qualifié de révolutionnaire au château. Les pressions sont telles que le 4 octobre, Thiers retire sa démission et désarmé par cette royale intervention, il reprend son portefeuille. Il reste persuadé que ses collègues peuvent se rallier unanimement à ses vues d'ici là. Il parvient à s'entendre avec le roi pour adresser à l'Angleterre une note conciliante, et offre à l'Europe le consentement de la France aux décisions prises sans elle à Londres contre Méhémet-Ali. La France accepte la restitution de la Syrie au sultan mais elle l'assortit d'un ultimatum. La note du 8 octobre 1840 indique : « Nous livrons la Syrie à vos tentatives d'intervention; nous vous interdisons de toucher à l'Égypte. » On risque d'en découdre. Le 5 octobre, Granville a déjà écrit à son chef « que la guerre n'est pas improbable. ¹ » Souhaitant calmer le jeu, lord Granville répond que la déchéance de Méhémet-Ali n'est pas envisagée. Cette annonce amène le cabinet de Paris à modérer la note qu'il se dispose à adresser aux puissances. Cubières et Roussin, ministres de la Guerre et de la Marine, se montrent au Conseil les plus pacifiques. Victor Cousin se range à leur avis. Le roi, qui a misé sur le pacha, voyant qu'il s'est trompé, ne s'obstine pas. Thiers est épuisé par cette agitation diplomatique. Il se lève à cinq heures du matin. Il fait de la diplomatie une partie de la nuit, siège huit heures par jour avec les ministres de la Guerre et de la Marine. « Nous étions à moitié morts, raconte-t-il. Une telle tension fatigue plus que la fatigue physique. La nuit, mes domestiques me déshabillaient, me prenaient par les pieds et par les épaules et me mettaient dans mon lit comme un cadavre, jusqu'au matin. ² » De mauvaise humeur, Thiers traite madame de Liéven d'espionne. Il est furieux contre le pacifiste James de Rothschild, qu'il ne peut prendre directement à partie car il est son débiteur. Il le fait attaquer par *le Constitutionnel* : « De quel droit et sous quel prétexte le roi de la finance se mêle-t-il de nos affaires ? ... Est-il juge de notre honneur et ses intérêts d'argent doivent-ils l'emporter sur nos intérêts nationaux ? » James susurre à l'oreille du roi qu'il faut briser le petit ministre.

Le gouvernement français est atterré par la chute de Beyrouth. Il s'attendait à une plus vigoureuse attitude de la part des troupes égyptiennes. Le ministère s'aperçoit qu'elles ne peuvent pas tenir longtemps les côtes et les villes du littoral contre les forces d'ennemis supérieurs. Pour la France, le nerf de la défense reste ailleurs. Il est dans les étroits défilés de la Syrie montagneuse et aride. Les côtes et les villes du littoral évacuées, les soldats égyptiens retirés dans l'intérieur des terres sur Damas, ou Alep, pourraient marcher sur Constantinople par la voie de l'Asie Mineure. Que feraient alors les puissances belligérantes ? L'ambassadeur de France à Londres force le ministre anglais à en convenir. Les troupes du sultan transportées en Syrie sont peu nombreuses, mal aguerries et peu sûres. Il ne faut pas songer à les lancer seules contre l'armée comparativement mieux exercée d'Ibrahim pacha. La médiation française produit un heureux effet en Angleterre. Des négociations sont aussitôt menées pour que le sultan ottoman rétablisse le pacha dans ses dignités, lui donne l'investiture héréditaire de l'Égypte en échange de la Syrie. Les puissances songent à concéder un pachalik de Syrie aux Français qui pourraient l'accorder à un fils de Méhémet-Ali. Nesselrode refuse cette solution et réclame davantage de fermeté à un moment où Thiers laisse faire l'intervention militaire contre l'Égypte. La dissémination des troupes d'Ibrahim pacha qui doivent combattre l'insurrection libanaise empêche la contre-attaque égyptienne. La Russie, bien informée, assure que le général Cubières, ministre français de la Guerre a déclaré, en plein conseil, que la France n'est pas en état de mener un conflit³. Victor Hugo rapporte dans *Choses vues* les propos du duc Decazes : « En 1840, le duc d'Orléans me disait : '- Duc Decazes, nous sommes à la guerre. Je commanderai un corps d'armée. Je voudrais avoir de la garde nationale avec moi. Pensez-vous qu'il m'en vienne ? Je lui ai dit : - Quand Votre Altesse en aurait dix mille ! - Ce serait un beau succès, me dit-il. - Eh bien ! qu'est-ce que dix mille hommes ? En effet, nous aurions contre nous l'Angleterre, les trois puissances du Nord, toute l'Europe, l'univers ! et pas de flotte ! pas d'armée ! Quatre-vingt mille hommes en Algérie. Le blocus devant Alger, la colonie occupée, la famine dans les camps, dans les villes, dans les ports ; les Bédouins d'un côté, les Anglais de l'autre, Abd el-Kader ici, l'amiral Napier là ; pas de pain ; pas de courage qui tienne contre la faim ; il faudrait se rendre, et voilà nos quatre-vingt mille hommes sur les pontons de l'Angleterre ! » Thiers rappelle l'escadre du Levant pour éviter un incident avec les vaisseaux anglais. La flotte française jugée inutile sur les côtes de Grèce est rapatriée à Toulon. Thiers la veut au bout du télégraphe⁴. Le conseil des ministres du 10 octobre 1840 nomme l'amiral Duperré commandant d'une armée navale dans la Méditerranée⁵. L'escadre de l'amiral Hugon est rappelée sur les côtes de Provence. Lalande doit se porter sur Toulon. D'autres vaisseaux de guerre, jusque-là tenus en réserve, sont attendus. La suite des événements doit guider l'attitude de cette flotte considérable que Duperré doit commander. Duperré est un héros⁶. On lui doit le

¹ Dominique de Villepin (présentation de), *op. cit.*, p. 556.

² Jean Lucas-Dubreton, *op. cit.*, p. 142.

³ Lettre de Nesselrode à Meyendorff, 3 novembre 1840.

⁴ Paul Mouriez, *Les Guerres commerciales, 1486-1850*, Paris, Dentu, 1863, p. 225.

⁵ S.H.M., dossier des personnels, CC⁷ n° 777, Duperré.

⁶ Victor Guy DUPERRÉ : Né à La Rochelle en 1775, il a combattu sous l'Empire. Son combat à bord de la *Syrène* lui avait valu d'être nommé capitaine de vaisseau par Napoléon le 12 juillet 1808. À bord de la *Bellone*, frégate de 44 canons, il combattit dans l'océan Indien et captura la corvette le *Victor* et la frégate la *Minerve*. Nommé contre-amiral le 15 septembre 1811, il continua à servir sous la Restauration. Entre 1819 et 1821, il prit le commandement de la station des Antilles et du Golfe du Mexique. En 1827, il était préfet maritime à Brest. Charles X lui conféra la pairie. La monarchie de Juillet le confirma dans ce titre et l'éleva au grade d'amiral.

succès du débarquement en Algérie en 1830. L'amiral Duperré entretient de longue date d'excellentes relations avec l'Égypte. Dans une lettre datée du 16 octobre 1836, il écrivait que le vice-amiral égyptien Hassan bey venait de lui faire cadeau de deux antilopes, de trois autruches, d'un bélier et d'une brebis.

Thiers pense venger l'humiliation sur les frontières terrestres de l'Europe. Il se prend désormais pour Napoléon. Chaussant les bottes de l'Empereur et de Carnot, Thiers relève le défi et hâte les fortifications de Paris. Les souvenirs de 92 et des soldats de la Grande Armée hantent tous les esprits¹. Par ailleurs, les nouvelles venues d'Orient engendrent la crise politique en France. Ennemi des Anglais, le parti bonapartiste se déchaîne. Méhémet-Ali a enrôlé en masse des Français, débris des armées napoléoniennes. Parvenu au faite de sa gloire, le pacha d'Égypte est appelé « le Bonaparte de l'Arabie ² » et il entretient habilement sa popularité en France. Puisque Méhémet-Ali dispose d'une armée et d'une flotte formidable, il pourrait disputer à la perfide Albion l'isthme de Suez et la bloquer par la mer Rouge dans l'Inde. Lamartine écrit que « le parti bonapartiste, nourri de ressentiments contre l'Angleterre, nourrissait à son tour de ces chimères diplomatiques l'opinion ignorante du peuple. » Un colonel de la Grande Armée bondit au canon de Beyrouth. Il croit entendre le signal tant attendu depuis 1815. Il met en évidence le décalage entre la vie parlementaire et l'opinion publique. D'après lui, la majorité est favorable à la paix au sein des deux Chambres mais les Français veulent la guerre. « Sa Majesté le scrutin³ » est en contradiction avec le peuple.

Stendhal, consul de France à Civitavecchia, approuve la conduite de Thiers. Se sentant rajeuni, il se réveille vraisemblablement chaque matin avec l'espoir de voir l'escadre du Levant au large et d'accueillir quelques bataillons de la ligne. Face à la question d'Orient, tenant tête à l'Angleterre, à l'Autriche, à la Russie, à la Prusse et à la Sublime Porte, les plans de Thiers sont bien d'agir en Italie. Stendhal allait respirer l'odeur de la poudre et il informe son ministre que l'on fortifie Civitavecchia. Le pape est en effet complaisant à l'égard de l'Autriche qui exige des mesures défensives. Stendhal encourage une action française. Les soldats pontificaux n'ont pas de force véritable et la population accueillerait favorablement les Français. Elle vendrait ainsi plus cher son blé et ses foin. En octobre 1840, à Rome, le capitaine des carabiniers Nardoni fait surveiller le bonapartiste Stendhal suspecté de vouloir organiser une conjuration. Le jacobin cocardier qu'est Stendhal jubile à l'annonce du retour des cendres de Napoléon – restes du grand homme déposés sur la terre d'une France qui n'a plus pour ambition que le « juste milieu » incarné par le roi à la tête de poire – et soutient la fière posture de la France dans la question d'Orient, soutenant les Égyptiens Méhémet-Ali et Ibrahim pacha, contre le sultan de Constantinople poussé par les Anglais à écraser les rebelles du Caire⁴. Depuis Lyon, M. Gora donne sa solution : Méhémet-Ali doit être proclamé « Empereur des Ottomans⁵. » En déclarant la guerre sacrée dans toute l'étendue de l'Empire aux quatre puissances signataires du traité de Londres, il pourrait faire appel aux croyants. Il les engagerait à verser jusqu'à la dernière goutte de leur sang pour l'islamisme. Tout musulman qui ne se soumettrait pas au présent manifeste serait déclaré lâche et traître à son pays. En France, le conflit généralisé engendrerait une restriction de la liberté de la presse. Le roi ne doit surtout pas être impopulaire. Il est suffisamment maltraité par les journaux qui diffusent son désaccord avec le gouvernement⁶. Il s'ensuit une série de conseils véritablement dramatiques. Le roi et son ministre se brouillent et se raccommodent plusieurs fois par jour. La situation du roi devient dangereuse, mais la réaction pacifique gagne de jour en jour du terrain dans l'opinion. Thiers se trouve dans une mauvaise situation, entre les pacifistes et les bellicistes. Il persiste à vouloir pousser plus avant les préparatifs militaires.

À Sainte-Hélène, le 15 octobre 1840, le tombeau et le cercueil de Napoléon sont ouverts. Avant le départ, les marins apprennent que la question d'Orient s'est envenimée, que Thiers va quitter la direction du gouvernement, que la guerre menace et que les Anglais pourraient s'attaquer à la *Belle-Poule*. Après avoir quitté Sainte-Hélène, l'expédition rencontre un navire venant d'Europe qui confirme les rumeurs de guerre entre la France et l'Angleterre. Le 7 novembre 1840, le commandant de la *Favorite* apporte des journaux au prince de Joinville qui laisse présumer l'imminence du conflit. Le prince de Joinville réunit ses officiers et décide de mettre sa frégate sur le pied de guerre. « Branle-bas de combat », tous les canons sont mis en batterie. Les cabines dans les coursives sont abattues. Les cloisons sont défaits. Le matériel inutile est jeté à la mer. Le prince de Joinville s'exécute le premier et donne l'exemple. La *Belle-Poule* parvient ainsi à mettre en batterie 6 à 8 canons supplémentaires⁷. Assis sur une table, Joinville harangue son équipage : « Garçons, quand vos pères naviguaient, un vaisseau français, le *Vengeur*, s'abîma dans la mer pour ne pas se rendre aux Anglais ! Est-ce que si le sort trahissait votre courage, vous n'en feriez pas autant, vous autres qui avez l'honneur de ramener en France le corps de l'empereur Napoléon ? » L'équipage répond par des vivats : « oui, oui, commandant, nous mourrons tous, nous descendrons tous dans la mer avec le corps de notre Empereur plutôt que de le rendre aux Anglais. »

¹ Jean Tulard, « Le retour des Cendres » in Pierre Nora, *Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 1986, « La Nation », t. III, p. 93.

² Alphonse de Lamartine, *Histoire de la Turquie*, Paris, Librairie du Constitutionnel, 1855, 18 cm, t. VIII, p. 382.

³ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 56, *La France a-t-elle été insultée ?* par un colonel de la Grande Armée, s.d.

⁴ Jean Lacouture, *Stendhal le bonheur vagabond*, Paris, Seuil, 2004, p. 196.

⁵ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 39.

⁶ Dosne, *op. cit.*, p. 213.

⁷ Thackeray, sous le pseudonyme de Michael Angelo Titmarsh, *The second funeral of Napoleon*, Londres, Smith, Elder and Co, 15, Waterloo Place, 1841.

Louis-Philippe répugne à vouloir conduire une guerre, quand il est soudainement victime d'un attentat. Un frotteur affilié à une société communiste nommé Darmès tire sur la voiture du roi le jeudi 15 octobre 1840, à 18 heures. Placé derrière une lanterne afin de pouvoir mieux viser, il est armé d'un poignard, de deux petits pistolets et d'une carabine dans laquelle il a placé sept balles mais l'arme, trop chargée, explose dans sa main¹. Darmès a le poignet presque emporté. Personne ne semble l'apercevoir. Un des officiers de la suite dit pourtant l'avoir vu s'agenouiller, viser et tirer. Cela n'a duré qu'un instant, et la voiture a continué sa route. Un laquais a reçu le ricochet de la balle dans la jambe. L'assassin est arrêté au poste voisin. Interrogé, il répond avec une grande exaltation. Il prend un des ministres pour Thiers. Il penche la tête : « Ha ! Vous êtes monsieur Thiers... c'est vous qui êtes monsieur Thiers !² » La veille, on a justement prévenu le premier ministre par une lettre anonyme d'être prudent. La menace est désormais prise au sérieux. On demande à l'assassin sa profession, il répond : « Conspirateur ». Sur lui est trouvé un catéchisme contenant les devoirs de l'homme. Quant au motif de son crime, outre le fait que le roi soit un tyran, il balbutie : « Beyrouth³ ». L'attentat a échoué. Le terroriste s'écrie : « Quel malheur d'avoir manqué mon coup ! la France eût été délivrer Soliman Pacha dans Beyrouth.⁴ » Darmès sera condamné à mort le 29 mai 1841. Il sera exécuté le 31 mai. Louis-Philippe s'enorgueillit d'avoir réchappé à sa cinquième tentative d'assassinat. Le soir de l'attentat, un grand nombre de personnes sont venues complimenter le roi. D'autres vocifèrent contre la liberté de la presse. Les conservateurs s'agitent et réclament des mesures d'urgence pour protéger le monarque. Le parti de la guerre est montré du doigt. La méfiance s'installe. « En tirant sur moi, on tire sur le pays⁵ », dit le souverain.

Le samedi 17 octobre 1840, le premier ministre Thiers se rend à Saint-Cloud pour s'entretenir avec le roi Louis-Philippe. Thiers est accompagné de Cousin, Gouin et Rémusat. La discussion porte sur les armements. Le roi exprime ironiquement sa satisfaction : « Ha ! Mon cher ministre, armer, armer ! Avec les 400 000 hommes que nous avons, la France est sur un bon pied. » Les journaux français d'août, de septembre et d'octobre 1840 ont dû faire croire à l'Europe que toute la France courait aux armes comme en 1793 mais la vérité est différente⁶. En 1840, il y a eu seulement 3 283 enrôlés volontaires de plus qu'en 1839 et pire, il y a eu 268 rengagements de moins. Pour mémoire, il y avait eu 30 329 engagés volontaires pendant la période 1830-1831⁷.

ENGAGEMENTS DANS L'ARMÉE FRANÇAISE ENTRE 1836 ET 1840

Année	Enrôlés volontaires	Rengagements
1836	3 227	3 801
1837	3 815	4 717
1838	4 281	7 949
1839	3 244	5 403
1840	6 527	5 135

On comprend que Thiers veuille obtenir davantage de troupes : « Mais, Sire, Votre Majesté m'avait accordé la classe de 1840. Je n'imagine pas qu'elle veuille me retirer sa parole. » Louis-Philippe tient à calmer le jeu : « Nous verrons cela, mon cher ministre, rien ne presse. » La conversation se poursuit. Thiers met en cause l'administration, ses lenteurs : « Cependant cette classe doit se lever en janvier; il faut deux mois pour préparer cette levée dans les bureaux ; elle ne pourra être sous les armes qu'au mois de mars en s'y prenant maintenant. » Louis-Philippe axe son argumentation autour de la paix, il ne veut pas la guerre. Thiers tente de le convaincre. Une négociation doit se faire en position de force : « Sire, je veux bien travailler à la paix, mais le moyen efficace pour y parvenir est de continuer nos armements, de faire trois camps afin d'y exercer l'armée, et de négocier en même temps afin d'obtenir des concessions en faveur du pacha. » Le roi n'est pas convaincu qu'il s'agit là d'une bonne stratégie. Les armements ont mis à mal l'alliance avec l'Angleterre qui se prépare à son tour au conflit. Une reculade serait perçue comme une humiliation, estime le premier ministre. Rien à faire, le roi ne veut pas perdre ses provinces d'Alsace. Une guerre compromettrait aussi l'avenir de la dynastie des Orléans. Thiers met en garde. L'opinion publique française pourrait en vouloir au pouvoir d'être si accommodant avec l'Europe. Heine a ce mot : « J'admire le courage du roi : avec chaque heure qu'il tarde de donner satisfaction au sentiment national froissé s'accroît le danger qui menace le trône plus terriblement que tous les canons alliés. » Entre son trône qu'il risque, qu'Edgar Quinet et Bertin de Vaux, adversaires et amis croient alors perdu, et la France exposée par ses propres erreurs aux pires désastres, Louis-Philippe fait un choix qui l'honore. « J'ai la conscience, dit-il à Dupin,

¹ A.N., musée, AE V 164, morceaux de la carabine de Darmès.

² Dosne, *op. cit.*, p. 210.

³ *Ibid.*, p. 211.

⁴ Scipion Marin, *La vérité sur les affaires d'Orient.*, p. 9.

⁵ Dosne, *op. cit.*, p. 212.

⁶ Adolphe d'Angeville, *op. cit.*, p. 322.

⁷ *Ibid.*

que je tiens mon serment en me dévouant pour sauver la France.¹ » Louis-Philippe comprend les risques qu'il encourt mais il tient fermement ses positions face à Thiers : « Je le sais. Vous allez me dire, n'est-ce pas, qu'on me tirera encore un coup de pistolet... Hé bien ! la Providence m'a épargné cinq fois, elle m'épargnera encore, et en tous cas, j'aime mieux périr de la sorte que par l'étranger.² » L'échange entre les deux hommes dure près de quatre heures. Les désaccords apparaissent de plus en plus. Le premier ministre taxe le souverain de « faiblesse » et laisse clairement entendre que son attitude s'apparente à celle d'une girouette : « Déjà les puissances qui commencent à croire que nous avons tenu un langage sérieux, envisagent les inconvénients de la guerre et se disposent à quelques concessions, mais si vous changez de manœuvre, quel succès voulez-vous qu'obtienne votre diplomatie ?³ » Thiers Thiers se retire le 20 octobre devant le refus du roi d'augmenter les effectifs de l'armée. La paix a gagné. La versatilité de l'opinion face à la crise orientale est manifeste. Au début, les canons seraient partis tout seuls selon l'expression de l'amiral Lalande. Au bout de quelques semaines, cette ardeur s'éteint comme un feu de paille. La France qui tirait à moitié son épée, la remet dans le fourreau. Louis-Philippe ne veut pas se retrouver en guerre avec le reste de l'Europe. La dynastie ne survivrait pas à une défaite. La fièvre patriotique retombe. Victor Hugo écrit : « Louis-Philippe avait traité la France comme on traite les enfants tapageurs à qui on ôte les couteaux.⁴ » Le roi ne guette plus que l'occasion de se séparer de son cabinet. Elle se présente le 28 octobre, lors de la rédaction du discours du trône pour la convocation des Chambres. Le lendemain, le duc de Broglie s'efforce de jouer la médiation. Le roi refuse. Thiers est allé jusqu'à dire à Louis-Philippe : « Sire, le Napoléon de la guerre a péri par la guerre, le Napoléon de la paix périra par la paix.⁵ »

La monarchie de Juillet se trouve seule, sans ministres, en face d'une nation irritée : « L'état de l'opinion, écrit une des princesses, donne tout à craindre, la plus formidable émeute que nous ayons vue encore, si la crise se prolonge, peut-être une révolution.⁶ » Le peuple proteste. La garde nationale s'agite et envoie une déclaration : « [...] les officiers, gardes nationaux et citoyens croient qu'il est de leur devoir de faire entendre au gouvernement comme à l'étranger, le cri d'indignation de toute la population parisienne contre la politique déshonorante que l'on suit envers la coalition ; mais désirant en même temps ne pas donner le moindre prétexte à des collisions violentes, ont arrêté : qu'une députation et délégués de la garde nationale est chargée de protester devant le président du conseil des ministres contre l'ordre du jour du maréchal Gérard et contre la honteuse inaction du gouvernement en face de l'étranger.⁷ » Une pétition est également envoyée à la Chambre. Tous les citoyens présents à la manifestation ont signé. Victor Hugo critique le rôle joué par la France dans cette situation de crise internationale :

« O Muse, contiens-toi, Muse aux hymnes d'airain,
 Muse de la loi juste et du droit souverain ;
 Toi, dont la bouche abonde en mots trempés de flamme,
 Étincelles de feu qui sortent de ton âme,
 Oh ! ne dis rien encore et laisse-les aller ;
 Attends que l'heure vienne où tu puisses parler ;
 Endure le spectacle en vierge résignée ;
 Qu'à peine un mouvement de ta lèvre indignée
 Révèle ton courroux au fond du cœur grondant,
 Dans ce siècle où chacun noyant ou fécondant,
 Se répand au hasard comme l'eau d'un orage,
 Où l'on ne voit partout qu'impuissance et que rage,
 Qu'inutiles fardeaux qu'on s'obstine à couler,
 Que sans nous écraser sous ce qu'ils font crouler,
 Le plus fort est celui qui tient sa force en bride ;
 L'Océan quelquefois montre à peine une ride,
 Jusqu'au jour d'éclater, plus proche qu'on ne croit ;
 Ne te dépense pas : qui se contient s'accroît.
 Aie au milieu de tous l'attitude élevée,
 D'une lente déesse à punir réservée ;
 Qui, recueillant sa force ainsi qu'un saint trésor,
 Pourrait depuis longtemps et ne veut pas encor.

¹ Émile Bourgeois, *Manuel historique de politique étrangère, t.III. L'ère des nations, l'éveil du monde, de Metternich à Bismarck, 1830-1878*, Paris, E. Belin, 1948, p. 170.

² Dosne., *op. cit.*, p. 215.

³ *Ibid.*, p. 216.

⁴ Victor Hugo, *Choses vues 1830-1848*, Paris, Gallimard, 1997, p. 565.

⁵ *Revue politique*, 27 mai 1893.

⁶ Émile Bourgeois, *op. cit.*, p. 170.

⁷ Alexandre Dumas, *op. cit.*, p. 170.

Va cependant, contemple et le ciel et le monde,
 Et que tous ceux qui font quelque travail immonde,
 Que ces trafiquants vils, épris d'un sac d'argent,
 Que ces menteurs publics au langage changeant,
 Pleins de méchanceté dans leur âme hypocrite,
 Et dorés au dehors de quelque faux mérite ;
 Tous ceux, grands ou petits que marque un sceau fatal,
 Que l'envieux bâtard accroupi dans le mal ;
 Que le tribun valet, plus lâche qu'une femme,
 Qui dans les carrefours vend sa parole infâme,
 Toujours prêt pour de l'or à souffleter la loi,
 Forgeant l'émeute au peuple ou la censure au roi ;
 Que l'ami faux par qui la haine s'ensemence,
 Et ceux qui nuit et jour occupant leur démençe,
 D'une orgie effrontée au tumulte hideux,
 Te regardant passer tranquille au milieu d'eux ;
 Saluant gravement les fronts que tu révères,
 Muette, et pourtant l'œil plein de choses sévères.
 Fouille ces cœurs profonds de ton regard ardent,
 Et que, lorsque le peuple ira se demandant :
 - Sur qui donc va tomber sur la foule éperdue,
 Cette foudre en éclairs dans ses yeux suspendue ?
 Chacun d'eux contemplant son œuvre avec effroi,
 Se dire en frissonnant : c'est peut-être moi !
 En attendant, demeure impassible et sereine,
 Qu'aucun pan de ta robe en leur fange ne traîne ;
 Et que tous ces pervers tremblent dès à présent
 De voir auprès de toi, formidable et posant
 Sa griffe de lion sur la tête étoilée,
 Ta colère superbe à tes pieds muselée. »

Soult est rappelé et on presse Guizot de venir à Paris raccommo-der les choses. Thiers est fini. L'affaire Méhémet-Ali lui a été fatale. Le 18 novembre 1840, Guizot annonce le changement d'orientation politique : « Il ne faut pas que la France se trompe sur ses moyens d'influence en Europe. [...] La révolution et la guerre, comme moyens d'influence, sont usées pour la France. Croyez-moi, ne parlons pas à notre patrie de territoires à conquérir, de grandes guerres, de grandes vengeances à exercer. » Ce à quoi Molé réplique : « Dieu veuille qu'il répare le mal qu'il a fait ! »

La chute de Saint-Jean-d'Acre

La crise en Orient se prolonge. La France n'intervient pas. Une firme marseillaise a certes fourni au chef rebelle libyen Abd el Gelil des armes pour lutter contre la Sublime Porte en Tripolitaine et obtenu en échange une concession d'exploitation de soufre¹, mais Paris n'a envoyé aucune force militaire à Méhémet-Ali. Le vice-roi s'illusionne par la lecture des journaux français laissant à penser que la monarchie de Juillet serait entraînée malgré elle à le soutenir, même par les armes². Le gouvernement français refuse de lui accorder un emprunt. Paris aurait tout au plus dépêché trois ingénieurs³. Ces derniers assurent à Méhémet-Ali que Saint-Jean-d'Acre est imprenable. Les affûts des pièces de 24 et les remparts du côté de la mer, sont toutefois très mal construits. Les chemins de ronde sont trop étroits. Les canons tomberaient au premier tir, et casseraient leurs roues ! Les mortiers reposent sur une plateforme soutenue par du sable qui menace de s'écrouler à chaque exercice, et il est pratiquement impossible de faire une visée correcte ! Walewski ne cesse pas de réclamer l'envoi de secours. Il est rappelé. Le comte de Pontois, ambassadeur de France à Constantinople, demande son propre renvoi, « ce qui se passe en Turquie n'y rendant pas nécessaire la présence d'un ambassadeur du roi.⁴ » Stendhal, lui-même, aurait violemment condamné la politique d'abaissement national du régime qui trahissait l'Égypte. Alla-t-il jusqu'à prononcer ces paroles, sans doute apocryphes, que dans cette reculade le gouvernement abdiquait la qualité de Français ?

¹ André Martel, *La Libye, 1835-1990, Essai de géopolitique historique*, Paris, PUF, 1991, pp. 44-45.

² D'Armagnac, *Nezib et Beyrouth, souvenirs d'Orient, de 1833 à 1841*, Paris, J. Laisné, 1844, avant-propos, p. VI.

³ Durand-Viel, *Les campagnes navales de Méhémet-Ali et d'Ibrahim*, Paris, 1937, t. II, p. 243.

⁴ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 68.

Le 3 novembre 1840, c'est au tour de la ville de Saint-Jean-d'Acre d'être pilonnée. Cette grande place, renforcée depuis l'occupation égyptienne, est défendue par 6 000 hommes. Le 35^e régiment d'infanterie constitue la majeure partie de la garnison mais il n'est qu'une « triste phalange composée de toute la population étiolée des enfants des manufactures d'Égypte, crétiens arrachés aux ateliers.¹ » Les assiégés sont sous la direction du gouverneur Mahmoud bey, du général Ismaïl bey et du lieutenant-colonel polonais Schultz². Administrateur véreux, Ismaïl bey est gouverneur d'Alep. Il est connu pour son avarice, ses monopoles et les expédients qu'il étend aux oignons et aux légumes. La ville dispose d'une solide artillerie mais n'a que quatre cents canonnières³. Les tours sont vieilles et les murs sont décrépis. Le dispositif le plus solide est du côté terrestre avec la double enceinte. L'attaque commence à 15 heures par le tir de vingt et un navires anglais, autrichiens et turcs. La flotte totalise mille deux cents pièces d'artillerie⁴. L'enfer se déchaîne. D'Armagnac, aide de camp de Soliman pacha, écrit : « Bientôt la mer apparut en feu, un bruit épouvantable, un roulement immense [...] Ce n'était plus de l'air, c'était du feu que l'on respirait, c'était du fer qui pleuvait de toutes parts. » Après trois heures de bombardement intensif, la plupart des défenseurs dans la ville sont tués ou blessés sur leurs batteries. Le feu des remparts ralentit. Schultz, officier du génie, encourage les artilleurs de la voix et du geste. Les pauvres enfants du 35^e, frissonnants et glacés, attendent la mort avec angoisse. Presque tous les canons faisant face à la mer sont hors de combat. Leur feu se tait. Ils n'ont d'ailleurs causé que peu de dégâts à la flotte coalisée. Sévèrement touchés, le *Wasp* et le *Castor* doivent cependant partir à Malte pour réparer. Le *Castor* a été très endommagé, car il a été très exposé pendant sa manœuvre pour prendre sa position. L'*Edinburgh* a eu son mât de misaine touché. Le *Benbow* a reçu un coup dans la coque. Une douzaine d'Anglais, quatre Turcs et deux Autrichiens ont été tués. Une quarantaine de marins sont blessés. Sur le plan sanitaire, plusieurs vaisseaux comptent plus de cent malades⁵. Il est temps que les opérations militaires se terminent car l'hiver est redoutable sur les côtes syriennes.

Saint-Jean-d'Acre a reçu 60 000 projectiles⁶ de la flotte combinée. Le *Bellerophon* a consommé 160 barils de poudre et 26 tonnes de métal. Le vaisseau *Princesse Charlotte* a tiré à lui seul un peu plus de 4 500 boulets. Sa cadence de tir a été d'une bordée toutes les deux minutes. Un témoin écrit : « Sachant à quels adversaires nous allions avoir à faire, nos canons furent mis en batterie très soigneusement, déversant bordée sur bordée sur la forteresse, avec une rapidité et une fermeté rarement égalées au cours de l'histoire navale. Le tir de l'ennemi passait au-dessus de nos têtes et endommageait notre gréement, mais peu de projectiles atteignirent la coque des vaisseaux. » Plus de 20 000 coups ont été tirés par la garnison. D'après les auteurs anglo-saxons, la poudrière a explosé sous le tir de la frégate à vapeur *Gorgon*, entraînant la mort de 1 200 à 2 000 soldats égyptiens, de vingt chameaux, de douze vaches, de cinquante ânes et de nombreux chevaux. M. de Valmont, commandant le bateau à vapeur français *L'Euphrate*, indique aussi que la destruction du magasin à poudre a tué 1 600 hommes. L'explosion a dévasté l'espace sur 5 kilomètres. Deux régiments sur les remparts auraient été détruits. Selon d'Armagnac, le feu a pris, non pas à la poudrière, mais à un dépôt de gargousses chargé d'alimenter quelques batteries, et seulement plusieurs soldats du 35^e régiment d'infanterie ont été tués. Achille Laurent note que l'explosion du magasin a fait trois cents tués. La seule solution qui reste aux survivants est d'évacuer la place durant la nuit. Saint-Jean-d'Acre n'a pas résisté plus de trois heures⁷. Selon Achille Laurent, les Égyptiens ont perdu, au total, 1 500 hommes au cours du siège. Pour Yates, les pertes égyptiennes s'élèvent à 2 500 morts et 3 500 prisonniers. Les artilleurs fuient. La garnison se rue vers la Porte de Terre. En un clin d'œil, elle est ouverte. Officiers et soldats se trouvent rapidement hors de la ville. Schultz a le bras gauche fracassé par un éclat d'obus. Il nage dans son sang, on le croit mort. Tentant de fuir, il est capturé. Une partie de la garnison est arrêtée par les paysans des alentours. Elle est conduite au vizir. L'autre est ralliée par Ismaïl et Mahmoud qui se repliaient sur Gaza. Le courageux Schultz est rendu responsable de la défaite. Le maréchal Marmont regrette que la place n'ait pas été suffisamment mise en meilleur état de défense : « D'abord il fallait blinder le magasin à poudre, afin de le mettre à l'abri des bombes, et, à cet égard, les Turcs, même les anciens Turcs, en savent autant que nous. Cette explosion ne devait donc pas avoir lieu. Ensuite, jamais défense maritime n'a été moins bien préparée. En visitant Saint-Jean-d'Acre, j'avais remarqué le mauvais système de batteries placées sur des terrasses voûtées, protégées seulement par un parapet en pierre, et, je me suis fatigué à répéter à Méhémet-Ali que ces sortes de défense ne signifient rien ; que la maçonnerie, en fortifications, pour être utile, doit être couverte, et que ce qui est en vue du canon de l'ennemi doit être en terre et suffisamment élevé, pour mettre à l'abri les défenseurs ; qu'ainsi, à Saint-Jean-d'Acre, si l'on ne pouvait pas régulariser la défense, il fallait placer extérieurement des batteries sur le bord de la mer, en avant des remparts ; mais tout cela a été oublié. Les canonnières cependant sont restés à leur poste et se sont fait tuer bravement. On ne peut concevoir de quelle stupidité était doué leur commandant, puisque, ayant

¹ D'Armagnac, *op.cit.*, p. 315.

² Maxime Weygand, *Histoire militaire de Méhémet-Ali et de ses fils*, Paris, impr. nationale, 1936, t. II, p. 144.

³ A.M.A.E., C.P.C., Turquie, vol. 11 et 12.

⁴ D'Armagnac, *op.cit.*, p. 314.

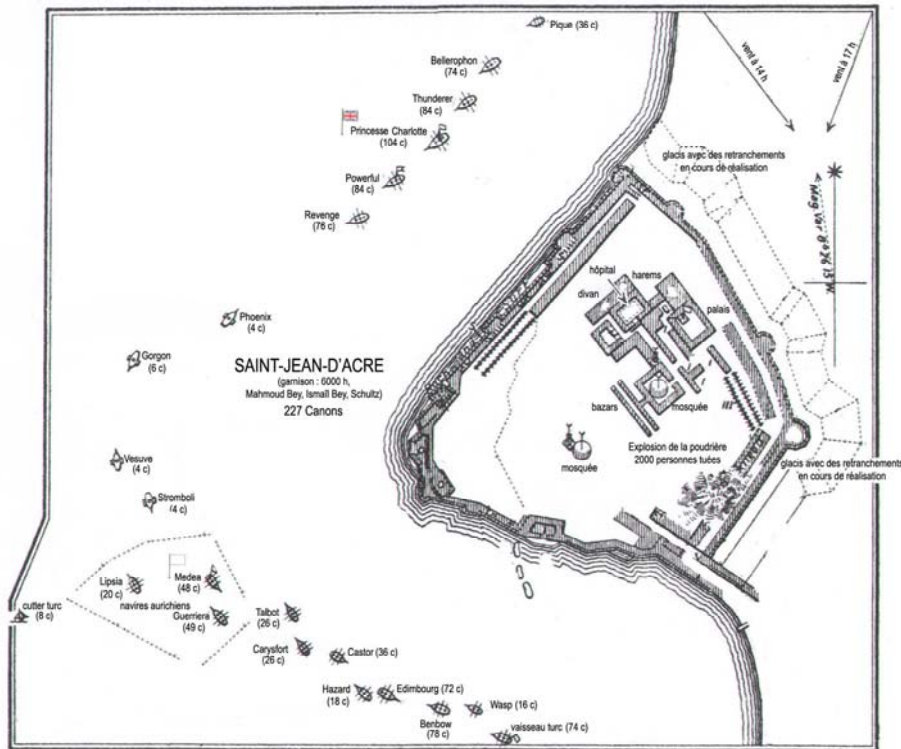
⁵ Adolphe d'Angeville, *La vérité sur la question d'Orient et sur M. Thiers*, Paris, Delloye, 1841, introduction, p. III.

⁶ Édouard Driault, *Histoire de l'Empire ottoman jusqu'à la révolution de 1909*, Paris, F. Alcan, 1910, p. 125.

⁷ A. Barthélémy Clot bey, *Mémoires*, Le Caire, Institut français d'archéologie orientale, 1949, p. 365.

vu, la veille de l'attaque, des chaloupes ennemies établir des bouées dans des points déterminés, il pensa que c'était l'indication du lieu où les vaisseaux devaient s'emboîser, tandis que c'était celle des bas-fonds qu'il fallait éviter. Il fit, dès ce moment, pointer les canons de la forteresse sur les points où personne ne devait se présenter, et le lendemain, les vaisseaux s'avançant beaucoup plus près qu'il ne l'avait supposé, il n'imagina pas de faire pointer plus bas. Toute l'artillerie égyptienne tira par-dessus les vaisseaux, et, ne les atteignant pas, se borna par son feu, à percer quelques voiles et à endommager quelques manœuvres.¹ » Connaisseur, Wellington souligne la victoire anglaise, la qualifiant de la plus grande action des temps modernes².

Bombardement de Saint-Jean-d'Acre le 3 novembre 1840 par les flottes coalisées



Source : William Laird Clowes, *The Royal navy a history from the earliest times to the present*, Londres, S. Low, 1901, vol. VI.

Gérard de Nerval écrit : « j'admirais l'emplacement de l'ancienne ville, si puissante et si magnifique, aujourd'hui réduite à cette langue de terre informe qui s'avance dans les flots et où se sont accumulés les débris de trois bombardements depuis cinquante ans. On heurte à tout moment du pied dans la plaine des débris de bombes et des boulets dont le sol est criblé.³ » Il ajoute à propos de Saïda : « Les murs et les tours portent les traces du bombardement anglais de 1840, qui a démantelé toutes les villes maritimes du Liban. » Tripoli est à son tour bombardé. La poudrière explose. Quant à Beyrouth, le 6 décembre 1840, un ouragan ravage pendant trois jours la ville. Le môle de la ville qui a résisté jusque-là est bouleversé. Plusieurs lettres disent que Beyrouth a plus souffert de cette tempête que du bombardement anglais⁴.

Metternich soutient le coup de grâce. L'Autriche envoie en Syrie un renfort de trois cents soldats et une batterie à la Congreve⁵. Les forces alliées épaulées par les auxiliaires libanais alignent 15 000 fantassins, 950 cavaliers et 30 canons. Dans la montagne, ils sont aidés par 3 000 hommes et 500 cavaliers. En outre, à Acre, la ville est occupée par quatre bataillons et un détachement de marins anglais. En Syrie, l'armée égyptienne repliée à Damas subit les intempéries. Les pluies diluviennes et la neige contraignent Ibrahim pacha à faire loger ses troupes dans les villes et villages voisins⁶. Les Alliés intriguent. Un certain Achmet Joussof prêche l'insurrection contre les Égyptiens dans la région de Sassa. Il recrute 3 000 hommes. Ibrahim pacha est tenu au courant de ces agissements par un espion. Il laisse grossir volontairement la bande afin de faire un exemple. Au cours de la nuit du 26 au 27

¹ Marmont, *Mémoires du maréchal Marmont, duc de Raguse, de 1792 à 1841*, Paris, Perrotin, 1857, t. 9, pp. 179-180.

² Arthur Wellesley, duc de Wellington), *Maxims and opinions of fieldmarshal his grace the duke of Wellington : selected from his writings and speeches during a public life of more than half a century / with a biographical memoir by George Henry Francis*, Londres, H. Colburn, 1845, p. 460.

³ Gérard de Nerval, *Voyage en Orient*, Gallimard, 1999, p. 544.

⁴ Adolphe d'Angeville, *op. cit.*, p. 103.

⁵ Nesselrode, *Lettres et papiers du chancelier comte de Nesselrode, 1760-1850*, Paris, 1908-1912, t. VIII, p. 70. Lettre de Nesselrode au baron Pierre de Meyendorff, ambassadeur de Russie à Berlin, Tsarkoé-Sélo, 15 novembre 1840.

⁶ D'Armagnac, *op.cit.*, pp. 319-320.

novembre 1840, Ibrahim fait un baroud d'honneur. Il se met en marche avec un régiment d'infanterie, six escadrons de lanciers, une batterie d'artillerie et plus de mille irréguliers. Cinq mille cavaliers irréguliers et un escadron de dragons massacrent finalement les paysans du village de Sassa. Ibrahim pacha ordonne de stopper le massacre des insurgés mais le carnage se poursuit. Les souffrances des soldats et leur ressentiment sont trop forts. Des centaines de malheureux sont traînés à Damas. Ils ont la tête tranchée en place publique, aux yeux des Damasquins. Pour tromper l'ennemi et l'empêcher de connaître ses intentions, Ibrahim pacha fait manœuvrer pendant le jour ses troupes dans les vastes jardins qui entourent Damas, et les fait rentrer en ville au coucher du soleil. Les Turcs croient à un retour offensif de l'armée égyptienne¹. Il n'en est rien. Elle est en pleine débâcle. L'insurrection dans la montagne gagne du terrain. L'armée égyptienne, composée d'une dizaine de peuples différents qui ne servent que contraints par la force, subit de nombreuses désertions. La discipline y est de plus en plus relâchée. Le baron d'Armagnac, aide de camp de Soliman pacha, indique qu'Ibrahim pacha « avec ses demi-mesures de despotisme et de liberté était parvenu à mécontenter les soldats, en même temps qu'il déconsidérait les officiers. ² » Le général Jockmus qui remplace le général Smith, à la tête du corps de troupes alliées depuis le 15 décembre 1840, fait jeter dans les bazars une proclamation enjoignant les Égyptiens à servir la cause du sultan. En quatre jours, plus de cent officiers et huit cents soldats égyptiens se présentent aux avant-postes alliés avec armes et chevaux. Ils se mettent immédiatement au service de l'armée turque.

Méhémet-Ali ordonne l'évacuation de la Syrie. Il faut défendre l'Égypte. La guerre a décimé les populations. Les productions du sol n'ont pas été améliorées. Le Nil ne couvre pas toutes les terres arables et le pacha exige toujours plus. L'Égyptien n'a plus rien, forcé de livrer dans les magasins du vice-roi les moissons qu'il récolte, il vole pour vivre. Les animaux meurent de faim. De grandes étendues de terre sont abandonnées. La misère, la famine et les maladies apparaissent. Quand des voyageurs, effrayés par ce qu'ils ont vu, s'adressent à Méhémet-Ali, celui-ci répond : « Que voulez-vous ? Ce que vous me dites est vrai ; mais puis-je aujourd'hui m'occuper d'améliorer la condition matérielle du peuple, quand partout je suis en guerre ? Il en sera ainsi tant que je n'aurai pas obtenu ce à quoi je puis légitimement prétendre. Que l'on accorde à ma famille l'héritage du gouvernement de la Syrie et de l'Égypte ; à cette condition, je signe un traité de paix, et les populations dont la Providence m'a confié le gouvernement trouveront, sous mes lois, le bonheur dont elles n'ont pu jouir encore. ³ »

Les officiers de la marine égyptienne sont gagnés aux alliés. La flotte est insuffisante pour résister à une invasion. Chérif pacha, parent de Méhémet-Ali, accoutumé aux douceurs de la Syrie, a été acheté par le sultan. Ce dernier lui a promis de lui laisser son gouvernement. Ibrahim pacha le sait. Il ne veut pourtant pas le faire arrêter. En revanche, sous le prétexte futile qu'il ne fait pas partir son harem avec ceux des pachas, ses collègues, il se met au-dessus des ordres d'Ibrahim. Chérif pacha est arrêté, jugé, et remis à un colonel. Un escadron de cavalerie est chargé de le garder. Ibrahim pacha quitte Damas avec 50 000 hommes. L'armée traverse la plaine du Hauran et atteint Mézarip, l'entrée du désert, la grande halte des caravanes de La Mecque. La razzia permet aux troupes de faire ses provisions en grains pour le long voyage qui l'attend. Le chemin de gauche est celui du grand désert. Devant, ce sont les montagnes de lave de la Palestine. Les alliés pensent que l'armée égyptienne va passer le Jourdain par les deux seuls ponts de cette rivière : ceux des *Fils de Jacob* et de *Medjemé*. Les alliés accourent et font sauter les deux ponts et y élèvent des batteries. Ibrahim pacha les a trompés. Il n'empruntera pas la voie du Jourdain mais pour ne pas dissuader l'ennemi dans ses certitudes, il y avait envoyé une cavalerie. Ibrahim dont l'itinéraire est étroitement surveillé par les alliés sait déjouer leurs attaques avec brio. La retraite est bien conduite. Le passage du Jourdain par Ibrahim est une manœuvre inouïe. Une division turque conduite par le nouveau pacha de Saint-Jean-d'Acre et dirigée par des officiers anglais se porte au sud. Elle attend les désertions de l'armée égyptienne. Ibrahim à la tête de sa cavalerie d'élite se porte vers Jérusalem et sauve Gaza⁴. Il sème la panique chez son ennemi qui abandonne l'idée de le coincer. Les Turcs n'osent pas l'affronter dans une bataille rangée et regagnent Jérusalem, prêts à défendre la ville⁵.

L'armée éclate en six colonnes. La première regroupe les femmes et sept cents bédouins. Elle prend le chemin du désert : Maân, Akaba, Suez, Le Caire. Les deuxième, troisième et quatrième colonnes sont de l'infanterie. Elles se dirigent vers les montagnes de Palestine. L'itinéraire est le suivant : l'embouchure du Jourdain, la mer Morte où les bancs de sable et le peu de fond permettent le passage à gué, et enfin Gaza où les renforts du Caire attendent. La dernière colonne est celle de Soliman pacha qui accomplit encore un exploit en rapatriant au Caire toute l'artillerie⁶. À la tête de sa division, il traverse le désert aride, choisit le chemin le plus long, soutient le moral des hommes, endure vingt-sept jours de marche à travers l'Arabie Pétrée⁷, Akaba et Suez. Handicapés par les malades, malades, escortés de cinq cents bédouins, Soliman pacha suit la première colonne à trois jours de distance.

¹ P. Mouriez, *Histoire de Méhémet-Ali, vice-roi d'Égypte*, Paris, L. Chappe, 1855, t. III, pp. 369-370.

² D'Armagnac, *op.cit.*, p. VII.

³ *Revue de l'Orient*, 1843, t. I, p. 30.

⁴ Daniel Panzac et André Raymond, *La France et l'Égypte à l'époque des vice-rois : 1805-1882*, Le Caire, 2002, p. 191.

⁵ D'Armagnac, *op.cit.*, p. 339.

⁶ S.H.A.T. 1K308 n°10.

⁷ Partie de l'Arabie formée de déserts pierreux ou regs.

Achmet-Menykli pacha conduit la cavalerie. À Akaba, le passage est difficile. Les chevaux restent sans boire, sans manger durant quatre jours. Arrivés dans un défilé, mourants de soif et écrasés à tirer les pièces d'artillerie et les caissons, ils vont périr. Le général ordonne d'abandonner les canons qu'il confie à la garde d'un bataillon. Les chevaux délestés gagnent Akaba. Une fois ravitaillés, ils reviendraient chercher le matériel¹. Les Arabes, descendus des montagnes, viennent porter quelques outres d'eau au bataillon de garde et les vendent à un prix fou. Un soldat, assoiffé et sans argent, s'abreuve violemment. Les Arabes manifestent dès lors de l'hostilité. Ils tuent deux officiers et quelques hommes. Le lendemain, les chevaux reviennent d'Akaba et reprennent leurs attelages. Plus de mille chevaux ont péri en avalant les premières gorgées. Les hommes se nourrissaient de fèves. Toutes les ressources avaient été concentrées à Gaza ! Soliman pacha confia ses blessés à Selim bey. Il envoie des dromadaires quérir de quoi manger à cor et à cri². C'est le dernier sac de provende. Les bêtes vont mourir d'inanition. On leur donne des palmes de dattiers ce qui provoque chez les animaux d'effrayants flux de ventre. Une semaine après, des sacs d'orge et de fèves, provenant d'un fortin, parviennent à cette troupe en détresse. Le matériel est déposé dans ce fortin. Quelques artilleurs y fomentent une conspiration. Ils volent l'eau aux soldats les plus timides. Au moment où ces derniers s'abreuvent, et qu'ils remplissent leur bidon, les soudards se jettent sur eux et s'emparent de leur eau. Soliman pacha fait bâtonner les voleurs. Cinq ou six meurent sous les coups. La colonne, mourant de faim, poursuit son chemin jusqu'à El-Nakel. Un puits d'eau salée sulfureuse mit quatre jours à éteindre la soif des malheureux. Les vivres arrivent enfin. Les pauvres soldats ont dévoré des chameaux morts rongés par les vers et ont même avalé la boue fétide de la mare du fortin.

En deux semaines, les alliés ont facilement pris les principales villes du littoral. La position en Syrie est devenue désespérée. Les forces d'Ibrahim pacha ne totalisent maintenant pas plus de 10 000 hommes. Elles sont ravagées par le typhus. Beaucoup de soldats en meurent. Ceux qui y échappent restent longtemps affaiblis : « On les apercevait dans les rues du Caire, portant sur le visage l'empreinte d'une longue souffrance ; ils étaient d'une maigreur indicible, se traînaient à peine, et les chefs du divan où ils allaient réclamer quelques paras pour vivre les faisaient chasser comme des êtres impurs dont le voisinage était dangereux. ³ » Ibrahim pacha laisse à son père le soin d'arranger un règlement diplomatique. L'amiral Napier est sur la rade d'Alexandrie depuis le 21 novembre 1840 avec deux navires de guerre. La population redoute un bombardement. Elle s'agite. Méhémet-Ali ne peut plus compter sur la garnison. Les troupes égyptiennes sont démoralisées. Elles sont incapables de combattre. Les soldats valides ne sont pas payés depuis dix mois, un an, deux ans pour certains. Ils réclament leur dû. Les canons sont encloués. Les Anglais adressent une dernière sommation à Méhémet-Ali qui persiste à vouloir résister. « J'ai conquis l'Égypte avec le sabre et ce ne sera qu'avec le sabre qu'on pourra me l'arracher⁴ », déclare-t-il à ceux qui le poussent à un arrangement. Méhémet-Ali hâte les fortifications d'Alexandrie, de Damiette et de Rosette. Une entrevue a lieu dans le nouveau palais de Ras el-Tin, entre l'amiral anglais sir Charles Napier et Méhémet-Ali. Napier s'exclame : « Si Votre Altesse n'écoute pas la demande officieuse que je lui fais de cesser une résistance qui serait une folie, il ne me restera plus qu'à vous bombarder, et Dieu m'est témoin que je vous bombarderai et que je flanquerai mes bombes en plein milieu de la pièce où vous êtes assis. ⁵ » Le vice-roi se retranche dans le fort fort Caffarelli. En cas de revers, il est prêt à s'y faire sauter. Artin bey parle à Méhémet-Ali : « Altesse, il ne s'agit plus maintenant de votre sabre, et vous ne trouverez personne qui veuille sauter avec vous. Sachez que la population s'insurge, que vous ne pouvez plus compter sur vos soldats. Sachez, enfin, que les canons des batteries destinées à garder la côte sont encloués. » Sachant que ses officiers ne le suivraient pas dans une résistance aussi désespérée qu'inutile, le vice-roi change d'avis et s'incline. Il est fort abattu car il vient d'apprendre la chute du ministère Thiers. « Je comprends, gémit-il, la France m'abandonne. ⁶ » La seule solution qui lui reste est la capitulation.

Pour calmer l'hostilité de l'Angleterre, et regrouper ses forces, Méhémet-Ali ordonne l'évacuation de l'Arabie. Redoutant des trahisons dans son entourage, mais heureux de s'en sortir à si bon compte⁷, il signe une convention le 27 novembre 1840 dans laquelle il se contente de la possession héréditaire de l'Égypte dans sa famille. Un échange de notes aboutit, grâce à la médiation de la France, à assurer à Méhémet-Ali la gestion viagère du Soudan. Il doit également abandonner la Syrie et renvoyer la flotte turque à Constantinople. Cette convention due à l'initiative de Napier mécontente Palmerston parce qu'elle n'humilie pas assez Méhémet-Ali. Il refuse donc de la ratifier. L'amiral Stopford désavoue Napier qui a agi sans instruction et sans autorisation. C'est la procédure prescrite par Palmerston le 14 novembre qui entre en application au début de décembre et se substitue à la convention caduque de Napier. L'amiral Stopford envoie à Alexandrie le capitaine Flanshaw chargé d'offrir à Méhémet-Ali l'Égypte héréditaire, sous condition que la flotte turque sera restituée et l'ordre envoyé à Ibrahim

¹ D'Armagnac, *op.cit.*, p. 332.

² *Ibid.*, p. 333.

³ *Revue de l'Orient*, 1843, t. I, p. 31.

⁴ A. Barthélémy Clot bey, *op. cit.*, p. 365.

⁵ E.M. Forster, *Alexandrie*, Paris, Quai Voltaire, 1990, p. 138.

⁶ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 68.

⁷ Jean Lucas-Dubreton, *op. cit.*, p. 428.

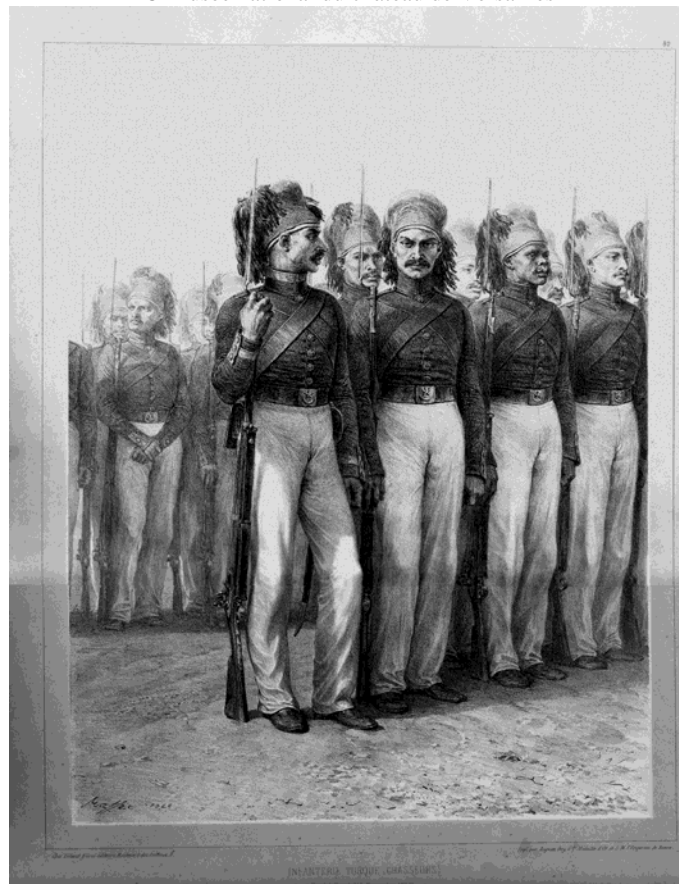
d'évacuer la Syrie, dans un délai de trois jours. Le 8 décembre, Flanshaw adresse au vice-roi une note contenant ces propositions. Le 10, Méhémet-Ali accepte la paix. Le lendemain, il prend des mesures pour la restitution de la flotte ottomane¹. Beaucoup d'historiens parlent de défaite pour le pacha qui perd en partie son empire. Pour Walewski, au contraire, Méhémet-Ali en joueur, a misé et limité ses pertes pour atteindre un seul but : « Méhémet-Ali, [...] né au milieu de notre civilisation, eût été plus près de devenir un Metternich ou un Talleyrand qu'un Napoléon. Sa conduite politique depuis dix ans vient à l'appui de tout ce que j'avance sur son caractère. Téméraire ; en 1833 il ne se fût pas arrêté à Konya. Homme de génie ; en 1839 il ne se fût arrêté à Nezib. Il n'a jamais osé porter franchement ses vues sur le trône des Sultans ; il a pu parfois songer à atteindre ce but mais les chances de cette entreprise étaient trop douteuses pour son esprit prudent... Son ambition s'est toujours bornée à obtenir l'hérédité d'Égypte, et celle de la Syrie s'il était possible ; et encore a-t-il sans cesse marché dans cette voie avec circonspection, de telle façon à ne jamais risquer le tout pour le tout. Son entêtement, la résolution apparente qu'il montrait de ne pas vouloir rabattre de ses prétentions, reposaient entièrement sur la connaissance qu'il avait de la situation réciproque des cabinets européens. ²»

¹ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 40. Lettre adressée par Méhémet-Ali au grand vizir le 11 décembre 1840.

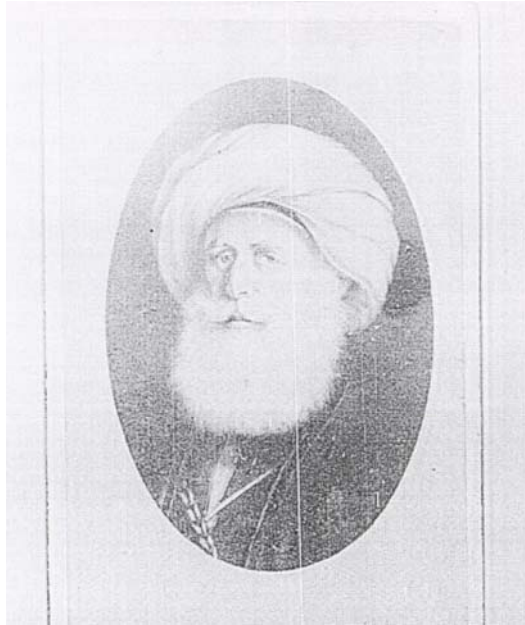
² Lettre de Walewski à Thiers du 24 octobre 1840. Correspondance politique Égypte f°71-74. Citée par Caroline Gaultier-Kurhan, *op. cit.*, p. 211.



Henri-Guillaume Schlesinger, *Mahmoud II, sultan (1785-1839)*
© Musée national du château de Versailles



Chasseurs de l'infanterie turque, Constantinople, 7 novembre 1837.
Collection particulière



Photographie de Méhémet-Ali
Source : Bibliothèque nationale



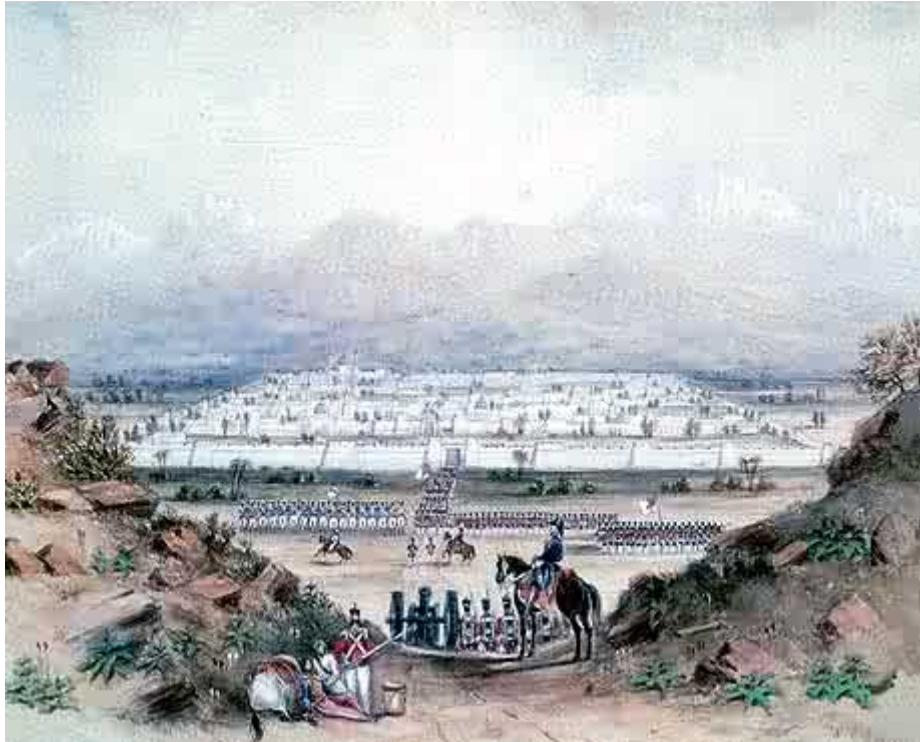
Auguste Couder, *Méhémet-Ali, vice-roi d'Égypte (1769-1849)*
© Gérard Blot, Musée national du château de Versailles



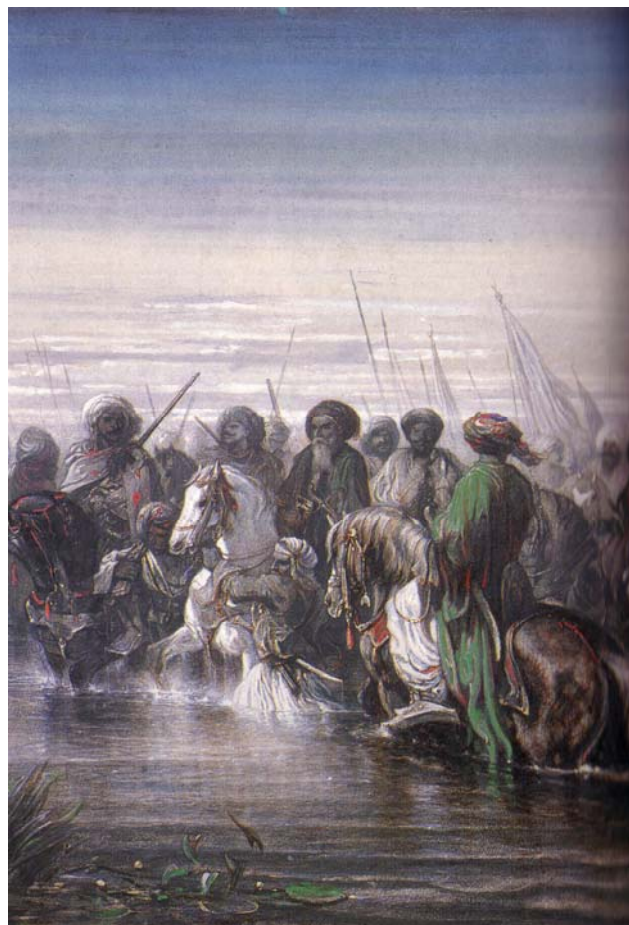
Dost Mohammed, roi qui régnait à Kaboul et que les Britanniques voulurent remplacer.



L'artillerie à cheval britannique pénètre en Afghanistan.



L'armée des Indes entre dans Kandahar le 4 mai 1839.



Cavalerie turque traversant un gué.
Aquarelle de Gabriel-Alexandre Decamps. 1848.
© Musée Condé. Chantilly.



*Armée égyptienne : cuirassier, lancier, hussard d'après une aquarelle de Goupil Fesquet.
 Source : Gabriel Hanotaux, *Histoire de la nation égyptienne*, Paris, 1936, t. VI.*



N° 322. Infanterie égyptienne. D'après M. Prisse.

Infanterie égyptienne



N° 323. Artillerie égyptienne. D'après M. Prisse.

Artillerie égyptienne

Source : Adolphe Joanne, *Voyage illustré dans les cinq parties du monde en 1846, 1847, 1848, 1849*, Paris, s.d.



N° 310. Armée d'Egypte. — Le serment au drapeau. Par M. Prisse.



Bataille de Nézib (24 juin 1839). (Page 357, col. 2.)

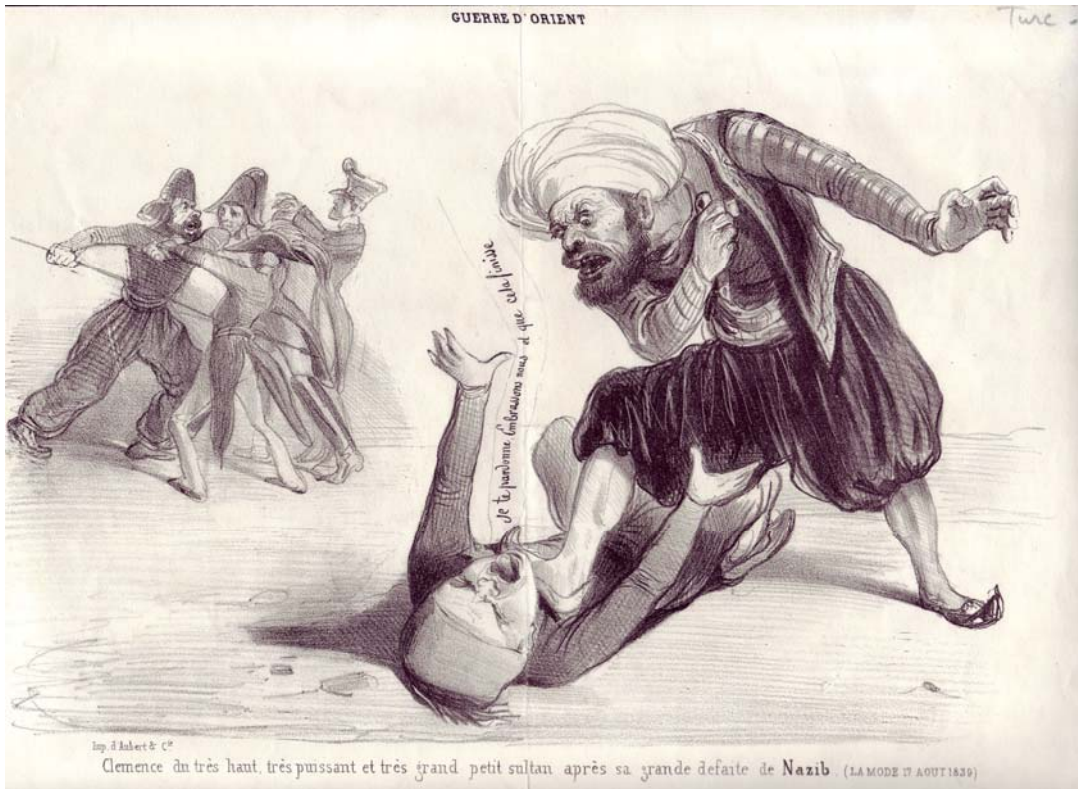
Bataille de Nezib, 24 juin 1839
 © Musée national de la Marine/ Photothèque



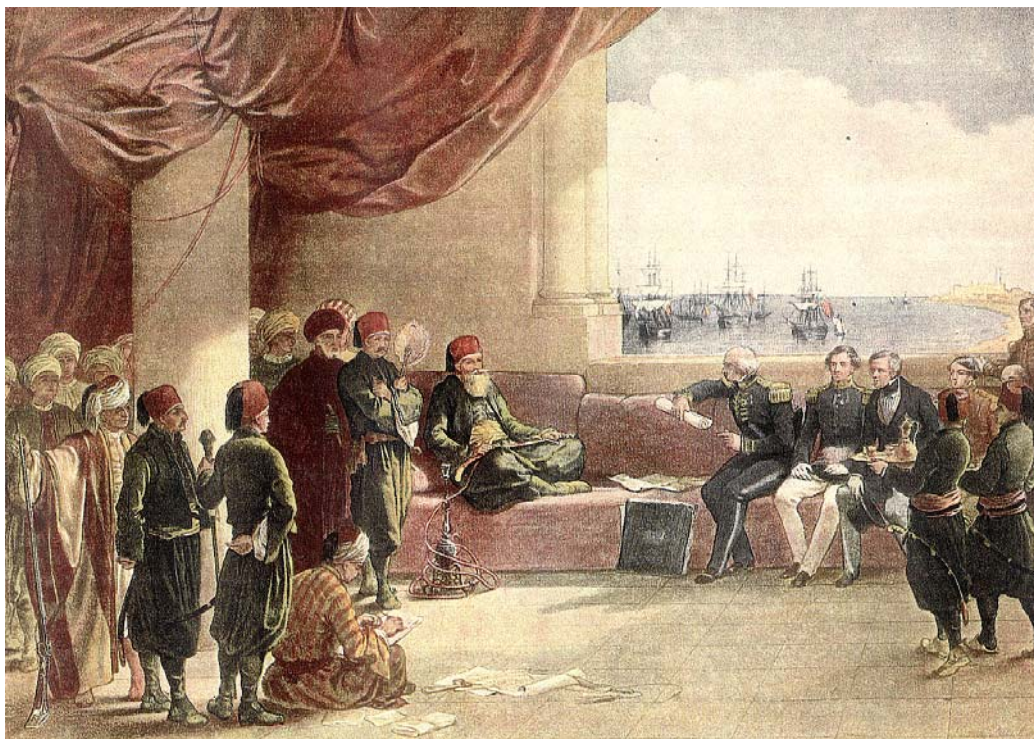
Les puissances européennes ayant pris une nouvelle attitude, la porte ne sera pas enfoncée.

Les puissances européennes ayant pris une nouvelle attitude, la porte ne sera pas enfoncée, La Mode, 27 juillet 1839, collection particulière.

Français, Anglais, Prussiens et Autrichiens retiennent l'Égypte. Une fois foulé aux pieds, le sultan ottoman mort, Méhémet-Ali risque de se heurter à la Russie. On redoute un tel conflit.



Clémence du très haut très puissant et très grand petit sultan après sa grande défaite de Nezig, La Mode 27 août 1839. Collection particulière



Méhémet-Ali recevant une ambassade anglaise à Alexandrie en 1839, David Roberts.



Le 4^e régiment de Hussards britannique



Le 16^e régiment de lanciers anglais.



Infanterie britannique indigène de Madras.



La cité de Ghuzni en Afghanistan



Le 17^e régiment d'infanterie britannique prend d'assaut la Porte de Kaboul lors du siège de Ghuzni en Afghanistan, 23 juillet 1839.

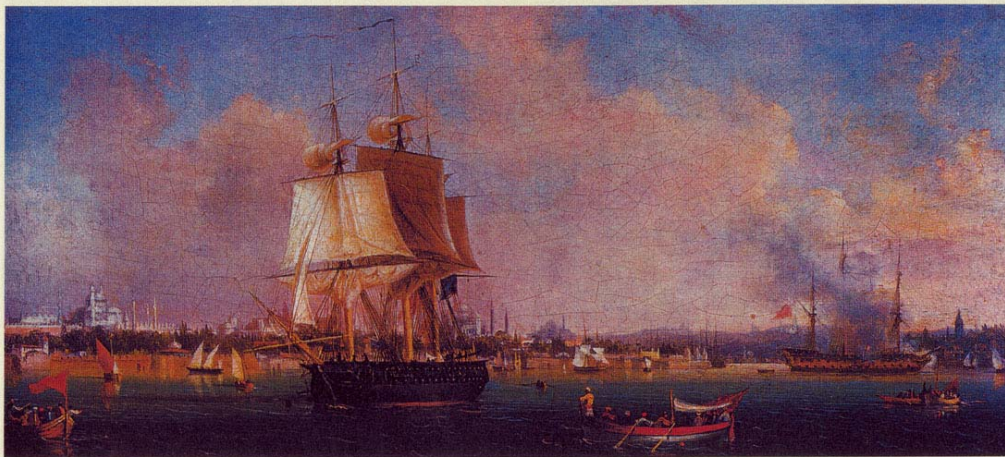


Cavaliers turcs, dit aussi *Porte-étendard turc*, tableau de Decamps. © Musée Condé, Chantilly. Cette œuvre fut exposée au Salon de 1839. Un Bairactar agite son étendard pour rallier les siens.



Le combat d'Akhulgo par France Roubot, 1891.

Au Caucase, Chamil pacha réfugié dans sa forteresse d'Akhulgo est attaqué par les Russes.
Le siège a lieu entre le 29 juin et le 18 août 1839.



La Belle Poule devant Constantinople

Ambroise-Louis Garneray

Ambroise-Louis Garneray, *La Belle Poule devant Constantinople*, collection particulière



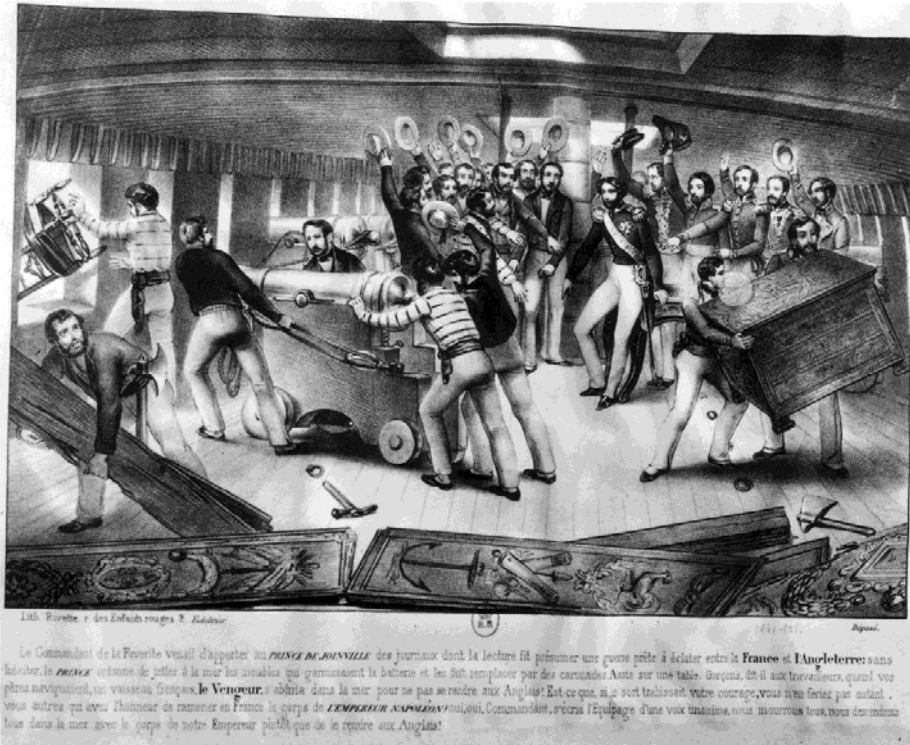
Dessin reproduit dans Alphonse Karr, *Les Guêpes*, novembre 1839-février 1840, p. 14. © Bibliothèque nationale

Ce papier chiffonné et griffonné par un député a été retrouvé sur les bancs de l'assemblée. Un collègue l'a conservé et a bien voulu permettre de le faire imprimer dans *Les Guêpes*.

Le paysage indique l'ennui du parlementaire qui regrette sa maison des champs. Il s'écrie avec le poète latin *ô rus quando te aspiciam*. Il se figure lui-même pèlerin porteur d'un bâton qui retourne chez lui. Les petites croix sont vraisemblablement des oiseaux. La question d'Orient y figure. Le visage à longue moustache qui occupe le centre du papier doit être le portrait d'Abd el-Kader. L'émir est encore présent, un peu plus bas, à cheval. Les quatre soldats français qui chargent à la baïonnette sont peut-être l'expression d'une idée stratégique de M. le député. L'animal à longue queue paraît appartenir également à la question d'Orient et au siège d'Hérat pris dans le sens adopté par la Chambre.



Un cabinet de lecture en Allemagne, 1840, peinture de L. Arnott,
© Berlin, musée historique allemand.



« Branle-bas de combat » à bord de la *Belle-Poule*
 © Musée national de la Marine/ Photothèque



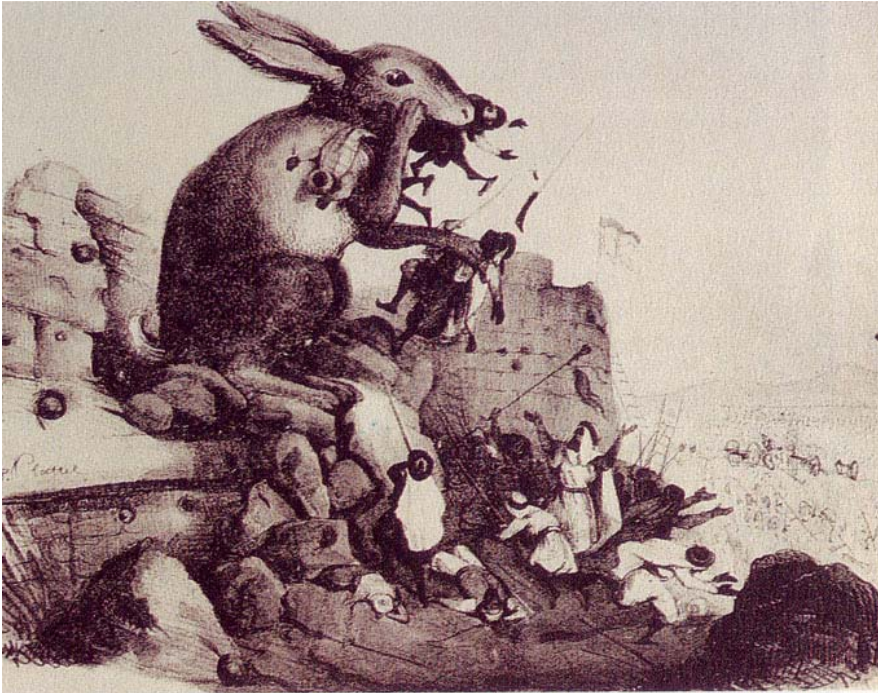
Adrien Dauzats, *Passage des Portes de Fer, fond du ravin*, 1839.
 © Musée Condé, Chantilly.



Philippeaux, *Le duc d'Orléans accorde la liberté à deux prisonniers arabes le 21 mars 1840.*
© Gérard Blot RMN



Jean-Adolphe Beauce, *Défense héroïque du capitaine Lelièvre à Mazagran, du 3 au 6 février 1840.* 1842.
© Musée d'art et d'histoire de Narbonne



Après trois jours de résistance acharnée, le capitaine Lelièvre a repoussé les troupes d'Abd el-Kader au large du fortin de Mazagran. Promu chef de bataillon, il devient vite à Paris un héros caricaturé. © Sélection Images



Hippolyte Bellangé, *Prise du Teniah de Mouzaïa le 12 mai 1840 par les zouaves et les tirailleurs de Vincennes sous les ordres du colonel Lamoricière. Le duc d'Orléans commandant en chef.* © Musée Condé. Chantilly.



(Le lieutenant-général Changarnier.)

Le lieutenant-général Changarnier
 Source : *L'Illustration* 1843-1848



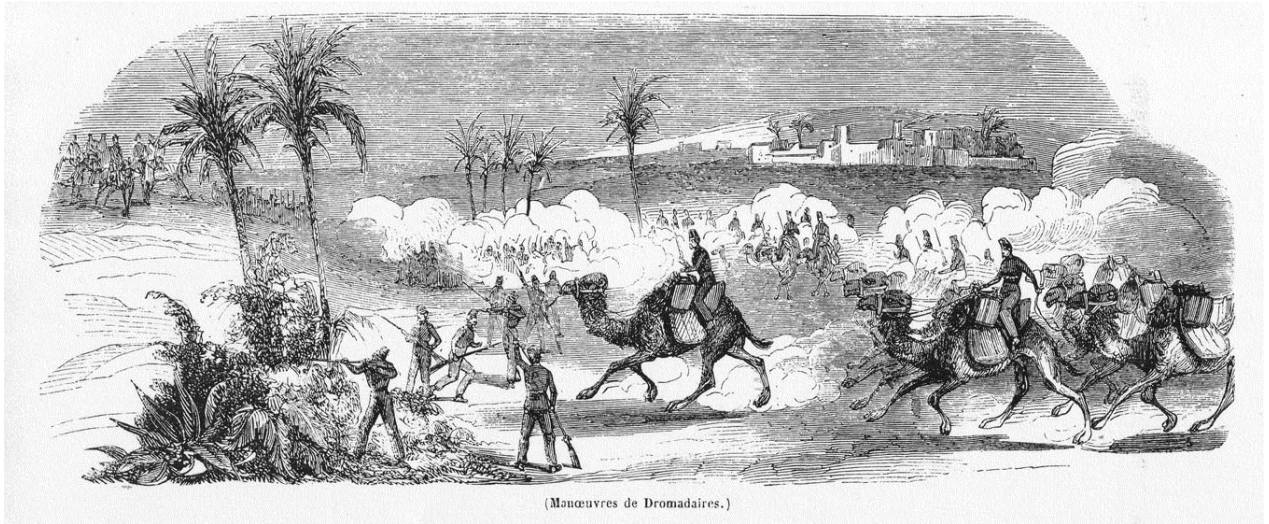
Louaves, 1840.

Collection particulière



(Chasseur d'Algerie) (Artilleur) (Zouave algérien) (Zouave en robe) (Chasseur d'Algerie) (Artilleur) (Zouave algérien) (Zouave en robe) (Chasseur d'Algerie) (Artilleur) (Zouave algérien) (Zouave en robe)

Types militaires de l'Algérie, par Wassili Timm
 Types français
 Source : *L'Illustration* 1843-1848



(Manœuvres de Dromadaires.)

Manœuvres des dromadaires



Hocine Ziani, *Le serment d'allégeance à l'émir Abd el-Kader ou la Moubayaâ*, 2008/2009, collection de l'État algérien.



Types militaires de l'Algérie, par Wassili Timm
Types indigènes

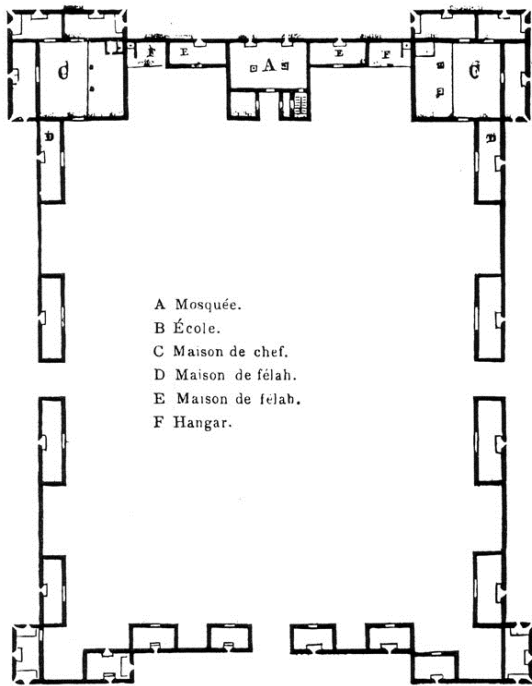
Source : *L'Illustration* 1843-1848

Abd el-Kader a constitué une armée régulière, entraînée et encadrée à l'européenne par des déserteurs de Tunis, d'Égypte et même de la Légion étrangère. Dix mille soldats sont répartis entre huit des *khalifas* ou lieutenants de l'émir. La solde est de 4 à 6 boudjous (1,80 franc de l'époque) par mois, de 8 boudjous pour le sous-lieutenant et de 12 pour le lieutenant. Les tambours et les clairons utilisent les batteries et les sonneries de l'armée française. Abd el-Kader conçoit une série de décorations militaires comme la main d'argent à cinq doigts en 1839. Les deux classes supérieures comprennent six et sept doigts. Outre cette décoration, l'émir en crée une autre : un petit sabre d'argent long de dix centimètres dont la poignée porte le nom de Mahi Eddin, père d'Abd el-Kader et marabout vénéré. La lame est ajourée de façon à composer la sentence : « Est invulnérable celui qui a confiance en Dieu. »

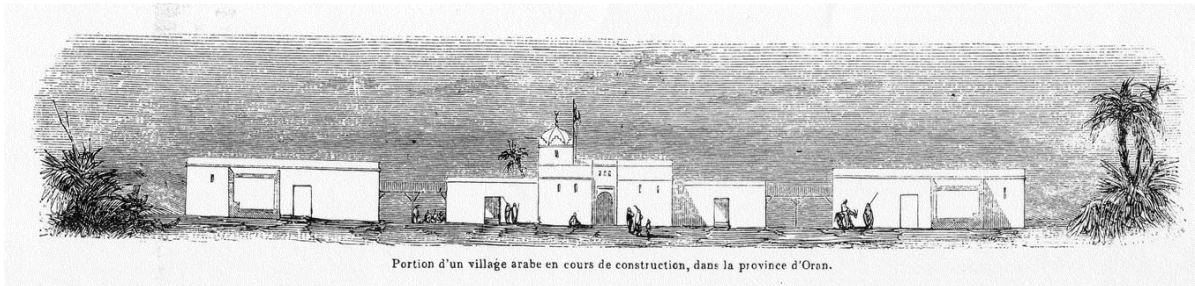


Embarquement des colons pour l'Algérie.

Source : *L'Illustration* (1843-1848)



Plan d'un village arabe.



Portion d'un village arabe en cours de construction, dans la province d'Oran.



Alexandrie, lithographie de David Roberts.



Le vice-amiral Duperré était un marin de grande classe qui avait fait ses preuves sous l'Empire en remportant de nombreuses victoires sur les Anglais. Nommé en 1830 à la tête de la flotte de six cents bateaux chargée de conduire en Algérie le corps expéditionnaire français, il assumait la responsabilité du débarquement à Sidi-Ferruch. Sa contribution au succès de l'opération lui valut d'être nommé amiral et pair de France par le roi Charles X. Lors de la crise de 1840, il fut nommé à la tête de l'escadre qui devait éventuellement opérer en Méditerranée. Tableau de Joseph-Désiré Court. Musée de Versailles.



Collection de S. M. le Roi Fouad

L'ATTAQUE ET LA CAPTURE DE SIDON
d'après un dessin du lieutenant Warre

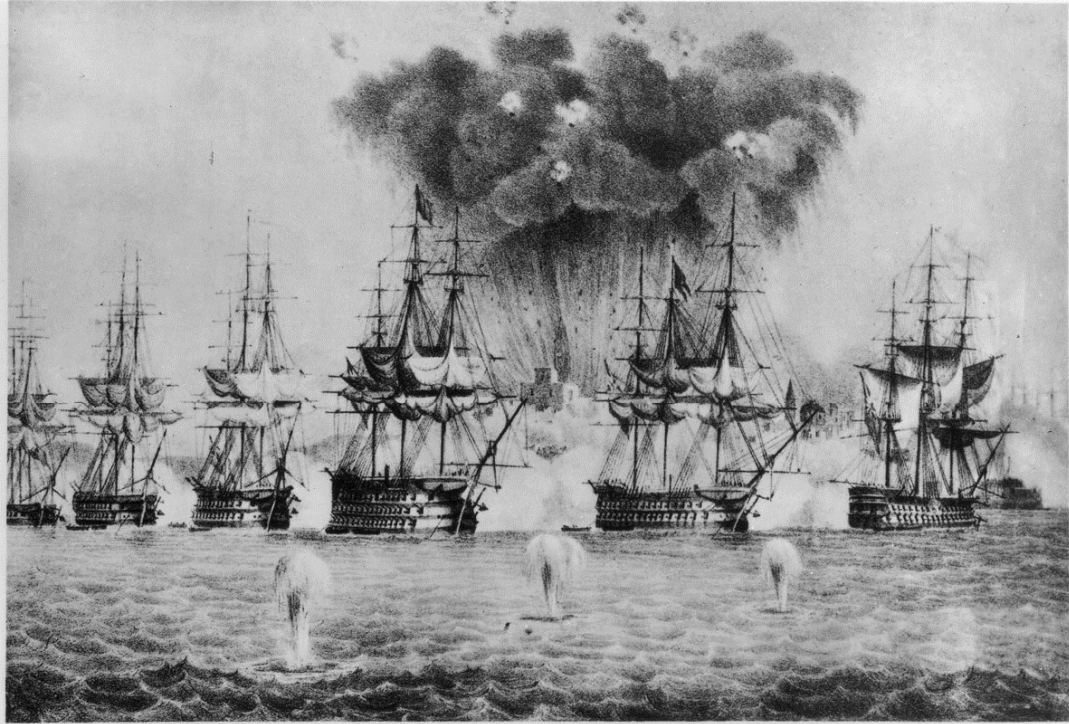
L'attaque et la capture de Sidon, le 26 octobre 1840, d'après un dessin du lieutenant Warre
Collection de S.M. le Roi Fouad © Musée national de la Marine/ Photothèque



G. Greatbach d'après G. W. Terry, *Attaque de Sidon par l'amiral Napier*, 1851.



H. Winkles d'après G.W. Terry, *Bombardement de Saint-Jean d'Acre par l'amiral Napier le 3 novembre 1840*, 1851

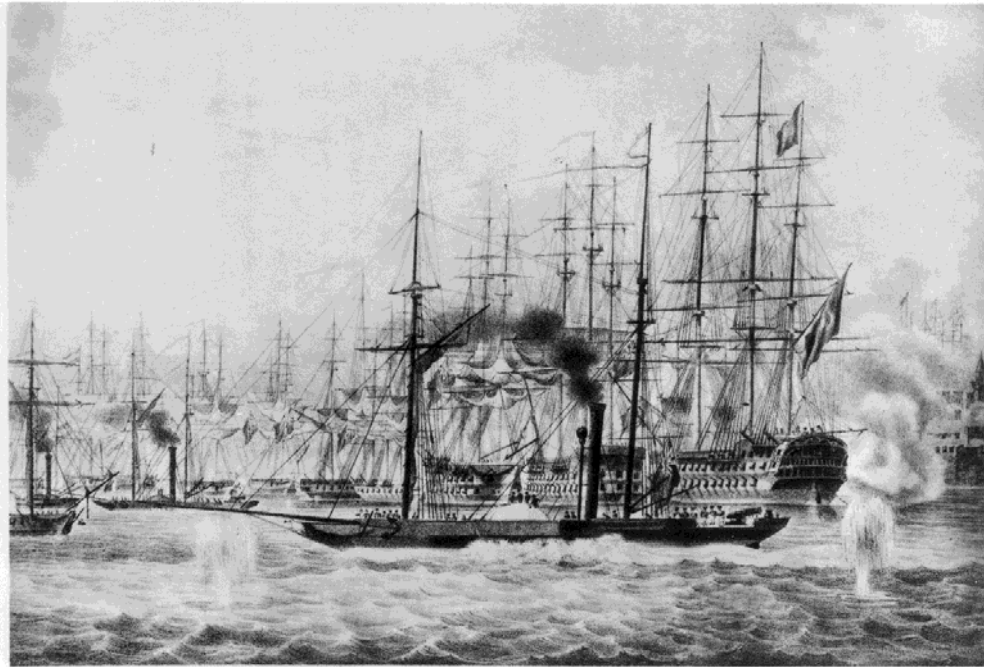


Bibl. Nat.

LA BATAILLE DE SAINT-JEAN D'ACRE, LE 3 NOVEMBRE 1840

par J. K. Wilson

La bataille de Saint-Jean d'Acre, le 3 novembre 1840, par J. K. Wilson
© Musée national de la Marine/ Photothèque

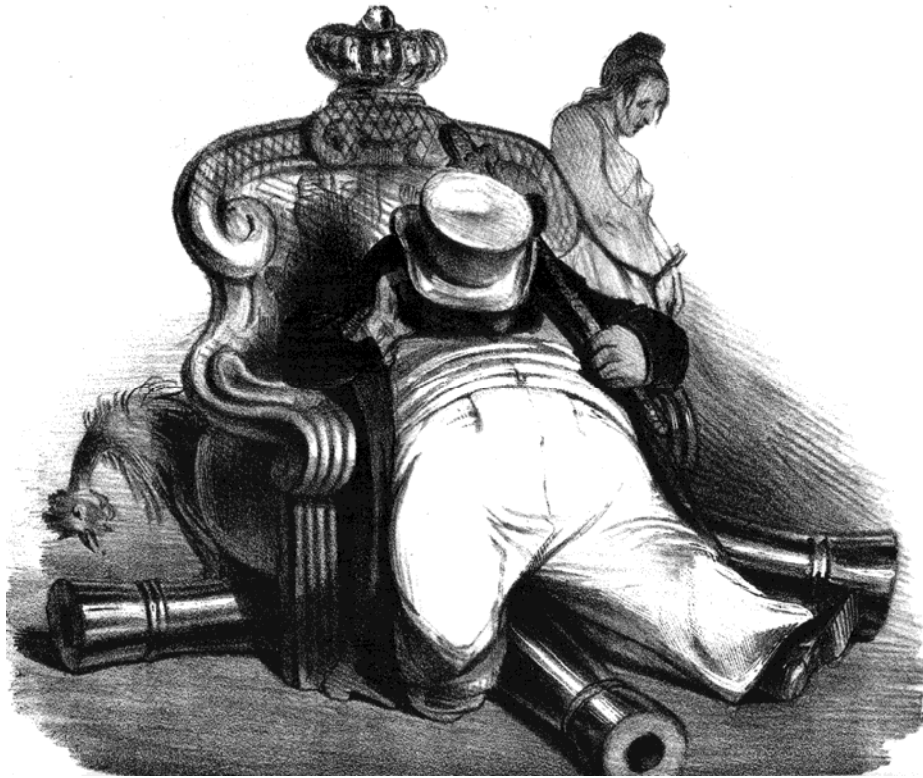


Bibl. Nat.

LA BATAILLE DE SAINT-JEAN D'ACRE, LE 3 NOVEMBRE 1840

par J. K. Wilson

La bataille de Saint-Jean d'Acre, le 3 novembre 1840, par J.K. Wilson
© Musée national de la Marine/ Photothèque



Le Repos de la France, caricature d'Honoré Daumier. R. Lejeune, *Honoré Daumier*, Lausanne, Héliographie, 1953, planche 19.

Le monarque emplit le trône de son vaste corps et somnole repu, mais le sceptre est devenu un gourdin. Les canons sont pointés contre le peuple. La France au bonnet phrygien, les mains liées, se lamente sur sa liberté perdue. La France s'abîme dans « ce sommeil sans rêves » et applaudit à une politique sans grandeur contre laquelle Royer-Collard lui-même élève à la Chambre une voix inquiète.



Les Afghans attaquent les troupes britanniques et indiennes contraintes de battre en retraite lors de la première guerre afghane 1839-1842.



Tireurs d'élite afghans ou *Ghilzais*



Infanterie de ligne britannique



The last stand of the 44th at Gandamak.

La désastreuse retraite de l'armée britannique depuis Kaboul en 1842 dans un territoire hostile a été marquée par la fatigue, les maladies et les embuscades. Les pertes furent très lourdes.

Source : Douglas Porch, *Wars of Empire*, Londres, John Keegan, 2000.



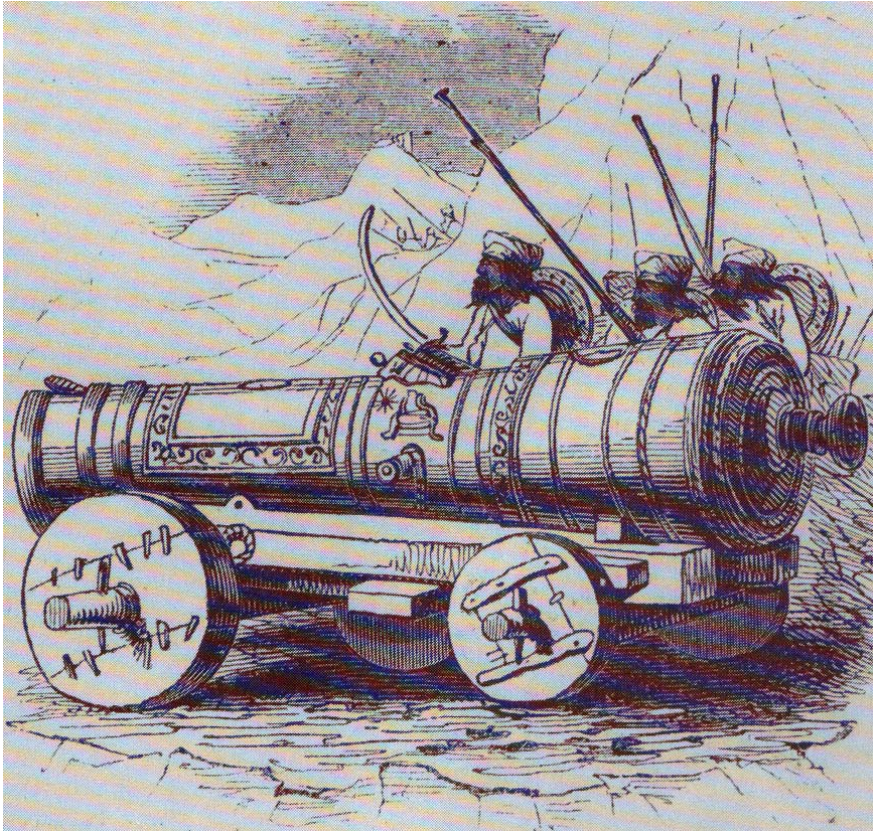
Le docteur Brydon arrive à Jalalabad. Il est le seul survivant de la colonne britannique, décimée en Afghanistan, qui comptait près de 16 500 hommes.



L'armée britannique traverse la montagne afghane. Elle va mener une expédition de reconquête après la perte de Kaboul.



Le général Pollock en train de forcer le col du Khyber en route pour Jalalabad. Les Britanniques se devaient de rétablir leur prestige. D'après l'*Illustrated London News* du 11 juin 1842.



Un canon afghan d'après l'*Illustrated London News* du 11 juin 1842.



Le capitaine Mackenzie de l'armée des Indes après sa libération



Circassiens, Lesghiens et cosaques de la ligne de l'escorte de S.M. L'Empereur de Russie par Auguste Raffet, 1842.



Source : *L'Illustration*, samedi 14 septembre 1844



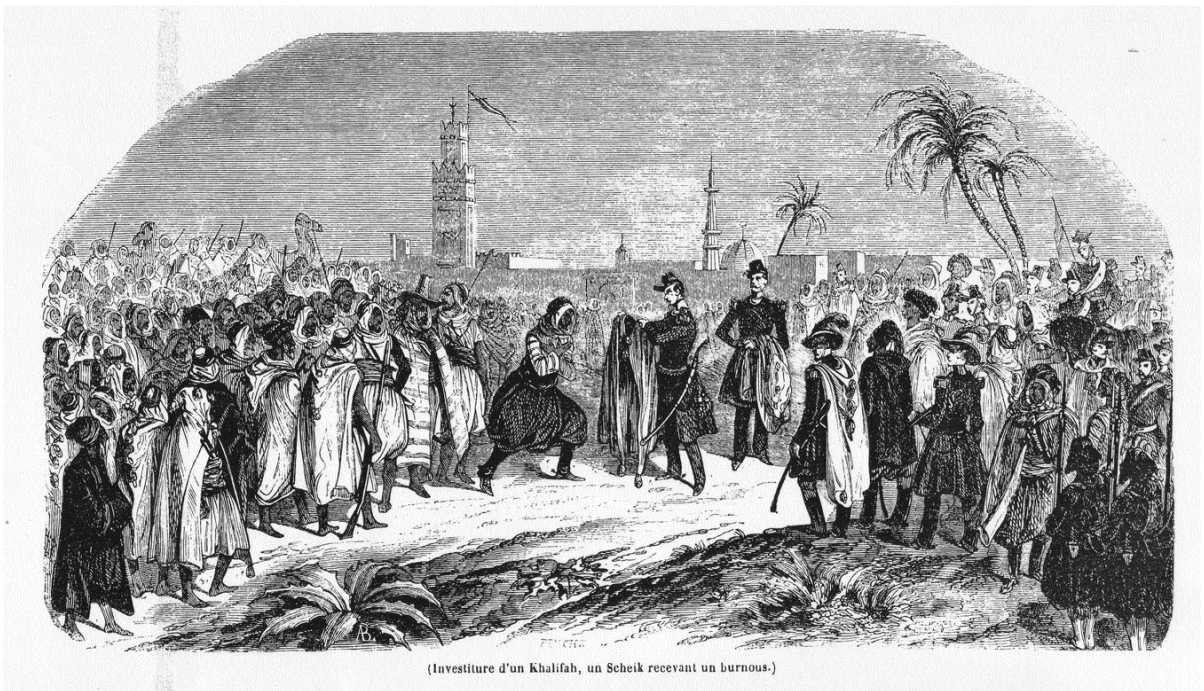
Auguste Raffet, *Le duc d'Aumale le 26 septembre 1842*.
© Musée Condé Chantilly.



Pierre-Antoine Labouchère, *Le duc d'Aumale assis au bois des oliviers avec le commandant Durieu et l'aga Chourar*. 1843
Musée Condé. Chantilly.



Édouard Pingret. Portrait d' Amar ben Ferrath, agha des Ouled Aïad. 1843.
Chantilly. Musée Condé.



(Investiture d'un Khalifah, un Scheik recevant un burnous.)

Investiture d'un *khalifa*, un cheik recevant un burnous.



Épisode d'une razzia par des réguliers d'Abd-el-Kader sur des Arabes soumis.)

Épisode d'une razzia par des réguliers d'Abd el-Kader sur des Arabes soumis. Source : *L'illustration* 1843-1848



Le général Lamoricière

Source : *L'illustration* 1843-1848

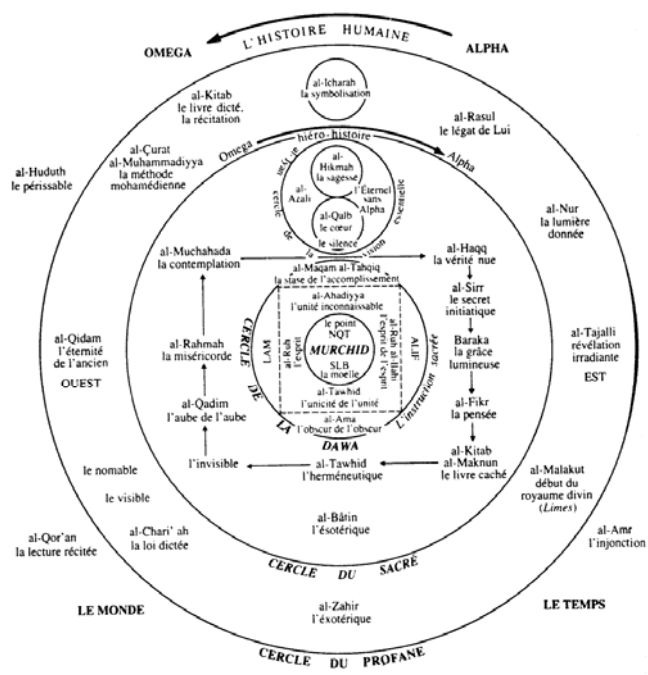
Colonel des zouaves, Lamoricière mène la charge « à la baïonnette » pour s'emparer de Constantine le 13 octobre 1837. Il y est blessé. Cette action d'éclat n'est pas sans rappeler les heures de gloire des armées napoléoniennes mais, général en 1843, il dirige des opérations de guerre totale. Ses « colonnes infernales » ratissent le terrain et sèment la terreur parmi les tribus récalcitrantes. La guerre conventionnelle cède le pas au profit d'une pacification forcée où le choix de l'extermination programmée, y compris des populations civiles, dépasse le cadre de la razzia.



Edouard Detaille, *Le duc d'Aumale attaque la smala à Taguin, le 16 mai 1843.*
© Musée Condé. Chantilly.



Alfred Decaen, d'après Horace Vernet, *La prise de la smala d'Abd el-Kader.*
© Chantilly. Musée Condé



Le tracé de Ibn Arabi et son utilisation par Abdelkader pour sa cosmogonie de la Smala.

Cosmogonie utilisée pour la smala par Abd el-Kader

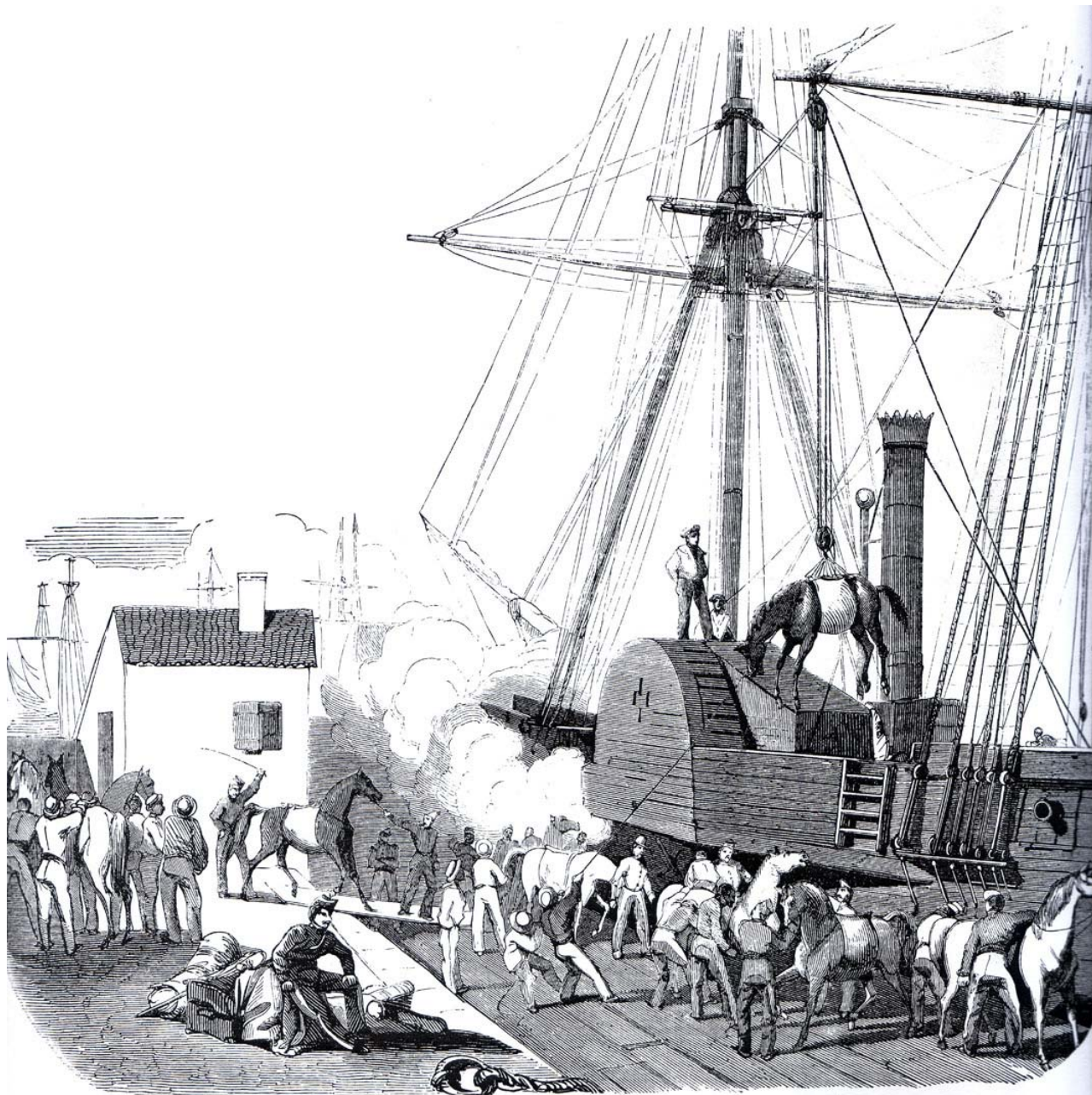


Bombardement de Tanger (avril 1844).

Bombardement de Tanger (avril 1844)



Durand-Brager (1814-1879) : *Prise de Mogador par l'escadre du Prince de Joinville, 1844*
© Musée de la Marine, Paris.

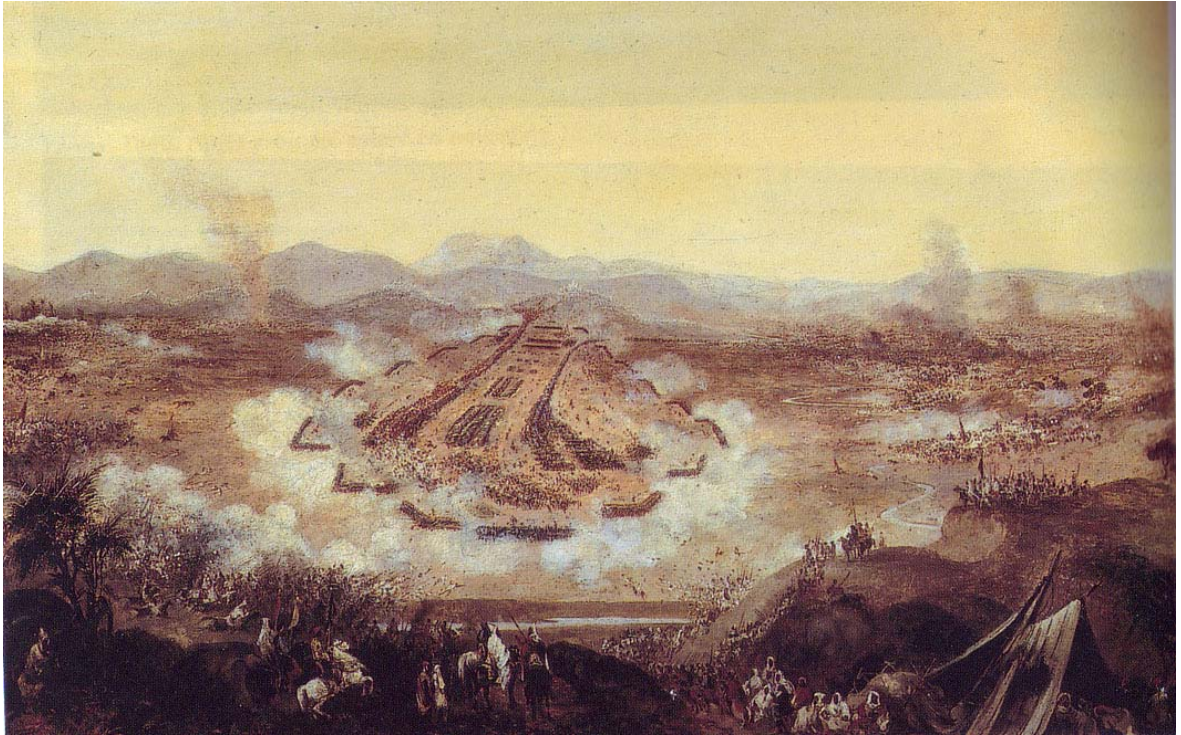


Embarquement de chevaux à Port-Vendres, d'après un dessin de M. Letuaire.)

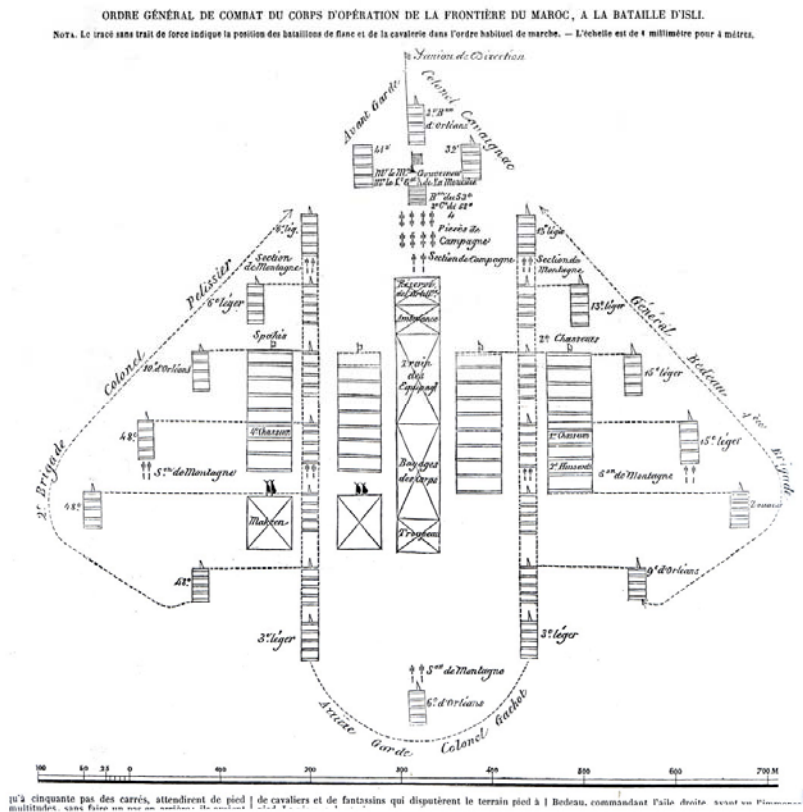
Embarquement de chevaux à Port-Vendres, d'après un dessin de M. Letuaire.

Source : *L'Illustration* 1843-1848.

Le maréchal Bugeaud réclama des renforts pour le succès des armes françaises au Maroc. On lui envoya deux régiments de cavalerie. Les chevaux furent embarqués à Port-Vendres entre le 18 juillet et le début du mois d'août 1844. On s'était aperçu, aux premiers chevaux arrivés à bord du navire à vapeur *l'Orénoque*, que les cases préparées pour recevoir deux chevaux, et ayant une largeur de 1 mètre 80, pouvaient en contenir trois, et l'emménagement avait eu lieu ainsi. *Le Cuvier*, autre bâtiment à vapeur, avait au moyen d'un pont pu faire venir ses chevaux sous le palan. Il avait déjà tout un côté garni, lorsqu'on avait su de quelle façon l'installation se faisait à bord de *l'Orénoque*, on procéda de la même manière. *L'Orénoque* prit 160 chevaux au lieu de 100 et *le Cuvier* 90 au lieu de 50.



Élevé à la dignité de maréchal de France en juillet 1843, Bugeaud viole le 12 août 1843 le territoire marocain et écrase le lendemain sur les bords de l'Isly les troupes du sultan Mulai Abd al-Rahman. Huile sur toile, musée de l'Armée. © G. Dagli Orti.



Source : *L'Illustration*, 7 septembre 1844.

Bugeaud adopta la formation de « la tête de porc » lors de la bataille de La Sikkak en 1836. Il reprit cette disposition lors de la bataille d'Isly. Bien des armées l'adoptèrent, selon des variantes, par la suite car son dispositif défensif protégea les convois en territoire ennemi. Il est en revanche difficile à former sur un terrain accidenté ou boisé.



Horace Vernet, *Bataille d'Isly*, 14 août 1844. © Musée national du château de Versailles.



Détails : Horace Vernet, *Bataille d'Isly*, 14 août 1844. © Musée national du château de Versailles

Ayant investi le camp composé de tentes du fils du sultan du Maroc, les troupes françaises sont sur le point de remporter la victoire. Le général Yousof, suivi des officiers d'Allonville, Legrand et Fleury, présente au maréchal Bugeaud, que suit le colonel Foy, les étendards et le butin de guerre, ainsi que le parasol du commandement marocain que tient Mohammed ben-Sabor, maréchal des logis aux spahis, tandis que le chef douaïr Kaïd Mohammed ben-Kaddour et le spahi Mohammed Ould-Amedoa brandissent des drapeaux pris à l'ennemi. À droite se trouve une ambulance où l'on soigne les blessés, officiers de spahis pour la plupart, tandis que, dans le fond, la bataille se poursuit encore, mettant en avant les chasseurs d'Afrique. Le tableau est prétexte, comme toujours chez Vernet, à multiplier les portraits de militaires, et l'œuvre apparaît ainsi autant comme une scène de bataille que comme un portrait de groupe.



Détails : Horace Vernet, *Bataille d'Isly*, 14 août 1844. © Musée national du château de Versailles
Bugeaud atteint le camp de Sidi Mohammed. Le 8^e bataillon des chasseurs à pied (tenue bleu sombre) avance au pas de course pour continuer la poursuite. Au fond, les unités de la colonne du goum sont assaillies par les Marocains.



Philippe Larivière, *Thomas Robert Bugeaud de la Piconnerie, duc d'Isly, maréchal de France (1784-1849)*
© Musée national du château de Versailles.



Officier des spahis 1845.



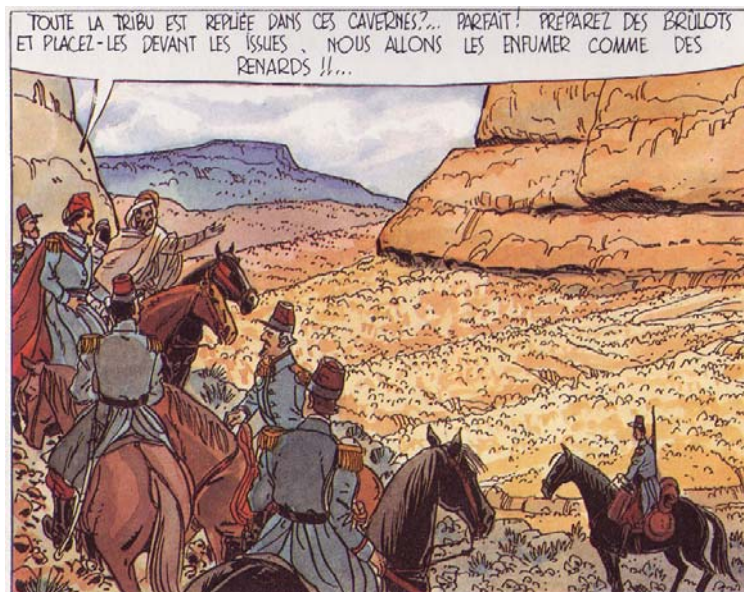
Zouaves, 1846.



L'enfumade du Dahra. Gravure de Tony Johannot.

L'artiste donne l'une des versions officielles : les assiégés se sont massacrés entre eux.

Source : François Maspero, *L'honneur de Saint-Arnaud*, Paris, Plon, 1993.



Ferrandez, dans *Carnets d'Orient*, ne se prive pas de montrer la sauvagerie de la conquête de l'Algérie. Ici, il évoque les « enfumades ».



Louis Théodore Devilly, *Le combat de Sidi-Brahim*. © Musée des Beaux-Arts de Bordeaux.

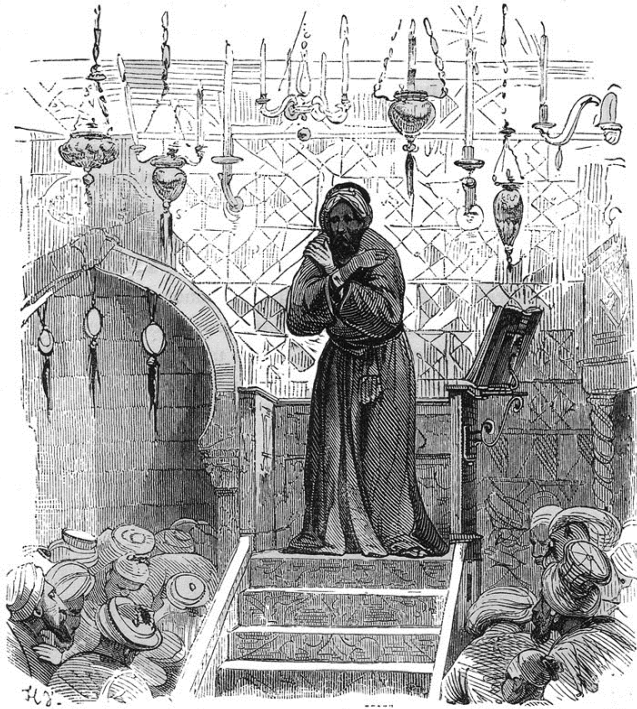
Se jetant dans le marabout de Sidi Brahim, la colonne française est taillée en pièces par trois mille Arabes. Le colonel Montagnac qui marchait en tête de l'avant-garde avait été tué un des premiers. La scène qui est ici représentée est celle de la fuite en avant des carabiniers, le 26 septembre 1845, au cours de laquelle est tué le capitaine Géraux.



(Tête de Sidi-Embarek exposée à Alger. — D'après un dessin envoyé d'Alger.)



Prosper Marilhat (1811-1847), *Ruines de la mosquée du calife Hakem au Caire*.
© Musée du Louvre.



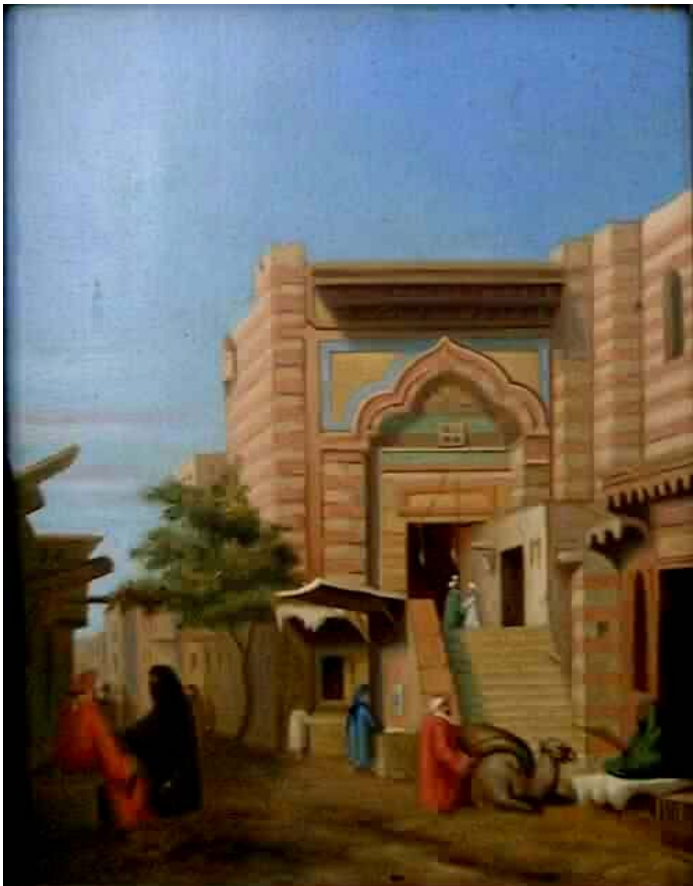
N° 320. Un prédicateur égyptien. Par M. Horace Vernet.



Prosper Marilhat (1811-1847), *Arabes syriens en voyage*.
© Musée Condé, Chantilly.



Prosper Marilhat (1811-1847), *Caravane*. Musée du Louvre.



Karl Girardet (1813-1871), *Vue de la mosquée El Moyed au Caire*, 1841.



Le Caucase, il s'agit d'une ancienne croix suspendue sur les hauteurs de la Sasche. Elle prouve l'ancienne présence de la chrétienté dans cette région. Au second plan, à gauche, il s'agit d'un canon russe avec ses servants prêts à en découdre avec les rebelles tcherkesses.
 © BELL (James Stanislaus), *Journal of a residence in Circassia during the years 1837-1839*, Londres, 1840, 2 volumes.



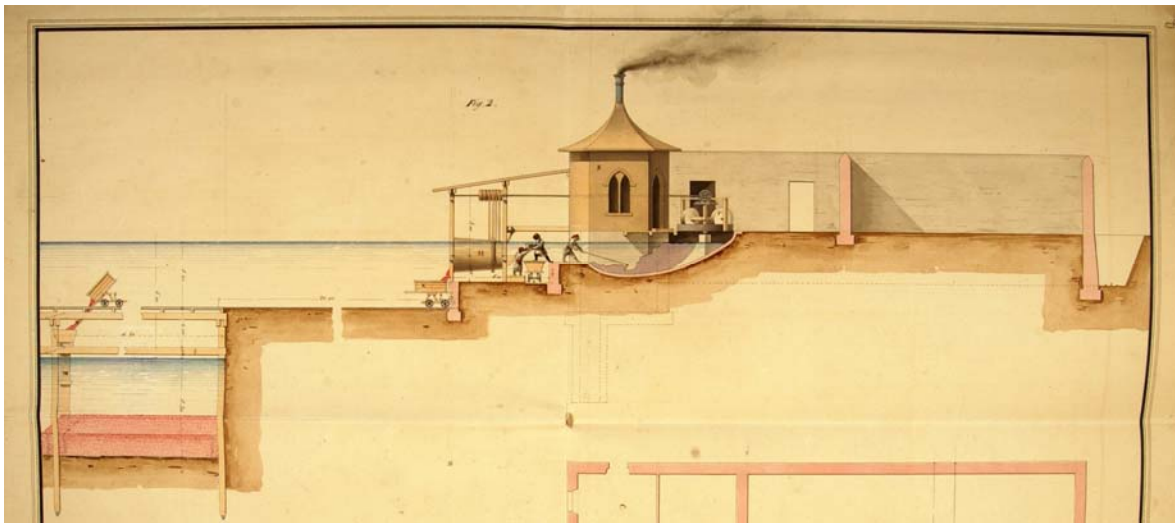
Les estimables membres de l'Académie
 Caricature de Grandville



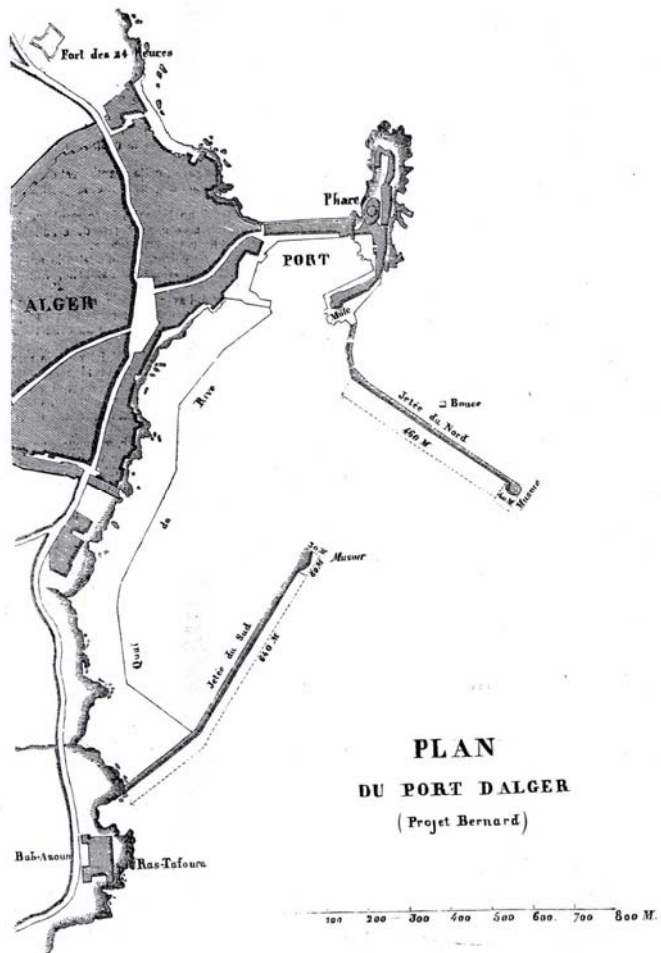
Edme-Adolphe Fontaine, *Visite d'Ibrahim Pacha à l'École de Saint-Cyr le 22 mai 1846.*
Musée de l'Armée Photo RMN© Pascal Segrette

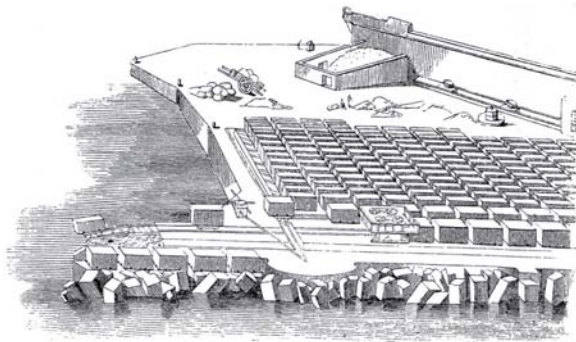


Philippe Larivière, *Ibrahim pacha, 1789-1848.*
Musée national de Versailles.

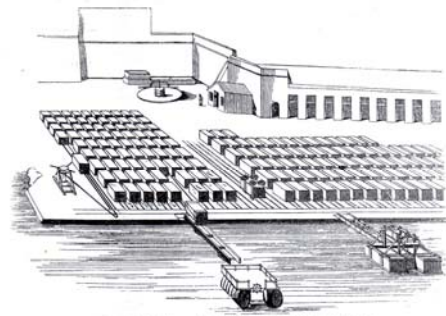


Source : Archives du ministère des Affaires étrangères, Paris. A.M.A.E., A.D.P., Egypte, vol. 1 bis, planche VIII. Plan réalisé par Mougel le 1^{er} décembre 1842. Ces travaux sont prévus pour la réalisation du barrage sur le Nil.



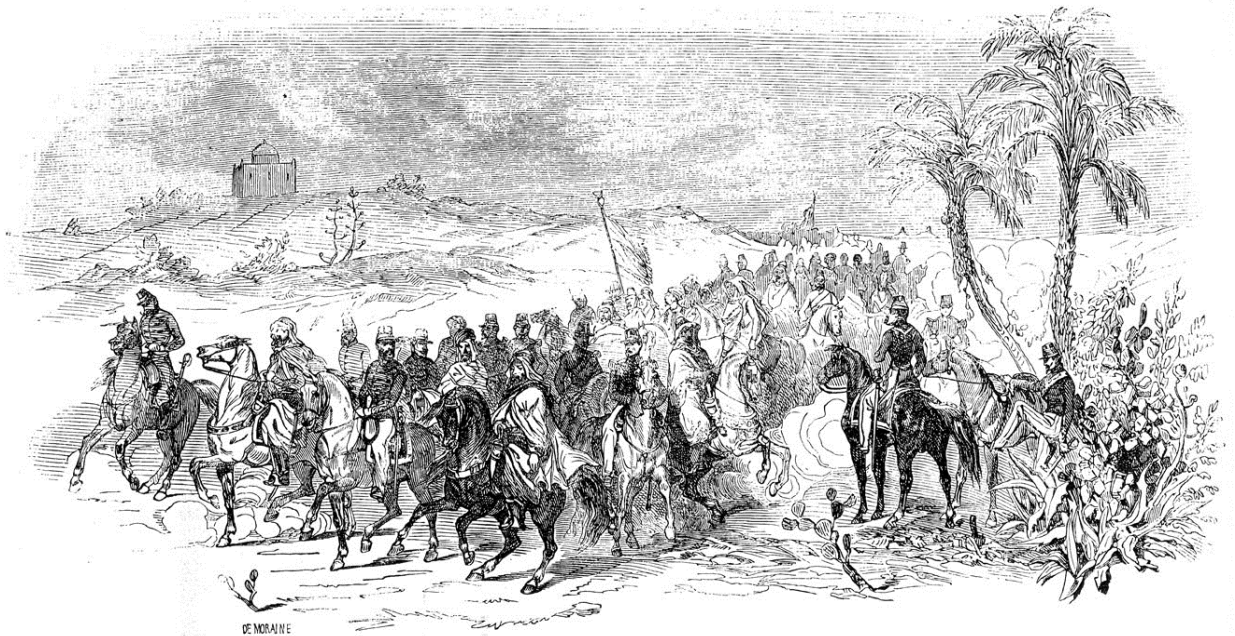


(Travaux du Port d'Alger. — Chantier des blocs de béton qui s'immergent par terre.)



(Travaux du Port d'Alger. — Chantier des blocs de béton qui s'immergent par eau.)

Travaux du port d'Alger : à gauche, chantier des blocs de béton qui s'immergent par terre ; à droite : chantier des blocs de béton qui s'immergent par eau. Source : *L'Illustration* (1843-1848)

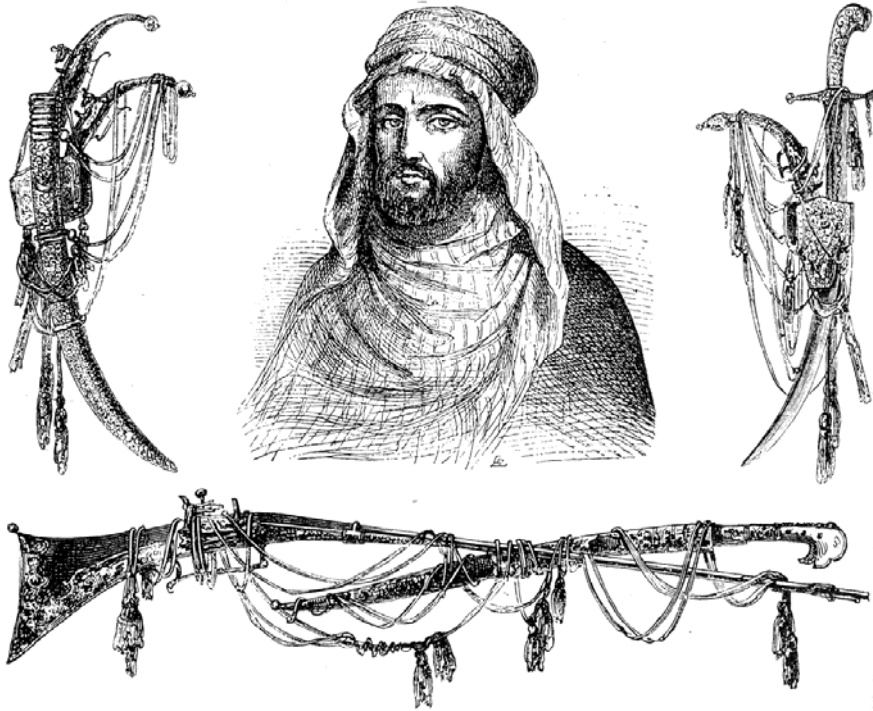


Abd-el-Kader se remettant entre les mains des troupes françaises en vue de Sidi-Brahim.

Abd el-Kader se remettant entre les mains des troupes françaises en vue de Sidi-Brahim
Source : *L'Illustration* 1843-1848.



Augustin Régis, *Reddition d'Abd el-Kader le 23 décembre 1847*. © Musée Condé. Chantilly.



Abd-el-Kader.



Louis-Philippe rencontre Abd el-Kader en 1848
© Service historique de la gendarmerie



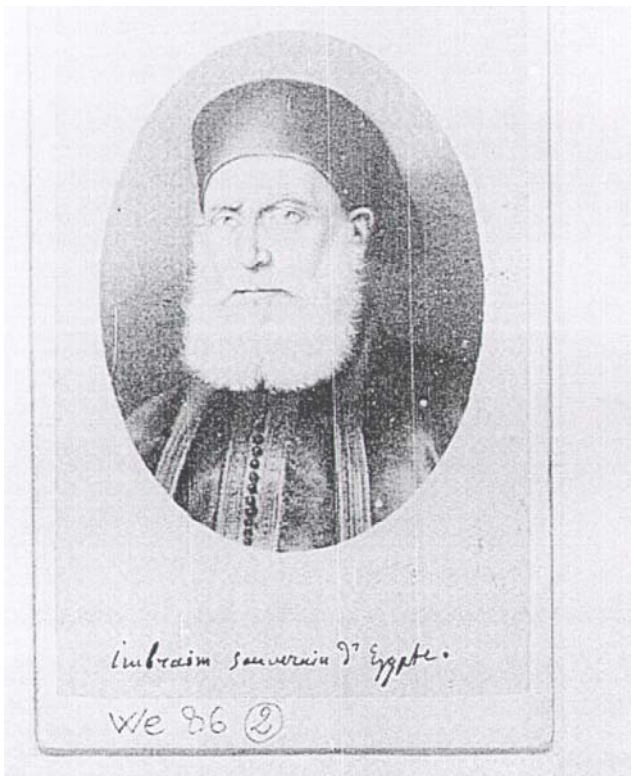
Stanislas Gorin, *Embarquement d'Abd el-Kader à Bordeaux*, 1850.

© Musée des Beaux Arts à Bordeaux.

Le 3 novembre 1848, Abd el-Kader et toute sa famille gagnent Bordeaux où l'émir reçoit un accueil chaleureux. Un bateau les emmène à l'embouchure de la Loire, qu'ils remontent en barge plate jusqu'au château d'Amboise où Abd el-Kader est mis en résidence le 8 novembre.



Le mapah
Caricature de Grandville



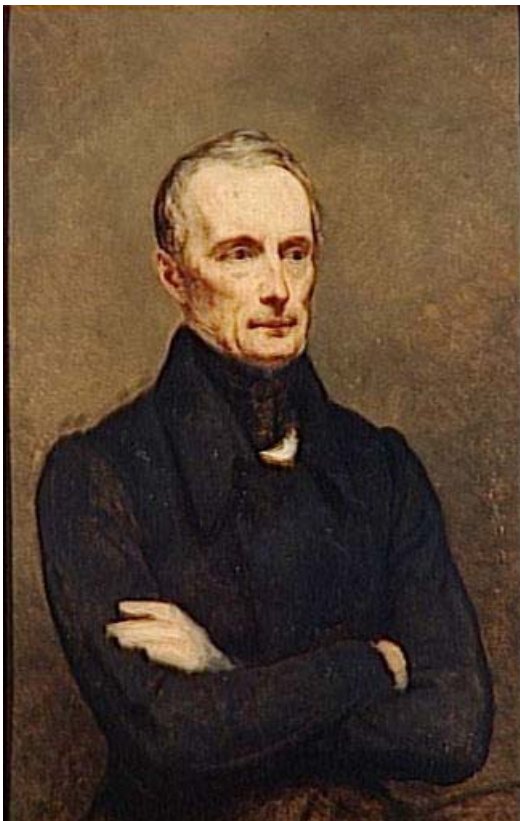
Photographie d'Ibrahim pacha
Source : Bibliothèque nationale



La Crapaudine : « Maintenant que j'ai appris à discipliner les hommes en Afrique, je pars en France faire l'application de mon Système sur ces bons Parisiens qui se disent en République. »
 Cavaignac quitte l'Algérie pour la France. Gravure socialiste, 1848.
 Source : François Maspéro, *L'honneur de Saint-Arnaud*, Paris, Plon, 1993.



Prosper Bacquet, *Vue de Miliana en Afrique du Nord*. 1848. © Bordeaux, musée des Beaux-Arts.



Ary Scheffer, *Lamartine*, 1848.
© Musée national du château de Versailles.



Jean-Adolphe Beauce, *Prise d'assaut de Zaatcha par le colonel Canrobert le 25 novembre 1849*. 1855.
© Musée national du château de Versailles.

La fin de la crise

François Guizot devient ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement Soult le 29 octobre 1840. Ce tandem fonctionne pendant sept ans, offrant enfin une stabilité gouvernementale à la monarchie de Juillet. Guizot veut reprendre l'initiative face aux problèmes orientaux. Il croit le moment venu pour la France de reprendre sa place de jadis. Béranger dit du ministre des Affaires étrangères qu'il « a des topiques sur tout ; Dupont quittait un jour son banc pendant qu'il parlait : 'Je m'en vais, il parle trop bien.'¹» Guizot est le messie du moment, il annonce aux députés : « Messieurs, nous venons d'entrer en campagne; la guerre sera longue et rude, mais j'espère que nous remporterons la victoire. » Victoire, qui pour le moment est du côté de l'Angleterre où Palmerston n'a de cesse de dénoncer les ambitions de la France : « Cette furie, écrit-il à Granville le 2 novembre 1840, est d'autant plus intense et d'autant plus ingouvernable que ceux qui l'éprouvent n'en peuvent déceimment assumer la vraie cause et sont obligés de la mettre au compte des sentiments que tout homme, arrivé à l'âge adulte, doit être honteux d'éprouver. » Les derniers échecs d'Ibrahim, battu partout par une armée inférieure à la sienne, la prise de Saint-Jean-d'Acre, servent d'arguments décisifs à Palmerston pour rejeter les sollicitations de Guizot : « Ma mission, dit un diplomate prussien qui lui a promis son aide, a échoué en Syrie avant de commencer à Londres. » Guizot ne peut rien faire. Il n'est pas un belliciste. Pour lui, la question d'Orient est surévaluée. La France, mal renseignée, s'est trop engagée au regard des forces du pacha et des intérêts français².

L'humiliation de la France

Le chancelier autrichien Metternich blâme les fanfaronnades des whigs. Le vertige du succès de la campagne de Syrie muselle l'opposition britannique. Palmerston triomphe : « Ce qu'un ministre de France aurait de mieux à faire dans une telle situation, serait de se taire.³ » Odilon Barrot, chef de la gauche, tempère à la Chambre des députés la déception de la France : « Je ne sais pas si vos cœurs ne sont pas blessés par ce luxe de protestations. Je ne sais pas si votre dignité nationale ne souffre pas. Gardez la paix sans doute ; mais au nom de la dignité du pays, n'en parlez pas tant ; au nom de la dignité du pays, conservez au moins la noblesse du silence.⁴ »

La France sort humiliée de la crise⁵. Elle n'a pas défendu en Orient son allié Méhémet-Ali. Elle s'est tenue à une symbolique augmentation de ses forces militaires, à quelques cris dans la rue ou aux théâtres, et à des chansons. « J'entends, s'écrie Berryer à la tribune, le canon de Saint-Jean-d'Acre, je l'entends ce canon anglais qui brise Saint-Jean-d'Acre, et devant lequel Napoléon s'était arrêté. » Le gouvernement redoute à cette époque la propagande socialiste. La crise du Proche-Orient en 1840 a révélé les vulnérabilités de la France⁶. Ses plaies intérieures ont été mises à nu. Aux rumeurs de guerre, les meilleurs citoyens se sont montrés craintifs. Les divisions, au lieu de s'éteindre, se sont envenimées. La politique adoptée est apparue triste, la situation accablante et on s'y résigne. À la fin du mois de novembre 1840, Bugeaud ne supporte pas que l'opposition reproche à Louis-Philippe sa tiédeur face aux puissances européennes qui appuient les Turcs contre les Égyptiens. « Il y a beaucoup de gens en France, s'écrie-t-il en tentant de couvrir le brouhaha que son intervention soulève à la Chambre qui sont persuadés qu'en chantant La Marseillaise on vaincra des armées. Qu'ils chantent avant le combat alors ; mais, pendant l'action, ce qu'il faut, c'est du silence et de l'aplomb. En 1792, si l'ennemi avait bien marché et concentré seulement cent mille hommes, il serait certainement entré à Paris. » Bravant comme toujours les huées montant des travées de gauche de l'hémicycle copieusement garni, Bugeaud hausse encore le ton : « Ce que l'Europe sait bien, c'est que, derrière les chevaliers de l'écriture, la nuée des écrivains provocateurs et fanfarons sans danger, il y a

¹ Jean Lucas-Dubreton, *Louis-Philippe*, Paris, Fayard, 1938, p. 426.

² A.M.A.E., dossier des personnels, 1^{ère} série, Bourqueney, 583.

³ Émile Bourgeois, *Manuel historique de politique étrangère, t.III. L'ère des nations, l'éveil du monde, de Metternich à Bismarck, 1830-1878*, Paris, E. Belin, 1948, p. 175.

⁴ Cité par Freycinet (G.), *La question d'Égypte*, Paris, s.d., p. 32.

⁵ Jean Tulard, « Le retour des Cendres » in Pierre Nora, *Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 1986, « La Nation », t. III, p. 93.

⁶ *Revue des Deux Mondes*, t. 24, 1840, « Question d'Orient et discussion parlementaire », par un auteur inconnu.

vingt-quatre millions de cultivateurs et huit millions d'ouvriers, des hommes simples, aux bras nerveux, aux mains calleuses, qui ont versé beaucoup de sueur, s'ils n'ont jamais versé d'encre ! Voilà ce que l'Europe respecte, et non vos chants patriotiques ! » Ne se privant pas du plaisir de rappeler une nouvelle fois à Bugeaud la tuerie de la rue Transnonain, les députés d'opposition ne tiennent pas seulement à inciter Louis-Philippe à déclarer la guerre à l'Angleterre et à ses alliés. Ils exigent également l'abandon immédiat de l'Afrique du Nord. Mais Soult obtient au contraire de la Chambre de nouveaux crédits destinés au maintien de la France en Algérie¹. Pendant que le Paris politique s'agite, Abd el-Kader fait harceler des garnisons isolées. Il fait assassiner près de Bône des topographes qui effectuaient des relèvements sous le commandement du capitaine Saget. Galbois lance immédiatement une expédition punitive avec le lieutenant-colonel Herbillon qui est à la tête depuis novembre 1838 du cercle de colonisation de Guelma. Si elle ne châtie pas à coup sûr les assassins qu'elle visait, cette impitoyable répression a pour effet de jeter dans la révolte les habitants de quelques douars jusque-là confinés dans une neutralité bienveillante.

Louis-Philippe estime avoir fait tout ce qui était en son pouvoir : « Dites à Méhémet-Ali que la France n'a pas voulu s'unir à ses ennemis par amitié pour lui, mais qu'elle ne peut se mettre en guerre avec l'Europe pour soutenir ses prétentions, quelles que soient mes sympathies pour Son Altesse et l'intérêt que je porte à son gouvernement ; qu'il cède le pachalik de Tarsous et d'Adana et je me charge d'arranger ses affaires. » Pour Guizot, l'affaire est réglée dès le 26 novembre. « C'était, dit-il, le terme d'une situation difficile et périlleuse » puis il a hésité. Dans une dépêche raturée du 5 décembre 1840, il pense d'abord à rester ferme : « Le gouvernement du roi Louis-Philippe veut le maintien de la paix, dont tout le monde a besoin... mais, pour lui, dans les conjonctures actuelles, cette paix doit être armée et propre à servir de transition à la guerre, si la guerre devenait inévitable. » Puis il se ravise et invite son représentant en Grèce au calme : « Sans négliger les prévisions de l'avenir, sans méconnaître les chances heureuses qu'il peut ménager à la Grèce, nous croyons que, pour le moment, son principal intérêt est d'attendre et de ne pas compromettre le bienfait de sa tranquillité actuelle en s'abandonnant à des projets intempestifs ou à des tentatives aventureuses. »

Méhémet-Ali ne nourrit aucune rancune à l'égard de la France. Dans les premiers jours du mois de décembre 1840, il a adressé une lettre à Louis-Philippe où il exprime sa reconnaissance à l'égard de la monarchie de Juillet. Il y justifie sa conduite et s'en remet à la France pour négocier. En revanche, dans l'entourage de Méhémet-Ali, on rend la politique vacillante de la France responsable de la défaite. Un général égyptien confie à Audiffret : « Dans les grandes affaires qui viennent de se passer sous nos yeux, vos compatriotes n'ont fait que de l'avocasserie. Pendant longtemps, la France s'est annoncée comme l'institutrice principale de l'Égypte moderne ; elle s'empressait d'envoyer au pacha tout ce que le pacha demandait. Les délégués de votre gouvernement entretenaient Méhémet-Ali dans cette idée. La France voulait des armements formidables ; du nord au midi, de l'ouest à l'est les populations demandaient la guerre. L'Orient désignait les Français comme ses libérateurs ; et, au milieu de cette grande agitation, tandis que nous appelions de tous nos vœux les soldats de la grande nation, les Anglais débarquaient à Beyrouth, s'emparaient de Saint-Jean-d'Acre, et poussaient les Turcs à la destruction de notre armée, comme s'il n'y avait plus de Français ! Méhémet-Ali tomba. Mais que devint la France ? L'influence immense qu'elle exerçait disparut sur le rivage de la Méditerranée. Les contrées orientales, qui désiraient son intervention dans les grandes questions relatives aux destinées de l'Orient, cessèrent de la demander, et ne comprirent pas qu'un grand peuple pût se laisser jouer de la sorte, ou méconnaître à ce point ses intérêts. ² » Ce général égyptien s'échauffe au fur et à mesure qu'il parle. Il indique ce que la France aurait dû faire. En Méditerranée, l'escadre française devait s'emparer des bâtiments anglais rencontrés sur son passage. Sur les plages d'Alexandrie, il fallait faire débarquer quelques milliers de soldats français. La présence de ces troupes aurait galvanisé les Syriens, unis sous le tricolore. Les dissensions finiraient, les bédouins rallieraient la cause égyptienne. La France pourrait dès lors négocier en position de force. Cent mille bédouins seraient entrés aux Indes pour en chasser les Anglais. Ces derniers, épouvantés et affolés, auraient demandé une paix rapide. C'en était fini de la suprématie britannique en Orient. Le comte Adolphe d'Angeville estime que l'Égypte a été la plus grossière erreur de la diplomatie française. Il écrit : « Pendant que nous la supposions en état de résister, deux bataillons anglais et un demi-bataillon autrichien, se plaçaient résolument, pour ainsi dire, en face de sa plus puissante armée, et les villes de Syrie les mieux fortifiées succombaient en quelques heures ! ³ » Le 1^{er} décembre 1840, Jouffroy déclare : « Je dis que nous avons échoué dans l'affaire d'Orient, car il n'y a qu'un sentiment dans cette Chambre et dans le pays : c'est que dans cette affaire la France a subi un grand et notable échec. ⁴ » La défaite était comparable à celle de Waterloo. Le ministre turc des Affaires étrangères ironise et déclare au drogman de la France à Constantinople : « Si vous désirez tant Méhémet-Ali, vous n'avez qu'à le nommer gouverneur de l'une de vos provinces. » Rémusat écrit toutefois : « il n'y a eu ni temps de perdu, ni fausse démarche. Entre une

¹ Georges Fleury, *op. cit.*, Tempus, 2008, p. 328.

² *Revue de l'Orient*, 1843, t. I, p. 31.

³ Adolphe d'Angeville, *op. cit.*, introduction, p. III.

⁴ Louis de Loménie, *Galerie des contemporains illustres par un homme de rien*, « Palmerston », Paris, A. René, 1840-1847, t. III, p. 8.

adhésion pure et simple au traité de Londres et une soudaine déclaration de guerre, c'est-à-dire entre une platitude et une folie, il n'y avait de ligne intermédiaire que celle que nous avons suivie.¹»

Face à l'humiliation, Louis-Philippe se réfugie dans le souvenir napoléonien. Il souhaite la réalisation d'un monument commémorant la conquête de l'Égypte² et il organise surtout en grande pompe le retour des Cendres. Le cercueil de Napoléon débarque à Courbevoie le 14 décembre 1840 où d'anciens soldats le veillent une nuit entière. C'est le dernier bivouac qui sera tant célébré par Théophile Gautier dans *Émaux et Camées* (1852). Louis-Philippe en ayant fait remonter le corps de l'Empereur par la Seine estime ainsi éviter les risques d'émeute mais la rancœur éclate lors des obsèques le 15 décembre. Le cortège prend le chemin des Invalides. Seize chevaux caparaçonnés de velours violet frappé des armes de l'Empire, tirent le char que précèdent des valets en livrée impériale. Une foule immense s'agenouille. Une partie de l'opinion laisse son indignation s'exprimer. Au sein de petits groupes dispersés dans la Garde nationale et dans la multitude, des cris éclatent : « À bas Guizot ! à bas les ministres ! à bas les Anglais ! à bas les forts détachés !³ » Peu remarqué, revêtu du costume traditionnel, le mamelouk Roustan assiste à la translation des Cendres de son ancien maître⁴. Puis, c'est l'entrée dans la cour des Invalides au son du canon. Le prince de Joinville fait face à Louis-Philippe. On a prévu un dialogue théâtral : « Sire, je vous présente le corps de l'empereur Napoléon. – Je le reçois au nom de la France. » On oublie de donner son texte au prince de Joinville. Il balbutie. Son père ne sait quoi plus répondre. Victor Hugo se plaint du *Requiem* de Mozart, qui fait « peu d'effet » : « Belle musique, déjà ridée. » Les larmes montent aux yeux de Moncey : « Et maintenant rentrons mourir ! » Guizot déclare : « Méhémet-Ali reste en Égypte et Napoléon aux Invalides. »

En 1841, Edgar Quinet vante la gloire passée de Napoléon comparé à un « Mahomet occidental⁵ ». Le 24 janvier, un journal légitimiste, *la France*, publie trois lettres du roi. La première concerne Alger, la seconde la Pologne, la troisième les forts détachés. Dans la première lettre, qui a la forme d'une note, le roi dit à l'ambassadeur d'Angleterre que son gouvernement se conformerait ponctuellement à tous les engagements pris par Charles X quant à l'affaire d'Alger. Il prie seulement de faire observer au cabinet anglais que l'évacuation d'Alger pourrait amener des résultats désastreux dans l'état actuel des esprits en France, et qu'il faut que la reine Victoria laisse au gouvernement français le choix du temps et des moyens pour remplir la promesse de la Restauration. Les légitimistes nient formellement cette promesse de Charles X et rejettent sur Louis-Philippe seul l'engagement en question. La seconde lettre paraît adressée à un ambassadeur français. Louis-Philippe s'y vante d'avoir paralysé, par sa politique, les moyens de défense de la Pologne, « ce foyer d'incessantes rébellions », et se plaint de l'ingratitude de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse, devant le service immense qu'il leur a rendu. Dans la troisième lettre, le roi, toujours en vue des monarchies européennes, proteste que les « forts, bien loin d'être destinés à repousser une invasion étrangère, deviendraient, le cas échéant, une ressource victorieuse pour maintenir dans le devoir la très turbulente population de Paris et de ses aimables faubourgs : « À ce projet (la construction des forts), dit-il, s'attache en quelque sorte, non certes la durée de la monarchie constitutionnelle, mais la perpétuité de ma dynastie, ce qui vaut mieux pour la France. » Le scandale est prodigieux. L'opposition de toute nuance jette des cris d'indignation. Les amis du roi protestent contre cette calomnie, mais d'une voix mal assurée. L'authenticité des lettres ne semble nullement impossible à la plupart d'entre eux. Les ministres n'osent s'expliquer là-dessus avec le roi. Aux députés qui le pressent de questions, Guizot annonce que les journaux qui ont reproduit les lettres sont poursuivis pour faux. On apprend que ces pièces viennent de Londres, que les originaux, avec beaucoup d'autres du même genre, sont entre les mains d'une intrigante française, connue sous le surnom de « la Contemporaine », et qu'une partie au moins de ces lettres provient du portefeuille de Talleyrand. Cette origine n'est pas douteuse, pour la première des trois publiées : la note résumant une conversation avec l'ambassadeur anglais est précédée de quelques lignes par lesquelles le roi en annonce l'envoi à quelqu'un qui ne pouvait être que Talleyrand. Le roi prévenait celui-ci de ne pas se tromper sur le véritable sens que la pièce devait avoir pour eux deux, et de ne pas s'en tenir rigoureusement à ce qu'elle avait l'air de dire. De ces quelques mots, il résulte que Louis-Philippe trompait l'Angleterre plutôt que la France⁶. Louis-Philippe, on le sait, n'était nullement décidé, même dans les premiers temps de son règne, à renoncer à Alger. Il est donc impossible de maintenir l'accusation pour faux. Reste l'accusation d'offense à la personne royale. On ne la maintient que contre le premier publicateur : le journal *la France*. Le journal accusé ne peut pas présenter les originaux des lettres. L'avocat général non seulement en nie l'authenticité, mais déclare qu'un roi qui aurait écrit de telles choses serait « un de ces tyrans qui n'établissent leur empire que sur la violation de tous les engagements. Le jury répond par un acquittement le 24 avril 1841. C'est une condamnation tacite du roi.

¹ Chalamon de Bernardy, *Un fils de Napoléon : le comte Walewski*, Paris, 1951, p. 51.

² Exposition Bonaparte et l'Égypte à l'Institut du monde arabe du 14 octobre 2008 au 29 mars 2009. Monument commémorant la conquête de l'Égypte, vers 1845 (anonyme). Projet de Louis-Philippe en 1840 (retour des Cendres) pour reprendre l'héritage de Napoléon.

³ François Guizot, *Mémoires pour servir à l'Histoire de mon temps*, Robert Laffont, 1971, pp. 406-407.

⁴ Louis-Gabriel Michaud, *Biographie universelle ancienne et moderne*, Delagrave, 1998, pp. 644-645.

⁵ Edgar Quinet, *De la renaissance orientale*, Paris, Les Belles Lettres, 2003, p. 40.

⁶ Henri Martin, *op. cit.*, p. 112.

Les armements, seule mesure adoptée, n'indiquent rien sur les intentions réelles de la monarchie de Juillet. Armer et se taire, c'est pousser la nation anglaise dans le sens russe. C'est la rendre hostile, ce qu'elle n'était pas auparavant. Rompre à tout prix l'alliance anglo-française reste le but constant de la politique russe. Victor Hugo, élu à l'Académie française, est favorable à un renversement des alliances. Au lendemain de la crise orientale, il tente de raisonner sur les moyens de récupérer la rive gauche du Rhin. Son remaniement consiste à s'entendre avec la Prusse qui obtiendrait le Hanovre. L'auteur des *Burgraves* expose ses vues dans sa relation de voyage sur *le Rhin* publiée pour la première fois le 12 janvier 1842. À l'égard de l'Orient, Hugo combine les théories de l'impérialisme français au pacifisme de Lamartine : « L'idée terrible qu'éveille la barbarie faite nation, ayant des flottes et des armées, s'incarnait vivante et complète dans le sultan des Turcs. C'est à peine si l'Europe osait regarder de loin ce prince effrayant.¹ » Tout le raisonnement de Victor Hugo repose sur l'élimination de l'Empire ottoman, condition d'une solution pacifique au problème de l'équilibre européen. « L'union de l'Allemagne et de la France, conclut-il dans *le Rhin*, ce serait le frein de l'Angleterre et de la Russie, le salut de l'Europe, la paix du monde. » Un autre Français est décidé à venger l'affront de 1840. Charles Louis Du Couret a quitté sa femme et ses enfants parce qu'il a fait faillite. Parti pour Constantinople, puis en Égypte, dans l'espoir de reconstituer sa fortune, il aurait combattu à Nezib. En 1842, il traverse la mer Rouge et aborde à Djedda. Là, il se convertit à l'islam sous le nom d'Abd el Hamid. Il participe au pèlerinage de La Mecque et entre en contact avec un représentant du cheik Hussein, le maître du Yémen, qui lui confie la mission d'organiser son armée. Du Couret offre en même temps ses services à la France. Il déclare à Fresnel, consul de France à Djedda, qu'il a l'intention d'encourager le cheik yéménite à opposer une résistance acharnée à la Turquie et à l'Angleterre. Il veut dresser l'Orient contre ces puissances qui ont récemment humilié la France. Il s'est fait également donner des lettres de recommandation du pacha de Bagdad. Fresnel n'a aucune confiance dans cet aventurier. Il ne le décourage pas mais ne lui promet aucun appui².

Les fortifications de Paris

Pour peser en Orient, la France doit avoir une politique ambitieuse en Europe. Elle doit pouvoir rivaliser sur le continent et être en mesure de soutenir une guerre. Au début du grand ministère Soult, le 12 décembre 1840, le projet de loi concernant les fortifications de Paris est déposé à la Chambre, faisant suite à un décret du cabinet Thiers qui a prévu cette construction. Le général Dode de la Brunerie³, officier du génie, qui a fait toutes les campagnes napoléoniennes, fixe l'organisation des travaux. Il sera nommé maréchal de France en 1847. La France cherche à relever la tête. Les Rothschild aident Guizot et veulent rendre au gouvernement sa défaite moins amère⁴. Le cabinet maintient et développe les préparatifs militaires, obtient le vote de crédits pour les fortifications de Paris, en dépit des clameurs de l'opposition qui voit là un moyen d'embastiller la capitale. À l'étranger, on s'alarme du réveil des vieilles tendances agressives de la France.

La France mène une politique de sursaut national. Cette volonté affirmée se solde par l'édification des fortifications de Paris. Le président du Conseil Soult évoquant les souvenirs de 1814 et 1815, approuve la construction des forts détachés jalonnant la périphérie, mais trouve inutile l'enceinte continue qui doit fermer l'agglomération parisienne. Il fait le soir, dans son salon, de véritables conférences stratégiques, pour prouver que l'on peut défendre Paris par la manœuvre sans l'entourer de remparts. Guizot est presque seul, avec son ennemi Thiers, à approuver sans réticence le projet dans son entier. Thiers, bien que chef de l'opposition avec Molé ne peut guère protester contre des fortifications dont il vient de décider la création quelques mois plus tôt. En fait, il oublie complètement son rôle d'opposant pendant la durée de cette discussion, au point de se faire élire rapporteur du projet par la majorité ministérielle. Le roi et le duc d'Orléans se déclarent publiquement en faveur de la loi. La discussion parlementaire ouverte le 21 janvier 1841 se prolonge jusqu'au 1^{er} février.

Les fortifications sont devenues l'enjeu d'un débat politique majeur⁵. Les orateurs à la Chambre évoquent la puissance de l'artillerie moderne. Les places de Beyrouth et de Saint-Jean-d'Acre sont tombées d'emblée sous le feu des vaisseaux⁶. Le meilleur discours contre le projet est celui de Lamartine. Soult, président du Conseil, prend la parole en faveur des fortifications mais comme militaire, il émet des réserves, se déclarant partisan des forts détachés⁷. À cet instant, des mouvements divers naissent, surtout parmi les gauches, qui pensent exactement le

¹ Frédéric Weinmann, *Communication au groupe Hugo*, 21 mars 1998.

² Marcel Emerit, *Un collaborateur d'Alexandre Dumas : Ducouret Abd el Hamid*, Tunis, S.E.F.A.N., 1957, extrait des « Cahiers de Tunisie », n°14, 2^e trimestre 1956, p. 245.

³ Guillaume DODE DE LA BRUNERIE : né à Saint-Geoire (Isère) le 30 avril 1775. Élève de l'école du génie de Metz. Campagnes aux armées du Rhin, d'Égypte et d'Italie. Colonel en 1805 ; général de brigade en 1809, il fait montre au cours du siège de Saragosse de beaucoup de compétence et d'intrépidité. Général de division le 5 décembre 1812, il est chargé des opérations du génie sur l'Elbe en 1813. Il retrouve l'Espagne en 1823. Nommé à son retour membre du Comité des fortifications, pair de France, puis inspecteur général des fortifications. Maréchal de France en 1847, il est mort en 1851.

⁴ Jean Lucas-Dubretton, *op. cit.*, p. 428.

⁵ Béatrice de Andia, *Les enceintes de Paris*, Action artistique de la Ville de Paris, 2001, p. 180. S.H.A.T. 1 M 2079, fortifications de Paris 1840-1845, discours de Pelet.

⁶ D'Armagnac, *op. cit.*, p. 273.

⁷ Soult, *Correspondance politique et familière avec Louis-Philippe et la famille royale*, Plon, 1959.

contraire. Grande émotion dans le ministère et la majorité, qui craignent de voir le projet repoussé en entier. Le soir, Louis-Philippe rabroue Soult, lui faisant observer qu'il faut prendre un parti. Soult déclare devant la commission se rallier à la majorité de ses collègues, ce qui permet au rapporteur, Thiers, d'affirmer à la Chambre son accord avec le cabinet. Guizot et ses collègues se taisent. Le lendemain, le général Schneider, ancien ministre de la Guerre du cabinet du 12 mai, ami du maréchal Soult, dépose un amendement contre l'enceinte continue, mais en faveur des forts détachés. L'émotion est grande. Le 25 janvier 1841, Guizot affirme à la tribune que le projet constitue « une garantie de paix » et non un « instrument d'une politique turbulente et belliqueuse ». Comme Soult, il rappelle 1814 et 1815, et constate qu'une telle « preuve de force » doit intimider les ennemis de jadis. Le 26, le rapporteur Thiers, « écartant toute politique », parle en faveur des fortifications. Le 27, on discute du fameux amendement Schneider. Lamartine, Dufaure et Passy, ennemis du projet de loi, sont pris à partie par Thiers, leur chef de file. Les ministres, devant une telle situation, croient sage de ne rien dire, ce qui fait bondir d'indignation le duc d'Orléans. Le 31, le maréchal Soult, président du Conseil, parle au nom du gouvernement. Au cours de la discussion, il ne peut dissimuler son dégoût pour Thiers, et son approbation personnelle de l'amendement Schneider. Dans la majorité règne une extrême confusion. Guizot déclare que chaque ministre reste libre de voter comme il l'entend.

L'amendement Schneider est rejeté par 236 voix contre 175. La loi est adoptée le lendemain par 237 voix contre 162. L'examen du scrutin cause une véritable stupeur. Sur les 175 opposants, il n'y a eu que 40 voix de gauche, le reste appartenant à la majorité ministérielle ! Les amis de Thiers, chef de l'opposition, ont voté en masse pour le ministère. L'action de Guizot a été déterminante. À la Chambre des pairs, un nouvel assaut est tenté sous la conduite de Molé, président de la commission et adversaire du projet. A ce long discours répondent le duc de Broglie et le maréchal Soult. Après ses arguments historiques et militaires, Duchâtel aborde les finances. Guizot évoque le point de vue européen. L'amendement Schneider est repoussé par 148 voix contre 91, et la loi est aussitôt votée. L'enceinte continue de Paris a été votée et construite sous le grand ministère Soult. Si Soult a été le père des trois grandes lois, il est impossible de lui attribuer la paternité de l'enceinte parisienne. Le coût semble élevé. L'administration a dépensé un milliard au-delà du budget. La gauche exploite ce déficit. Les dépenses prévues soldent en fait la crise orientale. Les fortifications de Paris, l'administration des armées, la marine, les travaux civils, l'emprunt totalisent la somme de 1 milliard 39 millions. Tel est le coût de la paix armée car la France se prépare à la guerre. Des fortifications sont édifiées à Paris. Ces travaux sont contestés par l'opposition qui demande si l'on se renforce contre un envahisseur ou contre le peuple. Les milieux intellectuels, et surtout les hommes de lettres, parlent et écrivent contre cette armure parisienne qui ôte tout esprit à la capitale. On va détruire des quartiers et raser des maisons. Chateaubriand, Victor Hugo, Lamartine, Balzac, Théophile Gautier sont déchaînés : « Paris fortifié serait Paris bêtifié ». Dans le ministère, Humann, ministre des Finances, trouve la dépense folle. Les travaux doivent coûter la bagatelle de 140 millions de francs. Paul de Noailles¹ soulève à la Chambre des pairs la question financière. Le devis est dépassé pour cette chimère, instrument de la faction de la guerre. Le ministre des Finances promet davantage de sagesse. Pour assainir les comptes, le gouvernement compte sur l'augmentation annuelle des recettes qui, en moyenne, s'établissent autour de 20 millions. Alphonse Karr écrit : « Donc, par un vote de la Chambre des députés, - Paris est détruit. Il faut créer un autre Paris morne, - ennuyeux et ennuyé ; - tu l'as voulu, - Georges Dandin ; - ce n'est pas cependant que ceux qui le demandaient avec le plus de ferveur y tinsent en réalité beaucoup ; non il faut crier pour ou contre quelque chose ; - l'enthousiasme avec lequel on crie n'a pas de rapport à la chose pour laquelle ou contre laquelle on crie ; on crie pour crier, - tout est bon pour prétexte. Vous rappelez-vous, il y a deux mois à peine, - l'indignation, les cris, les lithographies, - les plâtres – pour Méhémet-Ali, - qui allait être abandonné par la France ; - le jour où son affaire a été décidée, vous auriez cru que les cris allaient redoubler ? – pas du tout ; on n'y pensait plus. – Méhémet-Ali, - Qu'est-ce que Méhémet-Ali ? – Ah ! oui, - un vieux, - un Égyptien. Oh ! bien, oui ; mais il s'agit des fortifications. »

La loi d'avril 1841 institue sur le pourtour extérieur du rempart une zone de servitudes militaires, dite première zone. Large de 250 mètres, il y est interdit aux propriétaires de construire. Le roi Louis-Philippe pose la première pierre des fortifications de Paris le 19 avril 1841 aux fondations de la courtine du fort de Charenton. L'enceinte sera régulièrement construite avec bastions, escarpe en maçonnerie, fossés et glacis. Des ouvrages extérieurs et les premières lignes de défense devaient être en mesure de maintenir l'ennemi à une distance suffisante de la capitale. Il fallait empêcher l'action des projectiles incendiaires. Le siège de Paris devient impossible sur le papier.

Le diktat turc imposé à l'Égypte

¹ Paul de NOAILLES (1802-1885) épousa le 5 février 1823 Alice Victurnienne de Rochechouart-Mortemart (1800-1887). Il fut pair de France en 1824 à la mort de son grand-oncle Jean Louis Paul François de Noailles, 5^e duc de Noailles, qui n'avait pas d'héritier mâle, mais ne siégea à la Chambre des pairs qu'à sa majorité en 1827. Il se distingua comme orateur et historien, auteur d'une *Histoire de Madame de Maintenon*. Ami et confident de Chateaubriand, il se présenta à l'Académie française pour lui succéder, avec l'appui de Madame Récamier, la princesse de Lieven et du duc Pasquier. Il fut élu le 11 janvier 1849 par 25 voix sur 31 votants. Honoré de Balzac obtint 4 voix. Ce résultat provoque des colères et des protestations dans la presse littéraire. Le duc de Noailles qui forma avec les ducs Pasquier et Victor de Broglie le parti des ducs fut reçu le 6 décembre 1849 par Henri Patin. Il fut Chevalier de la Toison d'Or.

Après la victoire des alliés, l'Empire ottoman ne sent plus la nécessité de se réformer. Le *hatti-chérif* de Gülhane, si libéral et si sage, n'est plus qu'une lettre morte. On ne l'exécute pas¹. Le trésor du sultan est vide. Le papier monnaie créé en 1840 pour faire la campagne de Syrie n'a presque plus de valeur. Cette ressource est épuisée. En 1841, des bons du trésor (*kaime*) d'une valeur de 50 à 1 000 piastres sont émis à un taux de 12% par an. Les intérêts sont payables par semestre². De la fausse monnaie circule. Le sultan dicte néanmoins ses conditions aux vaincus. Le gouvernement ottoman tracasse les fonctionnaires. Pour se faire payer, il est nécessaire de présenter au divan un *cachf*, c'est-à-dire une pièce écrite mentionnant les états de service. Les employés sont partis de Syrie sans ces certificats. Les colonels sont morts. Les registres sont perdus. Les écrivains n'existent plus. Les renseignements sont introuvables. On compulse d'autres cahiers. Des milliers de demandes sont enregistrées quelquefois en plusieurs exemplaires. Les officiers sont interrogés et des mois se passent avant que les employés puissent recevoir une partie de leur dû. L'Égypte ne peut plus construire de vaisseaux sans la permission du souverain ottoman. La plus grande partie de la flotte de guerre est désarmée et convertie au commerce³. Son armée ne comptabilise plus que cinquante mille hommes. Des officiers sans fortune sont renvoyés du service. On n'accorde aucune retraite. Quelques protégés sont placés à la demi-solde mais la plupart des hommes licenciés ne reçoivent rien. Sans ressource, dans la misère, ils mendient. Les troupes sont délaissées. On les abandonne, au milieu des sables, dans le désert. Le 1^{er} régiment des lanciers de la Garde, placé à Damanhour, n'a plus de vivres⁴. La plus grande confusion règne dans les différents corps d'armée. Peu d'hommes reviennent à leurs foyers. Les maladies emportent ceux que la guerre a épargnés. Des médecins, des militaires démissionnent. Les cuirassiers de la Garde sont envoyés à Belbeiss, ville du Charkiyeh, sur la lisière du désert. Les eaux y sont saumâtres et la chaleur accablante. Les meilleurs hommes de l'armée, les meilleurs chevaux de la cavalerie égyptienne sont obligés de demeurer sur place, au soleil, sans abri, sans tentes. La plupart des soldats égyptiens désertent. Les bédouins se chargent de les conduire à Gaza contre dix à douze francs. Les généraux de l'armée (Khorchid pacha, Menikly) quittent la vie militaire pour gouverner les provinces. Eux qui n'ont aucune idée de l'agriculture vont diriger les plantations de coton, présider aux ensemencements et aux travaux de canalisation. L'administration égyptienne devient injuste. Le lieutenant-colonel Mari, au service du pacha d'Égypte depuis vingt ans est destitué sans motif. Il avait fait les campagnes de Morée et du Hedjaz. Ibrahim pacha se rend odieux par ces mesures d'épuration. Les prisonniers rentrent en Égypte. Le gouvernement les accuse d'avoir déserté. Des pharmaciens, forcés de quitter en toute hâte les résidences qu'ils occupaient en Syrie, avaient abandonné, sur l'ordre d'Ibrahim pacha, le matériel qui leur était confié. Le ministère de la guerre leur demande désormais compte des médicaments et ordonne qu'on retire sur leurs appointements la valeur des objets égarés. Les contestations sont quotidiennes. Des procès sont engagés entre les autorités locales et les consuls des nations européennes. À bout, le grand pacha décide de faire supporter la perte des médicaments par l'administration mais les militaires doivent payer le matériel perdu. Un caprice, un mot, une action innocente entraîne l'infortune d'un homme. Le colonel du 4^e régiment d'infanterie a son frère à l'École polytechnique de Boulac. Informé des quelques abus dont son parent a été victime, il supplie le vice-roi d'ordonner qu'on lui rende son frère. Méhémet-Ali accepte puis destitue le colonel. Pour récompense des services rendus, l'État accorde au fellah invalide rendu à ses foyers un secours minimum de 7 piastres et un maximum de 37 piastres par mois. Pour le toucher, les invalides doivent se présenter tous les six mois mais devant le médecin. Si la santé s'améliore dans cet intervalle, le médecin refuse le de délivrer le certificat et l'homme est renvoyé sans secours. Si les séquelles augmentent, la pension peut être révisée jusqu'à 37 piastres. Cette indemnité modique n'est pas payée régulièrement. Plusieurs mois s'écoulent souvent sans que l'allocataire ait pu toucher quoique ce soit. Les fellahs vendent alors leur droit.

La Porte réclame les quelque douze mille Syriens qui servent dans l'armée égyptienne et l'armée ottomane ne peut plus excéder désormais dix-huit mille soldats. Le recrutement s'effectue désormais par tirage au sort. La conscription doit avoir lieu « avec la plus grande humanité. » Les uniformes, les insignes sont conformes à ceux des troupes impériales turques. La nomination des officiers de terre et de mer, jusqu'au grade de major, appartient au gouvernement égyptien. Celle des officiers supérieurs est dévolue au sultan. La concession de l'hérédité est soumise à ces conditions. L'inexécution de l'une d'elles motive l'annulation du texte. En 1841, la progéniture de Méhémet-Ali reste nombreuse. D'une première femme turque, qui était divorcée quand il l'a épousée, le pacha a eu Ibrahim (51 ans), Toussoun (mort en 1816), Ismail (brûlé en 1821). D'autres femmes libres et de sang turc, il a eu Said bey (18 ans), Hussein (15 ans), Halim (10 ans), Mehemed-Ali bey (5 ans). Le pacha a également quatre petits-enfants. Les fils d'Ibrahim sont Ahmed bey (16 ans), Ismail bey (10 ans), Mustapha bey (10 ans). Abbas pacha (28 ans) est le fils de Toussoun⁵. Ibrahim pacha n'aime ni ses frères, ni ses neveux. Abbas pacha déteste et jalouse Ibrahim pacha. Les fils d'Abbas pacha meurent scrofuleux. En 1843, il en reste un qui est rachitique et

¹ Adolphe d'Angeville, *op. cit.*, p. 360.

² Jean-Henri-Abdolonyme Ubicini, *Lettres sur la Turquie, ou Tableau statistique, religieux, politique, administratif, militaire, commercial, etc... de l'Empire ottoman, depuis le hattî-chérif de Gülhane (1839)*, Paris, J. Dumaine, 1853, p. 314.

³ Daniel Panzac et André Raymond, *op. cit.*, p. 194.

⁴ *Revue de l'Orient*, 1843, p. 35.

⁵ Adolphe d'Angeville, *op. cit.*, p. 251.

difforme. La famille de Méhémet-Ali se dégénère. Avant, les Mamelouks se perpétuaient par les achats continuels d'hommes. Les Mamelouks les préférant à leurs propres fils, le pouvoir se transmettait ainsi aux enfants raziés du Caucase. Hamont écrit que « la dynastie de Méhémet-Ali n'a aucun avenir, c'est l'ombre d'un corps que l'Europe a imposée à l'Égypte. ¹ »

La Syrie et la Palestine échappent totalement au contrôle de Méhémet-Ali. Une conférence des grandes puissances doit se prononcer sur le sort de ces deux provinces. La solution la plus rationnelle consiste à placer la Terre Sainte sous le protectorat mixte de la Turquie et des puissances chrétiennes. Cette question devient l'objet de vives délibérations entre octobre 1840 et mars 1841. Étienne, supérieur général des Lazaristes de France, estime que : « la Syrie ne sera plus gouvernée à la turque ; c'est un rameau détaché du tronc, auquel il n'est plus possible de communiquer la sève musulmane. L'affranchissement de cette province date de son envahissement par le pacha d'Égypte. ² » La monarchie de Juillet propose de faire de Jérusalem et de son district un État chrétien autonome, sur le modèle du royaume de Jérusalem fondé par les croisés. La Russie estime que ce projet est aussi irréalisable que celui du rétablissement de la nation juive dans son ancien foyer et propose de faire de la Palestine une province turque particulière dans laquelle le clergé grec orthodoxe jouirait de divers privilèges. La Prusse se prononce pour la mise des Lieux saints (Jérusalem, Bethléem, Nazareth) sous un condominium d'États chrétiens. Quant à l'Autriche, elle est d'avis de laisser la Palestine sous l'administration turque, sous la réserve d'une juridiction particulière pour les chrétiens. L'Angleterre adhère à ce dernier projet qui est finalement adopté. Les Britanniques semblent avoir fait basculer les maronites dans leur camp et paraissent prêts à inonder la Palestine de millions d'israélites. Le colonel Churchill, consul d'Angleterre en Syrie, adresse à Moïse Montefiore et au « Comité des Députés Juifs » une lettre touchante dans laquelle il les engage à émigrer massivement vers la Palestine. Son exhortation a pour mot d'ordre : La Palestine, foyer national du peuple juif (1841-1842) ³.

La fin des monopoles est prononcée par l'Empire ottoman et cette résolution doit s'appliquer en Égypte. Les villages appartiennent au pacha, à ses enfants ou aux grands du pays sous le nom de *chifflikes*. Le vice-roi procède à la redistribution des terres. Les villages libres qui payaient sans contrainte l'impôt sont commandés par de nouveaux propriétaires qui récupèrent la moitié des terres. Le Turc correspond directement avec le Divan et ensemece ce que veut le pacha : coton, riz, sésame. Lors des moissons, le maître du village emmagasine les récoltes puis vend les produits au prix fixé par le Divan. Ces denrées sont revendues aux princes, voire au nom de Méhémet-Ali pour le compte des négociants privilégiés d'Alexandrie. Si un problème surgit, le bâton du gouverneur rétablit l'ordre des choses. La loi du plus fort l'emporte. Lorsque les Européens arrivent dans les campagnes pour acheter du coton, du blé ou de l'indigo, les villageois répondent qu'ils ont déjà vendus aux Turcs. Les Européens portent plainte mais la liberté du commerce n'empêche pas le gouvernement local d'acheter et de vendre. Le monopole demeure. En 1841, les chefs des provinces achètent encore pour le compte de Méhémet-Ali le grain et le sésame des laboureurs. En janvier 1841, à Méhallet-l'Québir, Ibrahim pacha dit à un Français qui cherche à acheter des denrées : « Cette année, vous ferez encore quelques achats, mais l'année prochaine, vous n'aurez pas un grain de blé, car nous aurons organisé notre administration. ⁴ » Les fonctionnaires turcs ne croient d'ailleurs pas à la liberté du commerce : « Nous avons des propriétés, des terres, disent-ils, ces propriétés, ces terres nous viennent de notre maître, nous ne pouvons refuser les moissons, les produits qu'il plaît à Méhémet-Ali de nous demander au prix qu'il établira. » Ibrahim pacha est à la tête d'arrondissements entiers dans la province de Garbyeh. Khorchid pacha et d'autres dignitaires possèdent vingt, trente, voire quarante villages. Les bénéficiaires sont uniquement engrangés par les riches fonctionnaires. Le commerce n'est pas libre. Le vice-roi déclare le contraire aux journaux et aux consuls. Critiqué, Méhémet-Ali réplique aux nations européennes : « Certainement je suis un monopoleur, les circonstances le veulent ainsi ; mais les Anglais, les Français sont aussi des monopoleurs ; ils confisquent le commerce du blé, celui du sel, du tabac, et à tel point, qu'un habitant des bords de la mer ne doit pas puiser un seau d'eau salée sans encourir une amende ou l'emprisonnement. Et en France, un propriétaire, le maître d'un terrain, ne peut avoir dans son jardin un pied de tabac sans risquer d'être poursuivi par les agents de l'administration. »

La politique étrangère de la France sous l'impulsion de Guizot

En dépit de son âge, Soult travaille dur ⁵. Hautain, épineux, cassant, le maréchal admet les avis et les recherches, recherches, même quand il délibère. Une fois sa décision prise, il ne tolère ni l'inertie, ni la discussion. Son esprit lucide formule clairement les ordres et personne ne songe à biaiser. Toutes les dépêches d'Afrique passent sur son bureau ⁶. La première année est si chargée qu'en juin 1841, il obtient l'autorisation de passer quelques semaines de

¹ *Revue de l'Orient*, 1843, p. 44.

² Ferdinand Perrier, *La Syrie sous le gouvernement de Méhémet-Ali jusqu'en 1840*, Paris, A. Bertrand, 1842, p. 394.

³ Simon Doubnov, *Histoire moderne du peuple juif*, Paris, Payot, 1933, t. I, p. 751.

⁴ *Revue de l'Orient*, 1843, p. 41.

⁵ Nicole Gottéri, *Le Maréchal Soult*, Paris, Bernard Giovanangeli, 2000, pp. 708-709.

⁶ Fernand Braudel, *Autour de la Méditerranée*, Paris, de Fallois, 1996, p. 132.

repos, près de Montargis, dans une propriété de son fils. Le travail ministériel n'est pas pour autant suspendu. Tous les jours, une estafette part du ministère de la Guerre pour apporter au maréchal des dossiers à traiter qui, le jour suivant, sont rapportés à Paris. Avec un président du Conseil vieillissant, la véritable impulsion en matière de politique étrangère est de plus en plus donnée par François Guizot.

Avec François Guizot, une diplomatie nouvelle se met en place. Il soutient dans ses Mémoires que c'est « la seule qui soit en harmonie avec les principes dirigeants et les besoins permanents de la grande civilisation à laquelle aspire et tend aujourd'hui le monde. » C'est la politique des esprits sensés et des honnêtes gens. « La paix comme fin, le retour à l'alliance anglaise comme moyen politique tranquille, modeste, sans bruit, sans éclat, ayant pour résultat de nous faire accepter par l'Europe », telle est la politique définie par Tocqueville que Guizot va conduire durant huit ans aux Affaires étrangères. Guizot reste prêt à engager la France en Orient pour faire barrage à la Russie. Parmi les conditions qu'il fixe avec ses amis à Louis-Philippe pour le soutenir figure l'obligation d'occuper la Crète, si les Russes entrent à Constantinople, de prendre une part de l'Empire ottoman, de lutter contre le tsar dans la Méditerranée, de lui disputer à tout prix la Turquie. Ses espérances secrètes visent à terminer en paix avec les Anglais l'affaire d'Égypte, et de reprendre avec eux l'alliance nécessaire des puissances maritimes contre Nicolas I^{er}. Guizot a par exemple le souci de défendre les chrétiens, mal gouvernés, et envoie à Athènes, en 1841, Piscatory, qui a combattu pour l'indépendance du pays en 1824. Ce prestigieux envoyé de la France a pour mission non pas de rechercher l'intérêt français mais de contribuer à affermir l'État grec et de s'entendre cette fois avec l'envoyé anglais, sir Edmond Lyons.

Le ministère des Affaires étrangères est installé boulevard des Capucines à Paris. Guizot se couche à 22 heures et se lève à 8 heures du matin. L'été, il se réveille à 6 heures. Il se rase dans le petit cabinet où il reçoit ses intimes et ses dévoués tout en faisant sa toilette¹. Les tractations ont lieu au cours de salons officiels ou chez celui de la princesse de Liéven au 2, rue St-Florentin où le ministre se rend chaque jour et rencontre ambassadeurs, députés et étrangers de passage. La princesse de Liéven a introduit Guizot dans le monde diplomatique européen. Devenus amants, leur complicité laisse supposer une influence étrangère. Le prince de Joinville se souvient d'un changement de politique étrangère : « Chose nouvelle, nous avions aussi un ambassadeur turc. Pendant des siècles, il n'avait paru que des missions ottomanes de passage.² » Ce représentant de la Sublime Porte est invité à un dîner aux Tuileries. Placé à la droite de la reine Marie-Amélie, il la flatte en levant les yeux au ciel, les mains pressées contre le cœur. Son discours terminé, il fait des courbettes et demande au drogman de le traduire : « Madame, j'ai une fille que je désirerais bien faire entrer à la maison de Saint-Denis. J'aurais besoin pour cela de la puissante protection de Votre Majesté. Elle comprendra que je profite de cette occasion unique de m'adresser à Elle ! » Peu altruiste, l'ambassadeur turc sollicitait un appui, une recommandation que son poste lui permettait de formuler auprès de la reine qui, saluée toujours de façon ostentatoire, lui souriait et lui rendait ses amabilités. Les différents représentants du sultan ottoman à Paris furent Ahmed Fethi pacha qui ne parlait pas un mot de français et qui était atteint d'une phtisie laryngée. Il aimait les plaisirs. Reschid pacha puis Namik pacha lui succédèrent. Le plus connu d'entre eux, Reschid pacha, avait une femme qui demeurait à Constantinople lors de ses voyages. En revanche, ses quatre enfants l'accompagnaient et étaient logés dans l'hôtel de la Reynière³. Musulman fervent, il respecte les préceptes de sa religion. Il fréquente les réceptions et paraît à l'aise en public. Il parle le français, la langue diplomatique. Présent dans un salon où mademoiselle Rachel prononce des vers, il se fraye difficilement un chemin tant la foule est immense. Dans la pièce se trouvent deux prêtres catholiques et des femmes aux tenues éclatantes. Sur les murs trônent des portraits de célébrités. Ne trouvant pas de chaise, n'aimant pas rester debout, il s'assied sur le bord de l'estrade, aux pieds de la jeune et célèbre Juive qui récite le songe d'Athalie. Le 29 mars 1841, le jeune sultan a décoré Reschid pacha mais le lendemain il quitte son poste de ministre des Affaires étrangères. Les intrigues de l'Autriche, se désolidarisant de la Quadruple-Alliance, sont la cause de sa démission. Rifaat, ancien ambassadeur à Vienne, lui succède au ministère.

Le roi des Belges, Léopold I^{er}, est un conseiller écouté de la jeune reine Victoria. Il cherche à réconcilier Paris et Londres. Metternich veut clore une crise qui ne profiterait qu'aux révolutionnaires de toute l'Europe. Metternich songe à créer une ligue pour conserver la paix⁴. Le chancelier autrichien estime que rétablir l'ancienne Quadruple-Alliance est « une chimère.⁵ » Guizot ne demande qu'à réintégrer le concert européen. Il dit à Metternich que la France est une puissance conservatrice : « Nous sommes situés sur des points différents de la ligne d'horizon, mais nous regardons dans la même direction.⁶ » Émile Desages, grand commis de l'État, personnage immuable, assure toujours au boulevard des Capucines l'essentiel du travail de la politique étrangère de la France. Fataliste, Desages trouve que les choses du monde, y compris les maladies sont toutes supportables et qu'on s'y accoutume. Cet état

¹ Victor Hugo, *Choses vues*, Paris, Gallimard, 1997, p. 565.

² Prince de Joinville, *Vieux souvenirs (1818-1848)*, Paris, 1894, pp. 236-237.

³ Louis de Loménie, *Galerie des contemporains illustres par un homme de rien*, « Reschid pacha », Paris, A. René, 1840-1847, t. VII, p. 36.

⁴ Georges Weill, *L'éveil des nationalités et le mouvement libéral (1815-1848)*, Paris, Félix Alcan, 1930, p. 155.

⁵ Guillaume de Bertier de Sauvigny, « Sainte-Alliance et Alliance dans les conceptions de Metternich », *Revue historique*, janvier-juin 1960, n° 453-454, t. 223, p. 273.

⁶ H.A.C. Collingham, *The July monarchy, a political History of France 1830-1848*, Londres & New-York, Longman, 1988, p. 319.

d'esprit, il l'a acquis jadis à Constantinople lorsqu'il était secrétaire d'ambassade. Son amie, madame Victor de Tracy dit de lui : « Il est un peu turc et il dit : *'Allah Kerim, Dieu est grand !'* » Desages, célibataire endurci, collabore étroitement avec Guizot et travaille d'arrache-pied. Le roi Louis-Philippe est un bourreau de travail. Il n'hésite pas à faire rédiger des dépêches la nuit ou à réveiller ses proches collaborateurs. « Vous en jugerez par la copie ci-jointe, écrit le roi à Guizot, que je fais faire pour vous, quoiqu'il soit deux heures du matin. J'ai écrit à Duchâtel qu'on va réveiller impitoyablement.² »

Le ministre plénipotentiaire de France auprès de la Sublime Porte est le baron Adolphe de Bourqueney (1799-1869). Apprenant le turc, il semble proche des populations. Le saint-simonien Auguste Chauvin-Beillard, récemment établi à Constantinople pour étudier le peuple turc, achetant ses pastèques et ses figues sur le marché vit le représentant de la France passer simplement dans la rue³. Gérard de Nerval ne souhaite pas rencontrer Bourqueney car il craint d'être invité à dîner : « Ce fonctionnaire habitait tout l'été à Thérapia, village situé sur le Bosphore, à six lieues de Constantinople, écrit Nerval. Il faut, pour s'y rendre, louer un caïque avec six rameurs pour une demi-journée, ce qui coûte environ vingt francs. On le voit, c'est un dîner assez cher que vous offre l'ambassadeur... On peut ajouter aussi aux chances fâcheuses de cette invitation l'ennui de revenir par mer à une heure assez avancée, quelquefois par le mauvais temps, dans une barque en forme de poisson, épaisse comme la main, et accompagnée d'un chœur infatigable de marsouins qui dansent ironiquement à la pointe des vagues, dans l'espérance de souper aux dépens des convives attardés de l'ambassadeur de France. »

Quant à l'ambassade de Londres laissée vacante par Guizot, Sainte-Aulaire y prétend en 1841. Le roi encourage cependant l'ambassadeur de Vienne de refuser le poste. Louis-Philippe entretient, par l'intermédiaire du roi et de la reine des Belges, des rapports intimes avec la reine Victoria. Guizot destine à Sainte-Aulaire l'ambassade à Londres mais il attend pour la lui confier, la solution définitive de l'affaire d'Orient. Le gouvernement constitué le 29 octobre 1840 doit beaucoup à Lamartine et Guizot se sent redevable. Guizot croit qu'une grande ambassade satisferait l'ambition d'un ancien secrétaire de légation et lui offre celle de Vienne, devenue vacante par la nomination de Sainte-Aulaire à celle de Londres. Lamartine croise Sainte-Aulaire à Paris. Il lui demande conseil. « L'ambassade d'Autriche lui semblait un peu au-dessous de sa position, écrit Sainte-Aulaire, il l'accepterait cependant si, comme on le disait alors, Vienne devait être le siège d'un congrès destiné à fonder une politique nouvelle et à établir l'équilibre européen sur des bases plus conformes aux idées et aux besoins des temps modernes. Il consacrerait volontiers à cette œuvre six mois, même un an de sa vie, mais, s'il s'agissait du train ordinaire de la diplomatie, il ne trouvait vraiment pas que ce fût la peine de s'en mêler. » Puisque le poste d'ambassadeur à Vienne ne permet pas de changer la face du monde, Lamartine le refuse.

La convention des Détroits

Ponsonby à Constantinople pense servir les ambitions de Palmerston en prolongeant la crise par le refus qu'il inspire au sultan de l'hérédité au vice-roi rebelle le 2 janvier 1841. Mais il est désavoué par son ministre, obligé lui-même de s'incliner devant la volonté des whigs et des tories exprimée hautement au parlement le 26 janvier 1841, et devant le désir de la reine. Il est contraint de déclarer même, pour leur plaire, que « la France, maîtresse d'une grande puissance navale et militaire, ne saurait être exclue des affaires de l'Europe. » La conférence de Londres proclame le 31 janvier 1841, la paix rétablie entre le sultan et son vassal, au prix de la Syrie pour l'un, de l'hérédité pour l'autre, et confirme cette décision européenne par la délibération du 5 mars 1841, qui déclare le traité du 15 juillet clos et terminé à la satisfaction des parties et des puissances. Pour ménager l'amour-propre et la dignité de la France, qui n'a pas été consultée sur l'acte du 15 juillet, Guizot ne donne pas sa signature à la délibération qui en confirme le succès. Il se garde bien toutefois de refuser les avances amicales qui lui viennent de Londres. « Il faut, dit-il, prévenir entre l'Angleterre et la Russie des habitudes d'intimité trop prolongée. » Au grand regret du tsar, et malgré les efforts de M. de Brunow, l'agent russe à Londres, il propose et il obtient de transformer la note du 27 juillet 1839 en un traité qui désormais devient un des fondements essentiels du droit public européen, et la négation du droit exclusif que la Russie s'est attribué sur l'Empire ottoman. S'il ne peut y inscrire une déclaration relative à l'intégrité et à l'indépendance de cet empire, le préambule qui manifeste « le respect des puissances pour les droits souverains de S.H. le Sultan », lui paraît, pour la Russie, une défaite suffisante, et l'est réellement. L'acte lui-même stipule la fermeture, en temps de paix, des Dardanelles et du Bosphore aux bâtiments de guerre des puissances étrangères, avec une exception en faveur des bâtiments légers employés au service des ambassades.

Cette convention internationale des Détroits élaborée et paraphée à Londres dès les premiers jours de mars ne sera définitivement signée que le 13 juillet 1841. Ponsonby retarde la conclusion du traité en multipliant les chicanes. Il a obtenu du sultan, le 18 février 1841, un *hatti-chérif* capable de rallumer la guerre par les conditions

¹ Jean Baillou, *Les Affaires étrangères et le corps diplomatique français*, Paris, éd. C.N.R.S., 1984, t. I, p. 630.

² A.N. 42 AP 286, lettre adressée par Louis-Philippe à Guizot, ministre des Affaires étrangères, Saint-Cloud, 12 septembre 1841.

³ Auguste Chauvin-Beillard, *De l'Empire ottoman, de ses nations et de sa dynastie, 1841-1845*, Paris, Dentu, 1845, p. 14.

humiliantes que le Divan apporte à l'hérédité du vice-roi. La signature reste donc suspendue à une décision fixant définitivement le sort de Méhémet-Ali. Deux mois après, le sultan disgracie son vizir, complice des Anglais, et adoucit ses conditions. La Porte adresse à la conférence de Londres, le 19 avril 1841, un mémorandum sur les concessions que le sultan est disposé à faire aux objections de Méhémet-Ali. Elles donnent satisfaction au pacha d'Égypte. Les puissances en conviennent mais la France hésite car elle défend les intérêts du vice-roi. Ce dernier déclare d'ailleurs n'avoir d'ami sincère que la France¹. Les caprices de la Sublime Porte rallongent encore ces atermoiements. Le sultan propose à l'Égypte des conditions inacceptables que le pacha a d'ailleurs refusées. Les cabinets s'irritent de ces délais. Metternich intervient et propose la médiation de l'Autriche en mai 1841 : « Il y a désormais utilité et opportunité pour tous. Mais en outre de l'intérêt général je me regarde, je l'avoue, à partir d'aujourd'hui comme personnellement engagé dans cette question. J'ai pris sur moi d'arrêter les instances que l'on adressait à votre ministère pour les décider à signer. Aujourd'hui que le moment est venu, si la signature allait être refusée, je resterais fort compromis aux yeux de tous par la responsabilité morale que j'ai assumée. J'ose dire que l'on me doit de ne pas me jouer ce mauvais tour, et j'espère que l'on reconnaîtra que rien ne s'oppose plus à la signature définitive. Il ne faut pas demander ni attendre ce que pensera Méhémet-Ali des nouvelles concessions de la Porte. Sa réponse sera nécessairement bonne ou dilatoire, elle ne sera dans aucun cas mauvaise, c'est-à-dire qu'il ne refusera pas ; cela ne serait pas supportable. Mais il témoignera d'autant moins d'empressement à accepter qu'on lui laissera l'idée qu'il peut encore tout arrêter par sa résistance... Dépêchons-nous de tirer une ligne entre le passé et l'avenir. Mon Dieu ! Il est bien impossible que des difficultés nouvelles ne surgissent pas quelque jour ; on ne bâtit pas pour l'éternité ; mais il ne faut pas les laisser se compliquer du passif de l'ancienne affaire. ² » Pour Metternich, l'affaire est réglée. Il presse le gouvernement français de signer : « Que devient maintenant l'isolement de la France ? Le sultan aura fini ses affaires ; Méhémet sera pacha héréditaire en Égypte. L'affaire entre lui et le pacha sera arrangée dans la forme d'une question intérieure. La France voudra-t-elle s'isoler de ses résultats ? Où la quadruple coalition ? Contre qui et contre quoi armera-t-on la paix ? Ne sera-ce pas contre la paix elle-même ? ³ »

Palmerston menace. Prenant à part le chargé d'affaires de France dans son salon, il le prévient que malgré l'opinion de Metternich, Londres peut fort bien avoir recours aux dispositions du traité du 15 juillet 1840, tant que Méhémet-Ali n'aurait pas accepté les conditions du sultan. La Porte prépare un firman qui est prêt le 25 mai 1841. Méhémet-Ali, par une saute d'humeur, pourrait compromettre ce résultat, chicanant sur tel ou tel article. François Guizot détache le comte de Rohan-Chabot, son ancien secrétaire à Londres, auprès du consul Cochelet à Alexandrie. Guizot écrit à Rohan-Chabot de conseiller fortement à Méhémet-Ali l'acceptation des conditions qui lui sont faites par Abdülmecit : hérédité réelle et sans restriction, nomination aux grades dans l'armée jusqu'à celui de colonel inclus, tribut fixe, dont le montant serait à régler ultérieurement. « Ce n'est pas sans inquiétude, dit Guizot, que je vois le Vice-Roi s'écarter du ton de soumission qu'il avait pris envers la Porte et tenir un langage qui le présente comme traitant, en quelque sorte, d'égal à égal. C'est précisément cette apparence qu'il devrait, dans son propre intérêt, mettre le plus grand soin à éviter... La voie des représentations lui reste ouverte ; il peut compter sur le bénéfice des circonstances, sur le besoin qu'aura la Porte de se ménager son appui. Ce qu'il doit éviter, c'est de prononcer d'avance un refus absolu qui, le constituant en état de révolte, ferait, de cette question tout intérieure, une question de politique générale, rendrait force au traité de juillet au moment où il va expirer, et obligerait les puissances à s'immiscer dans des détails qu'elles se sont elles-mêmes reconnues inhabiles à régler. Il importe à Méhémet-Ali plus qu'à personne que la situation, exceptionnelle, créée par ce traité, ne se prolonge pas et que chacun des États qui l'ont signé reprenne sa position particulière et sa liberté d'action. ⁴ » Méhémet-Ali consent à faire bon accueil aux propositions de la Porte : un *hatti-chérif* d'investiture émanant du sultan, une lettre du grand vizir et un firman concernant le tribut annuel. Ces documents sont apportés de Constantinople à Alexandrie le 7 juin par un envoyé du Divan qui le remet à son prédécesseur resté en Égypte depuis février où il avait eu une audience solennelle mais stérile auprès du vice-roi. Cette fois, la cérémonie pompeuse débouche sur un accord. Les deux envoyés de Constantinople soumettent à Méhémet-Ali les documents dont ils sont porteurs et s'entretiennent avec lui durant toute la journée du 8. Le vieux pacha n'accepte pas de payer quatre-vingt mille bourses. Saïd Muhib efendi consent à fixer ce chiffre au montant du tribut prévu dans le firman initial de la Porte, soit soixante mille bourses⁵. Cette question réglée, Méhémet-Ali doit accepter l'investiture. Le 10 juin 1841, il accepte de recevoir son pouvoir du sultan. Le budget de l'Égypte s'élève à cette époque entre quarante et cinquante millions de francs. Son tribut se monte entre quatre et cinq millions de francs, soit 10% du budget⁶.

Le 28 juin 1841, Méhémet-Ali accepte le second *hatti-chérif*. La convention des Détroits allait être ratifiée. Les cinq puissances garantissent la neutralité du Bosphore et des Dardanelles. L'entrée de la mer de Marmara est

¹ Caroline Gaultier-Kurhan, *Méhémet-Ali et la France 1805-1849*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2005, p. 5.

² A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 40, f°70.

³ *Ibid.*, f°68. Extraits de la *Revue nouvelle* : « affaires de Syrie 1841-1845 », Paris, 1846.

⁴ François Charles-Roux, *Thiers et Méhémet-Ali*, Paris, Plon, 1951, p. 314.

⁵ *Revue de l'Orient*, 1843, t. I, p. 34.

⁶ Adolphe d'Angeville, *op. cit.*, p. 359.

interdite aux vaisseaux de guerre de toutes les puissances. Paris sort de son isolement diplomatique. Une paix durable est promise. C'est la fin du protectorat russe sur la Turquie. Une fois réglée la crise de 1840 par la signature de la convention internationale des Détroits, la France participe à nouveau au règlement de la question d'Orient avec les autres puissances. Guizot écrit dans ses Mémoires : « L'Europe sentit le poids du vide que faisait dans ses conseils la France absente, et se montra empressée de l'y rappeler. » Le *Morning post* rapporte que la France n'est plus dans un état d'isolement¹. Elle redevient une grande puissance. L'échec de la France dans la question d'Orient est limité et arrêté. Le gouvernement français défend la liberté de navigation. La Turquie doit permettre, à tous les navires, le libre passage des Dardanelles. Le 31 janvier 1841, la conférence réunie à Londres adopte une note invitant l'Empire ottoman à reconnaître l'hérédité du pachalik égyptien. Est donné satisfaction aux exigences françaises. L'Égypte se dote d'une administration calquée sur le modèle français. Tahtawi instaure le bureau de traduction. L'élite qui reste composée de turcophones méprise la population égyptienne. Inexorablement l'usage de la langue turque régresse au profit de l'arabe mais aussi du français, langue indispensable dans tout le monde ottoman pour accéder à la modernité². Le 13 février 1841, le sultan rend un *hatti-chérif* dans lequel il accorde l'hérédité au vaincu. La rédaction du texte porte indiscutablement la marque de Ponsonby et de Palmerston. Metternich indique ce que vaut Ponsonby : « C'est un fou qui serait capable de faire la paix ou de déclarer la guerre malgré les ordres formels de sa cour ; c'est, du reste, le meilleur homme, mais fou. » Les Anglais trouvent indispensable de restreindre cette hérédité accordée à Méhémet-Ali par des clauses bien spécifiques qui enfermeraient l'Égypte dans les plus étroites limites de l'autonomie intérieure et extérieure. Il s'agit ni plus ni moins d'un carcan conçu sur mesure pour le cou de Méhémet-Ali. Le texte prévoit qu'en cas de vacance du trône, le successeur serait choisi par le sultan. La prérogative d'hérédité conférée au gouverneur de l'Égypte ne lui accorde aucun droit de plus qu'aux autres pachas. Les traités, les lois de l'Empire ottoman sont applicables à l'Égypte comme à tout autre pachalik. La forme, le titre, la valeur de la monnaie sont les mêmes qu'en Turquie. Désormais, le quart des revenus bruts de l'Égypte revient au sultan. Le reste sert à couvrir les frais de perception et d'administration, ainsi qu'à payer le blé que l'Égypte doit envoyer chaque année en Arabie. Dans une lettre adressée au grand vizir, Méhémet-Ali demande l'application du *hatti-chérif* de Gülhane qu'il juge être en pratique en Égypte depuis plus de vingt ans³. Tous les impôts sont alors perçus au nom du sultan pour que les habitants du pays ne soient pas exposés à des extorsions et à des perceptions irrégulières. Le revenu du pacha passe de six cent mille bourses à quatre cent mille bourses. Souhaitant faire des économies, Ibrahim pacha supprime de nombreuses écoles. Des professeurs sont licenciés. La quantité des élèves est restreinte. Aux maîtres européens se substituent des Égyptiens ou des Turcs. L'établissement agricole de Choubra est rayé des contrôles. L'école de musique est dissoute. De plus, après avoir tenté à plusieurs reprises de s'emparer durant la première moitié du XIX^e siècle de Berbera, port de Somalie sur le golfe d'Aden, les Égyptiens se retirent de la zone en 1841. Ils laissent la voie libre à un ambitieux marchand somali, Hadjdj Ali Shermerki, qui s'y approprie le pouvoir politique. Il achète le gouvernorat de Zeila, puis s'empare de Berbera, mais il entre ensuite en conflit avec l'émir de Harar, ce qui finalement provoquera sa perte⁴. À Djedda, Méhémet-Ali exerce toujours son influence. Lefebvre rapporte : « Les Arabes ignorent que Méhémet-Ali a cédé sa conquête à la Porte et ils n'ont pas cessé de reconnaître l'autorité de l'Égypte qui y tient toujours des gouverneurs de son choix. Il est vrai que ces gouverneurs sont toujours dans les appréhensions d'un débarquement anglais.⁵ »

Les relations entre la France et l'Angleterre se réchauffent grâce à la chute du cabinet whig à la fin de l'année 1841. Lord Palmerston est renversé depuis le 3 septembre 1841. Peel et Aberdeen remplacent Melbourne et Palmerston. Lord Ponsonby est rappelé. Méhémet-Ali qui se résignait à laisser aller après 1840 pense pouvoir reprendre des forces. Le ton change subitement. Les ennemis de l'Égypte s'éclipsent. Méhémet-Ali déclare à Rohan-Chabot, le nouveau consul français : « Vous allez voir ce que je pense faire de l'Égypte. » Ce diable d'homme, septuagénaire, n'a pas l'intention de se tenir tranquille. Lui et son fils gardent rancune à l'Europe. À la première occasion, ils se jeteront sur la Syrie et recommenceront la guerre dans l'Hedjaz. Parlant un jour à l'un de ses généraux de la situation politique de son gouvernement, Méhémet-Ali déclare : « Jamais je ne me soumettrai aux conditions de paix que j'ai dû agréer, car ces conditions sont trop honteuses. Je les ai acceptées forcément mais je ferai tout pour m'y soustraire. ⁶ » Les amis du vice-roi louent son idée de relancer l'économie égyptienne : « Les campagnes ruinées par les exigences de la guerre vont refluer, disent-ils ; Méhémet-Ali, en contraignant les employés turcs à s'occuper d'agriculture, va rendre aux provinces l'argent, les bras, les bestiaux qu'il a été obligé de leur enlever. Les terres incultes vont être fertilisées. L'abondance renâtra partout et dans quelques années l'Égypte ne se ressentira plus des calamités qui ont pesé sur elle. » Le succès escompté n'est pas obtenu. Les

¹ Chaulanges, Manry, Sève, *Textes historiques, 1815-1848, la première moitié du XIX^e siècle*, Evreux, Delagrave, 1980, p. 128. « Opinion anglaise sur la convention des Détroits, juillet 1841 », article du *Morning post* traduit par le *Moniteur universel* du 17 juillet 1841, p. 1 844.

² Henry Laurens, *L'Orient arabe, arabisme et islamisme de 1789 à 1945*, Paris, Colin, 1993, p. 60.

³ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 40. Lettre de Méhémet-Ali au grand vizir, 28 février 1841.

⁴ Sous la direction de J.F. Ade Ajayi, *Histoire générale de l'Afrique*, Paris, Unesco, 1997, t. VI, p. 212.

⁵ A.M.A.E., M&D, Afrique, vol. 13, copie d'une lettre de Lefebvre au ministre du Commerce, 10 janvier 1841, f°75.

⁶ *Revue de l'Orient*, 1843, p. 43.

employés reçoivent des cantons pauvres. Méhémet-Ali leur avance les fonds nécessaires pour la mise en exploitation. Les nouveaux propriétaires encaissent l'argent et font labourer avec les rares bœufs des paysans qui ne peuvent plus travailler les terres qui leur appartiennent. Les Turcs s'entendent avec les cheiks égyptiens pour se partager les bénéfices. Ils se récrient contre la paresse ou la mauvaise volonté de leurs administrés. Les cantons s'appauvrissent davantage. Les paysans meurent de faim. Un aide de camp de Méhémet-Ali, le Copte Basiléos bey est nommé propriétaire d'une vingtaine de communes. Pour produire, il faut des bestiaux que les villages n'ont plus. Les épizooties occasionnées par manque d'hygiène ont enlevé les troupeaux et les hommes. Basiléos bey n'a pas un para en poche. On l'accuse de concussion. Méhémet-Ali le destitue trois ou quatre fois. L'abondance ne peut revenir. Basiléos bey laisse l'administration de ses terres aux fellahs qui pillent les habitants au nom du maître. Méhémet-Ali investit cinq millions de piastres dans la province de Minieh pour que les paysans puissent acheter des bœufs. Au lieu de consacrer ces bêtes à l'agriculture, la population les revend rapidement à un prix très bas. Le vice-roi paie également très cher le beurre. Il ne peut pas relancer son économie de guerre. L'insurrection de la Crète perdure. Makriyannis ayant échoué en Chalcidique y a dirigé ses hommes¹. Les réfugiés crétois partis de Grèce où ils avaient trouvé refuge rentrent dans leur patrie. Ils réclament l'indépendance. Les agents français et anglais s'accusent mutuellement d'entretenir cette révolte². L'Angleterre convoite cette île en proie à l'anarchie. Méhémet-Ali rappelle ses troupes et restitue cette île à la Turquie³. Il offre au gouvernement français d'aller la reconquérir et de la lui donner. Apeurée, la France refuse. Fort des succès obtenus contre Méhémet-Ali, l'Empire ottoman reprend l'initiative. Il rétablit l'ancienne division administrative. La Syrie retrouve ces trois pachaliks (Alep, Damas et Saïda) gouvernés par des *muchirs*.

La morgue de la Russie et du Divan

Sur le terrain, les représentants de la France ont l'impression de faire face à une offensive généralisée de leurs adversaires. Dans les premiers jours de juin 1842, un officier de marine français est violenté par deux soldats turcs. Bourqueney est obligé de protester afin d'obtenir réparation de l'outrage⁴. Les Russes, les Autrichiens et les Sardes Sardes multiplient les démarches auprès des Grecs catholiques. Les relations entre la France et la Russie restent mauvaises. En 1841, le tsar ne veut pas que l'ambassadeur de Russie, à Paris, présente ses vœux pour la nouvelle année à Louis-Philippe. L'année suivante, le 1^{er} janvier, c'est au doyen du corps diplomatique de la capitale française, l'ambassadeur de Russie Peter von der Pahlen, fils de l'assassin de Paul I^{er}, qu'échoit l'honneur de présenter les vœux du corps diplomatique au roi des Français en prononçant le discours d'usage⁵. Mais, c'est trop demander au tsar, et Pahlen est aussitôt rappelé à Saint-Pétersbourg. À la suite d'un tel affront, le chargé d'affaire français en Russie s'abstient de paraître au Palais d'Hiver le jour de la Saint Nicolas, ce qui entraîne la mise en quarantaine pure et simple du personnel diplomatique, pourtant limité, entretenu à Saint-Pétersbourg par la monarchie de Juillet. Le chargé d'affaires Auguste-Casimir Périer, s'habitue, lorsqu'il se rend au théâtre, à voir les loges situées à droite et à gauche de la siéne rester obstinément vides sur ordre supérieur. En 1843, le marquis Astophle de Custine publie son livre *La Russie en 1839*. Au départ, cet ouvrage n'est qu'un journal par lettres constitué par des notations quotidiennes qui ne sont pas toutes destinées au public mais qu'il se décide à publier pour « révéler des faits utiles et graves » sur la religion et la politique russes. Dans l'avant-propos de son livre, il attribue à son voyage cette raison primordiale et ce résultat : « J'allais en Russie pour y chercher des arguments contre le gouvernement représentatif, j'en reviens partisan des constitutions. » Plus loin, il fustige le régime autocrate, une paysannerie barbare et une aristocratie corrompue. De même, Balzac qui « aime le pouvoir fort dans les mains d'un seul », et qui, « s'il n'était français, voudrait être russe⁶ », se rend en Russie. Balzac n'est venu à Saint-Pétersbourg que pour passer quelques mois avec la merveilleuse madame Hanska. Le tsar Nicolas est mal inspiré d'offenser l'écrivain par son indifférence. Celui-ci, profondément troublé par ce qu'il voit et entend, ne peut se résoudre à écrire une seule ligne en faveur du régime. Ni d'ailleurs, il faut le remarquer, contre le régime : « Est-ce à mon âge, demande-t-il, benoîtement, qu'on se crée des antécédents politiques ? »

Selon Guizot, la France a indubitablement fait des erreurs dans la gestion de la crise orientale de 1840 mais il estime que la Russie a également commis des impairs. Il déclare à la Chambre des pairs le 12 janvier 1842 : « La Russie aussi a eu son erreur et sa faute. Selon moi, elle a sacrifié ses intérêts essentiels et permanents en Orient à des impressions superficielles et passagères ; elle a sacrifié sa politique d'État à... Comment dirai-je ?... à ce qui n'est pas de la politique. » À partir de 1842, la politique de la Russie change⁷. Elle n'est plus la protectrice exclusive de l'Empire ottoman et face au retour de la puissance du sultan, après la crise de 1840, les Russes

¹ J. Dalègre, *Grecs et Ottomans 1453-1923, de la chute de Constantinople à la disparition de l'Empire ottoman*, L'Harmattan, 2002, p. 187.

² A. M.A.E., papiers privés d'agents, Desages, Angleterre, 22.

³ Etienne Combe, Jacques Bainville et Edouard Driault, *Précis de l'histoire de l'Égypte*, Le Caire, 1933, t. III, p. 317.

⁴ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 40, f°84.

⁵ Alain Gouttman, *La guerre de Crimée, 1853-1856*, Paris, S.P.M., 1995, p. 33.

⁶ *Ibid.*, p. 39, lettre à l'Étrangère, 22 janvier 1843.

⁷ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 59. Mémoire sur la Serbie par A. Marey-Monge, élève consul, Paris, 11 octobre 1842.

encouragent les troubles en Bulgarie et en Serbie¹. Guizot songe alors à faire de l'Espagne l'un des éléments d'une ligue des Bourbons. Paris, Naples et Madrid formeraient un axe méditerranéen. Le traité de commerce franco-piémontais d'août 1843 constitue l'ébauche de ce projet que l'Angleterre ne cesse de combattre au travers des « mariages espagnols ». Les rencontres au château d'Eu entre Louis-Philippe et Victoria apaisent la querelle. Pour les Anglais, la Russie ne songe qu'à s'agrandir et à combattre les intérêts britanniques au Proche-Orient, en Asie et partout dans le monde. De quelque façon qu'elle se manifeste, la menace de l'hégémonie russe inquiète les sujets de la reine Victoria. La conclusion d'un traité de commerce concrétise cependant l'alliance entre la Russie et l'Angleterre amorcée lors de la crise de 1840. Au cours de l'été 1844, Nicolas se déplace en personne pour aller saluer la reine Victoria. Le peuple anglais acclame cet allié revêtu de son superbe uniforme. Dans les salons, les membres de la haute société apprécient l'élégance et la politesse d'un homme que, hier encore, ils traitaient de barbare. La reine Victoria, 25 ans à l'époque, reçoit le tsar à Windsor, au bas de l'escalier d'honneur. Malgré sa jeunesse, la reine n'est nullement impressionnée par son illustre visiteur. Elle le juge sévèrement : « la politique et l'armée, voilà les seuls sujets qui l'intéressent. » Au fil des banquets et des réceptions, elle ne revient pas sur son opinion. Elle se méfie de ce Russe qui déploie tant d'efforts pour l'amadouer. Il n'a pas plus de chance avec les hommes d'État britanniques. Quand il leur parle ouvertement de l'agonie prochaine de la Turquie et de l'intérêt qu'il y aurait à partager dès maintenant un si riche héritage, ses interlocuteurs, étonnés par la hardiesse de son langage, rentrent dans leur coquille. Il a beau tenter de les convaincre que, pour sa part, il ne désire « pas un pouce du territoire turc² », mais qu'il faut « prévoir l'inévitable », s'entendre sur « des bases de justice » et « établir une convention entièrement franche et loyale », les Anglais ne croient pas à la sincérité de ses propositions. La situation et les perspectives au Proche-Orient sont examinées avec lord Aberdeen, le ministre des Affaires étrangères. Le résultat de ces conversations est consigné dans un mémorandum officiel russe, préparé par Nesselrode, et que le gouvernement britannique ne conteste pas³. Il en ressort que la Russie et la Grande-Bretagne sont d'accord pour maintenir l'État ottoman aussi longtemps que possible, et qu'au cas où sa dissolution serait imminente, les deux parties s'entendraient à l'avance pour répartir les territoires concernés et résoudre les autres problèmes qui pourraient se poser. La reine Victoria maintient néanmoins une alliance avec la France. Visitant l'escadre française le 15 octobre 1844, elle est reçue à bord de la frégate à roues *Gomer*.

La Porte ordonne des armements considérables. Une expédition turque se prépare pour reprendre pied en Tunisie. Seize bâtiments de guerre, un grand nombre de transports et 10 000 hommes sont réunis à cette fin dans le Bosphore et attendent le signal du départ pour franchir les Dardanelles. Dans le même temps, lord Palmerston déclare qu'il ne reconnaît plus le protectorat français sur la régence de Tunis. L'Angleterre ne permet plus à la France d'intervenir en faveur du bey. L'ambassadeur de France à Constantinople, Bourqueney, remet cependant une note, le 28 décembre 1841, au ministre turc des Affaires étrangères, Sarim efendi, et lui fait part que la France est prête à s'opposer à ce coup de main par la force. Le contre-amiral Le Ray se rend devant Tunis avec cinq vaisseaux et une frégate. Le lieutenant-colonel Dautheville, à l'instar de la mission du commandant Boutin, a dressé une carte et un rapport permettant un débarquement sur Tunis. Une escadre anglaise arrive à son tour au large des côtes tunisiennes afin d'aider les Turcs. Reschid pacha à Paris s'explique et le conflit n'a finalement pas lieu car la flotte ottomane se trouve déroutée en raison de l'insurrection de la Crète. Après la soumission des Crétois, Tahir pacha, fort de ses succès, se prépare à faire voile pour Tunis, lorsque le ministère whig est renversé. Les Tories ne veulent pas rompre avec la France. L'expédition turque avorte donc, mais la question tunisienne demeure. Le vœu de l'Angleterre est une restauration turque à Tunis, parce qu'un tel événement lui permettrait, comme en Syrie, d'y établir son influence⁴.

Aussitôt conforté par l'arbitrage des puissances, la Porte lance ses troupes dans des opérations de reprise en main de la Libye. Une préparation logistique et politique s'opère avant chaque expédition. Le gouverneur négocie les défections que les jalousies personnelles et les rivalités collectives laissent prévoir à qui connaît le jeu ancestral des tribus. Le courage, la discipline, l'armement des réguliers renforcés par des auxiliaires albanais et des supplétifs locaux font le reste. Au retour, les têtes des vaincus ornent les remparts de Tripoli. Basé à Homs, le général turc Ahmed pacha el Djazzar marche sur Tarhuna dont la prise sépare les deux chefs bédouins rebelles Ghouma et Abd el Gelil contre lesquels il agit alternativement. En 1841, il s'empare de Gharian, place forte du djebel, puis de Socna, porte du Fezzan. Au printemps suivant, Abd el Gelil meurt au combat et tous les mâles de sa famille sont décapités. Les Ouled Sliman, tribu dont Abd el Gelil était le chef, ne peuvent empêcher ni la construction d'un fortin à Syrte, ni l'installation à Mourzouq d'un gouverneur qui rétablit les relations de la Porte avec le Bornou dont le sultan décime les fugitifs coupables de perturber le trafic caravanier restauré. Ghouma, venu se soumettre en juillet 1842, est exilé à Trébizonde. La défaite de ses partisans livre Ghadâmes aux Turcs. En moins de deux ans, les Ottomans ont occupé tous les points forts du littoral et de l'intérieur. Les consuls de France

¹ *Ibid.*, vol. 40, f°98.

² Henri Troyat, *Nicolas I^{er}*, Paris, Perrin, 2002, p. 181.

³ Nicholas V. Riasanovsky, *Histoire de la Russie, des origines à 1984*, Paris, R. Laffont, 1987, p. 366.

⁴ *Revue de l'Orient*, 1844, p. 88.

et d'Angleterre, si l'on en croit les accusations qu'ils se lancent et les rapports des représentants sarde et napolitain, ne sont pas restés inactifs. Le Britannique aurait pris contact avec Abd el Gelil, puis l'aurait abandonné sinon trahi. Le Français aurait poussé Ghouma à se rendre, dans l'espoir de garder un partisan des Karamanli sur les confins tunisiens.

Au milieu de l'année 1841, des exactions financières provoquent le soulèvement des chrétiens de Bulgarie contre les Turcs. Le *hatti-chérif* de Gülhane a pourtant été lu avec pompe dans toutes les églises chrétiennes de Bulgarie. Il promet l'égalité des charges, des droits, tout à coup sous prétexte de répartition plus égale, l'impôt est doublé, triplé. Les paysans réclament, demandent du temps, supplient qu'on écrive à Constantinople. La réponse arrive. Elle est négative. On demande de nouveaux délais qui sont accordés. Finalement, sur le refus de payer, la Porte envoie des janissaires turcs pour percevoir l'impôt dans les villages. Certains emprisonnent les janissaires. Ailleurs, ceux-ci se défendent et sont tués. Le pacha qui n'a pas de troupes sous la main et qui voit la révolte enhardie jusqu'à lui prendre trois canons, fait venir en toute hâte des Albanais. Ces « cosaques irréguliers¹ » sont envoyés dans les villages récalcitrants où ils commettent d'effroyables excès. La rage de vols et de pillages déborde sur les villages tranquilles. Le pacha est contraint d'appeler des troupes régulières pour contenir les premières. La confusion règne. Le pays est la proie des mercenaires. La Bulgarie est mise à feu et à sang. Le fanatisme turc se croit tout permis contre des infidèles. Le peuple bulgare souhaite l'intervention de la France car les soldats, pénétrant dans les foyers chrétiens, arrachent de jeunes enfants du sein de leur mère. Ils se les jettent comme des jouets. Les femmes sont violées sous les yeux de leurs frères et de leurs maris enchaînés². En 1841, dans le pachalik de Niš, la révolte des habitants provoque les abus des autorités. Les soudards entrent dans les églises pendant l'office. Ils violent sur l'autel des filles et des jeunes garçons. Le pacha fait détruire un grand nombre de villages. La plupart des hommes sont tués, les femmes violées et égorgées. Les prisonniers sont décapités ou empalés. Les fuyards sont poursuivis jusque chez eux où ils sont finalement massacrés³. Quatre mille habitants ont fui avec cinquante mille têtes de bétail en Serbie. Les pachas reconnaissent que dix villages ont été brûlés et trente abandonnés. L'archevêque de Niš avance plus de soixante-dix villages saccagés et la mort de cent cinquante personnes. La réalité se situerait à la moyenne des deux estimations⁴. Une fois l'insurrection comprimée, la terreur règne au fond des âmes. Kiamil pacha pour amadouer le représentant de la France, arrivé au moment où tout semble apaisé, déclare : « S.M. Louis-Philippe mérite la reconnaissance de tous les peuples par sa courageuse persévérance à maintenir la paix du monde. Il a été bien attaqué pour cela mais, que voulez-vous ? Chaque peuple a ses difficultés de gouvernement. La France a Toulouse. La Prusse a Bologne. L'Autriche a l'Italie, l'Angleterre a l'Irlande et la Russie a la Pologne, comme nous avons la Bulgarie.⁵ » L'économiste Adolphe Blanqui, envoyé en mission par Guizot, est navré par ce qu'il voit car ces magnifiques plaines n'attendent que la charrue pour être mises en valeur : « Ce tableau m'a rappelé l'Afrique. Partout le principe oppressif des musulmans, leur féodalité brutale et paresseuse ont produit les mêmes résultats. Il y aurait ici de quoi nourrir trente millions d'habitants. La Normandie n'est pas plus belle.⁶ » Blanqui finit par être convaincu que dans l'Europe balkanique doit un jour exister une nation chrétienne, à l'instar de la Grèce.

La Porte imposa le retour de Woutchitch et exerça pleinement ses droits de suzeraineté sur la Serbie, qu'avait déjà rétablis la constitution voulue par les Russes, du 12 septembre 1838. L'aristocratie, mécontente du despotisme de Miloch, le contraignit à abdiquer en faveur de son fils Milan. Ce dernier ne régna qu'un mois. Il fut remplacé par son autre fils, Michel Obrénovitch, le 13 juin 1839. Dans cet État censé être autonome, la forteresse de Belgrade reste entre les mains d'une garnison turque sous le commandement de Kiamil pacha. Le commissaire impérial turc Chekib efendi demande au prince Michel, de renvoyer ses ministres. Résultat, une révolution éclate le 20 août 1841. Trois partis existent en Serbie : celui de Miloch, majoritairement constitué de paysans qui ont fait la guerre contre les Turcs, celui du prince Michel et celui d'Alexandre, le second fils de Karageorges. Adolphe Blanqui, dans son *Voyage en Bulgarie* donne un portrait de Miloch. Il le rencontre à Vienne : « Sa tête d'une grosseur énorme et couverte d'une forêt de cheveux gris coupés courts, semble enfoncée dans ses larges épaules et lui donne l'apparence d'un taureau indompté. Sa bouche est grande et ornée de dents encore très blanches ; ses yeux vifs et perçants ont je ne sais quel air de malice et de dissimulation. » Il remarque encore la largeur démesurée de ses mains qui relève de la nature du géant. Il est obèse et revêt le costume européen. Il se répand en doléances hyperboliques sur l'oppression des chrétiens par les Turcs.

Le prince Michel exerce son artillerie et arme son infanterie. Le voïvode, décidé à maintenir son indépendance reçoit de Russie soixante-quinze mille fusils et des armes blanches. Un bateau chargé d'obus et de bombes destiné aux Serbes est stoppé par les Turcs qui décident de mobiliser trente mille soldats aux frontières. Le prince Michel sort de Belgrade avec quinze mille hommes. Woutchitch, à l'aide de l'artillerie trouvée dans l'arsenal de

¹ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 40, lettre de Blanqui sur la Bulgarie, Niš, 6 septembre 1841.

² *Ibid.*, vol. 56.

³ *Ibid.*, vol. 40, f°98. Copie d'une lettre du baron Brucht, général commandant la cinquième division militaire, Strasbourg, 12 juin 1841.

⁴ *Ibid.*, f°143, lettre de Blanqui sur la Bulgarie, Niš, 6 septembre 1841.

⁵ *Ibid.*, f°139.

⁶ *Ibid.*, f°152, lettre de Blanqui, Sofia, 9 septembre 1841.

Kragnievatz, foudroie les troupes restées fidèles à l'ancien pouvoir. Le prince Michel quitte le pouvoir sous la pression des députés des villes et des villages qui acclament du titre de *knez*¹ Alexandre Karageorgevitch. Loyal, sincère, âgé de 42 ans, prudent, courageux, expérimenté par ses nombreux voyages, Alexandre a été l'aide de camp du prince Michel. Michel se sauve avec sa mère à Semlin. Deux à trois cents personnes le suivent dans son exil. Le consul de France se rend auprès du fugitif. Avec ses homologues anglais, autrichiens et russes, il adresse une note par laquelle il demande au gouverneur turc de ne pas permettre l'entrée des rebelles dans Belgrade. Les quatre consuls vont à la citadelle et font part de leur protestation au pacha ainsi qu'à Chekib efendi, arrivé le 24 août 1842. La Russie cherche à garder son influence en Serbie. La Russie a protesté lors de la déchéance du prince Michel, mais son consul général refuse un passeport à Raditchewtz, ministre de la Justice du prince Michel, pour l'empêcher de se rendre à Saint-Pétersbourg et d'y réclamer l'appui du tsar Nicolas. Le consul général de Russie Lewschine se mêle de tout, surveille tout et inspire la crainte². Le consul autrichien aide le prince Michel secrètement³. Il fait taire les pamphlets et négocie l'éloignement des ennemis à la frontière de la Serbie. Mais Metternich envoie, à Semlin, le général de Hauer étudier les améliorations du cours de la Save. Dans cette tâche, il s'attire la sympathie des pachas depuis Raguse jusqu'à la Valachie, et surtout l'amitié du pacha de Belgrade. Le comte Apponyi, diplomate autrichien, préconise à Guizot de ne surtout pas intervenir dans les affaires serbes et les insurrections de ce pays. De toutes façons, le consul français Codrika, n'est pas en bons termes avec le prince Michel, ni avec la princesse Lioubitza. L'action de l'Angleterre est difficile dans ces pays enclavés. Elle encourage l'indépendance des provinces serbes mais le colonel Hodges a mal apprécié Miloch et il aurait même été la cause, par ses avis, de sa chute. Constamment en désaccord avec le consul russe, de Vatschenko, le Britannique a cédé sa place et l'Angleterre n'a pas envoyé, durant deux ans, un nouvel agent. Kiamil pacha, gouverneur de la forteresse de Belgrade qui a été ambassadeur de la Porte à Berlin juge ainsi les puissances occidentales : « Les cinq puissances se ressemblent, mais ne se ressemblent pas. Elles sont comme les cinq doigts de la main. Mais nous reconnaissons toujours aux choses loyales et généreuses les doigts de la France.⁴ » La France propose qu'un seul chef raïa⁵ traite avec la Porte. Ce projet est motivé par le fait que le gouvernement turc aurait changé. La France argue que le fanatisme doit diminuer, la légalité doit remplacer l'arbitraire. La peine de mort est abolie pour ceux qui apostasient de l'islamisme au christianisme mais les lois tolérantes ne sont pas forcément appliquées. Cette reprise en main de la part des Turcs vaut à Metternich des propos extrêmement durs. Il écrit le 12 mai 1843 au baron de Neumann en poste à Londres : « La Serbie est un pays placé au bas de l'échelle de la civilisation.⁶ » Il ajoute que le « Levant et l'Empire ottoman est en proie à la pourriture ». Il dénonce une réaction contre le progrès et la civilisation. Les populations chrétiennes y sont abruties.

La Porte reprend les rênes en Albanie et envoie à Jannina un gouverneur : Osman pacha. Ce dernier espère entretenir de bonnes relations avec la France. La population a beaucoup souffert jusqu'ici. Saïd pacha avait laissé pour gouverneur un lieutenant-colonel des troupes régulières qui s'était conduit pendant son administration provisoire comme un véritable brigand et dont le système arbitraire s'était traduit en spoliations et en coups de bâton. En 1841, la guerre reprend entre les Turcs et le Monténégro. Le prince-évêque convoite Grahovo en Herzégovine et il lui faut des pâturages. Les Turcs razzient le pays. Les armes sont prises. On négocie. Le traité de Kotor fixe la frontière et fait de Grahovo un village neutre en 1843. C'est alors qu'à Vienne paraît la première édition du grand poème national de Pierre II, chef d'œuvre de la littérature yougoslave : *les lauriers de la Montagne*. En 1842, une insurrection éclate en Valachie et le prince Ghika est remplacé par Bibesco, immédiatement reconnu par le sultan Abdülmeçit. Kogalnichianou qui a publié une histoire de la *Grande Roumanie* (1837), qui a créé l'*Archive roumaine* (1840), qui a ouvert un cours d'histoire nationale à l'Académie en 1843, voit sa chaire supprimée. En effet, au cours de sa première leçon, il y proteste contre le démembrement de la Moldavie et « l'oppression d'une aristocratie ignorante, soutenue par la Porte et le clergé, sur une population plus ignorante encore de deux millions d'âmes, dont le travail est exploité au profit de quelques familles privilégiées.⁷ »

privilegiées.⁷ »

Le Liban après la défaite de Méhémet-Ali

Depuis que l'occupation cruelle, mais énergique, de Méhémet-Ali ne pesait plus sur le Liban, cette contrée était livrée au chaos. L'enlèvement brutal par les Anglais de l'émir Bachir qui réunissait sous sa domination les maronites et les Druses, livre les populations chrétiennes à l'oppression. L'affirmation des principes de la politique traditionnelle de la France au Levant paraissait à Guizot un moyen de soutenir les positions françaises sans

¹ Prince choisi par les Serbes et investi par la Sublime Porte.

² A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 131. Notes sur les affaires de Serbie, f°269.

³ *Revue de l'Orient*, 1843, t. I, p. 20.

⁴ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 40, f°139, lettre de Blanqui sur la Bulgarie, Niš, 6 septembre 1841.

⁵ Sujet non musulman de l'Empire turc.

⁶ A.M.A.E., papiers privés d'agents, Desages, 38.

⁷ Jacques Ancel, *Manuel historique de la question d'Orient (1792-1923)*, Paris, Delagrave, 1923, p. 132.

inquiéter les Britanniques. L'amitié avec l'Empire ottoman pouvait se concilier avec la protection des minorités chrétiennes, telles qu'avaient toujours voulu l'entendre les monarques d'Ancien Régime. En dépit des attaques de l'opposition légitimiste et catholique, qui l'accusait tout à la fois de renier l'héritage des croisés et de trahir au profit de l'Angleterre, Guizot adopta la solution qui consistait à laisser la montagne libanaise sous la souveraineté des Turcs¹. Mais le Liban était déjà une région isolée qui aimait son indépendance et qui était la Suisse de l'Orient².

L'antagonisme entre maronites et Druses s'amplifie. Ces luttes intestines sanglantes ont pour principale origine la maladresse des autorités turques. Les agents français excitent la communauté maronite. La France et l'Autriche financent l'agitation chrétienne³. Méhémet-Ali ne renonce pas à jouer un rôle et intrigue. Les Druses placent leurs espoirs dans un éventuel soutien de la Grande-Bretagne. Pour asseoir leur influence au Liban, les Anglais annoncent aux montagnards que la reine Victoria, touchée de leur belle conduite pendant la guerre et devant les maux qu'ils ont soufferts sous l'occupation égyptienne, ont obtenu du sultan qu'ils ne paieraient aucun impôt pendant trois ans⁴. Le Russe Brunow estime que Druses et maronites ne valent pas mieux les uns que les autres. La Prusse, quant à elle, continue à se ranger du côté de la majorité dans toutes les affaires qui touchent l'Orient. Ces ingérences étrangères poussent les notables libanais à s'entêter et à revendiquer leur bon droit. Les causes de discorde entre les communautés sont nombreuses. Les Druses, formant une secte ismaélienne extrémiste, gardent en mémoire la collaboration que leurs compatriotes ont dirigée contre eux au cours des campagnes égyptiennes. Par les confiscations et les ventes forcées, Bachir II a dérobé à la classe féodale druse de grands territoires. Ces terres ont été redistribuées à la classe montante des villageois et des citadins chrétiens aisés. Lorsque les familles féodales druses commencent à réclamer, après 1840, leurs anciens domaines, une difficulté majeure apparaît, du fait que de grandes portions de ces domaines se trouvent à présent entre les mains de chrétiens. Les litiges sur les biens ne sont pas les seules causes de la tension entre Druses et chrétiens. Les huit années de domination égyptienne au Liban ont laissé derrière elles des antagonismes profonds. Le système de gouvernement d'Ibrahim pacha, quoique juste et honnête, fut « un mobile puissant propre à inciter les émirs et les cheiks à haïr les Égyptiens. En effet, il leur enleva tout pouvoir et limita leurs ambitions à une limite infranchissable. Leur tyrannie envers le peuple avait vécu. Ils devinrent les égaux de leurs sujets devant la loi sans privilège ni distinction. Ils en conçurent un grand dépit vis-à-vis de l'État égyptien et souhaitèrent sa disparition et le retour des Autorités turques. ⁵»

Sous Ibrahim pacha, les Druses n'avaient bénéficié au Liban d'aucun des traitements de faveur qui ont fait prospérer les communautés chrétiennes. Ils ont été désarmés de force. La jeunesse a été arrachée à ses foyers et à ses champs pour participer à des guerres lointaines. Lorsque leurs griefs contre l'autorité égyptienne les conduisent finalement à la révolte, Ibrahim pacha réprime celle-ci et envoie les principaux chefs druses en exil. Rien d'étonnant à ce que de nombreuses familles druses soient à ce moment-là démembrées, affaiblies et appauvries. Lorsque les exilés druses rentrent chez eux, ils retrouvent leurs familles et leurs amis sans ressources, alors que les chrétiens étalent leur nouvelle prospérité. Parmi les Druses, les chefs féodaux sont les meneurs naturels et l'ensemble de la communauté soutient leurs prétentions à recouvrer leurs privilèges et leurs domaines perdus. Ces chefs jouissent normalement de certaines prérogatives traditionnelles dans les districts : ils perçoivent les impôts pour le gouvernement en touchant une commission, maintiennent la paix et l'ordre et, surtout, exercent l'autorité judiciaire de première instance sur tous les cas civils et criminels impliquant des châtiments autres que la peine de mort. Sous Bachir II, l'émirat a, pour la plus grande partie, absorbé ces fonctions que les chefs féodaux réclament à présent en même temps que leurs domaines. Mais les chrétiens devenus riches et influents, ne sont pas enclins à permettre la restauration des prérogatives féodales, surtout celles qui ont trait à l'exercice de l'autorité judiciaire.

Bachir III, sur la suggestion de Richard Wood et des autorités ottomanes, essaie de transiger sur cette question en organisant un conseil de douze membres représentant les principales sectes religieuses afin qu'il l'aide dans l'administration de la justice. Les maronites, les Druses, les orthodoxes, les catholiques, les chiïtes et les sunnites sont tous représentés dans ce conseil mais les Druses refusent de coopérer, considérant ce conseil comme une tentative de la part de l'émir de légaliser ce qui est en fait une usurpation du pouvoir féodal. Lorsque le refus des Druses est connu, le patriarche maronite envoie une adresse, signée par lui et par d'autres maronites importants, invitant les chrétiens des districts druses à renoncer à l'autorité judiciaire encore détenue par les chefs féodaux et à assumer eux-mêmes cette autorité. Pour les Druses il s'agit d'une provocation intolérable, car en envoyant cette adresse le patriarche maronite affirme son pouvoir de priver d'autorité leurs propres émirs et cheiks, les défiant ainsi dans leurs propres districts. Piqués au vif, ils ne peuvent qu'utiliser la force pour récupérer leurs droits

¹ Jacques Frémeaux, *La France et l'Islam depuis 1789*, Paris, P.U.F., 1991, p. 69.

² A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 40, f°96.

³ René Cattani, *Le règne de Méhémet-Ali d'après les archives russes en Égypte*, Le Caire, 1931-1936, t. III, p. 608. Lettre adressée à Krehmer, consul général de Russie en Égypte, depuis Beyrouth le 8 novembre 1841.

⁴ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 40, f°248, mémoire sur la Syrie, 1844.

⁵ Yassine Soueid, *Histoire militaire des Mîqata'as libanais à l'époque des Chéhab 1698-1842*, Beyrouth, Publications de l'Université libanaise, 1985, t. II, p. 766. Machâqa, *Machhad al-'ayân*, p. 103.

usurpés. Avec la chute de Bachir II et l'avènement de Bachir III, les diverses factions se déchirent. Les dissensions se réveillent et les tensions arrivent à un point critique. Elles conduisent le Liban à la ruine. La situation y était très instable. Bachir III était un incapable, de faible personnalité, inapte à faire face à la conjoncture difficile. Ce n'est qu'une marionnette aux mains des Anglais qui délèguent un de leurs agents, monsieur Misk, comme conseiller de l'émir. Ce conseiller élit domicile avec Wood dans un palais à proximité de la résidence princière à Ba'abda¹. Les Druses et les chefs qui ont été forcés de quitter le pays sous la domination égyptienne rentrent pour réclamer les droits, les privilèges et les domaines qu'ils ont perdus sous le règne précédent. A la tête des revendicateurs se trouvent les frères Janbalat, dont le père a été tué à l'instigation de Bachir II en 1825. Ils sont rejoints par d'autres notables druses comme Husayn Talhuq Arslan. Ils ont eux aussi perdu des biens et du prestige, sous le régime précédent, mais ils n'ont pas été contraints à l'exil. Ces chefs demandent à Bachir III la réintégration totale des familles druses, comme maîtresses de leurs districts respectifs, mais le nouvel émir n'est pas d'accord pour accéder à de telles exigences. Sûr de l'appui britannique, il repousse leurs requêtes et prend même des mesures supplémentaires destinées à réduire leur autorité. Quelques cheiks druses sont arrêtés². À d'autres, il retire carrément leurs droits féodaux et ceux qui se sont procurés, à Istanbul, des firmans afin de récupérer leurs propriétés confisquées trouvent un émir résolu à ne pas exécuter les ordres impériaux. Rapidement les relations entre l'émir du Liban Bachir III et les chefs druses se tendent. Au début du printemps 1841, la tension est très vive. L'émir, sans avoir la capacité de son prédécesseur, essaie d'appliquer une politique d'opposition aux aristocraties locales. Il adopte une conduite analogue envers les familles chrétiennes qui décident de faire cause commune avec les chefs druses contre lui.

Les Français et les Ottomans, inquiets de l'influence britannique, soutiennent discrètement l'opposition coalisée. Impopulaire, possédant une image médiocre, incapable de contrôler la situation, d'imposer sa volonté, l'émir Bachir III engendre l'anarchie. Profitant de la confusion, le parti féodal au Liban, appuyé par le consul français à Beyrouth, suggère l'éviction de l'émir et son remplacement par Salman Chihab, prince sunnite dont les enfants ont tous été élevés dans la foi chrétienne. Salman a déjà gouverné le Liban entre 1820 et 1821 lors de l'exil de Bachir II dans le massif du Hauran. Il est populaire et doué pour gouverner. Le patriarche maronite Yusuf Hubaysh, toutefois, soutient que seul un maronite peut devenir émir du Liban et refuse de prendre en considération une candidature sunnite à cette fonction. Lorsqu'il apparaît évident que Salman ne serait pas accepté comme émir, le consul français à Beyrouth essaie de trouver quelqu'un d'autre pour remplacer Bachir III et suggère finalement le nom d'Haydar Abullam, maronite dévot et ami intime du patriarche qui appartient à la deuxième famille princière libanaise. Les agents britanniques, au Liban, approuvent vivement cette suggestion car ils commencent à réaliser que leur soutien à Bachir III ne conduit qu'à les discréditer. À la grande surprise des Britanniques et des Français, le patriarche refuse d'accepter le candidat proposé et insiste pour que Bachir III reste émir. Le patriarche est tout à fait conscient de l'incompétence de l'émir régnant mais il compte sur cette mauvaise gestion pour obliger les Turcs à rétablir Bachir II. Le patriarche persiste à dire que Haydar Abullam ne convient pas pour l'émirat, premièrement parce qu'il n'a pas pris parti pendant l'insurrection de 1840 et deuxièmement parce que n'étant pas un Chihab, il a peu de chances de forcer le respect de toutes les familles féodales du pays. Bien que les Abullam soient émirs, les principales familles de cheiks refusent de les considérer comme leurs supérieurs. Le patriarche maronite, un Hubaysh, n'avait nul désir de voir un émir Abullam élevé à une dignité politique bien supérieure à celle des cheiks.

En octobre 1841, les esprits sont surchauffés. Les chrétiens de Deir-el-Kamar ne montrent guère de respect à l'égard de leurs cheiks druses, les Abou-Nakad. Un incident futile débouche sur une tuerie. Un chasseur chrétien abat une perdrix à Baakline sur une propriété de la famille Abou-Nakad³. La mort de l'oiseau conduit à une querelle qui prend rapidement un aspect religieux. Avant la fin de la journée, des chrétiens enhardis de Deir-el-Kamar attaquent Baakline y tuant dix-sept Druses, puis rentrent chez eux triomphalement. Les Abou-Nakad s'insurgent contre cet affront et prennent les armes. Ils sont rejoints par des membres des clans Joumblatt et Imad. Le patriarche maronite, lorsqu'il apprend l'incident, exprime immédiatement ses regrets et envoie au Chouf une délégation spéciale des cheiks Khazin et Hubaysh pour négocier un règlement du problème. Il en résulte apparemment une réconciliation. Les cheiks Janbalat et Abou-Nakad proclament leur intention sincère d'oublier l'incident mais, dans leur for intérieur, les Druses ne considèrent pas cette réconciliation comme définitive. Le triomphe chrétien à Baakline a porté un coup sévère à leur prestige. Tandis qu'ils acceptent en apparence les excuses des chrétiens, les Druses préparent secrètement leur revanche. Wood soutient les Druses et écrit au général turc : « L'opiniâtreté avec laquelle les chrétiens tâcheront de maintenir leur position et leur ascendant dans le mont Liban, prolongera cette guerre civile, ce qui fournira l'occasion aux ennemis des intérêts de la Sublime Porte de détruire à jamais l'autorité turque dans ces provinces.⁴ »

¹ *Ibid.*, p. 870.

² Kamal Salibi, *op. cit.*, p. 94.

³ Denise Ammoun, *Histoire du Liban*, Paris, Fayard, 1997, p. 57.

⁴ A. de La Jonquière, *Histoire de l'Empire ottoman depuis les origines jusqu'au traité de Berlin*, Paris, Hachette, 1897, p. 493.

L'émir Bachir III, convoque les chefs druses à une réunion à Deir-el-Kamar pour discuter de la répartition des impôts ainsi que des questions d'intérêt général. Les chefs se rendent à la convocation et atteignent la lisière de la ville le 13 octobre. Chacun est accompagné par une importante troupe de ses propres hommes et par des cavaliers du Wadi al-Taym et du Hauran. Au cours des semaines précédentes, des Druses armés, venant de diverses parties du Chouf se sont également discrètement infiltrés dans les quartiers de Deir-el-Kamar où ils attendent un signe de leurs chefs pour attaquer. Lorsque les chefs druses arrivent devant Deir-el-Kamar, Bachir III s'alarme de la taille de leur escorte et envoie un groupe de cent cinquante chrétiens leur interdire l'entrée de la ville. Cependant que l'attention de tous est dirigée vers l'extérieur, les Druses armés à l'intérieur de la ville sortent brusquement de leurs cachettes et se répandent sur la place et dans les rues principales prenant les chrétiens de la ville complètement au dépourvu. Conduits par les cheiks Abou-Nakad, des cavaliers druses chevauchent bruyamment à travers la ville, tirant sur les magasins et tuant tous les chrétiens qu'ils peuvent trouver. Les autres pillent et incendient les maisons. Il y a des morts de chaque côté. Environ quarante chrétiens et plusieurs Druses, y compris un cheik Abou-Nakad, sont tués. Dans la soirée, les Druses restaient maîtres de la situation. Bachir III, forcé de chercher refuge dans le vieux palais princier de Deir-el-Kamar, appelle maintenant à l'aide les autorités ottomanes de Beyrouth ainsi que ses partisans. Le 14, la ville de Deir-el-Kamar est mise à feu. Les combats ont duré deux jours. Seule l'intervention de Salim pacha de Beyrouth et du consul britannique, le colonel Hugh Rose, y met fin. Les troubles se propagent à une vitesse folle. Le patriarche arme les paysans et prêcha la guerre sainte mais les cheiks maronites sont divisés et secrètement gagnés par les Turcs¹. D'autres villages chrétiens sont incendiés dans le Chouf et dans le Gharb : Jezzine, Abaye, Choueifat, Hadeth, Baabda. Dans ces deux dernières villes, les palais des Chihab sont spécialement visés. Le bilan de la tragédie s'élève à 300 morts. Ces affrontements sanglants engendrent une méfiance totale entre Druses et maronites. Début novembre, les Druses attaquent le palais de Deir-el-Kamar et s'emparaient de Bachir III. Traité avec un irrespect total, personne ne lui vint en aide. Le 5 novembre 1841, sept mille chrétiens en armes rassemblés à Babda attaquent la ville voisine de Chouafat² dont la population mixte de grecs orthodoxes et de Druses a maintenu jusqu'à présent une stricte neutralité³. L'attaque mal préparée se solde par un échec complet, les assaillants prennent la fuite avant qu'un seul coup de feu n'ait été tiré. Ragailardis, les Druses pillent et brûlent les villages chrétiens. Le petit détachement de soldats britanniques qui se trouvent à Beyrouth, depuis la crise de 1840, rembarque le 7 décembre⁴. Il n'est pas regretté. Les officiers anglais étaient jugés acerbes et hautains par une population locale qui hait les étrangers.

Après la capture de Bachir III par les Druses, les Ottomans, sous la pression des puissances, interviennent, pour régler le problème des guerres entre les factions du Liban. Une sanction exemplaire est donnée. La Sublime Porte destitue Bachir III en janvier 1842 et désigne un gouverneur étranger au pays : Omer pacha Al-Namsawwi, un chrétien, « un renégat allemand », converti à l'islam par carriérisme. À cette nomination, Bourqueneq, ambassadeur de France à Constantinople, dit à son collègue d'Angleterre : « Il y avait une souveraineté chrétienne dans l'Empire ottoman. Quatre puissances européennes ont mis la main dans les affaires de Syrie, et le résultat le plus clair, le plus positif de leur intervention, c'est la suppression de cette souveraineté. ⁵ » Mustafa pacha, un officier de haut rang de l'armée ottomane, est envoyé spécialement à Beyrouth et y arrive à la mi-novembre. Il a les pleins pouvoirs pour rétablir la paix. À son arrivée, les Druses viennent d'échouer devant Zahlé face à l'énergique résistance d'un Métouali⁶. Il devint rapidement évident que la mission de Mustafa pacha n'était pas seulement une médiation. Toujours déterminés à mettre fin au gouvernement autonome du Liban, les Ottomans se souciaient de démontrer l'impossibilité d'une réconciliation réelle entre les maronites et les Druses. En conséquence, tandis que Mustafa feignait de jouer le rôle de médiateur entre les deux partis, il essayait secrètement de convaincre les chefs chrétiens de l'avantage d'un gouvernement ottoman direct et encourageait les Druses à continuer de ravager les villages chrétiens. Pratiquement aucune mesure ne fut prise pour faire cesser les pillages et les bains de sang dans les districts montagneux. Les fugitifs, venus des villages saccagés, étaient attaqués et dévalisés, lorsqu'ils passaient près de Beyrouth, par les troupes ottomanes qui y étaient stationnées. Lorsque la plus totale anarchie finit par prévaloir, les Ottomans portent leur dernier coup. Le 13 janvier 1842, Bachir III est convoqué par Sélim bey et Mustafa pacha à Beyrouth, où un navire l'attendait pour l'emmener à Constantinople. L'émir insiste pour quitter Deir-el-Kamar avec les égards dus à son rang de prince et il désire être accompagné par une garde armée. Quand il quitta la ville, les Druses attaquent son escorte, la désarment, puis le malmènent. La domination des Chihab au Liban s'achève. Mustafa pacha convoque les notables libanais à Beyrouth, le 16 janvier 1842. On déclare la fin de l'émirat chrétien dans le pays et le Croate Omer pacha, membre de l'entourage de Mustafa pacha, est nommé gouverneur du Mont Liban. Les protestations des consuls à Beyrouth sont fermes et éloquentes mais elles impressionnent fort peu Mustafa pacha. Guizot est inquiet du mouvement de réaction qui a

¹ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 40, f°75.

² René Cattai, *op. cit.*, p. 609.

³ Kamal Salibi, *op. cit.*, p. 103.

⁴ René Cattai, *op. cit.*, p. 613.

⁵ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 40, f°96.

⁶ *Ibid.*, f°76.

lieu dans l'Empire ottoman. Non contente de tout brouiller dans la Montagne libanaise, la Porte recommence à persécuter les chrétiens dans plusieurs provinces : en Bosnie, en Bulgarie, dans le district d'Adana. Il demande à Bourqueney dans sa dépêche du 26 juillet de faire au Divan de vives représentations sur le spectacle de barbarie qu'offre la Turquie, ajoutant que la Porte doit réfléchir sérieusement, « si elle ne voulait pas mettre la France dans la nécessité de recourir elle-même à des moyens de répression pour protéger des intérêts qu'elle ne saurait laisser sans appui. ¹ » Les récits des massacres du Liban ont ému l'opinion en France et on se sert dans les Chambres des affaires de Syrie pour attaquer le ministère².

Au début du mois de septembre 1842, les propositions des puissances sont communiquées, par leurs ambassadeurs, à la Porte³. Le cabinet turc est un ministère de réaction, composé d'hommes énergiques et rompus à la dissimulation. Ils sont décidés à affranchir la Turquie de la tutelle de l'Europe, sans cependant jamais l'irriter⁴. Le ministre ottoman des Affaires étrangères, Sarim efendi, invite les plénipotentiaires, le 16, dans sa résidence de campagne pour une conférence à laquelle assistaient le président de la Haute Cour de Justice, le grand amiral Tahir pacha et Riza pacha. Lors de cette conférence qui dura sept heures sans interruption, Sarim défendit énergiquement la position de Selim bey contre les intrigues des consuls à Beyrouth qui tentent, dit-il, d'entraver par tous les moyens le succès de l'enquête du commissaire impérial, qui défend dans le même temps l'exactitude des pétitions. Les ambassadeurs accusent le commissaire de la Porte d'avoir recours à la corruption, à la violence et à la fraude dans l'élaboration de ces pétitions. Les représentants ottomans affirment à leur tour que, si l'une des parties en cause a effectivement recouru à de tels moyens, c'est sans conteste, les partisans des Chihab et du patriarche maronite qui ont fait fabriquer de faux cachets, tandis que Selim bey n'a consulté que la voix du peuple. Sarim laisse sa mauvaise humeur s'exprimer auprès du drogman de l'ambassade de France : « C'est la minorité des habitants, ajoutait-il à propos des Chihab. Qui pense à ces bergers dont vous voulez faire des princes ? La majorité veut un gouvernement régulier et fort. Eh bien ! La Montagne est tranquille, et du reste Selim bey ne fait qu'arriver [...] ⁵ » Sarim repousse donc la proposition des puissances prévoyant la nomination de deux émirs, chacun par sa communauté. Il offre de placer les Druses et les maronites sous l'autorité d'Essad pacha, nommé au mois d'octobre, gouverneur général de Saïda. Il propose aussi l'idée de désigner deux beys, qui choisis, par leur communauté faciliteraient les communications avec les gouverneurs. Des fonctionnaires seraient envoyés dans les villages et les bourgs dépendants de l'autorité turque. Les plénipotentiaires des puissances refusèrent unanimement ces propositions et persistèrent dans la leur. Devant l'attitude ferme des ambassadeurs, le Divan, réuni quelques jours après la conférence, décida de révoquer Omer pacha⁶, conformément à leurs demandes répétées. Omer a jusque-là répondu aux vœux des populations et a prévenu que si la Montagne se sentait opprimée, la Porte aviserait. Essad Muhlis pacha nomme deux gouverneurs, l'un pour les Druses, l'autre pour les maronites. Cette décision est immédiatement communiquée aux représentants étrangers. La révocation d'Omer pacha est bien accueillie mais la nomination des gouverneurs par Essad pacha est repoussée par la France et l'Angleterre.

De nouveaux troubles éclatent pendant dans la montagne libanaise. La France et l'Angleterre envoient leurs flottes au large du Liban pour intimider la Porte et pour donner du poids à leurs demandes. Le Divan, inquiet, surtout de l'attitude intransigeante de la France qui s'intéresse de plus près que les autres nations européennes au sort des chrétiens du Liban, envoie des instructions à Reschid pacha pour qu'il demande au gouvernement français des explications sur les intentions et la mission de l'escadre présente en Méditerranée orientale. Reschid pacha, entreprend des démarches auprès du ministère des Affaires étrangères. Il obtient de Desages, un entretien sur la mission de la flotte française. Au cours de la conversation, le Turc exprima les inquiétudes de Constantinople à l'apparition de vaisseaux arborant le tricolore sur les côtes de Syrie car leur présence, sans aucune raison importante, pourrait encourager ceux qui avaient de mauvaises intentions, ceux qui voulaient troubler l'ordre et déclencher les hostilités dans la montagne. « Il faut, dit-il, que les puissances alliées n'approuvent pas une telle éventualité si dangereuse. » Desages, pour dissiper les inquiétudes des autorités turques, annonce qu'il n'est pas question pour la flotte française ni pour celle de l'Angleterre, d'encourager la population chrétienne, mais au contraire d'empêcher les révoltes de ces gens souffrants et désespérés. Les navires sont là pour leur rendre l'espoir et la confiance. Il assure Reschid pacha que les puissances n'envisagent pas, pour le moment, d'intervenir. Il n'exclut pas pourtant la possibilité d'actions, plus efficaces que les moyens militaires, en cas d'opposition de la Porte aux propositions et aux conseils des cinq puissances européennes. Au début du mois d'octobre, Reschid pacha a également une entrevue avec Guizot à propos du système que la Porte souhaite donner au Liban. Il se heurte à l'opposition résolue du ministre français à la politique ottomane. Guizot lui annonce, sur un ton bref, que la France, bien que satisfaite de la décision du gouvernement ottoman de destituer Omer pacha et de retirer des soldats albanais, ne saurait jamais être d'accord avec la Sublime Porte, qu'elle ne transigerait pas jusqu'à ce que

¹ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 40, f°79.

² *Ibid.*, vol. 62.

³ Bayram Kodaman, *Les ambassades de Moustapha Réchid Pacha à Paris*, Ankara, Société turque d'histoire, 1991, 24 cm, p. 173.

⁴ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 40, f°77.

⁵ *Ibid.*, f°78.

⁶ Bayram Kodaman, *op. cit.*, p. 173.

deux gouverneurs soient désignés, l'un choisi par les Druses, l'autre par les maronites. Devant l'obstination de Paris, Reschid pacha indique au sultan dans sa lettre du 18 octobre 1842, qu'il est impossible de convaincre la France du bien-fondé des vues ottomanes. Aucune conversation n'aboutit, que ce soit avec Desages, Guizot ou le roi Louis-Philippe.

La Porte fait preuve de mauvaise foi. Elle a adopté la procrastination. Las, le cabinet anglais s'apprête à abandonner la partie¹. Le chancelier Metternich propose un compromis entre le point de vue des Français et celui des Ottomans. Pour la France, la seule solution appropriée à la question libanaise était de restaurer l'émirat dans le pays, de préférence avec un émir Chihab. C'était le point de vue des chrétiens libanais soutenu au niveau international par l'Autriche. La Porte est totalement opposée à la restauration de l'émirat qui signifierait le rétablissement de l'autonomie libanaise. La Grande-Bretagne ne souhaitait pas non plus le retour des Chihab. Au vu de la proposition française, les Ottomans insistent sur l'intégration complète du Liban dans l'Empire turc. Le Mont-Liban serait administré directement par le pacha de Sidon qui réside à Beyrouth. La Russie soutient le plan ottoman mais la France et la Grande-Bretagne s'y opposent. Pour trouver une issue, le prince Metternich propose sa propre solution : le Mont-Liban serait divisé en deux districts administratifs². La France, encouragée par les autres puissances qui réclament une conférence, n'omet pas de manifester sa volonté de soutenir jusqu'au bout la cause des chrétiens du Liban. Face à une telle entente diplomatique, la Porte s'achemine vers la concession. Le 7 septembre 1842, Sarim efendi, ministre turc des Affaires étrangères adresse cette dépêche aux cinq ambassadeurs : « Le ministre ottoman éprouve le plus vif regret de voir que le point de cette question ait donné lieu à tant de discussions et de pourparlers depuis un an, et que, malgré la bonne administration qu'il est parvenu à rétablir dans la Montagne et les épreuves convaincantes qu'il est à même de produire à l'appui de son assertion, les Hautes Puissances n'aient jamais changé de vues à cet égard. La Sublime Porte, mue néanmoins par les sentiments de respect dont elle ne cesse pas un seul instant d'être animée à l'égard des cinq puissances, ses plus chères amies et alliées, a préféré, pour arriver à la solution d'une question si délicate, qui est en même temps une de ses affaires intérieures se conformer à leurs vœux plutôt que d'y opposer des refus... si le rétablissement du bon ordre dans la Montagne peut être obtenu à l'aide du système proposé le vœu de la Sublime Porte sera accompli, et elle ne pourra qu'en être reconnaissante...³ » Guizot écrit à ce sujet à Sainte-Aulaire : « À Constantinople plus qu'ailleurs, c'est par les voies simples et directes qu'on a le plus de chances d'arriver au but que l'on se propose, et ces moyens termes, ces palliatifs qui dans d'autres pays peuvent quelquefois faciliter les concessions et les transactions, en ménageant les amours propres, sont de peu d'usage auprès d'un peuple fort disposé à céder, sans éprouver d'humiliation, à l'évidence de la nécessité, mais seulement à cette évidence.⁴ »

La crise orientale de 1840, responsable de l'accident ferroviaire de Meudon

La monarchie de Juillet se rend compte à la faveur de la crise d'Orient qu'il est indispensable de réaliser l'indépendance industrielle de façon à s'affranchir de la Grande-Bretagne⁵. Les tensions avec l'Angleterre à propos de la question d'Orient ont empêché la fourniture de pièces pour les chemins de fer français. Le 8 mai 1842, à Meudon, au niveau de Bellevue, se produit un terrible accident. Le tender *Matthieu-Murray* sort de la voie entraînant avec lui les deux locomotives et cinq wagons remplis de voyageurs. Les malheureux sont broyés, les membres pris entre les banquettes qui les serrent comme dans un étai. Des cris se font entendre. On s'empresse de porter secours aux victimes mais un violent incendie se propage avec une rapidité effrayante, enveloppe et dévore passagers et wagons. Ces wagons de tête étaient complets et même en surnombre : quarante voyageurs à l'intérieur et vingt au-dehors sur l'impériale. Le spectacle est ahurissant. Au fond d'une tranchée, entre deux murs presque perpendiculaires, cinq voitures chargées chacune de plus de soixante personnes, s'entassaient au-dessus d'un foyer ardent. Elles forment un énorme bûcher ! Le feu qui s'est communiqué au bois échauffé qui recouvre les chaudières, favorisé par un grand vent, n'a pas tardé à gagner les voitures amoncelées. Les chaudières des deux machines sont demeurées intactes. Pendant un quart d'heure, l'angoisse fut terrible dans ces cinq prisons brûlantes où des familles entières ont péri. Dumont d'Urville y trouve la mort. Avisé du sinistre dès trois heures du matin, par la lettre du préfet de police, le procureur du roi de la Seine nomme, le 9 mai, un juge d'instruction, Détéville-Desmortiers, à l'enquête. Pour lui, nul doute, le matériel était insuffisant et en mauvais état. Le mécanicien chef Georges, très habile dans son métier, qui conduisait le *Matthieu-Murray*, et qui périt à son bord, disait à son camarade Gardener que pour que les machines pussent marcher, il était obligé de passer les nuits à les remettre sans cesse en état. *Le Matthieu-Murray* marchait depuis le 30 septembre 1839, sans qu'on eût jamais changé les

¹ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 40, f°79.

² Kamal Salibi, *op. cit.*, p. 118.

³ Bayram Kodaman, *op. cit.*, p. 176.

⁴ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 40, f°80.

⁵ Dominique Brisou, *Accueil, introduction et développement de l'énergie vapeur dans la marine militaire française au XIX^e siècle*, thèse de doctorat soutenue sous la direction du professeur François Caron, Paris, S.H.M., 2001, t. II, p. 493.

essieux. Il était sorti d'une des plus habiles maisons de construction britannique : *Fenton, Murray et Jackson*¹. Depuis sa mise en service, cette locomotive a effectué 1520 voyages, soit 27 000 kilomètres et 225 jours de service. Elle a subi quelques réparations : cerclage des roues et changement de ressorts. Une telle machine ne fatigue vraiment qu'au bout de 60 000 à 80 000 kilomètres. Toutefois, la vitesse a pu occasionner une usure prématurée. L'ingénieur des Mines, Bineau, a remarqué plusieurs fois que des voyages de Paris à Versailles ont eu lieu en 20 minutes. La locomotive, dotée d'une grande vitesse² aurait donc poussé des pointes atteignant 30 km/h alors que sa vitesse normale est de 17 km/h. Des roues et des essieux avaient été commandés en Angleterre mais ces pièces jugées indispensables et d'urgence étaient retenues en consigne depuis le mois de mars 1841³.

Marguerite Yourcenar, dont le grand-père Michel-Charles survécut à l'accident⁴, écrit dans *Archives du Nord* : « Quand je pense qu'une bielle défectueuse (on avait, assure-t-on, commandé en Angleterre une pièce de rechange, restée en souffrance à la douane) a risqué d'anéantir ces virtualités, quand je constate par ailleurs le peu qui reste de la plupart des vies actualisées et vécues, j'ai du mal à attacher beaucoup d'importance à ces carambolages du hasard.⁵ » On sait que la rupture de l'essieu a seul occasionné l'accident, on peut supposer, à juste titre, que la tension entre la France et la Grande-Bretagne au sujet de la question orientale, a pu entraver les livraisons de matériel ferroviaire. Le mécontentement anglais est également attisé par les projets caressés par les Français d'une union douanière franco-belge. Deux jugements et un arrêt exonèrent la compagnie ferroviaire et donc son directeur, Bessas-Lamégie, de toutes condamnations. Néanmoins, la compagnie a eu des difficultés à payer les livraisons anglaises. La politique douanière de la France est alors très protectionniste.

¹ A. Bessas-Lamégie, *Mémoire de la Compagnie du chemin de fer de Paris à Versailles (rive gauche), en réponse aux demandes de Messieurs Appiau et Bouchard, dans le procès relatif à l'accident du 8 mai 1842*, Paris, H. Fournier, 1844, 26 p.

² *Ibid.*, p. 19.

³ Service historique de la gendarmerie nationale.

⁴ François Caron, *Histoire des chemins de fer en France*, Paris, Fayard, 1997, p. 102.

⁵ Marguerite Yourcenar, *Archives du Nord*, Paris, Gallimard, 1977, p. 114.

III

LA REVANCHE

1840 – 1848

In statu quo ante : se révolter ou coloniser ?

La paix a été maintenue en Europe. La France a joué son rôle de preux chevalier, de paladin de l'humanité. S'opposant au traité du 15 juillet 1840, elle a défendu Méhémet-Ali contre des nations jalouses et des désirs de conquête mal déguisés, mais au sein de l'opinion, l'humiliation de 1840 liée à la question d'Orient est comparable à celle de 1871 et l'on va nourrir un esprit de revanche. C'est une nation française qui souhaite aveuglément venger Waterloo qui se retrouve plongée dans une reculade diplomatique, qui est aussi mémorable que sera la défaite de Sedan. Les causes de cet échec sont multiples. En 1841, le comte Adolphe d'Angeville mentionne que sur cette affaire les opinions sont contradictoires. Il écrit que « suivant le journal qu'on lisait, les lecteurs les plus impartiaux ont pu et dû avoir sur la question d'Orient et sur M. Thiers les opinions les plus opposées. » Adolphe Blanqui est sévère. Il nous livre ses impressions dans ses *Considérations sur l'état social des populations de la Turquie d'Europe* : « Les populations de la Syrie n'ont pas accepté, en effet, le règlement de leurs destinées tel que la faiblesse de notre politique en 1840 a permis aux Anglais de le leur imposer. La plus effroyable anarchie règne au pied du Liban. L'insurrection chrétienne défait chaque jour l'œuvre d'une victoire éphémère due au malencontreux rappel de la flotte française. Au centre même des provinces turques d'Europe, et sous l'œil menaçant de la Russie et de l'Autriche, une autre insurrection a failli mettre en péril, il y a un an, le repos de la Bulgarie. Quelques fusils de plus, et l'incendie mal éteint à Saint-Jean d'Acre se rallumait tout le long du Danube. Les Musulmans surpris n'ont eu que le temps d'appeler à leur secours les hordes albanaises, qui ont mis la contrée à feu et à sang. La paix des tombeaux règne en ce moment sur ces belles vallées, où plusieurs millions de chrétiens attendent avec une résignation inquiète l'heure de l'émancipation civile et religieuse. » Dans son discours d'ouverture au Collège de France en 1842, Edgar Quinet demande au peuple français s'il existe encore. Il répond lui-même à la question affirmativement et se fait applaudir par les étudiants. Guizot songe à faire de l'Espagne l'un des éléments d'une ligue des Bourbons. Paris, Naples et Madrid formeraient un axe méditerranéen. Le traité de commerce franco-piémontais d'août 1843 constitue l'ébauche de ce projet que l'Angleterre ne cesse de combattre au travers des « mariages espagnols ». Les rencontres au château d'Eu entre Louis-Philippe et Victoria apaisent la querelle.

Les saint-simoniens, quant à eux, sous la houlette de Prosper Enfantin, s'inscrivent dans l'action. Ils dressent les plans du canal de Suez. Ils sont à la fois partisans du socialisme et du capitalisme. Prosper Enfantin se fait le théoricien de la colonisation en Algérie. Il y a là de quoi donner carrière aux officiers les plus dynamiques, procurer à l'opinion le sentiment d'une grande entreprise, tout en rassurant l'Europe satisfaite de voir les efforts de la France consacrés à une entreprise périphérique. Les campagnes militaires en Algérie sont dures. Elles sont meurtrières par le climat, les épidémies et par le feu des Arabes. La gloire en est la récompense suprême. On assure que la reine n'est jamais si heureuse que lorsque ses fils sont en Afrique au milieu des maladies du pays, exposés au fer et au feu des Arabes, parce qu'alors ils sont à l'abri des dangers plus grands des rues de Paris. Le 16 mai 1843, le duc d'Aumale s'empare de la smala d'Abd el-Kader. Le prince de Joinville met au pas l'empereur du Maroc l'année suivante. Une fois l'Algérie conquise par la France, comment combattre les indigènes qui s'organisent contre un pouvoir doublement illégitime à leurs yeux puisque étranger et chrétien ? S'il n'est pas unique, le facteur religieux joue un rôle essentiel dans la pacification de la région. On découvre, déjà, des conceptions particulières de l'ennemi arabe et musulman, de la guerre qu'il faut mener contre lui et, *in fine*, des pratiques systématiques de violence à employer. À la différence du sauvage, le barbare, incarné par l'Arabe, n'est pas « incivilisé » ou « a-civilisé », il est, depuis des siècles, « mal » civilisé¹. Au regard des conséquences pratiques qui en découlent, c'est plus grave, car sa « mauvaise » civilisation, si intimement liée à sa religion, est la cause de son impossible domestication. De cela témoignent notamment son caractère et ses coutumes, inchangés depuis les origines ; tous ne sont que les effets du « souffle stérilisant de l'islamisme », dont l'« influence (...) sur la politique et la morale, sur le bonheur et le malheur des peuples d'Orient est trop certaine (...) pour qu'on ne doive point y attribuer leur grandeur ou leur décadence.² » Convaincus que le facteur religieux est essentiel à la compréhension du passé lointain et du présent de l'Algérie, les Français lui accordent une grande importance. Ce facteur leur permet de mieux comprendre les difficultés qu'ils affrontent pour pacifier la région. C'est, de plus, un élément majeur de différenciation entre sauvages et barbares, puisque les premiers sont réputés soumis à des croyances sommaires et primitives, alors que les seconds disposent d'une véritable religion établie sur un Livre révélé. Comme le constatait un géographe célèbre à l'occasion du centenaire de la prise d'Alger pour mieux

¹ Se reporter à Olivier Le Cour Grandmaison, *Coloniser. Exterminer. Sur la guerre et l'État colonial*, Paris, Fayard, 2005.

² Alexis de Tocqueville, « Rapports sur l'Algérie » (1847), in *Œuvres*, « La Pléiade », Gallimard, Paris, 1991, p.813.

souligner la complexité de la situation rencontrée par les colonisateurs en 1830 et la grandeur de leur entreprise : « C'était le tout premier choc. Non pas l'islam de plus tard, troublé, désorganisé, doutant de soi, mais l'islam 'solidement assis' alors 'sur son orgueil intégral'. C'était tout de même autre chose que les Peaux-Rouges de l'Amérique, les Mélanésiens d'Australie, voire les Bochimans, les Hottentots et les Nègres de l'Afrique. Si on a le souci de comprendre, il ne faut pas négliger le rapport entre les transformations réalisées et la puissance de l'obstacle surmonté.¹ » Que la religion musulmane repose sur l'exaltation de la guerre et sur des préceptes commandant l'extermination de ceux qui sont en dehors d'elle, voilà une opinion commune au XIX^e siècle. Il n'est pas étonnant que l'Arabe, gêné dans sa « perception du vrai et du juste », se jette dans des « errements déplorables, et par suite dans des agitations incessantes » opposées « à notre logique et à notre bon sens chrétien », écrit le capitaine Richard. Comme lui, nombreux sont les contemporains qui ne cessent de comparer l'islam à la religion chrétienne, considérée comme la seule bonne.

Ainsi se construit un ensemble d'oppositions qui, au-delà des analyses parfois diverses proposées par les uns ou les autres, structure leurs écrits, d'où se déduit un tableau contrasté, divisé par une importante frontière culturelle et culturelle. Cette frontière organise deux mondes régis par des principes antithétiques : celui du Christ est pacifique, juste et favorable au développement des hommes et des sociétés dans lesquelles ils vivent ; celui de Mahomet est guerrier, injuste et rétrograde, car ceux qui croient en sa parole sont prisonniers d'un obscurantisme qui s'oppose, en raison de son influence conservatrice et stationnaire, aux avancées de la civilisation et aux influences positives de l'éducation et de la science occidentales. Réputé être une religion d'amour, le christianisme tempère les affects les plus violents et les comportements individuels et collectifs des croyants, encourage les progrès de la morale, de la raison et des nations où il est dominant, comme l'histoire telle qu'on l'écrit alors est supposée en apporter les preuves irréfutables. L'islam, au contraire, n'est qu'un fanatisme sauvage qui, loin d'être un frein au déchaînement des passions mauvaises ou un enseignement capable de purifier l'âme, exacerbe les premières et dégrade la seconde. C'est pourquoi ce fanatisme est considéré comme l'une des causes majeures de la décadence puis de la stagnation arabes, car il rend ses sectateurs rétifs à toute influence étrangère et positive. L'indigène n'accepte rien, progrès ou leçon, qui vienne du roumi. Ce roumi qu'il hait d'autant plus que sa religion fait de cette passion un devoir pieux qui peut conduire jusqu'au meurtre, une telle action étant récompensée, dit-on, par l'entrée au paradis. De là une farouche et constante hostilité, qui est la cause des comportements criminels des individus et des résistances incessantes des tribus confrontées à des Français que leur double statut d'envahisseurs et d'infidèles voue à une exécution permanente. Tempérance/violence, élévation/dégradation, lumière/obscurantisme, noble/méprisable, progrès/stagnation : telles sont les différentes paires thématiques et antonymes qui organisent de façon implicite ou explicite les représentations et les jugements de valeur relatifs à la religion chrétienne et à l'islam, et par voie de conséquence à l'Occident et à l'Orient.

La guerre des civilisés contre les Indiens d'Amérique a préparé les destinées du nouveau monde. La conquête de l'Algérie a un tout autre caractère. Elle s'inscrit dans la question d'Orient. Elle est un conflit *sui generis*. Ce *sui generis*, la vanité française s'est refusée à en saisir la mesure. Elle a vu dans les soldats de la guerre d'Afrique les continuateurs de ceux d'Austerlitz et d'Iéna, les précurseurs des futures grandes victoires en Europe, et dans les généraux heureux à cette guerre coloniale, des éminents, des illustres capitaines d'armée. Jusque-là, l'Algérie est demeurée l'apanage de l'armée. Près d'un tiers de ses effectifs s'y trouvent. Elle lui a redonné la gloire, qui s'est perdue, tant que celle-ci a été associée à la Révolution et à l'Empire. Il est alors de bon ton de la persifler, note Stendhal, avec ses militaires « garnis de leurs croix, bêtes, insolents et hâbleurs criards. » Les victoires d'Algérie mettent l'armée d'Afrique à la mode, mais cette fierté française renaissante, Palmerston, revenu au *Foreign Office* en 1846 se fixe comme objectif de l'abattre. Il cherche à discréditer Guizot. L'accession au pouvoir de Coletti, ami personnel de Guizot, en Grèce et le développement de la Grande Idée donnent aux Anglais un prétexte, pour contrer toute volonté d'émancipation des nationalités. N'ayant plus le monopole du commerce avec les Échelles du Levant, la France subit la concurrence anglaise et celle des États fraîchement indépendants dont Paris a toujours soutenu la libération. L'anglophobie se déchaîne. Si Lamartine a des raisons matrimoniales de manifester une plus grande indulgence, Gérard de Nerval préfère, lui, partager le sommet de la Grande Pyramide avec un Prussien, et trace du Britannique en Orient un très cruel portrait. C'est la caricature, à la mode dans la France des années 1840 qui reproche beaucoup au roi Louis-Philippe ses concessions à Palmerston, du gentleman aseptisé qui ne voyage que pour se préserver des pays qu'il traverse. La révolution de 1848 remet en cause le fragile équilibre construit par le roi bourgeois. Le bleu de chauffe et la casquette chassent les hauts-de-forme parce que les ouvriers sont malheureux mais aussi parce que Louis-Philippe s'intéresse davantage aux rapports émanant de ses agents à l'étranger plutôt que de ceux de ses préfets. La Méditerranée est vraiment devenue, pour reprendre l'expression de Tocqueville, « la mer politique de nos jours. »

¹ Émile-Félix Gautier, *Un siècle de colonisation. Etudes au microscope*, Alcan, Paris, 1930, p. 47.

Le temps de l'intervention militaire

La France n'est pas intervenue militairement dans la crise orientale de 1840. Thiers, revenu sur les bancs de l'opposition, justifie la non-intervention. La France ne s'est pas engagée car « le pays tel qu'il est constitué, tel que nos institutions et les événements l'ont fait, ne peut pas soutenir un grand effort contre l'Europe.¹ » À gauche, une voix lui réplique : « Oui, mais on a dit que cet effort ne pouvait être fait qu'avec un dictateur. » Les réminiscences de l'épopée napoléonienne sont dans les esprits. Le programme militaire du maréchal Soult, nouveau président du Conseil, est basé sur la dissuasion. Il faut être fort et montrer fièrement sa force pour ne pas avoir à en faire usage.

La situation générale après la crise de 1840

En 1841, la France dispose de 426 000 hommes de troupes permanentes. Elle peut lever également 300 000 gardes nationaux². La garde nationale fait appel aux souvenirs de la levée en masse de 1793. Les Français ont l'illusion d'avoir une force mobilisable considérable. Le duc Decazes confie à Victor Hugo : « Ne croyez pas aux gardes nationales mobiles. Ce serait un million d'hommes, dit-on. Un million d'hommes sur le papier. Un million d'hommes qui n'aurait pas de jambes et qui ne marcherait pas.³ » Victor Hugo ne partage pas cet avis : « Si ! ils auraient des jambes ! j'en ai peur, du moins. » Depuis la loi Jourdan de 1832, le service militaire dure sept ans. Chaque année, l'effectif est appelé en fonction des besoins. Les conditions d'avancement sont améliorées. Soult garantit, en 1834, l'officier contre l'arbitraire et les changements politiques et lui assure « la propriété » de son grade. La distinction entre grade et emploi apparaît. Les membres de l'ancienne noblesse fournissaient, en 1825, 70% des officiers sortis de Saint-Cyr. Ils ne sont plus que 17% en 1840⁴. Le dispositif législatif est complété le 7 décembre 1841 par une ordonnance royale qui fixe l'organisation des tirailleurs indigènes⁵. Les fantassins doivent préférer le tir et la manœuvre à la ligne et au choc.

L'armée russe réputée redoutable compte 900 000 hommes. Dans l'éventualité d'une guerre européenne, la Russie pourrait y engager près de 200 000 hommes⁶. Impressionnante sur le papier, l'armée russe reste toutefois sur le plan technologique très en retard. L'infanterie russe utilise le fusil modèle 1828. Comme ses prédécesseurs, cette arme emploie des balles rondes et sa précision n'excède pas deux cents mètres. Les Russes ont toujours des problèmes de logistique. Le temps est certes loin où les officiers et les hommes dormaient enveloppés dans leurs *bourkas* ou tapis dans des *zemliankas*, huttes souterraines, en se nourrissant de biscuits de l'armée, chauffés dans de l'eau. L'armée russe est désormais suivie par un train de sybarites qui avance péniblement dans les montagnes, et le confort prend trop de place. Un voyageur anglais, le capitaine Wilbraham, rendant visite à deux aides de camp de l'empereur au quartier général les trouve plongés dans « la sérieuse occupation de leur toilette. » Et dit-il « je sois avouer que je n'ai jamais vu plus de luxe dans ce domaine que chez ces militaires de Saint-Petersbourg. Leurs nécessaires de toilette, de fabrication anglaise, étaient munis de brocs et de cuvettes d'argent massif, et leurs robes de chambre me firent presque honte, moi qui arrivais à peine du pays de la soie et du cachemire. »

L'armée britannique peut aligner 120 000 hommes dont 30 000 sont à la charge de la Compagnie des Indes. Au cours du premier semestre 1839, le recrutement des régiments d'infanterie de ligne anglais s'avère difficile. On trouve peu de recrues. Le gouvernement est obligé de baisser la taille réglementaire à 5 pieds et 6 pouces. L'Autriche est une puissance majeure dans les Balkans. Elle y entretient une politique active. Dans son célèbre roman historique *Angelo*, Jean Giono affirme que la monarchie autrichienne « soutenait ses vapeurs avec quarante divisions de grenadiers athlétiques⁷ ». La Prusse aligne 100 000 hommes et a une importante réserve qui totalise

¹ Discours prononcé par Thiers, dans les séances des 12 et 13 avril 1841.

² Sain de Bois Le Comte, *Mémoire sur l'organisation de l'armée française*, 1841, p. 74.

³ Victor Hugo, *Choses vues 1830-1848*, Paris, Gallimard, 1997, p. 564.

⁴ Jean-Paul Bertaud et William Serman, *Nouvelle histoire militaire de la France*, Paris, Fayard, 1998, p. 229.

⁵ Pierre Carles, « Les débuts laborieux des tirailleurs algériens 1830-1854 », *Revue du Musée de l'infanterie*, 2003, n°44, p. 9.

⁶ A.M.A.E., M&D, Russie, vol. 37.

⁷ Jean Giono, *Angelo*, Paris, Gallimard, 1958, p. 12.

200 000 miliciens, la fameuse Landwehr. Établir une comparaison des différentes armées des États impliqués dans la question d'Orient est particulièrement intéressant :

LES ARMÉES EN 1840

États	Effectifs + irréguliers	Population	Rapport effectifs/ population	Coût d'un soldat (par mois)
Russie	860 000	49 000 000	1/57	120 francs
Autriche	500 000	32 500 000	1/65	212 francs
France	520 000	34 560 000	1/67	340 francs
Angleterre	100 000	24 000 000	1/250	538 francs
Prusse	300 000	13 400 000	1/45	240 francs
États-Unis	7 000	13 100 000	1/1926	
Grèce	10 000	1 000 000	1/10	
	+ 100 000			
Empire Ottoman	150 000 + 300 000	25 000 000	1/70	
Régence de Tunis	20 000	2 000 000	1/100	
Égypte	100 000	2 000 000	1/20	
Perse	72 000	7 000 000	1/100	100 francs
Maroc	4 000	6 000 000	1/1500	

Les données budgétaires permettent d'apprécier la militarisation des grandes puissances :

PART DU BUDGET DE LA GUERRE DANS LE BUDGET TOTAL

États	%
France	25
Prusse	50
Autriche	35
Russie	70
Angleterre	25
Empire ottoman ¹	49

L'armée française subit les contraintes financières. En 1843, sont imputés à son service 310 millions de francs. Cette somme permet d'entretenir 400 000 hommes. La crise orientale de 1840 a permis à la France de se rendre compte qu'elle doit devenir une vraie puissance navale². L'instruction est d'excellente qualité. L'*Orion* étant devenu trop vétuste, l'École navale de Brest forme ses officiers à bord du vaisseau le *Borda*, depuis 1839. L'escadre française du Levant à Toulon reste prête à intervenir. Réduite à huit vaisseaux, l'amiral Tréhouard la commande. Cette flotte devient une force permanente d'intervention. Chaque vaisseau est doté d'un vapeur remorqueur. Complétée par six frégates³ et corvettes à vapeur, elle peut porter en tous points de la Méditerranée à 8 nœuds un corps de débarquement de six mille hommes. La marine dispose de crédits. Elle est choyée.

Louis-Philippe entame une politique de restauration navale. Normalement, le budget de la Marine se chiffre à 65 millions de francs. En 1842, il a à sa disposition 127 millions. En 1843, la dépense prévue est de 90 millions. Le baron de Mackau (1788-1855), ministre de la Marine, fait passer en 1846 un crédit extraordinaire de 93 millions de francs. Le but était de disposer d'un budget nécessaire pour entretenir une grande flotte aux équipages parfaitement entraînés de 44 vaisseaux, 66 frégates et 136 bâtiments légers. La puissance de l'artillerie est accrue en multipliant les canons et les obusiers à la Paixhans. Pour reprendre le mot de René Jouan, c'est l'apogée de la marine à voile. On cherchait à améliorer les navires à vapeur. Dès 1832, l'ingénieur Frédéric Sauvage proposa au Conseil de l'Amirauté une hélice qu'il avait expérimentée en petit à la Villette et au Havre. Cette innovation devait supprimer les roues encombrantes des steamers mais à l'époque on évinça l'habile inventeur. Le système de Sauvage est repris par l'Anglais Smith en 1841⁴. Face aux excellents résultats obtenus outre-manche, le gouvernement français commande au constructeur havrais Augustin Normand, pour le service des postes, le

¹ Jean-Henri-Abdolonyme Ubicini, *Lettres sur la Turquie, ou Tableau statistique, religieux, politique, administratif, militaire, commercial, etc... de l'Empire ottoman, depuis le hattî-chérif de Gülhane (1839)*, Paris, 1853.

² E.H. Jenkins, *Histoire de la marine française*, Paris, Albin Michel, 1977, p. 346.

³ Une frégate à vapeur comme le *Groënland* coûte trois millions de francs dont 820 000 francs pour sa machinerie.

⁴ *L'Illustration* du 21 septembre 1929.

Napoléon, navire de 376 tonneaux, de 220 chevaux et avec une hélice à quatre branches. Ce navire pouvait atteindre la vitesse de 10,5 nœuds ; soit 19,4 kilomètres à l'heure. À partir de 1845, l'adoption de la propulsion par hélice et la construction de coques métalliques amorcent des progrès décisifs¹. La première frégate à vapeur la *Pomone* entre en service. « Qui dit Marine, dit suite, temps, volonté », expose Thiers à cette occasion. Jurien de La Gravière se montrait satisfait. La conquête de l'Algérie, la crise de 1840 ont imposé le silence aux théoriciens continentaux qui préconisent l'abandon total de toute ambition et de toute politique maritimes. Au contraire, un sentiment de fierté et d'enthousiasme s'est développé : « Ce qui distingue le corps de la Marine pendant toute la durée du gouvernement de Juillet, c'est l'amour du métier pour lui-même, c'est un esprit de recherche et d'élégance qui a dû faire place, avec la transformation de la flotte, à des préoccupations plus austères. Trop éprises du côté pittoresque des choses, l'agitation de la jeune marine n'en mit pas moins en mouvement dans la flotte tout ce qui, sans l'impulsion de ce zèle passionné, serait longtemps resté immobile. Matériel, personnel, discipline, organisation intérieure, rien ne put échapper à la fièvre qui venait de nous saisir. La transformation fut complète. »²

Des forces turques en pleine réforme

L'Empire ottoman reste une grande puissance méditerranéenne après 1840. L'armée turque dispose d'une force active (*nizam*) et d'une réserve (*redif*). En 1841, les troupes régulières turques qui stationnent en Bulgarie font cependant peine à voir. Ces 4 000 hommes ont un aspect débraillé et forment un « bizarre assemblage d'enfants de nègres, de conscrits embarrassés de leurs armes. »³ Ces soudards sont capables des pires excès. Leur commandant en rougit : « Vous êtes heureux en France d'avoir des soldats courageux, honnêtes et obéissants, disait-il, ils vont au feu et à l'eau sans jamais hésiter ; ils sont bien en mains ; mais vous êtes un grand peuple et nous ne sommes que des barbares. Avec l'aide du temps et de la paix que nos amis ont si souvent troublée, notre tour viendra. Le feu sultan Mahmud, constamment préoccupé des affaires extérieures n'a pas pu donner à l'ordre intérieur toutes les garanties désirables ; que la France, notre vieille amie, nous conserve la paix, et nous serons heureux de marcher sur ses traces. »

Riza pacha réforme l'armée à partir de 1843. Il veut mettre un terme au pêle-mêle, résultat d'une trop grande initiative accordée aux officiers subalternes. Riza pacha revint aux manœuvres françaises. L'artillerie se cale sur le système prussien. L'ensemble de l'armée ottomane est désormais constitué par six corps d'armée appelés *ordou*, et placés sous le commandement d'un *muchir* (feld-maréchal). Chaque *ordou* compte onze régiments d'infanterie, quatre régiments de cavalerie et un régiment d'artillerie, ce qui représente un total de 20 980 hommes. Les réguliers ne sont pas très bons mais valent mieux que les janissaires et sont plus honnêtes que les Albanais. Ils commencent à manœuvrer passablement. Les officiers imitent ceux des armées européennes. On perçoit un caractère plus national car l'armée dépend moins des pachas. Elle se trouve sous les ordres directs du ministère de la Guerre. Les quelque 150 000 hommes de l'armée active peuvent voir leurs effectifs doubler avec la réserve. Les troupes auxiliaires et les irréguliers gonflent une armée turque qui, sur le papier, peut réunir plus de 500 000 hommes. Les nouvelles lois du recrutement militaire sont mises en vigueur. La recrue reste cinq ans dans l'infanterie régulière puis est versée dans la milice durant sept ans. Avant cette ordonnance, la durée du service était à vie. On avait recours à la presse, ce qui devait donner à l'Empire ottoman une force de 150 000 hommes⁴. Un édit de 1843 décide la conscription pendant cinq ans pour chaque musulman âgé de 20 ans mais ce décret oubliait qu'il n'existait en Turquie ni municipalités, ni registres d'état civil. Le recrutement s'effectue donc tant bien que mal. Les contrées les moins riches de l'empire fournissent le plus d'hommes. L'approvisionnement se fait sur le pays. En Albanie, la conscription entraîne un soulèvement des populations qui exercent d'affreux massacres sur les chrétiens⁵. Au Soudan, certains noirs qui ont été recrutés pour faire leur service militaire manifestent leur hostilité en organisant des révoltes armées contre le gouvernement. La plus grave de ces rébellions est sans doute celle de Medani, en 1844, au cours de laquelle plusieurs officiers turcs sont tués. Ce n'est qu'au prix de grandes difficultés que la Sublime Porte réprime le soulèvement⁶. Il n'y a dans l'armée ottomane, ni service administratif, ni comptabilité régulière⁷. À partir de 1844, le recrutement a lieu par des enrôlements volontaires et par tirage au sort chez les jeunes âgés de 20 ans. Le contingent annuel est fixé à 25 000 hommes. Les fils uniques en sont exemptés. Une levée en masse peut être décrétée par le Cheik-ul-Islam. En 1846, l'École de Guerre ottomane ou *Harbiye*, qui a été fondée par le sultan Mahmud II en 1830 sur le modèle de Saint-Cyr et qui emploie de nombreux professeurs issus de l'armée française, réunit ses centres. La durée des études y est de quatre ans pour l'infanterie et de cinq ans pour la cavalerie. Les instructeurs français se heurtent à l'entêtement des fonctionnaires de l'École.

¹ Jean-Paul Bertaud et William Serman, *op. cit.*, p. 243.

² Jurien de La Gravière cité par Hervé Coutau-Bégarie, *L'évolution de la pensée navale*, Paris, Economica, 1997, t. VI, p. 34.

³ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 40, f°143, lettre de Blanqui sur la Bulgarie, Niš, 6 septembre 1841.

⁴ *Ibid.*, f°398.

⁵ Édouard Driault, *Histoire de l'Empire ottoman jusqu'à la révolution de 1909*, Paris, F. Alcan, 1910, p. 128.

⁶ Sous la direction de J.F. Ade Ajayi, *Histoire générale de l'Afrique*, Paris, Unesco, 1997, t. VI, p. 198.

⁷ A. Mormand et J. Vilbert, *Voyage illustré, d'après les relations authentiques les plus nouvelles*, Paris, Le Chevalier, 1862, p. 232.

Ces derniers recommandent l'enseignement du calcul différentiel et intégral cependant que les Français, constatant la faiblesse du niveau, sont partisans de la géométrie descriptive¹.

Horace Vernet (1789-1863), dans une lettre adressée à son petit-fils, Horace Delaroche (1836-1879), brosse finalement une image pittoresque de l'armée ottomane : « AM. Horace Delaroche, colonel du royal-gamin, à Paris. Cher petit-fils, je viens de voir fameusement de soldats de toutes les grandeurs et de toutes les couleurs, et sur de fameux chevaux qui n'étaient pas de bois ; mais ce qui t'aurait bien amusé, c'est un régiment turc. Ah ! Ceux-là, en voilà de mirobolants avec leur fusil, leur sabre, leur poignard et leurs pistolets ! Figure-toi qu'ils se servent de toutes leurs armes debout sur leur cheval, et qu'ils tirent au but aussi bien que s'ils étaient à pied ; mais ce qui te ravirait, c'est qu'ils ont avec eux leurs petits garçons qui font la même chose que leurs pères. Il y a, en outre, un régiment tatar ; ceux-là aussi sont bien bons, mais dans un autre genre ; ils ont des lances comme la tienne, et quand ils s'en servent, ils visent aux yeux. J'espère qu'à mon retour tu seras aussi adroit qu'eux et que je trouverai toutes les personnes de notre connaissance si ce n'est aveugles, au moins borgnes. Songe bien à cette recommandation. J'oubliais de te dire que les chevaux des Turcs ont des robes de chambre en étoffe magnifique. Je te conseille d'en faire faire une à ton cheval de bois avec la plus belle robe de ta mère. Lala choisira sans rien dire, et lorsqu'on te verra monté sur ta bête, ta mère sera dans l'enchantement, je la connais. Horace Vernet. ² » Le capitaine Edmund Spencer, quant à lui, une fois n'est pas coutume, loue le soldat turc car il n'est pas un citadin, par conséquent il n'est pas un voleur ou un vagabond qui semble si fréquent dans les armées européennes, mais il est un paysan robuste arraché à sa charrue, un berger de la montagne, un musulman de bonne foi³.

Le Divan prend la résolution de pacifier le Liban. Son escadre se trouve à Beyrouth depuis le 23 juin 1844. Elle est menée par un bâtiment à trois ponts de 128 canons et 1 100 hommes d'équipage. Sur ce navire flotte le pavillon du capitaine pacha. Il est accompagné de cinq autres vaisseaux puissamment armés et de deux frégates. Deux bateaux à vapeur sont attachés à cette division. Les steamers font plusieurs voyages sur la côte de Caramanie et à Constantinople emportant des troupes pour la Syrie. Ils mettent à terre environ 1 500 hommes. Une frégate apporte des vivres et des rechanges. Elle débarque encore 300 soldats⁴. Selon les Français, la tenue de l'escadre ottomane indique des progrès. Les équipages sont assez bons. Il y a de la discipline et de la propreté. En revanche, les exercices de rade se font passablement, surtout l'exercice du canon. Quant aux évolutions qu'ils font actuellement en vue de Beyrouth, ils n'y entendent absolument rien.

L'armée persane face à la violation des sanctuaires du Karbala

L'armée persane conserve une structure féodale. Elle s'organise autour de la maison royale. La cavalerie se compose des khans et de leurs serviteurs. Les effectifs sont complétés par ceux qui sont appâtés par le butin. Un bataillon ne se compose guère que des hommes de la même tribu. Le khan ou chef se trouve naturellement appelé à commander en qualité de colonel ou de général le corps militaire qu'il a fourni. Les grades les plus élevés sont parfois occupés par des jeunes gens de quatorze à quinze ans. Le *cipaïdar* ou généralissime de l'armée persane est Allah Kouli Mirza. De lignée royale, il a à peine vingt ans. La discipline n'est guère observée en raison de la jeunesse des chefs. Chacun agit à sa guise, incapable de comprendre de grandes opérations stratégiques ou de réaliser un plan de campagne. Les soldats n'obéissent qu'à ceux qui les payent et qui les nourrissent⁵. La hiérarchie militaire n'est sujette à aucune loi fixe. La volonté du shah dispose des grades et des commandements. Une fois donnés, ils dépendent les uns des autres. L'échelle qui les distingue se rapproche alors des armées européennes. Chaque régiment a ses officiers. Plusieurs régiments forment un corps qui obéit à un *serdar* ou général. L'armée tout entière est sous les ordres d'un chef unique que l'on appelle *émir-nizam*. Celui-ci ne peut plus recevoir d'ordre que du roi ou de l'un des princes de la famille royale. Un soldat de la garde touche 10 tomans par an soit 130 francs. Un sous-officier de la ligne reçoit 12 tomans, soit 156 francs. En revanche, le généralissime gagne 154 800 francs par an.

L'infanterie et l'artillerie offrent un semblant de formation régulière et européenne. Elles ont été organisées par des officiers anglais pour faire face à l'armée russe. L'infanterie est divisée en garde royale et troupes de ligne. Pour la première, l'habillement, à peu près uniforme consiste en une veste rouge à collet et parements bleus, avec épaulettes de drap bleu et effilés de coton blanc, cachet de leur origine anglaise. Le pantalon est de toile blanche, très ample et plissé. Le bonnet persan de peau de mouton noir n'a aucun signe militaire distinctif. Les buffleteries sont blanches et supportent une giberne et un fourreau de baïonnette. Quelques soldats portent par devant le *kandji* national. L'habillement de la troupe de ligne diffère peu. La veste rouge est remplacée par une veste en coton bleu clair ou jaune. Le pantalon, de grosse toile grise, descend jusqu'au cou de pied mais il est contenu dans les

¹ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 40, f°421, lettre adressée au baron de Bourqueney sur l'organisation de l'École militaire à Constantinople, Péra, 24 janvier 1847.

² *L'Illustration*, 18 septembre 1875.

³ Edmund Spencer, *Turkey, Russia, the Black Sea and Circassia*, Londres, G. Routledge, 1854, p. 199.

⁴ A.N. mar. BB⁴ n° 627.

⁵ *Revue de l'Orient*, 1843, p. 132.

brodequins qui montent près du genou. Le fantassin est armé du fusil européen et du poignard persan pendu à la ceinture. Quant à l'équipement, comme il n'est pas d'usage que le fantassin porte son sac, on accorde un âne pour deux hommes, et le pauvre animal marche d'ordinaire succombant sous le poids du bagage dont on l'accable, ou du poids de l'un des deux maîtres que le sort lui a donné. L'armée persane n'est donc qu'une foule confuse d'hommes et d'animaux, qui connaît à peine quelques manoeuvres de parade. En revanche, l'infanterie irrégulière recrutée parmi les montagnards du Fars, du Khorassan et du Mazandéran forme un corps d'excellents tirailleurs. Disposant seulement de vieux fusils à mèche, ils font preuve d'une remarquable adresse. Au bout de ce fusil incommode, ils ont adapté une fourche mobile, en acier, qui leur sert tour à tour de baïonnette ou de point d'appui pour donner à leur tir toute la précision possible. Le costume des artilleurs est très original. Ils sont accoutrés d'une veste de drap bleu avec des torsades et des hongroises, à l'instar des uniformes russes. Ils portent un bonnet de peau de mouton noir ou gris, très volumineux, grossièrement imité des *kolbaks*. Le parc d'artillerie est hétéroclite. Les calibres des canons vont de 3 à 42. Entre ces deux extrêmes, il existe des pièces de 4, de 4½, de 6, de 9, de 12, de 14, de 18, de 24, de 32¹. Les plus petites pièces, extrêmement légères, sont portées à dos de chameau. Sur les six cents pièces d'artillerie que renferment les arsenaux, cinq cents sont au-dessus du calibre 16. Ces pièces mal fabriquées et défectueuses sont massives et incommodes. La plupart de ces unités sont vouées à la parade. Les officiers européens ont du mal à convaincre de l'opportunité de créer une artillerie légère. Le général Ferrier, un Français attaché au service de l'armée persane, écrit néanmoins à propos de l'artillerie du shah : « L'artillerie est sans contredit ce qu'il y a de mieux dans l'armée persane : elle se compose d'un corps de 5 à 6 000 hommes, manoeuvrant d'après l'instruction anglaise. Beaucoup d'entre eux ont fait la guerre contre les Russes, les Turcs et les Afghans ; et comme la solde qu'ils reçoivent est bien supérieure à celle des autres armes, et qu'elle se paye avec ponctualité, ils restent presque tous sous leurs drapeaux, et s'y font remarquer par de véritables qualités militaires. » Derrière ce constat optimiste se cache une réalité fort différente. Les officiers de l'artillerie persane sont incapables de savoir le bon emplacement pour une batterie, de construire un épaulement ou de couper une embrasure. Ils sont incapables de conduire les opérations d'un siège.

La grande force de l'armée persane, c'est sa cavalerie. Nombreuse, bien montée, rapide, habile et courageuse, elle est en mesure d'aligner 150 000 hommes. Rien ne surpasse l'habileté de ces hommes, quand il s'agit de manier le fusil. Arrêtés, comme au galop, devant, de côté, et en se tournant même par derrière, ils envoient la balle à destination avec une justesse extraordinaire. Individuellement, les cavaliers sont redoutables. En masse, ils ne connaissent cependant aucune discipline. Sans chefs pour les guider, ils combattent chacun pour leur compte. Ils attaquent quand ils croient pouvoir le faire avec avantage, et fuient à la première crainte d'un échec. Adolphe Joanne écrit qu'ils ont conservé l'ancienne tactique des Parthes qui se sont rendus si redoutables aux Romains². Des officiers français ont toutefois pu constituer quatre régiments de cavalerie : lanciers et dragons. Cette troupe a été formée par les soins du général Ferrier. On a habitué chaque cavalier à prendre en croupe un tirailleur fantassin, et ces deux combattants, s'éclairant mutuellement, se prêtant tour à tour aide et appui, accomplissent des merveilles. Sans casernes, ni dépôts, ni ambulances, ni hospices militaires, ni magasins d'approvisionnement et de vivres, ni comptabilité, il semble que la Perse aurait de graves difficultés à combattre une armée aguerrie et disciplinée comme le sont les troupes russes et anglaises. Il en serait peut-être autrement face à une autre armée musulmane³. Une confrontation risque d'ailleurs d'avoir lieu avec l'Empire ottoman. Après 1840, les incidents se multiplient entre les deux empires. Aux frontières, les rivalités se multiplient. Un conflit éclate entre les populations nomades qui viennent s'établir sur des terrains diplomatiquement litigieux.

En 1842, les Kurdes de Turquie font irruption dans une province habitée par des Kurdes persans. Après l'avoir ravagée sur plusieurs points, ils fondent à l'improviste sur le wali (vice-roi pour le shah de Perse) qui, ne s'attendant pas une attaque surprise, est obligé de fuir. Les bourgs sont pillés, des centaines d'hommes sont massacrés, dont des membres de la famille du shah. Téhéran crie vengeance. Sarim, ministre des Affaires étrangères du sultan, récemment ambassadeur en Perse, connaît bien la situation et il prévient qu'il va faire surveiller la frontière, depuis Erzeroum jusqu'à Bagdad par 30 000 hommes⁴. De son côté, Bahamen Mirza, frère du shah et gouverneur de l'Azerbaïdjan, entre en campagne avec 10 000 recrues, qu'il a eu de la peine à réunir. Les armées ottomane et perse se font face. Elles ne sont séparées que par une soixantaine de kilomètres. Quelques échauffourées d'avant-garde ont lieu où les Perses ont chaque fois le désavantage mais aucune action générale ne s'engage. La Russie désire la rupture et son ambassadeur à Téhéran pousse sourdement le shah à la guerre. Le gouvernement anglais ne souhaite pas l'escalade et désamorce la crise. La diplomatie reprend ses droits et on dépose les armes des deux côtés. Peu de temps après, l'affaire du Karbala relance la tension entre l'Empire ottoman et la Perse.

¹ A.M.A.E., M&D, Perse, vol. 9.

² Adolphe Joanne, *Voyage illustré dans les cinq parties du monde en 1846, 1847, 1848, 1849*, Paris, s.d., p. 198.

³ *Revue de l'Orient*, 1843, p. 135.

⁴ *Ibid.*, p. 130.

Le Karbala est une région de l'Irak, une immense plaine sablonneuse habitée et contrôlée par les chiites¹. 40 000 habitants y vivent. Bien que situé dans l'Empire ottoman, le territoire n'est guère habité que par des Persans, qui viennent en grand nombre y terminer leurs jours dans la plus pure tradition des vertus musulmanes. Il s'agit d'une terre sainte chiite. S'y trouvent les tombeaux d'Ali et de l'imam Hussein. Selon les Turcs, cette région faisant partie du pachalik de Bagdad, cherche à se soustraire à la domination de la Porte ottomane. Les Persans soutiennent au contraire que cette zone n'est habitée que par une population dévote et soumise aux lois. La piété a enrichi le lieu par des dons. La supposition de trésors amassés, éveille la cupidité du pacha turc. Selon les Européens, les torts sont partagés. Depuis quatre ans, il semblerait que le Karbala soit devenu non l'asile de saints et dévots personnages, mais le refuge inviolable de débiteurs frauduleux et de vagabonds. La frontière est poreuse. Le maraudage et la contrebande sévissent. Il s'agit d'un foyer perpétuel de révolte. Nedjib pacha intervient militairement avec 12 000 hommes et compte bien raffermir la domination du sultan. Les habitants surpris se réfugient massivement auprès du tombeau d'Abbas. La sainteté du lieu, l'inviolabilité de la mosquée, la présence du tombeau, ne peut les préserver de la fureur des Turcs qui ne cessent de frapper que quand les victimes leur manquent. La haine est si forte que la sépulture même d'Abbas est profanée. Nedjib pacha autorise les Européens à la visiter et à y entreprendre des fouilles. Des merveilles et des reliques s'y trouveraient. En l'honneur de la victoire, la ville de Bagdad est illuminée. L'arbitrage de l'Angleterre et de la Russie est réclamé dans ce conflit. Une enquête est décidée. Des commissaires sont nommés. Une instruction est commencée. Namik pacha représente la Porte ottomane. Élevé en France, on le suppose conscient de l'importance de sa mission et on compte sur sa sagesse. Du côté des Persans, la nouvelle de la prise et du pillage du bourg sacré, et celle du massacre d'une caravane uniquement composée de pieux et innocents pèlerins, a produit dans toute la Perse une vive et douloureuse sensation. Un cri de vengeance contre les sunnites est poussé d'un bout à l'autre du royaume. Les mollahs se lèvent. Le fanatisme du gouverneur d'Ispahan Hadji-Mohammed-Baghir attise la colère. Il écrit au comte de Medem, l'ambassadeur de Russie en Perse, pour l'informer officiellement de l'intention où il est de faire marcher tous les chiites, quelles que soient d'ailleurs les vues et les résolutions du shah à cet égard, mais l'indolence du gouvernement perse, la pénurie de son trésor et l'état peu satisfaisant de son armée ne permettent pas d'envisager des hostilités. Une guerre contre les Turcs serait longue et désastreuse. En 1843, les Ottomans interviennent donc pour chasser du Karbala les brigands qui rançonnent les pèlerins².

Les projets de l'armée égyptienne au Darfour

En 1838, Méhémet-Ali avait poussé lui-même une reconnaissance jusque dans le Sennar. Abou-Madian alla le voir et le supplia de ne pas perdre de vue l'expédition au Darfour, projetée depuis 1833. Méhémet-Ali, profitant de l'occasion qui lui était offerte de s'étendre au-delà du Kordofan, avait promis à ce jeune prince de le placer sur le trône avec une nombreuse armée. « Ce que je t'ai promis, lui répondit-il, je le ferai. Trouve-toi au Caire à mon retour. » Abou-Madian vint en Égypte. Il visita le Caire et Alexandrie, admira les arsenaux et les forteresses. Il contempla les vaisseaux à trois ponts, mais sa patience devait être mise à rude épreuve. Il n'avait pas prévu la crise de 1840 et la défaite du pacha d'Égypte. Au mois de janvier 1843, comme il entre au palais, le pacha lui dit : « Prépare-toi à partir, l'expédition du Darfour s'apprête. » Des marchands arrivés de ce pays ont colporté que Mohammed-Fadl est mort. Son fils Hussein lui succède. L'événement rend l'invasion moins hasardeuse. Le prince exilé brûle d'envie de rentrer dans ses États, et le vieux pacha juge les circonstances assez favorables à ses desseins particuliers³. Dès-lors, Abou-Madian presse Méhémet-Ali de remplir ses promesses. Il est question d'une armée de douze mille Égyptiens, soutenue de dix pièces de canon. On donne au prince darforien 6 000 francs en argent, cinq tentes, deux bateaux pour remonter le Nil, cinq paires de pistolets et un nombre égal de sabres et de fusils. À ces secours, on joint une lettre pour le gouverneur du Sennar, qui reste définitivement chargé de l'expédition. Les relations entre les deux pays se trouvent suspendues. De l'aveu d'Abou-Madian, le sultan de Darfour peut mettre sur pied cinquante mille hommes : des cavaliers armés de lance et des fantassins combattant avec le sabre et les flèches. À ces hordes indisciplinées, le gouverneur du Sennar n'a à opposer que six à sept mille soldats, mais supérieurs à l'ennemi par la nature de leurs armes, par l'habileté de leurs chefs et par la manière dont ils sont enrégimentés.

Bugeaud, le héros national

Afin d'exploiter la gloire en Afrique, il faudrait promouvoir Bugeaud. Chambolle et Léon Faucher s'y opposent. Bugeaud est détesté par la gauche. Thiers ne le nomme pas⁴. Guizot, au contraire, s'empresse de le faire. Le 20 octobre 1840, le ministère Soult relève le maréchal Valée de son commandement. Valée est critiqué. On lui

¹ En 1801, le Karbala avait été pillé par les Wahhâbites.

² Yann Richard, *op. cit.*, p. 59.

³ Charles de Rémusat, « Le Darfour et les Arabes du centre de l'Afrique », *Revue des Deux Mondes*, 1846.

⁴ Jean Lucas-Dubretton, *Aspects de Monsieur Thiers*, Paris, Fayard, 1948, p. 133.

reproche son système d'imprévoyance. « Il a défendu sévèrement aux soldats et aux officiers toute correspondance avec l'Europe, écrit Alphonse Karr, et lui-même ne juge presque jamais à propos d'envoyer des nouvelles au ministère. À chaque instant, on est dans la plus grande incertitude au sujet de l'armée d'Afrique. » En janvier 1841, le maréchal Valée envoie un rapport sur l'état sanitaire de l'armée : les soldats couchent le plus souvent par terre, ils ne peuvent se déshabiller pendant plusieurs mois. Ils dorment dans leurs vêtements « humides ou imprégnés de miasmes délétères ». Le soldat souffre de la faim. Les denrées sont insuffisantes et de mauvaise qualité. Le climat est dur. Les opérations sont fatigantes et périlleuses. Le soldat « lutte quelque temps, mais les forces l'abandonnent peu à peu et lorsqu'il est atteint par la fièvre, les remèdes les plus énergiques sont impuissants pour relever un corps complètement usé, et il s'éteint misérablement. » Après ces difficultés, il est donc décidé de changer de politique et de changer les hommes. Bugeaud a renoncé à la chimère, c'est son terme, d'une occupation restreinte. Bugeaud s'exprime à la Chambre face à Thiers : « La colonisation est nulle. Vous n'avez que quelques jardins autour d'Alger, voilà ce qu'il faut apprendre à la France. » Franche déclaration de candidature, Thiers, bien que favorable au recours à la force, ne veut pas s'aliéner la gauche qui exècre Bugeaud. Guizot, l'homme des conservateurs, prend le pouvoir, et du coup la voie est plus libre pour agir en Algérie. Bugeaud répète qu'il ne se soucie pas de retourner en Afrique, un « grenier à coups de poing », mais, quand il est appelé au Conseil des ministres, que Louis-Philippe lui pose carrément la question : « Si je vous chargeais de cette mission, accepteriez-vous et à quelles conditions ? » Il répond : « J'accepterais, mais je demanderais au roi cent mille hommes de son armée et cent millions de son budget pendant sept ans. » Le roi fort pacifique en Europe, ne l'est pas en Afrique. Les coups de feu tirés là-bas ne s'entendent pas, cependant il juge les chiffres un peu forts et il craint que Bugeaud, dont il réserve le dévouement pour de mauvais jours, ne se perde dans cette difficile mission. Le duc d'Orléans qui ne désire pas la nomination de Bugeaud, finit néanmoins par adopter sincèrement son point de vue. Bugeaud peste contre l'Algérie et estime que la colonisation est quasiment impossible car le sol algérien est improductif. D'après lui, cette conquête empêche la France de parler haut à l'Europe. Tenant ces propos lors d'un dîner, le 9 janvier 1841, chez Mme de Girardin, rue Laffite, Victor Hugo également convié, s'offusque : « Comment ! voilà ce qu'est devenu ce que l'on appelait le grenier des Romains ! Mais, en serait-il ce que vous dites, je crois que notre nouvelle conquête est chose heureuse et grande. C'est la civilisation qui marche sur la barbarie. C'est un peuple éclairé qui va trouver un peuple dans la nuit. Nous sommes les Grecs du monde; c'est à nous d'illuminer le monde. Notre mission s'accomplit, je ne chante qu'hosanna. Vous pensez autrement que moi, c'est tout simple. Vous parlez en soldat, en homme d'action. Moi, je parle en philosophe et en penseur. ¹ »

Le 22 février 1841, le général Bugeaud est nommé gouverneur général de l'Algérie. Sa nomination a pour but de faire oublier que la France n'est pas intervenue pour aider Méhémet-Ali. Il a pour mission de détruire la puissance d'Abd el-Kader. Il a les pleins pouvoirs et dispose d'une armée de près de 80 000 hommes². Bugeaud, caporal à Austerlitz, a gagné ses grades sous l'Empire, pendant la guerre d'Espagne. Il a une grande expérience de la guerre de partisans. Dans une affiche adressée aux civils et militaires français en Algérie, il proclame que « la conquête serait stérile sans la colonisation. » Cet ami de Guizot a une forte personnalité. Il avait été chargé de garder la duchesse de Berry, belle fille de l'ex-roi Charles X, emprisonnée à la citadelle de Blaye pour avoir tenté en 1832 de soulever la Vendée contre l'usurpateur Louis-Philippe. Il était également célèbre pour avoir farouchement réprimé une émeute républicaine à Paris (le fameux « massacre de la rue Transnonain », c'est lui). En 1834, il se heurta à la Chambre au député Dulong à propos de l'obéissance militaire. Bugeaud parla d'obéissance passive. Dulong lui répliqua : « Oui, jusqu'à l'infamie de se faire geôlier.³ » Rendez-vous pris, Bugeaud tua en duel, d'une balle en plein front, ce député, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences⁴ qui avait osé le braver.

La force physique de Bugeaud est réputée et contribue à le rendre populaire parmi les soldats dont il partage les marches, les efforts, les bivouacs et les combats. Surnommé le « général de fer⁵ », Bugeaud aime et supporte les fatigues en campagne. Victor Hugo le décrit comme un homme vigoureux dont le visage coloré est marqué de petite vérole. Hugo dit de Bugeaud que « C'était un paysan mélangé de l'homme du monde, fruste et rempli d'aisance, n'ayant rien de la lourdeur de la culotte de peau, spirituel et galant. » Bugeaud prétend désormais que réduire toute résistance en Algérie est une chose facile. Il pense n'en faire qu'une bouchée et prendre l'ennemi comme des rats. À cette époque, les confréries abandonnent Abd el-Kader et on découvre dans le Coran que des musulmans peuvent, après avoir épuisé tous les moyens de résistance, accepter la domination des chrétiens qui leur garantissent le libre exercice de leur culte. Bugeaud applique sa formule, « savoir trouver, dresser, employer les espions est plutôt un don de la nature qu'un produit de la réflexion.⁶ » Il envoie son agent secret Léon Roches, afin

¹ Victor Hugo, *op. cit.*, p. 168.

² Jacques Frémeaux, *La France et l'Islam depuis 1789*, Paris, P.U.F., 1991, p. 67.

³ *Revue politique et littéraire*, 8 avril 1912, p. 418.

⁴ Bibliothèque de l'Arsenal. Fonds Infantin 7614, 12 mars 1834.

⁵ De Saurigny, *Histoire de la Chine, du Japon, de la Perse, de l'Inde, de l'Arabie, de la Turquie, de l'Égypte, de l'Algérie, depuis les temps les plus reculés jusqu'en 1840*, Paris, 1858, p. 538.

⁶ Alain Dewerpe, *op. cit.*, p. 204.

afin d'obtenir des théologiens de Kairouan, hostiles à l'émir, une consultation favorable à la colonisation¹. Léon Roches, né en 1809, a appris l'arabe à Alger pour satisfaire une passion avec une Mauresque. Jeune arabisant, il était devenu le secrétaire d'Abd el-Kader qu'il quitta au moment de la rupture avec la France. Interprète de Bugeaud, Roches est chargé, en 1841, d'obtenir, sous le faux nom d'Hadgi Omar, des oulémas de Kairouan et du Caire, une fatwa favorable aux intérêts africains de la France. Il réussit. Ses vues soumises à la grande université d'Orient Al-Azhar, sont confirmées par d'illustres docteurs de la loi. Mais reconnu non-musulman, il court un moment le plus grand danger. Il est habilement enlevé et sauvé par le chérif qui veut complaire à son ami le cheik Frimil mais aussi à la France et à Méhémet-Ali. Cette fatwa accentue l'isolement d'Abd-el-Kader, très contesté au sein des tribus arabes. Une lettre de Bugeaud à Bedeau datée du 30 novembre 1841 relate ces faits : « Je viens d'apprendre par un agent que j'ai au Caire que le 23 octobre dernier il y a eu dans cette ville une réunion de plusieurs chérifs de la Mecque, d'oulémas et de docteurs de la loi musulmane, présidée par un marabout très vénéré, natif de Bagdad, appelé Cheik-el-Kadiri pour examiner la conduite d'Abd-el-Kader d'après les plaintes portées contre lui par les pèlerins qui se rendent à la Mecque[...] » Après de longues discussions et après avoir consulté les textes des ouvrages musulmans, cette assemblée a prononcé une décision appelée en arabe fatwa, ainsi conçue : « Que les tribus avaient le droit de se refuser d'obéir à Abd-el-Kader ; qu'il est vrai que dans le commencement sa conduite était celle d'un bon musulman ; mais qu'il s'était ensuite fourvoyé dans une fausse voie ; que, par conséquent, elles pouvaient le forcer à quitter un pays où sa personne était la cause du malheur de tous les musulmans ; qu'il était insensé de faire la guerre aux chrétiens sans l'espoir de les chasser ; que c'était un crime d'aller à la guerre sainte et de tourner le dos à l'ennemi ; et qu'enfin Dieu n'avait pas défendu la paix entre les chrétiens et les musulmans, tant que ces derniers pouvaient exercer librement leur culte. » Une particularité remarquable est que le cheik el-Kadiri qui a présidé cette assemblée, a été l'instituteur de Mahi-ed-Din et d'Abd-el-Kader son fils, lors de leur voyage à la Mecque. Le cheik el-Kadiri passait au Caire pour un partisan dévoué d'Abd-el-Kader.

Le très catholique Louis Veuillot², jeune journaliste, rencontre à Blida en 1841 le protestant colonel Bedeau. Bugeaud, habile militaire dans l'art d'utiliser les compétences, a chargé cet officier austère d'organiser des bordels militaires de campagne, indispensables au moral des troupes. On le tient pour un puritain qui s'impose des exigences jusqu'à l'extrême. Il n'admet aucun luxe, ni pour ses subordonnés, ni pour lui-même. Bedeau est surnommé par les Arabes « le marteau », étant entendu qu'ils sont eux, l'enclume³. Bugeaud résume son objectif dans la proclamation qu'il diffuse à son arrivée en Algérie : « Habitants de l'Algérie ! À la tribune, comme dans l'exercice du commandement militaire en Afrique, j'ai fait des efforts pour détourner mon pays de s'engager dans la conquête absolue de l'Algérie. Je pense qu'il lui faudrait une nombreuse armée et de grands sacrifices pour atteindre le but ; que, pendant la durée de cette vaste entreprise, sa politique pourrait en être embarrassée, sa prospérité intérieure retardée. Ma voix n'était pas assez puissante pour arrêter un élan qui est peut-être l'ouvrage du destin. Le pays s'est engagé, je dois le suivre. J'ai accepté la grande et belle mission de l'aider à accomplir son œuvre. J'y consacre désormais tout ce que la nature m'a donné d'activité, de dévouement et de résolution. ⁴ »

Sur le sol d'Afrique, le général Bugeaud organise des colonnes volantes, débarrasse les soldats de l'encombrant attirail des armées d'Europe. L'artillerie lourde disparaît. Le haut shako rigide est remplacé par le taconnet⁵. La fameuse casquette du père Bugeaud est rigide⁶. Bugeaud façonne ses hommes, comme les Arabes, à la guérilla, aux razzias, aux embuscades, mettant en application des principes qu'il avait énoncés dès 1836 après la campagne de la Sikkak. « Les fusils, dit Bugeaud, ne commandent qu'à trois cents mètres, les jambes commandent dans un rayon de quarante à cinquante lieues. » Pour la conquête totale de l'Algérie, il mène une « guerre de ravageur » fondée sur la dévastation systématique des régions insoumises. « Le général Bugeaud se bat quand il veut ; il cherche, il poursuit l'ennemi, l'inquiète et se fait craindre ⁷ », écrit Saint-Arnaud. Les prises doivent suppléer les insuffisances de l'intendance militaire. Un corps de spahis est créé en 1841. La préoccupation majeure de Bugeaud est d'associer l'armée à la colonisation. « L'armée est tout en Afrique, dit-il, elle seule a détruit, elle seule peut

¹ Ernest Lavisse, *Histoire de France contemporaine*, Paris, Hachette, 1921, t. V, p. 272.

² Louis VEUILLLOT (1813-1883) est un célèbre journaliste et polémiste catholique. Lors du duel où Bugeaud abat Dulong, Veuillot du fond de sa chère Dordogne prend fait et cause pour le général. Pour le remercier, Bugeaud l'emmène avec lui en Algérie en qualité de secrétaire. Veuillot resta dix mois en Algérie. Il résida à Alger, visita Blida, Médéa, l'Oranie, participa à une expédition militaire. Des lettres qu'il écrit à son frère, il tire un ouvrage, enrichi d'une longue préface et de considérations « historiques », qu'il intitule *Les Français en Algérie, souvenirs d'un voyage de 1841*, et qu'il fait paraître en 1845, chez l'éditeur catholique Mame, dans la « Bibliothèque de la jeunesse chrétienne ». Rédacteur en chef de *l'Univers* à partir de 1843, Veuillot défend son ancien chef dans ce journal, l'un des premiers quotidiens de France.

³ François Maspéro, *L'honneur de Saint-Arnaud*, Paris, Plon, 1993, p. 137.

⁴ A. Rossel, *Histoire de France à travers les journaux du temps passé. D'un coup d'Etat à l'autre 1799-1851*, L'arbre verdoyant, 1990, p. 235.

⁵ Coiffure rigide portée par les troupes d'Afrique, du nom de l'industriel qui la fabriqua.

⁶ Dans une marche forcée, sous une chaleur ardente, le maréchal aperçoit un tirailleur sans képi car il l'a laissé, dans un engagement, à des Kabyles qui voulaient lui couper le moule. « Tu as bien fait, lui dit le maréchal, ta tête est bonne à garder, et il lui cède sa propre casquette. — Mais vous, maréchal, s'écrie le soldat confus, vous allez attraper un coup de soleil. — Non pas, mon ami ; car tu m'apporteras le burnous d'un des premiers Arabes qui nous attaqueront. » Le tirailleur fait mieux : il enlève un drapeau ennemi au lieu d'un burnous. Le maréchal reprend sa casquette et donne la croix au tirailleur. Une autre explication serait que le maréchal réveillé en sursaut lors d'une attaque nocturne de son campement soit sorti coiffé de son bonnet de nuit de sa tente, cette anecdote est illustrée dans un recueil de chansons enfantines.

⁷ René Valléry-Radot, *op. cit.*, p. 55.

édifier. Elle seule a conquis le sol, elle seule le fécondera par la culture et pourra par les grands travaux publics le préparer à recevoir une nombreuse population civile. » Il confie à l'armée la construction des routes, les plantations, il fait constituer à côté de chacun des camps permanents, une exploitation agricole entretenue par la troupe. Les condamnés militaires, sous la direction du colonel Marengo, bâtissent les villages de Saint-Ferdinand, de Sainte-Amélie, de Douéra. Le système est rapidement généralisé. Cet emploi de l'armée aux travaux préparatoires de la colonisation donne lieu à des réclamations. Le soldat ne doit en théorie que le service militaire, l'employer à d'autres besognes, c'est commettre un abus de pouvoir.

On enferme la colonisation dans des fossés, dans des enceintes continues¹. On construit des obstacles, de grands villages militaires comme Fouka et Mered entourés de murailles, à l'abri desquelles les maisons des colonies sont bâties sur un plan uniforme par le génie. Ils sont peuplés par des soldats libérés, organisés en compagnies et commandés militairement. Au printemps de l'année 1841, Bugeaud, nouveau commandant en chef met sur pied un escadron combattant de gendarmerie grossi de gendarmes maures et placé sous les ordres du capitaine de Brocqueville pour s'opposer aux fameux « cavaliers rouges » de l'émir². L'escadron compte trois lieutenants, Méchin, Laurent et Chevalier, six maréchaux des logis, onze brigadiers, un trompette et soixante-deux gendarmes. Le 5 mai 1841, sur les bords du Cheliff, les gendarmes auxiliaires maures, qui servent d'avant-garde à l'escadron de Brocqueville, se heurtent tout à coup à une ligne de goumiers³. C'est l'arrière-garde des cavaliers rouges. Les gendarmes maures qui connaissent bien la tactique ennemie, sautent à terre et tiraillent, pour jeter le désordre, tandis que Brocqueville fait mettre sabre au clair et part à la charge avec le reste de ses hommes. Les goums cèdent devant l'impétuosité des gendarmes, et s'enfuient, mais les cavaliers rouges, tirant le pistolet ou le yatagan, s'élancent dans la mêlée. Les gendarmes se battent à un contre quatre. Ils renversent nombre de leurs adversaires mais le combat est rude. Brocqueville, la poitrine traversée d'une balle, tombe de cheval. Méchin, son premier lieutenant, rallie en hâte l'escadron au galop, se précipite sur le centre ennemi, où huit cavaliers rouges emportent son capitaine. Les huit sont abattus au sabre, mais les pertes françaises sont lourdes. Un maréchal des logis, criblé de coups de yatagan, laisse tomber son sabre et meurt au plus fort de la mêlée. Le gendarme Cappelacre, lui aussi, tombe de cheval, blessé à mort en défendant le corps de son capitaine. Le gendarme Chaillet, tailladé sévèrement, glisse à terre. Son camarade Schmitt, qui perd lui-même des flots de sang, l'entraîne hors de la mêlée, et revient à l'attaque sus aux cavaliers rouges. Le capitaine n'est que blessé. Il est ramené à l'ambulance, où le général Bugeaud, lui remet personnellement l'épaulette de chef d'escadron. Brocqueville expire quelques jours plus tard, il n'a pu survivre à ses blessures.

Bugeaud accentue la pression sur Abd el-Kader. Le 26 octobre 1841, une colonne campe près de Tagremaret, au nord-ouest des monts de Saïda et à soixante kilomètres au sud-est de Mascara. Cinquante spahis de Yousouf s'éloignent des bivouacs afin de faire du fourrage. Bien que Bugeaud imagine l'armée de l'émir plus au sud, cette corvée est cernée par une nuée de cavaliers. Saisissant les armes qu'ils avaient disposées en faisceaux le temps de couper l'herbe destinée à la cavalerie, les spahis vont succomber lorsque, chargeant sabre au clair avec un renfort, Yousouf se rue sur leurs ennemis qui rompent et cherchent le salut dans les méandres d'un oued. Bugeaud a entendu la fusillade. Il consulte d'un coup d'œil sa carte d'état-major. La sachant assez imprécise, avant de prendre une décision, il affine l'étude du terrain à la longue-vue et appelle son chef d'état-major, le colonel Péliissier qui, le 5 juillet 1830, avait délivré avec une escouade de sapeurs du Génie les esclaves chrétiens que le dey Hussein gardait au bagne de Bab el-Oued. « Prenez deux bataillons d'infanterie de la réserve, lui ordonne-t-il, et allez avec eux couper la route aux Arabes !⁴ » Quelques officiers laissent échapper à ces mots des murmures de réprobation. Parlant très fort, Changarnier proclame parmi eux que ce serait une imbécillité flagrante que d'engager des fantassins à la poursuite de cavaliers que les escadrons de la colonne n'arrêteraient sans doute pas eux-mêmes. Bugeaud a entendu le propos du général. L'urgence étant de sauver les spahis, il remet à plus tard la discussion qu'il entend avoir à ce sujet. Péliissier l'écoute encore durant quelques secondes exposer son plan si discuté et transmet ses ordres aux officiers des six compagnies légères qu'il a désignées pour mener l'action.

Coupant au travers du djebel, les tirailleurs de Péliissier débarrassés de leurs havresacs approchent de l'endroit où Yousouf et ses spahis ferraillent et déchargent leurs pistolets dans une mêlée épaisse. Des burnous s'enflamment dans les deux camps. Brûlant comme des torches, des hommes se roulent en hurlant sur les bords de l'oued⁵. Les secours débouchant au-dessus des spahis en passe de succomber sous le nombre, la fortune change de camp. Voyant les deux autres unités de Péliissier descendre vers la sortie du canyon, dès qu'ils sont rejoints au fond de l'oued par des chasseurs d'Afrique, les spahis repoussent dans un dernier effort l'ennemi. Comme Bugeaud l'a imaginé, l'affaire est vite réglée. Les armes se taisent après une ultime charge des chasseurs d'Afrique qui a permis

¹ Chaulanges, Manry, Sève, *Textes historiques, 1815-1848, la première moitié du XIX^e siècle*, Evreux, Delagrave, 1980, p. 155. « La colonisation de l'Algérie 1844 ». Publication du Ministère de la Guerre citée dans le *Moniteur universel* du 12 août 1844, p. 2 481.

² Musée de la gendarmerie nationale à Melun.

³ Marcel Diamant-Berger, *Huit siècles de gendarmerie*, préface de Pierre Messmer, Paris, Larrieu-Bonnell, 1967, p. 215.

⁴ Georges Fleury, *op. cit.*, p. 256.

⁵ *Ibid.*

au lieutenant Fleury d'arracher l'oriflamme des cavaliers d'Abd el-Kader. Recouvrant les corps sans vie, une centaine de burnous rouges gisent parmi les lauriers-roses dans les méandres du canyon de Tagremaret¹.

Voyant revenir vers lui les chasseurs, les tirailleurs et les spahis ramenant le butin arraché à l'ennemi défait, Bugeaud, goguenard, parade à cheval parmi son état-major médusé par la réussite de sa manœuvre de sauvetage qui s'est transformée en véritable bataille rangée, puis en victoire éclatante. « Eh oui, Messieurs, leur lance-t-il, vous avez vu comment du temps de cet imbécile de Napoléon et de cet imbécile de Suchet, nous attrapions de la cavalerie avec de l'infanterie ! » Bugeaud a forcé la voix afin d'être entendu de tous les officiers de la colonne rameutés à son bivouac. Et c'est avec autant de force qu'il ajoute, ironique et triomphant : « Mais la jeune école doit trouver cela bien rococo ! Je me trompe ? » Soucieux de pousser plus au sud son avantage, Bugeaud conquiert et rase près de Mascara le douar natal d'Abd el-Kader. Ce village ne représentait aucun intérêt tactique mais il était un puissant symbole de l'islam, puisque le père de l'émir y avait fondé une *guetna*, une école supérieure coranique de grande renommée où, au fil des ans, des milliers d'oulémas et de *talebs* sont venus recevoir son enseignement. Poursuivant sans relâche son ennemi, Bugeaud défait de temps en temps des groupes de combattants qui s'en retournent vers leurs douars. Puis il approche de Tlemcen à la fin janvier 1842 et, après quelques escarmouches, il pénètre dans la ville le 2 février. Il monte alors pour la première fois de quelques compagnies de fantassins cette nouvelle chanson de marche : « L'as-tu vue, la casquette, la casquette ? L'as-tu vue, la casquette du Père Bugeaud ?² »

La reconquête de l'Oranie s'achève, en principe, du moins, le 9 février 1842 par un assaut victorieux sur Sebdu, à trente kilomètres au sud de Tlemcen. Cette victoire consommée, Bugeaud rentre aussitôt à Alger où il apprend que le général de Rumigny entretenait durant son intérim des relations directes et suivies avec Louis-Philippe. Bien que l'attitude de Rumigny soit compréhensible puisqu'il était aide de camp du maréchal Gérard au temps où celui-ci était ministre de la Guerre dans les trois premiers gouvernements de Louis-Philippe et le fut encore lorsqu'il devint président du Conseil en juillet 1834, Bugeaud n'accepte pourtant aucune explication. Usant de son pouvoir absolu le 15 mars 1842, il renvoie à Paris le coupable de « lèse-gouverneur³ ». Rumigny éliminé, Bugeaud étudie les plans de travaux qui doivent améliorer la sécurité des colons de la Mitidja toujours menacés par les incursions des Hadjoutes. La Mitidja n'est pas encore, loin s'en faut, le paradis dont rêvaient en débarquant à Alger les quatre à cinq cents colons qui y cultivent des terres parfois confisquées à des partisans d'Abd el-Kader. L'usage massif du sulfate de quinine n'empêche pas les fièvres de tuer chaque année près de 20% de ces pionniers qui, sauf ceux qui ont eu la chance d'hériter d'une terre à peu près convenable, ont abandonné pour la plupart l'espoir d'entreprendre une agriculture de progrès. Se contentant de vivre du produit de leurs jardins potagers, ils tirent un très maigre profit de la culture de plantes fourragères destinées à la cavalerie de Bugeaud. En attendant d'assainir les marais de la Mitidja, le gouverneur général, lui-même paysan dans l'âme, étudie un premier projet de défense la concernant et conçu par le général Rogniat, le commandant du Génie qui propose de ceindre la plaine d'une muraille qui partirait à l'est d'Alger de la rive gauche de l'oued El-Harrach. Hérisse de deux cents tours armées chacune d'un canon, cette muraille rejoindrait la rive droite de l'oued Chiffa par un arc de cercle de cent kilomètres. Puis Bugeaud passe à un deuxième projet présenté par le chef d'escadron de Saint-Hippolyte qui préconise quant à lui le creusement d'un canal de quatre à cinq mètres de profondeur, doté sur cent cinquante kilomètres d'un parapet hérisse de redoutes agencées tous les kilomètres. Repoussant ces deux projets, Bugeaud, parce qu'il s'avère moins coûteux à réaliser, arrête son choix sur le plan de défense du général Berthois, qui propose de seulement creuser un fossé surplombé tous les cinq cents mètres par de simples blockhaus en planches.

Afin de pouvoir siéger à l'assemblée, Bugeaud a besoin d'un congé. Les journaux de gauche qui blâmaient son départ crient contre son retour, mais l'opinion publique française le croit en disgrâce. Il n'y a alors pas assez d'éloges pour le général brouillé avec le château. Il passe pour être un héros invincible⁴. Quand on apprend qu'il ne reviendrait pas, qu'il n'est pas en disgrâce. L'enthousiasme populaire se refroidit. Qu'à cela ne tienne, la conquête est en mesure de fournir son lot de héros. Bugeaud cite l'exemple du courageux sergent Blandan dans des ordres du jour à l'armée d'Afrique les 14 avril 1842, 17 avril 1842 et 6 juillet 1842. Le 11 avril 1842, un détachement fort d'une vingtaine de soldats assurant la liaison entre le camp d'Erlon à Boufarik et la redoute de Beni-Mered est assailli par des centaines de cavaliers arabes. Le sergent qui commande la petite troupe résiste jusqu'à la mort⁵. Bugeaud déclare : « L'armée et les citoyens conserveront longtemps le souvenir de l'action héroïque des vingt braves commandés par le sergent Blandan qui, le 11 avril dernier, entre Mered et Boufarik, préférèrent mourir que capituler devant une multitude d'Arabes. L'enthousiasme que produisit cette grande action est encore dans toute sa force et bien loin d'être éteint. Je ne veux pas chercher à le raviver davantage, mais il ne suffit pas de l'admiration des contemporains, il faut encore la faire partager aux générations futures : elle

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*, p. 258.

³ *Ibid.*, p. 259.

⁴ Alphonse Karr, *Les Guêpes*, janvier 1842, p. 29.

⁵ Voir le récit épique donné par Alexandre Dumas dans *le Vélôte*.

multipliera les exemples des hommes qui préfèrent une mort glorieuse à l'humiliation du drapeau de la France.¹ » Bugeaud précise à cette occasion qu'il ne laisserait plus jamais l'initiative à Abd el-Kader.

La prise de la smala d'Abd el-Kader, 16 mai 1843

Abd el-Kader reste insaisissable. Il mène une guérilla qui déstabilise la région et met en échec l'armée d'Afrique. Pour arriver à éteindre les derniers foyers de l'hostilité à la France, il faut disputer pied à pied d'après montagnes aux intrépides et farouches Kabyles. Après la prise de Tagdemt, ville qu'Abd el-Kader voulait instituer comme capitale fixe de son État, il faut poursuivre dans de vastes plaines des tribus nomades. La création des ports de Boghar, Teniet-el-Hadi et Tiaret donnent d'excellentes bases d'opérations aux colonnes françaises qui sillonnent le petit désert. La localisation de la smala décide le général Bugeaud, gouverneur général de l'Algérie, à agir. Il envoie le général Lamoricière et le duc d'Aumale, quatrième fils du roi Louis-Philippe, neutraliser le rebelle et ses hommes. Le colonel Yousouf annonce personnellement au duc d'Aumale, un soir d'avril 1843, à Médéa, que la smala d'Abd el-Kader est dans la région et qu'il faut mettre la main dessus. Aux questions du prince, il répond qu'il vient d'interroger un prisonnier en haillons, un marabout sans doute, à voir tous les saluts que lui prodiguaient les goumiers. Yousouf, déférent et empressé, lui avait demandé des nouvelles d'un chef partisan dont il avait perdu la trace, un Mohammed ou un Abdullah quelconque. Le saint homme lui avait répondu : « Je l'ai vu hier, c'est lui qui est chargé de veiller sur la smalah de l'Émir. » La smala, c'est toute la fortune, la puissance d'Abd el-Kader, ses femmes, ses enfants, sa famille, l'armée de ses serviteurs, son trésor, ses archives, ses troupeaux, ses ateliers, ses magasins, son arsenal, sa garde, son peuple de soldats, d'artisans, de scribes, d'eunuques, de palefreniers, de berges, de chameliers, des chariots sans nombre, chargés de provisions, de vêtements, d'armes : réserve inépuisable, où Abd el-Kader trouve pour vivre, combattre, entretenir la lutte, toutes les ressources nécessaires. Avec la smala, il peut tenir des mois, des années encore, tant qu'Allah lui prêterait vie ; sans la smala, il ne serait plus qu'un partisan battant la campagne, vivant d'expédients, méprisé, à la merci du premier échec. À mesure que Yousouf, dans son langage imagé, déroule au duc d'Aumale l'étonnant spectacle de la smala, proie offerte, inespérée, qu'il n'y a qu'à saisir, l'imagination du prince se monte. Le soir même, il écrit au général Bugeaud une lettre enthousiaste. L'accueil reçu est froid. Depuis si longtemps qu'on lui signale les troupes de l'émir, à la fois à tous les coins du pays, le général commence à montrer un certain scepticisme, mais indulgent face au fils du roi, il autorise, sans y croire, une expédition destinée à capturer la smala.

Le 2 mai 1843, au petit jour, la colonne défile devant le duc d'Aumale. Il se tient debout, au seuil de sa maison de Boghar, à l'ombre d'un grand palmier. La troupe est forte de 1 300 fantassins et six cents cavaliers. L'infanterie est placée sous les ordres du lieutenant-colonel Chadeysou, du 64^e. Les spahis relèvent du colonel Yousouf. Les chasseurs d'Afrique, aux ordres du lieutenant-colonel Chasseloup-Laubat, présentent des faces moustachues et barbichues, sous la jugulaire du talpack. Une section de montagne, deux bouches à feu et 30 gendarmes complètent le dispositif. C'est le général Bugeaud qui a personnellement insisté pour que la gendarmerie d'Afrique participe à la plus belle opération de la campagne, afin qu'elle ait sa portion de gloire et de récompense². Des approvisionnements considérables ont été concentrés sur ce point, et la parfaite soumission de la province a permis d'y réunir, sur réquisition, huit cents chameaux et mulets qui portent vingt jours de vivres et vingt jours d'orge. Cette dernière précaution est essentielle pour assurer le succès de l'opération. Chaque bête de somme porte, en sus de sa charge, deux outres qui servent au transport de l'eau. Le chef des Ouled Aïad, Amar ben Ferrath, renseigne les Français. Il est accompagné de quelques cavaliers et d'une trentaine de Bou-Aïch, gens peu sûrs, vrais forbans du désert, qui ont pris part à des razzias au profit de l'armée française. Les autres cavaliers irréguliers qui accompagnent la colonne connaissent fort peu le pays. Le goum veut éviter toute rencontre avec la terrible smala. Il souhaite des opérations, tantôt sur les Ouled Naïls, tantôt sur les Ouled Bessen, Ben Naïda. Le prince résiste à leurs insinuations. Il ne veut pas, par des opérations secondaires, fatiguer les chevaux et réveiller encore l'inquiète vigilance de l'ennemi. Il se réserve, s'il manque le but principal, de tenter ces coups de main au retour. Les éclaireurs capturent un petit noir qu'ils ont trouvé dans un bois. Cet enfant appartient à la tribu des Harars. Il a été pris avec son père dans une razzia de l'émir et vient de s'échapper de la smala. Il s'exprime avec une lucidité si remarquable et répond avec tant de suite dans toutes les questions qu'on lui adresse, sans se troubler, sans se couper, que le prince est convaincu de sa sincérité. Quant à son père, on ne tire de lui que ces paroles : « Ah! Oh! vous pouvez vous en aller! ». Du reste, voici ce que dit l'enfant : « Après sa pointe dans la plaine d'Egris, Abd el-Kader était venu à la smala, chercher son bataillon régulier et son canon afin d'empêcher les Harars de se joindre à Monsieur de Lamoricière. Il était arrivé trop tard. Une partie des Harars s'était enfoncée dans l'Ouest, l'autre avait fait sa soumission. Il ramena son infanterie à son douar, et donna l'ordre à sa smalah de gagner le Djebel-Amour, afin d'y manger les grains déjà mûrs dans cette saison, que renferme cette montagne; enfin surtout d'échapper à la poursuite de la division de Mascara. C'était le 14 au soir que le camp ennemi avait quitté Oussek

¹ 1842-1942 *Trois centennaires algériens Le sergent Blandan, le maréchal Clauzel, le duc d'Orléans*, Paris, 1942, pp. 15-16.

² Service historique de la gendarmerie nationale, *Gend'info*, n°225, mai 2000.

ou Rekaïa, se dirigeant vers la source de Taguine où l'on devait se reposer. L'émir était resté avec vingt-cinq chevaux pour observer les mouvements de Monsieur de Lamoricière, la plus grande partie de sa cavalerie étant occupée ailleurs. Ben-Allah était dans l'Ouransenis avec son bataillon régulier et quelques cavaliers des Hachems. »

Après plusieurs jours de marche, le 16 mai au matin, des auxiliaires africains parviennent à localiser la smala d'Abd el-Kader. Cosmogonie, la smala est un immense campement mobile établi selon une représentation circulaire du monde où la tente de l'émir est au centre : « Les tentes des soldats réguliers, infanterie et cavalerie forment le cercle [...]. Au milieu s'élève l'*outak* du sultan : à sa droite et à sa gauche, sont placées les tentes de ses secrétaires, des hauts fonctionnaires. Dans l'intérieur du camp sont les tentes des cavaliers auxiliaires dominées par celles des *khalifas* et de leurs chefs. ¹ » La smala totalise 368 douars de quinze à vingt tentes chacun. On peut évaluer à soixante mille âmes ² la population de cette ville errante et à cinq mille, le nombre de combattants armés de fusils, dont cinq cents fantassins réguliers et deux mille cavaliers. Ces milliers d'Arabes bivouaquent à proximité de l'oued Taguin, alors que l'émir est absent. Au colonel Jamin, à d'Hautpoul et à Marguenat, le duc d'Aumale âgé de 21 ans commande : « Réfléchir ? Reculer ? Je suis d'une race, messieurs, où l'on ne recule pas. Qu'on aille avertir le colonel Camou de hâter sa marche, que les zouaves prennent leur formation de combat. En attendant, messieurs, en se tournant vers le colonel Yousof, c'est à nous de mener la danse. À cheval. » Voulant jouer l'effet de surprise, le jeune duc d'Aumale n'attend pas son infanterie et charge à la tête de six cents cavaliers. Robert Burnand, auteur du *duc d'Aumale et son temps* (1949), livre les sensations de ces hommes au cours de la bataille : « Celui qui n'a jamais chargé, courbé sur l'encolure, sabre tendu, dents serrées, dans la poussière, le vacarme, la fumée des coups de feu, ignore la plus grisante, la plus rare des voluptés. L'homme qui charge ne sait plus, ne pense plus ; la mort aux cent, aux mille visages, l'enserme de partout et cependant, il ne la voit pas, emporté par le torrent ; il va devant lui, sentant ses forces centuplées, élargies jusqu'à l'infini, assourdi et hurlant à la fois, enivré de bruit, de vitesse, de rudes senteurs, inconscient du danger, de l'obstacle et presque de l'ennemi qu'il attaque, se sachant sacrifié et pourtant enthousiaste, l'homme qui charge a, pendant quelques minutes, l'impression d'être un dieu. » Quant aux Arabes : « Les habitants de la smala durent plutôt prendre les cavaliers français pour des diables. Ils croyaient sans doute que dix mille hommes leur tombaient sur le dos. » La charge de cavalerie a un effet psychologique. Elle paralyse par son effet de surprise. Les guerriers ne songent pas à se défendre. Un feu de peloton, un coup de canon, une barricade improvisée, quelques cordes tendues auraient pu stopper l'élan des cavaliers mais la panique empêche toute initiative. En quelques minutes, l'infanterie d'Abd el-Kader sombre sous les coups des spahis tandis que les chasseurs d'Afrique sèment la panique dans une folle chevauchée à travers les tentes. Les femmes dévoilées, à peine vêtues, les enfants, les bêtes, bêlant, meuglant, fuient. L'impétueux duc d'Aumale se lance dans la mêlée avec un escadron de chasseurs d'Afrique et le peloton de gendarmes commandé par le lieutenant Grosjean. Cette petite troupe perce jusqu'au cœur de la smala. Les gendarmes reçoivent l'ordre de s'immobiliser afin de mieux déstabiliser l'ennemi dans sa déroute. Ils remplissent brillamment leur mission. Le duc les félicite pour leur bravoure pendant la bataille. Après une heure et demie de combat, la cause est entendue : les Arabes comptent trois cents tués. Les Français déplorent neuf victimes, douze blessés, seize chevaux tués et douze chevaux blessés. Dans un rapport, le duc d'Aumale fait l'éloge du peloton de gendarmes et plus particulièrement du lieutenant Isidore Grosjean, du maréchal des logis François Schambert, du brigadier Charles Hurel et du gendarme Jean-Baptiste Formeau, grièvement blessé. Sur le chemin du retour, le prince de sang sait encore apprécier la compétence des gendarmes. Ces derniers sont chargés de maintenir l'ordre parmi les 3 000 prisonniers, dont plusieurs membres de la famille et de la maison d'Abd el-Kader, sans compter les 40 000 têtes de bétail capturées ³. Robert Burnand écrit : « La smala ? Ce n'est rien qu'un coup de chance, un coup de dés. Rien de moins préparé sur le plan stratégique, murmurent les éternels Cassandres. Sur le plan tactique, rien de plus rapide, de plus facile. En deux ou trois quarts d'heure, tout est consommé... Et puis, est-ce une si grande gloire, sans presque ensanglanter son sabre, que d'avoir enlevé des femmes, tout un harem, des enfants, des eunuques éperdus, des bagages disparates, des provisions, des troupeaux avec leurs chameliers, leurs bergers ? Que les jaloux clabaudent à leur aise... En fait, c'est un immense succès, qui désarme l'Émir, décapite son prestige, décide, pourrait-on dire, non seulement de la campagne, mais peut-être d'un plus large avenir : le maintien de la France en Algérie, ou l'abandon. » La nouvelle de la prise de la smala parvient à Neuilly le vendredi soir 26 mai 1843 par une dépêche télégraphique de Toulon : « Le duc d'Aumale a pris la smalah d'Abd el-Kader, sa mère et sa femme... (Interrompue par la nuit. » Le roi demande ce qu'est la smala. Le général Galbois, qui commandait la place de Constantine en 1838, rentré en France en 1840, est là et le renseigne : « C'est la maison militaire, les gardes du corps de l'émir. ⁴ » Louis-Philippe exprime sa satisfaction. Il récompense l'intrépidité du lieutenant Grosjean et du maréchal des logis Schambert en les faisant chevaliers de la Légion d'honneur.

¹ Léon Roches, *Trente-deux ans à travers l'Islam*, cité par Bruno Étienne, François Pouillon, *Abd el-Kader*, Paris, Gallimard, 2003, p. 42.

² Françoise Labalette, « Abd el-Kader, le grand héros algérien », *Historia*, septembre 2008, p. 34. Robert Burnand, *op. cit.*, p. 70.

³ Changarnier, *op. cit.*, p. 250.

⁴ Alfred-Auguste Cuvillier-Fleury, *Journal intime de Cuvillier-Fleury*, Paris, Plon-Nourrit, 1900-1905, t. II, p. 341.

La victoire de l'armée française conduite par le duc d'Aumale à Taguin, le 16 mai 1843, est immortalisée par le tableau d'Horace Vernet, *La prise de la smala d'Abd el-Kader*, peint en huit mois au cours de l'année 1845. Présentée au Salon, moins de deux ans après les faits, la toile apparaît comme la plus grande peinture d'histoire jamais réalisée : 21,39 par 4,89 mètres – un peu de plus de cent mètres carrés ! Toutefois, l'engouement populaire est peu partagé par les critiques. En 1845, Fromentin n'est qu'un jeune peintre de province et n'a pas encore effectué ses voyages en Algérie. Admirateur de Delacroix, il n'apprécie guère cette *Smala* due à l'infatigable historiographe de l'Empire : « On m'excusera de ne point décrire la Smalah de M. Vernet ; cette toile de soixante pieds de long, toute remplie d'épisodes charmants et terribles, d'une fidélité parfaite comme plan d'attaque, et de mouvements stratégiques, dont presque toutes les figures arabes ou françaises sont des portraits a besoin pour ceux qui la voient d'être étudiée longuement le programme à la main, à distance et dans les moindres détails[...].¹ » La critique du poète Charles Baudelaire est encore plus virulente : « Cette peinture africaine est plus froide qu'une belle journée d'hiver. Tout y est d'une blancheur et d'une clarté désespérantes. L'unité nulle ; mais une foule de petites anecdotes intéressantes, un vaste panorama de cabaret.² » Critique professionnel, Théophile Gautier consent à s'attarder sur le grand tableau, mais n'en est pas moins sévère : « La Smala fera au Salon de 1845 un tapage qui détournera, nous le craignons bien, l'attention publique d'œuvres de plus haut titre et de plus longue portée [...]. La composition se déroule de manière transversale et renferme une foule de groupes plutôt juxtaposés que combinés ensemble, inconvenient inévitable dans une action multiple et diffuse comme celle de l'attaque d'un camp assailli à l'improviste. Nous ne demanderons pas à M. Horace Vernet une concentration impossible ; mais pourtant il nous semble qu'il y aurait eu moyen de mieux relier entre eux les différents épisodes de cette vaste scène de désolation. L'aspect général du tableau est d'une localité dure et froide qui n'indique pas le climat torride de l'Afrique [...]. Nous aurions souhaité, au lieu de cette peinture un peu trop fidèle au bulletin, au plan topographique, et plus satisfaisant sous le rapport de la stratégie que sous celui de l'art, une de ces éblouissantes et farouches mêlées [...]. Certainement, il y a de tout cela dans le tableau de M. Horace Vernet ; rien n'y manque, pas même les deux petites gazelles familières qui s'enfuient épouvantées de ce tintamarre ; pas même la vieille négresse idiote, ne comprenant rien à ce qui se passe, et continuant à jouer, au milieu de la fusillade, avec une écorce de pastèque enfilée dans un roseau. Les croupes des chevaux sont satinées et reluisent sous leur pommelage bleuâtre ; les femmes tendent leurs beaux bras tatoués d'azur et chargés de bracelets, ou serrent leurs enfants qui crient sur leur gorge ensanglantée. Les Arabes ont bien le burnous blanc qui leur donne l'air de fantômes, et les longs fusils historiés de corail ; mais le désordre, la furie, le poudroiement lumineux, la brume ardente de la bataille, le pinceau qui s'écrase sur une veste raide de broderie ou sur une rugosité de terrain, le caprice féroce qui creuse et élargit les blessures à plaisir, tout ce qui naît d'un choc imprévu de couleur dans la fièvre de l'exécution, tous ces beaux hasards que les grands maîtres savent seuls conserver, vous les cherchiez en vain dans *La prise de la Smala*. [...] Nous ferons encore un reproche à M. Horace Vernet : c'est de n'avoir pas pris son sujet assez au sérieux. Plusieurs de ces figures sont évidemment tracées avec une intention grotesque, enlaidies ou grimaçantes à dessein : certains de ces Arabes sont plus laids que les Prussiens ou des Kalmouks du Cirque-Olympique. La peur est exprimée sur leurs traits d'une façon qui frise la charge. Il faut laisser cela aux caricaturistes de profession. Nous avons vaincu les Arabes – c'est glorieux pour nous – mais en fait de beauté, de tournure et de caractère, nous sommes beaucoup en dessous d'eux. Nous sommes étonnés qu'un peintre ne se soit pas senti ému de plus de commisération pour ces belles figures, ces nobles draperies, ces armes richement ciselées, tout ce monde splendide et patriarcal à la fois, capitale errante de ce barbare aux sourcils noirs, aux yeux bleus, qui assis sur un tapis de feutre, et tenant l'orteil de son petit pied dans sa main délicate et blanche, déjoue depuis tant d'années l'habileté de la vieille civilisation européenne ! De si beaux ennemis doivent être peints avec gravité et respect. Il n'y a rien de gai d'ailleurs dans cette irruption soudaine et violente, d'un escadron de cavalerie au milieu d'un camp rempli de femmes, d'enfants et de vieillards ! Tuons les Arabes, puisque nous sommes en guerre avec eux, mais ne les peignons pas en faisant pour mourir des grimaces de Bobèche ; ils défendent leur religion et leur patrie, et ceux qui tombent sous nos balles voient déjà, de leurs yeux voilés de sang, s'entrouvrir le paradis de Mahomet, avec les trois cercles de houris bleues, vertes et rouges car ce sont des saints et des martyrs.³ » Les faits d'armes héroïques ne manquent pas. Le 22 septembre 1843, un engagement a lieu entre les troupes de Lamoricière et celles de l'émir Abd el-Kader. Au cours de cet épisode, le trompette Escoffier donne son cheval au capitaine M. de Cotte : « Il vaut mieux que vous l'ayez que moi, car vous rallierez l'escadron, et je ne le pourrais pas.⁴ » Escoffier est fait prisonnier. On n'attend pas sa libération pour lui décerner la Légion d'honneur. Bugeaud est élevé à la dignité de maréchal de France le 31 juillet 1843.

Les combats d'arrière-garde en Algérie

¹ Eugène Fromentin, Salon de 1845, *Œuvres complètes*, Gallimard, 1984. Cité par Bruno Étienne, François Pouillon, *op. cit.*, p. 106.

² Charles Baudelaire, Salon de 1845, in *Curiosités esthétiques, Œuvres complètes*, Gallimard, 1975. Bruno Étienne, François Pouillon, *op. cit.*, p. 106.

³ Théophile Gautier, *La Presse*, 18 mars 1845. Bruno Étienne, François Pouillon, *op. cit.*, pp. 106-107.

⁴ Henry d' Ideville, *Le maréchal Bugeaud, d'après sa correspondance intime et des documents inédits*, Paris, Firmin Didot, 1885, p. 307.

Après le combat de l'oued Malah, le 11 octobre 1843, où il perd les restes de son infanterie et son premier lieutenant Sidi Embarek, Abd ek-Kader se retire sur la frontière de l'empire du Maroc. Il y reçoit une généreuse hospitalité. La prise de sa smala n'a pas mis un terme à la lutte armée. Établi à l'ouest de la province d'Oran, sur la frontière incertaine du Maroc, Abd el-Kader poursuit et recommence sans cesse la guerre. Avec ses bandes errantes, il razzie l'Algérie. Le général Bedeau, commandant à Tlemcen, visitant la frontière au cours de l'hiver 1843, est attaqué par quelques cavaliers du caïd d'Oujda, et par un certain nombre de cavaliers des tribus. Sans riposter, il n'opposa qu'une attitude calme et ferme qui les arrête. À la suite de cette échauffourée, il adresse des remontrances très vives au caïd d'Oujda. Celui-ci affirma que les coups de fusil tirés l'ont été contre sa volonté et celle de l'empereur. Il promet que cela ne se renouvellerait plus. Depuis, Abd-el-Kader vient deux fois attaquer les environs de Tlemcen, aidé de 3 à 4 000 Marocains volontaires qui l'accompagnent. Ils sont chaudement accueillis, ce qui les dissuade de ces entreprises. Les plaintes françaises à l'empereur du Maroc sont réitérées. « On y répondit, avec la mauvaise foi punique, en nous accusant nous-mêmes d'avoir violé le territoire, mais en même temps on protestait du désir de maintenir la paix¹ », écrit le maréchal Bugeaud. Au printemps 1844, le général Lamoricière fait manoeuvrer plusieurs colonnes pour obtenir la soumission de quelques tribus au sud de Mascara, au sud et au sud-ouest de Tlemcen. Il se porte avec une colonne à Lalla-Marnia, dans le but d'achever cet ouvrage, de prendre possession de tout le territoire de la frontière, et de forcer les tribus émigrées à rentrer en s'emparant de leurs récoltes. Le colonel Eynard manoeuvre entre Tiaret et Saïda. Le général Marey pousse jusqu'à Laghouat, afin d'ouvrir au commerce une des routes à travers le *Petit Désert*, appelé ainsi, quoique très habité.

À l'est d'Alger, le gouverneur avait négocié tout l'hiver 1843 avec les tribus kabyles qui habitent le Djurdjura. Ces fiers montagnards répondent qu'ils ne se soumettraient qu'après avoir brûlé de la poudre. « Si nous nous soumettions avant, disent-ils, nos femmes ne voudraient ni nous regarder ni nous préparer le couscoussou. » Le gouverneur se décide à les envahir lui-même avec une colonne de 6 à 7 000 hommes. Avant d'entreprendre cette expédition difficile, il échelonne les troupes qui restent disponibles de manière à ce qu'elles pussent se porter le plus rapidement possible sur la frontière de l'ouest, en cas de menace de guerre avec le Maroc. Le 12 mai 1844, le gouverneur, avec la moitié de ses forces, revient de Dellys, où il est allé chercher un convoi que lui ont apporté les bateaux à vapeur. Au moment où il traverse l'oued Sebaou, il est attaqué par 12 000 Kabyles de la rive droite. Il projette son convoi de l'autre côté, sous la garde d'un bataillon, et, ayant fait mettre sac à terre au reste de l'infanterie, il prend immédiatement l'offensive. Les Kabyles sont délogés de toutes leurs positions. Ils laissent 100 hommes sur le carreau, et sont mis dans une complète déroute. Le gouverneur, ayant rejoint le reste de ses troupes à Bordj-el-Menaiel, remonte l'oued Sebaou, en longeant les montagnes des Flissa. À l'extrémité Est de cette chaîne, il se trouve, le 16, en présence d'un gros rassemblement placé dans une position très forte, dont les abords sont couverts par plusieurs redans successifs en pierre sèche. Dans une guerre ordinaire, il eût été prudent de ne pas attaquer un ennemi ainsi posté, de remettre le combat et chercher de meilleures circonstances en manoeuvrant autour, mais la puissance morale, si essentielle dans toutes les guerres, joue un rôle immense dans celle d'Afrique. La moindre hésitation est considérée par les indigènes comme un échec pour les Français, et le contrecoup s'en fait immédiatement ressentir sur les territoires déjà soumis. Les Français sont tenus de prouver en toute occasion qu'aucun obstacle ne peut les arrêter. Pénétré de cette grande nécessité, le général en chef décide l'attaque pour le lendemain, très tôt le matin. Plusieurs arêtes conduisent à la crête de partage des eaux, où se trouvent les principales forces kabyles. On proposa d'attaquer en même temps plusieurs d'entre elles : « Non, répondit le gouverneur, nous aurions ainsi trois ou quatre combats de tête de colonnes à livrer, et par conséquent beaucoup plus d'hommes à perdre. Si l'une de ces attaques échouait, les troupes battues ne rallieraient pas les autres à cause des profonds ravins qui séparent les arêtes. Il vaut mieux monter par un seul point, et arriver tous ensemble à la ligne de partage; là, je couperai la ligne de l'ennemi en deux, et tous les retranchements que nous n'aurons pas attaqués se trouveront tournés, et tomberont par ce seul mouvement. » Trois bataillons sont destinés à garder le bagage et les sacs des troupes qui doivent mener l'attaque. Le reste de l'infanterie reçoit l'ordre de rouler dans le sac de campement, porté en sautoir, du biscuit pour deux jours et les cartouches que ne peut pas contenir la cartouchière. Chaque soldat reçoit deux rations de viande qu'il fait cuire pour la mettre dans la poche. L'ambulance et les mulets à cacolets sont distribués, partie derrière le bataillon de tête, partie au centre, partie à la queue. Chaque chef de bataillon reçoit l'instruction de prendre l'offensive contre les attaques de flanc, sans attendre l'ordre du commandant en chef. Le 17, à deux heures du matin, la colonne, forte de 4 500 baïonnettes, 200 sabres et 6 pièces de canon, s'ébranle en silence pour aborder l'arête qui a été choisie, et dont la route a été soigneusement reconnue, afin de ne pas s'égarer dans l'obscurité. On n'évalue pas les Kabyles à moins de 20 000 hommes. Il a plu très fort jusqu'à minuit. Les Kabyles quittent les premiers retranchements pour s'abriter dans les villages qui se trouvent dans les pentes. Les Français ne rencontrent de résistance que dans un village qui est à cheval sur l'arête, à peu de distance du sommet. Ce point est enlevé par un bataillon de zouaves, et la tête de colonne atteint la crête. Le jour paraît. Toute la partie droite des forces kabyles, effrayée d'être ainsi isolée de la

¹ Maréchal Bugeaud, « Guerre d'Afrique », *Revue des Deux Mondes*, 1845.

gauche, et voyant ses retranchements pris à revers, abandonne ses positions. Quatre bataillons, la cavalerie, une partie de l'artillerie, poursuivent vivement et font éprouver aux Kabyles de grandes pertes. Pendant ce temps, la partie gauche de la ligne prend l'offensive sur quelques compagnies qui ont été laissées dans un bois pour la contenir jusqu'à ce que la queue de la colonne arrive et opère sur la gauche des Kabyles. Le général en chef, voyant la victoire décidée contre la droite, revient contre la gauche avec une partie des troupes victorieuses. Les Kabyles sont successivement débusqués de plusieurs positions fortes, et ils paraissent un instant renoncer au combat : il est 14 heures. Les troupes sont fatiguées. Le général fait cesser le combat et établit le campement, mais le soir, des renforts nombreux étant arrivés du pied nord du grand pic du Djurjura, les Kabyles se réunissent de tous côtés et attaquent. La bataille recommence, et ce n'est que vers 18 heures que les Français restent définitivement maîtres de la crête de partage des montagnes, où toutes les tribus à la ronde sont venues combattre. Elles ont perdu un millier d'hommes, les pertes françaises ne sont que de 140 hommes.

Les bombardements de Tanger et de Mogador

Dans le but d'assurer l'inviolabilité de la frontière entre le Maroc et l'Algérie, le consul de France à Tanger adresse à l'empereur du Maroc de vives réclamations. Le premier ministre anglais sir Robert Peel soupçonne la France de préparer la conquête du Maroc et s'en inquiète car c'est de Tanger que Gibraltar tire la plupart de ses approvisionnements¹. Paris dément, les Français demandent une étroite surveillance de l'émir Abd el-Kader afin qu'on l'empêche de continuer ses intrigues et de parvenir à troubler l'Algérie. Le cabinet anglais prie l'empereur du Maroc de répondre favorablement aux demandes françaises² mais aucune satisfaction n'est obtenue. Bugeaud, dans la crainte de voir l'influence d'Abd el-Kader peser sur les tribus plus ou moins soumises de la province d'Oran, et sur celles limitrophes du Maroc, renforce ce point. Abd el-Kader, avec une habileté peu commune, se retranche sur les montagnes inaccessibles occupées par les Rifains, n'en descendant que pour se livrer à des actes de violence, de rapine et de pillage. Avec son titre de marabout, Abd el-Kader s'est acquis sans peine de l'influence sur les tribus. Assuré de leur appui, il envoie des émissaires demander à Mulai Abd al-Rahman le califat de la province de Biff. À Gibraltar, il sollicite l'amiral Wilson. Il demande d'appuyer sa demande auprès de la cour du Maroc. L'Angleterre saisit avec avidité cette occasion de relever ce chef de parti abattu, et de créer de nouveaux embarras à la France. Abd el-Kader reçoit l'investiture demandée, de riches présents, des armes et des munitions de guerre. Il entre en campagne. Il tente de redonner espoir à ses partisans. « Ayez patience, leur dit-il, le Chrétien est inconstant. Bugeaud s'en ira, et son successeur, ignorant le pays, voudra agir autrement que lui ; ce sera alors notre heure. » Le 30 mai 1844, un corps nombreux de cavaliers marocains, partis d'Oujda, ville marocaine à l'ouest de la province d'Oran, entrent en territoire français. Ils attaquent le général Lamoricière dans son camp de Lalla-Marnia. L'agression doit être sévèrement châtiée.

La côte marocaine devient au mois de juillet 1844 le rendez-vous des forces navales française, anglaise, espagnole, hollandaise, américaine, sarde, danoise, suédoise et norvégienne. La flotte française est menée par le prince de Joinville. Elle s'apprête à intervenir contre le Maroc, les Espagnols aussi. L'Espagne surveille jalousement cette zone d'influence. Quelques mois auparavant, son vice-consul, Victor Darmon, d'origine française, chassait et tua d'un coup de fusil un musulman qui l'avait insulté. Le peuple marocain s'ameuta et le poursuivit jusque dans la maison du consul de Sardaigne. Cet asile devait le protéger. Il n'en fut rien. Le potentat local fit arrêter et décapiter le vice-consul d'Espagne aux applaudissements des Marocains. À cette nouvelle, l'Espagne, la Sardaigne et les nations européennes s'étaient vivement émues. Une note énergique, rédigée par le corps consulaire et diplomatique de Tanger, avait déjà été envoyée à l'empereur pour lui demander réparation de cet assassinat. Les Français procèdent à l'évacuation de leurs ressortissants. Le prince de Joinville procède à l'enlèvement par surprise du consul général de France et de sa famille. Les Marocains tentent de s'opposer à l'opération. Tous les Français et protégés qui ont retardé leur embarquement sont arrêtés. Seul un juif arrivant à toute course et se jetant à l'eau, rattrape le canot. À l'appel des consuls, la rade de Tanger se couvre de navires de guerre de toutes les nations. L'Espagne prépare une expédition contre le Maroc. Une frégate, *la Christine* ; trois corvettes *la Vénus*, *la Cartagena*, *le Léger* et un brick, *le Nervion* mouillent à Tanger. En cas d'hostilités, le brick *le Manzanarès*, qui est monté par le prince don Henrique, duc de Séville, rallierait la flotte. Les Britanniques demeurent inquiets. Ils assurent une forte présence avec quatre vaisseaux de ligne, plusieurs frégates à vapeur et quelques bâtiments à voile, sous le commandement en chef du vice-amiral Owen : *le Caledonia* (120 canons), *l'Albion* (90 caons), *le Formidable* (84 canons), *le Warspite* (50 canons), *l'Aigle* (24 canons), *le Scout* (18 canons), *le Vesuvius*, *le Sydenham* et plusieurs autres sloops à vapeur. Les Hollandais observent avec plusieurs navires sous les ordres du prince Henri des Pays-Bas, tout comme les États-Unis avec la frégate *Columbia* et leur flotte de la Méditerranée, ainsi que les Sardes avec la corvette *Aurora*.

¹ François Guizot, *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, Paris, Robert Laffont, 1971, p. 498.

² *Ibid.*, « Sir Robert Peel », *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} juillet 1856, p. 53.

La marine marocaine est pratiquement inexistante. Rabat et Salé possèdent seules quelque apparence de vie et d'institutions maritimes. Municipalités longtemps indépendantes, régies par leurs lois et leurs magistrats, armant des corsaires, faisant la guerre et le négoce pour leur compte, ces deux villes conservent, même après leur soumission leur organisation primitive, dont toutes les traces ne sont pas effacées. Les deux cents artilleurs qui s'y trouvent s'efforcent d'observer une certaine discipline, s'exercent au tir et desservent les forteresses et les batteries. Dans les mêmes villes, un nombre à peu près égal de marins, les plus renommés de l'empire conserve le monopole des souvenirs et des grands noms de la piraterie. L'amiral Bey-Brittel a été choisi et réside parmi eux. Ils ne s'occupent que du pilotage des navires, de l'embarquement des marchandises et de leur débarquement. Artilleurs et marins reçoivent une paie que l'on prélève sur les recettes de leur douane. Le sultan ajoute quelquefois à ces salaires une gratification dont la valeur moyenne est de 10 francs par an. Partout ailleurs qu'à Rabat et à Salé, on voit artisans et marchands quitter l'échoppe à la réquisition du caïd pour saisir la rame ou la mèche, et devenir artilleurs ou marins. Il y a de l'activité dans les ports que le commerce européen fréquente, et les recettes de leurs douanes suffisent à la solde des marins. À Tanger, dont la rade reçoit beaucoup de navires de guerre, un vieux capitaine et quelques soldats d'artillerie n'ont d'autres fonctions que de faire les saluts d'usage, dont les consuls remboursent les frais à raison d'une ou deux piastres par coup. Cette rétribution suffit presque seule à l'entretien du capitaine et de sa compagnie. La vieille terreur que les corsaires marocains ont inspirée à l'Europe s'explique par leur cruauté dans la victoire, bien plus que par leur habileté maritime et leur courage guerrier. Les plus célèbres navigateurs du pays, au moment où il s'agissait de lutter contre la vague, et de sauver avec leur vie celle d'une femme et d'un enfant, tombaient à genoux, quittaient la rame et se jetaient en prières au fond de leur embarcation. Tout capitaine partant pour une expédition est obligé de laisser une caution ou une hypothèque sur tous ses biens. En cas de naufrage, si l'équipage revient sans le navire, les biens hypothéqués sont saisis. Un brick marocain partit, en 1838, pour Alexandrie avec un chargement de pèlerins, malgré la conserve que lui donna un navire autrichien payé par le Maure, échoua et le capitaine ne reparut jamais.

Le prince de Joinville arrive devant Tanger le 2 août 1844¹. Il écrit : « Je devais sommer l'empereur du Maroc de retirer sa protection à Abd el-Kader, et ne pas permettre à nos ennemis d'organiser sur son territoire des expéditions contre nous.² » Las des incidents de frontière, les Français attendent la réponse de l'empereur du Maroc à leur ultimatum. Celle-ci ne vient pas. Le 4, de Nion reçoit une réponse inacceptable mais sans nouvelle du consul d'Angleterre dont il a accepté la médiation officieuse et qui était parti pour Fez, le commandant en chef décide d'ajourner le début des hostilités. Le 5, apprenant que le plénipotentiaire anglais Hay a échoué dans sa mission et qu'il est en sûreté sur un navire britannique, la résolution d'attaquer est enfin arrêtée. Le 6, les vapeurs prennent les bâtiments à voiles à la remorque pour les conduire au poste qui leur est assigné. *Le Jemmapes* (100 canons), capitaine Montagnières de Laroque, laisse tomber son ancre le premier à 600 m à l'ouest de la citadelle puis suit *le Suffren* (90 canons) un peu plus au sud. Le brick *Argus* (12 canons) mouille dans une position dangereuse. Il est dans la ligne de mire de la garnison marocaine. Enfin *le Cassard* (20 canons) se place de manière à battre une batterie de quatre pièces d'artillerie établie au sud-est de la ville et dont les boulets peuvent prendre en enfilade la ligne d'embossage. Quelques coups à mitraille la neutralisent et ses servants l'évacuent. Le feu des navires commence à 8 h 30 du matin, sous le regard de la division espagnole, d'un vaisseau et d'une frégate anglais, de bâtiments de guerre sardes, suédois et américains. Un quart d'heure après, les parapets sont abattus. *Le Suffren* ne fait usage que de ses batteries de tribord. Il tire mille six cent cinquante boulets. Il en reçoit quarante-neuf dans sa carcasse. Les Tangériens dirigent surtout leur feu sur le vaisseau amiral, où le prince de Joinville, debout à son poste de combat, en grand uniforme, avec sa plaque de la Légion d'honneur sur la poitrine, leur sert de point de mire. Soixante-dix pièces d'artillerie sur les deux cents qui défendent Tanger font un feu nourri et bien dirigé. Les deux ou trois cents canoniers marocains qui les servent ne les abandonnent qu'à la dernière extrémité. Beaucoup d'entre eux sont tués et blessés par les éclats des embrasures. Le tir redoutable et puissant du *Jemmapes* fait évacuer la casbah. Le vaisseau *Triton* (84 canons) et la frégate *Belle-Poule* (60 canons) arrivés tardivement à cause du défaut de puissance de leurs remorqueurs nettoient les dernières poches de résistance. La riposte marocaine n'ayant provoqué que quelques blessés à bord de ses bâtiments, le fils du roi rédige au soir le compte rendu de son intervention. « À dix heures du matin, écrit-il, tout était fini. Je suis resté avec le *Suffren* devant la ville jusqu'à cinq heures du soir afin de bien constater qu'on ne songeait plus à se défendre, puis je me suis retiré. Mon but était atteint du moment que, par le silence de ses batteries, cette ville se reconnaissait vaincue. »

Le 15 août 1844, le prince de Joinville bombarde Mogador. Les Marocains, retranchés dans la forteresse, se défendent avec une vigueur remarquable contre les troupes françaises. La place est bombardée par les vaisseaux français. Cinq cents marsouins débarquent sous un feu nourri. Les soldats déjà blessés dans les canots, sautent à terre les premiers. Les batteries marocaines sont enlevées à la course. Une partie de la garnison préfère se jeter armée dans les flots plutôt que de se rendre³. D'autres se réfugient dans une mosquée. Dans leur fuite, ils

¹ O. Troude, *Batailles navales de la France*, t. IV, 1868, p. 322.

² De La Roncière, *Histoire de la marine française illustrée*, Paris, Larousse, 1934, p. 253.

³ Jules Duval, « La question du Maroc et les intérêts européens en Afrique », *Revue des Deux Mondes*, 15 décembre 1859.

continuent d'ouvrir le feu. Le prince de Joinville se souvient : « Je me trouvai à côté d'un jeune sous-lieutenant, tout frais sorti de Saint-Cyr, M. Martin des Pallières, à qui, sur ces instances, j'avais permis de descendre à terre en volontaire, bien que sa compagnie ne dût pas débarquer. Il me montra avec fierté son bras fracassé par une balle en me disant : ' Vous voyez que vous avez bien fait de me laisser venir ! » La mosquée est enlevée le lendemain. Le prince de Joinville raconte comment il a pu obtenir la libération du consul anglais : « Mon premier soin fut de renvoyer au pacha de Mogador quelques-uns des prisonniers avec la déclaration que, s'il était touché un cheveu du consul anglais et de sa famille, je ferais passer par les armes tous les autres prisonniers. J'eus la satisfaction de recueillir ce consul et les siens et de les faire conduire à bord de la frégate anglaise *Warspite*, qui suivait nos opérations.¹ »

Le 23 août 1844, la *Belle-Poule* et la flotte s'éloignent pour revenir à Cadix². Les Marocains contre-attaquent et canonent l'île de Mogador occupée par les Français. Les navires français - la frégate à vapeur *le Groënland*, trois corvettes et deux bricks - procèdent à un nouveau débarquement. Le lieutenant de vaisseau Touchard, chef d'état-major de la flotte est allé avec cent soixante hommes planter des échelles au pied de la tour d'où l'ennemi a tiré sur les Français. Montés sans aucune opposition, le commando encloue les canons qui depuis le 16 ont été remis en batterie. Cet incident démontre les inconvénients de la réduction d'une place sans occupation. Joinville écrit à Mackau : « Vous savez dans quel but j'ai attaqué Tanger. D'après vos ordres, je ne devais pas l'occuper : mon but était atteint du moment que, par le silence de ses batteries, cette ville se reconnaissait vaincue. » Il termine en appelant l'intérêt du ministre sur « tous ceux qui, au seul nom de la France, ont accepté avec abnégation le rude devoir de faire garnison sur l'île de Mogador. » Il ajoute dans son rapport que « cette opération, a eu l'avantage de montrer à la garnison de l'île qu'avec ses seules forces et les ressources de la station locale, on tient la ville complètement à merci. » Une ombre apparaît cependant au tableau avec la perte de la frégate à vapeur *Groënland* qui s'échoue sur les côtes du Maroc. La brume a faussé la navigation. Le naufrage attire immédiatement les Arabes. Ils sont deux mille venus de Larache. Le feu est nourri mais les abords du pont sont impraticables. Deux mâts à l'avant ont été sciés par ordre du commandant. Les assaillants, poussant des cris, s'en servent de passerelle pour grimper sur l'avant du navire. D'autres sont embusqués derrière les rochers. Leurs tirs bien ajustés blessent sept matelots français embarqués dans les canots qui procèdent au transbordement. Le bateau à vapeur *Vedette* assure la protection de l'évacuation. Le *Groënland* a à son bord trois forçats que l'on acheminait de Rochefort à Toulon. Ils vont apporter leur aide. Le commandant fait briser leurs fers. Sous un feu meurtrier, ils charrient un canon de l'arrière vers l'avant du navire. Ils le mettent en batterie. Artilleurs improvisés, ils font preuve d'une grande bravoure. La résistance s'avère inutile. Il faut abandonner la frégate à la faveur de la nuit. Le *Cuvier* et le *Pluton* tentent de secourir les marins. Le prince de Joinville qui est à bord du *Pluton*, se rend sur le *Groënland*, il constate que la situation est désespérée. Les embarcations des trois navires enlèvent le reste de l'équipage. Seuls le commandant et un matelot restent. Ils incendient la frégate. Ce sabotage évite ainsi aux Marocains d'exhiber un trophée.

La bataille d'Isly, 14 août 1844

Par ses attaques navales, le prince de Joinville confie qu'il fait un trou à la bourse de l'empereur du Maroc³. Avant lui, cinquante-quatre ans de convulsions et de guerres avaient épuisé le trésor. Au lieu des 100 millions de ducats (environ 340 millions de francs) que Mulai-Ismaïl avait laissés, ce trésor était réduit, à la mort de Sidi-Mohammed, à 2 millions de ducats, et l'on ne sait pas au juste ce qu'il en restait à l'avènement de Mulai Abd al-Rahman. Le pillage, favorisé par un moment de révolte et d'interrègne, avait achevé sans doute l'œuvre commencée par la décadence du commerce et la voracité des ministres. Remplir le trésor, l'accroître et le combler, avait toujours été pour Abd al-Rahman le souci le plus pressant et le besoin le plus vif. Le produit des douanes de Mogador est son principal revenu. Croisement des routes de la mer et du désert, l'ancienne possession portugaise est un haut lieu du commerce d'où les caravanes partent pour Tombouctou et Nouakchott. Le moteur de son développement est l'or, les esclaves, la pourpre et l'arganier⁴. C'est le cœur économique du Maroc que les Français viennent de frapper. Sur terre, Bugeaud a abattu l'orgueil du chérif à Isly. « Le 14 au matin, écrit Bugeaud, je serai de très bonne heure sur l'Isly, à une petite distance du camp ennemi. Si nos troupes ne sont pas trop fatiguées, et surtout si la chaleur n'est pas trop excessive, je continuerai mon mouvement et j'attaquerai le camp marocain pour ne pas lui donner le temps d'évacuer les provisions et impedimenta qu'il doit avoir réunis.⁵ » La logistique de la colonne française repose sur le port de Lalla Marnia. Un bassin a été creusé, alimenté par une source de façon à assurer le ravitaillement en eau. Une enceinte de 200 mètres de périmètre, renferme les magasins dans lesquels sont stockés les approvisionnements.

¹ De La Roncière, *op. cit.*, p. 253.

² *L'Illustration* du samedi 14 septembre 1844.

³ Prince de Joinville, *Vieux souvenirs 1818-1848*, Paris, Calmann Lévy, 1894, p. 332.

⁴ Arbrisseau épineux strictement limité à la région du Sous, précieux pour son fruit et son bois dur.

⁵ Jacques Frémeaux, « La bataille d'Isly », *Revue historique des Armées*, n°1, 1987, p. 17.

La bataille se livre sur l'oued Isly le 14 août 1844, par une température caniculaire. La température passe de 25° à l'aube à 60° à midi. L'armée de Bugeaud équipée d'armes modernes est forte de huit mille cinq cents fantassins (15 bataillons d'infanterie), mille quatre cents cavaliers (18 escadrons de cavalerie), seize canons et cent goumiers (Douairs et Sméla, tribu guerrière passée du service des Turcs à celui de la France). Les Marocains dotés de fusils à pierre sont quarante mille, dont trente mille fantassins et dix mille cavaliers. Ils possèdent en outre onze canons¹. Selon du Barail, « Les renseignements qui nous parvenaient du camp marocain étaient terrifiants. En dehors du chiffre fantastique des effectifs réguliers, on parlait d'une artillerie formidable commandée par des renégats espagnols, et d'innombrables contingents fournis par les tribus sauvages, accourues du fond du désert et fanatisées par leurs marabouts. » Bugeaud se voit obliger dans le discours tenu aux officiers de ramener les forces de l'adversaire à une plus juste appréciation. Pour lui, ils sont vingt-cinq mille. Castellane précise que stationnent derrière les douze à quinze mille cavaliers, seize mille fantassins et que six mille guerriers des frontières observent le flanc gauche des Français. En fait, les Français n'ont pas combattu un adversaire très supérieur en nombre. Les Marocains n'engagent pas la totalité de leur effectif. Le Maghreb est pauvre en hommes et le caractère inachevé de l'État marocain ne permet pas la réunion de grosses armées.

La garde nationale du Maroc, chargée de faire le guet et de veiller aux remparts et aux portes, est une curieuse bande d'artisans et de boutiquiers. On les voit courir en désordre, vers la chute du jour, pour relever les postes, le fusil perpendiculaire ou horizontal au bras ou sur l'épaule, vêtus de mauvais surtouts à capuchon, dans lesquels ils entassent leur repas, et s'arrêtant sur le marché pour compter leurs emplettes. De grands obstacles s'opposent au maintien et à l'organisation d'une armée permanente. Toutes les provinces ne sont pas également approvisionnées d'orge, et la paille manque. Pour y suppléer, on n'a que les pâturages. L'armée ne peut donc se grouper sur un seul point qu'à deux époques fixes de l'année, et elle ne peut séjourner longtemps au même lieu. La solde de la cavalerie est trop modique pour que le soldat nourrisse lui-même son cheval. Ainsi une campagne se trouve retardée ou suspendue au milieu des circonstances les plus urgentes. Il n'y a pas de grande armée permanente, pas de campement fixe. Pour comprendre les résultats d'une levée en masse, et les funestes effets qu'entraînerait, pour tout l'empire, une guerre continue et sérieusement engagée, il faut réfléchir que l'entretien d'une armée entraverait tous les travaux de l'agriculture, et se rappeler combien les habitants du Maroc ont peu de moyens pour conserver d'une année à l'autre les récoltes, quand elles sont abondantes. L'armée marocaine se divise ordinairement en plusieurs groupes distincts, subdivisés eux-mêmes en plusieurs corps. L'armée régulière, employée au service du gouvernement, accompagne partout le sultan, porte ses ordres dans les provinces, et perçoit l'impôt impérial. C'est la force centrale de l'empire. Elle reçoit une solde, et ne dépasse pas ordinairement trois à quatre mille hommes. Cette armée est complétée par un corps d'artilleurs renégats qui servent huit à dix pièces de campagne. « On les croit ou plus dévoués ou plus habiles : double préjugé qu'ils justifient rarement », écrit Rey dans *La Revue des Deux Mondes* en 1840. L'administration du sultan, transformée en exploitation industrielle, souvent dirigée avec une avidité imprudente, a dû négliger les ressources guerrières. Comme tout sujet marocain naît soldat, les juifs et les esclaves exceptés, une levée en masse ne serait pas chose difficile. La pratique de la guerre, le maniement des armes, ne constituent pas une profession et exigent peu d'instruction spéciale. Il suffit de charger et de décharger le fusil, de dégainer le sabre et le poignard. Le temps et le mode employés importent peu. L'ordre est une question de parade, non de tactique. Connaître l'exercice du cheval, c'est le lancer au galop, se relever sur les étriers, décharger l'escopette, la brandir sur sa tête, et arrêter le coursier pour recharger son arme. Pas un seul Maure, les *tolbas* exceptés, dont la lecture et l'écriture sont l'unique emploi, qui n'ait fait de l'équitation les délices et l'occupation de sa jeunesse. Ces exercices précoces et continus, joints à une constitution aguerrie par la sobriété, constituent l'excellence du cavalier maure. Leurs étriers lourds, les nœuds de cuir ou de corde qui couvrent leurs jambes de contusions et de meurtrissures, les courroies trop courtes qui engourdissent leurs genoux, n'ôtent rien à l'aisance et à la sûreté de leurs mouvements. Ils restent à cheval des jours, des semaines, des mois entiers, passent quinze ou vingt heures sans manger et sans boire, et couchent à la belle étoile, sur la terre. Animez ce corps de fer par l'enthousiasme et le fanatisme, vous aurez un admirable soldat, mais un soldat oriental, inhabile à la tactique, et qui attend son impulsion d'une influence religieuse et politique. Quoique tous les corps de troupes soient mêlés d'infanterie, la force de l'armée marocaine réside dans la cavalerie. Elle se forme en escadrons de vingt-cinq à cinquante hommes : le premier, rangé sur une seule ligne, oblique au front de l'ennemi, s'élançe au signal donné, d'abord au trot, puis au galop. Le cavalier se relève sur les étriers, décharge l'escopette, fait une volte, s'arrête, et l'escadron retourne au pas en rechargeant ses armes, pour se reformer sur les derrières, pendant que le second escadron, puis les suivants, exécutent la même manœuvre. La rapide succession de ces attaques tient le front de l'ennemi constamment occupé. Debout sur ses étriers, le Maure tire, en fuyant, à la façon des Scythes. L'armée provinciale se trouve sous les ordres et au service des caïds ou pachas des provinces et des gouverneurs des villes. Une compagnie peu nombreuse reste en permanence auprès du caïd pour transmettre ses ordres, porter ses dépêches à la cour, et faire exécuter les arrêts du chef de la police (*amotasseib*) et du juge (*cadi*). Les soldats non

¹ Victor Piquet, *op.cit.*, p. 92. Maréchal Bugeaud, « Guerre d'Afrique », *Revue des Deux Mondes*, 1845.

employés dans ces deux armées restent dans leurs foyers, exerçant la profession ou cultivant le champ qui les fait subsister, ne prenant les armes que pour un temps donné, soit à la fois, soit à tour de rôle, et ne recevant la solde que pour l'époque de leur service. Enfin la milice urbaine sédentaire se compose du corps des artilleurs, du corps des marins et des soldats du guet, qui forment la garde nationale proprement dite. On ne s'est servi pour l'instant de l'artillerie que pour la défense des villes.

Seule la Garde noire marocaine, vêtue d'un burnous bleu et d'un grand bonnet pointu rouge supporte honorairement le choc à Isly. L'armée française, supérieure techniquement, peut limiter son effort sur le plan quantitatif. Se jetant contre la formation en losange, chère à Bugeaud, les cavaliers des tribus, sous les ordres de Sidi Mohammed, le fils du sultan, sont décimés. Le losange, appelé aussi « hure de sanglier », résiste aux charges. Le maréchal Bugeaud se serait souvenu de la manœuvre du général Bonaparte à la journée des Pyramides. Il attaque par l'une des pointes de son dispositif et conserve ses bagages au centre¹. Les dix-huit carrés d'infanterie forment trois colonnes. Le général Bedeau est à droite, Pélissier est à gauche, Cavaignac tient le centre. La cavalerie commandée par Tartas² est au milieu de la formation, divisée en deux brigades, celles de Yousouf et Morris. La rigueur de cette combinaison tactique, la solidité des tirailleurs qui se portent devant les carrés, permet de briser les attaques de la cavalerie marocaine. « J'eus besoin de toute la solidité de mon infanterie, écrit Bugeaud dans son rapport, pas un homme ne se montra faible. Nos tirailleurs, qui n'étaient qu'à cinquante pas des carrés, attendirent de pied ferme ces multitudes, sans faire un pas en arrière; ils avaient ordre de se coucher par terre, si la charge arrivait jusqu'à eux, afin de ne pas gêner le feu des carrés.³ » Le losange reprend sa progression, enlève la grande butte sur laquelle se trouve la tente de Sidi Mohammed et commence sa conversion sur les camps. Le colonel Yousouf charge. La victoire française est complète au prix de pertes assez faibles : 27 tués et un peu plus de 200 blessés. Il convient d'y ajouter les morts des suites de leurs blessures et des fatigues causées par la campagne. Un officier parle au milieu de septembre de 30 à 40 morts par jour à l'hôpital de Tlemcen, ce qui porte les pertes de la bataille d'Isly à environ 600 décès. Bugeaud doit également évacuer 1 500 à 2 000 malades, soit 15 à 20% de l'effectif⁴. Les Marocains ont eu 800 morts, la plupart des cavaliers. L'infanterie marocaine s'échappe et comptabilise plus de 1 000 blessés⁵. Bugeaud écrit à son ami le comte d'Esclaires le 14 septembre 1844 à propos de la bataille d'Isly : « Les principes que vous connaissez ont été appliqués dans cette bataille avec la plus grande exactitude et le succès a été complet. L'avant-veille les officiers du camp s'étaient réunis pour offrir un immense punch au 2^e de Hussards dans un Tivoli improvisé sur les bords de l'oued El-Abbes. J'y fus invité. On me porta un toast qui me fournit l'occasion de parler de la bataille que je prévoyais. Je décrivis l'ordre de marche et de combat, sa puissance, ses résultats certains sur des masses confuses, sans organisation, sans discipline, sans tactique, sans aucun moyen de coordonner leurs mouvements. Cette dernière partie de mon discours enthousiasma mon auditoire. On se jura de se soutenir mutuellement et de combattre avec cette ténacité et cette vigueur dont j'avais parlé. Le lendemain on ne causait dans le camp que de ma harangue qui fut connue de tous les soldats. Cependant pour mieux les pénétrer de mes idées, de mes sentiments et de ma confiance, je réunis en masse toute l'infanterie et je lui parlai. Puis je fis répéter la manœuvre en simulant le fourrage qui devait tromper l'ennemi sur notre mouvement offensif. Cette préparation a fait que ma petite armée a marché, pensé, combattu comme un seul homme sans la moindre hésitation [...]. C'est-à-dire cette marche rapide et non interrompue sur le centre de la cavalerie marocaine l'ont frappée de stupeur. Après quelques tentatives infructueuses elle a cédé et cédé le terrain jusqu'à ce qu'enfin, ma cavalerie ayant chargé dans la direction des camps, elle a été partagée en deux parties qui formaient chacune une vaste confusion. L'une de ces parties s'est ralliée en face du côté ouest du camp et se préparait à charger sur nos cavaliers dispersés dans le camp. Heureusement, je suis arrivé, avec l'infanterie et l'artillerie, très à propos pour arrêter cette charge qui aurait pu nous être funeste. J'ai refoulé cette masse à une lieue, et la voyant en pleine déroute vers la route de Fez où l'on ne trouve de l'eau qu'à 10 lieues, j'ai arrêté la poursuite et ramené les troupes au camp marocain.⁶ » Au soir, Yousouf repart immédiatement au combat avec une centaine de spahis revêtus des manteaux et des hauts chapeaux coniques dont il a dépouillé des cavaliers de la garde noire, l'élite des troupes du sultan. Rattrapant sans peine l'arrière-garde marocaine à vingt kilomètres de l'Isly, Yousouf l'approche en profitant de la confusion provoquée par les couvre-chefs de ses hommes. Ne se

¹ Henri Martin, *op. cit.*, p. 131.

² Émile TARTAS est né le 2 août 1796 à Mézin et décède le 25 février 1860. Il entre à dix-huit ans dans les gardes du corps de Louis XVIII, et six mois plus tard dans un régiment de cavalerie avec le grade de sous-lieutenant. Après avoir rempli plusieurs années les fonctions de capitaine instructeur à l'école de Saumur, il est nommé lieutenant-colonel en 1840 et passe en Algérie, où pendant cinq années il prend une part active à plusieurs expéditions, notamment aux dernières contre Abd-el-Kader, et à la répression de la révolte du Dahra dirigée par Bou-Maza. Colonel d'un régiment de chasseurs d'Afrique depuis 1844, Tartas est promu en 1846 maréchal de camp et retourne en France prendre le commandement du Lot-et-Garonne. Il devient grand officier de la Légion d'honneur, député de la Constituante et de la Législative de 1848. Le 12 septembre 1852, il est élevé au grade de général de division.

³ *L'Illustration*, samedi 7 septembre 1844.

⁴ Jacques Frémeaux, *op. cit.*, p. 21.

⁵ *L'Illustration*, samedi 7 septembre 1844.

⁶ Bibliothèque algérienne, collection Gérard Sangnier.

dévoilant qu'une fois mêlé à la colonne en retraite, il s'empare du secrétaire particulier de Mulai Mohammed et d'un coffre contenant les dernières correspondances politiques du prince chérifien¹.

Bugeaud a-t-il au cours de cette campagne dépassé les ordres reçus ? Il s'en est vanté plus tard auprès du duc d'Aumale. Bugeaud a reçu des instructions le 18 juin 1844 qui lui conseillent à lui et au prince de Joinville la prudence et la modération. On le laisse toutefois juge de passer la frontière et de livrer bataille. En arrivant à Lalla-Marnia (le 12 juin), le gouverneur écrit au général marocain, El Guennaoui, pour lui demander une entrevue avec le général Bedeau. La conférence est acceptée. Le général marocain y vient avec 5 000 hommes. Côté français, 4 bataillons et 800 chevaux s'avancent. Dès le commencement de l'entrevue plusieurs propos outrageants sont adressés au général Bedeau par les assistants, et bientôt après, plusieurs coups de fusil sont tirés contre les troupes françaises. Ils blessent le capitaine Daumas et plusieurs soldats. Le général marocain suspend un instant les pourparlers pour rétablir l'ordre. Pendant ce temps, le général Bedeau et les officiers de sa suite restent calmes et fermes. En rentrant, El Guennaoui déclare que, ne pouvant pas contenir l'enthousiasme de ses soldats, il faut terminer au plus vite. Il ajoute que l'empereur désire rester en paix, mais qu'il veut que les Français abandonnent Lalla Marnia, et se retirent derrière la Tafna, qui serait désormais la frontière. « Je ne suis pas autorisé, dit le général Bedeau, à faire une pareille concession. - Si vous ne la faites pas, réplique El Guennaoui, c'est la guerre. - Soit, » répondit le général Bedeau. Là dessus on se sépare, le général Bedeau rejoint les troupes en observation, mais au moment où il commence sa retraite, son arrière-garde est vivement attaquée. Instruit de ce qui se passe, le gouverneur Bugeaud sort brusquement du camp, rallie les généraux Bedeau et Lamoricière, reprend l'offensive, met les Marocains en déroute, et leur tue 400 hommes. Les Français perdent dans cette circonstance deux capitaines de spahis, et une vingtaine d'hommes tués ou blessés. Ce petit combat produit le meilleur effet, en avant et en arrière. Plusieurs chefs arabes, qui ont accompagné le gouverneur, sont renvoyés pour en porter la nouvelle à leurs tribus, qui dès ce jour-là montrent beaucoup plus d'empressement pour les approvisionnements de l'armée. Le lendemain, Bugeaud écrit à El Guennaoui qu'il ne respecterait plus le territoire marocain, qu'il y chercherait Abd-el-Kader, qu'il entrerait à Oujda, et que cependant il est toujours prêt à rétablir l'harmonie entre les deux empires, aux conditions qu'il lui indique. Les Français prennent Oujda, que les Marocains ne défendent pas. « La ville fut respectée, nous vécûmes abondamment dans le voisinage, mais sans détruire. Nous observions encore des ménagements dans l'espoir d'éviter une guerre sérieuse. Le 3 juillet, nous revenions sur Lalla-Marnia, en longeant la rive droite de l'Isly; les Marocains nous suivirent pendant une lieue et tiraillant² », écrit Bugeaud.

Soult a ordonné de donner aux Marocains une leçon sévère, mais il a insisté : il n'est pas question d'occuper le territoire marocain, même pas Oujda, ni de s'éloigner à plus de deux journées de marche de la frontière et « seulement si, à la suite d'un combat, vous aviez à poursuivre les troupes marocaines... pour exploiter la défaite. » Ces instructions furent les dernières reçues par Bugeaud avant la bataille d'Isly. Lors des pourparlers devant Tanger, le général Bugeaud s'impatientait à la frontière et écrivait lettres sur lettres au prince de Joinville pour se plaindre de ses tergiversations. Le fils de Louis-Philippe lui répondit : « Mais, tirez le canon, mon général ! Commencez la guerre, je vous imiterai à l'instant. » Or, Bugeaud ne voulait pas tirer le sabre car on lui faisait des ouvertures de paix à la frontière. Il estimait cependant que la situation ne pouvait pas durer, que ses troupes souffraient de la chaleur et s'impatientaient de leur immobilité. Le prince de Joinville rapporte qu'en somme Bugeaud « ne voulait pas prendre la responsabilité des conséquences internationales qui pouvaient résulter de l'hostilité ouverte avec le Maroc, mais il brûlait de se jeter sur l'armée postée devant lui et de lui infliger une défaite éclatante.³ » Le maréchal n'a pas désobéi. Il a juste donné aux instructions ministérielles leur interprétation la plus dynamique. Bugeaud avait réclamé des renforts. Le gouvernement lui envoya deux régiments de cavalerie, le 2^e hussards et le 9^e chasseurs. Deux escadrons de hussards venant de Béziers formant un total de 250 chevaux furent embarqués le 18 juillet, à huit heures du matin, à Port-Vendres, sur les bâtiments à vapeur *l'Orénoque* et *le Cuvier*. Les navires arrivèrent à Oran le 20 juillet. *L'Orénoque* était de retour à Port-Vendres le 23 juillet et *le Cuvier* le 24. Ils embarquèrent le 25 et le 26 deux autres escadrons de hussards, suivis de quatre escadrons du 9^e chasseurs, organisés à Perpignan et à Carcassonne par le général de Castelbajac. L'opération de leur embarquement commença le même jour, le 26, sur la frégate à vapeur *le Labrador*, qui emporta 254 chevaux, pour être continuée, au retour de ces bâtiments, dans les premiers jours d'août. Les deux régiments, à leur arrivée à Oran, avaient été dirigés sur Tlemcen et le camp de Lalla Marnia. Les quatre escadrons de hussards devaient rejoindre le corps de bataille de Bugeaud le 2 août, et les quatre escadrons de chasseurs du 10 au 15 au plus tard. La cavalerie française se renforçait d'environ mille chevaux. Bugeaud aurait réclamé davantage. Il aurait demandé cinq nouveaux régiments d'infanterie pour marcher sur Fez à la tête de vingt mille hommes. Après le 14 août, Bugeaud se contente de stationner dans la région d'Oujda. Le 23, il reçoit une lettre de Sidi Mohammed qui s'engage à accepter les revendications françaises. Il regagne alors Lalla Marnia qu'il atteint le 27, étant depuis quinze jours en territoire marocain. Il n'a pas cherché comme paraît l'avoir redouté le ministère, qui l'avait

¹ Georges Fleury, *op. cit.*, p. 306.

² Maréchal Bugeaud, « Guerre d'Afrique », *Revue des Deux Mondes*, 1845.

³ Prince de Joinville, *op. cit.*, *Mercur de France*, 2008, p. 327.

expressément défendu, à faire de sa victoire le prélude d'une marche sur Fez. De plus, les transmissions sont lentes. Un échange de correspondance entre Lalla Marnia et Paris exige une vingtaine de jours, à raison de dix dans chaque sens, en dépit de l'utilisation du télégraphe optique en territoire métropolitain. La nouvelle de la victoire n'atteint Paris que le 22 août, une semaine après. Un contrôle constant de l'autorité politique est donc impossible. La bataille d'Isly est la plus grande victoire de Bugeaud qui reçoit le titre de duc d'Isly. Les colons d'Algérie organisent une souscription pour offrir une épée d'honneur¹. La poignée et la garde sont en or. Les attributs de la guerre et de la colonisation sont mêlés dans les ornements. L'épée est offerte à Bugeaud à son arrivée à Alger en novembre.

Abd al-Rahman demande la paix et donne à Bousselam tous les pouvoirs pour la conclure. À Cadix se trouvent les diplomates : de Nion « déchargé » d'affaires français à Tanger auquel Guizot adjoint le jeune Decazes. Le ministre d'Angleterre en Espagne, Bulwer, s'intéresse aux événements et souhaite l'enterrement de la question marocaine. Le prince de Joinville écrit : « Tout le monde était empressé de protocoliser ; je pensais qu'il fallait se faire tirer un peu l'oreille, faire désirer aux gens du Maroc la levée de ce blocus de Mogador qui leur coupait les vivres. » Le docteur Warnier est envoyé auprès de Bousselam pour vérifier les pouvoirs. Une fois assurés des intentions du chérif, les plénipotentiaires arrivent à Tanger. Ils apportent un traité à signer dans les vingt-quatre heures. Ce qui est fait. Moyennant l'arrêt des combats, le sultan du Maroc qui a décrété la guerre sainte, abandonne finalement Abd el-Kader au traité de Lalla-Marnia le 10 septembre 1844². Toutefois, loin d'être abattu par la défaite, le prince marocain enlève des hommes aux territoires algériens. Une sourde émigration appauvrit les populations de la frontière occidentale. Pendant l'été, le général Cavaignac par plusieurs coups de main hardis, par de lentes et patientes manœuvres au sud de Sebdou, dans les plaines désolées des chotts, parvient à faire refluer vers l'intérieur de grandes fractions de tribus méridionales qui, entraînées en partie par leurs intérêts mercantiles, en partie par les suggestions de l'émir, veulent abandonner les marchés français pour ceux du Maroc. Thomassy, ancien élève de l'École des Chartes, dans *le Maroc et ses caravanes*, publié en 1845, pense que la guerre de 1844 ne mérite pas une grande attention. « Grâce à la victoire d'Isly et à l'occupation de l'île de Mogador, dit-il, la réparation ne s'est pas fait attendre ; mais si nous voulons éviter de nouveaux torts, et de plus graves encore, il importe, dès à présent, de bien apprécier la nature des rapports nécessaires que nous aurons avec une contrée dont nous sommes pour jamais devenus les voisins. »

La rentabilité des actions menées en Afrique du Nord est soulevée à la Chambre. Après la victoire de 1844 sur le Maroc, le gouvernement n'a réclamé aucune indemnité au vaincu. En 1845, le photographe envoyé avec une ambassade au Maroc est arrêté par le pacha de Mogador³. Les murmures législatifs se multiplient. La modération de Guizot au Maroc est fustigée. On pense évidemment à l'alliance anglaise qui freine les initiatives françaises, « dans la crainte, déclare La Redorte à la Chambre des pairs, de mécontenter une puissance dont on ne peut parler à cette tribune sans exciter toute la susceptibilité de M. le ministre des Affaires étrangères. » Guizot répond que « la France est assez riche pour payer sa gloire. » Gustave de Beaumont propose par un amendement de supprimer l'approbation de l'acte diplomatique du traité de Tanger et de conserver uniquement l'éloge de l'armée française et de ses chefs. Il essaye de démontrer que la convention est nulle, que les stipulations sont puérides et inefficaces. Son discours amène le général Bugeaud à la tribune. *L'Illustration* du 1^{er} février 1845 rapporte que le maréchal « au lieu de dire ce qu'il sait du traité, a dit ce que tout le monde sait du soleil d'Afrique. » L'amendement de Gustave de Beaumont est finalement repoussé. Dans ses *Vieux souvenirs*, le prince de Joinville explique qu'« il ne nous servait de rien, après ces victoires, d'imposer à l'empereur des conditions trop dures, qui affaibliraient, renverseraient peut-être son autorité. Mieux valait avoir à notre frontières un souverain ayant éprouvé à la fois la force de nos armes comme notre générosité, et ayant, par suite intérêt à bien vivre avec nous, qu'une anarchie musulmane contre laquelle nous aurions à lutter et qui ouvrirait peut-être la porte à des interventions européennes. »

Les avatars de l'armée britannique en Afghanistan

Londres subit un terrible désastre en Afghanistan, un pays ravagé par de terribles maladies : des fièvres, des catarrhes, des ophtalmies et la petite vérole. La conquête de l'Afghanistan semblait accomplie et une part considérable des troupes est renvoyée. Mais les Afghans ne sont en rien satisfaits d'être gouvernés par les *kafir feringhee* (les infidèles européens) et tout au long des années 1840 et 1841, les insurrections se succèdent dans toutes les régions du pays. Un vieillard de la tribu de Meankhiel dit au général Elphinston, qui a remplacé Sir William Cotton dans le commandement de toutes les forces anglaises des Indes : « Nous pouvons supporter les alarmes, nous pouvons supporter l'effusion du sang, mais jamais nous ne pourrions supporter un maître. »⁴ Les

¹ *L'Illustration* du 5 avril 1845.

² Jean-Paul Bertaud, Roger Bourderon, Jean Bruhat, Jean Elleinstein, *Histoire de la France contemporaine*, Paris, éditions sociales, 1979, t. III, p. 65.

³ Alexandre Decamps, *Le Maroc en face de l'Europe, à propos de la dernière rupture survenue entre la république française et le gouvernement marocain*, Paris, 1849, pp. 7-8.

⁴ *Revue de l'Orient.*, 1843, p. 56.

troupes anglo-indiennes doivent sans arrêt intervenir. Mac Naghten déclare pourtant que c'est la situation normale de la société afghane et il écrit, en Angleterre, que tout se passe bien et que l'autorité du shah Soojah prend racine. Les avertissements des militaires et des autres agents britanniques restent sans effet. Alexandre Thomas dans *La Revue des Deux Mondes* estime qu'en Asie centrale, la Russie attire les Britanniques dans un piège qui les épuise : « Ces négociations, que l'Angleterre ouvre en 1834 par des témoignages de confiance, et termine en 1838 par des assurances de satisfaction, n'en aboutissent pas moins très naturellement aux désastres de ses armées dans le Kaboul. Il semble qu'elle tienne à remercier les Russes du mal qu'ils lui font en lui imposant cette politique insensée par où elle se perd, car ce sont bien eux alors qui la dominent et la perdent. Elle aura beau prendre ensuite de sanglantes revanches aux mêmes lieux où l'Orient avait contemplé sa défaite, réparer des conquêtes manquées par de nouvelles conquêtes, attacher sur la poitrine de ses soldats victorieux l'effigie de la reine avec cette cruelle légende: *Victoria vindex*; plus elle s'opiniâtre et s'efforce, plus avant elle se précipite dans cette voie fatale où le cabinet de Saint-Pétersbourg l'a, pendant quatre ans, si hardiment et si insidieusement poussée. Portés par envie ou par crainte de la Russie, ces grands coups sont moins funestes à ceux qu'ils atteignent qu'à ceux qui les frappent.¹ »

Dost Mohammed au cours de l'hiver 1839 se trouve dans les contrées au-delà des massifs vers Kulur. Il est accompagné du général américain Harlan. Durant un raid, deux escadrons de la cavalerie du Bengale chargent une petite troupe afghane commandée par Dost Mohammed en personne. Pourchassé, résigné, après avoir continué la guerre d'escarmouche sans succès contre l'armée anglaise, Dost décide de se rendre. Un soir, dans la nuit du 3 au 4 novembre 1840, il vient seul près des murailles de Kaboul et attend le retour de Mac Naghten qui revient de sa promenade habituelle. Dost lui remet son sabre en signe de soumission mais le Britannique refuse. Les deux hommes pénètrent ensemble dans Kaboul. Finalement, Dost Mohammed est envoyé en exil à Calcutta. Il y restera en résidence surveillée.

Au mois de décembre 1840, le shah Soojah et Mac Naghten se rendent à Jalalabad pour y passer le terrible hiver afghan. Ils ne retournent à Kaboul qu'au printemps 1841. Toutes les insurrections de l'été 1841 sont réprimées avec succès. En octobre, Mac Naghten, nommé gouverneur de Bombay, a l'intention de partir pour l'Inde avec un autre corps d'armée. Mais la tempête éclate. L'occupation de l'Afghanistan coûte 1,25 million de livres par an au trésor indien : il faut payer 16 000 soldats, les anglo-indiens et ceux du shah Soojah, en Afghanistan. Trois mille autres se trouvent dans le Sind et le col de Bolan. Les fastes royaux de Soojah, les salaires de ses fonctionnaires, et toutes les dépenses de sa cour et de son gouvernement sont payés par le trésor indien. Enfin, les chefs afghans sont subventionnés, ou plutôt soudoyés, par la même source, afin de les empêcher de nuire. Mac Naghten est informé de l'impossibilité de continuer à dépenser de l'argent à ce rythme. Il tente de restreindre les dépenses, mais la seule façon d'y parvenir est de réduire les allocations des chefs. Le jour même où il tente de le faire, les chefs fomentent une conspiration dans le but d'exterminer les Anglais. Mac Naghten en personne sert à provoquer l'unification des forces insurrectionnelles qui, jusqu'ici, ont lutté séparément contre les envahisseurs, sans unité ni concertation. Il ne fait pas de doute non plus, que, à ce moment-là, la haine de la domination britannique sur les Afghans a atteint son apogée. À Kaboul, les Anglais sont commandés par le général Mounstuart Elphinstone, un vieil homme goutteux, indécis et complètement désemparé, qui donne sans arrêt des ordres contradictoires. Les troupes occupent une sorte de camp fortifié, si étendu que la garnison suffit à peine à garder les remparts, rendant impossible de détacher des hommes pour agir sur le terrain. Les fortifications sont si imparfaites qu'on peut franchir à cheval le fossé et le parapet. Comme si cela ne suffit pas, le camp est dominé, presque à portée de mousquet, par les hauteurs voisines. Pour couronner l'absurdité de ces aménagements, toutes les provisions et le matériel médical se trouvent dans deux forts distincts à quelque distance du camp, dont ils sont de plus séparés par des jardins entourés de murs et par un autre petit fort que les Anglais n'occupent pas. La citadelle de Bala Hissar à Kaboul aurait pourtant offert des quartiers d'hiver solides et splendides à toute l'armée mais, pour faire plaisir à Shah Soojah, elle n'est pas occupée.

Le 2 novembre 1841, l'insurrection éclate. La maison d'Alexander Burnes, en ville, est attaquée. Burnes, fait chevalier par le roi Guillaume IV et décoré de la Légion d'honneur par Louis-Philippe est assassiné. Le général anglais ne fait rien et l'impunité renforce l'insurrection. Elphinstone, complètement désemparé, à la merci de toute sorte de conseils contradictoires, parvient très vite à la confusion que Napoléon a décrite en trois mots : « ordre, contrordre, désordre² ». Le Bala Hissar n'est toujours pas occupé. Quelques compagnies sont envoyées contre les milliers d'insurgés et sont naturellement battues, ce qui enhardit plus encore les Afghans. Le 3 novembre, les forts proches du camp sont occupés. Le 9, le fort de l'intendance (défendu par seulement quatre-vingts hommes) est pris par les Afghans, et les Anglais n'ont plus rien à manger. Le 5, Elphinstone parle déjà d'acheter le droit de sortir du pays. En fait, au milieu du mois de novembre, son indécision et son incapacité ont tellement démoralisé les troupes

¹ Alexandre Thomas, « Simple à propos d'histoire diplomatique », *Revue des Deux Mondes*, 1845.

² Friedrich Engels, "Afghanistan", *The New American Cyclopaedia*, 1858, vol. I.

que ni les Européens ni les cipayes¹ ne sont en état de rencontrer les Afghans sur le champ de bataille. Les négociations débutent. Durant celles-ci, Mac Naghten est assassiné lors d'une conférence avec les chefs afghans. La neige commence à recouvrir le sol, les provisions se font rares. Finalement, le 1^{er} janvier, la capitulation est conclue. Tout l'argent, 190 000 livres, doit être remis aux Afghans et des effets signés pour 140 000 livres supplémentaires. Toute l'artillerie et les munitions, à l'exception de six canons de six et trois pièces d'artillerie mobiles, doivent rester sur place. Tout l'Afghanistan doit être évacué. En contrepartie, les chefs promettent un sauf-conduit, des provisions et des bêtes de somme. Le 5 janvier, les Anglais quittent le pays, 4 500 soldats et 12 000 civils. Une journée de marche suffit à dissiper les derniers vestiges d'ordre et à mélanger les soldats et les civils en une confusion épouvantable rendant toute résistance impossible. La colonne perd ses cipayes qui, habitués à la chaleur de la plaine gangétique, succombent au froid. La neige et le manque de nourriture ont le même effet que lors de la retraite de Moscou de Napoléon en 1812. À la place des Cosaques, se tenant à une distance respectable, les tireurs d'élite afghans (les *Ghilzais*), furieux, armés de mousquets à longue portée, occupent toutes les hauteurs et harcèlent les Anglais. Les chefs qui ont signé la capitulation ne peuvent ni ne veulent retenir les tribus des montagnes. Le col de Khurd Kaboul, un défilé étroit et long de 8 kilomètres, est le tombeau du reste de l'armée, soit près de trois mille hommes. Les quelques survivants, moins de deux cents Européens, tombent à l'entrée du col de Jugduluk. Il s'agit de la fameuse dernière résistance de Gandamak au matin du 13 janvier 1842, dans la neige. Vingt officiers et quarante-cinq soldats, la plupart du 44^e régiment d'infanterie, se trouvent encerclés sur un monticule. Les Afghans tentent de les convaincre qu'ils ne veulent pas leur faire de mal, puis les coups de feu éclatent et les charges sont lancées. Le capitaine Souter s'enveloppe avec les couleurs du régiment et il est capturé avec deux ou trois autres soldats. Ceux qui résistent sont fusillés ou sabrés. Seulement six officiers s'échappent à cheval mais cinq d'entre eux sont assassinés sur la route.

Un seul homme, le docteur Brydon, réussit à atteindre Jalalabad et raconte l'histoire. Jalalabad est alors tenue par la brigade de Sale qui avait battu en retraite depuis Kaboul et avait heureusement ignoré les ordres d'Elphinstone qui l'avait enjoint de s'y maintenir. La capitulation de Jalalabad est réclamée, mais Sale refuse d'évacuer la ville, de même que Nott à Kandahar. Ghuzni par contre est tombée. Plus un seul homme dans la place ne savait se servir de l'artillerie et les cipayes ont succombé au climat. Cinq mille Afghans assiègent donc Jalalabad défendue par mille cinq cents soldats entre le 12 novembre 1841 et avril 1842. Les défenses de Jalalabad sont dans un piteux état mais le capitaine George Broadfoot emploie ses sapeurs à les remettre d'aplomb. Les Afghans encerclent la ville mais sont repoussés par une sortie menée par le colonel Dennie le 1^{er} décembre 1841. Le 12 janvier 1842 arrive la terrible nouvelle que la garnison a abandonné Kaboul et se trouve sur les routes hasardeuses des montagnes.

Le *Journal des Indes* titre que « tout a été perdu hors l'honneur. » Les pertes britanniques s'élèvent à treize mille soldats. Les réserves et les ambulances ont été décimées. Il ne reste que quinze officiers. Douze ou quatorze ont quitté Kaboul avec leurs femmes. Les Anglais réclament vengeance mais le *Bengal Hurkaru* rapporte : « Une terrible punition est déjà tombée sur la tête des agresseurs, sur la nôtre. » Pire, le *Times* se rallie aux vainqueurs afghans : « Nous n'avons jamais été ni attaqués ni provoqués par les Afghans. L'agression a été de notre côté, nous avons envahi leur territoire pour leur imposer un roi qu'ils refusaient et qu'ils avaient plusieurs fois chassé de leur pays. Si quelque chose peut excuser les cruautés excessives ; les trahisons violentes qu'on dit avoir été commises, c'est le caractère de la guerre que les Afghans ont soutenue pour défendre leurs droits, leur sol natal et le souverain de leur choix, caractère vraiment sacré, car il est impossible de ne pas se sentir ému par la constance de ceux qui se sacrifient pour une cause aussi naturelle, aussi légitime et aussi sainte.² » L'intervention en Afghanistan ne fait pas l'unanimité. En octobre 1841, Henri Willock écrit à lord Aberdeen : « On peut à peine croire qu'une mesure aussi importante, pouvant influencer les intérêts les plus chers de la Grande-Bretagne, qu'une mesure consistant dans l'élévation d'une nouvelle dynastie dans l'Afghanistan, ait été entreprise sans le concours des directeurs de la Compagnie des Indes, et qu'on n'ait consulté à ce sujet que les membres du comité secret.³ »

On cherche les responsabilités. Au cours d'une assemblée le 23 mars 1842, Montgomery Martin, connu pour ses notes statistiques relatives aux Indes, se demande ce qui a poussé la Compagnie des Indes à entreprendre une guerre aussi ruineuse. Pendant ce temps, près de la frontière, les autorités britanniques, dès qu'elles ont appris le désastre de Kaboul, ont concentré à Peshawar les troupes destinées à la relève des régiments d'Afghanistan. Mais les moyens de transport font défaut et un grand nombre de cipayes tombent malades. En février, le général Pollock prend le commandement et, à la fin de mars 1842, il reçoit des renforts. Il est désormais à la tête de huit régiments d'infanterie, trois de cavalerie et deux batteries d'artillerie, soit un total de 8 000 hommes. Il force le col de Khyber tenu par la tribu des Afridis qui y avait érigé une barricade de bois et de broussailles. Pollock avance pour se porter au secours de Sale à Jalalabad. Quelques jours plus tôt, Sale a complètement vaincu l'armée afghane qui le cernait.

¹ Les cipayes sont des mercenaires au service des Britanniques recrutés parmi la population indienne. Mais ces troupes soutiendront les insurgés indiens contre les colons lors de l'insurrection de 1857-1859.

² *Revue de l'Orient*, 1843, p. 51.

³ *Ibid.*, p. 52.

Il y est parvenu en menant une sortie audacieuse le 7 avril 1842. La garnison forte de 1 500 hommes a attaqué et fait lever le siège que menait Akbar à la tête de 5 000 à 6 000 guerriers.

Lord Ellenborough, gouverneur général des Indes, ordonne cependant aux troupes de se replier, mais Nott et Pollock trouvent une bonne excuse en prétextant le manque de moyens de transport. Finalement, début juillet, l'opinion publique en Inde contraint Lord Ellenborough à faire quelque chose pour restaurer l'honneur de la nation et le prestige de l'armée britannique. En conséquence, il autorise l'avance sur Kaboul à partir de Kandahar et de Jalalabad. Mi-août, Pollock et Nott sont parvenus à un accord concernant leurs mouvements et, le 20 août, Pollock fait route vers Kaboul. Les Britanniques suivent un itinéraire qui les contraint à marcher sur les ossements de leurs frères d'armes massacrés au mois de janvier. L'armée de Pollock atteint Gundamuck, bat une troupe afghane le 23, enlève le col de Jugduluk le 8 septembre, vainc les forces rassemblées de l'ennemi le 13 à Tezeen et dresse le camp le 15 sous les murs de Kaboul. La progression de l'armée de Pollock s'est accompagnée de la plus grande sauvagerie. Sa troupe est surnommée à juste titre « *Army of Retribution*¹ ». Dans les zones réputées abritées des guerriers ayant participé au massacre de la garnison de Kaboul, les populations sont annihilées et les villages brûlés. Le bazar de Kaboul est détruit et, à cette occasion, les soldats pillent une partie de la ville et massacrent un grand nombre d'habitants.

Pendant ce temps, Nott évacue Kandahar le 7 août et marche avec toutes ses troupes vers Ghuzni. Après quelques combats peu importants, il vainc une grosse armée d'Afghans le 30 août, s'empare de Ghuzni, abandonnée par l'ennemi le 6 septembre, détruit les ouvrages et la ville en représailles du massacre de la garnison de cipayes et des mauvais traitements infligés aux Anglais. Il bat de nouveau les Afghans dans la place forte d'Alydan et, le 17 septembre, arrive près de Kaboul où Pollock entre immédiatement en communication avec lui. La prise de Ghuzni apaise les critiques provenant de quelques voix tories à Londres. Les portes somptueuses de Somnath qui avaient été volées par les Afghans et placées pour orner *Mahmud's Tomb* sont reprises et rapatriées en Inde. Shah Soojah a été assassiné longtemps avant par certains chefs et, depuis lors, il n'y a plus de gouvernement réel en Afghanistan. Futteh Jung, son fils, n'est roi que de nom. Le 12 octobre, les Anglais quittent Kaboul et rentrent en Inde en passant par Jalalabad et Peshawar. Futteh Jung, désespérant de sa fonction, les suit. Dost Mohamed, libéré de captivité, reprend son royaume. Ainsi s'achève la tentative des Anglais pour installer un prince de leur fabrication en Afghanistan. En 1848, la violence, les rébellions et la contagion révolutionnaire gagnent les Indes où les Anglais font face à une révolte des Sikhs en 1848 qui est finalement contenue dès 1849².

La guerre contre les Tchétchènes. Les sources historiques

La Russie est occupée à la sécurité intérieure de son empire. L'armée russe déployée dans le Caucase compte sur le papier 160 000 hommes. En réalité, elle y aligne à peine 80 000 hommes. Être envoyé au Caucase est parfois une mesure de bannissement pour les décembristes³ ou les opposants au régime. Les officiers eux-mêmes paraissent peu instruits. Ils ne lisent pas et ne connaissent que la routine de leur métier, dont ils ignorent la théorie. Beaucoup, parmi eux, ont été dégradés et c'est pour les punir qu'on les a envoyés au Caucase. Ceux dont on veut se débarrasser risquent, en effet, de ne pas se faire de vieux os au Caucase. Entre 1839 et 1842, les seules forces du général Grabbé y ont perdu 436 officiers et 7 960 hommes⁴. Quatre régiments de la dix-neuvième et de la vingt-et-unième division n'ont plus d'officier commandant. Au Caucase, le terrain montagneux est difficile. Des expéditions militaires sont régulièrement menées pour lutter contre le rebelle Chamil. Ce dernier et une poignée de ses partisans, ainsi que sa famille, sont arrivés miraculeusement à s'échapper juste avant la fin du siège d'Akhulgo. Après sa fuite, il parvient de nouveau à rallier des hommes pour combattre les Russes. Il réussit à unir les nombreuses tribus caucasiennes divisées contre les Russes, prenant l'islam comme base de cette union. Il fait un usage efficace de techniques de guérilla, profitant de la nature du terrain montagnard, difficile d'accès et propice aux embuscades, et la résistance continue sous son commandement.

La censure de l'époque préconise de ne pas trop en parler. Le 14 juin 1841, Prosper de Barante écrit : « La guerre a recommencé au Caucase. Comme de coutume, on ne publie rien des événements de la campagne, et la société russe se risque même fort peu à en parler. C'est un des sujets de conversation à peu près interdits.⁵ » Quand on essaie de reconstituer les campagnes militaires des guerres du Caucase, il faut se rappeler que les sources sont essentiellement russes : Mémoires et archives militaires. Ces documents présentent la campagne sous l'aspect le plus héroïque, et d'un point de vue presque strictement russe. La seule voie Tchétchène, nous indique Lesley Blanch est celle de Mohammed Tahir, le secrétaire de Chamil, qui recueille les récits de l'imam, de ses *naihs* et

¹ L'Armée du Châtiment.

² Friedrich Engels, "Afghanistan", *The New American Cyclopaedia*, 1858, vol. I.

³ Les décembristes ou décabristes sont les membres de la conspiration organisée à Saint-Petersbourg contre Nicolas I^{er} le 26 décembre 1825. Elle avait pour objectif d'écarter l'empereur du trône, à cause de ses idées absolutistes, et de lui substituer son frère le grand-duc Constantin, qui avait introduit en Russie un régime constitutionnel. Elle échoua.

⁴ Le détail est le suivant : 64 officiers et 1 756 hommes tués, 372 officiers et 6 204 hommes blessés ou perdus.

⁵ Prosper de Barante, *Souvenirs (1782-1866)*, Paris, Calmann-Lévy, 1897, t. VI, p. 610.

d'autres témoins, aussi bien que ceux des espions et des prisonniers russes. Mais ces chroniques arabes, écrites dans un style archaïque et elliptique, projettent parfois une lumière assez différente. La vérité se trouve sans doute quelque part entre les deux. Le caractère de Vorontsov, par exemple, apparaît tout différent de ce qu'il est dans les panégyriques russes. À Dargo, dans sa vieillesse, même les Russes ne peuvent nous persuader de ses qualités de général. Trop de fautes sont évidentes. À travers les chroniques de Tahir, il apparaît comme un personnage fatigué, surmené, qui prend des décisions, les rapporte, se jette dans des sottises et n'est plus capable de commander. C'est la seule explication logique pour une grande part de la campagne de Dargo. Selon Tahir, le commandant en chef, tout en envoyant ses troupes à une mort gratuite, est accablé de remords et, souvent épouvanté par cet holocauste, a des crises de larmes. Au cours des derniers jours désespérés, on prétend même qu'il s'enfuit « porté dans une caisse blindée, sur les épaules du colonel prince Orbeliani », lequel, en apprenant que la colonne de secours de Freitag est en vue, se hâte de remettre le commandant en chef sur ses pieds. On ne saurait garantir la vérité de cette déclaration, mais Lesley Blanch la donne comme un exemple de cet autre aspect qui existe toujours et que l'on voit si peu dans les archives des guerres du Caucase.

La guérilla issue de ce conflit entre Russes et montagnards est déroutante : ainsi l'identité de l'ennemi, le terrain et les combats eux-mêmes appartiennent à la sphère de l'inconnu. Une note concernant la guerre des Russes dans le Caucase conservée dans les archives françaises du Ministère de la Défense au Château de Vincennes indique le fonctionnement féodal des *naïbs* chargés notamment d'entretenir trois cents cavaliers mais que dans le même temps, à la fin de l'année 1842, Chamil a achevé son organisation politique, qu'il a organisé une partie de son armée à l'européenne, une milice de 5 000 hommes, et qu'il veut faire du Daghestan un royaume indépendant¹. L'expérience caucasienne est pour beaucoup éprouvante voire radicale. Les prêtres aux longs cheveux, aux longues barbes et aux robes noires sont parfois là pour reconforter les mourants. Les vivants relèvent le courage des blessés. Le tambour ou une ration de vodka se charge de redonner du moral. L'impact psychologique du précipice entraîne une dialectique autour du vertige inhérent à la topographie du milieu. La mort est vécue comme un fatalisme. La plus courante est « une mort ignorée et sans gloire » comme celle du capitaine d'infanterie Passiette : « un montagnard blotti derrière un arbre lui décocha une balle et lui brisa la jambe² ». Il meurt huit jours plus tard. Les annales sur les guerres contre les montagnards contiennent des récits de massacres et de pillages. Comme dans toute littérature de témoignage, l'on doit s'interroger sur les connaissances préalables à la rédaction. Lorsqu'elles sont mentionnées, les sources sont étrangères. Elles aident leurs lecteurs à aborder de façon générale l'histoire et la géographie de ces contrées inconnues. Les expériences personnelles constituent donc la base des témoignages, enrichies par les conversations entre soldats. En prenant la plume, ces derniers contribuent à développer le niveau des connaissances russes sur le Caucase. Certains ont une démarche scientifique comme D. A. Milioutine, qui joint à ses qualités militaires un penchant pour la théorie et l'étude et ne néglige jamais l'importance du savoir pour la maîtrise d'une région comme le Caucase. De 1839 à 1844, il participe aux batailles contre les Tchétchènes dont il tire la substance de son étude « *Instruction pour l'occupation, la défense et l'attaque des forêts, villages, ravins et autres sujets locaux* ». De 1845 à 1856, il devient professeur de géographie militaire à l'Académie militaire impériale. Il publie en 1850 une *Description des actions militaires en 1839 dans le Nord Daghestan*. Il rentre à l'Académie des sciences et reçoit le titre de docteur en histoire russe. Il rassemble des documents d'archives sur l'histoire du Caucase³. On trouve des descriptions des ravages de la guerre : Benkendorf (1817-1858) en route pour Miathly en remontant le Koïssou, note en effet en 1845 : « Tout le pays avait été autrefois très peuplé. La vigne, principalement cultivée par des Arméniens, en avait formé la richesse principale. Actuellement tout portait le cachet de la désolation⁴ ». Des non-Russes, comme de valeureux guerriers géorgiens ou circassiens, contribuent également à la renommée des Caucasiens. L'on trouve pourtant à leur égard des remarques péjoratives révélatrices de la condescendance dont ils font l'objet. Lors de la campagne de 1845, un premier assaut dans le Handjémir révèle la bravoure des Géorgiens. « Beaucoup même la poussent à la stupidité [...]. Rien n'est plus pittoresque, plus mâle, plus guerrier et plus sauvage en même temps que cette troupe de Géorgiens⁵ ».

L'expédition contre Dargo, 1845

Au mois de décembre 1844, le prince Vorontsov, âgé de 62 ans, devient le gouverneur général et le commandant en chef des armées russes du Caucase. Il a les pleins pouvoirs. À Tiflis (aujourd'hui Tbilissi), il

¹ S.H.A.T. IM 2075. Notes sur la guerre des Russes dans le Caucase.

² Constantin de Benkendorf, *Souvenirs intimes d'une campagne au Caucase pendant l'été de l'année 1845*, Paris, Firmin Didot Frères, 1858, p. 17, cité par Lorraine de Meaux, « L'Orient à portée de fusil. Récits d'officiers russes sur la région caucasienne et les États voisins dans la première moitié du XIX^e siècle », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n°18, printemps 2004.

³ MILIOUTINE devient en 1856 chef de l'état-major du Caucase. Après 57 ans de guerre, il lui faut trois ans pour pacifier le Caucase Est et cinq ans le Caucase Ouest. En 1858, il est nommé lieutenant général du Caucase. Cette trajectoire, certes exceptionnelle, mérite cependant d'être soulignée. L'influence qu'il peut avoir au cours de sa brillante carrière sur les hautes sphères politiques cautionne l'idée d'une diffusion large de sa vision de l'Orient.

⁴ Constantin de Benkendorf, op. cit., p. 26.

⁵ *Ibid.*, p. 54.

trouve que l'anarchie règne¹. Cela lui rappelle sa jeunesse. Avant de partir en campagne, il retourne à Moscou pour voir Yermolov, son ami de toujours. Ils discutent ensemble de la situation et des problèmes du Caucase. À Saint-Pétersbourg, il reçoit les instructions du tsar qui l'enjoignent de prendre de force Dargo, la capitale de Chamil. Le 3 juin 1845 commence cette campagne visant à prendre Dargo. Les forces russes mobilisées dans ce but totalisent 18 000 hommes. Des nobles font partie de l'expédition : le prince Alexandre de Hesse-Darmstadt, le prince de Wittgenstein, le prince de Varsovie, les prince Bariatinski et Orbeliani. Très peu ont l'habitude de la guerre au Caucase, sauf Orbeliani et Bariatinski. Les généraux Lüders, Klugenau et Passek sont quant à eux endurcis par plusieurs années de campagne dans le pays. Vorontsov, le généralissime déploie son oriflamme rouge et blanc, couleur de sa famille. Il est escorté par sa garde personnelle formée de Kurdes.

L'armée russe quitte ses quartiers de la région pacifiée de Vnézapnaya. Elle doit attaquer et prendre le défilé entre Salatau et Goubet, puis descendre sur la porte d'Andi qui mène à l'aoul d'Andi, nid qui contrôle l'entrée intérieure du Daghestan et qui entoure Dargo le quartier-général de l'imam. Passek est à la tête de six divisions. Le 5 juin 1845, les forces russes atteignent le col de Kirk à 2 620 mètres. En face d'eux, les Tchétchènes sont 3 000 et ont un canon. Les Russes les bousculent facilement et n'ont que dix-sept blessés. Le général Passek fonce mais le 6 juin, au matin, il se retrouve isolé dans la montagne Zounou. Subitement, le temps change. La neige tombe. On est passé en quelques heures d'un été torride aux rigueurs les plus extrêmes de l'hiver. Quatre cent cinquante soldats russes et cinq cents chevaux meurent gelés sur place². Le 12 juin, le temps change à nouveau et Vorontsov rejoint Passek. Chamil partait la terre brûlée. Il met le feu à Andi et aux aouls environnants. La population des aouls détruits l'accompagne, gonflant ses effectifs. Le 14 juin, les Russes prennent possession des ruines encore fumantes. Chamil s'échappe mais les défilés sont pris. L'empereur ravi écrit à Vorontsov : « Dieu vous a couronnés, vous et vos troupes héroïques, d'un succès mérité, et a montré une fois de plus que rien ne peut arrêter les Russes, les Russes orthodoxes, lorsqu'ils vont, avec une ferme confiance, là où leur tsar leur dit d'aller. ³ » Dargo est de l'autre côté de la montagne, à seulement quinze kilomètres, mais il manque des routes, des moyens de communication et du ravitaillement. Vorontsov ou « le Maudit » comme l'appellent les Tchétchènes attend trois semaines, avec ses 10 000 hommes, aux portes d'Andi, l'arrivée des vivres nécessaires expédiés de Vnézapnaya. Il ne peut avancer sans les avoir car Chamil a rasé toute la contrée. Il n'y a pas de fourrage. Le soleil d'été a consumé l'herbe. Le sort des chevaux est pire que celui de la troupe. Le 18 juin, un important détachement russe se dirige vers Botlikh et le lac d'Ardjiam. Il ne croise pas l'ennemi mais il pêche quelques douzaines de truites. Cette nuit-là, dans le camp, on fait sauter les bouchons de champagne, en buvant à la victoire. La progression est des plus lentes dans les défilés qui se révèlent presque infranchissables, même en été. En certains endroits, la colonne doit faire demi-tour et chercher d'autres sentiers moins escarpés, mais plus longs, à travers les collines.

Le 4 juillet 1845, Vorontsov est à quinze kilomètres de Dargo. La dernière dépêche reçue de Saint-Pétersbourg montre que le tsar s'impatiente. Juillet, août, peut-être septembre : il ne reste que trois mois durant lesquels on peut se battre. En octobre, la neige s'installe sur les montagnes. Il n'y a pas de temps à perdre. Sachant qu'il n'a plus que quelques jours de vivres, Vorontsov prend sa décision fatale et décide d'attaquer l'aoul. Les fourgons du ravitaillement ne sont pas attendus avant le 10. Vorontsov prévoit donc de renvoyer une partie de ses forces pour se porter au-devant des convois, pour qu'ils ravitaillent les troupes qui avancent. Au matin du 6, un indigène renégat appartenant à la garde personnelle de Vorontsov enfourche un cheval, traverse au galop les troupes russes médusées. Il va prévenir Chamil de l'imminence de l'attaque. L'armée russe continue sa progression et, vers midi, elle est à moins de sept kilomètres de Dargo⁴. Le chemin de Dargo passe par une crête escarpée, parfois extrêmement étroite. Chamil a obstrué ce passage, de place en place, de troncs d'arbres gigantesques dont les branches emmêlées forment l'obstacle le plus efficace contre toute intrusion. À mesure que les Russes avancent, et qu'ils s'arrêtent pour franchir ces barrières, ils sont abattus l'un après l'autre par des tireurs cachés. Changeant ensuite de tactique, les Tchétchènes laissent une troupe importante progresser sans l'attaquer, puis l'isolent et recommencent d'attaquer les troupes suivantes. Bientôt, la confusion s'accroît. Un certain nombre d'officiers, dont les généraux Lüders et Vorontsov se trouvent cernés et exposés à un feu nourri. On amène un canon de montagne et on le pointe vers le flanc droit, pour battre le ravin boisé d'où viennent les tirs les plus nombreux, mais après une seconde volée, tous les servants sont tués ou gravement blessés. Ceux qui les remplacent subissent le même sort. Pendant un bref intervalle, le canon reste seul, entouré de morts et de mourants. Personne n'ose traverser le terrain sous le feu. C'est alors que le général Fok, s'étant glissé jusqu'au canon, le charge lui-même, mais avant d'avoir pu tirer, il tombe blessé à mort. Vorontsov envoie alors un détachement de Géorgiens et quelques cosaques pour attaquer les bois d'où viennent les coups de feu. « Et en quelques minutes, nous fûmes aussi en sécurité sur la route que chez nous », dit un des témoins. Une fois de plus, Chamil emploie sa tactique de fuite, de retardement. Ses hommes s'évanouissent, les bois paraissent vides, à part une bande sacrifiée de cibles humaines chargées

¹ Muséum Vorontsov. V. Tolstoy, "Prince Mikhail Semionovich Vorontsov" in: *The Russian Archives*, 1877, vol. 111, p. 295.

² J.F. Baddeley, *op. cit.*, p. 389.

³ Lesley Blanch, *op. cit.*, p. 330.

⁴ *Ibid.*, p. 333.

d'attirer le feu des Russes et d'opposer un semblant de résistance. Ils meurent jusqu'au dernier. Les murides acceptent la mort. C'est le premier article de leur foi. Chamil observe la bataille du sommet d'une montagne, à l'aide d'une longue-vue, entouré de ses *naiïbs* qui attendent ses ordres. Il est sorti de Dargo avec une petite troupe pour suivre les progrès du combat. Le gros de ses troupes est resté derrière, concentré autour de l'aoul. Quand il voit l'importance de l'armée russe qui s'avance, il regagne Dargo et donne l'ordre d'incendier l'aoul. Toutes les moissons sont rasées. Chamil se retire, entraînant les Russes toujours plus loin dans les déserts pierreux.

Quand les Russes atteignent les ruines encore fumantes de Dargo, ils découvrent les logements de leurs déserteurs passés depuis peu du côté de Chamil. Les murs sont couverts de dessins grossiers et d'inscriptions dirigés contre le tsar en personne. À la tombée de la nuit, ils entendent ces déserteurs de l'autre côté de la rivière, dans le camp de Chamil, à portée de fusil, jouant impudemment des retraites russes sur les tambours qu'ils ont pris dans la bataille. Chamil a placé quatre canons sur les falaises dominant la rivière et comme leur tir cause un ennui considérable, on envoie une colonne pour les déloger. Le général Labeentsiev mène l'attaque, qui paraît entièrement couronnée de succès. Après un semblant de combat, l'ennemi se retire, les canons sont pris et les Russes qui regardent depuis le camp applaudissent à ce triomphe. Mais, en regardant mieux, ils voient la victoire se changer en défaite. Le chemin de retour passe à travers des champs de maïs entourés de hauteurs boisées. De chaque arbre et chaque rocher bondit un ennemi furieux. Les Russes meurent sur place, incapables de riposter contre des adversaires surgissant de partout. Enfin ce qui reste de la colonne se force un chemin jusqu'au camp, ayant perdu 187 hommes. La même nuit, l'ennemi reprend deux de ses canons et réoccupe ses positions. On entend de nouveau les déserteurs battre leurs retraites infernales. Dès lors, une étrange tristesse s'abat sur l'armée, envahissant tous les rangs. La conviction que le sacrifice est vain, les déprime tous. Le régiment Lioubinski qui a perdu son colonel, a passé à la baïonnette quelques montagnards accusés de l'avoir tué. En outre, on leur coupe la tête et on garnit les lances de ces trophées. Le contingent de Touchînes qui se bat avec les Russes et dont le courage est fameux, revient au camp avec quantité de mains murides qu'ils ont coupées selon leur coutume, mais sans remonter pour autant le moral de l'armée. Les chants continuels du service funèbre célébré par les prêtres orthodoxes et les salves tirées quand les corps descendent dans leurs tombes accroissent l'abattement général tout en révélant à Chamil le nombre des tués. L'ordre est donné d'enterrer les morts en silence.

Le soir du 9, des fusées montent dans le ciel, au-delà des forêts à l'endroit d'où l'armée est venue avec tant de difficultés. C'est le signal indiquant que le convoi de ravitaillement arrive. Mais il est clair qu'il ne pourrait jamais passer, ni par la crête désormais barricadée ni sous le tir des montagnards dissimulés partout. Une décision désastreuse est alors prise malgré la vive opposition de Klugenau. Puisque l'armée entière ne peut à présent ni battre en retraite ni avancer sans ravitaillement, et que les vivres sont destinés à toutes les unités, chacune de celles-ci enverrait la moitié de ses hommes pour rapporter sa part. Une colonne conduite par Klugenau, avec le fougueux Passek commandant l'avant-garde, tandis que l'arrière est sous les ordres du général Victorov, un vétéran, mais un combattant non moins impétueux, se met en route. Forte de 4 000 hommes, c'est une troupe hétérogène peu habituée aux combats corps à corps et composée des diverses sections de l'armée : cosaques à pied, sapeurs, fantassins. Passek, avec deux bataillons du régiment Kabardinski s'élance le 10 au matin en direction de la terrible crête, suivi de Klugenau. Tous deux se frayent un chemin à travers les barrières qui ont été remises en place et renforcées par les hommes de Chamil. Bientôt, comme cela s'est produit auparavant, les troupes de tête se trouvent séparées du centre, le centre de l'arrière. Les Tchétchènes se glissent en foule dans les intervalles, tirant de chaque rocher et de chaque arbre¹. Dès que le désordre se répand dans les colonnes russes exposées à leur feu, les Tchétchènes bondissent sur elles, jaillissant comme toujours de partout, pour les achever au *kindjal* et à la *chachka*. Le général Victorov est tué avec un grand nombre d'officiers. Les blessés gênent la colonne d'une façon tragique. Le général Klugenau estime qu'il est impossible de franchir de nouveau cette crête meurtrière. Il vaudrait mieux essayer d'échapper par le Nord, en renonçant au ravitaillement et en laissant Vorontsov se frayer un chemin jusqu'à Gherzel. Cependant, Passek le persuade de rejoindre Vorontsov, et un jeune officier subalterne courageux entreprend de porter un message au commandant en chef. La colonne doit retourner sur ses pas le 11 à l'aube. Vorontsov, croyant que le contact a été établi avec la colonne de ravitaillement, reçoit les nouvelles avec joie, et promet même le jeune officier.

Trois coups de canon annoncent à Vorontsov que Klugenau et Passek se sont mis en marche. Depuis Dargo, on peut voir les fumées monter au-dessus des arbres en ligne régulière, indiquant la lente progression de la colonne à mesure qu'elle se fraie de nouveau un chemin au long de la crête. Passek qui commande toujours l'avant-garde, trouve la route coupée par de nouvelles barrières. Quand on atteint le col étroit où les pertes russes ont été si lourdes chaque fois, le passage est bloqué par une barricade d'arbres abattus, sur lesquels on a jeté les corps dépouillés et mutilés des Russes tués la veille à cet endroit. Pendant qu'ils essaient de franchir cette horrible barrière, glissant dans le sang, grimpant par-dessus les cadavres de leurs camarades, une pluie de balles s'abat sur eux, de barricades plus petites dressées de chaque côté et un peu plus loin en avant. C'est un massacre. Les Russes

¹ *Ibid.*, p. 337.

reculent en désordre, quand une compagnie du régiment Lioubinski, conduite par Valkhoski, un tout jeune officier de la Garde frais émoulu de Saint-Pétersbourg, se jette à l'assaut de l'ouvrage de droite, mais le garçon tombe raide mort, et les hommes continuent à reculer. Passek mène les siens contre les défenses de gauche, mais tombe, mortellement blessé. Ses derniers mots sont : « Adieu, ma vaillante brigade !¹ » Après quoi, les hommes se dispersent en désordre, malgré de nombreux actes individuels de courage.

Pendant ce temps, inconscient du carnage, le gros de l'expédition, chargé de transporter le ravitaillement, est arrivé, gêné par un nombre croissant de blessés. Klugenu mène constamment des compagnies à l'attaque comme un simple capitaine et, en dépit d'un tir incessant, la colonne avance, par deux ou trois, à la débandade, luttant, mourant. Le tir des Tchétchènes ne cesse pas une seconde et, de temps à autre, ils tombent au milieu des Russes, sabrant blessés et mourants avec le reste. À l'arrière-garde, le régiment Kabardinski conserve une stricte discipline et, quand ses munitions manquent, se forme en carré pour attendre l'attaque finale. On peut voir Kulgenau, préservé par miracle, quand tous ses officiers ont disparu, campé sur son cheval, pâle, grave, mais calme, dans son uniforme criblé de balles. Le corps de Passek est attaché dans un tronc d'arbre creux et tiré comme un traîneau par ses soldats dévoués qui glissent dans la boue et le sang. Son visage est maculé de sang, mais paisible². Plus tard, son corps est perdu : dans un moment de panique, le cercueil d'écorce est jeté dans un ravin, et on ne le revoit plus. Les Tchétchènes l'auraient trouvé et lui auraient coupé la tête qu'ils auraient exposé pendant des mois comme leur plus beau trophée. Le fait n'a cependant jamais pas été prouvé.

À présent, Vorontsov est assis devant sa tente dépouillée de tous ses ornements, de son bureau, de son nécessaire de toilette à monture d'or, et même de l'étendard à six queues. Il est en conférence avec ses officiers d'état-major, qui forment un groupe aux faces hâves, hirsutes. Tous les hommes dont on peut disposer ont été envoyés au secours de la colonne de ravitaillement. Grooms et ordonnances ont reçu des fusils et se sont joints aux hommes de troupe, de sorte que les officiers doivent s'occuper eux-mêmes de leurs chevaux et de leur propre personne. Ils ne se montrent plus aussi exigeants : chacun s'est maintenant rendu compte de la situation. Menacés d'être anéantis, très peu se soucient que leurs bottes soient boueuses, que le souper soit maigre. Il y a d'autres problèmes que ceux-là. Pendant toute la soirée, les prêtres sont occupés à confesser les mourants et les vivants. À minuit, la colonne de sauvetage revient triomphante : elle a réussi à retrouver les restes de la colonne de ravitaillement et les ramène à Dargo à la faveur de la nuit. Mais, des provisions pour lesquelles ce sacrifice terrible a été consenti, pour ainsi dire, rien ne parvient à Vorontsov. Des fourgons entiers se sont déversés dans les ravins, ou ont été abandonnés dans la boue³. Le commandant en chef n'a plus que la moitié de ses forces, cinq mille baïonnettes, de nombreux blessés, pratiquement rien à manger, très peu de munitions, et un ennemi vainqueur qui le cerne de près. Gherzel est à plus de quarante kilomètres. Sa position est désespérée, à moins de faire venir, depuis Grozny, le général Freitag à son secours. Cinq messagers sont envoyés séparément pour essayer de franchir l'ombre épaisse des forêts qui s'étendent entre eux et Grozny. Vorontsov avertit Freitag de sa situation tragique et le presse de masser une colonne de secours sur la route de Gherzel pour empêcher le massacre inévitable qui attend ses hommes dès qu'ils avanceraient. Chamil n'attend plus que ce moment où il aurait toute la troupe à sa merci affaiblie à l'extrême et sans vivres ni munitions. Personne autour de Vorontsov, ni dans l'armée, ne croit que les messagers atteindraient Freitag, ni qu'il arriverait en temps voulu. Tous sont maintenant convaincus qu'il vont mourir jusqu'au dernier homme. Et, comme les Tchétchènes qui affrontent la mort avec leurs hymnes funèbres, les Russes chantent, de leurs voix profondes, mélancoliques, les sombres chants de l'Église orthodoxe⁴.

Quand, quelques temps auparavant, Vorontsov a écrit à Freitag pour lui parler de son projet de marche sur Gherzel, ce dernier a répondu : « Ce n'est pas un secret chez les Tchétchènes que Votre Excellence a l'intention de descendre de Dargo dans les plaines. Ils disent : 'Nous n'avons pas encore commencé à combattre les Russes ; qu'ils aillent où ils veulent, nous savons où les attaquer.' » Et ils le savent en effet. Dans les forêts, tous les avantages sont de leur côté. Ils s'entendent à en tirer le meilleur parti. « Au cours de votre progression à travers les forêts, vous rencontrerez des difficultés, une résistance, auxquelles vous ne vous attendez sans doute pas. Je n'essaierai pas de démontrer que votre opération est quasiment impossible. Vos pertes seront énormes. Vous découvrirez que les Tchétchènes savent se battre (plutôt que de reculer) quand c'est nécessaire. » Freitag ajoute, avec un courage remarquable, qu'il considère la campagne de Vorontsov comme une erreur. « Permettez-moi de dire, simplement, qu'on vous trompe. Quel que soit le succès de vos opérations, elles n'auront aucune influence sur la conquête finale de la Tchétchénie. »

Les paroles de Freitag résonnent trop tard aux oreilles de Vorontsov, parmi les plaintes des mourants. Trop tard pour reculer : il faut continuer jusqu'à Gherzel, pour y être secouru par Freitag ou périr. Il n'est plus question de gagner ou d'impressionner les Tchétchènes, mais de lutter pour l'honneur. Les Russes semblent perdus. Le commandant en chef aurait versé des larmes amères.

¹ *Ibid.*, p. 338.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*, p. 339.

⁴ *Ibid.*, p. 340.

Le 12, on fait des préparatifs de départ. Le 13 à l'aube, on se met en marche, avec une lenteur pénible, car il y a un nombre impressionnant de blessés, et même les plus forts sont épuisés par le manque de sommeil. En effet, les tirs de Chamil les harcèlent nuit et jour. Le 14, un combat terrible a lieu à Issa Yourt, mais malgré l'ardeur féroce des montagnards, les Russes réussissent à atteindre et à conserver une position sur la rive gauche de l'Aksai. Quatre-vingts hommes sont tués, et sept officiers, parmi lesquels trois frères, princes géorgiens, qui expirent dans les bras les uns des autres, laissant la milice géorgienne sans commandement. De plus, les officiers russes provoquent une confusion terrible en essayent de lui donner des ordres sans connaître la langue. Trois cents nouveaux blessés s'ajoutent aux fourgons déjà surchargés. Parmi eux se trouve le capitaine Allbrandt qui a exécuté tant de missions dangereuses sans trouver la mort qu'il cherche par désespoir d'amour. Là encore, il perd seulement un bras, et on le voit fumer tranquillement sa pipe pendant qu'on l'ampute. Il ne consent à prendre place dans le fourgon qu'après s'être évanoui à deux reprises à cause du sang qu'il a perdu¹.

Durant toute la journée du 15 et celle du 16, les hommes de Vorontsov s'ouvrent le chemin pas à pas, rencontrant des barricades, des pièges et des embuscades partout dans la forêt. Dans les combats corps à corps, les colonnes se disloquent, l'artillerie reste découverte, les sapeurs sont coupés et encerclés. Partout où se trouvent des blessés, les Tchétchènes se jettent au milieu d'eux et les achèvent à coups de sabre. Il y a maintenant plus de deux mille cinq cents blessés, et peu d'hommes sont en mesure de se battre et d'aller en reconnaissance, même le régiment Apchéronne commence à montrer des signes de découragement. À un certain moment, quatre cents hommes se jettent à terre et refusent de bouger. Le général Believski leur crie furieusement : « Est-ce qu'il n'y aura pas un seul honnête homme parmi vous pour mourir avec son général ? » Sur quoi, une poignée d'hommes bondit, le reste suit, et une autre barricade est prise héroïquement.

Le 17, Vorontsov se rend compte qu'il ne peut aller plus loin. Ses hommes meurent de faim et titubent de faiblesse. Pendant trois jours, ils n'ont rien eu à manger, que quelques grains de maïs trouvés dans les champs voisins. L'artillerie a à peine de quoi répondre par une salve au bombardement de Chamil. Personne ne sait si les messagers sont parvenus à atteindre Freitag. L'incertitude est terrible. Le 18, Vorontsov publie un ordre du jour : « Pour ce qui nous concerne, nous n'avons pas lieu d'être inquiets ; nous réussirons toujours à passer. Notre unique souci doit être de faire passer nos malades et nos blessés ; c'est là notre devoir de chrétiens, et Dieu nous aidera à le remplir. » Un fois de plus, on voit le commandant en chef pleurer amèrement.

Six jours après avoir quitté Dargo, les troupes n'ont plus qu'une cinquantaine de salve et les canons sont sans munitions. Il n'y a aucun signe de Freitag et les Tchétchènes se tiennent en embuscade. Au crépuscule, les Russes croient que les rebelles attaqueraient durant la nuit et que personne ne verrait le lendemain. Tout à coup, à travers les arbres, on entend le son voilé d'un canon : trois coups, le signe que Freitag approche. Les cinq messagers ont tous pu passer. Le premier a atteint Freitag dans la nuit du 15 au 16. Sans attendre davantage, celui-ci s'est mis en marche, parcourant 170 kilomètres en deux jours², rassemblant des forces à mesure qu'il avance, si bien que le 18 au soir son avant-garde annonce à coups de canon qu'elle est en vue du camp assiégé. Le lendemain, ses troupes escortent l'armée épuisée jusqu'à Gherzel, sans rencontrer d'opposition. Le commandant en chef assiste à un miracle. D'une manière inexplicable, les hommes de Chamil disparaissent dans les montagnes ou au fond des forêts. Ce relâchement soudain, mystérieux, de l'étreinte mouride n'a jamais été expliqué par les sources russes, mais les chroniques de Mohammed Tahir nous en donnent la vraie raison. Chamil a appris que Fatimat est mourante et l'appelle. Tout d'abord, il a endurci son cœur et est demeuré au milieu du combat, mais lorsque le 17, il semble que toute l'armée russe est encerclée et trop faible pour résister davantage, il se laisse persuader par ses *naïbs*. Ils l'ont pressé de la rejoindre car ils connaissent la profondeur de son amour. Ce n'est plus qu'une question d'heures, disent-ils, avant que Vorontsov capitule. Ils ne savent rien des messages envoyés à Freitag. Et ils n'auraient pas cru possible d'arriver à temps de Grozny à Gherzel. L'imam doit aller près de sa femme, ses ordres seraient fidèlement exécutés. Chamil, écoutant son cœur, se laisse convaincre et, accompagné d'un seul *naïb*, il chevauche nuit et jour à travers les montagnes, arrivant auprès de Fatimat juste à temps pour la voir mourir entre ses bras. Deux jours plus tard, il retourne vers la bataille, pour trouver sa victoire changée en cendres. Freitag a dégagé les Russes encerclés et ils ont glissé à travers les mailles du filet, mais il sait aussi qu'il y a eu quelque trahison parmi les siens. Ses ordres n'ont pas été exécutés : les *naïbs* sont restés immobiles quand ils auraient dû frapper. Après l'arrivée de Freitag, il était trop tard. Une grande victoire serait devenue une bataille coûteuse et certainement indécise. À partir de ce moment, l'imam regarde ses *naïbs* avec une méfiance croissante.

Chamil sait conserver ses forces, comme il sait quand il faut attaquer, et il n'a aucune fausse honte à reculer. Ayant évalué les forces de Freitag, il donne l'ordre de se disperser. Mais non sans qu'il ait d'abord châtié ses *naïbs* et se soit lui-même mortifié pour avoir laissé l'ennemi lui glisser entre les doigts. Habitué comme il l'est aux montagnes, et avec sa façon de couvrir de grandes distances à toute allure, il n'a pas imaginé, lui non plus, que des messagers pourraient atteindre Freitag qui ferait si vite de Grozny à Gherzel. Désormais, il regarde les Russes avec

¹ *Ibid.*, p. 342.

² *Ibid.*, p. 344.

un nouveau respect basé non tant sur leur force que sur leur caractère et leur adresse croissante dans l'art de la guérilla.

Un dernier et tragique épisode a lieu au cours de la retraite sur Gherzel. L'héroïque régiment Kabardinski formant l'arrière-garde et avec l'incompétence habituelle des échelons supérieurs, se trouve plus ou moins oublié, abandonné aux coups des hommes de Chamil qui se retirent. Trois survivants seulement reviennent à la base¹.

Cette campagne menée par le général Vorontsov est marquée par l'échec et par des pertes lourdes. On l'appelle même « la retraite des Dix Mille de 1845² ». Au cours de cette expédition, le général Vorontsov a mené personnellement la charge, il a souffert les privations du simple soldat et a exposé sa vie à de multiples reprises. Il a fait enclouer ses canons parce qu'il a perdu 400 des 635 chevaux qui devaient les tracter³. Chamil emporte finalement une grande victoire en harcelant la colonne russe qui a traversé la forêt tenue par les Tchétchènes. Les Russes sont parvenus péniblement à parcourir une cinquantaine de kilomètres en une semaine, abandonnant bagages et blessés. Leurs pertes s'élèvent à 3 321 hommes, 186 officiers et trois généraux⁴. Du régiment Kourinski, il reste seulement vingt-quatre hommes. Étendards aux six queues, uniformes kurdes, passementeries dorées, restent éparpillés parmi les rochers au milieu des morts silencieux, moujiks et très nobles seigneurs, tandis qu'au-dessus tournoient les aigles de la montagne et tous les oiseaux de proie. Le tsar, soutenant avec loyauté l'homme de son choix, décide que la retraite de Vorontsov représente une grande victoire. Il le fait prince et écrit en marge du rapport du commandant en chef sur l'expédition : « Lu avec le plus grand intérêt et avec respect pour le beau courage de mes troupes. »

L'invasion de la Kabardie, 1846

À la tête de 20 000 guerriers⁵, Chamil projette en 1846 d'envahir le territoire des Kabardes, au cœur du Caucase. À l'est, Chamil occupe une ligne allant de Vladicaucase à la Caspienne, et à l'ouest, du Kouban à la mer Noire. Entre les deux s'étend le pays kabarde qui sépare ses territoires. Unifiés, ceux-ci formeraient un bloc solide capable de s'opposer aux Russes et de couper leur principale voie de ravitaillement. L'isthme du Caucase serait ainsi occupé dans toute sa largeur. Les Russes seraient complètement isolés à l'est. Une fois le contact établi avec les Tcherkesses qui rôdent vers l'intérieur depuis que les Russes ont pris leur région côtière, les Tchétchènes pourraient attaquer les infidèles à revers et les refouler vers la mer Noire ou sur le territoire de la Perse⁶. La Kabardie est soumise à la domination russe depuis 1822. Sa population est hostile à Chamil mais elle donne en 1846 des signes d'hostilité à l'occupant russe. Les tensions montent. Chamil pense qu'il est temps d'agir. Il réunit une vaste armée tchétchène mais les espions russes en avril 1846 signalent ce rassemblement mais ne peuvent indiquer où il va attaquer. L'objectif probable serait le quartier général russe au Daghestan. Le prince Vorontsov pense que Chamil s'apprête à faire une descente sur Témir-Khan-Choura et les ports de la Caspienne, mais certains de ses généraux, dont le général Freitag sont d'un avis différent. Le tsar avait ordonné le rappel des troupes avant la fin de l'année 1844. Le médiocre général Neidhardt s'était montré insuffisant même avec les renforts que Nicolas lui avait accordés à contrecœur en 1843. Les troupes ont largement dépassé le temps prévu. Elles doivent rentrer. Vorontsov n'ose pas aller contre les ordres du tsar. Freitag, lui, retient les troupes. Le 13 avril 1846, Chamil traverse l'Argoun et chevauche au milieu d'une forêt de lances, vers la Kabardie. Il va parcourir plus de 600 kilomètres et répandre l'épouvante.

Les Russes envoient tous leurs hommes à Grozny. Freitag estime que, pour pénétrer en Kabardie, Chamil devait franchir le Terek au gué de Tartartoub car en tout autre point vers le sud, la puissante garnison de Vladicaucase lui rendrait le passage difficile. Les clairons sonnent. Les Russes s'activent fébrilement. Les canons de campagne, les fourgons de munitions et la troupe quittent leur campement pour l'ouest. Les officiers sur de belles montures précèdent les files de fantassins qui marchent d'un pas pesant. Ils quittent l'ennui de la vie de garnison. Ils espèrent s'amuser en route, chasser le faisan et le chevreuil. Ils comptent rafler les chevaux kabardes, de superbes juments poulinières, de race Chaloukh, au pelage souvent gris pommelé. Les combats entre les forces de Chamil et les Russes se cantonnent à des échauffourées. Chamil repousse quelques attaques mais à mesure qu'il avance, Freitag suit. Les négociations qu'entame Chamil avec les Kabardes sont contrariées par l'arrivée inopinée de l'armée russe. Le *naïb* Nour Ali ne parvient pas à prendre, ni même atteindre le défilé de Darial, ni par conséquent la grande route militaire, et il a été forcé de se retirer en désordre. Les Russes font leur preuve dans la

¹ *Ibid.*, p. 345.

² J.F. Baddeley, *op. cit.*, p. 411. Quatorze mille mercenaires grecs, auxquels l'histoire a donné le nom de « Dix Mille », avaient victorieusement combattu dans l'armée de Cyrus le Jeune, qui cherchait à chasser son frère Artaxerxès II du trône de Perse. Cyrus ayant été tué à la bataille de Cunaxa (401 av. J.-C.), les troupes perses de l'usurpateur se débandèrent tandis que les Grecs commençaient une périlleuse retraite sous la conduite de l'Athénien Xénophon. Son livre l'*Anabase* décrit magistralement les souffrances et les multiples difficultés que durent surmonter les Grecs au cours de leur retraite de l'Euphrate à la mer Noire.

³ Douglas Porch, *Wars of Empire*, Londres, John Keegan, 2000, p. 114.

⁴ *Ibid.*, p. 79.

⁵ S.H.A.T. 1M 2075. Notes sur la guerre des Russes dans le Caucase.

⁶ Lesley Blanch, *op. cit.*, p. 347.

guérilla¹. L'invasion de la Kabardie est un échec pour Chamil, mais au cours de cette année 1846, les Russes ont eu 1 500 tués, blessés et disparus² à cause de la guerre dans le Caucase. Au mois d'octobre 1846, le Times annonce : « On croit que Chamil, l'imam du Daghestan, résiste encore dans les collines au nord de Khounzak. Une force d'environ 4 000 soldats russes et cavaliers cosaques, sous le commandement du général Gourko, cherche à l'encercler, mais des renforts rebelles ayant pour chefs Tengouz le Loup et le Lion de Chepsouk, descendent en masse des montagnes pour harceler les lignes russes. Il est probable que la campagne va se poursuivre durant tout l'hiver prochain dans les conditions les plus sévères. »

Les Russes mènent une expédition militaire au Turkestan et se dirigent vers le khanat de Khiva. Après avoir essuyé quelques échecs face aux Ouzbeks, l'armée russe parvient à progresser péniblement en édifiant sur la route de Khiva une ligne de forts. Les espions anglais sont nombreux dans cette région et surveillent les mouvements russes aux abords de la mer Caspienne³. Au Caucase, la guerre contre les Tchétchènes se poursuit. Au cours de l'année 1847, les Russes y ont encore perdu 2 000 hommes. En février 1848, ils assiègent Gherghibil. Les Tchétchènes abandonnent la place après un siège de vingt-trois jours. Le point culminant de ce siège a été un terrifiant bombardement alignant quarante-six canons de différents calibres. Les Russes sont néanmoins en mauvaise posture au fort d'Akhtee sur la rivière Samour. Au mois de septembre, cinq cents hommes commandés par le colonel Roth, qui blessé, passe le relais au capitaine Novoséloff, sont attaqués par des milliers de Tchétchènes menés par Chamil, Daniel Sultan, Keebet Mahoma et Hadji Mourad. La moitié de la garnison russe est tuée, le magasin à poudre a explosé et les murs sont éventrés. Il n'y a plus d'eau, ni de nourriture et Chamil a fanatisé ses guerriers en promettant la jeune fille de Roth au premier *naïb* qui planterait le drapeau sur les murs du fort. Les Russes sont prêts à se suicider plutôt que de tomber entre les mains de l'ennemi, mais heureusement, une armée de secours se profile à l'horizon.

¹ *Ibid.*, p. 353.

² Baddeley, *op. cit.*, p. 427.

³ Bertrand Gille, *Comité national du centenaire de 1848, documents diplomatiques du Gouvernement provisoire et de la Commission du pouvoir exécutif*, textes rassemblés par Georges Duveau, Jean Sigmann, César Vidal et Bertrand Gille sous la direction de Charles H. Pouthas, Paris, 1953, t. I, p. 1 015.

Civilisés contre barbares

Le feuilleton burlesque du journal *L'Illustration* qui relate les aventures de M. Cryptogame ne manque pas d'évoquer la barbarie des peuples européens ou des populations du Maghreb. L'épisode diffusé le 1^{er} mars 1845 met en scène des baleiniers norvégiens à l'occasion esclavagistes qui s'emparent, dans le but de les vendre, de Maures égarés et congelés. Également capturés, Cryptogame, Elvire, leur ami et le capitaine arabe sont suspendus au mât de misaine. Arrivés au 54^e de latitude, les Algériens dégèlent, tirent le yatagan, montent sur le pont et massacrent l'équipage du navire. Elvire parvenue à se libérer accourt au bruit mais elle devient la prise d'un vieux Turc qui la met aussitôt à part pour son séraïl. Elvire se dégage, saisit le vieux Turc par la barbe, le fait pirouetter. Le ravisseur tombe finalement dans la mer. Cryptogame se sauve en prenant le turban. Après l'éternuement de son amie provoquant une bourrasque et une folle poursuite, Cryptogame se retrouve à Alger. L'apparition d'un vaisseau tournoyant à l'horizon provoque chez le dey des interrogations que ses savants expliquent aisément : il s'agit d'un météore aqueux de première classe. Découvrant les naufragés, le dey fait pendre les scientifiques qui lui avaient prédit la mort de tous ses ennemis. Cette histoire loufoque se poursuit. Elvire - l'amie de Cryptogame - poignarde un dey d'Alger plutôt entreprenant. Dans la confusion des événements, la lutte s'engage au sein du séraïl. Les fauves sont libérés. Cryptogame, Elvire et le docteur parviennent heureusement à s'échapper et à regagner le continent européen.

Un Orient « mal » civilisé

Dans son roman *Le Comte de Monte-Cristo*, Dumas dénonce l'esclavage. Edmond Dantès se venge de Morcerf en soulevant une vieille histoire, celle d'Haydée, fille d'Ali pacha, vendue à des marchands d'esclaves. Le bey de Tunis, Ahmed pacha, abolit la traite entre 1840 et 1842¹ puis en 1846, après la lecture d'un discours du roi Louis-Philippe relatif à l'esclavage, il décrète l'affranchissement des noirs dans toute l'étendue de la régence. « La déclaration du bey de Tunis pour l'abolition de l'esclavage, écrit Louis-Philippe dans une lettre, est une circonstance remarquable et très heureuse; il importe de surveiller la manière dont elle sera présentée. Cet acte et notre traité avec la Chine relatif au libre exercice de la religion chrétienne méritent et doivent obtenir un grand retentissement. Quel progrès de civilisation parmi les Mahométans eux-mêmes ! Quelle différence entre Tunis d'aujourd'hui et Tunis d'il y a trente ans, quand j'ai vu à Palerme la procession de quatre cents esclaves siciliens rachetés à Tunis par les pères de la Merci et l'intervention de lord William Bentick ! C'est cependant notre conquête d'Alger qui a mis fin aux exécrables pirateries barbaresques; c'est elle qui en a délivré la chrétienté, et c'est elle seule qui a efficacement établi la liberté et la sécurité de la navigation dans la Méditerranée ! » Cette mesure entraîne malheureusement une crise. Les Ouaghamme, affectés par la diminution du tribut prélevé sur les caravanes se livrent au pillage. L'insécurité accentue le déperissement des échanges et le déclin de Djerba².

Les esclaves noirs ne seraient pas les plus à plaindre d'après les voyageurs occidentaux³. Il n'y a que le missionnaire Ewald pour être scandalisé à la vue d'un groupe d'une centaine de femmes noires conduites par des négriers vers Tunis. Refusant le principe même de l'esclavage, il ne voit qu'une solution religieuse au problème, à savoir l'instauration du royaume de Dieu. Pour les autres voyageurs, c'est à peine si on peut parler de problème d'esclavage, tant il est vrai que les esclaves leur semblent être bien intégrés. Temple⁴, qui se trouve à Tunis au même moment qu'Ewald, trouve qu'au début du XIX^e siècle : « la situation des esclaves nègres est loin d'être digne de pitié, car ils sont toujours bien traités et reçoivent fréquemment de leurs maîtres une bonne éducation. On a également souvent l'habitude de leur donner la liberté après sept ans de service. Mais, dans plusieurs cas qui

¹ Sous la direction de J. F. Ade Ajayi, *Histoire générale de l'Afrique*, Paris, Unesco, 1997, t. VI, p. 63.

² Miège, « Le commerce libyen dans les échanges transsahariens », *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, Aix-en-Provence, 1975, p. 136.

³ Hassan El-Annabi, « De l'exclusion et des exclus à travers les récits de voyage au XIX^e siècle », *Cahiers de la Méditerranée*, vol. 69, 2006.

⁴ Grenville TEMPLE, dixième baronnet de Stowe, est un voyageur, géographe et membre de la *Royal Geographical Society*. Il séjourne en Tunisie pendant quelques mois (entre août 1832 et mars 1833) pour y effectuer, à titre personnel et pour son propre « amusement », comme il dit, « un examen général de la géographie ancienne et moderne de ce pays (afin) de corriger nombre d'erreurs qui existent actuellement à la fois dans les livres et sur les cartes ». Ses recherches donnent lieu à une relation en deux volumes publiée à Londres en 1835 sous le titre *Excursions in the Mediterranean*, qui concerne en fait, plus l'archéologie, l'histoire ancienne et moderne et la géographie que les questions sociales.

m'ont été rapportés, les esclaves ont refusé d'accepter leur libération, sachant qu'ils ne pourraient pas être plus heureux que dans leur situation présente». Henri Dunant, à la fin des années 1850, confirme le jugement de Temple en faisant prévaloir : « l'immense supériorité relative de l'ancien esclavage tunisien sur celui qui existe encore actuellement aux Etats-Unis (où) les esclaves n'ont pas plus le droit de posséder que celui de se marier légalement, et d'élever leurs enfants. (...) On leur défend souvent d'assister au culte de leur choix et même de se réunir pour prier Dieu. » Rendant hommage à Ahmed bey pour avoir aboli l'esclavage, Dunant fait, cependant, du consul de France à Tunis le véritable initiateur de cette réforme, un fait divers ayant, d'après le voyageur, permis au consul d'intervenir pour l'affranchissement d'une famille noire et d'obtenir du bey, par la même occasion, une déclaration pour l'affranchissement de tout enfant qui naîtrait à l'avenir de parents esclaves. Information que les recherches démentent, car on sait que c'est plutôt l'intervention anglaise, soit directe soit par l'intermédiaire de l'organisation abolitionniste « *The British and Foreign anti-Slavery Society* », qui a activé le processus qui a conduit au bout de cinq ans à la proclamation du 26 janvier 1846 abolissant l'esclavage. En tout cas, l'intervention des puissances européennes n'aurait pu aboutir si le bey n'était pas acquis à la cause de l'affranchissement, celle-ci ne pouvant faire l'unanimité dans la cour du bey compte tenu des bouleversements qu'elle faisait peser sur l'ordre social.

La Revue de l'Orient en 1844 rappelle toutefois le despotisme du bey de Tunis qui a beaucoup sacrifié dans la création de son armée. Sa manufacture de draps a englouti des sommes considérables sans réaliser de profit. Il a décrété le monopole du tabac. Pour remédier aux éventuelles fraudes, le bey a instauré l'inspection des nez. Tous les débitants placés par la régie dans les villes, dans les villages et dans les tribus, ont l'ordre de tenir un registre des consommateurs qui viennent acheter à leur bureau. Par ce moyen, ceux qui n'achètent pas sont connus. Alors, les inspecteurs se présentent de temps en temps chez eux, armés de petits bâtons garnis de linge blanc mouillé, qu'ils introduisent dans le nez du malheureux. Si le linge ressort jaunâtre, imprégné de tabac, l'inspecteur lui dit : « Tu prends du tabac, tu n'en achètes pas à la régie, donc tu le fais toi-même ! » Et sans qu'il lui soit permis de s'expliquer, le délinquant est saisi, renversé, garrotté par les sbires qui accompagnent l'inspecteur, reçoit cinquante ou cent coups de bâton et paye une forte amende. Le bey de Tunis n'est pas un souverain libéral. La presse est soumise à la censure. Le journal *Le Régénérateur de Carthage* a été interdit dès le premier numéro car il portait ombrage au bey. La franc-maçonnerie est également combattue dans la régence. En 1841, un jeune Maure, visiteur à la loge des *Enfants d'Utique et de Carthage*, reçu maçon en France, a été condamné à recevoir 2 500 coups de bâton. Cette victime du fanatisme barbare du bey est décédée au bout de 2 000 coups dans d'atroces souffrances : « on ne frappait plus que sur une masse informe de chairs et d'os brisés », rapporte *La Revue de l'Orient*.

Les représentants du monde musulman cherchent à tisser avec le gouvernement du roi Louis-Philippe des liens plus étroits. Guizot avoue cependant n'en rien espérer. Il doute des capacités réformatrices de l'Empire ottoman et plaint les chrétiens placés sous ses lois. « Il y a deux partis, dit Guizot à la tribune en 1845 ; il y a un parti intelligent, modéré, qui croit, que pour raffermir l'Empire ottoman, pour y remettre un peu d'ordre et de forme gouvernementale, il faut y introduire de grandes réformes. Mais à côté il y a un parti fanatique, le vieux parti turc, toujours porté à pratiquer l'ancienne politique, la politique violente, sanguinaire, astucieuse de l'Empire ottoman. La lutte entre ces deux partis se reproduit dans toutes les provinces de la Turquie comme à Constantinople, et elle se reproduit encore plus vivement et plus déplorablement dans les provinces qu'à Constantinople. ¹ » Pourtant, dès 1843, le Tanzimat a repris. Le sultan a contresigné, à nouveau, le *hatti-chérif* de Gülhane. Riza pacha prononce cette allocution, ayant à ses côtés Reschid pacha, revenu au pouvoir : « Le sultan, notre maître à tous, est venu parmi nous comme au milieu d'une famille dont la joie fait sa joie, dont les douleurs sont les siennes. Il connaît trop les obligations que la divine Providence lui impose, pour ignorer ce qu'il doit à son peuple, ce qu'il doit au nom de ses ancêtres, ce qu'il doit à lui-même... Musulmans, chrétiens, israélites, vous êtes tous les sujets d'un même empereur, les enfants d'un même père. S'il est parmi vous des opprimés, qu'ils se montrent, l'intention bien formelle de Sa Majesté étant que les lois qui sauvegardent la vie, l'honneur et les biens de tous ses sujets soient strictement observées dans son empire... Musulmans ou chrétiens, riches ou pauvres, fonctionnaires civils, militaires ou religieux, que tout sujet ottoman ait donc pleine confiance dans le souverain qui tient la balance égale pour tous ; que tout coupable tremble, que tout homme de bien, tout bon serviteur attende sa récompense. ² »

L'ancien préfet de police de Paris, Henri Gisquet qui se rend en Égypte au cours de l'année 1844 énumère dans son ouvrage *L'Égypte, les Turcs et les Arabes* les titres que les Turcs ont acquis à l'exécration du genre humain. Il rapporte : « Il y a peu d'années, Soliman aga, *sélictar*, c'est-à-dire porteur du sabre du grand pacha, et qui, pour ces fonctions qui ne l'ont jamais occupé pendant vingt minutes, touche un traitement annuel de 180 000 francs, avait reçu en cadeau un beau fusil. Voulant essayer s'il était bon, il sort du Caire et s'amuse à tirer sur les soldats qu'il aperçoit. Après en avoir tué cinq ou six, il rentre tranquillement chez lui, se félicite de la justesse de son coup d'œil et de l'excellente qualité de son arme. » Malherbe pense que l'Orient ne peut pas adopter les valeurs de la civilisation européenne tant que le baptême du Christ ne l'aura point régénéré. « Tant que la lettre du Coran sera

¹ A. de La Jonquière, *Histoire de l'Empire ottoman depuis les origines jusqu'au traité de Berlin*, Paris, Hachette, 1897, p. 521.

² A. Du Velay, *op. cit.*, p. 97.

suivie, la charte de Gülhane, dit-il, ne sera qu'une fastueuse imposture, non dans l'esprit de celui qui l'a faite, mais dans ses résultats nécessaires. Il faut une révolution pour sauver l'empire, et l'on a encore tenté que des réformes. Le moyen est extrême ; il peut couvrir le monde de ruines ; mais nous n'en connaissons pas d'autre. » Victor Hugo exprime sa turcophobie. L'écrivain dépeint le sultan Abdülmeçit et le trouve « laid ». Dans *Choses vues*, il relate une conversation que le souverain ottoman a eu avec son jeune portraitiste français : « Oh ! j'étudie le plus que je peux ! Nous autres, sultans, on nous cachait le passé comme le présent. Mais je commence à savoir. Il y a eu des choses bien tristes et bien mauvaises dans toutes les histoires, et en particulier dans la nôtre. Mais, avec l'aide de Dieu, j'espère que, sous mon règne, il n'y en aura pas chez moi ni par moi ! » Victor Hugo déplore l'abandon dans l'Empire ottoman du costume traditionnel et il fustige cette volonté de s'eupéaniser. Il remarque au mois de mai 1847 que le sultan a reçu publiquement le corps diplomatique, en pantalons blancs, en paletot, en bottes vernies et en gants jaunes¹. Il précise ironiquement : « S'il eût le chapeau rond, c'eût été un dandy européen. Il n'y a plus de turban parce qu'il n'y a plus de couronnes. Tout cela, c'était le vieux monde. Tâchons du moins que le monde nouveau ne soit pas laid. » Victor Hugo reconnaît néanmoins la volonté réformatrice de la Porte ottomane. Par exemple, le pacha de Salonique a été destitué car il commettait des atrocités. Victor Hugo déplore cependant que « l'étiquette se brise en Turquie comme ailleurs. Maintenant le sultan reçoit le corps diplomatique debout. Après les trois saluts qu'on lui fait, il entre dans les groupes et il cause. Il ne sait que le turc, auquel il mêle par-ci par-là quelques mots italiens. Il bégaye aussi quelques mots français. Image de son peuple, qui bégaye la civilisation. Ce mot lui-même, *civilisation*, vient d'entrer dans la langue turque. Les Turcs n'en avaient aucun synonyme, ô barbarie !² » Dans la *Revue de l'Orient*, Pierre-Nicolas Hamont écrit : « Les Turcs, il faut le proclamer bien haut, sont incapables de gouverner les hommes. Partout où ils ont pu s'établir, la misère et des maladies affreuses ont marché sur leurs traces. Le Turc dévaste, détruit, ruine avec une facilité qui épouvante. Jamais il n'a su conserver, jamais il n'a pu créer une institution d'utilité générale ; c'est, enfin, un ennemi que l'homme doit redouter, fuir ou maîtriser.³ »

L'Empire ottoman s'ouvre cependant de plus en plus à la culture européenne. Une université ottomane est ouverte. Un conseil supérieur de l'instruction est institué en 1845. On y distingue l'enseignement primaire de l'enseignement secondaire. Des tribunaux de commerce mixtes, mi-musulmans, mi-chrétiens sont formés. L'esclavage est interdit en 1846. Les marchés aux esclaves (*awret bazar*) sont fermés mais les opérations clandestines continuent. La population servile s'élève à 52 000 personnes dont 47 000 femmes, tant noires que blanches⁴. Le pianiste Léopold de Mayer est resté quelque temps à Constantinople où il a eu l'honneur de donner un concert au sérail, « et ce n'est pas chose facile, à ce qu'il paraît, que de faire un peu de musique dans ce superbe palais, écrit Mme de Girardin. On vous fait venir à huit heures du matin pour jouer à trois heures ; il faut que vous soyez en grand uniforme ; vous attendez sept heures dans une très belle galerie où il est défendu de s'asseoir. De temps en temps on vient vous dire ce qui se passe chez Sa Hautesse. Sa Hautesse vient de se lever... Il faut vous prosterner à ce mot. Plus tard on vient vous dire : Sa Hautesse va se mettre au bain.- Vous vous prosternez encore. – Sa Hautesse s'habille.- Vous vous reprosternez. – Sa Hautesse prend le café ; et vous vous prosternez à chacun de ces avis très détaillés, et toujours plus respectueusement. Enfin on vous apporte votre piano : on en a ôté les pieds, par égard pour le parquet de la galerie, mosaïque précieuse des bois les plus rares. L'immense piano à queue est posé sur cinq Turcs ! Les malheureux sont là à genoux, accroupis, écrasés par cette masse énorme. Mais, dites-vous, je ne peux pas jouer sur un piano à cinq Turcs ! On croit alors que vous hésitez parce que l'instrument n'est pas d'aplomb. On prend un coussin, on le met sous les genoux du plus petit des Turcs ; quand le piano est ainsi calé, on vous propose de jouer, on n'imagine pas qu'un sentiment d'humanité vous arrête. Vous êtes obligé d'expliquer cette délicatesse de la civilisation, et cela est très long. Enfin on remet à votre piano ses pieds véritables ; le sultan paraît ; après toutes sortes de salamalecs, on vous ordonne de jouer... Vous demandez une chaise... pas de chaise... On ne s'assoit jamais devant Sa Hautesse. Eh ! dites-vous, on ne peut pas jouer du piano sans être assis. Enfin le sultan a pitié de vos angoisses et vous fait donner un siège... Vous jouez, et il vous écoute... et il vous admire... Il est connaisseur, il est élève du frère de Donizetti, établi à Constantinople et maître de la musique du sultan. Le Grand Turc qui joue du piano !... Après cela, que peut-on dire ?⁵ » En 1847, Franz Liszt donne un concert au palais de Dolmabahçe, alors en construction⁶. Le 20 février 1847, l'ambassadeur turc Chekib efendi rend une visite purement cordiale au pape. Le sultan et Pie IX échangent des promesses d'amitié⁷.

Les préjugés ne résistent pas à l'expérience du terrain. Ida Pfeiffer quitte Vienne le 1^{er} mai 1846. Elle effectue son premier voyage autour du monde. Elle rencontre bien des difficultés aux frontières de l'empire russe, où elle se

¹ Victor Hugo, *Choses vues*, p. 450.

² *Ibid.*, p. 578.

³ *Revue de l'Orient*, 1843, p. 45.

⁴ Jean-Henri-Abdolonyme Ubcini, *Lettres sur la Turquie, ou Tableau statistique, religieux, politique, administratif, militaire, commercial, etc... de l'Empire ottoman, depuis le hattî-chérif de Gülhane (1839)*, Paris, J. Dumaine, 1853, p. 154.

⁵ Delphine de Girardin, *Lettres parisiennes du vicomte de Launay*, Mercure de France, 2004, t. II, pp. 383-384.

⁶ Mehmet Basutcu, *Le cinéma turc*, Paris, Centre Georges Pompidou, 1996, p. 35.

⁷ Victor Hugo, *op. cit.*, p. 416.

réjouit pourtant de retrouver une terre civilisée. Elle compte sans les bureaux de douanes, sans les stations de poste, sans les formalités infinies du passeport. Aussi, elle s'écrie avec désespoir : « Oh ! mes bons Arabes ! Oh ! Turcs, Persans, Hindous, j'ai traversé paisiblement vos contrées. Qui m'aurait dit que je rencontrerais tant d'obstacles sur cette terre chrétienne ? »

Nubar pacha constatant, en Égypte, le spectacle d'Ibrahim se rendant chez son père avec la préoccupation d'un guet-apens, se tenant sur la défensive, désignant son propre père aux coups de ses mamelouks, s'écrie : « Je vivais en plein moyen-âge. » S'exprimant à propos de l'occupation de la Syrie par le fils de Méhémet-Ali, Lamartine s'exclamait : « Ibrahim, Messieurs, ne civilise pas, il conquiert, il remporte des victoires, il soumet devant son génie et devant son audace des populations tremblantes et auxquelles le nom de leur oppresseur importe peu ! [...]. Ces conquêtes vous expliquent celles d'Alexandre : dans des contrées où il n'y a ni nationalité, ni propriété, ni patrie, le conquérant ne trouve que des esclaves, et la victoire est toujours saluée ! » Pas d'idéalisation, donc, du roi macédonien au détriment du général égyptien, mais au contraire une superposition des deux grands hommes dont Lamartine, sans méconnaître leur génie militaire, conteste tout apport civilisateur¹. Le salaire moyen de l'ouvrier égyptien est de 40 piastres par mois, soit 10 francs par mois, 120 francs par an. Il touche rarement cette somme entière. Despote éclairé, ami du progrès, Méhémet-Ali peut rendre heureux et riches les Égyptiens mais entraîné dans une guerre interminable contre le sultan ottoman, il obère ses finances. Poussé aux exactions, il viole les populations syrienne et libanaise. Dès octobre 1836, dans un article du *Temps*, Urbain confie qu'il ne faut pas voir le vice-roi comme un civilisateur de son pays, mais plutôt un despote adroit. *La Revue de l'Orient* de 1843 mentionne le caractère despotique de Méhémet-Ali, qui en avait lui-même conscience puisque lorsqu'il fut interrogé sur les monopoles et les innovations, il répondait : « Je veux introduire en Égypte les sciences et les arts de l'Europe ; je veux faire de mon peuple un peuple civilisé ; mais, pour arriver à ce but, je dois pouvoir disposer à mon gré des éléments qui m'entourent. Sans instruction, dans l'abrutissement depuis des siècles, jamais l'Égyptien n'acceptera, s'il n'y ait été forcé, la vie nouvelle que j'ai l'intention de lui donner. Il est donc indispensable que mon gouvernement étende son action sur toutes les sources de la production, et que l'Égyptien soit dans mes mains un instrument docile à ma volonté. » La vénalité du vice-roi ne se dément pas. Souhaitant doter l'Égypte d'une banque moderne, il souhaite réunir 50 millions de piastres. Il fournit la moitié de la somme et demande à ses dignitaires de verser une participation, leur promettant un intéressement. Six millions de francs entrent dans les caisses de Méhémet-Ali, qui ne versera jamais d'intérêts² ! Champollion affublait le grand pacha du sobriquet Horus-Typhon. Horus, le bénéfique, le créateur, le modernisateur de l'Égypte ; Typhon le dieu assassin qui, se donnant pour objectif d'arracher la vallée du Nil aux ténèbres, soumettait son peuple à une règle inhumaine, à la corvée permanente et universelle, à l'érection d'une pyramide sans fin. Les habitants de l'Égypte ne sont pour Méhémet-Ali que du bétail. Ce bétail n'a pour litière que du sable et de la boue. Ancien premier interprète de l'armée d'Afrique et professeur à l'École des langues orientales, Eusèbe de Salle écrit de Méhémet-Ali : « Derrière son aménité expansive se cache une diplomatie raffinée : n'est-il pas arrivé à se faire passer auprès des musulmans pour un conservateur, respectueux du dogme et de la tradition islamiques, auprès des Européens, pour un esprit moderne, un libéral et un philanthrope ? Il est le virtuose de l'arrière-pensée. » Victor Schœlcher dans son désir d'étudier l'esclavage musulman et le comparer à l'esclavage chrétien se rend en Égypte en 1844. Il constate que Méhémet-Ali n'a usé de la civilisation qu'autant qu'elle servait ses vues personnelles. Malherbe approuve : « Chacun des travaux tant vantés du régénérateur de l'antique empire des Pharaons, nous apprend-il, a coûté la vie à des milliers de pauvres fellahs, aujourd'hui la dépopulation est telle en Égypte, que, loin de renfermer les trois millions d'habitants dont la gratifient les administrateurs des réformes du vice-roi, l'on en compte à peine la moitié, et l'on ne voit plus guère, employés aux travaux publics, que des enfants de l'un et de l'autre sexe. » Victor Fontanier écrit en 1844 dans le premier chapitre de son *Voyage dans l'Inde* que « sous un vernis de civilisation, l'Égypte cachait tous les vices d'une administration turque ; que sauf une plus grande sécurité pour les Européens et les chrétiens, elle était peut-être la province la plus mal gouvernée, et incontestablement la plus malheureuse de l'empire. » L'ancien préfet de police de Paris, Henri Gisquet dresse un constat analogue : « Méhémet-Ali a compris l'utilité de la réclame : il a voulu qu'on parlât de lui, qu'on en parlât beaucoup, qu'on le représentât comme un prince civilisateur. Que de sacrifices n'a-t-il pas faits pour obtenir les éloges des publicistes. Alexandre le Grand sur les flots de l'Hydaspe s'écriait : 'Ô Athéniens ! que de travaux, que de dangers pour mériter vos éloges !' Méhémet, couché sur ses tapis, pourrait parodier ces éloquents paroles : 'Ô publicistes ! que n'ai-je pas donné pour que vous fassiez mon apologie !' » Émile Desages, fonctionnaire « haut sur cravate » selon le mot de Stendhal, grand commis sévère et froid, directeur des affaires politiques, celui qui a assuré le suivi administratif des Affaires étrangères, pendant toute la période de la monarchie de Juillet, ne croit pas à l'avenir de Méhémet-Ali. Il estime que ses créations ne lui survivraient pas. Pourtant, Chateaubriand avait écrit : « Les Français semèrent en

¹ Sarga Moussa, « Lamartine et la 'question d'Orient' » in *L'orientalisme des saint-simoniens*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2006, pp. 8.

² Cette histoire est rapportée par Gisquet, l'ancien préfet de police de Paris, qui se rend en Égypte au cours de l'année 1844. Voir Henri Gisquet, *L'Égypte, les Turcs et les Arabes*, Paris, 1848.

Égypte les germes de civilisation que Méhémet a cultivés. La gloire de Bonaparte s'accrut ; un rayon de lumière se glissa dans les ténèbres de l'islamisme, et une brèche fut faite à la barbarie. ¹»

Le fanatisme et le terrorisme

Les Français se souviennent de l'assassinat de Kléber au Caire. Le fanatique Soleiman el-Kaléby², élevé par des prêtres musulmans, l'avait tué en lui plantant un poignard dans la poitrine. Ce fou de Dieu avait fait deux fois le pèlerinage de Médine et de La Mecque. Toutes ses études s'étaient bornées à l'étude du Coran. À 24 ans, il commettait son premier crime, à l'instigation des muphtis et des chefs militaires, principalement l'agha des janissaires. Le général Kléber venait de gagner la bataille d'Héliopolis. Le 11 juin 1800, il était tué par Soleiman, qui depuis trente et un jours attendait dans la grande mosquée un moment favorable pour frapper sa victime. Il était venu de Gaza, avec cette idée fixe, en six jours, sur un dromadaire. Kléber, après avoir passé en revue la légion grecque dans l'île Roudah, s'était rendu chez le chef d'état-major qui réunissait à déjeuner plusieurs officiers généraux. Pendant le repas, il se montra fort gai et vers deux heures, il sortit avec l'ingénieur Protain pour retourner à son palais, où tous deux devaient examiner quelques réparations. Sur le chemin se trouvait la place de l'Esbekieh où le jeune musulman s'approcha du général, le salua à l'orientale, lui prit la main pour la porter à ses lèvres. Kléber s'arrêta, attendant une parole. Soudain, Soleiman tira un poignard recourbé et le plongea quatre fois jusqu'à la poignée dans le côté gauche du général français qui, s'appuyant sur la balustrade, s'écria : « À moi, guides, je suis assassiné ! » L'un des coups avait pénétré dans l'oreillette droite du cœur³. Protain s'élança sur l'agresseur mais celui-ci le frappa de plusieurs coups de l'arme ensanglantée, s'enfuit rapidement et se réfugia dans une citerne. Kléber expira. Les autorités retrouvèrent Soleiman caché dans le jardin des bains français, le poignard enfoui à ses pieds, dans le sable. Traduit aussitôt devant une commission, il nia obstinément, mais après avoir subi la bastonnade, suivant l'usage du pays, il avoua son crime. Supplicié, on lui coupa la main droite et on lui brûla les moignons⁴. Ce musulman brava les pires souffrances en récitant des versets du Coran. Empalé sur la flèche de la coupole d'une mosquée, il subit les pires souffrances pendant près de 4 heures 30 minutes. Il expira au moment où le muezzin, prenant pitié, lui monta un verre d'eau. Son corps fut dévoré par les rapaces. Sous la monarchie de Juillet, on peut encore voir son squelette conservé dans la première salle d'anatomie du Jardin des Plantes, à gauche de la porte d'entrée. Les os du poignet droit sont brûlés. Le pal a brisé deux vertèbres dorsales. En Égypte, pendant la fête de l'inondation, sur l'Esbekieh, on jette dans le fleuve une grossière figure de femme appelée la fiancée. Les Français, pour ne pas oublier, font ériger sur cette place du Caire, un monument à la mémoire de Kléber, le vainqueur d'Héliopolis⁵. Ce souvenir reste vivace. Lors d'un cours de physiologie, le docteur Clot bey, victime d'un attentat le 20 juin 1829, pense à Kléber lorsqu'il relate l'événement⁶. Créant une analogie entre son cas et celui du général républicain, sa description des faits diffère du rapport de police. Frappé au crâne et sur le bras, la lame utilisée n'est pas un poignard mais un bistouri. L'auteur de l'agression était un carabin nommé Hassan el-Achmouni. Son mobile ne semble pas être le fanatisme. L'élève se serait vengé car il n'aurait pas eu la permission de sortir de cours comme il le souhaitait.

Sous la monarchie de Juillet, le voyage en Orient est souvent dangereux. Le fanatisme des musulmans peut frapper à tout instant. Le prince de Joinville en a fait l'expérience lors de son périple à Jérusalem. Accueilli sur les plages de Palestine par des salves de l'artillerie musulmane, le 8 octobre 1836⁷, il veut ensuite visiter la mosquée d'Omar. Là, les Français sont pris à partie. Dès leur entrée dans l'édifice religieux, les imams, les prêtres et les étudiants regardent « avec horreur » Joinville, Bruat et les officiers de marine qui les accompagnent. Une litanie, sur un ton de fausset, est entonnée. La foule musulmane répond en chœur. Menée par un vieil imam, un « nègre en robe jaune », nous dit Joinville, la masse se rue avec des gestes menaçants. Hassan bey, mandé par Méhémet-Ali pour protéger les Français, intervient. Une dizaine de gendarmes qu'il a amenés avec lui chargent à grands coups de bâton. Il fait saisir l'intégriste le plus belliciste, le fait jeter à ses pieds et bâtonner sans merci. Cette ferme attitude impose le respect à la multitude qui se retire, grommelant, dans le fond du sanctuaire. Le bey demande à ses hôtes de sortir. Les Français sont enfermés dans une mosquée voisine et attendent. Depuis l'extérieur, un grand tumulte se fait entendre. Lorsque Hassan bey reparaît et fait sortir Joinville, la foule musulmane a disparu. Elle est remplacée par un bataillon d'infanterie égyptienne⁸. Clot bey rapporte quant à lui le courage des assassins condamnés à mort par la justice égyptienne : « Ces malheureux marchèrent au supplice sans donner aucun signe d'émotion et en s'entretenant tranquillement avec ceux qui les y conduisirent. »⁹ L'intégrisme musulman fait peur.

¹ Chateaubriand, *Mémoires d'outre-tombe*, Paris, 1951, t. I, p. 719.

² Maurice Champion, article « Soleiman el-Kaléby » in Louis-Gabriel Michaud, *Biographie universelle ancienne et moderne*, Delagrave, 1998, t. 39, p. 566.

³ Alexandre Dumas, *Quinze jours au Sinaï*, Paris, C. Gosselin, 1841, p. 99.

⁴ *Ibid.*, p. 102.

⁵ Jean-Jacques Ampère, *Voyage en Égypte et en Nubie (1844-1845)*, Paris, Michel Lévy frères, 1868, p. 135.

⁶ A. Barthélémy Clot bey, *Mémoires*, Le Caire, Institut français d'archéologie orientale, 1949, p. 73.

⁷ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 127.

⁸ Prince de Joinville, *Vieux souvenirs (1818-1848)*, Paris, Calmann Lévy, 1894, p. 85.

⁹ A. Barthélémy Clot bey, *op. cit.*, p. 300.

Le saint-simonien Émile Barrault écrit à ce propos : « Sous le patronage européen, l'Orient doit continuer à se gouverner, à s'administrer, à se posséder, à vivre enfin de sa vie. Morcellement, révolution, atteinte à sa dignité et à ses mœurs, l'Orient n'en souffrirait rien. Pour dévorer ses oppresseurs et ses profanateurs, il a un autre fléau que la peste, c'est le fanatisme. Aujourd'hui ce fanatisme dort, apprivoisé par quelques réformes ; mais la foi veille toujours, dernière gardienne de l'indépendance du monde musulman. Elle se plie à l'acceptation de tous les bienfaits que lui verse l'Europe, arts, sciences, industries ; elle résisterait avec une indomptable énergie à tout ce qui lui paraîtrait l'ombre d'un outrage. Sur le champ de bataille le cimeterre, partout le poison et le poignard frapperait sans merci et sans lassitude : ce serait une guerre d'extermination.¹ » Cette hargne du musulman proviendrait de son éducation : « C'est là qu'ils puisent ce fanatisme ardent, aveugle, implacable, qui sert si puissamment l'ambition des beys ; cette atrocité qui ne sourcille jamais à la vue de la douleur, souffre sans se plaindre, et se venge avec ivresse.² »

À bord de *la Belle-Poule*, au mois d'août 1840, les conversations reviennent souvent sur l'Orient. Le commandant raconte des anecdotes. L'une d'entre elles se rapporte à la superstition et au fanatisme des musulmans : « Un officier de la marine française, M. de la Paquerie, avait obtenu un firman pour pouvoir dessiner dans la mosquée de Sainte-Sophie. Il était avec le soldat turc porteur du firman qui devait le protéger, lorsqu'un iman de la mosquée vint regarder ce qu'il faisait. À la vue d'une image, il entre en fureur et parle avec la plus grande véhémence à M. de la Paquerie qui ne lève pas même les yeux. L'iman va chercher dans la mosquée une douzaine de fanatiques auxquels il dit que la mosquée est profanée et qu'ils doivent l'aider à chasser cet infidèle. Il revenait, toujours furieux à leur tête, et était déjà près de M. de la Paquerie, lorsque le soldat turc montra le firman. À cette vue, l'iman se retourne subitement et tombe à grands coups de bâton sur les douze ou quinze fanatiques qu'il avait ameutés ; puis il revint rôder autour de M. de la Paquerie en disant : 'Qu'est-ce que c'est maintenant que d'être iman, à quoi bon ! oh Mohamed ! Voilà un Franc qui est là et il ne donne pas même une piastre !³ »

L'Orient est un monde réputé barbare⁴. On reproche au prophète Mahomet d'avoir fait de la guerre son principal moyen de propagation. Le Coran est très dur à l'égard des infidèles. La surate 3, « La famille d'Imran » stipule que « ceux qui ne croient pas, ni leurs biens ni leurs enfants ne les mettront aucunement à l'abri de la punition d'Allah. Ils seront du combustible pour le Feu. » David Urquhart justifie cependant le djihad : « La guerre religieuse a donc été pour Mahomet une nécessité à laquelle il ne pouvait se soustraire sans périr ; il a attaqué le premier pour ne pas l'être, et employé, pour propager sa foi, les moyens que ses adversaires mettaient en œuvre pour la détruire. » Il ajoute que Mahomet « rallia autour de son étendard les populations les plus guerrières de l'Orient ; et, avec leur aide, organisa la protestation de l'Orient christianisé contre l'Occident chrétien. » Les marabouts fanatisent les Arabes contre les Français présents en Algérie. Ainsi, un blockhaus, près d'Alger, tenu par vingt-cinq soldats français est attaqué plusieurs jours par quatre cents Arabes. Le marabout frappe de sa béquille les bédouins qui se retirent. Pas une seule balle ne peut atteindre ce saint boiteux, quoiqu'une vingtaine de balles aurait été déchargée sur lui à bout portant. « On eût dit qu'il était enchanté⁵ », écrit Pückler-Muskau. Les koubbas⁶ font également l'objet de dévotions particulières.

Mahomet exerce sur les populations de l'Orient une puissante influence. Il a détruit l'idolâtrie, établi des liens avec les chrétiens et les Juifs. L'esclave qui devient mère obtient sa liberté. Le mariage est permis avec les juives ou les chrétiennes. L'esclavage de musulman à musulman est aboli. La prostitution est prohibée. Le vin, les jeux de hasard, la divination, la chasse, la musique et la danse sont défendus. Grâce à lui, les sacrifices d'enfants ont été abolis. La condition des femmes a été améliorée. La polygamie n'a certes pas été interdite mais restreinte. La religion musulmane stipule qu'on ne peut épouser une femme sans lui assurer une dot. En cas de répudiation, les sœurs sont appelées à hériter conjointement avec les frères et reçoivent demi-part. Après 1840, la polygamie est moins attrayante. La guerre de Circassie, l'émancipation de la Grèce ont tari la source d'où venaient les plus belles esclaves. L'Abyssinie n'envoie plus que les rebuts du pacha d'Égypte. La ferveur religieuse semble moins forte. Les mosquées ne voient plus accourir aux ablutions qu'un petit nombre de fidèles. L'aura du calife a perdu de son prestige. Le sacré et le profane se mélangent. Auguste Blanqui a rencontré dans les rues de Constantinople « le sultan qui allait faire sa prière à la mosquée, un jour de fête, précédé d'une troupe de musiciens qui jouaient la *Marseillaise*. Le chef des eunuques noirs marchait à cheval en tête du cortège, suivi d'une foule de pachas essoufflés, tourbillonnant à pied dans la poussière : c'étaient les grands de l'empire. Ce contraste en dit long. Les musulmans eux-mêmes ne se prosternaient plus : chacun examinait en face et sans pâlir celui dont nul croyant n'eût osé, il y a quelques années, soutenir les regards. »

¹ Édouard Driault, « Une éclatante victoire de l'armée égyptienne », *Revue des études napoléoniennes*, Genève, Slatkine, (réédition de juillet-décembre 1939), 1939), 1976, p. 17.

² Eugène de la Gourmerie, *La Béarnaise*, pp. 20-22, cité par Raoul de Cornulier-Lucinière, *op. cit.*, p. 57.

³ Emmanuel de Las Cases, *Journal écrit à bord de la frégate La Belle Poule*, Paris, 1841, pp. 121-122.

⁴ David Urquhart, *op. cit.*, p. 67.

⁵ Pückler-Muskau, *Chroniques, lettres et journal de voyage, extraits des papiers d'un défunt, deuxième partie, Afrique*, Paris, 1837, t. I, p. 129.

⁶ Une koubba est le tombeau d'un personnage vénéré, qu'on trouve principalement en Afrique du Nord. Elle est un lieu de culte et de pèlerinage. De plan carré, elle est surmontée d'une coupole ou d'un toit à quatre pentes de tuiles vertes. Elle contient souvent des ex-voto.

Le fanatisme s'exprime par l'humiliation quotidienne des non musulmans. En Bulgarie, jamais un musulman ne salue un chrétien et on procède à l'abrutissement des mécréants. Adolphe Blanqui dénonce la passivité et l'évangélisme des cabinets européens vis-à-vis de l'islamisme turc. Depuis Sofia, il écrit : « On parle quelquefois du despotisme turc. Ce langage n'est vrai qu'à l'égard des chrétiens car les Turcs eux-mêmes sont plus libres, dans l'acception vulgaire du mot qu'un citoyen français ou anglais. V.E. ne saurait s'imaginer les ménagements que le gouvernement ottoman a pour la population musulmane, orthodoxe. Il y a ici un régime municipal presque anarchique. On part de ce principe que tout Turc est fait pour commander à une portion de la nation obéissante qu'on appelle rayas. Un nègre musulman, déguenillé, vicieux, rongé par la vermine, par cela seul qu'il est musulman impose et commande en maître à des milliers de chrétiens.¹ » Blanqui écrit encore : « J'ai vu chez plus d'un pacha de malheureux rayas parcourir à genoux la longueur d'un appartement pour arriver jusqu'à lui, et se traîner en suppliant, les yeux baissés. » Blanqui poursuit : « Tout ce qu'ils touchent est regardé comme souillé. J'en ai fait l'expérience moi-même dans un établissement de bains publics, à Sofia. Un grave musulman s'est élancé brusquement d'un bassin où j'avais plongé la main par hasard pour juger de la température de l'eau. Tous les garçons furent requis pour vider la piscine qui ne contenait pas moins de cent hectolitres, et puis chacun me fit des excuses en disant : 'pardon, mais vous êtes chrétien.' »

Le bey de Tunis Ahmed est lui-même un dangereux fanatique. Lorsqu'il est malade, il fait rassembler des juives réputées être des prostituées et leur fait donner 50 ou 100 coups de bâton, selon la gravité de la maladie. Dans les années de grandes sécheresses, on emploie aussi ce moyen pour obtenir du ciel la pluie bienfaisante. Une étude sur la Syrie fait part du fanatisme des musulmans des villes². En 1843, près de 20 000 chrétiens nestoriens d'Orient sont massacrés par les Kurdes. À Constantinople, l'intégrisme est pratiquement quotidien. Il se trouve dans chaque rue. Les autorités turques assassinent les apostats. Adalbert de Beaumont écrit : « Un jour, j'arrivais préoccupé, regardant plutôt les boutiques et les costumes que le terrain où je marchais, lorsque je heurtai du pied un corps étendu... C'était le cadavre décapité d'un jeune Arménien qui, de catholique s'était fait mahométan dans le but d'obtenir un droit réservé aux croyants.³ » Sa mise à mort par sentence du *cheik ül-islam* (grand muphti) au mois d'août 1843⁴, résulte du fait qu'après avoir eu ce qu'il voulait, il a apostasié une deuxième fois et repris le culte chrétien. L'intolérance des religieux à l'égard des chrétiens se manifeste violemment. L'islam voit son influence décroître au contact de l'Europe et du progrès.

Les religieux excitent les populations par des prévarications violentes. Ils ameulent contre l'étranger. Adalbert de Beaumont rapporte : « À peine avais-je commencé le dessin d'une rue, d'une place ou d'une mosquée, qu'une foule compacte m'entourait, resserrait le cercle au point de m'empêcher de voir et de respirer : trop souvent les insultes et les voies de fait de toutes sortes me forçaient à m'éloigner. » Souvent, l'imam, armé d'un bâton, chasse le chrétien. Entraînant avec lui la foule, les injures fusent contre l'infidèle : « chien de chrétien », « giaour qui porte malheur. » Des pierres sont parfois lancées. Près d'Arta, les voleurs tuent les chrétiens. Dans la province de Shkodra, les musulmans se déchaînent contre les catholiques et les jésuites sous le faux prétexte de la démolition des mosquées vénitiennes. Un Albanais converti au christianisme, enseignant l'évangile aux enfants turcs de son quartier est convoqué par Mustafa pacha qui, n'écouter que son fanatisme, le fait pendre. En 1844, dans le pachalik de Brousse, est exécuté un Grec converti à l'islam et apostat. Les Anglais protestent et réclament la liberté religieuse. Aali pacha, second et disciple de Reschid pacha, répond : « Si le sultan cédait à pareille exigence, il ne serait plus le chef spirituel de la Nation, il n'en serait plus longtemps le souverain », et il invoque l'explosion de fanatisme qui suivrait l'acte public où le sultan affirmerait le droit d'apostasie de ses sujets musulmans. « En politique, ajoute Rifaat pacha, à l'ambassadeur anglais, nous serons toujours pleins de déférence pour les conseils de l'Europe ; mais en matière religieuse, nous avons besoin de garder toute notre indépendance. La religion est la base de nos lois, le principe de notre gouvernement. » Stratford Canning, ambassadeur anglais à Constantinople de 1842 à 1858, hausse le ton. « Si vous voulez rester en Europe, dit-il aux Turcs en 1844, vous ne le pourrez qu'à la condition d'arrêter l'effusion de sang religieux. » Le grand vizir ottoman écrit à lord Ashley confirmant l'impossibilité de grâce dans les cas d'apostasie. Surnommé le Saint Esprit ou encore le « sultan anglais », Stratford Canning use de toute son influence. Reschid pacha est finalement rappelé en 1846. Sous la pression européenne, le sultan adoucit la loi et bannit simplement à vie le chrétien apostat. Un manifeste est solennellement prononcé à Constantinople devant les représentants des religions chrétienne et juive : « Sa Majesté l'Empereur, de même qu'elle veut le bonheur de ses sujets musulmans, veut aussi que les chrétiens et les juifs, qui sont également ses sujets, jouissent de repos et de protection. La différence de religion et de secte ne concerne qu'eux ; elle ne nuit pas à leurs droits, et comme nous sommes tous sujets d'un même gouvernement et concitoyens nés dans un même Empire, il ne convient pas que nous nous voyions d'un mauvais œil. Notre

¹ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 40, f° 148, lettre de Blanchi à Guizot, Sofia, 9 septembre 1841.

² *Ibid.*, vol. 122. Étude sur la Syrie par M. Jouannin, novembre 1842.

³ *L'Illustration*, samedi 26 mai 1849.

⁴ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 40, f° 194-199, mémoire sur l'Arménien catholique qui après s'être fait musulman, a abjuré l'islamisme et fut mis à mort, par A. Desgranges, Paris, 25 septembre 1843.

souverain répand également ses bienfaits sur toutes les classes de ses sujets, et il faut qu'elles vivent en bonne harmonie entre elles, et travaillent de concert à la prospérité nationale. ¹»

En Égypte, Victor Schœlcher observe que « les musulmans ont conservé pour les chrétiens un vif sentiment de haine, parce qu'ils sont encore très religieux ; ils n'ont pas oublié non plus les guerres iniques que nous sommes allés leur faire lors des croisades ; mais il faut convenir cependant que leur ancien fanatisme s'est beaucoup relâché. ²» Il précise qu'il est désormais possible pour un chrétien, accompagné d'un *cawa*³, de visiter une mosquée. En Asie centrale, la guerre de religion et les conflits de civilisations sont tout aussi présents. Le 2 juillet 1841, Golovin écrit à Tchernisheff : « Nous n'avons jamais eu un ennemi aussi dangereux et sauvage que Chamil. Il s'est entouré de gens qui exécutent aveuglément sa volonté. Après un concours de circonstances, son pouvoir est à la fois militaire et religieux. Il pourrait bien vouloir revenir aux premiers temps de l'islam où Mahomet contrôlait les trois quarts du globe. Une mort inévitable attend tous ceux qui encourent le moindre soupçon de vouloir le renverser. Les otages sont tous massacrés sans merci. Nous devons avant tout faire en sorte de supprimer ce terrible despotisme. » La haine viscérale qui anime les Tchétchènes est tout aussi forte et pleine de préjugés mais elle s'estompe toutefois lorsqu'il s'agit du général Klugenau. En 1842, Chamil dit à un officier russe prisonnier : « Klugenau est brave, honnête et sage. Il ne méprise pas les musulmans et les exilés de Guimry se rappellent que lorsqu'ils avaient faim, il leur donna du pain. » Les Russes ont envoyé plusieurs fois des ambassadeurs auprès des Boukhares, pour faire cesser le commerce d'esclaves, mais ils n'ont pas été écoutés. Les envoyés russes n'ont même pas racheté les leurs, car la plupart d'entre eux se sont faits musulmans pour échapper aux mauvais traitements qu'on inflige aux chrétiens. Selon les Boukhares, les Russes achètent, sur la frontière, des Kirghizes, qui sont musulmans, et leur font abandonner leur foi⁴. Quant à la Perse, Adolphe Joanne écrit : « Le parti des mollahs est très puissant en Perse. Il peut facilement soulever le fanatisme, qui devient, dirigé par lui, redoutable quelquefois même au monarque. » En 1843, un prêtre lazarisite est violemment expulsé de Tauris et ses confrères sont sur le point de subir un sort analogue. L'intégrisme de l'islam ne semble pas être la cause de cette coercition à l'égard des catholiques mais le résultat des intrigues du ministre de Russie qui est un protestant. Les agents anglais sont de connivence car ils apportent leur soutien aux missionnaires américains antérieurement établis dans ce district⁵.

Pour ce qui est de la guerre en Algérie, le commandant Durand se veut explicite : « Nous avons à combattre à la fois le patriotisme des Arabes et leur fanatisme religieux. Ils ont bien compris que, sous notre esprit de tolérance pour leur croyance, sous notre douceur, sous notre respect pour leurs propriétés, nous cachions une pensée de domination absolue. Ils ont senti que nous venions implanter la civilisation du XIX^e siècle sur celle de Mahomet, et ils résisteront de toute leur puissance à la mort politique et religieuse dont nous voulons frapper leur race. ⁶» Les associations des *khouan* assurent le relais entre les chefs rebelles et les populations rurales ou nomades. Elles transmettent les ordres disposant de courriers spécialement entraînés. Les gendarmes en surprennent quelques-uns en mission. Ces Algériens du Sud appelés « *rekass* », développent leur torse en accrochant leurs mains aux extrémités d'un bâton horizontal passé sur leur nuque. Vêtus d'un pagne léger, nourris seulement de dattes, ils dorment à peine trois heures sur vingt-quatre et courent jusqu'à épuisement : soixante aspirations leur suffisent pour retrouver leur souffle et repartir. Pour ne pas dormir trop longtemps, ils s'attachent au pied, quand ils s'endorment, un bout de corde d'une certaine longueur auquel ils mettent le feu. Quand ils ressentent la brûlure, ils savent qu'il est temps de repartir. Avec de tels messagers, Abd el-Kader est sûr de pouvoir appeler à la guerre sainte n'importe quel douar. Autre signe de fanatisme noté par les gendarmes : les lions apprivoisés, élevés près des marabouts. Ces animaux sacrés sont sans cesse promenés de province en province quand on quête pour la guerre sainte, souvent hissés à dos d'âne, bien attachés pour ne pas souffrir de la fatigue du parcours. Dans le cortège, les marabouts répandent, de village en village, la proclamation des chefs rebelles « jurant de s'ensevelir avec eux dans les ruines de leurs bourgades, pour défendre leur nationalité. ⁷ »

Le 30 janvier 1845, le poste de Sidi bel Abbès est attaqué. Cette redoute et ce camp retranché dans lequel sont établis un bataillon du 6^e léger et deux escadrons de spahis est la proie d'une poignée de fanatiques. De fausses nouvelles sont dans un premier temps répandues. Un marabout annonce que l'empereur du Maroc, ayant fait la paix avec les Français, a été déposé, que son prétendant a reçu la mission d'expulser les chrétiens d'Afrique. Il exalte les deux douars des Ouled-Soliman et les décide à venir égorger la garnison de Sidi bel Abbès. Avant leur départ, il leur fait manger du pain et du sel et prononce sur les aliments des paroles sacrées qui doivent non seulement rendre les vrais musulmans invisibles aux chrétiens, mais en plus empêcher les balles de les frapper. Ils arrivent vers le camp en récitant des prières à la manière des inspirés, ce qui provoque l'hilarité des soldats

¹ Jacques Ancel, *Manuel historique de la question d'Orient (1792-1923)*, Paris, Delagrave, 1923, p. 121.

² Victor Schœlcher, *op. cit.*, p. 182.

³ Garde, policier.

⁴ « Lettres politiques. L'Orient. » *Revue des Deux Mondes*, t. 19, 1839.

⁵ A.M.A.E., M&D, Perse, vol. 9.

⁶ Ferdinand Durand, *Des tendances pacifiques de la société européenne et du rôle des armées dans l'avenir*, Paris, J. Dumaine, 1844, p. 328.

⁷ Pierre Miquel, *Les Gendarmes*, Paris, Olivier Orban, 1990, p. 219.

Français qui les voient venir. À 10 heures du matin, le chef de bataillon Vinoy était parti avec sa cavalerie en expédition. Les soldats et les sous-officiers du camp sont occupés à prendre leur repas quand les Arabes arrivent précédés de quelques enfants. La plupart portent des bâtons de voyageurs, aucune arme n'est visible. Ils demandent à parler au commandant pour lui faire part de réclamations. Le factionnaire laisse entrer les premiers mais bientôt la tournure étrange de ces visiteurs leur inspire quelques doutes. Il veut arrêter ceux qui les suivent et il est étendu mort sur la place d'un coup de pistolet. La détonation provoque le signal de l'attaque. Tous les fanatiques s'élancent dans le camp, tirent de dessous leurs vêtements les armes qu'ils y ont cachées et se précipitent sur la garnison prise à l'improviste. La demeure du commandant est envahie. Le planton est tué devant la porte. Les soldats courent aux armes. Ils se jettent sur les Arabes qui cherchent à fuir. Les issues sont bloquées. Cinquante-huit Arabes sont entrés dans la redoute. Cinquante-huit cadavres sont relevés sur le terrain. La lutte s'est achevée au corps à corps. Au cours de cette attaque suicide, les Français ont eu six tués et vingt-six blessés¹. Le capitaine Dubois du 1^{er} bataillon des chasseurs d'Orléans, qui a été un des premiers à se jeter dans la mêlée, a dû être amputé du bras droit. Un coup de canon prévient Vinoy qu'il doit rentrer. À ce signal le commandant comprend qu'une bande de rôdeurs est apparue. Confiant dans sa garnison, il se dirige sur la route qui doit suivre un ennemi battant en retraite. Il tombe face aux tribus révoltées. Femmes, enfants, vieillards sont tous pris et ramenés au camp.

L'explosion d'un magasin de poudre sur l'îlot d'Al-Djazair le 8 mars 1845 laisse planer le doute sur l'éventualité d'un acte terroriste. Une lettre d'Alger datée du 10 indique qu'un individu a été retrouvé mort dans les décombres et qu'il n'a été reconnu par personne. *L'Illustration* du 22 mars 1845 s'interroge : « A-t-il accompli un acte de fanatisme dont il aurait été la première victime ? » Lors de l'explosion, les indigènes étaient convaincus que le port était attaqué par les Anglais dont la rumeur prétend qu'ils ont souvent commencé les hostilités sans déclaration de guerre au préalable. Les Arabes et les Juifs parcouraient les rues en criant « *El Inglis, el Inglis* (les Anglais, les Anglais) ». Les explosions avaient eu lieu dans deux magasins de poudre séparés l'un de l'autre. Le feu allumé dans l'un s'était communiqué à l'autre. La catastrophe provoqua un monceau de décombres d'où s'échappaient des malheureux plus ou moins mutilés, couverts de sang et de poussière. Mme Segretier, femme du directeur du port, fut ensevelie sous sa maison. Ses dernières paroles furent : « Sauvez mon enfant ! »

De la razzia aux « colonnes infernales »

Dans un discours enflammé, le 3 juillet 1841, Palmerston critique violemment les opérations de l'armée française en Afrique. Il dénonce l'improvisation, les pillages, les razzias. Les Français tuent à outrance, emmènent en captivité femmes et enfants. Palmerston légitime les représailles des Arabes : les Français « prétendent coloniser l'Algérie mais ils ne sont campés que dans des positions militaires ; et tandis que dans l'Inde nous avons les sentiments de la population pour nous, en Afrique, tout indigène est opposé aux Français, et tous les cœurs brûlent du désir de la vengeance.² » Officier durant la conquête de l'Algérie, le commandant de Montagnac écrit à Philippeville le 15 mars 1843 : « Qui veut la fin veut les moyens, quoiqu'en disent nos philanthropes. Tous les bons militaires que j'ai l'honneur de commander sont prévenus par moi-même que s'il leur arrive de m'amener un Arabe vivant, ils recevront une volée de coups de plat de sabre. Ils savent, du reste, que je ne me gêne pas pour leur allonger sur les côtes quelques frictions avec une grande latte de dragon que j'ai toujours au côté dans les expéditions, et que j'ai trouvée autrefois chez un armurier d'Oran. [...] Voilà, mon brave ami, comment il faut faire la guerre aux Arabes : tuer tous les hommes jusqu'à l'âge de quinze ans, prendre toutes les femmes et les enfants, en charger des bâtiments³, les envoyer aux îles Marquises ou ailleurs. En un mot, anéantir tout ce qui ne rampera pas à nos pieds comme des chiens. » Selon l'historien français Olivier Le Cour Grandmaison, la France a poursuivi une politique d'extermination des Algériens pour repeupler le pays par une population de souche européenne. Sur les trois millions d'habitants que comptait l'Algérie à l'arrivée des Français en 1830, un tiers de la population algérienne a disparu quelques années après. Lors de « la guerre totale », Bugeaud détruit les villes de Boghar, Saïda, Tafraout et Sebdo. Le duc d'Aumale fait cependant preuve d'humanité à l'égard des captifs arabes. Un jour, il ramène des familles et des troupeaux. Il arrête ses soldats. « Les femmes et les enfants, dit-il, marchant nus pieds sur les cailloux au train de la colonne, me faisaient trop de peine ; je les ai fait relâcher et n'ai gardé que les hommes. »

Fort de l'expérience de ses deux voyages en Algérie, Tocqueville expose son point de vue : « Notre attitude, dit-il, doit être énergique, mais modérée et orientée vers le progrès. » Surtout, il faut montrer beaucoup de discernement dans l'application de nos lois : « les peuples civilisés oppriment souvent les peuples barbares par leur seul contact. C'est ainsi que, sans recourir à l'épée, les Européens de l'Amérique du Nord ont fini par pousser les Indiens hors de leur territoire. Il faut veiller à ce qu'il n'en soit pas ainsi pour nous. » Il ne faut donc pas suggérer

¹ *L'Illustration* du 1^{er} mars 1845.

² A.M.A.E., M&D, Espagne, 316.

³ Allusions aux lupanars.

aux indigènes nos mœurs et nos idées, mais les pousser dans le sens de leur civilisation : par exemple ne pas les forcer à venir dans nos écoles, mais les aider à relever les leurs. En résumé, une conduite éclairée à leur égard fera découvrir aux musulmans que notre pouvoir, « malgré son origine réprouvée, pourra leur être utile ». La principale mission consiste à faire cesser les sanglantes razzias si incompatibles avec l'esprit de la France, de la civilisation et du christianisme. Déjà dans son *Travail sur l'Algérie*, Tocqueville participait au débat : « pour ma part, j'ai rapporté d'Afrique la notion affligeante qu'en ce moment nous faisons la guerre d'une manière beaucoup plus barbare que les Arabes eux-mêmes. C'est quant à présent, de leur côté que la civilisation se rencontre. Cette manière de mener la guerre me paraît aussi inintelligente qu'elle est cruelle. Elle ne peut entrer que dans l'esprit grossier et brutal d'un soldat. Ce n'était pas la peine en effet de nous mettre à la place des Turcs pour reproduire ce qui en méritait la détestation du monde. Cela, même au point de vue de l'intérêt, est beaucoup plus nuisible qu'utile ; car, ainsi que me le disait un autre officier, si nous ne visons qu'à égaler les Turcs, nous serons par le fait dans une position bien inférieure à eux : barbares pour barbares, les Turcs auront toujours sur nous l'avantage d'être des barbares musulmans. » Il affirme : « Nous avons rendu la société musulmane beaucoup plus misérable, plus désordonnée et plus barbare qu'elle n'était avant de nous connaître. [...] Ne forçons pas les indigènes à venir dans nos écoles, mais aidons-les à relever les leurs, à multiplier ceux qui y enseignent, à former les hommes de loi et les hommes de religion, dont la civilisation musulmane ne peut pas plus se passer que la nôtre.¹ » Tocqueville justifie malgré tout la guerre totale : « J'ai souvent entendu en France des hommes que je respecte, mais que je n'approuve pas, trouver mauvais qu'on brûlât les moissons, qu'on vidât les silos et enfin qu'on s'emparât des hommes sans armes, des femmes et des enfants. Ce sont là, suivant moi, des nécessités fâcheuses, mais auxquelles tout peuple qui voudra faire la guerre aux Arabes sera obligé de se soumettre.² » Tocqueville constate en effet sur le terrain une violence indicible : « Dans la province d'Alger, les coureurs de l'ennemi viennent couper des têtes jusque dans le massif.³ »

Le général Changarnier est favorable à la méthode forte et à la razzia au nom de la civilisation : « Après avoir ruiné le gouvernement d'Abd el-Kader, écrit-il, et dispersé ses troupes, nous devons nous attaquer à la fortune mobilière et aux récoltes des tribus pour les soumettre. Une civilisation meilleure donnée à ces belles contrées doit être notre justification aux yeux des hommes et le sera, je l'espère, aux yeux de Dieu. » Conscient qu'il risque de se comporter en barbare, Changarnier veut moraliser la razzia. Il s'oppose notamment à tout bénéfice personnel. Il souhaite que l'on traite avec douceur les femmes, les enfants et les hommes inoffensifs. Tocqueville partage ce point de vue : « Pour moi, je pense que tous les moyens de désoler les tribus doivent être employés. Je n'excepte que ceux que l'humanité et le droit des nations réprouvent. [...] Je crois que le droit de la guerre nous autorise à ravager le pays et que nous devons le faire soit en détruisant les moissons à l'époque de la récolte, soit dans tous les temps en faisant de ces incursions rapides qu'on nomme razzias et qui ont pour objet de s'emparer des hommes ou des troupeaux. » Le capitaine Richard, chef du Bureau arabe d'Orléansville, explique que les forfaitures sont souvent commises par les Arabes qui collaborent avec les Français : « Ce qu'il y a de malheureux et de vraiment déplorable pour nous, c'est que la plupart de ces exactions sont faites en notre nom, sous l'influence de la peur qu'ils savent faire inspirer à notre force, et à l'aide de gros mensonges sur notre sévérité en cas de désobéissance. Car tous ceux qui ont agi et vu en Afrique savent fort bien, que s'il y a un reproche à adresser à notre manière de faire, c'est plutôt d'être trop indulgent que d'être trop énergique, eu égard à la sauvage férocité du peuple auquel nous avons affaire. » Aux dires de Bugeaud, cette guerre de razzias vise moins à vaincre militairement les tribus « rebelles » qu'à ruiner leur économie. Participant à une expédition militaire en 1845, Théophile Gautier ne constate aucune gloire dans l'armée d'Afrique. Le sujet ne s'y prête guère : l'expédition est une promenade militaire, le journal de marche ne signale pas le moindre accrochage, et dès le 2 août la tribu incriminée apporte la majeure partie de l'amende réclamée. Quand Gautier écrit à ses parents pour leur relater l'événement, il n'a pas la tête épique : « Nous avons été facilement héroïques et nous avons versé plus de sueur que de sang. Tout le monde a fichu le camp devant nous et nous n'avons eu qu'une bataille, la bataille des poules qui sont restées sur le carreau au nombre de huit mille. Les tourlourous⁴ et les zouaves ne mangeaient que le blanc et jetaient le reste.⁵ »

Le général Lamoricière, nommé commandant de la division d'Oran depuis août 1840, pratique la razzia sans état d'âme. Tocqueville approuve : « Son système de razzias est excellent. » Montagnac écrit depuis Oran le 1^{er} février 1841 : « Vive Lamoricière ! Voilà ce qui s'appelle mener la chasse avec intelligence et bonheur ! Razzias coup sur coup, réussite complète, bataillons réguliers anéantis presque en totalité, tels sont les résultats prompts et décisifs obtenus par ce jeune général qu'aucune difficulté n'arrête, qui franchit les espaces en un rien de temps, va dénicher les Arabes dans leurs repaires, à vingt-cinq lieues à la ronde, leur prend tout ce qu'ils possèdent : femmes, enfants, troupeaux, butin, etc. » Ces expéditions offrent des scènes bien pénibles. Une fois l'emplacement de la

¹ Extrait de *Travail sur l'Algérie*, in *Œuvres complètes*, Gallimard, Pleïade, 1991, p. 325.

² *Ibid.*, pp. 704 et 705.

³ Lettre de Tocqueville à Louis de Kergolay, Alger, 23 mai 1841.

⁴ Comiques troupiers.

⁵ Franck Laurent, *op. cit.*, p. 145.

tribu connu, les soldats français se lancent, se dispersent et fondent sur les tentes. Les habitants réveillés par l'attaque sortent pêle-mêle avec leurs troupeaux, leurs femmes, leurs enfants. Tout ce monde se sauve dans tous les sens. Des coups de fusil éclatent de tous les côtés sur des misérables surpris sans défense. Hommes, femmes et enfants sont poursuivis. Les bœufs, les moutons, les chèvres, les chevaux, tous les bestiaux qui fuient sont vite ramassés. Ils vont servir à nourrir une armée française quelquefois à court de ravitaillement. On se charge de butin. Chacun sort de là avec des tapis, des paquets de laine, des pots de beurre, des armes. C'est de la rapine. Le feu est ensuite mis partout à ce que l'on ne peut emporter¹. Dans le Caucase, les Russes emploient également cette tactique. « J'ai appris avec peine, écrit Bell, qu'une incursion russe a eu lieu dans les plaines découvertes et tout à fait sans défense du bas Abun, et que dans cette incursion environ 2 000 moutons, appartenant aux pauvres gens de ce district, ont été enlevés par les Russes.² »

En Algérie, dans sa folie meurtrière, Montagnac reprend la tactique des colonnes infernales que le général Turreau avait déployées pendant la guerre de Vendée (1793-1794). Il ne s'agit pas ici de faire un usage abusif de la qualification de crime contre l'humanité, ni de dévaluer l'holocauste mais la qualification de crime contre l'humanité peut aussi s'appliquer pour les exactions commises par l'armée française lors de la conquête de l'Algérie. S'il y a de part et d'autre des crimes de guerre, que la nécessité ou l'exigence insurmontable de représailles explique, crimes qui ne sont ni sans précédent ni sans postérité, ce qui distingue les forfaits de Montagnac, c'est qu'ils sont prémédités et programmés et qu'ils sont idéologiques. Ce qui définit le crime contre l'humanité selon la formulation donnée par la Cour de Cassation : un crime de droit commun commis dans certaines circonstances et pour certains motifs : « Les actes inhumains et les persécutions qui, au nom d'un État pratiquant une politique d'hégémonie idéologique, ont été commis de façon systématique, non seulement contre des personnes en raison de leur appartenance à une collectivité raciale ou religieuse, mais aussi contre les adversaires de cette politique, quelle que soit la forme de cette opposition. »

En 1842, les tribus des environs de Mascara, d'Oran et de Mostaganem subissent un ratissage systématique. Les Français s'attaquent au cheptel. Femmes et enfants sont capturés. « Cette razzia est la plus terrible que nous ayons faite », écrit Montagnac, effectivement l'action de ces colonnes infernales ne se limite pas à une razzia ponctuelle. Le général Lamoricière les veut tous à la fois. On rase de vastes territoires³. Le général Bedeau se charge de mener les opérations sur les bords du Cheliff. Les civils sont poursuivis à outrance. La mort, la misère, les scènes d'horreur égrènent le passage des troupes françaises. La dévastation se diffuse de villages en villages. Les bataillons fondent sur les silos. La délation est encouragée. Les populations sont pourchassées dans les gorges les plus inaccessibles. Montagnac écrit : « Les malheureux n'avaient pas eu le temps de se sauver ; nous les trouvions blottis comme des lièvres dans les épais maquis qui couvrent ces montagnes sauvages. Les trois quarts de ces pauvres diables étaient trahis par leurs chiens, qui se mettaient à aboyer quand ils nous sentaient passer à portée des buissons où ils étaient cachés, et l'on trouvait là-dessous toute une famille. Quelques individus, se voyant découverts, essayaient de se sauver ; mais un coup de fusil leur arrivait aussitôt au *débucher*. C'était une vraie traque.⁴ » On assiste à une véritable battue. Le général d'Arboville se joint à Montagnac pour opérer dans une autre direction. Coordonnant leurs mouvements, ils coupent la route à l'exode des populations qui ne peuvent que se jeter sur l'une ou l'autre des deux colonnes. Les intempéries ne stoppent pas l'ardeur des Français. Montagnac écrit encore : « Malheureusement, la neige augmente, on ne se voit plus à dix pas ; nous sommes dans les bois épais, pêle-mêle avec les Arabes qui fuient, les chevaux qui renversent leurs charges, les chameaux qui se sauvent. Les femmes, les enfants accrochés dans les épaisses broussailles qu'ils sont obligés de traverser, se rendent à nous. On tue, on égorge ; les cris des épouvantés, des mourants se mêlent au bruit des bestiaux qui mugissent, bêlent de tous côtés ; c'est un enfer, où, au lieu de feu qui nous grille, la neige nous inonde. Le temps est toujours plus atroce, et donne encore à toutes ces scènes d'horreur un caractère plus lugubre. Chaque soldat arrive avec quelques pauvres femmes ou enfants qu'il chasse, comme des bêtes, devant lui, ou tient, par le cou, un homme qui veut encore résister.⁵ » Les enfants capturés meurent de froid dans les bras de leurs mères. Exposées au frimas, les femmes qui ne peuvent être abritées sous les tentes s'entassent les unes contre les autres. Elles pressent sur leurs seins des enfants que le froid a déjà engourdis. Des gémissements et des cris plaintifs se font entendre. Les Français leur donnent les couvertures dont l'ambulance peut disposer mais cette précaution s'avère inefficace. Montagnac éprouve de la sollicitude. Lors des rafles, il recommande à ces hommes d'épargner les vieillards, les femmes et les enfants⁶. Qu'en fait-il après ? Il répond lui-même à propos des femmes : « On en garde quelques-unes comme otages, les autres sont échangées contre des chevaux, et le reste est vendu, à l'enchère, comme bêtes de somme. » Quant aux enfants, il reconnaît qu'ils sont charmants et attendrissants mais que finalement ils

¹ Montagnac, *Lettres d'un soldat*, Paris, Plon, 1885, p. 193.

² James Stanislaus Bell, *op. cit.*, t. II, p. 271.

³ Montagnac, *op. cit.*, p. 203.

⁴ *Ibid.*, p. 212.

⁵ *Ibid.*, p. 214.

⁶ Rémy, *Biographie du colonel de Montagnac*, 1847.

inspirent une sèche indifférence¹. Montagnac avoue : « Comme vous le dites fort bien, mon cher oncle, nous menons ici une véritable vie de brigands, surtout nos deux bataillons d'élite qui sont toujours les seuls mis en avant dans ces circonstances ; aussi nos soldats sont-ils devenus d'une sauvagerie à faire dresser les cheveux sur la tête d'un honnête bourgeois.² » Les montagnes du Constantinois sont à leur tour sillonnées par les colonnes françaises. Elles combattent les forces kabyles qui résistent et les débusquent. L'extermination des tribus est programmée. « Nous nous sommes établis au centre du pays, et nous avons rayonné dans tous les sens avec des bataillons *sans sacs* (système Lamoricière), brûlant, tuant, saccageant tout. Les Kabyles, qui jusqu'alors été fort tranquilles et avaient eu plusieurs avantages sur le général Négrier, sur le colonel Brice et autres, furent terrifiés de notre façon d'agir, et ne tardèrent pas à en passer par toutes les conditions que nous nous leur avons imposées. Quelques tribus pourtant résistent encore, mais nous les traquons de tous les côtés, pour leur prendre leurs femmes, leurs enfants, leurs bestiaux, et je pense qu'elles ne pourront tenir longtemps à un pareil régime », écrit Montagnac le 2 mai 1843.

Léon Roches essaie de défendre et d'expliquer la cruauté de l'armée française en Algérie. Il écrit à son cousin dans une lettre du 20 janvier 1844 : « Tu es disposé, je le vois avec un profond chagrin, à partager l'opinion émise par certains publicistes, à savoir que l'armée d'Afrique et ses chefs se livrent, vis-à-vis des Arabes, à des actes qui offensent toutes les lois de l'humanité. Mais je voudrais bien savoir si la guerre n'est pas elle-même contraire aux lois de l'humanité ? Comment, quand, en Europe, vous assiégez une ville, quand vos bombes et vos boulets y écrasent des vieillards, des femmes et des enfants, et quand vous rejetez dans ses murs les malheureux qui essaient d'échapper à la famine à laquelle vous voulez les réduire, vous venez nous reprocher, comme des actes de barbarie, les razzias que nous dirigeons contre les Arabes ! Eh ! parbleu, s'ils avaient des armées disciplinées, nous les combattrions ; s'ils avaient des villes, nous les assiégerions ; mais ils fuient devant nous, se bornant à assassiner nos soldats isolés. Comment voulez-vous donc que nous terminions cette guerre (que vous nous accusez vous-mêmes de rendre interminable), si nous ne cherchons pas à atteindre cet ennemi, insaisissable dans sa famille et dans ses troupeaux ? » La guerre faite dans ces conditions ne peut être qu'inexpiable. Secrétaire de Bugeaud, Louis Veillot, un catholique romain, regrette qu'on ne fasse pas la guerre sous une bannière sainte et que la religion ne fasse pas un devoir de douceur dont on saurait tirer meilleur parti. Il écrit à son ministre : « Les Arabes ont vu que nos procédés étaient durs et cruels, nos lois pleines de mansuétude et de faiblesse. [...] N'est-ce pas une chose propre à entretenir et à encourager la haine que nous inspirions de nous voir dans nos expéditions brûler, ravager tout, massacrer, comme il arrive trop souvent, jusqu'aux enfants et aux femmes, puis, lorsque nous saisissons un assassin isolé, le traduire avec grand soin de lui devant des tribunaux bénins, épuiser plusieurs degrés de juridiction et, enfin, après de longs procès, souvent l'acquitter ou faiblement le punir [...] Si un Arabe d'Abd el-Kader est convaincu d'espionnage, s'il a seulement porté des proclamations contre le gouvernement d'Alger, on l'amène, on lui lit la loi, et on l'exécute. Nos conseils de guerre, la haute autorité qui doit approuver les jugements, auraient eu toujours plus de douceur. Cette forme évitait d'autres dangers. Il est à craindre que les colons peu scrupuleux en général, s'exaspérant à la longue, ne se mettent à venger l'assassinat par l'assassinat. »

Bugeaud se retrouve confronté à une situation critique dans le Constantinois. Alors que, du moins selon les rapports officiels, tout allait pourtant bien dans les cercles de colonisation de Guelma, Philippeville et Sétif dépendant de la subdivision de Bône commandée par le général Randon, il s'aperçoit que, profitant justement de la pacification avancée dans cette région, des notables musulmans et quelques négociants européens tiennent maintenant son administration en coupe réglée à leur seul profit. Émanant des colons, des musulmans et des officiers, de nombreuses plaintes dénoncent que Négrier, après lui avoir accordé le titre de *khalifa* de la Medjana et du Sahel, laisse maintenant Ali ben Bâ Ahmed, le caïd des Znouls, régenter à sa guise Constantine et un immense territoire courant de Biskra à Bougie. D'autres rapports à caractère plus personnel avancent que Négrier ne pourrait plus rien refuser au *khalifa* de la Medjana depuis qu'il est devenu l'amant d'une de ses nombreuses concubines. De leur côté, les oulémas de Constantine réclament à Rumigny la constitution d'une nouvelle commission d'enquête. Menées à la va-vite, les investigations de celle-ci n'ont rien changé à une situation que les plaignants prétendent pire qu'au temps de l'administration ottomane. Alertée par ses correspondants anonymes, la presse parisienne s'empare de l'affaire. Bugeaud découvre donc dans *La Gazette des tribunaux* datée du 6 avril 1842 le tableau très noir de la colonisation à Constantine. Si l'auteur de cet article accusateur approuve tout d'abord sans réserve la dureté dont a fait preuve Négrier après la prise de Constantine, il se réjouit ensuite que le général Galbois, son successeur, ait accordé aux musulmans une plus grande part de pouvoir au sein d'une administration plus modérée. Puis il souligne que les choses ont changé dès mars 1841 avec le retour de Négrier, et il regrette que celui-ci ait, de fait, confié tous les pouvoirs au caïd Ali ben Bâ Ahmed. « Le *khalifa*, précise-t-il, envoie à la mort celui qui lui déplaît, celui dont on lui paie la tête, tous ceux enfin dont la perte doit servir sa cupidité ou ses vengeances. » Très bien informé, l'auteur anonyme de l'article de *La Gazette des tribunaux* cite les noms de quarante-quatre innocents qu'en moins d'un an Ali ben Bâ a fait décapiter en public. Alexandre Dumas dans *le Véloce* évoque ces exécutions

¹ Montagnac, *op. cit.*, p. 226.

² *Ibid.*, p. 222.

sommaires. Sept têtes sont coupées dans la même journée. Ces hommes sont décapités à propos d'un troupeau confisqué, lequel paissait dans les prairies réservées pour l'administration militaire. Alexandre Dumas écrit : « Pendant une nuit, plusieurs coups de fusil furent tirés sur les spahis de garde. On s'informa d'où ils pouvaient venir, et une dénonciation les attribua aux propriétaires des troupeaux. Ils étaient six. Le général Négrier les condamna à mort. Comme on les conduisait au supplice, un homme bienveillant, une âme charitable s'approcha du général pour lui dire qu'il commettait une erreur, et que bien certainement ceux qu'on allait punir n'étaient point coupables. Le général l'écouta, puis le remettant aux mains du chaoussé¹ : 'Exécutez celui-là avec les autres, dit-il ; un homme qui défend de pareils gueux ne peut être que leur complice ! » L'opinion publique à Paris se soucie des affaires de Constantine. Interpellé à la Chambre le 16 avril 1842, Soult annonce l'envoi d'une commission d'enquête. Le calme ne revenant pas sur les bancs de l'opposition, il ajoute qu'il va dépêcher son propre aide de camp à Alger et à Constantine afin de réclamer, à titre personnel précise-t-il, des explications à Bugeaud et Négrier². Alexandre Dumas précise que l'affaire fit tellement de bruit que dans le courant de l'année 1842, il lui semble se rappeler que quelque chose comme une motion fut adoptée et fut suivie par une ordonnance de Louis-Philippe, qui défendait de couper des têtes, fût-ce des têtes d'Arabes, sans autorisation³.

La terreur inspirée par les musulmans est telle que les Français, pour rassurer et rallier les populations, jugent efficaces d'exposer la tête des chefs tués. Lorsque Montagnac s'empare de Si-Zerdout, il lui fait couper la tête et le poignet gauche. Il arrive au camp avec sa tête piquée au bout d'une baïonnette et son poignet accroché à la baguette d'un fusil. « On les envoya au général Baraguay d'Hilliers qui campait près de là, et qui fut enchanté comme tu le penses », écrit Montagnac. La décapitation de Si-Zerdout consterne les Arabes car il passait pour faire des miracles. Il avait fait croire à ses populations qu'aussitôt qu'il se présenterait devant le camp, les Français seraient changés en statues de sel. Il s'approcha en effet avec une branche à la main jusqu'à trente pas de la redoute. On lui tua son cheval. Les troupes sortirent et l'on culbuta tous ses gens, qui furent étonnés de trouver les Français en selle et non en sel⁴. Si-Zerdout avait été tué alors qu'il fuyait. Quatre grenadiers lui tirèrent dessus. Une balle lui traversa le corps, diagonalement depuis le côté gauche de la poitrine et lui sortait par le haut de la cuisse, un peu au-dessous de la hanche. Il en avait une autre qui passait dans le haut de l'omoplate, du côté gauche et sortait un peu au-dessous du cœur. Les spahis étaient stupéfaits par la mort de Si-Zerdout. Montagnac écrit : « [...] je ne pus en trouver un de bonne volonté pour prêter son cheval, lorsqu'il s'agit de le transporter du fond du ravin, où il avait été tué, jusque sur le haut du versant, où je voulais lui faire couper la tête, en présence de tout le bataillon et des spahis réunis. Je dus jeter par terre un de ces animaux-là, et lui prendre son cheval de force. Il pleurait comme un imbécile. Ce fut une bien autre histoire pour faire couper la tête. Je tenais beaucoup à ce que l'opération fût exécutée par les spahis nouvellement organisés, afin de les compromettre complètement vis-à-vis des autres Arabes du pays. Je ne pus trouver personne parmi les indigènes ; enfin, pendant que je me démenais, pour les forcer à juguler cet honnête M. Zerdout, je vis venir à moi un jeune Turc qui sert dans les spahis, et qui parle français. Ce jeune garçon, de seize à dix-sept ans, qui est depuis longtemps avec nous, professe pour les Arabes la haine qu'avaient ses pères, anciens dominateurs du pays, et il a tranché la question à merveille. Le poignet a été coupé par un clairon de voltigeurs. ⁵ » Montagnac justifie cette façon de faire la guerre. Il explique : « On ne se fait pas d'idée de l'effet que produit sur les Arabes une décollation de la main des chrétiens : ils se figurent qu'un Arabe, qu'un musulman, décapité par les chrétiens, ne peut aller au ciel ; aussi une tête coupée produit-elle une terreur plus forte que la mort de cinquante individus. Il y a déjà pas mal de temps que j'ai compris cela, et je t'assure qu'il ne m'en sort guère d'entre les griffes qui n'aient subi la douce opération. »

La capture de Sidi Mohammed ben Allal Ould Sidi Embarek, le plus puissant des lieutenants d'Abd el-Kader suit une logique identique. Après la prise de la smala à Taguin, le général Tempoure avec huit cents hommes d'infanterie, trois canons, cinq cents chevaux réguliers des 2^e et 4^e régiments de chasseurs d'Afrique et des spahis d'Oran, plus une trentaine de cavaliers indigènes, sort de Mascara le 6 novembre 1843. Il se met à la poursuite des restes de l'infanterie de l'émir commandés par Ben Allal. Arrivée à Malah, le 11, la colonne française s'apprête à attaquer le bivouac des Arabes. Averti, Ben Allal fait prendre les armes, range ses forces en deux colonnes serrées, drapeaux en tête, les dirige tambours battants vers une colline boisée et rocheuse. La cavalerie française déboule dans la plaine. L'infanterie rebelle se prépare à la recevoir mais la charge culbute les fantassins. Les drapeaux sont pris et les défenseurs sont sabrés : 404 hommes restent sur le terrain et 364 sont faits prisonniers. Ben Allal cherche à fuir. Il gagne les pentes rocheuses des collines mais le capitaine Cassaignoles, des spahis, qui l'a repéré dans la mêlée à la richesse de ses vêtements, s'acharne à le poursuivre avec deux brigadiers du 2^e chasseurs et un maréchal des logis de spahis. Cerné, Ben Allal semble vouloir se rendre. Le brigadier Labossaye se prépare à recevoir de ses mains le fusil que ce chef lui présente la crosse en avant, lorsque, par un mouvement rapide comme

¹ *Chaouch* ou sergent, prenant ici le sens de bourreau.

² Georges Fleury, *op. cit.*, p. 263.

³ Alexandre Dumas, *le Véloce*, cité par Franck Laurent, *op. cit.*, p. 261.

⁴ Montagnac, *op. cit.*, p. 296.

⁵ *Ibid.*, p. 298. Lettre du 15 mars 1843 depuis Philippeville.

l'éclair, il en dirige le canon sur la poitrine du brigadier qu'il étend raide mort. Un coup de pistolet de Ben Allal renverse le cheval du capitaine Cassaignoles. Un second coup de pistolet blesse légèrement le maréchal des logis Siquot. Ben Allal n'ayant plus d'armes à feu à décharger, se défend le yatagan à la main. Le brigadier Gérard lui tire alors un coup de pistolet dans la poitrine. Sidi Embarek, le borgne, vient d'être tué. Sa tête est apportée au général Tempoure, qui l'envoie avec trois drapeaux au gouverneur général à Alger. En traversant la tribu des Beni Amer pour venir s'embarquer à Oran, la députation chargée de ces trophées est assaillie par les populations pour venir voir la tête du *khalifa*. Le journal *L'Illustration* écrit : « Quelque répugnance que nous inspire cet usage barbare, l'incrédulité des Arabes est si grande, quand on leur annonce quelque nouvelle favorable à notre cause, qu'il était indispensable de leur montrer cette preuve irrécusable de la mort du guerrier marabout qui exerçait sur eux un si grand prestige. » La tête est portée à Alger. Elle reste longtemps exposée au bureau arabe. On veut prouver la mort de ce fameux guerrier. Sidi Embarek descendait, dit-on, des rois de Tlemcen¹.

Les rebelles agissent de même, surtout avec ceux qu'ils considèrent comme des traîtres. Pendant le siège d'Aïn Mady, certains déserteurs français qui combattent aux côtés de Tedjiny contre l'émir, subissent les pires supplices. Un certain Lamothe est mis aux fers et un autre nommé Fournier est brûlé vif. Les indigènes ralliés aux Français sont soumis à de terribles représailles. Abd el-Kader s'empare de Mustapha ben Ismaël, chef d'un goum, et sa tête lui sert de trophée. Quand l'émir reprend Biskra en 1844, la garnison est entièrement égorgée. Les deux camps rivalisent en cruautés et les civils en font les frais. Bugeaud attaquant les contreforts de la Kabylie, brûle les maisons, coupe les arbres fruitiers. L'émir rend coup pour coup : enlevant cette année-là huit douars d'une tribu ralliée à Bugeaud, il massacre la population et pille les maisons et les greniers. Pierre de Castellane relate un témoignage récolté à propos de Bou Maza et le sort réservé à Bel Kassem, caïd au service des Français : « - fils de chien, tu oses parler, reprit le chérif (Bou Maza) Et se dressant sur ses étriers : - Vous autres, écoutez, que mon commandement s'accomplisse ! Je viens d'en haut, et je porte la volonté du Puissant. Prenez cet homme ; que le fer rougi au feu entre dans sa chair, que ses yeux cessent de voir, et restent suspendus à sa joue par un lien de chair, que de chacun de ses membres brisés un à un il sorte une douleur nouvelle. » Bel Kassem est saisi. Le feu est allumé. Le fer est placé dans la flamme. Castellane continue de rapporter les propos de Mustapha qui a assisté à la scène : « la chair cria sous le fer rougi, puis le chaouch s'approcha, entra le doigt dans son œil, et, le tirant à lui, le laissa accroché par un lien de chair ; et il fut fait pour le second œil, comme il avait été fait pour le premier ; puis, prenant un yatagan, à l'aide du revers, chaque membre fut brisé un à un. »

Redouté et haï des indigènes qu'il considère comme des bêtes fauves avec lesquelles il faut employer d'autres moyens que les moyens sentimentaux, Montagnac a de grands projets : « L'Afrique nous appartient aujourd'hui, nous pouvons la sillonner en tous sens. – Mais toutes les populations, soumises en apparence, ont besoin d'être maintenues, dans le cas où elles auraient la velléité de bouger ; d'être protégées, dans le cas où elles sont fidèles, et d'être châtiées, si elles se révoltent ou ne veulent pas accepter nos conditions. Il faudrait un corps spécial pour atteindre ces différents buts, un corps de dix-huit cents à deux mille hommes, faits de volontaires, de jeunes gens aventureux, n'ayant d'autre pensée, d'autre avenir en partage que la mort, ayant un costume fantastique en rapport avec leur mission.² » Le lieutenant-colonel de Montagnac dessine avec soin cet uniforme. Il se compose d'une veste et d'un gilet ressemblant un peu à ceux des spahis ; d'une culotte courte, avec des guêtres en treillis de toile, montant au-dessus du genou ; d'un petit shako en feutre clair, de forme très légère, avec une seconde visière derrière, pour protéger la nuque. Cartouchière, sabre et baïonnette à la ceinture. Comme couleur, à peu près celle des zouaves pontificaux. « Ce corps, destiné à tenir continuellement la campagne, ne rentrerait dans la ville que deux fois par an, pour y prendre les choses de première nécessité, vivant par conséquent sur les tribus, battant, tuant les uns, protégeant les autres, se portant dans toutes les directions où il y a un ennemi à combattre... Ce serait un *corps franc* commandé par un homme à qui on laisserait toute latitude. Cet homme ?... Ce serait... *Moi*. Eh bien ! dans deux ans, je vous promets qu'il ne resterait pas un Arabe ayant la plus légère velléité de lever le nez, à cent lieues à la ronde. Que le gouvernement ait assez de confiance en moi pour me confier ce corps comme je le comprends, tel que j'en ai établi les bases, et il verra s'il n'y a pas, pour lui, économie d'hommes et d'argent, si la plus parfaite sécurité ne régnera pas partout, et si les troupes qu'on est obligé de lancer dans toutes les directions – en pure perte souvent – ne rendraient pas plus de services en protégeant, dans les zones déjà complètement pacifiées, les individus qui viendraient s'y établir pour coloniser le pays.³ » Montagnac affirme, sans sourciller, sacrifier dix mille ennemis, pour sauver un de ses soldats et il applaudit les « enfumades » de Pélissier.

« L'enfumade » du Dahra

¹ Pierre Miquel, *op. cit.*, p. 219.

² Comte d'Hérisson, *La chasse à l'homme : guerres d'Algérie*, Paris, P. Ollendorff, 1891, p. 15.

³ *Ibid.*, p. 16.

Après la bataille d'Isly, Abd el-Kader, tel un William Wallace africain¹, reste un danger. Sa seule présence agite les populations arabes. Les sociétés religieuses s'échauffent et de leur fermentation sortent des prédicants. Sans plan, sans idée d'ensemble, ils remuent les populations et y jettent des semences de révolte. Les coupeurs de route et les voleurs réapparaissent. Aux avant-postes de l'armée française d'Afrique, où l'absinthe reste la boisson favorite, où le café est servi à point et où l'on fume le tabac kabyle², l'inquiétude grandit. Le 22 avril 1845, un convoi parti de Ténès, escorté par quatre cent cinquante soldats du 2^e bataillon d'Afrique, est attaqué par quatre mille Kabyles. Une lettre d'un employé de l'administration française est édifiante : « [...] Dix soldats ont été pris ; l'un d'eux n'étant que blessé, a eu assez de courage pour tuer son adversaire, qui venait l'enlever ; mais il n'a pas tardé à être massacré, ainsi que ses malheureux camarades. La retraite s'opérait donc difficilement ; on apportait de temps en temps les blessés au milieu du convoi. Les voitures ont déchargé des bottes de fourrages auxquelles les Arabes ont tenté de mettre le feu, mais on les a reçus de manière à les faire repentir de leur audace ; car de notre position nous avons pu les fusiller en partie. Ce n'est pas sans peine que nous avons pu gagner le point vers lequel nous tendions. Les voitures civiles surtout ont dû doubler leur équipage. C'était un spectacle saisissant de voir ces Kabyles, avides de butin et de vengeance, et ne pouvant satisfaire leur désir ; leurs chefs couraient d'un point à un autre pour tenir conseil ; la nuit a éteint leur feu. On a pansé les blessés à la clarté des fanaux ; on a extrait des balles aux uns et opéré des amputations aux autres.³ » Le convoi reprend sa marche vers minuit, sans bruit. Les grelots des bêtes ont été détachés. On empêche les chiens d'aboyer et les ânes de braire. Une prolonge qui porte des blessés nécessite des réparations. Les coups de marteau sont immédiatement suivis par une vive fusillade. Les soldats ripostent. Deux voitures sont abandonnées dont l'une est piégée. Les Arabes y mettent le feu. Le chariot éclate et fait des ravages parmi eux. Les Français parviennent à atteindre un territoire contrôlé par des tribus alliées. Le convoi arrive à Orléansville le 25. Il a eu quinze tués et soixante blessés.

Au mois de juillet 1845, l'émir a autour de lui plus de 30 000 guerriers⁴ et la guerre reprend un peu partout dans les « régions pacifiées » à l'appel des confréries. Abd el-Kader n'est pas mêlé, ni responsable de cette insurrection purement religieuse. La preuve est une lettre trouvée par l'aga Si Mohammed sur les vêtements d'un homme qu'il a tué de sa main. La missive est adressée à Bel Kobzili, le représentant de l'émir dans le Dahra : « Il nous est parvenu qu'il y a dans ton pays, un homme qui proclame la guerre sainte et prétend au commandement à ton préjudice ; nous n'avons pas de nouvelle certaine à son égard. Il faut que tu examines quel est son état et que tu m'informes exactement de ses projets et de la marche qu'il suit, ainsi que de sa manière d'être avec le peuple ; car celui qui suit la vérité ne se cache à personne. Nous nous sommes réjouis de sa prise d'armes, mais nous craignons que ses projets soient construits sans fondement et qu'ils ne puissent s'accomplir.⁵ » Bou Maza fomenta des troubles de sa propre initiative. Ce fanatique ardent est un derviche venu on ne sait d'où. Afin de s'attirer la sympathie des tribus, il cherche à obtenir la réputation d'être un saint homme. Vivant au milieu des Cheurfa, il ne parle à personne, prie du matin au soir et entre en extases. Revêtu d'un vieux burnous rapiécé, il se nourrit des offrandes qu'on lui apporte, enrichissant la pauvre femme qui lui a donné asile. Une chèvre partage sa solitude et ses repas d'ermite. Bou Maza enflamme le massif du Dahra en se présentant comme un « mahdi » (envoyé du Prophète) ou chérif (descendant du Prophète). Il organise ces forces de façon régulière. Les hommes reçoivent une solde et ont un grade. Dans le douar⁶ de Bel Kassem, il met tout à feu et à sang. Il s'empare des chevaux et des jarres remplies des économies, près de 40 000 francs, de l'ancien caïd. Celui-ci est garrotté, ainsi que son fils. Après une inutile résistance, il est traîné au milieu des pillards et torturé. Bou Maza lui fait couper successivement tous les membres et le fait achever par un coup de pistolet à la tête. Le fils est fusillé sur le cadavre de son père. Le colonel Saint-Arnaud se charge de réprimer ces violences. Dans la plaine du Gri, sa cavalerie rencontre les rebelles. Les spahis d'Orléansville ont deux morts et cinq blessés au cours de la rencontre. Les hommes de Bou Maza laissent soixante cadavres sur le terrain et quinze prisonniers que les Français passent par les armes. Les Kabyles ne sont pas pour autant vaincus. Ils attaquent le camp de Gorges. La révolte se propage. Les communications sont interceptées. Bou Maza est inlassablement pourchassé mais il est systématiquement prévenu des opérations menées contre lui par des espions à sa solde au sein du camp français. Pour frapper les tribus, on a recours à la razzia. Les choses se calment puis reprennent. L'aga El Hhadj Hhamed est attaqué alors qu'il célèbre les noces de sa fille. Son goum est massacré. Les fuyards sont achevés par quelque quatre ou cinq cents fantassins Sbéhas embusqués. Bou Maza réapparaît. On le croyait mort. Saint-Arnaud le poursuit. Bou Maza se réfugie chez les Flittas.

Pour vaincre cette vaste révolte, le duc de Montpensier se joint à l'expédition et au gouverneur général⁷. Cavaignac pratique des enfumages en asphyxiant les insoumis dans des grottes sur la rive gauche du Cheliff. Des

¹ Engels, *The Northern Star*, n° 344, 15 juin 1844.

² Voir Pierre de Castellane, *Souvenirs de la vie militaire en Afrique*, Paris, Lecou, 1852, p. 167 et suivantes.

³ *L'Illustration* du 17 mai 1845.

⁴ A. de La Tour Du Pin, « Dernières opérations de l'armée d'Afrique », *Revue des Deux Mondes*, 1846.

⁵ Document fourni par Richard, *Étude sur l'insurrection du Dahra, 1845-1846*, Alger, 1846, p. 82.

⁶ Agglomération de tentes. Division administrative rurale.

⁷ *L'Illustration* du 19 juillet 1845. L'expédition du Dahra tient le duc de Montpensier éloigné d'Alger depuis le 2 mai jusqu'au 12 juin.

centaines de villageois sont enfumés ou emmurés dans les grottes où ils ont malencontreusement cherché un abri contre les « colonnes infernales ». Bugeaud donne l'ordre à ses officiers d'être impitoyables. À propos des habitants du Dahra qui ont l'habitude, en cas de danger de se réfugier dans des grottes, il note à Orléansville, le 11 juin 1845 : « Si ces gredins se retirent dans leurs cavernes, imitez Cavaignac aux Sbéhas ! Enfumez-les à outrance comme des renards. » La consigne est suivie mais la version officielle voulant cacher l'existence d'une répression violente affirme que les assiégés se sont massacrés entre eux. Les méthodes utilisées sont rapides et rigoureuses : le colonel Péliissier n'hésite pas à asphyxier plus de mille personnes, hommes, femmes et enfants, des Ouled Riah, qui se sont réfugiés dans la grotte de Ghar-el-Frechih ou grotte de Nekmaria¹ dans le Dahra (triangle Ténès, Cherchell, Miliana).

Le 18 juin 1845, l'armée française arrive devant la grotte du Dahra dans laquelle les Arabes se sont enfermés. Le Dahra est un pays étrange. C'est une vaste plaine semée de montagnes, horriblement déchirées, présentant en général la forme de mamelons, et qui sont entourées par des champs d'une fécondité extraordinaire. On y cultive le blé, la vigne, les arbres fruitiers. Les habitations y sont commodes, bien bâties, entourées de jardins. Le peuple y jouit d'un grand bien être. Deux des mamelons sont unis naturellement par un massif d'environ cent mètres de largeur et qui traverse un ravin très profond. Le massif s'appelle la Cantara. Il forme une des grottes les plus considérables du Dahra. Du temps des Turcs, les tribus arabes y ont souvent trouvé un refuge contre la tyrannie. La Cantara a d'un côté deux entrées, placées l'une au dessus de l'autre. Sur le versant opposé, il n'y a que des fissures très étroites. D'après *Le Toulonnais*, le colonel Péliissier trouvant la population réfugiée dans des cavernes, allume de grands feux devant les ouvertures et contraint à se rendre ceux qui s'y trouvaient. Ces froides lignes cachent un atroce acte de barbarie. Le colonel Péliissier fait camper sa colonne devant les ouvertures. Un feu très vif en part. On y répond par les obus et la fusillade, un peu au hasard, car la vue ne peut percer cette obscurité. Les troupes s'occupent durant ce temps à ramasser des fascines, à amonceler du chaume. Péliissier avait conçu un plan digne de l'élève du maréchal Bugeaud. Il se proposait d'enfumer, de brûler le millier d'Arabes qu'on supposait bloqués dans le souterrain. L'œuvre commence. Les combustibles sont jetés dans la ravine. On y met le feu et l'on entretient l'incendie jusqu'au soir. Le 19 au matin, des Arabes se hasardent hors de la grotte. Ils viennent écouter les propositions du colonel. On leur fait traverser le camp. Ils peuvent voir ces amas immenses, ces torches préparées. Ils rentrent dans la grotte pour y mourir avec femmes, enfants et fortune. Les conditions de Péliissier leur ont paru trop dures. Le feu recommence. Il dure toute la journée et continue dans la nuit. Les soldats sont employés par corvées, et c'est pour eux une tâche affreuse, au milieu des cris et des détonations qui retentissent à l'intérieur. Une double colonne de feu s'élève devant les ouvertures de la caverne. Le 20 au matin, il ne reste plus qu'une masse de braise à demi consumée, et l'on n'entend plus rien. On se décide à pénétrer dans la grotte. Les cadavres sont calcinés. Le spectacle est affreux : « Les bestiaux, rendus furieux, écrasant tout dans leur course désordonnée; les hommes, les femmes se précipitant pour fuir, étouffés, asphyxiés, éventrés. Il fallut faire vingt pas sur les cadavres des morts et des mourants. Mille personnes étaient entassées dans ce canal sans issue. Au fond l'on trouvait les corps debout, le visage collé contre les fissures pour respirer. Soixante-dix environ qui avaient survécu expirèrent aussitôt qu'on les eut portés dehors; d'autres encore périrent écrasés par les quartiers de roche que la chaleur avait détachés. Un grand nombre portait des coups de yatagan et les traces de profondes blessures. Une lutte terrible avait eu lieu sans doute dans la caverne au milieu de cette nuit profonde. Près de six cents cadavres ont été retirés de la grotte, il y en a beaucoup qu'on n'a pu atteindre. Huit cents hommes, femmes et enfants ont péri. Toute la tribu des Rheahs est exterminée. »² Un soldat écrit : « Les grottes sont immenses; on a compté 760 cadavres; une soixantaine d'individus seulement sont sortis, aux trois quart morts; quarante n'ont pu survivre; dix sont à l'ambulance, dangereusement malades; les dix derniers, qui peuvent se traîner encore, ont été mis en liberté pour retourner dans leurs tribus; ils n'ont plus qu'à pleurer sur des ruines. » Un officier espagnol attaché à l'état-major de la colonne expéditionnaire parle, dans une lettre archivée, de 800 à 1 000 morts³. Après son forfait, Péliissier répond à quelques bonnes consciences inquiètes : « La peau d'un seul de mes tambours avait plus de prix que la vie de tous ces misérables. »

À Paris, on s'indigne lorsqu'on apprend que des centaines de malheureux de la tribu des Ouled Riah ont péri dans les « enfumades » des grottes du Dahra. Le général Bugeaud, interpellé, en assume la responsabilité et répond au ministre : « Et moi, je considère que le respect des règles humanitaires fera que la guerre en Afrique risque de se prolonger indéfiniment ». Le 12 août 1845, Saint-Arnaud à son tour, près de Ténès, transforme d'autres grottes « en un vaste cimetière », « cinq cents brigands » y sont enterrés. Nous sommes ici très loin de glorieux faits d'armes. L'armée française se livre ici à une guerre totale, à une guerre d'extermination. Le *Moniteur algérien* fait l'apologie des actes commis dans le Dahra cependant on cherche à rejeter la responsabilité sur la presse, tel le polygraphe Hippolyte Castille qui écrit : « *Le National* qui, on le sait, avait des amis dans l'armée recueillit des versions mensongères, spécieuses, d'après lesquelles le colonel Péliissier passa pour avoir grillé des Arabes et

¹ Marc Michel, « Une guerre interminable », p. 46 dans *L'Algérie des Français* présenté par C. R. Ageron, Seuil, 1993.

² André Rossel, *Histoire de France à travers les journaux du temps passé. D'un coup d'Etat à l'autre 1799-1851*, Paris, L'arbre verdoyant, 1990, p. 236.

³ Jeannine Verdès-Leroux, *op. cit.*, p. 142.

poussé jusqu'à l'atrocité les horreurs d'une guerre d'extermination.¹ » *L'Illustration* du 26 juillet 1845 donne une opinion mesurée : « Ces louanges données de sang-froid sont peut-être plus inexplicables encore qu'une mesure à laquelle un chef d'expédition peut se trouver pressé par l'excitation de la lutte. » Le journal déplore surtout les attaques calomnieuses envers l'armée française par les feuilles d'Angleterre, « la nation dont les annales abondent le plus en exécutions bien plus horribles encore. » Xavier Marmier (1809-1892) n'omet pas de laver le général Péliissier des accusations odieuses dont l'inondent les mauvais journaux de la métropole, depuis l'épisode de « l'enfumade ». Un peu embarrassé tout de même, notre voyageur protégé du régime de Juillet, glisse de la thèse du fâcheux concours de circonstances à l'affirmation plus radicale qui veut que la fin justifie les moyens, et que le droit de la guerre ne s'applique pas aux sauvages². Marmier explique d'abord que les Arabes réfugiés dans les grottes étaient guidés par les marabouts les plus fanatiques, et résolus à se défendre jusqu'à la dernière extrémité. Il rappelle que les Arabes entretenaient depuis leurs positions un tir nourri contre les Français : « de l'entrée de cette retraite, des interstices du roc, partaient des coups de fusil habilement dirigés. » Il met l'accent sur le caractère déloyal de la guérilla arabe : « Dans cette situation, les Arabes avaient sur notre petite armée un avantage immense : ils la voyaient et n'étaient pas vus ; ils lançaient leurs balles sur elle, et restaient à l'abri des siennes. » Évidemment, Marmier souligne que Péliissier est un officier soucieux de ne pas envoyer ses hommes se faire massacrer : « Entrer de vive force dans cette grotte, c'était chose impossible ; en faire le siège, c'était livrer une quantité de soldats à une mort certaine », et de préciser qu'il s'agit également d'une question d'honneur : « s'éloigner, c'était nous donner aux yeux des tribus en révolte un caractère de faiblesse déplorable. » La mise à feu des fascines devant la grotte, selon Marmier, avait pour but de faire pression sur les Arabes et les pousser à se rendre, mais face à leur refus de se soumettre, à leurs tirs dirigés sur des femmes qui souhaitaient fuir, les Français attisèrent le feu. Marmier cherche à dédouaner l'armée française puisque la négociation s'était poursuivie jusqu'à l'inéluctable accident : « [...] on envoya aux rebelles un parlementaire pour les déterminer à se rendre. Ils le reçurent à coups de fusil, alors les soldats entassèrent les fagots aux deux ouvertures de la grotte et rallumèrent le feu. On espérait par ce dernier moyen de rigueur émuouvoir enfin cette inflexible tribu et vaincre sa folle obstination ; mais tout à coup le vent attisant les flammes et chassant dans l'intérieur de la caverne les étincelles pétillantes et les tourbillons de fumée, porta la mort et le désastre là où nous ne songions qu'à répandre une crainte salutaire. »

Dans l'Algérie, la nouvelle se diffuse. La tribu des Ouled Riah, qui, confiante dans le prestige attaché aux grottes impenables du Dahra, a refusé de se soumettre au colonel Péliissier, a été poursuivie, acculée dans ses cavernes, et brûlée au bois vert, avec les femmes, les enfants et les troupeaux, sans qu'un seul ait pu échapper à la mort³. Pour Marmier, « cet événement terrifia les tribus qui essayaient de lutter encore contre nous, et elles se hâtèrent de faire leur soumission⁴ ». Un long cri de deuil retentit dans le pays. Abd el-Kader considéré comme centre de la résistance musulmane en Algérie rallie autour de lui le patriotisme expirant des tribus. Un soulèvement général a lieu.

L'embuscade de Sidi-Brahim, 21-26 septembre 1845

Le 21 septembre 1845, le lieutenant-colonel de Montagnac⁵ commande le poste de Nemours, petit port de la frontière du Maroc, dans la province d'Oran. Montagnac n'est pas un de ces brillants officiers des Affaires arabes, savants et lettrés autant que soldats, dont les écrits sur l'Algérie de la conquête entretiennent ce que Pierre Martino appelle (non sans quelque condescendante suspicion), le « romantisme militaire⁶ ». Les lettres que Louis-François de Montagnac écrit d'Algérie à ses proches constituent davantage un témoignage sans doute assez fidèle sur la conduite réelle de la guerre, ainsi que sur la carrière, les conditions de vie, et peut-être, la mentalité des officiers

¹ Hippolyte Castille, *Le Maréchal Péliissier, duc de Malakoff*, Paris, Dentu, 1859, p. 23.

² Franck Laurent, *op. cit.*, p. 196.

³ Maurice de Bongrain, *Les captifs de la Deïra d'Abd el-Kader : Sidi-Brahim et Sidi-Moussa, 1845-1846*, Lille, Lefort, 1864, p. 17.

⁴ Xavier Marmier, *Lettres sur l'Algérie*, Paris, Arthus Bertrand, 1847, cité par Franck Laurent, *op. cit.*, p. 214.

⁵ Lucien-François de MONTAGNAC naquit à Pouru-aux-Bois, près de Sedan, le 17 mai 1803. Il sortit de l'École militaire avec le grade de sous-lieutenant le 1^{er} octobre 1821, fit la campagne d'Espagne en 1823, et devint lieutenant le 30 décembre 1827. En 1832, après les journées des 5 et 6 juin, Montagnac refusa la décoration de la Légion d'honneur qui lui était offerte par le roi à une revue. Le jeune officier motiva son refus avec autant de convenance que de modestie, « résolu à attendre, dit-il, cette récompense d'une occasion où il saurait mieux la mériter, et désireux de là voir reporter sur quelqu'un des vieux braves sous-officiers de sa compagnie qui avaient blanchi dans les camps. Toute insistance fut vaine, et un voltigeur fut décoré à sa place. Capitaine en 1836, Montagnac passa en Afrique. Mis à l'ordre du jour de l'armée le 4 juillet 1840, il reçut bientôt et accepta cette fois la croix d'Honneur. Un an après, le 18 juillet 1841, il était élevé au grade de chef de bataillon. En mai 1843, à la tête de six compagnies d'élite du 61^e et d'un détachement de spahis, il eut un engagement dans lequel il fut admirable d'intrépidité. Après avoir culbuté la troupe ennemie, il se retrouva face à face avec l'un des chefs. Une lutte s'engagea au corps à corps, il avait le bras droit brisé en deux, près du poignet. Il se fit panser sur-le-champ, et, le bras dans les attelles, se remit à la tête, de sa troupe ; ainsi blessé il ne discontinua pas son service et son commandement. Chaque jour, tant que dura l'expédition qui fut de près de deux mois, il se faisait mettre à cheval par ses soldats et marchait avec eux. Quand, après cinquante jours on leva l'appareil, le commandant de Montagnac était irréparablement estropié. Il avait perdu pour toujours l'usage de la main droite, et, pour ses loisirs, la ressource de la peinture cultivée par lui avec amour et bonheur. Il sut bientôt écrire de la main gauche. Le stoïque héroïsme qui lui avait valu cette glorieuse infirmité ne passa pas inaperçu, et le général Baraguay d'Hilliers fut chargé de lui transmettre les témoignages de satisfaction du ministre de la guerre qui, le 10 mars 1844, le fit élever au grade de lieutenant-colonel.

⁶ Franck Laurent, *op. cit.*, p. 113. Voir « La littérature algérienne », in *Histoire et historiens de l'Algérie (1830-1930)*, Collection du centenaire de l'Algérie, vol. IV de *Archéologie et Histoire*, Paris, Félix Alcan, 1931, p. 335 et suiv.

« moyens » de l'armée d'Afrique sous la monarchie de Juillet. Entre son débarquement en mars 1837 comme capitaine, et sa mort au combat le 22 septembre 1845 sous le grade de lieutenant-colonel, Montagnac a connu diverses affectations, dans les provinces d'Alger, de Constantine et d'Oran. Ce n'est pas l'exotisme qui l'a conduit en Algérie, mais le goût du baroud, et la conviction (assurément justifiée) qu'en ces temps de paix européenne le bled algérien offre davantage de chances de promotion rapide que les garnisons françaises. On ne trouve dans ces lettres ni description artistes, ni développements ethnographiques, ni considérations géopolitiques. Mais, dans un style fruste et vigoureux qui n'est pas dénué de qualité littéraire, des échos sur la rivalité des chefs, des diatribes contre les errements tactiques, de lancinants coups de gueule contre les lenteurs (et les embûches) de la carrière. Et le tableau sans fard des conditions sanitaires, qui, bien davantage que les combats, déciment la troupe, et la cruauté extrême et banale, de cette sale guerre. Il est alors commun de professer dans les milieux responsables que la conquête de l'Algérie fait à la France la meilleure armée d'Europe. Le destin funeste du lieutenant-colonel Montagnac aurait pu mettre en doute cette opinion autorisée. Affecté en 1844 à Nemours sur la frontière marocaine, où sévit Abd el-Kader, il rêve aussitôt à la gloire que lui vaudrait la capture de l'émir. Dix fois ses amis lui entendent dire : « Je prendrai l'émir, ou je me ferai tuer. » Ce rêve devient une obsession. Charles-André Julien voit en lui « un gentilhomme exalté, jusqu'à la paranoïa ¹ ». Alors, quand l'occasion semble se présenter, Montagnac fonce – et mène à la mort quatre cents soldats français pris au piège dans le marabout de Sidi-Brahim. Point n'est besoin de sortir de Saint-Cyr pour relever, à la lecture du récit des opérations, la série des lourdes erreurs de commandement qui conduisent à ce petit Diên Biên Phu². Bugeaud avait pourtant sévi contre ce type d'officier coupable. Étant en congé en France dans sa propriété, il avait ordonné le 18 septembre 1845 de punir et de relever de son commandement le chef de bataillon Chassy, qui avait envoyé un détachement de 320 hommes à une vingtaine de kilomètres de Cherchell dans une région en fermentation. « Il est évident que cet officier, écrit-il à Soult, a voulu faire quelque chose pour se donner du relief. ³ »

La montée des tensions en Algérie au cours de l'année 1845 est conservée dans les mémoires sous la forme du récit héroïque de Sidi-Brahim. Alexandre Dumas en personne a laissé un récit de la bataille dans *le Vélocé*. Cette affaire de Sidi-Brahim est une embuscade. Vers la mi-septembre, Trahari, le chef des Souhalia, tribu soumise à la France, se prétend menacer par l'émir. C'est la ruse d'un traître. Alexandre Dumas écrit : « [...] comme le colonel de Montagnac était décidé pour le parti le plus généreux, un Arabe apparut dans le camp. Il venait au nom de Trahri, chef des Souhalias : Trahri était plus dévoué que jamais, disait-il, à la cause française, l'approche du danger n'avait fait qu'exalter son amitié : si la garnison de Djema-r'Azouat⁴ voulait faire une sortie et venir s'embusquer dans sa tribu, il s'engageait à livrer Abd el-Kader. » Trompé par de faux rapports émanant des tribus voisines qui se prétendent menacées d'une razzia par Abd el-Kader, Montagnac se porte à leur secours avec 450 hommes⁵ dont 390 du 8^e bataillon de chasseurs à pied d'Orléans et 60 du 2^e régiment de hussards. Montagnac laisse le commandement de la place au capitaine du génie Coffyn. La colonne se met en marche le dimanche 21 septembre 1845 vers 22 heures. Durant la progression, des messagers arrivent. Ce sont les serviteurs de Trahari qui préviennent que l'émir n'est plus très loin et que la tribu risque d'être taillée en pièces si les Français ne se hâtent pas. La marche se poursuit. La troupe se sent épiée. L'inquiétude se répand chez les soldats. Bongrain écrit : « Ces marches de nuit, cette incertitude dans les mouvements, ces attroupements suspects d'ennemis, notre petit nombre, la défense faite de fumer, de parler haut et d'allumer des feux, tout cela répandait une teinte anxieuse sur le visage des plus déterminés. » Face aux Arabes qui se font de plus en plus menaçants, Montagnac fait mettre les hussards en selle et donne l'ordre de charger. Les Arabes se laissent poursuivre jusqu'au tournant d'une gorge derrière laquelle plus deux de deux cents autres cavaliers sont en embuscade. C'est une feinte. Montagnac comprend trop tardivement qu'on a profité de son ardeur pour le séparer de son infanterie. Il n'a avec lui que soixante hussards et les crêtes voisines semblent s'ouvrir de minute en minute pour vomir de nouveaux ennemis. La victoire est impossible. Chacun se prépare à mourir. Les Français se divisent en deux pelotons. Montagnac se met à la tête de l'un. Le commandant Courby de Cognord s'occupe de l'autre. Par des charges successives nourries d'une mousqueterie ardente, ils se font des trouées dans la foule qui les entoure. Une véritable boucherie a lieu de part et d'autre. Au bout de dix minutes de combat, le capitaine Gentil-St-Alphonse est frappé mortellement d'une balle à la tête. Le lieutenant Klein, couvert de blessures, s'affaisse sur son cheval et vient rendre l'âme sur un rocher arrosé de son sang. Le commandant Courby a un cheval tué sous lui. Le colonel de Montagnac, avec une balle dans la poitrine, compte avec désespoir ses compagnons dont un tiers a déjà succombé. Au pas de course, à travers les feux des tirailleurs arabes, l'infanterie laissée en arrière se porte au secours des cavaliers français qui se trouvent dans une mauvaise posture. À sa tête marchent le capitaine de Chargère, le lieutenant de Raymond, le sous-lieutenant Larrazet. Les Français se rallient sur un petit mamelon. Ils ont au milieu d'eux le colonel

¹ Charles André Julien, *Histoire de l'Algérie contemporaine*, tome I, *La conquête et la colonisation*, Paris, 1986, p. 202.

² Franck Laurent, *op. cit.*, p. 114.

³ Paul Azan, *Exposition coloniale internationale de Paris, 1931, conquête et pacification de l'Algérie*, Paris, 1931, p. 492.

⁴ Djemma-Gazaouat ou Nemours.

⁵ Alexandre Dumas les évalue à 421 hommes. Le 8^e bataillon de chasseurs d'Orléans fournit 10 officiers et 346 hommes. Le 2^e hussards, 3 officiers et 62 hommes.

Montagnac, qui, malgré le sang qu'il perd, continue à commander. Les fantassins à la baïonnette, les cavaliers à coups de sabre résistent et repoussent les attaques, mais Abd el-Kader surgit personnellement avec ses réguliers. « Il descend de la montagne comme une avalanche, au galop de son cheval. Sa vue produit sur les fuyards l'effet d'une commotion électrique », écrit Bongrain. Le sous-lieutenant Larrazet est frappé de deux coups de sabre à la tête. Il tombe évanoui au milieu des cadavres de ses soldats et se fait capturer. Le lieutenant de Raymond est tué. Le capitaine de Chargère, à qui un chef arabe propose de se rendre, refuse. Il est abattu. Le commandant Courby a un deuxième cheval tué sous lui. Son corps saigne de cinq blessures. Depuis plus d'une heure, le colonel Montagnac lutte contre la douleur et l'agonie. Il a été obligé de mettre pied à terre. Le sang qu'il perd par sa poitrine et qu'il a vainement cherché à éteindre en se servant de son mouchoir, a épuisé ses forces. Se sentant défaillir dans les bras du chasseur Perrin, il s'écrie encore : « Courage, enfants, les balles ne tuent pas. » Il meurt peu après. Courby de Cognord assure désormais le commandement. À chaque instant tombe un Français. Ils ne sont plus qu'une quinzaine.

Le commandant Froment-Coste tente de porter secours à l'avant-garde mais n'entendant plus la fusillade, il comprend que tout est fini. Un hussard couvert de sang lui confirme le massacre. Froment-Coste ordonne la retraite pour regagner le camp et se réunir à la compagnie de Géraux. Apercevant ce mouvement, les Arabes se répandent dans la plaine au grand galop de leurs chevaux. On forme le carré. Un jeune chasseur s'écrie : « Ô mon commandant, nous sommes perdus ! » Le commandant sourit. Il comprend qu'à vingt ans on connaît si peu la vie qu'on aurait bien le droit de la regretter. « Quel âge as-tu ? demande le commandant. – Vingt et un ans. – Eh bien, tu auras donc à souffrir dix-huit ans de moins que je n'ai souffert ; regarde-moi, et tu vas voir comment on tombe, le cœur ferme et la tête haute. » Il n'a pas achevé qu'une balle le frappe au front. « Mes enfants, dit le capitaine Burgard en prenant le commandement, apprêtons-nous à faire comme lui. » Derrières les broussailles et les rochers d'un mamelon escarpé, la petite troupe que chaque décharge diminue ne tient pas longtemps. Au bout de cinq minutes, le brave capitaine tombe percé d'une balle à la cuisse et il est achevé à coups de sabre. L'adjudant Thomas braille : « La France nous regarde ; mourons sur le corps de nos officiers. » Sa voix est couverte. On n'entend plus que le râle de l'agonie puis le silence de la mort. De la colonne française, il ne reste plus que la compagnie du capitaine Géraux, laissée à la garde du camp.

L'échauffourée a eu lieu à quelques kilomètres seulement de Nemours et de Lalla-Marnia. « Le 23, vers huit heures du matin, dit le chef d'escadron de Martimprey dans son rapport, on entendit distinctement de Nemours une fusillade très vive dans la direction de Sidi-Brahim, qui dura à peu près trois heures et cessa complètement. Le capitaine Coffyn fit rentrer le troupeau, prendre les armes, laissa le commandement au capitaine Bidon, et à neuf heures il se mit en marche dans la direction du feu, emmenant avec lui cent trente hommes d'infanterie et seize hussards commandés par le sous-lieutenant Roux qu'il poussa en avant. » Cette escouade aperçoit de nombreux cavaliers, les reconnaît, se fait charger et se replie sur l'infanterie. Les crêtes se couvrent d'ennemis. Coffyn préfère battre en retraite et regagne Nemours qu'il importe de garantir. Il s'empresse d'y organiser la défense. La plus grande incertitude règne sur le sort de la troupe du colonel Montagnac, au milieu des commérages des gens du pays. Le 24, au soir, vers 22 heures, un hussard, du 2^e nommé Devanne, démonté, accablé de fatigue, se traîne sur les genoux pour atteindre le fort. Fortement perturbé psychologiquement, il raconte qu'échappé du grand désastre de la veille, il a vu périr toute la colonne¹. À Lalla-Marnia, l'ambiance est à peu près la même. « Le 23, dit un témoin oculaire, nous entendîmes des détonations nombreuses et sourdes ; le son était étouffé aussitôt que produit, et semblait indiquer qu'on déchargeait des armes sur une butte de terre. Il y avait entre Lalla-Marnia et Nemours une petite colonne (celle du colonel de Barral) qui parcourait le pays ; quelques officiers du 10^e chasseurs à pied qui gardait la redoute pensèrent qu'elle était engagée ; d'autres soutinrent qu'elle s'exerçait à la cible dans une gorge à courte distance. Bref, le personnel de la redoute, presque entièrement composé de malades minés par la fièvre, était préoccupé et anxieux, lorsque, le lendemain 24, un chasseur du 8^e bataillon arrive en fuyard à la redoute et dit simplement : 'Le bataillon a été massacré hier ; il a été surpris par des masses arabes. J'étais resté en arrière par suite d'indisposition ; en rejoignant j'ai vu le carnage du haut d'un mamelon. Il n'y avait presque plus d'hommes debout sur les faces du carré. Je me suis caché, et la nuit j'ai marché dans la direction de Lalla-Marnia. Mes pauvres camarades, bien sûr, il n'en reste plus un seul.'² »

La compagnie de carabiniers formant l'arrière-garde se bat seule après que les hommes des deux compagnies formant le centre aient été tous tués. Le capitaine Géraux comprenant que toute retraite est impossible face à la cavalerie arabe, il décide de se réfugier avec ses hommes dans le marabout de Sidi-Brahim. Les Arabes occupent déjà le marabout. Alexandre Dumas écrit : « On s'élance au pas de charge, la baïonnette en avant, les Arabes sont délogés, et trois ou quatre cadavres français servent de marchepied pour escalader la petite muraille ; de leur côté les Arabes ont perdu huit ou dix hommes. » Pendant deux jours, sans eau, sans vivres, les quatre-vingts chasseurs français, renfermés dans le marabout de Sidi-Brahim qu'ils crénelent, résistent à toutes les attaques des soldats algériens. Ils n'ont qu'une bouteille d'absinthe. Ils doivent boire leur urine pour apaiser leur soif. Privés de

¹ *Moniteur* du 9 octobre 1845, cité par Maurice de Bongrain, *op. cit.*, p. 35.

² Hugonnet, *Spectateur militaire*, 1859, t. I, p. 440, cité par Maurice de Bongrain, *op. cit.*, p. 35.

munitions, ils coupent en quatre leurs dernières balles. Abd el-Kader qui dirige cette attaque en personne, adresse plusieurs lettres écrites en français aux chasseurs pour leur promettre la vie sauve, s'ils consentent à se rendre. Le capitaine Géraux lit un de ces messages, une note écrite sous la dictée de l'émir par l'adjudant Thomas : « Abd el-Kader, y est-il dit, invite les assiégés à se rendre, il leur fait savoir qu'il a déjà plusieurs prisonniers et que tous seront bien traités. » Les Français refusent de se rendre. « Va dire à ton maître, répond Géraux, que mes hommes ont encore des cartouches et qu'ils les rendront une à une au bout de leur fusil. » Pendant ce temps, le caporal Lavaissière, avec une ceinture rouge et des mouchoirs blanc et bleu improvise un drapeau et au milieu des acclamations de ses camarades, le plante au sommet du marabout, dans l'espoir d'être aperçu par une colonne de secours. Le soir du deuxième jour, le capitaine Géraux sort avec sa soixantaine de soldats encore en vie, pour se diriger vers Nemours. Ils se lèvent, franchissent les murs du marabout et courent sur le premier poste qui est enlevé. Surpris, les Arabes tirent dans tous les sens puis poursuivent cette poignée de héros. Cinq ou six Français sont abattus. La petite troupe doit traverser deux dangereux ravins. Au premier, pendant un bref instant de halte, le capitaine Géraux est mortellement blessé. Deux ou trois hommes tombent près de lui. Les chasseurs ne veulent pas abandonner leur chef. Ils le chargent sur leurs épaules et le portent à quatre. Le ruisseau qui coule au fond de la vallée de l'oued Ziri est le second point difficile à franchir. Ce cours d'eau arrose les murs de Nemours. Un dénouement heureux est proche d'autant plus que les tribus qui habitent cette vallée sont amicales mais... les alliés d'hier sont aujourd'hui des insurgés. Ils font feu. La lutte est trop inégale. Les Français sont épuisés. Presque tous les chasseurs y restent. Le lieutenant de Chappedelaine reçoit une balle dans le flanc et tombe, puis les quatre porteurs du capitaine et le cadavre, puis le médecin Rosagutti. Il n'y a plus d'officiers, plus de cartouches, plus d'espérance. Les malheureux jettent leurs fusils qui les embarrassent, se disent un dernier adieu et, la baïonnette au poing, se précipitent tête baissée au milieu des Arabes. Les uns sont tués, les autres se jettent dans les broussailles et rampent. Peu arrivent jusqu'à Nemours. Ils sont recueillis mourants par le docteur Artigues. Quinze parmi lesquels l'interprète Levy sont faits prisonniers par les Arabes. Sur les quatre-vingts derniers combattants de Sidi-Brahim, cinquante ont été tués.

Coloniser, c'est civiliser !

Dans le Caucase, quand les Russes avancent l'argument classique de tous les colonisateurs, à savoir qu'ils font sortir l'ordre du chaos, et notamment en construisant des routes, le rebelle Chamil répond : « Vous me dites que mes routes sont mauvaises et que mes montagnes sont infranchissables. C'est bien. C'est ce qui fait que le puissant sultan blanc et toutes ses armées, qui ne cessent de guerroyer contre moi, ne me peuvent encore rien. Je n'ai pas l'audace de me comparer à de grands souverains. Je suis Chamyl, un simple Avar. Mais mes mauvaises routes et mes montagnes me rendent plus puissant que bien des monarques. Je devrais oindre mes arbres d'huile, et mélanger la boue de mes chemins au miel parfumé, orner mes rochers de lauriers, eux qui m'aident si bien dans ma lutte pour la liberté du Caucase. » Sur les rives de la mer Noire, les indigènes sont de très habiles voleurs. Rien ne pourrait défendre un étranger de la dextérité de leurs doigts. Spencer nous dit que « leurs bateaux, à raison de leur agilité, étaient un sujet de terreur pour les marins que l'orage poussait vers les côtes de la Circassie, parce que les peuples du Caucase étaient de très redoutables pirates. » C'est la Russie qui a à peu près détruit cette piraterie.

Quant au commerce entre les Circassiens et les Turcs, que la Russie entrave, à la grande indignation de l'Anglais Spencer, ce n'est, après tout, qu'un commerce d'esclaves. Les Turcs tenaient surtout à leurs rapports avec les pays du Caucase, à cause des belles femmes qu'ils y achetaient. La Circassie, la Géorgie et la Mingrétie leur en fournissaient considérablement autrefois. Il paraît que, du temps de Chardin, la Mingrétie seule payait un tribut annuel de douze mille jeunes garçons et jeunes filles. Cette denrée a immensément diminué depuis que cette province et la Géorgie font partie de l'empire russe, et depuis que la Circassie est bloquée. Rien n'est plus plaisant que les diverses impressions de Spencer, au sujet de cette vente des femmes. Étant à Constantinople, il va visiter le bazar des esclaves, et il est révolté de voir ces pauvres créatures mises en vente comme du bétail, et subissant le dégradant examen des acheteurs. « La seule idée, dit-il, de vendre un être immortel, sa vie, sa liberté, tout enfin, est vraiment révoltante. Je me sentais honteux d'être homme, honteux d'être classé parmi des êtres capables de commettre un tel crime contre l'humanité, et jamais je ne fus plus glorieux du nom d'Anglais qu'en ce moment. J'étais fier de ma généreuse patrie, qui a sacrifié des millions pour faire disparaître cette souillure de la barbarie partout où flotte son pavillon. » Cette noble indignation se calme beaucoup quand il est en Circassie. La vente des femmes, à laquelle se livrent ses amis du Caucase, lui paraît même avoir quelques bons côtés. « Un père vend sa fille, dit-il, et un frère sa sœur, ce qui est d'autant plus étonnant qu'un Circassien regarde sa liberté comme le premier de tous les biens. Mais on ne voit là qu'un moyen honorable de pourvoir à leur établissement, et la belle dame qui a passé sa jeunesse dans le harem d'un Persan ou d'un Turc opulent, quand elle revient dans son pays, avec toute sorte de jolies parures, excite toujours dans l'esprit de ses jeunes amies le désir de suivre son exemple; aussi sautent-elles sur le navire destiné à les emmener, peut-être pour toujours, loin de leur patrie et de leurs amis, avec autant de gaieté que si elles allaient prendre possession d'une couronne. Le système de vendre les femmes

aux étrangers a probablement contribué à conserver dans le Caucase quelques-uns des raffinements de la civilisation, parce que celles de ces femmes qui reviennent dans leur terre natale, après avoir demeuré chez un peuple beaucoup plus policé, rapportent des connaissances qui les mettent à même de travailler à l'amélioration de la condition sociale de leurs compatriotes, lesquels, sans cela, à raison de leur isolement, seraient retombés dans une barbarie complète. D'un autre côté, cette coutume a amené beaucoup de guerres et de querelles entre les diverses tribus dont chacune faisait des excursions sur le territoire des autres, afin de se procurer une provision de beautés à vendre. Heureusement pour l'humanité, tout cela a disparu à peu près; on le doit à la dernière confédération entre les tribus et aussi à ce que le pavillon russe flotte en dominateur sur la mer Noire, ce qui a suspendu presque tous les rapports des Circassiens avec leurs voisins.... À présent, grâce au peu de commerce qui se fait entre les habitants du Caucase et leurs anciens amis les Turcs et les Persans, le prix des femmes a considérablement baissé, ce qui est un sujet de lamentations pour les parents qui ont beaucoup de filles, et leur cause un désespoir pareil à celui du marchand qui pleure sur ses magasins pleins de marchandises sans acheteurs. D'un autre côté, le pauvre circassien gagne beaucoup à cet état de choses, parce qu'au lieu de donner tous les produits de son travail de plusieurs années, ou de livrer la plus grande partie de ses troupeaux, il peut avoir une femme à bon marché, puisque la valeur de ce charmant article est tombée de l'énorme prix de cent vaches à celui de vingt ou trente. » Il résulte de cela que le profit le plus clair de l'indépendance de la Circassie, telle que la demande Spencer, serait de faire hausser le prix des femmes, de relever ce commerce à peu près tombé, et par suite de rétablir l'état de guerre entre les tribus auxquelles une confédération ne serait plus nécessaire. On ne saurait, du reste, trop louer la candeur de cet écrivain, et le soin avec lequel il fournit lui-même à ses lecteurs les meilleures raisons qu'il y ait à donner contre le système soutenu par lui.

Le Figaro du 28 février 1832 n'oublia pas de mentionner l'état d'asservissement des femmes algériennes. L'anecdote est d'abord amusante car l'occupation française émancipe. Deux odalisques mariées succombèrent au charme d'un magistrat français. Le mari musulman, outragé, porta plainte auprès de Savary. Ce dernier, gouverneur général, demanda ce que le cocufié comptait faire. Il lui répondit : « Sublime Français, pour vous être agréable, je les ferai coudre dans un sac et jeter à la mer. » Conscient du danger encouru par les deux femmes, Savary décida de ne pas les restituer au mari. Il les libéra avec un tuteur chargé d'administrer leurs biens. De son côté, Lamartine développa longuement le parallèle entre la France de son temps et la Rome de jadis, l'une et l'autre censées obéir à leur « instinct » de conquête pour déverser le trop-plein de leur population sur un monde destiné à être civilisé¹. Dans un discours du 2 mai 1834, il exprimait un soutien sans faille à la conquête militaire de l'Algérie : cet « assaut donné à la barbarie », en même temps qu'une critique véhémement des députés qui envisageaient un abandon de cette colonie. Deux ans plus tard, Lamartine semblait effrayé par les conséquences de son propre appel à la colonisation. Dans un discours du 11 juin 1836, il se démarquait d'une forme d'occupation qui viserait à « exterminer un peuple pour y implanter un peuple nouveau », à quoi il substituait une « colonisation par les indigènes » qui se veut « humaine » et qui mettrait des limites géographiques précises à l'appropriation des terres par des Français. Du coup, il en vint à renverser totalement le sens de la référence antique. Considérée comme l'exemple à suivre en 1834, Rome, deux ans plus tard, devenait au contraire un repoussoir, une manière forte reposant sur l'imposition d'un pouvoir exercé uniquement par l'occupant et à son profit : « Tant que vous aurez un général, quelque habile, quelque illustre qu'il soit, et une armée nombreuse en Afrique, par la nature même de ce gouvernement tout militaire, vous serez sans cesse précipités involontairement dans la guerre et le système d'expéditions que je vous signalais tout à l'heure, et dont depuis six ans vous ne voyez que trop les funestes résultats ; [...]. Ce système, c'est celui qui a été suivi à une autre époque, et très malheureusement par les Romains. Vous aurez en Afrique ce que les Romains avaient par toute la terre, quand ils employaient des proconsuls et des généraux pour administrer les provinces : c'est qu'ils reconnaissaient le droit de vivre à aucun peuple, et qu'ils appelaient la terre *orbis romanus*.² »

Les violences ne manquent pas dans l'histoire de la conquête de l'Algérie. Le spahi François-Alexandre Monsel déserta et passa à l'ennemi le 27 juillet 1836. Il prétendit avoir été poussé à quitter le service par les brutalités de son adjudant. Ce dernier ayant été tué au combat de Guerouaou, Monsel inscrivit avec la pointe d'un poignard son propre nom sur le cadavre. Monsel combattait avec les Arabes autour d'Oran et dans la Mitidja. Arrêté le 19 septembre 1837, il fut condamné à mort par un conseil de guerre et fusillé à Alger le 30 octobre 1837. Léon Roches au cours d'une soirée passée avec de nombreux Arabes indique que le sujet de la conversation finissait par se focaliser sur la guerre faite aux chrétiens. Chacun vantait ses exploits et fanfaronnait : l'un avait tué beaucoup de Français, l'autre avait coupé tant de têtes et commis mille forfaits. La conquête armée de l'Algérie est d'une bestialité effrayante. Les 21, 22 et 23 septembre 1845, une colonne de plus de 15 000 hommes commandée par le général Bourjolly est attaquée par plusieurs tribus révoltées des Flittas. Afin de dégager son arrière-garde, le général français envoie deux escadrons du 4^e régiment des chasseurs d'Afrique. Le lieutenant-colonel Berthier les conduit à la charge. Subitement, il tombe frappé d'une balle en plein cœur. Les Arabes veulent son corps pour le

¹ Sarga Moussa, *op. cit.*, p. 86.

² *La France parlementaire d'Alphonse de Lamartine*, éd. Louis Ulbach, Paris, t. I, 1864, p. 284. Texte cité par Sarga Moussa, *op. cit.*, p. 87.

mutiler. Les cavaliers français sont prêts à se faire tuer pour récupérer le cadavre de leur chef. On se presse, on se hurte. « D'un côté, c'était un fanatisme que rien n'effrayait, de l'autre un sentiment d'honneur qui s'exaltait par le danger », raconte *L'Illustration* du samedi 11 octobre 1845. Un Arabe saisit la dépouille par la tête, s'apprête à la couper et fuir avec son trophée dégoulinant de sang, quand un chasseur descendu de cheval, s'empare d'un des pieds de Berthier mort, tue l'Arabe d'un coup de feu, enlève le corps de la mêlée, le rapporte à Mostaganem où les honneurs militaires lui sont rendus. Pendant ce combat, le 9^e bataillon des chasseurs, entièrement séparé de la colonne, forme le carré. Le corps à corps est pratiquement engagé. Près d'un buisson gisent une dizaine de cadavres revêtus de l'uniforme français, et à côté d'eux une vingtaine de blessés. Les cadavres habillés de burnous forment une ceinture autour du carré. Toutes les baïonnettes ruissellent de sang. Au milieu, un homme reste debout, impassible, c'est le commandant Clère, atteint depuis une demi-heure d'une balle qui lui a traversé le genou. Le général Bourjolly arrive avec un bataillon et dégage les chasseurs d'Orléans. M. de Mont-Rond dans son *Histoire de la conquête de l'Algérie* parue en 1847 écrit : « Mais autant une guerre est fâcheuse et généralement absurde entre deux peuples également avancés, autant elle est avantageuse à l'humanité, lorsqu'elle met la barbarie aux prises avec la civilisation, avec toutes les chances de triomphe pour cette dernière : le soldat vainqueur n'est alors que le missionnaire armé d'un nouvel ordre d'idées et d'organisation. » L'hypocrisie semble manifeste mais les Français ne voient pas de contradiction entre les libertés et les valeurs pour lesquelles ils se battent chez eux et la tyrannie qu'ils imposent à ceux qu'ils ont conquis¹. Ceci est partiellement imputable au fait que la vie coloniale forme un monde à part, dont se désintéressent la plupart des gens, et partiellement au fait que les abus de la vie coloniale ne font qu'amplifier certains traits de la société française avec lesquels les Français ont appris à vivre. On dénonce bientôt dans la presse parisienne les atrocités commises par la « glorieuse armée d'Afrique », dans cette sale guerre que Bugeaud nomme « une chasse à l'homme ».

Le principe de l'armée est de tuer et de détruire tous les obstacles qu'elle rencontre sur son chemin. Cependant l'armée n'entend pas faire de la répression un système de gouvernement. L'Algérie a été conquise par des soldats, aussi l'armée exerce une influence déterminante sur la manière de traiter les indigènes. Son objectif principal est de garder la colonie sous son seul contrôle. Elle s'oppose non seulement aux rebelles arabes mais aussi aux Français qui veulent s'installer ou faire de l'argent dans le sillage de la conquête. Elle prend donc la défense des indigènes qu'il faut protéger de l'exploitation des colons. Le maréchal Bugeaud est l'initiateur de ce mouvement. Il aurait même écouté les conseils de Théophile Gautier : « Il [Gautier] racontait sérieusement qu'étant en Algérie en 1845, il avait déterminé le maréchal Bugeaud à renoncer à une expédition contre les Kabyles en lui démontrant que ces peuplades dont le costume est plus élégant et plus ample que le nôtre doivent être considérées comme supérieures et protégées par des hommes intelligents.² » Bugeaud donne du poids à ces arguments puisque l'Algérie compte autant de soldats que de colons, soit respectivement 104 000 et 109 000 en 1846. Bugeaud a le plus profond mépris pour les colons, en qui il voit la lie de la société française : il essaie de protéger les Arabes de leurs déprédations et d'utiliser de préférence l'armée à l'aménagement du territoire. Il la transforme en une vaste entreprise de travaux publics, lui faisant construire des routes et défricher la terre. D'origine paysanne lui-même, Bugeaud comprend bien l'amour des Arabes pour leur terre. Il se fait leur allié contre les spéculateurs de la ville. Il respecte la tradition, et conserve donc le système arabe de l'impôt. Ainsi l'armée devient-elle non seulement celle qui a conquis les indigènes, mais aussi celle qui les protège des capitalistes et des intermédiaires qui essaient, eux aussi, de les exploiter.

Au Levant, la franc-maçonnerie est un vecteur de modernité. Elle s'implante par l'intermédiaire de marchands et de diplomates. Les francs-maçons accompagnent l'expansion coloniale. La loge *Bélisaire* regroupe à Alger des négociants du milieu marseillais. La franc-maçonnerie, fer de lance du colonialisme a pour but d'apporter les Lumières en Orient. Yacono consacre tout un chapitre aux projets de la maçonnerie en ce sens et on les perçoit clairement par-delà les déboires : « En 1839 il est décidé d'attirer à l'ordre ceux des indigènes qui, par leur influence de leurs fonctions ou de leur position sociale, sont réputés propres à concourir au bien que la maçonnerie s'est proposée en plantant sa bannière sur le sol africain. » En 1841, le génie militaire en Algérie a tracé vingt-huit routes de diverses classes, non compris les routes vicinales. Cela représente 747,6 kilomètres dont 66,6 kilomètres sont empierrés. Plusieurs villes ont été assainies. Les Français ont élevé quatre cent cinquante bâtiments pour une valeur de huit millions de francs. L'Algérie devient progressivement une colonie française. La monarchie de Juillet renoue avec la civilisation de l'Afrique romaine. Le commandant Durand s'en réjouit car « ses quatre cents cités, sa nombreuse population, ses lois, ses mœurs, tout a disparu sous les pieds des Vandales, des Arabes et des Turcs. » Il dévolue à l'armée française le rôle d'« avant-garde de la civilisation européenne » qui doit « renouer la chaîne du progrès brisée par les invasions du Moyen-Âge », « relier l'Antiquité à l'ère moderne, et faire revivre sur la plage africaine les prospérités de la domination romaine en la dotant des prospérités de l'âge nouveau.³ » Des travaux sont projetés pour l'agrandissement du port d'Alger. Jusqu'en 1842, l'ancien môle a été consolidé et une

¹ Voir Theodore Zeldin, *Anxiété et hypocrisie, Histoire des passions françaises*, tome 5, Paris, Payot, 2002, p. 230.

² *Souvenirs* de Maxime du Camp, cités par Franck Laurent, *op. cit.*, p. 145.

³ Ferdinand Durand, *op. cit.*, p. 325.

nouvelle jetée de 150 mètres a été réalisée. Les aménagements urbains ont débuté lorsque Savary avait le commandement d'Alger. Quatre cent cinquante-trois maisons avaient été abattues pour permettre des trouées à travers les ruelles tortueuses et les impasses fangeuses. Des rues sont ouvertes et des magasins sont nouvellement construits. On pave et on balaie pour garantir la salubrité publique. Une taxe sur les habitants permet de financer l'arrosage et l'éclairage public. Les murailles sont blanchies à la chaux. Les maisons en ruine sont consolidées. C'en est fait, Alger la musulmane disparaît chaque jour pour faire place à la cité française¹. André Cochut écrit dans la *Revue des Deux Mondes* : « Alger est un théâtre qui change à vue, et il en sera de même de chaque ville où on prendra pied. » Dans la région d'Oran, les Turcs avaient établi un système de canaux d'irrigation par les eaux du Sig. Les Français construisent le barrage du Sig, ce qui permet d'endiguer les crues. Depuis 1830, la France a dépensé 64 millions de francs en travaux pour sa colonie algérienne².

Le journal *La Phalange* estime que la colonisation ne se mesure pas uniquement sur le plan économique. « Oui, y lit-t-on, l'Algérie appartient à l'Europe, à la France : mais comme le fils à son père, comme le jeune frère au frère plus grand et plus éclairé dont les soins guident sa faiblesse, développent ses forces et fécondent son âme. » On s'en émeut presque : « Tout récemment, des débats assez vifs de la Chambre des Députés ont eu leur retentissement dans les journaux. Eh bien ! pas une voix ne s'est élevée pour défendre le principe de la colonisation en Afrique au nom de la charité humaine. » Les vues généreuses s'assortissent évidemment d'une mission civilisatrice car il faut « arracher l'Arabe à sa barbarie séculaire, féconder la terre africaine, s'avancer sur ce continent misérable et faire reculer les déserts devant les prodiges de notre industrie : n'est-ce point là un but assez beau pour qu'il soit invoqué en même temps au moins que l'intérêt des marchands de comestibles ? » La conquête s'accompagne de transformations sociales avec la diffusion des journaux comme *Le Moniteur algérien*, *L'Akbar*, *Le Safsaf*, *La Seybouse*, *L'Écho d'Oran*, *La France algérienne*, *Le Courrier d'Afrique*, *L'Écho de l'Atlas*. À Paris, on trouve *L'Algérie* et *L'Afrique*. La censure frappe cependant durement la presse en Algérie. Le directeur de la police prend connaissance, tous les soirs, du numéro à publier le lendemain. Il se réserve le droit d'empêcher la diffusion de certaines informations³. De surcroît, le capitaine Richard dénonce la presse et les humanistes qui critiquent les méthodes brutales de l'armée française en Algérie. Pour lui, ces bien pensants « semblent avoir complètement oublié qu'il existe des peuples beaucoup moins civilisés que ceux au sein desquels ils ont le bonheur de vivre. » Richard leur reproche d'avoir un œil sec sur les cadavres mutilés des soldats français. Il fait l'apologie de la conquête : « Nous sommes venus nous établir en Afrique, écrit-il, et y faire la guerre, poussés par cette force providentielle qui a jeté les barbares sur l'empire romain, qui a produit les croisades et qui, au commencement de ce siècle, a promené nos bataillons dans toute l'Europe. Nous y sommes venus pour accomplir notre tâche dans la grande œuvre de l'unité terrestre, que l'Angleterre et les États-Unis d'Amérique poursuivent dans les autres parties du monde. L'Europe qui représente la civilisation ne pouvait rester ainsi plus longtemps inactive devant l'Afrique qui représente la barbarie. »⁴ Pour lui, les Arabes sont des demi bêtes fauves qui luttent pour l'indépendance de tous les crimes.

Les Français tiennent à montrer qu'ils apportent la civilisation. Journal d'opposition à la monarchie de Juillet, *Le Figaro* ne manquait cependant pas de relever les arrestations arbitraires en Algérie⁵. Jusqu'en 1842, les exécutions à mort ont lieu suivant la coutume locale : par le yatagan et par un bourreau musulman qui continue à remplir ce redoutable office, mais le 3 mai 1842 a lieu un fâcheux accident selon les mots du journal *L'Illustration*. Le nommé Grass, condamné à mort par la Cour royale d'Alger, est exécuté. L'exécuteur indigène, vraisemblablement néophyte, est obligé de s'y prendre à plusieurs reprises pour achever le supplice du patient. La foule indignée menace le bourreau et celui-ci ne doit la vie sauve qu'à l'intervention de la force publique. Pour prévenir l'émotion populaire, l'autorité locale réclame au ministre de la Guerre, l'introduction en Algérie de la guillotine et le remplacement de l'exécuteur algérien par un exécuteur français. Le 16 février 1843, la terrible machine est dressée sur la place Bab-el-Oued à Alger. Elle fonctionne pour la première fois sur ce sol. Le nommé Abd-el-Kader Zellouf ben Dahman, condamné à mort pour crime d'assassinat, par arrêt de la Cour royale du 16 septembre 1842, subit sa peine à 13 heures. La nouveauté du spectacle impressionne les indigènes et après l'exécution, ils se précipitent massivement vers l'échafaud pour l'examiner dans tous ses détails. En 1846, le porche de l'ancienne porte Bab-Azoun est détruit. La porte Bab-Azoun, un arc de plein centre assez haut pour permettre le passage d'un chameau chargé, surmontée d'un fronton triangulaire d'aspect gréco-romain cristallisait toutes les peurs durant la période turque. De chaque côté de la porte étaient fichés dans la muraille de grands hameçons de fer à la pointe aiguisée sur lesquels on précipitait du haut des remparts les criminels et les esclaves qui s'insurgeaient. Les suppliciés agonisaient en d'atroces souffrances pendant plusieurs jours. La population de la ville assistait au spectacle. La morale des pratiques françaises en Algérie, c'est... Victor Hugo qui la définit :

¹ Pierre de Castellane, *Souvenirs de la vie militaire en Afrique*, Paris, Lecou, 1852, p. 1.

² André Cochut, « L'Algérie et le budget », *Revue des Deux Mondes*, tome I, 1849.

³ *L'Illustration*, samedi 26 septembre 1846.

⁴ Richard, *op. cit.*, p. 165.

⁵ *Le Figaro* du vendredi 24 juin 1836.

« Deux partis à prendre : civiliser la population, coloniser le sol... Civiliser la population ? Je veux bien, mais quelle affaire... Ce n'est pas seulement fondre deux peuples, c'est fondre deux races [...] c'est rapprocher des siècles ; d'une part, chez nous le XIX^e siècle, celui de la presse libre et de la pleine civilisation ; d'autre part ; chez eux, le siècle pastoral et patriarcal, homérique et biblique. Quel triple abîme à franchir... Ces hommes-là se ressemblent-ils autrement devant Dieu ? [...] Dans la vie, ils se repoussent et s'excluent, et l'un chasse l'autre. Donc, coloniser le sol... Alors, dira-t-on, il faut bien être un peu barbare parmi ces sauvages [...]. La barbarie est en Afrique, je le sais [...]. Nous ne devons pas l'y prendre, nous devons la détruire. Nous ne sommes pas venus ici pour rapporter l'Afrique mais pour y apporter l'Europe. ¹ » Victor Hugo s'insurge contre les tortures utilisées dans l'armée d'Afrique². Quant à la pratique coloniale, elle est considérée par Engels comme un progrès majeur : « La conquête de l'Algérie est un fait important et heureux pour le progrès de la civilisation. Si l'on peut regretter que les Bédouins du désert aient perdu leur liberté, il ne faut pas oublier que ces mêmes Bédouins étaient une nation de brigands. Le bourgeois moderne et, avec lui, la civilisation, l'industrie, l'ordre, une certaine dose d'idées éclairées, est bien préférable au seigneur féodal ou au brigand nomade et à l'état social de barbarie auquel ils appartiennent. ³ »

Les prisonniers de guerre

Depuis l'arrêté du 30 avril 1841, les Arabes appartenant aux tribus insoumises d'Algérie et saisis en état d'hostilité contre la France sont envoyés prisonniers sur l'île Sainte-Marguerite. Son fort est redevenu une prison d'État⁴. Le premier prisonnier fut le cheik de la partie insoumise de la tribu des Abd-el-Nour, dans la province de Constantine. Sadik ben Mochnach était un partisan d'Abd el-Kader, qui fomentait des troubles. Il fut arrêté à la mi-mars 1841, débarqué à Toulon le 4 avril, transféré à Sainte-Marguerite le 8 août suivant⁵. Avec ben Mochnach fut écroué le même jour, le fameux Ali ben Aïssa. Ahmed bey en avait quasiment fait son premier ministre en l'élevant au rang de directeur de la monnaie et chef de l'administration de la douane. En outre, il commandait les fantassins kabyles. Lors du siège de Constantine, il présidait aux arrestations politiques, aux exécutions secrètes et aux confiscations. Il était venu au mois de mars 1838 faire sa soumission à Alger au gouverneur général. En octobre 1838, les Français le nommèrent calife du Sahel de Constantine. Il avait alors dans sa juridiction les tribus kabyles qui habitent les chaînes de l'Atlas entre les monts Edough et Djidjeli. Accusé pendant ce commandement du crime de fausse monnaie, il fut condamné le 2 avril 1841 par un conseil de guerre à vingt ans de travaux forcés. La peine fut commuée le 27 mai suivant en détention de vingt ans. Une décision royale du 18 mars 1842 le gracie, en l'assujettissant à surveillance. Il est autorisé à se rendre à Verdun mais il reste quelques mois à Sainte-Marguerite jusqu'à l'arrivée de sa famille en France. Il n'en part que durant les premiers jours d'octobre 1842 pour Montpellier, ville jugée plus attrayante que Verdun. Ben Hamelaoui était incarcéré avec Ben Aïssa, mais grâce aux instances de sa femme, « la première femme arabe de distinction venue à Paris », Ben Hamelaoui est gracié le 26 août 1842. Il réside à Nogent le Rotrou, à Meaux et enfin Paris. En 1843, il quitte la France pour Tunis. À Sainte-Marguerite est également enfermé Ben Azouz, ex-lieutenant d'Abd el-Kader. Remis en liberté, il retourne à Alger.

Au 1^{er} juin 1844, le château de l'île Sainte Marguerite renferme 356 prisonniers arabes et le fort Brescou – près d'Agde dans l'Hérault, sur un rocher isolé en mer, 1 320 mètres en avant du cap d'Agde – en compte 99. Le nombre de prisonniers augmente évidemment après la prise de la smala. En 1841, les prisonniers arabes sont répartis suivant deux classes. Ceux de la première touchent 75 centimes par jour. Ceux de la seconde perçoivent 30 centimes par jour. En septembre 1843, trois classes sont instituées. La première classe regroupe les chefs militaires importants. La seconde classe accueille les serviteurs et les enfants âgés de 10 à 15 ans. Enfin, dans la troisième classe, on trouve des domestiques et les enfants de 2 à 10 ans. Au mois d'octobre 1843, le ministre de la Guerre a donné des ordres pour l'installation des prisonniers arabes au fort Brescou. À Sainte-Marguerite, des inspections régulières ont lieu pour s'assurer que les Arabes y sont traités aussi humainement que possible. Entre avril 1842 et septembre 1843, la prison est inspectée par le lieutenant général d'Hautpoul. Boudin, médecin chef des salles militaires de l'Hôtel Dieu de Marseille s'y rend également. En septembre 1843, le docteur Warnier, membre de la commission scientifique d'Algérie propose un adoucissement du sort des prisonniers. Une infirmerie est organisée pour le service des malades. Du matériel et des médicaments sont expédiés depuis l'hôpital militaire de Toulon. Longtemps, les malades arabes ont, par préjugé religieux, refusé de se rendre à l'infirmerie, préférant être traités dans leur chambre. Leurs réticences sont vaincues en décidant deux de leurs compagnons de captivité à remplir auprès d'eux la fonction d'infirmiers. Des soins pressés sont prodigués par le docteur Bosio, médecin civil de

¹ Victor Hugo, *Reliquat*, 1847, cité par Marc Ferro, *Le livre noir du colonialisme*, Paris, Robert Laffont, 2003, p. 491.

² Lettre à Moline de Saint-Yon, ministre de la Guerre, 16 avril 1847.

³ Friedrich Engels, *The Northern Star*, 1848.

⁴ Le fort de cette île accueillait des prisonniers prestigieux. Le plus célèbre fut l'homme au masque de fer. Après la révocation de l'édit de Nantes, on y enferma des ministres protestants. Lagrange-Chancel y séjourna après la publication de ses *Philippiques*. Sous l'Empire, ce furent Omer de Talon en 1803, la duchesse d'Escars en 1807 et en 1809, Maurice de Broglie (1766-1821), évêque de Gand. Sous la Restauration, deux cents Égyptiens, hommes, femmes et enfants y sont retenus prisonniers. Remis en liberté au bout de deux ans et demi, quelques-uns habitent Marseille où ils se sont établis et fixés.

⁵ *L'Illustration*, 29 juin 1844.

Cannes. Le poète Poncy évoque le spleen du prisonnier arabe dans sa nouvelle africaine intitulée *Leïla*. Boukandoura capturé pendant le siège de Constantine de 1837, était resté six ans sur Sainte-Marguerite, hanté par des tourments inouïs. À la fin de l'année 1844, il est libéré avec cent autres prisonniers. Le brick *la Ménagère* les transporte en Algérie. La répression après l'expédition de Biskra mérite une étude particulière. Les Arabes se soulèvent le 12 mai 1844. La Casbah tombe à nouveau entre les mains de Bel Hadj, lieutenant d'Abd el-Kader. Le duc d'Aumale avec quelques troupes rétablit, cinq jours après, l'autorité de la France à Biskra. Une enquête est confiée à M. Thomas, le commandant du bataillon indigène. Les officiers français ont été trahis. D'après le rapport, la mutinerie a été ourdie par le frère d'un des soldats de Sidi Okba, venu passer la nuit au fort, la veille de l'attentat. Les soldats recrutés dans les Zibans ont rejoint pour partie l'insurrection. Les autres ont laissé faire. Les châtiments pleuvent. L'auteur du complot et ceux qui y ont pris part les armes à la main sont condamnés à mort. Deux seulement sont pris et exécutés. Ceux qui ont eu connaissance du complot mais ne l'ont pas révélé sont condamnés à la déportation. Leurs biens sont confisqués. Enfin, ceux qui n'ont rien fait, qui n'ont pas aidé les soldats français, n'ont pas résisté, doivent payer une amende et faire de la prison. Tous les villages qui ont fourni des contingents lors de la formation de la garnison indigène de Biskra sont frappés d'une amende. Sidi Okba connu pour son hostilité envers la France doit verser 20 000 francs. Biskra doit donner 5 000 francs. Les autres villages s'acquittent avec des moutons dont la valeur varie entre 500 et 1 000 francs. Les quartiers désertés sont livrés au pillage du goudou. Le génie remet la casbah de Biskra en état de défense. Parmi les déportés de Biskra, les uns restent en Algérie, les autres sont embarqués vers la France. Les membres de la famille Ben Azouz dont le principal chef a été *khalifa* d'Abd el-Kader à Msilah sont envoyés dans la plaine de Bône où les ont précédés la famille de Berkani, ancien *khalifa* de l'émir à Médéa. Les prisonniers dirigés vers la France sont embarqués à Alger le 15 juillet 1844 pour Toulon. Ils sont déposés d'abord au fort Lamalgue avant leur transfert sur l'île Sainte-Marguerite ou au fort Brescou. Au mois de janvier 1845, deux nouveaux forts, ceux de Saint-Louis et de Saint-Pierre à Sète sont prévus pour recevoir des prisonniers arabes. Celui de Saint-Louis peut accueillir cent trente trois captifs. Il en a douze trois mois après. Celui de Saint-Pierre peut en contenir quatre-vingt sept mais il reste vide trois mois après. Les têtes des prisonniers des Zibans compromis dans l'affaire de Biskra sont dessinées d'après nature au fort Lamalgue à Toulon. Pour les faire poser, l'artiste, M. Letuaire, leur laisse croire que les portraits seraient envoyés au sultan des Français. Ils viennent tous ! Au fort Lamalgue, les prisonniers reçoivent par jour une ration de soldat, du riz et vingt-cinq centimes. La plupart sont sales¹. Le concierge du fort les conduit sous bonne escorte à la rivière. Il leur fait en outre balayer et laver tous les matins la prison. Deux d'entre eux font la corvée du bois. Il se revoient la tâche comme des enfants : « Toi, tu n'y es pas allé... Ce n'est pas mon tour... » Un autre va chercher l'eau dans une peau bien cousue. Ils cuisinent dans les fossés intérieurs du rempart de la forteresse. Ils aiment les fruits, surtout les abricots. Ils fument le cigare. Ils restent accroupis durant des heures et échangent quelques mots. Le juif Braham-el-Ihoudi est l'objet de leurs attaques. Le concierge est contraint d'intervenir. La plupart sont mariés. Rare est celui qui n'a qu'une seule femme. Ahmed ben Salah déclare en avoir quatre. Les soldats prisonniers des Zibans sont finalement envoyés à Brescou. Ahmed ben Salah, Braham el Ihoudi et Hadj Saddik Houhou sont dirigés sur Sainte-Marguerite². *L'Illustration* du 9 août 1845 fait part de la remise des prisonniers marocains à Mogador. La paix conclue avec le chérif Abd al-Rahman permet le rapatriement des cent vingt-trois hommes capturés le 16 août 1844. Devant Mogador, l'arrivée de la frégate à vapeur *Véloce* chargée du transport des détenus suscite la peur d'une reprise de la guerre. D'autres, pensant que les Français agissent de même qu'eux, murmurent que les Marocains seraient fatigués par les fers qu'ils devaient porter. Les voyant accoster libres, des cris de joie éclatent. La libération est saluée par une foule immense qui se précipite vers les chaloupes, les larmes aux yeux.

En 1838, Abd el-Kader ne détenait aucun prisonnier de guerre français. Après la convention conclue par le général Desmichels, on traita à Mascara de l'échange des prisonniers faits pendant la guerre et ils furent tous ramenés à Oran. Parmi eux se trouvait le maréchal des logis David, du 2^e chasseurs d'Afrique, pris à Arzew et tué le 26 juin 1835 à Moulay Ismaïl. Après La Macta, l'émir n'eut entre les mains que quatre Français, une cantinière et un enfant. Ils avaient échappé par miracle à la férocité des Arabes. Ce nombre s'accrut trois semaines après, de trois soldats du bataillon d'Afrique, qui furent surpris dans des figuiers à Arzew. Sur ces neuf prisonniers, un caporal et un soldat du 66^e parvinrent à s'évader et à regagner Oran. Les autres, quatre mois après, furent envoyés à l'empereur du Maroc avec des caissons et des chevaux du train. Ces sept prisonniers furent par la suite réclamés et libérés. Les autres prisonniers faits depuis La Macta dans les provinces d'Alger et d'Oran ont encore été envoyés au Maroc et les autres ont été rendus avec M. de France³, un officier de marine, en échange d'un certain nombre de prisonniers de La Sikkak.

¹ *L'Illustration* du 3 mai 1845.

² *Ibid.*

³ Auguste de FRANCE était enseigne de vaisseau à bord du brick le *Loiret*, capturé par les Arabes le 11 août 1836 aux environs d'Arzew et échangé contre des prisonniers arabes ramenés de Marseille, le 9 janvier 1837. Il raconta sa captivité dans l'ouvrage intitulé *Les prisonniers d'Abd el-Kader ou cinq mois de captivité chez les Arabes*, Paris, 1837, 2 volumes. Son récit a été reproduit en partie par Alby dans son *Histoire des prisonniers français en Afrique, depuis la conquête*, Paris, Desessart, 1847.

Le commandant Durand reconnaît que l'acculturation issue de la conquête modifie les comportements : « Les Arabes obéissent, sans s'en apercevoir à l'influence française ; déjà ils ont renoncé à plusieurs de leurs coutumes barbares ; ils n'égorgeant plus leurs prisonniers. » Ils consentent aux échanges car ils respectent Mgr Dupuch l'évêque d'Alger qui a notamment présidé à ce type de rapprochement. Pendant que Bugeaud engageait la guerre à outrance en Oranie, Mgr Dupuch était de son côté sur le point d'obtenir d'Abd el-Kader la libération de prisonniers civils et militaires. La genèse de ces tractations secrètes remontait aux dernières semaines du gouvernement de Valée. Au cours d'une nuit de tempête, l'évêque d'Alger avait été réveillé dans sa résidence en face de l'église Saint-Philippe par une jeune Française éplorée et portant un bébé dans ses bras. Il s'agissait de l'épouse du sous-intendant Massot qui avait été enlevé par des Hadjoutes sur la route de Douéra, à quelques kilomètres au sud-ouest d'Alger. L'évêque lui ayant parlé de la détresse de la jeune femme, Valée l'autorisa à entreprendre des démarches privées afin d'obtenir la libération de son époux. Mgr Dupuch a donc confié à un musulman dont il connaissait les liens avec la révolte un courrier destiné à Abd el-Kader. « Tu ne me connais pas, écrit-il à l'émir, mais je fais profession de servir Dieu et d'aimer en lui tous les hommes, ses enfants et mes frères. Donne-moi celui qui vient de tomber entre tes mains guerrières. Je n'ai ni or ni argent et ne peux t'offrir en retour que les prières d'une âme sincère et la reconnaissance de la famille au nom de laquelle je t'écris. Bienheureux les miséricordieux, car il leur sera fait miséricorde à eux-mêmes. » Touché par cette supplique, l'émir a vite renvoyé le messenger de l'évêque avec cette missive : « J'ai reçu ta lettre et je l'ai comprise. Elle ne m'a pas surpris, d'après ce que j'avais entendu raconter de ton caractère sacré. Pourtant, permets-moi de te faire remarquer qu'au double titre que tu prends de serviteur de Dieu et d'ami des hommes, tes frères, tu aurais dû me demander, non pas la liberté d'un seul, mais celle de tous les chrétiens qui ont été faits prisonniers depuis la reprise des hostilités. Bien plus, est-ce que tu ne serais pas deux fois digne de la mission dont tu me parles, si, ne te contentant pas de procurer un pareil bienfait à deux ou trois cents chrétiens, tu tentais encore d'en étendre la faveur à un nombre correspondant de musulmans qui languissent dans vos prisons.¹ » Abd el-Kader concluait sa lettre par cette sentence empruntée à Jésus-Christ : « Faites aux autres ce que vous voudriez qu'on vous fit à vous-mêmes. »

Le 21 mai 1841, deux cents prisonniers se jettent aux pieds de Mgr Dupuch à Sidi Klifa. Tous ont été convenablement habillés sur l'ordre d'Abd el-Kader. L'évêque confie : « J'aurais eu honte, si je ne l'avais pas pressenti, de ne pas lui remettre au nom de la France, les siens en moins bon état ; car hélas ! dans la sale et étroite prison d'Alger, plus d'un d'entre eux tous eût fait la veille encore, une impression de douleur et de dégoût non moins profonde. » Un des soldats d'Abd el-Kader lui demande un jour ce qu'il donnerait pour chaque prisonnier fait sur l'ennemi. L'émir lui répond : « huit douros. - Et pour chaque tête coupée ? demande insolemment le soldat.- Vingt cinq coups de bâton sous la plante des pieds, répond tranquillement Abd el-Kader.² » Le capitaine Morisot, blessé et capturé au bois du Massafran se réveille au camp de Sid Mohammed ben Allal : « J'avais peine à me rendre compte de ce qui m'était arrivé : j'avais encore mes épaulettes, ma croix d'honneur ; on ne m'avait rien pris ; j'étais à l'abri d'une tente, sur une espèce de matelas, entre deux burnous disposés en guise de draps, un tapis à côté, avec une gargoulette pleine d'eau, des citrons et du sucre. » Les soldats français capturés par les Arabes restent cependant tellement effrayés qu'ils demandent à devenir musulmans³. Dans le Caucase, on procède également au rachat des prisonniers. Par exemple, un des officiers du colonel Wrangel a été enlevé par les Lesghiens, qui demandent 100 000 francs pour sa rançon. Le gouvernement russe refuse désormais de racheter les officiers ou soldats faits prisonniers. Ce sont les familles de ces malheureux qui sont chargées de ce soin, si elles ne veulent les laisser enchaîner au service de montagnards cruels, qui ne les emploient qu'à des travaux pénibles.

Après les combats de Sidi-Brahim de la fin septembre 1845, les prisonniers français redoutent d'avoir la tête tranchée. Le commandant Courby de Cognord doit la vie au chef Bou Hamedy qui empêche un cavalier de lui couper la tête. L'adjudant Thomas et le maréchal des logis Barbut risquent de subir ce sort tragique. Ils sont dépouillés de leurs vêtements et couchés à terre pour être décapités, lorsque Kada ben Achemy, capitaine des spahis réguliers d'Abd el-Kader, passe et les prenant pour des gens importants en raison des galons de leurs dolmans, disperse les assassins du plat de son sabre et les garde sous sa protection⁴. Le lieutenant Larrazet est tout bonnement dépouillé de ses vêtements. On le lui laisse que son caleçon. Les Français sont tellement persuadés que leur dernière heure est arrivée que l'un d'eux s'écrie : « Embrassons-nous, amis, avant d'aller rejoindre nos frères !⁵ » Ces craintes s'avèrent inutiles. Personne ne va les tuer. Ils sont parqués sous bonne garde dans un bosquet, à l'exception du commandant qui est mené sous la tente d'un officier de l'émir. Sur les quatre-vingts prisonniers, soixante-deux sont blessés. Mourants de soif, on leur donne un peu d'eau. De la nourriture est ajoutée mais les Français ont l'estomac noué. Ils sont conduits sur le terrain où ils ont livré bataille. Maurice de Bongrain témoigne : « Alors, pour ceux de nous qui n'étaient pas hors d'état de marcher, commença l'horrible apprentissage

¹ Georges Fleury, *op. cit.*, 2008, p. 336.

² Mgr Antoine-Adolphe Dupuch, *Abd el-Kader au château d'Amboise*, Paris, Ibis, 2002, p. 35.

³ *Ibid.*, p. 38.

⁴ Maurice de Bongrain, *op. cit.*, p. 45.

⁵ *Ibid.*, p. 49.

de la servitude. Pendant presque toute la nuit, notre occupation (qui le croirait?) fut de laver au ruisseau voisin les têtes sanglantes de nos camarades qu'on avait rapportées du champ de bataille. Chacun s'acquitta en priant de cette douloureuse mission. Nos larmes, plus que l'eau du torrent, enlevaient de ces tristes restes le sang et la poussière dont ils étaient souillés ; mais l'agonie avait tellement défiguré leurs traits que nous cherchions en vain à les reconnaître. Ce n'est qu'avec beaucoup de peine qu'on put retrouver les têtes de M. de Montagnac, de M. Gentil-St-Alphonse et de M. Klein ; celle de MM. Froment-Coste, Burgard, de Raymond et de Chargère ne furent pas reconnues. Quand le lavage fut achevé, on nous ordonna de les enduire de graisse et de miel pour les conserver, et on nous les fit disposer par vingt, en piles, comme des boulets dans un parc d'artillerie. L'usage arabe veut que ce soit par la vue de ces hideux trophées que les vainqueurs fassent part de leurs triomphes à leurs alliés. Alors seulement on nous permit de prendre notre part de repos dans les coins des plus mauvaises tentes, pêle-mêle avec les animaux domestiques. »

Plus de trois cents personnes dont certaines capturées lors des combats de Sidi-Brahim et de Sidi-Moussa constituent les prisonniers de la *deïra* d'Abd el-Kader. Le premier mois de captivité se déroule plutôt bien. Les blessés sont soignés. Des gourbis et des fours sont construits par les captifs. Les Arabes distribuent quotidiennement une ration de vivres composée d'un kilogramme d'orge et 500 grammes de viande. Les officiers et les malades reçoivent du froment au lieu d'orge. Quelquefois, on y joint du beurre, du sucre, du café, du miel, des raisins. Le blé dans chaque gourbi est moulu en commun, au moyen d'un petit moulin portatif qu'on rencontre partout chez les Arabes et qui consiste en deux pierres plates circulaires, percées au centre d'un trou, et que l'on fait tourner l'une sur l'autre au moyen d'un bâton. Les Français font des galettes cuites sous la cendre et de la bouillie indigeste qui porte dans les camps le nom de « *turlutine*¹ ». Les prisonniers se décident à confectionner des petits fours de terre, où l'on fait cuire à la fois dix ou douze pains de deux livres. Pour s'occuper, ils font de la poterie, fabriquent des pipes, des figurines. Les objets réalisés sont échangés contre une assiette de figues sèches, un peu de miel ou du tabac. D'autres vont moudre le blé pour les Arabes, leur chercher du fourrage pour les chevaux, du bois, de l'eau. Le bénéfice de ces corvées volontaires est versé à la communauté. Bongrain rapporte : « Au bout de quinze jours le caractère gai et insouciant du soldat français avait pris le dessus sur toutes les peines de la captivité. Des professeurs d'armes et de danse s'étaient improvisés. On jouait aux échecs, aux dominos, au loto, ce jeu qui n'a d'intérêt que dans les camps à cause des *lazzis* sans nombre auxquels chaque chiffre donne lieu. » Le soir, on chante des airs patriotiques ou populaires comme les *Hirondelles* de Béranger. On pense aux êtres chers. La mélancolie et la monotonie rythment la vie du camp de prisonniers.

Le 11 octobre 1845, l'interprète Levy est arraché du groupe pour servir de drogman à Abd el-Kader. Plusieurs mois plus tard, ses compagnons apprennent qu'il a été massacré dans une révolte. Peu de jours après le départ de Levy, le camp brûle durant la nuit. Les constructions réalisées par les Français sont réduites en cendre. Les vêtements qui étaient conservés pour les froids de l'hiver sont consumés par le feu ou volés par les Arabes. L'événement engendre de la méfiance à l'égard des gardiens. Les Français les soupçonnent d'avoir mis le feu par cupidité pour piller. À l'opposé, les Arabes accusent les prisonniers d'avoir allumé l'incendie pour s'enfuir à la faveur du désordre. « Il paraît certain que l'imprudence seule était la cause du sinistre », consigne Bongrain. Conduits près de Melilla, certains songent à fuir. Une heure de marche et une balancelle de pêcheur suffisent pour retourner sur le continent européen. Les soldats Bernard du 8^e bataillon et Gagne du train s'évadent. Les deux fugitifs marchent quelque temps de concert mais une discussion s'élève entre eux sur la route à suivre. Ils se séparent. Gagne est tué chez les Beni Snassen. Bernard, plus chanceux, parvient à atteindre Lalla-Marnia, après neuf jours de solitude et de faim. Pendant une fête chez les Beni Amer, trois autres prisonniers s'échappent : ce sont le caporal Moulin, un zouave nommé Vaggi et le soldat Ismaël. Ils sont tous les trois rapidement repris. Le *khalifa* Bou Hamedy les condamne à mort mais le commandant Courby de Cognord obtient qu'ils soient épargnés. Privés de café, de viande, réduits à se nourrir d'un peu d'orge, les Français s'affaiblissent. Le scorbut se déclare. « La maladie, dit M. Cabasse, débutait du côté de la bouche par des démangeaisons, par un gonflement léger. Les gencives saignaient facilement, devenaient mollasses, boursouflées. Au bout de quelques jours, ces parties boursouflées dépassaient les dents, formaient de petites tumeurs noirâtres de la grosseur d'une noisette ; celles-ci se gangrénaient et tombaient à la plus légère traction en laissant à découvert les alvéoles ; l'haleine exhalait une odeur de gangrène très prononcée. En examinant ces bourrelets gangreneux et les écrasant sous le doigt je crus sentir de petits corps durs. J'examinai avec plus de soin, je les écrasai dans un verre, afin de voir de quelle nature ils étaient, et je reconnus que ce n'était autre chose que des fragments de son et de paille, provenant de l'orge moulue imparfaitement avec les moulins arabes. Mes efforts pour arrêter le mal avec les maigres ressources dont je disposais furent inutiles ; l'œdème, les douleurs, les taches, les hémorragies suivaient leurs cours jusqu'à la mort. J'étais spectateur des terribles désordres que la maladie produisait, sans pouvoir y porter remède. Combien de fois ne m'éveillai-je pas dans de mortelles inquiétudes, et me demandant si je faisais tout ce que je devais pour arracher à la mort mes malheureux compagnons ! J'étais effrayé de la terrible responsabilité qui pesait sur moi.² »

¹ *Ibid.*, p. 72.

² *Ibid.*, pp. 86-87.

Au début du mois de mars 1846, les prisonniers reçoivent du général Cavaignac des lettres, de l'argent et des médicaments. Des effets et une scie à amputation sont expédiés depuis Tlemcen. Les Arabes ne détournent pas ces secours. Lamoricière fait cependant observer qu'il « serait absurde d'en tirer la conclusion que nos prisonniers sont bien traités. Abd el-Kader veut faire croire à un semblant d'humanité qui n'est ni dans son caractère, ni dans ses actes : il est froidement féroce ; et quand il paraît changer, il n'est ému que par un motif politique dont nos gouvernants – nous le disons à regret, - ont toujours été dupes jusqu'à ce jour. ¹ » Le 11 a lieu une distribution de mouton. C'est la première fois depuis un mois que de la viande est servie. La maladie continue néanmoins ses ravages. « Presque chaque jour nous avons un camarade à pleurer », écrit Bongrain. Sur les trois cent quatre prisonniers, sept étaient morts des suites de leurs blessures, vingt de maladies et trois étaient partis. Il reste donc deux cent soixante quatorze captifs. Sur ce nombre, trente au moins sont atteints de scorbut. Le 25 avril, trois cavaliers viennent au camp pour chercher les officiers et les conduire chez le *khalifa* ben Thami. Le lieutenant Marin et le docteur Cabasse demandent à rester mais on le leur refuse. Ils sont onze à partir, demeurent deux cent soixante-quatre prisonniers. Il a été décidé de les égorger. Durant la nuit du 27 au 28, au campement d'Aïn Zohra, à 130 kilomètres de la frontière avec le Maroc, l'événement tragique a lieu. Durant l'absence d'Abd el-Kader, contre ses ordres, les prisonniers ont été massacrés. « Ce n'est pas la manière de l'émir ² », écrit même Changarnier. Abd el-Kader avait écrit un traité sur le sort des prisonniers *Wishâh al-Katâ'ib* où il faisait preuve de grandeur d'âme. Lorsque l'espion Léon Roches lui a révélé sa véritable identité, lui a déclaré être Français et chrétien, l'avoir dupé, Abd el-Kader, après avoir donné libre cours à sa colère, le laisse partir. Tout autre l'aurait exécuté immédiatement ³. Dans l'affaire des prisonniers de la *deïra*, l'émir a tenté un échange, mais Bugeaud s'est refusé à négocier avec un hors-la-loi. Les Arabes ont espéré jusque-là pouvoir retirer par un échange quelques-uns de leurs parents détenus en France. La répugnance du gouverneur général à traiter des conditions de cet échange les a aigri. L'épuisement des finances de l'émir rend l'entretien des prisonniers onéreux. Le voisinage des colonnes françaises fait des captifs un embarras pour la fuite comme pour la lutte. Qui a été le promoteur de la résolution cruelle de supprimer les prisonniers? Bongrain écrit : « Ma conviction à moi, c'est qu'Abd el-Kader a le cœur trop haut placé pour s'être jamais rendu coupable d'une lâcheté pareille : n'avait-il pas quelques années auparavant rendu quatre-vingts prisonniers à la seule prière de l'abbé Suchet ? Bou Hamedy ne peut être accusé : l'histoire a constaté qu'il avait offert de vendre ses troupeaux et de nous reconduire à ses propres frais jusqu'à Lalla-Marnia plutôt que de nous laisser tuer. Reste donc le seul ben Thami pour porter l'opprobre d'une pareille mesure. » Ben Thami, pour détruire les remords des bourreaux, laisse courir le bruit mensonger que les Arabes détenus en France ont été exécutés.

Le récit de l'assassinat collectif est laissé par des rescapés. Bongrain se souvient : « À l'entrée de la nuit, on nous réunit et on nous fit mettre sur un rang, après nous avoir commandé d'apporter nos effets, comme si on devait lever le camp pendant la nuit. Il s'agissait de compter combien de têtes on aurait à porter en triomphe le lendemain. Nous nous trouvâmes deux cent soixante-quatre. On nous compta par six, on nous fit entrer par petits groupes dans les gourbis qu'occupaient les réguliers, et l'on nous dit que nous pouvions dormir ; mais bien peu sommeillèrent, car il y avait dans l'air une odeur de carnage. Vers minuit les réguliers poussèrent un grand cri : c'était le signal du massacre. Aussitôt, à coups de fusil, à coups de sabre, à coups de bâton, ils se précipitèrent sur nous et firent une boucherie affreuse. À la lueur de l'incendie qu'une main inconnue avait allumé pour éclairer ce drame lugubre, on put voir pendant une demi-heure une lutte dont le souvenir m'épouvante encore. On n'égorge pas ainsi deux cent soixante Français sans qu'ils se défendent. La lutte du côté de nos soldats fut celle du désespoir, mais que faire sans armes contre des hommes armés ? »

Le clairon Guillaume Rolland fait prisonnier le 23 septembre 1845 s'échappe et arrive à Lalla Marnia le 17 mai 1846. Il a été blessé le 23 septembre pendant les combats autour de Sidi-Brahim d'un coup de feu à la fesse gauche, d'un coup de yatagan au pied droit, et d'un coup de poignard à la joue droite. Il raconte son évasion juste avant le massacre programmé : « Quand nous fûmes réunis dans le gourbi, je dis à mes camarades qu'il y aurait quelque chose pendant la nuit, qu'il ne fallait pas dormir, mais nous tenir prêts à nous défendre si l'on voulait nous tuer. J'avais un couteau français que j'avais trouvé sur les bords de la Moulouya trois jours auparavant. En entrant dans la cabane j'avais trouvé une faucille, je l'avais donnée à mon camarade Daumat. Au moindre bruit, lui avais-je dit, je sortirai, vous me suivrez. Vers minuit, les soldats d'Abd el-Kader poussent un cri, c'était le signal. Je sors le premier, je rencontre un régulier, je lui donne un coup de couteau dans la poitrine ; il tombe, je saute dans l'enceinte de buissons et je roule par terre. Pendant que j'étais à me débarrasser, des soldats arrivent cherchant à me prendre, mon pantalon était en mauvais état, il reste entre leurs mains, et je m'échappe en chemise. Dans un ravin, à cent mètres du camp, une embuscade tire sur moi, une balle m'a légèrement blessé à la jambe droite. Je continue à fuir, je monte sur une colline, et je m'assieds pour voir si quelqu'un de mes camarades pourra me

¹ Rapport officiel adressé par le lieutenant général de Lamoricière à M. le ministre de la Guerre, sur le massacre des prisonniers français en Afrique, par l'ordre d'Abd el-Kader (19 mai 1846).

² François Maspero, *L'honneur de Saint-Arnaud*, Paris, Plon, 1993, p. 249.

³ Voir la préface de Carraby dans Léon Roches, *Dix ans à travers l'Islam (1834-1844)*, Paris, Perrin, 1904, p. IV.

rejoindre. En me tournant vers le camp, j'entendais les cris des prisonniers et des gens d'Abd el-Kader. Les coups de fusil ont duré plus d'une demi-heure ; mes camarades ont dû se défendre, si j'en juge par le bruit que j'ai entendu. Pour échapper au massacre dans les gourbis des réguliers, plusieurs prisonniers s'étaient réfugiés dans les nôtres, au milieu du camp ; pour les en chasser on y mit le feu ; on les tirait au fur et à mesure qu'ils sortaient. ¹» Delpech rapporte : « La pensée qui nous vint quand on nous sépara les uns des autres, c'est qu'on allait nous employer pour la moisson. Nous fîmes du feu à la porte du gourbi qui nous était désigné pour six. La nuit arrivée, les soldats d'Abd el-Kader nous dirent qu'il fallait nous coucher, et nous rentrâmes. J'étais à peine endormi que je fus éveillé par des cris et un grand tumulte venant des gourbis voisins. Aussitôt on se précipita sur nous, on nous attacha tous les six à une corde, avant que nous ayons pu comprendre qu'on allait nous massacrer. Je m'imaginai qu'on allait exécuter quelqu'un qui avait voulu se sauver. On nous fit sortir, on nous fit asseoir à la porte du gourbi ; un Arabe enleva la capote du fourrier Bellot, je compris alors le sort qui nous attendait. Immédiatement après, sept ou huit réguliers nous entraînent dans un ravin, sur le bord de la rivière. J'étais attaché par le cou ; tous les autres par les mains. Un régulier me mit en joue et fit feu : son fusil rata. Pendant qu'il amorçait de nouveau, je fis un effort pour délier la corde qui, heureusement tenait peu, et fuyant vers la Moulouya, je me précipitai dans la rivière, préférant me noyer que d'être assassiné. La durée d'un éclair je me laissai aller au fil de l'eau, mais bientôt je repris l'espérance. Je me déshabillai dans l'eau, je gagnai la rive opposée, et au lieu d'aborder, je descendis à la nage pour prendre terre plus bas. Pendant ce temps qui a duré vingt minutes au moins, j'ai vu courir sur les bords de la Moulouya les gens qui me poursuivaient et qui, n'ayant pas de cartouche pour tirer sur moi, me jetaient des pierres. En descendant à la nage, je mis la main sur le corps d'un de nos camarades qui, chassé par la rivière, avait été arrêté sur un rocher. Enfin, j'ai mis le pied sur la rive droite de la Moulouya. ²»

C'est un cri d'horreur unanime dans toute l'armée et dans toute la France qui accueille la nouvelle du massacre des prisonniers. On proclame désormais qu'Abd el-Kader s'est mis lui-même au ban de l'humanité. Maurice de Bongrain est parvenu à s'échapper. Il est réveillé la nuit par une jeune fille qui lui dit : « Je suis Fatma : écoute, on égorge tes frères ; mais si tu veux me suivre, je te sauverai. » Bongrain s'élançe pour courir au secours de ses camarades mais ils ne sont plus là. Fatma reprend : « Les soldats sont partis avec tes frères pour les égorger dans le ravin. Je leur ai donné mes bracelets, pour qu'ils me laissent auprès de toi. Prends ce burnous et fuyons. » Elle le conduit jusqu'au bord de la rivière et lui dit : « Mets-toi à la nage, tu trouveras des villages kabyles derrière la montagne. Les cavaliers te conduiront chez toi. – Tu viendras avec moi ! s'écrie Bongrain. – C'est impossible, nous sommes séparés par nos dieux. » Des soldats d'Abd el-Kader surgissent, torches à la main. Fatma pousse Bongrain dans un fourré et s'assied devant lui. Un des assassins demande : « Que fais-tu là ? - J'ai peur, répond la fillette – N'as-tu pas vu des prisonniers français qui cherchent à se sauver ? » Elle réfléchit un instant puis leur répond affirmativement et montre le côté opposé à celui par lequel Bongrain doit fuir. Elle se met à courir. Bongrain se ressaisit et se jette dans la rivière. Il atteint la rive marocaine de la Moulouya. Il erre pendant deux jours. Une petite caravane de marchands juifs le recueille. Conduit à Tétouan, Bongrain y reste un an au service de ses sauveurs. Il retourne en France mais il découvre que ses parents sont morts. Le bruit s'étant répandu qu'il a perdu la vie dans le massacre de la *deïra*, ses cousins se sont partagé l'humble héritage. Bongrain préfère retourner en Afrique et se fait colon.

Outre Bongrain, le soldat Bernard, le clairon Rolland, Delpech et deux ou trois autres qui ont réussi à s'échapper, onze prisonniers seulement ont été épargnés. Ils sont l'objet de négociations entre Abd el-Kader et le maréchal Bugeaud, mais faute de parvenir à un accord, l'émir s'adresse au gouvernement espagnol qui consent à servir d'intermédiaire. Les Arabes discutent du prix à payer. Ils réclament 60 000 francs. Courby de Cognord traite, en son propre nom et en celui de ses camarades, sur une somme qui doit être payée sur leur fortune personnelle, et non point par le gouvernement français. Il refuse d'aller au-delà de 20 000. Les négociations durent deux mois. Les Arabes abaissent la rançon à 50 000 francs, puis à 40 000 et enfin à 33 000 francs³. Tocqueville commente plus tard l'événement : « Vous savez aussi sans doute qu'Abd el-Kader a mieux aimé lâcher ses prisonniers pour une somme d'argent que de racheter avec eux ses principaux officiers qu'on était prêt à lui rendre. ⁴»

Le 24 novembre 1846, veille de la libération, Hillairin, lieutenant au 41^e de ligne meurt de la dysenterie. Une fois la somme payée, les captifs sont conduits à Melilla et reçus par le gouverneur espagnol le colonel de Benito. Ces rescapés sont : Courby de Cognord, ancien chef d'escadron au 2^e hussards nommé lieutenant-colonel au 3^e lanciers ; le lieutenant Larrazet, l'adjudant Thomas et le chasseur Trotel du 8^e bataillon d'Orléans ; le docteur Cabasse, chirurgien major aux ambulances, le lieutenant Marin du 15^e léger ; le maréchal des logis-chef Barbut du 2^e hussards ; les hussards Tétard et Metz ; le soldat Michel du 41^e de ligne et une femme, Thérèse Gilles capturée

¹ Cité par Maurice de Bongrain, *op. cit.*, pp. 91-92.

² *Ibid.*, pp. 94-95.

³ *Ibid.*, p. 109.

⁴ Alexis de Tocqueville à Francisque de Corcelle, Alger, 1^{er} décembre 1846.

huit ans auparavant aux portes d'Oran¹. Le 27 novembre, ils débarquent à Nemours. Ils ont été ramenés par balancelle par les Espagnols qui n'ont pas averti les autorités françaises. Courby de Cognord, amaigri, méconnaissable dans ses habits crasseux, trouve porte close lorsqu'il se présente devant la citadelle. Arguant des ordres stricts, des légionnaires étrangers placés en sentinelle refusent de laisser entrer ces inconnus dépenaillés qui se prétendent français et leur racontent une invraisemblable histoire dont ils ne saisissent d'ailleurs pas tout le sens. Courby de Cognord est évidemment incapable de donner à ces cerbères intraitables le mot de passe qu'ils exigent. Devant son insistance, le chef de poste finit par accepter d'alerter le colonel Mac Mahon qui commande la place depuis le massacre du djebel Kerkour. Courby de Cognord et ses compagnons enfin reconnus, la garnison les fête. Ils sont portés en triomphe, et Mac Mahon fait préparer un banquet en leur honneur. Au milieu de la matinée, les soldats qui dressent sur l'esplanade dominant la plage au bord de l'oued Mersa un alignement de tables destiné à accueillir au soir trois cents convives, voient approcher un vapeur. Il s'agit du *Véloce*, commandé par le capitaine de corvette Bérard et qui mouille bientôt ses ancres devant la citadelle à l'abri des rochers jumeaux. Sitôt avertis de la libération des prisonniers d'Abd el-Kader, les passagers du bateau débarquent en canot afin de participer à la liesse. Parmi eux se trouve un mulâtre clair de peau, un gros et grand homme à opulente chevelure : c'est Alexandre Dumas qui s'est embarqué pour l'Algérie car le gouvernement en la personne du ministre de l'Instruction publique Salvandy lui a demandé un grand reportage en échange d'une grosse somme d'argent. Les prisonniers libérés reçoivent des uniformes neufs. Ravi de son côté de rencontrer l'auteur des *Trois Mousquetaires*, Mac Mahon organise pour lui une chasse au sanglier et il lui fait visiter la koubba du marabout de Sidi-Brahim. Avant le dîner, Nemours résonne de la pétarade d'une fantasia improvisée autant en l'honneur des prisonniers libérés qu'en celui d'Alexandre Dumas qui narre quelques semaines plus tard et en détail cette journée mémorable dans *Le Véloce ou de Cadix à Tunis*.

¹ L'illustration du 12 décembre 1846.

Le temps de l'action religieuse

En 1838, le peintre David Roberts est émerveillé par la mosquée du sultan Hassan. Le minaret principal de cet édifice religieux avec ses 81,5 mètres est le plus haut du Caire. Dans son journal de voyage, il note ses impressions lors de la cérémonie des Rameaux à Jérusalem le 31 mars 1839. La chapelle grecque du Saint-Sépulcre accueille les orthodoxes, les chrétiens de rite arménien et les Coptes. Les orthodoxes grecs « venus de leur couvent, écrit Roberts, franchirent l'entrée principale, tournèrent trois fois autour de la rotonde qui enclôt le Saint-Sépulcre, en psalmodiant et portant chacun une branche de palme. » Les catholiques romains n'assistent pas à cette messe. Ils préfèrent rester enfermés, à cause de la peste. Roberts remarque la somptuosité des vêtements ecclésiastiques. L'évêque de rite arménien a une mitre, une chasuble et une crosse pastorale constellées de perles et de pierres précieuses. Des paniers de pain bénit sont distribués. Le syncrétisme de l'Orient se manifeste à Constantinople avec Sainte-Sophie. En 1847, le sultan Abdülmecit charge Fossati de restaurer la basilique. Adalbert de Beaumont écrit : « Sainte-Sophie est l'œuvre la plus grande de la pensée religieuse.¹ » Il poursuit : « Ce temple, vraie maison de Dieu, comme dit l'Écriture, semble construit aussi bien pour une religion que pour une autre, pourvu que cette religion soit l'expression de la sagesse. » Edgar Quinet dans le *Génie des religions* paru en 1842 évoque le mélange des cultures occidentales et orientales. Il mentionne la présence du giaour « demi-chrétien, demi-mahométan. » Les sujets chrétiens de l'Empire ottoman peuvent se placer sous la protection d'une puissance européenne. Le *barat* est un baptême politique que les raïas devenus *barataires* ont le droit de recevoir d'une nation dont ils deviennent les protégés.

Le rôles des missions françaises en Orient

La France devait défendre les chrétiens. Sous Charles X, les jésuites avaient été malmenés par Feutrier, l'évêque de Beauvais en charge des affaires ecclésiastiques dans le ministère Martignac. Le gouvernement avait chargé les lazaristes d'occuper les missions françaises du Levant. Au nombre de neuf, elles recevaient une allocation de 17 000 francs². La Restauration avait rétabli en 1824 l'hospice français d'Alger. Le conflit avec le dey poussa le consul de France à demander leur renvoi dans l'hexagone. Sous la monarchie de Juillet, les deux prêtres présents à Alger furent mis en disponibilité le 13 mars 1831. Le 30 avril, on indiqua que l'occupation française ne rendait plus leur présence nécessaire. Lucide face à ces problèmes, Lamoricière écrit ces paroles prémonitoires : « La religion est la seule idée commune que possèdent les Arabes ; c'est en son nom qu'on les réunira et le mot de ralliement sera 'guerre sainte'. Jamais, on n'obtiendra qu'ils fassent leur prière du vendredi pour le roi Louis-Philippe : à Oran, ils la font pour l'empereur du Maroc, à Constantine pour le sultan de Constantinople ; à Alger afin de ne pas se compromettre pour 'celui qui marche dans la bonne voie'. Leur en demander davantage, ce serait comme si l'on demandait aux catholiques d'Irlande de reconnaître la reine d'Angleterre pour leur souveraine spirituelle. »

Le père Benoît Planchet (1802-1859) arriva au Liban en 1831. Après avoir été refusé par le gouvernement général de l'Algérie pour exercer une charge à Constantine, il est envoyé en 1839 dans la Syrie actuelle par le père général Roothan. La politique de collaboration établie entre l'Égypte réformatrice de Méhémet-Ali et la France a permis l'établissement d'une grande tolérance religieuse. Jean-Jacques Ampère, dans son récit de voyage, rapporte que « les couvents du Caire sont assez florissants, et on y entend l'humble cloche sonner *l'Angelus* à l'heure même où les muezzins crient au haut de leur mosquée leur *Allah akbar*.³ » En 1834, les jésuites fondaient le premier établissement français du Liban à Antoura. Soliman pacha veillait à l'égalité de traitement entre les communautés.

¹ *L'Illustration*, samedi 26 mai 1849.

² A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 50, f° 165.

³ Jean-Jacques Ampère, *Voyage en Égypte et en Nubie*, Paris, Michel Lévy frères, 1868, p. 256.

En février 1840, il fit immédiatement décapiter un musulman noir qui avait assassiné un chrétien. Les murmures des musulmans étaient étouffés rapidement. Soliman pacha menaçait de faire exécuter quiconque s'élèverait contre sa justice. Méhémet-Ali veut que les individus jouissent d'une protection sans distinction de religion dans ses États. Les chrétiens de Hama chantaient les louanges du gouvernement d'Ibrahim pacha¹. Les églises détruites étaient réparées². Il était interdit de pourchasser les maronites convertis à l'islam et qui étaient revenus à leur religion d'origine. On leur demandait simplement de quitter la Syrie et le Liban. Les chrétiens avaient la liberté de se rendre en pèlerinage aux Lieux saints. Les lieux de culte chrétiens et juifs étaient exemptés d'impôts et les pèlerins n'avaient pas à payer des droits de passage. La pénétration commerciale et l'extension des compétences capitulaires sont complétées, après 1840, par une grande offensive missionnaire chrétienne. Comme il leur est interdit de rechercher à convertir des musulmans, les « cibles » de leur prosélytisme sont les Églises orientales et les Juifs. L'œuvre missionnaire emploie une propagande par l'exemple comprenant le développement d'entreprises philanthropiques dans le domaine éducatif et sanitaire. Inquiète, l'Église catholique entreprend de rivaliser sur le même terrain. Les prêcheurs sont plus nombreux que ceux des siècles précédents et dans leur très grande majorité des Français. S'appuyant sur le réseau des églises uniates, les catholiques diffusaient dans l'ensemble de l'Empire ottoman l'usage de la langue française qui devient la principale langue de communication entre le monde musulman et le monde occidental. En 1843, les jésuites fondent le séminaire de Ghazir que fréquentent les fils de notables. Cette institution est à l'origine de la fameuse université Saint-Joseph de Beyrouth³. L'action des jésuites s'opère cependant sans la moindre autorisation officielle.

Au cours de son séjour à Alger en 1841, Tocqueville passe la fin du mois de mai à rendre visite à plusieurs personnalités. Mgr Dupuch, évêque d'Alger, en qui il voit à la fois « du saint et du gascon », lui raconte les circonstances d'un échange de prisonniers qu'il a opéré avec le bey de Miliana, et cela lui semble une « scène des Croisades ». M. Lepêcheux, directeur de l'Instruction publique, critique devant lui les abus du pouvoir militaire, l'absence de représentation des civils, les décisions arbitraires prises à Paris. Par exemple, lui dit-il, on a créé, sans consulter personne sur place, un collège arabe « qui n'a pas encore et qui n'aura jamais un écolier, et dont l'établissement a fait un grand tort en faisant craindre aux Arabes qu'on s'empare de leurs enfants ». Il recueille, non sans complaisance peut-être, des plaintes analogues dans la bouche de M. Henriot, procureur général, et de M. Fillon, président du tribunal ; le premier va jusqu'à lui dire : « on ne fera rien d'Alger ; c'est un pays qu'il faut quitter au plus vite », et le second : « ce qui m'étonne, ce n'est pas qu'on ne vienne pas, c'est qu'on reste ». Guizot a été ministre de l'Instruction publique. Il est persuadé que le meilleur moyen d'asseoir un relais culturel et politique de la France en Orient consiste à y développer l'enseignement. En 1841, une mission lazariste se rend à Paris pour chercher les fonds nécessaires à la construction d'une église catholique en Abyssinie⁴.

Le francophile bey Ahmed autorise en 1843 les Sœurs Saint-Joseph de l'Apparition de fonder une école de filles françaises à Tunis⁵. Deux ans plus tard, il permet à l'abbé Bourgade⁶ d'installer le premier collège français dans l'impasse du Missionnaire dans la médina de Tunis, sous le nom de collège Saint-Louis. Cet établissement accueille les enfants des chrétiens de la régence, les petits musulmans et les petits juifs. Ce sont évidemment les familles arabes tunisiennes les plus favorisées socialement qui y envoient leurs rejetons. Les matières étudiées sont le français, l'italien, l'arabe, l'hébreu, le latin, le grec, la géographie, l'histoire et les mathématiques. La distribution des prix, pour l'année scolaire 1845-1846, a lieu après six jours d'examen public. Les consuls de nombreuses nations assistent à la cérémonie présidée par Mgr de Rosalia, vicaire apostolique de Tunis. Le discours d'usage est prononcé par l'abbé Bourgade. Le prix d'honneur a été remporté par un élève français nommé Rocca Ronce. Cinquante-sept autres prix ont été donnés. Le vicaire apostolique a terminé par un discours en italien. On lit dans les *Annales maritimes et coloniales* de 1847 : « C'était un beau spectacle que de voir près de deux cents enfants de diverses nations, sous des costumes arabes, unis par cette confraternité de collège qui prélude à l'union sociale. » Après la remise des prix, le consul général de France invite à sa table les professeurs et les prix d'honneur.

À Constantinople, il existe le collège Saint-Benoît. Par un firman obtenu par l'ambassadeur de France, l'amiral Roussin, du sultan Mahmud II en 1831, Saint-Benoît fut autorisé à accueillir des sujets ottomans comme élèves à condition que les enfants musulmans, grecs, arméniens, levantins ou étrangers soient traités de façon égale et que l'enseignement soit conforme aux normes en cours dans les écoles de France. Cette même année, l'obligation pour les élèves de porter l'uniforme fut introduite. Le cursus comprenait à cette époque l'enseignement du français, du latin, de l'italien, du turc, du grec, de l'arithmétique, de la géographie, de l'astronomie, de la rhétorique, de la littérature, des sciences naturelles et du physique. Le firman de 1831 autorisa également l'admission des élèves externes, ce qui augmenta les effectifs considérablement. Le Père Louis Leleu, directeur du lycée entre 1834 et

¹ Yassine Soueid, *op. cit.*, t. II, p. 767. Doc. n°5724. Lettre d'Ibrahim pacha datée de mars 1840. Rustom, *al-mahfouzât*, t. IV, p. 8.

² *Ibid.*, doc. n° 4926. Lettre de Méhémet-Ali à Cherif pacha, avril 1837.

³ Jacques Frémeaux, *La France et l'Islam.*, p. 75.

⁴ A.M.A.E., M&D, Afrique, vol. 13, f°77. Lettre de Lefebvre du 1^{er} février 1841.

⁵ Augustin Bernard, *Histoire des colonies françaises et de l'expansion de la France dans le monde*, Paris, 1930, « La Tunisie » par Georges Hardy, p. 391.

⁶ Le dimanche 22 juin 1845, lors de sa visite à Tunis, le duc de Montpensier décore l'abbé Bourgade de la croix de la Légion d'honneur.

1848, a parlé de sa mission dans son rapport envoyé en 1834 au supérieur général des Lazaristes: « Vous ne pouvez pas imaginer les difficultés de gérer un collège à Constantinople. Multiples incendies, les caprices des levantins et la peste nous causent des tourments. Nous avons réussi à rassembler à peine une cinquantaine d'élèves; dans ces circonstances, c'est déjà beaucoup. Malgré cela, tout nous permet de croire que ce chiffre augmentera et que l'institution se renforcera. Tout le monde indique que nos travaux sont satisfaisants, ou même très réussis. L'existence des cours de physique et d'astronomie, ainsi qu'un laboratoire, a fait pas mal d'échos. Plusieurs jeunes hommes ont frappé à ma porte pour participer à ces cours que nous avons introduits pour la première fois à Constantinople ». Leleu adressa une lettre en novembre 1839 à la Supérieure générale des Filles de la Charité, en l'appelant à créer des missions en territoire ottoman. Malgré la méfiance suscitée en raison d'éventuelles difficultés pour les religieuses de servir dans un pays musulman, cette demande fut acceptée.

Le 8 décembre 1839, Sœur Serviragol arriva à Constantinople, avec deux compagnons : les demoiselles Bernardine Oppermann et Louise-Amélie Albertine Tournier, nouvellement converties du protestantisme et voulant être reçues à la Compagnie des Filles de la Charité. Pour les mettre à l'épreuve, la Compagnie leur avait demandé de créer une école de filles. Devenues Sœur Bernardine et Sœur Marie, elles inaugurèrent *Saint-Benoît-Notre Dame de la Providence* au sein du même bâtiment. À partir de cette date-là, le Lycée Saint-Benoît devint et demeure toujours le centre des activités des sœurs de la charité françaises en Turquie. La cour principale du lycée fut séparée en deux par un mur et les lycées Saint-Benoît pour garçons et pour filles cohabitèrent pendant presque 150 ans. À cette époque, la majorité des élèves furent des étrangers ou des levantins mais au cours du XIX^e siècle le nombre des élèves ottomans non-musulmans augmenta. Saint-Benoît joua un rôle de premier plan par son apport éducatif et culturel dans la formation d'une nouvelle élite au sein des chrétiens ottomans. Parmi ceux-ci, l'école fut plus particulièrement choisie par les membres des communautés arménienne et bulgare. Une école primaire est ajoutée au « collège-lycée » en 1841. L'école compte alors 150 élèves. À cette même date une imprimerie voit le jour, financée par François Guizot, le ministre français des Affaires étrangères. Le premier livre imprimé par la presse de Saint-Benoît est le dictionnaire français-grec moderne de J. Daviers. L'église est également restaurée également en 1841. Des coupes à droite et à gauche de celle qui date de 1686 sont ajoutées donnant à l'église son aspect actuel à trois coupes. Le 16 avril 1841, le roi de France Louis-Philippe accorda à Saint-Benoît le titre de Collège royal, en reconnaissance de ses mérites dans l'enseignement. Le Lycée Saint-Benoît obtient ainsi l'équivalence de son diplôme avec le baccalauréat. Une pharmacie est par la suite mise en service en 1844.

Concernant l'Algérie, Veillot défend le prosélytisme catholique dans la nouvelle colonie. Veillot se dit convaincu, non seulement du caractère à peu près démoniaque de la religion musulmane, mais de sa mort prochaine. Sa contribution au débat sur le meilleur moyen de s'installer en Algérie consiste à revendiquer sans nuance une politique de christianisation des Infidèles – et de rechristianisation de ces mécréants français qui, notamment au sein de l'armée, ternissent outre-mer la réputation de la Fille aînée de l'Église. Baptiser pour coloniser, telle semble sa devise. Il prend ainsi part, fort clairement au conflit tantôt voilé, tantôt ouvert, qui oppose durant toute la monarchie de Juillet les tenants, parfois très « voltairiens », d'un État bourgeois laïque, et ceux dont l'ultramontanisme intransigeant recouvre à peine la volonté de prendre une revanche décisive sur 1789. Débat franco-français, mais qui trouve un nouveau champ d'application en Algérie, autrement complexe. À l'époque du voyage de Veillot en 1841, Mgr Dupuch défraie la chronique en traitant directement avec Abd el-Kader un échange de prisonniers, puis en donnant des conditions de cet échange une version très tendancieuse¹. Bugeaud est certes un bon catholique, mais il est aussi assez fin politique pour savoir que, ayant à livrer bataille contre un chef militaire et religieux qui ajoute aux prestiges de la résistance nationale ceux de la guerre sainte contre les Infidèles, le prosélytisme catholique ne constitue pas pour lui le meilleur des auxiliaires. Veillot s'indigne de la conduite officielle du gouvernement français qui refuse de catéchiser les populations musulmanes : « Les commis du ministère de la Guerre pensent qu'il y aurait là les inconvénients politiques les plus graves. On ne voit rien que de légitime à brûler les maisons des Arabes ; on permet aux Maures de dire publiquement dans leur mosquée la *krotba*² au nom de l'empereur du Maroc et même au nom d'Abd-el-Kader, mais on interdit aux prêtres catholiques toute démarche qui aurait pour but d'amener un musulman à se faire chrétien, et la raison, c'est qu'il ne faut pas exciter leur fanatisme. Le *Journal des Débats* dit aussi que, si les musulmans se convertissaient, la couleur locale disparaîtrait, et que ce serait grand dommage. Il est sûr que nous y perdrons ces pittoresques coups de fusil qui accidentent la marche de nos troupes dans les gorges de l'Atlas.³ » De son côté, la reine Marie-Amélie appuie le projet d'envoyer en Algérie les trappistes. Au mois de juillet 1843, le gouvernement cède aux trappistes des terrains dans la plaine de Staouéli. Mgr Dupuch s'adonne au prosélytisme. Il recense en 1845 vingt-cinq à trente

¹ Franck Laurent, *op. cit.*, p. 80.

² *El krotba* : prière publique, prescrite par le Coran, que les musulmans doivent dire dans les mosquées pour le chef de l'autorité temporelle. Du temps des Turcs, la *krotba* était dite dans toute la Régence au nom du Grand-Seigneur. En 1841, même dans les villes occupées par les troupes françaises, la *krotba* est dite soit au nom du seul souverain reconnu calife, l'empereur du Maroc, soit au nom d'Abd el-Kader. La *krotba* renferme également des protestations indirectes contre les vérités travesties du christianisme.

³ Louis Veillot, *Les Français en Algérie ; souvenirs d'un voyage fait en 1841*, Tours, A. Mame, 1845. Cité par Franck Laurent, *op. cit.*, pp. 93-94.

mille catholiques à Alger. Il écrit dans un rapport adressé au roi : « À la Calle, j'ai béni un mariage qui a été béni de tous en même temps, et dont la pieuse célébration a été suivie des fruits les plus consolants. J'y ai confirmé, visité les malades, et, l'année dernière, j'en avais consacré, sous l'invocation de Saint Cyprien, la petite Église à peine relevée, et qui longtemps servit de chapelle à l'ancien établissement français de la pêche du corail.¹ » Le saint-simonien Ismaïl Urbain sent autour de lui les manifestations d'une « fièvre religieuse » qui réveille son ardeur apostolique. Urbain, converti à la religion musulmane, refuse de considérer Mahomet comme un simple législateur. N'acceptant pas le dogme du péché originel, il substitue à la culpabilité chrétienne un islam épicurien qui ne reste pas chez lui un simple point de doctrine. Il aime l'amour et la chair². Il lit avec passion la *Correspondance philosophique et religieuse* (1843-1845) qu'Enfantin fait paraître. Enfantin appelle ses amis catholiques à vivre autrement leur foi, non plus selon le mode traditionnel du passé et des compromissions avec les légitimistes, mais selon l'Évangile et dans le temps présent. Il plaide pour un engagement politique du christianisme : « Le temps est arrivé maintenant où le règne de Dieu doit être réalisé sur la terre comme au ciel, et où chacun, quelle que soit sa naissance, doit être honoré, rétribué, élevé, selon ses œuvres passées, présentes ou futures, c'est-à-dire a droit à la retraite, au salaire, à l'éducation qu'il mérite.³ » Enfantin demande surtout que les chrétiens cherchent à connaître et à comprendre les musulmans : « Faites tourner avec vous et vers vous les musulmans et les ventrus (sic), mais ne les décapitez pas, ne les éventrez pas ; une conversion vaut mieux qu'une révolution. » Fromentin révèle, lui, qu'il est difficile de dessiner les Arabes. Ils ne veulent pas poser car le code religieux le leur défend⁴.

Eugène Boré (1809-1878), lazariste, orientaliste réputé, se voit confier en 1837 une mission archéologique en Perse. Il envoie alternativement des mémoires à l'Institut et des rapports à l'œuvre de la Propagation de la Foi. Boré est convaincu que deux moyens indirects d'apostolat doivent être simultanément utilisés : la diffusion de l'instruction, pour détacher les musulmans de leurs fausses croyances, et l'évangélisation des chrétiens d'Orient, pour rendre le catholicisme respectable et désirable aux yeux des infidèles, une fois désabusés. En 1839, il fonde une première école à Tabriz (Azerbaïdjan, province du nord de l'Iran), puis il crée des écoles à Ispahan et à Djoulfa qu'il dirige lui-même. Il fait ensuite venir des missionnaires lazaristes qui vont rapidement développer en Perse des activités scolaires. Le 28 avril 1840, le comte de Sercey a obtenu un firman autorisant les catholiques à avoir leurs églises et leurs écoles, gérées par des lazaristes en Perse. Le texte est violé dès 1842. Sartiges, envoyé en février 1844 comme « voyageur », sans titre diplomatique, reçoit instruction de faire rétablir les droits des chrétiens. Il passe par Mossoul pour se renseigner sur le sort des nestoriens. Il est bien accueilli le 30 août 1844, malgré les intrigues du ministre de Russie.

Les églises chrétiennes sont nombreuses. Parmi les orthodoxes, les Eutychéens, les Nestoriens, les uns reconnaissent la nature divine du Christ, les autres non. Les Arméniens sont puissants par leur fortune. Ils sont, de Constantinople au Caire, les banquiers de l'Orient. Des Coptes se trouvent à Jérusalem et en Égypte. La règle des Coptes accepte pour leurs religieux d'avoir avec eux des femmes et des enfants. Ils ont l'aspect miséreux. Au Caire, une de leurs églises est une sorte de crypte portant sur quatre grosses colonnes où l'on arrive par un petit escalier dont toutes les marches sont en morceaux. L'intérieur est très sale⁵. Les querelles à propos des Lieux saints entre chrétiens font la joie des musulmans. Les Samaritains de Naplouse demandent la protection de la France. Le mont Carmel est comme un canton français mais les Ottomans ont repris le contrôle de la Syrie et du Liban. Les Turcs sont déterminés à augmenter le pouvoir du gouvernement central dans ces régions en réduisant les prérogatives des pachas. Les vestiges d'autonomie locale doivent être détruits. Lors de l'apostasie d'un prêtre grec, après qu'il se soit fait musulman, la population fanatisée assiège un couvent à Lattaquié. Les chrétiens sont réunis et célèbrent l'office religieux. Ils se barricadent. La porte d'entrée est percée de plusieurs balles et entamée à coups de hache et de pierres⁶. Le consul français Geoffroy, dont la maison communique avec le jardin du couvent escalade le mur avec quelques personnes. Devant le consulat, les injures recommencent. Heureusement, le sang n'est pas versé. L'absence des autorités municipales parties la veille pour Beyrouth où les appelait un ordre du gouverneur conduit à un tel débordement. Le capitaine de Saint Simon, commandant du brick l'*Alcibiade*, fait l'éloge de la conduite de l'aga des Albanais et d'un chef religieux. Pour lui, les Français n'ont dû leur salut qu'à leur active intervention. Les consuls à Beyrouth se rendent chez le pacha. Le consul Bourée obtient que huit individus, désignés dans son rapport, soient bâtonnés et envoyés aux galères d'Acre.

Les agents du roi de France s'efforcent d'assurer aux maronites la sécurité et la libre expression de leurs vœux⁷. Les maronites ont constitué leur Église au VII^e siècle sous la conduite du patriarche saint Maron. Pendant

¹ Mgr Antoine-Adolphe Dupuch, *Communication d'un Rapport au roi en son conseil, touchant l'état actuel du culte catholique en Algérie par l'évêque d'Alger*, Marseille, 1845, p. 49.

² Daniel Panzac et André Raymond, *La France et l'Égypte à l'époque des vice-rois : 1805-1882*, Le Caire, 2002, p. 232.

³ Michel Levallois, *Ismaïl Urbain. Une autre conquête de l'Algérie*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2001, p. 582.

⁴ *Revue politique et littéraire*, 1908, p. 551. Lettre d'Eugène Fromentin à Paul Bataillard, Blida, dimanche 22 mars 1846.

⁵ Victor Schœlcher, *L'Égypte en 1845*, Paris, Pagnerre, 1846, p. 199.

⁶ A.N. mar. BB⁴ n°627. Rapport du 5 mars 1844.

⁷ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 11 et 43.

les croisades, ils étaient les alliés des occidentaux contre les musulmans. L'antagonisme avec les musulmans est séculaire. Bonaparte, au siège de Saint-Jean-d'Acre, approvisionné par les maronites, avait dit : « Je reconnais que les maronites sont français de temps immémorial. ¹ » En 1844, Mgr Nicolas Murad, archevêque maronite de Laodicée demande à Louis-Philippe de protéger les maronites comme le faisait Saint-Louis. En France, Montalembert demande une intervention énergique qui assurerait la sûreté des missions et des indigènes chrétiens. Les journaux catholiques n'ont pas cessé de reprendre depuis 1840 le thème de la *Gesta Dei per Francos*. En 1841, Lacordaire en faisait la vocation de la France. Sous la monarchie de Juillet, les points de friction avec les autorités musulmanes sont nombreux, les vexations aussi. Les Français sont accusés d'exciter les maronites².

La dualité : religion et politique

La religion reste un moyen d'action politique. La foi imprègne la vie quotidienne. Pendant la crise de 1840, Thiers a nommé le très catholique Montalembert à Munich, dans le seul but d'intriguer en Allemagne³ et lorsque le roi grec Otton prête serment à la Constitution, le 30 mars 1844, le chef religieux et les ministres lui présentent la charte et les saints évangiles. Le pouvoir du calife symbolise l'unité de l'islam. Cinq ou six jours après son avènement, le sultan vient faire consacrer son pouvoir à la mosquée d'Eyoub lors de la cérémonie du *taklidi-seif*. Abdülmecit y reçut du cheik des derviches le sabre d'Osman le 11 juillet 1839. Le débat s'engagea immédiatement sur la coiffe : turban ou le fez que son père avait adopté. Le muphti voulut le turban. Le grand vizir exprima sa colère : « Vous serez présent au sacre de Sa Hautesse, qui aura le fez sur la tête, ou bien, dès cette nuit, je vous fais destituer. ⁴ » Abdülmecit y était allé avec le costume adopté par son père.

L'historien Jules Michelet dit que : « Dieu est Dieu, voilà l'islamisme. C'est la religion de l'unité ; disparaisse l'homme, et que la chair se cache ; point d'images, point d'art : le Dieu terrible serait jaloux de ses propres symboles ; il veut être seul avec l'homme ; il faut qu'il le remplisse et lui suffise ; la famille est à peu près détruite ; la parenté, la tribu encore ; tous ces vieux liens de l'Asie, peu de rapports entre les frères et les parents. Le nom de musulman remplace ces noms. ⁵ » Le chef religieux musulman est un instrument de la politique du sérail. Le 15 avril 1840, le collège des oulémas s'est prononcé contre une intervention russe dans la question d'Orient. Un favori, un ministre peut être proscrit par un muphti. Un sultan risque de voir son pouvoir s'écrouler devant une fatwa. C'est en vertu d'une fatwa qu'on a introduit dans l'armée turque l'usage des baïonnettes. Après la crise de 1840, le sultan redevient un grand chef religieux considéré et respecté. L'Empire ottoman reste déterminé à défendre l'islam. Un jeune turc envoyé à Berlin pour y faire ses études, y vit maritalement avec une ouvrière de son âge. De retour en Turquie, il amène sa compagne suivie de ses parents, lesquels ont demandé à embrasser l'islamisme. Le ministre de Prusse s'oppose à cette abjuration, mais la Porte argue la liberté de conscience. Le représentant prussien se rétracte et ne réclame que la conservation de la nationalité pour ses ressortissants⁶.

Le pouvoir des cheiks est de plus en plus fort avec la restauration de l'autorité califale. Une lettre adressée depuis Beyrouth à Krehmer, consul général de Russie, datée du 1^{er} février 1842 stipule qu'une « grande réaction musulmane se fait sentir dans toute la Syrie. ⁷ » Membres des diverses corporations religieuses, chefs des tribus qui habitent le littoral et la montagne, les cheiks du Liban ont déjà joué un grand rôle dans les révoltes dirigées contre l'autorité de Méhémet-Ali. Ils ont contribué à amener les événements qui, à la suite du traité du 15 juillet, ont dépossédé le pacha d'Égypte et livré aux Anglais les places fortes de la Syrie. Au Liban, la présence de Bachir III, couard et timoré, favorise l'intervention ottomane. Tout ce à quoi les Turcs doivent prendre garde, c'est à la politique de la France, qui a soutenu les Égyptiens et qui entend jouer son rôle de protectrice des chrétiens. Par ce truchement, elle a pratiquement imposé le double *kaymakamat* à la Sublime Porte en 1842. L'économiste Adolphe Blanqui écrit à Paris le 25 juin 1842 : « La question d'Orient a failli troubler, il y a deux années le repos de l'Europe. Un moment ajourné par deux traités dont la France a eu également à se plaindre, la solution de ce grave problème n'est pas encore définitive. » Pour lui, les populations chrétiennes de l'Empire ottoman n'ont pas été assez prises en compte. « Toutes les fois, ajoute-t-il, qu'on parle de l'avenir de ce beau pays, si malheureux aujourd'hui, on se le figure comme une proie réservée par lambeaux à la Russie, à l'Angleterre et à l'Autriche. On se demande quelle part aurait la France dans un partage considéré par les meilleurs esprits comme une fatalité inévitable. Personne n'ose croire que les chrétiens d'Orient puissent s'appartenir à eux-mêmes et s'élever un jour au rang de peuple libre et indépendant. »

¹ *Ibid.*, Copie du mémoire donné au maréchal Bugeaud, gouverneur général de l'Algérie par le vicomte Onfroy, juillet 1845.

² Van Donzel, B. Lewis, Ch. Pellat, J. Schacht, *Encyclopédie de l'islam*, Maisonneuve et Larose, 1993, article « Druzes », t. II, p. 652.

³ Eugène de Guichen, *op. cit.*, p. 291.

⁴ Juchereau de Saint-Denys, *op. cit.*, t. IV, p. 229.

⁵ Urquhart, *De la Turquie*, Paris, 1836, t. I, première partie, chapitre III, « Christianisme et islamisme », p. 54.

⁶ *L'Observateur grec*, Athènes, dimanche 26 mai 1844.

⁷ René Cattani, *Le règne de Méhémet-Ali d'après les archives russes en Egypte*, Le Caire, 1931-1936, t. III, p. 623.

La montagne libanaise est inondée de missionnaires anglais. Le patriarche chrétien les chasse en frappant d'excommunication tous ceux qui écouteront les prédications évangéliques. Le peuple fuit les missionnaires et court livrer au clergé les livres que les Anglicans ont distribués. Gérard de Nerval rencontre un de ces missionnaires anglais. Ce dernier, membre de la société évangélique de Londres, chargé de faire des conversions anglicanes, aurait pacifié le canton de Bekfaya. Le vieux patriarche maronite Yusuf Hubaysh, quoique infirme, a ramené l'union entre les chefs chrétiens et il reste insensible aux démarches de Wood et du colonel Rose¹. Cet échec détermine les Anglais à soutenir les Druses. Ces derniers déclarent vouloir se convertir au protestantisme puis ils changent d'avis. Les Druses chassent les pasteurs et annoncent leur désir de se convertir à l'islam. Ils réclament des oulémas et des mosquées. Les Druses pensent ainsi s'attirer les faveurs de la Sublime Porte. Les missionnaires protestants des États-Unis d'Amérique fondent des collèges au Liban. La Prusse et l'Angleterre établissent un évêché protestant à Jérusalem². L'évêque Alexander en a eu la charge mais c'était un pasteur sans ouailles³.

Après son effacement dans la crise orientale de 1840, la France veut faire du catholicisme le plus solide relais pour rétablir son influence. Louis-Philippe a le titre de protecteur de la religion catholique⁴. La cession d'un terrain consacré au cénotaphe de Saint Louis en Tunisie est prévue depuis un article additionnel au traité du 8 août 1830, signé par Mathieu de Lesseps, consul général de France : « Louanges à Dieu, l'unique, auquel retourne toute chose. Nous cédon à perpétuité à Sa Majesté le roi de France un emplacement dans la Maalka, suffisant pour ériger un monument religieux en l'honneur de Louis IX à l'endroit où ce prince est mort. Nous nous engageons à respecter et à faire respecter ce monument, consacré par l'empereur de France à la mémoire d'un de ses plus illustres aïeux. Salut de la part du serviteur de Dieu. » Dix ans après cette clause, grâce à l'amitié du bey de Tunis qui a comme principal ministre Raffo, un catholique italien, la France récupère le terrain où est mort Saint Louis, sur la montagne Byrsa, à 16 kilomètres de Tunis. Les Français n'ont pas renoncé au romantisme de la chevalerie des croisades. Jourdain, architecte du roi, se rend à Tunis au mois de juin 1840 pour diriger les travaux de construction de la chapelle qui est inaugurée le 25 août 1841. Par la suite, Sir Thomas Reade, le consul de Grande-Bretagne à Tunis, s'oppose avec passion à ce que la France puisse obtenir du bey des parcelles supplémentaires autour de la chapelle⁵.

La France était en charge de la garde des Lieux saints. Guizot, ministre des Affaires étrangères, écrit dans une dépêche adressée à l'ambassade française à Constantinople le 16 juin 1842 : « Nous avons à nous préoccuper de conserver notre position, comme protecteurs du catholicisme en Orient. » Quoique protestant, Guizot partage la conviction que le « protectorat » en faveur des catholiques d'Orient constitue un « dépôt glorieux et sacré » qu'il convient de défendre à la fois contre les ambitions de la Russie, protectrice des orthodoxes, mais aussi contre celles des puissances protestantes (Angleterre, Prusse), voire d'autres puissances catholiques (Autriche, Piémont-Sardaigne). Cette protection est un devoir et un droit pour la France. Face aux rébellions des chrétiens d'Orient contre l'Empire ottoman, Guizot déclare vouloir lutter contre l'oppression mais qu'il souhaite surtout la paix. La France ne saurait encourager les insurrections des chrétiens orientaux : « nous ne poussons pas à ce mouvement là, nous ne l'approuvons pas, nous ne l'encourageons pas », déclare-t-il à la Chambre des pairs le 12 janvier 1842. Le vice-président de la *Société orientale* écrit : « C'est à la France, dit le budget de 1843 (chapitre des affaires étrangères), c'est à la France qu'est dévolu le droit de protéger la religion catholique ; la France ne doit négliger aucun moyen de remplir cette mission⁶, le budget a raison, on néglige un devoir, mais qui voudrait abandonner un droit ? Usons donc de celui que nous avons. ⁶ » Un consulat français existe à Jérusalem depuis 1843. Le comte de Lantivy, nommé à ce poste, se fait appuyer militairement par la corvette la *Diligente* qui mouille à Jaffa⁷. Le rôle de protection des chrétiens joué par la France peut aller très loin. Le consul Édouard Gauttier d'Arc, en poste à Alexandrie depuis juillet 1842, est prêt à faire enlever deux Français afin de les empêcher de se convertir à l'islam⁸.

Les lazaristes et les jésuites du Mont-Liban sont décidés à enrayer les progrès des autres confessions chrétiennes notamment protestantes et orthodoxes. À Constantinople, les lazaristes et les sœurs de Saint-Vincent de Paul sont de puissants auxiliaires de la diplomatie française⁹. Ils enseignent, accomplissent de nombreux actes de bienfaisance, distribuent gratuitement des médicaments aux malheureux. À Bebec se trouve un collège dirigé par les lazaristes. À Galata, une pharmacie générale approvisionne toutes les autres pharmacies du Levant tenues par les catholiques. Au cours de l'année 1844, les sœurs rattachées à Rome, ont secouru plus de 20 000 pauvres,

¹ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 40, f°74.

² Louis de Loménie, *Galerie des contemporains illustres par un homme de rien*, « Colettis », Paris, A. René, 1840-1847, t. VII, p. 4.

³ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 40, f°74.

⁴ *Ibid.*, C.P.C., Turquie, vol. 11 et 12.

⁵ Lettre de Guizot à lord Aberdeen, Paris, 3 décembre 1844.

⁶ *Revue de l'Orient*, 1843, t. I, préface de A. Hugo, vice-président de la *Société orientale*.

⁷ A.N. mar. BB⁴ n° 627. Rapport du 9 novembre 1844.

⁸ Gérard de Nerval, *Voyage en Orient*, Paris, Gallimard, 1999, p. 210.

⁹ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 40, f°348, extrait de la *Revue de l'Orient* : le catholicisme en Orient par Carlos de Bouville, Paris, 1845, brochure.

pansé et visité plus de 40 000 malades, habillé 160 enfants, et consacré à ces bonnes œuvres au moins 65 000 piastres.

L'Église catholique en Grèce est administrée par quatre prélats : un archevêque, à Naxie, qui porte le titre pompeux de métropolitain de la mer Égée, et trois évêques, à Syra, Tinos et Santorin. Comme il n'y a pas d'évêché catholique dans le Péloponnèse, c'est l'évêque de Syra qui étend sa juridiction sur ce pays. En 1841, cet évêque est savoyard et il est revêtu de l'office de délégué pontifical dans l'archipel. L'archevêque de Naxie a un revenu de 6 000 francs¹. L'évêque de Syra retire environ 4 000 francs des biens de l'évêché, et reçoit des cours de Rome et de Sardaigne une pension annuelle de 2 000 francs. Il faut ajouter à cela une subvention de 10 000 francs qui lui sont envoyés chaque année de Lyon par la société de la Propagation de la foi, et qui, joints à quelques autres dons, lui ont servi à bâtir deux églises dans la Grèce continentale, et à constituer des paroisses, desservies chacune par un prêtre, à Athènes, au Pirée, à Patras, à Nauplie et à Navarin. La religion grecque a une mauvaise réputation. Ses prélats sont avides. Soit ils rançonnent, soit ils mendient. L'occupation violente de chapelles latines par des Grecs sur l'île de Ténos est rapportée par son évêque. Dans le village de Ximara, résidence de l'évêque, il y a une petite chapelle abandonnée depuis longtemps. Elle appartient au culte romain. Les habitants du village, au nombre d'une centaine, sont tous catholiques. Cette chapelle étant en très mauvais état, les autorités religieuses veulent la faire réparer. Des ouvriers sont envoyés. L'infériorité numérique des populations catholiques conduit Louis-Philippe à intervenir. Conscient des exagérations possibles dans les requêtes demandant l'aide française, le roi se fait malgré tout un devoir d'expédier un navire à vapeur ayant pour ordre de prendre sur les lieux toutes les informations. La monarchie de Juillet ne permet pas que les catholiques soient troublés dans le libre exercice de leur culte. Le capitaine Baliste qui commande le steamer doit rester néanmoins prudent, ménager les susceptibilités religieuses et nationales en se défiant des éventuelles exagérations des sujets catholiques. Ils se méprennent quelquefois sur le sens de la mission protectrice des Français. L'arrivée du *Chacal* calme l'insurrection². Le navire a à son bord le préfet des Cyclades, un procureur, un officier de gendarmerie et douze gendarmes. Après enquête, il semble que les affrontements entre Grecs orthodoxes et catholiques soient politiques autant que religieux.

Le 24 juin 1842, Nicolas I^{er} approuve un programme de renforcement de l'orthodoxie syro-palestinienne et le 24 octobre 1843, l'archimandrite Porphyrios Ouspenskij débarque à Beyrouth pour réaliser ce programme. L'un des conseillers de la Propagande, Monseigneur Mussabini, archevêque latin de Smyrne, conseille alors dans un rapport sur l'Église arménienne, étudié à Rome le 26 juin 1843, la création au Proche-Orient d'une juridiction latine pour y conserver la foi catholique. Dès le 7 février 1842, le projet de patriarcat latin est étudié. Le préfet de la Propagande, le cardinal Franzoni, place le 28 février ce projet, dans le cadre général de la question d'Orient et après quelque temps d'attente, l'affaire est reprise dès l'élection de Pie IX. Les négociations avec le général des franciscains se révèlent difficiles, on se résout à choisir un missionnaire apostolique italien déjà à l'œuvre au Kurdistan, Joseph Valerga, avec le titre de patriarche résidentiel. La lettre apostolique *Nulla celebrior* du 23 juillet 1847 rétablit le siège latin croisé de Jérusalem. Pie IX consacre le nouvel élu et le 17 janvier 1848, Joseph Valerga prend possession de son siège.

Dans les Balkans, où les chrétiens orthodoxes constituent la majorité de la population, l'action de la Sainte Russie tend à créer un protectorat de fait par la combinaison de l'influence capitulaire et du protectorat religieux. En Arménie, les Russes menacent les catholiques défendus par la France. Dans le Caucase, certains montagnards chrétiens se sont convertis à l'islam depuis la présence tsariste, par réaction antirusse. Le facteur religieux pèse lourdement dans le jugement porté par les Russes sur les populations locales. L'opposition géographique entre Caucase et Transcaucasie lui est liée. Les officiers désirant se rendre en Géorgie doivent passer à travers la chaîne du Caucase par la célèbre route militaire de Vladikavkaz à Tiflis en suivant la vallée du Terek et le défilé du Darial en territoire non pacifié. Le Terek marquait une frontière de civilisation : avant de le franchir, l'on disait adieu à l'Europe. La vallée était « humide et sombre », le paysage « triste et sauvage ». Le jeune Alexis Soltykoff (1801-1859) décrit : « les montagnes s'entassaient les unes sur les autres autour de moi. Un aoul solitaire se cache dans une gorge ténébreuse [...]. S'il y a un bout du monde, c'est ici qu'il doit être. » Il s'agit du territoire des Tchétchènes. Après quelques heures de chevauchées, l'officier découvre « la Krestovaïa Gora » (la montagne de la Croix) : « tout le sauvage de la nature avait disparu. Sous mes pieds, devant mes yeux, se découvrait un espace immense. Des montagnes, des vallées, des forêts, des prairies se réunissaient en un seul tableau grandiose et plein d'harmonie. Je ne sais si le contraste m'exagérait l'effet de ce spectacle, mais jamais je n'avais vu un calme plus imposant, une tranquillité plus majestueuse. Ce pays était la Géorgie.³ » La Géorgie, terre fertile, est décrite comme « un paradis terrestre » opposé au « chaos primitif » des montagnes du Daghestan. À la Géorgie, le soldat associe le vin de Kakhétie, des paysages ruraux réconfortants. C'est un pays « heureux » où les habitants sont

¹ Jean-Alexandre Buchon, *La Grèce continentale et la Morée. Voyage, séjour et études historiques en 1840 et 1841*, Paris, Gosselin, 1843. Cité par Jean-Claude Berchet, *Le Voyage en Orient : anthologie des voyageurs français dans le Levant au XIX^e siècle*, Paris, R. Laffont, 1985, p. 163.

² A.N. mar. BB⁴ n° 649.

³ Alexis Soltykoff, *Voyages dans l'Inde et en Perse*, Paris, V. Lecou, 1853, pp. 307-308.

« indolents. ¹ » Les Russes pensent que les préceptes musulmans influencent la vie de tous les peuples² : ils déplorent le sort des jeunes femmes dans les villages arméniens : « [elles] ne s'y montrent jamais qu'enveloppées dans de voiles épais. Rien n'égale leur sauvagerie. Si elles aperçoivent un homme, elles s'empressent de fuir, car pour ces chrétiens, devenus musulmans par leurs habitudes, la présence d'une femme est considérée comme une souillure³ ». Ainsi les Russes venus planter leurs aigles pour la sainte mission de délivrer du joug mahométhan ces chrétiens d'Orient, les considèrent avec les mêmes a priori négatifs que les Turcs et les Persans. Les officiers russes sont surpris par la diversité des ethnies de confession musulmanes et apprennent assez vite à les différencier les unes des autres : leur degré de coopération avec les Russes sert d'échelle de valeur. Le long de la rivière Kouban vivent les Tcherkesses, les Kabardes et différentes tribus non moins aimables, qui font métier de dévaliser les voyageurs. Quand ces malheureux sont désolés par la peste ou la famine, ils recherchent la protection des Russes mais à la première occasion, ils reprennent leurs habitudes et commettent d'affreux brigandages. Les récits les diabolisent volontiers : ils « hantent » la plaine de la Kabardie et ont « des expressions farouches ». Superstitieux, les Circassiens parlent de la guerre russe comme un châtement que leur inflige le Tout Puissant pour leurs péchés. Leur conversion à l'islam provient de leur haine à l'égard des envahisseurs du Nord. De nombreuses traces de l'ancienne domination du christianisme restent dans les paysages caucasiens comme cette ancienne croix suspendue à une grosse branche d'un vieux chêne à laquelle elle est attachée par une embrasse en fer. Les crochets de l'ouvrage sont destinés à recevoir des offrandes. Certains Tcherkesses veulent l'enlever car ils y voient un appui à la Russie, d'autres vénèrent le symbole.

Les Tchétchènes, dès le début du XIX^e siècle, sont les ennemis les plus redoutés de l'armée russe. Animés par le *Ghazawat* - guerre sainte - ils deviennent des adversaires coriaces dont l'importance numérique ne cesse de croître. Ils sont regardés comme un adversaire mystérieux et effrayant. Le chef rebelle musulman du Daghestan, Chamil pacha résiste en combinant les exploits militaires à une exaltation islamique des plus ascétiques : le murīdisme. L'Avar voue un culte aux forêts et aux fondrières car elles permettent aux montagnards de se cacher de l'armée russe. « Si je le pouvais, dit Chamil, j'enduirais d'huile sainte les arbres de mes forêts et je mêlerais de miel odorant les boues de mes chemins, car ce sont ces arbres et ces boues qui font ma force.⁴ » D'ailleurs, les soldats russes désertent peu. Ils craignent trop d'être enlevés au culte de leurs pères, d'être soumis à la circoncision, signe indélébile d'apostasie, et d'être obligés de devenir de zélés musulmans⁵. Les manières de Chamil sont « cruelles ». Il sème la « terreur » au sein des populations civiles du Daghestan. « Avec Chamil et les murīdes, on n'a de choix qu'entre un dévouement sans borne et la mort !⁶ ». De nombreux textes révèlent cependant une admiration pour les montagnards, notamment à partir des années 1830. Des qualités leur sont reconnues : l'indépendance, l'ardeur guerrière, la grande adresse dans le maniement des armes, la « sobriété inouïe », le respect pour les vieillards, la stricte observation des règles de l'hospitalité (les *kounaks*), le dévouement à l'amitié, le stoïcisme, le mépris de la mort. Les Russes apprennent à connaître ces sociétés patriarcales régies par une éthique guerrière avec leur propre code d'honneur faisant du combat et du pillage un devoir pour les hommes : « Les Montagnards par éducation, conceptions et mœurs, et même au sein de leurs sociétés ne reconnaissent aucun pouvoir, en dehors de la force des armées, aucune obligation en dehors de celles qu'on peut imposer par les armes⁷ ». Le *djiguite*, mot turco-tatar passé en russe qui désigne un cavalier et un tireur d'élite, est respecté. Le Russe, un *giaour* (chrétien), est l'ennemi naturel des montagnards et nul n'a à redire à cela. Pour mieux combattre le murīdisme, les Russes ont besoin de le comprendre : des articles spécialisés paraissent sur ce thème, dont celui de G. Neverovski publié dans le *Voennyi Journal* en 1847. Il montre comment cet enseignement religieux, apparu d'abord dans le Daghestan Sud, « sous l'air modeste d'une piété musulmane », « a pris les armes, entraînant toute la frontière orientale dans une révolte sans fin et une guerre sanglante ». Une étude lui est aussi consacrée dans le journal *Kavkaz*, par N. V. Khanykov, en 1846.

La Russie tsariste revendique son droit de protection des Grecs orthodoxes. Les Britanniques dénoncent les manœuvres du patriarche grec de Constantinople. Véritable créature de la Russie, il complotte et pousse Athènes à intervenir contre les îles ioniennes, possessions anglaises. Londres demande sa démission et accuse ce patriarche de faire circuler des lettres accusant les Anglais d'être des étrangers et des hérétiques dans ces îles. Reschid pacha aimerait aider les Anglais dans cette affaire mais il incline du côté russe⁸. Il refuse de le muter arguant que le *hatti-hatti-chérif* de Gülhane a supprimé l'arbitraire⁹. Guizot reste également très ferme face aux empiètements de la Russie. Les religieux catholiques, gardiens du Saint-Sépulcre, réclament contre le firman de 1840 qui a accordé

¹ Constantin de Benkendorf, *op. cit.*, p. 111, cité par Lorraine de Meaux, « L'Orient à portée de fusil. Récits d'officiers russes sur la région caucasienne et les États voisins dans la première moitié du XIX^e siècle », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n°18, printemps 2004.

² *Ibid.*, p. 109.

³ Alexis Soltykoff, *op. cit.*, p. 320.

⁴ Élisée Reclus, *op. cit.*, 1881, t. VI, p. 89.

⁵ D'Aubignosc, *La Turquie nouvelle*, t. I, p. 82.

⁶ Constantin de Benkendorf, *op. cit.*, p. 120.

⁷ Lazar' Markovitch Serebriakov, *Mysli o delakh nachikh na Kavkaze* (1842), cité par Lorraine de Meaux.

⁸ *Times* du 28 février 1840.

⁹ *Ibid.*, jeudi 5 mars 1840.

aux orthodoxes la restauration de la grande coupole. Ce transfert vers une influence russe déplaît à la France. Guizot charge son ambassadeur Bourqueney, avant son départ pour Constantinople, de protester contre l'application du firman. Le 15 avril 1842, Bourqueney annonce que « les Grecs ne toucheraient pas à la grande coupole de l'église du Saint-Sépulcre. ¹ » Les religieux du Saint-Sépulcre sont plongés dans la misère. Soumis aux incessantes exactions des Turcs, battus, dépouillés, en butte à la jalousie des chrétiens schismatiques, qui se réunissent souvent pour les insulter ou les dénoncer à la rapacité des maîtres du pays. Leur existence est menacée. Les événements de 1840, en enlevant à Méhémet-Ali le gouvernement de la Syrie, ont privé les pères de Jérusalem du simulacre de justice qu'ils obtenaient des lieutenants du pacha, et des ressources qu'ils puisaient dans les dons des voyageurs. La sécurité avec laquelle on pouvait parcourir ces contrées et la facilité que donnait un firman du pacha engageaient beaucoup d'Européens à visiter les Lieux saints. Chaque année, une foule de voyageurs, prêtres, hommes d'État, grands seigneurs, artistes, soldats même, recevaient l'hospitalité du couvent, et les faibles témoignages de la reconnaissance du riche suffisaient aux besoins du pauvre. Après 1840, des bandes d'Albanais parcourent le pays, le glaive et la torche à la main, incendient, violent, pratiquent le brigandage. Les pèlerinages cessent. Le couvent n'a plus de ressources. Les pères meurent de faim. En 1842, le marquis Bandini de Pitti intervient auprès de l'empereur d'Autriche et rapporte les souffrances des chrétiens d'Orient. Il réclame des secours auprès des cours de Parme, de Modène, de Florence qui accordent leur soutien. La petite république de Saint-Marin vote, à l'unanimité, cette requête. Grâce à la récolte de ces fonds, les pères de Jérusalem rouvrent l'école. Jouffroy d'Eschavannes dans la *Revue de l'Orient* regrette cependant que la France ne participe pas à cet effort.

Les districts mixtes au Liban

À la fin de l'année 1842, les Ansariés refusent de payer l'impôt, les armes à la main. La population de Tripoli se rebelle. Le 7 décembre 1842, la Porte annonce qu'elle va retirer les soldats albanais du Liban. Ces bandits de grand chemin pillaient, volaient, violaient et brûlaient. La Porte adopte le système d'une administration indigène, c'est-à-dire celui du double gouvernement pour la montagne du Liban. Le pays est découpé en deux parties indépendantes l'une de l'autre : la première est sous l'autorité d'un *kaymakan*² musulman, la seconde sous celle d'un *kaymakan* chrétien. Les appointements du *kaymakan* sont de 48 000 francs par an³. Le 1^{er} janvier 1843, Haydar Abullam est nommé gouverneur du district chrétien. Ahmad Arslan est libéré de sa prison et nommé à la tête du district druse. À Paris, Reschid pacha, informé de l'arrangement survenu entre la Porte et les ambassadeurs étrangers par une lettre datée du 8 décembre 1842 provenant d'Istanbul, s'empresse de la communiquer à Guizot. Ce dernier exprime sa satisfaction devant la décision de la Porte de mettre un terme à la crise ainsi qu'à ses démêlés. Après cette crise, les relations se normalisent quelque peu entre la France et l'Empire ottoman. Les Turcs secourent avec zèle un brick français *la Flèche* échoué sur un banc rocheux au nord du fanal de Rhodes. À cette occasion, l'amiral Halil pacha témoigne son admiration pour la France et ses idées⁴. La Porte réserve cependant une dernière surprise à l'Europe. Elle détache du gouvernement de la Montagne le district de Djebaïl, sous prétexte que l'émir Bachir ne l'a possédé autrefois qu'à titre de ferme (*mukata*) et d'en confier l'administration à un colonel turc. La moitié de la Montagne est rattachée au district de Tripoli et se trouve soustraite au nouveau système de gouvernement qu'a imposé l'Europe. Les maronites protestent contre cette décision. C'est une violation de leurs privilèges, des promesses faites par la Turquie et les coalisés de 1840, une décision contraire à l'arrangement de 1842. L'archevêque maronite Murad s'écrit dans un mémoire adressé aux représentants de cinq puissances à Constantinople : « Ainsi tout un pays exclusivement chrétien, qui s'étend aux plus hautes cimes du Liban, avec la vallée sainte, berceau des chrétiens maronites, de ces chrétiens qui seuls ont résisté avec succès en Syrie, dès les premiers temps de l'islamisme, au torrent de l'invasion musulmane, Canabine, la résidence vénérée de leur patriarche, les villages d'Edir et de Béheirra ombragés par les cèdres où jamais les Turcs n'avaient pu parvenir et d'où en dernier lieu encore les troupes albanaises de Mustapha Pacha avaient été victorieusement repoussées ; en un mot tous les lieux les plus chers et les plus vénérés des chrétiens libanais devaient subir le gouvernement direct d'un pacha turc. Si jamais cette nouvelle usurpation, aussi exorbitante qu'essentiellement contraire à l'engagement conclu dernièrement entre la Porte et les puissances médiatrices dans l'affaire libanaise, pouvait être tolérée par elles, il ne resterait plus aux chrétiens du Liban qu'à choisir entre un effort désespéré pour défendre le berceau sacré de leur nation, se mettant en lutte ouverte avec les autorités de la Porte ou bien émigrer de leur chère patrie qu'ils avaient su défendre en de meilleurs temps. ⁵ »

¹ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 40, f°81.

² Lieutenant au sens étymologique, lieutenant-colonel.

³ A. de La Jonquière, *Histoire de l'Empire ottoman depuis les origines jusqu'au traité de Berlin*, Paris, Hachette, 1897, p. 505.

⁴ A.N., mar. BB¹ n° 627.

⁵ A. de La Jonquière, *op. cit.*, p. 495.

Guizot écrit le 24 février 1843 à Bourqueney que « si la Porte fait tant de difficultés, ce qu'il y aurait de mieux à faire, c'est de revenir au régime antérieur.¹ » Le consul général britannique Rose presse Essad pacha d'employer la force pour imposer ce décret. Il menace même le vizir et projette de déporter les maronites des districts mixtes. Cette mesure paraît odieuse et révoltante aux yeux des Turcs. Le 7 mars 1843, la Porte refuse d'adhérer au projet du consul anglais qui « a tout fait auprès du pacha pour nous contraindre à nous soumettre, écrivent à lord Aberdeen, les députés du Liban le 3 avril 1844, et il a dit qu'il ne cesserait d'employer tous les moyens pour nous obliger à subir ce joug. » Il dit encore : « Puisque vous êtes ruinés et massacrés vous devez vous soumettre aux Druses. » Les routes les plus fréquentées sont peu sûres. Les assassinats sont quotidiens aux portes de Beyrouth. Si l'on se plaint aux autorités, elles se renvoient simplement tour à tour les responsabilités. Cadri bey qui commande les troupes turques à Deir-el-Kamar se contente d'accabler les maronites en cas de litiges. Les heurts provoquent de lourdes destructions parmi les populations chrétiennes. Les ornements sacerdotaux sont lacérés. Les vases sacrés sont profanés. Les prêtres sont massacrés sur les autels. À la fin du mois de décembre 1843, ce sont près de 15 000 maisons qui ont été brûlées et pillées. Une soixantaine d'églises ont été ravagées.

Au Liban, la France intervient pour s'opposer aux décisions arbitraires de la Sublime Porte. Dès que les soldats turcs y paraissent, le pays est mis à sac. Guizot écrit à Bourqueney le 13 avril 1844 : « L'institution des deux caïmacans druse et maronite n'a servi qu'à créer des autorités impuissantes, sinon deux instruments de désordre entre les mains du pacha dont ils sont, de fait comme de nom les lieutenants ; ces chefs soumis à sa dépendance ainsi qu'à sa volonté, n'ont ni autorité réelle, ni moyens pour l'exercer utilement, ni prestige aux yeux des populations, ni troupes pour réprimer au besoin les désordres ou pour contenir les rivalités et les querelles de famille à famille ou de peuple à peuple. Nous recevons continuellement des plaintes sur les exactions du pacha, sur les entraves systématiquement apportées par lui au libre exercice de l'autorité des caïmacans, sur l'état d'insécurité de la montagne, sur les collines sanglantes entre les familles rivales, sur la fréquence des actes de meurtre et de pillage qui se commettent, sur les brigandages des troupes turques, et plus particulièrement sur ceux des Albanais que la Porte avait formellement promis de rappeler. Tout cela révèle une situation des plus fausses et des plus déplorable et démontre surabondamment la nécessité de substituer d'autres arrangements à ceux dont on a cru pouvoir essayer [...] »²

En ce qui concerne les districts mixtes, le gouverneur turc Essad pacha déclare que les chrétiens doivent se soumettre aux Druses. Chaque zone aurait un intermédiaire chrétien qui veillerait aux intérêts de ses coreligionnaires et qui, au besoin, discuterait pour eux contre les chefs druses. La diplomatie française s'interpose. His de Butenval, chargé d'affaires à Constantinople, sur une idée de Poujade, consul de France à Beyrouth, propose pour les villages mixtes, deux *vekils* (sous-gouverneurs) : un pour les chrétiens, l'autre pour les Druses. Les Anglais s'opposent en septembre 1844 à cette initiative. L'ambassade britannique enrage. Sir Stafford n'arrive pas à empêcher la Porte d'adhérer à la vision française. Toutefois, après coup, il parvient à faire insérer dans des ordres du divan que les *vekils* chrétiens relèvent du *kaymakan* druse. Le jour de la fête de Louis-Philippe, le pavillon turc n'est pas hissé à Jaffa, ainsi que cela se pratique habituellement en pareille circonstance³. Sur l'observation qui en est faite au gouverneur par l'agent consulaire français, il est aussitôt arboré. Un capitaine d'artillerie de l'armée ottomane survient et le fait amener. Le gouverneur le fait punir comme ayant méconnu ses ordres. L'officier insubordonné adresse une plainte à Constantinople. Sa conduite est approuvée par la Porte qui manifestement tient à démontrer ses mauvaises relations avec la France. Le capitaine est élevé à un grade supérieur et décoré. Le gouverneur Haïdar pacha est contraint de lui présenter des excuses.

Dans sa lettre adressée au commandant de la *Diligente*, le comte de Lantivy, consul du roi de France à Jérusalem, explique que l'insécurité règne en Palestine. Il écrit : « La situation actuelle de la Palestine est affreuse, Jérusalem est cernée par des hordes de montagnards armés, qui se livrent au meurtre et au pillage.⁴ » Le gouverneur de Jaffa et celui de Lod, malgré leur nombreuse escorte, ont été assassinés sur la route à 15 kilomètres de Jérusalem. Le gouverneur de Lod a eu la tête tranchée, le cadavre du gouverneur de Jaffa a été cloué sur le sol, au moyen d'un pieu qui lui a traversé la gorge de part en part. Un Juif et sa femme ont eu la tête tranchée dans la ville de Jérusalem. « Deux autres personnes ont été assassinées la nuit dernière, ajoute le comte de Lantivy, les routes n'offrent aucune espèce de sécurité. Six coups de fusil ont été tirés sur un Anglais qui quittait Jérusalem pour se rendre à Jaffa.⁵ » Les autorités ne peuvent pas garantir la sécurité, pas même aux consuls étrangers. Chacun se munit de ses armes et s'enferme dans sa maison pour se défendre. Le consul de France réclame donc l'appui d'un bâtiment de guerre qui devrait se rendre en rade de Jaffa. « Nos religieux latins et nos coreligionnaires le sollicitent avec les plus vives instances et je crois, écrit Lantivy, qu'à part l'imminence réelle du danger, il serait

¹ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 40, f°81.

² *Ibid.*, vol. 122, f°339.

³ *Ibid.*, n°627, rapport établi à bord de la *Minerve*, 29 septembre 1844.

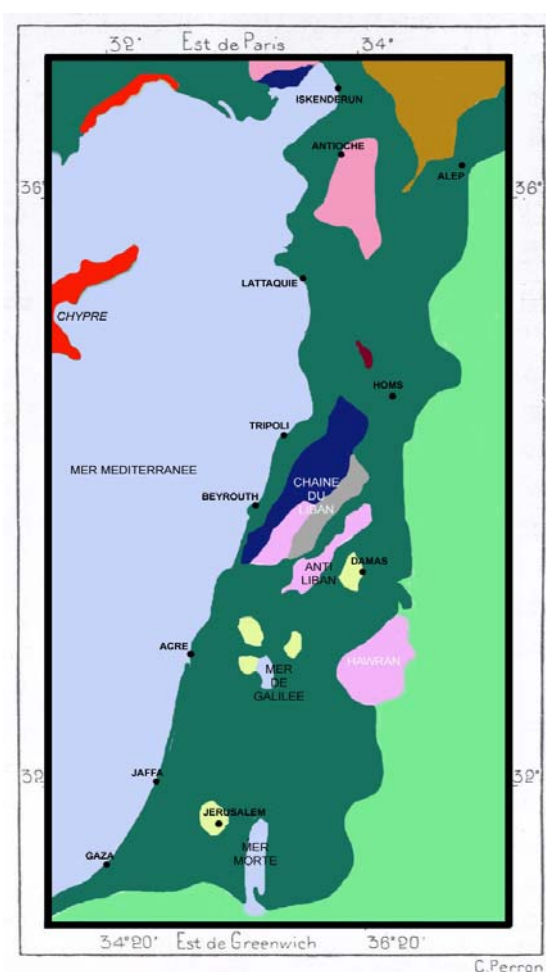
⁴ *Ibid.*, rapport émanant de Jérusalem, le 18 octobre 1844.

⁵ *Ibid.*

fort impolitique de vous laisser prévenir par des bâtiments d'une autre nation dont le protectorat sur terre sainte ne serait pas comme le nôtre exclusivement officiel.»

Les maronites refusent d'obéir, plutôt que d'être soumis aux Druses, ils préfèrent relever du *muchir* de Saïda. Le 3 septembre 1844, les chrétiens répondent que la proposition faite la veille, les soumet aux Druses, et qu'ils préfèrent émigrer. La Porte appuyant les Druses envoie une flotte à Beyrouth. Deux vaisseaux turcs de 74, l'*avant-garde du bonheur* et le *Messenger de joie* surveillent la côte libanaise¹. Le *kapoudan* pacha, entièrement gagné à la cause du colonel Rose, veut faire marcher les troupes contre les maronites. Essad pacha s'oppose à cette entreprise d'Halil pacha : « Le grand amiral ignore la nature des choses et du pays, dit-il au consul de France, j'ai eu beaucoup de peine à lui résister et à l'empêcher de faire des actes qui auraient amené dans la montagne une conflagration que, seul, j'ai pu conjurer jusqu'à présent. » Essad pacha est rappelé et remplacé par Mohammed Nedgi. Au mois de mars 1845, Halil pacha et le colonel Rose ont les coudées franches. L'amiral turc dit aux chrétiens qu'ils peuvent partir et fuir. L'ambassadeur du roi proteste contre l'emploi de la force. La politique de la France se heurte aux intérêts turcs, sous la forme d'une guerre de religion. Le Liban est en feu. Vingt-cinq mille Druses, soutenus par Londres², font une guerre cruelle aux trente-cinq mille chrétiens maronites. Les autorités turques lorsqu'elles ne sont pas complices de ces violences, les laissent se propager avec une répugnante impunité.

RELIGIONS AU PROCHE-ORIENT À L'ÉPOQUE DE LA MONARCHIE DE JUILLET



■	Orthodoxes	■	Musulmans turcs
■	Chrétiens maronites	■	Juifs
■	Musulmans kurdes	■	Musulmans arabes
■	Musulmans druses	■	Ansariés
■	Ismailiens ou Hachichins	■	Métoualis

¹ A.N. mar. BB¹ n°627. Rapport du 9 novembre 1844.

² *Ibid.*, n°649.

Les chrétiens sont convoqués pour discuter de leurs intérêts avec les Druses. Le cheik Joumblatt que les Anglais veulent faire nommer *kaymakan* druse annonce à tous ses homologues qu'ils peuvent compter sur la complicité de l'armée turque. « Chers frères, illustres cheiks et notables de Harroub, vous n'ignorez pas que la nation des infidèles chrétiens s'est levée contre les musulmans qui reconnaissent un Dieu unique. La Sublime Porte nous a accordé la faveur de tomber sur eux et d'effacer leurs traces ; et Son Excellence, notre maître, l'illustre Daoud Pacha, nous a autorisés et nous a aidés à leur faire la guerre avec les troupes impériales. Venez attaquer Dublie ; les soldats qui s'y trouvaient en sont sortis, par ordre de S.E. Mustapha Bey ; faites donc une guerre de religion et ne craignez rien, car nous et la Porte nous ne faisons qu'une seule main.¹ » La guerre civile reprend entre les maronites et les Druses. Le système compliqué du *kaymakan* aboutit en 1845 à de nouvelles révoltes. Tour à tour, les villages druses sont assaillis par les maronites, conduits par leurs prêtres, crucifix en mains, et les couvents capucins sont saccagés. Les Druses complotent. Nedgi pacha, gouverneur de Beyrouth, fait relâcher les auteurs de meurtres mystérieux. Il envoie des troupes turques sur les lieux où les chrétiens sont en force. Le 30 avril 1845, les Druses attaquent les villages chrétiens. Les maronites procèdent à des représailles. Nedgi envoie des troupes régulières pour rétablir l'ordre mais elles s'associent aux pillages. Sept chrétiens livrés par les Druses sont fusillés à Deir-el-Kamar. Les officiers turcs ne prennent pas la peine de masquer leurs opérations. Ils suivent ouvertement les expéditions druses et leur prêtent appui. Les autorités turques procèdent au désarmement de la Montagne qui compte 44 000 hommes en état de porter les armes. Les paysans qui résistent sont soumis à la bastonnade. Les curés qu'on accuse de les encourager à résister sont traités avec violence. Dans le Chouf, les Druses conservent leurs armes et récupèrent celles des chrétiens désarmés. À Badouera, les maronites se sont fait désarmer par les Turcs. Aussitôt sans défense, ils sont massacrés. Dans les environs du château de Djezina, les troupes turques assassinent des prisonniers chrétiens. Les couvents ne sont pas ménagés. On enfonce les portes de celui de Solima qui est abandonné et où on s'attend à trouver un dépôt d'armes. Le consul français le fait refermer. Le couvent des jésuites de Ghazir est occupé par les troupes turques, ainsi que la filature du Français Rostand dont les ouvriers sont dispersés. En France, Montalembert est alerté par un courrier abondant. Cinquante villages chrétiens ont été incendiés dans les environs de Beyrouth. Les faits sont avérés. Les Druses avec le concours des Turcs « écartèlent les petits enfants, massacrent les prêtres, ils brûlent les vieillards, et quant aux femmes, ils leur font subir des traitements tellement horribles que je n'oserais en parler à la tribune² », déclare Montalembert.

Le 5 mai 1845, le cheik Hamoud-Abou-Naked entre à Habeil, un village occupé par les forces ottomanes. Des ordres sont donnés pour respecter les propriétés et la vie des missionnaires protestants américains ou anglais qui habitent le village. Le couvent français des Capucins ne dispose d'aucune force. Les Druses le saccagent. L'église est incendiée. Les troupes turques restent l'arme au pied. Deux prêtres maronites sont tués et brûlés. Le supérieur, le père Charles de Lorette, accouru à la lueur de l'incendie du couvent d'Habeil est capturé par les Druses. Il périt dans des tourments cruels en présence d'un détachement turc commandés par un major. Par raffinement, le cheik fait déterrer le lendemain le cadavre du moine et livre ses restes aux mutilations des bourreaux³. Des chrétiens se réfugient dans le palais de l'émir. La demeure, forte et massive, permet une résistance désespérée. Les missionnaires américains interviennent auprès de Mustapha bey. La population d'Habeil capitule. La veille de l'assassinat du père Charles, le consul des États-Unis disait à Beyrouth, dans un salon : « Nos missionnaires n'ont rien à craindre puisque ce sont les Druses qui mettent le feu aux villages chrétiens.⁴ » En France, l'émotion est vive. À la Chambre des pairs, Montalembert monte au créneau. Il suscite une vive émotion sur les bancs lorsqu'il évoque l'égorgeement et la crémation du cadavre du père Charles. *L'Illustration* du 26 juillet 1845 mentionne que la population des villages incendiés au Liban totalise 22 000 personnes qui errent dans les montagnes, ou qui se sont réfugiés à Saïda, Zahlé ou à Deir-el-Kamar.

La promesse de protéger les établissements européens n'est pas tenue par le divan. Les consuls réagissent trop tardivement. Le mal est déjà fait. Quant au secrétaire oriental de l'ambassade anglaise, M. Alison, il vante la tolérance religieuse des Druses ! N'étant pas réputé anglophobe, Montalembert accuse l'agent anglais d'être l'instigateur des mouvements contre les maronites. Il déplore un monstrueux appui à des hordes sauvages. La France faillirait à sa mission. La Sardaigne et l'Autriche se mettent en avant pour protéger les chrétiens. Montalembert s'exclame : « Faisons-nous bien d'inspirer à tout le monde l'idée et le besoin de nous remplacer ?⁵ » Le consul de France réagit et montre à Nedgi pacha une lettre provenant du prince de Moktara : « Illustre frère, père de Kassem, vénérable cheik Hamoud, vous avez sans doute appris ce que la nation des infidèles chrétiens a fait chez nous dans le Chouf ; si la Porte et ses troupes ne nous avaient pas secourus, ils nous auraient dispersés. Maintenant nous avons été autorisés, ainsi que les autres rassemblements des Druses, par S.E. l'illustre Daoud

¹ A. de La Jonquière, *op. cit.*, p. 500.

² Chambre des pairs, séance du 15 juillet 1845.

³ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 40, f°88.

⁴ A. de La Jonquière, *op. cit.*, p. 501.

⁵ Chambre des pairs, séance du 15 juillet 1845.

pacha à tomber sur la nation chrétienne et à l'anéantir. Conformément à cette autorisation, il est de votre devoir de vous lever, sur-le-champ, avec vos hommes, de tomber sur les chrétiens du Chabbar et de Dublie, de brûler leurs maisons, et de faire en un mot contre eux ce que vous avez fait la première fois. Ne craignez rien, les troupes mêmes qui sont à Habeil ont l'ordre de vous aider ; c'est donc le moment de profiter de l'occasion pour anéantir cette nation perverse. » À Constantinople, Bourqueney proteste très vivement le 5 octobre 1845 : « Si dans la semaine où nous entrons, l'ordre n'a pas été expédié à Chekib efendi de rapporter la mesure du rappel des négociants et des religieux, et si elle est en cours d'exécution, de réintégrer ceux qui seraient partis, en les indemnisant de tous frais et dommages par eux supportés ; de prendre les mesures militaires suffisantes pour la protection de leurs établissements ; d'appliquer toute la sévérité de la loi turque aux meurtriers du père Charles ; si toutes ces injonctions ne sont pas officiellement annoncées par la Porte, je vous prie de vouloir bien solliciter pour moi une audience de congé du sultan, où je lui ferai connaître les raisons de mon éloignement ; car mon parti est pris de me retirer aux Dardanelles et d'y attendre ces instructions que je provoque.¹ » Guizot écrit à Bourqueney le 17 décembre 1845 : « J'avais appris par la correspondance de M. Poujade le désarmement de la Montagne, les actes de perfidie et de cruauté qui l'ont accompagné, en un mot les horribles excès qui, à la honte de l'humanité et de la civilisation, ont signalé la conduite des officiers et des troupes de la Porte. Je n'ai pas besoin de vous dire de quel sentiment de douleur et d'indignation ces atrocités nous ont pénétrées. [...] »²

Le premier drogman de l'ambassade est troublé par une telle détermination de la diplomatie française. La Sublime Porte obtempère. Le 6 octobre 1845, le Divan reconnaît la nécessité de juger le cheik Hamoud, responsable du massacre du couvent d'Habeil.

La minorité religieuse juive

Les juifs subissent de façon générale les rigueurs imposées par les musulmans. La présence française en Algérie leur est salutaire. La première école juive française est fondée en 1832 à Alger. Au Yémen, au contraire, ils sont astreints au nettoyage des lieux d'aisance. Les musulmans convertissent de force les enfants juifs orphelins de père et de mère. Cette mesure avilissante est la cause de l'exode de dizaines de familles yéménites à destination d'Aden (sous occupation britannique depuis 1839), d'Égypte et de la Palestine. L'Allemand Christian Ferdinand Ewald séjourne en Tunisie pendant six ou sept ans. Calviniste et adepte de l'Église anglicane, il adhère à une communauté religieuse qui œuvre pour l'évangélisation des juifs : « *The London Society for the Promotion of Christianity among the Jews* ». Celle-ci l'envoie comme missionnaire en Algérie en 1832, puis il est appelé à poursuivre son travail de prédicateur en Tunisie. Pays auquel il se rend en 1833 ou 1834, où il effectue des pérégrinations dans différentes régions du nord au sud et dans lequel il fonde la section tunisienne de la *London Society* qu'il dirige du reste jusqu'en 1840-41. Grâce à sa connaissance de la langue arabe et d'autres langues européennes, entre autre le français, l'italien et l'anglais, ainsi qu'à sa sensibilité à la misère sociale il prend contact rapidement avec les différentes composantes de la société tunisienne et plus particulièrement les juifs³. La condition des juifs donne lieu à des réflexions plus contrastées. Ewald, qui est le plus à même, de par sa mission, à s'enquérir sur cette condition, en brosse un tableau plutôt sombre. L'extrême pauvreté dans laquelle, d'après lui, vivent les juifs de Soliman, de Gabès et de Jerba, est due, au moins en partie, à la population musulmane, qui, selon lui, confine les juifs dans les plus bas métiers et leur réserve de mauvais traitements ; mais, Ewald ne donne pas de plus amples explications sur leurs conditions de vie et reconnaît, par ailleurs, que les musulmans respectent leurs lieux de culte. Frank, qui est un contemporain d'Ewald, considère aussi que les juifs de Tunis vivent en marge de la société : « Rien n'est plus commun », dit-il, « que de les voir outrager et même frapper par les Maures ; ils reçoivent même les mauvais traitements ou les coups avec une résignation vraiment étonnante : mais aussi si jamais un d'eux osait en riposter à ses agresseurs, il risquerait infailliblement d'être compromis dans un procès sérieux, qui ne pourrait s'arranger que par le sacrifice d'une forte somme d'argent et souvent ces insultes n'ont pas d'autre but que cette extorsion abusive et tyrannique ». Malgré cela, reconnaît-il, « ils peuvent monter des chevaux et des mulets, ce qui leur est défendu en Égypte et dans la plupart des autres contrées soumises aux musulmans ». Mais, si Ewald, en bon chrétien, compatit au mauvais traitement dont les juifs font l'objet, Frank, lui, pense qu'ils méritent bien ce qui leur arrive : « cette race d'hommes », affirme-t-il, « est là ce qu'elle est partout, remplie de superstition, de ruse, de méchanceté et de haine pour quiconque n'est pas leur coreligionnaire ». Henri Dunant distingue, abusivement, la période avant le règne d'Ahmed bey (1837-1855) et celle qui est inaugurée par ce souverain. Pour lui, jusqu'en 1837 les Juifs étaient soumis à mille vexations dont l'obligation de porter le costume distinctif n'en était que la plus apparente et avec Ahmed bey ils furent « émancipés », ce qui explique l'existence de deux classes : une haute « composée principalement de juifs livournais établis à Tunis, qui fait la banque, le négoce, ou exerce la profession de courtiers » et « une classe

¹ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 40, f°90.

² *Ibid.*, vol. 122, f°349.

³ Hassan El-Annabi, « De l'exclusion et des exclus à travers les récits de voyage au XIX^e siècle », *Cahiers de la Méditerranée*, vol. 69, 2006.

moyenne ou inférieure qui se livre à la broderie des tissus, et aux professions de tailleurs, cordonniers, merciers, passementiers, épiciers, pelletiers et usuriers. » Aussi, la marginalité socio-économique juive ne serait, d'après Dunant, qu'un leurre, car, dit-il, « quoiqu'ils soient riches, ils sont avares, ils aiment à se faire passer pour très pauvres et sont d'une avidité extraordinaire. »

Au Maroc, sans doute le premier musulman venu peut injurier et battre un juif sans que ce dernier ait le droit de se plaindre, s'asseoir à son foyer et à sa table sans qu'on ose le chasser. Les juifs ne peuvent passer ni devant les mosquées ni devant le pavillon impérial. Ils se déchaussent pour entrer dans une maison maure. Il leur est défendu de monter un cheval de selle. Ils ne peuvent entrer dans une ville qu'à pied. Ils parlent à leurs maîtres à genoux et en baisant le bas de leur manteau. Ils rampent, ils se voilent, ils ferment leur intérieur aux rayons du soleil : cependant ils sont puissants. Leurs talents dans le monde commercial leur assurent un triomphe définitif. Ils sont riches, on a besoin d'eux. D'ailleurs, la protection assurée au commerce par Mulai Abd al-Rahman rejaillit sur les négociants juifs. Le prêt à usure, surtout dans la campagne, le courtage, l'expertise des marchandises, le contrôle des monnaies et des comptes, l'interprétation des langues et toutes les transactions avec les Européens, leur appartiennent. Rey écrit dans *La Revue des Deux Mondes* en 1840 : « Un caractère adroit, fourbe, souple et insinuant, une parole mielleuse, abondante, infatigable, l'hypocrisie de la soumission respectueuse, ont accompli cette étrange domination des esclaves sur les maîtres et annulé l'empire des musulmans. Ainsi la brutalité cède à la ruse, l'orgueil à l'intérêt, la tyrannie en haillons à l'esclavage opulent. »

Au Proche-Orient, les Juifs sont dispersés. Les plus riches se font enterrer dans la vallée de Josaphat. Ils veulent les meilleures places au jour du Jugement. Ceux qui vivent à Jérusalem assiègent depuis des siècles le Mur du Temple de leurs Lamentations. L'évolution de la question d'Orient provoque dans certains milieux un courant sioniste¹. La macabre affaire de Damas relance le débat concernant la nation juive. L'adresse des Juifs d'Égypte à Méhémet-Ali souligne à cette occasion qu'Israël n'a pas de prince, n'a pas d'État, que ses gloires sont enterrées depuis l'Antiquité, que sa nationalité est éteinte. Le journal allemand *Der Orient* annonce le temps de l'émancipation des Juifs qui forment une nation de marchands pacifiques². En 1844, le journaliste Noah prononce à New York deux discours, devant un public nombreux, sur la restauration des Juifs. Il fait imprimer l'année suivante *Discourse on the Restoration of the Jews* où il adjure les peuples chrétiens d'aider les Juifs à reconstituer un État juif en Palestine. Karl Marx écrit, dans un sens contraire : « La nationalité chimérique du juif est la nationalité du marchand, de l'homme d'argent tout court.³ »

La question juive connaît un regain d'intérêt en France. Eugène Sue, auteur du *Juif errant*, élève le tirage du *Constitutionnel* qui passe de 4 000 à 24 000 exemplaires. En 1842, trois juifs sont élus à la Chambre : Crémieux, Cerfberr et Fould. La revue juive, les *Archives israélites*, réclame, sur le ton du triomphe, l'abandon de l'adjectif « juif » vide de sens : « Non pas que nous rougissions de notre croyance ... - à Dieu ne plaise ! - mais c'est qu'en France, en 1842, juif est un adjectif vide de sens; c'est que le Juif, comme l'entend le dictionnaire de l'Académie, devient chaque jour plus rare; c'est que le juif dont l'âme est à Jérusalem tandis que son corps est en France n'existe plus guère de nos jours; c'est que la nation juive ne se trouve plus sur le sol français. » En 1842, Joseph Cohen, un jeune avocat aixois et le président du consistoire de Marseille se rendent en Algérie puis soumettent à Louis-Philippe un rapport dans lequel ils souhaiteraient doter le judaïsme algérien d'une organisation communautaire semblable à celle créée en 1807 par Napoléon à l'intention des Juifs de France. En vue d'un rapprochement œcuménique, Théodore Ratisbonne, israélite passé au catholicisme, fonde en 1842 les congrégations des prêtres et des sœurs de Notre-Dame-de-Sion. L'ordonnance du 9 novembre 1845 permet aux Juifs algériens d'être dirigés par un consistoire siégeant dans la capitale de la colonie et par deux consistoires provinciaux, situés l'un à Oran et l'autre à Constantine⁴. Ces organismes veillent aux besoins culturels de la population juive, lui assurent un enseignement religieux adéquat, lui rappellent le devoir d'obéissance et de fidélité à la France. Ses membres doivent être de nationalité française ou de culture française. La présidence est confiée à Joseph Cohen. Un négociant français, Marx Guggenheim, le très riche et intègre Lazare Lévi Bram et un docteur en médecine Messaoud Miguères sont ses auxiliaires. Michel Weill, directeur de l'école israélite d'Alger, reçoit la charge de grand rabbin. Le général Bugeaud n'est pas d'accord avec cette politique si favorable aux Juifs de la colonie. Au lieu de les franciser, le gouverneur général souhaiterait les expulser : « Mais comment les expulser ? La difficulté n'est pas en Afrique, elle est en France. C'est là que nous entendons crier à l'injustice, à la barbarie. Je crois en vérité que si jamais nous faisons la conquête du pays des anthropophages il se trouverait encore des hommes en France pour dire que nous devons leur appliquer immédiatement le régime constitutionnel... On pourrait très bien donner aux Juifs de toutes nos villes deux ans pour vendre eux-mêmes leurs propriétés ; au bout de ce temps, ils seront tenus de quitter le pays et auraient encore cinq ans pour les faire vendre par procuration. »

¹ Simon Doubnov, *Histoire moderne du peuple juif*, Paris, Payot, 1933, t. I, p. 750.

² William Holt Yates, *The modern history and condition of Egypt, its climate, diseases and capabilities, exhibited in a personal narrative of travels in that country, with an account of the proceedings of Mohammed Ali Pascha from 1801 to 1843*, Londres, Smith, Elder and Co, 1843, t. II, p. 621.

³ Karl Marx, *Philosophie*, « La question juive », Paris, Gallimard, 1998, p. 85.

⁴ Françoise Durand-Evrard et Lucienne Martini, *Archives d'Algérie 1830-1960*, Paris, Hazan, 2003, p. 168. C.A.O.M. F/80/1631.

À Constantinople, les Israélites descendent des Juifs espagnols chassés sous le règne de Ferdinand II et d'Isabelle la Catholique. On les trouve dans les quartiers de Kassa-Keui et Balata. Les maisons juives sont peintes en gris. Les Juifs portent des chaussures bleues. Sur la tête, ils ont un mouchoir bleu autour d'une calotte rouge¹. Chaque année à Constantinople, ils célèbrent la fête des cabanes. L'usage est de construire en feuillage sur le dôme de la principale synagogue une cabane destinée à recevoir une jeune vierge de qui l'on attend le Messie. Elle passe seule, dans cette demeure improvisée, la nuit qui précède la fête. À Salonique, la communauté juive chassée d'Aragon au XVI^e siècle a prospéré. Les Turcs se montrent moins antisémites que les Grecs. Ils ont laissé les Juifs s'enrichir et ne leur ont pas fait de concurrence parce que la loi coranique défend de prêter sur gages et de recevoir des intérêts². Cet accord fut troublé au XVII^e siècle quand Sabbetaï Sévi, un rabbin smyrniote cabaliste et charlatan, sorte de Simon le Magicien, se fit passer pour le Messie. Un envoyé du sultan pria ce prétendu Messie de choisir entre le lacet et l'abjuration. Sabbetaï Sévi, peu assuré de sa divinité, choisit l'abjuration et se fit musulman. Ses sectateurs, par centaines, imitèrent son exemple, mais ni le prophète ni ses disciples ne donnaient autre chose à Mahomet que des mots et des gestes. Ils avaient la langue musulmane et le cœur israélite. Sous la monarchie de Juillet, les Juifs de Salonique s'abritent sous le turban et le fez. Ils se masquent derrière un nom turc. Leurs femmes se couvrent du *tcharchaf*³, leurs enfants apprennent le Coran, leurs jeunes hommes entrent dans les administrations ottomanes, quelquefois mais plus rarement, dans l'armée. Cependant, vers la douzième année, ces convertis reçoivent la révélation de leur nom secret, leur nom hébreu. Ils sont initiés aux rites mystérieux institués par Sabbetaï Sévi. Ils connaissent l'emplacement d'un temple caché, dans la vieille Salonique et que nul chrétien, nul musulman n'a approché. Le culte double fait des âmes doubles. Cette imposture à la barbe des vrais musulmans prépare des conspirateurs et des révolutionnaires.

L'islam

En 751, les armées musulmanes comprenant des Turcs Karluk, battaient les Chinois à Talas. Au XV^e siècle, Tamerlan amenait l'islam aux portes de la Chine. L'autorité du calife s'étend jusqu'à la Chine. Les deux villes de Salar et de Houtchéou, représentant La Mecque et Médine dans le Céleste Empire, accueillent les jeunes musulmans qui viennent s'instruire dans les livres sacrés⁴. « Istanbul a son Vatican, dit Barrault, et sa dynastie de vicaires du prophète. Et le sultan qui, pour n'être plus le roi des rois de la terre, est toujours l'ombre de Dieu ; qui, dégradé de sa majesté impériale, demeure inviolable dans sa majesté pontificale.⁵ » L'islam revendique 200 millions d'adeptes à l'époque de la monarchie de Juillet⁶. La Syrie compte un million de musulmans, 200 000 catholiques et 100 000 orthodoxes. La population de l'Égypte est à 98% musulmane. Elle ne compte en son sein qu'une minorité chrétienne : les Coptes et accueille sur son sol seulement 7 000 Juifs⁷. Méhémet-Ali a fait profondément pénétrer l'islamisme au Soudan. Curieusement, la moitié de la population de l'Empire ottoman n'est pas musulmane. La religion dominante est le christianisme. Sur 19 millions d'habitants, 11 millions sont chrétiens et 8 millions sont musulmans. Quant à la Turquie d'Europe, la proportion est de trois musulmans pour cinq chrétiens. Dans les pays pénétrés par la civilisation européenne, en Égypte, aux Indes, et même dans une grande partie de l'empire turc, la fidélité au Coran faiblirait. L'esprit guerrier, âme de la propagande islamique, s'éteint. La foi dans l'impeccabilité de Mahomet, de la divinité du Coran, d'un Dieu plutôt maître que père, sorte de despote oriental distribuant arbitrairement ses châtiments ou ses récompenses, apparaît de plus en plus inadmissible. Les esprits cultivés s'appliquent à interpréter ces dogmes en les déformant. On rougit des encouragements donnés par le Prophète au divorce, à la polygamie, aux pires formes de l'esclavage et de la prétendue perfection de l'islam, engendrant chez ses adeptes l'orgueil, l'intolérance et le conservatisme. L'islam est en passe de devenir la religion de quelques fanatiques et des masses populaires les plus marginalisées. Aucun musulman n'avouerait ce nouvel état d'esprit. Les plus lettrés se montrent aussi très hostiles à l'évangélisation chrétienne, mais cette opposition tient à d'autres motifs qu'à une profonde conviction religieuse. La fierté, une ébauche de sentiment national et le scandale produit par les mœurs relâchées de beaucoup de chrétiens établis dans l'Empire ottoman, expliquent leur irréductible hostilité à toute tentative de prosélytisme.

Chaque musulman doit observer cinq obligations majeures ou piliers : l'attestation de la foi (*chahada*), la prière rituelle (*çalat*), le jeûne du Ramadan, l'aumône légale (*zakat*) et le pèlerinage à La Mecque (*Hadj*). L'attestation de la foi consiste à prononcer avec sincérité la formule : « Il n'est de divinité que Dieu ; Mahomet est l'envoyé de Dieu. » La prière rituelle précédée d'un rite d'ablution avec de l'eau ou, à défaut, avec du sable ou une pierre, est la seule véritable liturgie du culte musulman. Elle est dite cinq fois par jour : aube, midi, milieu d'après-midi,

¹ Joseph-François Michaud et Jean-Joseph-François Poujoulat, *Correspondance d'Orient, 1830-1831*, Paris, 1833-1835, t. II, p. 225.

² *L'Illustration* du 15 décembre 1923, « Heures salonicienes » par Marcelle Tinayre.

³ Voile noir dont les femmes turques se cachent le visage.

⁴ Elisée Reclus, *op. cit.*, t. VII, p. 290.

⁵ Auguste Chauvin-Beillard, *De l'Empire ottoman, de ses nations et de sa dynastie, 1841-1845*, Paris, Dentu, 1845, p. 55.

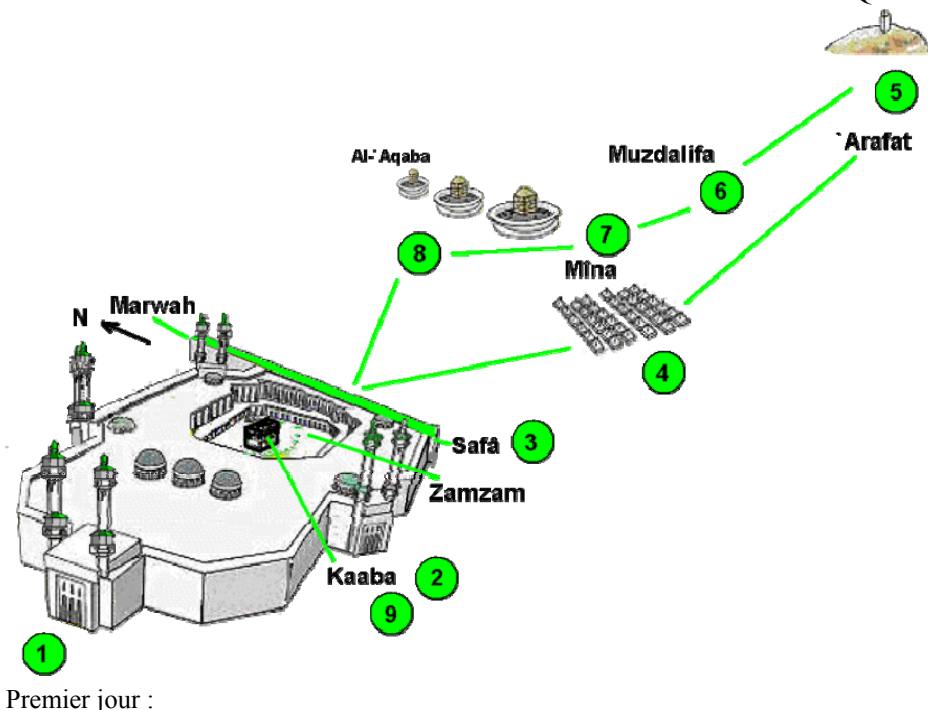
⁶ Fernand Mourret, *Histoire générale de l'Église, L'Église contemporaine, Première partie (1823-1878)*, Paris, 1928, p. 311.

⁷ Victor Schœlcher, *op. cit.*, p. 200.

coucher du soleil et nuit. Comportant quatre postures principales (station debout, inclination, prosternation, station assise sur les talons), elle est accomplie par les fidèles tournés vers La Mecque. L'imam dit la prière, le muezzin l'annonce du haut des minarets et invite les croyants à s'y rendre. La *fatih*a, première surate du Coran est la prière quotidienne des musulmans. La prière égalise les hommes¹. Le jeûne du Ramadan (9^e mois du calendrier musulman) consiste à s'abstenir totalement, dès avant l'aube et pendant toute la journée jusqu'au coucher du soleil, de manger, de boire, de fumer, de respirer des parfums et de s'adonner à des plaisirs charnels. L'aumône est une expression de l'idéal de solidarité sur lequel l'islam insiste particulièrement. La charité est une vertu familière aux musulmans. Les fondations pieuses pour les indigents sont nombreuses². Le *cayim* veille aux portes des mosquées. Les Européens peuvent y être admis, sous la condition de se conduire décentement et de se déchausser³. Méhémet-Ali souhaite ajouter dans la citadelle cairote une mosquée gigantesque. Elle est commencée depuis vingt-cinq ans mais elle nécessite encore selon Victor Schœlcher le même nombre d'années. Elle est faite d'albâtre égyptien. « Il n'existe rien de plus laid, écrit Schœlcher, que le style indéfinissable de ce monument où le rococo se mêle à l'antique abâtardi. » Sous la monarchie de Juillet, les mosquées du Caire sont déjà près de quatre cents. Schœlcher les voit : « Une mosquée est composée de deux parties ; la première est une belle cour carrée, entourée d'un portique couvert, au milieu de laquelle se trouve une grande fontaine destinée aux ablutions. De cette cour on passe dans la mosquée proprement dite dont la porte n'est généralement qu'une portière en tapisserie. En face de l'entrée et prise dans l'épaisseur du mur, on voit une petite niche vide ; elle indique la direction précise de l'Orient, de La Mecque. »

Le pèlerinage perpétue une tradition antérieure à Mahomet. Située au centre de la grande mosquée de La Mecque (al Masjid al Harâm, qui a sept minarets, chacun de 90 mètres de haut), la Kaaba (15 mètres de haut, 12 mètres de large ; généralement recouverte de la *kiswa*, brocart noir brodé d'inscriptions coraniques dorées) est désignée comme la maison sacrée d'Allah. La Pierre noire donnée à Abraham par l'archange Gabriel est enchâssée dans le mur sud-est de l'édifice, à 1,50 mètre du sol. À l'intérieur de l'enceinte de la mosquée se trouvent la station d'Abraham, bloc de pierre sur lequel Abraham montait pour construire les murs de la Kaaba (maison carrée, tabernacle de Dieu), et le puits de Zamzam dont, selon la tradition, l'eau avait jailli miraculeusement pour sauver de la soif Agar, femme d'Abraham et son fils Ismaël. L'hommage que l'on rend à cette pierre est pour rappeler au fidèle l'aveu et la confirmation de l'acte de foi que toute la légion des êtres spirituels fit à la création du monde. L'Être suprême les ayant interrogés de la sorte : « Ne suis-je pas votre Dieu ? » Tous répondirent : « Oui, vous l'êtes. » Ces paroles furent déposées dans le sein de cette pierre par l'Éternel lui-même. Aussi la Pierre noire, d'après les expressions du Coran, est un des rubis du paradis. Elle sera envoyée au dernier jour, elle verra, elle parlera, et elle rendra témoignage de tous ceux qui l'auront touchée en vérité et dans la sincérité de leur cœur. Obligatoire pour les musulmans, le *Hadj* symbolise le retour au centre de toutes choses.

RITES À OBSERVER POUR LE PÈLERINAGE DE LA MECQUE



¹ Goupil, *Voyage en Orient fait avec Horace Vernet en 1839 et 1840*, Paris, 1843, p. 99.

² D'Aubignosc, *À Messieurs les membres de la Chambre des Députés. Lettre sur Alger*, 8 février 1836, p. 3.

³ Jules-Charles Teule, *Pensées et notes critiques extraites du journal de mes voyages dans l'empire du sultan de Constantinople, dans les provinces russes, géorgiennes et tartares du Caucase, et dans le royaume de Perse*, Paris, A. Bertrand, 1842, t. I, p. 37.

- 1- Se mettre en état de sacralisation (*ihram*)
- 2- Faire les sept rondes autour de la Kaaba en essayant d'embrasser la Pierre noire
- 3- Boire à la source Zamzam
- 4- Se rendre à Mina, à 4 km de La Mecque et faire les prières de l'après-midi, du soir et du matin.

Deuxième jour :

- 5- Avancer vers la montagne Arafat (20km) et y faire la prière de midi et de l'après-midi. Il faut rester dans ce territoire jusqu'au soleil couchant. C'est de ce point que le prophète fit son discours d'adieu.
- 6- Après le coucher du soleil, il faut aller vers Muzdalifa. À l'arrivée, il faut faire les prières du soir. Il faut rester à Muzdalifa jusqu'à ce que la nuit soit tombée. Le pèlerin se munit de cailloux pour la suite des rites.

Troisième jour :

- 7- Après la prière du matin, le pèlerin revient vers Mina. Le premier jour de la fête du sacrifice (Aïd al-Adha), le pèlerin parcourt les 300 m qui le séparent du lieu où Abraham emmena son fils Ismaël pour le sacrifier. Sur le parcours, il rencontre trois piliers qui symbolisent les trois points où Iblis tenta de le détourner. Le pèlerin lapide ces piliers avec les cailloux ramassés la veille.
- 8- Dans l'intervalle, il faut tuer l'animal d'offrande qui symbolise le bélier qu'Abraham a sacrifié à la place de son fils. Il faut en manger mais la plus grande partie doit être donnée aux indigents. Les pèlerins ont la possibilité de payer le montant de l'offrande à une banque gérée par les autorités locales.
- 9- Il faut refaire les rites de circumduction du retour.

Tout musulman qui se destine au pèlerinage se nomme *hallaal* (débutant), jusqu'au moment où il prend l'*ihram* dans l'une des stations aux environs de La Mecque¹. Couvert de ce manteau, il porte le nom de *meuhhrim*, auquel succède celui de *hadj*. En pratique, le pèlerin accomplit, avant de pénétrer dans le territoire sacré de La Mecque, un rite de sacralisation et se vêt de deux pièces de tissu blanc sans coutures, l'une pour se couvrir la partie inférieure et l'autre la partie supérieure du corps. Les femmes sont également vêtues de blanc. Le pèlerin ne peut être vêtu que de son *ihram*. Il peut cependant avoir sur lui des espèces en or et en argent mais dans une bourse ou dans une ceinture, être armé d'un sabre, porter son cachet au doigt, et le saint livre du Coran dans un sac pendu à son côté. Une fois habillés, ils se parfument de musc ou d'autres aromates. Ils récitent des prières et psalmodient des cantiques à haute voix. En approchant des Lieux saints, il répète : « Me voici, ô mon Dieu, me voici ! Tu n'as pas d'associé, me voici ! À toi la louange et la grâce et le royaume ! Tu n'as pas d'associé ! » Dès lors il ne doit ni se raser, ni se parfumer, ni commettre de violence, ni accomplir d'acte sexuel. À son arrivée à La Mecque, le pèlerin se rend directement à la Kaaba. Il entre dans le temps par la porte Schéibé, les pieds nus et en récitant une prière consacrée, s'approche de la Pierre noire, la baiser respectueusement ou bien la toucher des deux mains et la porter ensuite à la bouche. Immédiatement après les rites proprement dits comprennent la circumduction de sept tours autour de la Kaaba, en partant de l'angle de la Pierre noire en avançant toujours du côté droit, pour avoir le sanctuaire à gauche et l'avoir plus près de son cœur. Le pèlerin est tenu de faire les trois premières tournées en se balançant alternativement sur chaque pied et secouant les épaules. Les quatre autres, au contraire, s'effectuent d'un pas lent et grave. Les tournées qui forment un des actes les plus importants du pèlerinage doivent se faire en trois différents temps : la première, le jour même de l'arrivée à La Mecque, la seconde appelée tournée de visite, pendant un des quatre jours de la fête de Baïram, et la troisième tournée de congé, le jour même de La Mecque. Il doit aussi ce dernier jour boire de l'eau du puits de Zamzam, emporter de cette eau sainte pour en avoir chez lui, pour en donner à ses proches et à ses amis. Au moment où il sort du temple, il doit encore porter la main sur le voile du Kaaba, faire les prières les plus ferventes en les accompagnant de larmes et de soupirs, toucher le mur Multezem qui est entre la Pierre noire et la porte du sanctuaire, en y posant d'abord la poitrine, ensuite le ventre, puis la joue droite, à l'exemple de ce qu'a pratiqué le prophète lui-même. Enfin, il se retourne le visage constamment tourné vers le sanctuaire et sort par la porte El-Ouada (porte de la promesse), après avoir respectueusement embrassé le seuil. Les autres rites du *Hadj* ont lieu dans les environs immédiats de la Ville sainte. À Mina, à 5 km, les pèlerins lapident, avec des petits cailloux, trois colonnes de pierres figurant Satan qu'Abraham a repoussé lorsqu'il lui était apparu à cet endroit. D'autres processions et excursions ont lieu hors de la ville. Des visites se font à une petite chapelle située au milieu d'une plaine à deux heures au nord de La Mecque. On célèbre aussi la fête des Sacrifices (Aïd-Adha ou Kourban-Baïram). Après le *Hadj*, il est recommandé de visiter les tombeaux du Prophète, à Médine, car, selon ses propres paroles, « pour qui me visite après ma mort, c'est comme s'il m'avait visité de mon vivant. »

Sous la domination turque, l'époque ordinaire du départ d'Alger pour le pèlerinage de La Mecque était à peu près fixée au mois de novembre, afin que les pèlerins pussent arriver assez à temps au Caire pour se joindre à la grande caravane qui part de cette ville. Le pèlerinage était autorisé par le dey dans une réunion du *Medjilis* (tribunal des oulémas) qu'il convoquait à cet effet et où était appelé à cet effet l'*oukil* (administrateur) de la corporation de La Mecque et Médine. Celui-ci remettait au muphti les sommes destinées aux pauvres de ces villes, et qui étaient fixées invariablement pour chaque année à environ 10 800 francs. Cet argent était ensuite confié par portions égales à chacun des pèlerins, qui en devenait le gardien et en faisait la remise, à *beït-el-mal* (trésorier) qui

¹ L'illustration du samedi 25 novembre 1843.

était considéré comme le chef de la caravane d'Alger. Cette caravane se composait de trois à quatre cents pèlerins qui se réunissaient à Alger de tous les points de la régence. Les Arabes, habitant les contrées les plus voisines du désert s'adjoignaient à la caravane du Maroc, qui traversait une partie du Sahara pour se rendre à Alexandrie. Ces voyages se faisaient ordinairement sur un ou plusieurs bâtiments de transport frétés par des négociants d'Alger. Chaque pèlerin payait son passage. Celui du *beït-el-mal* et des gens à son service était gratuit. Au moment du départ d'Alger, l'*oukil* de La Mecque et Médine remettait au *beït-el-mal* l'*oukfia* ou état nominatif des personnes de la ville sainte qui avaient droit aux secours annuels envoyés d'Alger. La somme de 10 800 francs versée par la corporation s'accroissait parfois des dons faits par les hauts fonctionnaires de la régence. La caravane arrivée à sa destination, les fonds étaient distribués par le *beït-el-mal* aux personnes désignées, dans la proportion d'un tiers pour les pauvres de La Mecque et de deux tiers pour ceux de Médine. En cas de décès d'une de ces personnes, les héritiers avaient droit à sa portion. Si, pendant la traversée, un pèlerin venait à mourir, le *beït-el-mal* s'emparait de ses effets, en faisait la vente, prélevait un droit de 10% et rendait compte à son retour des successions qu'il avait recueillies.

Après la conquête d'Alger par la France, les pèlerinages ont été interrompus, et les indigènes ont pu voir dans cette omission d'une pratique qui leur est chère, une preuve du mépris des Français ou tout au moins de leur indifférence pour les mœurs et la religion des musulmans. Dès le début de l'année 1836, cependant, l'attention de l'administration s'est portée sur l'utilité de faire revivre en Algérie les pèlerinages sous les auspices et la protection de la France, mais l'état de guerre qui y a subsisté a empêché la réalisation de ce projet. Il faut attendre le mois d'août 1842 pour que des dignitaires arabes de la province d'Oran dont Abd el-Aziz, chef de la tribu des Douairs, avec une douzaine de personnes de suite soient admis comme pèlerins aux frais de l'État français, sur les paquebots partant de Marseille pour Alexandrie, et qu'ils ils soient ramenés de la même manière.

Le 13 septembre 1842, le steamer français *Le Caméléon* (220 chevaux), commandé par le capitaine de corvette Poutier, part de Toulon. Il est expédié en Algérie pour être mis à la disposition des pèlerins. Cent vingt quatre indigènes, appartenant aux classes riches et aisées, recueillis dans les provinces d'Alger, d'Oran, de Constantine, ainsi que dans la régence de Tunis, prennent place à bord de ce navire. Transportés aux frais de l'État français, ils arrivent à Alexandrie le 3 octobre. À leur débarquement, les dispositions prises par le consul général de la France leur assurent l'aide et l'assistance que l'on réserve aux sujets français. Comme la plupart sont venus sans provisions, la monarchie de Juillet a pourvu à leur nourriture pendant la traversée et a fait mettre à bord des approvisionnements consistant en moutons, volailles, œufs, fruits secs (raisins et figues), riz, biscuit, sucre et café. Le pèlerinage terminé, un autre bâtiment de l'État, *Le Tancredède*, vient rechercher les pèlerins et les ramène au mois de juillet 1843 dans les divers ports où ils ont été embarqués. Ces opérations se déroulant bien, elles sont renouvelées l'année suivante. Le 4 octobre 1843, le bâtiment à vapeur *Le Cerbère* affecté à cette mission spéciale, arrive à Alger. Il en part le 6 pour aller prendre à Tanger quelques personnages importants qui ont sollicité cette faveur et auxquels on a répondu favorablement. Il touche ensuite successivement à Mers-el-Kébir, Cherchell, Alger, Philippeville et Bône pour recueillir dans chacun de ces ports les pèlerins algériens. Il continue sa marche vers Alexandrie en passant par Tunis où il a l'ordre d'accueillir les pèlerins de cette régence. Outre les provisions nécessaires à la nourriture des voyageurs, *Le Cerbère* a embarqué à Toulon deux cents couvertures de campement destinées à les garantir des rigueurs de la saison pendant la traversée. *L'Illustration* du samedi 25 novembre 1843 juge : « C'est par de semblables mesures, sagement combinées avec les résultats des expéditions militaires et surtout avec le développement de la colonisation, qu'il deviendra chaque jour moins difficile, il faut l'espérer, d'assurer le succès de l'œuvre importante que la France a entreprise et poursuit depuis plus de treize années en Algérie. »

Au cours des années 1840, chaque année, ce sont entre 70 000 et 150 000 musulmans qui se rendent à La Mecque pour le pèlerinage. Le grand corps des pèlerins réunis à Damas marche sous l'escorte d'une véritable armée chargée de les protéger contre les attaques des Arabes nomades. Les pèlerins se réunissent à ceux d'Afrique, conduits par un des premiers beys d'Égypte. La sortie de la grande caravane, qui part du Caire dans les derniers jours du mois de décembre, se fait en grande pompe. Elle met quarante jours pour arriver à La Mecque. Au jour fixé, toute la foule de pèlerins, logée sous des tentes en-dehors de la porte des Victoires, se met en chemin, ayant à sa tête le chameau portant le tapis offert chaque année à la ville du prophète. Tous les deux ou trois ans, les sujets de l'empereur du Maroc font aussi ce voyage en corps, sous la conduite particulière d'un officier de ce monarque. Les musulmans de la Perse, du Japon, des Indes et du reste de l'Orient, marchent d'ordinaire par bandes vers l'Arabie et pourvoient par eux-mêmes à ce qui leur est nécessaire, tant pour la sûreté que pour la commodité du voyage. Des marches rendues obligatoires sont pénibles. Léon Roches écrit : « Nous marchions généralement pendant la nuit et nous nous reposons dans la journée. L'allure de mon chameau me fatiguait tellement que je faisais une partie de la route pédestrement, et comme j'avais des souliers très légers (*belgha*), espèces de pantoufles, mes pieds étaient ensanglantés lorsque la route était rocailleuse, ce qui arrivait souvent. Quand le terrain était sablonneux, je préférais marcher sans chaussure, aussi pendant longtemps ai-je conservé aux talons des cals que je coupais comme une sorte de corne. » L'obligation du pèlerinage peut créer des situations difficiles pour

les familles pauvres. Ainsi, il arrive que la population indienne soit obligée de s'installer à Djedda, faute d'argent pour retourner chez elle après un voyage pour La Mecque¹. La ville de Jembo, par le passage des pèlerins, connaît quelque aisance. Arrivés sur les terres d'Arabie, tous, en générale, se reposent sur la vigilance et sur les soins du chérif de La Mecque, qui est censé répondre d'eux. Le chérif de La Mecque reçoit le corps des pèlerins à la tête de troupes nombreuses chargées de veiller à leur salut pendant les stations hors de la cité, soit avant, soit après la célébration de la fête des Sacrifices, comme aussi de maintenir l'ordre parmi les pèlerins eux-mêmes. Toutes les pratiques aussi austères que minutieuses, qui constituent le pèlerinage se terminent par des fêtes et des réjouissances qui durent trois nuits du Baïram et pendant lesquelles le chérif de La Mecque, les pachas de Damas et d'Égypte font tirer des milliers de fusées, tandis qu'une bonne partie des pèlerins, surtout les Égyptiens et les Arabes s'égaient par toutes sortes de jeux et de bouffonneries. En 1842, Louis Du Couret qui s'est converti à l'islam afin de pouvoir voyager plus facilement en Orient arrive à La Mecque, ville dominée par sa gigantesque citadelle. L'instant est magique. Alexandre Dumas écrit : « En ce moment, les premiers rayons du soleil apparurent derrière la montagne, et la ville sainte semble nager dans une atmosphère d'un beau rose nacré ; au milieu de cette atmosphère, les quelques palmiers, sycomores et tamarins dont elle est semée prenaient une teinte charmante qui avait quelque chose de ces jardins enchantés dans les Mille et une Nuits. ² »

La circoncision, considérée en général comme le baptême de l'islamisme, n'est pas cependant obligatoire³. C'est une coutume et non une prescription religieuse. On la pratique lorsque l'enfant a atteint l'âge de sept ans⁴, qu'il sait réciter ses prières et qu'il comprend les notions principales de la religion. Le musulman doit respecter la sanctification du vendredi, s'abstenir de boire du vin et manger de la chair de porc. Les houris⁵ attendent les croyants. Le Coran permet de prendre quatre femmes légitimes et autant d'illégitimes ou d'esclaves qu'on peut nourrir⁶. Adolphe Blanqui est horrifié par l'esclavage. Il voit des femmes accroupies derrière des grilles comme les animaux des ménageries. Elles ont les lèvres brûlées par la soif. Elles attendent le dernier mot des acheteurs. Le Caire est la ville où les femmes sont le plus hermétiquement voilées⁷. Ida Pfeiffer, au cours de son voyage autour du monde de 1846, évoque les rigueurs vestimentaires de la femme sur une terre d'islam. Elle est à Bagdad : « Je dus me procurer avant tout un *isar* (grande toile pour envelopper tout le corps), un petit bonnet (*finer*), avec un mouchoir (*baschlo*) qui, roulé et entrelacé autour du *finer*, forme une espèce de turban. Quant au bouclier raide et épais, tissé de crin, qui couvre le visage, je ne m'en servis pas, parce qu'on étouffe presque dessous. On ne peut pas se figurer de costume plus incommode pour les femmes que celui qu'on porte dans ce pays. L'*isar* ramasse la poussière du sol, et il faut une certaine adresse pour le tenir de manière à ce que tout le corps reste enveloppé. Je plaignais beaucoup les pauvres femmes, forcées de porter encore un enfant ou un paquet, ou bien d'aller laver le linge à la rivière. Elles n'en revenaient jamais sans être trempés. Les plus petites filles même sont vêtues ainsi quand elles sortent. »

Le divorce reste possible. Le Coran réprouve l'usure. À ce titre, il n'existe pas de Bourse dans l'Empire ottoman⁸. Ce fait explique que le sultan a préféré traiter avec le tsar plutôt qu'avec Laffitte ou les Rothschild après le traité d'Andrinople. Les musulmans sont superstitieux. Le baron d'Armagnac rapporte une anecdote amusante. Les chevaux du régiment tombent malades. C'est une épizootie caractérisée par une inflammation du cerveau. Les vétérinaires sont impuissants. Le général Achmet bey intervient : « Vous êtes tous des ignorants, vous avez les idées bien étroites ; j'y vois mieux que vous : la maladie des chevaux provient du démon, ils en sont possédés, je vais employer un remède de souverain. » L'imam du régiment est mandé. Il doit exorciser les chevaux. Il commence par demander des œufs, sur chacun d'eux, il écrit une prière fondamentale des musulmans puis il s'approche d'une bête malade, la prend par le crin, récite la kyrielle des prières à sa connaissance. Il termine en cassant l'œuf consacré sur la tête de l'animal : « Au nom du Dieu puissant et miséricordieux. » Peu d'heures après, les chevaux exorcisés meurent⁹. La magie toutefois semble opérée auprès de Léon Roches qui relate une scène surprenante vécue lors du siège d'Aïn Mady, en juillet 1838, après qu'il eut failli périr enseveli sous des cadavres lors de l'explosion du rempart : « Je parvins avec peine à sortir de cet amas de boue, de pierres tumulaires et de cadavres, et j'arrivai à la tente d'Abd el-Kader dans un état déplorable. Mon burnous et mon haïk étaient souillés. En deux mots, j'expliquai ce qui venait de m'arriver. Abd el-Kader me fit donner d'autres vêtements et je vins m'asseoir auprès de lui. J'étais sous l'influence d'une excitation nerveuse dont je n'étais pas maître. 'Guéris-moi, lui dis-je, guéris-moi ou je préfère mourir, car dans cet état je me sens incapable de te servir.' Il me calma, me fit boire une infusion de *schiehh* (espèce d'absinthe commune dans le désert), et appuya ma tête, que je ne pouvais plus soutenir, sur un des ses genoux. Il était accroupi à l'usage arabe ; j'étais étendu à ses côtés. Il posa ses mains

¹ A.M.A.E., M&D, Afrique, vol. 13. Description de la mer Rouge, 1844, f° 136.

² Louis Du Couret, *Journal d'un voyage en Arabie*, Bruxelles, 1856, t. I, p. 114.

³ *Journal des Débats*, 7 décembre 1838. Urbain, Constantine, le 8 novembre 1838.

⁴ Les juifs circoncisent leurs enfants quelques mois après la naissance.

⁵ Dans le Coran, vierges du paradis promises comme épouses aux croyants.

⁶ Malte-Brun, *Géographie universelle*, Paris, Plon, 1855, t. IV, p. 618.

⁷ Gérard de Nerval, « Les femmes du Caire, scènes de la vie égyptienne ; les esclaves, le harem », *Revue des Deux Mondes*, 15 juin 1846.

⁸ Michaud et Poujoulat, *op. cit.*, t. II, p. 216.

⁹ D'Armagnac, *Nezib et Beyrouth, souvenirs d'Orient, de 1833 à 1841*, Paris, J. Laisné, 1844, p. 143.

sur ma tête, qu'il avait dégagée du haïk et des chéchias, et sous ce doux attouchement je ne tardai pas à m'endormir. Je me réveillai bien avant dans la nuit ; j'ouvris les yeux et je me sentis réconforté. La mère fumeuse d'une lampe arabe éclairait à peine la vaste tente de l'émir. Il était debout, à trois pas de moi ; il me croyait endormi. Ses deux bras, dressés à la hauteur de sa tête, relevaient de chaque côté son burnous et son haïk d'un blanc laiteux qui retombaient en plis superbes. Ses beaux yeux bleus, bordés de cils noirs, étaient relevés, ses lèvres légèrement entrouvertes semblaient encore réciter une prière et pourtant elles étaient immobiles ; il était arrivé à un état extatique. Ses aspirations vers le ciel étaient telles qu'il semblait ne plus toucher à la terre. Admis quelquefois à l'honneur de coucher dans la tente d'Abd el-Kader, je l'avais vu en prière et j'avais été frappé de ses élans mystiques, mais cette nuit il me représentait l'image la plus saisissante de la foi. C'est ainsi que devaient prier les grands saints du christianisme.¹» Les musulmans croient aux djinns². Théophile Gautier assiste à Constantine à la danse des djinns. À l'hôtel d'*Europe*, on lui a expliqué ce que c'est : « En France, me répondit mon ami d'un ton un peu sceptique et légèrement voltairien, on croit aux revenants : une souris trotte derrière une boiserie, un linge pend d'une façon lugubre au clair de lune, le vent se plaint dans un tuyau de cheminée ; on explique tout cela par le mot revenant, et quelques messes procurent le repos à l'âme en peine. Ici, l'on croit aux djinns.³»

Les oulémas ne forment pas un corps homogène. Ils ont reçu l'éducation des medersas. Ils étudient la grammaire, le Coran, la prononciation de l'arabe avec les inflexions, les pauses et la psalmodie des prières publiques. Les élèves suffisamment éduqués se rendent à la mosquée et peuvent stopper là leurs études. D'autres s'acheminent vers la magistrature et le professorat. Pour passer professeur, il faut sept années d'études. Le droit est la matière principale. La religion musulmane se soucie de l'éducation des jeunes enfants. Au Soudan, la lecture du Coran est la seule instruction primaire. Les conditions d'enseignement y sont peu commodes. En effet, on apprend à lire que le soir, après la nuit, car le jour, les enfants gardent les troupeaux. Les filles n'apprennent pas à lire. En fin de journée, les élèves apportent leurs planchettes et vont à l'école. Chacun d'eux, à tour de rôle doit apporter du bois pour faire du feu. Quand la flamme devient vive, les enfants s'accroupissent à l'entour, lisent, écrivent, apprennent par cœur. Ces études restent incomplètes, selon le cheik ben Omar-El-Tounsy. Il précise dans son récit de voyage qu'au Darfour, la magie conserve une grande importance.

Des « sectes » musulmanes : les derviches, les Druzes, le babisme, les khouan

Les sectes musulmanes sont nombreuses : depuis les réseaux soufis dans la Crète ottomane à la montagne libanaise qui abrite bien des cultes et des sociétés secrètes. Par exemple, les Ansariés croient à la transmigration des âmes. Les Cadmonites ont pour la femme un culte exubérant. Les Hachichins cherchent dans la drogue un avant-goût des félicités éternelles. La plupart se déclarent musulmans pour éviter les persécutions. Les Métoualis se réclament d'Ali et commencent leurs ablutions par le coude.

L'étymologie persane du mot derviche annonce le seuil de la porte. Les derviches essaient dans l'ensemble du monde oriental. Ils vivent dans des *tekke* (couvents). En Inde, ils sont assimilés aux fakirs. À Štip, ville de Macédoine, dans le quartier Djuma, se trouve un *tekke* de derviches rufai fondé vers 1830⁴. Les derviches passent leur temps à psalmodier des versets du Coran, à prier, à prononcer cent fois, mille fois par jour les quatre-vingt-dix-neuf attributs d'Allah⁵. Les chansons qu'ils entonnent parfois célèbrent l'amour. Gérard de Nerval en cite une dans son *Voyage en Orient* :

« Mon cœur est troublé par l'amour ; - ma paupière ne se ferme plus ! - Mes yeux reverront-ils jamais le bien-aimé ?

Dans l'épuisement des tristes nuits, l'absence fait mourir l'espoir ; - mes larmes roulent comme des perles, - et mon cœur est embrasé !

Ô colombe, dis-moi – pourquoi tu te lamentes ainsi ; - l'absence te fait-elle aussi gémir – ou tes ailes manquent-elles d'espace ?

Elle répond : Nos chagrins sont pareils ; - je suis consumée par l'amour ; - hélas ! c'est ce mal aussi, - l'absence de mon bien-aimé, qui me fait gémir. »

Le refrain repris par les trente derviches est toujours le même : « Il n'y a de dieu que Dieu ! » Lors d'expéditions militaires, les derviches accompagnent les armées et sont pour les soldats une force morale indispensable⁶. Leurs pratiques mystiques consistent à interpréter les songes et à guérir les maladies par des remèdes spirituels. La médication repose sur les prières et les attouchements. Ils posent la main sur la tête, font des insufflations mystérieuses sur le front, les yeux ou les oreilles et chassent le mal. Les émirs descendants de Fatima,

¹ Léon Roches cité par Bruno Étienne, François Pouillon, *op. cit.*, pp. 99-100.

² Esprits bienfaisants ou démons.

³ *La danse des djinns* par Théophile Gautier, citée par Franck Laurent, *op. cit.*, p. 184.

⁴ Alexandre Popovic, *Un ordre de derviches en terre d'Europe*, Lausanne, 1993, p. 125.

⁵ Joseph-François Michaud et Jean-Joseph-François Poujoulat, *op. cit.*, t. II, p. 16.

⁶ *L'illustration*, samedi 4 mars 1848.

reconnaissables à leur turban vert, ont la meilleure réputation comme guérisseurs. Les derviches hurlleurs s'adonnent à des scènes étranges et parfois horribles. Au milieu de leurs danses épileptiques, ils se frappent de coups de poignard et enfoncent dans leur bouche des fers ardents. Ce sont des montreurs de sabre. Ils s'adonnent aux exercices des baladins, des jongleurs et rivalisent d'adresse dans la prestidigitation¹. N'étant pas que des saltimbanques, ils sont particulièrement dangereux. Fanatiques, ils considèrent que ceux qui ne partagent pas leur conviction ne méritent pas de vivre. Les exercices d'adresse vont jusqu'à la mortification. Ils peuvent être comparés à des moines mendiants mais ne formulent ni vœux, ni serments, ce qui ne les empêche pas de rester fidèles à la règle fixée. Les derviches peuvent remplir différentes fonctions, faire tous les métiers, devenir des assassins. Les derviches tourneurs exercent des professions qui les mettent en rapport avec le peuple et ils sont réputés être les instruments secrets de la police du gouvernement ottoman². Leur danse est une manière singulière d'honorer Allah mais loin d'être des fanatiques grossiers ou stupides, ces moines sont instruits, tolérants et charitables. À Péra, à Constantinople, ils sont les bienfaiteurs du faubourg. Leur cheik est souvent consulté par le sultan qui vient au couvent tenir des conférences secrètes. La secte des derviches tourneurs est politique.

Après la publication en 1838 des deux savants volumes de Silvestre de Sacy, *Exposé de la religion des Druzes*, Gérard de Nerval s'intéresse à ce peuple. Les Druses ont une religion très difficile à caractériser. Elle fait place à un dieu existentiel qui se révèle intérieurement au croyant. Elle peut à l'occasion intégrer d'autres religions ou des éléments de ces religions et apparaître comme un syncrétisme. Les préceptes moraux inculqués aux Druses sont la véracité et la solidarité. Ils se doivent entre eux sincérité, aide et assistance. Ils se distinguent généralement par une grande droiture, de la cordialité, de la sobriété et de la dignité dans les manières. Chez eux, les femmes sont respectées. Leurs droits dans le mariage et comme propriétaires en font les égales des hommes. Instruites, elles savent lire et écrire. Envers les étrangers, les Druses n'ont aucune obligation morale. Ils peuvent même les tuer sans commettre pour autant un crime, si leur mort est nécessaire à la cause nationale. Silvestre de Sacy dit que « très vaillants, les Druses n'ont pas, à nombre égal, d'ennemis dont ils ne puissent d'avance se dire les vainqueurs. »³ Les Druses forment une secte dont l'origine est persane. C'est un mage iranien qui fonda la secte à la fin du X^e siècle de l'ère chrétienne. Leur théologie s'appuie sur la métaphysique, les doctrines chiite et mazdéenne. Profondément marqués par le dualisme, les Druses sont des extrémistes. Ils prônent l'unicité de Dieu mais ce Dieu s'est fréquemment manifesté sous forme humaine. Ali est une de ces apparitions, de même que le terrible calife Hakim (996-1021), dont la folie et la cruauté sont légendaires. Les Druses en font un messie et attendent sa réapparition.

Les sunnites admettent la tradition ou sunna par lesquels les premiers califes ont interprété les commandements de Mahomet. Les chiites, nombreux en Perse, n'admettent pour loi que le seul Coran, paroles directes du prophète. Au XIX^e siècle, l'espoir d'une réapparition prochaine de l'imam caché obsède tous les esprits. Un certain cheik Ahmed al-Ahsai a affirmé que le Mahdi reviendrait aux alentours de 1844. En effet, en cette année 1260 de l'Hégire, dix siècles se sont écoulés - selon le calendrier lunaire musulman - depuis l'occultation du douzième imam. Développant sa doctrine, le cheik Ahmed a enseigné la divinité des douze héritiers du Prophète. Puis il a révélé l'existence, en tout temps, d'un « chiite parfait » en communication surnaturelle avec l'imam caché, intermédiaire nécessaire, Porte entre le Ciel et la Terre. Après le décès de cheik Ahmed en 1826, ses sectateurs se sont ralliés à Kazim de Racht. Ce même Kazim qui, peu avant de mourir à son tour, en décembre 1843, a dépêché ses disciples en quête du Promis. Cette lecture des Écritures renoue avec les origines messianiques du chiisme duodécimain en y intégrant une dimension millénariste.

Selon un historien du babisme, le succès du mouvement est l'une des conséquences des difficultés auxquelles les marchands iraniens doivent faire face après les offensives commerciales des Occidentaux qui étouffent le marché iranien à un moment où il commence à bénéficier d'une relative stabilité politique⁴. En outre, les Ottomans ont cherché à bloquer le port de Mohammara (Khorramshahr) ou à imposer aux négociants iraniens de Bagdad des mesures discriminatoires contre lesquelles les autorités iraniennes ne font rien. Les Britanniques et leurs protégés, de leur côté, bénéficient, depuis la signature d'un nouveau traité anglo-persan, en 1841, du droit d'importer en Iran leurs étoffes, qui concurrencent directement les textiles traditionnels d'Ispahan et de Kâshân. Ces croyants de milieu modeste, voyant leurs espoirs de prospérité s'envoler au profit des Européens, sont nombreux à trouver une réponse à leurs inquiétudes dans les aspirations messianiques du babisme.

Le 22 mai 1844, alors que le crépuscule embrase déjà les hauts murs de Chiraz, trois voyageurs exténués se présentent aux portes de la ville. Hussein Bouchrouyeh quitte son frère et son neveu. Ils conviennent de se retrouver tous à la mosquée d'Ilkhani - Si Dieu le veut - pour les prières du soir. Pourtant, Hussein ne reste pas longtemps seul. Au pied des remparts, un jeune marchand de noble allure, coiffé d'un turban vert, ne tarde pas à l'aborder. Comme s'il s'agissait d'un ami de longue date, l'inconnu accueille le pèlerin avec chaleur et lui offre

¹ Jules-Charles Teule, *op. cit.*, pp. 213 et 215.

² *L'Illustration*, samedi 4 mars 1848.

³ Elisée Reclus, *Nouvelle géographie universelle*, Paris, Hachette, 1884, t. IX, p. 753.

⁴ A. Amanat, *Resurrection and Renewal : The Making of the Babi movement in Iran...*, p. 332 sq. Cité par Yann Richard, *op. cit.*, p. 60.

l'hospitalité de sa demeure. Bientôt, les deux hommes s'arrêtent devant une bâtisse d'aspect modeste, dans un quartier pauvre. Le jeune Chirazi fait signe à son hôte d'en franchir le seuil. Avec une courtoisie exquise, il cite ce verset du Coran : « Entrez en paix et en sécurité. » À ces simples mots, prononcés avec puissance et majesté, Hussein sent tout son être déborder d'une joie inexprimable. Enfin, n'aurait-il pas atteint son but ? Serait-il prêt de découvrir Celui qui est l'unique objet de sa quête : le Promis de l'islam ? L'étrange marchand de Chiraz ordonne qu'on apporte de l'eau pour rafraîchir son invité. Il lui en verse sur les mains, avant de préparer le thé qu'il sert lui-même. Soudain, Hussein se souvient de ses compagnons qui l'attendent à la mosquée d'Ilkhani. Le maître de maison, Ali Mohammed, le rassure : « Vous vous en êtes sûrement remis à la volonté divine. Il semble qu'elle en ait décrété autrement. N'avez donc aucune crainte d'avoir manqué à votre promesse. » Puis les deux croyants procèdent à leurs ablutions et, tournant leur front vers La Mecque, ils commencent à prier le Clément, le Miséricordieux. La nuit est tombée depuis une heure. Au cœur de la cité endormie, Hussein et Ali Mohammed, son hôte, poursuivent leur mystérieuse conversation : « Qui, après Kazim, considérez-vous comme votre maître ? interroge le marchand. - À l'heure de sa mort, notre regretté maître nous a exhortés à quitter nos foyers et à nous disperser au loin à la recherche du Promis... », répond le pèlerin. Pour reconnaître cet élu de Dieu, le vieux sage Kazim a donné à ses disciples des indications précises : il devra appartenir à la race du Prophète, par Fatima sa fille. Il aura plus de vingt ans et moins de trente. Sa connaissance sera innée, sa taille moyenne. Il s'abstiendra de fumer et sera exempt de tout défaut physique. Pendant quelques secondes encore, Ali Mohammed ne dit rien. Relevant la tête, il fixe Hussein, comme s'il voulait, par-delà le miroir de ses yeux, atteindre au secret de son âme. Enfin, d'une voix vibrante qui déchire les ténèbres et le silence, il déclare : « Regardez ! Tous ces signes ne sont-ils pas manifestes en moi ? » Le pèlerin, bouleversé, n'ose cependant pas croire à une telle félicité. Rempli d'espoir, mais aussi d'anxiété, il réclame des preuves, exige de son interlocuteur qu'il justifie ses prétentions. Car depuis toujours, Hussein a fixé deux conditions supplémentaires auxquelles le Promis devra satisfaire. Il lui faudra éclaircir certains mystères, certains enseignements cachés, qu'il a notés dans un carnet. Il lui faudra également donner le commentaire explicite d'un chapitre controversé du Coran, la sourate de Joseph, dont Kazim avait dit : « Ceci n'est pas de mon ressort. Lui, le grand personnage qui viendra après moi, le révélera pour toi sans que tu le lui demandes. » De bonne grâce, Ali Mohammed se soumet à ces épreuves. Son exégèse est d'une aveuglante clarté. Son irrésistible suavité pour psalmodier le texte saint, l'indicible inspiration de sa parole, conduisent Hussein vers une sorte d'extase. Il n'en est tiré, à l'aube, que par l'appel du muezzin. L'évidence de la révélation s'impose à lui comme un coup de foudre : « Je fus aveuglé par sa splendeur éblouissante et assommé par son écrasante puissance, se souviendra-t-il plus tard. L'univers ne me paraissait plus qu'une poignée de poussière dans la main. Je semblais être la voix de Gabriel personnifié, lançant un appel à l'humanité entière 'Éveillez-vous, car voici que la Lumière du matin a paru. Levez-vous, car sa Cause est rendue manifeste. Les portiques de sa grâce sont grands ouverts. Franchissez-les, peuples du monde ! Car votre Promis est arrivé !' » Ainsi a été manifestée, dans le secret d'une nuit de printemps iranien, la mission de celui qui devait revendiquer le titre de Bāb, c'est-à-dire de Porte de Dieu. Un siècle et demi plus tard, dans plus de deux cents pays du monde, près de cinq millions de fidèles célèbrent chaque année l'anniversaire de cette rencontre, comme l'acte fondateur de leur foi.

Dans la nuit du 23 mai 1844, à Chiraz, Hussein Bouchrouyeh a reconnu celui qu'il cherchait. Mais qui donc est son interlocuteur, en qui s'est révélé le Promis ? Né le 20 octobre 1819, Ali Mohammed est le fils d'un simple marchand drapier. Il descendrait pourtant en droite ligne de Mahomet. Très tôt orphelin, il est élevé par son oncle maternel Aqa Ali. Il apprend à lire, à écrire. On lui inculque les commandements de Dieu. Associé aux affaires familiales, il a dix-huit ans lorsque son tuteur l'envoie au port de Bouchihr, sur le golfe Persique, pour y faire le négoce des matières premières. À la faveur de ce voyage, Ali Mohammed va s'incliner sur la tombe de l'imam Hussein, à Kerbela. C'est là qu'il entre en contact avec Kazim. Mirza Ali Mohammed a étudié auprès des *chaykhis*, secte chiite dissidente, les religions zoroastrienne, judaïque et chrétienne, voire les sciences occultes. De retour à Chiraz, notre marchand se marie en 1841. Il a un fils qu'il perd très jeune. Loin de s'en affliger, Ali-Mohammed offre ce sacrifice à Dieu en ces termes « Puisse-t-il être le prélude à mon propre sacrifice sur le sentier de ton bon plaisir. » L'éloquence d'Ali Mohammed lui vaut de nombreux adeptes. Tous ceux qui ont connu Ali Mohammed, soulignent sa beauté, sa piété, son charme et ses qualités de cœur. Il devient le Bāb, le portail, qui mène à la connaissance de Dieu, à la Vérité divine. Se proclamant le descendant d'Ali, il aurait davantage de droits au trône de Perse que les Qād̄jārs. Rapidement, des disciples le rejoignent. Un nouveau mouvement réformateur et millénariste est en train de naître. Il constitue une hérésie dans l'islam. En quelques semaines, et avec l'aide de Hussein, auquel il a conféré le nom de Bab u'l-Bab – « la Porte de la Porte » - Ali-Mohammed convainc de l'authenticité de sa mission dix-sept autres croyants qui deviennent les Lettres du Vivant. Souvent anciens adeptes de Kazim, ces apôtres sont les premiers propagandistes du babisme. Une femme est du nombre, Zarrin Taj, une poétesse de talent. Sa grande beauté lui vaut les surnoms de Tahiriḥ - la Pure - et de Qurratu'l'Ayn, la Consolation des yeux. Animés d'un zèle ardent, les apôtres du Bāb se dispersent dans toutes les provinces de Perse, afin d'y répandre la bonne parole. Quant à Ali-Mohammed, il s'embarque pour l'Arabie, escorté d'un seul de ses disciples, l'érudit Quddus, et de son serviteur éthiopien. En bons musulmans, le Bāb et ses compagnons accomplissent, avec

rigueur, les rites prescrits pour le pèlerinage. Dans la Ville sainte, où selon la tradition devra se manifester le Mahdi, l'Envoyé de Dieu a résolu d'annoncer sa mission aux dignitaires sunnites. Il se heurte à leur indifférence. L'épître qu'il adresse au chérif de La Mecque demeure sans écho. Il visite la mosquée de Koufa, lieu de l'assassinat d'Ali, mais sa foi musulmane faiblit. Comprend-il alors que son rêve de réformer l'islam de l'intérieur est voué à l'échec? Toujours est-il que, disant adieu à Quddus au port de Bouchihr, il ne lui a pas caché que l'un et l'autre auront avant peu à souffrir le martyre. Déjà, l'effervescence provoquée par la proclamation de la foi nouvelle bouleverse l'Empire assoupi. Déjà, plusieurs « Lettres du Vivant » ont été arrêtées, injuriées et battues. Mulla Sadiq-i-Khurasani a osé ajouter, lors de la prière du vendredi, à l'appel sacro-saint du muezzin : « Je confesse qu'Ali Mohammed est la Porte de Dieu ». Il est dépouillé de ses vêtements et châtié de mille coups de fouet. Mulla Ali-i-Bastami a soutenu qu'en deux jours, le Bāb a récité plus de versets inspirés que n'en compte le Coran. Il est condamné pour apostasie, emprisonné et probablement mis à mort. Rentré de La Mecque au printemps 1845, le jeune prophète n'en poursuit pas moins sa « dispensation » avec courage. Rentré à Chiraz, il publie son journal de voyage, puis un Commentaire du Coran. Il donne son interprétation et de nouvelles doctrines. Il n'attaque pas l'islam mais le clergé dont la conduite et l'enseignement ne sont pas en accord avec les préceptes du Livre Saint. Il écrit de nombreuses « tablettes », textes concis qui traduisent et éclairent sa pensée philosophique. Sans relâche, le Bāb stigmatise l'ignorance coupable des théologiens et des mollahs. Indirectement, il attaque aussi le pouvoir du shah, « dépositaire royal de l'imam caché » selon la hiérarchie chiïte. Ainsi, le babisme, d'abord mouvement strictement religieux, en arrive à une remise en cause radicale de la société persane. Cela, le pouvoir impérial ne peut l'admettre. Dès septembre 1845, le Bāb est assigné à résidence à Chiraz. Par ordre du gouverneur, il est soumis à des pressions et à une surveillance de tous les instants. Pour le persuader de ses erreurs, Mohammed shah lui envoie un docteur réputé, Yahya-i-Darabi. Mais après plusieurs entrevues, le savant ouléma, subjugué par le charisme et la science du Bāb, finit par se déclarer « aussi humble que la poussière qu'il piétine... » Durant l'été de 1846, une épidémie de choléra s'abat sur Chiraz. Le Bāb profite du désordre qui s'ensuit pour gagner Ispahan, dont le gouverneur, Manuchihr Khan, chrétien et géorgien d'origine, accueille le fugitif avec de grands honneurs.

En 1843, le cheik algérien Senoussi el-Medjahiri, obligé de quitter La Mecque, où les actions de sa vie et la rigidité de ses principes lui ont fait de puissants ennemis, vient chercher un refuge à Benghazi, puis il fonde à el-Beïda, à l'ouest de Cyrène, une zaouïa, dont il fait à la fois un monastère, une mosquée, une école, un hôpital, une place de guerre et un centre de culture¹. De nombreux fugitifs algériens rejoignent le saint qui les appelle à suivre la voie du salut. Les *khouan* donnent l'exemple d'une fraternité maçonnique en Algérie. Le capitaine Neveu écrit en 1845 : « Lorsqu'un musulman veut se faire recevoir dans les khouan, il choisit l'ordre qui lui convient le mieux et se fait présenter par un frère au cheik ou *mokkadem* ; celui-ci leur prend la main de la même manière que les maîtres-maçons ont l'habitude de le faire dans nos ordres maçonniques.² » La superstition règne dans ces confréries. Dans le *khouan* de Mouleï-Taïeb, on pense qu'en s'abstenant de manger de la viande du boeuf et de la vache, les frères Mouleï-Taïeb sont exemptés de la plupart des maladies. Le trait caractéristique de cette confrérie est de véhiculer un sombre patriotisme, qui repose sur une prédiction attribuée à Mouleï-Taïeb lui-même. « Un jour viendra, a dit ce marabout à ses frères, où notre ordre dominera toutes les contrées de l'est; mais il faut auparavant que l'Algérie ait été possédée par les *Benou-el-Asfor*, c'est-à-dire par les *enfants du jaune* (c'est souvent ainsi que les Africains désignent les Européens). » La conquête de l'Algérie par les Français, réalisant le premier point de la prophétie, n'a été qu'un encouragement pour les dévots de Mouleï-Taïeb, et ils ne doutent pas non plus que la parole du maître ne reçoive son entier accomplissement. Cette croyance aveugle qui les associe à toutes les insurrections les signale à la surveillance spéciale des autorités françaises. On compte à peu près 1 200 frères de cet ordre dans la ville de Constantine et dans les jardins qui l'entourent. Leur nombre augmente à mesure qu'on avance de l'est vers le Maroc. Dans la province d'Oran où des soulèvements ont éclaté, ils forment le fond de la population. Ce sont des *khouan* de Mouleï-Taïeb qui ont anéanti à Sidi-Brahim le petit corps du colonel Montagnac³. Les lieux où cette affiliation est le plus étendue sont ceux où les Français rencontrent le plus de résistance. Les Gésidiens forment, quant à eux, une secte accusée d'admirer le diable⁴. Les Kabyles seraient peu attachés à l'islam. Leur foi est un mélange d'une foule de superstitions héritées du paganisme phénicien ou romain⁵. Abd el-Kader est un guerrier profondément religieux et mystique, mais les musulmans ne sont pas tous de dangereux fanatiques. Ahmed pacha, le bey de Tunis cherche à promouvoir un islam éclairé. Quant à l'Égypte, Tahtawi, fonde en 1847 une école d'études islamiques, domaine réservé jusque-là à la prestigieuse université Al-Azhar.

¹ Elisée Reclus, *op. cit.*, 1886, t. XI, p. 13.

² Xavier Yacono, *Un siècle de franc-maçonnerie algérienne, 1785-1884*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1969, p. 14.

³ A. Cochut, « Les Khouan, mœurs religieuses de l'Algérie », *Revue des Deux Mondes*, 1846.

⁴ Eusèbe de Salle, *Pérégrinations en Orient, ou Voyage pittoresque, historique et politique en Égypte, Nubie, Syrie, Turquie, Grèce pendant les années 1837-38-39*, Paris, Pagnerre, 1840, t. I, p. 238.

⁵ Ferdinand Durand, *Des tendances pacifiques de la société européenne et du rôle des armées dans l'avenir*, Paris, J. Dumaine, 1844, p. 351.

Construire une mosquée à Paris en 1846

En 1846, la Société orientale de France demande au ministre de la Justice et des Cultes – l'intérim de Martin du Nord est assuré par Dumon – la construction d'une mosquée, d'un collège et d'un cimetière musulmans à Paris. Un long rapport souligne les avantages du projet : faciliter « l'assimilation future des Orientaux » par l'usage du droit donné à chacun, par la Constitution de 1830, de pratiquer son culte ; aboutir à « la même morale pratique » par la convergence d' « un seul Dieu créateur » ; faire de la France un point de rencontre majeur entre Orient et Occident pour « l'œuvre progressive de la civilisation du monde » ; pérenniser la récente conquête de l'Algérie. À l'époque de la monarchie de Juillet, seuls les cultes catholique, luthérien, réformé et juif sont « reconnus » en métropole. En échange du service culturel rendu, ils bénéficient d'une publicité permanente et d'un financement par l'État. L'islam n'est reconnu qu'en Algérie : en vertu de la capitulation d'Alger (5 juillet 1830) et à la suite de la confiscation des biens des mosquées par l'État. L'exercice public des autres religions dépend d'une « autorisation », délivrée par le ministre de l'Intérieur sur avis du ministre de la Justice et des Cultes et de celui des Affaires étrangères¹. Daté du 28 janvier 1847, le refus de Guizot est intéressant car il ne repose pas sur la nature minoritaire et exogène de l'islam en France : « Il n'est pas douteux que le principe de la liberté de culte écrit dans la Charte ne donne aux Français professant le mahométisme, s'il en est, le droit de jouir en France de la même liberté et de la même protection pour l'exercice de leur culte que les Français des autres religions, et que par conséquent ils ne pussent avoir des mosquées pour s'y réunir et prier, tout comme les Juifs ont des synagogues pour célébrer leur culte. ²»

Le ministre des Affaires étrangères s'appuie, en fait, sur l'incapacité de la Société orientale à agir pour les musulmans, français ou étrangers, qui ont des représentants légitimes auprès des gouvernements, lesquels n'ont rien demandé. Ce refus est significatif de l'image que l'on se fait de la religion musulmane dans l'imaginaire français. Les Turcs sont ainsi réputés de respecter leurs morts, mais souvent le contraire se constate : « L'aspect de leurs cimetières ne m'a point donné cette idée. Je n'y ai vu que les signes d'un désolant oubli, ou d'une honteuse profanation. On a grand soin, il est vrai, d'élever sur la forme qui vient d'être creusée une tombe en pierre blanche ou en marbre ; on y grave des légendes dorées qui racontent pompeusement les titres et les vertus du défunt ; mais bientôt ces tombes s'écroulent, et nulle main pieuse ne vient les relever. ³» Le capitaine Richard, dans un accès d'optimisme, écrit : « Nous avons là de Tunis à Constantinople, une série de princes fort débonnaires, qui, en face des progrès de la chrétienté, ont l'air tout honteux d'être encore musulmans. Ils envoient les fils des grandes familles de leurs États étudier à Paris ; il n'y a plus à nous inquiéter de leurs projets d'avenir et des tendances de leurs peuples. Ils ont mis le pied dans la voie du progrès, ils vont marcher tout seuls. Leur religion les gêne encore bien un peu, mais elle subira chez eux le sort de toutes celles qui ont trop comprimé le génie humain. Un Luther musulman n'est pas une chose impossible. »

¹ Nadine Gastaldi, responsable du fonds des cultes à la section du XIX^e siècle des Archives nationales.

² A.N. F19 1034, lettre de Guizot, ministre des Affaires étrangères à Dumon, ministre par intérim de la Justice et des Cultes.

³ Adolphe Joanne, *Voyage illustré dans les cinq parties du monde en 1846, 1847, 1848, 1849*, Paris, s.d., pp. 133-134.

La Grande Idée

Iakovos Rizos-Neroulos déclare lors de la première conférence de la Société Archéologique Grecque, en 1838, sur l'Acropole à Athènes : « Messieurs, ces pierres, grâce à Phidias, Praxitèle, Agoracrite et Myron, sont plus précieuses que diamants ou agates : c'est à ces pierres que nous devons notre renaissance politique. » La Grande Idée, mouvement nationaliste grec, est en marche. Dès 1838, avec l'arrivée triomphale du prince Pierre Napoléon¹ à Corfou, il s'accompagne de relents bonapartistes que le gouverneur anglais des Îles ioniennes se charge de comprimer. Lorsque la nouvelle de la mort du sultan Mahmud parvient au gouvernement grec, Eusèbe de Salle écrit : « Othon va se souvenir sans doute qu'il porte le labarum des Césars dans son drapeau. Ses pallikares qui gardent la Thessalie et la Livadie vont sans doute reculer ses frontières au moins de façon à transplanter à Salonique la capitale d'un royaume agrandi.² » On suppose alors que le roi est déjà parti pour se mettre à la tête de ses troupes mais il n'en est rien. Lagrené, représentant de la France en Grèce, écrit à Guizot en 1841 : « Sans doute, il faut dans ces rêves faire une large place à l'exagération et à l'outrecuidance, qui sont un des principaux attributs de la race hellénique. Mais il y a dans ce sentiment de supériorité morale qui se manifeste sur une si vaste échelle... un sujet de méditation sérieuse pour la diplomatie européenne. »

La Grèce : entre marasme et redressement

L'indépendance de la Grèce est acquise depuis 1832. Le roi Otton a fait son entrée solennelle dans Athènes le 30 janvier 1833. Une vaste toile commémorative de l'événement est réalisée en 1839. C'est le tableau de Peter von Hess : *Otton von Wittelsbach entrant à Athènes*. Le Théséion, au fond de l'œuvre, y symbolise la renaissance de la civilisation antique. Au cours de la minorité du souverain, les intrigues se nouent. Trois régents, dont le chancelier d'Armanberg, se disputent le pouvoir, entre les crises de larmes du roi : « Je ne saurai pas régner. Je veux retourner en Bavière » (octobre 1835). Il refuse d'abjurer le catholicisme et il ne porte qu'en 1836 sa première fustanelle, la jupe nationale. La même année, il ramène de Bavière Amélie d'Oldenbourg. En 1835, la Grèce s'est dotée d'un conseil d'État. En 1836 est fondé le premier lycée de jeunes filles, l'*Arsakion*, du nom de son bienfaiteur, un de ces riches Grecs, dont la fortune gagnée dans l'émigration retourne à la mère patrie sous forme de legs. Entre 1837 et 1839, sont fondées la Société archéologique grecque et la première revue grecque d'archéologie. L'Université d'Athènes est ouverte. En 1841, la Grèce possède une Banque nationale. L'essor économique des nations, « la vraie révolution matérielle » que signale Thouvenel en Grèce, facilite une évolution indépendante mais la Grèce reste sous la protection des grandes puissances. Elle est sous influence. La scène politique grecque est divisée en trois partis, l'un anglophile, l'autre francophile et le troisième russophile, avec des orientations géopolitiques différentes, propres à chacun. Le parti anglais est le représentant de la politique anglaise sur la question d'Orient et essaie de détourner les Grecs de la vision nationale de libérer leurs compatriotes non délivrés de la Grèce du Centre et du Nord, de la mer Égée, de Constantinople, d'Asie mineure et de Chypre (vision qui met en danger la doctrine anglaise de l'intégrité de l'Empire ottoman) par le biais d'un point de vue réaliste : la Grèce doit d'abord créer un État moderne pour ensuite penser à poursuivre la guerre contre le sultan. Le parti russe a une politique hésitante, pris qu'il est entre une conception profondément chrétienne orthodoxe et une répulsion

¹ Pierre BONAPARTE : né le 11 octobre 1815 à Rome. Le prince Pierre est le septième des dix enfants de Lucien Bonaparte et d'Alexandrine de Bleschamps. Suspecté de carbonarisme, il est attiré dans un guet-apens en 1836, et frappé par des sbires. Pierre Bonaparte se défend comme un lion. Saisi, jeté dans une prison de Rome, il n'en sort que le 7 février 1837. Il repasse alors en Amérique où il s'embarque en février 1838 pour l'archipel ionien. Il s'y installe provisoirement dans un cottage non loin de Corfou. À la suite d'une attaque de brigands albanais, courageusement repoussée par lui, il est invité à quitter l'île par le gouverneur. Il voyage ensuite à Malte, en Espagne, en Angleterre puis au Luxembourg. Membre de la Constituante en 1848, il siège à la Montagne. Il est traduit devant la Haute Cour en 1870 pour avoir tué en duel le journaliste Victor Noir. Il se réfugie en Belgique, au château du Bois à Nassogne. Meurt à Paris le 9 août 1881.

² Eusèbe de Salle, *Pérégrinations en Orient, ou Voyage pittoresque, historique et politique en Égypte, Nubie, Syrie, Turquie, Grèce pendant les années 1837-38-39*, Paris, 1840, t. II, p. 194.

naturelle pour tout ce qui est occidental, refusant ainsi une forte politique antiturque, si celle-ci devait s'appuyer, dans le domaine international, sur les puissances occidentales et particulièrement sur la France, que les russophiles considéraient comme un instrument du papisme. Enfin, diamétralement opposé à l'anglais, le parti français défendrait le point de vue que la modernisation de l'État grec est impossible dans les limites géographiques étroites que celui-ci a alors. C'est le parti français qui fonde le programme de la politique nationale qui reste dans l'histoire comme la Grande Idée. Le parti russe ou parti napiste (de NAP : Nicolas autocrate de Russie) se développe en Grèce. Pour Makryghiannis, le despotisme des grandes puissances européennes du Congrès de Vienne est devenu aussi pesant que l'ancien joug turc¹.

Le brigandage n'a pas complètement cessé en Grèce. Des atrocités inouïes sont encore commises. Certains hors-la-loi mutilent ceux qui tombent entre leurs mains. L'un d'entre eux éprouve du plaisir à fendre le ventre des femmes enceintes et de saupoudrer les plaies saignantes avec du sel. « De pareils monstres n'étaient guère fondés à présenter pour excuses de leurs méfaits la nécessité ou le souvenir de leurs combats contre les Turcs », écrit Wladimir Brunet de Presle. La lutte contre la piraterie reste un immense chantier. *Le Figaro* du jeudi 7 février 1839 rapporte l'abordage de la goélette turque *Manteau du Prophète* par un « bateau corsaire » au large de Patras. Les bandits sont pourchassés par les autorités grecques jusque dans leur repaire. On y retrouve la cargaison volée. Le capitaine pirate est arrêté et condamné à mort. Il n'a pas dénoncé son complice, ni révélé l'emplacement de son brick, mais il succombe empoisonné dans son cachot après la visite d'un faux moine. Hormis ce malaise entretenu par une certaine insécurité, le plus grand calme règne dans toute la Grèce. Rien ne fait pressentir le complot qui se prépare. En 1843, toutefois, les journaux grecs s'inquiètent de la situation économique du pays et ils réclament une distribution des terres nationales. La situation financière n'est pas bonne. L'adoption de la drachme a entraîné une inflation généralisée. Le peuple habitué aux piastres turques, assimilant l'aloï de la nouvelle à celui de l'ancienne monnaie a élevé subitement les prix et les salaires de 75%. L'emprunt handicape les comptes publics. Entre 1832 et 1843, la Grèce a reçu 30 millions de drachmes. Elle a utilisé 27 millions de drachmes pour régler le service de l'emprunt, l'indemnité due à la Turquie et les frais de la régence bavaroise. La Russie fait pression et réclame le remboursement de l'emprunt qu'elle a consenti et les intérêts. Le budget de la Grèce est déséquilibré. En 1838, ses dépenses s'élevaient à 18,5 millions de drachmes et les recettes atteignaient péniblement 13 millions de drachmes. Afin de faire des économies, l'armée est réduite de 12 000 à 9 000 hommes. La phalange passe de 963 hommes à 242 hommes². Le gouvernement grec décide de taxer les blés étrangers afin de protéger l'agriculture. Le traitement des fonctionnaires est réduit de 5 à 15%, ce qui permet une économie de 300 000 drachmes³. De criantes inégalités subsistent toutefois. Un ministre bavarois reçoit un traitement de 80 000 francs cependant qu'un ministre d'origine grecque ne touche que 10 000 francs. La Lloyd autrichienne a obtenu l'autorisation de faire circuler des paquebots à vapeur dans les mers intérieures de Grèce pour y transporter marchandises, dépêches et passagers, mais sur le continent, il manque des routes. Cyprien Robert écrit dans la *Revue des Deux Mondes* : « Ainsi refoulée et contrainte à sévir contre les plus généreux d'entre ses enfants, la nationalité grecque, durant les années 1842 et 1843, dirigea toute son énergie vers la réforme de son ordre social, comme vers le seul moyen qui lui restât d'obtenir à l'intérieur un gouvernement patriotique dont le concours permît ensuite au pays de réagir au dehors.⁴ » Dès le 11 mars 1841, Guizot tel un tuteur sévère de la Grèce a mis en garde le roi Otton contre des conseillers irresponsables. Il a envoyé en mission spéciale Piscatory pour donner au roi les conseils du « roi des barricades » repent. Dans une lettre adressée à Sainte-Aulaire le 18 avril 1843, Guizot fait part de ses inquiétudes : « Il y a en Grèce plus que du désordre financier, plus que de la mauvaise administration. On parle de se défaire du roi Otton.⁵ » Guizot redoute une explosion en Grèce. Les événements lui donnent raison.

La révolution grecque de 1843

Le 3 septembre 1843, Démétrios Kallerghis, chef de la cavalerie, fomenta un putsch. La révolution couva. Le gouvernement de Christidis ne satisfait ni les grandes puissances, ni le peuple grec. Les Bavares forment une colonie allemande à Athènes. La *xénocratie* est dénoncée. Les Grecs veulent que les Allemands, principalement le major Hess, soient renvoyés dans leur pays, et qu'une constitution soit octroyée. On note qu'ils restent animés du même sentiment national que pendant la guerre d'indépendance : le refus d'être gouvernés par des étrangers : Ottomans ou Bavares. Ils ne remettent pas en cause la monarchie, ni le pouvoir du roi. Ce dernier a donné de nombreux gages. Il a transféré la capitale de Nauplie à Athènes, fondé l'université d'Athènes, rétabli les relations avec la Porte et pardonné à son ennemi Théodore Colocotroni. Au cours de l'année 1843, tous les mécontentements se cristallisent contre le roi Otton qui, « rendait, écrit l'historien français Édouard Driault, la situation impossible à ses ministres par ses hésitations et il entravait toute décision et toute action... Il était de plus

¹ Jean Makryghiannis, *The Memoirs of general Makryiannis, 1797-1864*, Londres, New York, Toronto, Oxford university press, 1966, p. 148.

² *Le Moniteur universel* du dimanche 30 juin 1839.

³ *Revue de l'Orient*, 1843, p. 104.

⁴ *Revue des Deux Mondes*, 15 mai 1845.

⁵ A.M.A.E., papiers privés d'agents, Desages, Angleterre 22.

en plus jaloux de son autorité; il prétendait tout voir et se noyait dans les détails, il retardait indéfiniment les signatures les plus urgentes : il n'avait confiance en personne, ni en lui-même; il était dans ces conditions à peu près impossible de gouverner.¹ » Otton a gouverné jusqu'en 1843 sans constitution, à la tête d'un régime autoritaire². La monarchie grecque est considérée comme un banquier récalcitrant. On fait des économies sur le dos des professeurs, des ministres à l'étranger, des officiers grecs mis à la retraite. Les élites réclament des postes.

Les refus répétés du souverain d'accéder à ces demandes entraînent une radicalisation. On recourt à la conspiration. Les principaux conspirateurs sont André Metaxas, André Loutos, Constantin Zographos, Soutsos et Palamidès. Ils réussissent à convaincre des officiers à se joindre à eux, principalement, le général Dimitrios Kallerghis (commandant de la cavalerie d'Athènes), le colonel Skarvelis (commandant l'infanterie d'Athènes) et le colonel Spyromilios (commandant de l'Académie militaire). Le soutien de l'armée est acquis. L'idée est d'agir vite pour mettre le Palais devant le fait accompli. Une première date est choisie : le 25 mars 1844, anniversaire du soulèvement contre les Ottomans. La constitution serait alors apparue comme la conséquence logique et nécessaire de l'indépendance. Mais, le secret n'est pas bien gardé. Makryghiannis, par exemple, passe son temps à essayer de recruter de nouveaux comploteurs et donc à éventer la conspiration. Il est décidé de passer plus rapidement à l'acte, début septembre 1843. Dans la nuit du 2 septembre, on apprend que les noms des conjurés sont connus des services de police. Des incidents ont même lieu autour du domicile de Makryghiannis.

Les opposants se mobilisent à Athènes. Le général Kallerghis agit de son propre chef. Il se montre dans les rues, à la tête de quelques soldats qui crient : « Vive la Constitution ». Les portes de la prison de Medrese sont ouvertes. Le peuple irrité se joint à eux et se concentre sur la Place du Palais. Le capitaine Schinas qui commande l'artillerie d'Athènes reçoit l'ordre de réprimer l'insurrection naissante. Il préfère se joindre au mouvement. Les acclamations, les cris réveillent le roi. Celui-ci, après des hésitations dramatiques, cède aux prétentions des insurgés, puis se présente au balcon avec un nouveau premier ministre : André Metaxas, né en 1786, héros de l'indépendance, considéré comme étant soutenu par la Russie. La révolution a été accomplie en quelques heures, sans désordre, sans effusion de sang. La France et le Royaume-Uni acceptent sans difficulté ces changements en Grèce. Le 3 septembre 1843 rappelle aux Français leur propre révolution de 1830. Quant aux Britanniques, leur Glorieuse Révolution de 1688 est, au XIX^e siècle, le modèle libéral par excellence. Des troubles éclatent néanmoins à Céphalonie lorsqu'on apprend la révolution constitutionnelle en Grèce mais les émeutiers se heurtent à la tenace opposition du haut commissaire britannique Douglas. L'ingénieur français Brutus de Villeroi se mêle au débat. Il écrit au roi Otton et lui demande de conduire une politique de grands travaux, de façon à rendre sa prospérité à la Grèce³.

La révolution à Athènes conduit le roi Otton, à la tête depuis dix ans d'un régime absolutiste largement dominé par des personnalités bavaroises, à accepter l'instauration d'un régime représentatif. Le 20 novembre, l'assemblée nationale grecque entreprend l'élaboration d'une constitution pour laquelle les conseils de la France et de l'Angleterre ont été sollicités. Acceptant franchement la proposition d'établir une constitution, le roi Otton acquiert subitement une immense popularité. Il ne fait que tenir en réalité les engagements qu'il a pris à son avènement. Les Grecs ont attendu impatiemment la réalisation des promesses royales, et la presse n'a négligé aucune occasion de les rappeler. Le moment est venu de les tenir. La promptitude avec laquelle la révolution a été accomplie, l'unanimité avec laquelle elle est saluée dans toute la Grèce, prouvent bien que ce n'est pas là un simple coup de main. Les gouvernements français et anglais approuvent. La Russie seule proteste. Pourtant, il semblerait qu'elle n'est pas étrangère à l'action entreprise par Kallerghis mais on suppose qu'elle souhaitait une toute autre issue. Elle comptait sur un simple changement de ministère qui eût mis le gouvernement entre les mains de la faction napiste. Le cri de « Vive la Constitution » n'était qu'un mot de ralliement mais le prenant au sérieux, le peuple avait déjoué les calculs du général séditieux, et une fois lancé, il n'avait ni pu ni osé reculer. L'ambassadeur de Russie soutient que la majesté royale a été violée. Il se retire. Ses protestations tombent devant les déclarations du roi et devant les faits. Après le pronunciamiento, le gouvernement invite le peuple à élire ses représentants à l'Assemblée nationale.

L'assemblée qui se réunit à Athènes, le 20 novembre, représente fidèlement toutes les nuances d'opinion qui divisent la nation. Elle ouvre ses séances par une solennité religieuse pleine de grandeur et de gravité, sous la présidence du vénérable Notaras, qui, après avoir présidé tant d'autres assemblées bien autrement tumultueuses, vient, plus que centenaire, consacrer ses derniers jours à la fondation définitive des libertés de son pays. Le roi, dans un discours plein des plus nobles sentiments, convie ses sujets à signer avec lui, à la face de l'Europe, un pacte qui consacre leurs droits en traçant à l'autorité royale de justes limites. L'assemblée nomme, selon l'usage, une commission chargée d'élaborer un projet de constitution qu'elle discute ensuite. Dès les premiers jours, elle rencontre une question brûlante, celle des droits des hétérochtones, ou Grecs habitant les pays étrangers. Le royaume de Grèce, dans les limites que lui a assignées la conférence de Londres, ne comprend qu'une petite partie

¹ Apostolos Vacalopoulos, *Histoire de la Grèce*, Paris, Horvath, 1975, pp. 151-152.

² J. Petropoulos, *Politics and Statecraft in the Kingdom of Greece*, Princeton, Princeton University Press, 1968.

³ Brutus de Villeroi, *De l'état précaire de la Grèce et des améliorations à exécuter présentement*, Paris, Appert, 1844, 16 p.

de l'ancienne Grèce. Il ne compte guère plus de huit cent mille habitants, tandis qu'il y a en Asie Mineure et dans l'empire turc deux ou trois millions d'hommes que leur langue et leur religion rattachent à la famille grecque. Ces Grecs hétérochtones, c'est-à-dire nés sur la terre étrangère ou y habitant, n'ont pas tous pris part à la révolution, mais tous ont appelé de leurs vœux le triomphe de leurs frères. Certains tentent des soulèvements partiels qui ne réussissent pas. L'indépendance de la Grèce ne suffit pas. Les souvenirs de l'empire byzantin, quoique assurément peu glorieux, se réveillent. Les Grecs se mettent à rêver l'expulsion des mahométans d'Europe, la conquête de Constantinople. La paix, dans l'esprit du plus grand nombre, n'est qu'une trêve qu'ils brûlent de rompre au premier moment, et que la guerre avec les Turcs ne s'achèvera que quand la croix brillera de nouveau sur les tours de Sainte-Sophie. Or, au moment où la Grèce prend une position officielle, enlever le titre de citoyens à tous ces Grecs que la paix n'a pas affranchis, n'est-ce pas du même coup briser le seul lien qui les rattache à leurs frères en religion, et renoncer à ce brillant avenir que la force des choses doit, suivant l'opinion répandue parmi eux, fatalement amener ? Telles sont les difficultés chimériques ou réelles que soulève la question des hétérochtones. Pour ceux qui ont pris part à la lutte contre les Turcs, il est juste qu'ils soient indemnisés de leurs sacrifices par un titre si bien gagné. Leurs droits sont réservés par une série de dispositions d'un caractère naturellement transitoire et personnel, mais si l'on revendique pour la nation grecque tous ceux de ses membres qui, éloignés de leur pays depuis des siècles, sont nés, vivent en pays étranger, on se met en dehors du droit européen et on s'expose à offenser les puissances, surtout la Turquie, en affichant des droits sur une partie de ses sujets. Ces considérations l'emportent, malgré les discours passionnés de Mavrocordato et de Colettis, l'assemblée admet des distinctions et ne confère le titre de citoyen grec qu'à ceux qui peuvent le porter sans faire ombrage à aucune puissance¹. Cette décision cause un tel mécontentement dans le peuple, que le ministre Metaxas, qui l'a provoquée, croit devoir se retirer. Il s'ensuit un interrègne. La France et la Grande-Bretagne continuent de surveiller et de s'ingérer dans les affaires grecques. Concernant le voyage du prince Ludwig von Dettingen Wallerstein², Aberdeen y est favorable, mais Piscatory écrit à Guizot : « Je tiens le voyage du Prince de Wallerstein, ici pour mauvais ; les inconvénients seront incomparablement plus grands que les avantages. C'est l'avis de Lyons. Il l'écrit. C'est l'avis de Colettis.³ » Cette visite interviendrait au mauvais moment. Il faut attendre que cette ingérence bavaroise soit acceptée par les Grecs.

L'assemblée poursuit ses travaux. Le 30 mars 1844, elle propose une constitution. Cette constitution est jurée par le roi et immédiatement mise en vigueur. Le roi Otton promulgue une véritable charte. Il s'engage à faire respecter l'égalité devant les lois, les libertés individuelles, l'indépendance de la presse, la gratuité de l'enseignement. Les sénateurs sont nommés à vie par le roi. Les députés grecs sont élus à partir de 30 ans parmi les notables. Les électeurs ont au moins 25 ans. La France et l'Angleterre témoignent leur satisfaction de voir la Grèce entrer dans la voie constitutionnelle. Aberdeen et Guizot agissent en étroite collaboration. Leurs points de vue convergent sur de nombreux points, notamment l'inviolabilité du roi, une démocratie fondée sur deux Chambres, l'une nommée par le roi, l'autre choisi par les électeurs⁴. Le jour du serment, Londres envoie ses félicitations et loue la modération de l'assemblée nationale grecque dans ces circonstances critiques. Quant à la Russie, elle reprend, quoique de mauvaise grâce, les relations diplomatiques.

L'accession de Jean Colettis au pouvoir

D'anciens militaires et des hommes politiques du temps des luttes pour l'Indépendance reviennent sur le devant de la scène. C'est le cas de Mavrocordato, partisan de l'Angleterre, et de Jean Colettis, partisan de la France. Les événements les mettent aux prises.

Jean Colettis est proche du peuple grec. Il sort de son sein. Né en 1774, à Sarako, dans le Pinde, en Épire, Colettis fut élève au collège de Jannina. Issu d'une famille roumaine, ses ennemis l'appellent le « Tsigane. » Il poursuivit des études de médecine à Pise en Italie. Il se lia avec les Carbonari. Il devint le médecin personnel de Mouktar pacha, fils d'Ali pacha de Jannina. Colettis espéra, un moment, que la farouche puissance du pacha d'Albanie pourrait servir la liberté des Grecs. L'occupation des Îles Ioniennes⁵ par les Français et la gloire de Napoléon avaient éveillé des idées d'indépendance. Colettis voyait l'affranchissement de la Grèce comme une conséquence logique du mouvement imprimé au monde par la Révolution française. Il rencontra le général Donzelot à Corfou, mais la campagne de Russie et la chute du premier Empire mirent fin à leurs entretiens. Il fut

¹ Citons le cas de l'historien grec Constantin Papparrigopoulos (1815-1891) né à Constantinople, auteur d'une *Histoire de la Nation hellène des temps les plus anciens jusqu'à nos jours* publiée en cinq volumes entre 1860 et 1874, qui doit quitter le poste qu'il occupe au ministère de la Justice en 1845 car il est un hétérochtonne et n'a donc pas les droits d'un autochtone selon la nouvelle constitution.

² Né en 1791, il a passé quelques années de jeunesse à Paris sous l'Empire, a été ministre de l'Intérieur de Bavière de 1831 à 1837. Il présente les idées constitutionnelles pour la Grèce à Paris et à Londres.

³ Lettre de Guizot à Aberdeen, Paris, 19 décembre 1843.

⁴ *Ibid.*, 29 novembre 1843.

⁵ Seules portions du monde hellène à avoir échappé à l'occupation turque, à l'exception de Céphalonie pendant une courte période. En 1716, à Corfou, l'élan ottoman fut brisé. Guiseppe Croce, « Corfou et les Iles Ioniennes de 1815 à 1900 », *La notion de civilisation dans le système international européen (XIX^e-XX^e siècles)*, colloque 13 et 14 janvier 2006.

initié dans l'Hétairie en 1819. Pendant la guerre d'Indépendance grecque, Colettis fut un héros et un populaire chef de pallikares. Il participa à la première Assemblée nationale à Épidaure en 1822 et devint ministre de l'Intérieur. La deuxième Assemblée de 1823 le nomma sous-préfet d'Eubée. Il chassa les Turcs de l'île en 1824. Il s'opposa d'abord au parti péloponnésien puis le soutint lors de la troisième Assemblée. Il fut envoyé en Thessalie où il devait s'emparer du dépôt d'armes turc d'Atalanti. Son échec nuisit à sa réputation de chef de guerre. Orateur écouté aux assemblées nationales de la nouvelle Grèce, il servit le président Capodistria et fut envoyé dans l'île de Spezia pour combattre la peste. Il fut nommé gouverneur de Samos puis ministre de la Défense. Après l'assassinat de Jean Capodistria, il tenta de former un gouvernement de coalition avec Colocotroni et Augustin Capodistria, le fils du défunt président. Les divergences furent trop importantes au sein de la coalition. Colettis renversa en 1832 le gouvernement d'Augustin Capodistria. Il occupa le poste de ministre de la Marine en 1833. Dès cette époque, il avait été à l'origine d'une tentative d'établissement dans l'État grec d'un groupe de Français disciples de Saint-Simon dont le chef, passionné de l'Antiquité grecque, Gustave d'Eichtal, avait été affecté au Bureau d'économie politique¹. D'après les événements postérieurs, on peut penser que le cercle des Grecs défenseurs de la Grande Idée qui mise sur l'avenir de Colettis agit sous l'inspiration des idées fondamentales du saint-simonisme. Ces hommes s'appuient sur le capital bancaire pour acquérir la force maritime et s'orientent géopolitiquement vers la Crète placée encore sous le joug ottoman, vers la route maritime de Suez. Colettis devint président du Conseil du 12 juin 1834 au 1^{er} juin 1835 lors de « la monarchie bavaroise » d'Otton. Il se signala par sa volonté de renouer avec la civilisation de la Grèce antique. Il voulait des solennités nationales et des jeux publics. Ce passé classique et glorieux constituait « une des grandes idées » à laquelle il s'ouvrait fréquemment au roi. Écarté du pouvoir, il fut envoyé à la légation de Paris, il y resta huit ans. Là, il fit sensation parce qu'il persistait à porter la fustanelle. Il garda cette habitude jusqu'à la fin de sa vie. À Paris, il se lia d'amitié avec François Guizot. La révolution de 1843 le rappelle à Athènes, comme ministre sans portefeuille. Colettis est le chef du nationalisme grec. « Haute et svelte taille, écrit Driault, sécheresse osseuse de montagnard, mollets nerveux sous les plis de la fustanelle, ceinture de cuir bardée de pistolets et de poignards, courte veste à boléro toute brodée d'or, moustaches terribles à la pallikare ou à la Vercingétorix – ce qui revient au même –, le petit bonnet grec avec son lourd gland sur le côté : un aspect redoutable, mais avec des yeux d'une énergie et d'une finesse attirantes, où se résume l'expression de cette physionomie avant tout sympathique : tout le physique de son rôle historique.² » Jean Colettis a l'esprit poétique. Il est hâbleur³. Il est le représentant des combattants rouméliotes et de leurs descendants, tandis que son concurrent Mavrocordato est l'intellectuel vivant en compagnie de lettrés et d'étrangers philhellènes. Le programme de Colettis est simple. Il promet d'ici dix ans, grâce au concours de la France, la suprématie de la Grèce en Orient⁴. Son principal objectif consiste à libérer tous les territoires grecs asservis aux Turcs, c'est-à-dire la Grande Idée. Ce projet prévoit de prendre Smyrne, Trébizonde et Constantinople, capitale d'un empire byzantin à restaurer, y compris au Proche-Orient. L'ambassadeur Guillemot approuvait un tel projet. Il écrivait en 1833 : « Les Hellènes, en s'étendant jusqu'à Byzance, cette colonie de leurs aïeux, rencontreraient partout des frères, et n'auraient point à peser sur une nation d'origine différente opposée à celle des Russes. Il est naturel qu'ils soient préoccupés de l'ambition de comprendre un jour la grande famille des Grecs dans les mêmes limites.⁵ » Le gouvernement grec récompense ceux qui soutiennent son action. Le consul Eustache Juchereau de Saint Denis reçoit l'ordre du Sauveur pour avoir défendu l'Église grecque en Caramanie.

Après le coup d'État du 3 septembre 1843, lors des difficiles négociations pour la rédaction de la constitution, Colettis se fait le champion des droits des hétérochtones. Sa famille est originaire de Valachie et lui-même est né en Épire, deux régions non encore rattachées à la patrie grecque. Il considère donc que la Grèce doit englober les autochtones, ceux nés dans le royaume et les hétérochtones. Il y avait selon lui deux centres de l'hellénisme : Athènes et Constantinople, « le rêve et l'espoir de tous les Grecs ». Il déclare à l'Assemblée constituante le 14 janvier 1844 dans un discours qui donne corps à la Grande Idée : « Ayant l'Orient à sa droite et l'Occident à sa gauche, [la Grèce] est prédestinée par sa renaissance à éclairer l'Orient comme elle le fut par son essor à éclairer l'Occident. Dans l'esprit [...] de cette grande idée, j'ai toujours vu les représentants de la Nation convenir de décider non seulement du sort de la Grèce mais de la nation grecque dans son ensemble. [...] Combien plus vaste et plus large était cette grande idée que nous nous faisons de la patrie, et que nous avons trouvée exprimée pour la première fois dans le chant de Rhigas [le *Thourios*]⁶. Le royaume grec n'est pas l'intégralité de la Grèce, mais seulement une partie, la plus petite et la plus pauvre partie. Un Grec n'est pas seulement quelqu'un qui vit dans les limites du royaume, mais aussi quelqu'un qui vit à Ioannina, en Thessalie, à Serrès, à Andrinople, à

¹ P. Noutsos, *La pensée socialiste en Grèce*, Athènes, Gnessi, 1995, t. I, p. 37.

² J. Édouard Driault, Michel Lhéritier, *Histoire diplomatique de la Grèce de 1821 à nos jours*, Paris, P.U.F., 1925, t. II, p. 268.

³ Louis de Loménie, *Galerie des contemporains illustres par un homme de rien*, « Colettis », Paris, A. René, 1840-1847, t. VII, p. 21.

⁴ François Fejtő, *Le printemps des peuples : 1848 dans le monde*, ouvrage collectif, Paris, Les Amis des éditions de minuit, 1948, t. II, p. 335.

⁵ A.M.A.E., dossier des personnels 1^{ère} série, 1957, Guillemot. *Chambre des pairs, séance du 6 juin 1833. Rapport de l'examen du projet de loi relatif à la garantie de l'emprunt contracté par la Grèce*, pp. 7-8.

⁶ Cité par Marc Terrades, *Le drame de l'hellénisme : Ion Dragoumis (1878-1920) et la question nationale en Grèce au début du XX^e siècle*, 2005, pp. 35-36.

Constantinople, à Trébizonde, en Crète, à Samos et dans n'importe quel terre associée à l'histoire ou à la race grecque. » Le 26 janvier 1844, Coletti ajoute lors d'un discours à l'assemblée : « La Grèce, Messieurs, placée entre l'Orient et l'Occident comme pour leur servir de lien, doit à sa position géographique son passé et le grand avenir que vous ne devez jamais perdre de vue. » Coletti désigne dans ses discours comme « Grande Idée » le projet stratégique de libérer du joug turc tous les territoires sis sur le pourtour de la mer Égée et des Détroits, qui sont habités par des populations grecques et liés, depuis l'Antiquité, à l'histoire de l'hellénisme. Ce nationalisme grec anti-turc adopte l'emblème de l'aigle bicéphale.

La Grande Idée s'apparente aux doctrines et aux entreprises révolutionnaires de la Jeune-Italie de Mazzini, avec laquelle elle essaie de s'accorder. Cet irrédentisme trouve des échos favorables en Italie. Cesare Balbo a un objectif similaire, pour l'Italie, en 1844. D'après Balbo, la guerre est impossible pour chasser l'Autriche de la péninsule. Il espère donc tirer parti de la situation internationale et en particulier des développements de la question d'Orient¹. À la chute de l'Empire ottoman, l'Autriche pourrait s'étendre dans les Balkans à condition de céder, en compensation, la Lombardie au Piémont. La Grèce inspire des craintes continues aux Turcs. L'État hellénique, en dépit de sa petitesse, est un « véritable cauchemar pour l'Empire ottoman.² » La paternité du terme « Grande idée » appartient au chef du parti français, Jean Coletti, ancien ambassadeur à Paris et ami du président du Conseil français Guizot. La perspective de voir Coletti accéder au pouvoir en Grèce inquiète la Grande-Bretagne. La politique anglaise qui soutient l'intégrité de l'Empire ottoman, le considère comme un perturbateur de la paix en Orient. Elle cherche donc à influencer le vote. Le vaisseau anglais *Indus* et l'arrivée au Pirée d'un second navire de combat, le *Formidable*, armé de 74 canons, sous le commandement du capitaine Charles Sullivan est là pour rappeler la détermination de Londres³. L'ambassadeur de Grande-Bretagne en Grèce depuis 1835 est Sir Edmund Lyons, né en 1790, officier de marine. Celui de France est Theobald Piscatory, né en 1799, philhellène depuis vingt ans, député d'Indre-et-Loire. Les rapports entre ces deux personnalités ne sont pas toujours faciles et jettent de l'ombre sur l'entente cordiale.

La retraite de Metaxas a laissé le cabinet sans chef. Le roi souhaiterait réunir dans un même ministère les deux principaux représentants du parti libéral que sont Coletti et Mavrocordato pour les opposer au parti napiste. Les deux hommes ne peuvent s'entendre. Coletti laisse la place à son rival, tout en lui promettant son concours. Mavrocordato inaugure le gouvernement constitutionnel du roi Otton le 23 avril 1844. Il convoque aussitôt les collèges électoraux. Les élections ont lieu dans une ambiance de grande agitation. Pour s'assurer la majorité, le ministère emploie les moyens qu'a accredités en son temps le gouvernement de Capodistria : la corruption et la violence. Des troubles éclatent sur plusieurs points. Grivas se révolte ouvertement dans l'Acarnanie. Il y a des attroupements à Athènes. L'émeute populaire se forme. Son intention est de chasser les armatoles⁴ qui surveillent les opérations du vote. Le peuple doit rester libre de ses choix. Dès l'arrivée des émeutiers, une rixe s'engage entre le peuple et la gendarmerie. Deux hommes sont tués, plusieurs sont blessés. Soudain, et à un moment où l'on s'y attend le moins, le roi paraît au milieu du tumulte. Aux cris répétés de « Vive le Roi ! », Otton est accueilli avec enthousiasme. Par sa présence, par la courte harangue qu'il adresse, le calme revient. L'ordre est rétabli sur tous les points de la ville d'Athènes. Intimidé, le gouvernement donne sa démission avant l'ouverture des chambres. Il est remplacé par Coletti et Metaxas, contre lesquels s'élèvent à peu près des accusations analogues. Ces troubles conduisent Kallerghis à expliquer son attitude : « Au sujet des élections d'Athènes, M. Duvergier de Hauranne m'accuse d'être entré dans la salle du collège électoral avec mes gendarmes, et d'avoir, par là, provoqué une rixe. L'honorable député regrettera, sans doute, d'avoir admis un fait entièrement controuvé, et que la malveillance seule a pu lui donner comme réel. Il est de notoriété publique que, dans une proclamation antérieure aux élections, j'avais déclaré que la force armée n'interviendrait, en aucune manière, dans les opérations électorales : la gendarmerie, stationnée en dehors de l'église où se faisaient les élections, n'avait d'autre mission que de veiller à la tranquillité extérieure. » Kallerghis affirme ne pas avoir dérogé à ses principes : « [...] j'ordonnai la rentrée dans ses quartiers d'une compagnie d'infanterie que le commandant de la place, par mesure d'ordre public, avait cru devoir diriger sur le lieu de l'émeute, où je me portai moi-même en effet, mais sans escorte, et dans des intentions conciliatrices, que les perturbateurs rendirent vaines. La scène des troubles se passait en dehors du local des élections, les opérations de la journée avaient été closes; je n'ai donc pu entrer, avec mes gendarmes, dans la salle du collège électoral. Et comme, je le pense, j'ai suffisamment prouvé que je ne songeai jamais à faire usage de la troupe que dans l'intérêt du roi et de la patrie, inséparables à mes yeux, il serait donc injuste de m'imputer la pensée d'avoir voulu en faire l'instrument d'une élection personnelle. ⁵ »

Quand les députés sont rassemblés, après la vérification des pouvoirs, Coletti leur rappelle dans un discours remarquable ce temps où les champions de la cause grecque, réunis dans quelque coin des rochers de la Corinthe,

¹ Catherine Brice, *Histoire de l'Italie*, Paris, Hatier, 1992, p. 334.

² A.M.A.E., C.P.C., Jannina, Turquie, vol. 1 et 2, 17 janvier 1843.

³ A.N. mar. BB⁴ n° 627. Rapport émanant du vaisseau français le *Marengo*, au Pirée, 10 janvier 1844.

⁴ Gendarmes grecs.

⁵ Lettre du général Kallerghis au directeur de la *Revue des Deux Mondes*, Athènes, 8/20 novembre 1844.

délibéraient le fusil à la main, non pas sur l'exécution des lois, mais sur les moyens de sauver la patrie, et ne se séparaient que pour voler à sa défense. Il compare le calme présent avec les alarmes dont ils étaient victorieusement sortis, mais il les conjure de se mettre en garde contre un ennemi plus dangereux que les Turcs, la discorde. Ce discours reçoit le sort de tant d'autres. On applaudit l'orateur, et l'on ne suit pas ses conseils.

Les élections ont été favorables à Colettis et le 16 août 1844, il accède au pouvoir en Grèce. Assagi par son séjour en France, on loue sa finesse, son sang-froid et son esprit de ressources. Très populaire à Athènes, Colettis est chargé de former un nouveau gouvernement par le roi Otton. Il gagne rapidement la confiance du roi et de la reine. Le parti anglais a subi un rude échec. Le nom de la France est dans toutes les bouches. Cette nouvelle échauffe les esprits. Dix marins ottomans désertent du brick turc en station au Pirée. Le ministre de la Porte les réclame au commandant du navire mais le gouvernement grec s'y refuse, par la raison qu'il n'existe aucun traité avec la Turquie pour l'extradition réciproque des déserteurs. Ces marins s'étant approchés des officiers grecs, au moment de la parade, pour leur demander assistance, une collecte est faite spontanément. Deux cent cinquante drachmes sont remises aux déserteurs. Ces derniers comprennent parfaitement que leurs gouvernements sont des obstacles à ce que Turcs et Grecs vivent en paix. La corvette française la *Créole* est expédiée sur différents points de Grèce et de la Morée qui menacent de se soulever contre le gouvernement du roi Otton. La présence de ce navire sur la côte du Magne donne un appui moral au gouvernement grec. La vue du pavillon français fait avorter les intentions hostiles du parti de l'opposition. Les troubles que l'on craignait tant n'ont pas eu lieu. Les cinq députés du Magne demandent d'être véhiculés par cette corvette afin d'aller siéger à la Chambre.

La monarchie de Juillet mène une politique active en Grèce. La France pèse de tout son poids pour faire pression sur le gouvernement hellénique. Guizot, craignant des péripéties dangereuses le tient en bride et ne l'encourage pas dans ses plans irrédentistes. Colettis s'appuie presque totalement sur la diplomatie française et accepte les instructions de l'ambassadeur Piscatory. Tout passe par l'ambassade de France à Athènes. Le général Grivas est nommé à l'inspection générale des troupes. Il est réputé pour vouloir développer les pallikares au détriment de l'armée régulière. Cette armée grecque ou Phalange, n'était au début composée que d'officiers, et n'avait pas de soldats. La Grèce ne dispose que de 10 000 soldats réguliers. Un relevé précis de leurs forces au 30 janvier 1846 donne le détail suivant :

État-major :	46
Infanterie :	4 826
Cavalerie :	672
Gendarmerie :	1 338
Artillerie :	914
Génie :	506
Total :	8 302 hommes

Cela semble bien faible face aux 100 000 réguliers de l'armée turque mais la Grèce peut lever près de 100 000 irréguliers. En juillet 1844, les autorités françaises obtempèrent aux demandes turques qui voient d'un mauvais œil le prochain débarquement du général Grivas au Liban¹. Présent sur la corvette *Diligente*, ce célèbre agitateur est un partisan de la Grande Idée. Le gouverneur de Beyrouth, le pacha de Saïda et le capitain pacha craignent sa venue qui risque de révolutionner la région. Le consul de France et le capitaine de la *Diligente* veulent maintenir une bonne intelligence avec les représentants turcs. Ils conduisent le général Grivas vers Chypre mais cette île sous la domination de Constantinople ne veut pas l'accueillir. Grivas est finalement transporté à Alexandrie. La France ne se risque pas à soutenir franchement la Grande Idée.

Le 10 octobre 1844, Metternich adresse aux autres gouvernements une circulaire assez solennelle. Il reconnaît l'existence de la Grèce mais il propose de couper court à toute tentative d'expansion. Le chancelier d'Autriche veut une déclaration commune des puissances qui confirmerait le trône du roi Otton tel qu'il a été établi par les traités et garantirait l'Empire ottoman contre toute tentative de démembrement ou d'insurrection. La démarche est un avertissement contre Colettis. Personne ne s'y trompe. Guizot prend sa plume et défend Colettis. Au comte de Flahault, ambassadeur de France à Vienne, il écrit : « Metternich connaît Colettis, son caractère, ses desseins, ses idées, mais c'est le Colettis d'autrefois, le Colettis de la lutte pour l'indépendance grecque, le Colettis conspirateur et chef de pallikares, étranger à l'Europe. Il ne connaît pas le Colettis qui a passé sept ou huit ans en France, tout à fait séparé de ses habitudes et de ses amis d'Orient, observateur immobile, attentif, intelligent, de la politique occidentale, des sociétés civilisées, surtout de la formation laborieuse d'un gouvernement nouveau, au milieu des complications diplomatiques et des luttes parlementaires. C'est là le Colettis qui est retourné naguère en Grèce et qui la gouverne maintenant.² » Guizot indique à lord Aberdeen : « En tout cas tenez pour certaines ces deux choses : l'une que Colettis est et sera toujours en Grèce un homme important; l'autre que c'est un homme d'un

¹ A.N. mar. BB¹ n°627.

² J. Édouard Driault, Michel Lhéritier, *op. cit.*, p. 269.

esprit rare, d'un caractère élevé, capable de s'éclairer par l'expérience et les bons conseils, et dont il y a un grand parti à tirer pour le résultat que vous désirez comme moi, l'affermissement tranquille et régulier de ce petit État grec.¹» Colettis reste malgré tout plein de préjugés contre l'Angleterre. D'après lui, elle n'aurait pas voulu l'indépendance de la Grèce, ni qu'elle se renforce. Guizot écrit à Aberdeen : « Il [Colettis] vous soupçonne de vouloir tenir son pays à l'état de Pachalik semi-anglais, comme la Valachie et la Moldavie sont des Pachaliks semi-russes. » L'habileté de Colettis séduit Guizot qui le trouve « très perfectible, très éclairable²», et désarme les méfiances de Metternich : « Le Colettis révolutionnaire et radical est devenu gouvernemental et monarchique ; le Colettis conspirant et guerroyant pour le soulèvement général de la race hellénique et la fondation d'un empire grec, a perdu toute confiance dans ses rêves et a subi dans sa propre pensée le joug de la nécessité. » Cela n'est pas si sûr. Le pallikare est malin. Il dit lui-même : « On ne fait pas de pain blanc avec de la farine d'orge. »

La Grande Idée et la géostratégie maritime

Afin de réaliser le projet de la Grande Idée, la Grèce a besoin de se doter d'une marine digne de ce nom. Pour pouvoir survivre dans l'environnement international de l'époque, le jeune État grec est contraint de ne pas différencier stratégiquement la marine marchande de la marine de guerre. Au niveau institutionnel, cette identification de la force maritime et de la stratégie nationale se manifeste dans les buts que se donne l'Académie Navale. Le décret fondateur de l'Académie en question, créée en 1845 par le ministre de la Marine, Constantin Canaris, qui a été le chef de la flotte des brûlots pendant la lutte pour l'indépendance, affirme cette vision, « nous voyons notre puissance maritime constituée d'une part d'hommes bien entraînés aux choses de la mer et aux navires de guerre, et d'autre part, des gens de mer consacrés au commerce, informés comme il convient dans leurs travaux ».

La marine de guerre grecque dispose de 18 navires, arborant fièrement le pavillon bleu à croix blanche. Elle lance ses premiers vapeurs. La flotte marchande a doublé le nombre de ses bateaux. Trois mille d'entre eux montés par trente mille matelots endurcis, devenus des corsaires, transformant les barques en brûlots, inonderaient les mers ottomanes et détruiraient la flotte turque³. La Grande Idée est en marche. Le marin français Jurién de la Gravière connaît cette tactique de guérilla navale et admire l'habileté manœuvrière des Grecs : « C'est en manœuvrant qu'ils ont fait prendre chasse aux flottes ennemies, qu'ils les ont contenues dans leurs marches, interrompues dans leurs opérations. » Cependant, il voit les limites d'utilisation de ce type de marine dans un conflit généralisé : « L'équipement d'une flotte ne se fait pas seulement avec de l'enthousiasme. » Il remarque à quel point les Grecs sont gênés et limités par le manque de financement, de sorte qu'il leur est impossible de mener un combat cohérent, d'exploiter un succès ou de réparer un échec⁴. La réalisation de la Grande Idée suppose de pouvoir faire face aux mêmes problèmes, au fond, que ceux auxquels a été confronté l'hellénisme notamment pendant la révolution de 1821, à la différence essentielle que, maintenant, il ne dispose plus de la force économique de sa marine ni de la force militaire des canons des bateaux de la flotte de 1821. Selon Otton, qui suit une politique de restriction des dépenses publiques, il est prématuré de renforcer la marine marchande, d'autant plus que les communications maritimes de l'État grec sont assurées par l'Autrichien Lloyd, par lequel s'enrichit la tante d'Otton, l'archiduchesse d'Autriche-Hongrie Sophie. En ce qui concerne la flotte de guerre rudimentaire, pour le roi, ses missions doivent se limiter à assurer la police côtière et à couvrir divers besoins des services publics. Eusèbe de Salle remarque que « les goélettes grecques ont des canons qui ne feraient pas plus de bruit qu'un sifflet et les forts ne sont pas construits.⁵ » Même constatation chez le vicomte de Vallon : « Le Pirée, dit-il, est entouré d'une ceinture de maisons blanches, à toits rouges, à contrevents verts. Les quais sont bordés de pierre de taille et bien construits ; ils étaient peu animés, et les premiers personnages que j'aperçus sur cette terre des grands souvenirs, furent, je ne l'oublierai jamais, deux promeneurs en habits noirs donnant le bras à deux dames coiffées de chapeaux roses. Sept à huit bâtiments étaient mouillés dans le bassin. Le vaisseau français *l'Inflexible*, une frégate anglaise, une corvette russe occupaient l'un des côtés ; un bateau à vapeur désemparé portait seul dans le Pirée, les couleurs de la Grèce. Ce pauvre bâtiment désarmé, sans mâts, sans vergues et sans cordages, faisait peine à voir auprès de ces beaux navires qui se balançaient sous la brise. N'était-il pas l'image de ce malheureux pays de Grèce, qui pendant longtemps, n'a vécu qu'à l'ombre des trois grandes puissances dont nous voyions flotter les pavillons ?⁶ » La rivalité entre la France et la Grande-Bretagne se réveille sur les questions maritimes grecques. Piscatory écrit à Guizot : « [...] Il y a ici des gens qui laisseraient couler le bateau à fond plutôt que de le voir sauver par nos mains. Le gouvernement grec avait demandé qu'on reçût à Toulon quatre jeunes Grecs, comme élèves de marine. Vous m'écrivez par le dernier courrier que c'est accordé. J'en informe le ministre de la Marine.

¹ *Ibid.*

² Jacques Ancel, *L'Europe orientale de 1830 à 1852*, Paris, Cours de Sorbonne, 1940, p. 149.

³ Cyprien Robert, *op. cit.*, p. 808.

⁴ Hervé Coutau-Bégarie, *L'évolution de la pensée navale*, Paris, Economica, 1997, t. VI, p. 31.

⁵ Eusèbe de Salle, *op. cit.*, p. 196.

⁶ Voir vicomte Alexis de Vallon, *Une année dans le Levant*, Paris, 1846, 2 volumes.

Son principal employé, tout dévoué à Lyons, s'en entend avec lui et donne ordre aux jeunes gens de s'embarquer sur un bâtiment anglais. Les jeunes gens désolés viennent se plaindre. J'envoie immédiatement déclarer au ministre de la Marine que, quand je devrais faire prendre par des matelots les quatre élèves, ils iront à Toulon. On s'est excusé, et je ferai partir mes quatre Grecs. ¹»

C'est seulement quelques mois après la déclaration historique de Jean Coletti sur la Grande Idée que germent les prémises d'une réflexion sérieuse sur la puissance navale du pays, toujours en rapport avec la géostratégie maritime. Le premier témoignage consigné sur la question est un *Mémoire sur la Marine royale* publié à la fin de 1844 et rédigé par quatre jeunes lieutenants de vaisseau, descendants des amiraux et héros de batailles navales de la révolution nationale : A.A. Miaoulis, G. Zokhios, D.G. Sakhtouris et N.A. Miaoulis. Ils partent de l'attitude contradictoire du gouvernement grec qui ne procède pas à la création d'une flotte de guerre mais emploie un grand nombre d'officiers de marine (politique qui présente le bénéfice pratique de réduire ainsi le nombre de marins désespérés qui se tournent vers la piraterie pour survivre) : selon ce mémoire, à cette époque, la flotte grecque est seulement constituée d'une vingtaine de vaisseaux (dont 2 corvettes, 3 goélettes et 10 canonnières) mais emploie 404 officiers supérieurs et généraux, alors qu'à la même époque la marine de guerre américaine compte 496 officiers de grades équivalents ! Selon les auteurs du mémoire, le gouvernement grec doit ou dissoudre la marine de guerre, vendre les quelques vaisseaux et licencier les officiers sans affectation, ce qui bien sûr serait une attitude antinationale, ou former immédiatement une force navale puissante, en se rendant à l'évidence : « Il ne fait aucun doute que l'armée de mer est incomparablement plus forte que l'armée de terre, parce que le fantassin ressemble au lion qui ne peut courir et chasser que dans les bois des alentours. La force du marin, en revanche, comme le vol de l'aigle, gagne en étendue et relie l'une à l'autre les deux extrémités de la Terre. En outre, il existe encore de nombreuses autres raisons pour lesquelles la Grèce doit développer sa puissance sur mer. Premièrement, de par notre place géographique et la configuration naturelle du territoire mêmes, nous sommes contraints d'armer une flotte et nous voudrions le faire, si nous faisons preuve de raison. Car qui d'autre, si ce n'est une armée d'hommes rompus au combat sur mer, saurait protéger nos ports, nos côtes, nos îles ? Et dans le port du Pirée, les ennemis savent pénétrer impunément, si une nouvelle Paralos, une nouvelle Salamina ne croisaient au large pour leur en empêcher l'entrée. Car ce siège du royaume est accessible et aisément abordable, et les ennemis pourraient même camper librement devant les nouveaux palais grecs, tant que nous serons privés de flotte. Deuxièmement, la Grèce n'est encore qu'une terre déserte et inhabitée, et c'est pourquoi il est naturellement impossible, pour l'instant tout au moins, de constituer une armée de fantassins qui puissent garder le territoire et combattre hors des frontières. Au contraire, il y a une foule de Grecs, marins d'origine, de sorte que nous pouvons grâce à eux armer une flotte bien grecque. Troisièmement, la marine marchande et la marine de guerre se soutiennent l'une l'autre. Tandis que celle-là vivifie la marine de guerre, en complétant et formant ses équipages, celle-ci guide et surveille la marine marchande, empêchant et prévenant simultanément tout détournement de cette dernière. En d'autres termes, ces deux flottes jumelles sont étroitement, fraternellement, liées, de sorte que la paralysie de l'une entraîne la mort de l'autre. Si nous désirons donc le développement et le progrès de la marine marchande, il faut nous soucier aussi de la marine de guerre, nous devons organiser une flotte de combattants sur mer. ² »

Selon les jeunes lieutenants de vaisseau, la flotte dont a besoin l'État grec pour garantir sa puissance maritime doit être constituée de six bricks à 16 canons et de 6 à 10 canons, de deux corvettes blindées à 26 canons et de quatre à 18 canons ainsi que de dix bateaux mus à la vapeur, d'une puissance de 200 chevaux. Les canons des dix-huit voiliers doivent être des pièces d'artillerie de calibre 32, tandis que ceux des vapeurs, « les plus gros possible ». Les auteurs du mémoire présentent leur proposition comme réaliste, étant donné que « l'armement et l'entretien de vaisseaux de dimensions et d'une force importantes tels que les trois-mâts, les deux-mâts et les frégates, exigent aussi des dépenses exorbitantes et des combattants en nombre incalculable » dont l'État grec ne dispose pas. Ils reconnaissent évidemment que « l'ennemi naturel », identifié à « tous ceux qui reconnaissent la mission divine de Mahomet », dispose de trois-mâts et de frégates en grand nombre, mais, grâce aux bricks et aux corvettes, à la force ennemie « nous pouvons opposer l'art et la vitesse, deux avantages importants, notables et difficiles à surpasser ou à égaler ». D'ailleurs, « contre les Turcs, nous estimons que les Grecs, si l'on excepte les brûlots, imitent les Français (qui préfèrent l'abordage à toute autre forme de combat naval), et sont capables d'entreprendre avec succès le système du combat d'abordage. C'est pourquoi les équipages de la flotte grecque doivent être forts, soit forts en hommes, et plus encore, bien entraînés à l'usage des armes blanches. » Nous ignorons quel a été l'accueil que l'État grec a réservé au *Mémoire*, et même s'il a été adopté par Jean Coletti. La mort de ce dernier, survenue en 1847, n'aurait pas permis de réaliser ne fût-ce qu'une petite partie de ce programme naval dont l'exécution nécessitait, de l'estimation même des auteurs du *Mémoire*, près de vingt années ! Par ailleurs, immédiatement après le décès du père de la Grande idée, celle-ci devient l'objet d'une

¹ George Hamilton Gordon, comte d'Aberdeen, *La fondation de l'entente cordiale : lettres inédites de lord Aberdeen et François Guizot, 1843-1848*, présentation du prince Gabriel de Broglie, notes historiques de Laurent Theis, Association François Guizot-Val Riché, 2006, p. 43.

² Cité par Ioannis Loukas. Le texte entier fut publié, pour la première fois dans *Naftiki Epitheorissi*, 111-112, novembre-décembre 1931, pp. 459-472, 709-714, et 113, janvier 1933, pp. 42-87.

attaque systématique venant du parti russe, lequel, en excellents termes avec le patriarcat œcuménique de Constantinople placé sous protection russe, comprend qu'une extension du territoire grec au détriment du territoire ottoman signifie soustraction de terres relevant de la juridiction du patriarche œcuménique et leur intégration dans la sphère de l'Église dite autocéphale de Grèce, rendue indépendante du patriarcat en 1833. La série d'articles parus dans l'organe de presse officiel du parti russe, le quotidien *le Siècle*, est révélatrice de la réaction du parti en question vis-à-vis de la Grande idée. On y soutient que cette idéologie n'est pas née dans l'esprit de Colettis mais qu'elle est le produit d'un plan ourdi par les Français papistes qui cherchent à dissoudre l'orthodoxie ! Le porte-drapeau de la Grande Idée depuis la décennie de 1840 jusqu'à la fin du XIX^e siècle est Marcos Renieris, qui a fait ses études en France et qui, en 1841, publie, d'abord en italien puis en grec, son *Essai de philosophie de l'histoire* dans lequel il aborde la Question d'Orient sous l'angle de vue suivant : le contrôle de l'espace égéen par la Grèce garantit à l'Europe une protection totale contre la Russie et l'espace asiatique.

Les Anglais s'opposent à cette idée. Un des journaux les plus libéraux de l'Angleterre, *l'Examiner*, tourne en dérision ou dénonce comme un crime l'idée d'étendre un jour les frontières de la Grèce, et de lui rendre les provinces qui lui appartiennent naturellement par l'histoire, par la langue, par la religion. Voici ce qu'écrivait, un des deux régents bavarois, M. de Maurer : « L'Angleterre, dit-il, est un État commercial, et par suite sa politique est essentiellement une politique commerciale. Elle a toute la pénétration et toute l'habileté que donne l'intérêt commercial. La faiblesse de l'Empire ottoman assure à la marine anglaise non seulement le monopole du commerce de la Méditerranée, mais encore celui du commerce de l'Inde. Un État commercial puissant, indépendant, en possession d'une civilisation européenne, un pareil État, établi à la porte de la Turquie, appellerait nécessairement à lui le commerce de l'Orient. Il ouvrirait infailliblement de nouvelles routes vers l'Inde, et devrait, de cette manière, quoique dans un avenir éloigné peut-être, mettre un terme au monopole britannique.¹ » Le petit État grec apparaît donc à la politique égoïste et perspicace de l'Angleterre comme un futur rival. Voilà ce qui explique la conduite souvent si inconcevable du gouvernement anglais pour Duvergier de Hauranne.

L'affaire Musurus

Les relations entre la Grèce et la Turquie sont difficiles et conflictuelles. Elles sont franchement mauvaises depuis l'échec des négociations commerciales. En mai 1844, la Porte taxe les vins grecs. Le chargé d'affaires Argyropoulo se plaint et demande la reprise des pourparlers. Il n'obtient que de vagues promesses. En septembre, le conflit s'envenime. On s'en prend aux marchands de tabac. Vingt boutiques grecques sont fermées. Le 21 juillet, le grand vizir promet qu'on ne toucherait pas aux autres corporations de cordonniers, tailleurs ou menuisiers. Les Grecs favorables à la renaissance de l'hellénisme fondent une société secrète, dite *Grande Fraternité*. Reprenant les formules de 1821, elle se recommande au tsar Nicolas. En mars 1845, Constantin Musurus², le représentant de la Porte en Grèce, prend connaissance de l'existence d'une telle confrérie. Il en récupère les statuts et le catéchisme. Constatant des désordres à la frontière, il adresse un mémoire à Colettis et lui signale que l'existence de la *Grande Fraternité* le détermine à demander l'envoi de renforts turcs en Thessalie. Colettis répond à Musurus qu'il ne connaît pas cette association, que le catéchisme et les statuts qu'il a entre les mains ne sont que des enfantillages. Certes, il y a un peu de désordre à la frontière mais ce ne sont que de banales affaires de brigandages qui selon lui proviennent principalement du territoire turc. Si la Porte envoie des troupes en Thessalie, la Grèce peut en faire autant et toute la responsabilité des conséquences incomberait à la Turquie : « Avertissez votre gouvernement d'être très attentif sur ce point; le printemps approche, c'est une saison dangereuse; je veille, veuillez aussi.³ »

Une violente campagne éclate dans la presse grecque contre la Turquie. Krisos, né à Istanbul en 1814 et diplômé de la faculté de droit d'Athènes est obligé en 1845 de démissionner du ministère hellène des Finances à la suite des mesures prises à l'encontre des Grecs originaires de l'Empire ottoman par le gouvernement d'Athènes⁴. La Porte se plaint. Butenval, chargé d'affaires de France, défend aux paquebots français de prendre les journaux grecs à destination de Constantinople. Colettis proteste contre cette mesure arbitraire. Les conventions postales sont formelles. Les paquebots français doivent transporter ces journaux. Piscatory est prié de retirer son ordre. Le reis Chekib adresse aux ambassadeurs des puissances une importante circulaire où il énumère tous les griefs de la Turquie contre les provocations de la presse et les conspirations des sociétés secrètes grecques. La Thessalie semble infiltrée. La Porte décide d'envoyer d'importants contingents à Larissa, à Trikkala. Près de deux mille soldats turcs sont mobilisés sur cette frontière. Des troubles éclatent. Des pallikares entrent dans la ville de Patras mais ils sont désarmés par les autorités. Une autre bande apparaît en Doride. Elle attaque le village de Vitiirnitza.

¹ P. Duvergier de Hauranne, « La Grèce pendant les trois derniers mois », *Revue des Deux Mondes*, t. 9, 1845.

² Constantin MUSURUS représenta l'Empire ottoman à Athènes (1840-1848), Vienne (1848-1851) et Londres (1851-1885). Il fut le premier représentant ottoman en Grèce, le premier Grec à recevoir les titres d'ambassadeur et de pacha. Son frère Jean fut chargé d'affaires à Turin (1851-1855) et son fils Étienne ministre puis ambassadeur à Rome (1880-1888), Londres (1902-1907).

³ J. Édouard Driault, Michel Lhéritier *op. cit.*, p. 280.

⁴ Semih Vaner, *Le Différend gréco-turc*, l'Harmattan, 1988, p. 44.

La conspiration est déjouée dit le *Moniteur grec*. Le calme revient. L'affaire s'éteint comme un feu de paille. On saisit toutefois à Patras un navire chargé de poudre et naviguant sous pavillon ionien. Aberdeen et Guizot se mettent d'accord pour rassurer l'Empire ottoman et garantir sa sécurité. La monarchie de Juillet ne manque cependant aucune occasion de renforcer son influence en Grèce, surtout par l'intermédiaire du banquier philhellène Eynard¹. La France avait prêté 20 millions de francs à la Grèce pour son indépendance et elle n'en recueille malheureusement que peu d'avantages. Les départements du nord de la France continuent à importer du raisin de Corinthe où il est principalement consommé² cependant les relations si nombreuses autrefois entre la France et la Grèce perdent toute importance. Les Anglais en recueillent l'héritage. Au cours de l'année 1845, les navires britanniques entrés à Patras totalisent 26 821 tonneaux contre un seul navire français de 94 tonneaux.

Colettis reprend le flambeau de la Grèce éternelle et défend la Grande Idée. De nombreux Crétois ont quitté leur île en 1841. Ils se sont réfugiés à Nauplie et au Pirée. Quelques familles sont rappelées en Crète par la Porte. Colettis s'oppose à cette intrigue. « Ils sont, déclare-t-il, devenus des Grecs; et ils ne peuvent être arrachés à leur vraie nationalité pour retourner dans l'esclavage.³ » Une association Thraco-Bulgaro-Serbe est fondée en Grèce, sous le prétexte d'assurer des concessions de terre à des immigrants de ces trois pays. Ses statuts ont été approuvés par le roi. Elle est présidée par Hadji-Christo, a pour vice-présidents Christidis et Soutzo. Elle fait appel à des souscriptions extérieures. Elle est un organe de propagande. Musurus est très inquiet. On lui répond qu'il ne s'agit que d'une œuvre de bienfaisance, que c'est justement à cause de cela que le roi a pu la patronner. La Porte n'a aucune raison de s'émouvoir. Musurus se rend chez Thouvenel, le chargé d'affaires de France. L'historien Édouard Driault rapporte la conversation : « Mais alors pourquoi prendre le nom de trois provinces turques ? - Ce sont bien, dit Thouvenel, les pays d'origine de ces immigrants. - Pourquoi prendre pour armes, pour insignes, pour cachet, un faisceau de lances surmonté d'une hache, ou une trirème, ou un volcan ? - Mais c'est enfantin ! Ce sont tout simplement les emblèmes de leurs divers pays. - Pourquoi fêter la Saint-Constantin ? - Constantin, dit Thouvenel qui est fort instruit, fut un grand saint. Que diriez-vous s'ils avaient pris pour anniversaire le jour de la révolution ? - Pourquoi des éphories locales qui, sous prétexte de souscriptions, pourront faire tout autre chose ? - Il sera facile de les surveiller, de voir s'il s'agit d'autre chose que de souscriptions. Et, s'il y avait vraiment de la propagande, alors la légation de France appuierait la démarche turque pour les dissoudre.⁴ » Le ministre ottoman n'est pas convaincu. L'atmosphère reste tendue entre la Grèce et la Turquie.

Autre problème pour la Grande Idée, elle est confrontée au développement du slavisme. Souvent encouragée par la Russie, ce mouvement soutient l'agitation en Serbie et pose la question bulgare. Une lettre de Salonique, arrivée à Athènes, appelle l'attention du gouvernement grec sur les progrès du panslavisme en Bulgarie et en Macédoine qui « est à la veille de bloquer toute l'Europe.⁵ » Le consul de Grèce à Andrinople, Barozzi, commence à établir un dossier considérable sur l'organisation et le développement de la propagande slave en Thrace et qui se propage jusqu'aux portes de Constantinople. En 1844 paraît le *Nacertanije*, projet d'unité des Slaves du sud. Garasanin, ministre de l'Intérieur serbe, part de l'idée que l'Empire turc en Europe est destiné à se disloquer. Les Illyriens peuvent donc espérer avoir un État regroupant la Serbie, le Monténégro, la Yougoslavie, la Croatie, la Slavonie et la Dalmatie. La grande Illyrie pourrait se substituer à l'Empire turc et occuper Constantinople⁶. Le mouvement national albanais, la *Rilindja* se manifeste également sous la forme de révoltes armées en 1843, 1844 et 1845. Il est appuyé par les paysans hostiles aux taxes de l'État et au service militaire obligatoire⁷. Colettis comprend la gravité de ces mouvements nationaux qui concurrencent le monde grec.

La Grèce devient la rivale de la Russie. Seule responsable de la libération et de la grandeur de l'hellénisme, la Grèce veut participer au développement de l'Orient orthodoxe. Elle revendique Constantinople que les Russes appellent *Tsarigrad*⁸. Colettis l'a affirmé dans son programme en janvier 1844 : « Le royaume de Grèce n'est pas la Grèce : il n'est qu'une partie, la plus petite et la plus pauvre de la Grèce. Le Grec n'est pas seulement celui qui habite le royaume, mais aussi celui qui habite Jannina, Thessalonique, ou Sérres, ou Andrinople, ou Constantinople, ou Trébizonde, ou la Crète, ou Samos, ou n'importe quel pays de l'histoire ou de la race grecques... Il y a deux centres de l'hellénisme, Athènes et Constantinople. Athènes ce n'est que la capitale du royaume. Constantinople est la grande capitale, la Ville, *Polis*, le charme et l'espoir de tous les Hellènes.⁹ » La constitution de 1843 a déjà affirmé que la religion de la Grèce est « unie par un lien indissoluble à la grande Église du Christ à Constantinople. » Elle exige que le successeur d'Otton soit un orthodoxe. L'affirmation de ce lien spirituel est une émanation de la Grande Idée mais il semble difficilement concevable qu'Otton devienne l'empereur d'une plus grande Grèce. Thouvenel le décrit en 1845 : « Il est impossible de tenir son sérieux devant

¹ Apostolos Vacalopoulos, *op. cit.*, p. 151.

² A.N. mar., BB⁴ n° 638.

³ J. Édouard Driault, Michel Lhéritier, *op. cit.*, p. 294.

⁴ *Ibid.*, p. 295. A.M.A.E., C.P., Grèce, vol. 45, f°s 191-197. Dépêches de Thouvenel, 10 septembre 1846.

⁵ *Ibid.*, p. 296. A.M.A.E., C.P., Grèce, vol. 45, f°49.

⁶ H. Desprez, « Souvenirs de l'Europe orientale », *Revue des Deux Mondes*, 1847.

⁷ Georges Castellan, *Histoire de l'Albanie et des Albanais*, Paris, Armeline, 2002, p. 41.

⁸ J. Édouard Driault, Michel Lhéritier, *op. cit.*, p. 297.

⁹ Jacques Ancel, *op. cit.*, p. 148.

S.M. Hellénique qui, au lieu de parler, avale sa salive avec une peine infinie pendant cinq minutes avant d'accoucher de sa phrase. » Les napistes s'agitent pour obtenir la séparation complète de l'Église et de l'État. Ils demandent pour le synode le droit de nommer le chef de la religion. La Russie les appuie, sachant bien que l'indépendance de l'Église grecque la replacerait sous la domination spirituelle du patriarche de Constantinople, c'est-à-dire sous l'influence russe. Ils échouent mais ils obtiennent la majorité dans le sénat et Colettis ne se maintient qu'en créant trente sénateurs nouveaux.

Pour contrebalancer la prépondérance économique et politique anglaise dans le royaume de Grèce, et plus généralement dans la région, le ministère français des Affaires étrangères fonde l'École française d'Athènes en 1846¹. La France soutient la Grèce. Le duc de Montpensier est arrivé à Athènes le 12 septembre 1845. Le 13, il a visité le Pentélique. Son voyage l'a conduit à Corinthe, Nauplie, Sparte, Mistra, Messine et Delphes. Le 31 décembre, la Chambre des députés à Athènes a choisi son président, Riga Palamidès, soutenu par le ministère et représentant le parti français mais pour discréditer le gouvernement de Colettis, la Grèce est présentée dans toute l'Europe comme une caverne de brigands. La guillotine est installée à Athènes². Cet instrument terrorise le peuple grec. Piscatory note à ce sujet qu'on n'avait pas pu trouver dans toute la Grèce un bourreau pour les exécutions capitales³. Toutefois le peuple se rend rapidement compte que la guillotine est utile pour lutter contre la piraterie. Victor Hugo précise que dans les eaux de Scio, une barque transportant huit bandits, a abordé en pleine mer un navire de commerce et l'a pillé. Deux Juifs étaient à bord. Les pirates leur ont demandé où se trouvait leur argent. Sur le refus des marchands juifs, ils en ont pris un, l'ont lié de cordes et lui ont donné l'estrapade dans la mer. Le malheureux Juif, retiré à demi mort après plusieurs immersions, s'obstina à dire qu'il n'avait pas d'argent. Ils lui firent sauter la cervelle d'un coup de pistolet. L'autre Juif, voyant cela, terrifié, indique aux pirates où est son argent et celui de son camarade. Victor Hugo écrit dans *Choses vues* à la date du 26 octobre 1846 que cinq hommes sont guillotins sur le Pirée. En France, on s'attend à ce que le général Fabvier qui a combattu pour l'indépendance grecque prenne position. Cet ancien combattant de l'Empire a une solide réputation. Les pallikares colportaient : « Quand le soldat mange de l'herbe cuite, Fabvier mange de l'herbe crue. » Lorsqu'il monte à la tribune en 1846, Victor Hugo est déçu : « J'attendais un lion, je vis une vieille femme.⁴ » Son jugement hâtif se mue rapidement en admiration. Il reconnaît en lui un « héros » mais reste étonné : « Une voix d'enfant sortait de ce mufler de tigre. » C'est à ce moment que le prince Luitpold de Bavière, l'héritier de la couronne de Grèce, père de deux enfants, se risque au voyage d'Orient. Il passe par Constantinople. La presse grecque plaisante sur ce soi-disant héritier du trône de Grèce qui parcourt déjà tout son empire. Elle lui consacre un tableau représentant un thon et un hareng, avec le proverbe grec : « Tu sentiras l'odeur du gros, mais tu ne mangeras même pas le petit.⁵ » On remarque qu'il est descendu à Constantinople dans un hôtel qui porte le numéro 40 de sa rue : sans doute à cause de l'article 40 de la Constitution qui lui impose l'orthodoxie. La reine Amélie, épouse du roi Otton, s'amuse fort de ces enfantillages. Elle n'aime pas ces héritiers venus de Bavière. Elle souffre trop de n'avoir pas de fils à donner à la Grèce. Le voyage du prince est néanmoins une réussite. Il apprend à aimer ce pays dont il reconnaît bien volontiers que la couronne n'est pas à dédaigner.

En 1847, un grave incident diplomatique éclate entre la Grèce et la Turquie. Le colonel Karatassos, aide de camp du roi, demande à la légation ottomane un passeport pour se rendre à Constantinople. Ayant commandé une bande d'insurgés en Macédoine pendant l'année 1841, son visa lui est refusé par Musurus. Le 25 janvier 1847, un bal est donné à la cour. Le roi Otton va vers Musurus, l'interpelle vivement : « J'espérais, Monsieur, que le roi de Grèce méritait plus de respect que vous ne lui en avez montré.⁶ » Et il passe sans lui laisser le temps de répondre. Musurus ne quitte pas le bal aussitôt. Il part au bout de deux heures après avoir eu un entretien avec Lyons, le représentant britannique. Le lendemain, il dépose une plainte au ministère, annonçant qu'il en réfère à Constantinople. Colettis, assuré du soutien de son opinion publique, répond qu'il prend la responsabilité des paroles du roi et s'appête à remettre ses passeports à Musurus. Piscatory le retient.

L'Empire ottoman ne reste pas inactif. Un navire turc porte à Athènes un ultimatum. Colettis a vingt-quatre heures pour présenter ses excuses. Sinon, Musurus serait rappelé. La rupture en découlerait avec ses conséquences. Les ambassadeurs des puissances à Constantinople interviennent. Ils se rangent du côté de la Porte. Cependant le Français Bourqueney suggère qu'après obtention de la réparation, il convient de rappeler Musurus dont le maintien à Athènes deviendrait offensant pour le roi Otton. Le baron de Stürmer, internonce d'Autriche, estime qu'une telle décision doit être compensée par la démission de Colettis. Bourqueney écrit à Piscatory qu'il faut obtenir un arrangement. Il pense qu'une lettre d'Otton au sultan indiquant qu'il n'avait aucune intention blessante à l'égard du représentant de la Porte arrangerait les choses. Cette dépêche arrive à Athènes en même temps que l'ultimatum

¹ Pandelis Kiprianos, « La formation des élites grecques dans les universités occidentales (1837-1940) », Revue *Histoire de l'éducation*, n° 113, janvier 2007, 2007.

² Victor Hugo, *Choses vues 1830-1848*, Paris, Gallimard, 1997, p. 361.

³ J. Édouard Driault, Michel Lhéritier, *op. cit.*, p. 303.

⁴ Victor Hugo, *op. cit.*, p. 607.

⁵ J. Édouard Driault, Michel Lhéritier, *op. cit.*, p. 303.

⁶ *Ibid.*, p. 305.

le 14 février 1847. Un conseil est tenu au palais, en présence de Piscatory. Il n'est pas question d'accepter l'ultimatum. En revanche, l'idée de la lettre au sultan est retenue. Colettis s'y oppose : « Non, c'est une concession, il n'en faut jamais faire avec les Turcs.¹ » Après une vive discussion, il cède : « Le roi écrira, mais c'est une faute. » La lettre est envoyée au sultan. Le roi de Grèce exprime son désir d'établir des relations amicales avec Constantinople mais Musurus, n'ayant pas pu faire accepter des excuses, demande ses passeports. Il part le 17 sur le bateau turc. La rupture est consommée. « Ces Messieurs ne voient pas, ou ne veulent pas voir, écrit Piscatory à Guizot, qu'il n'y a pas moyen de réduire aux proportions d'une question ministérielle une question de nationalité, et que s'en prendre à M. Colettis, c'est en faire inévitablement le représentant hardi et puissant.² » À la fin du mois de février, le départ de nombreuses troupes turques pour la frontière de Thessalie est annoncé. La Russie protège les intérêts de la Grèce mais le comte de Nesselrode redoute les visées de la Grande Idée³. Des troupes russes sont massées à la frontière moldave. L'Égypte de Méhémet-Ali favorable aux Européens n'inquiète pas les Hellènes mais un épicier grec frappe une femme turque. Le chef de la police arrête l'auteur du délit et le punit de la bastonnade. Le consul général de Russie fait des remontrances au vice-roi et demande une indemnité en faveur du Grec, la destitution du chef de la police et du ministre⁴.

L'affaire David Pacifico

Lyons, le ministre anglais en Grèce s'oppose résolument à Colettis et à la France. Il a peur de ces deux pays qui sont les rivaux de l'Angleterre dans la Méditerranée. La perfide Albion ne peut pas admettre que la Grèce indépendante devienne maîtresse de tous les pays grecs, maîtresse de tout l'Orient. Le petit État grec apparaît à la politique de l'Angleterre comme un futur rival. De Maurer, un des deux régents bavarois de la Grèce, écrivait : « L'Angleterre est un État commercial, et par suite sa politique est essentiellement une politique commerciale. Elle a toute la pénétration et toute l'habileté que donne l'intérêt commercial. La faiblesse de l'empire ottoman assure à la marine anglaise non seulement le monopole du commerce de la Méditerranée, mais encore celui du commerce de l'Inde. Un État commercial puissant, indépendant, en possession d'une civilisation européenne, un pareil État, établi à la porte de la Turquie, appellerait nécessairement à lui le commerce de l'Orient. Il ouvrirait infailliblement de nouvelles routes vers l'Inde, et devrait, de cette manière, quoique dans un avenir éloigné peut-être, mettre un terme au monopole britannique. » Le député français Duvergier de Hauranne s'inquiète des vues de l'Angleterre à propos de la Grèce. Il blâme le journal anglais *l'Examiner* qui « tourne en dérision l'idée d'étendre un jour les frontières de la Grèce, et de lui rendre les provinces qui lui appartiennent naturellement par la langue et l'histoire.⁵ » Colettis est un danger aux yeux des Anglais. Il veut donner corps à la Grande Idée. Or, jamais la Grande Idée n'a eu d'ennemie plus redoutable et plus passionnée que l'Angleterre. Colettis sait que Lyons guette ses moindres imprudences. Il dit à Piscatory : « Quant à M. le ministre d'Angleterre, je ne le vois jamais. Mais je sais ce qu'il fait, ce qu'il dit : c'est un ennemi personnel. Il se conduit en chef de parti; il est à la tête de l'opposition.⁶ » Sir Stratford Canning représente la Grande-Bretagne à Constantinople. Jadis, il a soutenu la Grèce dans la mesure où il fallait contenir la Russie. Or, depuis 1841, il n'est plus besoin pour cela de la Grèce, devenue trop dangereuse par ses exigences. La Turquie suffit. Londres l'a sauvée de l'Égypte, de la France, de la Grèce, de la Russie c'est pourquoi Stratford Canning est tout puissant à Constantinople. Il y monte une garde vigilante. Il protège les intérêts britanniques en défendant le sultan contre la Russie et contre l'esprit révolutionnaire de la Grande Idée. Il s'oppose à une extension territoriale de l'hellénisme. L'Angleterre se mêle des différends entre l'Empire ottoman et la Grèce. Elle dénonce, par l'intermédiaire de Lyons, les nombreuses associations secrètes affidées à la Grande Idée. Elle se plaint des réponses peu satisfaisantes apportées par Colettis. Lyons dénonce une politique nationaliste et xénophobe. Londres rappelle que la responsabilité du gouvernement athénien est engagée dans la tranquillité des provinces de Turquie⁷.

Le gouvernement anglais de Russell laisse circuler d'inquiétantes rumeurs suivant lesquelles la Grèce est dans l'impossibilité de payer les intérêts de l'emprunt de 60 millions de drachmes et que, sous l'influence des cercles catholiques, Athènes pense leur faire des concessions au détriment de l'Église orthodoxe. Le 10 novembre 1846, en réponse à une réplique, dont Colettis a le secret, Lyons lui remet une liste d'attentats et de faits divers, barques pillées, équipages torturés à la douane ou à la police, brigandages à la frontière. La légation britannique cherche à prouver que l'insécurité règne. L'historien Édouard Driault fait remarquer que les archives helléniques sont pleines de notes de cette sorte. Colettis rétorque aux Anglais⁸ que « si l'on compare les statistiques criminelles de la Grèce Grèce avec celles des pays les plus avancés, où les gouvernements ont le plus de moyens à leur disposition, où le

¹ *Ibid.*, p. 306.

² *Ibid.*, p. 308. A.M.A.E., C.P., Grèce, vol. 46, f° 231, Piscatory à Guizot, 28 février 1847.

³ *Ibid.*, vol. 47, f°94, Nesselrode à Persiany, 1^{er} avril 1847, dépêche communiquée à la légation de France.

⁴ Clot bey, *Mémoires*, Le Caire, Institut français d'archéologie orientale, 1949, p. 376.

⁵ Cyprien Robert, *op. cit.*, p. 790.

⁶ J. Édouard Driault, Michel Lhéritier, *op. cit.*, p. 281.

⁷ *Ibid.*, p. 280, P.R.O., F.O., série 32, Grèce, vol. 134, 2 mai 1845, à Lyons.

⁸ *Ibid.*, p. 303. A.M.A.E., C.P., Grèce, vol. 45, f° 328, vol. 46, f°85.

jury a le mieux appris, par le long exercice d'un droit, à bien accomplir son devoir, la comparaison ne serait probablement pas défavorable à la Grèce. » L'Angleterre est l'ennemie de la Grèce. L'affaire Musurus lui fournit le prétexte d'en finir avec Colettis et avec la politique de la Grande Idée.

Lyons profite de quelques affaires : expropriation d'Anglais, arrestation d'Ioniens protégés pour attirer sur Colettis les foudres de Palmerston. Ce dernier exige le paiement immédiat du premier semestre de l'année au titre de l'emprunt. Il envoie des vaisseaux sur les côtes grecques et favorise les intrigues de Louis-Napoléon Bonaparte qui, évadé depuis 1846 du fort de Ham en empruntant le costume d'un ouvrier maçon nommé Badinguet, est en quête d'un trône et rêve de remplacer Otton¹. Colettis répond fièrement à Palmerston et lui reproche de faire de la Grèce une prison. Les instructions de Palmerston du mois d'octobre 1846 sont précises à propos d'émigrés musulmans qui quittent la Grèce : « Toutes les personnes résidant en Grèce... ont un droit clair et incontestable de quitter la Grèce quand il leur plaira et l'intention des trois Puissances, en rendant la Grèce indépendante était qu'elle fût en État libre, et non pas une grande prison. » Colettis écoute les avis bienveillants mais repousse les accusations « qui portent une atteinte si grave à l'honneur de la nation, du roi et du gouvernement. »² Le 19 mars 1847, Palmerston adresse ses directives à Lyons. Il renouvelle les accusations sur le brigandage qui sévit en Grèce. Il déclare que la Grèce est dans son tort et qu'il ne souffrirait pas que Colettis devienne, sous une influence française, l'Ali pacha de la Grèce. Il fait informer Colettis que « la garantie politique que la Grande-Bretagne, la France et la Russie ont donnée à la Grèce par le traité du 7 mai 1832 ne s'appliquera pas au cas où le gouvernement grec, par ses provocations, attirerait sur la Grèce la légitime hostilité d'une puissance étrangère. »³ Trois vaisseaux anglais apparaissent au Pirée. Ce sont le *Rodney*, l'*Albion*, le *Vanguard* : « Trois admirables machines de guerre, dit l'amiral Turpin, ce qu'il y a de plus parfait comme construction et comme artillerie. »⁴ Ils vont et viennent, exercent leurs troupes et sont aux ordres de l'amiral Parker, terrible nom qui rappelle le bombardement de Copenhague en 1807. C'est lui qui, en 1841, à la tête des forces navales britanniques devant Nankin, a forcé le gouvernement chinois à demander la paix. Prêts à intervenir aux moindres ordres de Palmerston, ces navires attirent les curieux et les badauds qui suivent les évolutions le long des quais du Pirée. *L'Union Jack* passe devant le Phalère, pour être vu depuis le palais. Le roi et la reine ne comprennent pas que ces canons soient braqués sur eux pour les obliger à s'humilier devant la Porte ottomane. Toute la cour, toute la population s'attache à Colettis. Il est acclamé dans la rue. Il devient le champion de l'honneur national. L'entourage de Colettis accuse l'Angleterre de vouloir faire de la Grèce un second Portugal. Le roi parle de s'en aller avec lui dans la montagne, parmi les pallikares. Se prépare-t-on à mener une guerre de partisans, au nom de la Grande Idée ?

Ces événements tragiques suscitent une vive émotion en Bavière. En mars, le roi Louis envoie à Athènes le baron de Hunolstein, pour conseiller et reconforter Otton. Il s'aperçoit qu'on n'a pas besoin de lui et il revient aussitôt. Le prince royal Maximilien se rend à son tour en Grèce. Soucieux de défendre les intérêts de la dynastie, il reste à Athènes pendant toute la crise. Informée, la cour de Munich commence à manifester son irritation contre l'Angleterre. Des propos sévères sont envoyés. On menace de faire revenir le roi Otton en Bavière, de sorte que l'Angleterre puisse mesurer les conséquences d'un changement de dynastie. Munich se fait l'écho de Vienne. Metternich n'approuve pas la conduite de son internonce, le baron de Stürmer, qui a demandé la démission de Colettis. Pour Metternich, l'affaire Musurus n'est qu'un épisode de la sempiternelle rivalité entre la France et l'Angleterre. Il écrit : « Lord Palmerston souffle le feu dans toutes les contrées et dans les directions les plus diverses. Le monde nous paraît suffisamment en mouvement pour que nous ne comprenions rien au plan de cet homme. » Metternich propose sa médiation. À Constantinople, la lettre du roi Otton au sultan est bien accueillie mais elle n'est pas suffisante. On veut des excuses et briser Colettis. Metternich propose l'envoi d'un nouveau ministre turc à Athènes, un autre que Musurus, et Colettis exprimerait ses regrets. La Porte veut des excuses, non des regrets. Colettis s'y refuse. L'incident se prolonge. Les remuements de guerre se poursuivent aux frontières. La Porte déclare envoyer des troupes au Kurdistan, mais il semblerait que ces forces soient plutôt dirigées vers la Thessalie ou l'Épire.

Le 4 avril 1847, Athènes se heurte encore à l'Angleterre. La maison d'un Juif portugais, d'origine espagnole, nommé David Pacifico, est pillée par la foule le jour de Pâques. Il s'avère que David Pacifico a été naturalisé britannique. Il demande l'intervention de sir Edmund Lyons pour le règlement de son indemnité. Une note est remise avec l'inventaire des meubles démolis dont « un lit conjugal d'acajou massif, une bibliothèque, deux écumoières, une bassinoire, un papier certifiant perdu dans la bagarre une créance sur le Portugal... » L'affaire traîne. Les plaintes pleuvent sur le bureau de Colettis. Face à l'épreuve, Colettis fait un remaniement ministériel. Il appelle Colocotroni à la Justice, Glarakis à l'Instruction publique, Rigas Palamidès à l'Intérieur, Bulgaris, gendre de Condouriotis, à la Marine. Canaris est nommé commandant de la flotte. Palmerston réagit et demande le paiement immédiat de la dernière tranche des intérêts échus de l'emprunt. Au vu de cette communication anglaise,

¹ Édouard Driault, *La question d'Orient depuis ses origines jusqu'à la paix de Sèvres (1920)*, préface de Gabriel Monod, Paris, Félix Alcan, 1921, p. 162.

² Jacques Ancel, *op. cit.*, p. 150.

³ J. Édouard Driault, Michel Lhéritier, *op. cit.*, p. 308. P.R.O., F.O., Série 32, Grèce, vol. 149, 7 mars 1847, Palmerston à Lyons.

⁴ *Ibid.*, p. 310.

un conseil est tenu. Les ministres d'Autriche et de Prusse disent qu'il ne faut pas payer. Piscatory, au contraire, pense qu'il faut se soumettre. Le roi Otton veut résister mais la Chambre des députés lui paraît peu sûre. L'opposition y est forte et active. Il la dissout. Les élections sont prévues pour juin. Lyons dénonce une mesure dictatoriale. Le scrutin ne peut pas être libre dans un tel contexte. Palmerston essaie d'avoir le soutien de la France : « L'Angleterre, dit-il, qui a fait la révolution de 1688, la France qui a fait celle de 1830, ne peuvent laisser détruire en Grèce l'œuvre de 1843. ¹ » Il demande à Guizot de s'unir à lui contre Coletti et le roi Otton qui veulent abattre le régime constitutionnel. Guizot fait savoir qu'il n'a pas l'intention de cautionner une ingérence dans les affaires grecques. Les élections ont lieu sous une formidable pression. Les bateaux anglais multiplient les démonstrations. Ils se font voir. Les officiers anglais frôlent les murailles. Grivas, incorrigible agitateur, essaie encore de soulever l'Acarnanie. Il est écrasé. Il se réfugie dans les Îles Ioniennes avec 74 compagnons. Coletti adresse une réclamation au ministre d'Angleterre et se plaint qu'on a donné asile à un rebelle. Les élections sont un succès retentissant pour Coletti. La pression anglaise a exaspéré. Coletti ne profite pas longtemps de son éclatante victoire. Il tombe malade. En quinze jours, il est terrassé par une inflammation rénale, mais sa mort le 12 septembre 1847 ne désarme pas l'Angleterre².

Les Anglais présents sur l'île de Corfou exercent une grande influence sur l'Épire. Les relations commerciales entre les îles Ioniennes et l'Albanie augmentent encore la pression des Britanniques. Le pacha de Jannina traite avec eux de l'amélioration des voies de communication. La petite rivière Caloma qui passe près de Jannina et vient se jeter dans le golfe de Corfou pourrait être canalisée. Le lord haut-commissaire des Îles Ioniennes propose d'y exécuter des travaux. Ce cours d'eau deviendrait une bonne voie de transport pour les marchandises. Elle pourrait servir surtout à mener rapidement en Épire un corps d'armée avec tout son matériel, dans le cas où l'intérêt de l'Angleterre serait de détacher cette province de la Turquie³. Ces négociations ont lieu à l'insu de la Porte. Le pacha n'a pas l'intention de souscrire aux demandes anglaises. L'influence de la France sur les côtes de l'Adriatique s'affaiblit. Elle se cantonne à un vague souvenir de l'époque napoléonienne où les Français occupaient Corfou et la Dalmatie.

L'affaire David Pacifico rebondit après 1848. L'amiral Parker amène une flotte considérable sur les côtes grecques le 15 janvier 1850 : 14 bâtiments portant 731 canons et 8 000 marins⁴. L'Angleterre n'a pas eu, sur la Méditerranée, un armement plus considérable depuis Nelson. Grand équipage pour une « note à payer », comme dit *le Times*, pour une note de réparations : réparation pour le sac de la maison de Pacifico et la perte de sa créance portugaise, réparation pour le retard à régler l'indemnité de Finlay, réparation pour quelques barques ioniennes pillées, pour quelques matelots molestés, réparation pour quelques coups de fusil dirigés vers le *Spitfire*, réparation pour un drapeau anglais arraché à un bouchon de cabaret, sommation pour l'abandon de deux îlots contestés. La *Navy* apporte un constat d'huissier de 886 000 drachmes. Wyse le dépose et donne un ultimatum de 24 heures. « L'amiral, a écrit Palmerston à son envoyé Wyse, commencera naturellement par des représailles, c'est-à-dire il prendra possession des propriétés grecques ; mais le roi sera sans doute indifférent à la confiscation de quelques propriétés marchandes, et ce qu'il y aura, par conséquent de mieux à faire sera de mettre la main sur sa petite flotte, si cela peut se faire dextrement. L'action consécutive sera le blocus des ports et, si cela ne suffit pas, vous et Parker prendrez telles mesures que vous jugerez nécessaires, quelles que soient ces mesures. ⁵ » Un blocus de la Grèce est établi. La France offre sa médiation. Le marchandage va durer trois mois au cours desquels l'amiral Parker décide l'embargo général sur tout le commerce grec. Aux Communes, c'est la séance des quatre nuits. Le 24 février 1850, le débat commence par le discours d'un ami de Palmerston. Roebuck, député de Sheffield agite le spectre russe qui veut Constantinople, le spectre français qui veut faire de la Grèce la vassale de la France. Une coalition de la Russie, de la France et des protectionnistes anglais existerait contre le gouvernement. Menacé par un vote de censure pour sa politique étrangère, Palmerston clame, le 25 dans la nuit, de 22 h 15 à 2 h 20, durant quatre heures, sans une note, le célèbre discours *Civis romanus sum* : « Il s'agit de la politique nationale et de la dignité même de ce pays », ainsi pose-t-il le problème. Sa péroraison va soulever l'enthousiasme : « Il est faux que la Chambre ait jamais accueilli par un éclat de rire la plainte d'un malheureux et qu'elle ait jamais ridiculisé un citoyen à cause de sa race, de sa religion ou de la pauvreté de sa demeure. Celui qui est pauvre est-il destiné à être bâtonné et torturé impunément ? Le fait d'appartenir à la religion juive doit-il faire d'un homme le point de mire de tous les outrages ? La petitesse d'un pays excuse-t-elle la grandeur de ses fautes ? Quoi ! parce que vos sujets subissent des violences, des outrages, dans un pays qui est petit et faible, il faudra leur dire, quand ils demandent notre secours, que ce pays est trop petit et trop faible pour que vous exigiez pour eux quelque compensation... Ainsi nous sommes généreux envers ceux qui ont été sans générosité, et nous ne demanderons aucune réparation, précisément parce qu'il nous est facile de l'obtenir ! Si les principes d'après lesquels la politique étrangère de la

¹ *Ibid.*, p. 314.

² *Ibid.*, p. 317.

³ A.N. mar. BB⁴ n°627, rapport émanant de la *Minerve*, port du Pirée, 30 janvier 1846.

⁴ *Ibid.*, p. 340.

⁵ Jacques Ancel, *L'Europe orientale de 1830 à 1852*, Paris, Cours de Sorbonne, 1940, p. 198.

Grande-Bretagne a été conduite, si les sentiments, qui nous ont amenés à nous croire obligés d'assurer toute protection à nos compatriotes de l'étranger, sont des principes et des sentiments dignes d'inspirer ceux qui sont chargés du gouvernement de ce pays, et, si comme autrefois le Romain se sentait à l'abri de toute injure quand il pouvait dire *civis romanus sum*, ainsi les sujets britanniques partout où ils se trouvent pourront avoir confiance que l'œil vigilant et le bras vigoureux de l'Angleterre les protègent contre l'injustice et l'outrage.» La motion de confiance est votée par 310 voix contre 264, en dépit de Gladstone qui proteste contre « un système de politique qui n'est qu'un système de provocation universelle. » Quant à la reine Victoria, elle proteste de ne pas être assez informée par son ministre. Elle se lasse d'un maire du palais. Palmerston ne tient pas compte des observations de sa souveraine. Après enquête à Lisbonne, la créance portugaise est réduite. Elle passe de 665 000 drachmes à 3 750 drachmes. La Grèce accepte finalement l'arrangement. La flotte anglaise lève l'ancre le 4 mai 1850.

23.

Le bilan

Éloigné des affaires de 1841 à 1846, Palmerston fait l'apologie de sa victoire et morigène le gouvernement Peel : « Ne lâchez jamais une tête d'épingle que vous avez le droit de garder et que vous croyez pouvoir garder, et, même si vous pensez qu'à la dernière extrémité vous ne pouvez la conserver, faites autant de difficultés que vous pourrez avant de l'abandonner, et laissez croire que, peut-être vous ferez la guerre plutôt que de la livrer. » Le 30 juillet 1845, il ne cesse de dénoncer la France comme l'adversaire : « Aujourd'hui la Manche n'est plus un obstacle ; la navigation à vapeur a réduit ce qui était autrefois impossible pour une force militaire, à n'être plus qu'une rivière navigable pour un bac à vapeur. » Palmerston se charge de veiller sur l'honneur national. Il est John Bull incarné. Cette politique de paix hostile, dont Peel se plaignait à Guizot, lui a réussi cependant que la paix armée de Thiers a échoué.

Jugements sur la diplomatie française

Le 22 octobre 1841, le saint-simonien Charles Lambert écrit à Louis-Philippe. Il indique au roi que son règne est mieux apprécié à l'étranger qu'en France et il lui conseille d'abdiquer¹. Le 27 janvier 1843, Lamartine prononce un discours violent contre la monarchie de Juillet où il motive son vote contre l'adresse : « Convaincu que le gouvernement s'égaré de plus en plus, que la pensée du règne tout entier se trompe; convaincu que le gouvernement s'éloigne de jour en jour, depuis 1834, de son principe et des conséquences qui devaient en découler pour le bien-être intérieur et la force extérieure de mon pays; convaincu que tous les pas que la France a faits depuis huit ans sont des pas en arrière et non des pas en avant; convaincu que l'heure des complaisances est passée, qu'elles seraient funestes, j'apporte ici mon vote consciencieux contre l'adresse, contre l'esprit qui l'a rédigée, contre l'esprit du gouvernement qui l'accepte, et que je combattrai avec douleur, mais avec fermeté dans le passé, dans le présent et peut-être dans l'avenir. ² » Raoul de Malherbe pense que la diplomatie française n'est pas à la hauteur : « Nos diplomates, dit-il, s'occupent de beaucoup de choses, et font de fort petites affaires, tandis qu'ils négligent les grandes, celles qui, seules, pourraient rendre à notre pays l'influence qu'il perd chaque jour davantage. Ils ne cherchent que les résultats immédiats; ils n'entendent rien à la politique d'avenir. Croient-ils donc que la France ne doit point survivre à leur pouvoir ? »

Les autres puissances considèrent la France comme un peuple « bon enfant ». Malherbe établit un réquisitoire acerbe des déboires de la France au Proche-Orient : « Que pouvons-nous répondre à ces pauvres gens, délaissés par ceux, qui, leurs frères en religion, leurs protecteurs de droit depuis Charlemagne, avaient promis de les défendre et de les secourir ? Pouvions-nous, nous Français de cœur et d'âme, descendants de ces vieux chevaliers qui avaient jadis versé leur sang sur les plages de Syrie et vaincu l'Angleterre à Hastings, pouvons-nous leur dire : Adressez-vous au consul anglais ? La rougeur nous montait au front, et notre bouche leur balbutiait quelques consolations banales, quelques paroles évasives. Il faudrait être plus que philosophe, il faudrait être saint pour pardonner à ceux qui prétendent représenter la France toutes les blessures qu'a reçues notre dignité nationale. » Le comte de la Rivallière Frauendorff n'est pas plus tendre : « [...] le Français sait l'art de donner du prix aux moindres objets, de la valeur aux plus petites choses, et de s'illusionner sur les effets. Par exemple, une mission coûteuse s'achemine-t-elle vers l'Asie : elle va, dit-on, ravir à l'Angleterre et à la Russie l'influence que de longue main ces deux puissances exercent sur la Perse, c'est chose dont personne ne doute, et le cabinet en reçoit déjà les félicitations. Un jour retournent inopinément ministre, secrétaire et attachés. Qu'ont-ils obtenu du shah ? ils en ont obtenu quelques épaulettes pour des sous-officiers, et pour des moines la restitution d'une église... Ailleurs, cela

¹ Bibliothèque de l'Arsenal, fonds Enfantin, 7741.

² Sous le pseudonyme masculin de Daniel Stern, comtesse Marie d'Agoult, *Histoire de la Révolution de 1848*, Baland, 1985, p. 30.

ferait pouffer de rire, tandis qu'en France, chez ce peuple autrefois si rieur, c'est un succès fort important, une réussite dont la diplomatie peut, à bon droit, se glorifier. Le Français fait au-dehors comme au-dedans de la politique légère et toujours excellente, quand elle fournit l'occasion de se vanter.¹»

Le journal *Le Constitutionnel* du 25 janvier 1847 établit un bilan particulièrement mauvais de la politique menée par Guizot en Orient. La France faillirait à sa mission protectrice des chrétiens dont le sort s'aggraverait chaque jour en Syrie². Les Druses les traiteraient en esclaves. Le gouvernement se soucierait peu des malheureux qu'on égorge. Pour appuyer cette affirmation, le père Asar, vicaire général de Saïda, délégué du patriarche et du peuple maronite, est à Paris. Il porte une supplique où 339 cheiks ont apposé leur sceau. Les chrétiens racontent leurs malheurs. Ils indiquent que lorsqu'ils évoquent le nom de la France, leurs ennemis rient et se moquent d'eux. Le capitaine Scias de la corvette *Diligente* ne partage pas cet avis. Le militaire indique que les temps ont changé. La justice s'exerce et le calme est désormais revenu. Afin d'étayer son propos, l'officier de marine narre son expérience sur le terrain. Un moine maronite l'a invité à visiter le couvent Sainte-Marie. Sur le chemin, sa venue est annoncée. Le moine le présente comme le commandant de la station française, qu'il qualifie « d'émir français ». Les personnes rencontrées viennent vers Scias, lui prennent la main, la baisent et la portent à la tête. Après une heure de séjour au couvent, l'évêque fait connaître son intention de rencontrer le marin. Le père Asar n'est qu'un charlatan influencé par un évêque visionnaire qui dit avoir reçu du ciel la mission d'élever une église en tout point semblable à celle de Saint-Pierre de Rome. Dans le seul but de récolter de l'argent, il colporte que l'on tue encore les chrétiens en Syrie. Le prophète a promis des bénédictions au père Asar en échange des dons acquis par n'importe quel moyen. Vœu quelque peu exaucé, l'Église catholique fait resurgir le patriarcat latin de Jérusalem.

Au Liban, les écoles chrétiennes sont florissantes. Les Sœurs de Charité viennent s'établir à Beyrouth, en dépit de l'opposition des jésuites qui possèdent trois collèges accueillant 500 élèves. Les lazaristes, dont elles dépendent ont à Beyrouth un établissement de 50 à 60 écoliers très bien tenu où l'on étudie le français. Les missionnaires anglais et américains ont un collège. Ils ont peu d'apprenants chrétiens mais beaucoup de Druses. Les établissements français ont un avantage incontestable. La Congrégation des Religieuses de Notre-Dame du Bon Pasteur d'Angers a fondé à Alger, au Caire et à Tripoli (Libye) des établissements, pour l'éducation des jeunes filles, placés sous la protection du roi Louis-Philippe³. La France obtient des relations normales et stables avec la Perse. Sa diplomatie est parvenue à régler certains litiges territoriaux avec les cheiks locaux de Bagdad et de Bassora, empêchant ainsi une intervention militaire de la Perse, ce qui aurait saccagé ces régions et ce qui aurait indubitablement provoqué une action britannique. La monarchie de Juillet gagne des relais en faisant nommer le prince kurde Kaderberg gouverneur de Sulaimāniyya en 1842⁴, mais sur le long terme, la France n'est pas en mesure d'imposer la paix. Les Turcs, trop occupés par la sécession égyptienne, ont toléré de larges pans d'autonomie kurde et laissent éclater les excès cruels des tribus. En 1843 et en 1846, Bedr khan pille et massacre environ 10 000 Assyriens chrétiens qui, dans son domaine, ont acquis trop de puissance et d'esprit d'indépendance.

Entre 1845 et 1847, l'Orient se tourne vers l'Europe en général et vers la France en particulier. La Banque de Constantinople est créée en 1845 par un contrat à forfait entre le gouvernement turc et les banquiers les plus prestigieux de la place : Alléon et Baltazzi. Aux termes de ce contrat, ces derniers s'engagent moyennant une subvention annuelle de deux millions de piastres (environ 450 000 francs) à fournir au commerce pendant une année des lettres de change sur Londres et sur la France, sur la base de 110 piastres pour une livre sterling. Cette opération ayant parfaitement réussi, le contrat fut renouvelé en 1846, puis en 1847. Cette banque créée sans aucun capital maintient le cours des changes. Les traites qu'elle fournit au commerce sont acceptées sans aucune difficulté grâce au crédit moral et à la notoriété de ses deux directeurs⁵. Victor Hugo semble admiratif de la politique diplomatique de la monarchie de Juillet. Pour lui, la France est à la mode dans le monde entier⁶. Paris attire de nombreux étrangers : trois mille y arrivent chaque jour⁷. Dans les salons parisiens, on rencontre fréquemment des Turcs et des Égyptiens. La diplomatie française est très active. En juillet 1846, la marquise de Tracy se lamente car son Émile Desages, directeur des affaires politiques au ministère des Affaires étrangères ne cesse de travailler. Elle soupire : « Ah, comme je voudrais emmener Émile qui se dessèche au coin du boulevard des Capucines, où il passe sa vie à respirer la poussière et à lire les paperasses de ses étranges affaires !⁸ » Elle poursuit : « Je lui demande chaque soir à quoi sert la diplomatie... à présent que tout est à jour et que la liberté devient de plus en plus libre. » Desages répond comme d'habitude avec sa devise : « Dieu est grand ! » Les

¹ Léon Curmer, *Les Français peints par eux-mêmes*, Paris, omnibus, 2004, t. II, p. 967.

² A.N. mar. BB⁴ n° 649.

³ A.M.A.E., A.D.P. Égypte, vol. 1. Note du ministère de la Guerre, 12 décembre 1847.

⁴ *Ibid.*, M&D, vol. 40, f° 158, résumé de la correspondance politique du consul Loeve-Weimars à Bagdad, du 26 janvier au 24 mai 1842.

⁵ A. Du Velay, *Essai sur l'histoire financière de la Turquie, depuis le règne du sultan Mahmoud II jusqu'à nos jours*, Paris, A. Rousseau, 1903, p. 127.

⁶ Victor Hugo, *Choses vues 1830-1848*, Paris, Gallimard, 1997, p. 380.

⁷ *L'Illustration*, samedi 15 mars 1845, p. 37.

⁸ Jean Baillou, *Les affaires étrangères et le corps diplomatique français*, Paris, C.N.R.S., 1984, t. I, p. 630.

instructions prévoient les différents cadeaux que l'on doit offrir aux Orientaux¹ mais la France se trompe en expédiant de l'argenterie et des porcelaines. Ces objets sont proscrits par le Coran. De préférence, il faut privilégier les dessins qui présentent une collection complète des uniformes des différentes troupes de l'armée française. Afin d'amadouer le sultan Abdülmecit, ou le pacha d'Égypte, une liste d'objets pouvant leur être offerts est dressée : portraits, tabatières, pièce d'artillerie, pistolets, fusils.

Les représentants de toutes les grandes puissances musulmanes d'Europe, d'Afrique et d'Asie se rendent à Paris. Le pacha de Tétouan est envoyé par l'empereur du Maroc. Méhémet-Ali dépêche son fils Ibrahim pacha. Le bey de Tunis Ahmed vient en personne à Paris. Méhemmed-Ali khan, ambassadeur du shah de Perse² accomplit une mission en France. Le 14 janvier 1845 a lieu aux Tuileries un bal très brillant. Les souverains arrivent à 20 h 30. On se met à danser à 21 h. À minuit arrivent les Arabes, parmi lesquels Yousouf, le bey de Constantine. Mme de Girardin écrit : « Aux Tuileries, les salons étaient émaillés de Bédouins. » Yousouf, admirant la fête, dit au roi : « C'est un songe sans réveil. » Il offre à madame la maréchale Soult un habillement de femme complet brodé d'or. Flattée, elle répond à ce geste par d'autres présents. La reine Marie-Amélie envoie, elle aussi, à Yousouf des bracelets et des riches parures pour son épouse, la belle Zhora, la plus belle femme de toute l'Afrique. Mme de Girardin s'exclame : « Chose étrange ! on ne voit pas les femmes dans ce pays-là, et l'on sait pourtant qu'elles sont belles ! Elles ne sont donc pas si malheureuses, car ça doit suffire. » Yousouf ne se rend pas au bal de l'Opéra avec les autres chefs arabes. Mme de Girardin s'interroge sur le bien-fondé de telles réceptions : « Mais n'est-ce pas une imprudence que de les avoir conduits là ? que d'avoir permis à ces fiers habitants du désert de surprendre, dans ses joyeux ébats, ce grand peuple qui est venu les dominer au nom de la civilisation ? Elle est un peu exagérée, la civilisation, au bal de l'Opéra ; elle n'y paraît pas à son avantage. Qu'ont-ils pensé de nos plaisirs, tous ces barbares ?... Encore si on les avait menés à l'Académie ! »

Le diplomate marocain Achache a 35 ans. Sa figure est charmante, grave, modeste et douce. Il est élégant, tranquille, attentif à se montrer attaché à sa foi. Son but consiste à établir entre la France et le Maroc de bons rapports après les luttes au sujet de la souveraineté en Algérie. Cette mission s'inscrit dans le contexte du traité de Tanger du 10 septembre 1844 et de la convention de Lalla-Maghrania du 8 mars 1845 marquant l'accord complet entre Louis-Philippe et le sultan Abd al-Rahman. L'ambassade s'embarque de Tétouan sur un navire français, *le Météore*, le 14 décembre 1845, affrété et aménagé par les ministères français des Affaires étrangères, de la Marine et des Colonies. Sur le bateau se trouvent les treize membres marocains de la délégation. Aides et domestiques suivent. Léon Roches, l'interprète du maréchal Bugeaud, les secrétaires Auguste Beaumier et Edmé de Chateau font partie du voyage. La traversée de la Méditerranée dure cinq jours, jusqu'à Marseille où l'ambassade débarque. De Marseille à Orléans, le voyage se fait en diligence et se termine en train. Le 29 décembre, les invités marocains sont accueillis à Paris et installés à l'hôtel des Ambassadeurs au 66, avenue des Champs-Élysées³. Assaffâr, membre de la mission diplomatique marocaine, est chargé de la relation de ce voyage officiel. À l'époque où fleurit le « Voyage en Orient », ce récit prend le ton d'une quête de l'origine d'une civilisation, d'un « Voyage en Occident », qui permet à l'auteur de peindre la société française. Assaffâr se révèle un voyageur éclairé, curieux des avancées scientifiques. Il développe un discours sur la société marocaine du XIX^e siècle encore très divisée au sujet de la modernité occidentale. Les visiteurs orientaux affluent à Paris. Le ministre persan des Affaires étrangères est reçu en France. Il était depuis cinq mois en voyage. À 54 ans, Méhemmed-Ali khan parle parfaitement le français. Son teint est brun. Sa barbe est noire et très épaisse. Il est accompagné d'une douzaine de domestiques, de son fils Mirza âgé de 13 ans, de son secrétaire Mirza Hussein khan âgé de 21 ans et de son gendre Mirza Mahmoud. On prépare pour lui et pour sa suite le palais de l'Élysée-Bourbon. Il arrive à Toulon par le bateau à vapeur le *Cuvier*, le 8 septembre 1847. Dans l'immédiat, il se repose des fatigues de la traversée. Il est préalablement invité à se rendre dans la ville d'Orléans. Le comte Alix Desgranges, premier secrétaire interprète du roi, le complimente et l'amène dans les appartements destinés à le recevoir, place Vendôme à l'hôtel du Rhin.

Le ministre des Affaires étrangères François Guizot traite les affaires diplomatiques par la correspondance et il converse directement avec les chefs musulmans qui, par leur présence presque simultanée, rendent hommage à la politique comme à la puissance française. La France est respectée, surtout depuis son intervention militaire contre le Maroc mais en Méditerranée orientale, les provocations de la Sublime Porte restent nombreuses. Un interprète arabe du consulat de France est arrêté dans la montagne libanaise. Medawar, enlevé à Zouk, est brutalement jeté en prison sur la fausse accusation d'avoir excité les paysans à la révolte. Les autorités turques font la sourde oreille aux demandes réitérées du consul français Pujade et ces fins de non-recevoir l'incitent à donner l'ordre à la *Belle-Poule* qui mouillait devant Beyrouth de se rendre à Djouni réclamer au pacha de cette ville l'élargissement du drogman. Dans un premier temps, le capitaine Cunéo d'Ornano se présente seul au pacha. Sur le refus de l'officier turc d'obtempérer, il revient sur une embarcation armée. Une compagnie de débarquement prend position sur le rivage. La frégate française se tient prête à faire feu. Le prisonnier est rendu et le 29 octobre 1845, la frégate

¹ A.M.A.E, M&D, vol. 45.

² François Guizot, *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, p. 508.

³ Boussif Ouasti, *Une ambassade marocaine chez Louis-Philippe*, Paris, 2002, p. 16.

ramène Medawar à Beyrouth. « L'acte était grave, déclara Guizot à la chambre des pairs le 12 janvier 1846, c'est ce que dans le droit public, on appelle une violation de territoire, de juridiction. Cependant, l'acte a été approuvé ; l'officier et le consul ont été également approuvés. Il ne faudrait pas qu'entre nations qui sont en paix, de pareils actes se renouvelassent souvent. Je regretterai toujours qu'ils soient nécessaires ; mais il est bon qu'on sache à Constantinople qu'ils sont possibles, et que là où la justice, la simple justice, la justice évidente manquerait à la France, la France saurait prendre ce qu'on aurait dû lui donner.¹ » L'emploi de la force détermine la Porte à accepter les conditions de la France. Le cheik Hamoud qui cherchait à se disculper dans le sac des couvents de Solima et d'Habeil est finalement condamné à l'exil. Son complice, l'officier turc Arif aga qui avait assisté au massacre et qui avait été autorisé à témoigner en faveur de son complice - ce qui avait valu un acquittement complet des profanateurs² - est traduit devant un conseil de guerre. Les établissements chrétiens outragés sont indemnisés. L'action des consuls est efficace quand les chrétiens orthodoxes lancent en 1847 une accusation de crime rituel contre les Juifs de Jérusalem. L'effusion de sang, grâce à leur intervention, est évitée de peu. La France exerce désormais une action envers les Juifs, en particulier les Séfarades d'Algérie, sujets français venus s'installer pour des raisons religieuses en Terre sainte. En Bulgarie, la France est en première ligne pour défendre la culture, l'éducation et les chrétiens dans un pays qui manque cruellement d'ouvrages élémentaires³. En Grèce, Kitsos Tzavellas succède à Colettis comme chef du parti français et comme Premier ministre le 19 septembre 1847. Des défaillances existent néanmoins dans l'acheminement postal français. Le navire *Rhamsès* est arrivé au Pirée le 10 juin 1847 sans être porteur du paquet habituellement adressé à l'amiral Turpin. Les dépêches ministérielles et les journaux au lieu d'être dirigés dans le Levant sont envoyés sur Alger. Ces dysfonctionnements sont fréquents. Il est prévu d'envoyer une plainte au directeur général des postes⁴.

La sécurisation de la régence de Tunis

Le bey de Tunis Ahmed a réorganisé son armée. Il dispose en 1843 de cinq régiments d'infanterie, d'un régiment de cavalerie et d'un bon parc d'artillerie. Des officiers français commandent les troupes et les casernes. On peut citer le chef d'escadron Collin, le lieutenant-colonel Lavelaine-Maubeuge. Dès 1835, évoquant l'armée du bey, Temple dit : « Les contingents arabes sont fournis par les différentes tribus de bédouins, qui, en échange, sont exemptés du paiement de nombreuses taxes et contributions. C'est là, cette cavalerie sauvage qui rendit jadis la Numidie fameuse. Mais, ils ne sont plus '*infraeni*' sans selles. (Maintenant), ils disposent de la selle et d'étriers en forme de pelle qui servent d'éperons. C'est là une amélioration décisive sur l'ancien système d'équitation des Numides. » La cavalerie tunisienne est formée par Gref, un ancien élève de l'École de Saumur⁵. Toutefois, les Tunisiens sont gauches et empruntés dans les habits européens. Ils ressemblent plutôt à des mannequins habillés qu'à des soldats⁶. Leurs manœuvres sont molles, sans ordre, sans précision. Cette troupe de parade ne pourrait pas soutenir le choc de régiments européens. La fondation d'une école d'état-major dans laquelle se trouvent une quarantaine de jeunes garçons des meilleures familles du pays n'est qu'un prétexte pour le bey de se former un harem de favoris et satisfaire son homosexualité⁷. Le fait est tellement connu que le chef d'une puissante famille du pays, Sidi Feraat Gellouli, préfère quitter nuitamment la Régence, et se réfugier à Malte, laissant toutes ses propriétés entre les mains du bey, que de lui donner son fils qu'il réclamait avec insistance pour son école d'état-major. La création de cette armée ruine la Tunisie. Pour subvenir à son entretien, le bey crée de nouveaux impôts. La dîme qui légalement était de 10%, est portée à 25, puis à 30%. Les denrées de première nécessité sont imposées. Tous les produits de l'industrie sont monopolisés.

La monarchie de Juillet met un terme aux sempiternels chantages de la sortie de la flotte turque vers la Tunisie. Cette agitation a lieu chaque année. On pense que l'Angleterre pousse la Sublime Porte dans cette affaire⁸. En 1842, Guizot a dû envoyer une mission de renseignement à Tripoli. Un jeune homme nommé Ignace Plichon, étranger à toute carrière officielle, est chargé d'étudier tous les moyens de voyage possibles pour faire la traversée de l'espace désertique qui sépare Tripoli de Tunis afin de déterminer si une agression turque venant de ce côté pourrait être à redouter. Plichon s'acquitte avec succès de cette mission. Il conclut que l'attaque est impossible. Plichon rapporte toutefois que de nombreuses caravanes chargées de poudre et de munitions provenant de Malte parties de Sousse et de Sfax sont allées alimenter la guerre civile en Algérie⁹. Constantinople menace à chaque instant, d'intervenir, d'armer sa flotte et de projeter un débarquement en Afrique du Nord. La France répond en

¹ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 40, f°93.

² *Ibid.*, f°91.

³ *Ibid.*, vol. 60.

⁴ A.N. mar. BB⁴ n°649.

⁵ *L'Illustration*, 12 août 1843.

⁶ *Revue de l'Orient*, 1844, p. 90.

⁷ *Ibid.*, p. 91.

⁸ *L'Illustration* du 2 août 1845.

⁹ A.M.A.E., M&D, Tunis, vol. 8, f°34.

envoyant une flotte. Le prince de Joinville confie que « cet envoi précipité de notre escadre à Tunis et son immobilisation dans ses eaux devenait une comédie, dans laquelle le rôle ridicule était pour nous. »

La frontière de l'Algérie avec la Tunisie est régulièrement menacée. Le caïd tunisien Ould Arradj répand chez les Nehed des tracts, lance des émissaires et distribue des gandouras. Il excite à résister aux infidèles. Des rixes éclatent entre les Beni-Mezen (Tunisiens) et les Ouled Arid (fraction des Nehed). Ces menées coïncident malencontreusement avec le licenciement de l'escadron des spahis de La Calle. Les maraudeurs sévissent. Le général Randon et le colonel Herbillon font une démonstration de force. La frontière est finalement pacifiée¹. Louis-Philippe est fier de son armée. Il confie à Victor Hugo : « Tenez, le prince de Prusse disait cet hiver à ma fille, à Bruxelles, une chose bien vraie : ‘ – Ce que nous envions à la France, c'est l'Algérie. Non à cause de la terre, mais à cause de la guerre. C'est un grand et rare bonheur qu'a la France d'avoir là à ses portes une guerre qui ne trouble pas l'Europe et qui lui fait une armée. Nous, nous n'avons encore que des soldats de revues et de parades. Le jour où une collision éclaterait nous n'aurions que des soldats faits pour la paix. La France seule, grâce à Alger, aurait des soldats faits par la guerre. ’ »

En 1845, une guerre entre deux tribus rivales éclate aux frontières de la Tunisie et de la Tripolitaine. La Porte saisisait le prétexte pour intervenir. Constantinople envoie des renforts. Des troupes turques débarquent à Tripoli par détachements de deux cents, quatre cents, voire huit cents hommes². On suppose qu'une expédition ottomane vers Tunis serait difficile car elle devrait traverser des territoires contrôlés par des tribus hostiles et franchir les monts de Matmata. Les Turcs s'empareraient de l'île de Djerba mais de Gabès à Sfax, ils auraient à traverser un désert de sable. Prenant toutefois la menace au sérieux, le bey de Tunis ordonne d'élever des fortifications sur sa frontière orientale. Il peut compter sur l'appui de la France. Le duc de Montpensier, parti d'Alger le 18 juin à bord de la corvette *Gomer*, lui rend visite le 21 juin. Avant de se rendre à Tunis, le duc visite les fortifications de la citadelle de la Goulette. Il en examine soigneusement toutes les parties et il passe en revue la garnison, armée à l'euro péenne. Son attention est attirée par deux anciens canons d'un calibre énorme, véritables objets d'art, et désignés sous les noms de *Saint-Pierre* et de *Saint-Paul*. Ces deux pièces d'artillerie portant les armes des Médicis, avaient été fondues à Florence, il y a plusieurs siècles, et données en présent à la régence par un des ducs de Toscane. Une voiture du bey conduit le duc à Tunis. Arrivé au palais, le duc remarque la somptuosité des appartements. De plus, le bey a eu l'ingénieuse idée de couvrir les murs de gravures représentant les grandes batailles qui ont illustré la France, depuis les premières victoires de la république en Italie jusqu'à la prise de Constantine. Le 23 juin, de retour de la *Mohammedyéh*, autre résidence royale où le bey l'a reçu, le duc de Montpensier visite la caserne du colonel Sélym, soldat digne des temps héroïques de l'empire ottoman : il y a quelques années il avait combattu corps à corps une panthère qui s'était échappée de la ménagerie du Bardo, et son bras droit garde les traces de l'animal. Dans cette caserne, l'instruction des troupes est l'œuvre du commandant Gillard³. D'autres officiers français conseillent l'armée tunisienne : le colonel d'infanterie Lavelaine et le lieutenant-colonel d'artillerie Lecorbeiller. Les troupes du bey s'élèvent désormais à 20 000 hommes. Les soldats sont armés et habillés à l'euro péenne. L'infanterie porte le pantalon garance et une petite capote bleue semblable à celle de l'infanterie légère française. La cavalerie, lanciers et chasseurs portent le pantalon garance, la capote bleue. L'artillerie a la capote et le pantalon bleus. Le duc de Montpensier quitte la régence le 25. Bientôt, deux autres fils du roi viennent à leur tour. Le prince de Joinville arrive à Tunis le 28 juin 1846. Il y est rejoint le 5 juillet par son frère le duc d'Aumale. Tous deux quittent la capitale de la régence le 7 juillet.

Devant la Goulette mouillent le vaisseau *Neptune*, le brick *Messenger* et le vapeur *le Cocyte*. L'escadre qui se trouve au Golfe-Juan commandée par l'amiral Parseval-Deschênes attend de se porter sur Tunis, mais Joinville a l'idée de donner une bonne leçon au Divan et rend visite à Guizot. Le bey se plaint d'intrigues, d'agitations soulevées sur sa frontière par le pacha turc, gouverneur de la Tripolitaine. Joinville soumet son plan : « Au lieu de laisser l'escadre croquer le marmot à Tunis, dit-il à Guizot, envoyez-la à Tripoli où sa présence sera une surprise, car les escadres des nations étrangères n'y vont jamais. Je ferai une visite au pacha et lui tiendrai un ferme langage. Les rôles seront renversés et nous serons débarrassés, je le crois des taquineries diplomatico-turques à l'endroit de Tunis.⁴ » Guizot approuve le projet. En 1846, le prince de Joinville conduit sa flotte comme convenu. Son arrivée en Tripolitaine crée une grande surprise. L'envoyé du pacha se confond en paroles mielleuses et il offre des poules et des moutons. Dans le palais du gouverneur, Joinville est accueilli dignement. Pipes, café, et confitures sont servies par une multitude de serviteurs puis il s'adresse au représentant de la Sublime Porte : « Nous venions saluer à Tripoli le représentant du Sultan avec qui nous étions en amitié séculaire. Mais pour que cette amitié ne fût pas troublée, il était essentiel qu'aucun acte d'hostilité directe ou indirecte, par terre ou par mer, ne fût commis contre le bey de Tunis, également notre ami. » Le pacha reste stoïque et fait un salut avec la main sur la poitrine. Il

¹ Denis Camisoli, *Revue historique des Armées*, n°1, 1955, p. 64.

² *L'Illustration* du 2 août 1845.

³ Claude-Antoine Rozet, *Algérie. États tripolitains. Tunis*, Paris, Firmin Didot, 1850, p. 209.

⁴ Prince de Joinville, *op. cit.*, p. 353.

fait envoyer à Malte un bâtiment porteur de plis pour le sultan. Joinville conclut : « notre rôle de sentinelle à Tunis n'eut plus à se renouveler. »

Le bey de Tunis sait que Guizot défend l'indépendance de la Tunisie contre les prétentions de Constantinople, au besoin par des manifestations navales¹. Cette protection le conduit à venir à Paris. Il ne cesse de se répandre en admirations et en flatteries sur la civilisation chrétienne et française, tout en restant un musulman modéré. Avant de venir en France, il a pour plaire aux philanthropes chrétiens, décrété dans sa régence l'abolition de l'esclavage des noirs. Débarqué à Toulon, il est salué par vingt et un coups de canon. À Paris, à Lyon, à Marseille, partout où il s'arrête, il fait aux établissements charitables d'abondantes largesses. Le 4 décembre 1846, il fait une étrange apparition chez le ministre Guizot à Paris. Âgé de quarante-cinq ans mais paraissant en avoir soixante, Ahmed, bey de Tunis et vassal du sultan turc fait son entrée, déguisé en lieutenant général de l'armée française. Il porte une capote de caporal, la Légion d'honneur, des baudriers et des ceinturons brodés d'or. Sa poitrine est ornée de croissants et de médaillons sertis de diamants. Il arbore d'énormes épaulettes et porte le sabre au côté. Il est entouré par six ou huit Tunisiens, affublés comme lui de broderies extravagantes. Parmi eux, il y a un Italien appelé le chevalier Raffo, qui est le ministre des Finances du bey. Le bey s'empresse de promettre des réformes et il croit pouvoir s'attirer les faveurs de la France.

La pacification de l'Algérie

Les systèmes les plus divers et les plus absurdes ont été proposés pour pacifier l'Algérie. Chaque moyen est indiqué par un homme en position de faire valoir son avis, et présenté comme infaillible. Genty de Bussy, ancien employé supérieur en Afrique, conseiller d'État, propose neuf moyens de pacification, dont les deux principaux et plus pratiques sont d'organiser les tribus partout et de les vacciner. Louis Veillot critique cette solution : « Le conseiller d'État oublie tout à fait qu'avant de vacciner la tribu il faut l'organiser, et qu'avant de l'organiser il faut la vaincre ; mais il est intendant civil, et la victoire n'est pas de son ressort comme l'organisation et le vaccin. » M. Baude, un conseiller d'État, ayant vu l'Afrique, propose de forcer les Arabes à ne plus élever de chevaux, mais seulement des bêtes à cornes et des moutons. Un fonctionnaire établi en Algérie depuis la conquête, parlant arabe dans la perfection, croit tout gagné si l'on habitue les indigènes à boire de l'eau-de-vie. Un officier d'état-major demande qu'on leur coupe le cou. Un général suggère qu'on leur donne 20 sous par jour. Un autre général et son école que les Français se fassent musulmans. Un colonel demande simplement que l'on chasse de l'Algérie tous les honnêtes gens. Le maréchal ministre de la Guerre demande d'attirer les tribus autour de nos places et de les protéger. Le génie militaire réclame une muraille autour de la Mitidja. Un commis influent pense qu'il faut donner aux chefs arabes et aux personnages importants beaucoup de cadeaux, tels que montres, pendules, tapis, que son bureau sera chargé de fournir². La France veut en finir avec une résistance arabe acharnée, animée par Abd el-Kader, l'émir des croyants, qui s'est porté à la tête de la guerre sainte contre les étrangers. Cuvillier Fleury, rédacteur du *Journal des Débats* résume dans plusieurs articles le plan du général Létang pour réussir la colonisation : « Ne conquérir que pour coloniser ; n'avancer qu'en se fortifiant, et n'occuper militairement que la portion du territoire qu'on peut cultiver : faire concourir à la culture des terres, avant et après l'arrivée des colons civils, la population indigène et l'armée active ; concilier les indigènes à la colonisation en rétablissant les villes musulmanes, en reformant l'administration française, en créant des hospices pour les Arabes, en donnant à leurs milices les villes de l'intérieur à occuper et à défendre ; s'ils résistent, les frapper dans leur liberté plutôt que dans leurs biens, et envoyer en France des prisonniers qui en rapporteraient des habitudes et des idées civilisatrices : quant à l'armée, la cantonner dans de grands camps destinés à devenir des bourgades ou des villes chrétiennes, et d'où elle rayonnerait en colonnes mobiles dans un espace qui serait successivement conquis, pacifié et colonisé. Ce plan, dit M. Cuvillier Fleury, repose, on le voit, sur deux grands principes : le respect de la nationalité arabe et son initiation graduelle aux intérêts et aux destinées de la conquête : en second lieu, l'application des troupes françaises aux travaux de la vie coloniale.³ » Après la destruction d'une partie de Blida par Saint-Arnaud, la réflexion porte sur la nécessaire réalisation de fortifications calquées sur celles de la frontière militaire autrichienne⁴. La défense d'immenses territoires, en cas de guerre, contre les indigènes ou l'étranger serait facilitée par une enceinte composée de blockhaus espacés de cinq cents mètres, joints par un fossé, un escarpement, une haie ou un ravin. Chaque bloc disposant d'un officier, deux sous-officiers et quarante soldats formerait l'unité de base d'une colonie militaire. Ce vaste complexe devait s'étaler sur une longueur de 12 kilomètres. En son centre, un officier supérieur superviserait. Malgré l'hostilité de Bugeaud, l'idée de protéger le territoire conquis par des fossés et des fortins est à la mode. Lamoricière a fait faire un fossé de douze kilomètres autour d'Oran en 1841, pour protéger les Douars et Selas, alliés de la France. Dans la nuit du 21 au 22 octobre, le fossé est franchi par les

¹ Gabriel de Broglie, *Guizot*, Paris, Perrin, 1990, p. 285.

² Louis Veillot, cité par Franck Laurent, *op. cit.*, p. 86.

³ Ferdinand Durand, *op. cit.*, p. 335.

⁴ Féline, *De l'Algérie et des moyens d'assurer son avenir*, Paris, 1842, p. 55.

Arabes qui enlèvent cinquante-huit femmes et enfants. La même année, on tente d'entourer la Mitidja d'un fossé continu conçu par le général Rogniat. L'entreprise est abandonnée, les fièvres décimant les troupes qui y travaillent. Sur le plan technique, l'armée française s'est dotée du pistolet transformé à percussion. L'amorce permet la mise à feu, y compris lors d'intempéries. La platine à piston facilite le maniement de l'arme des cavaliers¹. L'infanterie perçoit le fusil à percuteur avec l'adoption de l'amorce à fulminate. Entre 1840 et 1842, le système de mise à feu des 700 000 fusils de l'armée française reçoit une platine à percussion. À partir de 1842, est fabriquée la carabine rayée Delvigne-Poncharra, remplacée en 1846 par la carabine à tige Thouvenin-Minié, qui tire une balle cylindro-conique². La mobilité de l'artillerie s'améliore par le système Valée qui permet de placer les servants sur les caissons. Les régiments d'artillerie sont articulés en batteries de six pièces qui regroupent les personnels du train chargés des déplacements et les artilleurs responsables des tirs. Des troupes indigènes adaptées au pays suppléent les forces métropolitaines. Les zouaves, les spahis, les chasseurs d'Afrique sont les unités les plus fameuses.

La tactique employée est résolument modernisée. Il est temps de ne plus combattre comme à Wagram si l'on en croit Montagnac qui écrit en 1842 : « Ces fameuses reliques de l'Empire arrivent ici avec des idées préconçues, des systèmes qu'ils se sont forgés dans leurs cabinets, avec quelques farceurs d'officiers d'état-major. ³ » Pour Alphonse Karr, « la situation des Français en Afrique est précisément celle d'un joueur qui a deux dames, quand son adversaire n'en a qu'une. Celui qui a deux dames a évidemment l'avantage, mais il ne pourra, faute d'un pion, prendre la dame que son adversaire promène sur la grande ligne du damier. Il aura toujours l'avantage ; mais il ne gagnera jamais la partie. ⁴ » Pour Jean Cler (1814-1859), sorti de Saint-Cyr en 1835, officier distingué qui sert en Algérie : « La guerre que l'on fait maintenant en Algérie est tout exceptionnelle et peut tout au plus être bonne pour ce pays : on ne suit aucune des règles prescrites pour la grande comme pour la petite guerre. La discipline est très relâchée ; l'instruction militaire est presque nulle : on sait à peine marcher et, en voyant comment certains chefs agissent, on ne peut pas même leur accorder le talent de guérillas. ⁵ » Bugeaud théorise et comprend la guerre coloniale. Il affirme en 1845 : « On prête en général aux troupes régulières et tacticiennes des avantages contre les irrégulières, avantages qu'elles n'ont pas quand elles sont en petit nombre, c'est cette fameuse pensée qui a été la cause de plusieurs échecs. L'organisation, la discipline et la tactique n'ont une grande supériorité que dans le nombre un peu élevés ; 6 000 ou 8 000 hommes de troupes actuelles de l'armée d'Afrique battraient, bien conduites 20 000 ou 30 000 Arabes ; mais 600 à 800 hommes ne battraient pas 6 000 à 8 000 irréguliers. »

Les succès de l'armée française sont liés aux efficaces travaux menés par les officiers chargés de l'exploration géographique. Le renseignement est privilégié. L'action de Carette, de Pelissier de Reynaud est basée sur l'observation analytique et l'enquête. Pour collecter les informations, ils utilisent des procédés proches de ceux utilisés par les ethnologues. Ils se fondent dans la population locale, établissent des relations avec les indigènes, quel que soit leur statut social et effectuent de multiples recoupements. Carette, le secrétaire de la commission scientifique expose la méthode d'investigation qui lui permet de reconnaître et de décrire le réseau d'itinéraires empruntés par les Arabes. Celle-ci repose sur le choix d'informateurs compétents pour fournir les distances qui séparent chacun des points que l'on veut connaître. L'enquêteur choisit ses indicateurs. Pour garantir la validité des renseignements, il lui faut couramment parler la langue vernaculaire et confronter les témoignages d'au moins trois voyageurs ou commerçants qui résident en des points différents : « Quand on veut étudier l'état d'un peuple, il faut se résoudre à visiter tous les lieux, et les chaumières plus souvent que les palais, à fréquenter tous les hommes, et les paysans que les grands seigneurs. Les fondouks, les bazars, les cafés se transformèrent en autant de bibliothèques vivantes, dont les volumes animés renfermaient toujours, sous une reliure simple et grossière, quelques pages instructives ⁶ ». Face à la mobilité des Arabes, les Français organisent un escadron de dromadaires⁷. Le dromadaire⁷. Le mulot, trop coûteux (850 francs et 1 franc 50 de nourriture par jour), ne servant que dix-huit mois, est remplacé par le dromadaire qui s'achète 200 francs, qui vit avec ce qu'il trouve, qui porte le triple du fardeau d'un mulot, qui supporte pendant plusieurs jours des privations d'aliments et d'eau, et qui peut servir vingt ans. Au mois d'août 1843, le chef de bataillon Carbuccia du 33^e de ligne forme à la Maison Carrée un escadron de

¹ Maurice Daumas, sous la direction de, *Histoire générale des techniques*, Paris, P.U.F., 1968, t. III, p. 468.

² Jean-Paul Bertaud et William Serman, *op. cit.*, p. 242.

³ Montagnac, *op. cit.*, p. 275.

⁴ Alphonse Karr, *Les Guêpes*, janvier 1842, p. 30.

⁵ Lettre de Jean Cler au général de Castellane, Cherchell, le 1^{er} juillet 1842, citée par Franck Laurent, *op. cit.*, p. 133.

⁶ Christian Dehaynin, « L'évolution des conceptions et des techniques du génie dans la réalisation des réseaux de conquête et de domination de l'Algérie (1830-1865) », *Revue historique des Armées*, n°3, 1995, pp. 10-11.

⁷ Pendant la campagne d'Égypte, Bonaparte forma un régiment de dromadaires le 9 janvier 1799. Il comprenait deux escadrons à quatre compagnies de soixante hommes. Dos à dos, deux hommes montaient l'animal Ils étaient armés d'un fusil de dragon avec baïonnette et un sabre. Les officiers avaient des pistolets et une boussole pour se diriger dans le désert. L'uniforme avait été dessiné par Kléber, selon un goût oriental. Ce Corps des Méharistes assura la surveillance des routes et participa à la bataille de Canope le 21 mars 1801.

cent dromadaires, avec deux cents hommes d'élite du 33^e et du 3^e bataillon des Chasseurs d'Orléans¹. Chaque dromadaire porte deux outres contenant chacune 4 à 5 litres d'eau.

Le point de vue de Tocqueville

Durant toute la monarchie de Juillet, Alexis de Tocqueville s'intéresse de près à l'Algérie. Dès 1833, il songe à y acquérir un domaine, avec son ami d'enfance Kergolay. Le projet n'aboutit pas, mais Tocqueville s'est à cette occasion renseigné sur l'état de la nouvelle colonie. Lorsqu'en 1837, l'auteur déjà célèbre de *La Démocratie en Amérique* brigue pour la première fois les suffrages des électeurs de Valognes, il croit judicieux de rédiger deux longues lettres sur l'Algérie, pour mieux les convaincre de ses capacités d'homme d'État. Élu en 1839, il fait désormais partie des députés qui s'occupent le plus assidûment de la question algérienne. Le 7 mai 1841, de grand matin, alors que son bateau vient de franchir le cap Caxine, Alexis de Tocqueville, accompagné de son ami Gustave de Beaumont, découvre avec admiration le site d'Alger. Depuis la conquête, au trapèze de la partie arabe sont venues s'ajouter de belles rues à arcades bordées de maisons européennes, et il compare la ville vue de loin à une immense carrière de pierre blanche étincelante au soleil. Derrière, c'est le fond sombre des coteaux, c'est l'Algérie en état de choc depuis la guerre sainte proclamée en 1839 par Abd-el-Kader. Les troupes françaises sont assiégées dans les places fortes qu'elles occupent, et un coup sérieux a été porté aux premiers établissements des colons, mais Louis-Philippe vient enfin de décider l'occupation totale du pays. Bugeaud vient de retourner en Afrique pour réaliser ce nouveau programme avec le titre de gouverneur général. Tocqueville avait hâte d'aller voir l'Algérie de ses propres yeux. Il a préparé ce voyage en prenant des notes sur le Coran dont la lecture le renforce dans l'idée de la supériorité sociale du christianisme. Puis il lit avec attention des documents officiels comme le *Tableau de la situation des établissements français dans l'Algérie* ou les *Actes du gouvernement*. Il y trouve des preuves de l'arbitraire auquel sont soumis les colons, victimes, selon lui, de ces « généraux et administrateurs qui... saisissent avec délices l'occasion de satisfaire leurs passions dans un pays dont la situation exceptionnelle leur sert de prétexte ». Tout de suite, Tocqueville est frappé par le prodigieux mélange de races et de costumes de la ville d'Alger et par l'activité fébrile qui y règne. La Casbah lui paraît « un immense terrier de renard, étroit, obscur, enfumé ». Ailleurs, « les Français substituent de grandes rues à arcades aux petites ruelles tortueuses des Maures. » Il se rend à Kouba « par une route superbe, mais qu'on ne peut suivre plus de trois lieues sans se faire couper la tête. Pays délicieux, la Sicile avec l'industrie de la France. » Des hauteurs de Kouba, il aperçoit la Mitidja, « magnifique plaine, mais pas une maison, pas un arbre, pas un homme ». Tocqueville se rend à Oran où il rencontre Lamoricière. La ville est alors entourée d'un fossé creusé par l'armée. Pourrait-on créer à Oran un port de commerce ? Il pense que cette mesure serait agressive contre l'Espagne, dont l'amitié lui paraît nécessaire pour la question algérienne, « à cause du pied-à-terre qu'elle nous laisse à Mahon ; il ne faut pas qu'elle donne ou qu'elle laisse prendre cette île aux Anglais ». Il visite Mers-el-Kébir, qui lui semble, malgré le manque d'eau, un « superbe établissement » et Arzew : son enceinte abrite deux cents hommes, mais au-delà des blockhaus, « on ne peut se promener sans risquer sa tête. » Il regrette que l'on ait cédé à Abd-el-Kader le territoire de plusieurs tribus amies, contraintes, depuis, à se réfugier près d'Oran, et il note : « en Afrique, toutes nos alliances ont amené la destruction de ceux qui mettaient en nous leur confiance ».

Tocqueville s'embarque le 27 mai pour Philippeville. Le 29 au matin, il fait escale à Bougie. La cité lui semble très pittoresque, mais, là encore, pas question de s'éloigner de l'enceinte : « nous sommes renfermés là comme dans une guérite. » Il y rencontre le capitaine de Saint-Sauveur, qui a été librement choisi comme caïd par trois tribus arabes de la région de Constantine, et qui lui parle avec passion de son expérience : les Arabes, lui dit-il, forment « un peuple curieux et intelligent. Ils ont une vie très oisive. La culture des terres ne leur prend pas plus d'un mois. Le reste se passe en conversations qui aiguisent leur esprit ». Le 29 au soir, il fait escale à Djidjelli, occupée depuis 1839, qui n'est encore qu'une pauvre bourgade habitée par 800 Maures, mais où vient de se construire un superbe hôpital. Le commandant de la place, le lieutenant-colonel Picouveau, lui parle des Kabyles et Tocqueville s'interroge : « On se demande comment des peuples arrivés au premier degré de civilisation où sont les Kabyles n'ont pas été plus loin. Cela ne peut guère s'expliquer que par leur état de montagnards, leur voisinage des Arabes, leur religion, et surtout leur division en petites tribus ». Le 30 mai, il arrive à Philippeville, fondée en octobre 1838 sur les ruines d'une colonie romaine par le maréchal Valée qui avait acheté aux indigènes le terrain dans une rade abritée, pour servir de débouché maritime à l'arrière-pays constantinois. Tocqueville qui a vu les villes-champignons du Nouveau Monde est frappé par « l'aspect américain » de la ville, son développement rapide : malgré les fièvres, la population est passée de quelques centaines au début de 1839 à 4 000 habitants au deuxième trimestre 1840², et de nombreuses maisons étaient « jetées pêle-mêle sur les collines au milieu des ruines romaines ». En revanche, le déjeuner chez le commandant de la place, le colonel d'Alphonse, qui fait régner la terreur chez les Arabes, et traite tous les colons de « canailles », lui fait émettre un jugement non moins

¹ *L'Illustration*, samedi 24 février 1844.

² Voir Tocqueville, *Œuvres complètes*, Gallimard, 1991, tome I, p. 686.

péremptoire sur la « grossièreté et la violence naturelles au pouvoir militaire. Nous avons retrouvé ce sentiment imbécile dans tous les grades, et le général Bugeaud en est la personnification ». Le 31, il part avec un convoi pour Constantine, mais on doit le ramener malade, souffrant d'une crise de dysenterie, à Philippeville. À sa convalescence, il s'embarque pour la France et arrive à Toulon le 11 juin.

Dès le mois d'octobre 1841, Tocqueville écrit un *Travail sur l'Algérie*, long mémoire qui n'est destiné qu'à lui-même, et où, tirant les enseignements de son voyage, il fixe avec beaucoup de clarté les grandes lignes de sa pensée sur l'Algérie. Confirmation d'abord de la nécessité de la présence française : « Je ne crois pas que la France puisse songer sérieusement à quitter l'Algérie. L'abandon qu'elle en ferait serait aux yeux du monde l'annonce certaine de sa décadence ». Ensuite, définition claire des buts à atteindre, qui peuvent se résumer par la formule : domination totale, colonisation partielle. Il ne croit plus maintenant à l'assimilation des indigènes, et il pense au contraire que la fusion des deux peuples est « une chimère qu'on ne rêve que quand on n'a pas été sur les lieux ». La domination n'est donc pas une fin en soi : « je ne me fais point d'illusion sur la valeur de l'espèce de domination que la France peut fonder sur les Arabes. Je sais que nous ne créerons jamais là qu'un gouvernement souvent troublé et habituellement onéreux. » La domination n'est qu'un moyen pour arriver à la possession tranquille du littoral, et à la colonisation d'une partie du territoire, en particulier de la région d'Alger. Il faut donc d'une part détruire Abd-el-Kader, et d'autre part, donner aux Français le goût de venir en Algérie et la possibilité d'y réussir, en leur accordant la liberté de la presse, le droit électoral, et les garanties judiciaires qui leur manquent. Tocqueville refuse l'hypothèse de l'abandon de l'Algérie : « Je ne crois pas que la France puisse songer sérieusement à quitter l'Algérie. L'abandon qu'elle en ferait serait aux yeux du monde l'annonce certaine de sa décadence... Tout peuple qui lâche aisément ce qu'il a pris et se retire paisiblement de lui-même dans ses anciennes limites, proclame que les beaux temps de son histoire sont passés. Il entre visiblement dans la période de son déclin. » Cet important mémoire vaut à Tocqueville d'être nommé membre de 1842 à 1844, de la commission royale sur la colonisation.

La situation, grâce à Bugeaud, a beaucoup évolué sur le plan militaire en Algérie : la prise de la smala d'Abd-el-Kader (1843), la défaite des Marocains à la bataille d'Isly (1844), et l'échec de l'insurrection de 1845. Bugeaud commence à intervenir en Kabylie. Tocqueville rend hommage, constatant que, grâce à Bugeaud, « la guerre en Algérie est encore un embarras, mais n'est plus un péril, » mais il s'oppose violemment à l'ensemble de son action et de ses projets. Dans sa première *Lettre sur l'Algérie* (1837), Tocqueville voulait que la France et son armée laissent à l'écart la Kabylie pour sauvegarder une zone de paix et tenter de développer des liens commerciaux. Il ne cesse ensuite, dans ses interventions et ses textes, de s'opposer à toute tentative d'intrusion en Kabylie. Il juge cette volonté de Bugeaud d'y pénétrer, malgré l'opposition de la Chambre, comme une menée factieuse devant laquelle le gouvernement a choisi par lâcheté « le parti de la résignation, [...] On n'a point désavoué le maréchal Bugeaud, on ne l'a pas rappelé. » Il ajoute : « Lorsque j'entends qu'une démission a été offerte par le maréchal Bugeaud et n'a point été acceptée, je ne puis m'empêcher de supposer que ce qui fait maintenir le maréchal Bugeaud en Afrique est bien moins le bien qu'on attend là de lui pour la France, que le mal qu'on pourrait craindre de lui ici, à Paris. » Tocqueville renouvelle ses critiques contre les méthodes d'administration de Bugeaud : « il n'a rien fait, dit-il, pour parvenir au grand but que doit se proposer la France, l'établissement d'une société européenne en Afrique ». Pire encore depuis le début, la question d'Afrique, considérée par le gouvernement comme un objet secondaire, n'a été dirigée par personne. Et il conclut en proposant comme remède la création pour l'Algérie d'un ministère spécial, confié à un homme politique, et en réclamant de tous un effort soutenu pour régler cette affaire qui est, à ses yeux, « la plus grande du pays, et qui est à la tête de tous les intérêts de la France dans le monde ».

Le 5 avril 1846, Tocqueville écrit à Lamoricière : « Croyez-vous possible de laisser côte à côte dans le même territoire une population européenne et une population arabe ? Il y a des gens qui prétendent que cela est non seulement possible mais nécessaire. Ils disent qu'il est très avantageux de laisser à côté du capital européen le bras de l'Arabe. Pour mon compte, je trouverais ce mélange des deux populations très désirable sous bien des rapports, mais je ne crois guère à sa possibilité. Mon expérience *coloniale* [c'est Tocqueville qui souligne] me suggère sur ce point plus que des doutes et l'histoire les corrobore. On a quelquefois vu un peuple très civilisé s'amalgamer avec un peuple barbare, mais cela n'est arrivé que quand le civilisé était le faible et le barbare le fort. Quand l'un des deux était tout à la fois le plus civilisé et le plus fort, il ne s'est pas amalgamé à l'autre, il l'a détruit ou repoussé. Je désirerai ardemment qu'il n'en soit pas ainsi en Afrique, mais j'en ai peu d'espérance. »

Pour Tocqueville, l'Algérie est un vif sujet de préoccupation, puisque, toujours en 1846, d'octobre à décembre, il y retourne avec trois collègues du parlement : voyage semi-officiel effectué en compagnie d'un journaliste retrouvé à Alger, Bussière. Tocqueville ne nous a pas laissé ses impressions, mais Bussière nous les a fait connaître dans un long article publié quelques années plus tard où il mêle de façon très vivante le récit de ce voyage avec des réflexions sur les différents systèmes de colonisation. D'abord dirigés par Bugeaud, (auquel l'auteur rend un vibrant hommage tout en regrettant avec humour ses préjugés hostiles contre les civils), les voyageurs, après avoir traversé à la hâte le village civil de Boufarik, s'attardent à Beni-Mered, colonie militaire objet de toute l'affection du maréchal, et combien ingrate pourtant, puisque les soldats viennent de demander la

dissolution de la communauté Bugeaud pour les punir, vient de la leur accorder. Après Blida, ils s'engagent dans le territoire mixte, sans routes et sans villages. Ils escaladent le col de Mouzaïa, où ils rencontrent à leur grande stupeur deux Français seuls et à pied : réprimandes de Bugeaud pour leur imprudence, mais il est flatté quand même de ce témoignage involontaire sur la sécurité obtenue grâce à lui. À Médéa, bivouac chez le fidèle Bou-Alem, qui leur offre la diffa, puis à leur départ, une escorte de 150 cavaliers et une furieuse fantasia : le maréchal, d'abord diverti, finit par être étourdi, et voudrait bien l'abrèger, mais comment faire entendre cela à des Arabes? À Miliana, au dîner, une députation de civils vient troubler la fête en réclamant une administration municipale et un juge de paix: « c'était blesser Achille au talon », et Bugeaud les congédie avec humeur. Arrivés à Orléansville, les voyageurs sont accueillis par Saint-Arnaud, alors colonel, et Bugeaud, encore sous le coup de la colère, se plaint à lui : « sont-ils fous? Ils ne peuvent rien faire sans nous, et les voilà qui veulent se séparer de nous ! » Il est vrai pourtant qu'il y avait des abus: le soir même, assistant à une pièce de théâtre, Bussière est arrêté par un simple sergent qui le menace de « le mettre dedans, s'il persiste à... prendre l'air à l'entracte ! » Avec Tocqueville, il rit beaucoup de cette petite aventure : « je sais maintenant, lui dis-je, ce que c'est qu'un territoire mixte : c'est un territoire mêlé de sergents ». Cependant, ils trouvent des prétextes pour se séparer du maréchal, et après avoir traversé sous la conduite de Canrobert le Dahra récemment soumis, ils embarquent à Ténès à destination d'Oran, où ils sont reçus par Lamoricière, puis ils retournent à Alger, dont ils visitent les environs. Deux jours plus tard, Tocqueville s'embarque pour Philippeville, d'où il regagne la métropole. Il a pu, pendant son séjour, apprécier avec Bussière les villages de colonisation de l'Algérois, dont l'évocation fait aussi l'intérêt de l'article. Tantôt villages en plein essor, comme Boufarik, « ce lieu maudit devenu un délicieux jardin », Chéragas (454 habitants, un « très joli village entouré de plantations qui lui donnent un air de vie », ou encore Montpensier, qui, grâce à ses vaches, « pourrait être appelé la laiterie de Blida ». Tantôt villages hélas ! encore insalubres, comme Zéralda, qui est « ce qu'il y a au monde de plus pauvre, de plus fiévreux, de plus cadavéreux ». Partout, les colons réclament « un clocher qui, comme ils le disaient, leur rappelât qu'ils sont des hommes et qu'ils ont un Dieu, ainsi qu'un coin de terre sainte qui pût distinguer leur sépulture de celle des bêtes sauvages dont ils sont entourés », et le maire de Zéralda en est réduit à transporter le corps de son fils âgé de 10 ans jusqu'à la Trappe, pour que les moines l'enterrent dans leur cimetière. Partout, des exemples de courage, comme celui de ce nommé Porcher, de Baba-Hassen, qui, tout en arrachant le palmier nain, se nourrit pendant trois mois avec des escargots et des racines que sa femme ramasse ou encore celui de ce Melchior Pausson, contraint de vendre jusqu'à ses instruments de culture, mais qui conserve toute sa dignité montrant aux voyageurs un mur percé de fenêtres, il leur désigne sa maison, et, dans un rouleau de bois de caroubier, il est fier de leur faire voir « l'arbre de son moulin ». Ce voyage renforce Tocqueville dans ses idées sur l'Algérie. Peu après son retour en France, en février 1847, il est nommé président et rapporteur d'une commission chargée d'examiner deux projets de loi, l'un relatif aux crédits extraordinaires destinés à l'Algérie, l'autre sur la création de camps agricoles suivant un nouveau projet de Bugeaud, qui, soutenu par Guizot, ne renonçait pas à son idée.

Les Bureaux arabes

Les Bureaux arabes sont des structures administratives mises en place par la France après la conquête de l'Algérie en 1830. Créés en 1832, leur but est le renseignement et la définition d'une politique indigène. Les Français connaissent mal le pays qu'ils occupent et ses habitants. Leurs connaissances de la langue, la religion, la culture sont très pauvres alors qu'ils doivent vivre au quotidien avec la population. Ainsi naît l'idée de *Bureaux arabes* qui permettraient d'établir un contact entre les autorités françaises et la population indigène. Dès 1833, une première expérience est menée par le capitaine Lamoricière dans la province d'Alger. En 1844, l'organisation des Bureaux arabes est définie par un arrêté ministériel. Dorénavant ceux-ci sont un lien entre l'autorité militaire française et les indigènes. Les officiers travaillant dans ces bureaux doivent donner des renseignements sur l'esprit des populations, fournir ce qui est nécessaire à l'administration des tribus, surveiller que les impôts sont payés, rendre plus facile le prélèvement des terres pour la colonisation, assurer la police et rendre la justice.

Bugeaud a mis en place en Algérie un système de gouvernement indirect dont la consécration est l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1844 organisant les Bureaux arabes¹. À cette époque, un Bureau arabe comprend un officier, chef de service, assisté d'un ou deux officiers adjoints, un cadî chargé de rendre la justice, et pourvu parfois d'assesseurs, un secrétaire français, un secrétaire indigène chargé de rédiger la correspondance en arabe, un interprète, un chaouch² et quelques ouvriers recrutés dans le pays. Le Bureau ne s'encombre pas de paperasserie. C'est un organe d'action. Son action est d'abord politique. Il surveille la conduite des chefs, propose au besoin la destitution de ceux dont les abus de pouvoir peuvent provoquer des troubles. Il désigne au général commandant la division, l'homme qui lui semble le plus digne d'exercer la fonction de chef. Il règle les différends entre tribus. Son

¹ Marcel Emerit, « Les bureaux arabes », *Documents algériens*, Série politique n°10, Alger, Service d'information du Cabinet du gouverneur général de l'Algérie, 1949, p. 1.

² Grade de sergent dans l'armée turque.

action judiciaire s'exerce au moyen d'un officier qui juge toutes les affaires civiles. Le *cadi* exerce ses fonctions sous sa surveillance et se borne souvent à conseiller, en qualité d'expert du droit coranique. Les questions criminelles sont du ressort des tribunaux militaires, mais l'officier du Bureau arabe prend les renseignements et réunit le dossier de chaque affaire. En cas de procès entre Arabe et un Européen, il sert d'avocat consultant pour le musulman qui n'est pas encore initié aux lois françaises. Les Bureaux arabes sont d'«utiles intermédiaires entre les indigènes et les autorités françaises, les directeurs de ces bureaux sont, pour les chefs de la colonie, des agents éclairés, des auxiliaires indispensables, pour les Arabes, des maîtres respectés, des arbitres impartiaux, souvent des amis et de sages conseillers.¹»

Le Bureau a des attributions financières. Il fixe la redevance de chaque tribu, dîme du bétail ou dîme des récoltes, perçue par les chefs indigènes. Ainsi, un nommé Si Kaddour, «lourd et fort gras» se proposant de fournir de la paille à l'armée française², mais ne s'acquittant pas de sa tâche car il passe son temps à régler la *diffa*³ de son investiture, se voit retirer ses fonctions par les Français. Le bureau arabe expédie aux fonctionnaires français des Finances les sommes versées. Il dirige l'instruction et les cultes. Il inspecte les écoles coraniques et surveille les religieux. Les officiers des «bureaux arabes» sont les véritables artisans de la colonisation de l'Algérie. Le renseignement constitue leur activité première. Ils ont autorité en matière de police, de fiscalité, d'enseignement, ou d'administration économique⁴. Ils cumulent deux fonctions, ils peuvent faire usage de la force brutale ou de la gestion institutionnelle c'est-à-dire la santé, l'approvisionnement. Leur situation est parfois ambiguë comme agents du gouvernement, ils doivent accueillir les colons, mais seuls représentants des populations indigènes, ils en sont aussi les défenseurs. Au combat, les officiers des affaires arabes sont à la tête des goums. Ils éclairent les colonnes d'infanterie et mènent les charges de la cavalerie auxiliaire, comme le capitaine Ducrot avec les goums du Titteri dans la colonne Yousof. D'autres conduisent seuls au combat leurs groupes de partisans, tel le capitaine Lapasset, qui affronte Bou Maza, fort de vingt-cinq cavaliers et sept cents fantassins, avec cent vingt hommes seulement près de Mazouna. Après l'action militaire, ils sont chargés de reprendre les tribus en main. Ils peuvent pour cela compter sur des chefs sans scrupule comme l'aga Bou Medine. Les chefs arabes ralliés aux Français profitent des troubles pour s'enrichir. Ils pillent les propriétés des rebelles. Au mois d'avril 1846, Lapasset constate la misère effroyable du pays. Il ajoute : «Avec des gens moins fanatiques, moins haineux, un tel état de détresse ouvrirait les yeux des moins clairvoyants, et ils comprendraient que ce n'est qu'avec la paix que peuvent se terminer de pareilles infortunes. Mais ces farouches montagnards rejettent sur les chrétiens la cause de leurs misères, et nul doute que si Bou Maza paraît, ils feront cause commune avec lui.» Plus que jamais les Bureaux arabes sont convaincus que la force est nécessaire pour tenir les populations. En 1846, on assiste à la trahison générale des chefs. Sur quatre-vingts fonctionnaires, soixante-huit passent à l'insurrection. Sur les douze restés fidèles, huit ont été assassinés, dont six auraient trahi s'ils avaient vécu plus longtemps. Lapasset proclame en juillet 1847 : «Le chacal et l'Arabe, disaient les Turcs, sont deux animaux qui ne s'appriivoient jamais. Ce mot des anciens dominateurs doit nous guider dans notre ligne de conduite vis-à-vis de cette race que l'on peut terrasser, mais non s'attacher.⁵»

Les enjeux de la colonisation

La colonisation en Algérie rencontre-t-elle tout le succès escompté ? Les premières années de la conquête mettent un terme à l'anarchie qu'était finalement le gouvernement turc⁶. Les chrétiens, les Juifs et les esclaves noirs sont libérés de l'emprise musulmane. Bugeaud dresse un constat similaire mais il constate que la presse critique et finit par forger les opinions. Dans une lettre adressée à Thiers, il peste contre les discussions de la Chambre qui ne veut pas accorder des crédits supplémentaires. Les rapporteurs Dufaure et Bignon ont été influencés par les journaux mais Bugeaud jubile lorsqu'il apprend le rétablissement de l'instruction publique à Constantine car «favoriser et diriger l'éducation de la jeunesse musulmane, écrit-il, c'est nous emparer de l'un des leviers les plus puissants pour agir en notre faveur sur des populations que nous sommes appelés à gouverner.⁷» Ismaïl Urbain préfère défendre la sociabilité indigène. Il souhaite que l'on respecte la culture locale. Il critique la jeune administration coloniale lorsqu'elle est marquée par l'ignorance et le dédain brutal. Ainsi déplore-t-il que la fête royale ait été organisée un dimanche, sans que l'administration n'ait rien prévu le vendredi, jour chômé des musulmans, se privant ainsi des bénéfices symboliques et politiques du prêche prononcé aux mosquées en l'honneur du roi Louis-Philippe. Certains considèrent que l'intervention française en Algérie est une agression

¹ Françoise Durand-Evrard et Lucienne Martini, sous la direction de, *Archives d'Algérie 1830-1960*, Paris, Hazan, 2003, p. 51. Rapport sur les bureaux arabes, non signé, 23 juillet 1847. C.A.O.M. F80/1676.

² Richard, *Étude sur l'insurrection du Dahra, 1845-1846*, Alger, 1846, p. 151.

³ Réception des hôtes de marque, accompagnée d'un repas.

⁴ Schmitz, *Annales*, 49^e année, n°4, juillet-août 1994, pp. 1007-1008.

⁵ Jacques Frémeaux, *Les bureaux arabes dans l'Algérie de la conquête*, Denoël, «L'aventure coloniale de la France», 1993, p. 119.

⁶ Alf Andrew Heggoy, *The french conquest of Algiers, 1830*, Université de Géorgie, Université de l'Ohio, 1986, p. 61.

⁷ Françoise Durand-Evrard et Lucienne Martini, *Archives d'Algérie 1830-1960*, Hazan, 2003, p. 115. C.A.O.M. 139 APOM 8/3/1. Lettre du maréchal Bugeaud au général Bedeau, 6 mars 1847.

contre un pays indépendant. Théophile Gautier n'hésite pas. Il écrit depuis Alger le 19 août 1845 : « L'Algérie est un pays superbe où il n'y a que les Français de trop. ¹ » Charles Colmance lance en 1847 *le Chant de l'Arabe* : « Vous Français qui troublez la paix, l'indépendance de nos foyers, Qui de vous blâmera la juste résistance de nos guerriers ? ² »

L'Algérie est un gouffre d'hommes et d'argent. La France veut la gloire militaire et elle veut de l'économie, or la gloire est chère et on ne peut pas en avoir au rabais. Les effectifs de la conquête d'Alger à la reddition d'Abd el-Kader sont passés de 18 000 à 108 000 hommes. Les Français envoient un corps de soldats albanais utilisé comme troupes irrégulières³. La colonisation française en Algérie se heurte aux problèmes sanitaires. En 1847, le corps de santé utilise les pierres du théâtre antique de Tipasa pour la construction de l'hôpital de cholériques de Marengo. Le procès de la colonisation commence. À Saint-Denis-du-Sig, une tentative coloniale d'inspiration saint-simonienne et fouriériste échoue. Lamoricière, pourtant, protège cette expérience originale à partir de 1845. L'État concède, près d'un barrage qui vient d'être construit 3 000 hectares à une société, l'*Union Agricole*. Celle-ci s'engage à installer 300 familles européennes. C'est un grand essai de colonisation. L'originalité réside dans l'organisation de la société. Créée par les disciples de Fourier, elle a pour principaux actionnaires des petits bourgeois de Besançon, la ville natale du doctrinaire. Des officiers de l'armée de terre et de la marine arrivent également comme colons. D'inspiration phalanstérienne, les fouriéristes se distinguent des saint-simoniens par leur hostilité à l'intervention de l'État. L'Union agricole du Sig est fondée sur le principe de l'association du capital et du travail. On espère échapper à la fois aux inconvénients des grandes concessions individuelles et de la petite colonisation. Les actionnaires sont divisés en trois catégories : les colonisateurs fondateurs de la société employés aux tâches administratives, les colons travailleurs et les commanditaires. Les travailleurs peuvent devenir par leurs talents des actionnaires et entrer dans la catégorie des colonisateurs s'ils remplissent les conditions réglementaires de capacité, de bonne conduite et de séjour dans la colonie. Tout le monde a droit à la gratuité des soins médicaux, à la retraite vieillesse ou d'invalidité et à l'instruction des enfants à l'âge de sept ans. Le capitaine d'artillerie Gautier en prend la direction mais n'étant ni administrateur, ni agronome, il n'est pas parvenu à attirer suffisamment de familles européennes. Le travail en commun calqué sur le modèle du phalanstère est la cause principale de l'échec. Le fouriériste Jules Duval en est l'administrateur à partir de 1847. La population est trop mobile. Une discipline régulière ne peut lui être imposée. Le travail sociétaire devient plus coûteux et moins lucratif que le travail salarié. Bugeaud leur est hostile mais le duc d'Aumale le remplace le 11 septembre 1847 et fait merveille comme administrateur en créant des préfets assistés d'un conseil. Il organise un régime municipal.

Pour faire accepter la domination française, on a recours à l'argument économique. L'Européen a besoin de l'Arabe pour faire valoir ses terres, l'Arabe a besoin de l'Européen pour obtenir un haut salaire. Les armes ont décimé certaines tribus, d'autres s'enrichissent en commerçant avec le nouvel occupant. Les Français apprennent à connaître les populations conquises. La colonisation s'inspire du fouriérisme et du saint-simonisme. Elle doit couvrir l'Algérie de véritables phalanstères soit théocratiques, soit militaires, soit économiques. De petites communautés sont fondées où la propriété et la vie individuelle ne s'y trouvent pas, et dans lesquelles chaque citoyen travaille comme l'abeille suivant un même plan et un même but, non dans son intérêt particulier, mais dans celui de la ruche. Un officier de l'armée d'Afrique estime, en exagérant quelque peu, que la mise en valeur de 1 000 hectares, soit un village de 100 familles produit un capital de 610 000 francs. Pour le général Bedeau, des essais de colonisation, en tous genres, peuvent être faits, « à l'exception d'un seul, celui des pauvres, qui paraît très onéreux pour l'État en raison des dépenses de première mise et de la faiblesse des résultats obtenus. ⁴ » L'irrigation L'irrigation occupe une place importante dans la valorisation agricole du territoire. « Aux environs d'Alger, dit M. Moll, et notamment dans la plaine du Hammah, quoique l'arrosage ne s'y fasse en majeure partie qu'au moyen de norias très défectueuses, cette seule circonstance que l'eau n'est qu'à quelques mètres de la surface suffit pour que l'hectare se loue 1 000 fr. et plus. ⁵ » D'autres documents confirment que, dans un rayon assez étendu autour d'Alger, d'Oran et de Bône, la location de l'hectare avoisine jusqu'à 1 600 francs. La colonisation de l'Algérie est en marche. En 1847, 109 000 Européens y sont installés dont 52 000 Français. La conquête permet un accroissement de 40% du tonnage des ports méditerranéens français. Le commerce se développe. En 1831, les douanes occasionnaient une dépense de moins de 30 000 francs. En 1847, le coût est vingt fois plus élevé, soit 600 000 francs. L'autre moyen permettant de maîtriser le territoire algérien consiste à réformer la religion musulmane. Un synode doit être formé selon les croyances et les mœurs. Il est présidé par un religieux respecté. Des émirs réputés de sainteté peuvent être de bons auxiliaires. Le sentiment religieux est puissant dans l'ancienne régence. Les mariages mixtes sont autorisés. Mahomet dans son Coran accorde aux musulmans la faculté d'épouser des chrétiennes mais il ne donne pas le même droit aux chrétiens de pouvoir se lier avec des musulmanes. Pourtant, il

¹ Théophile Gautier, *Voyage pittoresque en Algérie*, cité par Franck Laurent, *op. cit.*, p. 194.

² J.-P. Bertaud, R. Bourderon, J. Bruhat, J. Elleinstein, *Histoire de la France contemporaine*, éditions sociales, 1979, t. III, p. 65.

³ A.M.A.E., C.P., Turquie, La Canée, 16 avril 1847.

⁴ *Revue des Deux Mondes*, « De la colonisation de l'Algérie. Plan et budget d'exploitation », avril à juin 1847, p. 265

⁵ A. Cochut, « Des ressources agricoles de l'Algérie », *Revue des Deux Mondes*, 1846.

faut introduire la morale parmi eux. Le droit canon et la force sont deux éléments opposés. Les mariages mixtes sont déjà en usage en Algérie mais le code religieux du Coran n'autorise pas ces unions¹. L'idée germe d'envoyer les maronites du Liban s'installer en Algérie. Le capitaine Richard propose de répandre des prophéties dont les musulmans sont friands. Avantageuses pour les Français, elles favoriseraient la colonisation. Il convient aussi de former des troupes de réserves dans le Midi pour parer au pire.

En 1847, dans son rapport, Tocqueville met donc en garde contre les abus de la colonisation : « La commission est convaincue que de notre manière de traiter les indigènes dépend surtout l'avenir de notre domination en Afrique, l'effectif de notre armée et le sort de nos finances ; car, en cette matière, les questions d'humanité et de budget se touchent et se confondent. Elle croit qu'à la longue un bon gouvernement peut amener la pacification réelle du pays et une diminution très notable dans notre armée. Que si, au contraire, sans le dire, car ces choses se sont quelquefois faites, mais ne se sont jamais avouées, nous agissions de manière à montrer qu'à nos yeux les anciens habitants de l'Algérie ne sont qu'un obstacle qu'il faut écarter ou fouler aux pieds ; si nous enveloppions leurs populations, non pour les élever dans nos bras et vers le bien-être et la lumière, mais pour les y étreindre et les y étouffer, la question de vie ou de mort se poserait entre les deux races. L'Algérie deviendrait, tôt ou tard, croyez-le, un champ clos, une arène murée, où, les deux peuples devraient combattre sans merci, et où l'un des deux devrait mourir. Dieu écarte de nous, Messieurs, une telle destinée ! » Dans une deuxième partie, Tocqueville étudie le gouvernement des Européens. « L'objet final de la France doit être non pas la création d'une colonie proprement dite, mais l'extension de la France elle-même au-delà de la Méditerranée. Et quel est le secret pour faire venir les Européens dans un pays nouveau ? Faites qu'ils y rencontrent les institutions qu'ils trouvent chez eux... faites qu'on y soit aussi bien et s'il se peut mieux qu'en Europe... Tel est le secret... il n'y en a point d'autre. » Il faut rester forts, éviter de faire douter de notre volonté de dominer et éviter les excès de bienveillance. Tocqueville cite la construction de mosquées par priorité sur les églises et les bateaux mis à la disposition des pèlerins de La Mecque. Il faut aussi éviter les abus, et il condamne notamment les spoliations de terres. Il réclame des élections municipales et il s'oppose à tout crédit pour la colonisation militaire de Bugeaud. En 1846, dans le débat sur les crédits extraordinaires, non seulement Tocqueville fait rejeter les demandes de fonds pour les colonies militaires chères à Bugeaud mais il dénonce sans arrêt sa conduite de la guerre, ses pratiques, les actions qu'il mène contre l'avis parfois du gouvernement : « Ainsi donc, je reconnais pleinement les grandes qualités militaires de M. le maréchal Bugeaud ; mais ceci dit, il me sera permis d'ajouter que M. le maréchal Bugeaud n'a rien fait, rien, il a nui [...]. Il n'a donc rien fait, et souvent il a empêché de faire. »² Les conclusions de Tocqueville sont passionnées : « la domination paisible et la colonisation rapide de l'Algérie sont assurément les deux plus grands intérêts que la France ait aujourd'hui dans le monde. Notre prépondérance en Europe, l'ordre de nos concitoyens, notre honneur national, sont ici engagés de la manière la plus formidable. » Pour éviter l'échec, le gouvernement retire ses projets, et Bugeaud donne sa démission. Quelques jours avant, dans une lettre adressée au ministre de la Guerre le 2 mai 1847, Bugeaud règle ses comptes avec la monarchie de Juillet : « Vous envahissez leurs terres, en grande partie, avec le rebut des nations de l'Europe, en prétendant leur apporter la civilisation sous les haillons de ces misérables introduits sur la terre conquise, à qui vous distribuez la terre des Arabes [...] Vous leur faites payer des impôts que, d'après leurs lois, ils ne doivent que pour les œuvres religieuses. Vous les soumettez à des corvées continuelles, soit pour approvisionner vos places fortes, soit pour labourer la terre de leurs étranges civilisateurs. Vous les faites marcher avec vous à la guerre pour combattre leurs frères. Enfin, par tous les points, vous blessez leurs mœurs, leurs intérêts, leur religion. » Puisqu'on ne lui permet pas de coloniser le pays à sa guise (pas plus d'ailleurs que d'achever la conquête de la Kabylie), le maréchal se retire. Ce départ précède de peu la révolution de 1848. Tocqueville, de son côté, deviendra ministre des Affaires étrangères de la Seconde République.

La reddition d'Abd el-Kader, 23 décembre 1847

Le commandant Courby de Cognord et environ une petite centaine d'autres combattants sont faits prisonniers lors des combats autour de Sidi-Brahim. À Sidi-Moussa, les deux cents hommes commandés par le lieutenant Marin sont capturés. Abd el-Kader est embarrassé par tant de captifs car il lui faut secourir et nourrir aussi tous ses blessés. En 1846, la guérilla devient de plus en plus difficile et l'émir doit couvrir un territoire immense de plus en plus contrôlé par l'armée française. Une ultime tentative d'Abd el-Kader pour soulever la Kabylie échoue. Les chefs de tribu ne le suivent plus et certains se rallient aux Français. Pourchassé, Abd el-Kader se réfugie de plus en plus souvent dans le Rif marocain où il est rejoint par Bou Maza. Pendant encore deux hivers, l'émir est partout. Il a été blessé plusieurs fois dont une sévèrement à Sidi-Brahim. Il fait le coup de feu à Aît Témouchent, fonce vers l'oued Isser avec Yousouf sur ses traces, file vers Boghar pour se ravitailler auprès des Ouled Naïls, mais ceux-ci n'ont plus de fourrage car Bugeaud a interdit les parcours de pâturage du Nord aux tribus. Traqué sans répit, le

¹ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 56.

² Tocqueville, *Œuvres complètes*, III, 1, Gallimard, 1962, pp. 299-300.

chef rebelle algérien doit finalement mener une existence de proscrit. L'armée marocaine avance. Elle est forte de 30 000 hommes. Abd el-Kader en a 3 000. En 1847, Abd el-Kader prépare un audacieux coup de main. Il décide d'enlever les deux fils du sultan marocain¹. À la nuit, Abd el-Kader et ses *khalifas* Bou Hamidi et ben Thami se dirigent avec leurs guerriers les plus sûrs vers le campement de fils du sultan. Marchant derrière les cavaliers, des fantassins tiennent par le licol des dromadaires enduits de goudron auxquels ils comptent mettre le feu juste avant de les lâcher parmi les tentes marocaines. Profitant de l'affolement provoqué par l'intrusion des bêtes enflammées, Abd el-Kader et ses *khalifas* prévoient de s'emparer de leurs ennemis. Approchant de son objectif, Abd el-Kader songe que dès qu'il aura ces otages entre les mains, le sultan rappellera certainement son armée et, à coup sûr, subjuguées par son coup d'éclat, toutes les tribus frontalières le rejoindront. Mais, soudain, juste avant qu'ils n'enflamment leurs énormes torches vivantes, ses hommes sont cernés par quelques centaines de Marocains prévenus de leur arrivée par un proche de l'émir stipendié. Rentré par miracle indemne à sa *deïra*², Abd el-Kader admet que tout est perdu.

Les désastres s'accroissent : Hamidi, l'envoyé spécial de l'émir auprès du sultan du Maroc, est empoisonné car Abd el-Kader représente de plus en plus un danger intérieur et extérieur pour le souverain chérifien. Ben Aïssa Barkani, son gouverneur de Médéa, périt à Taza. Ses frères se rendent. Puis intervient la reddition à Bugeaud de ben Salem, son lieutenant préféré, et celle de Bou Maza à Saint-Arnaud. Ces échecs sont maigrement compensés par une victoire sur les troupes de Mouley Hachem, neveu du sultan du Maroc. Après de nombreuses défections autant dues aux prodigalités financières du sultan qu'à une trop longue inaction, Abd el-Kader refuse de mener ces derniers fidèles au massacre. Il fuit, cherche à passer la Moulouya et trouve un gué. Le chérif marocain a gagné mais il ne sort pas indemne de cette poursuite contre l'émir. Il est devenu l'instrument des Français. En Naciri écrit : « Face à l'Europe, nous sommes comme un oiseau sans ailes sur qui fond l'épervier.³ »

Cherchant à rejoindre le Sud, Abd el-Kader est intercepté par le général Lamoricière à Sidi-Brahim qui lui promet de l'envoyer à Saint-Jean-d'Acre ou à Alexandrie. Il écrira plus tard : « J'aurais désiré le faire plus tôt : j'ai attendu l'heure que Dieu m'avait fixée. Le général m'a donné sa parole en laquelle j'ai entière confiance. Je ne crains pas qu'elle soit rompue par le fils d'un aussi grand roi que le roi des Français. » Le 25 décembre 1847, il se rend et remet ses armes. Présenté au duc d'Aumale, gouverneur général de l'Afrique, il prononce les paroles suivantes : « J'aurais voulu faire plus tôt ce que je fais aujourd'hui ; j'ai attendu l'heure marquée par Dieu ; le général m'a donné une parole sur laquelle je me suis fié ; je ne crains pas qu'elles soit violée par le fils d'un grand roi comme celui des Français.⁴ » Le lendemain, il offre son cheval noir, signe de soumission : « Je t'offre ce cheval, le dernier que j'ai monté. C'est un témoignage de ma gratitude et je désire qu'il te porte bonheur. – Je l'accepte, répond le prince, au nom de la France dont la protection te couvrira désormais, comme un signe d'oubli du passé. » Il est prévu d'élever un monument de forme pyramidale à l'endroit où Abd el-Kader s'est rendu. Cette reddition marque l'échec définitif d'une expérience qui aurait pu être pour l'Algérie ce qu'a été celle de Méhémet-Ali pour l'Égypte⁵.

Cet aman d'Abd el-Kader suscite la colère et la jalousie de Bugeaud qui n'a reçu aucune arme du rebelle qu'il a tant combattu. Magne, le confident de Bugeaud, en fait part à Guizot qui s'empresse de convoquer le conseil des ministres. Le ministre de l'Intérieur, Duchâtel, trouve la solution. Il faut aller chercher une hache d'armes à l'Opéra et l'offrir à Bugeaud. Le gouvernement s'exécute et Bugeaud reçoit ce trophée : « Le gouvernement vous prie d'accepter la hache d'armes d'Abd el-Kader.⁶ » Le maréchal, surnommé Scipion l'Africain, repart satisfait, en grande tenue, la hache sur l'épaule.

L'Égypte sous influence française ?

Les échanges culturels entre la France et l'Égypte incitent l'étudiant Rifat al-Tahtawi à mettre en pratique les fruits de son expérience parisienne. Il se dépense sans compter. Il enseigne et il est l'initiateur de la création en 1835 de l'école des langues dont l'objectif est de former des traducteurs. Ayant séjourné plusieurs mois en France, de 1826 à 1831, et vu combien les Antiquités y étaient appréciées, prend la direction du tout nouveau musée créé en 1836. Malgré ses efforts, le musée se vide, en proie toujours aux libéralités des souverains, et ferme vingt ans plus tard.

L'Égypte nouvelle est une création du « génie français ». Dès 1835, le jeune prince Saïd apprend le français avec Koënyg. Saïd bey, que le vice-roi destine un jour au commandement de la marine égyptienne passe sa vie à bord d'un vaisseau, avec lui, une trentaine d'élèves apprennent le français⁷. L'économiste anglais Bowring

¹ Georges Fleury, *op. cit.*, pp. 351-352.

² Nom donné au regroupement des forces d'Abd el-Kader après la prise de la smala.

³ Bernard Lugan, *Histoire du Maroc*, Perrin, 2000, p. 209.

⁴ Bruno Étienne, François Pouillon, *op. cit.*, p. 52.

⁵ Jacques Frémeaux, *op. cit.*, p. 68.

⁶ *Charivari*, 8 janvier 1848.

⁷ *Revue de l'enseignement pour le Midi de la France*, Toulouse, janvier 1835, p. 192.

constate en 1840 : « aucune nation n'a autant contribué à la civilisation et au progrès de l'Égypte que les Français. » Le système scolaire se développe. L'Égypte compte cinquante écoles primaires, deux collèges ou lycées et des académies militaires ou civiles. Les voyageurs sont attirés par l'Égypte et suivent les traces des frères Champollion. Edgar Quinet relève, dans un chapitre capital du *Génie des Religions* paru en 1841 intitulé « De la renaissance orientale », que « chaque peuple veut mettre le pied sur cette terre où le Sphinx jette de nouveau son énigme ; et ce n'est pas seulement l'Europe qui se rapproche de l'Orient : celui-ci sort de son immutabilité, il apprend les disciplines modernes. L'Europe pour gouverner l'Asie, n'a plus besoin, comme Alexandre, de revêtir la robe asiatique. Constantinople a quitté le turban. »

Après la défaite égyptienne de 1840, la Syrie et le Liban retrouvent l'anarchie, les dissensions et la misère. L'occupation égyptienne est regrettée. Pendant son gouvernement, Ibrahim pacha a interdit toute forme d'agression contre les gens ou les biens. Un voyageur européen écrit : « Du temps d'Ibrahim pacha, une jeune fille pouvait se promener de Jérusalem à Damas une bourse d'or à la main¹ » et pour cela « tout le monde regrette vivement, dans ce pays, la domination de Méhémet-Ali, de beaucoup préférable, sous tous les rapports, à celle de sa Hautesse.² » Méhémet-Ali occupe désormais ses soldats aux travaux de la paix, à l'agriculture, à l'industrie et aux terrassements. Le baron d'Armagnac remarque que « les soldats égyptiens qui naguère avaient été élevés au niveau des soldats français, furent mis trois degrés au-dessous des soldats du pape.³ » Des Français rencontrent le vice-roi à Minieh le 26 janvier 1842. M. de Galem lui remet une lettre du docteur Pariset. Abandonnant le chibouk, caressant sa longue barbe blanche, Méhémet-Ali révèle que son projet d'envoyer à ses frais des savants explorer les sources du Nil est remis à l'année prochaine. Il souhaite en effet doter l'expédition de deux bateaux à vapeur et un seul est prêt. Ses visiteurs se demandent pourquoi Méhémet-Ali si volontaire, si autoritaire, abandonne et oublie un projet dès qu'il se dresse des obstacles ou des lenteurs. La Russie et l'Angleterre cherchent à développer leur influence économique en Égypte. La tâche semble ardue. Lefebvre écrit : « Tout le monde sait par exemple qu'il serait à peu près impossible à un Européen de faire le commerce en Égypte, sans s'adresser à Méhémet-Ali, et en supposant qu'un traité vint affranchir de tout monopole, il serait encore impossible, comme on le fait en Europe, de négocier avec les particuliers, on serait obligé de s'adresser aux agas ou chefs.⁴ »

En 1843, Méhémet-Ali dresse un plan d'aménagement du Nil. Il veut régulariser les inondations du grand fleuve. Pour cela, il s'agit d'établir tout le long du Nil un canal qui recueillerait les eaux de l'inondation, mais les garderait lors de la décrue. La finalité est de doubler et tripler les récoltes. Le vice-roi tient à savoir si son administration a de bons effets. Il se pose beaucoup de questions après son échec de 1840. D'après lui, le traité du 15 juillet a été rendu inévitable par la rivalité franco-britannique. Il pense qu'en définitive, avec le temps, la paix servira la France et handicaperait la Grande-Bretagne. Il pense même que la Porte regrette de lui avoir fait la guerre et de ne pas s'être appuyée sur lui. En revanche, les autorités, y compris son fils Ibrahim, lui auraient affirmé que c'est à lui, Méhémet-Ali, que l'on doit la déroute de l'armée en 1840 et l'extrême misère du peuple égyptien. Le vice-roi, de son côté, accuse Ibrahim pacha des désastres qu'il a essuyés. La mésintelligence règne entre les dignitaires du régime. Un jour, Méhémet-Ali assis sur son divan, reçoit son ami Tossizza : « Pourquoi cette tristesse ?, demande le courtisan, tout n'est-il pas fini ? Le pachalik d'Égypte n'est-il pas à vous, à votre famille ? Votre Altesse est du mieux avec les puissances européennes, et je ne vois pas d'où peut venir l'humeur noire dont elle est accablée. – Je tiens les puissances de l'Europe là-dedans, réplique le pacha, en montrant le fonds de sa tabatière qu'il venait d'ouvrir, mais ce qui m'afflige, c'est ma famille ; des dissentiments éclatent, ils augmentent.⁵ » Souffrant et malade, Méhémet-Ali croit au complot. Il pense être entouré de traîtres. Il se retire dans une maison de campagne où il déclare ne vouloir recevoir personne, ni ses enfants, ni ses ministres. Il repart pour Le Caire et veut se retirer à La Mecque⁶. Les liens entre la France et l'Égypte se distendent. Méhémet-Ali demande au Conseil général de santé de coopérer avec les médecins russes envoyés par le tsar pour lutter contre la peste⁷. Après sa défaite, Méhémet-Ali observe également un recul de sa production. Il adresse ses blâmes à Latif bey, inspecteur général des fabriques et souligne que sa mission est d'intensifier le travail afin de suffire aux besoins du peuple et d'éviter les importations et la fuite des capitaux. Méhémet-Ali recommande l'amélioration de la vie des ouvriers par des primes s'élevant à 5%⁸. En 1844, Boghos Youssoufian bey meurt dans la misère⁹. Son enterrement, célébré à la sauvette et réduit à l'essentiel, a lieu au Caire. Apprenant que son fidèle ami a été mis sommairement en terre, Méhémet-Ali entre dans une rage noire. D'Alexandrie, il envoie une lettre au gouverneur

¹ Yassine Soueid, *Histoire militaire des Mûqata'as libanais à l'époque des Chéhab 1698-1842*, Beyrouth, 1985, t. II, p. 767. Malherbe, *L'Orient*, t. II, p. 6.

² *Ibid.*, Malherbe, *op. cit.*, p. 34.

³ D'Armagnac, *Nezib et Beyrouth, souvenirs d'Orient, de 1833 à 1841*, Paris, J. Laisné, 1844, avant-propos, p. IV.

⁴ A.M.A.E., M&D, Afrique, vol. 13, décembre 1841, f° 84.

⁵ *Revue de l'Orient*, 1843, p. 44.

⁶ A.N. mar. BB⁴ n° 627. Rapport du capitaine de vaisseau Rolland, la *Minerve*, 10 août 1844.

⁷ René Cattau, *Le règne de Méhémet-Ali d'après les archives russes en Égypte*, Le Caire, 1931-1936, t. III, p. 712. Lettre de Clot bey à Krehmer, Le Caire, 22/12/1842.

⁸ Moustafâ Fahmy, *La Révolution de l'industrie en Égypte et ses conséquences sociales au XIX^e siècle (1800-1850)*, E.J. Brill, 1954, p. 20.

⁹ Gilbert Sinoué, *Le dernier pharaon*, J'ai lu, 1999, pp. 515-516.

du Caire commençant par : « Sale brute ! Âne bête ! » Il ordonne d'exhumer le corps de Boghos et de lui rendre les honneurs militaires. Des funérailles nationales sont enfin décidées.

La coopération entre l'Égypte et la France est néanmoins poursuivie. Méhémet-Ali semble ne garder aucune rancune envers la France. Il affirme qu'il a toujours eu à se louer de la nation française et de ses souverains : Louis XVIII, Charles X et Louis-Philippe. Le séjour d'Alî Mubarak (1844-1847) relance les échanges culturels. Les voyages d'étudiants égyptiens sont la preuve d'une acculturation décisive pour la naissance des lettres arabes égyptiennes modernes. Toutefois, Méhémet-Ali ne désire pas voyager en Europe. Nationaliste, il déclare que « l'Égypte lui plaisait et lui avait toujours plus assez pour qu'il n'enviât nulle autre contrée ; que, quant à l'instruction répandue parmi les nations européennes, il avait su la tirer de tous les étrangers qui étaient venus en Égypte, et faire son profit de ce qui lui avait paru bon. ¹ » Louis-Philippe a déconseillé à Méhémet-Ali de se rendre à Constantinople car il manifeste des craintes pour la sécurité du vice-roi, mais en 1846, le pacha se rend à Constantinople où il est accueilli avec beaucoup de déférence par le sultan.

C'est au cours d'une simple conversation entre Méhémet-Ali et Soliman pacha au sujet de l'éducation de leurs enfants que l'idée de les envoyer se former en France est lancée. Une mission scolaire se prépare pour y faire instruire les fils de Méhémet-Ali Hussein bey et Halim bey et ses petits-fils Ahmed bey et Ismail bey (le futur khédivé), ainsi que le fils de Soliman pacha, Iskander bey. Une école militaire égyptienne est fondée dans ce but à Paris en 1844. Soixante-dix étudiants (dont trente-quatre sont recommandés par Soliman pacha) choisis au sein des écoles militaires du Caire, parmi les ingénieurs, parmi les médecins et les spécialistes des langues étrangères viennent y suivre des cours de perfectionnement. Artin bey un ancien du collège égyptien, ministre de la guerre charge Jomard de mettre au point un programme d'études analogue à celui des écoles militaires françaises. Cette école enseigne les exercices militaires, les mathématiques, la physique, la chimie, l'histoire, la géographie, le français, le turc, l'arabe, le Coran et les lois islamiques². Au mois d'août 1844, les princes, les beys et les efendis gagent à Paris le siège de l'école située rue du Renard. Le lieutenant-colonel Rocquencourt la dirige. Les épreuves sont identiques à celles de Saint-Cyr. Des logements en ville sont affectés selon les classes sociales de chacun. Les princes accompagnés de leur précepteur arménien Stephan efendi logent dans de somptueux logements et sont placés sous la garde de la famille royale. Le fils de Soliman pacha est sous la tutelle du duc de Luynes. Ce dernier, en faisant un voyage en 1843 en sa qualité de sous-directeur des antiquités égyptiennes du musée Charles X, tombe malade et est très bien soigné grâce à Soliman pacha. En reconnaissance, il sert de tuteur à Iskander bey³. La journée d'études commence à 6 heures du matin et se termine à 22 heures. Exercices, leçons, récréations alternent d'après un emploi du temps strict. Le repos a lieu le dimanche et le jeudi après-midi. Le maréchal Soult, président du Conseil, le duc de Montpensier, les généraux Sébastiani, Rumigny et Aupick assistent à la remise des prix à l'École militaire égyptienne de Paris. Le maréchal Soult inspecte les élèves. Ils sont interrogés. On remarque leurs progrès. Stephan efendi, administrateur de l'école, prononce son discours : « Princes. Monsieur le maréchal ! L'École est vivement émue du triple honneur qu'elle reçoit aujourd'hui : organe de ses sentiments, je viens prier vos altesses et votre excellence d'agréer à cette occasion, et de daigner reporter au Roi l'expression de sa vive reconnaissance. L'Égypte a confié à la France ses enfants, ses princes, son avenir ; et la France, toujours grande, toujours généreuse, a accepté pour le fertiliser ce dépôt précieux, mais encore inculte. C'est un fait, Messieurs, de haute signification, et bien propre à proclamer les sympathies des deux pays l'un pour l'autre, que l'existence d'une école militaire égyptienne à Paris⁴. » En juin 1845, le prince Halim, fils de Méhémet-Ali, rejoint l'école avec avec vingt-deux autres élèves précédés de son neveu, Ismail, fils d'Ibrahim pacha qui a suivi auparavant un traitement à Vienne. Pendant les vacances, les princes rejoignent la famille royale à Fontainebleau, à Compiègne ou encore en Normandie. Les autres se livrent à des visites de Paris : manufacture de Sèvres, conservatoire des Arts et Métiers, Observatoire... Tous n'étudient pas avec le même enthousiasme. Ainsi Iskander bey montre peu d'aptitude aux études. Le duc de Luynes envoie des rapports catastrophiques à Soliman pacha qui fulmine et qui dit à tous ceux qui veulent l'entendre : « Il ne retient de la France que les mauvaises choses pourquoi ne veut-il pas en apprendre les bonnes ! » En mai 1846, Ibrahim pacha inspecte le collège égyptien et assiste à une distribution des prix. Il y remarque Ali Mubarak, Hamad et Ali Ibrahim. À l'issue de la cérémonie, il dit à ses fils : « Je vous recommande spécialement Ali Mubarak qui est l'espoir avec ses camarades de l'Égypte telle que je la souhaite ! » Ali Mubarak est sans conteste l'élève le plus brillant. Il part en janvier 1847 suivre les cours de l'école d'application de l'artillerie et du génie de Metz⁵. Envoyé en France dans le cadre de la mission scolaire, l'architecte égyptien Husayn Fâhmi y découvre l'intérêt pour l'art. De retour dans son pays, il va sauver et collectionner des éléments d'ornement islamique.

¹ *Revue de l'Orient*, 1843, p. 48.

² Daniel Panzac et André Raymond, *La France et l'Égypte à l'époque des vice-rois : 1805-1882*, Le Caire, 2002, p. 98.

³ Cattau, « Note au sujet d'une lettre de Soliman pacha sur l'éducation de son fils Iskandar bey » in *Bulletin de l'Institut d'Égypte*, t. XX, p. 227, cité par Caroline Gaultier-Kurhan, *Méhémet-Ali et la France 1805-1849*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2005, p. 217.

⁴ A.M.A.E., A.D.P. Égypte, vol. 1.

⁵ De retour en Égypte, il bénéficie de la faveur du khédivé Ismaïl. En 1870, il cumule les charges de ministre de l'Instruction publique et des Travaux publics. Il est chargé de la préparation des fêtes pour l'inauguration du canal de Suez.

Le rapprochement franco-égyptien est relancé à partir de l'année 1845. Après s'être rendu à Tunis, le duc de Montpensier débarque à Alexandrie, visite Le Caire, Suez, le mont Sinaï, la Haute-Égypte, et le 6 novembre 1845, un envoyé du ministère des Affaires étrangères apporte à Méhémet-Ali le grand cordon de la Légion d'honneur. Le vice-roi décide d'envoyer officiellement en France l'héritier du trône, Ibrahim, et le fait accompagner par Soliman pacha dont le fils étudie justement à Paris. Ibrahim pacha est un soldat rusé et sensé. Ses habitudes sont néanmoins vulgaires. Guizot le décrit comme un enfant gâté, seulement préoccupé du désir de devenir le prince le plus riche du monde. Personnage à la fois sensible et sanguinaire, il serait très attaché à son père et il lui obéirait servilement. Contrairement à son père qui ne souffre d'aucune infirmité à 75 ans, Ibrahim pacha est malade. Attaqué par la phthisie, sur les prescriptions de son médecin, le docteur Lallemand, il se rend en France, aux eaux thermales du Vernet, dans les Pyrénées. Soliman pacha l'accompagne dans sa cure. Le 3 décembre 1845, le docteur Lallemand arrive à Perpignan pour annoncer l'arrivée imminente à Port Vendres du steamer le *Nil* transportant Ibrahim pacha. Accompagné de neuf personnes et de sa suite, Ibrahim dîne chez le général de Castellane qui, dans ses Mémoires, fait le portrait de son invité : « Ibrahim Pacha a des yeux spirituels et vifs; son visage est marqué de petite vérole, il ne manque ni malice ni de finesse ; il est petit, replet, le cou court, le visage long, la barbe est blanche. Il marche difficilement à cause de son embonpoint ; il se dandine beaucoup; il est vêtu magnifiquement avec plusieurs décorations en diamant; il a, comme les personnes de sa suite une veste rouge couverte de galons d'or, une longue ceinture de draps d'or. » Rencontrant le général de Castellane, Soliman pacha discute de la guerre. La conversation porte sur l'Algérie. Ils sont d'accord tous les deux. Pour combattre une guérilla, il faut avoir « des colonnes mobiles de 1 200 et 600 chevaux, sans infanterie ¹ ». Après maints déboires, cette tactique avait réussi à Soliman pacha dans sa lutte contre les Druses. Ce sont les Anglais qui ont battu l'armée égyptienne, non pas les rebelles montagnards. Le duc d'Aumale a remporté la victoire sur la smala d'Abd el-Kader, par une charge éclair.

Après trois mois à Vernet-les-Bains, Ibrahim et Soliman passent six semaines à Paris. Lors des réceptions, Soliman pacha raconte ses exploits. Le séjour n'est qu'une succession de fêtes et de concerts. Lors des promotions du 1^{er} mai, Ibrahim pacha n'est pas oublié. Il est reçu grand-croix de la Légion d'honneur et il est invité aux Tuileries. Le 22 mai 1846, il assiste, avec Soliman pacha, à une parade des troupes de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr. L'apothéose se déroule au Champ-de-Mars le 25 mai où l'on célèbre les vainqueurs de Nezib. « Jamais, depuis Napoléon, le Champ-de-Mars n'avait servi de théâtre à plus brillante solennité », écrit Édouard Gouin, témoin de la scène. On montre au prince égyptien les monuments historiques de la capitale. Reçu en grande pompe à Paris, il peut admirer l'obélisque de Louqsor dans son nouvel environnement. Aux Invalides, reçus par le vieux maréchal Oudinot², ils se recueillent devant le catafalque de Napoléon. Soliman pacha, très ému, pleure. Ses jambes fléchissent et il doit quitter le tombeau, hâtivement³. Le 27 juillet, Soliman pacha est fait grand officier de la Légion d'honneur à titre étranger par Louis-Philippe. Les deux compères voguent ensuite vers l'Angleterre⁴ puis Soliman pacha traverse la France⁵. Il va au cimetière de Loyasse se recueillir sur les tombes de ses parents, sa mère mère étant décédée en 1814, son père en 1832. Au mois de septembre 1846, la France offre au vice-roi d'Égypte une horloge de style arabe, d'une valeur de 100 000 francs, qui ira garnir la cour centrale de la citadelle du Caire. Présenté comme un remerciement pour le don de l'obélisque, le cadeau de Louis-Philippe apparaîtra d'autant plus dérisoire que le mécanisme d'horlogerie tombera vite en panne⁶.

Ibrahim pacha s'amuse en France. On lui fait remarquer un tableau d'Horace Vernet montrant les mamelouks défaits pendant la campagne d'Égypte. Ce manque de tact lui permet de faire observer que la toile aurait dû avoir son pendant : le massacre des mamelouks de Napoléon à Marseille pendant la Terreur blanche. Il visite l'Observatoire. Il regarde la lune par la grande lunette astronomique. Il est stupéfait⁷. Les deux compères entrecoupent leur séjour par des incursions en Angleterre. À Londres, Ibrahim pacha est fêté comme un lion. Il assiste à une parade militaire où six mille hommes défilent impeccablement à Saint James Parc. Dans la tribune royale, il est présenté au duc de Wellington. Il visite Greenwich et dîne chez le président de la Compagnie des Indes orientales. Il se rend à l'opéra italien en compagnie de deux princes de la famille royale. Un banquet lui est offert à *Mansion House* par le lord Maire. L'élite londonienne est conviée. Au dessert, on fait circuler une coupe, celle de l'amitié. Des toasts sont portés à la reine Victoria, à Méhémet-Ali, à Ibrahim et à d'heureuses relations entre la Grande-Bretagne et l'Égypte. Lord John Russel conclut la série des toasts en exaltant la fraternité anglo-égyptienne. Au *Reform Club*, il préside un banquet où il a pour convives ses anciens adversaires, Palmerston et Napier. Charles Napier regrette d'avoir arraché les Syriens à la prétendue tyrannie du vice-roi car avec les Turcs, ils « sont retombés sous une tyrannie dix mille fois pire. » Palmerston affirme : « L'Égypte doit à cette heure se

¹ Castellane, *Journal du maréchal de Castellane, 1804-1862*, Paris, 1895-1897, t. III, p. 344.

² Gabriel Guémard, *Une œuvre française. Les réformes en Égypte d'Ali-Bey El Kébir à Méhémet-Ali (1760-1848)*, Le Caire, 1936, p. 376.

³ S.H.A.T. 1K308 n°10. Papiers Mondain. Kutchuk-Efendi, *Les contemporains*, Paris, 8 avril 1900.

⁴ *Hampshire Telegraph*, 5 mai 1846. Arrivée de Ibrahim Pacha à Portsmouth accompagné de Soliman Pacha. *The illustrated London News*, 13 juin 1846. Arrivée de Ibrahim Pacha à Londres et à Portsmouth accompagné de Soliman Pacha.

⁵ *Le Courrier de Lyon*, 26 septembre 1846. Annonce du passage de Soliman pacha en visite chez sa famille.

⁶ Robert Solé, *Le grand voyage de l'obélisque*, Paris, Seuil, 2006, p. 211.

⁷ Victor Hugo, *op. cit.*, p. 570.

rendre compte qu'elle n'a pas d'ami plus sincère que la Grande-Bretagne. » Ibrahim sourit. Il est édifié. Ibrahim pacha parcourt la *City*, admire les établissements industriels qui font la gloire de l'Angleterre. La frégate *Avenger* est mise à sa disposition. Il fait escale à Lisbonne où il présente ses hommages à un roi dont la reine vient de mettre au monde un enfant, puis il rentre en Égypte¹. Son séjour en Europe et la vue de la civilisation occidentale ont développé les idées politiques d'Ibrahim pacha. Il le prouve, à son retour en Égypte, par des mesures de tolérance. En remerciements des soins prodigués antérieurement, Ibrahim pacha fait envoyer, en 1847, une momie pour le Muséum d'Histoire Naturelle de Perpignan.

Les regards croisés d'amateurs français et égyptiens sont à l'origine de la sauvegarde notamment des monuments arabes du vieux Caire. Le mérite en revient aux architectes français, comme Pascal Coste, qui travaillent pour le vice-roi. L'influence du saint-simonisme laisse des traces profondes en Égypte. Les saint-simoniens ont fait fructifier les graines qu'ils ont semées sur la terre des pharaons. Jean-Jacques Ampère remontant le Nil avec Edem bey, ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts, remarque dans sa conversation un écho des théories saint-simoniennes : « Les idées saint-simoniennes et fouriéristes lui sont familières ; on sent qu'il a une certaine prédilection pour elles... Je le regarde et l'écoute avec curiosité. Eh ! quoi, c'est un Turc, un ministre du terrible exterminateur des Mamelouks, ce personnage à lunettes vertes parlant très bien français et développant tous les avantages qu'offre l'association des petites fortunes et des petites existences, avec une bonhomie que je crois sincère ! L'Orient, où l'idée de la propriété individuelle n'a jeté nulle part des racines bien profondes, est le pays où les théories socialistes ont, à quelques égards, le moins de chemin à faire pour s'établir. On y est fort accoutumé à l'exploitation par le gouvernement ; il n'y aurait qu'à la conserver en la régularisant, en la purgeant de despotisme, s'il est possible. Les idées de Saint-Simon ont laissé un germe en Égypte. »

Soliman pacha veut organiser des bataillons de sapeurs pompiers en Égypte sur le modèle des pompiers de Paris². Jomard qui avait accompagné Bonaparte en Égypte devient le porte-parole officieux du gouvernement égyptien à Paris³. En 1844, le ministre des Travaux publics le consulte pour le choix de machines-outils et la désignation d'un ingénieur demandés par Méhémet-Ali. Jomard est, en 1846, président du cercle oriental. Septuagénaire, il fournit en 1847 à Lambert bey, directeur de l'École polytechnique du Caire de passage à Paris, de la documentation sur les moulins à irrigation et sur la topographie du Caire. De retour en France, Enfantin poursuit le projet de percement du canal. Deux compagnies de diverses nations ont essayé de s'en emparer. Waghorn et Galloway relancent le projet de la voie ferrée contre celui du canal de Suez défendu par Ferdinand de Lesseps. *L'Illustration* du samedi 5 septembre 1846 affirme que le réseau ferré menace d'envahir jusqu'à l'Orient. « Les temps sont arrivés, explique Waghorn, où le gouvernement anglais a besoin de se tracer le chemin le plus court vers l'Orient ; ce chemin, c'est à travers ce pays qu'il doit passer, car l'Égypte est un centre et une grande route entre la Chine à l'est et l'Amérique à l'ouest. »⁴ Méhémet-Ali renvoie dos-à-dos Anglais et Français. Il ne veut pas pas s'endetter auprès des Rothschild, ni construire un canal où l'Angleterre finirait par s'y installer. Le vice-roi redoute la tutelle anglaise. Il veut bien percer l'isthme mais sous la garantie d'être préservé d'une agression étrangère. En 1845, une société est sur le point d'obtenir la concession mais Méhémet-Ali pose comme condition de retirer les privilèges si il se trouve inquiété par une puissance européenne. Le consul général d'une des puissances a vent de la négociation. Tout est rompu. L'année suivante, une autre compagnie envoie des ingénieurs en Égypte. Méhémet-Ali décline l'offre. Il affirme pouvoir ouvrir lui-même le canal après avoir réalisé le barrage du Nil. La compagnie, non satisfaite, s'adresse à Constantinople. Le 27 novembre 1846 est constituée la société d'études pour le canal de Suez⁵, société internationale au capital de 150 000 francs partagés en trente parts de 5 000 francs appartenant pour un tiers à la France, un tiers à l'espace allemand et un tiers à l'Angleterre. Le siège social se trouve au 34, rue de la Victoire, au domicile d'Enfantin. On s'y réunit le premier lundi de chaque mois. Le conseil d'administration est constitué d'un Autrichien, Louis Negrelli (conseiller de Metternich), de deux Anglais, Robert Stephenson, fils de l'illustre George Stephenson, inventeur de la traction à vapeur et l'ingénieur Edward Starbuck, de Prussiens, Féronce et Sellier, de Français, Arlès-Dufour et Enfantin. Les frères Talbot y sont adjoints comme ingénieurs. Chacun de ces personnages agit en son nom et aussi pour le compte de divers personnages d'Angleterre, d'Allemagne et de France dont ils se réservent de dire les noms en apportant leur adhésion. Les travaux préparatoires doivent commencer immédiatement. Le cahier des charges stipule la neutralisation de l'isthme. Negrelli sonderait le port de Péluse, Stephenson, Suez et Paulin Talbot, avec une brigade française s'occuperait des nivellements du désert. On a l'adhésion des chambres de commerce de Trieste, de Venise, de Lyon, de Prague, du Lloyd autrichien, de la société industrielle de Venise. La Sublime Porte doit renoncer à ses droits de souveraineté et de propriété. Il ne pourra jamais appartenir à aucun État. Méhémet-Ali doit s'assurer de mettre la compagnie en possession du territoire déclaré neutre. Aucun navire de guerre ne doit passer

¹ Gabriel Enkiri, *Ibrahim Pacha*, Le Caire, 1948, p. 462.

² A.M.A.E., A.D.P. Égypte, vol. 1. Paris, 5 mai 1847.

³ Yves Laissus, *Jomard, le dernier Égyptien*, Paris, Fayard, 2004, p. 343. Lettre d'Edhem bey le 13 juin 1847, *Moniteur*, 2 août 1847, p. 2311.

⁴ Gilbert Sinoué, *op. cit.*, p. 514.

⁵ Sébastien Charléty, *Histoire du saint-simonisme (1825-1864)*, Paris, 1931, p. 287. Fonds Enfantin 6 886.

par le futur canal. Aucune troupe ne devra transiter. La compagnie du canal de Suez peut vérifier la cargaison des navires. Aucun gouvernement ne peut accepter de telles clauses. Pourtant, dès la première réunion, Infantin revendique fièrement pour les saint-simoniens la gloire d'avoir ébauché l'œuvre : « Nous avons conscience d'avoir préparé cette grande œuvre comme jamais œuvre industrielle n'a été préparée ; il nous reste à l'accomplir avec vous comme jamais grande entreprise industrielle n'a été faite, c'est-à-dire sans rivalités nationales, avec le concours cordial de trois grands peuples, que la politique a souvent divisés... Il nous reste à tracer sur le monde le signe de la paix, et, à vrai dire, le trait d'union entre les deux parties du vieux monde, l'Orient et l'Occident. ¹ » On le suit. « Ce n'est plus une théorie, ajoute-t-il, c'est une affaire. » Les efforts d'Infantin sont pourtant vains. Le projet saint-simonien du canal de Suez est entrepris par Linant de Bellefonds et plus tard par Ferdinand de Lesseps. Pour Victor Schoelcher, le canal doit être une source de prospérité pour les peuples miséreux de la vallée du Nil. Il rappelle dans la *Revue de l'Orient* (1846) que « de tous temps l'idée d'un canal de jonction entre la mer Rouge et la Méditerranée a occupé le monde civilisé. » Auteur pour la Société Orientale du rapport sur « L'Isthme de Suez », Hommaire du Hell déclare qu'il s'agit « d'adopter en Orient un système politique franchement dessiné, hautement avoué, qui permette à notre pays de reprendre partout cette influence énergique dont le maintien importe à la fois à son honneur, à sa gloire et à sa prospérité. » L'idée chemine. Le 17 novembre 1869, l'impératrice Eugénie et Abd el-Kader assisteront à l'inauguration du canal des deux mers.

Lambert, devenu bey et directeur de l'École polytechnique de Boulaq, est demeuré en Égypte jusqu'en 1850 pour continuer avec Linant de Bellefonds et Mougel, la construction du barrage du delta. Le 9 avril 1847, la première pierre du barrage du Nil est posée. En 1848, le bateau-cloche ou caisson à air comprimé de Cavé et Mougel est employé au barrage du Nil. Ce bateau à air permet de descendre sous l'eau un atelier à une profondeur d'un peu plus de 4 mètres². Les plans d'ingénierie établis par Mougel depuis 1842 sont réalisés. Quant aux chemins de fer, les Français estiment qu'ils empêcheraient et éloigneraient la guerre, ce à quoi Méhémet-Ali répond judicieusement que « s'ils devaient éloigner la guerre, ils ne devaient pas éloigner l'ennemi. ³ »

John Gardner Wilkinson donne 1,8 million d'habitants en Égypte pour l'année 1847. Méhémet-Ali affirme aux Français qui s'inquiètent de voir des villages abandonnés que la population égyptienne n'est pas moindre qu'à son arrivée en Égypte. Les données modernes révisent ces chiffres à la hausse. La population égyptienne s'évalue à 5,4 millions d'Égyptiens en 1846 avec un taux d'accroissement annuel de 5%⁴. L'Égypte est sur la voie de la prospérité et de la modernité. Les mauvais investissements n'empêchent pas la transformation de la vallée du Nil en une zone manufacturière. L'esclavage y est peu à peu aboli entre 1845 et 1850. La population reste néanmoins tel un bétail dont le pacha reste le propriétaire et la société égyptienne n'est pas mûre pour entendre préconiser l'éducation des jeunes filles⁵.

L'orientalisme

L'opinion publique se passionne pour l'Orient. Les vues panoramiques des paysages orientaux fournissent des éléments indispensables aux ingénieurs, aux stratèges qui y voient une finalité militaire. Une forme d'impérialisme à la romaine caractérise la conquête de l'Algérie. La devise de Bugeaud, « par l'épée et par la charrue », reprend cette thématique. Avides de renouer avec l'épopée napoléonienne, les officiers de l'Empire reprennent du service. La plupart servent en Afrique. Clauzel, Berthezène, Savary, Drouet d'Erlon, Voirol, Damrémont, Valée et Bugeaud font partie de cette génération. Henry d'Iderville écrit même : « Après la figure de Napoléon I^{er}, la plus grande figure militaire de ce siècle, la plus complète est celle du maréchal Bugeaud. » Pour le maréchal Soult, en 1843, « il n'y a présentement dans le monde que trois hommes auxquels on puisse accorder légitimement la qualification de grands, et tous trois appartiennent à l'islamisme : ce sont Abd el-Kader, Méhémet-Ali et Chamil. ⁶ » À l'autre bout de la hiérarchie sociale, Paul Féval dans *Les Habits noirs* évoque une vivandière nommée Ida Corbeau, invalide de la conquête algéroise, qui « était vénérée dans le quartier et connue pour avoir de nombreuses intrigues avec les débris de nos gloires. » Vieux, dont la force athlétique avait enfoncé à Waterloo la porte de la Haye-Sainte, est tué lors du siège de Constantine en octobre 1837. Gérard de Nerval rencontre M. Jean, un de ces déserteurs de l'armée de Menou restés en Égypte après le départ du dernier convoi de juillet 1801 et qui se sont mis au service du pacha en devenant des mamelouks. Le destin le plus incroyable reste celui du fameux Joseph Seves, dit Soliman pacha. Marin, hussard sous l'Empire, demi-solde à la Restauration, il poursuit sa carrière au service de Méhémet-Ali. Victor Hugo dans *Les Misérables* mentionne le personnage : « Le colonel Seves allait en Égypte pour y devenir Soliman Pacha. » Le prince de Joinville voit en Soliman pacha « un petit

¹ *Ibid.*, p. 288.

² G.-L. Pesce, *La navigation sous-marine*, Paris, 1906, pp. 100-101.

³ *Revue de l'Orient*, 1843, p. 49.

⁴ Nicolas Le Guern, *L'Égypte et ses premiers photographes. Etude des différentes techniques et du matériel utilisés de 1839 à 1869*, mémoire de DEA, sous la direction de Mme Marie-Sophie Corcy et M. André Guillaume, septembre 2001.

⁵ Yves Laissus, *op. cit.*, p. 340.

⁶ Henry d'Iderville, *Le maréchal Bugeaud, d'après sa correspondance intime et des documents inédits*, Paris, Firmin Didot, 1885, p. 139.

homme qu'un long séjour en Égypte avait orientalisé comme apparence, mais qui avait gardé toute la vivacité de l'esprit français.¹ » Soliman pacha contribue grandement à la victoire de Nezib, le 24 juin 1839. Lors de la crise orientale de 1840, il défend Beyrouth avec ténacité. Voyageant en France, Soliman pacha est présenté au roi Louis-Philippe, ce dernier lui demande : « Vous êtes bien le fils du marquis de Seves, général ? » Il pâlit : « Non, sire, je suis le fils d'un meunier. » Le roi reconnaît le talent : « Vous n'en avez que plus de mérite. » Alexandre Dumas remarque que Soliman pacha a appris à chasser le crocodile. L'égyptologue Prisse d'Avennes, qui s'est battu pour stopper en 1838 la construction de la salpêtrière de Karnak avec les pierres des grands sanctuaires, raille néanmoins la vanité du personnage et confie qu'il s'est fait représenter par ses peintres attitrés « dans la pose de Napoléon, une lorgnette à la main. » Le docteur Clot bey² a aussi passé sa carrière au service de l'Égypte. Arrivé à Alexandrie, le 11 février 1825, il créa l'école de médecine d'Abouzabel en 1827. Il instaura un corps de sages-femmes musulmanes. Il combattit les ophtalmies à l'aide de collyres, pratiqua la chirurgie, lutta contre le choléra et la peste. Prisse d'Avennes qualifie cet éminent personnage de « petite cervelle toute pétrie d'orgueil, d'ignorance et de sottise vanité. » Lorsque le docteur Clot bey revient en France au cours de l'année 1840, il suscite une vive curiosité. Les Marseillais se pressent pour le voir, au milieu de ses malles, de ses femmes, de ses esclaves et de ses eunuques. Les animaux qu'il rapporte d'Égypte sont des cadeaux destinés au Jardin des Plantes³.

Désireux de ne créer que peu de titres nouveaux, mais soucieux de se concilier l'ancienne noblesse, Louis-Philippe, en restaurant le château de Versailles pour célébrer les gloires de la France, décide dès 1839 de conserver des salles aux chevaliers croisés. En 1841, Delacroix exprime cette vision romantique avec le tableau de la *Prise de Constantinople par les croisés*. Les familles issues des nobles ayant participé aux croisades du XI^e au XIII^e siècle cherchent à se faire inscrire pour figurer dans la Salle des Croisades à Versailles. Leur inscription constitue une sorte d'enregistrement de leur noblesse immémoriale. Le problème des preuves se pose. Dans des études publiées en 1954, 1956 et 1974, Michel Fleury et Robert Bautier ont démontré la fausseté de ces documents. Fort bien imités sous Louis-Philippe, ils se vendaient 500 francs or à l'époque : contrats d'emprunts faits par les croisés à des marchands italiens, procurations passées en Terre Sainte, quittances de chevaliers ou d'écuyers pour leur solde. 738 noms sont inscrits. 200 noms y figurent à tort.

Le souvenir napoléonien sous la monarchie de Juillet est fort. Bonaparte appartient à une mémoire collective commune aux deux rives de la Méditerranée. Dans *Le médecin de campagne*, Balzac écrit que pour galvaniser ses forces contre Bonaparte, le sultan eut recours à un démon nommé Mody. Cet ange, incombustible au boulet, monté sur un cheval blanc, envoyé pour combattre Napoléon, devait rendre les mamelouks immortels pendant la bataille. Prétendument possesseur du sceau de Salomon, Bonaparte remporta la victoire à Alexandrie, à Giseh, aux Pyramides, au Mont-Thabor. Les Arabes le craignaient comme le diable : « Il passait pour certain dans leur esprit qu'il commandait aux génies et se transportait en un clin d'œil d'un lieu à un autre, comme un oiseau. » Pendant le siège de Saint-Jean-d'Acre, les soldats français furent frappés par la peste mais « Napoléon seul était frais comme une rose, et toute l'armée l'a vu buvant la peste sans que ça lui fit rien du tout. » Plus loin, Balzac fait allusion à l'homme rouge, mystérieux génie protecteur de l'Empereur, qui venait près de lui dans les moments difficiles. En Orient, le nom de Napoléon est celui d'un être surnaturel, un dieu vivant, un sauveur. Un vieillard raconte à Clot bey que Bonaparte n'était pas l'ennemi des musulmans « car s'il l'avait voulu, avec la pointe d'une aiguille, il aurait renversé les mosquées. » À Alger, le colonel Marengo, un vieux grognard, fait placer une colonne qu'il a élevée et dédiée *aux braves de la vieille et de la jeune armée*. Sur le piédestal sont sculptés, d'un côté, le chapeau et l'épée de Napoléon, des autres, les noms des principales victoires et des capitales où les Français ont porté leurs

¹ Prince de Joinville, *op. cit.*, Mercure de France, 2008, p. 98.

² Antoine CLOT dit CLOT BEY naît à Grenoble en 1793 car son père est militaire mais ses racines sont en Provence. Adolescent, il découvre la médecine chez un ami de son père, le docteur Sapey, ancien médecin militaire à Brignoles, dans le Var. En 1812, il se rend à Marseille et entre en apprentissage chez un barbier. Il s'oriente vers la médecine. Il est admis comme élève externe à l'Hôtel Dieu de Marseille, devient interne en 1816. Il est rapidement officier de santé pour le port en 1817, puis obtient son doctorat en médecine à Montpellier en 1820. Il se lie d'amitié avec le professeur Lallemand. Clot enseigne la chirurgie et l'anatomie à Marseille, menant une brillante carrière au sein des hôpitaux de la ville, en particulier à la Vieille Charité mais il se heurte au mépris de la bourgeoisie locale et démissionne de ses fonctions hospitalières en 1822. Il ouvre alors un cabinet privé qui rencontre un grand succès. En 1825, il part pour l'Égypte. Le marchand marseillais Florent Tourneau a en effet été envoyé à Marseille par le wali d'Égypte Méhémet-Ali pour recruter des officiers instructeurs et des médecins. Clot s'embarque le 21 janvier 1825 sur *la Bonne Émilie* et arrive au Caire le 11 février. Il a emporté avec lui sa bibliothèque et un squelette humain préparé par les bagnards de Toulon, et est accompagné de vingt médecins qui se trouvent rapidement placés sous ses ordres. Ambitieux, il a l'espoir de réaliser de grandes choses. Son contrat initial prévoit un séjour de cinq ans. Il va y rester jusqu'en 1849. L'Égypte du début du XIX^e siècle est bien éloignée des brillantes réalisations médicales du monde musulman médiéval. La première mission dont s'acquitte Clot est la création du Conseil de santé, puis il met en place les services de santé militaire sur le modèle français. Lorsqu'il parvient à soigner Méhémet-Ali d'une gastro-entérite, Clot devient le médecin et l'ami personnel du wali. Clot crée près du Caire pour les troupes du pacha le centre hospitalier d'Abu Za'bal, dont il dessine lui-même les plans et qui est inauguré en 1827. Dans le même temps, il crée un hôpital militaire pour la Marine à Alexandrie. Il fonde au sein de l'hôpital Abu Za'bal une école de médecine. Son but est de permettre à terme aux Égyptiens de gérer eux-mêmes leurs hôpitaux, et non de les rendre dépendants de puissances étrangères. Le gouvernement prend entièrement en charge les besoins matériels des étudiants, qui suivent un cursus de six ans dont les cours, assurés par des Français ou des Italiens, sont dispensés en arabe grâce à l'intervention d'interprètes. En plus de l'école, il dote Abu Za'bal d'un jardin botanique, d'un cabinet d'histoire naturelle et d'une bibliothèque. Clot se heurte, malgré sa prudence, à l'hostilité des religieux sur la question de la dissection, interdite par l'islam. Pour calmer les choses, Clot utilise les cadavres d'esclaves non-musulmans. Il bénéficie du soutien inconditionnel de Méhémet-Ali. En 1830, il fait transférer à Abu Za'bal l'école de pharmacie du Caire, créée en 1828. Après avoir organisé la médecine militaire, il s'attaque au problème de la médecine civile.

³ *Le Figaro* du 2 décembre 1840.

armes¹. La nostalgie que suscite Napoléon fait partie de sa légende et de son mythe. On peut lire dans la feuille bonapartiste *Le Commerce* du 31 mai 1840 : « Son image est partout, depuis la hutte de l'Indien jusqu'à la chaumière glacée du paysan russe. Son nom est le plus beau que proclame l'Asie, et Ibrahim, vainqueur de l'Orient, le place dans son culte à côté du Prophète. L'Univers tout entier est rempli de cette histoire. La France nouvelle n'existe que grâce à Napoléon. Par lui, et par lui seul, notre Révolution est devenue un fait accompli, indestructible dans l'Europe et dans le monde.² » C'est une reprise de la fameuse page du *Mémorial* sur l'ascendant irrésistible des idées libérales. Lors de la conversion à l'islam du saint-simonien Urbain, son parrain, cheik de surcroît, fait un discours où il parle très longuement de l'expédition française de Kléber et évoque le bon temps où le peuple n'était pas écrasé d'impôts, où les villes étaient gouvernées par les oulémas.

Dans *Napoléon apocryphe* publié en 1839, en pleine crise d'Orient, Louis Geoffroy revisite l'histoire. Dans son uchronie, il fait de Napoléon le fossoyeur de l'islamisme. Après avoir vaincu la Russie, l'Angleterre, pris la Régence d'Alger en juin 1818, l'Empereur entreprend la conquête de l'Égypte. L'expédition maritime est confiée au comte Sidney Smith. « Si Nelson vivait, dit Napoléon, il commanderait la flotte, et je le ferais débarquer dans la baie d'Aboukir. » Pour cette croisade, un débarquement général a lieu les 2 et 3 mars 1821 : 110 000 hommes d'infanterie, 32 000 cavaliers et une artillerie considérable. Une grande armée de terre de 250 000 hommes rejoint l'expédition près de Smyrne. La jonction de ces forces doit se faire vers les premiers jours d'avril dans les plaines d'Alep en Syrie. Le sultan Mahmud rassemble 300 000 hommes et décrète la guerre sainte contre Napoléon. Le 9 juin 1821, la bataille s'engage sous les murs de Saint-Jean-d'Acre. Le maréchal Berthier est tué. L'Empereur est blessé. « On voyait le sang couler de sa cuisse, qu'une balle avait atteinte », raconte Geoffroy. Les Turcs sont vainqueurs. Napoléon s'écrie : « Non ! personne n'a désespéré ! J'en ai pour gage ma pensée et ma fortune. Rappelez-vous, messieurs, qu'il y a vingt cinq ans un premier échec devant cette ville fatale fut suivi de la conquête de l'Europe. Cet autre désastre de Saint-Jean d'Acre m'annonce la conquête du monde. » Dans cette histoire loufoque, Napoléon se heurte au fanatisme musulman. Renforcé par les troupes de son frère, le roi Joseph d'Espagne, il parvient néanmoins à triompher le 20 juillet 1821 lors de la bataille de Jérusalem. L'armée européenne bat le sultan Mahmud. Ce dernier meurt lors de l'affrontement. L'islamisme anéanti, la Turquie n'existe plus. Le règne de Mahomet étant fini, le nouveau prophète s'appelle *Buonabardi*. Le roi d'Italie Eugène s'empare de l'Arabie, prend Médine, La Mecque et envoie la pierre noire de la Kaaba au musée impérial de Paris. Geoffroy estime que « le mahométisme brisé, Napoléon était bientôt le maître de la terre. » Après avoir gravi avec Champollion, près de Babylone, le sommet d'une montagne sous laquelle se trouverait la tour de Babel, Napoléon éprouve des difficultés dans ses attaques contre l'Afghanistan. La campagne de 1822 voit le massacre du général Rapp dans la ville de Balkh. Cet assassinat a lieu sous la fausse rumeur de la mort de Napoléon. Les soldats français ayant été empoisonnés, Rapp ayant eu la tête tranchée le 22 juillet 1822, Napoléon décide de les venger. La ville de Balkh est rasée : « Des bombes, des fusées à la Congreve, la mitraille, des artifices et des matières incendiaires y furent lancées de toutes parts. » Napoléon fait ensuite construire une haute pyramide avec les débris calcinés de la ville et sur son emplacement, il fait inscrire ces mots : « Ici reposent le général Rapp et ses braves soldats français, et les restes infâmes de la ville qui les avait assassinés. » Napoléon envahit la Chine et devient le maître du monde, monarque universel mais non sans avoir donné entre-temps une leçon à l'Égypte. L'Empereur songeait à y entreprendre des grands travaux, il voulait construire deux chemins de fer dans l'isthme de Suez avec un embranchement qui devait rejoindre Le Caire, mais l'Égypte est en proie à la sédition. Napoléon ordonne le détournement du Nil à Thèbes, fait se jeter le fleuve dans la mer Rouge et transforme l'Égypte en désert. Pour parachever la punition, Napoléon fait couper l'isthme de Suez. Il « creuse une mer » et en 1825, le détroit de Suez remplace l'isthme de Suez. L'Afrique devient la plus grande île du monde.

Alexandre Dumas n'est jamais allé en Égypte mais le peintre Adrien Dauzats, qui y a accompagné le baron Taylor en 1830, pour ramener l'obélisque de Louxor, met ses notes de voyage à disposition de l'écrivain qui publie en 1839, *Quinze jours au Sinaï*. On y trouve des chapitres pleins d'humour (par exemple sur l'arrivée à Alexandrie, où les talents de dramaturge de l'auteur font merveille pour mettre en scène la rencontre de deux mondes aux codes culturels très différents) qui alternent avec des évocations épiques de la croisade de Saint Louis et de la campagne de Bonaparte. Le prince de Joinville est émerveillé lorsqu'il voit Constantinople. Il la qualifie de « ville enchantée. » Eugène Delacroix se signale comme le peintre des villes orientales, de leurs rues étroites et de leur population étrange si proche, dans son imagination, de l'Antiquité et du monde médiéval. Il rapporte des vues sensuelles d'Afrique du Nord. Son tableau des *Femmes d'Alger* semble résumer les observations de l'artiste. En 1832, dans Alger récemment conquise, Delacroix avait eu le privilège de s'introduire quelques heures dans un harem. Il en rapporta un chef-d'œuvre, *Femmes d'Alger dans leur appartement*. Delacroix ne cherche pas à dénoncer la dure condition de la femme. Il note dans son journal : « C'est beau ! C'est comme au temps d'Homère ! La femme dans le gynécée s'occupant des enfants, filant la laine ou brodant de merveilleux tissus.

¹ *Revue de l'Orient*, 1844, p. 246.

² Se reporter à Jean Tulard, « Le retour des Cendres » in Pierre Nora, *Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 1986, « La Nation », t. III.

C'est la femme comme je la comprends !¹» La peinture orientaliste s'exprime dans les représentations des Mauresques ou des Caucasiennes. Le prince Gagarine dessine les femmes du Caucase. Il publie ses œuvres coloriées dans un album publié à Paris en 1847. Plusieurs de ses lithographies se trouvent actuellement dans la collection Searight à Londres² ou dans la galerie Tretyakov de Moscou³. Les fantasmes les plus extravagants sont suggérés. Un officier supérieur de l'armée d'Afrique s'accommode des mœurs orientales. Il tient à Oran un petit harem. Le pudibond Adolphe Joanne s'en plaint où visiblement attiré par une aventure, il s'enfuit, éccœuré par le seul fait que les Arabes prennent plaisir à se tripoter les pieds⁴.

Le journal *L'Illustration* dans sa bande dessinée retraçant *Les aventures de Scipion l'Africain* se moque des Européens à la recherche d'exotisme : à la suite d'un repas, un officier de l'armée d'Afrique fait un tableau enthousiaste des plaisirs de la vie orientale à un jeune homme qui fume le narguilé et dont les émotions parisiennes ne savent plus lui convenir. Huit jours après, le Parisien cingle vers Alger. La déconvenue est immédiate : « Où êtes-vous, dit-il, ô mes rêves d'Orient ? Qu'est-ce ? Des maisons blanches, des volets verts, des habits noirs et des chapeaux Gibus. J'ai vu tout ce monde là à Paris. » L'expatrié acquiert un esclave puis s'habille à l'orientale. Il mange du couscous, se rend aux bains. Pris pour un Arabe, il se fait botter par un officier français. Scipion cherche une femme. L'odalisque se laisse habituellement enlever par l'officier des zouaves mais cette satire rappelle que quelquefois les odalisques d'Alger enlèvent les officiers. Notre aventurier trouve une épouse, d'une rare beauté. Il se met à son compte mais les laboureurs à sa solde ne labourent jamais. Scipion explore l'Afrique. Il campe au milieu d'Arabes qu'il appelle « frères » mais il est dévoré par les moustiques. Le journal dit des « cousins » pour faire un jeu de mots⁵. Scipion se présente à un administrateur français qui lui affirme le grand principe du respect des mœurs du pays. Pendant ce temps Mme Scipion demeurée à la maison, cherche avec ses serviteurs à oublier son mari. Les voisins s'en mêlent et l'enlèvent. Scipion retrouve ses employés décapités. Parti à la poursuite des ravisseurs, le Français acculturé, tombe dans un silo. Après sept ans d'aventures, il retrouve son épouse et un fils âgé de sept mois ! Les préjugés font que la femme du nomade semble facilement accessible telle une prostituée. Victor Hugo écrit dans *Choses vues* : « Les femmes en Orient s'épilent absolument. Les Orientaux considèrent comme une laideur ce que les Occidentaux considèrent comme un attrait. » L'historien Fernand Braudel (1902-1986) insiste sur l'Orient des peintres, « un pays imaginaire, le pays de la fantaisie, du rêve, de la lumière irréelle. » Au cours de son voyage, le maréchal Marmont passant par Alexandrie indique qu'il « est vrai que l'amour des femmes, est, pour ainsi dire l'unique passion des Arabes, et leurs facultés passent pour prodigieuses, malgré leur extrême misère et leur étonnante sobriété. » L'homosexualité n'y serait pas proscrite. La pédérastie y est admise et répandue. En revanche, Méhémet-Ali a aboli la prostitution en 1834 et déportent les femmes vers la Nubie. Celles qui défient la loi sont mises dans des sacs cousus et jetées dans le Nil.

Les souvenirs des officiers russes engagés sur le terrain caucasien constituent une importante documentation où s'élabore une vision dominatrice de l'Orient⁶. Les guerres passées contre l'Empire ottoman ou le khanat de Crimée ont fondé une première vision stéréotypée des Orientaux. Au cours du XIX^e siècle, la présence d'une administration militaire et coloniale dans la région caucasienne fait du contact avec l'Orient un élément essentiel de la culture militaire russe. Articles, mémoires, récits de bataille, études techniques forment un corpus divers dont l'unité est liée à la démarche des auteurs : leur but n'est pas de donner à voir des régions inconnues, mais de témoigner du combat engagé par les armées russes dans les confins de l'empire. Échecs et victoires tissent au fil des pages une histoire épique des Russes en Orient. Milioutine pouvait ainsi écrire au sujet des opérations armées au nord-Daghestan en 1839 : « les opinions peuvent différer sur la signification qu'aura cette expédition *dans l'histoire de la frontière caucasienne* ; mais sans aucun doute tous ceux qui y ont pris part reconnaissent à l'unanimité que *dans l'histoire de l'armée russe* elle est une des pages les plus brillantes ». Le nom de Chamil, associé aux expéditions malheureuses de 1839, 1842, 1844 et 1845 devient populaire dans tout l'empire. Retranché dans ses différents quartiers généraux - des aouls haut perchés -, le chef muride semble invincible. La « croisade » entreprise par les Russes en réponse à la résistance des montagnards est longue et difficile : ces années de guerres caucasiennes donnent à la Russie un nouveau type de soldats, reconnus par leurs compatriotes comme des héros de l'impérialisme. La guerre n'est pourtant pas le seul thème abordé : la vie de garnison, la description des contacts avec les populations locales amies ou ennemies, le récit de missions diplomatiques ouvrent cette littérature à une démarche de curiosité et de connaissance, bientôt relayée dans les journaux russes par la fiction et par des études émanant d'orientalistes. De grands écrivains donnent aux guerres caucasiennes leurs lettres de noblesse et transforment la conquête en imaginaire colonial. Les images et connaissances véhiculées par cette « littérature

¹ Assia Djébar, *Femmes d'Alger dans leur appartement*, Albin Michel, 2004, p. 265.

² Lynne Thornton, *La femme dans la peinture orientaliste*, 1997, p. 202.

³ De nombreux dessins témoignent également de la fascination exercée par le muridisme, tels ceux de Gagarine montrant la mosquée de Yarag où le muridisme fut prêché pour la première fois en 1823 par Moullah Mohammed.

⁴ *L'Illustration*, samedi 27 novembre 1847.

⁵ *Ibid.*, 5 juillet 1845.

⁶ Lorraine de Meaux, « L'Orient à portée de fusil. Récits d'officiers russes sur la région caucasienne et les États voisins dans la première moitié du XIX^e siècle », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n°18, printemps 2004.

martiale » jouent un rôle primordial dans l'élaboration de la vision russe des régions asiatiques de l'empire. L'intérêt du public pour ces lectures ne peut être défini avec précision, mais il ne fait pas de doute que les faits et gestes des soldats engagés au Caucase suscitent la curiosité, ne serait-ce que de leurs proches ou parce que la censure limite les informations officielles disponibles. Le poète Lermontov est envoyé au Caucase comme officier de dragon une première fois pour avoir osé publier une adresse au tsar intitulée *La Mort du poète* à l'occasion de la mort de Pouchkine en 1837. Il y est renvoyé une seconde fois en 1839 pour s'être battu en duel avec Ernest de Barante, fils de l'ambassadeur français. Lermontov écrit le roman *Un héros de notre temps* qui serait la cause de son duel fatal le 15 juillet 1841 à Piatigorsk avec le major Nicolaï Martynov. Pour cette joute, il choisit le bord d'un précipice afin que si l'un des deux duellistes est blessé jusqu'à perdre pied, son destin soit scellé. Une telle joute entre le héros désabusé Piétchorine et le méprisable Grouchnitski est décrite dans *Un héros de notre temps*. Comme dans le cas de Pouchkine, les circonstances de la mort de Lermontov ne sont pas claires, ce qui donne naissance à diverses théories, notamment celle d'un assassinat.

À travers l'expérience militaire, le regard russe sur le Caucase se charge de plus d'un paradoxe : considéré comme un espace inquiétant et hostile - associé aux montagnes et montagnards - le Caucase exerce une réelle fascination sur ceux qui y servent. Leurs récits témoignent de la place importante que cette expérience occupe dans leur vie et dans celle de leur patrie. Ce territoire « asiatique » de l'empire symbolise un Orient viril et martial. Le contact avec des peuples et une nature considérés comme « primitifs » commande deux types de réactions : dans un premier temps la conscience de la supériorité de la civilisation russe - qui s'affirme également vis-à-vis des peuples chrétiens de la région - et dans un deuxième temps l'acceptation d'une influence du milieu et des mœurs locales sur les Russes. Des qualités caucasiennes - l'indépendance, le courage, la symbiose avec la nature - émergent de cette littérature de témoignage. Elles sont la face lumineuse des éléments caucasiens repoussants, comme la cruauté, la perfidie ou l'austérité. Au Caucase, l'homme confronté au chaos et à l'adversité, apprend à s'endurcir et retrouve des valeurs simples et éternelles. Le soldat russe a conscience d'y devenir asiatique, c'est-à-dire impitoyable, courageux et fataliste. Bien qu'officiellement désavoué, il devient le symbole populaire de la présence russe en Orient. Il inspire notamment les plus grands écrivains : Pouchkine cite les noms d'Ermolov et Tsitsianov dans ses vers patriotiques. Lermontov, dans un *Héros de notre temps*, popularise le type du jeune officier caucasien des années 1830, en *bourka* avec ses cartouchières niellées, un poignard à la main, vivant en circassien, son fusil sur le dos, dormant à la belle étoile. Tolstoï dans *Hadji Mourad* montre la face sombre de ces faux héros de la guerre coloniale en dénonçant la mort d'un général pour avoir voulu « anéantir » les Tchétchènes. Les officiers continuent à croire à la « fiction d'une bataille à l'arme blanche » alors qu'il s'agit d'une guérilla. Nul combat « homérique » ne peut attendre le soldat russe au Caucase¹.

Edward Saïd, qui a totalement négligé l'Empire ottoman dans sa célèbre charge contre l'orientalisme², reproche à tous les auteurs du XIX^e siècle qui ont parlé de l'Orient de l'avoir fait dans des termes blessants qui anticipent sur la grande vague impérialiste de l'Occident. Pour les élites européennes, le désir du rivage se fait plus pressant. À Paris, la Nouvelle Athènes est le quartier le plus en vogue où affluent les artistes, indépendance grecque oblige ! Au mépris turcophobe de Chateaubriand répond l'éloge de la tolérance des Turcs chez Nerval. Le voyage en Orient fascine. Pour Gérard de Nerval, en 1843, il est une thérapie. Donnons-lui la parole : « Il faut que je m'unisse à quelque fille ingénue de ce sol sacré qui est notre première patrie à tous, que je me retrempe à ces sources vivifiantes de l'humanité, d'où ont découlé la poésie et les croyances de nos pères. » Grâce aux œuvres de Champollion et Niccolò Rossellini, et sur l'instigation du voyageur et naturaliste Alexander von Humboldt, le roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV s'intéresse à l'Égypte dès 1842. Il charge le jeune Karl Richard Lepsius (1810-1884), maître de conférences à l'université de Berlin, de diriger une mission de trois ans le long du Nil à laquelle se joignent Bonomi, l'architecte anglais James Wild et d'autres jeunes savants prussiens³. Au Louvre, dans les salles consacrées à l'Égypte pharaonique, on remarque à côté de la grande salle 12 consacrée aux temples, la salle 12 bis, plus petite, qui contient, dûment reconstituée, « la chambre des ancêtres ». C'est une chapelle comportant les cartouches de 61 pharaons réalisée sous Thoutmosis III. Au-dessus de cet ensemble, une plaque de marbre porte la mention : « Rapportée de Karnak par Prisse d'Avenues en 1843. » En 1845, le zodiaque de Dendérah et la Chambre des Rois de Karnak - « descellés » par Prisse d'Avenues - sont exposés à la Bibliothèque Nationale, et Nerval publie, dans *La Phalange*, la première version d'*Isis*, sous le titre *Le Temple d'Isis, souvenir de Pompéi*.

L'Orient fait rêver Théophile Gautier. En 1839, son ami de toujours Gérard de Nerval, réussit à faire financer son voyage par le gouvernement. Le « vrai » voyage en Orient est celui de la Méditerranée orientale qui a vu Chateaubriand, Lamartine, et tant d'autres. Gautier rêve de le rejoindre, entame des démarches auprès des ministères - qui échouent. L'année suivante, il part grâce à un financement privé : Gautier prévoit de vendre par article le voyage à La Presse, et Nerval, à peine rentré doit s'acquitter à sa place de la chronique des théâtres. Ce n'est pas la Turquie, mais c'est l'Espagne. L'Espagne, c'est encore l'Orient, comme chacun sait depuis *Les*

¹ *Ibid.*

² Colloque *L'Orientalisme, les Orientalistes et l'Empire ottoman de la fin du XVIII^e à la fin du XX^e*, Institut de France, 12 et 13 février 2010.

³ Brian M. Fagan, *L'aventure archéologique en Égypte*, Paris, Payot, 2005, p. 195.

Orientales de Victor Hugo. Gautier s'enthousiasme pour l'Andalousie, où il voit partout du moresque. Du navire qui le ramène en France, il aperçoit la côte d'Afrique. En 1845, Théophile Gautier a 34 ans, jeune encore et déjà célèbre. Son dandysme à la fois éclatant et nonchalant en ferait un « lion » de Paris, si sa corpulence (bien portée) et sa bonhomie (qui masque d'assez sombres hantises) n'en faisait un « éléphant¹ ». L'Orient lui colle à la peau. Le projet du voyage en Turquie ne se réalise qu'en 1852, il est caressé depuis 1839 au moins. C'est loin la Turquie et les voyages coûtent cher à qui ne vit que de sa plume. Il y a le rêve, décliné en postures et postiches : Gautier vêtu en mamamouchi de carnaval, recevant allongé sur un tapis d'Orient les témoins du frère outragé dont il a engrossé la sœur – et qui, disent-ils offusqués dans leur habit noir, n'ont pas l'habitude de s'asseoir par terre. L'Orient paraît dans ses *Salons* dont ce poète qui a failli être peintre et qui connaît « le métier », rend compte dans divers journaux, et où il s'intéresse particulièrement aux orientalistes, alors en plein essor. Dans sa propre écriture, l'Orient tantôt affleure, tantôt s'impose, dans tel poème, dans tant de contes fantastiques, ou dans ce ballet qui succède à *Giselle*, *La Péri*, et que danse à l'Opéra la belle Carlotta Grisi, en 1843. Cinq après son voyage en Espagne, Gautier retrouve l'occasion, le temps et l'argent de revenir aux pays du soleil. C'est l'Algérie.

Dans son travail pionnier de 1926 sur *Le rôle social de l'art d'après les Saint-Simoniens*, Marguerite Thilbert observe sans indulgence à propos de lithographies de Joseph Machereau : « Elles n'ont aucune valeur artistique et peuvent servir seulement de pièces documentaires. » Sur ce sombre constat se greffent des considérations élargies : « Les manifestations d'art plastique furent plus rares dans le saint-simonisme que les manifestations musicales. » Pourtant, de nombreux artistes s'imprègnent des idées saint-simoniennes. Parmi d'autres, le sculpteur Antoine Etex (1808-1888) évoque ses convictions en se rendant en Algérie : « Pour échapper à l'ennui de l'insupportable vie du bord, je me mis à prêcher aux matelots la doctrine saint-simonienne, au point de vue philosophique et industriel. » Après son arrivée, il est mené au camp de Kouba pour rendre visite à Lamoricière et faire son portrait, car on le sait « adepte saint-simonien. » En 1844, Félicien David chante l'exotisme de la caravane. Il a composé *le Désert*. La tempête, le muezzin y sont. Le premier chœur s'intitule « Allah ! Allah ! » À la demande, « Comment avez-vous pu trouver des sons pour exprimer le silence ? » David répond : « En l'écoutant !² » L'oeuvre est donnée en concert, sous la direction de Desvignes, à Metz en 1846³. L'Orient est une invention platonicienne. C'est l'image d'un ailleurs idéalisé. Cette mode pousse même le satirique journal *Charivari* à revendiquer des origines égyptiennes : « Le *Charivari* est originaire d'Égypte, et les habitants des bords du Nil l'ont inventé à l'occasion de quelques griefs contre le soleil ; de là ou d'ailleurs, car des siècles, séparent ces deux époques, il est passé en France [...] »⁴. Les échanges entre l'Europe et l'Égypte plus particulièrement permettent l'établissement de solides amitiés comme celle qui unit Nicolas Perron et Rifat al-Tahtawi. L'acculturation se fait quelquefois à l'envers. À la colonisation où s'établit une relation entre dominants et dominés, s'ajoutent des résistances où finalement l'Occident adopte des mœurs orientales. « Vous désirez savoir l'heure, vous regardez une pendule. Un petit Turc, vêtu d'une veste rouge et coiffé d'un turban blanc, vous regarde d'un air moqueur ; il fait trois fois la culbute, cela veut dire qu'il est trois heures, et il faut encore que vous trouviez cela tout simple », écrit Mme de Girardin. À son retour en France, Alexandre Dumas fait construire entre Saint-Germain et Bougival un château. Il pend la crémaillère le 27 juillet 1847 avec près de six cents invités. À l'intérieur de cette splendide demeure, il fait aménager une chambre arabe par deux artistes qu'il a ramenés de son voyage en Algérie. Deux ouvriers, un Turc et un Tunisien, y travaillent pendant deux ans⁵. De même, lorsque Horace Vernet se rend à l'Académie française, il lui arrive d'être accompagné par un superbe Turc⁶.

L'orientalisme entraîne à Paris l'apparition du Club des Hachichins. À partir de la fin de l'année 1845, un peintre nommé Fernand Boissard de Boisdénier organise, dans son domicile de l'hôtel Pimodan, somptueuse demeure aristocratique du quai d'Anjou, des dégustations de cannabis réservées à un groupe de privilégiés connus sous le nom de club des Hachichins. La consommation se fait sous la houlette de Louis-Aubert Roche et de Joseph Moreau de Tours. Les artistes s'y retrouvent : Alphonse Karr, Gérard de Nerval, Honoré Daumier, Eugène Delacroix, James Pradier, plus rarement Honoré de Balzac, dont la préférence pour le café à forte dose ne se dément pas, et Charles Baudelaire qui préfère l'alcool et l'opium au hachich. Épigones plus pacifistes que les Assassins, membres de la célèbre secte ismaélienne qui terrorisa le Proche-Orient au Moyen Age, leurs lointains descendants parisiens se sentent comme appartenant, eux aussi, à une sorte de secte. Théophile Gautier en s'y rendant pour la première fois obéit « à une convocation mystérieuse, rédigée en termes énigmatiques compris des affiliés, inintelligibles pour d'autres. »⁷ Loin de tout prosélytisme, les hachichins se recrutent par cooptation. Ils veulent, comme des croyants, pouvoir goûter les joies du ciel de Mahomet. En cette première moitié du XIX^e siècle, le hachich ne fait encore l'objet d'aucune interdiction. Surtout cultivé au Moyen-Orient, notamment en

¹ Selon l'affreux surnom que lui donne la belle et spirituelle Delphine, la femme de son terrible patron Émile de Girardin, directeur du journal *La Presse*.

² Roger Brunet, *Les mots de la géographie*, Reclus, 1993, p. 141.

³ Michel Levallois et Sarga Moussa, *L'orientalisme des saint-simoniens*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2006, p. 247.

⁴ *Charivari* du 24 février 1833.

⁵ Jean Thibaudeau, *Alexandre Dumas, le prince des mousquetaires*, Hachette, 1983, pp. 111-112.

⁶ Francisque Sarcey, *Journal de jeunesse 1839-1857*, Paris, s.d., p. 19.

⁷ Théophile Gautier, *Le Club des Hachichins*, L'Esprit frappeur n°6, Paris, 1997, p. 18.

Égypte et en Syrie, il se consomme de diverses manières. Le hachich est également très connu à Tripoli et dans la régence de Tunis. Il est présent dans les parties les plus reculées de l'Algérie. Le colonel Daumas, dans son ouvrage sur *le Sahara algérien* mentionne que « sous le gouvernement du dey, il y avait à Alger un café réservé aux fumeurs de hachich. » On peut le fumer mélangé à du tabac dans une pipe mais les vrais amateurs ont tendance à considérer que les effets en sont un peu trop faibles. Une méthode beaucoup plus efficace consiste à absorber la drogue sous forme liquide. Si le thé au hachich reste relativement modéré, le vin ou la bière au même produit sont nettement plus virulents. Lorsqu'on ne le fume pas et qu'on ne le boit pas, on peut le consommer sous forme solide, notamment en dragées parfumées au chocolat afin d'en améliorer le goût, unanimement jugé peu appétissant. La façon la plus en vogue de manger du cannabis est le *dawamesk*. La recette en est la suivante : on fait longuement bouillir dans du beurre allongé d'eau, des fleurs fraîches de chanvre indien jusqu'à obtenir une bouillie bien épaisse que l'on passe à travers un linge très fin pour en éliminer tous les débris végétaux, puis que l'on chauffe jusqu'à évaporation complète du liquide restant. Le résultat obtenu est une pâte verdâtre, sentant plutôt mauvais et au goût encore bien pire. Aussi personne ne se hasarde-t-il à consommer celle-ci telle quelle mais on s'en sert pour confectionner une sorte de confiture largement parfumée à la vanille, à la pistache ou à la cannelle mais également, exotisme oblige, à la rose ou bien au jasmin. Afin de corser le tout, les plus acharnés y ajoutent parfois un peu d'opium. Le *dawamesk* se prend par doses, servies dans une petite cuillère, allant de 15 à 30 grammes, selon la quantité du produit et la puissance des effets recherchés. Au lieu de l'avaler directement, accompagnée ou non de biscuits, d'aucuns préfèrent diluer leur confiture dans une tasse de café brûlant afin d'en accroître la force.

Pour l'Occident en général et la France en particulier, le hachich est une découverte récente à cette époque. Les amateurs de cette drogue appartiennent aux couches sociales privilégiées. Une dose de *dawamesk* représente trois à cinq journées de travail d'un ouvrier parisien non qualifié. Les consommateurs recherchent des sensations fortes, comparables à celles produites par l'opium, substance connue depuis beaucoup plus longtemps à cause de ses applications thérapeutiques et alors largement plus en vogue. Ceux qui choisissent le hachich préfèrent les préparations les plus agressives, les plus capables de produire de véritables hallucinations, ce qui est incontestablement le cas du *dawamesk*. Ce sont de telles expériences qui fascinent les participants des réunions du Club des Hachichins et c'est pourquoi seule la fameuse confiture verte, qu'ils appellent entre eux la « pâture », y a sa place. Certains la prennent à des doses supérieures aux trente grammes. Le résultat est la « fantasia ». Théophile Gautier, dans son ivresse cannabique, regarde au plafond et aperçoit « une foule de têtes sans corps comme celles des chérubins ». Ses hallucinations s'apparentent à des « fantômes grotesques ». Le hachich fait de l'être le plus sensé, le plus raisonnable, le plus logique, le fou le plus extraordinaire, le plus bouffon, le plus à plaindre qu'il soit possible de voir. Les illusions, les hallucinations dont les aliénés sont le jouet s'emparent de lui, le dominant de manière despotique, le transportent du monde réel dans le monde le plus extravagant.

L'orientalisme donne naissance au tourisme moderne. M. de Forbin s'étonnait, en 1827, de rencontrer au pied des pyramides l'ombrelle rose d'une dame anglaise. Depuis cette époque, les touristes anglais en Orient se sont si prodigieusement multipliés, « qu'on ferait de leurs volumes une autre pyramide de Giseh¹ ». Le voyageur est attiré par les pyramides. À leur approche, il voit une nuée de cicérones arabes aux burnous blancs qui proposent leurs services. Grâce à eux, il est possible de gravir rapidement les pyramides sans danger et sans difficulté mais non sans fatigue. L'ascension s'apparente à celle d'une montagne. On s'attaque à un des angles, et l'on grimpe d'assise en assise à l'aide des mains et des genoux. Gérard de Nerval nous fait part de l'existence des hôtels en Orient. Il évoque celui du célèbre Battista à Beyrouth. Le 5 octobre 1847, les Gasparin sont en Grèce jusqu'à la fin novembre. Ils sont en Égypte au début du mois de décembre. Madame de Gasparin rédige sa relation de voyage qui paraîtra en 1848 et sera rééditée en 1850. Elle y évoque des histoires qu'on raconte en Grèce sur la sottise des Anglais : elle les appelle des *anglaisades*. Elle ne cache pas sa mauvaise humeur en Égypte : « La Grande-Bretagne envahit les hôtels [...] ; nous restons à bord jusqu'à demain matin, qu'elle aura pris en *omnibus* la route de Suez. Elle passera tout au travers du désert, comme elle a passé tout au travers des rives enchantées du Nil : en mangeant des côtelettes fautes de beefsteaks [...]. Les palmiers, les chameaux, les oiseaux sauvages ne lui ont même pas arraché le *beautiful national*. » La croissance rapide du nombre des touristes a pour conséquence une prolifération de services, en particulier la transformation du système hôtelier. Longtemps le voyageur en Orient a été hébergé, dans les villes, par le consul de son pays ou par les communautés religieuses. Ailleurs, c'est un abri de fortune, la tente ou la belle étoile. Buchon ne dénombre, en 1841, dans la Grèce continentale, que quatre auberges : Athènes, Patras, Nauplie, Corinthe. Nerval donne, peu après, un tableau pittoresque des pensions du Caire, de Beyrouth ou de Péra. En 1846, Xavier Hommaire du Hell, qui retrouve Constantinople après une longue absence est frappé par la métamorphose de la ville. Naguère, écrit-il, « quelques Anglais, quelques Russes, quelques négociants autrichiens, alimentaient les deux seuls hôtels de Péra qui se soutenaient à grand-peine. » Depuis les

¹ F. de Lagenevais, « Un humoriste en Orient – Eothen », *Revue des Deux Mondes*, 1845.

touristes, qui ont afflué, mais aussi la colonie européenne, qui a doublé, ont à leur disposition « de beaux hôtels, des magasins de mode, de parfumerie, de meubles, de quincaillerie, de pâtisserie !¹»

Les rivaux de la France en Orient

Après la crise de 1840, l'économie française se retrouve en mauvaise posture. Entre les mains d'Émile, l'entreprise Oberkampf, ouverte aux échanges internationaux et s'occupant de filature et de tissage, décline et cesse finalement ses activités en 1843. Londres s'intéresse au coton. Chaque Anglais en consomme, en 1840, plus de 7 kilogrammes. La consommation moyenne de coton en 1830 d'un Français était de 0,9 kilogramme². Elle s'élève à 1,5 kilogramme pour chaque Français en 1840 et 0,3 kilogramme pour chaque Russe³. La crise de 1840 avait des causes économiques. L'Angleterre devait protéger son marché cotonnier. Les exportations de coton anglais vers l'Empire ottoman sont multipliées par trois entre 1830 et 1848⁴. En 1840, la France pouvait exporter pour 35 millions de francs de coton vers l'Espagne et talonnait l'Angleterre qui en exportait 42 millions⁵. Les structures du commerce de la France ne sont pas vraiment modifiées par la crise orientale de 1840. Traitant surtout avec l'Europe et les États-Unis d'Amérique, les Français maintiennent le faible revenu qu'ils retirent des droits de douanes avec la Turquie : 3 954 000 francs⁶, soit 3% de la totalité du produit brut des douanes. La France développe ses échanges coloniaux qui lui rapportent 36 250 000 francs en 1841. La politique française reste dominée par le souci de défendre les intérêts matériels de la classe dirigeante, de favoriser l'expansion économique. Les intérêts de cette « classe montante » orienteraient notre politique extérieure. Si l'on considère la Grande-Bretagne, il est évident, comme l'a montré M. Levy-Leboyer, qu'avant 1840 la « désindustrialisation » de l'Asie et du Moyen-Orient, la ruine de son artisanat face à la concurrence anglaise et particulièrement celle du centre cotonnier de Manchester, pouvait encore n'être ni trop alarmante ni irréparable, car la vente de matières premières et de denrées alimentaires coloniales dans des termes de l'échange favorables pouvaient permettre à ces pays de faire de substantiels bénéfices et d'accroître leur pouvoir d'achat ou d'accumuler les capitaux nécessaires à leur équipement industriel futur. Mais tout change après 1840 lorsque la révolution industrielle anglaise s'affirme et que le libre-échange l'emporte : le transport du charbon donne aux navires anglais le pondéreux qui leur manquait dans leurs trajets « aller » ; les compagnies anglaises de navigation peuvent ainsi baisser leur taux de fret, ruiner les vieilles concurrentes, étendre leur influence plus étroitement sur les mers du globe, équilibrer leur trafic par des compensations entre toutes les régions du monde. Et dans le même temps, l'appareil bancaire rénové permet de libérer l'investissement en Grande-Bretagne et de le lancer avec succès à l'assaut du monde.

L'Angleterre et l'Autriche abolissent les quarantaines pour les navires en provenance du Levant. Les vapeurs anglais mettent seize jours pour se rendre d'Alexandrie à Southampton cependant que les vapeurs français pour se rendre d'Alexandrie à Marseille ne voyagent que durant neuf jours mais doivent subir une quarantaine de vingt jours. Cette mesure de concurrence déloyale entraîne un déficit dans la recette des paquebots français au titre du budget de l'année 1842⁷. Le maintien de la quarantaine coûte au moins 1 200 francs par personne. Les institutions sanitaires françaises repoussent les voyageurs. L'ex-médecin chef au service de l'Égypte Aubert-Roche propose de réformer ces quarantaines françaises. Il propose de délivrer une patente brute en cas d'épidémie au départ et une patente nette s'il n'y en a pas. Dans le premier cas, les navires de guerre et les paquebots subiraient cinq jours de quarantaine. Les navires marchands seraient retenus dix jours avec maniement de leur chargement. Les passagers seraient gardés cinq jours en observation au lazaret. Dans le second cas, la quarantaine durerait seulement 24 heures pour les navires de guerre et les paquebots. Quant aux navires marchands, il resterait cinq jours au port et leurs passagers seraient en observation durant 24 heures. En cas de peste déclarée et s'il survient un décès durant la traversée, une quarantaine jugée nécessaire serait effectuée. Ces modifications doivent améliorer la situation des services de transport français face à la concurrence anglaise et autrichienne. Le 7 novembre 1844, Victor Schœlcher est à bord du *Caire*. Ce navire à vapeur a un équipage de 47 hommes et une puissance de 220 chevaux. Il appartient au groupe des six paquebots qui font le service direct entre Marseille et Alexandrie, ne touchant qu'à Malte pour y prendre du charbon. *Le Caire* consomme 20 à 22 tonnes de houille par vingt-quatre heures. À raison de 45 francs le tonneau, cela revient à une moyenne de 900 francs par jour pour le combustible seulement. Ces bateaux postaux ne sont pas rentables et coûtent chaque année à l'administration cinq millions de francs. La concurrence anglaise est forte. Une note du ministère des Finances s'inquiète des résultats obtenus par Waghorn⁸. Les correspondances en provenances des Indes sont de plus en plus rapides. Ce service fait un tort considérable aux paquebots français de la Méditerranée. La note préconise une amélioration des services postaux français.

¹ Jean-Claude Berchet, *Le Voyage en Orient : anthologie des voyageurs français dans le Levant au XIX^e siècle*, Paris, R. Laffont, 1985, p. 7.

² Fabrice Nodé-Langlois, Laurence Rizet, *La consommation*, Paris, 1995, p. 33. Jean Fourastié, *Machinisme et Bien-être*, Paris, éditions de Minuit, 1962.

³ Jean-Pierre Rioux, *La révolution industrielle, 1780-1880*, Paris, Seuil, 1989, p. 98.

⁴ Huri Islamoglu-Inan, *The Ottoman empire and the world-economy*, Cambridge, 1987, pp. 380-381.

⁵ A.M.A.E., M&D, Espagne, 311.

⁶ B.N.F.M. cote VP-19320, produit brut des douanes de la France en 1841.

⁷ *Revue de l'Orient*, 1843, p. 69.

⁸ A.M.A.E., A.D.P. Égypte, vol. 1. Note du ministère des Finances, 9 octobre 1846.

Schœlcher remarque surtout que « toute dépense pour énorme qu'elle soit, est digne d'un grand peuple, lorsqu'elle est utile et bien entendue. Mais l'administration gaspille un argent qui est, en définitive celui des contribuables. »

Les projets français d'expansion coloniale sont contrecarrés. Mac Mahon commandant par intérim la division d'Oran reçoit une dépêche qui lui demande d'embarquer sans délai avec une compagnie d'infanterie et de gagner pendant la nuit les îles Zaffarines, situées en face de l'embouchure de la Moulouya. Il écrit : « Au point du jour, je devais me rapprocher du port formé par les trois îlots, mes hommes restant couchés sur le pont de manière à n'être pas aperçus. Si le pavillon espagnol ne flottait pas sur ces îles, j'avais l'ordre d'en prendre aussitôt possession. Dans le cas contraire, je devais continuer ma route vers l'ouest, gagner la haute mer et revenir à Nemours.¹ » Mac Mahon part le soir même, mais en arrivant près du port en question, il voit flotter le drapeau espagnol. Cet échec est attribué, à tort ou à raison, à Thiers. Il a parlé, semble-t-il, de ce projet au cours d'une soirée en présence d'un Espagnol qui s'est empressé d'en rendre compte à son ambassadeur qui a télégraphié à Madrid. Aussitôt, le gouvernement espagnol dirige sur l'île un petit bâtiment qui y arbore son drapeau. L'ouverture vers le Maroc semble difficile. *L'Illustration* du 14 juin 1845 confirme et présente une caricature : *Jérôme Paturot ouvrant la caisse de la société du bitume du Maroc, la trouvant vide*. La France décide de tourner son attention vers Tunis. En 1843, le commerce maritime de la régence s'élève à près de 22,5 millions de francs, ce qui représente un accroissement de 7,7 millions de francs par rapport à 1842. Ce formidable marché voit transiter entre autres la garance de Tuggurt, les chapeaux à large bord en feuilles de palmiers, les cotonnades d'Europe, les armes et le soufre².

La politique méditerranéenne interventionniste de la France déplaît à Londres. L'affaire du mariage espagnol qui, cependant n'intéresse pas directement les successions, fait se dresser l'Angleterre qui craint une amorce d'entente franco-espagnole capable de renverser la situation en Méditerranée. Les Turcs ont compris l'intérêt géopolitique de l'affaire. Fuad pacha, en 1844, a été chargé d'aller complimenter la reine Isabelle II qui a atteint sa majorité³. Palmerston veut faire épouser à la reine Isabelle un Cobourg. Il faut noter qu'à l'entrevue d'Eu, Louis-Philippe et Victoria ont convenu que la reine Isabelle d'Espagne n'épouserait ni un prince français, ni un parent de la famille royale d'Angleterre. En 1846, les Français obtiennent une autre victoire : Isabelle II épouse son cousin, le duc de Cadix, François d'Assise. Le duc de Montpensier épouse la sœur de la reine, l'infante Louise Fernande. Les deux mariages sont célébrés le même jour. L'Angleterre en conçoit du dépit⁴. L'alliance anglaise, précaire, difficile à obtenir, fortement ébranlée sous le ministère Thiers par les dissentiments sur la question d'Orient n'existe plus depuis ces mariages. Louis-Philippe essaie d'amadouer la reine Victoria mais il ne parvient pas à déjouer l'influence hostile de Palmerston. Ce dernier continue notamment à attaquer la France partout, en Italie, en Espagne et en Orient⁵. La rivalité entre Guizot et Palmerston se prolonge. Après la crise orientale, une fois Guizot devenu ministre des Affaires étrangères, ils se heurtent encore à propos des mariages espagnols. Guizot veut se venger. Il s'évertue, de 1845 à 1847, sur la question suisse et le Sonderbund, à former une coalition sans l'Angleterre. Guizot tient à rendre la monnaie de sa pièce à Palmerston qui a « réussi, dans la question d'Orient, à former une quadruple alliance, en laissant la France au dehors. ⁶ »

Depuis 1845, les échanges français avec l'Empire ottoman sont dans un état de langueur et de faiblesse. Le négoce français est perdant dans toutes les contrées du Levant. Un document officiel français dresse le constat suivant pour l'année 1845 : « À l'exportation générale, l'Angleterre occupe le premier rang ; les toiles écruës, les cotons filés, les impressions sont les principaux articles qui alimentent ses relations avec la Syrie. Leur bon marché (de ces étoffes) les avait fait privilégier aux tissus indigènes similaires ; delà ruine presque complète de l'industrie de Damas et d'Alep. Ces deux villes comptaient, il y a une vingtaine d'années, au-delà de 25 000 métiers produisant des étoffes mi-soie, mi-coton, aujourd'hui c'est à peine si le sixième a survécu. ⁷ » Le commerce anglais avec l'Égypte prend une formidable expansion entre 1840 et 1846. 222 vaisseaux arborant *l'Union Jack* entrent à Alexandrie en 1845. Ils sont 187 en 1844. Quantité de nouvelles maisons de commerce européennes s'étaient établies à Alexandrie. Les transactions pour l'année 1846 ne sont pas aussi fortes que celles des années 1841 et 1842, résultats de la réaction après la mauvaise année 1840 et de sa stagnation économique, mais elles dépassent encore la moyenne des années précédentes.

¹ Mac Mahon, *Mémoires du maréchal de Mac Mahon. Souvenirs d'Algérie*, Paris, Plon, 1932, p. 200.

² *L'Illustration* du 2 août 1845.

³ Du Velay, *Essai sur l'histoire financière de la Turquie, depuis le règne du sultan Mahmoud II jusqu'à nos jours*, Paris, 1903, p. 94.

⁴ Joseph Perez, *Histoire de l'Espagne*, Paris, Fayard, 1997, p. 567.

⁵ Daniel Stern alias Marie d'Agoult, *op. cit.*, p. 41.

⁶ Comtesse de Boigne, *Mémoires de la comtesse de Boigne*, Paris, Mercure de France, 2001, t. II, p. 653.

⁷ Cité par Huri Islamoglu-Inan, *op. cit.*, p. 382.

ÉTAT DES RELATIONS COMMERCIALES
DU PORT D'ALEXANDRIE EN 1845 (MILLIONS DE FRANCS)¹

	Importations depuis	Exportations vers
Grande-Bretagne	6,4	16,6
Autriche	3,4	7
France	2,3	7,3
Turquie	8,1	9

Méhémet-Ali relance une politique d'expansion vers l'Éthiopie. Les Égyptiens prennent le contrôle de Massaoua en 1846, après que le roi du Tigré ait tenté plusieurs fois de s'en emparer². La même année, Méhémet-Ali se rend à Constantinople mais il tombe gravement malade et doit se reposer à Thérapia. En 1846, on remarque une augmentation des exportations de céréales vers l'Angleterre. Ce phénomène se poursuit en 1847.

Les Français avaient abandonné leur projet d'implantation en Abyssinie. Thiers craignait de nouvelles complications³. Le capitaine de vaisseau Théophile Lefebvre, chargé par le ministère de la Marine d'explorer les côtes de l'Abyssinie, de 1839 à 1843, appuie les projets égyptiens. Il écrit que la « question d'Orient, dont le nœud est le percement de l'isthme de Suez, est devenue le point convergent de la politique européenne, et, si jamais le commerce de la mer Rouge se régénère, ce ne pourra être que l'œuvre collective de toutes les nations civilisées.⁴ » Ce saint-simonien craint cependant les visées de l'Angleterre dans cette région et préconise la conclusion rapide d'un traité d'alliance avec le roi Oubi afin de créer un port sur la mer Rouge pour le transit par bateaux à vapeur de l'île de la Réunion à Suez. Combes partage cet avis. Il veut acheter Tajoura dans le golfe d'Aden. Les projets échouent. Des armateurs de Nantes et de Bordeaux ont expédié vers la mer Rouge le navire *Ankober* sous le commandement du capitaine Brocquant. Le bateau a quitté Bordeaux le 1^{er} février 1840 chargé de marchandises dans le but de tenter une implantation en Abyssinie, mais arrivé à destination, l'*Ankober* ne parvient pas à vendre sa cargaison. On suppose que le capitaine aurait commis des indiscretions et aurait vendu la mèche⁵ à un lieutenant anglais. En 1842, Rochet d'Héricourt est confronté à l'accroissement de l'influence anglaise. Affolé par l'arrivée prochaine du navire français parti de Bordeaux pour la mer Rouge, Haines, le gouverneur d'Aden a acheté le petit village de Tajoura pour 1 500 talaris (7 800 francs) et octroyé une pension annuelle de 30 talaris (156 francs) à son sultan. À ces engagements pécuniaires, les Britanniques permettent aux habitants de la côte orientale de l'Afrique de continuer le commerce des esclaves. Les idées philanthropiques prônées par Londres sont abandonnées dans cette zone⁶. Les voyageurs français sont exclus mais d'Héricourt parvient malgré les obstacles à rencontrer le roi du Choa. Il lui apporte des présents formant un total de cinquante-quatre colis : des fusils, des carabines, des pistolets, des sabres, des draps, des casques reluisants, des cuirasses polies, un orgue de barbarie jouant la *Sicilienne de Robert le Diable*, une tabatière à musique et des bourses brodées. D'Héricourt monte aussi deux canons sur affûts qu'il fait tonner. Ce qui contente le plus Sahlé-Sallasi, roi du Choa, est un portrait de Louis-Philippe qu'il accroche à côté de son trône après l'avoir longuement dévisagé. À Choa, rien ne convient aux indigènes par la suite. Les étoffes ont des prix trop élevés. Les verreries ne répondent pas aux habitudes locales des marchands. Les armes n'ont pas non plus la forme que recherchent les Abyssins. Brocquant ne vend pas. Il ne peut donc pas acheter les produits africains qui auraient couvert les frais de l'expédition. Le négoce français est affecté par la crise de 1840. Le capitaine de *La Prévoyante*, corvette de la Réunion, qui fait escale en 1842, envoie au gouverneur de l'île un rapport faisant état du délabrement et de l'abandon des navires marchands que les propriétaires n'ont pas les moyens de restaurer. Il est le dernier Français à acheter par la voie de l'Océan Indien, une cargaison de café à Moka. Les Anglais prennent le relais et développent leurs réseaux commerciaux. Les Britanniques ont peu de poids sur les tribus qui s'adonnent au brigandage. Ils se trouvent exposés au vol des Arabes. M. Plowding a eu ses cadeaux pris par les bandits de la côte. Les Égyptiens interviennent contre les révoltes des potentats locaux. Un chef abyssin a pris les armes et refuse de payer le tribut que Massaoua donnait pour l'eau qu'elle prend en terre ferme. Il est fait prisonnier quoique disposant de 3 000 hommes à opposer aux 400 soldats égyptiens⁷. Les principales importations de l'Égypte proviennent de la mer Rouge par les caravanes du Darfour. Le traité de Balta-Liman de 1838 a porté ses fruits. Il a anéanti le monopole du vice-roi et a développé la libre concurrence. Les Tanzimat dopent l'économie de l'Empire ottoman. D'après le consul anglais de Salonique, le décollage observé après 1845 est dû en grande partie aux premières mesures prises en faveur des

¹ Mustapha Sabry, *op. cit.*, p. 572. Nous avons converti sur la base de 1 livre = 26,6 francs.

² Ade Ajayi, *Histoire générale de l'Afrique*, Paris, Unesco, 1997, t. VI, p. 212.

³ A.M.A.E., M&D, Afrique, vol. 13. Lefebvre, Paris, 14 février 1844, f°100.

⁴ *Revue africaine*, 1943, n° 394-395, pp. 110-111.

⁵ A.M.A.E., M&D, Afrique, vol. 13. Copie d'une lettre de Lefebvre au ministre du Commerce, 10 janvier 1841.

⁶ *Revue de l'Orient*, 1843, p. 98. Lettre de Rochet d'Héricourt adressée à Hector Horeau, Angolola, 14 novembre 1842.

⁷ A.M.A.E., M&D, Afrique, vol. 13. Abyssinie, 8 avril 1847, f°113.

non-musulmans dans la foulée du *hatti-chérif* de Gülhane. Le trafic maritime y a en effet considérablement augmenté :

MOUVEMENT DU PORT DE SALONIQUE ENTRE 1839 ET 1846
D'APRÈS LES RAPPORTS CONSULAIRES BRITANNIQUES¹

Exportations				Importations			
Année	Nombre de navires	Quantité (tonneaux)	Valeur totale (en £)	Année	Nombre de navires	Quantité (tonneaux)	Valeur totale (en £)
1839	243	14 863	173 539	1839	243	15 125	211 036
1840	385	19 089	114 098	1840	338	21 523	85 517
1841	543	36 275	140 172	1841	448	36 524	135 952
1842	548	40 527	163 293	1842	561	41 596	165 296
1843	348	23 699	106 103	1843	355	25 731	117 296
1844	487	34 860	79 901	1844	471	35 420	136 908
1845	596	50 763	223 730	1845	576	53 081	219 439
1846	713	70 295	312 285	1846	790	77 385	323 644

Malgré les fluctuations importantes que présente le tableau, il convient de remarquer qu'à partir de 1843, la hausse est constante aussi bien pour les exportations que pour les importations. Le nombre de bateaux en partance de Salonique passe de 243 en 1839 à 713 en 1846, soit une augmentation de 193,41%. Quant aux navires à l'arrivée, chargés de marchandises importées, leur nombre est même légèrement supérieur. La valeur des opérations commerciales, évaluée en livres sterling, connaît une croissance parallèle, de l'ordre de 53,3% pour les importations et de 79,9% pour les exportations. Salonique a donc bel et bien bénéficié tout comme les autres villes de l'Empire ottoman de la croissance de l'économie mondiale après la période de contraction comprise entre 1815 et 1840.

À Suez, en 1847, une centaine de *baggalas*² reviennent d'Abyssinie. Lefebvre écrit : « J'ai trouvé l'Égypte en voie de prospérité, le commerce et l'industrie s'y développent de jour en jour.³ » Ces progrès sont attribués à la paix et à Méhémet-Ali. Lefebvre précise que « c'est surtout dans les centres peuplés comme Alexandrie que ce progrès est bien sensible pour quiconque les revoit après un certain temps. » Les manufactures françaises courent néanmoins à leur perte et s'obstinent à ne pas fabriquer comme leurs rivaux des produits appropriés pour l'exportation. Le gouvernement français n'a pas voulu établir une compagnie en Abyssinie. Un seul navire marchand français se rend à Patras, en Grèce, au cours de l'année 1845⁴. Les capitaines sont jugés peu actifs et peu peu intelligents. L'Angleterre, la Belgique, la Suisse, la ville de Trieste et le Zollverein concurrencent la France. À Smyrne, il existe six maisons de commerce françaises. Elles se sont développées depuis le traité de 1838. Les principaux articles d'importation sont les draps. Le Languedoc en importe chaque année 300 ballots environ, ce qui représente une valeur de 600 000 francs, mais le marché de Smyrne leur est rudement disputé par les draps que la Belgique, la Prusse et la Saxe font arriver par la voie de Trieste et de Marseille. « Les produits étrangers sont préférés aux nôtres comme plus légers, mieux appropriés aux goûts des consommateurs, et moins chers », écrit l'amiral Turpin. En France, le gouvernement tente de lutter. Le préfet de Seine-et-Marne demande au maire de Melun de délivrer rapidement des certificats aux exportateurs de tissus de coton pour qu'ils soient exonérés des taxes belges. En effet, depuis le 13 octobre 1844, un arrêté royal belge augmente les droits d'entrée sur les tissus de soie et de coton, et plus particulièrement ceux qui viennent de France⁵.

Méhémet-Ali ne menace plus de perturber le commerce mais le rétablissement des voies de communication vers les Indes n'est pas favorable aux industries françaises. De 1834 à 1839, il entrait annuellement en France 1 500 à 2 000 châles de l'Inde⁶. Il y avait plus de 50 000 ouvriers français occupés à la fabrication de châles français et aux industries qui s'y rattachent. Entre 1839 et 1847, l'importation des châles de l'Inde a tellement augmenté qu'elle s'est élevée de 8 à 10 000 par an. La fabrication des châles français a diminué. Plus de la moitié des fabricants de châles ont été réduits à la liquidation ou à la faillite. Cette concurrence déloyale provient du fait

¹ Méropi Anastassiadou, *Salonique 1830-1912. Une ville ottomane à l'âge des réformes*, Leiden, E. J. Brill, 1997, p. 98.

² Grands navires arabes.

³ A.M.A.E., M&D, Afrique, vol. 13, lettre de Lefebvre du 10 août 1847.

⁴ A.N. mar. BB⁴ n°638.

⁵ Archives municipales de la ville de Melun, série 2F boîte 19. Lettre du préfet au maire, 31 décembre 1844.

⁶ *Ibid.*, boîte 21, *Moniteur industriel*, dimanche 18 février 1849.

que les salaires des ouvriers des Indes sont faibles, ce qui permet un coût peu élevé de leurs marchandises destinées à l'exportation. En 1844, la mission de Sartiges en Perse n'est pas parvenue pas à contrer l'influence russe. Le shah est toujours persécuté par Medem pour laisser arriver les mineurs et recueillir le charbon qui doit servir aux bateaux de la Caspienne. S'y refusant cependant, il dit qu'il ne céderait qu'à la force. Pendant ce temps, les Anglais poussent leurs pions aux Indes. Durant la guerre anglo-afghane, l'*East India Company* oblige les seigneurs du Sind (une partie de l'actuel Pakistan) à accepter le passage de troupes par cette région. Poussant l'avantage, les Britanniques exigent la soumission de ces féodaux en 1843. Enfin ils annexent la région après la défaite des rebelles baloutchis. Les Anglais soumettent les Sikhs après un conflit en 1845. Par le traité de Tiflis en 1846 la Russie oblige le shah à céder deux ports sur la Caspienne. En 1847, l'intervention de Londres et de Saint-Pétersbourg règle au traité d'Erzeroum (31 mai 1847) le conflit entre la Perse et l'Empire ottoman. Des frontières viables sont reconnues entre l'Irak et la Perse.

La seconde crise égyptienne en 1840 a été l'occasion pour la Porte d'affirmer son autorité sur toute la Tripolitaine. Le commerce extérieur du vilayet double entre 1839/1840 et 1842/1843. Les navires entrés dans le port de Tripoli passent d'une moyenne annuelle de 12 350 tonneaux à une moyenne de 25 350 tonneaux¹. Au moment où la Turquie établit sa souveraineté sur deux relais essentiels du commerce transsaharien, Mourzouk (1842) et Ghadamès, la Senoussia prend, au sud, pied au Ouadai. Celui-ci après la conquête du Soudan par Méhémet-Ali oriente son commerce vers la Cyrénaïque. Au printemps de 1845 arrivent à Tripoli deux caravanes importantes de Ghadamès et de Mourzouk. Annonce d'une reprise qui s'amplifie l'année suivante ; 1846 voit en effet le revif d'un trafic qui n'avait cessé de diminuer depuis les crises de la fin de l'ère karamanli. Les arrivages à Tripoli constituent, aux dires du consul de France, « l'importation la plus considérable que l'Afrique centrale ait effectué depuis plus de 25 ans dans les ports de la Régence. » À Benghazi une importante caravane arrive à la mi-mars apportant un millier d'esclaves, de l'ivoire. C'est également le plus gros arrivage depuis longtemps. La période 1846-1850 est décisive dans cette phase de renouveau. Les arrivées à Tripoli sont estimées à 900 000 francs en 1846, 1 263 000 francs en 1847, 961 750 francs en 1848, plus d'un million en 1849. En 1850, Pellissier de Reynaud les évalue pour Tripoli et Benghazi réunis à quelque 2 millions de francs. Signe de l'importance du mouvement et de l'intérêt qu'y portent les milieux d'affaires britanniques, l'installation des vice-consulats du Royaume-Uni à Mourzouk et à Ghadamès en 1849.

Finalement, l'Empire ottoman est devenu le troisième partenaire commercial de l'Angleterre.

¹ J. L. Miège, *op. cit.*, p. 136.

Les révolutions lamartiniennes

Abd el-Kader écrit à Toulon le 28 février 1848 : « Daumas, j'ai lu dans les livres que la République est une bonne forme de gouvernement mais vois-tu combien ma culture nous rend plus prudents que la vôtre sur le destin de l'homme : voilà un grand sultan souverain, votre roi Louis-Philippe qui a conquis l'Afrique, puissant avec ses alliances et ses descendants, renommé pour sa sagesse et un seul jour suffit pour le renverser ! N'ai-je pas raison d'être convaincu qu'il n'y a de force authentique, de vérité et de réalité que dans la volonté de Dieu ? Crois-moi ce monde là, mondain, n'est qu'une charogne et il n'y a que les chiens pour se la disputer [...] » Presque tous les généraux d'Afrique jouent un rôle politique dans la révolution de 1848. Lors des journées de juin, Lamoricière, Damesme, Changarnier, Cavaignac sont les hommes forts de la répression. Ils ont servi, parfois glorieusement en Algérie. La plupart en ont rapporté le mépris du danger, mais aussi un certain mépris de la vie humaine. On sait le mot de Tocqueville sur Bedeau : « Il était humain comme s'il n'avait pas fait la guerre d'Afrique. » Ils sont députés à la Constituante ou à la Législative car à l'époque, les militaires sont électeurs et éligibles, ce qui vaut à Bugeaud de dire un jour aux socialistes de l'Assemblée nationale : « Je consens à ce que vous allongiez les vestes pour en faire des habits mais non à ce que vous coupez les habits pour en faire des vestes. ¹ » Le 7 avril 1849, il écrit encore à Thiers à propos des socialistes : « Quelles bêtes brutes et féroces ! Comment Dieu permet-il aux mères d'en faire comme cela ! Ah ! voilà les vrais ennemis et non pas les Russes et les Autrichiens. ² »

Les raisons de la colère

Le rapport de police du 24 décembre 1847 indique : « Paris est fort tranquille mais il y a peu d'activité commerciale. ³ » 780 000 ouvriers chôment en France. Ce climat social délétère absorbe Émile Desages, le directeur politique du ministère des Affaires étrangères. Il écrit le 10 février 1848 à l'ambassadeur en poste à Constantinople, qu'à cause des débats intérieurs, il n'a pas eu le loisir d'étudier le traité de commerce entre la Turquie et la Grèce. Quelques jours plus tard, en effet, la France est une nouvelle fois en proie à l'agitation sociale. Auguste Barthélemy avait pourtant prévenu : « L'émeute ! Encore l'émeute ! Hyde des carrefours / Que le galop disperse et qui renaît toujours ! ⁴ » Cette révolution parisienne sert de signal à tous les mouvements européens et appelle les libéraux à l'action. Les esprits sont échauffés par une crise économique d'origine agricole. Sur le plan du commerce international, la France perd des parts de marché. La concurrence est forte. Les Tripolitains du Liban viennent de créer la maison d'importation de bois *S. Karam et frères*. Les marchands italiens Rolo sévissent en Égypte depuis 1840⁵. La révolution de 1848 ne puise cependant pas ses causes uniquement dans l'économie.

Thiers a fait paraître son *Histoire du Consulat et de l'Empire* en 1845. La France qui s'ennuie, selon le mot de Lamartine, recommence à vibrer. « Le peuple, écrit Lamartine dans l'*Histoire de la Révolution de 1848*, n'a pas la science, mais a le sentiment confus de la politique. Il s'était promptement aperçu que Louis-Philippe humiliait la paix ; que son alliance à tout prix avec Londres lui donnait quelquefois en Europe l'attitude d'un vice-roi de l'Angleterre sur le continent ; que les traités de 1815, réaction naturelle mais momentanée des conquêtes injustes de l'Empire, deviendraient avec sa dynastie l'état régulier et définitif du continent pour la France ; que l'Angleterre, la Russie, l'Autriche, la Prusse, prenant d'année en année des dimensions immenses sur les mers, en Orient, en Pologne, en Italie, en Allemagne, sur le bas Danube, au-delà du Caucase et du côté de la Turquie, la France baissait à proportion dans la famille des peuples et se trouvait insensiblement et comparativement, réduite à l'état de puissance secondaire. » Le comte Othenin d'Haussonville rappelle que « tous les républicains qui voulurent la réforme en 1848 voulaient la guerre en 1840. ⁶ » L'humiliation liée à la question d'Orient a ébranlé le

¹ Comte de Chesnel, *Encyclopédie militaire et maritime*, Paris, A. Le Chevalier, 1832-1864, t. I, p. 198.

² Michel Beaud, *Histoire du capitalisme de 1500 à nos jours*, Paris, Seuil, 1990, p. 150.

³ Jean Tulard, *op. cit.*, p. 447.

⁴ Auguste Barthélemy, *Némesis*, Paris, 1835, p. 199.

⁵ Daniel Panzac et André Raymond, *La France et l'Égypte à l'époque des vice-rois : 1805-1882*, Le Caire, 2002, p. 17.

⁶ *Revue des Deux Mondes*, 15 décembre 1848, p. 880.

trône de Louis-Philippe et sert de prélude à 1848¹. Guizot a pourtant tenté d'effacer les affronts faits à la France. La Russie se montre moins insultante à l'égard de Louis-Philippe. Nicolas I^{er} vient d'acheter pour cinquante millions de rentes françaises. Guizot se sépare de plus en plus de l'Angleterre pour se rapprocher de l'Autriche conservatrice devant laquelle il se vante de lutter contre l'anarchie. « C'est la base de notre alliance », écrit-il à Metternich. Le 18 mai 1847, il annonce : « Il n'y a pas deux politiques d'ordre et de conservation. La France est maintenant disposée et propre à la politique de conservation. Elle a, pour longtemps, atteint son but et pris son assiette. » L'opinion française ne suit pas. Elle reste récalcitrante. Alphonse Karr dans *Les Guêpes* en profite pour dénoncer la substitution de l'effigie de Napoléon par Henri IV sur la Légion d'honneur : « Lorsque Henri IV, après la bataille de Waterloo, fut enfermé à Sainte-Hélène, MM. Thiers et Sully se retirèrent dans leurs terres, et ne firent plus que de rares apparitions à la cour de Louis XIII et de Louis-Philippe. Crillon s'en fut en Algérie partager les dangers des généraux Bedeau et Bugeaud. Il eut le bonheur de prendre Bou-Maza, huguenot relaps, et peu de temps après il tua en combat singulier le terrible Abd el-Kader. ²»

Dans une lettre adressée à Bourqueney, Émile Desages écrit le 10 janvier 1848 : « Mon cher ami, c'est aujourd'hui que commence la bataille parlementaire, elle sera chaude. J'espère néanmoins que nous la gagnerons. » Le 25 janvier, Thiers monte à la tribune de la Chambre et engage vivement le débat. Il annonce que la France est sur le chemin de la banqueroute. Révolutionnaire en paroles, Thiers attaque la politique étrangère de Guizot. Il regrette que la France ne soutienne pas suffisamment les mouvements populaires qui s'expriment en Italie, en Suisse et en Pologne. Lamartine intervient et critique la politique étrangère de Guizot en des termes très vifs, résumés dans une belle envolée lyrique : « [Depuis les mariages espagnols] il a fallu que la France, à l'inverse de sa nature, à l'inverse des siècles et de sa tradition, devînt gibeline à Rome, sacerdotale à Berne, autrichienne en Piémont, russe à Cracovie, prussienne en Pologne, française nulle part, contre-révolutionnaire partout ! ³»

Les discussions portant sur l'Algérie sont houleuses. La nomination d'un fils du roi au gouvernement de l'Algérie est attaquée dans les journaux et à la Chambre des pairs. Le titre de vice-roi pour le duc d'Aumale, idée chère à Louis-Philippe, a été abandonné. Sa seule évocation a beaucoup agité l'opinion, que préoccupe le problème de la succession au trône. Louis-Philippe a soixante-quinze ans, on le sent affaibli, surtout depuis la mort de sa sœur Mme Adélaïde, fidèle conseillère ; l'héritière de la couronne. Le comte de Paris, fils du duc d'Orléans, a neuf ans, et la régence reviendrait soit à sa mère, soit à Nemours. Dans les deux cas, Aumale, ajoutant cette « vice-royauté », titre inédit en France, au commandement d'une armée d'Afrique de plus de cent mille hommes forgée par Bugeaud représente une force de pression qui a de quoi inquiéter⁴. Le député Lherbette continue de dénoncer le pouvoir personnel. Les grands commandements sont confiés aux princes. La faveur décide seule de tous les avancements dans l'armée de terre et dans la marine. Après un long discours du maréchal Bugeaud sur la nécessité de conserver en Algérie des forces imposantes et sur le danger d'y développer prématurément des institutions civiles, Guizot est interpellé sur la conduite qu'il compte tenir relativement à Abd el-Kader. Le ministère espère éblouir la Chambre sur la nouvelle de la soumission de l'émir mais cet « événement, si longtemps espéré en vain, et qui, en d'autres circonstances, eût excité des transports de joie, écrit Daniel Stern, ne détourna pas l'attention publique des scandales de l'administration; il ne fit pas taire un murmure et suscita même au gouvernement de graves embarras. ⁵»

Le gouvernement louis-philippard l'emporte encore le 12 février 1848 à la Chambre avec seulement une majorité de 43 voix mais la crise politique se transforme en émeute le 23 février. Plusieurs facteurs concourent à cette évolution, dont la principale est la défection d'une partie de la garde nationale. À celle-ci s'ajoute le soulèvement spontané, sans chefs et sans mots d'ordre, du Paris populaire, après la fusillade du boulevard des Capucines. Au soir du 23, il est trop tard pour dénouer la crise par une solution politique à laquelle le roi vient pourtant de se résigner en renvoyant Guizot et en faisant appel à Molé, puis à Thiers, enfin à Odilon Barrot. Victor Hugo écrit du cabinet Guizot : « ministère né de la crainte d'une guerre et mort de la crainte d'une révolution. ⁶» Dans *l'Illustration* du 10 mars 1923, Rosny de l'Académie Goncourt écrit que le « règne de Louis-Philippe eût vraisemblablement été un règne excellent. Le roi fort sage qu'était Louis-Philippe fut bafoué et méprisé ; ses qualités modératrices, sa sagesse tranquille, sa patience, son expérience, tout cela ne servit de rien : il fut balayé par la plus comique, la moins consistante des émeutes. »

En 1848, tout cède au romantisme révolutionnaire. Un factum, signé « Les frères Tacherons », veut établir, d'après la correspondance d'un agent à la solde de la duchesse d'Orléans trouvée au fond d'une cassette dans le pavillon de Marsan, que Louis-Philippe est mort à la fin du mois de janvier, que son corps a été emporté le 3 février des Tuileries. Le roi aurait été remplacé secrètement, par les soins de Guizot et de Nemours, par un sosie,

¹ Anonyme (par un ancien diplomate), *L'Empire ottoman, 1839-1877. L'Angleterre et la Russie dans la question d'Orient*, 1877, p. 81.

² Alphonse Karr, *Les Guêpes*, avril 1847, pp. 25-26.

³ Gérard Unger, *Lamartine*, Flammarion, 1998, pp. 331-332.

⁴ François Maspero, *op. cit.*, p. 261.

⁵ Comtesse Marie d'Agoult, sous le pseudonyme masculin de Daniel Stern, *Histoire de la Révolution de 1848*, Paris, Balland, 1985, p. 65.

⁶ Victor Hugo, *Choses vues 1830-1848*, Paris, Gallimard, 1997, p. 584.

un charcutier de Neuilly nommé Pierre Pourcher¹. À Paris, les psyllés égyptiens exhibent des serpents. Plus inquiétants, les magiciens berbères pratiquent la magie noire. La nécromancie et la sorcellerie sont leurs spécialités. La connaissance de ces mystères est appliquée à un but immoral, à la satisfaction des passions basses, à la soif de l'or. Ils disent pouvoir se mettre en relation avec les puissances infernales. Au moyen de l'onction magique à laquelle il faut se soumettre, les sorciers vous envoient au sabbat et vous font parler avec le diable, qui procure l'or, la puissance et le plaisir². En 1839, l'abbé Alphonse-Louis Constant, qui devient en 1854 après son exil à Londres le mage Éliphas Lévi, recevait la visite d'Alphonse Esquiros. Ce dernier l'invita à venir voir un fou : le *mapah*, personnage mystique et éloquent dont le vrai nom était Ganneau. Le *mapah* est l'idéal de tous les nouveaux pontifes. À la fois maman et papa, il est un résumé de l'humanité³. Après quelque réticence, Constant accepta l'invitation. Le *mapah*, qui un jour déclara confidentiellement qu'il était Louis XVII, était un homme barbu, d'une figure majestueuse et prophétique. Il portait habituellement sur ses habits une vieille pelisse de femme, ce qui lui donnait l'air d'un pauvre derviche⁴. Dans son délire, le *mapah* vit un immense vaisseau surmonté d'un mât gigantesque terminé en ruche et l'un des flancs du vaisseau regardait l'Occident et l'autre l'Orient. Au centre du mât, du côté de l'Occident, était fixée une croix à cinq branches sur laquelle expirait une femme. Au-dessus de sa tête, on lisait : « France : 18 juin 1815 ; Vendredi-Saint. »⁵ Du côté du vaisseau qui regardait l'Orient, les ténèbres n'existaient pas. La carène était arrêtée au seuil de la cité de Dieu sur le faite d'un arc triomphal que le soleil illuminait de ses rayons. La même femme apparut de nouveau, mais transfigurée et radieuse. Elle soulevait la pierre d'un sépulcre : sur cette pierre il était écrit : « Restauration, jours du tombeau. 29 juillet 1830 ; Pâques. » Le *mapah* a des disciples. L'un d'entre eux, un jeune homme nerveux et débile, nommé Sobrier, harangue la foule lors des journées de février 1848. Croyant être prédestiné à sauver le monde, il provoque la crise. Dans les rues populeuses du quartier Saint-Martin, armé de deux pistolets, il se fait précéder de deux gamins, l'un portant une torche, l'autre battant le rappel avec un tambour. Un rassemblement nombreux se forme. L'énergumène clame qu'il faut aller porter au ministère la volonté du peuple. La foule des curieux encombre les boulevards. Devant l'hôtel des Capucines, un coup de pistolet est tiré sur la troupe. Pour Éliphas Lévi, tout est clair. La révolution de 1848 provient du formidable magnétisme exercé par le *mapah* sur les esprits.

Dans la matinée du 24 février 1848, Paris se hérissa de barricades. Le maréchal Bugeaud arrive aux Tuileries, vers 1 heure 30 du matin. On lui confie la répression de l'insurrection. « Il est un peu tard, dit le maréchal, mais je n'ai jamais été battu, et je ne commencerai pas aujourd'hui. Qu'on me laisse faire et tirer le canon ; il y aura du sang répandu ; mais, ce soir, la force sera du côté de la loi, et les factieux auront reçu leur compte. »⁶ Bugeaud recommande aux soldats de glisser deux balles dans le fusil. Autre héros de la guerre d'Afrique, Bedeau doit commander une colonne d'attaque. Mais l'armée doit calmer son ardeur. Les appels à Thiers et à Odilon Barrot ont un effet pacificateur. « Si la troupe tire un coup de fusil, s'écrie un négociant, tout est perdu ; toute médiation devient impossible, et Paris est noyé dans le sang. »⁷ Bugeaud s'offusque puis se modère. Le régime s'effondre. Guizot et ses ministres se dispersent en prenant bien garde de ne pas se faire reconnaître par la foule ivre de sa victoire. Devenu un maréchal sans troupes, Bugeaud, lui, choisit au début de l'après-midi de s'en aller à cheval, en grand uniforme et arborant tous ses ordres. Il s'engage au pas sur le pont Royal lorsque des insurgés lui barrent le chemin. Au lieu de forcer le passage sabre au clair, il parlemente. Après l'avoir écouté étaler ses services rendus à la patrie, surtout en Algérie, les émeutiers subjugués le laissent passer, et certains l'acclament.

La Chambre des députés pense confier la régence à la duchesse d'Orléans, quand la salle des séances est envahie par le peuple. Députés républicains et insurgés, décidés à ne pas se laisser escamoter la victoire comme en 1830, sont d'accord pour écarter la Régence et, au milieu du tumulte, ils acclament les noms de sept députés républicains, tous de tendance modérée : les plus connus sont le poète Lamartine, l'avocat Ledru-Rollin, l'astronome Arago et Garnier-Pagès. Les députés proclamés se rendent à l'Hôtel de Ville et y forment un Gouvernement provisoire. À 17 heures 30, un second gouvernement de tendance radicale et socialiste se forme à l'Hôtel de Ville : Louis Blanc, Marrast, l'éditeur Laurent Pagnerre, Flocon et l'ouvrier Albert. Les républicains plus avancés, de tendance socialiste, n'entendent pas être évincés du pouvoir. À 20 heures, les deux gouvernements fusionnent. Lamartine défend le projet républicain. Du jour au lendemain le régime politique de la France est complètement transformé. Le suffrage universel est institué. Le 25 février, la République est proclamée par le maire de Paris, Garnier-Pagès et Louis Blanc, secrétaire. Ils invitent les citoyens de Paris à se défier de tous les bruits que feraient courir des gens malintentionnés⁸.

¹ A.N., 224 AP, d.7.

² *L'Illustration*, samedi 4 mars 1848.

³ *Ibid.*, 14 juin 1845.

⁴ Alphonse-Louis Constant dit Éliphas Lévi, *Secrets de la magie*, Paris, Robert Laffont, 2000, p. 655.

⁵ *Ibid.*, p. 656.

⁶ Louis Blanc, *Histoire de dix ans*, Paris, Pagnerre, 1867, t. V, p. 460.

⁷ *Ibid.*, p. 468.

⁸ A.N., AD XX^e 90.

Ayant pu mesurer l'hostilité des gardes nationaux, Louis-Philippe abdique au profit de son petit-fils, le comte de Paris, et se réfugie à Saint-Cloud. Les combats continuent quelques temps après l'abdication. Le roi cherche à fuir. Redoutant un sort analogue à celui de Louis XVI et de Marie-Antoinette, il se déguise et quitte Paris à bord d'une voiture banale sous le nom de M. Smith¹. Évoquant la révolution de février 1848, Marguerite Yourcenar écrit de Louis-Philippe : « ce vieux bourgeois mal mis, mais muni d'une sacoche pleine d'or, courait incognito la poste vers Honfleur.² » Les chourineurs se mêlent à l'insurrection parisienne. Le Palais-Royal est pillé. Plusieurs incendies sont allumés. Les jeunes Roumains participent aux violences. Le « Cercle du Collège de France » animé par des étudiants roumains à Paris est une pépinière de révolutionnaires où des fils de bonne famille font leurs études comme Rosetti, Nicolae Kretzulescu, le prince Alexandre-Jean Cuza, l'historien Nicolae Balcescu, le grand boyard Ghika. Ce sont eux qui, vers 1835, avaient fondé autour de Lamartine, Michelet, et Edgar Quinet, un Cercle révolutionnaire roumain. Leurs idées éveillent à partir de 1837 le sentiment national en Moldavie et en Valachie. S'intéressant à la question roumaine, Gérard de Nerval a rencontré en 1843 l'hospodar Georges Bibesco à Constantinople et dépeint dans *La Presse* du 15 juin 1845 le prince Sturdza. Une société secrète, *la Fraternité de Bucarest*, formule les principes idéologiques des quarante-huitards. Lors du sac des Tuileries, Balcescu arrache un lambeau de velours du trône de Louis-Philippe³. Le public défile, narquois, dans la salle du trône. Lagrange y lit l'abdication. Puis des manifestants emmènent le trône à travers Paris pour le brûler place de la Bastille. Les appartements royaux sont pillés. Les tentures sont arrachées, les glaces et les porcelaines renversées. Les meubles sont forcés, les caves vidées. Le comte d'Haussonville jubile. Il indique dans la *Revue des Deux Mondes* que les archives lui sont ainsi livrées. La multitude, en violant la demeure royale, l'enceinte des assemblées législatives et les archives des administrations lui donne l'occasion d'obtenir des informations capitales pour nourrir ses écrits. D'Haussonville proclame que ces révolutionnaires furieux « qui, dans une heure de colère, jetaient aux vents de nos carrefours les dépêches de nos ministres, les lettres de nos ambassadeurs, ne se doutaient guère qu'ils travaillaient à la réhabilitation du régime qu'ils voulaient insulter.⁴ » Le comte d'Haussonville écrit dans la *Revue des Deux Mondes*, le 15 décembre 1848, que « la question d'Orient a fini par fatiguer les esprits, qu'elle avait d'abord tant agités. » Les Français n'auraient plus le regard tourné vers l'extérieur mais chercheraient à conquérir la promotion sociale que la bourgeoisie a déniée au peuple. Alexandre Dumas ironise dans *Chamil et la résistance tchéchéne*. Pour lui, la solution aux revendications de 1848 se trouve en Orient. Les armuriers tchéchénes n'ont pas de stock. Ils fabriquent les lames à la commande, ce qui lui permet d'écrire : « Le rêve de nos ouvriers en 1848 est réalisé », sous-entendu que les révolutionnaires souhaitaient, entre autres, la suppression des intermédiaires commerciaux.

Lamartine, ministre des Affaires étrangères

Les quarante-huitards veulent que la République fasse table rase de la diplomatie, qu'ils perçoivent comme une vieilleries monarchique mais les manifestants ouvriers ne réussissent pas, le 26 février, à faire remplacer le drapeau tricolore par le drapeau rouge. Lamartine s'écriait avec éloquence : « Conservons avec respect, citoyens, le drapeau tricolore, qui a fait le tour du monde avec la République et l'Empire, avec nos libertés et nos gloires, tandis que le drapeau rouge n'a fait que le tour du Champ-de-Mars, baigné dans les flots du sang du peuple. »

Lamartine est le ministre des Affaires étrangères du gouvernement provisoire. L'*Illustration* du samedi 4 mars 1848 le qualifie de Byron de la France. Apparemment pacifiste, redoutant les militaires⁵, Lamartine s'était montré néanmoins va-t-en-guerre, lors de la séance du 29 janvier 1848, et avait attaqué la monarchie de Juillet parce qu'elle ne soutenait pas les princes italiens contre l'Autriche. Deffaudis ironise sur le choix qui s'opère pour la désignation du ministre des Affaires étrangères⁶. Le poste ne nécessiterait aucune capacité réelle. Il faut avoir de la distinction et occuper une haute position sociale. Selon l'époque, l'homme est un grand seigneur, un général, un marin, un magistrat, un orateur, un écrivain voire le premier venu. Lamartine disposerait toutefois d'un grand avantage. Selon Henry Guys, historien et diplomate français, Lamartine aurait eu le don de prémonition en disant : « Alexandre a conquis l'Asie avec 30 000 à 40 000 soldats grecs et macédoniens ; Ibrahim pacha a renversé l'Empire turc avec 30 000 à 40 000 enfants égyptiens, sachant seulement charger une arme et marcher au pas ; un aventurier européen, avec 50 000 ou 60 000 soldats d'Europe, peut aisément renverser Ibrahim... En prenant les Maronites du Liban pour pivot de ses opérations.⁷ » Lamartine à ses débuts était pauvre, inconnu et sans protecteur. Ce fut dans le salon de Mme de Sainte-Aulaire qu'il avait dit ses premiers vers. Peu reconnaissant, il écrivait à la famille Sainte-Aulaire le 12 avril 1839 : « N'oubliez jamais, je vous prie, l'homme que vous avez

¹ Louis-Philippe et sa famille vécurent en Angleterre jusqu'à sa mort le 26 août 1850 à Claremont (Surrey). En 1876, son corps ainsi que celui de sa femme Marie-Amélie furent ramenés à la Chapelle royale, nécropole familiale qu'il avait fait construire en 1816 à Dreux.

² Marguerite Yourcenar, *Archives du Nord*, Paris, Gallimard, 1977, p. 169.

³ Georges Castellan, *Histoire des Balkans*, Paris, Fayard, 1999, p. 286.

⁴ Othenin d'Haussonville, *Revue des Deux Mondes*, 15 décembre 1848.

⁵ Jacques Binoche, *op. cit.*, p. 23.

⁶ Antoine-Louis Deffaudis, *op. cit.*, p. 71.

⁷ Yassine Soueid, *op. cit.*, p. 765. H. Guys, *Relation*, t. II, p. 204.

introduit, avec tant de bonté, dans la renommée et dans les affaires. » Ce à quoi, Sainte-Aulaire répondit : « J'aime à croire cependant que M. de Lamartine aurait bien fait son chemin sans notre appui et que nous n'avons pas à répondre de lui devant la France ! » Lamartine est né en 1793. Sa mère, Mlle Desvoys était employée sous Mme de Genlis à l'éducation des princes d'Orléans. Elle se maria à M. de Lamartine, un gentilhomme de Bourgogne. Son fils Alphonse montra précocement ses talents de poète. Après quelques années de stage à Naples, il fut nommé secrétaire d'ambassade à Florence. Sa gloire littéraire l'auréolait. Le grand-duc éprouva pour lui une vive amitié. La cour et la société florentines étaient sous son charme. Lamartine, chargé d'affaires de France avait acquis une position exceptionnelle. Il quitta ce poste pour celui de ministre en Grèce, quand éclata la révolution de 1830. Par fidélité pour les Bourbons déchus, il refusa de servir le gouvernement de Louis-Philippe et partit pour l'Orient où il passa deux années. Lamartine fut nommé député de Berghes en 1833 et reçut cette nouvelle à Jérusalem, ce qui abrégua un voyage en Orient entrepris avec sa femme et sa fille unique, Julia, qu'il perdit à Beyrouth. Profondément religieux, Lamartine voulait voir la réalité des paysages bibliques qu'il avait tant admirés dans une bible imagée donnée par sa mère. Lamartine est un dandy maniéré¹. Louis-Philippe ne l'aime pas et l'appelle souvent : « le vain de Mâcon. » À l'égard des saint-simoniens, Lamartine a une position distante mais non dénuée de sympathie. Dans une lettre à Cognat datée de Smyrne, le 27 mars 1833, il écrivait : « si je ne puis partager vos bonnes illusions sur la réalisation d'un âge d'or ici bas, je partage plus que personne vos nobles désirs d'amélioration sociale. »² Lamartine se présentait comme un homme dont la mission était de rentrer en France pour porter comme les autres sa pierre à l'édifice moderne.

Le *Charivari* se fit poétique dans son pronostic de septembre 1833 : « M. de Lamartine rapporte dans un bocal un rayon véritable du soleil d'Orient. » Au sommet du Liban, il rencontra lady Stanhope. Dans son *Voyage en Orient*, il rapportait ainsi leur entretien : « Trouvez-vous, lui dit-elle, le monde social, politique et religieux, bien ordonné ? Ne sentez-vous pas le besoin d'un rénovateur, d'un rédempteur, d'un Messie ? » Lamartine répondit : « Nul ne désire et n'espère plus que moi un réparateur aux maux intolérables de l'humanité. Nul n'est plus convaincu que le réparateur ne saurait être que divin. Comme vous et plus que vous, je soupire après sa prochaine apparition. Que l'esprit divin s'incarne dans un homme ou dans une doctrine, dans un fait ou dans une idée, peu importe. Oui, je crois à un messie divin de notre époque. » Lady Esther Stanhope prédit de hautes destinées à Lamartine : « Vous êtes l'un de ces hommes de désir et de bonne volonté dont Dieu a besoin comme d'instruments pour les œuvres merveilleuses qu'il va bientôt accomplir parmi les hommes. Retournez en Europe, la France a une mission à accomplir, et une grande part vous est réservée dans l'œuvre qui se prépare. » C'est ainsi que Lamartine relate la rencontre mais Lady Stanhope ne lui pardonna pas d'avoir caressé sa levrette en lui parlant, et d'avoir frappé sur sa botte avec sa cravache pendant l'entretien qu'ils eurent ensemble. Tout le monde a lu les belles et trop indulgentes pages que Lamartine lui a consacrées, mais ses manières de gentilhomme français irritèrent l'orgueilleuse reine de Tadmor. Crime irrémissible, il l'avait traitée comme son égale. Elle le ménagea pourtant. Elle savait qu'il parlerait d'elle et que sa voix aurait du retentissement en Europe³.

Se hâtant de rentrer en France pour siéger à la Chambre des députés, Lamartine s'arrêta quelques jours à Vienne où Sainte-Aulaire était ambassadeur. Ce dernier fut alors frappé par les changements opérés et reprenait volontiers à son compte le jugement que Mme de Broglie avait porté sur lui lors de son entrée dans la bonne société : « Ce jeune homme, disait-elle, n'a pas assez d'esprit pour son talent. » En 1833, Lamartine ne manquait pas d'esprit. C'était un orateur brillant qui se rangea au départ parmi les conservateurs indépendants. Ses discours étaient jugés farfelus par ses collègues. Il demeura classé comme un utopiste. Lamartine s'offusquait de ses échecs comme parlementaire. Il écrivait à la famille Sainte-Aulaire : « Cette Chambre est bien froissante pour toutes les idées qui ne sont pas ce qu'elle imagine... Elle ne calcule que l'intérêt du moment, et ne comprend rien en dehors de sa sphère bien bourgeoise... Quant au pays, il ne demande qu'à vendre et à acheter. Excepté quelques hommes qui voudraient comme moi écarter les vendeurs du temple, tout va à l'argent et au plaisir. Sous cette écorce, il y a cependant une couche du pays où se trouvent des idées et des espérances. Je ne m'occupe que de celle-là. »⁴ Malgré ses efforts pour former un parti, il ne parvint pas à grouper autour de lui plus de cinq ou six adeptes. Ils formaient un petit groupe socialiste. Député de Mâcon depuis 1839, il confia en 1843 à Royer-Collard être le Messie revenu sur la terre pour y accomplir la rénovation de l'ordre politique et social. Son ambition le poussa à briguer la présidence de la Chambre des députés. N'ayant réuni qu'un faible nombre de voix, il en fut profondément blessé et rompit avec les conservateurs. Il abandonna ses anciens amis et passa dans l'opposition la plus radicale. Pour se faire admettre dans les rangs républicains, Lamartine écrit, en 1847, *L'Histoire des Girondins*. Destinée à l'usage du peuple, elle lui donne « une haute leçon de moralité révolutionnaire, propre à l'instruire et à le contenir à la veille d'une révolution. » L'intérêt que suscite cet ouvrage lui vaut de devenir ministre des Affaires étrangères de la Seconde République. La République proclame son principe de politique

¹ Alexander William Kinglake, *Eothen*, Paris, Galignani, 1847, p. 126.

² Citée par Sarga Moussa, *L'orientalisme des saint-simoniens*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2006, p. 78.

³ Philarète Chasles, « Lady Esther Stanhope », *Revue des Deux Mondes*, 1845.

⁴ Cité par Sainte-Aulaire, « Lamartine et la politique », *Revue de Paris*, juillet/août 1925, p. 246.

extérieure : la fraternité¹ et la non-intervention. L'article V de la constitution de 1848 affirme que la République : « respecte les nationalités étrangères, comme elle entend faire respecter la sienne ; n'entreprend aucune guerre dans des vues de conquête, et n'emploie jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple.² » Informé du changement politique, Soleyman pacha, ambassadeur de la Porte à Paris écrit, le 29 février 1848, à Lamartine : « J'ai l'honneur de vous accuser réception de la lettre que vous m'avez adressée en date du 27 février, pour m'informer que vous avez pris possession du portefeuille des Affaires étrangères, qui vous a été confié par le Gouvernement provisoire de la République française. Je me fais un devoir de vous informer que je transmets immédiatement à mon gouvernement votre communication officielle et je m'empresse de porter à votre connaissance les instructions que j'en aurai reçues aussitôt qu'elles me seront parvenues. » Les courriers qui parviennent, par la voie diplomatique, sont considérables : 1 643 en quatre mois. Le gouvernement républicain est assailli par un flot de dépêches. Lamartine fait nommer, le 28 février, Jules Bastide secrétaire général du ministère. Ce choix n'est pas anodin. Le ministre des Affaires étrangères veut un collaborateur au républicanisme incontesté qui couvre une politique pacifique et que l'on ne doit surtout pas soupçonner de vouloir livrer l'Europe à la révolution. Lamartine ne le connaît pas vraiment mais il a remarqué son intelligence et sa fermeté impassible. Jules Bastide a été directeur intérimaire du *National* à la mort d'Armand Carrel, et rédacteur de la politique étrangère dans la *Revue Nationale* du saint-simonien Buchez, où il a salué avec enthousiasme l'avènement de Pie IX. Il a fait imprimer la seconde édition de *L'histoire parlementaire de la Révolution française* de Buchez où il développe dans la préface l'idée que « la Révolution est la conséquence dernière et la plus avancée de la civilisation moderne et la civilisation moderne est sortie entière de l'Évangile. »

Lamartine s'entoure de héros anonymes, de journalistes et de membres des sociétés républicaines. Il recrute un jeune homme intrépide qui n'a pas quitté l'Hôtel de Ville pendant les dangereuses journées d'émeutes : un certain Payer, qu'il ne connaît que de vue. Un peu plus tard, ces fonctionnaires sont rejoints par des hommes plus expérimentés. Le colonel Callier qui s'est illustré dans la question d'Orient devient notamment chef du secrétariat. Des écrivains, des intellectuels commencent une carrière aux affaires étrangères. C'est le cas de Paul de Saint-Victor ou de Charles Hugo. Lamartine paraît au ministère. Mystique, il ne veut surtout pas occuper l'appartement de Guizot « qui venait de porter malheur à ses hôtes. » Il fait un campement de fortune au rez-de-chaussée. Il réunit tous les employés du ministère et les rassure sur leur sort. Ceux qui serviraient avec loyauté seraient conservés. Ayant besoin de leurs compétences, les chefs de l'administration centrale sont conservés mais maintenus dans un rôle passif. Le déménagement des hôtels du boulevard des Capucines et de la rue Neuve-des-Capucines vers les longs espaces du Quai d'Orsay avait été décidé par la loi du 24 juin 1845. En février 1848, les travaux sont suffisamment avancés pour envisager le transfert. La révolution entraîne cependant un temps d'arrêt. Le nouveau ministère est contigu à l'assemblée. Le 15 mai 1848, des émeutiers, venus manifester pour la Pologne, pénètrent dans la Chambre des députés et dans l'hôtel en construction qu'ils saccagent. Lamartine réserve à son cabinet particulier la direction politique et son secret. Il envoie des espions auxquels il donne avant leur départ, individuellement des instructions orales et écrites³. Sa diplomatie centralisée est directe. Il négocie personnellement avec les cours étrangères. L'ancien directeur, Émile Desages, consent à donner quelques conseils techniques. Desages quitte son poste de son plein gré. Il pense indigne d'avoir à servir un gouvernement qui vient de renverser ses anciens maîtres⁴. Viel-Castel, Cintrat, Brenier restent provisoirement à leurs postes à Paris. En revanche, Lamartine rappelle tous les ambassadeurs et ministres plénipotentiaires. Il évince spécialement Rossi à Rome, Piscatory à Madrid et Bussières à Naples. Le vicomte de Carné et Herbet sont écartés de la direction commerciale. Le comte de Sercey est mis en disponibilité le 6 mai⁵. L'épuration administrative pourchasse quelques serviteurs du régime orléaniste. Jacques Champollion (1778-1867), conservateur des manuscrits à la Bibliothèque nationale est destitué par la République. L'ambassadeur Sainte-Aulaire, doit justifier sa conduite. Il écrit : « Je puis dire aujourd'hui, après avoir servi pendant près de dix huit ans consécutifs dans les premiers postes diplomatiques de mon pays, que jamais je n'ai touché une obole de crédit voté annuellement par les Chambres sous le titre des dépenses secrètes des Affaires étrangères. ⁶ » Dans le corps consulaire ont lieu 111 nominations ou déplacements, 42 révocations ou mises à la retraite et 153 mutations. Sur les 117 postes de consuls existants en 1847, 19 sont supprimés⁷. Lamartine choisit des diplomates confirmés. Il y a peu de nouveaux. Les choix du ministre des Affaires étrangères sont parfois guidés par sa rêverie poétique. Un jour, Lamartine jette sur un carnet le nom « David », mais ce carnet contient déjà les noms correspondant au mouvement diplomatique en préparation. Le lendemain, un secrétaire du cabinet reprend le carnet pour préparer les décrets de nomination. Il s'arrête sur le nom de David. Il fait des recherches. Un certain David est consul de France à Brême. Le *Moniteur*

¹ Antoine-Louis Deffaudis, *op. cit.*, p. 28.

² Odette Voilliard, Guy Cabourdin, François-Georges Dreyfus et Roland Marx, *Documents d'histoire 1776-1850*, Paris, Armand Colin, 1964, t. I, p. 191.

³ Bertrand Gille, *op. cit.*, p. 7.

⁴ Jean Baillou, *op. cit.*, p. 629.

⁵ A.M.A.E., dossier des personnels 1^{ère} série, 3733, Sercey.

⁶ Comte de Sainte-Aulaire, *Souvenirs*, publiés par Marcel Thiébaud, Paris, Calmann-Lévy, 1926, p. 3.

⁷ Bertrand Gille, *op. cit.*, p. 11.

publie peu après le décret nommant un nouveau consul à Brême et rappelle M. David, appelé à d'autres fonctions. Lamartine lit le *Moniteur* et s'extasie, carnet en main : « Vous avez fait du roi David un consul de la République ? – Quel roi ? – Le roi David, de l'Ancien Testament. Celui qui dansait devant l'arche ! ¹ »

La politique étrangère de la Seconde République s'avérerait peu efficace. Des problèmes internationaux, Lamartine ne connaît que ceux des pays de son célèbre *Voyage en Orient* publié en 1835 : la Syrie, le Liban, la Palestine, la Turquie. Deffaudis écrit : « on ne saurait s'empêcher de remarquer qu'il y a eu plutôt arrêt dans la voie du mal que retour dans la voie du bien. » Marie d'Agoult alias Daniel Stern, aristocrate de gauche, proche de Lamartine avoue : « La diplomatie française, depuis le ministère de M. de Lamartine jusqu'à celui de M. Bastide, suivait la même marche incertaine et se laissait partout effacer ou éconduire. Mal informée ou mal servie, [...] elle entamait avec les princes des négociations timides, perdait un temps précieux, laissait s'engourdir l'opinion. ² » Il faut cependant remarquer que Lamartine évite à la France une éventuelle guerre en proclamant le 4 mars 1848 dans son *Manifeste aux puissances étrangères* les intentions pacifiques de la République : « La proclamation de la République française n'est un acte d'agression contre aucune forme de gouvernement dans le monde. Les formes de gouvernement ont des diversités aussi légitimes que les diversités de caractère, de situation géographique et de développement intellectuel, moral et matériel chez les peuples. Les nations ont comme les peuples des âges différents. Les principes qui les régissent ont des phases successives. Les gouvernements monarchiques, aristocratiques, constitutionnels, républicains, sont l'expression de ces différents degrés de maturité du génie des peuples. Ils demandent plus de liberté à mesure qu'ils se sentent capables d'en supporter davantage ; ils demandent plus d'égalité et de démocratie à mesure qu'ils sont inspirés par plus de justice et plus d'amour pour le peuple. Question de temps. » Lamartine est un humaniste : « Le monde et nous, nous voulons marcher à la fraternité et à la paix. » Le mage Éliphas Lévi accuse Lamartine de mollesse, en lui reprochant de se complaire dans un vampirisme imaginaire et céleste. Le saint-simonien Auguste Chauvin-Beillard dans une note adressée à Jules Bastide, successeur de Lamartine au ministère des Affaires étrangères, préconise de diffuser en Orient l'idée de démocratie française. Chauvin-Beillard pense que le seul homme ayant compris l'Orient est Napoléon I^{er}. Chauvin-Beillard critique ouvertement Lamartine qui « ignore tout à fait l'Orient ou bien l'a appris tout de travers. » Il ajoute sur l'ancien ministre républicain des Affaires étrangères : « Il n'a rien trouvé de mieux à expédier à Constantinople qu'un général d'artillerie et des officiers d'état-major. Lui qui a tant couvert de ridicule, la tentative avortée de l'ambassade Guilleminot en 1831, il a recommencé en 1848. ³ » Il discrédite Lamartine qu'il juge incompetent, il estime que « ce qu'il y a de plus inutile en Orient, c'est la diplomatie des habits brodés et des grosses épauettes. » En décembre 1848, Lamartine a quitté le ministère des Affaires étrangères et il a été battu à l'élection présidentielle. Il n'a recueilli que 17 900 voix. C'est le prince Louis-Napoléon Bonaparte qui est élu. Lamartine songe à se retirer en Turquie.

La captivité d'Abd el-Kader

Pour échapper aux forces marocaines, l'émir s'était rendu à l'armée française mais sous la condition qu'il serait transporté, lui et sa famille, à Saint-Jean-d'Acre ou bien à Alexandrie. En ce jour froid de Noël 1847, l'*Asmodée*, la frégate qui emmène Abd el-Kader et une partie de sa famille en exil, subit les assauts d'une Méditerranée déchaînée comme si la mer comprenait le sort tragique des soixante-dix prisonniers blessés et désorientés, embarqués à la hâte dans le petit port de Ghazaouet, à l'ouest d'Oran. Abd el-Kader comprend qu'un malheur le guette. « Voilà, dit-il au colonel Dumas, attaché à sa personne, voilà un sultan que l'on proclamait puissant, qui avait contracté des alliances avec beaucoup d'autres souverains, qui avait une nombreuse famille, que l'on citait pour son expérience ! Trois jours ont suffi pour l'abattre. Et tu ne veux pas que je sois convaincu qu'il n'y a d'autre force, d'autre vérité que celle de Dieu ! Crois-moi, la terre n'est qu'une charogne ; des chiens seuls peuvent se la disputer. » Prisonnier, il réclame avec insistance l'exécution de la promesse. Le gouvernement français est confronté à un dilemme. Envoyer Abd el-Kader en Égypte rallumerait la question d'Orient, il agirait sous l'influence et avec l'appui de l'Angleterre contre les intérêts français. Désavouer le duc d'Aumale qui a ratifié les conventions signées par le général Lamoricière semble impossible. Que dirait l'Europe si la France manquait à sa parole ? À son arrivée dans la rade de Toulon, le 29 décembre 1847, aucune décision n'a été prise sur le sort d'Abd el-Kader et de sa famille. Rien de surprenant que ce Jugurtha algérien se soit trouvé au lazaret de Toulon, car « nos gouvernants sont depuis si longtemps accoutumés à le craindre comme la peste », rappelle le *Charivari*. Si le roi paraît favorable au transfert de l'émir vers Alexandrie, le Parlement, soutenu par une partie de l'opinion publique, y est hostile. Le prince de la Moskova, fils du maréchal Ney, prend cependant la défense de l'émir à qui l'on reproche le massacre des prisonniers français, lors d'une séance à la Chambre des pairs en janvier 1848 : « Sans doute, on peut invoquer contre Abd el-Kader comme vient de le faire en m'interrompant M. le général Dumas,

¹ Jacques de Launay, *Histoire de la diplomatie secrète, 1789-1914*, Paris, s.d., p. 197.

² Daniel Stern alias Marie d'Agoult, *op. cit.*, p. 726.

³ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 56, f° 271, note de Chauvin-Beillard.

l'affreux massacre de nos prisonniers. Cependant, sans aucun moyen, j'en conviendrais pour le savoir, je pourrais répondre que, suivant les *khalifas* eux-mêmes d'Abd el-Kader, ce n'est pas à l'Émir qu'il faut imputer ce fait odieux ; et si je dois déclarer ici toute ma pensée, j'ajouterai que tout ce que nous savons jusqu'ici du caractère d'Abd el-Kader autorise cette supposition. Ce serait donc à son insu, et sans sa participation, que ce déplorable massacre aurait eu lieu. D'un autre côté, je ne veux pas invoquer de tristes souvenirs ; mais enfin ne sommes-nous pas autorisés à craindre que les Arabes, en commettant ce crime, n'aient pu exercer des représailles ? Je n'insisterai pas davantage.¹ » La libération de l'émir ne pose qu'un problème moral. « L'ancien émir, écrit *La Revue des Deux Mondes*, serait là sur le passage de toutes les caravanes qui vont en pèlerinage et qui prendrait de lui le mot d'ordre en attendant son retour. » Interrogé au sujet de l'émir, Guizot répond que la parole d'un chef militaire n'engage pas politiquement le gouvernement. En fait, les autorités égyptiennes refusent d'accueillir Abd el-Kader. Les négociations n'aboutissent pas. Il est difficile de demander à un lieutenant du sultan de reconnaître la domination française en Algérie. Ibrahim pacha disait, à Gênes, sur le seul bruit de la promesse faite par les généraux français à l'émir, que très certainement Méhémet-Ali n'accepterait pas un pareil hôte². Le 10 janvier 1848, l'émir et sa suite sont finalement séparés en deux groupes : les uns sont placés au fort Malbousquet tandis qu'Abd el-Kader et ses proches sont incarcérés au fort Lamalgue. Le reste de la famille arrive quelque temps après mais ses frères sont enfermés dans l'île Sainte-Marguerite. Le colonel Daumas³, ancien représentant de la France auprès d'Abd el-Kader à Mascara, est dépêché par Paris pour obtenir de lui qu'il renonce aux promesses faites par Lamoricière.

La présence de l'émir en France suscite bien des polémiques. Le *Charivari* a déjà dénoncé la présence de Bou Maza logé, chauffé, éclairé aux frais du gouvernement et qu'une foule de grandes dames admiratives sont venues voir jusqu'à en être frivoles. Le journal embraye : « Abd el-Kader veut également venir à Paris, mais la formalité du passeport l'a arrêté. C'est la première fois qu'Abd el-Kader a été arrêté. » Les rumeurs qui circulent sur cette prochaine venue à Paris entraînent l'opposition du compositeur allemand Meyerbeer. S'apprêtant à faire jouer *Le Prophète*, il ne veut pas se faire voler la vedette par le célèbre prisonnier⁴. Le *Charivari* se déchaîne : « Qu'il vienne à Paris et il n'en voudra plus sortir. Il ne tardera pas à se convaincre que la France jette plus de pièce de cent sous à l'ennemi soumis, qu'elle ne jetait de balles à l'ennemi combattant. »⁵ Le journal vomit sa haine : « L'arrivée d'Abd el-Kader à Paris n'aura qu'un intérêt de curiosité. Qu'est-ce qu'un Arabe de plus sur la quantité ? » Le *Charivari* ironise sur les conditions de détention de l'émir, sur sa frénésie d'écriture. Le journal satirique va jusqu'à affirmer qu'Abd el-Kader s'est rendu pour être un nouvel Alexandre Dumas⁶. Protégé par Bugeaud, l'émir lui réclame des femmes jaunes car il en avait l'habitude dans son harem. Le journal dénonce les faveurs accordées. Il a déjà sa petite mosquée. Va-t-il demander un petit désert ? des palmiers ? Le *Charivari* du 5 février 1848 écrit : « Ira-t-on alors dépeupler, dévaster, dénuder les environs de la ville où l'émir fait sa résidence ? En place de blé, de vignes, de luzerne, de légumes, d'arbres fruitiers, y sèmera-t-on des lions, des gazelles, des hyènes et des autruches ? » Pire, comment faire s'il réclame le mirage ? À la stupéfaction succèdent la colère et l'abattement. Les conditions de détention sont particulièrement pénibles, en particulier pour la mère et les femmes de l'émir. Les cachots de la forteresse bâtie sur la mer sont humides. Les enfants et les vieillards malades ne supportent pas le froid. Abd el-Kader écrit à Louis-Philippe afin de protester contre ce traitement mais... le gouvernement change et la république remplace la monarchie : les Français ont d'autres soucis ! Alexandre Dumas écrit : « Chose étrange ! comme le dey d'Alger avait pu voir, en touchant le sol européen, la chute de ceux qui l'avaient renversé lui-même, l'émir, en arrivant en France, put voir la chute de ses vainqueurs. »

Comment gérer l'imprévisible ? À son habitude, Abd el-Kader prie et médite. Il s'interroge sur l'abandon dont il se sent coupable et c'est Abraham, « l'ami intime » pour les musulmans pieux, qui lui apparaît en rêve pour lui indiquer la mission dont Dieu l'a chargé : le grand *djihad*, c'est-à-dire la lutte contre les passions. Mais en même temps, comme il a cessé le combat, il ne peut qu'être un guide spirituel en Orient, un exemple pour l'Occident. Le nouveau régime ne sait que faire de cet encombrant prisonnier. On craint toujours son influence en Algérie malgré le serment renouvelé de l'émir de se retirer du monde. Daumas fait campagne pour que l'on détienne Abd el-Kader et les siens sinon ailleurs du moins dans de meilleures conditions. La nouvelle République envoie le député marseillais Émile Ollivier lui rendre visite dans sa prison militaire toulonnaise et croit pouvoir lui annoncer, au

¹ Extrait du *Moniteur* cité par Mgr Antoine-Adolphe Dupuch, *op. cit.*, pp. 54-55.

² A.M.A.E., papiers privés d'agents, Desages, 37.

³ Melchior Joseph Eugène DAUMAS est né le 4 octobre 1803 à Delémont en Suisse. Il s'engagea dans l'armée en 1822. Sous-lieutenant en 1827, il fut envoyé à l'École de cavalerie de Saumur. En 1835, il était en Algérie et servait sous les ordres du maréchal Clauzel. Il fit les campagnes de Mascara et de Tlemcen. Il apprit l'arabe. De 1837 à 1839, il résida à Mascara en qualité de consul auprès de l'émir Abd el-Kader. Le général Lamoricière lui confia ensuite la direction des affaires arabes dans la province d'Oran. Peu après, le maréchal Bugeaud lui confia la direction des affaires indigènes pour toute l'Algérie. Il réorganisa l'administration des bureaux arabes. Après la capture d'Abd el-Kader le 22 décembre 1847, il fut envoyé au fort Lamalgue auprès de l'émir. En 1849, il dirigea une expédition punitive contre une tribu qui refusait de payer leurs contributions après avoir chassé leur caïd. Il fut nommé en avril 1850 directeur des affaires de l'Algérie au ministère de la Guerre, puis général de division le 14 janvier 1853. Il fut élevé à la distinction de sénateur en 1857.

⁴ *Charivari* du 18 janvier 1848.

⁵ *Ibid.*, 4 janvier 1848.

⁶ *Ibid.*, 8 février 1848.

nom d'une République généreuse, la mise en liberté promise par l'acte de reddition de 1847. Le gouvernement républicain ne confirme pas. Le vaincu est révolté par le manque de parole de la France. Abd el-Kader écrit au gouvernement français au mois de mars 1848 : « Votre connaissance [Émile Ollivier] est venu me voir. Il m'a informé que les Français, d'un seul accord, avaient aboli la royauté et décrété que leur pays serait désormais une république. Je me suis réjoui de cette nouvelle car j'ai lu dans les livres que cette forme de gouvernement a pour but de déraciner l'injustice et d'empêcher le fort de faire violence au faible. Vous êtes des hommes généreux et vous désirez le bien de tous ; vos actes sont supposés être dictés par l'esprit de justice. Dieu vous a désignés pour être les protecteurs des malheureux et des affligés. Je vous tiens, par conséquent, pour mes protecteurs naturels. Écartez le voile de la douleur qu'on a jeté sur moi. Je demande justice de vos mains. [...] Je me suis rendu de ma propre volonté libre. Certains d'entre vous peuvent s'imaginer que, regrettant la solution que j'ai prise, je nourris encore l'intention de retourner en Algérie. Cela ne sera jamais. Je peux maintenant être compté parmi les morts. Mon seul désir est d'être autorisé d'aller à La Mecque et à Médine, pour y prier et adorer le Dieu Tout-Puissant jusqu'à ce qu'Il me rappelle à Lui. » Après quatre mois de détention au fort Lamalgue, de décembre 1847 à avril 1848, l'émir est transféré au château de Pau. Le 28 avril 1848, trois bateaux quittent le port de Toulon et emmènent l'émir et les siens vers Sète. Puis la petite troupe emprunte des péniches pour rejoindre Toulouse par le canal du Midi. De là, à cheval et par la poste, le convoi, escorté par des chasseurs à cheval et des gendarmes, gagne Pau par la route des Pyrénées. Abd el-Kader découvre au cours de ce périple la richesse de la France agricole qu'il traverse et il comprend encore moins ce que les Français sont venus faire dans son propre pays si pauvre et si mal irrigué.

Les prisonniers arrivent au château natal d'Henri IV le 29 avril dans la nuit. Un enfant est mort pendant le trajet et l'un des fils de l'émir décède quelques jours plus tard. La ville de Pau, d'abord réticente à recevoir cet étrange prisonnier et sa suite, plus hétéroclite qu'exotique, va peu à peu se passionner pour lui : le prisonnier reçoit la visite des ecclésiastiques, des notables et des officiers ; enfin les femmes réussissent à nouer quelques liens avec sa famille. Le gouverneur Zaragossa et surtout la famille du colonel de Boissonnet, l'interprète, lient une véritable amitié avec l'émir. Boissonnet le suivra d'ailleurs jusqu'à Amboise, puis à Brousse en Turquie.

Les prisonniers de l'île Sainte-Marguerite ont rejoint la famille. Abd el-Kader organise les prières et les réflexions sur les événements qu'ils viennent de vivre, en particulier avec son beau-frère Mustafa ben Thami, qui lui sert de secrétaire et avec qui il entreprend d'écrire le récit de leur combat en Algérie. L'ancien évêque d'Alger, Mgr Dupuch, est alors le plus actif de ses visiteurs et de ses soutiens. Le colonel Daumas fait à Dupuch, à l'occasion de son voyage au château d'Henri IV, un portrait flatteur de l'émir : « Vous allez donc visiter l'illustre prisonnier du château de Pau ; ah ! vous ne regretterez certainement pas votre voyage. Vous avez connu Abd el-Kader dans la prospérité, alors que pour ainsi dire, l'Algérie tout entière reconnaissait ses lois ; eh bien, vous le trouverez plus grand, plus étonnant encore dans l'adversité ; comme toujours, du reste, il domine sa position.¹ » C'est en effet à ce moment là que se constitue en France l'image positive de l'émir. Plusieurs de ces anciens prisonniers, appuyés et relayés par des journaux, organisent ce que l'on pourrait appeler un parti kadérien². Les visites se font de plus en plus nombreuses. Bugeaud lui-même défend jusqu'à sa mort en 1849, la cause de l'émir. Au fond, la France reconnaît en lui un noble et grand ennemi qui doit être traité en conséquence. Pourtant, lorsque Abd el-Kader écrit dans une lettre du 8 juillet 1848 au nouveau ministre de la Guerre, le général Lamoricière, en lui rappelant sa promesse, celui-ci non seulement ne répond pas mais fait interdire les visites et même la correspondance. L'émir est excédé par cette injustice et s'interroge sur le destin que Dieu lui réserve : il ose le nommer « lâcheur ! » Un vent de désespoir souffle sur le froid château au point qu'il est question de suicide collectif. Au sein du gouvernement, les avis sont partagés sur le sort qu'il convient de réserver au prisonnier. Certains craignent que sa captivité fasse de lui un martyr, d'autres veulent éviter qu'il soit récupéré par les Anglais si on le conduisait en Orient. De nombreuses protestations arrivent de plusieurs pays européens, émanant en particulier de personnalités anglaises qui avaient soutenu Abd el-Kader dans son combat. Finalement, après de longs débats contradictoires, la décision est prise de le transférer à Amboise. Le 3 novembre, Abd el-Kader et toute sa famille gagnent Bordeaux où l'émir reçoit un accueil chaleureux. Un bateau les emmène à l'embouchure de la Loire qu'ils remontent en barge plate jusqu'au château d'Amboise où Abd el-Kader est mis en résidence le 8 novembre. Le séjour à Amboise est moins dur qu'à Pau. Certes de nombreux décès de femmes et d'enfants attristent la famille de l'émir mais les prisonniers jouissent d'une bien meilleure installation et même de quelques libertés. La famille noue des liens avec les ecclésiastiques et les religieuses venus les soutenir. Abd el-Kader reprend une vigueur intellectuelle et physique. Il organise la vie sociale de sa petite communauté et tient un salon littéraire. Les visiteurs se pressent et sont surpris par l'érudition de ce sarrasin. Le vicomte de Falloux raconte dans un journal parisien qu'il a rencontré un musulman expliquant mieux le Verbe de Dieu et la nature du Christ que ses propres prêtres. Abd el-Kader commence une action pédagogique sur l'islam en direction des Français. Il écrit : « Si les musulmans et les chrétiens m'écoutaient je ferais cesser leur antagonisme et ils deviendraient frères à

¹ Anecdote relatée par Mgr Antoine-Adolphe Dupuch, *op. cit.*, p. 15.

² Bruno Étienne, François Pouillon, *Abd el-Kader*, Paris, Gallimard, 2003, p. 60.

l'intérieur et à l'extérieur.¹» L'émir est émerveillé par ce qu'il voit en France. Il découvre le train à vapeur ! Il interpelle les autorités en faveur des siens qui en Algérie, sont prisonniers ou maltraités. Là-bas, la colonisation se poursuit. Les biens de l'émir comme ceux des tribus ont été saisis. L'installation des colons implique que l'on donne des terres aux nouveaux arrivants comme le stipule la loi sur la propriété indigène en Algérie du 18 juin 1851. Soudain, l'évolution politique se montre favorable à Abd el-Kader. Le 2 décembre 1851, l'Assemblée législative est dissoute par le coup d'État mené par Louis Napoléon Bonaparte. Plus rien ne s'oppose à la libération de l'émir. Le prince-président, ardent défenseur d'Abd el-Kader, vient en personne à Amboise le 16 octobre 1852 pour lui annoncer la fin de sa captivité.

La Seconde République confrontée à la colonisation de l'Algérie

La nouvelle de la révolution de Février se répand en Algérie « sous forme de bruits vagues, de renseignements incertains, de *on-dit*, transmis de Marseille.²» Le 27 février 1848, vers 18 h 30, Changarnier voit arriver à son quartier général un aide de camp du commandant de la marine, porteur de dépêches télégraphiques annonçant la chute de la royauté. Changarnier se rend chez le général Gentil, commandant de la place d'Alger et lui prescrit « de ne pas tolérer le moindre désordre, de maintenir la plus rigoureuse discipline ! » Pour le tranquilliser, il ajoute : « Ma responsabilité couvre la vôtre. » Le mouvement révolutionnaire détermine une certaine agitation parmi la population européenne de quelques villes. Une corvette à vapeur, expédiée de Toulon, apporte une dépêche au prince de Joinville. Arago, le ministre de la Marine du Gouvernement provisoire somme le vice-amiral, fils du roi Louis-Philippe, de ne rien tenter : « Du 25 février 1848, à 8 h du soir. Le Ministre de la Marine à M. le prince de Joinville, Prince, Le salut de la patrie exige que vous ne fassiez aucune tentative pour détourner les équipages ou les soldats de la marine de l'obéissance au Gouvernement provisoire. Il importe que vous renonciez jusqu'à nouvel ordre à mettre le pied sur le sol de la France et à communiquer avec aucun navire de la flotte. Prince, Votre cœur patriotique saura se résigner à ce sacrifice et l'accomplira sans hésitation. Tel est l'espoir que le Gouvernement provisoire met en vous. ARAGO.³» La première réaction du prince de Joinville face à l'injonction de son ancien professeur est une profonde indignation et un sentiment de colère. Il donne à lire la dépêche à Vaïsse, le secrétaire général et à Changarnier et leur dit : « C'est la sommation d'un ennemi, il faut lire le contraire ! » Le fils du roi pouvait compter sur des généraux solides en 1847 : « Le général Marey qui commandait à Médéa était propriétaire du vin de la Romanée en Bourgogne et il nous en fit boire au dîner qu'il nous donna, ce qui ajouta à la cordialité universelle. Eh oui ! un verre de bon vin de France, bu loin de la patrie et de ses discordes, entre camarades toujours prêts à se faire tuer pour elle, est un bon souvenir ! » Mais après réflexion, compte tenu de la situation en métropole après la révolution de 1848, il se ravise. Il ne tient pas à mener une chouannerie orléaniste. Son entourage est trop frileux : « Mais M. Vaïsse resta silencieux, Changarnier hocha la tête. Je me souvins, hélas ! qu'à notre époque de progrès la religion du serment n'était plus qu'un vain mot, - je rentrai dans mon sang-froid. » Sage, il avoue dans ses *Vieux souvenirs* : « Comme bien des gens aussi, je ne doutais pas que la secousse révolutionnaire n'entraînât, à brève échéance, une guerre générale. C'eût été crime alors d'ajouter aux dangers de la patrie les déchirements de la guerre civile. » Eugène Fromentin accueille depuis Biskra les événements révolutionnaires avec inquiétude. Il se fait du souci pour ses amis et dévore les journaux : « Depuis vingt-quatre heures, notre vie est un cauchemar, un rêve, apprendre à six cents lieues de son pays de pareils événements, et comment ! J'ai dévoré à la hâte tous les journaux, pêle-mêle, comme ils me sont tombés sous la main, car vous comprenez que tout le monde ici se les arrache.⁴ »

Le vendredi 17 mars 1848, la République est officiellement proclamée devant la garnison de Biskra. Aux cris de « Vive la République ! », le drapeau tricolore s'élève sur la citadelle. Cavaignac est envoyé en Algérie pour remplacer le duc d'Aumale. Changarnier exerce l'intérim en attendant son arrivée. À Alger, la population européenne se dispose à insulter les princes qu'elle acclamait la veille, des exaltés veulent renverser la statue du duc d'Orléans. « Pourquoi la déranger ? Elle ne mange rien ! » répond en sa langue un vieux Maure qu'on cherche à entraîner. Cette boutade provoque dans la foule un revirement d'opinion et la statue est épargnée⁵. Grâce aux mesures prises, le départ des exilés se fait dans la dignité. Dans la matinée du 5 mars, le duc d'Aumale et le prince de Joinville traversent la ville à pied, entre une double haie de troupes. Après les adieux, ils s'embarquent. Mac Mahon est à Nemours lorsqu'il apprend que la révolution de février a eu lieu. Il écrit que « l'armée l'accueillit sans enthousiasme, car elle voyait avec regret le duc d'Aumale quitter le gouvernement de l'Algérie. » Les fils du roi, Aumale et Joinville qui commandent l'armée et la flotte en Algérie se soumettent. Ils projettent d'ores et déjà de se rendre en Angleterre⁶. Les princes s'embarquent à bord du *Solon*. Le navire appareille, file droit sur la haute mer.

¹ *Ibid.*, p. 62.

² Prince de Joinville, *Vieux souvenirs (1818-1848)*, Paris, Mercure de France, 2008, p. 365.

³ *Ibid.*, p. 366.

⁴ *Revue politique et littéraire*, 1908, p. 551. Lettre d'Eugène Fromentin à Armand du Mesnil, Biskra, lundi 13 mars 1848.

⁵ Colonel Burat, *op. cit.*, p. 84.

⁶ Bertrand Gille, *op. cit.*, p. 45.

La côte et la ville s'estompent. Aumale et Joinville sont accoudés à la passerelle, malgré la pluie. Ils repassent les heures poignantes qu'ils viennent de vivre : ces rumeurs mauvaises qui couraient depuis quelques jours, plus inquiétantes que l'annonce franche des catastrophes, et puis l'arrivée de l'étonnante dépêche d'un gouvernement provisoire brusquement surgi, enjoignant, sans explication, de remettre le commandement, de passer la main, de disparaître. Les deux princes ont obéi. Le duc d'Aumale, gouverneur général, chef suprême, a sous ses ordres, dans sa main, une armée puissante qui le suivrait, il le sait, partout où il lui conviendrait d'aller. Il a des hommes, un corps d'officiers qui ne voient que par ses yeux, il a des chevaux, des canons, des arsenaux pleins, et les bateaux de son frère. Il a le prestige, il a la gloire et cependant il obéit. A-t-il même pensé qu'il pourrait ne pas obéir à ces inconnus qui, de Paris, et au nom de l'émeute, lui enjoignent de s'en aller ? Il a obéi. Il est soldat : un soldat a-t-il le droit de discuter le devoir, de peser le pour et puis le contre, d'interpréter ? Voici treize ans qu'Alfred de Vigny a évoqué cela dans *Servitude et grandeur militaires*. Résister à l'ordre reçu ? Qui dit résistance dit acceptation de toutes les conséquences, fût-ce les plus sanglantes. Jamais le duc d'Aumale, si courageux, si impassible au feu, ne consentira à verser une goutte de sang français. Le fils du roi n'accepte pas de sortir de la légalité, c'est pourquoi il s'en va, vers l'inconnu, la conscience tranquille : « N'est-ce pas, Joinville, que nous avons eu raison ? L'armée est prête ; si on a besoin d'elle, et qui sait ce qui va se passer hors de chez nous ? Quand la France éternue, l'Europe se met au lit – si l'on a besoin de l'armée, il y a en Algérie quatre-vingt mille hommes tout prêts à être embarqués et qui auront peut-être leur mot à dire... Si on entre en danse, nous n'en serons pas, Joinville, mais nous aurons du moins donné l'exemple de la discipline. Je suis sûr que le Père nous approuvera. ¹ » Le *Solon* vogue. L'Algérie disparaît à l'horizon. La traversée est longue jusqu'à Douvres. En vue des côtes bretonnes, le commandant Jaurès demande au duc d'Aumale s'il souhaite débarquer à Brest. « Continuez commandant », répond le prince. Maussade, les yeux sur son compas, le commandant Jaurès remâche sa mauvaise humeur : « Quand on est jeunes, ardents, courageux, et par surcroît fils de roi, on ne laisse pas faire la loi par une bande d'émeutiers et de bavards ; on va son chemin, qui n'est pas celui de l'abandon. »

Surprise par la révolution, la colonie, forte de 115 000 colons civils d'origine européenne, est touchée par la crise économique² depuis 1845³. À Alger, on enregistre 85 faillites en 1846, 148 en 1847 et 14 au cours des deux premiers mois de 1848. Aux dérèglements climatiques s'ajoutent des invasions de sauterelles qui ruinent les récoltes. Les prix flambent ce qui provoque la disette chez les indigènes. Les Européens sont alors contraints de vendre pour 1 500 francs des concessions sur lesquelles ils ont pu investir près de 7 500 francs. La population d'Alger passe de 42 635 individus en 1845 à moins de 30 000 en 1847. Depuis 1846, la *Revue algérienne* demande la suppression de l'impôt direct pour l'Algérie. Les 15 000 colons ruraux que compte le pays espèrent un meilleur sort. Quittant définitivement l'Algérie en mai 1847 et faisant allusion à cette crise financière et industrielle, dans sa proclamation aux colons, Bugeaud en voit les origines uniquement dans les spéculations exagérées et irréflechies. Fromentin écrit néanmoins à sa mère une lettre rassurante : « Je lui expose que ces événements ne changent rien à la situation, à la tranquillité, à la sûreté de ce pays. » Les révolutionnaires de la colonie sont des bourgeois, plutôt que des ouvriers. Ce sont des cabaretiers, des petits commerçants, des fonctionnaires ou employés, membres des professions libérales, des colons découragés qui ont cherché à la ville des moyens d'existence. Il est difficile de voir parmi eux de véritables émeutiers. Tous ont l'esprit d'ordre, le goût de la propriété et ont besoin de l'administration. Les francs-maçons présents en Algérie proclament cependant ouvertement leur sympathie pour la Seconde République⁴. Pendant ce temps, le capitaine Borel et le lieutenant Aymard, officiers d'ordonnance, s'amuse à chasser. Ils tuent près d'Aïn Temouchen plusieurs panthères dont ils offrent les peaux à Mac Mahon. Ce dernier a mis à leur disposition deux lévriers ayant appartenu au duc d'Aumale. L'un des chiens s'appelle *Zourzour* (étourneau en arabe). Aymard est subitement affolé. Il pense avoir tué le chien. Mac Mahon constate que l'animal est couvert de sang mais vivant. « Je lui fis respirer l'éther de mon fameux flacon. Il secoua la tête, puis se releva complètement remis : il n'avait eu qu'une attaque de nerfs. ⁵ »

Le moindre désordre politique peut entraîner la révolte des musulmans. L'armée est la seule garante de la souveraineté française. Les civils réclament le maintien en Algérie d'effectifs militaires importants. En métropole, la question fait débat car on estime qu'il faut faire des économies et notamment sur le budget de l'armée. Dans *La Revue des Deux Mondes*, Léonce de Lavergne rappelle que l'armée coûte 360 millions de francs en 1848, et que l'Afrique représente le tiers de cette dépense. Il estime que la République n'est pas d'humeur à payer 120 millions par an en Afrique comme la monarchie, « elle le voudrait, qu'elle ne le pourrait pas », précise-t-il. Léonce de Lavergne préconise cependant de garder la colonie, mais de n'y engager que 30 à 40 millions par an. La conservation de l'Algérie est inévitable et sa sécurité est primordiale, pour qui veut réaliser des profits pécuniaires importants. Le capitaine Carette, directeur des affaires civiles de Constantine est décidé à réprimer sévèrement tout

¹ Robert Burnand, *op. cit.*, p. 92.

² Pierre Boyer, *La Révolution de 1848 en Algérie*, Paris, Larose, 1949, p. 14.

³ Xavier Yacono, *Un siècle de franc-maçonnerie algérienne, 1785-1884*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1969, p. 89.

⁴ *Ibid.*, p. 84.

⁵ Mac Mahon, *op. cit.*, p. 213.

désordre qui pourrait survenir dans la colonie¹. À Bône, des démocrates plantent sur la place publique un piquet surmonté d'un bonnet rouge. Deux jeunes le scient. Ils sont arrêtés et condamnés à 25 francs d'amende. Les républicains, parmi lesquels un médecin et un pharmacien, dénoncent l'indulgence excessive de la justice. Un Corse tire un coup de pistolet sur l'un des profanateurs. Cet exalté est incarcéré. La population ameutée essaie en vain de le délivrer. Les antimilitaristes par principe profitent de la moindre occasion pour attaquer le régime du sabre, dénoncer l'arbitraire de l'autorité militaire, la brutalité des galonnés et l'étouffement de l'initiative individuelle par un gouvernement incompetent en matière de colonisation. Ces démocrates sont venus de France la tête pleine des séduisantes doctrines d'un socialisme idéaliste. Les saint-simoniens, lancés dans les affaires, qui prônent la militarisation de la société civile, sont disposés à mettre leurs talents au service de la République. Ils se hissent à la direction des affaires dans les trois provinces : Frédéric Lacroix à Alger, Carette à Constantine, Warnier à Oran. Le fouriérisme n'a, lui non plus, rien de révolutionnaire. Les phalanstériens sont surtout des officiers et de hauts fonctionnaires désireux de fonder le bonheur de l'humanité en expérimentant en Algérie les plans d'organisation sociale de Victor Considérant. Le 7 avril 1848, ils donnent à Alger un banquet de 72 couverts. Dans la salle, ils dressent le buste de Charles Fourier et font flotter une bannière blanche frangée d'or, couleur de l'amitié, sur laquelle on lit : « Société harmonique, association, travail, attrayant, justice, amour, vérité, bonheur. » La présidence est confiée à l'économiste Jules Duval, administrateur du phalanstère de Saint-Denis-du-Sig. Parmi les convives se trouvent des officiers de l'artillerie et du génie, deux lieutenants de vaisseau, un chirurgien de marine, un botaniste, trois avocats, un juge de paix, un ingénieur des Mines. Les autres sont des artisans. Les idées démocratiques sont entretenues en Algérie par seize loges maçonniques². Les plus combatifs sont les disciples de Louis Blanc ou de Ledru-Rollin. Affectant des allures jacobines, ils ont une certaine action sur les petits employés et les commerçants. La République a l'intention de conserver l'Algérie. Cette conquête permet l'écoulement des marchandises et de la population françaises³. Les grands principes sont affirmés. L'assemblée a voté l'abolition de l'esclavage sur proposition de Schoelcher au mois de mars 1848. On recense à l'époque environ dix-huit mille esclaves en Algérie. Mesure de « rêveurs », de « négrophiles » et de théoriciens inqualifiables, clame Bugeaud : voilà qui va mécontenter gravement les grands caïds ralliés, les seuls, pratiquement, à posséder des esclaves en nombre. De fait, pour éviter des complications, la mesure ne devient effective qu'en 1850.

Changarnier est retourné en France pour aider le gouvernement provisoire à maintenir l'ordre puis il est renvoyé en Algérie pour remplacer Cavaignac en mai 1848. Cavaignac avait demandé au mois de mars que le littoral ne soit pas laissé à découvert. Il redoutait les menaces que feraient peser une escadre ennemie en cas de conflit. Changarnier prend des mesures énergiques pour défendre la colonie. Il se tient prêt à faire face aux difficultés : « Dans des instructions, dont le premier mérite est d'être claires, j'ai rappelé aux généraux commandant les divisions que nous ne pourrions nous étendre partout qu'à la condition de n'être forts nulle part. J'ai réduit au chiffre strictement nécessaire les garnisons de certains postes, plus qu'inutiles, que je conserve uniquement parce qu'il serait impolitique de les évacuer en ce moment. J'ai disposé mes troupes de telle manière qu'à la première apparence de troubles, chaque commandant de subdivision pût immédiatement sortir à la tête d'une colonne imposante. En cas d'insurrection sérieuse, nous pourrions, au moyen de la réserve établie au quartier général de chaque division et des emprunts faits aux subdivisions voisines, réunir, sur un point donné, des forces suffisantes pour remporter un de ces succès rapides et décisifs, assurés en toute espèce de guerre, aux généraux qui savent manœuvrer et se concentrer à propos, sur ceux qui s'étendent et se divisent sans discernement. Si un de ces coups vigoureux ne mettait pas fin à l'insurrection, nos troupes iraient donner ailleurs de nouvelles leçons, jusqu'à une soumission complète. Ce serait le cas de répéter l'axiome célèbre : 'La guerre est dans les jambes.'⁴ » Il prend également des dispositions en cas de menace britannique : « En cas de rupture avec les Anglais, ils se contenteraient probablement de donner aux indigènes de l'argent, des armes, des munitions et les conseils d'un certain nombre d'officiers énergiques. Si cependant ils voulaient nous joindre corps à corps, c'est par les frontières du Maroc ou de Tunis, ou par un point de la côte éloigné de nos principaux centres militaires qu'ils tenteraient d'arriver à nous. Une conflagration générale du pays s'ensuivrait indubitablement ; alors, prenant en patience les mouvements des indigènes et laissant de faibles garnisons dans nos divers postes, bien pourvus, dès à présent, de vivres et de munitions, nous marcherions avec des troupes d'élite, droit à notre ennemi principal. Je ne suis pas disposé à parler légèrement d'un adversaire si respectable, mais j'ai la confiance que, même avec une certaine infériorité numérique, nos vieilles bandes, manœuvrières infatigables, patientes dans les privations, ardentes dans le combat et commandées par des chefs connaissant bien le pays, ne tarderaient pas à remporter un avantage capable d'agir puissamment même sur les Arabes qui ne l'auraient pas subi.⁵ »

¹ Pierre Boyer, *op.cit.*, p. 18. C.A.O.M. F80/1397. *Colonisation de l'Algérie, avis au public*. Affiches des 20 et 24 septembre 1848.

² *Ibid.*, p. 17.

³ Antoine-Louis Deffaudis, *op. cit.*, p. 58.

⁴ Voir Nicolas Changarnier, *Campagnes d'Afrique 1830-1848. Mémoires du général Changarnier*, Paris, 1931, p. 310. Changarnier paraphrase les soldats de 1805 : « L'Empereur fait la guerre avec nos jambes ! »

⁵ *Ibid.*, p. 311.

Député de Saint-Calais dans la Sarthe, Lamoricière répond le 16 juin 1848 aux idéologues qui veulent inscrire dans la future constitution le principe de l'assimilation de l'Algérie à la France et de l'Arabe au citoyen français : « Nous aussi, nous avons étudié l'histoire des grands mouvements de l'humanité, des grandes migrations des peuples, mais nous y avons vu sans cesse les peuples vaincus, écrasés, broyés sous les roues de la conquête... De pareils procédés, de pareils moyens, de pareils crimes, nous n'en voulons pas, nous les repoussons au nom de la France, au nom de l'honneur de notre pays, au nom de la mission qu'il remplit dans le monde au nom du christianisme. Nous voulons que la plus noble créature de Dieu soit respectée quelle que soit la religion qu'elle professe. Mais n'oublions pas que la France a été porter hardiment le drapeau du christianisme au milieu de la terre d'Islam, qu'elle a été se placer à Alger entre cette portion de l'islamisme qui gravite à l'Occident autour de Fez et du Maroc, et cette autre qui gravite à l'Orient autour de Tunis, du Caire et de Constantinople. Il y a plus de deux millions d'Arabes qui sont là, le fusil haut, ou tout au moins, croyez-le bien, frémissant sous un joug encore mal assuré. Puisque nous ne voulons ni les refouler, ni les exterminer, nous aurons forcément en Algérie deux espèces de citoyens et deux lois différentes, la loi française, qui est une émanation de l'Évangile, et la loi arabe, issue du Coran. ¹ »

La révolution de Février marque profondément la colonisation de l'Algérie². Une nouvelle monnaie locale apparaît en 1848, c'est le franc algérien. Le revers des pièces est frappé à l'effigie de Marianne et de la mention République française, alors que l'avers comporte la mention Algérie précédée de la valeur en francs et de l'année d'émission. Les républicains veulent donner du travail aux ouvriers mais dans l'immédiat, ils ne voient qu'un seul moyen de mettre fin à la crise, c'est de renvoyer les chômeurs de France. Les philanthropes des diverses écoles fondent de grands espoirs sur l'Algérie pour débarrasser Paris des ouvriers au chômage et conduire à l'extinction du paupérisme. On reprend les idées saint-simoniennes de Prosper Enfantin qui écrivait en 1843 : « L'Algérie est un excellent lieu d'essai pour plusieurs grandes questions sociales qui agitent la France ; l'organisation du travail est, de toutes les questions, la plus importante, celle dont la solution presse le plus. » La colonisation de l'Algérie paraît appelée en 1848 à résoudre la crise sociale. L'État qui a garanti du travail à tous les citoyens, donnerait un capital au lieu de donner un salaire comme sur les chantiers nationaux. Les faiseurs de projets ne manquent pas. Le nouveau régime doit se montrer plus hardi que la monarchie de Juillet, qui opposa souvent son veto aux tentatives colonisatrices du maréchal Bugeaud. Le 21 septembre 1848, le collège d'Alger qui avait ouvert ses portes le 27 avril 1835 avec 36 élèves, est érigé en lycée, le lycée d'Alger³. En septembre 1848, l'Assemblée nationale vote un crédit de 50 millions de francs pour fonder des colonies agricoles en Algérie. Il est prévu d'envoyer 12 000 chômeurs parisiens⁴. On espère de la sorte se débarrasser d'une population remuante. Le 8 octobre 1848, les premières centaines de volontaires, surtout des ouvriers attirés par l'Eldorado qu'on leur promet, s'appêtent à embarquer à Paris, au quai de Bercy, sur de longues barcasses mafflues et pontées de tauds destinés à les protéger des intempéries. Munis de manuels d'agriculture sommaires, ils écoutent les discours enflammés de Lamoricière et du député de la Charente-Maritime Jules Dufaure, président de la Commission spéciale de l'Algérie. Un prêtre bénit ensuite une bannière qui porte comme seule inscription « colons français ». Puis, acclamés par une foule de familiers et de curieux, ils embarquent dans les barges qui débordent du quai parmi un fouillis de barques qui leur font escorte. Ces embarcations les conduisent par les canaux aux ports méditerranéens, d'où ils voguent vers la côte algérienne. Douze colonies sont fondées dans la province d'Alger, dix-neuf dans celle d'Oran et huit dans celle de Constantine. Ces ouvriers de toutes professions ou petits marchands deviennent des colons improvisés. Certains parviennent à développer les magnaneries mais d'autres n'ont aucune expérience des travaux agricoles. Dès leur arrivée dans les villages, ils prouvent leur complète inaptitude. Les femmes dépaysées regrettent Paris. Elles passent leur temps à se lamenter. Pour diminuer les dépenses, on leur fait construire des cuisines communes. De cette façon, chaque femme peut voir les plats de sa voisine. Cette communauté leur est vite insupportable. Toutes préfèrent préparer leurs repas à part, dans quelque coin de la maison, ou en plein air. Les familles ont été autorisées à apporter des meubles et des ustensiles de ménage, mais elles n'ont pris que des articles de luxe, sans aucune utilité pour des agriculteurs. Au bout de très peu de temps, les Parisiens reconnaissent leur incapacité et rentrent en France.

La disparition de la monarchie parlementaire au commencement de 1848 et l'avènement de la République intriguent les Arabes. Les incertitudes au niveau du Gouvernement Général n'échappent pas à l'attention des Algériens (5 gouverneurs nommés en sept mois). La conclusion est simple. Puisque les Français n'arrivent pas à se gouverner eux-mêmes, ils sont incapables de donner des lois aux peuples d'Afrique. Le général Saint-Arnaud écrit à son frère : « l'Afrique est comme la France, elle craque avant de s'ouvrir... Sera-t-on obligé d'y renvoyer Bugeaud et 100 000 hommes, si l'on ne veut pas être chassés ? » Au mois de juillet 1848, la tribu des Hamianes

¹ Georges Spillmann (général), « Lamoricière et Changarnier face au problème algérien », *Revue historique des Armées*, n° 2, 1970, p. 87.

² Augustin Bernard, *Histoire des colonies françaises et de l'expansion de la France dans le monde*, Paris, 1930, p. 279.

³ Abderrahmane Rebah, « Les enjeux du baccalauréat en Algérie », communication au colloque *Le baccalauréat et la certification des études secondaires : exception française ou pratique européenne ? (1808-2008)*, vendredi 16 mai 2008.

⁴ Pierre Boyer, *op. cit.*, p. 13.

s'insurge de nouveau. Mac Mahon, commandant la subdivision de Tlemcen, doit la réprimer : « Je montai une expédition pour essayer d'enlever leurs troupeaux qu'ils faisaient paître dans le chott Gerbi. » Arrivé à El-Aricha, le 26 juillet 1848, à 11 heures du matin, le général Mac Mahon a parcouru 75 kilomètres. Il s'installe près des puits, fait boire ses hommes et les chevaux. Vers 16 heures, il reprend la marche. Arrivé aux chotts au point du jour, il a couvert une distance de 77 kilomètres, ce qui totalise 152 kilomètres pour cette équipée. Mac Mahon écrit : « À peu de distance, nous aperçûmes les nombreux troupeaux des Hamianes. Je lançai sur eux toute ma cavalerie et pris, dans cette razzia, quarante mille moutons.¹ » Le retour de la colonne s'avère pénible car la progression réglée sur celle du troupeau est très lente. Partis à une heure du matin, les Français arrivent à El-Aricha, premier point d'eau, qu'à 19 heures. La chaleur est étouffante. Le cheval de Mac Mahon boit 170 litres. Le général est étonné de voir sa monture ne pas tomber malade. Sur les neuf escadrons de spahis engagés dans cette affaire, aucun cheval n'a été blessé.

Mac Mahon se trouve à Aïn-Temouchen lorsque le prince Louis-Napoléon pose sa candidature à la présidence de la République. Mac Mahon organise un bureau de vote pour les officiers et pour les soldats. Il confesse qu'ils ont tous voté pour le général Cavaignac qu'ils connaissent et dont ils apprécient la valeur. L'homme est cependant controversé. Des brochures circulent contre lui, dénonçant ses mesures disciplinaires, son recours à la torture et à la crapaudine² dans certains bataillons d'infanterie. Quant aux tribus, elles profitent du flottement politique pour se soulever. Le 19 décembre 1848, Lamoricière s'exprime devant la commission de révision de la législation algérienne : « Dans les villes, on a traité les indigènes en peuple conquis ; au dehors, nos généraux, et je suis le premier à confesser mes torts et mes erreurs, ont vu dans les tribus des ennemis à combattre, à dominer par la force, plus que des enfants nouveaux à gagner à La Patrie par de bonnes intentions et une sage administration. La législation spéciale de l'Algérie porte à un haut degré ce caractère d'oubli des intérêts arabes. » Une ordonnance étend le régime civil aux territoires mixtes³ qui sont supprimés, en attribuant aux zones européennes le titre de départements français avec l'administration de la métropole. L'assimilation est en marche mais la guerre sainte se respire dans l'air. Divers mouvements de révolte dans la région d'Alger, d'Oran et de Constantine se développent. Au sud de Constantine, la région est incomplètement pacifiée. La situation est restée telle que l'a décrite le duc d'Aumale en 1844 : « Les Aurès, disait-il, ne sauraient être considérés comme soumis, la résistance y est seulement décomposée et non détruite.⁴ » L'ancien bey de Constantine, Ahmed, s'est réfugié dans cette région et ses intrigues nourrissent l'agitation. En 1848, le colonel Canrobert commandant la division de Batna conduit une colonne dans l'Aurès et contraint Ahmed à se rendre. Interné à Alger, Ahmed meurt en 1850.

Le siège de Zaatcha, 16 juillet-26 novembre 1849

Dans les Ziban, groupe d'oasis dont Biskra est le centre et chef-lieu, des indigènes connus sous le nom de biskris font de nombreux aller-retour à Alger pour vendre leurs dattes. Porteurs de nouvelles, véritables médias de l'époque, les informations vont bon train : « Après le départ de leur sultan (le roi Louis-Philippe) les Français se déchirent. L'armée doit abandonner l'Afrique pour rentrer en France. » Les biskris portent l'information revue et amplifiée par l'imagination orientale fertile. Ces nouvelles plus ou moins dénaturées des événements de France, que les tribus colportent depuis Alger et les menées de l'ancien lieutenant d'Abd el-Kader, Mohammed Srir, entretiennent les difficultés. Au printemps de l'année 1849, la fièvre monte. Dans la province d'Oran, il suffit aux colonnes de se montrer pour ramener le calme et faire rentrer les impôts. Dans la Kabylie, au contraire, les combats sont vifs. Le 19 mai, au combat de Boghni, 11 000 combattants font face aux Français. Cette agitation dure du 16 mai au 26 novembre 1849. La résistance est acharnée au village d'Aïach. Attaqué par les zouaves, le 12 juillet, ce village est pris et repris deux fois avant de tomber entre les mains des Français⁵. Le chef rebelle kabyle Amzian a été vaincu et il est parti accomplir son pèlerinage à La Mecque⁶ mais le cheik Bou Zian fomenta une révolte contre les troupes françaises du général Herbillon et du colonel Carbuccia. Bou Zian est un ancien porteur d'eau, cheik de Zaatcha sous le califat d'Abd el-Kader, marabout à ses heures, il avait repoussé en 1833 l'assaut de 3 à 4 000 Turcs du bey Ahmed de Constantine, envoyés pour mater la rébellion, il avait assis sa réputation. Maître de Zaatcha avec des relations nombreuses dans les oasis du Sahara constantinois et dans les Aurès, il se disait chérif, descendant de Mahomet. Prétextant l'augmentation de la taxe sur les palmiers (*lezma*) portée de 25 à 40 centimes, son appel aux armes réveille le fanatisme des populations voisines qui arrivent en foule à Zaatcha. Zaatcha, misérable bourgade saharienne, située à 20 kilomètres à l'ouest de Biskra, est un ksar. Faisant partie des oasis du Zab-Chergui, ces villages en pisé, tout entourés de palmiers, enfermés dans une enceinte crénelée très

¹ Mac Mahon, *op. cit.*, p. 215.

² La crapaudine est un instrument de torture. Il doit son nom à la position dans laquelle il maintient le malheureux supplicié, qui, les pieds et les mains rejetés en arrière et liés ensemble, a l'aspect d'un crapaud.

³ On appelle *territoires mixtes* ceux dont la population civile était trop faible pour autoriser les dépenses d'une administration complète. Ceux-ci étaient administrés, suivant la loi civile, par des militaires.

⁴ Augustin Bernard, *op. cit.*, p. 274.

⁵ Musée de la gendarmerie à Melun. Colonel Burat, *op. cit.*, p. 89.

⁶ A.M.A.E., A.D.P., Égypte, vol. I, Paris, 19 août 1848.

solide à laquelle les maisons étaient adossées, était une position fortifiée qui communiquait avec les autres oasis et avec les nomades qui pouvaient lui envoyer des renforts¹.

Sous la Seconde République, l'ancien cheik d'Abd el-Kader, Bou Zian continue donc le combat. Il refuse de payer l'impôt. Bou Zian, fanatique à l'extrême, se dit inspiré de Dieu et prétend avoir reçu du prophète la mission d'expulser les infidèles de cette terre d'islam. Informé des menées de ce rebelle, le commandant St Germain expédie sur les lieux un jeune officier nommé Séroka. Lieutenant au Bureau arabe de Biskra, Séroka essaie vainement de s'emparer de Bou Zian. Bou Zian a reçu le soutien de Zaatcha et des ksour voisins. La situation paraît calme dans les oasis d'Oumach, Tolga et Farfar mais on parle trop de Bou Zian et de ses prédications incendiaires. De son propre chef, sans demander de renfort, Séroka décide d'enlever Bou Zian au milieu des siens. Ayant pénétré dans Zaatcha avec quelques spahis, il interpelle le chérif et lui donne l'ordre de le suivre. Ce dernier feint d'obéir mais dès les premiers pas, brise son chapelet et se met à ramasser les grains non sans avoir murmuré quelques mots à l'un des siens. Impatienté, Séroka fait jeter l'agitateur sur un mulet. Ils arrivent à la porte du ksar. Celle-ci se ferme. Toute la population court aux armes. L'officier français et ses spahis ont toutes les peines du monde, à travers les coups de fusil à enfoncer la porte et à s'échapper dans la campagne. Leurs chevaux et Bou Zian restent entre les mains des habitants de Zaatcha. Une heure après, la guerre sainte (*djihad*) est proclamée solennellement du haut de la mosquée et toutes les oasis du Zab Dahraoui se mettent en état d'insurrection.

Le général Herbillon est entre Mila et El Arrouch. Le colonel Canrobert surveille Bou Bahgla (un autre agitateur) dans la vallée du Sahel. Seul le colonel Carbuccia, entre Batna et Sétif peut être détourné de sa mission. C'est un homme audacieux, entreprenant et prompt aux entreprises hasardeuses. A la tête de 1 700 hommes et de 300 chevaux, il arrive devant Zaatcha le 16 juillet 1849. Il est attaqué par les contingents réunis de Zaatcha et Lichana. Il les repousse avec difficulté et prend le parti téméraire de pénétrer en force dans Zaatcha à la suite des vaincus. Il forme deux colonnes de 450 hommes chacune : le 3^e bataillon d'Afrique et le 2^e bataillon du 2^e étranger. Les colonnes s'engagent dans les jardins, délimités par des petits murs, qui entourent les ksour dans les oasis et forment un inextricable dédale. La fusillade est terrible, les indigènes reculent mais arrivés devant Zaatcha les Français rencontrent une muraille bastionnée, crénelée, précédée d'un fossé de 7 mètres de large et de 1 à 3 mètres de profondeur rempli d'eau. Dans les Ziban et tout le long de l'oued Djedi, la nappe souterraine est à 2 mètres de profondeur environ, ce qui explique que le fossé soit toujours plein d'eau. Zaatcha ressemble à une petite place de guerre du Moyen Âge².

Carbuccia est surpris par la topographie du terrain et la résistance qui lui est opposée au milieu d'une végétation dense, et des murets qu'il faut prendre un à un après avoir délogé les tireurs. L'oasis est une forêt de hauts palmiers sur un sable aride, coupé par des canaux d'irrigation. Ce sont des murs, des jardins, des rues étroites. Des figuiers et des abricotiers s'ajoutent à des plantes rampantes qui entravent la marche. Carbuccia échoue dans son entreprise. Il a perdu 31 tués et 117 blessés, achevés certains à l'arme blanche par Bou Zian et ses hommes. Cet échec donne plus de force à l'insurrection qui gagne rapidement les Ziban, les Ouled-Nail, le Hodna et l'Aurès. Le 17 septembre 1849, le commandant St Germain est menacé d'un blocus dans Biskra par les 4 500 rebelles qui viennent des Aurès, levés par l'ancien cheik d'Abd el-Kader, le marabout Si Abd El Atif de Khenga Sidi Nadji. Ces rebelles se dirigent vers Seriana, pour unir leurs forces à celles de Bou Zian. St Germain réunit deux compagnies du 3^e bataillon d'Afrique, un escadron de chasseurs, 300 fantassins et 150 cavaliers : au total 1 500 hommes y compris les goums des familles Ben Gana. Un combat terrible a lieu à Seriana : 250 indigènes meurent. L'intendant de l'ancien cheik est pris mais cette brillante victoire est ternie par la mort du commandant St Germain. Les Arabes jubilent. Zaatcha n'a qu'un seul ksar. La forêt de palmiers qui l'entoure ne laisse même pas découvrir le minaret de la mosquée. Une zaouïa³ se trouve également à quelques centaines de mètres, elle comprend une mosquée, quelques maisons, un marabout, une école coranique, une salle de prière et de repos pour les gens de passage. Cette zaouïa forme un ouvrage avancé. Pour pénétrer dans l'oasis on est arrêté par un inextricable fouillis de jardins clos de murs à des niveaux différents, coupés par une infinité de canaux d'irrigation ou séguias et comprenant, outre les palmiers, toutes sortes d'arbres fruitiers qui gênent la vue et rendent toute reconnaissance impossible. Tel est du reste le caractère général des oasis. C'est ce qui en rend l'attaque si difficile. Les rares sentiers qui vont des jardins au ksar sont généralement resserrés entre les murs, à Zaatcha, Bou Zian a fait couper tous les sentiers, accumuler les obstacles et ce n'est qu'après de nombreux détours que l'on débouche devant le ksar, entouré d'un fossé profond et rempli d'eau (modifié en 1833 pour contenir l'assaut des Turcs). Bou Zian a fait créneler l'enceinte à différentes hauteurs de manière à obtenir deux à trois étages de feux. Cette enceinte est remarquablement solide car les maisons s'y adossent presque toutes, de sorte que les habitants peuvent se battre sans sortir de chez eux. À l'intérieur, quelques grandes maisons ont été réunies de façon à former réduits, elles dominent celles adossées aux remparts. Une seule porte permet l'entrée dans le ksar, elle est défendue par une haute tour à quatre étages de feux. Cette entrée regarde les petits ksour de Lichana et Farfar dépendant des oasis de

¹ Augustin Bernard, *op. cit.*, p. 275.

² Eugène Fieffé, *Histoire des troupes étrangères au service de la France*, Paris, Librairie militaire, 1854, 2^e partie, p. 416.

³ Edifice religieux et scolaire.

Tolga et Bouchagroun, qui envoient continuellement des renforts aux assiégés. Le général Herbillon, avec une colonne de 4 000 hommes, ne réussit pas à s'emparer de Zaatcha. La population fanatisée au dernier point est persuadée qu'elle peut repousser les Français au même titre que les Turcs. Tous les bandits de grand chemin, les aventuriers, l'écume des insurrections des alentours se rallient à Bou Zian pour le djihad. Un certain Moïse Moussa, un grand mulâtre, s'ingénie à répandre de fausses nouvelles mêlées à des faits réels, ce qui fait à la fois passer le message et le mensonge :

- « Les Français sont voués par Allah à l'extermination. »
- « Le retour vers la mer leur est interdit. Les ports de la côte ayant été repris par les Kabyles et Tunisiens. »
- « Les balles des infidèles ne pénétreront pas dans votre corps. »
- « Rappelez-vous le sanglant échec des 6 000 Turcs en 1833 ! »
- « Et récemment le colonel Carbuccia. »

Prévoyant, Bou Zian a entassé provisions, armes et poudres, mais le plomb manque dans les Ziban, il pensa confectionner des balles avec des noyaux de dattes réunis par trois dans une simple feuille de plomb. Pour inspirer confiance à tous, il garde ses femmes et ses enfants, évacue les vieillards et ceux qui ne peuvent combattre dans la lutte à outrance sur le point de s'engager. Beaucoup de femmes restent à Zaatcha pour stimuler les combattants avec leurs « youyous » stridents et pour les aider dans leur action. Pendant ce temps, le général Herbillon s'achemine vers l'oasis. Un convoi de chameaux apporte les outils, sacs à terre et munitions d'artillerie, ainsi que le matériel de campement, de cuisine et de travaux de siège. Il se présenta devant Zaatcha avec 4 000 hommes le 7 octobre 1849 au matin et établit son camp au nord de l'oasis sur les dernières pentes d'un contrefort du tell, à portée des balles mortes de fusils. Le colonel Borel était chargé de l'installation du camp. Le colonel Carbuccia doit enlever la zaouïa et les maisons attenantes au milieu desquelles se trouve une fontaine, indispensable au camp. La colonne est composée de quelques compagnies du 3^e bataillon d'Afrique, du 2^e étranger et de la 5^e batterie de chasseurs à pied. La zaouïa est prise. Malheureusement, les chasseurs encouragés par le succès se jettent dans les jardins à la poursuite des Arabes, franchissent les premiers murs, mais les défenseurs de la ville viennent au secours des fuyards. Derrière chaque palmier, chaque mur se trouve un tireur embusqué et les chasseurs du 5^e sont contraints de battre en retraite. Les femmes de Zaatcha se joignent aux combattants, excitant leur courage par des cris. Elles ne se contentent pas de remplir l'air de vociférations, elles tiennent toutes un couteau à la main dont elles se servent pour achever les blessés français. « Ceux-là seuls qui ont vu au combat ces ardentes et redoutables filles du désert peuvent s'en faire une idée », dit Perret, un capitaine des zouaves. Deux compagnies de réserve dégagèrent le bataillon en difficulté. Cette affaire coûta aux chasseurs vingt morts et quatre-vingts blessés. Les cadavres et tous les prisonniers étaient affreusement mutilés. Les corps sont attachés par les femmes à des palmiers, quelques blessés respirent encore.

Le colonel Parizet installe une batterie de brèche contre la place. Le 8 au matin, cette batterie ouvre le feu à travers un épais rideau de palmiers contre le saillant nord-est du ksar. Le colonel Petit est tué à l'installation de la seconde batterie. Le 13 octobre 1849, les troupes s'installent dans les premiers jardins dont ils percent les nombreux murs. Les sapeurs préparent les tranchées de cheminement et d'approche jusqu'au fossé, protégés par les tirs soutenus des deux batteries et quelques voltigeurs. Les défenseurs ne se contentent pas d'un échange de coups de fusils, en plein jour ils tentent des sorties et se jettent avec des cris féroces sur les travaux pour les détruire. Le colonel Barral, commandant la subdivision de Sétif, arrive avec 1 500 hommes au moment où le siège prend un caractère d'animosité extraordinaire. Le général Herbillon, informé de l'agitation grandissante menaçant les provinces d'Alger et de Constantine, pressé de livrer l'assaut pour calmer l'impatience de ses troupes, décide de tenter l'attaque le 20 octobre, malgré l'imperfection des travaux du génie. Deux brèches sont à peu près praticables. Celle de gauche devait être enlevée par les compagnies d'élite de la Légion étrangère, celle de droite par un bataillon du 43^e de ligne. Les tirailleurs du commandant Bourbaki devaient occuper les jardins à gauche des colonnes d'assaut pour les empêcher d'être contournées.

La colonne de gauche sort de la tranchée, franchit le fossé, enlève la brèche et s'établit sur les terrasses des maisons adossées au rempart, croyant le succès assuré. Mais les maisons minées d'avance sautent, ensevelissant une quantité de ces braves soldats de la Légion étrangère. Les survivants, décimés par l'ennemi invisible qui tire par les créneaux pratiqués dans les maisons servant de réduits, reculent dans la tranchée. À la brèche de droite, le 43^e se fait écraser. La descente du fossé, mal conçue par le génie¹, provoque le renversement de la charrette servant de bouclier mobile. Les hommes à découvert subissent des pertes. Aussitôt on essaie de faire un tablier de pont avec des tonneaux vides mais les sapeurs sont tués ou blessés. Il faut alors se jeter dans le fossé sans aucun moyen de passage. Le commandant Guyot entraîne son bataillon mais comment peut-il franchir le fossé plein d'eau, puis gravir péniblement avec des cartouches mouillées le talus de la brèche sous un feu nourri ? Les soldats du 43^e

¹ S.H.A.T. I M 1319. Papiers Pelet. Se reporter au récit des opérations militaires devant Zaatcha en 1849 du capitaine du génie Schoennagel, 10 janvier 1850.

tombent un à un. Le commandant Guyot est tué. Ses hommes reculent sous la mitraille. Les blessés tombés dans le fossé se noient, l'eau rougit de leur sang. Le 43^e se retire emportant ses morts : 6 officiers et 30 soldats, ainsi que 90 blessés.

Des indigènes armés en provenance de Lichana et de Tolga venus pour renforcer les assiégés de Zaatcha sont repoussés par les tirailleurs et la cavalerie du commandant Bourbaki. Dans cet assaut sanglant, le caporal Parcheris se porte avec quatre grenadiers sur le revers du fossé et engage la fusillade avec les défenseurs abrités du ksar. Le sous-lieutenant ordonne à ses hommes de se mettre à l'abri. Ils refusent. Leur position leur permet d'enfiler les créneaux un à un. Trois grenadiers sont tués. L'ordre de se replier est donné. En voulant ramasser une pioche, le soldat Lefebvre du 43^e est atteint au bras droit et à la cuisse gauche par une décharge de tromblon. Il tombe à côté de ses camarades morts au pied de ce mur qu'ils essayaient de démolir. Son sang coule, ses douleurs sont atroces et il doit faire le mort s'il ne veut pas être achevé. Il garde l'immobilité d'un cadavre sous les bouches menaçantes des fusils qui dépassent des créneaux. Entendant le signal de la retraite, il entrouvre les yeux et appelle d'une voix faible ses camarades à son secours. Ils ne l'entendent pas et s'éloignent. S'il bouge, il est mort. Il n'entend plus les Arabes. Il rampe jusqu'au bord du fossé, une nouvelle décharge l'atteint à la cuisse droite. Il se jette dans le fossé du haut de la contre escarpe. Il a de l'eau jusqu'au dessus de la ceinture mais il a disparu de la ligne de tir des Zaatchi. Quelques heures passent. Une fièvre brûlante agite son corps. Il boit l'eau rougie de son propre sang. De sa main gauche, la seule valide, il enlève sa cartouchière et sa capote, se traîne péniblement vers l'autre rive où il est aidé et soutenu par ses camarades de combat. Guéri de ses blessures, Lefebvre reste estropié et reçoit la Croix de Guerre.

Les indigènes tendent des embuscades dans les jardins. Derrière chaque palmier se trouve un tireur. Le nombre de morts et de blessés oblige le général Herbillon à prendre des dispositions permettant à ses hommes de travailler avec le moindre risque pour approcher du ksar. Il ordonne l'abattage de tous les palmiers et de la végétation des jardins qui gênent la défense et la précision du tir. Furieux, les Arabes engagent des luttes acharnées dans les jardins. Malgré les sorties des assiégés, dont l'une est marquée par le massacre de 11 blessés que les femmes achèvent au couteau. La coupe des palmiers continue sans interruption pendant la dernière période du siège. Le 30 octobre, la cavalerie balaie les Arabes entre Farfar et Tolga. Le lendemain, les Français sont attaqués à leur tour vers Tolga par 6 000 hommes dont 700 à 800 cavaliers qui laissent sur le terrain 150 morts. Le 8 novembre, Canrobert amène des renforts, mais ses zouaves apportent avec eux le choléra qui fait des ravages. Au cours de cette année, on a enregistré à Alger 80 décès à cause de cette maladie¹. Les chacals et les hyènes déterrent les morts n'en laissant que des squelettes blanchis par le soleil. Le colonel se sert du choléra comme d'un épouvantail auprès des populations insurgées qui menacent de l'attaquer. Terrifiés, les rebelles font le vide autour de la colonne. À leur arrivée, les zouaves sont édifiés par la lutte sans merci à laquelle ils viennent prendre part. Une redoute a été élevée en face de l'oasis de Farfar d'où sortent les Arabes qui viennent harceler de coups de fusil le camp pendant la nuit. Avec une audace incroyable, ils attaquent trois compagnies du bataillon d'Afrique sur le parapet de la redoute. Une mêlée indescrivable a lieu. L'ennemi enlève de nombreux blessés. Le soir, les têtes de ces malheureux, plantées sur des piques, sont exhibées sur les remparts de Zaatcha. Les canonniers sont obligés de les abattre. Les zouaves prennent leur part de l'exaspération générale. Le 12 novembre, les Arabes attaquent massivement. Ils sont repoussés. Le 8^e bataillon de chasseurs à pied, le fameux bataillon de Sidi Brahim, arrive en renfort. L'armée française compte 7 000 hommes. Le 16 novembre, Herbillon organise une colonne pour marcher contre les nomades massés sur ses arrières. Après une marche de nuit, il tombe au milieu des Arabes dont le camp est placé entre l'oasis d'Our'lal et le lit desséché de l'oued Djedi, à 2 heures du matin. Les zouaves de Canrobert s'emparent rapidement d'un village de tentes et de nombreux troupeaux à la grande joie des soldats qui voient l'abondance et la fin des privations.

Après un siège en règle, Zaatcha tombe enfin le 26 novembre 1849 et ses 10 000 palmiers sont rasés. La lutte s'est poursuivie maison par maison, incroyable acharnement de part et d'autre. Il a fallu faire le siège des rez-de-chaussée où s'étaient retranchés les Arabes, désespérés, poursuivis par les assaillants. En moins d'une heure, les Français se rendent maîtres des rues mais beaucoup de bâtisses n'ont pu être enlevées qu'en les faisant sauter avec leurs défenseurs². Canrobert est monté l'un des premiers à l'assaut. Son action d'éclat lui vaut la croix de Commandeur de la Légion d'honneur et les étoiles. Il a à peine 40 ans. Ce « Saragosse du désert » coûte néanmoins mille cinq cents hommes aux Français dont trente officiers. Six cents sont morts du choléra. Les pertes au feu s'élèvent à 790 blessés et 165 tués dont le colonel Petit³. La prise de Zaatcha met un terme à l'insurrection. Bou Zian est pris et fusillé au cours de l'action. Pas un des défenseurs n'est resté vivant. *L'Histoire générale* de Lavisse et Rambaud précise : « Aucun des défenseurs de Zaatcha ne fut épargné. La ville fut rasée, l'oasis détruite. » La révolte est domptée par Herbillon. Le choléra achève l'œuvre de la guerre. Le fléau porte la désolation au milieu des tribus. Certaines oasis perdent jusqu'aux trois quarts de leurs habitants par cette épidémie.

¹ Musée de la gendarmerie à Melun. Colonel Burat, *op. cit.*, p. 90.

² *L'Illustration* du 15 décembre 1849.

³ Colonel Burat, *op. cit.*, p. 90.

Le ministre de la Guerre communique le 7 décembre à l'Assemblée législative la dépêche qui annonce la prise de Zaatcha. Le passage : « Bou Zian et le chérif Sidi-Moussa-Ben-Omar et tous les défenseurs au nombre de 7 ou 800 se sont fait tuer jusqu'au dernier » cause à l'Assemblée une profonde émotion. Il a fallu 7 000 hommes de troupes et 53 jours de siège pour réduire la place. Herbillon n'est pas récompensé. On lui reproche de l'avoir laissé grandir en ne lui opposant au début que des moyens de répression médiocres. Il est remplacé à la division de Constantine par Saint-Arnaud. Charon est limogé, on lui fait le grief d'avoir conservé en la personne d'Herbillon un chef insuffisant. Rappelé en France, Charon est placé à la tête des fortifications et nommé président du comité consultatif de l'Algérie. Sa succession est offerte à Lamoricière. Elle est finalement dévolue au général d'Hautpoul, qui vient d'occuper pendant un an le ministère de la Guerre. Neveu du général d'Hautpoul, tué à Eylau, Saint-Arnaud le juge comme un homme médiocre qui ne connaît rien à l'Afrique.

Face à la colonisation, les avis diffèrent. Bugeaud était favorable au fouriérisme, après 1848, il s'oppose à toute tentative collectiviste. Il meurt finalement en 1849 du choléra à Paris, ce qui provoque la panique dans les quartiers bourgeois, panique dont la conséquence sera l'éventrement de Paris, au nom de l'hygiène, sous le Second Empire¹. Canrobert le pleure : « Si je juge de la douleur que vous fait éprouver la perte de notre bon et glorieux maréchal par celle qui me dévore, vous devez bien souffrir. Quel coup terrible pour la France, l'armée et nous soldats d'Afrique à qui il avait appris à vaincre et à bénir son glorieux nom ! »

Les quarante-huitards et la question du Proche-Orient

Les populations musulmanes de Damas, apprenant les événements parisiens, s'agitent et perturbent le recensement. La ville d'Alep suit le mouvement qui tend à se propager au Liban². La péninsule arabique subit une importante révolution. Une lettre du Caire annonce que le Yémen, après avoir connu des troubles importants, s'est émancipé. L'imam de Sana se trouve maître de tout le pays, à l'exception d'Aden, point occupé par les Anglais. Deux États indépendants apparaissent : l'Asir au nord et le Yémen au sud³. Les navires de la Compagnie des Indes continuent d'exercer dans le Golfe Persique la répression de la traite des noirs et contrôlent les bâtiments arabes sous pavillon turc. En novembre 1849, Maxime Du Camp, journaliste et romancier s'embarque pour l'Égypte avec son ami Flaubert. Les deux écrivains ont minutieusement préparé leur voyage. Ils partent « chargés de mission », l'un par le ministère de l'Instruction publique, l'autre par celui du commerce. Du Camp, passionné par les possibilités de la photographie est formé par Gustave Le Gray aux rudiments du nouvel art. Ainsi, Du Camp peut parfaire sa connaissance de l'Orient lui, qui avoue dans *Souvenirs et paysages d'Orient* en 1848 : « Je ne me suis point occupé de politique, par la bonne raison que je n'y comprends rien. J'ai bien entendu conter par-ci, par-là, qu'il y avait une question d'Orient, mais je ne saurais dire au juste si ce sont les Russes qui doivent prendre Constantinople, ou si ce sont les Turcs qui doivent prendre Saint-Pétersbourg. »

Sur le plan diplomatique, la République française renoue des liens avec l'Empire ottoman. Le 19 mars 1848, le capitaine de la Roncière commandant le navire de guerre français *la Vedette* fait savoir au Divan le changement de régime intervenu à Paris. Les Turcs sont d'abord perplexes. La Russie et l'Autriche conseillent au sultan de différer sa reconnaissance de la République mais Constantinople où règne une certaine agitation⁴ calque finalement son attitude sur celle de l'Angleterre⁵. La Seconde République affirme vouloir défendre l'intégrité de l'Empire ottoman. Lamartine écrit au chargé d'affaires à Constantinople : « J'ai appris avec une satisfaction très réelle ce que vous me mandez des dispositions énergiques manifestées par la Porte et des mesures qu'elle commençait à prendre en vue des éventualités qui pourraient menacer l'indépendance de l'Empire. Cette indépendance n'a pas d'amie plus sincère que la République française et trouverait en nous un ferme appui, s'il le fallait. ⁶ » Le général Jacques Aupick, né à Gravelines le 28 février 1789, ancien officier des armées napoléoniennes, commandant de l'École Polytechnique, sans en avoir été élève, grand officier de la Légion d'honneur, beau-père de Charles Baudelaire, est nommé envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès du Divan impérial le 8 avril 1848. Lamartine veille scrupuleusement à ce que son ambassadeur soit envoyé sur un navire de guerre « d'une force respectable. » Le général Aupick doit s'embarquer à Marseille avec sa famille, le personnel de la légation et les officiers chargés de l'accompagner. Monsieur de Ramelot occupe l'emploi de premier secrétaire.

À Bagdad, la population manifeste de la sympathie à l'égard du consul de France. Le gouverneur turc un peu rétif au départ, vainc ses craintes. Le consul français écrit le 24 avril 1848 : « Mes relations avec le gouverneur général continuent d'être très bonnes et malgré la difficulté de faire pénétrer dans l'esprit d'un Turc de quatre-vingts ans les avantages futurs du travail social qui s'opère en ce moment, en Europe, je suis parvenu à calmer une

¹ Michel Ragon, *Histoire de l'architecture et de l'urbanisme modernes, 1. Idéologies et pionniers 1800-1910*, Seuil, 1991, p. 43.

² Bertrand Gille, *op. cit.*, p. 547. Lettre de Vattier de Bourville, consul de France à Damas, au ministre des Affaires étrangères, Damas, 31 mars 1848.

³ A.M.A.E., M&D, Turquie, Djedda, vol. 1 et 2.

⁴ Bertrand Gille, *op. cit.*, p. 693. Rapport du capitaine de la Roncière au ministre de la Marine depuis *la Vedette*, Constantinople, 7 avril 1848.

⁵ *Ibid.*, pp. 458-459.

⁶ *Ibid.*, p. 836. Lettre du ministre des Affaires étrangères à M. Cor, chargé d'affaires à Constantinople, 14 avril 1848.

partie de ses craintes et à vaincre quelques-unes de ses répugnances.» La France républicaine s'inquiète des espérances des maronites au Liban qui pourraient compromettre la bonne entente avec l'Angleterre et la Turquie¹. Ce qui inquiète le gouvernement républicain, ce sont les réactions des maronites. Paris souffle le vent de la modération mais rapidement des troubles éclatent². Le rappel des commissaires français envoyés par Guizot pour examiner la situation des habitants permet aux Druses et à leurs alliés Métoualis renforcés par des Algériens expatriés de préparer des attaques contre les chrétiens. Les musulmans réunissent de la poudre, des armes et des munitions. Ils déclarent vouloir chasser les maronites et les remplacer dans la montagne par les Algériens venus se venger des Français. Les chrétiens sont sans défense depuis qu'ils ont été désarmés par Chekib efendi en 1845. Des assassinats sont commis. Les Français sont harcelés et exposés au danger. La Porte ottomane soutiendrait ce déchaînement de haine contre les chrétiens. Le maronite Jean Asar demande l'aide de la France mais la République est l'amie et l'alliée du sultan. En Orient, la monarchie de Juillet s'appuyait sur l'Égypte de Méhémet-Ali. La Seconde République s'aligne sur Constantinople. M. de la Pylaie redoute une perte d'influence de la France en Égypte. Il fait part à Lamartine de ses inquiétudes. Les agents anglais font des promesses officieuses à Méhémet-Ali : « Voilà la France trop occupée chez elle pour qu'elle puisse prendre part aux affaires d'autrui. Nous seuls, nous pouvons donc assurer votre hérédité dans votre Égypte et vous maintenir en dépit du Divan : mais vous saurez être reconnaissant...! »³ Eugène Boré souhaite, de son côté, que le gouvernement de la République reprenne la politique traditionnelle des croisades qui servirait la cause de l'Église et augmenterait l'influence de la France dans le monde. Il veut que les Lieux saints soient protégés des Ottomans qui ont fait preuve d'abus après le traité du 15 juillet 1840.

La révolution de février 1848 a des répercussions économiques au Proche-Orient. Le commerce de la Turquie qui se fait pour la plus grande partie par Marseille subit le contrecoup de cette crise⁴. La Porte couvre les opérations financières de l'Europe en numéraires. La Banque de Constantinople est sur le point de suspendre ses opérations. Elle perd 14 millions de piastres (environ 3,5 millions de francs)⁵. L'État ottoman est obligé d'intervenir pour qu'elle puisse continuer ses affaires. Nafiz pacha, ministre des finances de la Sublime Porte, lui emprunte 130 millions de piastres. La Banque de Constantinople qui ne dispose d'aucun capital se procure les fonds à l'aide d'une circulation de traites à l'étranger. En raison de la bonne renommée de l'établissement, les traites sont renouvelées plusieurs fois, mais le gouvernement turc ne s'acquitte pas de sa dette. La Banque est réduite à des expédients qui compromettent son existence⁶. Le gouvernement songe à céder à la Banque les vieux canons hors de service des arsenaux. La grande maîtrise de l'artillerie s'y oppose. Les emprunts sont contractés à l'étranger.

TRAITES FOURNIES PAR LA BANQUE DE CONSTANTINOPLE AU COMMERCE
(1^{er} MARS 1848 au 1^{er} MARS 1850, PIASTRES)⁷

Sur Londres	636 479 016
Marseille et France	168 225 151
Vienne	6 555 393
Total	810 259 560
Pertes	26 282 744

Pendant que Paris s'embrase, Méhémet-Ali quitte brusquement Le Caire. Au lieu de se diriger vers Assouan, Méhémet-Ali se rend à Alexandrie et s'embarque pour Malte où l'autorité anglaise lui fait une magnifique réception. La cruelle maladie des voies digestives dont il souffre diminue. Il se croit rétabli et pousse jusqu'à Naples. La fête recommence. Il renaît à la vie. Coup fatal, il apprend que la République est proclamée à Paris, que Louis-Philippe est en fuite, que les princes d'Orléans ont accepté le fait accompli et que l'armée a fait sa soumission. À l'annonce de ce fait inouï d'un peuple qui renverse son gouvernement et dispose de lui-même, le sang du vice-roi se glace. Avec une logique rude et sévère, il déclare que tous les souverains sont solidaires les uns des autres, que si l'on touchait à un, tous devaient se lever et s'unir. Méhémet-Ali annonce qu'il va se mettre à la tête de ses troupes, débarquer à Marseille, conquérir la France pour rétablir Louis-Philippe, son ami et son allié, sur le trône⁸. Sa suite tremble, voyant sa fureur. La folie le gagne. Un bruit court à Naples. Louis-Philippe serait mort⁹. Le vice-roi établit une proclamation où il fustige le peuple français. Le 27 mars 1848, le commandant du paquebot français *l'Alexandre* reçoit Méhémet-Ali à son bord et s'éloigne du rivage italien. Ibrahim pacha suit de

¹ *Ibid.*, p. 39. Lettre de Lamartine à M. Péretié, consul de France à Beyrouth, 5 mars 1848.

² *Ibid.*, p. 505. Lettre de Jean Asar, maronite, au ministre des Affaires étrangères, 13 mars 1848.

³ A.M.A.E., A.D.P., Égypte, vol. 1, lettre de M. de la Pylaie à Lamartine, 15 mars 1848.

⁴ A. Du Velay, *op. cit.*, p. 127.

⁵ J.M. Cor, « Le budget de la Turquie », *Revue des Deux Mondes*, 1/9/1850, p. 947.

⁶ A. Du Velay, *op. cit.*, p. 128.

⁷ *Ibid.*, compte-rendu de la Banque de Constantinople publié par le *Journal de Constantinople* du 24 février 1851.

⁸ Aimé Vingtrinier, *op. cit.*, p. 539. Kutchuk efendi, « Méhémet-Ali 1769-1849 », *Les Contemporains*, 10 juillet 1898, p. 16.

⁹ Clot bey, *Mémoires*, Le Caire, 1949, p. 379.

près son père, à bord de la frégate anglaise à vapeur *L'Odin* mise à sa disposition par l'amiral Parker. De retour en Égypte, Méhémet-Ali, vieillard cacochyme, est très malade. Il perd la mémoire. Les idées se succèdent sans ordre dans sa tête. Il retombe en enfance¹. Il s'écrie plusieurs fois que « jamais l'Égypte n'avait eu aussi besoin de lui, et que c'est dans ce moment critique que Dieu lui enlève sa raison. »² Le vice-roi passe fréquemment de mauvaises nuits, mange peu et tousse violemment, ce qui lui déchire la poitrine.

Ibrahim pacha gouverne désormais le pays qui, comme l'Europe, subit la crise financière. Conformément à une promesse faite au consul de France, Barrot, Ibrahim désarme partiellement sa flotte. Barrot écrit au ministre des Affaires étrangères, le 13 avril 1848 : « Ibrahim Pacha semble disposé à ouvrir, pour l'Égypte, une ère nouvelle de prospérité et, je dirais presque de liberté. Je désire vivement qu'il ne trompe pas les espérances des amis de l'humanité. » Le plaidoyer républicain continue : « il faut espérer qu'il aura puisé, dans le spectacle des événements qui remuent le monde aujourd'hui, des enseignements qui ne seront pas perdus pour lui. » Que l'on se rassure l'Égypte tient à maintenir de bonnes relations avec la France³. La République achète à Ibrahim pacha 600 000 kilogrammes de tabac⁴. L'Égypte commande à la France 4 000 carabines, modèle 1842 au prix de 42,20 francs chacune. Il faut deux mois pour les doter d'un sabre baïonnette. La carabine avec cet équipement supplémentaire coûte 56,40 francs⁵.

Méhémet-Ali étant très gravement malade, Ibrahim vient chercher l'investiture à Constantinople. Le yacht du sultan l'accueille à son bord. Arrivé dans le Bosphore, on veut le mettre en quarantaine. Ibrahim est indigné : « Si j'avais su que telle était votre manière de procéder, je serai venu avec mon vaisseau de guerre et nous aurions vu ! » Il est décidé de laisser la délégation égyptienne en observation durant quarante-huit heures. Au petit palais de Tcheraghan, les ministres et les grands dignitaires de l'Empire ottoman viennent présenter leurs hommages à Ibrahim mais ce dernier les traite avec brusquerie, refusant de tenir le langage policé de la Sublime Porte. L'entrevue avec Stratford Canning, ambassadeur de Grande-Bretagne, prend une mauvaise tournure. Canning insiste pour que l'effectif de l'armée égyptienne ne dépasse pas le seuil fixé dans le firman. « J'ai soixante mille hommes sous les armes, répond Ibrahim pacha, je les garderai, et si je ne crois pas ce chiffre suffisant pour sauvegarder l'Égypte, je l'augmenterai. » Stratford Canning insiste : « Combien l'Angleterre entretient-elle de régiments à Malte ? » Reconnaisant que cette île est possédée par les Anglais, Ibrahim ajoute : « Bien, mais je tiens les clés de l'Égypte et je saurai les garder. » La conversation se termine mieux qu'elle n'a commencé mais la Porte hésite à donner l'investiture à celui qui reste à ses yeux un traître à l'empire. Les astrologues se chargent de tirer tout le monde de l'embarras. Ibrahim mourrait avant six mois ! Un médecin de palais, un Viennois, corrobore cette prévision après un examen médical où il constate qu'Ibrahim pacha crache le sang et que les poumons sont attaqués. Le 13 juin 1848, le prince est investi conformément au firman de 1841. Aucune cérémonie officielle n'a lieu. Ibrahim pacha quitte Constantinople : « Voyez ces collines, dit-il, elles sont dénudées ; mon père et moi nous avons planté dix millions d'arbres en Égypte ; vous au contraire, vous avez détruit ceux que Dieu vous avait donnés. »⁶

Le 10 novembre 1848, vers minuit, Ibrahim pacha est mourant. Il souffre de phtisie. Six personnes sont réunies à son chevet : son fils, le frère de Nubar pacha, Nubar lui-même, le capitain bey, et les médecins. Le docteur Prus n'a pas réussi à enrayer le mal. Ibrahim promène un instant son regard sur l'assistance. En y apercevant son fils, il ferme les paupières comme si cette vue le blessait, puis porte les yeux sur le capitain bey, sur Nubar. Sur les conseils des médecins chacun se retire, abandonnant le vainqueur de Nezib aux soins de sa sœur et des femmes du harem. Vers deux heures du matin, des cris perçants s'élèvent. C'est la fin, et tandis que toute l'Égypte guettait la mort de Méhémet-Ali, elle apprend celle de son fils. Nubar écrit qu'à huit heures du matin la salle du palais regorge de monde et il ajoute ce terrible détail : « Quelle satisfaction sur tous les visages, quelles conversations tenues à voix haute comme sur une place publique ! » Sur son lit de malade, apprenant la mort de son fils, Méhémet-Ali déclare : « Je le savais. Il m'a enfermé, il a été cruel pour moi comme il le fut pour tous. Dieu l'a puni. Il lui a pris son âme. Mais je me trouve être son père, je dois intercéder après du Très-Haut pour lui. »

Revenant de La Mecque, Abbas I^{er}, fils de Toussoun, devient vice-roi d'Égypte, selon la règle imposée par le *hatti-chérif* du 1^{er} juin 1841, qui accorde le trône au descendant direct le plus âgé du vice-roi. Abbas succède à son oncle Ibrahim, qui assurait officiellement le pouvoir, compte tenu de l'affaiblissement mental et physique de Méhémet-Ali. Abbas est un fanatique. Il ordonne l'expulsion générale tant au Caire qu'à Alexandrie des magiciens, tireurs d'horoscope et diseurs de bonne aventure⁷. Il est hostile à l'Occident. Il n'aime pas les réformes, réformes, ni le progrès. Au pouvoir, son premier geste est de chasser tous les Européens, ces chrétiens qu'il déteste. Abbas ferme l'*École Égyptienne* à Paris. Cette mission militaire dite mission des Princes s'achève.

¹ Bertrand Gille, *op. cit.*, p. 483. Lettre de Barrot, consul de France à Alexandrie, Alexandrie, 28 mars 1848.

² *Ibid.*, p. 715. Lettre de Barrot, consul de France à Alexandrie au ministre des Affaires étrangères, Alexandrie, 8 avril 1848.

³ *Ibid.*, p. 855. Lettre de Artin bey à Barrot, agent et consul général de France à Alexandrie, 15 avril 1848.

⁴ A.M.A.E., A.D.P., Égypte, vol. 1, lettre adressée à Jules Bastide depuis Alexandrie le 9 juin 1848, lettre de Paris du 12 août 1848.

⁵ *Ibid.*, Paris, 30 juin 1848.

⁶ Nubar pacha, *Mémoires de Nubar Pacha*, Beyrouth, 1983, p. 44.

⁷ *Ibid.*, pp. 74-75.

Ibrahim voulait déjà répartir les élèves dans les collèges environnants¹. L'hôpital du Caire, ses dépendances, l'école de médecine, la maternité, l'école de sages-femmes et les dispensaires sont fermés, annihilant d'un coup le labeur de Barthélemy Clot bey. Abbas s'évertue à prendre le contre-pied de son grand-père Méhémet-Ali et saccage son œuvre. Tahtawi, responsable du groupement d'écoles, enseignant lui-même, qui a mis en pratique les fruits de son expérience parisienne et s'est dépensé sans compter, doit partir. Exilé pendant cinq ans à Khartoum, au Soudan, Tahtawi en profite pour traduire *Les aventures de Télémaque* de Fénelon. Les Français des administrations partent. Soliman pacha reste. Il observe quelques jours de silence puis il se rend au palais. Abbas le confirme dans ses fonctions. Le 20 janvier 1849, dans une lettre, Abbas réclame pour ses jardins du Caire quelques ceps de vigne de Fontainebleau. Abbas libéralise l'économie. Il abolit les monopoles et laisse les fellahs libres de vendre à leur guise leurs produits². Colin et de Naives se sont réjouis du nouveau contexte politique depuis la révolution de février. Ils réclament l'ouverture de l'isthme de Suez au commerce mondial. Le projet est réalisable car la chute de Louis-Philippe a fait cesser toutes les inquiétudes de la Grande-Bretagne. Compte tenu du grand âge de Méhémet-Ali, ils souhaitent que l'affaire de Suez soit débattue. Ils mettent le gouvernement provisoire en garde : « Il ne faudrait pas que la question égyptienne, c'est-à-dire la question de Suez, nous surprenne à l'improviste, et nous exposât à la guerre générale comme en 1840. »³ Méhémet-Ali avait repoussé le canal qui d'après lui, représentait un danger pour la sécurité et l'existence de l'Égypte. Au mois de décembre 1848, le grand vizir prémunit Abbas contre la réalisation d'un chemin de fer car une voie ferrée livrerait l'Égypte à l'Angleterre. Le général Aupick défend une opinion similaire. Abbas est mis doublement sur ses gardes.

Le 2 août 1849, Méhémet-Ali s'éteint à son tour dans son palais de Ras-el-Tine. Il avait quatre-vingts ans. Sa situation était devenue intolérable par suite des ulcérations dont il était affligé. C'est à peine s'il parvenait à dormir une heure ou deux et il était, d'après un mamelouk qui montait la garde dans sa chambre, la proie d'hallucinations où tantôt à la tête de son armée il repoussait les troupes du tsar sous les murs d'Istanbul, tantôt il rétablissait Louis-Philippe sur son trône. La dépouille de Méhémet-Ali est transportée au Caire à bord d'un bateau à vapeur qui emprunte le canal Mahmoudieh. Le 4 août, le cercueil est déposé dans la grande mosquée de la Citadelle. Il est enseveli et repose dans la mosquée qui porte son nom et qu'il avait fait construire, sans un coup de canon, sans cortège, sans honneurs militaires : ainsi l'a voulu Abbas. Les relations entre la France et Abbas pacha se détériorent rapidement. Le général Aupick redoute un rapprochement entre la Porte et l'Égypte, à propos de l'Afrique du Nord. Abbas pacha dénonce l'occupation française de l'Algérie, tout comme le sultan qui ne l'a toujours pas reconnue. Abbas ferait pression sur le Divan en lui rappelant sa passivité : « Avec le sultan régnant, on doit désespérer de voir revenir l'application de l'islamisation qui seule peut rendre toute sa force à l'Empire. »⁴

Après la révolution de février 1848, la République a renoué des liens avec l'Empire ottoman. Le saint-simonien Edmond Combes, qui a participé à la révolution de 1848, œuvre pour davantage de tolérance entre les communautés. Nommé consul à Damas, un sort tragique l'attend dans son nouveau poste. Il y est victime avec ses deux filles du choléra. Sa fille Augusta meurt du choléra le 20 août à Maraba, près de Damas. Atteint lui-même de la terrible maladie, ainsi que sa femme, il essaie de rentrer à Damas, mais une foule de musulmans fanatiques lui en interdit l'entrée et moleste les voyageurs. Edmond Combes expire misérablement dans une basse-cour (sa femme survécut). À 36 ans, lui qui a voulu toujours plus de compréhension entre les différentes ethnies et les religions, meurt sous les coups des autochtones qui l'accusent d'avoir été à l'origine du fléau.

En 1850, l'amitié avec les Turcs n'est déjà plus à l'ordre du jour. L'escadre turque appareille le 27 mai 1850. Elle n'a pas de troupes de débarquement mais on redoute qu'elle se dirige vers Tunis, comme elle menaçait de le faire régulièrement sous la monarchie de Juillet. Le grand vizir répond à l'ambassadeur Aupick : « Notre escadre ne va ni à Tunis, ni à Tripoli de Barbarie. Elle se rend dans l'Adriatique pour y montrer notre pavillon sur les côtes de l'Albanie à cause des troubles de Bosnie. » Paris est rassuré mais des mesures ont déjà été prises. Le cabinet ottoman proteste et s'offusque de la présence navale française devant Tunis.

La révolution babie en Perse

Intrigué par le prestige et la popularité du Bāb, le shah Mohammed convoque le jeune prophète à Téhéran, au début de 1847. Cependant, le grand vizir Aqasi, un humoriste parfois inquietant⁵, véritable détenteur du pouvoir royal, qui a développé l'agriculture et installé une fonderie de canons à Téhéran, craignant que le vieux roi ne subisse l'ascendant du Bāb, révoque l'ordre du souverain. Il lui substitue celui de conduire Ali Mohammed à la forteresse de Mah-Ku, aux confins de l'empire, dans cette lointaine province d'Azerbaïdjan qui doit devenir le théâtre de son agonie et de son martyre. C'est durant cette cruelle relégation, à l'issue tragique, que l'exilé extrait la quintessence de son enseignement, méditant aussi bien le Coran que la Bible des chrétiens. Ainsi expose-t-il sa

¹ A.M.A.E., A.D.P., Égypte, vol. 1.

² Nubar pacha, *op. cit.*, p. 80.

³ A.M.A.E., A.D.P., Égypte, vol. 1, lettre de Colin et de Naives adressée au secrétariat du gouvernement provisoire, Paris, 17 mars 1848.

⁴ *Ibid.*, M&D, Égypte, vol. 1, f° 278, lettre du 25 août 1850.

⁵ Raymond Furon, *La Perse*, Paris, Payot, 1938, p. 154.

pensée théologique, au fil des mille deux cents versets du *Bayan* - ou Démonstration claire - son oeuvre majeure, rédigée en langue persane. Lui-même, le Bāb, s'y présente comme le dernier en date des messagers de Dieu qui se sont succédé d'âge en âge, depuis Adam jusqu'à Mahomet. Il parachève donc l'ère musulmane. À l'égal des autres prophètes, il est le miroir parfait dans lequel se reflète le visage du Créateur. Nouveau livre saint, le *Bayan* annule le Coran. Pour bien marquer cette coupure d'avec l'islam, les fidèles, délaissant la Kaaba de La Mecque, prient désormais dans la direction de la demeure de leur maître. Au-delà des anciennes prescriptions de la charia, dont beaucoup sont abolies, Sayyed Ali-Mohammed insiste sur l'idéal d'un amour pur et désintéressé, sans espoir de récompense, ni crainte de châtement. Enfin, symboliquement, le temps est soumis au rythme d'une ère renouvelée. L'année babie est divisée en dix-neuf mois de dix-neuf jours. Dix-neuf : nombre sacralisé qui correspond à la valeur numérique de la *Basmala*, la salutation à Dieu.

En dépit des malheurs de son prophète, la foi révélée à Chiraz continue de s'épanouir. Parmi les rudes habitants de Mah-Ku, le prisonnier parvient encore à se faire des alliés. Il convertit même son geôlier, un certain Ali Khan. Le grand vizir réagit promptement. En avril 1848, il fait transférer le Bāb à Chihriq, sinistre place forte située au milieu d'une population kurde et sunnite. Pour mettre fin au désordre et l'agitation qui secouent les provinces, le premier ministre finit par réunir, à Tabriz, une sorte de tribunal ecclésiastique, dans le but d'entendre le Bāb et de statuer sur son sort. La séance a lieu à la résidence officielle, en présence du gouverneur d'Azerbaïdjan, le prince héritier Nasr ed Din, âgé de seize ans. Non seulement le prophète refuse de se rétracter, mais il réitère hautement ses affirmations : « Je suis, je suis le Promis ! s'écrie-t-il devant ses juges abasourdis. Je suis celui dont vous invoquez le Nom depuis mille ans, celui dont la mention vous tient levés, dont vous avez ardemment désiré l'avènement, priant Dieu d'avancer l'heure de sa Révélation. En vérité, je vous le dis, il appartient aux peuples de l'Orient et de l'Occident d'obéir à ma Parole et de promettre fidélité à ma Personne. » À partir de cet instant, le Bāb n'est plus le chef d'une simple secte chiite parmi tant d'autres. Il affirme, à la face du monde, son ambition de fonder une religion universelle. Après avoir été humilié, bastonné, torturé, Ali-Mohammed, revient finalement sur ses aspirations religieuses. Il est soigné par le docteur William Cormik, seul Occidental à l'avoir approché. Accusé de sacrilège et d'hérésie, le Bāb est condamné à mort. Cependant, l'exécution de la sentence est soumise à l'assentiment du monarque. Nous sommes en juillet 1848. Le sursis dure deux longues années, durant lesquelles le Bāb reste incarcéré à Chihriq. De leur côté, les « Lettres du Vivant » et les autres responsables de la communauté babie ne sombrent pas dans l'inaction. Au cours de l'été, ils se réunissent près du hameau de Badacht, dans la province du Mazandéran qui borde la mer Caspienne. Des plans sont échafaudés pour libérer le prophète. Dans un discours hardi, la belle Fatemeh proclame l'obsolescence de la Loi islamique. Et pour appuyer ses dires, elle apparaît en public sans le tchador, le voile imposé aux femmes chiites.

Le décès du shah Mohammed en 1848, les intrigues de palais et l'anarchie qui en résultent, incitent les babis à se lancer dans l'insurrection armée¹. Le trône des Qajar est désormais occupé par le jeune prince Naser od-Din qui est sous l'influence de son premier ministre Amir Kabir. Pendant les fêtes de son couronnement, les babis reprennent leur prédication. Les foules enthousiastes parlent de répandre leur foi en Europe, mais le shah a interdit toute controverse religieuse. Le Bāb se tait mais les babis crient. Le désordre et l'anarchie progressent dans ce pays². Ferrier, agent diplomatique en Perse, en témoigne dans cet extrait d'article : « Depuis 1848, le trône des Kadjar est occupé par un jeune prince ne manquant pas de bonnes intentions, mais complètement dirigé par son premier ministre, l'émir atābek Mirza tarī Kān (Taghi Khan), dont la folle vanité et l'ambition ont encore augmenté le désordre et l'anarchie dans lesquels ce malheureux pays se débat depuis tant d'années.³ » Les khans veulent rétablir l'ordre dans le Mazandéran mais leurs troupes sont dispersées par les babis. Hussein Bouchrouyeh, un des dix-huit apôtres du babisme, est envoyé dans le Khorassan pour prêcher sa religion nouvelle et il tombe au milieu d'une sédition militaire. Le Khorassan se soulève en 1848. Le commerce local en souffre. Les troupes mal payées refusent de marcher contre les rebelles. La région ne retrouve le calme que grâce à la trahison. Le chef de l'insurrection, le *Salar*, est livré aux généraux persans. Sans le soutien de l'armée, il serait impossible de se maintenir au pouvoir. Une mutinerie manque de renverser le pouvoir en mars 1849. Le clergé musulman se décide à combattre le babisme. Les luttes oratoires se terminent par des coups de fusil dans les rues de Barferouch. Souvent les babis ne font que se défendre contre une populace excitée par les sermons des mollahs, mais d'autres fois, les sectateurs d'Ali Mohammed, oublieux de son enseignement d'amour, n'hésitent pas à commettre des atrocités. Pendant quelques semaines, Hussein Bouchrouyeh et les siens contrôlent le Mazandéran. Tenus en échec devant Barferouch, les babis se renferment dans le sanctuaire voisin de Cheikh-Tabarsi, à l'abri d'une forêt, puis ils se retirent à Ali Abad, et se retranchent dans une forteresse qu'ils construisent⁴. Le nouveau shah Nasr ed Din et son ministre, Taghi Khan, décident de percer l'abcès. La rébellion babie a assez nargué le régime impérial. Des

¹ Philippe Delorme, *Les aventuriers de Dieu*, Paris, éditions Jean Picollec, 2002.

² A.M.A.E., M&D, Perse, vol. 9, f°152.

³ Cité par Caroline Dispagne, *Les dépêches diplomatiques françaises concernant les religions babie et baha'ie au temps du Bab et de Baha'u'llah 1844-1892*, Mémoire de maîtrise, Paris IV-Sorbonne, 2000.

⁴ Raymond Furon, *op. cit.*, p. 156.

renforts considérables sont envoyés au Mazandéran. Un fils du shah, à la tête des troupes royales, part rétablir l'ordre. Son armée est refoulée, mais l'apôtre Hadji Mohamed est tué d'une balle entrée dans sa bouche. Les musulmans clament qu'il a été tué par où il a péché. Le prince repart à l'attaque. Les babis sont encore victorieux mais le 2 janvier 1849, le camp retranché de Tabarsi est enlevé. Hussein Bouchrouyeh est tué. Le château des babis est assiégé par les troupes persanes. Il est entouré d'une haute muraille. Le 22 mai 1849, au bout de quatre mois de siège, Quddus, dernière « Lettre du Vivant », se rend avec ses hommes, sur la promesse de garder la vie sauve. Lorsqu'ils se trouvent dans le camp des vainqueurs, ils sont tous massacrés sans pitié. Au cours des mois suivants, d'autres révoltes embrasent la Perse. Ces incendies sont pareillement éteints dans le sang. Du siège de Nayriz, dans le Fars, à celui de Zanjan, les babis périssent en masse pour la défense de leur idéal. Téhéran n'est pas épargnée par la vague de terreur qui déferle sur toutes les régions de l'Empire. Au printemps de 1850, sept notables de la capitale, convaincus de trahison, refusent d'abjurer leur foi. Ils sont martyrisés avec un raffinement de cruauté. Les sectaires de Bāb se révoltent à Zendjān et Nayriz. Le quartier de Zendjān est habité par des milliers d'adeptes du babisme et bien que la ville dispose sur place d'un corps de dix mille hommes pourvu d'un nombreux parc d'artillerie, il faut un an de siège, la perte de trois mille hommes, de nombreux renforts, pour réduire les dernières poches de résistance.

Le nouveau roi Naser od-Din, âgé de dix-sept ans, fait revenir le Bāb à Tabriz pour l'y faire exécuter, jugeant favorable le moment où les insurrections ont été matées¹. Afin de sauvegarder le testament et les écrits du maître, la plupart de ses compagnons feignent de se renier. Selon le principe de la *taqiyah*, en vigueur chez les chiites, une simple dénégation verbale suffit en effet pour se laver du crime d'hérésie. Par contre, un apôtre de la dernière heure, nommé Anis, sacrifie sa jeunesse pour mourir avec le Promis de Dieu. Tandis que l'on traîne Ali-Mohammed vers la citadelle, ce fils d'un bourgeois de Tabriz fend la foule et se précipite aux pieds du condamné. Arrêté sur le champ, il est enfermé dans la même cellule que le Bāb. Insensible aux menaces, il fait preuve jusqu'au bout d'un courage inébranlable. Le lendemain, samedi 9 juillet 1850, peu avant midi, le Bāb et Anis sont hissés par des cordes à un pilier, dans la cour de la caserne. La tête du disciple repose sur la poitrine du maître. Un régiment de sept cent cinquante hommes se met en position sur trois lignes. Ce régiment, composé de chrétiens, est commandé par un Arménien, Sam Khan. La veille, l'officier a fait part au Bāb de ses réticences : « Si votre cause est celle de la vérité, lui a-t-il dit, faites en sorte que je sois libéré de l'obligation de verser votre sang. » Le prophète répond : « Suivez les instructions qui vous ont été données. Si votre intention est pure, le Tout-Puissant vous délivrera assurément de votre perplexité. » Et cependant que l'épaisse fumée et le vacarme des détonations se dissipent, on découvre Anis debout, indemne. Le Bāb, lui, a disparu ! Les balles n'ont fait que briser les liens. On le retrouve dans une pièce attenante, en train de deviser calmement avec son secrétaire. Son corps ne porte aucune marque de blessure : « J'ai achevé ma conversation, dit-il aux soldats effarés. Vous pouvez maintenant accomplir votre tâche. » Sam Khan refuse d'obéir une seconde fois. Un autre régiment, musulman celui-ci, termine la triste besogne. Quelques instants avant la salve, le Bāb lance à la foule, désignant Anis : « Si vous aviez cru en moi, ô génération perverse ! chacun de vous aurait suivi l'exemple de ce jeune homme, dont le rang est supérieur à celui de la plupart d'entre vous. Vous vous seriez volontairement sacrifiés sur mon chemin. Le jour viendra où vous me reconnaîtrez, mais ce jour-là, je ne serai plus avec vous. » Le supplice d'Ali-Mohammed n'est pas sans rappeler la crucifixion du Christ, jusque dans ces ultimes paroles, qui résonnent comme certaines phrases de l'Évangile. Davantage que Jésus, le Bāb évoque, pour la postérité, la figure de Jean-Baptiste. À l'instar du prophète du désert, le martyr n'a-t-il pas proclamé la venue de « Celui qui se manifestera » ? Même s'il n'a jamais voulu préciser ni où, ni quand cet autre Promis de Dieu apparaîtrait aux hommes.

Les contestations dans la péninsule balkanique

Albert Vandal écrit : « Par suite d'un lent travail, sous l'influence d'idées nées au loin et insensiblement propagées, les nationalités chrétiennes que le Turc avait subjuguées, sans les supprimer, ont repris conscience d'elles-mêmes ; elles sont remontées à leurs origines, ont réappris leur histoire, et, encore sous le joug, ont recommencé à penser, c'est-à-dire à vivre. » De jeunes Arméniens envoyés à Paris par leurs familles sont témoins de la révolution de 1848. Ils apprennent la signification des mots peuple, patrie et démocratie. L'historien allemand Ranke remarque : « l'ébranlement général de la Turquie favorisa nécessairement, par contrecoup, les tendances à l'indépendance qui existaient au sein des nations asservies. Des conflits d'un genre tout nouveau devaient naître et naquirent effectivement. » L'ardeur et la générosité françaises de 1848 passèrent en Orient et créèrent parmi les Arméniens un mouvement national². Dans la *Revue des Deux Mondes*, Hippolyte Desprez va encore plus loin : « Le mouvement libéral parti de la France et communiqué à l'Europe entière, en accélérant celui qui, depuis quinze ans, s'accomplit en Turquie, n'en a point changé la direction. Les imaginations, frappées par le soudain éclat des événements, ont cru voir plus près d'elles le but de leurs espérances, mais ces espérances sont restées les

¹ Yann Richard, *op. cit.*, p. 61.

² Victor Bérard, *La Politique du Sultan, Le massacre des Arméniens : 1894-1896*, Paris, Kiron, 2005, p. 111.

mêmes. Les Moldo-Valaques et les Illyriens veulent aujourd'hui ce qu'ils voulaient hier; ils veulent le développement littéraire et politique de leur nationalité rajeunie; ils veulent la liberté et l'égalité civiles, et, ne pouvant obtenir ces bienfaits que par la ruine de l'influence russe sur les bords du Danube, ils luttent avec passion contre la prépotence du protectorat politique et religieux de la Russie.¹ »

L'esprit révolutionnaire gagne l'Europe orientale et méditerranéenne. C'est le printemps des peuples. À l'annonce de la révolution de 1848 en France, le tsar éprouve un mélange de satisfaction ironique et de crainte prémonitoire. Il ne lui déplait pas que l'« usurpateur » Louis-Philippe ait été chassé de son trône. Il applaudit l'énergique répression de Cavaignac contre les combattants des barricades mais il redoute que la maladie libérale ne traverse les frontières. Le 10 mars 1848, un oukase rappelle sous les drapeaux tous les militaires russes en congé². « Louis-Philippe n'a que ce qu'il mérite, déclare le tsar à son entourage. Il sort par la même porte par laquelle il est entré. » On confirme au général Le Flô, l'envoyé de Cavaignac, que la Russie est prête à reconnaître le nouveau régime de France et à collaborer avec lui pour le maintien de la paix en Europe. Le 30 mars, une proclamation demande le concours des Russes de toutes les classes pour contrer la montée des idées révolutionnaires. La révolution parisienne du 22 février 1848 sert de signal d'alarme à tous les mouvements européens et appellent les éléments libéraux à l'action. Les Britanniques ont également préparé le terrain. Ils répandent de l'argent en Albanie. Ils fomentent la révolte. Ils espèrent que les populations préfèrent le protectorat de la Grande-Bretagne à la domination turque mais les projets anglais sont contrariés par les révolutions européennes. Londres joue le gendarme en Méditerranée. L'escadre de l'amiral Parker³ se compose de trois vaisseaux, deux bricks et trois vapeurs. Le *Rodney* (92 canons), l'*Albion* (90 canons) et le *Vanguard* (80 canons) stationnent à Athènes. Ces bâtiments sont renforcés par le *Fantôme* (16 canons). À Malte, se trouvent la *Mutine* (12 canons) et les trois steamers *Phoenix* (à l'hélice de 240 chevaux), *Ardent* (200 chevaux) et *Loenst* (100 chevaux).

La Grèce en 1848 reste alors divisée en trois tronçons. Le jeune État grec avec une superficie de 47 612 km² et une population de 950 000 habitants, le minuscule État des Îles Ioniennes avec 2 695 km² et 200 000 habitants reste sous la protection anglaise, enfin la majeure partie de l'hellénisme demeure sous la domination turque soit près de 3 millions de personnes⁴. Le renversement de Louis-Philippe ôte au régime grec son principal appui extérieur. L'importance de l'événement n'échappe pas à Edmund Lyons, ministre d'Angleterre, ni à l'opposition qui se hâte de donner un banquet où l'on boit à la santé de Thiers. Le roi Otton et la reine, voyant s'effondrer ce trône qui était leur plus solide soutien, sont profondément troublés. La Grèce pourrait basculer dans la révolution. Les canons de l'amiral anglais Parker dissuadent tout mouvement d'agitation. Cependant l'opinion publique grecque s'amuse beaucoup de la valse des couronnes et de la fuite de Metternich. À la fête nationale du mois de mars, une foule importante se rend au *Te Deum* et quelques cris de « Vive la démocratie ! » retentissent. Quelques jours après, le gouvernement hellénique reçoit une lettre de Manin, président de la République vénitienne demandant que la Grèce et l'Italie se rejoignent sur le chemin de la liberté. Le 5 mai, le secrétaire de la légation turque à Athènes, un chrétien, nommé Nadir, entre dans le cabinet du ministre et lui tire à bout portant un coup de pistolet en criant : « Vive la Grèce ! » puis il sort, répétant dans les rues : « Vive la Grèce ! J'ai tué Musurus ! J'ai tué le tyran de la patrie ! » Musurus n'a que le bras droit brisé. Lyons s'installe à son chevet. Tous les deux, ils exigent que le meurtrier leur soit livré, c'est-à-dire à la Turquie.

L'agitation grandit en Grèce. Les hétaires⁵ reprennent ouvertement leurs activités. Sur l'initiative de Macriyannis se constitue une société secrète ayant pour but de préparer sérieusement l'action et de n'agir qu'au bon moment. La proclamation de Perrotis renferme des idées irrédentistes. On parle de la « Grande Fraternité ». C'est à ce moment que le poète Soutsos écrit *le Réveil grec* dont la préface exprime la foi commune dans une révolution générale imminente des Grecs et *le Tableau politique de la Grèce* où il proclame : « Il y a une seule issue à la prison dans laquelle nous pourrions : l'extension des frontières. ⁶ » Soutsos incite les rebelles à s'unir, et, sans attendre l'ordre du gouvernement, à attaquer les Turcs. Le patriote macédonien Zissis Sotiriou les rejoint. Le gouvernement grec, de son côté, menacé par le mouvement démocratique d'Athènes et par les mutineries de province, brandit le drapeau de la Grande Idée, d'une part pour n'en pas laisser le monopole à ses adversaires, d'autre part pour détourner l'attention du peuple des problèmes intérieurs. Thouvenel, le représentant de la France s'attend à une catastrophe. Il n'a pas d'ordre. Doit-il soutenir le mouvement national ? Lamartine, le ministre des Affaires étrangères impose de la retenue au gouvernement républicain : « La proclamation de la République française n'est un acte d'agression contre aucune forme de gouvernement dans le monde. Elle ne fera point de

¹ « Questions sociales dans la Turquie d'Europe », *Revue des Deux Mondes*, 1848.

² S.H.A.T. 1M 1634. Tableau sommaire des événements du 24 février 1848 au 31 décembre 1848.

³ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 56.

⁴ F. Fejtö, *Le printemps des peuples : 1848 dans le monde*, ouvrage collectif, Paris, Les Amis des éditions de minuit, 1948, t. II, p. 322.

⁵ Société littéraire ou politique qui ont largement contribué à l'indépendance de la Grèce.

⁶ François Fejtö, *op. cit.*, p. 336.

propagande sourde et incendiaire chez ses voisins. Elle sait qu'il n'y a de libertés durables que celles qui naissent d'elles-mêmes sur leur propre sol.¹ »

Si la France n'aide pas la Grèce, d'autres puissances s'en chargent. L'orthodoxie favorise les rapprochements avec la Russie. 100 000 francs arrivent de Valachie. La police jette un regard. Elle y trouve les noms de Metaxas et de Mavrocordato. Elle ferme les yeux. Ailleurs, on parle de soulèvement en faveur de l'Angleterre, avec des fonds anglais. La révolution a dû mal à s'organiser, faute de chef. Colettis était mort. L'université prend conscience de sa mission patriotique. Elle enseigne l'unité de toute la race grecque et de toute son histoire. Elle reprend le chemin de Constantinople et celui de la Grande Idée. Le patriarche de la liberté Notaras, président de l'Assemblée nationale de 1843, meurt. Il avait 109 ans. Spiridion Tricoupis prononce son oraison funèbre. Il évoque le souvenir des Platéens de l'Antiquité qui, chaque année, célébraient la victoire sur les Perses, l'archonte, une coupe d'or à la main, versant des libations sur l'autel en l'honneur des Grecs morts pour la défense de la Patrie. À Céphalonie, l'insurrection éclate se donnant pour but l'expulsion des Britanniques². Le noyau de ce mouvement est constitué par des éléments urbains, avocats, commerçants, artisans, prêtres, ainsi que par quelques nobles libéraux. Les plus importantes personnalités sont Livadas, juriste, ancien combattant de l'Indépendance grecque ; Typaldos, juriste, ex-membre de la Cour de cassation en Grèce, tous deux fils de familles nobles, et surtout Elias Zervos, avocat, qui a dirigé les troubles de 1843 ; Phokas, docteur en droit, fils d'armateur, ancien combattant de l'Indépendance et qui porte le surnom caractéristique de « Républicain », le prêtre Prétentéris et Metaxas-Loutsos. Cette campagne produit une profonde impression et de nombreux citoyens manifestent le désir d'y participer, exprimant leur haine contre l'étranger et ses collaborateurs, leur patriotisme et leur esprit de sacrifice. Le retentissement est si profond que le mouvement trouve chez les paysans, qui espèrent que la révolution leur permettrait de détruire la procédure, les reconnaissances de dettes et d'exterminer les nobles et les usuriers.

Dès les premiers jours de mars 1848, l'effervescence du peuple est visible. Dans les clubs et au cours de banquets patriotiques, on s'exprime ouvertement contre les Anglais et les anglophiles. Une série d'incidents organisés prouve l'audace et la résolution des conjurés. Ils refusent tout compromis. Le premier lundi de Carême, qui est un jour de fête en Grèce, des gens ivres se répandent dans les rues, insultant les aristocrates qui collaborent avec les étrangers et qui oppriment le peuple. Le 18, Livadas, Phokas, Zervos, Prétentéris et Metaxas, brûlent sur une place publique un texte de Zambélis annonçant qu'il veut publier en Angleterre un journal pour y soutenir les droits du peuple ionien. L'autodafé se fait aux cris de : « Nous ne voulons pas avoir de rapports avec les Anglais !³ »

Le bruit court que pour l'Annonciation – 6 avril, jour de la fête nationale grecque – les paysans feraient une descente dans la ville, pilleraient les banques, les archives et délivreraient les prisonniers. Rien de tout cela n'arrive, mais la foi patriotique de la population se manifeste autrement : une foule de gens accompagnent dans les rues d'Argostoli le consul de Grèce jusqu'à l'église, où un *Te Deum* solennel est célébré. La plus grande partie du clergé et quelques nobles rivalisent avec le peuple pour exprimer leurs sentiments nationaux et politiques. Au passage du cortège, le drapeau grec, accompagné du tricolore français apparaît aux fenêtres des habitations et des clubs. Des clameurs s'élèvent à chaque instant : « Union avec la Grèce ! Liberté et fraternité ! Vive la République française !⁴ » Un banquet et des toasts sont portés en faveur de la liberté. Dans les villages, on hisse le drapeau grec. Le Vendredi Saint, les chefs de l'insurrection se précipitent sur l'évêque qui s'est arrêté devant la Résidence anglaise et s'apprêtait à prononcer la prière pour la reine Victoria. Les esprits restent échauffés dans les Îles Ioniennes pendant les mois de mai, juin, juillet et août. Les conspirateurs se ménagent des contacts avec des sociétés secrètes de France et d'Italie. Le peuple entend parler d'une aide qui viendrait de la France. Si les patriotes tiennent un mois dans le maquis, des troupes françaises viendraient les renforcer. Paysans et citadins se munissent de plomb et de poudre. Le mouvement se diffuse. Il n'est plus un secret, ni pour la police, ni pour le résident anglais, le baron d'Everton. Celui-ci en réfère au haut-commissaire, lord Seaton, qui, incrédule, recommande à son subordonné de garder son sang-froid.

La révolution qui s'engage est à fois nationale, politique et sociale. Le serment que prêtaient les auteurs de trouble était : « Je jure sur la Sainte-Vierge, et sur Jésus crucifié, mon Christ, de verser mon sang pour l'amour de ma patrie, m'efforçant d'en chasser le tyran pour vivre libre.⁵ » Leur but était de chasser les Anglais et d'instaurer un gouvernement provisoire. Sur le plan social, ils veulent occuper les tribunaux, les archives, brûler les reconnaissances de dettes, les hypothèques et libérer les prisonniers pour dettes. La révolution éclate le 26 septembre. Le matin, des paysans marchent sur les villes de Céphalonie. Deux cents révolutionnaires se dirigent sur Argostoli. Le résident envoie contre eux un sous-officier et douze soldats anglais qui parviennent à occuper un pont et à barrer la route aux insurgés. Un vif engagement a lieu. Les Anglais ont deux tués et un blessé. Les

¹ J. Edouard Driault, Michel Lhéritier, *Histoire diplomatique de la Grèce de 1821 à nos jours*, Paris, P.U.F., 1925, t. II, p. 324. Circulaire envoyée par Lamartine, ministre des Affaires étrangères aux agents diplomatiques de la République française, le 2 mars 1848.

² François Fejtö, *op. cit.*, p. 346.

³ *Ibid.*, p. 347.

⁴ *Ibid.*, p. 348.

⁵ *Ibid.*, p. 349.

rebelles ont sept morts et un grand nombre de blessés. Le résident rassemble d'autres tuniques rouges. Les renforts arrivés dispersent les émeutiers. Le mouvement insurrectionnel ne dura pas plus de deux jours face à la détermination britannique. Un mois après les événements, les Anglais font preuve d'une réelle indulgence. Une loi sur la liberté de la presse est publiée. Le premier journal qui paraît dans les Îles Ioniennes est le *Libéral* d'Elias Zervos en Céphalonie. Il entreprend immédiatement une lutte féroce contre l'occupation anglaise. En 1849, d'autres journaux suivent. À la fête nationale de mars 1849, une manifestation réclame : « Une expédition ou la démocratie !¹ » Quelques centaines de réfugiés à Athènes, des Italiens, des Polonais, des Hongrois entretiennent l'effervescence en Grèce continentale. Le nouveau haut-commissaire sir Henry Ward prend des mesures radicales contre la presse. Il déporte les journalistes et s'oppose à la réforme électorale. En août 1849, une révolution plus importante que celle de 1848 éclate. Elle dure de nombreux jours et fait couler beaucoup de sang. Les tribunaux militaires condamnent vingt et une personnes à la pendaison et des dizaines d'autres à des peines très sévères.

L'agitation de 1848 atteint vite les principautés. Le 15 mars 1848, le poète Sandor Petofi déclenche la révolution hongroise en enflammant la foule par son chant patriotique *Debout Magyar*. Il tombe à la bataille de Fehéregyhaza. Les étudiants portent la bonne parole. La France espère battre en brèche l'influence de la Russie dans l'Europe orientale et centrale. Des soulèvements populaires, souvent animés par des « Parisiens », comme Cuza et Bratianu, se produisent tant en Moldavie qu'en Valachie. Les Roumains de Transylvanie réclament la reconnaissance de la nation et de la langue roumaines, face aux Magyars, minoritaires mais dominants. En Moldavie, le prince Sturdza vient à bout de trois jours d'agitation à Sazi en avril, mais à Bucarest une véritable révolution éclate en juin, qui oblige le prince Bibesco à former un gouvernement transitoire. Simultanément en Transylvanie, dans le contexte de l'insurrection hongroise, les Roumains tiennent à Blaj, le 14 mai, une grande assemblée de notables, avec leurs évêques uniates et orthodoxes. Les jours suivants, vingt mille paysans roumains se réunissent dans une prairie « le Champ de la liberté » et adoptent une pétition qui réclame l'organisation d'une nation roumaine², l'autonomie religieuse pour les orthodoxes alors dépendants du métropolite serbe de Karlowitz, le maintien d'un statut particulier pour la Transylvanie et diverses libertés. La diète ne tient pas compte de leurs revendications et décide l'incorporation de la Transylvanie à la Hongrie. En juin 1848, les deux principautés de Moldavie et de Valachie, jusqu'alors séparées, proclament leur unité en adoptant comme drapeau le tricolore bleu-jaune-rouge. Chaque couleur représente une province, Moldaves et Valaches ne désespérant pas d'accueillir un jour leurs frères de Transylvanie. Ilot de latinité au milieu des masses slaves, les Roumains forment un peuple. Cette nation vit dans une région stratégique, où la terre est fertile et le sous-sol très riche. Son espace est donc sans cesse convoité par de puissants voisins. Le peuple roumain a toutes les peines du monde à rassembler ses terres – principalement la Moldavie, la Valachie, la Transylvanie, mais aussi la Bucovine, la Bessarabie, la Dobroudja – au sein d'un seul État. Si les idées de la Révolution française contribuent puissamment au réveil des nationalités, la nation roumaine reste prise en étau entre l'Empire ottoman, la Russie tsariste et l'Empire des Habsbourg. La révolution de Vienne jette de l'huile sur le feu. Bibesco, après avoir signé une convention s'enfuit et il est remplacé le 27 juin 1848 par un gouvernement provisoire.

Le tsar, dans sa circulaire du 19 juillet 1848 accuse les Roumains de vouloir « restaurer sur une base historique qui n'a jamais existé leur antique nationalité, c'est-à-dire, cesser d'être provinces et constituer, sous le nom de royaume daco-roumain, un nouvel État séparé et indépendant. » Un firman turc déclare la révolution « inspirée par un esprit de communisme.³ » Le tsar saisit le prétexte de combattre les tendances révolutionnaires et il fait entrer 12 000 hommes en Moldavie⁴. Le 3 septembre, la Turquie appuyée par l'Angleterre, demande le départ des Russes. La protestation de la Porte est suivie d'un échange de dépêches pleines d'aigreur entre les deux cours. Pour ne pas laisser les provinces moldo-valaques en proie à l'agitation, le sultan rassemble un corps d'armée destiné à s'y rendre. Les troupes turques, conduites par Omer pacha, sont envoyées dans les principautés. La durée du service militaire en Turquie passe de 5 à 9 ans. Le 20 septembre, 20 000 soldats turcs campent à une dizaine de kilomètres de Bucarest. Les Roumains semblent hostiles mais l'occupant est bien accueilli. Le 30 septembre 1848, les troupes turques occupent Bucarest. L'ordre est rétabli. Les Turcs occupant cette ville, 60 000 Russes envahissent la Valachie. Le 12 octobre, on attend à Bucarest l'arrivée des forces russes qui serait suivie par un retrait des Turcs à leur approche. Le Divan réclame l'évacuation des troupes du tsar mais ce dernier refuse. La Russie use de stratagèmes pour gagner de l'influence. Elle prête 300 000 roubles aux deux provinces pour les aider à payer les frais d'occupation⁵. L'archevêque de Bucarest est obligé de bénir le gouvernement restauré qu'il a maudit au moment de sa chute. Les Russes procèdent à de nombreuses arrestations, y compris à celle d'un Anglais mis en prison, ce qui provoque de vives réclamations du consul anglais. Le conflit menace la paix européenne à une époque où les intellectuels réclament des États-Unis d'Europe ou une organisation mondiale de la paix. Il se

¹ Edouard Driault et Michel Lhéritier, *op. cit.*, p. 325.

² André et Jean Sellier, *Atlas des peuples d'Europe Centrale*, La Découverte, 1991, p. 135.

³ Jacques Ancel, *op. cit.*, p. 169.

⁴ Edouard Driault, *Histoire de l'Empire ottoman jusqu'à la révolution de 1909*, Paris, 1910, p. 130.

⁵ S.H.A.T. 1M 1634.

tient alors à Paris un Congrès de la Paix (1849), au cours duquel Victor Hugo annonce la disparition prochaine des frontières¹. Mais la Russie ne souhaite pas désarmer à un moment où les Français viennent d'élire comme président de la République Louis-Napoléon Bonaparte (10 décembre 1848). Entre le 25 décembre et le 31 décembre, les armées d'occupation turque et russe prennent leurs quartiers d'hiver. En 1849 est conclue la convention de Balta-Liman entre la Porte et la Russie. Il est stipulé que les hospodars de Moldavie et de Valachie seraient nommés pour sept ans par le sultan, que 25 à 35 000 hommes de chacune des deux puissances occuperaient les provinces danubiennes. Ce contingent serait réduit à 6 000 hommes après le rétablissement de la tranquillité. Stirbey doit gouverner la Valachie et Ghika la Moldavie, sous les yeux de deux commissaires extraordinaires, l'un turc, l'autre russe. Cette convention est établie pour sept ans.

Les Balkans offrent le spectacle d'une poudrière en 1848. Jelatchitch, colonel de l'armée autrichienne, choisi comme ban de Croatie-Slavonie par l'empereur Ferdinand I^{er} d'Autriche est destitué le 10 juin car il a convoqué à Zagreb une diète qui réclamait la création d'un royaume de Slavonie-Croatie-Dalmatie. Le prince-évêque du Monténégro Pierre II offre à Jelatchitch, le chef croate, 10 000 soldats. Pierre II écrit : « Nous nous réjouissons de tes succès comme de notre propre succès : car le triomphe de notre Nation, et aussi le mien, moi qui suis ton frère... Un destin mystérieux t'a mis à la tête des Slaves du Sud... Mais tout se dresse contre toi... À la vérité, moi et mon petit peuple, nous sommes libres ; en dépit de la tyrannie et de l'espionnage ; mais qu'est-ce que cette liberté, quand je vois autour de moi des millions de mes frères qui gémissent dans les chaînes de l'esclavage... Nous serons toujours prêts à accourir à ta voix. » Les deux hommes souhaitent la constitution d'un État illyrien. Jelatchitch retrouve ses fonctions auprès de la cour de Vienne le 10 septembre 1848. Avec Windischgraetz, il écrase la révolution hongroise, puis il est nommé commandant des confins de la Dalmatie.

La Serbie semble, au contraire, rétive aux idées révolutionnaires². Le ministre de la Justice, Iankovitch a démissionné et a été remplacé par un russophile : Stéphan Stéphanovitch. Alexandre Karadjordjevic, proclamé prince de Serbie le 11 septembre 1842, reconnu par la Porte ottomane le 15 juin 1843, dissuade ses amis de défier la puissance russe. Limpérani, consul de France à Belgrade désespérait de voir le peuple serbe se réclamer de l'idéologie libératrice de la Révolution³. Toutefois, sur la frontière militaire de l'Autriche, des partisans encourageaient le retour du prince Michel. Les Bosniaques pourraient se mêler de la situation politique serbe, ce qui constituerait un danger pour la Turquie.

Le grand mouvement de 1848 est partout refoulé. Une partie des chefs hongrois et polonais se réfugient en Turquie. L'Autriche et la Russie somment, avec menaces, le gouvernement ottoman de leur livrer les réfugiés. La Turquie refuse et réclame l'appui de l'Angleterre et de la France. L'Angleterre demande à la France si elle ferait cause commune avec elle. Le gouvernement français répond affirmativement. L'ordre est expédié à la flotte française de rejoindre la flotte anglaise dans le Bosphore. L'Autriche et la Russie reculent⁴. Dans le même temps, le nationalisme allemand s'éveille. Le parlement de Francfort débat sur la grande ou la petite Allemagne. Le chancelier autrichien Felix Schwarzenberg rejette définitivement l'union entre l'Autriche et la petite Allemagne. Il rêve d'une Grande Allemagne gouvernée par un Habsbourg et nantie de 70 millions d'habitants. Les pangermanistes prussiens préparent la guerre contre le Danemark et en 1849, le prince Chlodwig de Hohenlohe-Schillingsfuerst allègue qu'il est possible de gagner sur l'Empire ottoman Rhodes, Chypre et la Crète. Il espère peupler ces îles avec des émigrants allemands : « Nous pourrions obtenir des débouchés pour nos milliers de prolétaires, nous aurions un port, une marine marchande, des marsouins et des navigateurs. Sans oublier la Syrie et l'Asie Mineure... L'établissement de consulats allemands, conduits par des hommes efficaces, est une des tâches les plus urgentes du gouvernement impérial. ⁵ » Ironie de l'histoire, apprenant les événements de 1848 à Paris par une lettre de son consul James de Rothschild, Metternich s'était écrié : « Tout est fini ! »

¹ Jacques Droz, *Histoire diplomatique de 1648 à 1919*, Dalloz, 1959, p. 350.

² A.M.A.E., C.P.C., Turquie, vol. 3, f°21. Bertrand Gille, *op. cit.*, pp. 600-601. Lettre de monsieur Limpérani, consul de France à Belgrade, au ministre des Affaires étrangères, Belgrade, 3 avril 1848.

³ *Ibid.*

⁴ Henri Martin, *op. cit.*, p. 326.

⁵ George Clark, Butler, Bury, Benians, *The New Cambridge modern History*, Cambridge, 1957, t. X., p. 228.

CONCLUSION

Les Turcs furent responsables de la chute du Premier Empire ! Lavallée, dans son *Histoire de Turquie*, accable Napoléon : « Jamais, manque de foi n'avait été plus scandaleux que celui de Napoléon ! Jamais aussi une politique mauvaise n'a été plus cruellement punie ! Car l'abandon des Turcs à Tilsitt n'a pas été une des moindres causes qui ont envoyé le grand homme à Sainte-Hélène. » En 1812, les débuts de la campagne de Russie furent assombris par la paix signée à Bucarest entre Russes et Turcs. « Les ignorants disciples de Mahomet firent la paix au moment où ils pouvaient réparer les suites d'un siècle de guerres malheureuses », écrit Jomini. La droite de Napoléon fut tournée par l'armée russe du Danube que la paix de Bucarest avait rendue disponible et que la Grande Armée trouva tout à coup sur les bords de la Berezina quand elle la croyait encore au fond de la Bessarabie. Le vicomte de Marcellus dans une lettre adressée à Guizot, le 24 octobre 1844, confirme cette thèse et attribue une grande part de responsabilité à la paix signée entre Russes et Turcs dans l'échec de Napoléon à Moscou.

La question d'Orient est une question immense et complexe. Les problèmes géopolitiques qu'elle engendre sous la monarchie de Juillet s'étendent du Maroc aux Indes. La poussée de la Russie vers le centre de l'Asie modifie les cartes. Un officier anglais, voyageant dans la Haute-Asie, rapporte que le tsar y passe déjà pour le roi des rois de l'Europe, et qu'on y traduit ainsi son titre impérial. « Les habitants d'Hérat, dit le capitaine Conolly, croient que les Russes sont des géants et des mangeurs d'hommes destinés à faire la conquête de l'Orient. » La crainte des Russes a pénétré dans le Bengale, et leur nom descend peu à peu jusqu'à la moitié de l'Hindoustan. L'Orient est un monde mouvant. La dynastie des Qajar qui règne en Perse est d'origine turque¹. Sous la monarchie de Juillet, le Maroc apparaît sur la scène internationale. Les Turcs essayaient jusqu'à présent de forcer l'entrée du chérifat indépendant, mais désormais, le sultan marocain Abd al-Rahman, le vassal bey de Tunis et le vaitour perse espèrent trouver leur part dans les dépouilles de la puissance ottomane. Les grandes puissances, quant à elles, avancent souvent de manière masquée dans ce jeu d'échecs fort compliqué, mais sans vergogne, la France, avide de dépecer le Turc, colonise brutalement. Elle affirme véhiculer un message civilisateur. Elle prétend défendre les valeurs de la Révolution en se faisant la championne du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. L'expédition de Morée et la conquête de la régence d'Alger sont de nouvelles croisades. Le roi Louis-Philippe poursuit la lutte de la chrétienté contre l'islam. L'alliance de trois siècles avec l'Empire ottoman continue de se briser. L'intrusion française en Barbarie suppose une téléologie arrogante. Comme la Révolution française avait nationalisé les biens du clergé, les autorités enlèvent aux mosquées et aux zaouïas leurs *habous* (biens) qui constituent leur patrimoine. Ces revenus finançaient l'ensemble du réseau éducatif coranique. Dans le même temps, la création d'établissements scolaires est une des premières actions de la colonisation. Dès l'expédition d'Alger de 1830, le besoin se fait sentir de bâtir des écoles pour les enfants des militaires et des colons. En 1831, ouvrent leurs portes à Alger, Bône et Oran des écoles dites « mutuelles » parce qu'elles sont accessibles à tous, quelles que soient l'origine et la religion. L'Algérie est cependant le « dépotoir des réprouvés » et sa première génération de colons finit au cimetière, décimée, comme les militaires, par les maladies et les raids d'une rébellion arabe qu'on met dix-sept ans à soumettre.

Dans ses Mémoires, Guizot indique le changement radical opéré par la diplomatie française, après 1815, qui ne cherche plus à se concilier l'amitié turque mais au contraire, propage le souffle des indépendances à l'égard de la Porte. Les sultans avaient été les alliés de la France. Cette longue amitié était rompue depuis l'expédition d'Égypte de Bonaparte. La bataille de Navarin en 1827 annonce de nouvelles croisades. La politique française résolument tournée vers les nationalités fait perdre des positions économiques chèrement acquises. Les États fraîchement indépendants et les grandes puissances ravissent le monopole des Échelles à la France. Cette concurrence entraîne, pour partie, le chômage des canuts. Louis-Philippe saisit que les aspirations nationales cherchent à se réaliser par la division, non par l'unification. Les affaires européennes : le Tage, l'expédition d'Anvers, la succession espagnole, la Grèce conduisent la France à coopérer étroitement avec la Grande-Bretagne dans le domaine de la politique étrangère. Les Anglais veillent sur la route des Indes, les ambitions françaises sont donc limitées mais Talleyrand a réussi à faire admettre aux Anglais l'occupation par la France d'Alger. Au Proche-Orient, l'Entente cordiale initiée par Talleyrand, ambassadeur à Londres, est mise à rude épreuve. La diplomatie louis-philipparde encourage la

¹ L'eunuque Agha Mohamed Khan s'était emparé de Chiraz et s'était proclamé roi de Perse en 1792.

constitution d'un empire arabe conduit par Méhémet-Ali. Né à Cavalla, en Macédoine, le vice-roi d'Égypte est Turc d'âme, de cœur, de pensée, d'habitudes, de mœurs et de langage. Il ne sait même pas la langue arabe et les cadres de son armée sont majoritairement turcs. Victor Schœlcher dans son ouvrage, *L'Égypte en 1845*, ne veut pas entendre parler de la nationalité égyptienne. Pour lui, c'est un mensonge politique : « Méhémet-Ali est un Turc, il est toujours resté Turc, il n'a jamais songé une seconde à devenir Égyptien. Il considère l'Égypte comme pays conquis, il traite le peuple égyptien en vaincu et il veut qu'il reste dans la condition du peuple vaincu. » Néanmoins, il symbolise la nation égyptienne. Édouard Gouin écrit dès 1847 à propos du pacha : « Lieutenant d'Allah, père d'Ibrahim, prunelle de cet Orient qui est l'autre œil du monde [...] sois toujours à ta jeune Égypte la rosée matinale. » L'historien Marc Ferro signale que l'Égypte a été la première en 1833 à indiquer aux Arabes la voie de la liberté, et qu'en 1956, lors de la crise de Suez, le ressentiment de l'Égyptien contre le Turc est loin d'être effacé. De nombreux Égyptiens vantent l'œuvre de Méhémet-Ali qui reste un modèle. La princesse Chivékiar l'évoque : « Descendante directe de Mohammed Aly, que l'on excuse mon affectueuse admiration pour lui ; Égyptienne d'hier, d'aujourd'hui et de toujours, que l'on excuse mes espoirs pour la Patrie égyptienne dans l'avenir [...] Mohammed Aly a voulu une Égypte civilisée dans son organisation et dans ses lois, puissante par ses armées, et ses étendards qui ont flotté sur tous nos pays musulmans. » Fondateur de l'Égypte moderne, personne n'ose retirer à Méhémet-Ali cette qualité, même les héritiers du régime issu du coup d'État des Officiers libres. Méhémet-Ali est véritablement le créateur de la nation égyptienne et veut l'indépendance de l'Égypte¹. Ibrahim pacha n'a pas caché à Boislecomte sa volonté de faire revivre une nationalité arabe. L'historien Édouard Driault rappelle à ceux qui font remarquer que le fils de Méhémet-Ali est d'origine turque, Ibrahim pacha répliquait lui-même avec vivacité : « Je ne suis pas Turc, je suis venu enfant en Égypte, et, depuis ce temps, le soleil de l'Égypte a changé mon sang et l'a fait tout Arabe. »

Face au danger que représente l'Égypte, l'Empire ottoman s'engage vers une ère de modernisation et de réformes : le Tanzimat. Le saint-simonien Auguste Chauvin-Beillard veut rompre avec cette image du Turc barbare et apatride. Pour lui, les Turcs sont des gens honnêtes et raisonnables, bien plus estimables que les Grecs. L'Empire ottoman ne manque pas de ressources mais d'une bonne organisation et d'industriels. Ce n'est pas une théocratie, ni une nation. L'Occident peut s'entendre avec le sultan pour effectuer une œuvre de régénération. Telles sont les idées qu'il développe dans un livre publié en 1845 : *De l'Empire ottoman, de ses nations et de sa dynastie*. De passage, pour la seconde fois à Constantinople en 1850, Lamartine y constate le progrès : « C'est dix-huit ans de paix, écrit-il, c'est le mouvement européen multiplié dans ses eaux, c'est la marine à vapeur. » Flaubert observe la même tendance en Égypte : « L'Égypte est du reste peuplée de Français lesquels sont fort heureux de rencontrer des compatriotes avec qui causer des théâtres de Paris et de la politique du jour ; presque toutes les places importantes sont occupées par eux, ou par des Arméniens chrétiens. » Sur le point de quitter Alexandrie en 1850, Flaubert fait part de son sentiment : « C'est plein d'Européens, on ne voit que bottes et chapeaux, il me semble que je suis à la porte de Paris. » Prosper Enfantin perçoit les appétits des puissances. « Tous les peuples d'Europe, satisfaits d'avoir mis une longue trêve à la guerre qu'ils se faisaient depuis plus de vingt ans, écrit-il, éprouvaient un besoin irrésistible d'expansion et tournaient les yeux vers l'Orient; ce fut le point de mire de toute la diplomatie européenne. »

Les bonnes intentions du sultan sont de sortir du despotisme oriental mais la capitation reste en vigueur. Le Britannique Palmerston, partisan de la *pax britannica*, adepte de la diplomatie de la canonnière, détenant le *sea power* décrit par Mahan, change la face du monde. Il stoppe Méhémet-Ali en 1840. L'ironie est de mise : « plus de Français aux Pays-Bas, 1814 ; plus de Français en Égypte, 1840 : la France substituant à la politique de suprématie continentale, la guerre d'équilibre, désintéressée.² » Louis-Philippe n'a pas engagé la France dans une guerre européenne pour soutenir l'Égypte. Ses sentiments pacifiques l'emporteraient. Personnage déroutant, le roi s'est néanmoins préparé à la guerre en plaçant l'amiral Duperré à la tête d'une armée navale en Méditerranée et en ordonnant la réalisation des fortifications projetées par Thiers. La frange périphérique de Paris laisse encore apparaître aujourd'hui dans le tracé des îlots immobiliers la découpe des anciens bastions. Des vestiges subsistent au niveau de la Porte d'Asnières. François Guizot, aux Affaires étrangères, s'appuie sur Bugeaud qui emploie Léon Roches, un espion qui parvient à obtenir une fatwa favorable aux intérêts africains de la France. Orphelins de la gloire napoléonienne, les Français considèrent l'Algérie comme un enjeu national mais l'enfumage des rebelles dans la grotte du Dahra ternit les glorieux faits d'armes. La mémoire est sélective. De la monarchie de Juillet subsiste principalement sa lutte contre le sultan des Arabes où le vainqueur de décembre 1847 reste magnanime. Dans une fiction française, le général Lamoricière recevant la soumission d'Abd el-Kader, à Sidi-Brahim, tente d'attirer la sympathie de son ancien ennemi, qui lui répond : « Tu me vois peut-être vivant, mais pourtant je suis mort. » Bugeaud reconnaît les difficultés de la guerre en Algérie : « une guerre atroce, une véritable chasse à l'homme, une chouannerie. » Les Russes connaissent une situation analogue dans le Caucase où ils affrontent

¹ En 1766, Ali bey se révolta contre la Turquie et prit le pouvoir. Cette première tentative d'indépendance de l'Égypte échoua lorsqu'il fut assassiné en 1773.

² Albert Sorel, *L'Europe et la Révolution française*, 1887, t. VI, p. 300.

Chamil pacha. Pour lutter contre les razzias des montagnards, les troupes russes créent des villages fortifiés. Alexandre Dumas se sert de ces événements historiques et nourrit son œuvre où il décrit les terribles combats qui opposent les Tchétchènes aux cosaques.

Dans son *Système de politique positive*, Auguste Comte reconnaît aux Turcs un rôle civilisateur auprès des populations arabes. La France aurait donc eu tort de soutenir Méhémet-Ali. Dans son livre *Égyptiens et Anglais*, publié en 1906, Moustafa Kamel Pacha (1874-1908) écrit : « L'Égypte a mal fait de déclarer la guerre à la Turquie et Méhémet-Ali l'a finalement reconnu avant sa mort. Cette guerre a été néfaste pour les deux pays. L'attachement à la Turquie est un devoir qu'impose le patriotisme aux Égyptiens. » Louis-Philippe est conscient du danger des nationalismes et des chauvinismes qui se manifestent sous son règne. Comprend-il pour autant l'importance du mouvement des nationalités ? Aux yeux du sultan, les Français sont devenus suspects. Par vanité, ils se considèrent comme les champions des minorités opprimées. C'est le choc de la civilisation contre la barbarie. La conquête de l'Algérie fut pour l'essentiel l'œuvre de la monarchie de Juillet. Louis-Philippe, dont on critiqua régulièrement, dès l'origine de son règne, la mollesse de la politique étrangère, qui lisait le *Times* et dont l'anglophilie était fort mal perçue d'une part importante de l'opinion, eut à cœur d'offrir de la gloire aux patriotes de l'autre côté de la Méditerranée. La propagande officielle ou officieuse, ne manquait pas de populariser les hauts faits d'armes de nos braves soldats, de nos vaillants officiers, mais la France trop occupée à refaire ses forces, absorbée par sa conquête africaine, ne poursuit aucune visée de conquête au Levant. Elle agit par l'intermédiaire de l'Égypte. La crise orientale de 1840 est une des causes de la révolution de février 1848. Le roi-parapluie est rendu responsable d'une mauvaise politique étrangère qui aurait mis à mal l'économie du pays. L'historien Louis Chevalier écrit : « La monarchie de Juillet s'achemine à la ruine parce qu'elle demeure immobile. » L'opinion publique française reste profondément marquée par un bonapartisme qui prône l'action. Apprenant avec sang-froid et avec une apparente indifférence la défaite navale d'Aboukir, Bonaparte s'était exclamé : « Nous sommes donc réduits à rester en Égypte. C'est bien ! Il faut savoir relever la tête au-dessus d'une mer en furie : elle finira par se calmer ! Peut-être sommes-nous destinés à changer la face des choses en Orient. Il nous faudra mourir ici ou sortir grands comme les anciens. »

ANNEXES

1

Les ministres des Affaires étrangères de Louis-Philippe

BIGNON (Louis-Pierre-Edouard), commissaire au Département des affaires étrangères du Gouvernement provisoire : du 29 juillet au 2 août 1830

JOURDAN (Mathieu-Louis, comte), de l'Académie française, pair de France, ministre du 2/8/1830 au 11/8/1830.

MOLÉ (Mathieu-Louis, comte), de l'Académie française, pair de France, ministre du 11/8/1830 au 2/11/1830.

MAISON (Nicolas-Joseph, marquis), maréchal, pair de France, ambassadeur, ministre du 2/11/1830 au 17/11/1830

SEBASTIANI DE LA PORTA (Horace-François-Bastien, comte), général de division, ambassadeur, député, ministre du 17/11/1830 au 18/10/1832.

BROGLIE (Achille-Charles-Léonce-Victor, duc de), pair de France, ambassadeur, ministre du 18/10/1832 au 3/4/1834.

RIGNY (Henri-Gauthier, comte de), vice-amiral, pair de France, ambassadeur, ministre du 3/4/1834 au 10/11/1834.

BRESSON (Charles, comte), nommé ministre le 10/11/1834 mais n'ayant pas accepté, l'intérim est rempli par le général BERNARD (Simon), ministre de la Guerre, du 10/11/1834 au 18/11/1834.

RIGNY, retour au ministère du 18/11/1834 au 12/3/1835.

BROGLIE, retour au ministère du 12/3/1835 au 22/2/1836.

THIERS (Adolphe-Marie-Joseph), de l'Académie française, député, ministre et président du Conseil, du 22/2/1836 au 6/9/1836.

MOLÉ, retour au ministère et président du Conseil, du 6/9/1836 au 31/3/1839.

MONTEBELLO (Napoléon-Auguste LANNES, duc de), ministre du 31/3/1839 au 12/5/1839.

SOULT (Jean de Dieu), duc de Dalmatie, maréchal, pair de France, président du Conseil, ministre du 12/5/1839 au 1/3/1840.

THIERS, président du Conseil et ministre du 1/3/1840 au 29/10/1840.

GUIZOT (François), de l'Académie française, député, ambassadeur, ministre du 29/10/1840 au 23/2/1848. Il est également président du Conseil du 26/9/1847 au 23/2/1848.

2

Les ambassadeurs de Louis-Philippe auprès de la Sublime Porte

GUILLEMINOT (Armand-Charles, comte), ambassadeur 1824-1831

VARENNE (Jacques-Édouard-Burignot, baron de), chargé d'affaires 1831-1833

ROUSSIN (Albin-Reine), ambassadeur 1833-1839

EYRAGUES (Étienne-Guillaume-Théophile de Bionneau, marquis d'), chargé d'affaires 1836-1837

LURDE (Alexis-Louis, comte de), chargé d'affaires 1839

PONTOIS (Edouard, comte), envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, puis ambassadeur 1839-1841

HIS DE BUTENVAL (Charles-Adrien), chargé d'affaires 1841

BOURQUENEY (François-Adolphe, baron et comte de), envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, puis ambassadeur 1841-1848

3

Traité d'Unkiar-Skelessi, 8 juillet 1833¹

Sa Majesté Impériale le très haut et très puissant Empereur et Autocrate de toutes les Russies, et sa Hautesse le très haut et très puissant Empereur des Ottomans, également animés du sincère désir de maintenir le système de paix et de bonne harmonie

¹ A.M.A.E., M&D, Turquie, vol. 32, f^{os}145-147. Gilbert Sinoué, *Le dernier pharaon*, Paris, J'ai lu, 1999, pp. 581-583.

heureusement établies entre les deux Empires, ont résolu d'étendre et de fortifier la parfaite amitié et la confiance qui règnent entre Eux par la conclusion d'un traité d'alliance défensive.

En conséquence, Leurs Majestés ont choisi et nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir : Sa Majesté. L'Empereur de toutes les Russies, les excellents et très honorables au sieur Alexis comte Orloff, son ambassadeur extraordinaire près la Sublime Porte Ottomane (...)

Et le sieur Apollinaire Boutenieff, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la Sublime Porte ottomane (...)

Et Sa Hautesse le sultan des Ottomans, le très illustre et très excellent, le plus ancien de ses vizirs, Khosrew Méhémet Pacha, seraskier commandant en chef des troupes de ligne régulières et gouverneur général de Constantinople (...), les très excellents et très honorables Ferzi Ahmet Pacha, mouchir¹ et commandant de la garde de Sa Hautesse (...), et Hadji Méhémet Akif Effendi, reis effendi² actuel(...)

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE I^{er}

Il y aura à jamais paix, amitié et alliance entre Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et Sa Majesté, l'Empereur des Ottomans, leurs empires et leurs sujets, tant sur terre que sur mer. Cette alliance ayant uniquement pour objet la défense commune de leurs Etats contre tout empiétement, les parties promettent de s'entendre sans réserve sur tous les objets qui concernent leurs tranquillité et sûreté respectives, et de se prêter, à cet effet, mutuellement des secours matériels et une assistance efficace.

ARTICLE II

Le traité de paix conclu à Andrinople, le 2 septembre 1829, ainsi que les autres traités qui y sont compris, de même aussi la convention signée à Saint-Pétersbourg, le 14 avril 1830, et l'arrangement conclu à Constantinople, le 9 [21] juillet 1833, relatif à la Grèce sont confirmés dans toute leur teneur par le présent traité d'alliance défensive, comme si lesdites transactions y avaient été insérées mot pour mot.

ARTICLE III

En conséquence du principe de conservation et de défense mutuelles qui sert de base au présent traité d'alliance, et par suite du plus sincère désir d'assurer la durée, les maintien et entière indépendance de la Sublime Porte, Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, dans le cas où les circonstances qui pourraient déterminer de nouveau la Sublime Porte à réclamer l'assistance morale et militaire de la Russie viendraient à se présenter, quoique ce cas ne soit nullement à prévoir, s'il plaît à Dieu, promet de fournir, par terre et par mer, autant de troupes et de forces que les deux parties contractantes le jugeraient nécessaire. D'après cela, il est convenu qu'en ce cas les troupes de terre et de mer dont la Sublime Porte réclamerait le secours seront tenues à sa disposition.

ARTICLE IV

Selon ce qui a été dit plus haut, dans le cas où l'une des deux puissances aura réclamé l'assistance de l'autre, les frais seuls d'approvisionnement pour les forces de terre et de mer qui seraient fournies tomberont à la charge de la puissance qui aura demandé le secours.

ARTICLE V

Quoique les deux hautes puissances contractantes soient sincèrement intentionnées de maintenir cet engagement jusqu'au temps le plus éloigné, comme il se pourrait que, dans la suite, les circonstances exigeassent qu'il fût apporté quelques changements à ce traité, on est convenu de fixer sa durée à huit ans, à dater du jour de l'échange des ratifications impériales. Les deux parties, avant l'expiration de ce temps, se concerteront, suivant l'état où seront les choses à cette époque, sur le renouvellement du même traité.

ARTICLE VI

Le présent traité d'alliance définitive sera ratifié par les deux hautes parties contractantes, et les ratifications en seront échangées à Constantinople, dans l'espace de deux mois ou plus tôt, si faire se peut.

Le présent instrument, contenant six articles, et auquel il sera mis la dernière main par l'échange des ratifications respectives, ayant été arrêté entre nous, nous l'avons signé et scellé de nos sceaux, en vertu de nos pleins pouvoirs, et délivré, en échange contre un autre pareil, entre les mains des plénipotentiaires de la Sublime Porte ottomane.

Fait à Constantinople, le 26 juin 1833.
Comte Alexis Orlov. A. Boutenieff.

¹ Conseiller, officier du gouvernement ottoman.

² Titre du secrétaire d'État et ministre ottoman des Affaires étrangères

En vertu des clauses de l'article I^{er} du traité portant alliance défensive, conclu entre la Porte ottomane et la Russie, les deux hautes parties contractantes sont tenues de se prêter un secours matériel et l'assistance la plus efficace pour la sûreté de leurs États respectifs. Néanmoins, comme sa majesté l'empereur de Russie, voulant épargner à la Porte la charge et les embarras qui résulteraient pour elle de la prestation d'un secours matériel, ne demandera pas ce secours : si les circonstances mettaient la Porte dans l'obligation de le fournir, la Porte, à la place des secours qu'elle doit prêter au besoin, d'après le principe de réciprocité du traité patent, devra borner son action en faveur de la cour impériale de Russie, à fermer le détroit des Dardanelles, c'est-à-dire à ne permettre à aucun bâtiment de guerre étranger d'y entrer sous aucun prétexte quelconque.

Le présent article, séparé et secret, aura les mêmes force et valeur que s'il était inséré mot à mot dans le traité d'alliance de ce jour.

Fait à Constantinople, le 26 juin 1833.
Comte Alexis Orlov. A. Boutenieff.

4

Voyage de l'obélisque

15 avril 1831 Départ du *Louxor* de Toulon
3 mai 1831 Arrivée à Alexandrie
14 août 1831 Arrivée à Louxor
23 octobre 1831
31 octobre 1831 Abattage de l'obélisque ²
1^{er} novembre 1831
19 décembre 1831 Mise à bord de l'obélisque
18 août 1832 Déséchouage du *Louxor*
25 août 1832 Départ de Louxor
23 septembre 1832 Départ du Caire
2 octobre 1832 Arrivée à Rosette
1^{er} janvier 1833 Départ de Rosette
2 janvier 1833 Arrivée à Alexandrie
1^{er} avril 1833 Départ d'Alexandrie
10 mai 1833 Arrivée à Toulon
20 juin 1833 Départ de Toulon
12 août 1833 Arrivée à Cherbourg
12 septembre 1833 Départ de Cherbourg
23 décembre 1833 Arrivée à Paris
9-10 août 1834 L'obélisque est extrait du *Louxor* et hissé au sommet de la rampe droite du pont de la Concorde
5 septembre-15 décembre 1835 ...Expédition à Laber-Ildut, près de Brest, pour en ramener les blocs de granit destinés au piédestal
Avril 1836 Déchargement des granits bretons
Août 1836 Halage de l'obélisque vers son viaduc d'élévation
25 octobre 1836 Érection de l'obélisque

5

Traité de paix entre le général Desmichels et Abd el-Kader, 26 février 1834³

Conditions des Arabes pour la paix

1° Les Arabes auront la liberté de vendre et acheter de la poudre, des armes, du soufre, enfin tout ce qui concerne la guerre.

2° Le commerce de la Mersa⁴ sera sous le gouvernement du prince des Croyants, comme pour le passé, et pour toutes les affaires. Les cargaisons ne se feront pas autre part que dans ce port. Quant à Mostaganem et Oran, ils ne recevront que les marchandises nécessaires aux besoins de leurs habitants, et personne ne pourra s'y opposer. Ceux qui désirent charger des marchandises devront se rendre à Mersa.

¹ Gilbert Sinoué, *op. cit.*, pp. 583-584. Adolphe d'Angeville, *La vérité sur la question d'Orient et sur M. Thiers*, Paris, Delloye, 1841, p. 20.

² Tous les récits coïncident sur la succession et la chronologie des événements, aussi est-il surprenant de constater une divergence sur la date fatidique de l'abattage du monument : Lebas indique le 23 octobre, Léon de Joannis le 1^{er} novembre, Angelin et de Verninac, sont d'accord pour situer au matin du 31 octobre la chute du géant de pierre. Ce phénomène serait-il à mettre au compte d'une vive émotion bien compréhensible ?

³ Louis Blanc, *Histoire de dix ans*, Paris, Pagnerre, 1867, 10^e éd., t. V, pp. 476-477.

⁴ Arzew.

3° Le général nous rendra tous les déserteurs et les fera enchaîner. Il ne recevra pas non plus les criminels. Le général commandant à Alger n'aura pas de pouvoir sur les musulmans qui viendront auprès de lui avec le consentement de leurs chefs.

4° On ne pourra empêcher un musulman de retourner chez lui quand il le voudra.

Ce sont là nos conditions, qui sont revêtues du cachet du général commandant à Oran.

Conditions des Français

1° À compter d'aujourd'hui, les hostilités cesseront entre les Français et les Arabes.

2° La religion et les usages des musulmans seront respectés.

3° Les prisonniers français seront rendus.

4° Les marchés seront libres.

5° Tout déserteur français sera rendu par les Arabes.

6° Tout chrétien qui voudra voyager par terre devra être muni d'une permission revêtue du cachet du consul d'Abd el-Kader et de celui du général.

Sur ces conditions se trouve le cachet du prince des Croyants.

6

Traité de la Tafna, 30 mai 1837¹

Entre le lieutenant-général Bugeaud, commandant les troupes françaises dans la province d'Oran, et l'émir Abd el-Kader, a été convenu le traité suivant :

Art. Ier. L'émir Abd el-Kader reconnaît la souveraineté de la France en Afrique.

Art. 2. La France se réserve,

Dans la province d'Oran :

Mostaganem, Mazagran et leurs territoires ; Oran, Arzew, plus un territoire délimité : à l'est par la rivière de la Macta et le marais d'où elle sort ; au sud, par une ligne partant du marais ci-dessus mentionné, passant par le bord sud du lac Sebca, et se prolongeant jusqu'à l'oued Malah (Rio- Salado), dans la direction de Sidi-Saïd, et de cette rivière jusqu'à la mer, de manière à ce que tout le terrain compris dans ce périmètre soit territoire français.

Dans la province d'Alger :

Alger, le Sahel, la plaine de la Metidja, bornée à l'est jusqu'à l'Oued-Kaddara, et au-delà; au sud, par la première crête de la première chaîne du petit Atlas jusqu'à la Chiffa, en y comprenant Béliida et son territoire; à l'ouest, par la Chiffa, jusqu'au coude du Mazafran, et de là par une ligne droite jusqu'à la mer, renfermant Coléah et son territoire; de manière à ce que tout le terrain compris dans ce périmètre soit territoire français.

Art. 3. L'émir administrera la province d'Oran, celle de Tittery, et la partie de celle d'Alger qui n'est pas comprise à l'ouest dans la limite indiquée par l'article 2. Il ne pourra pénétrer dans aucune autre partie de la régence.

Art. 4. L'émir n'aura aucune autorité sur les musulmans qui voudront habiter sur le territoire réservé à la France : mais ceux-ci resteront libres d'aller vivre sur le territoire dont l'émir a l'administration ; comme les habitants du territoire de l'émir pourront s'établir sur le territoire français.

Art. 5. Les Arabes vivant sur le territoire français exerceront librement leur religion. Ils pourront y bâtir des mosquées, et suivre en tout point leur discipline religieuse, sous l'autorité de leurs chefs spirituels.

Art. 6. L'émir donnera à l'armée française :

trente mille fanègues d'Oran de froment.

Trente mille fanègues d'Oran d'orge.

Cinq mille bœufs.

La livraison de ces denrées se fera à Oran par tiers. La première aura lieu du 1^{er} au 15 septembre 1837, et les deux autres, de deux mois en deux mois.

Art. 7. L'émir achètera en France la poudre, le soufre et les armes dont il aura besoin.

¹ Louis Blanc, *op. cit.*, pp. 477-478.

Art. 8. Les Koulouglis qui voudront rester à Tlemcen, ou ailleurs, y posséderont librement leurs propriétés et y seront traités comme les Hadars.

Ceux qui voudront se retirer sur le territoire français, pourront vendre ou affermer librement leurs propriétés.

Art. 9. La France cède à l'émir : Rachgoun¹, Tlemcen, le Méchouar et les canons qui étaient anciennement dans cette citadelle.

L'émir s'oblige à faire transporter à Oran tous les effets, ainsi que les munitions de guerre et de bouche de la garnison de Tlemcen.

Art. 10. Le commerce sera libre entre les Arabes et les Français, qui pourront s'établir réciproquement sur l'un ou l'autre territoire.

Art. 11. Les Français seront respectés chez les Arabes, comme les Arabes chez les Français. Les fermes et les propriétés que les Français auront acquises ou acquerront sur le territoire arabe leur seront garanties. Ils en jouiront librement, et l'émir s'oblige à rembourser les dommages que les Arabes leur feraient éprouver.

Art. 12. Les criminels des deux territoires seront réciproquement rendus.

Art. 13. L'émir s'engage à ne concéder aucun point littoral à une puissance quelconque sans l'autorisation de la France.

Art. 14. Le commerce de la Régence ne pourra se faire que dans les ports occupés par la France.

Art. 15. La France pourra entretenir des agents auprès de l'émir et dans les villes soumises à son administration, pour servir d'intermédiaires près de lui aux sujets français pour les contestations commerciales ou autres qu'ils pourraient avoir avec les Arabes.

L'émir jouira de la même faculté dans les villes et ports français.

7

Poème de l'émir Abd el-Kader²*HOMMAGE A LA VILLE DE TLEMCCEN*

Pour obtenir protection, Tlemcen a tendu
ses deux mains et a crié à Dieu la formule
sacrée du Pèlerinage : « Me voici ! »
Telle fut la suprême beauté de son appel !

Elle a dépouillé l'ample voile
Qui la protégeait des regards indiscrets.
Ô Abd el-Kader, prends en charge ce cri
et rafraîchis ton cœur avec l'eau pure
de sa présence charnelle.

Voici le jardin de ses deux joues :
vois comme ses fleurs se sont épanouies !
N'accepte pas de fréquenter d'autre séjour,
d'autre jardin, si chatoyant soit-il

Combien d'amoureux ont désiré
Ardemment cette beauté à tes yeux offerte !
Les ont repoussés loin d'elle son fier regard
et son insistant refus.

Combien ont cherché à effleurer des lèvres
le grain de beauté au sommet de sa joue jonchée de roses !
Elle fut avare et se détourna,
empressée de fuir leurs avances.

Combien de prétendants n'ont pas été reconnus
dignes d'elle, ne pouvant pas même lui offrir
de quoi garnir de broderies
un seul pan de son manteau !

Nul ne put lui faire accepter
le moindre engagement, et jamais

¹ Non l'île, mais la position que nous occupions à la Tafna, et que les Arabes appellent aussi Rachgoun.

² René R. Khawam, *La Poésie arabe*, Paris, Phébus, 2000, pp. 349-352.

un séducteur ne sut arracher
son agrément.

La pucelle ne permettait aucune démonstration
de sentiments, et ses prétendants
n'ont pas eu accès
à sa très pure clarté.

Elle a serré autour de sa taille
la ceinture du refus, afin de garder pour elle
sa perfection, et aucun n'a pu savourer
le doux effleurement de ses lèvres
carminées.

À tous, elle a manifesté des prodiges
de ruse, de résistance et de sévérité,
murant aussitôt les portes qu'ils ouvraient
pour parvenir à leurs fins.

Elle a frustré l'attente des corrupteurs,
grands pourvoyeurs de rapports mensongers,
et ses ennemis – là-bas –
furent empêchés d'atteindre leur but.

À l'heure de trancher les liens qui entravaient
Tlemcen, preuve a été donnée,
substantielle, évidente,
que seul pouvait la délivrer

celui qui s'ouvrait aux idées de progrès
en son for intérieur aussi bien qu'au combat...
seul à même en ce siècle
de défendre son intégrité !

C'est alors que j'appris sa décision :
son choix délibéré de m'établir sur le siège
de l'autorité, de me désigner au service
de sa grandeur.

Ne connaissant en ce pays aucune âme
mieux dévouée que la mienne à sa noblesse,
mieux au fait de ses droits
et de son éclat,

j'ai couru vers elle d'un cœur résolu,
et la victoire fut à la mesure de mon élan.
Ainsi j'ai pu payer, par amour,
Son douaire, et la guérir
de son mal.

Je suis devenu son époux, elle m'a été
accordée selon les règles : oui, elle fut ma conjointe,
mon domaine, et j'ai porté haut
son étendard.

Je l'ai ornée d'une parure de gloire,
dont la trame est fastueuse.
Elle s'est levée, tout étonnée, étalant
sous le ciel les franges de sa robe.

Et elle s'est écriée : « O Abd el-Kader,
ô cœur libérateur impatient de secourir
les hommes livrés à l'océan
de leurs passions,

puisque tu as conquis de force
 les clés de cette ville, et avec elle
 la gloire, par toute l'Algérie,
 augmente ma puissance,
 et noue pour moi alliance avec les cités
 de Wahrane et d'Al-Marsâte :

car je sais que l'une et l'autre,
 et tous les habitants que contiennent leurs murs,
 ont obtenu sous la protection de ton sabre
 l'agrément de leurs souhaits ! »

8

Lettre de Méhémet-Ali à Ibrahim pacha apportée par le capitaine Callier¹

Alexandrie, 16 juin 1839.

Le porteur de ma lettre est M. Callier, aide de camp de S.E.M. le maréchal Soult, ministre des Affaires étrangères de France, qui est arrivé ici avant-hier pour m'informer qu'il est chargé de vous parler. Un autre aide de camp va à Constantinople, et de là se rendra au camp d'Hafiz Pacha. M. Callier part sur le bateau à vapeur, accompagné de mon second drogman, Kosreff Effendi. Cet officier m'annonce que sa mission, comme celle de l'autre officier, a pour objet d'empêcher la guerre qui paraît imminente, et que les grandes puissances arrangeront cette affaire. En conséquence, si à son arrivée, vous n'avez pas fait sortir les Turcs des frontières, rentrez dans vos limites; cet officier vous fera rester où vous vous trouverez, et après s'être rendu auprès d'Hafiz-Pacha et s'être abouché avec l'autre aide de camp pour connaître ce qu'il a obtenu, il retournera auprès de vous pour vous en rendre compte. Si, à son retour, il vous apprend que l'armée turque s'est arrêtée où elle était et que les Turcs sont rentrés dans leurs limites, alors vous ne ferez aucun mouvement, et vous vous arrêterez vous-même où vous serez. Mais si après le retour de M. Callier avec cette affirmation, il ne s'arrête pas et continue ses premiers mouvements sans faire sortir ses troupes de nos frontières, vous marcherez contre lui et le combattrez.

Enfin, dans le cas où, à l'arrivée du chargé d'affaires, vous auriez déjà chassé les Turcs de nos limites, et où vous auriez avancé, vous devez rester où vous serez et attendre l'arrangement que feront les grandes puissances et que je vous communiquerai.

Je vous préviens encore que pour faire cesser l'inquiétude qu'occasionne l'annonce de la sortie de la flotte turque de Constantinople, je vais expédier la mienne sur les côtes de la Syrie; à cet effet, une portion est déjà sortie du port aujourd'hui et le reste sortira demain.

Cachet de Méhémet-Ali.

9

Convention de Londres, 15 juillet 1840²

Du 15 juillet, conclu entre les cours de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, d'une part, et de la Sublime Porte Ottomane de l'autre, pour la pacification du Levant, signé à Londres le 15 juillet 1840.

Au nom de Dieu très miséricordieux

Sa Hautesse le sultan ayant eu recours à Leurs Majestés la reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, le roi de Prusse et l'empereur de toutes les Russies, pour réclamer leur appui et leur assistance au milieu des difficultés dans lesquelles il se trouve placé par suite de la conduite hostile de Méhémet-Ali, pacha d'Égypte, difficultés qui menacent de porter atteinte à l'intégrité de l'Empire ottoman et à l'indépendance du trône du sultan, leurs dites Majestés, réunies par le sentiment d'amitié qui subsiste entre elles et le sultan, animées du désir de veiller au maintien de l'intégrité et de l'indépendance de l'Empire ottoman, dans l'intérêt de l'affermissement de la paix de l'Europe, fidèles à l'engagement qu'elles ont contracté par la note remise à la Porte par leurs représentants à Constantinople, le 27 juillet 1839, et désirant de plus prévenir l'effusion de sang qu'occasionnerait la continuation des hostilités qui ont récemment éclaté en Syrie entre les autorités du pacha et les sujets de Sa Hautesse, leurs dites Majestés et Sa Hautesse le sultan ont résolu, dans le but susdit, de conclure entre elles une convention, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

¹ S.H.A.T. E⁵ n°85. Document reproduit dans *Le Courrier de Bordeaux*, 10 juillet 1839.

² Texte du 15 juillet 1840 : *Actes diplomatiques et firmans impériaux relatifs à l'Égypte*, Le Caire, 1886, pp. 1-11. Odette Voilliard, Guy Cabourdin, François-Georges Dreyfus et Roland Marx, *Documents d'histoire 1776-1850*, Armand Colin, Collection U, 1964, t. I, pp. 227-230. Gilbert Sinoué, *op. cit.*, pp. 584-587.

Sa Majesté la reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande le très honorable Henri Jean, vicomte Palmerston, baron Temple, pair d'Irlande, conseiller de Sa Majesté en son conseil privé, chevalier grand-croix du très honorable ordre du Bain, membre du Parlement, et son principal secrétaire d'État, ayant le département des Affaires étrangères ;

Sa Majesté l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême le sieur Philippe, baron de Nieuman, commandeur de l'ordre de Léopold d'Autriche, décoré de la croix pour le mérite civil, commandeur des ordres de la Tour et de l'Épée de Portugal, de la croix du Sud du Brésil, chevalier grand-croix de l'ordre de Saint-Stanislas de seconde classe de Russie, son conseiller aulique et plénipotentiaire près Sa Majesté ;

Sa Majesté le roi de Prusse le sieur Henri-Guillaume, baron de Bülow, chevalier de l'ordre de l'Aigle-Rouge de première classe de Russie, grand-croix de l'ordre de Léopold d'Autriche et de Guelphe de Hanovre, chevalier grand-croix des ordres de Saint-Stanislas de seconde classe et de saint-Wladimir de quatrième classe de Russie, commandeur de l'ordre du Faucon de Saxe-Weimar, son chambellan, conseiller intime actuel, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté ;

Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies le sieur Philippe, baron de Brunow, chevalier des ordres de Sainte-Anne de première classe, de Saint-Stanislas de première classe, de Saint-Wladimir de troisième classe, commandeur de l'ordre de Saint-Étienne de Hongrie, chevalier de l'ordre de l'Aigle-Rouge et de Saint-Jean de Jérusalem, son conseiller privé, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté ;

Et Sa Hautesse le très majestueux, très puissant et très magnifique sultan Abdülmeçid, empereur des Ottomans, Chekib Effendi, décoré du Nichan-Iftchar de première classe, beviikdgi du divan impérial, conseiller honoraire du département des Affaires étrangères, son ambassadeur extraordinaire près Sa Majesté ;

Lesquels, s'étant réciproquement communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles suivants :

ARTICLE I^{er}

Sa Hautesse le sultan s'étant entendu avec Leurs Majestés reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, le roi de Prusse et l'empereur de toutes les Russies sur les conditions de l'arrangement qu'il est de l'intention de Sa Hautesse d'accorder à Méhémet-Ali, lesquelles conditions se trouvent spécifiées dans l'acte séparé ci-annexé, Leurs Majestés s'engagent à agir dans un parfait accord, et à unir leurs efforts pour déterminer Méhémet-Ali à se conformer à cet arrangement, chacune des hautes parties contractantes se réservant de coopérer à ce but selon les moyens d'action dont chacune d'elles peut disposer.

ARTICLE II

Si le pacha d'Égypte refusait d'adhérer au susdit arrangement, qui lui sera communiqué par le sultan avec le concours de Leurs dites Majestés, celles-ci s'engagent à prendre, à la réquisition du sultan, des mesures concertées et arrêtées entre elles afin de mettre cet arrangement en exécution; dans l'intervalle, ayant invité ses alliés à se joindre à lui pour l'aider à interrompre la communication par mer entre l'Égypte et la Syrie et empêcher l'expédition de troupes, chevaux, armes, munitions et approvisionnements de guerre de tout genre d'une de ces provinces à l'autre, Leurs Majestés la reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, s'engagent à donner immédiatement à cet effet les ordres nécessaires aux commandants de leurs forces navales dans la Méditerranée. Leurs dites Majestés promettent en outre que les commandants de leurs escadres, selon les moyens dont ils disposent, donneront, au nom de l'alliance, tout l'appui et toute l'assistance en leur pouvoir à ceux des sujets du sultan qui manifesteront leurs fidélité et obéissance à leur souverain.

ARTICLE III

Si Méhémet-Ali, après avoir refusé de se soumettre aux conditions de l'arrangement mentionné ci-dessus, dirigeait ses forces de terre ou de mer vers Constantinople, les hautes parties contractantes, sur la réquisition qui en serait faite par le sultan à leurs représentants à Constantinople, sont convenus, le cas échéant, de se rendre à l'invitation de ce souverain et de pourvoir à la défense de son trône au moyen d'une coopération concertée en commun, dans le but de mettre les deux détroits du Bosphore et des Dardanelles ainsi que la capitale de l'Empire ottoman, à l'abri de toute agression. Il est en outre convenu que les forces qui, en vertu d'une pareille atteinte, recevront la destination indiquée ci-dessus y resteront employées aussi longtemps que leur présence en sera requise par le sultan; et lorsque Sa Hautesse jugera que leur présence aura cessé d'être nécessaire, lesdites forces se retireront simultanément et rentreront respectivement dans la mer Noire et la Méditerranée.

ARTICLE IV

Il est toutefois expressément entendu que la coopération mentionnée dans l'article précédent, et destinée à placer temporairement les détroits des Dardanelles et du Bosphore et la capitale ottomane sous la sauvegarde des hautes parties contractantes contre toute agression de Méhémet-Ali, ne sera considérée que comme une mesure exceptionnellement adoptée à la demande expresse du sultan, et uniquement pour sa défense dans le cas seul indiqué ci-dessus. Mais il est convenu que cette mesure ne dérogera en rien à l'ancienne règle de l'Empire ottoman, en vertu de laquelle a été de tout temps défendue aux bâtiments de guerre des puissances étrangères l'entrée dans les détroits des Dardanelles et du Bosphore; et le sultan, d'une part, déclare, par le présent acte, qu'à l'exception de l'éventualité ci-dessus mentionnée, il a la ferme résolution de maintenir à l'avenir ce principe invariablement établi, comme ancienne règle de son empire, et, tant que la Porte se trouve en paix, de n'admettre aucun bâtiment de guerre étranger dans les détroits du Bosphore et des Dardanelles; d'autre part, Leurs Majestés la reine du Royaume-Uni de la Grande-

Bretagne et d'Irlande, l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, le roi de Prusse et l'empereur de toutes les Russies s'engagent à respecter cette détermination du sultan et à se conformer au principe ci-dessus énoncé.

ARTICLE V

La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Londres dans l'espace de deux mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé les sceaux de leurs armes.

Signé : Palmerston, Neumann, Bulow, Brunow, Chékib

Acte séparé, annexé à la Convention :

S.H. le Sultan a l'intention d'accorder et de faire notifier à Méhémet-Ali les conditions de l'arrangement ci-dessous :

1° Sa Hautesse promet d'accorder à Méhémet-Ali, pour lui et ses descendants en ligne directe, l'administration du Pachalik d'Égypte ; et sa Hautesse promet en outre d'accorder à Méhémet-Ali, sa vie durant, avec le titre de Pacha d'Acre et avec le commandement de la forteresse de Saint-Jean-d'Acre, l'administration de la partie méridionale de la Syrie...

Toutefois, le Sultan, en faisant ces offres, y attache la condition que Méhémet les accepte dans l'espace de dix jours, après que la communication lui en aura été faite, à Alexandrie...

2° Si, dans le délai de dix jours fixé ci-dessus, Méhémet-Ali n'accepte pas le susdit arrangement, le Sultan retirera alors son offre de l'administration viagère du Pachalik d'Acre ; mais sa Hautesse consentira encore à accorder à Méhémet-Ali, pour lui et ses descendants en ligne directe l'administration du Pachalik d'Égypte, pourvu que cette offre soit acceptée dans l'espace des dix jours suivants, c'est-à-dire dans un délai de vingt jours, à compter du jour où communication lui aura été faite...

3° Le tribut annuel à payer au Sultan par Méhémet-Ali sera proportionné au plus ou moins de territoire dont ce dernier obtiendra l'administration, selon qu'il accepte le premier ou le second ultimatum.

10

Proclamation au peuple français de Méhémet-Ali, 1848

Puisque l'astre d'Orient commence à éclairer vos esprits, puisque vous paraissez disposés à abjurer vos antiques erreurs, nous allons vous faire entendre le langage de la vérité.

Sachez donc que les lois sociales et les mesures financières qui vous sont proposées aujourd'hui par les sages de votre nation sont empruntées au code musulman ; que depuis des siècles elles sont appliquées dans les provinces soumises à l'Empire ottoman et que nos peuples jouissent depuis longtemps de la félicité qu'on vous promet.

On vous dit : l'État doit être *le seul propriétaire, le seul industriel, le seul banquier. Tout doit partir de lui et aboutir à lui.* C'est précisément là ce qui existe en Orient et plus particulièrement dans les pays qui ont le bonheur d'être soumis à mes lois.

Venez en Égypte, et je vous promets que vous n'y rencontrerez pas un propriétaire, pas un industriel, pas un financier autre que l'État. J'ajouterai encore que, par une combinaison aussi sage qu'habile, l'État s'est approprié la main d'œuvre. En Égypte, nul ne peut travailler, même pour son propre usage, sans qu'il y ait bénéfice pour le trésor, et c'est là une excellente mesure que vos sages ne manqueront pas de vous appliquer.

Honneur aux hommes bien inspirés qui vous ont dit : « Plus de concurrence, plus d'hérédité, plus de propriété. »

Pour faire disparaître ces principes qui font obstacle aux vues de vos réformateurs, imitez mes exemples : inventez des impôts nouveaux, multipliez-les sous toutes les formes, et pour qu'aucune fortune ne puisse résister au nivellement général appliquez le système de solidarité qui m'a si bien réussi. Que ceux qui ont payé pour ceux qui n'ont pas, et vous verrez que bientôt personne n'aura plus rien.

Vous vous plaignez que votre pays soit trop petit pour contenir sa population; hâtez-vous donc de suivre les sages conseils des socialistes, et vous obtiendrez les résultats que nous avons obtenus nous-mêmes par des moyens analogues. Jadis la vallée du Nil comptait huit millions d'habitants, tandis qu'aujourd'hui vous auriez de la peine à en trouver un million deux cent mille. Voilà des chiffres éloquentes !!

Je dois des éloges à vos législateurs pour les décrets qu'ils ont déjà rendus, surtout en matière de finances, j'avoue que je n'aurais pas mieux fait ; je rends une égale justice aux principes posés dans le livre intitulé *Organisation du Travail*, je trouve dans cet ouvrage les véritables bases du système oriental : abolition de l'hérédité, monopole général et universel, c'est admirable ! Mais, je vous le demande, que font là les mots « liberté et progrès... » Croyez-moi, effacez ces mots-là ; ils sont incompatibles avec le glorieux système dans lequel vous allez entrer, et ils ne serviraient qu'à en arrêter l'essor.

Peuple d'Occident, on vous avait étrangement abusé en vous faisant croire que vous étiez à la tête de la civilisation et que nous étions à la queue ; reconnaissez enfin que nous sommes vos aînés en civilisation ; inclinez-vous devant la sagesse du Coran, et maudissez la mémoire des Charles Martel, des Sobieski qui ont barré le chemin aux armées musulmanes alors qu'elles venaient, il y a plusieurs siècles, vous apporter le régime bienheureux que les apôtres du socialisme vont inaugurer aujourd'hui parmi vous.

Dieu seul est grand ! Louis Blanc et Cabet sont ses prophètes tout aussi bien que Mahomet.

11

Poème du cheik chrétien libanais Nasif al-Yazidji ¹*PROPOSITION*

Le siècle nous a décoché ses traits néfastes,
comme flèches de feu rayant la nuit obscure,
jusqu'au jour où j'ai pris la résolution
de ne plus habiter avec ma digne épouse,

de peur que je ne la visse un jour, la malheureuse,
habiter le tombeau et tomber en poussière,
tant sa vie était dure à mes côtés passée,
tant les soucis grevaient son âme compassée.

En effet cette femme au lever du matin
avait pour lot la faim tout autant que le soir,
et ceci n'a cessé d'être son grand menu
depuis une période – en tout, quatre ou cinq jours.

Et je ne voyais pas une seule piécette
prendre pour logement la paume de ma main
afin de s'employer à nourrir ses désirs
ou aider à l'achat d'un vêtement pour elle.

C'est une fille adulte, ayant de qui tenir :
elle descend tout droit des nobles du sang d'Abs.
Ses oncles maternels sont issus de la race
auguste s'il en est du fameux Abd-Chams

Il n'y a pas longtemps, elle avait l'habitude
de voir sacrifier des génisses sauvages
et de boire le lait de chamelles allaitant,
pour en manger la viande engraisée et nourrie.

On l'habillait de soie en beaux dessins brochée,
et même quelquefois de soie unie et simple,
et vous comprenez bien qu'elle soit demeurée
fidèle et attachée à sa noble origine.

De tout crime ou méfait longtemps s'est abstenue,
évitant avec soin toute action infâme.
Ainsi elle n'a voulu, désapprouvant mon fait,
m'inviter à sortir de ma prison pénible.

Je viens donc présenter la cause de mon mal
au savant médecin, à ce juge équitable...
Peut-être pourra-t-il me donner la potion
aux couleurs du safran, afin de me guérir.

Un malade guéri se tient pour averti,
évitant la rechute en cette maladie...

¹ René R. Khawam, *op. cit.*, pp. 345-346.

12

Chronologie

1830

3 février : indépendance de la Grèce

14 juin : débarquement des Français dans la baie de Sidi-Ferruch

18 juillet : Bourmont est promu maréchal

27, 28 et 29 juillet : journées révolutionnaires des Trois Glorieuses

11 août : nouvelle annonçant la révolution de Juillet parvient à Alger,

formation d'un gouvernement en France où Louis-Philippe se réserve la présidence du Conseil, avec Molé aux Affaires étrangères, Dupont de l'Eure à la Justice, Guizot à l'Intérieur, Gérard à la Guerre, le baron Louis aux Finances, Sébastiani à la Marine

2 septembre : Le général Clauzel prend le commandement de l'armée en Algérie

1^{er} octobre : le général Clauzel organise le corps des zouaves en Algérie

4 novembre : ministère Laffitte

1831

4 janvier : prise d'Oran

12 mars : Louis-Philippe crée pour Jean-François Champollion une chaire d'archéologie égyptienne au Collège de France

9 octobre : le président grec Capodistria est assassiné

1^{er} novembre : début de l'invasion de la Syrie par l'Égypte

23 novembre : Ibrahim pacha commence le siège de Saint-Jean-d'Acre

1832

4 mars : mort de Champollion

27 mars : prise de Bône

16 mai : mort de Casimir Perier

27 mai : prise de Saint-Jean-d'Acre par Ibrahim pacha

8 juillet : bataille de Homs

29 juillet : bataille de Beylan

11 octobre : Louis-Philippe forme « le ministère de tous les talents »

22 novembre : à vingt-quatre ans, l'émir Abd el-Kader, à la tête des Beni-Amer, entre en résistance armée contre les Français

21 décembre : bataille de Konieh

1833

20 février : débarquement des Russes sur la rive asiatique du Bosphore

30 janvier : arrivée du roi Otton en Grèce

8 juillet : traité d'Unkiar-Skelessi

6 septembre : convention de Münchengratz

24 octobre : arrivée de Prosper Enfantin en Égypte

1834

26 février : signature de deux traités entre Abd el-Kader et le général Desmichels, qui reconnaît la souveraineté de l'émir

Nuit du 14 au 15 août : Cène napoléonienne

1835

28 juin : défaite française à La Macta, en Algérie

1836

25 octobre : érection de l'obélisque, place de la Concorde à Paris

24 novembre : échec des Français devant Constantine

25 novembre : affaire du *Vixen*

1837

13 octobre : prise de Constantine

18 octobre : Ahmed pacha succède à son oncle Mustapha au beylicat de Tunis

Décembre : début du siège d'Hérat

1838

17 mai : mort de Talleyrand

16 août : accord commercial de Balta-Liman

9 septembre : Les Persans lèvent le siège d'Hérat

12 septembre : constitution établie pour la Serbie

1^{er} octobre : Lord Auckland déclare la guerre à l'Afghanistan

1839

15 mars : Méhémet-Ali rentre au Caire après un voyage au Soudan

24 juin : bataille de Nezib

29 juin au 18 août : siège d'Akhulgo par l'armée russe

1^{er} juillet : mort du sultan Mahmud
27 juillet : note collective des puissances empêchant un arrangement direct entre Méhémet-Ali et le sultan
28 octobre : Passage des Portes de Fer par le duc d'Orléans
3 novembre : Édît de Gulhané
7 novembre : Méhémet-Ali est photographié
30 novembre : Départ de l'ambassade du comte de Sercey vers la Perse

1840

3 au 6 février : résistance du capitaine Lelièvre à Mazagran
5 février : début de l'affaire de Damas
1^{er} mars : ministère Thiers
10 mai : attaque du col de la Mouzaïa
15 juillet : traité qui isole la France dans la question d'Orient
12 août : arrivée de Walewski à Alexandrie
9 septembre : bombardement de Beyrouth par la flotte britannique
10 octobre : bataille de Bharsaf
15 octobre : attentat de Darmès
29 octobre : ministère Soult. François Guizot devient ministre des Affaires étrangères
15 décembre : Les Cendres de Napoléon sont déposées aux Invalides

1841

15 février : Méhémet-Ali reçoit le gouvernement de l'Égypte
22 février : Bugeaud est nommé gouverneur général de l'Algérie
13 juillet : convention des Détroits à Londres
25 août : inauguration de la chapelle consacrée à Saint-Louis en Tunisie

1842

13 janvier : massacre des derniers éléments du 44^e régiment de ligne britannique à Gandamak (Afghanistan)
8 mai : accident ferroviaire à Meudon
13 juillet : chute mortelle du duc d'Orléans

1843

1^{er} janvier : Gérard de Nerval s'embarque à Marseille pour l'Orient
16 mai : prise de la smala d'Abd el-Kader
3 septembre : révolution grecque

1844

6 août : bombardement de Tanger par le prince de Joinville
14 août : bataille de l'Isly
15 août : bombardement de Mogador par le prince de Joinville
16 août : victoire de Jean Coletti aux élections en Grèce

1845

19-20 juin : massacre des grottes du Dahra
24 juin : loi décidant de transférer les hôtels du ministère des Affaires étrangères du boulevard des Capucines et de la rue Neuve-des-Capucines vers les longs espaces du Quai d'Orsay
21-26 septembre : bataille de Sidi-Brahim

1846

22 avril : arrivée d'Ibrahim pacha à Paris

1847

9 avril : pose de la première pierre du barrage du Nil
12 septembre : mort de Jean Coletti
23 décembre : reddition d'Abd el-Kader

1848

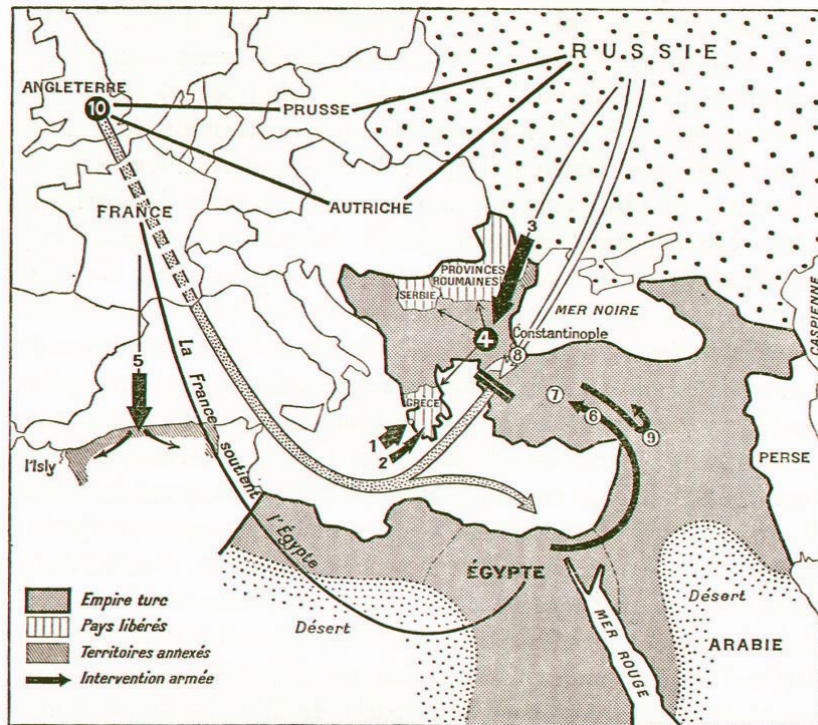
23 février : début de la révolution de 1848 à Paris
25 février : proclamation de la République
23 mars : l'empereur d'Autriche concède l'autonomie de la Hongrie
18 mai : réunion du Parlement de Francfort
14 août : l'empereur veut régner seul en Hongrie
10 septembre : les troupes croates de Jellatchitch attaquent la Hongrie
10 novembre : mort d'Ibrahim pacha, Abbas I^{er} lui succède
10 décembre : élection du prince Louis-Napoléon Bonaparte à la présidence de la République en France

1849 : Prise de la Zaatcha

1850 : mort de Louis-Philippe

CARTES

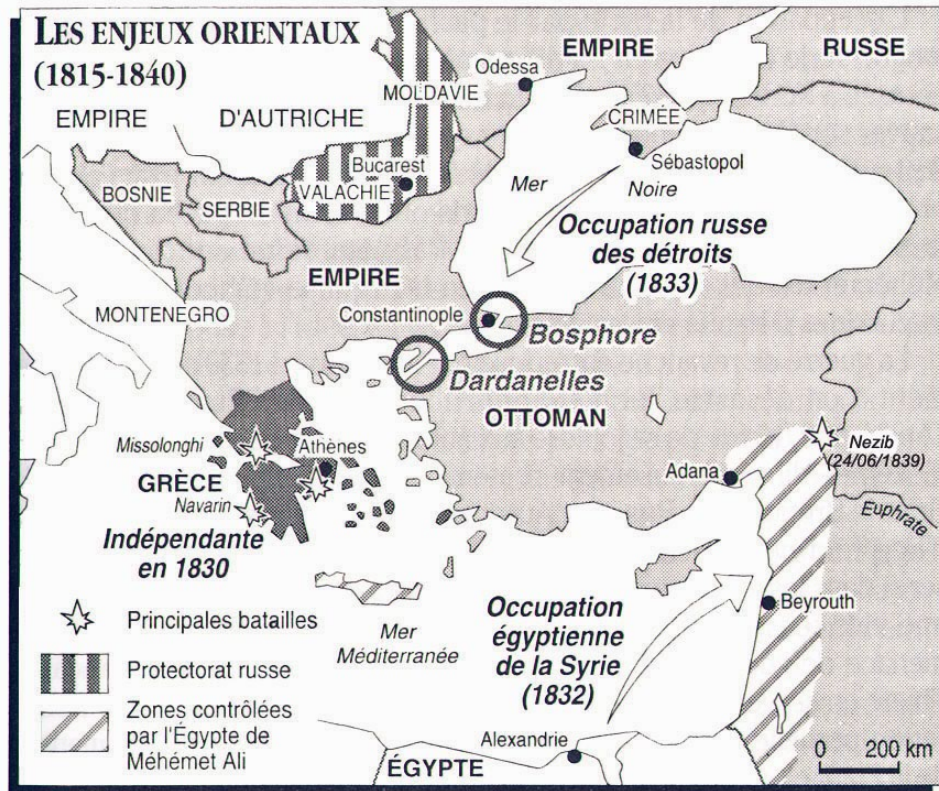
CARTES



Source : Jacques DROZ, *De la Restauration à la révolution 1815-1848*, Paris, Armand Colin, 1971.

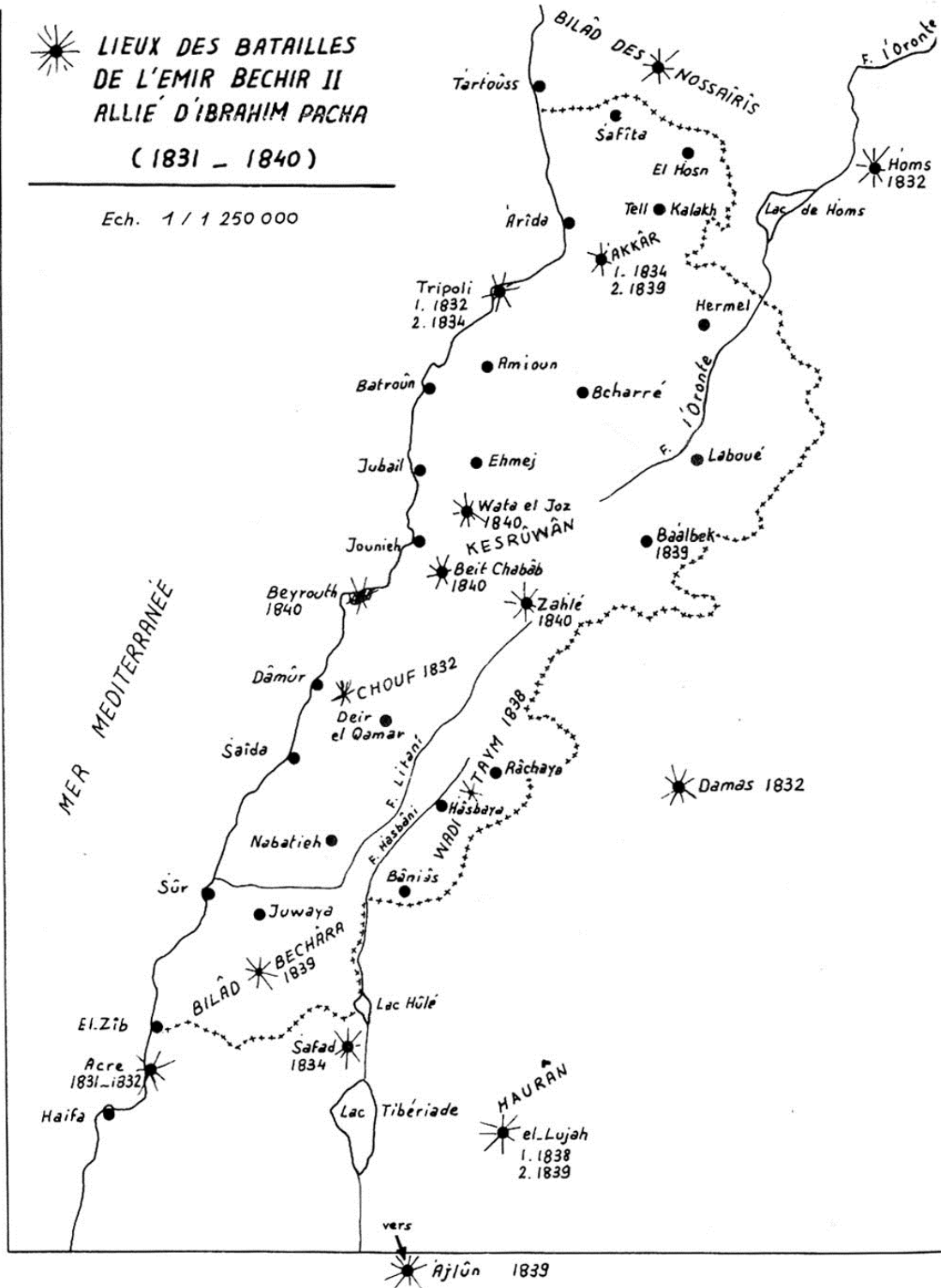
1822	Les Grecs proclament leur indépendance au Congrès d'Épidaure
1827	1 Navarin
1828	2 Une division française débarque en Morée
1828	3 Guerre russo-turque
1829	4 Traité d'Andrinople
1830	5 La prise d'Alger
1832	6 Les Égyptiens battent les Turcs à Konieh
1833	7 Traité de Kütahya
1833	8 Traité d'Unkiar-Skelessi
1839	9 Les Égyptiens battent les Turcs à Nezib
1840-1841	10 Traité et convention de Londres

CARTES



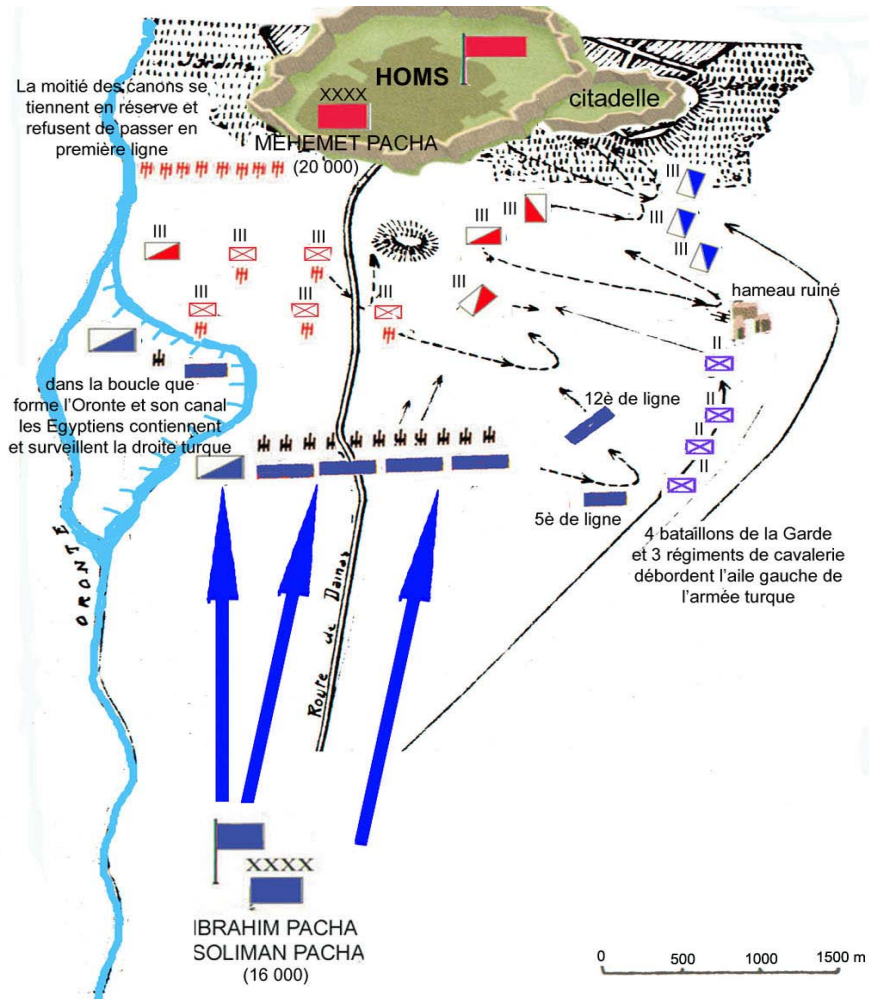
D'après Serge BERSTEIN, Pierre MILZA, *Histoire du XIX^e siècle*, Paris, Hatier, 1994.

CARTES



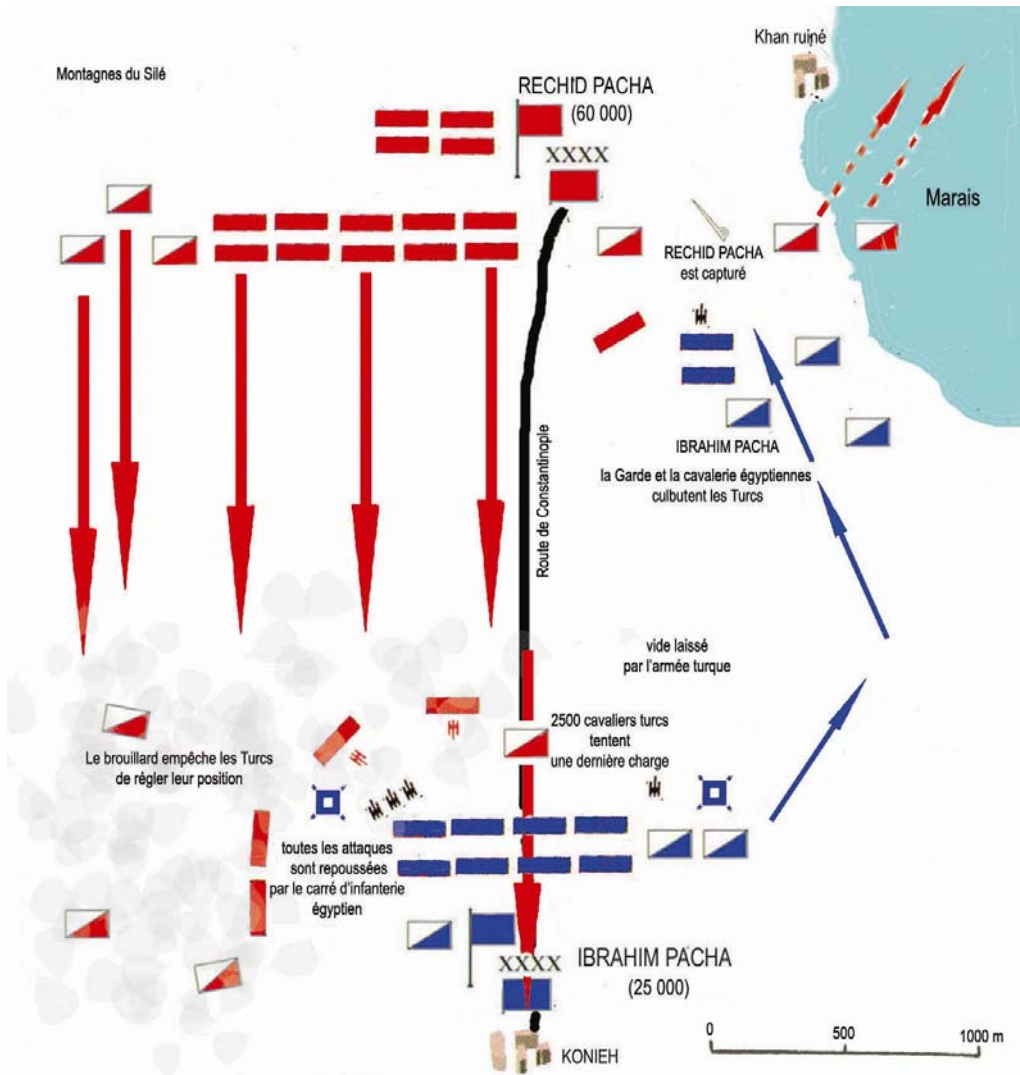
CARTES

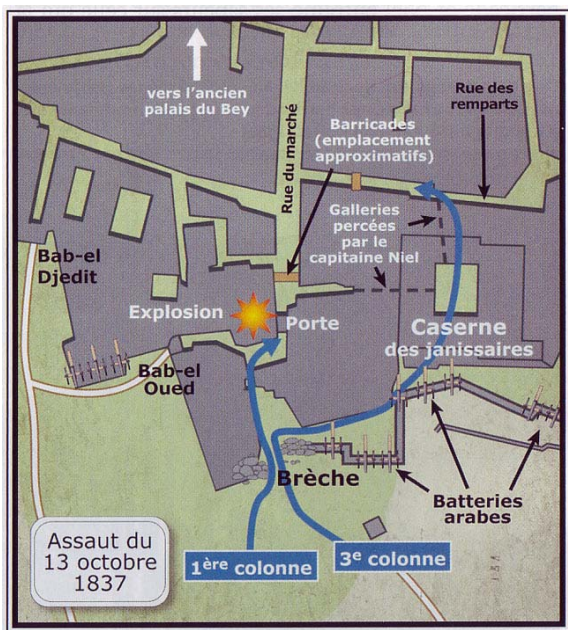
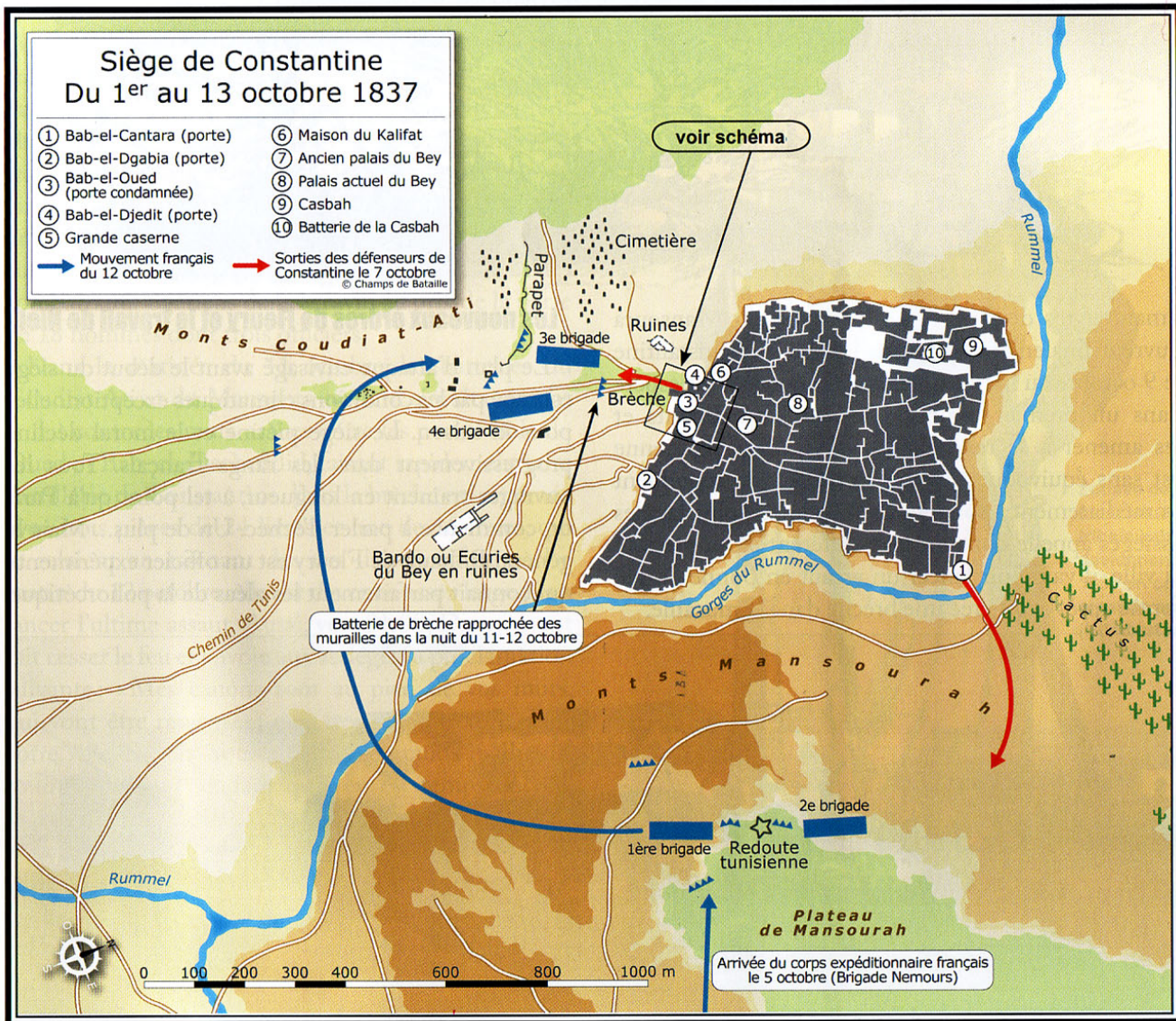
La bataille de Homs (8 juillet 1832)



CARTES

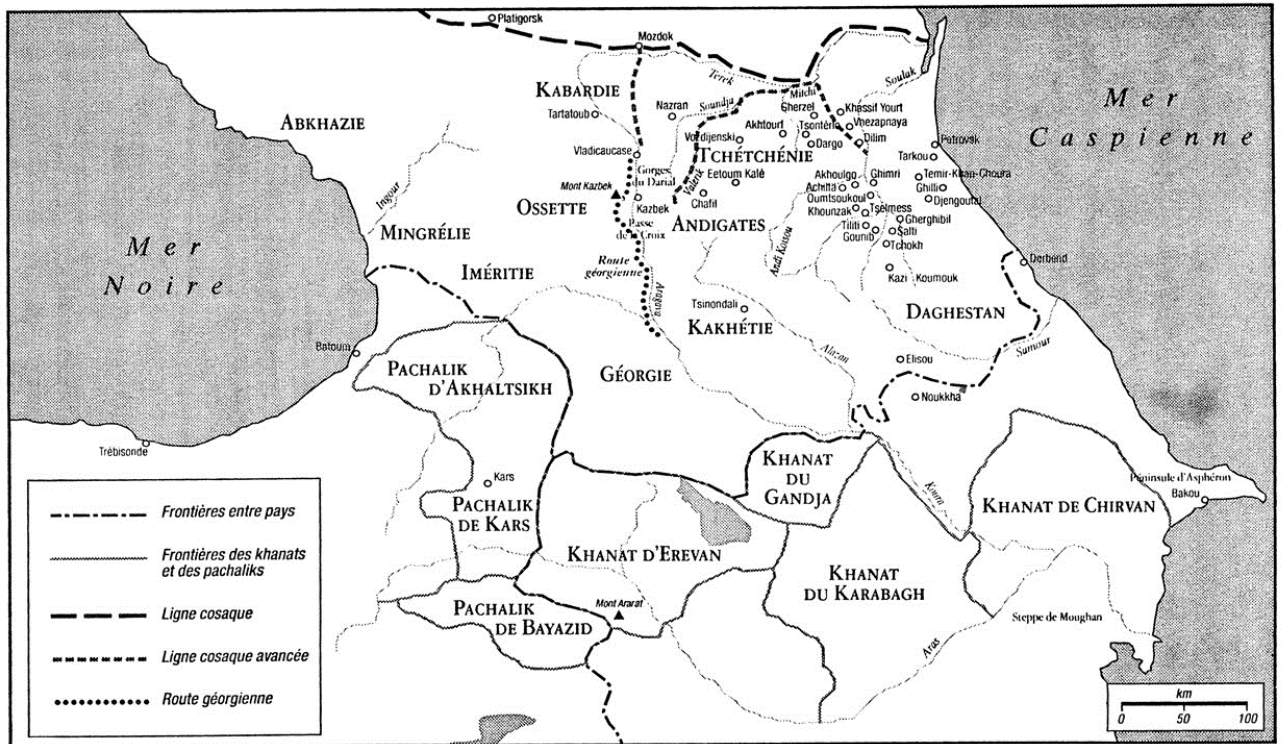
La bataille de Konya (21 décembre 1832)





CARTES

Carte du Caucase au XIX^e siècle

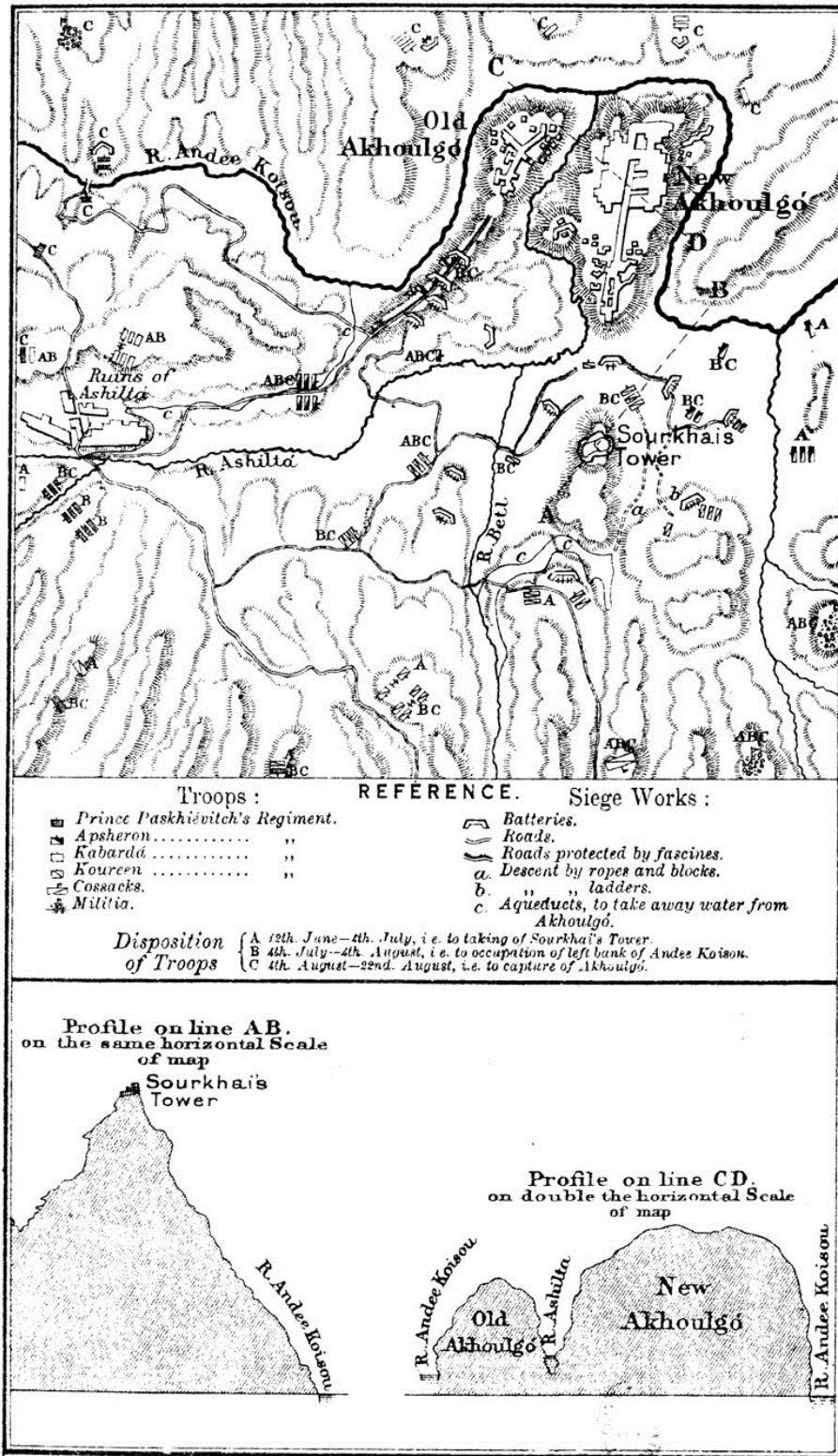


Source : Lesley BLANCH, *Les sabres du paradis*, 1991.

CARTES

Le siège d'Akhoulgô par l'armée russe, 29 juin-18 août 1839

AKHOULGÓ

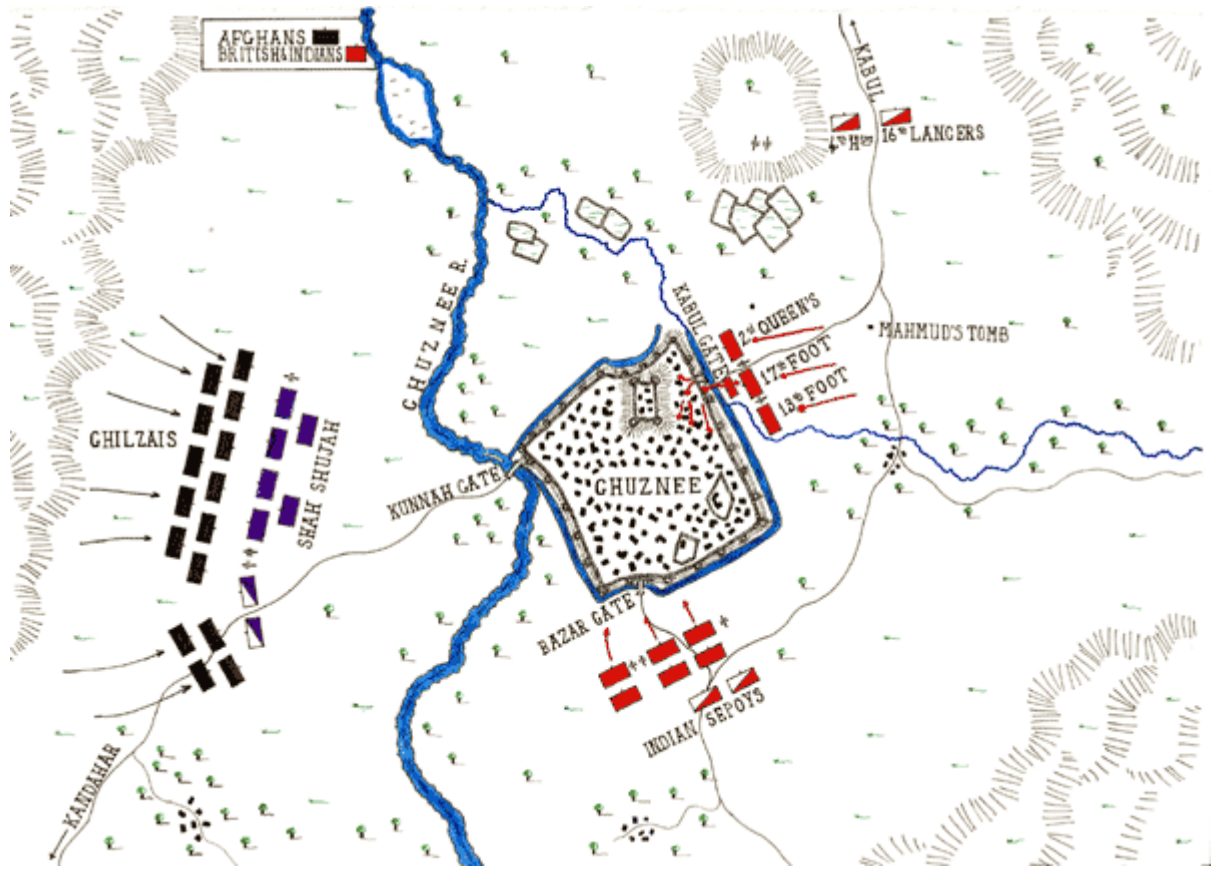


GEORGE PHILIP & SON L^{td}

Longmans, Green & Co. London, New York, Bombay & Calcutta.

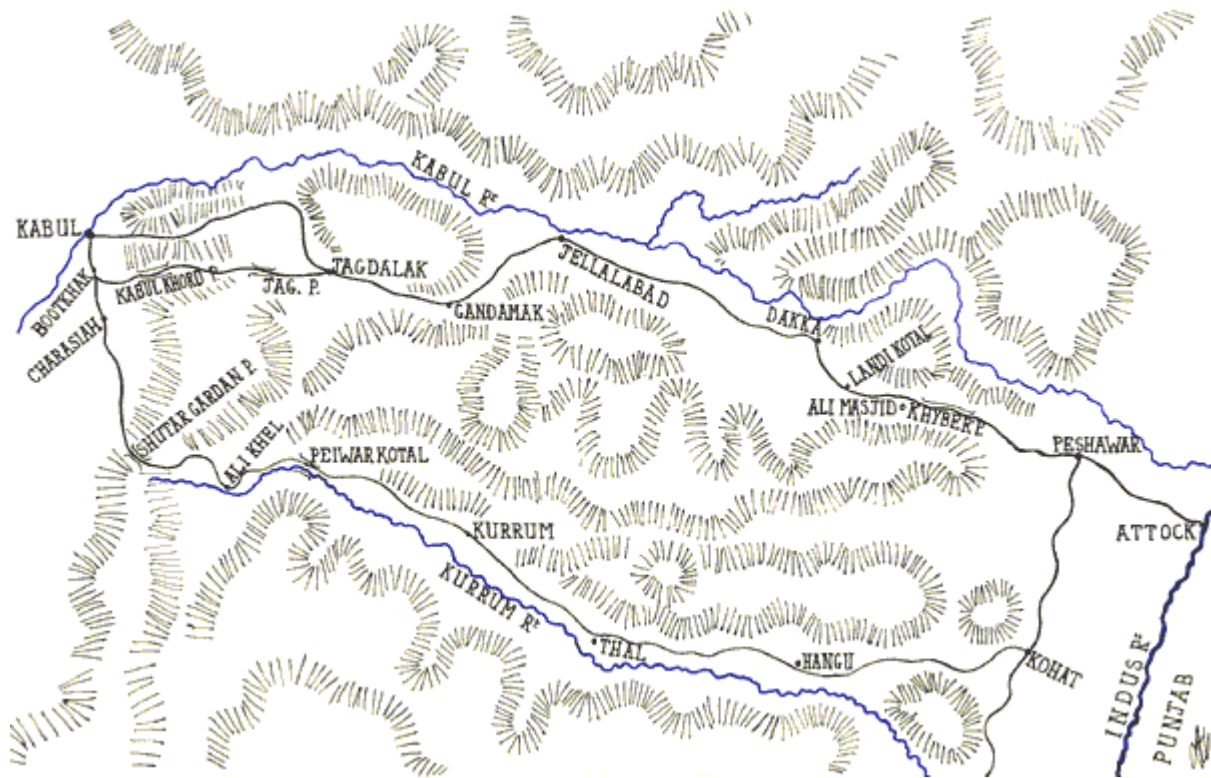
CARTES

La prise de Ghuzni par l'armée des Indes (23 juillet 1839)



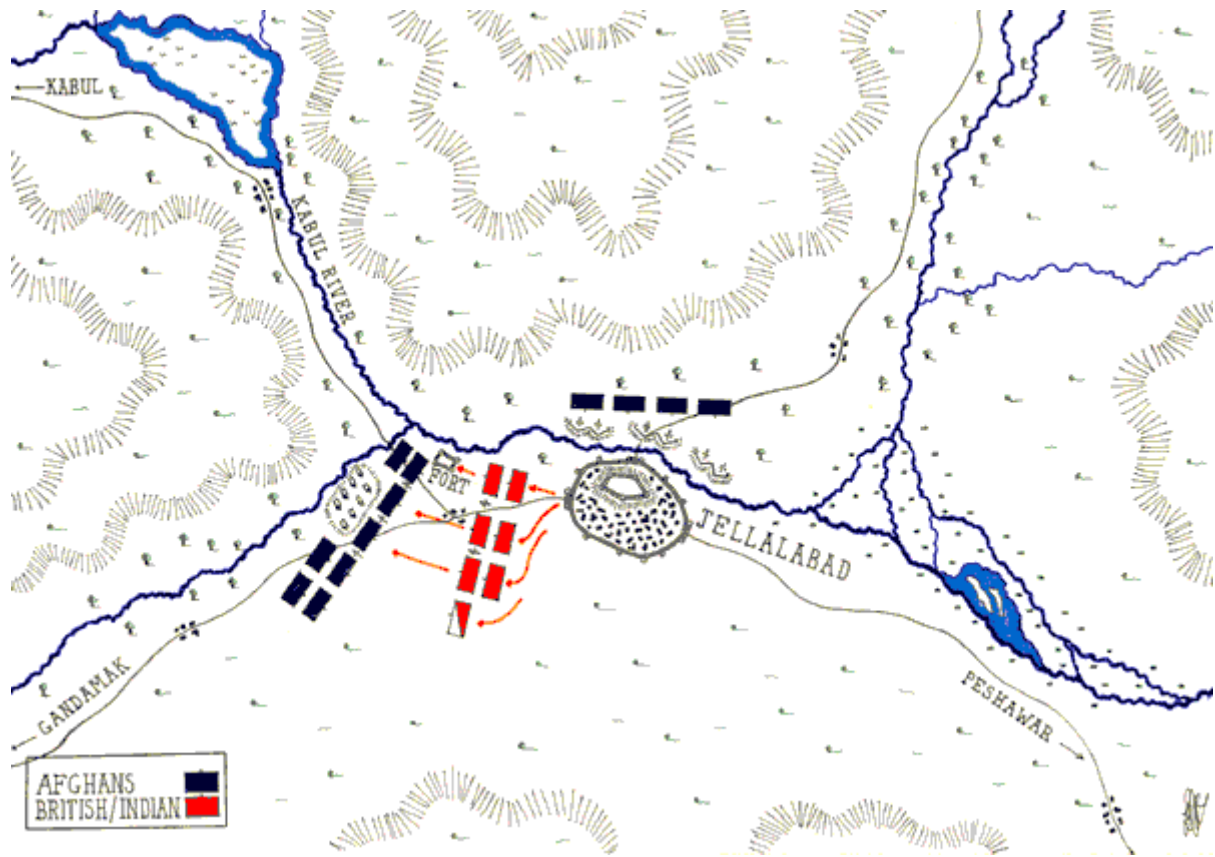
CARTES

Route prise par la garnison britannique de Kaboul durant sa terrible retraite de janvier 1842



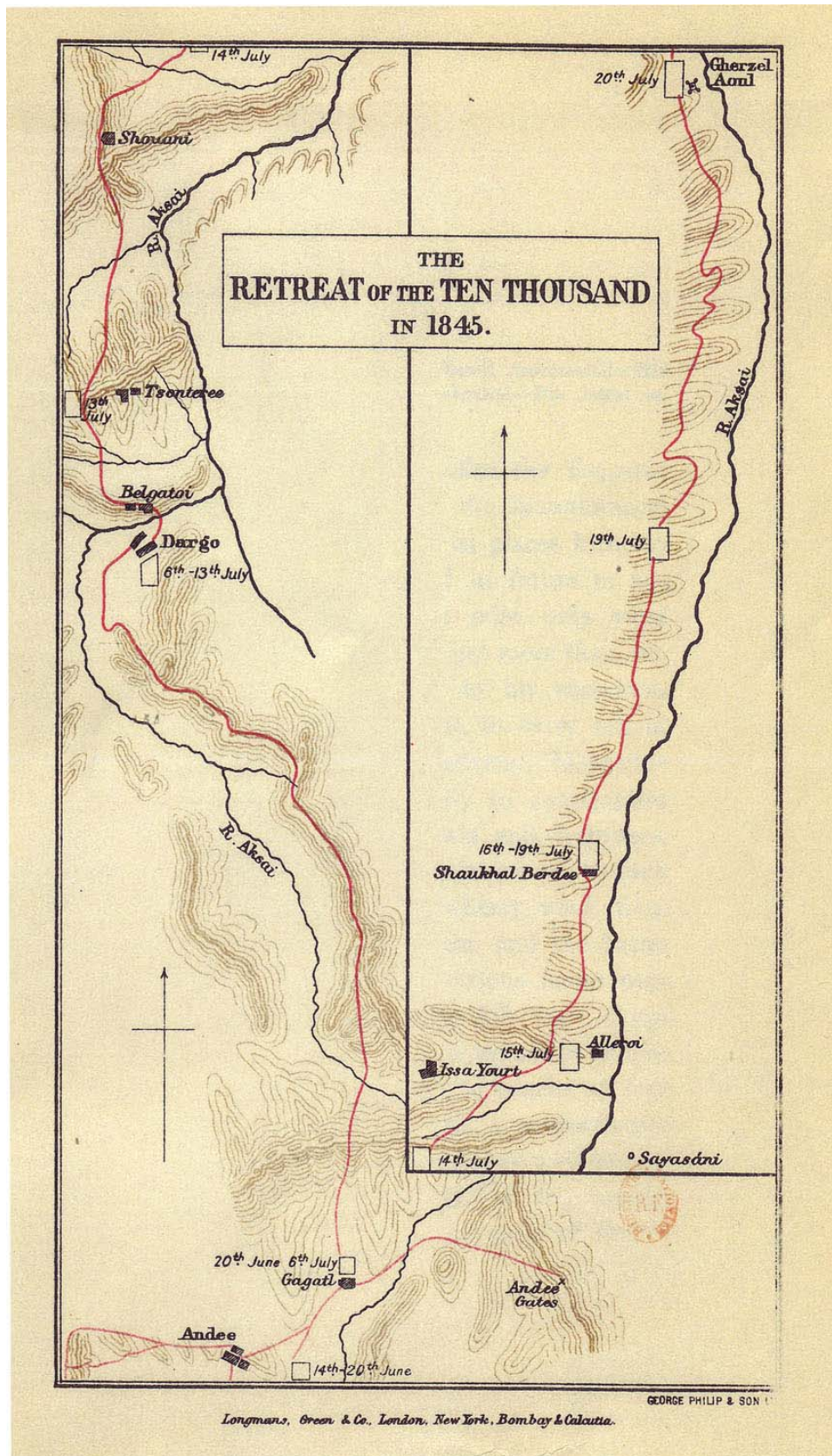
CARTES

Bataille de Jalalabad qui met un terme au siège de la ville (7 avril 1842)



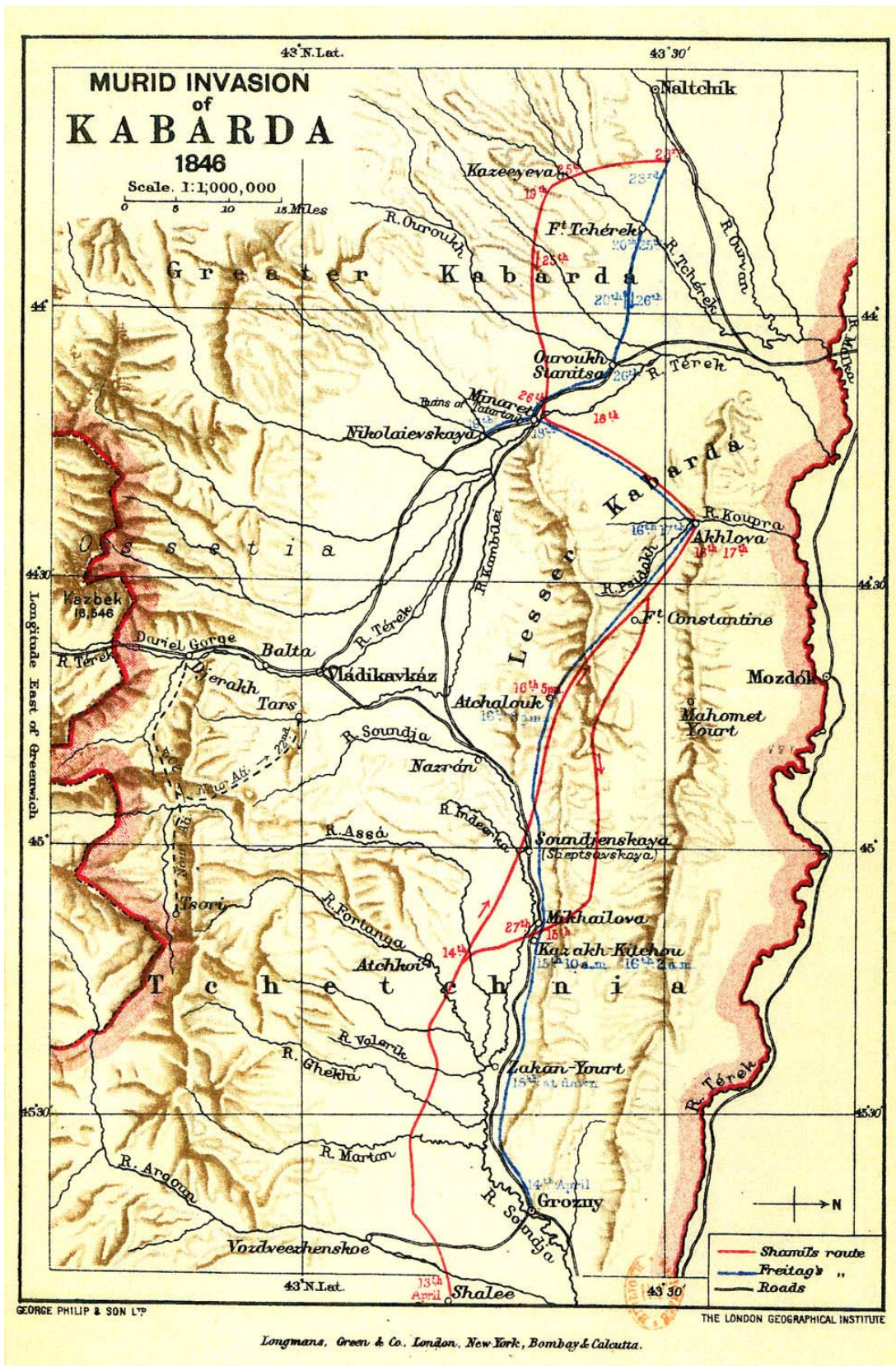
CARTES

L'expédition russe contre Dargo en 1845



Source : BADDELEY (J.F.), *The Russian conquest of the Caucasus*, Londres, Longmans, Green and co, 1908.

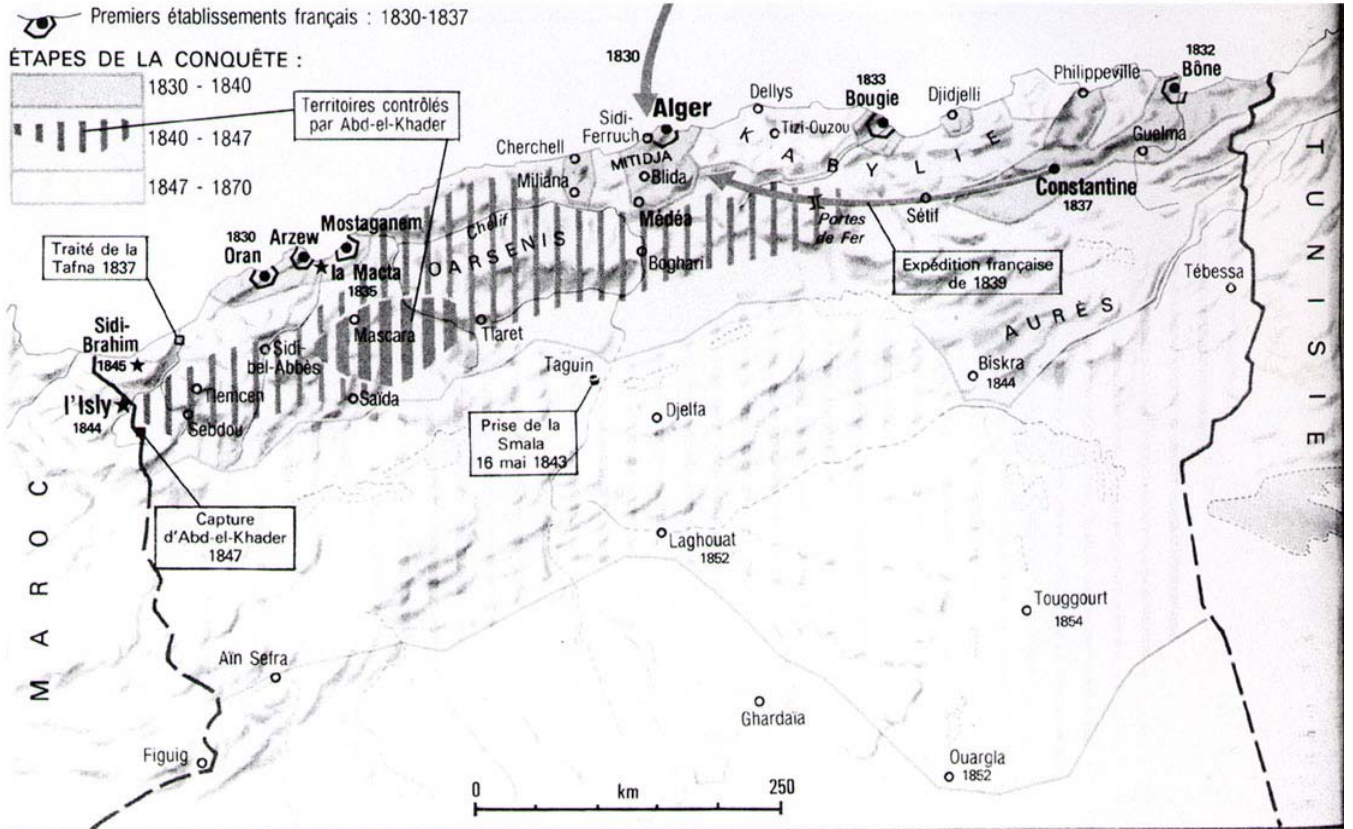
L'invasion des Tchétchènes en Kabardie, 1846



Source : BADDELEY (J.F.), *The Russian conquest of the Caucasus*, Londres, Longmans, Green and co, 1908.

CARTES

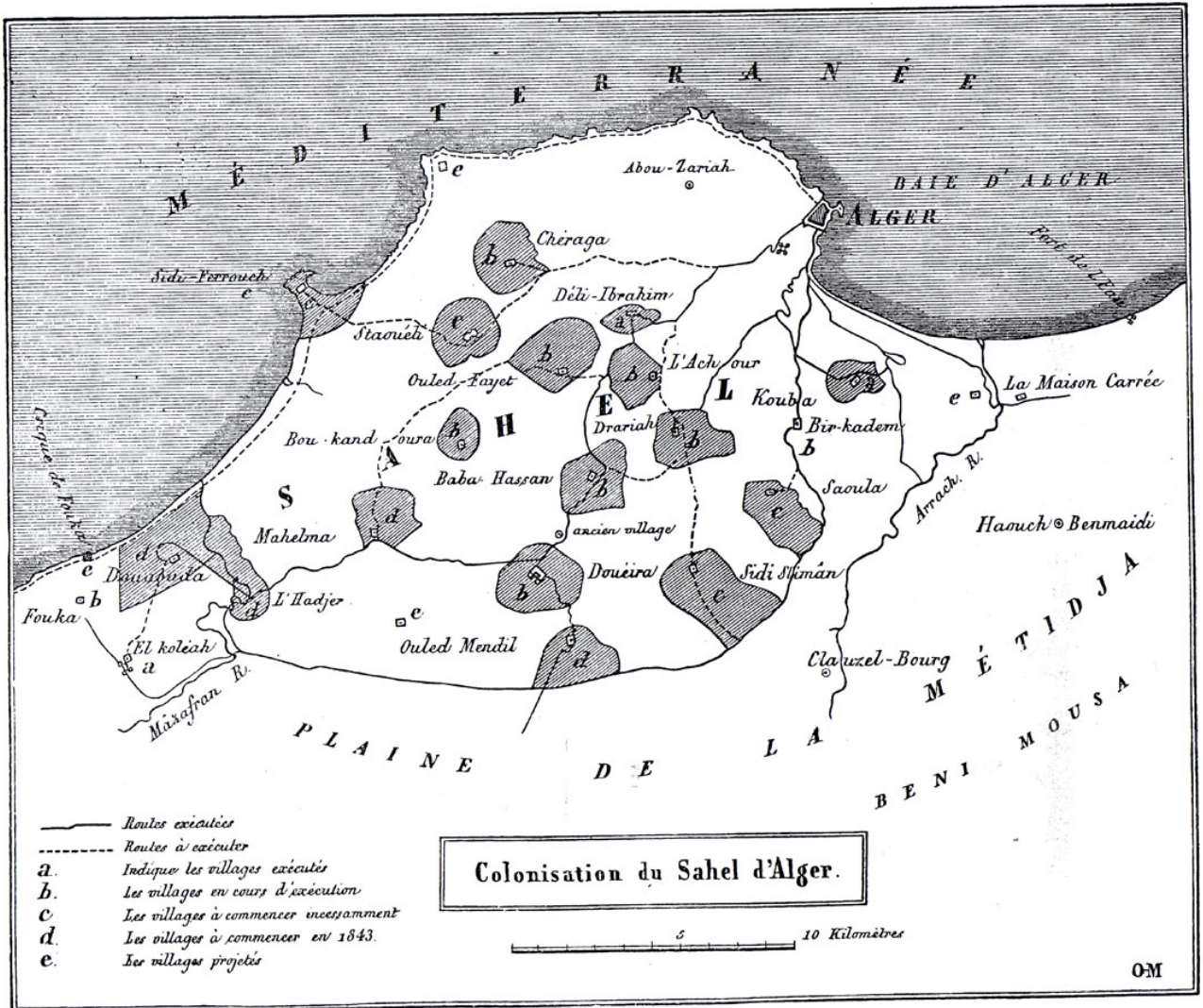
La conquête de l'Algérie



Source : Jean-Paul Bertaud, Roger Bourderon, Jean Bruhat, Jean Elleinstein, *Histoire de la France contemporaine*, Paris, éditions sociales, 1979.

CARTES

PORT D'ALGER. — COLONISATION DE L'ALGÉRIE.



Source : L'Illustration 1843-1848

Bibliographie

I. SOURCES MANUSCRITES

Archives nationales :

AD XX^e 90, révolution de 1848
Musée, AE V 164, morceaux de la carabine de Darmès
AJ¹⁶ 17 dossier 2, accueil d'Ibrahim ben Mustapha, fils d'un ancien dey d'Alger, et de son fils en décembre 1832
42 AP 286, lettre adressée par Louis-Philippe à Guizot, 12 septembre 1841
224 AP, d.7 : le roi aurait été remplacé par Pierre Pourcher, 1848
271 AP 4, lettre adressée à Odilon Barrot, Londres, 23 juillet 1840
300 AP III 33, d.2, papiers du ministère de l'Intérieur relatifs aux espions
300 AP III 41, lettres de Soult à Louis-Philippe
402 AP 30, lettres de Louis-Philippe à Soult

Les archives nationales à Paris conservent des documents relatifs aux stations navales. Ce sont les rapports des officiers de marine.

La série BB⁴ est particulièrement riche :

BB⁴ marine 528, expédition d'Alger, 1830
BB⁴ marine 535, correspondance 1830-1831
BB⁴ marine 537, expédition d'Alger, 1830
BB⁴ marine 537 bis, situation diplomatique de la France
BB⁴ marine 539, campagnes 1831, station du Levant
BB⁴ marine 544, campagnes 1832
BB⁴ marine 547, expédition de Bône
BB⁴ marine 554, station du Levant, campagnes 1833
BB⁴ marine 557, Bougie
BB⁴ marine 561, campagnes 1834
BB⁴ marine 600, station du Levant en 1840
BB⁴ marine 624, expédition du Maroc, année 1844
BB⁴ marine 627, station du Levant, année 1844
BB⁴ marine 638
BB⁴ marine 649

BB 18 1354, minute du greffe de la Cour royale de Paris, trésor du dey

F 80 846, Cour des Comptes, trésor du dey
F¹² 7593, commerce entre la France et le Levant (1807-1835)
F¹³ 1230, Obélisque de Louqsor
F¹³ 1231, érection de l'obélisque (1836)
F¹⁴ 11175, fortifications de Paris. Enregistrement des pièces arrivées au ministère 1840-1841
F¹⁹ 1034, lettre de Guizot, ministre des Affaires étrangères, à Dumon, ministre par intérim de la Justice et des Cultes, 1847.
F⁸⁰ 1820 à 1824, régime financier (1830-1905) en Algérie

Le Centre des archives d'outre-mer à Aix-en-Provence :

Il conserve un fonds important d'archives sur l'Algérie. La collection de Philippe Zoummeroff entrée par dation entre 1998 et 2000 est cotée 139 APOM.

Archives du ministère des Affaires étrangères :

Il convient de consulter la série mémoires et documents ainsi que la correspondance politique classées en fonction des pays : Turquie, Russie, France, Espagne, Europe, Grèce, Autriche, États-Unis. Les suppléments consacrés à l'Afrique nécessitent un traitement particulier car ils recèlent des projets sur l'Abyssinie, ce qui implique évidemment des connexions avec l'Égypte de Méhémet-Ali. Il est impératif de lire les lettres du baron de Boislecote. Ses rapports sont bien écrits et recèlent de tricolents détails historiques. Les archives relatives à la question d'Orient figurent aussi dans la correspondance politique des consuls, ainsi que dans la correspondance consulaire et commerciale. Les sources sont fréquemment reproduites sur microfilms. Les affaires diverses politiques recèlent les rapports circonstanciés du consul Ratti-Menton à propos de l'assassinat du père Thomas. Pour la bonne connaissance de certains acteurs, on se reportera aux dossiers des personnels diplomatiques 1^{ère} série.

Affaires diverses politiques

Égypte, volumes 1 et 1bis : barrage du Nil, planches des travaux (1842)
 Turquie, volume 4 (en deux parties) : affaire de l'assassinat du père Thomas

Correspondance consulaire et commerciale

Alep : tomes 29 à 31, Alexandrie : tomes 24 à 32, Arta : tome 4, Athènes : tomes 4 à 7, Bagdad : tomes 9 à 11, Bassora : tome 4, Belgrade : tomes 1 et 2, Beyrouth : tomes 1 bis à 6, Bucarest : tomes 6 à 8, Constantinople : tomes 84 à 92, Damas : tomes 1 et 2, Djeddah : tome 1, Erzeroum : tome 1, Jannina : tomes 9 et 10, Jérusalem : tomes 2 et 3, La Canée : tomes 24 à 26, Le Caire : tomes 27 et 28, Maroc : tomes 29 à 32, Massaouah : tome 1, Mogador : tomes 1 à 3, Mossoul : tome 1, Patras : tome 5, Smyrne : tomes 42 à 48, Syra : tomes 1 à 3, Téhéran : tome 1, Trébizonde : tome 1, Tripoli de Barbarie : tomes 36 à 40, Tripoli de Syrie : tome 18, Tunis : tomes 49 à 55, Zanzibar : tome 1

Correspondance politique

Russie, volume 180. Voir la coopération franco-russe au moment de l'expédition d'Alger de 1830

Correspondance politique des consuls

Jannina, Turquie, volumes 1 et 2

Turquie, consulats divers, volumes 11 et 12, nombreux rapports du consul Ratti-Menton sur la crise de 1840

Turquie, Alexandrie, Le Caire, volumes 11 et 12

Dossiers des personnels diplomatiques 1^{ère} série

163 : Aupick
 427 : Eyragues (Étienne Guillaume Théophile Bionneau d')
 574 : Bourée (Nicolas Prosper)
 583 : Bourqueney
 911 : Chauvin-Beillard
 986 : Cochelet (Adrien Louis)
 1906 : Grasset (Édouard)
 1957 : Guilleminot
 1978 : Guizot
 2198 : Juchereau de Saint-Denis
 2594 : Lesseps (Ferdinand de)
 2597 : Lesseps (Mathieu de)
 2670 : de Lurde (Alexandre-Louis)
 3328 : Pontois (Charles Édouard, comte)
 3400 : Ulysse Benoît Laurent François de Paule, comte de Ratti-Menton
 3569 : Roussin
 3733 : Sercey
 4093 : Vidal (Honoré)

Mémoires et documentsAfrique (suppléments)

Volumes 13 (Abyssinie) et 14

Algérie

Volume 8, audience du dey auprès de Louis-Philippe en 1831

Volume 9, mise en valeur de l'Algérie, 1833-1834

Volume 16, Savary (1832), Walewski (1834)

Autriche

Volumes 51 et 52

Égypte

Volume 1 : lettre de Soliman pacha du 17 janvier 1833, correspondance du général Aupick à propos d'Abbas pacha (1850)

Espagne

Volume 310, état de la marine espagnole au 31 décembre 1830

Volume 311, régence d'Espartero

Volume 316, situation politique en 1840

Volume 365, possessions espagnoles

France

Volume 724 : réactions à l'occasion de l'avènement de Louis-Philippe

Volume 725 : Algérie, Grèce (1830)

Perse

Volumes 6, 8, 9, 11

Portugal

Volume 14 : traité d'amitié avec la Turquie

Relations Oman, Zanzibar et l'île Bourbon

Affaires étrangères MD Afrique 148, 149

Rome

Volume 115 : Organisation ecclésiastique dans les provinces d'Afrique du Nord

Russie

Volumes 36, 37, 43, 44

Volume 38, Caucase

Tunis

Volume 8

Turquie

Volume 11, commerce dans le Levant

Volumes 13, 48, 54 : Moldavie et Valachie

Volume 19, état de l'Empire ottoman.

Volume 32, traité d'Unkiar-Skelessi

Volumes 20, 21, 22, 23, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85 et 86 : Correspondance politique du baron de Boislecomte en mission en Orient (8 avril 1833 au 1^{er} septembre 1835)

Volumes 39, 40, 56 : mémoires et documents divers (originaux, copies, imprimés et cartes du XIX^e siècle)

Volume 41, bulletins et extraits de la correspondance consulaire et commerciale (1841-1846)

Volumes 42, 52 : mémoires et documents divers sur la Terre Sainte (1635-1855)

Volume 43, mémoires et documents relatifs à la Syrie et au Liban (1753-1847)

Volumes 44, 45, 46, 47, 57 : documents divers (1740-1857)

Volumes 49, 50 : mémoires et documents relatifs aux affaires religieuses au Levant (1628-1844)

Volumes 59, 60, 61 : mémoires et documents sur les provinces slaves de l'Empire ottoman (1803-1855)

Volumes 66, 67, 68 : deuxième, troisième et quatrième parties de l'histoire de la légation française à Constantinople depuis 1828 jusqu'en 1848 par E. Pellissier, consul général de France, le baron de Varenne, secrétaire d'ambassade, le comte de Pontois, ambassadeur de France et le baron de Bourqueney

Volume 69, manuscrit original des tomes 63 à 68

Volume 111, Instructions de Cubières à Pajol, espionnage (1835-1836), projet de diversion en Orient en cas de coalition (1838)

Volume 112, question d'Orient

Volume 115, lettre de Roussin

Volume 122, Liban

Volume 127, papiers divers dont le voyage du prince de Joinville en 1836 au Levant

Volume 131, Serbie

Volume 134, traité d'Unkiar-Skelessi

Papiers des agents, archives privées

Émile Desages

Afrique 35, Allemagne 20, Angleterre 22, Grèce Pologne Russie 25, Turquie Égypte question d'Orient 34, 37, 38

Série acquisitions extraordinaires

Acquisitions réalisées en 2000

Volume 146 Documents divers

folio 79-v Horace de Sébastiani, précédemment ambassadeur de France à Londres, lettre à Auguste Mignet, directeur des Archives et des chancelleries, exprimant les critiques de Sébastiani sur le traité relatif à la question d'Égypte, signé à Londres le 15 juillet 1840. Plombières, 2 août 1840

Volume 150 Archives de la famille Despréaux de Saint-Sauveur

Louis Félix Jacques François Despréaux de Saint-Sauveur (1792-1876), consul de France

f. 48-86 v Requête et correspondances relatives à ses emplois successifs dans la carrière consulaire notamment à Constantinople, Salonique, Odessa, Corfou, ainsi qu'une dépêche adressée à Despréaux par l'amiral Roussin, ambassadeur à Constantinople, à propos de la protection des Français, de la liberté de navigation en mer Noire et de l'insurrection d'Albanie, Thérapia, 1^{er} octobre 1835.

f. 87-144 Acte du métropolite de Zante (1839 f. 98), exemplaire de *L'Observateur grec* du 30 avril 1844 (f. 100-101 v)

Archives du Service historique de la Défense au Château de Vincennes

S.H.A.T. (service historique de l'armée de terre)

Outre les papiers concernant la conquête militaire de l'Algérie (série 1H), que l'on complétera par la lecture des archives du génie, le château de Vincennes possède des documents nombreux relatant l'expédition en Morée (série D²). Il est possible de se reporter à la correspondance générale militaire de la monarchie de Juillet (série E⁵). Il ne faut pas négliger les fonds mémoires et reconnaissances, la sous-série 1M contient des documents traitant des Affaires étrangères. Le fonds privé demande à être consulté, notamment le carton 1K308 n°10, ce sont les notes du général Mondain. Ce dernier a travaillé le sujet et il s'est intéressé à Soliman pacha.

D² n°4 : expédition de Morée, 1830-1832

D² n°5 : expédition de Morée, 1832-1833. Dans les liasses se trouve un rapport du capitaine Callier chargé d'une mission au Proche-Orient

D² n°6: expédition de Morée, situation sanitaire

D² n°7 et n°8: expédition de Morée, situation générale des corps de troupes

E⁵ n°85 : correspondance militaire, 1839-1840

1 H 4 (juillet-septembre 1830) à 1H 124 (janvier-mars 1848)

1H 4 : correspondance militaire générale (Algérie), trésor du dey d'Alger

1H 5 : intervention des troupes marocaines en Algérie, 1830

1H 51 : siège de Constantine

1H 209 : opérations en Algérie, 1843

1H 211 : corps expéditionnaire du général Cavaignac

1H 213 : colonne du Dahra

1H 226

1K 308 n°10 : papiers Mondain

1H 392

Mémoires et reconnaissances (sous-série 1M) :

1M 1492 (Russie 1830-1833) : mémoire du comte A. I. Černyšev destiné au duc de Mortemart, 16 (28) avril 1830

1M 1495, pièce 68 : Excursion en Crimée et sur les côtes du Caucase au mois de juillet 1836, par M. de Saint-Sauveur, consul de France

1M 1314 – 1315 : Algérie

1M 1319 : Papiers Pelet, récit des opérations militaires devant Zaatcha en 1849 par le capitaine du génie Schoennagel, 10 janvier 1850

1M 1619 : Turquie

1M 1634 : armées européennes en 1840

1M 1673 : Perse

1M 1675 : Renseignement sur les chemins et les hommes armés dans les tribus arabes relatifs à l'expédition du Hedjaz (1834)

1M 1678 : Égypte, rapports des espions, Félix Mathieu de Faviers, Beaufort d'Hautpoul

1 M 2075 : notes sur la guerre des Russes dans le Caucase

1M 2079 : fortifications de Paris 1840-1845, discours de Pelet

1 M 2132 : dispositions des puissances étrangères à l'égard de la France en 1840 et 1841, leurs forces militaires, leur opinion sur les fortifications de Paris

1 M 2252 : Papiers Galbois. Registre de correspondance de la division de Constantine (juin 1840-janvier 1841), formation des régiments de spahis, habillement des corps de l'armée d'Afrique, colonnes mobiles de la province de Constantine : correspondance (1840-1841)

1M 2372 : Ibrahim pacha (1789-1848), général égyptien

Service historique de la Marine

BB⁷ n°6, mémoire sur la marine ottomane au 1^{er} juillet 1846, par le commandant du *Ramier* (12 juillet 1846), 87 pages et lettre d'envoi des affaires étrangères 7 août 1846

Dossiers des personnels

Série CC⁷*a*

197 : Besson (Jean-Victor)

347 : Bruat

602 : Danycan (Eugène)

777 : Duperré (Victor Guy)

1568 : Letellier

Archives du port de Brest

Amiral Joseph-Romain Desfossés, commandant de la corvette *Cornaline* station d'Alexandrie (1839-1842)

Archives du port de Toulon

2 C : journaux de bord

Archives municipales de la ville de Melun

Série F

2F boîte 19

2F boîte 21

Archives privées

Monsieur Olivier Drault, professeur d'histoire-géographie au Lycée Français Albert Camus de Conakry nous a confié une lettre de M. Audry adressée à Mainguet, juge de paix du canton de Surgères, la conciergerie, 31 mars 1831.

Bibliothèque de l'Arsenal

Cette bibliothèque spécialisée dans les arts et le spectacle possède la correspondance des saint-simoniens en Egypte. La consultation du fonds Enfantin est particulièrement intéressante.

Fonds Enfantin 7614, 7618, 7624, 7626, 7677, 7735, 7741, 7789, 13740, 13741, 13745 : écrits de Prosper Enfantin, de Lambert, de Soliman pacha, d'Ismaïl Urbain, de Jomard, de Gustave d'Eichtal

Public Record Office de Londres

Ce sont les archives britanniques. On peut consulter celles du *Foreign Office*, du *Colonial Office* ou de l'amirauté : *admiralty*.

II. SOURCES IMPRIMÉES

Journaux et revues :

Biblioteka dlja tchlenia

Charivari

Exeter Flying Post

Garde National de Marseille

Gazette d'Augsbourg

Gazette de France.

Gazette de Saint-Petersbourg

Glasgow Sentine

Globe

Illioustratsia

Illustrated London News

Journal de Saône-et-Loire. Kavkaz

L'Algérie

Courrier d'Afrique du Nord, d'Orient et de la Méditerranée

L'Avenir

L'Examiner

La Mode

L'Echo de la Fabrique

L'Éclaireur de la Méditerranée

La Presse

La Revue universelle

Le Figaro

Le Magazine pittoresque

Le Moniteur algérien

Le Moniteur grec

Le Moniteur universel
Le Temps
Le Journal des Débats
Morning Chronicle
Moskvitianin
Moskovskii Telegraf
Le National
Le Spectateur militaire
L'Illustration
L'Indicateur général de Seine-et-Marne
L'Invalide russe
Moniteur industriel
Morning advertiser
Morning Herald
Morning Post
New York Tribune
People's Paper
Revue de l'Orient
Revue de Paris
Revue des Deux Mondes
Revue politique et littéraire
Sémaphore de Marseille
Sovremennik
Sun, Telescop.
The Northern Star
The Times
Voennyi Journal

Recueils de documents et essais

Annales maritimes et coloniales

Archives parlementaires, Chambre des communes

État de la marine 1831, 1840 et 1841

Bibliothèque Nationale, cote VP-19320, produit brut des douanes de la France (1841)

Correspondance politique et familière avec Louis-Philippe et la famille royale, Paris, Plon, novembre 1959.

Lettres du roi Louis-Philippe, de Madame Adélaïde et du prince de Talleyrand, publiées avec une préface par la comtesse de Mirabeau, Paris, Calmann Lévy, 1890.

ABERDEEN (George Hamilton Gordon, comte d'), *La fondation de l'entente cordiale : lettres inédites de lord Aberdeen et François Guizot, 1843-1848*, présentation du prince Gabriel de Broglie, notes historiques de Laurent Theis, Association François Guizot-Val Riché, 2006, 263 p.

ALBY, *Histoire des prisonniers français en Afrique depuis la conquête*, Paris, Desessart, 1847.

–, *La captivité du trompette Escoffier*, Paris, 1848, 2 volumes.

–, *Les vèpres marocaines, ou les derniers prisonniers d'Abd el-Kader*, Paris, 1853, 2 volumes.

ALDÉGUIER (Flavien), officier supérieur de cavalerie, *Sur le croquis de la bataille d'Isly*, 1844.

Courte dissertation sur les formations employées par Bugeaud en marche et au combat.

ANGEVILLE (comte Adolphe d'), *Aperçu sur nos colonies et notre marine militaire, pour appuyer une pétition faite à la Chambre le 24 janvier 1832*, Lyon, L. Babeuf, janvier 1832.

–, *La vérité sur la question d'Orient et sur M. Thiers*, Paris, Delloye, 1841.

ANONYME (par un ancien diplomate), *L'Empire ottoman, 1839-1877. L'Angleterre et la Russie dans la question d'Orient*, Paris, Dentu, 1877, 270 p.

AUBIGNOSC (d'), *À Messieurs les membres de la Chambre des Députés. Lettre sur Alger, 8 février 1836*, Paris, s.d.

–, *Nouveau système d'occupation et d'exploitation par le sieur d'Aubignosc à Messieurs les membres de la Chambre des Députés, 27 janvier 1835*, Paris, s.d.

BARRAULT (Émile), *Guerre ou paix en Orient*, Paris, L. Desessart, 1836, 167 p.

–, *Occident et Orient : études politiques, morales, religieuses pendant 1833-1834 de l'ère chrétienne, 1249-1250 de l'hégire*, Paris, Desessart, 1835, 498 p.

BARTHÉLEMY (Auguste), *Némesis*, Paris, 1835.

BAUDELAIRE (Charles), « Salon de 1845 », in *Curiosités esthétiques, Œuvres complètes*, Gallimard, 1975.

BEN-ARRACH (Miloud), ambassadeur d'Abd el-Kader, *Discours prononcé par Miloud ben Arrach, ambassadeur d'Abd el-Kader le 22 avril 1838, lors de sa réception par Louis-Philippe*, 30 avril 1838.

Lors de ce voyage en France, cet important personnage était accompagné de trois Arabes de la province d'Oran, d'un Maure d'Alger nommé Ahmed Abou Derbah, et de Ben Durand, négociant juif de la même ville. Ben-Arrach profite de ce séjour en France pour acheter pour la forteresse de Tagdempt un grand nombre d'outils et de machines.

BENIS (Adam Georges), *Une mission militaire polonaise en Égypte*, Le Caire, 1938, 2 volumes.

BERBRUGGER (A.), *Algérie historique, pittoresque et monumentale*, Paris, Delahaye, 1843.

BESSAS-LAMEGIE (A.), *Mémoire de la Compagnie du chemin de fer de Paris à Versailles (rive gauche), en réponse aux demandes de Messieurs Appiau et Bouchard, dans le procès relatif à l'accident du 8 mai 1842*, Paris, Fournier, 1844, 26 p.

- BITTARD DES PORTES (René), *Les campagnes de la Restauration (Espagne, Morée, Madagascar, Alger), d'après les archives historiques des dépôts de la Guerre et de la Marine, les mémoires et les souvenirs contemporains*, Tours, A. Cattier, 1900, 755 p.
- BLANC (Louis), *Histoire de dix ans*, Paris, Pagnerre, 1867, 5 volumes.
- BLOCK (Maurice), *Dictionnaire de l'administration française*, 1862.
- BODENSTEDT (Friedrich), *Die Völker des Kaukasus und ihre Freiheitskämpfe gegen die Russen: ein Beitrag zur neuesten Geschichte des Orients*. Verlag von Hermann Johann Keßler, Frankfurt/Main, 1848. Traduit par le prince E. de Salmkyrburg : *Les peuples du Caucase et leur guerre d'indépendance contre la Russie*, Paris, Dentu, 1889, 695 p.
- BONDAREVSKY (G.L.), *The Caucasus : archives of the Central Administration 1802-1862*, Norman Ross Publ., 1996.
- BORÉ (Eugène), *Question des Lieux Saints*, J. Lecoffre, 1850.
- BOREL (Pétrus), *Lettres d'Algérie à son frère André*, 1998, 78 p.
 —, *L'obélisque de Louqsor : pamphlet*, Paris, chez les marchands de nouveautés, 1836, 16 p.
- BORY (J.L.), *La révolution de Juillet*, 1972.
- BOUÉ (Ami), *La Turquie d'Europe*, Paris, A. Bertrand, 1840, 4 volumes.
- BRUNET DE PRESLE (Wladimir), *La Grèce depuis la conquête romaine jusqu'à nos jours*, 1860.
- BUGEAUD (Maréchal), *Colonisation de l'Algérie*, 1842.
 —, *Exposé de l'état actuel de la société arabe, du gouvernement et de la législation qui la régit*, Alger, 1844, 169 p.
 —, *Gouvernement du maréchal Bugeaud*, s.l.n.d., 111 p.
 Répertoire des ordonnances royales et circulaires diverses du gouverneur général de l'Algérie pour l'année 1844, décembre 1843 et janvier 1845.
 —, *Veillées d'une chaumière de la Vendée*, Lyon, Guyot frères, 1849, 90 p.
 Livre de polémique adressé aux paysans français pour les mettre en garde contre les théories socialistes. Il appuie son argumentation sur des faits observés par lui en Algérie.
- CADIOT (Marcellin), *Vrai point de vue des affaires d'Orient*, Paris, Paulin, 1840.
- CAPEFIGUE (Jean-Baptiste Honoré Raymond), *L'Europe depuis l'avènement du roi Louis-Philippe*, Paris, 1845-1846, 10 volumes.
- CAPODISTRIA (Jean), *Correspondance du comte Jean Capodistria, président de la Grèce, comprenant les lettres diplomatiques et particulières, publiées par E.A. Bétant*, Genève, Cherbuliez, 1839, tome IV.
- CARNÉ (Louis-Joseph-Marie de), *Des intérêts nouveaux en Europe depuis la révolution de 1830*, Paris, F. Bonnaire, 1838.
 —, *Discours de M. de Carné, sur la question d'Orient*, séance du 1^{er} juillet 1839, Paris, impr. de Boulé, s.d., 9 p.
- CATTAUI (René), *Le règne de Méhémet-Ali d'après les archives russes en Egypte*, Le Caire, 1931-1936, 4 volumes.
- CHAULANGES, MANRY, SÈVE, *Textes historiques, 1815-1848, la première moitié du XIX^e siècle*, Evreux, Delagrave, 1980, 190 p.
- CHAUVIN-BEILLARD (Auguste), *De l'Empire ottoman, de ses nations et de sa dynastie, 1841-1845*, Paris, Dentu, 1845, 483 p.
- CHEVALIER (Michel), *Comparaison des budgets de 1830 et 1843*, Paris, Guillaumin, 1843, 76 p.
- COLETTIS (Jean), *Praeludium Olympicum : das Memorandum des Jahres 1835 von Innenminister Ioannis Kolettis an König Otto I von Griechenland über ein Nationalfest mit öffentlichen Spielen nach dem Muster der antiken panhellenischen Agone*, Weidmann, 2006.
- COSTES (P.), *Architecture arabe ou monuments du Caire*, Paris, Didot, 1837-1839.
- CURMER (Léon), *Les Français peints par eux-mêmes*, Paris, omnibus, 2004, deux volumes.
- CUSTINE (Astophle de), *La Russie en 1839*, Paris, 1843.
- DAUMAS (Eugène), *Correspondance du capitaine Daumas, consul à Mascara, 1837-1839*, Alger, 1912.
- DECAMPS (Alexandre), *Le Maroc en face de l'Europe, à propos de la dernière rupture survenue entre la république française et le gouvernement marocain*, Paris, 1849.
- DEFFAUDIS (Antoine-Louis), *Questions diplomatiques et particulièrement des travaux et de l'organisation du ministère des Affaires étrangères*, Paris, Goujon et Milon, 1849, 147 p.
- DOUIN (Georges), *La première guerre de Syrie*, Le Caire, société royale de géographie d'Égypte, 1931, 2 volumes
 —, *La mission du baron de Boislecote. L'Égypte et la Syrie en 1833*, Le Caire, 1927, 318 p.
 —, *Méhémet-Ali et l'expédition d'Alger (1829-1830)*, Le Caire, société royale de géographie d'Égypte, 1930, 293 p.
- DOZON (Auguste), *L'Épopée serbe, chants populaires héroïques. Serbie, Bosnie et Herzégovine, Croatie, Dalmatie, Monténégro*, traduits sur les originaux avec une introduction et des notes, Paris, E. Leroux, 1888, 335 p.
- DUMAS (Alexandre), *Histoire de la vie politique et privée de Louis-Philippe, depuis son avènement jusqu'à la révolution de 1848*, Krabbe, 1853, 2 vol.
- DUNANT (H.), *Notice sur la régence de Tunis*, Genève, Société Henry Dunant, 1996 (reprographie de la seconde édition du même ouvrage publié à Genève en 1858).
- DUPUCH (Mgr Antoine-Adolphe), *Abd el-Kader au château d'Amboise*, Bordeaux, 1849.
 —, *Communication d'un Rapport au roi en son conseil, touchant l'état actuel du culte catholique en Algérie par l'évêque d'Alger*, Marseille, 1845, 56 p.
- DURAND (Ferdinand, commandant), *Des tendances pacifiques de la société européenne et du rôle des armées dans l'avenir*, Paris, 1844.
- EICHTAL (Gustave d'), *Les deux mondes*, Paris, 1836.
- ENFANTIN (Prosper), *Colonisation de l'Algérie*, Paris, 1843.
- ENGELS (Friedrich), "Afghanistan", *The New American Cyclopaedia*, 1858, vol. I.
- EN NACEUR (Ahmed ben Khaled), *La guerre du Maroc, racontée par nos adversaires*, traduit de l'arabe par M. Pellat, interprète militaire de 1^{ère} classe, Tunis, 1898, 7 p.
- FARES (Eid), *Archives impériales autrichiennes relatives au Liban et au Proche-Orient (1793-1834)*, Université Saint-Esprit de Kaslik, volume 1, 1997.
 —, *1836-1840*, volume 2, 1997.

—, 1793-1918, volume 3, 1997.

FLANDIN (Jean-Baptiste), *Isabelle et don Carlos, ou de l'intervention de la France en Espagne... suivi de considérations sur l'état actuel des affaires du Levant, sur la nécessité et la nature de l'intervention de la France, accompagné de documents officiels sur l'Orient et sur la Grèce, notamment la correspondance de l'auteur avec feu M. le comte Capodistria*, Paris, 1839, 180 p.

FROMENTIN (Eugène), *Œuvres complètes*, Gallimard, 1984.

GARNIER-PAGÈS, *Dictionnaire politique*, Paris, Pagnerre, 1843, 944 p.

GAUTIER (Théophile), *Constantinople*, Paris, 1865.

GENTY DE BUSSY, *De l'établissement des Français dans la Régence d'Alger et des moyens d'en assurer la prospérité*, Paris, 1835.

GISQUET (Henri), *L'Égypte, les Turcs et les Arabes*, Paris, Amyot, 1848, 2 volumes.

GOBINEAU (Arthur de), *Deux études sur la Grèce moderne : Capodistrias, le Royaume des Hellènes*, 1905.

GOUIN (Édouard), *L'Égypte au XIX^e siècle, histoire militaire et politique, anecdotique et pittoresque de Méhémet-Ali, Ibrahim Pacha, Soliman Pacha*, Paris, P. Boizard, 1847, 472 p.

GRANDVILLE, *Das gesamte Werk*, Einleitung von Horst Kunze, (reproduction de l'œuvre graphique complète de Grandville), Berlin, Henschel, 1970, 2 vol., 1 623 p.

GUIRAL (Pierre), BRUNON (Raoul), *Aspects de la vie politique et militaire en France à travers la correspondance reçue par le Maréchal Pélissier (1828-1864)*, Paris, Bibliothèque nationale, 1968, 355 p.

GUY (Anselme), chef de bataillon, *Mission du commandant du génie Guy à Tunis*, Paris, Dupuy, 1831, 24 p.

Le commandant Guy fut chargé par le général Clauzel de seconder les opérations du prince de Tunis, nommé bey de Constantine par le général en chef, et de l'accompagner dans sa marche sur Constantine. Copie de la lettre de créance du commandant Guy et de son rapport de mission politico-militaire.

HAMDAN BEN OTHMAN KHOJA, *Aperçu historique et statistique sur la Régence d'Alger*, titre arabe *Le Miroir*, Paris, 1834, 456 p.

L'auteur s'est proposé de faire connaître l'état réel d'Alger avant et après l'invasion et de relever le courage abattu de ses compatriotes. Dans le livre II, il traite de la guerre et de ses causes, l'arrivée de l'armée française à Sidi-Ferruch, l'entrée à Alger, l'occupation militaire, les abus commis, l'administration de Bourmont, puis celle de Clauzel. Rallié aux Français, il préconise en Algérie l'application du modèle égyptien. Il souhaite un gouvernement indigène libre et indépendant établissant des traités avec la France en vue d'« introduire les arts et augmenter les ressources. »

HAMONT (P.N.), *L'Égypte sous Méhémet-Ali*, Paris, 1843, 2 volumes.

HATIN (E.), *Histoire pittoresque de l'Algérie*, Paris, 1840, 256 p.

HAUSSONVILLE (Joseph-Othenin-Bernard de Cléron, comte d'), *Histoire de la politique extérieure du gouvernement français : 1830-1848*, Paris, Michel Lévy, 1850, 314 p.

HELLERT (J.-J.), *Nouvel Atlas physique, politique et historique de l'Empire ottoman et des États limitrophes*, Paris, Bellizard, Dufour et Cie, 1844.

On se reportera à la planche XXXVII, « Plan de Constantinople et de ses faubourgs d'après Kauffer, Le Chevalier, Barbié du Bocage et Joseph de Hammer avec l'indication des Quartiers de la Ville (*Mahallés*) et les changements qui s'y sont opérés depuis les années 1776 et 1786 jusqu'à l'année 1831.

HÉRISSON (Comte d'), *La chasse à l'homme : guerres d'Algérie*, Paris, P. Ollendorff, 1891, 364 p.

HOLLAND (Erskin), *The European concert in the eastern question : collection of Treaties*, Oxford, 1886.

HUGO (Victor), *Écrits politiques*, Paris, Le livre de poche, 2002, 382 p.

JAL (Auguste), *Les soirées du gaillard d'arrière*, Paris, 1840, tome II.

JOMARD (E.-F.), *Coup d'œil impartial sur l'état présent de l'Égypte comparé à sa situation antérieure*, Paris, 1836.

—, *Histoire sommaire de l'Égypte sous le gouvernement de Mohammed-Aly*, Paris, 1839.

JUCHEREAU DE SAINT-DENIS (Antoine de), *Histoire de l'Empire ottoman, depuis 1792 jusqu'en 1844*, Paris, 1844, tomes III et IV.

KARR (Alphonse), *Les Guêpes, 1839-1847*, Paris, J. Hetzel, 1847.

KAYE (J.W.), *History of the war in Afghanistan*, volumes I et II, Londres, 1851.

LAMARTINE (Alphonse de), *Histoire de la Turquie*, Paris, Librairie du Constitutionnel, 1855, tome VIII, 403 p.

LAURENT (Achille), *Relation historique des affaires de Syrie, depuis 1840 jusqu'en 1842, avec la procédure complète dirigée en 1840 contre les juifs de Damas*, Paris, Gaume frères, 1846, deux volumes.

LEOUZON LE DUC, *L'écho de la guerre : Baltique. Danube. Mer Noire*, Paris, 1854.

LÉVI (Alfred Charles CONSTANT dit Éliphas), *Secrets de la magie*, Paris, Robert Laffont, 2000, 1 066 p.

LEYNADIER (Camille), *Histoire de l'Algérie française depuis les temps les plus reculés jusqu'après la défaite d'Abd el-Kader*, Paris, 1846, 412 p.

LOMÉNIE (Louis de), *Galerie des contemporains illustres, par un homme de rien*, Paris, 1840-1847, 10 volumes

LOVERDO (Nicolas, lieutenant-général), *De la Régence d'Alger, et des avantages que la possession de ce pays peut procurer à la France*, Paris, Asselin, 1833.

—, *Lettre à Monsieur le lieutenant-général baron Berthezène, auteur de l'ouvrage intitulé : « Dix-huit mois à Alger », Paris, 11 juillet 1834 ; seconde lettre à Berthezène*, Paris, impr. de P. Renouard, s.d., deux parties en un volume.

MALHERBE (Raoul de), *L'Orient 1718-1845, Histoire, politique, religion, mœurs, etc...*, 1846, 2 volumes.

MARIN (Scipion), *Conduite de la France envers la Turquie*, Paris, Grimbert et Dorez, 1840.

—, *La vérité sur les affaires d'Orient*, Paris, Grimbert et Dorez, 1841, 23 p.

—, *Le premier coup de canon dans l'Orient*, Paris, Grimbert et Dorez, 1841, 15 p.

—, *Solution de la question orientale*, Paris, Desessart, 1840, 30 p.

MARTENS (Georg Friedrich von), *Recueil des traités d'alliance, de paix, de trêve et plusieurs autres actes servant à la connaissance des relations étrangères des puissances et États de l'Europe*, Dietrich, Université du Michigan, 1837, 1876, 2006.

- MARTIN (Henri), *Histoire de France populaire*, 1875, tome VI.
- MARX (Karl), *Œuvres politiques*, Paris, A. Costes, 1929, 4 volumes.
–, *Philosophie*, Paris, Gallimard, 1998, 687 p.
- MÉHÉMET-ALI, *Proclamation de Méhémet-Ali, pacha d'Égypte, au peuple français*, Paris, Poussielgue, s.d.
- MERRUAU (Paul), *L'Égypte contemporaine, 1840-1857, de Méhémet-Ali à Saïd pacha*, Paris, Didier, 1858, 338 p.
- MILIOUTINE (D. A.), *Nastavlenie k zaniat'iu, oboron i atak lesov, dereven, ovragov i drouguikh mestnykh predmetov*, « Instruction pour l'occupation, la défense et l'attaque des forêts, villages, ravins et autres sujets locaux », *Description des actions militaires en 1839 dans le Nord Daghestan*, 1850.
- MONTAGNAC (Lucien-François de), *Lettres d'un soldat : neuf années de campagne en Afrique*, Paris, 1885, 502 p.
- MONT-ROUD (De), *Histoire de la conquête de l'Algérie, de 1830 à 1847*, Paris, 1847, 2 volumes.
- MOURIEZ (Paul), *Les guerres commerciales, 1486-1850*, Paris, Dentu, 1863, 354 p.
- MURAD (Nicolas), *Notice historique sur l'origine de la nation maronite et sur ses rapports avec la France, sur la nation druze et sur les diverses populations du Mont Liban*, Paris, Le Clère, 1844, 50 p.
- MYNAS (Minoïde), *La Grèce constituée et les affaires d'Orient*, Paris, 1836, 232 p.
- NESSERLODE (Charles Robert Vasilievitch, comte de), *Lettres et papiers du chancelier comte de Nesselrode, 1760-1850*, Paris, Lahure, 1908-1912, tomes VII, VIII et IX.
- NETTEMENT (Alfred), *Histoire de la conquête d'Alger*, Paris, J. Lecoffre, 1867, 608 p.
- OHSSON (Ignace d'), *Tableau général de l'Empire ottoman, contenant les codes politique, militaire et civil*, Paris, 1788, 7 volumes.
- ORLÉANS (Ferdinand Philippe Louis, duc d'), *Correspondance*, publiée par ses fils le comte de Paris et le duc de Chartres, Paris, Lévy, 1889, 337 p.
- ORLÉANS (François Ferdinand Philippe d', prince de Joinville), *Essais sur la marine française*, Bruxelles, 1852.
- ORLÉANS (Henri d', duc d'Aumale), *Correspondance du duc d'Aumale et de Cuvillier-Fleury*, Paris, Plon-Nourrit et Cie, 1910, tome I (1840-1848), 430 p.
- PAILLET (H.), *Histoire de l'empire du Maroc*, Paris, Moquet, 1844, 107 p.
- POLITIS (Athanas G.), *Le conflit turco-égyptien de 1838-1841 et les dernières années du règne de Méhémet-Ali d'après les documents diplomatiques grecs*, Le Caire, Institut français d'archéologie orientale, 1931, 233 p.
- POUJOLAT (Jean-Joseph-François) et MICHAUD (Joseph François), *Correspondance d'Orient, 1830-1831*, Paris, Ducollet, 1833-1835, 7 volumes
- POUTHAS (Charles H., sous la direction de), *Comité national du centenaire de 1848, documents diplomatiques du Gouvernement provisoire et de la Commission du pouvoir exécutif*, Paris, impr. nationale, 1953, tome I (février, mars, avril 1848), 1 128 p.
- QUINET (Edgar), *1815 et 1840*, Paris, Paulin, 1840, 72 p.
–, *Du Génie des religions*, Paris, Charpentier, 1842, 508 p.
- RANKE (E. von), *Die serbische Revolution*, 1844.
- RICARDO (David), *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, Paris, Flammarion, 1993, 508 p.
- RICHARD (Ch.), *Étude sur l'insurrection du Dahra, 1845-1846*, Alger, 1846.
- ROSSEL (André), *Histoire de France à travers les journaux du temps passé. D'un coup d'Etat à l'autre 1799-1851*, Paris, 1990, 319 p.
- ROYER (Alphonse), *Robert Macaire en Orient*, Paris, Dumont, 1840.
- ROZET (Claude-Antoine), *Algérie. États tripolitains. Tunis*, Paris, Firmin Didot, 1850.
- ROZEY, *Mémoire aux Chambres législatives. Esquisse rapide et historique sur l'administration de l'Algérie depuis 1830 et sur la direction qu'y donne le général Bugeaud*, Marseille, 1842, 80 p.
Critique de la colonisation militaire de Bugeaud, polémique sur un ton violent basée sur des griefs personnels, l'auteur étant propriétaire de nombreux terrains des environs d'Alger.
- SAIN DE BOIS LE COMTE, *Mémoire sur l'organisation de l'armée française*, Paris, 1841, 101 p.
- SAINT-ARNAUD, *Lettres du maréchal de Saint-Arnaud*, publiées par Adolphe Leroy de Saint-Arnaud, Paris, 1855.
- SAINT-HYPOLITE, *Description de la ville de Constantine, extraits d'un mémoire rédigé en août 1836*, 1837.
- SARRUT (Dominique-Germain), *Biographie des hommes du jour*, Paris, H. Krabe, 1835-1836, tome I.
- SAY (Jean-Baptiste), *Cours d'économie politique et autres essais*, Paris, Flammarion, 1996, 450 p.
- SCHMITZ (Isidore-Pierre), *Histoire des derniers prisonniers français faits par Abd el-Kader en 1845*, Paris, J. Dumaine, 1852, 139 p.
Le 11 novembre 1844, lieutenant, il est détaché aux spahis de Constantine. Au 1^{er} février 1847, il est aide de camp du général Randon. Le 23 mai 1847, capitaine, il est nommé chef du Bureau arabe de Bône. Dans cet ouvrage, l'auteur a utilisé un « journal » du lieutenant Barbut.
- SCHÆLCHER (Victor), *L'Égypte en 1845*, Paris, Pagnerre, 1846.
- SELLON (Jean-Jacques de), *Vœux adressés au futur Congrès*, Genève, 1830, 15 p.
- SILVESTRE DE SACY (Antoine-Isaac), *Exposé de la religion des Druzes, tiré des livres religieux de cette secte, et précédé d'une introduction et de la vie du calife Hakem-Biamr-Allah*, Paris, imprimerie royale, 1838, 2 volumes.
- SOCIÉTÉ DE MILITAIRES ET DE GENS DE LETTRES, *Histoire des armées françaises de terre et de mer de 1792 à 1837*, Paris, Delloye, 1838, tome V, 368 p.
- STUART MILL (John Stuart), *Correspondance inédite avec Gustave d'Eichtal*, traduite par Eugène d'Eichtal, Paris, 1898.
- TEMIMI (A.), « Trois lettres de Hadj Ahmed bey de Constantine à la Sublime Porte », *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, Aix-en-Provence, 1966-1967.
- TESTA (Baron), *Recueil des traités de la Porte avec les puissances étrangères*, Paris, Amyot, 1864-1884.
- THACKERAY (William Makepeace), sous le pseudonyme de TITMARSH (Michael Angelo) *The second funeral of Napoleon*, Londres,

- Smith, Elder and Co, 15, Waterloo Place, 1841.
- THIERS (Adolphe), *Discours prononcés par M. Thiers dans les séances des 12 et 13 avril 1841, sur la situation des finances, et sur les affaires d'Orient*, Paris, s.d., 40 p.
- TOCQUEVILLE (Alexis de), *De la colonie en Algérie*, Paris, Complexe, 1988.
- , *De la Démocratie en Amérique*, Paris, Flammarion, 1981, t. I, 569 p.
- , *Lettres choisies*, F. Mélonio et L. Guellec (éd.), Paris, Gallimard, coll. « Quarto », 2003.
- , *Œuvres complètes*, publiées par Mme de Tocqueville, Paris, 1864-1866.
- TOLSTOY (V.), “Prince Mikhaïl Semionovitch Vorontsov”, *The Russian Archives*, 1877, vol. 111.
- UBICINI (Jean-Henri-Abdolonyme), *Lettres sur la Turquie ou Tableau statistique, religieux, politique, administratif, militaire, commercial, etc... de l'Empire ottoman, depuis le hattî-chérif de Gülhane (1839)*, Paris, Dumaine, 1853, 594 p.
- URQUHART (David), *L'Angleterre, la France, la Russie et la Turquie*, ouvrage traduit de l'anglais, Paris, Truchy, 1835, in-8°, 216 p.
- , *Le Portfolio ou collection de documents politiques relatifs à l'histoire contemporaine*, traduit de l'anglais, 3 vol., Paris, Urquhart, 1836-1837.
- , *La Turquie, ses ressources, son organisation municipale, son commerce suivis de considérations sur l'état du commerce anglais dans le Levant*, traduit de l'anglais par Xavier Raymond, Paris, Arthus Bertrand, 1836, 256 p.
- VAULABELLE (Achille Tenaille de), *Histoire de l'Égypte moderne (1801-1833)*, Paris, 1835-1836.
- , *Histoire des deux Restaurations jusqu'à l'avènement de Louis-Philippe, de janvier 1813 à octobre 1830*, Paris, 1874, t. X.
- VAUTHIER (G.), *Vie d'Abd el-Kader, Émir-el-Moumenin, prince des croyants et sultan des Arabes*, Paris, 1848.
- VIDAL (H.), *Mémoire sur l'expédition égyptienne contre Saint-Jean-d'Acre et la Syrie, en 1831-1832*, Paris, 1836.
- VILLAIN DE SAINT-HILAIRE, sous-intendant militaire à la retraite, *Appel à la justice du peuple. Révélation complète et appuyées des preuves authentiques sur les barbaries du régime disciplinaire d'une partie de l'armée d'Afrique*, Paris, imp. Mme Smith, 1848, 31 p.
- S'élève avec indignation contre certaines punitions : silo, flagellation, crapaudine, ..., qui auraient été infligées à des hommes des bataillons d'infanterie légère. Publication destinée à combattre la candidature de Cavaignac à la Présidence.
- VILLEROI (Brutus de), *De l'état précaire de la Grèce et des améliorations à exécuter présentement*, Paris, 1844, 16 p.
- VOILLIARD (Odette), CABOURDIN (Guy), DREYFUS (François-Georges) et MARX (Roland), *Documents d'histoire 1776-1850*, Paris, Armand Colin, Collection U, 1964, t. I.
- WEISS (Charles, sous la direction de), *Biographie universelle, ou dictionnaire historique contenant la nécrologie des hommes célèbres de tous les pays*, Paris, 1841.
- WELLINGTON (Arthur WELLESLEY, duc de), *Maxims and opinions of fieldmarshal his grace the duke of Wellington : selected from his writings and speeches during a public life of more than half a century / with a biographical memoir by George Henry Francis*, Londres, H. Colburn, 1845.
- YVER (Georges), *Documents relatifs à la guerre franco-marocaine de 1844*, 1910.
- , *Mémoire de Bouderbah*, 1913.
- Le Maure Ahmed Ben Bouderbah vint le 4 juillet proposer à Bourmont la soumission des habitants d'Alger. Un des derniers actes de Charles X est de le nommer commissaire du roi à Alger (27 juillet 1830). En décembre 1830, il apportait à Paris les vœux des Maures, citadins d'Afrique à Louis-Philippe. Il rédigea un mémoire en 1833 résumant ses idées sur une entente entre vainqueurs et vaincus. Le 3 novembre 1837, Bouderbah plaidait pour un accord avec Abd el-Kader pour l'aider à régénérer la race arabe, « être le civilisateur des Arabes. »
- , *Propositions faites au Gouvernement français par des aventuriers offrant de livrer Abd el-Kader (1842-1846)*, 1911.
- Documents extraits des archives du gouvernement général de l'Algérie, divers personnages offrant de livrer Abd el-Kader, 1845-1846.

Mémoires et récits de voyage

- ABD EL-KADER, *Autobiographie écrite en prison en 1849*, Éditions Dialogues, Paris, 1999.
- ALLOM (Thomas), *Constantinople and the scenery of the seven Churches of Asia Minor illustrated in a series of drawings from nature by Thomas Allom. With an historical account of Constantinople and descriptions of the plates by the rev. Robert Walsh*, Londres, Fisher, 1839, 2 volumes.
- AMPÈRE (Jean-Jacques), *Voyage en Égypte et en Nubie*, Paris, Michel Lévy frères, 1868, 577 p.
- ARMAGNAC (baron d', aide de camp de Soliman pacha), *Nezib et Beyrouth, souvenirs d'Orient, de 1833 à 1841*, Paris, J. Laisné, 1844.
- AUBIGNOSC (d'), *La Turquie nouvelle jugée au point où l'ont amenée les réformes du sultan Mahmoud*, Paris, Delloye, 1839, 2 volumes.
- AUCHER-ELOY (Rémi), *Relations de voyage en Orient de 1830 à 1838*, Paris, 1843.
- BAGÈS (G.), *Lettres et souvenirs du commandant François Franconin*, 1910.
- Le commandant François Franconin servit au 1^{er} bataillon d'Afrique de 1832 à 1836. Expédition du Sig et Macta (1835), occupation de Rachgoun (1836), première expédition contre Constantine.
- BARAIL (général du), *Mes souvenirs*, Plon, 1896.
- BARANTE (Prosper de), *Souvenirs (1782-1866)*, Paris, Calmann-Lévy, 1897, t. VI.
- BARTLETT (William Henry), *Walks about the city and environs of Jerusalem*, Londres, 1844, 224 p.
- BELL (James Stanislaus), *Journal of a residence in Circassia during the years 1837-1839*, Londres, 1840. Traduit par Louis Vivien : *Journal d'une résidence en Circassie pendant les années 1837-1839*, Paris, Arthus Bertrand, 1841, 2 volumes.
- BENCKENDORF (Constantin de), *Souvenirs intimes d'une campagne au Caucase pendant l'été de l'année 1845*, Paris, Firmin Didot Frères, 1858, 173 p.
- BERBRUGGER (Louis-Adrien), *Relation de l'expédition de Mascara*, Paris, Le Normant, 1836, 96 p.
- Secrétaire du maréchal Clauzel, l'auteur livre un récit détaillé.
- BERLIOZ (Hector), *Mémoires de Hector Berlioz, membre de l'Institut de France*, Paris, 1878, 2 tomes.
- BERTHEZÈNE (baron), *Dix-huit mois à Alger, ou récit des événements qui s'y sont passés depuis le 14 juin 1830 jusqu'à la fin de*

- décembre 1831, Montpellier, A. Ricard, s.d.
- BESSE (Jean Charles de), *Voyage en Crimée, au Caucase, en Arménie, en Asie Mineure et à Constantinople, en 1829 et 1830*, Delaunay, 1838.
- BLANQUI (Adolphe), *Considérations sur l'état social des populations de la Turquie d'Europe*, Paris, Guillaumin, 1842.
- , *Voyage en Bulgarie pendant l'année 1841*, Paris, W. Coquebert, 1843, 414 p.
- BOIGNE (Comtesse de), *Mémoires de la comtesse de Boigne, de 1820 à 1848*, Paris, Mercure de France, 1999, tome II, 722 p.
- BONGRAIN (Maurice de), *Les captifs de la Deïra d'Abd el-Kader : Sidi-Brahim et Sidi-Moussa, 1845-1846*, Lille, Lefort, 1864, 142 p.
- BONNAFONT (Docteur Jean-Pierre), *Douze ans en Algérie (1830 à 1842)*, Paris, Dentu, 1880, 380 p.
- , *Pérégrinations en Algérie (1830-1842), Histoire, ethnographie, anecdotes*, Paris, Challand, 1884, 384 p.
- BORÉ (Eugène), *Correspondance et mémoires d'un voyageur en Orient*, Paris, Olivier Fulgence, 1840, 2 volumes.
- BROGLIE (Duc de), *Souvenirs 1785-1870*, Paris, Calmann Lévy, 1886, tome IV, 367 p.
- BUCHON (Jean-Alexandre), *La Grèce continentale et la Morée. Voyage, séjour et études historiques en 1840 et 1841*, Paris, 1843.
- BULWER, *The life of Henry John Temple, viscount Palmerston with selections from his diaries and correspondance*, Londres, 1874.
- CADALVÈNE (Edmond de), *Histoire de la guerre de Méhémet-Ali contre la Porte ottomane, en Syrie, et en Asie Mineure (1831-1833)*, Paris, A. Bertrand, 1837, 512 p.
- , *Deux années de l'histoire d'Orient, 1839-1840, faisant suite à l'histoire de la guerre de Méhémet-Ali en Syrie et en Asie Mineure (1832-1833)*, Paris, Delloye, 1840, 2 volumes.
- CANROBERT, *Souvenirs d'un siècle*, volume I, 1914.
- CASTELLAN (Antoine-Laurent), *Lettres sur la Morée et les îles de Cérigo, Hydra et Zante*, Paris, 1808.
- CASTELLANE, *Journal du maréchal de Castellane, 1896-1897*, Plon, tomes II, III et IV.
- , *Souvenirs de la vie militaire en Afrique*, Paris, Lecou, 1852, 438 p.
- CHANGARNIER, *Campagnes d'Afrique 1830-1848. Mémoires du général Changarnier*, Paris, 1931.
- CHATEAUBRIAND (François René, vicomte de), *Mémoires d'outre tombe*, Paris, Flammarion, 1982, tome IV.
- CHAUCHAR (Marie-L. Ach), capitaine d'infanterie, *Examen critique des Mémoires sur l'Algérie rédigés par le brigadier Don Crispin de Sandoval et Don Antonio Madera y Vivero*, Paris, J. Corréard, 1854, 78 p.
- Suite à une mission remplie en 1844 en Algérie sur ordre de la reine, ces deux officiers espagnols chargés d'étudier l'armée française d'Afrique, ont leurs Mémoires publiés en 1853 par le Dépôt de la Guerre espagnol. Divisés en vingt chapitres et sept appendices, le point de vue est objectif. On perçoit néanmoins l'amertume des Espagnols à l'égard de la possession française. Critiques des opérations rabaisant la valeur guerrière des Arabes, difficulté des Français à les vaincre.
- CHESNEY (F.R.), *On the expedition to the Euphrates, Journal of the Royal Geographic Society*, 1837.
- CHRISTIAN (P.), pseudonyme de PITOIS, secrétaire du maréchal Bugeaud, *L'Afrique française, l'empire du Maroc et les déserts du Sahara. Conquêtes, victoires et découvertes des Français depuis la prise d'Alger jusqu'à nos jours*, Paris, Barbier, 1846, 500 p.
- Il s'agit d'un livre de souvenirs.
- CLOT BEY (Antoine Barthélémy), *Aperçu général sur l'Égypte*, Paris, 1840, 2 volumes.
- , *Histoire de Méhémet-Ali, vice-roi d'Égypte*, Paris, impr. de Vial, 1862.
- , *Mémoires*, Le Caire, Institut français d'archéologie orientale, 1949, 410 p.
- COSTE (P.), *Mémoires d'un artiste. Notes et souvenirs de voyage (1817-1877)*, Marseille, Cayer, 2 volumes, 1878.
- CUSSY (Ferdinand de CORNOT, baron de), *Souvenirs du chevalier de Cussy, garde du corps, diplomate et consul général (1795-1866)*, Paris, 1909, tome 2.
- CUVILLIER-FLEURY (Alfred-Auguste), *Journal intime de Cuvillier-Fleury*, Paris, Plon-Nourrit, 1900-1905, 2 volumes.
- DAVESNE (A.), GOUIN (J.), *Mamadou et Binata sont devenus grands*, Strasbourg, ISTRÀ, 1975. Briault, *La prodigieuse vie de René Caillié*, « Le couscous du Sahara », Desclée de Brouwer et Cie édit.
- DELACROIX (Eugène), *Le voyage au Maroc*, Paris, Sagittaire, 1992, 6 volumes
- DESPREZ (François Alexandre), *Journal d'un officier de l'armée d'Afrique*, Paris, 1831.
- DOSNE, *Mémoires de Madame Dosne, l'égérie de M. Thiers*, Paris, Plon, 1928, 316 p.
- DUBOIS DE MONTPÉREUX (Frédéric), *Voyage autour du Caucase*, Paris, Gide, 1839-1843, 6 volumes.
- DU COURET (Louis), *Journal d'un voyage en Arabie*, Bruxelles, 1856, 4 tomes. Texte rédigé par Alexandre Dumas.
- DUGAT (Auguste), lieutenant, *Souvenirs et nouvelles militaires*, Saint-Pons, 1843.
- État d'Alger, combats de Moulay Ismaïl (1835), Mascara, Tlemcen (1836).
- DUMAS (Alexandre), *Chamil et la résistance tchétchène*, Nautilus, 2001, 187 p.
- Ce romancier écrit que « l'histoire est un clou auquel il accroche ses romans. » Il voyage au Caucase en 1858 et rapporte l'épopée de Chamil.
- , *Le Véloce*, Paris, A. Cadot, 1848-1851.
- Le ministre Salvandy a proposé à Dumas d'écrire un livre sur l'Algérie. Il s'embarque le 21 novembre 1846 à Cadix sur une frégate de la marine royale, *Le Véloce*. Après un voyage qui le mène du Maroc à la Tunisie, et durant lequel il fait de brèves escales sur divers points de la côte africaine (de Tanger à Tunis), il rentre en France début janvier 1847. Il en tire cet ouvrage *Le Véloce*.
- , *Mémoires de Garibaldi*, 1860.
- , *Quinze jours au Sinaï*, Paris, C. Gosselin, 1841, 401 p.
- Alexandre Dumas n'a jamais voyagé en Égypte. Son récit est imaginé à partir de témoignages recueillis auprès du baron Taylor et du peintre Dauzats.
- ENAY (F.), ex-maréchal des logis au 2^e chasseurs d'Afrique, *Une chaude journée en Afrique*, Mâcon, 1864, 3 pages.
- Combat de la Sikkak (6 juillet 1836). Ce cavalier y a pris part.
- EWALD (Ch.-F.), *Reise von Tunis nach Tripolis (über Soliman, Nabal, Hammamet, Susa, Sfax, Gabis, Gerba), 1835*, traduit à l'arabe par Mounir Fendri, Tunis, Fondation Nationale, Carthage, 1991.

- FABRE DE NAVACELLE (Henry), *L'Algérie, souvenirs militaires*, Paris, Plon, 1876, 244 p.
- FEUILLET DE CONCHES (Félix-Sébastien), *Souvenirs de première jeunesse d'un curieux septuagénaire*, Paris, 1877.
- FONTANIER (Victor), *Voyage dans l'Inde et dans le golfe Persique par l'Égypte et la mer Rouge*, Paris, Paulin, 1844-1846.
- , *Voyages en Orient entrepris par ordre du gouvernement français*, de 1829 à 1834, Paris, P. Mongie aîné et Dumont.
- FRANCE (Auguste de), *Les prisonniers d'Abd el-Kader ou cinq mois de captivité chez les Arabes*, Paris, 1837, 2 volumes.
- GAGARINE (Prince Grigori Grigorievitch), *Le Caucase pittoresque, dessiné d'après nature* (texte par le Comte Ernest Stackelberg). Paris, 1847.
- GARNIER (Henri), *Voyages en Perse, Arménie, Mésopotamie, Chaldée*, Tours, A. Mame, 1850.
- GAUTIER (Théophile), *En Afrique*, dans *Loin de Paris*, Paris, Michel Lévy, 1865.
- , *Voyage pittoresque en Algérie*, Paris, Droz, 1973.
- GIRARDIN (Delphine de), *Lettres parisiennes du vicomte de Launay*, Mercure de France, 2004, 2 tomes.
- GISQUET (Henri), *L'Égypte, les Turcs et les Arabes*, Paris, 1848, 2 volumes.
- GONDRECOURT (A. de), *Souvenirs de mes campagnes d'Afrique*, 1838.
- GOUPIL (Frédéric-Auguste-Antoine), *Voyage d'Horace Vernet en Orient*, Bruxelles, 1844, deux tomes.
- GUIZOT (François), *Mémoires pour servir à l'Histoire de mon Temps*, M. Lévy, 8 volumes, 1858-1867.
- , *Mémoires pour servir à l'Histoire de mon Temps*, Paris, Robert Laffont, 1971, 650 p.
- , « La question d'Orient » : 1832-1837, *Mémoires pour servir à l'Histoire de mon Temps*, tome VII, Clermont-Ferrand, Paleo, 2004, 264 p.
- HOMMAIRE DE HELL (Xavier), *Voyage dans les steppes du midi de la Russie. Les steppes de la mer Caspienne. Le Caucase, la Crimée et la Russie méridionale, historique et scientifique*, Paris, 1843-1845, 3 vol.
- , *Voyage en Turquie et en Perse, exécuté par ordre du gouvernement français pendant les années 1846, 1847 et 1848*, Paris, 1854-1860, 4 volumes.
- HUGO (Victor), *Choses vues 1830-1848*, Paris, Gallimard, 1997, 859 p.
- IZARNY-GARGAS (capitaine d'), *38^e régiment d'infanterie*, Saint-Étienne, 1889, 783 p.
- En Algérie de 1839 à 1847 (col de Mouzaïa, Médéa, Miliana, 1840, expédition et prise de Tagdempt, Mascara, 1841, expédition sur Tlemcen et contre les Flittas, 1842, dans l'Ouarsenis, 1843, expédition du Maroc, Isly, 1844).
- JAL (Auguste), *Souvenirs d'un homme de lettres (1795-1873)*, Paris, L. Techener, 1877, 570 p.
- JOANNE (Adolphe), *Voyage illustré dans les cinq parties du monde*, Paris, s.d., 396 p.
- JOANNIS (Léon de), *Campagne pittoresque du Luxor*, Paris, Huzard, 1835.
- KINGLAKE (Alexander William), *Eothen. Au pays de l'Aurore. Un dandy en Orient, 1834-1836*, Paris, Galignani, 1847, 306 p.
- LACOUR (Jacques-Louis), *Excursions en Grèce, pendant l'occupation de la Morée par l'armée française, dans les années 1832 et 1833*, Paris, A. Bertrand, 1834, 415 p.
- LAMARTINE (Alphonse de), *Un voyage en Orient, 1832-1833*, Paris, C. Gosselin-Furne-Pagnerre, 1847, 24 cm, 543 p.
- LANE (Edward William), *Account of the Manners and Customs of the Modern Egyptians*, 1837.
- LAS CASES (Emmanuel de), *Journal écrit à bord de la frégate La Belle Poule*, Paris, 1841.
- , *Mémorial de Sainte-Hélène*, Paris, 1862.
- LAURENT (Franck), *Le voyage en Algérie. Anthologie de voyageurs français dans l'Algérie coloniale 1830 – 1930*, Paris, Robert Laffont, 2008, 1 041 p.
- LETELLIER (L. Victor), *Voyage et itinéraire à Constantinople, chez les Lazes, de 1826 à 1833*, Bourgogne et Martinet, Paris, 1840.
- LOVERDO (Nicolas, lieutenant-général), *Extrait du journal d'un officier supérieur attaché à la deuxième division de l'armée d'Afrique*, Paris, Anselin, 1831, 93 p.
- LUGAN (J.L.), capitaine d'état-major, *Relation de l'expédition de l'Atlas*, 1832.
- Témoin oculaire des événements, prise de Blida, Mouzaïa, répression de la révolte de Blida (17-29 novembre 1830).
- MAC MAHON (Edme Patrice Maurice de), *Mémoires du maréchal de Mac Mahon. Souvenirs d'Algérie*, Paris, Plon, 1932, 340 p.
- MAKRYGHIANNIS (Jean), *The Memoirs of general Makriyannis, 1797-1864*, édités et traduits par H.A. Lidderdale, Londres, New York, Toronto, Oxford university press, 1966, 234 p.
- MARCHAL (Charles), *Souvenirs de J. Laffitte, racontés par lui-même et puisés aux sources les plus inédites*, Paris, 1844, tome III.
- MARCHEBEUS (architecte), *Voyage de Paris à Constantinople par bateau à vapeur*, Paris, Bertrand, 1839.
- MARIN (Scipion), *Événements et aventures en Égypte en 1839-1840*, 2 volumes.
- MARMIER (Xavier), *Lettres sur l'Algérie*, Paris, Arthus Bertrand, 1847.
- MARMONT (Auguste-Frédéric-Louis Viesse de, duc de Raguse), *Mémoires du maréchal Marmont, duc de Raguse, de 1792 à 1841*, Paris, Perrotin, 1857, tomes 8 et 9.
- , *Voyages du maréchal duc de Raguse en Hongrie, en Transylvanie, dans la Russie méridionale, en Crimée et sur les bords de la mer d'Azov, à Constantinople, dans quelques parties de l'Asie mineure, en Syrie, en Palestine et en Égypte, 1834-1835*, Paris, 1837, 5 volumes.
- MATHE (Roger), *L'aventure*, « Au cœur du Sahara, en 1828 par René Caillié, Journal d'un voyage à Tombouctou, chapitre II », Paris, Bordas, 1985, pp. 122-123.
- MAURICHEAU-BEAUPRÉ, chirurgien en chef de l'armée d'Afrique, *Relation de l'expédition faite dans l'Atlas au mois de novembre 1830*, 1831.
- METTERNICH (Klemens Wenzel von), *Mémoires, documents et écrits divers*, Paris, Plon, 1881-1883, tomes II, IV, V, VI, VII et VIII.
- MICHAUD et POUJOULAT, *Correspondance d'Orient, 1830-1831*, Paris, 1833-1835, 7 volumes.
- MILIOUTINE (D. A.), *Opisanie voennykh deïstvii 1839 goda v Severnom Dagestane*, Saint-Petersbourg, 1850.
- MOLARD (Capitaine), *La première expédition de Constantine, 1836, 1887*.

Récit du colonel Hecquet qui commandait le 63^e d'infanterie. On y trouve également le journal de marche du régiment.

- MOLTKE (General Helmuth von Moltke), *Briefe über Zustände und Begebenheiten in der Türkei aus den Jahren 1835 bis 1839*, Berlin, Mittler und Sohn, 1876, 432 p.
- , *Campagnes des Russes dans la Turquie d'Europe en 1828 et 1829*, Paris, J. Dumaine, 1854.
- MONRO (Vere), *A summer ramble in Syria, with a Tartar trip from Aleppo to Stamboul*, Londres, R. Bentley, 1835, 2 volumes.
- MORMAND (A.) et VILBERT (J.), *Voyage illustré, d'après les relations authentiques les plus nouvelles*, Paris, Le Chevalier, 1862, 404 p.
- MOROT (Jean-Baptiste), *Journal de voyage Paris à Jérusalem. 1839-1840*, Paris, J. Claye, 1873.
- MOUSSA (Sarga), *Le voyage en Égypte. Anthologie de voyageurs européens de Bonaparte à l'occupation anglaise*, Paris, Robert Laffont, Bouquins, 2004, 1 110 p.
- MUSIS (Salomon de), commandant du 2^e bataillon d'Afrique, *Relation de l'attaque de Bougie par les Kabyles dans la nuit du 10 au 11 octobre 1834*, 1835.
Récit établi par un témoin oculaire. Attaque repoussée par la garnison de Bougie.
- NAPIER (Charles John, amiral), *The war in Syria*, Londres, J.W. Parker, 1842, 2 volumes.
- NERVAL (Gérard de), *Voyage en Orient*, Paris, Gallimard, 1999, 948 p.
- NODIER (Charles), *Journal de l'expédition des Portes de Fer*, Paris, imprimerie royale, 1844, 181 p.
- NUBAR PACHA, *Mémoires de Nubar Pacha*, Beyrouth, 1983.
- ORLÉANS (François Ferdinand Philippe d', prince de Joinville), *Vieux souvenirs (1818-1848)*, Paris, Calmann Lévy, 1894, 382 p.
- PAJOL (Charles-Pierre-Victor, général comte), *Pajol, général en chef, par le général de division comte Pajol, son fils aîné*, Paris, Firmin-Didot frères, 1874, tome III.
- PAPADOPOULO-VRÉTOS (André), *Mémoires biographiques historiques sur le président de la Grèce le comte Jean Capodistrias*, Paris, Firmin Didot, 1837-1838, 2 vol.
- PARDOE (Julia), *The beauties of the Bosphorus*, Londres, 1839.
- PERRIER (Ferdinand), *La Syrie sous le gouvernement de Méhémet-Ali jusqu'en 1840*, Paris, A. Bertrand, 1842, 423 p.
- PERSAT (Maurice), *Mémoires du commandant 1806-1844*, Paris, Plon et Nourrit, 1910, 367 p.
- PFEIFFER (Ida), *Voyage d'une femme autour du monde*, Vienne, 1850, 3 volumes.
–, *Voyage d'une femme autour du monde en 1846 ou la vie aventureuse d'une puritaine*, Paris, Arthaud, 1991, 462 p.
–, *Voyage d'une Viennoise dans la Terre sainte*, Vienne, 1844, 2 volumes.
- PFEIFFER (Simon), *Mes voyages et mes cinq années de captivité à Alger*, Giessen, 1832.
- POISSONNIER (A.), *Souvenirs d'Afrique*, Poitiers, imp. Saurin, 1843, 251 p.
- POUCHKINE (Alexandre Sergheïevitch), *Journal secret (1836-1837)*, Paris, Sortilèges, 1994, 198 p.
- PÜCKLER-MUSKAU (Hermann Ludwig Heinrich), *Entre l'Europe et l'Asie. Voyage dans l'archipel*, Paris, 1840, 2 volumes.
–, *Chroniques, lettres et journal de voyage, extraits des papiers d'un défunt, deuxième partie, Afrique*, Paris, 1837, 3 volumes.
- RÉMUSAT (Charles François Marie de), *Mémoires de ma vie*, Paris, Plon, 1959.
- RENAN (Ernest), *Souvenirs d'enfance et de jeunesse*, Paris, 1913, 394 p.
- ROBERTS (David), *Carnets de voyages : Égypte-Terre sainte*, Arcueil, Anthèse, 1994, 159 p.
–, *Égypte et Nubie*, Paris, éditions de la Martinière, 1992, 207 p.
–, *Les trésors de l'Égypte*, Paris, le Grand livre du mois, 1998, 64 p.
–, *Voyage en Égypte*, Paris, Bonechi, 1994, 47 p.
- ROCHES (Léon), *Dix ans à travers l'Islam (1834-1844)*, Paris, Perrin, 1904, 560 p.
–, *Trente-deux ans à travers l'Islam (1832-1864)*, Paris, Firmin Didot, 1884-1885, 2 volumes.
- ROYÉ (Lieutenant), *Résumé de l'historique du 3^e régiment d'infanterie*, Paris, Delagrave, 1896, 106 p.
L'auteur fut en Algérie de 1845 à 1850. Campagne dans le Dahra et l'Ouarsenis, 1846 et 1847. Prise de Zaatcha, 1849.
- ROZET (Claude-Antoine), *Relation de la guerre d'Afrique pendant les années 1830 et 1831*, Paris, F. Didot, 1832.
–, *Voyage dans la régence d'Alger, ou Description du pays occupé par l'armée française en Afrique*, Paris, A. Bertrand, 1833, 3 tomes.
Le récit contient des informations sur la géographie physique, la géologie, la météorologie, suivies de détails sur le commerce, l'agriculture, les sciences et les arts, les mœurs.
- SAINT-ELME (Ida), pseudonyme de VAN AYLDE JONGHE (Elzélina), connue sous le nom de la Contemporaine, *La Contemporaine en Égypte, pour faire suite aux Souvenirs d'une femme sur les principaux personnages de la République, du Consulat, de l'Empire, et la Restauration*, Paris, Ladvocat, 1831, 6 vol.
- SAINTE-AULAIRE (comte de), *Souvenirs*, écrits en janvier 1854, Paris, Calmann-Lévy, 1926, 360 p.
- SALLE (Eusèbe de), *Pérégrinations en Orient, ou voyage pittoresque, historique et politique en Égypte, Nubie, Syrie, Turquie, Grèce en 1837-1839*, Paris, 1840, 2 volumes
- SERCEY (Félix-Édouard de, comte), *La Perse en 1840*, Paris, la Revue contemporaine, 1854-1855, 3 fascicules.
–, *Une ambassade extraordinaire. La Perse en 1839-1840*, Paris, l'Artisan du Livre, 1928, 414 p.
- SLADE (Adolphus), *Records of travels in Turkey, Greece, etc. and of a cruise in the Black Sea, with the capitan Pasha, in the years 1829, 1830 and 1831*, Londres, 1833, 2 volumes.
- SOLIMAN PACHA, *Relation de la bataille de Nezib*, Paris, impr. de Bourgogne et Martinet, 1840, 10 p.
- SOLTYKOFF (Alexis), *Voyages dans l'Inde et en Perse*, Paris, V. Lecou, 1853.
- SOUVILLE (E.), *Mes souvenirs maritimes (1837-1863)*, Paris, Perrin, 1914, 487 p.
- SPENCER (Edmund, capitaine), *Travels in Circassia, Krim-Tartary, etc. including a steam voyage down the Danube from Vienna to Constantinople, and round the Black Sea*, Londres, H. Colburn, 1839, 2 volumes.
–, *Turkey, Russia, the Black Sea and Circassia*, Londres, G. Routledge, 1854, 404 p.
- STANHOPE (Hester), *Mon royaume de vent : souvenirs de Hester Stanhope* par Marie SEURAT, d'après la correspondance de Lady Stanhope et les notes du docteur Meryon, Paris, B. Grasset, 1994, 250 p.

- STERN (Daniel, sous le pseudonyme masculin de), AGOULT (Marie d', comtesse), *Histoire de la Révolution de 1848*, Paris, 1985, 743 p.
- STOCQUELER (Jocquim Hayward), *Fifteen Months Pilgrimage through Untrodden Tracts in Khuzistan and Persia... in the Years 1831 and 1832*, Londres, 1832, 2 volumes.
- TAHTAWI (Rifat al-), *L'Or de Paris : relation de voyage 1826-1831*, Paris, Sindbad, 1988, 342 p.
- TALLEYRAND-PÉRIGORD (Charles-Maurice), *La confession de Talleyrand*, Paris, L. Sauvaitre, 1891.
- , *Mémoires du prince de Talleyrand*, t. II, III, IV et V, Paris, 1998.
- TAYLOR (Justin, baron) et REYBAUD (Louis), *La Syrie, l'Égypte, la Palestine et la Judée*, Paris, 1855, 536 p.
- TEMPLE (G.), *Excursions en Méditerranée. Alger et Tunis*, traduit au français par P. Grandchamp (1912) et légèrement remanié en 1967. Texte ronéotypé.
- TEULE (Jules-Charles, docteur), *Pensées et notes critiques extraites du journal de mes voyages dans l'empire du sultan de Constantinople, dans les provinces russes, géorgiennes et tartares du Caucase, et dans le royaume de Perse*, Paris, Bertrand, 1842, 2 volumes.
- TEXIER (Charles), *Asie Mineure. Description géographique, historique et archéologique*, Paris, F. Didot, 1862, 757 p.
- URBAIN (Ismâïl), *Voyage d'Orient*, suivi de *Poèmes de Ménilmontant et d'Égypte*, Paris, L'Harmattan, 1993.
- VALLON (Alexis de, vicomte), *Une année dans le Levant*, Paris, 1846, 2 volumes.
- VERNINAC DE SAINT-MAUR (Raymond de), *Voyage du Luxor en Égypte entrepris par ordre du roi (1831-1832)*, Paris, 1835.
- VEUILLOT (Louis), *Les Français en Algérie ; souvenirs d'un voyage fait en 1841*, Tours, A. Mame, 1845, 408 p.
- VIAL (A. A.), *Les aventures d'un spahi d'Oran, vingt années de vie militaire en Afrique*, Paris, 1865, 283 p.
- Mémoires de Gédéon de Maubec, engagé volontaire au 2^e chasseurs d'Afrique en 1842, passe la même année aux spahis réguliers d'Oran. Récits anecdotiques et nombreux détails sur la vie militaire de 1842 à 1852.
- VOILQUIN (Suzanne), *Souvenirs d'une fille du peuple*, Paris, 1865.
- VORONTSOV (Mikhail Semionovich), *Extracts from the Diaries of M.S. Vorontsov, 1845-54*, Saint-Pétersbourg, 1902.
- WARNIER (A.H.), *Campagne du Maroc (1844). Journal d'Auguste Hubert Warnier, chirurgien-major, attaché à l'état-major du prince de Joinville*, Paris, H.R. d'Allemagne, 1944, 211 p.
- , *Du traitement des plaies d'armes à feu chez les Arabes Bédouins de l'Algérie*, 1839.
- WILBRAHAM (Capitaine Richard), *Travels in the Trans-Caucasian provinces of Russia, and along the southern shore of the lakes of Van and Urumiah, in the autumn and winter of 1837*. J. Murray, London, 1839.
- YATES (William Holt), *The modern history and condition of Egypt, its climate, diseases and capabilities, exhibited in a personal narrative of travels in that country, with an account of the proceedings of Mohammed Ali Pascha from 1801 to 1843*, Londres, Smith, Elder and Co, 1843, 2 volumes.

III ÉTUDES

OUVRAGES GÉNÉRAUX, MONARCHIE DE JUILLET, RELATIONS INTERNATIONALES

- ALEM (Jean-Pierre), *L'espionnage à travers les âges*, Paris, 1977.
- ANCEL (Jacques), *Manuel historique de la question d'Orient (1792-1923)*, Paris, Delagrave, 1923.
- BAILLOU (Jean), *Histoire de l'administration française, les affaires étrangères et le corps diplomatique français, de l'Ancien Régime au Second Empire*, Paris, éd. C.N.R.S, 1984, tome I, 841 p.
- Cette étude sérieuse est essentielle pour se familiariser avec l'histoire des relations internationales. Indispensable !
- BEER, *die Orientalische politik Oesterreichs*, Paris, 1885.
- BÉLORGEY (J.M.), *Voyages, ruptures et métamorphoses des Occidentaux en quête de nouveaux mondes*, Paris, 2000.
- BÉRARD (Victor), *La Politique du Sultan, Le massacre des Arméniens : 1894-1896*, Paris, Kiron, 2005, 153 p.
- BERCHET (Jean-Claude), *Le voyage en Orient*, R. Laffont, 2003.
- BÉRENGER (Jean), *Histoire de l'empire des Habsbourg 1273-1918*, Paris, Fayard, 1990, 809 p.
- BERSTEIN (Serge) et MILZA (Pierre), *Histoire du XIX^e siècle*, Paris, Hatier, 1994, 504 p.
- BERTAUD (Jean-Paul), BOURDERON (Roger), BRUHAT (Jean), ELLEINSTEIN (Jean), *Histoire de la France contemporaine*, Paris, éditions sociales, 1979, tome II (de 1799 à 1835), tome III (de 1835 à 1871).
- BERTIER DE SAUVIGNY (Guillaume de), *La Restauration*, Flammarion, 1974, 506 p.
- BINOCHÉ (Jacques), *Histoire des relations franco-allemandes de 1789 à nos jours*, A. Colin, 1996.
- BOURGEOIS (Émile), *Histoire diplomatique, 1815-1870*, Paris, 1933, 298 p.
- , *La question des Détroits dans l'histoire du XIX^e siècle*, Paris, 1932, 109 p.
- , *Manuel historique de politique étrangère, tome III. L'ère des nations, l'éveil du monde, de Metternich à Bismarck, 1830-1878*, Paris, E. Belin, 1948, 836 p.
- BRAHIMI (Denise), *Arabes des Lumières et Bédouins romantiques. Un siècle de voyages en Orient (1735-1835)*, Paris, 1982.
- BRAUDEL (Fernand), *Autour de la Méditerranée*, éditions de Fallois, 1996, 535 p.
- BRICE (Catherine), *Histoire de l'Italie*, Hatier, 1992, 496 p.
- CADOT (Michel), *La Russie dans la vie intellectuelle française 1839-1856*, Paris, Fayard, 1967, 643 p.
- CARON (Jean-Claude), *La France de 1815 à 1848*, A. Colin, 1996, 190 p.
- CARR (Raymond), *Histoire de l'Espagne*, Londres, Oxford, 2000, 399 p.
- CHLAPOWSKI (Alfred de), PONTEIL (Félix), CHOWANIEC (Czeolaw), *La Fayette et la Pologne*, Paris, 1934, 48 p.
- ÇIÇEK (Kemal), *The great Ottoman-Turkish civilisation*, Ankara, 2000, 4 volumes.
- CLARK (Sir George), BUTLER (J.R.M.), BURY (J.P.T.), BENIANS (E.A.), *The New Cambridge modern History*, Cambridge, University press, 1957, tome X.

- COLLINGHAM (H.A.C.), *The July monarchy, a political History of France 1830-1848*, Londres & New-York, Longman, 1988, 468 p.
- DEBIDOUR (A.), *Histoire diplomatique de l'Europe (1815-1848)*, Paris, 1891.
- DE LA JONQUIÈRE, *Histoire de l'Empire ottoman depuis les origines jusqu'au traité de Berlin*, Paris, Hachette, 1897.
- DÉMIER (Francis), *La France du XIX^e siècle, 1814-1914*, Seuil, 2000, 602 p.
- DEWERPE (Alain), *Espion. Une anthropologie historique du secret d'État contemporain*, Gallimard, 1994, 480 p.
- DRIAULT (Édouard), *Histoire de l'Empire ottoman jusqu'à la révolution de 1909*, Paris, F. Alcan, 1910, 192 p.
- , *La question d'Orient depuis ses origines jusqu'à la paix de Sèvres (1920)*, préface de Gabriel MONOD, de l'Institut, 8^e édition, Paris, Félix Alcan, 1921, 479 p.
- DROZ (Jacques), *De la Restauration à la révolution 1815-1848*, Paris, Armand Colin, 1971, 288 p.
- , *Histoire diplomatique de 1648 à 1919*, Paris, Dalloz, 1959, 636 p.
- DUPOUY (Auguste), *France et Allemagne. Littératures comparées*, Paris, 1913.
- ENGELHARDT, *La Turquie et le Tanzimat. Histoire des réformes depuis 1826*, Paris, 1882.
- FEHMI (Youssef), *Histoire de la Turquie*, Paris, Perrin, 1909, 316 p.
- GARRIGUES (Jean), *La France au XIX^e siècle, 1814-1914*, Armand Colin, 2007.
- GAUTIER (Matthieu), *La question d'Orient de 1833 à 1841 à travers les archives de l'ambassade de France à Saint-Petersbourg*, mémoire de maîtrise sous la direction de Christian Hermann, université de Nantes, 1999.
- GIRARD (Louis), SERMAN (William), CADET (Édouard), GOSSEZ (Rémi), *La chambre des Députés en 1837-1839*, La Sorbonne, 1976, 245 p.
- GREVE (Claude de), *Le Voyage en Russie*, Laffont Bouquins, 1990.
- GUICHEN (Eugène de, vicomte), *La crise de 1839 à 1841 et l'Europe*, Paris, Émile-Paul frères, 1921, 555 p.
- Cet ouvrage est remarquable. Un récit détaillé de la crise diplomatique est donné. De nombreuses sources et archives sont citées.
- HAGE CHAHINE (C&N), *Guide du Livre Orientaliste. Levant. Éléments pour une bibliographie*, Paris, 1996, 339 p.
- HELLER (M.), *Histoire de la Russie et de son empire*, Paris, Flammarion, 1999.
- HOURANI (Albert), *A History of the Arab Peoples*, London: Faber and Faber, 2002.
- HUMBERT (Jean-Marcel), *Napoléon aux Invalides : 1840, le retour des cendres*, Paris, Fondation Napoléon, 1990, 203 p.
- JARDIN (André), TUEDESQ (André-Jean), *La France des notables, I- L'évolution générale 1815-1848*, Paris, Seuil, 1973.
- JOINT DAGUENET (Roger), *Histoire de la Mer Rouge, de Lesseps à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 1997, 566 p.
- KENNEDY (Paul), *Naissance et déclin des grandes puissances*, Paris, Payot, 1991, 730 p.
- KISSINGER (Henry), *Diplomatie*, Paris, Fayard, 1996, 861 p.
- KITSIKIS (Dimitri), *L'Empire ottoman*, Que sais-je ?, Paris, P.U.F., 1985, 128 p.
- KODAMAN (Bayram), *Les ambassades de Moustapha Réchid Pacha à Paris*, Ankara, Société turque d'histoire, 1991, 207 p.
- LAMOUCHE (colonel), *Histoire de la Turquie*, Paris, Payot, 1953, 442 p.
- LAUNAY (Jacques de), *Histoire de la diplomatie secrète, 1789-1914*, Paris, s.d., 408 p.
- LAURENS (Henry), *L'Orient arabe, Arabisme et islamisme de 1789 à 1945*, Armand Colin, 1993.
- , *Le Royaume impossible. La France et la genèse du monde arabe*, Armand Colin, 1990.
- LAURENT (Franck), *Le territoire et l'océan. Europe et civilisation, espace et politique dans l'œuvre de Victor Hugo*, Lille, 1996.
- LAVISSE (Ernest), CHARLETY (Sébastien), *La monarchie de juillet. Histoire de la France contemporaine*, Paris, 1921, t. V, 410 p.
- LEGER (Louis), *Histoire de l'Autriche-Hongrie*, Hachette, 1879, 641 p.
- LE NABOUR (Eric), *Les deux Restaurations*, Tallandier, 1992, 245 p.
- LEWIS (Bernard), *Histoire du Moyen-Orient*, Albin Michel, 1997.
- MANSEL (Philip), *Constantinople*, Paris, Seuil, 1997, 571 p.
- MANTRAN (Robert), *Histoire de l'Empire ottoman*, Paris, Fayard, 1989.
- MASTILLONE (Salvo), *La politica estera del Guizot (1840-1847)*, Florence, 1957.
- MISCHEF (P.H.), *La mer Noire, essai d'histoire diplomatique*, Paris, 1899.
- MOUSSA (Sarga), *Géographie des Orientales*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2001.
- , *La relation orientale*, Paris, Klincksieck, 1995.
- NORA (Pierre, sous la direction de), *Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 1986, « La Nation », t. III, pp. 81 à 110.
- OWSIN'SKA (Anna), *La politique de la France envers l'Allemagne à l'époque de la monarchie de Juillet*, 1974.
- PELTRE (Christine), *L'atelier du voyage. Les peintres en Orient au XIX^e siècle*, Gallimard, 1995.
- PEREZ (Joseph), *Histoire de l'Espagne*, Paris, Fayard, 1996, 921 p.
- PINKNEY (David H.), *La Révolution de 1830 en France*, Paris, P.U.F., 1988, 463 p.
- RÉMOND (René), *Les États-Unis devant l'opinion française 1815-1852*, Paris, Chirot, 1962, 2 volumes.
- RENOUVIN (Pierre), *Histoire des relations internationales de 1815 à 1871*, t. V, Paris, Hachette, 1954.
- Le grand classique !
- RIASANOVSKY (Nicholas V.), *Histoire de la Russie, des origines à 1984*, Paris, R. Laffont, 1987, 843 p.
- RIOUX (Jean-Pierre), SIRINELLI (Jean-François), BOCQUE (Antoine de), MELONIO (Françoise), *Histoire culturelle de la France*, Paris, Seuil, 1998, tome III, 390 p.
- ROBERT (Hervé), *La monarchie de Juillet*, Que sais-je ?, n°1002, 1994.
- ROSEN, *Geschichte der Türkei*, 1866, 2 vol.

- ROUX (Jean-Paul), *Histoire des Turcs*, Paris, Fayard, mai 2000.
- SAINT-BRIS (Gonzague), *Les Princes du Romantisme*, Paris, Robert Laffont, 2003.
- SAITTA (Armando), *L'Europe du XIX^e et du XX^e siècles*, Milan, 1959, p 450.
- SAUVAGET (Jean), *Introduction à l'histoire de l'Orient musulman*, 2^e édition par Claude CAHEN, Paris, 1961.
- SOLNON (Jean-François), *Le Turban et la Stambouline – L'Empire ottoman et l'Europe, XVI^e-XX^e siècle, affrontement et fascination réciproques*, Perrin, 2009, 626 p.
- SOREL (Albert), *Essais d'histoire et de critique*, Paris, Plon, 1883, 297 p.
- SWAIN (J.), *The struggle for the Control of the Mediterranean prior to 1848*, Boston, 1933.
- TEMIME (Émile), *Un rêve méditerranéen. Des saint-simoniens aux intellectuels des années trente (1832-1962)*, Actes Sud, 2002, 237 p.
- TERNON (Yves), *L'Empire ottoman : le déclin, la chute, l'effacement*, Paris, éditions du Félin, 2002, 575 p.
- THUREAU-DANGIN (Paul), *Histoire de la monarchie de Juillet*, Paris, Plon, 1888-1892, 7 volumes.
Ce monument de la littérature historique est un classique. Magnifique.
- TRUC (Gonzague), *Scènes et Tableaux du règne de Louis-Philippe et de la II^e République*, Paris, 1935, 255 p.
- TULARD (Jean), *Dictionnaire Napoléon*, Paris, Aubin, 1989, 1 866 p.
- , *Le mythe de Napoléon*, Paris, Colin, 1971.
- , *Les révolutions*, Paris, Fayard, 1993, 568 p.
- VIDAL (César), *Le royaume de Naples et la monarchie de Juillet 1830-1835*, Paris, Pellerin, 1934, 16 p.
- VIGIER (Philippe), *La monarchie de Juillet*, Que sais-je ?, Paris, P.U.F., 1982, 128 p.
- VILLAIN-GANDOSSI (Christiane), DURTESTE (Louis), BUSUTTIL (Salvino), *Méditerranée, mer ouverte : actes du Colloque de Marseille*, 21-23 septembre 1995, Malte, Tome II, 1997.
- VILLEPIN (présentation de Dominique de), *Histoire de la diplomatie française*, Paris, Perrin, 2005, 1 050 p.
Excellent livre.
- WARESQUIEL (Emmanuel de) et SIVRY (Sophie de), *Mémoires du monde : cinq siècles d'histoires inédites et secrètes au Quai d'Orsay*, Paris, le Grand livre du mois, 2001, 332 p.
- WEILL (Georges), *L'éveil des nationalités et le mouvement libéral (1815-1848)*, Paris, Félix Alcan, 1930, 592 p.
- MAGHREB (MAROC, ALGÉRIE, TUNISIE, TRIPOLITAINE), LA QUESTION COLONIALE**
- ADE AJAYI (J.F., sous la direction de), *Histoire générale de l'Afrique*, Paris, Unesco, 1997, tome VI, 447 p.
- AGERON (Charles-Robert), *Politiques coloniales au Maghreb*, Paris, P.U.F., 1973, 291 p.
- ALAZARD (J.), ALBERTINI (E.), BEL (A.) et alii, *Histoire et historiens de l'Algérie (1830-1930)*, Collection du centenaire de l'Algérie, vol. IV de *Archéologie et Histoire*, Paris, Félix Alcan, 1931, 426 p.
- ARNAUDIES (Fernand), *Esquisses anecdotiques et historiques du Vieil Alger*, éd. Barthélemy, 1990, 241 p.
- BAROLI (Marc), *La vie quotidienne des Français en Algérie 1830-1914*, Paris, Hachette, 1967, 272 p.
- BAYLÉ (Jacqueline), *Quand l'Algérie devenait française*, Fayard, 1981, 380 p.
- BENACHENOU (Abdelhamid), *L'État algérien en 1830, ses institutions sous l'émir Abd el-Kader*, SNED, Alger, 1969.
- BERNARD (Augustin), *Histoire des colonies françaises et de l'expansion de la France dans le monde*, Paris, 1930.
- BLET (Henri), *La colonisation française de 1789 à 1870*, éd. Arthaud, 1946.
- BOUCHE (Denise), *Histoire de la colonisation française*, Fayard, 1991.
- BOYER (Pierre), *La vie quotidienne à Alger à la veille de l'intervention française*, Hachette, 1963, 268 p.
- CHATER (Kh.), *Dépendance et mutations précoloniales. La régence de Tunis de 1815 à 1857*, Tunis, 1984.
- DARMON (Pierre), *Un siècle de passions algériennes. Une histoire de l'Algérie coloniale, 1830-1940*, Fayard, 2009, 936 p.
- DURAND-ÉVRARD (Françoise) et MARTINI (Lucienne), sous la direction de, *Archives d'Algérie 1830-1960*, Paris, Hazan, 2003, 255 p.
- ÉMERIT (Marcel), « L'État intellectuel et moral de l'Algérie en 1830 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, Paris, P.U.F., 1954, pp. 199-212.
- , *L'Algérie à l'époque d'Abd el-Kader*, Larose, Paris, 1951.
- FERRAND (Gaston), Faculté des Lettres de l'Université de Paris (thèse), *La colonisation militaire du maréchal Bugeaud (1841-1847)*, Paris, Larose, 1909, 238 p.
- FERRO (Marc, sous la direction de), *Le livre noir du colonialisme*, Paris, Robert Laffont, 2003, 843 p.
- FLEURY (Georges), *Comment l'Algérie devint française 1830-1848*, Paris, Perrin, 2004, 386 p.
- GAFFAREL (Paul), *La conquête de l'Algérie, jusqu'à la prise de Constantine*, Paris, F. Didot, 1887, 192 p.
- , *L'Algérie conquise, depuis la prise de Constantine jusqu'à nos jours*, Paris, F. Didot, 1888, 190 p.
- GANIAGE (Jean), *Histoire contemporaine du Maghreb de 1830 à nos jours*, Paris, Fayard, 1994.
- GAUTIER (Émile-Félix), *Un siècle de colonisation. Etudes au microscope*, Alcan, Paris, 1930.
- GRANDCHAMP (Pierre), « Suppression du baisemain des consuls à la cour du bey de Tunis », *Revue africaine*, 62, 1921, pp. 335-339.
- GUIRAL (Pierre), *Marseille et l'Algérie 1830-1841*, Aix-en-Provence, 1956.
- HARDY (Georges), *Histoire de la colonisation française*, Paris, Larose, 1947, 348 p.
- HAULE (Sébastien), « Us et coutumes adoptées dans nos guerres d'Orient. L'expérience coloniale russe et l'expédition d'Alger », *Cahiers du monde russe*, 45/1-2, janvier-juin 2004, p. 293-320.
- HEGGOY (Alf Andrew), *The french conquest of Algiers, 1830*, Universités de Géorgie, de l'Ohio, 1986, 95 p.
- HENNEQUIN (A.), *La conquête de l'Algérie*, 1857.

- JULIEN (Charles André), *Histoire de l'Algérie contemporaine*, tome I, *La conquête et la colonisation*, Paris, 1986.
- KAROUI (A.), *la Tunisie et son image dans la littérature française du XIX^e siècle et de la première moitié du XX^e siècle (1801-1945)*, Tunis, STD, 1975.
- LADIMIR (J.), *Les guerres d'Afrique*, Paris, 1859, 431 p.
Histoire complète de la conquête de l'Algérie jusqu'en 1858 et événements politiques et diplomatiques qui s'y rattachent. Aucune référence.
- LADREIT DE LACHARRIÈRE, *Un essai de pénétration pacifique en Algérie*, Paris, Plon et Nourrit, 1909, 60 p.
Négociations entre Clauzel et le bey de Tunis (1830-1831), les fautes du général en chef et des Tunisiens, étude d'après archives.
- LE COUR GRANDMAISON (Olivier), *Coloniser. Exterminer. Sur la guerre et l'État colonial*, Paris, Fayard, 2005.
- KURAN (Ercümend), *La politique Ottomane face à l'occupation de l'Algérie par les Français (1827-1847)*, Tunis, 1970, 125 p.
- LACHERAF (Mostefa), « Psychologie d'une conquête », *Cahiers internationaux*, 1956.
–, *L'Algérie, nation et société*, 1965.
- LAURENT (Franck), *Victor Hugo face à la conquête de l'Algérie*, Maisonneuve et Larose, 2001.
- LUGAN (Bernard), *Histoire du Maroc, des origines à nos jours*, Paris, Perrin, 2000, 367 p.
- MARTEL (André), *La Libye, 1835-1990, Essai de géopolitique historique*, Paris, PUF, 1991, 254 p.
- MARTIN (J.), *L'empire renaissant 1789-1871*, Paris, Denoël, 1987, 333 p.
Sur l'Algérie, voir le chapitre 4 de la seconde partie : « une conquête encombrante : l'Algérie », p. 121-160.
- MAZÉ (J.), *La conquête de l'Algérie*, Tours, 1911, 398 p.
- MERCIER (Ernest), *Histoire de Constantine*, Paris, Marle et Biron, 1903, 730 p.
- MEYER (Jean), TARRADE (Jean), REY-GOLDZEIGUER (Annie), *Histoire de la France coloniale*, I- La conquête, des origines à 1870, Paris, Armand Colin, 1996, 840 p.
- MONTAGNON (Pierre), *Histoire de l'Algérie des origines à nos jours*, Paris, Pygmalion, 1998, 399 p.
–, *La conquête de l'Algérie*, Pygmalion, 1986, 450 p.
- OUASTI (Boussif), *Une ambassade marocaine chez Louis-Philippe, Rihlah al-faqîh Assaffâr ilâ Bârîz 1845-1846*, EDDIF, 2002, 260 p.
- RIVET (Daniel), *Le Maghreb à l'épreuve de la colonisation*, Paris, Hachette, 2002.
- ROUSSET (Camille), *La conquête d'Alger*, Paris, Plon, 1879, 291 p.
–, *La conquête de l'Algérie 1841-1857*, Paris, Plon, 1889, 2 volumes.
–, *Les commencements d'une conquête : l'Algérie de 1830 à 1840*, Paris, Plon, 1887, 2 vol.
- SAHLI (Mohamed), *Décoloniser l'histoire*, Paris, 1965.
- SALINAS (Michèle), *Voyages et voyageurs en Algérie (1830-1930)*, Toulouse, Privat, 1989.
- SCHEFER (Christian), *La politique coloniale de la monarchie de Juillet. L'Algérie et l'évolution de la colonisation française*, Paris, Champion, 1928, 543 p.
- SERRES (Jean), *La politique turque en Afrique du Nord sous la monarchie de Juillet*, Paris, P. Geuthner, 1925, 392 p.
- STORA (Benjamin), *Histoire de l'Algérie coloniale 1830-1954*, Repères, n°102.
- THUREAU-DANGIN (Paul), *Bugeaud et Abd el-Kader*, 1888.
–, *Les dernières années du maréchal Bugeaud en Algérie (1844-1847)*, 1891.
- TOURNIER (J.), *Monseigneur Dupuch et l'échange des prisonniers avec les Arabes en 1841*, 1909.
- VERDES-LEROUX (Jeannine), *Les Français d'Algérie de 1830 à aujourd'hui*, Paris, Fayard, 2001, 492 p.
- VIDAL (César), *Le royaume de Naples et l'expédition d'Alger (1830)*, Paris, Pedone, 1955, 22 p.
- YACONO (Xavier), *Histoire de la colonisation française*, Que sais-je ?, Paris, P.U.F., 1994, 127 p.
- YVER (Georges), *La question marocaine en 1846*, 1909.
Historique des négociations entre Abd al-Rahman en vertu du traité de Tanger pour coopérer à la capture d'Abd el-Kader, événements contemporains d'après les archives du gouvernement général.

L'ÉGYPTE

- AHMED (Jamal Mohammed), *The Intellectual Origins of Egyptian Nationalism*, New York, Oxford University Press, 1960.
- AUBAUDE (Camille), *Le voyage en Égypte de Gérard de Nerval*, Paris, éditions Kimé, 1997.
- BENOIT-GUYOT (G.), *Le voyage de l'obélisque*, Paris, 1939.
- BERGER (Morroe), *Military Elite and Social Change : Egypt since Napoleon*, Princeton, New Jersey: Center for International Studies: Woodrow Wilson School for Public and International Affairs, 1960.
- BREHIER (L.), *L'Égypte de 1798 à 1900*, Paris, 1900.
- CARRÉ (Jean-Marie), *Voyageurs et écrivains français en Égypte*, Le Caire, Institut français d'archéologie orientale, 1932, 342 p.
- CHARLES-ROUX (François), *Thiers et Méhémet-Ali*, Paris, Plon, 1951, 335 p.
- COMBE (Étienne), BAINVILLE (Jacques) et DRIAULT (Édouard), *Précis de l'histoire de l'Égypte*, Le Caire, 1933, t. III.
- DEHÉRAIN (Henri), *Le Soudan égyptien sous Méhémet-Ali*, Paris, 1898, 385 p.
- DRIAULT (Édouard), *L'Égypte et l'Europe, la crise de 1839-1841*, Le Caire, Société royale de géographie d'Égypte, 1930, 400 p.
–, « Une éclatante victoire de l'armée égyptienne », *Revue des études napoléoniennes*, Genève, Slatkine, (réédition de juillet-décembre, 1939), 1976.
- FORSTER (E.M.), *Alexandrie*, Paris, Quai Voltaire, 1990, 345 p.
- GAULTIER-KURHAN (Caroline), *Méhémet-Ali et la France 1805-1849*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2005, 300 p.
- GOLDSCHMIDT (Arthur, Jr.) *Modern Egypt: The Formation of a Nation-State*, Boulder, Colorado : Westview Press, 1988.

- GUEMARD (Gabriel), *Une œuvre française. Les réformes en Egypte d'Ali-Bey El Kébir à Méhémet-Ali (1760-1848)*, Le Caire, 1936.
- HANOTAUX (Gabriel), *Histoire de la nation égyptienne*, Paris, 1936, t. VI.
Impératif de s'y reporter pour celui qui aime lire avec plaisir.
- HILL (Richard) *Egypt in the Sudan 1820-1881*, London : Oxford University Press, 1959.
- LANÇON (Daniel), *L'Égypte littéraire de 1776 à 1882*, Paris, Geuthner, 2007.
- LOUCA (Anouar), *Voyageurs et écrivains égyptiens en France au XIX^e siècle*, Didier, Paris, 1970.
- LUGAN (Bernard), *Histoire de l'Égypte des origines à nos jours*, éditions du Rocher, 2002, 294 p.
- LUTHI (Jean-Jacques), *Égypte et Égyptiens au temps des vice-rois, 1801-1863*, Paris, l'Harmattan, 2003.
- , *La littérature d'expression française en Égypte, 1798-1998*, avant-propos de Boutros Boutros Ghali. Préface de Maurice Genevoix, Paris, l'Harmattan, 2000.
- MADANI (Salah), *La Syrie sous l'occupation égyptienne*, Paris, 1952.
- MARLOWE (John), *A History of Modern Egypt and Anglo-Egyptian Relations 1800-1953*, New York, Praeger, 1954.
- MARSOT (Afaf Lutfi al-Sayyid), *Egypt in the reign of Muhammad Ali*, Cambridge, 1984, 300 p.
- MENU (Bernadette), *L'obélisque de la Concorde*, Paris, Lunx, 1987, 112 p.
- MOUSSA (Sarga), « L'Égypte », *Revue Romantisme*, n°120, printemps 2003.
- PANZAC (Daniel) et RAYMOND (André), *La France et l'Égypte à l'époque des vice-rois : 1805-1882*, Le Caire, 2002, 360 p.
Une synthèse complète et rigoureuse de la question.
- POLLARD (Lisa), *Nurturing the Nation: The Family Politics of Modernizing, Colonizing, and Liberating Egypt, 1805-1923*, Berkeley, California : University of California Press, 2005.
- POUTHAS (Charles-H.), *Histoire de l'Égypte*, Paris, Hachette, 1948, 177 p.
- RIVLIN (Helen Anne B.), *The Agricultural Policy of Muhammad 'Alī in Egypt*. Cambridge, Massachusetts: Harvard University Press, 1961.
- SABRY (Mustapha), *L'empire égyptien sous Méhémet-Ali et la question d'Orient (1811-1849)*, Paris, Geuthner, 1930, 607 p.
- SINOUE (Gilbert), *Le dernier pharaon*, Paris, 1999, 639 p.
- SOLÉ (Robert), *L'Égypte, passion française*, Paris, Seuil, 1997, 416 p.
- , *Le grand voyage de l'obélisque*, Paris, Seuil, 2006, 294 p.
- TOMICHE (Nada), *L'Égypte moderne*, Que sais-je ?, Paris, P.U.F., 1976, 128 p.
- VATIKIOTIS (P.J.), *The History of Modern Egypt: From Muhammad Ali to Mubarak*. Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1991.
- WIET (G.), *Mohammed Ali et les Beaux-Arts*, Le Caire, s.d.
- YERASIMOS (Stéphane, sous la direction de), *Les Turcs*, Paris, Autrement, 1994, 213 p.
- ZELDIN (Theodore), *Anxiété et hypocrisie, Histoire des passions françaises*, tome 5, Paris, Payot, 2002.

LE PROCHE-ORIENT

- AMMOUN (Denise), *Histoire du Liban contemporain*, Paris, Fayard, 1997.
- HAJJAR (Joseph), *L'Europe et les destinées du Proche-Orient : 1815-1848*, Paris, Bloud et Gay, 1970, 633 p.
- HITTI (Philip), *Lebanon in History*, Londres, MacMillan and Co, New York, éd. Saint Martin's Press, 1962.
- LAURENS (Henry), *La question palestinienne, tome premier 1799-1922. L'invention de la Terre sainte*, Fayard, 1999, 719 p.
Le premier volume de la saga réalisée par Henry Laurens, professeur au Collège de France.
- SALIBI (Kamal), *Histoire du Liban du XVII^e à nos jours*, Paris, Naufal, 1992, 19 cm, 389 p.

L'EUROPE OTTOMANE

- ANCEL (Jacques), *L'Europe orientale de 1830 à 1852*, Paris, Cours de Sorbonne, 1940.
- CASTELLAN (Georges), *La Bulgarie*, Que sais-je ?, Paris, P.U.F., 1976, 127 p.
- , *Histoire de l'Albanie et des Albanais*, Paris, Armeline, 2002, 204 p.
- , *Histoire de la Roumanie*, Que sais-je ?, Paris, P.U.F., 1984, 127 p.
- , *Histoire des Balkans*, Paris, Fayard, 1991.
- , *Histoire des peuples de l'Europe centrale*, Paris, Fayard, 1994, 528 p.
- CONTOGEOGIS (Georges), *Histoire de la Grèce*, Paris, Hatier, 1992.
- COUDERC (Anne), *États, nations et territoires dans les Balkans au XIX^e siècle. Histoire de la première frontière gréco-ottomane (1832-1881)*, thèse de l'Institut Renouvin, 22 avril 2002.
- CRAWLEY (C.), *The question of Greek Independence. British policy in the Near East, 1821-1833*, Londres, 1930.
- DALÈGRE (Joëlle), *Grecs et Ottomans 1453-1923, de la chute de Constantinople à la disparition de l'Empire ottoman*, Paris, l'Harmattan, 2002, 268 p.
- DIMOPOULOS (Aristide G.), *L'Opinion française et la révolution grecque, 1821-1827*, Nancy, 1962.
- DRIAULT (Édouard), *La Grande Idée. La Renaissance de l'hellénisme*, Paris, Félix Alcan, 1920, in-16, 242 p.
- DRIAULT (Édouard) et LHÉRITIER (Michel), *Histoire diplomatique de la Grèce de 1821 à nos jours*, Paris, P.U.F., 1925, t. II, 498 p.
- ISAMBERT (G.), *L'indépendance grecque et l'Europe*, Paris, 1900.
- JELAVICH (Barbara), *History of the Balkans*, Londres, New York, Sydney, Cambridge university press, 1983, vol. I.
- PAVLOVICH (Paul), *The Serbians : the story of a people*, Toronto, 1983, 253 p.
- PELTRE (Christine), *Retour en Arcadie. Le voyage des artistes français en Grèce au XIX^e siècle*, Klincksieck, 1997.
- PETROPOULOS (J.), *Politics and Statecraft in the Kingdom of Greece*, Princeton, Princeton University Press, 1968.
- RISTELHUEBER (René), *Histoire des peuples balkaniques*, Paris, Fayard, 1950, 503 p.

- SELLIER (André et Jean), *Atlas des peuples d'Europe Centrale*, Paris, La Découverte, 1991.
 SVORONOS (Nicolas), *Histoire de la Grèce moderne*, Que sais-je ?, Paris, P.U.F., 1972, 128 p.
 TULARD (Jean), *Histoire de la Crète*, Que sais-je ?, Paris, P.U.F., 1979, in-12, 128 p.
 VACALOPOULOS (Apostolos), *Histoire de la Grèce moderne*, Paris, Horvath, 1975, 330 p.
 VANER (Semih) *Le Différend gréco-turc*, l'Harmattan, 1988.

ASIE CENTRALE, CAUCASE, AFGHANISTAN, PERSE

- AMANAT (Abbas), *Pivot of the Universe. Nasir al-Din Shah Qajar and the Iranian Monarchy 1831-1896*, Berkeley/Los Angeles, University of California Press, 1997.
 BADDELEY (J.F.), *The Russian conquest of the Caucasus*, Londres, Longmans, Green and co, 1908.
 BENNIGSEN (Alexandre), « Un témoignage français sur Chamil et les guerres du Caucase », *Cahiers du monde russe et soviétique*, 1966, volume 7, pages 311-322.
 BLANCH (Lesley), *Les sabres du paradis*, Paris, Le livre de poche, 1991, 727 p.
 CARLO-TERENZIO (Pio), *La rivalité anglo-russe en Perse et en Afghanistan*, Rousseau, 1947, 179 p.
 DUBEUX (Louis), RAYMOND (Xavier), *Tartarie, Beloutchistan, Afghanistan*, L'Univers, Firmin Didot, 1848.
 EAGLETON Jr (William), *La République kurde*, Paris, éditions complexes, 1991, 232 p.
 FREMONT-BARNES (Gregory), *The Anglo-Afghan wars 1839-1919*, Osprey, 2009, 96 pages.
 FURON (Raymond), *La Perse*, Paris, Payot, 1938, 239 p.
 GALSTYAN (Garik), *Les intérêts géopolitiques russes dans la région Caspienne*, Paris, L'Harmattan, 2007.
 GAMMER (Moshe), *Muslim resistance to the tsar, Shamil and the conquest of Chechnia and Daghestan*, Londres, 1993, 452 p.
 —, « Le général Klüge-von-Klugenau a-t-il été le Desmichels de Chamil ? », *Cahiers du monde russe*, 1992, 33/2-3.
 LANG (David Marshall), *The last years of the Georgian monarchy, 1658-1832*. Columbia University Press, 1957.
 MEAUX (Lorraine de), « L'Orient à portée de fusil. Récits d'officiers russes sur la région caucasienne et les États voisins dans la première moitié du XIX^e siècle », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n°18, printemps 2004.
 MUTAFIAN (Claude), *La Cilicie au carrefour des empires*, Paris, Les Belles Lettres, 1988, 2 vol.
 PASDERMADJIAN (Hrand), *Histoire de l'Arménie, depuis les origines jusqu'au traité de Lausanne*, Paris, 1986.
 RICHARD (Yann), *L'Iran de 1800 à nos jours*, Paris, Flammarion, 2009.
 SAINT-PROT (Charles), *Histoire de l'Irak, de Sumer à Saddam Hussein*, Paris, Ellipses, 1999, 264 p.
 TERNON (Yves), *Les Arméniens, Histoire d'un génocide*, Paris, Seuil, 1996.
 VANDAL (Albert), *Les Arméniens et la Réforme de la Turquie*, Genève, 1903.

LE GOLFE PERSIQUE

- ABU-HAKIMA (Dr. Ahmad Mustafa), *Histoire moderne du Koweït (1750-1965)*, université McGill, Montréal, 1992.
 BARRAULT (Michèle), *Regards Koweït*, éditions Michel Hetier, 1998.

LES SAINT-SIMONIENS, L'ORIENTALISME

- ALLEMAGNE (Henry René d'), *Les saint-simoniens 1827-1837*, Paris, Gründ, 1930, 455 p.
 CHARLÉTY (Sébastien), *Histoire du saint-simonisme (1825-1864)*, Paris, 1931, 386 p.
 ÉMERIT (Marcel), « Les saint-simoniens au Maroc », *Bulletin de l'enseignement public du Maroc*, n° 176, 1943, 3 p.
 —, *Les saint-simoniens en Algérie*, Paris, Les Belles lettres, 1941, 351 p.
 —, « Les saint-simoniens en Grèce et en Turquie », *Revue des Etudes sud-est européennes*, t. XIII, 1975, n°2, pp. 241-251.
 —, « Les explorations saint-simoniennes en Afrique orientale et sur la route des Indes », Alger, société historique algérienne, extrait de *la Revue africaine*, 1943, n° 394-395.
 LEVALLOIS (Michel) et MOUSSA (Sarga), *L'orientalisme des saint-simoniens*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2006, 294 p.
 PELTRE (Christine), *Dictionnaire culturel de l'Orientalisme*, Hazan, 2003-2008.
 —, *Les arts de l'islam. Itinéraire d'une redécouverte*, Gallimard, 2006.
 —, *Les Orientalistes*, Hazan, 1997.
 —, *Orientalisme*, Terrail, 2004.
 PICON (Antoine), *Les saint-simoniens. Raison, imaginaire et utopie*, Belin, 2002, 381 p.
 RÉGNIER (Philippe), *Etudes saint-simoniennes*, Presses universitaires de Lyon, janvier 2002, 387 p.
 —, *Les idées et les opinions littéraires des saint-simoniens : 1825-1835*, 1983, 3 volumes, 874 p.
 RÉGNIER (Philippe) et ABDELNOUR (Amin F.), *Les saint-simoniens en Égypte 1833-1851*, Le Caire, 1989, 192 p.
 SAÏD (Edward), *L'Orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*, Paris, Seuil, 1980.
 THORNTON (Lynne), *La femme dans la peinture orientaliste*, 1997, 264 p.
 —, *Les orientalistes. Peintres voyageurs 1828-1908*, 2001, 300 p.

LES QUESTIONS RELIGIEUSES

- ABITBOL (Michel), *Le passé d'une discorde. Juifs et Arabes depuis le VII^e siècle*, Paris, Perrin, 2003, 522 p.
 AMANAT (Abbas), *Resurrection and Renewal: The Making of the Babi Movement in Iran, 1844-1850*, Ithaca (N.Y.), Cornell University Press, 1989.

- CAMBY (Philippe), *L'érotisme et le sacré*, Paris, Albin Michel, 1989, 248 p.
- DELANOUE (Gilbert), *Moralistes et politiques musulmans dans l'Égypte du XIX^e siècle*, Le Caire, 1982.
- DELORME (Philippe), *Les aventuriers de Dieu*, Paris, éditions Jean Picollec, 2002, 311 p.
- DE VAUX (Carra), *Les penseurs de l'islam*, Paris, Geuthner, 1921-1925.
- DISPAGNE (Caroline), *Les dépêches diplomatiques françaises concernant les religions babie et baha'ie au temps du Bab et de Baha'u'llah 1844-1892*, Mémoire de maîtrise, Paris IV-Sorbonne, 2000.
- DONZEL, LEWIS (B.), PELLAT (Ch.), SCHACHT (J.), *Encyclopédie de l'islam*, Maisonneuve et Larose, 1993, 7 volumes.
- DOUBNOV (Simon), *Histoire moderne du peuple juif, 1789-1938*, Paris, Cerf, 1994.
- FERRO (Marc), *Le choc de l'islam*, Odile Jacob, 2002.
- FRAZEE (Ch. A.), *The Orthodox Church and Independent Greece. 1821-1852*, Cambridge, Cambridge University Press, 1969.
- FRÉMEAUX (Jacques), *La France et l'Islam depuis 1789*, P.U.F., 1991, 291 p.
- GALTIER (Gérard), *Maçonnerie égyptienne*, Paris, éditions du Rocher, 1994.
- GRAYZEL (Salomon), *Histoire des Juifs*, Paris, S.T.E., 1969, tome II, 552 p.
- GRONDEUX (Jérôme), *La religion des intellectuels français au XIX^e siècle*, Privat, 2002, 189 p.
- JOHNSON (Paul), *Une histoire des Juifs*, Paris, JC Lattès, 1989, 681 p.
- JOMIER (Jacques), *Le Mahmal et la caravane égyptienne de La Mecque, XIII^e-XX^e siècles*, Paris, 1953.
- KEYHANI (Sadegh), *Petite histoire de l'enseignement de la langue française en Iran*, Association culturelle franco-iranienne Sabalan, mars 2005.
- LEWIS (Bernard), *Islam et laïcité. La naissance de la Turquie moderne*, Paris, Fayard, 1988, 520 p.
- MARTIN (Claude), *Les Israélites algériens de 1830 à 1902*, Paris, Héraclès, 1936.
- MAYEUR (J.M.), Ch. et PIETRI (L.), VAUCHEZ (A.), VENARD, *Histoire du christianisme. Libéralisme, industrialisation, expansion européenne (1830-1914)*, Paris, Desclée, 1993.
- MIQUEL (André), *L'islam et sa civilisation, VI^e XX^e siècle*, Paris, Armand Colin, 1968, 1986, 572 p.
- MOURRET (Fernand), *Histoire générale de l'Église, L'Église contemporaine, Première partie (1823-1878)*, Paris, 1928.
- POLIAKOV (Léon), *Histoire de l'antisémitisme*, Paris, Seuil, 1991, tome II, 542 p.
- POPOVIC (Alexandre), « Les réseaux soufis dans la Crète ottomane » (en collaboration avec Nathalie Clayer), dans : A. Anastasopoulos (Ed. by), *The Eastern Mediterranean Under Ottoman Rule: Crete, 1645-1840*, Rethymno, Crete University Press, 2008, p. 211-230 (Collection : Halcyon Days in Crete VI).
- , *Un ordre de derviches en terre d'Europe*, Lausanne, 1993.
- ROGIER (L.J.), BERTIER DE SAUVIGNY (Guillaume de), HAJJAR (J.), *Nouvelle Histoire de l'Église*, Seuil, 1966, tome IV, 587 p.
- SOURDEL (Dominique et Janine), *Dictionnaire historique de l'islam*, Paris, P.U.F., 1996.
- VIDAL (César), *La monarchie de Juillet et le Saint-Siège au lendemain de la révolution de 1830*, Paris, 1932, 23 p.
- VOVELLE (Michel), *Pour les droits de l'homme Histoire Image-Parole For Human Rights Histories Images Voices*, Paris, Artis, 1989.
- YACONO (Xavier), *Un siècle de franc-maçonnerie algérienne, 1785-1884*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1969, 320 p.

LES ASPECTS MILITAIRES

- ANDIA (Béatrice de), *Les enceintes de Paris*, Paris, Action artistique de la Ville de Paris, 2001.
- AUBIER (Lieutenant-colonel A.), *La bataille de La Sikkak, 6 juillet 1836*, 1905.
L'auteur a étudié le combat sur les lieux mêmes.
- AZAN (Paul, général), *Conquête et pacification de l'Algérie française*, Librairie de France, 1931.
—, *L'armée d'Afrique de 1830 à 1852*, Paris, Plon, 1936, 514 p.
- BARTLETT (CJ), *Great Britain & Sea Power (1815-1853)*, Oxford, Clarendon Press, 1963.
- BARUCH (Jules), *Historique du corps des officiers interprètes de l'armée d'Afrique*, Braham, 1901.
- BERTAUD (Jean-Paul) et SERMAN (William), *Nouvelle histoire militaire de la France*, Paris, Fayard, 1998, 855 p.
- BERTRAND (E., capitaine de vaisseau), « La marine et l'expédition d'Alger », *Revue maritime*, 1930, volume I.
- BOURELLY (Jules), *La France militaire monumentale*, 1905.
- BRUNON (J.), MANUE (G.-R.), CARLES (Pierre), *Le Livre d'or de la Légion étrangère*, Lavauzelle, 1981.
- BURAT, *Gendarmerie d'Afrique, Historique 1830-1925*, Musée de la gendarmerie à Melun, 1926.
- BUSQUET (R.), « L'affaire des grottes du Dahra », *Revue africaine*, 1907.
- CALLWELL (Charles E.), *Petites guerres*, Paris, Economica, 1998, 390 p.
Officier anglais, Callwell a participé aux guerres coloniales de l'empire britannique. Cet essai écrit dans les années 1890, aborde les tactiques et stratégies des différentes armées européennes sur les théâtres d'opérations coloniaux, dont la Russie au Caucase.
- CARLES (Pierre, colonel), « Les débuts laborieux des tirailleurs algériens 1830-1854 », *Revue du Musée de l'infanterie*, 2003, n° 44.
- CHESNEL (Comte de), *Dictionnaire des armées de terre et de mer, encyclopédie militaire et maritime*, Paris, 1832-1864, 2 volumes.
- CLOWES (William Laird), *The Royal navy a history from the earliest times to the present*, Londres, S. Low, 1901, volume VI.
- CORNULIER-LUCINIÈRE (Raoul de), *La prise de Bône et Bougie : d'après des documents inédits : 1832-1833*, Paris, Lethielleux, 1895.
Ce récit réédité en 2005 se nourrit de témoignages et de rapports des acteurs des événements évoqués.
- CORVISIER (André) et DELMAS (Jean), *Histoire militaire de la France*, Paris, P.U.F., 1992, tome II.
- COUTAU-BÉGARIE (Hervé), *La lutte pour l'empire de la mer*, Paris, Economica, 1995, 338 p.
—, *L'évolution de la pensée navale*, Paris, Economica, 1997, tome VI, 228 p.

- , *Les médias et la guerre*, Paris, Economica, 2005.
- Lire Luc Thomassin, « Les officiers africains et la presse française : l'exemple du *Spectateur militaire* (1830-1855) », p. 314-325.
- DIAMANT-BERGER (Marcel), *Huit siècles de gendarmerie*, préface de Pierre MESSMER, Paris, Larrieu-Bonnell, 1967, 445 p.
- DIVER (Maud), *The judgment of the sword : the tale of the Kabul tragedy, and of the part played therein by Major Eldred Pottinger, the hero of Herat*, John Murray, 1929, 591 p.
- , *Le Défenseur d'Hérat*, traduit de l'anglais par Maurice Soulié, Paris, Payot, 1936, 326 p.
- DURAND-VIEL (Georges-Edmond-Just, vice-amiral), *Les campagnes navales de Méhémet-Ali et d'Ibrahim*, Paris, 1937, tome II.
- DUTAILLY (lieutenant-colonel), « Les premiers Zouaves, 1830-1841 », *Revue historique des Armées*, n° 4, 1978.
- EMERIT (Marcel), « Les bureaux arabes », *Documents algériens*, Série politique n° 10, Alger, 1949.
- ESPINOSA (Carole), MAURIN (Jules), *L'armée et la ville en France (1815-1870)*, L'Harmattan, 2008, 528 p.
- ESQUER (Gabriel), *La prise d'Alger (1830)*, Paris, 1929, 483 p.
- FAHMY (Khaled), *All the Pasha's men : Mehmed Ali, his army and the making of modern Egypt*, Cambridge, 1997, 334 p.
- FAUDAIS (Stéphane), « Le siège de Constantine de 1837, vu par le capitaine du génie Adolphe Niel », *Champs de bataille*, n°32, février-mars 2010.
- FIEFFÉ (Eugène), *Histoire des troupes étrangères au service de la France*, Paris, Librairie militaire, 1854, 2^e partie.
- FORBES (Archibald), *Britain in Afghanistan 1: The First Afghan war 1839-1842*, Leonaur Ltd, 2007, 164 p.
- FRÉMEAUX (Jacques), *L'Afrique à l'ombre des épées, tome 1 – Des établissements côtiers aux confins sahariens 1830-1930*, 1993.
- , *L'Afrique à l'ombre des épées, tome 2 – Officiers, administrateurs et troupes coloniales 1830-1930*, 1995.
- , « La bataille d'Isly », *Revue historique des Armées*, n°1, 1987.
- , *La France et l'Algérie en guerre 1830-1870, 1954-1962*, Economica, 2002.
- , *Les bureaux arabes dans l'Algérie de la conquête*, Denoël, « L'aventure coloniale de la France », 1993, 310 p.
- HAMARD (Morgan), « L'expédition de 1830 », *Champs de bataille*, n°8, juillet-août 2005.
- JENKINS (E.H.), *Histoire de la marine française*, Paris, Albin Michel, 1977, 428 p.
- KIERNAN (V.G.), *Colonial empires and armies 1815-1960*, Montreal, Mc Gill Queen's University press, 1998, 288 p.
- Sur les Russes au Caucase, voir le chapitre 4 : « *The Caucasus and the first afghan war* », p. 57-63.
- KËNIG (William), *Grands combats navals*, Paris, Fernand Nathan, 1978.
- LA RONCIÈRE (Ch. de), *Histoire de la marine française illustrée*, Paris, Larousse, 1934, 408 p.
- LARRÈRE-LOPEZ (Mathilde), *La Garde nationale de Paris sous la monarchie de Juillet*, thèse de doctorat soutenue sous la direction d'Alain Corbin, Paris I, 2000.
- LEFEBVRE (Commandant), « L'expédition de 1830 », *Revue historique des Armées*, n°1, 1992.
- MARTINEZ-VASSEUR (Pilar), *L'armée espagnole XIX^e et XX^e siècles*, Paris, Ellipses, 2003, 255 p.
- MEYER (Jean), ACERRA (Martine), *Histoire de la marine française*, Paris, Ouest-France, 1994, 428 p.
- MIQUEL (Pierre), *Les Gendarmes*, Paris, Olivier Orban, 1990.
- MONTAGNON (Pierre), *Histoire de la Légion étrangère : de 1831 à nos jours*, Paris France loisirs, 1999, 443 p.
- NICOLAS (Louis), *Histoire de la marine française*, Que sais-je ?, Paris, P.U.F., 1973, 128 p.
- PANZAC (Daniel), *La marine ottomane. De l'apogée à la chute de l'Empire. 1572-1923*, CNRS, 2009.
- PAPIER (A.), *Histoire d'un soulèvement kabyle en 1804, suivie de considérations historiques et politiques sur les insurrections de l'Aurès, depuis la domination romaine jusqu'à nos jours*, Bône, juin 1879, 43 p.
- Rôle du bey de Constantine et expédition française dans l'Aurès de 1831 à 1848.
- PIQUET (Victor), *Campagnes d'Afrique, 1830-1910*, Paris, 1912.
- PORCH (Douglas), *Wars of Empire*, Londres, John Keegan, 2000, 240 p.
- PORTE (Rémy, sous la direction du lieutenant-colonel), *Les relations militaires franco-grecques, De la Restauration à la Seconde Guerre mondiale*, Service historique de la Défense, 2007, 220 p.
- RAYMOND (Xavier), *Les marines de la France et de l'Angleterre 1815-1863*, Hachette, 1863.
- ROZET (Capitaine, H.), *La bataille d'Isly (14 août 1844)*, Paris, Charles Lavauzelle, 1913, 184 p.
- SOUEID (Yassine), *Les forces armées dans les Mûqata'as libanais à l'époque des Chéhab 1698-1842*, thèse de doctorat d'État, sous la direction de Monsieur le professeur Guy PEDRONCINI, Paris, tome II, 1984.
- SPILLMANN (Georges, général), « Lamoricière et Changarnier face au problème algérien », *Revue historique des Armées*, n° 2, 1970.
- TROUDE (O.), *Batailles navales de la France*, tome IV, 1868.
- WEYGAND (Maxime, général), *Histoire militaire de Méhémet-Ali et de ses fils*, Paris, impr. nationale, 1936, 2 volumes.
- , *Histoire de l'armée d'Afrique*, Flammarion, 1953.

LES DONNÉES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

- ANASTASSIADOU (Méropi), *Salonique 1830-1912. Une ville ottomane à l'âge des réformes*, Leiden, E. J. Brill, 1997, 466 p.
- ANGLADE (Jean), *La vie quotidienne dans le Massif Central au XIX^e siècle*, Paris, Hachette, 1984, 286 p.
- BARBIER (Pierre), VERNILLAT (France), *Histoire de France par les chansons*, Paris, éditions Max Fourny, 1982, 300 p.
- BATOU (Jean), *Cent ans de résistance au sous-développement. L'industrialisation de l'Amérique latine et du Moyen-Orient face au défi européen (1770-1870)*, Genève, Droz, 1990.
- BEAUD (Michel), *Histoire du capitalisme de 1500 à nos jours*, Points Economie, Paris, Seuil, 1990, 383 p.
- BERGERON (L.), *L'industrialisation de la France au XIX^e siècle*, Paris, Hatier, 1982.

- BIANCHI (Serge) et DUPUY (Roger), sous la direction de, *La Garde nationale entre nation et peuple en armes. Mythes et réalités, 1787-1871*, Rennes, 2006, 561 p.
- BOUQUET (Olivier), *Les Pachas du Sultan. Essai sur les agents supérieurs de l'Etat ottoman (1839-1909)*, Paris, Louvain, Peeters, 2007.
- BOUVIER (Jean), *Les Rothschild Histoire d'un capitalisme familial*, Paris, Complexe, 1992, 343 p.
- BRAUDEL (Fernand), LABROUSSE (Ernest), *Histoire économique et sociale de la France*, Paris, P.U.F., 1976, tome III.
- BRODER (Albert), *Histoire économique de l'Espagne contemporaine*, Paris, Economica, 1998, 357 p.
- CHARLES-ROUX (François), *La production du coton en Égypte*, Paris, Colin, 1908, 410 p.
- CHEBEL (Malek), *L'esclavage en Terre d'Islam*, Fayard, 2009, 497 p.
- CORBIN (Alain), *Le miasme et la jonquille*, Paris, Flammarion, 1986, 336 p.
- , *Le territoire du vide. L'Occident et le désir de rivage 1750-1840*, Paris, Flammarion, 1990, 407 p.
- CROUZET (François), *De la supériorité de l'Angleterre sur la France. L'économie et l'imaginaire XVII^e – XX^e siècle*, Perrin, 1999.
- DU VELAY (A.), *Essai sur l'histoire financière de la Turquie, depuis le règne du sultan Mahmoud II jusqu'à nos jours*, Paris, 1903, 722 p.
- EL-ANNABI (Hassan), « De l'exclusion et des exclus à travers les récits de voyage au XIX^e siècle », *Cahiers de la Méditerranée*, vol. 69, 2006.
- ÉMERIT (Marcel), « Une cause de l'expédition d'Alger, le trésor de la Casbah », *Bulletin de la section d'histoire moderne et contemporaine*, Paris, imprimerie nationale, 1955, pp. 171-188.
- FAHMY (Moustafa), *La Révolution de l'industrie en Égypte et ses conséquences sociales au XIX^e siècle (1800-1850)*, Leyde, 1954, 143 p.
- FOURASTIÉ (Jean), *Machinisme et Bien-être*, Paris, éditions de Minuit, 1962.
- GEORGEON (François) et DUMONT (Paul), *Vivre dans l'Empire ottoman*, L'Harmattan, 1997, 350 p.
- ISHOW (Habib), *Le Koweït, évolution politique, économique et sociale*, Paris, L'Harmattan, 1984.
- ISLAMOGLU-INAN (Huri), *The Ottoman empire and the world-economy*, Cambridge, 1987, 481 p.
- LANDES (David S.), *Richesse et pauvreté des nations*, Paris, Albin Michel, 2000, 760 p.
- MARION (Marcel), *Histoire financière de la France depuis 1715*, Paris, impr. Lambert, 1928, tome V.
- MOLLAT (Michel), *Colloque international d'histoire maritime. Sociétés et compagnies de commerce en Orient et dans l'Océan Indien*, Paris, SEVPEN, 1970, 731 p.
- NODÉ-LANGLOIS (Fabrice), RIZET (Laurence), *La consommation*, Paris, Marabout, 1995.
- NOUTSOS (P.), *La pensée socialiste en Grèce*, Athènes, Gnessi, 1995, vol. I.
- PANZAC (Daniel), *Les villes dans l'Empire ottoman : activités et sociétés*, Paris, C.N.R.S., 1994, tome II.
- RIOUX (J.P.), *La révolution industrielle, 1780-1880*, Paris, Seuil, 1989, 273 p.
- RUDE (Fernand), *Les révoltes des canuts 1831-1834*, Paris, La Découverte, 2001.
- SEMPÉ (Jane), *La France qui chante*, Paris, 1945.
- THUILLIER (Guy), *Bureaucratie et bureaucrates en France*, Genève, Droz, 1980.
- , *La bureaucratie en France aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris, Economica, 1987.
- , *La vie quotidienne dans les ministères au XIX^e siècle*, Paris, Hachette, 1976.
- TSELIKAS (Effy), HAYOUN (Lina), *Les lycées français du soleil*, Paris, Autrement, 2004, 271 p.
- TUCHSCHERER (Michel), *Le commerce du café avant l'ère des plantations coloniales : espaces, réseaux, sociétés, XV^e – XIX^e siècle*, Paris, 2001, 410 p.
- TULARD (Jean), *Les épurations administratives XIX^e et XX^e siècles*, Paris, Droz, 1977.

LES PROBLÈMES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES

- ALLIN (Michael), *La girafe de Charles X*, Paris, J.C. Lattès, 2000, 272 p.
- BOURGUET (M.- N.), LEPETIT (B.), NORDMAN (D.), SINARELLIS (M.), *L'invention scientifique de la Méditerranée. Égypte, Morée, Algérie*, Paris, École des Hautes Études en Sciences Sociales, 1998.
- BRISOU (Dominique, capitaine de vaisseau), *Accueil, introduction et développement de l'énergie vapeur dans la marine militaire française au XIX^e siècle*, thèse de doctorat sous la direction du Professeur François CARON, S.H.M., 2 tomes.
- CARON (François), *Histoire des chemins de fer en France*, Paris, Fayard, 1997, 700 p.
- DAUMAS (Maurice, sous la direction de), *Histoire générale des techniques*, Paris, P.U.F., 1968, tome III, 884 p.
- DELAUNAY (Paul), *Le corps médical et le choléra en 1832*, Tours, 1933.
- DUNMORE (Spencer), *Sous-marins*, Paris, Tallandier, 2002, 176 p.
- FAGAN (Brian M.), *L'aventure archéologique en Égypte*, Paris, Payot, 2005, 276 p.
- GIRETTE (Jules), *La civilisation et le choléra*, Paris, Hachette, 1867.
- JAGAILLOUX (Serge), *La médicalisation de l'Égypte au XIX^e siècle*, Paris, 1986.
- KRAFFT (Maurice), *Les feux de la Terre. Histoire de volcans*, Paris, Gallimard, 1991, pp. 106-107.
- LE GUERN (Nicolas), *L'Égypte et ses premiers photographes. Etude des différentes techniques et du matériel utilisés de 1839 à 1869*, D.E.A., sous la direction de Mme Marie-Sophie CORCY et M. André GUILLERME, septembre 2001.
- MALTE-BRUN, *Géographie universelle*, Paris, Plon, 1855, tome I (la France), tome IV (la Turquie d'Europe).
- MARSHALL (Chris), *L'encyclopédie des bateaux*, Paris, EDDL, 1999, 288 p.
- PANZAC (Daniel), *La Peste dans l'Empire ottoman, 1700-1850*, Leuven, éd. Peters, 1985.
- PESCE (G.- L.), *La navigation sous-marine*, Paris, Vuibert & Nony, 1906, 498 p.

RECLUS (Élisée), *Nouvelle géographie universelle*, Paris, Hachette, 1875-1894, t. VI, VII et IX.

VOLAÏT (Mercedes), *Architectes et architectures de l'Égypte moderne, 1830-1950*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2005, 476 p.

LA RÉVOLUTION DE 1848

AGULHON (Maurice), *1848 ou l'apprentissage de la république*, Paris, Seuil, 1992, 290 p.

—, *Histoire de Toulon*, Toulouse, Privat, 1980.

—, *Les quarante-huitards*, Paris, Gallimard, 1992, 263 p.

—, *Les révolutions de 1848, l'Europe des images*, Paris, Assemblée nationale, 1988, 2 tomes.

ARNAUD (René), *La II^e République et le Second Empire*, Hachette, 1929.

BOYER (Pierre), *La Révolution de 1848 en Algérie*, Larose, 1949, 191 p.

FEJTŐ (François), *Le printemps des peuples : 1848 dans le monde*, ouvrage collectif, Paris, 1948, 2 volumes.

TERSEN (Émile), *Quarante-huit*, Paris, 1970, 285 p.

BIOGRAPHIES

ARJUZON (Antoine d'), *Wellington*, Perrin, 1998, 426 p.

AURIANT, « Marmont, duc de Raguse et Méhémet-Ali, pacha d'Égypte », *Revue de l'histoire des Colonies françaises*, t. XX, 1927.

BACKES (Jean-Louis), *Pouchkine*, Paris, Hachette, 1996.

BAINVILLE (Jacques), *Napoléon*, Paris, Robert Laffont, 1981, 490 p.

BARTON (Dunbar Plunket), *Bernadotte (1763-1844)*, Paris, Payot, 1931, 383 p.

BEECHER (Jonathan), *Fourier*, Paris, Fayard, 1993, 618 p.

BÉLY (Lucien), SOUTOU (Georges-Henri), THEIS (Laurent), VAÏSSE (Maurice), sous la direction de, *Dictionnaire des Ministres des Affaires étrangères*, préface de Michel Barnier, Paris, Fayard, 2005, 664 p.

BESSAÏH (Boualem), *De l'émir Abd el-Kader à l'Imam Chamyl*, Dalhalb, Alger, 1997.

BORDONOVE (Georges), *Charles X*, Paris, Pygmalion, 1990, 317 p.

BOURMONT (Gérald de), *Le livre de famille. Histoire de la maison de Ghaisne et généalogie des branches Bourmont et Classé*, 1996.

BRÉGEON (Jean-Joël), *Kléber*, Paris, Perrin, 2002, 287 p.

CASTRIES (René de La Croix de, duc de), *La Fayette*, Tallandier, 1981, 23 cm, 513 p.

—, *La fin des Rois. Tome IV : Louis-Philippe, Roi des Français (1830-1840)*, Tallandier, 1973.

CLÉMENT (Jean-Paul), *Chateaubriand*, Paris, Flammarion, 1998, 700 p.

—, *Chateaubriand, « Des illusions contre des souvenirs »*, Paris, Gallimard, 2003, 159 p.

CROUZET (Michel), *Stendhal ou Monsieur Moi-même*, Paris, Flammarion, 1990, 798 p.

DECAUX (Alain), *Blanqui l'insurgé*, Paris, Perrin, 1976, 641 p.

ÉMERIT (Marcel), *Un collaborateur d'Alexandre Dumas : Ducouret Abd el Hamid*, Tunis, S.E.F.A.N., 1957, extrait des « Cahiers de Tunisie », n°14, 2^e trimestre 1956.

FEJTŐ (François), *Henri Heine*, Paris, O. Orban, 1981, 314 p.

FUMAROLI (Marc), *Chateaubriand, Poésie et Terreur*, Paris, éditions de Fallois, septembre 2003, 800 p.

GUÉNA (Yves), *Le baron Louis*, Perrin, 1999, 282 p.

HAZEL, *Le Maréchal Pélissier*, Les Contemporains, 1892.

HOJER (Torvald), *Bernadotte : maréchal de France, roi de Suède*, Paris, Plon, 1971, 2 volumes.

JAEGER (Gérard A.), *Grandeur et misère du corsaire Joseph Bavastro*, éd. des Écrivains, 1998.

LACOUTURE (Jean), *Stendhal le bonheur vagabond*, Paris, Seuil, 2004, 243 p.

LESSAY (Jean), *La Fayette*, Paris, Bordas, 1983, 125 p.

MESMAY (J.T. de), *Horace Sébastiani, soldat, diplomate, homme d'État, maréchal de France, 1772-1851*, Paris, 1948, 324 p.

MÉYER (Frédéric), *Boutin Vincent-Yves, colonel d'Empire*, Paris, éditions France-Empire, 294 p.

MICHAUD (Louis-Gabriel), *Biographie universelle ancienne et moderne*, Paris, Delagrave, 1998, 45 tomes.

MORTON (Benjamin A.), *The Veiled Empress, an unacademic biography*, New York, G.P. Putnam's sons, 1923, 243 p.

NOAILLES (marquis de), *Le comte Molé, sa vie, ses mémoires*, Paris, 1922-1930, 6 volumes.

PETITJEAN ROGET (Jacques), *J'ai assassiné la sultane validé*, société d'histoire de la Martinique, 1990, 430 p.

PREVOST et ROMAN D'AMAT, *Dictionnaire de biographie française*, Paris, 1954.

QUINTIN (Bernard et Danielle), *Dictionnaire des capitaines de vaisseau de Napoléon*, Paris, S.P.M., 2003.

RENOU (Krishnâ), *Victor Hugo en voyage*, Paris, Payot, 2002, 349 p.

SARDA (François), *Les Arago, François et les autres*, Paris, Tallandier, 2002, 442 p.

SEDOUY (J.A. de), *Le comte Molé ou la séduction du pouvoir*, Paris, 1994.

TAILLEMITE (Étienne), *La Fayette*, Paris, Fayard, 1989, 623 p.

TRANQUILLE, *Maréchal Randon*, Les Contemporains, 1894.

—, *Mgr Dupuch, premier évêque d'Alger*, 1894.

—, *Le Général baron de Berthezène*, Les Contemporains, 1894.

TULARD (Jean), *Napoléon*, Fayard, 1987, 512 p.

WATEL (Françoise), *Jean-Guillaume Hyde de Neuville 1776-1857*, Paris, imprimerie nationale, 1997.

Abd el-Kader :

- AIRE (Marie d', née Boissonnet), *Abd el-Kader, sa jeunesse, son rôle politique et religieux, sa captivité, sa mort*, J. Pichon, Paris, 1905.
- AZAN (P.), *L'Émir Abd el-Kader (1808-1883)*, Paris, 1925.
- AOULI (Smaïl), REDJALA (Ramdane), ZOUMMEROFF (Philippe), *Abd-el-Kader*, Paris, Fayard, 1994.
- BELLEMARE (Alexandre), *Abd el-Kader, sa vie politique et militaire*, Paris, Hachette, 1863.
- BOUAZIZ (Yahia), *L'Émir Abd el-Kader, commandant de la résistance algérienne*, Dar al-Kitâb, Alger, 1964.
- BOUTALEB (Abdelkader), *L'Émir Abd el-Kader et la formation de la nation algérienne. De l'émir Abd el-Kader à la guerre de libération*, Dahalb, Alger, 1990.
- BOUYERDÈNE (Ahmed), *Abd el-Kader*, Paris, Le Seuil, 2008.
- CHURCHILL (Charles Henry), *La vie d'Abd el-Kader*, Londres, 1867.
- ESTAILLEUR-CHANTERAINE (Philippe d'), *L'Émir magnanime, Abd el-Kader le croyant*, Fayard, Paris, 1959.
- ÉTIENNE (Bruno), *Abdelkader*, Paris, Hachette, 1995.
- ÉTIENNE (Bruno), POUILLON (François), *Abd el-Kader*, Paris, Gallimard, 2003, 128 p.
- FAROCHON, *Abd el-Kader*, Les Contemporains, 1893.
- LABALETTE (Françoise), « Abd el-Kader, le grand héros algérien », *Historia*, septembre 2008, p. 34 à 39.
- LATAILLADE (Louis), *Abd el-Kader, adversaire et ami de la France*, 1984.
- MOHAMED (Émir, publié par), *Tuhfat az-za'ir fi ta'rikh al gaza'ir wal-Amir (Cadeau au pèlerin de l'histoire de l'Émir)*, Alexandrie, 1903. Biographie d'Abd el-Kader publiée par son fils.
- SAHLI (Mohamed Cherif), *Abd el-Kader, le chevalier de la foi*, En Nahda, Alger, 1953.
- , *L'Émir Abd el-Kader, mythes français et réalités algériennes*, Entreprise algérienne de Presse, Alger, 1988.

Le duc d'Aumale :

- BURNAND (Robert), *Le duc d'Aumale et son temps*, Paris, Hachette, 1949, 251 p.
- VALLERY-RADOT (René), *Le duc d'Aumale d'après sa correspondance avec Cuvillier-Flery, 1840-1871*, Paris, Plon-Nourrit et Cie, 1922, 324 p.
- WOERTH (Éric), *Le duc d'Aumale*, Paris, L'Archipel, 2006.

Besson bey :

- GARREAU (R.), *Un Angoumoisais homme de mer : Besson-Bey, fidèle et vaillant marin de l'Empereur, vice-amiral et major général d'Égypte*, Paris, 1949, 142 p.

Bourmont :

- ESTRE (Henry d'), *Bourmont 1773-1846*, Paris, Plon, 1934.

Bugeaud :

- BOIS (Jean-Pierre), *Bugeaud*, Paris, Fayard, 1997, 636 p.
- BOURGIN (M.G.), « Bugeaud social en Afrique », *Revue historique des Armées*, n° 2, 1948.
- FAROCHON, *Bugeaud*, Les Contemporains, 1894.
- IDEVILLE (Henry d'), *Le maréchal Bugeaud, d'après sa correspondance intime et des documents inédits*, Paris, Firmin Didot, 1885, 484 p.
- MORARD (Louis), *Bugeaud*, 1947.
- THERME (Marcelle et Xavier), *Thomas Robert Bugeaud de la Piconnerie*, 2003.

Champollion :

- HARTLEBEN (Hermine), *Jean-François Champollion, sa vie et son œuvre*, Paris, Pygmalion, 1993.
- LACOUTURE (Jean), *Champollion, une vie de lumières*, Paris, Grasset, 1989, 529 p.

Changarnier :

- ANTIOCHE (Comte d'), *Changarnier*, Paris, Plon, 1891.
- MANAIRE (Henry), *Changarnier*, 1894.

Chassériau :

- PELTRE (Christine), *Théodore Chassériau*, Gallimard, 2001.

Michel Chevalier :

- WALCH (Jean), *Michel Chevalier, économiste saint-simonien : 1806-1879*, Paris, J. Vrin, 1975, 527 p.

Edmond Combes :

- TIRAND (Paul), *Edmond Combes, l'Abysinien, la passion de l'Orient 1812-1848*, L'Harmattan, 2010.

Alexandre Dumas :

- THIBAudeau (Jean), *Alexandre Dumas, le prince des mousquetaires*, Paris, Hachette, 1983, 158 p.
- ZIMMERMANN (Daniel), *Alexandre Dumas le Grand*, Paris, Julliard, 1993.

Guizot :

- BROGLIE (Gabriel de), *Guizot*, Paris, Perrin, 1990, 549 p.

LISLE, *Guizot*, Les Contemporains, 1893.

ROSANVALLON (P.), *Le moment Guizot*, Paris, Gallimard, 1985.

THEIS (Laurent), *François Guizot*, Paris, Fayard, 2008, 551 p.

Ibrahim pacha :

ENKIRI (Gabriel), *Ibrahim Pacha*, Le Caire, 1948.

Jomard :

LAISSUS (Yves), *Jomard, le dernier Égyptien*, Fayard, 2004, 657 p.

Ferdinand de Lesseps :

DIESBACH (Ghislain de), *Ferdinand de Lesseps*, Paris, Perrin, 1998, 456 p.

Lamartine :

UNGER (Gérard), *Lamartine*, Flammarion, 1998, 467 p.

Lamoricière :

KELLER, *Le général de Lamoricière, sa vie militaire, politique et religieuse*, Paris, 1874.

Louis-Philippe :

ANTONETTI (Guy), *Louis-Philippe*, Paris, Fayard, 1994.

LUCAS-DUBRETON (Jean), *Louis-Philippe*, Paris, Fayard, 1938, 703 p.

TEYSSIER (Arnaud), *Louis-Philippe : le dernier roi des Français*, Perrin, 2010, 450 p.

Mac Mahon :

BROGLIE (Gabriel de), *Mac Mahon*, Perrin, 2000.

Méhémet-Ali :

DODWELL (Henry), *The founder of modern Egypt, a study of Muhammad Ali*, Cambridge, 1931.

FARGETTE (Guy), *Méhémet-Ali : le fondateur de l'Égypte moderne*, Paris, l'Harmattan, 1996, 231 p.

MOURIEZ (Paul), *Histoire de Méhémet-Ali, vice-roi d'Égypte*, Paris, 1855-1858, 4 volumes.

PETIT (Louis), archevêque d'Athènes, pseudonyme KUTCHUK EFENDI, « Méhémet-Ali 1769-1849 », *Les Contemporains*, n° 300, Paris, 10 juillet 1898, in-8°, 16 p.

PROKESCH-OSTEN, *Méhémet-Ali*, Vienne, 1877.

TAGHER (Jacques), *Mohamed Ali jugé par les Européens de son temps*, Le Caire, 1942.

Metternich :

BERTIER DE SAUVIGNY (Guillaume de), *Metternich*, Paris, Fayard, 1986.

MISSOFFE (M.), *Metternich, 1773-1859*, Paris, Fayard, 1959.

VALLOTTON (H.), *Metternich*, Paris, 1965.

Nesselrode :

INGLE (Harold N.), *Nesselrode and the Russian rapprochement with Britain, 1836-1844*, Londres, University of California press, 1976.

Nicolas I^{er} :

FENNER (Jocelyne), *Nicolas I^{er}, tsar de toutes les Russies*, Paris, 1995.

GRÜNWARD (Constantin de), *La vie de Nicolas I^{er}*, Paris, 1946.

TROYAT (Henri), *Nicolas I^{er}*, Perrin, 2002, 252 p.

Palmerston :

BOURNE (Kenneth), *Palmerston : The Early Years, 1784-1841*, Londres, Allen Lane, 1982.

RIDLEY (Jasper), *Lord Palmerston*, Londres, Constable, 1970.

ZIEGLER (Paul R.), *Palmerston*, Palgrave Macmillan, 2003, 156 p.

Saint-Arnaud :

MASPERO (François), *L'honneur de Saint-Arnaud*, Paris, Plon, 1993.

Savary :

LENTZ (Thierry), *Savary*, Paris, Fayard, 2001, 557 p.

Soliman pacha :

LOUIS (Jérôme), « Soliman pacha 1788-1860 », *Revue de l'Institut Napoléon*, n° 186, Paris, Éditions S.P.M., 2003, pp. 29-53.

VINGTRINIER (Aimé), *Soliman pacha, généralissime des armées égyptiennes*, Paris, 1886, 590 p.

Soult :

GOTTÉRI (Nicole), *Le Maréchal Soult*, Bernard Giovanangeli Éditeur, 2000, 805 p.

Lady Stanhope :

BOISSEL (Thierry), *La vie extraordinaire de Lady Stanhope : la vraie châtelaine du Liban*, Paris, A. Michel, 1993, 242 p.
 HENEINE (Alice), *Lady Esther Stanhope et le Liban*, Beyrouth, Dar L. Khater, 1983, 2 volumes.

Talleyrand :

CASTELOT (André), *Talleyrand ou le cynisme*, Paris, Perrin, 1980, 717 p.
 COOPER (Duff), *Talleyrand*, Paris, Payot, 1937, 330 p.
 —, *Talleyrand. Un seul maître : la France*, Paris, Alvik, 2003, 431 p.
 LACOUR-GAYET (Georges), *Talleyrand*, Paris, Payot, 1991.
 MADELIN (Louis), *Talleyrand*, Paris, Tallandier, 1979, 511 p.
 ORIEUX (Jean), *Talleyrand*, Paris, Flammarion, 1970, 858 p.
 WARESQUIEL (Emmanuel de), *Talleyrand, le prince immobile*, Fayard, 2003, 792 p.

Thiers :

BURY (J.P.T.) et TOMBS (R.P.), *Thiers, 1797-1877 : A Political Life*, Londres, 1986, 307 p.
 CASTRIES (René de La Croix de, duc de), *Monsieur Thiers*, 1983.
 GUIRAL (Pierre), *Thiers*, Fayard, 1986, 622 p.
 LISLE, *Thiers*, Les Contemporains, 1893.
 LUCAS-DUBRETON (Jean), *Aspects de Monsieur Thiers*, Fayard, 1948, 405 p.

Alexis de Tocqueville :

JARDIN (André), *Alexis de Tocqueville, 1805-1859*, Hachette, 1984.
 ROBIEN (Gilles de), *Alexis de Tocqueville*, Flammarion, 2000.

Ismâïl Urbain :

LEVALLOIS (Michel), *Ismayl Urbain. Une autre conquête de l'Algérie*, Maisonneuve & Larose, 2001, 672 p.
 Ouvrage très documenté, bien écrit, une référence.

Le maréchal Valée :

GIROD DE L'AIN (Maurice), *Grands artilleurs, le maréchal Valée 1773-1846*, Paris, 1911, 495 p.

Le comte Walewski :

CHALAMON DE BERNARDY (Fr.), *Un fils de Napoléon : le comte Walewski*, Paris, 1951.

Yousouf :

BLANC (général), « Yousouf : guerrier tunisien, soldat français », *Revue historique des Armées*, juin 1951.
 FLEURY (Georges), *Yousouf le flamboyant*, Flammarion, 2005.
 HAZEL, *Yousouf*, Les Contemporains, 1893.
 JOUHAUD (Edmond, général), *Yusuf*, 1976.
 TRUMELET (colonel C.), *Le général Yusuf*, Paris, 1890, 2 volumes.

IV. DIVERS

ŒUVRES LITTÉRAIRES ET ROMANS

BALZAC (Honoré de), *Le médecin de campagne*, Paris, Larousse, 1988, 168 p.
 —, *Le Curé de village*, 1976, 302 p.
 —, *Le père Goriot*, Paris, 1972, 357 p.
 —, *Splendeurs et misères des courtisanes*, Paris, 1988, 574 p.
 CHASE-RIBOUD (Barbara), *La Grande Sultane*, Paris, Albin Michel, 1987, 478 p.
 DAGHER (Carole), *Le couvent de la Lune*, Paris, Plon, 2002, 376 p.
 GEOFFROY (Louis), *Napoléon et la conquête du monde : 1812-1832 : histoire de la monarchie universelle : Napoléon apocryphe*, Paris, Tallandier, 1983, 388 p.
 HILU (Alon), *The death of a Monk*, 2004. Cet auteur israélien présente une version particulière de l'affaire de Damas. Le père Thomas meurt d'une crise cardiaque après que son destin ait croisé celui d'un jeune homosexuel Aslan.
 KHAWAM (René R.), *La Poésie arabe*, Paris, Phébus, 2000, 491 p.
 LE COZ (Martine), *Le Jardin d'Orient*, Éditions Michalon, 2008, 224 p.
 Ce roman paru à l'occasion du bicentenaire de la naissance d'Abd el-Kader (1808-2008) évoque les années de détention de l'émir et de ses proches au château d'Amboise à partir de 1848. Les prisonniers sont présentés comme des personnages très supérieurs à leurs geôliers et à leurs visiteurs, y compris l'abbé Louis Robion qui se lie d'amitié avec le sultan des Arabes, plongé dans la méditation spirituelle. Impressionné par le « saint homme », l'abbé imagine même un instant se convertir à l'islam.
 LERMONTOV (Mikhaïl)
 Poèmes :
Le Démon
Le prisonnier du caucase (1828)
Les circassiens (1828)

Izmail-Beï (1832)

Hadji-Abrek (1833)

Aoul Bastoundji (1834)

Adieu Russie, pays crasseux (1841)

Romans :

Ashik Kerib (1837), conte turc

Un héros de notre temps (1841)

MAISTRE (Xavier de), *Les Prisonniers du Caucase*, Paris, 1825.

MORIER (James), *Les aventures de Hadji Baba d'Ispahan*, Paris, Phébus, 1983, 587 p.

—, *Les aventures de Hadji Baba en Angleterre*, Paris, Phébus, 1986, 431 p.

POUILLOT (Corinne), *Le Jugement du désert*, éditions du Rocher, 2009, 272 p.

QUINET (Edgar), *Le siège de Constantine*, 1837.

Poème sur la prise de Constantine.

REGENBOGEN (Lucian), *Napoléon a dit*, Paris, Les Belles Lettres, 1998, 454 p.

ROY (Jules), *Les chevaux du soleil*, Grasset, 1980.

SALLE (Eusèbe de), *Ali le Renard ou la Conquête d'Alger, 1830*, Paris, Slatkine, 1832, 2 volumes.

SOUTSOS (Alexandros), *L'Exilé de 1831, roman historique*, Paris, Pougoin, 1840, 155 p.

STENDHAL, *Lucien Leuwen*, Paris, Gallimard, 2002, 930 p.

TOLSTOÏ, *Hadji Mourad*, traduit du russe par Alexandre V. Soloviev et Georges Haldas, Genève, Édito-Service, 1962.

YOURCENAR (Marguerite), *Archives du Nord*, Paris, Gallimard, 1977, 377 p.

BANDES DESSINÉES

FERRANDEZ (Jacques), *Carnets d'Orient*, n°1, Casterman, 1994, 75 p.

HULET (David), GIROUD (Frank), *Les Fleury-Nadal*, « Benjamin », tome 2, Glénat, mai 2007.

Dans le Paris de 1830, des combats de rue rapprochent Hippolyte Lecomte, artiste peintre, à Benjamin Fleury, élève à Polytechnique. Dès la fin des événements, ils se retrouvent pour fêter la destitution de Charles X. À cette occasion, Benjamin remarque chez le peintre un tableau représentant le portrait d'une jeune femme. Envoûté par la beauté du regard, Benjamin obtient de l'artiste que l'œuvre a été réalisée 13 ans plus tôt et que le modèle qui se nomme Ana-Luna Beauchamp a disparu depuis. Obsédé par cette dernière, il apprend par son père que celle-ci est morte du choléra et que son mari n'a plus donné signe de vie. En 1834, toujours hanté par la belle vision, Benjamin réalise son vœu le plus cher en oeuvrant pour la construction d'un barrage en Égypte. Alors qu'il assure le contrôle des travaux, son attention est attirée par la présence sur les lieux d'une femme dont les traits correspondent à s'y méprendre à ceux d'Ana-Luna.

FILMOGRAPHIE

BASUTCU (Mehmet), sous la direction de, *Le cinéma turc*, Paris, Centre Georges Pompidou, 1996.

DEMOPOULOS (Michel, sous la direction de), *Le cinéma grec*, Paris, Centre Georges Pompidou, 1995, 263, p.

L'époque de la monarchie de Juillet est évoquée ou suggérée dans quelques films et feuilletons :

L'Algérie des chimères (François Luciani, 2000 ; la première partie du téléfilm évoque la mission saint-simonienne dans l'ancienne Régence d'Alger, Henri de Turenne et Robert Soulé se sont inspirés de deux personnages réels : Warnier, médecin militaire, premier député des Français d'Algérie à Versailles en 1871, et le métis Ismaïl Urbain, interprète en arabe pour Napoléon III).

La nouvelle malle des Indes (Christian-Jaque, 1982 ; il s'agit d'un feuilleton français en 7 épisodes de 55 minutes, avec Christian Kohlund, Jean-Pierre Bouvier, Roger Carel, Patrick Préjean, Manfred Seipold).

Le comte de Monte Cristo (drame américain de David Greene, 1975, 1 heure 45 minutes). À la fin du film, le comte de Monte Cristo interprété par Richard Chamberlain provoque en duel le général Montego (Tony Curtis) en alléguant que ce dernier a vendu pour 40 000 francs la fille d'Ali pacha, comme esclave. La Mauresque apparaît et confirme les propos de Monte Cristo.

Les chevaux du soleil (François Villiers, 1979, 55 minutes, feuilleton d'après le roman de Jules Roy), épisode 1, « la prise d'Alger 1830. »

Les mystères de Paris (Hunnebell, 1962 ; Jean Marais interprète le rôle d'un diplomate ayant été en poste dans les Balkans).

Monsieur N (Antoine de Caunes, 2003, une scène retrace l'atmosphère du retour des cendres de Napoléon I^{er}).

Vidocq de Pitof en 2001, entièrement tourné en numérique, avec Gérard Depardieu dans le rôle du célèbre policier, sur un scénario de Jean-Christophe Grangé, l'action de ce thriller fantastique se situe juste avant la révolution de 1830. Le personnage de l'Alchimiste est une inquiétante créature qui hante les bas-fonds de Paris. Son allure évoque quelque peu l'Orient et ses mystères.

Table des matières

<i>Introduction</i>	10
---------------------------	----

I

DE LA PRISE D'ALGER À LA BATAILLE DE NEZIB

PREMIÈRE PARTIE

L'ATTENTISME, 1830-1833

Le Vieil homme malade	15
1. Le legs de la régence d'Alger.....	20
Le contentieux franco-algérien, 20.- L'expédition d'Alger : une opération savamment orchestrée, 24.- Le débarquement de Sidi-Ferruch, 14 juin 1830, 30.- La victoire sur le dey : sa perception dans l'opinion, 34.- L'exil du dey, 38.- L'attitude des nations, 39.- L'incertitude causée par la révolution de juillet, 41.- L'arrivée du général Clauzel, le départ du maréchal Bourmont, 44.- La poursuite de la conquête, 46.- La mission de Talleyrand à Londres, 47.- Le trésor de la Casbah, 49.	
2. La paix à tout prix	56
Une politique étrangère louis-philipparde, 56.- La non-intervention, 61.- Le jeu des chaises musicales, 66.- Les ambitions de Méhémet-Ali : une menace pour la paix, 70.- Une paix fragile en Grèce, 73.- Talleyrand et la paix, 77.	
3. Les limites du <i>modus vivendi</i>	79
L'échec politique, 79.- La crise économique, 81.- L'affaire de Poros, 84.- L'assassinat du président Capodistria, 9 octobre 1831, 85.- Le borbier grec, 86.- Otton : un roi pour la Grèce, 88.- La guérilla en Algérie, 90.- La prise de Bône, 27 mars 1832, 92.- Brutalité de Savary, djihad d'Abd el-Kader, 94.- Les tensions sur les côtes tunisienne et libyenne, 96.- Une diplomatie dépassée par les événements du Proche-Orient, 98.- L'offensive égyptienne, 101.- Le siège de Saint-Jean-d'Acre, 23 novembre 1831-27 mai 1832, 103.	

DEUXIÈME PARTIE

L'INGÉRENCE, 1833-1839

L'imbroglio levantin.....	108
4. La guerre au Proche-Orient,1832-1833.....	110
La prise de Saint-Jean-d'Acre, 110.- Les défaites des pachas à Homs et Beylan, 112.- L'Austerlitz de l'Égypte : la bataille de Konya, 21 décembre 1832, 115.- L'intervention des puissances. Le débarquement des Russes dans le Bosphore, 119.- Le traité d'Unkiar-Skelessi, 8 juillet 1833, 125.- La diplomatie de la force, 128.	
5. Les saint-simoniens.....	132
Les idées saint-simoniennes, 132.- Les premiers pas des saint-simoniens en Orient, 136.- La Cène napoléonienne, 14-15 août 1834, 140. - La Passion des saint-simoniens, 141.	
6. Les moyens de communication	144
La route des Indes, 144.- Canal de Suez ou chemin de fer ?, 147.- Des communications perturbées par la question d'Orient. L'affaire du <i>Vixen</i> , 149.- Le voyage de l'obélisque 152.- Les communications en Algérie, 154.	
7. La prise de Constantine, 13 octobre 1837.....	156
L'Empire ottoman et le Maghreb, 156.- La guerre d'Algérie, 158.- La première expédition contre Constantine, 1836, 161.- Le traité de la Tafna, 164.- La seconde expédition contre Constantine, 1837, 166.	
8. Les Échelles.....	177
Les « mille et une merveilles » des Échelles du Levant, 177.- Les Échelles de Barbarie, 180.- Le commerce généré par les Échelles, 182.- L'économie de guerre de l'Égypte, 188.- Le traité de Balta-Liman, 16 août 1838, 190.- La défense des intérêts mercantiles des puissances, 193.	

9. Espions et conseillers militaires.....	197
L'espionnage : un mal nécessaire, 197.- L'administration du renseignement, 199.- Le métier d'espion, 201.- Yousouf, soupçonné d'espionnage, 207.- Le contre-espionnage, 208.- Espions et pouvoir, 211.- Les conseillers militaires, 213.- La part de l'espionnage dans le siège de Constantine de 1837, 218.	

II

LA CRISE ORIENTALE, 1839-1840

<i>Casus belli</i> : des ambitions à contrecarrer.....	223
10. Nezib	226
L'insurrection druse de 1837-1839, 226.- L'offensive de l'armée turque, 229.- La bataille de Nezib, 24 juin 1839, 235.- Les causes de la défaite turque, 241.- Les effets immédiats de la victoire égyptienne, 244.- La défection de la flotte ottomane, 246.	
11. L'affolement des chancelleries.....	249
La note du 27 juillet 1839, 249.- La position française, 250.- La question d'Orient dans les débats parlementaires en France, 252.- La chute du cabinet Soult. Thiers nommé Premier ministre, 258.	
12. Les Tanzimat.....	262
L'occidentalisation de l'Empire ottoman, 262.- L'édit de Gülhane, 3 novembre 1839, 267.- Une lente réforme, 271.	
13. Le jeu des consuls.....	275
La formation des consuls, 275.- Le consul : un agent diplomatique, 277.- L'assassinat du père Thomas : le consul Ratti-Menton mène l'odieuse enquête, 282.- Figures consulaires, 288.	
14. L'internationalisation du conflit.....	293
Le Grand Jeu : les rivalités anglo-russes en Asie centrale, 293.- Les débuts de la guerre anglo-afghane, 295.- Le rebelle Chamil, 296.- Le siège d'Akhulgo, 29 juin-18août 1839, 297.- La résistance aux Russes dans le Caucase, 299.- Les stratégies périphériques, 302.- La mission de Sercey en Perse, 305.- Le franchissement des Portes de Fer, 28 octobre 1839, 306.- La campagne d'Afrique : le siège de Mazagran, le col de la Mouzaïa, 308.-	
15. Palmerston, Guizot, Nesselrode et Metternich.....	315
Palmerston, le machiavélique ministre anglais des Affaires étrangères, 315.- L'ambassadeur Guizot à Londres, 318.- Le perfide Nesselrode, 321.- Le chancelier Metternich et la question d'Orient, 324.	
16. Le traité de Londres du 15 juillet 1840.....	330
L'isolement diplomatique de la France, 330.- La réaction de la montagne libanaise, 334.- La fièvre nationaliste, 338.- <i>La Marseillaise de la Paix</i> , 343.	
17. L'ultimatum et son application contre Méhémet-Ali.....	348
La situation de la flotte française en Méditerranée, 348.- L'utopique puissance égyptienne, 352.- L'escalade, 359.- Le bombardement des côtes libanaises, 364.- La France sur le pied de guerre, 369.- La chute de Saint-Jean-d'Acre, 374.	
18. La fin de la crise.....	380
L'humiliation de la France, 380.- Les fortifications de Paris, 383.- Le diktat turc imposé à l'Égypte, 384.- La politique étrangère de la France sous l'impulsion de Guizot, 386.- La convention des Détroits, 388.- La morgue de la Russie et du Divan, 391.- Le Liban après la défaite de Méhémet-Ali, 394.- La crise orientale de 1840, responsable de l'accident ferroviaire de Meudon, 399.	

III

LA REVANCHE, 1840-1848

<i>In statu quo ante</i> : se révolter ou coloniser ?	402
19. Le temps de l'intervention militaire.....	404
La situation générale après la crise de 1840, 404.- Des forces turques en pleine réforme, 406.- L'armée persane face à la violation des sanctuaires du Karbala, 407. Les projets de l'armée égyptienne au Darfour, 409.- Bugeaud, le héros national, 409.- La prise de la smala d'Abd el-Kader, 16 mai 1843, 414.- Les combats d'arrière-garde en Algérie, 417.- Les bombardements de Tanger et de Mogador, 418.- La bataille d'Isly, 14 août 1844, 420.- Les avatars de l'armée britannique en Afghanistan, 424.- La guerre contre les Tchétchènes. Les sources historiques, 427.- L'expédition contre Dargo, 1845, 428.- L'invasion de la Kabardie, 1846, 433.	

20. Civilisés contre barbares.....	435
Un Orient « mal » civilisé, 435.- Le fanatisme et le terrorisme, 439.- De la razzia aux « colonnes infernales », 444.- « L'enfumade » du Dahra, 449.- L'embuscade de Sidi-Brahim, 21-26 septembre 1845, 452.- Coloniser, c'est civiliser !, 454.- Les prisonniers de guerre, 458.	
21. Le temps de l'action religieuse.....	465
Le rôle des missions françaises en Orient, 465.- La dualité : religion et politique, 468.- Les districts mixtes au Liban, 473.- La minorité religieuse juive, 477.- L'islam, 479.- Des « sectes » musulmanes : les derviches, les Druzes, le babisme, les <i>khouan</i> , 484.- Construire une mosquée à Paris en 1846, 488.	
22. La Grande Idée.....	489
La Grèce : entre marasme et redressement, 489.- La révolution grecque de 1843, 490.- L'accession de Jean Coletti au pouvoir, 492.- La Grande Idée et la géostratégie maritime, 496.- L'affaire Musurus, 498.- L'affaire David Pacifico, 501.	
23. Le bilan.....	505
Jugements sur la diplomatie française, 505.- La sécurisation de la régence de Tunis, 508.- La pacification de l'Algérie, 509.- Le point de vue de Tocqueville, 512.- Les Bureaux arabes, 514.- Les enjeux de la colonisation, 515.- La reddition d'Abd el-Kader, 23 décembre 1847, 517.- L'Égypte sous influence française ?, 518.- L'orientalisme, 523.- Les rivaux de la France en Orient, 530.	
24. Les révolutions lamartiniennes.....	535
Les raisons de la colère, 535.- Lamartine, ministre des Affaires étrangères, 538.- La captivité d'Abd el-Kader, 541. La Seconde République confrontée à la colonisation de l'Algérie, 544.- Le siège de Zaatcha, 16 juillet-26 novembre 1849, 548.- Les quarante-huitards et la question du Proche-Orient, 552.- La révolution babie en Perse, 556.- Les contestations dans la péninsule balkanique, 557.	
<i>Conclusion</i>	562
<i>Annexes</i>	565
<i>Cartes</i>	578
<i>Bibliographie</i>	
I. Sources manuscrites.....	598
II. Sources imprimées.....	602
III. Études.....	611
IV. Divers.....	623
Table des matières	625

La question d'Orient sous Louis-Philippe

En 1830, la Grèce a obtenu son indépendance. L'Empire ottoman aux multiples nationalités est en crise. Les Turcs moribonds sont chassés d'Algérie. Cette brillante victoire ne sauve pas pour autant le trône de Charles X. Après les Trois Glorieuses (27, 28 et 29 juillet), Louis-Philippe I^{er}, le roi issu des barricades, hérite de cette conquête qu'il va poursuivre. Les Français se heurtent désormais à la résistance d'Abd el-Kader et à celle du bey de Constantine. Depuis l'Égypte, Méhémet-Ali défie le sultan de Constantinople, Mahmud II, et cherche à lui ravir le califat. Les deux hommes s'opposent. Ils se font la guerre en 1832-1833 puis en 1839-1840. La bataille de Nezib le 24 juin 1839 sonne le glas du Vieil homme malade. Pour Lamartine, « la Turquie est un turban vide ». Pour éteindre le brasier, défendre leurs intérêts, protéger les routes commerciales, garantir la sécurité des chrétiens et soucieuses de maintenir l'équilibre européen, les nations interviennent dans la question d'Orient. Dans ces bras de fer, les puissances ont recours à l'espionnage, à la diplomatie et à la force militaire. La Russie exerce une pression de plus en plus forte sur les détroits du Bosphore et des Dardanelles, ainsi que sur la Perse et au Caucase. Se sentant menacée aux Indes, l'Angleterre attaque l'Égypte, rétablit la souveraineté turque au Proche-Orient et envahit l'Afghanistan. Quant à la France, elle se taille la part du lion en Afrique du Nord. Le duc d'Aumale s'empare de la smala d'Abd el-Kader le 16 mai 1843. Bugeaud bat les Marocains à Isly le 14 août 1844. La colonisation de l'Algérie permet à la monarchie de Juillet de renouer avec la civilisation romaine. Le lobby africain devient puissant mais au moment de la révolution de 1848, il n'y a pas de place outre-mer pour une « chouannerie orléaniste ».

Jérôme LOUIS est docteur en histoire contemporaine

Allégorie de la France triomphante au Maghreb : un chasseur d'Afrique brandit un drapeau pris à l'ennemi. 1846